



3 1761 119705317



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119705317>

CA 1
XC 36
-L16

Government
Publications

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 58

Saturday, December 10, 1994
Rivière-du-Loup, Québec

Chairperson: Francis LeBlanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 58

Le samedi 10 décembre 1994
Rivière-du-Loup (Québec)

Président: Francis LeBlanc

18

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Human Resources Development

Développement des ressources humaines

RESPECTING:

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and the restructuring of Canada's social security program

CONCERNANT:

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING COMMITTEE ON HUMAN RESOURCES
DEVELOPMENT

Chairperson: Francis LeBlanc

Vice-Chairs: Francine Lalonde
Maria Minna

Members

Diane Ablonczy
Reg Alcock
Jean Augustine
Maurizio Bevilacqua
Garry Breitkreuz
Martin Cauchon
Shaughnessy Cohen
Paul Crête
Antoine Dubé
Dale Johnston
Larry McCormick
Andy Scott—(15)

Associate Members

Chris Axworthy
Cliff Breitkreuz
Brenda Chamberlain
John Murphy
Georgette Sheridan
Paddy Torsney
Tony Valeri

(Quorum 8)

Luc Fortin

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU DÉVELOPPEMENT DES
RESSOURCES HUMAINES

Président: Francis LeBlanc

Vice-présidentes: Francine Lalonde
Maria Minna

Membres

Diane Ablonczy
Reg Alcock
Jean Augustine
Maurizio Bevilacqua
Garry Breitkreuz
Martin Cauchon
Shaughnessy Cohen
Paul Crête
Antoine Dubé
Dale Johnston
Larry McCormick
Andy Scott—(15)

Membres associés

Chris Axworthy
Cliff Breitkreuz
Brenda Chamberlain
John Murphy
Georgette Sheridan
Paddy Torsney
Tony Valeri

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Luc Fortin

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAUX

LE SAMEDI 10 DÉCEMBRE 1994

(130)

[Texte]

Le Comité permanent du développement des ressources humaines se réunit aujourd'hui, à 9 h 25, dans la salle Bon Pasteur, Maison de la Culture, Rivière-du-Loup (Québec), sous la présidence de Francis LeBlanc, (président).

Membres du Comité présents: Reg Alcock, Jean Augustine, Paul Crête, Antoine Dubé et Francis LeBlanc.

Membre suppléant présent: Robert Bertrand pour Shaughnessy Cohen.

Autres membres présents: Gérard Asselin, René Canuel, Patrick Gagnon, Lee Morrison et Bob Ringma.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Vivian Shalla, attachée de recherche.

Témoins: De la Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec: Anne Gauthier, coordonnatrice; Andrée Urvoy, conseillère en emploi. De Collectif formation travail du KRTB (Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Les Basques): Raymond Cadrin, président; Monique St-Amand. De Tremplin travail Vallée-de-la-Matapedia: Hélène Martin, directrice; Ginette Larocque, responsable de l'encadrement. Des Comités conseils Jeunes Volontaires: Sylvain Dubé, président, Jeunes Volontaires – Rivière-du-Loup; Christine Lévesque, présidente, Jeunes Volontaires – Kamouraska. Du Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec (R.C.A.E.Q.): Gilles Roy, membre du Conseil d'administration; Pauline Leclerc, membre du Conseil d'administration. De la Fédération des Clubs de l'Âge d'Or de l'Est du Québec et Conseil consultatif des aînés et aînées de l'Est du Québec: Dominique Plante, directeur général; Lucien Gendreau, président, conseil consultatif; Maurice Bérubé, vice-président, conseil consultatif. Du Regroupement des CLSC du Bas Saint-Laurent: Réjean Godbout, directeur général, CLSC Rivières et Marées; Michel Samson, directeur général, CLSC Témiscouata; Raymond Leblon, directeur général, CLSC Les Basques. Du Comité famille St-Hubert – MRC Rivière-du-Loup: Brigitte Plourde, responsable; Gaétan Malenfant, organisateur communautaire. De AMICO St-Ludger Inc.: Marie-Paule Malenfant, animatrice en pastorale; Béatrice Michaud, animatrice en pastorale. À titre individuel: Martial Lévesque.

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada (Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 8 février 1994, fascicule n° 1).

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

À 12 h 00, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

MINUTES OF PROCEEDINGS

SATURDAY, DECEMBER 10, 1994

(130)

[Translation]

The Standing Committee on Human Resources Development met at 9:25 o'clock a.m. this day, in Room Bon Pasteur, Maison de la culture, Rivière-du-Loup (Québec), the Chair, Francis LeBlanc, presiding.

Members of the Committee present: Reg Alcock, Jean Augustine, Paul Crête, Antoine Dubé, Francis LeBlanc.

Acting Member present: Robert Bertrand for Shaughnessy Cohen.

Other Members present: Gérard Asselin, René Canuel, Patrick Gagnon, Lee Morrison and Bob Ringma.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Vivian Shalla, Research Officer.

Witnesses: From the "Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec": Anne Gauthier, Coordinator; Andrée Urvoy, "conseillère en emploi". From the "Collectif formation travail du KRTB (Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Les Basques)": Raymond Cadrin, President; Monique St-Amand. From the "Tremplin travail Vallée-de-la-Matapedia": Hélène Martin, Director; Ginette Larocque, "responsable de l'encadrement". From "Comités conseils Jeunes Volontaires": Sylvain Dubé, President, "Jeunes Volontaires" – Rivière-du-Loup; Christine Lévesque, President, "Jeunes Volontaires" – Kamouraska. From the "Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec (R.C.A.E.Q.)": Gilles Roy, Member of the Board of Directors; Pauline Leclerc, Member of the Board. From the "Fédération des Clubs de l'Âge d'Or de l'Est du Québec et du Conseil consultatif des aînés et aînées de l'Est du Québec": Dominique Plante, Director General; Lucien Gendreau, President, Advisory Council; Maurice Bérubé, Vice-President, Advisory Council. From the "Regroupement des CLSC du Bas Saint-Laurent": Réjean Godbout, Director General, "CLSC Rivières et Marées"; Michel Samson, General Director, CLSC Témiscouata; Raymond Leblon, General Director, CLSC Les Basques. From the "Comité famille St-Hubert – MRC Rivière-du-Loup": Brigitte Plourde, representative; Gaétan Malenfant, Community Organizer. From "AMICO St-Ludger Inc.": Marie-Paule Malenfant, "animatrice en pastorale"; Béatrice Michaud, "animatrice en pastorale". As individual: Martial Lévesque.

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and the restructuring of Canada's social security program (See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, February 8, 1994, Issue No. 1).

The witnesses made opening statements and answered questions.

At 12:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Greffier de comité

Jacques Lahaie

Jacques Lahaie

Committee Clerk

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(131)

Le Comité permanent du développement des ressources humaines se réunit aujourd'hui, à 13 h 45, dans la salle Bon Pasteur, Maison de la Culture, Rivière-du-Loup (Québec), sous la présidence de Francis LeBlanc, (président).

Membres du Comité présents: Reg Alcock, Jean Augustine, Paul Crête, Antoine Dubé, Francis LeBlanc, Maria Minna.

Membre supplémentaire présent: Robert Bertrand pour Shaughnessy Cohen.

Autre membre présent: Gérard Asselin, René Canuel, Patrick Gagnon, Lee Morrison, Bob Ringma.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Vivian Shalla, attachée de recherche.

Témoins: Du Regroupement des organismes communautaires (R.O.C.) de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques (K.R.T.B.): Jérôme Caron, président; Claire Bilocq, coordonnatrice. De Action-chômage Kamouraska Inc.: Alain Lagacé, conseiller technique; Yvette Émond, présidente. De Coalition urgence rurale: Adéodat St-Pierre, président. Du Ralliement Gaspésien et Madelinot: Ginette Côté, coordonnatrice. De la Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.: Gaétan Lambert, responsable, Ressources humaines; Roger Jean, travailleur forestier. De la GRIDEQ - Université du Québec à Rimouski: Serge Côté, professeur à l'Université de Rimouski et directeur de GRIDEQ; Danièle Lafontaine, professeur à l'UQAR, membre du GRIDEQ. De la Coalition étudiante post-secondaire de l'est: Lucie Pépin, représentante; Régis Beaulieu, président (AGE) - UQAR. De la Municipalité régionale du comté des îles-de-la-Madeleine: Marie Cyr-Maire. De Opération Dignité II: Gilles Raymond, président; Berthier Pelletier, administrateur. Des Comités d'aide au développement des collectivités et les sociétés d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine: Pierre Bélanger, président, SADC; François Loiselle, consultant. Du Conseil central du Bas St-Laurent (CSN): Solange Tremblay, présidente; Rénald Blais, président, Conseil central de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine. Du Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski (SCCCUQAR): Roger Mavoungou, vice-président, Information. Du Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage: Maryvonne Thébault, présidente; Berthier Dumont, premier vice-président et enseignant en formation professionnelle. De la Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.: Gaétan Lambert, responsable, Ressources humaines; Daniel Héon, travailleur sylvicole. À titre individuel: Paul-Émile Fortin, retraité. Déclarations spontanées: Thérèse Gagné; Robert Lapointe; Lucie Rousseau.

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada (Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 8 février 1994, fascicule n° 1).

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

À 17 h 50, le comité procède aux déclarations spontanées.

AFTERNOON SITTING
(131)

The Standing Committee on Human Resources Development met at 1:45 o'clock p.m. this day, in Room Bon Pasteur, Maison de la culture, Rivière-du-Loup (Québec), the Chair, Francis LeBlanc, presiding.

Members of the Committee present: Reg Alcock, Jean Augustine, Paul Crête, Antoine Dubé, Francis LeBlanc, Maria Minna.

Acting Member present: Robert Bertrand for Shaughnessy Cohen.

Other Members present: Gérard Asselin, René Canuel, Patrick Gagnon, Lee Morrison, Bob Ringma.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Vivian Shalla, Research Officer.

Witnesses: From the "Regroupement des organismes communautaires (R.O.C.) de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, et Les Basques (K.R.T.B.)": Jérôme Caron, President; Claire Bilocq, Coordinator. From "Action-Chômage Kamouraska Inc.": Alain Lagacé, Technical Adviser; Yvette Émond, President. From "Coalition urgence rurale": Adéodat St-Pierre. From "Ralliement Gaspésien et Madelinot": Ginette Côté, Coordinator. From the "Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.": Gaétan Lambert, Responsible, Human Resources; Roger Jean, Forest worker. From the GRIDEQ - Quebec University in Rimouski: Serge Côté, Professor at the University of Rimouski and Director of GRIDEQ; Danièle Lafontaine, professor - UQAR, member of GRIDEQ. From the "Coalition étudiante post-secondaire de l'est": Lucie Pépin, Representative; Régis Beaulieu, President (AGE). From the Regional Municipality of Îles-de-la-Madeleine: Marie Cyr-Maire. From "Opération Dignité II": Gilles Raymond, President; Berthier Pelletier, Administrator. From the "Comités d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine": Pierre Bélanger, President - SADC; François Loiselle, Consultant. From the "Conseil central du Bas St-Laurent (CSN)": Solange Tremblay, President; Rénald Blais, President, "Conseil central de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine. From the "Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski (SCCCUQAR)": Roger Mavoungou, Vice-President, Information. From the "Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage": Maryvonne Thébault, President; Berthier Dumont, First Vice-President and Vocational Training Professor. From the "Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.": Gaétan Lambert, Responsible, Human Resources; Daniel Héon, Forest Worker. As an individual: Paul-Émile Fortin, Retired. Statements from the floor: Thérèse Gagné; Robert Lapointe; Lucie Rousseau.

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and the restructuring of Canada's social security program (See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, February 8, 1994, Issue No. 1).

The witnesses made statements and answered questions.

At 5:50 o'clock p.m., the Committee proceeded to hear statements from the floor.

À 18 h 00, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

At 6:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Luc Fortin

Luc Fortin

Clerk of the Committee

Greffier de comité

Jacques Lahaie

Jacques Lahaie

Committee Clerk

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Saturday, December 10, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le samedi 10 décembre 1994

• 0925

Le président: Bonjour, membres du Comité, mesdames et messieurs, et bienvenue à la salle Bon-Pasteur de la Maison de la culture de Rivière-du-Loup.

Nous sommes le Comité permanent de la Chambre des communes du développement des ressources humaines. Nous étudions actuellement la modernisation et la restructuration du système de sécurité sociale du Canada. Je m'appelle Francis LeBlanc, et je serai votre président pendant la journée.

Avant de passer à nos premiers témoins, j'ai quelques remarques préliminaires à faire sur le déroulement de la journée. J'aimerais aussi remercier M. Paul Crête, député de Kamouraska—Rivière-du-Loup, d'avoir organisé cette journée. Nous lui sommes reconnaissants de son initiative.

Nous allons procéder de la même façon que partout ailleurs au Canada. Nous diviserons la journée en deux parties. La plus grande partie du temps sera consacrée à l'écoute de groupes de témoins. En fin de journée, nous entendrons les déclarations individuelles.

Si des personnes de l'audience aimeraient faire une déclaration personnelle ou ajouter des commentaires, nous pourrons entendre jusqu'à 12 interventions d'un maximum de cinq minutes. Pour cela, vous devez vous enrégistrer au secrétariat qui se trouve au deuxième étage. S'il y a plus de 12 intervenants, nous devrons procéder à un tirage au sort. Normalement, on essaie d'entendre jusqu'à 12 personnes au cours de cette période.

Aujourd'hui, nos audiences sont enrégistrées par la télévision communautaire de Rivière-du-Loup, Kamouraska et Charlevoix. Nous serons donc obligés, dans la mesure du possible, de respecter le temps alloué. Nous avons jusqu'à 12 heures pour la première partie de nos audiences. Nous allons commencer tout de suite avec nos premiers témoins.

Il s'agit de la Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec et du Regroupement des femmes de la région de Matane.

Avez-vous une ou deux présentations à faire?

Mme Suzanne Rouzier (agente de développement, Regroupement des femmes de la région de Matane Inc.): Les représentantes de la Table de concertation ne sont pas encore arrivées. Cela est probablement attribuable au mauvais temps.

Le président: Si elles arrivent, elles pourront se joindre à vous ou à d'autres témoins plus tard, aujourd'hui. En attendant, vous pouvez procéder à la présentation de votre mémoire et nous passerons ensuite aux questions relatives à votre mémoire.

Mme Micheline Laroche (coordonnatrice, Regroupement des femmes de la région de Matane Inc.): Bonjour.

• 0930

Vous avez devant vous notre mémoire qui s'intitule: «Quand le misérabilisme s'instaure en système», et vous avez aussi une synthèse de la présentation que nous allons faire à l'instant.

The Chairman: Members of the committee, ladies and gentlemen, welcome to the Bon-Pasteur Hall at the Maison de la culture in Rivière-du-Loup.

As the Standing Committee of the House of Commons on Human Resources Development, we are currently examining how Canada's social security system should be modernized and restructured. My name is Francis LeBlanc, and I will be your chairman for the day.

Before proceeding with our first witnesses, I have a few preliminary remarks about today's schedule. I would also like to thank Mr. Paul Crête, the member for Kamouraska—Rivière-du-Loup, for organizing this day for us and say that we appreciate his initiative.

We will proceed just as we have done elsewhere in Canada. We will divide the day into two parts. Most of the time will be spent listening to groups of witnesses. Subsequently, we will hear individual statements.

If people in the audience would like to make personal statements or add some comments, we will be able to hear up to twelve interventions not to exceed five minutes each. Those who wish to do so are asked to register with the Secretariat on the second floor. If there are more than twelve, we will have to draw lots. Usually, we try to fit a maximum of twelve people into this time.

Today, our hearings are being taped by community television for Rivière-du-Loup, Kamouraska and Charlevoix. This means we will have to stick to our schedule as much as possible. We have until noon for the first part of our hearing. We will proceed immediately with our first witnesses.

They are the Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec and the Regroupement des femmes de la région de Matane.

Do you have one or two presentations to make?

Mrs. Suzanne Rouzier (Development officer, Regroupement des femmes de la région de Matane Inc.): The representatives for the Table de concertation have not arrived yet, probably because of the weather.

The Chairman: If they get here, they can either join you or other witnesses later today. Meanwhile, you may proceed with your presentation, and we will then proceed with questions concerning your brief.

Ms Micheline Laroche (Co-ordinator, Regroupement des femmes de la région de Matane Inc.): Good morning.

You have before you our brief, entitled: *Quand le misérabilisme s'instaure en système*, as well as a summary of today's presentation.

[Texte]

Nous allons vous présenter le profil de la communauté de la MRC de Matane. Nous vivons dans une région rurale qui continue à se dégrader: désarticulation des villages ruraux, exode des jeunes, structure économique déficiente et déficitaire, marché du travail saturé, chômage élevé, diminution des services publics et vieillissement de la population.

Avec 41 p. 100 des familles de la région qui se situent sous les rubriques «pauvres» et «très pauvres», alors que pour le Québec, ce pourcentage est de 28 p. 100, et une personne sur trois vivant dans des municipalités de moins de 2 000 habitants, la région cumule suffisamment de facteurs de risque pour que nous considérons la pauvreté et la désintégration sociale comme un problème social important dont les conséquences sur la santé et le bien-être de la population régionale ne doivent pas être mésestimées.

Le redressement de cette situation nécessite, à notre avis, un engagement ferme de la part de tous les intervenantes et intervenants d'ici. Nous sommes convaincus que nous devons prendre plus d'initiatives, mais surtout que toutes les femmes doivent devenir des actrices dans le développement de leur milieu.

Le Regroupement des femmes de la région de Matane existe depuis 17 ans. Il est né en 1977 du désir d'un groupe de femmes de se rencontrer, d'échanger et d'unir leurs forces pour défendre leurs droits et les faire reconnaître. Nos activités se sont développées, et nous offrons maintenant différents services à la population: accueil, références, accompagnement; un centre de documentation, Publi-Femme; un comptoir de vêtements usagés, Les Chiffonnères; un atelier de création, Les Débrouillardes; diverses formations: relation d'aide, communication, cuisine végétarienne, entrepreneurship au féminin, estime de soi. Toutes les réalisations ou projets ont toujours eu pour résultat l'amélioration et la consolidation de nos services, le développement de l'autonomie sociale, affective et financière des femmes, le développement de leur employabilité et l'amélioration de la qualité de vie des femmes et des familles de notre milieu.

Nous intervenons activement au niveau du CADC, de la MRC de Matane, de la Table de concertation en santé mentale et sociale de la MRC, du Comité des besoins en formation de la SQDM, de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent, de la Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec, du MAC Bas-Saint-Laurent, et du Comité de développement régional de L'R des Centres de femmes du Québec.

Voici quelques réalités socio-économiques vécues par les femmes de notre MRC et la réforme. Entre 1991 et 1993, près de 1 000 emplois ont disparu dans notre MRC et le rapport emplois-population bas-laurentien était à peine de 46,1 p. 100 en 1993. Comment pouvons-nous penser que former mieux les personnes, avoir de meilleurs services de recherche d'emploi, ainsi que remettre les personnes au travail dans des emplois que personne ne qualifiait comme tels depuis des années, sont des pistes à suivre pour sortir les gens de la pauvreté et augmenter la productivité de la population?

[Traduction]

We intend to give you a profile of the community in the Matane RCM. We live in a rural area where conditions continue to deteriorate: dislocation of villages, exodus of the younger generation, ailing economy, saturation of the labour market, high unemployment, reduction in public services and an aging population.

If you consider that 41% of the families in the area can be qualified as "poor" and "very poor" while the average rate for Quebec is 28%, and that one out of three individuals live in towns with population under 2,000, there are enough risk factors here for us to see poverty and social disintegration as a major social problem whose impact on the health and well-being of the area's population should not be underestimated.

Turning the situation around would, in our opinion, require a firm commitment from all local groups. We maintain that we must take more initiatives and, more importantly, that all women should become actively involved in the development of their community.

The Regroupement des femmes de la région de Matane was established 17 years ago, in 1977, when a group of women decided they wanted to meet to discuss their problems and pool their resources to defend their rights and have them recognized as such. Our activities have developed over the years, and we now offer a range of services to the community: drop-in centre, counselling and references; "Publi-Femme", a documentation centre; "Les Chiffonnères", a second-hand clothing store; "Les Débrouillardes", a creative workshop; and various types of training: helping relationships, communicating, vegetarian cooking, entrepreneurship for women and self-esteem. The impact of all projects has always been to enhance and consolidate our services, to develop the social, emotional and financial autonomy of women, to develop their job readiness, and to improve the quality of life of the women and families in our community.

We are active at the level of the CFC, the Matane RCM, the RCM's round table on mental health and social issues, the SQDM's committee on training needs, the Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent, the Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec, the MAC Bas-Saint-Laurent, and the regional development committee of the L'R des Centres de femmes du Québec.

Here are some of the social and economic facts women in our RCM and proposed reform have to contend with. Between 1991 and 1993, nearly 1,000 jobs in our RCM disappeared; in 1993, the job/population ratio in the Lower Saint-Lawrence region was not quite 46.1%. How could anyone assume that providing better training and better job search services, while sending people to jobs that have hardly qualified as such for years, is the way to get people out of the poverty cycle and increase productivity?

[Text]

Les conditions pour définir une activité en termes d'emploi ne sont pas présentes dans les activités proposées aux personnes: la rémunération n'existe pratiquement pas, les conditions de travail sont inadéquates, et il n'y a pas d'avantages sociaux et aucune perspective de pouvoir continuer à travailler à moyen et long termes.

Que pensez-vous du type d'«emploi» qu'une femme bénéficiaire de la sécurité du revenu peut espérer obtenir et conserver afin de vivre décemment avec son enfant? Voici un exemple d'une mère monoparentale de deux enfants—un bébé et un enfant d'âge scolaire—qui doit aller travailler sur un programme d'employabilité. Elle est à son boulot et fait souvent un travail qu'elle n'aime pas, qui n'est pas valorisant et qu'elle n'a pas choisi. Elle s'y rend parce qu'elle y est obligée, sinon son revenu, déjà insuffisant, va subir une diminution.

Voici son budget mensuel: elle reçoit 843\$ par mois et elle a un supplément d'allocation parce qu'elle est participante à un programme qui lui donne 100\$, pour un total de revenu pour le mois de 943\$. Et voici ses dépenses: loyer, électricité incluse: 400\$; téléphone: 15\$; nourriture: 200\$; lait du bébé: 30\$; couches du bébé: 80\$; pharmacie, médicaments, vitamines: 25\$; les lavages: 40\$; les petits pots du bébé: 20\$; vêtements d'enfants à payer: 100\$; garderie à l'école, la différence à payer: 60\$; garderie du bébé, différence: 23,75\$; déplacements: 40\$; effets scolaires: 20\$; total des dépenses: 1 053,75\$.

• 0935

Cette femme et ses enfants s'appauvrisse de 110\$ par mois. Donc, en acceptant de travailler 20 heures-semaine à l'extérieur de la maison, de s'occuper de ses enfants et de ne se payer aucun loisir, cette femme est en déficit financier et social continual. Y a-t-il vraiment possibilité de motivation à l'emploi et d'accès à un bien-être minimum dans ces conditions?

De cette façon, nous continuons à marginaliser, à confirmer une société d'exclusion composée de femmes pauvres.

Après son année de travail sur un programme, on lui dit de retourner chez elle et d'attendre six mois avant que l'on puisse lui proposer un autre lieu de travail sur un programme EXTRA. Certaines femmes chanceuses peuvent être choisies pour participer à un programme d'aide à l'intégration à l'emploi. On lui offre 26 semaines de travail, 35 heures-semaine à 6\$ de l'heure, ce qui lui fait un salaire net de 188,33\$ par semaine, et donc un revenu de 809,81\$ par mois. Ses frais de gardiennage pour les deux enfants sont augmentés et ses frais de déplacement et d'habillement le sont également.

Pour un mois de travail, son appauvrissement est donc de 390,19\$ durant les six mois du programme. Après ce contrat de travail, cette femme devient chômeuse pour une durée de 30 semaines et reçoit 57 p. 100 du montant assurable, c'est-à-dire 119,70\$ avant impôt, donc, 478,80\$ par mois. Elle va donc compléter son revenu avec un montant de l'aide sociale de 364\$, pour en arriver à avoir encore 843\$ par mois. Elle s'appauvrira davantage en travaillant pour revenir en plus à la case départ, la sécurité du revenu, car il n'existe pas d'emploi disponible pour elle.

Formons-la maintenant. Notre région est déjà saturée de femmes comme elle, diplômées et scolarisées. Depuis plusieurs années, elle participe à des programmes de formation offerts par la Sécurité du revenu dans une institution scolaire, car il y a

[Translation]

The conditions that identify an activity as employment are just not there: remuneration is practically non-existent, working conditions are inadequate and there are no social benefits and no prospect for continued employment in the medium and long term.

What do you think of the kind of job a woman on income security benefits can expect to find and keep so that she can make a decent living for her child and herself? Here's an example of a mother, single parent, with two children—an infant and a child of school age—who has to work under a job readiness program. The job offer involves work she does not like, work that is not rewarding and which she did not choose herself. She goes to work because she has to, otherwise her already inadequate income will be cut.

This is her monthly budget: she gets \$843 each month, plus an additional allowance of \$100 because she's on a program, which adds up to a total monthly income of \$943. Expenses are as follows: rent, including hydro: \$400; telephone: \$15; food: \$200; milk for the baby: \$30; diapers: \$80; drugstore items, medicine and vitamins: \$25; laundry: \$40; baby food: \$20; clothes for the children: \$100; day care at school, difference owing: \$60; day care for the baby, difference: \$23.75; transportation: \$40; school stationery: \$20; total expenses: \$1,053.75.

This woman and her children are going into debt at the rate of \$110 each month. Having agreed to work a 20-hour week outside the home, in addition to taking care of her children and not spending anything extra, she is caught in a financial and social vicious circle. Can there really be any incentive to find employment and any hope for making a decent living in these circumstances?

We continue to marginalize this group, creating, in the process, a society consisting exclusively of poor women.

After working for a year on a program, she is told she will have to go home and wait six months before she can be offered another job under the EXTRA program. The lucky ones may be selected to take part in a job entry assistance program. In that case she has a chance to work for 26 weeks, 35 hours a week, at \$6 an hour, which represents a net wage of \$188.33 per week and an income of \$809.81 per month. Her day care expenses for both children go up and her expenses for transportation and clothing go up as well.

For every month worked, she loses \$390.19 during this six month program. After her contract expires, this woman is unemployed for 30 weeks and receives 57% of the insurable amount, in other words \$119.70 before taxes, or \$478.80 per month. She will be able to supplement her income with \$364 in welfare payments, which adds up to a bare \$843 a month. She is worse off working and then is back to square one, welfare, because there are no jobs.

So let's give her training. Our area is already saturated with women like her who have an education. For many years she went on training programs offered by income security in educational institutions, because we have long been contending

[Texte]

longtemps que sévissent chez nous l'effondrement économique, l'absence de nouveaux emplois et la perte d'emplois disponibles. Comme nous vous le disions au début, nous avons perdu près de 1 000 emplois entre 1991 et 1993 sur un territoire aussi petit que la MRC de Matane. De 9 420 emplois, nous sommes passés à 8 520 emplois en 1993, et la situation évolue négativement en 1994.

À quoi nous sert d'investir de l'argent à former cette femme pour un emploi qui n'existe pas? Ce qu'il faut, c'est investir massivement cet argent dans la création d'emplois durables.

Nous n'osons même pas parler de la voisine mariée de cette femme qui, elle, avec les nouvelles règles que vous désirez instaurer pour les prestations d'assurance-chômage fondées sur le revenu familial, n'aura probablement pas droit aux prestations. Elle a travaillé au salaire minimum dans un emploi de service saisonnier. Elle a contribué au régime d'assurance-chômage, mais son mari est enseignant et le revenu familial dépasse le nouveau barème de quelques milliers de dollars.

Cette voisine va recevoir une lettre l'informant qu'elle n'aura pas de prestations d'assurance-chômage même si cet argent est nécessaire à l'équilibre du budget familial. Donc, en plus d'être coincée dans un réseau d'emplois saisonniers, tout en désirant travailler, elle subit une double discrimination en se retrouvant sans aucun revenu.

C'est donc retirer à la femme un droit à un revenu autonome à l'intérieur de la famille. Les deux femmes que nous avons choisi de vous présenter font partie d'un groupe très important dans notre milieu.

Après ces quelques considérations, comment voulez-vous que nous pensions que c'est en chambranlant les programmes sociaux et en obligeant les personnes à s'inscrire dans des formations qui ne débouchent sur aucune possibilité d'emploi que nous allons modifier positivement notre système social?

Nous ne prétendons pas avoir de réponse définitive à cette question, mais voici quelques réflexions.

Nous avons l'habitude, comme intervenantes dans un organisme communautaire, un centre de femmes, d'analyser les situations de façon globale. Pour tenter d'améliorer les conditions de vie des femmes de notre milieu, nous travauillons dans notre centre à ce que l'on appelle les services directs, mais également avec les intervenants et les décideurs socio-sanitaires, économiques et politiques de notre milieu. Nous savons pertinemment que tous ces intervenants et décideurs doivent se concerter si nous voulons atteindre les objectifs.

• 0940

Nous serions plus rassurées si les ajustements structurels que vous semblez prôner s'inspiraient d'une démarche commune de tous les ministères concernés du gouvernement.

Les principes de base de toute réforme des programmes sociaux devraient s'inspirer de ce qui est proposé par Solidarité populaire Québec:

... doit viser le développement des droits économiques, sociaux et culturels et mettre de l'avant une vision de développement social;

se situe inévitablement dans un contexte mondial et doit projeter une vision d'ensemble;

[Traduction]

with a poor economy, a lack of new jobs and the loss of existing ones. As we said at the beginning of our presentation, we lost nearly 1,000 jobs between 1991 and 1993, in an area as small as the Matane RCM. We went from 9,420 jobs to 8,520 jobs in 1993 and the situation is even worse in 1994.

What is the use of investing money to train this woman for a job that does not exist? What is needed is a massive investment of money in the creation of permanent jobs.

Not to even mention the case of the woman's married neighbour who, as a result of the new rules you want to introduce on unemployment insurance benefits based on family income, would probably not be eligible for benefits. She worked at a seasonal job for the minimum wage. She paid unemployment insurance premiums, but her husband is a teacher, and the family income is a few thousand dollars above the new cutoff point.

This neighbour will get a letter informing her that she will have no unemployment insurance benefits, even if money is needed to balance the family budget. So, in addition to being stuck in a series of seasonal jobs and although she is willing to work, she is being doubly discriminated against by having no income at all.

This is denying a woman the right to an independent income as a member of the family. Both women in our examples represent a very large group in our community.

That being said, how can you expect us to believe that by taking our social programs and obliging people to enrol in courses that offer no prospect for employment, we will be able to make positive changes to our social system?

We do not claim to have the final answer to this problem, but here are a few things you may wish to bear in mind.

Being involved in a community agency, a women's centre, we are accustomed to taking a comprehensive view of the situation. To help improve the living conditions of women in our community, in our centre we work through so-called direct services but also with social services and public health resources and authorities, as well as with the economic and political partners in our community. It is a fact that all these resources and authorities will have to work together if we are to achieve our objectives.

We would find it more reassuring if the structural adjustments you seem to favour were based on consensus reached by all government departments concerned.

The basic principles of any social security reform would do well to reflect the proposals made by Solidarité populaire Québec:

... should aim to develop economic, social and cultural rights and provide a model for social development;

shall be seen within a global context and provide a comprehensive view;

[Text]

doit être articulée à une stratégie de création d'emplois.

Toute réforme qui augmenterait l'appauvrissement ou irait dans le sens du partage de la misère est à rejeter.

Comme M. Axworthy nous disait en conférence de presse, le 5 octobre dernier, qu'il était ouvert au dialogue et qu'il désirait entendre de nouvelles idées, en voici quelques-unes:

- encourager financièrement les petites et les très petites entreprises développées par les femmes;
- créer des fonds d'investissement pour l'entreprise réservés aux petits investisseurs et gérés par eux;
- favoriser le développement d'entreprises par les femmes;
- soutenir financièrement et adéquatement les organismes communautaires et socio-économiques locaux qui agissent en développement avec les collectivités par de l'animation, du soutien et du suivi de projets de développement.
- soutenir financièrement et adéquatement les Centres de femmes qui agissent en partenariat depuis nombre d'années avec tous les intervenants qui favorisent les services de base au bien-être des populations et le développement de leur milieu;
- conserver nos acquis, entre autres l'universalité des programmes sociaux et l'autonomie des femmes canadiennes.
- la fiscalité: refaire notre système de fiscalité afin qu'il convienne davantage et soit équitable pour tout le monde: un partage des richesses, en n'oubliant pas de mettre à contribution les entreprises et de réévaluer les nombreux abris fiscaux et les systèmes d'épargne-retraite;
- que nos politiciens et fonctionnaires travaillent pour le bien public au lieu de travailler pour l'establishment;
- baisser d'un point le taux d'escompte offert aux investisseurs pour financer notre dette;
- augmenter le pourcentage de Canadiens qui financent la dette nationale en limitant les financiers étrangers pour que l'argent soit réinvesti ici;
- financer nos institutions postsecondaires adéquatement et maintenir l'accès universel à l'acquisition du savoir pour tous les jeunes Canadiens et Canadiens;
- hausser le salaire minimum à 8,50\$ afin d'augmenter la masse d'impôt.

En conclusion, nous croyons que le Canada jouissait d'un assez bon système social, mais les coupures que vous vous apprêtez à faire ne contribuent qu'à l'appauvrissement de la population. Nous croyons également qu'une véritable politique de création d'emplois et de plein emploi pourrait améliorer avantageusement notre système social et réduire la dette nationale.

Une autre bonne, très bonne façon d'aller chercher de l'argent au Canada, c'est d'aller puiser là où il se trouve: dans le paradis des profiteurs.

Nous, travailleuses formées, scolarisées, sous-payées, allons continuer notre travail auprès de la population féminine de notre territoire.

[Translation]

shall be connected to a job creation policy.

Any reform that would increase poverty or tend to redistribute poverty is unacceptable.

Since Mr. Axworthy told us at a press conference on October 5 that he was open to dialogue and wanted to hear new ideas, here are a few of those ideas:

- provide financial incentives for small and very small businesses developed by women;
- create business investment funds intended for and managed by small ventures;
- support the development of businesses by women;
- provide sufficient financial support for local community and socio-economic agencies that are active in community development by providing leadership, support and follow-up for development projects.
- provide sufficient financial support for women centres that for many years have been working together with all resources committed to providing basic social services and to the development of their community;
- maintain our vested rights, including the universality of social programs and the autonomy of Canadian women.
- taxation: change our taxation system to make it more practical and fair to all concerned: distribution of wealth, while not forgetting to make business pay its fair share and to reevaluate the many tax shelters and RRSPs;
- politicians and public servants should work for the well-being of the public instead of working for the establishment;
- reduce by one percentage point the bank rate offered to investors to finance our debt;
- increase the percentage of Canadians who finance the national debt by limiting the number of foreign investors so the money is reinvested here;
- provide adequate funding for our post-secondary institutions and maintain universal access to learning for all young Canadians;
- raise the minimum wage to \$8.50 in order to broaden the tax base.

In concluding, we believe that Canada has a fairly good social system, but the cuts you are about to make will only help to make people poorer. We also believe that a genuine job creation and full employment policy would vastly improve our social system and reduce the national debt.

Another very good way to find money in Canada is to get it where it happens to be: in the tax havens.

As for us, however educated and underpaid, we will continue our work with women in our area.

[Texte]

Les propositions de votre Livre vert, *La sécurité sociale dans le Canada de demain*, risquent de nous apporter du travail supplémentaire. Il ne faudra donc pas oublier de nous financer en conséquence. Pensez-y beaucoup avant d'appauvrir davantage les femmes et les enfants et de sacrifier une deuxième génération de Canadiennes et de Canadiens tout en ne voulant pas déranger l'establishment.

Nous sommes prêtes à collaborer avec vous à l'intérieur de comités qui auraient comme mandat de penser des stratégies de développement de l'emploi basées sur une vision d'enrichissement collectif où seront respectés les droits de la personne et le développement social.

Le président: Ce mémoire est très constructif. Je vois que les représentantes de la Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec sont arrivées. Je vous souhaite la bienvenue.

Mme Anne Gauthier (coordonnatrice, Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec): Merci. Je suis accompagnée de Mme Urvoy.

Le président: Vous avez un mémoire à présenter?

Mme Gauthier: Oui. Je vais tout d'abord vous présenter la Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec. Elle regroupe 25 organismes répartis sur les régions administratives du territoire, c'est-à-dire le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les îles-de-la-Madeleine.

• 0945

Notre mandat est d'intervenir dans les situations qui sont contraires aux intérêts et aux droits des femmes, aux plans local et régional d'abord, mais aussi provincial et fédéral.

Nous convenons qu'il est indispensable de réviser les programmes sociaux qui ont été instaurés progressivement, à partir des années 1950, et qu'il est de première importance de les adapter aux réalités sociales des années 1990, particulièrement à celles des femmes qui ne sont pas un groupe homogène.

Les groupes de femmes ne peuvent toutefois pas adhérer aux arguments qui sous-tendent l'actuelle réforme des programmes sociaux. La réduction de la dette publique ne doit pas servir de prétexte à la réforme et encore moins à la volonté du gouvernement central d'imposer des normes nationales applicables à l'ensemble de la population.

Les femmes vivent toujours, en 1994, des inégalités sociales et économiques. Selon Statistique Canada, en 1991, les femmes du Bas-Saint-Laurent ne gagnaient encore que 59,3 p. 100 du salaire des hommes alors que la moyenne provinciale était de 73,9 p. 100. La réforme suscite donc des enjeux importants pour les femmes que nous représentons.

La récession des années 1980-1990, associée aux politiques gouvernementales, a accentué de façon durable la précarité du travail, et donc le chômage. La pauvreté s'étend, et les femmes et les enfants en sont les premiers touchés.

Pour nous, la question de base à se poser est la suivante: quelles incidences ont ces options sur les conditions économiques et sociales des femmes de nos régions?

La réforme propose un cadre d'analyse et de travail fondé sur des schèmes de référence masculins. Dans le Livre vert, on fait mention des personnes démunies ou défavorisées, des personnes vulnérables, de l'égalité des chances pour tous, de

[Traduction]

The proposals in your Green Paper, *Improving Social Security in Canada* may add to our workload. In other words, please do not forget to give us additional funding. Think twice about making women and children poorer and sacrificing another generation of Canadians because we don't want to upset the establishment.

We are willing to work with you on committees that would be asked to develop strategies for employment development based on the principle of creating wealth for everyone, while respecting human rights and the principles of social development.

The Chairman: This is a very constructive brief. I see that the representatives of the Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec have arrived. Welcome to the committee.

Ms Anne Gauthier (Co-ordinator, Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec): Thank you. With me is Ms Urvoy.

The Chairman: You have a brief you wish to present?

Ms Gauthier: Yes. First, I would like to introduce the Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec. It is an umbrella organization of 25 agencies active in the various administrative regions of Eastern Quebec, that is, the Lower Saint-Lawrence, the Gaspé and the Magdalen Islands.

We see it as our mandate to intervene in situations where the interests and rights of women are at stake, first of all at the local and regional level, but also at the provincial and federal level.

We agree that a review of the social programs that were introduced over the years since the 50s is necessary and that it is imperative to adapt these programs to the social realities of the 90s, especially to the needs of women who do not form a homogenous group.

However, women's groups cannot accept the arguments underlying the current proposals for social security reform. Reducing the national debt should not be an excuse for social security reform and should not be an excuse for the central government to set national standards that will apply across the country.

Today, in 1994, women still face social and economic inequality. According to Statistics Canada, in 1991 women in the Lower St. Lawrence were still earning only 59.3% of a man's salary while the provincial average was 73.9%. There is therefore a lot at stake for the women we represent.

The 1980-1990 recession, together with government policies, has made job uncertainty and unemployment a fact of life. Poverty is growing, and women and children are the first to be affected.

For us, the first question we must ask is this: What impact do these options have on the economic and social situation of women in our regions?

The framework of these reform proposals and their approach are based on male reference models. The Green paper mentions people who are needy or disadvantaged, people who are vulnerable, equal opportunities for all, families or

[Text]

familles ou de ménages sans y inclure la notion de sexe. Pourtant, si on examine un instrument de mesure comme l'indice de pauvreté, par exemple, il est difficile de nier la différence entre les femmes et les hommes. Ne pas recueillir et analyser des données sur la base des sexes cache la réalité des femmes qui sont l'objet de discrimination systémique.

La notion de revenu familial: Bien que les femmes aient obtenu certains gains au cours des dernières années, elles accusent actuellement un retard important au niveau économique. Les femmes sont largement majoritaires dans les dix professions les moins rémunérées, soit 72,13 p. 100 en 1990.

La prise en considération du revenu familial comme critère d'admissibilité aux différents programmes sociaux est catastrophique pour les femmes et représente un net recul qui renforcera leur dépendance envers les hommes.

Dans cette optique, on peut se demander ce qui arrivera, par exemple, aux femmes enceintes si les prestations sont basées sur le revenu familial. Auraient-elles droit à ces prestations? Le Livre vert reste muet à ce sujet.

Un train de programmes et de mesures basés sur la responsabilisation individuelle: On veut faire de l'assurance-chômage un régime d'assurance-emploi plutôt qu'un régime de soutien au revenu lors d'une perte d'emploi temporaire ou imprévue. En agissant ainsi, on ne tient pas compte du fait que la situation structurelle de l'emploi est responsable, au moins pour les deux tiers, des raisons qui font que les gens n'accèdent pas à un emploi. La discrimination systémique du marché du travail, exercée particulièrement envers les femmes, vient s'ajouter à la situation structurelle de l'emploi: travail précaire, ghettos d'emploi, inéquités salariales.

Les premiers secteurs affectés par la restructuration du rôle de l'État et les accords de libre-échange sont à forte concentration féminine. En ce qui regarde les nouveaux secteurs de développement, les femmes y sont peu nombreuses.

La réforme propose une approche «prestataires» plutôt que «clientèle discriminée». On veut intégrer au marché du travail le plus grand nombre possible de personnes en prétextant la nécessité de diminuer le déficit. Il semble pourtant évident que les personnes qui bénéficieront de cette approche seront celles qui correspondent, à peu de choses près, aux besoins du marché du travail en évolution et que les autres, dont un bon nombre de femmes, continueront à être victimes de discrimination et de plus en plus confrontées à l'exclusion.

La mondialisation des marchés et le développement technologique commandent une main-d'œuvre de plus en plus spécialisée. Les femmes veulent prendre ce virage. Par conséquent, elles doivent avoir accès à de la formation qualifiante.

La Table de concertation des groupes de femmes est totalement en désaccord sur le fait de créer deux catégories de prestataires, soit les occasionnels et les fréquents. Nous sommes également en désaccord sur la perspective du resserrement des conditions d'admission et de la diminution du montant des prestations. Aucune de ces options ne tient compte de la réalité du marché du travail, particulièrement pour les femmes en situation d'emploi précaire ou pour celles qui habitent les régions où l'emploi est surtout saisonnier, les régions comme les nôtres.

[Translation]

households, without including the concept of gender. However, if we look at a statistical instrument like the poverty index, for instance, it is hard to deny there is a difference between women and men. Failure to collect and analyze data on the basis of gender precludes the fact that women are the subject of systemic discrimination.

The concept of family income: Although women have made some progress in recent years, they now are lagging behind economically. Women are well in the majority in the ten lowest paying occupations, that is 72.13% in 1990.

Considering family income as one of the criteria for eligibility for various social programs is a catastrophe for women and a major step backward that will increase their dependency on men.

In this perspective, one wonders what will happen, for instance, to pregnant women if their benefits are based on family income. Will they be entitled to these benefits? The Green paper is silent on the subject.

A series of programs and measures based on enhancing individual responsibility: UI will be turned into an Employment Insurance Plan, as opposed to a plan that provides income support in case of temporary or unforeseen loss of employment. In so doing, the government does not take into account the fact that in more than two-thirds of the cases, the reasons why people cannot get a job are structural. Furthermore, systemic discrimination on the labour market, especially in the case of women, makes matters even worse, creating employment uncertainty, job ghettos and pay inequity.

The first sectors to be affected by restructuring the role of government and the free trade agreements have a high concentration of female employees. As for the sectors of the future, women are a very small minority.

The reform suggests an approach based on the claimant concept as opposed to a concept of clients who suffer discrimination. The objective is to get as many people as possible onto the labour market, the excuse being that we have to bring down the deficit. It should be obvious, however, that the people who will benefit are those who are more or less able to meet the needs of a changing labour market and that the rest, including many women, will continue to suffer discrimination and will be more and more likely to be marginalized.

Because of market globalization and new technologies, we need an increasingly skilled labour force. Women want to meet that challenge. Consequently, they must have access to the appropriate training.

The Table de concertation des groupes de femmes totally disagrees with a proposal to create two groups of claimants: occasional and frequent. They also disagree with the proposal to tighten eligibility criteria and reduce benefits. None of these options reflect the situation on the labour market, especially for women who have to contend with job uncertainty or women who live in regions where most of the employment is seasonal, regions like ours.

[Texte]

[Traduction]

• 0950

Par le Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral contribue au financement, par exemple, des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence, de l'aide juridique, de l'aide sociale, de l'aide financière aux parents à faible revenu pour les services de garde et d'une partie des subventions directes aux garderies.

Le financement de ces services est crucial pour les femmes, et le gouvernement ne doit pas, sous prétexte de régler le problème de la dette et du déficit, couper dans ce budget.

Nous sommes d'accord sur l'injection, par l'entremise du RAPC, de 720 millions de dollars en trois ans pour créer 150 000 places en garderie. Mais le fait d'associer cette mesure à une croissance économique nous amène à nous questionner sur l'intention réelle du gouvernement de soutenir de façon permanente les services de garde.

Il est essentiel de maintenir le programme Promotion de la femme, qui permet à des groupes de femmes de travailler à l'amélioration des conditions de vie et à l'atteinte de l'égalité des femmes. Les coupures budgétaires des dernières années ont déjà limité la capacité d'action de nos groupes, et les budgets devraient être reconduits et bonifiés.

Ce que nous proposons, c'est un cadre d'analyse de travail fondé sur des schèmes de référence masculins et féminins. Les schèmes de référence féminins tiennent compte de la pauvreté des femmes en regard du temps investi, c'est-à-dire le travail rémunéré et non rémunéré. Les femmes, nous le savons, travaillent deux fois plus. Elles sont aussi souvent absentes des lieux de pouvoir, et plusieurs vivent dans l'exclusion sociale.

Ce que nous voulons, ce sont des mesures et des programmes basés sur la responsabilisation collective et individuelle. Nous réaffirmons la nécessité de maintenir le programme d'assurance-chômage dans sa forme actuelle. Il représente un soutien essentiel pour les femmes, cela indépendamment de leur situation familiale. Il est nécessaire d'affecter des montants supplémentaires aux services de développement de l'emploi dans l'optique d'éliminer la discrimination systémique dont certaines clientèles sont victimes.

L'augmentation du nombre d'emplois disponibles, ou encore mieux le plein emploi, est la principale solution pour contrer la discrimination et l'exclusion. Il faut donc investir massivement à ce chapitre. La réforme des programmes sociaux et la définition d'un nouveau contrat social deviennent un moment privilégié pour le faire.

Quelques pistes auraient avantage à être examinées. Cela veut dire pour nous abolir le temps supplémentaire, diminuer les heures de travail, mettre à contribution les entreprises dans l'assouplissement des congés différés et sabbatiques, et faciliter l'engagement d'une nouvelle main-d'œuvre pour remplacer les heures ainsi libérées.

Il reste par ailleurs des champs d'activités à explorer. Par exemple, il serait important d'allouer des fonds de démarrage pour les femmes désirant mettre sur pied leur entreprise. Nous privilégiions le partage des responsabilités familiales par les conjoints et préconisons la mise en place par les entreprises de congés parentaux, de prolongement de congés de maternité et paternité, et de congés spécifiques aux femmes chefs de famille.

Through the Canada Assistance Plan, the federal government provides funding, for instance, for women's shelters, legal aid, social welfare, financial assistance for daycare for low income families and covers part of the direct subsidies to daycare centres.

This kind of funding is crucial for women, and government should not use the debt or the deficit as an excuse to cut these subsidies.

We agree with the proposal to use the CAP to invest \$720 million over three years to create 150,000 places in daycare centres. However, allowing this measure to be contingent on economic growth makes you wonder whether the government really intends to support daycare on a permanent basis.

It is absolutely essential to maintain programs like Promotion de la femme that help women's groups work to improve the status of women in every respect. In recent years, budget cuts have already limited our potential, and these cuts should be reversed and additional contributions be made available.

What we suggest is a framework for analysis based on both male and female reference models. Female reference models consider the poverty of women in terms of time invested, in other words, paid and unpaid work. We know that women work twice as much. They often lack representation at the decision-making level, and many live on the margins of society.

We want measures and programs based on the responsibility of society and on the responsibility of the individual. We want to stress the need for maintaining UI in its present form. It provides a support that is essential for women, regardless of their family situation. Additional moneys must be allocated to employment development services in order to eliminate the systemic discrimination suffered by certain client groups.

Increasing the number of jobs available, or even better, achieving full employment, is the key to get rid of discrimination and labour market exclusion. We must therefore invest massively in such efforts. Now is the right time, when social security reform and drafting a new social contract are imminent.

A number of avenues should be explored in this respect. To us, it would mean eliminating overtime, shorter working hours, involving businesses and providing for more flexible deferred and sabbatical leave and providing incentives for hiring new workers to take up the slack.

There would be opportunities to innovate in other areas as well. For instance, providing venture capital for women who want to set up their own business. We are in favour of both spouses sharing family responsibilities and like to see businesses introduce parental leave, extend maternity and paternity leave and grant special leave to women who are single parents.

[Text]

De plus, des services qu'on dit d'utilité collective devraient être développés, particulièrement pour les familles monoparentales, c'est-à-dire des mesures de soutien aux enfants pour les devoirs dans les institutions d'enseignement et les garderies, et des services d'entretien ménager ou de confection des repas.

En conclusion, le gouvernement canadien doit maintenir ses engagements dans la poursuite de l'objectif d'équité entre les hommes et les femmes. Les acquis sociaux qui ont permis aux femmes d'accéder au marché du travail, de diversifier leur champ d'activités et d'accéder à une relative autonomie économique doivent être sauvegardés.

L'approche «prestataires» est en train de faire disparaître l'approche «clientèle» et l'aide préférentielle à laquelle les femmes avaient droit. Remettre en question l'universalité des programmes sociaux, c'est-à-dire les programmes comme l'assurance-chômage ou les prestations fiscales pour enfants, pour les rendre sélectifs va à l'encontre du principe de l'autonomie financière des femmes et de la reconnaissance financière minimale des coûts associés aux soins des enfants.

Le gouvernement doit reconnaître la nécessité de développer des services de garde accessibles, à coût abordable et de qualité. Le gouvernement doit, par des mesures concrètes, inclure les femmes dans le nouveau contrat social. La lecture et l'analyse du document *La sécurité sociale dans le Canada de demain* ne le démontrent aucunement.

Le président: Merci, madame Gauthier, pour votre présentation. Monsieur Crête.

• 0955

M. Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup): Je veux aussi souhaiter la bienvenue à Rivière-du-Loup à tous les gens de l'est du Québec et de la Côte nord. Je pense que c'est une occasion intéressante qui nous est donnée de faire connaître notre réalité à un comité qui se penche sur la question de la réforme des programmes sociaux.

Je pense que vous avez mis le doigt au bon endroit en parlant d'un nouveau contrat social, parce que c'est ce qui devrait découler de ces consultations. Quel genre de contrat social veut-on adopter?

Je vais poser une question plus spécifique sur la présentation de la Table de concertation des femmes de l'Est du Québec. Vous parlez de fonds de démarrage pour les femmes désirant mettre sur pied leur entreprise. De ma courte expérience de député, je me suis rendu compte qu'il y a beaucoup «sans-chèque» parmi les femmes, chèque, sans chèque d'assurance-chômage ou d'aide sociale. J'aimerais que vous élaboriez un peu là-dessus.

Mme A. Urvoay (Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec): Effectivement, c'est le cas. Les femmes ne manquent pas d'idées pour partir leur entreprise, mais les données indiquent que les femmes ne sont pas riches. Quand on dit qu'elles ne gagnent que 75 p. 100 ou 59 p. 100 ou 30 p. 100 des salaires des hommes, c'est vrai. C'est sûr qu'au départ, elles n'ont pas de capital pour démarrer. Ce ne sont pas les idées qui manquent. Ce ne sont pas les formations non plus.

[Translation]

Furthermore, services that are useful to society as a whole should be developed, more specifically for single parent families, and I am referring to services such as helping children with their homework at school and assisting daycare staff, as well as house cleaning or meal preparation services.

In concluding, the Canadian government should retain its commitment to achieving equality between men and women. The vested social rights which have enabled women to enter the labour market, diversify their activities and, to a certain extent, become economically independent, must be protected.

The claimant approach is about to eliminate the client approach, together with the preferential assistance to which women were entitled. To challenge the universality of social programs, in other words, programs like unemployment insurance and child tax benefits and make them available on a selective basis, is against the principle of financial independence for women and the principle that costs associated with childcare deserve at least some minimal financial recognition.

The government must recognize the need to develop affordable and high quality daycare services. Government must, through concrete measures, include women in the new social contract. None of this is reflected in the document *Improving Social Security in Canada*.

The Chairman: Ms Gauthier, thank you for your presentation. Mr. Crête.

Mr. Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup): I would also like to welcome all the people from the East of Quebec and the North Coast to Rivière-du-Loup. I think this is an interesting opportunity for us to tell a committee that is dealing with the matter of social program reform about our reality.

I think you hit it on the head in speaking of a new social contract, because that is what should come out from these consultations. What kind of social contract do we want to adopt?

I'm going to ask a more specific question concerning the presentation of the Table de concertation des femmes de l'est du Québec. You spoke of seed money for women who want to set up their own business. In my short time as an MP, I have realized that there are many "checkless people" amongst women without social assistance or unemployment insurance cheques. I would like you to tell me a bit more about that.

Mrs. A. Urvoay (Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec): Yes, that's the case. Women have lots of ideas for starting up their own business, but data shows that women are not rich. When they are said to make only 75% or 59% or 30% of the wages of men, it is true. Of course, at the beginning they don't have any capital to start up. It's not that there is a shortage of ideas. There is no lack of training either. How to start up one's own business? The tools are there,

[Texte]

Comment partir son entreprise? Les outils sont là, mais on manque de fonds pour démarrer. Donc, c'est vrai qu'il faut aller chercher des fonds. Il faut débloquer des fonds, puisque, paraît-il, l'avenir au Québec est dans l'entrepreneuriat. D'accord, mais les femmes sont pauvres. Cela veut dire qu'il faut leur allouer des fonds de démarrage et leur faciliter l'accès au crédit. C'est essentiel.

M. Crête: M. Canuel aurait une quelques questions à poser.

Le président: On va revenir à vous. Monsieur Ringma.

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Merci de vos présentations. À la suite de ce qu'on a dit ce matin et dans d'autres présentations, j'ai l'impression que la centralisation qu'on a vue pendant des décennies au gouvernement central recule maintenant et que c'est en partie grâce à vous. Je vois que vous avez des idées: encourager financièrement les très petites entreprises pour les femmes, créer des fonds d'investissement pour l'entreprise, etc. Ce sont de bonnes idées. Croyez-vous que le contrôle doit aller au niveau de communautés plutôt qu'à celui d'Ottawa ou même de Québec? Est-ce qu'il faut vous remettre les fonds et vous en donner le contrôle?

Mme Rouzier: Il est évident, monsieur Ringma, que les personnes qui vivent dans la région sont celles qui connaissent le mieux les besoins de la région. Cela ne veut pas dire pour autant que vous ne connaissez rien de ce qui se passe ailleurs qu'à Ottawa et que vous ne vous en souciez pas, mais je crois que c'est vraiment nous, qui vivons ici, qui sommes les mieux placés pour connaître les besoins et les meilleures façons d'investir des sous ou de développer nos régions.

Il est aussi évident qu'en tant qu'intervenantes dans un organisme communautaire, nous sommes très proches de ces besoins. Donc, je crois que ces sommes devraient être disponibles pour nous, mais en collaboration avec les élus et les décideurs régionaux. Nous devrions avoir une très grande place dans les décisions qui se prennent face aux montants qui devraient être investis.

M. Ringma: On parle des femmes ce matin, mais on a aussi entendu parler des aînés, des enfants, du chômage, etc. que les gens sur le terrain connaissent mieux que quelqu'un qui est à des milliers de kilomètres de distance.

Mme Rouzier: Vous avez parfaitement raison. Vous devriez soutenir cette idée.

Le président: Merci, madame Rouzier et monsieur Ringma. Nous passons maintenant aux Libéraux. Monsieur Gagnon.

M. Gagnon (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): Bonjour. J'ai écouté avec beaucoup d'attention votre présentation. D'ailleurs, je suis un de ceux qui partagent votre avis sur la nécessité de faire livrer des programmes au niveau local par des gens qui sont de la place, qui ont une connaissance du terrain. En tant qu'homme, je ne connais pas à fond les problèmes que vivent les femmes à tous les niveaux, et cela, on le sait fort bien.

[Traduction]

but what we lack is funds to start up. Funds must be freed up because, apparently, the future of Quebec is in entrepreneurship. Okay, but women are poor. That means they must be allocated seed money and they must have easier access to credit. That's essential.

Mr. Crête: Mr. Canuel would like to ask a few questions.

The Chairman: We will come back to you. Mr. Ringma.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Thank you for your presentations. After what was said this morning and in other presentations, I have the impression that the centralization over the decades in the central government is now shrinking back and that it's in part thanks to you. I see you have ideas: financially encouraging very small businesses for women, creating investment funds for the business, etc. These are good ideas. Do you think that control should be at the community level rather than in Ottawa or even in Quebec City? Should the funds be given to you and you control them?

Mrs. Rouzier: Obviously, Mr. Ringma, the people who live in the region are those who best know the needs of the region. That doesn't mean, however, that you don't know anything about what's going on outside of Ottawa and that you don't care, but I think that it's really we, who live here, who are in the best position to know the needs and the best ways to invest or develop our regions.

It is also obvious that as participants in a community organization, we are very close to those needs. Therefore, I think that the funds should be available to us, but in cooperation with elected officials and regional decision makers. We should have a very large say in the decisions taken concerning amounts to be invested.

Mr. Ringma: This morning, we are hearing about women, but we are also hearing about the elderly, children, unemployment, etc., that the people actually there seem to know better than somebody who is thousands of kilometers away.

Mrs. Rouzier: You are perfectly right. You should support that idea.

The Chairman: Thank you, Mrs. Rouzier and Mr. Ringma. We will now move on to the Liberals. Mr. Gagnon.

Mr. Gagnon (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): Hello. I listened very closely to your presentation. I am one of those who agree with you on the need to have programs carried out at a local level by people who are actually there, who know the subject. As a man, I don't have an in-depth knowledge of the problems women live with on all levels, and that is no secret.

• 1000

J'ai beaucoup de questions à vous poser, mais le temps est limité.

Vous dites dans votre mémoire que vous êtes d'accord avec le gouvernement fédéral qu'on passe à un genre de régime avec injection de fonds pour soutenir le revenu et appuyer les services de garde.

I have a lot of questions to ask you, but our time is limited.

You say in your brief that you agree with the federal government that we should move on to a type of system that grants funds to support income and child care services.

[Text]

Je regarde le budget d'une femme monoparentale qui nous a été présenté par le premier groupe. Quel genre de montant devrions-nous allouer à une femme dans cette situation malheureuse pour qu'elle puisse s'en sortir?

Je vois qu'il y a des intentions de la part du gouvernement du Canada, mais est-ce suffisant, d'après vous? Je vois, par exemple: garderie à l'école, 60\$ et 23\$; cela fait 83\$. Est-ce qu'un chèque de 83\$ du gouvernement du Canada ferait une grosse différence dans la vie de cette femme?

Mme Rouzier: Il est évident qu'un chèque de 83\$ ne changera pas beaucoup la vie de cette femme, mais si on vous a présenté ce budget-là, c'était pour vous faire connaître la clientèle que touche cette réforme.

On n'arrête pas de dire partout que la réforme touche les plus démunis. Ce budget-là n'est pas un budget fictif. Il y a certaines personnes qui vivent dans ces limites.

On ne voulait pas tant pour vous dire de donner 83\$ ou 100\$ de plus, mais plutôt vous dire que ce sont ces personnes-là que vous touchez, qui, chez nous, en grosse majorité, sont des femmes pauvres, très pauvres. On ne peut même plus dire qu'elles sont moyennement pauvres.

C'était pour vous donner le portrait réel de la femme que vous touchez quand vous coupez et quand vous lui demandez de se former. On vous donne aussi l'autre exemple, quand elle sort pour aller se former ou travailler. Cela lui coûte encore plus cher et, finalement, il n'y a pas d'emplois disponibles chez nous. Il n'y en a pas d'emplois: on est en perte d'emplois.

M. Gagnon: Et les emplois qui sont offerts sont à la limite. . . Ils sont à 59 p. 100 de ce qu'on. . .

Mme Rouzier: Exactement. Donc, c'était pour vous donner un exemple d'un budget d'une femme qui, même si elle veut se former et travailler, sera encore en déficit social et financier. On peut bien la former, mais il n'y a pas d'emploi au bout de la ligne.

M. Gagnon: Je pense que vous illustrez très bien la situation.

Mme Gauthier: Ce qu'on veut, ce sont des services de garde accessibles pour les femmes. On sait que c'est associé à une croissance économique. Ce qu'on veut, c'est que les garderies soient financées adéquatement et que toutes les femmes y aient accès.

Mme Urvoy: J'aurais le goût d'aller un peu loin là-dessus. Les garderies fonctionnent de 7h30 à 17h30. Si les femmes veulent retourner sur le marché du travail, elles doivent travailler pendant ces heures-là. À 17h30, c'est fini: on n'en parle plus. Donc, il faut changer ces modèles-là. Il faut que les garderies s'ajustent aux besoins.

Il n'y en a pas partout, des garderies. Dans les hôpitaux, il n'y en a même pas. Et qui retrouve-t-on dans les hôpitaux? Qui travaille dans les hôpitaux, dans ces lieux-là? Ce sont des femmes. Je ne sais pas quel est leur pourcentage, mais on en voit partout.

M. Gagnon: Cela a été soulevé à plusieurs reprises. Quand les femmes se retrouvent dans des domaines non traditionnels et travaillent de nuit, qui s'occupe des enfants?

Mme Urvoy: C'est ça. Merci.

[Translation]

I look at the budget of a woman who is a single mother, which was presented to us by the first group. What amount of money should we be allocating to a women in this unfortunate situation so that she can get out of it?

I see that the Canadian government has intentions, but is that enough, according to you? For instance: School daycare, \$60. and \$23.; that makes \$83. Would an \$83. cheque from the Canadian government make a big difference in that woman's life?

Mrs. Rouzier: Obviously, an \$83. cheque is not going to change a lot in that woman's life, but if we presented that budget to you, it was to help you know the clientele affected by this reform.

It is constantly being said all over that the reform affects the poorest people. That budget is not a fictional budget. There are some people who live with those constraints.

We didn't want to ask you for \$83. or \$100, but simply show you that those people that you affect—who are in a great majority where we come from—are poor, very poor women. We can't even say that they are averagely poor anymore.

That was to give you a real idea of the woman that you are affecting when you cut and when you ask her to get training. We also gave the other example, when she leaves home to get training or work. It is even more expensive for her and, in the end, there are no available jobs where we live. There are no jobs: we are losing jobs.

Mr. Gagnon: And the jobs available are borderline—They are 59% of what is—

Mrs. Rouzier: Exactly. Therefore, it was to give you an example of the budget of a woman who, even if she wants to get training and work, would still have a social and financial deficit. You can train her, but there is no job at the end of the line.

Mr. Gagnon: I think that you have shown us the situation very well.

Ms Gauthier: What we want are child care services that are acceptable for women. We know that it is tied to economic growth. What we want is that daycare be adequately funded and that all women may use it.

Mrs. Urvoy: I would like to go a bit further concerning that. Daycare centres operate from 7:30 a.m. to 5:30 p.m. If women want to go back into the workforce, they must work during those hours. At 5:30 p.m., it's over: nobody talks about that anymore. Therefore, we have to change those models. Daycare must adjust to needs.

Daycare centres are not everywhere. In hospitals, there aren't any at all. And who do we find in hospitals? Who work in the hospitals, in those places? Women. I don't know what their percentage is, but you see them everywhere.

Mr. Gagnon: That was brought up many times. When women work in non-traditional areas and work nights, who takes care of the children?

Mrs. Urvoy: Yes. Thank you.

[Texte]

M. Gagnon: Je vous remercie.

Le président: Je remercie M. Gagnon. Une très courte intervention de M. Canuel.

M. Canuel (Matapédia—Matane): Mesdames, je vous félicite pour votre travail extraordinaire et pour votre mémoire.

Vous avez proposé des choses: encourager, créer, etc., mais avez-vous confiance que ça va changer quelque chose? Voilà quand même un an qu'on demande cela, mais les choses ne bougent pas beaucoup.

Vous avez convaincu M. Gagnon. Avez-vous confiance que ça va bouger un peu plus?

Des voix: Ah, ah!

Le président: Monsieur Canuel, vous dépassiez votre mandat.

Des voix: Ah, ah!

Mme Rouzier: On est habituées à travailler en partenariat avec les gens chez nous. Nous sommes des femmes qui travaillons à l'amélioration de conditions de vie des femmes, et nous travaillons avec les hommes et les femmes en tout, de façon positive.

• 1005

Avons-nous confiance? Oui et non. Nous avons eu une invitation, et il nous faut y répondre. Il nous faut venir pour dire ce que nous pensons et afin que toutes ces personnes ne se soient pas déplacées tout à fait pour rien jusqu'à Rivière-du-Loup le samedi 10 décembre. Nous nous disons qu'on retiendra sûrement quelque chose de ce que nous avons dit. Cela ne changera pas complètement le monde, mais nous aimons croire que nous ne sommes pas venues ici pour rien.

Nous vous disons, à la fin de notre mémoire, que nous serions prêtes à collaborer avec vous sur des mandats spécifiques à l'intérieur de comités qui auraient comme mandat d'élaborer des stratégies de développement pour l'emploi. C'est un vrai message que nous vous lançons: à mon avis, nous sommes capables de travailler. La seule façon de régler l'appauvrissement, c'est de créer de l'emploi.

Donc, nous avons confiance que ce message sera compréhensible, accepté et acceptable.

Le président: J'aimerais vous remercier de votre présentation. Je pense que tous les députés de tous les partis de la Chambre des communes sont de bonne volonté, de bonne foi et que, même si nos idées sont parfois différentes, en général, nous voulons parvenir à un système de sécurité sociale et une économie qui fonctionnent pour le mieux. On va travailler avec vous et avec tous les intervenants. Ce Comité traverse le Canada pour avoir vos idées. Je pense que chez tous les partis, il y a de la bonne volonté. Je vous remercie de vos idées et de votre témoignage. Cela nous sera très utile pour notre travail.

Nos prochains témoins sont du Collectif Formation Travail de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques, du Tremplin travail Vallée de la Matapédia et des Comités-conseils du programme Jeunes volontaires.

Qui commence?

[Traduction]

Mr. Gagnon: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Gagnon. A very short intervention from Mr. Canuel.

Mr. Canuel (Matapédia—Matane): Ladies, I would like to congratulate you for your extraordinary work and for your brief.

You have suggested things: encouraging, creating, etc., but do you believe that will change something? For the last year, we have been asking for this, but things are not moving forward very much.

You have convinced Mr. Gagnon. Do you believe it will move forward a bit more?

Some hon. members: Oh, oh!

The Chairman: Mr. Canuel, that is not part of your mandate.

Some hon. members: Oh, oh!

Mrs. Rouzier: We are used to working as partners with the people where we live. We are women working towards improving the conditions of women's lives, and we are working with men and women in everything, in a positive way.

Do we believe? Yes and no. We were given an invitation, and we had to answer it. We had to come to say what we think and also so that all those people who have come to Rivière-du-Loup this Saturday, December 10th, will not have come for nothing. We figured that surely something of what we said would be retained. It won't completely change the world, but we would like to believe that we didn't come for nothing.

We said, at the end of our brief, that we would be ready to cooperate with you in specific areas within committees whose mandate would be to come up with job development strategies. That's a real message we are sending out: in my opinion, we are able to work. The only way to stop increasing poverty is to create jobs.

We therefore are confident that our message will be understandable, accepted and acceptable.

The Chairman: I would like to thank you for your presentation. I think that all the MPs from all the parties at the House of Commons are willing, in good faith and that, even if our ideas sometimes differ, in general we would like to come up with a social security system and an economy that work better. We will work with you and with all the participants. This committee is crossing Canada to gather your ideas. I think that within all the parties, there is a willingness. I would like to thank you for your ideas and your testimony. They will be very useful to us in our work.

Our next witnesses are from the Collectif Formation Travail de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques, the Tremplin travail Vallée de la Matapédia and the Comités-conseils du programme Jeunes volontaires.

Who will start?

[Text]

M. Raymond Cadrin (ex-président, Collectif Formation Travail de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques): C'est le groupe Tremplin.

Le président: D'accord.

Mme Hélène Martin (directrice, Tremplin travail Vallée de la Matapédia): Bonjour, mesdames et messieurs.

Avant-propos: Ce grand mouvement de consultation fera sûrement surgir un flot incroyable de données, de graphiques, de statistiques, de citations, de promesses électorales prononcées de bonne foi—accordons le bénéfice du doute—, mais déformées par le temps dans leur concrétisation. C'est une guerre de chiffres que nous laisserons à d'autres, beaucoup plus habiles que nous, le soin de mener.

La lunette au travers de laquelle des intervenants communautaires comme nous voient la réalité est tout autre. Malgré le peu de poids politique généralement accordé à cette vision des choses, c'est celle pour laquelle nous nous reconnaissions comme des spécialistes, et nous estimons que nous passerions à côté de notre raison d'être si nous ne nous inscrivions que dans la bataille politico-administrative.

• 1010

Tremplin travail Vallée de la Matapédia est un organisme à but non lucratif qui a vu le jour en 1986. Il s'est donné comme mission de s'impliquer activement dans le support au développement social, communautaire et économique du milieu et d'accroître l'autonomie des personnes qui reçoivent des services. Une des principales activités de Tremplin travail est le soutien à l'insertion sociale et professionnelle de personnes absentes du marché du travail. Collé également à la réalité régionale, l'organisme a développé un créneau de formation à caractère forestier. Nos principaux partenaires sont Développement des ressources humaines Canada, le ministère de la Sécurité du revenu, la Société québécoise du développement de la main d'oeuvre, les commissions scolaires et divers autres organismes du milieu.

Dix à douze ressources professionnelles y mettent leurs compétences à profit dans divers domaines et rejoignent, bon an, mal an, une centaine de personnes par le biais de différentes formations. Des interventions spécifiques ou sur mesure sont réalisées pour des clientèles diverses: les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs en chômage ou accidentés, etc., rencontrant toutes des obstacles plus ou moins grands face à un retour sur le marché du travail. Le taux de réussite en termes de rétention en emploi atteint 65 p. 100 à 70 p. 100 dans la majorité des programmes, ce qui constitue, au dire même de Développement des ressources humaines Canada une performance «surprenante et inégalée».

Plusieurs facteurs expliquent ces résultats. Le premier tient à la souplesse et à la créativité dont font preuve des organismes comme le nôtre, impliquant la capacité d'adapter nos interventions aux modes d'apprentissage des différentes clientèles desservies tout en ne perdant pas de vue les objectifs que les programmes que nous gérons nous imposent. Le second est lié aux racines que nous avons dans le milieu et aux partenariats développés. La collaboration et la concertation ne sont pas que des mots *in* dans nos organismes. Ils sont ancrés dans nos modes de fonctionnement depuis belle lurette.

[Translation]

Mr. Raymond Cadrin (Former Chairman, Collectif Formation Travail de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques): The Groupe Tremplin will start.

The Chairman: Okay.

Mrs. Hélène Martin (Director, Tremplin travail Vallée de la Matapédia): Hello, ladies and gentlemen.

To begin with, this large scale consultation will surely come up with an incredible amount of data, graphs, statistics, quotes, election promises made in good faith—let's give them the benefit of the doubt—but deformed by the time they take shape. That is a war of numbers that we will leave to others, much more able than us, to carry out.

The way community workers such as ourselves perceive reality is quite different. Despite the slight political weight generally granted to this vision of things, it is the one in which we specialize, and we think that we would be ignoring the very purpose of our existence if we only took part in the political-administrative battle.

Tremplin travail Vallée de la Matapédia is a non-profit organization created in 1986. Its self-stated mission is to be actively involved in supporting social community and economic development in the area and increasing self-sufficiency of people who receive services. One of the main activities of Tremplin travail is to support the social and professional re-entry of people who've been out of the workforce. Also in tune with the regional situation, the organization has developed a niche in forestry training. Our main partners are Human Resources Development Canada, the Department of Income Security, the Société québécoise du développement de la main d'oeuvre, school boards and assorted other organizations in this area.

Ten to a dozen professional resources pool their skills in different areas and, year in, year out, generally deal with about 100 people through different types of training. Specific or individual interventions are carried out for different clientele: youth, women, disabled people, unemployed or injured workers, etc., all facing lesser or greater obstacles upon their return to the workforce. The success rate in terms of keeping a job is between 65 and 70% in most programs. According to Human Resources Development Canada, that is a "surprising and unequalled" performance.

There are many factors behind these results. The first have to do with the flexibility and creativity of organizations such as ours, which means the ability to adapt our interventions to the learning styles of the different types of customers we serve, without forgetting the goals that the programs we manage impose. The second is tied to the roots we have in the community and to the partnerships that have developed. For us, collaboration and consultation are not merely fashionable words. They've been anchored in our operations for a long time.

[Texte]

La place du secteur communautaire dans la réforme: Quand le présent gouvernement fait un constat d'échec face aux mesures actuelles d'employabilité, il nous est permis de douter de la reconnaissance de ce gouvernement face aux organismes communautaires. Est-il au fait de nos résultats? Quelle place nous est réservée dans la réforme? Dans quelle mesure notre expertise sera-t-elle reconnue? Aurons-nous voix au chapitre afin de mettre l'épaule à la roue et d'être partie prenante des solutions? Notre vécu sur le terrain nous permet pourtant de prendre le pouls des citoyens et citoyennes qui vivent tous les jours sur la corde raide des programmes sociaux. Croyez-nous: pour eux, le filet social est très mince.

Face à un participant ou à une participante dans un de nos groupes qui, sur une base volontaire, accepte de s'impliquer activement dans une démarche qu'il ou elle croit pouvoir lui procurer le coup de pouce souhaité pour s'en sortir, nous n'avons d'autre choix que de le confirmer dans son espoir que le travail est un droit et non un privilège. Il n'a pourtant souvent pas plus d'un secondaire II ou III, un souvenir de l'école très amer, quelques expériences peu concluantes du marché du travail, des attentes tellement plus grandes que la réalité. Si on parle d'une femme, elle a de plus deux ou trois enfants à la maison dont elle a la garde avec peu ou pas de soutien et elle devra souvent s'appauvrir davantage pour couvrir les frais de sa démarche. Si il ou elle est chanceux, il sera au moins prestataire de la sécurité du revenu ou de l'assurance-chômage. Sinon, c'est un sans-revenu ou un sans-chèque, comme on le disait tout à l'heure. Cela, c'est le comble de la déveine, comme si on pouvait encore en ajouter.

Le présent projet de réforme vient finir de rayer le clou en laissant entendre à cette personne qu'elle est responsable en grande partie de la dette du gouvernement et qu'en plus, c'est elle qui fera les frais des correctifs à apporter à la situation. Des intervenants lui ont pourtant déjà montré à équilibrer un budget personnel. Sommairement, il a retenu que si le budget est déficitaire, c'est soit que les dépenses sont trop élevées, soit qu'une entrée de revenus supplémentaires s'impose.

Dans le premier cas, il devra choisir parmi les dépenses celles qui sont élémentaires, dont dépend sa survie, et les autres dont il est permis de croire qu'elles sont un luxe. Dans le deuxième cas, il devra faire preuve de beaucoup de créativité, d'énergie et de courage pour tenter d'aller chercher un revenu supplémentaire.

Voici quelques pistes. Dans la présente réforme—si on fait le parallèle avec l'exemple que je viens de vous donner—, est-ce qu'on a vraiment fait un tour exhaustif pour s'assurer que l'on coupe aux bons endroits, alors que le gouvernement actuel semble vouloir sabrer dans les dépenses dont dépend la survie des plus démunis de la société? Ce n'est pourtant pas un luxe pour une société qui se targue de posséder une qualité de vie beaucoup supérieure à bien d'autres.

[Traduction]

As to the community sectors' place in the reform: When the present government brings up the failure of the present employability measures, we have reasons to doubt that this government will recognize community organizations' efforts. Does it know about our results? What is our place in the reform? To what extent will our expertise be recognized? Will we be given a voice in order to get down to work and be an active part in the solutions? Our experience in the field allows us to get a feel for the problems of citizens whose daily bread lies on the edge of social programs. Believe us: for them, the social net is very thin.

Faced with participants who, on a volunteer basis, accept to get actively involved with our groups in a process which they hope will give them the necessary boost to get out of their situation, we have no choice but to confirm their hope that work is a right and not a privilege. Such people often have no more than a grade 8 or 9 education, very bitter school memories, a few inconclusive experiences in the workforce, and hopes that are far beyond reality. In the case of a woman, she also has two or three children at home that she takes care of with little or no support and she will often have to impoverish herself further to cover the cost of this process. If our participants are lucky, they will at least be recipients of income security or unemployment insurance. Otherwise, they are without income or checkless, as was said before. That is the height of misfortune, as if it could get worse.

The present reform paper will hammer in the final nail by leading this person to believe that he or she is in large part responsible for the government's debt and moreover, that he or she will have to pay for the measures needed to rectify the situation. And yet, community workers have already shown this person how to balance a personal budget. To summarize, he or she is aware that if there is a deficit in the budget, it's either that there was too much spending, or that extra income is needed.

In the first case, they will have to choose between basic expenses, which their survival depends upon, and other expenses that are soon to be a luxury. In the second case, they will have to be very creative, and use a lot of energy and courage to try and get additional income.

Here are a few hints. In the present reform—if we draw a parallel with the example that I've just given—, has there really been a very careful survey to ensure that cuts are occurring in the right areas, when the present government seems to want to cut the spending necessary to the survival of the poorest in our society? This shouldn't be a luxury for a society that boasts of a much higher standard of living than many others.

La deuxième solution suggère de générer des revenus supplémentaires. Un gouvernement qui fait preuve de créativité et de courage politique osera repenser son système de fiscalité et prendre les décisions qui s'imposent afin de mieux répartir la richesse et de permettre un partage plus équitable du travail.

The second solution would mean generating additional revenues. A government that creative and politically courageous would dare to rethink its tax system and make the necessary decisions in order to spread wealth more fairly and to allow for a fairer share of work.

[Text]

Nous disons donc oui au principe de la responsabilisation de l'individu dans un objectif de développement de son employabilité, dans la mesure où tous les engrangements du système—gouvernement, entreprises, syndicat, organismes sociaux, économiques, communautaires, etc.—se mettent à pousser dans la même direction pour offrir des alternatives accessibles et, en bout de ligne, des emplois décents et valorisants pour un plus grand nombre.

Enfin, quoi qu'on pense des querelles fédérales-provinciales, des divergences entre langues, races et régions différentes, il nous semble impératif que les changements amenés par la réforme tiennent compte des disparités et des réalités des régions et qu'ils puissent être souples dans leur application, et que les citoyens aient voix au chapitre dans chacune de leur collectivité.

Le mot de la fin: Qui dit consultation dit action de donner un avis. C'est ce que nous, aujourd'hui, et des milliers d'autres citoyens au Canada avons fait ou ferons dans le cadre de cette gigantesque entreprise légitimée et valorisée dans une société démocratique. C'est dire que le sujet est «chaud» et interpelle chacun de nous, pour des raisons communes ou vraisemblablement différentes.

Pouvons-nous malgré tout soulever le doute quant à l'autre partie de la définition du mot «consultation» qui dit aussi: «action de prendre avis». C'est le risque que nous avons tous accepté de courir, en toute bonne foi, en faisant le pari que tous ces mémoires resteront gravés dans la vôtre. Merci.

M. Cadrin: Bonjour, tout le monde, et bienvenue à Rivière-du-Loup. Je vais faire la présentation avec Monique St-Amand, qui est la coordonnatrice du club de recherche d'emploi. Pour ma part, je suis l'ex-président du Collectif Formation Travail, non pas parce qu'on m'a mis dehors, mais parce que j'avais fait mon temps.

Nous sommes contents de pouvoir participer à cette consultation et d'être entendus par le Comité. C'est sûr que cet exercice demande beaucoup d'énergie, mais je pense que c'est important d'être là et de le faire, parce qu'il y a des enjeux importants dans cette consultation et dans cette réforme. Et même si participer à une consultation représente toujours un certain risque, il fallait être là.

Je vous rappelle d'abord que le Collectif Formation Travail est un peu un organisme comme Tremplin travail. Il regroupe plus de 35 organismes de la région de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques. C'est donc un organisme qui se préoccupe d'emploi, de développement des industries et de l'employabilité et aussi de l'ensemble de la région.

«L'imagination au pouvoir», ce titre qu'on a donné au mémoire, vient déjà illustrer un peu nos couleurs. Il faut mettre en évidence l'importance de l'imagination, de la créativité dont nous devons faire preuve comme société, avec les moyens dont nous disposons comme société—and je pense qu'ils sont importants—; agir pour une économie sociale qui réduit les inégalités et assure l'inclusion sociale, qui met de côté les vieilles recettes habituelles de réduction du déficit en marginalisant et coupant davantage des gens déjà fragilisés!

On va vous présenter les grandes lignes de notre mémoire. Il y a tout d'abord quelques constats et affirmations de départ; des commentaires généraux sur le document de consultation; les oppositions aux modifications proposées au régime d'assurance-

[Translation]

We therefore say yes to the principle of the individuals' accountability in order to develop their employability, in so far as all the parts of the system—government, businesses, unions, social, economic and community organizations, etc.—start moving in the same direction to provide accessible alternatives and, in the end, decent and rewarding jobs for more people.

Lastly, no matter what you think of federal-provincial disputes, differences between the languages, races and different regions, it is essential to us that the changes brought about by the reform take into consideration the disparities and realities of the regions and that they be flexible in their implementation, and that the citizens be given a voice in each of their communities.

One last word: consultation means giving an opinion. That is what we, today, and thousands of other citizens in Canada have done, or will do in the context of this gigantic, highly-regarded and legitimate undertaking in a democratic society. It shows how "hot" the topic is and how important it is to each of us, for similar or different reasons.

However, allow us to raise a concern as to the other part of the definition of the word "consultation", which also says: "taking advice". That is the risk we have all accepted to take on, in good faith, hoping that all these briefs will remain in your memory. Thank you.

Mr. Cadrin: Hello everybody, and welcome to Rivière-du-Loup. I am going to give this presentation with Monique St-Amand, who is the coordinator of the job search club. I am the former chairman of the Collectif Formation Travail, not because I was thrown out but because I had put in my time.

We are pleased to be able to participate in this consultation and to be heard by the committee. This means a lot of energy, but I think it is important to be here and to do this, because there are very important things at stake in this consultation and in this reform. And even if participating in a consultation is always a bit risky, we had to be here.

I will start by saying that the Collectif Formation Travail is an organization a bit like Tremplin travail. It is made up of more than 35 organizations from the Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata and Les Basques region. It is an organization that deals with jobs, with the development of industries and employability, as well as of the region as a whole.

«L'imagination au pouvoir» (Imagination Empowered), the title of our brief, already gives you an idea of our tendencies. We must highlight the importance of the imagination and creativity we will need to develop as a society, with the means we have as a society—and I think they are great—we must act for a social economy that reduces inequities and ensures social inclusion, that puts aside the usual old recipes for deficit reduction through marginalization and greater cuts imposed on people who are already fragile!

We will present the main themes of our brief. There are a few things we have noticed, and affirmations, to begin with; general comments on the consultation paper; our opposition to the suggested modifications to the Unemployment Insurance

[Texte]

chômage; la place essentielle des organismes communautaires en développement de l'employabilité; la compréhension et l'importance de la formation; l'accès à des programmes d'emploi et de formation; et quelques solutions de rechange.

Dans un premier temps, quelques constats et affirmations de départ: Depuis les années 1980, la richesse et la croissance économique augmentent, mais sans un véritable développement économique et avec une réduction des emplois. Ce qui est en jeu, c'est la répartition de la richesse pour plus d'équité, et il faut s'interroger sur la sorte de société que l'on veut.

Le coût des programmes sociaux augmente depuis plusieurs années, mais cela n'est pas dû à l'augmentation des avantages de ceux-ci, qui ont même diminué considérablement, créant ainsi plus d'appauvrissement. C'est la dégradation de la situation socio-économique due à la restructuration de l'économie, des capitaux et de la technologie qui a entraîné la perte d'emplois et ainsi créé plus de chômage. Nous nous sommes habitués tranquillement à tolérer davantage ce taux élevé de chômage et, à mon avis, il y a quelque chose de vicieux là-dedans.

Donc, la notion d'employabilité et de formation est devenue plus importante, a pris davantage d'ampleur; cette notion est importante et doit être là, mais elle a relégué au second plan la question de l'emploi et, en même temps, imputé à l'industrie même son exclusion.

● 1020

Les sans-emploi ne sont pas responsables de la présente situation socio-économique et de l'état des finances publiques; ils ne doivent pas faire les frais de la présente réforme des programmes sociaux.

La réduction du déficit est une préoccupation dont il faut tenir compte, bien sûr, mais pas à n'importe quel prix. Il faut faire les bons choix. Je rappelle ici ce que disait M. Axworthy en 1989:

Si j'étais ministre, . . . je contrôlerais les taux d'intérêt, j'augmenterais les impôts sur les gains en capital et je verrais à ce que les entreprises paient leur juste part d'impôts, j'annulerais les restrictions à l'assurance-chômage. . . (Article tiré du journal *Le Soleil*, le 28 novembre 1994, Michel Vastel).

Les choses ont bien changé depuis ce temps.

On doit donc penser à une société qui doit être davantage créative, solidaire et généreuse, où on doit vraiment faire preuve d'imagination pour éviter des échecs répétés qu'on subit. Dans ce sens, l'Etat doit réaffirmer clairement sa responsabilité, son leadership concernant la situation de l'emploi, de la formation et son rôle primordial de régulateur social pour une plus grande équité.

Le Canada doit maintenir l'universalité des programmes sociaux et un accès égal en ne marginalisant pas aussi ceux qui en ont le plus besoin.

Quelques commentaires généraux sur le document de consultation. Dans le fond, je pense que certains éléments d'analyse et d'orientation sont intéressants, mais à mon avis, les moyens qu'on met de l'avant ne sont pas toujours cohérents avec cette analyse et les orientations. Cela nous ramène peut-être à la dure réalité que toute cette réforme ne vise peut-être que la réduction du déficit.

[Traduction]

Program, the essential part to be played by community organizations in the development of employability; the understanding and importance of training; access to job and training programs; and a few alternatives.

To start with, a few things we have noticed and some initial assertions: since the 80s, wealth and economic growth have increased, but without any real economic development and with a decrease in jobs. What is at stake is the sharing of wealth for greater equity, and we have to ask ourselves what kind of society we want.

The cost of social programs has been going up for several years, but that is not because of an increase in benefits, which have actually gone down considerably, leading to greater impoverishment. The worsening of the social and economic situation is due to the restructuring of the economy, with capital and technology leading to the loss of jobs and, hence creating more unemployment. We have slowly become used to tolerating an ever greater level of unemployment and, in my opinion, there is something unhealthy about that.

The notion of employability and training has therefore become more important, it carries more weight. It is an important notion and should be there, but it has pushed aside the job issue and, at the same time, blamed industry for its own exclusion.

The jobless are not responsible for the present social and economic situation and for the state of public finances; they should not be the ones to suffer because of the present social program reform.

Deficit reduction is a concern that we must deal with, of course, but not at any price. We must make the right choices. I would like to repeat what Mr. Axworthy said in 1989:

If I was the Minister, . . . I would control interest rates, I would increase capital gains taxes and I would make sure that businesses paid their fair share of taxes, I would cancel restrictions on unemployment insurance. . . (Article taken from *Le Soleil*, November 28, 1994, Michel Vastel).

Things have changed a lot since then.

We must therefore come up with a society that is more creative, supportive and generous, where imagination must be used to avoid the repeated failures we have borne. In that sense, the government must clearly restate its responsibility, its leadership concerning the job and training situation and its primary role as a social regulator for greater equity.

Canada must maintain the universality of social programs and an equal access that does not push aside those who need them most.

A few general comments on the consultation paper. Basically, I think that certain elements of analysis and direction are interesting, but in my opinion, the means suggested are not always consistent with that analysis and those directions. Which brings us back to the hard fact that perhaps this whole reform is only aimed at reducing the deficit.

[Text]

Dans ce sens, on se faisait une petite boutade: on se demandait qui va réellement s'occuper des programmes d'emploi, de formation de la main-d'œuvre et de développement social si le ministre du Développement des ressources humaines ne s'occupe que du déficit. On verra également comment le document ne tient pas compte de l'économie saisonnière des différentes régions du Canada et particulièrement de la nôtre.

Mme Monique St-Amand (Collectif Formation Travail de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques): Dans le document «Emploi et croissance», quand on parle de l'assurance-chômage, on pose la question de la façon suivante: Comment aider plus de gens à devenir et à demeurer aptes au travail? C'est la question qu'on pose et la réponse qu'on suggère, c'est de faire des catégories de chômeurs: les chômeurs occasionnels et les chômeurs fréquents.

C'est bien évident qu'ici, dans la région, que ce soit pour le travail forestier, le travail autour de la tourbe, le travail touristique ou la construction, on a déjà des emplois saisonniers. C'est évident que les chômeurs et les personnes qui touchent des prestations d'assurance-chômage n'ont aucun pouvoir sur cet aspect de leur travail.

En plus, selon notre expérience au club de recherche d'emplois, et c'est une tendance qu'on observe partout, les nouveaux emplois sont des emplois occasionnels, à durée déterminée, à contrat, à la pige. Ce sont les nouveaux emplois qu'on crée. Non seulement il y a tout le travail qui est de nature saisonnière, mais il y a donc la nouvelle tendance à créer des emplois de plus en plus précaires.

Ce que veulent les gens qui viennent au club de recherche d'emplois, c'est du travail permanent et à temps complet. Idéalement, ils ne veulent pas de ces emplois-là, et nous sommes obligés de les convaincre de prendre ces postes parce qu'ils mettent ainsi un pied dans la porte, que cela va les aider et tout cela. Mais, encore une fois, les gens veulent du travail à temps plein et permanent.

Qu'on associe les prestations d'assurance-chômage au revenu familial nous semble assez aberrant dans la mesure où c'est une assurance à laquelle les gens cotisent. Quand on cotise, normalement, on devrait pouvoir toucher ses prestations sans lien avec le revenu de la famille.

Ce qu'on trouve aberrant dans cette histoire d'assurance-chômage, c'est que le gouvernement songe à retirer ou à diminuer le filet de protection sociale avant que les solutions au chômage soient en place. On trouve cela assez inquiétant.

Au niveau du rôle des organismes communautaires dans cette réforme, on affirme que les organismes communautaires ont une expérience très ancienne. Comme Hélène le disait tout à l'heure, les résultats sont assez étonnantes, et nous demandons plus de place; pas d'être consultés seulement quand il y a le feu à la baraque, mais régulièrement, et d'être pris comme partenaires, dans le sens de quelqu'un avec qui on travaille, avec qui on joue. Le rôle des organismes communautaires, pour nous, est très important pour l'avenir.

Il y a enfin la formation.

• 1025

Notre expérience nous a montré qu'il y a un fossé entre le monde de la formation et le monde du travail. Les gens qui viennent au club et à qui on dit de suivre une formation ont souvent le sentiment que cela ne sert à rien. Au niveau de

[Translation]

In that sense, we had a little joke: we wondered who was really going to handle the job and training of the workforce as well as social development programs, if the Minister for Human Resources Development only handles the deficit. We shall also see how the paper does not consider the seasonal economy of different regions in Canada and particularly ours.

Mrs. Monique St-Amand (Collectif Formation Travail de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques): In the "Jobs and Growth" paper, when unemployment insurance is brought up, the question is asked in the following manner: How can we help more people to become and to remain able to work? That is the question asked and the answer offered is to create categories for the unemployed: occasional unemployed people and frequent unemployed people.

Of course here, in this region, be it in forestry work, work dealing with peat, tourism work or construction, we already have seasonal jobs. Obviously, the unemployed and people getting unemployment insurance benefits have no control over that aspect of their work.

Moreover, in our experience at the job search club, and this is a trend seen everywhere, the new jobs are occasional jobs, term, contract, free-lance. These are the new jobs being created. Not only is there all the work that is seasonal, but there is also the new tendency towards jobs that are more and more precarious.

What the people who come to the job search club want is permanent work, full-time. Ideally, they would not want those other jobs, and we have to convince them to take them because that is how they get their foot in the door, that will help them and all that. But once again, people want full-time permanent work.

Tying unemployment insurance benefits to family income is absurd to us in so far as it is an insurance that people pay into. When you pay in, normally, you should be able to receive benefits without any consideration of the family income.

What we find absurd in this whole unemployment insurance matter is that the government is thinking of taking away or diminishing the social safety net before solutions to unemployment have been put in place. This worries us.

As to the role of community organizations in this reform, we say that community organizations have experience that goes back a long way. As Hélène was saying before, the results are quite astonishing, and we want more space; not just to be consulted when the house is burning down, but to be consulted regularly, and to be considered partners, as somebody you work with and play with. To us, the role of community organizations is very important for the future.

Finally, there is training.

Our experience is that there is a divide between the world of training and the world of work. People who come to the club and whom we've advised to take training often have the impression that it's useless. On the working side, there is

[Texte]

l'emploi, il y a une autre culture. Les employeurs ne savent même pas ce qu'il y a dans les programmes. Les employeurs demandent très peu de formation. Il y a un fossé énorme. Nous pensons que l'initiative doit venir des employeurs.

En conclusion, au niveau du rôle des organismes communautaires et au niveau de la formation, nous demandons, encore une fois, que le filet social ne soit pas retiré avant que des solutions soient trouvées.

Le président: Qui va faire la troisième présentation? Vous pouvez commencer.

M. Sylvain Dubé (président, Jeunes volontaires, Rivière-du-Loup, Comités-conseils du programme Jeunes volontaires du Bas-Saint-Laurent): Bonjour, messieurs et mesdames. Nous sommes des représentants des Comités-conseils du programme Jeunes volontaires du Bas-Saint-Laurent. Nous sommes un bon exemple de gens qui vivent dans des régions différentes, puisque Christine est là-bas et moi aussi. Nous avons deux documents et nous allons faire un résumé très court de ce que nous vous présentons ainsi que quelques petites recommandations. Nous désirons garder plus de temps pour la période de questions.

Mme Christine Lévesque (présidente, Jeunes Volontaires, Kamouraska, Comités-conseils du programme Jeunes Volontaires du Bas-Saint-Laurent): Merci.

Les membres bénévoles des Comités-conseils du Bas-Saint-Laurent sont heureux de présenter au Comité de consultation leurs observations concernant la réforme des programmes sociaux. Nous entendons vous proposer quelques éléments de réflexion qui, nous l'espérons, sauront vous éclairer dans votre démarche.

Le programme Jeunes volontaires est une mesure du gouvernement du Québec qui existe depuis 11 ans. Géré par la Société québécoise du développement de la main-d'œuvre, ce programme consiste à appuyer et financer des projets provenant de gens ayant entre 16 et 29 ans. Que ce soit pour le démarrage de leur entreprise, pour acquérir de l'expérience de travail ou pour obtenir de la formation pertinente, ces jeunes peuvent compter sur la présence de nos comités-conseils.

Le rôle des membres bénévoles des comités-conseils: Les principaux rôles d'un comité-conseil sont d'analyser et d'assurer le suivi des projets soumis par les jeunes et leurs organismes parrains. Dans le territoire couvrant tout le Bas-Saint-Laurent, près de 30 personnes sont impliquées dans huit MRC. Ces membres ont, de par leur profession et leur formation, ou par leur expérience personnelle auprès des jeunes, une motivation certaine à aider ceux et celles qui ne peuvent cadre dans la plupart des mesures ou programmes gouvernementaux actuels.

Les participants au programme Jeunes volontaires: Les personnes qui font une demande d'aide sont en général prestataires de l'assurance-chômage, de la sécurité du revenu, travaillent ou étudient à temps partiel, ou sont sans revenu. Nous observons que les mesures et règles en vigueur dans les programmes d'aide à l'emploi confrontent et pénalisent systématiquement ces jeunes. Parce qu'ils n'ont pas assez d'expérience de travail ou de scolarité, ces personnes peuvent difficilement se trouver une place dans les programmes de plus en plus étanches et qui sont souvent bien loin de la vraie réalité.

[Traduction]

another culture. Employers don't even know what's in the programs. Employers ask for very little training. There's an enormous divide. We think the initiative should come from the employers.

In conclusion, concerning the role of community organizations and training, once again, we're asking that the safety net not be withdrawn before solutions are found.

The Chairman: Who is doing the third presentation? You may begin.

Mr. Sylvain Dubé (President, Jeunes volontaires, Rivière-du-Loup, Comités-conseils du programme Jeunes volontaires du Bas-Saint-Laurent): Good morning, ladies and gentlemen. We are the representatives from the Comités-conseils du programme Jeunes Volontaires du Bas-Saint-Laurent. We're a good example of people living in different regions because Christine is over there and so am I. We have two documents and we're going to give you a very brief summary of what we're presenting as well as a few recommendations. We'd like to save some time for the question period.

Mrs. Christine Lévesque (President, Jeunes Volontaires, Kamouraska, Comités-conseils du programme Jeunes Volontaires du Bas-Saint-Laurent): Thank you.

The volunteer members of the Lower St. Lawrence Advisory Committees thank you for giving them this opportunity to present their comments on the reform of social programs. We would like to suggest a few things which, we hope, you will find useful in your deliberations.

The young volunteers program was set up by the Quebec government eleven years ago. This program is managed by the Société québécoise du développement de la main d'œuvre (Québec Manpower Development Corporation) and consists of supporting and funding projects suggested by people between the ages of 16 and 29. Whether it's to get their business going, to acquire work experience or training, those young people can count on the presence of our advisory boards.

The role of the volunteer members of the advisory boards: The main roles of an advisory board are to analyze and ensure the follow-up of projects submitted by the young people and their sponsoring organizations. In the whole Lower St. Lawrence territory, there are approximately 30 people involved in eight RCMs. Through their profession and training, or through personal experience with youth, these members are clearly motivated to help those who can't fit into most of the present government programs or projects.

Participants in the Jeunes volontaires program: People asking for help are generally beneficiaries of unemployment insurance or income security or are working or studying full-time or part-time or have no income at all. Our observation is that the conditions and rules now in force in the job assistance programs are systematically confrontational and penalizing for those young people. Because they don't have enough job experience or education, they have trouble finding a place within programs that are becoming more and more closed and further than ever from reality.

[Text]

Dans le Bas-Saint-Laurent, près de 200 jeunes par année s'impliquent pour au moins 20 heures par semaine dans un projet et reçoivent une allocation mensuelle variant entre 40\$ et 165\$ en allocation de participation. En ramenant ces montants sur une base horaire, cela équivaut dans le meilleur des cas à près de 28 de l'heure. C'est donc dire que nos jeunes désirent accéder, tant bien que mal, au marché de l'emploi. La plupart d'entre nous n'accepteraient pas de telles conditions. C'est à coups de sacrifices financiers comparables à ceux de l'époque de la crise des années 1930 que ceux-ci cheminent malgré tout.

M. Sylvain Dubé: Ce que la réforme propose à notre clientèle: Nous constatons que la réforme que vous proposez ne suggère rien à nos jeunes. La situation est encore plus déplorable si l'on pense aux femmes désirant réintégrer le marché du travail. En effet, nous observons qu'un nombre croissant de participantes au programme Jeunes volontaires vivent une situation où la pauvreté et la précarité viennent s'ajouter aux obstacles quotidiens tels que la monoparentalité, la sous-scolarisation et l'isolement.

De plus, rien n'indique que vous avez l'intention d'annoncer des mesures permettant à ces jeunes d'accéder au marché de l'emploi ou de leur permettre un plus grand accès à vos programmes. À cet effet, soulignons aussi que le programme Jeunes volontaires répond concrètement aux besoins de cette clientèle, en ayant des mesures incitatives et non restrictives.

• 1030

Ce que nous demandons au gouvernement fédéral, c'est de simplifier les structures et les règlements des programmes existants et à venir pour ces jeunes, et de transférer les pouvoirs et les responsabilités en matière d'emploi, d'éducation et de services sociaux aux provinces. Les coûts reliés actuellement au chevauchement des juridictions pourraient être récupérés et réinjectés dans des milieux qui en ont plus besoin.

Il faut donner des moyens techniques et financiers à des programmes tels que Jeunes volontaires afin de permettre aux jeunes d'avoir un suivi efficace sur le terrain, et des conditions de réalisation de projet qui soient plus décentes et plus en lien avec les conditions salariales en vigueur.

Nous vous remercions et nous attendons vos questions.

Le président: Je vous remercie d'avoir été aussi brefs. Nous allons commencer cette fois-ci par le Parti réformiste avec M. Ringma.

M. Ringma: Je suis impressionné par le nombre de gens, de sociétés et de groupes que vous représentez. Si j'ai bien compris, vous êtes tous des bénévoles. J'aimerais savoir qui est payé à plein temps et qui est bénévole. Quel est le nombre de bénévoles? Quel est le montant de votre budget et d'où vient-il? Est-ce qu'il vient de l'industrie, de dons personnels, des gouvernements fédéral et provincial? J'aimerais avoir un peu plus de renseignements à ce sujet.

Mme St-Amand: Pour le Collectif Formation Travail, il y a 35 membres. Ce sont, en général, des institutions dans le domaine de l'emploi ou de la santé, des groupes de femmes ou des maisons de jeunes. Alors, c'est un peu tout le monde dans tout le territoire du KRTB qui est membre du Collectif.

[Translation]

In the Lower St. Lawrence area, about 200 young people a year get involved at least 20 hours a week in any given project and get a monthly allowance between \$40 and \$165 for participating. If you calculate these amounts on an hourly basis, in the best of cases it translates out into \$2 an hour. In other words, our young people would dearly love to access jobs in the worst way. Most of us wouldn't accept conditions like that. They're basically managing to get ahead in spite of it all thanks to financial sacrifices reminding those of the dirty 30's.

Mr. Sylvain Dubé: What this reform means for our clients: We simply see that the reform you're suggesting offers nothing to our young people. The situation is even more deplorable in the case of women wanting to go back to work. An increasing number of women participating in the young volunteers program are dealing with situations where poverty and precariousness are simply added to daily obstacles like single parent families, lack of education and isolation.

Moreover, nothing indicates that you intend announcing anything in terms of giving those young people access to jobs or greater access to your programs. We would point out that the Jeunes volontaires program concretely addresses the needs of those people by using incentives instead of disincentives.

What we're asking the federal government is to simplify the structures and rules of existing and future programs for those young people and to transfer the powers and responsibilities in the areas of jobs, education and social services to the provinces. The funds now spent on duplication of jurisdictions could be recovered and used in those areas where most needed.

We have to give financial and technical means to programs such as the Jeunes volontaires to allow young people to have efficient follow-up in the field as well as project implementation conditions that are more decent and have a link with real salary conditions.

We thank you and will be happy to answer your questions.

The Chairman: I thank you for being so brief. We'll start with the Reform Party and Mr. Ringma, this time.

Mr. Ringma: I'm impressed by the number of people, organizations and groups you represent. If I've understood you correctly, you're all volunteers. I would like to know who is paid full-time and who is a volunteer. How many volunteers are there? What is your budget and where does it come from? Does it come from business, from personal gifts or from the federal or provincial governments? I'd like to have a bit more information on that.

Mrs. St-Amand: For the Collectif Formation Travail, there are 35 members. In general, these are institutions in the area of employment or health, groups of women or youth associations. So just about everyone in the KRTB area is a member of the Collectif.

[Texte]

Le Collectif a principalement deux programmes d'action. L'un ressemble beaucoup à Tremplin travail à Amqui, qui est un programme subventionné par Développement des ressources humaines Canada, pour des gens qui ont des problèmes d'aptitudes ou très peu d'expérience au niveau du marché du travail ou qui ont des problèmes personnels à régler avant d'accéder au marché du travail.

L'autre programme, c'est le club de recherche d'emplois. Il y a une trentaine de clubs de recherche d'emplois au Québec, qui sont aussi financés par Développement des ressources humaines Canada. Celui du KRTB, basé à Rivière-du-Loup, est aussi itinérant et ne fonctionne pas toute l'année, malheureusement. Il fonctionne seulement dix mois et demi par année. Pour le Collectif, c'est à peu près ça.

M. Ringma: Et votre budget annuel?

M. Cadrin: Il nous vient du niveau fédéral, en termes de subventions, et il est d'environ 600 000\$. On peut ajouter à ça ce qui nous vient du niveau provincial ou des ententes avec des organismes du milieu, c'est-à-dire 50 000\$ à 60 000\$ environ. Donc, on peut dire qu'on a un budget de 650 000\$ grossièrement.

A niveau du personnel, on a une équipe d'environ 15 personnes.

Mme St-Amand: Le club de recherche d'emplois rencontre à peu près 150 personnes par année, 150 personnes qui sont en recherche active d'emploi. Il y a un taux de placement d'à peu près 70 p. 100, ce qui est à peu près l'équivalent des autres clubs du Québec.

M. Sylvain Dubé: Le programme Jeunes volontaires est financé par la Société québécoise du développement de la main-d'œuvre. Nous siégeons bénévolement au comité et nous avons seulement un budget pour les déplacements.

Quant aux jeunes, ils peuvent combiner un travail à temps partiel, ou l'aide sociale s'ils sont chômeurs, à la prime de participation qui s'élève à moins de 2\$ l'heure, mais ils finissent par boucler leur mois. Ce n'est pas beaucoup.

M. Ringma: Merci.

• 1035

Mme Martin: Dans l'ensemble, le financement que nous recevons est semblable à celui que Mme St-Amand décrivait. La corporation Tremplin travail chapeaute des programmes qui, dans la majorité, sont subventionnés par Développement des ressources humaines Canada, et elle a aussi développé un service de formation. Je voudrais ajouter qu'avec les expertises et les ressources que nous avons à l'intérieur de l'équipe, et qui nous ont permis de diversifier nos compétences, on offre aussi des services de formation à différents niveaux: de la formation en foresterie, en animation, dans le milieu. À ce moment-là, nos différents partenaires sont le ministère de la Sécurité du revenu, des commissions scolaires et différents organismes du milieu grâce auxquels on trouve peut-être le quart de notre budget, pour un total de 600 000\$ à 700 000\$ par année.

M. Ringma: Merci.

Le président: Je passe maintenant au Parti libéral. Monsieur Bertrand, voulez-vous commencer?

[Traduction]

The Collectif has mainly two action programs. One is a lot like Tremplin travail at Amqui, which is a program subsidized by Human Resources Development Canada for people who have problems with abilities or very little experience in the labour market or who may have personal problems to settle before they can access the job market.

The other program is a job search club. There are about 30 job search clubs in Québec that are also funded by Human Resources Development Canada. The KRTB club, based in Rivière-du-Loup, is also a travelling one that unfortunately is not open year-round. It's only open ten and a half months a year. That's about it for the Collectif.

Mr. Ringma: And your annual budget?

M. Cadrin: It comes from the federal government, as a subsidy, and it's about \$600,000. We could add to that what comes from the provincial level or agreements with community organizations and that's approximately from \$50,000 to \$60,000. So we could roughly say that we have a \$650,000 budget.

As for staffing, we have a team of about 15 people.

Mrs. St-Amand: The job search club meets about 150 people a year who are actively looking for work. The placement rate is about 70% which is approximately the same as the other Quebec clubs.

M. Sylvain Dubé: The Jeunes volontaires program is funded by the Société québécoise du développement de la main d'œuvre. We sit as volunteers on the Committee and our only budget is for travel expenses.

As for the young people, they can combine a part-time job, or social assistance if they're unemployed, with the participation bonus that works out to less than \$2 an hour, but they manage to make ends meet at the end of the month. It's not much.

Mr. Ringma: Thank you.

Mrs. Martin: Basically, the funding we get is like the one Mrs. St-Amand described. The Corporation Tremplin travail delivers programs that, for the most part, are subsidized by Human Resources Development Canada and it has also developed a training service. I would like to add that with the expertise and resources we have on our team, and which have allowed us to diversify our skills, we are also able to offer training services at different levels; training in forestry, in leadership, in community work. Our different partners for this are the Ministère de la sécurité du revenu, school boards and different community organizations that provide about one quarter of our total budget, which is between \$600,000 and \$700,000 a year.

Mr. Ringma: Thank you.

The Chairman: I will now go to the Liberal Party. Mr. Bertrand, do you want to lead off?

[Text]

M. Bertrand (Pontiac—Gatineau—Labelle): Ma question s'adresse à M^{me} Martin. J'aimerais que vous me parliez un peu des cours qui sont donnés pour former les travailleurs forestiers. Vous formez combien de travailleurs forestiers annuellement? Quel genre de cours donnez-vous? Est-ce que vous offrez d'autres cours? Est-ce que vous répondez à la demande des employeurs de la région?

Mme Martin: Toujours au niveau forestier?

M. Bertrand: Toujours au niveau forestier.

Mme Martin: Le plateau forestier sert à différentes choses. Il y a d'abord un groupe de jeunes travailleurs qui sont dans un programme de développement de l'employabilité. C'est pour des clientèles défavorisées sur le plan de l'emploi. Au printemps, on forme un groupe de ces jeunes travailleurs. On utilise le plateau du travail forestier où une formation de base est donnée à ces jeunes-là. On se sert de cette formation comme d'un outil pédagogique pour les amener à développer leur employabilité, mais via le travail forestier, où il semble y avoir encore des débouchés au niveau de l'emploi pour cette catégorie de jeunes. Donc, on développe des habiletés de base avec eux, pour leur permettre d'accéder éventuellement à un emploi dans ce secteur-là.

Nous avons aussi, dans l'équipe de ressources, des professionnels au niveau forestier. C'est l'autre volet que la corporation a développé. On vend des services de formation aux commissions scolaires, entre autres. Nous collaborons étroitement avec le Centre de formation en foresterie, où nos formateurs offrent des services de formation par le biais des programmes de la Commission scolaire Vallée-de-la-Matapedia.

Combien de jeunes voyons-nous par année? Dans les groupes pour clientèles fortement défavorisées, on parle de 18 jeunes par année sur le plan de l'emploi. Par le biais de services de formation qu'on offre *at large*, via les commissions scolaires ou via les regroupements forestiers, c'est variable, parce qu'on est à la pige.

M. Bertrand: Est-ce que ce sont des emplois saisonniers?

Mme Martin: Oui. Pour les jeunes dans la région, oui.

M. Bertrand: Pour les jeunes.

Mme Martin: Oui.

M. Bertrand: Je n'ai pas bien compris. Est-ce que les demandes viennent des commissions scolaires, ou si vous avez des demandes bien spécifiques du milieu des employeurs qui vous appellent et qui disent qu'ils ont besoin de tel ou tel nombre de travailleurs forestiers?

Mme Martin: Dans le volet des services de formation, on répond à la demande des commissions scolaires qui ont besoin de nos services. Donc, cela dépend des cours qui s'offrent à certains moments dans ces commissions scolaires.

Dans le volet de la formation des jeunes travailleurs, on utilise le plateau forestier et, de plus, des collaborations étroites sont établies avec les sociétés d'exploitation des ressources qui existent sur notre territoire. Donc, c'est aussi en rapport avec les besoins éventuels de l'entreprise. Cette formation est perçue par l'entreprise comme pouvant former une relève de travailleurs forestiers.

Je ne sais pas si cela répond à votre question.

M. Bertrand: Oui. Donc, l'argent que le fédéral met dans le développement de ces emplois, d'après vous, est de l'argent bien dépensé, bien placé.

[Translation]

Mr. Bertrand (Pontiac—Gatineau—Labelle): My question is for Mrs. Martin. I would like you to tell me a bit about the training courses you give to forestry workers. How many forestry workers do you train yearly? What kind of courses do you give? Do you offer other courses? Do you meet a demand from employers in your region?

Mrs. Martin: Do you mean specifically in forestry?

Mr. Bertrand: Yes, specifically in forestry.

Mrs. Martin: The forestry component is used for different things. First, there is a group of young workers in the employability enhancement program. That is for those who are job-disadvantaged. In the spring, we train a group of those young workers. We use the forestry program to provide basic training to those young people. We use that training as a teaching tool to help them to enhance their employability, but through forestry work, where there still seem to be jobs available for that category of young people. So we develop their basic skills to allow them to eventually gain access to a job in that sector.

We also have forestry professionals in our resource team. That's the other aspect the Corporation has developed. We sell training services to school boards, and other groups. We cooperate closely with the Forestry Training Center where our trainers offer training services through the programs of the Commission scolaire Vallée de la Matapedia.

How many young people do we handle a year? In the groups made up of severely disadvantaged clients, we are talking about 18 young people a year in terms of employment. As regards the training services we provide to the population at large via school boards or forestry groups, it varies, because we work freelance.

Mr. Bertrand: Are these seasonal jobs?

Mrs. Martin: Yes. For the young people in our region, yes.

Mr. Bertrand: For the young people.

Mrs. Martin: Yes.

Mr. Bertrand: I don't quite understand. Does the demand come from the school boards or do employers with very specific requirements call you up and tell you they need so many forestry workers?

Mrs. Martin: With respect to the training side, we respond to the demand from school boards requiring our services. So it depends on the courses being offered at any given time by those school boards.

As for training young workers, we use the forestry component as well as working in close cooperation with forestry companies that are established in the region. So it also responds to business needs. Businesses see this training as a way of preparing a new generation of forestry workers.

I don't know if that answers your question.

Mr. Bertrand: Yes. So the money the federal government puts into developing these jobs, in your opinion, is money well spent and well invested.

[Texte]

Mme Martin: Avec les taux de placement que nous obtenons, cela nous semble rentable.

M. Bertrand: Merci beaucoup, madame.

[Traduction]

Mrs. Martin: With the placement rates we are getting, we believe it to be cost-effective.

Mr. Bertrand: Thank you very much, madam.

• 1040

Le président: Merci monsieur Bertrand. Je passe maintenant la parole à M. Crête.

M. Crête: Je vais vous dire que je suis très content de la démonstration qui vient d'être faite. Finalement, il y a peut-être une infime minorité de gens qui profite du système, mais vous contribuez à aider une très forte majorité qui veut s'en sortir. C'est une belle démonstration et je pense qu'il y a un excellent retour sur l'investissement que nous faisons.

Je voudrais poser une petite question aux trois groupes. Vous avez parlé de la formation dans le travail saisonnier. Il va toujours y avoir du travail saisonnier et ce n'est pas un rapport qui va changer quelque chose. C'est la réalité.

Vous avez parlé d'économie sociale et je trouve que c'est un concept intéressant. J'aimerais que chacun des groupes nous dise s'il y a une recommandation à faire pour que l'État joue un rôle en termes d'économie sociale. Quel genre de recommandation feriez-vous en fonction de vos activités et du contexte régional? Chacun des groupes a peut-être une petite réponse là-dessus.

M. Cadrin: On a présenté quelques solutions de rechange, et je pense que c'est une dimension importante. Il ne faut pas juste dire que ce qui sur la table ne nous convient pas. Quand on parle d'économie sociale, il faut davantage miser sur les initiatives qui sont déjà présentes dans les milieux en termes de préoccupations de développement local et d'initiatives en vue de la création d'emplois.

L'idée est aussi de créer des emplois qui sont socialement rentables. Je pense qu'il existe de nombreux besoins en termes de services sociaux dans le milieu, au niveau des personnes âgées ou de groupes de la population qui ont des besoins, et qu'il vaudrait mieux créer des emplois qui répondent réellement à ces besoins plutôt que de créer tout le temps des programmes à courte vue. C'est une autre initiative importante quand on parle d'économie sociale.

C'est bien beau de vouloir développer des entreprises, mais il y a une certaine limite. Je pense aussi qu'il va falloir considérer la réorganisation du travail en termes de réduction du temps supplémentaire et de réduction du temps de travail. Avec ces changements, on va pouvoir s'assurer qu'il y a des gens pour pouvoir intégrer le marché du travail.

On parle aussi d'une caisse spécifique d'assurance-chômage. Il faut peut-être revenir à la base. Il faut une caisse qui dépende de la contribution des employeurs et des travailleurs, comme c'est le cas actuellement, qui serait administrée principalement par eux et qui pourrait suppléer aux périodes difficiles de chômage.

Il y a aussi la création d'un fonds spécial pour la formation. Je pense qu'on doit miser beaucoup sur la formation, mais que l'État doit aussi prendre le leadership à nouveau et s'engager, comme les entreprises et les différents partenaires, au niveau communautaire.

On pense aussi que la réduction du déficit doit passer par une fiscalité beaucoup plus juste, beaucoup plus équitable pour tout le monde et que chacun doit payer à la caisse.

The Chairman: Thank you, Mr. Bertrand. We will now go to Mr. Crête.

Mr. Crête: I'd like to say that I am very happy with this demonstration. While there is perhaps a small minority of people abusing the system, you are helping the vast majority that want to do something with their lives. It's a fine demonstration of what can be done and I think we are getting an excellent return on our investment.

I have a brief question for all three groups. You have been talking about training for seasonal work. There is always going to be seasonal work and no report is going to change anything there. That's just the way it is.

You have talked about social economy and I find that to be an interesting concept. I would like each one of the groups to tell us if they have a recommendation to make on the role the government can play in terms of the social economy. What recommendation would you make based on your activities and the regional context? Perhaps each one of the groups has an answer to that.

Mr. Cadrin: We presented a few alternatives, and I think it's an important dimension. It is not enough to say that we disagree with what is on the table. When we talk about the social economy, we mean that we have to focus more on the initiatives that are already underway in the different communities in terms of responding to concerns about local development and job creation initiatives.

The idea is also to create jobs that benefit society. I think there is a lot of need in terms of social services in our communities, whether for senior citizens or different groups that have specific needs, and we would be better off creating jobs that really respond to those needs rather than always creating short-sighted programs. That is another important initiative that could be taken in terms of the social economy.

It is all very well to want to develop business, but there are limits. I think we will also have to consider reorganizing work so as to decrease over-time and shorten the work week. With those changes, we could make sure that people will be able to find jobs.

We are also talking about a specific Unemployment Insurance Fund. Maybe we should get back to basics. We need a fund that depends on contributions from employers and workers, as is presently the case, that would be mainly managed by them and that could be used to supplement incomes during difficult periods of unemployment.

There is also the idea of setting up a special fund for training. I think we have to focus a lot on training, but the government also has to show leadership and get involved at the community level, as does the business sector and our various partners.

We also think that decreasing the deficit should be accomplished through fairer and more equitable taxation for everyone and that everyone should pay their fair share.

[Text]

[Translation]

M. Crête: Est-ce que vous feriez une recommandation au gouvernement pour qu'il intervienne en vue d'améliorer la situation?

Mme Martin: En tant qu'organismes travaillant à aider des gens au niveau du développement de l'employabilité, on ne peut pas parler de développement de l'employabilité si on ne parle pas aussi de développement de l'emploi. Il faudrait aussi tenir compte des réalités régionales de la Vallée de la Matapedia, qui sont très typiques.

M. Crête: C'est la même chose ailleurs.

M. Sylvain Dubé: Ce sera très simple, monsieur Crête. Les gens qu'on reçoit deviennent des spécialistes, mais que vont-ils pouvoir faire pour aller chercher de l'expérience? Nous savons tous que, sans expérience, on ne peut pas trouver d'emploi. Nous pensons donc qu'il faut tout simplement arrêter de se chicaner et se rendre compte que toutes ces réunions coûtent cher, et que tous ces *jobs* pourraient bénéficier de votre suivi et de vos spécialités pour amener ces gens un peu plus loin. Je ne sais pas comment on pourrait le dire plus clairement. Ces gens aimeraient bien savoir ce qui va se passer pour eux, quand, pour la plupart, ils ne peuvent être classés dans les programmes. On est des bénévoles. On leur donne un coup de pouce, mais on vous demande aussi de faire... .

M. Crête: Qu'est-ce que vous entendez par «se chicaner»?

M. Sylvain Dubé: À un moment donné, après avoir fait trois ou quatre bureaux, le jeune de 16 ans à 29 ans se fait dire qu'il n'a pas ce qu'il faut pour entrer dans les normes. J'appelle cela de la chicane.

M. Crête: C'est un groupe de jeunes?

• 1045

M. Sylvain Dubé: Ce sont des jeunes volontaires qui ont un projet, une idée, et qui veulent s'en sortir en réalisant leur projet avec des comités ou des organismes. Quand ils ont affaire à 12 bureaux et qu'on leur dit que ça ne marche pas, ils viennent chez nous en dernier recours. Nous trouvons cela très inquiétant, parce que plus ça va aller, plus le nombre va grossir du fait qu'il y a de moins en moins de places ailleurs. Alors, nous demandons à la commission ce qu'elle fait pour ces jeunes-là.

Le président: Monsieur Canuel.

M. Canuel: Ma question va s'adresser à Mme Martin, que je connais très bien et que je félicite pour le travail qu'elle fait. Votre budget, depuis trois ans, a-t-il beaucoup diminué? Et si vous aviez plus de budget, qu'est-ce que vous en feriez?

Mme Martin: Dans les organismes financés par Développement des ressources humaines Canada, ce qu'on appelle des organismes pour le développement des clientèles fortement défavorisées sur le plan de l'emploi, depuis neuf ans d'existence, notre budget n'a jamais augmenté, alors que les salaires, les dépenses et les frais administratifs augmentent. Donc, il n'y a jamais eu d'augmentation. L'an dernier, à cause de certaines circonstances, il y a eu une diminution du tiers du budget principal qu'on recevait de DRHC. C'est dire qu'à chaque année, on doit refaire un exercice financier.

Cependant, dans les organismes comme le nôtre, nous avons l'habitude de gérer les coupures et nous devons très créatifs pour trouver des solutions, car cela fait partie de notre vécu.

Mr. Crête: What would you recommend the government do to improve the situation?

Mrs. Martin: As organizations working to help people to enhance their employability, we can't talk about employability enhancement without talking about job development. You should also take into account the situation in Matapedia Valley, that is quite typical.

M. Crête: It's the same elsewhere.

M. Sylvain Dubé: It would be very simple, Mr. Crête. The people who come to us become specialists, but what are they going to do to gain experience? We all know that you can't get a job without experience. So we think we should just stop squabbling and admit that all these meetings are expensive, that all these jobs could benefit from your follow-up and your expertise; it would help these people advance a bit more. I don't know how we could say it any more clearly. These people would really like to know what's going to happen to them since, for the most part, they can't be fit into the programs. We are volunteers. We give them a helping hand, but when we are also asked to—

Mr. Crête: What do you mean by "squabbling"?

M. Sylvain Dubé: You know, after they have gone to three or four offices, the 16 to 29 year-olds are told that they just don't have what it takes to meet the standards. I call that squabbling.

Mr. Crête: They are young people?

M. Sylvain Dubé: They are young volunteers with a project or an idea and they want to improve their lot by implementing their project with the help of other committees or organizations. When they are dealing with 12 different offices and they are told it won't work, we are the ones they come to see as a last resort. We find that a big concern because it is only going to get worse; the numbers are going to increase because there are fewer and fewer jobs out there. So we are asking the Committee what it's doing for those young people.

The Chairman: Mr. Canuel.

M. Canuel: My question is for Mrs. Martin whom I know very well and whom I want to congratulate for the work she is doing. Over the last three years, has your budget decreased considerably? And if you had a bigger budget, what would you do with it?

Mrs. Martin: In the organizations funded by Human Resources Development Canada—those that work with severely job-disadvantaged clients—budgets have not increased in nine years, while salaries, expenditures and administrative costs keep climbing. So there has never been an increase. Last year, because of specific circumstances, the main budget from HRDC was decreased by a third. In other words, every year we have to go through a new financial exercise.

However, organizations like ours are used to coping with budget cuts and we become very creative in terms of solutions because they are a fact of life for us.

[Texte]

Qu'est-ce qu'on ferait avec plus de sous? Je pense qu'inévitablement, c'est la clientèle qui en bénéficierait. On pourrait peut-être se permettre d'offrir des services plus pointus à une clientèle encore plus vaste.

Chez nous, la grosse problématique est celle des personnes sans chèque, sans revenu. Il y a des entrées pour les prestataires d'assurance-chômage et pour les prestataires de la sécurité du revenu, mais il y a beaucoup de personnes qui n'entrent pas dans ces catégories, qui ne cherchent plus d'emploi et à qui on est obligés de refuser des services. Nous souhaiterions vraiment pouvoir offrir nos services à cette catégorie de gens.

M. Cadrin: Juste un petit mot là-dessus. Il faut arrêter de catégoriser les gens qui sont à la recherche d'un emploi. Il y a des gens qui sont sur l'assurance-chômage, d'autres sur l'aide sociale, et d'autres sans chèque, ou sans revenu. Ces gens-là sont tous à la recherche d'un emploi et devraient pouvoir accéder à la formation par le biais de tous les programmes qui sont mis sur pied.

Le piège est l'utilisation de la caisse d'assurance-chômage au niveau de la formation. On cible principalement les gens qui sont prestataires de l'assurance-chômage, alors qu'il y a un tas d'autres personnes qui sont à la recherche d'un emploi, qui ont des besoins et qui ne demanderaient pas mieux que de travailler. Je pense qu'on devrait s'adresser à tous ceux qui sont à la recherche d'un emploi, quand on parle de formation et de programmes de création d'emploi.

Le président: Nous disposons de quelques minutes encore et j'ai une question à vous poser. Vous avez manifesté une certaine méfiance, et vous n'êtes pas les seuls, envers la politique de création d'emplois du gouvernement, s'il y en a véritablement une.

Deuxièmement, au sujet de l'équité et de la justice de la fiscalité, est-ce que les coupures tombent équitablement parmi toute la population? Bon nombre de groupes nous ont fait ce genre de commentaire.

L'exercice du Parti réformiste dans les programmes sociaux entre dans le cadre d'un autre exercice plus large. Une partie de cet exercice-là, évidemment, est un processus de consultation budgétaire qui vise à déterminer où on devrait couper et où on devrait taxer pour parvenir à une certaine cible de réduction de déficit.

• 1050

Une autre partie du programme du gouvernement, qui est axée sur la croissance et l'emploi, correspond à des politiques de création d'emplois. Ce sont des politiques qui vont encadrer toutes les politiques du gouvernement du Canada pour créer des emplois.

Je ne pense pas que vous me croiriez sur parole si je vous disais que toutes les mesures ont été prises pour que la fiscalité soit juste ou pour que toutes nos politiques de création d'emplois soient les meilleures. Mais il serait utile de savoir ce qu'il faudrait pour vous assurer que, peu importent les solutions qu'on trouve dans le domaine du social, la fiscalité et la politique d'emploi ont été bien prises en considération. C'est une question de crédibilité du processus plus large. C'est important parce que, si on veut avoir la confiance de la population, il faut lui montrer que nos politiques sont bonnes. De quoi avez-vous besoin pour que cette manifestation soit évidente?

[Traduction]

What would we do with more money? Well, I think that inevitably our clients would benefit. We might also be able to offer more specific services to a greater variety of clients.

The big problem we have is people who receive no cheques and have no income. There are doors open for unemployment insurance and income security beneficiaries, but a lot of people are not part of those two categories and are not looking for work any more, so we have to refuse them. We would really like to be able to offer our services to those people.

Mr. Cadrin: Just a word on that. We have to stop putting people who are looking for jobs into different categories. Some people get unemployment insurance, others get welfare, and still others don't get any cheque at all or have no income. Those people are all looking for jobs and they should be able to access training through the programs now in place.

The real problem is using the unemployment insurance fund for training. The main target is then unemployment insurance beneficiaries although there are all kinds of other people looking for a job, who have different needs and who are only asking to work. I think we should be helping everyone looking for a job in terms of training and job creation programs.

The Chairman: We still have a few minutes and I have a question for you. You have shown a bit of scepticism, and you are not the only ones, concerning the government's job creation policy, if there is really is one.

Second, as regards the equity and fairness of our tax system, are funding cuts equally distributed across the whole population? A lot of groups have made that kind of comment.

The Reform Party's proposals in the area of social programs are part of a broader exercise. Part of that exercise, of course, is a budget consultation process to determine where cuts should be made and who should be taxed to reach a specific deficit reduction target.

Another part of the government's program, which is based on growth and employment, deals with job creation policies. These are policies that are going to be the framework for all government job creation policies and programs.

I don't think you will take my word for it if I were to tell you that everything has been done to make our tax policy equitable or to ensure our job creation policies are the best they can be. But it would be useful to know what would be needed to reassure you that, no matter what solutions we find in terms of our social programs, taxation and employment issues have been given all due consideration. It's a question of credibility for the broader process. It's important because if we want to gain the people's trust, we have to show them our policies are effective. What do you need for this to be clear?

[Text]

[Translation]

Mme St-Amand: Il y a deux choses. Vous avez prononcé le mot «encadrer». Lorsque j'ai commencé la lecture du document, j'ai trouvé beaucoup de choses fort intéressantes, mais au sujet de l'employabilité, quelque chose m'a contrariée. En effet, votre programme s'appelle «Emploi et croissance», et nulle part il n'est question d'emploi, sauf à un seul endroit où on dit qu'il y aurait création d'emplois si on faisait baisser les cotisations d'assurance-chômage des employeurs.

Nulle part dans ce document il n'est question d'emplois. Il est toujours question d'employabilité, d'améliorer les services, d'aider les gens et tout. C'est assez inquiétant. Quand vous demandez de quelle façon on peut rendre les gens aptes à rester sur le marché de l'emploi en coupant les prestations d'assurance-chômage, c'est plus inquiétant que rassurant.

On se serait plutôt attendu à ce qu'il y ait un programme de création d'emplois qui soit clair, qui soit défini quelque part, et qu'à l'intérieur de ce programme de création d'emplois, il y ait un programme de développement de l'employabilité. Tout ce qu'on a en ce moment s'appelle «Emploi et croissance». Tout ce qu'on dit, c'est que les problèmes de l'emploi sont attribuables à des problèmes structurels et, au niveau de solutions, on voit des coupures d'assurance-chômage. Voilà.

Le président: Y en a-t-il d'autres parmi vous qui auraient une réponse? Ce que vous dites est très utile.

M. Cadrin: Sur la question de la fiscalité, on parle depuis longtemps d'une meilleure équité au niveau de la fiscalité. Il y a beaucoup d'études qui démontrent comment le pourcentage de ce qui est payé en impôt par les grandes corporations a diminué depuis bon nombre d'années par rapport à ce qui est payé par les particuliers.

Il me semble que ça fait longtemps qu'il n'y a pas eu de virage significatif à ce niveau-là. Tant qu'il n'y aura pas le moindre geste important à ce sujet, on n'aura pas trop confiance dans les orientations et les propositions du gouvernement.

Le président: Peut-être que vous avez entièrement raison sur la fiscalité. C'est venu souvent dans nos discussions. Bien que ce soit une question un peu extérieure au mandat du Comité, nous retenons que c'est une question qui revient souvent. Je pense que vous êtes d'accord sur le fait qu'il s'agit d'un sujet assez complexe et qu'il y a différents points de vue là-dessus. Je ne pourrai pas vous répondre aujourd'hui, mais je pense que d'autres vont dire que la fiscalité est plus équitable qu'on ne le pense. Il y a différents points de vue. C'est une question très large.

Je voudrais répondre à Mme St-Amand. Que diriez-vous, madame, si je vous disais que le Livre vert s'insère dans un Livre mauve qui donne un peu l'encadrement, au point de vue économique, de certaines des politiques sociales?

• 1055

De plus, les idées contenues dans le Livre vert, qui ne parle pas beaucoup de l'emploi en tant que tel, font référence à une politique de création d'emplois qui est plus explicitement décrite dans un Livre mauve, que j'ai vu encore cette semaine, et dans un autre livre, le Livre orange. Est-ce que cela vous donnerait plus de confiance?

Mme St-Amand: Ce qui me donnerait plus de confiance, c'est qu'on mette en œuvre le Livre mauve avant de mettre à l'agenda le Livre vert.

Mrs. St-Amand: There are two things. You have talk about a framework. When I started reading the document, I found a lot of interesting suggestions, but something bothered me about the employability proposals. Your program is called "Jobs and Growth" but there is no mention of jobs anywhere, except once, where it says that jobs would be created if unemployment insurance premiums for employers were brought down.

But there is no mention of jobs anywhere in the discussion paper. They are always talking about employability, improving services, helping people and all that. This concerns us. When you ask how we could help people keep their jobs by cutting unemployment insurance benefits, it's more of a worry than of a reassurance.

We were expecting to see clearly defined parameters for a job creation program and that within that job creation program, there would be an employability enhancement program. All we have right now is something called "Jobs and Growth". All that's said is that employment problems are due to structural difficulties and that one of the solutions is to cut unemployment insurance.

The Chairman: Is there anyone else who wants to respond? What you are saying is very useful.

M. Cadrin: As far as taxation goes, there has been a lot of talk about equity and fairness. A lot of studies show how the percentage of taxes paid by big corporations has decreased over the years, as compared to what individuals have been paying.

It is quite some time since we have seen a sea change in that area. As long as nothing serious is done there, we won't really have much faith in the government's policies or proposals.

The Chairman: You may be totally right on taxation. That has often come up in our discussions. Although that question falls outside our terms of reference, we are mindful of the fact we often hear about it. I think you agree that this is a complex issue and that there are different points of view. I can't answer you today, but I think that others are going to say that taxation is more equitable than we think. There are different points of view. It's a very broad issue.

I would like to answer Mrs. St-Amand. What would you say if I were to tell you that the Green Paper is part of the Mauve Paper which presents the economic framework for some of the government's social policies?

Moreover, the ideas in the Green Paper, which don't talk about employment as such, refer to a job creation policy which is more explicitly described in the Mauve Paper, which I saw this week, and in another paper, the Orange Paper. Is that more reassuring?

Mrs. St-Amand: It would be more reassuring if the government implemented the Mauve Paper before putting the Green Paper on the agenda.

[Texte]

M. Cadrin: Cela nous en fait vraiment voir de toutes les couleurs.

Mme St-Amand: On veut s'attaquer au filet social avant que les solutions de rechange ne soient là. À la limite, c'est immoral. Les personnes qui sont en recherche d'emploi, comme n'importe quel consommateur et comme n'importe quel employeur, ont besoin de sentir un climat un peu favorable autour d'elles. Les gens qui cherchent du travail sont déjà très angoissés. Si, en plus, on vient leur dire que c'est leur faute et que leurs prestations seront coupées, on suscitera seulement la résistance au changement.

Le président: Oui, c'est cela. Le gouvernement va peut-être vous dire que tous ces problèmes-là doivent être traités simultanément. Il est certain que nous avons un problème de communication pour expliquer qu'il y a véritablement des politiques de création d'emplois, mais qu'elles ne sont pas encore assez synchronisées dans nos réflexions.

Il est important pour nous, en tant que Comité, de savoir ce que la population canadienne a besoin de savoir pour qu'elle puisse faire confiance à des suggestions qu'on va lui proposer dans le domaine qui la touche.

C'est la raison pour laquelle je voulais soulever la question. Je vous remercie.

Un dernier commentaire de M^{me} Martin.

Mme Martin: J'aimerais vous dire que, dans le contexte de restrictions et de coupures que nous vivons régulièrement, je n'ai pas eu le temps de prendre connaissance du Livre mauve. Le Livre vert, oui, mais pas le mauve, monsieur le président.

Le président: Vous devriez peut-être y jeter un coup d'œil.

Mme Martin: Certainement.

Le président: De toute façon, je vous remercie. J'ai abusé de mon temps et je m'en excuse auprès des membres du Comité. Je vous remercie de vos interventions qui nous seront très utiles dans notre travail.

Nos prochains témoins sont de la Fédération des Clubs de l'âge d'or de l'Est du Québec, du Conseil consultatif des aînés et aînées de l'Est du Québec, du Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec et du Regroupement des CLSC du Bas-Saint-Laurent.

• 1100

J'aimerais vous souhaiter la bienvenue. La parole est à vous, monsieur Bérubé.

M. Maurice Bérubé (vice-président, Conseil consultatif des aînés et aînées de l'Est du Québec; Fédération des clubs de l'âge d'or de l'Est du Québec): Monsieur le président, mesdames et messieurs, je suis accompagné du Dr Lucien Gendreau, président du Conseil consultatif régional, secteur de l'Est du Québec; et de M. Dominique Plante, directeur général de la Fédération des clubs de l'âge d'or de l'Est du Québec. Il y a aussi quelqu'un d'autre qui n'est pas à la table, Suzanne Paré, qui est notre collaboratrice au Conseil consultatif régional.

Nous avons un mémoire d'une dizaine de pages. Nous allons essayer de le résumer parce que je n'aurai certainement pas le temps de le lire page par page.

[Traduction]

Mr. Cadrin: Sometimes we wish we were colour blind.

Mrs. St-Amand: It's an attempt to deal with the social safety net before finding viable alternatives. You could even say it's immoral. People who are looking for a job, like any consumer or employer, need to feel as though they're in a favourable climate. The people who are looking for jobs are already very worried. If, in addition, we tell them that it's their fault and that their benefits will be cut, we're just going to create resistance to change.

The Chairman: Yes, that's true. However, the government may respond that all these problems have to be dealt with simultaneously. We do have a problem explaining to people that there really is a job creation policy, but the fact is we just haven't thought enough about how to accomplish that.

It is important for us, as a Committee, to know what the Canadian people need to know in order to feel confident about the suggestions that we are going to be making in areas that affect them.

That's why I wanted to raise this question with you. Thank you.

A final comment from Mrs. Martin.

Mrs. Martin: I'd like to say that in the context of budget restrictions and cut backs that we regularly face, I have not had the time to read the Mauve Paper. The Green Paper, yes, but not the Mauve Paper, Mr. Chairman.

The Chairman: Maybe you should take a look at it.

Mrs. Martin: Certainly.

The Chairman: At any rate, I'd like to thank you. I've taken up quite a bit of time, and so I apologize to Committee members. I would like to thank you for your comments, which will be very useful for us in our work.

Our next witnesses are from the Fédération des clubs de l'âge d'or de l'Est du Québec, the Conseil consultatif des aînés et aînées de l'Est du Québec, the Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec and the Regroupement des CLSC du Bas-St-Laurent.

Welcome. You have the floor, Mr. Bérubé.

Mr. Maurice Bérubé (Vice-Chairman, Conseil consultatif des aînés et aînées de l'Est du Québec; Fédération des clubs de l'âge d'or de l'Est du Québec): Mr. Chairman, ladies and gentlemen, I'm accompanied by Dr. Lucien Gendreau, Chairman of the Regional Advisory Council for Eastern Quebec, and Mr. Dominique Plante, Director General of the Fédération des clubs de l'âge d'or de l'Est du Québec. There's also another person who is not at the table, Suzanne Paré, who works with us at the Regional Advisory Council.

Our brief is about 10 pages long. We're going to try and summarize it because I certainly won't have enough time to read the whole thing.

[Text]

Pour les trois premières pages, je dirais à peu près ceci. Notre mémoire analyse d'abord l'ensemble du document qui nous est parvenu récemment. Nous mettons notre mémoire dans un contexte particulier. Ensuite nous analysons un peu les conditions difficiles d'emploi dans notre région et, en troisième lieu, nous faisons des recommandations. Nous traiterons donc de plusieurs points.

D'abord, nous déplorons qu'un document de travail sur la sécurité sociale d'un Canada de demain omette sciemment de parler de la future sécurité sociale des aînés et des programmes relatifs aux régimes des soins de santé, même si nous considérons qu'un régime des programmes sociaux en fonction des trois grands domaines, soit l'emploi, l'acquisition du savoir et la sécurité sociale, devient une nécessité.

Le rôle de l'État est multiple, mais nous pensons que son rôle principal est d'administrer d'une façon prudente, clairvoyante, honnête et équitable. Beaucoup de pays étrangers envient le Canada pour sa qualité de vie, ses services, ses richesses naturelles, ses institutions politiques et sociales, son développement industriel, ainsi que l'absence de conflits que certains pays d'Europe ou d'Asie ont connus depuis un siècle.

Malgré toute cette richesse, le Canada passe par une période difficile. Nos gouvernements et nous aussi, Canadiens, avons agi comme si les richesses naturelles étaient inépuisables et les années de vaches grasses interminables. Pendant que l'économie évoluait et se transformait et que la révolution industrielle suivait inexorablement son cours, le Canada investissait dans les services jusqu'à emprunter même pour payer l'épicerie.

On a manqué de prudence et de clairvoyance. Le secteur des services s'est développé rapidement, tandis que ceux de la fabrication et des ressources ont perdu de l'importance, et si vous ajoutez à cela les deux dernières récessions, de 1981 et 1990, vous avez une situation difficile.

Ce déséquilibre a engendré une dette de plus de 500 milliards de dollars et un taux de chômage qui vient à peine de descendre en bas des 10 p. 100. En conséquence, le pays n'a plus de réserves pour les mauvaises périodes et plus d'indépendance financière. En tant que parents, nous sommes réellement inquiets pour nos jeunes. Cette situation peu enviable n'est pas seulement le fait de l'arrivée des technologies nouvelles et de la mondialisation des marchés, mais aussi de l'imprévoyance administrative des gouvernements et de leurs politiques à courte vue, que ce soit dans le domaine des services ou celui de la création d'emplois.

Les tentatives de solution: On met beaucoup l'accent présentement sur la réforme des programmes sociaux en visant trois éléments en particulier: l'emploi, le savoir continu et la sécurité. Nous n'avons rien contre ces trois éléments, mais les moyens nous laissent perplexes quand on sait que l'objectif poursuivi est de sauver quelques milliards de dollars.

[Translation]

Regarding the first three pages, I would say this: our brief is an overall analysis of the document that we recently received. We presented our comments in a specific context. We then, analyzed the difficult employment conditions in our region, and thirdly, we made recommendations. So, we will address several different points.

First of all, we deplore the fact that a working paper on the future of social security in Canada intentionally neglects to address the future of social security for seniors and health care programs, even if we feel that our social programs must focus on three areas: work, learning, and social security.

The federal government has a multi-faceted roles, but we feel that its main role is to manage carefully, insightfully, honestly and fairly. Many foreign countries envy Canada for its quality of life, its services, its natural wealth, its political and social institutions, its industrial development, and the fact it has not experienced the conflicts that certain European or Asian countries have faced over the past century.

Despite this wealth, Canada is going through a difficult time. Our governments and Canadians alike have acted as if this natural wealth would never run out and the prosperous years would be never-ending. As its economy evolved and changed, and as the industrial revolution inexorably followed its course, Canada invested in services, going as far as borrowing to pay for its groceries, so to speak.

We were not careful and we lacked vision. The services sector developed very quickly, whereas the manufacturing and resource sectors lost ground, and if you add to that the last two recessions, in 1981 and 1990, you end up with a difficult situation.

This imbalance has resulted in a debt of more than \$500 billion and an unemployment rate that is just recently dropped below 10%. As a result, the country no longer has any reserves for these difficult times, nor does it have financial independence. As parents, we're sincerely concerned for our young people. This unenviable position we find ourselves in the result not only of the advent of new technology and market globalization, but also a lack of foresight on the part of our government and short-sighted policies, whether it be in the area of services or job creation.

The possible solutions: currently, social program reform is focusing on three specific elements: jobs, life-long learning and security. We have nothing against these three elements, but we're somewhat puzzled by the means being proposed, as we know that the ultimate objective is to save a few billion dollars.

Il faut s'adapter, c'est sûr. Mais avant de s'attaquer à la sécurité sociale et à ceux qui en dépendent, il aurait peut-être mieux valu que le gouvernement travaille à recouvrer les impôts impayés, 6,6 milliards de dollars, les taxes de TPS en souffrance, 1 milliard de dollars, et quelques autres milliards de dollars d'évasion fiscale.

Of course we have to adjust. But before tackling social security and going after those who depend on it, maybe the government should work on collecting the \$6.6 billion in unpaid income tax, the \$1 billion in outstanding GST, and a few more billion dollars lost to government through tax evasion.

[Texte]

Je viens de résumer les trois premières pages. Passons maintenant à la page 3, au sujet de l'emploi.

L'emploi est la priorité. Toutefois, il faut arrêter de croire que si les programmes sociaux sont si dispendieux, surtout en prestations d'assurance-chômage, c'est parce que les gens sont paresseux, profiteurs et refusent de travailler. Il faut regarder le nombre de demandes d'emploi que suscite la publication d'un concours pour mesurer le désir des gens d'améliorer leur situation.

Dans ma région, les personnes ont la fierté de travailler et d'être autonomes financièrement. Les bureaux d'emploi du Canada sont débordés de demandes d'emploi de la part de tous les groupes de travailleurs. Les quelques dizaines de milliers d'emplois disponibles qui ne trouvent pas preneurs, pour des raisons fondées ou non, servent trop souvent de prétexte pour critiquer nos travailleurs et justifier des changements radicaux.

On pourrait donc formuler une première recommandation. Il faudrait créer au moins un demi-million d'emplois directs pour ramener le taux de chômage à un taux correspondant au roulement de la main-d'œuvre et au plein emploi, et diminuer les prestations d'assurance-chômage. On parle d'emplois directs.

Parlons maintenant des défis à surmonter. Quatre cent quatre-vingt mille emplois ont été perdus au cours de la dernière récession. Il faut donc aider les jeunes à assumer un nouveau travail dans un monde dominé par la technologie, l'informatique et les moyens rapides de communication. Il faut établir des programmes de formation qui mènent à des emplois réels et non fictifs.

D'après Stephen A. Jarislowsky, dans les pays en proie à d'énormes déficits et caractérisés par des niveaux de vie élevés, ce sont les compétences techniques de pointe et l'esprit d'entreprise qui représentent les valeurs les plus sûres. Les risques sont grands, car les entreprises qui ne respecteront pas ces défis connaîtront des moments difficiles. Est-ce que le Canada saura surmonter ces deux défis?

Voici donc une autre recommandation. Selon nous, avec la mondialisation des marchés et l'arrivée de l'autoroute électronique, le gouvernement devrait donner les grandes orientations de l'évolution économique des prochaines années et mieux faire connaître les besoins éventuels en main-d'œuvre.

Les conditions difficiles d'emploi: Je vais passer rapidement sur cette section, parce que des groupes qui nous ont précédés en ont parlé. Je dirai tout simplement ceci. Beaucoup d'emplois sont disparus. Nos entreprises, chez nous particulièrement, dépendent de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, donc de trois secteurs en difficulté. Il est difficile aussi d'attirer chez nous les grandes entreprises. On a déjà essayé d'en avoir; elles ne veulent pas venir, pour diverses raisons que vous trouverez dans le texte.

Nous allons donc devoir nous tourner vers d'autres secteurs. Dans ces autres secteurs, il faudrait que toutes les régions se mettent à l'oeuvre afin d'investir dans le développement d'entreprises viables et durables. C'est une recommandation que vous trouverez à la page 5, au centre de la page. Si on ne peut compter sur la grande entreprise, il faudrait au moins se tourner vers la petite ou la moyenne entreprise.

Dans quels secteurs? Les conseils d'orientation économique des régions, des sociétés de développement, des MRC, de même que le Bureau fédéral de développement régional, tous ensemble, devraient organiser une espèce de partenariat pour

[Traduction]

I have just summarized the first three pages. Now let's move on to employment, on page 3.

Employment is a priority. However, we must stop thinking that if social programs are so costly, especially in terms of UI benefits, it is because people are lazy, take advantage of the system and refuse to work. You just have to look at how many applications come in when a competition is announced to realize that people really do want to improve their lot.

In my region, people are proud to work and to be financially independent. Canada Unemployment Centres are swamped with job applications from workers of all kinds. The few thousand available jobs for which there are no takers—for good reason or otherwise—are too often used as a pretext to criticize workers and call for radical changes.

Now to our first recommendation. We need to create at least 500,000 direct jobs to bring the unemployment rate down to a rate which corresponds to the workforce's rate of turnover and to full employment, and we must decrease UI benefits. We're talking about direct jobs.

Now let's look at the challenges facing us. During the last recession, 480,000 jobs were lost. Therefore, we have to help young people find new jobs in a world that's dominated by technology, informatics and rapid systems of communication. We have to set up training programs which lead to real jobs and not imaginary ones.

According to Stephen A. Jarislowsky, in countries where there is a huge deficit and high standard of living, advanced technical skills and entrepreneurship are the soundest values. The risks are high, because businesses that are unable to rise to the challenge will go through difficult times. Will Canada be able to meet these two challenges?

Here is another recommendation. In our opinion, with the globalization of markets and the arrival of the electronic highway, the government should set the course of economic change over the next few years and better inform Canadians as regards Canada's future labour force needs.

Difficult employment conditions: I'd like to go through this section quickly, because the groups that preceded us already addressed this issue. The fact is, many jobs have disappeared. Businesses, especially in the regions, depend on agriculture, forestry and fishing—three sectors that are experiencing difficulty. It is also difficult for us to attract large corporations to the regions. We have tried, but they are not interested, for the reasons that are mentioned in our brief.

As a result, we're going to have to turn to other sectors. In these other sectors, all of the regions will have to get to work and invest in the development of viable, sustainable businesses. You'll find this recommendation on the middle of page 5. If we can't count on the contribution of large corporations, we will have to turn to small and medium-sized businesses.

In what sectors? The Regional Councils on Economic Planning, development corporations, RCMs, as well as the Federal Office of Regional Development should work together to form a partnership in order to find sectors for investment

[Text]

trouver des secteurs d'investissement promis à un avenir durable, dans les domaines de l'électronique, de l'information ou de la transformation, ou même peut-être construire des éoliennes à l'avenir. Il y en a 300 ou 400 à venir dans la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, paraît-il.

Si on ne peut réussir, le chômage va s'accentuer. De plus, la réforme des programmes sociaux viendra couper le pain et le beurre aux enfants, tandis que les riches deviendront plus riches et les pauvres plus pauvres. Soyons assurés que nous aurons mis en place tous les ingrédients du désordre social.

Quant au capital humain, je résumerai ainsi. En général, le défi actuel consiste à garantir au plus grand nombre possible de Canadiens l'accès à l'acquisition continue du savoir. C'est une recommandation que nous faisons afin de développer les compétences techniques aux meilleurs coûts possible.

Pour y arriver, nous faisons une cinquième recommandation. Il est nécessaire que tout individu possède un ensemble des compétences en lecture, en écriture et en calcul. On déplore qu'au pays, malgré toutes nos installations et nos institutions scolaires, il y ait autant d'analphabètes purs ou fonctionnels. Serait-ce dû au fait que les gouvernements provinciaux n'ont pas fait appliquer avec discernement et vigueur leur loi de fréquentation scolaire obligatoire? Aujourd'hui, la mise sur pied de programmes d'alphabetisation coûte cher.

• 1110

Notre sixième recommandation est d'offrir des programmes de formation professionnelle qui répondent aux besoins de demain et non à ceux d'hier et d'aujourd'hui.

Vous me faites signe; est-ce que je peux continuer?

Le président: Pourriez-vous conclure, s'il vous plaît? Votre mémoire est de toute façon très explicite sur tous ces points et d'ailleurs très bien écrit.

M. Bérubé: J'ai pourtant encore huit recommandations.

Le président: Oui, mais nous allons pouvoir les dégager pendant la période de questions. La vie est dure. Si vous le voulez bien, vous vous contenterez d'ajouter quelques propos pour conclure.

M. Bérubé: Je conclurai en parlant surtout de l'aide sociale et de l'assurance-chômage.

Nous sommes d'accord pour établir certains objectifs qui se trouvent à la page 8. On aurait aimé parler des laissés-pour-compte, les 50 à 65 ans, pour lesquels on demande de faire exception et de leur accorder un salaire garanti. Ces gens âgés pourraient être employés, à condition d'être libres de le faire, à différentes tâches, comme accompagner des malades ou réparer des jouets pour les jeunes enfants.

On parle beaucoup de communication entre générations. Justement, on pourrait capitaliser sur le savoir ou le savoir-faire et les connaissances de certaines personnes dans le but d'aider les jeunes et les moins jeunes.

Enfin, ce qui s'applique à l'assurance-chômage s'applique aussi à l'aide sociale.

Le président: Merci beaucoup de vos propos, monsieur Bérubé.

[Translation]

which will be sustainable in the future—such as electronics, information or processing, and possibly even wind generator construction. It seems that 300 or 400 of them are to be built in the lower St. Lawrence region and the Gaspé.

If we do not succeed, unemployment will worsen. Moreover, the social program review will take away our children's bread and butter, while the rich get richer and the poor get poorer. You can be sure that if that occurs, we will have all the ingredients for social unrest.

As for human capital, I would summarize it this way. In general, the current challenge is to guarantee that as many Canadians as possible have access to continuing education. We have made this recommendation because we see a need to develop technical skills at the least possible cost.

In order to do that, we have made a fifth recommendation. All Canadians must have the proper reading, writing and mathematical skills. We deplore the fact that despite our many facilities and educational institutions, there are so many functional illiterates in this country. Could this be because provincial governments have not been judiciously and vigorously enforcing their legislation on mandatory attendance at school? Today, setting up literacy programs is costly.

Our sixth recommendation is to offer professional training programs that meet the needs of the future and not those of the past or the present.

You have signalled to me; may I continue?

The Chairman: Could you please wrap it up? Your brief is very explicit on all these points, as well as being very well written.

Mr. Bérubé: I still have 8 more recommendations.

The Chairman: Yes, but we can bring them out during the question period. That's life. If you don't mind, please make your concluding remarks now.

Mr. Bérubé: I will conclude by talking about social assistance and unemployment insurance.

We agree with the idea of establishing certain objectives, which are found on page 8. We would have liked to talk about the people who have fallen between the cracks—those who are between 50 and 65 years old, and for whom we ask that an exception be made in the form of a guaranteed income. As long as they are free to choose, these older people could be employed in various areas, such as caring for people or repairing toys for young children.

There is also a lot of talk about communication between generations. In fact, we could capitalize on the knowledge or know-how and skills of some in order to help young people and people who are not so young.

Finally, what applies to unemployment insurance also applies to social assistance.

The Chairman: Thank you very much for your comments, Mr. Bérubé.

[Texte]

La personne qui parlera pour le prochain groupe sera M^{me} Leclerc.

Mme Pauline Leclerc (membre du conseil d'administration, Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec): Bonjour, monsieur le président, membres du Comité. Permettez-moi de nous présenter: Gilles Roy et Pauline Leclerc, membres du conseil d'administration du Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec.

Le Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec est une coalition d'approximativement 40 groupes et d'une cinquantaine de personnes qui s'y joignent à titre privé. Le Regroupement porte le souci du développement dans la grande région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Depuis cinq ans, ce regroupement cherche, par différents moyens, à contrer l'appauvrissement si douloureusement présent sur notre territoire.

Comme beaucoup d'autres organismes, le Regroupement reconnaît le bien-fondé d'une réforme des programmes sociaux. Il remet cependant en question la perspective sous laquelle cette réforme est envisagée, de même que la vision de société qu'elle sous-tend et qui ressort du document *La sécurité sociale dans le Canada de demain* actuellement soumis à la consultation publique.

M. Gilles Roy poursuivra la présentation.

M. Gilles Roy (membre du conseil d'administration, Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec): Bonjour. À la lecture de ce document, nous nous sommes posé une première question. Quelle vision de société porte vraiment ce document et quels sont les impératifs qui commandent la réforme proposée? Il nous a semblé, malgré la formulation de quelques principes directeurs, que dans l'ensemble, ce projet du gouvernement était né beaucoup plus d'une nécessité économique que de considérations sociales et humaines. Je n'insisterai pas sur cette dimension car plusieurs y sont venus déjà et on peut l'étayer assez facilement.

De notre côté, nous nous demandons plutôt quels choix nous faisons, quels objectifs sociaux nous nous donnons pour assurer le mieux-être de tous et de toutes et répondre aux besoins essentiels de la société. Conséquemment, quels moyens nous donnons-nous, quels objectifs fiscaux nous fixons-nous pour financer ces orientations, tout en étant conscients des limites dans ce domaine?

Une réforme, à notre sens, devrait d'abord naître du sens de la solidarité beaucoup plus que d'imperatifs économiques. Elle devrait naître d'un sens du devoir, d'un impératif moral qui nous fait sentir solidaires les uns des autres et, en particulier, solidaires des plus démunis. Voilà une première série de remarques que nous faisons.

La deuxième série porte sur le thème suivant: Plutôt que d'aller aux causes réelles de l'exclusion et de l'appauvrissement, il nous semble que le gouvernement, dans ce document, individualise la pauvreté en en faisant porter le poids et la responsabilité aux personnes victimes du système. Il y a bien des bémols ici et là mais, tout au long de la démarche proposée, ce sont les personnes qui doivent s'engager dans un processus d'adaptation au changement, alors que jamais on ne s'interroge sur ce changement pour qu'il tienne compte de la dimension humaine et sociale.

[Traduction]

Mrs. Leclerc will speak on behalf of the next group.

Mrs. Pauline Leclerc (Board member, Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec): Good morning, Mr. Chairman and members of the committee. Allow me to do the introductions: We are Gilles Roy and Pauline Leclerc, Board members of the Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec.

The Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec is a coalition of approximately 40 groups and about 50 private individuals. The Regroupement is concerned with development in the greater lower Saint-Lawrence and Gaspé regions. For the past five years, our group has been using different means to fight impoverishment, which is so painfully present in our region.

Like many other organizations, the Regroupement recognizes the need to reform Canada's social programs. However, we question the approach being considered, as well as the societal vision that underlies it and which is highlighted in the discussion paper entitled *Improving Social Security in Canada*, which is the subject of this public consultation.

Mr. Gilles Roy will continue the presentation.

Mr. Gilles Roy (Board member, Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec): Good morning. On reading this paper, we were faced with an initial question: what vision of society does this document really present and what are the imperatives driving the proposed reform? Despite some guiding principles, it seemed to us that on the whole, this government initiative is driven more by economic needs, rather than social and human considerations. I won't dwell on this, because others have already addressed it and it can easily be proven.

As for our group, we wonder what choices have to be made, what social objectives we have set to ensure the well-being of all Canadians and to meet the essential needs of society. So, what strategies do we have and what fiscal objectives have we set to finance these policies, considering that money is limited?

In our opinion, this reform should be driven by our sense of solidarity rather than economic imperatives. It should arise out of a sense of duty, a moral imperative that gives us the sense that we are all in this together, and that we must particularly support those who are the most underprivileged. Those are the first remarks we wanted to make.

• 1115

The second series deals with the following theme: instead of tackling the real causes of exclusion and impoverishment, it seems to us that in this discussion paper, the government is individualizing poverty by placing the burden and responsibility on the backs of the victims of our system. The tone is somewhat softer in a number of places, but throughout the proposals, the government is saying it is the people of Canada who have to adapt to change, and yet no consideration is given to the human and social dimensions of this change.

[Text]

Le travailleur doit s'adapter au progrès technique. On n'a rien contre le progrès technique. Cependant, jamais on ne soulève l'hypothèse que l'utilisation qu'on fait du progrès technique devrait tenir compte de la dimension humaine et sociale. Il y a là un problème très grave.

Dans cet esprit, nos gouvernements subventionnent même la mise à pied de milliers de travailleurs pour moderniser l'entreprise, la rentabiliser, la rendre concurrentielle dans le contexte de la mondialisation de l'économie, trop souvent sans poser d'exigences rigoureuses dans le sens de la réorientation de ces travailleurs acculés au chômage et dans le sens de la protection du bien-être de leur famille. Nous en avons chez nous des exemples très concrets. Ce ne sont pas de grandes entreprises qui sont concernées, mais il se produit des mises à pied qui sont très néfastes pour le milieu et pour les familles.

La remarque qui s'impose ici, c'est qu'il faut véritablement s'interroger sur les causes profondes de l'appauvrissement et agir sur ces causes avant d'agir sur les victimes du système. Il est urgent de prendre conscience qu'il doit y avoir cohérence entre développement socio-économique, développement industriel, développement de l'emploi et système de sécurité sociale.

Tout à l'heure, on faisait référence au Livre mauve, au Livre orange, au Livre vert. On souhaiterait retrouver dans tous ces documents les principes essentiels qu'on vient de formuler. Ils sont ébauchés dans le Livre vert, mais ils devraient fonder prioritairement l'action dans le développement socio-économique, ou économico-social comme on le disait tout à l'heure, expression que j'aime beaucoup.

Donc, il s'agit de créer, en priorité, plus de justice sociale plutôt que d'écraser les exclus et les démunis, plutôt que de les viser en priorité. Une réforme du système de sécurité sociale aurait alors tout son sens. Une telle réforme prendrait davantage ses distances des diktats de la haute finance internationale au profit d'une vision plus démocratique, d'un projet de société qui vise l'égalité des chances pour tous et la diminution du nombre des exclus. C'est le véritable défi à relever.

Je brosserai très rapidement le tableau d'un autre des effets pervers du système en Gaspésie et dans le Bas-Saint-Laurent. Plusieurs le connaissent déjà. Les choix politiques et économiques faits dans le passé ont généré de tels effets pervers qu'un grand nombre de personnes de la population doivent, pour subsister, recourir à des revenus de transfert. Changer subitement ce système sans solutions intermédiaires, sans solutions de transition, plongerait une grande partie de la population dans une insécurité encore plus grande que celle qui est présentement vécue.

Si le taux de chômage est chez nous à un niveau aberrant, ce n'est pas uniquement en raison d'un problème d'inadéquation de la main-d'œuvre. C'est plutôt le réservoir d'emplois qui est en cause. Nous reconnaissons qu'une part de la population doit s'adapter aux conditions de la modernité. Par contre, nous refusons encore de lui faire porter exclusivement la responsabilité de la situation qu'elle a à vivre.

Nous refusons également, dans une région où l'emploi est très souvent précaire et saisonnier, de voir les gens touchés par cette situation soumis à des conditions pénalisantes. Par exemple, quand on prétend reserrer les conditions d'admissibilité

[Translation]

Workers must adapt to technological progress. We have nothing against technological progress, but no one ever raises the point that the use of this new technology should take into account social and human dimensions. We see this as a very serious problem.

In the name of progress, our governments are therefore subsidizing the layoff of thousands of workers in order to modernize businesses and make them more cost-effective and competitive in the context of the globalization of our economy; yet too often, this is done without setting strict requirements for reorienting workers who are dependent on UI and protecting the well-being of their families. We have very concrete examples of this in our region. Although large corporations are not involved, there are a lot of layoffs that are very detrimental to the region and to families.

At this point, we must state emphatically that the government must take a hard look at the root causes of impoverishment and act to eliminate them before attacking the victims of the system. The government must realize that there has to be consistency among all initiatives in the areas of socio-economic development, industrial development, job development and the social security system.

A little earlier, there was mention of the Mauve Paper, the Orange Paper and the Green Paper. We would hope that all of these papers could contain the essential principles that we have just formulated. They are outlined in the Green Paper, but they should be the main basis for action in the area of socio-economic development, or economic and social development, as was mentioned earlier.

Therefore, our priority should be ensuring more social justice, rather than crushing those who are excluded and underprivileged, and rather than making them our primary target. Then, the reform of the social security system would be complete. The reform process would then be further removed from the dictates of high international finance, allowing us to develop a more democratic vision, a societal project aimed at providing equal opportunities to everyone and decreasing the number of people who fall between the cracks. That is the true challenge.

I will quickly review the other perverse effects of our system on the Gaspé and Lower-St. Lawrence regions. Many of you already know what they are. Past political and economic choices have generated such perverse effects that many people must rely on government handouts to survive. Suddenly changing the system without putting in place any transitional measures would put many people in a situation that is even more insecure than the one they are currently facing.

If unemployment in our regions is at an unacceptable level, it is not only because the labour force is inadequate. The real problem is the job pool. We realize that part of the population must adapt to new, modern conditions. However, we refuse to hold these people alone responsible for their current situation.

In a region where jobs are often unstable and seasonal in nature, we also refuse to see people affected by this situation subjected to penalties. For example, the government wants to tighten up eligibility requirements for UI, but has anyone really

[Texte]

à l'assurance-chômage, est-ce qu'on pense vraiment aux conséquences pour des régions comme la nôtre? Quels seraient les impacts d'une telle politique chez nous actuellement? Ils nous semblent vraiment dramatiques.

Une vraie politique anti-pauvreté devrait se mesurer au nombre d'emplois créés et aux revenus et conditions de travail qui y sont rattachés. Tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas autant d'emplois disponibles que de demandeurs d'emploi, il faudra éviter de créer l'illusion qu'il y a du travail pour tout le monde.

J'aborderai un dernier point sur lequel je veux insister davantage et qui fournit des éléments de réponse aux questions qu'on se pose. Il faut véritablement redonner aux individus, aux groupes et aux collectivités la chance de redécouvrir leur dignité ainsi que la volonté de reprendre en mains leur propre devenir. Quand, depuis des décennies, on maintient des populations dans la dépendance, ce n'est pas du jour au lendemain qu'on peut compter voir surgir l'autonomie, l'imagination et la créativité. Pourtant, il en existe dans le milieu.

● 1120

Il y a tout un travail d'animation et de formation à faire pour réhabiliter ces gens et surtout les collectivités, pour les amener à se prendre en main et à générer chez eux des emplois qui soient à la mesure de leurs aspirations et du potentiel du milieu, et à générer un développement endogène, polyvalent et durable.

Il y a déjà chez nous des exemples de ce que j'ai dit et qui sont très éloquents. La Coalition urgence rurale, qui va intervenir cet après-midi, et le Ralliement gaspésien et madelinot agissent très fortement dans ce sens afin de redynamiser les collectivités et de les habiliter à se reprendre en main, afin de les amener à générer des emplois chez eux à la mesure de leur possibilités et allant dans le sens du projet société qu'ils veulent véhiculer.

Il nous semble très important de rendre nos collectivités plus fortes, plus dynamiques, plus créatives, et d'appuyer l'action de ces mouvements, qui se fait toujours et trop souvent à coups de bénévolat. Il n'y a jamais de programmes pertinents pour appuyer cette action qui est prioritaire et par laquelle on s'acheminerait vraiment vers la valorisation des individus, des groupes et des collectivités, plutôt que de répondre en priorité à une préoccupation de rentabilité économique et de libre concurrence.

Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Roy, pour cette présentation. La troisième intervention sera faite par M. Godbout.

M. Réjean Godbout (directeur général, CLSC Rivières et Marées, Regroupement des CLSC du Bas-Saint-Laurent): Monsieur le président, messieurs et mesdames les commissaires, je vous présente Michel Samson, directeur au CLSC de Témiscouata. Nous représentons les neuf CLSC du Bas-Saint-Laurent, qui sont des établissements publics qui dispensent des services sociaux et des services de santé de première ligne.

Les CLSC du Bas-Saint-Laurent portent une attention particulière au sort des bénéficiaires des programmes sociaux. C'est à ce titre que nous nous présentons devant vous, car lorsqu'ils sont nombreux, ils constituent une partie importante de la clientèle des CLSC.

[Traduction]

thought about the consequences of such a move on a region like ours? What impact would such a policy have on our region at present? We believe they would be very serious.

A real anti-poverty policy should be assessed according to the number of jobs created and the income and working conditions are associated with it. As long as there are not as many jobs available as there are people seeking work, we will have to stop deluding people into believing that there is enough work for everyone.

I have one last point I would like to focus on which provides a partial answer to some of our questions. We have to give individuals, groups and communities the chance to rediscover their dignity as well as the determination to take their future into their own hands. After keeping people in a state of dependency for decades, we cannot expect independence, imagination and creativity to appear from one day to the next. However, those qualities do exist in our communities.

There's a lot of counselling and training work to be done to rehabilitate these people and above all the communities—to get them to take responsibility for themselves and create jobs that meet their aspirations and allow them to reach their potential, as well as to generate endogenous development which is both multi-faceted and sustainable.

In our region, there are a number of very eloquent examples of this. The Coalition urgence rurale, which will appear this afternoon, and the Ralliement gaspésien et madelinot are working very hard to make communities more dynamic and empower them to take control of their lives, so as to help them generate jobs in their own communities which are in line with their possibilities and the societal goals that they want to promote.

We believe it's very important to strengthen our communities, to make them more dynamic and creative, and to support these movements, which are always dependent on the work volunteers. There are never enough relevant programs to support these efforts, which are a priority, and through which we'll really be able to make individuals, groups and communities feel more valued, rather than making economic profitability and free competition our primary concern.

Thank you.

The Chairman: Thank you for your presentation, Mr. Roy. The third presentation will be made by Mr. Godbout.

M. Réjean Godbout (Director General, CLSC Rivières et Marées, Regroupement des CLSC du Bas-Saint-Laurent): Mr. Chairman, members of the Committee, I'd like to introduce Michel Samson, director of the CLSC in Témiscouata. We represent the nine CLSCs in the lower St. Lawrence region—CLSCs being public institutions that provide front line social and health services.

The CLSCs located in the Lower St. Lawrence region are especially concerned about the fate of social program recipients. It is with this in mind that we come before you today, because when there are many of them, they make up an important part of our clientele.

[Text]

Nous partageons avec vous un certain nombre de constats que vous faites dans le document. Nous partageons également les objectifs poursuivis sous le couvert de la réforme.

Toutefois, nous ne croyons pas que l'atteinte de ces objectifs doive passer nécessairement par la réforme que vous préconisez. Nous sommes plutôt d'avis que c'est sur d'autres plans que doit se faire la réforme. Et là nous faisons allusion à la gestion d'État à laquelle nous reviendrons un peu plus tard.

Comme CLSC, nous avons quotidiennement à travailler sur une base locale à l'amélioration de la santé et du bien-être de la population. C'est pourquoi nous voulons insister davantage sur la globalité du développement à la fois social et économique afin d'assurer aux citoyens et aux citoyennes un avenir meilleur. Nous voulons réaffirmer notre conviction que la santé est indissociable des conditions de vie des gens. Nous souhaitons que le gouvernement jette un regard plus large sur un projet de société susceptible de mettre fin à la désintégration de nos communautés.

Toute réforme, que ce soit au niveau de la sécurité sociale, de l'emploi ou de la formation, en l'absence d'un ensemble de mesures favorisant l'employabilité des personnes et d'une politique visant le plein emploi, aura comme conséquence une diminution de prestations chez les chômeurs ou les assistés sociaux et ajoutera au phénomène de la pauvreté.

Les phénomènes associés à la pauvreté et au chômage ou à la faiblesse économique des personnes et des familles sont en corrélation avec les problèmes de santé physique et mentale plus aigus chez les personnes de milieux défavorisés. Ce n'est donc pas en appauvrissant cette catégorie de personnes et en réduisant les prestations d'assurance-chômage et d'autres formes d'aide sociale que nous trouverons des solutions.

Voici quelques commentaires généraux suscités à la lecture du projet de réforme.

La réforme ne propose aucune vision claire, à notre avis. En réduisant les prestations d'assurance-chômage, le gouvernement tente, d'une certaine manière, de forcer les chômeurs à se trouver du travail souvent précaire et sous-payé, ou à chercher un emploi qui n'existe tout simplement pas.

Le projet de réforme ne présente également aucune mesure d'aide significative aux petites et moyennes entreprises, principaux moteurs de développement économique et créateurs de nouveaux emplois. Ces petites et moyennes entreprises s'enracinent généralement davantage dans les milieux que les grandes entreprises.

Voici quelques recommandations visant à présenter un nouveau contrat social à la population canadienne.

• 1125

Nous recommandons:

- que le gouvernement détermine des objectifs précis, à long terme, de notre développement économique;
- qu'il adopte une politique d'ensemble consacrant la lutte à la pauvreté et qu'il en fasse une priorité;
- qu'il adopte de façon systématique des attitudes et des modes de gestion préventive en matière d'action gouvernementale et d'orientation de développement économique;

[Translation]

We agree with a number of the observations presented in the discussion paper. We also support the objectives being pursued through the reform process.

However, we do not believe that reaching these objectives must necessarily be accomplished through the kind of reform you are advocating. Instead, we believe that reform must be undertaken in other areas. We refer here to government management, and will come back to that issue a little later on.

As a CLSC, we work with the community to improve the health and well-being of people on a daily basis. That is why we think it is important to focus on the need for comprehensive economic and social development in order to ensure a better future for all citizens. We want to reaffirm our conviction that health cannot be dissociated from living conditions. We hope that the government will consider launching a broader initiative aimed at ending the disintegration of our communities.

Any reform, whether it concerns social security, employment or training, that does not include measures that enhance employability and a policy aimed at full employment, will result in a decrease in benefits for people who are out of work or on social assistance, as well as increase poverty.

Characteristics associated with poverty, unemployment or the low economic status of people and families are directly correlated to physical and mental health problems which are more acute in people from underprivileged groups. Therefore, it is not by further impoverishing this category of people and by reducing their UI benefits or other forms of social assistance that we will find solutions.

Here are some general comments that arose out of our reading of the reform proposals.

In our opinion, these proposals are not based on a clear vision. By reducing unemployment insurance benefits, the government is trying, to a certain extent, to force the jobless to find work which is often unstable and underpaid, or to try to find jobs that just do not exist.

In addition, the proposed reform fails to provide any significant assistance to small and medium-sized businesses, which drive economic development and create new jobs. These small and medium-sized businesses generally put down roots more easily in the regions than large corporations do.

Here are some recommendations aimed at providing the Canadian people with a new social contract.

We recommend:

- that the government determine specific, long-term economic development objectives;
- that it adopt an overall policy to fight poverty and that it make this policy a priority;
- that it systematically adopt a preventive management approach in the area of government action and economic development policies;

[Texte]

– qu'il reconnaise que la création d'emplois stables et bien rémunérés est un instrument essentiel pour prévenir la pauvreté et enrichir la collectivité, tout en reconnaissant qu'il est aussi nécessaire d'améliorer l'ensemble des conditions inhérentes à l'emploi, telles la formation de la main-d'œuvre, la mobilité, la santé et la sécurité au travail.

– que le gouvernement reconnaissse que, pour réduire les inégalités sur le plan socio-sanitaire, des efforts de prévention des problèmes et de promotion de la santé doivent être menés de concert avec les actions à caractère économique destinées à lutter contre la pauvreté.

Solution de réchange à la réforme de la sécurité sociale et recommandations visant directement la gestion de l'État: Pour les CLSC du Bas Saint-Laurent, il faut à tout prix éviter de réduire le déficit sur le dos des plus démunis de notre société. Certaines mesures font déjà consensus dans une grande partie de la population. Ces mesures touchent la gestion de l'État en général.

Nous traduisons, plus bas, ces mesures en recommandations. Quand nous parlions de réformer ailleurs, c'est à ce sujet que nous voulions nous exprimer.

Nous recommandons, comme bien d'autres l'ont fait, d'éviter le double emploi et les chevauchements fédéraux-provinciaux; de réduire substantiellement le budget de la défense de façon à éviter des folies comme des dépenses de plus d'un million de dollars pour une compétition récente des forces de l'air aux États-Unis; qu'on s'attaque résolument aux dépenses coûteuses et incontrôlées dénoncées chaque année par le vérificateur général du Canada.

Nous recommandons également que le gouvernement examine à nouveau l'ensemble des évasions fiscales et des abris fiscaux, et maintienne ceux qui favorisent le développement économique et la responsabilisation des citoyens; qu'il abolisse ceux qui favorisent indûment les plus fortunés.

J'aurais quelques commentaires au niveau de l'emploi. On laisse supposer qu'une grande partie des gens actuellement en chômage ou prestataires d'aide sociale ne sont pas désireux de trouver un emploi et d'améliorer leur sort. Nous croyons plutôt que c'est l'absence d'une politique de création d'emplois et le manque d'emplois réels qui en sont les principales causes.

Trouvons le moyen de créer des emplois, et nos gens accepteront, avec des mesures d'adaptabilité, de prendre un emploi. L'expérience et le passé nous ont démontré que des gens manquant de qualifications au point de départ ont su s'adapter au changement lorsqu'il y avait des emplois disponibles.

On pourrait citer ici l'exemple de Bombardier. Il n'y avait pratiquement personne qui était prêt à travailler dans cela et, rapidement, lorsqu'il y a eu des emplois, on s'est adapté.

Les mesures d'employabilité en vigueur actuellement sont orientées vers la création d'emplois temporaires et précaires. Ces mesures font en sorte que les prestataires d'assurance-chômage et d'aide sociale vivent le phénomène de la porte tournante, ils sont à toutes fins utiles exclus du marché du travail. Nous croyons, par exemple, que les services à domicile pour les personnes âgées offerts, entre autres, par les CLSC, doivent bénéficier d'un ajout important de ressources.

[Traduction]

– that it recognize that the creation of stable, well-paid jobs is essential to preventing poverty and enriching the community, while acknowledging that it is also necessary to improve all employment-related conditions, such as manpower training, mobility, health and occupational safety;

– that it recognize that, in order to reduce inequalities in health and social services, promotion programs should be introduced along with economic measures designed to fight poverty.

An alternative to the proposed social security reform and recommendations regarding government management: In the view of the CLSCs in the Lower St. Lawrence region, the government must, at all costs, avoid reducing the deficit at the expense of the most disadvantaged members of our society. There is already a consensus among most people about measures regarding the general administration of government.

Further on in our brief, we translate these measures into recommendations. When we spoke earlier about reforms, this is one of the things to which we were referring.

Like many other groups, we recommend that overlap and duplication between the federal and provincial levels of government be eliminated that the defence budget be cut substantially to avoid such ridiculous expenditures as the more than one million dollars spent recently on a competition involving the U.S. Air Force; and that the huge, uncontrolled spending denounced each year by the Auditor General be tackled with determination.

We also recommend that the government look again at all tax evasion schemes and tax shelters, and that it maintain those that promote economic development and people taking charge of their own lives, and abolish those that unduly favour the most fortunate members of society.

I would like to make a few comments on employment. It is assumed that many people currently receiving UI or welfare payments do not want to find a job and improve their lot. We think, rather, that this can be attributed chiefly to the lack of a job creation policy and a shortage of real jobs.

If we find a way to create jobs, people, with the help of proper adjustment programs, will agree to take a job. Our past experience has shown that people who are initially unqualified manage to adapt to change when jobs are available.

It is worth mentioning the example of Bombardier in this regard. Almost no one was ready to work in that industry, but once jobs became available, people quickly acquired the necessary qualifications.

Current employability programs are designed to create temporary, unstable jobs. This means that UI claimants and welfare recipients are caught in a sort of revolving door: for all intents and purposes, they've been left out of the labour market. We think, for example, that home care services for seniors offered by CLSCs and other groups should have their resources increased considerably.

[Text]

La population est vieillissante et les aînés veulent vivre à domicile. Des programmes d'intégration au travail pourraient être adaptés à ce besoin spécifique et prévoir des mécanismes assurant une bonne formation du personnel et, surtout, la création d'emplois durables pour les personnes inscrites à de tels programmes.

Nous recommandons que le gouvernement prenne des mesures pour créer des emplois de qualité; qu'il s'assure que les emplois bien rémunérés, comme la garde d'enfants et les soins aux personnes âgées, soient davantage valorisés et mieux rétribués; qu'il évite de pénaliser les travailleurs saisonniers et les travailleurs occupant des emplois temporaires et à temps partiel; et qu'il prenne des mesures pour encourager la création de fonds de formation dans les entreprises avec l'implication des employeurs et des travailleurs.

Nous sommes d'accord sur le principe que les programmes devraient aider à prévenir les problèmes éventuels. La prévention, notamment la lutte contre la pauvreté chez les enfants, peut nous faire économiser en bout de ligne et nous permettre d'éviter des problèmes sociaux coûteux pour les générations futures.

À cet effet, des mesures comme le Programme d'action communautaire pour l'enfance, le programme fédéral PACE, et le programme OLO, le programme Œufs-Lait-Orange au Québec qui contribue à la naissance de bébés en santé, nous apparaissent des actions dans le bon sens. Toutefois, ces mesures demeurent encore trop partielles et trop isolées. De telles mesures devraient être intégrées à d'autres actions, car elles se présentent souvent dans le cadre de projets sans continuité et mal subventionnés.

Je vais terminer sur ces propos, quitte à ce qu'on puisse introduire des propos complémentaires en répondant à des questions.

• 1150

Le président: J'aimerais bien pouvoir le faire. Ce sont trois mémoires très substantiels et intéressants. Malheureusement, je dois faire le gros méchant. Il est 11h30 et nous devons rencontrer un autre groupe avant ce matin. Donc, nous n'aurons pas le temps pour les questions. Il me reste à vous remercier très sincèrement. Personnellement, je vais lire attentivement ces mémoires.

Nous aurons peut-être la chance d'échanger informellement avec nos témoins au cours de la journée. Je suis désolé, mais je dois malheureusement être le gardien de l'horloge.

Les dernières présentations de la matinée seront celles du Comité famille de Saint-Hubert—MRC Rivière-du-Loup, d'AMICO St-Ludger Inc., du Regroupement des organismes communautaires de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques, et d'Action-Chômage Kamouraska.

Cela fait quatre groupes et nous n'avons même pas 30 minutes. Malheureusement, je vais être obligé de vous limiter à six minutes chacun pour vos présentations orales. Si vous avez des mémoires écrits qui sont plus longs, nous allons évidemment les accepter comme faisant partie du témoignage.

Madame Malenfant, voulez-vous commencer?

Mme Marie-Paule Malenfant (animatrice en pastorale, AMICO St-Ludger Inc.): Oui. Je suis de l'AMICO St-Ludger Inc., mouvement qui existe depuis 12 ans et qui se préoccupe des familles moins favorisées de notre milieu. Ce comité a mis

[Translation]

Our population is aging, and the elderly want to live in their own homes. Job entry programs could be adapted to meet this specific need, provide appropriate training, and particularly create of lasting jobs for persons enrolled in them.

We recommend that the government take steps to create high quality jobs; that it ensure that more importance is given to jobs such as caring for children and the elderly and that these jobs are better paid; that it avoid penalizing seasonal workers and people with temporary and part-time jobs; that it take steps to encourage businesses to create training funds in which both employers and employees have a stake.

We agree with the principle that programs should help prevent future problems. Prevention activities, particularly those designed to fight poverty among children, can save us money in the long run, and help us to avoid costly social problems for the benefit of future generations.

In this regard, the federal Community Action Program for Children, the CAPC, and the Quebec Eggs, Milk and Oranges Program, which helps women have healthy babies, are steps in the right direction. However, these efforts are too limited and isolated. Programs of this type should be part of broader initiatives, because they are often introduced through inadequately funded projects that provide no follow-up.

I will stop here, but we will provide additional information in answering your questions.

The Chairman: I wish we had time for questions. We have heard three very comprehensive, interesting briefs. Unfortunately, I have to play the bad guy here. It is 11:30, and we have to hear from another group this morning. So, we won't have time for questions. However, I would like to thank you most sincerely for coming. Personally, I will be reading your briefs very carefully.

We may have a chance to have an informal discussion with our witnesses sometime during the day. I am very sorry, but unfortunately, I do have to watch the clock.

Our final presentations for the morning will be from the Comité famille de Saint-Hubert—MRC Rivière-du-Loup, from AMICO St-Ludger Inc., from the Regroupement des organismes communautaires de Kamouraska, Rivière-du-Loup-Témiscouata and Les Basques, and from Action-chômage Kamouraska.

So we have four groups and less than 30 minutes available. Unfortunately, I will have to restrict you to 6 minutes each for your oral presentations. If you have longer, written briefs, we will of course accept them as part of our evidence.

Would you like to begin, Ms Malenfant?

Ms Marie-Paule Malenfant (Chaplaincy worker, AMICO St-Ludger Inc.): Yes. I am from AMICO St-Ludger Inc., a movement that has existed for 12 years and that works with the poorest families in our community. The committee has set up

[Texte]

en place des services de dépannage alimentaire, de jardin communautaire, de récupération et de redistribution de meubles usagés, de cueillette et de redistribution de jouets usagés, d'orientation vers les ressources existantes dans le milieu et d'aide à la planification du budget familial. Les cours de cuisine économique sont un projet en voie de réalisation.

Ce matin, moi-même et Béatrice Michaud voulons nous faire les porte-parole des sans-voix, des démunis de notre milieu en regard des cours et des programmes existants au niveau gouvernemental. Nous voulons nous faire les porte-parole des sans-voix, des sans-pouvoir et des démunis en regard du manque de concertation entre les divers intervenants auprès des familles dans le besoin. Nous voulons nous faire les porte-parole des familles en cette Année internationale de la famille.

La problématique: Travailleur à la base, auprès des gens, auprès des familles depuis 12 ans, nous connaissons leurs problèmes, leurs besoins et nous avons à cœur de les aider à se prendre en mains et à retrouver confiance en leurs moyens. Chez les jeunes familles démunies, il y a un vide réel, un manque de connaissances de base pour bien gérer leur avoir et leur foyer de façon économique. Il existe une multitude de programmes et de cours qui s'offrent à eux et, malheureusement, pour une bonne partie de notre population, cela les laisse toujours au même point. Le cours terminé, l'individu retourne au chômage. Le programme terminé, l'individu n'est pas plus avancé qu'auparavant.

Face à ces programmes et à ces cours, il y a toujours la question de l'admissibilité. Il faut magasiner et prendre celui auquel on peut être admis.

[Traduction]

emergency food services, allotment gardens, a used furniture and toy pickup and redistribution service, a community resource referral service and family budget planning service. We are currently working to develop courses on economical cooking.

This morning, Béatrice Michaud and I would like to speak for the people whose views are not heard, for the disadvantaged members of our community, about existing government programs and courses. We want to speak on behalf of these people, the powerless and the disadvantaged, about the lack of cooperation among the various groups that work with needy families. We want to speak for these families in this International Year of the Family.

The issue: since we have worked with people and families at the grass roots level for 12 years, we are familiar with their problems and their needs. We want to help them take charge of their lives and regain confidence in themselves. There is a real vacuum among poor young families, a lack of the basic skills they need to manage their money and run their homes economically. There are many different programs and courses available to them, but, unfortunately, in most cases, they are left back at square one. Once the course is over, the person goes back on UI and is really no further ahead than he was before.

There is of course the matter of eligibility for programs and courses of this type. People have to shop around and take the programs for which they qualify.

• 1135

Nous proposons des prérequis pour assurer l'efficacité des cours de préparation à l'emploi, des cours souples et adaptés à leur situation.

Nous recommandons d'inscrire au programme de formation pratique, au niveau des cours de formation aux adultes, les volets suivants: planification budgétaire, initiation au sens des affaires, compréhension du système gouvernemental, initiation à la cuisine, planification des menus, apprentissage à une consommation réfléchie, initiation à la couture, initiation à la psychologie de base, apprentissage à gérer les conflits, apprentissage à solutionner les problèmes, apprentissage à se donner des priorités et des objectifs.

Nous recommandons aussi des cours souples et adaptés en concertation avec des organismes déjà existants, soit les communautés chrétiennes, les CLSC, l'ACEF, le ministère de la Main-d'œuvre et du Bien-être social et le ministère de l'Éducation.

Ce nouveau programme viendrait combler un vide et redonner un élan de vie aux familles par des changements concrets dans leur façon de gérer leur quotidien. Par la suite, la personne pourrait s'engager dans un cours ou un programme avec plus d'intérêt et plus de chances de réussir.

D'abord, on vous demande de nous appuyer et de laisser aux intervenants du milieu le soin de bâtir des programmes adaptés à leur population.

In order to ensure the effectiveness of job readiness courses, we have suggested a number of prerequisites, and that programs be flexible and geared to people's needs.

We suggest that the following practical courses be offered for adults; budget planning, business literacy, understanding government, an introduction to cooking, menu planning, consumer education, basic sewing, basic psychology, conflict management, problem-solving and learning to set priorities and objectives.

We also recommend the introduction of flexible courses adapted to peoples' needs in cooperation with existing organizations, such as the Christian communities, the CLSCs, the ACEF, the Ministry of Manpower and Welfare, and the Ministry of Education.

This new program would fill a gap and would give families a new enthusiasm for life as a result of the concrete changes it would make in the way they manage their day-to-day activities. Subsequently, people could take more interesting courses or programs, and would be more likely to succeed.

First of all, we would ask for your support and that you leave it up to community groups to establish programs geared to their communities' needs.

[Text]

Merci.

Le président: Merci, madame Malenfant. Madame Plourde.

Mme Brigitte Plourde (responsable, Comité famille de Saint-Hubert—MRC Rivière-du-Loup): Le Comité famille de Saint-Hubert fut créé en janvier dernier. Issu du conseil de la municipalité de la paroisse Saint-Hubert, le Comité famille regroupe des personnes représentant plusieurs organismes du milieu tels que l'AFEAS, le comité d'école, la pastorale, la municipalité et la «gang des trainés», qui est un groupe de jeunes dynamiques.

Les buts du Comité famille sont d'organiser des activités de réflexion et de célébration dans le cadre de l'Année internationale de la famille et, prioritairement, d'amener des changements tangibles à l'égard de la famille.

En ce sens, le Comité souhaitait, dès le départ, poser des gestes qui portent au-delà de la réflexion, pour aider et valoriser la famille. Ainsi, en mai dernier, une résolution fut rédigée et acheminée auprès de divers groupes sociaux et des municipalités et MRC du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, ainsi qu'en juin auprès des MRC du Québec. Cette résolution demande la détaxation des biens essentiels aux enfants et le maintien de la non-taxe sur l'alimentation et le lait maternisé. La détaxation des couches, des vêtements et des chaussures serait un signe que la famille joue un rôle de base dans notre société, tout en encourageant la natalité et en soulageant financièrement les familles qui s'appauvrisse de plus en plus.

Au cours de la récente campagne électorale québécoise, nous avons tenté de mettre notre demande à l'agenda politique. Les candidats, dans notre comté, furent rejoints, ainsi que les chefs de parti.

En septembre dernier, le premier ministre du Canada, le chef de l'Opposition et notre député à la Chambre des communes furent informés de notre action.

En novembre, nous rencontrions nos députés du comté pour leur demander d'activer le dossier.

Aujourd'hui, nous vous présentons notre demande, appuyée de 240 résolutions, comme un moyen concret d'aider les familles à lutter contre l'appauvrissement, particulièrement dans notre coin de pays où le travail est souvent saisonnier. En passant, toute mesure qui aurait pour effet de diminuer les prestations d'assurance-chômage serait catastrophique pour les familles de chez nous.

À Saint-Hubert, le revenu moyen est de 31 243\$, plus de 20 500\$ sous le revenu canadien moyen. De plus, 36,5 p. 100 de nos familles gagnent moins de 20 000\$. Ajoutons à ces chiffres, déjà très éloquents, que les revenus familiaux n'ont augmenté que de 643\$ entre 1980 et 1991. Plusieurs familles survivent sous le seuil de la pauvreté.

Il faut arrêter d'appauvrir les familles. Élever un enfant coûte, selon certaines sources, jusqu'à 150 000\$ de la naissance à 18 ans.

Selon l'Institut Vanier de la famille, ces coûts comprennent chaque année environ 10 p. 100 pour l'achat des vêtements et 20 p. 100 pour l'alimentation.

[Translation]

Thank you.

The Chairman: Thank you, Ms Malenfant. Ms Plourde.

Ms Brigitte Plourde (coordinateur, Comité famille de Saint-Hubert, Rivière-du-Loup regional county municipality): The Saint-Hubert family committee was set up last January. It was established by the municipal board of the Saint-Hubert parish. The family committee is made up of individuals representing various community groups such as the AFÉAS, school committees, chaplaincy services, the municipality and the "Street Kids", which is a group of very dynamic young people.

The objectives of the family committee are to organize activities in keeping with the International Year of the Family, and, as a priority, to bring about real change for families.

In this regard, from the outset, the Committee wanted to go beyond the theoretical, and do things that would be of genuine assistance to families. Thus, last May, a resolution was drafted and sent to various social groups, municipalities and regional county municipalities in the Lower St. Lawrence and Gaspé peninsula regions. The resolution was sent to the Quebec City regional county municipality in June. It asks that the tax be removed on products that are essential for babies and that food and infant formula continue not to be taxed. Removing the tax from diapers and children's clothing and shoes would indicate that families play a fundamental role in our society, while encouraging people to have children and providing financial support to families who are getting poorer all the time.

In the recent Quebec election campaign, we tried to put our demands on the political agenda. In our riding, candidates and party leaders were contacted.

Last September, we informed the Prime Minister of Canada, the leader of the Opposition and our member of Parliament about our efforts.

In November, we met with our elected representative to ask them to take action in this area.

Today, we are come before you to present our demands, which are supported by 240 resolutions. We see this as a concrete effort to help families fight poverty, particularly in our part of the country, where work is often seasonal. I would just mention in passing that any initiative that would result in reduced unemployment insurance benefits would be catastrophic to families in our area.

In Saint-Hubert, the average income is \$31,243, which is more than \$20,500 below the average Canadian income. Moreover, 36.5% of our families are earning less than \$20,000. In addition to these figures, which speak for themselves, between 1980 and 1991, family incomes increased by only \$643. Many families are living below the poverty line.

We must stop making families poorer. Some sources indicate that the cost of raising a child, from birth to age 18, is \$150,000.

According to the Vanier Institute of the Family, every year, 10% of this amount is spent on clothing, and 20% on food.

[Texte]

Détaxer les vêtements accorderait un répit équivalent à 2,4 années d'achat ou 109\$ par an par enfant. Notre demande de détaxer les biens essentiels pour les enfants, soit les couches, les chaussures et les vêtements, donnerait une plus grande marge de manœuvre aux familles.

Le comité d'analyse de la TPS, mis en place par le gouvernement libéral, recommandait de taxer l'alimentation. Adopter une telle mesure surchargerait les familles, particulièrement les plus pauvres, de 3 918\$, soit l'équivalent de 2,4 années supplémentaires d'achat ou de 217\$ par année de plus par enfant.

Probablement que les savants économistes diront que cette proposition est difficile à mettre en place, ou bien coûtera cher à administrer. Nous pensons que notre demande est un message clair d'appui aux familles et nous leur laissons le choix des moyens pour livrer la marchandise. Toute mesure qui augmentera les revenus disponibles et qui diminuera les dépenses, sera bienvenue, particulièrement pour les familles de chez nous.

Notre message est clair: ne touchez pas aux aliments comme champ de taxation. Cela suffit. Détaxer les biens pour les enfants pour dégager une marge de manœuvre pour les familles. Quant aux moyens pour y arriver, on paye déjà des personnes pour les trouver.

Merci au Comité permanent du développement des ressources humaines de nous avoir entendus. Nous vous rappelons, en terminant, que la famille est la ressource humaine par excellence. Nous souhaitons donc que l'Année internationale de la famille se termine par des engagements gouvernementaux concrets à l'égard de la famille.

Le président: Merci, madame Plourde. Monsieur Lévesque.

M. Martial Lévesque (témoignage à titre personnel): Je m'appelle Martial Lévesque, mais je ne suis pas d'Action-chômage.

Le président: Quelqu'un parlera au nom des organismes communautaires. Allez-y avec vos commentaires préliminaires, monsieur Lévesque.

M. Lévesque: Je suis enquêteur de l'assurance-chômage. Je viens vous présenter mon mémoire qui s'intitule: *Pénalisé pour avoir travaillé*.

Je tiens à profiter de l'occasion qui m'est offerte pour donner mon opinion sur ce que la réforme des programmes sociaux devrait contenir pour encourager les Canadiens et les Canadiennes à travailler.

Cela fait maintenant 10 ans que je suis enquêteur de l'assurance-chômage et, durant toutes ces années, j'ai eu à faire des enquêtes sur plusieurs fraudes en ce qui a trait au fonds de l'assurance-chômage.

Un grand nombre de ces enquêtes était reliées à l'accumulation d'heures. C'est-à-dire que les gens travaillaient deux ou trois semaines à temps partiel afin de se faire rémunérer une semaine assurable de 50 heures et plus. Cette pratique en soi est illégale mais, à bien y réfléchir, les gens utilisent ce système afin d'obtenir un revenu de soutien convenable, sans quoi ils ne pourraient faire vivre leur famille.

J'ai régulièrement eu des commentaires d'employeurs qui disaient qu'ils avaient utilisé ce système d'accumulation d'heures afin de s'assurer une main-d'œuvre à temps partiel. Autrement, ils n'auraient pas pu répondre aux besoins des périodes de pointe.

[Traduction]

Removing the tax from clothing would give families \$109 more per child per year, or an additional 2.4 years of spending capability. Our request that the tax be removed from essential goods for children—diapers, footwear and clothing—would give families a little more latitude.

The committee set up by the Liberal government to study the GST recommended that food be taxed. Introduction of this measure would place an undue burden on families, particularly the poorest families. Their food bill would increase by \$3,918, which is the equivalent of 2.4 extra years, or \$217 a year more for each child.

Probably economists in their wisdom will say that this proposal is difficult to implement or will be costly to administer. We think our request is a clear message of support for families, and we leave it up to them to choose how they will deliver the goods. Any measure that will increase families' disposable income and reduce their expenses will be welcome, particularly for families in our region.

Our message is clear: Do not tax food. Enough is enough. Remove the tax from goods for children and give families some breathing space. People are already being paid to find ways of achieving these objectives.

I would like to thank the Standing Committee on Human Resources Development for listening to our presentation. We would remind you, in closing, that families are our ultimate human resource. We therefore hope that the International Year of the Family will end with some concrete commitments from governments to Canadian families.

The Chairman: Thank you, Ms Plourde. Mr. Lévesque.

Mr. Martial Lévesque (Individual Presentation): My name is Martial Lévesque, but I am not from Action-chômage.

The Chairman: Someone will be speaking on behalf of the community organizations. Please proceed with your opening remarks, Mr. Lévesque.

Mr. Lévesque: I am an unemployment insurance investigator. I have come to present my brief, which I have entitled *Penalized for Working*.

I would like to take this opportunity to express my opinion on what the reform proposals should contain to encourage Canadians to work.

I have been an unemployment insurance investigator for 10 years, and throughout this time, I have had to investigate a number of cases of fraud.

Many of these investigations were related to what is called "banking". In other words, people worked part-time for two or three weeks in order to get paid for an insurable week of 50 hours or more. In itself, this practice is illegal, but if you really think about it, people only use the system to get decent income support. Otherwise, they could not support their families.

I have regularly had comments from employers who said they banked or accrued hours in this way to ensure that they would have a part-time labour force. Otherwise, they would not have been able to meet their staff needs during peak periods.

[Text]

Dans une mondialisation des marchés, il y a une compétition féroce à laquelle les employeurs ont à faire face. Ils n'ont d'autre choix que d'avoir une main-d'œuvre disponible sur appel.

À mon avis, les Canadiens et les Canadiennes sont intéressés à travailler, même à temps partiel, à certaines périodes. Cependant, de la façon dont l'assurance-chômage calcule le taux de prestation, soit 55 ou 60 p. 100 des 20 dernières semaines assurables, ils se trouvent à payer pour avoir travaillé à temps partiel, car les quelques semaines de rémunération assurables à un taux peu élevé diminuent considérablement leur taux de chômage.

Face à un tel raisonnement, qui décourage le travail, les prestataires préfèrent quelquefois refuser de travailler à temps partiel à moins d'être de connivence avec leur employeur pour accumuler leurs heures de travail d'une semaine à l'autre.

J'ai constaté à plusieurs reprises, après avoir fait enquête et calculé le taux de prestation sur les heures réellement travaillées chaque semaine, que les prestataires payaient pour avoir travaillé à temps partiel. Il aurait été préférable pour eux de ne pas continuer à travailler à temps partiel, comme le démontrent les deux exemples suivants.

Le premier prestataire a travaillé 17 semaines avec un maximum assurable. Il s'est retrouvé avec 429\$ de prestations. Par contre, une autre personne qui aurait continué à travailler à temps partiel aurait eu droit, en fin de compte, à des prestations de 378\$, c'est-à-dire 51\$ de moins par semaine. Si on calcule cela sur une période 32 semaines, il aura perdu 1 728\$ en prestations.

• 1145

Les employeurs se font imposer des pénalités allant de 300 à 900 p. 100 pour chaque relevé d'emploi émis et contenant des irrégularités, alors qu'en fait, tout ces gens n'ont qu'un seul but: obtenir un soutien de revenu convenable, sans plus.

La solution n'est pas de légaliser le cumul des heures, car cela irait à l'encontre du système. Il serait plus payant d'être en chômage que de travailler. Dans un nouveau marché du travail, qui prône le travail à temps partiel, nous ne pouvons blâmer les personnes de s'organiser entre elles pour avoir un meilleur taux de chômage.

Je crois que le régime actuel est malade puisqu'il décourage les gens de travailler. Nous devons rechercher un système qui motive les gens à travailler et non le contraire. La solution à ce problème est, à mon avis, fort simple. Il s'agirait simplement de changer la manière de calculer le taux de prestations tel que l'assurance le fait pour les pêcheurs.

En appliquant ce système à l'ensemble des prestataires, nous éliminerions en grande partie le cumul d'heures, car le but de ce système illégal est d'avoir une meilleure rémunération assurable et, par le fait même, un meilleur taux de chômage.

Si on adoptait cette simple modification, un prestataire qui a travaillé au moins 20 semaines durant une année verrait son taux de prestations basé sur les 12 meilleures semaines. Cela encouragerait les gens à travailler à temps partiel. Les employeurs, les PME, auraient une main-d'œuvre plus disponible. Merci.

[Translation]

With the globalization of markets, employers are facing fierce competition. They have no choice but to have an on-call labour pool.

In my view, Canadians are interested in working—even part-time—during certain periods. However, the way benefit rates are calculated—that is, 55 or 60 percent of the last 20 insurable weeks—they end up being penalized for working part-time, because the few insurable weeks during which they receive a lower income considerably reduce their benefit rate.

Given that situation, which discourages people from working, claimants sometimes prefer to refuse to work part-time unless they work out an arrangement with their employer to bank hours of work from one week to the next.

On a number of occasions, after making inquiries and calculating the benefit rate based on the number of hours actually worked each week, I noticed that claimants were being penalized for working part-time. It would have been better for them not to work part-time, as the following two examples show.

The first claimant worked 17 weeks for the maximum insurable amount. He ended up getting \$429 in benefits. However, another individual who continued working part-time would have been entitled to benefits totalling \$378 a week or \$51 less than the first claimant. Over a period of 32 weeks, the second claimant would lose \$1,728 in benefits.

Employers face penalties of between 300% and 900% for each Record of Employment they issue containing irregularities. In fact, however, all these people have only one objective: to get decent income support, nothing more.

The solution is not to make it legal to accrue hours. That would run counter to the whole system. People would end up with a better income from Unemployment Insurance than from working. In a new labour market, with emphasis on part-time work, we cannot blame people for working out a way of getting a better benefit rate.

I think the current system is unwholesome, because it discourages people from working. We must find a system that motivates people to work, not the opposite. The solution, in my view, is very simple. We need only to change the way in which the benefit rate is calculated, as is done for fishermen.

If the same system were to be applied to all claimants, we would largely eliminate the problem of banking, because the objective of the legal system is to get higher insurable earnings, and thereby, a benefit rate.

If this simple change were introduced, a claimant who worked at least 20 weeks during a year would get a benefit rate based on his last 12 weeks. That would encourage people to work part-time. Employers, including small and medium-sized businesses, would have a more readily available labour pool. Thank you.

[Texte]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Lévesque. Merci aussi aux autres intervenants pour leurs présentations. Il nous reste à peu près dix minutes. Nous avons assez de temps pour quelques questions. Nous allons commencer avec le Parti libéral. Monsieur Alcock, voulez-vous commencer?

Mr. Alcock (Winnipeg South): I'm sorry, I'm going to have to speak in English. This last week has been an education for me, but not sufficient that I can use my poor French.

I have just two quick comments. First, I'm astounded as we go across this country at the energy and the commitment and at the number of people who are working so hard trying to assist people who are without work or who are very poor.

I'm interested in the suggestion about changing the tax. You were talking specifically about the GST. You would remove the GST from clothing—it's not on food, but you don't want it put on food—and presumably from furniture or supplies or things specifically directed at children.

Is the GST tax credit of benefit to people here? Would there be a conflict with that?

Mme Plourde: Cela nous aiderait un peu, mais ce n'est pas assez pour vraiment donner une chance aux familles. Nous recevons un crédit d'impôt pour la TPS mais, de toute façon, on ne sait même pas combien on reçoit. Sur le dernier rapport d'impôt, on nous demandait de dévoiler le nombre de personnes, le nombre d'adultes et le nombre d'enfants dans la famille, de même que les revenus de la famille. On ne sait pas combien on reçoit.

• 1150

On ne l'apprend que lorsqu'on reçoit le chèque. Nous demandons au gouvernement de détaxer les couches, les vêtements et les chaussures. Les meubles ne sont pas compris là-dedans. Nous lui demandons surtout de ne pas taxer l'alimentation.

Mr. Alcock: Yes, directly for children. Thank you.

C'est tout.

Le président: Merci, monsieur Alcock et madame Plourde. Monsieur Dubé.

M. Dubé (Lévis): C'est notre quatrième semaine de tournée à travers le Canada et, sans vouloir agacer inutilement mes collègues, je leur dirai qu'ils font cette semaine ce que j'ai fait pendant toutes les autres semaines: ils ont pris leurs écouteurs.

Des voix: Ah, ah!

M. Dubé (Lévis): Je m'intéresse particulièrement à l'enfant et j'ai particulièrement ciblé le projet de Saint-Hubert. Même si je suis député de Lévis, je suis originaire de Sainte-Rita, tout près de chez vous. J'ai quitté la région il y a 24 ans après mes études au Cégep de Rivière-du-Loup. Je n'arrivais pas à trouver d'emploi dans ma discipline. Je pense que c'est encore un problème.

Si j'ai bien compris, vous avez moins insisté que les autres sur les coupures. Vous avez constaté qu'il y avait un écart encore plus accentué dans ce coin-ci. C'est un problème qui perdure. Je me souviens de mon père qui s'était impliqué

[Traduction]

The Chairman: Thank you very much, Mr. Lévesque. I would also like to thank our other two witnesses for their presentations. We have about 10 minutes left. We have enough time for a few questions. We will begin with the Liberal Party. Would you care to begin, Mr. Alcock?

M. Alcock (Winnipeg-Sud): Je m'excuse, je vais devoir parler en anglais. J'ai beaucoup appris pendant cette semaine, mais pas assez pour me permettre d'utiliser mon mauvais français.

Je n'ai que deux remarques rapides à faire. D'abord, je suis étonné de constater combien de personnes travaillent avec tant d'énergie et de dévouement pour aider les sans-travail et les plus démunis.

La proposition concernant la modification de la taxe m'intéresse. Vous avez parlé de la TPS. Vous proposez que la TPS ne vise plus les vêtements—elle ne s'applique pas à l'alimentation, et vous ne voulez pas non plus que ce soit le cas—ni les meubles et l'équipement destinés aux enfants.

Est-ce que le crédit d'impôt pour la TPS aide les gens dans cette région? Est-il possible que ce soit incompatible avec cette mesure?

Ms Plourde: That would help us a little, but it's not enough to make a significant difference to families. We do get a GST tax credit, but people don't know how much they are going to get. On the last income tax return, we were asked to indicate the number of adults and children in the family, as well as the family income. But people don't know how much they are going to get.

They only find out when they receive the cheque. We are asking the government to remove the tax from diapers, clothing and footwear. We do not include furniture. We are asking particularly that it not tax food.

M. Alcock: Oui, ce sont des biens qui s'appliquent directement aux enfants. Merci.

That's all.

The Chairman: Thank you, Mr. Alcock and Ms Plourde. Mr. Dubé.

M. Dubé (Lévis): This is the fourth week of our travels across Canada, and while I am not trying to provoke my colleagues, I would just point out that this week they are doing what I did every other week, there using their ear pieces.

Some hon. members: Oh, oh!

M. Dubé (Lévis): I am particularly interested in children, and I targeted the Saint-Hubert project. Even though I am the member of Parliament for Lévis, I am from Sainte-Rita, which is quite close to your area. I left the region 24 years ago, after completing my education at the Cégep in Rivière-du-Loup. I could not find a job in my field. I think that's still a problem today.

If I understood you correctly, you spoke about cuts less than some of our other witnesses. You have pointed out that the gap was even wider in this area. This is a problem that has existed for a long time. I remember my father being in this up to his

[Text]

jusqu'au cou. Un jour, il est arrivé à la maison un peu déprimé en disant qu'il savait depuis un bon bout de temps qu'il était pauvre, mais que maintenant il savait qu'il était défavorisé. Le message était clair. Il disait: Les jeunes, allez étudier en ville, allez à Montréal. On voit que la pauvreté a rattrapé même ceux qui sont allés à Montréal ou à Québec. Là ce n'est pas mieux. Donc, la solution est en région.

Ayant quitté la région, je ne veux pas vous faire la morale. Mais je m'en souviens et je suis toujours à la recherche de solutions.

Madame Malenfant, j'ai moins aimé que vous disiez qu'il y avait des gens qui étaient payés pour trouver des solutions. . . Ah, c'est vous?

Mme Plourde: Oui.

M. Dubé (Lévis): À côté de chez vous, à Saint-Cyprien, la municipalité est en train de changer complètement la façon d'y arriver.

J'aurais le goût de vous demander quelle serait la solution pour garder les jeunes en région, surtout dans les municipalités, pas simplement à Rivière-du-Loup, mais carrément à Saint-Hubert.

Prenons le cas de Saint-Hubert. Que faudrait-il faire? Je suis vraiment à la recherche de solutions et je pense que les députés de tous les partis font sincèrement le tour pour voir quelle solution il faut prioriser. C'est vrai que nous sommes payés pour trouver des solutions. Cependant, nous sommes venus pour que vous nous disiez laquelle, selon vous, est prioritaire. Quelle serait-elle?

Mme Plourde: Lorsque j'ai dit qu'il y avait des personnes payées pour trouver des solutions, je faisais allusion à la façon de gérer la détaxation des vêtements. Cela a peut-être été mal interprété. Nous ne sommes pas des fiscalistes ou des économistes pour trouver la façon de gérer la détaxation des vêtements.

M. Dubé (Lévis): Je demanderais au Comité famille de Saint-Hubert quelle serait la solution.

M. Gaétan Malenfant (organisateur communautaire, Comité famille de Saint-Hubert—MRC Rivière-du-Loup): Je vais vous donner un exemple du travail qu'on est en train de faire ici, dans la région.

Nous avons fait une demande pour obtenir des animateurs, des gens qui auraient fait un travail d'animation auprès des gens des municipalités de Saint-Hubert, Saint-François, Saint-Paul-La Croix et Sainte-Épiphanie afin que ces gens connaissent vraiment quelles sont leurs ressources, quelles sont leurs forces. Il y a six mois, dans le cadre du développement de l'emploi, nous avons préparé un programme à cet effet et nous attendons toujours les résultats. Cela ne marche pas. On ne peut obtenir un minimum de soutien pour embaucher quelques personnes qui serviraient d'agents canaliseurs dans le milieu.

Ce qui fait le dynamisme des résidents de Saint-Cyprien, c'est qu'ils se tiennent ensemble, qu'ils se donnent des objectifs communs et qu'ils mettent l'épaule à la roue pour renforcer leur mouvement.

Par exemple, lors de la dernière grande tempête de vent, le toit du moulin à scie en construction dans le parc industriel est tombé. Le dimanche matin, il y avait 100 personnes pour le relever.

[Translation]

neck. One day he came home a little depressed and said that he had known for some time that he was poor, but that he had just learned that he was disadvantaged. His message was quite clear. He told us children to go off and study in the city, to go to Montreal. We see now that even those who went to Montreal or Quebec City may be poor. The situation in those cities is not better. So the solution must be found in the regions.

Since I have left the region, I don't want to lecture you, but I do remember our situation, and I am always looking for solutions.

Ms Malenfant, you said that there were people being paid to find solutions. I did not like that very much. Oh, was it you?

Ms Plourde: Yes.

M. Dubé (Lévis): Close to your area, in Saint-Cyprien, the municipality is completely changing its approach.

I feel like asking you how we can go about keeping young people in the regions, particularly in municipalities, not just in places like Rivière-du-Loup, but in Saint-Hubert.

Let's look at the case of Saint-Hubert. What must be done? I am merely looking for solutions, and I think that members of Parliament from all parties are sincerely making an effort to see which solution should be given priority. It's true that we are paid to find solutions. However, we came here so you could tell us which solutions should be given priority in your opinion. What is your preferred solution?

Ms Plourde: When I said that people were being paid to find solutions, I was referring to the way of managing this idea of removing the tax from clothing. My comment may have been misinterpreted. We are not tax experts or economists and cannot tell you how to go about removing the tax from clothing.

M. Dubé (Lévis): I would ask the Family Committee from Saint-Hubert to tell me which solution they prefer.

M. Gaétan Malenfant (Community organizer, Comité famille de Saint-Hubert—MRC Rivière-du-Loup): I will give you an example of the type of thing we're doing here in the region.

We requested community workers to come and explain to people in Saint-Hubert, Saint-François, Saint-Paul-La Croix and Sainte-Épiphanie what resources and services are available. We prepared a program of this type six months ago as part of our employment development initiative, and we are still waiting for the results. It is not working. We cannot get even a minimum of support to hire a few people to act as catalysts within our community.

The dynamism of people of Saint-Cyprien lies in the fact that they stick together, that they set common objectives, and they put their shoulders to the wheel together.

For example, the roof of the saw mill that was being built came down during our last wind storm. On Sunday morning, 100 people turned up to put it back in place.

[Texte]

[Traduction]

• 1155

Ce qu'on demandait, par exemple, dans un projet très concret, c'était d'avoir des animateurs payés par un programme de création d'emplois auquel les municipalités étaient prêtes à contribuer. On attend toujours!

Les gens connaissent leurs ressources, ils connaissent leurs forces, mais ont besoin d'un catalyseur pour nous aider. Merci.

Mme Malenfant: Le projet que nous proposons, ce sont des cours spéciaux comme un prérequis avant de suivre des cours, des programmes ou des sessions qui existent déjà au niveau gouvernemental, à un palier ou à l'autre. On voit que dans notre milieu, il y a des gens qui vont prendre des cours ici et là, mais que ce n'est pas ce dont ils ont besoin vraiment. À ce moment-là, on vous demande de nous épauler, de dire au milieu: Faites votre projet pilote et on va vous épauler là-dedans.

Le président: Merci. Monsieur Morrison, vous avez la dernière question.

M. Morrison (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): J'ai une question très générale. Je pense que nous sommes tous d'accord qu'il faut corriger les bénéfices sociaux des gens plus vulnérables de la société. Mais nous sommes ici parce que beaucoup d'économistes croient qu'à cause de notre dette, notre économie est en train de tomber. Si cela arrive, il n'y aura plus de bénéfices, même pour les gens ayant de vrais besoins, les plus pauvres, les plus faibles.

La plupart des témoins ont dit que le ciblage des bénéfices n'était pas acceptable. Êtes-vous d'accord que garder le statu quo et l'universalité est dangereux?

M. Malenfant: Oh, non.

Le président: C'est une longue question pour la période qui nous reste, mais je laisse à M. Malenfant la dernière réponse.

M. Malenfant: Je pense que l'universalité est vraiment ce qui fait que l'ensemble de la société est capable de s'entraider et de se solidariser autour d'objectifs de société. Je pense qu'une des réponses actuellement, c'est que pendant que le produit intérieur brut augmente, le nombre d'emplois n'augmente pas. Donc, il y a un problème majeur. On dit qu'on veut soutenir l'économie au Canada par diverses mesures. On va soutenir les entreprises, moderniser les entreprises. En bout de ligne, il y a un produit intérieur brut plus élevé, mais pas nécessairement plus d'emplois.

Je pense que ce que vise la réforme actuellement, c'est de faire porter à l'ensemble de la population les frais de politiques gouvernementales qui sont faibles au niveau de la fiscalité, comme on l'a dit tantôt. L'impôt est mal répartie. Les grandes sociétés en paient peu ou pas. Les évasions fiscales bénéficient toujours à ceux qui ont plus d'emploi.

Dans les régions comme le Bas-Saint-Laurent, où on a du chômage saisonnier et on demande aux gens qui sont déjà les plus démunis de contribuer davantage à réduire le déficit. Cela, c'est unacceptable.

Mme Plourde: Il y a une chanson qui dit que c'est l'amour qui mène le monde, mais je pense que c'est plutôt l'argent qui mène le monde. Le Canada est le deuxième pays industrialisé où les enfants sont les plus pauvres, où ils ont le plus faim. L'Année internationale de la famille, qu'est-ce que cela a donné de concret pour les familles, dans nos poches? Rien!

We had a very specific project for which we requested community development workers paid for through a job creation program to which the municipalities were prepared to contribute. We are still waiting for them!

People know what their resources and their strengths are, but we need a catalyst to help us out. Thank you.

Ms Malenfant: What we are requesting is special courses that would be a prerequisite for other courses or programs currently being offered by one level or other of government. In our community, there are people who take courses here and there, but they are never those people really need. So we are asking for your support. Please tell communities to carry out their pilot projects and that you will support them in their efforts.

The Chairman: Thank you. The last question is to you, Mr. Morrison.

M. Morrison (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): I have a very general question. I think we all agree that we have to do something about social benefits with the most vulnerable members of society. But we are here because many economist think that because of our debt, our economy is collapsing. If that happens, there will be no benefits, even for the genuinely needy, the poorest and weakest members of society.

Most witnesses have said that targeting benefits was unacceptable. Do you agree that it is dangerous to maintain the status quo and universality?

Mr. Malenfant: Oh, no.

The Chairman: That is a long question for the time we have left, but I will allow Mr. Malenfant to give the final answer.

Mr. Malenfant: I think universality is the principle that allows people to work together and help each other out to achieve society's objectives. One of the things we are hearing at the moment is that although the gross domestic product is increasing, the number of jobs is not increasing. Hence, there is a major problem. It is said that various steps are being taken to support the Canadian economy. There will be support for businesses. Businesses will be modernized. In the end, there will be a higher gross domestic product, but not necessarily more jobs.

I think the objective of the reform is to have everyone bear the cost of government policies, which are weak in the area of taxation, as we said earlier. Income tax is badly distributed. Large corporations pay little or no tax. Tax evasion schemes always benefit people with jobs.

In areas such as the Lower St. Lawrence, where we have seasonal unemployment, we are asking the most disadvantaged people to contribute more to reducing the deficit. That is unacceptable.

Ms Plourde: There is a line in a song that says that love makes the world go 'round, but I think it's money that makes the world go 'round. Canada is the second industrialized country with the poorest children, the hungriest children. What has the International Year of the Family done to really help families? Nothing!

[Text]

C'est une façon de vous dire que les familles sont importantes et qu'on doit les aider financièrement.

M. Dubé (Lévis): C'est une ressource humaine.

Mme Plourde: Oui, très importante.

Le président: C'est un point très important, et on ne peut pas le souligner trop souvent. Y a-t-il d'autres commentaires à la question de M. Morrison? Alors il me reste à vous remercier de votre présentation, de l'intérêt que vous avez porté à nos travaux et de la recherche et du travail que vous avez mis dans vos mémoires.

[Translation]

So my point is that families are important and that we should be giving them financial assistance.

Mr. Dubé (Lévis): Families are a human resource.

Ms Plourde: Yes, a very important one.

The Chairman: This is a very important point, that cannot be over-emphasized. Are there any other comments on Mr. Morrison's question. If not, I would like to thank you for your presentation, for your interest in our work, and for the research and effort that went into your briefs.

• 1200

Nous suspendons la séance jusqu'à 13h30.

We will suspend our meeting until 1:30 p.m.

AFTERNOON SITTING

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

• 1345

Le président: À l'ordre! Nous reprenons la séance.

Avant de souhaiter la bienvenue à nos premiers témoins, je vais vous donner certains renseignements sur nos séances.

Nous aurons tout d'abord des groupes de témoins et plus tard nous laisserons la place à ceux qui veulent faire des déclarations individuelles. Si certains d'entre vous désirent faire une présentation individuelle, je vous suggère de vous inscrire au secrétariat qui se trouve en bas. Nous pourrons entendre un maximum de 12 déclarations de cinq minutes. S'il y a plus de 12 inscriptions, nous devrons procéder à un tirage au sort.

Si certaines personnes le veulent, elles peuvent déposer des déclarations écrites. Cela fera partie des témoignages et nous serons très heureux de les recevoir.

Nous entendrons maintenant le premier groupe de témoins. Ils représentent Action-Chômage Kamouraska, la Coalition urgence rurale et le Regroupement des organismes communautaires.

Madame Bilocq, vous voulez commencer?

Mme Claire Bilocq (coordonnatrice, Regroupement des organismes communautaires de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques): Très bien.

M. Jérôme Caron (président, Regroupement des organismes communautaires de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques): Monsieur le président, nous tenons à concentrer notre présentation sur les aspects de la réforme plutôt que sur le milieu communautaire et son existence.

Nous allons tout d'abord vous décrire le Regroupement des organismes communautaires. C'est un organisme sans but lucratif dont le mandat est de permettre la concertation entre différents organismes communautaires, le développement de l'éducation populaire et l'action communautaire par différentes activités auprès de la population et des groupes communautaires de notre région.

• 1350

Actuellement, le ROC est composé de 40 organismes membres qui rejoignent environ 20 000 personnes par année dans la région.

The Chairman: Order! The meeting has resumed.

Before welcoming our first witnesses I'd like to tell you how we intend to proceed.

We will first hear groups of witnesses and later there will be time for those who wish to make individual statements. If some of you wish to make an individual presentation, I suggest you register with the secretariat downstairs. We will be able to hear up to 12 five-minute statements. If there are more than 12 names, there will have to be a draw.

Anyone who wishes to submit a written statement may do so. We would be very glad to receive these statements, which will be considered part of the testimony.

We will now hear the first group of witnesses. They represent Action-Chômage Kamouraska, the Coalition urgence rurale and the Regroupement des organismes communautaires.

Ms Bilocq, would you like to start?

Ms Claire Bilocq (Coordinator, Regroupement des organismes communautaires de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata and Les Basques): Alright.

Mr. Jérôme Caron (President, Regroupement des organismes communautaires de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata and Les Basques): Mr. Chairman, our presentation will concentrate on aspects of the reform proposals rather than on community agencies as such.

First, we will describe the Regroupement des organismes communautaires. This is a non-profit organization whose aim is to provide opportunities for various community agencies to coordinate their activities, to develop adult education and to report community-based action through a range of activities involving the people and community groups in our region.

Today, the ROC consists of 40 member agencies that work with about 20,000 people in the region, on an annual basis.

[Texte]

Pour ce qui est de la réforme qui nous est proposée, le monde communautaire côtoie tous les jours des personnes aux prises avec des situations de vie qui rendent leur quotidien difficile, que ce soit au niveau social ou économique.

On parle ici de personnes prestataires d'assurance-chômage, de la sécurité du revenu, des personnes sans chèque, des retraités, des accidentés du travail ou autres, des personnes travaillant au salaire minimum.

Ce qui inquiète notre organisme, ce sont les impacts que ce projet de réforme pourrait avoir sur l'avenir de ces personnes, car ce projet n'a pas de vision sociale, d'après nous. Il semble n'être qu'un simple exercice financier, aveugle aux effets qu'il aura sur la nature de l'entraide collective. Malheureusement, il ne s'inscrit dans aucun projet de société dans lequel nous nous reconnaissions.

L'ensemble du monde communautaire se veut le gardien d'une qualité de vie et d'une justice pour tous, sans égard à la capacité financière des personnes.

Maintenant, on va regarder plus spécifiquement les enjeux et les impacts pour le mouvement communautaire.

Mme Bilocq: Quand on lit le projet de réforme tel qu'il nous est présenté, on voit qu'à plusieurs reprises, on fait allusion au rôle que pourraient éventuellement jouer les organismes communautaires si ce projet-là fonctionnait. Je pense qu'à ce moment-ci, il serait peut-être important qu'on ait des éléments communs pour comprendre à quoi on se réfère lorsqu'on parle d'organismes communautaires.

Il y a des principes de base dans notre action. Il faut que le travail qu'on réalise s'inscrive dans une démarche d'éducation populaire et d'action communautaire, qu'il vise la prise en charge, la transformation sociale et économique et l'acquisition de différents apprentissages.

Les actions doivent être basées sur des valeurs de démocratie, de justice sociale, d'équité et de respect entre les citoyens. Il faut que les organismes communautaires demeurent autonomes, parce qu'ils le sont, et décident démocratiquement de leur structure, de leur fonctionnement et des principes d'intervention.

Je pense que notre passé est garant de notre avenir. Le mouvement communautaire a réalisé, depuis de nombreuses années, des choses fort louables au niveau social et économique. Je pense, entre autres, aux droits des femmes. Je pense à la protection des consommateurs, à la protection des locataires, à la mise sur pied des CLSC, à l'aide juridique et à la régie des loyers.

Ce sont des actions combinées de citoyens et de citoyennes qui se sont organisés pour qu'on puisse avoir une certaine protection et pour améliorer leur sort et leur quotidien.

Nous sommes un peu inquiets des allusions faites dans le rapport quant aux organismes communautaires. L'accès et le niveau de prestations «devront-ils être conditionnels à la volonté du prestataire de participer à des programmes d'aide à l'adaptation ou à d'autres services communautaires utiles»? Je fais référence aux prestations d'aide à l'adaptation quand on est considéré comme étant un prestataire fréquent.

On dit un peu plus loin:

[Traduction]

As far as the reform proposals are concerned, every day community workers see people who are trying to cope with the social or economic problems that make their lives a daily struggle.

We are referring to UI claimants, people on income security, people who get no checks at all, pensioners, people on workman's compensation or similar benefits and people working for minimum wage.

Our organisation is concerned about the impact this reform may have on the future of these people, because we feel it lacks social vision. It seems to be no more than a financial exercise oblivious to the impact the proposals will have on the nature of community assistance. Unfortunately, it does not reflect the kind of society we would like to see.

The aim of the community concept is to ensure that all individuals, irrespective of their financial needs, are treated fairly and have a decent standard of living.

We will now consider more specifically what is at stake and what impact the reform will have on the community movement.

Ms Bilocq: When we read the document on social security reform, we see several references to the possible future role of community agencies were these proposals to be implemented. I think that at this point, perhaps we should verify what is meant by community agencies.

Our activities rest on certain basic principles. The work we do should be part of a process of community education and community action and should focus on individual responsibility, social and economic change and acquiring various skills.

The values that should permeate our actions are democracy, social justice, equity and mutual respect. Community agencies must remain autonomous, as they are now, and decisions on their structure, operations and approaches must be made at the grassroots level.

I think the past augurs well for the future. Over the years, the community movement has accomplished a great deal from a social and also from an economic point of view. I am thinking, for instance, of women's rights, consumer protection, protection of tenant's rights, the LCSCs, legal aid and rent control.

This was accomplished through joint action by citizens who got organized to ensure better protection for all and to improve their day-to-day lives.

We are somewhat disturbed by what the report has to say about community agencies. Should access to and the level of benefits "be conditionnal on a willingness to participate in such adjustment programs or other useful community service"? I am referring to the adjustment benefits that apply when one is considered a frequent claimant.

A little further, it says:

[Text]

Le bénévolat et la protection de l'environnement sont deux secteurs en croissance où les gens pourraient acquérir une expérience de travail productive assortie idéalement à d'autres activités de formation.

Lorsqu'on lit cela, nous avons beaucoup d'appréhension. C'est la contribution communautaire qui s'adresse aux futurs prestataires fréquents et cela va à l'encontre du principe de l'implication sociale. L'implication sociale, pour nous, se fait sur une base volontaire et ne doit pas être reliée à une obligation de s'engager pour avoir une prestation supplémentaire.

Avec une telle mesure, le milieu communautaire va être envahi par de nouvelles personnes qu'on pourra appeler des «volontaires conscrits», et cela aura un impact sur le fonctionnement et la qualité du travail effectué actuellement par les organismes communautaires. Qu'on pense, par exemple, à des services qui sont donnés à des personnes qui ont des difficultés en santé mentale. Il faut des intervenants ayant une formation et une expérience adaptées à ce type de personnes.

On peut se poser la question: Comment du personnel plus ou moins forcé de travailler et ne possédant pas nécessairement la formation et la motivation requises peut-il intervenir auprès de personnes vivant différentes problématiques sans imaginer les impacts que cela peut avoir sur les individus et sur l'organisation même du mouvement communautaire?

Par ailleurs, le changement fréquent de travailleurs au sein de nos organisations va atténuer la crédibilité qu'on a acquise depuis plusieurs années.

• 1355

Nous suggérons que la participation aux programmes de formation et aux mesures d'employabilité soit sur une base volontaire et soit aussi accessible aux personnes qu'on considère sans chèque. Cela ne doit pas être relié à un prérequis.

Également, on dit à la page 91 du document:

Il faudra protéger le financement d'une gamme étendue de services sociaux essentiels, notamment en matière de services aux personnes âgées et aux dépenses liées à la santé.

Nous sommes agréablement surpris de constater votre intérêt à protéger le financement servant à soutenir les services sociaux essentiels. Nous sommes d'accord avec vous à ce propos, mais il ne faudrait toutefois pas que ce financement se limite au secteur public car, pour nous, il importe que le mouvement communautaire, qui a une multitude de services sociaux, soit financé adéquatement selon les besoins exprimés par la population et non par ceux choisis par le gouvernement.

Il faut préciser aussi qu'il y a des services de santé aux personnes âgées, ceux de la population en général, mais le mouvement communautaire intervient dans une multitude de champs d'action. Je pense, entre autres, à la défense des droits, à la pauvreté, au logement social, à la solidarité internationale, au développement communautaire, à l'alphabétisation et à la violence conjugale.

Nous proposons qu'on reconnaîsse le rôle social, éducatif et économique des organismes communautaires en leur assurant un financement stable et décent, et qu'on reconnaîsse également la formation qui est offerte par le milieu communautaire par le biais de l'éducation populaire autonome.

[Translation]

The voluntary sector and the environmental field are two growing areas where people could gain productive work experience, likely in conjunction with other training opportunities.

We do not find this very reassuring. Future frequent claimants may be obliged to do community work, and that goes against the very principle of social involvement. To us, social involvement is a matter of choice and should not be one of the conditions for receiving additional benefits.

If this measure is implemented, community organisations will be flooded with people we could call volunteer conscripts, and that will have an impact on the operations of community organisations and on the quality of the work being done. Consider, for instance, the services provided for people with mental health problems. We need people who have the training and the experience to deal with this group.

We might ask: How can staff members who are more or less forced to work and who do not necessarily have the training or the motivation help people with a range of problems, aside from the impact this could have on the individuals and on the very structure of the community movement?

Furthermore, a frequent turnover of workers within our agencies will diminish the credibility we have acquired over the years.

We suggest that participation in training and employment development programs be on a strictly voluntary basis and that individuals who receive no benefits should also have access to such programs. There should be no pre-requisites.

It also says on page 79 of the document:

It would be necessary to protect the funding of a wide range of vital social services, including services for seniors and health-related spending.

We are gratified to see your interest in protecting the funding of vital social services. We could not agree more, but this funding should not be limited to the public sector, since we consider it important that the community movement, which offers a range of social services, receive adequate funding according to the needs identified by the community and not those selected by the government.

There are health services for seniors and the general public, but the community movement is active in many other areas as well. I am thinking, for instance, of human rights, poverty, subsidized housing, international aid, community development, literacy and spousal abuse.

We recommend that the government recognize the social, educational and economic role played by community agencies by providing them with stable and adequate funding and that it also recognize the community-based training provided in the form of autonomous adult education programs.

[Texte]

Ce projet-là est aussi une menace aux travailleurs communautaires, aux travailleurs et travailleuses en milieu communautaire. Les dangers potentiels envisagés par la catégorisation des chômeurs nous touchent également. Travaillant plus souvent qu'autrement sur une base contractuelle, les travailleurs des organismes communautaires seraient considérés comme des prestataires fréquents.

Ces situations de travail contractuel existent, non pas parce que les demandes des personnes que nous rejoignons sont saisonnières, mais bien à cause d'un financement précaire et non récurrent qui limite l'engagement du personnel à quelques mois par années. Dorénavant devenus prestataires fréquents, les travailleurs se verront dans l'obligation de s'inscrire à une ou des formations afin de se réorienter dans le domaine que le ministre Axworthy souhaite plus prospère.

Pour nous, il est inacceptable de priver le mouvement communautaire de ressources humaines qualifiées expérimentées qui, par leur motivation et leur dévouement, ont collaboré et collaborent encore au mieux-être de leur collectivité.

Nous proposons que les travailleurs contractuels du mouvement communautaire ne soient pas considérés comme des prestataires fréquents et qu'à long terme, le gouvernement prenne en considération les besoins du mouvement communautaire dans l'élaboration d'une politique de création d'emplois.

M. Caron: Il y a aussi des impacts sur la collectivité qui touchent en particulier les régions rurales comme la nôtre, mais on sait que d'autres organisations vont en parler. On va les laisser le faire, car ils le feront mieux que nous.

On va passer tout de suite aux incohérences offertes par le programme Axworthy.

Comment pourrait-on «aider les Canadiens et les Canadiennes à trouver et conserver un emploi» sans même penser à établir une politique de création d'emplois?

Mme Bilocq: Comment s'assurer que les Canadiens et les Canadiennes «possèdent les connaissances et les compétences voulues pour concurrencer les travailleurs les plus qualifiés du monde» quand, au niveau de l'éducation, on veut couper dans les transferts aux provinces, provoquant ainsi une augmentation des frais de scolarité, une hausse de la dette étudiante et, par le fait même, une diminution de l'accès à l'éducation?

M. Caron: Comment peut-on favoriser «le développement de l'autonomie, de la confiance en soi et de l'initiative» alors qu'on culpabilise les chômeurs et les personnes assistées sociales d'une situation dont ils ne sont pas responsables et que le choix de leur cheminement, afin d'augmenter leur employabilité, leur est enlevé?

Mme Bilocq: Comment peut-on prétendre «s'attaquer à la pauvreté chez les enfants» alors qu'on appauvrit leurs parents en imposant des coupures dans leurs revenus et des réglementations discriminatoires?

M. Caron: Notre réaction face à ce projet de réforme est de dire «non, merci». Est-ce assez clair?

Des voix: Bravo!

[Traduction]

This proposal is also a threat to community workers, to workers in community-based agencies. Potential consequences of making these distinctions between claimants would affect us as well. Working more often than not on contract, the staff of community agencies would be considered frequent claimants.

This contract work exists not because demand for our services is seasonal but because of uncertain and irregular funding which prevents us from hiring staff for more than a few months per year. From now on, as frequent claimants, workers will have to register for one of the training programs in order to switch to a field that Minister Axworthy hopes will offer better prospects.

We feel that depriving the community movement of qualified and experienced human resources whose motivation and dedication have contributed to the well-being of their community is totally unacceptable.

We recommend that community workers hired on contract not be considered frequent claimants and eventually, the government should consider the needs of the community movement when developing a job creation policy.

Mr. Caron: There are also more specific consequences for rural areas like ours, but we know other organizations will discuss this aspect, and they are indeed in a better position to do so.

We will now talk about the inconsistencies in the Axworthy proposals.

How can we help Canadians to find a job and keep it, without considering the need for a job creation policy?

Ms Bilocq: How can we ensure that Canadians have the requisite knowledge and skills to compete with the most highly qualified workers in the world, when the government wants to cut transfers for education to the provinces, thus leading to an increase in tuition fees, greater debt burden on the students and consequently, reduced access to education?

Mr. Caron: How can the government promote individual responsibility, self-esteem and initiative, when it blames the unemployed and welfare recipients for a situation over which they have no control and when it leaves them no choice as to the means that would help them improve their chances of getting a job.

Ms Bilocq: How can the government claim to be fighting child poverty when it's squeezes their parents by cutting their incomes and by subjecting them to discriminatory regulations?

M. Caron: Our reaction to these proposals is: no thanks. Is that clear?

Some hon. members: Hear! Hear!

• 1400

Le président: Sur ce «non, merci», nous allons passer au groupe suivant. Monsieur Lagacé, voulez-vous commencer?

The Chairman: After this “no thanks”, we will proceed with the next group. Mr. Lagacé, would you like to start?

[Text]

M. Alain Lagacé (conseiller, Action-Chômage Kamouraska):
Merci beaucoup, monsieur le président. Je vous présente Yvette Émond, notre présidente.

Action-Chômage Kamouraska est un organisme à but non lucratif qui a pour but de défendre les droits des chômeurs et chômeuses et qui fait la vulgarisation de la loi afin de la rendre plus compréhensible.

Notre organisme fut fondé en novembre 1979 pour, à l'époque, faire corriger un zonage de région économique qui n'exprimait pas les réalités de notre région. En 1982, notre organisme a ouvert un bureau à la population afin de mieux répondre à ses besoins. Notre comité est dirigé par un conseil d'administration de sept personnes élues lors de l'assemblée générale annuelle et compte actuellement 312 membres qui paient une cotisation de 7\$ chacun.

Nous sommes devant vous aujourd'hui pour vous dire que nous sommes contre la réforme proposée par le ministre Axworthy, et surtout contre le volet touchant la Loi sur l'assurance-chômage. Nous sommes contre la catégorisation des chômeurs, c'est-à-dire que l'on crée une classe de prestataires que l'on appelle «fréquents».

Selon ce qu'on entend, un chômeur fréquent est une personne qui, au cours des cinq dernières années, a eu recours trois fois à l'assurance-chômage. Si l'on prend cette façon de catégoriser les gens, c'est de 90 à 95 p. 100 des prestataires de notre région qui seront considérés comme chômeurs fréquents, car on compte plusieurs travailleurs saisonniers qui occupent des emplois dans des domaines tels que la forêt, la tourbe, l'agriculture, l'horticulture, la construction, le tourisme, la pêche et j'en passe. Ces travailleurs doivent avoir recours aux prestations d'assurance-chômage tous les ans.

Parmi ces travailleurs qui doivent demander des prestations chaque année, il y en a qui ont recours aux prestations seulement quelques semaines par année, mais ces gens seraient aussi considérés comme des prestataires fréquents. Je vous cite à titre d'exemple le cas d'une personne qui travaille sur le traversier Rivière-du-Loup—Saint-Siméon et qui est en chômage seulement lorsque la glace empêche le bateau de traverser en hiver. Cette personne qui retire quelques semaines de chômage seulement serait pénalisée car elle serait considérée comme un chômeur fréquent.

J'aimerais vous parler aussi de l'impact qu'aurait la réforme sur les travailleurs qui occupent des emplois dans des domaines énumérés précédemment si celle-ci était adoptée. Cette année, plusieurs de ces travailleurs ont eu de la difficulté à accumuler les 12 semaines exigées pour avoir leurs prestations. Donc, si le nombre de semaines exigées était augmenté, comme le propose la réforme, ces travailleurs n'auraient pas réussi à recevoir des prestations cette année.

Je vous cite en exemple plusieurs travailleurs dans le domaine de la construction qui sont venus me voir afin que je les aide à remplir leur demande de prestations. Ces gens n'avaient que 12 à 13 semaines d'accumulées. J'en ai vu plusieurs aussi qui ont travaillé dans les tourbières ou en horticulture et qui avaient accumulé seulement 12 semaines. La majorité des pêcheurs d'anguille n'ont même pas réussi à se qualifier pour recevoir des prestations cette année. J'aurais d'autres exemples mais, faute de temps, je ne vous énumère que ceux-ci.

[Translation]

Mr. Alain Lagacé (Adviser, Action-chômage Kamouraska):
Thank you, Mr. Chairman. I would like to introduce Yvette Émond, our president.

Action-Chômage Kamouraska is a non-profit organization whose objective is to defend the rights of the unemployed and make the law more understandable for the average citizen.

Our organization was founded in November 1979, and at the time, our objective was to change a regional zoning decision that did not reflect the situation in our region. In 1982, our organization opened an office in order to better respond to the needs of the community. Our committee is headed by a board of directors consisting of seven members elected at our annual general meeting and it now has 312 members who each pay a \$7 membership fee.

We are here today to tell you that we are against the reform proposed by Minister Axworthy and especially against the component which affects the Unemployment Insurance Act. We are against classifying the unemployed to create a class of so-called "frequent" claimants.

Depending on the interpretation, a frequent claimant is someone who over a period of five years has been on UI three times. According to this definition, between 90 and 95% of the claimants in our region would be considered frequent claimants, because we have many seasonal workers in sectors like forestry, peat operations, farming, market gardening, construction, tourism, fisheries, and so forth. These workers have to apply for unemployment insurance benefits every year.

And among those workers who apply every year, there are some who only receive benefits for a few weeks, but they would also be considered frequent claimants. I will give you the example of a person who works on the Rivière-du-Loup—Saint-Siméon ferry and is unemployed only when ice conditions prevent the ferry from crossing in the winter. This individual who only gets unemployment insurance benefits for a few weeks would be penalized as a so-called frequent claimant.

I would also like to discuss the impact the social security reform would have on workers in those sectors I just mentioned were the proposals to be implemented. This year, many of these workers had trouble getting the 12 weeks they needed to qualify for benefits. So if the number of weeks is increased as proposed in the reform paper, these workers would not have been eligible for benefits this year.

I will give you an example. A lot of construction workers came to see me so I could help them complete their application for benefits. These people did not have more than 12 or 13 weeks. I saw several who worked in peat or market garden operations, and they only managed to accumulate 12 weeks. Most eel fishermen did not even manage to qualify for benefits this year. I could give you more examples, but I am afraid it would take too long.

[Texte]

Ces modifications auraient aussi des conséquences directes sur notre économie, car c'est plusieurs millions de dollars de moins qui seraient versés dans notre région. Cela entraînerait inévitablement des pertes d'emploi dans d'autres domaines, car les gens auront moins d'argent à dépenser. À titre d'exemple, la réforme de 1993, c'est-à-dire le projet de loi C-113, a privé notre région d'une somme annuelle d'environ 7 millions de dollars. Avec la réforme de 1994, c'est-à-dire le projet de loi C-17, on peut parler d'au moins 10 millions de dollars annuellement qui ont été coupés aux prestataires de notre région. D'autres coupures auraient des effets désastreux pour notre région.

L'application de la réforme aurait aussi comme conséquence la perte éventuelle d'employés dans certaines entreprises. Je vous cite à titre d'exemple des propriétaires de petites entreprises qui m'ont contacté dans les jours qui ont suivi l'annonce de la réforme pour me faire part de leurs inquiétudes. Ils me disaient qu'ils devaient former eux-mêmes leur main-d'œuvre et qu'ils craignaient que l'on oblige leurs travailleurs qui se retrouvent en chômage à suivre des cours afin qu'ils puissent diriger dans d'autres domaines.

Pour revenir au programme d'assurance-chômage, quand on regarde les modifications qui ont été apportées à la loi au cours des dernières années et la réforme que l'on veut apporter, on a l'impression que le gouvernement s'acharne sur les sans-emploi comme s'ils étaient responsables de la situation de manque d'emploi qui sévit dans tout le pays. Vous savez, cela fait 12 ans que je travaille auprès des sans-emploi et je sais ce qu'ils veulent.

[Traduction]

These changes would also have a direct impact on our economy, because it would mean a shortfall of several million dollars for our region. This would inevitably lead to job losses in other areas, since people will have less money to spend. For instance, the reform introduced in 1993, and I am referring to Bill C-113, deprived our region of \$7 million annually. The 1994 reform, in other words, Bill C-17, will mean that on an annual basis, at least \$10 million less in benefit payments will go to our region. Further cuts would have disastrous consequences.

Implementation of the reform proposals would also cause some businesses to lose their employees. For instance, a number of owners and small businesses got in touch with me shortly after the reform document was released to discuss their concerns. They told me that they had to train their employees themselves, and they were afraid that when they were laid off, their workers would have to go on courses to train for other job opportunities.

To get back to the unemployment insurance program, when we consider amendments made to the legislation in recent years and the latest reform proposals, we have the impression that the government is attacking the unemployed as though they were responsible for the unemployment rate in this country. You know, I have been working with the unemployed for 12 years, and I know what they want.

• 1405

Ce que ces gens veulent, c'est de l'emploi et, malheureusement, la réforme ne contient aucun programme pour relancer l'emploi. La seule chose que l'on a trouvée pour remettre les gens au travail, c'est de les obliger à faire du travail communautaire lorsqu'ils sont en chômage. C'est un peu aberrant de voir que l'on veut couper les prestations d'assurance-chômage alors qu'on nous annonçait récemment que l'on prévoyait un surplus de 2 milliards de dollars cette année.

Un peu plus tôt, je vous parlais des impacts qu'aurait la réforme sur notre région. C'est assez facile pour moi de vous en parler car dans le comté de Montmagny, qui est situé tout près de nous, c'est-à-dire entre notre région et la Ville de Québec, les gens sont obligés actuellement d'accumuler un minimum de 16 semaines de travail pour avoir droit aux prestations, et cela leur donne droit à une période de 20 semaines de prestations seulement. Vous savez, ce n'est pas drôle pour quelqu'un de perdre ses prestations en février lorsque le travail ne recommence qu'en juin. Les mois de mars, avril et mai sont longs pour ces travailleurs.

À titre d'exemple, je vous cite le cas d'un homme de cette région que je connais. Il a 52 ans et il souffre de rhumatisme. Il doit se lever à 4h30 du matin pour aller en forêt dans des conditions assez difficiles. Il n'est même pas certain de pouvoir travailler assez longtemps pour réussir à recevoir des prestations d'assurance-chômage quelque temps. C'est carrément inhumain. C'est malheureux de voir une situation comme celle-là dans un pays comme le nôtre.

They want jobs, and unfortunately, these proposals do not include any programs to stimulate employment. The only way they have found to put people back to work is to make them do community work when they are unemployed. It is amazing that the government wants to cut unemployment insurance benefits when, not so long ago, it announced that a \$2 billion surplus was expected this year.

I spoke to you earlier about the impact on our region. In fact, I know whereof I speak, because in the riding of Montmagny which is next door, in other words between our region and Quebec City, people now have to accumulate at least 16 weeks of employment to qualify for benefits, and then they are only entitled to receive benefits for 20 weeks. Now, it is really no joke for someone to lose his benefits in February, when he can't get back to work until June. March, April and May seem to go on forever.

There's a man I know in this region. He's 52 and suffers from rheumatism. He has to get up at 4:30 in the morning to work in the bush under pretty harsh conditions. He's not even sure he will be able to work long enough to get any unemployment insurance benefits. This is inhuman. It is really too bad to see that sort of thing happening in a country like ours.

[Text]

Pour terminer, quand on regarde tout ce qui se passe depuis les dernières années, on ne peut faire autrement que d'être très inquiet pour l'avenir du programme d'assurance-chômage au Canada. Je me demande s'il y aura encore des prestations d'assurance-chômage dans cinq ou six ans.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Lagacé, pour votre intervention. Monsieur Saint-Pierre, avez-vous une intervention à faire? Vous pouvez commencer.

M. Adéodat St-Pierre (président, Coalition urgence rurale): La Coalition urgence rurale dessert sept territoires de la MRC, en partant de Rivière-du-Loup en allant vers la Gaspésie. On est actifs actuellement dans deux ou trois paroisses par MRC. On est en lien avec Solidarité rurale Québec. On a environ 1 500 membres individuels et corporatifs. Pourquoi la coalition? À cause de l'affaiblissement critique du monde rural.

Je vais aller au plus pressé et vous serez en mesure de lire notre document. Nous voulons changer des mentalités, permettre la prise en mains des gens pour se créer des emplois par des entreprises ou des ressources naturelles. On fait aussi le suivi des états généraux du monde rural en région.

Vous avez aussi, à la page 2, nos actions des cinq dernières années, au niveau de la politique de développement rural qui a été élaborée, des consultations et du travail dans les dossiers de résistance tels que les postes rurales, l'école de village, Radio-Canada et les fermes forestières.

La base de notre travail est l'éducation, la prise en charge par la formation et l'animation locale, et j'en passe.

Notre document traite presque exclusivement de l'emploi saisonnier à cause du problème incontournable dans les régions. Le développement de l'emploi dans notre région repose depuis longtemps sur le secteur primaire, l'agriculture, la forêt et la pêche commerciale. Ces secteurs génèrent des emplois saisonniers qui reviennent d'année en année. En agriculture, le besoin de main-d'œuvre se manifeste généralement quand il y a du travail aux champs, les semences et les récoltes. En forêt, il y a les conditions climatiques; de plus, les budgets qui sont attribués pour les travaux sylvicoles sont réduits d'année en année, ce qui réduit aussi les périodes de travail. Vous comprendrez qu'il est impossible de planter des arbres sous la neige. Donc, c'est saisonnier.

Au niveau du bûchage du bois, de la collecte de la ressource, quand les quantités sont épuisées pour l'année, on doit s'arrêter pour conserver la ressource.

• 1410

Au niveau de la pêche commerciale, c'est la même chose: la saison est courte et diminue de plus en plus à cause du manque de ressources. Au niveau de la transformation, c'est la même chose; pas de ressources, donc moins de transformation.

Le secteur tertiaire, plus particulièrement les emplois des secteurs public et parapublic, normalement bien rémunérés et permanents, ne crée plus d'emplois. Au contraire, ces emplois stables sont coupés et remplacés par des emplois contractuels ou

[Translation]

In concluding, when we look at everything that has happened in the past few years, there's every reason to be very concerned about the future of Canada's unemployment insurance program. I wonder whether unemployment insurance benefits will still exist five or six years from now.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Lagacé, for your presentation. Mr. Saint-Pierre, your presentation? You may proceed.

Mr. Adéodat St-Pierre (President, Coalition urgence rurale): The Coalition urgence rurale covers seven areas in the regional county municipality (RCM), extending from Rivière-du-Loup towards the Gaspé area. We are now active in two or three parishes in each RCM. We are connected with Solidarité rurale Québec. We have about 1,500 private and corporate members. The reason for this Coalition? A severe deterioration of the rural community.

I will be as quick as I can, and in any case you will be able to read our paper. We want to change attitudes and help people create their own jobs in the business or natural resources sectors. We also do follow-up work in the regions after the general meeting of rural stakeholders.

On page 2 you will find what we have done in the past five years which has included preparing a rural development policy, consultation and work on public protest actions concerning rural post offices, village schools, the CBC and tree farms.

Our work consists of education, empowerment through training and community involvement, to name only a few aspects.

Our paper deals almost exclusively with seasonal employment because the problem is unavoidable in our regions. For many years, employment development in our region has been limited to the primary sector, agriculture, forestry and commercial fisheries. These sectors generate seasonal jobs to which people return every year. In the agricultural sector, there's generally a demand for labour when there's work to do in the fields, during spring sowing and when crops are harvested. In the forestry sector, we have to contend with weather conditions. Furthermore, funding for tree planting has been cut over the years, which means less work. You'll agree it is impossible to plant trees when the snow is on the ground, so this is seasonal work.

As far as logging is concerned, when we harvest the resource, once we have cut the quota for the year, we have to stop because we have to conserve the resource.

The same holds true for the commercial fisheries: the season is short and is getting shorter because of the dwindling resource. The processing sector, the same story: no resource, less processing.

Jobs are no longer being created in the tertiary sector, and more specifically the public and parapublic sectors that usually provide well-paying, steady jobs. In fact, these steady jobs have been cut and replaced by contract or term employment. I

[Texte]

temporaires. Vous en savez quelque chose au gouvernement. Quand vous faites des coupures en région, c'est plus important parce que cinq emplois dans notre région, c'est comme 500 dans la ville de Montréal.

Au niveau touristique, les emplois sont aussi saisonniers, et c'est incontournable. Les gens ne viennent pas chercher beaucoup de froid; ils viennent plutôt chercher un peu de chaleur et de la nature. Nous avons une nature d'être qui intéresse plus de gens.

Au niveau du déficit à régler, bien qu'un meilleur contrôle des dépenses gouvernementales soit un objectif louable lorsque l'on considère l'endettement excessif du gouvernement canadien, il devient toutefois immoral que l'assainissement des finances publiques se fasse sur le dos des personnes les plus démunies de la société.

Par surcroît, l'absence flagrante d'une véritable politique de soutien à la création d'emplois rend plutôt indigeste cette réforme qu'on présente comme une panacée permettant aux Canadiens et aux Canadiennes de relever les défis de demain. Afin de stimuler tous les Canadiens et Canadiennes à faire leur part pour réduire le déficit, ne serait-il pas urgent que cette réduction soit portée sur les mieux nantis? Le maire de Montréal nous donne un exemple à cet égard: il a refusé son salaire.

En conclusion, les emplois saisonniers représentent une partie importante de l'emploi en région. La difficulté évidente de changer cette situation à court ou à moyen terme fait que nous vous demandons d'agir avec prudence et discernement en ce qui concerne la réforme des programmes d'assurance-chômage.

Nous vous suggérons de revoir la réforme en intégrant une véritable politique de soutien à la création d'emplois pour nous permettre de relever le défi du marché du travail en plein changement. Nous vous exhortons à apporter une attention particulière au caractère de l'emploi de chaque région du Québec, comme vous le constatez actuellement. Votre programme laisse sans protection une grande partie de la main-d'œuvre. Il s'agit d'éviter le piège qui consiste à laisser sans protection la main-d'œuvre saisonnière régionale. Le secteur forestier est un exemple qui illustre bien l'enjeu.

Le mode de tenure ne changera pas du jour au lendemain, mais il s'impose de créer une catégorie de propriétaires forestiers entrepreneurs responsables et engagés localement. Seule une véritable politique d'emploi peut diminuer les prestations sociales.

Le président: Merci beaucoup, monsieur St-Pierre. Nous allons commencer la période de questions. Nous allons commencer par le Bloc québécois, avec M. Asselin.

M. Asselin (Charlevoix): Je suis parti hier d'Ottawa afin de représenter la population de la Côte-Nord qui partage un peu les mêmes problèmes que les gens de la Rive-Sud. Comme la commission n'ira pas du côté nord du fleuve Saint-Laurent, vous me permettrez d'être le porte-parole des gens de cette région.

Je suis député de Charlevoix, l'ancien comté du premier ministre Brian Mulroney et, même malgré cela, nous vivons sur la Côte-Nord des problèmes accrus.

Je dois féliciter les intervenants de cet avant-midi pour la qualité et l'ampleur des mémoires, et les remercier d'avoir pris le temps de se préparer à venir convaincre la commission des inquiétudes de leur milieu. Je suis convaincu que la qualité des présentations cet après-midi sera tout aussi bonne, sinon meilleure.

[Traduction]

assume you know about that, being in the government. When you cut jobs in a region, the impact is greater because five jobs in our region is equivalent to 500 jobs in the City of Montreal.

In the tourism sector, the jobs are seasonal as well, which is inevitable. People don't care much for the cold. They come in the summer, for the scenery. People are more attracted to what it's like here in the summer.

Regarding the deficit, although improving government spending controls is a very good idea, when you consider the enormous debt of the Canadian government, it is nevertheless immoral to cut spending at the expense of the needy in our society.

Furthermore, the telling lack of a genuine policy to support job creation does nothing to make this reform palatable, although it is supposed to help Canadians to meet the challenges of the future. If the aim is to encourage all Canadians to do their share to reduce the deficit, should the government not urgently consider doing so at the expense of the wealthy in our society? The mayor of Montreal has set an example in this respect: he will not accept a salary.

In concluding, seasonal jobs present a major part of the jobs in the region. Since it is obviously difficult to change the situation, in the short and medium term, we ask you to proceed with the utmost prudence and discretion in the implementation of the changes in UI programs.

We suggest that you revise these proposals to include a genuine policy to support job creation so that we will be able to meet the challenges of a changing labor market. We urge you to be mindful of the specific employment characteristics of each region of Quebec, the one you are visiting now. Your proposals leave a large part of the labor force without any protection whatsoever. You must not fall into the trap of leaving seasonal workers in the region without any protection at all. The forestry sector is a case in point.

The land tenure regime will not change overnight, but a category of forest owners who are responsible entrepreneurs and locally committed must be established without fail. Only a genuine employment policy can reduce social benefits.

The Chairman: Thank you very much, Mr. St-Pierre. We will now start our question period. First, the Bloc Québécois, with Mr. Asselin.

M. Asselin (Charlevoix): I left Ottawa yesterday to come and represent the people of the North Shore whose problems are more or less identical to those of the South Shore. Since the committee is not to go to the North Shore of the Saint-Lawrence, I would like to take this opportunity to speak for the people of that region.

I am the member for Charlevoix, the former riding of Prime minister Brian Mulroney, but despite that, the situation has become worse on the North Shore.

I want to commend those who spoke this afternoon for their excellent and extensive briefs, thank them for taking the time to appear for these hearings and come here to tell the committee about the concerns of their communities. I am sure that the presentations we will hear this afternoon will be equally good if not better.

[Text]

Monsieur le président, je suis convaincu que vous et les gens de votre gouvernement serez les porte-parole de ces gens afin de convaincre le ministre Axworthy de mettre fin aux consultations afin de faire des réalisations positives et concrètes.

[Translation]

Mr. Chairman, I am sure that you and other government members will speak up for these people and persuade Minister Axworthy to call an end to these consultations and to take some positive and concrete action.

• 1415

Monsieur le président, les gens de la Côte-Nord, comme ceux de la Rive-Sud, veulent avoir une réforme qui soit équitable et qui rende justice à chacun. On a entendu parler ce matin d'un Canada où il fait bon vivre. C'était peut-être cela dans le passé. La coupe des programmes sociaux inquiète drôlement et particulièrement la population du Québec.

On dit qu'on va couper dans les programmes sociaux. Monsieur le président, si c'est le cas, nous créerons de plus en plus de pauvreté, de plus en plus d'insécurité sociale, de problèmes familiaux, de délinquance, et ce, jusqu'à la révolte.

Monsieur le président, il faut éliminer les dépenses ridicules et mettre fin au gaspillage des fonds publics. Il faut également éliminer les chevauchements inutiles. Nous demandons le retrait du fédéral des champs de compétence provinciale.

Monsieur le président, la création d'emplois est la seule et unique solution pour régler les problèmes du chômage; elle doit être équitable pour les femmes, pour les hommes et pour les étudiants. Il faut régler le problème de l'éducation afin d'empêcher le décrochage scolaire et d'encourager la formation.

La position du Bloc québécois est de défendre les intérêts du Québec et d'aller chercher le maximum, de protéger les étudiants, les familles à faible revenu, les chômeurs, les handicapés, les personnes âgées, etc.

Monsieur le président, la dette du Canada est trop importante. Nous payons de plus en plus d'impôts. Nous ne sommes plus capables d'en payer. La seule et unique solution, c'est de couper dans les dépenses.

En campagne électorale, le Parti libéral avait un Livre rouge qui s'est transformé en Livre vert, Livre mauve, Livre orange, Livre gris. J'espère que le résultat ne sera pas le Livre noir.

M. Bertrand: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Nous sommes ici pour poser des questions, et non pour entendre une théorie.

M. Asselin: Je suis d'accord, monsieur le président, mais, comme je vous le disais au départ, afin de diminuer les dépenses, j'accepte que la commission ne siège pas sur la Côte-Nord. Je suis parti d'Ottawa pour représenter les gens de la Côte-Nord et de Charlevoix. Permettez-moi au moins de parler en leur nom.

Je pose immédiatement ma question, monsieur le président, et je laisse aux panélistes la latitude de me répondre. Seriez-vous d'accord que le gouvernement fédéral, comme l'a fait le gouvernement du Québec, instaure des programmes ajustables à chacune des régions pour exploiter les ressources naturelles de votre milieu? Et vous opposez-vous à ce que le gouvernement fédéral coupe dans les transferts aux provinces car, s'il coupe dans ces transferts aux provinces, celles-ci vont transférer leurs pouvoirs aux municipalités, et vous allez payer encore plus?

Ce sont mes questions. Merci, monsieur le président.

Mr. Chairman, people on the North Shore, as well as those on the South Shore, want a reform that would be fair and equitable to all. This morning someone mentioned that Canada was one of the best places to live. That might have been true in the past. Canadians and especially Quebecers are deeply concerned by the proposed cuts to social programs.

It is said that cuts will be made to social programs. Mr. Chairman, if that is the case, it will give rise to more poverty, more social insecurity, more family problems, more criminal behaviour, to the point that people will eventually revolt.

Mr. Chairman, we must eliminate unnecessary and frivolous spending and put an end to the waste of public money. We must also eliminate unnecessary duplication. The federal government must cease interfering in areas of provincial jurisdiction.

Mr. Chairman, job creation is the one and only way to solve the unemployment problem. Any job creation program must be fair to women, to men and to students. We must solve the education problem to lower the drop-out rate and to encourage training.

The Bloc québécois's position is to defend Quebec's interests and to try to get the most it can, to protect students, low income families, the unemployed, the disabled, senior citizens and so on.

Mr. Chairman, Canada's debt is much too high, we are paying more and more taxes, and we can not pay any more. There is only one solution to the problem, and that is to cut spending.

During the election campaign, the Liberal party had a red book, that led to a green paper, a mauve paper, an orange paper and finally a grey paper. I hope that we will not end up with a black paper.

M. Bertrand: Mr. Chairman, on a point of order. We are here to ask questions, and not to expound theories.

M. Asselin: I agree, Mr. Chairman, but as I mentioned at the outset, I accepted the fact that the committee could not travel to the North Shore in order to keep its expenses to a minimum. I came from Ottawa to represent people from the North Shore and the riding of Charlevoix. I must at least be allowed to speak on their behalf.

I will ask my question right away, Mr. Chairman, and let the panel members answer. Do you think that the Federal government should follow the Quebec government's example and create programs that could be adapted to any region in order to develop its natural resources? Since any cut in transfer payments to the provinces by the Federal government would bring about a transfer by the provinces of responsibilities to the municipalities, which means that you would pay even more, are you opposed to any cut in federal transfer payments?

Those are my questions. Thank you, Mr. Chairman.

[Texte]

Le président: Merci, monsieur Asselin. Est-ce que quelqu'un voudrait répondre à la question de M. Asselin?

M. St-Pierre: Un gouvernement doit répartir la richesse. Si, dans nos régions, nous n'avons pas un retour des richesses des grands centres pour être capables de maintenir la viabilité de la population, nous allons remettre en question la raison d'être du gouvernement. Les paiements de transfert, comme les politiques de soutien à la population, sont indispensables.

M. Crête: Monsieur Lagacé, je sais que vous connaissez assez bien la Loi sur l'assurance-chômage. J'aimerais que vous donniez aux membres du Comité deux ou trois exemples de choses qui vous semblent aberrantes dans cette loi et que vous changeriez si vous étiez le ministre demain matin.

M. Lagacé: C'est une question à 100\$, monsieur le député. Il y a bien des choses que je changerai demain matin. Je m'étais préparé à cela. Il y a bien des injustices.

• 1420

Actuellement, la plus grosse injustice dans la Loi sur l'assurance-chômage, c'est qu'on dit que l'emploi des conjoints dans les entreprises devrait être assurable, alors que dans la pratique, le nombre de demandes de révision que je fais chaque semaine est aberrant. J'aimerais que les membres du Comité écoutent bien ce que je vais leur dire. À quoi sert la demande de révision de l'assurabilité? J'aimerais rencontrer les fonctionnaires qui s'occupent de ces demandes, parce que je ne comprends absolument pas.

En principe, monsieur le député, l'emploi du coinjoint est assurable si celui-ci ne possède pas 40 p. 100 ou plus de l'entreprise, et c'est clair dans la loi. Mais en pratique, je vois chaque semaine des gens qui vivent des situations aberrantes parce qu'ils attendent depuis un ans ou deux de recevoir des prestations d'assurance-chômage et qu'ils n'en n'ont pas. Ça, c'est une chose.

J'ai une deuxième préoccupation. On parle beaucoup de formation. On m'a dit que, cette année, on avait consacré 1,9 milliard de dollars en formation, alors que ce n'est pas si évident que ça. Certains programmes sont offerts, mais d'autres, que les gens veulent, ne sont pas disponibles. C'est une autre chose que je changerai.

Enfin, pour moi, le programme d'assurance-chômage est un programme de partage. Fiez-vous à mon expérience: j'aime bien mieux avoir du travail, payer de l'assurance-chômage et payer de l'impôt que d'être obligé d'attendre des prestations d'assurance-chômage. Pour moi, le programme d'assurance-chômage est un programme de partage de la richesse. Donc, pourquoi est-ce si compliqué d'obtenir des prestations d'assurance-chômage? Comme je le disais tout à l'heure à propos des gens de Montmagny, c'est affreux ce qu'on voit là. Je pense que cela devrait être une norme universelle. On devrait permettre aux gens d'avoir de l'assurance-chômage afin qu'il y ait un meilleur partage des richesses.

Le président: Merci, monsieur Lagacé, pour cette réponse très au point. Monsieur Ringma, vous allez poursuivre pour le Parti réformiste.

M. Ringma: Merci pour les présentations. Nous ne sommes pas ici pour faire un discours, mais pour vous écouter.

[Traduction]

The Chairman: Thank you, Mr. Asselin. Would anyone like to answer Mr. Asselin's question?

M. St-Pierre: A government must redistribute wealth. If in our regions we do not get our fair share of the wealth as compared to other cities and we can not maintain the viability of our population base, we will start questioning the usefulness of the government. Transfer payments, like support policies are necessary.

M. Crête: Mr. Lagacé, I know that you know quite a bit about the Unemployment Insurance Act. I would like you to give committee members two or three examples of things that you believe are absurd in this Act and I would like you to tell us what you would change right away if you were the minister responsible.

M. Lagacé: Well, that is the \$100 question. There are a lot of things that I would change tomorrow morning. I have already thought about the issue. There is a lot of unfairness in the Act.

Currently, the most unfair aspect of the Unemployment Insurance Act is that the Government says that the work of a spouse in the family business should be insurable, whereas in fact, every week I must make an unbelievable number of applications for review. I would like the committee members to listen very closely to what I am saying. What is the purpose on an application for review of insurability? I would like to meet the officials who are responsible for these applications, because I really do not understand.

In principle, Mr. Crête, the work of a spouse is insurable as long as he or she does not own more than 40% of the business. It is stated very clearly in the Act. However, every single week, I see people who live in shocking straits because they have been waiting to receive UI benefits for a year or even two years and they still can't get them. That is one of the problems.

I have another concern. A lot has been made of training. I have been told that this year the Government invested 1.9 billion dollars in training, and what do we have to show for it? There are some programs, but others, those that the people want to have, are not available. That is another thing that I would change.

Finally, I believe that the Unemployment Insurance Program is a program to share the wealth. Trust me, I know the issue. I would much rather have a job, pay unemployment insurance premiums and pay income tax rather than have to wait for unemployment insurance benefits. I believe that the Unemployment Insurance Program is a program to insure that the wealth is being redistributed amongst Canadians. Why then is it so difficult to get unemployment insurance benefits? As I pointed out earlier, when I was talking about people from the Montmagny area, what we see there is absolutely unbelievable. I think that there should be a universal standard. We should give people unemployment insurance benefits in order to ensure a better distribution of wealth.

The Chairman: Thank you, Mr. Lagacé, for a very direct answer. Mr. Ringma, do you want to ask questions for the Reform Party?

M. Ringma: Thank you for your presentations, we are not here to make speeches, but to listen to you.

[Text]

J'aimerais que vous compariez la prestation des programmes au niveau local et au niveau universel. Je m'explique.

Nous avons appris, pas seulement par vous, mais par les autres témoignages entendus pendant la semaine, que c'était au niveau de la communauté que l'on connaît les problèmes en détail, que ce soit les aînés, les enfants, le chômage ou quoi que ce soit d'autre. De plus, vous connaissez les solutions. Vous êtes capables de dire: Voici la meilleure solution pour tel et tel cas. Nous pouvons dire que vous pouvez faire le choix de livrer les solutions et les programmes, mais les autres disent que cela doit être universel.

Deux facteurs sont en jeu: le facteur de l'universalité, c'est-à-dire une philosophie selon laquelle tout le monde doit avoir la même chose, et le facteur de la bureaucratie, à savoir que si on décide à Ottawa ou à Québec, il faut décider pour tout le monde. Pouvez-vous comparer ces deux choses, l'universalité de la prestation et les décisions qu'on peut prendre localement?

M. Lagacé: Je ne suis pas sûr, monsieur le député, de comprendre votre question. Je vais répondre selon ce que je comprends.

Je pense que la façon de régler le problème au Québec comme en Ontario, comme partout au Canada, est la même. Ce que les chômeurs veulent, c'est de l'emploi. C'est bien simple, il s'agit d'en créer. Vous allez me dire que c'est compliqué. Non, parce que pour créer de l'emploi, il faut de l'argent. De l'argent, je peux vous donner quelques façons d'en trouver. Il y a du gaspillage qui se fait et il y a de grandes sociétés qui ne paient pas un sou d'impôt. Ce serait des moyens d'aller chercher de l'argent.

Cela me fatigue un peu, monsieur le député, quand je constate — et je m'excuse si je froisse des gens — les heures et l'argent qu'on met pour faire des choses comme cela. Si on mettait le même temps et le même argent à la création d'emplois, je suis certain qu'on réussirait à faire des choses.

Des voix: Bravo, bravo!

• 1425

M. St-Pierre: Je voudrais intervenir d'une façon un peu différente, mais qui, je pense, va répondre partiellement à la question de la difficulté de gérer en fonction des différences. La nouvelle politique comporte des changements, et la consultation que vous faites porte sur ces mêmes changements, qui créeraient certaines catégories de chômeurs. Dans une région comme la nôtre, il ne coûterait pas plus cher de les gérer en fonction de la situation incontournable de l'emploi saisonnier.

Il est impossible de faire des emplois permanents de la majeure des emplois qui existent dans notre région, parce qu'ils dépendent des saisons. On pêche au printemps et on est obligés de s'arrêter à l'automne. Il en va de même pour la forêt, l'agriculture et le tourisme.

On pense même que le fait de créer des catégories de chômeurs pourrait avoir un effet contraire à l'effet souhaité sur la population. Dans le cas d'une catégorie de chômeurs, l'intérêt pour le travail pourra baisser et on la retrouvera ailleurs, c'est-à-dire au bien-être social. À un certain moment, il va falloir qu'il y ait une sécurité du revenu.

[Translation]

I would like you to compare local program delivery to universal program delivery. Let me explain.

We have learned, not only from you but from other witnesses we have heard throughout the week, that it is at the community level that people have a better grasp of the problems that are faced by senior citizens, children, the unemployed or whatever. Moreover, you know the solutions to those problems. You are able to say: Here is the best solution in this or that case. We might conclude that you would be in a better position to find solutions and deliver programs whereas others would say that we must maintain a universal system.

Two questions are at issue: Universality, that is a philosophy according to which all Canadians must receive the same thing, and then the Government bureaucracy issue, that is that if the decision is made in Ottawa or in Quebec, the decision on the program is the same for all. Can you compare these two things, the universality of delivery and the fact that decision could be made on a local level?

M. Lagacé: I am not quite sure, Mr. Ringma, that I understand your question. Still I will try to answer.

I think that the solution to the problem is the same for Québec, for Ontario or any other region of the country. What the unemployed want are jobs. It is quite simple, all we have to do is create jobs. You will tell me that it is a complex issue. Well, to create jobs, we need money. We can tell you ways of finding money. There is a lot of waste and there are large corporations that do not pay a cent of tax. This is how you could find the money.

M. Ringma: I am fed up to realize—and I am sorry if I offend anyone—how much time and money is invested in things like this. If we invested the same time and money in creating jobs, I am sure we could do something.

Some hon. members: Hear! Hear!

M. St-Pierre: I would like to approach the problem in a different way, but I think my comment will partly answer your question regarding the difficulty of managing a system given regional disparities. The new policy involves changes, and your consultation process deals with those very changes, it would create various categories of claimants. In a region like ours, it would not be more expensive to manage the programs taking into account the unavoidable seasonal character of jobs.

It is impossible to transform into full-time jobs most of the jobs that we have in this region because these are seasonal jobs. We fish in the spring and we have to stop in the fall. The same problem exists for forest development, agriculture and tourism.

We think that the creation of categories might not have the expected effect on the population. Some unemployed will lose all interest in finding a job and they will eventually receive benefits, but these will be welfare benefits. At one point there will have to be some form of income security.

[Texte]

À ce moment-là, on changera le travail de place, mais la quantité de travail sera toujours la même. On a une population de x et une somme x de travail. Il va falloir s'organiser dans le cadre de cette réalité. À mon avis, il n'est pas très savant de vouloir établir des catégories de travailleurs quand on sait à l'avance que la situation, dans notre région, est incontournable; le travail y est saisonnier.

Le président: Merci, monsieur St-Pierre et merci, monsieur Ringma. Nous passons maintenant au Parti Libéral. Monsieur Alcock.

Mr. Alcock: I'm afraid I'll have to speak English.

I actually have a question for Mr. Lagacé and Ms Bilocq. You raised a couple of very interesting points. It's interesting that as we go across the country—we started in Whitehorse and then moved to Vancouver, to the prairies, and to Ontario—the same issues get raised. One issue is how the services are fragmented.

Mr. Lagacé, you said something that I thought was interesting when you made a throw-away comment that maybe they should all be on unemployment insurance. It was an interesting comment, because the difference between a person who gets support under unemployment insurance and a person who gets support under welfare now has little to do with the person. It has to do more with the programs they have been able to access.

So one of the discussions has been on whether it should all be the same. Should everybody have access to the same type of support program, possibly by putting unemployed individuals under unemployment insurance, whether they have entitlements or not, and allowing them access to training?

The second interesting point—and Ms Bilocq mentioned this—is the importance of having the services closest to the community designed closest to the community. This was argued very strongly in Toronto, that what we should be doing is not delivering services from the federal level but funding community groups to provide the support services. We should try to make a single form of income support and then directly fund, not through intergovernmental agreements but directly fund, community groups to provide the support services, the day care service, the training, the access—all the supports people may need to get back to work.

Mr. Lagacé, did I hear you correctly? Is that what you were talking about, or something like that?

M. Lagacé: Je m'excuse, monsieur le député. Voulez-vous répéter, s'il vous plaît? Il y a eu certains problèmes à la fin, monsieur le président. Je n'ai pas bien compris la question de M. le député.

The Chairman: He wants you to repeat your question so he can understand it.

Mr. Alcock: You made the comment that maybe we should put all people on unemployment insurance. Is that what you meant when you made that comment?

[Traduction]

All that is going to happen is that the work will be found elsewhere but the number of jobs will not change. We have a given population and a given number of jobs. We'll have to face these facts. I think it's not too smart to try to create categories of claimants when we know before hand that the situation in our region will not change because jobs are seasonal.

The Chairman: Thank you, Mr. St-Pierre and Mr. Ringma. We'll now go on to the Liberal Party. Mr. Alcock you have the floor.

M. Alcock: Je devrai malheureusement m'adresser à vous en anglais.

Ma question s'adresse à M. Lagacé et à M^{me} Bilocq. Vous avez fait des commentaires fort intéressants. Il est intéressant de noter que, peu importe la région où l'on se trouve—nous avons commencé nos déplacements à White Horse puis nous sommes allés à Vancouver, nous avons visité les Prairies puis nous sommes allés en Ontario—les mêmes problèmes existent. On parle par exemple de la fragmentation des services.

Monsieur Lagacé vous avez fait un commentaire particulièrement intéressant lorsque vous avez dit en passant qu'il faudrait peut-être que tous les Canadiens reçoivent des prestations d'assurance-chômage. C'était un commentaire intéressant parce que les différences entre le prestataire d'assurance-chômage et le prestataire d'aide sociale n'a rien à voir vraiment avec la personne. La différence tient plutôt aux programmes auxquels ils ont pu avoir accès.

Nous nous sommes donc demandé si tout le monde devrait avoir accès au même programme de soutien; peut-être pourrait-on donner simplement à tous les chômeurs des prestations d'assurance-chômage, qu'ils y soient admissibles ou pas, et leur permettre d'avoir accès aux programmes de formation.

Le deuxième commentaire intéressant—et c'est M^{me} Bilocq qui l'a fait—portait sur l'importance de rapprocher la prestation des services de la communauté qui y a accès. Plusieurs intervenants à Toronto ont dit avec beaucoup de vigueur que la prestation des services ne devra pas relever du gouvernement fédéral mais que ce dernier devrait plutôt offrir une aide financière aux groupes communautaires pour qu'ils assument la responsabilité de la prestation de ces services de soutien. On nous a dit qu'il fallait y avoir un type unique de soutien du revenu et qu'il fallait financer directement, et non pas par l'entremise d'ententes gouvernementales, les groupes communautaires qui se chargeront de la prestation des services de soutien, des services de garderie, de la formation, de l'accès—toute l'aide dont les gens ont besoin pour retourner au travail.

Monsieur Lagacé, est-ce que j'ai bien compris ce que vous avez dit? Est-ce bien cela que vous proposez?

M. Lagacé: I'm sorry, Mr. Alcock. Can you repeat please? I had some problems at the end of the statement, Mr. Chairman. I did not quite understand Mr. Alcock's question.

The Chairman: Il veut que vous répétez votre question pour qu'il la comprenne mieux.

Mr. Alcock: Vous avez dit qu'il faudrait peut-être que tous les gens reçoivent des prestations d'assurance-chômage. Est-ce que c'est ce que vous vouliez dire?

[Text]

Mr. Ringma: Reg, excuse me, but I think he was answering my question on universality compared with delivering specific programs that they can decide on at the local level.

M. Lagacé: En fin de compte, monsieur le député, je crois que vous voulez en venir à une espèce de revenu minimum garanti.

Je crois que c'est la solution idéale, mais il faudrait que les partenaires s'entendent sur une forme de revenu minimum garanti.

[Translation]

M. Ringma: Reg, je m'excuse, mais je crois que le témoin répondait à ma question sur l'universalité car on comparait le principe de l'universalité à la prestation de programmes précis qui seraient conçus au niveau local.

Mr. Lagacé: In fact, Mr. Alcock, I think that what you are suggesting is some form of guaranteed minimum income.

I think that would be the ideal solution, but it would only be possible if various partners agreed on what form this would take.

• 1430

Ce que j'essaie de faire ressortir aujourd'hui, c'est que la formation ne répond pas à tout. Je suis pour la formation. Cependant, vous savez qu'il y a des gens qui ont une formation assez poussée et qui travaillent dans des épiceries.

Ce n'est pas en faisant de la formation, en coupant les prestations des gens, en augmentant le nombre de semaines exigées pour avoir droit à l'assurance-chômage, en obligeant les gens à faire du travail communautaire, qu'on ajoutera de la tourbe à nos tourbières, qu'on aura plus de poissons à pêcher, plus de bois dans nos forêts et plus de touristes dans notre région.

Il y a une réalité concrète. Cette réalité est que les gens n'ont que du travail saisonnier et qu'ils ont besoin de prestations d'assurance-chômage pour vivre. C'est un minimum. Je suis d'accord avec vous qu'idéalement, il faudrait avoir un système de revenu minimum garanti, mais d'ici là, avant qu'on ait cette solution, on a besoin de l'assurance-chômage.

M. Caron: Pour ce qui est de votre question, il est évident que les organismes communautaires aimeraient avoir davantage de financement pour pouvoir donner de meilleurs services à la population qu'ils rejoignent. La question est de savoir si cet argent devrait provenir d'un seul point. Ce n'est pas vraiment à nous d'en décider. On peut participer à la recherche de solutions qui correspondent aux besoins des gens, des solutions économiques et qui soient porteuses de succès sur le terrain.

Quant à savoir d'où viendra cet argent, je pense que c'est un point à discuter entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Je ne pense pas que nous ayons à décider d'où doit provenir cet argent. Ce qui est important, c'est qu'on travaille ensemble pour faire en sorte que les gens puissent sortir de la pauvreté et éventuellement être des Canadiens, des Canadiennes actifs qui puissent travailler et participer à la richesse du pays. C'est ce qu'on vise.

Mme Bilocq: Plus on va exhorter les gens qui sont près de la situation problématique à travailler à la recherche de solutions à leurs difficultés, plus on a de chances de réussir à trouver ces solutions. Et nous, en tant qu'organismes communautaires, nous sommes près de ces gens. Si on nous reconnaît un rôle au moyen d'un financement, imaginez ce qu'on pourra faire.

Le président: Merci, madame Bilocq. Monsieur Bertrand.

M. Bertrand: J'adresserai un commentaire à M. Lagacé et une question à M. St-Pierre.

What I'm trying to point out today is that training is not always the answer. I believe in training. However there are people who have quite a lot of training and yet are working in grocery stores.

Providing training, cutting people's benefits, increasing the number of weeks required for entitlement to unemployment insurance, forcing people to do community work will not add peat to our bog, give us more fish to catch, more wood in our forest or more tourists in our region.

One thing is for sure. People only have seasonal work and they need unemployment insurance benefits in order to live. It is a minimum. I agree with you that, ideally, we need a system of guaranteed minimum income, but, in the meantime, we need unemployment insurance.

Mr. Caron: As regards your question, clearly community agencies would like more funding in order to be able to provide better services to their clientele. The question is whether the money should come from a single source. It is not really up to us to decide that. We can help find solutions to meet people's needs, economic solutions that are successful in the field.

As to the source of this money, I think it is a matter of discussion between the federal and provincial governments. I don't think it is up to us to decide. What is important is that we work together to help the people break free of their poverty and eventually be active Canadians working and enjoying the wealth of the country. This is what we're aiming at.

Ms Bilocq: The more we invite the people close to the problem to work to find solutions to their difficulties, the more likelihood we have of finding solutions. As community agencies we are close to these people. If our role is recognized and we are given the necessary funding, imagine what we could do.

The Chairman: Thank you, Ms Bilocq. Mr. Bertrand.

Mr. Bertrand: I have a comment for Mr. Lagacé and a question for Mr. St-Pierre.

[Texte]

À une question que mon collègue de Kamouraska—Rivière-du-Loup vous a posée, vous avez répondu que vous feriez disparaître le terme «conjoint». Pour ma part, j'irais un peu plus loin. J'enlèverais l'expression «lien de parenté». Je peux vous dire que tous les députés ici ont des problèmes avec cette fichue expression. Tous les députés ont des problèmes avec cette partie de l'assurance-chômage.

Je vais poser ma question.

M. Lagacé: Je voudrais seulement ajouter une note complémentaire à ce que vous dites. Je veux bien comprendre que les députés aient des problèmes avec cette expression, mais imaginez-vous les problèmes qu'elle pose aux femmes qui attendent leur l'argent.

J'irais plus loin que d'enlever le «lien de parenté». Depuis quelques mois, comme vous avez dû le voir à vos bureaux, on parle maintenant de «lien de dépendance». Imaginez-vous! Cet après-midi, nous avons peut-être un lien de dépendance, tous assis que nous sommes autour de la table. Quelqu'un pourrait prétendre qu'on a un lien de dépendance.

Le président: Vous voulez poser une question à M. St-Pierre?

M. Bertrand: À M. St-Pierre, oui. Dans la dernière phrase de votre conclusion, vous dites:

...mais il s'impose pour créer une catégorie de propriétaires forestiers entrepreneurs responsables et engagés localement.

J'aimerais que vous élaboreriez un peu plus sur votre idée.

M. St-Pierre: En fait, c'est une chose qui relève davantage du provincial. Cependant, du point de vue du soutien, elle est du ressort de l'ensemble des gouvernements. Il s'agit de la ferme forestière qui, dans nos régions, est devenue une nécessité. En effet, de la façon dont la forêt est exploitée à l'heure actuelle, il y aura bientôt un manque de ressources. Quand on utilise l'expression «engagés socialement», on veut dire que ces entrepreneurs feraient une collecte de la ressource en songeant à l'avenir.

• 1435

Selon moi, le développement durable consiste à prendre ce dont j'ai besoin aujourd'hui en en laissant pour la génération suivante.

Quand je parle d'engagement local, j'entends que l'effort de tout le monde est requis et que cet effort doit être supporté. Le bénévolat, c'est bien et j'en suis, mais il vient un moment où il faut aussi un soutien pour réussir à animer le milieu.

Le président: Merci beaucoup. Malheureusement, notre temps est écoulé.

M. Crête: Monsieur le président, j'aurais un dernier commentaire.

Nous sommes venus à Rivière-du-Loup pour bien faire saisir aux gens la réalité particulière du travail saisonnier, et je trouve que ce groupe en fait clairement la démonstration. L'objectif, en fin de compte, serait davantage de transformer l'économie que de changer les modalités de l'assurance-chômage.

Je répéterai une citation qu'on a entendue ce matin quand j'ai dit à quelqu'un que, s'il devenait ministre, j'espérais qu'il ne fasse pas la même chose. En 1989, M. Axworthy a dit:

[Traduction]

You responded to a question from my colleague from Kamouraska—Rivière-du-Loup by saying that you would remove the term "spouse". I would go further than that. I would remove the expression "relationship". I can tell you that all of the members here have had problems with this wretched expression. All of the members are having problems with this part of unemployment insurance.

Here is my question.

Mr. Lagacé: I would simply like to add something to what you have said. I can understand that members have had problems with this expression, but imagine the problems it poses for women waiting for their money.

I would do even more than remove "relationship". In recent months, as you have doubtless seen in your offices, the expression "reason for dependence" is now being used. Imagine! This afternoon, all sitting around this table, we have perhaps a reason for dependence. Someone could say that there was a reason for dependence.

The Chairman: Do you have a question for Mr. St-Pierre?

M. Bertrand: For Mr. St-Pierre, yes. In the last sentence of your conclusion, you say:

...a category of forest owners who are responsible entrepreneurs and locally committed must be established without fail.

Could you expand on your idea.

M. St-Pierre: This is in fact more of a provincial matter. However from the standpoint of support, it comes under all governments. I am talking about tree farms, which, in our region have become a necessity. Given current forestry operations, there will soon be a resource shortage. By "socially committed" we mean that these entrepreneurs would harvest the resource with an eye to the future.

In my view, sustainable development involves taking what I need today and leaving some for the next generation.

When I talk about local commitment, I mean that everybody has to make an effort and this effort must be supported. It's fine to be a volunteer, and I am one, but the time comes when support is also needed in order to bring life to the community.

The Chairman: Thank you very much. Unfortunately, our time has run out.

M. Crête: Mr. Chairman, I have one final comment.

We came to Rivière-du-Loup to get people to understand what seasonal work is all about, and I find that this group has demonstrated it clearly. The objective, in the end, is to change the economy rather than to change the terms of unemployment insurance.

I will repeat a quote we heard this morning when I told someone that if he became Minister, I hope he would not do the same thing. In 1989, Mr. Axworthy said:

[Text]

[Translation]

Si j'étais ministre [...] je contrôlerais les taux d'intérêts, j'augmenterais les impôts sur les gains en capital et je verrais à ce que les entreprises paient leur juste part d'impôts, j'annulerais les restrictions à l'assurance-chômage. . .

Il lui reste juste à le faire!

Le président: Est-ce qu'il y a eu une réponse?

M. Crête: Je ne voulais pas prendre le temps du ministre.

Le président: Vous risqueriez de provoquer d'autres interventions. Je pense qu'effectivement, le phénomène du travail saisonnier que vous avez décrit est un facteur important de l'économie du Bas-Saint-Laurent et de votre région. En temps que député de la Nouvelle-Écosse, je vis à peu près la même réalité. Il est évident que dans une économie qui dépend des ressources primaires ou naturelles, comme la pêche, les forêts ou l'agriculture, le travail est forcément saisonnier. Dans notre économie, que ce soit ici ou bien d'autres endroits du Canada, nous faisons face à une réalité saisonnière.

Un des défis qui se posent à nous, surtout à propos du programme d'assurance-chômage, c'est de réussir à l'améliorer tout en tenant compte de cette réalité et, par ailleurs, de permettre à une économie comme la vôtre d'avoir accès à de nouveaux emplois. Il y a peut-être là une orientation pour une stratégie d'emploi. Je pense qu'une stratégie d'emploi en vue de l'avenir ne doit pas prévoir trois ou quatre mois de travail par année, et l'assurance-chômage le reste du temps. Elle doit tendre vers une économie qui fonctionne 12 mois par année, même dans des endroits comme le Bas-Saint-Laurent et le Cap-Breton, d'où je viens.

Mon commentaire est une riposte au commentaire de M. Crête. La réalité saisonnière, nous la connaissons et elle est au cœur de nos préoccupations.

Je vous remercie d'avoir fait l'effort de venir présenter votre mémoire devant notre Comité. Nous vous sommes reconnaissants de votre participation.

M. Lagacé: C'est nous qui vous remercions, monsieur le président, d'être venus à Rivière-du-Loup.

Le président: Mesdames et messieurs, nos prochains témoins représentent le Ralliement gaspésien et madelinot, la Municipalité régionale du comté des Îles-de-la-Madeleine et le Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

That if he were Minister [...] he would monitor interest rates, increase capital gains taxes and ensure that businesses paid their fair share of taxes, remove restrictions to unemployment insurance. . .

All that is left is for him to do it!

The Chairman: Was there any response?

Mr. Crête: I didn't want to take the Minister's time.

The Chairman: You could well prompt other remarks. I believe that the phenomenon of seasonal work you describe is a major factor in the economy of the Lower St. Lawrence and of your region. As a Member from Nova Scotia, my experience is pretty much the same. It goes without saying, in an economy dependent on primary or natural resources, like fishing, forestry or agriculture, the work is inevitably seasonal. In our economy, either here or in many other places in Canada, we are dealing with a seasonal situation.

One of the challenges facing us, particularly in the context of the unemployment insurance program, is to manage to improve everything with this reality in mind while permitting an economy like yours to access new jobs. This could be a focus for a job strategy. I think that job strategies for the future should not provide for three or four month's work a year, and unemployment insurance the rest of the time. They must aim at creating an economy that operates 12 months of the year even in areas such as the Lower St. Lawrence, and Cape Breton, where I come from.

My comments are a reaction to Mr. Crête's remarks. We know about seasonal work and it is at the heart of our concerns.

I thank you for making the effort to come and submit your brief to the Committee. We appreciate your participation.

Mr. Lagacé: We would like to thank you, Mr. Chairman, for coming to Rivière-du-Loup.

The Chairman: Ladies and gentlemen, our next witnesses are from the Ralliement gaspésien and madelinot, the Îles-de-la-Madeleine regional county municipality and the Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie and des Îles-de-la-Madeleine.

• 1440

Vous avez la parole.

M. Gilbert Scantland (directeur général, Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine): Monsieur le président, tout d'abord, le Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine vous présentera son mémoire. Il sera suivi par le Ralliement gaspésien et madelinot, et ensuite par la MRC des îles-de-la-Madeleine.

You have the floor.

Mr. Gilbert Scantland (Director General, Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine): Mr. Chairman, the Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie and des îles-de-la-Madeleine will present its brief. It will be followed by the Ralliement Gaspésien et madelinot and then by the MRC des îles-de-la-Madeleine.

[Texte]

Mesdames et messieurs les députés, le mémoire que nous déposons aujourd'hui s'appuie avant tout—and j'ai eu le plaisir d'entendre des questions sur le sujet tout à l'heure—sur le principe du respect des réalités régionales et met de l'avant la modulation et la régionalisation comme outils privilégiés pour assurer la développement durable de la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Je passe maintenant la parole à M. Bouchard, président du CRCD pour la présentation du mémoire.

M. Eugène Bouchard (président, Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine): Nous reconnaissons donc la nécessité de cette réforme, mais cette réforme ne devra pas se faire de n'importe quelle façon et dans n'importe quelles conditions. Elle devra respecter nos réalités régionales et particulièrement celles de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Le développement social, culturel et économique de notre région, la Gaspésie et les îles-de-la-Madeleine, repose essentiellement sur l'utilisation optimale et intégrée de ses ressources naturelles et sur la participation active de ses ressources humaines et ce, à tous les niveaux d'intervention.

Le développement durable de la Gaspésie et des îles, donc, doit prendre en compte l'ensemble de ces facteurs socio-économiques et suppose une lecture globale de notre réalité régionale et distincte.

Par ce mémoire, notre organisme veut sensibiliser le gouvernement fédéral au fait qu'une réforme de ses programmes sociaux pour un Canada de demain devra nécessairement prendre en compte les réalités de chacune des régions du pays et leurs différences. Autrement, l'adoption d'une politique sociale uniforme pour l'ensemble du pays qui ne tiendrait pas compte des disparités régionales irait à l'encontre de la volonté des gens du milieu de se prendre en main, de prendre en main leur développement et d'assurer un avenir prometteur aux générations futures.

Elle irait également à l'encontre des démarches déjà amorcées par le palier provincial, qui préconisent une régionalisation des pouvoirs et des ressources. En d'autres mots, le gouvernement du Québec s'apprête à reconnaître les différences des régions qui composent la province, avec leurs disparités et leurs caractéristiques propres, pour leur confier de plus en plus de responsabilités et mener à bien leur développement.

Puisque dans le Livre vert, *La sécurité sociale dans le Canada de demain*, on fait mention du partenariat fédéral-provincial, il serait important, au départ, que les deux paliers de gouvernement s'entendent pour que les politiques sociales mises de l'avant par l'un ou l'autre des paliers respectent les particularités et les réalités de chacune des régions du pays.

Avec la réforme québécoise en développement régional de 1992, les régions ont eu à réaliser un plan stratégique en vue de se doter d'une politique de développement régional à leur échelle. Les axes de développement, les orientations et les stratégies dégagées viennent baliser le développement perçu et souhaité sur chacun de nos territoires. Par ce plan, les régions sont parvenues à illustrer et à imaginer leurs caractéristiques propres, et à définir ainsi des orientations qui collent à leur réalité.

[Traduction]

Honourable Members, the brief I submit to you today focuses primarily—and I was pleased to hear some questions on the subject a while ago—on the principle of acknowledgement of regional realities and proposes adaptation and regionalization of programs as the tools of choice for ensuring the sustainable development of the Gaspé and Magdalen Islands' region.

I now give the floor over to Mr. Bouchard, President of the CRCD, who will present the brief.

Mr. Eugène Bouchard (President, Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine): We acknowledge there is a need for this reform, but it cannot take place in just any way and under just any conditions. It must take account of our regional realities, and particularly those of the Gaspé and Magdalen Islands.

The social, cultural and economic development of our region, the Gaspé and the Magdalen Islands, depends essentially on making optimum and integrated use of its natural resources and on the active participation of its people at all levels.

Sustainable development of the Gaspé and the Islands must reflect all the social-economic factors and it presumes a broad understanding of our regional and distinct context.

With this brief, our organization is attempting to make the federal government aware of the fact that a reform of Canada's social programs must take into account the realities of each of Canada's regions and their differences. A standard social policy for the country as a whole that failed to reflect regional disparities would run contrary to the will of the people in each community to take charge of their lives, to be responsible for their own development and to ensure a bright future for coming generations.

It would also run contrary to action already taken at the provincial level to promote regionalization of powers and resources. In other words, the government of Quebec is getting ready to recognize the differences among the regions making up the province, their disparities and special features, in order to give them greater responsibility and ensure their development.

Since the Green Paper, *Improving Social Security in Canada*, refers to the federal-provincial partnership, these two levels of government should agree from the start that social policy proposed by one or the other will respect the individuality and reality of each of the country's regions.

Under the Quebec regional development reform of 1992, the regions had to prepare a strategic plan with a view to developing their own regional development policy at their own level. The focuses for development, the directions taken and strategies identified mark out the development established and sought for each of our territories. The plans enable the regions to illustrate and imagine their own features and thus to define approaches that were in keeping with their reality.

[Text]

[Translation]

En ce qui nous concerne, dans la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, l'analyse des possibilités de développement durable s'est faite autour de six enjeux régionaux: l'exode de la population—celui des jeunes, hélas, est dramatique—, la formation de la main-d'œuvre, l'amélioration du sentiment d'appartenance, l'augmentation de la valeur ajoutée des produits transformés en région, l'encouragement de l'activité entrepreneuriale et la création d'un climat propice à l'investissement privé.

Ils ont servi de principes d'intervention dans notre plan d'intervention, et notre organisme, le CRCD, par ce mémoire, veut faire le même exercice, mais à partir de deux des enjeux, soit l'exode de notre population et la formation de la main-d'œuvre, pour orienter ses recommandations.

L'exercice, pour nous, s'avère nécessaire à ce moment-ci pour démontrer au gouvernement fédéral l'impact qu'aurait une réforme ou une politique sociale qui ne tiendrait pas compte des particularités de notre région.

Les enjeux régionaux de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine: Notre région fait face à des situations particulières qui handicapent son processus de développement. Trouver des solutions à ces facteurs critiques de développement nous apparaît comme l'enjeu primordial du développement durable et de l'avenir de notre région.

• 1445

Le premier secteur est la démographie. Il faudra absolument, par tous les moyens, freiner l'exode de notre population et particulièrement celui des jeunes par le maintien et la création d'emplois durables.

La population de notre région est en décroissance constante, particulièrement dans la tranche d'âge des jeunes de 18 à 35 ans, notre force vive, notre avenir. Cette décroissance s'explique par le manque de travail et l'obligation pour les jeunes de quitter la région pour poursuivre des études universitaires. Cette situation, vous allez le comprendre, appauvrit notre collectivité du point de vue de son niveau de scolarité et de son entrepreneurship. Les jeunes Gaspésiens et Gaspéviennes et Madelinians et Madelinians les plus formés, nos meilleurs éléments, quittent la région devant l'absence d'un travail correspondant à leur espoir et à leurs exigences légitimes.

Malencontreusement pour certains travailleurs et certains employeurs qui ont décidé de rester chez nous et d'investir et de bâtir l'avenir, l'alternance entre l'emploi et l'assurance-chômage est devenue, au fil des ans, un mode de vie. Il est faux, cependant, de prétendre, comme le veut le discours officiel, que ces personnes se plaisent ou se complaisent dans ce système d'alternance et qu'ils profitent impunément des autres travailleurs ou employeurs situés dans des régions canadiennes plus favorisées, particulièrement dans la direction ouest.

Les travailleurs et les employeurs des régions comme les nôtres le font faute d'autres moyens ou de solutions de recharge acceptables et aussi parce que le système en place les a en quelque sorte encouragés et réduits à le faire. Le constat étant fait, on ne peut qu'intervenir pour que les attitudes, les mentalités et les discours changent, et c'est ce que l'on attend depuis longtemps.

In our case, in the Gaspé and Magdalen Islands regions, sustainable development potential was analyzed in terms of six regional issues: the massive exodus of—alas—our young people manpower training; an improved sense of belonging; increasing the value added of product processed in the region; encouraging entrepreneurial activity; and creating a suitable climate for private investment.

They served as principles for input in our action plan, and our organization, the CRCD, wants to do the same thing with this brief, but using two of the issues—the population exodus and manpower training—as a focus for its recommendations.

We believe this is an important exercise at this time, to show the federal government the impact of social or political reforms that fail to take into account the unique features of our regions.

The regional issues of the Gaspé and the Magdalen Islands: our region is facing specific situations, which hinder its development process. For us the most important element in the sustainable development and future of our region lies in finding solutions to these critical development factors.

The first sector is demography. We must stop the exodus of our people, however we can, and particularly that of young people, by keeping and creating steady employment.

The population of our region continues to decrease, particularly in the 18 to 35 year old age bracket that represents our dynamism, our future. This population decrease is explained by a lack of work and the need for young people to leave the region to go to university. You can understand that this situation lowers our community's level of education and its levels of entrepreneurship. The young people of the Gaspé and Magdalen Islands with the greatest training, our strongest element, are leaving the region because they are not finding work that suits what they want to do and what they can legitimately demand.

Unfortunately for some workers and employers who have decided to stay on and to invest and build a future, it has become a way of life to switch back and forth between jobs and unemployment insurance. It is wrong, however, to say, as the official version would have it, that these people like or are complacent about this arrangement and that they get away with taking advantage of workers and employers in other regions of Canada that are better off, particularly in the West.

The workers and employers in regions like ours do this because there's no acceptable alternative or solution and also because the existing system has in a sense encouraged and obliged them to do so. This being so, we now have to act to change attitudes, mentalities and the whole approach. We have been waiting for this for a long time.

[Texte]

Pour cela, il faut agir auprès des entreprises qui emploient les travailleurs saisonniers, intervenir pour qu'elles reçoivent de l'aide directe, particulière et adaptée à elles et à eux en vue de développer leur secteur d'activités—ces mesures ne sont pas nécessairement celles qu'un emploi à Toronto ou ailleurs—et ainsi étirer leur période d'opération pour qu'en bout de ligne, des emplois permanents soient créés.

Dans ce sens, le gouvernement fédéral aurait tout intérêt à mettre sur pied un ou plusieurs programmes destinés à nos régions, modulés de manière à soutenir des entreprises qui ont des difficultés saisonnières, afin de leur permettre de développer et de diversifier leurs activités et d'allonger leur période d'opération. Nous savons qu'elles en sont capables, mais elles n'en ont pas moyens.

En ce qui concerne la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, les entreprises oeuvrant dans les secteurs comme la pêche, la forêt, l'agriculture et les mines pourraient bénéficier d'aide particulière pour se diriger entre autres vers la deuxième ou troisième transformation et même parfaire la première transformation de leurs produits.

Parlons maintenant du deuxième facteur, les compétences. Il faudrait améliorer la position concurrentielle de la région par des efforts accrus et soutenus sur le plan de la formation de la main-d'œuvre, des gestionnaires d'entreprises et de la population en général. Conséquence directe de l'exode de la population et du type de travail disponible en région, le taux de scolarité global de notre population est insuffisant pour lui permettre d'accomplir adéquatement le virage technologique mondial. Le retard accumulé n'est pas insurmontable, mais il exigera de tous les intervenants des efforts très importants.

Conséquemment à l'aide à l'entreprise saisonnière, la réforme de la sécurité sociale devra répondre aux besoins de formation et de développement de la main-d'œuvre dans les secteurs d'activités économiques propres à la région gaspésienne et des Îles-de-la-Madeleine.

L'emploi par l'emploi: Les travailleurs et travailleuses de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine sont en quelque sorte prisonniers et victimes d'un cercle vicieux.

Dans la planification stratégique, nous avons reconnu ce phénomène. On constate que les systèmes emploi-formation, assurance-chômage et assistance sociale sont à revoir complètement quant à leur relation à l'intégration en vue de les adapter à nos réalités.

Dans l'ensemble, nous avons fait une prise en mains. Ce choix qui se développe, il faudra absolument l'appuyer et vous devrez absolument, pour tenir compte de notre réalité, l'adapter et créer de l'emploi durable avec des stratégies appropriées. En ce sens, il y a également chez nous déjà des pistes de solutions afin que notre région sorte de ce marasme économique et social.

Notre organisme, le CRCD de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, est d'avis que ces pistes de solutions passent nécessairement par des interventions ponctuelles et structurantes pour soutenir les entreprises déjà existantes et celles en démarrage, surtout dans le but de diversifier l'économie régionale et de créer ainsi des emplois durables et à long terme.

[Traduction]

This requires action directed at businesses employing seasonal workers, to ensure they receive direct assistance that is tailored to them so that they can develop their area of activities. The measures would not necessarily be the same as would be used in Toronto or elsewhere. Thus these businesses could expand their period of operation so that, in the end, permanent jobs could be created.

It would be in the federal government's best interests to set up one or more programs for our regions adapted to support businesses with seasonal difficulties in developing and diversifying their activities and extending their period of operation. We know they can do it, but they haven't the means.

Businesses working in sectors such as fishing, forestry, agriculture and mining in the Gaspé and Magdalen Islands region could be given specific assistance to head into, among other things, secondary or tertiary processing or even to perfect the primary processing of their products.

Let us now have a look at the second factor, skills. The region's competitive position needs to be improved through increased and sustained efforts in training workers, managers and the population in general. As a direct consequence of the population exodus and the type of work available in the region, the overall level of education of our population is too low to enable it to keep up properly with technological change in the world. The time lag is not insurmountable, but it does mean that all involved must make a significant effort.

Once assistance is being provided to seasonal businesses, the social security reforms will have to address the training and development needs of the workforce in the areas of economic activity that are specific to the region of the Gaspé and the Magdalen Islands.

Job by job: the workers of the Gaspé and Magdalen Islands region are in a way prisoners, caught in a vicious circle.

We recognized this phenomenon in our strategic planning. Job training, unemployment insurance and social assistance have to be completely revamped in terms of how they relate to integration to adjust them to our realities.

Overall, we have started to take things in hand. The choice that is becoming clear must absolutely be supported, and you must absolutely adapt it and create permanent employment with appropriate strategies that reflect our reality. We also have some approaches to solutions to get our region out of this economic and social slump.

Our organization, the CRCD de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, feels that these approaches to solutions must include one-time and structural interventions to support existing businesses as well as those starting up, with the aim, above all, of broadening the regional economy and thus creating steady and long-term employment.

[Text]

[Translation]

Mme Ginette Côté (coordonnatrice, Ralliement gaspésien et madelinot): Je veux vous préciser que, quand je parle de la région dans mon mémoire, je parle de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine.

Le document de travail que nous a remis le ministre du Développement des ressources humaines, M. Lloyd Axworthy, nous apparaît comme essentiel à l'élaboration d'une restructuration du système de sécurité sociale actuel.

Dans l'introduction de ce document, on nous dresse un portrait très juste des faiblesses de notre système de sécurité sociale, tout en faisant un constat très réaliste de la situation économique et sociale qui s'assombrit trop rapidement.

On note aussi une volonté ferme de partenariat renforcé des deux paliers gouvernementaux en plus d'une vision, plus nouvelle, d'un partenariat avec les instances gouvernementales, locales et régionales, en plus de la nette volonté de s'allier davantage avec les institutions déjà en place dans le but de permettre une meilleure gérance des programmes actuels de formation.

• 1450

Au Ralliement gaspésien et madelinot, il nous apparaît essentiel d'allier intervenants locaux et régionaux aux dirigeants gouvernementaux pour un développement plus solidaire et une réforme sociale mieux ajustée aux réalités régionales.

Le constat de la situation économique, sociale et culturelle de notre région a été fait au début des années 1990. Suite à ce constat, une mobilisation qu'on a appelée le Grand rassemblement des Gaspésiens et Madelinots eut lieu le 26 mai 1991, auquel assistaient près de 8 000 personnes venues de partout en Gaspésie et aux îles-de-la-Madeleine. Ce rassemblement a permis à la population de notre région d'affirmer son mécontentement face aux politiques qui ne tenaient aucunement compte de la réalité rurale de notre territoire.

Est né de cet événement le Ralliement gaspésien et madelinot. Le rôle de cet organisme est de sensibiliser la population à l'importance de la prise en charge de son développement local et régional. Son rôle est aussi de se faire le chien de garde des acquis régionaux et de critiquer les politiques qui pourraient freiner le développement de son territoire. Le Ralliement gaspésien et madelinot compte aujourd'hui 3 000 membres partout sur son territoire en plus de nombreux organismes locaux et régionaux qui sont alliés à cette philosophie de prise en charge.

Le but de notre mémoire sera de sensibiliser le gouvernement aux conséquences que la prochaine réforme sur la sécurité sociale pourrait avoir sur l'avenir de notre région et de lui apporter des solutions de rechange à la situation sociale que nous vivons en Gaspésie et aux îles-de-la-Madeleine.

Nous toucherons davantage la section de l'emploi et de la formation que nous propose votre document de travail. Par contre, nous tenterons de vous sensibiliser aussi à l'urgence de mettre de l'avant des politiques avant-gardistes de consultations ponctuelles et d'endosser de la population de notre région sur les directions que tente de se donner notre gouvernement fédéral.

En ce qui a trait à l'emploi, notre région en est dépourvue. Pointée comme la région la plus pauvre au Québec, il ne semble pas moins évident qu'elle soit aussi pointée comme celle qui se porte le plus mal au niveau de son taux de chômage.

Mrs. Ginette Côté (Coordinator, Ralliement gaspésien et madelinot): I would like to point out that, when I refer to "the region" in my brief, I am talking about the Gaspé and the Magdalen Islands.

The discussion paper given us by the Minister of Human Resources Development, Mr. Lloyd Axworthy, strikes us as going to the heart of the restructuring of the existing social security system.

The paper draws a very accurate picture of the weaknesses of our social security system and accurately describes the economic and social situation, which is ever more gloomy.

The paper expresses, as well, a clear desire for a strengthened partnership between the two levels of government and a newer vision of a partnership with local and regional government, along with a clear desire for a stronger alliance with existing institutions to improve the management of existing training programs.

The Ralliement Gaspésien et Madelinot believes it is vital to bring local and regional representatives together with government officials to ensure stronger development and social reform more in keeping with the situations in the regions.

A report on our region's economic, social and cultural situation was prepared in the early 1990s. This report led to the mobilisation of approximately 8,000 people from all parts of the Gaspé and the Magdalen Islands in what we called Le grand rassemblement des Gaspésiens et Madelinots on May 26, 1991. This gathering enabled the people of our region to express their dissatisfaction with policies that took no account of the rural nature of our region.

The event gave rise to the Ralliement Gaspésien et Madelinot. Its role is to make people aware of the importance of taking responsibility for local and regional development, and to act as watchdog over regional assets and to criticize policies that could slow the development of the region. Today, the Ralliement Gaspésien et Madelinot comprises 3,000 members from throughout its area in addition to many local and regional organisations that have incorporated this philosophy of taking charge.

The aim of our brief is to make the government aware of the potential consequences of the upcoming social security reform on the future of our region and to propose alternate solutions for the present social situation in the Gaspé and the Magdalen Islands.

We will focus mainly on the sections on employment and training in your discussion paper. But we will also try to make you aware of how vital it is to come up with forward-thinking policies for periodic consultation of and support for the people of our region in terms of the new approach the federal government wants to take.

As regards employment, our region is disadvantaged. It has been identified as the poorest region in Quebec as well as the one hardest hit by unemployment.

[Texte]

Il est clair, dans le document que vous nous soumettez, que la formation est un des enjeux importants d'une réforme sérieuse. Nous endossons en partie cette vision. Nous entendons par contre par formation «un cheminement académique et pratique vers le marché de l'emploi». Il nous apparaît impératif de concilier la formation à une certitude d'emploi éventuel. Nous sommes témoins présentement de trop de gaspillage d'énergie et d'argent au niveau de la formation alors qu'on sait pertinemment que le marché de l'emploi est saturé. Dans une région comme la nôtre, il faut absolument, pour que nous puissions endosser une démarche au niveau de la formation, nous montrer une volonté claire d'une motivation économique du secteur de l'emploi. Il faut augmenter l'employabilité au même rythme qu'on stimule la création d'emplois.

En Gaspésie et aux îles-de-la-Madeleine, les secteurs moteurs de l'emploi sont l'agriculture, la forêt, la pêche et le tourisme. Ces quatre secteurs génèrent la plus grande part du marché de l'emploi. Actuellement, ces secteurs de développement ne sont pas encouragés à la mesure de leurs justes besoins. Tant et aussi longtemps que nous ne stimulerons pas les secteurs d'emplois, nous ne pourrons penser augmenter le nombre d'emplois.

Croire que, par la formation, on puisse diminuer d'une façon significative le taux de chômage est tout à fait illusoire sur notre territoire. Il est pressant que nos gouvernements prennent conscience des différences dans chacun de ces territoires pour mieux s'ajuster aux besoins de leurs populations. La région de la Gaspésie—îles-de-la-Madeleine est un territoire qui a un mode de vie complètement différent des autres régions au Canada. À titre d'exemple, tout autant que la région de Toronto ne peut comparer son activité économique à celle du Manitoba, on ne peut comparer l'activité économique de la région est du Québec à celle de l'ouest de cette même province. Ces différentes couleurs régionales particulières à chacune de nos régions sont des atouts importants qui justifient la richesse de notre pays.

Compte tenu de ces disparités, il serait tout à fait impensable qu'une politique sociale sérieuse puisse être uniforme pour l'ensemble du pays.

Il nous apparaît essentiel de sensibiliser notre gouvernement à cette disparité qui doit être respectée dans l'ensemble des politiques sociales qui seront mises de l'avant. Dans l'absence de ce respect légitime de chacune des régions, notre pays ne pourra se développer et grandir comme il le souhaite.

Le problème de l'emploi en Gaspésie et aux îles-de-la-Madeleine est majeur et doit être considéré comme urgent par nos gouvernements. Nous comprenons tous et toutes que cette urgence est en lien direct avec la santé économique de l'ensemble du Canada. Si notre situation économique devient plus stable, tout le pays s'en ressentira. Il faut donc regarder cette problématique régionale dans une vision globale.

Aujourd'hui, notre région a besoin d'employeurs d'abord. Quant aux employés potentiels, ils et elles sont nombreux et nombreuses. Nous devons, et cela dans un délai très court, créer de l'emploi. Pour ce faire, nos deux gouvernements doivent se pencher sérieusement sur ce problème. Nos gens sont employables et prêts à travailler. Le marché de l'emploi est saturé et il est grand temps d'y remédier.

[Traduction]

Your discussion paper makes it clear that training is an important component in any serious reform. We support this view to a degree. However, we see training as both academic and practical progress toward the job market. We believe it is vital to reconcile training with the certainty of a job in the future. We are currently seeing too much energy and money wasted on training when we are acutely aware that the job market is saturated. In our region, there will have to be an obvious determination to stimulate the job sector before we can support any training activity. Job readiness and job creation must go hand in hand.

In the Gaspé and the Magdalen Islands, agriculture, forestry, fishing and tourism are the sectors providing jobs. These four sectors make up the largest part of the job market. At the moment, these areas of development are not encouraged to the extent they require. As long as we fail to stimulate the employment sectors, we will be unable to increase the number of jobs.

In our region, it is completely false to think that training can reduce the level of unemployment significantly. Our governments must recognize the differences in each region in order to adapt better to the needs of their populations. Life in the Gaspé—Magdalen Islands region is completely different from elsewhere in Canada. The Toronto area cannot compare its economic activity with that of Manitoba; the economic activity of Eastern Quebec cannot be compared with that of Western Quebec. The various characteristics that make our regions unique are important assets in our country's wealth.

Given these disparities, a standard social policy for all of Canada is unthinkable.

We think the government has to be made aware of these disparities, which must be reflected in all social policies developed. If the regions are not given their due, Canada will not be able to develop and grow as desired.

The problem of employment in the Gaspé and the Magdalen Islands is a major one and requires urgent consideration by our governments. We all understand that this urgency is directly linked to the economic health of Canada as a whole. A more stable economic situation for us will be felt countrywide. This regional problem therefore has to be seen as part of a whole.

These days, our region needs employers first and foremost. We have no shortage of potential employees. We have to create jobs, very quickly. Job creation demands that both governments look seriously at the problem. Our people are employable and ready to work. The job market is saturated and it is about time something was done about it.

[Text]

[Translation]

• 1455

Le volet formation, qui a pour but d'augmenter l'employabilité dans certains secteurs d'emploi, est certainement un volet très important, mais actuellement, notre région est moins concernée par cette réalité. Nous devons d'abord stimuler les entreprises déjà existantes et ainsi permettre à notre population de réintégrer le marché du travail.

Il est donc clair que, dans notre région, en diminuant l'accessibilité de l'assurance-chômage et en augmentant la formation, on passerait à côté de la solution. Des solutions, nous en avons ici en région, et elles sont toutes liées à la volonté que nous avons de faire de notre région une région prospère où il fait bon vivre. Cette volonté de développer notre région nécessite l'appui de nos gouvernements.

Jusqu'à maintenant, force nous est de constater que cette détermination à demeurer socialement vivant commande une mobilisation continue de nos intervenants locaux et régionaux et des batailles sans relâche.

À ce titre, le CRCD Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine a commandé une étude où on mettait en lumière les retombées des quatre dernières coupures fédérales sur la santé économique de notre territoire. On parlait de la disparition de l'exemption fiscale pour les régions éloignées, du crédit d'impôt à l'investissement, des mesures compensatoires liées aux pêches et des modifications à l'assurance-chômage de la Loi C-17. D'après cette étude:

Les changements apportés par le gouvernement fédéral au niveau de ces quatre mesures fiscales et budgétaires entraîneront une réduction des revenus pour les résidents de la région de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine d'environ 30 millions pour une seule année.

Ces données sont très significatives et portent à conclusion. Un gouvernement qui vient réduire l'enveloppe fiscale budgétaire de plusieurs millions de dollars dans une seule région n'est certes pas celui qui croit en ces régions. Il est grand temps que cessent de telles coupures.

C'est pourquoi nous disons que ce que sous-tend le document dont il est question aujourd'hui ne convient pas aux besoins de notre territoire. Pour faire face aux nombreuses problématiques sociales de notre région, il faudrait que le gouvernement fédéral s'assoie avec les intervenants locaux et régionaux et qu'ensemble ils trouvent des solutions qui viennent redonner une santé sociale et économique à notre communauté.

En terminant, nous déposons ce court mémoire pour qu'il fasse partie d'une réflexion qui viendra alimenter votre vision du développement des régions rurales en tenant compte de leurs disparités.

Le président: Merci, madame Côté.

Son honneur le maire Mario Cyr (Municipalité régionale du comté des Îles-de-la-Madeleine): Bonjour. J'ai toujours fait partie de la MRC des îles-de-la-Madeleine et je remplace le préfet.

Monsieur le président, messieurs et mesdames les membres du Comité, nous tenons d'abord à vous remercier de nous donner aujourd'hui l'occasion de soumettre à votre intention le point de vue de la collectivité madelinienne.

Training, whose aim is to increase employability in certain job sectors, is certainly a very important element, but at the moment it is less of a concern to our region. We must first stimulate existing businesses and thus enable our population to get back into the labour market.

Clearly, therefore, in our region, reducing access to unemployment insurance and increasing training is not the solution. We have solutions here in the region and they are all related to people's wish to make our region prosperous and a good place to live. Our desire to develop our region requires the support of our governments.

Up to now, we have had to recognize that this determination to remain alive as a community requires constant activity by those involved locally and regionally, and endless battles.

In this regard, the CRCD Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine ordered a study done on the effects of the four latest federal cuts on our region's economic health. The four cuts involved the withdrawal of the tax exemption for remote areas, the investment tax credit, compensatory measures in the area of fishing and changes to unemployment insurance under Bill C-17. The study found that

The changes brought about by the federal government in these four tax and budget areas will mean a reduction in income for the people of the Gaspé and Magdalen Islands region of approximately \$30 million in a single year.

These data are very significant, and point to one conclusion. A government that cuts several million dollars from the fiscal budget envelope in a single region is certainly not a supporter of that region. It is high time these cuts stopped.

This is why we say that the underlying philosophy of the paper we're considering today is not appropriate to the needs of our region. If it is to deal with the many social problems in our region, the federal government must sit down with local and regional people and together with them come up with solutions to revive the social and economic health of our community.

In closing, we are submitting this short brief so that it can be incorporated into the thinking that goes into your vision of the development of rural regions in accordance with their disparities.

The Chairman: Thank you, Mrs. Côté.

His Worship Mayor Mario Cyr (Municipalité régionale du comté des Îles-de-la-Madeleine): Good afternoon, I have been part of the MRC des îles-de-la-Madeleine—the Magdalen Islands Regional County Municipality—from the beginning and I am here today in place of the reeve.

Mr. Chairman, ladies and gentlemen of the Committee, we would first like to thank you for giving us the opportunity to submit the viewpoint of the people of the Magdalen Islands to you.

[Texte]

Comme bien des Canadiennes et des Québécoises, ce changement nous préoccupe au plus haut point, compte tenu des répercussions que toute décision en cette matière peut entraîner sur notre quotidien, sur celui d'habitants d'une région éloignée telle que la nôtre.

Nous ne croyons pas utile de vous dresser ici un portrait exhaustif de notre collectivité, mais nous croyons important de souligner que l'archipel des Îles-de-la-Madeleine, qui comprend une douzaine d'îles, est isolé au milieu du golfe Saint-Laurent et couvre une superficie de 200 kilomètres carrés.

C'est une communauté qui compte 14 000 personnes ancrées et enracinées dans leur milieu. C'est aussi une économie qui repose en grande partie sur la pêche et sur le tourisme. En effet, plus de 50 p. 100 des travailleurs madelinots tirent directement leur subsistance de ces deux activités économiques. Ce sont là des activités essentielles pour nous, mais également très importantes pour le reste du Québec et du Canada si l'on considère que plus de 30 000 touristes viennent y séjourner durant plus de huit jours chaque été et que les exportations des produits de la mer, tant à l'étranger qu'au Canada, représentent annuellement plus de 50 millions de dollars.

C'est donc à partir de cette réalité, de notre réalité quotidienne, et à titre de représentants de cette collectivité, que nous voulons partager avec vous nos préoccupations. En ce sens, il ne faudrait pas vous attendre ici à une présentation d'experts, d'économistes ou de spécialistes en développement régional.

C'est pourquoi nous nous limitons à une critique de quelques aspects du projet de réforme, en particulier ceux touchant la réforme de l'assurance-chômage. En effet, c'est le secteur de la réforme qui touchera davantage notre milieu vu le recours nécessaire à ce régime comme mesure de soutien au revenu par une large partie de notre population.

Tout d'abord, nous sommes conscients que la société canadienne et le marché de l'emploi ont changé considérablement depuis les années 1940. Nous comprenons qu'il soit maintenant nécessaire de réformer en profondeur notre système de sécurité sociale; de le réformer, mais pas de le massacrer.

• 1500

Nous disons donc oui à une réforme en autant qu'une telle réforme signifie vraiment une réorganisation, un réajustement de nos mesures sociales au contexte d'aujourd'hui et de demain, un dépassement du stade de mesures du type *plaster*, une réorientation de programmes dont l'objectif devient la valorisation du travail et de l'emploi, bref, la valorisation des individus. Nous disons oui à une réforme dont les buts sont d'atteindre une telle équité et une meilleure efficacité, une réforme qui vise à aider ceux qui en ont réellement besoin et à mettre un terme aux abus.

Du même souffle, monsieur le président, nous disons non à une réforme qui se résume à effectuer des coupures budgétaires sur le dos des gens les plus pauvres de notre société et, dans bien des cas, au détriment des régions.

En ce sens, dans une région comme la nôtre, dont l'économie repose essentiellement sur des industries comme la pêche et le tourisme, il apparaît important que toute modification au régime d'assurance-chômage tienne compte des faits suivants.

[Traduction]

Like many Canadians and Quebecers, we are intensely concerned about this change, given the affects of any decision in this area on our daily lives and the lives of people in a remote area such as our own.

While we do not think we need to give you a detailed picture of our community, we feel you should know that the Magdalen Islands archipelago, which comprises some dozen islands, is isolated in the middle of the Gulf of St. Lawrence and represents an area of 200 square kilometres.

It is a community of 14,000 people rooted in their setting. It is also an economy based largely on fishing and tourism. More than half of people working on the Magdalen Islands are living directly from these two economic activities. For us these activities are essential, but they are also very important for the rest of the Quebec and for Canada, given that more than 30,000 tourists come here for a stay of more than a week every summer and that our exports of sea products both abroad and to Canada represent over \$50 million annually.

It is therefore on the basis of this reality, our daily experience, and as representatives of the community, that we would like to share our concerns with you today. You must not expect a submission from experts, economists or specialists in regional development.

This is why we'll limit ourselves to a criticism of some aspects of the proposed reform, specifically those involving unemployment insurance reform. This is the reform that will have the greatest effect on our community, given that a large part of our population must rely on it as an income-support measure.

We are aware that Canadian society and the job market have changed significantly since 1940. We recognize that it is now necessary to reform our social security system in depth—reform it, but not massacre it.

Thus we are in favour of such a reform as long as it truly entails restructuring, a re-adaptation of our social measures in view of present and future realities, progress beyond the "plaster" type of measure, re-orienting programs for the purpose of developing work and employment, in short developing individuals. We are in favour of a reform aimed at achieving this type of fairness and improved efficiency, focused on helping those truly in need and putting an end to abuse.

At the same time, Mr. Chairman, we oppose a reform that continues making budget cuts on the backs of the poorest members of our society and, in many cases, to the detriment of the regions.

In that sense, in a region like ours where the economy is primarily based on industries such as fishing and tourism, it is important that any change to the unemployment insurance program take account of the following facts.

[Text]

[Translation]

Premièrement, ces industries, malgré tous les efforts qu'on pourrait y investir pour les diversifier ou en allonger la période d'activité, sont et demeureront des activités saisonnières. Après tout, aussi attrayantes soient-elles, nos îles sont encore malheureusement trop loin des Antilles pour y pêcher à l'année ou y accueillir des touristes en manque de chaleur au mois de janvier et février!

Des voix: Ah, ah!

M. Cyr: Deuxièmement, ces industries ont et auront besoin d'une main-d'œuvre spécialisée et disponible sur place. Il faut donc des mesures qui valorisent cette main-d'œuvre, malgré le court temps d'emploi qui lui est offert, des mesures qui lui permettent de demeurer disponible pour la reprise des activités du secteur où elles oeuvrent. Qu'on ne se leurre pas: même avec la disparition momentanée du poisson de fond et les mesures pour réorienter les pêcheurs et les travailleurs d'usine, il faudra bien un jour compter sur eux ou sur de nouveaux travailleurs lorsque la ressource se sera reconstituée. Nous l'espérons.

Nous sommes donc inquiets de lire dans les documents préparés en vue de la consultation sur la réforme proposée que les travailleurs de ces secteurs d'activité pourraient, dans un avenir prochain, être considérés comme des chômeurs fréquents ou chroniques. Selon cette nouvelle distinction, on pénaliserait ces travailleurs du simple fait de leur appartenance à une région qui ne peut offrir la même diversité d'emploi qu'un grand centre urbain ou qu'une région à forte activité économique où les emplois sont stables. Dans ce contexte, toute révision du programme d'assurance-chômage qui aurait pour effet d'imposer aux travailleurs une contribution plus élevée au régime d'assurance ou de leur offrir des prestations diminuées sous un prétexte de saisonnalité est un trop lourd tribut à faire payer aux régions périphériques. Ceci risque d'aggraver le phénomène de l'exode, particulièrement celui des jeunes, et de la déstructuration de nos industries, sinon de nos collectivités rurales.

De même, l'obligation faite aux travailleurs saisonniers de suivre une formation afin d'augmenter leur employabilité nous apparaît une bonne intention, mais qui ignore totalement certaines des réalités régionales dont nous parlons. Qu'on nous comprenne bien: nous ne sommes pas entièrement contre la formation, la spécialisation ou la réorientation de la main-d'œuvre, mais l'industrie de la pêche et celle du tourisme doivent pouvoir compter sur une main-d'œuvre compétente. Les condamnera-t-on à perdre leurs meilleurs éléments? Ne risque-t-on pas de créer de faux espoirs chez les travailleurs auxquels on aura imposé d'investir temps et énergie dans une telle formation sans pour autant leur permettre d'accéder à un emploi plus stable? Tout programme d'adaptation ou d'amélioration de l'employabilité devrait donc tenir compte du contexte de chaque région et de son propre marché d'emploi. C'est ça, la modulation. De plus, il nous semble que les efforts d'adaptation de la main-d'œuvre seront incomplets si le programme de formation offert néglige la dimension de la formation générale.

First, these industries, in spite of all the efforts we might make to diversify them or extend their period of activity, are and will remain seasonal in nature. After all, as attractive as they may be, our islands are unfortunately too far from the Caribbean to allow fishing there year round or to welcome tourists there given the cold temperatures in January and February!

Some hon. members: Oh, oh.

Mayor Cyr: Secondly, these industries require and will continue to require specialized workers available on site. We therefore need measures to develop these workers, in spite of the short period of employment offered, measures that will allow them to remain available to resume activities in their sector of employment. We must not delude ourselves: the ground fish have disappeared for the present, and the fishermen and factory workers are being re-trained, but a day will come when we once again have to rely on them or on new workers, once the stocks have replenished themselves. We hope so.

We are therefore concerned when we read in the discussion papers for the proposed reform that workers in these sectors could in the near future be regarded as frequent or chronic recipients of unemployment insurance. By virtue of this new distinction, these workers would be penalized solely because they live in a region lacking the diversity of employment opportunities of a large urban centre or an economically strong area where jobs are stable. In this sense, any review of the unemployment insurance program that would force workers to pay higher insurance premiums or provide them with lesser benefits on the grounds of seasonality is too heavy a burden to impose on outlying regions. It may exacerbate the exodus, particularly in the case of young people, and the disintegration of our industries, perhaps even of our rural communities.

Similarly, requiring seasonal workers to undergo training to enhance employability seems to be a well-intended measure, but it is entirely out of touch with some of the regional realities we are discussing. To clarify, we are not completely opposed to training, specialization or re-oriented workers, but the fishing and tourism industries must be able to depend on qualified workers. Will we condemn those industries to losing the best of their workers? Is there not a risk of fostering false hope among workers obliged to invest time and energy in this type of training without giving them access to more stable employment? Any program designed to adjust or enhance employability should therefore give consideration to the unique nature of each region and its specific labour market. This is the adjustment we propose. In addition, labour-market adjustment measures would be incomplete, in our opinion, if the training programs offered did not include general training.

[Texte]

Par ailleurs, l'hypothèse de prestations établies en fonction du revenu familial remet sérieusement en cause les acquis de la famille canadienne dont la base est l'égalité et l'autonomie des conjoints. Une telle mesure rique de discriminer surtout les femmes, de les éloigner du marché du travail et même d'appaupravir davantage certaines familles. Notre communauté rejette d'emblée cette solution.

À ce stade-ci de notre présentation, monsieur le président, permettez-nous de proposer de nouveaux scénarios qui mériteraient d'être explorés et analysés en vue d'en arriver à une plus grande équité et à une meilleure efficacité des programmes de soutien au revenu.

Par exemple, ne pourrait-on remplacer l'actuel régime d'assurance-chômage par un régime de revenu minimum garanti, ou un programme d'aide au revenu s'adressant, entre autres, aux travailleurs saisonniers et occasionnels? À la différence de l'actuel régime qui — on ne peut plus se le cacher — encourage le travail au noir, ce nouveau système aurait l'avantage de constituer pour l'individu un véritable incitatif à parfaire sa formation et à recourir à un travail complémentaire.

• 1505

De plus, un tel système viendrait aider certains établissements, lesquels sollicitent en vain une main-d'œuvre réticente à accepter un travail partiel ou occasionnel qui, bien souvent, la pénalise au plan des prestations d'assurance-chômage.

D'autre part, si l'on maintient le régime d'assurance-chômage, pourrait-on enfin concevoir un système qui repose sur des critères d'admissibilité autres que le nombre de semaines travaillées, de même que sur des prestations établies autrement que sur le revenu hebdomadaire? Par exemple, ne pourrait-on pas tenir compte du nombre d'heures de travail accumulées durant la saison active ou encore du revenu global gagné? Durant cette période, ceci ne permettrait-il pas d'éliminer le recours au travail au noir auquel la situation actuelle invite trop facilement les prestataires?

Par ailleurs, et c'est important, afin de faire taire les protestations soulevées par une partie de la population canadienne concernant l'admissibilité de certains travailleurs autonomes à l'assurance-chômage, entre autres les pêcheurs, nous proposons d'introduire pour ceux-ci un régime de stabilisation des revenus du type de celui offert aux agriculteurs. Une proposition semblable a déjà été avancée par les auteurs du rapport Cashin et maintes fois remise sur la table par diverses associations de pêcheurs.

C'est de bonne foi que nous soumettons aujourd'hui à votre attention ces commentaires et que nous avançons certains scénarios. Cependant, avant d'implanter tout nouveau régime ou d'introduire tout changement majeur, il est essentiel que les impacts en soient mesurés et que les effets soient connus, compris et acceptés par notre milieu. C'est pourquoi, une fois le nouveau système davantage élaboré, nous souhaitons vous voir à nouveau dans nos régions afin de faire partager à notre population tant vos objectifs que les moyens et modalités d'application.

Nous espérons que cette réforme nécessaire ne serve pas à masquer une simple opération de coupures pour enrayer le déficit budgétaire. Ce que nous souhaitons, ce que nous exigeons même, c'est que les sommes actuellement versées dans

[Traduction]

Furthermore, the hypothesis of setting benefits in accordance with family income challenges the accepted standard of the Canadian family based on the equality and autonomy of the spouses. This measure may be especially discriminatory towards women, may remove them from the workforce and even further impoverish some families. Our community rejects this solution out of hand.

At this point in our presentation, Mr. Chairman, we would like to suggest new scenarios, which warrant exploration and analysis in order to achieve greater fairness and more effective income support programs.

Could we not, for instance, replace the current unemployment insurance program with a guaranteed minimum income program or an income assistance program targeted to, among others, seasonal and occasional workers? In contrast to the present program which, we can no longer ignore it, encourages moonlighting, this new system would provide the individual with a true incentive to round out his training and seek employment in a related field.

Moreover, such a system would help establishments seeking in vain to attract workers reluctant to accept part-time or occasional work which, in many cases, penalizes them in regard to unemployment insurance benefits.

On the other hand, if we retain the unemployment insurance program, could we indeed conceive of a system based on eligibility criteria other than the number of weeks worked and on benefits determined by something other than weekly income? Could we not for example consider the number of hours worked during the peak season or the total income earned? For that period, would that not keep people from moonlighting, which is very tempting for persons receiving benefits under the present system?

On the other hand, and this is important, to silence opposition expressed by part of the Canadian population regarding the eligibility of certain self-employed persons for unemployment insurance, including fishermen, we propose introducing an income stabilization program for them similar to the one provided for farmers. A similar proposal was made by the authors of the Cashin report and rejected time and again by various fishermen's associations.

It is in good faith that we submit these comments to you and suggest certain scenarios. Before implementing any new program or any major changes, their impact must be evaluated and established, understood and accepted, by our community. This is why we would like to see you in our regions again once the new system is more fleshed out, to allow you to share with our population your objectives as well as the methods and details of application.

We hope this essential reform is not simply a cost-cutting exercise in disguise, aimed at curbing the deficit. What we would like and in fact demand is that the sums currently spent on social security for our community be re-invested in an innovative

[Text]

[Translation]

notre milieu au chapitre de la sécurité sociale soient plutôt réinvesties de façon novatrice et créatrice pour permettre le développement dans toutes ses dimensions: développement des compétences individuelles, développement des potentiels collectifs, développement d'emplois valorisants et développement durable de nos régions.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Cyr. Nous disposons d'une courte période pour des questions et je vais commencer par le député de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine, M. Gagnon.

M. Gagnon: Je n'aurai pas de prise de bec avec ces gens comme avec M. Proulx hier. Ces gens sont des interlocuteurs valables et crédibles de la péninsule gaspésienne et des îles, bien entendu.

Je ne veux pas monopoliser le temps. On est ici pour vous entendre passer des commentaires, des commentaires d'ailleurs très constructifs qui touchent un peu à tous les points qui concernent les Gaspésiens et les Madelinots.

Monsieur Bouchard, vous avez parlé d'une aide particulière pour la transformation. J'ai l'impression que cette question de la transformation revient toujours depuis les 20 ou 30 dernières années. Pourquoi cela ne fonctionne-t-il pas? D'ailleurs, je crois que cela a été le discours de plusieurs de mes prédécesseurs. Pourriez-vous nous en parler un peu?

M. Bouchard: Tous les programmes qu'on a connus en région ont des critères qui s'appliquent de Toronto à la Gaspésie, et on s'aperçoit que ces programmes ne s'appliquent pas à notre réalité. Ce sont des critères pensés et conçus pour des grands centres comme Québec, Montréal ou Toronto et cela ne s'applique pas chez nous.

Prenons par exemple une entreprise qui veut s'implanter: 35 p. 100 de subventions à Toronto et Montréal et 35 p. 100 en Gaspésie. Où vont ces entreprises? Il n'y a même pas de discussion. On ne parle pas des politiques. Pensez à Ottawa ou à Montréal ou à Québec. On est tout à fait hors du circuit, et toute réforme devra tenir compte de nos différences individuelles et de nos particularités. Le discours qui dit que les gens chez nous ne vivent que de prestations et attendent à la maison est faux.

Il y a un dynamisme chez nous. Il y a un goût de vivre, de réussir. Il faudra que vous incliez dans votre réforme sociale des mesures particulières adaptées à notre réalité, à notre distinction. Pourquoi ne pas vous associer à nous avec des programmes novateurs? La Gaspésie est capable de vous accueillir pour une expérience pilote. Ainsi, vous montreriez à tout le pays que lorsque vous investissez, ce n'est pas seulement à Toronto ou à Montréal.

Le discours qui veut qu'il y ait des postes à Toronto et du chômage chez nous, il faut que cela finisse. L'avenir passe par là, et les gens des régions sont capables de le prouver. Ils l'ont déjà prouvé dans le passé. Avec des mesures et des priorités, on peut faire aussi bien que les autres. Qu'on arrête de nous soumettre des mesures de suffisance. On en a ras-le-bol d'entendre la même maudite histoire: on nous achète, on nous fait taire et on nous dit de nous asseoir. Ce n'est pas ce que nous voulons chez nous. On veut se prendre en main. Il y a déjà des signes évidents de cela chez nous.

and creative way to promote development in all respects: of individuals' skills, of the community's potential, of satisfying jobs, and of lasting development of our regions.

Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Cyr. We have a bit of time left for questions and I shall begin with the Hon. Member for Bonaventure—The Magdalen Islands, Mr. Gagnon.

Mr. Gagnon: I will not get into a row with people such as with Mr. Proulx here. They are valid and credible representatives of the Gaspé peninsula, and of the Islands, of course.

I do not wish to take up all the time available. We are here to listen to your comments, very constructive ones, I might add, which are relevant to all concerns of the people of the Gaspé and the The Magdalen Islands.

Mr. Bouchard, you referred to specific assistance for restructuring. It seems that this issue of restructuring has been coming up time and again for the last 20 or 30 years. Why does it not work? What is more, I believe many of my predecessors have made the same observation. Can you tell us something about this?

Mr. Bouchard: All the programs we have experienced in the regions are based on criteria applied from Toronto to the Gaspé, and we have noticed that these programs do not apply to our reality. The criteria were conceived and developed for large centres such as Quebec, Montreal and Toronto and are not applicable to us.

Consider for example a business wishing to establish in a certain location. The subsidy available is 35% in Toronto and Montreal and 35% in the Gaspé. Where will such businesses go? The answer is obvious. We are not referring to politics. Think of Ottawa, Montreal or Quebec City. We are left out of consideration entirely and any reform must take into account the specific differences of our region. It is not true that our people live entirely from benefits and spend their days at home.

Our region is dynamic. People have a zest for life and want to succeed. Your social reforms will have to include specific measures suited to our reality, to our distinct character. Why not join forces with us and propose innovative programs? You could use the Gaspé for a pilot project. That would allow you to show the entire country that when you put an effort into something, it is not only in Toronto or Montreal.

Statements to the effect that there are jobs in Toronto and unemployment in our region must stop. The regions are the way of the future and the people there can prove it. They have already proved it in the past. With appropriate measures and priorities, we can do just as well as anyone else. We must stop accepting half-baked measures. We are fed up with the same old deal: we are being bribed, told to keep quiet and sit down. This is not what we want for ourselves. We want to assume responsibility. There are already clear signs of this in our region.

[Texte]

[Traduction]

• 1510

Il y a un mot qu'on entend de plus en plus: c'est le mot «concertation». Il y a deux mots là-dedans: «concert» et «action». On en a marre des discours. On veut de l'action pour régler nos problèmes nous-mêmes. Venez nous rencontrer, nous écouter, et ensemble on va régler nos problèmes. On en est capables. C'est cela qu'on veut vous dire aujourd'hui. Ces réformes-là devront se faire avec nous et respecter notre volonté de vivre ici avec nos différences. Ensemble, on est capables de réussir. C'est cela qu'on veut vous dire aujourd'hui.

Le président: Le Bloc québécois.

M. Dubé (Lévis): Moi, je suis né dans la région. J'en suis parti depuis 1970, il y a déjà 24 ans, et je constate qu'on est encore au même niveau de discours.

J'ai fait le tour du pays avec le Comité. Il y a du chômage saisonnier un peu partout. Mais ici, il y a une particularité. Dans le nord de l'Ontario, on avait la forêt et les mines, et même les mines, ce n'est pas saisonnier. En Gaspésie, vous avez les pêches, l'agriculture, la forêt, le tourisme, et j'en passe. C'est dire que presque tout est saisonnier ici. Ce qui ne l'est pas, ce sont les emplois gouvernementaux, l'éducation, les affaires sociales et les services, mais tout le reste est saisonnier. Vous avez raison. C'est une région qui représente bien le Québec. Il faudrait aller dans les Maritimes pour trouver d'autres réalités semblables.

J'ai trouvé intéressant que vous mentionniez dans votre mémoire que, juste pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, les coupures actuelles ont un impact de 30 millions de dollars. Si cela vous convenait j'aimerais que vous expliquiez le reste. . . J'imagine que ce sera la même chose pour le Bas-Saint-Laurent.

Je sais que chaque région a son CRCD. Ailleurs, dans les autres provinces, on ne les appelle pas comme cela; on parle de plans stratégiques, etc. Mais vous, vous avez parlé d'un mot. Vous parlez du chômage saisonnier et vous dites qu'il faudrait diversifier l'économie régionale avec des actions. En lisant cela, on va le découvrir, mais j'aimerais qu'en quelques mots, vous nous disiez quelles seraient les grandes lignes d'une telle chose.

M. Bouchard: Tout dépend ce qu'on qualifie de régions ressources. Nous ne sommes pas que des gens qui exportons à Montréal des ressources qui sont transformées à Montréal. Avec cela, on draine nos ressources. Chez nous, on n'a pas juste des ressources naturelles; on a aussi des cerveaux. Il nous faut des outils, pas des discours.

Par exemple, le gouvernement du Québec a bâti des fonds d'innovation technologique à Québec et à Montréal. C'est ce qu'on appelle Innovatech. Dans les régions, on n'est pas assez intelligents pour faire du développement technologique. On ne nous a pas donné ces fonds-là. Il y a deux types de citoyens: Québec et Montréal, et les autres. On n'a pas, nous, ce droit fondamental d'avoir des outils pour faire de la recherche et du développement. On ne nous a pas encore donné ces outils-là. Je faisais le même discours hier à Québec, devant les ministres. Qu'on nous outille, qu'on nous donne les moyens, et nous serons capables de faire autant, sinon mieux que les autres. On veut se faire outiller.

M. Dubé (Lévis): Quels moyens voulez-vous?

A phrase we are hearing more and more is "joint action". We have had enough of speeches. We want action and we want to be involved in it, so we can solve our problems ourselves. Come and meet with us, listen to us, and together we can solve our problems. We can do it. This is what we want to say to you today. These reforms must be implemented with our participation and must respect our desire to live here, different as we are. Acting jointly, we can succeed. That is what we want to tell you today.

The Chairman: The Bloc Québécois.

Mr. Dubé (Lévis): I am a native of this region. I left in 1970, 24 years ago, and I can see that we are still having the same discussions.

I toured the country with the Committee. There is seasonal employment almost everywhere. But there is a difference here. In northern Ontario, there is a forestry and mining, and at that, mining isn't seasonal. In the Gaspé, there is fishing, agriculture, forestry, tourism and I could go on. In other words, almost everything here is seasonal. Government jobs are not, nor are jobs in education, social affairs and services; but everything else is seasonal. You have a point. The region is very representative of Quebec. We would have to look in the Maritimes to find similar realities.

I found it interesting that you mentioned in your paper that current cuts amount to \$30 million, just for the Gaspé and the Magdalen Islands. Do explain the rest, if you would. . . I imagine it must be the same for the Lower St. Lawrence.

I know each regions has its own CRCD. They are not even called that in the other provinces; there they refer instead to strategic plans and so forth. But you mentioned one word. You refer to seasonal unemployment and say that action must be taken to diversify the regional economy. One would find out by reading the document, but could I ask you to tell us in a few words, what would that involve, roughly speaking?

Mr. Bouchard: It all depends on what is classified as a region with resources. We don't merely export resources to Montreal to be processed there. That would amount to a drain on our resources. We have more than just natural resources in our region; we also have human intelligence. We need tools, not speeches.

For example, the Quebec government has created a technological innovation fund in Quebec and Montreal. It is called Innovatech. In the regions, we are not smart enough to make technical discoveries. We were not given such funds. There are two classes of citizens: those in Quebec City and Montreal and the rest. We are not given this basic right of access to research and development tools. They have not given us such tools yet. I gave the same speech in Quebec City yesterday, to the provincial Cabinet. If they gave us the tools, the means, we would be able to do as much if not better than the others. We want to be given such tools.

Mr. Dubé (Lévis): What means do you want?

[Text]

[Translation]

M. Bouchard: Les moyens, c'est la formation, l'entrepreneuriat, la recherche et le développement, le développement de marchés. C'est toute la réalité. On est en train de parler de la mondialisation des marchés, mais on ne cadre pas dans ces plans-là. On est toujours hors circuit. Il ne faut pas être misérabiliste, mais on demande des moyens. Je ne reviendrais pas sur le passé, parce que j'en aurais trop à dire. Mais ce sont les solutions..

M. Dubé (Lévis): Mais s'il y a un milieu qui s'est concerté, au Québec... Le message là-dedans, c'est qu'on dit: nous sommes plus que pauvres; nous sommes défavorisés. Le message qu'on donne aux jeunes, c'est de quitter cette région. Comment voulez-vous convaincre quelqu'un de partir un commerce si vous restez dans cet état d'esprit? Comment modifier cet état d'esprit négatif?

M. Scantland: Je vais vous ramener à la planification stratégique régionale où, en concertation, on a fait un long cheminement de près d'un an pour se doter justement d'objectifs et d'actions à entreprendre à court terme.

• 1515

Dans la planification stratégique, quand on parle de modulation et de respect des réalités régionales, il s'agit de tenir compte des planifications stratégiques régionales dans l'élaboration des politiques globales et sectorielles des ministères.

Même la planification de la sécurité sociale devrait s'imprégner des réalités des régions et des planifications stratégiques qui ont été faites dans l'ensemble des régions du Québec. Il serait trop long d'énumérer l'ensemble des moyens qu'on veut mettre en place, mais vous allez trouver dans toutes les planifications stratégiques de toutes les régions du Québec tous les moyens nécessaires pour agir au niveau régional.

Le président: Merci. Je passe au Parti réformiste.

M. Ringma: Est-ce que chaque organisme peut me dire le montant de son budget annuel et d'où vient cet argent?

Mme Côté: Au Ralliement gaspésien et madelinot, on va chercher annuellement dans les fondations et les communautés religieuses entre 50 000\$ et 60 000\$ pour fonctionner.

M. Ringma: Et ça vient de quelles communautés?

Mme Côté: Des communautés religieuses du Québec et d'une fondation canadienne, la Fondation Béati.

M. Ringma: Il n'y a pas d'argent fédéral ou provincial?

Mme Côté: Non.

M. Cyr: Je représente la MRC. On a un budget de 300 000\$ qui est pris directement sur les taxes des contribuables dans chaque municipalité. Il n'y a pas d'argent qui vient du gouvernement comme tel.

M. Scantland: Le budget du CRCD est un peu particulier. C'est de l'argent prélevé sur le budget de la province du Québec, mais ramené au niveau des décisions régionales. Et là-dessus, on administre le budget du fonds régional de développement qui représente 3,8 millions de dollars. Ça nous coûte 350 000\$ pour le gérer. Il y a peut-être certains organismes gouvernementaux qui pourraient prendre exemple là-dessus.

Mr. Bouchard: Training, entrepreneurship, research and development, market development. These are all realities. People are talking about globalization of markets, but we are not included in these plans. We are always left out of the loop. We do not want to seem like whiners, but we want resources. I will not recall the past, because there is too much to say. But these are the solutions—

Mr. Dubé (Lévis): But if any community in Quebec has made an effort... The message in all of this is that we are more than just poor; we are disadvantaged. The message we are giving to our young people is to leave the region. How can you convince someone to start a business in that frame of mind? How can this negative outlook be changed?

Mr. Scantland: I would like to remind you of regional strategic planning initiatives which, through joint action, have allowed us to make considerable progress over nearly a year, arriving at concrete objectives and measures to be taken in the short term.

In strategic planning, when we refer to adjustment and respecting regional realities, it is a question of taking regional strategic plans into account while developing overall departmental policies and policies for specific sectors.

Even social security planning should reflect regional realities and strategic planning done for all the Quebec regions. It would take too long to list all the measures we would like to institute, but the strategic plans for all regions of Quebec include all the means necessary for regional action.

The Chairman: Thank you. The Reform Party is next.

Mr. Ringma: Can each organization specify its annual budget and the source of this money?

Mrs. Côté: We at the Ralliement gaspésien et madelinot obtain between \$50,000 and \$60,000 annually in operating funds from foundations and religious communities.

Mr. Ringma: Which communities does that money come from?

Mrs. Côté: From religious communities in Quebec and a Canadian foundation, the Foundation Béati.

Mr. Ringma: You do not receive any federal or provincial money?

Mrs. Côté: No.

Mayor Cyr: I represent the MRC. We have a budget of \$300,000 which is drawn directly from the tax base in each municipality. No money comes from the government as such.

Mr. Scantland: The CRCD's budget is a bit different. It is money deducted from the Quebec provincial budget, but applied at the level of regional decision-making. In addition, we administer the budget of the regional development fund, amounting to \$3.8 million. It costs us \$350,000 to manage it. Certain government organizations might be able to learn from this example.

[Texte]

Je pourrais donner une précision là-dessus. C'est que les 3,8 millions de dollars qui sont à la disposition de la région ont un effet de levier pour réaliser des actions qu'on veut modular et qu'on veut adapter à notre réalité à nous.

Je vous donne un exemple. L'année dernière, nous avons utilisé 1,6 million de dollars du fonds d'interventions régionales, et on a favorisé l'investissement de plus de 22 millions de dollars dans la région. Donc, l'effet levier est important. On parle de un pour huit dans la plupart des fonds qu'on utilise, et on dessert une population de 100 000 habitants.

M. Ringma: C'est intéressant. Merci.

Le président: Merci, monsieur Ringma. J'aimerais remercier nos témoins de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine de nous avoir dressé ce tableau de leur région et de nous avoir parlé aussi éloquemment des dimensions de la réforme de la sécurité sociale qui touchent leur région. Encore une fois, je vous remercie.

M. Gagnon: Monsieur le président, je trouve regrettable qu'on ait réservé seulement une demi-heure aux intervenants gaspésiens qui représentent une population de plus de 100 000 personnes, alors qu'on passe les trois quarts de notre temps avec des représentants du Bas-Saint-Laurent. Je n'ai rien contre ça...

Le président: J'ai été un peu souple pour le temps, pour faire l'équilibre.

M. Gagnon: Je voulais simplement vous le laisser savoir.

Le président: J'ai ma montre ici, et j'essaie d'équilibrer les choses à l'intérieur de contraintes très serrées.

• 1520

Nous passons maintenant à un autre groupe de témoins. Ce sont les représentants de la Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc., de la GRIDEQ et de l'Université du Québec à Rimouski, de la Coalition étudiante postsecondaire de l'Est du Québec, d'Opération Dignité II, et des Comités d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Nous commençons par la Société d'exploitation des ressources de la Vallée. Monsieur Lambert, voulez-vous commencer?

M. Gaétan Lambert (responsable des Ressources humaines, Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.): Bonjour, messieurs et madame.

Au début des années 1970, les propriétaires de lots boisés du Bas-Saint-Laurent organisent une résistance face à la fermeture de leur paroisse. Ils décident de se regrouper et de mettre en valeur leur principale richesse: leurs lots boisés. C'est ainsi que sous l'appellation «Opération Dignité» naît le premier groupement forestier de la province. Aujourd'hui, on compte 47 organismes de gestion en commun ou OGC dans tout le Québec.

Les OGC sont des entreprises commerciales privées à but lucratif. Ils se financent à même la vente de la coupe de bois qu'ils effectuent en forêt privée et publique. D'autre part, le ministère des Ressources naturelles leur fournit des subsides pour la réalisation d'activités d'aménagement forestier chez les propriétaires de lots privés.

Le 14 mai 1974 naît la Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc. Les lettres patentes spécifient entre autres objectifs:

[Traduction]

I would like to add one detail in this regard. The \$3.8 million available to the region serves as a lever in carrying out the adjustments we want to make in respect of our own reality.

Last year, for example, we used \$1.6 million from the regional intervention fund and encouraged an investment of more than \$22 million in our region. This illustrates the power of this lever. It is said to be an eight-to-one return for most of the funds we use, serving a population of 100,000.

Mr. Ringma: Thank you, that's interesting.

The Chairman: Thank you, Mr. Ringma. I would like to thank our witnesses from the Gaspé and the Magdalen Islands for describing the situation in their region and for speaking so eloquently about the aspects of social security reform which affect their region. Once again, thank you.

Mr. Gagnon: Mr. Chairman, I am sorry to see that only half an hour was allotted for the witnesses from the Gaspé who represent more than 100,000 people, while three-quarters of our time is allotted to representatives from the Lower St. Lawrence. I have nothing against that...

The Chairman: I was rather flexible with time, to balance things out.

Mr. Gagnon: I just wanted to let you know.

The Chairman: I am keeping an eye on the time and am trying to balance things out within very tight constraints.

We shall now continue with another group of witnesses. These are representatives of the Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc., from GRIDEQ and the Université du Québec à Rimouski, from the Coalition étudiante postsecondaire de l'Est du Québec, Opération Dignité II and the Comités d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

We shall begin with the Société d'exploitation des ressources de la Vallée or SERV. Mr. Lambert, would you like to start?

Mr. Gaétan Lambert (Human Resources Official, Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.): Hello, ladies and gentlemen.

In the early 1970s, owners of wood lots in the Lower St. Lawrence organized opposition to the closing of their parish. They decided to rally together and capitalize on their most valuable resource: their wood lots. Thus the first forestry organization of the province, called "Opération Dignité", was born. There are now 47 joint management groups throughout Quebec.

The joint management groups are commercial, private enterprises seeking to make a profit. They are funded by selling the wood they cut in privately and publicly owned forests. In addition, the Department of Natural Resources provides subsidies for forest management activities performed for owners of private lots.

The Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc. was created on May 14, 1974. The letters patent cite the following objectives among others:

[Text]

1. lutter contre la fermeture des paroisses;
2. développer de façon rationnelle toutes les ressources de l'unité: agriculture, forêt et tourisme, en vue de stabiliser la population;
3. assurer une participation massive des citoyens;
4. créer des emplois sur place; et
5. stimuler une économie déjà flétrissante.

Depuis 1975, la SERV emploie entre 250 et 450 travailleurs annuellement. Plusieurs contraintes affectent la durée d'emploi de ces travailleurs forestiers. D'une durée potentielle d'environ 30 semaines, de la mi-mai à la mi-décembre, la saison ne dure parfois que 10 à 12 semaines.

Du reboisement en passant par le débroussaillage, les coupes sélectives et les coupes à blanc, nous cultivons nos forêts pour les générations à venir.

Des expertises ont été développées dans la préparation du terrain pour le reboisement, l'application des sylvicides par voie aérienne et terrestre et beaucoup d'autres champs d'activités.

D'autre part, d'interminables chicanes entre les niveaux fédéral et provincial du gouvernement prennent trop souvent les forestiers en otage, les privant ainsi d'un gagne-pain décemt.

Soulignons le renouvellement récent du programme forestier fédéral appelé Plan de l'Est pour un an seulement et la fin du programme forestier provincial prévu pour 1996. Où nous ont menés les luttes des 20 dernières années? L'existence même des organismes de gestion en commun est mise en cause.

Que feront les quelque 400 employés de la SERV sans travail? Qu'adviendra-t-il de notre déjà trop fragile économie régionale sans la SERV, sans un régime d'assurance-chômage digne de ce nom?

M. Daniel Héon (travailleur sylvicole, Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.): Je parle en tant que travailleur forestier et représentant des travailleurs.

Les travailleurs forestiers de la SERV sont conscients qu'un bon ménage s'impose au niveau des programmes sociaux et dans toutes les dépenses des gouvernements, mais pas à n'importe quel prix.

• 1525

Nous appuyons l'hypothèse selon laquelle le régime actuel d'assurance-chômage serait maintenu avec des coupures ou des modifications telles des hausses de primes ou une durée moins longue. Nous souhaitons également qu'il y ait un contrôle plus strict des fraudeurs du régime.

Nous admettons même qu'un travailleur saisonnier qui profite plus souvent de l'assurance-chômage paye des primes plus élevées qu'un travailleur à temps plein. La majorité de nos travailleurs veulent travailler le plus longtemps possible, 30 semaines et plus. Nous souhaitons donc une meilleure concertation entre les deux niveaux de gouvernement. La rentabilité de l'aménagement des forêts privées est depuis longtemps prouvée.

[Translation]

1. fighting the closure of parishes;
2. developing in a reasonable fashion all shared resources: agriculture, forestry and tourism, in the interest of stabilizing the population;
3. ensuring broad public participation;
4. creating jobs locally; and
5. stimulating an already lagging economy.

Since 1975, SERV has employed between 250 and 450 workers annually. Several factors influence the duration of employment of these forestry workers. Although the season may last some 30 weeks, from mid-May to mid-December, it is sometimes over in just 10 to 12 weeks.

Reforestation through bush clearing, selective felling and clear-cutting serves to cultivate our forests for future generations.

Expertise has been developed in preparing land for reforestation, using sylvicides applied from the air and on the ground, and many other areas of activity.

But, endless squabbles between the federal and provincial levels take foresters hostage all too often, thereby depriving them of a decent source of income.

We would like to stress the recent extension for one year only of the federal forestry program known as the Plan de l'Est and the end of the provincial forestry program envisaged for 1996. What have we gained from our struggles over the last 20 years? Even the existence of the joint management organizations have been called into question.

What will the some 400 employees of the SERV do without work? What will become of our already too fragile regional economy without SERV, and without a worthwhile unemployment insurance program?

Mr. Daniel Héon (Forestry worker, Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.): I am speaking both as a forestry worker and as a representative of my fellow workers.

SERV's forestry workers are aware that a through spring cleaning is needed in social programs and all government spending, but not at any cost.

We are in favour of the proposal to maintain the current unemployment insurance program, with cuts or changes such as increased premiums or shorter benefit periods. We would also like to see stricter controls to prevent abuse of the system.

We even accept the proposal that seasonal workers who draw unemployment insurance benefits more frequently be required to pay higher premiums than full-time workers. The majority of our workers would like to work as long as possible, 30 weeks or more. Thus we would like to see enhanced dialogue between the two levels of government. The profitability of managing privately owned forests has long since been demonstrated.

[Texte]

Les travailleurs de la SERV trouvent aberrante la mise sur pied d'une assurance-emploi qui créerait deux catégories, deux classes des prestataires. De plus, le droit aux prestations lié à un revenu annuel ou familial risquerait de brimer les droits et libertés pour la conjointe ou le conjoint.

Nous appuyons toute mesure visant à améliorer de façon concrète la formation et, par conséquent, l'employabilité des travailleurs. Nous dénonçons le dédoublement des ministères et le gaspillage des fonds publics.

Nous souhaitons également que les bénéficiaires de l'aide sociale soient obligés de travailler, dans la mesure du possible, afin de recevoir leurs prestations.

En conclusion, les travailleurs de la SERV voient d'un bon oeil tout effort déployé par les gouvernements afin d'assainir les dépenses publiques et de ramener le déficit à zéro.

Nous vous rappelons la viabilité de l'aménagement de la forêt privée. Nous demandons rien de plus que de travailler dignement chez nous.

Il faut cependant tenir compte des particularités de l'aménagement en forêt privée.

Le président: Merci, monsieur Héon. Nous entendrons maintenant le représentant du GRIDEQ, de l'Université du Québec à Rimouski.

M. Serge Côté (professeur à l'Université du Québec à Rimouski et directeur du GRIDEQ): Je suis accompagné de Danièle Lafontaine qui est membre du GRIDEQ, le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec. Une douzaine de personnes, professeurs à l'Université du Québec à Rimouski, en sont membres.

Nous avons préparé un résumé du mémoire. Je ne vais pas le parcourir au complet, parce que ce serait répétitif, mais il y a quand même certains éléments que j'aimerais faire ressortir.

Le premier élément, c'est la question du manque d'emplois. Je pense qu'implicitement, le Livre vert tien pour acquis qu'un système bien rodé de protection du revenu, qui serait adéquatement arrimé avec des programmes de placement et de formation, devrait permettre à toutes les personnes qui le souhaitent de se trouver un emploi. C'est une prémissse ou une supposition qui, quant à nous, est loin d'être démontrée. Si elle se trouvait fausse, comme nous le croyons, elle aurait pour effet de changer considérablement la perspective sur ce que devrait accomplir aujourd'hui une réforme des programmes sociaux. Il serait plus sain et plus réaliste, à notre avis, de faire commencer la réforme par un constat d'impossibilité, dans les circonstances actuelles, de procurer un travail à tout le monde.

Cela pose la question de la création d'emplois, dont beaucoup de personnes ont parlé. C'est une question qui n'est pas abordée explicitement dans le Livre vert et c'est une question d'une très grande importance pour des régions comme la nôtre, des régions périphériques qui connaissent un déficit chronique d'emplois. Par exemple, les taux de participation sont plus bas chez nous qu'ailleurs. C'est parce qu'il y a un manque d'emplois, et pas parce que les gens aiment moins travailler que les gens d'autres régions. Donc, le Livre vert n'accorde pas une attention adéquate à cette question de la création d'emplois.

[Traduction]

People who work for SERV find it absurd that an unemployment insurance program may be established that will create two categories, two classes of persons receiving benefits. Moreover, the idea of linking the right to benefits to annual or family income could potentially erode spouses' rights and freedom.

We support any measure designed to enhance training concretely and thereby enhance workers' employability. We denounce duplication in government departments and squandering of public funds.

We would like to see that persons receiving social assistance be required to work, whenever possible, to receive their benefits.

In conclusion, SERV's workers look favourably on any government attempts to stabilize public spending and eliminate the deficit.

We would like to stress once again the viability of managing privately owned forests. We ask nothing more than to be able to work with dignity in our own region.

But the unique features of managing privately owned forests must be borne in mind.

The Chairman: Thank you, Mr. Héon. We shall now hear from the representative of GRIDEQ from the University of Quebec at Rimouski.

Mr. Serge Côté (Professor, University of Quebec at Rimouski and manager of GRIDEQ): I am here today with Danièle Lafontaine, a member of GRIDEQ, the Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec [the interdisciplinary research group on regional development in Eastern Quebec], to which a dozen individuals, professors at the University of Quebec et Rimouski, belong.

We have prepared a summary of our brief. I wont go through the whole thing because it would be repetitive, but there are certain points I would like to highlight.

The first point is the lack of jobs. I believe the Green Paper implicitly assumes that an income protection program with all the bugs worked out, sufficiently in tune with placement and training programs, should allow anyone seeking employment to find it. This premise or assumption is, in our opinion, far from proven. If it is found to be false, as we believe, it would significantly alter what the present reform of social programs is expected to achieve. It would be more sound and realistic, we believe, to base the reform on the impossibility, under present circumstances, of finding work for everyone.

This leads to the issue of job creation, which many people have raised. The issue is not specifically addressed in the Green Paper and it is extremely important for regions like ours, outlying regions with a chronic shortage of jobs. Labour force participation rates, for instance, are lower in our area than elsewhere. This is due to the shortage of jobs and is not because people here are less inclined to work than people in other regions. The Green Paper thus does not give adequate consideration to the question of job creation.

[Text]

[Translation]

• 1530

Le deuxième thème est l'exclusion, un thème qui pourrait découler du constat qu'il n'y a pas d'emplois pour tout le monde. À partir de cela, que faisons-nous avec les gens qui ne peuvent avoir accès à l'emploi? Dans les circonstances d'aujourd'hui, ces personnes deviennent des exclues. On l'a entendu à plusieurs reprises aujourd'hui. Il y a une réflexion qui manque dans le Livre vert à ce sujet ou qui est trop peu développée.

Le troisième thème est le travail saisonnier. Beaucoup de personnes en ont parlé. Je pense que le Livre vert traite de façon inadéquate de toute la question du travail saisonnier, qui est une question très importante pour les régions périphériques. On en parle seulement en termes de chômage fréquent. La proposition qui est associée au chômage fréquent est seulement une hypothèse, mais il faut prendre au sérieux cette proposition de prestations à taux réduit. Tout cela est inacceptable et ne fait que confirmer l'idée que les besoins budgétaires des gouvernements passent avant les besoins personnels des citoyens et citoyennes les plus pauvres.

La réduction des allocations: Si cette hypothèse était retenue, elle aurait, en plus de toucher personnellement les individus concernés, d'autres retombées négatives sur l'ensemble de la région étant donné qu'elle soustrairait des revenus importants par la force des choses.

Un quatrième thème concerne la précarité dans un contexte changeant. Cela a été abordé. Je n'ajoute rien là-dessus.

J'arrive à un cinquième thème qui est celui du cadre territorial et de l'expérience québécoise en matière de développement régional.

Le cadre territorial favorise de plusieurs façons l'expression des énergies collectives et la mobilisation des acteurs dans la recherche de solutions parfois inédites au développement. L'importance du soutien du milieu ambiant et l'utilisation créative des qualifications existantes de la main-d'œuvre apparaissent comme des facteurs de première importance pour le développement des régions.

Sur le terrain, dans nos régions, beaucoup d'initiatives de développement prennent appui sur l'enracinement territorial des gens qui habitent la région. L'action du Ralliement gaspésien et madelinot et celle de la Coalition urgence rurale qui ont témoigné aujourd'hui offrent des exemples de cet enracinement.

On peut dire aussi que, dans les politiques généralement suivies au Québec, certains des aspects des politiques régionales appliquées par l'État québécois favorisent la densification des tissus régionaux et leur enrichissement en les dotant d'instruments et d'institutions qui contribuent à assurer l'épanouissement des communautés qui y vivent. La création des universités régionales dans les années 1970 au Québec en serait un exemple et on pourrait aussi apporter d'autres éléments.

Il y a une conception implicite du développement qui est présente dans le Livre vert, et nous croyons qu'elle est en opposition avec la valorisation du plan territorial que l'on retrouve au cœur de l'expérience québécoise de développement régional. Ce modèle sous-jacent ou cette conception implicite est clairement celle de la *out-migration solution* proposée par Thomas Courchesne depuis une bonne vingtaine d'années.

The second point I would like to highlight is exclusion, which could logically follow from the fact that there aren't enough jobs for everyone. From that point, what do we do with people who are not able to get a job? In today's conditions, these people become excluded. We have already heard this many times today. No or too little thought has been given to this in the Green Plan.

The third point is seasonal work. Many people have talked about it. I think that the Green Paper does not adequately deal with the whole issue of seasonal work, which is a very important issue for outlying regions. It is mentioned only in terms of frequent unemployment. The proposal regarding frequent users is only hypothetical, but this proposal to reduce benefits must be taken seriously. It is unacceptable and only confirms that the fiscal needs of government take precedence over the personal needs of the poorest Canadians.

Reducing benefits: If this hypothesis were retained, in addition to affecting personally all of the individuals concerned, it would have other negative spin-offs on the region as a whole because it would necessarily cut considerably the amount of money circulating.

The fourth point concerns instability in a context of change. This has already been discussed and I have nothing to add.

Now I come to a fifth point, which is that of territorial framework and of Quebec's experience in regional development.

The territorial framework stimulates in many ways the expression of collective energy and helps to involve people in the effort to find novel development alternatives. Support from local people and the creative use of qualities that the labour force already has seem to be very important factors in regional development.

In the field, in our regions, many development initiatives find support from people living in the region who are firmly rooted. The actions of Ralliement Gaspésien et Madelinot and those of the Coalition urgence rurale, who appeared before the Committee today, are examples of this phenomenon of taking root.

We can also say that, in the policies generally applied in Quebec, some aspects of regional policy applied by Quebec have encouraged a tightly woven regional fabric and enriched the regions by giving them the tools and the institutions needed to ensure growth of the region's communities. One example among others was the creation of regional universities in the 1970s in Quebec.

The Green Paper contains an implicit view of development, and we believe that it goes against the territorial emphasis that is central to Quebec's regional development experience. This underlying model or implicit view is clearly that of the *out-migration solution* suggested by Thomas Courchesne some 20 years ago.

[Texte]

Il s'agit d'une théorie basée sur la notion d'ajustement du marché, théorie dont la valeur fait d'ailleurs l'objet d'une vigoureuse controverse au sein des études régionales canadiennes et québécoises. Courchene, dans ses propositions, va jusqu'à suggérer une réforme des programmes sociaux dans le but presque unique d'encourager la mobilité des individus des régions périphériques vers les régions centrales en leur permettant d'échapper à ce qu'il appelle la dépendance envers les paiements de transfert. Il nous semble que les auteurs du Livre vert ont épousé ce modèle de l'ajustement du marché.

[Traduction]

His theory is based the notion of market adjustment, a theory whose value by the way is being hotly debated in Canadian and Quebecois regional studies. Courchesne in his proposal goes as far as to suggest reforming social programs almost with the sole objective of encouraging people living in outlying regions to move to central regions, thus allowing them to escape what he calls dependency on transfer payments. It seems that the authors of the Green Paper have espoused this model of market adjustment.

• 1535

Selon nous, il s'agit d'un mauvais choix qui ne peut déboucher sur des solutions valables pour les régions, un choix qui va aggraver les problèmes, notamment les tensions fédérales-provinciales et qui ne va pas du tout dans le sens des orientations politiques québécoises en matière de développement régional.

Il y a aussi un dernier élément que j'aimerais aborder sur le plan de la formation, qui est un des thèmes du Livre vert. Les propositions contenues dans le projet de réforme sont susceptibles d'avoir des effets néfastes sur les régions périphériques. L'acquisition de compétences en vue de développer l'employabilité des individus, car il faut savoir que c'est une employabilité destinée aux individus, ne peut, à notre avis, répondre entièrement aux besoins des régions, qui doivent plutôt compter sur un enracinement des compétences et des qualifications en vue de consolider leur tissu socio-économique.

Ajoutons à cela que le Livre vert fait fi du consensus québécois sur la formation de la main-d'œuvre et qu'il constitue un projet d'empêtement dans les sphères de juridiction québécoise. Enfin, la perspective d'une révision des modes de financement des universités et d'une hausse substantielle, sous forme de majoration des frais de scolarité, de la contribution directe des étudiants et des étudiantes au financement de l'éducation, pourrait avoir un effet très nuisible sur les universités régionales sur lesquelles les populations s'appuient, en partie, dans leurs efforts de développement, et sur lesquelles elles comptent déjà beaucoup pour l'avenir.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Côté. La représentante de la Coalition étudiante postsecondaire de l'Est du Québec, madame Pépin.

Mme Lucie Pépin (représentante, Coalition étudiante postsecondaire de l'Est du Québec): Bonjour. Je suis étudiante de deuxième cycle. J'ai été chargée de l'analyse du Livre vert au niveau du chapitre 3: «L'acquisition du savoir, un mode de vie». J'ai rédigé le mémoire qui a été présenté au nom de l'Association des étudiants de cycle supérieur de l'UQAR. Par la suite, le mémoire a été officiellement adopté par sept associations d'étudiants postsecondaires, et c'est au nom du regroupement qui s'appelle CEPEQ, qui regroupe aujourd'hui 13 750 étudiants, que nous présentons notre réflexion.

Pour analyser le projet de réforme en éducation, nous avons tenté de nous rattacher à l'esprit et à la lucidité du document de travail. Aux pages 65 et 46, trois phrases traduisent succinctement l'essentiel des prémisses de ce projet de réforme:

In our opinion, it's a bad choice, which will not lead to any solutions for the regions, which will worsen problems, especially friction between the federal and provincial governments, and which flies in the face of Quebec's regional development policy orientations.

There is a last point I would like to raise, regarding training, which is one of the themes of the Green Paper. The proposals contained in the proposed reforms are likely to have negative effects on outlying regions. Acquiring skills in order to make people more employable and, it remains to be seen what this actually means, will not in our opinion fully meet the needs of the regions, which must instead rely more on skills and qualifications putting down strong local roots in order to strengthen their social-economic fabric.

We would like to add that the Green Paper does not take into consideration the consensus in Quebec on labour-market training and that it undermines Quebec's jurisdiction. Lastly, changing the way universities are financed and increasing substantially, by raising tuition fees, the direct contribution students make toward financing their education, could have a very detrimental effect on regional universities, which people in the area have come to count on in their efforts to develop the area, and on which their hopes for the future already depend to a great extent.

Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Côté. The representative of the Coalition étudiante postsecondaire de l'Est du Québec, Ms Pépin.

Ms Lucie Pépin (Representative of the Coalition étudiante postsecondaire de l'Est du Québec): Hello. I am a graduate student. I was asked to analyze chapter 3 of the Green Paper, "Making life-long learning a way of life". I wrote the brief on the topic that was presented on behalf of the Association des étudiants de cycle supérieur de l'UQAR. After that, the paper was officially adopted by seven university student associations, and we are presenting our view today on behalf of a coalition called CEPEQ, which represents 13,750 students.

In analyzing the proposed reforms to education, we tried to keep close to the spirit and the clarity of the discussion paper. On pages 57 and 42, three passages succinctly reveal the essential premises of the reform proposal:

[Text]

[Translation]

On considère de plus en plus que le meilleur programme de développement économique consiste à favoriser la croissance de la classe moyenne en mettant l'éducation à la portée de tous.

Un peu plus loin on ajoute:

Les emplois changent continuellement. Les nouveaux emplois exigent encore plus de scolarisation qu'auparavant. [...] L'acquisition du savoir a plus d'importance que jamais.

Enfin, à la page 46, dans la section qui traite de l'assurance-chômage, on dit:

Le comité reconnaît que nous devons maintenant nous adapter à une économie où le risque de chômage structurel, y compris le chômage chronique, s'accroît dans presque tous les secteurs de l'économie.

Or, à ces prémisses de départ, la réforme répond par une coupure de 2,6 milliards de dollars dont les impacts financiers, au Québec, constituent un véritable mystère. Les premiers chiffres avancés parlaient de 324 millions de dollars. Au mois d'octobre, *Le Devoir* parlait de 340 millions de dollars. Un fonctionnaire fédéral, M. Chippindale, nous a confirmé qu'il serait plutôt question de 580 millions de dollars. Enfin, la Fédération québécoise des professeurs d'université déclarait dans les journaux, dernièrement, qu'il serait plutôt question de 721 millions de dollars.

D'autre part, l'instauration d'un nouveau régime de prêts apparemment plus généreux permettrait aux étudiants d'assumer une plus grande part des coûts du système d'éducation dans lequel nous vivons. En fait, les étudiants assumeront plus que la part entière de la contribution fédérale, qui est actuellement de 8 milliards de dollars. Il semble que les prêts impliqueront un budget de plus de 10 milliards de dollars dont les intérêts, payés par les étudiants à la fin de leurs études et qui seraient cumulés à partir du moment où le prêt est contracté, serviraient évidemment à alimenter le régime de prêts, mais incidemment à payer la dette nationale.

• 1540

Cette nouvelle façon de financer les institutions postsecondaires pourrait signifier une augmentation draconienne de 100 p. 100, et peut-être même 200 p. 100 si le chiffre de 721 millions de dollars est exact, de même qu'une déréglementation des frais de scolarité.

Les cégeps et universités régionaux seraient doublement affectés par cette réforme. Elle pourrait aller jusqu'à menacer la survie de nos établissements car, en région périphérique, les conditions de l'emploi sont plus précaires encore qu'ailleurs.

Une augmentation des frais de scolarité, auxquels s'ajoutent presque automatiquement des frais de subsistance à cause de l'exode rural nécessaire, devient alors une barrière à l'entrée, dont les répercussions, d'ailleurs, se font déjà sentir par une baisse de la clientèle.

Le Comité semble avoir oublié que les étudiants, notamment à l'UQAR, ont déjà assumé 250 p. 100 d'augmentation au cours des dernières années, c'est-à-dire depuis 1988, et que les perspectives d'endettement suggérées par le nouveau régime de prêts sont démesurées.

Encouraging the growth of the middle class through universal educational opportunity has now caught on everywhere as the most potent economic development program ever devised.

A little further on it is added that:

Jobs are constantly changing. New jobs demand yet more education than those in the past [...] Acquiring knowledge has become more important than ever.

Lastly, on page 42 in the section on unemployment insurance, it says:

We must now operate in an economy where the risk of structural employment, including recurring unemployment and long-term employment, is growing in almost all sectors of the economy.

And how does the proposed reform propose to act on these premises? By a cut of \$2.6 billion, the financial impact of which in Quebec is yet unknown. The first figures announced were in the area of \$324 million. In October, *Le Devoir* spoke of \$340 million. A federal public servant, Mr. Chippindale, told us that the amount would likely be \$580 million. Lastly, the *Fédération québécoise des professeurs d'universités* announced in the newspapers recently that the figure would be closer to \$721 million.

On the other hand, bringing a new, apparently more generous, loan system would allow students to pay a larger portion of the costs of running our present-day education system. In fact students would assume more than what the federal government contributes, which is currently eight billion dollars. It seems that the budget for loans would exceed \$10 billion and that the interest, that would be paid by students at the end of their studies, which would begin to accrue from the moment they entered into a loan agreement, would obviously feed the loan fund, but incidentally also be used to pay down the public debt.

This new way of financing post-secondary education could lead to a draconian hike of a 100%, and even maybe 200% if the figure of 721 million dollars is correct, as well as a deregulation of tuition fees.

This reform will affect cégeps and regional universities in two ways. It could threaten their very survival since, in peripheral regions, employment is more unstable than elsewhere.

An increase in tuition fees, added to an almost automatic increase in living expenses because of the necessary rural exodus, makes post-secondary education less accessible, and the effects are already being felt by a drop in enrolment.

The committee seems to have forgotten that students, in particular those at UQAR, have already absorbed a 250% hike in fees over the last few years, that is since 1988, and that the increase in debt load suggested in the new loan system is out of proportion.

[Texte]

Si les 100 p. 100 d'augmentation de frais de scolarité sont appliqués, cela implique des frais de scolarité annuels de 3 600\$. Si on considère qu'au baccalauréat, il y a des frais de subsistance de 10 000\$, cela correspond à un endettement, à la fin des études, de 19 160\$; à la maîtrise, de 30 450\$; et au doctorat, de 53 000\$.

S'il est question de 721 millions de dollars de coupures au baccalauréat, on sort avec une dette de 30 000\$, à la maîtrise, de 40 000\$, et au doctorat, de 65 000\$.

Le Comité a aussi oublié que plus de 75 p. 100 des étudiants vivent actuellement sous le seuil de la pauvreté, que le revenu annuel moyen des étudiants est de moins de 10 000\$ et que 25 p. 100 de ceux-ci, en 1993, disposaient de moins de 6 000\$.

Plus de la moitié des étudiants ne peuvent compter actuellement sur la contribution parentale prévue par le régime actuel de prêts et bourses. Il n'est donc pas surprenant que, par exemple, le tiers des étudiants de cycle supérieur abandonnent leurs études pour des raisons financières.

Enfin, pour tous ceux qui voudraient quand même profiter d'une formation poussée, la réforme propose la formation assistée par ordinateur. Si ces nouveaux outils pédagogiques permettent aux plus éloignés d'ajuster leur montre à l'heure du monde, ils constituent également un danger d'isolement que la réforme n'aborde aucunement, danger d'isolement personnel et professionnel qui ne facilite en rien l'intégration déjà difficile au marché du travail.

En effet, les résultats d'une enquête réalisée en 1993 par la SQDM confirment les difficultés actuelles à intégrer le marché du travail: 50 p. 100 des diplômés universitaires ne travaillent pas dans leur domaine d'études, et un bachelier sur cinq a chômé plus de huit mois au cours des deux années suivant l'obtention de son diplôme.

Le Conseil canadien du développement social a démontré en 1994 que, dans 29 p. 100 de toutes les familles pauvres, quelqu'un avait un diplôme d'études postsecondaires. C'est le double d'il y a 10 ans.

Le Devoir, en mai 1993, avance que 14 p. 100 des sans-abri de Montréal ont un diplôme universitaire. Le même journal annonce, en avril 1994, que les faillites chez les anciens étudiants augmentent d'une façon inquiétante.

Le PRPR, le régime de prêts généreux du gouvernement fédéral, c'est la consécration d'une mentalité mise en place par nos aînés qui n'ont pas su vivre selon leurs moyens. Ce sera le crédit pour la vie avec, peut-être, l'amnistie à 65 ans.

Nous ne croyons pas qu'une augmentation des frais de scolarité de 100 p. 100, et peut-être même de 200 p. 100, ornémentée d'une charge d'intérêts encore plus lourde qu'actuellement, contribue à la croissance de la classe moyenne et à mettre l'éducation à la portée de tous.

Nous ne croyons pas que les fonctionnaires fédéraux méconnaissent les réalités que nous venons d'exposer; ils les ont tout simplement occultées. Nous ne croyons pas non plus que les intentions du Comité soient transparentes et que le présent processus de consultation soit démocratique. Tout nous laisse croire que les jeux sont pipés d'avance, et nous avons intérêt à réagir.

[Traduction]

If tuition fees are raised by 100%, annual fees will reach \$3,600. If one takes into consideration that the living expenses for a BA are \$10,000, the corresponding debt at the end of studies would be \$19,160; for a masters degree, \$30,450; for a PHD, \$53,000.

If 721 million dollars are cut from the BA program, the average student will end up with an accumulated debt of \$30,000, after a masters, with a debt of \$40,000, and after PHD studies, with a debt of \$65,000.

The committee also forgot that over 75% of all students are now living under the poverty line, that the average annual income for students is less than \$10,000 and that in 1993, 25% of students had an annual income of less than \$6,000.

Over one half of all students can no longer count on the parental contribution which is expected under the current system of grants and loans. It is therefore not surprising, for example, that one third of all graduate students quit their studies for financial reasons.

For all those people who would nevertheless want to take advantage of higher studies, the proposed reform offers computer assisted training. Although these new pedagogical tools will allow people living the furthest from urban centres to keep current, they may tend to isolate students, an issue that the reform in no way deals with, the danger of personal and professional isolation which will do nothing to ease the already difficult transition to the labour market.

In fact, the results of a study conducted in 1993 by the SQDM confirmed that it is currently difficult to make the transition to the job market: 50% of all university graduates do not work in their area of specialty, and one in five was unemployed for over eight months during the two years following graduation.

The results of a study conducted in 1994 by the Canadian Council on Social Development showed that, in 29% of poor families, there was at least one graduate from a post-secondary institution. That's double what it was 10 years ago.

In May 1993, *Le Devoir* published that 14% of the homeless in Montreal have university diplomas. The same newspaper stated in April 1994 that the increase in the number of bankruptcies among former students was disquieting.

The federal government's generous loan program is the epitome of the mentality of the older generation, which didn't know how to live within its means. It will be credit for life with maybe an amnesty at 65 years of age.

We don't believe that increasing tuition fees by 100% and maybe by 200% and at the same time raising interest rates, will contribute to the growth of the middle class or to putting education within the reach of all.

We do not believe that federal public servants are not aware of the realities we just discussed; they simply prefer to ignore them. Neither do we believe that the committee's intentions are what they seem and that the current consultation process is democratic. Everything leads us to believe that the cards were stacked ahead of time, and that we had better react.

[Text]

[Translation]

Aussi, à un moment où les facultés d'arts et de sciences humaines sont particulièrement menacées au profit des orientations à saveur fortement technologique et administrative, nous croyons que les premières sont plus nécessaires que jamais, à commencer par les sciences politiques.

• 1545

En résumé, la Coalition étudiante postsecondaire de l'Est du Québec s'oppose à la réforme Axworthy pour trois raisons: le chapitre 3 est truffé de contradictions et de mystères, les enjeux sont majeurs et on nage dans la confusion.

Les mesures proposées par le fédéral nient complètement les conditions de vie des étudiants et étudiantes, nient le resserrement du marché du travail et les difficultés à s'y intégrer. Elles nient également les difficultés pour les étudiants endettés à démarquer une entreprise, dans la mesure où une dette finale de 50 000\$ permet difficilement d'avoir un capital de démarrage pour une nouvelle entreprise.

Enfin, la réforme Axworthy engage un dialogue avec la population sur des questions qui ne concernent pas le fédéral. Cette façon de procéder ajoute à la confusion.

Les conclusions du CÉPEQ sont claires:

- non à toute augmentation des frais de scolarité et à leur déréglementation;
- non à l'application du régime de prêts et à l'ingérence du gouvernement fédéral dans les choix de la province en matière d'éducation;
- non aux barrières à l'entrée sur la seule base de la capacité d'endettement des étudiants et des étudiantes;
- non à la menace à l'accessibilité et à la qualité d'enseignement en institution dans les régions périphériques.

Pour terminer, nous aimerais souligner qu'il y a une erreur dans le Livre Vert. L'éducation postsecondaire n'est pas une mesure de sécurité sociale. C'est un projet de société, un investissement.

Le président: Merci, madame Pépin. Le prochain témoin représente Opération Dignité. Monsieur Raymond.

M. Gilles Raymond (président, Opération Dignité II): Je suis accompagné de Berthier Pelletier, administrateur d'Opération Dignité II et président du Fonds d'exploration minière du Bas-Saint-Laurent.

Certains témoins, tout à l'heure, ont dit que leur entreprise avait été créée il y a 20 ans par les Opérations Dignité, et je voudrais signaler que ce sont les mêmes Opérations Dignité qui existent encore. On doit dire qu'Opération Dignité est apparue il y a 20 ans, quand le gouvernement du Québec pensait à fermer les villages soi-disant pour assurer le développement. Mais les gens se sont regroupés et ont dit qu'ils étaient capables de créer de l'emploi. Ils ont d'abord pensé à regrouper les surfaces et les lots boisés. Aujourd'hui, à partir de ce qui a été créé à cette époque-là, on a un budget annuel d'au-delà de 20 millions de dollars. On a créé récemment le Fonds d'exploration minière. Bref, on peut dire que les Opérations Dignité, depuis 20 ans, avec des budgets très restreints, ont créé au-delà de 2 000 emplois dans la région.

Also, at a time when the arts and social sciences faculties are particularly threatened by the more technological and administrative disciplines, we believe that the first are more important than ever, beginning with political sciences.

To sum it up, the Coalition étudiante postsecondaire de l'Est du Québec is opposed to Axworthy's reform for three reasons: chapter 3 is chalk-full of contradictions and mysteries, the stakes are high and we're swimming in a sea of confusion.

The measures proposed by the federal government completely ignore the living conditions of students, ignore the fact that the job market is tightening up and that it is difficult to make the transition. The measures also ignore how difficult it is for students in debt to set up a business, to the extent that a total debt of \$50,000 makes it very difficult to get start-up capital for a new business.

Lastly, Axworthy's reform is engaging the public in discussions on issues that do not fall under the federal government's jurisdiction. This adds to the confusion.

CEPEQ's conclusions are clear:

- no to a hike in tuition fees and to deregulation;
- no to the new loan program and to the federal government's interference in the province's choices regarding education;
- no to barring students entrance to university on the sole basis of their capacity for debt;
- no to jeopardizing accessibility and quality of teaching in regional institutions.

To conclude, we would like to stress that there is an error in the Green Paper. Post-secondary education is not a social security measure. It's a societal project, an investment.

The Chairman: Thank you Mrs. Pépin. Our next witness represents Opération dignité. Mr. Raymond.

Mr. Gilles Raymond (President of Opération dignité II): Mr. Berthier Pelletier, administrator of Opération dignité II and President of the Fonds d'exploration minière du Bas-Saint-Laurent is appearing with me today.

Earlier some witnesses said that their business was created 20 years ago by Opération dignité, and I would just like to say that the same Opération dignité exists today. Opération dignité was created 20 years ago, when the government of Quebec was planning to close villages under the pretext of development. But people got together and said that they were able to create jobs. The first thing they did was to group together all areas and wooded lots. Today, based on what was created at that time, we have an annual budget of over 20 million dollars. We recently created the Fonds d'exploration minière. In brief, we can say that Opération dignité over the last 20 years, and working with very tight budgets, created over 2,000 jobs in the region.

[Texte]

Monsieur le président, honorables membres du Comité, soyons clairs. Pendant que nous bavardons ensemble ici aujourd'hui, avec tout le déorum et toute la politesse que nous imposent notre sens de l'hospitalité, il y a des centaines de familles dans nos petits villages qui regardent venir les mois de mars et avril en songeant que, pour la première fois, leurs prestations d'assurance-chômage ne leur permettront pas de se rendre au bout de l'hiver et à la reprise des travaux saisonniers qui les emploient.

Et pourtant, en avril dernier, M. Axworthy annonçait que sa réforme des programmes sociaux prendrait tout le temps nécessaire pour consulter les partenaires et étudier à fond l'impact des hypothèses envisagées. C'est donc dire qu'au moment où M. Axworthy parlait de consultation, M. Paul Martin avait déjà les ciseaux dans les mains.

Mesdames et messieurs, en avril dernier, avec un mandat donné par les préfets des huit MRC du Bas-Saint-Laurent, les représentants d'Opération Dignité se sont rendus à Ottawa. Nous avons alors tenu une conférence de presse sur la Colline parlementaire pour dire que les coupures à l'assurance-chômage qui avaient été décrétées par le ministre Martin et qui venaient d'entrer en vigueur avaient été faites sans aucune étude d'impact, que cela risquait de pousser une partie de nos travailleurs saisonniers vers la misère, et que nous réclamions qu'un moratoire sur les coupures à l'assurance-chômage soit logiquement reconnu pendant toute la durée du processus d'évaluation et de consultation nécessaire à la réforme des programmes sociaux, la réforme Axworthy.

• 1550

En d'autres termes, si les travailleurs saisonniers ont des problèmes, je pense que vous, membres du Comité, avez aussi un très sérieux problème de légitimité, dans la mesure où votre mandat consiste à étudier sérieusement toute la situation avant de faire des réformes. Cependant, concrètement, pendant que vous faisiez ces études et que vous analysiez l'impact, M. Paul Martin avait déjà décreté des coupures à l'assurance-chômage. Nous savons que vous êtes ici pour nous questionner, mais maintenant c'est nous qui vous questionnons. Est-ce que vous êtes d'accord pour dire que votre Comité a fait un travail suffisamment sérieux pour mériter qu'un moratoire soit déclaré sur toute coupure d'assurance-chômage?

Nous avons donc une première recommandation à formuler, à savoir que le Comité permanent des ressources humaines reconnaîsse unanimement la nécessité immédiate d'un moratoire sur les coupures à l'assurance-chômage pendant toute la durée du processus d'évaluation préalable à la mise en place de la réforme Axworthy. En d'autres termes, pour nos travailleurs saisonniers qui risquent de perdre leur assurance-chômage au mois de mars, parce que cela a été mal évalué et parce qu'il n'y a pas eu d'analyse d'impact de faite, il faut que vous acceptiez un moratoire afin qu'il n'y ait aucune coupure à l'assurance-chômage avant que vos travaux soient terminés et que la mise en place de la réforme soit faite.

C'est clair. Nous exigeons quelque chose de votre part. Nous exigeons que vous respectiez votre mandat. Nous avons toujours eu pour règle d'être exigeants d'abord avec nous-mêmes. Nous exigeons de nous-mêmes de mettre de l'avant des

[Traduction]

Mr. Chairman, and honourable members of the Committee, let's be clear. While we chat here today, with all the decorum and politeness that hospitality imposes, there are hundreds of families in our small villages that see the months of March and April approach, all the while thinking that, for the first time, their unemployment insurance benefits will not carry them through winter, and to the beginning of the seasonal jobs that await them.

However, last April, Mr. Axworthy announced that before reforming social programs that he would take all the time necessary to consult the stakeholders and to thoroughly study the impact of all proposals. What this adds up to is that, at the time that Mr. Axworthy was talking about consulting, Mr. Paul Martin was already sharpening his axe.

Ladies and gentlemen, last April representatives from Opération dignité came to Ottawa with a mandate from the reeves of eight MRCs from the area of Bas-Saint-Laurent. At that time we held a press conference on Parliament Hill to say that the unemployment insurance cuts decreed by Minister Martin had just been implemented without any impact study, and that they threatened to push some of our seasonal workers into misery. We demanded a moratorium on unemployment insurance cuts during the whole process of evaluation and consultation necessary to reform social programs, the Axworthy reforms.

In other words, if seasonal workers have problems, I think that you, the members of the committee, also have a very serious legitimacy problem, to the extent that your mandate consists in studying in depth the whole situation before implementing reforms. However, in reality, while you're studying the issue and analysing impact, Mr. Paul Martin has already decreed cuts to unemployment insurance. We know that you are here to question us, but now it's us who are questioning you. Would you agree that the work that your committee has done is serious enough to merit that a moratorium be imposed on all cuts to unemployment insurance?

The first recommendation therefore that we would like to make is that the Standing Committee on Human Resources unanimously acknowledge the immediate necessity to instate a moratorium on unemployment insurance cuts for the duration of the evaluation process leading up to implementation of Axworthy's reforms. In other words, for the sake of our seasonal workers who risk losing their unemployment insurance benefits in the month of March, because it hasn't been studied enough and because no impact analysis was conducted, you must accept to impose a moratorium so that no cuts to unemployment insurance benefits will be implemented until your work is finished and all of the reforms are implemented.

It's clear, we demand action from you. We demand that you respect your mandate. Our rule of conduct has always been to be demanding of ourselves first. We demand of ourselves that we propose grassroots development projects and efforts, efforts

*[Text]**[Translation]*

projets de développement et des efforts qui doivent partir de la base, qui doivent partir de chacun et de chacune de nos travailleurs saisonniers. Je pense que tout le monde est d'accord là-dessus chez nous. Les gens de la Gaspésie comme ceux des îles-de-la-Madeleine disaient aussi que nous avions déjà fait un bout de chemin. On a des priorités de développement.

Je vous résume le reste du document pour que nous ayons le temps d'en discuter. Nous pensons qu'il existe à l'heure actuelle, chez nous, des priorités de développement. Comme le disaient les gens de la Gaspésie, s'il y a une réforme au niveau des programmes sociaux, il faut qu'elle s'ajuste aux priorités de développement que nous avons. Il ne faut pas que ce soit une réforme mur à mur. Je pense qu'on peut s'entendre là-dessus. Il faut que ce soit une réforme qui respecte les priorités de développement et également la hiérarchie qu'il y a chez nous. Nous avons des élus municipaux et des conseils régionaux de développement, qui, je pense, ont des responsabilités.

D'autre part, je voudrais vous faire remarquer une autre chose d'importance. C'est que le gouvernement du Québec est le maître d'œuvre au niveau du développement régional. Il ne faudrait donc pas que, sous prétexte que vous vous promenez dans les régions pour recueillir l'avis des groupes communautaires, vous jouiez à saute-mouton et passiez par-dessus la tête du gouvernement du Québec.

Nous ne sommes plus à l'époque des projets de M. Trudeau, alors que la conception du développement régional ne dépassait pas beaucoup l'envergure des enveloppes discrétionnaires saupoudrées par les députés d'arrière-ban dans des projets de pistes de ski de fond et d'érection de bandes de patinoire qui assuraient leur réélection. Nous avons fait collectivement tout un bout de chemin depuis cette époque. Concrètement, nos MRC, nos leaders et nos organismes régionaux ont ciblé, de façon concertée, des priorités de développement. La situation n'est pas facile en région, bien sûr, mais nous avançons. Nous avançons même à grands pas. Et pourtant, il n'y a nulle trace de ce processus dans le document Axworthy.

On nous propose plutôt des recommandations mur à mur et l'appellation, pourtant fondamentale, de travail saisonnier vient même de disparaître du vocabulaire. Comme nous le disions dans le préambule, il importe au plus haut point de demander l'implication et la participation des travailleurs saisonniers eux-mêmes afin de renforcer ce point faible de notre économie. En ce sens, il ne faut ménager aucun effort.

• 1555

Nous recommandons donc que l'imposition nouvelle d'un double barème dans l'attribution des prestations et dans les mécanismes de qualification aux programmes sociaux soit catégoriquement rejetée, mais que le statu quo implique cependant, de la part des paliers supérieurs de gouvernement, de favoriser la prise en mains des travailleurs saisonniers eux-mêmes à travers des projets pilotes spécifiques les concernant personnellement, conformément aux priorités régionales de développement.

Nous sommes prêts, en tant que région, à avancer dans le développement de notre territoire. Nous y croyons. Nous avons un potentiel et il faudrait que les réformes mur à mur cessent, tout comme les programmes qui nous sont parachutés à partir

which begin with each of our seasonal workers. I think that everyone would agree with that statement regarding our organization. The people of Gaspé and from Îles-de-la-Madeleine also say that we have already made progress. We have development priorities.

I will summarize the remainder of the document so that we'll have the time to discuss it. We think that at the present time, in our region, that there are development priorities. As the people of Gaspé said, the reform of social programs must take into consideration our development priorities. It must be a tailored reform. I think we will be able to agree on this point. The reforms must respect the development priorities and the hierarchy of our region. We have elected municipal representatives and regional development boards which, I think, have certain responsibilities.

I would also like to point out another important issue. That is, that the Québec government has jurisdiction over regional development. It is therefore not acceptable that you play leapfrog and that you go over the heads of the government of Québec, under the pretext that you have travelled through all the regions to consult community groups.

We are no longer in the Trudeau era of projects, during which the concept of regional development did not go much beyond the discretionary envelopes sprinkled around by backbenchers and invested in cross-country ski trails and skating rinks, which ensured their reelection. We have all progressed since then. In real terms, our MRCs, leaders and regional organizations have banded together to target development priorities. The situation is not rosy in the regions, of course, but we're making progress. We're even making great strides in progress. Nevertheless, there is no mention of this process in Axworthy's document.

Instead we're offered wall-to-wall recommendations and the nevertheless very important term seasonal work has disappeared from the vocabulary. As we said in the introduction, it is of capital importance that we ensure the involvement and participation of seasonal workers themselves as a means of strengthening this weak link in our economy. No effort should be spared in this endeavor.

We therefore recommend that the newly imposed double scale for calculating benefits and for determining eligibility for social programs be categorically rejected. We also point out that the status quo implies however, that the higher levels of government will encourage seasonal workers themselves to take charge through specific pilot projects which concern them personally, in accordance with regional development priorities.

We are ready as a region to go ahead with developing our territory. We believe in this. We have potential and wall-to-wall reforms must stop, as must stop programs parachuted from offices that arbitrarily decide that seasonal work no longer exists,

[Texte]

de bureaux qui viennent de décider arbitrairement que le travail saisonnier n'existe plus, mais qu'il y a des chômeurs fréquents et des chômeurs occasionnels. C'est bien dommage, mais si cette idée est à la base de l'orientation de la réforme, ce n'est pas très sérieux.

Des voix: Bravo, bravo!

Le président: Merci, monsieur Raymond. Nous entendrons maintenant les Sociétés d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas-St-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

M. Pierre Bélanger (Comités d'aide au développement des collectivités et Sociétés d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine; président de la Société d'aide au développement des collectivités de la MRC de Rivière-du-Loup): Monsieur le président, j'aimerais vous présenter M. François Loiselle, agent de développement local régional.

Nous représentons 13 CADC et SADC des îles-de-la-Madeleine, de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent. Nous tenons à profiter de cette consultation pour exprimer nos préoccupations et nos points de vue sur cette réforme que nous voulons constructive, et non répressive.

Cette réforme sera examinée en regard des enjeux de développement local et régional. La sécurité sociale a un coût qu'assume toute la population canadienne. À nos yeux, il faut mieux cibler les programmes que l'on juge les plus pertinents, afin de donner de l'espoir et être plus efficace.

La mission que partagent les CADC et les SADC consiste à favoriser l'esprit d'entrepreneuriat local et à stimuler la participation de la collectivité dans la prise en charge de son avenir sur le plan local. L'appui donné aux collectivités s'articule par le biais d'activités d'animation servant de déclencheurs à la concertation et au partenariat, de même que par des activités favorisant le développement des entreprises et la création d'emplois. Selon nous, ce sont des moyens privilégiés pour donner une assistance technique aux nouvelles entreprises et celles qui existent déjà, afin qu'elles soient plus performantes.

D'ailleurs, on a plusieurs preuves tangibles. On parle de la création d'une nouvelle scierie à La Rédemption, de l'essor remarquable de la culture en serre à Saint-René-de-Matane au niveau des bleuetières et de différents autres projets qui ont été réalisés en intelligence avec les SADC locales.

Faisons un tour d'horizon au niveau de l'emploi. Il y a eu beaucoup d'interventions depuis le début qui signifient que notre économie est modulée par une économie saisonnière et des cycles industriels liés à l'exploitation de nos ressources naturelles. Vous connaissez tous également les secteurs de dépeuplement, c'est-à-dire vieillissement marqué de la population, exode des jeunes, etc.

Pour nos collectivités de l'Est du Québec, la cause principale de la dévitalisation est un marché du travail franchisé. Dans les faits, notre marché du travail se caractérise par la saisonnalité de ses activités. Je vais vous faire grâce des statistiques, compte tenu que dans notre région, comme vous le savez, beaucoup de personnes n'ont pas d'emploi et beaucoup de facteurs peuvent paraître négatifs, mais en fin de compte, on est quand même une région qui est fière et où il est agréable de

[Traduction]

but that there are frequent claimants and occasional claimants. That's too bad, but if this idea is at the heart of reforms ideology, it isn't very serious.

Some voices: Hear hear!

The Chairman: Thank you Mr. Raymond. We will now hear from the Société d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine.

Mr. Pierre Bélanger (Comité d'aide au développement des collectivités et Sociétés d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine; président de la Société d'aide au développement des collectivités de la MRC de Rivière-du-Loup): Mr. Chairman I would like to introduce Mr. François Loiselle, local regional development officer.

We represent 13 Community Futures Committees and SADCs from îles-de-la-Madeleine, Gaspé and Bas-Saint-Laurent. We would like to take advantage of these consultations to express our concerns and our opinions on the reforms, which we would like to be constructive and not repressive.

We will examine this reform in light of the stakes for local and regional development. The cost of social security is assumed by all Canadians. To our mind, the programs which are judged to be most important must be better targeted in order to be more effective and to give hope.

The shared mission of Community Futures Committees and SADCs is to encourage the spirit of local entrepreneurship and to stimulate the charge taking of the community in its future at a local level. Support given to communities takes the form of activities to spark cooperation and partnership, and also takes the form of activities which encourage new businesses and job creation. In our opinion, these are the best means to give technical aid to new businesses and to those that already exist, to make them more competitive.

Furthermore, we have several examples which are tangible proof of this. We are now planning to open a new sawmill in la Rédemption, the cultivation of blueberries in greenhouses at Saint-René-de-Matane has expanded remarkably, and many other projects have been put together in collaboration with local SADCs.

Lets look at an overview of the job market. Many of the people who have spoken at these hearings have pointed out that our economy is moulded on a seasonal economy and on industrial cycles linked to exploiting natural resources. You are all also aware of areas where depopulation is occurring, that is to say there's a marked aging of the population, and an exodus of young people, etc. etc.

When it comes to communities in Eastern Québec, the main reason that the economy has lost vitality is the fact that the labour market is franchised. In fact, our labour market is characterized by seasonal activity. I will spare you the statistics, since in our region, as you know, many people are unemployed and many factors can seem negative, but in the final analysis, we remain a region that is very proud and where it is nice to live, a region with important and enriching social qualities. Besides, at

[Text]

[Translation]

vivre, une région qui a une qualité sociale importante et enrichissante. D'ailleurs, au niveau manufacturier, nous intervenons de plus en plus sur le marché mondial.

En ce qui concerne les principes directeurs, le premier grand principe qu'on associe à la réforme est celui du plein emploi. D'après nous, le plein emploi implique des manières de faire différentes. Il faut repenser l'organisation du travail, la politique économique ainsi que la politique monétaire. L'instauration d'un objectif de plein emploi permet à l'ensemble de la société de retirer de nombreux bénéfices et de surmonter les problèmes des dettes fédérale et provinciale.

Le deuxième grand principe est celui de la disparité régionale qui doit ressortir de l'ensemble de la réforme de la sécurité sociale. D'après nous, la réforme touche non seulement l'avenir des individus, mais aussi les régions déficitaires sur le plan de l'emploi et dans lesquelles se concentrent bon nombre de personnes recevant des paiements sous forme de transferts gouvernementaux.

Cette question du devenir des régions nous conduit directement à l'épineux débat sur la survie des régions et l'activité saisonnière dans l'Est du Québec. Devant ces enjeux, nous ne devons pas fermer les yeux. Au contraire, on doit reconnaître qu'un programme comme l'assurance-chômage constitue une mesure à la fois de sécurité et d'équité sociale. Il nous apparaît souhaitable d'articuler l'ensemble des principes directeurs proposés dans le cadre de la réforme avec la notion de développement local.

• 1600

De cette manière, on rend les régions plus responsables de leur avenir. C'est très important parce que dans la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, les gens sont fiers et sont prêts à faire un effort pour que le pays s'en sorte.

Un des postulats de la réforme consiste à dire que trop de gens doivent recourir à l'assurance-chômage de façon répétée, et que trop de gens restent longtemps en situation de chômage. C'est très vite dit, compte tenu qu'au Québec, environ 90 p. 100 des chômeurs le deviennent en raison d'une cessation involontaire de leur emploi, de mises à pied, de pertes d'emploi, de maladies, de mises à la retraite ou parce qu'ils cherchent un premier emploi. Dans ce dernier cas, ils ne sont d'ailleurs même pas admissibles aux prestations d'assurance-chômage.

J'aimerais souligner quelque chose. J'ai lu un article de M. le sénateur Roch Bolduc, que je n'ai jamais rencontré, qui dit que les jeunes travailleurs dans le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie qui sont sans emploi se complaisent dans le chômage et ne font pas assez d'efforts pour se perfectionner et se trouver un emploi. Je trouve que c'est facile à dire dans un contexte où, il y a plusieurs années, c'était le plein emploi, où l'économie était en pleine expansion, où il y avait quatre jobs pour une personne. Je pense que les jeunes, aujourd'hui, sont fiers de pouvoir s'en sortir. Comme vous le savez, les phénomènes sociaux d'aujourd'hui sont beaucoup plus difficiles à résoudre qu'il y a 20 ans ou 25 ans.

a manufacturing level, we are active more and more on the world market.

When it comes to guiding principles, the first major principle associated with reform is full employment. In our opinion, full employment implies different ways of doing things. We would have to rethink the way work is organized, economic policy as well as monetary policy. Making full employment the objective would allow society as a whole to reap many benefits and to overcome the problems of federal and provincial debt.

The second major principle is that of regional disparity, which should be given more attention in the social security reform as a whole. In our opinion, the reform will affect not only the future of individuals, but also that of regions where there is a shortage of work and where there's a concentration of people receiving payments in the form of government transfers.

The issue of the future of the regions leads us directly to the thorny debate on the survival of regions and of seasonal activities in Eastern Québec. We cannot ignore the stakes involved. On the contrary, we must recognize that a program like unemployment insurance constitutes the barometer of social security and equity. It would seem to us desirable that all of the guiding principles proposed within the framework of reforms be articulated taking into consideration local development.

In this way regions are made more responsible for their own future. That's very important because in the Lower St. Lawrence-Gaspé-Magdeline-Islands regions, people are proud and are ready to make an effort to help the country.

One of the assumptions of the reform is that too many people must repeatedly use unemployment insurance, and that too many people remain for too long a time unemployed. That's easily said, given that in Quebec, about 90% of the unemployed are so because of an involuntary termination of employment, lay-offs, job losses, illnesses, buy-outs or because they're looking for their first job. In this last case, they're not even eligible for unemployment insurance benefits.

I would like to emphasize something. I read an article by Senator Roch Bolduc, whom I have never met, who says that young workers in the Lower St. Lawrence-Gaspé region who aren't working are taking advantage of unemployment and aren't making enough effort to upgrade their skills and find a job. I think that's easy to say in a context where, several years ago, there was full employment, when the economy was expanding and when there were four jobs for one person. I think that young people today are proud to be able to make it. As you know, social phenomena today are much more difficult to deal with than 20 or 25 years ago.

[Texte]

Il faudra également trouver d'autres éléments à la problématique du chômage. On mentionne, dans le document de la réforme, que le système de sécurité sociale nuit à l'adaptation des personnes. De toute urgence, nous devons nous doter d'un régime accompagnateur plus efficace appuyant les personnes qui désirent prendre en mains leur avenir.

Selon la réforme, il existe une inéquité dans le système actuel, parce que les travailleurs de certaines industries subventionnent ceux d'autres secteurs qui utilisent régulièrement l'assurance-chômage. Pour nous, cette situation est loin d'être un scandale, du fait que ce sont les principes même d'un régime d'assurance qui veulent que des individus se regroupent pour faire face à d'éventuels coups durs.

Présenter le régime d'assurance-chômage en critiquant les régions canadiennes qui versent plus d'argent au régime qu'elles n'en reçoivent, c'est alimenter de vieilles idées et des préjugés sur le dos des régions à ressources à forte activité saisonnière et méconnaître le but premier d'un véritable régime d'assurance.

D'autre part, le document de la réforme énonce que la réduction du taux de cotisation favorisera la création d'emplois en offrant un répit aux familles et aux entreprises cotisantes. Nous trouvons que c'est un scénario qui peut permettre, pour certaines entreprises, de faire plus d'argent sur le dos des travailleurs.

En dernier lieu, on indique, dans le document de la réforme, que le budget fédéral prévoit des coupures de 2,4 milliards de dollars avant même que se termine le processus de consultation. Nous trouvons cela un peu déplacé.

Nous sommes aussi contre le fait de verser des primes d'assurance plus basses aux prestataires fréquents. Cela crée une discrimination insidieuse, car le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine aura toujours besoin de main-d'œuvre saisonnière. La société dans laquelle nous vivons s'est transformée et, dans ces conditions, nous ne voyons pas l'utilité de pénaliser des gens à cause d'un phénomène de société.

Deuxièmement, nous formulons des réserves quant à la manière d'aborder la question de la durée des prestations, ainsi qu'à la méthode d'évaluation des prestations fondées sur le revenu.

Enfin, dans les conditions actuelles, nous ne pouvons pas mesurer les conséquences et les impacts des différentes options qui nous sont soumises.

Troisièmement, la participation des prestataires d'assurance à des programmes de développement soulève de nombreuses questions quant au type de formation, particulièrement dans le cadre des programmes communautaires qui sont proposés.

Je voudrais maintenant parler des services de base améliorés. Il y a des problématiques au niveau de la formation, notamment le temps de réaction trop long, la pertinence de la formation, la justification des coûts, l'exclusion des candidats sans prestation, les nombreuses estimations de besoins et la multiplicité des organismes.

On parlait d'un cours de création d'entreprises qui était donné pour permettre aux gens de se lancer en affaires. Il y a beaucoup d'incohérence qui fait que, bien souvent, il y a dédoublement au niveau de la formation. La personne pourrait, soit au niveau provincial ou fédéral, facilement obtenir sa formation à moindre coût.

[Traduction]

Other elements of the unemployment problem also have to be pointed out. In the reform paper, it's mentioned that the social security system is harmful to peoples adaptation. We must urgently set up an accompanying program that is more effective, and that supports people who want to take their future in their own hands.

According to the reform, there is unfairness in the present system, because workers in certain industries subsidize other sectors that regularly draw unemployment insurance. To us, that is hardly scandalous, given the very principles of an insurance program whereby people join together to face possible future difficulties.

Presenting the unemployment insurance program by criticizing those Canadian regions that put more money into the program than they withdraw from it is feeding time-worn ideas and biases on the backs of those regions whose resources require highly seasonal activity. It's also misunderstanding the main goal of a true insurance program.

The reform paper also states that reducing contribution rates will lead to job creation by giving a break to those families and businesses that contribute. We think that is a situation that could allow certain businesses to make more money on the back of workers.

Lastly, the reform paper states that the federal budget calls for \$2.4 billion in cuts even before the end of the consultation process. We find that a bit uncalled for.

We are also against paying lower insurance benefits to frequent claimants. That would lead to insidious discrimination, because the Lower St. Lawrence—Gaspe—Magdeline Islands regions will always need seasonal labour. The society we live in has changed and, in those conditions, we don't think it useful to penalize people because of a fact in that society.

Secondly we have our reservations concerning the way the issue of the duration of benefits is dealt with, as well as the type of income testing for benefits.

Finally, in the present circumstances, we can't measure the consequences and impact of the different options before us.

Thirdly, UI claimants' participation in development programs gives rise to questions concerning type of training, particularly in the context of the community programs proposed.

I would now like to talk about improved basic services. There are problems with training, particularly in that the reaction time is too long, the relevance of the training, justifying the costs, excluding people who don't receive benefits, the many needs tests and the great diversity of organizations.

It was mentioned that a business creation course was given to allow people to start up businesses. There is often a lot of inconsistencies because there is duplication in training. A person could, at the provincial level, easily get training at less cost.

[Text]

[Translation]

Nous avons également besoin, pour les petites et moyennes entreprises, d'une formation professionnelle qui concorde avec une économie régionale assortie à ces entreprises. Nous sommes un peu contre la formation au niveau de la mobilité de la main-d'œuvre, compte tenu que nous avons besoin de nos ressources et de nos cervaux dans notre région.

Nous sommes pleinement d'accord sur la poursuite de la formation en milieu de travail avec l'idée d'avoir des budgets alloués à ces activités. D'autre part, il y a un programme de formation est intéressant appelé Aide aux travailleurs indépendants, qui permet, à moindre coût, d'arriver à des résultats bien intéressants pour nos entrepreneurs.

• 1605

En conclusion, si on met l'accent sur les valeurs, les gens seront prêts à faire un effort et à s'impliquer. Dans le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, il y a des ressources et nous voulons que les gens restent ici et aient la chance, dans leur milieu, de se développer.

M. Asselin: C'est merveilleux, monsieur le président. Et dire que le premier ministre vous a déjà traités de buveurs de bière!

Le président: Merci, monsieur Bélanger.

M. Canuel: Merci, monsieur le président.

Vos mémoires sont étoffés et nous prouvent que vous avez encore le goût de vivre dans le monde rural. Merci.

J'aurais un court préambule avant de poser ma question. Depuis 20 ans, vous travaillez au maximum et je suis fier de vous. Après 20 ans, vous continuez encore. M. Héon est là, à 4h30 le matin; il prend sa scie mécanique et il va travailler jusqu'à 18h00 l'été, parmi les mouches. Cela fait des années qu'il fait cela.

Quarante-sept propriétaires de sociétés se sont pris en main, ont mis leurs boisés à la disposition des gens pour les faire travailler, monsieur le président. C'est formidable.

Tous ceux qui sont à la table pourront répondre à ma question, s'il le veulent, parce que je sais que ce sont des gens de terrain. Monsieur Héon, après tous les efforts que vous avez faits pendant ces 20 ou 25 ans, seriez-vous prêt à faire plus de semaines si on vous en donnait la possibilité? Pourriez-vous travailler durant la saison morte?

Si vous ne pouvez pas faire 52, 50 ou 48 semaines, seriez-vous d'accord qu'il y ait deux catégories de chômeurs, ceux qui le sont à l'occasion—une fois tous les cinq ans—and les autres, qui le sont chaque année? Il n'y a pas de gêne à faire partie de la deuxième catégorie.

M. Héon: Oui, la plupart sont prêts à travailler tant que c'est «travaillable», comme on dit dans notre jargon. On commence le printemps, alors que nous n'avons de la neige qu'en-dessous des bras, et on s'arrête à l'automne quand on n'est vraiment plus capables, quand cela n'avance plus. Ce ne sont pas des raquettes que nous avons dans les pieds, mais des bottes. Nous ne pouvons pas travailler avec des raquettes.

M. Canuel: Êtes-vous d'accord qu'on ait deux catégories de chômeurs? J'aimerais que M. Lambert réponde à cela.

M. Lambert: Quant aux deux catégories de chômeurs, c'est assez clair que quelqu'un qui est en chômage tous les ans devrait peut-être payer un peu plus de primes. Cependant, les travailleurs ne peuvent humainement pas travailler plus de 25

For small and medium size businesses, we also need professional training that matches the regional economy where these businesses operate. We are a bit against training, as far as labour force mobility is concerned, given that we need our resources and our minds in our region.

We totally agree with training in the workplace, with budgets for these activities. There's also a training program that is interesting called self-employment assistance which, at very little cost, has very interesting results for entrepreneurs.

In conclusion, if we emphasize values, people will make an effort and get involved. In the Lower Saint-Lawrence—Gaspé region, there are resources and we want people to stay here and have the opportunity, in their milieu, to develop.

M. Asselin: That's wonderful, Mr. Chairman. And to think that the Prime Minister once said that you were beer drinkers!

The Chairman: Thank you, Mr. Bélanger.

M. Canuel: Thank you, Mr. Chairman.

Your briefs are documented and proof to us that you still have the urge to live in the rural areas. Thank you.

I have a short preamble before asking my question. For 20 years, you've spared no effort and I am proud of you. After 20 years, you still go on. Mr. Héon is there at 4:30 in the morning; he takes his chainsaw and works till 6 o'clock in the evening in the summer, amongst the flies. He's been doing it for years.

Forty-seven business owners took charge of themselves and made their wood lots available to people so that they could work, Mr. Chairman. It's wonderful.

Those at the table can answer my question if they want, because I know they know the terrain. Mr. Héon, after all the effort you've put in over these 20 or 25 years, would you work more weeks if you were given the possibility to do so? Could you work during the off-season?

If you couldn't work 52, 50 or 48 weeks, would you agree to there being two categories of unemployed, those who are so occasional—once every five years—and the others, who are so every year? There's no shame in being part of the second category.

M. Héon: Yes, most people would work as long as its "workable" as we say in our jargon. We start in the spring, when the snow is below our arms, and we stop in the fall when we really can't go on, when we can't move forward. We don't wear snowshoes, we wear boots. We can't work in snowshoes.

M. Canuel: Do you agree that we should have two categories of unemployed? I'd like Mr. Lambert to answer that.

M. Lambert: As to the two categories of unemployed, it's pretty clear that someone who draws unemployment insurance every year should maybe pay a bit more in premiums. However, workers can't humanly work more than 25 or 30 weeks a year

[Texte]

ou 30 semaines par année parce qu'il y a trop de neige, etc. Et il y a une bonne majorité d'entre eux qui travaillent tellement fort qu'ils abusent carrément de leur corps. Personnellement, je crois qu'ils méritent les semaines de chômage pour compléter l'année, car ils ont travaillé très fort.

Je voudrais ouvrir une petite parenthèse, sans vouloir abaisser d'autres groupes ou d'autres genres de travailleurs qui ne font que récolter la ressource. Nous la récoltons, c'est vrai. Nous faisons des coupes à blanc et nous n'avons pas peur des mots, mais les coupes à blanc sont nécessaires, car autrement nous sommes perdants. La matière pourrit debout, et cela n'a pas de bon sens. Mais nous reboisons nos forêts, nous les regardons pousser et nous nous en occupons. Ce n'est pas seulement pour nous, mais aussi pour nos enfants. Une forêt, c'est bon pour tout le monde. Cela nous procure de l'oxygène, il ne faut pas l'oublier.

Le président: Merci, monsieur Lambert et merci, monsieur Canuel. Je vais poursuivre avec le Parti réformiste. Monsieur Ringma.

M. Ringma: Chez moi, en Colombie-Britannique, la pêche saisonnière est certainement différente de celle de Terre-Neuve et de celle des environs de Matane.

• 1610

Donc, les conditions sont différentes d'un endroit à l'autre. Probablement que c'est la même chose dans l'industrie forestière. Il y a certains points en commun.

Ne pensez-vous pas que le temps est venu de changer complètement le système afin que les gens des régions puissent décider des standards, des paiements et des bénéfices selon la région? Certains standards pourraient s'appliquer partout mais, selon moi, les différences sont telles, de région en région, qu'on ne peut imposer centralement des solutions locales.

J'aimerais connaître vos réactions là-dessus.

Le président: M. Pelletier voudrait répondre à la question.

M. Berthier Pelletier (administrateur, Opération Dignité II): Plus tôt, on vous a dit que j'étais le président du Fonds minier du Bas-Saint-Laurent. Vous êtes d'accord que la prospection minière est un travail visuel? Le prospecteur fait de la prospection à partir de ce qu'il peut visualiser. Cependant, quand il y a de la neige au sol, il ne peut voir ce qu'il y a en-dessous. Malheureusement, la neige commence en novembre et il y en a jusqu'au 15 mai.

Nous ne pouvons pas faire de la prospection minière durant l'hiver. Certains travaux peuvent être accomplis par des machines. Quant au prospecteur de base, il lui est impossible de faire de la prospection durant l'hiver. C'est un métier que d'être prospecteur, mais on ne peut le faire 12 mois par année. Donc, les prospecteurs ont besoin d'assurance-chômage.

Je ne pense pas que, dans les régions, on soit prêt à remplacer les gouvernements. Les gouvernements sont là pour gérer l'argent et les programmes. On ne veut pas prendre la place des gouvernements. Cependant, on demande qu'ils nous consultent lorsqu'ils ont à prendre une décision qui nous affecte. Nous ne sommes pas des bêtes, nous ne sommes pas des animaux. Donc, lorsqu'ils prennent une décision, nous voulons qu'elle soit adaptée aux besoins de la région.

[Traduction]

because there's too much snow, etc. And the great majority of them work so hard that they hurt their bodies. Personally, I think they deserve the weeks of unemployment insurance to finish off the year, because they work very hard.

I'd like to add something, without putting down other groups or types of workers who only gather the resource. We gather it, that's true. We do clear-cutting and we're not afraid of the words, but clear-cutting is necessary, because otherwise we lose. The material rots when standing and that's ridiculous. But we do replant our forest, we watch them grow and we take care of them. It's not just for us, but also for our children. A forest is good for everybody. It gives us oxygen, we shouldn't forget that.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert and thank you, Mr. Canuel. I'll continue with the Reform Party. Mr. Ringma.

Mr. Ringma: Where I come from, in British Columbia, seasonal fishing is certainly different from that in Newfoundland or around Matane.

So, conditions are different according to location. It is probably the same thing in forestry. There are similarities.

Don't you think the time has come to overhaul the system to allow the people in the regions to set standards, payments and benefits according to the region? Some standards could apply everywhere, but I feel the differences between areas are so considerable that you cannot impose local solutions from a central point.

I would like to have your thoughts on that.

The Chairman: Mr. Pelletier wishes to answer.

M. Berthier Pelletier (Administrateur, Opération Dignité II): As you were told earlier, I am the President for the Lower Saint-Lawrence area Mining Fund. I am sure you will agree that mining exploration is a visual task. Prospectors explore based on what they can see. However, when the ground is covered with snow, they cannot see what lies beneath. Unfortunately, snow starts in November and is there until mid-May.

We cannot do any mining exploration in winter. Some tasks can be accomplished by machines. But the basic prospector can't explore in winter. Being a mining prospector is a profession, but it cannot be exercised 12 months a year. Therefore, prospectors need unemployment insurance.

I don't think that the regions are ready to replace governments. Governments are there to manage money and programs. We do not want to take their place. But we do ask that they consult with us when taking a decision that affects us. We're not beasts of burden or animals. When they make a decision, we want that decision to be in keeping with regional requirements.

[Text]

M. Ringma: Merci.

M. Bélanger: Les chômeurs veulent s'en sortir. Je pense qu'il n'y a personne qui est heureux d'être en chômage. J'ai rarement vu quelqu'un qui va se complaire à ne pas travailler, à rien faire. En tout cas, s'il y en a, je n'en connais pas beaucoup.

Il faut que la réforme aide les gens qui sont en chômage dans certains secteurs qu'on peut développer, comme le tourisme, par exemple. Si les gens ne voulaient pas travailler tant que cela, il n'y aurait pas eu d'efforts de faits pour développer le secteur touristique l'hiver, qui est la saison creuse. La réforme doit aider ces gens-là à être novateurs, à trouver de nouvelles façons de réaliser le développement du secteur touristique à longueur d'année.

Actuellement, beaucoup d'efforts sont faits dans ce sens-là. Nous sommes en train de développer de nouveaux créneaux intéressants. Cela prouve que les gens sont fiers. Les gens sont de plus en plus conscients des ressources et du fait qu'on se doit de les développer. Mais c'est certain que vous ne pouvez pas ramasser de la tourbe au mois de février.

Dans certains secteurs, il ne faudrait pas arriver avec une réforme à coups de massue. Cela découragerait les gens et il s'ensuivrait une perte d'emplois saisonniers. Les travailleurs saisonniers sont des gens compétents. Ce ne sont pas des gens de second ordre. Ce sont des gens qui ont des formations face à leur clientèle, qui ont des capacités d'approche. Ce sont des gens imaginatifs. Il faut que la réforme les aide et développe de nouveaux créneaux.

Le président: Madame Pépin, vous voulez répondre?

Mme Pépin: Oui. J'aimerais ajouter que les travailleurs forestiers, les prospecteurs et les agriculteurs sont tous des personnes dont la société québécoise a besoin. Ce seront toujours des travailleurs saisonniers. Si, d'autre part, il était possible pour ces gens-là de compléter leurs activités par d'autres types d'activités pendant le reste de l'année... Vous conviendrez cependant que le démarrage de nouvelles activités dans la société dans laquelle nous vivons est de plus en plus difficile et complexe.

• 1615

[Translation]

Mr. Ringma: Thank you.

M. Bélanger: The unemployed want their lot to improve. I don't think anyone is happy collecting UI. I have rarely seen anyone taking pleasure in having no work or having nothing to do. If these people exist, I don't know many of them.

The reforms ought to help people who are unemployed in industries that can be developed, such as tourism. If people did not want to work, there would have been no effort to develop tourism in winter, during the low season. The reforms ought to help these people be innovative, to find new ways to develop the tourism industry all year long.

At present, there are great efforts in that direction. We are developing new, interesting niches. You can see people are proud. They are becoming more aware of resources and of the need to develop them. But you certainly cannot collect peat in February.

In some areas, you should not reform with a sledge hammer. That would discourage people and there would be a loss of seasonal employment. Seasonal workers are skilled. They are not a lower cast. These are people who have been trained to deal with their clients, who know how to approach them. They have plenty of imagination. The reforms ought to help them develop new areas of expertise.

The Chairman: Ms Pépin, you want to answer?

Ms Pépin: Yes. I would like to add that forestry workers, prospectors and farmers are all people that Québec needs. There will always be seasonal workers. If, in addition, it were possible for these people to complement their activities with other types of work during the rest of the year... You would agree however that launching new fields of activity in today's society is increasingly difficult and complex.

On ne peut être travailleur forestier et être MBA en même temps. Personnellement, je suis très impliquée dans une association d'inventeurs au niveau du Bas-Saint-Laurent. C'est terriblement surprenant, tout ce que les gens peuvent sortir au niveau de l'imagination, au niveau de l'amélioration de produits, mais quand vient le temps de mettre ces choses en marché, dans plusieurs cas, c'est inaccessible.

Nous avons décidé d'ouvrir nos frontières. Nous avons décidé d'aller vers la mondialisation des marchés. Il y a des conséquences à cela. Je pense qu'on devrait les assumer.

Le président: Merci, monsieur Ringma.

M. Raymond: Il y a un constat unanimie de la part de tous les intervenants du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine: les travailleurs saisonniers ne sont pas des citoyens de seconde classe et on ne doit pas arriver avec une réforme des

You can't be both a forestry worker and an MBA at the same time. Personally, I'm very involved with an association of inventors in Lower St. Lawrence. It's quite surprising, all that people can come up with as far as imagination and product improvement are concerned. But when it comes time to put those things on the market, in many cases, it's unattainable.

We decided to open up our borders. We decide to go towards the globalization of markets. There are consequences, and I think we should assume them.

The Chairman: Thank you, Mr. Ringma.

Mr. Raymond: There's a unanimous assertion on the part of all the participants in the Lower St Lawrence-Gaspé-Magdalene Islands region: seasonal workers are not second class citizens and there shouldn't be a social program reform

[Texte]

programmes sociaux qui impose des pénalités et un régime de première et de deuxième classes dépendant de la région d'où on vient. Les gens du Bas Saint-Laurent—Gaspésie, comme mon collègue le disait, sont spécialisés, mais le travail saisonnier est une réalité. En ce qui a trait au document *La sécurité sociale dans le Canada de demain*, il faut y rajouter une page et en enlever plusieurs.

Quand vous repartirez vers vos parties du pays, en Colombie-Britannique ou ailleurs, quand vous penserez au Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, vous vous rappellerez que les travailleurs saisonniers sont des gens honorables qui veulent continuer à gagner leur vie et qui sont prêts à investir. Donc, pas de régime à deux vitesses, pas de régime qui pénalise les travailleurs saisonniers et pas de citoyens de seconde classe pour nous.

Le président: La prochaine intervention sera la dernière.

M. François Loiselle (agent de développement local régional, Comités d'aide au développement des collectivités et Sociétés d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine): J'aimerais parler d'un aspect dont on n'a pas encore discuté. Le document traite de mesures actives. En tant que représentants des CADC de l'Est du Québec, nous serions favorables à ce qu'il y ait davantage de mesures actives et même de mesures de transférabilité. Il devrait y avoir possibilité de transférer des fonds du Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada et du fonds de l'assurance-chômage afin que les gens aient davantage accès à des mesures actives.

Le président: Merci, monsieur Loiselle. C'est une intervention importante. Monsieur Gagnon.

M. Gagnon: D'entrée de jeu, je voudrais dire que moi non plus, je n'accepte pas la définition d'un travailleur saisonnier comme prestataire fréquent. C'est plutôt péjoratif et cela ne reflète pas la réalité de cette région. Monsieur LeBlanc, vous savez qu'on pêche pendant 10 ou 12 semaines par année. On ne pêche pas l'hiver.

Cela étant dit, j'ai écouté avec beaucoup d'attention et de compréhension certaines personnes qui sont des gens dévoués et engagés dans la communauté depuis déjà près de deux décennies. Malheureusement, cela ne fait qu'un an et demi pour moi. J'ai une question que personne n'a soulevée ici aujourd'hui. C'est le décrochage scolaire et cela nous préoccupe tous.

Quelle est la situation des jeunes d'ici, qui n'ont pas eu le bénéfice ou le «privilège» d'étudier au niveau technique, universitaire, etc.? Selon vous, quelle serait la formule idéale pour encourager les jeunes à terminer leurs études? Je comprends que cela ne garantit pas toujours un emploi, mais de quelle façon pourrions-nous y arriver? Près de 35 à 40 p. 100 de nos jeunes, qui sont notre avenir, décident de laisser l'école. Je connais des cas aux îles-de-la-Madeleine et en Gaspésie où on quitte l'école en secondaire I ou II en 1994. Pouvez-vous élaborer là-dessus?

M. Bélanger: Je pourrais répondre à cette question. Il faut donner la chance aux jeunes de faire des choses intéressantes dans leurs milieux. Il faut leur donner la chance de s'associer, par exemple, aux services de loisirs afin qu'ils s'impliquent dans la collectivité.

[Traduction]

that imposes penalties and creates a first and second class program depending on the region you come from. The people of Lower St Lawrence-Gaspé, as my colleague was saying, are specialized, but seasonal work is a reality. Concerning the "Improving Social Security in Canada" paper, a page should be added and several removed.

When you go back to your parts of the country, in British Columbia or elsewhere, when you think of Lower St Lawrence-Gaspé, remember that seasonal workers are honourable people who want to continue to earn their living and who are ready to invest. So, no two-tier program, no program that penalizes seasonal workers and no second class citizens for us.

The Chairman: The next intervention will be the last.

M. François Loiselle (Regional Local Development Officer, Comités d'aide au développement des collectivités et Sociétés d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine): I'd like to touch on a matter that hasn't been raised yet. The paper talks about active measures. As representatives of the CADCs of the East of Quebec, we would like there to be more active measures and even transferability measures. It should be possible to transfer funds from the Consolidated Revenue Fund and the unemployment insurance fund so that people have greater access to active measures.

The Chairman: Thank you, Mr. Loiselle. That's an important statement. Mr. Gagnon.

M. Gagnon: To start with, I'd like to say that I don't accept the definition of a seasonal worker as a frequent claimant, either. It's quite derogatory and doesn't reflect the actual situation of this region. Mr. LeBlanc, you know you can fish 10 or 12 weeks a year. You can't fish in the winter.

This said, I listened very carefully and with much understanding to certain people who have been devoted to and involved in the community for close to 20 years. It's unfortunately only been a year and a half for me. I have a question nobody brought up today. It has to do with school dropouts and it concerns all of us.

What is the situation of young people in this community, who haven't had the benefit or "privilege" of studying in technical school, university, etc.? According to you, what would be the ideal way to encourage young people to finish their studies? I understand that that doesn't necessarily guarantee a job, but how could we achieve this? Around 35% to 40% of our young people, who are our future, decide to leave school. I know cases in the Magdalene Islands and in Gaspé where people quit school in seventh or eighth grade, in 1994. Can you tell us more on that?

M. Bélanger: I'd like to answer that question. Young people have to be given the chance to do interesting things in their communities. They have to be given the chance to, for example, take part in recreation services so that they can get involved in the community.

[Text]

[Translation]

Un jeune décrocheur est venu faire du bénévolat tout l'été à l'Auberge La Clé des champs et il a travaillé avec des personnes qui vivent avec des capacités réduites. Ce jeune s'est découvert des affinités et il a compris par lui-même qu'il avait fait une erreur en laissant l'école.

A young dropout came to do volunteer work all summer at the Auberge La Clé des champs and he worked with people who live with limited capabilities. This young person found he had affinities in this area and understood by himself that he had made a mistake in leaving school.

• 1620

Ce jeune-là, aidé d'un programme pour jeunes volontaires, va retourner sur le marché du travail cet automne. Il faut l'appuyer, l'encourager. C'est dans la collectivité que cela se fait.

M. Gagnon: Mais cela fait déjà 10 ou 15 ans que j'entends cela.

M. Bélanger: Nous, nous le pratiquons.

M. Gagnon: Oui, vous le pratiquez.

M. Bélanger: Le développement se fait, au départ, dans la collectivité. Cela ne se fait pas dans les livres.

M. Gagnon: Je suis tout à fait conscient de cela. Selon vous, pourrait-on mettre en place un genre de programme établi qui pourrait encadrer ces jeunes-là?

M. Bélanger: Il faudrait que le jeune se retrouve là-dedans, qu'on n'ait pas un couloir qui fasse en sorte que si on a quitté l'école deux mois...

M. Gagnon: Ma question s'adresse à M. Raymond parce qu'il ne représente pas un organisme financé par le fédéral comme vous. J'aimerais bien l'entendre parler parce que cela fait 20 ans...

M. Raymond: Personnellement, comme la plupart des gens qui ont de l'expérience sur le terrain, je pense qu'il faut cibler des territoires, des acteurs et qu'il faut mettre de l'argent en place. On pourrait s'asseoir et définir, par exemple, le secteur de telle polyvalence avec les intervenants qui s'y trouvent.

Les industriels de la forêt sont prêts à faire quoi pour aider à former ces gens-là? Les travailleurs forestiers d'expérience sont prêts à faire quoi pour former les jeunes?

L'avenir est dans des projets pilotes ciblés auxquels les travailleurs saisonniers vont participer d'eux-mêmes.

J'aimerais, monsieur le président, si vous me le permettez, poser une question très simple aux représentants de chacun des partis.

Êtes-vous d'accord sur un moratoire sur les coupures envisagées à l'assurance-chômage? Êtes-vous d'accord sur un moratoire pour la durée de votre étude? M. Crête pourrait commencer.

Le président: Votre question n'est pas recevable. Les membres du Comité n'ont pas à répondre à des questions des témoins. Le Comité n'a pas à répondre à telle ou telle question, n'a pas à prendre tel ou tel engagement. Nous ne sommes pas un comité du gouvernement, mais plutôt un comité du Parlement du Canada. Nous sommes ici pour étudier un document de travail sur la réforme des programmes sociaux.

Je ne veux pas perdre du temps à demander aux députés de répondre à une question comme celle-là. Si les députés veulent y répondre à l'extérieur de la salle où se tient la réunion, ils sont les bienvenus. Je ne laisse même pas M. Crête commencer à y répondre parce que cela provoquera toutes sortes de rebondissements.

Because of a youth volunteer program, that young person will re-enter the job market this fall. We have to encourage and support him, and only the community can do that.

Mr. Gagnon: But we've been hearing that for the last 10 to 15 years.

M. Bélanger: We practice what we preach.

M. Gagnon: Yes, that's right.

M. Bélanger: Development happens first and foremost in the community, not on paper.

M. Gagnon: I'm fully aware of that. In our opinion, would it be possible to implement a kind of established program to monitor those young people?

M. Bélanger: Young people would have to be involved; if they quit school for two months, you wouldn't want a situation whereby...

M. Gagnon: My question is for Mr. Raymond since he doesn't represent a federally funded organization, as opposed to you. I'd like to hear what he has to say, because it's been 20 years...

M. Raymond: As do most people who work in this area, I personally think that we have to target areas, find the right people and get the funding. We could, for instance, sit down and define a given area, which contains a high school, with the help of people on site.

Are big forestry companies willing to help train young people? Are experienced forestry workers willing to do the same?

The future lies in targeted pilot projects in which seasonal workers will have to participate.

Mr. Chairman, if you don't mind, I would like to ask a very simple question of the representative from each party.

Would you agree to a moratorium on projected unemployment insurance cuts? Would you agree to a moratorium until you have finished your studies? Mr. Crête might answer first.

The Chairman: Your question is not admissible. Committee members are not here to answer witnesses' questions. It is not up to the committee to answer any question or commit itself to an issue. We are not a government committee, but a committee of the Parliament of Canada. We are here to study a working paper on the reform of social programs.

I don't want to waste time by asking members to answer your questions. If they wish to do so outside the committee room, fine. But I won't even let Mr. Crête try to answer your question because it would have all kinds of repercussions.

[Texte]

M. Raymond: Mais, monsieur le président, nous sommes ici pour dialoguer avec vous.

Le président: Vous avez raison, c'est un dialogue. Cependant, on ne peut s'engager à décréter un moratoire sur l'assurance-chômage. Le gouvernement a pris des décisions, il a mis de l'avant un document de travail et il a demandé au Parlement d'en faire l'étude. En tant que Comité, nous avons été saisis de l'étude de la réforme des programmes sociaux et nous faisons les consultations nécessaires à cette fin.

Individuellement, nous pouvons tous avoir des opinions sur les politiques énoncées par le gouvernement. Cependant, en tant que Comité, nous ne pouvons émettre des opinions semblables.

En tant que président, je ne puis accepter cette question.

M. Raymond: En tant que président, vous n'acceptez pas la question. Merci, monsieur le président.

M. Asselin: Monsieur le président, je suis d'accord avec vous. Cependant, pouvez-vous assurer les panélistes ainsi que leurs supporteurs qu'au moins les dés ne sont pas jetés et qu'on tiendra compte des revendications de chacun?

[Traduction]

Mr. Raymond: But, Mr. Chairman, we are here to exchange ideas.

The Chairman: You're right, this is a dialogue. However, we can't commit to declaring a moratorium on unemployment insurance. The government has taken certain decisions; it has produced a working paper and has asked Parliament to study it. This committee has been given the task of studying the proposed social reforms and we are holding public hearings in the course of our study.

Individual members may have an opinion on the government's policies. But the committee cannot.

As chairman, I must reject your question.

Mr. Raymond: As chairman, you reject the question. Thank you, Mr. Chairman.

M. Asselin: Mr. Chairman, I agree with you. However, can you assure our witnesses and their supporters that no decision has been taken and that we will take their suggestions into account?

• 1625

On se doit de tenir compte d'une consultation à l'étendue du pays.

Le président: Monsieur Asselin, nous avons fait un gros travail de consultation. En tant que Comité, nous allons préparer notre rapport, et tous les partis représentés autour de la table auront leur mot à dire en ce qui a trait à la rédaction du rapport. Il y aura peut-être des rapports dissidents ou peut-être pas. De toute façon, le résultat de notre consultation prendra bientôt la forme d'un rapport, et là, tout le monde pourra voir si nous avons tenu compte des opinions que nous avons reçues lors de nos consultations. C'est comme cela qu'on fonctionne à ce Comité-ci.

M. Asselin: Monsieur le président, le rapport sera déposé à la fin de janvier ou au début de février, et l'on sait ce que le ministre des Finances, Paul Martin, présentera dans son budget en mars. J'ai peur que le ministre n'ait pas le temps d'appliquer à son budget les revendications des citoyens de l'Est, de la Rive-Nord et de la Rive-Sud. C'est cela, mon inquiétude, et c'est l'inquiétude des citoyens d'ici comme d'ailleurs.

Le président: Je comprends tout à fait les inquiétudes de tous. Tout ce que je fais, c'est vous expliquer le processus suivi par le Comité. C'est ce que je fais afin que ce soit clair pour tout le monde. Un député est libre d'avoir une opinion quelconque, sur n'importe quel sujet, mais, à ce Comité, le travail consiste à faire une étude et à soumettre une évaluation du document présenté par le gouvernement. C'est ce que nous sommes en train de faire. Je m'excuse.

M. Asselin: Je suis entièrement d'accord, monsieur le président, sur votre façon de procéder, mais ne le faites pas sur le dos des chômeurs. Merci.

Le président: Sur ce, notre temps est écoulé. J'aimerais remercier tous les groupes d'intervenants de s'être présentés et de l'intérêt qu'ils portent à notre travail. Merci beaucoup.

We have to consult Canadians across the country.

The Chairman: Mr. Asselin, we have held a huge number of consultations. The committee will prepare its report, and each party involved will be able to express its opinion when the report is drafted. There might or might not be minority reports. In any case, the outcome of our consultations will be a report, and everyone will be able to see whether or not we took the various points of view expressed during the public hearings into account. That's how this committee works.

Mr. Asselin: Mr. Chairman, the report will be tabled at the end of January or at the beginning of February, and we all know what the budget, which Finance Minister Paul Martin will table at the end of March, will contain. I'm afraid the minister will not have enough time to take the demands of the citizens of Eastern Quebec, and of the North and South Shores, into account in his budget. I'm concerned about that, and my concern is shared by people from here and elsewhere.

The Chairman: I'm perfectly aware of everyone's concerns. But I'm just explaining to you the process the committee has adopted. I'm doing this so it's clear to everyone. A member of Parliament is free to think what he wants about any issue, but the job of this committee is to study social reforms and submit a report on the government's working paper. That's what we're doing. I'm sorry.

Mr. Asselin: I agree completely with the process, Mr. Chairman, but don't do it on the backs of the unemployed. Thank you.

The Chairman: That said, our time is up. I would like to thank the witnesses for having come and for their interest in our work. Thank you very much.

[Text]

Nos prochains témoins sont du Conseil central du Bas-Saint-Laurent (CSN), du Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski et du Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage.

Mme Solange Tremblay (présidente, Conseil central du Bas-Saint-Laurent (CSN)): Bonjour. Il nous fait plaisir de vous faire part de nos préoccupations face aux hypothèses soulevées par le document *La sécurité sociale dans le Canada de demain* qui, à notre avis, ne vise qu'à accentuer l'exclusion des régions.

• 1630

Nous considérons que la région du Bas-Saint-Laurent pourrait être considérée comme une sous-région déjà hypothéquée économiquement avec un fort taux de chômage et de prestataires de l'aide sociale.

Depuis 1986, la région a subi une décroissance de l'ordre de 2,7 p. 100 de sa population. Le taux de chômage régional se chiffre à environ 15,7 p. 100, les prestataires de la sécurité du revenu sont 14 000, le taux de chômage chez les jeunes s'élève à 26,2 p. 100 et la main-d'œuvre féminine vit des problèmes importants d'intégration et de réintégration. De plus, 25 p. 100 de la main-d'œuvre est saisonnière et tributaire de l'assurance-chômage.

Nous souhaitons une politique de main-d'œuvre active. La formation en emploi est nécessaire, mais nous nous apercevons que malgré les différents programmes disponibles, les entreprises demeurent peu enclines à utiliser les sommes prévues dans les programmes fédéraux ou provinciaux. Les champs de compétence ne sont pas clairement définis entre le Canada et le Québec, et cela crée une certaine confusion. Pour pallier à cette confusion, la formation de la main-d'œuvre doit relever de la compétence exclusive du Québec.

On doit développer des mesures incitatives, tel le prélèvement d'une contribution calculée en proportion de la masse salariale afin de soutenir la formation des salariés. Au Québec, ce montant serait sous la responsabilité du gouvernement et ne remplacerait ni ne diminuerait les obligations des employeurs à l'égard du régime d'assurance-chômage. Toutefois, les dépenses effectives des entreprises en matière de formation seraient déduites du montant de cette taxe, le solde étant versé dans des fonds régionaux ou sectoriels destinés exclusivement à la formation en emploi et gérés avec la participation des syndicats.

Pour permettre un recrutement des clientèles, il faut cesser l'identification des besoins par le type de chèque émis. Il est faux de prétendre que la sécurité du revenu constitue un frein à la volonté de réintègrer les emplois. Il faut s'assurer qu'un réel processus de validation des programmes permette l'accessibilité sur une base volontaire à des emplois créés ou à créer dans un environnement social adéquat.

Deux types de prestataires et des exclus: Il est indispensable, pour assurer un virage majeur, qu'une politique de développement de l'emploi et du maintien de l'amélioration des programmes sociaux soit envisagée. Mais nous ne pouvons souscrire à ni l'une ni l'autre des hypothèses suggérées sur le type de prestataires de l'assurance-chômage. Nous ne pouvons plus nous permettre de coupures majeures dans une région où 25 p. 100 de la main-d'œuvre est saisonnière.

[Translation]

Our next witnesses are the Conseil central du Bas-Saint-Laurent (CNTU), the Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski and the Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage.

Mrs. Solange Tremblay (President, Conseil central du Bas-Saint-Laurent (CNTU)): Good afternoon. We are pleased to share our concerns about the working paper entitled *Improving Social Security in Canada* which, in our opinion, will only isolate the regions even more.

•

In our view, the Lower Saint-Lawrence region can already be considered as highly mortgaged because of its high unemployment insurance and welfare rates.

Since 1986, the region has lost 2.7% of its population. Regional unemployment is about 15.7%, there are 14,000 income security recipients, the youth unemployment rate is 26.2% and women find it hard to enter or re-enter the job market. As well, 25% of the labour force work in seasonal jobs and depend on unemployment insurance.

We are calling for an active labour policy. Job training is necessary, but we have realized that despite the many available training programs, companies are not inclined to take advantage of federal or provincial programs. Federal and Quebec jurisdictions are not clearly defined, which leads to confusion. This problem can only be solved by giving Quebec exclusive powers in manpower training.

We have to develop incentives, such as creating a payroll tax proportional to the payroll, which would go towards employee training. The Quebec government would manage this fund, but companies would still have to pay into the unemployment insurance system. However, the amount a company would spend on training would be deducted from its payroll tax; the balance would go to regional or social funds to be used solely for job training and managed in partnership with the unions.

In order to target workers, we would have to stop identifying their needs depending on the kind of check they receive. It's wrong to assume that income security inhibits people from looking for jobs. We have to make sure that there is a real process of program validation, which would allow people to voluntarily access jobs created for them, or which will be created for them in the right social environment.

Two kinds of claimants and people are excluded from the system: if major changes are to take place, we need to have job development and social program improvement policies. But we can't agree to the proposed options regarding the classes of unemployment insurance claimants. We can't make any more big cuts in an area where a quarter of the population works in seasonal jobs.

[Texte]

Comment prévoir l'impact de deux catégories de prestataires ou deux types de prestations, l'une basée sur des prestations d'assurance de base équivalentes aux prestations réelles et l'autre, la prestation fréquente, qui pourrait être plus basse que celle de l'assurance de base? On parle, comme vous le savez, de trois demandes en cinq ans. Dans le Bas-Saint-Laurent, cela est courant. On parle de modifier encore le régime actuel alors qu'il a déjà été modifié et qu'il y a eu des coupures de 5,5 milliards de dollars dans le dernier budget.

Il faut, bien sûr, maintenir les programmes d'assurance-chômage. À la page 14 du Livre vert, il est dit que ces possibilités pourraient toutes permettre de réaliser des économies. Est-ce là la seule préoccupation du gouvernement fédéral?

Il faut maintenir l'intégrité de ces systèmes car ils sont indispensables sur les plans économique et social. Couper dans l'admissibilité ou dans les bénéfices de l'assurance-chômage a nécessairement comme conséquence d'accroître les inégalités sociales, tout en transférant aux provinces, sans les moyens correspondants, la charge d'aider les personnes exclues du régime. Ce n'est sûrement pas la voie à suivre pour favoriser une insertion sociale et professionnelle des personnes sans emploi.

Nos membres, comme d'autres groupes, sont aux prises avec la montée de la précarité de l'emploi, non seulement dans les secteurs saisonniers tels que l'agriculture, la forêt ou les pêches, mais dans tout le réseau des services. Cela fait en sorte que les travailleuses et les travailleurs doivent occuper plusieurs emplois chez différents employeurs. Il faut s'assurer, dans le régime d'assurance-chômage, de couvrir sans discrimination le prorata des heures travaillées et d'abolir le concept du nombre minimum de 15 heures travaillées chez le même employeur. Le monde du travail a évolué et changé, et fait en sorte que les conditions de sécurité d'un emploi bien rénuméroté des années 1970 et 1980, lorsqu'on était en train de construire tout l'ensemble des réseaux des services publics, n'existent plus.

Pour nous, c'est sûr qu'il faut maintenir le financement de l'assurance-chômage et faire en sorte qu'il y ait des possibilités qui soient envisagées. On convient que 58 p. 100 des travailleuses et travailleurs du Bas-Saint-Laurent travaillent dans de petites entreprises de 1 à 49 employés.

• 1635

Si certaines entreprises planifient leurs activités et leur rendement en procédant à des mises à pied cycliques, ce ne sont pas les travailleuses et les travailleurs qui doivent en payer les frais.

Il y a plusieurs formes de modulation qui pourraient être pensées au sein des entreprises qui sont créatrices d'emplois et au sein des entreprises qui ont tendance à être plus destructrices d'emplois. Il faudrait peut-être regarder les possibilités à ce niveau-là.

Le gouvernement fédéral doit se réengager dans le financement du programme de l'assurance-chômage. Il devrait y avoir certaines mesures qui assureront au moins le financement des mesures actives comme, par exemple, l'achat de cours, les frais de transport et les garderies. Le gouvernement devrait réinvestir dans la caisse de l'assurance-chômage.

Pour l'éducation postsecondaire, je vais laisser le Syndicat des chargés de cours de l'UQAR vous faire la présentation des effets majeurs de cette réforme.

[Traduction]

What kind of repercussions will the two-tiered unemployment system—one for infrequent users who would receive full unemployment insurance premiums, and the other for frequent users, who would receive less? As you know, frequent users are people who claim unemployment insurance at least three times over a five year period. But that is common in the Lower Saint-Lawrence area. People are talking about changing the system again, even though changes were already made and premiums were reduced by \$5.5 billion in the last budget.

Of course, we have to maintain the unemployment insurance system. On page 14 of the Green Paper, it says that the proposed changes might lead to savings. Is this the federal government's only concern?

We have to maintain the integrity of the unemployment insurance system since it is economically and socially indispensable. If we cut UI premiums or eligibility, it will naturally increase social inequity and place a greater burden on the provinces—who will have to look after people who fall between the cracks—without compensating them. This is surely not the way to go if we want to promote the social and vocational integration of the jobless.

Our members, as other groups, are grasping with increasing job instability, not only in seasonally sectors like agriculture, forestry or fishing, but in the service industry as well. This means that workers will have to hold down several jobs with several employers. We have to make sure that the unemployment insurance system does not discriminate on the basis of hours worked and that the rule that a person has to work at least 15 hours at the same job is abolished. The job market has evolved and changed; the job security of the seventies and eighties, when we were building our entire public infrastructure, is no more.

In our view, it's clear that the unemployment insurance system has to be maintained and that certain options remain open. It's a fact that 58% of all workers in the Lower Saint-Lawrence region work for small companies which have between 1 and 49 employees.

If some companies choose to plan their operations and base their profits on regular layoffs, workers should not have to pay the price.

Several other options exist for companies which create jobs and companies which eliminate them. We might have to study those options a little closer.

The federal government has to recommit itself to funding the unemployment insurance system. Something should be done to at least fund some active measures which, for instance, would allow people to buy courses, pay for their transportation and day care. The government should increase its UI fund.

As for post-secondary education, the representative of the Lecturer's Union of the University of Quebec in Rimouski will tell you about the major impact the proposed reforms will have.

[Text]

Qu'on pense à tout le Régime d'assurance publique du Canada. Dans le Livre vert, on constate la tendance du gouvernement à réduire sa part de 500 millions de dollars et, par la suite, à geler ce montant. Cela ressemble beaucoup au désengagement de l'éducation postsecondaire.

Le Livre vert traite aussi d'un montant forfaitaire qui pourrait être retourné aux provinces. Il faudrait que ces sommes soient retournées au Québec.

Je suis convaincue que les groupes de femmes vous ont fait la démonstration de toute la notion de l'aide à la famille, des pensions alimentaires et des services de garde. Il faut se préoccuper de garder les grands principes d'équité horizontale et verticale. Le désengagement du gouvernement a eu comme résultat de créer l'équité verticale.

En ce qui a trait aux pensions alimentaires, le gouvernement devrait se doter, comme le Québec souhaite le faire, d'un système de prélèvement automatique et, bien sûr, de services de garde. Quand on se soucie de la pauvreté des enfants, il faut s'assurer qu'il y a des services de garde adéquats, sans normes nationales, et que les provinces soient en mesure de s'en occuper.

Le Conseil central est contre toute la logique de résoudre des problèmes économiques et budgétaires par des coupures dans les programmes sociaux au lieu de procéder par des politiques cohérentes et globales centrées sur l'emploi. Les propositions soumises dans le Livre Vert nous amènent à croire que c'est la seule préoccupation du gouvernement. Cela se fait encore sur le dos des vulnérables, des plus démunis. Il faut s'assurer d'une plus grande équité et d'une meilleure redistribution de la richesse.

Vous savez, le Québec va s'engager dans un débat important pour être en mesure, peut-être, de reprendre tous les leviers économiques qui lui permettraient d'avoir une politique de plein emploi. Nous souhaitons qu'entre-temps, le fédéral continue à contribuer afin de maintenir une stabilité économique dans des régions défavorisées comme le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie.

Le président: Merci, madame Tremblay. C'est maintenant le tour du Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski.

M. Roger Mavoungou (vice-président, Information, Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski): Bonjour. Le Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski compte 400 membres. Ces personnes dispensent plus de la moitié des activités d'enseignement de l'université et la majorité des cours en dehors du campus de Rimouski.

Toutefois, leur sécurité d'emploi se limite toujours à la session en cours puisque leur embauche se fait sur une base sessionnelle uniquement. De plus, la structure des salaires est nettement inférieure à celle du personnel enseignant dit régulier.

D'autre part, plusieurs d'entre eux doivent accepter de se déplacer de 60 à 400 kilomètres pour dispenser les charges de cours.

Ce que nous venons vous dire aujourd'hui, c'est de tenir compte des situations particulières, des réactions locales et régionales, d'une part, et sectorielles, d'autre part en modifiant le système de sécurité sociale. Nos réflexions porteront donc sur la question de l'assurance-chômage et sur celle de l'enseignement universitaire.

[Translation]

Take the Canada Assistance Plan. The Green Paper says that the government wants to reduce its share by \$500 million and then freeze the remaining amount. It looks suspiciously as if the government wants to withdraw from post-secondary education.

The Green Paper also says that the provinces might receive a lump sum in compensation. Quebec would have to get its fair share.

I'm sure that women's groups have told you all about family benefits, child support and day care. We have to make sure that the principle of fairness applies horizontally and vertically. Because the government has withdrawn from certain areas, all that's left is vertical fairness.

As for child support, the federal government should implement a system of automatic deduction of child support payments, as Quebec intends to do, as well as, of course, provide day care. And if you are concerned about child poverty, you have to make sure that adequate child care is available, that it be provided by the provinces and that there be no national standards.

The Conseil central does not buy the argument that solving our economic and budgetary problems can only be done through cuts in social programs. Rather, we need to implement a consistent and global job policy. The proposals contained in the Green Paper lead us to believe that the government's sole concern is to solve its financial problems. But once again the most vulnerable and underprivileged will suffer. We have to be more fair and find a better way to spread our wealth.

You know, Quebec is going in another direction to hopefully gain total control over its economy so it can implement a full employment policy. In the meantime, we hope that the federal government continues to do its share to maintain economic stability in poorer areas like the Lower Saint-Lawrence and Gaspésie.

The Chairman: Thank you, Mrs. Tremblay. We will now go to the Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski.

Mr. Roger Mavoungou (Vice-President, Information, Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski): Good afternoon. Our organization has 400 members. We teach over half the courses at the university and most of the courses off the Rimouski campus.

However, our members' job security never lasts longer than the current session since they're only hired one session at a time. As well, lecturers are paid well below the salaries of regular teaching staff.

Furthermore, some of our lecturers have to travel between 60 and 400 kilometres to teach their courses.

The reason we are here today is to ask you to take specific situations, as well as local and regional reactions, on the one hand, and sectorial reactions, on the other hand, into account when you change the social security system. So our presentation is going to deal with unemployment insurance and university education.

[Texte]

Dans une région comme la nôtre, dont la situation économique est marquée par l'exploitation des ressources et les emplois saisonniers, la sous-utilisation des ressources pose des problèmes particuliers. Il en va de même chez les personnes chargées de cours de l'enseignement universitaire.

[Traduction]

In a region like ours, whose economy is based on natural resources and seasonal employment, there are specific problems due to an under-utilized labour force. The same goes for university lecturers.

• 1640

Parlons de la situation régionale. L'Est du Québec—le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—est une région où la sous-utilisation des ressources humaines est plus marquée que la moyenne canadienne ou québécoise. Le taux de chômage y est régulièrement parmi les plus élevés même si le taux de participation au marché du travail est plus faible qu'ailleurs. Cela indique que les débouchés sont faibles.

La basse performance du marché du travail tient tant au nombre des emplois disponibles qu'au caractère saisonnier de plusieurs d'entre eux. À cela il faut rajouter les dépressions fréquentes dans plusieurs secteurs liés à l'exploitation et à la transformation des ressources, domaines où la conjoncture économique dans les pays clients et la concurrence internationale causent souvent des problèmes d'ajustement.

Parlons de la situation des personnes chargées de cours. L'augmentation de la population étudiante et les réductions dans le financement de l'enseignement universitaire ont amené les institutions à recourir de façon massive à des vacataires, c'est-à-dire à un corps enseignant ad hoc, les personnes chargées de cours. Nous fournissons environ la moitié de l'enseignement universitaire. Pourtant, nous ne savons pas, d'un semestre à l'autre, quelle sera notre charge de cours ni même si nous en aurons. Nous ne savons pas si on nous reconnaîtra comme qualifiés pour l'enseignement de tel ou tel cours et nous ignorons s'il y aura des cours à la session d'été et s'ils iront à l'affichage.

Voilà des conditions qui forcent parfois certains de nos membres à recourir à l'assurance-chômage, soit 60 p. 100 ou moins d'un revenu déjà très faible, cela même si plusieurs d'entre nous acceptent de se déplacer chaque semaine sur des distances parfois très importantes pour dispenser le cours qui leur a été attribué.

D'autres, en situation de double emploi, n'ont jamais recours aux prestations de l'assurance-chômage. Cependant, pour les personnes chargées de cours qui y ont recours, toute réduction dans les maigres prestations qu'on leur verse constituerait un coup très dur.

Examions les options. Face à pareille situation, on peut envisager diverses options. Le projet Axworthy en propose deux, et on nous permettra d'en mettre une autre de l'avant.

Premièrement, il y a la création d'emplois et le développement régional.

La vraie solution face à la sous-utilisation des ressources humaines dans notre région est la création d'emplois stables, bien rémunérés, à taux élevé de valeur ajoutée. Bien entendu, pareils emplois dépassent le rendement habituel des programmes conjoncturels de création d'emplois, aussi utiles qu'ils soient dans la période de transition. Mais les emplois du type que nous visons ne peuvent être créés chez nous que dans une démarche réussie de développement régional dans son ensemble.

Let's talk about this region for a while. Eastern Quebec—the Bas-Saint-Laurent—Gaspé Peninsula—is a region where you will find a greater underutilization of human resources than in the rest of Quebec or Canada. The unemployment rate is often among the highest even though the labour force participation rate is lower than in other regions. That shows that opportunities are few.

The low labour force participation rate is due to the paucity of jobs available and the seasonal nature of a lot of the jobs offered. To that one must add the frequent slumps in several sectors connected to the development and processing of resources, because they often face adjustment problems due to international competition and the economic conditions in their client countries.

Let me describe the situation of lecturers. The increase in the number of students and the reduction in the funding of university education have led universities to rely tremendously on term employees, and ad hoc teaching body, lecturers. We are responsible for about half of the university education, however, we don't know from one semester to the next, how many courses we'll be responsible for or even if we will have a job. We don't know if we will be deemed qualified to teach a specific course, we don't know if there will be any courses during the summer or even if they will even advertise.

That is why some of our members have to rely on unemployment insurance, which means that they will receive 60% or less of what is an already very low income, in spite of the fact that a lot of us will accept to cover long distances every week to offer the courses we've been assigned.

Others, because they hold two jobs, never have to rely on unemployment insurance benefits. However, any reduction of the limited benefits they receive would spell disaster for lecturers who do get unemployment insurance benefits.

Let's study the options. In such situation, we can think of various options. The Axworthy paper puts forward two proposals, and we have one of our own.

First, there is job creation and regional development.

The true solution to the underutilization of human resources in our region is the creation of stable, well-paid and high value added jobs. Of course, these types of jobs are beyond the scope of ad hoc job creation program, though I'm not denying that those programs are truly useful during the transition period. But for these jobs to be created we need a successful global regional development program.

[Text]

[Translation]

Qu'il suffise de mentionner les innombrables chicanes, retards, replis stratégiques et annonces «relations publiques» concernant le Plan de l'Est du Québec, qui ne représente pourtant qu'une intervention ponctuelle dans le secteur de la forêt, pour la somme relativement modeste de 6,5 millions de dollars. On voit bien là que des réformes au moins aussi importantes et aussi urgentes devraient retenir l'attention du gouvernement.

Parlons des options Axworthy. Quelle que soit l'option retenue, les chômeuses et chômeurs de la région auraient des ressources financières moindres pour affronter une situation de chômage qui est pire qu'ailleurs. Cela signifie que non seulement il est plus facile de perdre son emploi, mais aussi qu'il est plus difficile de s'en trouver un autre rapidement.

Qui sont les personnes visées par les options Axworthy? Celles qui habitent dans des collectivités où les emplois sont rares. La suite logique, on la retrouve dans le rapport Higgins—Martin—Raynard. Selon ces économistes «de bureau et de haute sphère», il serait normal de déplacer les populations des régions à chômage élevé vers des centres à rareté de main-d'œuvre.

Est-ce là l'objectif secret, la fonction latente, le *hidden agenda* du projet Axworthy: réactiver la relocalisation, le *resettlement*? Tout nous porte à croire que le résultat réel chez nous serait de cet ordre.

• 1645

La réduction de prestations toucherait non seulement les individus qui voient leur train de vie diminué gravement, mais aussi l'ensemble de l'activité économique déjà faible, qui subirait les contrecoups de cette diminution de la masse monétaire disponible dans la région.

Éducation par l'enseignement universitaire plus accessible, recentrage de la sécurité sociale par celle de l'emploi pour un développement harmonieux de toutes les couches de la société régionale: tels sont les premiers points que le syndicat vise.

Deuxième élément, acquérir du savoir ou rendre l'éducation plus accessible: Avec les conditions actuelles du marché du travail, l'acquisition du savoir est devenue une condition essentielle à l'insertion tant sociale que professionnelle. Non seulement doit-on posséder une formation complète, mais les travailleuses et travailleurs doivent avoir les moyens de maintenir leurs connaissances à jour par le biais de la formation continue. Ce faisant, l'éducation et la formation continue deviennent des responsabilités collectives où l'État joue un rôle décisif, particulièrement au niveau du financement.

Actuellement, le financement de l'éducation consiste en transferts aux provinces en espèces et en points d'impôt. Ce mode de financement global et sans condition a permis à chaque province d'accroître l'accessibilité à l'éducation postsecondaire tout en développant des approches qui tiennent compte de leur réalité respective.

À notre avis, cette individualisation du financement aura pour conséquence directe de restreindre l'accès aux études postsecondaires. C'est pour cela que le syndicat s'oppose à l'individualisation du financement de l'éducation postsecondaire et de la formation continue. Merci.

Anything less than true effort will not be enough. Let's mention for example the wrangling, the delays, the strategic withdrawals, and the public relation announcements regarding the eastern Quebec development plan, which is simply an ad hoc intervention program in the forestry sector, and which is simply the investment of a limited sum of money, 6.5 million dollars. That is why we maintain that important and urgent reforms should be considered by the government.

Now for the Axworthy options. Whatever the option that is chosen, the unemployed workers in the regions will have less money to cope with an unemployment situation that is worse than in other regions. That would mean not only that it would be easier to lose one's job but also that it is more difficult to find another one quickly.

Who is targeted by the Axworthy proposal? Those who live in communities where there are few jobs. The next logical step we will find in the Higgins—Martin—Raynard Report. According to these high level economists, it would be normal to relocate the people who live in high unemployment regions to regions where there is not enough manpower.

Is that the secret goal, the hidden agenda of the Axworthy paper? Reactivate the relocation, the resettlement? We believe that is what it would amount to in our region.

The benefit cuts will affect not only individuals who will undoubtedly have to reduce greatly their lifestyle, but also an economy which is already weak and which would feel the effect of a squeeze in the money supply in the region.

Our union main demands are that the government make post-secondary education more accessible and that it refocus the social security system on employment so that all groups of the regions benefit from an harmonious development.

Secondly, we attach a great importance to learning and to making education more accessible. At present, in the labour market, learning has become an essential aspect of the social as well as professional integration of workers. Not only must workers have a comprehensive training, but they must be able to constantly upgrade their skills. Education and training thus become collective responsibilities and areas in which the State plays a crucial role, in particular in the area of funding.

At the present time, education is funded through cash and tax points transfers to the provinces. This block funding has undoubtedly enabled each province to make post-secondary education more accessible by adjusting the system to their own needs.

We believe the individualization of funding which is proposed will have a direct consequence of restricting access to post-secondary education. That is why our union is opposed to the individualization of post-secondary education and further training funding. Thank you.

[Texte]

Le président: Merci. J'invite maintenant le Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage à faire sa présentation.

Mme Maryvonne Thébault (présidente, Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage): Je vous remercie, mesdames et messieurs, de nous consacrer un peu de votre temps.

Nous représentons 1 600 enseignants qui oeuvrent dans six commissions scolaires au préscolaire, primaire et secondaire, en formation générale, en formation professionnelle et aussi à l'éducation des adultes.

Nous estimons que les programmes de sécurité sociale doivent être revus, d'abord et avant tout, pour combattre l'augmentation de la pauvreté et les inégalités sociales grandissantes. Au-delà de la société juste au sens de la loi, nous souhaitons une société équitable.

Vous pourriez questionner la pertinence de l'intervention du Syndicat de l'enseignement si ce n'était que, quotidiennement, nos membres voient dans leurs classes les effets des politiques sociales actuelles et prévoient les conséquences des mesures que vous semblez préconiser dans *La sécurité sociale dans le Canada de demain*.

Nous oeuvrons dans une région, celle du Bas-Saint-Laurent, qui connaît régulièrement un taux de chômage considérable. Le 13,5 p. 100 n'est pas en contradiction avec le 15 p. 100 de Solange plus tôt. C'est tout simplement que ma donnée représente le taux pour les trois derniers mois, alors qu'il est le plus faible à cause des emplois saisonniers.

Un grand nombre de familles et d'individus, soit 15 913 adultes et 12 396 ménages, d'après les données du ministère québécois de la Sécurité du revenu de novembre 1994, survivent à peine et végètent beaucoup grâce ou à cause du BS. Ces situations se répercutent dans les classes où la réussite éducative est menacée par les conditions économiques et sociales dans lesquelles les enfants et adolescents vivent.

La très grande majorité des individus au chômage ou sur le BS ne demanderaient pas mieux que d'obtenir un emploi, de conserver cet emploi et de recevoir un revenu qui puisse leur assurer une vie décente.

Dans la présentation de notre organisme, il a été question de 1 600 membres. Cela mérite des précisions. Sur notre territoire, d'après les déclarations d'effectifs des commissions scolaires, à la mi-octobre 1994, il y a actuellement 915 postes à temps plein menant leurs titulaires à une permanence et à une certaine sécurité d'emploi. Il y a aussi environ 100 postes à temps partiel qui, même avec une tâche à 100 p. 100, ne conduisent pas à une permanence et à une sécurité d'emploi. Une simple addition vous permet de constater qu'environ 1 015 personnes devraient être membres du SEGP.

[Traduction]

The Chairman: Thank you. I would now like to call on the Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage to make its presentation.

Ms Maryvonne Thébault (Chairman, Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage): Thank you, ladies and gentlemen, for taking some of your time to listen to us.

Our union represents 1,600 teachers from six different school districts who teach at the pre-elementary, primary and secondary levels. Our members also are involved in general training, vocational training and adult education.

We believe the social security programs must be re-examined firstly and foremost to eliminate the growing poverty and social inequalities. We want not only the just society that our laws are supposed to ensure, but also a society which is fair.

You might wonder why our union is concerned with this reform, but our concern stems from the fact that we see daily in our classes the impact of current social policies and can anticipate the impact of the measures that are proposed in the document entitled *Improving Social Security in Canada*.

Our members work in a region, the Lower St. Lawrence region, where the unemployment rate is at present very high. The rate of 13.5% which I am quoting does not contradict the figure of 15% given earlier to you by Solange. The lower rate that I give you applies to the last three months, so the improvement in the unemployment situation is due to the fact that certain jobs are seasonal.

The data collected by the Quebec Department of Income Security show that as of November 1994, a very great number of families and individuals, that is 15,913 adults and 12,396 families, barely survive or can be said to vegetate on welfare or because of it. The schooling of the children and the adolescents we are in daily contact with is compromised by the social economic conditions in which they live.

The vast majority of individuals receiving unemployment or welfare benefits would be more than happy to find a job, to keep that job and to make an income permitting them to have a decent life.

We say we represent 1,600 members. Let me give you some clarification. According to the personnel reports of the school districts of our territory, there were, as of mid-October 1994, 915 full-time positions which ensured a certain employment security to their incumbents. Another 100 positions are part-time positions, though the corresponding workload is the same as a full-time position and for which there is no employment security. That should bring the total membership of the SEGP to 1,015 members.

• 1650

Or, en 1993-1994, ce sont 1 600 personnes différentes qui ont cotisé au SEGP et c'est pour cela que nous affirmons représenter près de 1 600 personnes.

In 1993-94, 1,600 people paid their dues to the SEGP and this is why we claim to represent close to 1,600 people.

[Text]

[Translation]

La différence, c'est près de 600 personnes. Quels sont actuellement leurs moyens de subsistance? L'assurance-chômage? Pour combien de temps? La sécurité du revenu? Le retour aux études, en prêts et bourses, bien que ces personnes, pour la plupart, aient déjà des diplômes universitaires?

En conséquence, nous croyons que le gouvernement actuel fait fausse route en s'en prenant aux démunis pour tenter de redresser ses finances déficitaires. Il y a d'autres directions à prendre. Il y a celle des initiatives visant le développement de l'emploi, celle de l'équité fiscale et d'une meilleure redistribution des richesses, et une plus grande sécurité sociale.

Couper dans les programmes sociaux ne réglera pas le problème du déficit gouvernemental. Il convient de rappeler qu'une étude de Statistique Canada a déjà reconnu que seuls 2 p. 100 de l'augmentation de la dette, entre 1975 et 1991 pour être plus précis, provenaient des dépenses liées à des programmes sociaux.

L'orientation actuellement sous-jacente à votre document de travail ne peut que nous faire penser à Jean de LaFontaine et à *Les animaux malades de la Peste* que nous osons légèrement paraphraser:

Un mal qui répand la terreur
Mal que le ciel en sa fureur
Inventa pour punir les crimes de la terre
LE DÉFICIT (puisque'il faut l'appeler par son nom) . . .

et l'on connaît la suite. . .

À ces mots on crie haro sur le beaudet. . . Ce pelé, ce galeux, ce 2 p. 100 d'où venait tout le mal. . .

Quant à la conclusion:

Selon que vous serez puissant ou misérable Le jugement de cour vous fera blanc ou noir

Nous espérons qu'elle s'avérera fausse au Canada tout comme nous souhaitons qu'après ces audiences, ce ne seront plus les 2 p. 100 qui seront visés.

Comme enseignantes et enseignants, nous sommes très conscients que les qualifications requises sur le marché du travail sont sans cesse croissantes en nombre et touchent des domaines très variés. Nous pensons que, plus que jamais, les travailleuses et travailleurs doivent être en mesure de faire preuve d'adaptation aux multiples changements.

Nous pensons aussi qu'il ne faut pas attendre les situations de crise et de chômage pour passer de la part des entreprises et du gouvernement à des programmes de «conversion», de formation. Dans votre document, vous opposez la formation en classe, qui coûte cher et qui n'est pas toujours le meilleur choix, à celle en milieu de travail, souvent la plus efficace.

Permettez-nous d'exprimer notre désaccord. Les deux types de formation sont utiles et nécessaires. Et si celle en milieu de travail donnait des résultats si mirobolants, il n'y aurait pas d'audiences car les problèmes soulevés n'existeraient pas.

Pourtant, que ce soit en formation professionnelle ou à l'éducation des adultes—alphabétisation ou formation générale—, nous constatons chaque jour le fouillis qui s'est installé à cause, en partie, des différentes sources de financement.

The difference is close to 600 people. How do they get by at the present time? Unemployment insurance? For how long? Income security? Back to school, with loans and bursaries, although most of them already have university degrees?

Therefore, we believe that the present government is wrong to attempt to shore up its faltering finances on the backs of the have-nots. There are other types of measures which could be taken. Employment development initiatives, tax equity and a better redistribution of wealth, and more social security.

Cutting back social programs will not solve the government's deficit problem. It bears repeating that, according to a Statistics Canada study, only 2% of the debt increase, between 1975 and 1991 to be more exact, was attributable to spending on social programs.

The underlying thrust of your discussion paper is somewhat reminiscent of a fable by Jean de LaFontaine entitled *Les animaux malades de la Peste*, the plague ridden animals which we will venture to paraphrase somewhat.

A terrifying sickness
Sent from the angry Heavens
To punish crimes on Earth
THE DEFICIT shall we call it, to mince no words.

And it goes on.

That being said the donkey took the blame—That hairless animal, that scum of the earth, that 2% wherefrom all evil came.

And as for the conclusion:

Depending on whether you are powerful or miserable, the court will find you guilty or innocent.

We do hope that this morality will not come to pass in Canada as we do hope also that, after these hearings, the 2% will no longer be targeted.

As teachers, we are well aware that the skills required on the labour market are increasingly numerous and varied. We believe that, more than ever, workers must be able to adjust to constant change.

We also believe that businesses and government should not wait for crisis situations and alarming unemployment to happen before undertaking training and retraining programs. In your paper, you oppose classroom training, that is costly and often inappropriate, to on the job training, which is often more effective.

In all respect, we beg to differ. Both types of training are useful and necessary. If on the job training yielded such outstanding results, we would not be having these hearings because the problems raised would simply not exist.

However, in occupational training, as well as adult education—literacy or general education—we have to cope on a daily basis with the mess which has come about, in part, because of the various sources of funding.

[Texte]

Nous ne croyons pas que c'est en créant d'autres programmes que le gouvernement fédéral peut améliorer la situation. Il devrait plutôt reconnaître la compétence du Québec en lui confiant les ressources financières et les responsabilités.

Nous sommes persuadés que ce n'est pas en dédoublant les efforts du Québec ou en faisant en sorte que les normes administratives prennent sur les besoins de la clientèle que ces problèmes se résorberont.

De plus, il est indispensable que les programmes d'adaptation ou d'insertion soient accessibles, adéquats et qualifiants. Parmi les changements opérés, plusieurs passent par la décentralisation du système, la décentralisation de l'administration des programmes de formation et la décentralisation dans la définition de leurs objectifs et de leurs contenus. Il faut que l'on cesse d'illusionner les gens en leur faisant suivre des formations qui les maintiennent dans le cercle du chômage et du BS.

Pour nous, il est important que la formation en cours d'emploi puisse être pensée et gérée avec la participation des syndicats. On a pu constater au Québec que, malgré leurs aspects généreux, des programmes de crédit d'impôts à la formation avaient été sous-utilisés par les employeurs.

S'ils ont été boudés, c'est peut-être à cause de la complexité des formulaires ou de la quantité de «paperasserie», bien que nous puissions en douter, ou tout simplement parce que la culture des entreprises n'a pas encore évolué dans le sens d'une formation continue. C'est une situation à changer.

Sous cette formule, assez alléchante au premier coup d'oeil, se cachent des perspectives qui peuvent amener une plus grande paupérisation d'un grand nombre d'individus dans les milieux. Pour ce qui est des 600 personnes, que faire comme soutien sinon créer des emplois quand on a déjà des diplômes universitaires? Considérer le revenu individuel, c'est normal, mais pas le familial.

En conclusion, ces quelques réflexions que nous vous avons soumises ne sont pas l'œuvre d'économistes ou de fiscalistes. Elles viennent du vécu d'enseignantes et enseignants. Ils constatent chaque jour que leurs collègues sont dans des situations de travail précaires alors qu'ils souhaiteraient avoir un travail permanent. Ils constatent que la pauvreté fait des ravages auprès des jeunes qui leurs sont confiés.

Si nous voulions résumer notre demande en quelques mots, nous pourrions la formuler ainsi: Équité pour nos membres, équité pour les familles de nos élèves, et équité pour toutes les citoyennes et tous les citoyens du Canada.

Mesdames, messieurs, je vous remercie.

Des voix: Bravo!

Le président: Merci beaucoup. Vous avez respecté le temps qui vous avait été accordé.

Mme Thébault: C'est juste.

Le président: Nous allons commencer une courte période de questions avec le Parti libéral.

[Traduction]

We do not believe that the federal government can improve things by creating still more programs. Rather, it should recognize the jurisdiction of Quebec by transferring financial resources as well as responsibilities.

We are convinced that overlap with Quebec or administrative norms which have priority over client needs will not help to solve these problems.

Furthermore, labour market entry or adjustment programs must absolutely be accessible, adequate and empowering. A number of proposed changes imply decentralization in training program administration as well as goal setting and content definition. We must stop leading people down the garden path by providing them training which keeps them on unemployment and welfare rolls.

In our view, it is essential that on the job training be designed and managed with the participation of unions. We have seen in Quebec that, however generous, training tax credits have been underutilized by employers.

Is that because forms are overly complicated or they require too much paperwork? We doubt it. Or could it simply be that our business culture has not yet evolved along the continuous training concept? There is room for change here.

Under a scheme which seems rather attractive at first glance, there is a risk of making many people increasingly poor. As for those 600 people, is there any other way of supporting them than to create jobs for those who already have university degrees? Taking individual income into account is normal but not family income.

To conclude, we are providing you with a few considerations which have not been thought up by economists or tax experts. They relate to what teachers are experiencing. On a daily basis, teachers see some of their colleagues struggling in an uncertain work environment while they would want a permanent job. They see the harm that poverty causes to the young people in their care.

If we were to boil down our request to a very few words, we could formulate it in the following way: equity for our members, equity for the families of our students, and equity for all Canadians.

Ladies and gentlemen, I thank you.

Some hon. members: Hear, hear!

The Chairman: Thank you very much. You have not gone beyond your allotted time.

Ms Thébault: That is right.

The Chairman: We shall begin a brief question period with the Liberal Party.

[Text]

[Translation]

Ms Augustine (Etobicoke—Lakeshore): I want to begin by thanking you for bringing your issues to the table. I want to say I am especially pleased because you are educated and in the field of education. I spent 30 years as a school teacher, resource person, vice-principal and principal, etc.

Mme Augustine (Etobicoke—Lakeshore): Je tiens à vous remercier d'être venus nous faire part de vos préoccupations. Je suis très heureuse de vous rencontrer parce que vous êtes des personnes instruites et que vous oeuvrez dans le domaine de l'éducation. J'ai travaillé moi aussi dans ce domaine pendant 30 ans, comme institutrice, comme personne—ressource, comme directrice adjointe et enfin directrice d'école.

I come from an area in the city of Toronto in which I dealt a good deal with people who live in public housing and have their rent geared to their income. So I am really in sync with some of the things you said, especially concerning young people coming into the system from homes and families in which the socio-economic situation is such that it creates multiple difficulties in people's lives.

Je viens d'un quartier de la ville de Toronto où j'ai souvent été en contact avec des gens qui vivent dans des logements sociaux et dont le loyer est établi en fonction de leur revenu. Je suis parfaitement d'accord avec certaines de vos remarques, particulièrement en ce qui a trait aux jeunes qui proviennent de foyers et de familles dont la situation socio—économique est à l'origine de nombreux problèmes.

I am sure that, as educators, you would want to hear me say what I learned in this region today.

Je sais qu'à titre d'éducateurs vous voulez savoir ce que j'ai appris dans cette région aujourd'hui.

I am sorry Mr. Asselin has left.

Je suis désolée de noter que M. Asselin nous a quittés.

I want to say that I learned several things. I will just go through what I think the rest of us heard and will be going away with to be part of this work we're doing.

Je veux dire que j'ai beaucoup appris. Permettez-moi de vous dire ce que nous avons appris et ce qui nous restera à la fin de nos audiences.

I heard about the situation of seasonal workers. It's not the first place in which we've heard this. We heard it in Winnipeg, on the coast, Whitehorse, Yellowknife, and every place we have visited. As we head toward the east, I am sure we will hear more about the situation of seasonal workers and all of what that creates.

J'ai entendu parler des travailleurs saisonniers. Ce n'est pas la seule région où nous avons entendu des commentaires à cet égard. On nous en a parlé à Winnipeg, sur la côte ouest, à Whitehorse, à Yellowknife, bref dans toutes les localités que nous avons visitées. Je suis convaincue qu'on entendra encore beaucoup parler des travailleurs saisonniers et des problèmes connexes lors de nos déplacements dans l'est du pays.

Vous nous avez parlé des incidences que les modifications au régime d'assurance—chômage et le programme de prestations à deux paliers auront sur la région.

Il y a peu d'emplois dans la région. Il y a une pénurie d'emplois et les femmes vivent dans la pauvreté. Nous devons tenir compte des questions d'ordre local, régional et sectoriel dont nous ont parlé les témoins. Vous nous avez expliqué—and de façon très claire aujourd'hui—la conjoncture socio—économique qui caractérise la région.

Dans toutes les régions, on nous a dit qu'il fallait payer maintenant ou qu'il faudra payer davantage plus tard. C'est au comité qu'il revient de déterminer la façon d'améliorer les choses. C'est notre objectif fondamental. Vous participez donc avec nous à un processus de consultation; nous communiquerons au gouvernement vos propositions et vos préoccupations.

Nous savons que nous ne pouvons pas tout faire. Le régime de sécurité sociale a été mis sur pied au fil des ans pour répondre à certaines situations socio—économiques. Nous savons que nous ne pouvons pas prendre toutes les mesures qui s'imposent dans toutes les situations.

Cependant, si je dois retenir ce qu'on m'a dit aujourd'hui... Pouvez-vous me dire à tour de rôle s'il y a une question particulière que vous voudriez qu'on étudie de façon prioritaire?

The Chairman: What are your priorities? We'll start with you Mr. Blais.

Mr. Rénald Blais (Chairman, Conseil central de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine (CSN)): I will mention a very general theme but it's a theme that affect each and everyone of us—the social safety net. You must understand that

Consider the impact of UI changes, UI cuts, the two-tiered system and what that would create. I think we've heard the messages here.

There are few jobs in the region. There's a lack of jobs and poverty among women. We must take into account the local, regional and sectoral issues that were brought to the table. You have explained to us—we heard it loud and clear today—the economic and social conditions under which this region suffers.

I think we heard over and over again from people in various places that one must pay now or pay more later. It is the task of this committee to deal with the situation so that we can make things better. We start out with this as an aim. This is really a consultation whereby we will be taking with us everything we heard today.

We know we can't do everything. The social security system was put together over a certain period of time with certain socio—economic situations. We know we can't do everything that needs to be done in all situations.

However, if I were to go away from here today with all that I said I heard... I would like to go around the table with this. If there is really one issue or item that you would tell us to keep as a priority, what would that be?

Le président: Quelles sont vos priorités, en commençant par monsieur Blais?

M. Rénald Blais (président du Conseil central de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine (CSN)): Je vais parler d'un thème bien général, mais qui touche tout le monde; c'est le filet social. Il faut comprendre que, pour une région comme

[Texte]

[Traduction]

la nôtre, par rapport aux réalités socio-économiques, aux réalités de travail saisonnier, aux réalités de décrocheurs scolaires, l'assurance-chômage est une forme de filet social. Ça permet de combler les disparités régionales. Chaque fois qu'on nous enlève un sou, si on pouvait le remplacer par autre chose, ça irait, mais on ne le remplace jamais par autre chose. C'est exactement le problème qu'on vit actuellement et qu'on vivra si on fait des coupures dans la sécurité sociale. Également, l'exode sera plus important et il y aura plus de décrochage.

• 1700

Mme Tremblay: La priorité, c'est une vraie politique d'emploi et de développement de la main-d'œuvre. Il faut revoir la fiscalité parce que, les difficultés financières du gouvernement étant énormes, il n'y a pas d'autre choix que de sabrer dans les programmes sociaux. Nous pensons pouvoir suggérer des solutions, mais il faut avoir la volonté réelle de revoir la fiscalité et de s'assurer qu'il y ait une réelle politique de développement de l'emploi.

M. Mavoungou: Je suis tout à fait d'accord avec tous les intervenants et intervenantes. Je voudrais seulement ajouter qu'il faudrait un développement plus harmonieux de l'éducation. Il faudrait aider les jeunes à avoir plus de moyens pour mieux s'éduquer. Sinon, ce sera une politique de deux poids, deux mesures. C'est-à-dire qu'on aura une éducation pour les riches et une éducation pour les pauvres.

Mme Thébault: Je crois que vous avez le résumé de mon mémoire sur l'équité et l'emploi: l'équité au niveau fiscal, l'équité au niveau de la protection, à tous les niveaux.

M. Berthier Dumont (premier vice-président, Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage; enseignement en formation professionnelle): Je crois qu'on devrait investir davantage en formation et en éducation.

Je pense que la priorité devrait être d'investir davantage en formation professionnelle, en éducation et formation professionnelle et technique. On sait que les pays industrialisés qui ont les taux de chômage les plus bas, comme l'Allemagne et le Japon, investissent beaucoup en formation professionnelle; non seulement les gouvernements, mais aussi les entreprises. On voit les résultats. Pour créer de l'emploi, on ne peut pas passer à côté de la formation, compte tenu de la mondialisation des marchés et des exigences de plus en plus considérables pour exercer les professions aujourd'hui. Pour moi, c'est donc la priorité.

Le président: C'est un bon tour d'horizon. Je remercie Mme Augustine.

M. Bertrand: Est-ce qu'il y a des commissions scolaires dans votre région qui ont pris avantage du programme «L'École avant tout»? Si oui, quels résultats avez-vous eus?

Mme Thébault: Je ne saurais vous le dire. Quand ils récupèrent des montants d'argent ou des parties de programmes, ou ceci ou cela, ils n'avertissent pas le syndicat. Mais je pourrais faire une recherche et reprendre contact avec vous.

Le président: Merci, monsieur Bertrand. Nous passons au Bloc québécois. Monsieur Crête.

for a region like ours, given the social economic factors, seasonal work, a high drop out rate, unemployment insurance is a type of social safety net. It allows to compensate for regional disparities. Every time a cent is taken away from us, if it could be replaced by something else, there would be no problem, but it's never replaced. And that is exactly the problem we have now and the problem we will be faced with if any cuts are made in social security programs. Moreover, the exodus from the region will be even greater and more and more young people will drop out.

Mrs. Tremblay: The priorities, a true employment and manpower development policy. There has to be a review of the tax system because, given the huge financial difficulties facing the government, it has no other choice but to cut social programs. We believe that we can suggest some solutions, but there has to be a true willingness to review the tax system and to ensure that there is a true employment development policy.

M. Mavoungou: I agree completely with all the comments made. I would just like to add that education must be developed more harmoniously. We have to help young people find more ways to better educate themselves. If not, we will have a double standard policy. There will be education for the rich and education for the poor.

Ms Thébault: I think you have the summary of my brief on equity and employment: fiscal equity, equity regarding protection, equity on all levels.

Mr. Berthier Dumont (First Vice-President, Syndicat de l'enseignement du Grand-portage; enseignement en formation professionnelle): I think we have to invest more in training and education.

I think that our priority should be investing in vocational training, in education and professional and technical training. We know that the industrialized countries where employment rates are the lowest, like Germany and Japan, invest to a large extent in vocational training; not only governments, but also businesses. We can see the results. To create jobs, we can't sidestep training, when we consider the globalization of markets and the increase in requirements for practising professions today. For me, this is a priority.

The Chairman: That's a good overview. Thank you Mrs. Augustine.

Mr. Bertrand: Are there any School Boards in your region that have used the "Stay in School" program? If yes, what were the results?

Ms Thébault: I couldn't tell you. When they receive money, or take part in programs, etc., they don't advise the union. I could however look into it and get back to you.

The Chairman: Thank you Mr. Bertrand. We will now move on to the Bloc Québécois. Mr. Crête.

[Text]

M. Crête: Je trouve que cette présentation est très intéressante. Vous regardez la forêt comme elle doit être regardée.

On a parlé de la nécessité d'une équité fiscale, d'une politique globale pour intervenir dans les domaines financier, économique et social, et de la question du choix fondamental de la relocalisation. Est-ce qu'il y a un choix à faire quand il s'agit de décider du modèle qu'on veut? Est-ce qu'on ramasse le monde tout autour des grandes villes, ou si on essaie d'avoir une occupation des territoires?

Sur le problème de l'équité fiscale, il y a des questions importantes. Par exemple, on a su cette semaine que les banques canadiennes avaient fait des profits de 4,26 milliards de dollars en 1994: la Banque royale, 1,7 milliard de dollars; la Banque de Montréal, 0,82 milliard de dollars; la Banque de Nouvelle-Écosse, 0,48 milliard de dollars; la Banque Toronto-Dominion, 0,68 milliard de dollars. Il y a beaucoup d'argent là. Mais en même temps, on dit qu'il y a pour 6 milliards de dollars de mauvaises créances au gouvernement fédéral, 6 milliards de dollars d'argent dû qui n'est pas récupéré. Et il y aurait pour 3 milliards de dollars de chevauchement dans les champs de compétence des provinces.

• 1705

Il y a toute la question des fiducies familiales et des évasions fiscales. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire à ce sujet? Il y a aussi des coupures possibles au budget de la Défense. Il y a des projets comme Hibernia où on engloutit 3,3 milliards de dollars. Donc, à y regarder de plus près, il y a peut-être d'autre argent à aller chercher, ce qui mettrait moins de pression sur les programmes sociaux.

Il y a aussi des choix de développement. Par exemple, si on consent des crédits à l'investissement pour permettre à des entreprises de développer des emplois permanents, on diminue automatiquement la pression sur les programmes sociaux. Les gens qui commencent à travailler à temps plein ne se servent plus du régime d'assurance-chômage. Ils s'en sortent mieux. Donc, je trouve important ce que vous dites, soit d'étudier la question globalement.

Je vais, en terminant, vous poser une question qui m'apparaît significative et importante par rapport à l'année qui s'en vient. Si le gouvernement du Canada choisit la réforme Axworthy comme modèle social, les Québécois ne la verront-ils pas comme une pièce majeure par rapport au choix qu'ils auront à faire quant au type de pays qu'ils veulent dans l'avenir? J'aimerais que chacun des groupes réponde.

Mme Tremblay: Il est évident que nous sommes à la croisée des chemins et que les programmes sociaux qui correspondent aux hypothèses soulevées dans le Livre vert, appliqués tels quels, accroîtraient l'appauvrissement du Québec. Les principes qui la sous-tendent ne nous permettent pas de croire qu'on va s'attaquer aux vrais problèmes. On va continuer à faire la lutte au chômeurs, aux individus, à dualiser la société, à faire en sorte que ceux qui payent en aient assez de payer pour ceux qui ne payent pas, ce qui est inacceptable. Une réforme en profondeur des programmes sociaux doit être créatrice, initiatrice et doit permettre de croire que le gouvernement fédéral va s'attaquer aux problèmes réels et qu'il ne s'arrangera pas pour exclure de plus en plus de gens. Bien sûr, des régions comme les nôtres sont des régions appelées à s'en ressentir davantage.

[Translation]

Mr. Crête: I find this presentation very interesting. You are looking at the forest the way it should be looked at.

You talked about the need for fiscal equity, a global policy for intervening in financial, economic and social areas, and the fundamental choice of relocation. Do you have to make a choice when deciding what model you want? Do you gather people around the large cities, or do you try to use the regions?

As for the problem of fiscal equity, there are important questions. For example, we learned this week that Canadian banks have made profits of \$4.26 billion in 1994; the Royal Bank made \$1.7 billion; the Bank of Montreal, \$0.82 billion; the Bank of Nova Scotia, \$0.48 billion; the Toronto-Dominion Bank, \$0.68 billion. That's a lot of money. But at the same time, they say that the federal government has \$6 billion in bad debts, \$6 billion that has not been recovered. And it appears there is another \$3 billion resulting from overlap in areas of provincial jurisdiction.

Then there's the issue of family trusts and tax evasion. What is the government going to do about that? There are also possible cuts to the Defence budget. There are projects like Hibernia that have swallowed up \$3.3 billion. Therefore, in looking at the situation more closely, there may be other money to collect, which would put less pressure on social programs.

There are also choices for development. For example, if we grant investment credits to enable businesses to develop permanent jobs, we will automatically decrease the pressure on social programs. People who start to work full time no longer use the unemployment insurance system. They get by better. Therefore, as you say, I think it's better to study the issue globally.

In conclusion, I'm going to ask you a question which I find significant and important with respect to the upcoming year. If the Canadian government chooses the Axworthy reform as its social model, will Quebecers not see it as a major part of the choice that they have to make with respect to the type of country they want in the future? I'd like a reply from each of the groups.

Mrs. Tremblay: It's obvious that we are at a crossroads and that social programs corresponding to the assumptions made in the Green Paper, if enforced as they are, would increase poverty in Quebec. The underlying principles do not allow us to believe that the true problems will be dealt with. We will continue battling with the unemployed, individuals, dualizing society, and seeing to it that those who pay have enough to pay for those who don't pay, this is unacceptable. An in-depth reform of social programs must be creative, innovative and must enable us to believe that the federal government is going to deal with the real problems and that it is not going to act in such a way as to exclude more and more people. Of course, regions like ours will feel the effects of this to a greater extent.

[Texte]

Effectivement, il y a un grand tournant qui s'en vient. On est prêts à examiner ce que signifie la capacité de rapatrier l'ensemble des leviers économiques. Je parlais de l'importance de la formation de la main-d'œuvre. C'est un débat qui n'est toujours pas terminé et qui fait en sorte que nous n'avons pas encore, à l'heure actuelle, l'exclusivité de la compétence nécessaire dans ce domaine. C'est inconcevable.

Nous sommes conviés à un grand rendez-vous. Bien sûr, il y a une sorte d'impossibilité de continuer dans les perspectives qui nous sont soumises.

Le président: Voulez-vous une réponse de tous les intervenants?

M. Crête: Évidemment. Surtout des groupes.

M. Blais: J'insisterais davantage, non pas sur la réponse que vous voulez avoir, mais plutôt sur le principe de l'équité. Dans le sens où vous l'abordez, je suis d'accord. Il ne faut absolument pas que ce soit encore les gens qui se retrouvent dans des situations impossibles: par exemple, quelqu'un qui a un travail à temps partiel ou un emploi d'une quinzaine d'heures par semaine, et qui se retrouve avec des prestations minimales de chômage. Il se sent alors exclu parce que dans l'impossibilité, soit d'allonger sa semaine de travail, soit de se faire un revenu acceptable.

Il y aurait là une explication partielle—je dis bien partielle—de tout le phénomène du travail au noir. Il devient légitime même s'il est illégal. Il devient légitime parce que l'économie parallèle permet de passer au travail. Ce n'est pas vrai qu'une personne qui touche cent et quelques dollars par semaine et qui a une famille peut subvenir à ses besoins.

Ma réponse va donc davantage dans ce sens. Pour le reste, par rapport au choix qu'on aura à faire au cours des prochains mois, vous connaissez notre opinion.

M. Crête: Ce n'est pas une question piégée. La réponse sera oui ou non. C'est pour arriver à faire savoir aux députés qui sont ici que les choix qui vont être faits par rapport à la réforme Axworthy auront un impact au Canada. Ce sont des arguments importants et valables pour tous les députés de tous les caucus.

• 1710

Mme Thébault: Toujours dans une perspective d'équité, quand une chose inéquitable prévaut continuellement, à un moment donné, c'est la révolte. Aujourd'hui, vous avez rencontré des représentants d'organisations structurées. Simplement pour passer au travers du processus d'admission au Comité, il faut être organisé. Mais tous les gens qui sont chez eux et qui en auraient très gros sur le cœur n'ont pas les moyens de vous le dire. Quand le vase sera trop plein, qu'est-ce qui arrivera? Je n'en sais rien. C'est pourquoi on réclame de l'équité.

M. Crête: Il y a une étape qui s'en vient.

M. Dubé (Lévis): Tout à l'heure, monsieur le président, des gens se sont questionnés sur la légitimité du mandat du Comité. En tant que membre de ce Comité, je veux apporter un témoignage. Paul et moi, nous sommes des députés réguliers du Comité permanent qui a fait le tour du Canada. Je voudrais dire quelque chose de non partisan, qu'il est important parfois de dire correctement.

Nos vis-à-vis, dont M. Bertrand qui s'est ajouté pour le Québec, mais il a fait un bon travail, et nous—pour ma part, je suis un souverainiste, ce que personne n'ignore—, nous nous sommes donné la peine, au cours du processus, d'écouter les

[Traduction]

We are coming to a turning point. We are ready to examine the ability to repatriate economic levers. I talked about the importance of manpower training. This is a debate that's still going on and that means we still don't have exclusive jurisdiction in this area. It's inconceivable.

We've been invited to a big meeting. Of course, it is impossible to continue with the perspectives that have been submitted.

The Chairman: Would you like a reply from all of the witnesses?

M. Crête: Of course. Especially from the groups.

M. Blais: I'd like to focus, not on the reply that you wanted to have, but instead on the principle of equity. If you deal with it, I'll agree. We have to ensure the people are not finding themselves in impossible situations again: for example, someone who works part-time or who has a job working 15 hours a week and who receives minimal UI benefits. This person feels excluded because it is impossible to lengthen the work week and make a decent income.

That partially explains—I am saying partially—the whole idea of working under the table. It becomes legitimate even if it is illegal. It becomes legitimate because the underground economy allows people to work. It's not true that a person who earns a hundred and some dollars a week and tries to raise a family can meet his needs.

My reply goes along these lines. For the rest, with respect to the choice we'll have to make over the next few months, you know our opinion.

M. Crête: It's not a tricky question. The answer is yes or no. It's to make members who are here aware that the choices that will be made regarding the Axworthy reform will have an impact on Canada. These are important and valuable arguments for all members from all caucuses.

Mme Thébault: Again from an equity viewpoint, when something unfair continually prevails, at some point, there is a revolt. Today you met with representatives from structured organizations. Just to get through the process to appear before the Committee, groups have to be organized. But all the people who are at home and have a lot to get off their chest do not have the means to do so. What will happen when the vase is too full? I have no idea. That's why we're demanding equity.

M. Crête: There's a stage coming up.

M. Dubé (Lévis): A little earlier, Mr. Chairman, some people questioned the legitimacy of this Committee's mandate. As a member of this Committee, I would like to make a few comments. Paul and I are regular members of this standing committee which has crossed Canada. I would like to say something non-partisan, and it's important to express it properly.

Our counterparts, including Mr. Bertrand who joined the Committee for the Quebec leg, but who is doing good work, and us—as for me, I am a sovereigntist, as everyone knows—we made an effort throughout the process to listen to people. To

[Text]

[Translation]

gens. Je trouve cela important. Quand on est démocrate et qu'on croit à la démocratie, on écoute les gens. C'est ce que nous avons essayé de faire. Nous avons questionné pour mieux comprendre. Certains peuvent en douter. Personnellement, je peux vous dire que notre président, notamment, qui pêche même parfois par excès de démocratie, essaie d'accorder du temps à tout le monde, ce qui n'est pas toujours facile. Nous avons parfois fini tard, mais on peut lui rendre hommage sur ce point: c'est un très grand démocrate.

Pour rassurer les gens, rappelons que notre rôle à nous, comme membres de l'Opposition, c'est de nous assurer, au moment du rapport, que les fonctionnaires ou autres rendent bien compte de ce qui s'est dit. Si le rapport n'est pas à notre goût, nous ferons quelque chose. Vous pouvez en être certains car nous l'avons fait à la première phase. Nous ne ferons pas nécessairement un rapport dissident, mais quelque chose qui permettra de dire que tel aspect a été omis. Voici ce qui s'est dit. Nous avons été élus pour accomplir cette tâche et nous vous garantissons que nous allons la faire. Nous essaierons de faire en sorte que ce qui s'est dit transparaisse dans le rapport. C'est notre devoir d'élus de le faire.

Ce qui suivra le rapport dépend du ministre. On verra bien. Ce sera une autre affaire. Mais on s'engage à ce qu'il y ait un rapport qui soit fait comme il le faut.

Tout souverainiste que je sois—quant à ceux qui ne le sont pas, je ne les torturerai pas toute la nuit ni toute l'année pour les convaincre—, je considère que, peu importe ce qu'il adviendra de l'avenir du Québec, nous avons tout intérêt à ce que vous, nous et tout le monde influencions le Comité et ensuite le gouvernement afin que le reste du Canada conserve le meilleur système social possible. Ils deviendront nos voisins, car nous souhaitons demeurer voisins, et nous avons donc tout intérêt à ce qu'il en soit ainsi. Plus tard, dans un contexte plus grand, si nos voisins avaient abandonné un système social, vous voyez quelle serait notre situation. Nous serions isolés. Nous aurions de la difficulté à les convaincre. Donc, on a tout intérêt, tout le monde, eux comme nous, à avoir le meilleur système social possible.

Je tenais à apporter cette précision. Enfin, un dernier mot pour vous dire que mon cœur est encore en partie dans le bas du fleuve. Je suis né là. S'il arrive que je puisse donner un coup de main au Bas-Saint-Laurent ou à la Gaspésie, je le ferai. Merci.

Le président: Merci, monsieur Dubé, pour ces commentaires qui sont appréciés, surtout la première partie.

Je passe maintenant à M. Morrison.

M. Morrison: Je pense que nous avons eu déjà assez d'interventions. Tous les témoignages de ces témoins étaient très clairs et très bien présentés. Donc, nous, les Réformistes, nous n'avons rien à ajouter. Je vous remercie pour votre travail, et c'est tout.

Le président: Merci. J'aimerais, pour ma part, sans me mêler de politique, car ce n'est ni mon genre ni ma nature, faire quelques commentaires au sujet des emplois saisonniers.

Je viens, moi aussi, d'une région où les emplois saisonniers sont très importants. Un certain nombre de points doivent être soulevés, non seulement à l'intention de nos témoins, mais aussi pour ceux qui assistent à nos audiences aujourd'hui. D'une part,

me that's important. If you are democratic and believe in democracy, you listen to people. That's what we tried to do. We've asked questions to understand issues better. Some people may doubt that. Personally, I can tell you that our chairman, in particular, who sometimes displays too much democracy, tries to allot time for everyone, and that's not always easy. We have often finished late, but we can commend him on one thing: he is very democratic.

To reassure people, remember that our role as members of Opposition is to ensure, in the report, that the officials and others faithfully render what was said. If we don't like the report, we'll do something. You can be sure of that, because we did it during the first phase. We won't necessarily table a dissenting report, but something else that will enable us to indicate what aspect has been omitted. Here's what we said. We were elected to do this job and we guarantee that we're going to do it. We'll try to see to it that everything was said appears in the report. It's our duty as elected representatives to do so.

What happens after though depends on the minister. We'll see. That's another ball game. But we are committed to ensuring that the report is done well.

Being the sovereigntist that I am—as for those who are not sovereigntists, I am not going to spend all night or all year working on them to convince them—I consider that, regardless of what happens with the future of Quebec, it's in our best interest to influence the Committee and subsequently the government so that the rest of Canada maintains the best social system possible. They'll become our neighbours, because we want to remain neighbours, and it's in our best interest that it be that way. Later on, in a broader context, if our neighbours abandon the social system, you see what our situation would be like. We would be isolated. We would have difficulty convincing them. Therefore, it's in everyone's best interest, theirs and ours, to have the best social system possible.

I wanted to clarify that. Finally, a few words to say that my heart is still in part in the Lower St. Lawrence. I was born here. If I can help out the Lower St. Lawrence region or Gaspé I will do it. Thank you.

The Chairman: Thank you for your comments Mr. Dubé, they are very much appreciated, especially the first part.

I will now move onto Mr. Morrison.

M. Morrison: I think we've had enough comments. The presentations from these witnesses were all very clear and very well made. So the Reform Party has nothing to add. I would like to thank you for your work, that's all.

The Chairman: Thank you. As for me, without getting political, because it's not my nature or my type, I would like to make a few comments on seasonal employment.

I also come from a region where seasonal jobs are very important. A number of points have already been raised, not only for the benefit of our witnesses, but also for those people who are attending the hearings today. On one hand, I know that

[Texte]

je sais que l'emploi saisonnier est un facteur important dans cette région et, d'autre part, le gouvernement qui a produit le document de travail est conscient de l'importance des emplois saisonniers dans certaines parties du Canada.

C'est pourquoi il y a précisément un comité de travail du ministre Axworthy qui se penche sur la question de l'emploi saisonnier et, pour l'avenir, sur la façon de prendre vraiment en considération les régions où l'emploi saisonnier est important dans toute réforme de la sécurité sociale, peu importe l'orientation qu'il faut donner.

J'aimerais ajouter un autre point en rapport avec les propos tenus par M^{me} Tremblay. Tous les mémoires étaient excellents, mais j'ai trouvé le sien excellent en particulier. Je pense à la partie de son mémoire où elle parle des emplois saisonniers et du financement de l'assurance-chômage.

Le contexte est important car il faut se rappeler que, depuis un certain temps, le régime de l'assurance-chômage au Canada avait été fortement régionalisé, en ce sens que dans les régions où le taux de chômage est habituellement élevé, il existait des dispositions pour faciliter l'accès à l'assurance-chômage.

C'est une dimension importante du régime d'assurance-chômage qui a avantageé les provinces de l'Atlantique et beaucoup de régions de l'ensemble du Québec comme celles du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, où le taux de chômage est plus élevé à cause de facteurs saisonniers. Ces régions ont touché l'assurance-chômage plus régulièrement que d'autres, comme Toronto par exemple, où le taux de chômage est moins élevé.

C'est un facteur important dont il faut tenir compte car, avant l'année 1990, le gouvernement fédéral faisait partie d'une entente de financement tripartite. Le gouvernement central payait les fonds généraux et les prestations d'assurance-chômage dans les régions où le taux de chômage était plus élevé que la moyenne. C'était un des éléments les plus importants du régime.

En 1990, cet élément a été éliminé du programme. M^{me} Tremblay l'a mentionné et a fait la recommandation que le financement du régime revienne à l'ancienne formule. C'est une recommandation importante, surtout venant du Bas-Saint-Laurent, parce que depuis que le régime d'assurance-chômage est financé seulement par les employeurs et les employés, ces derniers réclament une part plus importante des décisions concernant la structure du régime. Les employeurs surtout exigent de plus en plus que le régime d'assurance-chômage soit abaissé par rapport à son niveau actuel, et que les dispositions régionales soient éliminées complètement, ce qui aurait un effet assez dévastateur dans des régions comme celle-ci.

Inutile de le dire, c'est le gouvernement, responsable du régime depuis au moins 1971, qui continue de faire valoir l'importance de maintenir les caractéristiques régionales du régime.

[Traduction]

seasonal employment is an important factor in this region, and on the other hand, the government which has produced the discussion paper is aware of the importance of seasonal employment in certain areas of Canada.

That is precisely why Minister Axworthy has a working group studying seasonal employment and, for the future, how to take into account those regions where seasonal employment is important in any social security reform, regardless of the direction it will take.

I'd like to add another point regarding Mrs. Tremblay's comments. All of the briefs were excellent, but I found hers particularly good. I'm referring to the part of her brief where she talked about seasonal employment and funding unemployment insurance.

The context is important, because we have to remember that for some time, the unemployment insurance system in Canada had been highly regionalized. In regions where the unemployment rate was traditionally high, there were provisions to make it easier to have access to UI.

This is an important aspect of the UI system which was advantageous for the Atlantic provinces and many regions in Quebec, like the Lower St. Lawrence and the Gaspé Peninsula, where the unemployment rate is higher because of seasonal factors. These regions benefitted from unemployment insurance more regularly than others, like Toronto for example, where the unemployment rate was lower.

This is an important factor to take into account, because prior to 1990, the federal government was part of a tripartite financial agreement. The central government paid the general funds and UI benefits in regions where the unemployment rate was higher than the average. This was one of the most important aspects of the system.

In 1990, this aspect was eliminated from the program. Mrs. Tremblay mentioned it and recommended that funding for the system revert to the previous formula. This is an important recommendation, especially coming from the Lower St. Lawrence region, because since the UI system is funded solely by employers and employees, they're demanding to play a greater role in the decisions taken on the structure of the system. Employers in particular are demanding more and more that unemployment insurance be reduced from its current level, and that regional provisions be completely eliminated. This would have a rather devastating effect on regions like this one.

Needless to say, it's the government, which has been responsible for the system since at least 1971, that is continuing to highlight the importance of maintaining regional characteristics in the system.

• 1720

Une partie de notre défi, dans la réforme de la sécurité sociale, c'est de trouver un moyen de tenir compte de ces considérations tout en créant des emplois, ce qui répondrait à une autre partie des témoignages que l'on a entendus aujourd'hui. Il s'agit, dans une économie ou une société en transformation comme celle du Bas-Saint-Laurent, où plusieurs emplois saisonniers ne sont peut-être pas en voie de disparition, mais sont de moins en moins sécuritaires, de découvrir de nouvelles occasions de créer des emplois plus stables.

Part of our challenge, in the social security reform, is to find a way to take into account these considerations and create jobs at the same time, which would be consistent with another part of the evidence we heard today. Our task is to find new opportunities for creating more stable jobs in an economy or an evolving society, as is the case in the Lower St. Lawrence, where several seasonal jobs are perhaps not disappearing, but are becoming increasingly less secure.

[Text]

[Translation]

Je veux, parce que c'est important, que ces considérations soient mises sur le tapis. Ce Comité est en train de jouer avec des problèmes brûlants. Nous voulons que vous sachiez que les préoccupations que vous avez apportées au Comité aujourd'hui sont des préoccupations que nous, les membres du Comité, vivons ailleurs et qui sont vécues, de diverses façons, dans les quatre coins de ce grand pays.

Sur cela, je ne demande pas de réponse des membres du Comité sauf, bien sûr, si quelqu'un voulait en donner une. Le problème de l'emploi saisonnier a une grande importance ici, et ce fait doit être clairement identifié.

Je me suis servi du mémoire de Mme Tremblay pour illustrer mes propos. Peut-être voudra-t-elle me corriger.

Mme Tremblay: Je ne tiens pas à vous corriger. Je sais qu'il y a eu des investissements et des engagements de l'État en 1990. Effectivement, on avait manifesté. Il faut croire que nos manifestations québécoises n'ont pas été assez fortes pour faire changer la décision du gouvernement.

Il faut s'assurer de maintenir et même d'améliorer le programme d'assurance-chômage, si c'est possible grâce au financement de l'État et même à une caisse stabilisatrice. On sait que les employeurs vont vouloir continuellement abaisser les cotisations et créer tellement de pressions que le régime va perdre son sens. Donc, pour s'assurer de la stabilité de la caisse, il faudrait, quand les taux de chômage sont moins élevés, conserver le même taux de cotisation. De cette façon, en période de récession, ce programme social pourrait continuer à jouer le rôle pour lequel il a été créé.

Mais vous avez tout à fait raison: il y a des modulations possibles et certaines régions sont d'accord sur certaines formes de modulations.

Le président: Merci beaucoup, madame Tremblay.

Je voudrais vous remercier, tous et chacun, de vos interventions et du temps que vous avez consacré à préparer vos mémoires. Le Comité a beaucoup apprécié. Merci beaucoup.

Nous avons un mémoire de M. Paul-Émile Fortin qui comparaît à titre personnel. Nous allons lui accorder 15 minutes pour faire sa présentation. Nous allons ensuite passer à des déclarations spontanées, et nous en avons plusieurs. Nous souhaitons la bienvenue à M. Fortin.

M. Paul-Émile Fortin (témoignage à titre personnel): Bonjour, messieurs et mesdames. C'est un plaisir pour moi d'être ici aujourd'hui. Je vous remercie d'avoir accepté que je présente un mémoire en tant qu'individu.

Je débute par la situation de l'emploi. Pour moi, il s'agit d'une attaque grave faite à la société. Je m'explique. De nos jours, personne ne peut dire qu'il a un emploi stable, sécuritaire, duquel il peut tirer un salaire raisonnable lui permettant d'élever une famille sans trop de luxe.

• 1725

Il y a différentes sortes d'emploi. Tu travailles soit pour un autre, soit pour toi-même. Tu travailles dans une industrie, comme simple employé, patron ou gérant; dans un service public, comme simple employé ou directeur de soutien, etc.; comme professionnel, médecin, avocat, infirmier ou infirmière, etc.; pour toi-même, en étant propriétaire de ton propre commerce ou de ton industrie, seul ou avec des employés.

Because they are important, I would like these considerations to be put on the table. Our committee is dealing with burning issues. We want you to know that the concerns you have brought to this committee today are concerns that we, as members of the committee, have encountered elsewhere and which are experienced, in various ways, throughout this vast country.

That being said, I am not asking the members of the committee to respond except, obviously, if someone wishes to do so. The issue of seasonal employment is very important here, and that fact must be clearly identified.

I used Ms Tremblay's brief to illustrate my comments. Perhaps she would like to correct me.

Ms Tremblay: I have no wish to correct you. I know that in 1990 the government made some investments and took some commitments. It is true that we demonstrated. It would seem that the demonstrations in Quebec were not strong enough to bring the government to reconsider its decision.

We must ensure that the unemployment insurance program will be maintained and even improved, if possible, through state funding and even through a stabilizing fund. We know that employers will be constantly asking for lower contributions and putting so much pressure on the system that it will become totally ineffective. So, in order to ensure the stability of the fund, the same level of contributions should be maintained even when the rate of unemployment decreases. This will ensure that in times of recession, this social program will continue to play the role for which it was designed.

But you are quite right; some adjustments are possible and some regions do agree with certain changes.

The Chairman: Thank you very much, Ms Tremblay.

I would like to thank each one of you for your presentations and for taking the time to prepare you briefs. The committee truly appreciated them. Thank you very much.

We now have a brief from Mr. Paul-Émile Fortin who will be making an individual presentation. We will grant him 15 minutes. Then, we will go on to statements from the floor, and we have several of those. So, I would like to welcome Mr. Fortin.

Mr. Paul-Émile Fortin (Individual Presentation): Good afternoon, ladies and gentlemen. It is a pleasure for me to be here today. I thank you for giving me this opportunity to present a brief as an individual.

I will start with the employment situation. I believe it is a serious attack against society. Let me tell you why. These days, no one can pretend to have a stable, secure job, which provides him with a sufficient income to raise a family without too many luxuries.

There are different types of jobs. You work for someone else or you are self-employed. You work in a business, as an ordinary employee, a boss or a manager; in the public service, you're either an ordinary employee or a manager; as a professional, you can be a doctor, a lawyer, a nurse; if you're self-employed, you own your own business, and you work alone or you have employees.

[Texte]

Aujourd'hui, quand tu travailles pour un autre, tu n'as plus la détermination de bien travailler. La raison en est simple: tu ne sais jamais quand tu seras mis à pied ou licencié. Tu prolonges l'ouvrage, car tu sais que tu n'en as que pour un certain temps, étant travailleur saisonnier. Pour ce qui est des autres, le système tel qu'il est établi favorise les mises à pied. Les subventions à l'industrie font que, plus d'une industrie se modernise, plus il y a de mises à pied, temporaires ou permanentes.

Étant temporaire, l'employé a toujours l'impression qu'il pourrait être rappelé d'un jour à l'autre. Donc, il se met au chômage et ne cherche pas d'autre emploi. Quant au permanent, selon son âge ou son expérience, il aura de la difficulté à se trouver un autre emploi; ses demandes salariales seront sans doute trop élevées ou sa longue expérience aura été acquise dans une seule industrie.

Le plus gros problème provient du fait que les industries ne peuvent pas engager les employés qu'ils veulent après une mise à pied. Ils doivent reprendre le premier qui a été mis à pied et ainsi de suite, et ce, même s'il y a des employés qui ne devraient pas être réengagés. Quand il y a des mises à pied à faire, les plus jeunes sortent les premiers même s'ils sont meilleurs que ceux qui restent. L'ancienneté devant être respectée, les plus vieux vont être transférés d'un poste à l'autre, et ils exigeront que la compagnie les forme à de nouvelles tâches.

Une des difficultés de l'emploi provient de ce que ceux qui pourraient travailler une journée ou deux, ici et là, ne le peuvent pas parce qu'ils se feraient couper leurs prestations de chômage. Il y en a qui pourraient travailler deux ou trois jours par semaine, mais le montant gagné ne serait pas assez élevé pour être rentable, n'ajoutant que quelques dollars à leurs prestations. Ils préfèrent donc rester au chômage.

À cause des clauses syndicales qui font que l'ancienneté prime et force les industries à conserver les employés non désirables, les nouveaux employés, lorsqu'il existe un syndicat, vont fournir leur meilleur rendement durant la période de probation et diminueront ensuite leur volume de production pour égaler celui des plus vieux.

Je ne suis pas d'accord sur le principe de couper la durée des prestations ou d'augmenter le nombre d'heures travaillées. Je m'explique. Qui est responsable d'une mise à pied? Certainement pas l'employé. Qui donc? L'industriel, le marché, le coût du produit, la compétition? Moi, je dis que ce sont d'abord les directives gouvernementales qui favorisent l'industrie aux dépens de l'employé.

L'industrie reçoit des subventions de droite et de gauche à condition de pleurer un peu devant les fonctionnaires. Quant aux chômeurs, les fonctionnaires leur courrent après comme un chien court après un lièvre. Mais qui court après les industries?

Celles-ci font des profits au détriment des employés. Jamais nous ne voyons un produit coûter moins cher après que l'industrie ait fait des améliorations qui ont permis d'augmenter sa production. Le gouvernement ne leur pose pas de questions. Pourquoi ne baissent-ils pas leurs prix? Parfois même, ils les augmentent après avoir fait des améliorations, comme ils le font avec les chômeurs qui travaillent parfois au noir pour être capables de faire vivre leur famille.

[Traduction]

Nowadays, when you work for someone else, you don't have the drive to work well. The reason is quite simple; you never know when you'll be laid off. So you take longer to do the work because you know that since you're a seasonal worker you only have so long to work. As for others, the system is such that it encourages lay-offs. Industry subsidies are such that the more modern an industry becomes, the more there are temporary or permanent lay-offs.

If an employee has been temporarily laid off, he always has the feeling that he could be called back to work any day. Thus, he applies for unemployment insurance benefits and is not looking for another job. As for the employee who has been permanently laid off, depending on his age and his work experience, he will have trouble finding another job; may be his salary expectations are too high, or his long work experience has been limited to one industry.

The biggest problem is that companies cannot hire back the employees they want after a lay-off. They must hire the first person who was laid off and so on, even if there are employees that should not be hired again. When there must be lay-offs, the newest employees are the first ones to go even if they are better workers than those who will not be laid off. Seniority must be taken into account, older workers will be transferred from one job to another, and they will demand that the company give them training to take a new job.

One of the problems is that those who could work a day here or a day there, cannot do it because they know their UI benefits will be cut. Some people for example could work two or three days a week, but the money earned would not be high enough to make it worth their while, because it would only add a few dollars to their benefits. Therefore they would rather simply get UI benefits.

Because of collective agreement clauses, seniority must be taken into account and industries have to keep on the payroll undesirable employees, and new employees, when they're unionized, will give their best effort during their probation period, then will slowly bring down their production level to that of older workers.

I do not think the benefit period should be cut or the number of worked hours increased. Let me explain. Who is responsible for a lay-off? Definitely not the employee. Then who? The industrialist, the market, the cost of the product, competition? I believe that the culprit are government guidelines that advantage the industry at the expense of the employee.

The company gets subsidies from just about anyone as long as it can shed a few tears when dealing with government officials. As for the unemployed, government officials can't seem to leave them alone. But nobody seems to care what corporations are doing.

They make profits at the expense of employees. Have we ever seen a company lower the price of its product after it had improved its facilities and thus increase its output? The government is not asking any questions. Why aren't these companies lowering their prices? In fact, some companies increase the cost of their products after they've made improvements; they act just the same way with the unemployed who sometimes have to work under the table to be able to feed their families.

[Text]

[Translation]

Les industries, avec leurs employés, devraient créer un fonds qui servirait à payer l'employé qui est mis à pied pour une période déterminée sans se servir de l'assurance-chômage pendant cette période. Le montant serait équivalent à son salaire net pour cette période.

La compagnie déduirait ce montant de ses impôts. Ceci forcerait les compagnies à faire plus attention à la manière dont elles gèrent leur production et les forcerait à réduire leurs prix à la consommation, ce qui créerait une demande.

Une autre chose à ne pas oublier: les employeurs ont la possibilité de demander au ministère de l'Immigration de leur trouver des employés pour des postes, prétendant qu'ils n'ont pas de recrues pour les combler.

Chaque ministère a une liste d'emplois disponibles. Il l'envoie aux ambassades pour qu'on trouve le personnel demandé. Pourquoi n'y a-t-il pas de recrues pour remplir ces postes? La raison est très facile à expliquer. On fait des entrevues. Plusieurs personnes se présentent. Ou bien elles demandent un salaire trop élevé, ou bien elles ont trop d'expérience, ou bien elles sont trop âgées et supposément pas assez instruites, ou bien encore elles n'ont pas assez d'expérience pour ce type d'ouvrage. Elles ont été mises à pied par une industrie après 10 ou 20 ans. On leur préfère donc un immigrant qu'on pourra facilement contrôler en prenant le temps qu'il faut. On préfère faire plus de profit et avoir moins de problèmes de relations humaines.

• 1730

Il ne devrait pas y avoir d'assurance-chômage car ce n'est pas le public en général qui est la cause du chômage. Ce sont les industries à cause des profits qu'elles peuvent en tirer. Pourquoi les impôts de tous devraient-ils servir indirectement à cette fin? Ceux qui reçoivent des prestations d'assurance-chômage devraient les payer, comme on le fait pour n'importe quelle autre assurance. On pourrait instituer une assurance-salaire qui pourrait incorporer l'assurance-vie, etc. Une seule prime pourrait tout couvrir.

Quant à l'éducation, je m'en tiens à ce que j'ai toujours dit: un travail peut être fait par n'importe quelle personne avec un minimum d'éducation, mais il faut avoir de l'entraînement sur place. Nous pouvons entraîner des handicapés à faire presque n'importe quel travail, même les aveugles. Pourquoi pas ceux qui sont en santé? Les industriels se servent de cet argument pour couvrir leurs manques de connaissances dans le fonctionnement de leurs boîtes.

En ce qui a trait aux autres bénéficiaires, la plupart des frais ont été défrayés par les impôts, cotisations des individus, etc., durant les périodes de travail. Cependant, quand tu travailles seulement 50 p. 100 du temps, tu ne contribues pas assez pour compenser les bénéfices que tu retires. En tant qu'employé saisonnier, tu gagnes autant que celui qui travaille toute l'année. Tu devrais peut-être payer le plein montant de toutes les cotisations et ne recevoir aucune protection advenant une mise à pied. Tu as gagné le salaire d'un an en trois, quatre ou six mois, comme les débardeurs ou les pêcheurs qui ont leur propre bateau.

Those companies, and their employees, should set up a fund that would be used to pay the employee who is laid off for a given period so that he will not draw UI benefits during that period. The amount would be the equivalent of his net wages for that period.

A company would be eligible to a tax deduction for that amount. This would force companies to better manage their production and to bring down the price of their products, which would result in an increase in the demand.

You must not forget that employers can ask the Immigration Department to find these workers for various jobs simply by saying they cannot find anyone to do the job here.

Every department has a list of jobs available. It sends these lists to embassies so that the people needed will be found. Why isn't there anybody here to fill those jobs? The answer is quite simple. There are interviews, to which several people go and they either ask for a too high salary or they have too much work experience, they are too old and apparently have not enough education, or they don't have enough experience to do the job. They have been laid off by an industry after 10 or 20 years. Therefore these companies would rather hire an immigrant who will be easily controlled. They'd rather go for more profits and less human relations problems.

Unemployment insurance should not exist because the general public is not responsible for unemployment. It is the industry that is responsible because of the profits it can make with unemployment insurance. Why should all taxes be put indirectly to that use? Those who receive unemployment insurance benefits should pay for them, as they would for any other type of insurance. A salary insurance, including life insurance, could be developed and one premium would cover it all.

As for education, I'll just repeat what I have always said, anybody with a bit of education can do just about anything if on the job training is provided. We can train disabled people, even the blind, to do just about any kind of work. Why couldn't we do the same for other people? Businessmen use this argument to hide their lack of knowledge about their own business operations.

As far as the other recipients are concerned, most of their expenses were paid for by taxes, individual premiums, etc., during working periods. However, if you only work 50% of the time, your contributions will never compensate for the benefits you receive. As a seasonal employee, you earn as much as those who work all year. You should perhaps pay the full premiums and not be entitled to any protection if you are laid off. After all, you have earned in one year the salary of three, four or six months, as is the case for longshoremen or fishermen who own their own boats.

[Texte]

Je ne suis pas raciste, mais les réfugiés causent un problème. Les immigrés, les clandestins, etc., qui ne sont pas au pays très longtemps, reçoivent des compensations au même niveau que ceux qui sont au pays. Pour avoir droit aux mêmes montants, ils devraient payer la différence entre ce qui doit être payé et ce qu'ils contribuent. La même chose devrait s'appliquer aux assistés sociaux qui ne contribuent rien aux fonds de toute sorte. Par contre, ils en retirent des bénéfices.

Tout augmente, sauf les salaires des employés. Même le lait est à la baisse. Le temps est venu où les citoyens doivent récolter une partie de l'héritage, pas seulement les industries.

Le produit brut par habitant, au Canada, est de 25 000\$. Cependant, le salaire moyen est de 15 500\$. En examinant les dernières statistiques, on voit que le salaire moyen par famille est de 52 000\$.

On sait qui profite du système. Ce ne sont certainement pas ceux qui sont au chômage. Ce sont plutôt les employeurs, les employés et les actionnaires.

• 1735

Il en coûterait moins de garder nos personnes âgées et nos handicapés à la maison que de les placer dans les hôpitaux. Et ils seraient plus heureux.

Quand nous sommes trop instruits, cela coûte cher. Quand nous ne le sommes pas, d'autres s'enrichissent à nos dépens ou ils font la guerre, n'ayant pas d'autre chose à faire que de jouer au cowboy.

Merci beaucoup, messieurs.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Fortin.

M. Fortin: Il faut que ces choses soient dites par des individus, pas seulement par des organismes communautaires, etc.

Le président: Vous avez absolument raison. C'est pour cela que nous avons consacré, chaque jour durant notre tournée, une période de temps pour entendre des déclarations spontanées comme la vôtre.

Nous vous remercions.

M. Fortin: Il n'y a pas de questions? Vous n'êtes pas trop, trop intéressés.

M. Dubé (Lévis): Il y en a combien d'autres?

Le président: Il n'y a personne d'autre.

M. Dubé (Lévis): Le mémoire m'apparaît très clair.

M. Crête: Oui.

Le président: Quel est votre métier, monsieur Fortin?

M. Fortin: J'étais ingénieur en mécanique. Je fais partie de l'Association canadienne des ingénieurs. J'ai travaillé pour 13 compagnies différentes. J'étais surintendant dans une mine d'amiante à Thetford Mines, d'où je viens. Vous connaissez les problèmes de l'amiante qui ont fait fermer 16 mines dans le milieu. Donc, nous sommes aussi, à Thetford Mines, une région plus ou moins défavorisée. Cependant, on s'en tire assez bien avec les efforts de tout le monde. La ville a été choisie la ville industrielle par excellence en 1992.

[Traduction]

I am not a racist but refugees do create problems. Immigrants, illegal or not, who are not here for very long get the same benefits as those who live here. To be entitled to those benefits they should pay the difference between what is paid and their contributions. This should also apply to welfare recipients who don't contribute to any of these funds even though they do receive benefits.

Everything is going up except for salaries. Even the price of milk is going down. The time has come for all citizens and not only business people to get their part of the inheritance.

In Canada the gross product per capita is \$25,000. However the average salary is \$15,000. Recent statistics show that the average family income is \$52,000.

We know who benefits from the system. It is certainly not the unemployed. Rather, it is employers, employees and shareholders.

It would cost less to keep our elderly and our disabled at home rather than institutionalizing them; moreover, they would be happier.

When we have too much education, it costs a lot. When we are not educated enough, others get rich at our expense or wage a war, because they have nothing else to do than to play cowboy.

Gentlemen, thank you very much.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Fortin.

M. Fortin: These things have to be told by individuals and not only by community organizations, etc.

The Chairman: You are quite right. That is exactly why, every day of our trip, we devoted some time to statements from the floor such as yours.

We thank you.

M. Fortin: Are there no questions? You do not seem to be very interested.

M. Dubé (Lévis): How many other presentations are there?

The Chairman: There aren't any other.

M. Dubé (Lévis): The statement seems to be quite clear.

M. Crête: Yes.

The Chairman: What is your profession, Mr. Fortin?

M. Fortin: I used to be a mechanical engineer. I am a member of the Canadian Council of Professional Engineers. I worked for 13 different companies. I was a superintendent in an asbestos mine in Thetford Mine, my home town. You are well aware of asbestos problems which resulted in 16 mine closures in our area. We are also, in Thetford Mines, a somewhat disadvantaged region. However, we're doing rather well, thanks to everyone's efforts. Our town was named the industrial town "par excellence" in 1992.

[Text]

C'est pour cela qu'indirectement, je m'occupe de ces choses-là. Il n'y a pas assez de gens à la retraite qui font un effort pour renseigner ceux qui n'ont pas le temps de le faire et qui n'ont pas la possibilité d'aller chercher l'information nécessaire.

Le président: Vous avez raison. En fait, un groupe de la population s'est présenté devant nous à plusieurs reprises durant notre tournée. Il s'agissait de gens qui n'étaient pas nécessairement à la retraite, mais à la préretraite, des gens âgés de 45 ans et plus. Ils sont venus nous dire qu'ils ont été mis à pied et qu'à cet âge-là, il devient plus difficile de à réintégrer le marché du travail.

Nous devrions peut-être nous pencher sur un problème d'emploi qui est particulier aux personnes qui sont dans la deuxième moitié de leur carrière pour tenter de bénéficier de leurs expériences et de leurs compétences.

J'ai compris cela de votre mémoire.

M. Fortin: Plus tôt, on a parlé d'éducation. Nous, les personnes âgées, compte tenu de notre expérience dans les milieux de travail, offrons souvent nos services au système d'éducation afin d'aller aider les élèves qui sont en difficulté. Cependant, les syndicats prétendent que nous remplaçons des professeurs qui sont sur la liste d'attente. Donc, nous ne sommes pas les bienvenus dans le système.

La société y perd beaucoup en n'allant pas chercher l'expérience des personnes à la retraite.

Le président: Absolument. Vous avez complètement raison.

• 1740

M. Ringma: Monsieur Fortin, j'ai remarqué que plusieurs de vos idées étaient très différentes de celles d'autres groupes. J'aimerais savoir si vous discutez de ces idées avec certains de vos collègues et quelles sont leurs réactions.

M. Fortin: Leurs réactions sont semblables. Je ne me serais pas présenté ici si j'avais été le seul à penser ainsi. J'ai fait des contacts et j'ai demandé à d'autres personnes de lire mon mémoire.

C'est toujours la même situation. Les gens n'ont presque plus la liberté d'agir selon leur volonté. Ils sont retenus à droite et à gauche par des lois, et les ci et les ça. Si l'on voit qu'une personne a un petit peu de liberté, on fera tout pour la lui enlever.

À cet égard, nous sommes semblables à la Russie, presque une dictature. C'est le peuple qui porte les élus au pouvoir. Le peuple s'est basé sur la plate-forme électorale qu'on lui a présentée, mais une fois que ces élus sont au pouvoir et qu'ils ne peuvent plus suivre la plate-forme électorale, ils viennent nous voir pour qu'on règle leurs problèmes. Vous allez me dire qu'ils ne savaient pas que leur plate-forme allait rencontrer certains problèmes? Cependant, ils ne nous ont pas dit qu'il y aurait des problèmes. Cela, ils ne nous le disent qu'après qu'ils sont au pouvoir.

Le peuple n'a rien pour se protéger contre ces actions-là. Les gouvernements nomment des conseils administratifs à droite et à gauche pour surveiller l'administration, par exemple, d'un club, mais il n'y a aucun conseil du peuple pour surveiller les actions des gouvernements afin que le peuple puisse jeter les élus dehors s'ils ne suivent pas la plate-forme électorale. Il n'y a rien de cela. Il faut attendre quatre ans.

[Translation]

That is why I have indirectly been dealing with these things. There aren't enough retired persons who make an effort to inform those who have no time and no means of gathering the necessary information.

The Chairman: You are right. In fact, on more than one occasion during our trip there were several representatives of the population at large who appeared before us. These people that were not necessarily already retired but about to retire and were 45 years and over. They came to tell us that they had been laid off and that given their age, it was more difficult for them to re-enter the labour force.

We should maybe deal with the employment problem that people who have reached the second half of their career are faced with, in order to try to benefit from their experience and their skills.

That is what I understood from your brief.

M. Fortin: Earlier on we talked about education. Given the experience we acquired in different working environments, we the elderly often offer our services to the education system in order to help students facing difficulties. However, the unions allege that we're trying to replace teachers who are on a waiting list. You can see that we are not welcome in the system.

Society is the main loser when it chooses not to go and tap the experience of retired people.

The Chairman: Absolutely. You are quite right.

M. Ringma: Mr. Fortin, I have noticed that you have put forward several ideas that differ greatly from those that have been presented to us by other groups. Have you discussed those ideas with some of your colleagues, and if so, what were their reactions?

M. Fortin: Their reactions were similar to mine. I would not have come before the committee to express views that nobody else shared with me. I asked several persons to read my brief and to tell me what they thought of it.

It's always the same thing. People almost can't decide for themselves anymore how they are going to act. They are restrained by legislation and regulations. If someone has a little bit of freedom, everything will be done to take it away from him or her.

It can almost be said that we live under a dictatorship quite similar to the one in Russia. But it is the people who elect their leaders. The people elected a government based on its political agenda and once this government realized it could not meet the commitments it made during the election campaign, it asked the people to solve its problems in its place. You are going to tell me that the government could not know it would have difficulty meeting its commitments? That possibility was not even ever mentioned. Once elected, the government changed its tune.

The people is left powerless in such case. Governments set up boards of directors at will to supervise the management of clubs, for example, but the people cannot mandate a board to make sure the government meets its commitments. They must wait 4 years to get rid of a government they no longer want.

[Texte]

Le président: Le Parti réformiste a des suggestions à faire.

M. Fortin: Non. Il n'y a pas un parti qui est meilleur que l'autre. Ils se valent tous. En 1992, à Québec, j'ai présenté un mémoire sur les finances. Rien n'a été fait. Cependant, M. Johnson prétend aujourd'hui qu'il est capable de faire des merveilles alors qu'il n'était pas capable d'en faire quand il était au pouvoir.

Je lui avais alors dit que nous n'avions pas assez de manufactures pour utiliser tous les gens qui retirent de l'assurance-chômage ou du bien-être social. C'est la même chose partout au pays.

On ne fait rien et certains en profitent et s'enrichissent. En Malaisie, les gens travaillent pour 200 \$ ou 300 \$ par année.

Laissez les gens travailler, et cessez de les contrôler et de dire qu'ils vont gagner trop d'argent. Gagner trop d'argent, cela n'existe pas. Si j'en ai plus dans mes poches, je vais dépenser plus.

Pensez-vous que je fais autant d'argent à la retraite que j'en faisais lorsque je travaillais? Non. J'en fais le tiers. Je vis quand même, mais vous retirez moins d'impôts. Je dépense moins, donc vous retirez moins de taxes.

Donc, les chômeurs et les assistés sociaux paient moins de taxes, etc. Les industries veulent payer des salaires plus bas. Elles ne paient plus des salaires élevés, car elles ne le peuvent pas.

Vous préparez vos budgets en vous basant sur les salaires payés auparavant et vous oubliez que vous ne retirerez pas les mêmes impôts et taxes que dans le passé.

Je vous remercie beaucoup.

You can propose it in English. It's okay, I'm bilingual.

Ms Augustine: Mr. Chairman, with this threat, I have to ask a question. I'm not a racist, but—

Mr. Fortin: Nor am I.

Ms Augustine: You mentioned differential payments to refugees, immigrants etc. Are you proposing a two-layered kind of employment insurance?

Mr. Fortin: No, but what I'm proposing is that if the government lets people from other countries into this country, they should look after these people equitably. They should not let these people go work in restaurants and sleep in the kitchen because they've got no place to sleep and wash dishes 24 hours a day at \$3.50 or \$5 an hour. If they're going to let them in, look after them properly, or don't let them in.

[Traduction]

The Chairman: The Reform Party has suggestions to make in this regard.

Mr. Fortin: No. No party is better than any other. They are all the same. In 1992, in Quebec City, I tabled a brief on public finances. Nothing was done. However, Mr. Johnson is now claiming he can make miracles happen when he couldn't do so while in power.

I told him then we didn't have enough factories to employ all those who draw unemployment and welfare benefits. It is the same thing everywhere in the country.

We do not do anything and some people take advantage of it and get richer. In Malaysia, for example, the annual salary is between \$200 and \$300.

Let people work, and stop controlling them and telling them they are earning too much money. It is impossible to earn too much money. If someone has more money, he will spend more.

Do you think I make as much money now that I am retired as I did when I was working? No. I earn the third of my former salary. I still manage, but the government gets less tax from me. I spend less so I pay less tax.

Unemployment and Welfare recipients also pay less taxes. Businesses want to cut wages. They don't offer high salaries anymore because they can't afford to do so.

The government is preparing its budget basing its calculations on salaries that were formerly paid to workers but it forgets it isn't taking in as much money in income tax and sales tax.

Thank you very much.

Vous pouvez poser vos questions en anglais, car je suis bilingue.

Mme Augustine: Dans ce cas-là, monsieur le président, je poserai une question. Je ne suis pas raciste, mais...

Mr. Fortin: Moi non plus.

Mme Augustine: Vous avez dit qu'il conviendrait peut-être de prévoir différentes prestations dans le cas des réfugiés et des immigrants notamment. Proposez-vous un régime d'assurance-chômage à deux niveaux?

Mr. Fortin: Non, ce que je fais valoir, c'est que si le gouvernement accepte des immigrants, il doit s'en occuper de façon équitable. Le gouvernement ne devrait pas permettre que ces gens travaillent dans des restaurants, lavent la vaisselle 24 heures sur 24 pour un salaire de 3,50 à 5,00\$ l'heure et couchent dans la cuisine parce qu'ils n'ont pas d'autre endroit où aller. Si le gouvernement accepte des immigrants, qu'il s'en occupe convenablement.

• 1745

Ms Augustine: All right.

A voice: That's what I say.

The Chairman: I can't argue with that.

Monsieur Fortin, merci beaucoup.

Ms Augustine: Are you related to Luc? He's the clerk of the committee.

Mme Augustine: Très bien.

Une voix: C'est aussi mon avis.

Le président: On ne peut qu'être d'accord avec vous.

Mr. Fortin, thank you very much.

Mme Augustine: Êtes-vous un parent de Luc? C'est le greffier du comité.

[Text]

[Translation]

Mr. Fortin: No, I'm not related.

Le président: Nous allons maintenant passer à la période consacrée aux déclarations spontanées. Nous entendrons trois personnes. Ce seront des déclarations d'au plus cinq minutes. Nous ne pourrons permettre des questions. Je vous le dis à l'avance.

Je vais d'abord nommer les personnes qui ont demandé à comparaître devant nous, dans l'ordre où nous allons les recevoir. Vous pourrez vous préparer en conséquence. Nous allons vous entendre à tour de rôle.

Nous entendrons M^{me} Thérèse Gagné, M. Robert Lapointe et M^{me} Lucie Rousseau. Madame Thérèse Gagné.

Mme Thérèse Gagné (témoignage à titre personnel): Bonjour mesdames, messieurs. Merci, monsieur le président, de m'accorder la parole.

Quand j'observe la situation économique et politique, tant mondiale que nationale, je ne peux m'empêcher de constater que nous assistons actuellement à une concentration des richesses aux mains de quelques privilégiés.

De plus, nos gouvernements, au lieu de freiner cette tendance, semblent collaborer et même contribuer sciemment à ce phénomène. La tentative de la réforme Axworthy s'inscrit, selon moi, dans cette forme de pensée.

Dans la vie de tous les jours, je suis directrice d'un centre d'action bénévole. Je côtoie des personnes chômeuses, des assistés sociaux qui frappent à notre porte en qualité de bénévoles, de bénéficiaires de services ou de participants à des programmes d'emplois.

J'ai eu l'occasion de constater que cette catégorie de citoyens est d'une manière significative plus touchée par la maladie physique ou mentale. Si on révise à la baisse les programmes actuels, le taux de mortalité de cette catégorie de citoyens risque d'augmenter.

Monsieur le président, je soupçonne notre gouvernement d'initier, par cette réforme, un génocide à l'endroit des exclus et des imprécocitifs de notre société. Pourtant, notre pays possède les ressources et les richesses nécessaires pour accomoder tous ses citoyens.

Je vous demande, monsieur le président, de suggérer à votre gouvernement d'apporter un correctif mathématiquement facile à comprendre.

• 1750

Répartissez la charge de travail entre les citoyens et les citoyennes. Répartir la richesse n'est que simple justice.

Je laisse à nos politiciens le privilège d'interpréter mes commentaires comme ils le voudront.

Puis-je rappeler à nos politiciens, monsieur le président, que les règlements, les lois, les systèmes et les institutions sont faits pour favoriser le bonheur de l'ensemble des citoyens? S'ils ne remplissent plus cette fonction, c'est notre responsabilité d'exiger des changements.

Merci.

Le président: Merci, madame.

M. Fortin: Non.

The Chairman: I am now opening the floor to individual presentations. There will be three presenters and they mustn't speak for more than five minutes. I have to tell you in advance that no questions will be permitted.

I will first name the persons who have asked to appear before us in the order in which they will testify. That way, you can prepare yourselves. We will hear you one after the other.

We will be hearing Ms Thérèse Gagné, Mr. Robert Lapointe and Ms Lucie Rousseau. Ms Thérèse Gagné, the floor is yours.

Ms Thérèse Gagné (individual presentation): Good afternoon, ladies and gentlemen. Thank you, Mr. Chairman, for giving me the floor.

When I look at the world as well as our country's economic and political situation, I cannot but conclude that in all countries the wealth is presently concentrated in the hands a few privileged ones.

Our government, rather than stemming this trend seems to be doing all it can to strengthen it. I believe Mr. Axworthy's reform is another attempt to do so.

In every day's life, I run a voluntary workers' centre. I meet unemployed people and welfare recipients who are voluntary workers, service users or employment programs participants.

I found that that category of citizens is much more prone to suffer from a physical or mental disease. If cuts are made to existing programs, the death rate among these citizens will undoubtedly increase.

Mr. Chairman, through this reform, I suspect our government is planning a genocide against those who are considered as social outcasts and as unproductive elements in our society. But our country has the resources and the wealth to take care of all its citizens.

I ask you, Mr. Chairman, to suggest to the government to review its mathematics. What I mean by that is very easy to understand.

I urge you to redistribute the existing jobs between the citizens of this country. Redistributing wealth is only just.

I leave to our politicians the task of interpreting my comments as they see fit.

However, I want to remind our politicians, Mr. Chairman, that regulations, acts, systems and institutions exist only for the benefit of society as a whole. If they no longer exist for that purpose, it is up to us to change them.

Thank you.

The Chairman: Thank you.

[Texte]

Monsieur Robert Lapointe.

M. Robert Lapointe (témoignage à titre personnel): Je suis ici, aujourd'hui, parce que je suis un travailleur saisonnier. Je voyage partout à travers la province de Québec et à travers le Canada pour réussir à m'arracher un peu la vie, comme on dit dans mon coin. Je suis du district de M. Paul Crête, député de Kamouraska—Rivière-du-Loup.

Cela fait plusieurs années que les gouvernements, peu importe de quel parti, essaient de nous faire croire que le taux de chômage a diminué et que cela était dû à leur soi-disant création d'emplois. Cela est totalement faux.

En rendant les critères d'admissibilité à l'assurance-chômage beaucoup plus difficiles comme, par exemple, de passer de 10 semaines à 12 semaines de travail pour être admissibles, vous envoyez tous les travailleurs et travailleuses qui ont travaillé entre 10 et 11 semaines et même moins sur l'aide sociale. D'après le document de travail de M. Axworthy, vous voulez forcer les gens à trouver un emploi et à le garder.

Les Canadiens et les Canadiennes se cherchent constamment un emploi. Toutefois, d'après le document de travail, ils ne se cherchent pas d'emploi et, quand ils en ont un, ils le quittent. Cela n'est pas vrai. Dans notre région, nous travaillons et voulons travailler. Cependant, quand, un jour, le patron vient te mettre la main sur l'épaule et te dit: C'est ta dernière journée de travail, tu n'as pas d'autre choix que l'assurance-chômage. Ceux qui n'ont pas travaillé le nombre de semaines requis s'en vont sur le bien-être social.

Nous n'acceptons pas que le gouvernement coupe davantage les prestations auxquelles nous avons droit. Nous sommes déjà passés de 60 à 57 p. 100 avec le gouvernement progressiste-conservateur et le gouvernement libéral réduit maintenant cela à 55 p. 100. Ils veulent peut-être diminuer davantage, mais cela rendra les gens encore plus pauvres.

D'ailleurs, dans le document de travail, le gouvernement dit qu'il y a trop d'enfants pauvres à travers le pays, qu'il devrait remédier à la question.

C'est tout comme si, une journée, il y avait un pauvre qui n'avait que 20\$ pour faire son épicerie pour la semaine, que je lui prenais 10\$ pour le mettre dans mes poches, qu'il me demandait: Pourquoi m'enlève-tu 10\$? et que je lui répondais: C'est une façon de combattre la pauvreté. Est-ce une façon de combattre la pauvreté que de couper les chômeurs ou les assistés sociaux? Ce n'est pas une façon. La meilleure façon serait de créer des emplois.

Comme le ministre le dit dans son document de travail, il veut augmenter de 12 à 14 le nombre minimum de semaines pour devenir admissible à l'assurance-chômage. Cela va toucher 42 000 personnes de plus à travers le pays. Je ne parle pas de 42 000 emplois de plus, mais de 42 000 assistés sociaux de plus qui vont dépendre encore de l'État. Ce ne sont pas de bonnes solutions.

Voilà mes opinions personnelles et celles de plusieurs personnes que j'ai rencontrées, dans des clubs sportifs de tous genres, sur le bord du chemin, dans les centres d'achats, un peu partout.

Pour ce qui est de la formation professionnelle, le gouvernement veut pousser les chômeurs et les assistés sociaux à suivre une formation professionnelle obligatoire.

[Traduction]

Mr. Robert Lapointe.

Mr. Robert Lapointe (Individual Presentation): I appear before you today because I am a seasonal worker. To find a job, I travel all through Quebec and Canada. I come from the Kamouraska—Rivière-du-Loup area, which is represented by Mr. Paul Crête.

For many years now, successive governments from all parties have tried to have us believe that the unemployment rate had decreased because of their so called employment strategies. It is totally false.

By raising from 10 to 12 weeks the number of work weeks required to be eligible to unemployment insurance, you are forcing all those who worked between 10 and 11 weeks to be dependant on welfare. Mr. Axworthy's discussion paper wants to force people to find a job and to keep it.

Canadians are always looking for a job. The discussion paper however states that they are not looking for a job and that when they have one they don't keep it. That is not true. In our region people work and want to work. But when your boss comes one day and tells you this is your last day of work and the only choice left to you is unemployment insurance, those who do not have the number of work weeks required to get unemployment insurance must accept welfare benefits.

We cannot accept that the government further reduces benefits to which we are entitled. The Progressive Conservative government already reduced those benefits from 60% to 57% and the Liberal government has reduced further them to 55%. The government wants to reduce these benefits even more and this will only make people poorer.

In the discussion paper, the government however recognizes that there are too many poor children in Canada and that something must be done about it.

It is as if a poor person had only \$20 to buy groceries for the week and I took \$10 out of his pocket. He would ask me: Why are you taking \$10 out of my pocket? And I would answer: It is to eliminate poverty. Is it the way to eliminate poverty, by reducing benefits paid to unemployed workers and social recipients? I don't believe so. I think a better way would be to create jobs.

The discussion paper proposes to raise from 12 to 14 the minimum number of work weeks to be eligible to unemployment insurance benefits. This measure will affect 42,000 more people in Canada. It will not create 42,000 more jobs but 42,000 new welfare recipients. This is not a solution to our problems.

Those are my personal views that are shared by several persons I have met in different sport clubs, on the road as well as in shopping centres in every part of this country.

As for vocational training, the government is also proposing to make it mandatory for the unemployed and welfare recipients.

[Text]

[Translation]

• 1755

Quand une personne reçoit des prestations de 100\$ ou 110\$ par semaine, qu'elle veut suivre une formation de son choix et que cette formation se donne à l'extérieur de sa région, elle n'est pas nécessairement intéressée à y aller.

Je peux vous donner un meilleur exemple. En 1992, alors que je suivais un cours de formation, j'avais, à mes côtés, une personne qui ne recevait que de très petites prestations. Elle crevait de faim et nous avons été obligés de quêter pour lui procurer de la nourriture. Le gouvernement devrait fixer un montant, par exemple de 300\$ par semaine, pour ceux qui reçoivent moins.

Par exemple, une personne qui recevrait des prestations de 150\$ par semaine se verrait accorder un 150\$ additionnel pour poursuivre sa formation. Une personne qui retirerait plus n'aurait pas droit à plus. En conclusion, nous en avons ras-le-bol, nous les plus démunis de la société, d'être blâmés pour la dette du pays.

On devrait plutôt faire payer les entreprises et couper dans les dépenses gouvernementales. Plutôt que d'envoyer les représentants du pays coucher dans des hôtels, à raison de 5 000\$ ou 6 000\$ par nuit, on devrait les envoyer dans des hôtels à 50\$ ou 60\$ la nuit. Ils dormiraient aussi bien.

Et au lieu d'aller dépenser 150\$ ou 200\$ le couvert dans des restaurants, ils devraient aller manger à 10\$ ou 12\$ comme nous le faisons. Ils mangeraient aussi bien. Ce sont là mes opinions et celles d'autres personnes de ma région. Je vous remercie de m'avoir accordé ce temps.

Le président: Madame Lucie Rousseau.

Mme Lucie Rousseau (témoignage à titre personnel): Monsieur le président, mesdames et messieurs, je vous remercie de m'accorder du temps pour vous parler. Je n'ai rien préparé. J'y vais plutôt comme cela, au fil de ce que j'ai entendu aujourd'hui et de ce que je pense depuis un certain temps, depuis l'annonce de la réforme.

Excusez ma nervosité, mais je ne suis pas habituée de parler devant beaucoup de monde. Je veux vous manifester mon inquiétude en ce qui a trait à ce document. Je suis prête à renchérir sur ce que j'ai entendu aujourd'hui, sauf qu'on sait qu'il faut couper dans les dépenses. Cependant, il ne faut pas couper chez les chômeurs et les assistés sociaux. C'est clair, c'est net.

Aujourd'hui, je me demande pourquoi vous nous demandez de participer. Vous avez constitué un comité, vous nous avez demandé de participer, de donner notre opinion, de venir ici et de vous suivre dans tout cela. Cependant, au moment où ce sera le temps de prendre une décision, allez-vous tenir compte de ce qu'on vous a dit aujourd'hui?

C'est ce que je me demande. C'est tout ce que je voulais vous dire, merci.

Le président: J'aimerais remercier les trois personnes qui se sont présentées devant nous ainsi que tous les groupes et individus qui ont comparu devant le Comité aujourd'hui ici, à Rivière-du-Loup. J'aimerais aussi remercier M. Paul Crête, député de Kamouraska—Rivière-du-Loup, d'avoir organisé une tournée aussi agréable et aussi instructive dans ce qu'on appelle le Bas-Saint-Laurent. C'était une visite trop courte au Bas-Saint-Laurent.

When someone receives \$100 or \$110 per week in benefits and wants to take training that is not given in his region, he might not be that interested in leaving his community.

Let me give you a better example. In 1992, I participated in a training program. One person who was taking the same training as I was receiving very low benefits. She could not even buy enough food to eat, so we had to all pitch in to help her. The government should set a minimum benefit of \$300 per week, for example.

A person receiving benefits of \$150 per week should get an additional \$150 if he or she is willing to take training. Those who would quit would not get those benefits. To conclude, we, the underdogs of this society, are fed up of being blamed for the country's debt.

I think we should rather get the businesses to do their share and cut government spendings. Rather than letting our country's elected representatives sleep in hotels, at a cost of \$5,000 or \$6,000 per night, we should make them sleep in hotels that cost between \$50 and \$60 a night. They would sleep just as well.

And rather than letting them spend \$150 or \$200 per meal in restaurants, they should be asked to eat \$10 or \$12 meals like we do. They would eat just as well. Those are my views and they are shared by other people from my region. Thank you for your attention.

The Chairman: Mrs. Lucie Rousseau.

Mrs. Lucie Rousseau (Individual Presentation): Mr. Chairman, ladies and gentlemen, thank you for giving me the opportunity to present my views. I have not prepared anything. I will simply tell what I think of what has been said here today and what I think about the proposed reform.

Forgive me for being so nervous, but I am not used to speaking in front of so many people. I would like to share with you my concerns about the discussion paper. I agree with everything I have heard today and I think it is obvious the government must cut its spendings. However, it must not do so on the backs of unemployed workers and welfare recipients. That is obvious.

I wonder why you have asked citizens to participate in this process. You have created a committee and you have asked people to participate in the process to share with you their views about this proposed reform. When the time comes to make a decision, will you however take into account what was said to you today?

I really wonder. That is all I wanted to say. Thank you.

The Chairman: I would like to thank our last three witnesses as well as all the groups and individuals which have appeared before the committee today in Rivière-du-Loup. I would also like to thank Mr. Paul Crête, member for Kamouraska—Rivière-du-Loup, for organizing such a pleasant and informative visit in what is called the Lower St. Lawrence region. Our stay was unfortunately too short.

[Texte]

Enfin, j'aimerais remercier tous ceux et celles qui ont assisté à ces audiences aujourd'hui. Il nous a fait plaisir de constater qu'il y avait des gens assez intéressés par notre démarche pour passer la journée avec nous. En terminant, merci à tous et à toutes pour votre participation.

La séance est levée.

[Traduction]

Lastly, I would like to thank all those who have attended our hearings today. It is comforting to see that some people were sufficiently interested in this consultative process to spend a day with us. In closing, thank you all for your contribution.

The meeting is adjourned.

From the "Conseil central du Bas St-Laurent (CSN)":

Solange Tremblay, President.

Rénald Blais, President, "Conseil central de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

From the "Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski (SCCCUQAR)":

Roger Mavoungou, Vice-President, Information.

From the "Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage":

Maryvonne Thébault, President;

Berthier Dumont, First Vice-President and Vocational Training Professor.

From the "Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.":

Gaétan Lambert, Responsible, Human Resources;

Daniel Héon, "travailleur sylvicole".

As an individual:

Paul-Émile Fortin, Retired.

Statements from the floor:

Thérèse Gagné;

Robert Lapointe;

Lucie Rousseau.

Du Conseil central du Bas St-Laurent (CSN):

Solange Tremblay, présidente;

Rénald Blais, président, Conseil central de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Du Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski (SCCCUQAR):

Roger Mavoungou, vice-président, Information.

Du Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage:

Maryvonne Thébault, présidente;

Berthier Dumont, premier vice-président et enseignant en formation professionnelle.

De la Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.:

Gaétan Lambert, responsable, Ressources humaines;

Daniel Héon, travailleur sylvicole.

À titre individuel:

Paul-Émile Fortin, retraité.

Déclarations spontanées:

Thérèse Gagné;

Robert Lapointe;

Lucie Rousseau.

From the "Fédération des Clubs de l'Âge d'Or de l'Est du Québec et Conseil consultatif des aînés et aînées de l'Est du Québec":

Dominique Plante, Director General;

Lucien Gendreau, President, Advisory Council;

Maurice Bérubé, Vice-President, Advisory Council.

From the "Regroupement des CLSC du Bas Saint-Laurent":

Réjean Godbout, Director General, "CLSC Rivières et Marées";

Michel Samson, General Director, CLSC Témiscouata;

Raymond Leblon, General Director, CLSC Les Basques.

From the "Comité famille St-Hubert – MRC Rivière-du-Loup":

Brigitte Plourde, Representative;

Gaétan Malenfant, Community Organizer.

From "AMICO St-Ludger Inc.":

Marie-Paule Malenfant, "animatrice en pastorale";

Béatrice Michaud, "animatrice en pastorale".

As individual:

Martial Lévesque.

From the "Regroupement des organismes communautaires (R.O.C.) de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, et Les Basques (K.R.T.B.)":

Jérôme Caron, President;

Claire Bilocq, Coordinator.

From "Action-Chômage Kamouraska Inc.":

Alain Lagacé, Technical Adviser;

Yvette Émond, President.

From "Coalition urgence rurale":

Adéodat St-Pierre.

From "Ralliement Gaspésien et Madelinot":

Ginette Côté, Coordinator.

From the "Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.":

Gaétan Lambert, Responsible, Human Resources;

Roger Jean, Forester.

From the GRIDEQ – Quebec University in Rimouski:

Serge Côté, Professor at the University of Rimouski and Director of GRIDEQ.

Danièle Lafontaine, professor – UQAR, member of GRIDEQ.

From the "Coalition étudiante post-secondaire de l'est":

Lucie Pépin, Representative;

Régis Beaulieu, President (AGE).

From the Regional Municipality of Îles-de-la-Madeleine:

Marie Cyr-Maire.

From "Opération Dignité II":

Gilles Raymond, President;

Berthier Pelletier, Administrator.

From the "Comités d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine":

Pierre Bélanger, President – SADC;

François Loiselle, Consultant.

De la Fédération des Clubs de l'Âge d'Or de l'Est du Québec et Conseil consultatif des aînés et aînées de l'Est du Québec:

Dominique Plante, directeur général;

Lucien Gendreau, président, conseil consultatif;

Maurice Bérubé, vice-président, conseil consultatif.

Du Regroupement des CLSC du Bas Saint-Laurent:

Réjean Godbout, directeur général, CLSC Rivières et Marées;

Michel Samson, directeur général, CLSC Témiscouata;

Raymond Leblon, directeur général, CLSC Les Basques.

Du Comité famille St-Hubert – MRC Rivière-du-Loup:

Brigitte Plourde, responsable;

Gaétan Malenfant, organisateur communautaire.

De AMICO St-Ludger Inc.:

Marie-Paule Malenfant, animatrice en pastorale;

Béatrice Michaud, animatrice en pastorale.

À titre individuel:

Martial Lévesque.

Du Regroupement des organismes communautaires (R.O.C.) de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata et Les Basques (K.R.T.B.):

Jérôme Caron, président;

Claire Bilocq, coordonnatrice.

De Action-Chômage Kamouraska Inc.:

Alain Lagacé, conseiller technique;

Yvette Émond, présidente.

De Coalition urgence rurale:

Adéodat St-Pierre.

Du Ralliement Gaspésien et Madelinot:

Ginette Côté, coordonnatrice.

De la Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc.:

Gaétan Lambert, responsable, Ressources humaines;

Roger Jean, travailleur forestier.

De la GRIDEQ – Université du Québec à Rimouski:

Serge Côté, professeur à l'Université de Rimouski et directeur de GRIDEQ;

Danièle Lafontaine, professeur à l'UQAR, membre de GRIDEQ.

De la Coalition étudiante post-secondaire de l'est:

Lucie Pépin, représentante;

Régis Beaulieu, président (AGE).

De la municipalité régionale du Comté des Îles-de-la-Madeleine:

Marie Cyr-Maire.

De Opération Dignité II:

Gilles Raymond, président;

Berthier Pelletier, administrateur.

Des Comités d'aide au développement des collectivités des territoires du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine:

Pierre Bélanger, président – SADC;

François Loiselle, consultant.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the "Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec":

Anne Gauthier, Coordinator;

Andrée Urvoy, "conseillère en emploi".

From the "Collectif formation de travail du KRTB (Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Les Basques)":

Raymond Cadrin, President;

Monique St-Amand.

From the "Tremplin travail Vallée-de-la-Matapédia":

Hélène Martin, Director;

Ginette Larocque, "responsable de l'encadrement".

From "Comités conseils Jeunes Volontaires":

Sylvain Dubé, President, "Jeunes Volontaires" — Rivière-du-Loup;

Christine Lévesque, President, "Jeunes Volontaires" — Kamouraska.

From the "Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec (R.C.A.E.Q.)":

Gilles Roy, Member of the Board of Directors;

Pauline Leclerc. Member of the Board.

(Continued on previous page)

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

TÉMOINS

De la Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec:

Anne Gauthier, coordonnatrice;

Andrée Urvoy, conseillère en emploi.

De Collectif formation de travail du KRTB (Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Les Basques):

Raymond Cadrin, président;

Monique St-Amand.

De Tremplin travail Vallée-de-la-Matapédia:

Hélène Martin, directrice;

Ginette Larocque, responsable de l'encadrement.

Des Comités conseils Jeunes Volontaires:

Sylvain Dubé, président, Jeunes Volontaires — Rivière-du-Loup;

Christine Lévesque, présidente, Jeunes Volontaires — Kamouraska.

Du Regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec (R.C.A.E.Q.):

Gilles Roy, membre du Conseil d'administration;

Pauline Leclerc, membre du Conseil d'administration.

(Suite à la page précédente)

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 59

Monday, December 12, 1994
St. John's, Newfoundland

Chairperson: Francis LeBlanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 59

Le lundi 12 décembre 1994
St-Jean (Terre-Neuve)

Président: Francis LeBlanc

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Human Resources Development

Développement des ressources humaines

RESPECTING:

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and restructuring of Canada's social security program

CONCERNANT:

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING COMMITTEE ON HUMAN RESOURCES
DEVELOPMENT

Chairperson: Francis LeBlanc

Vice-Chairs: Francine Lalonde
Maria Minna

Members

Diane Ablonczy
Reg Alcock
Jean Augustine
Maurizio Bevilacqua
Garry Breitkreuz
Martin Cauchon
Shaughnessy Cohen
Paul Crête
Antoine Dubé
Dale Johnston
Larry McCormick
Andy Scott—(15)

Associate Members

Chris Axworthy
Cliff Breitkreuz
Brenda Chamberlain
John Murphy
Georgette Sheridan
Paddy Torsney
Tony Valeri

(Quorum 8)

Luc Fortin

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU DÉVELOPPEMENT DES
RESSOURCES HUMAINES

Président: Francis LeBlanc

Vice-présidentes: Francine Lalonde
Maria Minna

Membres

Diane Ablonczy
Reg Alcock
Jean Augustine
Maurizio Bevilacqua
Garry Breitkreuz
Martin Cauchon
Shaughnessy Cohen
Paul Crête
Antoine Dubé
Dale Johnston
Larry McCormick
Andy Scott—(15)

Membres associés

Chris Axworthy
Cliff Breitkreuz
Brenda Chamberlain
John Murphy
Georgette Sheridan
Paddy Torsney
Tony Valeri

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Luc Fortin

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAUX

LE LUNDI 12 DÉCEMBRE 1994
(132)

[*Texte*]

Le Comité permanent du développement des ressources humaines se réunit aujourd'hui, à 9 h 09 (heure de Terre-Neuve), dans le Salon A de l'hôtel Delta St.John's, St-Jean (Terre-Neuve), sous la présidence de Maria Minna, (*vice-présidente*).

Membres du Comité présents: Reg Alcock, Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Martin Cauchon, Paul Crête, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Larry McCormick, Maria Minna.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Nathalie Pothier, attachée de recherche.

Témoins: Du «Economic Recovery Commission — Newfoundland and Labrador»: Doug House, président; Patti Powers, Directeur, Income Security. De la «United Food and Commercial Workers»: Myra Potter, assistante exécutive; Lindsay Loveless, «Business Agent». De la Fédération du Travail de Terre-Neuve et du Labrador: Martin Saunders, C.T.C., Terre-Neuve et Labrador; Elaine Price, présidente. Du Congrès du Travail de St-Jean et district: Florence Power, présidente. Des «Fishermen, Food and Allied Workers (FFAW)»: Earle McCurdy, président. De la «Longshoremen's Protective Union —Local 1953»: Ronald Dillon, premier vice-président. Du Groupe contre la pauvreté: Bev Brown, coordonnatrice; Michèle Neary, directrice exécutive, «Newfoundland Association for Community Living»; Mary Reid, «Civic 4»; Jean Swanson, présidente, Association nationale anti-pauvreté. De la Chambre de commerce de St-Jean: Gerard McDonald, président. Déclarations spontanées: Lan Gien, «Multicultural Women's Organization of Newfoundland»; Darrin Stanley; Bill Broderick; Robert Evans, «Past President», NAPO, «Past President, Newfoundland and Labrador Literacy Coalition»; Glenys Gould; Kathleen Kufeldt, «Chair», «Child Protection, Memorial University».

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada (Voir les Procès-verbaux et Témoignages du mardi 8 février 1994, fascicule n° 1).

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

À 12 h 47, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, DECEMBER 12, 1994
(132)

[*Translation*]

The Standing Committee on Human Resources Development met at 9:09 a.m. this day (Newfoundland Time), in Salon A, Delta St. John's Hotel, St. John's, Newfoundland, the Vice-Chairman, Maria Minna, presiding.

Members of the Committee present: Reg Alcock, Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Martin Cauchon, Paul Crête, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Larry McCormick, Maria Minna.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Nathalie Pothier, Research Officer.

Witnesses: From the Economic Recovery Commission, Newfoundland and Labrador: Doug House, President; Patti Powers, Director, Income Security. From the United Food and Commercial Workers: Myra Potter, Executive Assistant; Lindsay Loveless, Business Agent. From the Newfoundland and Labrador Federation of Labour: Martin Saunders, CLC, Newfoundland and Labrador; Elaine Price, President. From the St. John's and District Labour Council: Florence Power, President. From the Fishermen, Food and Allied Workers (FFAW): Earle McCurdy, President. From the Longshoremen's Protective Union, Local 1953: Ronald Dillon, Senior Vice-President. From the Group Against Poverty: Bev Brown, Coordinator; Michèle Neary, Executive Director, Newfoundland Association for Community Living; Mary Reid, Civic 4; Jean Swanson, President, National Anti-Poverty Association (NAPO). From the St. John's Board of Trade: Gerard McDonald, President. *Statements from the floor:* Lan Gien, Multicultural Women's Organization of Newfoundland; Darrin Stanley; Bill Broderick; Robert Evans, Past President, NAPO, Past President, Newfoundland and Labrador Literacy Coalition; Glenys Gould; Kathleen Kufeldt, Chair, Child Protection, Memorial University.

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and restructuring of Canada's social security system (See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, February 8, 1994, Issue No. 1).

The witnesses made opening statements and answered questions.

At 12:47 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Greffier de Comité

Roger Préfontaine

Roger Préfontaine

Committee Clerk

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(133)

Le Comité permanent du développement des ressources humaines se réunit aujourd'hui, à 13 h 40 (heure de Terre-Neuve), dans le Salon A de l'hôtel Delta St.John's, St-Jean (Terre-Neuve), sous la présidence de Maria Minna, (vice-présidente).

Membres du Comité présents: Reg Alcock, Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Martin Cauchon, Paul Crête, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Larry McCormick, Maria Minna, Andy Scott.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Nathalie Pothier, attachée de recherche.

Témoins: Du «Daybreak Parent Child Centre»: Melba Rabinowitz. Du «Women's Reference Group —Newfoundland & Labrador Labour Force Development Board»: Joan Whelan, représentante des femmes; Agnes Pike, représentante du Labrador; Sylvia Ash, représentante, «National Women's Reference Group»; Jane Robinson, représentante, St. Jean Est; Barbara Neis, «Newfoundland and Labrador Women's FishNet»; Cathy Young, Newfoundland and Labrador Women's FishNet; Sharon Taylor, «Women's Economic Network». Du «St.John's Status of Women Council Women's Centre»: Lynn Peddle; Jane Walsh; Joanne Deluney; Sylvia Hatch; Corbin Dingwall; Wendy Williams, «Newfoundland and Labrador Advisory Council on the Status of Women». De la Fédération des étudiants et étudiantes de Terre-Neuve et du Labrador: George Carey. De la «Women's Economic Network and the FishNet»: Jamie Winter; Julie Wolfe. De la «Marine Institute Student's Union»: Craig Adams, vice-président, Communications externes; Keith Clarke. De la «Memorial University of Newfoundland Faculty Association»: Christopher Dennis, président; Joan Scott, membre de l'exécutif; Peter Narvquez, membre de l'exécutif. Du «Council of Student's Union —Memorial University of Newfoundland»: Jill Power, président; Paul Thornhill. De l'Association des travailleurs sociaux de Terre-Neuve et du Labrador: Bruce Cooper, directeur exécutif; Leslie Bella, membre; Hélène Davis, membre; Morris Saldov; Julie Fleet; Kim Hawco. De la «Canadian Paraplegic Association —Newfoundland and Labrador»: Sean Fitzgerald, président; Michèle Parsons, vice-présidente. De «L.I.S.T.E.N.»: Maryann Fleming, coordonnatrice; Linda Austin, adjointe administrative. De l'Université Memorial de Terre-Neuve: Graham Skanes, «Continuing Education Group» et «The Canadian Association for Continuing University Education». À titre individuel: Stan Crummey. De la «Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador»: Cathy Murphy, vice-présidente; Regina Ash, membre. Du «Community Services Council —Newfoundland and Labrador»: Penelope Rowe, directrice exécutive; Marie Hedderson, membre du Conseil. Déclarations spontanées: Keith Osborne; Rick Engram, «Ready Centre Community Services Council»; Harvey Taylor; Charlie Kane; John Williams; Chris O'Driscoll.

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada (Voir les Procès-verbaux et Témoignages du 8 février 1994, fascicule n° 1).

AFTERNOON SITTING
(133)

The Standing Committee on Human Resources Development met at 1:40 p.m. this day (Newfoundland Time), in Salon A, Delta St. John's Hotel, St. John's, Newfoundland, the Vice-Chairman, Maria Minna, presiding.

Members of the Committee present: Reg Alcock, Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Martin Cauchon, Paul Crête, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Larry McCormick, Maria Minna, Andy Scott.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Nathalie Pothier, Research Officer.

Witnesses: From the Daybreak Parent Child Centre: Melba Rabinowitz. From the Women's Reference Group —Newfoundland and Labrador Labour Force Development Board: Joan Whelan, Women's Representative; Agnes Pike, Labrador Representative; Sylvia Ash, National Women's Reference Group; Jane Robinson, St. John's East Representative; Barbara Neis, Newfoundland and Labrador Women's FishNet; Cathy Young, Newfoundland and Labrador Women's FishNet; Sharon Taylor, Women's Economic Network. From the St. John's Status of Women Council Women's Centre: Lynn Peddle; Jane Walsh; Joanne Deluney; Sylvia Hatch; Corbin Dingwall; Wendy Williams, Newfoundland and Labrador Advisory Council on the Status of Women. From the Newfoundland and Labrador Federation of Students: George Carey. From the Women's Economic Network and the FishNet: Jamie Winter; Julie Wolfe. From the Marine Institute Students' Union: Craig Adams, Vice-President, External Communications; Keith Clarke. From Memorial University of Newfoundland Faculty Association: Christopher Dennis, President; Joan Scott, Member, Executive; Peter Narvquez, Member, Executive. From the Council of Student Unions, Memorial University of Newfoundland: Jill Power, President; Paul Thornhill. From the Newfoundland and Labrador Association of Social Workers: Bruce Cooper, Executive Director; Leslie Bella, Member; Hélène Davis, Member; Morris Saldov; Julie Fleet; Kim Hawco. From the Canadian Paraplegic Association, Newfoundland and Labrador: Sean Fitzgerald, President; Michèle Parsons, Vice-President. From LISTEN: Maryann Fleming, Co-ordinator; Linda Austin, Administrative Assistant. From Memorial University of Newfoundland: Graham Skanes, Continuing Education Group and Canadian Association for Continuing University Education. Individual presentation: Stan Crummey. From the Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador: Cathy Murphy, Vice-President; Regina Ash, Member. From the Community Services Council, Newfoundland and Labrador: Penelope Rowe, Executive Director; Marie Hedderson, Member, Board of Directors. Statements from the floor: Keith Osborne; Rick Engram, Ready Centre Community Services Council; Harvey Taylor; Charlie Kane; John Williams; Chris O'Driscoll.

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and restructuring of Canada's social security system (See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, February 8, 1994, Issue No. 1).

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

À 18 h 35, le Comité procède aux déclarations spontanées.

À 18 h 55, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

The witnesses made statements and answered questions.

At 6:35 p.m., the Committee heard statements from the floor.

At 6:55 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Greffiers de comité

Jacques Lahaie

Roger Préfontaine

Jacques Lahaie

Roger Préfontaine

Committee Clerks

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Monday, December 12, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le lundi 12 décembre 1994

• 0739

The Vice-Chair (Ms Minna): I declare the meeting open. This is pursuant to an order of reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and restructuring of Canada's social security system.

Welcome to everyone.

• 0740

Our first witnesses this morning are the representatives from the Economic Recovery Commission of Newfoundland and Labrador, Mr. Doug House, chair, and Patti Powers, director of income security.

Good morning and welcome. You may start whenever you are ready.

Dr. Doug House (Chair, Economic Recovery Commission—Newfoundland and Labrador): Madam Chairperson, I would like to thank you for this opportunity to talk to the standing committee on social reform in Canada.

A couple of regrets, to start with. I'm sorry we've been going through such bad weather here in the last few days. I notice a few people on the committee are not with us at the moment. It's unfortunate.

I also apologize that because we've had a power outage in our offices for the last three days we haven't been able to get the final written brief prepared for you to distribute this morning. They'll be hot off the press just as soon as things are up and running again. We'll get them to you as soon as we can.

It's hard to know where to begin when the presentation we would like to make to you would probably take on the order of four hours for us to go through the whole background and all the permutations, ramifications, and details of the proposal we have developed on income security reform for our province, and possibly for the committee's consideration, and for other parts of Canada as well. However, I will do my best to highlight a few points.

First of all, the Province of Newfoundland and Labrador has developed a strategic economic plan called *Challenge and Change*. It was published in June 1992.

Perhaps the dominant feature of that report or that strategy for economic redevelopment is that it recognizes from the outset that long-term economic development also means social development; that we have to take an integrated approach to social and economic development in this province, and I would submit to you in other parts of this country as well; that we can't bring about the transformation we have to bring about in our economy if we are to achieve a self-sustaining, prosperous

La vice-présidente (Mme Minna): La séance est ouverte. Nos délibérations auront lieu suite à un ordre de renvoi transmis par la Chambre le 8 février 1994 concernant une étude sur la modernisation et la restructuration de notre dispositif de sécurité sociale.

Je souhaite à tous la bienvenue.

Ce matin, nos premiers témoins seront les représentants de la Economic Recovery Commission de Terre-Neuve et du Labrador, M. Doug House, président, et Mme Patti Powers, directrice de la sécurité du revenu.

Bonjour. Soyez les bienvenus. Vous avez la parole.

M. Doug House (président, Economic Recovery Commission—Terre-Neuve et Labrador): Madame la présidente, je tiens d'abord à vous remercier de nous donner l'occasion de nous adresser au Comité permanent de la Réforme sociale au Canada.

Tout d'abord je tiens à exprimer un ou deux regrets. Je regrette le mauvais temps qui règne depuis quelques jours. Je remarque l'absence de quelques membres du comité. J'en suis désolé.

Je vous demanderais également d'excuser l'interruption de courant dans nos locaux ces trois derniers jours, ce qui nous a empêché de rédiger la version finale du mémoire à votre intention pour qu'elle soit distribuée ce matin. Dès que le courant sera rétabli, ces documents seront imprimés et nous vous les remettrons le plus tôt possible.

On voit mal où commencer étant donné qu'il nous faudrait environ quatre heures pour donner un aperçu général de la question en cernant le contexte et en présentant les divers cas de figure, les ramifications des diverses solutions envisageables et les détails du projet de réforme du dispositif de sécurité du revenu que nous avons élaboré pour notre province, projet que nous soumettons à l'examen du comité et que d'autres, au Canada pourraient peut-être également envisager d'adopter. Cela dit, je vais faire de mon mieux pour souligner un certain nombre de points.

Je précise, tout d'abord, que la province de Terre-Neuve et du Labrador a élaboré une stratégie économique intitulée «Challenge and Change». Ce document a été publié en juin 1992.

• 0745

Disons que le principal aspect de ce rapport, ou de cette stratégie en vue d'un redéveloppement économique est le fait qu'on reconnaît d'emblée dans le cadre de ce document, que le développement économique à long terme suppose aussi un développement social. C'est dire qu'il faut adopter une approche globale qui intègre à la fois le social et l'économie. J'ajoute que cela me semble vrai également des autres régions du pays et que nous ne parviendrons pas à transformer notre

[Texte]

society in the long term without also addressing changes that need to be made in various social programs.

One of the social programs, and perhaps the dominant one in that regard in our province, is our current income security system, which is a system that has grown in an ad hoc way over a number of years and has come to have a number of unintended consequences, some of them good and some of them not so good, for our province.

I'd like first to make the point to the committee that the Government of Newfoundland and Labrador is fully committed to the need for income security reform in Canada, and in our province in particular. In that 1992 report, the government gave the mandate to our commission, the economic recovery commission, to work on this issue and to come back to government with proposals for reform in the income security system.

I'd like to introduce to you Patti Powers, a director with the commission. She has really been the lead person in the development of the work we've been doing on this.

The commitment our province has to the need for recognizing the need for reform can be seen by the fact that we actually presented a proposal to the federal government in the fall of 1993 before the national social security review got under way. I'd like to make that point first: that there is a commitment to and a recognition of the need to reform our social security system in this country.

However, we believe that what we had been proposing is really a lot more along the lines of what the country needs than what is to be found in the federal discussion paper at the moment. The main difference, as I sort of intimated at the beginning, is that unlike the federal approach, what the province has been recommending is a fully integrated approach to social and economic development, as described in our case in the publication *Challenge and Change: A Strategic Economic Plan for Newfoundland and Labrador*.

So I want to put into context that really what we want to do is look at social security reform in the context of what needs to be done, particularly in our province and this region of the country, for promoting constructive economic development over the next period of time in our development.

Since the publication of *Challenge and Change*, a number of additional efforts have been made by the provincial government, in cooperation with various agencies within the federal government in this province, towards this end. So this is an ongoing process and the publication of that report was in a sense just a beginning.

We have been working recently, for example, with federal officials in developing an economic renewal strategy that is meant to try to compensate for the hole that has been created in our economy through the northern cod crisis. The government has recently released a business investment bill designed to try to attract additional investment into the province, and most recently, in something I've been involved in as the provincial co-chair, we have submitted to both orders of

[Traduction]

économie dans le sens voulu afin d'édifier, à terme, une société prospère sur des bases solides si nous n'envisageons pas d'apporter aux divers programmes sociaux les changements qui s'imposent.

À cet égard, et en ce qui concerne notre province, le principal de ces programmes sociaux est peut-être notre actuel régime de sécurité du revenu, dispositif qui, au cours des ans, s'est développé un peu de manière ad hoc, entraînant un certain nombre de conséquences non voulues, certaines étant favorables et d'autres moins favorables pour notre province.

Je précise tout de suite que le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador est tout à fait convaincu de la nécessité de modifier la réforme de la sécurité du revenu au Canada et, plus précisément, dans notre propre province. Dans le rapport de 1992 que je viens d'évoquer, le gouvernement a confié à notre commission, la *Economic recovery commission*, la tâche de se pencher sur ce problème et de lui transmettre des propositions touchant la réforme de notre régime de sécurité du revenu.

Le temps est maintenant venu de vous présenter Mme Patti Powers, un de nos directeurs. C'est en fait elle qui a la charge de ce dossier à la commission.

Si j'affirme que notre province est fermement convaincue de la nécessité de réformes, c'est parce qu'en automne 1993, avant même que ne soit entrepris l'examen de la Sécurité sociale canadienne, nous avons présenté au gouvernement fédéral un projet en ce sens. Je tiens d'abord à dire ceci: nous sommes convaincus du besoin de réformer notre régime de sécurité sociale et notre engagement sur ce point est clair.

Nous pensons toutefois que nos propositions étaient bien plus conformes aux véritables besoins du pays que les mesures exposées dans le document de travail fédéral. Comme je l'ai laissé pressentir au début de l'exposé, la principale différence provient du fait que, contrairement à l'approche retenue par le gouvernement fédéral, notre province recommande une approche globale qui intègre aussi bien le développement social que le développement économique, ainsi que nous l'avons exposé dans le document intitulé *Challenge and Change: A Strategic Economic Plan for Newfoundland and Labrador*.

Il s'agit donc de bien situer dans le contexte les mesures de réforme qui s'imposent et plus particulièrement dans notre province et dans cette région, afin de promouvoir au cours des années qui viennent un développement économique satisfaisant.

Depuis la publication de *Challenge and Change*, le gouvernement provincial, de concert avec divers organismes fédéraux actifs dans cette province, a poursuivi ses efforts dans ce sens. C'est dire qu'il s'agit donc d'un processus permanent, la publication du rapport que je viens d'évoquer n'étant qu'un premier pas.

Récemment, par exemple, nous avons travaillé de concert avec des fonctionnaires fédéraux afin d'élaborer une stratégie de renouvellement économique qui permettrait de combler le trou qu'a creusé dans notre économie la crise de la morue. Le gouvernement a récemment rendu public un projet de loi sur les investissements qui devrait permettre d'attirer dans notre province de nouveaux investissements. Plus récemment, dans le cadre d'un projet dont j'assure la coprésidence, nous avons

[Text]

government the report of a task force that has been meeting over the past several months on community economic development where we're going to try to decentralize and put out into the regions of the province a stronger mandate and stronger support services for community-based economic development.

So there is a real push on, if you will, the demand side of the labour market, as well as changes required in social programs.

That's the second point I'd like to make: that we're trying to take this integrated approach.

The third thing we're very worried about is that the proposed federal reforms, if they're implemented as stated in that report, would have a very devastating impact on this province in two ways.

First, there would be a severe blow to a regional economy that is already reeling from the groundfish crisis and several government cutbacks that have already had to be made over the last several years. You have to recognize that unfortunately for us, because of the extent of our dependency on government over the years, government budgetary cutbacks have a more severe impact here than they do in other regions of the country.

[Translation]

présenté aux deux ordres émanant du gouvernement le rapport d'un groupe de travail qui, au cours des derniers mois, s'est penché sur les problèmes de développement économique communautaire afin de promouvoir une plus grande décentralisation en renforçant le rôle des régions dans le domaine du développement économique communautaire et, à cette fin, en renforçant les infrastructures des services nécessaires.

La dynamique est engagée afin d'agir aussi bien au niveau de l'emploi qu'au niveau des changements qu'il faudra apporter aux programmes sociaux.

Cela m'amène à mon second point: nous situons notre action dans le cadre d'une approche globale qui, comme je le disais, intègre aussi bien le développement économique que le développement social.

Ensuite, je tiens à préciser combien nous inquiètent les réformes envisagées par le gouvernement fédéral. Nous estimons que si elles sont appliquées de la manière exposée dans le rapport en question, ces réformes auraient un double aspect désastreux pour la province.

D'abord, elles porteraient un coup sévère à une économie régionale déjà mise à mal par la crise du poisson démersal et par les coupures budgétaires que le gouvernement a dû décréter au cours des dernières années. Reconnaissez que, malheureusement pour nous, et cela parce qu'au fil des ans nous sommes devenus de plus en plus dépendants du gouvernement, que les coupures budgétaires décrétées par celui-ci nous ont frappés plus durement qu'elles n'ont frappé les autres régions du pays.

• 0750

I won't go into any figures for you, but the brief that we present to you will detail just how severe the impacts of some of the options suggested in the paper would be for this province. And of course that's only the first round of impacts. There would also be significant negative multiplier effect as people have less money to spend to consume goods and services and so on.

Je ne veux pas reprendre les chiffres ici, mais le mémoire que nous allons vous faire parvenir exposera en détail les graves répercussions qu'auraient sur ces provinces certaines des solutions préconisées dans le document de travail fédéral. Je ne parle là, bien sûr, que des répercussions directes. L'effet multiplicateur entraînerait également d'autres répercussions néfastes car les personnes disposeraient de moins d'argent pour l'achat des biens et des services.

Notre second grand objet de préoccupation est lié au fait que le document fédéral ne semble avoir rien prévu pour relancer l'économie. Rien ne vient compenser le besoin affirmé de réformer l'assurance-chômage et les autres programmes sociaux par une stratégie favorisant le développement de la province de Terre-Neuve et du Labrador et des autres régions du Canada.

The second concern we are really worried about is that there appears to be no provision, no real focus within the federal paper for stimulating economic development. There's nothing coming down on the other side saying yes, we recognize the need for reform in UI and other social programs, but we do have a real strategy by which we're going to go about developing the province of Newfoundland and Labrador, as well as other regions of the country.

Given the devastating effects, and given that there's no provision for stimulating economic development, we see greater reliance on welfare and social assistance. We see greater poverty in the province, and a greater out-migration, which in turn would have a further negative multiplier effect that would further weaken the provincial economy. This is a very fundamental worry we have in regard to what's proposed in that discussion paper.

Étant données les répercussions désastreuses que nous prévoyons, et le fait que le gouvernement fédéral ne prévoit aucune mesure de relance de l'économie, nous estimons que les mesures envisagées accroîtront le recours au bien-être et à l'aide sociale. Nous verrons donc un accroissement de la pauvreté dans la province et davantage de recours à l'immigration, ce qui entraînerait, par les jeux de l'effet multiplicateur, un affaiblissement encore plus marqué de l'économie de notre province. Voilà l'inquiétude fondamentale que nous inspirent les mesures envisagées dans le document de travail.

[Texte]

The fourth point I'd like to make is that the government in Newfoundland and Labrador is proposing what I'd like to refer to as the fourth option. It is an approach to income security reform other than simply making some changes to UI or to social assistance, and other than a guaranteed annual income, which is raised and then really dismissed in the discussion paper. This is what we call the income supplementation program, or ISP. This is really a separate income security program geared to and targeted toward families with low earnings.

We've sent you the initial proposal that we completed a year ago in order that you may look at it. There have been some revisions made to it since and the revised parameters will be contained in the brief that we submit to you.

We believe the ISP has a number of fundamental advantages over what is being proposed. First of all, it's a program of income support geared to those most in need. Secondly, it's non-demeaning in its delivery. People don't have to go to the welfare office to apply for it.

It would eliminate the disincentives to work, education and self-employment found in the present UI and social assistance programs. It would eliminate the need for the demeaning make-work projects that have characterized our economy here for several years. Very importantly, it would also allow individuals and households to enjoy the rewards of employment and/or self-employment rather than really having go to the advantage of the savings of the programs themselves.

Our approach to income security reform sees this kind of safety net put in place first as the basic income security for people in the country, or at least in our province. Then, and only then, would we talk about UI reform, social assistance reform, job creation reform and so on. Those things could then proceed without impoverishing people in the process.

We envision a kind of tripartite income security system for Canada, or at least for Newfoundland and Labrador. In it you would have as a type of bedrock the ISP for families with low earnings. You would then have a revised and abbreviated UI program for people between jobs. It would go back more to the original function of UI. And then you would have a changed social assistance program—I call it the special needs assistance program—for those with special needs.

So that would still need to be there, and you wouldn't be able to set aside all those special needs for particular groups, the disabled and so on, through the other programs.

[Traduction]

Quatrièmement, permettez-moi d'exposer les mesures préconisées par le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, mesures que je vais appeler la quatrième solution. Il s'agit, en matière de réforme de la sécurité du revenu, de ne pas s'en tenir à faire simplement des modifications aux régimes d'assurance-chômage ou d'aide sociale. Il ne s'agit pas, non plus, d'un revenu annuel garanti, solution évoquée dans le document de travail puis rapidement écartée. Il s'agit de ce que nous appelons le programme de complément de revenu, ou PCR. Il s'agit donc d'un programme de sécurité du revenu distinct adapté aux familles à faible revenu.

Nous vous avons déjà transmis sur ce point les propositions que nous avions élaborées il y a un an. Nous y avons depuis apporté des retouches et ces changements seront exposés dans le mémoire que nous allons vous faire parvenir.

D'après nous, le PCR présente des avantages essentiels sur les mesures proposées par le gouvernement fédéral. D'abord, il s'agit d'un programme de soutien du revenu adapté aux personnes les plus démunies. Deuxièmement, il n'est pas humiliant pour les bénéficiaires. Ainsi, les gens qui peuvent y prétendre n'auront pas à se rendre au bureau d'aide sociale pour en faire la demande.

Contrairement aux actuels programmes d'aide sociale et d'assurance-chômage, le programme que nous proposons supprimerait le découragement à chercher du travail, à s'éduquer et à travailler à son compte. Il éliminerait également le besoin de monter ces dégradants projets qui créent des emplois artificiels tels que ceux qui marquent notre économie ici depuis plusieurs années. Ajoutons, chose très importante, que notre projet permettrait également aux individus et aux familles de recueillir le fruit d'un emploi ou d'un travail indépendant au lieu d'en voir bénéficier le programme lui-même.

Dans notre manière d'attaquer la réforme du dispositif de la sécurité du revenu, ces mesures de protection constitueraient, du moins dans notre province, le principal dispositif de sécurité du revenu. Ce n'est qu'après la mise en place d'un tel dispositif, que nous envisagerions de discuter de la réforme de l'assurance-chômage, de la réforme de l'aide sociale, de la réforme des mesures de créations d'emploi. C'est alors que ce genre de mesures pourraient être prises sans appauvrir davantage le peuple.

Nous envisageons pour le Canada, ou du moins pour Terre-Neuve et Labrador, une sorte de système tripartite de sécurité du revenu. À la base, le PCR pour les familles à faible revenu. Il y aurait, ensuite, pour ceux qui attendent de retrouver un emploi un programme modifié et réduit d'assurance-chômage. Cela nous ramènerait à la mission initiale de l'assurance-chômage. Puis, il y aurait le programme modifié d'aide sociale—j'appelle cela programme spécial d'assistance—à l'intention de ceux qui ont des besoins particuliers.

• 0755

Ça, ça ne serait pas éliminé et on ne pourrait pas alors tenir compte, dans le cas des autres programmes, des besoins particuliers de certains groupes telles les personnes handicapées.

[Text]

We think there are certain options to be thought about in terms of how this might be implemented. The boldest of course would be to develop it as a new national program. Alternatives would be to implement it in Newfoundland and Labrador as a pilot project for the country, perhaps on a five-year basis.

Another possibility would be to do it just for Newfoundland and Labrador and for Prince Edward Island, which is a province with a lot of similarities to our own. Or another possibility would be to do it just for the whole of Atlantic Canada.

The way in which it would be funded and so on would vary depending upon which approach you took.

The final point I'd like to make before you have a chance for some questions here is that we believe the cost of such a program needs to be financed ultimately through consolidated revenues. Adjustments need to be made to the tax system in order to allow such a program to become established.

We question the way in which, in the discussion paper, they're trying to do too much through UI reform, where everything has to rest on the UI program. Really, if we're talking about wholesale social security reform in this country, we have to look as well at the tax system as being the major way in which income is distributed and redistributed to Canadians.

It's too narrow in its focus. It's trying to put too much emphasis on doing everything through the UI program. So UI is going to take care of people in need, of seasonal workers; you're going to reduce premiums; you're going to increase your employment development services. It's too much emphasis on the UI fund and not enough on more general revenues the government has and the source of those revenues, which of course is mainly through the tax system.

If such a program were implemented, there would be of course compensating savings in the unemployment insurance system and social assistance, and also the child tax benefit. The child tax benefit would be rolled into the new program we're proposing.

That's kind of abrupt, but I think I'll end at that point, Madam Chairman. Let's deal with any questions people might have. Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much for a very interesting presentation. I found it extremely—Well, I won't get into my own thoughts, because we'll be here discussing all day. But I definitely will pick you up on it later.

I will start our questions with five minutes per party. I'll start with Mr. Alcock, who is sharing his time with Mr. Bevilacqua on the Liberal side.

Mr. Alcock (Winnipeg South): Thank you very much.

I'm from Manitoba. I've spent more than a few days hunkering inside the house during a vicious storm, but never one that had hurricane force winds like this one, apparently.

Unfortunately, we don't have your proposal. Are you suggesting, at the heart of this, the merging of UI, job tax credits, and what we call social assistance, the fund under the CAP program, into one seamless program?

[Translation]

Plusieurs solutions sont envisageables quant à la manière de mettre en oeuvre ce genre de système. La solution la plus audacieuse consisterait à en faire un nouveau programme national. On pourrait également songer à mettre ce genre de programme en oeuvre en commençant par en faire, pour cinq ans, un projet pilote à Terre-Neuve et au Labrador.

Une autre solution serait de ne prévoir un tel système que pour Terre-Neuve et le Labrador et pour l'Île-du-Prince-Édouard, provinces où la situation est à maints égards comparable à la nôtre. On pourrait également envisager de limiter un tel régime aux provinces des Maritimes.

Le mode de financement d'un tel programme dépendrait de l'approche adoptée.

La dernière chose sur laquelle je voudrais insister avant que nous en passions aux questions est le fait que nous estimons que, en définitive, un tel programme devrait être financé sur les recettes consolidées. Il faudra donc apporter certains changements à notre régime fiscal afin de permettre l'établissement d'un tel programme.

Nous mettons en cause la manière dont les auteurs du document de travail tentent de tout fonder sur la réforme de l'assurance-chômage. En effet, si nous envisageons de refondre notre régime de sécurité sociale, il faut également envisager la réforme de notre fiscalité puisque c'est principalement par le biais de la fiscalité qu'on effectue une redistribution des revenus.

Le document de travail a adopté un point de vue trop étroit. Ainsi, tout se ferait dans le cadre du programme d'assurance-chômage. C'est l'assurance-chômage qui s'occupera des nécessiteux et des travailleurs saisonniers. On va réduire le montant des cotisations, on va accroître les services de développement de l'emploi. On met trop l'accent sur le fonds de l'assurance-chômage et pas assez sur les recettes générales de l'État et sur la source de ces recettes qui proviennent, bien sûr, principalement des impôts.

L'instauration d'un tel programme entraînerait bien sûr des économies au niveau de l'assurance-chômage et de l'aide sociale ainsi qu'au niveau du crédit d'impôt pour enfants. Le crédit d'impôt pour enfants serait incorporé à ce nouveau programme.

C'est un peu rapide comme fin, mais, madame la présidente, je crois que je vais terminer là-dessus. Nous allons donc pouvoir passer aux questions. Je vous remercie.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vous remercie de ce très intéressant exposé. Il m'a semblé très... Mais, ce n'est pas le moment de vous livrer mes pensées car nous n'en finirions pas. Je vous en reparlerai plus tard.

Nous allons donc entamer les questions en accordant cinq minutes à chaque partie. Je vais donc commencer par M. Alcock qui, pour les Libéraux, partagera son temps de parole avec M. Bevilacqua.

M. Alcock (Winnipeg-Sud): Merci beaucoup.

Je suis moi-même originaire du Manitoba. J'ai dû, à plusieurs reprises, passer des journées entières blotti chez moi pendant une violente tempête de neige mais je n'ai jamais vu une tempête comme celle-ci où le vent souffle avec la force d'un ouragan.

Nous regrettons, en effet, de ne pas avoir en main votre mémoire. Proposez-vous, en fait, de fonder en un seul programme l'assurance-chômage, le crédit d'impôt pour enfants, l'aide sociale, c'est-à-dire le régime d'assistance publique du Canada?

[Texte]

Dr. House: No, we're not. We're suggesting that we need to put in place first of all what we call the income supplementation program, which would provide a basic level of support to all families in addition to their earnings. It's really geared mainly to families with low earnings. It's not meant to provide enough income in and of itself for families to live on just that income.

For families who are earning \$10,000, \$15,000, if they can have that supplemented by another \$10,000, \$12,000 or whatever, then a basic level of income is guaranteed in a sense through the combination of working and this basic supplement.

The idea then is that the more people are able to earn one way or another, the more they're able to keep. It isn't clawed back like the social assistance program presently is.

That would then allow the UI system to revert to the function for which it was originally intended. You wouldn't need to use the UI system as we're using it now; it's almost like a guaranteed income for some people, a kind of welfare system for others, really an income supplementation system for seasonal workers, and so on. The idea is that UI would become more what it was meant to be.

You'd still need to have some kind of social assistance for special needs cases, for emergencies, and for people who, for every sound reason, just can't work or whatever.

Mr. Alcock: So it would function in a sense like the child tax credit.

• 0800

Dr. House: Yes, the way it could function would be similar to the child tax credit. In fact, one way in which you could think about it is as a much-expanded child tax credit system that applies to everybody, not just to children.

Mr. Bevilacqua (York North): First of all, let me thank you for your presentation.

Whenever we implement changes to a system, there will be winners and losers. Who are the winners and losers in your system?

Dr. House: If you want to put it that way... Let me talk about the winners first. The main winners are people who are currently subsisting on a very low income. I can't remember the figures offhand, but something like 85% of the benefits would go to families with incomes of less than \$20,000, or something like that. So the main winners in the system are people with very low incomes, basically.

The people who would be the main losers, if you want to put it that way, in this system are people who are currently working for short periods of time every year at high levels of income. They are then able to receive top-level unemployment insurance for the rest of the year. It's somebody who works for 10 weeks at a high level of income, and is then able to receive perhaps twice as much every year out of the UI system as from employment.

[Traduction]

M. House: Non, pas du tout. Nous affirmons simplement qu'il faut commencer par instaurer ce que nous appelons un programme de complément de revenu qui donnerait à toutes les familles un niveau de soutien fondamental en plus de leurs gains. Ce programme serait surtout à l'intention des familles à faible revenu. Il s'agit d'un complément de revenu et non pas un revenu minimum qui serait accordé à toutes les familles et qui leur permettrait de ne vivre que de ça.

Pour les familles gagnant 10 000\$ ou 15 000\$, un complément de 10 000\$ ou 12 000\$ leur offrirait une sorte de revenu garanti formé de leur revenu propre et de ce complément de revenu.

Ainsi, plus les gens parviennent à gagner d'argent, plus ils peuvent en garder. C'est-à-dire que tout ce qu'ils gagnent en plus n'est pas automatiquement repris comme c'est actuellement le cas dans le cadre du programme d'aide sociale.

Cela permettrait alors au système d'assurance-chômage d'en revenir à la mission qui était la sienne à l'origine. Il ne serait plus nécessaire de mettre l'assurance-chômage à contribution comme nous le faisons aujourd'hui où, pour certains, elle fonctionne un peu comme un revenu garanti, pour d'autres une sorte d'assistance-travail puisque, pour les travailleurs saisonniers, cela correspond à un système de revenu complémentaire. Ainsi, l'assurance-chômage redeviendrait ce pour quoi elle a été conçue.

Il faudrait tout de même prévoir une aide sociale pour les personnes ayant des besoins particuliers, pour les cas d'urgence ainsi que pour les gens qui, pour de bonnes raisons, ne peuvent pas travailler.

M. Alcock :Cela fonctionnerait donc un peu comme le crédit d'impôt pour enfants.

M. House: Oui, cela pourrait fonctionner un peu comme le crédit d'impôt pour enfants. On pourrait même y voir une sorte de régime élargi du crédit d'impôt pour enfants qui s'appliquerait, non seulement aux enfants, mais à tout le monde.

M. Bevilacqua (York-Nord): Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier de votre exposé.

Il est sûr que quels que soient les changements apportés au système, il y aura des gagnants et des perdants. Dans le système que vous nous proposez, quels sont les gagnants et quels sont les perdants?

M. House: Si vous y teniez... Je vais d'abord vous parler des gagnants. Les principaux gagnants seront les personnes qui ne disposent actuellement que d'un revenu très faible. Je n'ai pas en tête les chiffres précis, mais je crois pouvoir vous dire qu'environ 85 p. 100 des prestations ainsi prévues iraient aux familles ayant un revenu de moins de 20 000\$. Donc, les principaux gagnants dans un système comme celui-là seraient les personnes à revenu très faible.

Les principaux perdants, si vous voulez, seraient les gens qui à l'heure actuelle occupent chaque année, mais pour une période brève, un emploi fortement rémunéré. C'est cela qui leur permet de toucher, pour le reste du temps de l'année, le plus haut niveau d'assurance-chômage. Celui, donc, qui occupe pendant 10 semaines un emploi fortement rémunéré peut alors toucher chaque année de l'assurance-chômage un montant qui peut atteindre le double de la rémunération qu'il a tirée de son emploi.

[Text]

Mr. Bevilacqua: You said in your presentation that there's an extended—I think I'm quoting you—dependency on government in this area. I'm just wondering how your system is going to take people off government assistance.

Dr. House: Let me, first of all, qualify what I said. There is a quite extensive dependency on government programs. This is not, of course, the fault of the people themselves. This is the fault of the way in which these programs have developed. People have simply adapted to the circumstances in which they find themselves.

What's happened is that, in some ways, the system itself has prevented economic development from occurring. It has kind of inhibited enterprise, rather than encouraged it.

If somebody, for example, in a small community has an option, then they may wonder what to do. Should they try to start a small business themselves? Should they go to work for somebody else? They're much better off to go to work for somebody else, at least if they work for 10 weeks. They know they will have income security that's guaranteed for the rest of the year for themselves and their families.

However, if they try to start up a small business of some kind and it isn't terribly successful, or it's seasonal, then they have no income security for the rest of the year. So the system is kind of slanted in favour of working for others rather than self-employment.

Also, there are certain disincentives. Once they qualify for unemployment insurance, they run the risk of trying to find other odd bits of work here and there during the year.

It also discourages people from education. If they can graduate from grade 10 and find a reasonably good job that will put them into the system, then why bother to try to complete high school or go for post-secondary education?

What we're finding now is that, as the new economy creates jobs that require higher levels of education, it's more difficult for people to compete in the new diversifying sectors.

There's a good side to the story of what's going on in Newfoundland and Labrador that the national media don't let you know very much about. There are a lot of things happening. There are things like small-scale manufacturing, various kinds of service industries, the tourism industry and aquaculture. There are ways and areas in which we can be diversifying our economy, but we need to have people in a position to be able to take advantage of those opportunities. We believe that the kinds of reforms we're talking about would allow that to happen more easily.

Mr. Bevilacqua: Last question. You spoke a great deal about the income side. I'd like to know more about the employment development side as it refers to both possibly new businesses and the individual who is part of your plan. For instance, that's training, education, literacy, upgrading and those sorts of things.

[Translation]

M. Bevilacqua: Dans votre exposé, vous avez dit que dans cette région les gens comptent de plus en plus sur le gouvernement. J'aimerais savoir comment votre système ôterait ce fardeau au gouvernement.

M. House: Permettez-moi, d'abord, d'atténuer un peu ce que j'ai dit tout à l'heure. Il est vrai qu'on compte largement sur les programmes d'aide du gouvernement. Mais, bien sûr, s'il en est ainsi, ce n'est pas de la faute des gens. C'est de la faute à la manière dont ces programmes fonctionnent. Ainsi, les gens n'ont fait que s'adapter aux circonstances dans lesquelles ils se trouvent.

Disons que, dans une certaine mesure, c'est le système qui a fait obstacle au développement économique. Au lieu d'encourager l'initiative, il a fait le contraire.

Disons, par exemple, qu'un choix s'offre à l'habitant d'une petite localité. Ainsi, l'intéressé va se demander quoi faire. Doit-il se lancer dans une petite entreprise? Doit-il travailler pour autrui? Il a tout intérêt à travailler pour quelqu'un d'autre, du moins s'il peut garder son emploi pendant 10 semaines. Il sait ainsi qu'il disposera d'un revenu garanti pour le restant de l'année et qu'il pourra donc subvenir aux besoins de sa famille.

Mais, s'il décide de se lancer dans une petite entreprise et que ça ne marche pas très bien, ou s'il s'agit d'une activité essentiellement saisonnière, il n'aura pas de sécurité du revenu pour le reste de l'année. Notre système encourage donc les gens à travailler pour autrui plutôt que de devenir des travailleurs indépendants.

Il y a aussi certains aspects qui sont le contraire d'un stimulant à l'emploi. Ainsi, la personne qui peut bénéficier de l'assurance-chômage risque de chercher au cours de l'année des petits travaux à faire.

Le système actuel décourage également ceux qui voudraient parfaire leur éducation. Ainsi, ceux qui peuvent finir leur dixième année et se trouver un emploi raisonnablement rémunérant leur donnant accès à l'assurance-chômage, pourquoi essaieraient-ils de terminer leurs études secondaires ou d'entreprendre une formation postsecondaire?

Nous nous apercevons maintenant que plus la nouvelle économie crée des emplois qui exigent une meilleure formation, plus il est difficile pour beaucoup de gens de se faire une place dans les nouveaux secteurs d'activités.

La presse nationale ne parle que très rarement du bon côté de l'évolution des choses à Terre-Neuve et au Labrador. Il s'y passe en effet beaucoup de choses, du genre petites manufactures, compagnies offrant divers types de services, tourisme et pisciculture. Il existe des moyens de diversifier notre économie et des domaines d'activités dans lesquels nous pourrions nous lancer. Mais encore faudrait-il que les habitants de nos régions soient en mesure de saisir les occasions qui se présentent. Nous estimons que les réformes que nous vous proposons faciliteraient ce genre de choses.

M. Bevilacqua: Une dernière question. Vous avez beaucoup parlé de l'aspect du revenu. J'aimerais en savoir davantage sur l'aspect développement de l'emploi aussi bien au niveau de nouvelles initiatives commerciales qu'au niveau de l'individu. Il s'agit, par exemple, de la formation, de l'éducation, de l'alphabétisation, du perfectionnement, enfin de ce genre de choses-là.

[Texte]

Dr. House: Maybe the best way I could deal with this is what we're proposing in this task force on community economic development. The task force has identified a number of different regions in the province called economic zones.

I should qualify that. We'll be establishing regional economic boards if the government agrees to what the task force has recommended.

[Traduction]

M. House: Pour vous répondre, je ne saurais faire mieux que d'évoquer les mesures que nous proposons dans le cadre de ce groupe de travail sur le développement économique communautaire. Le groupe de travail a, en effet, identifié dans la province plusieurs régions désignées zones économiques.

Je devrais apporter une précision à ce que je viens de dire. Nous créerons des commissions économiques régionales si le gouvernement donne suite aux recommandations formulées par le groupe de travail.

• 0805

These boards will attempt to take what we call an integrated approach, once again, to development in their regions. So you have to look at what are the economic opportunities, where are the competitive advantages for us in this region, and supposing it's the south coast of Newfoundland, say yes, we can really develop the aquaculture industry in this region. Then we have to look at our education and training programs and make sure we gear them towards the opportunities that are available in that region.

The good thing about the income security side of what's required in this kind of overall integrated approach is that it would then encourage people to take some risks and become involved in this particular sector. That's what they don't have now, and it's easier for them to remain on income security under the present system.

What we're saying is that the income security would still be there as long as you needed it but you would keep any income you make in addition to that. In fact, at the lower levels you would actually get some work supplementation. You would get some additional income through the system. So there's strong encouragement there for people to participate in the local economy.

Mrs. Lalonde (Mercier): Merci beaucoup. Thank you very much.

I would like to have a copy of *Challenge for Change*, if possible.

Ms Patti Powers (Director, Income Security, Economic Recovery Commission—Newfoundland and Labrador): We'll send it to you.

Mrs. Lalonde: It was a brief presentation but a very clear one. What I heard is that if the so-called reforms were implemented, it would strike a more severe blow on you than on other parts of Canada and that the worst part of it is that there is no focus on stimulating economic development. We have already made those criticisms.

Bill C-17 has already struck you a hard blow with the regional breakdowns as to which region would pay for the cuts. We have determined—and we're very happy to be able to do it—that for all the Maritimes together there will be a loss of \$630 million in the coming year. That is a lot of money. Of that, I don't know what portion is for Newfoundland. This money goes to pay rent and all that. What should be put in the report in order that you would not receive a severe blow but rather a helping hand?

Ces commissions tenteront d'aborder le développement dans leurs régions dans le cadre de ce que nous appelons une approche intégrée. Il s'agit d'étudier quelles sont les occasions économiques, d'analyser les atouts de la région, et de voir, s'il s'agit de la côte sud de Terre-Neuve, qu'on peut effectivement développer la pisciculture dans cette région. Puis il faut se pencher sur nos programmes éducatifs et nos programmes de formation et nous assurer qu'ils sont adaptés aux occasions qui se présentent dans cette région.

L'avantage du volet sécurité du revenu que nous avons retenu dans le cadre de cette approche globale intégrée est qu'on encourage ainsi les personnes à assumer certains risques et à se lancer dans un secteur donné. Cela ne se fait pas actuellement et le système tel qu'il est entretient plutôt leur dépendance au régime de sécurité du revenu.

Dans le système que nous proposons, la sécurité du revenu ne serait pas éliminée pour ceux qui en ont besoin, mais les gens qui y sont inscrits pourraient conserver l'argent qu'ils toucheraient par ailleurs. Pour les gens ayant des revenus les plus faibles, il y aurait même un complément travail. Le nouveau régime leur apporterait un complément de revenu et cela inciterait fortement les gens à participer à l'économie de leur localité.

Mme Lalonde (Mercier): Thank you very much. Merci beaucoup.

Pourriez-vous me faire parvenir un exemplaire de *Challenge for Change*?

Mme Patti Powers (directrice, Sécurité du revenu, Economic Recovery Commission—Terre-Neuve et Labrador): Oui, nous vous en ferons parvenir un exemplaire.

Mme Lalonde: Votre exposé n'était pas très long, mais il était très clair. Si je vous ai bien comprise, la mise en oeuvre des soit-disant réformes vous frapperait plus durement que les autres régions du Canada, le pire étant que les mesures envisagées ne prévoient rien au niveau du développement économique. Nous avons déjà formulé ces mêmes critiques.

Le projet de loi C-17 vous a déjà durement atteints en matière de répartition régionale des coupures budgétaires. Nous sommes parvenus à calculer—and nous sommes très heureux d'avoir pu le faire—that l'ensemble des provinces maritimes perdront, dans l'année qui vient, 630 millions de dollars. Ça fait beaucoup d'argent. Je ne sais pas, sur cette somme, combien en perdra Terre-Neuve. Argent utilisé pour payer les loyers et autres dépenses. Que faudra-t-il prévoir dans ce rapport pour recevoir plutôt un coup de main qu'un coup de pied?

[Text]

Dr. House: In our case the big argument is over what's going to happen to the savings. If these reforms were implemented and you were going to be saving, say, \$1 billion out of the UI fund from further changes that were made, what would happen to that money? There are various possibilities. It could simply go towards reducing the federal deficit, and that's probably what some people have in mind for it.

We think that would be a very short-sighted thing to do because the problems you will be causing in this region are going to cost more in the long term, certainly more in terms of human suffering and also in terms of lost economic development that would have contributed to the national well-being over the long term.

We would prefer to see these funds diverted into supporting an alternative income support program that would alleviate those difficulties and that in fact would do the opposite, that is, strengthen the regional economy rather than weaken it. We are very convinced that if you were to implement something along the lines of what we've recommended, that would be the best use of that money.

• 0810

Mrs. Lalonde: Just another small one. This cannot be taken from the deficit. We know UI has a separate account. When the UI gets to be, as it is now, in surplus, it pays back its debt in the general accounts. But it cannot change the budget as a whole.

You know in Quebec there is a sort of income supplement.

Dr. House: Yes.

Mrs. Lalonde: What is the difference between the one in Quebec and the one you want to implement?

Dr. House: The basic difference, as I understand it, is that ours really has a stronger basic income supplementation element to it, which would provide a basic level of income for everybody, no matter what. In addition to that, there's a work supplementation for low-income earners, which is really the focus of the Quebec program. So some of the principles are the same, but the extent of it is greater.

Mrs. Lalonde: To some extent there is a constitutional problem with financing that.

Dr. House: Yes, I understand that. But we had to step back and ask what this exercise is all about. What this exercise is about is a very fundamental approach to income security reform in the country.

I can remember in a meeting with Minister Axworthy back in the spring he was saying, I'm talking about a single-drawer approach; I'm not going to worry about what the constitutional niceties are; what do we need? My argument would be that if we need to make provision for programs such as we are talking about, that should be done through consolidated revenue, and let's do it.

[Translation]

M. House: En ce qui nous concerne, le problème se situe au niveau de l'affectation des sommes ainsi économisées. Si les mesures de réforme sont mises en oeuvre et qu'on parvient à économiser disons un milliard de dollars sur les fonds de l'assurance-chômage, à quoi serait affecté cet argent? Il existe plusieurs possibilités. La somme pourrait simplement être affectée à la réduction du déficit fédéral et c'est probablement l'usage auquel certains pensent.

Nous estimons, pour notre part, qu'il s'agirait-là d'un très mauvais calcul, car à terme, les problèmes que vous engendrez ainsi dans la région finiront par coûter beaucoup plus cher. Cela est vrai si on comptabilise la souffrance humaine, mais cela est également vrai si l'on tient compte des occasions perdues au niveau du développement économique, occasions qui à long terme auraient contribué au bien-être de la nation toute entière.

Il serait, d'après nous, préférable que cet argent soit affecté à un nouveau programme de soutien du revenu qui permettrait de s'attaquer à ces problèmes et qui aurait, en fait, pour effet de renforcer l'économie nationale au lieu de l'affaiblir. Nous sommes tout à fait convaincus qu'on ne saurait faire de cet argent un meilleur usage qu'en le consacrant à la mise en oeuvre de mesures analogues à celles que nous avons proposées.

Mme Lalonde: Une dernière question, très brièvement. Cela n'affectera en rien le déficit. Nous savons très bien que l'assurance-chômage relève d'un compte à part. Ainsi, lorsque l'assurance-chômage accumule un surplus, comme c'est le cas actuellement, ce surplus est versé au Trésor public en remboursement de sa dette. Mais cela ne modifie en rien le budget de l'État.

Vous savez qu'au Québec il existe une sorte de complément de revenu.

M. House: Oui.

Mme Lalonde: Quelle est la différence entre ce qui existe au Québec et le régime que vous voudriez voir mis en oeuvre?

M. House: D'après moi, la différence essentielle est que le système que nous proposons présente un élément plus fort de complément de revenu qui permet d'assurer à tous un revenu minimum, quoi qu'il arrive. Il comporte, en plus, une assistance travail pour les employés qui gagnent peu et c'est cet élément-là que privilégie en fait le programme québécois. Les deux ont en commun un certain nombre de principes, mais le régime que nous préconisons est plus vaste.

Mme Lalonde: Mais, dans une certaine mesure, le financement de votre projet se heurterait à des obstacles d'ordre constitutionnel.

M. House: Oui, j'en suis conscient. Mais il nous a bien fallu prendre un peu de recul et nous interroger sur l'objet de toute cette réforme. Or, il s'agit de revoir complètement la manière d'aborder la question de la sécurité du revenu au Canada.

Je me souviens, lors d'une réunion que nous avons eue avec lui au printemps dernier, avoir entendu M. Axworthy dire qu'il ne devait pas s'agir d'une approche unidimensionnelle. Il ajoutait alors qu'il n'entendait pas se laisser arrêter par les finesses constitutionnelles. Il s'agissait de s'entendre sur ce qui serait nécessaire. Eh bien, d'après moi, s'il nous faut prévoir les ressources nécessaires au financement des programmes que nous avons évoqués, adressons-nous au Trésor.

[Texte]

On the other hand, we will have offsetting savings in the child tax benefit and social assistance for the various provinces, and also in the UI fund. But the total picture for the country as a whole is what we should be looking at, not the constitutional niceties of this pile of money as opposed to that pile of money.

[Traduction]

N'oublions pas qu'on pourrait également compter sur les économies qui seront réalisées au niveau du crédit d'impôt pour enfants et des crédits à l'aide sociale dans les diverses provinces ainsi que des économies réalisées au niveau de l'assurance-chômage. Mais disons qu'il s'agit de tenir compte de la situation générale de notre pays et non pas des finesse constitutionnelles qui posent des distinctions entre les divers modes de financement.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much for your presentation. It's refreshing to have some positive suggestions, as you may be aware.

I was trying to get a handle on your proposal, to see how it differed from a guaranteed annual income, which of course is in the Axworthy proposal. If you could explain the difference, I would appreciate it.

But also, it seems to me whether there would be enough incentive built into your system to get off government support would depend very much on the level of support you would put into place. What level are you advocating would be an appropriate level, and have you crunched the numbers? Would it cost less than what we have now? Would it cost the same? Would it cost more? Have you gone through any of that? I think that would be a key factor in deciding whether this would work or it wouldn't work.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup de votre exposé. Il fait bon entendre des propositions constructives.

J'essayais de mieux comprendre les tenants et les aboutissants des mesures que vous préconisez afin de voir en quoi elles se distinguaient du projet de revenu annuel garanti que propose M. Axworthy. Je vous serais reconnaissant de nous expliquer la différence.

Mais je me demande également si, dans le cadre des mesures que vous préconisez, ce qui encouragerait les gens à ne plus compter sur des aides gouvernementales ne dépendrait pas des mesures de soutien mises en place. D'après vous, quel serait le niveau convenable de ces mesures? Avez-vous effectué des calculs sur ce point? Serait-ce moins coûteux que les dispositions actuelles? Les coûts seraient-ils analogues? Ces nouvelles mesures provoqueraient-elles une augmentation des coûts? Avez-vous étudié ce problème? J'estime que ce calcul serait un des principaux éléments permettant de dire si votre projet est susceptible de fonctionner correctement.

Dr. House: I don't like to be impolite in my response, but the background report we sent to you does cover most of the questions you asked. If you have a chance to review them, you'll see that.

M. House: En me gardant de toute impolitesse, je vous réponds que le document de l'information que nous vous avons fait parvenir répond à la plupart de questions que vous avez posées. Si vous avez l'occasion d'en prendre connaissance, vous verrez qu'il en est ainsi.

But let me just address the guaranteed annual income question. The way the term "guaranteed annual income" is usually used is that you're talking about providing sufficient income so that income by itself is enough to allow families to live at a reasonable standard of living.

Mais permettez-moi de répondre à votre question concernant le revenu annuel garanti. Dans son acception générale l'expression «revenu annuel garanti», veut dire fournir aux familles un revenu qui, de lui-même, leur permet de vivre raisonnablement.

The reasons then given against introducing a guaranteed annual income are two. First of all, to provide every family in the country with enough income to live at a reasonable standard of living for the 1990s is very expensive. The second criticism usually is that it tends to act as a disincentive to economic development. If people can get enough money without having to do anything, then there's the danger you're going to impede the incentive to work.

C'est ainsi qu'on invoque deux motifs à l'encontre des projets du revenu annuel garanti. D'abord, il serait extrêmement coûteux de fournir à toutes les familles de notre pays un revenu leur permettant de vivre raisonnablement dans les années quatre-vingt-dix. Selon la seconde critique généralement avancée, l'adoption de telles mesures a tendance à décourager le développement économique. L'idée c'est qu'on risque de décourager la recherche d'un emploi dans la mesure où on donne aux gens suffisamment d'argent pour ne pas avoir à travailler.

So what we're talking about in the income supplementation program is a lower level of income. We're not even suggesting it would be enough for a family to live on by itself. We're saying that in addition to the low levels of income earnings people have, it would allow them to live at a reasonable standard of living; still not a generous one, but a reasonable standard of living. Then the more they are able to improve the earning side of their income, the better off they are, in this system.

En ce qui concerne notre programme de complément de revenu, le revenu en question ne suffirait pas en soi à faire vivre une famille. D'après nous, il s'agirait d'un revenu complémentaire qui, s'ajoutant au faible revenu de certaines familles, leur permettrait de vivre raisonnablement. Je précise qu'il ne s'agit pas de vivre largement, mais simplement de vivre raisonnablement. Dans le cadre des mesures que nous proposons, plus les gens parviendront à augmenter le revenu de leur travail, plus ils seront prospères.

[Text]

[Translation]

• 0815

There's the main difference. It's a lot more affordable of course in that sense and it also, we think, would contribute to economic development rather than detracting from it.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): In other words, it's basically the same as the guaranteed annual income but at a lower level.

Dr. House: Yes, but there are two other differences. One is there is a work supplementation element built into it—, so with the work supplementation element you get 20¢ on every \$1 that you earn to a certain level in addition to that.

The other thing is that we are also developing a complementary program to this, called an educational supplement program, which would encourage people to further their education as well. I could get into a whole other hour talking to you about how our approach to education differs from what's in the discussion paper on post-secondary education, but we don't have time for that right now.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much, Mr. House. I have just one question. You had mentioned earlier in your presentation the community economic development proposal or document you had. If that's a public document, have you rolled some of that information into your proposal to us or, if not, could you provide the committee with a copy of that? It just gives the committee a backdrop from which to read the rest of the material. If it's not a public document . . .

Dr. House: It's interesting you say that, because I was reviewing an earlier draft Patti had been working on and she had quite a lot of that material in there. I said it's probably not really appropriate to have that in there; we'll just do a one-paragraph summary. So maybe I will go back and suggest we should include that material if that's what the committee would like.

The Vice-Chair (Ms Minna): Especially as we are all talking about integrating economic—

Dr. House: As far as the report of the community economic development task force goes, it is now being reviewed by both orders of government so it would not be available unless you were to check through the minister or whatever. We are hoping it will be released to the public early in the new year, so it would be available then.

The Vice-Chair (Ms Minna): Okay. Thank you very much this morning. I must say we've had many briefs but this is probably one of the most innovative ones we've had. I very much appreciate your input.

I know I will probably be in touch with you or Ms Powers after we have read your proposal for further clarification or discussion and I imagine my colleagues will as well. Again, I look forward to reading it and I thank you very much for your time.

Voilà la principale différence. C'est dire que ça coûtera beaucoup moins cher mais aussi, d'après nous, que cela contribuera au développement économique au lieu de le freiner.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Autrement dit, il s'agit essentiellement d'un revenu annuel garanti mais calculé à un taux plus faible.

M. House: Oui, mais il existe deux autres différences. La première est que les mesures que nous préconisons comportent également un volet assistance-travail... cela veut dire que vous recevez en plus, et jusqu'à un certain niveau de revenu, 20c. pour chaque dollar reçu dans le cadre d'un emploi.

J'ajoute que nous sommes également en train d'élaborer un programme complémentaire, appelé programme de formation complémentaire qui encouragerait les gens à se perfectionner. Je pourrais passer une heure à vous expliquer les différences entre ce que nous proposons en matière d'éducation et ce qui est proposé dans le document de travail sur l'éducation postsecondaire, mais le temps nous manque.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup, monsieur House. J'aurais simplement une question à vous poser. Plus tôt, lors de votre exposé, vous avez évoqué un document ou un projet que vous aviez préparé en matière de développement économique. S'il s'agit d'un document destiné au public, en avez-vous repris certains éléments dans les propositions que vous nous avez présentées. Sinon pourriez-vous en transmettre une copie au comité? Cela permettra au comité de mieux situer l'ensemble de vos propositions. Si ce document n'est pas destiné au public . . .

M. House: Vous dites cela alors que plus tôt, examinant une version antérieure préparée par Patti, j'ai vu qu'elle avait repris une bonne part des données publiées dans l'autre document. Je lui ai dit qu'on n'aurait sans doute pas dû faire ça, proposant d'en faire simplement un résumé d'un paragraphe. Peut-être vais-je donc proposer qu'à nouveau on reprenne dans notre mémoire les données publiées dans l'autre document d'information, si le comité est de cet avis.

La vice-présidente (Mme Minna): D'autant plus que nous envisageons d'intégrer le développement économique . . .

M. House: Le rapport du groupe de travail sur le développement économique communautaire est actuellement en train d'être examiné par les deux paliers de gouvernement et il n'est donc pas disponible, à moins de pouvoir en obtenir copie en s'adressant au ministre. Nous espérons qu'il sera rendu public au début du Nouvel An et vous pourrez donc alors vous en procurer un exemplaire.

La vice-présidente (Mme Minna): Entendu. Je tiens encore une fois à vous remercier. On nous a présenté de nombreux mémoires mais je crois que le vôtre est un des plus novateurs. Je vous remercie de votre contribution.

Sans doute prendrais-je contact avec vous ou avec Mme Powers une fois que nous aurons pris connaissance de votre mémoire, afin d'obtenir certains éclaircissements ou certaines précisions, et je crois que cela vaut aussi pour mes collègues. J'attends avec plaisir un exemplaire de votre mémoire et je vous remercie beaucoup du temps que vous nous avez consacré.

[Texte]

Dr. House: Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Our next witnesses are from the United Food and Commercial Workers; the Newfoundland and Labrador Federation of Labour; the St. John's and District Labour Council; the Newfoundland and Labrador Building and Construction Trades Council; the Fishermen, Food and Allied Workers; and the Longshoremen's Protective Union—Local 1953.

Good morning, and welcome.

Maybe you could introduce yourselves and then proceed as you agreed, and we'll dive into discussion right after you've finished your presentation.

Ms Elaine Price (President, Newfoundland and Labrador Federation of Labour): Good morning. My name is Elaine Price and I'm president of the Newfoundland and Labrador Federation of Labour. I will introduce the people who are presenting and the organization they are representing.

Mr. Ron Dillon is with the Longshoremen's Protective Union; Ms Florence Power is with the St. John's and District Labour Council; Mr. Earle McCurdy is with the Fishermen, Food and Allied Workers Union; Mr. Martin Saunders is our local Canadian Labour Congress representative; and Ms Myra Potter is replacing Wayne Ralph, who is ill this morning. She'll be presenting on behalf of the United Food and Commercial Workers union.

• 0820

I'd also like to apologize for Bill Parsons. Bill is with the building trades. Unfortunately, he is ill this morning and cannot be with us. But he will be submitting his brief.

The Vice-Chair (Ms Minna): Good. I appreciate that.

Ms Price: The approach we would like to take this morning is for each of us to go through our presentations, to take the five minutes we have. When we have all finished, we would engage in questions and answers.

The Vice-Chair (Ms Minna): That's fine.

Ms Price: I'm going to start.

As president of the Newfoundland and Labrador Federation of Labour, it is with a sense of urgency that I appear before this committee on behalf of the 60,000 workers and their families whom the Federation of Labour represents.

Under the guise of social security reform and in the name of deficit reduction, the federal government has embarked on a trash-and-burn mission that will dismantle our social programs and destroy the structure of Canadian society as we now know it.

Instead of addressing the real problem of unemployment, the proposed changes attack the victims of government economic problems: the unemployed, the underemployed, and the poor.

[Traduction]

M. House: Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Nos prochains témoins comparaissent en tant que représentants l'Union internationale des travailleurs et travailleuses unies de l'alimentation; la Newfoudland and Labrador Federation of Labour; the St. John's and District Labour Council; la Newfoundland and Labrador Building and Construction Trades Council; le Syndicat des pêcheurs, de l'alimentation et travailleurs assimilés; et la *Longshoremen's Protective Union*... section 1953.

Bonjour. Soyez les bienvenus devant le comité.

Je vais vous demander de vous présenter, puis de procéder comme prévu. Ensuite, nous entamerons la discussion dès que vous aurez fini de nous présenter votre exposé.

Mme Elaine Price (présidente, Newfoundland and Labrador Federation of Labour): Bonjour. Je m'appelle Elaine Price et je suis présidente de la Newfoundland and Labrador Federation of Labour. Permettez-moi de vous présenter ceux qui vont prononcer un exposé, et d'indiquer l'organisation qu'ils représentent.

M. Ron Dillon représente la Longshoremen's Protective Union; Mme Florence Power la St. John's and District Labour Council; M. Earle McCurdy le Syndicat des pêcheurs, de l'alimentation et travailleurs assimilés; M. Martin Saunders est notre représentant local du Congrès canadien du travail et Mme Myra Potter remplace Wayne Ralph, indisposé ce matin. C'est elle qui prononcera l'exposé au nom des l'Union des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce.

Je tiens à m'excuser au nom de Bill Parsons. Il représente les travailleurs des métiers de la construction et, malheureusement, une indisposition l'empêche de se joindre à nous ce matin. Il vous fera néanmoins parvenir un mémoire.

La vice-présidente (Mme Minna): Bon. Je vous remercie de cette précision.

Mme Price: Ce matin, nous aimerais procéder de la manière suivante: chacun d'entre nous fera son exposé, dans les cinq minutes prévues. Une fois tout terminé, nous pourrons passer aux questions.

La vice-présidente (Mme Minna): Entendu.

Mme Price: Je vais donc prendre la parole en premier.

En tant que présidente de la Newfoundland and Labrador Federation of Labour, je ressens toute l'urgence de la situation en comparaison devant votre Comité au nom des 60 000 travailleurs et de leurs familles que représente notre fédération.

Sous prétexte d'une réforme de la sécurité sociale, et au nom de la réduction du déficit, le gouvernement fédéral s'est lancé dans une sorte d'opération terre brûlée visant à démolir nos programmes sociaux et à détruire la structure même de la société canadienne.

Au lieu de se pencher sur le réel problème qu'est le chômage, les changements envisagés s'en prennent à ceux qui sont victimes des problèmes économiques causés par le gouvernement, c'est-à-dire les chômeurs, les pauvres et ceux que le travail ne parvient pas à faire vivre.

[Text]

People are not without work because they choose to be. People are unemployed because there are no jobs. Reducing unemployment insurance benefits and extending the qualifying period will not change this.

Instead of creating meaningful, long-term employment, forcing people onto welfare and retraining programs, means-testing, and reducing unemployment insurance benefits will spread the despair and destitution that workers and their families are already experiencing in this province.

The green book, or the proposed changes to social security, is full of contradictions. At a time when government is claiming to be committed to the eradication of child poverty, changes to social programs and unemployment insurance that will throw thousands of additional families in this province into poverty are being contemplated. At a time when education and retraining are being advocated as one of the solutions, government is contemplating introducing changes to the post-secondary education funding method that will ensure that children from working families, especially working families from rural Newfoundland, will never be able to access a post-secondary education.

I have to say that redistributing CAP funding to accommodate a pilot project, such as the ISP that was just discussed by Mr. House, is not a viable alternative for Newfoundland either. What Mr. House is proposing is to take from the poor and give to the destitute. That is no solution for workers and their families here in Newfoundland and Labrador.

While we acknowledge that there might be a need to review our social programs and to make progressive changes to ensure that these programs are more responsive to people's needs, the proposal put forward in the green paper is not the way to go, not for Newfoundland families and not for Canadians.

Canada is a very wealthy nation. When you compare the amount we spend on social programs to that spent in other industrialized countries, we really don't rank very well.

There are alternatives to dismantling our social programs and changing the face of Canadian society. They may not be desirable from a political point of view, but they are there. A combination of a 1% increase in the interest rate, a fair taxation system, and a decrease by 1% in unemployment insurance would address the deficit problem.

Neither the Newfoundland economy—and I guess the Canadian economy—nor workers and their families living in these times can stand the attack on our social security programs. Our message to the committee is that unemployment in the

[Translation]

Ce n'est pas par choix que les gens chôment. Les gens n'ont pas d'emploi parce qu'il n'y a pas d'emploi. On ne changera rien en réduisant les prestations de l'assurance-chômage et en allongeant la période de travail qui y donne droit.

Au lieu de créer des emplois durables et satisfaisants, on envisage d'imposer aux chômeurs des travaux obligatoires et des programmes de formation de subordonner les prestations de chômage à l'examen des ressources de l'intéressé et de réduire les prestations d'assurance-chômage. Autant de mesures qui vont semer le désespoir et accroître la pauvreté des travailleurs et de leur famille au-delà même de ce qu'ils ressentent déjà dans notre province.

Le Livre vert, c'est-à-dire les changements qu'on envisage d'apporter à la sécurité sociale, est bourré de contradictions. Alors que le gouvernement se dit prêt à consentir à un gros effort en vue d'éliminer la pauvreté des enfants, il envisage d'apporter aux programmes sociaux et d'assurance-chômage des changements qui vont mettre sur la paille des milliers d'autres familles de notre province. Alors qu'on prône l'éducation et le recyclage, le gouvernement envisage de modifier le financement de l'enseignement post-secondaire dans un sens qui fermera à jamais les portes de cet enseignement aux enfants issus de famille à faible revenu et plus particulièrement aux enfants des travailleurs des zones rurales de Terre-Neuve.

Je dois dire que la redistribution des crédits affectés jusqu'ici au Régime d'assistance publique du Canada, afin de financer un projet-pilote tel que le PCR dont vient de vous parler M. House ne représente pas, même à Terre-Neuve, une solution praticable. En fait, M. House propose de prendre aux pauvres pour donner aux miséreux. Ce n'est pas une solution pour les travailleurs de Terre-Neuve et du Labrador.

Tout en reconnaissant qu'il est peut-être, effectivement, nécessaire de revoir nos programmes sociaux et d'y apporter des changements progressifs afin de mieux les adapter aux besoins de la population, les idées proposées dans le Livre vert ne contiennent certainement pas la solution à nos problèmes, ni pour les familles de Terre-Neuve ni pour l'ensemble des Canadiens.

Le Canada est un pays très riche. Lorsque vous comparez les ressources affectées aux programmes sociaux, par rapport aux dépenses consenties dans ces mêmes domaines par d'autres pays industriels, vous voyez que la comparaison ne nous est guère favorable.

• 0825

Il existe d'autres manières de procéder sans pour cela mettre à bas nos programmes sociaux et transformer le visage de la société canadienne. Les solutions dont nous voulons parler ne sont peut-être pas politiquement intéressantes, mais elles existent. Il suffirait, pour réduire le déficit, augmenter d'un pour cent les taux d'intérêt, de doter le pays d'une fiscalité équitable et de baisser d'un pour cent l'assurance-chômage.

L'économie de Terre-Neuve—and, j'imagine, l'économie du Canada tout entier—pas plus que les travailleurs et leur famille, ne peuvent survivre à une offensive lancée contre nos programmes de sécurité sociale. Nous voulons insister sur le fait

[Texte]

problem, and it's time the federal government starting living up to the commitments it made to the Canadian people in its red book. It's time for the government to address the real problem, jobs, and stop blaming the victims of the economic problem, the poor, the unemployed and the underemployed.

Mr. Earle McCurdy (President, Fishermen, Food and Allied Workers): If Dr. House's ISP proposal is adopted by your committee, I think we'll have to change the name of our organization to the Fish, Food and Main Losers Union, because when the member asked who would be the main losers, it will be the people in the fishing industry who will be hit first and the hardest.

In our organization we do not accept the fundamental premise of the green paper that funding for social programs must be cut and that the various disadvantaged groups in our society should fight among themselves to see who gets cut the most.

Clearly, there's a problem with the deficit and with the debt in this country. How you deal with it, however, is a different matter. It cannot be dealt with without getting interest rates under control. Now, people say you can't do anything about interest rates as if it were one of the incontrovertible facts of nature—the suns rises in the east and sets in the west, the earth is round, and governments can't regulate interest rates. That's what people would have you believe. There are 50 ways to make light beer, somebody said, and only one way to run an economy. Quite frankly, I don't buy that.

While the debt and the deficit are serious problems, surely that's no secret. Fourteen months ago it was well known that there was a debt and deficit problem in this country that had to be addressed. Quite frankly, I think those who campaigned on the red book should have red faces over the green paper, because it goes in quite the opposite direction to what we were told before we marked our X fourteen months ago.

We reject entirely the phoney and capricious argument that a slight reduction—imagine a .07% reduction—in UI premiums will create 40,000 jobs. If it's that simple, why not eliminate the premiums altogether and you create 1.5 million jobs, and we'll all be back to work? Obviously, it doesn't work like that.

Yet a day after the Bank of Commerce, the bank I deal with, announced record profits of \$892 million, the prime rate went up by half a percentage point and there wasn't a peep. We're told that .07% of a rollback in the UI premiums is going to be the salvation of our economy, and a half a percentage point interest rate increase is apparently immaterial. There wasn't a peep about it.

[Traduction]

que le problème c'est le chômage et qu'il est temps que le gouvernement fédéral commence à remplir les engagements qu'il a souscrit auprès des Canadiens dans le cadre de son Livre rouge. Il est temps que le gouvernement se penche sur le problème de fond, c'est-à-dire l'emploi, et qu'il arrête de s'en prendre aux victimes de la crise, c'est-à-dire les pauvres, les chômeurs et ceux qui ne parviennent pas à vivre des fruits de leur travail.

M. Earle McCurdy (président, Syndicat des pêcheurs, de l'alimentation et travailleurs assimilés): Si votre Comité retient le projet PCR mis en avant par M. House, je crois que notre organisation devra changer de nom et devenir le Syndicat des pêcheurs, de l'alimentation et des principaux perdants, car lorsqu'un membre du Comité a demandé qui serait les principaux perdants, eh bien il faut répondre que les travailleurs de l'industrie de la pêche seront les premiers à en ressentir les effets et les plus durement frappés.

Les membres de notre organisation n'acceptent pas le principe fondamental du Livre vert, selon lequel il convient de couper les programmes sociaux et de laisser les divers groupes désavantagés de notre société se battre pour savoir qui subira le plus de coupures.

Il est clair que la dette nationale et le déficit budgétaire posent des problèmes. Là où les divergences s'affichent, c'est au niveau des solutions. On ne peut pas faire face à ces problèmes sans assurer la maîtrise des taux d'intérêt. Certains prétendent qu'on ne peut pas agir sur les taux d'intérêt, comme s'il s'agissait d'une de ces incontournables lois de la nature—le soleil se lève à l'est et se couche à l'ouest, la terre est ronde et les gouvernements ne peuvent rien sur les taux d'intérêt. C'est ce que certains voudraient vous faire croire. Comme disait l'autre, on peut brasser une bière légère de 50 manières différentes, mais il n'y a qu'une seule manière de gérer une économie. Je vous dis très franchement que je n'en crois rien.

La dette et le déficit posent de très graves problèmes mais, ça, tout le monde le sait. Il y a 14 mois, on savait déjà que la dette nationale et le déficit budgétaire canadiens posaient un problème qu'il faudrait bien un jour aborder. D'après moi, ceux qui ont fait campagne sous la bannière du livre rouge devraient aujourd'hui rougir de ce que contient le Livre vert car il va tout à fait à l'encontre de ce que l'on nous disait il y a 14 mois lorsque nous avons voté.

Nous rejetons complètement l'argument fallacieux selon lequel une petite réduction—disons une baisse de 0,7 p. 100—des cotisations de l'assurance-chômage entraînerait la création de 40 000 emplois. Si c'est aussi simple que ça, pourquoi ne pas simplement éliminer les cotisations et créer ainsi 1,5 millions d'emplois. Ainsi, tout le monde aurait un travail? Il est clair que les choses ne sont pas aussi simples que cela.

Et pourtant, un jour après que la banque avec laquelle je fais affaire, la Banque de Commerce, annonçait un bénéfice sans précédent de 892 millions de dollars, le taux préférentiel a augmenté d'un demi point sans que personne ne réagisse. On nous dit qu'en réduisant de 0,07 p. 100 le montant des cotisations de l'assurance-chômage, on allait sauver l'économie alors que, semble-t-il, une augmentation d'un demi-point du taux d'intérêt n'aurait pas la moindre incidence? Personne n'a réagi.

[Text]

The problem is we're told we have a war on the debt and the deficit, and it's only the poor and the disadvantaged who are being conscripted to fight that war. It's about time all of our country participated.

I listened this morning to Dr. House and his ISP program. I won't dwell on it because it's not primarily what this is about, but I have to say that just because that program is the policy of the Government of Newfoundland and Labrador does not mean it's the policy of the people in Newfoundland and Labrador, because it's not.

In neither that program nor in the discussions that are taking place nationally can I get my head around the concept that you deal with child poverty by making the parents of poor children poor, which is really what this green paper would do. I can't beat that into my head.

I took the trouble to read the supplementary paper "From Unemployment Insurance to Employment Insurance", as difficult as it was for my blood pressure. They analysed, or purported to analyse, the different economic sectors of the country. They described agriculture, fishing, forestry and trapping as ones that were the biggest net draws from the UI fund, in other words, drew out more in benefits than they put in. And they listed commerce, finance, education, health, and government as sectors that were the reverse and paid more in premiums than they took out in benefits.

Yet there wasn't a mention, not even a single throw-away line out of a hundred-odd pages, to say agriculture, fishing, forestry and trapping are the industries on which our country was built. They're primary industries, they bring in new dollars. The existence of those industries permits there to be the kind of service industries such as commerce, finance and all those.

It's as though the person out in the fishing boat, out in the Grand Banks in this kind of weather, is seen as a drain on the system, and the collection agent who is out pounding on his door to repossess his vessel or something is to be congratulated because naturally collection of debts is a year-round business, running banks is a year-round business, the very nature of Canada.

Look out the window. Some of you might have come in last night on the flight. Do you suppose it would be feasible to be out fishing in that weather? Fishing, forestry, trapping and logging by their very nature and by the very nature of our country are seasonal. Instead of attacking that reality, the logical thing to do is to recognize it and to try to accommodate it.

The other contribution these industries make is a very positive one to the balance of trade in this country. Even if there were some recognition of that in the course of the debate, you would at least have some sense that you're getting some acknowledgement.

[Translation]

Le problème est qu'on nous dit qu'il faut faire la guerre à la dette nationale et au déficit budgétaire, mais seuls les pauvres et les désavantagés sont appelés sous les drapeaux. Il est temps que tous les Canadiens soient mis à contribution.

J'ai écouté M. House nous exposer son projet de PCR. Je ne reviendrai pas sur ce qu'il a dit car ce n'est pas mon rôle ici, mais je dois tout de même dire que même si ce projet a été retenu par le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, cela ne veut pas dire qu'il a été retenu par les citoyens de Terre-Neuve et du Labrador, car en fait il ne l'a pas été.

Rien dans le programme tel qu'il a été exposé, ni dans le débat national qui se déroule actuellement ne m'aide à comprendre comment on pourrait éliminer la pauvreté des enfants en réduisant à la pauvreté les parents de ces enfants, car c'est effectivement ce que se propose de faire le Livre vert. Je n'arrive vraiment pas à comprendre.

J'ai pris la peine de lire le document annexe «De l'assurance-chômage à l'assurance-emploi», même si cela fait monter ma tension artérielle. Les rédacteurs de ce document analysaient, ou prétendaient analyser, les différents secteurs de l'activité économique canadienne. D'après eux, l'agriculture, la pêche, l'industrie forestière et l'industrie de la fourrure sont les quatre secteurs qui bénéficient le plus de l'assurance-chômage, c'est-à-dire qui en retirent plus qu'ils n'y contribuent. Le commerce, la finance, l'éducation, la santé et le gouvernement sont, par contre, les secteurs où c'est le contraire, c'est-à-dire les secteurs qui versent en cotisation plus qu'ils ne retirent en prestations.

• 0830

L'important, dans la centaine de pages que comporte ce document, on ne trouve pas la même indication, pas la moindre allusion au fait que c'est sur l'agriculture, la pêche, l'industrie forestière et l'industrie de la fourrure qu'a été édifiée notre nation. Il s'agit de deux secteurs principaux qui créent la richesse. C'est justement l'existence de ces industries-là qui permet l'existence d'un secteur de services comprenant, par exemple, le commerce et la finance.

C'est comme si on considérait que celui qui est dans un bateau de pêche, au milieu des Grands Bancs par mauvais temps était un boulet pour notre économie, alors que l'agent de recouvrement des dettes qui se présente à sa porte pour faire saisir son bateau de pêche aurait droit à nos félicitations car, bien sûr, le recouvrement des dettes n'est pas une activité saisonnière, pas plus que l'activité d'une banque qui, elle, représente la vraie nature de notre pays.

Regardez par la fenêtre. Certains d'entre vous sont peut-être arrivés hier soir par avion. Pensez-vous que l'on puisse vraiment partir en mer pêcher par ce temps? Bien sûr que la pêche, l'industrie forestière, la fourrure et l'exploitation des bois sont des industries saisonnières, et cela par leur nature même et par la nature même du climat canadien. Au lieu de s'en prendre à cette réalité-là, ne serait-il pas plus logique de l'admettre et d'en tenir compte.

Ces industries contribuent fortement à la balance commerciale du Canada. Si seulement on tenait compte de cela dans le débat qui se déroule actuellement, on aurait au moins l'impression qu'on nous comprend un peu.

[Texte]

Dr. House in his presentation talked about people who are wanting economic activity to take place, and that's why you go from UI to the ISP. Yet the biggest losers under that program would be people who make a great investment in the economy. I'm talking about inshore fishermen who are small business people.

Thirty-seven years ago the government integrated fishermen into the unemployment insurance program. It did it for a reason. It may not have been a perfect model for a program to improve the viability of the fishery but it certainly was better than any alternative. There's been no alternative of substance proposed since.

Even today people assume that if you're not out in the boat fishing, you must be laying around drinking beer or something. It doesn't work that way. There is a 12-month work pattern for fishermen. It's just that some of it is actually out commercially fishing, some of it's gearing up. They have a vessel to maintain. They have equipment and gear to maintain. It's a year-round initiative.

The fundamental problem, as Elaine said, is we're 1.5 million jobs short in this country. How it makes sense in that context to jeopardize the viability of hundreds of thousands of seasonal jobs, I can't beat that into my head. It really doesn't make sense to me.

We accept neither the merit nor the necessity of a two-tiered system of UI in this country. We don't think that's the kind of country Canada is. We take offence to the singling out of so-called frequent claimants as if they were some kind of repeat offenders.

Finally, on the UI front, the obsession of cutting the UI program is not justified by the state of the UI account. It's that simple. People keep repeating something so that it becomes conventional wisdom. They repeat and repeat that the UI fund needs to be cut. After a while people sort of accept it as though it must be true. It must not be true. The fund was in deficit. It borrows and pays interest. It's now recovering very quickly. With a few more jobs it will recover and be in a surplus position without having to dismantle the program.

I'd like to draw the brief to your attention. While it is in smaller type than most of the rest of the script, there's a paragraph here called "UI as an economic stabilizer". This is the supplementary paper to the green paper on UI:

Benefits paid out during recessions help maintain the disposal income of the unemployed and enhance aggregate demand for goods and services in the economy. One study estimated that on average the UI program stabilizing effect prevented about 11% to 14% of job losses during recessions.

A similar study estimated that the UI program saved 35,000 jobs during the 1981-85 period and 25,000 jobs during the 1990-93 period.

[Traduction]

Lors de son exposé, M. House a dit que les gens veulent qu'il y ait une activité économique et que c'est pour cela qu'on passerait de l'assurance-chômage à un programme de complément de revenu. Et pourtant, dans le cadre d'un tel programme, les plus grands perdants seraient justement ceux qui contribuent tellement à notre économie. Je parle là des pêcheurs de la côte qui sont, en fait, des petits entrepreneurs.

Il y a 37 ans, le gouvernement a intégré les pêcheurs au régime de l'assurance-chômage. C'était bien pour une raison qu'il l'a fait. Ce n'était peut-être pas le moyen parfait d'améliorer la viabilité de ce secteur, mais c'était mieux que les autres solutions envisageables. Depuis, aucune autre solution sérieuse n'a été proposée.

Aujourd'hui encore les gens pensent que si vous n'êtes pas à bord de votre bateau, en mer, vous traînez chez vous à vider des cannettes de bière. Ce n'est pas du tout cela. La pêche est une activité qui dure toute l'année. Seulement une partie du travail consiste à être en mer. Il y a aussi tous les préparatifs. Il faut assurer l'entretien du bateau. Il faut assurer l'entretien des équipements et des engins. La pêche exige un travail à l'année longue.

Comme le disait Elaine, le problème essentiel est qu'au Canada il nous manque 1,5 million d'emplois. Je ne comprends vraiment pas comment, cela étant, on peut envisager de mettre en danger la viabilité de centaines de milliers d'emplois saisonniers. Cela n'a pour moi aucun sens.

Nous n'admettons ni l'intérêt, ni la nécessité d'instaurer au Canada un régime d'assurance-chômage à deux vitesses. Cela ne correspondrait en rien au génie de notre pays. Nous sommes choqués à l'idée qu'on puisse s'en prendre à ceux qui, dit-on, se prévalent trop fréquemment de leur droit à l'assurance-chômage. Va-t-on les considérer comme des récidivistes?

Enfin, disons que l'état des caisses de l'assurance-chômage ne justifie en rien cette obsession à adopter des coupures au programme d'assurance-chômage. Je le dis tout simplement. Les gens se contentent de répéter quelque chose jusqu'à ce que la chose soit admise. C'est ainsi qu'on répète sans cesse qu'il faut couper les fonds de l'assurance-chômage. Après un certain temps, les gens acceptent l'idée comme une vérité. Mais ce n'est pas une vérité. C'est vrai que le fonds était déficitaire, c'est vrai que le fonds emprunte et doit verser des intérêts. Mais c'est également vrai que la caisse de l'assurance-chômage est en train de se rétablir très vite. Avec quelques créations d'emplois, elle finira par se rétablir tout à fait et affichera même un surplus sans qu'on ait à défaire le programme.

Permettez-moi d'attirer votre attention sur le contenu du mémoire. On trouve, imprimé en caractères plus petits que le reste du texte, un paragraphe intitulé «L'assurance-chômage, facteur de stabilisation économique». Ces données sont tirées du document Annexe au Livre vert sur l'assurance-chômage:

Les prestations versées en périodes de récession aident à maintenir le niveau de revenu dont disposent les chômeurs et à conforter la demande globale de biens et services. Selon une étude menée sur ce sujet, on calcule qu'en moyenne, l'effet stabilisateur du programme d'assurance-chômage a permis d'éviter la perte de 11 à 14 p. 100 des emplois pendant les récessions.

Une étude analogue a calculé que l'assurance-chômage avait permis, au cours de la période 1981-1985, de sauver 35 000 emplois et d'en sauver 25 000 au cours de la période 1990-1993.

[Text]

The UI fund is very important so there is something for people to fall back on. It helps stabilize our economy.

[Translation]

Le fonds de l'assurance-chômage revêt une grande importance étant donné qu'il donne aux gens quelque chose sur lequel ils peuvent compter en cas de coup dur. Il contribue à stabiliser notre économie.

• 0835

Under the heading of training and education. . .Elaine touched on it. I'll be very brief on that.

At the same time as fishermen and fish plant workers are being told to equip themselves for other kinds of work, changes are being proposed in the funding of post-secondary education that would make it virtually impossible for the children of fishermen and fish plant workers to attain the level of post-secondary education needed to give them a fighting chance in the economy. Quite frankly, I can't make any sense out of that at all.

Elaine en a touché un mot sous la rubrique formation et éducation. J'en parlerai donc très brièvement.

In conclusion, one of the deficits we face in this country is deficit creativity at the policy-making level. The discussion paper, the green paper, is built on a false foundation.

En même temps qu'on dit aux pêcheurs et aux travailleurs des usines de transformation des produits de la pêche de se préparer à d'autres types d'emploi, on envisage de changer le mode de financement de l'enseignement postsecondaire dans un sens qui empêcherait presque complètement tous les enfants de pêcheurs ou de travailleurs d'usine de transformation des produits de la mer d'accéder à l'enseignement postsecondaire dont ils ont autant besoin s'ils veulent survivre dans ce contexte économique. Je ne comprends pas du tout la logique de ce genre de mesure.

Je tiens à dire, pour conclure, que nous devons faire face, au Canada, à un autre déficit, cette fois au déficit de la création politique. Le document de travail, le Livre vert repose sur des fondements erronés.

In the meantime, we believe positive and constructive change is necessary. There are some really asinine minor aspects of UI that can be corrected without throwing the baby out with the bath water. There are minor improvements that wouldn't take a lot of imagination or ingenuity to fix, so people wouldn't have some of these little disincentives. We don't have to throw out the whole program.

Nous admettons, néanmoins, qu'il faudra modifier notre manière de faire et apporter des changements positifs et constructifs. Il y a lieu, en effet, de corriger certaines petites bêtises de notre régime d'assurance-chômage, sans pour cela tout supprimer. Il y a certaines petites améliorations à apporter qui n'exigent ni grande ingéniosité ni grande imagination. Cela permettrait de pousser davantage les gens à rechercher un emploi. Mais il n'y a aucune raison de supprimer le programme en entier.

Particularly in relation to the fishery, in my estimation there is a blueprint for going forward with positive and constructive genuine reform, in the original meaning of the word, which is change for the better, to the whole program of fishermen's UI. Chapter 8 of the report of the Task Force on Incomes and Adjustment in the Atlantic Fishery, which was a task force of the federal government, lays out a plan it calls an imaginative new direction for a renewed and invigorated fishermen's UI. It involves targeting the program to full-time, professional fishermen and tailoring program design to the way in which fishermen actually work. It proposes also a three-year pilot project, aimed at removing some of the disincentives facing seasonal fish plant workers. We endorse the thrust of those recommendations as the way to go forward and believe they can be the basis for positive change in the UI program as it relates to that industry.

J'estime, notamment en ce qui concerne les pêcheries, qu'il y aurait un plan à mettre en oeuvre afin d'apporter des réformes effectives et constructives. Des réformes au sens précis du terme, c'est-à-dire des changements allant dans le sens d'une amélioration de toutes les dispositions de l'assurance-chômage applicables aux pêcheurs. On trouve, au chapitre huit du rapport du Groupe d'études sur les revenus et l'adaptation des pêches de l'Atlantique, groupe de travail constitué par le gouvernement fédéral, un plan censé constituer une orientation novatrice pour le renouvellement et la consolidation du régime d'assurance-chômage applicable aux pêcheurs. Il s'agit d'un programme applicable aux pêcheurs professionnels, c'est-à-dire à ceux pour qui la pêche est une activité à temps plein et d'adapter les diverses dispositions aux usages de cette profession. Le programme envisage un projet pilote de trois ans devant permettre d'éliminer certains des facteurs qui portent les travailleurs saisonniers d'usines de transformation des produits de la pêche à ne pas rechercher un emploi pendant l'inter-saison. Nous sommes tout à fait favorables à la direction ainsi proposée et nous estimons qu'elles devraient être à la base de tout changement positif aux règles de l'assurance-chômage applicables à l'industrie de la pêche.

I've attached the relevant chapter of that task force to my brief, which has been circulated.

J'ai joint au mémoire que je vous ai transmis une copie de ce chapitre du rapport du groupe de travail.

[Texte]

Ms Myra Potter (Executive Assistant, United Food and Commercial Workers—Local 1252): United Food and Commercial Workers has reviewed the submission of the Newfoundland and Labrador Federation of Labour and strongly supports it. The purpose of this document is to provide input to the federal government on its proposals based on the experiences of the UFCW and its members.

There is good reason to believe that tied to the whole issue of social security reform is an underlying desire to reduce the federal deficit. While the UFCW agrees the current system is in need of reform, it is difficult to enter into a process in good faith when the aim could potentially be to gut the system in the name of deficit reduction.

Before any discussion of Canada's debt situation, it's interesting to note that a 1991 Statistics Canada report indicated only 2% of the national debt can be attributed to social programs. Also, it is worth pointing out that out of the 16 industrialized countries, Canada ranks 13th in the share of the economy it spends on social programs.

A recent Conference Board of Canada report states the average family take-home pay, when adjusted for inflation, has been stagnant over the past decade. The report states that small increases have been taken away by government. Canadians are not prepared to accept tax increases and reduced social spending when they see inefficient government operations and an inequitable tax system, in which many are not paying their fair share.

There is a dramatic increase in part-time and short-term jobs, self-employment and temporary employment, which began in the 1980s and continues through the 1990s with no apparent sign of abatement. Most jobs in the service sector, which will account for nearly 90% of the growth during the 1990s, are part-time and non-standard and are staffed primarily by women. This is particularly devastating in Newfoundland, where a significantly higher level of jobs has always been seasonal and part time.

The UFCW strongly believes the government must put people back to work, thus enabling them to end their dependence on unemployment insurance and social assistance. The discussion document attempts to take the easy way out by targeting unemployment insurance recipients and others as being parasites on the system, rather than by examining the federal government's economic and other job-creation policies. The only alternative, according to government, is to reduce program spending, particularly levels of social spending.

[Traduction]

Mme Myra Potter (adjointe exécutive, Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce—Section 1252): Les Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce a étudié les propositions formulées par la fédération du travail de Terre-Neuve et du Labrador. Nous lui apportons tout notre appui. Ce document est là pour contribuer au débat amorcé par les propositions du gouvernement fédéral. Il est fondé sur l'expérience de notre syndicat et de tous ses adhérents.

Il existe de bonnes raisons de croire que la réforme de la sécurité sociale est liée à la volonté de réduire le déficit du gouvernement fédéral. Notre syndicat admet le besoin de réformer l'assurance-chômage mais nous ne pouvons guère participer de bonne foi à un processus qui risquerait de saper les fondements de l'assurance-chômage sous prétexte de réduire le déficit.

Avant d'aborder le problème de la dette, notons que, selon un rapport rendu public par Statistiques Canada en 1991, 2 p. 100 seulement de la dette nationale est imputable à nos programmes sociaux. Il est également intéressant de relever que parmi les 16 principaux pays industriels, le Canada occupe la 13^e position par le niveau de ses dépenses en matière de programmes sociaux.

Dans un récent rapport, le Conference Board du Canada relevait que, une fois tenu compte de l'inflation, le revenu net moyen des familles canadiennes n'avait pas progressé au cours des dix dernières années. Selon ce rapport, les maigres augmentations constatées avaient été accaparées par le gouvernement. Les Canadiens ne sont pas disposés à accepter une augmentation des impôts ou une baisse des dépenses sociales alors qu'ils peuvent constater l'inefficacité de la gestion gouvernementale et l'inégalité de notre système fiscal qui permet à beaucoup de ne pas payer leur juste part.

On constate également une augmentation dramatique des emplois à temps partiel ou à durée déterminée, du travail indépendant et du travail intérimaire. Tout cela a commencé dans les années quatre-vingt et se poursuit dans les années quatre-vingt-dix sans signe de ralentissement. Dans le secteur des services, dont relève près de 90 p. 100 des emplois créés au cours des années quatre-vingt-dix, la majorité des emplois sont à temps partiel. Il s'agit pour la plupart d'emplois atypiques occupés principalement par les femmes. Ce phénomène est particulièrement néfaste à Terre-Neuve où l'on constate, traditionnellement, davantage d'emplois saisonniers et à temps partiel.

Notre syndicat est fermement convaincu qu'il appartient au gouvernement de susciter la création d'emploi et de permettre aux travailleurs de ne plus s'en remettre à l'assurance-chômage et à l'aide sociale. Le document de travail que nous avons évoqué tout à l'heure a recours à une solution de facilité en s'en prenant aux prestataires de l'assurance-chômage, en les considérant, eux et d'autres encore, comme des parasites qui profitent du système. Les auteurs de ce document auraient mieux fait de se pencher sur les politiques économiques du gouvernement fédéral et sur les mesures prises pour relancer l'emploi. D'après le gouvernement, la seule solution consiste à réduire les dépenses budgétaires et notamment les crédits affectés aux programmes sociaux.

[Text]

[Translation]

• 0840

Nowhere in the document is there a discussion of the impact of taxation on different income groups or the ability of individuals with higher incomes to avoid paying taxes. Nor is there a discussion of the falling contribution of corporate taxation to total tax revenues in recent years.

Like many other groups, the UFCW across Canada has experienced a great deal of frustration when it comes to providing training for the unemployed, in particular a lack of meaningful training opportunities, as well as training linked to employment, training program admission restrictions, the lack of funding available, and so on.

In Newfoundland, this problem is further compounded by the fact that we have a shortage of training institutions for the number of people who require and want training, particularly since the moratorium. Some waiting lists are as high as three years.

For women in rural Newfoundland a further problem must be recognized. Educational institutions are centralized. In some cases, to take desired training it might be necessary to move to another community or live away during the week and return home only on weekends. In a society where women still assume the major role of care-giver and homemaker, this is not an option.

Child care is an important element to consider under social policy reform. In particular, the fact that insufficient affordable child care is available often makes it difficult for women to enter or re-enter the labour force or to take part in training.

There are approximately 360,000 licensed child care spaces in Canada, a number that falls far short of the demand, in terms of both space availability and the flexibility of services offered.

While the UFCW applauds the federal government's decision to spend \$720 million over the next three years to subsidize the creation of new child care spaces, this is unfortunately a minimal amount when one considers that there are nearly three million Canadian children 12 years of age or under whose mothers work.

What is really needed is a comprehensive, structured national program, rather than a periodic infusion of funds.

The UFCW finds many of the themes and assumptions underlying this discussion document to be deeply disturbing. There is an inference, particularly in the suggestion of a two-tier unemployment insurance system, that the problem is not unemployment but rather an individual's employability.

Further, the notion of a family income test would be particularly prejudicial to women, given that women earn 72% of the income of men and women still dominate the lowest part of the service sector.

On ne trouve aucune mention des effets que la fiscalité peut avoir sur les diverses catégories de contribuables ou sur le fait que ceux qui ont les revenus les plus élevés parviennent à éviter de payer des impôts. Nulle discussion non plus du fait qu'au cours de ces dernières années on a pu constater que par rapport à l'ensemble des recettes fiscales, la part de l'impôt sur les sociétés est en baisse constante.

Comme beaucoup d'autres groupes, l'Union des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce éprouve une grande frustration lorsqu'on parle de la formation des sans-emploi étant donné l'absence de moyens. Ajoutons que souvent la formation n'est pas adaptée à l'emploi, que les conditions d'admission sont trop restrictives, que le financement est insuffisant et ainsi de suite.

À Terre-Neuve, le problème est encore plus aigu étant donné l'insuffisance des établissements de formation et le grand nombre de personnes qui auraient besoin d'être formées. Cela est particulièrement vrai depuis le moratoire. Il faut parfois attendre trois ans avant d'être admis.

Il existe un autre problème. Pour les femmes des zones rurales de Terre-Neuve, les établissements d'enseignement sont centralisés et, dans certains cas, si l'on veut suivre un programme de formation, il va falloir aller vivre ailleurs ou s'absenter pendant toute la semaine et ne rentrer chez soi qu'en fin de semaine. Dans une société où les femmes demeurent principalement responsables de tout ce qui a trait à l'éducation de leurs enfants et au bon fonctionnement de la famille, il n'y a pas là de choix.

Il faudra absolument, dans le cadre d'une réforme de la politique sociale, se pencher sur les problèmes posés par la garde d'enfants. L'insuffisance du nombre de places à la portée des parents empêche les femmes de se trouver ou de se retrouver un emploi ou de participer à un programme de formation.

Il y a, au Canada, environ 360 000 places dans des garderies homologuées. Non seulement le nombre de places est-il insuffisant, mais, en plus, il n'offre pas aux parents la souplesse nécessaire.

Le Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'alimentation et du commerce constate avec satisfaction que le gouvernement fédéral a décidé de consacrer, au cours des trois prochaines années, 720 millions de dollars à la création de nouvelles places dans les garderies, mais cette somme est, hélas, insuffisante si l'on tient compte du fait qu'il y a, au Canada, presque trois millions d'enfants âgés de douze ans ou moins, et dont les mères travaillent.

Ce qu'il faudrait c'est un programme national, global et structuré et non pas un financement épisodique.

Notre syndicat est très troublé par bon nombre des thèmes et des hypothèses retenues dans le cadre du document de travail. Lors de l'examen d'un régime d'assurance-chômage à deux vitesses, on laisse entendre que le problème ne provient pas tellement du chômage que du fait que certaines personnes seraient à peine employables.

Ajoutons que l'idée de soumettre les prestations d'assurance-chômage à un examen préalable des ressources de la famille porterait particulièrement atteinte à la situation des femmes étant donné que celles-ci ne gagnent en général que 72 p. 100 de ce que gagnent les hommes et qu'elles continuent d'être cantonnées aux échelons inférieurs du secteur des services.

[Texte]

The premise that if we retrain there are jobs to be had is a weak one. When decent jobs simply do not exist, no amount of training or job search skills will lead to employment. Yet the inference in this discussion paper is that there are good unemployment insurance claimants, ones who rarely use the unemployment system, and bad unemployment insurance claimants, those who use unemployment insurance repeatedly.

The UFCW believes that there are two segments in the labour market: a shrinking one that is relatively well paid and more stable, and a growing one characterized by low-paying, insecure, non-standard, and temporary work. It is in this secondary labour market where the problem will not be repeat unemployment insurance users but repeated lay-offs.

A two-tier unemployment insurance system will hurt workers trapped in the secondary labour market, many of whom are members of equity-seeking groups.

In conclusion, the United Food and Commercial Workers of Newfoundland acknowledge that it is time for a review of the social security system in Canada. However, the blame-the-victim approach cannot be the underlying factor of such a review. We cannot allow the review to become a dismantling process. We must insist that if social programs are to be changed, they have to be changed for the better.

We do not accept that Canada can no longer afford to take care of the disadvantaged. Rather than take the usual approach of attacking those who can least afford it, the poor and the middle class, we insist that this time we should focus on fairness and equality for all citizens in all parts of the country.

Thank you.

Ms Florence Power (President, St. John's and District Labour Council): Good morning.

I'd like to express my displeasure, on behalf of 10,000 members of the St. John's and District Labour Council, that we have been given only five minutes to present here this morning.

[Traduction]

L'hypothèse selon laquelle il y aura des emplois pour ceux qui se recyclent n'est pas fondée. Si de bons emplois n'existent pas, on ne pourra pas en donner même à ceux qui ont la formation voulue, même à ceux qui savent très bien se présenter. Et pourtant, ce document de travail laisse entendre qu'il existe de bons «prestataires de l'assurance-chômage», c'est-à-dire ceux qui n'y ont que rarement recours et qu'il existe aussi de mauvais prestataires de l'assurance-chômage, c'est-à-dire ceux qui s'en prévalent à tout bout de champ.

Le TUAC estime que le marché de la main-d'œuvre se partage en deux. Un secteur qui se contracte actuellement mais où l'emploi est relativement bien rémunéré et plus stable et un secteur qui prend de plus en plus d'importance et où les emplois sont mal payés, précaires, atypiques et intérimaires. C'est dans ce secteur-là que le problème n'est pas le recours constant à l'assurance-chômage mais bien le recours constant au licenciement.

Un régime d'assurance-chômage à deux vitesses portera préjudice aux travailleurs qui sont pris dans la masse de ce secteur-là et dont plusieurs appartiennent à des groupes qui aspirent à une plus grande équité sociale.

Disons, pour conclure, que les travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce de Terre-Neuve reconnaissent qu'il est temps de revoir notre système de sécurité sociale, mais qu'une telle révision ne peut pas se fonder sur des hypothèses retenant la faute de la victime. Nous n'admettons pas qu'une telle révision sappe les fondements de la protection sociale. D'après nous, si on transforme notre régime de protection sociale, ce doit être pour l'améliorer.

Nous n'admettons l'idée que le Canada ne puisse plus se permettre de s'occuper des personnes désavantagées. Au lieu d'attaquer, comme d'habitude, ceux qui manquent le plus de moyens, c'est-à-dire les pauvres et les personnes de la classe moyenne, il faut, cette fois-ci, insister sur l'équité et l'égalité pour tous les citoyens de toutes nos régions.

Je vous remercie.

Mme Florence Power (présidente, St-John's and District Labour Council): Bonjour.

Au nom des 10 000 membres du St-John's and District Labour Council je tiens à vous manifester notre mécontentement devant le fait qu'on ne nous ait accordé que 5 minutes pour exposer notre point de vue.

• 0845

We will not present a brief—but we will support the Federation of Labour's brief—as normally we would, but in protest we will not. In the past we have always been allowed by other governments half an hour to present the concerns of our members to committees such as this. So I want it documented that we are expressing great displeasure at only being allowed five minutes to present our concerns.

My presentation will only focus on one area, and that is child care. But I would like to make a comment on the availability of educational seats within this province for students.

Nous appuyons le mémoire présenté par la Federation of Labour's mais, en signe de protestation, nous n'en présenterons pas nous-même comme le ferions d'ordinaire. Dans le passé, les divers gouvernements nous ont toujours accordé une demi-heure afin que nous puissions faire état devant les comités tels que le vôtre des préoccupations de nos adhérents. Je tenais donc à ce que soit consigné au procès-verbal le fait que nous sommes très mécontents de nous voir seulement attribuer cinq minutes pour exposer nos préoccupations.

Dans mon exposé, je me cantonnerai à la question de la garde d'enfants. Cela dit, j'aimerais tout de même évoquer rapidement le nombre de places mises à la disposition des étudiants de cette province dans les établissements d'enseignement.

[Text]

Mr. House alluded to the fact that people do not avail themselves of education. There's a three-year waiting period in most of our post-secondary education institutions.

You should also look at some of the professions where people are unemployed in this province at the moment, and I'll just name a few. We are not an uneducated people, as some members of your House of Commons would like to believe, namely the Reform Party, who have tried to portray Newfoundlanders as lazy, uneducated people.

I would like to dispel that myth. There are 238 unemployed registered nurses, and that's not counting the underemployed. Dental assistants, university professors, secondary school teachers, early childhood educators, community and social service workers, educational policy researchers, social policy researchers, electricians, welders, carpenters, cement finishers, plasterers and drywall installers, painters and decorators, cashiers, babysitters, senior managers, general office workers, to name a few, are people with professions and trades who are unemployed in the province of Newfoundland and Labrador.

We must begin with the idea of lifting the burden from society. We must find ways to create employment so people can work. Unemployment is destructive, not only to society as a whole but to families and individuals. We must find ways to overcome this.

In principle, we agree that changes are needed, but not at the cost of reducing programs that are essential to the health and welfare of Canada. Having security in your country is not necessarily the lack of war; it's having accessible health care, accessible education, good nutrition, good housing, good child care and jobs—something we're lacking in Canada at the moment.

We believe it's not possible to determine a plan that will apply to all Canadians. We, as an Atlantic province, must be understood as a people who have different attributes that make us unique to Canada. We are not repeat offenders. We are people who work in seasonal industries. You can't build a house today. You can't go out in a small fishing boat today. That's how it is from September to March in most areas of Newfoundland and Labrador.

The government also ignores individual circumstances, treating people as mere statistics. Governments must remember economics is about people. You were elected to govern the country, but you must also care about the people in that country. The deficit should not be reduced by cutting social programs. Social programs cannot be reduced to destroy people.

[Translation]

Monsieur House a dit plus tôt que les gens ne se prévalent pas des occasions qui leur sont offertes en matière d'éducation. Précisons tout de même que dans la plupart de nos établissements d'enseignements postsecondaires, les gens attendent trois ans avant d'y être admis.

Songez également à certaines professions qui n'offrent actuellement pas d'emploi. Je n'en nommerai que quelques-unes. Nous ne sommes pas un peuple inculte, comme certains députés à la Chambre des communes, et notamment les réformistes, aimeraient faire entendre. Ils tentent de faire passer les gens de Terre-Neuve pour des paresseux sans éducation.

Il serait temps d'abolir ce mythe. On compte dans notre province 238 infirmières diplômées sans emploi, et je ne compte parmi celles-là les personnes sous-employées. Il y a également les aide-dentistes, les professeurs d'université, les professeurs de l'enseignement secondaire, les spécialistes d'éducation préscolaire, les travailleurs sociaux et communautaires, les chercheurs en politique éducative, les chercheurs en politique sociale, les électriciens, les soudeurs, les menuisiers, les ouvriers spécialisés dans le finissage du ciment, les finisseurs et poseurs de panneaux muraux secs, les peintres, les décorateurs, les caissiers, les gardiens et gardiennes d'enfants, les cadres supérieurs, les employés de bureau. Je ne fais là que nommer quelques-unes des catégories de travailleurs professionnels et spécialisés qui, à Terre-Neuve et au Labrador, sont sans emploi.

Il faut songer à soulager la société de ce fardeau et donc à créer des emplois permettant aux gens de travailler. Le chômage est destructeur, non seulement de la société, mais également des familles et des individus. Il faut donc trouver les moyens nous permettant de surmonter cette situation.

Nous admettons le principe de changements nécessaires, mais pas au prix de coupures dans les programmes nécessaires à la santé et au bien-être des Canadiens. Dans un pays, la sécurité n'est pas seulement l'absence de guerre; elle comprend également l'accès aux soins de santé, l'accès à l'éducation, l'accès à une bonne alimentation, à de bons logements, à de bons services de garde d'enfants et à des emplois. Sur ces plans-là, la situation actuelle au Canada est insatisfaisante.

D'après nous, il n'est pas possible d'élaborer un plan qui puisse s'appliquer à tous les Canadiens. Il faut comprendre que les populations des provinces de l'Atlantique sont différentes du reste du Canada où elles occupent une place à part. Nous ne sommes pas des récidivistes. Nous sommes des gens qui travaillons dans des secteurs saisonniers. Aujourd'hui, il est impossible de construire une maison. Aujourd'hui, il est impossible de prendre la mer à bord d'un petit bateau de pêche. Il en est ainsi, du mois de septembre au mois de mars, dans la plupart des régions de Terre-Neuve et du Labrador.

Le gouvernement ne tient pas compte, non plus, des circonstances individuelles. Il a tendance à ne voir nos populations que sous l'angle statistique. Les gouvernements ne doivent pas perdre de vue que l'économie doit tenir compte en premier lieu des populations. Les élus doivent songer au bien-être des gens en plus de gouverner le pays. C'est pourquoi il ne faut pas réduire le déficit en coupant les programmes sociaux. On ne peut pas réduire les programmes sociaux au point de porter atteinte à la vie des populations.

[Texte]

One area I would like to focus on is child poverty. Canada has a responsibility to its children. If you have ratified the Declaration of the Rights of the Child then you have a responsibility to live up to it. Unfortunately in Canada today, the government of the Tories and the government we now have in power—I don't know if it's Tory or Liberal; they seem the same to me—is not living up to that conference. The devastation of poverty is suffered by 4.5 million Canadians, nearly half of them children. This is 1 million more than were living in poverty 10 years ago. Through no fault of their own, children in Canada are going hungry. In Newfoundland and Labrador, 39,000 children are living in poverty. Hungry children are unable to concentrate.

[Traduction]

J'aimerais insister maintenant sur le problème de la pauvreté des enfants. Il est clair que le Canada a une responsabilité envers les enfants de notre pays. Dans la mesure où vous avez ratifié la déclaration des droits de l'enfant, il vous incombe de respecter les engagements qui y correspondent. Malheureusement, aujourd'hui, au Canada, le gouvernement conservateur, et le gouvernement actuellement au pouvoir—je ne sais plus très bien si ce sont les Conservateurs ou les Libéraux tant il me semble similaire, ne respectent pas les engagements pris dans le cadre de cette conférence. Le fléau de la pauvreté frappe 4,5 millions de Canadiens, dont presque la moitié sont des enfants. Cela fait un million de pauvres de plus qu'il n'y en avait il y a 10 ans. Sans qu'ils n'y soient pour quoi que ce soit, il y a, au Canada, des enfants qui ont faim. À Terre-neuve et au Labrador, 39 000 enfants vivent dans la pauvreté. Or, un enfant affamé est un enfant incapable de se concentrer.

• 0850

We have in Newfoundland children who are sicker. Based on the national average number of days of hospital stay, our children here in Newfoundland have to be hospitalized for longer periods, because of the lack of adequate nutrition. When they become ill with similar illnesses, they are hospitalized for longer periods.

In your green paper you propose to take away from these already poor children and their poor families, because poor children come from poor families. You're trying to take away from these kids, to make them even poorer.

One of the programs most needed in Canadian society is universal comprehensive child care. Child care is a social investment in the future. It is not there for the exclusive responsibility of an employer or a union or a worker or a parent. It is a problem that should ultimately be borne by all taxpayers. Child care should be seen as a public service to which every child has a right.

We in Canada have no leadership at the moment. There's nobody to look to for guidance.

It's easy to cut. If I look at whether I should buy groceries or I should pay the light bill, it's easy to cut one of them. But to find an innovative way of being able to pay for the groceries and pay the light bill takes some thought. It's easy for me to say, well, I won't pay the light bill, but I'll buy the groceries. But if you have leadership, you look at constructive ways of changing the social programs to more positive... to more money for people who are on welfare, to more money for unemployment insurance.

À Terre-Neuve, les enfants sont plus malades. Selon la durée moyenne nationale des séjours à l'hôpital, les enfants de Terre-Neuve restent hospitalisés plus longtemps à cause d'une alimentation insuffisante. Lorsqu'ils tombent malades, ils doivent rester à l'hôpital plus longtemps.

Le Livre vert envisage de couper les aides fournies aux enfants pauvres et à leurs familles démunies, simplement parce que les enfants pauvres proviennent de familles pauvres. Or, si vous coupez les aides données à ces enfants, vous les rendrez encore plus pauvres.

Un des programmes dont a le plus besoin la société canadienne serait un programme complet et universel de garde d'enfants. La garde des enfants constitue un investissement social pour l'avenir. La responsabilité exclusive en ce domaine n'appartient ni à l'employeur, ni à un syndicat, ni au travailleur ni à un parent. Il s'agit d'un problème qui devrait être assumé par l'ensemble des contribuables. Il faut considérer que la garde des enfants est un service public auquel tout enfant a droit.

Au Canada, actuellement, on manque de direction au sommet. On ne voit personne pour nous guider.

C'est facile de couper les programmes. Devant le choix entre acheter de la nourriture ou payer la facture d'électricité, le choix est facile. Mais comment trouver la manière de permettre aux gens à la fois de se nourrir et de payer leurs factures d'électricité. Cela exigerait un peu de réflexion. Je peux moi-même facilement me dire que je ne paierai pas ma facture d'électricité mais que j'irai acheter la nourriture. Mais, s'il y avait dans ce pays des dirigeants dignes de ce nom, on chercherait à l'heure actuelle les moyens permettant, certes, de changer les programmes sociaux, mais afin de les réorienter de manière plus positive... afin d'accorder davantage d'aide aux personnes inscrites au bien-être social, afin d'accorder plus d'argent à l'assurance-chômage.

Le fonds de l'assurance-chômage n'appartient pas au gouvernement. Il appartient aux travailleurs et aux employeurs du Canada. Cet argent n'est pas à vous.

Comme je le disais au départ, les Terre-neuviens ne sont ni paresseux ni sans éducation. Nous sommes parvenus à gagner malgré notre vie en exploitant la terre et la mer, dans des conditions où beaucoup de gens n'auraient pas survécu. Cela,

The unemployment insurance fund does not belong to the government. It belongs to the workers of Canada and the employers. It's not your money.

Newfoundlanders, as I said in the beginning, are not lazy, uneducated people. We have eked a living out of soil and water where most people would not survive, and we will continue to do that. We will not go to live in the slums of Toronto. We will

[Text]

not go to live in the slums of Montreal. We do not want to become a transient society, wandering around the country with a knapsack on our back. We want the place we call home. Our home is in Newfoundland and Labrador. We intend to stay here. We intend to build our province. We have a culture and a proud heritage we intend to maintain.

Cutting social programs, cutting unemployment insurance, cutting the few spaces there for child care—these are not the way to build a country.

Mr. Ronald Dillon (Senior Vice-President, Longshoremen's Protective Union—Local 1953): Good morning. I support the federation's brief and its position, but I'm here on a slightly different problem, trying to represent the longshoremen in the port of St. John's.

In September we made a brief and we presented it to the federal people on UI and our position. At one time we had the Labrador freight out of the port of St. John's. Now that has shifted through government hands to Lewisporte.

The greater part of our membership this year will not qualify for UI. It's great to say extend it. I look at the discussion paper, and it says let's get it up to fourteen weeks. We can't get ours up to twelve. We won't have a good Christmas this year. Most of our membership will not have a good Christmas this year, because we can't make the twelve qualifying weeks.

We had the Japanese and the exporting of fish for the last fifteen years. This year we never got one week's work. Not one.

I can read this brief, and I can read this paper, but this is what it's all about—work.

Nor did I come across decent jobs. It's all low-paying jobs; \$2.50 an hour. You try to live on it. Don't ask someone else to live on it unless you can live on it.

The Japanese do not export out of the port of St. John's any more, and our fishing crane and container business is down 20%. We are just going through one hell of a time. It's just coincidental that we had a brief. We weren't waiting on this committee to come down to present it. We sent a brief off two months ago in trying to come to grips with this.

We suggested in the brief that right now when our membership registers for UI, it's based on twenty weeks. What we're looking at for maybe this year and next year is to have the best twelve weeks after employment. Maybe down the road we'll have greater employment if Hibernia comes to the port of St. John's, but since we don't know that we're in dire need this year.

[Translation]

nous entendons continuer à le faire. Nous n'irons pas vivre dans les bas quartiers de Toronto. Nous n'irons pas vivre dans les bas quartiers de Montréal. Nous ne voulons pas devenir un peuple de nomades, errant d'une région à une autre avec un sac sur le dos. Nous voulons vivre chez nous. Or, chez nous, c'est Terre-Neuve et le Labrador. Nous entendons rester ici. Nous entendons bâtir notre province. Nous avons ici une culture et un héritage dont nous sommes fiers et que nous entendons conserver.

Ce n'est pas en coupant les programmes sociaux, en coupant l'assurance-chômage, en réduisant encore plus les quelques places dans les garderies que nous parviendrons à bâtir une nation.

M. Ronald Dillon (premier vice-président, Longshoremen's Protective Union—section 1953): Bonjour. Je soutiens le mémoire présenté par la fédération et la position qui y est exposée, mais je vais vous parler d'un problème légèrement différent étant donné que je tente de représenter les débardeurs du port de St. John's.

Au mois de septembre, nous avons rédigé un mémoire sur l'assurance-chômage, exposant au gouvernement fédéral notre position dans ce domaine. À une certaine époque, les marchandises provenant du Labrador étaient acheminées à partir du port de St. John's. Du fait de décisions prises par le gouvernement, ces cargaisons partent maintenant de Lewisporte.

Cette année, la majeure partie de nos adhérents n'auront pas droit à l'assurance-chômage. Il est facile de dire prolongeons la période. Je vois que le document de travail envisage une période de référence de 14 semaines. Or, nous n'atteignons même pas 12 semaines. Il est certain que Noël sera maigre cette année. La plupart de nos adhérents passeront cette année un mauvais Noël car ils n'ont pas accumulé les douze semaines de référence.

Ces 15 dernières années, nous avons travaillé pour les pêcheurs japonais et pour l'exportation de poisson. Cette année, nous n'avons pas eu une seule semaine de travail. Pas une seule.

Je pourrais vous donner lecture de ce mémoire. Je pourrais vous donner lecture de ce document, mais tout se résume en un mot... l'emploi.

Où sont les emplois bien rémunérés? Ce sont, au contraire, les emplois mal payés, 2,50\$ de l'heure. Essayez de vivre avec ça. ne demandez pas aux gens de vivre avec si peu si vous n'en êtes vous-mêmes pas capables.

• 0855

Les Japonais ne font plus d'exportation à partir du port de St. John's et notre trafic de conteneurs a diminué de 20 p. 100. Nous avons des difficultés énormes. C'est une simple coïncidence que nous ayons un mémoire à présenter. Nous n'attendions pas l'arrivée du comité pour le faire. Nous en avons envoyé un il y a deux mois pour essayer de régler ce problème.

Nous disions dans notre mémoire que, à l'heure actuelle, quand nos membres s'inscrivent à l'assurance-chômage, la période de référence est de 20 semaines. Ce que nous aimerais peut-être pour cette année, et l'année prochaine, c'est que l'on tienne compte des 12 meilleures semaines. Peut-être y aura-t-il plus d'emplois plus tard si Hibernia vient dans le port de St. John's, mais puisque nous ne savons pas ce qu'il en est, nous sommes dans une très mauvaise passe cette année.

[Texte]

Getting back to the discussion paper, I find it very awkward that we presented this brief, yet here is the discussion paper suggesting the two-tier system. If the wife is working, it says, well, two of them are working, so we'll take a few bucks off of one of them because they're making too much money now.

I don't know, but it doesn't appear that coming to Newfoundland, where there is 15% to 20% or 21% unemployment...that the discussion paper does us any justice.

Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

I will start on a round of discussion with five minutes for each member, and then I'll go back around.

Madam Lalonde, did you want to start us off.

Mme Lalonde: Merci beaucoup, madame la présidente.

I will speak English. Will you help me if I need some more words?

I am very glad to be here today. I want to tell you something. I want people to know that in the House the only ones who took to the defence of the Maritimes were the members of the Bloc Québécois. We did this with all the strength we could.

There are two graphs that should have been included in the green paper. Those graphs show that the target of the two UI reforms are the Maritimes and Quebec. It is quite clear.

In western Canada I asked unions speaking on behalf of workers, if you found out that they were giving to or paying for workers or persons who were looking for work in the eastern provinces, would you mind? Each and every time they said no. It is all about UI. One thing for sure is that those who have shot the plan think and write that there should not be any economic cross-subsidization in Canada. This is the real and main target, and it is something that must be made known. It's as if human nature would be different in the west and in the east of Canada. But it is not human nature, it is industrial structure.

So my question is: Don't you think inappropriate economic development policy, instead of bad human nature, is not leaving enough clout means to local and regional development, which is responsible for what is going on?

Mr. McCurdy: I appreciate the question. The problem is that a lot of the so-called analysis that has taken place is very, very thin. For example, some of the biggest factors in the deficit and the greatest contribution to where we are today in the country is not social programs. There are some other graphs that will be useful to have there. The OECD, which is an international research agency, has done a lot of work. For income tax and employee social security contributions at present

[Traduction]

Pour revenir au document de travail, je trouve très gênant que nous ayons présenté ce mémoire alors que, ici, dans le document de travail, on propose un système à deux niveaux. D'après ce document, si la femme travaille, ça veut dire qu'il y a deux membres de la famille qui ont du travail et on peut donc retirer quelques dollars à l'un d'entre eux puisqu'ils gagnent trop d'argent maintenant.

Je ne sais pas, mais apparemment, quand on pense à Terre-Neuve, où le chômage atteint 15 p. 100 à 20 ou 21 p. 100... le document de travail ne nous traite pas de façon juste.

Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

Je vais ouvrir la discussion en accordant cinq minutes par député et ensuite nous referons un tour.

Madame Lalonde, voulez-vous commencer?

Mrs. Lalonde: Thank you very much, Mrs. Chair.

Je vais parler anglais. Pourrez-vous m'aider si certains mots me manquent?

Je suis très heureuse d'être ici aujourd'hui. Je veux vous dire quelque chose. Je veux que les gens sachent que, dans la Chambre des communes, les seuls qui ont pris la défense des Maritimes sont les députés du Bloc québécois. Nous l'avons fait de toutes nos forces.

On aurait dû inclure dans le Livre vert deux graphiques qui montrent que les deux réformes de l'assurance-chômage visent les Maritimes et le Québec. C'est tout à fait clair.

Dans l'ouest du Canada, j'ai demandé aux syndicats qui représentaient les travailleuses et les travailleurs s'ils se plaindraient au cas où ils apprendraient qu'ils donnaient de l'argent aux personnes qui travaillent ou qui cherchent du travail dans les provinces de l'est. Ils ont chaque fois dit que non. Tout tourne autour de l'assurance-chômage. Il est certain que ceux qui critiquent le plan pensent et écrivent qu'il ne devrait pas y avoir d'inter-financement économique au Canada. C'est le vrai objectif principal, et c'est quelque chose qu'il faut faire savoir. C'est comme si la nature humaine était différente à l'ouest et à l'est du Canada. Or, ce n'est pas la nature humaine, c'est la structure industrielle.

Ma question est donc la suivante: Ne pensez-vous pas que c'est à cause d'une politique de développement économique inadaptée et non pas à cause des défauts de la nature humaine que l'on n'accorde pas assez d'importance au développement local et régional, ce qui est à l'origine des problèmes actuels?

• 0900

Mr. McCurdy: Je vous remercie de poser cette question. Le problème est qu'une grande partie des prétdentes analyses qui ont été faites sont très superficielles. C'est ainsi que certaines des principales causes du déficit, qui ont contribué le plus à créer la situation actuelle dans notre pays, n'ont rien à voir avec les programmes sociaux. Il y a d'autres graphiques qu'il serait bon d'avoir là. L'OCDE, une organisation internationale de recherche, a beaucoup étudié cette question. En ce qui concerne

[Text]

[Translation]

Canada is in the lowest one-third of 23 countries surveyed. People get told over and over that we have excessive taxation and that premiums for UI and other social programs are too high, which is not borne out by the facts. It also shows that for federal and provincial corporate tax contributions as a percentage of GDP, in the G-7 countries Canada has the lowest level of taxation for the corporate sector. So let's at least put the facts on the table and stop just repeating shibboleths that aren't true, have no foundation and make people who are on the short end of the stick very upset, for good reasons.

l'impôt sur le revenu et les contributions à la sécurité sociale des employés, le Canada est actuellement dans le tiers inférieur des 23 pays étudiés. On répète constamment aux gens que nous sommes trop lourdement imposés et que les primes versées pour l'assurance-chômage et d'autres programmes sociaux sont trop élevées, ce qui n'est pas confirmé par les faits. On constate également que, en ce qui concerne le pourcentage du PNB représenté par l'impôt fédéral et provincial sur les sociétés, c'est le Canada qui a le niveau le plus faible de tous les pays du G-7. Il faut donc voir les faits tels qu'ils sont et cesser de répéter des formules toutes faites qui ne sont pas vraies, qui n'ont aucun fondement et qui choquent beaucoup, à juste titre, les gens les plus défavorisés.

The excessive interest rate policy of the 1980s is what really drove our deficit. The beneficiaries of that high interest rate policy are not the people who are now being told they're going to have to cut back on what they get from social programs; they're the same people who are now telling the rest of us that we have to cut back and we have to expect less. Those are the same people who benefited, the same people who recorded record profits last year. I think if we stick to the facts, at least we'd be on the right foundation.

C'est la politique de taux d'intérêt excessifs des années quatre-vingt qui est réellement à l'origine de notre déficit. Les bénéficiaires de cette politique de taux d'intérêt élevés ne sont pas les gens auxquels ont dit maintenant qu'ils vont recevoir moins d'argent des programmes sociaux; ce sont précisément les gens qui disent maintenant au reste d'entre nous qu'il faut diminuer les dépenses et que nous devons nous attendre à toucher moins. Ce sont précisément les gens qui en ont tiré avantage et qui ont réalisé des profits records l'année dernière. Je pense que, si nous nous en tenons aux faits, nous nous appuierons au moins sur une base solide.

Yes, there has to be an industrial development strategy. You can't have a country the size of Canada with the scattered population—a handful of people, really—with the enormous climatic problems we have and expect it to run as if it were the United States. It's not the United States. Canada was built on public policy, namely, a railroad. I don't buy this argument that there's only one way to run the economy, which is the way we've been doing it quite unsuccessfully for the last 10 years.

Oui, il nous faut une stratégie de développement industriel. Avec un pays de la taille du Canada et sa population éparsse—seulement une poignée d'habitants, en réalité—and les énormes problèmes que pose notre climat, on ne peut pas s'attendre à l'administrer comme s'il s'agissait des États-Unis. Ce n'est pas les États-Unis. Le Canada s'est construit grâce à politique gouvernementale, c'est-à-dire la réalisation d'un chemin de fer. Je n'accepte pas l'idée selon laquelle il n'y a qu'une façon de gérer l'économie, et c'est ce que nous faisons avec des résultats tout à fait insatisfaisants depuis 10 ans.

Mrs. Lalonde: In fact, there are two targets and you answered both questions. But my other one would have been, don't you think a cyclical review is needed?

Mme Lalonde: En fait, il y a deux cibles et vous avez répondu aux deux questions. J'aurais toutefois aussi voulu vous demander si vous ne pensez pas qu'un examen cyclique est nécessaire?

Mr. McCurdy: Before you do any of the rest, analyse what would have happened had the interest rates not... I've seen graphs that show what would have happened. We used to have a 1.1% real rate of interest on investment in this country for 30 years, from 1950 to 1980. From 1981 to the present that has increased sixfold. Why would you invest in mortar and bricks if you have a guaranteed 6% after inflation just being lazy and just being a moneylender? Why would you bother with foreign foundations, employing people, and all those things? We need to analyse those things first before we go dismantling things that are an important part of what Canada is all about.

M. McCurdy: Avant de faire quoique ce soit d'autre, il faut analyser ce qui se serait passé si les taux d'intérêt n'avaient pas... J'ai vu des graphiques qui nous montrent ce qui serait arrivé. Nous avons eu un taux d'intérêt réel sur les investissements de 1,1 p. 100 dans notre pays pendant 30 ans, de 1950 à 1980. Entre 1981 et aujourd'hui, il a été multiplié par six. Pourquoi investir dans la construction si, déduction faite de l'inflation, on a un revenu garanti de 6 p. 100 sans rien faire et en se contentant de prêter de l'argent? Pourquoi se donner la peine d'investir à l'étranger, d'engager des employés, etc.? Il faut d'abord analyser tout cela avant de se mettre à démanteler des choses qui sont une composante importante de la nature même du Canada.

Mrs. Lalonde: Finally, what would you like us to write? There are some problems. We don't say that everything is perfect, but if the other two points are taken into account, what should be written down in the report?

Mme Lalonde: En fin de compte, qu'aimeriez-vous que nous mettions dans notre rapport? Il y a divers problèmes. Nous ne disons pas que tout est parfait, mais si l'on tient compte des deux autres points, que devrions-nous indiquer dans notre rapport?

Mr. McCurdy: It seems to me that what the report should say is, let's analyse. There are other countries in the world. Let's have a look. Don't look at Ethiopia or something. Obviously you look at the industrialized countries—about 20 or 25 of them.

M. McCurdy: Il me semble que le rapport devrait souligner la nécessité d'une analyse. Il y a d'autres pays dans le monde. Observons-les. Il ne s'agit pas bien sûr de l'Éthiopie, par exemple, mais évidemment de pays industrialisés—il y en a 20 ou 25.

[Texte]

How do we stack up in terms of our social security programs? How do we stack up in terms of individual income tax levels? How do we stack up in terms of corporate tax, interest rates relative to inflation and so on? Have all that analysis done first; then you have set the context for proceeding with policy changes. In the absence of that, it's just a matter of who has the greatest access to the national media to repeat the rhetoric the most and the loudest. It's been obvious who has it recently.

Ms Power: I just want to comment that maybe our taxes will be one of the first areas to look at. The corporate contribution was down to 7% in 1992. In 1975 it was 17%. In 1955 it was 25%. I think maybe that's where we should start to look at a fairer system of taxes—taxing the big corporations who pay no taxes. Nobody is disputing the fact that we need change. Yes, we need change, but it must be positive change.

[Traduction]

Où nous situons-nous par rapport à eux en ce qui concerne nos programmes de sécurité sociale? En ce qui concerne nos niveaux d'imposition du revenu des particuliers? En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, le niveau des taux d'intérêt par rapport à l'inflation, etc.? Il faut d'abord effectuer cette analyse pour définir ainsi le contexte dans lequel on peut passer aux changements de politique. Sinon, la seule chose qui compte est de savoir qui a le plus facilement accès aux médias nationaux pour répéter les mêmes arguments le plus souvent et le plus fort. On sait de qui il s'agit ces derniers temps, c'est évident.

Mme Power: Je veux simplement dire que notre régime fiscal est peut-être l'une des premières choses que nous devrions examiner. La contribution des entreprises a diminué de 7 p. 100 en 1992. En 1975 elle se montait à 17 p. 100 et à 25 p. 100 en 1955. Je pense que c'est peut-être par là que nous devrions commencer à essayer de rendre la fiscalité plus juste, en imposant les grandes entreprises qui ne payent pas d'impôt. Personne ne conteste la nécessité d'un changement. Oui, nous avons besoin d'un changement, mais il faut que ce soit un changement positif.

• 0905

Ms Price: I want to go back to what the problem is. The Liberal government got elected on a commitment to provide jobs, to develop jobs.

Social programs aren't the problem. A deficit is a concern, but it's not the real problem. The real problem is unemployment.

The one message, in addition to everything else, that I would like you to take back is that it is time for government to live up to its commitment to create jobs as per the red book. If you create jobs, the difficulties with the deficit, the extra demands on the social programs will all take care of themselves.

The Vice-Chair (Ms Minna): I will move on to the Reform Party for a round.

Mr. Johnston, please go ahead.

Mr. Johnston (Wetaskiwin): Thank you, folks, for your presentation.

Mr. Dillon referred to the brief presented to the feds by the longshoremen. I'd certainly like to get a look at that. We're not privy to everything that's sent to the government, of course. We are the third party in the House.

Mr. Dillon: Well, sir, you can have a copy of what I have—

Mr. Johnston: I'd appreciate that.

Mr. Dillon: —no matter where you come from or to whom you belong.

Mr. Johnston: Thank you.

There's been quite a lot of reference to the government creating jobs, and of course reference to the commitment in the red book, but it's almost an impossible thing for governments to create jobs. It's a very nice thing for them to say at election time, but as far as creating the jobs, that is a very difficult matter indeed. I wonder if any of you have any proposals as to how the government might create jobs.

Mme Price: Je veux revenir à la nature même du problème. Le gouvernement libéral a été élu parce qu'il s'était engagé à fournir, à créer des emplois.

Le problème ne vient pas des programmes sociaux. Le déficit est préoccupant, mais ce n'est pas le vrai problème. Le vrai problème, c'est le chômage.

En plus de tout le reste, ce que j'aimerais que vous reteniez, c'est qu'il est temps que le gouvernement respecte son engagement de créer des emplois comme il l'a promis dans son livre rouge. Si on crée des emplois, les difficultés relatives au déficit, les besoins supplémentaires en matière de programmes sociaux, tout cela se réglera automatiquement.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vais maintenant donner la parole au Parti réformiste.

Monsieur Johnston, allez-y.

M. Johnston (Wetaskiwin): Merci, les gars, pour votre exposé.

M. Dillon a parlé du mémoire que les débardeurs ont présenté au gouvernement fédéral. J'aimerais certainement le voir. Nous ne sommes bien entendu pas au courant de tout ce qui est envoyé au gouvernement. Nous sommes le troisième parti à la Chambre.

M. Dillon: Eh bien, monsieur, vous pouvez recevoir un exemplaire de ce que j'ai . . .

M. Johnston: J'en serais heureux.

M. Dillon: . . . d'où que vous veniez ou quel que soit le parti auquel vous appartenez.

M. Johnston: Merci.

Il a été abondamment question de la création d'emplois par le gouvernement et bien sûr, de l'engagement figurant dans le livre rouge, mais il est pratiquement impossible pour un gouvernement de créer des emplois. C'est quelque chose de très séduisant pendant une campagne électorale, mais, pour créer ensuite des emplois, c'est vraiment quelque chose de très difficile. Je me demande si l'un d'entre vous a des propositions à faire quant à la façon dont le gouvernement pourrait créer des emplois.

[Text]

[Translation]

Mr. Martin Saunders (Representative, Canadian Labour Congress): You say it's almost impossible for government to create jobs. I have to disagree with you. I think it's one of the responsibilities of governments to create some jobs.

I think we've lived in the past in a system where we've had governments creating jobs. We've also had private industry. For some reason, for the last few years there seems to be a trend, especially since the free trade agreement, I guess, to say that the free enterprise system should create all the jobs.

Well, I think if we wait in Newfoundland for the free enterprise system to create the jobs, we're going to be without a lot of jobs, because it's not going to happen. So the government has to create jobs.

Now, you asked the question, how do governments create jobs? Well, I can tell you one simple way here in Newfoundland right now. We talk about environment. We have environmental problems all the time and they are creating more every day.

There are ways that the government can create jobs and clean up the environment, to make it a better environment. The way the government has to do that is to hire people, hire them on the same as you hire on the rest of the people in the government, and pay them union rates, decent wages, and get them to clean up the environment.

I'm not talking about special projects or projects that are short-term projects that we've had in the past. I'm talking about setting up an environmental department of government and hiring people to clean up the environment. There is a lot that needs to be done, cleaned up.

That's what create jobs. You pay them decent wages and they pay taxes in return, and that would get the economy going. That's the way to create jobs.

I think what has happened in the past is that the politicians sat back on their fat butts and went brain dead. They decided to put it all over on the private industry and say, oh, we should let the private industry create the jobs. Well, I say, no. You don't let the private industry create jobs. You do it yourself.

If the private industry can't do a thing, you do it yourself. That's what needs to be done. So I do not buy this business of saying that government don't create jobs.

Ms Price: I would like to offer some concrete ways that governments can create jobs. A national child care program that is publicly funded and provides quality and accessible child care to families in this country is a way governments can create jobs. The provision of public services is another way. Instead of reducing public services and creating unemployment, providing quality public services is a way governments can create jobs. Maintaining and expanding existing infrastructure to encourage and promote private investment is another way governments can create jobs. These are just three very simple solutions, common-sense solutions. If government was committed to creating jobs, then government would find ways of creating jobs.

M. Martin Saunders (représentant, Congrès du Travail du Canada): Vous dites qu'il est presqu'impossible pour le gouvernement de créer des emplois. Je ne suis pas d'accord avec vous. Je pense que la création de certains emplois est une responsabilité des gouvernements.

Je pense que, par le passé, les gouvernements créaient des emplois. Il y avait également le secteur privé. Pour une raison quelconque, depuis quelques années, on semble avoir tendance—surtout, je crois, depuis l'Accord de libre-échange—à dire que le système de la libre entreprise devrait créer tous les emplois.

Eh bien, je pense que si, à Terre-Neuve, on attend que la libre entreprise crée les emplois, nous n'en aurons pas beaucoup, parce que cela ne se fera pas. C'est donc le gouvernement qui doit créer des emplois.

Bon, vous avez demandé comment les gouvernements peuvent créer des emplois? Eh bien, je peux vous indiquer une façon simple de la faire maintenant à Terre-Neuve. On parle de l'environnement. Nous avons constamment des problèmes environnementaux et il y en a de nouveaux chaque jour.

Le gouvernement a la possibilité de créer des emplois et de nettoyer l'environnement, pour le rendre meilleur. Il faut pour cela que le gouvernement engage des gens, de la même façon qu'il engage ses autres employés, et qu'il leur paie un tarif syndical, un salaire correct, pour leur faire nettoyer l'environnement.

Je ne parle pas de projets spéciaux, de projets à court terme comme il y en a eu par le passé. Je parle de créer un ministère de l'environnement et d'embaucher des gens pour nettoyer l'environnement. Il y a beaucoup de travail à faire dans ce domaine.

Voilà ce qui crée des emplois. On leur paie un salaire correct et, en contrepartie, ils paient des impôts et cela relancerait l'économie. Voilà comment créer des emplois.

Je pense que, par le passé, les politiciens restaient assis sur leur gros derrière et leur cerveau cessait de fonctionner. Ils ont décidé de tout remettre entre les mains du secteur privé en disant qu'il fallait le laisser créer des emplois. Eh bien, je dis que non. Le gouvernement ne doit pas laisser le secteur privé créer des emplois. Il doit le faire lui-même.

Si le secteur ne peut rien faire, le gouvernement doit le faire lui-même. Voilà ce qu'il faut faire. Je ne suis donc pas d'accord avec ceux qui disent que le gouvernement ne peut pas créer des emplois.

• 0910

Mme Price: Je voudrais indiquer concrètement comment les gouvernements peuvent créer des emplois. Ils peuvent le faire en finançant un programme national de garde d'enfants permettant aux familles de notre pays d'avoir accès à des garderies de qualité. On peut également fournir des services publics. Au lieu de les réduire et de créer du chômage, les gouvernements peuvent créer des emplois en fournissant des services publics de qualité. Ils peuvent aussi créer des emplois en préservant et en renforçant l'infrastructure existante pour encourager les investissements privés. Ce ne sont là que trois solutions très simples, de bon sens. Si le gouvernement était vraiment décidé à créer des emplois, il trouverait des façons de le faire.

[Texte]

Mr. Johnston: Thank you for those thoughts.

Madam Chairman, I can't let the comment pass about the Reformers thinking that the people of Newfoundland are lazy and uneducated. We certainly don't think that. We know perfectly well that the people in Newfoundland would have never survived if that was the case, and we know that exactly the converse is true, Madam Chairman.

Ms Power: I'll respond to that. I sat in the House of Commons when one of your members brought up the fact that Newfoundlanders are lazy, uneducated people and that the Government of Canada should not waste any more dollars funding the people of Newfoundland and Labrador. As well, they alluded to the Hibernia project.

I sat in the House of Commons and heard that with my own two ears. It was not reported in some newspaper or from some third party. I sat there and quite clearly listened to it.

Mr. Johnston: I will look that up in *Hansard* for myself, Madam Chair.

Ms Power: Send me a copy when you do, so I can use again.

Mr. McCurdy: With regard to Mr. Johnston's first question, I want to say there's almost a presumption—and if you read in *The Globe and Mail* on a daily basis, you certainly get no relief from that presumption—that a cutback approach to government is somehow consistent with getting the debt and the deficit under control.

Once again, why don't people try to please stick to the facts? Stick to the facts, look around Canada at different provinces, look around the world in different countries. I can't think of any country anywhere in the world that made more of a mess faster with their debt than the United States during the Reagan years, which was clearly a cutback, a corporate-driven agenda, with no role for government whatsoever. Canada during the Tory years was much the same.

But there are governments that have had a different bent entirely from that, which goes against the conventional wisdom. I look at Saskatchewan at different times over the years and look at the other countries in Europe that don't necessarily follow the devotion to the free enterprise model as the only way to do things.

In fact, the track record in keeping the debt and the deficit under control is better with those countries that have a positive role for government in the economy than it is for those who assume and buy into the simplistic argument that government should do virtually nothing, have as little regulation as possible, and give free enterprise a free reign to do as they will. The facts don't bear out the conventional wisdom.

Mr. Johnston: It certainly is strange if the United States is that bad a country that in Cuba—a country that advocates that everything be done by the state—there are so many people trying to get from Cuba to the United States.

The Vice-Chair (Ms Minna): I don't think we want to get into that kind of a debate. That takes us beyond a few things we're dealing with today.

[Traduction]

M. Johnston: Merci pour ces réflexions.

Madame la présidente, je ne peux pas laisser dire que les réformistes considèrent que les habitants de Terre-Neuve sont paresseux et incultes. Nous ne le pensons certainement pas. Nous savons parfaitement que les habitants de Terre-Neuve n'auraient jamais survécu si c'était le cas, et nous savons que c'est exactement le contraire qui est vrai, madame la présidente.

Mme Power: Je vais répondre à cela. J'étais à la Chambre des communes lorsqu'un de vos députés a dit que les gens de Terre-Neuve étaient paresseux et incultes et que le gouvernement du Canada ne devrait plus gaspiller d'argent pour financer des gens de Terre-Neuve et du Labrador. Il a été également question du projet Hibernia.

J'étais à la Chambre des communes et j'ai entendu cela de mes propres oreilles. Je ne l'ai pas lu dans la presse et ce n'est pas quelqu'un d'autre qui me l'a dit. J'étais là et je l'ai entendu tout à fait clairement.

M. Johnston: Je vais vérifier cela dans le *Hansard*, madame la présidente.

Mme Power: Envoyez-m'en un exemplaire quand vous le ferez, afin que je puisse m'en servir à nouveau.

M. McCurdy: En ce qui concerne la première question de M. Johnston, je veux dire qu'on pose pratiquement comme hypothèse—et si on lit tous les jours le *Globe and Mail*, on ne peut certainement pas y échapper—qu'une diminution des dépenses gouvernementales permettraient d'une façon ou d'une autre de reprendre le contrôle de la dette et du déficit.

Pourquoi, je le répète, les gens n'essaient-ils pas de s'en tenir aux faits? Tenez-vous en aux faits, voyez ce qui se passe au Canada dans différentes provinces ou dans le monde, dans différents pays. À ma connaissance, il n'y a aucun pays dans le monde qui ait eu aussi vite autant de problèmes avec sa dette que les États-Unis quand Reagan était au pouvoir; leur politique privilégiait la réduction des dépenses et reflétait les intérêts des entreprises, sans laisser le moindre rôle au gouvernement. Quand les Conservateurs étaient au pouvoir, le Canada en a fait à peu près autant.

Il y a cependant des gouvernements qui avaient une attitude entièrement différente et qui allait à l'encontre des idées reçues. Je pense à ce qu'a fait la Saskatchewan à plusieurs reprises au fil des ans ou à d'autres pays d'Europe qui ne s'en remettaient pas nécessairement au modèle de la libre entreprise, comme étant la seule façon de faire.

En fait, les pays qui donnent un rôle positif au gouvernement dans l'économie ont mieux contrôlé leur dette et leur déficit que ceux qui se reposent sur la notion simpliste que le gouvernement ne devrait pratiquement rien faire, qu'il devrait instituer aussi peu de réglementation que possible et qu'il devrait laisser libre cours à la libre entreprise. Les faits ne confirment pas les idées reçues.

M. Johnston: Il est certainement étrange que si les États-Unis sont un pays si mauvais que cela, il y ait tant de gens à Cuba—un pays qui affirme que l'État devrait avoir la haute main sur tout—qui essayent de s'en aller aux États-Unis.

La vice-présidente (Mme Minna): Je ne crois pas qu'il soit utile de nous lancer dans une discussion de ce genre. Cela nous amènerait bien au-delà de ce dont nous parlons ici aujourd'hui.

[Text]

[Translation]

I'd like to move on over to the Liberal side now. I'll start with Mr. Bevilacqua, who will share his time with Mr. Alcock.

Mr. Bevilacqua: Thank you very much, Madam Chair.

I'd like to first of all thank you for a very comprehensive presentation and I'd also like to take this opportunity to clarify something. In fact, what we're doing here with the green paper is part of the four-part approach. As you know, ministers Massé, Manley, Axworthy and Martin have each a piece of the puzzle that will result in a national vision of how we in fact create jobs and improve the quality of life here in Canada.

J'aimerais maintenant passer aux Libéraux. Je commencerai par M. Bevilacqua, qui partagera son temps de parole avec M. Alcock.

M. Bevilacqua: Merci beaucoup, madame la présidente.

Je voudrais d'abord vous remercier pour un exposé très complet et je voudrais également profiter de cette occasion pour préciser quelque chose. En fait, ce que nous faisons ici avec le Livre vert n'est que l'une des quatre phases que nous avons prévues. Comme vous le savez, les ministres Massé, Manley, Axworthy et Martin vont chacun contribuer à définir une vision nationale en ce qui concerne la façon de créer des emplois et d'améliorer la qualité de vie au Canada.

• 0915

I was paying attention to what you were saying, and one question I have is this. With people that are of course employed in seasonal work, with the fact that as a country we lack skills to fill existing jobs, you didn't spend too much time talking about the employment development services proposal in the green book. Why is that? Is there no need for skills or upgrading or anything like that? Is everything fine?

J'écoutais attentivement ce que vous disiez et je vais vous poser la question suivante. Alors qu'il y a des gens qui font bien sûr un travail saisonnier et que notre pays manque de personnes qualifiées pour occuper les emplois existants, vous n'avez pas consacré beaucoup de temps aux propositions du Livre vert concernant les services de stimulation de l'emploi. Pourquoi? N'avons-nous pas besoin de formation ou de perfectionnement ou de choses comme cela? N'y a-t-il aucun problème?

Mr. McCurdy: Training and upgrading are clearly important. I think at times the idea of training is oversold in the sense that's a substitute, somehow, or will by and of itself create the jobs, which is overly simplistic. Where it makes sense, by all means have training. For somebody who's 45 years old and has worked in the fishing industry since they were 12 or 15 or whenever they started, the meaningful prospects for training to actually result in any outcome other than maybe having more skills while they're at home is remote.

M. McCurdy: La formation et le perfectionnement sont assurément importants. Je pense que l'on insiste parfois trop sur la notion de formation comme si c'était une sorte de solution de rechange ou qu'elle entraînait automatiquement la création d'emplois, ce qui est trop simpliste. Là où la formation sert à quelque chose, il faut bien entendu la dispenser. Néanmoins, quelqu'un qui a 45 ans et qui travaille dans le secteur de la pêche depuis l'âge de 12 ou 15 ans n'a guère de chance de retirer autre chose d'une formation qu'une amélioration éventuelle de ses compétences, sans pour autant trouver un travail à l'extérieur de chez lui.

So it's really a question of targeting training where it makes sense. Obviously for younger people the message is clear—stay in school, get as good an education as you can—but it's really simplistic to say if you've got training the world will be your oyster, because it won't. Unfortunately, we have lots of people around with PhDs who are hoping to get a job somewhere pumping gas. There's a fundamental shortage of jobs. Obviously as a general statement the more highly trained individual has a better chance, but that doesn't create any new jobs. That might change who's employed and who's unemployed and if I'm better trained I might bump ahead of the next fellow, but it doesn't fundamentally... The other half of the equation is missing, in my judgment, and the training by and of itself, while it's important as a general statement, should be targeted to where it makes sense. It has to be accompanied by some aggressive action to improve the climate for job creation.

Il s'agit donc en fait de dispenser une formation quand elle peut servir à quelque chose. Bien entendu, pour les jeunes, c'est clair: Il faut rester à l'école et recevoir la meilleure éducation possible; néanmoins, il est vraiment simpliste de dire que toutes les portes vont s'ouvrir devant des gens qui ont reçu une formation, car ce n'est pas vrai. Malheureusement, il y a beaucoup de gens qui ont un doctorat et qui aimeraient bien trouver quelque part un travail de pompiste. Il n'y a fondamentalement pas assez d'emplois. On peut évidemment dire de façon générale que plus quelqu'un a reçu une formation poussée, meilleurs sont ses chances, mais ce n'est pas la même chose que créer de nouveaux emplois. Cela peut déterminer qui trouvera ou non du travail et, si j'ai une meilleure formation, je passerai peut-être avant quelqu'un d'autre, mais, fondamentalement, cela ne... Il manque, à mon avis, l'autre moitié de l'équation; la formation est importante de façon générale, mais elle devrait porter sur les secteurs où elle est utile. Il faut l'accompagner de mesures dynamiques permettant de créer une situation plus favorable à la création d'emplois.

Mr. Bevilacqua: There's no question about the fact that training should be linked to growing industries, to, in other words, industries of the future. But I'm also a bit concerned, because everywhere I go throughout Canada people ask a fundamental question—training? Training for what?

M. Bevilacqua: La formation devrait sans aucun doute être reliée aux secteurs en croissance, c'est-à-dire aux secteurs d'avenir. Je suis néanmoins un peu inquiet parce que, partout où je vais au Canada, les gens posent une question fondamentale: une formation? Une formation pour quoi?

[Texte]

My answer is you train for a job or at least you train for a greater chance at getting a job. There's a direct link between those who are well trained and well educated and the type of work they get and the unemployment rate that exists within that group. As you know, among people with post-secondary education the unemployment rate is approximately 5.6% or 5.7%, which is much lower than the national average.

I want to go back to the issue here. You have here a population that, because of the depletion of natural resources, because of economic conditions, will have to eventually go through a major transformation. The economy here in Newfoundland has great opportunities when you look at things that are coming up in the area of computer technology, information highways—all these things the new economy is building. I think you are set for that type of transformation provided opportunities are given to the people that reside in this area. Now, how are we going to help through society security review to give those individuals and give this region the type of help they need to really modernize the economy? We all have to agree with the fact that we need to modernize this economy.

Ms Power: Yes, I think we need to do a review of what skills are needed in the area, what type of industry we can envision in the next few years. I think the training dollars have to be more closely guarded, not a little training school springing up, a little private school with people taking many dollars out without any thought put into what program is required for the students in a particular area or even the older people in a particular area. I don't think we've done that sort of thing, that we've targeted what's needed in a particular region. I think we're just training for the sake of training, and the dollars are being wasted in many cases. I think we have to see the target and say, in St. Mary's Bay we need x number of . . .

I have here three pages of skilled workers. Do we need more beauticians in Newfoundland? Do we need more nurses? We have to target the groups, where the jobs will be found, what the industry is in the area. Guard the dollars, guard the dollars that are being sent out for training and make sure they're put into productive education, not just little training schools to help wherever with no thought to what it is that's required.

[Traduction]

Je réponds qu'il faut suivre une formation en vue d'un emploi où, tout au moins, pour avoir une meilleure chance de trouver un emploi. Il existe un lien direct entre la qualité de la formation professionnelle ou scolaire des gens et le type de travail qu'ils trouvent et le taux de chômage dans le groupe correspondant. Comme vous le savez, les gens qui ont reçu une éducation post-secondaire ont un taux de chômage d'environ 5,6 p. 100 ou 5,7 p. 100, ce qui est nettement inférieur à la moyenne nationale.

Je veux revenir au sujet de notre discussion. À cause de l'épuisement des ressources naturelles et de la conjoncture, la population locale devra un jour ou l'autre accepter des changements importants. Il y a de grandes possibilités qui s'offrent à l'économie de Terre-Neuve si l'on pense aux choses qui s'annoncent dans le domaine de l'informatique ou de l'autoroute de l'information—toutes ces choses que créent la nouvelle économie. Je pense que vous serez prêt pour ce genre de changement si on donne les possibilités nécessaires aux gens qui habitent dans cette région. Alors, en quoi l'examen de la sécurité sociale va-t-il contribuer à donner à ces gens-là et à cette région l'aide nécessaire pour moderniser réellement l'économie? Nous devons tous convenir de la nécessité de moderniser l'économie.

Mme Power: Oui, je pense que nous devons examiner quelles compétences professionnelles sont nécessaires dans la région, quel type d'activités industrielles on peut envisager pour les années à venir. Je pense qu'il faut surveiller de plus près l'usage que l'on fait des sommes consacrées à la formation; il ne faut pas laisser se créer une petite école de formation privée en donnant beaucoup d'argent à ses propriétaires sans réfléchir aux programme dont ont besoin les étudiants ou même les personnes âgées d'une région donnée. Je ne crois pas que nous ayons fait ce genre de chose et que nous ayons tenu compte des besoins d'une région donnée. Je pense que la formation constitue souvent une fin en soi et, bien souvent, c'est de l'argent gaspillé. Je pense qu'il faut se fixer un objectif et dire que, par exemple, dans la baie Ste-Marie, il nous faut tant de . . .

J'ai ici une liste de trois pages de travailleurs qualifiés. Avons-nous besoin de plus d'esthéticiennes à Terre-Neuve? De plus d'infirmières? Nous devons cibler les secteurs dans lesquels on trouvera des emplois, tenir compte des activités industrielles locales. Il faut surveiller l'usage que l'on fait de l'argent consacré à la formation en s'assurant qu'il sert à une éducation productive et non pas seulement à financer de petites écoles de formation sans tenir compte des besoins réels.

• 0920

Mr. Dillon: At one time if you had two or three years of university, you could basically get a reasonable job in St. John's. But at the Cabot College and the universities and everything else, people are coming out with their trade and they're asking where they are going to go. You can sit and talk all day, but the key factor to it all is that you must have jobs. You must have jobs, whether it be government or whether it be private sector. You can train until the cows come home, but if there are no job

M. Dillon: Il fut un temps où quelqu'un qui avait étudié pendant deux ou trois ans à l'université était sûr de trouver un emploi raisonnable à St. John's. Or, les gens qui sortent du Cabot College, des universités ou d'ailleurs où ils ont appris un métier se demandent où ils vont pouvoir l'exercer. On peut en parler aussi longtemps qu'on veut, mais le facteur essentiel c'est qu'il faut qu'il y ait des emplois, qu'ils viennent du gouvernement ou du secteur privé. On peut former des gens

[Text]

once they get out, it's either here or go to the mainland. That's the bottom line. If you have jobs, then they're not on UI. You don't have to cut; you don't have to extend the weeks; you don't have to use the two-tier system. You don't have to do all that. You have to have jobs.

[Translation]

sans arrêt, mais s'il n'y a pas d'emplois pour eux quand ils ont terminé, il faut qu'ils restent ici ou qu'ils aillent sur le continent, un point c'est tout. S'il y a des emplois, ils n'ont pas à toucher l'assurance-chômage. Il n'y a pas à diminuer les prestations, il n'y a pas à augmenter le nombre de semaines, il n'y a pas à utiliser un système à deux vitesses. Il n'y a pas besoin de faire tout cela. Il faut qu'il y ait des emplois.

It's very, very hard sometimes to create a whole lot of jobs, because when industry creates jobs, they're looking for profits. It's not an easy task. But I think here in Newfoundland we have one hell of a lot of people who are coming out of colleges and coming out of universities who are doing really well in their courses and at the top of their classes, but there are no jobs.

Ms Price: Can I just add to that? When you talk about retraining, providing people with training to get the skills they need to compete in what they call the new economy, I have some difficulty with the sincerity of your question. We look at the social security reform proposals and we see forcing people onto workfare as though that were going to give them skills to get jobs. That's not the case.

If you're sincere about providing people with access to training, why then is one of the proposals to restructure funding for post-secondary education that will make it virtually impossible for any child from a working-class family to get a post-secondary education? If you're concerned about training, then I'm sure we can all put our heads together and come up with some reasonable, common-sense solutions, but changing the method of funding for post-secondary education is going to eliminate that possibility for many young people.

Mr. Bevilacqua: It's interesting that you raise the point about possible solutions. That's why we're travelling throughout Canada, about possible solutions people have to the challenges we face and perhaps some innovative ideas on how to deal with their particular regional challenges. So I thank you for your presentation and your proposals.

The Vice-Chair (Ms Minna): Before your response, I could go to Mr. Alcock. Maybe you could address both and do a final one quickly.

Mr. Alcock: I don't know if I can do it quickly.

The Vice-Chair (Ms Minna): Try.

Mr. Alcock: I want to make a couple of opening comments. You're coming to the table and expressing some very legitimate fears that we've heard right across the country. We've been doing this for nearly a year. This is our 130th meeting on this thing. The kind of fears people have about attacking the victims and all those kinds of things are very legitimate, and you're not the first to raise them.

Il est parfois très, très difficile de créer beaucoup d'emplois, parce que, quand le secteur privé le fait, c'est pour augmenter ses profits. Ce n'est pas facile. Or, je pense qu'ici, à Terre-Neuve, nous avons énormément de gens qui sortent des collèges et des universités et qui obtiennent des résultats excellents, qui sont parmi les meilleurs de leur classe, mais il n'y a pas d'emplois.

Mme Price: Puis-je ajouter quelque chose? Quand vous parlez de recycler les gens, de leur donner une formation afin qu'ils acquièrent les compétences nécessaires pour se faire une place dans ce qu'on appelle la nouvelle économie, je me demande si votre question est vraiment sincère. On voit les propositions de réforme à la sécurité sociale et on voit qu'on force les gens à travailler pour recevoir une assistance comme si cela allait leur donner les compétences nécessaires pour trouver un emploi. Ce n'est pas le cas.

Si vous voulez sincèrement permettre aux gens d'avoir accès à une formation, pourquoi donc proposez-vous, entre autres choses, de restructurer le financement de l'éducation postsecondaire de telle façon que les enfants issus de la classe ouvrière seront pratiquement dans l'impossibilité d'y avoir accès? Si vous vous souciez vraiment de la formation, je suis sûre que nous pouvons réfléchir tous ensemble et trouver des solutions raisonnables, de bon sens, alors que, si l'on change la méthode de financement de l'éducation postsecondaire, cela éliminera cette possibilité pour beaucoup de jeunes gens.

M. Bevilacqua: Il est intéressant que vous soulevez la question des solutions possibles. C'est pour cette raison que nous voyageons à travers le Canada, pour qu'on nous propose des solutions aux défis auxquels nous faisons face et peut-être des idées innovatrices quant à la façon de régler certains problèmes particuliers à une région. Je vous remercie donc pour votre exposé et vos propositions.

La vice-présidente (Mme Minna): Avant que vous ne répondez, je pourrais donner la parole à M. Alcock. Vous pourriez alors répondre aux deux à la fois et faire rapidement une dernière intervention.

M. Alcock: Je ne sais pas si je peux le faire rapidement.

La vice-présidente (Mme Minna): Essayez.

M. Alcock: Je commencerais par deux commentaires. Vous êtes venu nous exprimer des craintes très légitimes que nous avons entendues dans l'ensemble du pays. Nous faisons cela depuis près d'un an. C'est notre 130^e réunion sur cette question. Les gens craignent qu'on ne s'en prenne aux victimes ou d'autres choses de ce genre, ce qui est très légitime et vous n'êtes pas la première personne à en parler.

[Texte]

I want to say two things. One is that Paul Martin himself recently said the reason for the deficit is because business did not invest in research and training during the 1970s—not because of social programs, but because the business community had not done its job in trying to build a more innovative economy back when we should have been doing it, not trying to catch up now.

I also want to point out that in the detailed book on UI, it makes the point that lowering UI levies, while it's presented as a job-creation strategy... They say here that as a result, the long-term employment effect is not much different from changing income taxes or anything else. So there are two sides to the argument, if you want to find both sides of the argument.

The dilemma for me, and I know it's shared by a lot of my colleagues here who have all worked in this area for a long time, and I've spent nearly 25 years working in the programs that are supported by these programs, is that even if we had no deficit, I would still be arguing for reform. I think it is inherent in some of the things Mr. McCurdy said in his presentation about some of the asinine limitations, problems, and disincentives that exist in the current structure.

I wonder if you can respond to that, and talk a little about those issues. Can we put aside for a moment the fears and say if we were rewriting this what we would do? How would we recast this to provide protection to the people who, hopefully, we are all working on behalf of, and deal with some of the disincentives? How can we make it possible for a woman to re-enter the labour force without immediately being taxed back 100% of the money she earns?

We have story after story of people who made a little progress and then the government came along, took it all back and put them right back where they were. Can we talk a little bit about that?

Mr. McCurdy: I once had an unusual experience at a meeting of fish plant workers a number of years ago. A woman stood up in the meeting and said, "Mr. McCurdy, I'm being called into work tomorrow, and that's fine. I am all set for that. Do I have to accept pay?" It was a strange question.

The problem was, she was in a situation where by reporting for work she would lose a significant amount of money. It was the second day of that week and the end of the season when the fishing was intermittent because of bad weather. The worst thing you could do was work for two days, because your benefit would be averaged. You should really be able to count your best weeks, and once you have them, the lesser weeks shouldn't be counted against you. They're no benefit, but they're no detriment.

[Traduction]

Je veux dire deux choses. Premièrement, Paul Martin lui-même a dit récemment que le déficit vient du fait que le secteur privé n'a pas fait suffisamment d'investissements pour la recherche et le développement au cours des années 1970... non pas à cause des programmes sociaux, mais parce que le monde des affaires a manqué à ses devoirs en n'essayant pas d'édifier une économie plus novatrice au moment où cela aurait dû se faire, au lieu d'essayer de rattraper le retard maintenant.

Je veux également souligner que, dans le document détaillé sur l'assurance-chômage, on signale qu'une diminution des cotisations à l'assurance-chômage, même si on présente cela comme une stratégie pour la création d'emplois... On y indique que, en fin de compte, l'effet à long terme sur l'emploi n'est pas tellement différent de celui qui résulterait d'un changement du régime de l'impôt sur le revenu ou de quoi que ce soit d'autre. Si on se donne la peine d'y réfléchir, on se rend compte que c'est donc un argument à double tranchant.

À mon avis—and je sais que beaucoup de mes collègues ici qui s'occupent de cette question depuis longtemps sont d'accord avec moi, et j'ai travaillé pendant près de 25 ans dans le cadre des programmes qui sont financés de cette façon—the dilemme est que, même si nous n'avions pas de déficit, je serais quand même en faveur d'une réforme. Je pense que c'est inhérent à certaines des choses que M. McCurdy a dites dans son exposé au sujet des limitations, des problèmes et des facteurs de dissuasion stupides qui existent dans la structure actuelle.

• 0925

Je me demande si vous pouvez nous dire ce que vous en pensez et parler un peu de ces questions. Poumons-nous laisser nos craintes de côté pendant un instant et dire ce que nous ferions si nous faisions une nouvelle version de cela? Comment reformulerions-nous cela pour protéger les gens au nom desquels, espérons-le, nous travaillons tous et éliminer certains facteurs de dissuasion? Comment pouvons-nous faire pour qu'une femme puisse entrer à nouveau sur le marché du travail sans que les impôts lui reprennent immédiatement la totalité de l'argent qu'elle gagne?

On nous parle souvent de cas où des gens avaient un peu amélioré leur sort, mais où le gouvernement est intervenu, il a tout récupéré et ils se sont retrouvés dans la même situation qu'avant. Est-ce qu'on peut parler un tout petit peu de ça?

M. McCurdy: J'ai eu une fois une expérience inhabituelle lors d'une réunion de travailleurs d'une usine de traitement de poissons, il y a plusieurs années. Une femme s'est levée et a dit: «Monsieur McCurdy, on m'a demandé d'aller travailler demain et c'est très bien. Je suis tout à fait prêt à y aller. Dois-je accepter d'être payée?» C'était une question étrange.

Le problème était qu'en travaillant, elle allait perdre beaucoup d'argent. C'était le deuxième jour de la semaine et la fin de la saison; la pêche était intermittente à cause du mauvais temps. La pire chose à faire était de travailler pendant deux jours, parce que les prestations étaient calculées d'après la moyenne des revenus. Il faudrait vraiment pouvoir compter seulement les meilleures semaines et, ensuite, on ne devrait pas tenir compte des semaines moins bonnes à vos dépens. Elles ne rapportent rien, mais elles ne devraient rien coûter non plus.

[Text]

[Translation]

I was almost at a loss to answer the woman's perfectly legitimate question. Whatever the number of qualifying weeks is, you shouldn't penalize someone for these extras. Whether you did that everywhere or limited it to those sectors dictated by natural circumstances or where there was a significant problem, it would be a judgment call, but that would be one very simple remedy. People should never be penalized for going in to do a day's work. That doesn't make any sense. I think those kinds of things can be fixed relatively simply.

I think the system is too quick to disqualify somebody who goes in for further education. While we hear talk about training and education, if you try to take a university course while unemployed, your UI is cut off. A lot of people decide to stay home rather than take upgrading courses, out of sheer financial necessity.

Those are just a couple of areas. The problem is, when you read about the green paper and social debate in the country in *The Globe and Mail* every day, and watch television and listen to the debate, the whole sum and substance is about cutbacks. That's what's coming forward in that debate. That puts people on the defensive.

Our level of spending compared to other countries, if anything, needs to be improved; it certainly doesn't need to be reduced. We are not out of line. If we are out of line, it's because our programs are below the standard in the industrialized countries. So let's remove some disincentives, get people working and get people educated. I think that's how I'd tackle it.

Ms Power: There is another problem. Some businesses hire casual workers or part-time workers and work them at full-time hours. But they aren't entitled to any benefits from the employer because they will probably work full time one week and only part time the next week, so they have to go to UI.

The hours are there, but companies are just using the people as casual and part-time workers, and that's creating a real problem.

Mr. Alcock: The levies should be on the whole payroll, and not just on each individual employee.

Ms Power: That's right. On the numbers employed.

Mr. Alcock: They are accomplished in that. Then they couldn't avoid the tax.

Mr. McCurdy: If I could just embellish, attached to my brief is chapter 8 of the Task Force on Incomes and Adjustment in the Atlantic Fishery. I think there are some very innovative ideas in there relating to your question. It would be worthwhile reading it.

Mr. Alcock: I would also like to reassure you that while we may meet one of Mr. Saunders's criteria, we've only been elected for a year so we're not brain dead yet.

The Vice-Chair (Ms Minna): I thank you very much for your patience and for coming before us this morning.

J'étais presque incapable de répondre à la question parfaitement légitime de cette femme. Quel que soit le nombre de semaines de référence, on ne devrait pas pénaliser quelqu'un qui travaille un peu plus. Qu'on fasse cela partout ou seulement dans les secteurs où les conditions naturelles l'imposent ou qui connaissent des problèmes importants, ce serait une question de jugement, mais ce serait très facile à régler. On ne devrait jamais pénaliser quelqu'un parce qu'il a fait une journée de travail. Cela n'a aucun sens. Je pense qu'on peut remédier à ce genre de problème relativement facilement.

Je pense que le système est trop prompt à rejeter quelqu'un qui veut compléter sa formation. On parle beaucoup de formation et d'éducation, mais si vous essayez de suivre un cours à l'université quand vous êtes en chômage, on vous supprime l'assurance-chômage. Beaucoup de gens décident de rester à la maison au lieu de suivre des cours de perfectionnement pour des raisons purement financières.

Il s'agit simplement de deux domaines parmi d'autres. Le problème, c'est que, quand on lit tous les jours les articles du *Globe and Mail* portant sur le Livre vert et le débat social dans notre pays, quand on regarde la télévision ou qu'on écoute ce qui se dit à ce sujet, tout se ramène à la réduction des dépenses. C'est la principale chose qui ressort de ce débat. Cela met les gens sur la défensive.

Par rapport à d'autres pays, il faudrait plutôt augmenter nos dépenses, et certainement pas les diminuer. Elles ne sont pas disproportionnées, ou si elles le sont, c'est parce que nos programmes sont inférieurs aux normes des pays industrialisés. Supprimons donc certains facteurs de dissuasion, donnons du travail aux gens et donnons leur une formation. Je pense que c'est comme cela que je faisais.

Mme Power: Il y a un autre problème. Certaines entreprises engagent des travailleurs occasionnels ou à temps partiel et les font travailler à plein temps, sans pour autant leur accorder d'avantages sociaux parce qu'ils travaillent peut-être à plein temps pendant une semaine et seulement à temps partiel la semaine suivante, si bien qu'ils doivent demander de l'assurance-chômage.

Ils accumulent assez d'heures, mais les entreprises utilisent seulement ces gens-là comme travailleurs occasionnels et à temps partiel, et cela crée un véritable problème.

M. Alcock: Les contributions devraient être calculées sur l'ensemble de la masse salariale et pas seulement sur le salaire de chaque employé.

Mme Power: C'est exact. Sur le nombre d'employés.

M. Alcock: Ils sont bien rodés. Comme cela, ils ne pourraient pas éviter les impôts.

M. McCurdy: Si je peux ajouter quelque chose, le chapitre 8 du rapport du Groupe de travail sur les revenus et l'adaptation des pêches de l'Atlantique est joint à mon mémoire. Je pense qu'on y trouve des idées très novatrices reliées à votre question. Cela vaut la peine d'être lu.

M. Alcock: Je voudrais également vous confirmer que, si nous répondons peut-être à un des critères de M. Saunders, nous avons été élus il y a un an seulement et notre cerveau fonctionne donc encore.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vous remercie beaucoup pour votre patience et pour votre présence ici ce matin.

[Texte]

[Traduction]

● 0930

I have just one last question. One of you referred to the United Food and Commercial Workers and the moratorium on training. Could you explain what that is?

Ms Potter: There seems to be a particular crisis with respect to training in Newfoundland since the moratorium.

The Vice-Chair (Ms Minna): But what is this moratorium?

Ms Potter: The Northern Cod Adjustment and Recovery Program moratorium.

The Vice-Chair (Ms Minna): I understand now. I was just linking it to something else. That clears it for me. Thank you very much.

Thank you very much again for coming this morning.

We have with us this morning, if I'm correct: Bev Brown, coordinator, Group Against Poverty; Michele Neary, executive director, Newfoundland Association for Community Living; Mary Reid, Civic 4; and Jean Swanson, president, National Anti-Poverty Organization.

Ms Bev Brown (Member, Equity in Reform Coalition): Good morning. We have a video we're going to show you this morning. As well as the video, we have prepared 34 problems and solutions. We'll leave you 35 copies of that, and we hope you'll look at it.

The Vice-Chair (Ms Minna): Absolutely.

Ms Brown: I want to introduce to you the people here. Michèle Neary is with the Newfoundland Association for Community Living and Mary Reid is with Civic 4. Jean Swanson is president of NAPO. You may have heard of her before. I'm Bev Brown and I'm with the Group Against Poverty.

We're going to give an introduction and then we're going to show the video.

Ms Michèle Neary (Member, Equity in Reform Coalition): Just by way of introduction, for those of you who may be somewhat surprised that there are more representatives here other than representatives from the Group Against Poverty, many of you may be aware that last week a storm began in Newfoundland on Thursday. For many of us, it really began on Wednesday when we learned who was going to be presenting to the standing committee this morning.

The Equity in Reform Coalition is a coalition of many community-based advocacy groups in this province who have been meeting since last January to try to develop a response to the social security reforms. Last Wednesday we learned that the coalition was not going to have an opportunity to present in front of the standing committee. As most of you know from the activities during the actual winter storm that occurred on the weekend, in a time of crisis, Newfoundlanders tend to pull together and find solutions that work for Newfoundlanders.

J'ai juste une dernière question. L'un d'entre vous a mentionné l'Union internationale des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce ainsi que le moratoire sur la formation. Pouvez-vous nous expliquer de quoi il s'agit?

Mme Potter: La formation semble être particulièrement en crise à Terre-Neuve depuis le moratoire.

La vice-présidente (Mme Minna): Mais qu'est-ce que ce moratoire?

Mme Potter: Le moratoire du programme d'adaptation et de redressement de la morue du Nord.

La vice-présidente (Mme Minna): Je comprends maintenant. Je reliais cela simplement à quelque chose d'autre. Cela me paraît clair maintenant. Merci beaucoup.

Je vous remercie encore d'être venue ici ce matin.

Nous avons ici avec nous ce matin, si je ne me trompe, Bev Brown, coordinatrice, Group Against Poverty; Michele Neary, directrice exécutive, Newfoundland Association for Community Living; Mary Reid, Civic 4; et Jean Swanson, présidente, Organisation nationale anti-pauvreté.

Mme Bev Brown (membre, Equity in Reform Coalition): Bonjour. Nous avons une bande vidéo que nous allons vous montrer ce matin. Nous avons également préparé 34 problèmes avec leurs solutions. Nous allons vous en laisser 35 exemplaires et nous espérons que vous les regarderez.

La vice-présidente (Mme Minna): Absolument.

Mme Brown: Je veux vous présenter les personnes qui sont ici. Michele Neary est membre de la Newfoundland Association for Community Living et Mary Reid de Civic 4. Jean Swanson est présidente de l'ONAP. Vous avez déjà peut-être entendu parler d'elle. Je m'appelle Bev Brown et je suis membre du Group Against Poverty.

Nous allons vous présenter une introduction et ensuite, nous vous montrerons la bande vidéo.

Mme Michèle Neary (membre, Equity in Reform Coalition): En guise d'introduction, je dirais à ceux d'entre vous qui sont peut-être un peu étonnés que le Group Against Poverty ne soit pas le seul à être représenté ici, que, comme vous le savez peut-être, il y a une tempête qui a commencé à Terre-Neuve jeudi dernier. Pour beaucoup d'entre nous, elle a commencé en réalité le mercredi lorsque nous avons appris qui allait prendre la parole devant le Comité permanent ce matin.

Equity in Reform Coalition est une coalition de nombreux groupes d'intervention communautaire de notre province qui se réunissent depuis janvier dernier pour essayer de réagir face aux réformes de la sécurité sociale. Mercredi dernier, nous avons appris que la coalition n'aurait pas l'occasion d'intervenir devant le Comité permanent. Comme la plupart d'entre vous le savent grâce aux activités qui ont eu lieu lors de la fin de semaine pendant la véritable tempête, en période de crise, les habitants de Terre-Neuve ont tendance à s'entraider et à trouver des solutions qui leur conviennent.

[Text]

On Thursday the Group Against Poverty met and decided that the response the Equity in Reform Coalition had developed was really a response that the standing committee should have an opportunity to hear. So they opted to allow the Equity in Reform Coalition to present in their place. We hope you will enjoy our presentation and hear a little bit about what many people in Newfoundland feel are important issues worthy of consideration.

Ms Mary Reid (Member, Equity in Reform Coalition): I don't know if you've heard this very often, but we'd like to applaud the federal government for beginning the discussion with all Canadians on social security reform.

We believe these discussions are just beginning to involve all Canadian citizens. We also believe the real solutions are not found through the approaches to, for instance, the Economic Recovery Commission's previous approaches of tinkering with current programs or programs designed at an academic level. We believe strongly that solutions are found by people at a grassroots level, and that's what we've endeavoured to do.

The Equity in Reform Coalition has provided information across the province to communities throughout Newfoundland and Labrador. Public meetings have been held, as well as kitchen table discussions and teleconferencing. It's been an exciting process whereby people have become involved on a very personal level and through their own expertise. We believe those are the types of principles by which you will find the real solutions.

• 0935

One more note. I wanted to let you know the principles the coalition used throughout its whole process. Those include inclusivity, self-determination, dignity, equality and citizenship, compensation for accommodation of disability-related costs, consumer control, independent living, integration, self-identification, national standards, portability, capacity to take risks, economic justice, and employability.

Ms Jean Swanson (Member, Equity in Reform Coalition): I would just like to say on behalf of the National Anti-Poverty Organization that we're here in solidarity with and support of the Group against Poverty and the Equity in Reform Coalition.

[*Film Presentation*]

• 0955

Ms Neary: That's the end of the presentation. We'll welcome any questions you might have for us.

It's important to point out, though, that, as with any coalition, we are a coalition of very diverse groups with sometimes diverse opinions and perspectives as to the solutions that might be found. We think the fact that our groups could come together since January and work together to produce one report for the standing committee is an example of how our country must be prepared to look at diverse views and to try to work together to find solutions.

[*Translation*]

Jeudi, les membres du Groupe Against Poverty se sont réunis et ont décidé que la réponse préparée par l'Equity in Reform Coalition méritait vraiment d'être présentés au Comité permanent. Ils ont donc choisi de laisser la coalition intervenir à leur place. Nous espérons que notre exposé vous intéressera et vous permettra de comprendre un peu ce que de nombreux habitants de Terre-Neuve considèrent comme des questions importantes et dignes d'être étudiées.

Mme Mary Reid (membre, Equity in Reform Coalition): Je ne sais pas si vous avez souvent entendu cela, mais nous aimerions féliciter le gouvernement fédéral d'avoir entamé une discussion avec l'ensemble de la population du Canada au sujet de la réforme de la sécurité sociale.

Nous pensons que les citoyens canadiens ne font que commencer à s'impliquer dans ces discussions. Nous pensons également qu'on ne peut pas réellement résoudre ces problèmes en procédant comme, par exemple, le faisait la Economic Recovery Commission en retouchant maladroitement les programmes existants ou en proposant des programmes conçus de façon purement théorique. Nous sommes fermement convaincus que ce sont les gens directement concernés qui peuvent trouver des solutions et c'est ce que nous nous sommes employés à faire.

Notre coalition a diffusé de l'information dans l'ensemble des villes et villages de Terre-Neuve et du Labrador. Nous avons organisé des réunions publiques ainsi que des discussions chez des particuliers et des téléconférences. C'est un processus passionnant qui a permis une participation très directe des gens sur la base de leur connaissance personnelle des problèmes. À notre avis, c'est en s'appuyant sur ce genre de principes que l'on arrivera à trouver de véritables solutions.

Encore une remarque. Je voulais vous signaler les principes que la coalition a utilisé tout au long de ces activités. Ce sont notamment l'inclusion des deux sexes, l'autodétermination, la dignité, l'égalité et le sens civique, la prise en considération des frais encourus par les personnes handicapées, le contrepoids des consommateurs, l'autonomie de vie, l'intégration, l'auto-identification, les normes nationales, la transférabilité, l'aptitude à prendre des risques, la justice économique et l'employabilité.

Mme Jean Swanson (membre, Equity in Reform Coalition): Je voulais simplement vous dire au nom de l'organisation national anti-pauvreté, que nous sommes ici pour manifester notre solidarité et notre appui au Group Against Poverty, et à l'Equity in Reform Coalition.

[*Projection d'un film*]

Mme Neary: Voilà qui termine notre exposé. Nous répondrons avec plaisir aux questions que vous pourriez vouloir poser.

Il est toutefois important de signaler que, comme n'importe quelle autre coalition, nous sommes composés de groupes très différents qui ont parfois des opinions et des points de vue différents au sujet des solutions envisageables. À notre avis, le fait que nos groupes aient pu se réunir depuis janvier et préparer ensemble un rapport pour le comité permanent constitue un exemple de la façon dont, dans notre pays, nous devrions être prêts à examiner des points de vue différents et à essayer de collaborer pour trouver des solutions.

[Texte]

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

Ms Brown: What happened to the other people who are on the standing committee who are supposed to be here?

The Vice-Chair (Ms Minna): I'm sorry... One or two might have gone to make a phone call.

Ms Brown: I see. I just wondered what had happened to them, because they weren't here for the presentation.

The Vice-Chair (Ms Minna): Some of them moved around. I know that Mr. Dubé was sitting over there instead of over here in order to be closer to the booth, because he needed the translation.

I would like to start our discussion. Mr. Cauchon, please.

M. Cauchon (Outremont): Félicitations pour votre présentation. Je dois dire qu'on a entendu beaucoup de témoins au cours de notre tournée canadienne et qu'il est toujours agréable de voir quelque chose de vivant, dynamique, original. Au nom de tous les membres du Comité, j'aimerais vous remercier pour votre présentation.

Une des personnes qui étaient dans l'émission a parlé du Régime d'assistance publique du Canada. J'aimerais que vous soyez plus clairs sur la position qui a été prise par cette personne.

Vous savez que dans le Livre vert de M. Axworthy, il y a trois possibilités pour renouveler le Régime d'assistance publique.

Premièrement, il y aurait un revenu minimum garanti, entre autres, ce qui semble plaire à beaucoup de personnes.

Deuxièmement,

is what we call the CAP funding, the block funding as we say. The other one would be to reorganize the whole system in order to make sure that the federal spending will be made in areas where it is needed. Of course that has to be made with the agreement and consensus of all the provinces.

In the program we saw a minute ago, it seemed that your choice would be made with the third one in order to make sure that the federal government remains in that area so no block funding is...

Did you pay attention also to the guaranteed annual income? I would like you to make your position on that more precise.

Ms Brown: We feel that not one penny should come from social programs. Although we hear that \$3.4 billion is planned to be taken from social programs in the next two years, we'd like that not to happen.

I was meeting with the Minister of Social Services last week and she said that the rates are frozen and they're going to be frozen at the level of the previous year until 1997. With the crisis in the fishery, there are far more than 30,000 more people out of work. We think it is not acceptable to take one penny from that.

We don't want a guaranteed annual low income to take part-time jobs at low wages. We don't want to be freed up to take part-time jobs at low wages. We don't want block funding, because we see that it hasn't worked for the other provinces. We don't want a cap on CAP. As the Minister of Social Services told us, we don't know what we're going to do.

[Traduction]

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

Mme Brown: Qu'est-il advenu des autres membres du comité permanent qui sont censés être ici?

La vice-présidente (Mme Minna): Je suis désolée... Un ou deux sont peut-être allés faire des appels téléphoniques.

Mme Brown: Je vois. Je me demandais simplement ce qu'ils étaient devenus, parce qu'ils n'étaient pas là pendant l'exposé.

La vice-présidente (Mme Minna): Certains se sont déplacés. Je sais que M. Dubé était assis là et non pas ici pour être plus près de la cabine, parce qu'il avait besoin de l'interprétation.

Je voudrais commencer la discussion. Monsieur Cauchon, s'il vous plaît.

M. Cauchon (Outremont): I congratulate you on your presentation. I must say that we have been listening to many witnesses during our tour across Canada and we always welcome seeing something lively, dynamic, original. On behalf of all committee members, I would like to thank you for your presentation.

One of the people on the video referred to the Canada Assistance Plan. I would like you to tell us more clearly what was the position advocated by that person.

You know that Mr. Axworthy's Green Book mentions three possibilities for the renewal of the Canada Assistance Plan.

First, there would be a guaranteed minimum income, among other things, which seems to satisfy many people.

Second,

il y a ce que nous appelons le financement du RAPC ou financement global. Troisièmement, il s'agirait de réorganiser l'ensemble du système pour s'assurer que les dépenses fédérales sont consacrées aux secteurs où elles sont nécessaires. Bien entendu, cela doit se faire avec l'accord de toutes les provinces.

De la bande vidéo que nous avons vu il y a un instant, vous sembliez choisir la troisième solution afin que le gouvernement reste dans ce secteur et qu'il n'y ait pas de financement global qui...

Vous êtes-vous également intéressé au revenu annuel garanti? J'aimerais que vous précisiez votre point de vue à ce sujet.

Mme Brown: Nous pensons qu'il ne faudrait pas retirer un cent aux programmes sociaux. Même si nous entendons dire qu'il est prévu de soustraire 3,4 milliards de dollars aux programmes sociaux au cours des deux prochaines années, nous aimerais que cela ne se fasse pas.

J'ai rencontré la ministre des Services sociaux la semaine dernière et elle a dit que les montants étaient gelés et qu'ils allaient rester gelés au niveau de l'année dernière jusqu'en 1997. Avec la crise des pêches, il y a beaucoup plus de 30 000 personnes de plus en chômage. Nous jugeons inacceptable de prélever un sous là-dessus.

Nous ne voulons pas d'un faible revenu annuel garanti qui nous oblige à prendre des emplois à temps partiel mal rémunérés. Nous ne voulons pas être amenés à accepter des emplois à temps partiel faiblement rémunérés. Nous ne voulons pas d'un financement global dont nous constatons l'échec dans les autres provinces. Nous ne voulons pas d'un plafonnement du RAPC. Face à ce que nous a dit la ministre des Services sociaux, nous ne savons pas ce que nous allons faire.

[Text]

[Translation]

Mr. Cauchon: Because to you and your association block funding means a cap on CAP.

Ms Brown: Well, block funding hasn't worked for the other provinces that have had it. Right? It has already caused suffering and hardship.

• 1000

Ms Reid: I could add to that. The concern we've heard from some areas in the province on block funding is that if they are not adequately tied to national standards, the jurisdiction within provinces and the priorities that will be set for use of that block funding could be rather disastrous for individuals. It also takes away portability and mobility rights that are now enshrined in the Constitution, in that supports become inconsistently provided from province to province, as we see now within CAP. It will become further entrenched and more severe.

Those are some of the concerns about block-type funding.

The consistent message we get here is that there is a need for national standards. There has to be some type of agreement among provinces on minimal levels of support that are provided to individuals.

Ms Augustine (Etobicoke—Lakeshore): I also want to express my satisfaction with the fact that you brought us a visual message, and that in turn you did the consultation across the... and brought us a sense of where people are.

I have been from one end of the country to the next, and I've heard presentations from the disabled community. One thing somehow has stayed with me, and I want you to make some comment on it. It was said to us in a few places that the disabled community would like to see funding attached to the individual rather than to programs. Could you speak to that in the light of your own experiences?

Ms Neary: I think that's true, and it is something the majority of members of our coalition would agree with. We definitely believe people should have the opportunity to have individualized funding rather than funding going to services, which really limits people's opportunities and choice. What we have found is when services receive money directly from government, they are not as responsive to individuals' needs. Once again we have a situation where people are having solutions being proposed for them rather than being asked for solutions that would match their own needs.

We also think if the funds are directly given to the individual, they will have the option of being able to choose a service that better suits their needs and that it will cause the services to be more responsive.

In this province we also feel, however, because we have recently met on this very issue... a group of advocacy groups that represent people with disabilities came together to discuss the possibility of trying to implement an individualized funding

M. Cauchon: Parce que votre association et vous-même considérez que le financement global signifie un plafonnement du RAPC.

Mme Brown: Et bien, le financement global a échoué dans les autres provinces qui l'ont eu, n'est-ce pas? Il a déjà causé suffisamment de souffrances et d'épreuves.

Mme Reid: Je pourrais ajouter quelque chose. L'inquiétude que suscite le financement global dans certaines régions de la province est que, si on ne le rattache pas à des normes nationales, les priorités qu'établiront les autorités compétentes à l'intérieur des provinces, en ce qui concerne l'utilisation de ce financement global, pourrait être plutôt catastrophique pour les personnes concernées. Cela est également contraire à la transférabilité et à la mobilité qui sont des droits maintenant reconnus par la Constitution, dans la mesure où l'assistance varierait d'une province à l'autre, comme c'est le cas à l'heure actuelle avec le RAPC. Cela sera encore plus marqué et plus grave.

Voilà certaines des préoccupations que suscitent un financement de type global.

Ce qu'on nous dit constamment, c'est qu'il faut des normes nationales. Il faut que les provinces s'entendent d'une façon ou d'une autre sur des montants minimaux d'aide pour les assistés sociaux.

Mme Augustine (Etobicoke—Lakeshore): Je veux également dire que je suis contente que vous nous ayez présenté un message visuel et que vous ayez de votre côté fait une consultation dans toute... nous donnant ainsi une idée du point de vue de la population.

J'ai parcouru le pays d'un bout à l'autre et j'ai entendu les déclarations des personnes handicapées. Il y a une chose qui m'a en quelque sorte frappé et j'aimerais que vous la commentiez. On nous a dit à quelques reprises que les personnes handicapées aimeraient que l'argent soit versé aux personnes concernées plutôt qu'aux programmes. Pouvez-vous nous dire ce que vous en pensez sur la base de votre expérience?

Mme Neary: Je pense que c'est vrai, et la majorité des membres de notre Coalition seraient d'accord avec cette idée. Nous sommes convaincus que les gens devraient pouvoir recevoir un financement individualisé plutôt que de voir l'argent versé à des services d'une façon qui limite les possibilités et les choix des personnes concernées. Nous avons constaté que, lorsque ce sont des services qui reçoivent l'argent du gouvernement, ils sont moins sensibles aux besoins individuels. Une fois de plus, on propose aux gens des solutions toutes faites au lieu de leur demander quelles solutions répondraient à leurs propres besoins.

Nous pensons également que, si l'argent est versé directement à ces personnes, elles auront la possibilité de choisir un service répondant mieux à leurs besoins et cela se traduira par une meilleure adaptation des services.

Nous avons cependant également l'impression dans notre province, puisque nous nous sommes réunis récemment pour parler précisément de cette question... plusieurs groupes représentant des personnes handicapées se sont rencontrés pour

[Texte]

approach in this province. However, when we came together to discuss that, we realized what we really want to do is to ask the government to allow us to engage in a process of consultation for a period of eight months or even a year to ask people in this province how we can develop a program of individualized funding that will suit their needs. We don't want to come together even as representatives of advocacy groups and say this is the way it could work. We really feel the way to develop a program that will match people's needs is to ask them to assist us in developing it, rather than shooting down with yet another pilot project that will or will not meet a lot of people's needs.

So that's the direction we're hoping to take in this province. Yes, it may take us a little longer, but we think in the long run we will come up with better solutions than if we try to decide these things in academic circles or in élite circles, sitting in offices with computers.

Ms Brown: There are some specific recommendations in our final report, which you'll have a copy of; this very issue. All across the island and Labrador, people felt the people who are using any sort of social program have to sit down as partners with service providers from the very beginning and design, monitor, and evaluate these programs in the long term in order to make them work. They don't work for people now.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I appreciated the creativity you used in your presentation. After you have sat through very many presentations, it's refreshing.

• 1005

One of the things mentioned was that there needs to be a transition from what exists at present to whatever things should be like. Yet there was a feeling too that we shouldn't tamper with whatever survival system we have. I think people want security above all else. What suggestions would you give to go from what we now have to whatever you feel we should have?

I would really like to hear from each one of you, because I think you each present a different viewpoint, on how we would go about making this transition. It's a key element of this discussion.

Ms Brown: As I just said, you have to sit down with the users of services and design, monitor, and evaluate all these programs, and use these people as partners to design good programs that will work for them. They've been through the system and they already know what doesn't work for them. That's one thing I would say about it, and it's also in our report.

Ms Reid: You raise a very good point. Certainly the question is not whether we should change, it's how we're going to change. We know the systems are not adequate, they're not working, although they're costing a fair amount of money.

[Traduction]

parler de la possibilité d'essayer de mettre en oeuvre un système de financement individualisé dans notre province. Toutefois, lorsque nous nous sommes réunis pour en parler, nous nous sommes rendus compte que ce que nous voulons en fait, c'est demander au gouvernement de nous permettre d'entamer un processus de consultation qui pourrait durer de huit à douze mois pour demander aux habitants de la province comment instaurer un programme de financement individualisé répondant à leurs besoins. Nous ne voulons pas, même en temps que représentants de groupes défendant les intérêts de ces personnes, vous proposer une marche à suivre. Nous avons réellement l'impression, que si l'on veut concevoir un programme répondant aux besoins des gens, il faut leur demander de nous aider à l'élaborer au lieu de lancer un projet pilote de plus, qui ne répondra pas nécessairement aux besoins des gens.

Voilà donc la voie que nous espérons suivre dans notre province. Bien sûr, cela nous prendra peut-être un peu plus longtemps, mais nous pensons qu'en fin de compte, nous arriverons à de meilleures solutions que si nous essayions de prendre ces décisions au sein de groupes d'universitaires ou de technocrates installés dans des bureaux avec leurs ordinateurs.

Mme Brown: Notre rapport final, dont vous recevrez un exemplaire, contient des recommandations précises sur cette question. Dans l'Île et au Labrador, les gens ont l'impression que ceux qui utilisent des programmes sociaux doivent discuter d'égal à égal avec les prestataires de ces services pour concevoir, contrôler et évaluer ces programmes sur une longue période pour s'assurer qu'ils donnent de bons résultats. Ce n'est pas le cas pour le moment.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): J'ai apprécié la créativité dont vous avez fait preuve dans votre exposé. Quand on a assisté à de très nombreux exposés, c'est réconfortant.

Vous avez, entre autres choses, mentionné la nécessité d'une transition entre ce qui existe à l'heure actuelle et la façon dont les choses devraient se faire, quelles qu'elles soient. Or, vous donnez également l'impression qu'il ne fallait toucher à aucun des systèmes de survie existants. Je pense que les gens recherchent avant tout la sécurité. Comment devrions-nous, à votre avis, passer de ce que nous avons maintenant au système, quel qu'il soit, que vous préconisez?

J'aimerais vraiment savoir ce que chacune d'entre vous en pense parce que, me semble-t-il, vous présentez chacune un point de vue différent quant à la façon d'effectuer cette transition. C'est un élément-clé de cette discussion.

Mme Brown: Comme je viens de le dire, il faut rencontrer les utilisateurs des services pour concevoir, contrôler et évaluer tous ces programmes en les traitant d'égal à égal pour mettre au point de bons programmes répondant à leurs besoins. Ils connaissent le système et ils savent ce qui ne répond pas à leurs besoins. Voilà une chose que je dirais et cela figure également dans notre rapport.

Mme Reid: Vous avez soulevé une question très intéressante. Bien entendu, il ne s'agit pas de savoir s'il faudrait apporter des changements, mais de savoir comment on va le faire. Nous savons que les systèmes ne sont pas satisfaisants, qu'ils ne donnent pas de bons résultats, même s'ils coûtent assez cher.

[Text]

[Translation]

The transition has to happen with giving control and power to the individuals who are receiving the service, so they're moving from a position of being in a passive relationship with service providers into the role of directing the service provider. That transition will happen as the individual becomes more empowered to take control of the services around them. The spin-off from that will be a greater involvement in community life, economic life, and employment life, and all around a better expenditure of dollars than we have now.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I thought maybe everyone had a comment in that regard.

You mentioned there were some concerns you had with the presentation by the Economic Recovery Commission. Can you briefly describe what those would be?

Ms Neary: One of the main concerns we have with the Economic Recovery Commission is that there is a real indication they believe there are some people in this province who are salvageable and other people who are not. We heard reference many times this morning to the possibility that we will need to keep a social assistance system for people with disabilities. We very strongly feel, as you may have heard in the comments from many people in the presentation this morning, all people should be entitled to support to receive adequate education and to receive the opportunity to be contributing members to our community. We feel by thinking we can label one group of people as being a group that needs to be taken care of, we do a disservice to many people who have the ability to contribute, who want to contribute, but who may need some support in order to do that. As Cathy Murphy said in the presentation, what we need to be asking is what abilities you have, not what we can do to take care of you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Mr. Dubé.

M. Dubé (Lévis): J'ai regardé attentivement le vidéo présentant une situation que l'on vit dans toutes les régions de Terre-Neuve. J'ai l'ai apprécié parce que c'est la première fois que je viens ici. Comme tout le monde, j'ai lu sur Terre-Neuve, mais il n'y a rien de mieux que de venir sur place et rencontrer les gens.

Je pense avoir mal compris le début et j'aimerais que vous me donniez quelques précisions. Vous êtes du Groupe contre la pauvreté, mais vous avez parlé de la Coalition pour l'équité. Cette coalition a-t-elle été invitée, oui ou non?

Par la suite, vous avez beaucoup parlé du principe d'autodétermination des individus. Les groupes précédents avaient parlé du fort sentiment d'appartenance chez les gens de Terre-Neuve. C'est normal. C'est comme cela chez nous aussi.

• 1010

J'aimerais que vous expliquiez le rôle que vous envisagez pour votre gouvernement provincial face aux problèmes que avez identifiés.

En ce qui a trait aux 34 problèmes et solutions que vous avez identifiés—je sais que vous représentez deux ou trois groupes—, veuillez, s'il vous plaît, indiquer lequel est prioritaire.

Pour la transition, il faut donner aux personnes qui bénéficient de ces services des moyens de contrôle et un certain pouvoir afin qu'ils cessent d'avoir une relation passive avec les prestataires de services et qu'ils leur disent quoi faire. La transition se produira quand on donnera à ces gens-là la possibilité de prendre en main les services qui les concernent. De cette façon, ils participeront plus pleinement à la vie communautaire, à la vie économique et au marché du travail et dans l'ensemble, l'argent sera mieux dépensé qu'il ne l'est maintenant.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je pensais que tout le monde aurait peut-être un commentaire à présenter à ce sujet.

Vous avez signalé que l'exposé présenté par l'Economic Recovery Commission suscitait en vous quelques inquiétudes. Pouvez-vous nous les expliquer brièvement?

Mme Neary: L'une des principales inquiétudes que nous avons face à l'Economic Recovery Commission est que, manifestement, ses membres croient qu'il y a, dans notre province, des gens qui sont récupérables et d'autres qui ne le sont pas. Nous avons entendu dire à plusieurs reprises ce matin qu'il faudrait peut-être garder un système d'assistance sociale pour les personnes handicapées. Nous sommes fermement convaincues, comme vous l'avez peut-être entendu dire par de nombreuses personnes au cours des exposés de ce matin, que tout le monde devrait avoir droit à une assistance financière pour étudier et pour être en mesure de contribuer à la vie de la communauté. À notre avis, si l'on croit qu'on peut dire que tel groupe de gens a besoin qu'on s'occupe de lui, on cause un préjudice aux personnes qui sont capables d'apporter une contribution et qui veulent le faire mais qui ont peut-être besoin d'une certaine aide pour y parvenir. Comme l'a dit Cathy Murphy dans l'exposé, ce qu'il faut demander aux gens, c'est quelles sont leurs capacités et non pas ce que l'on peut faire pour s'occuper d'eux.

La vice-présidente (Mme Minna): Monsieur Dubé.

M. Dubé (Lévis): I watched closely the video that depicted the situation as it is being experienced in all areas of Newfoundland. I appreciated it because this is my first visit here. As everybody else, I read about Newfoundland but there's nothing like coming here and meeting the people.

I feel I did not understand the first part correctly and I would like you to explain a few things to me. You are with the group against poverty, but you referred to the equity and reform coalition. Was this coalition invited, yes or no?

Following that, you referred abundantly to the principle of individual self-determination. The groups that spoke before you talked about the strong feeling of belonging shared by Newfoundlanders. It is normal. We also feel the same way.

I would like you to explain to us how you see the role of your provincial government with regard to the problems you identified.

As far as the 34 problems and solutions you identified are concerned—I know that you are talking on behalf of two or three different groups—tell us please which one is a priority.

[Texte]

Ms Neary: Perhaps I'll respond to the first issue, which is who are we. In fact, the Group Against Poverty was the group that was invited to stand before the standing committee this morning. Last Wednesday, when we learned that the Equity in Reform Coalition—there are, I believe, 12 member groups in the Equity in Reform Coalition—was not going to have an opportunity to present the presentation we have taken a considerable amount of time developing—

Mr. Dubé: Why?

Ms Neary: We submitted our application, as did everybody else who presented here today—I'm not sure how many others presented—but we were not granted the opportunity. The Group Against Poverty is one of the members of our coalition. They very kindly met on Thursday at noon and decided to allow the coalition to present in its place. We certainly appreciate that opportunity.

Perhaps some of the other members of the panel can address the other two issues that you raised.

Ms Brown: I'd like to say that not only did we do this, but we also made another video. It asked some questions about the green paper and asked people to respond to the green paper. We've distributed that widely all over the province. So people were able to use our first video in order to collect information. It was done in a really thorough way. I think we represent a lot of people here.

The second question you asked was, what role could the province play to solve the problems? A lot of the programs that are under review are under provincial jurisdiction. I know that you're sitting down with provinces and working with them, but I think working with the provinces to solve the problems that exist now should be done in a complete and coherent way.

The priority in our eyes is that we think the tax system is unfair. In my eyes, and the Group Against Poverty and other groups in the coalition have expressed the same thing, the corporate tax rate should be raised. There should be measures to collect back old taxes, estimated at \$38 billion the last time they collected that information publicly. This kind of money could be used to build infrastructure that we need so desperately to create, an economic climate to create jobs here in Newfoundland. We need infrastructure such as roads and water systems. In Labrador there's no universal access to this stuff. There's no universal access to health care. There are a lot of things that really need to happen in this province in order to bring us to the kinds of standards that other Canadians have enjoyed for many years.

Mr. Dubé: Merci.

Ms Reid: It's very hard to start picking priorities, but I think we need to be looking at is what's been termed the "disincentives" within the system. Removal of these disincentives will come from providing supports on an individual basis versus a program basis, removing the supports completely from the program and tying them to the individual. An individual will determine what supports he requires and will also determine his own goals and what's required to meet those

[Traduction]

Mme Neary: Je vais peut-être répondre à la première question, celle qui concerne qui nous sommes. En fait, c'est le groupe contre la pauvreté qui a été invité à se présenter devant le comité permanent ce matin. Mercredi dernier, quand nous avons appris que l'Equity in Reform Coalition—elle est composée, je crois, de 12 groupes différents—n'aurait pas la possibilité de présenter l'exposé que nous avons consacré beaucoup de temps à préparer...

Mr. Dubé: Pourquoi?

Mme Neary: Nous avons présenté une demande, comme l'ont fait tous les autres qui sont intervenus ici aujourd'hui—je ne sais pas exactement combien il y en a eu—mais on ne nous a pas donné cette possibilité. Le groupe contre la pauvreté est l'un des membres de notre coalition. Ce groupe a eu l'amabilité de se réunir jeudi à midi et il a décidé de permettre à la coalition d'intervenir à sa place. Nous sommes heureux d'avoir pu le faire.

D'autres membres du groupe veulent peut-être commenter les deux autres questions que vous avez soulevées.

Mme Brown: J'aimerais vous dire que nous avons fait non seulement cette bande vidéo, mais une autre également. On y posait certaines questions à propos du livre vert et on demandait aux gens de prendre position à son sujet. Nous avons largement diffusé cette bande dans toute la province. Les gens ont donc pu l'utiliser pour rassembler de l'information. Cela s'est fait de façon vraiment systématique. Je pense que nous représentons beaucoup de gens ici.

Votre deuxième question portait sur le rôle que la province pourrait jouer pour résoudre les problèmes? Une bonne partie des programmes faisant l'objet de l'examen sont de compétence provinciale. Je sais que vous rencontrez les provinces et travaillez de concert avec elles, mais je pense que toute collaboration avec les provinces pour résoudre les problèmes actuels devrait se faire de façon exhaustive et cohérente.

À notre avis, la priorité est l'injustice du régime fiscal. Selon moi—and plusieurs groupes membres de la coalition, dont le groupe contre la pauvreté, ont exprimé la même idée—it faudrait relever le taux d'imposition des sociétés. Il faudrait prendre des mesures pour prélever les arriérés d'impôt, évaluées à 38 milliards de dollars la dernière fois qu'il en a été question publiquement. Cet argent pourrait servir à édifier l'infrastructure qui fait si cruellement défaut pour créer des conditions économiques favorables à la création d'emploi, ici à Terre-Neuve. Nous avons besoin d'infrastructure, par exemple, des routes ou des systèmes d'adduction d'eau. Au Labrador, tout le monde n'a pas accès à ce genre de chose. Tout le monde n'a pas non plus accès aux soins de santé. Il y a réellement beaucoup de choses à faire dans notre province pour nous permettre d'avoir les mêmes services que ceux dont le reste de la population canadienne jouit depuis des années.

Mr. Dubé: Thank you.

Mme Reid: Il est bien difficile de se mettre à choisir les priorités, mais je pense qu'il faut examiner ce que l'on considère comme les facteurs de dissuasion inhérents au système. Pour les supprimer, il faudrait fournir une assistance au niveau individuel plutôt que passer par les programmes, c'est-à-dire en supprimant les programmes et en fournit directement l'aide aux personnes concernées. Chacun déterminera l'assistance dont il a besoin ainsi que ses propres objectifs et ce dont il a besoin

[Text]

goals in terms of training and education and employment. That type of process is, I think, one of the most effective places to start.

Second, I think we need to start enforcing full access to our training and employment programs and that enforcement should be tied to dollars. If training is being provided through public dollars by the provincial government or the federal government and it is not accessible by all, then those dollars are withdrawn. So it's a very clear sense that we are committed to training for all and we're going to put our teeth into it.

[Translation]

pour les atteindre en matière de formation, d'éducation et d'emploi. Ce serait là, à mon avis, une des façons les plus efficaces de commencer.

Deuxièmement, je pense que nous devons commencer à permettre à tout le monde d'avoir accès aux programmes de formation et d'emploi en accordant les subventions en fonction des mesures prises dans ce sens. Si le gouvernement provincial ou fédéral doit utiliser les deniers publics pour financer la formation, et si tout le monde n'y a pas accès, on retire les sommes en jeu. C'est une façon de montrer clairement que nous tenons à offrir une formation à tout le monde et que nous ferons ce qu'il faut pour y parvenir.

• 1015

Ms Neary: I just wanted to say that although we have clearly stated there are diverse views among the coalition, it's also very fair to say there are a lot of similarities as well. Having had the opportunity to discuss these issues over the course of the past year, we have certainly found and explored a lot of new common ground.

One of the issues that is a priority for people with developmental disabilities, for whom I advocate, is the possibility of separating disability-related costs from social assistance. People find that to be a very stigmatizing system. They feel it's not fair they should have to be part of that system because of some costs related to their disability.

Another important point is that there are not two kinds of people in Canada. There are many, many, kinds of people in Canada with diverse needs. If we start categorizing people and thinking in terms of two or three different kinds, we are going to be doing a disservice to individuals.

Further to that point, one of the issues we all have brought forward is that the approach that should be used is one of informing all individuals in Canada as to what we are engaging in here and soliciting their support and involvement in finding the solutions. It is people themselves who will find the solutions that will work.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much for your presentation this morning. I very much appreciate the time you've taken to prepare it and to consult across the province. I look forward to seeing any written material that will follow. I also liked the fact that the presentation was very straightforward. Thank you.

Ms Reid: We wanted it to be clear.

The Vice-Chair (Ms Minna): It was very clear. I thank you very much.

Our next witnesses are from the St. John's Board of Trade. We have Mr. Gerard McDonald, president.

You may start whenever you're ready, Mr. McDonald. We will have a discussion following your presentation.

Mr. Gerard McDonald (President, St. John's Board of Trade): Thank you, Madam Chair.

Good morning, ladies and gentlemen. I'd like to say, first of all, that I appreciate being given this opportunity to appear before the Standing Committee on Human Resources Development. I'm the president of the St. John's Board of

Mme Neary: Je voulais simplement dire que, même si nous avons déclaré clairement qu'il existe des points de vue différents au sein de la coalition, il est aussi tout à fait juste de dire que les points d'accord sont également nombreux. Ayant eu l'occasion de discuter de ces questions au cours de l'année écoulée, nous avons effectivement trouvé et étudié beaucoup de nouveaux terrains d'entente.

L'une des questions prioritaires pour les personnes handicapées, que je représente, est la possibilité de faire une distinction entre les coûts reliés à un handicap et l'assistance sociale. Les gens trouvent le système très humiliant. Ils trouvent injuste juste de devoir être assujetti à ce système pour obtenir l'aide qu'exige leur handicap.

Une autre question importante est qu'il n'y a pas deux sortes de personnes au Canada. Il y a des gens très, très différents qui ont des besoins variés. Si nous nous mettons à classer les gens et à les répartir en deux ou trois catégories différentes, nous allons leur porter préjudice.

En outre, nous avons tous fait valoir qu'il faudrait informer toutes les personnes intéressées au Canada de ce que nous cherchons à faire ici et solliciter leur appui à leur participation à la recherche de solutions. Ce sont les gens eux-mêmes qui vont trouver les solutions qui donneront de bons résultats.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup pour votre exposé de ce matin. Je vous suis reconnaissante d'avoir consacré le temps nécessaire pour le préparer et pour consulter des gens dans toute la province. Je serais heureuses de lire les documents écrits que vous pourrez nous envoyer ultérieurement. J'ai également apprécié le caractère très direct de cet exposé. Merci.

Mme Reid: Nous voulions qu'il soit clair.

La vice-présidente (Mme Minna): Il était très clair. Je vous remercie beaucoup.

Nos témoins suivants représentent le St. John's Board of Trade. Nous avons son président, M. Gerard McDonald.

Vous pouvez commencer quand vous voudrez, monsieur McDonald. Nous aurons une discussion après votre exposé.

M. Gerard McDonald (président, St. John's Board of Trade): Merci, madame la présidente.

Bonjour, mesdames et messieurs. Je voudrais d'abord dire que je suis heureux d'avoir l'occasion d'intervenir devant le comité permanent sur le développement des ressources humaines. Je suis président du St. John's Board of Trade et je

[Texte]

Trade and am appearing here today in that capacity to convey the views of our 550 member businesses from in and around the St. John's area. We are principally a municipal business association, but of course we find ourselves commenting quite often on issues at the provincial and federal levels as well.

My remarks are brief, given the amount of time that was available and also the limited amount of power that was available over the last few days.

Of paramount concern to the business community is our annual deficit and our mounting debt, which this year, as you know, will reach close to \$550 billion and which in the following year will reach somewhere in the area of \$575 billion, assuming the government meets its target of 3% of GDP in 1996-97. As you know, we're spending \$40 billion a year to service that debt, which is fully one-third of what we generate federally through taxes and other revenue. Accumulating interest alone will increase this level of debt, with the effect that it will consume an expanding share of our federal budget over the next several years if action is not taken.

Quite simply, and perhaps unfortunately in a sense, this level of debt is beyond our capacity to support as a nation. It's choking our ability to reallocate resources and create new wealth and employment. Unfortunately, the debt problem is not one we'll be able to overcome very quickly. I think it's only over a number of years that we can hope to bring things back in line.

Another reality, I believe, is that opportunities for addressing our fiscal situation on the revenue side are very limited or not available in the form of tax increases. Canadians are among the most highly taxed people in the world. I think it would be counterproductive to further erode their consumption power through additional taxes.

[Traduction]

me présente ici aujourd'hui à ce titre pour vous transmettre le point de vue des 500 entreprises de St. John's et de la région. Notre association est surtout active au niveau municipal, mais nous sommes, bien entendu, souvent amenés aussi à commenter des questions concernant la politique provinciale ou fédérale.

Je serai bref, étant donné le peu de temps dont j'ai disposé, ainsi que la quantité limitée d'électricité qui était disponible ces derniers jours.

Le monde des affaires est surtout préoccupé par notre déficit annuel et notre dette croissante qui, comme vous le savez, atteindra cette année près de 550 milliards de dollars et s'élèvera l'année prochaine approximativement à 575 milliards de dollars, si le gouvernement atteint son objectif de 3 p. 100 du PIB en 1996-1997. Comme vous le savez, nous consacrons 40 milliards de dollars par an au service de cette dette, ce qui correspond au tiers de ce que les impôts et les autres recettes rapportent au gouvernement fédéral. À lui seul, l'intérêt accumulé va augmenter le montant de cette dette qui, en conséquence, va exiger qu'on lui consacre une part croissante de notre budget fédéral au cours des années à venir, si aucune mesure n'est prise entre-temps.

Notre pays ne peut tout simplement—et peut-être, d'une certaine façon malheureusement—se permettre un tel endettement. Cela nous empêche de redistribuer nos ressources et de créer plus de richesses et d'emplois. Malheureusement, la dette constitue un problème que nous ne pourrons pas régler très rapidement. Je pense que ce n'est qu'au bout d'un certain nombre d'années que nous pouvons espérer remettre les choses en ordre.

Le fait est, en outre, selon moi, que les possibilités de trouver des recettes supplémentaires pour régler notre situation financière sont très limitées et qu'on ne peut même pas compter sur des augmentations d'impôt. La population canadienne est l'une des plus fortement imposées du monde. Je pense qu'il serait contre-productif de réduire encore plus son pouvoir d'achat en augmentant les impôts.

• 1020

Our board has felt for some time that we have to start with aggressive solutions now. Otherwise, we'll have even fewer choices in the future, and a very real possibility will exist of losing many of the social programs and services that we value so much and that make Canada unique.

Approximately \$40 billion is spent on security payments to people in the forms of CPP, OAS, the guaranteed income supplement, and unemployment insurance—again, fully one-third of what we generate ourselves as a nation without borrowing. Approximately one-half of this amount is spent on UI benefits.

Bearing in mind the way in which we are hampered by our debt and the cost of interest payments, and also bearing in mind that few, if any, opportunities exist in terms of generating new revenue through taxes, it seems to us that it's inevitable that the cost of these social benefits must be reduced.

Nous pensons depuis un certain temps déjà qu'il faut commencer à appliquer des solutions énergiques. Sinon, nous aurons encore moins d'options à l'avenir et nous risquerons vraiment de perdre un grand nombre des programmes sociaux et des services auxquels nous attachons tant d'importance et qui distinguent le Canada.

Nous consacrons environ 40 milliards de dollars en versements de maintien du revenu, tel que le Régime de pensions du Canada, la sécurité de la vieillesse, le supplément du revenu garanti et l'assurance-chômage—ce qui représente là encore le tiers des recettes propres de notre pays, emprunts non compris. Environ la moitié de cette somme est consacrée aux prestations d'assurance-chômage.

Compte tenu du fardeau que représentent notre dette et le coût des intérêts et également du fait que nous n'avons, au mieux, que peu de possibilités d'augmenter nos recettes fiscales, il me semble que nous ne pouvons pas faire autrement que réduire le coût de ces prestations sociales.

[Text]

We feel, as well, that our review of social programs is not only driven by fiscal realities. There are also structural aspects to these programs that we believe operate to impede labour market participation and productivity within the nation generally.

The UI program in particular, which is the focus of most of my comments here this morning, is no longer focused on providing financial assistance to those who become temporarily unemployed through no fault of their own. It is no longer a program that deals with transitory unemployment. Rather, over a long period of time it has blossomed and evolved into a much wider safety net that supports, and in fact encourages, dependence and patterns of chronic unemployment.

We believe the UI program as it's currently structured contains disincentives for both employees and employers.

For employees, very little incentive exists for seeking re-employment, as most of what a person would earn in a new job is clawed back. There are no obligations on users or incentives to retrain or re-engage with the labour market. The UI program increases the unemployment rate, lengthens the average duration of unemployment, and discourages labour mobility.

Another impediment—and it's a very real one—relates to the cost of housing, health care, and child care, which in many cases is subsidized while an individual is receiving social benefits. When subsidization is no longer available, these things many times become unaffordable when a person takes on a new entry-level position.

For employers, of course, UI represents a tax on employment, a significant disincentive for creating new employment. Between employers and employees, over 7%, likely somewhere in the area of 7.5%, of an employers' payroll is directed into funding the UI program. This is money that, as a result, is not available for consumption and spending in the hands of either employers or employees.

With regard to UI, the St. John's Board of Trade endorsed an income supplementation program that was advanced by this province to the federal government around this time last year. I assume that you might have heard something about that this morning when Dr. House appeared before you.

Three basic changes in direction and philosophy were inherent in that model, which integrated the UI and social assistance programs, that we felt deserved serious consideration in reforming the UI and income security programs.

First, it contemplated a purification of the UI system and more of a focus back on transitory unemployment. Two, it contemplated a shift of income security benefits towards lower income earners and those most in need. Three, it incorporated incentives for people to seek work or engage in training as alternatives to unemployment.

[Translation]

Nous avons également l'impression que l'examen des programmes sociaux ne reflètent pas seulement la réalité de notre situation financière. Ces programmes ont également des aspects structurels qui, selon nous, font obstacle à une participation de l'ensemble de la nation au marché du travail et à l'amélioration de la productivité.

Le programme d'assurance-chômage en particulier, qui est le principal sujet de la plupart des commentaires que je fais ici de matin, n'a plus pour objectif de fournir une assistance financière aux personnes qui se retrouvent temporairement en chômage malgré elles. Ce n'est plus un programme qui s'occupe du chômage temporaire. Il a, au contraire, lentement pris de l'ampleur et il est devenu un système d'assistance beaucoup plus vaste qui facilite, et en fait encourage, la dépendance et le chômage chronique.

Selon nous, la structure actuelle du programme d'assurance-chômage contient des facteurs de dissuasion aussi bien pour les employés que pour les employeurs.

Les employés ne sont pas vraiment encouragés à chercher à nouveau du travail puisqu'ils vont payer en impôts la plus grosse partie de ce que leur rapporterait un nouvel emploi. Rien ne force ou n'encourage les chômeurs à se recycler ou à s'intégrer à nouveau au marché du travail. Le programme d'assurance-chômage augmente le taux de chômage, en augmente la durée moyenne et décourage la mobilité de la main-d'œuvre.

Un autre obstacle—très réel—concerne le coût du logement, celui des soins de santé et des garderies qui sont souvent subventionnés lorsque que quelqu'un reçoit des prestations sociales. Lorsque une personne prend un emploi au bas de l'échelle, elle ne peut souvent plus se permettre ce genre de chose si elle doit les payer en totalité.

Pour les employeurs, bien entendu, l'assurance-chômage représente un impôt sur l'emploi. Un important facteur de dissuasion en ce qui concerne la création de nouveaux emplois. Si l'on ajoute les contributions des employeurs et celles des employés, plus de 7 p. 100, et plutôt environ 7,5 p. 100, de la masse salariale est consacrée au financement du programme d'assurance-chômage. C'est donc de l'argent que ni les employeurs, ni les employés ne peuvent utiliser pour la consommation et leurs autres dépenses.

En ce qui concerne l'assurance-chômage, le St. John's Board of Trade appuie le programme de supplément de revenu que notre province a proposé au gouvernement fédéral il y a environ un an. Je suppose que M. House a dû vous en parler un peu ce matin lorsqu'il est intervenu devant vous.

Il y avait trois changements fondamentaux en matière d'orientation et de philosophie dans ce modèle, qui intégrait l'assurance-chômage et les programmes d'assistance sociale, et qui nous paraît mériter d'être pris sérieusement en considération dans le cadre de la réforme des programmes d'assurance-chômage et de sécurité du revenu.

Premièrement, il envisageait d'assainir le système d'assurance-chômage en mettant davantage l'accent sur le chômage temporaire. Deuxièmement, il envisageait de réservé les prestations de maintien du revenu aux petits salariés et aux personnes les plus nécessiteuses. Troisièmement, il comprenait des mesures destinées à encourager les gens à chercher du travail ou à suivre une formation au lieu de rester en chômage.

[Texte]

The ISP essentially proposed a system of guaranteed annual income through the integration of the UI and social welfare systems that focused on households rather than on individuals and that provided more of an incentive to seek re-employment or retraining through a more graduated system of clawback and the use of an education supplement.

The ISP also suggested that UI benefits be extended to self-employed individuals, which we believe is also worthy of encouraging entrepreneurship and small business development.

On that particular matter, it's our board's understanding that a joint federal-Newfoundland task force has been studying that proposal over the last several months, in an effort to determine its workability and whether it should be pilot tested. Admittedly, a lot of specific details would have to be worked out with respect to that program, but the Board of Trade believes that the ISP has merit and might serve as a framework that deserves consideration in the context of income security reform.

In the meantime, for reasons I've already stated, reform must also involve the evaluation of cost-reduction measures.

In this regard, I'd like to comment specifically that we do not see the merit or rationale behind a two-tiered system of UI premiums for employers, or experience rating as we've called it. To us, this implies that some employers, notably those with seasonal or cyclical workforces, use or manipulate the UI system to their benefit, or that they are able to control their employment patterns with access to UI in mind. Generally speaking, we do not agree that either of these two situations is true.

Our belief is that the cost of UI has to be addressed on the benefit side by addressing issues related to eligibility and entitlement. In this regard, we believe the linkage between the length of time that one works and the duration of benefits that one receives must be strengthened. We also feel that repeat users of the UI system should be obliged to meet stricter eligibility requirements or receive reduced levels of benefits, or both, during repeat periods of unemployment over a given period of time; for example, five years.

I have one final comment. It pertains not to social programs as such but to the government's overall fiscal situation. The federal government, we believe, must become far more aggressive in reducing the cost of government and the need for government expenditures. I realize that on its face this may not seem to be directly relevant to the issues you are dealing with and to the social policy issue generally; but it is, in the sense that if the demand on the public purse for other than social

[Traduction]

Ce programme de supplément de revenu proposait la création d'un régime de revenu annuel garanti reposant sur l'intégration des régimes d'assurance-chômage et d'assistance sociale, en mettant l'accent sur les familles plutôt que sur les particuliers et en favorisant davantage la recherche d'un travail ou le recyclage grâce à un système plus progressif d'imposition du revenu supplémentaire et à l'utilisation de prestations supplémentaires pour l'éducation.

Ce programme proposait également d'étendre les prestations d'assurance-chômage aux travailleurs autonomes, ce qui nous paraît également devoir encourager l'esprit d'initiative et la création de petites entreprises.

À ce sujet, il existe à notre connaissance, un groupe de travail mixte fédéral provincial qui étudie cette proposition depuis quelques mois à Terre-Neuve pour chercher à déterminer si elle est réalisable et si elle devrait faire l'objet d'une expérience pilote. Il faut reconnaître que de nombreux détails de ce programme reste à préciser mais notre Chambre de commerce est convaincue que ce programme de supplément de revenu présente un intérêt et qu'il pourrait constituer un cadre de référence méritant d'être pris en considération dans le contexte de la réforme de la sécurité du revenu.

En attendant, pour des raisons que j'ai déjà exposées, la réforme doit également comporter une évaluation des mesures de réduction des coûts.

Je voudrais préciser à ce sujet que nous ne voyons pas l'intérêt ou la raison d'être d'un système à deux vitesses pour les employeurs, ce que l'on appelle la pondération des taux. À notre avis, cela sous-entend que certains employeurs, notamment ceux qui ont une main-d'œuvre saisonnière ou cyclique, utilisent ou manipulent l'assurance-chômage à leur profit pour qu'ils soient capables de planifier leur utilisation de la main-d'œuvre en tenant compte des possibilités qu'offre l'assurance-chômage. De façon générale, nous contestons la réalité de l'une et l'autre de ces deux situations.

• 1025

À notre avis, il faut régler le problème du coût des prestations d'assurance-chômage en se penchant sur les questions concernant le droit à celle-ci et la période de versement des prestations. Nous pensons à cet égard que la durée des prestations doit dépendre plus étroitement de la longueur de la période pendant laquelle le bénéficiaire a occupé emploi. Nous pensons également qu'il faudrait imposer des critères plus stricts aux personnes qui se prévalent à plusieurs reprises de l'assurance-chômage ou diminuer le montant de leurs prestations ou encore combiner ces deux méthodes en cas de périodes multiples de chômage pendant un laps de temps donné, par exemple cinq ans.

Je ferai un dernier commentaire qui ne concerne pas directement les programmes sociaux mais plutôt la situation financière générale du gouvernement. À notre avis, le gouvernement fédéral doit s'employer beaucoup plus énergiquement à diminuer le coût de ses activités et ses dépenses. Je me rends compte que, au premier abord, cela ne paraît pas concerner directement les questions dont vous vous occupez ou la politique sociale en générale; c'est pourtant le

[Text]

programs can be reduced, greater flexibility regarding longer-term reform options in relation to social security will be available. In that regard, we feel the government must search for cost reduction opportunities that are available through the commercialization of government operations. Here we're referring to such things as privatization, the outsourcing of government operations, or the creation of public-private partnerships for the funding and operation of government services.

[Translation]

cas, dans le sens où une diminution éventuelle des dépenses autres que celles des programmes sociaux permettrait une plus grande flexibilité à long terme en ce qui concerne les options envisageables en matière de sécurité sociale. Nous pensons à cet égard que le gouvernement doit chercher à déterminer comment il pourrait réduire ses dépenses en commercialisant ses activités. En disant cela, nous pensons à des choses comme la privatisation, l'exécution de certaines activités à l'extérieur de la fonction publique ou la création de partenariats entre les secteurs public et privé pour financer et fournir certains services gouvernementaux.

In concluding I'll acknowledge that my comments to this standing committee have been rather narrowly focused. There are many other significant issues that you have been asked to consider and that I have not addressed. Nonetheless, one of my main purposes in coming here to address you was, first of all, to reiterate the view of the business community that fiscal and structural realities make significant cost reduction and reform an unavoidable necessity. Secondly, with respect to the UI program in particular, I want to reiterate our view that a complete revamping of that program to remove the significant barriers to employment, to retraining, and to mobility, which are inherent in it, is necessary.

Pour conclure, je reconnaît que les commentaires que j'ai présentés à votre comité permanent ont porté sur des questions plutôt limitées. Il y a bien d'autres problèmes importants que vous devez étudier et que je n'ai pas abordés. Néanmoins, je suis notamment venu prendre la parole devant vous pour vous répéter surtout que, du point de vue du monde des affaires, la situation financière et structurelle exige impérativement une importante réduction des dépenses et une réforme. En deuxième lieu, en ce qui concerne plus particulièrement l'assurance-chômage, je veux vous répéter que, selon nous, il faut modifier de fond en comble la nature de ce programme pour qu'il cesse de constituer un important obstacle à l'emploi, au recyclage et à la mobilité.

That concludes my prepared remarks. I will be quite happy to respond to any questions you may have.

Ainsi se termine l'intervention que j'avais préparée. Je répondrais avec plaisir aux questions que vous voudrez bien me poser.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you, Mr. McDonald.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci, monsieur McDonald.

I will start our discussion then with the official opposition. Mr. Crête, would you like to start us off for a five-minute round.

Je vais maintenant demander à l'opposition officielle d'ouvrir la discussion. Monsieur Crête, vous avez la parole pendant cinq minutes, si vous voulez commencer.

Mr. Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup): I think I will try to do it in English.

M. Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup): Je pense que je vais essayer de le faire en anglais.

In the fourth paragraph on page 1 you say that opportunities for addressing our fiscal situation on the revenue side in the form of tax increases are not available. I am a little surprised about this declaration, because we know the banks had \$4 billion in profits...they may do so in 1994. We may make an effort to tax them a little bit on that to make sure they will do their part for that profit.

Au quatrième paragraphe de la page 1, vous dites que, pour redresser notre situation financière, nous ne pouvons pas compter sur des augmentations d'impôt pour augmenter nos recettes. Cette déclaration m'étonne un peu, puisque nous savons que les banques ont réalisé des bénéfices de 4 milliards de dollars... Ce sera peut-être le cas en 1994. Nous pouvons faire un effort pour leur faire payer un peu d'impôt là-dessus pour nous assurer qu'elles fassent leur part à cet égard.

I will also say that [Inaudible—Editor] there are \$6 billion... Maybe we should try to have this money for people who don't have very much...to do their part. I think we have a problem of equity here. It seems to me important that we do something for them.

Je dirai également que [Inaudible—Éditeur] Il y a 6 milliards de dollars... Nous devrions peut-être essayer de disposer de cet argent pour les gens qui n'ont pas beaucoup... pour que chacun fasse sa part. Je pense que cela pose un problème de justice. Il me paraît important de faire quelque chose pour eux.

I'm very interested in the fact that you are from the St. John's Board of Trade, because you are in one of the regions that is very much touched by the new situation. Don't you think if we do the cuts that are in the Axworthy paper, it will have a very bad effect on commerce in Newfoundland, the other maritime provinces, and Quebec, where we have a special regional economy that is based on natural resources?

Le fait que vous représentiez la Chambre de commerce de St. John's me paraît très intéressant car vous êtes dans une des régions qui sont fortement touchées par la nouvelle situation. Ne pensez-vous pas que, si nous effectuons les réductions qui figurent dans le document d'Axworthy, cela aura des conséquences très fâcheuses pour le commerce de Terre-Neuve, des autres provinces maritimes et du Québec, qui ont une économie régionale particulière fondée sur les ressources naturelles?

[Texte]

Do you think that before applying that kind of social reform, perhaps we should look more at fiscal equity and global politics to be sure that we won't assist in the relocation of people, to try to make Newfoundlanders go to live in Toronto or Montreal? I think it would be a very bad effect. We saw it in southern countries, and I think it is not a solution. I would like to have your opinion on that.

[Traduction]

Pensez-vous que, avant d'appliquer une réforme sociale de ce genre, nous devrions peut-être nous intéresser plus à la justice fiscale et à la politique d'ensemble pour nous assurer que nous n'encourageons pas les gens à déménager en forçant les gens de Terre-Neuve à aller vivre à Toronto ou Montréal? Je pense que cela aurait des conséquences très fâcheuses. Nous l'avons vu dans les pays du Sud et je pense que ce n'est pas une bonne solution. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

• 1030

Mr. McDonald: Our Board of Trade takes two perspectives on issues like this. Obviously, we have both the province and our own interests in this area in mind when we speak to issues, but we also feel obliged to address them from a national standpoint as well.

With respect to your third point, there's no doubt that cuts in some areas, including UI, may trickle down into the economy, but I guess from a national standpoint we see that we have no other choice than to deal with this issue and bring about some changes.

I agree with you. It is a bit of a delicate balancing act. I don't think we want to do anything that's going to leave many people in this province with no choice other than to move to downtown Toronto or Calgary, or B.C. for that matter. That's why in our presentation to the Standing Committee on Finance, for example, we emphasized the continued need for a structure for regional economic development in the Atlantic provinces. ACOA is one structure that exists right now to do this. A reason for strongly suggesting that it be maintained was made to that committee for such a reason.

Of course, we accept some responsibility in this province for trying to do something to diversify our economy and attract new investment. I think to its credit the province has made a number of moves in that area to try to do this.

It is a multi-faceted issue. I understand what you're saying, but those are some of our thoughts on that issue.

Mr. Crête: I will repeat my question about the bank. Don't you think that the bank could put more money into taxes? Now that we have the figures for the last five years, we can see that they made a profit during each year of the recession period, just as they did during the other periods. And now they're having a very good year—\$4 billion. I think we would all like to do that often.

We know that Canada is one of the countries that puts less money into social programs than the average industrial countries. The only one that puts in less than we do is the United States. So we have the United States as a model. Do you think the American model is a good model?

Mr. McDonald: I'll deal with your question more specifically rather than try to deal with that.

M. McDonald: Notre Chambre de commerce a deux façons d'envisager les questions comme celles-ci. Nous tenons compte bien entendu des intérêts de la province et de nos propres intérêts lorsque nous en parlons mais nous nous sentons également tenus de les aborder également du point de vue national.

En ce qui concerne votre troisième observation, une réduction des dépenses dans certains secteurs, y compris l'assurance-chômage, aurait sans aucun doute des répercussions sur l'économie; néanmoins, du point de vue national, il me semble que nous ne pouvons pas faire autrement que régler ce problème et apporter certains changements.

Je suis d'accord avec vous. Cela ne va pas sans risque. Je ne pense pas que nous voulions faire quoi que ce soit qui ne laisse pas d'autres possibilités à de nombreux habitants de la province que d'aller s'installer au centre-ville de Toronto ou de Calgary ou même en Colombie-Britannique. Voilà pourquoi, par exemple, dans l'exposé que nous avons présenté au comité permanent des Finances, nous avons souligné qu'il était nécessaire de continuer à avoir un organisme favorisant le développement économique régional dans les provinces de l'Atlantique. C'est ce que fait actuellement l'APECA. Nous avons donc expliqué au comité pourquoi il était extrêmement important d'en maintenir l'existence.

Bien sûr, nous reconnaissions que nous avons également un rôle à jouer dans notre province pour essayer de faire quelque chose pour diversifier notre économie et attirer de nouveaux investissements. On peut, je crois, porter au crédit de la province le fait d'avoir pris diverses initiatives dans ce sens pour essayer d'y parvenir.

Il y a de multiples façons d'envisager cette question. Je comprends ce que vous voulez dire, mais voilà certaines de nos idées à ce sujet.

M. Crête: Je vais répéter ma question au sujet des banques. Ne pensez-vous pas qu'elles pourraient payer un peu plus d'argent en impôt? Maintenant que nous avons les chiffres pour les cinq dernières années, nous pouvons constater qu'elles ont réalisé un profit au cours de chacune des années de la période de récession, comme elles l'ont fait lors des autres périodes. Et elles ont maintenant un très bonne année—4 milliards de dollars. Je pense que nous aimerais tous en faire souvent autant.

Nous savons que le Canada est l'un des pays qui consacrent le moins d'argent aux programmes sociaux, comparé aux autres pays industriels. Le seul qui en fait moins que nous est les États-Unis. Nous prenons donc les États-Unis comme un modèle. Pensez-vous que ce soit un bon modèle?

Mr. McDonald: Au lieu d'essayer d'aborder ce problème, je vais plutôt répondre à votre question de façon plus précise.

[Text]

I guess that ultimately one of the main solutions to many of our problems is to try find ways of creating new employment and jobs in this country. That is really ultimately the source of many of our issues and concerns. While you pick one sector and one form of institution that recorded billions of dollars of profit in one year, generally speaking, we're saying that you have to be careful with respect to further eroding the ability of the business sector to create and generate new employment and wealth in this country, especially in this province.

While the banks might be one exception—and you might find others—the business community is generally not in a position to try to deal with any significant new increases in taxes. And when I talked about taxes I was talking about it from a consumer's standpoint as well. It would erode their ability to consume and spend, which of course generates business and employment.

One of the main concerns of employers in business is what they spend on UI. That's a tax on employment and it's a disincentive. If a trade-off could be offered, by which you would see a significant decrease in the amount of money that's spent on UI before an employee even walks in the door, there could be some more willingness to entertain tax increases. I just don't think it is the right thing to do right now.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

I will move over to the Reform Party. Mr. Breitkreuz, would you like to start?

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much for your presentation.

I agree with your analysis of the problem. There are very few people who come before the committee and who are looking at the big picture. Very often they see only their little area, so I appreciate what you have done.

You've already answered some of the questions that I had in regard to corporations and so on. What, in your opinion, do you feel is the greatest barrier to businesses expanding and creating jobs in this country? Maybe you can offer a Newfoundland perspective on this. As you have stated just now, that is probably the ultimate solution to the concerns we have with social programs. Are you prepared to make some comments as to what some of the barriers are right now?

Mr. McDonald: First of all, you may be aware of a survey that was done by the Canadian Chamber of Commerce last year as part of what they call their "aim for a million" project, which was basically research aimed at trying to devise a way of creating a million new jobs in the country. They surveyed and researched exactly that question among businesses in Canada.

[Translation]

En fin de compte, selon moi, une des principales solutions à nombre de nos problèmes est d'essayer de voir comment procéder pour créer de nouveaux emplois dans notre pays. C'est à cela que se ramène vraiment en fin de compte un grand nombre de nos problèmes et de nos inquiétudes. Vous choisissez un secteur et une forme d'institution dont les profits ont atteint plusieurs milliards de dollars en une année, mais, de façon générale, nous vous disons qu'il faut être prudent pour éviter de compromettre encore plus la capacité de notre secteur privé à créer de nouveaux emplois et de la richesse dans notre pays, plus particulièrement dans notre province.

Les banques constituent peut-être une exception—and vous pourriez en trouver d'autres—but le monde des affaires n'est pas, dans l'ensemble, en mesure de faire face à de nouvelles augmentations importantes des impôts. Quand j'ai parlé des impôts, je le faisais d'ailleurs également du point de vue du consommateur. Cela réduirait leur consommation et leurs dépenses, or c'est là ce qui génère évidemment activité économique et emploi.

L'une des principales préoccupations des employeurs du secteur privé est l'argent qu'ils consacrent à l'assurance-chômage. C'est à la fois un impôt sur l'emploi et un facteur de dissuasion. Si on pouvait trouver un compromis, permettant une réduction importante des sommes versées à l'assurance-chômage avant même qu'un employé ne commence à travailler, les gens seraient peut-être plus prêts à accepter des augmentations d'impôt. Je ne pense tout simplement pas qu'il soit opportun de le faire maintenant.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

Je vais passer au parti Réformiste. Monsieur Breitkreuz, voulez-vous commencer?

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup pour votre exposé.

Je suis d'accord avec votre analyse du problème. Il y a très peu de gens qui se présentent devant le comité et qui voient les choses dans leur ensemble. Très souvent, ils ne voient que le petit secteur qui les intéresse, j'apprécie donc ce que vous avez fait.

Vous avez déjà répondu à certaines des questions que j'avais au sujet des grandes entreprises, etc. À votre avis, qu'est-ce qui fait le plus obstacle à la croissance des entreprises et à la création d'emplois dans notre pays? Vous pouvez peut-être nous dire ce qu'on pense de cela à Terre-Neuve. Comme vous venez juste de le dire, c'est peut-être la meilleure façon de remédier aux inquiétudes que nous avons au sujet des programmes sociaux. Êtes-vous prêts à dire quelques mots au sujet de certains obstacles qui existent actuellement?

M. McDonald: Avant tout, vous êtes peut-être au courant d'une étude qui a été réalisée l'année dernière par la Chambre de commerce du Canada dans le cadre d'un projet qui avait pour objectif de trouver un moyen de créer un million de nouveaux emplois dans notre pays. Cette organisation a étudié cette question et a consulté les entreprises canadiennes à ce sujet.

[Texte]

The three top issues that were mentioned as impediments were: (1) taxes on employment, i.e., UI; (2) access to capital in the form of equity as opposed to debt from banks; and (3) the country's debt situation and the position that places the country in terms of a taxation standpoint and competing for debt and so on.

In this province certainly they all apply, the whole issue of access to capital probably even more so but no more so than the payroll tax issue. As you may or may not know, in this province in addition to UI we have a 2% payroll tax and it is a disincentive for employers.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Is there any difference in the situation that Newfoundlanders face compared with the situation in the rest of the country? Is there the potential for job growth here as there is in the rest of the country?

Mr. McDonald: I am one of those who optimistically believes there is. What you don't hear much about are some of the sectors in this province that are growing right now. There are also some new emerging sectors.

Tourism has always been strong, but I believe it has potential for further growth. There are others like the small but growing high technology sector this province has, which is doing very well on the international marketplace. Aquaculture is another and there are some others.

I mentioned a moment ago that the province is doing some things on its side of the ledger to try to assist us in diversifying our economy, which involves looking at government regulation and cutting out what is unnecessary. The Business Investment Act is currently in the House of Assembly and involves granting significant tax breaks and employment incentives to new significant enterprises either from within or outside the province.

Time will tell, but I am optimistic right now that there are opportunities.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I appreciate that optimism. My last question.

In regard to the comments you made on the commercialization and privatization of government operations, many have come before the committee and suggested that the government should do more to hire people and create jobs that way. Do you think if it did that, and I suppose we would have to raise taxes, it would have an impact on the private sector and its ability to create jobs? Do you see any conflict there?

Mr. McDonald: I do for that reason number one. Number two, as you point out, one thing you are doing is increasing the cost of government and we think philosophically and every other way that is the wrong strategy to approach, given our circumstances right now. A strategy has to be taken that involves commercialization of government operations, which can contribute to a more viable, vibrant private sector as well. So we don't accept that notion.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you, Mr. Breitkreuz. I will now move over to the Liberal side.

[Traduction]

Les trois principaux obstacles mentionnés étaient les suivants: (1) les impôts sur l'emploi, c'est-à-dire l'assurance-chômage; (2) l'accès aux capitaux sous forme d'actions plutôt qu'en s'endettant auprès des banques; et (3) le problème de la dette nationale et de la situation dans laquelle elle place notre pays du point de vue fiscal, du point de vue de l'accès aux capitaux, etc.

Ces trois facteurs s'appliquent certainement à notre province, et peut-être plus particulièrement la question globale de l'accès au capital, mais pas plus que celle de l'impôt sur la masse salariale. Vous ne le savez peut-être pas, mais, dans notre province, nous avons un impôt sur la masse salariale de 2 p. 100 qui s'ajoute à l'assurance-chômage et qui décourage les employeurs.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Y a-t-il une différence entre la situation que l'on connaît à Terre-Neuve et celle qui existe dans le reste du pays? Y a-t-il ici un potentiel de création d'emplois comme dans le reste du pays?

M. McDonald: Je suis l'un des optimistes qui croient que oui. On n'entend guère parler de certains secteurs de cette province qui connaissent actuellement une croissance. Il y a également de nouveaux secteurs qui font leur apparition.

Le tourisme a toujours été très actif, mais je crois qu'il possède encore un potentiel de croissance. Notre province a également notamment un secteur de haute technologie, de taille limitée mais croissante, qui se débrouille très bien sur les marchés internationaux. Il y a aussi l'aquaculture, et quelques autres.

J'ai signalé, il y a quelques instants, que la province fait également certaines choses de son côté pour essayer de nous aider à diversifier notre économie, ce qui implique un examen de la réglementation gouvernementale et l'élimination des éléments inutiles. Notre assemblée législative étudie actuellement un Business Investment Act qui prévoit d'accorder des avantages fiscaux et des mesures d'encouragement à la création d'emplois à de nouvelles entreprises importantes venant de notre province ou d'ailleurs.

Il est trop tôt pour se prononcer, mais je suis optimiste, je crois que nous avons des possibilités.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): J'apprécie cet optimisme. Ma dernière question.

Vous avez parlé de la commercialisation et de la privatisation des activités gouvernementales; or, de nombreuses personnes intervenant devant le comité ont dit que le gouvernement devrait faire plus d'efforts pour engager des gens et créer ainsi des emplois. Pensez-vous que s'ils agissaient ainsi—and je suppose qu'il faudrait augmenter les impôts—cela aurait des répercussions sur le secteur privé et la capacité de celui-ci à créer des emplois? Cela vous paraît-il incompatible?

M. McDonald: Oui, et d'abord pour cette raison. Deuxièmement, comme vous l'avez signalé, cela augmenterait les dépenses gouvernementales et nous pensons, pour des raisons d'ordre philosophique et autres, que ce n'est pas la bonne stratégie dans les circonstances actuelles. Il faut adopter une stratégie impliquant la commercialisation des activités gouvernementales, susceptible également de favoriser la viabilité et le dynamisme du secteur privé. Nous ne sommes donc pas d'accord avec cette idée.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci, monsieur Breitkreuz. Je vais maintenant passer aux Libéraux.

[Text]

[Translation]

Mr. McCormick, would you like to begin.

Mr. McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox and Ad-dington): To comment on the blackout you endured just before we got here, from what I know of this province having visited here several times, it would take more than 12 hours to keep the people down.

I want your comment on this ISP program. When I think of the fisher people I know personally in Mose Ambrose, Harbour Breton, and English Harbour West, a certain little area that I'm pointing to, these individuals are perched here on a very dangerous zone of the economy. Someone else this morning said that this program would take from the poor and give to the destitute. I am concerned about these people and I am sure you really are personally. Do you have any comments on that?

Mr. McDonald: I feel unable to comment actually. From what I can recall of the ISP, and I haven't read through it for some time, it talked about devising something separate and different for the fisheries sector. I may be wrong about that, but I think I am right. I am just not acquainted enough with what had been suggested to be able to comment in a fair way on your observation.

• 1040

Mr. McCormick: One other opportunity from my question, commercialization of government operations. Where do you see the best investment could be realized for all of us? What should we target there?

Mr. McDonald: One of the areas of opportunity that is often overlooked because people tend to focus on the large crown corporations and other entities like that is in the federal sector. I am sure thousands of opportunities exist for privatizing and commercializing internal government operations—things such as printing and advertising. The list must go on and on.

There are many opportunities like that in our government. There are hundreds of opportunities I am sure where this could be put out to the private sector and done that way. In some of the larger crown corporations—I won't get specific—there must be opportunities for making a transition to the private sector as we have been studying them in this province.

Mr. McCormick: When you change these over in this province, are you going to net a gain? The people who are working at these jobs... it would be a different employer for these people. But are you going to have a net gain?

Mr. McDonald: I guess from our standpoint it is almost impossible to answer the question because we have not gone through the actual experience of doing that. Where we have it has only been recently.

All you could do is look at what has happened in other jurisdictions, such as Australia and New Zealand. The information I have seen from those indicates it is a net plus. While in the meantime there might be some net employment loss in transition to the private sector, what tends to happen is that transition creates a number of opportunities in other areas and results in a net incremental gain.

Monsieur McCormick, voulez-vous commencer?

M. McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox and Ad-dington): En ce qui concerne la panne d'électricité que vous avez subie juste avant notre arrivée, d'après ce que mes nombreux voyages dans cette province m'ont appris, il faudrait plus de 12 heures pour éteindre le dynamisme de ses habitants.

J'aimerais savoir ce que vous pensez de ce programme de supplément de revenu. Quand je pense aux pêcheurs que je connais personnellement à Mose Ambrose, à Harbour Breton et à English Harbour West, une petite région qu'il y a ici, ces gens se trouvent dans un secteur très précaire de l'économie. Quelqu'un d'autre a dit ce matin que ce programme prendrait aux pauvres de quoi donner aux indigents. Je me préoccupe du sort de ces gens-là et je suis sûr que vous aussi. Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

M. McDonald: Je ne me sens pas vraiment en mesure de le faire. D'après mon souvenir—it y a longtemps que je n'ai pas jeté un coup d'œil à ce programme—it y est question de prendre des mesures particulières pour le secteur des pêches. Je me trompe peut-être, mais je crois que c'est ça. Je ne suis pas assez au courant des propositions qui ont été faites pour pouvoir commenter correctement votre remarque.

M. McCormick: Ma question concernait d'une autre possibilité, la commercialisation des activités gouvernementales. Dans quel domaine pourrait-on réaliser, d'après vous, les investissements les plus favorables à tout le monde? Que devrait-on cibler?

M. McDonald: Les gens ont tendance à penser surtout aux grandes sociétés d'État et aux autres organisations de ce genre et négligent souvent un des domaines qui offrent des possibilités, le secteur fédéral. Je suis sûr qu'il existe des milliers d'activités fédérales qui pourraient être privatisées et commercialisées, des choses comme l'imprimerie et la publicité. Il doit y en avoir une liste infinie.

Il y a de nombreuses possibilités de ce genre dans notre gouvernement. Je suis sûr qu'il y a des centaines de choses qui pourraient être confiées au secteur privé. Dans certaines des grandes sociétés d'État—je préfère n'en citer aucune—it doit y avoir des possibilités de faire une transition vers le secteur privé comme celles que nous avons étudiées dans notre province.

M. McCormick: Quand vous procéderiez à ces changements dans votre province, cela se traduira-t-il par un solde positif? Les gens qui font ce travail... se retrouveront avec un employeur différent, mais cela se traduira-t-il par un solde positif?

M. McDonald: De notre point de vue, il me paraît pratiquement impossible de répondre à cette question parce que nous n'avons pas d'expérience concrète de la chose, si ce n'est depuis peu de temps.

Tout ce que l'on peut faire, c'est voir ce qui s'est passé dans d'autres pays, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ce que j'ai lu à ce sujet montre que le résultat est positif. Il peut y avoir au départ certaines pertes nettes d'emploi lors de la transition vers le secteur privé, mais celle-ci crée diverses possibilités dans d'autres secteurs, ce qui se traduit par un certain gain net.

[Texte]

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you, Mr. McCormick. Thank you very much, Mr. McDonald, for your time this morning. We appreciate very much your coming and spending some time with us and giving us the benefit of your knowledge in this field.

Since neither the Lower Trinity South Development Association nor the Bay St. George South Area Development Association has arrived, I will go to the individual presentations and then go back to the other organizations as they arrive.

As I explained this morning, we have space for six people who will be able to make five-minute presentations to the committee. I will call out the six names by drawing the names of those who registered this morning. When the presenters are at four minutes, I will indicate it with my index finger; two fingers will mean they are at five minutes and they can wrap up their statement.

The first presenter will be Darrin Stanley. The second presenter will be Bill Broderick. The third presenter will be Mr. Robert Evans. Our fourth presenter is Lan Gien. The fifth person will be Glenys Gould. The sixth will be Kathleen Kufeldt.

Mr. Stanley, you can start whenever you are ready.

[Traduction]

La vice-présidente (Mme Minna): Merci, monsieur McCormick. Merci beaucoup, monsieur McDonald, du temps que vous nous avez consacré ce matin. Nous vous sommes reconnaissants d'être venu passer un moment avec nous pour nous faire profiter de vos connaissances dans ce domaine.

Puisque ni la Lower Trinity South Development Association ni la Bay St. George South Area Development Association ne sont arrivées, je vais passer aux présentations individuelles et nous reviendrons ensuite à ces organisations lorsque leurs porte-parole seront arrivés.

Comme je l'ai expliqué ce matin, nous avons le temps de permettre à six personnes de faire chacune un exposé de cinq minutes devant le Comité. Je vais faire un tirage au sort parmi les noms de ceux qui se sont inscrits ce matin. Quand vous en serez à quatre minutes, je ferai un geste de l'index; un geste de deux doigts indiquera que les cinq minutes sont écoulées et que le moment est venu de mettre un terme à la déclaration.

Le premier intervenant sera Darrin Stanley. Le deuxième sera Bill Broderick. Le troisième M. Robert Evans, le quatrième Lan Gien, le cinquième, Glenys Gould et le sixième, Kathleen Kufeldt.

Monsieur Stanley, vous pouvez commencer dès que vous êtes prêt.

• 1045

Mr. Darrin Stanley (Individual Presentation): There are a multitude of issues in the green paper that need to be examined. This paper points out unemployment, learning, and security and does nothing to address the issue of poverty.

Canadians are aware of the immense changes that the green paper initiates in hopes that society will have a brighter future. If we are to eliminate poverty, government must be willing to create employment. This nation's long commitment to social programs, if eliminated, will produce a land of poverty. With all the recent lay-offs and jobs gone south, the effects have filtered down the line to the working person.

However, in saying this, we are aware the deficit has to be maintained in order for Canada to forge ahead. But what I can't clarify in my head is the fact that in 1993, three million Canadians, of which 40% were children, depended on social services, yet Canada is one of the richest countries in the world. That is a large number, considering we have a small population, of people living in poverty.

Unemployment insurance has skyrocketed in the past few years. This has caused the premiums to jump, which in turn causes employers and employees to be concerned. Adding higher premiums would only cause more problems and would not be part of the solution.

The government on the other hand is talking about reducing transfer payments for social assistance. Where does that leave those who need it? Do we now expect less on our cheques? What about single mothers, the disabled, and others who require assistance?

M. Darrin Stanley (témoignage à titre personnel): Il y a de nombreuses questions à étudier dans le Livre vert. Ce document mentionne le chômage, l'apprentissage et la sécurité, mais il ne prévoit rien pour régler le problème de la pauvreté.

Les Canadiens et les Canadiennes sont conscients des énormes changements que met en oeuvre le Livre vert dans l'espoir d'assurer un avenir meilleur à la société. Si nous voulons éliminer la pauvreté, il faut que le gouvernement soit prêt à créer des emplois. Notre pays accorde depuis longtemps beaucoup d'importance aux programmes sociaux; si cela cesse, nous nous retrouverons dans la pauvreté. La vague récente de mises à pied et de déplacement d'emplois vers le Sud a eu peu à peu des effets qui touchent maintenant ceux qui ont du travail.

Toutefois, en disant cela, nous savons qu'il faut conserver le déficit pour permettre au Canada d'aller de l'avant. Ce que je ne peux cependant pas comprendre c'est que, en 1993, 3 millions de Canadiennes et de Canadiens, dont 40 p. 100 d'enfants, avaient besoin de services sociaux, alors que le Canada est l'un des pays les plus riches du monde. Compte tenu du fait que notre population est faible, cela fait beaucoup de gens qui vivent dans la pauvreté.

L'assurance-chômage a connu une explosion ces dernières années. Cela a fait augmenter brutalement les primes, suscitant alors l'inquiétude des employeurs et des employés. Augmenter encore les primes ne ferait que créer des difficultés supplémentaires et ne contribuerait pas à résoudre le problème.

Par ailleurs, le gouvernement parle de réduire les versements de transferts pour l'assistance sociale. Dans quelle situation se retrouveraient ceux qui en ont besoin? Nos chèques seront-ils réduits? Quel sera le sort des mères célibataires, des personnes handicapées et des autres personnes qui ont besoin d'une assistance?

[Text]

Many Canadians are undertrained. Training is a very important aspect of an individual's life and future. Reducing funds in any way would be senseless and unacceptable.

I suggest that reducing the deficit should start at the top within all areas of government. For example, cutting certain benefits of the members of Parliament would be a good place to start. Benefits that have no relevancy to their jobs are a waste of taxpayers' money. MPs get extra perks such as limousine services and free air travel for the family, while three million Canadians are poor. Is this not injustice?

Big business in this country receives special treatment from government as well. Tax breaks are having a corrosive effect on the country. It is a form of welfare, namely corporate welfare, leaving the government with less revenue.

Government proposes the following principles in creating opportunity for Canadians: creating opportunities, investing in people, greater fairness, and putting the people first to have a fair and equal chance to express their views. However, after all that is said, government may make the decisions and the people's views will just fall into some dark corner.

At one time Canada's social programs were the best in the world. Today it is much different. The recession has hit quite hard and has caused much unemployment and a dependence on welfare. Years of mismanagement and outdated programs have left our social safety net in jeopardy.

Government has to invest directly in its people so that they can get the skills necessary for today's economy without red tape, but time is wasting and we are lagging behind other countries. Our programs must be improved, not cut.

Mutual responsibility has long been dead and society has rejected those who live in poverty. Those who have a disability are categorized as useless. The reform paper says communities and businesses have to get involved. As I see it, businesses seem quite comfortable as long as they receive tax breaks. Corporations complain when they think the poor are getting handouts from government. It is like a slap to the face.

Preventing future poverty: I find it to be very ironic on the part of the government that in one of the wealthiest countries in the world the government still allows poverty to exist. Some years ago government made a commitment to eliminate child poverty by the year 2000. Government has to realize that it must apply itself without prejudice and correct the social injustices if there is to be a better future for all Canadians. Hopefully, this injustice will be corrected to prevent future poverty.

[Translation]

Il y a beaucoup de gens au Canada qui ont une formation insuffisante. La formation est un élément important de la vie et de l'avenir des gens. Il serait absurde et inacceptable d'en réduire le financement de quelque façon que ce soit.

Je pense que la diminution du déficit devrait commencer au sommet dans tous les secteurs gouvernementaux. Il serait par exemple indiqué de commencer par diminuer certains avantages dont profitent les députés. Les avantages qui n'ont rien à voir avec le travail constituent un gaspillage des deniers publics. Les députés disposent de faveurs spéciales comme les services de limousine et la gratuité des voyages en avion pour leur famille alors que 3 millions de Canadiens sont pauvres. Cela n'est-il pas injuste?

Les grandes entreprises de notre pays reçoivent également un traitement spécial de la part du gouvernement. Les allégements fiscaux minent le pays. Le secteur privé bénéficie ainsi d'une sorte d'assistance sociale qui diminue les recettes du gouvernement.

Le gouvernement avance les principes suivants pour ouvrir de nouvelles possibilités aux Canadiens: ouvrir de nouvelles possibilités, investir dans les gens, assurer plus d'équité et s'efforcer avant tout de permettre aux gens d'exprimer leurs opinions de façon juste et équitable. Toutefois, cela dit, le gouvernement risque de prendre des décisions sans tenir compte des opinions exprimées par la population.

Les programmes sociaux du Canada étaient jadis les meilleurs du monde. Aujourd'hui, c'est bien différent. La récession a frappé très fort, créant beaucoup de chômage et de dépendance vis-à-vis de l'assistance sociale. Des années de mauvaise gestion et des programmes dépassés compromettent la survie de notre système de protection sociale.

Le gouvernement doit investir directement dans les gens afin qu'ils puissent acquérir les compétences nécessaires dans l'économie d'aujourd'hui sans avoir à subir les contraintes de la bureaucratie, mais nous perdons du temps et nous sommes à la traîne derrière les autres pays. Il faut améliorer nos programmes, et non pas les réduire.

Le sens d'une responsabilité mutuelle a disparu depuis longtemps et la société rejette ceux qui vivent dans la pauvreté. On considère les personnes handicapées comme inutiles. D'après le document de travail sur la réforme, la participation des collectivités et des entreprises est nécessaire. À mon avis, les entreprises paraissent bien à l'aise tant qu'elles reçoivent des allégements fiscaux, alors qu'elles se plaignent quand elles ont l'impression que le gouvernement fait des cadeaux aux pauvres. C'est comme une gifle.

Il faut préparer un avenir sans pauvreté: je trouve paradoxalement que, dans un des pays les plus riches du monde, le gouvernement laisse exister la pauvreté. Il y a quelques années, il s'était engagé à ce qu'aucun enfant ne vive plus dans la pauvreté d'ici l'an 2000. Il faut qu'il comprenne que, en abandonnant tout préjugé, il doit corriger les injustices sociales pour permettre à toute la population canadienne d'avoir un avenir meilleur. Espérons que cette injustice sera corrigée pour éviter la pauvreté à l'avenir.

[Texte]

Money must be spent more effectively on targeting proper programs. Programming has to be improved and everyone must benefit from it. This idea could be quite beneficial and perhaps serve all Canadians.

Provinces should be given more voice and flexibility once the priorities in their regions are established. The federal government should be able to release funds after consultation. National principles should not be attached with federal support because the regions of Canada are different. People and government have to be sensitive to the needs of those who want to make a difference.

[Traduction]

Il faut dépenser l'argent de façon plus efficace en le consacrant à des programmes adéquats. Il faut en concevoir de meilleurs programmes dont tout le monde bénéficiera. C'est une idée tout à fait prometteuse qui pourrait rendre service à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes.

Les provinces devraient pouvoir agir plus souplement et plus librement une fois déterminées les priorités dans leurs régions. Le gouvernement fédéral devrait pouvoir dégager des fonds après consultation, mais il ne devrait pas faire dépendre son appui financier du respect de principes nationaux car les régions sont différentes. Il faut que la population et le gouvernement tiennent compte des besoins de ceux qui veulent changer les choses.

• 1050

In closing, the need for talk is at hand. Action has to take place. Poor people are willing and waiting for the doors to open. Let's tackle poverty now, Mr. Axworthy, before we all find ourselves in such a hole that we'll never see the light of day again.

Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

Our next presenter is Mr. Bill Broderick.

Welcome, Mr. Broderick. You can start whenever you are ready. I will give you your signal when you're at four minutes.

Mr. Bill Broderick (Individual Presentation): Good day. I'm a fisherman and I belong to a small island community of 300 residents on the east coast of Newfoundland. The time when one leg has been cut from under them—an attack on the social programs is, I suppose, like cutting the second leg out from under them—is not a time when people in those kinds of communities want to hear people talking about the deficit, as important as it may be.

Earlier this morning, we had Mr. House here talking about the ISP program, which is the provincial government's response to the crisis we have. What that would do is to take. . . A gentleman here asked the question, who were the big losers and winners?

Well, certainly the big losers would be the fishermen. That program—I think it was acknowledged by Mr. House at the time—would take some \$12,000 to \$14,000 from each fishing family in Newfoundland. That's our provincial government's response.

The winners—and somebody brought it up this morning. . . It's helping the destitute by taking from the poor. That's really what they're doing, and that's why the program is there. They couldn't deal with their increasingly large welfare roles, and transferring them is really what it is doing.

I just listened to the representative from the St. John's Board of Trade talk from the business side of it. Well, I have to wonder. . . St. John's is basically a service town. It was built because we had fishing and mining and logging and farming communities in rural Newfoundland and we needed a service communities. That's what St. John's is.

En conclusion, le moment est opportun pour un débat. Il faut que des mesures soient prises. Les pauvres sont prêts et attendent qu'on leur ouvre les portes. Attaquons la pauvreté maintenant, monsieur Axworthy, avant de nous enfoncer tous dans un gouffre dont nous n'arriverons jamais à sortir.

Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

C'est maintenant le tour de Bill Broderick.

Bienvenue, monsieur Broderick. Vous pouvez commencer dès que vous êtes prêt. Je vous ferez signe quand vous en serez à quatre minutes.

M. Bill Broderick (témoignage à titre personnel): Bonjour. Je suis pêcheur et je viens d'un petit village de 300 habitants situé sur la côte est de Terre-Neuve. Ce n'est pas quand on vient de leur couper une jambe—s'attaquer aux programmes sociaux revient, me semble-t-il, à leur couper la deuxième jambe—que les habitants veulent entendre parler du déficit, pour aussi important qu'il soit.

Plus tôt ce matin, M. House a parlé du programme de supplément du revenu, qui est la solution envisagée par le gouvernement provincial à la crise que nous connaissons. Ce programme consisterait en. . . quelqu'un a demandé qui en seraient les principaux bénéficiaires et qui y perdraient le plus.

Eh bien, ce sont certainement les pêcheurs qui y perdraient le plus. Ce programme—je pense que M. House l'avait reconnu à l'époque—ferait perdre entre 12 000\$ et 14 000\$ à toutes les familles de pêcheurs de Terre-Neuve. Voilà la solution que propose le gouvernement de notre province.

Les bénéficiaires—et quelqu'un a soulevé cette question ce matin. . . il s'agit d'aider les démunis en prenant aux pauvres. C'est en réalité ce que fait le gouvernement et c'est la raison d'être du programme. Le gouvernement ne savait plus quoi faire devant le nombre croissant d'assistés sociaux et ce programme n'est rien d'autre qu'un transfert.

Je viens d'entendre le représentant de la Chambre de commerce de St. John's parler du point de vue du secteur privé. Eh bien, je peux seulement me demander. . . l'économie de St. John's est fondée sur les services. La ville a été construite parce qu'il fallait desservir les villages de pêcheurs, de mineurs, d'exploitants forestiers et d'agriculteurs. Voilà à quoi sert St. John's.

[Text]

I wonder who buys the products of the people he represented. It's those people, it's those fishermen and miners and farmers. If we take from them, especially those in the fishing industry who are hurting right now, some of the social benefits they receive—these are the same people are going to go to those people's stores and buy. He doesn't want tax increases because he doesn't want the banks or the businesses to be taxed. They're going to be taxed anyway through the back door route, because people won't be able to buy from them.

I just want to talk a little bit about the attack on fishermen's UI, which is what the ISP program was. It wanted to eliminate it pretty much completely. Fishermen's UI is not the same as ordinary UI, as regular benefits. It's only for a 26-week maximum. If the fisherman has an opportunity earlier in the season, then there would be a disincentive there.

The notion that a fisherman only fishes for 10 or 12 weeks is wrong. He only harvests for 10 or 12 weeks, the same as a farmer does, but he works for 10 or 12 months. Nobody would suggest that a farmer could get a harvest without first of all having planted his fields. It's similar with a fisherman.

The value of the Newfoundland fishery to our economy, even with the fish closures, was some \$500 million to this province in 1993, more than any other industry. Hundreds of millions of new dollars were brought into the economy by the sale and export of fish.

There are spin-off jobs, like those for the truck drivers. This morning we listened to the longshoremen's union talk about the loss of jobs in the port. They talked about the Japanese boats. They didn't have a capelin fishery this summer; consequently, the longshoremen in St. John's lost work. So the ripple effect is through the whole economy.

• 1055

At this time what we need is not to talk about taking away those programs when people in the fishery are going through their worst economic disaster. What we need is help—help to have them diversify into other areas. They need some training, yes, but also some help in the areas they're qualified and already trained in. Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much. Thank you for a good presentation.

Mr. Robert Evans is our next presenter.

Mr. Robert Evans (Individual Presentation): I want to thank the parliamentary committee for this opportunity. The last time I spoke to you I was President of the National Anti-Poverty Organization in Ottawa. I'm glad to see you finally took my advice and got out of Ottawa.

[Translation]

Je me demande qui achète les produits des gens dont il a présenté le point de vue. Ce sont précisément ces pêcheurs, ces mineurs et ces agriculteurs. Si on leur retire, surtout aux pêcheurs qui sont actuellement dans une mauvaise passe, certains des avantages sociaux dont ils bénéficient, n'oublions pas que ce sont eux qui sont les clients des magasins de ces gens-là. Il ne veut pas qu'on augmente les impôts parce qu'il ne veut pas entamer le revenu des banques ou des entreprises. Leur revenu sera néanmoins entamé indirectement, puisque les gens ne vont plus pouvoir acheter chez eux.

Je veux simplement parler brièvement des attaques lancées contre l'assurance-chômage des pêcheurs, puisque c'est cela que signifiait le programme du supplément du revenu qui visait à l'éliminer à peu près complètement. Les pêcheurs ne touchent pas des prestations normales d'assurance-chômage. Elles sont limitées à un maximum de 26 semaines. Si les pêcheurs avaient des possibilités plus tôt dans la saison, cela constituerait un facteur de dissuasion.

Il est faux de penser qu'un pêcheur ne pêche que pendant dix ou douze semaines. Il ne récolte les produits de la pêche que pendant dix ou douze semaines, comme les agriculteurs, mais il travaille pendant dix ou douze mois. Personne ne prétendrait qu'un agriculteur peut faire une récolte sans avoir préalablement ensemencé ses champs. Il en va de même pour les pêcheurs.

Même avec la fermeture de certaines pêcheries, la valeur économique de la pêche pour Terre-Neuve était de l'ordre de 500 millions de dollars en 1993, plus que celle d'aucun autre secteur. La vente et l'exportation du poisson ont injecté l'économie des centaines de millions de dollars d'argent frais.

La pêche crée également d'autres emplois, par exemple ceux des chauffeurs de camion. Nous avons entendu le Syndicat des débardeurs parler ce matin des pertes d'emploi dans le port et des navires japonais. On n'a pas pêché le capelan cet été et les débardeurs de St. John's ont donc perdu du travail. Cela a des répercussions dans l'ensemble de l'économie.

Ce dont nous avons besoin à l'heure actuelle, ce n'est pas de proposer la suppression de ces programmes au moment où les pêcheurs sont en proie à la pire catastrophe économique qu'ils aient connue. Ce qu'il faut faire, c'est les aider à se diversifier dans d'autres secteurs. Ils ont besoin d'une formation, oui, mais il faut également les aider dans les domaines pour lesquels ils sont qualifiés et ont déjà reçu une formation. Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup. Merci pour un bon exposé.

Le prochain intervenant est M. Robert Evans.

M. Robert Evans (témoignage à titre personnel): Je veux remercier le Comité parlementaire de me donner l'occasion d'intervenir. La dernière fois que je me suis adressé à vous, j'étais président de l'Organisation nationale anti-pauvreté à Ottawa. Je suis heureux de constater que vous avez finalement suivi mon conseil et que vous êtes sortie d'Ottawa.

[Texte]

I'd like to start by saying that what appears to be a long time ago, like 26 years ago, I could not read or write. I was an illiterate. I was married with three children at the time. My wife and I were on welfare, and from 1968 to 1974 I went from being a former illiterate to a person who with a B standing came out with a Bachelor of Arts degree and a Bachelor of Education degree.

Since 1974 and until 1990, I worked within community colleges for about 13 years and at the university, in the Department of Education. I have been a consultant.

In 1991 a shift occurred. I went from a contributor to this society to an individual who ended up on contractual work, and not necessarily by my own choosing but as a result of reductions, both provincially and federally, in certain dollars for salaries and so forth.

Since 1991 I have used the UI program. I think this is my third claim, so I would be one of those of your two-tier system. After spending 26 years contributing to it, I'm one of those bad boys. Okay? Shocking, shocking.

I would also like to point out to you that I had a hard time trying to give an address to the lady today when she asked where I live. Well, I said, I don't live in Newfoundland. I do and I don't. I spent the last seven months in British Columbia trying to find employment, trying to go to the meccas of this country where all of you around this table say people should go to find full employment.

Well, I would also like to point out to you that I have sat on your federal board, the Labour Force Development Board, as an education and training representative. So I want to register that I have expertise. I also developed a technology with the labour union here in town, involving distance education, the use of satellites, and television and computer systems.

Right now I'm about five weeks away from going back on exactly what I was on in 1968, which is welfare, because my unemployment runs out.

What I'm saying to you is it's nice for everybody to say the attitudes of east coasters are lazy or there's importance to review the social programs. I agree there's a need to review them. But, as a person who's contributed to it for over 20 years, all I'm saying to you is be cautious. We need to reform, but don't blame me to justify your need to have a two-tier UI system.

The other part is I also served in the Canadian Armed Forces. I have reared my family in this country. I've paid countless thousands of dollars in income tax to the systems you're talking about here, and under CAP there are certain rights I have as a born Canadian. The concern I have is that you are now in the process of taking those rights away from CAP, from my grandchildren, and my sons. So be very, very careful.

[Traduction]

Je voudrais vous dire d'abord que, à une époque qui paraît bien lointaine, il y a environ 26 ans, je ne savais ni lire ni écrire. J'étais analphabète. J'étais marié et j'avais trois enfants. Nous étions assistés sociaux, ma femme et moi, et de 1968 à 1974, l'analphabète que j'étais est devenu titulaire d'un baccalauréat ès Arts et d'un baccalauréat en Éducation avec la note B.

De 1974 à 1990, pendant environ 13 ans, j'ai travaillé comme consultant auprès de collèges communautaires ainsi qu'à l'université et du ministère de l'Éducation.

En 1991, ma situation a changé. Au lieu d'apporter une contribution à la société, j'ai dû travailler à contrat, ce qui n'était pas nécessairement dû à un choix personnel mais à la diminution des sommes consacrées par les gouvernements provincial et fédéral aux salaires et autres.

Depuis 1991, je me suis prévalu de l'assurance-chômage. J'en suis, je crois, à ma troisième demande, ce qui me ferait tomber sous le coup de votre système à deux niveaux. Après avoir contribué au fonds d'assurance-chômage pendant 26 ans, je suis devenu l'un de ces personnages douteux. D'accord? C'est vraiment choquant.

Je voudrais également vous signaler que j'ai eu bien du mal à donner une adresse aujourd'hui à la dame qui m'a demandé où j'habite. Je lui ai dit que je n'habite pas à Terre-Neuve. C'est vrai sans l'être. J'ai passé les sept derniers mois à essayer de trouver du travail en Colombie-Britannique, j'ai essayé d'aller dans les métropoles de notre pays là où vous tous, autour de cette table, dites que les gens devraient aller pour trouver un travail à plein temps.

Eh bien, je voudrais également vous signaler que j'ai fait partie d'un conseil fédéral de mise en valeur de la main-d'œuvre où je représentais le secteur de l'éducation et de la formation. Je peux donc être considéré comme un spécialiste. J'ai également, conjointement avec le syndicat ici en ville, mis au point une technologie portant sur l'éducation à distance, l'utilisation des satellites ainsi que la télévision et l'informatique.

Maintenant, il me reste environ cinq semaines avant de me retrouver exactement comme j'étais en 1968, c'est-à-dire assisté social, parce que mes prestations de chômage se terminent.

Je veux donc vous dire que n'importe qui peut bien affirmer que les habitants de la côte est sont paresseux ou qu'il est important d'examiner les programmes sociaux. Je reconnaiss que c'est nécessaire. Néanmoins, en tant que personne qui a apporté sa contribution à ce système pendant plus de 20 ans, tout ce que je vous dis est d'être prudents. Des modifications sont nécessaires, mais ne vous en prenez pas à moi pour justifier qu'il vous paraisse nécessaire d'instaurer un régime d'assurance-chômage à deux niveaux.

Par ailleurs, j'ai également servi dans les Forces armées canadiennes. J'ai élevé ma famille dans notre pays. J'ai versé des milliers et des milliers de dollars d'impôt sur le revenu dans les programmes dont vous parlez ici et le Régime d'assurance publique du Canada me reconnaît certains droits en tant que citoyen né au Canada. Ce qui m'inquiète, c'est que vous êtes maintenant en train d'éliminer ces droits du RAPC au détriment de mes petits-enfants et de mes fils. Soyez donc très, très prudents.

[Text]

[Translation]

I also would like to point out as an advocate both for illiteracy and poverty that the real reactions you've been tasting throughout the country from people getting angry and upset are just the tip, because if you don't listen, you're going to see a lot stronger revolts in this country. I think you should be very cautiously warned about that.

En tant que défenseur des analphabètes et des pauvres, je veux également souligner que les réactions concrètes qu'ont manifestées devant vous dans l'ensemble du pays des gens que gagnent la colère et l'indignation ne sont que la pointe de l'iceberg, parce que si vous faites la sourde oreille, vous allez constater beaucoup plus de révolte violente dans ce pays. Je pense qu'il faut vous mettre très prudemment en garde contre cela.

• 1100

I thank you for this opportunity, and you didn't have to say "one minute". That's great.

Je vous remercie de m'avoir permis d'intervenir et vous n'avez pas eu à me dire «une minute». C'est très bien.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much, Mr. Evans. That was very succinct and to the point.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup, monsieur Evans. Votre intervention a été très brève et pertinente.

Ms Lan Gien, please.

Madame Lan Gien, s'il vous plaît.

Ms Lan Gien (Multicultural Women's Organization of Newfoundland): Thank you for allowing me to be here. I am the president of the Multicultural Women's Organization of Newfoundland & Labrador. I also appear here as an individual.

Mme Lan Gien (Multicultural Women's Organization of Newfoundland): Merci de m'autoriser à prendre la parole. Je suis présidente de la Multicultural Women's Organization for Newfoundland & Labrador. J'interviens également à titre personnel.

After listening to a few people before me, I really have sympathy with their point of view and I understand very much their feelings. However, I will try not to repeat what they have said and I'm going to go into a few points that haven't been mentioned.

Après avoir écouté quelques-unes des personnes qui m'ont précédée, je partage vraiment leurs points de vue et je comprends très bien leurs sentiments. Toutefois, je vais essayer de ne pas répéter ce qu'elles ont dit et je vais aborder quelques questions qui n'ont pas été mentionnées.

The following are the highlights of the reaction of members of multicultural women's organizations to various items of the discussion paper on social security reform.

Je vais vous présenter les principales réactions des membres des organisations multiculturelles de femmes face à différents éléments du document de travail sur la réforme de la sécurité sociale.

In the discussion paper there is no mention whatsoever of equal access for women in training programs in general, including immigrant visible minority women.

Ce document ne fait nullement mention de l'égalité d'accès des femmes aux programmes de formation en général, même en ce qui concerne les immigrantes appartenant aux minorités visibles.

Training and upgrading may be a very good idea, but really there are no jobs after training. As a result a lot of people have all kinds of training, all kinds of diplomas and certificates, but there are no jobs.

La formation et le perfectionnement sont peut-être une très bonne idée, mais, après avoir reçu une formation, on ne peut réellement trouver aucun emploi. Il y a beaucoup de gens qui reçoivent toutes sortes de formations, de diplômes et de certificats, mais il n'y a pas d'emplois.

The ideas of upgrading and retraining proposed in the discussion paper are very suitable for the urban centres where jobs are available, but in a lot of rural Newfoundland areas there are no jobs. Women should have input into the kinds of jobs they should be trained for.

Les propositions de ce document de travail en matière de perfectionnement et de recyclage sont bien adaptées aux centres urbains où il existe des emplois, mais il n'y en a aucun dans de nombreuses régions rurales de Terre-Neuve. Les femmes devraient avoir leur mot à dire au sujet des sortes d'emplois pour lesquels on devrait les former.

Also, priority of training was and has been or will be for people on UI or social assistance. Immigrants who came to Canada with their families were not eligible for any kind of training without being on UI first. They can't get a job, they can't be on UI, and they can't get training. Therefore, they are dependent on their spouses, which leads to being abused mentally and financially in many cases.

En outre, la formation était, est ou sera accordée en priorité aux personnes recevant des prestations d'assurance-chômage ou d'assistance sociale. Les immigrantes qui sont arrivées au Canada avec leur famille n'avaient droit à aucune sorte de formation si elles n'avaient pas d'abord touché l'assurance-chômage. Elles ne peuvent pas trouver un emploi, elles ne peuvent pas toucher l'assurance-chômage et elles ne peuvent pas recevoir de formation. En conséquence, elles dépendent de leur conjoint, ce qui fait qu'elles sont souvent maltraitées psychologiquement ou exploitées financièrement.

Some immigrant women have to lie about their true qualifications in order to get training for a Canadian job. For example, they have to say they have a grade 12 education instead of the master's degree they completed in their homeland. In a way it is a waste of education and training.

Certaines immigrantes doivent mentir au sujet de leurs véritables qualifications pour pouvoir être formées en vue d'un emploi canadien. Elles doivent par exemple dire qu'elles ont seulement terminé l'école secondaire même si elles ont obtenu une maîtrise dans leur pays d'origine. C'est en quelque sorte un gaspillage d'éducation et de formation.

[Texte]

Training for immigrant and visible minority women must be a combination of job training and language training, not just language training alone. As I mentioned before, after training if there are no jobs, then what's the use of it? Job creation must go hand in hand with job training.

On education funding, there are inconsistencies in education funding. For example, if a student who is on UI attends university, he or she will lose that UI. The same student attending a community college can retain their UI. Thus there is contraction in that the government wants to improve working skills but at the same time cuts off financial support for those who want to do so.

Government initiatives in encouraging students to go abroad to obtain education not available in Canada is a positive move, considering the current economic and job globalization. However, at the same time the government should provide strong support for those who do so, because tuition fees in some schools outside Canada are very high. For example, tuition fees for a foreign student at some U.S. or British universities could be in the range of \$25,000 to \$30,000 a year.

Consider that the dollar is low. The Canadian dollar is very low right now. The student's parents and guardians can claim a tax deduction only for a maximum of a \$4,000 transfer for their child. What is the rationale for not allowing parents or a relative or guardian to claim the full cost of tuition? What is the reason for not allowing both working parents to claim tax deductions for tuition fees?

In addition to allowing a greater tax deduction for tuition fees, scholarship, fellowship, and summer work programs should be made available to those studying outside Canada. Right now, all of those scholarship and summer work programs are specified only for students who attend Canadian universities. Those who attend school outside Canada cannot avail themselves of many Canadian sources of financial assistance, even though their parents are paying taxes in Canada.

Allowing parents and guardians to claim tax deductions for the full cost of tuition will enable students to obtain more financial support from their own family. Thus, they will not have to borrow too much or work so much to support themselves and can devote more time to studying.

The last point is in regard to the recognition of foreign credentials. This move is a very welcome one, especially for those who have studied abroad. The implementation has not been clear and remains to be seen.

The current emphasis on regionalization of education should be abolished. The present practice of some professional schools to give priority of admission to students of their home province is not in agreement with the current trend in globalization and reduces the ability of Canadians to compete worldwide. Thank you.

[Traduction]

Les immigrantes et les femmes appartenant aux minorités visibles doivent recevoir une formation à la fois professionnelle et linguistique, et non pas seulement linguistique. Comme je l'ai dit tout à l'heure, si la formation ne débouche sur aucun emploi, à quoi sert-elle? La création d'emplois doit aller de pair avec la formation professionnelle.

Le financement de l'éducation n'est pas toujours cohérent. En effet, si une personne qui touche l'assurance-chômage suit des cours à l'université, elle perd l'assurance-chômage alors que ce n'est pas le cas si elle fréquente un collège communautaire. Il y a donc une contradiction dans le sens où le gouvernement veut améliorer la compétence professionnelle des gens alors que, en même temps, il supprime tout appui financier à ceux qui veulent le faire.

Il est positif que le gouvernement encourage des étudiants à aller chercher à l'étranger une éducation qu'ils ne peuvent pas obtenir au Canada, quand on pense à la mondialisation actuelle de la vie économique et du monde du travail. Toutefois, le gouvernement devrait en même temps aider fortement ceux qui le font car certaines écoles étrangères ont des droits de scolarité très élevés qui peuvent atteindre entre 25 000\$ et 30 000\$ par an, comme c'est le cas dans certaines universités américaines ou britanniques pour les étudiants étrangers.

N'oubliez pas que le taux de change du dollar canadien est très bas à l'heure actuelle. Les parents et les tuteurs d'un étudiant ne peuvent déduire de leurs impôts qu'un transfert maximum de 4 000\$ pour leur enfant. Pour quelle raison n'autorise-t-on pas les parents, un membre de la famille ou un tuteur à déduire le montant total des droits de scolarité? Pour quelle raison, si les deux parents travaillent, ne les autorise-t-on pas à demander une déduction d'impôt pour ces droits de scolarité?

• 1105

En plus d'accorder une déduction d'impôt plus importante pour les droits de scolarité, il faudrait que ceux qui étudient à l'étranger puissent recevoir des bourses ou avoir accès à des programmes de travail d'été. À l'heure actuelle, ces bourses et ces programmes sont réservés exclusivement aux étudiants des universités canadiennes. Ceux qui suivent des cours à l'extérieur du Canada ne peuvent pas bénéficier d'un grand nombre de sources d'aide financière, même si leurs parents paient des impôts au Canada.

Si les parents et les tuteurs peuvent déduire de leurs impôts la totalité des droits de scolarité, les étudiants pourront recevoir une aide financière plus importante de leur propre famille. Ils n'auront donc pas à emprunter trop d'argent ou à trop travailler pour subvenir à leurs besoins et pourront consacrer plus de temps à leurs études.

Je mentionnerai pour finir la reconnaissance des qualifications étrangères. C'est une initiative très opportune, surtout pour ceux qui ont étudié à l'étranger. Mais son application est confuse et on ne peut encore se prononcer là-dessus.

Il faudrait cesser d'insister sur la régionalisation de l'éducation. Certaines écoles professionnelles accueillent maintenant prioritairement les étudiants venant de la même province, ce qui est en contradiction avec la tendance actuelle à la mondialisation et rend les Canadiens et les Canadiennes moins à même d'affronter leurs concurrents du reste du monde. Merci.

[Text]

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

Our next presenter is Glenys Gould.

Welcome, Ms Gould.

Ms Glenys Gould (Individual Presentation): Thank you for letting me speak.

I'm here to speak very briefly on behalf of my own family regarding the UI system that's proposed in your discussion paper. My husband is a welder. We have two small children, ages 2 and 3. My husband is a displaced worker as the company he was working for went out of business as a direct result of the cod moratorium. He was not in the fishing industry but did lose his job because of this moratorium.

I'm not proud to say this, but unfortunately over the past few years we have become very dependent on the UI system. Without it, I don't know how we would have survived.

In the discussion paper summary under the heading of the need for reform, it states that one in five Canadian children is growing up poor. Poverty can devastate a child's future, leading to poor health, learning problems, and future employment problems.

Considering the poor economy and so much seasonal work in this province, to put into effect the adjustment insurance would be very devastating for my family. How could any child benefit with a much lower family income every year?

My husband would much prefer to work at a full-time, permanent job, but unfortunately these jobs are just not available in this province. As it looks now, these jobs will not be available in the near future.

Today is December 12 and we have less than two weeks until Christmas. My husband was laid off from his job on November 24 because of a shortage of work. So far, we have heard nothing from our UI system here. My two little children are talking every day about Santa and Christmas. With no sign of any money coming in before Christmas, it may not be as merry a Christmas as I would like for my children.

In closing, I have one thing to say. I hope it does not sound ignorant because it is not meant to be. However, I have to be short and to the point and I do not know how to put it any other way. This year, when you people with your high-paying, permanent positions take your Christmas break, please think about the poor children in Newfoundland and other parts of Canada who through no fault of their own are not so fortunate. Many of them, I'm sure, won't even have a turkey for Christmas dinner. Please don't take more from these children and their families. It is these families that need more help, not less.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

Our next presenter is Kathleen Kufeldt.

Dr. Kathleen Kufeldt (Chair in Child Protection, School of Social Work, Memorial University of Newfoundland): I'm here to talk for children.

[Translation]

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

Le prochain intervenant est Glenys Gould.

Bienvenue, madame Gould.

Mme Glenys Gould (témoignage à titre personnel): Je vous remercie de me laisser prendre la parole.

Je suis ici pour parler très brièvement, au nom de ma propre famille, du régime d'assurance-chômage proposé dans votre document de travail. Mon mari est soudeur. Nous avons deux enfants jeunes, âgés de deux et trois ans. Mon mari est travailleur déplacé parce que l'entreprise pour laquelle il travaillait a fait faillite directement par suite des conséquences du moratoire sur la morue. Il ne travaillait pas dans le secteur de la pêche, mais il a perdu son emploi à cause de ce moratoire.

Je ne m'en vante pas, mais, malheureusement, ces dernières années, l'assurance-chômage est devenue essentielle à notre subsistance. Sans elle, je ne sais pas comment nous aurions survécu.

On peut lire dans la partie du résumé du document de travail consacrée à la nécessité d'une réforme: Un Canadien sur cinq commence sa vie dans la pauvreté et les privations. La pauvreté peut marquer un enfant à vie et le mener à des difficultés futures en matière de santé, d'apprentissage et d'emploi.

Vu le mauvais état de l'économie et l'importance du travail saisonnier dans notre province, l'entrée en vigueur de l'assurance transitoire aurait des conséquences catastrophiques pour ma famille. Comment un enfant pourra-t-il s'épanouir si le revenu familial diminue sensiblement chaque année?

Mon mari aimerait beaucoup avoir un emploi permanent à plein temps mais, malheureusement, il n'y en a tout simplement pas dans notre province. Tout porte à croire qu'il n'y en aura même pas avant longtemps.

Nous sommes le 12 décembre et il reste moins de deux semaines avant Noël. Mon mari a été mis à pied le 24 novembre à cause d'une pénurie de travail. Jusqu'à présent, nous n'avons eu aucune nouvelle de nos services locaux d'assurance-chômage. Mes deux jeunes enfants parlent tous les jours du Père Noël et de Noël. Comme rien n'indique que nous recevrons de l'argent avant Noël, cette fête ne sera peut-être pas aussi joyeuse que je l'aurais aimé pour mes enfants.

Pour terminer, j'ai une chose à vous dire. J'espère que cela ne vous paraîtra pas irrévérencieux, parce que telle n'est pas mon intention. Néanmoins, je dois être brève et précise et je ne sais pas comment vous le dire autrement. Cette année, quand vous prendrez vos vacances de Noël, vous qui avez des emplois permanents généreusement rémunérés, pensez, je vous en prie, aux enfants pauvres de Terre-Neuve et des autres régions du Canada qui n'ont pas autant de chance, même s'ils n'y sont pour rien. Beaucoup d'entre eux, j'en suis sûre, n'auront même pas de dinde à manger à Noël. Je vous en prie, ne retirez pas encore plus d'argent à ces enfants et à leurs familles. Ces familles ont besoin de recevoir plus d'aide, et non pas moins.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

Le prochain intervenant est Kathleen Kufeldt.

Mme Kathleen Kufeldt (présidente du département de protection de l'enfant, Faculté de travail social, Memorial University, Terre-Neuve): Je suis ici pour parler au nom des enfants.

[Texte]

I should preface this by saying that until this morning I had thought I was formally on your agenda. I had called for an appointment. I did leave a brief but of course there's no time to discuss it. So I'll use the five minutes to talk briefly about the three most disadvantaged groups of children and young people, the context of change we have been talking about, and the philosophy of deficit reduction.

[Traduction]

Je devrais d'abord vous dire que, jusqu'à ce matin, je pensais être officiellement inscrite à votre ordre du jour. J'avais demandé un rendez-vous. J'ai laissé un mémoire, mais, bien entendu, je n'ai pas le temps de le discuter. J'utilisera donc mes cinq minutes pour vous parler brièvement des trois groupes d'enfants et de jeunes gens les plus défavorisés, du contexte entourant le changement dont nous avons parlé et des principes à respecter en matière de réduction du déficit.

• 1110

The first most disadvantaged group, of course, is the children in poverty. I wish to make the points that children are not entitled to assistance in Canada in their own right. They are dependent for assistance on a fairly arbitrary bureaucratic classification of their parents—whether their parents are employable, unemployable, have paid UI, have not paid UI.

Unless and until a guaranteed annual income is acceptable to all Canadians, the least we can do in Canada is to provide a guaranteed annual income for children regardless of who their parents are.

At the same time, we should address the cycle of deprivation for these children. The cycle is perpetuated because there is insufficient access to financial support, to educational opportunity. This is intensified by low expectation on the part of others. There is an assumption that the children of the poor do not have the same aspirations of those of the upper classes. They do. We need to give adequate assistance to parents wishing to pursue further education and training.

I moved a year and a half ago from a have-province, Alberta. Alberta will allow single mothers only two years of post-secondary education, even though many of them have proven that they would do well in a full university and graduate university career. I think this is short-sighted.

The second group is the abused and neglected. The children of the poor are disproportionately represented amongst the child welfare population. It is ironic that money spent on children removed from homes could, if spent on the family, keep that family out of the pit of deprivation.

The first priority is to address poverty to keep those children out of the system. Some children need the system because of the extent of abuse that is happening in their homes. Ironically, the care we provide by the state falls short of that which we would expect for children. What is urgently needed for children in care is a method of assessing standards of care and outcomes. Such has been practised in the last few years in the United Kingdom where there has been a major initiative to test out whether the children in state care are receiving, and I quote "the kind of care that it would be reasonable to expect a good parent to provide". The use of these tools has determined that indeed the children are not getting the care we would want for our children. It is also being used to remedy deficits for individual children.

Le premier groupe le plus défavorisé correspond bien entendu aux enfants vivant dans la pauvreté. Je voudrais signaler qu'ils n'ont pas directement droit à recevoir une aide au Canada. Ils sont assujettis pour cela à une classification bureaucratique assez arbitraire concernant leurs parents, selon que ceux-ci sont ou non employables et qu'ils ont ou non cotisé à l'assurance-chômage.

Tant que l'ensemble de la population canadienne n'appuiera pas l'idée d'un revenu annuel garanti, le moins que nous puissions faire au Canada est de garantir un revenu annuel aux enfants, indépendamment de la situation de leurs parents.

En même temps, nous devrions nous attaquer au cycle de privation affectant ces enfants. Ce cycle est perpétué par les carences en matière d'appui financier et de possibilités d'éducation. Cette situation est amplifiée par le fait que les autres n'attendent pas grand-chose d'eux. On part du principe que les enfants des pauvres n'ont pas les mêmes aspirations que ceux des classes supérieures. Pourtant si. Nous devons aider de façon adéquate les parents qui désirent poursuivre leurs études et recevoir de la formation.

J'ai quitté il y a un an et demi une province riche, l'Alberta, qui autorise seulement les mères célibataires à faire deux années d'études postsecondaires même si beaucoup d'entre elles ont démontré qu'elles pourraient mener avec succès des études universitaires de premier et de deuxième cycle. Cela me paraît être une politique à courte vue.

Le deuxième groupe est celui des enfants maltraités et négligés. Les enfants des pauvres sont démesurément représentés parmi la clientèle des services d'aide sociale à l'enfance. Or, si on versait directement aux familles l'argent que l'on dépense pour s'occuper des enfants retirés de leur foyer, celles-ci pourraient échapper à la privation.

Il faut avant tout régler le problème de la pauvreté pour que ces enfants n'entrent pas dans l'engrenage. Certains ont besoin de programmes d'aide à cause de la gravité des mauvais traitements qu'ils subissent chez eux. Les soins que fournit l'État sont paradoxalement inférieurs à ce que l'on serait en droit d'attendre pour des enfants. Les enfants ainsi pris en charge ont besoin que l'on choisisse d'urgence une méthode d'évaluation des normes de soins et des résultats de ceux-ci. C'est ce qui se fait depuis quelques années au Royaume-Uni où l'on a entrepris un vaste effort pour vérifier si les enfants pris en charge par l'État reçoivent, je cite: «le type de soins qu'on pourrait raisonnablement attendre de la part d'un bon parent». On a ainsi établi que les soins que reçoivent ces enfants ne sont en effet pas ce que nous voudrions pour nos enfants. L'analyse sert également à corriger des carences dont souffrent certains enfants.

[Text]

Part of what I would like to see the federal government involved in is setting standards of care for children, whether in home or out of home, and in making sure that the transfer of payments is contingent on the various provinces meeting such standards.

The third group is the runaway and homeless youths. Opinions run a full gamut that some of them are just rebelling against normal constraints and there is media hype about career choices in the prostitution arena.

We've done a fair bit of research and found that there are five risk factors. The first factor is poverty and stress in the family. The second is being an older child in a reconstituted family, and that child becomes a throw-away. Then there are various kinds of abuse—sexual, physical, and emotional. Ironically, another is living in foster and substitute care and school problems.

On the context of change, I would echo what others have said before me. There is a need to invest in job development. The move to retraining has provided many jobs for the middle classes in retraining, but the retrained people have no jobs. We have to invest.

Finally, the philosophical approach seems to be to decrease spending and social services are an easy target, given two facts: it does take a significant proportion of the budget, and the consumers are the least powerful members of society.

I think there are other areas where we can decrease spending. I also think we should look at increasing revenue. There is rhetoric in the report about sharing the wealth, and tax reform should be a prime target. I would finish by saying it's untenable that the very rich can avoid the impact of personal income tax while children go hungry.

Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much. Ms Kufeldt, your brief is being passed around to our members just now so everyone will have a copy of it in addition to your comments.

I would also like to mention to the members of the audience that any one who did not have an opportunity to actually speak to the committee can leave a brief with our clerk. We will make sure that every member of the committee does get a copy and that the material is read. Thank you very much.

• 1115

At this point I would like to suspend the meeting until about 1:05 p.m. There's a room across from our registration desk. You can leave your luggage there. Also, you may have to bring your lunch to the table; our witnesses will have to watch us while we have our lunch.

I'm breaking for only 20 minutes at the most. Our next witnesses will be at 1 p.m., so we will be starting at 1:05 p.m. at the very outside. Thank you. This session is suspended until 1:05 p.m.

[Translation]

J'aimerais notamment que le gouvernement fédéral établisse les normes en matière de soins pour enfants, que ce soit en famille ou ailleurs, et qu'il veille à ce que les paiements de transfert ne soient accordés qu'en fonction de la façon dont les provinces respectent ces normes.

Le troisième groupe est celui des jeunes fugueurs sans abri. Il y a toutes sortes d'opinions sur le fait que certains d'entre eux ne font que se rebeller contre des contraintes normales et les médias font tout un battage au sujet des jeunes qui choisiraient délibérément la prostitution.

Des recherches approfondies nous ont permis de constater qu'il existe cinq facteurs de risques. Le premier est la pauvreté et la tension existant dans la famille. Le deuxième est le fait d'être l'aîné d'une famille reconstituée et de se trouver rejeté. Il y a ensuite différentes sortes de mauvais traitements, d'ordre sexuel, physique et affectif. Paradoxalement, il y a aussi le fait d'être placé dans une famille d'accueil, de recevoir des soins de remplacement et d'éprouver des difficultés à l'école.

En ce qui concerne le changement, je répéterai ce que d'autres ont dit avant moi. Il faut investir dans la création d'emplois. L'orientation vers le recyclage a créé de nombreux emplois pour les classes moyennes dans ce secteur, mais les personnes qui se sont recyclées, elles, ne trouvent pas d'emploi. Il faut investir.

Pour finir, on semble être guidé par le principe qu'il faut diminuer les dépenses et les services sociaux constituent une cible facile, pour deux raisons: ils représentent une proportion importante du budget et leur clientèle est constituée des membres les moins puissants de la société.

Je pense qu'il y a d'autres domaines dans lesquels on pourrait réduire les dépenses. Je pense également que nous devrions chercher à augmenter les recettes. Le rapport mentionne de façon assez vague le partage de la richesse et précise que la réforme fiscale devrait être un objectif prioritaire. Je terminerai en disant qu'il est inacceptable que les gens très riches puissent se soustraire au poids de l'impôt sur le revenu des particuliers alors que des enfants souffrent de la faim.

Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup. Madame Kufeldt, nous sommes en train de distribuer votre mémoire aux membres du Comité afin que chacun en ait un exemplaire pour accompagner vos commentaires.

Je voudrais également indiquer aux membres du public que toute personne qui n'a pas eu la possibilité de prendre la parole devant le Comité peut remettre un mémoire à notre greffier. Nous veillerons à ce que tous les membres du Comité en reçoivent un exemplaire et le lisent. Merci beaucoup.

Je voudrais maintenant suspendre la réunion jusqu'à environ 13h05. Il y a une salle, de l'autre côté de notre bureau d'inscription où vous pouvez laisser vos bagages. Il faudra peut-être aussi que vous apportiez votre déjeuner à la table; nos témoins devront nous regarder manger.

La pause durera au maximum 20 minutes. Nos prochains témoins seront là à 13 heures, nous commencerons donc au plus tard à 13h05. Merci. La séance est levée jusqu'à 13h05.

[Texte]

[Traduction]

AFTERNOON SITTING

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

• 1208

The Vice-Chair (Ms Minna): I would like to reopen the session please.

I will call on our first group, the Daybreak Parent Child Centre, represented by Ms Melba Rabinowitz.

• 1210

We have half an hour with you this afternoon. You can start whenever you're ready and we will proceed to discussion with the members.

Ms Melba Rabinowitz (Daybreak Parent Child Centre): I apologize. I don't have our brief to circulate. Most people know our power was out, and being a front-line outfit we started finalizing it on Thursday. It needs to be circulated to my board because this is the presentation from Daybreak Parent Child Centre.

I have given an outline of the issues I plan to cover. I am going to spend the most time on the one dealing with children who have disabilities and social needs who are in group care.

Since I have the opportunity to address this committee that is involved in the planning stages for social reform, I will add a couple of remarks that have to do with child care in general.

I work with families and parents who are often involved in federally funded initiatives for training for employment or literacy upgrading. I wanted to address the needs of families who are involved in such projects.

A common thing that happens to the families I deal with is someone will get a call on Friday morning saying there is a training spot open on Monday and he or she must find child care for Monday. The implication is, if the person doesn't come he or she will lose that opportunity. When the training is over, the child care subsidy is over.

I feel strongly, as a representative of a group that addresses the needs of children and families, that we need to look at some kind of transition in and out of care. I recommend, as a minimum, that a person be given at least two weeks' notice to find child care. That person should be given one week of subsidized care prior to training entrance so the child can visit the centre, the space can be locked in, staff can spend time with the child, and the parent can visit prior to training.

The same policy should apply when employment is ended. Sometimes we know when training is ended, but sometimes if employment is ended at Friday noon, the family comes in and says it is the last day for the child. I think we really must see that children's needs are separate from family needs. There should be some kind of policy so there is some transition from care.

La vice-présidente (Mme Minna): Je voudrais reprendre la séance, s'il vous plaît.

Je vais donner la parole à notre premier groupe, le Daybreak Parent Child Centre, représenté par Mme Melba Rabinowitz.

• 1210

Nous pouvons passer une demi-heure avec vous cet après-midi. Vous pouvez commencer dès que vous êtes prêts et nous aurons ensuite une discussion avec les membres du Comité.

Mme Melba Rabinowitz (Daybreak Parent Child Centre): Je vous présente mes excuses. Je ne peux pas vous remettre notre mémoire. La plupart des gens savent que nous avons eu une panne d'électricité et, comme nous sommes un organisme de première ligne, nous avons commencé la rédaction finale du mémoire jeudi. Nous devons soumettre le document aux membres du conseil d'administration puisqu'il doit représenter le point de vue du Daybreak Parent Child Centre.

Je vous ai remis un résumé des questions que j'ai l'intention d'aborder. Je vais surtout parler des enfants qui ont un handicap ou des besoins sociaux et qui sont placés dans des groupes.

Puisque j'ai la possibilité de m'adresser à votre Comité, qui participe à la planification de la réforme sociale, j'ajouterais quelques mots concernant les garderies en général.

Je travaille avec des familles et des parents qui participent souvent à des initiatives financées par le gouvernement fédéral portant sur la formation professionnelle ou l'alphabétisation. Je voulais me pencher sur les besoins de ces familles.

Il arrive fréquemment aux familles avec lesquelles je suis en rapport que quelqu'un les appelle le vendredi matin pour leur dire qu'il y a une place dans un stage de formation à partir du lundi et qu'elles doivent trouver une garderie pour ce jour-là, ce qui sous-entend que si la personne concernée n'en trouve pas, ce sera pour elle une occasion perdue. Quand le stage est terminé, l'allocation pour garde d'enfants l'est également.

En tant que représentante d'un groupe qui s'occupe des besoins des enfants et des familles, je suis convaincue que nous devons chercher comment assurer une forme de transition avant et après le séjour en garderie. Je recommande que la personne concernée soit avertie au moins deux semaines à l'avance qu'elle doit trouver une garderie. Il faudrait lui accorder l'allocation de garderie une semaine avant le début du stage afin que l'enfant puisse voir le centre, qu'une place lui soit réservée, que le personnel puisse passer un peu de temps avec l'enfant et que le parent puisse se rendre sur place avant de commencer sa formation.

On devrait agir de la même façon quand quelqu'un cesse de travailler. Nous savons parfois quand un stage de formation va se terminer, mais quand un emploi cesse le vendredi à midi, la famille vient annoncer que c'est le dernier jour pour l'enfant. À mon avis, nous devons nous rendre compte que les besoins des enfants sont distincts de ceux de la famille. On devrait prévoir des mesures permettant d'assurer une transition.

[Text]

Parents who are involved in training programs are stressed when their children are sick, when they have to come early or when the school is closed. I think it is a fairly simple thing to address. We can institute policies that let parents know we appreciate their family struggles.

I have families who leave home at 7 in the morning and take a bus an hour and a half to get to a training project. When the training project is over, they take a bus home. We deliver the child at 5:30 or 5:45, so the Mom's day is very long. We all know that kind of stress can shut down parenting mechanisms and increase illness and disease among family members.

I also believe we should provide an opportunity for all persons in training to participate in parenting and human development modules as an intricate part of their training. We are looking for the well-being of families and children and of individuals. I don't think we should force it, but I think we should acknowledge it. So if I'm in full-time 30-hour or 40-hour week training, at least 2 hours would give me some kind of group opportunity to talk about my own personal needs and the needs of children.

[Translation]

Les parents qui participent à un stage de formation sont stressés lorsque leurs enfants sont malades, lorsqu'ils doivent arriver tôt ou lorsque l'école est fermée. Je pense que c'est un problème assez simple à régler. Nous pourrions adopter des mesures montrant aux parents que nous sommes conscients des difficultés que connaissent les familles.

Je connais des parents qui partent de chez eux à 7 heures le matin et passe une heure et demie dans l'autobus pour arriver sur les lieux du stage. Lorsque la journée est terminée, ils prennent l'autobus pour rentrer chez eux. Nous amenons l'enfant à 17h30 ou 17h45 et la journée de la mère est donc très longue. Nous savons tous que ce genre de stress peut empêcher les parents de jouer leur rôle et compromettre la santé des membres de la famille.

Je crois également que nous devrions permettre à toutes les personnes suivant un stage de formation de participer à des groupes de développement parental et personnel intégrés à la formation elle-même. Nous nous soucions du bien-être des enfants et de tous les membres de la famille. À mon avis, nous ne devrions rien imposer mais nous devrions tenir compte de la situation. Donc, si je suis une formation à plein temps de 30 ou 40 heures par semaine, il serait bon que je puisse me joindre pendant au moins deux heures à un groupe pour parler de mes besoins personnels et de ceux de mes enfants.

• 1215

We must provide federal leadership on a continuum of care for families in transition from training to employment and states of unemployment and non-employment. The difficulty is we give lip service to wanting to keep people's skills up. We give them training. They don't get employment. They go back into the community totally isolated. All their networks go down. Then at some point in the future, we expect them to rise up and be employable.

I think child care at a community level could play an important part in keeping families connected. I've given a couple of examples here—whether or not we encourage child care to keep a drop-in situation where families can continue to come there, or a hub model where you can have a three-hour family resource kind of program, six hours for training, and nine hours for employment so we're not piecemealing the service.

One of the biggest issues for me recently has been the CAP-C program, which is targeted for disadvantaged families but does not fund nor acknowledge the need for a child care component.

What happens if a mother in your Brighter Futures program gets into a full-time literacy program or gets into training or employment? That child then goes out of the community to be cared for in a child care setting somewhere else.

I think we must link those CAP-C programs with existing non-profit child care in the community or set up some kind of alongside child care program.

Le gouvernement fédéral doit prendre l'initiative pour que les familles en transition entre la formation et l'emploi ou se trouvant en chômage et sans travail aient accès à un système continu de soins. Le problème est que nous prétendons vouloir améliorer les compétences des gens. Nous leur dispensons une formation, mais ils ne trouvent pas de travail. Ils se retrouvent totalement isolés dans leur communauté. Ils ne savent plus vers qui se tourner. Mais on s'attend à ce que par la suite ils reprennent le dessus et soient en mesure de travailler.

Je pense que la mise en place de garderies communautaires pourrait fortement contribuer à éviter l'isolement des familles. J'ai donné ici quelques exemples—qu'il s'agisse ou non d'encourager les services de halte-garderie auxquels les familles peuvent continuer d'avoir recours ou un système modulaire permettant d'avoir des programmes de trois heures pour l'aide aux familles, de six heures pour la formation et de neuf heures pour les personnes qui travaillent, de façon à ne pas fragmenter le service.

L'un des principaux problèmes que j'ai rencontrés récemment concerne le programme CAP-C, qui est destiné aux familles défavorisées mais ne prévoit pas le financement de services de garderie ni n'en reconnaît la nécessité.

Que se passe-t-il si une mère participant au programme «Grandir ensemble» est admise à un programme de formation ou d'alphanumerisation à plein temps ou trouve du travail? Elle doit alors confier son enfant à une garderie située loin de chez elle.

Je pense qu'il faut établir des liens entre ces programmes CAP-C et les services de garderie à but non lucratif existant localement, ou créer une sorte de programme spécial de garderie.

[Texte]

We must guarantee the rights of parents of children with special needs to equal access to employment and training and provide resources needed for children to have quality care equal to the community standard. It simply does not exist. If you have the wrong income and your child needs extra transportation, you don't get service. This is not just in Newfoundland.

In particular, children who have disruptive behaviours or who need more resources are asked to leave day care. We can't cope with them. My biggest business—friends—is the children who are asked to leave other centres. That's wrong for children and it's wrong for families. It's like I'm employed, so now my child is not okay in the neighbourhood centre. Now I have to go to this special service that can cope with children who are different and then have all the transportation and stress around that situation.

I think we have to recognize that as many as four out of ten children will not get their needs met in group care. We must take initiatives to ensure that these children will not begin a journey of failure and mental illness. We have to have other options. This includes providing additional resources, training and consultation for group care settings that are willing to engage in meeting the needs of children who need more. You must take leadership in this. We're not able to do this at a provincial level.

You must promote options of small groups, therapeutic settings, therapeutic home day care, even individualized care, alongside and within community-based care. Can you imagine? I have children who come in having been asked to leave three other day care settings. I am not faulting the day care setting. We simply have children whose needs are too great to be dealt with in community care.

Furthermore, as early childhood people and professionals, we're using group care for treatment for children—treatment for children who have had family violence, early childhood trauma, other kinds of behaviour difficulties. Then they wind up in a community centre as a treatment mode. We must provide on-site consultation for mental health professionals as well as early childhood specialists to ensure that therapeutic programs are effective and meet the needs of those they are intended to serve.

What I find a bit difficult is while I support the Brighter Futures initiative, those are the same children who are flunking out of existing community day cares. We have to get a much broader and stronger base to start children on the right track.

[Traduction]

Nous devons garantir aux parents d'enfants ayant des besoins particuliers, l'égalité d'accès à l'emploi et à la formation et fournir les ressources nécessaires pour que ces enfants reçoivent des soins d'autant bonne qualité que les autres enfants de la collectivité. Ce n'est tout simplement pas le cas maintenant. Si vous ne gagnez pas assez d'argent et que votre enfant a besoin d'un service spécial de transport, vous ne pouvez pas y avoir accès. Cela n'arrive pas seulement à Terre-Neuve.

On demande en particulier aux enfants qui ont un comportement perturbateur ou qui ont besoin de plus de ressources de quitter la garderie. On ne sait pas quoi faire avec eux. Je m'occupe surtout d'enfants à qui l'on demande de quitter d'autres centres. C'est mauvais pour eux et c'est mauvais pour leurs familles. C'est comme si l'on disait aux parents, maintenant qu'ils ont du travail, qu'on ne veut plus de leurs enfants dans la garderie du quartier. Ils doivent maintenant s'adresser à un service spécial, qui accepte les enfants différents des autres, et ils doivent régler les problèmes de transport et surmonter le stress propre à cette situation.

Nous devons, je pense, nous rendre compte que les soins de groupe ne répondent pas aux besoins de peut-être quatre enfants sur dix. Il faut prendre des mesures pour que ces enfants ne s'engagent pas sur la voie de l'échec et de la maladie mentale. Nous devons trouver d'autres options, notamment en fournissant des ressources supplémentaires, une formation et des conseils aux centres de soins de groupe qui sont prêts à tenter de répondre aux besoins des enfants nécessitant des soins particuliers. Vous devez prendre l'initiative. Nous ne pouvons pas le faire au niveau provincial.

Vous devez appuyer diverses options telles que les petits groupes, les centres thérapeutiques, les services de garde thérapeutiques à domicile ou même les soins individualisés, et ce dans le cadre des garderies communautaires ou en parallèle. Imaginez-vous que je m'occupe d'enfants à qui l'on a déjà demandé de quitter trois autres garderies. Je ne critique d'ailleurs pas ces garderies, il y a simplement des enfants dont les besoins sont si importants qu'ils dépassent les moyens d'une garderie communautaire.

En outre, en tant que spécialistes de la petite enfance, nous utilisons les soins de groupe pour traiter des enfants brutalisés dans leurs familles, traumatisés pendant la prime enfance ou présentant toutes sortes d'autres difficultés de comportement. Ces enfants se retrouvent dans un centre communautaire pour y être soignés. Des spécialistes de la santé mentale et de la prime enfance doivent pouvoir intervenir sur place, pour assurer l'efficacité des programmes thérapeutiques et répondre aux besoins de la clientèle visée.

Ce qui me gêne un peu, même si je suis en faveur du Programme «Grandir ensemble», c'est que ces enfants sont justement ceux qui ne parviennent pas à rester dans les garderies communautaires existantes. Nous devons offrir des services plus nombreux et plus variés pour mettre les enfants sur la bonne voie.

[Text]

Today, in Newfoundland, a child who has severe physical disabilities will often qualify for a one-on-one support worker. However, if the income is too high, they may not get transportation. So there's no sort of package deal where you can get the child into service. But services are restricted for children whose families have incomes that are too high to qualify and for children who need more.

[Translation]

À l'heure actuelle, à Terre-Neuve, un enfant souffrant de graves handicaps physiques aura souvent droit à un service de garde individualisé. Toutefois, si la famille a un revenu trop élevé, elle n'aura peut-être pas droit à une allocation de transport. Il n'existe pas de programme global couvrant tous les besoins d'un enfant. Les services disponibles pour les enfants dont les familles ont un revenu trop élevé ou les enfants qui ont des besoins dépassant ceux des autres sont donc limités.

• 1220

I have a child who is in both categories. Eddie was admitted to Daybreak because he was terminated at another centre for hurting children. We felt he had learning disabilities. We made a number of referrals. He attended Daybreak without any special supports for a year and a half. Since we had a bus he could be picked up.

Recently his mother had to withdraw him because of the cost of care. When she was involved in training and later in employment—see how this is happening—she was able to gain some assistance through the day care subsidy plan.

Later when she was promoted to a managerial position at a local retail store, the same job she trained for—she got in as a worker. When she got to be a manager her income went over the top, which is about \$19,000. She doesn't qualify for subsidies or transportation. She has a choice of going back home and taking care of the child or spreading the child around a number of relatives, which is what she's doing right now.

Don't forget, this was a special needs child who had very poor impulse control, disruptive behaviour, poor language development. He's headed for kindergarten next year. How can we do that to children?

There are many children who are not diagnosed and have pervasive disorders. In the first week of October there were three referrals. Since then we've had two children who've been asked to leave kindergarten.

At least a third of our children have been asked to leave other centres. These children make up a large number of children enrolled in child care services throughout the country, not just in Newfoundland. I'm on a number of national committees. It doesn't matter whether you're in the Atlantic or in Alberta, Saskatchewan, you name it. This stuff is going on nationally.

A survey of behaviour problems in day care published in *Canadian Mental Health* of September 1986 reports 73 of 105 workers responding from 65 day care centres in Montreal—this reference is in your handout—reported aggression and behaviour problems.

I want to address another issue. I've already said what happens to children with challenging behaviours who don't qualify for funding. What happens to them when the parent income exceeds the maximum income allowable? What happens

Je m'occupe d'un enfant qui appartient aux deux catégories. Eddie est venu à Daybreak parce qu'on l'avait renvoyé d'un autre centre où il avait blessé des enfants. Nous avons pensé qu'il avait des difficultés d'apprentissage. Nous nous sommes adressés à divers organismes. Il est resté à Daybreak sans recevoir aucune aide particulière pendant un an et demi. Comme nous avions un bus, nous pouvions aller le chercher.

Récemment, sa mère a dû le retirer à cause du coût des services. Lorsqu'elle était en formation, puis lorsqu'elle a trouvé un emploi—voyez comme les choses se passent—elle pouvait recevoir une aide grâce au programme d'allocation pour garderie.

Ensuite, lorsqu'elle a été promu à un poste de cadre dans un magasin local où elle était entrée comme simple employée, son revenu a dépassé le plafond fixé à environ 19 000\$. Elle n'a plus droit à aucune assistance financière ni au service de transport. Elle doit choisir entre rester à la maison pour s'occuper de son enfant ou le confier alternativement à différents membres de sa famille, ce qu'elle fait en ce moment.

N'oubliez pas qu'il s'agit d'un enfant à besoins particuliers, qui contrôlait très mal ses impulsions, avait un comportement perturbateur et des capacités langagières insuffisamment développées. Il doit aller en maternelle l'année prochaine. Comment peut-on traiter ainsi des enfants?

Beaucoup d'enfants atteints de troubles graves ne sont même pas diagnostiqués. Au cours de la première semaine d'octobre, on nous a envoyé trois enfants et, depuis, nous en avons reçu deux autres forcés à quitter la maternelle.

Au moins un tiers des enfants dont nous nous occupons ont été priés de quitter d'autres centres. Ils représentent un grand nombre des enfants inscrits dans des garderies dans l'ensemble du pays et pas seulement à Terre-Neuve. Je fais partie de plusieurs comités nationaux. Que ce soit dans la région atlantique, en Alberta, en Saskatchewan ou n'importe où ailleurs, cette situation existe dans tout le pays.

D'après une enquête parue dans *Canadian Mental Health* en septembre 1986, sur 105 employés de 65 garderies de Montréal—you trouvez cette information dans le document qui vous a été distribué—73 ont signalé une attitude agressive et des problèmes de comportement.

Je veux aborder une autre question. J'ai déjà dit ce qu'il advient des enfants qui ont un comportement problématique mais n'ont pas droit à une aide financière. Que se passe-t-il lorsque le revenu des parents dépasse le plafond autorisé? Que

[Texte]

to children when families qualify for fees but not for transportation or extra support? What happens when children need one-on-one workers but they don't fit under the kind of strict category that provides that for them? What happens when day care providers don't have mental health consultation?

They're treating a behaviour that is maybe a disassociation disorder that came from early childhood trauma where the child was in a family violence situation, where dad hit mom with a bedpost. Every time anybody goes near this child, the child becomes aggressive and violent. They're acting out a very early childhood trauma. Early childhood workers on the floor, unless they have the consultations, don't know what that means.

In Newfoundland the subsidy is frozen. Almost all children are on waiting lists. Even if a mom qualifies for \$80 of subsidy she has to wait until some other child exits some other place at some other centre somewhere in this province to get into a centre.

I want to introduce another thing. I believe if we're looking for a continuum of child care we shouldn't be looking at the group care model. I think we should be looking for well-functioning relationships for children. I don't think it's realistic to look at the group care model for all children.

If we go under the assumption that's what we want for children without looking deeper, and this is my own term, it is cultural malpractice. I think it means what we've done is create a model that is convenient, appears to be okay. It's not okay.

When we're setting up a model, if you look at centres in Newfoundland where 50% of the enrolment can be purchase of care through the provincial subsidy program, which is probably enrichment for disadvantaged children, a number of those children will have extra difficulties. Then you add a few other children. We have very middle class children who have very difficult behaviours. We could have more than 50% of children in centres who have difficulties.

I'm not trying to exaggerate but it is serious. We have to step back farther and ensure we have a wide range of options that move along and continue and match the family as the need and situation changes. If we only go the half-yard, we are doing both our children and ourselves a disservice, because we know better.

Let us not be arrogant and let us not collaborate with each other against the needs of children. Certainly we as a society want to assist families in achieving their goals of independence, career development, and employment because this too is in the best interests not only of society, but also of the children and the families.

[Traduction]

se passe-t-il lorsque les familles peuvent se faire rembourser des frais de garderie, mais n'ont pas droit au service de transport ou à des services supplémentaires? Que se passe-t-il lorsque les enfants ont besoin de soins individuels mais ne répondent pas à certains critères rigoureux et ne peuvent donc pas y avoir accès? Que se passe-t-il lorsqu'une garderie ne peut pas compter sur les services d'un spécialiste de la santé mentale?

On traite un comportement qui est peut-être une dissociation mentale due à un traumatisme subi lors de la prime enfance, quand l'enfant a assisté à une scène de violence familiale au cours de laquelle son père frappait sa mère avec le montant d'un lit. Chaque fois que quelqu'un s'approche de cet enfant, il devient agressif et violent. Cette réaction est due à un traumatisme de la première enfance. Les employés de garderie en contact avec de jeunes enfants ne savent pas de quoi il s'agit, à moins d'avoir l'aide du spécialiste.

À Terre-Neuve, les subventions sont gelées. Presque tous les enfants sont en liste d'attente. Même si une mère a droit à une aide de 80\$, elle doit attendre qu'un autre enfant libère une place dans un autre centre quelque part dans la province pour pouvoir placer son enfant.

Je voudrais aborder une autre question. Je pense que si nous voulons que les garderies puissent couvrir tous les besoins, il faut envisager autre chose que le modèle des garderies de groupe et chercher plutôt à permettre à ces enfants d'avoir des rapports équilibrés avec leur entourage. Il ne me paraît pas réaliste d'offrir à tous les enfants des soins de groupe.

Si, sans chercher plus loin, nous partons du principe que c'est ce que nous voulons pour tout les enfants, nous commettons ce que je considère comme une grave erreur culturelle. Cela veut dire, à mon avis, que nous avons ainsi créé un modèle pratique et qui paraît convenable, mais qui ne l'est pas.

Si l'on veut établir un modèle, il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans les garderies de Terre-Neuve. Cinquante pour cent des enfants inscrits bénéficient sans doute d'une aide financière provinciale, ce qui est probablement enrichissant pour les enfants défavorisés dont certains ont des difficultés spéciales. Il faut ajouter à cela quelques autres enfants. Certains, issus de famille typique de la classe moyenne, ont de gros problèmes de comportement. Il se pourrait que les enfants souffrant de divers problèmes représentent plus de 50 p. 100 de la population des garderies.

Je ne veux pas exagérer les choses, mais la situation est grave. Nous devons prendre un peu plus de recul et veiller à offrir toute une gamme d'options qui peuvent s'adapter pour continuer de répondre à la situation et aux besoins changeants des familles. Si nous ne faisons qu'un petit pas dans ce sens, nous rendons un mauvais service à nos enfants et à nous-mêmes car nous savons que ce n'est pas la solution.

Évitons d'être arrogant et de nous liguer contre les besoins des enfants. Au niveau de la société, nous voulons certainement aider les familles à atteindre leurs objectifs d'indépendance, d'avancement professionnel et d'emploi parce que cela aussi est bénéfique non seulement pour la société, mais également pour les enfants et leurs familles.

[Text]

I do believe we can meet both the needs of children and of families and the needs of society, but we must have more options—and we must go back to the drawing board, both federally and provincially—that those that have been outlined in some of the position papers being embraced by this committee, by social policy and by other national groups. It's only a beginning.

If the Minister of Human Resources and the Government of Canada are sincere in the wish to respond to the human resource potential held by women, and especially single-parent families, and ensure the potential of our youngest, most vulnerable citizens is not subservient to those of us who are more powerful, it will take more initiatives to provide direct resources that can be captured by individual child care settings and family resource centres, so they can serve children who need more resources in order to be sustained in community-based child care programs.

They will also provide leadership in a care-giving plan that ensures that children who need more, children who have special needs, are provided that as a basic right rather than because a family can present a good enough case or someone can find a way to bend the rules. I bend the rules all the time, but that's not good enough.

They will also introduce federal, provincial negotiations to meet provinces more than half-way because half-way is no place for our children.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much for your presentation.

I will start the discussion with the official opposition for a five-minute round. Madam Lalonde.

Mme Lalonde: Merci beaucoup, madame, pour votre présentation.

What you are telling the committee is that in terms of the children's question we must not only do just a little, we must look at the question thoroughly. You have ended with allusions to the provincial-federal discussions. You know very well on that matter, as well as the others that have been looked at in this committee, that they are of provincial jurisdiction.

If I take Quebec, we have done a lot on child care, but not enough, far from enough. We need more money, not another program with other standards. But definitely children's needs, and not only the most needy of them, and family needs must be addressed. What would you do?

Ms Rabinowitz: What do you mean?

Mrs. Lalonde: What do you want us to write in the report?

Ms Rabinowitz: I think it goes without saying—not just for myself because I didn't dwell on it, but I'm sure other people have given you the same information—that we haven't been able to make use of a 50-50 cost-sharing arrangement. Many provinces can't. We're desperate. We can't. Your subsidy budget was frozen, even where there's already money there in the short term. So that's what I mean by half-way; 50-50 is not okay for us. It won't work for us. But I also feel we have to attach some

[Translation]

Je suis convaincue que nous pouvons répondre aux besoins des enfants et des familles comme à ceux de la société, mais il nous faut plus d'options—il faut repenser le système, aussi bien au niveau fédéral que provincial—que celles qu'ont présentées certains des documents de travail entérinés par le Comité, par la politique sociale et par divers groupes nationaux. Cela ne fait que commencer.

Si le ministre des Ressources humaines et le gouvernement du Canada souhaitent sincèrement aider à l'épanouissement du potentiel de ressources humaines que représentent les femmes, notamment les chefs de famille monoparentale, s'ils veulent que le potentiel que possèdent nos citoyens les plus jeunes et les plus vulnérables ne soit pas assujetti aux intérêts des plus puissants d'entre nous, il faudra prendre des mesures pour mettre des fonds directement à la disposition des garderies et des centres de ressources familiales. Il sera alors possible de s'occuper des enfants qui ont besoin de plus d'aide pour avoir accès à des programmes de garderie communautaire.

Le gouvernement devrait également prendre l'initiative d'établir un plan de garderie assurant aux enfants qui ont des besoins différents ou plus importants un droit fondamental d'accès aux services correspondants au lieu que cela ne soit possible que quand une famille peut constituer un dossier suffisamment solide ou quand quelqu'un trouve une façon de contourner les règlements. Je contourne constamment les règlements, mais cela ne suffit pas.

Le gouvernement devrait également entamer des négociations avec les provinces et être prêt à faire d'importantes concessions, car ce n'est pas aux enfants de faire des concessions.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup pour cet exposé.

Je vais ouvrir la discussion en donnant d'abord cinq minutes à l'Opposition officielle. Madame Lalonde.

Mrs. Lalonde: I thank you very much for your presentation.

Vous dites au Comité que, en ce qui concerne les problèmes touchant les enfants, nous ne devons pas nous contenter de demi-mesures, que nous devons examiner la question en profondeur. Vous avez terminé en évoquant des discussions fédérales-provinciales. Vous savez très bien que cette question, comme d'autres qui ont été examinées par notre Comité, relève de la compétence des provinces.

Le Québec, par exemple, a beaucoup fait pour les garderies, mais pas assez, pas du tout assez. Nous avons besoin de plus d'argent et non pas d'un nouveau programme reposant sur des nouvelles normes. Il est néanmoins certain qu'il faut satisfaire aux besoins des familles et à ceux des enfants, et pas seulement à ceux des plus nécessiteux. Que feriez-vous?

Ms Rabinowitz: Que voulez-vous dire?

Mme Lalonde: Que voulez-vous que nous indiquions dans notre rapport?

Mme Rabinowitz: Je pense qu'il est évident—pas seulement pour moi, puisque je n'ai pas insisté là-dessus, mais je suis sûre que d'autres gens vous ont fourni la même information—que nous n'avons pas pu profiter des dispositions sur le partage des coûts à parts égales. Beaucoup de provinces ne veulent pas. La situation est désespérée. Nous ne pouvons pas. Votre budget de subventions a été gelé, même s'il y a encore un peu d'argent disponible à court terme. Voilà ce que

[Texte]

vision that at least we're negotiating around. This idea that when a child is at care, when the mom is at training—we all have to recognize that is simply society's way of taking care of an economic problem and not the child's needs. It's shortsighted. I don't know how we could have even begun to have that kind of thing for kids. I think it's devastating.

[Traduction]

je veux dire quand je parle de concession; un partage à part égale ne nous convient pas. C'est insuffisant pour nous. Je pense également que nous devons manifester clairement que nous sommes au moins en train de négocier. L'idée, quand un enfant est en garderie et que sa mère reçoit une formation... nous devons tous nous rendre compte que c'est simplement une façon pour la société de s'occuper d'un problème économique mais pas des besoins des enfants. C'est une politique à courte vue. Je ne comprends même pas comment nous avons fait au départ pour nous retrouver dans une telle situation en ce qui concerne les enfants. Cela me paraît catastrophique.

• 1230

Certainly we want a great deal of provincial involvement. I think we have to start putting some of those concepts on the table that grow out of a basic understanding around children. I think the federal government can provide some leadership in that.

Mrs. Lalonde: What would you see as a lead? Maybe I don't understand thoroughly, but you say the mother is in training and the child is in a day care centre.

Ms Rabinowitz: Right now some of that training money comes through the federal government. I don't know where it's going to wind up in the end. Some of it goes directly to families. It's \$100 a week, but it ends. It depends on what the particular deal is.

What Mr. Axworthy said at the last meeting I went to was that community-based training and employment was going to be addressed more at a community base. So when we become community-based, let's look at that transition in and out of employment and how to keep that mom in touch without sending her back to isolation.

Mrs. Lalonde: I understand.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I appreciate your focus on keeping the needs of the child first. I think that's something we always have to keep in mind. I appreciated that perspective. Much of the focus has been on other things, as you may well know. You were advocating more flexibility. That is very useful as well.

You mentioned something near the end of your presentation, but I didn't get it and I wonder if you could explain it to me. You said not to look at the day care model, but look at—I never heard what you had to say. You went on to say there's some cultural malpractice. I was wondering if you could explain that.

Ms Rabinowitz: This is my personal view, having worked with children who don't get along well in the group model. Let's not look at the group model as the only way to support child development and needs of children for having care.

You asked what else I meant by that. I think we ought to look at the whole continuum. Say you have a child who would be better off not in the care of a group home. We don't even have this in Newfoundland. They may even be cared for by a

Nous désirons certainement une forte participation des provinces. Je crois que nous devons commencer à étudier sérieusement certains concepts reflétant une compréhension fondamentale de la situation des enfants. Je pense que le gouvernement fédéral peut, dans une certaine mesure, montrer la voie à cet égard.

Mme Lalonde: Que pourrait-on faire, selon vous, pour commencer? Je ne comprends peut-être pas très bien, mais vous avez dit que la mère reçoit une formation et que l'enfant est dans une garderie.

Mme Rabinowitz: À l'heure actuelle, une partie des fonds consacrés à la formation est fournie par le gouvernement fédéral. Je ne sais pas où cet argent se retrouvera en fin de compte. Une partie va directement aux familles. C'est 100\$ par semaine, mais c'est seulement temporaire. Cela varie dans chaque cas.

Lors de la dernière réunion à laquelle j'ai participé, M. Axworthy a dit que c'est au niveau local qu'on chercherait à régler les problèmes touchant l'offre de formation et d'emploi au niveau local. Quand les choses se feront ainsi, examinons donc cette transition antérieure et postérieure à l'emploi et voyons comment permettre aux mères de ne pas perdre le contact sans les renvoyer dans l'isolement.

Mme Lalonde: Je comprends.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): La façon dont vous mettez l'accent sur la nécessité d'accorder la priorité aux besoins de l'enfant me paraît intéressante. Je pense que c'est quelque chose qu'il ne faut jamais perdre de vue. J'ai apprécié ce point de vue. Comme vous le savez sans doute, on a surtout mis l'accent sur d'autres choses. Vous avez recommandé plus de souplesse. C'est également très utile.

Vers la fin de votre exposé, vous avez mentionné quelque chose que je n'ai pas saisi et je me demande si vous pourriez me l'expliquer. Vous avez dit qu'il fallait se détourner du modèle traditionnel des garderies et préférer... Je n'avais encore jamais entendu ce que vous nous avez expliqué. Vous avez ensuite ajouté qu'il y avait une sorte de faute culturelle grave. Je me demandais si vous pourriez nous expliquer cela.

Mme Rabinowitz: C'est un point de vue personnel tenant au fait que j'ai travaillé avec des enfants auxquels les garderies ne conviennent pas très bien. Il ne faut pas considérer les soins de groupe comme la seule façon de faciliter le développement des enfants et de répondre aux besoins en matière de garde.

Vous avez demandé ce que j'entendais par là. Je pense qu'il faut envisager les choses de façon globale. Vous pouvez par exemple avoir un enfant qu'il vaudrait mieux ne pas placer dans une garderie. Il n'y a même rien de ce genre à Terre-Neuve. On

[Text]

[Translation]

person who is identified as an appropriate individual care-giver. We should provide support for that. There may be two kids. These children are going to have a lot of difficulty and there's no point in throwing them in a group and starting them on the wrong path. Let's work it through based on the needs of the child. That's my only point.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much. I think that's very sensible and something that we have to take into account.

You talked about cultural malpractice. Is that something else you could elaborate on?

Ms Rabinowitz: Yes, it's just a word I made up. We come in with this idea of what's good for kids. We kind of all jump on the train without looking. I think sending all kids to school at five is cultural malpractice. We know there's a range of readiness. I don't think we should provide group care for all kids.

Look at time worshipping. We put kids on these schedules and tell them when to go to the bathroom to pee. Even the best early childhood educators—I consider myself one—are being given an impossible task. All kids don't need to pee or sleep at the same time.

Do you see what I mean? We just make these assumptions. We're very committed to children and we're very compassionate, but the model doesn't work sometimes.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I wish more than just this committee could hear your comments. Thank you very much.

Ms Rabinowitz: I'm not against group care. Don't go running off about that.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I didn't say that. I meant your last comment.

Ms Rabinowitz: Don't misuse it. Take it for what it's worth, because that's why I'm here.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Okay.

Mr. Alcock: Thank you for jumping right into solutions. It's a refreshing change, I can tell you.

peut le confier à quelqu'un que l'on considère capable de s'occuper de lui personnellement. Nous devrions fournir une assistance financière dans ces cas-là. Il peut y avoir deux enfants. Ces enfants auront beaucoup de problèmes; à quoi servirait-il de s'en débarrasser en les plaçant dans un groupe, ce qui leur ferait prendre un mauvais départ. Trouvons une solution fondée sur les besoins de l'enfant. C'est tout ce que je voulais dire.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup. Cela me paraît très raisonnable; c'est quelque chose que nous devons prendre en considération.

Vous avez parlé de faute culturelle grave. Pourriez-vous également nous donner plus de détails à ce sujet?

Mme Rabinowitz: Oui, c'est juste une expression que j'ai inventée. Nous avons une idée préconçue de ce qui est bon pour les enfants. Nous nous engageons tous dans cette voie sans plus de réflexion. À mon avis, envoyer tous les enfants à l'école à l'âge de 5 ans est une faute culturelle. Nous savons que tous les enfants n'ont pas le même niveau de développement. Je ne pense pas non plus que nous devrions envoyer tous les enfants dans des garderies collectives.

Les activités se déroulent suivant un rythme sacro-saint. On impose un horaire aux enfants et on leur dit quant ils doivent aller à la salle de bain pour faire pipi. Même les meilleurs éducateurs de la première enfance—je crois en faire partie—ont une tâche impossible. Tous les enfants n'ont pas besoin de faire pipi ou de dormir au même moment.

Comprenez-vous ce que je veux dire? Nous acceptons d'emblée ces principes. Nous sommes très dévoués envers les enfants et nous nous intéressons à leur sort, mais le modèle établi ne fonctionne pas toujours.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): J'aimerais que vos commentaires ne soient pas seulement entendus par notre comité. Merci beaucoup.

Mme Rabinowitz: Je ne suis pas contre les garderies. N'en faites pas toute une histoire.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je n'ai pas dit ça. Je pensais à votre dernière observation.

Mme Rabinowitz: Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. N'y attachez pas plus d'importance qu'il n'en faut, c'est simplement quelque chose que je voulais dire.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): D'accord.

M. Alcock: Merci d'être passé directement aux solutions. C'est un changement réconfortant, je vous l'assure.

This debate has been evolving as we've moved across the country, and what we've heard in some provinces is that we don't need more day care spaces, we don't need more day care capacity. What we need is higher quality, better training, more flexibility, more tailoring of the resources to meet people's needs, whether it be shift work or weekends or developmental uses, as you suggested.

On ne nous dit pas partout la même chose et, dans certaines provinces, les gens nous ont déclaré qu'ils n'avaient pas besoin de plus de places en garderie, mais qu'ils leur fallait des services de meilleure qualité, un personnel mieux formé, un système plus souple et des ressources mieux adaptées aux besoins des gens, qu'ils travaillent par quart ou de week-end ou encore qu'ils participent à un programme d'utilisations productives, comme vous l'avez suggéré.

[Texte]

From other provinces it has been that we need raw numbers of spaces. We do not have enough child care. The third has been an area that I think you meant when you talked about individual care. A number of provinces, my own included—I'm from Manitoba—have family day care systems, but supports to those people or helping them access training in that is somewhat limited. There is this fundamental debate about whether it's higher quality or more of... Can you reflect on that from Newfoundland's perspective?

Ms Rabinowitz: No, I really can't. I think for us it's both. Let me give you an example. When we take children into Daybreak as a therapeutic experience and we work with those children...in the old days we used to be able to transfer those children back to community settings because the family was functioning, the child was functioning. With spaces frozen, we can't do that. When they're ready to go back, we can't get them in, so I have both problems.

We have centres that can't handle the children. I tried during the child care initiative funding to work out a program where we would send field worker support teachers to communities and work with them around that model. We were told that's treatment, that's not day care. I have no patience for any of this. Now we're back into Brighter Futures, which is to deal with those kids, but outside the system. We're creating a whole other system. We're not connecting the two. I'm in the middle because I work with disadvantaged families. I do group care, but I have families that need more than day care. So I can't say that it's more of this or more of that, I'm sorry. Maybe I should be able to.

Mr. Alcock: You said quite a bit. By the way, I noticed as well in your paper that you went on considerably past what was here. We have only two pages of comments. If there's more that didn't get included—

Ms Rabinowitz: We haven't had power here since Thursday—

Mr. Alcock: I heard that.

Ms Rabinowitz: The brief was ready to go to my board, but they don't have it. As soon as they get back and have it finished and edited, we'll send you a copy. I didn't feel I could come today and pass out my remarks without their being perused.

Mr. Alcock: The final thing is that there are two other suggestions that have been related to early childhood supports that have come up. One is a concern about getting, with very poor families, sufficient support to women in order to take care

[Traduction]

Dans d'autres provinces, les gens réclament simplement plus de places de garderie, parce qu'ils estiment qu'ils n'y en a pas assez. Troisièmement, il y a toute cette question que vous avez, je crois, voulu aborder en parlant de la garde individuelle. Dans plusieurs provinces, dont la mienne—je viens du Manitoba—, il existe la garde en milieu familial, mais les gens qui offrent ce service ne bénéficient que d'un faible soutien et d'une aide limitée pour accéder à la formation. Nous sommes donc en présence de ce débat fondamental qui consiste à faire la part entre qualité et quantité. Pouvez-vous nous dire ce que vous pensez de la situation de Terre-Neuve à ce propos?

Mme Rabinowitz: Je ne suis vraiment pas en mesure de le faire. Pour nous, le problème se situe sur les deux plans. Prenons, par exemple, le cas des enfants placés à Daybreak, à titre d'expérience thérapeutique... eh bien, jadis, nous avions la possibilité de les réintégrer dans un milieu familial parce qu'alors, la famille fonctionnait, de même que l'enfant. Mais depuis que le nombre de places a été plafonné, nous ne pouvons plus le faire. Quand les enfants sont prêts à réintégrer le milieu familial, nous ne pouvons pas les placer, ce qui me fait dire que nous éprouvons des problèmes sur les deux plans.

Nous avons des centres qui ne peuvent accueillir les enfants. J'ai essayé, dans le cadre d'un projet financé en matière de garde d'enfants, de bâtir un programme qui nous aurait permis d'envoyer des enseignants dans les collectivités pour encadrer les travailleurs sur le terrain et les aider à appliquer ce modèle. Mais on nous a dit que cela revenait à faire de la thérapie et pas de la garde de jour. Je suis lasse de ces complications. À présent, nous en sommes revenus au programme «Grandir ensemble», qui nous permet de nous occuper de ces enfants, mais en marge du système. Nous avons mis sur pied quelque chose de totalement différent et nous sommes en présence de deux systèmes qui n'ont aucun lien entre eux. Moi, je suis au milieu, parce que je travaille avec les familles défavorisées. J'offre des soins de groupe, mais je connais des familles qui ont besoin de plus que d'une garde de jour. Alors, je ne puis vous dire exactement ce dont on a le plus besoin. Je suis désolée, je le devrais peut-être.

M. Alcock: Vous nous en avez déjà dit pas mal. Soit dit en passant, en lisant votre mémoire, je me suis rendu compte que vous nous en avez dit beaucoup plus que ce qu'il contient. Vous ne nous avez remis que deux pages de remarques. Mais vous venez de nous en déclarer beaucoup plus, dont il n'est pas question... .

Mme Rabinowitz: Vous savez que nous avons été privés d'électricité ici depuis jeudi... .

M. Alcock: Oui, je l'ai appris.

Mme Rabinowitz: Si bien que nous n'avons pu faire parvenir le mémoire à mon conseil, mais dès que les membres seront revenus et qu'ils auront terminé de le lire et de le corriger, je vous en ferai parvenir une copie. Je ne me suis pas senti le droit de vous faire part de mes remarques aujourd'hui, avant qu'elles n'aient été examinées par le conseil.

M. Alcock: Pour terminer, je veux vous parler des deux suggestions qu'on nous a faites à propos des prestations pour enfants en bas âge. On nous a d'abord recommandé, dans le cas des familles très pauvres, d'assurer un soutien suffisant aux

[Text]

[Translation]

of their own nutritional needs prenatally. There's been a suggestion that we might look at starting to pay the child support payment of the tax credit upon identification of a pregnancy, six months prior to the birth of the child. This would give the mother some support to help take care of herself and hopefully produce a healthy child.

That's one issue. I'd be interested in your comment on it.

Ms Rabinowitz: I have lots of comment on that, but I'll make it brief.

Mr. Alcock: Okay, what would that—

Ms Rabinowitz: In 1990—you might have seen some of the literature—we had a pilot program in pregnancy support, because our families wouldn't engage with existing systems. We have holistic... a food supplement right now that's paid for by the Kiwanis. Holistic means all the things that you need in nurturing other persons' lives, and it works.

I found out later that somebody I know in Seattle was doing this—we know how all this stuff works. It's treating people the way we would want to be treated ourselves, gradual and long term. The food supplements, I am absolutely amazed, because the lifestyle... Sometimes somebody continues to smoke and drink Pepsi. Those children meet their birthweight standards because the food... If you do the Montreal diet, the food goes to the fetus. It does. It's an add-on model. We're not saying don't drink the Pepsi; we're saying feed the baby.

We haven't had a child under five pounds in that project. I am staggered, because with the lifestyle and the stress and all the other normal things you would expect, you'd think you would have different outcomes. So what I think we should be doing is hooking those holistic pregnancy support programs to every community base we can find that knows how to do that nurturing resource model.

• 1240

In another community I'm working in as a volunteer—we have trained volunteers. I am just a board member, but now we want to train volunteers in that community who are from the housing project themselves. Older, more mature women are being trained to go to nurture teenagers through the food supplement thing. So we know the model. We know how to do that stuff.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

Thank you very much for being patient and for waiting for us to get back to the table. Also, thank you for your very enlightened presentation. I look forward to seeing your completed document when it comes in.

femmes enceintes pour leur permettre de combler leurs besoins alimentaires avant la naissance de l'enfant. Il serait question de commencer à verser les prestations pour enfants dès le constat de la grossesse, six mois avant la naissance. De la sorte, la mère recevrait un petit revenu qui lui permettrait de prendre soin d'elle et, espérons-le, de mettre au monde un enfant sain.

C'est là une question et j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Mme Rabinowitz: J'aurais bien des choses à vous dire à ce sujet, mais je vais essayer d'être brève.

M. Alcock: Très bien, qu'est-ce que...

Mme Rabinowitz: En 1990—and vous aurez certainement lu des documents à ce sujet—, nous avions un programme pilote d'accompagnement dans la grossesse, parce que les familles d'ici ne voulaient pas adhérer aux systèmes existants. À l'heure actuelle, nous avons un programme holistique... programme axé sur un supplément nutritif et qui est payé par le club Kiwanis. Par programme holistique, il faut entendre tout ce qui est nécessaire pour prendre soin des autres, et cela fonctionne.

Plus tard, j'ai découvert qu'une de mes relations, à Seattle, faisait cela—and nous savons tous que ce genre de chose donne des résultats. Un tel programme permet de traiter des gens de la façon dont nous aimerais être traités nous-mêmes, c'est-à-dire de façon graduelle et sur une longue période. Je suis absolument étonnée, à cause des modes de vie, que les suppléments alimentaires... Il y a des femmes qui continuent à fumer et à boire du Pepsi, mais à la naissance, leur enfant a un poids normal, grâce aux suppléments alimentaires... Grâce au régime de Montréal, par exemple, tous les éléments nutritifs parviennent au foetus. Ça fonctionne! C'est donc un modèle qui permet de compléter le régime alimentaire de base. Nous ne disons pas aux futures mères de ne pas boire de Pepsi, mais nous les invitons à nourrir le foetus.

Dans le cadre de ce projet, nous n'avons jamais mis au monde des bébés de moins de cinq livres. J'en suis personnellement très étonnée parce que j'aurais pensé qu'avec le mode de vie des gens, avec le stress et tous les autres problèmes normaux courants, on pourrait s'attendre à des résultats différents. Cela m'amène à penser que nous devrions offrir ce genre de programme holistique d'accompagnement dans la grossesse dans toutes les collectivités où nous trouverons des gens en mesure d'appliquer ce modèle de prise en compte du prochain.

Dans une autre collectivité où je travaille comme bénévole—nous avons effectivement des bénévoles qui sont formés. Je suis un simple membre du conseil, mais nous voulons à présent former des bénévoles qui viennent eux-mêmes de cet ensemble d'habitation. Les femmes plus âgées, plus mûres, sont formées pour s'occuper des adolescentes, notamment en leur donnant les suppléments alimentaires dont je vous ai parlé. Donc, nous savons comment les choses fonctionnent, et nous savons comment nous y prendre.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

Merci beaucoup de votre patience et merci aussi d'avoir attendu que nous revenions à la table. Je tiens également à vous remercier de votre exposé qui fut fort édifiant et sachez que j'ai hâte de recevoir votre mémoire complet.

[Texte]

I would like to now call on the next presenters for a 45-minute slot. We have the Women's Reference Group, Newfoundland and Labrador Labour Force Development Board; the St. John's Status of Women Council Women's Centre; and, if I'm not mistaken, there's a third group, the Women's Economic Network and—

[Traduction]

Je vais à présent appeler les intervenants suivants pour une période de 45 minutes. Nous allons accueillir le groupe de référence de femmes de la Commission de mise en valeur de la main-d'œuvre de Terre-Neuve et du Labrador; le Centre des femmes, St. John's Status of Women Council et, si je ne m'abuse, nous accueillons également un troisième groupe, qui est le Women's Economic Network et . . .

A voice: And the FishNet.

Une voix: Et le FishNet.

The Vice-Chair (Ms Minna): And the FishNet. Thank you.

La vice-présidente (Mme Minna): Et le FishNet. Merci.

So you're going to tell us how you intend to proceed and we will do it all within that 45-minute slot. Am I right?

Vous allez nous dire comment vous avez l'intention de vous y prendre pour que nous nous en tenions à cette période de 45 minutes. C'est cela?

Ms Wendy Williams (President, Provincial Advisory Council on the Status of Women, Newfoundland and Labrador): I would like to welcome you here. I hope you have a chance to see the city, and I would like thank those of you who are getting two stops in Newfoundland for going on to Gander tomorrow. For those of you only getting to stay in St. John's, that's too bad for you. But some of you are getting a double dosage of Newfoundland, so we're very pleased.

Mme Wendy Williams (présidente, Conseil consultatif provincial de la situation de la femme, Terre-Neuve et Labrador): Je vous souhaite la bienvenue ici. J'espère que vous aurez la chance de visiter la ville et j'aimerais profiter de l'occasion pour remercier ceux d'entre vous qui iront à Gander demain et qui auront donc fait deux escales à Terre-Neuve. Quant à ceux qui ne se seront arrêtés qu'à St. John's, je le regrette pour eux. Quoi qu'il en soit, nous sommes très heureux de savoir que certains d'entre vous prendront une double dose de Terre-Neuve.

As for the four groups represented, we all received phone calls on Wednesday granting us permission to be here, so we're all here. We had a provincial women's conference in Gander that received intervenor funding, so we've all met and shared our information and strategies. Women matter, we believe, and we're very concerned that we don't see this reflected in the document, nor do we see that you're concerned about how this would implement on us.

Quant aux quatre groupes représentés ici, comme nous avons tous reçu un appel téléphonique mercredi nous donnant l'autorisation de comparaître aujourd'hui, nous sommes toutes venues. Nous avons pu nous réunir pour parler entre nous de stratégies et échanger des renseignements, dans le cadre d'une conférence provinciale pour les femmes, organisée à Gander grâce à une aide financière accordée aux intervenants. Nous sommes inquiètes de constater que les questions intéressant les femmes ne sont pas abordées dans ce document, et rien ne nous indique que vous vous préoccupez de savoir quel effet ce qui est prévu dans ce document risque d'avoir sur les femmes.

So what we're going to do is get the women at the table here to introduce themselves. We have women from all around our province, as well as Labrador. The weather didn't bother us. We were able to get here. Our message is strong, so we're here and we're very pleased that you are here to hear what we have to say. I'm going now to step back and let somebody else speak.

Les femmes assises autour de cette table vont commencer par se présenter. Elles viennent d'un peu partout dans la province, de même que du Labrador. Comme vous le voyez, les conditions météorologiques ne nous ont pas arrêtées, et nous nous sommes arrangées pour venir ici. Nous avons un message bien senti à vous communiquer et nous sommes très heureuses de vous voir ici pour entendre ce que nous avons à vous dire. Je vais à présent laisser la parole à quelqu'un d'autre.

Ms Joan Whelan (Member, Women's Reference Group, Newfoundland and Labrador Labour Force Development Board): My name is Joan Whelan, and I represent the women of Newfoundland and Labrador on the Labour Force Development Board. With me are Jane Robinson, Agnes Pike, from Labrador, and Sylvia Ash.

Mme Joan Whelan (Groupe de référence de femmes, Commission de mise en valeur de la main-d'œuvre de Terre-Neuve et du Labrador): Je m'appelle Joan Whelan et je représente les femmes de Terre-Neuve et du Labrador à la Commission de mise en valeur de la main-d'œuvre. Je suis accompagnée de Jane Robinson, de Agnes Pike, du Labrador, et de Sylvia Ash.

Although we are the urban contingent today, apart from Agnes from Labrador, I want you to know that we truly represent the women in this brief we've presented. We worked long and hard to get their feelings on the green paper.

Bien que nous venions majoritairement des villes, hormis Agnes qui vient du Labrador, sachez que le mémoire que nous vous avons remis est très représentatif des femmes. Nous avons beaucoup travaillé pour savoir ce qu'elles pensent du Livre vert.

[Text]

What we present to you today are also some solutions. We will be presenting to you our recommendations. The brief has been sent to you. I didn't distribute it because people have a tendency to fiddle. I clearly want you to listen because I want Mr. Axworthy to hear what we are saying. We are then going to listen and watch to see if he is listening.

We are certainly happy to know that we are engaged, as a nation—

The Vice-Chair (Ms Minna): I apologize, Dr. Whelan, but I wonder if for the purposes of our record we could have all of the representatives introduced at the outset just so that we know all of the groups here and the women who are representing each group. Would that be acceptable to you?

Ms Whelan: We could either do it when they speak or—

The Vice-Chair (Ms Minna): All right, we'll do it as we go. That's fine, as long as we don't miss anyone. That was all, go ahead.

Ms Whelan: So we are pleased with the review. We see it as timely. We know that a global economic restructuring has caused the loss of a lot of jobs, and both men and women have lost their jobs.

In our province, the fishery has virtually shut down, putting more than 30,000 people out of work. Too many women are now unemployed or working in non-standard jobs. When we added up the actual unemployment figure in this province, by looking at the people unemployed and at those in training at the moment and on social assistance, we came up with a figure of 40%. We claim that's perhaps the highest in Canada.

Added to that unemployment figure, in this province in the last survey we showed an over 40% under-education rate. That's the number of people lacking in a basic education. Although we'd like to be productive and competitive and learn well and live well, that's what is on our plate at the moment.

This is the time, however, when Canadians need social security more than ever. In an increasingly competitive society, the government must not look to those hardest hit for a solution to its debt problem. We think the debt can be reduced through a progressive income tax system, the collection of deferred corporate taxes, and the reinstatement of a tax on wealth.

We would also like to inform you that we feel the negative impact on women is not an accidental feature of this economic restructuring agenda. It is integral to it. This economic agenda, we feel, assumes women will manage the increased poverty for

[Translation]

Nous allons également vous présenter aujourd'hui certaines solutions et nos recommandations. Nous vous avons déjà envoyé notre mémoire, et je ne vous l'ai pas fait remettre parce que j'ai constaté que, lorsqu'ils ont un document sous les yeux, les gens sont plus distraits. Je tiens à ce que vous m'écoutez, parce que je veux que M. Axworthy entende ce que nous avons à dire. Par la suite, c'est nous qui nous mettrons à l'écoute pour voir s'il nous a bien entendues.

Nous nous réjouissons de savoir que notre pays tout entier s'engage dans... .

La vice-présidente (Mme Minna): Excusez-moi de vous interrompre, Dr Whelan, mais je me demande si, pour les fins du procès-verbal, les autres représentantes ne pourraient pas également se présenter dès le début afin que nous sachions bien à quels groupes nous avons affaire et qui sont celles qui les représentent. Cela vous convient-il?

Mme Whelan: Elles pourraient se présenter au moment où elles prendront la parole ou... .

La vice-présidente (Mme Minna): Très bien, elles se présentent au fur et à mesure. C'est parfait, à condition que nous ne rations personne. C'était tout, je vous en prie poursuivez.

Mme Whelan: Donc, nous nous réjouissons de la tenue de cet examen. Nous estimons qu'il est tout à fait opportun, puisque la restructuration économique internationale a été synonyme d'un grand nombre de pertes d'emplois et que beaucoup de femmes et d'hommes se retrouvent au chômage.

À Terre-Neuve, les pêcheries ont quasiment fermé et plus de 30 000 personnes se retrouvent sans emploi. Un trop grand nombre de femmes sont à présent au chômage ou qu'elles travaillent dans des emplois non normalisés. Quand on totalise les données sur le chômage, soit le nombre de sans-emploi, le nombre de personnes en formation et le nombre de prestataires de l'aide sociale, on arrive à 40 p. 100. Nous estimons que ce pourcentage est sans doute le plus élevé du Canada.

Outre ces données sur le chômage, le dernier recensement effectué dans cette province a révélé que plus de 40 p. 100 de la population avait un niveau d'instruction insuffisant, autrement dit, n'avait pas une formation de base. Nous aimerais certes être productifs et concurrentiels, nous aimerais également pouvoir apprendre mieux et vivre bien, mais pour l'instant, c'est à ce problème que nous devons nous attaquer.

Nous vivons à une époque où les Canadiens et les Canadiennes ont plus besoin que jamais d'une sécurité sociale. Dans notre société de plus en plus compétitive, le gouvernement ne doit pas chercher à régler le problème de la dette sur le dos des personnes qui sont déjà les plus touchées. Nous estimons qu'il est possible de réduire la dette grâce à un impôt progressif sur le revenu, à la récupération des impôts différés des sociétés et au retour à l'imposition de la richesse.

[Texte]

themselves, their families and their children and that women will absorb the increased burden of care for the sick, the elderly, and children that will result from cutbacks to social services, including invisible and undervalued work women already perform.

While our focus in this report is on training, when we examined the green paper we found that the principles of equality and equity were somewhat missing. We think they should be enshrined in the reform of Canada's social programs. We would recommend that a set of national principles guide the delivery of social programs and training into the next century. Women in Canada have a right to programs founded upon equity, accessibility, quality, the right to a basic education, recognition of skills, accountability, and training that is integrated with community economic development.

We also strongly feel that job creation initiatives must be developed with input and participation from women in their various communities, in particular by those who are affected by economic restructuring. We hope that HRDC through the labour force development strategy will soon be able to involve women.

We are also very concerned about what the green paper says about students. Students must not be required to bear the full cost of post-secondary education. Like health care, education is a right, not a privilege, and must be supported by tax revenues.

The social security reform agenda must not be a guise for resettlement of people who are committed to living in small communities and who are agreeing to do with less sometimes so they can stay in that small community and hold fast to the values that make Atlantic Canada unique. New communications technology, we feel, can connect communities and make community economic development more feasible than ever.

We also feel that diverse and successful models of community-based women's bridging programs that bring women into a forum to do community economic development must be expanded provincially. In this province we have a program called Women in Search of Employment, which has proven itself and is talked about nationally. Each year we have to go and beg for money to continue that program in three sites in the province. Much more effective use of funds and training dollars could be made if programs such as this were increased.

Human Resources Development Canada as well as provincial social welfare departments and agencies must train their staff to counteract the systemic barriers facing equity groups, that is, women, visible minorities, aboriginal peoples, and disabled people.

[Traduction]

du principe qu'il appartient aux femmes de gérer leur paupérisation et celle de leurs familles et de leurs enfants; qu'il leur reviendra, à elles, d'assumer le fardeau accru que représentera le soin des malades, des personnes âgées et des enfants, suite aux réductions effectuées dans les services sociaux, notamment sous la forme d'un travail occulté et sous-évalué qu'elles effectuent déjà.

Même si, dans ce rapport, nous nous concentrons surtout sur la formation, nous n'en avons pas moins constaté, à l'examen du Livre vert, que les principes d'égalité et d'équité en sont plutôt absents. Or, nous pensons qu'il faudrait intégrer ces principes dans la réforme des programmes sociaux du Canada. Nous recommandons que la prestation des programmes sociaux et de la formation, d'ici le siècle prochain, soit articulée autour d'un ensemble de principes nationaux. Les Canadiennes ont en effet le droit de bénéficier de programmes conçus selon des principes d'équité, d'accessibilité, de qualité, qu'elles ont droit à une éducation fondamentale, à la reconnaissance des compétences, à la reddition de comptes et à la formation intégrée au développement économique communautaire.

Nous sommes également fermement convaincues qu'il faut lancer des projets de création d'emplois auxquels participeront les femmes, au sein de leurs différentes collectivités, surtout celles qui seront touchées par la restructuration de l'économie. Nous espérons que DRHC sera bientôt en mesure de faire participer les femmes, grâce à la stratégie de mise en valeur de la main-d'œuvre.

Nous sommes également très préoccupées par la position du Livre vert au sujet des étudiants. Il ne faut pas exiger des étudiants qu'ils assument la totalité des coûts de l'enseignement postsecondaire. Tout comme les soins de santé, l'éducation est un droit et non un privilège, et il convient de la financer au moyen des recettes fiscales.

La réforme de la sécurité sociale ne doit pas être une façon déguisée de déplacer ces gens qui ont choisi de vivre dans de petites collectivités et qui, pour cela, acceptent de gagner moins, pour rester sur place et s'en tenir aux valeurs qui donnent ce caractère unique aux provinces atlantiques. Nous avons l'impression qu'il peut être possible, grâce aux nouvelles technologies de communication, de relier les collectivités entre elles et de faire en sorte que le développement économique communautaire soit plus réalisable que jamais.

Nous sommes également d'avis qu'il faut appliquer à l'échelle de la province les différents modèles de programmes de rapprochement des femmes, axés sur la communauté, qui permettent aux femmes de contribuer au développement économique communautaire. C'est ainsi que, dans cette province, nous avons adopté un programme baptisé Women in Search of Employment, autrement dit femmes en quête d'un emploi, qui a fait ses preuves et dont on parle un peu partout ailleurs au Canada. Mais tous les ans, nous devons quémander les fonds nécessaires à la survie de ce programme qui est offert en trois endroits dans la province. On parviendrait à utiliser de façon beaucoup plus efficace les budgets de formation si l'on augmentait le nombre de programmes du genre.

Développement des ressources humaines Canada de même que les ministères et organismes provinciaux d'aide sociale doivent former leur personnel afin de renverser les barrières systémiques auxquelles se heurtent les groupes d'équité, autrement dit, les femmes, les minorités visibles, les autochtones et les personnes handicapées.

[Text]

We also feel that the unemployment insurance development uses fund must be allocated only for income support for the unemployed and that training and work placement must be provided through the consolidated revenue fund. We also feel more effective use must be made of UIDU funds when they come into a province rather than having major money sent back to Ottawa at the end of a so-called training year because the province couldn't see fit to use it.

We agree with other women's groups across Canada that changes proposed to the UI system will not benefit women, particularly the two-tiered system.

Ladies and gentlemen, that's what we've come to say to you today. I await your questions.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

Ms Lynn Peddle (Coordinator, St. John's Status of Women Council Women's Centre): I would like to introduce members from other women's centres and councils across the province.

The Vice-Chair (Ms Minna): Please do.

Ms Jane Walsh (Member, Steering Committee, St. John's Status of Women Council Women's Centre): My name is Jane Walsh. I'm with the St. John's Status of Women Council.

Ms Sylvia Hatch (Coordinator, Port-aux-Basques Status of Women Council Women's Centre): My name is Sylvia Hatch. I'm from the Women's Centre in Channel Port-aux-Basques.

[Translation]

Nous estimons par ailleurs que le fonds d'utilisations productives de l'assurance-chômage ne doit servir qu'à assurer le revenu des chômeurs, et que la formation et le placement professionnel doivent être financés par le Trésor. Nous pensons également qu'il est beaucoup plus rentable que les fonds d'assurance-chômage aux fins d'utilisations productives soient dépensés par la province, plutôt que d'être renvoyés à Ottawa à la fin de l'année «de formation» parce que les provinces n'ont pas jugé utile de les dépenser.

Nous faisons écho aux autres groupes de femmes un peu partout au Canada pour dire que les changements proposés du système d'assurance-chômage ne profiteront pas aux femmes, surtout pas le système à deux niveaux.

Voilà, mesdames et messieurs ce que nous voulions vous dire aujourd'hui. J'attends à présent vos questions.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

Mme Lynn Peddle (coordinatrice, Centre des femmes, St. John's Status of Women Council): Je vais commencer par présenter les membres des autres centres et conseils de femmes de la province.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vous en prie.

Mme Jane Walsh (membre, Comité directeur, Centre des femmes, St. John's Status of Women Council): Je m'appelle Jan Walsh et je représente le Conseil sur la situation de la femme de St. John's.

Mme Sylvia Hatch (coordinatrice, Centre des femmes, Port-aux-Basques Status of Women Council): Je m'appelle Sylvia Hatch. Je représente le Centre des femmes de Channel Port-aux-Basques.

• 1250

Ms Joanne Deluney (Representative, Cornerbrook Status of Women Council Women's Centre): My name is Joanne Deluney and I'm here with the women's centre in Cornerbrook.

Ms Peddle: I would like to speak from personal experience.

In April of this year I graduated from Memorial University with a Bachelor of Arts degree with an A average and a \$27,000 student loan. For five years while I was in Memorial University it was a constant struggle to even be a student. You see, I'm a single mother and when I first returned to university after an 11-year absence, because of the inadequacies of the Canada student loans program I was left with no option but to turn to social assistance.

At this point, I was given \$12.93 every two weeks. This was the beginning of a lengthy five-year battle with our government. I spent many hours lobbying MPs, MHAs, bureaucrats and many groups and organizations to see that positive policy changes would be implemented. To this day there are still many barriers.

Mme Joanne Deluney (représentante, Centre des femmes, Cornerbrook Status of Women Council): Je m'appelle Joanne Deluney et je représente le Centre des femmes de Cornerbrook.

Mme Peddle: J'aimerais vous faire part de mon expérience personnelle.

En avril dernier, j'ai obtenu mon baccalauréat ès Arts de l'Université Memorial, avec une moyenne de niveau A, et j'ai décroché un prêt étudiant de 27 000\$. Les cinq années que j'ai passées à l'Université Memorial ont été synonyme de lutte constante pour simplement continuer mes études. Je suis mère célibataire et quand je suis retournée à l'université, après un hiatus de 11 ans, les défauts du Programme canadien de prêts aux étudiants ont fait que je n'ai eu d'autre choix que de m'inscrire à l'aide sociale.

À l'époque, je recevais 12,93\$ toutes les deux semaines. Je commençais une longue bataille de cinq ans que j'ai dû livrer à notre gouvernement. J'ai consacré de nombreuses heures à faire du lobbying auprès des députés fédéraux et provinciaux, des fonctionnaires et des nombreux groupes et organisations, pour que des changements soient d'apportés à la politique. Aujourd'hui encore, il existe de nombreux obstacles qui n'ont pas été supprimés.

[Texte]

In my everyday dealings with women who enter our centre and centres across Newfoundland we see women who are pushed through the cracks of our social services programs and who face many barriers to receiving education. It is frightening to see in Newfoundland community colleges and trade schools cutting back on programs that are then in turn offered in private colleges that charge phenomenal fees.

In Newfoundland we have recently seen a private school owner becoming a national entrepreneur of the year. I personally am involved in a court challenge against a private school, and it's going to be against the department of education here provincially.

Accessibility and affordability are very important in social reform. Today, I'm being pushed into a difficult position of defending programs that I have been calling inadequate for nine years in my personal involvement with social services.

Recent years have seen an increased sophistication in feminist and socialist analysis of the social services policies and programs. Women are highly involved as clients and as employees of social services in government institutions.

It also should be noted that there has been a shift of women's dependency from the individual male to the welfare state both for sustenance and often for employment. This should represent the development of new types of patriarchal power that demand a more careful analytic and political scrutiny of the state.

Recent years have seen a steady running down and depletion of health and welfare services. The regulations and biased aspects of the welfare state can be seen daily in Newfoundland women's centres. They can also be seen in the manner in which sections of the public, mostly women, are deemed to be suspicious or undeserving and are often times policed.

Women have been talking about the discrimination they have faced, and it still exists in many forms of social services delivery. The deserving and reputable groups earmarked for good social services and provisions often exclude women who are not in traditional nuclear families.

At our provincial department of social services they put women to work and then strip mother and children of their medical benefits by taking away their entitlement to a drug card. More and more people from all walks of life find themselves turning to social services these days. People who are left, like myself, are more questioning, but most times people are poor, isolated, stigmatized and unorganized to know how to make positive changes within social programs.

Many who turn to the system and then try to get out find that virtually everything they want to do is hindered and is often prevented by rules and regulations made and enforced by a bewildering array of government departments.

[Traduction]

Tous les jours, dans notre centre et dans les autres centres de la province, je rencontre de mes compagnes qui sont des laissées pour compte du système social et qui se heurtent à de nombreux obstacles les empêchant de recevoir une éducation. C'est effrayant de voir que, à Terre-Neuve, les collèges communautaires et les écoles de métier suppriment des programmes qui sont à présent offerts par des collèges privés exigeant des frais d'inscription exorbitants.

Récemment, à Terre-Neuve, un propriétaire d'école privée a été nommé entrepreneur national de l'année. Je suis personnellement partie à des poursuites judiciaires contre une école privée, et nous allons nous retrouver face au ministère de l'éducation de la province.

L'accessibilité et l'abordabilité sont deux aspects très importants de la réforme sociale. Je me trouve aujourd'hui dans la position difficile où je dois défendre des programmes que j'ai passés neuf ans à condamner, dans le domaine des services sociaux, parce que je les jugeais insuffisants.

Ces dernières années, on s'est livré à une analyse de plus en plus sophistiquée, du point de vue du féminisme et du socialisme, des politiques et des programmes de services social. Les femmes, comme clientes et comme employées, sont très présentes dans les institutions d'État assurant la prestation des services sociaux.

Il convient également de remarquer que les femmes dépendent non plus d'un homme mais bien de l'État providence pour leur subsistance et, très souvent, pour leur emploi. Ce phénomène devrait donner lieu à de nouveaux genres de pouvoirs patriarcaux qui nécessitent une analyse plus fouillée de l'appareil étatique, ainsi qu'une plus grande prudence sur le plan politique.

On a assisté, ces dernières années, à une dégradation et à un épuisement continu des services de santé et de bien-être. Tous les jours, dans les centres pour femmes de Terre-Neuve, nous avons des exemples de ce que donnent les règlements et les aspects discriminatoires de l'État providence. Par ailleurs, tous ces défauts transpirent également dans la façon dont certains segments de la société, essentiellement les femmes, sont perçus comme étant suspects ou non méritoires et font souvent l'objet de mesures punitives.

Les femmes parlent de la discrimination dont elles ont été victimes, mais cette discrimination existe encore dans de nombreuses formes de prestation de services sociaux. On destine les bons programmes sociaux aux groupes jugés méritoires et dignes de confiance, ce qui revient à dire qu'on exclut souvent les femmes qui ne font pas partie de familles nucléaires traditionnelles.

Notre ministère provincial des services sociaux met les femmes au travail et les prive ensuite, ainsi que leurs enfants, des avantages de l'assurance-santé en leur retirant leur carte-médicaments. De plus en plus de gens de tous horizons doivent à présent se tourner vers les services sociaux. Ceux qui se retrouvent dans ma situation sont beaucoup plus revendicateurs, mais le plus souvent il s'agit de gens pauvres, isolés, stigmatisés et trop mal organisés pour savoir comment apporter des changements positifs à nos programmes sociaux.

La plupart de ceux et de celles qui se sont tournés vers le système et veulent en sortir se rendent compte qu'ils sont freinés dans presque tout ce qu'ils veulent entreprendre, le plus souvent à cause de règles imaginées et appliquées par un nombre déconcertant de ministères.

[Text]

[Translation]

• 1255

It has been too long that the poor people on social services have been people to whom and for whom things are done. Social services programs pay lip service to user participation. Government and bureaucrats are the ones who speculate on what people need and want and are the ones who implement programs. As a result, government and bureaucrats often arrive at solutions to problems that run counter to solutions seen by recipients of their services.

Often government does take action. A common initial response is to appoint a commission or a committee to investigate the problem and to suggest corrective measures. But what often happens is that, even though the group's spokespersons get to air their views before committees, they're often cast in the role of providing information rather than defining and negotiating the nature of the problems.

A lot of times we see committees and commissions reports shelved and never looked at again. Commissions and committees may be the burial ground of a great many social programs' problems.

Let's look at what is happening to people receiving social assistance in Newfoundland. The social assistance income of a disabled Newfoundland was more than \$5,000 below the national poverty line. The income of a single parent was more than \$5,400 below the poverty line. The income of a single employable recipient was more than \$9,000 below the poverty line. The income of a two-child couple receiving social assistance was less than \$12,000 below the poverty line.

There's a lot of discrimination based on people who receive social assistance in Newfoundland and across the country. I really hope that this committee brings these things back to Ottawa and makes some positive changes and not cut at the poorest people in our country. Thank you.

Ms Walsh: My name is Jane Walsh, as I said before. I'm with the St. John's Status of Women Council. But I'm also a member of the steering committee of ENSEMBLE!, the national organization of women's centres. Today, I'm speaking for women's centres across Newfoundland.

Women's centres are cost-effective. With the small amount of funding we receive, less than \$40,000 each, we provide support to women every day. We lobby for change and attempt to protect the gains Newfoundland women have made over the past 20 years.

When women come to us in crisis, when the social assistance program fails them, when women are experiencing the effects of violence in their lives, often women's centres are one of the only services in town. What that means is the only other option is an admission to a psychiatric ward at a local hospital. Our ability to support women and advocate on their behalf for services daily saves the health care system and social programs money.

Cela fait beaucoup trop longtemps que l'on prive de leurs moyens les pauvres qui dépendent des services sociaux. Dans les programmes sociaux, la participation des usagers n'est qu'un voeu pieux. Ce sont les politiciens et les fonctionnaires qui spéculent sur ce dont les gens ont besoin et sur ce qu'ils veulent, et ce sont eux qui mettent les programmes en oeuvre. À cause de cela, ils adoptent souvent des solutions qui vont à l'encontre de celles que suggéreraient les bénéficiaires de leurs services.

Souvent, le gouvernement prend l'initiative. En général, sa première réaction consiste à nommer une commission ou un comité chargé d'étudier le problème et de recommander des mesures correctrices. Mais ce qui se produit en général, c'est que même si les porte-parole du groupe ont bel et bien l'occasion de faire part de leurs points de vue au comité, ils sont le plus souvent confinés dans le rôle d'informateurs et ils ne sont invités ni à définir ni à négocier la nature des problèmes.

Il arrive très souvent que les rapports des comités et des commissions soient mis sur les tablettes et qu'on ne s'y intéresse plus jamais par la suite. Il se peut que ces commissions et ces comités ne servent qu'à enterrer un grand nombre des problèmes qui hantent nos programmes sociaux.

Voyons à présent la situation des prestataires de l'aide sociale à Terre-Neuve. Les prestations d'aide sociale accordées à un Terre-neuvien handicapé sont de plus de 5 000\$ inférieur au seuil national de la pauvreté. Quant au revenu d'un parent unique, il était de plus de 5 400\$ inférieur au seuil de la pauvreté. Le revenu d'un bénéficiaire employable célibataire était de plus de 9 000\$ inférieur à ce même seuil. Enfin, les prestations d'aide sociale versées à un couple ayant deux enfants se situaient à un peu moins de 12 000\$ sous le seuil de la pauvreté.

Les prestataires de l'aide sociale, à Terre-Neuve et partout ailleurs au pays, sont victimes d'une importante discrimination. J'espère très sincèrement que votre Comité fera part de nos propos à Ottawa, qu'il apportera certains changements positifs et qu'il n'imposera pas de nouvelles réductions aux plus démunis de nos compatriotes. Merci.

Mme Walsh: Comme je vous le disais plutôt, je m'appelle Jane Walsh et je représente le St. John's Status of Women Council. Mais je suis également membre du comité directeur de ENSEMBLE!, l'organisme national des centres des femmes. Aujourd'hui, toutefois, je parle au nom des centres des femmes de Terre-Neuve.

Les centres des femmes sont rentables. Avec le faible financement que nous recevons, soit moins de 40 000\$ par centre, nous sommes en mesure d'offrir un soutien quotidien aux femmes. Nous faisons du lobbying en faveur du changement et tentons de protéger les acquis réalisés par les Terre-neuviennes au cours des 20 dernières années.

Il n'est pas rare que les centres des femmes soient les seuls services en mesure d'aider celles qui sont en crise, celles qui ne peuvent plus bénéficier des programmes d'aide sociale et celles qui sont victimes de violence. Leur seule autre option est l'admission dans l'unité psychiatrique d'un hôpital local. Grâce à l'appui que nous apportons à ces femmes et au fait que nous les représentons quotidiennement pour défendre leur droit à des services, nous permettons aux gouvernements d'économiser sur le plan des soins de santé et des programmes sociaux.

[Texte]

We know that the growing debt must be reduced. What we are asking for is recognition for the work we do. We are also asking that before our funding is cut and reforms to social programs take the money from the women we work with, you must look to other areas for reform. Tax reforms in other areas where money is bleeding from the social assistance programs are other areas that women at this table will address.

Social policy must be considered in the context of economic strategies. We recognize that the current reform of social programs is taking place in the context of globalizing the economy. Social policy must be designed with an essential commitment to eradicating poverty and to ending the inequality of women. We must reject the language of the government that blames, pities, patronizes and discriminates against people on social assistance.

Funding to equality-seeking groups is a government responsibility. Members of this panel must realize the context in Newfoundland where women's centres receive not one cent in provincial funding, which might surprise the members of this panel from Quebec.

The poverty of children must be seen in the context of the poverty of families. Poor children live in poor families.

We oppose access to unemployment insurance being based on a family income, because it increases women's dependency on men, and we know what that means in the area of violence against women.

We are opposed to any form of coercion that ties any benefit to a work or training program. We are calling for the maintenance of the clauses in the Canada Assistance Plan that prevent these types of programs.

Genuine reform of social programs must be done within a framework of respect for the three national peoples who make up Canada: aboriginal peoples, peoples in Quebec, people in Canada outside Quebec. There must be recognition and respect for the rights of women with disabilities, gays and lesbians, and recognition of the multi-racial, multi-ethnic nature of Canadian society.

To conclude, the national panel on violence report recommends adequate funding for women's centres. Instead, we have just learned of significant cuts to be made public by HIRD in the next week. It is the fifth anniversary of the occupation of the Secretary of State offices to keep women's centres' funding in 1989. It is important to remind the members of this panel that there was overwhelming community support at that time, and we are prepared to start that fight again.

[Traduction]

Nous savons qu'il faut réduire notre dette qui ne cesse d'augmenter. Mais nous réclamons qu'on reconnaisse le travail que nous faisons. Nous demandons également qu'avant de réduire nos subventions et de priver les femmes avec qui nous travaillons, à cause des réformes qu'on se propose d'apporter aux programmes sociaux, on envisage de réformer d'autres domaines. Ainsi, les femmes assises à cette table vous parleront des réformes fiscales à apporter dans des secteurs d'activité qui saignent les programmes d'aide sociale.

Il faut envisager la politique sociale dans le contexte des stratégies économiques. Nous reconnaissions d'ailleurs que la réforme actuelle des programmes sociaux se déroule sur un fond de globalisation de l'économie. Il convient, dans l'élaboration de la politique sociale, de prendre l'engagement fondamental d'éliminer la pauvreté et de mettre fin à l'inégalité de la femme. Nous devons rejeter le discours gouvernemental qui blâme les prestataires de l'aide sociale, qui les prend en pitié, qui est condescendant et discriminatoire.

Il incombe au gouvernement de financer les groupes en quête d'égalité. Les membres de ce panel doivent se rendre compte du contexte particulier à Terre-Neuve, où les centres des femmes ne reçoivent absolument rien du gouvernement provincial, ce qui étonnera sans doute les députés du Québec.

Il faut envisager la pauvreté des enfants dans le cadre de la pauvreté familiale. Les enfants pauvres vivent dans des familles pauvres.

Nous nous opposons au fait que l'accès à l'assurance-chômage soit fondé sur le revenu familial, parce que cela ne ferait qu'accroître la dépendance des femmes envers les hommes et nous savons ce que cela signifie en matière de violence envers les femmes.

Nous sommes opposées à toutes formes de coercition qui consisterait à lier le versement d'une prestation à l'exécution d'un travail ou à la participation à un cours de formation. Nous réclamons le maintien des dispositions du régime d'assistance publique du Canada qui interdisent de tels programmes.

La véritable réforme des programmes sociaux doit se faire dans le respect des trois peuples nationaux qui constituent le Canada: les Autochtones, les Québécois et les Canadiens à l'extérieur du Québec. Il faut reconnaître et respecter les droits des femmes handicapées et des gais et des lesbiennes, et reconnaître également le caractère multi-racial et multi-ethnique de la société canadienne.

• 1300

Pour terminer, je vous rappelle que le Comité canadien sur la violence faite aux femmes a recommandé, dans son rapport, que l'on assure un niveau de subventions raisonnables aux centres pour femmes. Eh bien, bien au contraire, nous venons d'apprendre que DRHC va annoncer la semaine prochaine les importantes compressions qu'il va effectuer dans ces programmes. Nous commémorons le cinquième anniversaire de l'occupation des bureaux du Secrétariat d'État par un groupe qui réclamait le maintien des prestations aux centres des femmes, en 1989. Les membres de ce Comité ne doivent pas oublier qu'à l'époque, notre mouvement a été porté par une véritable vague de soutien public et nous sommes tout à fait disposées à reprendre ce combat.

[Text]

I'd like to ask each of the members of this panel what you are prepared to do to stop these cuts and assure women's centres funding.

Ms Cathy Young (Member, Newfoundland and Labrador Women's FishNet): My name is Cathy Young, and I'm with the Newfoundland and Labrador Women's FishNet. I'm also with the women's program of St. John's Oxfam committee. I'd like to give you a brief explanation of who we are.

The Newfoundland and Labrador Women's FishNet is a network of representatives from a broad spectrum of groups concerned with how the fishery crisis has specifically affected women and the shortcomings of the response programs for women.

Ms Barbara Neis (Member, Newfoundland and Labrador Women's FishNet): My name is Barb Neis. We have submitted a brief to you already. I'll be speaking from that brief. It was a draft when I submitted it, but it has since been accepted by the network.

The policies and program proposed in the green paper have tremendous implications for women in fishing communities, their work, and their relationships with their families and government. Women in fishing communities will be affected differently from men in those same communities by the proposed changes to Canada's social programs.

In Newfoundland and Labrador an estimated 10% of fishers and 50% of plant workers are women. Women are also employed in service sector jobs and as child care workers in fishery communities.

Fishermen's wives, who might not have worked for pay themselves, were often the so-called ground crew of fishing enterprises, maintaining households, managing books and engaging in other enterprise-related activities. All of these women have been affected by the fishery crisis and could be affected by the proposed changes to the social programs.

Many Atlantic fishery communities are heavily dependent, particularly on national social programs. Perhaps the most important is unemployment insurance. We believe one of the proposed changes to unemployment insurance, the TAGS program, which is the current federal response program, is a kind of dry run for those future changes. I will be speaking about our experience with the TAGS program.

The proposal in the green paper is for a two-tiered unemployment insurance system in which good workers who rarely draw UI have continued access to UI in its current form, including pregnancy and sick leave, while seasonal and other workers who currently draw UI on a regular basis will have access to a different system of benefits that may be household versus individual-to-income based. As in the case of the TAGS program it will require work or training while receiving benefits.

[Translation]

J'aimerais demander à chaque membre de ce Comité ce qu'il est prêt à faire pour empêcher ces réductions et nous assurer que les centres des femmes continueront d'être financés.

Mme Cathy Young (membre, Newfoundland and Labrador Women's FishNet): Je m'appelle Cathy Young et je représente le Newfoundland and Labrador Women's FishNet. Je fais également partie du programme pour femmes du comité d'Oxfam de St. John's. Je me propose de vous expliquer rapidement qui nous sommes.

Le Newfoundland and Labrador Women's FishNet est un réseau de femmes représentant un large spectre de groupes d'action préoccupés par la façon dont la crise des pêches a touché les femmes et par les défauts que présentent les programmes d'intervention mis sur pied pour les femmes.

Mme Barbara Neis (membre, Newfoundland and Labrador Women's FishNet): Je m'appelle Barb Neis et je vous ai déjà fait remettre un mémoire sur lequel je vais d'ailleurs m'appuyer pour mon intervention, puisque s'il était à l'état d'ébauche quand je vous l'ai adressé, depuis il a été accepté par le réseau auquel j'appartiens.

Les politiques et programmes proposés dans le Livre vert ont d'incroyables répercussions sur les femmes, des collectivités de pêcheurs, notamment en ce qui a trait à leur travail et à leurs relations avec leurs familles et le gouvernement. Dans les collectivités halieutiques, les femmes ne seront pas touchées de la même façon que les hommes par les changements qu'on se propose d'apporter à nos programmes sociaux.

On estime qu'à Terre-Neuve et au Labrador, 10 p. 100 de des pêcheurs et 50 p. 100 des travailleurs d'usine sont des femmes. Les femmes travaillent également dans le secteur des services et comme puéricultrices dans le collectivités de pêcheurs.

Les femmes de pêcheurs, qui pouvaient ne pas travailler à l'extérieur du foyer, représentaient souvent ce qu'on appelait les équipes à terre des entreprises de pêche, puisqu'elles s'occupaient de leurs foyers, de la comptabilité et qu'elles prenaient part à d'autres activités liées à la vie de l'entreprise. Toutes ces femmes sont touchées par la crise des pêches et elles pourraient être également touchées par les changements qu'on se propose d'apporter aux programmes sociaux.

Nombre des collectivités halieutiques de l'Atlantique dépendent fortement d'une aide extérieure, et plus particulièrement des programmes sociaux fédéraux. Le plus important d'entre eux est sans doute le Régime d'assurance-chômage. Nous estimons que l'un des changements envisagé pour l'assurance-chômage, le programme NCARP, qui constitue la réponse actuelle du gouvernement fédéral est une sorte de répétition en vue de ces changements qui sont annoncés. Je vous parlerai de l'expérience que nous avons du programme NCARP.

Dans le Plan vert, il est proposé d'opter pour un système d'assurance-chômage à deux volets, selon lequel il y aurait, d'un côté, les bons travailleurs qui utilisent rarement l'assurance-chômage et qui continueront de pouvoir accéder aux prestations sous leur forme actuelle, notamment en cas de grossesse et de congés de maladie, et de l'autre, les travailleurs saisonniers et ceux qui ont régulièrement recours à l'assurance-chômage et qui auront accès à un système différent, non plus fondé sur les revenus du particulier mais sur ceux du foyer. Comme dans le cas du programme NCARP, pour être prestataire, les gens devront effectuer des travaux ou suivre une formation.

[Texte]

A system for determining eligibility for UI based on household income poses obvious problems for women. As with the income security program that was proposed by the Newfoundland government this past year, such an approach could leave lower-income, seasonally employed women, workers and fishers who are married to or cohabit with better paid men ineligible for UI.

This approach to income support assumes women have access to male incomes and men and women would spend their incomes in the same ways. A system of eligibility based on household incomes raises the spectre of UI investigators checking to see if couples are cohabiting, expanding the proportion of the population subject to the invasion of privacy and limitations on their rights from welfare, to welfare and UI recipients.

A two-tiered UI system of this kind would also deepen regional disparities and enhance the charitable image of UI recipients, whose only options include seasonal and part-time work at low wages.

A key element in the green paper is a call for greater flexibility and responsiveness within social security programs so they can be adapted to meet the diverse needs of individuals in differing regions and communities.

The current regime is critiqued for relying too heavily on regulations. Decentralization and greater flexibilities sound like they should be beneficial to women in the fishery and in peripheral regions. However, this may not be the case.

Women have made significant collective gains by challenging sexist regulations. A single Supreme Court challenge could require UI, for example, to change its regulation, denying women who fear for their husbands' access to UI.

Decentralized flexible programs could make gender bias less visible and would make the potential gains from challenges much more limited by confining them to particular situations and individuals.

[Traduction]

Le système de détermination du droit à l'assurance-chômage en fonction du revenu familial pose des problèmes évidents dans le cas des femmes. À l'instar du programme de sécurité du revenu, proposé par le gouvernement de Terre-Neuve l'année dernière, les femmes ayant un faible revenu, celles qui des emplois saisonniers, de même que les ouvrières d'usine et les pêcheuses mariées ou cohabitant avec un homme ayant un salaire supérieur au leur, n'auraient pas, selon cette approche, droit à l'assurance-chômage.

Dans ce cas, on suppose que les femmes ont accès aux revenus des hommes et que les hommes et les femmes dépensent leurs revenus de la même façon. Si l'on adopte un tel système d'admissibilité en fonction du revenu familial, on cours le risque que des enquêteurs de l'assurance-chômage ne viennent s'assurer que les couples cohabitent effectivement, ce qui augmenterait la proportion de Canadiens et de Canadiens qui subissent une invasion de leur vie privée et sont victimes d'une limitation de leurs droits à l'aide sociale, qu'ils soient bénéficiaires de l'aide sociale ou prestataires de l'assurance-chômage.

En outre, un système de ce genre, à deux niveaux, ne ferait qu'accroître les disparités régionales et renforcer l'image d'Épinal du bénéficiaire de l'assurance-chômage à qui l'ont fait la charité et qui n'a d'autre choix que d'occuper des emplois saisonniers et à temps partiel, lui rapportant de faibles revenus.

L'un des principaux aspects du Livre vert est le fait qu'on y invoque la nécessité de faire preuve de plus de souplesse dans les programmes de sécurité sociale qui doivent pouvoir être adoptés pour répondre aux divers besoins des particuliers, dans les différentes régions et collectivités du Canada.

On critique l'actuel régime parce qu'il repose beaucoup trop sur la réglementation. On semble dire que la décentralisation et une plus grande souplesse pourraient être bénéfiques aux femmes résidant dans les régions de pêche et dans les régions périphériques. Cependant, cela risque de ne pas être le cas.

Les femmes ont obtenu des gains collectifs importants dans la remise en cause des règlements sexistes. Eh bien, une seule contestation en Cour suprême pourrait, par exemple, suffire pour faire modifier le règlement d'assurance-chômage si celui-ci devait faire craindre aux femmes que leurs époux ne perdent le droit aux prestations d'assurance-chômage.

Si les programmes devaient être souples et décentralisés, les partis pris contre l'autre sexe seraient moins visibles et les gains éventuels que l'on pourrait tirer de contestations judiciaires risqueraient d'être beaucoup plus limités parce qu'ils seraient confinés à des particuliers et à des situations bien précises.

• 1305

One example of the potential negative effects of localized flexible responses is the recent attempt by UI officers to limit the amount of UI eligible income fishery families can claim to be paying to child care workers. We know of no other case where employers are told that the wage rate for employees that will be deemed eligible for UI is set at a rate below the general limits.

Le cas récent des agents de l'assurance-chômage qui voulaient limiter la portion de revenus ouvrant droit à l'assurance-chômage que les familles de pêcheurs peuvent réclamer au titre de la garde pour enfants est un exemple du genre d'effets négatifs que pourraient avoir des programmes plus souples, offerts à l'échelle locale. Nous n'avons entendu parler d aucun autre cas où l'on est venu dire à des employeurs que le taux de rémunérations des employés devant ouvrir droit à l'assurance-chômage est fixé à un niveau inférieur aux limites générales.

[Text]

In the green paper the current social safety net of UI and social assistance is described as curative versus preventive and hence more costly than it should be.

The green paper proposes redirecting funding to training. The fundamental question concerning whether eroding the social safety net by capping funds available and diverting some of the remaining funds to trainers will solve the problems of jobless growth, resource depletion, capital mobility and competition for investment is not addressed. Workplace training will replace, to some extent, public educational training.

Once again, we can learn from women's experiences with the fisheries crisis response programs. Women are reported to have had greater difficulty than men accessing suitable retraining programs under NCARP.

The green paper does not acknowledge the research that has documented, in detail, women's different training needs. Women in one region of Newfoundland recently described the experience of dealing with the impacts of the moratorium as hell. They expressed deep anger in relation to a process of funding allocation they saw as placing them in situations of deep financial difficulty, while using compensation funds to pay non-fishery workers, such as retired teachers, good salaries to offer them counselling and training services that did not meet their needs. In fact, many of them felt they could have provided and were providing those services to members of their communities for no pay.

Essentially, we're talking about proposals that are going to pluck dollars out of the pockets of women who are very poor in these communities and putting that money into the pockets of someone else, when it's not at all clear the proposals will meet their needs.

The green paper leaves largely invisible the ways restructuring social programs will erode the strength of unions, increase the compliance of workers, and subsidize employers, thereby contributing to the problems the proposals claim to address, such as greater employment insecurity, child poverty and regional disparities.

With regard to post-secondary education, it's important to recognize the fishery crisis has not only thrown adults out of work; it has taken away the future of many young people in fishing communities. These young people are already facing greater barriers in terms of access to post-secondary training, many of them argue, because positions are taken by fishery-related workers and they can't get into the programs they want.

We think spiralling costs are implied by the proposed changes to post-secondary education. Those costs may impact young women differently from young men. Women are still heavily concentrated in a narrow range of jobs with low wages and limited chances to get ahead.

[Translation]

Dans le Livre vert, on nous décrit l'actuel filet de sécurité sociale constitué par le Régime d'assurance-chômage et l'aide sociale comme étant un ensemble de mesures curatives plutôt que préventives qui coûtent donc plus cher qu'elles ne le devraient.

Dans le Livre vert, on propose de réaffecter le financement à la formation. On ne répond pas à la question fondamentale de savoir si le fait déroder le filet de sécurité sociale en plafonnant les prestations et en détournant les économies ainsi réalisées aux fins de formation permettra de résoudre les problèmes d'une croissance sans emploi, de l'épuisement des ressources, de la mobilité des capitaux et de la concurrence pour les investissements. Dans une certaine mesure, la formation en milieu de travail remplacera la formation offerte par des établissements publics.

Sur ce plan également, on peut tirer un enseignement de l'expérience que les femmes ont eu des programmes destinés à régler la crise dans le domaine des pêches. Il ressort que les femmes éprouvent plus de difficultés que les hommes à avoir accès à des programmes adaptés de recyclage, dans le cadre du NCARP.

Les auteurs du Livre vert ne reconnaissent pas la recherche qui a permis de renseigner, en détail, les besoins différents que les femmes ont en matière de formation. Récemment, dans une région de Terre-Neuve, des femmes ont parlé d'enfer pour décrire leur expérience des conséquences du moratoire. Elles ont exprimé énormément de ressentiment envers le processus d'attribution du financement qui, selon elles, les plaçait en situation de grandes difficultés financières, alors même que les fonds d'indemnisation servaient à payer des travailleurs n'appartenant pas au secteur des pêches, comme des professeurs à la retraite, et à assurer le versement d'excellents salaires à des conseillers et à des formateurs qui ne répondraient pas à leurs besoins. En fait, la plupart d'entre elles croyaient qu'elles étaient en mesure d'offrir gratuitement ce genre de services aux membres de leur collectivité.

Il est essentiellement ici question d'une proposition consistant à prendre de l'argent dans les poches des femmes de ces collectivités, qui sont très pauvres, pour le verser à quelqu'un d'autre, sans qu'on soit certain de répondre effectivement aux besoins de ces femmes.

Le Livre vert occulte complètement les problèmes de l'érosion de la force des syndicats, du resserrement des critères d'observation de la réglementation par les travailleurs et du subventionnement des employeurs, à cause de la restructuration des programmes sociaux. Tous ces problèmes ne feraient qu'aggraver les difficultés que ces propositions sont censées régler, comme l'insécurité en matière d'emploi, la pauvreté des enfants et les disparités régionales.

Pour ce qui est de l'éducation postsecondaire, il est important de reconnaître que la crise des pêches n'a pas fait qu'occasionner du chômage; elle a littéralement volé l'avenir des jeunes qui résident dans des collectivités de pêcheurs. La plupart de ces jeunes estiment qu'ils font déjà face à des obstacles plus importants qu'ailleurs au pays sur le plan de l'accès à la formation postsecondaire, parce que les emplois sont pris par des travailleurs du secteur des pêches et que, eux, ne peuvent accéder aux programmes qui les intéressent.

Nous pensons que les changements qu'on se propose d'apporter sur le plan de l'éducation post-secondaire risquent d'entraîner une augmentation vertigineuse des coûts. Et, encore une fois, ces coûts peuvent avoir un effet différent dans le cas des jeunes femmes. Celles-ci sont déjà concentrées dans un nombre relativement limité d'emplois mal rémunérés où les chances d'avancement sont faibles.

[Texte]

If families have to choose which of their children to support through post-secondary education, it is worth asking whether they will support their daughters or their sons. Even if they support both equally, the more limited and lower-paying employment options for young women, gender-biased job creation projects such as the infrastructure project, limited training options for women, and other factors may make it harder for them to stay in school.

In conclusion, the green paper proposals are deficit-driven. The message is we must become more competitive while at the same time reducing debt. Therefore, the only way we can address shortcomings in the labour force is by transferring money from already overburdened social programs to such initiatives as retraining and by cutting education transfers while increasing the debt load of future generations of students.

It is arguable that those people dependent on social programs have already borne more than their fair share of the impacts of global economic restructuring and environmental degradation. Young people and their parents living in resource-dependent communities must already confront a future with fewer viable resources than were available to their parents. Why are we asking them to bear a greater burden in our attempt to reorganize our society in response to the profound challenges identified in the green paper?

Ms Sharon Taylor (Member, Women's Economic Network):
My name is Sharon Taylor and I'm with the Women's Economic Network, which is an organization of women's groups from around the province.

We share the concern of the women who have already spoken on the quality of life of the people of our province. We're particularly concerned about the impact of the moratorium on women and their families in our coastal communities.

The Women's Economic Network, for the purposes of this presentation, has chosen to focus on single mothers in the province. The federal and provincial governments have developed programs for single mothers mainly, which seem to see education and training programs as a panacea for single mothers. We are concerned about the quality of life of single mother students and their children.

Our brief, which has been submitted, identifies the barriers that single mother students are encountering. It looks at the present policy, gives an overview, looks at the limitations of those policies, and has developed strategies and recommendations for creating support for single mother students.

[Traduction]

Imaginons une famille qui doit choisir entre le garçon ou la fille pour savoir lequel des deux suivra des études postsecondaires. Eh bien, on peut se demander sur qui le choix se portera. Et même si les parents décident de soutenir également leurs deux enfants, la fille risque d'avoir beaucoup plus de difficultés à finir sa scolarité notamment à cause des emplois plus limités et moins bien payés offerts aux femmes, à cause des projets de création d'emplois à caractère sexiste comme les projets d'infrastructure, à cause aussi du peu d'options de formation offertes aux femmes.

Pour conclure, je dirai que les propositions contenues dans le Livre vert sont destinées à corriger le déficit. On veut nous faire comprendre que nous devons devenir plus concurrentiels et, en même temps, que nous devons réduire la dette. Par conséquent, la seule façon de régler les lacunes constatées dans la main-d'œuvre consiste à prélever les fonds de programmes sociaux déjà débordés pour les transférer à des projets de recyclage, et à réduire les paiements de péréquation au titre de l'éducation en augmentant le fardeau de la dette des futures générations d'étudiants.

On pourrait soutenir que ceux qui dépendent des programmes sociaux ont déjà subi beaucoup plus que les autres les conséquences de la restructuration économique internationale et de la dégradation de l'environnement. Déjà, les jeunes et leurs parents qui vivent dans des collectivités dépendant de l'exploitation de ressources naturelles font face à un avenir où ils disposeront de moins de ressources viables que les générations précédentes. Pourquoi alors leur demande-t-on de supporter un fardeau encore plus lourd pour nous permettre de réorganiser notre société en réponse au grand défi dont il est fait état dans le Livre vert?

Mme Sharon Taylor (membre, Women's Economic Network):
Je m'appelle Sharon Taylor et je représente le Women's Economic Network, qui est une organisation de groupes de femmes présente dans toute la province.

Nous partageons les préoccupations énoncées par celles qui nous ont précédées, en ce qui a trait à la qualité de vie des résidents de la province. Nous redoutons tout particulièrement les conséquences du moratoire sur les femmes et sur leurs familles, dans nos collectivités côtières.

• 1310

Pour cet exposé, le Women's Economic Network a décidé de se concentrer plus particulièrement sur le cas des mères célibataires de la province. Les gouvernements fédéral et provincial ont mis sur pied des programmes principalement destinés aux mères seules, qui semblent vouloir nous faire croire que l'éducation et la formation sont la panacée à tous les problèmes de ces femmes. Nous nous préoccupons de la qualité de vie des étudiantes qui sont mères célibataires ainsi que de celle de leurs enfants.

Dans le mémoire que nous vous avons adressé, nous faisons état des obstacles auxquels se heurtent les mères célibataires qui sont étudiantes. Nous y faisons un survol de la politique actuelle, dont nous analysons les limitations, nous proposons des stratégies et formulons des recommandations en vue d'offrir un soutien à ces étudiantes mères célibataires.

[Text]

We have two single mother students with us today and they wish to submit a video they have developed that supports our brief. We understand that you won't be able to look at the video presently but we'd like to submit it for later viewing.

The two single mothers, Jamie Winter and Julie Wolfe, are members of Student Parents at MUN. They're president and vice-president. Their organization is also a member organization of the Women's Economic Network. They are here today to tell their stories about the barriers that they are presently experiencing as single mother students.

Ms Jamie Winter (Representative, Women's Economic Network): My name is Jamie Winter. I'm president of a group on campus called Student Parents at MUN.

I guess the major issue I wanted to speak about today is education and where the proposed changes will leave single mother students. The government has already recognized the need especially for single mothers to get education. Presently there are barriers that single mothers face in trying to access post-secondary education. We feel the proposed changes will make accessing education that much harder.

Single mother students are a good investment. They work hard. They're determined and there are children involved. We feel it's very important for the government to provide the proper supports if we take the initiative for it to at least meet us half-way with that.

The proposed changes to education will double our debt load. We've already come up against a stone wall, I guess you could call it. With the changes that just occurred, our grant system was cut and now it's all full loans. This means that our debt load has instantly doubled in some cases. This semester, for instance, I am in debt \$1,200 to pay for day care. If the proposed changes go through, I guess it's going to be that much more of a debt load on top of that. Day care is a necessary issue that has to be discussed with single mothers and we should not have to go into debt for that.

Ms Julie Wolfe (Representative, Women's Economic Network): On the issue of day care, there are subsidies available but they are not adequate and they do not cover the full cost of day care, and that is not allotted for in any other form of student loan or anything.

I'm a single parent and I started this semester with \$1,300 in student loans. My tuition was \$1,200. That left me \$100 for books for five courses in university, which is absurd. I had to go more than half-way through the semester before I could purchase all the books I needed for my courses, which puts me in a tight spot now in having to catch up.

[Translation]

Nous avons parmi nous aujourd'hui deux de ces femmes qui veulent vous présenter un vidéo qu'elles ont préparé à l'appui de notre mémoire. Nous avons cru comprendre que vous ne pourriez pas visionner ce vidéo tout de suite, mais nous aimerions vous le laisser pour que vous puissiez le voir plus tard.

Ces deux mères seules, Jamie Winter et Julie Wolfe, sont membres du mouvement Student Parents à la MUN. Elles en sont respectivement présidente et vice-présidente. Leur organisation est membre du Women's Economic Network. Elles sont venues ici aujourd'hui pour faire part du genre d'obstacles auxquels elles se heurtent actuellement en tant qu'étudiantes mères célibataires.

Mme Jamie Winter (représentante, Women's Economic Network): Je m'appelle Jamie Winter et je suis présidente d'un groupe d'étudiantes de la MUN appelée Student Parents.

Je me propose de vous entretenir d'éducation et des effets que les changements proposés pourraient avoir sur les étudiantes qui sont mères seules. Le gouvernement a déjà conclu à la nécessité de favoriser l'éducation chez les jeunes, surtout chez les mères célibataires. À l'heure actuelle, les femmes dans ma situation se heurtent à certaines barrières pour accéder à l'éducation postsecondaire. Nous sommes d'avis que les changements proposés ne feront que compliquer davantage l'accès à l'éducation.

Les étudiantes mères célibataires représentent un bon investissement. Elles travaillent fort. Elles sont déterminées et elles sont tournées vers leur enfant. Nous estimons très important que le gouvernement nous apporte un soutien adapté étant donné que nous prenons l'initiative de nous sortir de notre situation, et il devrait au moins nous rencontrer à mi-chemin.

Les changements que le gouvernement se propose d'apporter sur le plan de l'éducation doubleront notre fardeau d'endettement. Nous sommes déjà acculées au pied du mur, si je puis m'exprimer ainsi. À la suite des derniers changements, on nous a supprimé le système de subventions et nous dépendons maintenant entièrement des prêts. Autrement dit, notre niveau d'endettement, dans certains cas, a doublé instantanément. Ce semestre, par exemple, je me suis endettée de 1 200\$ pour pouvoir payer les frais de garderie. Si les changements proposés devaient être adoptés, je crois que je serais encore plus endettée. La garde de jour est une nécessité pour les mères célibataires, il faut en parler et il n'y a aucune raison pour laquelle nous devrions nous endetter pour cela.

Mme Julie Wolfe (représentante, Women's Economic Network): Il y a bien sûr les prestations de garde pour enfants, mais elles sont insuffisantes puisqu'elles ne couvrent pas la totalité des frais de garde de jour et qu'elles ne sont offertes sous aucune autre forme, que ce soit sous la forme d'un prêt étudiant ou autre.

Je suis mère célibataire et j'ai entamé ce semestre avec un prêt étudiant de 1 300\$. Mes frais d'inscription étaient de 1 200\$. Donc, il me reste 100\$ pour acheter les livres nécessaires à cinq cours universitaires, ce qui est absurde. Plus de la moitié de mon semestre s'est écoulé avant que j'aie pu acheter tous les livres dont j'avais besoin, ce qui m'oblige maintenant à redoubler d'efforts pour rattraper le temps perdu.

[Texte]

My daughter suffers because she doesn't get the things other children her age have. I can't afford to give her the same benefits as people who are receiving social assistance, single parents, such as extra curricula activities outside of day care or anything like that. The children are the ones who suffer the most.

We don't feel that our children should have to suffer. They should be able to reap the same benefits as any child.

[Traduction]

De plus, ma fille souffre de la situation, parce qu'elle n'a pas tout ce que les autres enfants de son âge ont. Je ne peux pas lui offrir les mêmes avantages que les bénéficiaires de l'aide sociale, ceux qui sont chefs de famille monoparentale, comme les activités parascolaires après les heures de garderie ou les autres choses du genre. Ce sont les enfants qui souffrent le plus de ce genre de situation.

Nous pensons que nos enfants ne devraient pas avoir à souffrir. Ils devraient pouvoir jouir des mêmes avantages que n'importe quel autre enfant.

• 1315

Single parents, as we said, are an asset. We study harder because we know we have to get out of post-secondary education; there is no time to party or anything like that. We have to get out.

Right now a lot of single parents coming into post-secondary education are thinking very hard because with the proposed changes that are coming they will have to take on a \$40,000 or \$50,000 debt, and they know they are going to come out with this debt. Right now the system is bad, but we're defending a bad system in light of a worse system.

Ms Winter: I would like to add as well, if I may, that our organization this semester had numerous single mothers coming to us, some of whom had to drop out. A lot of them came from rural areas of Newfoundland. They came in with \$1,300 to start their semester. They didn't have enough to pay the cost up front, not a loan to see them through the whole semester.

I don't understand why government doesn't see the long-term benefits of educating single mothers and why there are barriers. There should be support and encouragement for single mothers to become educated.

Ms Peddle: I have one point to make. Being a single mother who just graduated from university with a \$27,000 student loan to pay back, I have a 14-year-old daughter who will hopefully be going into post-secondary education in three years. I am going to have to be paying... Student loans wants \$378 a month from me as a monthly payment. My daughter is frightened of debt, having been raised in a single-parent family and hearing about debt her whole life. She never chose to go into poverty. I made that decision for both of us. So we really have to consider this next generation.

It might be interesting to see if you're going to see a lot of people dropping out of high school again because they're just not going to think it's realistic to get a post-secondary education, and that's really sad.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much for your comprehensive presentation. You can give the tape to our clerk and we will make sure the committee views it when we are together in Ottawa.

I will start a short round of discussion with the members, three minutes or so for each party. I'll start with the official opposition. Madam Lalonde.

Comme nous le disions, les parents célibataires sont un actif. Nous étudions plus sérieusement, parce que nous devons finir au plus tôt nos études secondaires; nous n'avons pas le temps pour les surprise party ni pour quoi que ce soit du genre. Il nous faut terminer au plus tôt.

Mais à l'heure actuelle, avant d'entamer des études postsecondaires, les parents célibataires réfléchissent très sérieusement parce qu'à cause des changements proposés, ils risquent de se retrouver avec une dette de 40 000\$ ou de 50 000\$, dette qu'ils devront bien sûr rembourser. Le système actuel est mauvais, mais nous le défendons par crainte d'un système qui soit pire.

Mme Winter: Si je le peux, j'aimerais également ajouter que, ce semestre, notre organisme a accueilli un grand nombre de mères célibataires dont certaines ont décidé d'abandonner leurs études. Nombre d'entre elles venaient des régions rurales de Terre-Neuve. Elles sont venues avec 1 300\$ pour commencer leur semestre. Mais elles n'avaient pas assez d'argent pour payer les frais immédiats et elles n'avaient pas non plus de prêts pour tenir durant un semestre entier.

Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement ne voit pas les avantages à long terme que représente l'éducation des mères célibataires, ni pourquoi il y a des obstacles à l'éducation. On devrait les aider et les encourager à s'instruire.

Mme Peddle: J'ai une remarque à faire. Je suis une mère célibataire qui vient juste d'obtenir un diplôme universitaire et qui doit rembourser un prêt étudiant de 27 000\$; j'ai une fille de 14 ans qui, je l'espère, ira à l'université dans trois ans. Je vais devoir payer... Je dois rembourser 378\$ par mois de prêt étudiant. Ma fille a peur des dettes, parce qu'elle a été élevée dans une famille monoparentale et qu'elle a entendu parler de cela toute sa vie. Elle n'a pas choisi d'être pauvre. C'est moi qui ai pris cette décision pour nous deux. Donc, nous devons vraiment penser à la génération qui suit.

Il serait intéressant de savoir si le nombre de décrocheurs au niveau secondaire ne va pas de nouveau augmenter parce que les gens risquent d'estimer qu'il n'est pas réaliste d'envisager de faire des études postsecondaires, ce qui serait vraiment regrettable.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci de votre exposé très complet. Vous pouvez remettre le vidéo au greffier et nous veillerons à ce que les membres du Comité le visionnent quand nous nous retrouverons ensemble à Ottawa.

Je vais à présent donner la parole aux membres du Comité pour une brève série de questions à raison de trois minutes chacune à peu près. Je commencerai par l'Opposition officielle. Mme Lalonde.

[Text]

[Translation]

Mrs. Lalonde: *Merci beaucoup.* Thank you very much for your vibrant testimony.

Do you know something? We have heard a lot of schools and individual persons but this is the first time that, I would say, emotion about the consequences of the so-called reform is so strong, and for that I thank you very much. I thank you because you are trying to convince people here to report to Ottawa that it cannot be done without a lot of harm to women and to all of Newfoundland.

We will do so because we are convinced, and we didn't wait to hear you. The so-called reform started on two issues—first, cut, and cut in order to have Canada. Canadians must hear it, and it must be said even if the Bloc Québécois is the one who is saying it politically. It must be said that Canada has a choice to make, and if those cuts go on they will make of Canada a country that doesn't care about people, a country that will resemble the United States' situation, a country that will not be able to prevent the same social consequences as those you see in the States. You may say it and be heard; we cannot be heard when we say it.

• 1320

There is another target, which is to stop UI from being a cross-subsidization between the west and the east of Canada. It is written; it was thought that way; there are graphs that say it very eloquently, and you don't see those graphs in the project.

So I have more comments than questions. But the one important question is, how can you and how can we stop the government from doing those to...? It's not because there is no reform to make. There is one, but one that cannot be made if the main object is to cut. What can you do? What can we do?

A witness: I think it was the St. John's Women's Centre that stopped cuts to women's centres in 1989, and we don't believe there's anything we can't do if we decide that's what we want to do. Passion is something that has always frightened me, but everybody else around here is full of passion and not scared to help out. We'll find a way; we just need the weekend to come up with the mechanism.

Ms Whelan: We could have had 300 or 400 women here with us today but a lot of them are in rural Newfoundland trying to save what meat and fish they have in their freezers for the winter because of the power outage the last few times. That's why we're such a scarce number. We had every intention of having at least 200 women here—eloquent, quiet and persuasive, we hoped—to tell you to bring messages back to Ottawa.

Madame, I do appreciate your comments. Thank you.

Mrs. Lalonde: But hearing you, you are more than 2,000.

Mme Lalonde: Merci beaucoup de ce témoignage poignant.

Vous savez, nous avons entendu de nombreux particuliers et des représentants d'établissements scolaires, mais je dirai que c'est la première fois que je suis aussi émue d'entendre parler des conséquences de cette soi-disant réforme et je vous en remercie. Je veux vous remercier parce que vous essayez de convaincre les gens ici présents d'aller dire à Ottawa qu'il n'est pas possible d'effectuer cette réforme sans porter un grand tort aux femmes et à tous les résidents de Terre-Neuve.

Nous le ferons, parce que nous en sommes convaincus et nous n'avons pas eu à attendre votre témoignage. À l'origine, la soi-disant réforme s'articulait sur deux pivots, le premier étant celui des coupures tous azimuts visant à sauver le Canada. Il faut que les Canadiens le sachent et il faut le dire hors de la tribune politique où le Bloc québécois dénonce la chose. Il faut dire que le Canada a un choix à faire et que si l'on poursuit ces réductions, nous nous retrouverons dans un pays où l'on ne se préoccupe pas des gens, dans un pays ressemblant aux États-Unis, un pays qui sera victime des même conséquences sociales. Vous pouvez dénoncer la chose et, contrairement à nous, être entendues.

L'autre objectif de la réforme consiste à cesser l'interfinancement de l'assurance-chômage entre l'est et l'ouest du Canada. C'est écrit! La chose a été pensée ainsi, il y a des graphiques qui en disent long, mais vous ne les voyez pas dans le projet.

J'ai plus de remarques à faire que de questions à poser. Mais il est cependant une question importante: comment pouvez-vous, comment pouvons-nous arrêter cette entreprise du gouvernement? Ce n'est pas qu'il faut se priver de toute réforme. Il y a bien une réforme à effectuer, mais il ne faut pas qu'elle ait pour principal objet d'effectuer des coupures. Que pouvez-vous faire? Que pouvons-nous faire?

Un témoin: Je pense que c'est le centre des femmes de St. John's qui, en 1989, a mis un terme aux coupures effectuées dans les subventions des centres des femmes, et il n'y a rien que nous ne puissions faire si nous décidons que c'est ce que nous voulons. Les élans passionnés m'ont toujours fait peur, mais toutes celles qui sont assises ici sont passionnées et n'ont pas peur de mettre la main à la pâte. Nous trouverons une façon; il nous suffit du week-end pour trouver un mécanisme.

Mme Whelan: Nous aurions pu rassembler 300 ou 400 femmes ici, aujourd'hui, mais comme un grand nombre d'entre elles résident dans les régions rurales de la province, elles sont en train d'essayer de sauver ce qu'elles peuvent de la viande et du poisson qu'elles ont mis au congélateur pour l'hiver à la suite des dernières pannes d'électricité. Voilà pourquoi nous sommes aussi peu nombreuses aujourd'hui. Nous avions l'intention de venir à 200 au moins pour vous convaincre, de façon éloquente, tranquille et persuasive—nous l'espérions—de transmettre nos messages à Ottawa.

Sachez, Madame, que nous apprécions vos remarques. Je vous remercie.

Mme Lalonde: Mais à vous entendre, vous êtes plus de 2 000.

[Texte]

Ms Taylor: I appreciate your comments as well, and I want to say that what we have to do is create the way we want to live. We have to have the freedom to decide who we are and how we want to live, and our programs have to follow that. First, we have to have the philosophy; first we have to have the dream of who we are, and then our programs have to follow.

If we're developing programs and we're running to try to catch up, they're incongruent. They're inconsistent with our cultures in this province and inconsistent with our way of life, and I think in fact they would be for most peoples in the world. So it's not that we don't have a sense of who we are, but we need time to pull it together.

Let us develop our own policy programs and come to you. I doubt if they will cost much more. I don't think it's a question of money. I think it's that we need the freedom; we need the time. We can't do it in this kind of forum as we're doing here. We need to have the time to come together to develop our own way of being.

Mrs. Lalonde: Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): Mr. Dubé. It has to be extremely short.

M. Dubé: Je ne changerai rien à ce qu'a dit M^{me} Lalonde. J'aimerais simplement vous dire que votre groupe a été très efficace. En tout cas, comme homme venant du Québec, je vous ai compris. Merci.

The Vice-Chair (Ms Minna): I will move over to the Reform Party now. Mr. Johnston, did you want to start us off?

Mr. Johnston: Thank you, Madame Chairman, and thank you for your presentation. I think your message was very clear and very eloquently spoken. I don't believe I have any questions at this point, but thank you anyway.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you, Mr. Johnston. I'll move over to the Liberal side then. Ms Augustine.

Ms Augustine: Thank you, Madame Chair. I feel very pleased to see so many of you here and to hear your presentation. As we go across the country, our responsibility is really to listen, our responsibility is to hear, and our responsibility is to take what we've heard and bring it back in some form that we could respond to.

There are a number of pieces of work that are going on that will have an input into the work week, overtime and seasonal work. A whole series of things are going on. This is all part of the gender process that we hope will be the response to the voices we hear.

I think what you brought to the table is what we've been hearing across the country. It's that we need to bring a gender analysis to the whole discussion. As we listened to you, you reflected a number of things that we heard from various

[Traduction]

Mme Taylor: J'apprécie également vos remarques et je tiens à souligner que ce que nous devons faire, c'est de jeter les bases du mode de vie qui nous intéresse. Nous devons disposer de la liberté de décider de qui nous sommes et de la façon dont nous voulons vivre nos vies, et il faut que nos programmes soient conçus en conséquence. Tout d'abord, nous devons opter pour une certaine philosophie; tout d'abord, nous devons rêver à ce que nous sommes et, ensuite, nos programmes doivent suivre.

Si l'on élaboré des programmes auxquels nous devrons ensuite nous efforcer de nous adapter, c'est qu'ils ne conviennent pas du tout. Ils ne conviennent ni aux cultures de cette province ni à notre mode de vie, et je pense en fait qu'ils ne conviendraient à presque personne ailleurs au monde. Donc, tout cela n'est pas dû au fait que nous ne savons pas qui nous sommes, mais nous avons besoin de temps pour regrouper nos efforts.

Permettez-nous d'élaborer notre propre orientation politique et de revenir vous voir ensuite. Je doute que nos programmes puissent coûter beaucoup plus cher que ce qui est prévu ici. D'ailleurs, je ne pense pas que ce soit une question d'argent. Ce que je crois, c'est que nous avons besoin d'une certaine liberté, nous avons besoin de temps. Nous ne pouvons pas faire les choses dans le cadre de cette tribune. Il nous faut du temps pour nous rassembler et définir notre propre façon d'être.

Mme Lalonde: Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Monsieur Dubé, vous devrez être très bref.

M. Dubé: I won't change a word to what Mrs. Lalonde said. I simply want to tell you that your group was quite efficient and, anyway, as a man from Quebec, I understood your position. Thank you.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vais à présent donner la parole au Parti réformiste. Monsieur Johnston, si vous voulez commencer.

M. Johnston: Merci, madame la présidente, et merci à vous de votre exposé. Je pense que votre message est très clair et que vous l'avez formulé de façon fort éloquente. Je ne pense pas avoir de questions pour l'instant, mais je vous remercie tout de même.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci, monsieur Johnston. Donc, je donne à présent la parole au Parti libéral. Madame Augustine.

Mme Augustine: Merci, madame la présidente. Je suis heureuse de voir que vous êtes venues aussi nombreuses et j'ai écouté votre exposé avec plaisir. Notre responsabilité, dans nos déplacements partout au pays, consiste en fait à écouter, à rapporter ce que nous avons entendu et à y trouver une forme de réponse.

• 1325

Il y a bien d'autres choses qui se font et dont il faudra tenir compte dans le cas de la semaine de travail, du temps supplémentaire et du travail saisonnier. Il y a bien des choses qui sont en cours actuellement. Et tout cela s'inscrit dans le cadre d'une démarche anti-sexiste qui, nous l'espérons, apportera une réponse à ceux et à celles qui se sont adressés à nous.

Ce que vous êtes venus nous déclarer, nous l'avons entendu un peu partout au pays. En d'autres termes, nous devons, dans tout ce débat, tenir compte d'une analyse des rôles masculins et féminins. Dans vos propos, vous avez repris un certain nombre

[Text]

women's groups, from organized groups like advisory councils to small grassroots organizations. Your voices again blend in together with the many voices of women who are bringing to the table some of these very issues.

So we're hearing you. We're not around the table to politic, but to hear the voices and to make sure that our report reflects, in some way, what we do hear. There are two or three things that I would ask you to quickly respond to.

By the way, I like your presentation. We need to have a vision. It's on this vision that we pin everything else we want to do. I think this is the premise we're working with.

I'd like to ask you to speak about—I seem to have misunderstood a little bit—the issue of erosion in UI that you mentioned earlier in terms of the fisheries crisis and the training problems.

Could you reflect on the single window as a proposal that could be maybe a response to the situation of the single-parent family?

Third, in light of all of your experiences in working with organizations in the communities, how can we make federal programs respond to real community needs?

It's just those three things: the window, the erosion in UI, and the national standards. That's what we've been hearing as we went across the country.

Ms Neis: In the case of the fishery, we see the TAGS program as basically an experiment. It's an experiment in social engineering, in a sense, and a dry run for what looks like something that's uncomfortably close to what may be a two-tiered UI system in the future. We have concerns, particularly if the proposal is going to be a two-tiered system with seasonal workers who will have a different system of eligibility from other kinds of workers.

This is going to profoundly affect women in fishery communities, particularly in household-based systems. Consistently, women's incomes are lower than men's. Women in many cases were later in accessing UI than men, for a variety of reasons. Particularly in terms of the fishery, they were excluded from the fishery by sexist UI regulations that they challenged in the Supreme Court only in the early 1980s. It's really only since then that they've had access. We're quite concerned that we're going to create a situation in which we will have women in some households who will no longer have an independent income.

My concern also is that, underlying all of this, there's a real refusal to accept that people in this province who are drawing UI in rural communities are not doing nothing. Women, in particular, are generating a whole range of social services that

[Translation]

de choses que nous avons entendues de différents groupes de femmes, allant des groupes organisés comme les conseils consultatifs à des organismes populaires. Vos voix viennent s'unir à celles des nombreuses femmes qui sont venues nous signaler les mêmes problèmes, ici à cette table.

Nous sommes à l'écoute. Nous ne sommes pas ici pour faire de la politique, mais pour entendre ce que l'on a à nous dire et pour veiller à ce que notre rapport reflète, d'une façon ou d'une autre, ce qu'on nous aura dit. Il y a deux ou trois choses auxquelles j'aimerais que vous me donnez une brève réponse.

Soit dit en passant, j'ai aimé votre exposé. Il nous faut avoir une vision, car tout ce que nous voulons faire s'articule autour d'une vision. C'est là, je crois, la prémissse sur laquelle nous appuyons nos travaux.

J'aimerais que vous me parliez, parce que je crains de ne pas avoir bien compris, de la question de l'érosion des prestations de l'assurance-chômage que vous avez abordée plus tôt relativement à la crise dans le secteur des pêches et aux problèmes de formation.

Pourriez-vous également me dire ce que vous pensez du guichet unique en tant que réponse à la situation des familles monoparentales?

Troisièmement, compte tenu de votre expérience de travail avec des organismes communautaires, comment pourrait-on faire en sorte que les programmes fédéraux répondent aux véritables besoins de la communauté?

Donc, parlez-moi simplement de ces trois choses: le guichet unique, l'érosion des prestations de l'assurance-chômage et les normes nationales. Ce sont des sujets dont on nous a parlé lors de nos déplacements à travers le pays.

Mme Neis: Dans le cas des pêches, nous estimons que le programme NCARP est principalement expérimental. En un sens, il s'agit d'une expérience en sociologie appliquée, d'une répétition en vue de l'application future d'un système qui s'apparente malheureusement beaucoup trop à un régime d'assurance-chômage à deux niveaux. Nous avons des craintes, surtout s'il est question d'un système à deux niveaux selon lequel les conditions d'admission des travailleurs saisonniers seront différentes de celles imposées aux autres travailleurs.

Cela risque d'avoir un effet négatif très marqué sur les femmes dans les collectivités halieutiques, surtout dans le cas de celles qui vivent en couple. En effet, les revenus des femmes sont systématiquement inférieurs à ceux des hommes. Dans de nombreux cas, les femmes n'ont pas eu accès à l'assurance-chômage en même temps que les hommes, pour toute une diversité de raisons. Dans le cas plus particulier du secteur des pêches, elles ont été exclues du milieu du travail à cause du règlement sexiste de l'assurance-chômage qu'elles n'ont contesté en Cour suprême que dans le début des années quatre-vingt. Ce n'est vraiment que depuis cette époque qu'elles bénéficient du même droit d'accès que les hommes. Nous craignons de nous retrouver dans une situation où certaines femmes vivant avec un homme ne disposeront plus d'un revenu indépendant.

Ce qui me préoccupe également, en toile de fond, c'est que les Terre-neuvaines et les Terre-neuviens se refusent à accepter le fait que les prestataires d'assurance-chômage, dans les collectivités rurales, ne sont pas des fainéants. Les femmes,

[Texte]

do not exist and are not paid for by the state in terms of caring for children with disabilities right through to caring for the elderly. This involves transportation and health care services and so on. They're doing it with minimal resources.

If you cut out those resources, the social consequences, in our view, will be profound, not just for those women, but for these communities.

Ms Whelan: I would like to comment on the single window. We initially see it in its frame of deficit cutting. I spoke of the needs in this province, especially for the need to have community-based counsellors reaching into our rural province. I'm very concerned that the single window would be little more than window dressing.

I'd like to reiterate the recommendation I made a short while ago. I strongly feel that Human Resources Development Canada, as well as the provincial social welfare departments and agencies, must train their staff to counteract the systemic barriers facing equity groups: women, visible minorities, aboriginal and disabled peoples. If a single-window concept can deal with that, and deal with it adequately, then I'm all for it.

[Traduction]

en particulier, assurent toute une série de services sociaux qui ne sont pas offerts autrement et pour lesquels elles ne sont pas rémunérées par l'État, services qui vont de la garde d'enfants handicapés aux soins des personnes âgées. Et cela veut dire qu'elles s'occupent du transport, des soins de santé et de tout le reste, ce qu'elles font avec des ressources minimales.

Nous pensons que si vous réduisez ces ressources, nous encourrons des conséquences sociales très graves, pas uniquement pour ces femmes, mais également pour les collectivités dans lesquelles elles vivent.

Mme Whelan: Je voudrais faire un commentaire au sujet du guichet unique. À priori, nous estimons qu'il fait partie du train de mesure destiné à réduire le déficit. Plus tôt, j'ai parlé des besoins que nous avons dans cette province, surtout du besoin de conseillers communautaires dans les régions rurales. Eh bien, je crains que le guichet unique ne soit guère plus que de la poudre aux yeux.

Je vais vous répéter la recommandation que j'ai formulée tout à l'heure. Je suis convaincue que le ministère du Développement des ressources humaines ainsi que les ministères et organismes provinciaux chargés de l'aide sociale devraient former leur personnel pour parvenir à renverser les obstacles systémiques auxquels se heurtent les membres des groupes d'équité, comme les femmes, les membres des minorités visibles, les autochtones et les handicapés. Par contre, si le guichet unique nous permet de régler ce problème, et de bien le régler, alors j'y suis tout à fait favorable.

● 1330

Ms Taylor: I wanted to respond actually to your earlier question. I think what we need to do is change the definition of work, and women have been saying this for some time. I think we need to change it in terms of how it's defined as the indicator for a gross national product in this country. Sustaining community and sustaining family takes a lot of work, and a lot of women are doing this work around the province. Men and women are working together around the province to sustain our communities.

We are not promoting or romanticizing our communities. We're not saying they're ideal or perfect, but they are places to begin with. They are places that we can build on. What we're afraid of is that we're going to even lose the foundation that we already have. We are losing the value of community, and we're losing it because our communities are being undercut by national programs, not because people want to leave or walk away from their responsibilities. People in this province want to live in the shelter of each other and they're asking for programs to support that.

Ms Whelan: I would like to make one final point. I know we've said it all the way through, but I'd like to go on record as saying there are no jobs here. We have 40% of the people unemployed, and some of them are going to be starving very soon.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

Ms Young: I'd like to make one point. You mentioned an integrated gender analysis. I work with international development and Canada does require, for its overseas aid or development money, that we do have an integrated gender

Mme Taylor: En fait, je voulais répondre à votre question précédente. J'estime que nous devons modifier la définition de travail et c'est d'ailleurs ce que les femmes réclament depuis un certain temps. Nous devons cesser de définir le travail en tant qu'indicateur du produit national brut. Il faut beaucoup travailler pour assurer le soutien d'une collectivité, le soutien d'une famille, et nombre de Terre-Neuvaines effectuent ce travail. En fait, des hommes et des femmes travaillent ensemble, à l'échelle de la province, pour faire vivre nos collectivités.

Nous ne sommes pas en train, ici, ni de vanter ni d'idéaliser nos collectivités. Elles n'ont rien d'idéal ni de parfait, mais elles sont un point de départ. C'est à partir de ces collectivités que nous pourrons bâtir autre chose. Mais nous redoutons de perdre les fondations que nous avons déjà. Nous sommes en train de perdre la notion de collectivité parce que celles-ci sont court-circuitées par les programmes nationaux et non parce que les gens cherchent à échapper à leurs responsabilités. Les résidents et les résidentes de la province veulent pouvoir se protéger mutuellement et ils réclament des programmes à cette fin.

Mme Whelan: Je voudrais faire une dernière remarque. Je sais que ce que je vais vous dire a été sans cesse répété, mais pour le compte-rendu, je tiens à vous signaler qu'il n'y a pas d'emplois ici. Nous avons 40 p. 100 de chômeurs et de chômeuses et dans peu de temps certains d'entre eux vont souffrir de privations.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

Mme Young: Je voudrais faire une remarque. Vous avez parlé de la nécessité d'intégrer une analyse des rôles masculins et féminins. Je travaille dans le domaine du développement international, et chaque fois qu'il est question d'envoyer une

[Text]

analysis within our funding proposals. I was quite surprised to see that there was no integrated gender analysis whatsoever in the programs that were implemented here in Newfoundland around the fishery. Those are some of the things that we're trying to address.

[Translation]

aide à l'étranger ou de verser des fonds au titre du développement international, le Canada exige la tenue d'une analyse intégrée des rôles masculins et féminins, dans le cadre de nos champs de financement. Or, j'ai été très surprise de voir que les programmes mis en oeuvre à Terre-Neuve dans le secteur des pêches n'exigeaient pas la tenue d'une telle analyse. C'est là un autre aspect que nous aimerais voir régler.

Ms Peddle: I have one comment. Women's centres are so important in the community work that they're doing across this province. Women's centres are cost effective. We do a lot of basic advocacy work and we're helping women to stay in the system by giving them support and encouragement. We want to see that this committee makes sure that women's centres funding is secure and that what happened five years ago doesn't happen again.

Mme Peddle: J'ai un commentaire à formuler. Les centres pour femmes remplissent un rôle important sur le plan communautaire, dans cette province. Ils sont rentables. Nous faisons beaucoup de travail d'action sociale de base et nous aidons les femmes à demeurer dans le système en leur prodiguant un soutien et des encouragements. Nous demandons à ce comité de veiller à ce que l'on garantisse le maintien du financement des centres pour femmes et à ce que ce qui est arrivé il y a cinq ans ne se reproduise plus.

Ms Walsh: We're really looking to the members of the committee from Quebec—there are 80 women's centres in Quebec alone—to understand how critical... There is an irony in having women's centres and women's organizations in Newfoundland saying thank God the Bloc is the official opposition because of the status of women within Quebec. I think we don't have to convince members from the Bloc about the critical needs that women and feminists provide in their communities.

Mme Walsh: En fait, nous nous tournons surtout vers les députés du Québec—il y a 80 centres pour femmes au Québec seulement—pour qu'on comprenne bien à quel point il est essentiel... Il est tout de même ironique que les centres pour femmes et les organisations féminines de Terre-Neuve bénissent le ciel que le Bloc québécois constitue l'opposition officielle, car la situation de la femme au Québec est enviable. Je pense que je n'ai pas à convaincre les membres du Bloc québécois des besoins essentiels auxquels les femmes et les féministes répondent dans leurs collectivités.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

Ms Sylvia Ash (Newfoundland Representative, National Women's Reference Group on Labour Market Issues): My name is Sylvia Ash and I'm the Newfoundland representative on the National Women's Reference Group on Labour Market Issues. I want to say that since 1990 funding for women's training programs has been cut across Canada by 50%. Some of these programs have been used as model programs for training. In spite of that, these programs have been cut. I think Ontario probably has felt most of the brunt of the cut in women's training programs.

Mme Sylvia Ash (représentante de Terre-Neuve, National Women's Reference Group on Labour Market Issues): Je m'appelle Sylvia Ash et je suis représentante de Terre-Neuve auprès du National Women's Reference Group on Labour Market Issues. Je voulais vous dire que, depuis 1990, un peu partout au Canada on a réduit de 50 p. 100 les subventions accordées aux programmes de formation des femmes. Certains de ces programmes ont pourtant servi de modèles en matière de formation. Malgré cela, ils ont été réduits. C'est sans doute en Ontario qu'on a ressenti le gros des coupures dans les programmes de formation pour femmes.

Also, there is a good report out by the CLFDB called the transitions report, *Putting the Pieces Together*. It's a report that certainly addresses the transition needs of people—not just women, but particularly women. Some of the principles of that report I think we have integrated in our provincial briefs, the provincial Women's Reference Group. I think it's certainly a report that has a lot of credibility and should be noticed.

Je vais également vous parler d'un excellent rapport de la CCMMO, intitulé *Assembler les pièces du casse-tête pour un système cohérent de transition vers l'emploi au Canada*, qui porte sur les besoins de transition des gens, surtout des femmes, même s'il ne s'agit pas essentiellement d'elles. Nous avons, je pense, repris certains des principes abordés dans le mémoire que nous présentons à titre de groupe provincial. C'est là un rapport qui jouit d'une grande crédibilité et dont il convient de tenir compte.

The Vice-Chair (Ms Minna): I want to thank you very much. I'm very happy to see that you did come together as a group. I know that sometimes it's easier and looks better if one group follows another and we take a whole afternoon, but for my purposes, as someone who has worked in the area of women's issues in my previous life, it is much more effective to see all of you at the same time delivering and supporting each other's message. I found this very, very helpful. Thank you very much for taking the initiative to do so.

La vice-présidente (Mme Minna): Je tiens à vous remercier beaucoup. Je me suis réjouie de vous voir comparaître en groupe. Je sais qu'il est parfois plus facile et plus avantageux de témoigner les uns derrière les autres, mais il faut alors tout l'après-midi. En ce qui me concerne, comme j'ai travaillé dans le domaine des questions féminines, dans mon incarnation précédente, j'ai trouvé beaucoup plus efficace de vous voir toutes porteuses du même message et de vous voir vous soutenir les unes les autres. J'ai trouvé cette façon de faire extrêmement utile. Je vous remercie grandement d'en avoir pris l'initiative.

[Texte]

[Traduction]

● 1335

Our next witnesses from the Memorial University of Newfoundland Faculty Association are Joan Scott, executive member, and Peter Narvaez, executive member.

The second group is the Marine Institute Students' Union, Craig Adams, vice-president, external communications, and the Newfoundland and Labrador Federation of Students, George Carey, representative.

Have you decided who will speak first?

Mr. George Carey (Representative, Newfoundland and Labrador Federation of Students): We have discussed that with the other student group but have not had the opportunity to discuss it with the faculty association. We would prefer that the faculty association go first.

The Vice-Chair (Ms Minna): All right. We'll start with them and finish up with yourselves. Then we'll have a discussion with the committee. So, Mr. Dennis, you can start us off.

Mr. Christopher Dennis (President, Memorial University of Newfoundland Faculty Association): My name is Christopher Dennis. I'm president of the Memorial University of Newfoundland Faculty Association, which represents faculty and librarians of Memorial University of Newfoundland. With 17,000 students and more than 1,100 faculty members on campuses in St. John's and Corner Brook, Memorial is the largest university in Atlantic Canada and the only university in Newfoundland.

Our comments on the minister's discussion paper on social policy reform will concentrate on the proposals affecting federal government participation in post-secondary education.

We fully endorse the commitment to provide opportunities for lifelong learning as the central element in responding positively to the social and economic challenges facing our country. Nowhere is this more important than in the province of Newfoundland. However, we find that on balance the concrete proposals within the discussion paper would serve only to undermine this commitment. Perversely, they would weaken the capacity of Canadians individually and collectively to develop economically rather than simply cope passively with the vagaries of a more competitive world.

The introduction to the discussion paper argues that our national social security system is broken and must be fixed. Much of the document is then developed around the theme that the key to overcoming social insecurity is helping people get and keep jobs. Repeatedly, the paper stresses the importance of training and education. It says in the world of learning more Canadians need opportunities for training and education throughout their lives because continuous learning is the key to

Nos témoins suivants représentent l'Association des professeurs de l'Université Memorial et il s'agit de Joan Scott et de Peter Narvaez, tous deux membres du bureau.

Le deuxième groupe est formé du Syndicat des étudiants de l'Institut de Marine, représenté par Craig Adams qui est vice-président chargé des communications extérieures, et de la Fédération des étudiantes et étudiants de Terre-Neuve et du Labrador, représentée par George Carey.

Avez-vous décidé de qui prendrait la parole en premier?

M. George Carey (représentant, Newfoundland and Labrador Federation of Students): Nous en avons parlé avec l'autre groupe d'étudiants, mais nous n'avons pas eu l'occasion d'en discuter avec l'Association de professeurs. Nous préférerions que cette association commence.

La vice-présidente (Mme Minna): D'accord. Nous commencerons par cette association et nous terminerons par vous, avant de passer à un échange avec les membres du comité. Donc, monsieur Dennis, vous pouvez commencer.

M. Christopher Dennis (président, Memorial University of Newfoundland Faculty Association): Je m'appelle Christopher Dennis et je suis président de la *Memorial University of Newfoundland Faculty Association*, qui représente les professeurs et les bibliothécaires de l'Université Memorial. Avec ses 17 000 étudiants et plus de 1 100 membres du corps enseignant, répartis sur les campus de St. John's et Corner Brook, l'Université Memorial est la plus importante dans les provinces de l'Atlantique et elle est la seule de Terre-Neuve.

Nous concentrerons nos réactions au sujet du document de travail du ministre relatif à la réforme de la politique sociale sur les propositions modifiant la participation du gouvernement fédéral dans le domaine de l'enseignement postsecondaire.

Nous sommes tout à fait favorables à l'engagement du gouvernement de faire de l'acquisition du savoir un mode de vie et l'élément central d'une réponse véritable aux défis sociaux et économiques auxquels notre pays est confronté. Et nulle part ailleurs qu'à Terre-Neuve un tel engagement revêt-il autant d'importance. À l'analyse, cependant, nous estimons que les propositions concrètes contenues dans le document de travail risquent de miner cet engagement. Paradoxalement, ces propositions risquent d'affaiblir la capacité individuelle et collective des Canadiens de progresser sur le plan économique plutôt que d'avoir à passivement composer avec les aléas d'un monde plus concurrentiel.

Dans l'introduction du document de travail, il est dit que rien ne va plus avec notre système national de sécurité sociale et qu'il faut arranger les choses. Puis, le gros du document s'articule autour du thème selon lequel la solution à l'insécurité sociale consiste à aider les gens à trouver et à garder un emploi. Au fil des pages, on martèle l'importance de la formation et de l'éducation, comme à la page 10, par exemple: «Dans ce monde de l'acquisition du savoir, il faut donner à un plus grand nombre

[Text]

good jobs and security. In the last three years alone jobs for university graduates jumped 17%. Jobs for people who haven't completed high school dropped 19%. Our challenge is to build a learning system that will make Canadian workers the best trained and best educated in the world.

[Translation]

de Canadiens et de Canadiens la possibilité de se former et de s'instruire toute leur vie durant, car l'éducation permanente est la clé qui permet d'obtenir de bons emplois et une sécurité. Au cours des trois dernières années, le nombre d'emplois offerts aux diplômés universitaire a augmenté de 17 p. 100, tandis que le nombre d'emplois offerts aux personnes n'ayant pas de diplôme d'études secondaires a baissé de 19 p. 100. Notre défi consiste à bâtir un système d'enseignement grâce auquel les travailleuses et les travailleurs canadiens seront les mieux formés et les mieux instruits du monde.»

Yet, in the section of the paper that addresses the learning side of the equation, there is no sustained attention to this critical role for higher education in our collective economic future. No case is made that our university system as such is failing in its mission in this regard. Instead, the emphasis is on various alternatives for financing post-secondary education. None of the alternatives proposed would sustain the present levels of federal funding to this key sector, let alone reverse the major declines that are rapidly undermining the capacity of universities to fulfil the mission the discussion paper assigns to them.

Et pourtant, dans la partie du document qui traite de formation, on ne s'attarde pas vraiment sur le rôle essentiel que l'enseignement supérieur joue dans notre avenir économique collectif. On passe sous silence le fait que notre système universitaire ne remplit pas sa mission à cet égard. On préfère insister sur les différentes solutions de rechange en matière de financement de l'éducation postsecondaire. Aucune de ces autres solutions proposées ne prévoit le maintien aux niveaux actuels du financement que le gouvernement fédéral accorde à ce secteur essentiel, et moins encore le renversement des importantes réductions qui minent rapidement la capacité des universités de remplir la mission qu'on leur assigne dans le document de travail.

• 1340

We do not claim that universities do not need to review their methods and effectiveness. This is being done of necessity on a continuing basis, but the simple fact is that universities today are educating more students and producing more original research for less money in real terms than they were 10 and 20 years ago.

The operating grant per full-time equivalent student at Memorial has actually fallen by more than one-half between 1977 and 1994. By this measure they are models of productivity.

Universities also have a twofold mission. In addition to teaching, they are the primary creators of research in our society. As the current government's science and technology review has made clear, research is crucial for the continuing development of Canada's international economic competitiveness.

Cuts to university funding can only damage the nation's research infrastructure. Such cuts will especially hurt research at regional universities in economically poorer provinces such as Newfoundland.

The danger of creating a two-tier university system in which research is eliminated from some regional universities will begin to destroy our national university system.

The budget-imposed requirement that universities do more with less has now reached a point of diminishing returns. Memorial University has reached the point where many of the students admitted cannot find the classroom and laboratory space to complete their degrees in a timely manner.

Nous ne prétendons pas que les universités n'ont pas besoin de revoir leurs méthodes et leur efficacité. C'est d'ailleurs ce qu'elles font régulièrement, par nécessité, car il est un fait que les universités, de nos jours, forment plus d'étudiants et produisent plus de recherches fondamentales pour moins d'argent, en termes réels, qu'il y a 10 ans et même 20 ans de cela.

La subvention de fonctionnement accordée pour chaque étudiant équivalent temps plein, à Memorial, a été réduite de plus de moitié entre 1977 et 1994. Ne serait-ce que pour cela, les universités sont des modèles de productivité.

Les universités sont investies d'une double mission. Outre l'enseignement, elles forment les principaux centres producteurs de recherches de notre société. Comme l'a clairement fait ressortir l'actuel examen du gouvernement en matière de science et de technologie, la recherche est essentielle au développement continu de la compétitivité économique du Canada sur le plan international.

Les coupures effectuées dans le financement consenti aux universités ne peut que porter tort à notre infrastructure nationale de recherche. Ces coupures seront particulièrement dommageables pour la recherche effectuée dans les universités régionales des provinces les plus démunies, comme Terre-Neuve.

On risque d'en arriver à un système universitaire à deux niveaux où certaines universités régionales n'effectueront plus de recherche, ce qui pourrait occasionner la destruction de notre système universitaire national.

On a tellement exigé, dans le budget, que les universités fassent plus avec moins, qu'on en est arrivé à un point où le rendement va en diminuant. Désormais, à l'Université Memorial, un grand nombre d'étudiants admis ne disposent pas des salles de classe ni des laboratoires qui leur permettraient de terminer leurs études dans des délais opportuns.

[Texte]

Professors burdened by ever larger class sizes find it necessary to reduce individual student contact and writing assignments, both of which are vital to high-quality university education.

We urge the standing committee to endorse concretely the principle that money spent on higher education is fundamentally an investment expenditure. It is not a form of private consumption, nor is it a form of social welfare spending. The investment brings returns to all of society, not just to the individual learner.

The proposals in the discussion paper, we believe, will have a series of negative effects in light of these stated objectives.

First, provinces will reduce operating grants to universities, forcing restrictions on the number of places available for students and the quality of education that can be offered to them.

Second, universities will attempt to compensate in part by sharply increasing student tuition. Increased access to loans will not be sufficient for many students to respond. Access will be further curtailed.

Third, greater privatization of financing higher education will particularly drive out students from low-income family and personal backgrounds, rather than serving as a means of escaping cycles of personal and regional underdevelopment and dependency. The higher education system will reinforce them.

Even in the face of overall financial retrenchment, funding for higher education must be maintained by the federal government as a core investment. Juggling student loan schemes is not an adequate response. Initiatives must be taken to address the federal-provincial issues of jurisdiction that have led to the current EPF impasse. Both levels of government must make concrete financial commitments to back up their shibboleths about the high priority of this avenue to the future. Anything less is a recipe for national disaster.

Mr. Craig Adams (Vice-President, External Communications, Marine Institute Students' Union): My name is Craig Adams. I am vice-president of external communications for the Marine Institute Students' Union. I'm also a national executive member representing Newfoundland and Labrador in the Canadian Federation of Students. Today I speak as a Marine Institute student and also a member of the Marine Institute Students' Union.

Mr. Axworthy's green paper on social security reform outlines a number of areas where he would like to see a cut. Well, Mr. Axworthy shows his true colours when it comes to the learning section. This section is full of contradictions.

[Traduction]

Les professeurs, qui doivent s'occuper de classes de plus en plus chargées, se voient contraints de réduire le nombre de contacts avec les étudiants et le nombre de devoirs qu'ils leur donnent, deux aspects qui sont pourtant vitaux quand il est question d'offrir une éducation universitaire de haut niveau.

Nous exhortons les membres du comité permanent d'adhérer de façon concrète au principe voulant que l'argent consacré à l'éducation supérieure équivale, fondamentalement, à une dépense d'investissement. Ce n'est pas une forme de consommation privée, ce n'est pas non plus une forme de dépense au titre de l'aide sociale. Cet investissement est porteur de résultats pour l'ensemble de la société et pas uniquement pour les apprenants.

Nous estimons que les propositions contenues dans le document de travail auront, compte tenu des objectifs énoncés, toute une série d'effets négatifs.

Premièrement, les provinces diminueront les subventions de fonctionnement qu'elles versent aux universités, ce qui débouchera forcément sur une diminution du nombre de places offertes aux étudiants ainsi que de la qualité de l'éducation.

Deuxièmement, les universités essaieront de compenser en partie ces diminutions en augmentant très nettement les frais de scolarité. Le fait que les étudiants auront plus de facilité à obtenir des prêts ne sera pas suffisant, dans bien des cas, pour permettre aux gens d'aller à l'université. L'accès à l'université s'en trouvera d'autant plus limité.

Troisièmement, la privatisation accrue du financement de l'éducation supérieure aura pour effet d'aliéner tout particulièrement les étudiants appartenant à des familles à faible revenu ou, connaissant des situations particulières, plutôt que de permettre aux gens d'échapper au cycle de la dépendance et du sous-développement personnels et régionaux. Le système d'éducation supérieure ne fera qu'accentuer ces deux phénomènes.

Même dans le contexte de l'actuel repli général, le gouvernement doit continuer d'assurer le financement de l'éducation supérieure en tant qu'investissement de base. Il ne suffit pas de remanier les régimes de prêts d'études. Il faut entreprendre de régler les problèmes de compétences fédérales-provinciales qui nous ont conduit dans l'impasse du FPE. Les deux ordres de gouvernement doivent prendre des mesures concrètes sur le plan financier pour donner suite à leurs beaux discours sur la grande priorité que constitue cette voie de l'avenir. Faire moins que ça reviendrait à opter pour un désastre national.

M. Craig Adams (vice-président, Communications extérieures, Marine Institute Students' Union): Je m'appelle Craig Adams et je suis vice-président aux Communications extérieures du Marine Institute Students' Union. Je suis également membre du bureau national, représentant Terre-Neuve et le Labrador, de la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes. Je m'adresse à vous aujourd'hui en tant qu'étudiant de l'Institut et que membre du Syndicat des étudiants de l'Institut de Marine.

Dans son Livre vert sur la réforme de la sécurité sociale, M. Axworthy décrit un certain nombre de domaines dans lesquels il aimerait effectuer des coupures. Mais c'est dans la partie traitant de l'acquisition du savoir que M. Axworthy se révèle sous son vrai jour. Celle-ci est bourrée de contradictions.

[Text]

When you outline goals to make post-secondary education more accessible by proposing to eliminate transfer payments to the provinces, by giving federal support to the students in the form of loans and introducing income-contingent loan repayment programs, well, these kinds of goals students can do without.

Mr. Axworthy is trying to make education reforms on a premise that he can reduce the federal deficit to 3% of gross domestic product by 1996-97. In fact, the present Government of Canada actually made it quite clear in the 1994 budget that it would continue to implement the Conservative agenda for more cuts and reductions to transfer payments to the provinces.

When the Liberals were sitting as opposition members not too long ago, they criticized the Conservatives for trying to reduce funding to post-secondary education in Canada by \$6 billion. Today we're faced with the same \$6 billion in cuts, freezes, and reductions.

It becomes more clear every time I read the green paper that the aims of the government are to cut government spending. The discussion paper is actually a finance document clothed in bad social policy rhetoric. When Mr. Axworthy speaks of creating better programs, it actually means leaner programs. In the meantime, the needs of millions of Canadian students go unanswered, whether it is families waiting for affordable child care or students waiting for a student loan or grant.

To quote Guy Charron, National Chairperson, Canadian Federation of Students, this is a Pandora's box best kept locked. The impact of Mr. Axworthy's green paper, if implemented, has the potential to completely transform post-secondary education as we know it. There will be reduction in post-secondary education funding, which will act as a catalyst for increasing tuition fees.

Mr. Axworthy actually expects tuition to skyrocket. He may even implement deregulation, which will allow institutions to set their own fees. If this level of autonomy is allowed, it will bring about privatization and closure of others, as they will not be able to compete in an open supply and demand market. This will do away with academic freedom and create a society of lawyers, doctors and engineers.

Under such a scenario, students could see tuition rise between \$1,000 and \$2,500 per term at Memorial University, and from \$500 to \$1,500 per term at Marine Institute. Essentially this will mean tuition at Memorial University at \$5,000 a year and \$3,000 at Marine.

This is not acceptable to students. When students will have to borrow the cost of tuition, books, and the cost of living, it translates into approximately \$36,000 for a diploma of technology at Marine Institute. Under Mr. Axworthy's green paper, this translates into a debt of \$56,450 when interest payments go on after graduation.

[Translation]

Les étudiants se passeront très bien du genre d'objectifs que vous fixez pour rendre l'éducation postsecondaire plus accessible, soit éliminer les paiements de transfert aux provinces, transformer l'aide du gouvernement fédéral aux étudiants en prêts et adopter un programme de remboursement en fonction du revenu.

M. Axworthy envisage les réformes du système d'éducation en partant du principe qu'il parviendrait à réduire le déficit fédéral à 3 p. 100 du produit intérieur brut d'ici 1996-1997. En fait, l'actuel gouvernement fédéral nous a bien montré, dans son budget de 1994, qu'il entendait poursuivre le programme de coupures et de réductions des paiements de transfert aux provinces, lancé par les conservateurs.

Quand les libéraux étaient dans l'opposition, il n'y a pas si longtemps, ils critiquaient les conservateurs qui voulaient réduire de 6 milliards de dollars le financement de l'éducation postsecondaire au Canada. Aujourd'hui, on nous menace toujours d'effectuer des coupures, des gels et des compressions se chiffrant à 6 milliards de dollars.

Chaque fois que je lis le Livre vert, il m'apparaît de plus en plus évident que le gouvernement s'est fixé pour but de réduire ses dépenses. Le document de travail est en fait un projet de politique financière présenté sous le couvert d'une politique sociale à la rhétorique boîteuse. Quand M. Axworthy parle de créer de meilleurs programmes, il parle en fait de programmes allégés. Entre-temps, on ne répond pas aux besoins des millions d'étudiantes et d'étudiants canadiens, que ce soit sous la forme de services de garde d'enfants abordables ou de prêts et de bourses d'études.

Pour citer Guy Charron, président national de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, nous avons affaire à la boîte de Pandore la mieux verrouillée. Si ce qui est prévu dans le Livre vert est mis en oeuvre, on risque de transformer radicalement l'éducation postsecondaire. Nous assisterons à une diminution du financement accordé à ce secteur, ce qui entraînera une augmentation des frais universitaires.

D'ailleurs, M. Axworthy s'attend à ce que les frais de scolarité montent en flèche. Il en viendra peut-être même à opter pour la déréglementation qui permettrait aux institutions de fixer elles-mêmes les niveaux des frais. Eh bien, si l'on accorde un tel degré d'autonomie à ce secteur, certains établissements seront contraints de fermer leurs portes ou de passer dans les mains du secteur privé, parce qu'ils ne seront pas en mesure de soutenir la concurrence sur un marché ouvert de l'offre et de la demande. Il en sera fait de la liberté de l'enseignement et nous créerons une société composée d'avocats, de médecins et d'ingénieurs.

Si ce scénario devait se concrétiser, les frais universitaires pourraient augmenter de 1 000\$ à 2 500\$ par trimestre à l'Université Memorial et de 500\$ à 1 500\$ par trimestre à l'Institut de Marine.

Cela, les étudiants ne peuvent l'accepter. Ils seront en effet contraints d'emprunter les sommes nécessaires pour les frais de scolarité, l'achat des livres et leur subsistance, ce qui représente environ 36 000\$ pour un diplôme de technologie à l'Institut de Marine. D'après ce qui est prévu dans le Livre vert de M. Axworthy, cela représenterait une dette de 56 450\$, une fois les intérêts ajoutés, après l'obtention du diplôme.

[Texte]

When you factor in a very good job—Mr. Axworthy points out that there is an abundance of them for graduates. Let's say I, for example, am expecting to graduate this week and I get a \$36,000—a year job. Well, I will not be able to pay this off before September 1, 2038—44 years.

In conclusion, the social security review is unacceptable because of its implications on post-secondary education. Reforms will result in much higher tuition fees, larger student loans, greater student debt loads, accumulated interest on loans, making post-secondary education a disadvantage for those students who traditionally earn less, such as women, aboriginal people, students of colour and students with disabilities, and those who work and study in certain disciplines.

These reforms will shift the financial burden from the government onto the backs of the students. Once again, I cannot express how upsetting and disturbing the implications of social security reform are for Canada. If Mr. Axworthy wants to continue to implement the Conservative agenda, then maybe he should walk across the floor. Thank you.

Mr. Carey: I'm here today with the concerns of approximately 32,000 students.

Before we look at the green paper, I'd like to look first at the way the Newfoundland students are living today. Many of our students right now are having an extremely hard time trying to get their education.

In the rural areas there are students who are being deterred from a university education because the costs are so high. Their parents live on the basis of "if you haven't got it, don't borrow for it; live as you can". These people will not get a university education because they're afraid of the debt load it carries.

We have single parents and other female students who cannot afford it. The money is not there for them to get their education either. I don't think this is right. Right now a lot of students are worrying over their finances instead of worrying over their courses, which has a detrimental effect on their education.

If you look at Mr. Axworthy's paper, all through the information section and the social security section he puts a great emphasis on education. Education, he states, must be the key to this country's future. We must have better education, more education and lifelong education. We must make sure that we get over the skills deficit that exists right now in Canada. Every year there are people being brought in from outside countries because people in Canada are not trained to take those jobs. I'm sure right now if you made it accessible to the students, many would be willing to be trained to take that job. The fact is that right now education is not accessible enough.

[Traduction]

Et quand on fait le calcul en fonction d'un très bon emploi... M. Axworthy signale qu'il n'en manque pas pour les diplômés. Supposons, par exemple, que j'obtienne mon diplôme cette semaine et que je décroche un emploi rapportant 36 000\$ par an. Eh bien, je ne pourrai parvenir à rembourser mon prêt avant le 1^{er} septembre 2038, soit dans 44 ans.

En conclusion, l'examen de la sécurité sociale est inacceptable à cause de ses conséquences sur l'enseignement postsecondaire. La réforme occasionnera une augmentation des frais de scolarité, des prêts d'études, de la dette supportée par les étudiants, des intérêts accumulés sur la dette, autant de facteurs qui détournent de l'éducation postsecondaire les étudiants qui gagnent traditionnellement moins, comme les femmes, les autochtones, les étudiants de couleur et les handicapés, de même que tous ceux et celles qui travaillent et étudient dans certains disciplines.

Les réformes envisagées reviennent à transférer le fardeau financier du gouvernement sur les étudiantes et les étudiants. Je ne répéterai jamais assez à quel point les conséquences de la réforme de la sécurité sociale sont inquiétantes et troublantes. Et si M. Axworthy tient tant à continuer à mettre en oeuvre le programme des conservateurs, peut-être devrait-il alors passer de l'autre côté de la Chambre. Je vous remercie.

M. Carey: Je suis venu vous transmettre les préoccupations de quelque 32 000 étudiants et étudiantes.

Mais avant que de parler du livre vert, j'aimerais vous entretenir un peu de la façon dont les étudiantes et les étudiants de Terre-Neuve vivent à l'heure actuelle. De nos jours, nombre de mes camarades ont énormément de difficultés à faire leurs études.

Dans les régions rurales, un grand nombre d'entre eux sont dissuadés d'entreprendre des études universitaires parce que les coûts sont trop élevés. Leurs parents ont un principe: il faut vivre selon ses moyens et si l'on n'a pas d'argent pour faire quelque chose, il ne faut pas l'emprunter. Eh bien, ces étudiants ne feront pas d'études universitaires parce qu'ils ont peur de s'endetter.

• 1350

Nous avons des camarades qui sont mères célibataires ou femmes seules, qui ne peuvent assumer les frais d'une éducation supérieure. De plus, elles n'ont droit à rien pour leur permettre d'étudier, et je pense que ce n'est pas juste. De nos jours, il y a beaucoup d'étudiants et d'étudiantes qui s'inquiètent de leur situation financière plutôt que de se préoccuper de leurs études, ce qui a évidemment un effet négatif sur leur formation.

Dans son document de travail, M. Axworthy insiste énormément sur l'éducation dans la partie traitant de l'information et dans celle où il question de sécurité sociale. L'éducation, nous dit-il, est essentielle à l'avenir de ce pays. Nous devons avoir un meilleur système d'éducation, la population doit être plus instruite et nous devons faire de l'acquisition du savoir un mode de vie. Nous devons veiller à corriger la pénurie de compétences qui existe actuellement au Canada. Chaque année, nous accueillons ici des immigrants parce que des Canadiens et des Canadiennes ne sont pas formés pour occuper des emplois offerts. Eh bien, je suis sûr d'une chose, c'est que si vous offriez ces emplois aux étudiants, nous serions nombreux à être prêts à suivre une formation pour occuper ces emplois. À la vérité, l'éducation n'est pas suffisamment accessible à l'heure actuelle.

[Text]

Mr. Axworthy goes on to say that with larger loan systems, students would have better accessibility. I'm saying it is not better accessibility; it's a deterrent. The students will not accept the fact that if they go five years to university they will come out possibly owing \$100,000. The students will just turn around and walk the other way. At best, they may do a one-year program at a technical institute somewhere.

I agree also with what Mr. Adams said, the fact that this program will certainly regionalize education if it doesn't disband it altogether. Most educational institutions in this country will become nothing more than education, law, business and engineering. That's it. And doctors. Where will people get all the other education we need for this country to survive? I just don't know where it's going to come from.

Currently, the federal government looks at education as a debit to their budget: this year we have to spend this much of our money again. But we have to look at education as an investment in the future. If we don't have the people trained and trained well to do the jobs, then they're going to be on welfare, they're going to be on unemployment, and they're going to put a bigger strain on the system.

The federal government itself is looking at possibly changing health care so people probably pay a better share of that as well. The fact is that if they don't have the education, they can't do it. Education is indeed the key in this country to keeping up our social policies.

I'm the first one to admit that we need reform, but I want reform in a good manner, not reform that hurts this country.

In conclusion, I'd like to say that right now Canada is without a doubt the best country in the world to live in, and I'm proud to live in Canada. But the point is that with the extremely high costs of education, we're seriously going to hurt our standing in the world as the best country to live in.

This policy may not only happen to see regionalization of education; it may force students outside the country once they've finished, if they have to have jobs that are good enough to pay off that debt load. If you've finished, as Craig said, and get a \$30,000 job but have a \$100,000 debt, there's no way in this world you'll ever pay it off. It just can't be done. You'll never have a house. You'll never have a car.

I think this policy is detrimental to Canada. It's going to hurt us and hurt the ones who have to support everybody else in the future, and that's the students. I hope we can sit down and discuss a better way of reform for the future of this country.

Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much. Please, go ahead.

Ms Jill Power (President, Student Union, Memorial University): I'm Jill Power. I'm the President of the student union at Memorial University.

[Translation]

M. Axworthy poursuit en disant qu'un meilleur accès aux prêts facilitera l'accès à l'enseignement supérieur. J'estime que loin de favoriser l'accès à l'université, ce système aura un effet dissuasif sur les étudiants. Il n'accepteront pas l'idée que cinq ans passés à l'université puisse être synonyme d'une dette de 100 000\$. Ils se passeront tout simplement de faire des études supérieures. Tout au plus entreprendront-ils un programme d'un an dans un institut technique.

Je suis également d'accord avec M. Adams lorsqu'il dit que ce programme mènera à la régionalisation de l'éducation, s'il ne va pas jusqu'à tuer complètement l'enseignement supérieur. La plupart des institutions d'enseignement au Canada n'offriront guère plus que des diplômes en éducation, en droit, en administration des affaires et en ingénierie. C'est tout. Et également en médecine! Vers quoi les autres devront-ils se tourner pour obtenir l'éducation qui sera nécessaire pour permettre à ce pays de continuer à fonctionner? Je ne vois pas où ils pourront s'adresser.

À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral estime que l'éducation est un passif et il se dit que, cette année, nous devrons encore dépenser telle ou telle somme. Pourtant, il faut plutôt envisager l'éducation comme étant un investissement dans l'avenir. Si nous ne pouvons pas bien former les gens pour qu'ils occupent des emplois, ils se retrouveront bénéficiaires de l'aide sociale, ils se retrouveront au chômage et ils seront un fardeau pour la société.

Le gouvernement fédéral lui-même envisage la possibilité de modifier le système de soins de santé pour que les gens assument également un plus grande partie de la facture. Malheureusement, si ces gens ne sont pas instruits, ils ne pourront payer leur part. Il est donc vrai que l'éducation est essentielle au maintien de nos politiques sociales.

Je suis le premier à admettre qu'une réforme s'impose, mais il faut réformer de la bonne façon, et pas le faire de manière à porter tort au pays.

Pour conclure, je dirais que je suis fier de vivre au Canada qui est, sans conteste, le meilleur pays du monde où résider. Malheureusement, à cause des coûts extrêmement élevés de l'éducation supérieure, nous risquons de porter sérieusement atteinte à notre réputation de pays où il fait le mieux vivre.

La politique envisagée risque non seulement d'entraîner une régionalisation de l'éducation supérieure, mais aussi de contraindre les étudiants à s'expatrier, après l'obtention de leur diplôme, pour trouver des emplois suffisamment bien rémunérés afin de leur permettre de rembourser leur dette. Comme Craig le disait, il est impossible à un diplômé qui décroche un emploi de 30 000\$ par an de rembourser une dette de 100 000\$. Ce n'est tout simplement pas possible. Il ne pourra jamais s'acheter une maison ni une voiture.

J'estime que cette politique est néfaste pour le Canada. Elle va nous porter tort et porter tort à ceux et à celles qui devront soutenir tous les autres dans l'avenir, c'est-à-dire aux étudiants. J'espère qu'il est possible de discuter et de trouver une réforme qui soit plus valable pour l'avenir de ce pays.

Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup. Je vous en prie, allez-y.

Mme Jill Power (présidente, Association des étudiants, Université Memorial): Je m'appelle Jill Power et je suis présidente de l'Association des étudiants de l'Université Memorial.

[Texte]

As my colleagues have already mentioned, Memorial University is the largest university in Atlantic Canada and the only university in Newfoundland. Having the highest unemployment rate, especially for graduates, our greatest concern is the cost of post-secondary education.

Most of the rationale has been presented to you by the other institutions. I'm sure you've already heard about "Directing Our Future", a response to the *Agenda: Jobs and Growth* social reform discussion paper as prepared by the Directing the Winds of Change conference in Edmonton, Alberta.

Given Canada's current economic climate, students recognize the necessity to contribute to the cost of university education and want to play a key role in directing their future. The premise behind shared costs is twofold: one, those who attend university will undoubtedly attain a higher standard of living and thus are responsible for a portion of the cost; two, graduates of post-secondary institutions provide Canada with a valuable national resource. Post-secondary education, therefore, must be subsidized through public funds.

[Traduction]

Comme mes camarades l'ont déjà dit, l'Université Memorial est la plus grande université du Canada Atlantique et elle est la seule à Terre-Neuve. Étant donné le taux de chômage élevé qui règne ici, surtout dans le cas des diplômés, nous redoutons tout particulièrement les coûts élevés de l'éducation postsecondaire.

L'essentiel de notre raisonnement vous a déjà été exposé par les autres institutions. Je suis certaine que vous avez déjà entendu parler de «Directing Our Future», qui est une réponse au document de travail sur la réforme sociale intitulé *Programme: Emploi et Croissance*, et qui a été rédigé par les participants à la conférence *Directing the Winds of Change* qui s'est déroulée à Edmonton, en Alberta.

Compte tenu du climat économique actuel qui règne au Canada, les étudiants se rendent compte qu'il leur faut contribuer aux coûts de l'éducation universitaire et ils veulent jouer un rôle de premier plan dans l'orientation de leur avenir. Une double prémissse sous-tend le principe de partage des coûts. Tout d'abord, ceux et celles qui suivent des études universitaires auront un meilleur niveau de vie et doivent dès lors assumer une plus grande part des coûts; deuxièmement, les diplômés de l'enseignement supérieur constituent une ressource nationale valable pour le Canada. Cela étant, l'enseignement postsecondaire doit être subventionnée par des fonds publics.

• 1355

In light of potential changes to the transfer of financial burden to students, there is a need to assess the value of post-secondary education in Canadian society.

We also need to assure that quality of education will not be diminished and that there is accessibility to anyone academically qualified to enter the system regardless of their socio-economic status or individual background.

In November 1994, university student associations from across Canada came together in Edmonton, Alberta to review federal government social security reform proposals. Through consensus-based round table discussions, this paper was formed. This document is intended to represent fundamental principles upon which 14 Canadian schools agree. This brief provides direction for the funding of post-secondary education and fundamental principles for a student loan program.

We hope it will provide a base for student governments to engage in meaningful discussion with important stakeholders in the social security review process. I don't feel it will be necessary for me to read through this. I would just like to express our greatest concern, which is that while some of the people of this country can afford and do take on the risk of getting a post-secondary education, unfortunately those who do not take on this risk will not be able to afford the services of those who did.

Mr. Paul Thornhill (Vice-President, Internal, Council of the Students' Union, Memorial University): My name is Paul Thornhill. If you are not aware of the geographical conditions of Newfoundland, 50% of the population who attend Memorial

À l'heure où l'on prévoit de transférer le fardeau financier sur les étudiants, il est nécessaire de déterminer la valeur que revêt l'éducation postsecondaire pour la société canadienne.

Nous devons également veiller à ce que la qualité de l'éducation ne souffre pas et à ce que toute personne possédant le niveau voulu puisse accéder à l'université, sans égard à son statut socio-économique ni à son bagage personnel.

En novembre 1994, les associations d'étudiants d'universités, des quatre coins du pays se sont réunies à Edmonton, en Alberta, afin d'examiner les propositions de réforme de la sécurité sociale du gouvernement fédéral. Nous avons rédigé ce document consensuel à l'occasion d'une table ronde. Celui-ci expose les principes fondamentaux sur lesquels se sont entendus 14 établissements canadiens. Ce mémoire fixe une orientation en ce qui concerne le financement de l'éducation postsecondaire et les principes fondamentaux à appliquer au programme de prêts d'études.

Nous espérons qu'il constituera la base sur laquelle les organismes représentant les étudiants pourront engager un échange véritable avec les principaux intervenants du processus d'examen de la sécurité sociale. Je ne pense pas nécessaire de vous en livrer lecture. Je tiens simplement à vous exprimer notre plus grande préoccupation, à savoir que si certains Canadiens et Canadiennes peuvent se permettre de risquer d'entreprendre des études postsecondaires, malheureusement, ceux et celles qui ne prendront pas le même risque ne pourront se payer les services de ceux qui l'on fait.

M. Paul Thornhill (vice-président, Internal Council of the Student's Union, Memorial University): Je m'appelle Paul Thornhill. Que ceux qui ne connaîtraient pas la situation de Terre-Neuve sachent que la moitié de la population étudiante

[Text]

University come from outside St. John's. That means they come from outside the Avalon peninsula. The unemployment rate for those communities, for young people between the ages of 15 and 30, is approximately 90% to 97%.

The premise that you can work in the summer to pay for your education is something that does not exist in Newfoundland. It is impossible to believe the opportunity for young people to employ themselves and earn significant amounts of income in order to bank that income for their education does not exist in this province. It may exist in certain areas in the city of St. John's, but it certainly does not exist in the province of Newfoundland and Labrador.

One of the things I think you have to be made aware of is that with the catastrophe of the fishery, the sense of hope in this province amongst young people is virtually zero. Watching their parents, men and women, friends, relatives go through the situation that we have gone through for the last three years has created a lack of hope and a sense of *désespoir*. It's almost impossible for young people to believe that going to any university encountering a debt of \$25,000 to \$30,000 is worth it.

Most people believe that young people are leaving this province. They are going to large urban centres. That is creating more problems for other urban centres in the larger cities across the country.

Madame la présidente, membres du Comité, nous ne sommes pas prêts d'accepter les changements proposés par M. Axworthy. La situation ici, à Terre-Neuve, est plus grave à cause de notre condition humaine. La situation dans le domaine des pêcheries est très grave. Il y a énormément de malheur ici et il faut se rendre compte qu'il n'y a plus d'espoir. Sans espoir, les Terre-Neuviens et les Terre-Neuviennes seront toujours dépendants des gouvernements. Donc, nous vous demandons de bien réfléchir avant d'aller plus loin. Merci.

Mr. Keith Clarke (President, Marine Institute Students' Union): My name is Keith Clark. I am the president of the Marine Institute Students' Union. I just have a couple of points to add here.

Right now I'm basically in a group of friends, and a lot of them are stuck here in St. John's and they're in dead-end jobs. They are in a position where if they don't go to university, they sit around...they are waiters; they are idle. Basically there is nowhere for them to go unless they leave the province. Leaving the province does not solve your problems. That's something that you really have to consider if you are from Newfoundland.

• 1400

I think there should be more incentives made to these people to get them into these programs, to get them in post-secondary education, and what this social policy reform is doing is the exact opposite. It's making it much more difficult for these people to get into a position where they can get educated to get better jobs, to promote themselves, to make themselves better economically. That's one point that I wanted to make.

Also, with regard to the retraining of the people in the fishery, they are placing these people in seats in public institutions such as the Marine Institute. These are being taken away from the young people. There are young people coming

[Translation]

de l'Université Memorial vient de l'extérieur de St. John's. Autrement dit, elle vient de l'extérieur de la presqu'île Avalon. Le taux de chômage dans ces collectivités, chez les jeunes de 15 à 30 ans, est d'environ 90 à 97 p. 100.

À Terre-Neuve, on ne peut partir du principe que les étudiants peuvent travailler l'été pour se payer leurs études. Ces jeunes n'ont pas la possibilité de se trouver un emploi et de gagner suffisamment d'argent pour en mettre de côté et se payer leurs études. Si la chose est possible dans certains quartiers de St. John's, ça ne l'est certainement pas dans l'ensemble de Terre-Neuve et du Labrador.

Vous devez également savoir qu'après l'effondrement du secteur des pêches, les jeunes de la province n'ont quasiment plus aucun espoir. Ils sont même envahis d'un sentiment de désespoir en voyant leurs parents, des hommes et des femmes, des amis, des gens de leur parenté vivre la situation qu'ils vivent depuis trois ans. Il est presque impossible à ces jeunes de parvenir à croire qu'il vaut la peine d'assumer une dette de 25 000\$ à 30 000\$ pour aller à l'université.

La plupart de ces jeunes quittent la province. Ils affluent dans les grands centres urbains où ils ne font qu'occasionner d'autres problèmes.

Madam Chair, committee members, we're not willing to accept Mr. Axworthy's proposed changes. The situation here, in Newfoundland, is even worse because of the things we must go through. The situation of the fisheries is alarming. There is much hardship here and one has to realize that we have no more hope. Without hope, we'll always be dependent on governments. This is why we urge you to stop and think before going any further. Thank you.

M. Keith Clarke (président, Marine Institute Students' Union): Je m'appelle Keith Clarke et je suis président du Marine Institute Students' Union. J'aurais deux ou trois choses à ajouter.

Je fais actuellement partie d'un groupe d'amis dont beaucoup occupent des emplois sans avenir et sont bloqués, ici à St. John's. S'ils ne vont pas à l'université, ils n'ont rien à faire... Ils végètent, ils s'encroûtent. Ils n'ont nulle part où se raccrocher, sauf s'ils quittent la province. Mais le fait de quitter la province ne résoud pas les problèmes. Quand on est de Terre-Neuve, c'est une chose à laquelle il faut sérieusement penser.

J'estime qu'il devrait exister plus d'incitatifs pour amener ces gens à participer à ce genre de programmes pour les pousser à suivre des études postsecondaires, mais la réforme sociale envisagée va tout à fait dans le sens contraire. Les gens auraient beaucoup moins de possibilités de suivre des études pour obtenir de meilleurs emplois, pour grimper dans la vie, pour mieux s'en sortir sur le plan économique. Ça, c'est la première chose que je voulais dire.

En outre, pour ce qui est du recyclage des travailleurs des pêches, on se trouve à placer ces travailleurs dans des établissements publics, comme l'Institut de Marine. Or, ils occupent là des places qui devraient revenir à des jeunes, eux

[Texte]

out of high school who are looking to get into certain career options. Now these young people have nowhere to go because there are all these people coming back from the fishery who are being retrained. I don't know exactly what we're supposed to do about that, but there has to be something looked at—how we can retrain people outside the public school system.

That's all I had to say. Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much for your very comprehensive presentation. I would like to start the discussion, then, for a good half hour with our members. I will start with the Liberal Party. I think, Mr. Scott, you wanted to start us off. Then we'll move over to the Bloc and then to the Reform. Thank you.

Mr. Scott, please.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Thank you very much. It's been a long four months and it's nice to be home. I'm quite conscious of most of the things that I've heard. Much of this is familiar to an MP from New Brunswick.

I want to speak to the financing question and a proposal that was put by McGill. I see that the university is on the list of the student associations that were part of the process that you referred to. They proposed an idea a week ago I think that would see a graduate tax. The debate that we're having across the country has to do with probably 5% and 10% of the total cost of university across the country—greater in some universities, and I accept that. I'm very conscious of it, having UNB and St. Thomas both in my riding. The reality is that across the country we're talking about something between 5% and 10% of the cost and who should accept it.

On one hand, the students say it shouldn't be them because there's a larger interest at stake. Also, a big part of that larger interest has already been assumed by government financing of universities as it is, so it's not as if anyone's asking students to bear the total cost. On the other hand, there is a need in this country for more, not less, post-secondary education. The green book says that, and I believe it was just good luck on our part rather than good planning. I think the reason we have such a wealthy country in large part is because we have been dedicated to access for a long time. People have been able to go to university regardless of their means—not as well as they should, but better than most countries.

[Traduction]

qui en sortant du secondaire envisagent telles ou telles options de carrière. A présent, ces jeunes ne savent plus vers où se tourner, parce qu'on est en train de recycler les travailleurs du secteur des pêches. Je ne sais pas exactement ce qu'il faut faire à ce sujet, mais il convient certainement de s'y intéresser... comment peut-on parvenir à recycler ces gens, hors du réseau des établissements publics?

Voilà, c'est tout ce que j'avais à dire. Je vous remercie.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup de votre exposé très fouillé. Je vais à présent ouvrir le débat avec les membres du comité, pour une bonne trentaine de minutes. Nous commencerons par le Parti libéral. Je crois savoir que M. Scott voulait commencer. Nous passerons ensuite la parole aux gens du Bloc québécois puis aux réformistes. Merci.

Monsieur Scott, je vous en prie.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Merci beaucoup. Cela fait quatre longs mois que nous sommes là-bas et il fait bon de revenir chez-soi. Je suis tout à fait conscient de la plupart des problèmes que vous avez soulevés. La plupart d'entre eux n'ont rien de nouveau pour un député du Nouveau-Brunswick.

Je voudrais que nous parlions de la question du financement et d'une proposition qui nous a été soumise par des gens de McGill. Je vois d'ailleurs que le nom de l'université apparaît sur la liste des associations d'étudiants qui ont fait partie du processus dont vous avez parlé. Il y a une semaine, je pense, vos camarades nous ont proposé une surtaxe pour les diplômés. En fait, il est question en général dans le pays de 5 à 10 p. 100 du budget total de fonctionnement des universités, et sans doute plus dans certains cas, ce dont je conviens. Je suis tout à fait conscient de ce problème, puisque l'université du Nouveau-Brunswick et St-Thomas se trouvent toutes deux dans ma circonscription. Donc, en fait, à l'échelle du pays, il est question de savoir qui peut absorber 5 à 10 p. 100 des coûts.

D'un côté, les étudiants estiment qu'on ne doit pas le leur imposer, parce qu'il y a des intérêts beaucoup plus vastes qui sont en jeu. En outre, une grande partie de ces intérêts plus vastes sont déjà assumés par le gouvernement, dans son financement actuel des universités, et ce n'est donc pas comme si l'on demandait aux étudiants d'assumer la totalité des coûts. Par ailleurs, il faut que plus de gens au Canada suivent des études postsecondaires. C'est ce qui est dit dans le Livre vert et je pense que cette déclaration tient beaucoup plus de la chance que du résultat d'une bonne planification. Le fait que nous ayons résolu, depuis longtemps, de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur est l'une des raisons pour lesquelles notre pays est si riche. Les gens ont pu faire des études universitaires, quels que soient leurs moyens, peut-être pas autant qu'on l'aurait voulu, mais mieux que dans d'autres pays.

[Text]

What the McGill Students' Society proposed was that all graduates be levied a surtax—all graduates. So it's not just students in the future, but everybody who has benefited from a post-secondary education. This isn't a suggestion that was made by the department or us. It was made by the McGill Students' Society last week. I see they've signed off on this. I'd like to get a reaction as to how reasonable a compromise that might be.

[Translation]

Et bien, les représentants de la McGill Students' Society ont proposé que tous les diplômés aient à payer une surtaxe. On ne viserait donc pas toutes les personnes qui entreprendraient des études postsecondaires dans l'avenir, mais tous ceux et celles qui auraient profité d'une telle éducation. Ce n'est pas une recommandation qui émane du ministère ou de nous-même, elle a été formulée la semaine dernière par des représentants de la McGill Students' Society. Je vois qu'ils ont clos sur ces propos et j'aimerais maintenant savoir dans quelle mesure vous estimez que c'est là un compromis raisonnable.

M. Adams: Le Marine Institute Students' Union fait également partie du Conseil national des étudiants diplômés qui est un des groupes représentant les étudiants diplômés, parce qu'il existe également le Canadian Graduate Council. Si vous parlez de la McGill Graduate Students' Association, sachez que sa position peut être différente de celle adoptée par les étudiants de premier cycle.

• 1405

One thing that's mentioned in all these questions is should students pay for this? These social programs we're starting to get into now are of a different generation. You're asking our generation to pay for the free ride that others have had in these social policies.

Mr. Scott: I'd better make myself clear before I give the wrong impression. The proposal they're making is that people who have graduated and have left university, in the past and in the future, would pick up this cost. I graduated from UNB in 1979. I would have a surtax charged against my income to pay for the cost of the federal component.

So basically the federal government would continue to make the same cash contributions they're making to post-secondary education right now and in perpetuity. This simply is how it would be paid for. The way it would be paid for cuts a compromise between the general public paying and having just the students in the future pay, so in fact it speaks specifically to that issue.

Mr. Adams: I've never seen McGill's paper so I really can't comment on it. All I would say is are you asking or is McGill asking that, along with paying back your debt load from being a student, you would also have a surtax? We're all taxed to the hilt right now, and I really don't understand why people would even suggest more taxes. It just doesn't make sense to me.

Ms J. Power: It would be proportionate to what the person would make when they graduate.

Mr. Scott: Yes. Because it would be a surtax on income, it would be progressive. I don't want to get into the details, but it could be as progressive as you want it to be.

Ms J. Power: There would be quite a difference between somebody who had a Bachelor of Arts and somebody who had a Bachelor of Medicine or Law.

Mr. Scott: That would be reflected in income.

Ms J. Power: Yes, that's what I'm saying.

The Vice-Chair (Ms Minna): Mr. Carey, I think you were trying to get a word in there.

Dans tout cela, il faut savoir s'il revient aux étudiants de payer. Les programmes sociaux dont il est question ici sont ceux d'une génération différente. Vous demandez à notre génération d'assumer les frais de la promenade de santé que d'autres se sont offerte grâce à ces politiques sociales.

M. Scott: Entendons-nous bien: l'association propose que les diplômés d'université, ceux qui ont terminé et ceux qui termineront leurs études dans l'avenir, assument ces coûts. J'ai obtenu mon diplôme de l'Université du Nouveau-Brunswick en 1979. Normalement, je serais surtaxé, sur mon revenu, pour couvrir les coûts qu'assume le gouvernement fédéral.

Donc, le gouvernement fédéral maintiendrait sa contribution pécuniaire à l'éducation postsecondaire. Il s'agit là simplement d'une formule de paiement. C'est en fait un compromis entre un paiement assuré en totalité par le public et un paiement assuré par les étudiants, dans l'avenir, et il n'est donc question que de ce cas de figure.

Mr. Adams: Comme je n'ai pas vu le document de McGill, je ne puis le commenter. Par contre, ce que je voudrais savoir, c'est si vous demandez ou si les gens de McGill demandent que, outre le fait que nous devrons rembourser notre dette d'étudiant, nous devrions également payer une surtaxe. Nous sommes déjà énormément imposés, et je ne comprends pas vraiment pourquoi des gens proposent d'appliquer de nouveaux impôts. Cela n'a aucun sens.

Mme J. Power: Ce serait proportionnel au revenu de la personne diplômée.

Mr. Scott: Oui. Parce que ce serait une surtaxe sur le revenu et qu'il s'agirait donc d'un impôt progressif. Je ne veux pas entrer dans les détails, mais il s'agirait d'un impôt progressif, si c'est ce que vous voulez.

Ms J. Power: Il y aurait une nette différence entre un bachelier ès arts et un diplômé en médecine ou en droit.

Mr. Scott: La différence se refléterait dans le revenu.

Ms J. Power: C'est bien ce que je dis.

La vice-présidente (Mme Minna): Monsieur Carey, je pense que vous vouliez dire quelque chose.

[Texte]

Mr. Carey: Yes. As a student group, we don't want to sound like we want everything. Obviously everybody in this country is going to have to come to a compromise right now on how we are going to support ourselves in the future.

I can't comment on what McGill has said because I haven't read it, but I don't think any one group should be targeted, as I believe is the fact in this paper right now. Some programs are being cut marginally and some are being eliminated, which is basically what's happened to funding for education.

If you look at it this way, the government is not going to put any more money into education; the banks are. Right? So if we can reach a compromise where everybody in the country pays his share of what we have to pay—and we all have to pay it; the fact is there—I think that would be much better than the system that is now presented.

The Vice-Chair (Ms Minna): Yes, Mr. Dennis?

Mr. Dennis: The main concern is that education not be reduced in the national agenda. We see it as a general public good for the country. We can't comment specifically on McGill's suggestion, either, but it seems to me that picking out a particular group to tax isn't necessarily a fair way of doing it. We think the solution lies in rethinking the priorities of government and the public purse at large as they regard education.

We see in this proposal in the discussion paper a contradiction, essentially. You're telling us, and we agree, that post-secondary education is essential in the future for the economic well-being of the country. You need people who are well educated and trained with critical, flexible skills, and you're only going to get that from universities. At the same time you are making proposals that will cut quite drastically the availability of resources to a system that has already been suffering for fifteen to twenty years. It is under duress, as it were.

So our feeling on it is really all the priorities should be reconsidered. You should be looking at post-secondary education as a means of getting out of this and as a focus of investment.

[Traduction]

M. Carey: Oui. Nous ne voulons pas que vous pensiez que notre groupe d'étudiants veulent tout obtenir. De toute évidence, tous les habitants de ce pays devront parvenir à un compromis quant à la façon dont nous allons continuer à fonctionner dans l'avenir.

Je ne peux rien vous dire au sujet de la position des représentants de McGill, parce que je ne l'ai pas lue, mais je ne pense pas qu'il convienne de cibler tel ou tel groupe comme j'ai l'impression qu'on le fait dans ce document. Certains programmes font l'objet de coupures légères, alors que d'autres sont éliminés, et c'est, essentiellement, ce qui est en train de se produire en matière de financement de l'éducation.

Si vous envisagez les choses de cette façon, ce n'est plus le gouvernement qui va investir dans l'éducation, mais les banques. N'est-ce pas? Donc, il serait bien mieux que nous parvenions à un compromis selon lequel tous les habitants de ce pays paieraient leur part de ce que coûte l'éducation—nous avons tous à payer, c'est un fait—and ce serait bien mieux que le système actuel.

La vice-présidente (Mme Minna): Oui, monsieur Dennis?

M. Dennis: Il faut surtout veiller à ce que l'éducation ne devienne pas une priorité nationale secondaire. Nous estimons qu'elle est nécessaire pour le bien public. Nous ne pouvons pas, non plus, vous parler en détail de la recommandation des gens de McGill, mais il ne me semble pas que le fait de taxer un groupe en particulier constitue nécessairement une façon équitable de procéder. Nous estimons que la solution consiste à revoir les priorités du gouvernement en matière d'éducation et à examiner quels sont les deniers publics qu'on peut consacrer à ce secteur.

Nous estimons que cette proposition, contenue dans nos documents de travail, est essentiellement contradictoire. Vous dites, et nous sommes d'accord avec vous, que l'éducation postsecondaire est essentielle pour assurer le bien-être économique du pays dans l'avenir. Vous aurez besoin de gens instruits et bien formés, qui possèdent des compétences souples, mais essentielles, ce que seules les universités permettent d'obtenir. Mais, dans un même souffle, vous proposez d'effectuer d'importantes réductions dans le financement d'un système qui souffre déjà d'un manque de fonds depuis 15 à 20 ans. Les contraintes sont déjà pas mal importantes.

Donc, nous estimons qu'il faudrait en fait reconSIDérer l'ensemble des priorités. Vous devriez envisager l'éducation postsecondaire en tant que moyen de sortir de ce piège et de focaliser l'investissement.

• 1410

Mr. Thornhill: I want to make a point in relation to what Mr. Carey was saying. We have a tradition in Newfoundland of sharing the pain. We've been doing it quite well for 500 years. We also accept responsibility for sharing the cost of our education for the future.

We do not want to be treated differently than other young people in this country, but our situation is such—not by our own doing—that the majority of young people in this province have a way to fund their education other than through the Canada student loan program or the Newfoundland and Labrador provincial student aid system. The options are zero. If you come from a wealthy family, you're lucky. If you have been left money, you're lucky. If the lotto sends you something, you're extremely lucky. But for the most part the options are few.

M. Thornhill: J'aimerais revenir sur ce qu'a dit M. Carey. À Terre-Neuve, les gens ont l'habitude de s'entraider. Ils le font très bien depuis 500 ans. Cela étant dit, nous reconnaissions devoir assumer une part du coût de nos études.

Nous ne demandons pas à être traités autrement que les autres jeunes du pays, mais le fait est—and on ne peut pas nous en rendre responsables—that la majorité des jeunes de Terre-Neuve ne peuvent compter pour financer leurs études que sur le programme Canadien de prêts aux étudiants ou sur le programme d'aide aux étudiants de Terre-Neuve et du Labrador. Ils n'ont pas d'autres choix. Ceux dont la famille est riche sont chanceux. Ceux qui ont hérité de l'argent le sont également. Et ceux qui gagnent à la loterie sont chanceux à l'extrême. Mais la plupart d'entre eux n'ont pas cette chance.

[Text]

It is imperative that within the framing of these proposals, the direction of government policy recognize that the condition in Newfoundland is "unique". Future government policy must recognize that young people's options in this province are uniquely different from every other province in this country. Thank you.

Mr. Bevilacqua: Let me congratulate you on your presentation. It was quite thoughtful and comprehensive.

I think it was Mr. Dennis who spoke about priorities. Everybody around this table understands the importance of the fiscal reality we live in and the type of investment that we have to make. As students I'm sure you realize that your children—you'll leave them with a legacy that may be different from the one you're presently criticizing.

Measures have to be taken to make sure that doesn't happen to them. Mr. Dennis, you talked about priorities and you wanted to make education one of them. What do you consider not to be a priority in this country? Where should we shift away from? You're saying there are priorities and the fiscal reality is what it is, but don't touch education because that should be the number one priority.

Mr. Dennis: I'm not sure I can take on the role of government in this regard, because after all, I am speaking for professional educators. I would hesitate to say who I would "do down", but I think education is a key to achieving a better future and the economic well-being that is being sought by this green paper. So in that regard I would prefer to put the positive emphasis on education as an important means, rather than suggesting who you should cut, which I gather is what you're asking me.

Mr. Adams: I would like to add something to that because I think there are two areas the federal government can cut. One of them is national defence. Last year the federal government spent \$4.5 billion more on defence than it did on post-secondary education. In light of the Cold War no longer being a threat, that might be one area.

The second one could be the entertainment tax. The federal government now gives a luxury to big corporations. Last year \$1 billion was given in entertainment to big corporations. You cannot sit here and tell me today that having a seat in the Skydome is conducting business. These seats cost \$60 or \$70 in the big boxes they have at the Skydome. So if you want to cut, make cuts to big corporations that get this \$1 billion in free taxes every year.

Mr. Carey: If we're looking at how we can reform the education system specifically, we should first look at who makes the most money off it, and that's the banks. Last year CIBC made \$1 billion. A fair portion of that came from student loan revenues, and they didn't pay a cent of tax. I think it's obvious that we have to generate revenue rather than cut back on what we're spending. We'll never get rid of our deficit unless we generate revenue. We have to cut back and it will help us, but it's just not going to cut it. I think we need to look more at taxation reform to pay for our education and other policies we have in place today.

[Translation]

Il est impérieux que ces propositions tiennent compte de la situation tout à fait particulière de Terre-Neuve et que la politique future du gouvernement reflète le fait que les choix qui s'offrent aux jeunes de cette province diffèrent complètement de ceux qui s'offrent aux jeunes de toutes les autres provinces. Je vous remercie.

M. Bevilacqua: Je vous félicite de cet exposé fort complet, qui donne beaucoup à réfléchir.

Vous avez parlé de priorités, monsieur Dennis. Nous sommes tous conscients de la situation financière difficile à laquelle le pays est confronté ainsi que du fait que nous sommes tous appelés à faire notre part pour y remédier. Je suis sûr que vous désirez que vos enfants n'aient pas à faire face à la situation que vous décrivez maintenant.

Il faut prendre des mesures pour s'assurer que ce ne soit pas le cas. Vous avez dit, monsieur Dennis, qu'il faut donner la priorité à l'éducation. À votre avis, qu'est-ce qui ne devrait pas être une priorité dans ce pays? À quoi devons-nous renoncer? Vous reconnaîtrez la gravité de la situation financière et qu'il faut nous fixer des priorités, mais, selon vous, la priorité absolue étant l'éducation, il ne faudrait pas réduire les crédits dans ce domaine.

M. Dennis: Je ne suis pas sûr de pouvoir me mettre à la place du gouvernement, parce que je suis après tout un spécialiste de l'enseignement. Je ne sais pas vraiment à quelle priorité renoncer, mais je sais que l'éducation est la clef de l'avenir économique meilleur que vise ce Livre vert. Par conséquent, je préférerais qu'on mette l'accent sur l'éducation, qui, à mon avis, constitue un moyen important d'atteindre cet objectif, plutôt que de proposer des secteurs où l'on pourrait effectuer des réductions. Je crois que c'est le sens de votre question.

M. Adams: Je crois que je pourrais proposer deux secteurs où le gouvernement fédéral pourrait effectuer des réductions. Le premier est celui de la défense nationale. L'an dernier, le gouvernement fédéral a consacré 4,5 milliards de dollars de plus à la défense qu'à l'enseignement postsecondaire. Compte tenu du fait qu'il n'y a plus de guerre froide, on pourrait réduire les dépenses militaires.

On pourrait aussi songer à supprimer la déduction pour frais de représentation. Le gouvernement fédéral accorde maintenant cet énorme avantage aux grandes sociétés. L'an dernier, il a ainsi donné un milliard de dollars aux grandes entreprises. Personne ne peut cependant prétendre qu'une place au Skydome, c'est une dépense d'affaires. Les places dans les grandes loges coûtent entre 60\$ et 70\$. Voilà une façon de récupérer un milliard de dollars chaque année.

M. Carey: Il faudrait aussi voir qui profite financièrement le plus du système d'éducation avant de le modifier. Ce sont les banques. L'an dernier, la CIBC a fait des bénéfices d'un milliard de dollars. Une bonne partie de ces bénéfices provenait des prêts étudiants, et cette banque ne paie pas un sou d'impôt. Je crois qu'il est évident qu'il faut trouver des moyens de générer des recettes au lieu d'effectuer des réductions. Nous n'arriverons jamais à épouser notre déficit si nous ne pouvons générer des recettes. Il faut évidemment réduire les dépenses, et tout effort déployé en ce sens sera utile, mais cela ne va pas suffire pour réduire notre déficit de façon importante. Il nous faut, à mon avis, envisager une réforme du régime fiscal pour payer les services d'éducation et nous assurer de l'exécution des autres politiques qui sont déjà en place dans ce secteur.

[Texte]

[Traduction]

• 1415

Ms Joan Scott (Executive Member, Memorial University of Newfoundland Faculty Association): Before we rush off in the direction of tax reform, I'd like to say the word "reform" has been used in many ways over the years. I worked in Ottawa in the late 1980s as a researcher for one of the arm's length agencies of government. It was quite clear to me from reading the background papers about taxation that tax reform in the 10 years from, shall we say, the late 1970s to the late 1980s meant that the distance between the steps for taxation decreased and the number of steps decreased. Basically, a lot more people are getting away with a lot of money and paying no taxes at all. We all know that. I just wanted to bring that up as something we shouldn't forget.

I think you could do a gender analysis of the entertainment tax, too. One night when I had absolutely nothing else to do in Ottawa, I turned to the yellow pages and checked out the number of pages for something called escort services. Now, I don't know about St. John's but I don't think we have 25 pages of escort services in the yellow pages of our book. I've been longing for an occasion to raise that. I'm sure it has changed now. That was the 1980s.

The Vice-Chair (Ms Minna): I'd like to move on. We will now have a few short comments from Mr. Narvqez.

Mr. Peter Narvqez (Executive Member, Memorial University of Newfoundland Faculty Association): I just wanted to say that in this context of economic viability and budget-cutting, the basic ideal of the university and certainly of the liberal arts is completely lost, that is, the enrichment of life.

It seems to me that a critical and articulate populace is the foundation for democracy. That is the fundamental investment that is made when you give people access to a university education.

M. Dubé: Merci, madame la présidente.

Cela me fait plaisir de vous parler, d'avoir la chance de vous rencontrer. Je suis membre du Comité et critique de l'Opposition officielle en matière de formation et de jeunesse. C'est un sujet auquel j'attache une attention particulière.

Je ne reprendrai pas tous les éléments que vous avez soulevés, mais je partage passablement tous les propos que vous avez tenus.

Vous avez dit que pour vous l'éducation n'était pas une dépense, mais un investissement collectif nécessaire. C'est aussi notre perception. Plus un jeune étudie, même s'il rencontre des difficultés particulières, plus ses chances sont grandes de se trouver un meilleur emploi et d'être mieux rémunéré.

Vous avez parlé de la privatisation. Si on double les frais de scolarité, on en arrivera, pour le secteur public, aux mêmes taux que pour le secteur privé.

Mme Joan Scott (membre du conseil de direction, Memorial University of Newfoundland Faculty Association): Avant que l'on décide d'opter pour la réforme fiscale, je me permets de vous rappeler qu'on a donné toutes sortes de sens au terme «réforme» au cours des années. J'ai travaillé à Ottawa vers la fin des années 80 comme attaché de recherche auprès d'un organisme gouvernemental autonome. En ce qui me concerne—puisque j'ai lu les documents de recherche au sujet de la réforme fiscale—it est clair que la réforme du régime fiscal au cours des 10 dernières années—mettons de la fin des années 70 jusqu'à la fin des années 80—a eu pour effet de gommer en quelque sorte les distinctions entre les différentes tranches de revenu et d'en réduire le nombre. Autrement dit, nous avons à présent beaucoup plus de contribuables qui gagnent beaucoup d'argent et qui ne paient pas d'impôt. D'ailleurs, tout le monde le sait. Je voulais simplement vous le rappeler.

Je pense qu'il conviendrait également de faire une analyse du recours, par les femmes, à la déduction pour frais de représentation. Un soir, quand je n'avais rien d'autre à faire à Ottawa, j'ai ouvert les pages jaunes pour vérifier la section consacrée à ce qu'on appelle les services d'escorte. Je ne peux pas vous garantir que ce n'est pas le cas à St. John's, mais je ne crois pas que nous ayons 25 pages de services d'escorte dans nos pages jaunes. Voilà longtemps que j'ai envie d'attirer l'attention de nos responsables sur cette situation. Je suis convaincue que ce n'est plus du tout le cas. C'était vers la fin des années 80 que j'ai fait cette constatation.

La vice-présidente (Mme Minna): Je voudrais passer à quelqu'un d'autre. Monsieur Narvqez, vous avez la parole.

M. Peter Narvqez (membre du conseil de direction, Memorial University of Newfoundland Faculty Association): Je voulais simplement vous dire que dans la conjoncture actuelle, où priment la viabilité économique et la réduction des dépenses, la raison d'être de l'université et des arts libéraux—à savoir l'enrichissement de la vie—est complètement perdue de vue.

À mon avis, une population critique qui s'exprime avec facilité est le fondement même de la démocratie. Voilà l'investissement essentiel que vous faites en assurant à la population l'accès à l'université.

M. Dubé: Thank you, Madam Chairman.

I'm very pleased to have this opportunity to speak with you today and meet with you personally. I am a member of this committee and the Official Opposition's critic in the area of training and youth issues. This is therefore a subject I have a special interest in.

I do not intend to review all the specific points you raised in your presentation, but I want you to know that I agree with pretty well everything you said.

You pointed out that as far as you're concerned, education is not just an expenditure but a necessary collective investment. That is also our view. The better a young person's education, even if he encounters certain difficulties along the way, the better his chances of finding a good, well-paying job.

You spoke of privatization. If we double tuition fees, public institutions will end up charging the same fees as private institutions.

[Text]

[Translation]

• 1420

L'année dernière, les banques ont réalisé des profits de 4,26 milliards de dollars. Or, le rôle des banques a été renforcé avec le projet de loi C-28, et l'argent neuf dont parle M. Axworthy proviendra de ces pauvres banques qui font pitié.

Pour expliquer les profits réalisés par les banques l'an dernier, il faut comprendre qu'elles ont investi 20 p. 100 de moins dans les petites entreprises. Au Québec, et je ne sais pas si c'est la même chose chez vous, 80 p. 100 des emplois proviennent des petites entreprises.

Quand tu serres la vis aux petites entreprises, tu attaques les emplois. Pendant ce temps-là, pendant que tout le monde en arrache, les banques améliorent leur situation. Pourtant, il a été démontré que la Banque Royale ne paie pas d'impôt.

Quant aux Libéraux, cela ne fait qu'un an qu'ils sont là. Je n'ose pas trop les blâmer. On peut toujours dire qu'ils étudient la situation. Le gouvernement progressiste-conservateur avait écouté les banques et c'est pour cela qu'il poursuivait la politique de taux d'intérêts que vous connaissez. Pendant ce temps-là, qui contribuait?

J'ai fait une petite analyse dernièrement. Des dix sociétés qui investissent le plus dans le financement des partis politiques fédéraux, six sont des banques.

À un moment donné, il faut se poser des questions. Je pourrais vous parler d'autres choses. Le vérificateur général disait que les mauvaises créances non recouvrées par l'État se chiffraient à environ 6 milliards de dollars. Du côté québécois, nous disons que les dédoublements entre gouvernements coûtent 3 milliards de dollars.

Quant aux abris fiscaux pour les fiducies familiales, c'est encore le gouvernement progressiste-conservateur qui avait décidé cela, mais depuis un an qu'il est au pouvoir, l'actuel gouvernement n'a pas mis fin à cela, et les fiducies familiales sont encore protégées et exemptées d'impôt. Il y a beaucoup de grandes entreprises qui reçoivent des subventions. On parle d'environ 3 milliards de dollars. Et je pourrais continuer encore longtemps.

Je vous appuie dans vos revendications. Il ne faut pas diminuer l'accès à l'éducation parce que c'est dangereux pour les jeunes. C'est le seul espoir qui leur reste de pouvoir s'instruire.

Parfois, les parents d'un certain âge—j'en vois chez nous—disent qu'ils s'habitueront, mais ils espèrent quand même pour leurs jeunes. C'est l'espoir qui les nourrit.

Je sais que j'ai dix minutes, mais je veux vous en laisser cinq pour répondre à ma question. Donnez-moi des chiffres, parlez-moi de l'exode des jeunes qui vont étudier dans des universités à l'extérieur de Terre-Neuve. Parlez-moi de l'évolution des frais de scolarité à Terre-Neuve et du rôle de votre gouvernement depuis quatre ou cinq ans.

Si vous ne pouvez pas me répondre aujourd'hui, je serais très intéressé à ce que vous fournissiez éventuellement ces données au Comité.

Last year, banks made profits of some \$4.26 billion. And yet, the role of the banks has been strengthened thanks to Bill C-28; so, the new money Mr. Axworthy has been talking about will have to come from the poor old banks we're supposed to feel sorry for.

It's important to point out that in order to make the kind of profits they made last year, banks had to invest 20% less in small business. In Quebec—and I don't know whether the same would apply in your province or not—80% of all jobs are created by small businesses.

When you make things more difficult for small businesses, you automatically attack jobs. And yet, at a time when people are desperately seeking employment, the banks have been steadily improving their position. At the same time, it has been demonstrated that the Royal Bank pays no income tax.

On the other hand, the Liberals have only been in power for a year. I guess I can't really blame them too much for our current predicament. I suppose it's possible they are still considering their next move. The Progressive Conservative government, however, paid close attention to what the banks had to say and that is the reason why it introduced the interest rate policy we are all aware of. In the meantime, though, who was paying taxes?

Not long ago, I carried out my own little analysis. Of the ten corporations that contributed the most to federal political parties, six are banks.

So, this kind of thing cannot help but raise questions in people's mind. I could also give you other examples. At one point, the Auditor General said that the government's bad debts amounted to approximately \$6 billion. In Quebec, we believe that government duplication is costing us \$3 billion.

In terms of tax shelters for family trusts, once again the Progressive Conservative government is the one that introduced them, but because the current government has done nothing about them since it's been in power, family trusts are still protected and tax exempt. There are great many large corporations that receive subsidies. We are talking about approximately \$3 billion worth. And the list goes on and on.

I firmly support your demands. We must avoid reducing access to education, because this could only be harmful to young people. Their only hope is to get a good education.

Some parents, when they reach a certain age—and I have seen this back home—tend to say they will get used to the idea, but they still have hope for their children and for other young people. It is that hope that keeps them going.

I know I only have 10 minutes, but my intention is to leave you five minutes to answer my question. I would like you to give me some figures and tell me more about the young people leaving Newfoundland to study in universities outside the province. I would be interested in hearing about the status of tuition fees in Newfoundland and the role of your government in this area over the past four or five years.

If you are unable to provide me with an answer today, I would be very grateful if you could send that information on to the committee when you have a chance.

[Texte]

Nous voyageons d'une province à l'autre et l'on sent un peu que quelques universités commencent à accepter des compromis. Je peux vous assurer d'une chose: ce n'est pas ce que désire l'ensemble du mouvement étudiant au Canada, y compris le Québec.

Je vous laisse un peu de temps pour répondre à mes questions.

M. Thornhill: De tous les étudiants qui commencent leur primaire à Terre-Neuve, 50 p. 100 ne le terminent pas ici. C'est grave.

M. Dubé: Ils ne terminent pas leurs études?

M. Thornhill: Ils ne terminent pas leur primaire ici.

M. Dubé: Ah, d'accord.

M. Thornhill: Ils commencent leur primaire et ne le terminent pas ici. C'est la moitié de la population étudiante de Terre-Neuve et du Labrador. Ils s'en vont ailleurs au Canada.

[Traduction]

We have been travelling from province to province, and one gets the feeling that some universities are starting to agree to certain compromises. However, one thing is certain: that is not what students in Canada, including Quebec, want to see happen.

I'll leave the remaining minutes to you to answer my questions.

M. Thornhill: Only 50% of all children who start elementary school in Newfoundland complete their program here. That is a real problem.

M. Dubé: Did you say that they do not complete their studies?

M. Thornhill: No, I said they do not complete their elementary program here.

M. Dubé: Oh, I see.

M. Thornhill: They begin elementary school here but do not complete it here—at least, in the case of half of the student population of Newfoundland and Labrador. They go elsewhere in Canada to complete their studies.

• 1425

Si j'étais un jeune de 18 ans et que j'arrivais à Toronto, à Calgary ou à Vancouver, peu importe, on me demanderait: Qu'avez-vous comme éducation? Je répondrais que j'ai complété ma neuvième, dixième ou onzième année. On me demanderait alors: Pourquoi n'avez-vous pas terminé vos études? Je répondrais: À Terre-Neuve, c'est difficile. Donc, je réfléchirais et j'en viendrais à la conclusion qu'il vaudrait mieux que j'aile ailleurs car les possibilités y sont meilleures.

Que restera-t-il? De plus en plus de jeunes de Terre-Neuve s'en vont ailleurs, et une grande partie des membres de notre profession sont plus âgés. Je vous le jure, dans une vingtaine d'années, une grande partie de notre population ne parlera que de souvenirs, et il n'y aura qu'un très faible pourcentage de nos jeunes qui resteront pour travailler et fabriquer le tissu de notre société.

J'ai peur de voir ce que ce sera dans 20 ans. Si la pêche ne revient jamais... On ne le sait pas, mais c'est vraiment la plus grande catastrophe qui nous ait touchés. Elle reviendra peut-être dans dix ans. C'est un espoir.

Cependant, si je suis un jeune, je n'ai pas d'autre choix que de quitter Terre-Neuve pour aller à l'université ailleurs.

Et si les frais de scolarité augmentent à 50 000\$ ou 60 000\$, j'aurai des problèmes à rembourser ces coûts-là, avec les impôts qui sont de 21 p. 100 et un salaire de 35 000\$ à 40 000\$ ici, à Terre-Neuve. Même si j'avais la chance de partager ma vie avec quelqu'un, je ne pense pas que des revenus de 75 000\$ seraient suffisants pour payer mes dettes.

Si j'étais un diplômé, je pourrais me ramasser avec des dettes de 25 000\$ à 30 000\$. C'est presque le prix d'une Volvo. Avec le nouveau programme, si je vais à la banque, ils vont me demander: Quelles sont vos dettes? Je répondrai que j'ai une dette de 25 000\$ à 30 000\$. Ce n'est pas trop mal.

Cependant, dans cinq ans, si j'y retourne, le banquier va me demander: Qu'avez-vous comme dettes? Je devrai répondre que je suis en train de payer une Porsche... non, excusez-moi, une dette de 50 000\$ à 60 000\$. Mon niveau d'éducation vaudra alors une Porsche.

If I were 18 years old and had come to Toronto, Calgary or Vancouver, or anywhere else, to live, people would say to me, what kind of education do you have? I would answer that I had completed grade 9, grade 10 or possibly grade 11. People would then ask: why didn't you complete your studies? And I would have to say: well, in Newfoundland, that is not easy to do. This would set me thinking and I would probably conclude that I may as well go somewhere else, because there would be better opportunities for me.

In the end, what will remain? More and more young Newfoundlanders are going elsewhere, and many members of our profession are getting older. I am convinced that 20 years from now, the vast majority of Newfoundlanders will be talking only of times past and only a very small percentage of young people will remain to work and build the fabric of our society.

I am afraid to see what it will be like here in 20 years. If the fishery cannot be restored... People do not seem to be aware of this, but the collapse of the fishery is really the biggest catastrophe ever to affect us. It may return in 10 years—that is our hope, at least.

However, as a young Newfoundland, I would have no choice but to leave Newfoundland to go to university elsewhere.

And if tuition fees rise to \$50,000 or \$60,000, I will have problems repaying such a huge debt, with income tax at 21% and salaries hovering around \$35,000 or \$40,000 here in Newfoundland. Even were I lucky enough to be able to share my life with someone else, a combined income of \$75,000 would probably not be adequate to pay my debts.

If I were to graduate, I would end up with a debt of something like \$25,000 or \$30,000. That is almost the cost of a new Volvo. Under the new program, if I go to the bank, they're going to ask me if I have any debts. And I will have to answer that I have a debt of \$25,000 or \$30,000. But that is not too bad.

If I have to go back to the bank in five years, though, then I will be asked: what kind of debts do you have? And I will have to answer that I am in the process of repaying my Porsche... or, rather, a \$50,000 or \$60,000 debt. At that point, my education will be worth a new Porsche.

[Text]

Ce sera peut-être une Volvo à Terre-Neuve, car c'est un peu trop, mais c'est comme cela. Donc, il faut se rendre compte que si les jeunes d'ici vont ailleurs, ce sera la fin de Terre-Neuve. Ici, on dit: Si tu es le dernier, éteins la lumière. C'est triste.

The last one to leave, please turn out the lights. That infuriates me, it angers me, and it makes me very sad, because my family came here 200 years ago. I'd like to stay. I do not like discussions that oblige me to move to another province. I would ask other people from other provinces to consider whether they would move to Newfoundland if it was a better place to live. I think not.

I do not want this country to become a 53rd state of the United States. I believe we have a tradition of paying for education. That is a part of our sense of identity as being Canadian.

I've had the fortune of living in Europe and they look at our system as something quite significant in the world perspective. I think we really, seriously have to look at the direction we want to take in this country. If you change it right now, you're going to see problems that we have never encountered in the last 50 to 60 years.

The Vice-Chair (Minna): Thank you. I think at this point I must move on to the Reform Party.

Mr. Adams: Could I just respond to that, because it was a direct question?

The Vice-Chair (Minna): I know. He took nearly 10 minutes in asking his question, but go ahead. I'm sorry.

Mr. Adams: You asked how tuition has gone progressively over the last number of years. I believe over the last 10 years tuition at Memorial University has actually doubled. With what social policy reform is putting in... The big question I have in my mind is whether this is a discussion paper or whether it is really government policy.

We spoke with Mr. Axworthy. He said you can come up with all of the changes and proposals you want, but the only thing we really want to discuss with you is whether we will implement this in 1996 or over a ten-year period. I think there's an underlying agenda there, and I think that needs to be discussed.

• 1430

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you for your presentation. I'd like to strike at the very heart of what I perceive to be the problem in Newfoundland. It's also the title of this green paper. If you've noticed, the cover says *Jobs and Growth*.

I might be putting you on the spot, but I would like you to give a go at this. What part can the universities play in the revitalization of Newfoundland's economy? How can we provide an incentive for the universities to help develop industries in Newfoundland that will employ the young people who would otherwise leave? Have you given that some thought? How can that happen?

[Translation]

In Newfoundland, it is more like to be a Volvo, because that's a little bit high for this province, but that is the way things are likely to go. It's important that people realize that if young people massively leave the province, Newfoundland is doomed. Here, people say, the last one to leave, please turn out the lights. It's really quite sad.

Si tu es le dernier, éteins la lumière. Cela m'enrage, et cela m'attriste, car ma famille s'est établie ici il y a 200 ans. J'aimerais pouvoir rester. Je n'aime pas du tout l'idée qu'on m'oblige à m'établir dans une autre province. Je demande aux habitants d'autres provinces quelle serait leur réaction si on leur recommandait de s'établir à Terre-Neuve parce que ce serait mieux pour eux. J'ai l'impression qu'ils ne seraient pas tellement d'accord.

Je ne veux pas que le Canada devienne le 53^e État américain. La tradition canadienne veut que l'on continue à soutenir financièrement l'éducation. Cela fait partie de notre identité canadienne.

J'ai eu la chance de vivre en Europe, et je peux vous dire qu'ils considèrent notre système d'éducation comme un modèle en quelque sorte. Je pense que nous devons vraiment nous demander quelle orientation nous voulons prendre au Canada. Si vous changez d'une façon radicale notre système d'éducation, vous allez vous heurter à des problèmes semblables à ceux que nous avons connus il y a 50 ou 60 ans.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci. Je dois céder la parole au représentant du Parti réformiste.

M. Adams: Pourrais-je répondre, puisqu'on nous a posé une question directe?

La vice-présidente (Mme Minna): Oui, je sais. Il lui a fallu presque 10 minutes pour poser sa question, mais je vous laisse l'occasion de répondre. Excusez-moi.

M. Adams: Vous nous avez demandé quelle a été l'évolution des frais de scolarité depuis un certain temps. Au cours des 10 dernières années, si je ne m'abuse, les frais de scolarité à l'Université Memorial ont doublé. Et avec ce qui est proposé dans le document de discussion sur la réforme sociale... La vraie question que je me pose est celle de savoir s'il s'agit d'un simple document de travail ou si le gouvernement a déjà décidé que sa politique serait celle qui y est décrite.

Nous en avons parlé avec M. Axworthy. Il nous a dit : vous pouvez toujours nous proposer toutes sortes de changements, mais la seule chose qui nous intéresse vraiment, c'est de savoir si vous voulez qu'on mette en oeuvre ce nouveau régime dès 1996, ou sur une période de 10 ans. À mon avis, il y a un objectif caché, et je crois qu'il faut en discuter.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je vous remercie de votre exposé. J'aimerais vous parler de ce que je considère comme étant le véritable problème à Terre-Neuve. C'est le titre du Livre vert: *Emploi et croissance*.

Peut-être que je vous mets sur la sellette, mais j'aimerais que vous répondiez à cette question-ci. Comment les universités peuvent-elles contribuer à revitaliser l'économie de Terre-Neuve? Comment pouvons-nous encourager les universités à favoriser la création d'industries à Terre-Neuve qui permettraient de donner de l'emploi aux jeunes gens qui autrement quitteront la province? Y avez-vous réfléchi? Comment pourrions-nous nous y prendre?

[Texte]

Mr. Adams: I'm speaking from the Marine Institute, which actually is part of Memorial University.

Look at jobs that are creative jobs. Look at manufacturing. I think Newfoundland can take all these dormant fish plants that are going to be coming up and turn them into profitable and very competitive manufacturing facilities.

I don't really know of other things that the university may do, but I think that's one area—the manufacturing field—in which Newfoundlanders can develop a very highly skilled workforce.

Look at Hibernia. Most people in Canada may or may not agree with Hibernia, but Hibernia is really showing that Newfoundlanders are a skilled workforce. If we develop our skilled workforce, then we're not limited to Newfoundland, Canada or the United States. We can look at the global market for manufacturing and that kind of stuff.

Newfoundland has technology now, especially at the Marine Institute, that has been developed that is among the world leaders in technology. Look at the LORAN-C plotter, which was developed at the Marine Institute. This is a three-position plotter that any ship in the world can now use to find your accurate position at sea within a metre. That was developed at the Marine Institute.

We're not the old bayman types sitting here in Newfoundland. They're the traditional Newfies. Those who come from away—we call them CFAs—typically stereotype us. We have some very intelligent people in Newfoundland, and we can develop technologies that no one else in Canada can develop or is currently developing. I think we should look at that area.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I'd like you all to comment if you could.

Mr. Carey: I'd like to add to what Mr. Adams is saying. Right now in Newfoundland there are certain skills and courses in the universities and trade schools that are not as good anywhere else in this world. We have the facilities at MUN for an ice tank. We have cold-ocean reserves. We have a flume tank. We have a ship simulator that is second to none in the world.

Not only that, but right now the Marine Institute, as a part of Memorial University—I'm sure MUN as a whole—is looking at developing new programs that will be world leaders. I am absolutely certain.

Paul asked me to mention that the Marine Institute has the largest ice tank and flume tank in the world.

We're moving right now to be world leaders in education in Newfoundland. We're trying our best and I'm sure that in the next few years Newfoundland will have some of the best-trained workers in the world.

We have the market now. Our biggest problem right now is marketing these workers to the world. We have to make sure they know they're available. We have the facilities, and we're willing to take your work. I think you're going to see a big boom in Newfoundland over the next few years.

[Traduction]

M. Adams: Je parle au nom du Marine Institute, qui fait partie de l'Université Memorial.

Il faut songer à créer des emplois créatifs dans le domaine manufacturier notamment. Je crois que Terre-Neuve pourrait transformer en entreprises manufacturières très compétitives et rentables les usines de transformation du poisson qui ont déjà fermé leurs portes ou qui le feront sous peu.

Je ne vois pas vraiment quelles autres choses l'université peut faire, mais je crois que dans le secteur manufacturier on pourrait créer à Terre-Neuve une main-d'œuvre hautement qualifiée.

Prenons le cas d'Hibernia. Qu'on soit d'accord ou non avec le projet, je crois qu'il faut reconnaître qu'Hibernia montre qu'il existe à Terre-Neuve une main-d'œuvre qualifiée. Si nous créons une main-d'œuvre qualifiée, nous n'aurons pas à nous limiter au marché de Terre-Neuve, du Canada ou des États-Unis. Notre industrie manufacturière pourra pénétrer les marchés étrangers.

Le Marine Institute a mis au point une technologie qui fait la réputation de Terre-Neuve à l'échelle mondiale. Pensez par exemple au traceur LORAN-C mis au point par le Marine Institute. Il s'agit d'un traceur à trois positions qui permet à un navire de trouver quelle est sa position exacte en mer à un mètre près. C'est l'œuvre du Marine Institute.

À Terre-Neuve, on ne trouve plus de vieux pêcheurs assis à regarder la mer. Cette époque est révolue. Ce sont les habitants du reste du pays qui nous stéréotypent. En anglais, on les appelle les *Canadians from Away*. Il y a des gens très intelligents à Terre-Neuve, et nous pouvons mettre au point des technologies que personne d'autre au Canada ne peut mettre au point. Il faudrait axer nos efforts dans cette direction.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

M. Carey: J'aimerais ajouter quelques mots à ce qu'a dit M. Adams. À l'heure actuelle, les universités et les écoles de métiers de Terre-Neuve offrent une formation qu'on ne peut acquérir nulle part ailleurs dans le monde. L'Université Memorial possède un bassin d'essai pour les brise-glaces ainsi que des réserves pour les océans froids. Nous avons aussi une citerne anti-roulis, de même qu'un simulateur de navire qui est sans pareil dans le monde.

En outre, le Marine Institute ainsi que l'ensemble de l'Université Memorial songent à mettre sur pied de nouveaux programmes qui confirmeront leur réputation de chefs de file. J'en suis absolument sûr.

Paul me demande de mentionner le fait que le Marine Institute possède le plus grand bassin d'essai pour les brise-glaces et la plus grande citerne anti-roulis du monde.

Terre-Neuve est également en train de se tailler une place de premier plan dans le domaine de l'éducation. Je suis convaincu que dans quelques années Terre-Neuve possédera l'une des mains-d'œuvre les plus qualifiées du monde.

Nous possédons déjà cette main-d'œuvre. Notre plus grand problème, c'est de faire connaître les qualifications de nos travailleurs au monde entier. Nous devons faire savoir au reste du monde que nous avons la main-d'œuvre et les installations voulues pour répondre à leurs besoins. Je crois que Terre-Neuve connaîtra dans quelques années un essor inégalé.

[Text]

Mr. Thornhill: This is specifically with regard to the university. Mr. Carey's just mentioned a number of different initiatives. We have an Institute for Small Business that works directly with established businesses in the Newfoundland and Labrador community. They help develop programs that facilitate the development and expansion of business inside and outside this province and this country. It works very well.

[Translation]

M. Thornhill: J'aimerais vous parler spécifiquement de l'université. M. Carey vient de mentionner différentes initiatives. L'université compte également un institut de la petite entreprise, qui collabore avec les entreprises établies à Terre-Neuve et au Labrador. Cet institut conçoit des programmes destinés à favoriser l'essor et le développement des entreprises de notre province et de notre pays. L'institut connaît d'ailleurs beaucoup de succès.

• 1435

In regard to our medical school, we are pioneers in eastern Canada in using satellite technology and telemedicine. We have some of the best-trained graduates, medical doctors, in this country. We're doing work that is unique. As a small province in the North Atlantic Ocean, we're doing some things for a university of our size, I would imagine, that larger schools with three and four times the number of students are having difficulty with.

I think it's important that we don't forget about the arts graduates. Fortune 500 companies are saying they would rather train a liberal arts graduate and give that individual a formation, rather than having a bunch of technical graduates who essentially don't have any interpersonal skills. I would say that as young Newfoundlanders and Labradorians, we are lucky that we have a sense of family and a sense of community and that when we enter the business environment a handshake is generally all that needs to be done. So we have a sense of what needs to be done as far as business.

In regard to the research relating to the fisheries, we live in a marine environment. It is unfortunate that we're going through such a difficult time right now, but it is not the end of the development of the fishery. There are young people in this province, marine biologists, who want to remain here to do world-class work. If the options for their employment are such that they cannot, they will move to other places outside this province and to other provinces, and indeed to other countries.

With regard to the med school, we're losing, on average, about half of our graduates to the United States. That may be a problem of provincial jurisdiction, but it's something that we must be quite cognizant of as a framework within a nation. If the significant portion of our best-trained graduates are moving to other countries, we're going to have a deficit of medical students and doctors in the future.

So I think we're more than capable of handling the initiatives, but I think right now the focus has to be on the continued access. We're more than capable within the programs we have.

The Vice-Chair (Ms Minna): Sorry, I thought you were done. Go ahead. I just want to give Mr. Dennis an opportunity to say something. You finish up, Mr. Thornhill.

Mr. Thornhill: That's fine, I'll let Mr. Dennis speak.

Avec notre faculté de médecine, nous sommes des pionniers dans l'Est du Canada dans le domaine de l'utilisation de la technologie des satellites et de l'application de la télémédecine. Nous formons quelques-uns des meilleurs diplômés, des meilleurs médecins du pays. Nous effectuons un travail unique en son genre. Même si elle est située dans une petite province de l'Atlantique Nord, une université de cette taille parvient à faire des choses que des écoles comptant trois ou quatre fois plus d'étudiants auraient, je pense, de la difficulté à réaliser.

Il est important, je crois, de ne pas oublier les diplômés en arts. Les entreprises nommées au palmarès des 500, dans le magazine *Fortune*, estiment qu'elles préféreraient former des diplômés en arts plutôt que d'engager des diplômés du secteur technique qui ne possèdent aucune compétence interpersonnelle. Je dois dire qu'en tant que jeunes Terre-Neuviens et Labradoriens, nous avons la chance d'avoir le sens de la famille et le sens de la collectivité, de sorte que lorsque nous traitons affaires, une simple poignée de main suffit généralement. Donc, nous savons ce qui doit être fait dans le domaine des affaires.

Pour ce qui est de la recherche dans le secteur des pêches, vous savez que nous vivons dans un milieu marin. Il est regrettable que nous devions traverser une période aussi difficile, actuellement, mais nous n'en sommes pas encore arrivés au terme du développement du secteur des pêches. Il y a encore des jeunes, dans cette province, des biologistes du milieu marin, qui veulent rester ici et faire du travail d'envergure internationale. Par contre, s'ils n'ont pas les débouchés susceptibles de leur permettre de réaliser leurs aspirations, alors ils iront ailleurs, ils se rendront dans d'autres provinces, et même dans d'autres pays.

Pour en revenir à la faculté de médecine, nous perdons en moyenne la moitié de nos diplômés parce qu'ils vont aux États-Unis. Il s'agit peut-être là d'un problème de compétence provinciale, mais il faut que nous en soyons tout à fait conscients à l'échelle nationale. Si une importante partie de nos meilleurs diplômés s'expatrient, nous finirons par accuser un déficit d'étudiants en médecine et de médecins.

Donc, je crois que nous sommes tout à fait en mesure de gérer les projets, mais, pour l'heure, il faut faire porter l'accent sur l'accès continu. Et cela, nous en sommes très capables dans le cadre des programmes que nous avons.

La vice-présidente (Mme Minna): Excusez-moi, je croyais que vous aviez terminé. Continuez. Je voulais juste donner la possibilité à M. Dennis de dire quelque chose. Mais terminez, monsieur Thornhill.

M. Thornhill: Ça va, je vais laisser la parole à M. Dennis.

[Texte]

The Vice-Chair (Ms Minna): Okay.

Mr. Dennis.

Mr. Dennis: I would just second, I think, what Mr. Thornhill has said.

In answer to your question, I would say that what the university can do to further the opportunities in Newfoundland is to be allowed to go on doing what it does best. My colleagues have mentioned a number of specialties that are very strong here. I could add marine biology, geology and history to those things. But the essential thing for any development and change in Newfoundland is the inventiveness that comes with a critical mass of well-educated, capable people. The only way you're going to get that is from generalist degrees and generalist graduates from Memorial University. In other words, keep a good university going here and it'll happen.

The Vice-Chair (Ms Minna): Great. Thank you.

Mr. Clarke: Today's world is being basically developed around computers and computer systems. It's a global economy out there. Today's world is not based on what's going on in eastern Canada any more. We can deal within the world. Recently, there have been dealings with China. That has affected us here in that we've struck deals in development of the fisheries techniques that we can transport to China—research and marine industries. Basically, 70% of the world is covered with water. The fishery might be dead here in Newfoundland right now, but it's not dead everywhere. We have to educate our people in what we know and what we've learned since we came here. Hopefully we can take that and bring it to other people in the world—use our knowledge to benefit us. That's a very important point, I think.

[Traduction]

La vice-présidente (Mme Minna): Parfait.

Monsieur Dennis.

M. Dennis: Je voulais simplement aller dans le sens des propos de M. Thornhill.

En réponse à votre question, je pense que pour que les universités ouvrent d'autres possibilités à Terre-Neuve, il faut leur permettre de faire ce qu'elles font de mieux. Mes collègues ont parlé d'un certain nombre de spécialités qui marchent très bien ici. Je pourrais ajouter la biologie du milieu marin, la géologie et l'histoire. Mais la clé de tout développement et de tout changement à Terre-Neuve réside dans l'esprit d'invention auquel donne lieu une masse critique de personnes bien éduquées et compétentes. Or, le seul moyen de parvenir à cette masse critique, c'est d'avoir un maximum de diplômés généralistes de l'Université Memorial. En d'autres mots, faites en sorte qu'une bonne université continue de fonctionner, et vous parviendrez aux résultats escomptés.

La vice-présidente (Mme Minna): Parfait. Merci.

M. Clarke: De nos jours, le monde se développe essentiellement autour de l'informatique et des systèmes informatiques. Nous sommes dans une véritable économie planétaire. De nos jours, le monde ne tourne plus autour de ce qui se passe dans l'Est du Canada. Nous pouvons travailler à l'échelle internationale. Récemment, on est allé traiter avec la Chine. Eh bien, nous en avons ressenti des effets, car nous avons conclu des accords en matière de développement de techniques de pêche que nous exporterons en Chine, surtout dans les domaines de la recherche et des industries marines. Soixante-dix pour cent de la planète est recouverte d'eau. Notre secteur des pêches est peut-être mort, ici, à Terre-Neuve, en ce moment, mais ce n'est pas le cas ailleurs. Nous devons enseigner à nos gens ce que nous savons et ce que nous avons appris depuis que nous sommes ici. Nous pouvons également espérer pouvoir communiquer ce savoir à d'autres peuples et en retirer un avantage. C'est là, je crois, quelque chose de très important.

● 1440

Another one is aquaculture—the farming of fish. Years ago, why would you want to farm fish when you could go out and catch them? But right now that's another way we can go. Aquaculture is a very important point. We're developing that at the Marine Institute and here in Newfoundland to a very successful degree. Hopefully it will continue in the future.

Il y a également le domaine de l'aquaculture, autrement dit de l'élevage des poissons. Il y a des années de cela, on n'envisageait pas d'élever des poissons en captivité, puisqu'on pouvait les pêcher. Mais de nos jours, c'est une autre façon de régler nos problèmes. L'aquaculture est donc une solution qui est loin d'être négligeable. Nous nous y intéressons avec un certain succès, au Marine Institute et ailleurs à Terre-Neuve. Nous espérons que cette expérience se poursuivra dans l'avenir.

Thank you.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much.

I would like to point one thing out to you. I'm from the province of Saskatchewan, and our situations have a lot of similarity. I don't know if you're aware that our number one export is young people, as is yours. We have exactly the same thing: "Would the last one out please turn out the lights?" There are Saskatchewan people all across Canada.

Merci.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup.

Je voudrais vous signaler une chose. Je viens de la Saskatchewan, et la situation qui règne là-bas est très semblable à la vôtre. Vous ne le savez peut-être pas, mais notre premier produit d'exportation, ce sont nos jeunes gens, tout comme ici. Tout comme vous, nous en sommes rendus à demander au dernier qui partira de bien vouloir éteindre les lumières. Il y a des gens de la Saskatchewan un peu partout au Canada.

[Text]

There's one thing the University of Saskatchewan pointed out, and I would just put you onto this. Research is one of the key things a university does, and that's why I asked my question. We have to be very careful that whatever we do does not undermine the research, because that is what is going to develop the jobs and give the opportunities to our young people and our business people to get into some of those areas you mentioned.

I wanted that to be on the record. I think that's something you should pursue. Anything the federal government does here should not undermine the money that goes to research. That kind of money is very often not targeted specifically for something that's going to result in a job, because they do research in areas that don't seem to have any immediate benefit. That's something I think you should keep in mind.

There's a great similarity: Saskatchewan has agriculture and you have aquaculture. We don't have that base of people that would normally support a university, and a lot of the structural changes that are happening would really hurt Saskatchewan even more, as I think they may hurt Newfoundland.

I caution you on that and I support whatever initiatives you have, because we come from provinces that have a lot of things in common.

Mr. Thornhill: I don't think I would be out of turn in speaking for my colleagues to say we indeed concur.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much for a good hour of discussion as well as a very good presentation on the part of the members of the different organizations. I thank you very much for spending the time with us today. I know there are other questions the members will want to ask on the side, and I'm sure they're welcome to do so.

The next witnesses, then, are from the Newfoundland and Labrador Association of Social Workers. We have Mr. Bruce Cooper as well as Leslie Bella, member, and Hélène Davis, member. We have half an hour together. You may start your presentation and we will follow with a discussion. Thank you.

Mr. Bruce Cooper (Executive Director, Newfoundland and Labrador Association of Social Workers): Thank you. We were told to prepare for about a five-minute presentation and for ten minutes of discussion. We've divided that among ourselves—the NLASW—and some representatives of the School of Social Work who are here today. I think we can expect to be around fifteen minutes in both our comments and questions.

My name is Bruce Cooper and I'm the executive director of the Newfoundland and Labrador Association of Social Workers. We are the regulatory body and professional association for social workers in this province. We represent approximately 750

[Translation]

Il est une chose que les gens de l'Université de la Saskatchewan nous ont fait remarquer, et je veux vous la soumettre. La recherche est un des principaux apports de l'université, et c'est pour cela que je vous ai posé ma question. Nous devons nous assurer tout particulièrement que ce que nous faisons—quoique ce soit—ne porte pas atteinte à la recherche, parce que c'est grâce à elle que nous parviendrons à créer des emplois et à donner la possibilité à nos jeunes et à nos gens d'affaires de se lancer dans les secteurs dont vous avez parlé.

J'e voulais que cela soit dit. J'estime que c'est cela que vous devez chercher à faire. Rien de ce que le gouvernement fédéral fera ici ne devrait donner lieu à une diminution des budgets consacrés à la recherche. Très souvent, ce genre de budget n'est pas spécifiquement axé sur une activité qui débouchera sur un emploi, parce qu'on effectue la recherche dans des domaines qui ne semblent pas être porteurs de résultats immédiats. C'est là quelque chose que vous ne devez pas perdre de vue.

Comme je le disais, nos situations sont très semblables: en Saskatchewan, nous avons l'agriculture, et ici vous avez l'aquaculture. Nous ne disposons pas du bassin de population qui serait normalement nécessaire à la vie d'une université, et nombre des mutations structurelles envisagées pourraient avoir encore plus d'effets négatifs en Saskatchewan, tout comme à Terre-Neuve.

Je tenais à vous mettre en garde à ce sujet, et sachez que j'appuierai tous vos projets, parce que nous venons de deux provinces qui ont beaucoup en commun.

M. Thornhill: Je ne pense pas qu'il soit déplacé que je vous dise, au nom de mes collègues, que nous sommes d'accord avec vous.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup de cette heure de discussion très intéressante, de même que des excellents exposés que les membres des différents organismes nous ont livrés. Je vous remercie beaucoup d'avoir passé ce temps avec nous aujourd'hui. Je sais que les membres du comité voudront vous poser bien d'autres questions en privé, et je ne doute pas que vous vous ferez un plaisir de leur répondre.

Les témoins suivants représentent la Newfoundland and Labrador Association of Social Workers. Il s'agit de M. Bruce Cooper et de M^{mes} Leslie Bella et Hélène Davis. Nous passerons une demi-heure ensemble. Vous pouvez commencer votre exposé, puis nous enchaînerons par une discussion. Merci.

M. Bruce Cooper (directeur général, Newfoundland and Labrador Association of Social Workers): Merci. On nous a demandé de nous préparer à donner un exposé de cinq minutes environ, qui sera suivi d'une discussion de 10 minutes. Nous nous sommes répartis le temps entre nous, soit la NLASW et certains représentants de l'École de service social qui sont ici présents. Je pense que nous devrions en avoir terminé en une quinzaine de minutes, entre nos commentaires et vos questions.

Je m'appelle Bruce Cooper et je suis directeur général de la Newfoundland and Labrador Association of Social Workers. Nous sommes l'organisme de réglementation ainsi que l'association professionnelle des travailleurs sociaux de la

[Texte]

social workers who, regardless of work setting, come into contact on a daily basis with people who need various forms of help in order to maintain or promote bio-psychosocial health and well-being, and who are often consumers of the services currently offered by Canada's social safety net.

[Traduction]

province. Nous représentons environ 750 travailleurs sociaux, qui, où qu'ils travaillent, se retrouvent quotidiennement en contact avec des gens qui ont besoin de différentes formes d'aide pour conserver ou acquérir une santé et un bien-être biopsychosocial et qui, pour la plupart, sont des prestataires de l'actuel filet de sécurité sociale canadien.

• 1445

Let me begin by saying that the NLASW support the move towards improving social security in Canada, but we do not support and we are concerned about the values that appear to be inspiring it. Changing social programs as a means of addressing fiscal problems may be ideologically correct in the context of our time, but it ignores some timeless truths about how human beings develop into thriving, working, nurturing, taxpaying adults.

Our association contends that social policy and the programs that evolve from policy should be viewed as a long-term investment in persons, which affords them dignity and the capacity for self-determination. Social policy should be paired with economic policy only through the recognition that when you care for people when they're vulnerable by providing them with the resources to meet their unique needs, it increases the likelihood that they will become contributing members of society, which in the long term will increase GDP and will decrease some forms of social spending, for example, on justice and mental health programs and so on.

Essentially it is our fundamental belief that social programs should be tied to social needs, not to revenue needs. To that end we recommend that the federal government seek new forms of revenue through the corporate and personal income tax systems, which will be used to deal with the deficit and debt problems facing Canada.

We think it's important that the public of Canada be educated about the facts of personal income tax and that Canada, when compared to other countries in the world, still pays less income tax as a percentage of gross earnings than other countries, such as the United States, for a social safety net that is far superior even in its current form to countries such as the United States.

With reference to the planned and proposed changes to the Canada Assistance Plan, we support the commitment to eliminate child poverty, which is discussed in the green paper, and the recognition that the current guidelines regarding CAP funding can squelch attempts to develop innovative programs that are motivated by a concern for prevention as opposed to crisis intervention. We are concerned, though, about the assumption that social security must be restructured to increase incentives to join the workforce. This implies that people would not otherwise want to work and that work is available for those who seek it. A supplement to those in the workforce put in poverty does very little to support Newfoundlanders and

Je commencerai par dire que la NLASW est favorable au projet d'amélioration de la sécurité sociale au Canada, mais que nous n'aimons pas les motifs qui semblent inspirer cette réforme. Il est peut-être bien, à notre époque, sur un plan idéologique, de modifier les programmes sociaux afin de régler nos difficultés financières, mais on oublie alors quelques vérités intemporelles sur la façon dont les êtres humains deviennent des adultes qui travaillent, prospèrent, élèvent des enfants et paient des impôts.

Notre association soutient qu'il faut envisager la politique sociale et les programmes en découlant comme une forme d'investissement à long terme dans l'être humain, afin d'apporter à chacun la dignité et la capacité d'opter pour l'autodétermination. Il ne faut associer la politique sociale et la politique économique que si l'on part du principe que, lorsqu'on s'occupe des gens vulnérables et qu'on leur apporte les ressources qui leur permettront de combler leurs besoins uniques, on accroît la possibilité qu'ils contribuent à la société, ce qui, à long terme, favorisera une augmentation du PIB et une diminution des dépenses sociales, comme, par exemple, dans les domaines de la justice et de la santé mentale.

Nous sommes intimement convaincus que les programmes sociaux doivent être envisagés en fonction des besoins constatés sur le plan social, et non pas sur le plan des recettes. À cette fin, nous recommandons que le gouvernement fédéral génère de nouvelles formes de recettes par le biais du régime d'impôt des particuliers et de celui des sociétés, afin de régler les problèmes de déficit et de dette auxquels nous sommes confrontés.

Nous estimons important que le public soit informé de ce qui se passe en matière d'impôt sur le revenu des particuliers et qu'il sache qu'au Canada, comparativement à d'autres pays comme les États-Unis, on consacre au filet de sécurité sociale une part moindre de nos impôts par rapport au revenu brut, et que, dans sa forme actuelle, le filet est bien supérieur à ceux de ces autres pays, notamment les États-Unis.

Pour ce qui est des changements qu'on se propose d'apporter au Régime d'assistance publique du Canada, nous sommes d'accord avec l'engagement, pris dans le Livre vert, d'éliminer la pauvreté de l'enfance et le fait qu'on reconnaît par ailleurs que les actuelles lignes directrices relatives au financement du RAPC risquent de freiner toute velléité de mettre sur pied des programmes novateurs découlant du souci d'intervenir à titre préventif, avant les crises. Cependant, le fait qu'on semble partir du principe qu'il faut restructurer la sécurité sociale en vue de trouver de meilleures façons d'inciter les gens à intégrer la main-d'œuvre active nous inquiète. On part en effet du principe qu'autrement les gens ne voudraient

[Text]

Labradorians who are without employment but who work to support their families through subsistence activities such as wood-cutting, hunting, fishing, berry-picking, etc.

[Translation]

pas travailler et que tous ceux qui cherchent du travail en trouvent. Le versement d'un supplément de revenu aux travailleurs qui sont pauvres n'aidera pas beaucoup les Terre-Neuviens et les Labradoriens sans emploi qui, pour soutenir leur famille, se livrent à des activités susceptibles de leur assurer un revenu minimum, comme la coupe du bois, la chasse, la pêche, la cueillette des baies, etc.

In essence, our concern is that the proposals regarding CAP ignore the Newfoundland and Labrador reality of persistent job shortages exacerbated in the last three years by the collapse of the fishery. The move to CAP cost-sharing under the Canada Assistance Plan at last year's level seriously disadvantages our province. Newfoundland and Labrador's ability to take maximum advantage of CAP cost-sharing has been limited by our own provinces' fiscal problems. We just haven't been able to match our spending in this province with the needs that exist. Already assistance levels in our province are lower than in any other province in Canada, and we are the third lowest province in Canada with respect to the amount that we spend per capita in areas covered by CAP.

Pour l'essentiel, ce qui nous inquiète, c'est que les propositions relatives au RAPC ne tiennent pas compte de la réalité de Terre-Neuve et du Labrador, réalité qui correspond à un manque constant d'emplois que l'effondrement du secteur des pêches, au cours des trois dernières années, n'a fait qu'exacerber. Le principe de participation aux frais en vertu du RAPC, au même niveau que l'année dernière, désavantage sérieusement notre province. Nous n'avons pu tirer le maximum d'avantages de la participation aux frais en vertu du RAPC, à Terre-Neuve et au Labrador, à cause des difficultés financières qu'éprouve notre province. Nous ne sommes pas parvenus à aligner nos dépenses sur nos besoins. Déjà, les niveaux d'assistance à Terre-Neuve et au Labrador sont inférieurs à ceux offerts par n'importe quelle autre province, et nous sommes d'ailleurs l'antépénultième province du Canada en ce qui a trait au montant dépensé par habitant dans les domaines couverts par le RAPC.

CAP funding provides many of the services that are delivered by social workers in this province. To understand how we believe changes in CAP in particular will have a devastating impact on social services, you must understand the current reality faced by social workers in this province and the clients we represent.

Le financement du RAPC permet d'assurer la plupart des services qui sont offerts par les travailleurs sociaux de la province. Si vous voulez comprendre pourquoi nous croyons que les changements prévus au RAPC risquent d'avoir un effet dévastateur sur les services sociaux, vous devez d'abord comprendre la réalité des travailleurs sociaux de la province et de leurs clients.

I want to give you an example from child protection services. Child protection services—some people on the mainland may know them as children's aid societies—in our province are delivered by the government as opposed to a community board. The caseloads of our members who practice in child protection services are currently so high that our province has been condemned by the Child Welfare League of America.

Je veux vous donner un exemple portant sur les services de protection de l'enfant. Chez nous, les services de protection de l'enfant—que certains sur le continent connaissent sous le vocable de sociétés d'aide à l'enfance—, sont assurés par le gouvernement plutôt que par un conseil communautaire. La charge professionnelle de nos membres qui travaillent dans le domaine des services de protection de l'enfant est telle que Terre-Neuve a été mise à l'index par la Child Welfare League of America.

• 1450

High caseloads essentially mean that rather than being able to intervene to prevent abuse and neglect and to promote the establishment and maintenance of healthy families, social workers are often left in the position where they must intervene when a child has been abused or severely neglected.

Or, quand le volume de cas est élevé, plutôt que de pouvoir prévenir les cas d'abus et de négligence et de favoriser l'établissement et le maintien d'un milieu familial sain, il arrive souvent que les travailleurs sociaux n'aient d'autre choix que de devoir intervenir une fois seulement après que l'enfant a été victime d'abus ou de graves négligences.

This issue, which in our culture we have to think of as very much related to individual family problems, is intimately connected to issues of social security and economic health. We know that abused children become adults, who are overrepresented in our psychiatric units, correctional facilities and so on.

Tous les aspects que nous envisageons, dans notre culture, comme étant des problèmes d'ordre familial sont étroitement liés à la sécurité sociale et à la santé économique des gens. Les enfants qui ont été maltraités deviennent un jour les adultes qui sont surreprésentés dans nos unités de soins psychiatriques, dans nos établissements correctionnels et autres installations de ce genre.

We also know that when you deal with crisis intervention in the area of child protection, which I'm using as an example, you're talking about very costly services such as foster care. In some cases in this province, where we've had a lack of foster care, children have been put under 24-hour care in hotel rooms in lieu of having appropriate care.

Nous savons également que tout ce qui a trait à l'intervention immédiate dans le domaine de la protection de l'enfance, dont je me servirai pour exemple, revient très cher, et c'est notamment le cas du placement familial. Comme il nous est arrivé de manquer de familles d'accueil, nous avons dû placer des enfants pour des périodes de 24 heures dans des hôtels plutôt que de les confier à un foyer nourricier.

[Texte]

It is one of the few certainties of human behaviour that people need to have an enduring sense of assuredness that all their physiological needs—food, clothing, shelter, health care and safety needs—must be met before they can thrive.

I had a reminder of this over the weekend as I sat in a cold, black house, given the power outages we've had here, and for me, a middle-class person, it served as a useful reminder of what happens when you do become concerned only with sustenance.

My best intentions were to have copies of a paper presented here today for all of you. Unfortunately, being a victim of the information age, I depend on a word processor and it wouldn't power up.

But more than that, there was an inward turning. There was concern for heat, food and not much else. This is a fact of human nature and the human response to not having enough. It is a helpful reminder to all of us.

We all had a desire to thrive and to contribute to this process and, in the broader sense, to the economy, but our preoccupation was survival. This is the reality our members are very concerned about.

Our members work in communities where people are very preoccupied with just surviving. We are very concerned about the already unacceptably poor living standards of impoverished families in this province in all areas, but particularly in rural settings, aboriginal communities and among female-headed single-parent families.

In summing up, it is our contention that block funding would only be fairer to poorer provinces if it was based on actual poverty levels, the reality as opposed to the mythology created by policies that say we should freeze things at the historical level. That summarizes our remarks today.

We do have a paper that represents a lot of work of a lot of people. It represents the consultation with our membership and touches on areas beyond CAP such as the proposed effects on UI, child care, Labrador in particular and students.

We also have an analysis of taxation changes that back up some of the brief points I've made here today. Barring any more problems with power, I hope to have a copy made available to everybody here within the next 24 hours. Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you. Mr. Saldov, did you have some...?

Professor Morris Saldov (School of Social Work, Memorial University): When this parliamentary committee first began its work, I was teaching social policy at the university here. A couple of my students in the course decided they would like to engage in something more than an academic process. They would like to apply some of their learning to "the real world" of politics and social policy issues.

[Traduction]

C'est une des rares certitudes du caractère humain qu'avant de s'épanouir les gens doivent avoir l'assurance que tous leurs besoins physiologiques sont comblés, c'est-à-dire l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins de santé et la sécurité.

J'ai eu un rappel de cela durant le week-end, quand je me suis retrouvé dans une maison non éclairée, froide, à cause des coupures de courant que nous avons eues ici, et pour moi, qui appartient à la classe moyenne, cela était une façon utile de me rappeler ce qui se produit lorsqu'on se préoccupe uniquement de sa subsistance.

J'avais la ferme intention de vous remettre des photocopies du document que je suis venu vous commenter aujourd'hui. Malheureusement, comme je suis une victime de l'âge de l'information, je dépend d'une machine de traitement de texte qui n'était plus alimentée en courant.

Mais plus encore, j'ai effectué un repli sur ma personne. Ce qui me manquait surtout, c'était la chaleur et la nourriture. C'est là une réalité de la nature humaine et une réaction bien humaine quand on n'a pas le minimum. Ce genre d'événement est très utile pour nous rappeler à tous cette réalité.

Nous voulions tous nous épanouir et contribuer à ce processus et, dans un sens plus large, à notre économie, mais nous étions surtout préoccupés de survivre. Eh bien, c'est là le genre de réalité qui préoccupe particulièrement nos membres.

Ils travaillent dans des collectivités où la seule préoccupation des gens est de survivre. Nous nous inquiétons beaucoup du fait que le niveau de vie des familles paupérisées de tous les coins de la province est déjà beaucoup trop bas, surtout dans le cas des résidents de régions rurales, des autochtones et des femmes chefs de familles monoparentales.

Pour résumer, nous sommes d'avis que le financement global serait plus équitable dans le cas des provinces pauvres s'il était fondé sur les niveaux réels de pauvreté, c'est-à-dire sur la réalité, et non pas sur un mythe découlant de politiques dans lesquelles on prétend qu'il faut tout geler à des niveaux historiques. Voilà qui met un terme à notre intervention d'aujourd'hui.

Notre mémoire est le fruit d'un gros travail effectué par un grand nombre de personnes. Il est le fruit de consultations auprès de nos membres, et il aborde d'autres aspects que le RAPC, comme les effets des propositions sur l'assurance-chômage et la garde d'enfants, au Labrador en particulier, et sur les étudiants.

Le mémoire renferme également une analyse des changements fiscaux qui vient appuyer certains des aspects que j'ai brièvement abordés aujourd'hui. Si nous n'avons pas d'autres interruptions de courant, j'espère que je pourrai faire remettre une copie de notre mémoire à tout le monde d'ici 24 heures. Je vous remercie beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci. Monsieur Saldov, aviez-vous...?

M. Morris Saldov (professeur, School of Social Work, Memorial University): Quand ce comité parlementaire a commencé ses travaux, j'enseignais la politique sociale, ici, à l'université. Deux ou trois de mes étudiants ont alors décidé d'aller au-delà de la simple théorie et d'appliquer une partie de ce qu'ils avaient appris au «monde réel» de la politique et des questions de politique sociale.

[Text]

So I want to start by inviting Julie Fleet and Kim Hawco to make their comments. Then I'll follow that with some of my own.

Ms Kim Hawco (Student, Memorial University): Hello. As single parents and as women who have previously worked and tried to find work, the biggest problem we see in your proposed social security reforms is that they do not address the problems women have in entering the workforce and sustaining long-term work.

[Translation]

J'aimerais donc débuter en invitant Julie Fleet et Kim Hawco à nous faire part de leurs commentaires, que je ferai suivre des miens.

Mme Kim Hawco (étudiante, Memorial University): Bonjour. Comme les femmes et les mères seules qui ont eu un emploi ou qui ont essayé d'en avoir un, nous estimons que les réformes que vous envisagez d'apporter à la sécurité sociale pèchent surtout par le fait qu'elles ne tiennent pas compte des différences auxquelles se heurtent les femmes qui arrivent sur le marché du travail et qui veulent conserver un emploi à long terme.

• 1455

Women make up over half the population in Canada. We are not a minority, but a majority that has been suppressed by society.

The changing family structure in Canada has created a growing number of single-parent families of which a large percentage is headed by women. For these women to become self-sufficient they need jobs that provide good wages, fringe benefits, job security, opportunities for advancement and accessible day care. If measures are not taken by your government to help provide these jobs for women, work will not be an alternative for welfare and unemployment.

Your paper highlights training and education as ways to ensure work, but studies have clearly shown that for women education bears little relationship to earnings when compared with men, nor does it assure them a wider selection of jobs.

The majority of these problems results from discrimination against women in the workforce. From our research, we have concluded that the only way to get women off welfare and unemployment and into the workforce is by creating jobs that provide good wages, fringe benefits, job security and opportunities for advancement. Day care must also be provided and steps have to be taken to end systemic discrimination.

Thank you.

Mr. Saldov: Thanks, Julie.

I'm going to speak about welfare fraud, but from a little different angle from what you were expecting from that label.

There are \$38 billion per year in deferred taxes by corporations in this country, so taxes of \$38 billion per year are not collected by the federal government. That sum of \$38 billion sometimes never gets paid. There is no interest charged on deferred taxes. If we collected the interest alone on the deferred taxes, we would be able to pay down the deficit significantly.

If I don't pay my personal income taxes in any given year, I not only pay a penalty, but I also pay interest on the amount outstanding. Why do corporations get such a break at our expense, at the expense of social programs?

Also, \$43 million per year are spent to operate the house of patronage in Ottawa, otherwise known as the Senate. All political appointments to the Senate have come from the Liberal and Conservative parties over the years.

Les femmes constituent plus de la moitié de la population canadienne. Nous ne sommes pas une minorité, mais une majorité qui est opprimée par la société.

À cause de l'évolution de la structure familiale au Canada, le nombre de familles monoparentales a augmenté et une forte proportion d'entre elles sont dirigées par des femmes. Pour que ces femmes deviennent autonomes, il leur faut des emplois leur assurant un bon salaire, des avantages sociaux, une sécurité de l'emploi, des possibilités d'avancement et des services de garde de jour accessibles. Si notre gouvernement n'adopte pas les mesures voulues pour offrir ce genre d'emplois aux femmes, le travail ne remplacera jamais l'aide sociale ni l'assurance-chômage.

Dans votre document on insiste sur le fait que la formation et l'instruction sont des voies conduisant à l'emploi, mais des études ont clairement établi que, dans le cas des femmes, l'instruction n'a que peu d'incidence sur les revenus, comparativement aux hommes, et elles ne leur assurent pas non plus un plus grand choix d'emplois.

La plupart de ces problèmes sont dus à la discrimination qu'on exerce contre les femmes au sein de la main-d'œuvre. Nous avons conclu, des recherches que nous avons effectuées, que la seule façon de sortir les femmes de l'aide sociale et du chômage, pour leur faire réintégrer le milieu du travail, est de créer des emplois leur assurant de bons salaires, des avantages sociaux, une sécurité de l'emploi et une possibilité d'avancement. Il faut également leur assurer des services de garderie et prendre les mesures qui s'imposent pour mettre un terme à la discrimination systémique.

Merci.

M. Saldov: Merci, Julie.

Je vais vous entretenir de la fraude de l'aide sociale, mais sous un angle légèrement différent de celui auquel ce genre d'étiquette pourrait vous faire penser.

Chaque année, les entreprises de ce pays reportent 38 milliards de dollars en impôts, si bien que le gouvernement fédéral se prive de percevoir pour 38 milliards d'impôts par an. Il arrive même que les 38 milliards de dollars d'impôts ne soient jamais payés. Aucun intérêt ne leur est appliqué et pourtant, l'intérêt seul sur ces impôts reportés nous permettrait de réduire considérablement le déficit.

Si je ne paie pas mes impôts sur le revenu une certaine année, je dois alors non seulement payer un amende, mais également des intérêts sur la somme due. Pourquoi les sociétés bénéficient-elles de telles conditions, à nos dépens, aux dépens des programmes sociaux?

On consacre, chaque année, 43 millions de dollars au fonctionnement du haut lieu du népotisme à Ottawa qu'est le Sénat. Depuis toujours, toutes les nominations politiques au Sénat ont été faites par les Libéraux et les Conservateurs.

[Texte]

What do we hear from the Senate? Not a great deal. There are a lot of questions asked in the last few years about whether we should continue to have a Senate. Well, it's costing us \$43 million per year to keep that going and Canadians are beginning to ask why.

Not only do we have a Senate, but we have a governor general, a lieutenant governor, a prime minister and a leader of opposition who live in public housing. The state provides housing for these people. Why, at such great expense?

Canadians are going to start asking those tough questions as well, as you try to turn the screws on social spending.

What about expense accounts for MPs? Some of you are very familiar with this. You can claim the full economy airfare on a trip, whether or not you use economy airfare. Yes, this came out on the news last year: you could claim the full economy airfare even though you went seat sale or excursion fare. So the wives of MPs could accompany them at government expense. That was discussed publicly and was confronted recently. If that's changed, I'd like to know, but that's another example of government spending that is in excess of need.

You're holding these hearings at the Delta in St. John's, the Royal York in Toronto, and you're trying to discuss ways of cutting back on social spending? You know, if you had held these meetings at food banks or in church basements, I think you might have a little more credibility. As it is, you're spending an awful lot of money to listen to ordinary citizens and you're conducting your business during the daytime when most people can't come. This room would be full if these meetings had gone on in the evening.

Why is there such an obsession with the deficit? I recall during the election campaign that the Liberal members, the Prime Minister and Paul Martin talked about the United States, pointing out to Reform Party members and Conservatives, hey, why should we be worrying about the deficit? Look at the United States, they have a deficit of over \$1 trillion and they're the most powerful nation in the world.

All of a sudden we have now adopted the Conservative agenda in attempting to cut the deficit. Why are we looking at social spending in order to cut the deficit? Only 2% of the federal budget is consumed in social spending, while 96% of the federal deficit is related to unpaid taxes and interest on the national debt. Why are we focusing on social spending as the means to bring down the deficit when it's not a major part of the problem?

[Traduction]

Et qu'est-ce qui sort de ce Sénat? Pas grand-chose. On s'est beaucoup demandé, ces dernières années, s'il fallait effectivement maintenir le Sénat. Eh bien, il se trouve qu'il nous coûte 43 millions de dollars par an et que les Canadiens commencent à se demander pourquoi.

Et il n'y a pas que le Sénat, il y a également le Gouverneur général, le lieutenant-gouverneur, le premier ministre et le chef de l'Opposition qui ont des résidences officielles. L'État paie le logement de ces gens. Pourquoi le faire à un tel coût?

Les Canadiennes et les Canadiens vont commencer à poser ce genre de questions délicates si vous serrez la vis dans les dépenses sociales.

Et que dire des comptes de frais des députés? Certains d'entre vous sont bien au courant de la chose. Vous pouvez réclamer le prix d'un billet en classe économique, même si vous n'utilisez pas cette classe. Mais oui, c'est ce que les journalistes nous ont appris l'année dernière, que vous pouvez réclamer le prix d'un billet en classe économique, même si vous vous préavez de soldes de places ou de tarifs d'excursion. Ainsi, les femmes de députés peuvent les accompagner aux frais de la princesse. Cela était publiquement remis en question, récemment. Si ce n'est plus ainsi, j'aimerais le savoir, mais c'est là un autre exemple de dépenses gouvernementales qui n'est pas en rapport avec les besoins.

Vous tenez vos audiences à l'Hôtel Delta, à St. John's, ou au Royal York, à Toronto, et vous voulez discuter des façons de réduire les dépenses sociales? Vous savez, si vous aviez tenu ce genre de réunion dans des banques alimentaires ou dans des sous-sols d'églises, je pense que vous auriez été un peu plus crédibles. Mais pour l'instant, vous dépensez énormément d'argent pour écouter le citoyen ordinaire, mais vous tenez vos audiences durant le jour, quand la plupart des gens ne peuvent se rendre à votre invitation. Cette salle serait pleine si vos réunions se déroulaient en soirée.

Pourquoi est-on tellement obsédé par le déficit? Je me souviens que, durant la campagne électorale, les candidats libéraux, le premier ministre et Paul Martin, montrant du doigt les candidats du Parti réformiste et les Conservateurs, disaient qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter du déficit parce qu'aux États-Unis, le déficit était supérieur à 1 000 milliards de dollars et que c'était la nation la plus puissante du monde.

Mais voilà que soudainement, on en est revenu au programme des Conservateurs pour essayer de réduire le déficit. Pourquoi passe-t-on au crible les dépenses sociales pour essayer de réduire le déficit? Les dépenses sociales ne représentent que 2 p. 100 du budget fédéral alors que 96 p. 100 du déficit fédéral est attribuable aux impôts impayés et à l'intérêt sur la dette nationale. Pourquoi avons-nous ciblé les dépenses sociales comme moyen de réduire le déficit alors qu'elles ne contribuent pas de façon importante au problème?

[Text]

[Translation]

• 1500

Last week I attended the social justice conference put on by some of the labour councils in St. John's. Some people are saying that the focus on social spending is a kind of smoke and mirrors campaign. If we focus on social spending we don't have to deal with the unpaid taxes of corporations, and we don't have to look at the loopholes in the tax system. Instead we can focus on the little guy, the person who's most vulnerable in the system.

Some of the explanations for this had to do with the free trade agreement and NAFTA, which as of yesterday involves Chile, as I understand it. We are trying to move toward a system whereby we're harmonizing our social programs to the lowest common denominators in the United States and some South and Central American countries, in order to make us "more competitive in the global economy." I don't think Canadians are going to buy it. When they begin to see those connections, they're going to ask some tough questions and politicians are going to pay in the end.

That's all I have to say.

The Vice-Chair (Ms Minna): Before we go to discussion, I want to address a couple of things that Mr. Saldov said.

With respect to the accommodations of our standing committee, it's true that we stayed at the Royal York and we are here today. The clerk of the committee told us that the same issue came up in Toronto as well. A number of things had to be considered, one being accessibility for the handicapped. We have to make sure that all of the hotels that we are in are accessible.

Most of the hotels we have negotiated with have given us the cheapest prices of all of the ones they checked and dealt with, as well as free rooms to meet in. We need accessibility to a room sufficiently large to accommodate people, as well as to telephone lines. Staff have been instructed to find the cheapest possible price, while meeting the minimum requirements of accessibility and what have you.

At the Fort Garry I think they gave us the same price we had in Regina, which was a \$49-a-night hotel. I'm giving you the details because I want you to understand that we've tried our best to keep those costs down.

As far as the tickets, I can only speak for myself. You seem to suggest that we fly economy but claim full fare, as if we get money in our pocket. I get an economy ticket for back and forth to my riding, and I hand in the stub. Money doesn't pass my hands or cross my... I just want to clarify that. Only those members who fly five hours to get to maybe Vancouver and then fly another three or four hours to get to their ridings may fly executive class, but most of us who go back and forth on one-hour flights use economy fare.

I just wanted to clear that up. If there are other questions with respect to that, you're welcome to ask them.

La semaine dernière, j'ai assisté à la conférence sur la justice sociale organisée par quelques-uns des conseils du travail à St. John's. Certains disent que l'accent mis sur les dépenses sociales n'est en fait qu'une habile diversion. Nous avons ciblé les dépenses sociales pour ne pas avoir à parler des impôts impayés des sociétés et pour ne pas avoir à examiner les échappatoires fiscales. Nous nous en prenons plutôt aux pauvres gens, aux plus vulnérables de la société.

Cela est en partie attribuable à l'accord de libre-échange et à l'ALÉNA, dont le Chili fait maintenant partie depuis hier, sauf erreur. Nous nous acheminons vers un système dans lequel nos programmes sociaux seraient harmonisés avec les programmes les moins généreux des États-Unis et de certains pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale afin de nous rendre «plus compétitifs dans l'économie mondiale». Je ne crois pas que les Canadiens l'accepteront. Lorsqu'ils commenceront à entrevoir ces relations, ils poseront des questions difficiles et, au bout du compte, ce sont des hommes et des femmes politiques qui écopieront.

C'est tout ce que j'avais à dire.

La vice-présidente (Mme Minna): Avant d'engager la discussion, j'aimerais répondre à certains propos de M. Saldov.

En ce qui concerne les hôtels où logent les membres du Comité permanent, il est vrai que nous sommes restés au Royal York et que nous sommes ici aujourd'hui. Le greffier du Comité nous informe que la même question a été posée à Toronto. Un certain nombre de facteurs doivent être pris en considération, l'un étant l'accès pour les personnes handicapées.

De tous les hôtels avec lesquels nous avons négocié, ceux où nous sommes restés nous ont accordé les meilleurs prix ainsi que des salles de réunion gratuites. Nous devons avoir accès à des salles suffisamment grandes pour accueillir tous les gens et il nous faut aussi des lignes téléphoniques. Nous avons demandé à notre personnel de trouver les hôtels les moins chers possible, et qui répondent en même temps à nos exigences minimales en matière d'accès, etc.

À Fort Garry, nous avons obtenu, je crois, le même prix qu'à Régina, à savoir 49\$ la nuit. Je vous fournis ces détails, car je tiens à ce que vous compreniez que nous avons fait de notre mieux pour réduire ces coûts.

En ce qui concerne les billets d'avion, je ne peux pas parler au nom des autres. Vous semblez laisser entendre que nous voyageons en classe économique mais que nous réclamons le plein tarif et que nous empochons la différence. Pour me rendre dans ma circonscription et pour en revenir je voyage en classe économique et je présente mes reçus. L'argent ne me passe jamais entre les mains. Je tenais à le préciser. Il n'y a que les députés qui doivent faire cinq heures d'avion pour se rendre, par exemple, à Vancouver, puis encore trois ou quatre heures pour se rendre dans leur circonscription qui peuvent voyager en classe affaires, mais la plupart d'entre nous qui avons des vols d'une heure voyageons en classe économique.

Je tenais à mettre les choses au clair. Si vous avez d'autres questions à ce sujet, je vous invite à les poser.

[Texte]

M. Crête: Je vous remercie pour votre présentation. Je trouve cela très intéressant. Ma question portera sur votre vision de l'impact et des mesures du document de travail. D'abord, j'aimerais vous dire que ce que la présidente vous a dit est exact. Nous serions d'accord pour faire disparaître le Sénat.

J'aimerais aussi vous signaler qu'au niveau des symboles, le chef de l'Opposition a refusé d'habiter la résidence officielle qui lui est réservée à Ottawa. Il ne l'utilise pas et les coûts d'entretien sont réduits au minimum.

• 1505

Cela dit, pour enrichir le Comité, j'aimerais que vous nous disiez quels seront les effets, sur les parties urbaines et rurales de Terre-Neuve, des modifications apportées à l'assurance-chômage et à l'aide sociale pour les familles pauvres si la réforme entre en vigueur telle que proposée.

Mr. Saldov: I'd like to first respond to the comments of the chair, since I didn't get a chance to do that.

I think if you had asked the university, there would have been ample space available, all of which would be accessible to people in wheelchairs. As far as the hotel goes, obviously you need a place to stay, so you can get the best deal on that, but churches, universities and other institutions would make themselves available.

I think you'd be sending out a very different message to the public if you weren't holding your hearings in fancy hotels, irrespective of the cost. This kind of setting doesn't make people who are not accustomed to speaking in public feel comfortable doing so. As I said before, if you'd conduct yourselves in the evening, that would probably be helpful.

With regard to changes in UI and caps on CAP, anything that would cut the current spending to Newfoundland would diminish the quality of life here. It's already at a historically low level in terms of its status relative to the rest of the country. So I'd redirect the thinking. Instead of thinking about cuts, which is what appears to be the agenda, we have to start thinking about alternative agendas. How do we create an economically viable community in Newfoundland?

You heard some suggestions from the panel before us about things like aquaculture and other indigenous types of development opportunities. There are plenty of ways to move forward. We used to have, with the university, an extension service that was actively involved in the community in discussing the economic and social fabric of rural areas in Newfoundland. That aspect of our program was cut, in part due to funding restraints.

That's an arm I would see as necessary. If we are going to really involve Newfoundlanders and Labradorians in their future, we have to provide them with the means. Programs like extension services provided facilitators in the community to help bring people to discussions and participate in formulating their own futures. I think that's a way to move forward.

[Traduction]

Mr. Crête: I thank you for your presentation. I found it most interesting. I have a question on your view of the measures proposed in the discussion paper and on their impact. First, I would like to tell you that what the Chair said is true. Also, we would agree with abolishing the Senate.

I would also like to point out to you that as far as symbols go, the leader of the Opposition refused to move into the official residence available to him in Ottawa. He does not use it and the maintenance costs are reduced to a minimum.

That being said, for the benefit of the Committee, I would like you to tell us what impact the changes to unemployment insurance and to social assistance for poor families would have in the urban and rural areas of Newfoundland if the reform is implemented as proposed.

M. Saldov: J'aimerais d'abord répondre aux observations de la présidente, puisque je n'ai pas encore eu l'occasion de le faire.

Je pense que si vous vous étiez adressés à l'université, vous auriez obtenu des salles suffisamment grandes et accessibles aux personnes en fauteuil roulant. Pour ce qui est des hôtels, il est évident que vous devez loger quelque part et que vous pouvez obtenir des chambres au meilleur prix possible, mais les églises, les universités et d'autres institutions auraient pu vous fournir des locaux.

Je pense que la population recevrait un message très différent si vous teniez vos audiences ailleurs que dans des hôtels de luxe, quel que soit le prix qu'on vous demande. Ceux qui n'ont pas l'habitude de s'exprimer en public se sentent pas à l'aise pour le faire dans un tel décor. Comme je l'ai déjà dit, il aurait probablement été préférable que vous teniez ces audiences le soir.

En ce qui concerne les modifications à l'assurance-chômage et le plafonnement du RAPC, toute mesure qui aurait pour effet de réduire les dépenses actuelles à Terre-Neuve réduirait la qualité de vie dans la province. Ces dépenses ont déjà été réduites à un niveau sans précédent comparativement à celles des autres régions du pays. Je pense qu'il faut donc envisager le problème sous un autre angle. Au lieu de parler de réductions, ce qui semble être à l'ordre du jour, nous devons chercher des solutions de remplacement. Comment pouvons-nous créer à Terre-Neuve une collectivité économique viable?

Les témoins qui nous ont précédés vous ont parlé de choses comme l'aquaculture et d'autres possibilités de développement qui pourraient être élaborées par les gens d'ici. Il y a de nombreuses façons d'aller de l'avant. Auparavant, dans le cadre de son programme d'éducation permanente, l'université jouait un rôle actif dans la collectivité en encourageant la discussion sur le tissu économique et social des régions rurales de Terre-Neuve. Cet aspect du programme a été éliminé à cause, notamment, des restrictions financières.

À mon avis, c'est un outil nécessaire. Si nous voulons que les habitants de Terre-Neuve et du Labrador contribuent vraiment à façonner leur avenir, nous devons leur en fournir les moyens. Les programmes comme les services d'éducation permanente fournissaient à la collectivité des facilitateurs etaidaient les gens à engager la discussion et à contribuer à préparer leur propre avenir. Je pense que c'est un moyen d'aller de l'avant.

[Text]

Ms Leslie Bella (Member, Newfoundland and Labrador Association of Social Workers): To respond to the question of unemployment insurance specifically, the Newfoundland and Labrador Association of Social Workers is particularly concerned about the impact on this province of the proposed two-tier system.

It seems to us that a proposal that targets seasonal workers and gives them benefits that are significantly less than those of workers who are not regularly seasonal workers is specifically targeted to shaft this province. It will have the effect of downloading a federal responsibility onto an already overstressed provincial social service system, which we've talked about in terms of the Canadian Assistance Plan. It's a financial load the province isn't able to bear. It seems that proposal is targeted to get rid of the seasonal use of unemployment insurance by many of the workers in our province.

Secondly, and related to that, the structure of this report ignores a whole area of labour that is very significant in this province: the work people do for their families and their communities in terms of fishing, hunting, wood-gathering and berry-picking. If you're from central Canada, you can certainly think that this must be a minor part of a family's life, but in fact in parts of this province, in most of the province outside the overpass, that's a major part of their subsistence.

[Translation]

Mme Leslie Bella (membre, Newfoundland and Labrador Association of Social Workers): En réponse à votre question sur l'assurance-chômage, la Newfoundland and Labrador Association of Social Workers s'inquiète particulièrement de l'effet que pourrait avoir, dans cette province, le régime à deux volets qui a été proposé.

Il nous semble qu'une proposition qui vise les travailleurs saisonniers et qui leur accorderait des prestations considérablement inférieures à celles qui seraient versées aux travailleurs dont les emplois ne sont pas saisonniers, est une attaque délibérée contre cette province. Les modifications proposées au Régime d'assistance publique du Canada auront pour effet de transférer une responsabilité fédérale au système des Services sociaux provincial déjà débordé. C'est un fardeau financier trop lourd pour la province. Il semble que cette proposition ait pour objectif d'interdire l'accès saisonnier à l'assurance-chômage à de nombreux travailleurs de notre province.

Deuxièmement,—et ces deux questions sont liées—la structure de ce rapport ne tient pas compte de tout un secteur d'activités très important dans cette province: la chasse, la pêche, la cueillette de bois et de baies que pratiquent les gens pour subvenir aux besoins de leurs familles et de leurs communautés. Si vous êtes originaire du Canada central, vous pensez certainement que ces activités n'ont qu'une importance mineure dans la vie d'une famille, mais en fait, dans certaines régions de cette province, dans la plupart des régions rurales, ce sont surtout ces activités qui permettent de subsister.

• 1510

You have a policy proposal that just negates and makes invisible all of that work. It's not just women's work; it's women's work and men's work that is made invisible in this report, and for which there is no recognition and no support. This report is devastating for Newfoundland, not just because of the UI, which I've just talked about, but also because of what it does in terms of the Canada Assistance Plan. If you switch to block funding based on the way we've used the Canada Assistance Plan, you had better just snip the prize and let us go, because there's nothing left.

We need assistance based on the level of poverty in the province, not based on our ability to use the Canada Assistance Plan historically, because that's no measure of our need.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you. Go ahead, Mr. Cooper.

Mr. Cooper: I like the beginning of the question, because it seems you're wondering about what's really happening here, what kinds of changes people have seen take place in rural and urban centres. There have been many in the past few years. The fabric, which was already pretty thin, is fraying.

As I alluded to earlier, case-loads for all social workers have swollen. To give you an example, since 1987 the reports of child abuse and the resultant case-loads in this province have grown by 700%, and the resources that have been marshalled to meet

Votre proposition nie et ignore purement et simplement ce travail. Ce n'est pas seulement un travail de femme; c'est un travail qu'accomplissent les femmes et les hommes et que ce rapport passe sous silence, et pour lequel il n'y a ni reconnaissance ni soutien. Ce document aurait un effet dévastateur sur Terre-Neuve, non seulement à cause des modifications proposées à l'assurance-chômage, et dont je viens de parler, mais aussi à cause des modifications proposées au Régime d'assistance publique du Canada. Si vous adoptez le financement global fondé sur l'utilisation passée du Régime d'assistance publique du Canada, vous signerez notre arrêt de mort, car il ne nous restera rien.

Nous avons besoin d'assistance établie en fonction du niveau de pauvreté dans la province, pas en fonction de notre recours au Régime d'assistance publique du Canada dans le passé, car cela ne donne pas la mesure de notre besoin.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci. À vous, monsieur Cooper.

M. Cooper: J'aime le début de votre question, car vous semblez vous demander ce qui se passe vraiment ici, quel genre de changements sont survenus dans les régions rurales et les centres urbains. Il y a eu de nombreux changements ces dernières années. Le tissu social, déjà très mince, est en train de s'effilocher.

Comme je le disais tout à l'heure, le nombre de cas dont s'occupe chaque travailleur social s'est multiplié. Par exemple, depuis 1987, le nombre de cas d'enfants maltraités rapportés et la charge de travail que cela représente pour les travailleurs

[Texte]

the needs of those increased cases have not. While there have been increased staffing levels, certainly in terms of therapeutic services and community support services, there just hasn't been anything there. I need to say more about that, because actually one of the biggest changes in the last few years has been the destruction of community services.

People from beyond the overpass, as they say here to talk about rural Newfoundland, often think that St. John's has a vast array of social services that are well funded and everybody's needs are being met here. This in fact may be the case in relative terms, but it is not in actual terms. In the last few years we've lost essential programs for victims of sex abuse. Even the very program that was being funded to help survivors at Mount Cashel has been so caught in a battle for survival that it hasn't been able to do the job it was set up to do, and has been now amended to become a training program.

The Canadian Mental Health Association too has suffered cut-backs. They have played a vital part in helping consumers of mental health services try to find a voice of their own to become empowered, to break dependency on a very costly psychiatric system. These are just a few examples, and there are many more social programs that have been cut back in the name of reducing deficits.

The net result is that families are living in more stress, induced by having more psycho-social problems that are not being met, whose needs are not adequately being met by the existing services. Families are also living under stress because of increased poverty in this province. What happens when families live under stress? What we've known in theory, we're seeing in fact. Families who live in stress become over-represented in the mental health care and justice systems. There are all kinds of social costs that are hidden, because the causal link is not direct.

If you input a cigarette in a person, the direct link some would have us believe will be ill health in the future. If you have someone living under chronic conditions of stress, such as poverty, the results are obvious.

Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

Please go ahead, Ms Davis.

Mme Hélène Davis (membre du Newfoundland and Labrador Association of Social Workers) Dans le Livre vert, il y avait une proposition de fournir des guichets d'information aux utilisateurs de l'assurance-chômage. Cependant, il ne faudrait pas que cela remplace les services de counselling.

[Traduction]

sociaux a augmenté de l'ordre de 700 p. 100 et les ressources mises en oeuvre pour répondre à ces besoins n'ont pas augmenté. S'il y a eu une augmentation du nombre d'employés affectés au service de traitement et au service de soutien communautaire, les autres ressources sont insuffisantes. Je dois en parler, car l'un des changements majeurs au cours des dernières années a été la destruction des services communautaires.

Les gens des régions rurales croient souvent qu'il existe à St-John's toute une gamme de services sociaux bien financés et qui répondent aux besoins de tous. C'est peut-être vrai de façon relative, mais pas en réalité. Au cours des dernières années, nous avons perdu des programmes essentiels pour les victimes d'agressions sexuelles. Même les responsables du programme mis en oeuvre pour aider les survivants de *Mount Cashel* ont été tellement occupés par la lutte qu'ils ont dû mener pour assurer la survie du programme qu'ils n'ont pas pu remplir la tâche qui leur avait été confiée et ce programme est maintenant devenu un programme de formation.

L'Association canadienne pour la santé mentale a elle aussi subi des compressions. Elle a joué un rôle essentiel en aidant les consommateurs de services de santé mentale à trouver leur propre voie afin de pouvoir se prendre en charge et de se sortir de leur dépendance à l'égard d'un système psychiatrique très coûteux. Ce ne sont que quelques exemples et il y a de nombreux autres programmes sociaux qui ont été sacrifiés sur l'autel de la réduction du déficit.

Cela a eu pour résultat que les familles sont de plus en plus stressées parce qu'elles ont davantage de problèmes psychologiques et sociaux qui ne sont pas traités, les services existants étant insuffisants pour répondre à ces besoins. Les familles vivent également dans le stress à cause de la pauvreté accrue dans cette province. Qu'arrive-t-il lorsque les familles sont stressées? Nous connaissons la théorie, nous voyons maintenant la pratique. Les familles qui vivent dans le stress sont surreprésentées dans le système de santé mentale et dans le système judiciaire. Il y a de nombreux coûts sociaux qui sont cachés, car le lien de cause à effet n'est pas direct.

Si une personne fume, on nous dit qu'il y a un lien direct entre son tabagisme et ses futurs problèmes de santé. Lorsqu'une personne vit dans des conditions de stress chronique, comme la pauvreté, les résultats sont évidents.

Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

Madame Davis, vous avez la parole.

Mrs. Hélène Davis (member, Newfoundland and Labrador Association of Social Workers): In the Green Book, there was a proposal to provide information counters for unemployment insurance claimants. However, these should not replace the counselling services.

• 1515

On a tendance à beaucoup parler de diminuer la bureaucratie. Il faut donner de l'argent aux communautés, mais il faut aussi que les professionnels aient un rôle à jouer. Parfois les bénévoles ont de bonnes choses à offrir. Je voudrais citer, si

We tend to talk a lot about reducing the bureaucracy. We must give money to communities, but professionals must also have a role to play. Volunteers often have good things to offer. I would like to mention, with your permission, the example of

[Text]

vous me le permettez, l'exemple du programme WITT, *Women Into Trades and Technology*. C'est un bon exemple d'un service de développement de l'emploi dans la communauté, mais il est sous-financé.

J'ai participé à l'une de leurs réunions récemment. Elles apprenaient différents métiers, mais il y en avait plus de la moitié à qui on disait: Il n'y a pas de programmes pour vous, vous n'êtes pas admissible parce qu'on n'a pas suffisamment de places. C'est un programme très efficace qui fonctionne avec presque rien, car il est vraiment sous-financé. Cependant, il arrive quand même à intéresser les femmes à de nouveaux métiers payants.

Merci.

The Vice-Chair (Ms Minna): From the Reform Party, Mr. Breitkreuz.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much. I have no more questions.

The Vice-Chair (Ms Minna): Mr. Johnston, no. I'll move to the Liberal Party and Mr. McCormick.

Mr. McCormick: Thank you very much for your presentation.

Last May, when Mr. Axworthy appeared in front of our committee, he was our first witness. That's the way it usually happens. What he spoke about—and I believe 100%, most sincerely—is we have to remove the disincentives that many people talk about as we cross this country, the disincentives that stop people on social assistance or welfare or unemployment, whoever, from getting the training they need or to get back into the world of work and that.

I wonder if from your point of view there are any specific disincentives that you see are blocking people, your friends or people you are aware of, from getting back into where they would like to be in the workforce.

Ms Hawco: Single parents is specifically what we were trying to focus on, and the biggest disincentive is definitely accessible child care. It poses a huge problem for women when trying to find work. That is what we would consider to be the biggest problem.

Ms Julie Fleet (School of Social Work, Memorial University of Newfoundland): And adequate income. Oftentimes the woman when she is in a job usually makes minimum wage. Therefore, it's no alternative to welfare. The only alternative she has is what are you going to cut back on food as the end of the month approaches. That's what we were told by the people we talked to during our research. That's the only alternative we've seen.

Mr. McCormick: Just as a comment back to you, I would like to say that I certainly hope people will be able to take their benefits with them too if they're going from social assistance or unemployment or welfare, because not everyone is going to have a high-tech job tomorrow. If you go in at the minimum wage and if you can take some benefits and some moneys with you we hope that will help. I certainly hope it would help people like that.

[Translation]

the WITT program, Women into Trades and Technology. It is a good example of a community-based employment development service, but it is insufficiently funded.

I took part in one of their meetings recently. The women were learning different trades, but more than half of them were told: we have no program for you; you are not eligible because we do not have enough places for you. It's a very efficient program which functions on a shoestring, but it is really insufficiently funded. However, it still manages to interest women in new paying jobs.

Thank you.

La vice-présidente (Mme Minna): Monsieur Breitkreuz, du Parti de la réforme.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup. Je n'ai plus de questions.

La vice-présidente (Mme Minna): Monsieur Johnston, non. Je passe donc au Parti libéral et à M. McCormick.

Mr. McCormick: Je vous remercie beaucoup pour votre exposé.

En mai dernier, M. Axworthy a été le premier témoin à comparaître devant notre comité. C'est ainsi que nous faisons d'habitude. Ce qu'il nous a dit—and je crois qu'il est parfaitement sincère—c'est que nous devons éliminer les facteurs de dissuasion dont de nombreuses personnes nous parlent partout où nous allons dans ce pays, les obstacles qui empêchent les assistés sociaux ou les prestataires d'assurance-chômage d'obtenir la formation dont ils ont besoin ou de réintégrer le monde du travail.

J'aimerais que vous me disiez si, à votre avis, il y a des obstacles particuliers qui empêchent les gens, vos amis ou des personnes dont vous avez entendu parler, de réintégrer la population active comme ils le voudraient.

Mme Hawco: Nous nous intéressons surtout aux chefs de familles monoparentales et leur pire obstacle est sans conteste l'absence de services de garderie accessibles. C'est un immense problème pour les femmes qui se cherchent du travail. C'est, à notre avis, le plus grave problème.

Ms Julie Fleet: Et les revenus suffisants. Très souvent, les femmes gagnent le salaire minimum. Elles n'ont donc pas d'autres options que l'assistance sociale. Il ne leur reste plus qu'à trouver les moyens de réduire leurs dépenses d'alimentation à mesure qu'approche la fin du mois. C'est ce que nous ont dit les gens que nous avons consultés dans le cadre de notre recherche. C'est la seule option que nous avons constatée.

Mr. McCormick: J'aimerais simplement faire une observation. J'espère de tout cœur que les gens pourront conserver leurs prestations lorsqu'ils quitteront l'assistance sociale ou l'assurance-chômage car ce n'est pas tout le monde qui se trouvera un emploi dans un secteur de haute technologie du jour au lendemain. Nous espérons que les personnes qui accepteront un emploi rémunéré au salaire minimum pourront conserver une partie de leurs prestations et que cela les aidera. J'espère certainement que nous pourrons aider les gens de cette façon.

[Texte]

Thank you, Madam Chair.

Mr. Saldov: To add to those comments, I think the biggest disincentive to work for anyone is the lack of jobs. Newfoundland is a particular case, with the highest unemployment rates in the country. We can talk about incentives and disincentives, but in the absence of jobs it is meaningless.

The Vice-Chair (Ms Minna): What are you putting up there, Mr. McCormick?

Mr. McCormick: I'm putting up a paper here that we will file later with the committee. It's an alternative business magazine for young people, profiling the province's entrepreneurs.

One of the things I want to see us do with this committee is like when we heard a few minutes ago, someone saying a debt load of \$100,000, that we've gone from 30 to 40, to 60, and then I heard the 80 in the prairies and Ontario, and then 90 and 100... There is a lot of misinformation out there. I don't want to cause anybody to jump off the ship tomorrow—or the ferry, in case you're heading over to visit somebody across the gulf. I just want people to feel good about themselves. There are opportunities. That's why I was holding up the book. I will file it later.

[Traduction]

Merci, madame la présidente.

M. Saldov: À ces observations, j'aimerais ajouter qu'à mon avis le principal obstacle au travail c'est l'absence d'emplois. Terre-Neuve est un cas particulier puisqu'il a le taux de chômage le plus élevé au pays. Nous aurons beau parler d'encouragements et de facteurs de dissuasion, mais ça ne rime à rien s'il n'y a pas d'emplois.

La vice-présidente (Mme Minna): Qu'est-ce que vous nous montrez, monsieur McCormick?

M. McCormick: Je vous montre un document que nous déposerons plus tard auprès du Comité. Il s'agit d'une revue d'affaires pour les jeunes, qui présente les entrepreneurs de la province.

L'une des choses que j'aimerais que nous fassions dans ce Comité, surtout lorsque, comme tout à l'heure, quelqu'un parle d'un endettement de 100 000\$, lorsqu'on nous dit que nous sommes passés de 30 à 40, à 60, puis, semble-t-il, à 80, dans les Prairies et en Ontario, puis à 90 et à 100... Il circule beaucoup de renseignements erronés. Je ne voudrais pas que quelqu'un abandonne le navire demain—ou le traversier, au cas où vous iriez visiter quelqu'un de l'autre côté du golfe. Je voudrais simplement que les gens se sentent bien dans leur peau. Il y a des possibilités. C'est pourquoi je vous montre ce livre. Je le déposerai plus tard.

• 1520

Mme Davis: Je voudrais souligner le rôle que doit jouer le gouvernement, pas uniquement dans des programmes d'aide, mais aussi avec des lois comme la Loi sur l'équité en matière d'emploi.

Il paraît que cette loi de 1986 a eu des effets positifs sur le comportement des banques. On dit qu'au moins deux banques ont suivi ce mouvement et ont établi des programmes d'équité en matière d'emploi très sophistiqués.

Je n'ai pas étudié ces programmes, je dois l'avouer. Mais elles ont quand même beaucoup publicisé ces programmes et il me semble que c'est un encouragement pour les femmes. Si cela réussit, cela aidera les femmes à obtenir une sécurité sociale qui n'aura quasiment rien coûté au gouvernement fédéral.

C'est une loi qui donne le bon exemple aux entreprises privées et aux banques. Certaines femmes ont progressé dans des postes de gestion et ont pu démontrer à la haute gestion que cela pouvait fonctionner.

Elles sont appuyées dans leur démarches, elles se sentent encouragées et elles peuvent progresser davantage. Le fédéral peut également jouer un rôle là-dedans.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

Thank you very much for your candor, time, and presentation today. Thank you for coming to be with us.

Our next witnesses are from the group called LISTEN. Maryann Fleming is the coordinator. Linda Austin is the administrative assistant.

Here's the second group. Graham Skanes is with Memorial University of Newfoundland's continuing education group and the Canadian Association for University Continuing Education.

Mrs. Davis: I would like to stress the role that the government must play, not only in assistance programs, but also with legislation such as the Employment Equity Act.

It seems that this 1986 legislation has had positive effects on the behaviour of banks. We are told that at least two banks have followed this example and have set up very sophisticated employment equity programs.

I must admit that I have not studied these programs. However, there was a lot of publicity about these programs and they seem to be an incentive for women. If they succeed, they will help women to achieve a social security that will have cost almost nothing to the federal government.

It is a legislation that sets a good example for private enterprises and banks. Some women have advanced to management positions and were able to show to the upper management that this could work.

They are supported in their efforts, they feel encouraged and they can progress further. The federal government can also play a role in that area.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

Merci beaucoup pour votre candeur, votre temps et votre exposé. Merci d'être venus nous rencontrer.

Nos prochains témoins représentent le groupe LISTEN. Maryann Fleming en est la coordonnatrice et Linda Austin, l'adjointe administrative.

Et voici le deuxième groupe: Graham Skanes de la Faculté d'éducation permanente de la Memorial University of Newfoundland et de l'Association pour l'éducation permanente dans les universités du Canada.

[Text]

[Translation]

Ms Maryann Fleming (Coordinator, LISTEN): My name is Maryann Fleming and I'm the coordinator of an organization called LISTEN. We speak on behalf of recipients of social assistance, low-income families, the chronically unemployed and frequent repeaters of the make-work syndrome.

Learning, independence, self-esteem, training, education, and human needs are the most important elements in helping people to become productive members of society. Government policies and programs have failed to address these very basic needs and have created a system that thrusts people into lifelong dependency.

Governments have lacked the initiative and vision needed to create long-term, meaningful jobs and have entrenched people into what we call a cycle system. This system begins with welfare, progresses to make-work projects, leads to UI and reverts back to welfare. Provincial governments themselves are big stakeholders in shifting people to UI.

Mme Maryann Fleming (Coordonnatrice, LISTEN): Je m'appelle Maryann Fleming et je suis la coordonnatrice d'un organisme qui s'appelle LISTEN. Nous sommes les porte-parole des assistés sociaux, des familles à faible revenu, des chômeurs chroniques et des participants fréquents aux programmes de création d'emplois artificiels.

L'apprentissage, l'indépendance, l'estime de soi, la formation, l'éducation et les besoins humains, voilà les éléments sur lesquels nous devons mettre l'accent si nous voulons aider les gens à devenir des membres productifs de la société. Les politiques et les programmes des gouvernements n'ont pas su répondre à ces besoins très élémentaires et ont créé un système qui maintient les gens dans un état de dépendance tout au long de leur vie.

Les gouvernements n'ont pas eu l'initiative ni la vision nécessaire pour créer de vrais emplois de longue durée et ont enfoncé les gens dans ce que nous appelons un système cyclique. Ce système commence par le bien-être social, passe par les emplois artificiels, aboutit à l'assurance-chômage pour revenir au bien-être social. Les gouvernements provinciaux eux-mêmes ont tout intérêt à transférer des gens à l'assurance-chômage.

• 1525

Each year thousands of people are pushed through this cycle system solely to transfer their responsibility to the federal government. People readily enroll in these make-work programs because they want to work and there is less stigma attached to receiving unemployment cheques versus a welfare cheque.

Some types of businesses, such as fish plants, have been built and financed with government funds that provided only seasonal work. This very same industry today is in crisis and government is criticizing people for using a system that they themselves built. We encourage and support these people to stand their ground and demand that government be held accountable for the very crisis they face today. By this we mean do not let government control our fisheries once more. Let it move to a sustainable free market system.

Chaque année, ils forcent des milliers de personnes à passer par ce cycle dans le seul but d'en transférer la responsabilité au gouvernement fédéral. Les gens s'inscrivent volontiers à ces programmes ponctuels de création d'emplois parce qu'ils veulent travailler et qu'il y a moins de honte à recevoir un chèque d'assurance-chômage qu'un chèque de bien-être social.

Certaines entreprises, comme les usines de transformation du poisson, qui fournissent uniquement des emplois saisonniers, ont été construites et financées avec l'aide des gouvernements. Cette même industrie est aujourd'hui en crise et le gouvernement blâme les gens parce qu'ils ont recours à un système qu'il a lui-même créé. Nous encourageons ces gens à résister de pied ferme et à exiger que le gouvernement rende compte de la crise à laquelle nous faisons face aujourd'hui. Par cela, nous voulons dire qu'il ne faut plus permettre au gouvernement de contrôler nos pêches. Laissons cette industrie devenir un secteur durable où joueraient librement les forces du marché.

Le bien-être social devrait être le dernier recours pour une personne ou une famille. À cause de l'absence d'initiative et de politiques réglementées, il est devenu un système dans lequel les gens sont empêtrés et piégés dans une dépendance qui dure toute leur vie. Ce système ne répond pas aux besoins du gouvernement ni à ceux des gens. Il ne fournit pas les outils dont nous avons besoin pour survivre comme êtres humains: le besoin de se sentir utile, le besoin de contribuer et le besoin d'être reconnu pour les gens fiers et travailleurs que les Terre-neuviens voudraient être.

Des recherches que nous avons faites au cours des dernières années, nous ne pouvons tirer qu'une seule et unique conclusion. Il y a beaucoup d'argent à gagner de l'appauvrissement des pauvres. Le gouvernement se sert de statistiques pour obtenir des paiements de transfert plus élevés du gouvernement fédéral. Les emplois de milliers de fonctionnaires sont protégés par les doubles emplois dans cette administration: le dossier d'un assisté social passe par trois

Welfare was meant to be a person's or a family's last line of relief. It has become a system to entwine and entrap people into lifelong dependency through its lack of initiative and regulated policies. This system fails government and fails people. It fails to provide the tools we need to survive as human beings: the need to be needed, the need to contribute, and the need to be recognized as the proud, hard-working Newfoundlanders that we would like to be.

Our research over the last number of years can lead us to only one conclusion. There are big dollars in keeping the poor poorer. Government uses the stats to get more money under federal transfer payments. Thousands of civil service jobs are protected through duplication of that administration: a welfare recipient is administered three times, just to access a make-work project. Thousands of businesses reap the benefits of subsidized wages and sales in such items as drugs, transportation, furniture,

[Texte]

and the list goes on. The person who gets the least out of it all is the welfare recipient.

Our solution to the problem is creating long-term, meaningful employment. Our proposal, called "Working for Independence", demonstrates a win, win, win proposal. It is cost-effective for both levels of government. It employs the employable people. It provides an incentive for business to hire productive employees, focusing on the long-term approach. It calls for accountability from all stakeholders through monitoring all participants. It creates new revenues from tax contributions. And rather than use the system, it gives back to the system.

We can only attach a copy of our proposal due to the time constraints imposed on presenters at this committee. We would ask you to please read this document carefully and support the long-term approach to employment projects.

The Vice-Chair (Ms Minna): Mr. Skanes.

Mr. Graham Skanes (Dean of Continuing Education, Memorial University of Newfoundland, and President-elect of the Canadian Association for University Continuing Education): Thank you very much for allowing me to present this very brief brief to you.

I'll simply deal with two or three matters of principle. A longer and more detailed written brief will have been sent to the committee from the association's president, Dr. Gordon Thompson, of the University of Saskatchewan.

All continuing educators are pleased to see the emphasis in the discussion paper on lifelong learning. We applaud the aims stated on page 58 that "lifelong learning must become a way of life for Canadians" and concur in the compelling reasons for reaching that conclusion. While it is relatively easy to make the statement that lifelong learning is a necessity if Canada is to have a very prosperous future, it has to be recognized that it will not be easy to effect such a cultural shift.

A responsive and flexible system of support for a broad spectrum of higher education options will be essential, so that Canadians are encouraged to engage in lifelong learning activities. The nature of such supportable activity should not be judged by the inevitable bureaucracy that will no doubt be in place to administer whatever programs result from your deliberations, but should arise from the needs of the lifelong learners as judged by themselves. In principle, it is better that learning of any sort be sought than that no learning at all occur.

[Traduction]

administrations pour que celui-ci puisse simplement avoir accès à un projet de création d'emplois artificiels. Des milliers d'entreprises tirent avantage des salaires subventionnés et de la vente de produits et de services comme les médicaments, le transport, l'ameublement, et la liste est longue. De tout cela, celui qui en retire le moins, c'est l'assisté social.

Notre solution à ce problème est de créer de vrais emplois à long terme. Notre proposition, que nous avons intitulée «Working for Independence», est une proposition qui permettrait à tout le monde de gagner. Elle serait efficace par rapport au coût pour les deux niveaux de gouvernement. Elle fournirait des emplois aux personnes aptes au travail. Elle encouragerait les entreprises à embaucher des employés productifs en mettant l'accent sur les perspectives à long terme. Elle obligerait tous les intervenants à rendre des comptes puisqu'ils seraient tous surveillés. Elle générerait de nouvelles recettes fiscales. Et plutôt que de drainer le système, elle contribuerait à le réalimenter.

Étant donné les contraintes de temps que vous imposez aux témoins, nous vous remettrons simplement un exemplaire de notre proposition. Nous vous demandons de bien vouloir la lire attentivement et d'appuyer une démarche à long terme pour les projets de création d'emplois.

La vice-présidente (Mme Minna): Monsieur Skanes.

M. Graham Skanes (doyen de l'Éducation permanente, Memorial University of Newfoundland, et président désigné de l'Association pour l'éducation permanente dans les universités du Canada): Merci infiniment de m'avoir permis de vous présenter cet exposé très bref.

Je vais traiter de deux ou trois questions de principe seulement. Le président de l'Association, M. Gordon Thompson, de l'Université de la Saskatchewan, vous enverra un mémoire plus long et plus détaillé.

Tous les professeurs des programmes d'éducation sont ravis de l'importance accordée à l'apprentissage continu dans le document de travail. Nous nous réjouissons de lire, à la page 66, que «l'acquisition continue du savoir doit devenir un mode de vie pour toute la population» et nous acceptons les raisons incontestables qui ont amené ses auteurs à tirer cette conclusion. Il est assez facile de dire que la prospérité future du Canada dépend de l'apprentissage continu, mais il faut reconnaître qu'il ne sera pas facile d'effectuer un tel changement culturel.

Il sera essentiel d'avoir un système souple et adaptable pour appuyer un vaste éventail d'options d'enseignement supérieur afin d'encourager les Canadiens à s'engager dans des activités d'apprentissage continu. La nature de ces activités qui mériteront d'être appuyées ne devra pas être déterminée par l'inévitable bureaucratie qui sans aucun doute sera créée pour administrer les programmes qui seront mis en oeuvre suite à vos délibérations, mais devra découler des besoins des personnes engagées dans ces activités d'apprentissage continu telles qu'elles les détermineront elles-mêmes. En principe, il vaut mieux apprendre n'importe quoi que de ne rien apprendre du tout.

[Text]

[Translation]

• 1530

The discussion paper, on page 61, concludes what Canadians need is "easier access to learning." Easier access means responsive and flexible educational opportunities tailored to the time constraints and financial circumstances of students. Government programs that support easier access must, therefore, treat part-time students and students engaged in distance education just as fairly as full-time and on-site students.

Programs like the Canada student loans program have tended to discriminate against part-time and distance education students. If a culture of lifelong learning is to be developed, then it is necessary that such discrimination cease.

On page 63 of the discussion paper the stated goal is "spreading access to federal spending on learning across a wider group of people". The university continuing education community strongly endorses that aim. Historically, income support programs that included retraining components have confined the support to skills training and ruled broader education ineligible. It was with a great sense of an important battle won that the university continuing education community viewed the recent softening of attitudes toward education in the human resources development bureaucracy.

We therefore strongly support the view that "help should also be available to social assistance or UI recipients for whom post-secondary education would make sense". In principle, federal subsidization of retraining should cover the widest possible range of educational opportunities.

In conclusion and on a more personal note, I would like to raise the issue of who pays and how much. I don't have a pat answer to that but I do have a feeling of principle. The majority of Canadians are of the view the national debt is a major problem, and it's sapping the vitality of the nation. It is no less true that debt loads can sap the vitality of individuals. It is also true that whatever legislation you devise will not please everyone. You will be tempted to appease constituencies that are large or who lobby well.

Young people will be saddled with significantly higher debt loads if the current proposals on funding higher education go through. Young people, despite the recent noise they have been making, do not constitute a powerful lobby. Their interests will likely be swamped by the pleas of others.

Le document de travail, à la page 70, conclut que ce qu'il faut aux Canadiens, c'est un «accès plus facile à l'acquisition du savoir.» Cela suppose qu'on réponde avec souplesse et au moment opportun aux besoins des étudiants au plan de l'enseignement en tenant compte des contraintes de temps ainsi que des contraintes financières auxquelles ils font face. Il importe, à cet égard, que les programmes gouvernementaux visant à rendre l'accès plus facile à l'acquisition du savoir traitent aussi équitablement les étudiants à temps partiel et ceux qui suivent des cours par télé-enseignement, que les étudiants à temps plein et ceux qui poursuivent des études en classe.

Or, les programmes comme le Programme canadien de prêts aux étudiants n'ont pas jusqu'ici profité de la même façon aux étudiants à temps partiel et aux étudiants suivant des cours par télé-enseignement. Si l'on veut faire de l'acquisition continue du savoir un mode de vie, il faut que la situation change.

L'objection énoncée à la page 72 du document de travail est que «les dépenses fédérales en éducation profitent à un groupe plus vaste de Canadiens et de Canadiennes». Les services universitaires d'éducation permanente appuient sans réserve cet objectif. Par le passé, les programmes de soutien du revenu comportent un volet de recyclage ne s'adressaient qu'à ceux qui suivaient des cours de formation spécialisée et étaient fermés aux études supérieures de nature générale. Les services universitaires d'éducation permanente ont l'impression d'avoir remporté une grande victoire du fait que les fonctionnaires du perfectionnement des ressources humaines aient finalement décidé d'assouplir les critères d'admissibilité au programme de soutien du revenu.

Nous sommes donc tout à fait d'accord pour dire, avec le document de travail, qu'"il faudrait aussi aider [les assistés sociaux] et les prestataires d'assurance-chômage qui veulent entreprendre des études postsecondaires". En principe, le gouvernement fédéral devrait accorder une aide financière à l'égard de la plus vaste gamme possible de programmes éducatifs dans le but de favoriser le recyclage des travailleurs.

En conclusion, et sur une note plus personnelle, j'aimerais que nous nous demandions qui doit payer la note et à combien celle-ci doit s'élever. Je n'ai pas de réponse très nette à vous fournir, mais je peux vous dire quelle est mon impression générale. La majorité des Canadiens sont d'avis que la dette nationale constitue un grave problème dans la mesure où elle sape la vitalité du pays. L'endettement des particuliers sape également leur vitalité. Il faut aussi bien reconnaître qu'une loi, quelle qu'elle soit, ne pourra plaire à tous. Vous serez tentés d'apaiser les groupes les plus importants ou ceux qui défendent bien leurs intérêts.

Si les propositions qui sont faites en ce qui touche le financement de l'enseignement supérieur sont adoptées, cela ne fera qu'accroître la dette des jeunes Canadiens. Malgré le bruit qu'ils ont fait dernièrement, les jeunes ne constituent pas un groupe d'intérêt bien puissant. Leurs intérêts risquent d'être supplplantés par les intérêts de groupes plus puissants.

[Texte]

I think that as a matter of principle the nation should be as generous as possible to the young, and the current aim to put greater amounts of debt onto their shoulders should be rethought so that the amount of such debt is kept to an absolute minimum. Let the people who benefited most from the growth of the national debt be mostly responsible for its repayment.

Thank you very much.

La vice-présidente (Mme Lalonde): C'est tout pour vos présentations? Je vais donner la parole à un représentant du Parti réformiste. Monsieur Johnston.

Mr. Johnston: Thanks for your presentation.

Debt for students is a very real concern, and to come out of university and have a huge debt over your head is no way to start off in the already precarious job market.

How do you feel about the idea of using a voucher system where the funding follows the student, so that they can virtually shop around for a facility?

Mr. Skanes: I think most people in the continuing education area would be in favour of such a voucher system. Currently, most educational institutions are set up so that people have to come to the institutions. The institutions set the curricula and the tone for the whole system. I think a system that puts money into the hands of students will make sure that it's students' needs are being met, not those of the monolithic institutions to which people go for education.

[Traduction]

À mon avis, le pays devrait avoir pour principe d'être aussi généreux que possible à l'égard des jeunes et au lieu de songer à accroître leurs dettes, il faudrait plutôt trouver des moyens de les réduire au minimum. Que ceux qui ont surtout contribué à créer une dette nationale aussi élevée soient ceux qui participent le plus au remboursement de celle-ci.

Je vous remercie beaucoup.

The Vice-Chair (Mrs. Lalonde): Have you finished your presentation? In that case, I will give the floor to a representative of the Reform Party. Mr. Johnston.

M. Johnston: Je vous remercie de votre exposé.

Nous devons vraiment nous préoccuper de l'endettement des étudiants, car pour n'importe quel étudiant, le fait de terminer ses études avec une dette énorme n'a rien de très réjouissant, compte tenu, notamment, de la précarité actuelle du marché du travail.

Que penseriez-vous d'un système de bons de financement que l'étudiant pourrait échanger à l'établissement d'enseignement de son choix?

M. Skanes: Je crois que la plupart des gens qui oeuvrent dans le domaine de l'éducation permanente seraient favorables à un tel système. À l'heure actuelle, ce sont les gens qui doivent s'adapter aux établissements d'enseignement étant donné la façon dont la plupart d'entre eux fonctionnent. Ce sont les établissements d'enseignement qui établissent les programmes et qui donnent le ton à tout le système. Si l'argent était remis aux étudiants eux-mêmes, ce serait une meilleure façon de s'assurer que le système réponde vraiment à leurs besoins et non pas à ceux d'établissements monolithiques.

• 1535

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I also had a question. I really was intrigued with the comment you made that there are big dollars in keeping the poor poor. Can you elaborate on that? I'd sure like to know what you meant by that.

Ms Fleming: I guess I speak with the voice of experience. I'm proud to represent social assistance recipients. I myself have gotten entrenched in the welfare system. At one point in time I had spent three whole years there, and because I, as a middle class woman, happened to get what I call "dumped" on welfare, I had the opportunity to see both sides of the fence.

When we went out and did some research, I spoke to this elderly lady, who was very well off and had come from high society. She kind of had a negative attitude about welfare people, too. I certainly defended welfare people and she defended business people, and we went on.

After a period of time of getting to know us and getting to know why we were doing what we were doing, she said to me "Maryann, my dear, I commend you for all the energy you've put into this, but let me tell you something. Do not be discouraged if this program you put together, Working for Independence, is not implemented, because there are big dollars in keeping the poor poor."

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Moi aussi, j'ai une question à poser. J'ai été intrigué de vous entendre dire que certains ont tout intérêt, parce que cela leur rapporte gros, à ce que les pauvres restent pauvres. Qu'entendez-vous par là? J'aimerais vraiment savoir.

Mme Fleming: C'est l'expérience qui me fait dire cela. Je suis très fière de représenter les assistés sociaux. Moi-même, j'ai déjà été bien ancrée dans le système du bien-être social. J'ai déjà touché pendant trois ans des prestations de bien-être social, et comme je suis une femme de la classe moyenne qui a été acculée à devenir une assistée sociale, j'ai eu l'occasion de pouvoir comparer ces deux mondes.

Au cours de mes recherches, j'ai discuté avec une vieille dame très riche de la haute société. Elle aussi, elle n'avait pas une très bonne impression des assistés sociaux. J'ai défendu les assistés sociaux et elle, les gens d'affaires.

Après qu'elle ait appris à nous connaître et qu'elle eût compris pourquoi nous faisions ce que nous faisions, elle m'a dit: «Maryann, ma chérie, je vous félicite pour tous les efforts que vous déployez, mais laissez-moi vous dire ceci: «Ne vous découragez pas si le programme que vous avez mis sur pied Working for Independence, n'est jamais mis en oeuvre, étant donné que certains ont intérêt, parce que cela leur rapporte gros, à ce que les pauvres restent pauvres».

[Text]

I could not conceive of what she was saying, but today I do. I've been through the bureaucracy in our system. It's taken me three and a half years of hard, long work and perseverance and nine years to convince this government of the disincentives welfare people face every day, day after day. Finally I'm beginning to realize everybody has their own agenda. Our own departments, which are supposed to be helping people, are the very ones hindering us.

I went through that for three and a half years trying to get Working for Independence off the ground. This has national scope. It can save millions of dollars.

In Newfoundland, how could people not have vision and create jobs? I'm not a professional. I don't have secondary education. I have the need and I have the ability to work. I can do all kinds of jobs, but I'm not an expert person.

There's no real strategy to what we put together. It just makes common sense, because we focused on long-term approaches. We focused on accountability. Let's get accountability from business. Why is government putting all these programs together that don't have accountability? There needs to be a program that has accountability on behalf of the person.

Let me tell you something. Out of our survey, there was a high rate of people entrenched in welfare and in the make-work syndrome—the cycle system. They repeat these programs; they want to work. They keep saying "Half a loaf is better than none. I want to work."

What all the experts lack and what all our programs lack are the real basic human needs. It doesn't take a genius to know we've failed. Our system fails people. It's meant to help and it's trapping people their life long, and history repeats itself.

While everybody here is debating education, welfare recipients don't have a chance, unless they have what I have, which not too many people do. Believe you me, if you get into that system for three years, you give up easily.

I really, truly believe in my heart and soul we all have our own agenda, and so does government. We stated here that our big stakeholders shift people onto those programs knowing full well they're just giving the responsibility to the federal government. Our own departments right now are basically debating on who should deliver a small program called the Strategic Employment Program. We've battled our bureaucrats and still gotten nowhere.

[Translation]

À l'époque, je ne comprenais pas ce qu'elle me disait, mais aujourd'hui je comprends. J'ai dû remonter toute la filière. Il m'a fallu trois ans et demi de travail acharné et de persévérance ainsi que neuf ans d'efforts pour convaincre ce gouvernement que les assistés sociaux font tous les jours face à des obstacles qui les découragent de se sortir de la situation dans laquelle ils se trouvent. Je commence enfin à me rendre compte que chacun défend ses propres intérêts. Les services mêmes qui sont censés aider les gens leur nuisent.

Je connais ce genre de déception depuis trois ans et demi, soit depuis que j'essaie de lancer le programme Working for Independence. Ce programme, de portée nationale, pourrait permettre d'économiser des millions de dollars.

À Terre-Neuve, comment les gens n'auraient-ils pas une vision et des propositions à faire pour créer des emplois? Je ne suis pas une professionnelle. Je n'ai pas fait d'études secondaires. J'ai cependant besoin de travailler, et suis en mesure de le faire. Je peux faire toutes sortes de choses, mais je ne suis pas une spécialiste.

Les propositions que nous faisons ne se fondent pas sur une stratégie. C'est simplement une question de bon sens et de planification à long terme. Nous insistons sur la responsabilisation des entreprises notamment. Pourquoi le gouvernement conçoit-il tous ces programmes qui ne comportent aucun mécanisme de responsabilisation? Or, ces mécanismes de responsabilisation devraient exister.

Permettez-moi de vous dire ceci. Un fort pourcentage de ceux qui ont participé à notre sondage sont des gens qui, depuis longtemps, connaissent le cycle «bien-être social—programme ponctuels de création d'emplois». Ils participent à plusieurs reprises à ce type de programmes car ils veulent de l'emploi. Ces gens nous répétaient sans cesse : «Mieux vaut un petit emploi que pas d'emploi du tout. Je veux travailler.»

Les spécialistes ainsi que les programmes qu'ils conçoivent ne tiennent pas compte des besoins humains fondamentaux. Il ne faut pas être un génie pour constater que notre système est un échec dans la mesure où il ne répond pas aux besoins des gens. Il est censé les aider, mais il ne fait que les ancrer davantage dans leur misère. C'est un cercle vicieux.

Nous débattons du rôle de l'éducation, mais les assistés sociaux n'ont aucune chance, car peu de gens ont ce que moi j'ai. Je peux vous assurer qu'on se résigne facilement à son sort quand on est un assisté social depuis trois ans.

Je suis vraiment convaincue que nous défendons tous nos propres intérêts, et que le gouvernement fait de même. Nous avons souligné le fait que les principaux intervenants du domaine dirigent les gens vers ces programmes parce qu'ils savent très bien qu'ils se déchargent ainsi de leur responsabilité sur le gouvernement fédéral. Les ministères provinciaux se demandent à l'heure actuelle qui mettra en oeuvre un petit programme appelé Strategic Employment Program. Nous avons livré bataille à nos fonctionnaires, mais nous n'avons rien obtenu d'eux.

[Texte]

Welfare recipients have something to offer. While I'm not there today, I'll be fighting all the way to Ottawa. I'll go to the Prime Minister. These people have a lot to offer. Employ the employable people. We have people on welfare here in Newfoundland with degrees in their back pocket, and they're entrenched in the welfare system. We have people who are motivated.

First of all, what they want is their independence. Open the gate and set them free. I have vision, and I'm telling you I can create 30,000 jobs here in Newfoundland and I can even show you how to do it. I can even help the government departments. I know our own provincial DOSS department so well now that I can show them how to save millions of dollars in their own program by transferring the moneys over and allowing welfare recipients to take jobs that are going elsewhere.

There's a way to create. You have to give everybody back their independence. We all have something to contribute. That's a basic need. When we entrench people in welfare, it becomes long-term and people give up. It's normal. If you were entrenched in that system, you would, too. They do give up. They have no incentive—no vision.

They're just a welfare recipient; they're a number. Right from the day you walk into that office, that's the way you're assessed: "How long are you going to be here? What can we do to help you to get off the system and get back on your feet?" Not to track you, not to give you disincentives and put up barriers all the time—it's the real assessment that counts. They should know how long each person is going to be there and what it takes to get them off it. It's meant to be your last line of relief, not lifelong dependency. That's what we lack.

All too often, even in this little program, we fight bureaucrats, people who are supposed to be helping people. These people battle that every day. These people can't even access the programs that we have because by the time we get out to them, there's nothing left. That's what these people face on an everyday basis. I believe with my heart and soul that we can here in Newfoundland, and if we take the long-term approach, it's cost-effective.

Our biggest dollar in a long-term job was \$18,000, and 99% of them said they would work for that. It was \$18,000 that was coming into that family, allowing that family to have someone else working at the household, or a daughter or a son working part time. With welfare we've robbed them of their independence, we've trapped them in a system in which they have no room to move. That's what needs to said out here. It's our bureaucrats. I'll stand accountable—it's those people. The ones who are supposed to be helping us are the ones who are hindering us.

[Traduction]

Les assistés sociaux ont quelque chose à offrir. Je n'y suis pas aujourd'hui, mais j'irais défendre leur cause jusqu'à Ottawa. J'irai jusqu'au premier ministre. Ces gens ont beaucoup à offrir. Il faut donner de l'emploi aux gens qui sont employables. Certains assistés sociaux de Terre-Neuve sont bardés de diplômes, mais ils ne trouvent pas de façon de se sortir de leur situation. Il y a cependant des gens qui sont motivés.

Ce que les assistés sociaux veulent, c'est leur indépendance. Ouvrez les portes de leur prison et donnez-leur leur liberté. Je vois loin et je peux vous prouver comment je peux créer 30 000 emplois à Terre-Neuve. Je peux venir en aide aux ministères. Je connais si bien notre ministère provincial des Approvisionnements et Services que je peux montrer à ses fonctionnaires comment économiser des millions de dollars en transférant l'argent aux assistés sociaux et en leur permettant d'occuper des emplois qui vont maintenant ailleurs.

Il y a une façon de créer des emplois. Il faut donner à chacun son indépendance. Nous avons tous quelque chose à offrir à la société. Le travail, c'est un besoin fondamental. Lorsque les gens commencent à dépendre de l'aide sociale, c'est pour longtemps et ils finissent par abandonner la partie. C'est normal. Si vous étiez à leur place, vous feriez la même chose. Et ces gens abandonnent effectivement la partie. Rien ne les incite à réagir. Ils ont perdu espoir.

Un assisté social n'est qu'un numéro. Dès que vous entrez dans le bureau du bien-être social, c'est de cette façon qu'on vous traite. On vous demande: «Combien de temps serez-vous ici? Que pouvons-nous faire pour vous aider à vous remettre sur pied et à abandonner les rangs des assistés sociaux?» Il ne faudrait pas qu'on vous suive pas à pas, qu'on vous décourage et qu'on mette des obstacles continuellement dans votre chemin... c'est l'évaluation qu'on fait de la situation d'une personne qui compte. On devrait savoir combien de temps chaque personne va se retrouver au bien-être social et combien de temps il lui faudra pour trouver un emploi. Il faudrait considérer l'aide sociale comme une solution de dernier recours et non pas comme une source de revenu à vie. C'est ce qui doit changer.

• 1540

Trop souvent, et on le voit même avec ce petit programme, il nous faut livrer bataille aux fonctionnaires qui sont censés aider les gens. Ces gens font face à ce genre de difficultés tous les jours. Ils ne peuvent même pas avoir accès aux programmes qui existent parce qu'une fois qu'on les a rejoint, il ne reste rien. C'est la situation à laquelle ces gens sont confrontés tous les jours. À mon avis, les choses peuvent changer à Terre-Neuve si nous adoptons des solutions à long terme qui soient rentables.

Quatre-vingt-dix-neuf p. 100 des personnes que nous avons interviewées ont dit qu'elles étaient prêtes à accepter un emploi de 18 000, l'emploi le mieux rémunéré que nous pouvions offrir. Cet argent permettrait à la famille d'avoir quelqu'un d'autre qui travaille ou une fille ou un fils travaillant à temps partiel. Nous avons privé les assistés sociaux de leur indépendance et nous les avons enfermés dans un système qui les étouffe. C'est ce qu'il faut faire valoir. La faute est imputable à nos bureaucraties. Je n'ai pas peur de le dire. Ceux qui sont censés nous aider nous nuisent.

[Text]

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you for your presentation. I appreciate that so much. When we form the government, you're going to be one of our consultants. I really appreciate it.

Ms Fleming: Just through our study alone, I believe that people want to work, and they don't want gold mines, just \$18,000 or even \$10,000. I haven't heard anybody speak about the socially disabled. We have programs for single mothers, and I'm damned proud of what we have for single moms, because I too was a single mom at one time. The most socially disabled in society today are singles, be they female or male. Males are the most socially disabled, but no one speaks for them. We have nothing to offer these people, not even if they're entrenched in welfare. There are few programs that a man can take advantage of. The type of programs that we have are for single mothers. It's not an equal opportunity there for people. Single men or women need to have something too. There's absolutely nothing for those people, and there should be.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you.

Ms Austin, did you have anything to say?

Ms Linda Austin (Administrative Assistant, Learning, Independence, Self-Esteem, Training, Education and Human Needs—LISTEN): On the subject of dollars spent in keeping the poor poor, there's so much government money spent—probably with the best of intentions—but it gets lost in administration and misdirection, especially in the work provided through these programs. They provide nothing meaningful for the welfare recipient. They're administered over and over again. They only go out on short-term jobs. As well there is never any accountability from business, who take advantage of these programs and are never monitored or asked to keep these people on full-time employment. When the program is over the person is finished, and then business will immediately sign up with the next program, and there's always another program ready.

Ms Fleming: Yes, and no accountability.

Mr. Johnston asked this gentleman how he felt about the voucher system. We just went through the SWAPS program here in Newfoundland, and we're proud to say that after all of our fighting with our government, they allotted a certain number of these positions for welfare recipients. It worked well. I think this program is to be commended. I fully support the SWAPS program and I hope it continues. It recognizes the need for these welfare recipients to be able to access—that we have a number of positions for these types of people. All too often these people get lost in the system. To me, that's a program we should continue as regards the voucher system.

When we put the program together, Working for Independence, we surveyed over 500 businesses. We went through our program and explained it to them. Of these small businesses, 72% said this is the type of thing they'd like to see happen, something they would support.

[Translation]

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je vous remercie de votre exposé. Je l'ai trouvé très intéressant. Lorsque nous formerons le gouvernement, nous vous recruterons comme consultant. Merci encore une fois.

Mme Fleming: Notre étude a fait ressortir le fait que les gens veulent travailler et qu'ils sont même prêts à accepter de le faire pour 18 000\$ ou même 10 000\$. Personne n'a parlé des handicapés sociaux. Nous offrons de l'aide aux mères-célibataires, et j'en suis bougrement fière parce que j'ai moi-même déjà été mère-célibataire. Les plus handicapés sociaux les plus atteints dans notre société sont les célibataires, qu'ils soient hommes ou femmes. Les hommes célibataires sont ceux qui sont les moins bien adaptés à notre société, mais personne ne parle en leur nom. Nous n'avons rien à offrir à ces gens, même s'ils sont des assistés sociaux de longue date. Il y a très peu de programmes dont ils peuvent profiter. Les programmes que nous offrons sont destinés aux mères-célibataires. On ne peut pas vraiment parler de chances égales. Or, les hommes et les femmes célibataires ont également besoin de quelque chose. On devrait venir en aide à ces gens, et on ne le fait absolument pas à l'heure actuelle.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je vous remercie.

Madame Austin, avez-vous quelque chose à ajouter?

Mme Linda Austin (Adjointe administrative, Learning, Independence, Self-Esteem, Training, Education and Human Needs—LISTEN): Pour ce qui est de ceux qui ont intérêt à ce que les pauvres restent pauvres, on peut dire qu'il y a beaucoup de fonds publics qui sont gaspillés dans l'administration des programmes, même avec les meilleures intentions. Ces programmes n'aident pas vraiment les assistés sociaux. Leurs frais administratifs sont élevés. De toute façon, ils ne créent que des emplois à court terme. Par ailleurs, on ne demande jamais aux entreprises qui profitent de ces programmes de rendre des comptes, ni de faire en sorte de créer des emplois à temps plein pour ces gens. Si une entreprise participe à un programme qui prend fin, elle se hâte de s'inscrire à un nouveau programme, car ce ne sont pas les programmes qui manquent.

Mme Fleming: Oui, et on ne demande jamais des comptes à ces entreprises.

M. Johnston a demandé à votre collègue ce qu'il pensait d'un système de bons. On vient de mettre en oeuvre le programme SWAPS à Terre-Neuve, et nous sommes fiers de dire qu'après toutes ces luttes avec notre gouvernement, on a obtenu qu'on réserve un certain nombre de places pour les assistés sociaux. Notre programme a bien fonctionné, et je crois qu'il mérite des louanges. J'appuie sans réserve ce programme qui, je l'espère, sera maintenu. On a donc accepté de réservé un certain nombre de places aux assistés sociaux. Trop souvent, ces gens sont laissés pour compte. À mon avis, c'est un système de bons qui devrait être maintenu.

Lorsque nous avons conçu le programme *Working for Independence*, nous avons pressenti 500 entreprises. Nous leur avons expliqué notre programme. Soixante-douze p. 100 d'entre elles ont dit être favorables au concept et prêtes à l'appuyer.

[Texte]

What we did differently was that we did a delivery mechanism and had accountability. We matched the employable people and worked down the scale from there.

[Traduction]

Ce qui distingue ce programme des autres, c'est qu'il comporte un mécanisme de mise en oeuvre ainsi qu'un mécanisme de responsabilisation. Nous avons trouvé des emplois pour les personnes employables et nous nous sommes ensuite occupés des autres.

• 1545

Let's not retrain for the sake of retraining. That's just costing a lot of dollars and going nowhere. When you can employ certain people in certain jobs, let's focus on what people want to do. Don't retrain for the sake of retraining.

La vice-présidente (Mme Lalonde): Merci. Du côté du Parti libéral, on me fait signe qu'il n'y a pas de questions. Et l'Opposition officielle?

M. Crête: Vous avez fait des réflexions très intéressantes sur le rôle des élus. Je pense que s'il y a une responsabilité pour laquelle on est élus, c'est pour assurer le contrôle.

Indépendamment des partis politiques, il y a une réalité qu'on vit surtout dans un Parlement où il y a beaucoup de nouveaux élus, plus de 200 sur 295. On s'aperçoit qu'il s'est bâti à Ottawa une structure bureaucratique assez imposante. J'irais même jusqu'à dire qu'il ne serait pas facile pour un gouvernement d'y apporter des changements, même s'il avait la volonté de le faire. Cependant, il faudra en venir à cela.

J'aurais une question pour M. Skanes. J'ai peut-être mal compris, mais j'ai été un peu étonné que vous sembliez d'accord que le financement se fasse plus par des emprunts de la part des étudiants que par les universités ou par le modèle des bourses.

De toute façon, quel genre d'impact la réforme Axworthy aurait-elle à Terre-Neuve en ce qui a trait au financement des frais de scolarité? Pensez-vous que cela pourrait aller jusqu'à remettre en question l'existence même d'une université?

La vice-présidente (Mme Lalonde): Vous avez posé deux questions, n'est-ce pas?

M. Crête: Ma question porte sur l'impact sur les universités.

La vice-présidente (Mme Lalonde): D'accord.

Mr. Skanes: I had the opportunity while I was waiting at the back to read Dr. May's brief, which I was given a copy of. It's a good thing I read it. Indeed, I think the proposals to change the EPF will harm the province and harm Memorial University. On the other hand, the federal income support programs have retraining subsidization built into them. I think putting back that subsidization into the hands of students is a very good thing, because it will get the attention of the educational establishment so that they will start to provide the kinds of things that those students need rather than providing what the institution itself thinks they need, which is normally the way things happen.

In my presentation I was talking about continuing education and the education of part-time students. I see putting money into the hands of those people as quite a positive thing. If you rule out the EPF transfers and so on, Newfoundland of course would be devastated. I'm talking about something quite different. It was not a suggestion that would replace the current funding of universities in poor provinces for sure.

Ne recyclons pas pour le plaisir de recycler. Cela coûte très cher et ne sert à rien. Quand on peut employer certaines personnes dans certains secteurs, pensons d'abord à ce que les gens veulent faire, mais ne recyclons pas pour le plaisir de recycler.

The Vice-Chair (Mrs. Lalonde): Thank you. I see that there are no questions on the Liberal side. And the Official Opposition?

Mr. Crête: You have said some very interesting things concerning the elected representatives. I believe that there is one important responsibility that goes with being elected, and that is exerting control.

Putting aside political parties, we have to live within a certain reality, in particular in a Parliament with a large proportion of newcomers, over 200 out of 295. When we get here, we see that Ottawa has a very large bureaucracy. I would go as far as saying that it would not be easy to change this state of affairs, even if there was a will to do so. Sooner or later it will have to be done.

I would have a question for Mr. Skanes. I might have misunderstood you, but I was surprised to hear you say that funding should be more in the form of direct loans to the students than funding through the universities or scholarships.

In any case, what would be the impact of the Axworthy reform on Newfoundland concerning the funding of tuition fees? Do you think that this could be a major threat to the university itself?

The Vice-Chair (Mrs. Lalonde): You asked two questions, didn't you?

Mr. Crête: I'm talking about the impact of the reform on universities.

The Vice-Chair (Mrs. Lalonde): Very well.

M. Skanes: Pendant que j'attendais tout à l'heure, j'ai eu le temps de lire le mémoire du Dr May dont on m'avait donné un exemplaire. J'ai bien fait de le lire. En fait, il est certain que si on change le FPE, comme on le suggère, la province et l'Université Memorial en souffriront. D'un autre côté, les subventions au recyclage font partie intégrante des programmes fédéraux de soutien du revenu. À mon avis, c'est une très bonne idée de rendre le contrôle de ces subventions aux étudiants, car cela permettra de sensibiliser les autorités du secteur de l'éducation aux véritables besoins des étudiants, alors que normalement, les établissements offrent aux étudiants ce qu'ils jugent bon de leur donner.

Dans mon exposé, j'ai parlé d'éducation permanente et de cours à temps partiel. À mon avis, verser l'argent directement aux étudiants est une chose positive. Évidemment, si on supprimait les transferts dans le cadre du FPE, ce sera un véritable désastre pour Terre-Neuve. Ce dont je parle est très différent, mais je n'ai jamais suggéré de remplacer le financement actuel des universités dans les provinces pauvres par cette disposition.

[Text]

[Translation]

M. Crête: Je suis un ancien directeur du personnel dans un cégep du Québec. Je me suis facilement rendu compte que l'évaluation que les étudiants faisaient de leur enseignement et de leurs professeurs n'était qu'une partie de l'évaluation de l'ensemble de l'institution.

Mr. Crête: I'm a former director of Personnel in a Quebec Cégep. It was easy to see that the evaluation of the teaching and of the professors by the students was only part of the evaluation of the whole institution.

• 1550

Si on en venait à donner de l'importance à l'idée que l'éducation est un produit de consommation, on risquerait de se rendre à des aberrations très importantes.

Mr. Skanes: Exactly what problems? I don't say that all education ought to operate that way, but surely continuing education ought to operate that way.

The greatest demand in North America for continuing education now of course is not our 18-to 25-year-old group, who are well looked after by on-site and sit-down education. The greatest need is for people who are not in that system. So we have to encourage people who are not already in that system to take advantage of educational opportunities. Now, if you put money into the hands of those people for educational purposes then the institutions will very quickly become responsive to those needs.

If we were to accept the idea that education is a consumer product, this might easily lead to some very serious aberrations.

M. Skanes: Quels problèmes y voyez-vous exactement? Je ne dis pas que toutes les formes d'éducation doivent suivre cette voie, mais dans le cas de l'éducation permanente, cela semble assez évident.

En Amérique du Nord, la demande en matière d'éducation permanente ne concerne pas le groupe des 18 à 25 ans dont on s'occupe déjà suffisamment, à la fois en milieu de travail et dans des cours théoriques. Non, la demande est particulièrement importante chez des gens qui ne font pas partie de ce système. Nous devons donc encourager les gens qui ne font pas partie de ce système à profiter des possibilités d'éducation qui existent. Cela dit, si vous versez directement de l'argent à ces gens-là pour leur éducation, les institutions vont très vite chercher à satisfaire leurs besoins.

La vice-présidente (Mme Lalonde): Merci beaucoup.

The Vice-Chair (Mrs. Lalonde): Thank you very much.

Ms Fleming: May I just make one more comment? When we're dealing with education, I think we need to focus on the type of training that is being subsidized and supported. In other words, where's the training going? What's the real need for it? How much employment can we get through this type of training?

Mme Fleming: Vous me permettez une autre observation? En ce qui concerne l'éducation, je pense que le type de formation subventionnée et financée est important. Autrement dit, de quel genre de formation s'agit-il? Le besoin existe-t-il vraiment? Dans quelle mesure ce type de formation peut-il se traduire par de véritables emplois?

Post-secondary institutions such as—I'll just call it the career academy. They're training secretaries and there is cosmetology. I think there is more than enough of those types of things and there's no work at the end. Why are we continuing to support that type of training when the work is not there afterwards? If I were to go into cosmetology I would hope that someone had the hands-on knowledge to say, well, I'm sorry, Maryann, but I'd have to spend \$8,000 to put you through that course and there's just no work in Newfoundland; we have 3,000 cosmetology people now who can't find employment. I want that type of information and discouragement from the day I walk in. If that's the reality that I'm facing, I need to know that. I want to have an option to say that I don't want to go into that if there's no employment in it. We need to focus on what's good and what's not so good and stop sponsoring types of programs that are going nowhere.

Dans les établissements postsecondaires comme... je vais les appeler des écoles de carrière. Dans ces établissements, on forme des secrétaires et des esthéticiennes. Il y en a déjà trop, et les gens qui sortent de ces cours ne trouvent pas d'emplois. Pourquoi continuons-nous à financer ce genre de formation qui ne débouche sur aucun emploi? Si j'avais l'intention de m'orienter vers une carrière d'esthéticienne, j'aimerais bien que quelqu'un soit là pour me dire : désolé Maryann, mais c'est un cours qui va coûter 8 000\$ et c'est un secteur où il n'y a tout simplement pas de travail à Terre-Neuve. Nous avons déjà 3 000 esthéticiennes qui ne trouvent pas d'emplois. Je veux qu'on me mette en garde et qu'on me décourage dès le premier jour. Si telle est la réalité, il faut qu'on me le dise. Je veux avoir la possibilité de choisir une autre voie si celle-ci ne débouche sur rien. Nous devons nous interroger sur les bonnes filières et les moins bonnes, et arrêter de financer des programmes qui ne débouchent sur rien.

The Vice-Chair (Mrs. Lalonde): Merci beaucoup for your passion and experience.

La vice-présidente (Mme Lalonde): Thank you very much de nous avoir parlé avec une telle passion et à partir d'une telle expérience.

Next is the Canadian Paraplegic Association for Newfoundland and Labrador and the Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador. Please start whenever you're ready and we will go to discussion right after.

Nous recevons maintenant les représentants de l'Association canadienne des paraplégiques pour Terre-Neuve et le Labrador et ceux de la Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador. Vous pouvez commencer dès que vous êtes prêts; nous passerons tout de suite après à la discussion.

[Texte]

[Traduction]

● 1555

Ms Cathy Murphy (Vice-President, Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador): Before I start I'd like the committee to know that COD is also an active member of the Equity in Reform Coalition, whose presentation you heard earlier today. Further, we fully support the coalition's recommendations.

We have a celebrity in our presence. She was here this morning. She's giving autographs afterwards, she told me.

The Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador, COD, is an advocacy organization concerned with all persons with disabilities, promoting their rights and raising public awareness of their needs. COD's ultimate goal is to influence regulations, laws and actions at all levels of government to ensure that persons with disabilities have the opportunity to participate fully in society. On behalf of COD, we would like to thank you for this opportunity to participate in addressing social security reform.

A 1991 survey of persons with disabilities showed they are economically less well off than are Canadians in general. Persons with disabilities are more likely than the general population to endure poverty, to receive less schooling, be outside the labour force, have higher unemployment rates, be employed in lower-level occupations and take home smaller earnings. It is a fact that persons with disabilities have the right to and are deserving of every opportunity for full economic participation, accommodation and equality in every sector of the community. Yet it is undeniably evident that Canadians with disabilities are denied this right every day.

Ideally, all members of society who want to work should be able to have suitable, stable, meaningful and rewarding employment. There is no question that people with disabilities as a whole are currently far from that goal—further away than almost any group. The problems that make this goal unattainable are global problems such as active discrimination, systemic discrimination, accessibility barriers, lack of education and training, lack of sufficient jobs, and lack of accountable legislation.

Presently, persons with disabilities face loss of significant services to maintain life, not just quality of life, but basic life support when attempting to integrate into mainstream society. It is unrealistic to expect persons with disabilities to risk economic and personal well-being by seeking employment that will not pay them enough to cover support and services formerly provided by income support services. The minute education programs and employment are approached the existing necessary benefits are terminated. This situation must cease, since it perpetuates the dependence of persons with disabilities, denies any possibility of their contributing to society, and destroys their initiative and sense of self-esteem.

Mme Cathy Murphy (vice-présidente, Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador): Avant de commencer, je tiens à préciser que la COD est également un membre actif de la Equity in Reform Coalition dont vous avez entendu l'exposé tout à l'heure. De plus, nous sommes totalement d'accord avec les recommandations de la Coalition.

Nous avons une célébrité parmi nous; elle était là ce matin, elle m'a dit qu'elle signerait des autographes tout à l'heure.

La Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador, la COD, est un groupe de défense des intérêts de tous les handicapés, et elle s'emploie à défendre leurs droits et à sensibiliser le public à leurs besoins. L'objectif principal de la COD est d'exercer une influence sur la réglementation, sur les lois et sur les mesures prises à tous les niveaux de gouvernement pour s'assurer que les handicapés peuvent s'impliquer pleinement dans la société. Au nom de la COD, nous vous remercions de nous avoir invités à participer à cet exercice de réforme de la sécurité sociale.

D'après un sondage effectué en 1991 parmi des personnes handicapées, la situation économique de celles-ci est moins bonne que celle de l'ensemble des Canadiens. Les personnes qui vivent avec un handicap souffrent plus souvent de pauvreté que l'ensemble de la population, sont moins scolarisées, vivent souvent à l'écart du marché du travail, ont des taux de chômage plus élevés et, lorsqu'elles sont employées, elles occupent souvent des emplois inférieurs et moins bien payés. Il est certain que les handicapés ont le droit de participer pleinement à l'activité économique et d'être considérés sur un pied d'égalité dans tous les secteurs de la communauté, et qu'ils méritent cette considération. Et pourtant, c'est un droit qu'on voit refuser chaque jour à des Canadiens handicapés.

Idéalement, tous les membres de la société qui souhaitent travailler devraient pouvoir trouver un emploi approprié, stable et satisfaisant. Il est certain que dans l'ensemble, les handicapés sont loin d'atteindre ce but, et ils en sont peut-être plus loin que n'importe quel autre groupe. Cela est dû à des problèmes universels comme la discrimination active, la discrimination systémique, les problèmes d'accès, le manque d'éducation et de formation, l'absence d'emplois et les lacunes de la législation en matière de responsabilisation.

À l'heure actuelle, les personnes handicapées risquent de voir des services importants disparaître, des services qui n'assurent pas seulement la qualité de la vie, mais la survie même en ce qui concerne leur intégration à l'ensemble de la société. On ne peut pas demander à des personnes handicapées de risquer leur bien-être économique et personnel en acceptant des emplois qui ne les paieront pas suffisamment pour couvrir des frais et des services qui, jusqu'à présent, étaient couverts par les services de soutien du revenu. Dès qu'une personne se tourne vers des programmes d'éducation et d'emploi, on lui coupe les prestations qui lui sont nécessaires. Cette situation doit prendre fin car elle agrave la dépendance des personnes handicapées en leur refusant toute possibilité de contribuer à la société et en détruisant leur sens de l'initiative et leur assurance.

[Text]

Therefore, COD's starting point in social security reform is that all persons with disabilities have the right to support and services that allow them full participation in the national and provincial economy and society to the maximum of their potential and ambition.

Consequently, COD's second position is that extra costs directed to disabilities should not have to be borne by the individual but rather by society at large. While the cost of support and services should be borne by society collectively, the selection and control of such support and services should rest with the individual to the greatest extent possible.

Through independent living persons with disabilities should have equal access to employment and to advancement, promotion and transfers within employment. This presupposes equal access to education and training programs.

Employers must be legislated to modify the workplace to have them accommodate persons with disabilities. The same is true for private institutions offering job training and education. Concrete steps towards individual and systemic accommodation must be an integral element of all social security reform measures. Government must legislate employers to develop and implement employment equity policies within the workplace in general. Only then can removal of systemic discrimination practices in the workforce be effective.

[Translation]

Par conséquent, pour la COD, le point de départ de toute réforme de la sécurité sociale doit être que toute personne handicapée a le droit de recevoir un soutien et des services qui lui permettent de participer pleinement à l'économie et à la société nationale et provinciale et de réaliser au maximum son potentiel et ses ambitions.

La seconde position de la COD est que les coûts supplémentaires imputables à un handicap ne devraient pas être assumés par la personne concernée mais plutôt par l'ensemble de la société. Ainsi, ces coûts devraient être assumés par la société, collectivement, mais en même temps, la personne concernée devrait être libre de choisir et de contrôler ce soutien et ces services dans toute la mesure du possible.

Grâce à un mode de vie indépendant, la personne handicapée devrait avoir un accès égal à l'emploi et à l'avancement, aux promotions et aux transferts dans le cadre de cet emploi. Cela suppose un accès égal à l'éducation et aux programmes de formation.

Il convient d'adopter des dispositions législatives pour obliger les employeurs à modifier le milieu de travail pour tenir compte des besoins des personnes handicapées. La même chose vaut pour les établissements privés qui font de la formation professionnelle et de l'éducation. Toute réforme de la sécurité sociale doit comporter des mesures concrètes pour tenir compte des besoins de chacun et des besoins d'ordre systémique. Le gouvernement doit adopter des lois pour obliger les employeurs à élaborer et à appliquer des politiques d'équité dans l'emploi sur les lieux de travail. C'est le seul moyen pour supprimer effectivement les pratiques discriminatoires systémiques qui existent en milieu de travail.

• 1600

Further, it must be a condition that employers in receipt of government funding or contracts must also have a strong and effective employment equity policy in place.

In addition, COD recommends that the Canadian Human Rights Act be amended to include the duty to accommodate. This is a crucial measure against a trend of growing numbers of workplaces that are and will be inaccessible to persons with disabilities.

Further, COD recommends national standards for support and services so that persons with disabilities can move more freely from region to region and province to province without fear of losing a benefit, support or service. This will also eliminate the present situation in which persons with disabilities feel they have to move to a province or region where the maximum benefits are available, thus becoming exiled in their own land.

In addition to national standards for support and services, government must ensure the implementation of strong national services applicable to post-secondary education and to training programs offered through government funding. All standards should include accessibility, affordability, portability and universality. We are not looking for quick fixes; rather we require a long-term, fundamental change that enables persons, and particularly Newfoundlanders and Labradorians, with

En outre, les employeurs qui reçoivent des fonds ou des contrats du gouvernement devraient être tenus de mettre en oeuvre une politique efficace d'équité en matière d'emploi.

Par ailleurs, le COD recommande qu'on modifie la Loi canadienne sur les droits de la personne pour qu'on y ajoute l'obligation de tenir compte des besoins des personnes handicapées. Il est tout à fait essentiel de le faire étant donné qu'un nombre croissant de lieux de travail sont inaccessibles aux personnes handicapées et semblent devoir le rester.

Le COD recommande également l'adoption de normes nationales qui touchent l'aide et les services offerts aux personnes handicapées pour que celles-ci puissent passer d'une région à l'autre et d'une province à l'autre sans crainte de perdre les avantages, le soutien ou les services dont elles jouissent. De cette façon, contrairement à ce qui est actuellement le cas, les personnes handicapées ne se sentiront pas obligées de s'installer dans une province ou dans une région qui offre le nombre maximal d'avantages, ce qui les constraint à s'exiler dans leur propre pays.

Outre l'adoption de normes nationales pour ce qui est du soutien et des services, le gouvernement doit assurer la mise en oeuvre de services nationaux performants dans le domaine de l'enseignement postsecondaire et des programmes de formation dont il assumera le financement. Ces programmes doivent être accessibles, abordables, transférables et universels. Nous ne voulons pas de demi-mesures. Nous souhaitons plutôt des changements fondamentaux à long terme qui permettront aux

[Texte]

disabilities to be economically independent and to contribute to creating a sustainable community.

We must create an atmosphere where people are considered to have the right to be involved with any social policy or decision that affects their lives. If persons with disabilities are denied the opportunity to be productive members of society, an untapped economic and social resource that can contribute to making our society sustainable is cut off.

We are not simply to be viewed as objects of rehabilitation, but instead as people who demand and deserve equality. We want parity, not charity, and we should not have to beg our way to parity. Thank you.

Voices: Hear, hear!

The Vice-Chair (Ms Minna): I will start the discussion with the members for a brief round.

Mr. Dubé.

M. Dubé: Une chose a particulièrement attiré mon attention. Vous avez dit qu'actuellement, le niveau de services pour les personnes handicapées varie à ce point que certaines personnes pourraient être incitées à déménager de province pour en bénéficier. Je vous ai peut-être mal compris, mais si c'est le cas, j'aimerais que vous m'expliquiez cela.

Évidemment, vous n'êtes pas d'accord avec cela. Je suis peut-être aussi bien de poser mon autre question tout de suite. Quelle serait pour vous la mesure concrète la plus importante à adopter dans le but de corriger la situation des personnes handicapées? Il y a autant de variables qu'il y a d'handicaps.

Ms Regina Ash (Member, Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador): I will speak with regard to the first part of your question on people having to leave their province. Certainly it has been our experience within this province that, for example, if a person with a disability has high drug costs or would require attendant care supports and they went to work, as you earn, the amount you are given for those services is cut back very significantly. So for individuals with disabilities, the economic reality often is that going to work and earning a pay-cheque is not economically viable. It's often better to stay on social assistance or on a support program.

[Traduction]

personnes handicapées, et notamment à celles de Terre-Neuve et du Labrador, de devenir économiquement indépendantes et de participer au développement durable de leur région.

Nous devons créer un climat qui reconnaît aux gens le droit de participer à l'élaboration des politiques sociales et à la prise des décisions qui ont une incidence sur leur vie. Si l'on refuse aux personnes handicapées le droit d'être des membres productifs de la société, on se privera d'une ressource économique et sociale qui pourrait contribuer à l'essor de notre société.

Nous ne voudrions pas qu'on nous considère simplement comme des personnes qui ont besoin de réadaptation, mais plutôt comme des personnes qui exigent d'être traitées comme les autres et qui méritent de l'être. Nous voulons l'égalité et non pas la charité, et nous ne devrions pas avoir à quérir l'égalité. Je vous remercie.

Des voix: Bravo, bravo!

La vice-présidente (Mme Minna): Nous commencerons par un bref tour de table.

Monsieur Dubé.

M. Dubé: Thank you, Madam Chair. One thing you mentioned particularly struck me. You said that there is such a difference between the level of services offered to people with disabilities from one province to the next that it motivates some of them to move to provinces where the maximum benefits are offered. Maybe I have misunderstood you, but I would like you to give us some clarification on that.

You don't seem to agree with that. Maybe I might as well ask my other question right away. What do you think would be the most important thing to do to improve the situation of people with disabilities? There are as many cases as there are handicaps.

Mme Regina Ash (membre, Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador): Je vais répondre à la première partie de votre question qui portait sur la raison pour laquelle certaines personnes handicapées quittent leur province d'origine. Dans cette province, une personne handicapée qui travaille et dont les dépenses en médicaments sont élevées ou qui a besoin de la présence d'un aide-soignant recevra beaucoup moins d'aide financière à ces fins qu'une personne qui ne travaille pas. Par conséquent, il n'est souvent pas rentable pour une personne handicapée d'aller travailler et de gagner sa vie. Il est parfois préférable de continuer de toucher de l'aide sociale ou des paiements de soutien.

• 1605

I think you misunderstood that it's necessarily been the experience that people leave this province. We were saying that oftentimes within regions of this province there is a disparity in what the individual will receive.

Perhaps here in St. John's, the capital, for example, with its services, workers of government departments are often very well aware of government programs that can assist individuals and have them supplement their income as they work. But as you move further away from the city or from the centre of the province, sometimes other people are not as well aware of those programs or services. So individuals are sometimes discriminated against on a regional basis.

Je n'ai pas dit que les personnes handicapées quittaient nécessairement cette province. Nous avons dit que les services qui sont offerts à l'intérieur même de la province varient souvent d'une région à l'autre.

À Saint John's, la capitale, par exemple, les fonctionnaires provinciaux savent bien souvent et fort bien vers quels programmes de soutien ils peuvent adresser les personnes handicapées qui souhaitent travailler tout en bénéficiant d'un complément de revenu. À l'extérieur de cette ville et du centre de la province, les gens sont souvent moins bien renseignés au sujet des programmes et des services gouvernementaux. On peut donc dire qu'il y a parfois une certaine discrimination de nature régionale.

[Text]

The second part of your question asked about the most concrete step. Certainly as a group representing persons with disabilities, if we were to say this is a particular concrete step, we may be doing a disservice to somebody else. Everything we have mentioned in the report today is just as important as everything else.

I know that doesn't help you and I know that must frustrate you no end. However, if I was to sit here and say, well, as a person with a disability, I think the most concrete thing is the duty to accommodate, and somebody else was to say, but no, it's not, Regina—the most concrete thing is better social programs or whatever... For individuals with disabilities it's very different and all the things we mentioned are equally important.

I'd also like to add that national standards are something we advocate. Right now the consistency of services across our country and across our province is at varying levels. Somebody within the St. John's region who'd like to move to another province oftentimes has to wait up to six months to acquire the services, support care, whatever they need in that province. We would advocate national standards consistent across the country.

The Vice-Chair (Ms Minna): I would like to move on now to the Reform Party with some questions. Any questions, Mr. Breitkreuz?

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): No.

The Vice-Chair (Ms Minna): All right. I'll move over to the Liberal Party.

Ms Augustine: Thank you. I'm pleased we have a movie star in our midst. We saw the presentation this morning and were very impressed with the work that went into this and the clarity with which individuals expressed their concerns.

As we went across the country we heard again from the communities. There is a call for national standards and affordability of services from one part of the country to the next. We also heard about some of the strengths and weaknesses of the VRDP program. We had several groups from community living associations and organizations or advocates for community living. They made presentations to us in various areas of the situation of community living and integration.

Can you speak about community living in St. John's and in Newfoundland? Do you have a few comments on retrofitting the programs that exist to ensure that housing and shelter needs for people with disabilities are met? Could you speak about those areas?

Ms R. Ash: Certainly in terms of community living there is quite a strong group here quite capable of speaking on their own. I really can't speak on what they're doing on behalf of them.

I do know that in terms of shelter needs and housing needs, interestingly over the last few months I've been working on a contract with COD to do a project on the housing needs of persons with disabilities. Some of the things we have found,

[Translation]

Vous avez ensuite demandé ce qu'il conviendrait de faire pour améliorer la situation des personnes handicapées. Vous comprendrez que si nous devions prendre position en faveur d'une mesure plutôt que d'une autre, nous risquerions de léser quelqu'un. Toutes les mesures que nous avons mentionnées dans notre mémoire revêtent autant d'importance les unes que les autres.

Je sais que cela ne vous aide pas beaucoup et que ce genre de réponse peut même être très frustrante. Mais si je devais dire que la chose la plus importante à faire c'est de rendre les lieux de travail accessibles aux personnes handicapées, et que quelqu'un d'autre comme Regina disait que ce qu'il nous faut c'est plutôt de meilleurs programmes sociaux... Les besoins des personnes handicapées varient beaucoup et toutes les mesures que nous avons mentionnées sont d'égale importance.

J'ajouterais que nous réclamons l'adoption de normes nationales. À l'heure actuelle, il n'y a pas vraiment d'uniformité entre les services offerts dans les différentes régions de notre province et du pays. Quelqu'un qui vit dans la région de Saint John's et qui déménage ailleurs doit parfois attendre jusqu'à six mois avant d'obtenir certains services et notamment les aides dont il a besoin. Nous préconisons l'adoption de normes nationales à cet égard.

La vice-présidente (Mme Minna): J'aimerais maintenant donner la parole au représentant du Parti réformiste. Avez-vous des questions, monsieur Breitkreuz?

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Non.

La vice-présidente (Mme Minna): Très bien. Je donnerai donc la parole au représentant du Parti libéral.

Mme Augustine: Je vous remercie. Je constate que nous avons une vedette du cinéma parmi nous. Nous avons vu la vidéo ce matin, et nous avons été très impressionnés par le travail que cela a représenté ainsi que par les points de vue très clairs qui y ont été exprimés.

Nous sommes allés à différents endroits au pays, et nous avons entendu des représentants de tous les milieux. Tout le monde réclame l'adoption de normes nationales ainsi que des services abordables. On nous a aussi parlé des bienfaits ainsi que des lacunes du Programme de réadaptation professionnelle des personnes handicapées. Nous avons entendu les points de vue de plusieurs groupes oeuvrant dans le domaine de l'intégration communautaire ainsi que de plusieurs partisans de ce concept. Ils nous ont parlé des différents aspects de l'intégration communautaire.

Pourriez-vous nous dire quelques mots au sujet de l'intégration communautaire à Saint John's et à Terre-Neuve. Comment pourrions-nous adapter les programmes existants pour que nous nous assurons qu'on réponde aux besoins en logement des personnes handicapées? Pourriez-vous nous donner des précisions à cet égard?

Mme R. Ash: Il existe dans notre province une association d'intégration communautaire qui est tout à fait en mesure de parler pour elle-même. Je ne peux pas vraiment me substituer à elle.

Au cours des derniers mois, j'ai collaboré ainsi que le COD à un projet visant à établir les besoins en logement des personnes handicapées. Nous avons appris avec regret la disparition du programme BRAT dans le cadre duquel il était

[Texte]

particularly of great importance and very sadly lost, is the RRAP program that allowed individuals with disabilities who owned their own homes and may have become disabled, or their disability may have just progressed to such a stage where home was not accessible to meet their needs, to borrow money from CMHC with a minimum \$5,000 and up to \$10,000 forgivable.

This program was a very great help to a lot of people who, by using this program, could make their home accessible and could then stay in their own home. It may in fact have cut down on the amount of personal care they would need through attendants, who were hired by the government. So while this program did appear to be a large cash lay-out, I think in the long run it would have saved the government dollars because it would have enabled individuals to stay in their own homes.

[Traduction]

possible aux personnes handicapées qui possédaient une maison ou aux personnes devenues handicapées et dont la maison ne répondait plus à leurs besoins d'emprunter de la SCHL une certaine somme dont une partie variant d'un minimum de 5 000\$ à un maximum de 10 000\$ n'était pas remboursable.

Ce programme est venu en aide à un grand nombre de personnes en leur permettant de demeurer chez elles et d'adapter leur maison. Ce programme a même peut-être permis de réduire le nombre de personnes que le gouvernement a dû recruter pour prodiguer des soins personnels à ces personnes handicapées. Ce programme semblait peut-être coûteux à prime abord, mais à long terme, il aurait permis au gouvernement d'économiser beaucoup d'argent en permettant à certaines personnes de demeurer dans leur propre maison.

• 1610

In terms of retrofitting of buildings and accommodations, we are still running into some difficulties in that area. Certainly it has improved, but unless there is very strong legislation, there still tends to be, to some extent, an unwillingness to do that.

Ms Augustine: In light of the discussion paper, is there any specific or special suggestion you would like to put on the table at this point in time?

Ms R. Ash: As I said, I think everything discussed is important and it's very necessary to look at all the issues. I know the importance of cutting the deficit and saving money, but I think Canadians very highly value our social programs as a big part of our identity and who we are. We have put money into them to assist those who, for whatever reason, need that assistance.

So I think one of the most important things I would ask you to do as you go around and do your report is think about who we are as Canadians. Think about those programs that were put in place, why they were put in place and who they were put in place to help. In cutting the deficit and trying to balance the books, so to speak, we should not be hurting or injuring people, but trying to make their lives better.

The Vice-Chair (Ms Minna): I want to thank you very much for waiting for us until the end of the day. I know this morning's presentation, the initial discussion and the opportunity we had to chat with you at the end of the day have helped us a great deal. It certainly reinforced a lot of the messages we received in other parts of the country, which were similar to your own comments with respect to the disabled community and the things we need to take into context. I want to thank you very much for coming today and taking the time.

Our final group for today is the Community Services Council of Newfoundland and Labrador. We have Penelope Rowe, executive director, and Marie Hederson, board member.

It's good to see you again. I'll leave it up to you for the introduction and we'll get into discussion right after that.

Des problèmes continuent à se poser pour ce qui est du réaménagement des immeubles et des locaux. La situation s'est certainement améliorée à cet égard, mais en l'absence d'une loi contraignante, les constructeurs hésitent à prévoir les installations vouluies.

Mme Augustine: Dans l'optique du document de travail, y a-t-il une suggestion précise que vous aimeriez faire?

Mme R. Ash: Comme je l'ai dit, toutes les suggestions que nous avons faites sont d'égale importance. Je sais qu'il faut réduire le déficit et faire des économies, mais je crois que les Canadiens tiennent beaucoup aux programmes sociaux qu'ils considèrent comme une partie intégrante de leur identité nationale. La mission de ces programmes est d'aider ceux qui, pour une raison quelconque, ont besoin d'aide.

J'aimerais donc que, dans le cadre de vos audiences et en prévision de la rédaction de votre rapport, vous nous demandiez ce qui nous définit comme Canadiens. Songez aux programmes qui ont été mis sur pied, à leur raison d'être, et à leurs destinataires. Dans notre effort pour réduire le déficit et pour en arriver à un budget équilibré, nous devrions veiller à ne pas faire mal à ces gens, et plutôt à les aider à mieux vivre.

La vice-présidente (Mme Minna): Je tiens à vous remercier d'avoir attendu jusqu'à la fin de la journée pour comparaître devant nous. La présentation que nous avons eue ce matin, la discussion à laquelle elle a donné lieu, ainsi que l'exposé que vous venez de nous faire nous ont été très utiles. Vous avez renforcé les messages qui nous ont été transmis dans d'autres parties du pays au sujet des besoins des personnes handicapées. Je vous remercie beaucoup de votre contribution à nos discussions.

Les derniers témoins que nous entendrons aujourd'hui représentent le Community Services Council of Newfoundland and Labrador. Nous accueillons mesdames Penelope Rowe, directrice administrative, et Marie Hederson, membre du conseil d'administration.

Je me réjouis de vous revoir. Veuillez vous présenter, après quoi j'ouvrirai la discussion.

[Text]

Ms Marie Hedderson (Member, Board of Directors, Community Services Council of Newfoundland and Labrador): I'd like to introduce the Community Services Council.

The social planning and research organization is a charitable, registered, non-profit organization under an eighteen-member voluntary board of directors. The council is dedicated to promoting social and economic well-being. It acts to enhance the voluntary sector and bring together community organizations, governments and individuals in identifying needs and concerns. The CSC, in collaboration with others, initiates analyses of critical issues, formulates policy objectives and develops strategies and services to improve human well-being.

My name is Marie Hedderson. I'm one of the eighteen-member voluntary board of directors of the Community Services Council. With me is the executive director, Penelope Rowe.

Our brief is rather lengthy. In the limited time slot we have, we thought we wouldn't present it in its entirety today. We won't read it to you, but what we will do is highlight some of our comments and recommendations.

Penny will start that process right now.

Ms Penelope Rowe (Executive Director, Community Services Council of Newfoundland and Labrador): I should just remark that you don't have a copy of our brief in front of you, but it is on its way. Certain parts of St. John's, as you know, were hit periodically by electrical power outages. Unfortunately, my office was hit for the whole time. We lost our electricity on Thursday night and got it back only this morning. In fact, I only got it back in my home at 8:30 a.m. today. That did complicate getting the document finished, but it will be here before we're finished, we understand.

• 1615

I would also like to welcome all of you to our province. I know you've had a very strenuous couple of months. This has been a very difficult and onerous responsibility for you all. From some of the stories we've seen and heard on the radio and television, you've had to put up with a fair amount of heat from many of us across the country.

I'd just like to remark that we understand that you were not the authors of this report, that you are merely here as receptacles to hear what we all have to say. We'll try not to be overly rude to committee members or to make our points too strongly, but we think a number of comments need to be made with reference to the discussion paper, and we're glad that you are willing to listen to us all in this endeavour.

As Marie said, it's not going to be possible for us to go through our brief in its entirety. One of the difficulties for a group like the Community Services Council, because we deal with such a range of issues, is that it's always very hard for us to

[Translation]

Mme Marie Hedderson (membre du conseil d'administration, Community Services Council of Newfoundland and Labrador): J'aimerais vous présenter le Community Services Council.

Organisme de recherche et de planification dans le domaine social, le CSC est également une oeuvre de bienfaisance enregistrée comme organisation à but non lucratif dont le conseil d'administration se compose de 18 membres bénévoles. Son objectif, c'est de promouvoir le bien-être social et économique des habitants de la province. Il aide le secteur bénévole, les organismes communautaires, les gouvernements et les particuliers à établir les besoins de leurs diverses clientèles. En collaboration avec d'autres organismes, le CSC entreprend des études, formule des objectifs de politique, développe des stratégies et propose des services en vue d'améliorer le bien-être des gens.

Je m'appelle Marie Hedderson. Je suis l'une des 18 bénévoles que compte le conseil d'administration du CSC. M'accompagne la directrice administrative du conseil, M^{me} Penelope Rowe.

Notre mémoire est assez long. Compte tenu du temps qui nous est imparti aujourd'hui, nous ne pourrons pas vous le présenter en entier. Je ne vous le lirai pas textuellement. Je me contenterai d'attirer votre attention sur certaines de nos suggestions et recommandations.

Penny prendra d'abord la parole.

Mme Penelope Rowe (directrice administrative, Community Services Council of Newfoundland and Labrador): Je m'excuse du fait que vous n'avez pas sous le yeux un exemplaire de notre mémoire, mais vous en aurez un dans quelques instants. Comme vous le savez, certaines parties de Saint John's ont subi des pannes d'électricité sporadiques mais, malheureusement, la panne a été constante dans mon bureau. L'électricité est disparue jeudi soir pour ne revenir que ce matin. En fait, chez moi, le courant n'a été rétabli que ce matin à 8h30. Il a donc été plus compliqué que prévu de terminer le document, mais celui-ci nous parviendra avant la fin de notre présentation selon les informations reçues.

Je voudrais aussi vous souhaiter à tous la bienvenue dans notre province. Je sais que les deux derniers mois ont été fatigants et que la tâche a été lourde pour vous tous. D'après certains comptes rendus entendus et vus à la radio et à la télévision, nous avons été nombreux dans tous les coins du pays à exercer des pressions sur vous.

Permettez-moi de souligner que nous comprenons fort bien que vous n'êtes pas les auteurs de ce rapport mais bien uniquement les interlocuteurs qui doivent entendre nos témoignages. Nous essaierons donc de ne pas être impolis envers les membres du Comité et de ne pas pousser nos points trop brutalement, mais nous croyons qu'il faut formuler un certain nombre de commentaires à l'égard du document de travail et nous sommes heureux que vous acceptiez de les entendre.

Comme l'a déclaré Marie, nous ne pourrons pas parcourir en entier notre mémoire étant donné qu'il s'intéresse à une vaste gamme de questions. L'une des difficultés pour un groupe comme le *Community Services Council*, c'est de déterminer sur

[Texte]

decide which ones we want to focus on. Today we just want to talk about some of the priorities we see in this province and some of the concerns we think we need to be sensitive to. We hope you as a committee would come to understand, as a result of your day in this province, the kinds of issues that are perhaps very worrisome to our province, issues that we have to be very sensitive to in developing national policies and in changing the kinds of programs we currently have.

One of the things the Community Services Council did in reviewing the document was of course to try to take a broader view of the world and to understand how these policies might play out at a national level. Of course we have tried to focus as well on the impact for our province.

One of the things that struck us when we went through the document was Mr. Axworthy's comment that obviously the federal government bears a responsibility to protect those who are most vulnerable and the most disadvantaged. Our interpretation of that comment is that one has to consider that in terms of regions and provinces as well as particular individuals or particular groups of individuals in our society. For anyone who has become familiar with our province, perhaps more familiar during the course of the last day, you know that we are facing major difficulties, major economic, major financial and major social problems.

I think what I'd like to say is that Newfoundlanders are accustomed to facing adversity. This is not the first time in our history that we've gone through a difficult time. We're used to facing economic hardship; we're used to trying to develop adoptive strategies to deal with our struggle to survive in this province. We have in fact found numerous ways of responding in the past, for instance by migrating to find work in other places. In fact, we've had a net outward migration over the last 20 years. Our population base is smaller now than it was 20 years ago. We're accustomed to subsistence living and taking whatever work is available. I think those kinds of attitudes will hold us in good stead.

Nonetheless, I think it's very clear that the spirit that has carried us during the last 500 years of our history, which I hope will continue in this province, really does need the support, the goodwill and the recognition from other Canadians that we are in a very difficult circumstance because of the loss of our primary resource base.

I think you should know as well that we have found it extremely difficult to put up with the kinds of perceptions that have been spouted in other parts of the country regarding our people and our province, and the assumption people have made that somehow we are here with our hands out begging for support, that we are living off the riches of other workers and that we are not trying to do anything for ourselves. We found some of the coverage in the national press to be particularly distressing. We hope your committee will bear with us during the course of your review and come to understand that the way in which you cover some of your policy decisions really needs to be considered on a regional basis.

[Traduction]

quelles questions concentrer ses efforts. Nous désirons aujourd'hui parler principalement des priorités de cette province et des points qui devraient attirer notre attention. Nous espérons que votre comité comprendra, à la suite de son séjour dans cette province, ce qui nous préoccupe et ce dont nous devons tenir compte dans l'élaboration des politiques nationales et dans la modification des programmes en place.

En analysant le document, le *Community Services Council* a notamment essayé d'adopter une vue plus universelle et de comprendre comment ces politiques pourraient s'appliquer à l'échelle nationale. Évidemment, nous nous sommes aussi intéressés à l'impact de cette politique sur notre province.

À la lecture du document, nous avons été frappés par une remarque de M. Axworthy qui déclare qu'évidemment le gouvernement fédéral doit protéger les plus vulnérables et les plus démunis. Notre interprétation de cette remarque nous amène à penser qu'elle vise autant les régions et les provinces que les groupes et les personnes au sein de notre société. Quiconque connaît bien notre province et ceux d'entre vous qui ont appris à la connaître au cours de la dernière journée, savent qu'elle rencontre de graves difficultés, qu'elle est confrontée à des problèmes économiques, financiers et sociaux considérables.

Je voudrais préciser que les habitants de Terre-Neuve sont habitués à l'adversité. Au cours de notre histoire nous avons traversé diverses périodes difficiles. Nous sommes habitués aux difficultés économiques; nous savons comment mettre en œuvre des stratégies d'adaptation qui nous permettent de survivre dans cette province. En fait, nous avons trouvé différentes façons de réagir auparavant, par exemple en émigrant vers d'autres régions pour trouver du travail. Au cours des 20 dernières années, le bilan des mouvements de population de la province a montré une nette migration vers l'extérieur. Notre population est moins nombreuse aujourd'hui qu'elle l'était il y a 20 ans. Nous sommes aussi habitués à mener une vie de subsistance et à prendre le travail qui nous est offert quel qu'il soit. Je crois que ce genre d'attitude nous sera très utile.

Néanmoins, l'esprit qui nous a porté au cours des 500 dernières années de notre histoire, et qui se poursuivra je l'espère, a toutefois besoin de l'appui et de la bonne volonté des autres Canadiens qui doivent reconnaître que notre situation est extrêmement grave parce que nous avons perdu notre principale ressource.

Vous devriez aussi savoir que nous avons énormément de mal à accepter la perception des autres régions du pays à l'égard de notre province et de ses habitants ainsi que la présomption des gens qui semblent croire que nous ne faisons que quémander l'appui des autres et que nous vivons à même la richesse des autres travailleurs sans faire d'efforts par nous-mêmes. Certains articles parus dans la presse nationale nous ont particulièrement troublés. Nous espérons que votre comité nous accordera son appui durant tout l'examen et qu'il comprendra que certaines décisions quant aux politiques doivent tenir compte des régions.

[Text]

Let us quickly turn to some of the main recommendations in the document. First of all, we look at the working chapter. We are concerned that the proposed changes to the UI system really seem relatively contradictory to the way in which the current job market is unfolding and evolving in Canada. We know there is a lot more part-time and non-standard work. We believe that some of the recommendations, particularly around the two-tiered UI system, which would define frequent users as somewhat different from those who are occasional users, could very much work counter to the way in which the economy is developing. In fact, we believe that in many ways these proposals will penalize those who can only find short-term work, but who nonetheless have been willing to take that work.

[Translation]

Examinons les principales recommandations formulées dans ce document. Prenons d'abord le chapitre concernant le travail. Il nous semble que les modifications proposées en matière d'assurance-chômage sont relativement contradictoires par rapport à l'évolution actuelle du marché du travail au Canada. Nous savons que le travail à temps partiel et non traditionnel augmente. À notre avis, certaines des recommandations, et particulièrement celles du Régime d'assurance-chômage à deux vitesses qui établirait deux catégories de prestataires, soit les utilisateurs fréquents et les utilisateurs occasionnels, pourraient aller à l'encontre de l'évolution de l'économie. En fait, ces propositions pénaliseront de diverses façons ceux qui ne peuvent trouver que du travail à court terme mais qui acceptent tout de même des emplois de ce genre.

• 1620

I think it's our view that the people who are frequent users are not only those who are in seasonal work; they are very often young people who cannot find long-term, permanent and stable work. By separating out and distinguishing between the individuals who make use of the UI system for whatever reason, we are setting up a two-tiered, two-class system. This will not end up making people feel very good about what they are doing.

Another major comment we wish to draw to your attention is that we have developed a very high dependency on UI in Newfoundland. We've used it in a way that optimizes and maximizes our own capacity to use the program legitimately. It has nothing to do with misuse or abuse. It has to do with a government program that was developed for specific purposes. In fact, it was to assist our seasonal workers. The notion that somehow we have come to abuse the system is an unfair one. Clearly, there are some people in all parts of the country who misuse and abuse it, but I think it's unfair to assume that this is happening more in this province than in other places.

À notre avis les utilisateurs fréquents ne sont pas uniquement des travailleurs saisonniers; il s'agit souvent de jeunes qui ne peuvent trouver des emplois permanents et stables à long terme. En faisant une distinction parmi ceux qui font appel à l'assurance-chômage pour une raison quelconque, nous établirons un système à deux vitesses fondé sur deux catégories de prestataires. De cette façon, les gens ne se sentiront pas très fiers de ce qu'ils font.

Nous voulons aussi attirer votre attention sur la remarque selon laquelle Terre-Neuve aurait acquis une très grande dépendance à l'égard de l'assurance-chômage. Nous avons procédé de façon à optimiser et à maximiser notre capacité d'utiliser le programme de façon légitime, mais notre façon de faire n'a rien à voir avec le mauvais usage ou l'abus. Un programme gouvernemental visant divers buts précis a été mis en place. Il devait notamment apporter de l'aide à nos travailleurs saisonniers. Il est injuste de penser maintenant que nous avons abusé du système. Il ne fait aucun doute que, dans toutes les régions du pays, certaines personnes abusent du régime d'assurance-chômage et l'utilisent à mauvais escient, mais il n'est pas juste de présumer que cela se produit davantage à Terre-Neuve qu'ailleurs.

Nous sommes aussi inquiets à titre de province. Toute compression importante du régime d'assurance-chômage ne toucherait pas uniquement les personnes qui dépendent de ce régime. Nous sommes habitués aux paiements de transfert et nous en avons besoin. Dans certaines petites collectivités, les prestations d'assurance-chômage versées aux personnes constituent souvent la principale source d'activités ou source de revenus. Les prestations servent à l'achat de biens et de services; par conséquent, elles contribuent nettement au bon fonctionnement de petites entreprises marginales de cette province, lesquelles ne survivraient probablement pas si l'on retirait ne serait-ce que 100 millions de dollars du fonds d'assurance-chômage de cette province. Les divers paliers de gouvernement comptent sur les impôts payés par les gens dont le revenu annuel provient en partie de l'assurance-chômage.

We do, of course, as a province, have a major concern. If there are significant financial cuts to the UI system, it will do far more than affect those individuals who are reliant on the system. We are accustomed to the transfer payments. We need the transfer payments. The payments that are made to individuals as benefits are very often the major labour market activity or the major source of income within some of our smaller communities. The money is used to purchase goods and services. Therefore, it very clearly provides support to some of our marginal small businesses in this province that probably would not survive if even \$100 million was taken out of the UI fund in this province. Governments and municipal levels of government are very reliant on the taxes paid by people who draw some of their income from UI over the course of the year.

This is our recommendation to you. If, in the end, you feel that there are changes needed and warranted for the UI system, you should ensure that a transition phase is built in. During the course of that transition phase there should be certain

Voilà ce que nous vous recommandons. Si, en bout de ligne, vous croyez qu'il est nécessaire et justifié de modifier le régime d'assurance-chômage, vous devriez prévoir une période de transition durant laquelle certains mécanismes mis en place

[Texte]

mechanisms put in place that would enable a province like ours to adjust. The mechanisms put in place would ensure that we do not have any loss of revenue from the federal government as a result of changes to the UI system.

I think you probably heard from the Economic Recovery Commission this morning. Some of the proposals they put forward may well be a reasonable and rational proposal for our province. However, I think the important thing to recognize from a federal level is that this province cannot afford to lose any income from the federal government, particularly at this juncture in our history.

We would also like to make a couple of other comments on the working section, particularly with reference to the role of community-based and voluntary organizations and the notion of tying income to community service. We remarked that these kinds of comments and these trends showed in numerous places throughout the discussion paper. In fact, we support fully a much greater use of the community-based and voluntary sectors. However, I think it's really important to understand certain things and to have certain cautions brought forward.

First, there can be no confusion whatsoever between the notion of volunteering and performing community services. Second, it would be wrong to tie income support with the notion of somebody receiving benefits through the forced participation in a community-based agency. It would be entirely wrong if it's not done voluntarily.

We would also have serious reservations about the benefit levels paid to people. These are tantamount to wages if they go into community service. These wage levels may be different for different individuals. Therefore, you would have two people doing work of the same value for different levels of pay. Again, we would caution against that as a blanket policy.

We would suggest that the community sector could be used as a creator of work and as a source of employment, skills and educational upgrading. However, we would argue that the money should go directly to the community organizations. They would in turn pay the individuals so the individuals would be real employees, rather than a second class of employees working for different conditions within the same place of employment.

[Traduction]

permettront à une province comme la nôtre de s'adapter. Ces mécanismes veilleraient à ce que les changements apportés au régime d'assurance-chômage n'entraînent aucune diminution des revenus provenant du gouvernement fédéral.

Vous avez probablement entendu le témoignage de la Economic Recovery Commission ce matin. Certaines des propositions formulées par cet organisme pourraient fort bien être raisonnables et logiques pour notre province. Toutefois, du point de vue fédéral, il est important de reconnaître que, surtout en ce moment de son histoire, notre province ne peut subir aucune perte de revenu provenant du gouvernement fédéral.

Nous aimerais aussi faire quelques autres commentaires sur le chapitre concernant le travail et particulièrement en ce qui concerne le rôle des organismes communautaires et des bénévoles et l'idée de rattacher le revenu aux services communautaires. Nous avons remarqué que cette notion est mentionnée à plusieurs dans le document de travail. En fait nous sommes entièrement d'accord avec une utilisation accrue des services de bénévoles et des services communautaires. Toutefois, il est important de bien comprendre certains points et de formuler certains avertissements à cet égard.

Premièrement, il ne faudrait pas confondre le bénévolat et les services communautaires. Deuxièmement nous ferions fausse route en rendant le soutien du revenu conditionnel à la participation à certains services communautaires. Ces services doivent absolument être rendus volontairement.

Nous désirons aussi émettre des réserves quant aux montants des prestations versées. Celles-ci seraient équivalentes à des salaires si elles sont versées en contrepartie de services rendus à la communauté. Ces salaires pourraient différer d'une personne à l'autre et deux personnes effectuant le même travail pourraient fort bien recevoir des sommes différentes. Nous avons de grandes réserves à l'égard d'une telle politique générale.

À notre avis, le secteur communautaire pourrait créer de l'emploi et constituer une source de perfectionnement scolaire et professionnel. Toutefois, les sommes devraient être versées directement aux organisations communautaires. Celles-ci paieraient les travailleurs, qui deviendraient de véritables employés. On éviterait ainsi qu'une deuxième catégorie d'employés travaille à un même endroit mais en vertu de conditions différentes.

• 1625

I am going to let Marie mention some of the primary recommendations we have under learning.

Ms Hedderson: First of all, we recognize that Newfoundland has made major strides in education over the past number of years. We have come a long way from where we were, but the downside is that we still lag far behind the rest of the country in our literacy rates and our educational level of achievement.

We recognize also that there is a tremendous disadvantage amongst our young people in terms of their education. For example, 40% of employable social assistance recipients have grade 8 education or less. One of the problems is that a lot of young people wind up in low-paying jobs and do not have a value for gaining a higher level of education. There's not that same appreciation for education.

Je vais laisser Marie vous présenter certaines des principales recommandations à l'étude.

Mme Hedderson: Tout d'abord, nous reconnaissons que Terre-Neuve a fait de grands pas en matière d'éducation au cours des récentes années. Nous avons réalisé d'énormes progrès mais n'avons pas encore rejoint le reste du pays quant au taux d'alphabétisation et au degré de réussite de nos étudiants.

Nous admettons aussi que nos jeunes souffrent d'un désavantage énorme sur le plan de l'éducation. Par exemple, 40 p. 100 des prestataires de l'aide sociale aptes au travail ont 8 ans ou moins de scolarité. Bien des jeunes se contentent d'emplois mal rémunérés et ne sont pas motivés à poursuivre leurs études. Ils n'accordent pas autant d'importance à l'éducation.

[Text]

Those are some of our major concerns. The combination of unemployment insurance availability and the lack of education is conducive to neither economic development nor labour mobility. A large proportion of Newfoundland's rural population, for example, will have a difficult time adapting to any changes in the economic environment, whether this be from structural change in the economy or government changes in the UI system. If educational and skill levels are not enhanced as the first step in reform, we feel the vast majority of persons who currently use the unemployment insurance system may simply end up falling into the social assistance programs.

In Newfoundland we feel the obstacles are so formidable as to suggest that reform to income security must be carefully linked to a comprehensive strategy to increase educational levels for persons who are dependent on the system.

Our concern with the proposals espoused in the discussion paper is that while the importance of learning is repeatedly stated, we don't feel the proposals set forth will necessarily facilitate the achievement of this objective, in our province in particular. That's not to say we don't believe rapid change is possible, but that any such major change must be carefully orchestrated, planned and financially supported and encouraged as well.

We also have a few things to say about the attitude toward learning. We agree that a different attitude toward the value of education, for example, in this province must be developed if we are to confront successfully the reality that increasing education and learning are a key to Canada's prosperity. We have to ensure that proposals contemplated by the federal government will support this objective. Those who are in most need of encouragement and support are most often those who are most disadvantaged by their lack of formal education, the remoteness of their home communities, for example, from educational institutions and their financial inability to pursue higher learning. It is our view that the proposals in the discussion paper may be contrary to the real and legitimate needs of many prospective students.

We had a few comments about student loans. For example, increasing access to student loans through an income-contingent repayment program may be appropriate for some students whose personal or family circumstances are not threatened by the assumption of a long-term debt, but we believe this group of individuals will manage to pursue higher education regardless of the funding arrangements established by governments or institutions. The social security forum should be more sympathetic to those Canadians for whom higher education is not an established way of life.

For families living on social assistance with low or unstable incomes, or with children who would have to move away from home to attend institutes of higher learning, the idea of borrowing heavily against an uncertain future is perhaps too steep a gradient to be anything like an incentive.

[Translation]

Voilà donc certaines de nos principales préoccupations. L'accès au régime d'assurance-chômage, joint à l'absence de scolarité, ne mène ni au développement économique ni à la mobilité de la main-d'œuvre. Par exemple, une grande proportion de la population rurale de Terre-Neuve aura du mal à s'adapter à toutes modifications de l'environnement économique, que celles-ci proviennent de changements structuraux de l'économie ou de modifications apportées par le gouvernement au régime d'assurance-chômage. À notre avis, si la première étape de la réforme ne porte pas sur le perfectionnement scolaire et professionnel, la grande majorité des personnes qui font appel au régime d'assurance-chômage n'auront d'autres recours que les divers programmes d'aide sociale.

À Terre-Neuve, les obstacles sont d'une telle ampleur que toute réforme de la sécurité du revenu doit être accompagnée d'une stratégie globale de relèvement du niveau de scolarité de ceux qui dépendent de l'assurance-chômage.

Les propositions présentées dans le document de travail font état à maintes reprises de l'importance de l'éducation mais nous ne croyons pas qu'elles vont nécessairement faciliter la réalisation de cet objectif, surtout dans notre province. Nous ne disons pas qu'il est impossible d'apporter rapidement un changement, mais nous affirmons plutôt qu'un tel changement doit être savamment orchestré, planifié, appuyé financièrement et favorisé.

Nous aimerais aussi émettre quelques commentaires sur l'attitude à l'égard de l'apprentissage. Nous admettons, par exemple, qu'il faudrait favoriser dans cette province une attitude différente à l'égard de la valeur de l'éducation si nous voulons faire face à la réalité, c'est-à-dire qu'une amélioration de l'éducation et de l'apprentissage est essentielle à la prospérité du Canada. Nous devons veiller à ce que les propositions du gouvernement fédéral tiennent compte de cet objectif. Ceux qui ont le plus besoin d'encouragements et d'appuis sont souvent les plus défavorisés à cause du manque de scolarisation, de l'éloignement de leurs collectivités par rapport aux institutions d'enseignement et des difficultés financières qui les privent de tout apprentissage plus avancé. Selon nous, les propositions présentées dans le document de travail pourraient aller à l'encontre des besoins légitimes et véritables de nombreux étudiants éventuels.

Nous désirons aussi commenter les prêts aux étudiants. Par exemple, certains étudiants dont la situation personnelle ou familiale ne sera pas menacée par une dette à long terme, pourraient profiter de l'accès accru aux prêts aux étudiants grâce au programme de remboursement proportionnel au revenu, toutefois nous croyons que les étudiants de cette catégorie réussiraient de toute façon à poursuivre des études supérieures peu importe les formules de financement offertes par les gouvernements ou les institutions. Le forum sur la sécurité sociale devrait être davantage disposé à aider les Canadiens pour lesquels l'éducation supérieure ne va pas nécessairement de soi.

Dans le cas des familles qui vivent de l'aide sociale, qui reçoivent un faible revenu ou un revenu incertain, ou encore qui sont éloignées des institutions d'enseignement supérieur, l'idée de s'endetter lourdement pour préparer un avenir incertain peut être trop étrangère à leur mode de vie pour constituer un encouragement.

[Texte]

The discussion paper expresses the notion that training programs that require students to put in some of their own money work better than when students make no such investment; no reference, however, is cited for the conclusions. In response, it must be pointed out that the ability of young people to contribute to their own education is to a significant degree dependent on their family circumstances. It should also be noted that finding part-time work is more difficult in some regions than in others, more particularly so in Newfoundland.

[Traduction]

Le document de travail laisse entendre que les programmes de formation exigeant une participation financière de la part des étudiants donne de meilleurs résultats que ceux qui n'exigent aucun investissement de la sorte; toutefois ces conclusions ne sont étayées par aucune donnée véritable. Nous devons répondre à cela que la possibilité pour un étudiant de participer à sa propre éducation dépend dans une large mesure de sa situation familiale. Il faut aussi mentionner que, dans certaines régions, il est plus difficile qu'ailleurs de trouver du travail à temps partiel et c'est particulièrement le cas à Terre-Neuve.

• 1630

The Community Services Council is very supportive of the idea of earning tuition credit vouchers. Over the past summer we engaged in an experimental program funded under the strategic initiatives fund. It created community service positions in non-profit settings for which students entering or re-entering post-secondary education could earn tuition credit vouchers.

We were very pleased with this program. We placed 1,300 students in 883 organizations in 252 communities. Students received \$50 a week as a stipend and a tuition credit voucher worth \$1,200, redeemable at any post-secondary institution in Canada. Of the places available, 1,000 were dedicated to students whose families were on social assistance or who were themselves social assistance recipients.

The response to the program was excellent and the preliminary evaluation indicates that students and communities really support the concept. Because of our wide networks with the non-profit community, we were able to have a very deep coverage of communities throughout the province with many organizations that might never before have had the opportunity to have students perform services for them. A fuller evaluation of that program is currently under way. If you require additional information on that, we will be very happy to provide it.

It's our recommendation here today, however, that the program be implemented on a year-round basis and that it continue to be managed, funded and delivered by both levels of government in partnership with a community delivery agency and community sponsors. This experiment clearly underscores the real value, merit and potential success of such partnership and local management.

Now Penny is going to address early childhood education and the importance of it.

Ms Rowe: This is an issue I think we raised with you when we presented in the first round in March. The longer we spend looking at this issue, the more convinced we become that an investment in children, particularly in early childhood development, is clearly a shift in direction that must take place in this country. We were pleased to see that, without any specifics, the paper at least alludes to the importance of this kind of approach.

The fact of the matter is in this province 20% of our population is on social assistance, but when you break that down by age variables, 25% of all the children aged fifteen and under in this province live in families who are reliant on social

Le Community Services Council est entièrement en faveur de l'idée de l'accumulation de bons de crédit pour le paiement des frais de scolarité. L'été dernier, nous avons participé à un programme expérimental financé par le Fonds de soutien aux projets stratégiques qui a créé, dans un contexte sans but lucratif, des postes au sein de services communautaires que les étudiants arrivant ou retournant au niveau postsecondaire pouvaient occuper pour gagner des bons de crédit en vue de régler leurs frais de scolarité.

Nous avons été très satisfaits de ce programme. Nous avons placé 1 300 étudiants au sein de 883 organisations dans 252 collectivités. Les étudiants recevaient 50\$ par semaine à titre de traitement et un bon de crédit d'une valeur de 1 200\$ encaissable à toute institution postsecondaire au Canada. De tous les postes offerts, 1 000 étaient réservés aux étudiants appartenant à des familles prestataires de l'aide sociale ou étant eux-mêmes prestataires de l'aide sociale.

La réaction à ce programme a été excellente et l'évaluation préliminaire indique que les étudiants et les collectivités accueillent favorablement ce concept. Grâce à nos vastes réseaux dans le milieu des services communautaires sans but lucratif, nous avons pu atteindre des collectivités dans tous les coins de la province par le truchement de nombreuses organisations qui n'avaient jamais eu auparavant l'occasion d'avoir des étudiants à leur service. Une évaluation plus approfondie de ce programme est en cours. Si vous désirez des renseignements additionnels à ce sujet, nous serons heureux de vous les fournir.

Cependant, nous recommandons aujourd'hui, devant ce Comité, que le programme soit mis en oeuvre à titre permanent et qu'il soit géré, financé et administré par les deux paliers de gouvernements en partenariat avec les organismes de prestation des services communautaires et les parrains. Cette expérience fait ressortir nettement la véritable valeur, le mérite et la réussite possible de tels partenariats et de la gestion locale.

Penny traitera maintenant de l'importance de l'éducation des jeunes enfants.

Mme Rowe: Je crois que nous avons déjà soulevé cette question lors de notre première présentation devant ce Comité au mois de mars. Plus nous étudions la question plus nous sommes convaincus que tout investissement dans nos enfants, et particulièrement dans nos jeunes enfants, est un changement de direction qui s'impose au Canada. Nous avons été heureux de constater que, sans donner des détails précis, le document de travail fait au moins allusion à l'importance de ce genre d'approche.

Les données montrent que 20 p. 100 des habitants de cette province sont prestataires de l'aide sociale mais la répartition par catégories d'âge révèle que 25 p. 100 de tous les enfants de 15 ans ou moins appartiennent à des familles qui doivent

[Text]

assistance at some point during the year. When you look further at the statistics, we've discovered that fully 33%—one-third—of the children in this province aged four and under are living in households that receive social assistance.

Some of the comments that have been made across the country, and I'm sure in other presentations to you, speaking of the possible problems that emerge as a result of lack of stimulation, poor nutrition, inability to be attentive in school and so on are very clear from the research now. A few years ago I think we all thought these things, but now there is little doubt that this is a major area where we can really make a difference in how the future generation will function.

The Community Services Council recognizes the federal government has indeed made some minor pronouncements around maternal health programs, some head start programs and other programs like Brighter Futures. But these announcements are very fragmented and unstructured and certainly have not put forward any kind of comprehensive strategy toward early childhood development in this country. It's our recommendation that you urge the federal government to amalgamate all of these programs and come up with a complete and comprehensive program to really focus on and target early childhood development.

I would like to make the point that it's not our view that this would be done only through formal day care centres and child care arrangements. There are many programs that should be directed toward children and their families, particularly and with preference to families and young children together, so that the real gain can be made by both the family and the child.

We have cited in our document a number of the kinds of programs we think should be taken into account. Specifically we are recommending there be an expanded network of family resource centres created across this country that would have responsibility for developing, designing and delivering all kinds of outreach programs. These centres would link schools to families. They would provide lines so that families who are isolated have somebody they can contact in order to acquire parenting skills, to seek advice, somebody to speak to when they simply seem to be in trouble and know that they're at the end of their tether because they are isolated with their young children.

This discussion leads us, then, into the final chapter of the report, the security section. I have to confess that I found this a particularly weak section of the document. I was very concerned that so little effort was made in the discussion paper to deal with the whole issue of social services and how important social services are for so many families in this country—and not only families who are on low incomes but also families who are in crisis, families who are suffering violence, individuals who need personal counselling of all sorts. I think the paper has skirted over and slipped over the importance of these programs.

[Translation]

compter sur l'aide sociale à un moment donné au cours de l'année. En analysant les statistiques plus à fond, nous avons découvert que le tiers, c'est-à-dire 33 p. 100, des enfants de quatre ans ou moins vivent dans des foyers recevant de l'aide sociale dans cette province.

Les recherches corroborent nettement certains commentaires formulés un peu partout au pays et, j'en suis certaine, d'autres exposés qui vous ont déjà été faits, décrivant les problèmes éventuels qui peuvent découler de l'absence de stimulation et d'une mauvaise alimentation, par exemple, le manque d'attention à l'école. Il y a quelques années, nous connaissions tous le lien entre ces lacunes et les problèmes qui en découlent, mais il ne fait plus aucun doute maintenant que c'est là un domaine où nous pouvons agir pour modifier le comportement de la prochaine génération.

Le Community Services Council reconnaît que le gouvernement fédéral a effectivement fait certaines déclarations concernant les programmes de santé pour les mères, certains programmes de bon départ visant à préparer à l'école les enfants d'âge préscolaire, ainsi que d'autres programmes comme Grandir ensemble. Toutefois, ces mesures sont très fragmentées et non structurées et elles ne constituent certainement pas une stratégie globale concernant le développement de la première enfance dans notre pays. Nous recommandons que votre Comité demande au gouvernement fédéral de regrouper tous ces programmes et de mettre en place un programme complet et global ayant pour objectif principal le développement de la petite enfance.

Je voudrais préciser que nous ne croyons pas qu'il soit possible d'atteindre un tel objectif uniquement grâce aux garderies officielles et aux dispositions sur la garde d'enfants. De nombreux programmes devraient être orientés vers les enfants et leurs familles et cibler de préférence les familles et les jeunes enfants ensemble afin qu'à la fois les familles et les enfants puissent en profiter.

Nous mentionnons dans notre document un certain nombre de programmes dont il faudrait tenir compte à notre avis. Nous recommandons plus précisément la création d'un réseau de centres de ressources familiales qui seraient chargés de concevoir, élaborer et mettre en œuvre toutes sortes de programmes d'approche. Ces centres assureront la liaison entre les écoles et les familles. Ils créeront des liens afin que les familles isolées aient accès à des ressources pour pouvoir améliorer leurs compétences parentales, obtenir des conseils, ou simplement avoir quelqu'un à qui parler en cas de difficulté et dans les moments de détresse due à l'isolement des familles avec de jeunes enfants.

• 1635

Cette discussion nous amène enfin au dernier chapitre du rapport, c'est-à-dire celui qui traite de la sécurité. Je dois avouer que c'était l'un des points faibles de ce document. Je suis très inquiète de constater qu'on a fait peu d'efforts pour traiter, dans ce document de travail, de la question des services sociaux et de leur importance pour un si grand nombre de familles au pays, non seulement des familles à faible revenu, mais aussi des familles en crise ou aux prises avec la violence et des personnes ayant besoin d'aide et de conseils de toutes sortes. Je crois que le document occulte entièrement l'importance de ces programmes.

[Texte]

One of the concerns we have in looking at the document is that we already know that the Canada Assistance Plan will be frozen at last year's rate starting next year. Regardless of whether we continue to see that kind of freezing of the Canada Assistance Plan or whether you move to block funding, in either circumstance a poor province cannot afford to have any less money than it already has. In fact, we probably need an infusion of funds. With either of these approaches, freezing at last year's levels or block funding, in both circumstances it seems to me that those provinces that have been able to put up the most money to this point will be farther ahead and will continue to be farther ahead than those provinces who are somewhat rather behind now.

[Traduction]

Un des éléments qui nous inquiètent lorsque nous analysons ce document c'est que nous savons déjà que le financement du régime d'assistance publique du Canada sera maintenu au niveau de l'année dernière à compter de l'an prochain. Peu importe que le financement du régime d'assistance publique du Canada demeure ainsi bloqué ou qu'il soit transformé en financement global, une province pauvre ne peut absolument pas recevoir moins qu'elle ne reçoit déjà à l'heure actuelle. En fait, notre province a probablement besoin d'une augmentation du financement. Quelle que soit l'approche choisie, blocage au niveau de l'année dernière ou financement global, dans les deux cas il me semble que les provinces qui ont jusqu'à maintenant réussi à fournir le plus d'argent auront toujours une certaine avance par rapport à celles qui tirent déjà de l'arrière.

So I would like to put the caution that in reviewing transfer payments for social service programs and social assistance, you be very sensitive to the problem of freezing or having block funding based on last year's rates.

Je voudrais donc préciser que le gouvernement, en examinant les paiements de transfert au titre des services sociaux et de l'aide sociale, devra accorder une attention toute spéciale au problème du blocage des fonds ou du financement global aux niveaux de l'année dernière.

We are also concerned about the long-term impact of social assistance on families and on children within families. We did a number of focus groups in preparing our brief for you, including several discussions with single mothers and young family members. One of the points they made, which I found particularly startling and particularly disheartening, was their own recognition that their children are not being exposed in any way to any kind of positive work ethic. Because they're growing up in households where their parents are not working and traditionally have not worked, children don't seem to have that kind of positive role model; therefore they seem to think their own future should be the same as their parents'.

Nous nous inquiétons aussi des effets à long terme de l'aide sociale sur les familles et les enfants de ces familles. Pour la préparation de notre mémoire, nous avons fait appel à un certain nombre de groupes de discussion et avons notamment tenu plusieurs entretiens avec des mères monoparentales et de jeunes parents. Un de leurs arguments m'a particulièrement surprise et découragée; ils ont admis eux-mêmes que leurs enfants ne sont jamais exposés à une éthique de travail positive. Ils grandissent dans des foyers où les parents ne travaillent pas et n'ont jamais travaillé dans bien des cas, et ils ne sont jamais en présence d'un modèle de comportement reflétant la valeur du travail; par conséquent, ils semblent croire que leur avenir doit être calqué sur celui de leurs parents.

I think that was a very poignant comment, particularly coming from people who themselves were struggling to get off social assistance but already saw the negative influences through their own young children. I think it's something we as a country rather need to be ashamed of, the fact that we have allowed this to happen to so many of our citizens. This is for no reason other than the fact that they need perhaps some additional support, some additional education. Or it could be because they live in parts of the country where, despite their own desires and best interests and best efforts, they have not been able to find work. When they can find work, it is at such a low rate of pay that they're worse off if they work. It is better for them if they stay on social assistance.

Un tel commentaire est très troublant surtout lorsqu'il est formulé par des gens qui eux-mêmes s'efforcent de sortir du cycle de l'aide sociale et voient déjà les effets négatifs de leurs propres difficultés sur leurs jeunes enfants. Notre pays devrait avoir honte de permettre que tant de gens se retrouvent dans une telle situation simplement parce qu'ils ont besoin d'un appui additionnel, peut-être d'un supplément d'éducation, ou peut-être parce qu'ils vivent dans certaines régions du pays où, malgré leur propre volonté, leur intérêt et leurs efforts ils ne peuvent trouver du travail. Et même s'ils peuvent trouver du travail, ces gens reçoivent des salaires si peu élevés qu'il vaut mieux pour eux ne pas travailler mais plutôt rester prestataires de l'aide sociale.

We support the two primary objectives for reform by the ways that are stated in the security chapter. I won't bother repeating them, but obviously tackling child poverty has to be a major vision for this country, and the notion of providing better support to people with disabilities is clearly something that the Community Services Council endorses heartily.

Nous sommes d'accord avec les deux principaux objectifs de la réforme tels qu'ils sont formulés dans le chapitre sur la sécurité du revenu. Je ne les répéterai pas; il est évident que la lutte à la pauvreté des enfants doit constituer l'un des principaux objectifs de notre pays et que l'augmentation de l'aide fournie aux handicapés est une mesure que le Community Services Council appuie de tout coeur.

I would like now to make a few final comments. We were really pleased with some of the commentary in the document. It seemed to emerge in little bits and pieces but unfortunately never got carried through in any kind of positive, comprehensive plan.

En terminant, permettez-moi d'ajouter quelques commentaires. Certains points du document nous ont plu mais ce ne sont que pièces détachées qui, malheureusement, ne forment jamais un plan global.

[Text]

For instance, we really liked the links between child care and child development. We really liked the repeated references to using local community-based organizations, involving community groups, getting into formal partnerships and making sure people who are most affected by decisions have some way of participating. We certainly were very supportive of the whole notion of better family support services and family resource services. We genuinely think those are the kinds of programs that will make a difference to our future.

We were, as I say, very disappointed that these were not carried through into any kind of positive action plan, and we'd like to recommend that there be further discussion as to how these kinds of programs—the investment in young children and all of the other ones I have just mentioned, including tackling child poverty—can really come to fruition in this country. We have to do more than pay lip service by putting it in some of the introductory commentary in a paper of this sort. We have to find genuine ways of actually making those kinds of things happen.

• 1640

I would like to make a couple of closing comments with reference to the discussion paper in general. We really have the sense that the initiative here was not so much about social reform as finding ways to cut the deficit. I'm sure you've heard that repeatedly, but we would like to say we see that as a concern.

We also felt that the paper was lacking a very clear vision about what this country really should be and about what we really expect social programs and social security to be for all of our citizens. We would like to see some general statements put in any future document, which speak to the need for all of us to have a commitment to notions of equity, to fairness, to equal access, and the notion of national standards for income support and social services.

There are a couple of other comments about what we think the conclusion might be and the ramifications might be if all of these kinds of recommendations that are in the document, and the ones that we understand the minister is presently favouring, were to come into effect. Quite simply, we think they could lead to greater disparities between regions of this country and greater disparities between rich people and poor people in this country. It may, in the short term at least, until the economy turns around, really make it very difficult for people who are on low incomes and modest incomes.

We appreciate that in the long term some of these proposals may well have a positive impact on the country, and we support the notion of trying to make people more self-sufficient, better educated, better able to take and create work. We do feel, however, that there has to be some very serious consideration given to a transition period to make sure that a lot of people don't fall by the wayside.

My final comment is a concern that I sense in this paper. The federal government, rather than putting forward a plan on how to fiscally manage this country, is really giving up a significant amount of its responsibility in the field of social

[Translation]

Par exemple, nous avons aimé particulièrement les liens qui sont faits entre la garde d'enfants et le développement de l'enfant, de même que les nombreux propos visant l'utilisation des services d'organismes communautaires, la participation des groupes communautaires, les partenariats officiels ainsi que la consultation et la contribution des personnes les plus touchées par les décisions. Nous sommes certainement d'accord avec toute la notion de l'amélioration des services de soutien aux familles et de services de ressources familiales. Nous croyons sincèrement que ce genre de programmes aura un impact favorable sur notre avenir.

Je l'ai déjà dit, nous avons été très déçus du fait que ces divers éléments ne sont pas regroupés en un plan d'action concret et nous aimerions recommander que les discussions se poursuivent afin que tous ces programmes puissent vraiment se réaliser, y compris l'investissement dans l'avenir de nos jeunes enfants et la lutte à la pauvreté des enfants. Ces diverses mesures ne doivent pas devenir des voeux pieux servant uniquement de préambule à un document comme celui-ci. Nous devons trouver le moyen de les réaliser.

•

1640

Permettez-moi enfin d'ajouter quelques commentaires à l'égard du document de travail en général. Nous avons réellement eu l'impression que cette initiative ne visait pas tant la réforme des programmes sociaux que la réduction du déficit. Je suis convaincue que vous avez entendu cette remarque à maintes reprises, mais je voudrais tout de même préciser que cela nous inquiète.

Nous avons aussi eu l'impression que le document ne témoignait pas d'une vision très nette de ce que devrait être notre pays et de ce que devraient représenter les programmes sociaux et la sécurité sociale pour tous les citoyens de notre pays. Nous aimerions que tout document ultérieur renferme certains énoncés d'ordre général témoignant de la nécessité d'un engagement à l'égard de l'équité, de la justice, de l'égalité d'accès et de normes nationales en matière de soutien du revenu et de services sociaux.

J'ajouterais aussi un ou deux commentaires sur ce que pourraient être la conclusion et les conséquences possibles de la mise en oeuvre de toutes les recommandations formulées dans le document et de celles que le Ministre favorise à l'heure actuelle selon nos informations. Nous croyons simplement que ces recommandations entraîneraient de plus grandes disparités entre les régions du pays et un écart encore plus prononcé entre les riches et les pauvres. Elles pourraient, du moins à court terme, jusqu'à un prochain virage de notre économie, rendre la vie très difficile aux gens dont le revenu est faible ou modique.

Nous admettons qu'à long terme certaines des propositions formulées pourraient produire des effets favorables pour le pays. Nous approuvons entièrement l'objectif de rendre les gens plus autonomes, mieux éduqués, plus aptes à trouver du travail et mieux en mesure de créer de l'emploi. Toutefois, nous croyons qu'il faut sérieusement songer à prévoir une période de transition pour éviter qu'un grand nombre de personnes ne soient abandonnées en cours de route.

En dernier lieu, ce document m'a inspiré une grande inquiétude; il montre que le gouvernement fédéral, au lieu d'élaborer un plan de gestion financière du pays renonce à un grand nombre de ses responsabilités en matière de politiques

[Texte]

[Traduction]

policy. I think that's a very dangerous thing to happen. One of the reasons why many of us like Canada is that we have a federal government that bears some responsibility for both the economic well-being and the social well-being of people in this country. I would feel very uncomfortable if the federal government were to shift any more of that responsibility to provinces—not that the provinces may not be sensitive, but perhaps they don't have sufficient funds to do what's necessary. But I do think as a federal state, there is an obligation for us to have a national vision, national standards, and a national view about what we want this country to be.

Quite frankly, I'm a little bit uneasy with the shift that I see taking place in this document, which may well be based on negotiations and jurisdictional issues between the federal government and provincial governments. But nonetheless, I don't think the federal government should be too easily pushed around on this one, and they should maintain their responsibility.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you for a very comprehensive presentation. We will have a short round of discussion. Unfortunately, we have people catching flights and not too much time, but I will allow two or three minutes per party. Mr. Scott is anxiously wanting to get in here.

Mr. Scott: I'm being prodded to thank you for a good presentation. I have to speak first to the point you made at the very beginning in terms of disparaging comments about our shared region of this country.

It's generally framed. It doesn't take on your province or mine, it just sort of looks at the entire coast. It's nice to hear someone speaking up. It's something we're going to have to do considerably in the next little while.

I have two quick questions. One has to do with the program for students in terms of access in dealing with tuitions and so on. How is it organized that their activity for agencies did not compete with what would have otherwise been jobs?

Ms Rowe: The program was devised in large part because there are not enough jobs for students in this province. That was the starting point.

• 1645

Quite candidly, I think the other starting point was the fact that because it was a strategic initiative, something new and innovative, it was eligible for funding under the Strategic Initiatives fund.

Our own organization, which normally would be quite reluctant to get into the delivery of a government program of this type, had a gut feeling this was one that was really going to be well-received in the province. It was put together in very short order. We worked very effectively with both levels of government and our community agency. I felt for the first time that I was really involved in something that was genuinely tripartite.

One of the advantages of having an organization like ours do the delivery was that we were able to get into hundreds of small communities. It didn't compete with workers; in many cases there wasn't enough work, so students who came onto the program didn't have work.

sociales. Je crois qu'il s'agit-là d'un phénomène très dangereux. L'une des raisons pour lesquelles nous sommes si nombreux à aimer le Canada, c'est justement que le gouvernement fédéral assume une certaine responsabilité quant au mieux-être économique et social des gens dans notre pays. Je ne serais pas du tout à l'aise si le gouvernement fédéral transférait une plus grande partie de cette responsabilité aux provinces, non que celles-ci soient insensibles, mais elles ne disposent pas des fonds nécessaires pour prendre les mesures appropriées. Je crois qu'à titre d'État fédéral nous sommes obligés d'avoir une vision nationale d'adopter des normes nationales et un point de vue national sur ce qui doit être notre pays.

Franchement je suis troublée par les changements que reflète ce document, même s'ils font suite à des négociations et règlent certaines questions de compétences entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Je ne crois pas qu'il devrait être aussi facile d'influencer le gouvernement fédéral à cet égard et je suis d'avis que ce dernier devrait préserver jalousement ses responsabilités.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vous remercie de cette présentation fort complète. Nous passons maintenant à une courte période de discussion. Malheureusement certaines personnes doivent prendre l'avion et nous n'avons que peu de temps; j'accorderai donc deux ou trois minutes à chacun. Monsieur Scott attend impatiemment son tour.

M. Scott: On m'incite à vous remercier de cet excellent exposé. Je dois parler tout d'abord de vos premières remarques concernant les commentaires désobligeants à l'égard de notre région commune du pays.

Ces commentaires sont généraux. Ils ne s'adressent ni à votre province ni à la mienne, mais plutôt à toute la région côtière. Il faut bien entendre quelqu'un défendre cette région. Nous serons souvent appelés à le faire au cours des mois qui viennent.

Je voudrais poser deux courtes questions. La première concerne le programme d'aide aux étudiants, le financement des frais de scolarité, ainsi de suite. Comment se fait-il que les activités des organisations communautaires ne viennent pas faire concurrence à ce qui serait autrement des emplois?

Mme Rowe: Le programme a été mis sur pied largement parce qu'il manque d'emplois pour les étudiants dans cette province. C'était justement le motif à l'origine du programme.

À dire franchement, je crois que l'autre facteur qui a joué, c'est qu'un financement était offert par le Fonds des initiatives stratégiques vu qu'il s'agissait de quelque chose de nouveau et de novateur.

Notre propre organisation, qui hésiterait normalement à offrir un programme gouvernemental de ce genre, avait l'impression que celui-ci allait être très bien accueilli dans la province. Les choses se sont passées très vite. Nous avons travaillé très efficacement avec les deux paliers de gouvernement et notre agence communautaire. Pour la première fois, j'avais l'impression de participer à quelque chose qui a vraiment un caractère tripartite.

L'un des avantages que procure une organisation comme la nôtre, c'est l'accès à des centaines de petites collectivités. Nous ne faisons pas concurrence aux travailleurs; dans bien des cas, il n'y avait pas suffisamment de travail, de sorte que les étudiants qui se sont inscrits au programme n'avaient pas d'emploi.

[Text]

But what we found was that many people who were working wanted to get into this program. They really liked the idea of a tuition credit voucher. They got \$50 a week in cash. They earned a \$1,200 voucher by putting in 8 weeks of community service. They felt wonderfully relieved about not having any pressure put on the money they were earning. It wasn't being sought for by their parents for room and board and they weren't under pressure to go downtown and drink with their colleagues any more than their \$50 could afford.

They genuinely felt for the first time they had something that was directly relevant to their future education. The evaluation coming back from these students has been extremely positive. There are some things we would change, of course, since it was the first run, but we would really strongly recommend it and we're hoping the federal and provincial governments will continue the program.

Mr. Scott: I would like to formally request that information regarding that program be made available to the committee, as well as any future evaluations or any other information.

Ms Rowe: I'll get you a package of what we have to this point. The evaluation is due to be completed in January or February and is being done by the federal government.

In fact, you will recall it was cited in the discussion paper.

Mr. Scott: Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): I will now go over to the official opposition, then, as briefly as we can.

Mrs. Lalonde: Thank you very much for your very comprehensive presentation. I would agree until the last part of it. Admittedly, having been through Canada, I've seen strong national standards coming out of all of Canada but Quebec, where there are Quebec standards.

Ms Rowe: That's only because they're so far ahead of the rest of the country, I'm sure, in social services.

Mrs. Lalonde: It is a different way of thinking about it.

I have a few things to say first. I will go quickly. In the proposed UI reform and in the cuts already done there is a clear will to stop the cross-subsidization between regions. In that part Lloyd Axworthy does not target the most vulnerable, or if he does target them, it is not in the sense that you and I would like him to do so.

Because we don't have a lot of time, that brings me to remember what is coming out of your presentation, which is that the proposals would have devastating effects on Newfoundland. In some regions in Quebec we are in a very difficult position, too. But at the same time you are—and we are, too—preoccupied by the poverty, which engenders poverty, and we are preoccupied by the fact that there is such a lack of jobs. But in order to make what we call structural changes, there has to be time and there has to be means.

[Translation]

Mais nous nous sommes aperçus que bien des travailleurs voulaient, eux aussi, s'inscrire au programme. Les étudiants aimait bien l'idée de bons de scolarité. Ils recevaient comptant 50 dollars par semaine. Ils ont pu accumuler 1 200 dollars de bons en faisant huit semaines de service communautaire. Ils étaient soulagés à l'idée de ne pas avoir à s'inquiéter de l'argent à gagner. Leurs parents ne pouvaient pas leur demander de pension, et même s'ils étaient sortis prendre un verre avec des amis, ils n'auraient pas pu dépenser plus de 50 dollars.

Pour la première fois, ils avaient vraiment l'impression de faire quelque chose qui avait directement à voir avec leur éducation future. Les commentaires que nous avons reçus de ces étudiants étaient extrêmement positifs. Il y a certaines choses que nous changerions, bien sûr, puisque c'était un premier essai, mais c'est un programme que nous recommandons fortement et que nous encourageons les gouvernements fédéral et provinciaux à poursuivre.

M. Scott: Je tiens à demander officiellement que des renseignements au sujet de ce programme soient présentés au comité, de même que toute évaluation ou tout autre information qui pourrait s'avérer utile.

Mme Rowe: Je vais vous envoyer tous les documents que nous avons réunis jusqu'à maintenant. L'évaluation doit prendre fin en janvier ou en février et elle a été confiée au gouvernement fédéral.

De fait, vous vous souviendrez peut-être qu'il en a été question dans le document de travail.

M. Scott: Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vais maintenant céder la parole à l'Opposition officielle et je demanderais à chacun d'être aussi bref que possible.

Mme Lalonde: Je vous remercie infiniment de cet exposé très détaillé. Je ne suis pas d'accord avec vous sur toute la ligne. J'ai parcouru le Canada et il est vrai que toutes les provinces, sauf le Québec, veulent des normes nationales rigoureuses, mais le Québec a ses propres normes.

Mme Rowe: Je suis persuadée que c'est parce qu'il a une longueur d'avance sur les autres provinces pour ce qui est des services sociaux.

Mme Lalonde: En tout cas, une autre façon d'envisager la situation.

J'aurais quelques petites choses à préciser avant d'aller plus loin. Je vais être brève. La réforme proposée de l'assurance-chômage et les compressions qui ont déjà été faites donnent clairement à entendre qu'on cherche à mettre un terme à l'inter-financement régional. Lloyd Axworthy ne vise pas les plus vulnérables et, si c'est eux qu'il vise, ce n'est pas comme vous et moi aimerions qu'il s'y prenne.

Parce que le temps nous presse, je vais revenir à ce que vous avez dit, à savoir que les changements proposés auraient un effet dévastateur à Terre-Neuve. Dans certaines régions du Québec, nous sommes aussi dans une position très difficile. Par ailleurs, vous êtes préoccupée—tout comme nous—par la pauvreté, qui engendre la pauvreté, et par le fait qu'il y a une si grande pénurie d'emplois. Mais pour pouvoir apporter ce que nous appelons des changements structurels, il faut disposer du temps et des ressources voulus.

[Texte]

On the day the groundfish government position was made known, I heard a lady on the radio, whose name, I remember, was Mulroney. She said give us the tools. I think a large part of what should happen in Newfoundland is that over a period of time the communities and the local organizations should be given the tools, targets, and means so that the development comes from those communities.

[Traduction]

Le jour où le gouvernement a fait connaître sa position à propos du poisson de fond, j'ai entendu à la radio une dame qui, je m'en souviens bien, portait le nom de Mulroney. Elle a demandé qu'on lui donne les outils voulus. Je pense que pour venir à bout du problème, il faudrait donner graduellement aux collectivités et aux organisations locales les cibles et les moyens qu'il faut pour les atteindre pour que le développement vienne des collectivités elles-mêmes.

• 1650

Otherwise what will happen, even though you have family and community supports, as we have in Quebec, is that we'll see regions slowly and sometimes quickly diminish. The people who stay are older for the most part, and the services then are closed. You have a cycle of impoverishment instead of the contrary. Don't you find that is one major point?

Ms Rowe: That's not inconsistent with anything we have said in our document. I think we would strongly support the notion of giving the tools to the local level.

We believe quite firmly, from conversations we've had with people during the course of this review, that many people in this province don't think the current systems have served them well at all. There is a lot of hostility toward the way in which programs are delivered now.

Our point was that if we change the system, we can't yet afford to give up some of the revenue that's coming into our province. Some of the notions are that employment development services are good, but we've not had particularly good experience in the last couple of years with some of the major programs here. We think they need to be much more locally based. We get into that in our document.

My problem with the two-tiered system is that if you're going to have a UI program, it should be a UI program. We should not be distinguishing between groups of people who become eligible for UI. We should not be treating them differently. If we have to find ways of providing support to other people, then let's find other mechanisms for doing that.

Mrs. Lalonde: There shouldn't be a two-tier system for all the reasons you have given and for administrative reasons, as you have just said. In Quebec we have a welfare system very much like that. Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): I would like to move over to the Reform Party now.

Mr. Breitkreuz, Mr. Johnston—no questions from either of you?

I know we certainly haven't done justice to your brief, not having had the time to read it before and having a thorough discussion, but I can assure you we will read it. Ms Rowe and Ms Hedderson, I know you won't mind if the members call either of you up and ask for expansion or clarifications.

Ms Rowe: We look forward to the opportunity. It will give us the chance to think about some of it a little bit longer, ourselves.

Autrement, ce qui va arriver, c'est que malgré l'appui de la famille et de la collectivité, comme cela existe au Québec, les régions vont s'éloigner ou encore se détériorer rapidement. Ce sont les plus vieux qui restent, pour la plupart, et les services cessent alors d'être offerts. On s'appauvrit au lieu de s'enrichir. Ne trouvez-vous pas que cela est important?

Mme Rowe: Cela ne contredit rien de ce que nous avançons dans notre document. Nous serions tout à fait en faveur de donner à la population locale les outils dont elle a besoin.

Nous avons tendance à croire, d'après les conversations que nous avons eues récemment, que bien des habitants de certaines provinces ne croient pas que les systèmes actuels les a très bien servis. Il y a beaucoup d'hostilité à propos de la façon dont les programmes sont actuellement offerts.

Ce que nous avons voulu faire ressortir, c'est que si l'on modifie les systèmes, nous ne pourrons pas, sur-le-champ, renoncer aux revenus qui sont alloués à notre province. Les services de développement de l'emploi ont du bon, mais notre expérience de certains des grands programmes offerts ici n'a pas été particulièrement heureuse ces quelques dernières années. Nous pensons qu'ils devraient avoir un intérêt plus local. Nous en parlons dans notre document.

Je ne suis pas d'accord avec un système à deux niveaux de prestations, en ce sens qu'un programme d'assurance-chômage devrait demeurer un programme d'assurance-chômage. Il ne faudrait pas faire de distinction entre tous ceux qui ont droit à l'assurance-chômage. Il ne faudrait pas traiter les uns et les autres différemment. S'il faut trouver des moyens de venir en aide à d'autres personnes, alors qu'on trouve d'autres mécanismes.

Mme Lalonde: Il ne devrait pas y avoir de système à deux niveaux pour toutes les raisons que vous avez énumérées et pour des raisons administratives, comme vous venez de le dire. Au Québec, nous avons un régime d'aide sociale qui ressemble pas mal à cela. Je vous remercie beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vais maintenant passer au Parti réformiste.

Monsieur Breitkreuz, monsieur Johnston :vous n'avez pas de questions ni l'un ni l'autre?

Je sais que nous n'avons pas rendu justice à votre mémoire du fait que nous n'avons pas eu le temps de le lire et que nous n'avons donc pas pu en discuter à fond, mais je peux vous assurer que nous le lirons. Je sais, mesdames, que cela ne vous dérangera pas si les députés vous téléphonent pour vous demander des précisions.

Ms Rowe: Nous allons attendre leur appel avec impatience. Nous aurons aussi la chance de réfléchir un peu plus à la question nous-mêmes.

[Text]

The Vice-Chair (Ms Minna): I hope you can guarantee me some good weather tomorrow as I go to Gander. We've split up the committee; part of it goes to Nova Scotia and part of it is going to Gander.

Ms Rowe: I'm delighted to hear you're going to Gander, because we had voiced our concern initially that you weren't going to any parts of the province other than St. John's. We'd heard from your esteemed chairman that you would not go and we hadn't been told otherwise, so that's good news. Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Well, there you are. We have made that little change.

Thank you very much for your time tonight and for an excellent presentation.

Ms Hedderson: Thank you for the opportunity.

The Vice-Chair (Ms Minna): I would like to now move on to the individual presentations. We have seven altogether. One gentleman, who will be the first person, was to be in Gander tomorrow but cannot be because it's quite out of his way, and he has been here with us all day trying to get his time in. So if Mr. Stan Crummey is in the room, I would ask him to come and start.

Before Mr. Crummey starts, I will name the other six individuals who are going to be presenting for five minutes. As I said this morning, I will indicate when you are at five minutes and then at six by putting up one finger and then two, so everyone knows.

The second person will be Keith Osborne; third, Charlie Kane; fourth, John Williams; fifth, Chris O'Driscoll; sixth, Harvey Taylor; and last but not least, of course, is Rick Engram, if I have this right. .1655

Mr. Crummey, please go ahead.

Mr. Stan Crummey (Individual Presentation): If you see lawyers going to the Supreme Court with two big briefcases to put in a non-guilty plea, that's what I'm doing. I'm not guilty.

Madam Chair, I thank you kindly for getting me this little slot. Gander would have been a long way away tomorrow.

We're talking about social changes in our social network. You are the people who'll be going back to Ottawa where the cheques come from, and Lord only knows that Ottawa has sent enough cheques to Newfoundland for everyone in Newfoundland to be wealthy, but we have a few wealthy people and they want more, and this is what bugs me. I'll say this now about our medicare. Tomorrow is the 13th of December, and that's why I was really reluctant to go into Gander. I have lived in Gander for 13 years.

Last year my son-in-law went into Health Sciences in St. John's with cancer, and then they said he didn't have cancer. They gave him all the tests there were in Newfoundland in Health Sciences with the big doctors—the well-paid fellows, the fellows who leave to go down the States if they don't get their own way. They guaranteed us before the operation that he didn't have cancer. In the meantime, five days before that, they looked in the bowels with their instrument and said he had a

[Translation]

La vice-présidente (Mme Minna): J'espère que vous pouvez me garantir du beau temps demain parce que je vais à Gander. Nous avons divisé le comité en deux; certains d'entre nous vont aller en Nouvelle-Écosse et d'autres à Gander.

Mme Rowe: Je suis ravie de vous entendre dire que vous allez à Gander parce que nous nous étions plaintes du fait que vous n'aviez pas l'intention d'aller ailleurs dans la province qu'à St. John's. C'est ce que nous avait dit votre distingué président, puis nous n'en avons plus entendu parler. C'est une bonne nouvelle. Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): De rien, je suis contente que nous ayons apporté ce petit changement.

Je vous remercie infiniment du temps que vous avez bien voulu nous consacrer ce soir et de votre excellent exposé.

Mme Hedderson: C'est nous qui vous remercions de nous avoir invitées.

La vice-présidente (Mme Minna): Nous allons maintenant passer aux présentations individuelles. Nous en avons sept en tout. Notre premier témoin devait venir nous rencontrer à Gander demain, mais c'est assez loin pour lui; il a passé toute la journée avec nous dans l'espoir que nous ayons du temps à lui accorder. Donc, si M. Stan Crummey est dans la salle, je lui demanderais de bien vouloir avancer pour nous présenter son exposé.

Avant que M. Crummey débute, je vais vous nommer les six autres personnes qui nous feront des exposés de cinq minutes. Comme je l'ai dit ce matin, je vais vous indiquer que cela fait cinq minutes que vous parlez, puis six minutes, en levant un doigt puis deux, pour que tout le monde sache où nous en sommes.

Le deuxième témoin sera Keith Osborne; le troisième, Charlie Kane; le quatrième, John Williams; le cinquième, Chris O'Driscoll; le sixième, Harvey Taylor; et le dernier mais pas le moins important, bien sûr, Rick Engram, à moins que je ne me trompe.

Allez-y, s'il vous plaît, monsieur Crummey.

M. Stan Crummey (témoignage à titre personnel): Je suis un peu comme les avocats qui se présentent à la Cour suprême avec deux grosses valises pour faire un plaidoyer de non-culpabilité. Je plaide non coupable.

Madame la présidente, je vous remercie infiniment de m'accueillir aujourd'hui. J'aurais trouvé Gander loin demain.

Nous parlons ici de changements sociaux, de la réforme de notre système social. Vous allez retourner à Ottawa d'où viennent les chèques et Dieu sait qu'Ottawa a envoyé assez de chèques à Terre-Neuve pour que tout le monde soit riche. Il y a chez nous des gens riches qui n'en ont jamais assez, et c'est ce qui me dérange. J'ai quelques mots à vous dire à propos de notre régime d'assurance-maladie. Demain, c'est le 13 décembre, et c'est pourquoi j'hésitais à aller à Gander. J'y ai vécu pendant 13 ans.

L'année dernière, mon gendre a été hospitalisé pour cause de cancer au Centre des sciences de la santé de St. John's, et finalement, on lui a dit qu'il ne souffrait pas du cancer. Les médecins lui ont fait passer tous les tests qui existent à Terre-Neuve—des médecins grassement rémunérés qui s'établissent aux États-Unis si on ne leur donne pas ce qu'ils veulent. Ils nous ont garanti avant l'opération qu'il n'avait pas le cancer. Entre-temps, cinq jours avant l'opération, il lui ont examiné les

[Texte]

normal bowel. Then they gave him X-rays. They give him X-rays on top of X-rays, starting at 9:30 a.m. until 11 p.m. They started next morning at 9 a.m. and ended at 12. They melted his bowels and they operated on him and gave him five days.

This is something that goes ahead at Health Sciences right here in Newfoundland. No one questions it. There's not a lawyer in Newfoundland who would take it on, because they're getting up against the elite. I have a lawyer working on it now, so it won't happen to anybody else. My son-in-law has a little daughter three-and-one-half years old and a son twelve-and-one-half years old.

He never was on UI in his life. He worked with a food company from the mainland. He went into the Health Sciences, was guaranteed he didn't have cancer. They melted him down, and they are all backing each other up.

This has to be changed in Newfoundland. If we have to get rid of medicare, I'm for it, and get the insurance that they have in the States, because this is terrible. This is what our doctors going down are trying to learn.

Then I'll tell you another horror story. My mother, an elderly woman, an aged woman, went to a rest home. She got there. They guaranteed the staff were motherly and were used to seeing people die; I'm like a daughter; and they go on with this crap. Then all of a sudden, she gets sick. They didn't change her diapers; she ended up with a urinary tract infection; she got paralyzed. They got her into a hospital.

I talked to the doctor, and the doctor said "Look, we're going to let her die. She's going to die in dignity". I said "My son, where are you from?" He said a doctor in Newfoundland. I said, in Newfoundland where I grew up, if a cow got sick and lied down in manure, men came in, cleaned the cow up and saw to it that the cow was comfortable until she got better or died. I said, my mother's here in this bed, with diapers on her. That's like an animal, it's terrible. He didn't care. This is the attitude of some the Newfoundland doctors we have here.

Now these are horror stories. She went into a nursing home and in the nursing home she ended up with Alzheimer. She couldn't ask for food; she couldn't feed herself. There was one nurse's aide feeding 40 people with a spoon; one minute per person. My mother, in my opinion, died of starvation as an elderly person in a nursing home in Newfoundland.

This is sad, so I came to tell you people this. This is what's happening in Newfoundland amongst the elite. We have a new law in Newfoundland—a will to die. Right now, you sign a little card and they can haul the life support off you when they like.

[Traduction]

intestins avec leurs instruments et lui ont dit que tout était normal. Puis, ils lui ont fait passer des rayons X. Il a reçu rayons X sur rayons X à partir de 9h30 jusqu'à 11 heures. Ils ont recommencé le lendemain matin à 9 heures et cela a duré jusqu'à midi. Ils lui ont fait fondre les intestins et lorsqu'ils l'ont opéré, ils ne lui donnaient plus que cinq jours.

C'est ce qui se passe ici au Centre des sciences de la santé à Terre-Neuve. Personne ne remet les choses en question. Il n'y a pas à Terre-Neuve un seul avocat qui est prêt à se battre contre ces médecins, qui font partie de l'élite. J'ai embauché un avocat pour que cela n'arrive plus à personne. Mon gendre a une petite fille de trois ans et demi et un fils de 12 ans et demi.

Il n'a jamais touché de prestations d'assurance-chômage. Il travaillait pour une compagnie de produits alimentaires du continent. Lorsqu'il a été admis au Centre des sciences de la santé, les médecins l'ont assuré qu'il n'avait pas le cancer. Ils l'ont fait fondre et maintenant ils se protègent les uns les autres.

Il faut que cela change à Terre-Neuve. S'il faut pour cela se débarrasser du régime d'assurance-maladie et avoir le genre d'assurance qu'ils ont aux États-Unis, je suis d'accord, parce que la situation est grave. C'est ce que nos médecins qui s'y rendent essaient d'apprendre.

Je vais vous raconter une autre histoire d'horreur. Ma mère, une femme âgée, est entrée dans une maison de repos. On nous avait dit que les employés étaient aux petits soins pour les patients et qu'ils avaient l'habitude de voir des gens mourir. «Je suis comme sa fille», m'a dit une infirmière. Et on nous a raconté toutes sortes d'autres sornettes. Puis, tout à coup, ma mère tombe malade. On ne lui changeait pas sa couche et elle a fini par avoir une infection des voies urinaires et par être paralysée. On l'a envoyée à l'hôpital.

J'ai parlé au médecin qui m'a dit: «Écoutez, nous allons la laisser mourir. Elle va mourir dans la dignité.» Je lui ai demandé d'où il venait. Il m'a dit qu'il était médecin à Terre-Neuve. Je lui ai dit qu'à Terre-Neuve, où j'avais grandi, si une vache tombait malade et se couchait dans le fumier, des hommes venaient la nettoyer et s'arrangeaient pour qu'elle soit confortable jusqu'à ce qu'elle se remette ou meure. Je lui ai dit: ma mère est là, dans un lit, en couches, comme un animal, c'est affreux. Cela ne l'a pas dérangé. C'est l'attitude de certains des médecins que nous avons ici à Terre-Neuve.

Ce sont là de véritables histoires d'horreur. Ma mère a été admise dans une maison de soins infirmiers où on s'est aperçu qu'elle souffrait de la maladie d'Alzheimer. Elle ne pouvait pas demander à manger; elle ne pouvait pas se nourrir elle-même. Il n'y avait qu'une seule aide-infirmière pour nourrir 40 patients à la cuillère, et elle leur consacrait une minute chacun. Selon moi, ma mère est morte de faim dans une maison de soins infirmiers de Terre-Neuve.

C'est triste, et c'est ce que je suis venu vous dire ici. C'est ce qui se passe à Terre-Neuve chez l'élite. Nous avons une nouvelle loi à Terre-Neuve qui nous autorise à demander par testament qu'on nous laisse mourir. Il suffit de signer une petite carte pour que les médecins vous débranchent quand bon leur semble.

[Text]

I tell you one case of life support. The fellow was a chairman of the board. His mother got sick on life support, and he said she's going to die in dignity. He hauled off the life support, called his brother over in B.C., saying mom was dying in dignity, and they had just taken off the life support. He said, you know, this is it; you won't see mom any more.

[Translation]

Je vais vous raconter l'histoire de quelqu'un qu'on a débranché. La mère du président d'un conseil d'administration est tombée malade et on a dû la brancher sur un système d'assistance cardio-respiratoire. Il a dit qu'elle allait mourir dans la dignité. Il a débranché le système et a téléphoné à son frère, en Colombie-Britannique, pour lui dire que leur mère était en train de mourir dignement et qu'il venait de la débrancher. Il a dit : «C'est fini. Tu ne reverras plus maman.»

• 1700

He said, my Lord, can't you get the life support put back on my mum? I want to see her once more so I can say goodbye to her. They put the life support back on her and now she's out driving the car in Carbonear.

So we talk about the will to die, but don't give doctors the authority to kill anybody. Just don't let this happen in Canada. The doctors take the Hippocratic oath to preserve life, not snuff it out when they like. So let's be careful.

I could speak today on many heads. I just want to work quickly, because time is of the essence here, but I had to get that point across, let people know what's happening in Newfoundland amongst our leaders, the high-paid, skilled, professional people who are using people in my family as guinea pigs. And I don't like it.

I'm a charter member of the Lions International, and an honorary member of the Knights of Columbus. I'm a Protestant, and I'm a United Church Sunday school superintendent. I served on the Pentecostal Board of Elders. I'm chairman of the Concerned Citizens Committee, ex-chairman of the fisheries committee, co-chairman of the Avalon Caribou Transfer Committee, a chairman of the North Shore Volunteer Ambulance. I took 250 people to hospital as a volunteer, and none of them died. Two people arrested on the way, but I brought them around. They're still alive. I had an emergency birth. I helped a baby be born.

And after all this, they kicked me the hell off the ambulance. I was fired as a volunteer for doing a good job. This is the people in Newfoundland. So don't worry about Newfoundlanders. They'll look after themselves.

Then I worked with Shell Oil. Now I'm with a committee of the CAC, with the HRD, to get people off TAGS, to get them out of the fishery. We're the group that now makes decisions about who goes on TAGS, who does this and who do something else. It's just a waste of money.

What are you going to do with a Newfoundland who doesn't want to leave Newfoundland? What're you going to retrain him to do? I think Ray Guy has the right idea—out castrating tom-cats. That's about all you can retrain him to do now.

I worked for the Shell Oil Company in the aviation field, and at one time Andrei Gromyko, the U.N. ambassador from Russia, used to phone Stan Crummey in Gander before a plane left Moscow to get fuel for his Aeroflot flight going to Cuba. So maybe I'm in the book at CSIS. I don't know.

Son frère lui a répondu «Mon Dieu, est-ce que tu ne pourrais pas rebrancher le système? Je veux la voir une dernière fois pour lui dire adieu.» Ils ont rebranché le système et aujourd'hui, elle se promène en automobile à Carbonear.

On parle de la possibilité de laisser les gens mourir, mais ne donnez pas aux médecins le pouvoir de tuer qui que ce soit. Ne laissez pas cela se produire au Canada. Les médecins prêtent le serment d'Hippocrate pour sauver des vies, pas pour y mettre fin à leur gré. Soyons prudents.

Je pourrais vous raconter bien d'autres anecdotes. Je veux me dépecher parce que le temps presse, mais c'était essentiellement ce que je voulais vous dire, qu'il faut laisser savoir aux gens ce qui se passe à Terre-Neuve parmi nos dirigeants, parmi les professionnels grassement rémunérés qui se servent des membres de ma famille comme cobayes. Et je n'aime pas cela.

Je suis membre fondateur du Club Lions international et membre honoraire des Chevaliers de Colomb. Je suis protestant et organisateur de la classe de religion du dimanche à l'Église unie. J'ai siégé au Pentecostal Board of Elders. Je suis président du Concerned Citizens Committee, ex-président du Comité des pêches, coprésident de l'Avalon Caribou Transfer Committee et président de la North Shore Volunteer Ambulance. J'ai transporté 250 personnes à l'hôpital comme bénévole, et pas une d'entre elles n'est morte. Deux ont fait un arrêt cardiaque en chemin, mais je les ai réanimées. Elles sont toujours en vie. J'ai fait un accouchement d'urgence. J'ai aidé à mettre un bébé au monde.

Et, après tout cela, j'ai été viré. On m'a renvoyé comme bénévole parce que je faisais du bon travail. C'est comme cela que les choses se passent à Terre-Neuve. Ne vous inquiétez donc pas des Terre-Neuviens. Ils se débrouilleront tout seuls.

Puis, j'ai travaillé pour Shell Oil. Je fais maintenant partie d'un comité de DRHC qui aide les gens qui dépendaient de la LSPA à sortir du secteur de la pêche. Je fais partie du groupe qui décide qui peut avoir recours à la LSPA et qui doit faire autre chose. C'est un vrai gaspillage d'argent.

Qu'allez-vous faire d'un Terre-Neuvien qui ne veut pas partir de Terre-Neuve? Qu'allez-vous faire pour le recycler? Je pense que Ray Guy a eu une idée brillante. Castrer des matous. C'est à peu près tout ce que vous réussirez à lui apprendre.

J'ai travaillé avec la société Shell dans le domaine de l'aviation et, à une époque, Andrei Gromyko, l'ambassadeur russe à l'ONU, avait l'habitude de téléphoner à Stan Crummey à Gander pour lui parler de ravitaillement avant qu'aeroflot quitte Moscou pour Cuba. Le SCRS a peut-être mon nom quelque part. Je ne sais trop.

[Texte]

I met Winston Churchill's grandson at the opening of the Come-by-Chance refinery. I talked with the Kim Campbell a little bit later on an open line show, "Kim Talks to Canada". So now you know what happened to Kim Campbell—I talked to her and she's gone. I survived the PCs. I'm a survivor.

What we did is we took up a fish merchant in Newfoundland, Frank Moores, and made him Premier of Newfoundland. It's like putting Colonel Sanders in charge of chicken. You know what happened to our fisheries.

Anyhow, I worked with Irving Oil as a manager and as a sales manager and all that stuff. I met John Charest, and he's a fine Canadian.

So what can we do about the mess we're in now? I'll tell you what we can do. We can set up a guaranteed annual income. Unemployment right now is getting used and abused, so the people who get work and get laid off, as a bridge between troubled waters, put them on unemployment. The people who are on TAGS, the fisherman who is in this mess through no fault of his own, put them on a fixed income and a guaranteed annual income. Nobody in Canada should have to go to a welfare office to watch who's there. See your buddy gone. See who's gone in to get a welfare cheque. I think it's terrible in the twentieth century, with the twenty-first century coming up, that we have welfare.

In Newfoundland, for instance, people are talking about cutting out a few seats. Cut down the seats to five—north, south, east, west and central. Five cabinet ministers in Newfoundland, and that's plenty. So right now what's happening is, as the lady said, that there are big bucks in welfare, keeping people on welfare. When the rich want more handouts, what do they do? They don't kick the rich. They go and jump on the unemployed. They jump on the welfare people. They jump on the helpless. This is a situation we're into in Canada. So I would go for a guaranteed annual income.

In regard to taxation, take 10% off the top but allow no loopholes. Everyone pays tax in Canada. So then everyone would have fair taxation. If you're on welfare you pay 10%, and if you're on a fixed income, it's 10%. If you're a millionaire you pay 10%. So that'll be fair on everybody. Even the Lord says 10%.

In Canada right now it's wake-up time. The alarm bells are going off. The government controls everything in Canada except the deficit. They don't control the deficit though they control everything else. Canadians are starting to take stock and right now they're starting to think for themselves. They're getting organized and sending a clear message that we've had enough. No more hanky-panky, such as groups receiving \$30 million off the Airbus sales. No more of this. We don't want to be taken for a ride any more. We want our share of Confederation.

[Traduction]

J'ai rencontré le petit-fils de Winston Churchill à l'ouverture de la raffinerie de Come-by-Chance. J'ai parlé à Kim Campbell un peu plus tard au cours d'une tribune libre «Kim Talks to Canada». Vous savez maintenant ce qui est arrivé à Kim Campbell—je lui ai parlé, et elle a disparu de la carte. J'ai survécu au PC. Je suis un survivant.

Nous avons choisi un marchand de poisson de Terre-Neuve, Frank Moores, et nous l'avons élu premier ministre de la province. C'est un peu comme si on confiait tous les poulets au Colonel Sanders. Vous savez ce qui est arrivé à nos pêches.

Quo qu'il en soit, j'ai travaillé pour Irving Oil comme gestionnaire, comme directeur des ventes et tout le tralala. J'ai rencontré Jean Charest qui est un vrai Canadien.

Que faire pour nous sortir de tout ce gâchis? Je vais vous dire ce que nous pouvons faire. Nous pouvons instaurer un revenu annuel garanti. Les gens abusent de l'assurance-chômage qui devrait uniquement servir à faire le pont entre deux emplois. Les pêcheurs qui dépendent de la LSPA, qui sont dans le pétrin sans que ce soit de leur faute devraient avoir droit à un revenu fixe, un revenu annuel garanti. Personne au Canada ne devrait avoir à se présenter au bureau de l'aide sociale. Personne ne devrait savoir qui touche des chèques d'aide sociale. Je pense qu'il est terrible qu'au 20^e siècle, à l'aube du 21^e siècle, il existe un régime d'aide sociale.

À Terre-Neuve, par exemple, les gens parlent d'éliminer quelques sièges. Réduisez-en le nombre à cinq—pour le nord, le sud, l'est, l'ouest et le centre. Cinq ministres du Cabinet pour Terre-Neuve, ce serait suffisant. Ce qui se passe actuellement, comme l'a dit la dame tantôt, c'est qu'il y a de l'argent à faire avec l'aide sociale, qu'il peut être avantageux d'avoir des assistés sociaux. Quand les riches veulent plus d'argent, que font-ils? Ils ne s'en prennent pas aux riches. Ils s'en prennent aux chômeurs. Ils s'en prennent aux assistés sociaux. Ils s'en prennent aux plus démunis. C'est cela qui se passe actuellement au Canada. J'opterais donc pour un revenu annuel garanti.

Pour ce qui est de l'impôt, son taux devrait être de 10 p. 100 et personne ne devrait pouvoir profiter d'échappatoires fiscales. Tout le monde paie des impôts au Canada. Alors, tout le monde devrait être imposé équitablement. Ceux qui reçoivent l'aide sociale devraient payer 10 p. 100 et ceux qui ont un revenu fixe, 10 p. 100 également. Les millionnaires devront, eux aussi, payer 10 p. 100. Ce sera juste pour tout le monde. Même le Seigneur serait d'accord.

Le temps est venu de se réveiller au Canada. L'alarme sonne. Le gouvernement contrôle tout au Canada, sauf le déficit. Il ne contrôle pas le déficit, même s'il contrôle tout le reste. Les Canadiens commencent à faire le point et à tirer leurs propres conclusions. Ils s'organisent et le message qu'ils veulent vous donner est clair: assez. Nous ne voulons plus de tours de passe-passe comme les 30 millions de dollars que les ventes Airbus ont rapportées à certains groupes. Plus du tout. Nous ne voulons plus qu'on nous monte un bateau. Nous voulons notre part de la Confédération.

[Text]

By the way, my name is Stan Crummey. I didn't get in telling you that I came from the Cromwell family. He was a bigot, so I changed the name.

Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

Mr. Keith Osborne is our next presenter.

Mr. Keith Osborne (Individual Presentation): Good day. Thank you for this opportunity to present our views on the discussion paper for social security reform. I represent the Fortune Bay East Development Association. We represent a relatively small region of the province of Newfoundland, being comprised of nine rural communities with a combined population of approximately 4,000 people.

However, we believe our region is fairly representative of similar-sized regions all across this province and probably across a large part of eastern Canada. We are similar in that for generations our people have come to accept employment on a seasonal basis as a way of life. For many of the people we represent, there have been simply no alternatives.

We would not be so daring as to suggest that a reform of some of our social programs may not be in order. Changes that could result in improving our social security programs are most welcome. It is not change that we fear most; the possibility that any changes that might take place will result in a downgrading of our social security system as we know it is what we fear most of all.

The discussion paper on improving social security in Canada is quite correct when it states that this form of social security comes from having a job. We could not agree more. That is why we would applaud any measure that would help people find and keep jobs. The proposal to provide the keys or tools for building a better user-friendly service, as it relates to employment development, is a good one. Better counselling, better information, improving basic skills, training and other incentives are certainly important components of any efforts to help unemployed workers develop an action plan to find a job.

Newfoundlanders, and indeed all Canadians I'm sure, want to work. They place a high degree of importance on the dignity and self-respect that work brings. However, as earlier stated, we represent a rather small region of Newfoundland, and in turn, a small part of this great country of ours in which finding a permanent full-time job in the economy of today has been extremely difficult.

On the other hand, seasonal employment in our region has, to a degree, become a way of life, not by choice, but by fate. That's the real existence of most Newfoundlanders, and indeed a lot of eastern Canadians, I might suggest. This way of life sees many of our residents participating in a seasonal inshore fishery as well as seasonal construction-related jobs. Many more travel to central and western Canada for seasonal construction-related work.

[Translation]

En passant, je m'appelle Stan Crummey. Je n'ai pas eu l'occasion de vous dire que j'étais de la famille Cromwell. J'ai changé de nom, parce que c'était un bigot.

Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

Notre témoin suivant est monsieur Keith Osborne.

M. Keith Osborne (témoignage à titre personnel): Bonjour. Je vous remercie de m'avoir donné cette occasion de vous présenter nos opinions à l'égard du document de travail sur la réforme de la sécurité sociale. Je représente la Fortune Bay East Development Association, c'est-à-dire une région relativement petite de Terre-Neuve qui regroupe neuf agglomérations rurales dont la population totale est d'environ 4 000 habitants.

Cela dit, nous sommes convaincus que notre région représente assez bien les autres régions de taille comparable de toute la province et peut-être aussi d'une grande partie de l'Est du Canada. Toutes ces régions se ressemblent en ce que, depuis des générations, leur population en est venue à accepter l'idée que l'emploi saisonnier est un mode de vie. Pour une grande partie des gens que nous représentons, il n'y a simplement pas d'autre choix.

Nous n'aurions pas l'audace de dire qu'une réforme de certains de nos programmes sociaux ne s'impose pas. Nous ferons un très bon accueil aux changements qui pourraient améliorer nos programmes de sécurité sociale. Ce n'est pas le changement que nous craignons le plus, mais bien le risque que, dans certains cas, cela puisse entraîner une détérioration du système de sécurité sociale tel que nous le connaissons.

Les auteurs du document de travail sur l'amélioration de la sécurité sociale au Canada ont parfaitement raison quand ils déclarent que la meilleure forme de sécurité sociale consiste à avoir un emploi. Nous ne saurons mieux dire, et c'est pour cette raison que nous applaudirons toute mesure qui aidera les gens à trouver et à garder un emploi. La proposition de prestation des instruments ou des outils grâce auxquels on pourra bâtir un service plus convivial, en matière de développement de l'emploi, est excellente aussi. Un meilleur conseillement d'emploi, une meilleure information, une amélioration des aptitudes de base, une formation et autres mesures d'incitation sont certainement d'importants éléments de tous les efforts que l'on pourrait déployer pour aider les chômeurs à se donner un plan d'action pour trouver un emploi.

Les Terre-Neuviens—comme d'ailleurs tous les Canadiens—veulent travailler. Ils accordent une grande importance à la dignité et au respect de soi que le travail génère. Néanmoins, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous représentons une très petite région de la province, autrement dit une infime partie de notre grand pays, dans lequel il s'est révélé extrêmement difficile de trouver un emploi permanent à temps plein, avec l'économie d'aujourd'hui.

D'un autre côté, dans notre région, l'emploi saisonnier est, dans une certaine mesure, devenu un mode de vie, non pas par choix, mais parce que le sort en a voulu ainsi. C'est la vie pour la plupart des Terre-Neuviens, voire pour une grande partie des habitants de l'Est du Canada, à mon avis. Bien des gens qui vivent dans notre région travaillent dans la pêche côtière saisonnière et ont des emplois saisonniers dans la construction. Bien d'autres se rendent dans le Centre et dans l'Ouest du Canada pour y trouver un emploi saisonnier dans ce dernier secteur.

[Texte]

In most cases, the jobs many of our people get are controlled by the climate. That's the reason for the seasonal nature of many of the available jobs. By far, the majority of these jobs, while being seasonal in nature, are permanently seasonal. While many of the people in our region get laid off in the fall, they can, for the most part, look forward with a reasonable degree of assurance to a resumption of their seasonal employment in the spring. There are some who are not as fortunate, but for the most part, we believe, certainly in our region, they are in the minority.

This so-called cycle of seasonal employment that many workers in our region experience would seem to us to be somewhat of a permanent cycle, considering the cyclical nature of the industries employing such a great number of our workers. The fishing and construction industries in particular are good examples of this. The same would hold true for the logging industry, I would suggest.

This is the point we would raise. While the proposals to provide counselling, information and training are commendable, as long as there are seasonal workers on a permanent basis, there will continue to be a need for seasonal income support. Providing training for work in the off-season in such a seasonal economy may very well not achieve the desired objectives. The counselling, information and training will not break the cycle for many of those workers who are currently employed in some of our primary industries.

There will continue to be a need to provide income assurance to those workers who, for the most part, are employed in permanent seasonal employment. When they get laid off, those workers know, to the extent that's possible, I suppose, where they will find their next job. However, for those workers who, when they become unemployed, cannot look forward to their next job with the same degree of certainty, their future is indeed very bleak. Targeted toward these clients or frequent users of the UI program, the counselling, training and information initiatives could be beneficial, and some of the objectives could be achievable.

[Traduction]

Dans la plupart des cas, les emplois qu'une grande partie d'entre nous trouvent sont fonction du climat. C'est pour cette raison qu'une grande partie de nos emplois sont saisonniers. En réalité, la majorité—et de loin—de ces emplois saisonniers ont un caractère permanent. Même si bien des gens de notre région sont mis à pied à l'automne, la plupart d'entre eux savent qu'ils peuvent raisonnablement s'attendre à retrouver leur emploi saisonnier au printemps. Certains n'ont pas cette bonne fortune, mais, dans l'ensemble, nous en sommes convaincus, certainement pour notre région, c'est la minorité.

Ce qu'on appelle le cycle de l'emploi saisonnier, que de nombreux travailleurs de notre région vivent, nous semble à peu près permanent, compte tenu de la nature cyclique des activités dans les secteurs qui emploient un très grand nombre d'entre eux. La pêche et la construction en sont de bons exemples, et c'est vrai aussi dans le secteur de l'exploitation forestière, à mon avis.

C'est cela que nous voulons faire valoir. Même s'il est louable de proposer des services d'orientation, d'information et de formation, tant qu'il y aura des travailleurs saisonniers en permanence, on continuera à avoir besoin d'un système de soutien du revenu saisonnier. Assurer des services de formation professionnelle pour la morte-saison, dans une économie saisonnière comme cela, risque fort de ne pas avoir les résultats attendus. Les services d'orientation, d'information et de formation ne briseront pas le cycle pour une grande partie des travailleurs qui oeuvrent actuellement dans certaines de nos industries primaires.

On aura encore besoin d'offrir une assurance-revenu à ceux qui, dans l'ensemble, occupent des emplois saisonniers permanents. Quand ils sont mis à pied, ces travailleurs savent bien, dans la mesure où cela est possible, j'imagine, où ils trouveront leur prochain emploi. Par contre, l'avenir est bien sombre pour ceux qui ne sont pas aussi assurés de trouver une autre emploi quand ils se retrouvent au chômage. Les services d'orientation, de formation et d'information pourraient donner de bons résultats et certains des objectifs pourraient même être atteints s'ils ciblaient ces gens-là, les prestataires fréquents de l'assurance-chômage.

• 1710

We believe consideration should be given to a basic income insurance program for people who use UI occasionally, and for those people whose job prospects are good or whose seasonal employment is permanent. However, for those individuals who fall into the above category, counselling and training options could continue to be available upon demand. This would eliminate a situation where you have a large number of unemployed workers who participate in some of the programs and services I've outlined, simply because it may be a requirement of the adjustment insurance program.

Consideration should also be given to better career counselling at the senior high school level. Effective career counselling made available to senior high school students could help to ensure these future labour force entrants do not become a burden on the UI program. In our area many of the frequent users of the program whose future job prospects are uncertain are young people.

Nous estimons qu'il faudrait envisager la mise sur pied d'un programme d'assurance-revenu de base pour les prestataires occasionnels de l'assurance-chômage et pour ceux qui ont de bonnes chances de retrouver un emploi, ou dont l'emploi saisonnier est permanent. On pourrait continuer d'offrir sur demande à ces personnes les services d'orientation et de formation proposés. De cette façon, on éviterait de se retrouver avec un grand nombre de chômeurs qui participent à certains des programmes et qui bénéficient des services que je viens de décrire tout simplement parce que les règles de l'assurance-chômage les y obligent.

Il faudrait aussi envisager d'assurer de meilleurs services d'orientation professionnelle pendant les dernières années du secondaire. Si les élèves de ce niveau avaient accès à des services efficaces, ils risqueraient moins de devenir un boulet pour le régime d'assurance-chômage quand ils entrent sur le marché du travail. Dans notre région, une grande partie des prestataires fréquents qui ont de mauvaises perspectives d'emploi sont précisément les jeunes.

[Text]

By far the greatest number of frequent users in our region are workers with permanent seasonal employment whose chances of finding employment in the off season, with or without training, counselling and better information, may not be all that great. It is the effect that possible changes to the UI program may have on these individuals that concerns us most.

In closing, I would caution the committee in giving consideration to changes to the social security system. It is important to remember that one size does not fit all, that any changes that are implemented should be sensitive to the needs of all Canadians.

Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): That was short, succinct and to the point. Thank you.

Mr. Harvey Taylor (Individual Presentation): I came here today to table some letters. I'm a vegetable farmer in the province. I've been struggling to try to make a living for the past 15 years. I was one of the Newfoundlanders who left home because of certain family problems and a lack of employment opportunities. I left home years ago to go to the mainland. Unfortunately, I wasn't one of the ones who made it rich. I was one who caused a lot of problems for the places that I lived in. I was a drain on their social programs.

I won't go into too much of the personal history, but I can relate to the people who are talking about how easy it is to get into this situation. I don't want to go into it too much, but in my family it was a foregone conclusion that you wouldn't be able to go to university.

I believe that today you can be almost anything you want to be, but at the time we were trapped in this... I was encouraged to give up school to go farming, to help my family on the farm. I didn't come here today to give a speech. I'm not very good, as you can tell, at giving speeches. I guess I'm probably representative of a lot of my fellow citizens in the province. There are a lot of people out there who are really concerned and affected by what is going on in our country.

There are a lot of families and a lot of children who are—I was going to say our children are under stress, but my children are not under any stress. I have three small children and they are mostly talking about Santa Claus. They're not aware of what's going on.

• 1715

But I'm aware of the stress. It's affecting me. It's affecting our marriage. In the business I'm in, I see an awful lot of opportunity for employment.

As I said, I'm a vegetable farmer. I'm just about finishing up my season. I have no option right now. Unless I can get into a retraining course or get a job somewhere, we're facing welfare. We worked hard all year. Our whole family worked, the three small children included. When they got out of school they had to help out, because there was just too much work for one person to do. My wife is involved.

[Translation]

Chez nous, le plus grand groupe de prestataires fréquents—et de loin—est celui des travailleurs saisonniers permanents dont les chances de trouver un emploi pendant la morte-saison ne sont sans doute pas très bonnes, avec ou sans services de formation et d'orientation, voire avec une meilleure information. C'est l'effet que d'éventuels changements du régime d'assurance-chômage pourraient avoir sur ces personnes-là qui nous inquiète le plus.

Pour finir, j'invite le comité à envisager avec prudence tout changement du système de sécurité sociale. Il est important que vous vous rappeliez qu'il n'y a pas de solution unique et que tous les changements qu'on apportera devraient tenir compte des besoins de toutes les Canadiens et de tous les Canadiens.

Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): C'était un exposé court, concis et clair. Merci.

M. Harvey Taylor (témoignage à titre personnel): Je suis venu ici aujourd'hui pour déposer quelques lettres. Je cultive des légumes dans la province. Je m'efforce de gagner ma vie depuis 15 ans. Je suis un des Terre-Neuviens qui sont partis parce qu'ils avaient des problèmes familiaux et qu'ils ne trouvaient pas d'emploi. Je suis parti il y a des années pour aller sur le continent. Malheureusement, je ne suis pas de ceux qui ont fait fortune. J'ai plutôt été l'un de ceux qui ont posé toutes sortes de problèmes là où ils ont vécu. J'étais un fardeau pour les programmes sociaux.

Je ne vous parlerai pas trop de moi, mais disons que je peux comprendre les gens qui disent à quel point il peut être facile de se retrouver dans cette situation. Je ne veux pas en parler trop, mais, dans ma famille, mettons qu'il était évident qu'on ne pourrait pas aller à l'université.

Je pense qu'on peut aujourd'hui faire à peu près tout ce qu'on veut dans la vie, mais, à l'époque, nous étions pris au piège... On m'a encouragé à quitter l'école pour travailler à la ferme afin d'aider ma famille. Je ne suis pas venu ici aujourd'hui pour vous faire un discours. Comme vous pouvez le constater, je ne suis pas très bon pour en donner. Je pense que je suis assez représentatif de mes compatriotes. Il y a chez nous bien des gens qui s'inquiètent beaucoup et qui sont touchés par ce qui se passe dans notre pays.

Il y a bien des familles et bien des enfants qui souffrent du stress—j'allais dire que nos enfants sont stressés, mais ce n'est pas le cas des miens. J'ai trois jeunes enfants, et ils parlent surtout du Père Noël. Ils ne se rendent pas compte de ce qui se passe.

Par contre, je suis conscient du stress. J'en souffre, et mon mariage en souffre aussi. Dans mon secteur d'activité, il y a de grandes possibilités d'emploi.

Comme je le disais, je cultive des légumes. Ma saison est à peu près finie. Pour le moment, je n'ai aucun débouché. À moins que je puisse m'inscrire à un cours de recyclage ou trouver un emploi quelque part, nous allons devoir vivre de l'aide sociale. Nous avons travaillé fort toute l'année. Toute la famille a travaillé, y compris les trois enfants. Quand ils ont quitté l'école, il a fallu qu'ils nous aident, parce qu'il y avait tout simplement trop de travail pour un seul homme. Et ma femme m'aide aussi.

[Texte]

We don't get unemployment. We try to make enough in the summer to keep us going through the winter. This is what we've been trying to do for the past fifteen years. There hasn't been one year we were able to do that.

Two years ago we did what a lot of people do here in this province—we formed a company. The main reason for forming this company was so we could access unemployment. I'm not ashamed to say it. Really we are a business.

To sum it all up, I've tabled some of my experiences. I've written a number of letters. I've put a lot of thought, feeling and understanding into writing these letters. Some days, after working all day and being frustrated from my work, I'd read a news article or I'd hear something that would really stir me up and I'd say "Well, Lord, this is not good enough."

I'm out there working. This year I knew the way I was going to end up this fall, because it's happened fourteen years before. I knew.

At times I'd get frustrated, so I'd sit down, take my pen and paper and write a letter to a government department or a government official. Sometimes I'd be up until the sun came up. It would be time for me to go to work and there I'd be ready to go to bed because I was burnt out from writing and trying to do the government's job.

The Vice-Chair (Ms Minna): Actually, as you started talking about writing stuff down, Mr. Taylor, I was going to suggest that if you had any of your thoughts written down, we'd be most happy to receive them to be able to factor them into our discussion and our thinking in addition to the testimony you gave us today. We'd be very happy if you would send that to us as well so we could copy it and pass it around to all the members of the committee.

Mr. Taylor: There are a number of letters, but I only have one copy of them, and I tabled it.

The Vice-Chair (Ms Minna): Okay, then, they'll copy it and make sure we get it. That's fine, then.

Mr. Taylor: You'll get it?

The Vice-Chair (Ms Minna): Yes.

Mr. Taylor: Mainly I wanted to put a face behind that closed letter so that maybe when you look at it you'll remember there's somebody behind it.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you. I appreciate that very much.

Mr. Taylor: I have one final note. I would say there's a lot of opportunity here in this province. In the industry I'm in, agriculture, I swear there's opportunity. It's very frustrating that there's not more done to encourage people.

That publication *New Shoes* was mentioned, with I believe it was fifty examples of entrepreneurs who have been encouraged. For that publication, I'd say you could find probably 10,000 or 100,000 people who have tried to start a business and have potential.

[Traduction]

Nous n'avons pas droit à l'assurance-chômage. Nous essayons de gagner assez d'argent l'été pour avoir de quoi vivre tout l'hiver. Nous nous sommes efforcés de le faire depuis quinze ans, mais nous n'y sommes même pas arrivés une seule année.

Il y a deux ans, nous avons fait ce que bien des gens de la province font: nous avons créé une compagnie. Notre principale raison de le faire, c'était d'avoir accès à l'assurance-chômage. Je n'ai pas honte de le dire. En réalité, notre exploitation est bel et bien une entreprise.

Pour résumer, j'ai déposé le récit de certaines de mes expériences. J'ai écrit plusieurs lettres. J'ai mis beaucoup de réflexion, de sentiment et de compréhension dans ces lettres. Certains jours, après avoir travaillé toute la journée, quand j'étais frustré après être rentré à la maison, il m'arrivait de lire un article de journal ou d'entendre quelque chose qui me secouait, et je me disais: «Seigneur, ce n'est pas suffisant».

Je travaille. Cette année, je savais dans quelle situation j'allais me retrouver cet automne, parce que je suis passé par là depuis quatorze ans. Je le savais.

Parfois, quand je me sentais frustré, je m'asseyaïs, je sortais ma plume et du papier et j'écrivais une lettre à un ministère ou à un représentant du gouvernement. Il m'est arrivé d'écrire jusqu'à l'aube. Il fallait que je retourne travailler alors que j'étais prêt à aller me coucher parce que j'étais épuisé à force d'écrire pour essayer de faire le travail du gouvernement.

La vice-présidente (Mme Minna): Monsieur Taylor, lorsque vous avez commencé à nous dire que vous aviez mis vos réflexions sur papier, je m'apprêtais à suggérer que, si tel était le cas, vous devriez nous transmettre ces documents pour que nous puissions en tenir compte dans nos discussions et dans nos réflexions, en plus de votre témoignage d'aujourd'hui. Nous serions très heureux que vous nous envoyiez vos lettres, pour que nous puissions en faire copie et les distribuer à tous les membres du comité.

M. Taylor: J'ai déposé plusieurs lettres, mais en un seul exemplaire.

La vice-présidente (Mme Minna): Bon, très bien. On en fera copie et on verra à ce que nous les recevions. C'est parfait,

M. Taylor: On vous les transmettra?

La vice-présidente (Mme Minna): Oui.

M. Taylor: Dans le fond, je voulais que vous connaissiez l'auteur de ces lettres, pour que vous vous rappeliez qu'il y a quelqu'un derrière quand vous les lirez.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci. Je vous en suis très reconnaissante.

M. Taylor: J'ai une dernière chose à dire. À mon avis, il y a beaucoup de possibilités dans notre province. Dans mon secteur, l'agriculture, il y a des possibilités, je vous le jure. Il est très frustrant qu'on ne fasse pas davantage pour encourager les gens.

On a parlé de la publication intitulée *New Shoes*, où l'on cite l'exemples de 50 entrepreneurs qu'on a encouragés, je pense. À mon avis, on pourrait probablement parler dans cette publication-là de 10 000 à 100 000 personnes qui ont essayé de bâtir une entreprise et qui ont du potentiel, mais qui n'ont pas été encouragées.

[Text]

I have people calling me all the time looking for work. They're drop-outs, university students, married, family people, whatever. They're looking for work. I have too much work. I can't do the work I have to do.

The Vice-Chair (Ms Minna): I understand.

Mr. Taylor: Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much for your time. We appreciate it.

[Translation]

Je reçois tout le temps des appels de gens qui cherchent du travail. Ce sont des décrocheurs, des étudiants, des gens mariés qui ont une famille, etc. Ils cherchent du travail. Moi, j'en ai trop. Je ne peux pas faire tout le travail que j'ai à faire.

La vice-présidente (Mme Minna): Je comprends.

M. Taylor: Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup d'avoir pris le temps de venir témoigner. Nous vous en sommes reconnaissants.

• 1720

Our final presenter is Rick Engram.

Mr. Rick Engram (Individual Presentation): Good evening, everyone. My name is Rick Engram and I'm currently the program coordinator of the READY Centre on Water Street.

The READY Centre opened in late 1990 and we accepted our first student participants in January 1991. The program was established by the Community Services Council of Newfoundland and Labrador as a result of research the council carried out for the Department of Social Services, Government of Newfoundland and Labrador.

The centre is currently funded under the terms of the federal-provincial social assistance recipient agreement administered by Human Resources Development, Government of Canada and the Department of Social Services, Government of Newfoundland and Labrador.

The centre was originally established as a youth program to work with young people who needed assistance in making the transition from school to the world of work.

However, in 1993, basically because of no long-term funding arrangements, the centre had to change its focus. Now we are the Referral Education Assessment and Development for You Centre. Our services are now available across all age groups and we are certified to administer the provincial program of adult basic education.

The READY Centre offers a flexible program based on the individual needs of participants referred to the centre. This is one of the most important components of our program, how individualized it is.

Some components of our program include outreach services, counselling, career planning and placement counselling. Participants may attend the program for short periods or plan a more prolonged stay.

The need for training and learning is evident in Newfoundland. To date the centre has provided services to over 900 participants. The school's assessment and training centre, which is a branch of the provincial Department of Social Services—and they are our primary referral source of social service recipients—maintains a list of over 500 individuals who are seeking higher learning and training. That's only in the St. John's metro area.

So if we were to extend that to the whole province, we can only realize how many people need services from a centre such as ours.

Notre dernier témoin est Rick Engram.

M. Rick Engram (témoignage à titre personnel): Bonsoir tout le monde. Je m'appelle Rick Engram et je suis coordonnateur des programmes du Centre *READYro, rue Water*.

Le centre a ouvert ses portes à la fin de 1990; nous avons accepté nos premiers participants étudiants en janvier 1991. Notre programme a été mis sur pied par le Conseil des services communautaires de Terre-Neuve et du Labrador, suite aux recherches que celui-ci avait menées pour le compte du ministère des Services sociaux du gouvernement provincial.

Le centre est actuellement financé dans le cadre de l'entente fédérale-provinciale sur l'aide administrée par le ministère fédéral du Développement des ressources humaines et par le ministère provincial des Services sociaux.

Au départ, ce programme s'adressait aux jeunes; il était destiné à faciliter leur passage de l'école au marché du travail.

Toutefois, en 1993, essentiellement faute d'ententes de financement à long terme, le centre a dû changer d'orientation. Il s'appelle désormais le Referral Education Assessment and Development for You Centre. Nous offrons désormais nos services à tous les groupes d'âge, et la province nous a agréé pour administrer son programme d'éducation de base pour adultes.

Le centre offre un programme souple fondé sur les besoins individuels des participants qui lui sont envoyés. Le caractère personnalisé de notre programme est l'un de ses aspects les plus importants.

Nous offrons notamment des services d'extension, d'orientation, de planification de carrières et de consultation en placement. Les participants peuvent avoir recours à nos services pour une courte période ou prévoir un séjour relativement long.

Les besoins de formation et d'apprentissage sont évidents à Terre-Neuve. Jusqu'à présent, le centre a fourni des services à plus de 900 personnes. Son service d'évaluation et de formation en milieu scolaire, qui est un volet du ministère provincial des Services sociaux—c'est là que nous trouvons la plupart de ceux qui cherchent à se prévaloir des services sociaux—a une liste de plus de 500 personnes qui veulent poursuivre des études ou obtenir de la formation, et ce, pour la seule région métropolitaine de St. John's.

Si j'extrapolais à l'échelle de la province, nous verrions combien de gens ont besoin des services d'un centre comme le nôtre.

[Texte]

There's a positive correlation between learning and training. Since we are an educational and learning centre, all my comments here pertain to the learning component of the green paper.

According to the paper, statistics show that over the last three years jobs held by university graduates expanded 17% while jobs for those who did not complete high school declined by 19%. Persons who graduate from college or university are likely to earn more money. Over one's lifetime she or he could be expected to earn 40% more than someone with only a high school education.

If we are to instil the value of lifelong learning into all people in Canada, and particularly in Newfoundland, we must be willing to ensure that all—and I emphasize the word all—individuals are given equal access to learning programs from primary to post-secondary training and further community-based training.

Some of the proposed changes to Canada's social programs would prevent this. Instead of dropping services, there should be a movement to increase services in a holistic manner as there is a connection to learning, training and employment.

We urge the federal government to continue to directly fund post-secondary training in addition to revamping the Student Loans Program and making loans more accessible to many more students.

While income-contingent-repayment student loans may be appropriate to some students, they will cause those who earn less money to repay over a longer period of time. There is no indication, however, in the document if there will be a minimum payment required, or if there will be mandatory payments if there is no employment.

Access to student loans must be flexible enough to meet the demands of Canadians wishing to enter into or continue with post-secondary training. Student loans should not place an undue burden on students into the extended future.

The federal government should ensure the continuation of funding for community-based institutions like the READY Centre and should find ways to encourage and enable the poor to pursue higher learning while ensuring national standards for training at all levels.

Eligibility requirements for student loans should be extended to include all skills-upgrading programs including community-based training, which would broaden a person's knowledge and make them more employable.

RRSP usage is a good idea, but further ideas need to be utilized to ensure people without RRSPs have an equal opportunity for training.

[Traduction]

Il y a une corrélation positive entre l'apprentissage et la formation. Étant donné que nous administrons un centre d'éducation et d'apprentissage, tout ce que je dis ici porte sur le volet apprentissage du Livre vert.

D'après les auteurs du Livre vert, les statistiques révèlent que, pour les trois dernières années, le nombre des emplois occupés par des titulaires de diplômes universitaires a augmenté de 17 p. 100, tandis que pour les travailleurs qui n'avaient pas terminé l'école secondaire, ce nombre a chuté de 19 p. 100. Bref, les gens qui ont un diplôme collégial ou universitaire sont susceptibles de gagner plus d'argent que les autres. Pendant leur vie, on peut s'attendre à ce qu'ils gagnent 40 p. 100 de plus que ceux qui n'ont fait que des études secondaires.

Si nous voulons inculquer le respect de l'apprentissage permanent à toute la population du Canada, et surtout à celle de Terre-Neuve, nous devons être prêts à faire en sorte que tous—and je dis bien tous—aitent des chances égales d'accès aux programmes d'apprentissage, du primaire au postsecondaire, voire à la formation communautaire supplémentaire.

Certains des changements qu'on se propose d'apporter aux programmes sociaux du Canada rendraient cela impossible. Plutôt que d'éliminer des services, nous devrions les multiplier de façon holistique, étant donné qu'il y a une corrélation entre l'apprentissage, la formation et l'emploi.

Nous prions instamment le gouvernement fédéral de continuer à subventionner directement la formation postsecondaire, en plus de moderniser le Programme de prêts aux étudiants et de permettre à bien plus d'étudiants d'avoir accès à ces prêts.

Un régime de prêts à remboursement relatif au revenu serait peut-être valable pour certains étudiants, mais il obligerait ceux qui gagnent moins que d'autres à étaler les remboursements sur une plus longue période. Cela dit, rien dans le document de travail ne laisse entendre que l'on exigera un remboursement minimum ni que les paiements seront obligatoires pour ceux qui n'auront pas d'emploi.

L'accès aux prêts aux étudiants doit être assez souple pour répondre à la demande des Canadiens et des Canadiennes qui veulent entreprendre et poursuivre des études postsecondaires. Ces prêts ne devraient pas imposer un fardeau trop lourd à leurs bénéficiaires, à long terme.

Le gouvernement fédéral devrait maintenir le financement d'institutions communautaires comme le Centre READY, ainsi que trouver des moyens d'encourager les pauvres et de leur fournir le nécessaire pour qu'ils puissent poursuivre des études supérieures, tout en assurant l'application de normes nationales d'apprentissage à tous les niveaux.

Les conditions d'admissibilité aux prêts aux étudiants devraient être libéralisées de façon à inclure tous les programmes d'amélioration des aptitudes, y compris la formation communautaire, qui enrichiraient les connaissances des apprenants et accroîtraient leurs possibilités d'emploi.

L'utilisation des REÉR à cette fin est une bonne idée, mais il faudrait avoir recours à d'autres méthodes pour faire en sorte que les gens qui n'ont pas de REÉR à investir aient des chances égales d'accès à l'éducation.

[Text]

One of the main things I have indicated here is that barriers to training need to be eliminated. Some methods include: providing adequate day care services to everyone; expanding day care services in Newfoundland to include children under two years of age; providing funding to eliminate long waiting lists at institutions; establishing national standards for learning and training; providing access to assessment and counselling, especially for more vulnerable groups, such as the poor and disabled; providing equal access to training for all persons, regardless of disabilities or special needs; continuing long-term funding for programs, such as the READY program, which caters to a special-needs clientele; catering programs to meet individual needs of participants; and helping increase the availability of workplace training.

[Translation]

L'un des principaux thèmes que j'ai esquissé est celui de l'élimination des obstacles à l'éducation. À cette fin, il faudrait notamment offrir des services universels de garderie, les rendre accessibles, à Terre-Neuve, aux enfants de moins de deux ans, assurer un financement suffisant des institutions pour éliminer les longues listes d'attente, établir des normes nationales d'apprentissage et d'instruction, offrir particulièrement aux groupes les plus vulnérables, tels que les pauvres et les personnes handicapées, l'accès à des services d'évaluation et d'orientation, assurer l'égalité d'accès à l'éducation à tous, quels que soient leurs handicaps ou leurs besoins particuliers, maintenir le financement à long terme de programmes comme celui de notre centre, qui s'adressent à une clientèle ayant des besoins particuliers, financer des programmes conçus pour répondre aux besoins individuels des participants et contribuer à multiplier les possibilités de formation sur le tas.

In addition to all this, there is a need for community and government initiatives that would improve access and availability of training and work. Examples include the Student Work and Service Program, the Graduate Employment/Self-Employment Program, and Linkages. These three are indicated...

An onus on the individual, with coordination between employers and governments, could help put many new graduates in these programs. A major recommendation in my document is the need for holistic program development. That's contained in the larger paper.

Qui plus est, il faut que les organismes communautaires et les gouvernements prennent des mesures pour améliorer l'accès à l'éducation et à l'emploi, ainsi que les débouchés en ce domaine. Parmi ces initiatives, on peut citer, par exemple, le Programme d'emplois et de services pour étudiants, le Programme d'emplois pour les diplômés et pour les travailleurs autonomes et le Programme *Linkages*. Ces trois programmes figurent...

En donnant aux gens plus de responsabilité et en coordonnant les efforts des employeurs et des gouvernements, on pourrait faciliter l'accès de bien de nouveaux diplômés à ces programmes. J'ai formulé dans mon mémoire une importante recommandation sur la nécessité d'élaborer des programmes holistiques. Cela figure dans le gros document.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you. We appreciate that. You've given a copy of your paper to our clerk...? If not, feel free to send it. We will make sure it's copied and the members can study it.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci. Nous nous en savons gré. Vous avez remis un exemplaire de votre mémoire à notre greffier...? Si vous ne l'avez pas fait, n'hésitez pas à le lui envoyer. Nous en ferons faire des copies pour que nos membres puissent l'étudier.

Thank you very much for your patience. I appreciate it very much.

Je vous remercie beaucoup de votre patience. Je vous en suis très reconnaissante.

We are adjourned until tomorrow, at 9 a.m. in Halifax.

La séance est levée jusqu'à demain, 9 heures, à Halifax.

From the Memorial University of Newfoundland Faculty Association: *De la «Memorial University of Newfoundland Faculty Association»:*

Christopher Dennis, President;
Joan Scott, Member of the Board;
Peter Narvqez, Member of the Board.

Christopher Dennis, président;
Joan Scott, membre du Conseil;
Peter Narvqez, membre du Conseil.

From the Council of Student's Union —Memorial University of Newfoundland:

Jill Power, President;
Paul Thornhill.

Du «Council of Student's Union —Memorial University of Newfoundland»:

Jill Power, président;
Paul Thornhill.

From the Newfoundland and Labrador Association of Social Workers: *De l'Association des travailleurs sociaux de Terre-Neuve et du Labrador:*

Bruce Cooper, Executive Director;
Leslie Bella, Member;
Hélène Davis, Member;
Morris Saldov;
Julie Fleet;
Kim Hawco.

Bruce Cooper, directeur exécutif;
Leslie Bella, membre;
Hélène Davis, membre;
Morris Saldov;
Julie Fleet;
Kim Hawco.

From the Canadian Paraplegic Association —Newfoundland and Labrador: *De la «Canadian Paraplegic Association» —Terre-Neuve et Labrador:*

Sean Fitzgerald, President;
Michael Parsons, Vice-President.

Sean Fitzgerald, président;
Michael Parsons, vice-présidente.

From L.J.S.T.E.N.:

Maryann Fleming, Coordinator;
Linda Austin, Administrative Assistant.

De «L.J.S.T.E.N.»:

Maryann Fleming, coordonnatrice;
Linda Austin, adjointe administrative.

From the Memorial University of Newfoundland:

Graham Skanes, Continuing Education Group, The Canadian Association for Continuing University Education.

De l'Université Memorial de Terre-Neuve:

Graham Skanes, «Continuing Education Group», «The Canadian Association for Continuing University Education».

As individual:

Stan Crummey.

À titre individuel:

Stan Crummey.

From the Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador:

Cathy Murphy, Vice-President;
Regina Ash, Member;
Marie Hedderson, Member of the Board.

De la «Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador»:

Cathy Murphy, vice-présidente;
Regina Ash, membre;
Marie Hedderson, membre du Conseil.

From the Community Services Council of Newfoundland and Labrador:

Penelope Rowe, Executive Director.

Du «Community Services Council of Newfoundland and Labrador»:

Penelope Rowe, directrice exécutive.

Statements from the floor:

Keith Osborne;
Rick Engram, Ready Centre Community Services Council;
Harvey Taylor;
Charlie Kane;
John Williams;
Chris O'Driscoll.

Déclarations spontanées:

Keith Osborne;
Rick Engram, «Ready Centre Community Services Council»;
Harvey Taylor;
Charlie Kane;
John Williams;
Chris O'Driscoll.

From the Group Against Poverty:

Bev Brown, Coordinator;
. Michèle Neary, Executive Director; Newfoundland Association for Community Living;
Mary Reid, Civic 4;
Jean Swanson, President, National Anti-Poverty Association.

From the St.John's Board of Trade:

Gerard McDonald, President.

Statement from the floor:

Lan Gien, Multicultural Women's Organization of Newfoundland;
Darrin Stanley;
Bill Broderick;
Robert Evans, Past President, NAPO, Past President, Newfoundland and Labrador Literacy Coalition;
Glenys Gould;
Kathleen Kufeldt, Chair, Child Protection, Memorial University.

From the Daybreak Parent Child Centre:

Melba Rabinowitz.

From the Women's Reference Group —Newfoundland & Labrador Labour Force Development Board:

Joan Whelan, Women Representative;
Agnes Pike, Labrador Representative;
Sylvia Ash, National Women's Reference Group Representative;
Jane Robinson, St.John's East Representative;
Barbara Neis, Newfoundland and Labrador Women's FishNet;
Cathy Young, Newfoundland and Labrador Women's FishNet;
Sharon Taylor, Women's Economic Network.

From the St.John's Status of Women Council Women's Centre:

Lynn Peddle;
Jane Walsh;
Joanne Deluney;
Sylvia Hatch;
Corbin Dingwall;
Wendy Williams, Newfoundland and Labrador Advisory Council on the Status of Women.

From the Newfoundland & Labrador Federation of Students:

George Carey.

From the Women's Economic Network and the FishNet:

Jamie Winter;
Julie Wolfe.

From the Marine Institute Student's Union:

Craig Adams, Vice-President, External Communications;
Keith Clarke.

Du Groupe contre la pauvreté:

Bev Brown, coordonnatrice;
Michèle Neary, directrice exécutive, «National Association for Community Living»;
Mary Reid, «Civic 4»;
Jean Swanson, présidente, Association nationale anti-pauvreté.

De la Chambre de commerce de St-Jean:

Gerard McDonald, président.

Déclarations spontanées:

Lan Gien, Multicultural Women's Organization of Newfoundland;
Darrin Stanley;
Bill Broderick;
Robert Evans, Past President, NAPO, Past President, Newfoundland and Labrador Literacy Coalition;
Glenys Gould;
Kathleen Kufeldt, Chair, Child Protection, Memorial University.

Du «Daybreak Parent Child Centre»:

Melba Rabinowitz.

Du «Women's Reference Group —Newfoundland & Labrador Labour Force Development Board»:

Joan Whelan, représentante des femmes;
Agnes Pike, représentante du Labrador;
Sylvia Ash, représentante, «National Women's Reference Group»;
Jane Robinson, représentante St.Jean Est;
Barbara Neis, «Newfoundland and Labrador Women's FishNet»;
Cathy Young, «Newfoundland and Labrador Women's FishNet»;
Sharon Taylor, «Women's Economic Network».

Du «St.John's Status of Women Council Women's Centre»:

Lynn Peddle;
Jane Walsh;
Joanne Deluney;
Sylvia Hatch;
Corbin Dingwall;
Wendy Williams, «Newfoundland and Labrador, Advisory Council on the Status of Women.

De la Fédération des étudiants de Terre-Neuve et du Labrador:

George Carey.

Du «Women's Economic Network and the FishNet»:

Jamie Winter;
Julie Wolfe.

De la «Marine Institute Student's Union»:

Craig Adams, vice-président, Communications externes;
Keith Clarke.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Economic Recovery Commission — Newfoundland and Labrador:

Doug House, President;
Patti Powers, Director, Income Security.

From the United Food and Commercial Workers:

Myra Potter, Executive Assistant;
Lindsay Loveless, Business Agent.

From the Newfoundland and Labrador Federation of Labour:

Elaine Price, President;
Martin Saunders.

From the St. John's and District Labour Council:

Florence Power, President.

From the Fishermen, Food and Allied Workers (FFAW):

Earle McCurdy, President.

From the Longshoreman's Protective Union — Local 1953:

Ronald Dillon, Senior Vice-President.

(Continued on previous page)

TÉMOINS

Du «Economic Recovery Commission — Newfoundland and Labrador»:

Doug House, président;
Patti Powers, Directeur, Sécurité Sociale.

De la «United Food and Commercial Workers»:

Myra Potter, assistante exécutive;
Lindsay Loveless, agent d'affaires.

De la Fédération du Travail de Terre-Neuve et du Labrador:

Elaine Price, présidente;
Martin Saunders.

Du Congrès du Travail de St-Jean et district:

Florence Power, présidente.

Des «Fishermen, Food and Allied Workers (FFAW)»:

Earle McCurdy, président.

De la «Longshoreman's Protective Union — Local 1953»:

Ronald Dillon, premier vice-président.

(Suite à la page précédente)

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 60

Tuesday, December 13, 1994
Halifax, Nova Scotia

Chairperson: Francis LeBlanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 60

Le mardi 13 décembre 1994
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Président: Francis LeBlanc

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Human Resources Development

Développement des ressources humaines

RESPECTING:

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and the restructuring of Canada's social security system

CONCERNANT:

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING COMMITTEE ON HUMAN RESOURCES
DEVELOPMENT

Chairperson: Francis LeBlanc

Vice-Chairs: Francine Lalonde
Maria Minna

Members

Diane Ablonczy
Reg Alcock
Jean Augustine
Maurizio Bevilacqua
Garry Breitkreuz
Martin Cauchon
Shaughnessy Cohen
Paul Crête
Antoine Dubé
Dale Johnston
Larry McCormick
Andy Scott—(15)

Associate Members

Chris Axworthy
Cliff Breitkreuz
Brenda Chamberlain
John Murphy
Georgette Sheridan
Paddy Torsney
Tony Valeri

(Quorum 8)

Luc Fortin

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU DÉVELOPPEMENT DES
RESSOURCES HUMAINES

Président: Francis LeBlanc

Vice-présidentes: Francine Lalonde
Maria Minna

Membres

Diane Ablonczy
Reg Alcock
Jean Augustine
Maurizio Bevilacqua
Garry Breitkreuz
Martin Cauchon
Shaughnessy Cohen
Paul Crête
Antoine Dubé
Dale Johnston
Larry McCormick
Andy Scott—(15)

Membres associés

Chris Axworthy
Cliff Breitkreuz
Brenda Chamberlain
John Murphy
Georgette Sheridan
Paddy Torsney
Tony Valeri

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Luc Fortin

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAUX

Le mardi 13 décembre 1994

(134)

[Texte]

Le Comité permanent du développement des ressources humaines se réunit aujourd'hui, à 9 h 12, dans la salle de bal Guild Hall, Hôtel Holiday Inn, Halifax Centre, Halifax (N.-É.) sous la présidence de Francis LeBlanc (*président*).

Membres du Comité présents: Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Martin Cauchon, Antoine Dubé, Francine Lalonde, Francis LeBlanc, Andy Scott.

Autres membres présents: Roseanne Skoke; John Murphy.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Nathalie Pothier, attachée de recherche.

Aussi présent: Michael Prince, associé de recherche.

Témoins: Du Congrès du travail du district de Cumberland (CTC): Terry Rhindress, président. Du «U.A. Local 244 Plumbers & Pipefitters Canadian Federation of Labour»: Ben Chisholm, Business Manager. Du Congrès du travail de la rive Sud (CTC): Anne Holland, présidente; David Scobey, secrétaire. Du «Yarmouth Tri-County Council of Unions (CLC)»: Mike Scott, président. Du Congrès du travail de Truro et district (CTC): Todd Mullin, Secretary. Du Congrès du travail de New Glasgow et district: Dave Cosh, président. Du Congrès du travail de la vallée de l'Annapolis (CTC): Mark Rogers, délégué. De la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse: Rick Clarke, président; Rick Williams, chercheur. De la Fédération des travailleurs de la Marine: Les Holloway, secrétaire-trésorier. De la «Nova Scotia Mainland Building and Construction Trades Council»: Jim Henley, président; Fern J. Tardif, vice-président. Du Congrès du travail de Halifax-Dartmouth et district (CTC): Carlotta Weymouth, présidente. Du Comité d'action politique de Cap Breton Highlands-Canso - PSAC: Michael Moeller, coordonnateur; Mark Rogers. Déclarations spontanées: Laura Penny; Brian Lee; Martin MacKinnon.

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada (*Voir Procès-verbaux et témoignages du 8 février 1994, fascicule no. 1*).

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

À 11 h 02, la séance est suspendue.

À 11 h 19, la séance reprend.

À 12 h 02, le Comité procède aux déclarations spontanées.

À 12 h 45, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(135)

Le Comité permanent du développement des ressources humaines se réunit aujourd'hui, à 12 h 46, dans la Salle de bal Guild Hall, Hôtel Holiday Inn Halifax Centre, Halifax (Nouvelle-Écosse), sous la présidence de Francis LeBlanc (*président*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, DECEMBER 13, 1994

(134)

[*Translation*]

The Standing Committee on Human Resources Development met at 9:12 a.m. this day, in the Guild Hall ballroom, Holiday Inn Halifax Centre, Halifax, Nova Scotia, the Chairman, Francis LeBlanc, presiding.

Members of the Committee present: Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Martin Cauchon, Antoine Dubé, Francine Lalonde, Francis LeBlanc, Andy Scott.

Other Members present: Roseanne Skoke; John Murphy.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Nathalie Pothier, Research Officer.

Also in attendance: Michael Prince, Research Associate.

Witnesses: From the Cumberland District Labour Council (CTC): Terry Rhindress, President. From UA Local 244, Plumbers and Pipefitters, (CFL): Ben Chisholm, Business Manager. From the South Shore Labour Council (CLC): Anne Holland, President; David Scobey, Secretary. From the Yarmouth Tri-County Council of Unions (CLC): Mike Scott, President. From the Truro and District Labour Council (CLC): Todd Mullin, Secretary. From the New Glasgow and District Labour Council: Dave Cosh, President. From the Annapolis Valley Labour Council (CTC): Mark Rogers, Representative. From the Nova Scotia Federation of Labour: Rick Clarke, President; Rick Williams, Researcher. From the Marine Workers Federation: Les Holloway, Secretary-Treasurer. From the Nova Scotia Mainland Building and Construction Trades Council: Jim Henley, President; Fern J. Tardif, Vice-President. From the Halifax-Dartmouth and District Labour Council (CTC): Carlotta Weymouth, President. From the Political Action Committee for Cape Breton Highlands-Canso (PSAC): Michael Moeller, Co-ordinator; Mark Rogers. *Statements from the floor:* Laura Penny; Brian Lee; Martin MacKinnon.

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and restructuring of Canada's social security system (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, February 8, 1994, Issue No. 1*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 11:02 a.m., the meeting adjourned.

At 11:19 a.m., the meeting reconvened.

At 12:02 noon, the Committee heard statements from the floor.

At 12:45 noon, the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING

(135)

The Standing Committee on Human Resources Development met at 12:46 noon this day, in the Guild Hall ballroom, Holiday Inn Halifax Centre, Halifax, Nova Scotia, the Chairman, Francis LeBlanc, presiding.

Membres du Comité présents: Reg Alcock, Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Martin Cauchon, Shaughnessy Cohen, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Francis LeBlanc, Andy Scott.

Autres membres présents: Roseanne Skoke; John Murphy.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Nathalie Pothier, attachée de recherche.

Aussi présent: Michael Prince, associé de recherche.

Members of the Committee present: Reg Alcock, Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Martin Cauchon, Shaughnessy Cohen, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Francis LeBlanc, Andy Scott.

Other Members present: Roseanne Skoke; John Murphy.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Nathalie Pothier, Research Officer.

Also in attendance: Michael Prince, Research Associate.

Témoins: Du Conseil économique des provinces de l'Atlantique: Fred Morley, «Senior Policy Analyst»; David Amirault, économiste; Jennifer MacDonald, adjointe à la recherche; John Odenthal, économiste. De la Confédération des associations des facultés d'universités de la Nouvelle-Écosse: John D'Orsay, directeur général. De l'Université Mount St. Vincent et de l'Association des universités de l'Atlantique: Elizabeth Parr-Johnston, présidente, Association des universités de l'Atlantique. De l'Université Dalhousie – bureau du président: Howard Clark, président; John Risley, président de «Clear Water Fine Food». Du Syndicat des étudiants de l'Université Dalhousie: Hal MacLean, vice-président externe. De l'Association des facultés de l'Université Dalhousie: Prof. Jennifer Bankier, présidente; Prof. Andy Wainwright, président élu; Prof. Colin Stuttard. Du Syndicat des étudiants de la Nouvelle-Écosse: Suzanne Drapeau, directrice générale; Mark Frison, président. Du Conseil des présidents d'universités de la Nouvelle-Écosse: David J. Lawless, président. Du «Group of volunteers who held town hall meetings in riding of Annapolis Valley-Hants»: Rex Guy, porte-parole; Chris Cann, travailleur social; Janet McClain, professeure de science politique, Université Acadia. De la Société St-Vincent-de-Paul, Conseil provincial de la Nouvelle-Écosse: Beth Bruce, président du sous-comité; Audrey Goodyer, présidente du Conseil provincial de la Nouvelle-Écosse; Michael Burke, vice-président du Conseil de Halifax. De la Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse: Charles Keddy, président; Greg Webster, président, Comité sur le travail. De l'Association des acadiennes de la Nouvelle-Écosse: Monique Jawed, directrice. De la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse: Paul Comeau, directeur général. De l'Association canadienne des paraplégiques – Nouvelle-Écosse: Laughlin Rutt, directrice exécutive. De la Commission des personnes handicapées de la Nouvelle-Écosse: Charles Macdonald, directeur général; Dr Joan Cummings, présidente. De la «Nova Scotia League for Equal Opportunities»: Lorne Ryan, coordonnateur provincial; Margaret Hiltz. De l'Association du bien-être de la famille et des enfants de la Nouvelle-Écosse: Cyril Reddy, membre de l'Exécutif. De la «Child Care Advocacy Association of Canada»: Sue Wolstenholme, co-présidente; Jocelyne Tougas, directrice générale. De la «Atlantic Childcare Coalition»: Cliff White, chercheuse-écrivaine; Gwen Davies, chercheuse-écrivaine; Valerie Blaauw, membre. Du «Progress Centre for Early Intervention»: Patricia Morse, coordonnatrice du programme;

Witnesses: From the Atlantic Provinces Economic Council: Fred Morley, Senior Policy Analyst; David Amirault, Economist; Jennifer MacDonald, Research Assistant; John Odenthal, Economist. From the Nova Scotia Confederation of University Faculty Associations: John D'Orsay, Executive Director. From Mount St. Vincent University and the Association of Atlantic Universities: Elizabeth Parr-Johnston, President, Association of Atlantic Universities. From Dalhousie University, Office of the President: Howard Clark, President; John Risley, President, Clear Water Fine Food. From the Dalhousie University Student Union: Hal MacLean, Vice-President, External Affairs. From the Dalhousie Faculty Association: Professor Jennifer Bankier, President; Professor Andy Wainwright, President-Elect; Professor Colin Stuttard. From the Students' Union of Nova Scotia: Suzanne Drapeau, Executive Director; Mark Frison, President. From the Council of Nova Scotia University Presidents: David J. Lawless, President. From the group of volunteers who held town hall meetings in the riding of Annapolis Valley-Hants: Rex Guy, Representative; Chris Cann, Social Worker; Janet McClain, Professor of Political Science, Acadia University. From the Society of St. Vincent de Paul, Nova Scotia Provincial Council: Beth Bruce, President, Subcommittee; Audrey Goodyear, President, Nova Scotia Provincial Council; Michael Burke, Vice-President, Halifax Council. From the Nova Scotia Federation of Agriculture: Charles Keddy, President; Greg Webster, Chair, Labour Committee. From the "Association des acadiennes de la Nouvelle-Écosse": Monique Jawed, director. From the "Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse": Paul Comeau, executive director. From the Canadian Paraplegic Association, Nova Scotia: Laughlin Rutt, Executive Director. From the Nova Scotia Disabled Persons Commission: Charles Macdonald, Director General; Dr. Joan Cummings, President. From the Nova Scotia League for Equal Opportunities: Lorne Ryan, Provincial Co-ordinator; Margaret Hiltz. From the Nova Scotia Family and Child Welfare Association: Cyril Reddy, Member, Executive. From the Child Care Advocacy Association of Canada: Sue Wolstenholme, Co-Chair; Jocelyne Tougas, Executive Director. From the Atlantic Childcare Coalition: Cliff White, Researcher-Writer; Gwen Davies, Researcher-Writer; Valerie Blaauw, Member. From the Progress Centre for Early Intervention: Patricia Morse, Program Co-ordinator; Patsy Laybolt-Lavigne, Parent; Patricia Monaghan, Preschool Outreach Co-ordinator. From the Queens Early Childhood Development Association:

Patsy Laybolt-Lavigne, parent; Patricia Monaghan, «Pre-School Out-Reach Co-ordinator». *De la «Queens Early Childhood Development Association»:* Donna Dexter, co-coordonnatrice; Margaret Lalonde, co-coordonnatrice. *De l'Association des travailleurs sociaux de la Nouvelle-Écosse:* Joan Gilroy, directrice de l'École de travail social; Cheryl Gillette, vice-présidente; Lynda Thomas, Association des travailleurs sociaux Noirs; Joan Glode, «Mi'k Maq Family and Children's Services». *Déclarations spontanées:* Nova Scotia NDP Youth Wing: Robin MacKinnon; Dominic Cardy; Rex Guy; John den Hollander; Michael Isaac.

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 8 février 1994, fascicule no. 1*).

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

À 20 h 10 le Comité procède aux déclarations spontanées.

À 20 h 24, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Donna Dexter, Co-coordinator; Margaret Lalonde, Co-coordinator. *From the Nova Scotia Association of Social Workers:* Joan Gilroy, Director, School of Social Work; Cheryl Gillette, Vice-President; Lynda Thomas, Association of Black Social Workers; Joan Glode, Mi'k Maq Family and Children's Services. *Statements from the floor:* Nova Scotia NDP Youth Wing: Robin MacKinnon; Dominic Cardy; Rex Guy; John den Hollander; Michael Isaac.

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and restructuring of Canada's social security system (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, February 8, 1994, Issue No. 1*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 8:10 p.m., the Committee heard statements from the floor.

At 8:24 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

SÉANCE DU SOIR

(136)

Le Comité permanent du développement des ressources humaines se réunit aujourd'hui, à 20 h 40, dans la Salle de bal Guild Hall, Hôtel Holiday Inn Halifax Centre, Halifax (Nouvelle-Écosse), sous la présidence de Francis LeBlanc (*président*).

Membres du Comité présents: Reg Alcock, Jean Augustine, Shaughnessy Cohen, Paul Crête, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Francis LeBlanc, Larry McCormick, Maria Minna, Andy Scott.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Nathalie Pothier, attachée de recherche.

Aussi présent: Michael Prince, associé de recherche.

Témoins: Du «Antigonish Women's Resource Centre»: Lucille Harper, directrice, projet des assauts sexuels. *Du «Second Story Women's Centre»:* Debbie Reimer, chercheuse; Terry Whetstone, membre du Conseil. *Du Congrès des femmes Noires du Canada (Divisions de Preston/Cherry Brook/Lake Loon/Westphal et régions):* Dolly Williams, représentante. *Du «National Action Committee on the Status of Women - Nova Scotia»:* Debora Trask, «Nova Scotia Regulation Representative». *Du «Nova Scotia Women's Fish Net»:* Lori Cox, représentante. *Du Comité ad hoc des femmes de la Nouvelle-Écosse sur la réforme de la sécurité sociale:* Stella Lord, co-présidente; Buseje Bailey, coordonnatrice. *De «CONNECT! Women's Centres»:* Laura Baker-Verner, coordonnatrice. *De «Atlantic Provinces Joint Advisory Councils on the Status of Women»:* Katherine McDonald, présidente. *Du YMCA Halifax:* Jane Boudreau, présidente sortante et volontaire. *De la «Women's Action Coalition of Nova Scotia»:* Sheila G. Richardson, co-coordonnatrice; Mildred Millar, co-coordonnatrice. *Du «Metro Area Women with Disabilities (MAWWD)»:* Kate Fancy, membre du Conseil; Cindy Bryant, membre du Conseil. *De l'Institut canadien de recherche pour l'avancement des femmes - Nouvelle-Écosse:* Linda Christiansen-Ruffman, membre de l'Exécutif. *De la Ville de Halifax:* Walter Fitzgerald, maire; Robert Britton, directeur des

EVENING SITTING

(136)

The Standing Committee on Human Resources Development met at 8:40 p.m. this day, in the Guild Hall ballroom, Holiday Inn Halifax Centre, Halifax, Nova Scotia, the Chairman, Francis LeBlanc, presiding.

Members of the Committee present: Reg Alcock, Jean Augustine, Shaughnessy Cohen, Paul Crête, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Francis LeBlanc, Larry McCormick, Maria Minna, Andy Scott.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Nathalie Pothier, Research Officer.

Also in attendance: Michael Prince, Research Associate.

Witnesses: From the Antigonish Women's Resource Centre: Lucille Harper, Director, Sexual Assault Project. *From the Second Story Women's Centre:* Debbie Reimer, Researcher; Terry Whetstone, Member, Board of Directors. *From the Congress of Black Women of Canada (Preston, Cherry Brook, Lake Loon, Westphal and Area Chapter):* Dolly Williams, Representative. *From the National Action Committee on the Status of Women, Nova Scotia:* Debora Trask, Nova Scotia Regulation Representative. *From the Nova Scotia Women's Fish Net:* Lori Cox, Representative. *From the Nova Scotia Women's Ad Hoc Committee on Social Security Reform:* Stella Lord, Co-Chair; Buseje Bailey, Co-ordinator. *From CONNECT! Women's Centres:* Laura Baker-Verner, Co-ordinator. *From the Atlantic Provinces Joint Advisory Councils on the Status of Women:* Katherine McDonald, President. *From the Halifax YMCA:* Jane Boudreau, Outgoing President and Volunteer. *From the Women's Action Coalition of Nova Scotia:* Sheila G. Richardson, Co-coordinator; Mildred Millar, Co-coordinator. *From the Metro Area Women with Disabilities (MAWWD):* Kate Fancy, Member, Board of Directors; Cindy Bryant, Member, Board of Directors. *From the Canadian Research Institute for the Advancement of Women, Nova Scotia:* Linda Christiansen-Ruffman, Member, Executive. *From the City of Halifax:* Walter Fitzgerald, Mayor; Robert Britton,

services sociaux. *Des Services sociaux municipaux de la Nouvelle-Écosse*: Michael MacIsaac, directeur des services sociaux, comté de Pictou; Rosemary J. Mullins, directrice des services sociaux, comté de Cumberland/Parrsboro. *Du «Native Council of Nova Scotia»*: Dwight Dorey, Chef et président; Roger Hunka, directeur général; Margaret Walsh, coordonnatrice provinciale de la réforme de la sécurité sociale. *Déclarations spontanées: De la Maison Veith*: Nancy Anderson, directrice générale.

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 8 février 1994, fascicule n° 1*).

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

À 20 h 43, Jean Augustine occupe le fauteuil.

À 23 h 47, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Director, Social Services. *From Municipal Social Services of Nova Scotia*: Michael MacIsaac, Director, Social Services, Pictou County; Rosemary J. Mullins, Director, Social Services, Cumberland/Parrsboro County. *From the Native Council of Nova Scotia*: Dwight Dorey, Chief, President; Roger Hunka, Executive Director; Margaret Walsh, Provincial Social Security Reform Co-ordinator. *Statements from the floor: From Veith House*: Nancy Anderson, Executive Director.

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and restructuring of Canada's social security system (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, February 8, 1994, Issue No. 1*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 8:43 p.m., Jean Augustine took the chair.

At 11:47 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Luc Fortin

Luc Fortin

Committee Clerk

[Texte]**EVIDENCE****[Recorded by Electronic Apparatus]**

Tuesday, December 13, 1994

[Traduction]**TÉMOIGNAGES****[Enregistrement électronique]**

Le mardi 13 décembre 1994

• 0916

The Chairman: Good morning. Welcome to the Standing Committee on Human Resources Development. We have a quorum. Let us begin.

My name is Francis LeBlanc, and we are studying the modernization and restructuring of Canada's social security system. The committee is on the 26th day of a 31-day cross-country consultation on this subject. Halifax is the 19th city of that consultation.

Before we begin with our first witness this morning, let me go over a few aspects of procedure concerning how the day will evolve. We have a long day with many witnesses and many people who want to be heard before this committee. We will be sitting straight through until upwards of 9:30 p.m.

Our day will be divided into two parts. For the most part we will be hearing witnesses individually or in groups of themes. At two points during the day we will make available one half hour to hear individual presentations. Those individual presentations will be of a maximum of five minutes each. They're open to anyone who is here who would like to register at the front desk and make a presentation.

We will have two half-hour slots reserved for those individual presentations. The first half-hour slot will between 11:30 a.m. and noon. The second one will be in the late afternoon. If you are interested in making a presentation, you should register with the front desk. We will take your name for one of those two slots.

If it turns out we have more than six names for each half-hour slot, we will decide on who presents by drawing the names from a hat. Even if you are unable to make an oral presentation before the committee today but you want to be heard, the committee accepts written submissions. They have equal weight in terms of the evidence the committee will consider in writing its final report.

If you feel so inclined, that is to say whether you are a formal witness or whether you are a member of the audience, we would encourage you to make a written submission if you are unable to actually make an oral presentation before the committee either as a witness or in one of the spaces reserved for individual presentations.

There is a third matter regarding the agenda. We will be hearing, we expect, from one of the constituencies in Nova Scotia, one of the federal constituencies that has done MP's consultations.

Le président: Bonjour. Bienvenue au Comité permanent du développement des ressources humaines. Nous avons le quorum, nous allons donc commencer.

Je m'appelle Francis LeBlanc. Le Comité est chargé d'étudier la modernisation et la réorganisation du régime de sécurité sociale du Canada. C'est aujourd'hui le 26^e jour d'un voyage de consultation de 31 jours que le Comité a entrepris d'effectuer aux quatre coins du pays pour étudier cette question. Halifax est la 19^e ville visitée.

Avant d'entendre notre premier témoin ce matin, je veux vous faire part de quelques questions de procédure qui vous donneront une idée de la façon dont la journée va se dérouler. La journée sera longue, car nous avons beaucoup de témoins et beaucoup de personnes qui veulent être entendus par le Comité. Nous allons siéger sans interruption jusqu'à 21h30 au moins.

Notre journée sera divisée en deux parties. La plus grande partie sera consacrée à l'audition des témoins, individuellement ou regroupés selon le thème qu'ils désirent traiter. A deux moments au cours de la journée, nous consacrerons une demi-heure à l'audition d'exposés individuels. Chacun de ces exposés sera limité à un maximum de cinq minutes chacun. Toutes les personnes présentes qui désirent faire un exposé peuvent s'inscrire au bureau à cette fin.

Deux périodes d'une demi-heure seront réservées à ces exposés individuels. La première se tiendra de 11h30 à midi. La deuxième se tiendra plus tard dans l'après-midi. Si vous souhaitez présenter un exposé, vous devez vous inscrire au bureau. Nous inscrirons votre nom pour l'une de ces deux périodes.

S'il se trouve que nous avons plus de six noms pour chaque période d'une demi-heure, nous choisirons les témoins en tirant les noms d'un chapeau. Si vous ne réussissez pas à présenter un exposé au Comité aujourd'hui mais que vous tenez à être entendu, vous pouvez présenter un mémoire écrit. Qu'ils soient présentés oralement ou par écrit, les exposés auront le même poids dans l'ensemble les témoignages pris en considération au moment de la rédaction du rapport final du Comité.

Tous ceux qui souhaitent se faire entendre, que vous soyez un témoin officiel ou un simple membre de l'assistance, nous vous invitons à présenter un mémoire si vous n'avez pas réussi à prendre la parole pendant l'audience, soit en tant que témoin, soit durant les périodes réservées aux exposés à titre personnel.

Il y a autre chose à mentionner au sujet de l'ordre du jour. Nous prévoyons d'entendre des témoins d'une circonscription de Nouvelle-Écosse, l'une des circonscriptions fédérales où le député a effectué des consultations.

• 0920

The human resources development committee attempted to get as broad a perspective as possible on the subject of modernizing Canada's social security system. It has invited all members of Parliament to carry out consultations in their

Le Comité du développement des ressources humaines a tenté d'entendre un éventail d'opinions aussi vaste que possible sur la modernisation du régime de sécurité sociale du Canada. Il a invité tous les députés fédéraux à effectuer des consultations

[Text]

[Translation]

constituencies, and many have done so. We have invited them to submit the reports of those consultations as evidence before the committee. I believe today one of Nova Scotia's constituencies has asked for about 10 minutes to report on its presentations. We will include that in our presentation later on during the day.

That is roughly to give you an idea of how the day will evolve. There are agendas available at the front desk as we come in. You will have a sense of the order and the number of witnesses we will consider.

Our first witness is the first of two panels representing labour in Nova Scotia. The way we have organized this is that we have a number of our labour organizations under the general auspices of the Nova Scotia Federation of Labour. We will ask Mr. Clarke, president of the Nova Scotia Federation of Labour, to introduce his colleagues and begin the presentation of the first panel.

We have approximately one and a half hours to consider this first panel. We would invite all of you to keep your opening remarks as brief as possible. If you have written submissions to make to the committee, by all means make them. If you could keep those remarks reasonably brief, we'll have more time for questions from the committee members.

Without further ado, I would ask Mr. Clarke to introduce his colleagues and to begin the presentation of this group.

Mr. Rick Clarke (President, Nova Scotia Federation of Labour): Thank you, my name is Rick Clarke. I am president of the Nova Scotia Federation of Labour. We collectively represent—we're an umbrella organization—approximately 65,000 working Nova Scotians and their families. In that make-up we have 30 affiliated organizations with in excess of 350 local unions affiliated to the federation of labour.

Part of our presentation I'll give very shortly is the outcome of consultations that we conducted across the province. We had four meetings of union organizations across the province. We had hoped to have time to have one in each council area but were unable. But we had four in what we consider strategic areas of the province, which allowed people to network into those areas in which we discussed the discussion paper before us. In addition, we sponsored a round table where 20 community organizations, representing almost every facet of community, discussed again the impact of the documents.

Our discussion will be an analysis or a summary of that process. I will ask Ben to introduce himself and who he represents. Everyone here is in support about the general presentation, but most will be making some of their own individual comments.

Mr. Ben Chisholm (Business Manager, Local 244, United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada): My name is Ben Chisholm. I represent plumbers and pipefitters, local 244. I also represent the CSL, as the CSL has appointed me to the referees board for unemployment.

dans leurs circonscriptions, et nombre d'entre eux ont répondu à l'appel. Nous les avons invités à présenter un rapport de leurs consultations au Comité, à titre de témoignage. Je crois qu'aujourd'hui, une circonscription de Nouvelle-Écosse a demandé qu'on lui accorde environ 10 minutes pour présenter son rapport. Cela s'ajoutera aux témoignages, plus tard durant la journée.

Vous avez maintenant une bonne idée de la façon dont la journée se déroulera. Vous pouvez vous procurer un ordre du jour au pupitre, à l'entrée. Vous aurez ainsi une idée du nombre de témoins que nous entendrons et de l'ordre dans lequel ils présenteront leur exposé.

Notre premier témoin prend la parole au nom d'un des deux groupes représentant les syndicats de Nouvelle-Écosse. Nous avons organisé les choses de telle façon qu'un certain nombre de nos organisations syndicales présenteront leurs témoignages groupés sous le nom de Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse. Nous prions M. Clarke, président de la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse, de présenter ses collègues et de commencer l'exposé du premier groupe.

Nous allons consacrer environ une heure et demie au premier groupe. Nous invitons tous les membres à être le plus bref possible dans leur présentation. S'ils ont un mémoire à présenter au Comité, ils sont priés de les déposer. S'ils peuvent rester assez brefs dans leur exposé oral, cela laissera plus de temps aux membres du Comité pour poser des questions.

Sans plus attendre, je demande à M. Clarke de présenter ses collègues et de commencer l'exposé de son groupe.

M. Rick Clarke (président, Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse): Merci, je m'appelle Rick Clarke. Je suis président de la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse, organisation représentant plusieurs syndicats, c'est-à-dire environ 65 000 travailleurs de la Nouvelle-Écosse et leur familles. Plus précisément, la Fédération compte 30 organisations affiliées et plus de 350 sections locales.

Je présenterai très brièvement le résultat des consultations que nous avons menées dans toute notre province. Nous avons tenu quatre réunions syndicales en Nouvelle-Écosse. Nous espérions avoir le temps d'en tenir une dans les régions de chacun des conseils, mais nous n'avons pas réussi. Toutefois, nous en avons tenu quatre dans des régions que nous considérons comme stratégiques pour la province, ce qui a permis aux gens de se regrouper dans ces régions où nous avons discuté du document de travail dont nous sommes saisis. Nous avons aussi organisé une table ronde où 20 organismes communautaires, représentant presque toutes les facettes de la collectivité, ont discuté encore une fois des conséquences des documents proposés.

Nous vous présentons aujourd'hui une analyse ou un sommaire de toutes ces consultations. Je demanderai à Ben de se présenter et de dire qui il représente. Tous ceux qui sont ici appuient l'exposé général, mais la plupart d'entre eux prendront la parole individuellement pour y ajouter certaines observations.

M. Ben Chisholm (directeur général, section locale 244, Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie, États-Unis et Canada): Je m'appelle Ben Chisholm et je représente les plombiers et les monteurs de tuyauterie de la section locale 244. Je représente aussi la CSL, puisque cette organisation m'a nommé au Conseil arbitral de l'assurance-chômage.

[Texte]

Mr. Mike Scott (President, Yarmouth Tri-County District Labour Council): My name is Mike Scott, president of the Yarmouth Tri-County District Labour Council.

Mr. Dave Scobey (Recording Secretary, South Shore Labour Council): My name is Dave Scobey, recording secretary for the South Shore Labour Council.

Ms Anne Holland (President, South Shore Labour Council): My name is Anne Holland. I'm the president of the South Shore Labour Council.

Mr. Terry Rhindress (President, Cumberland District Labour Council): My name is Terry Rhindress, Cumberland District Labour Council, president.

Mr. Les Holloway (Secretary-Treasurer, Marine Workers Federation): My name is Les Holloway, secretary-treasurer to Marine Workers Federation.

Ms Carlotta Weymouth (President, Halifax-Dartmouth and District Labour Council): Carlotta Weymouth, president of the Halifax-Dartmouth and District Labour Council.

Mr. Dave Cosh (President, New Glasgow and District Labour Council): Dave Cosh, I'm president of New Glasgow and District Labour Council.

Mr. Fern Tardif (Vice-President, Mainland Building Construction Trades Council): Fern Tardif, vice-president of the Mainland Building Construction Trades Council. We represent about 5,000 construction workers in the province.

[Traduction]

M. Mike Scott (président, Conseil du travail du district et des trois comtés de Yarmouth): Je m'appelle Mike Scott, et je suis président du Conseil du travail du district des trois comtés de Yarmouth.

M. Dave Scobey (secrétaire rédacteur, Conseil du travail de South Shore): Je m'appelle Dave Scobey, et je suis secrétaire rédacteur du Conseil du travail de South Shore.

Mme Anne Holland (présidente, Conseil du travail de South Shore): Je m'appelle Anne Holland, et je suis présidente du Conseil du travail de South Shore.

M. Terry Rhindress (président, Conseil du travail du district de Cumberland): Je m'appelle Terry Rhindress, et je suis président du Conseil du travail du district de Cumberland.

M. Les Holloway (secrétaire-trésorier, Fédération des travailleurs de construction navale): Je m'appelle Les Holloway, et je suis secrétaire-trésorier de la Fédération des travailleurs de construction navale.

Mme Carlotta Weymouth (présidente, Conseil du travail de Halifax-Dartmouth et du district): Carlotta Weymouth, présidente du Conseil du travail de Halifax-Dartmouth et du district.

M. Dave Cosh (président, Conseil du travail de New Glasgow et du district): Dave Cosh, je suis président du Conseil du travail de New Glasgow et du district.

M. Fern Tardif (vice-président, Conseil des métiers de la construction et du bâtiment de Mainland Building): Fern Tardif, vice-président du Conseil des métiers du bâtiment de Mainland Building. Notre organisation représente environ 5 000 travailleurs de la construction de la province.

• 0925

Mr. Todd Mullin (Recording Secretary, Truro and District Labour Council): I'm Todd Mullin, recording secretary, Truro and District Labour Council.

Mr. Mark Rogers (Representative, Annapolis Valley Labour Council): I'm Mark Rogers, representing the Annapolis Valley Labour Council.

Mr. Clarke: Rick Williams is our researcher and worked with us on the document.

Mr. Chairman, I'll try to go through this fairly quickly because we have tabled documents. Given the consultation we carried out, we felt we should read a few sections of our document. Again, we'd like to thank you for the opportunity to appear because of the importance of the issues that are embraced in the discussion paper.

The following are some basic questions that guided the Nova Scotia Federation of Labour's consultations: Do these proposals make sense? Will they accomplish their stated goals? Will working people, their families, and their communities in Nova Scotia be better or worse off if these proposals are implemented? What changes in social programs do workers want to see to better meet the needs of working people, their families, and their communities in Nova Scotia?

M. Todd Mullin (secrétaire rédacteur, Conseil du travail de Truro et du district): Je suis Todd Mullin secrétaire rédacteur du Conseil du travail de Truro et du district.

M. Mark Rogers (représentant, Conseil du travail d'Annapolis Valley): Je suis Mark Rogers et je représente le Conseil du travail d'Annapolis Valley.

M. Clarke: Rick Williams est notre chercheur et il a travaillé avec nous à la rédaction du document.

Monsieur le président, j'essaierai d'être bref, parce que nous avons déposé nos documents. Cependant, pour rendre justice aux consultations que nous avons menées, nous avons jugé bon de lire quelques extraits de notre mémoire. Encore une fois, nous tenons à vous remercier de nous avoir permis de témoigner, étant donné l'importance des questions qui font l'objet du document de travail.

Voici quelques questions de base qui ont guidé les consultations de la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse. Ces propositions ont-elles du sens? Permettent-elles de réaliser leurs buts? Le sort des gens qui travaillent, de leur famille et des collectivités de la Nouvelle-Écosse sera-t-il meilleur ou pire si ces propositions sont mises en oeuvre? Quels sont les changements que les travailleurs souhaitent apporter aux programmes sociaux pour qu'ils répondent mieux aux besoins des gens qui travaillent, de leur famille et des collectivités de la Nouvelle-Écosse?

[Text]

In the course of the workshops and round tables it became clear that a lot of the frustration people feel is with the process of the social security review. Workers in Nova Scotia are not opposed to a dialogue on these programs. However, this discussion paper is not the result of meaningful consultation. As many other groups have emphasized over the past several months, the process was rushed and the government's agenda was not just about improving social security but very much about deficit reduction. The second stage of public consultation is thus taking place in an atmosphere of haste, confusion about motives, and mistrust.

The discussion paper reinforces this mistrust. Working people are suspicious about the contrast between the rhetoric of fairness and helping people and the clearly stated agenda of deficit-cutting. They want concrete, straightforward discussion of the issues, not double talk and manipulation.

Workers cannot accept assertions about the importance of training when they know there are no jobs. They see through the language of employment insurance and recognize it as workfare. They see that some proposals, such as two-tiered UI, are serious and concrete while others, such as employment development, are vague and unlikely to be seriously acted upon. They know they cannot count on the harsh impacts of the former being softened by the vague good intentions of the latter.

While they are aware of the inadequacies of the present safety net system and are interested in modernization and reform, working people do not think the government is seriously willing to listen to concerns and ideas that come from the program users or from workers in the system and their unions.

The government has set targets and timetables for cutting the deficit, but where are the targets and deadlines to get the country back to full employment? For workers in Nova Scotia, the government's concern about reform is not credible until a real commitment to job creation is demonstrated.

Well-informed workers are offended by stigmatizing references to people on UI or social assistance exploiting an overly generous welfare system. They know on practical and personal terms the reality portrayed in the attached table, which clearly points out the amounts of money people receive. The welfare system is not generous, and few people are on it by real choice.

[Translation]

Il ressort des ateliers et des tables rondes que beaucoup de gens se sentent frustrés face au processus d'examen des programmes de sécurité sociale. Les travailleurs de la Nouvelle-Écosse ne sont pas contre toute discussion sur ces programmes. Cependant, le document de travail qui nous est proposé ne constitue pas une réponse à d'importantes consultations. Comme beaucoup d'autres groupes l'ont affirmé au cours des derniers mois, le processus a été précipité. En outre, le programme du gouvernement ne consiste pas seulement à améliorer le programme de sécurité sociale mais aussi, en grande partie, à réduire le déficit. C'est pourquoi la deuxième étape des consultations publiques se déroule dans une atmosphère de précipitation, de confusion quant aux véritables raisons de l'entreprise, et de méfiance.

Le document de travail ne fait que renforcer cette méfiance. les travailleurs se méfient du contraste entre les discours sur la justice et l'entraide et les programmes du gouvernement, clairement établis, qui visent à réduire le déficit. Les gens veulent des discussions franches et concrètes sur ces questions. Ils ne veulent pas entendre des déclarations ambiguës et se sentir manipulés.

Les travailleurs ne peuvent pas supporter d'entendre le gouvernement parler avec conviction de l'importance de la formation alors qu'ils savent qu'il n'y a pas d'emplois. Ce qu'on dit de l'assurance-chômage leur apparaît comme l'annonce d'un programme d'assistance-travail. Ils voient bien que certaines propositions, comme l'idée d'un système d'assurance-chômage à deux paliers, sont sérieuses et concrètes, tandis que d'autres, comme le développement de l'emploi, sont bien vagues et qu'il est improbable qu'elles soient vraiment mises en oeuvre. Ils savent qu'ils ne peuvent pas compter sur le fait que les dures conséquences de la première proposition seront amoindries par les bonnes intentions vagues de la deuxième.

Les travailleurs sont conscients des faiblesses actuelles du filet de sécurité sociale et sont favorables à une modernisation et à une réforme du système, mais ils ne croient pas que le gouvernement est sérieusement disposé à tenir compte des préoccupations et des idées que pourraient faire valoir les utilisateurs des programmes ou les travailleurs et leurs syndicats.

Le gouvernement a établi des objectifs et des calendriers pour la réduction du déficit, mais où sont les objectifs et les dates limites de son programme visant à rétablir le plein emploi au Canada? Les travailleurs de la Nouvelle-Écosse ne croiront pas que le gouvernement a à cœur de réussir cette réforme tant qu'il ne montrera pas d'intérêt manifeste à l'égard de la création d'emplois.

Les travailleurs bien informés sont insultés par les propos stigmatisants à l'encontre des gens qui reçoivent de l'assurance-chômage ou de l'aide sociale, en laissant entendre qu'ils exploitent un système de sécurité sociale trop généreux. Ils connaissent personnellement et de façon pratique la réalité représentée dans le tableau joint au mémoire, où figurent clairement les sommes attribuées aux bénéficiaires. Le système de sécurité sociale n'est pas généreux, et peu de gens ont vraiment choisi d'en devenir bénéficiaires.

[Texte]

However, the options for many workers are equally if not more harsh. The basic minimum wage in Nova Scotia is currently \$5.15 an hour. A single person working full time—that is, 37.5 hours per week—at the minimum level would earn a gross income of \$10,042 over 52 weeks, 75% of the poverty line. A single parent would earn 50% of the poverty line but would have to pay for child care in order to be able to work.

In our consultations, many points raised by labour groups throughout the country were reiterated. Canada does not have a highly developed social security system compared with most other industrialized countries.

There is no evidence that strong social security systems hinder growth. The social security system is also not the cause of the deficit. Programs like UI are self-funding and their escalating cost is primarily due to a slow economy, not abuse of the system. Furthermore, these expenditures represent transfers or redistribution of income and do not decrease the GNP.

[Traduction]

Pourtant, pour beaucoup de travailleurs, les choix qui s'offrent à eux ne sont pas plus reluisants. En Nouvelle-Écosse, le salaire minimum de base s'établit actuellement à 5,15\$ l'heure. Un célibataire qui travaille à plein temps—c'est-à-dire 37 heures et demie par semaine—au taux de base gagne donc un revenu brut de 10 042\$ en 52 semaines. C'est 75 p. 100 du revenu considéré comme le seuil de pauvreté. Dans un foyer monoparental, cela équivaut à 50 p. 100 du seuil de pauvreté, mais le parent doit en outre payer pour la garde des enfants s'il veut pouvoir travailler.

Au cours de nos consultations, nous avons entendu répéter plusieurs points qui avaient été soulevés par des syndicats des quatre coins du pays. Comparé à la plupart des autres pays industrialisés, le Canada n'a pas un régime de sécurité sociale très développé.

Il n'y a aucune preuve que les régimes de sécurité sociale généreux nuisent à la croissance. Le régime de sécurité sociale n'est pas non plus la cause du déficit. Les programmes comme l'assurance-chômage sont autofinancés et si leur coût augmente sans cesse, c'est dû essentiellement à une économie stagnante, et non aux abus du système. De plus, ces dépenses constituent des transferts ou une redistribution des richesses et ne réduisent en rien le PIB.

• 0930

Labour groups throughout the country emphasized the critical distinction between unemployment insurance and welfare and the necessity to tackle the labour demand rather than blaming the supply side for our economic problems. These concerns take on a particular urgency in this region because of our high unemployment and our reliance on seasonal jobs. It is here that the impact of the proposed changes will be felt most strongly. And it is here that the stereotypes about the labour market are most degrading. It is also here that the role of the UI has been most misconstrued.

There is a feeling that this region is being scapegoated, that targeting our unemployment is politically acceptable in the rest of the country. There is frustration and an urgent desire to correct this misconception about the labour market that underline the proposals.

We hope this brief will contribute to a better understanding of Nova Scotia's reality and our social security needs.

The federal government's paper on social security reform claims to discuss new ways of thinking about the social security. In its preamble it states:

Our social programs have always been based on compassion, and caring for those in need. Now they must also create opportunity—helping Canadians to get good jobs and build a stronger economy.

This is not our understanding of the purpose of social programs in the past or for the future.

Support for post-secondary education and the provisions for unemployment insurance were motivated by an economic need for an educated workforce and a stable economy as much as by compassion. They were initially programs that benefited the

Les syndicats de tout le pays ont insisté sur la distinction critique qu'il fallait faire entre l'assurance-chômage et l'aide sociale et sur la nécessité de répondre aux besoins des travailleurs plutôt que d'accuser l'industrie d'être responsable de nos problèmes économiques. Ces problèmes sont particulièrement aigus dans notre région à cause des taux de chômage élevés et de nos emplois saisonniers. C'est ici que les changements proposés auront le plus d'impact. C'est également ici que les stéréotypes véhiculés au sujet du marché du travail sont le plus dégradants. C'est encore ici que le rôle de l'assurance-chômage est le plus mal compris.

On a l'impression que notre région est le bouc émissaire et qu'il est politiquement acceptable dans le reste du pays de s'en prendre à nos taux de chômage. Cette attitude engendre de la frustration et un urgent désir de corriger cette conception erronée du marché du travail qui est à la base des propositions.

Nous espérons que notre mémoire permettra une meilleure compréhension de la réalité que vivent les habitants de la Nouvelle-Écosse et de leurs besoins en matière de sécurité sociale.

Le document du gouvernement fédéral sur la réforme de la sécurité sociale prétend mettre de l'avant une nouvelle conception de la sécurité sociale. On peut lire dans son préambule:

Nos programmes de sécurité sociale ont toujours été fondés sur la compassion et le secours à ceux qui sont les plus vulnérables. Ils devront maintenant également ouvrir des débouchés, c'est-à-dire aider les Canadiens à trouver un bon emploi et à contribuer ainsi à bâtir une économie plus forte.

Ce n'est pas ainsi que nous concevons l'objet des programmes sociaux passés ou futurs.

L'aide aux études postsecondaires et l'adoption d'un programme d'assurance-chômage ont été motivées autant par la nécessité d'avoir une main-d'œuvre éduquée pour s'assurer une économie stable que par la compassion. À l'origine, ces

[Text]

select few, not the neediest. Many programs represented hard-won rights of working people more than any compassion on the part of government. Thinking about the proposed changes, it is important to remember this history and the purpose of the programs at stake.

All Canadians have social security needs, not just those who are disadvantaged. The original concept of social security is being transformed from that of a positive base for a healthy, productive society and economy to a targeted hand-out to the most disadvantaged. It is being forgotten that the programs most at stake, UI and post-secondary education, were designed to help prevent people from falling into that destitute category.

Just as social security programs in the past have not been just about compassion, it is misleading to claim that social security reform is the road to economic growth.

The government made a commitment to jobs and growth during the election, and Nova Scotia workers are unwilling to accept that social security reform is a growth policy.

The report lists three objectives of the reform: jobs, helping Canadians get and keep work by ensuring that we have the knowledge and skills to compete with the best labour forces of the world; support for those most vulnerable; provide income support for those in need while fostering independence, self-confidence and initiative, and starting to tackle child poverty, and affordability, making sure our social security system is within our means and more efficiently managed, and with a real commitment to end waste and abuse.

On the matter of jobs, Nova Scotians do not accept that knowledge and skills are the key to employment creation. Some 100 years of regional disparity provide evidence to the contrary. Nova Scotia has long suffered a chronic brain drain. In the absence of other positive economic interventions, the supply of educated and skilled people does not create a demand for local economy.

Concerning the second objective, social security, it is not just about helping the poor. It is also about security and income stability for Canadian workers. The social insurance programs that have been established are the basis on which workers workplace benefits have been built. These benefits should not be eroded or the money reallocated to other parts of the social security system. Workers in the force should not be played off against each other. Nova Scotia workers look at this list of objectives and see the rights of working people falling between the cracks.

[Translation]

programmes ne profitait qu'à quelques personnes favorisées, et non à ceux qui en avaient le plus besoin. De nombreux programmes ont été créés non par compassion de la part du gouvernement, mais parce que les travailleurs avaient enfin réussi à faire valoir leurs droits. En pensant aux changements proposés, il importe de se souvenir de l'histoire et de l'objet des programmes qui sont en cause.

Tous les Canadiens ont des besoins en matière de sécurité sociale, non pas seulement les défavorisés. Le concept initial de la sécurité sociale est en voie de se transformer. Devant à l'origine servir de base à une société et à une économie saine et productive, ces programmes sont en voie de devenir une forme d'aumône aux plus défavorisés. Nous sommes en train d'oublier que les programmes les plus visés par la réforme, l'assurance-chômage et l'enseignement postsecondaire, ont été conçus pour aider les gens à éviter d'appartenir à cette catégorie des très défavorisés.

Si les programmes de sécurité sociale n'étaient pas qu'une question de compassion par le passé, c'est tout aussi trompeur de prétendre que la réforme de la sécurité sociale est la voie à suivre pour assurer la croissance de l'économie.

Au cours de la campagne électorale, le gouvernement s'est engagé à créer des emplois et à favoriser la croissance, et les travailleurs de la Nouvelle-Écosse ne croient pas que la réforme des programmes de sécurité sociale soient une politique qui favorise la croissance.

Le rapport énonce trois objectifs de cette réforme: Les emplois, c'est-à-dire aider les Canadiens et les Canadiennes à trouver et à conserver un emploi, en s'assurant qu'ils possèdent les connaissances et les compétences voulues pour concurrencer les travailleurs les plus qualifiés du monde; l'aide aux personnes les plus vulnérables, c'est-à-dire soutenir le revenu des personnes démunies tout en favorisant chez elles le développement de l'autonomie de la confiance en soi et de l'initiative et de s'attaquer à la pauvreté chez les enfants; enfin la viabilité financière, c'est-à-dire s'assurer que le système de sécurité sociale est à la mesure de nos moyens et qu'il est géré plus efficacement, tout en veillant à mettre un terme aux abus et au gaspillage.

Quand on parle d'emplois, les habitants de Nouvelle-Écosse ne peuvent accepter que la connaissance et les compétences soient la clé de la création d'emplois. Une centaine d'années de disparité régionale prouve le contraire. La Nouvelle-Écosse a longtemps souffert d'une fuite chronique des cerveaux. En l'absence de toute intervention concrète dans l'économie régionale, la formation de gens ayant fait des études et acquis des compétences précises ne crée aucune demande dans l'économie locale.

Pour ce qui est du deuxième objectif, la sécurité sociale, il ne s'agit pas que d'aider les pauvres. Il s'agit aussi d'assurer la sécurité et la stabilité du revenu des travailleurs canadiens. Les programmes d'assurance sociale existants ont servi de base à l'élaboration des avantages sociaux offerts aux travailleurs. Ces avantages ne doivent pas souffrir de la réforme, et l'argent utilisé à ces fins ne doit pas être redistribué dans d'autres secteurs du système de sécurité sociale. Les travailleurs qui composent la population active ne doivent pas se trouver en concurrence les uns contre les autres. Les travailleurs de la Nouvelle-Écosse examinent cette liste d'objectifs et voient voir s'effriter les droits des travailleurs.

[Texte]

Regarding affordability, Nova Scotia workers' worries about the cost of dismantling our social security system are being ignored. Short-term savings may create higher costs down the road, especially in this region, given the potential negative impact of the proposal on the local economy.

Those least able to pay are being asked to bear a disproportionate responsibility for deficit reduction. They are also being labelled as abusers of the system. This negative attitude toward social security programs pervades the discussion paper and the public commentaries by the minister.

The public meetings of this standing committee across Canada have been the focus of much controversy, anger, and extreme action on the part of people opposed to the government's proposal.

The labour movement in Canada, led by the Canadian Labour Congress, has committed itself to a course of constructive participation and dialogue with regard to social program reform. This is because we, perhaps more than any other social organization, understand the need for reform to create jobs, to improve incomes, and to re-establish a social solidarity that has been eroding in Canada over the past decade or more. Every day we discover these needs in dealing with the personal crises experienced by working people in our province because of unemployment in our province, falling incomes, and inadequate social programs and supports.

[Traduction]

Au sujet de la viabilité financière, on n'a tenu aucun compte des inquiétudes formulées par les travailleurs de la Nouvelle-Écosse au sujet du coût de l'élimination progressive de notre système de sécurité sociale. Les économies à court terme peuvent engendrer plus tard des coûts plus élevés, surtout dans notre région, si l'on pense à l'impact négatif que pourrait avoir la proposition sur l'économie régionale.

Les moins fortunés doivent assumer une part de responsabilité disproportionnée dans la réduction du déficit. On les traite en outre d'abuseurs du système. Cette attitude négative à l'égard des programmes de sécurité sociale est sous-entendue dans l'ensemble du document de travail et des interventions publiques du ministre.

Les audiences publiques de ce comité permanent d'un bout à l'autre du Canada ont suscité beaucoup de controverse, de colère et de réactions extrêmes de la part des gens qui s'opposent à la proposition du gouvernement.

Sous l'égide du Congrès du travail du Canada, le mouvement syndical canadien s'est engagé à participer de façon constructive à la réforme des programmes sociaux et à se montrer ouvert au dialogue. Nous avons pris cet engagement parce que nous comprenons—peut-être mieux que toute autre organisation sociale—la nécessité d'une réforme pour créer de l'emploi, hausser les revenus et rétablir la solidarité sociale qui se perd de plus en plus au Canada, depuis une dizaine d'années. Chaque jour, nous prenons davantage conscience de ces besoins quand nous devons traiter des crises traversées par les travailleurs de notre province à cause du chômage, des revenus en chute libre, des programmes sociaux inadéquats et du soutien social insuffisant.

• 0935

We want to see better social programs and training initiatives to meet the needs of our many members who have permanently lost their jobs and vocations because of industrial restructuring, technological change, and government downsizing. We want to see dramatic improvements in the situations of working women, who contribute so much to our total economic well-being and who receive so little in return. We want to see reversals in the trend to wider regional disparities and to greater social inadequacies across this country. Perhaps most of all, we want to be part of the building of a modern competitive economy, so our daughters and sons can find decent jobs, with a real chance to build productive and fulfilling lives.

Nous voulons voir une amélioration des programmes sociaux et des initiatives de formation afin qu'ils répondent aux besoins de nos nombreux membres qui ont perdu leur emploi pour toujours ou qui ont dû changer de carrière à cause d'une restructuration de l'industrie, des changements technologiques et de la compression des effectifs par le gouvernement. Nous voulons voir une amélioration radicale des conditions de travail des femmes, elles qui contribuent tellement à notre bien-être économique et qui reçoivent si peu en retour. Nous voulons assister à un renversement des tendances vers des disparités régionales croissantes et des lacunes grandissantes dans le bien-être de la nation. Nous voulons, peut-être par-dessus tout, contribuer à l'élaboration d'une économie compétitive et moderne, afin que nos fils et nos filles puissent trouver des emplois décents et avoir une chance raisonnable de mener une vie productive et enrichissante.

We approach the income security review with these goals in mind. But we too are deeply frustrated. We repeatedly hear that any opposition to the government's proposal is the irrelevant negativity of special interest groups. Union-based critics are dismissed as being out of touch with their members, with whom the government seems to think it alone has good communications. The minister and his colleagues seem to be adopting a bunker mentality, thinking they are right and they know it and they're going to tough it out.

C'est avec ces objectifs en tête que nous envisageons la réforme des programmes de sécurité du revenu, mais nous éprouvons aussi de profondes frustrations. À tout moment, nous entendons dire que toute volonté de s'opposer à la proposition du gouvernement est due à la négativité déplacée des groupes d'intérêts spéciaux. Les critiques formulées par les syndicats sont rejetées sous prétexte qu'elles ne viennent pas directement de leurs membres, et le gouvernement semble croire que lui seul est capable de communiquer efficacement avec ces derniers. Le ministre et ses collègues semblent avoir adopté une mentalité d'assiégés, comme s'ils étaient sûrs d'avoir raison et qu'ils étaient déterminés à tenir bon.

[Text]

In this context, this entire process takes on the appearance of an expensive theatrical performance which both the actors and the audience are forced to endure but which has no essential meaning or consequence. This is wrong. The current process is extraordinarily wasteful of time, money, and human creativity, and it is destructive of the political process in Canada.

[Translation]

Dans un tel contexte, tout le processus n'est guère plus qu'une coûteuse représentation théâtrale où les acteurs et l'auditoire doivent aller jusqu'au bout, mais qui ne rime à rien et qui n'aura pas de conséquence particulière. Le gouvernement a tort de procéder ainsi. Le processus actuel est un extraordinaire gaspillage de temps, d'argent et de créativité humaine qui est en train de détruire les procédures politiques établies au Canada.

Speaking as representatives of most working people in this province, and as their official voice and advocate on these matters, we are saying to you the proposals put forward in the government's discussion paper are inadequate and wrong-headed and it is time to go back to the drawing-board. If you respect the consultation process at all, and if you wish to engage with all Canadians in a process of reinventing the social programs that are part of the very foundation of our nation, then you would take our point of view seriously.

Parlant au nom de la majorité des travailleurs de cette province, et en tant que porte-parole officiels et défenseurs de leurs droits sur ces questions, nous tenons à vous dire que les propositions présentées dans le document de travail du gouvernement sont inadéquates et mal orientées, et qu'il est temps de repenser le concept de cette réforme. Si vous avez le moindre respect pour le processus de consultation et si vous voulez vous associer avec tous les Canadiens pour réinventer le concept des programmes sociaux qui sont un élément important des bases mêmes de notre nation, vous devez prendre notre point de vue au sérieux.

Consultation is not weathering the storm, hanging tough, or listening only to the people who agree with you. It's about searching for the common thread and developing a new consensus where none at first seemed possible. We are trade unionists and know about negotiating. We are experienced in sitting across the table and not leaving the room until we find a deal.

La consultation ne consiste pas à rester stoïques, à vous accrocher, ou à n'écouter que les gens qui sont d'accord avec vous. Cela consiste à chercher les éléments communs et à atteindre un nouveau consensus là où cela semblait impossible. Nous sommes des syndicalistes, et nous en savons long sur l'art de la négociation. Nous savons ce que c'est que de s'asseoir en face de l'autre partie et de ne pas quitter la pièce avant d'être arrivés à un accord.

Mr. Axworthy does not seem to want to find the deal. In our experience, he talks like a plant owner who wants to lock out the workers and shut down the operation so he can shrug off his obligation to his employees and the community and move somewhere else. This is a country, not a company. The minister is not the owner and he does not have the right to shut down or play divide-and-rule among the workers. His job is to lead the country, not to play the part of the boss. In this context of rapid economic restructuring he should be the mediator to bring the parties together and keep them there until a deal is cut that everyone can live with. In the absence of such positive, responsive leadership, we as a nation stagger ever closer to the chasm of political impotency, social breakdown, and public unrest.

M. Axworthy ne semble pas vouloir parvenir à un accord. Il nous a donné l'impression qu'il parlait comme un industriel qui souhaite mettre ses employés à pied et fermer l'usine afin d'être libéré de ses obligations envers ses employés et la collectivité, et de déménager ailleurs. Mais nous parlons d'un pays, et non d'une entreprise. Le ministre n'en est pas le propriétaire, et il n'a pas le droit de mettre un terme aux opérations ou d'utiliser le stratagème de diviser pour régner. Son travail consiste à diriger le pays et non à jouer le rôle du patron. Dans notre contexte de restructuration économique rapide, il devrait agir comme un médiateur et amener les parties à se rencontrer et à poursuivre la discussion tant qu'un accord faisant l'affaire de tout le monde n'aura pas été conclu. Privé de ce genre de leadership positif et sensible aux besoins, notre nation se rapproche sans cesse du gouffre de l'incapacité politique, de la dégradation sociale et de l'agitation de la population.

Our recommendations to the standing committee are straightforward. There are many specific proposals in the paper that are worthy of serious consideration. We would welcome real opportunities to participate in developing new policies and programs in such areas as workplace training, day care services, income supplement programs, reform of UI revenue and generation, expanded literacy programs, and so on. However, these proposals are not presented in sufficient detail in the document to allow for strong endorsement or rejection at this point. Much more work will have to be done. It is not at all clear how serious even the government is about them at this stage.

Nos recommandations au comité permanent sont très claires. Notre mémoire présente de nombreuses propositions précises qui valent la peine d'être examinées attentivement. Nous serions heureux de pouvoir vraiment participer à l'élaboration de nouveaux programmes et politiques dans les domaines tels la formation en milieu de travail, les services de garderie, les programmes de supplément de revenu, les systèmes de cotisation à l'assurance-chômage et de perception des prestations, les programmes d'alphabétisation élargis, et bien d'autres. Toutefois, ces propositions ne sont pas assez détaillées dans le document de travail pour nous permettre de les appuyer ou de les rejeter fermement à l'étape actuelle. Il reste beaucoup de travail à faire. On ne peut même pas savoir clairement à quel point le gouvernement est sérieux dans sa volonté de les réaliser.

[Texte]

It does appear possible that any such improvements will be paid for by the impoverished existing core programs of the disadvantaged, most notably of unemployed and low-income people in this region. It is in these three core areas of UI, CAP, and post-secondary education that the government's intentions are startlingly clear. The proposals are unacceptable to us as trade unionists, as they are to the social agencies, advocacy groups, and community organizations with whom we have consulted. We would call for a radical change of approach in those areas.

In the field of income security, we propose that the government organize a national conference on standards for income security. Such a conference would be attended by representatives of provincial governments, program user groups, employers, and employees through their representative organizations.

[Traduction]

Il semble possible que toute amélioration apportée soit payée grâce à l'appauvrissement des défavorisés qui s'appuient sur les principaux programmes existants, principalement les chômeurs et les gens à faible revenu de notre région. C'est dans ces trois principaux domaines, l'assurance-chômage, le régime d'assistance publique et l'enseignement postsecondaire, que les intentions du gouvernement sont manifestes. En tant que syndicalistes, nous ne pouvons accepter ces propositions telles qu'elles ont été présentées aux organisations sociales, aux groupes de défense des intérêts publics et aux organismes communautaires que nous avons consultés. Nous réclamons un changement d'attitude radical face à ces domaines.

Dans le domaine de la sécurité du revenu, nous proposons que le gouvernement organise une conférence nationale pour l'établissement de normes en matière de sécurité du revenu. Une telle conférence réunirait des représentants des gouvernements provinciaux, des utilisateurs des programmes, des employeurs et des employés, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent.

• 0940

The goal would be to forge a new national consensus on goals and functions of social programs in redistributing wealth and in supporting disadvantaged Canadians. In our view, it is only then, when such a consensus on goals and standards has been established, that it becomes possible to restructure CAP and UI. To try to achieve greater efficiency in program effectiveness without national standards is to open up the whole field of income security to confusion and gradual abandonment.

We prefer the system of change and development through participation of the stakeholders, rather than having it transformed and undermined in a top-down fashion by people whose only concern is the fiscal bottom line.

Before going on, Mr. Chair, if I could make one observation, I also sit as a founding member of the Nova Scotia Labour Force Development Board, and when the document places so much emphasis on training, retraining and employment opportunities, I have to say I'm disappointed to find that this group has been denied the opportunity to officially appear. If we're really looking at how we're going to put people back to work and if we're looking at training and retraining, I think it's critical that an organization like the Labour Force Development Board be heard.

The Chairman: Mr. Clarke, we'll check into that. It was my understanding that they were supposed to be included in the list of witnesses.

Mr. Clarke: I was talking to a spokesperson, one of the co-chairs, yesterday evening, and this morning with a representative. Their understanding is that they haven't been included, and as a matter of fact, someone's dropped their name in hoping for the five-minute raffle.

Cette conférence aurait pour objet la réalisation d'un nouveau consensus national sur les buts et les fonctions des programmes sociaux dans la redistribution des richesses et le soutien des Canadiens défavorisés. À notre avis, ce n'est qu'à ce moment-là, quand un consensus aura été atteint sur les objectifs et les normes à respecter, qu'il sera possible de restructurer le Régime d'assistance publique et l'assurance-chômage. Essayer d'atteindre une plus grande efficacité dans la prestation de nos programmes sans avoir adopté de normes nationales équivaut à laisser la confusion envahir le domaine et à livrer ces programmes à un abandon graduel.

Nous préférions un système où les changements et les améliorations sont faits avec la participation des intéressés, plutôt que de laisser les dirigeants se servir de l'autorité pour transformer et diminuer nos programmes dans le seul but de les rentabiliser.

Avant de céder la parole, monsieur le président, je me permets une dernière observation. Je siège également à titre de membre fondateur au sein du Nova Scotia Labour Force Development Board et, puisque le document accorde autant d'importance à la formation, au cours de recyclage et aux occasions d'emploi, j'ai été très déçu d'apprendre que ce conseil du développement de la main-d'œuvre de la Nouvelle-Écosse s'était vu refuser une audience à titre de témoin officiel. Si l'on veut vraiment redonner du travail aux gens et si l'on s'intéresse aux questions de formation et de recyclage, je crois qu'il est indispensable qu'une organisation comme celle-ci puisse se faire entendre.

Le président: Monsieur Clarke, nous allons examiner cette question. J'avais cru comprendre que ce groupe était au nombre des témoins.

M. Clarke: J'ai parlé hier soir à un de ces porte-parole, un vice-président de cette organisation, et encore à un de ses représentants pas plus tard que ce matin. Tous deux avaient compris qu'ils n'avaient pas été convoqués comme témoins et qu'en réalité, quelqu'un s'était chargé de donner le nom de leur organisation dans l'espoir qu'elle soit chanceuse et puisse faire un exposé individuel de cinq minutes.

[Text]

The Chairman: Thanks for bringing that up. We'll have staff examine what happened there.

Do you want to have others make presentations?

Mr. Clarke: Yes, Mr. Chisholm will be making a presentation.

The Chairman: Mr. Chisholm, you're going to follow.

Mr. Chisholm: I have a whole report here. I'm not going to read it word for word, or we'd be here all day—it's not my strong point.

Over the years I've gotten to experience the UI system in different ways. I've been a claimant, an employee, an employer, a union representative, an appeal board member, and I have worked in providing training for the members.

Starting with construction, from a tradesperson's point of view, we hear this propaganda from the UI offices all the time about people who don't want to work. That doesn't apply to construction people. These are people who want to work. If there's a job in the country, if it's in B.C., or Newfoundland, or wherever it is, these guys are up and gone. This work is not seasonal. It may go in cycles, but it's certainly not seasonal, and we shouldn't be penalized.

Construction workers are the builders of the country. A lot of people don't realize that, but if there's nothing being built, the country's not growing. It may be growing as far as hiring government people, but as for building things, it stops growing.

As a result, the construction people, if they happen to be working, pay the highest kind of taxes. But if there's no work, if they're on UIC or on welfare, or have no income, and they're not paying into government coffers, if the government goes and cuts us all off UIC, who's going to be paying all these taxes? There are property taxes, the booze and alcohol and everything... Somebody has to pay these taxes, and if you cut everybody off UIC, all that money's gone out of the economy. Who's going to spend money in all these little stores and stuff if everybody's on welfare or they don't have any income? The government is cutting its own bank account here.

Another thing that refers to construction people is this business of Axworthy saying that 75% of people are not trained. Construction people are trained. We just need a job. We don't need UI, it's a job we need.

Another thing in the construction industry is mobility. Back in the 1960s when companies needed people out west—where doesn't make any difference—if they needed a bunch of people, they would send you a plane ticket. But then in the early 1970s,

[Translation]

Le président: Merci d'avoir porté cette affaire à notre attention. Nous verrons à ce que du personnel examine ce qui s'est passé.

Désirez-vous que d'autres membres de votre groupe prennent la parole?

M. Clarke: Oui, M. Chisholm veut présenter un exposé.

Le président: Monsieur Chisholm, vous êtes le suivant.

M. Chisholm: J'ai un rapport complet à présenter. Je ne le lirai pas intégralement, parce que je serais encore ici ce soir, et je n'en ai aucune envie.

Au cours des années, j'ai acquis une expérience variée du régime d'assurance-chômage. J'ai été prestataire, employé, employeur, représentant syndical, membre d'une Commission d'appel, et j'ai aussi travaillé à former les membres de cette Commission.

Prenons d'abord le domaine de la construction. Les gens de métier entendent constamment ces remarques diffamatoires venant des bureaux de l'assurance-chômage sur le fait que les gens ne veulent pas travailler. Ces remarques ne valent pas pour les gens de la construction. Ces gens veulent travailler. Si il y a du travail quelque part au pays, que ce soit en Colombie-Britannique ou à Terre-Neuve, ces gens s'organisent pour y être. Il ne s'agit pas d'emplois saisonniers. Ces emplois sont peut-être cycliques, mais ce ne sont certainement pas des emplois saisonniers, et nous ne devrions pas être pénalisés.

Les travailleurs de la construction sont les bâtisseurs de notre pays. Nombreux sont ceux qui ne s'en rendent pas compte, mais c'est un fait que si rien n'est en construction, le pays ne manifeste aucune croissance. Il peut y avoir une certaine croissance parce que le gouvernement embauche du personnel, mais pour ce qui est de la construction, il a cessé de se développer.

En conséquence, les gens de la construction, quand ils travaillent, paient des taxes très élevées. S'ils n'ont pas de travail, s'ils dépendent de l'assurance-chômage ou de l'aide sociale, ou s'ils sont sans revenus, ils ne versent alors rien dans les coffres du gouvernement, bref si le gouvernement coupe l'assurance-chômage à tous les travailleurs de la construction, qui paiera toutes ces taxes? Il y a les impôts fonciers, les taxes sur l'alcool et toutes les autres... Il faut bien que quelqu'un les paient, et si l'on coupe les revenus d'assurance-chômage à tout le monde, c'est autant d'argent qui ne sera pas réinvesti dans l'économie. Qui dépensera de l'argent dans tous ces petits commerces, qui achètera si nous dépendons tous de l'aide sociale ou si nous n'avons aucun revenu? Le gouvernement est en train de réduire son propre compte en banque.

• 0945

M. Axworthy dit que 75 p. 100 des travailleurs de la construction n'ont pas de formation. Les travailleurs de la construction ont une formation. Nous avons simplement besoin d'emplois. Nous n'avons pas besoin d'assurance-chômage, mais bien d'emplois.

La mobilité est un autre facteur important dans l'industrie de la construction. Dans les années soixante, lorsque les entreprises avaient besoin de travailleurs dans l'Ouest—ou peu importe où—elles leur envoyait un billet d'avion. Mais, au

[Texte]

UIC got involved—we're going to have this mobility thing, and we're going to send people, and money is going to be available. Well, no money is available. As a result of their getting involved, the companies stopped paying altogether.

Every time the government and the UIC get involved with construction work, the construction worker gets the short end of the stick.

There can be big lay-offs at all these big plants, and there are pay-out programs and all this stuff. Government employees get these pay-outs if they lose their jobs. But the poor construction worker doesn't get anything. Somebody in the UIC office is paid to cut him off.

We're getting sick of this. It's all the time, year after year; and it's getting worse.

Another thing in the construction industry there's no credit for is the apprenticeship system. It saves the country and the contractors major money, because the biggest part of the apprentice's training is done as he works along with the journeymen. Over the course of his apprenticeship he may work with a hundred different journeymen, and he learns from each one. But there's no credit for that. As soon as a job is over, get rid of these construction workers; send them home. Then all these other industries, which the construction workers are forced to go to work for, are getting all this free training.

There's another thing on training I've a major problem with: this business of UIC offices buying up the seats. They will buy up 80% of a course. Their choice of people... They bring them in and they fix them up, extend their unemployment and the whole bit, and put them in these courses.

But especially the young people... the guy who's a go-getter, he sees the school there—okay, now, my friend went to that school, and it's supposed to be a good school. He goes to the school and he applies for the course he wants. But the other guy, who knows the UI system, he goes to the UIC system. He may have a friend in there who can fix him up and put him on this course, and he may not be the right person for it.

But after all is said and done, the UI people send 80% of the people. After that's done, all these names go to the investigation people. They go down to the school and they cut off anybody who is drawing UI and who didn't go through the unemployment... They set the appeal board process and all the investigations and all this stuff. All this is in place.

More money is spent on that... you could send everybody who has UI to school and just do away with all those rules. There is no need for that. More money is spent on the investigations than if you let the kid have the UI in the first place.

[Traduction]

début des années soixante-dix, la Commission d'assurance-chômage a décidé de s'en mêler. Elle a dit qu'il y aurait davantage de mobilité, qu'elle allait s'occuper d'envoyer des gens et qu'il y aurait de l'argent. Eh bien, il n'y a pas d'argent. De plus, à cause de l'intervention de la Commission d'assurance-chômage, les entreprises ont cessé de payer.

Chaque fois que le gouvernement et la Commission d'assurance-chômage interviennent dans le secteur de la construction, c'est le travailleur de la construction qui sort perdant.

Lorsqu'il y a d'importantes mises à pied dans les grandes usines, les travailleurs sont indemnisés. C'est la même chose pour les employés du gouvernement qui perdent leur emploi. Mais le pauvre travailleur de la construction ne reçoit absolument rien. C'est un employé du bureau d'assurance-chômage qui est payé pour lui enlever son emploi.

Nous en avons assez. C'est toujours la même chose, année après année, et la situation ne fait qu'empirer.

Une autre chose qui n'est pas reconnue dans l'industrie de la construction, c'est le système d'apprentissage. Ce système fait épargner des sommes importantes au pays et aux entrepreneurs parce que la plus grande partie de la formation de l'apprenti se fait lorsqu'il travaille avec des compagnons. Tout au long de sa période d'apprentissage, il travaillera peut-être avec une centaine d'ouvriers qualifiés différents et apprendra beaucoup de chacun d'eux. Mais, cela n'est pas reconnu. Dès qu'un projet est terminé, on s'empressé de se débarrasser des travailleurs de la construction. Et ce sont les autres industries vers lesquelles les travailleurs de la construction sont forcés de se tourner qui profitent de cette formation gratuite.

Il y a une autre chose qui me dérange au sujet de la formation, et c'est le fait que les bureaux d'assurance-chômage achètent les places disponibles pour les cours. Ils peuvent acheter jusqu'à 80 p. 100 des places disponibles pour un cours. Ils choisissent les gens, prolongent leur période de prestations et les envoient suivre ces cours.

Prenons un jeune, un fonceur, qui veut suivre un cours. Il se rend à l'école, qui est censée être une bonne école, et demande à s'inscrire au cours qu'il veut suivre. Mais l'autre personne qui connaît le système d'assurance-chômage va plutôt au bureau d'assurance-chômage. Il a peut-être un ami là-bas qui prendra les arrangements nécessaires pour l'envoyer suivre ce cours, même s'il n'est pas la meilleure personne pour suivre ce genre de formation.

Donc, 80 p. 100 des gens qui suivent le cours sont envoyés par l'assurance-chômage. Après cela, tous ces noms sont soumis aux enquêteurs. Ces derniers se rendent à l'école et s'en prennent à tout prestataire de l'assurance-chômage qui s'est inscrit au cours sans passer par le bureau d'assurance-chômage. Il y a les enquêtes et la commission d'appel et tout le reste.

On pourrait envoyer à l'école tous les prestataires d'assurance-chômage et supprimer tous ces règlements. Ils sont tout à fait inutiles. On dépense plus d'argent à faire des enquêtes que si on accordait des prestations au jeune dès le départ.

[Text]

[Translation]

• 0950

And it's the same damned people doing it. This guy sends one guy out. Then the next week he's after this guy because he went and did it by himself. It's just a pure discrimination thing, and it gets back to these little castles that they've got built in the UIC office, like, "we can do this, we can fix you up, we can do that". It's not right, and it's been going on for too long.

Another thing is the underground economy in relation to the UIC offices stuff. All this part-time work... Back in the 1960s and 1970s there was very little part-time work. If a job was a job, it was a job, and it wasn't 15 hours a week or less with no benefits. But the UI system started off with these little grants—you know, you get six hours here.

There's a hall down where I live there. There's a grant going on there, six hours a week. Now, I'm damned sure the paper work that it costs to do up that bookkeeping is a lot more than the six hours a week in the cost. It's a lot more for the paper work than the actual six hours a week, but this continues the thing that a six-hour job is okay, or a 15-hour job is okay. A 15-hour job is not okay.

I'll say a little on the underground economy as far as tradespeople are concerned. There is a push at these unemployment offices that the people working in the housing industry or in smaller construction... the guy who owns the project may have hired the guy. He's still a construction worker, still a tradesman, and he's there to do his own work, but there's a trick to all this.

The employer sets things up at the manpower office so he's got the number and stuff to send the taxes in, but then after the guy's laid off an investigation starts, and if it turns out that this employer didn't hire this guy in the normal line of his hiring—for example, if he was hiring all office people and then he hired a plumber, the first thing for that plumber is that his stamps are no good because he's not in insurable employment because of the paperwork. He's still a tradesman, he still did his work, but just because there's a trick in the act he gets done out of his stamps.

There's one case that I can just mention here. It's a carpenter this happened to. He started his claim. He drew out \$15,000. Then the investigator from the UIC office goes after him and wants it all back just because he was in the type of situation that I'm talking about. He went the appeal route, and went to the tax court. It didn't make any difference.

This stuff is going on all the time, time after time after time. The whole system is too complicated. There are stacks and stacks and stacks of laws that don't mean anything, but you get these investigators and they're going through the book here—"Oh, look at this; we can get that guy on that".

That's not what the system is supposed to be. It's supposed to be the protection for people. And it's too complicated, and you can cut people off, you know. It's supposed to be there. If it's not there, there are major problems, but the legal thing goes on.

Et ce sont toujours les mêmes gens qui font cela. Un tel s'en prend à un tel. Puis, la semaine suivante, il s'en prend à un autre parce qu'il n'est pas passé par le bureau d'assurance-chômage. C'est de la discrimination. Les bureaux d'assurance-chômage ont leur petite chasse gardée. «Nous pouvons faire ceci, nous pouvons faire cela, nous pouvons arranger les choses pour vous.» C'est malsain et cela dure depuis beaucoup trop longtemps.

Il y a aussi toute la question de l'économie souterraine par rapport aux bureaux d'assurance-chômage. Tous ces emplois à temps partiel... Dans les années soixante et soixante-dix, il y avait très peu d'emplois à temps partiel. Un emploi c'était un véritable emploi, et non 15 heures par semaine ou moins sans avantages sociaux.

Mais le Régime d'assurance-chômage a commencé avec ces petites subventions—vous savez, ces emplois à six heures par semaine. Il y a un projet subventionné là où j'habite qui offre des emplois de six heures par semaine. Je suis certain que toute la comptabilité pour ce projet coûte plus cher que ce que coûtent les six heures de travail par semaine. Mais cela contribue à perpétuer l'idée qu'un emploi à six heures ou à 15 heures par semaine est acceptable. Un emploi à 15 heures par semaine n'est pas acceptable.

Je vais parler un peu de l'économie souterraine du point de vue des gens de métier. Il y a une règle aux bureaux d'assurance-chômage selon laquelle les gens qui travaillent dans le secteur de la construction domiciliaire ou qui font de plus petits travaux de construction... Disons que le responsable d'un projet embauche une personne. Cette personne est un travailleur de la construction, une personne de métier, et il est là pour faire son travail, mais il y a une attrape.

L'employeur prend les dispositions nécessaires au bureau de l'emploi pour avoir tout ce qu'il faut aux fins de l'impôt. Après que le travailleur est mis à pied, une enquête est menée, et s'il s'avère que ce travailleur n'a pas été embauché selon la procédure normale—par exemple, si l'employeur n'embauchait que des employés de bureau et qu'il a ensuite embauché un plombier—le travailleur perd ses timbres parce qu'il n'est pas dans un emploi assurable pour des raisons purement administratives. Ce plombier est une personne de métier, il a fait son travail, mais il perd ses timbres à cause d'une particularité de la loi.

Il y a un cas que je veux mentionner ici. C'est arrivé à un menuisier. Il a fait une demande de prestations. Il a retiré 15 000\$ en prestations. Puis un enquêteur du bureau d'assurance-chômage lui a demandé de rendre l'argent simplement parce qu'il était dans la situation que je viens de décrire. Il est allé devant la Commission d'appel et devant la Cour de l'impôt. Cela n'a cependant rien changé.

Cela se produit très souvent. Le système est trop compliqué. Il y a des tas de règles qui ne veulent absolument rien dire, mais les enquêteurs les connaissent par cœur et trouvent toujours une façon d'attraper quelqu'un.

Ce n'est pas là le but du Régime d'assurance-chômage. Il est censé protéger les gens. Il est trop compliqué et les gens peuvent perdre leurs prestations. Les gens comptent sur cette protection. Si elle n'est pas là, il y a des problèmes majeurs, mais il faut respecter la loi.

[Texte]

Another thing on the UI job grant programs is that the way I see this, it disrupts the normal hiring procedure. The contractor who usually hires people to do a certain job doesn't have a chance to bid this work. The ongoing employee he gets usually do like to do this work. These guys don't get to work on that job because some guy who's on UI is doing the job. The guys who are with the contractor can't apply for the job because they don't have UI. For most of the jobs that are in the UIC office, you have to have UI to get them.

[Traduction]

Un autre problème que je vois relativement au programme d'emploi subventionnés, c'est qu'il dérange le processus normal d'embauchage. L'entrepreneur qui embauche habituellement des gens pour faire un certain travail n'a pas la chance de soumissionner. Les employés qu'il embauche habituellement aiment faire ce travail, mais ils ne peuvent pas travailler à ce projet cette fois parce que c'est un prestataire d'assurance-chômage qui fait le travail. Les gens qui travaillent avec l'entrepreneur ne peuvent pas postuler pour cet emploi parce qu'ils ne touchent pas de prestations d'assurance-chômage. La plupart des emplois affichés au bureau de l'emploi ne peuvent être obtenus que par les prestataires d'assurance-chômage.

• 0955

It's a joke. The whole system is going backwards.

The Chairman: I think you're making a very good point about the complexities of the system.

Mr. Chisholm: I have one more point on these grant programs. All they do is teach bad habits, because there's no goal to these jobs. On a construction job there's a goal. Everybody is working towards one goal. Everybody knows what's happening. But if you train a guy in a spot where there's no goal, he can't hold a job after a job comes along.

UI policies and stuff... I'll just skip that, as long as somebody reads this and it's not going to go in the garbage some place. There's an article there called *Get Smart*. It describes how the UIC office works.

There's one more thing that really bothers me about the whole system. It's this continuing hiring of ex-RCMP, ex-cops, ex-military; ex-everything. These people don't know anything about employment. They're there to police people. That's all they know. But there are hundreds of them everywhere. Every government branch has these people in it. They don't know anything about business. They have spent their whole life in a government job. Then they come out as a retired person, go get this job, and screw these people out of their unemployment. That is basically what they do.

The big one is the official unemployment rate. You cut everybody off UI and then you pretend the unemployment rate is going down because nobody has UI. It's not going down. It's going up, if anything.

In your normal life you can't make up the facts, and you can't make up the facts in this, either.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Chisholm.

Mr. Clarke: Mr. Chair, I mentioned negotiations. There are supposed to be negotiations this morning, so I'm going to step out of line for a second, let him make his comments, and then move back to the other end of the line.

Mr. Holloway: I'd like to preface my comments by saying our federation, representing shipyard workers predominantly in the Atlantic region, fully supports not only the presentation made here by Rick Clarke but the Canadian Labour Congress presentation.

C'est ridicule. Tout le système est à l'envers.

Le président: Je crois que vous soulevez un point très valable au sujet de la complexité du système.

M. Chisholm: J'ai un autre point à soulever au sujet de ces programmes d'emploi subventionnés. Tout ce qu'ils font, c'est donner des mauvaises habitudes aux travailleurs, parce que ce sont des emplois sans but. Lorsqu'on travaille à un projet de construction, on a un but. Tout le monde vise le même but. Tout le monde sait ce qui se passe. Mais si on forme une personne dans un emploi sans but, cette personne n'apprendra jamais à garder un emploi.

Je ne parlerai pas des politiques relatives à l'assurance-chômage et ainsi de suite, pourvu que quelqu'un prenne le temps de lire ce document et qu'on ne le mettra pas à la poubelle. Il y a un article ici intitulé *Get Smart*. On y décrit le fonctionnement du bureau d'assurance-chômage.

Il y a un autre chose au sujet du système qui me préoccupe vraiment, et c'est le fait qu'on embauche constamment des anciens agents de la GRC, des anciens policiers, des anciens militaires, des anciens n'importe quoi. Ces gens ne connaissent pas le domaine de l'emploi. Tout ce qu'ils savent faire, c'est faire respecter la loi. Mais il y en a des centaines partout au gouvernement. Ils ne connaissent rien du monde des affaires. Ils ont travaillé toute leur vie pour le gouvernement. Ils prennent leur retraite, obtiennent cet emploi et privent les gens de leurs prestations d'assurance-chômage. C'est essentiellement ce qu'ils font.

Je dois parler aussi du taux de chômage officiel. Vous enlevez aux gens leurs prestations d'assurance-chômage et vous dites ensuite que le taux de chômage baisse parce que le nombre de prestataires a diminué. Le taux de chômage ne baisse pas. Je crois même qu'il augmente.

Dans la vie normale, les faits sont les faits. On ne peut pas les inventer, et c'est la même chose ici.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Chisholm.

M. Clarke: Monsieur le président, j'ai parlé de négociations. Comme il doit y avoir des négociations ce matin, je vais laisser M. Holloway faire ses remarques, puis je vais retourner à l'autre bout de la ligne.

M. Holloway: J'aimerais dire d'abord, en guise de préambule, que notre fédération, qui représente les travailleurs des chantiers navals surtout dans la région de l'Atlantique, appuie sans réserve non seulement l'exposé de Rick Clarke, mais aussi celui du Congrès du travail du Canada.

[Text]

I want to start my comments by speaking specifically on one area, unemployment insurance and the options that are presented in the green paper. The options obviously give us some concern, especially when we start to talk about a two-tier system for what we call "frequent users".

In the shipbuilding industry, as some here may know and some may not—but hopefully you will when I finish my short presentation—the shipbuilding industry doesn't have a policy in this country. Because we don't have a policy, we have a lot of peaks and valleys in employment levels. There's very little labour stability unless you have a major government contract. I refer to the Saint John drydock as an example of a yard that has been fairly consistent in employment levels, based on the fact that they had a \$5 billion or \$6 billion contract.

But I want to speak about the whole issue of when we talk about reforming the UI program before meeting the commitment this government set in creating jobs. Our federation made many presentations to the Liberal Party when they were in opposition. The presentations we made were on how we could create a shipbuilding policy in this country that would provide... Some of the ideas and concepts we had would not be a cost to the taxpayers in this country.

• 1000

We presented that document not only to the Liberal Party when they were opposition but to the then Conservative government. They rejected it flatly, but we were assured by the Liberal Party in our meetings with them that in fact there would be an effort made by them to put a shipbuilding policy in place.

That's why I'm at somewhat of a dilemma to understand the process, in what order we're here. I think we have the horse behind the cart. I don't think the horse is in front of the cart on this issue, because what the green paper suggests is cuts to the very people who can't get jobs. Somehow we say in this green paper that there are problems with training; there are problems with what's going on.

Around the world, they're building ships for this country outside of this country right now—ships that will be coming into this country. The reason they don't build them here is because we don't have a policy that even allows us an equal playing field to our competitors worldwide.

For a good example, take a look in Quebec right now at the MIL Davie yard, at what they're going through and what is taking place. I can feel for the workers in that province, because they're correct, they haven't built a commercial vessel in decades in this country.

The last commercial vessel that was built in this country to my knowledge—and I don't think we can call Hibernia a commercial project—was a tugboat in the Halifax shipyards. I've asked many times for somebody to tell me of a commercial vessel that they know was built after that.

There's a reason why. We in the federation were promised, the United Steelworkers of America were promised, the International Association of Machinists and Aerospace Workers were promised, and the shipyard workers from the federation on the west coast were promised by this Liberal government that they would enact a policy that in fact would deal with that real issue of creating jobs.

[Translation]

Je vais parler de façon particulière de l'assurance-chômage et des options qui sont présentées dans le Livre vert. Nous avons certaines inquiétudes, spécialement lorsqu'il est question d'un système à deux niveaux pour ce que nous appelons les «prestataires fréquents».

Comme certains ici le savent et d'autres ne le savent peut-être pas—mais le saurons, je l'espère, après mon bref exposé—it n'y a pas de politique régissant le secteur de la construction navale dans ce pays. À cause de cela, le niveau de l'emploi varie énormément dans notre secteur. Il y a très peu de stabilité au niveau de l'emploi à moins d'avoir un important contrat du gouvernement. Par exemple, grâce à un contrat de 5 à 6 milliards de dollars, le niveau de l'emploi est assez constant au chantier naval de Saint John.

Je veux parler de l'idée de réformer le Régime d'assurance-chômage avant que le gouvernement ait atteint ses objectifs en matière de création d'emplois. Notre fédération a fait de nombreuses démarches auprès du Parti libéral lorsqu'il formait l'opposition. Nous lui avons présenté des exposés sur la façon de créer une politique en matière de construction navale dans ce pays qui assurerait... Certaines de nos idées ne coûteraient pas un cent aux contribuables canadiens.

Nous avons présenté ce document non seulement au Parti libéral lorsqu'il formait l'Opposition, mais aussi au gouvernement conservateur. Les Conservateurs l'ont carrément rejeté, mais le Parti libéral nous a assuré qu'il s'efforcerait de mettre en place une politique en matière de construction navale.

C'est pourquoi j'ai de la difficulté à comprendre le processus qui se déroule ici. Je crois que le gouvernement met la charrue devant les bœufs. Il suggère dans le Livre vert qu'on impose des réductions aux gens qui n'ont pas d'emplois. On dit dans le Livre vert qu'il y a des problèmes au niveau de la formation. C'est toute la situation actuelle qui pose un problème.

À l'heure actuelle, certains chantiers navals dans d'autres pays sont en train de construire des bateaux pour notre pays. Si ces bateaux ne sont pas construits ici, c'est parce que nous n'avons pas de politique qui nous permette d'être sur le même pied que nos concurrents à l'échelle mondiale.

Prenons, par exemple, le cas de la MIL Davie au Québec. Je sympathise avec ces travailleurs de cette province parce qu'ils ont raison. Il y a des décennies qu'un navire commercial n'a pas été construit dans notre pays.

Le dernier navire commercial qui a été construit au Canada à ma connaissance—et je ne crois pas qu'on puisse dire qu'Hibernia est un projet commercial—était un remorqueur, et c'était à Halifax. J'ai souvent demandé si quelqu'un était au courant d'un autre navire commercial qui aurait été construit ici après celui-là.

Voici pourquoi. Le gouvernement libéral a promis à notre fédération, aux Métallurgistes unis d'Amérique, à l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale et aux travailleurs des chantiers navals de la côte ouest, qu'il mettrait en place une véritable politique de création d'emplois.

[Texte]

So I sit here in somewhat of a dilemma trying to understand the green paper and the idea behind the green paper that would tax the very people we were told they would help, and why we would not first attempt to do everything we can to create the jobs and then move into the area of reforming the system in the manner that is being contemplated, if in fact that reform is necessary.

Speaking briefly on that reform, it's the view of the labour movement that reform is necessary, but reform isn't necessary with the gun to the head. Reform isn't necessary when you're talking about, I think, \$3.2 billion in cuts over the next two years. That's not necessarily reform. That's cutting.

At the same time as we talk about cutting, we talk in some vague way in the green paper about attacking child poverty. I'm sort of at a loss to understand how we attack child poverty by making families poor. Your options in the green paper only speak to making families poor. So if in fact we're going to make families poor, we're going to continue to make children poor.

Then if we talk about training and how we're going to meet the new world, if you make families poor, that creates more poor children. That means children aren't eating properly, and that means they don't learn properly in school. So then we don't meet the new world order so that we can in fact have properly trained children who can be those competitive people they must be in the future, this new future that we're walking into.

Going back to that issue on shipbuilding and the need for a policy and the promise that was made to our federation, I want to make it clear that it was not only to the labour movement that the promise was made and that the initiatives were taken. In May 1993 John Manley, who's now the Minister of Industry, who at that time was a critic for industry, called a round-table discussion of which we were a part.

At that meeting, the Canadian Maritime Industries Association was present, as were many other employer groups from around the country representing shipyards. The song that was being sung at that table was the same song I could sing here on the need and what issues should be addressed to create those jobs.

But to date, from that meeting in May 1993 prior to the election, there has not been a follow-up to that. So again I keep going back, and I read all these vague things; I read about how we're going to attack child poverty, and how we're going to reform the system to make it a better system. But we haven't attacked the fundamental issue.

The fundamental issue is the creation of jobs, which would do away with most of the problems that we see and we're having in this document. This country, this government, does have a position on inflation. They have a goal on inflation. They have goals on interest rates. They don't have a goal and a target on jobs. There's no target by this government on jobs.

[Traduction]

J'ai donc beaucoup de difficulté à comprendre le Livre vert et l'idée d'imposer des réductions aux personnes que le gouvernement libéral avait promis d'aider. Je ne comprends pas pourquoi nous n'essaierions pas d'abord de faire tout ce qui est possible de faire pour créer des emplois et ensuite penser à réformer le système de la façon envisagée, si une telle réforme est encore nécessaire.

Au sujet de cette réforme, le mouvement syndical est d'avis qu'une réforme s'impose, mais pas avec un fusil sur la tempe. Lorsqu'on parle de réductions d'environ 3,2 milliards de dollars, si je ne m'abuse, au cours des deux prochaines années, ce n'est pas une réforme. Ce sont simplement des coupes sombres.

Tout en parlant de toutes ces réductions, le gouvernement parle aussi, dans son Livre vert, de régler le problème de la pauvreté chez les enfants. Je n'arrive pas à comprendre comment on peut régler le problème de la pauvreté chez les enfants en rendant les familles plus pauvres. Les options présentées dans le Livre vert ne feront qu'appauvrir les familles. Et en appauvrissant les familles, nous continuons d'appauvrir les enfants.

Parlons maintenant de la formation et de la façon dont nous allons relever les nouveaux défis. S'il n'y a plus de familles pauvres, il y aura plus d'enfants pauvres. Cela veut dire qu'un plus grand nombre d'enfants seront mal nourris et n'apprendront pas bien à l'école. Ces enfants mal instruits ne pourront pas devenir les travailleurs concurrentiels qu'ils doivent être à l'avenir pour que nous puissions relever les défis du nouvel ordre mondial.

Pour revenir au secteur de la construction navale, à la nécessité d'une politique et à la promesse faite à notre fédération, je tiens à dire clairement que cette promesse n'a pas été faite seulement au mouvement syndical ni que des initiatives ont été prises. En mai 1993, John Manley, qui est aujourd'hui ministre de l'Industrie et qui était à l'époque porte-parole de son parti pour les questions liées à l'industrie, a organisé une table ronde à laquelle nous avons été invités.

L'Association canadienne des industries maritimes était présente à cette rencontre, ainsi que beaucoup d'autres groupes d'employeurs représentant les chantiers navals d'un bout à l'autre du pays. Je pourrais reprendre ici le refrain qu'on entendait à cette table ronde sur la nécessité de créer des emplois et la façon de s'y prendre.

Mais, jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de suivi à cette rencontre qui a eu lieu en mai 1993, avant les élections. Et je reviens à ce que je disais il y a un instant au sujet du Livre vert. On y propose de régler le problème de la pauvreté chez les enfants et de réformer le système pour l'améliorer, mais nous ne nous sommes pas encore attaqués à la question fondamentale.

La question fondamentale, c'est la création d'emplois, qui éliminerait la plupart des problèmes dont il est question dans ce document. Notre gouvernement a une position en ce qui concerne l'inflation. Il a un but en ce qui concerne l'inflation, tout comme il a un but en ce qui concerne les taux d'intérêt. Il n'a pas d'objectif, il n'a pas de cible en ce qui concerne les emplois. Ce gouvernement n'a aucun objectif en matière de création d'emplois.

[Text]

[Translation]

• 1005

My last last point, because I know there's limited time and a number of other speakers who want to make presentations, is on the issue of training. I want to say very clearly—and I think most would agree in this committee—that training does not create jobs. Training gives one the tools to be prepared to in fact do the job when the job is there, but it doesn't create jobs.

I spoke earlier about the problems that are happening with the MIL Davie shipyard. Now I want to bring it right to Atlantic Canada and speak to the problems we're going to be having in the Saint John dry dock, a shipyard that is employing some 2,200 production workers at present. They are going to be looking at some of the most massive cuts we've seen at one time over the next year unless there's something done to protect those jobs. I want you to take a look at the individuals we're going to be unemploying when that happens. These are some of the most highly trained workers in the world.

The Saint John dry dock is the most efficient shipyard in the country if you read a recent press release. So we're going to be laying off very highly skilled people. Training is not an option for them. Training is not something they need. What they need are good, solid economic policies that create jobs, policies such as the one being spoken of, prior to getting elected, by the Liberal government, of putting in place a shipbuilding policy. That shipbuilding policy would have moved toward securing jobs so these shipyard workers would continue to do what they should be doing. That's not going into a system that is now talking about not supporting them but rather leaving them in the system doing what they do best, building ships for people in this country.

The last point I want to make is that we understand some of the dilemma; one of the major problems we have is that when we look at the makeup of the cabinet we see that the finance minister of this country, Paul Martin, happens to own one of the largest shipping lines in this country when he's not in government. I think if we're going to start to practise what we preach and if we're going to start to truly move towards creating jobs, we should seriously look at who we put in positions of power, the second-most powerful position in this government and in this country. In practice he does not create jobs for Canadians, he does not build his ships in Canadian shipyards and for the most part they do not have Canadian crews and fly Canadian flags. I think as a Canadian and being in a position of such power...

Mon dernier point, car je sais que le temps est limité et qu'un certain nombre de personnes désirent intervenir, concerne la formation. Je voudrais dire très clairement, et je pense que la majorité des membres de ce Comité seront d'accord, que la formation ne crée pas d'emplois. La formation fournit les outils nécessaires pour s'attaquer à un travail si travail il y a, mais elle ne crée pas d'emplois comme tels.

J'ai parlé plus tôt des problèmes des chantiers navals MIL Davie. Je voudrais maintenant parler plus spécialement de la région atlantique et des problèmes que nous allons avoir à la cale sèche de Saint-Jean, chantier qui emploie actuellement quelque 2 200 travailleurs. Ils vont se trouver confrontés à des réductions massives au cours de l'année prochaine, à moins que quelque chose ne soit fait pour protéger leur emploi. Je voudrais que vous considériez ces travailleurs qui vont se retrouver en chômage lorsque cela se produira. Ces gens sont parmi les meilleurs spécialistes de leur domaine au monde.

Cela un récent communiqué, la cale sèche de Saint-Jean est l'un des chantiers navals les plus efficaces du pays. On va donc licencier des gens hautement spécialisés. Pour eux, la formation n'est pas une option. Ce n'est pas une chose dont ils ont besoin. Ce dont ils ont besoin, ce sont de politiques économiques saines et sérieuses, des politiques qui créent des emplois, des politiques comme celles dont parlait le gouvernement libéral avant d'être élu quand il mentionnait la nécessité d'une politique des chantiers navals. Une telle politique aurait contribué à protéger les emplois dans ce secteur et les travailleurs auraient pu continuer à faire ce pourquoi ils ont été formés. La solution n'est pas de les faire entrer dans un régime que l'on veut modifier de sorte qu'il ne les protégera plus, mais plutôt de les laisser dans un contexte qui leur permet de faire ce qu'il font si bien, construire des navires pour la population de ce pays.

Le dernier point que je voudrais soulever c'est l'origine du dilemme. Lorsque l'on regarde la composition du Cabinet, nous voyons qu'un des principaux problèmes c'est que le ministre des Finances, Paul Martin, est aussi le propriétaire d'une des plus grandes compagnies de transport maritime de ce pays lorsqu'il n'est pas membre du gouvernement. J'estime que si l'on doit commencer à pratiquer ce que l'on prêche, et si l'on désire réellement créer des emplois, il va falloir réfléchir sérieusement avant de nommer quelqu'un à un poste de responsabilité, et en particulier au deuxième poste en importance au sein du gouvernement national. En pratique, dans sa compagnie, il ne crée pas d'emplois pour les Canadiens, il ne fait pas construire de navires dans les chantiers navals canadiens, en général il ne les fait pas entretenir dans les chantiers navals canadiens et en général, il n'emploie pas d'équipage canadien et il n'utilise pas le pavillon canadien. Je pense qu'en tant que Canadien occupant un poste aussi important...

[Texte]

Considering the fact that we were promised that in our industry there would be a move toward creating jobs and that the whole platform of the Liberal party in the last election was in fact to create jobs, I think they should get back on the proper agenda—not attacking workers who can't find work but attacking the problem of creating the jobs so the workers who are on the system can get off the system and can get back to work.

I would leave my comments there, and I would thank the committee for the opportunity of being able to make them.

Thank you.

Mr. M. Scott: This paper is nothing short of an attack on the unemployed, seasonal workers and workers alike. This in no way addresses the concerns about jobs expressed by Canadian people at the polls last year.

In our area of southwestern Nova Scotia our major employment is the fishing industry, which is seasonal. We have lost our two other major industries, Dominion Textiles to the free trade agreement and the East Kemptville Tin mine to a flooded market. There were approximately 800 jobs lost.

In a seasonal employment community these proposals would affect not only the earnings of the community but also the economy in general. We feel the direction the government should be taking, rather than attacking our social programs when they are most needed, is establishing a strong job-creation program, perhaps in the area of processing of our raw materials to their fullest extent, be it fish, lumber, gypsum, or textiles, for example, which in turn would alleviate the need for social programs by having Canadians working.

• 1010

We were actively involved in the preparation of the brief presented here by the Nova Scotia Federation of Labour and fully support this position.

I'm going to leave off there. I thank the committee for having this chance to be heard.

Mr. Scobey: I'd just like to say that we're here today to assist the Liberal government in its review of our social security system.

Whether the committee agrees with our views, it should be easy enough to agree that the experience of equity groups in the labour market is different from that of men, that these differences are likely to be reflected in their access to and use of social security, and that it is perfectly reasonable to want to know how the proposals for social security reform might affect these people differently from men and once again leave them in a position of continued disadvantage.

I would like to thank the committee for letting me have the chance to speak.

[Traduction]

On nous avait promis que l'on créerait des emplois dans notre industrie et considérant aussi que toute la plate-forme du Parti libéral lors de sa dernière campagne électorale était orientée vers la création d'emploi, j'estime que ce Parti devrait s'en tenir à son programme, c'est-à-dire ne pas s'attaquer aux travailleurs qui ne peuvent pas trouver de travail, mais s'attaquer aux problèmes de la création d'emplois, de sorte que ces travailleurs qui sont actuellement à l'assurance-chômage puissent trouver un emploi et quitter le régime.

Je vais m'en tenir là et remercier le Comité de m'avoir donné l'occasion de me faire entendre.

Merci.

M. M. Scott: Ce document de travail n'est rien d'autre qu'une attaque contre les chômeurs, les travailleurs saisonniers et les travailleurs en général. Ce n'est pas ainsi que l'on apaisera les inquiétudes que la population canadienne exprimait lors des sondages de l'an dernier au sujet de l'emploi.

Dans notre région du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, la principale source d'emploi est la pêche, une industrie saisonnière. Nous avons perdu nos deux entreprises principales, Dominion Textiles en raison de l'Accord de libre-échange et la mine d'étain East Kemptville en raison de la saturation des marchés. Cela représente une perte d'environ 800 emplois.

Dans une collectivité où l'emploi est saisonnier, les propositions du document de travail influeront non seulement sur les gains de la collectivité, mais également sur l'économie en général. Au lieu de s'attaquer à nos programmes sociaux lorsqu'ils sont particulièrement nécessaires, le gouvernement devrait créer un programme de création d'emplois vigoureux, peut-être en faisant en sorte que nos matières premières soient transformées au maximum, que ce soit le poisson, le bois, le gypse ou les textiles, ce qui réduirait la dépendance à l'égard des programmes sociaux puisque les Canadiens seraient en mesure de travailler.

•

1010

Nous avons participé activement à la préparation du mémoire que vous a présenté la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse et nous appuyons totalement cette position.

Je m'en tiendrai là. Je remercie le Comité de m'avoir donné l'occasion de me faire entendre.

M. Scobey: Je voudrais dire simplement que nous sommes ici aujourd'hui pour aider le gouvernement libéral à examiner notre régime de sécurité sociale.

Que le Comité soit d'accord ou non avec notre point de vue, il est facile de reconnaître que l'expérience des groupes en faveur de l'équité sur le marché du travail est différente de celle des hommes, et cette différence se reflète probablement dans l'accès et le recours à la sécurité sociale, et il est parfaitement légitime de chercher à savoir comment les propositions de réforme de la sécurité sociale sont susceptibles de toucher ces groupes différemment des hommes et donc de les laisser dans une position désavantageée.

Je voudrais remercier le Comité de m'avoir laissé la parole.

[Text]

Ms Holland: I'm addressing the section of your green paper relating to the funding of post-secondary and university education. The government expects students to fund their own education through increased student loans knowing full well these educational facilities are going to double their fees at the least. Therefore, what you are creating is an education system for the rich. How, may I ask you, can you expect young people and/or adults to increase or better their education when you're placing this valuable education well beyond their reach? May I add that if, heaven forbid, they manage to achieve this for-the-rich education, then lo and behold there will be no jobs for them when they've finished.

[Translation]

Mme Holland: Je voudrais parler de la partie du document de travail qui porte sur le financement de l'enseignement postsecondaire et universitaire. Le gouvernement désire que les étudiants financent une plus grande part de leur éducation et pour cela, il leur offre des prêts accrus en sachant fort bien que les établissements d'enseignement devront au moins doubler les frais de scolarité. Par conséquent, ce que l'on crée c'est un système d'enseignement pour les riches. Je vous le demande, comment pouvez-vous espérer que les jeunes et les adultes améliorent leur éducation alors qu'on les place dans une situation où ils ne pourront jamais se permettre d'aller aux études ou d'y retourner? J'ajouterais que si, par miracle, ils réussissent à obtenir cette éducation faite pour les riches, eh bien, voilà, ils ne trouveront pas d'emploi lorsqu'ils auront terminé.

Thank you for the opportunity to speak.

Mr. Rhindress: I'm glad to be here today to back up the Federation of Labour and speak at the public hearing. I'm going to speak on jobs and growth.

We in Cumberland County do not think much of the green paper. There is too much in it for the rich. What you want to do is take away from people everything they've worked for. The price we have to pay is to keep getting training. You can train but where do you get the jobs, after all? There are none out there. People who are on unemployment get the chance but if unemployment runs out, you can't apply for anything and it's a shame.

Merci de cette occasion de m'exprimer.

M. Rhindress: Je suis heureux d'être ici aujourd'hui et d'appuyer la Fédération du travail à cette audience. Je vais parler des emplois et de la croissance.

Dans le comté de Cumberland, nous ne pensons pas grand bien de ce document de travail. Il s'adresse beaucoup trop aux préoccupations des riches. Ce que vous voulez faire, c'est enlever aux gens tout ce qu'ils ont travaillé à acquérir. C'est nous dit-on le prix à payer pour continuer à avoir de la formation. On peut bien acquérir de la formation, mais où obtiendrons-nous les emplois par la suite? Il n'y en a pas ici. Ceux qui sont à l'assurance-chômage ont la possibilité de suivre des cours, mais lorsque les prestations viennent à échéance, vous ne pouvez plus rien obtenir et c'est tout à fait regrettable.

Je vous remercie de m'avoir donné la parole.

I thank you for letting me speak.

Mr. Mullin: I'm going to be very brief. A couple of issues I want to touch on are the sharing of wealth and the problem with our deficit.

The first thing I'd like to point out is that 5% of our population owns 50% of our country's wealth and the poorest 60% of our population only owns 7% of our wealth.

M. Mullin: Je serai très bref. Les deux questions dont je veux parler sont le partage des richesses et le problème du déficit.

La première chose que je voudrais faire remarquer c'est que 5 p. 100 de notre population possède 50 p. 100 des richesses du pays et que les 60 p. 100 les plus pauvres de notre population ne détiennent que 7 p. 100 de nos richesses.

L'autre point, c'est que si on peut attribuer environ 2 p. 100 de la dette canadienne aux programmes sociaux, presque 50 p. 100 de cette dette est attribuable aux pertes de recettes dues aux crédits d'impôt accordés aux sociétés et aux échappatoires qui existent dans le régime fiscal canadien. Nous ne pouvons plus nous permettre de voler les pauvres pour payer les riches. Il est temps de rendre le régime fiscal canadien pour juste pour tous ses citoyens et de s'attaquer au véritable problème du déficit.

• 1015

Big business claims we need to bring the deficit down. Maybe it's time for it to contribute somewhat to the debt our country is in.

La grande entreprise prétend que nous devons réduire le déficit. Il est peut-être temps qu'elle contribue un peu à résoudre le problème devant lequel nous nous trouvons.

I'd like to say we support the Federation of Labour and the Labour Congress briefs, and I'd like to thank the committee for the chance to speak.

Je voudrais dire que j'appuie les mémoires de la Fédération du travail et du Congrès du travail et je voudrais remercier le comité de m'avoir donné la parole.

Ms Weymouth: I'd like to touch briefly on one of the subjects brother Clarke spoke about in his brief—workfare.

Mme Weymouth: Je voudrais mentionner brièvement un des sujets dont a parlé le frère Clarke dans son mémoire: l'assistance-travail.

[Texte]

The government made a commitment to jobs. But we are opposed to workfare. The idea of making people on welfare or UI work, or train to do community work, in return for their benefits, is not acceptable. Labour's policy is equal pay for equal work. We cannot condone mandatory work or training for people on welfare. This implies that people receiving welfare need to be forced to work. This is simply not true. Many welfare recipients are in a situation where employment is not a realistic short-term option—40% are children, 20% have disabilities, and 15% are single parents.

Civil language does not capture the depth or nature of the negative feelings we have about the government's intentions to turn back the clock and reintroduce workfare and mandatory training. It is such a reactionary and backward-looking step. It plainly victimizes people. It takes the most disadvantaged members of society and rubs their faces, faces that are disproportionately female, faces of colour, aboriginal, of people who suffer from disabilities, and children's faces, in the reality of their disadvantage.

It reflects a kind of social sickness that besets societies that are about to devour themselves in internal conflict. It is the opposite of social solidarity. It is the last word in taking a group of disadvantaged people and labelling them outsiders.

We do not suffer here in Canada from a program of large numbers of people turning down good jobs so they can bask in the luxury of UI and welfare. Quite the contrary. Despite the problems in doing so, people leave welfare at an unusually high rate. A large portion of welfare recipients have had recent employment experience.

I can tell you of two people I know, who worked where I work. They're single parents, and lost their jobs after coming off the welfare system. They are now back on the welfare system. As the discussion document points out, the proper supports are not in place for large number of others who are on welfare to accept employment—child care, for instance.

We are also concerned about what workfare means for the way in which work is organized, and conditions of work. Generally, work gets performed in market societies because employers offer wages and salaries to people who voluntarily accept to perform the work. For some decades this relationship has been regulated to make sure bondable workers are not subject to abuse by employers, and workers have formed unions with this same object in mind.

Now the government, the same one that's had a responsibility to protect workers from abuse, seems to want to take people who are on income support and extract working, without entering into a voluntary wage contract. The fact that

[Traduction]

Le gouvernement s'est engagé à créer des emplois, mais nous sommes opposés à l'assistance-travail. L'idée de faire travailler les gens qui dépendent de l'assistance sociale ou de l'assurance-chômage, ou de les former en vue d'effectuer des travaux communautaires en échange de leurs prestations, n'est pas acceptable. La politique des mouvements syndicaux est celle du salaire égal pour travail égal. ne pouvons pas approuver le travail ou la formation obligatoire pour les gens à l'assistance sociale. Cela sous-entend que les assistés sociaux seraient contraints de travailler. C'est tout simplement impossible. De nombreux assistés sociaux sont dans une situation où l'emploi n'est pas une option réaliste à court terme: 40 p. 100 sont des enfants, 20 p. 100 sont handicapés et 15 p. 100 sont des chefs de familles monoparentales.

Un langage poli ne saurait rendre l'opinion négative que nous avons au sujet des intentions du gouvernement qui désire revenir en arrière et réintroduire l'assistance-travail et la formation obligatoire. C'est une mesure réactionnaire et rétrograde. C'est tout simplement une attaque en règle contre les gens. Cela revient à prendre les membres les plus défavorisés de notre société et à leur mettre le nez—un nez plus souvent qu'autrement est celui d'une femme, d'une personne de couleur, d'un autochtone, d'un handicapé ou d'un enfant—dans la réalité de leur misère.

Cela démontre le genre de maladie sociale qui frappe nos sociétés qui sont sur le point de s'autodétruire dans des conflits internes. C'est tout le contraire de la solidarité sociale. C'est ce qu'on fait de mieux en matière d'isolement et d'exclusion d'un groupe de personnes défavorisées.

Ce n'est pourtant pas que nous ayons au Canada un grand nombre de personnes qui refusent de bons emplois pour se prévaloir du luxe de recevoir des prestations d'assurance-chômage ou de bien-être social. Tout au contraire. En dépit des problèmes qu'ils rencontrent de ce fait, les gens quittent l'assistance sociale à une vitesse inhabituellement élevée. Une grande partie des prestataires de l'assistance sociale ont une expérience d'emploi récente.

Je peux vous parler de deux personnes qui travaillaient au même endroit que moi. Il s'agit de mères célibataires qui ont perdu leur emploi alors qu'elles venaient de se sortir de l'assistance sociale. Elles y sont maintenant revenues. Comme le document de travail le fait remarquer, il n'existe pas de système adéquat pour permettre à un grand nombre de gens actuellement à l'assistance sociale d'accepter un emploi; par exemple, il n'y a pas suffisamment de garderies.

En ce qui concerne l'assistance-travail, nous nous inquiétons également de la façon dont ce travail serait organisé et des conditions dans lesquelles il se ferait. En général, dans les sociétés ayant une économie de marché, le travail est effectué parce que l'employeur offre un salaire et des avantages sociaux qui incitent les gens à travailler volontairement. Pendant quelques décennies, cette relation a été réglementée pour s'assurer que les employeurs n'abusaient pas de travailleurs vulnérables, et ceux-ci se sont syndiqués pour éviter de tels abus.

Maintenant, le gouvernement, ce même gouvernement qui a la responsabilité de protéger les travailleurs, semble vouloir obtenir un travail de ceux qui bénéficient d'un supplément de revenu, sans conclure de contrat volontaire de rémunération.

[Text]

these people are receiving income support suggests they are bondable. They are being told to work to maintain what low incomes they have. No, no; the government is getting valuable community work done without having to offer real employment and pay wages.

This may be somebody's vision of the future, but it is a vision that owes more to the workhouses of the 19th century and the Canadian work camps of the 1930s than it does to the more modern history of the species. It is a vision of the future that assaults not only those who are on welfare. It threatens those whose jobs will be eliminated as their work is performed by people for whom wages don't even have to be paid.

• 1020

In conclusion, work for welfare turns what would otherwise be well-paid jobs into jobs at less than the minimum wage. It will help to create a pool of low-wage workers, forced to take any job at any wage. All workers are undermined by this.

What's more, research shows workfare just does not work. It doesn't create permanent jobs.

I know the members may not share our views on this, but at the very least we would ask that you would take this back and implement a program that is better than workfare for the people.

I would like to thank you, and I would like to thank the Nova Scotia federation. We fully support their brief.

Mr. Cosh: As was mentioned before, I represent the New Glasgow and District Labour Council. I would like to start this off by fully supporting the briefs that were presented by the Nova Scotia Federation of Labour and the Canadian Labour Congress.

As a representative of New Glasgow and District Labour Council, I would like to take the opportunity to discuss before this committee the proposed changes to the social security program, because they will have a devastating effect on not only the people of my county, Pictou County, but all Nova Scotians and Canadians alike.

The government is still proposing to legislate an act to reduce benefits to what is referred to as "frequent users". A perfect example of why this is unfair legislation in Pictou County is the Trenton rail car plant. At this plant there are repeated lay-offs because of spaces between orders, through no fault of the workers. Denying benefits or reducing those benefits to a worker for the nature of his or her industry or the state of the economy is simply unfair.

Repeat use of unemployment insurance is simply not about abuse. Only the employer has the power to lay off workers. Repeat use of unemployment insurance indicates just how much people really want to work.

It is also important to note that the unemployment insurance program does not cost the general public one red cent outside the premiums contributed by the employer and employee. The program is entirely self-funded.

[Translation]

On semble indiquer ainsi que les personnes qui reçoivent un supplément de revenu sont corvées. On les oblige à travailler pour conserver le peu d'argent qu'elles reçoivent. Non, non; le gouvernement obtient ainsi un travail communautaire valable sans avoir à offrir d'emploi réel et sans avoir à payer de salaire.

C'est peut-être la vision que certains ont de l'avenir, mais c'est une vision qui relève davantage des hospices du XIX^e siècle où l'on faisait travailler les pauvres, ou des camps de travail canadiens des années trente, que de l'histoire moderne de l'humanité. C'est une vision de l'avenir qui est non seulement un affront à ceux qui perçoivent de l'aide sociale, mais également une vision qui menace les travailleurs dont l'emploi sera aboli du fait du travail effectué par ces assistés sociaux auxquels on n'a pas à verser de salaire.

En conclusion, le fait d'obliger les assistés sociaux à travailler transforme des emplois bien rémunérés en emplois qui ne paient même pas le salaire minimum. On créera ainsi une réserve de petits salariés qui seront contraints de prendre n'importe quel emploi à n'importe salaire. Tous les travailleurs seront victimes de cette situation.

Qui plus est, la recherche montre que l'assistance-travail ne fonctionne pas. Elle ne crée pas d'emplois permanents.

Je sais que les membres de ce comité ne partagent peut-être pas notre point de vue là-dessus, mais nous vous demandons au moins de revenir sur cet aspect et de mettre sur pied un programme qui soit préférable à cette assistance-travail.

Je vous remercie et je remercie la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse. Nous appuyons son mémoire sans réserve.

M. Cosh: Comme je l'ai déjà dit, je représente le Conseil du travail de New Glasgow et du district. Je voudrais commencer par dire que j'appuie entièrement les mémoires présentés par la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse et le Congrès du travail du Canada.

En tant que représentant du Conseil du travail de New Glasgow et du district, je voudrais profiter de cette occasion pour parler au comité des changements proposés au programme de sécurité sociale, car ils auront un effet dévastateur non seulement sur la population de mon comté, le comté de Pictou, mais sur tous les habitants de Nouvelle-Écosse et du Canada.

Le gouvernement se propose toujours d'adopter une loi qui réduira les prestations de ceux que l'on appelle «prestataires fréquents». L'exemple de l'usine de wagons de Trenton dans le comté de Pictou donne un exemple parfait de la raison pour laquelle cette mesure législative serait injuste. A cette usine, il y a des mises à pied fréquentes en raison du manque de commandes, ce qui n'est pas la faute des travailleurs. Refuser des prestations ou les réduire à cause de la mature de leur industrie ou de la situation économique est tout simplement injuste.

L'utilisation répétée de l'assurance-chômage n'est absolument pas un abus. Seul l'employeur a le pouvoir de mettre à pied ces travailleurs. L'utilisation répétée de l'assurance-chômage montre combien les gens souhaitent travailler.

Il est également important de remarquer que le programme d'assurance-chômage ne coûte rien au grand public en dehors des contributions des employeurs et des employés. Le programme est entièrement autofinancé.

[Texte]

[Traduction]

Unemployment insurance is not the cause of the deficit. The deficit is the result of failed economic policies, such as high interest rates, tax exemptions for big corporations, free trade, and the failure to make job creation a top priority. Job creation would cut the cost of our social programs in a positive way, by putting people back to work. Although the government plans are to create jobs, these jobs must be long term and paying decent wages to stabilize the economy. We cannot forget that the fundamental purpose of unemployment is to preserve economic stability for individuals, families, and communities when unemployment strikes.

Therefore as a representative of the New Glasgow and District Labour Council and the people and workers of Pictou County, I call for the government to abolish its plans to change the present unemployment insurance program.

Mr. Tardif: I am vice-president of the Mainland Building and Construction Trades Council. Certainly our council supports the brief put forward by the federation. On a national basis the building trades council brief explained the many concerns we have as construction workers in this country.

I myself was involved in the construction industry for some 28 years, before becoming involved as a business manager with the IBEW. I am an electrician by trade and I am well aware of what it's like to be unemployed and to have to travel throughout this country in order to obtain employment.

There seems to be a myth among many people in this country that the construction industry itself is a seasonal industry. I would like to explain to this committee, as I'm sure others have done, that certainly in this province our members in the construction industry work at any time of the year, whether it be winter, summer, fall, spring. The seasons have nothing to do with our work. Over the last number of years we've had between 40% and 60% of our members out of work in our industry, and those figures don't change because of summer or winter.

We don't have any say when a developer or a government or any other investor comes into this country and wishes to build a project. If they choose to build it in the winter, then we are prepared to work in the winter. If they decide to start in the summer, we would certainly be willing to work then as well. We would hope this committee does not view our industry as being seasonal, because that's certainly not the case.

I would like to explain that many of our members who are unemployed are certainly not unemployed because they want to be. They are willing to work. Across the last number of years construction workers have proven time and time again when there are major projects in some other part of the country, they'll get up and travel. They'll leave their families to secure jobs rather than sit home on unemployment insurance.

L'assurance-chômage n'est pas la cause du déficit. Le déficit est le résultat de mauvaises politiques économiques, par exemple de taux d'intérêt élevés, d'exemptions fiscales pour les grandes sociétés, du libre-échange, et du fait que l'on n'a pas accordé la priorité maximale à la création d'emplois. En effet, celle-ci réduirait le coût des programmes sociaux, puisque les travailleurs n'en auraient pas besoin. Bien que le gouvernement entende créer des emplois, ceux-ci doivent être à long terme et doivent offrir des salaires décents si l'on veut stabiliser l'économie. On ne doit pas oublier que l'objectif fondamental de l'assurance-chômage est de préserver la stabilité économique des particuliers, des familles et des collectivités lorsque le chômage frappe.

Par conséquent, en tant que représentant du Conseil du travail de New Glasgow et du district, et de la population et des travailleurs du comté de Pictou, je prie le gouvernement d'abolir ses plans de modification du programme d'assurance-chômage actuel.

M. Tardif: Je suis vice-président du Mainland Building and Construction Trades Council (Conseil des métiers de la construction et du bâtiment). Il est certain que notre conseil appuie le mémoire présenté par la Fédération. Sur le plan national, le mémoire des conseils des métiers du bâtiment explique les inquiétudes des travailleurs de la construction de ce pays.

J'ai moi-même travaillé dans la construction pendant 28 ans avant de devenir directeur administratif à la FIOE. Je suis électricien de formation et je sais très ce qu'il en est d'être en chômage et de devoir se déplacer partout au pays pour trouver un emploi.

Beaucoup pensent que l'industrie de la construction elle-même est une industrie saisonnière. Je voudrais expliquer au comité, ce que d'autres ont probablement déjà fait, que dans notre province, les travailleurs de la construction travaillent toute l'année, que ce soit en hiver, en été, en automne ou au printemps. Les saisons n'ont rien à voir avec le travail. Au cours des dernières années, entre 40 et 60 p. 100 de nos travailleurs étaient sans emploi et ces chiffres ne variaient pas entre l'hiver et l'été.

La décision d'un promoteur, d'un gouvernement ou d'un investisseur de construire quelque chose quelque part nous échappe complètement. Si la construction a lieu en hiver, nous sommes prêts à travailler à ce moment-là. Si la construction commence en été, nous serons prêts également. Nous espérons que le comité ne considérera pas notre industrie comme saisonnière, car ce n'est manifestement pas le cas.

Je voudrais dire aussi que beaucoup de nos membres en chômage ne sont pas sans travail parce qu'ils le désirent. Ils veulent travailler. Au cours des dernières années, les travailleurs de la construction ont démontré maintes et maintes fois que lorsque de grands projets commencent dans d'autres parties du pays, ils sont prêts à y aller. Ils sont prêts à laisser leurs familles pour travailler plutôt que de rester à la maison à vivre de l'assurance-chômage.

[Text]

Now, you may look at that and say, well, that's saving money on the UIC system, which it certainly is, but we want to tell you that if you have to get up and leave your family for two and three months at a time or longer to secure employment, there are many hardships on your personal life as well as your family life, but again many construction workers feel they have to do that to provide for their families and they are willing to do that.

Some people feel that when construction workers are out of work, they'll simply sit at home and draw from the UIC system rather than have to travel anywhere in this country. I can assure you that in our province many of our workers have not done that and would be willing to get up and go anywhere in this country tomorrow if the work was there for them.

When we look at the UIC program, in our industry we view it certainly as an insurance program to protect our members when they're unemployed. Our members, as well as employers in the construction industry, pay a lot of money into the UIC system. We certainly don't mind paying into the UIC system, because it's a protection for our own benefit, to help us when we are unemployed, as well as to provide for our families.

We look at the system changing. Obviously there are going to be changes made, but the workers and employers should certainly have more input and should be involved in the system, because they pay into it, and have more say, perhaps through a joint committee that decides on how the unemployment system is going to work in this country, along with working with the government.

The way it is right now, the employers and workers pay all the money but have really no say on the day-to-day operation of the fund. We hope some of the changes that are going to be looked at would be to give the workers in this country more input on how the UIC system will operate.

The other issue I'd like to point out is with respect to training. We value training, particularly in our industry, where technology is changing all the time. It's important for our members to keep up with the changes in technology so we can provide the best construction we can in this country.

But we certainly don't agree with using UIC moneys towards training, because the end result is that it does not create employment in this country. There have been a number of dollars spent over the last number of years and there may have been some jobs created, but overall the amount of money that has been spent in this area certainly hasn't improved jobs for our members of this province.

It's not that I'm against training, but certainly most employers and unions in this country have fairly substantial training funds that they've negotiated in collective agreements. We would much rather contribute to the process of training with the hope of getting a job at the other end. Therefore, we would prefer to have that money the government is putting into training go into job creation of some type, which would help our members get back to work and leave the training up to the industry, which is the workers and the employers. We certainly hope you will take that into consideration.

[Translation]

Vous allez peut-être me dire que cela économise de l'argent à l'assurance-chômage et c'est certainement vrai, mais je voudrais vous dire que le fait de quitter sa famille et s'en aller deux ou trois mois ou plus pour trouver un travail entraîne passablement de difficultés financières et familiales. Cependant, le travailleur de la construction estime que c'est ce qu'il doit faire pour subvenir aux besoins de sa famille et est prêt à le faire.

Certains pensent que lorsque les travailleurs de la construction sont en chômage, ils se contentent de rester à la maison et de toucher leurs prestations au lieu de chercher ailleurs au pays. Je peux vous dire que dans notre province, ce n'est pas ce que font les travailleurs; ils sont prêts à aller n'importe où demain s'il y a du travail pour eux.

Dans notre industrie, nous considérons le programme d'assurance-chômage strictement comme un programme d'assurance destiné à protéger nos membres sans emploi. Ceux-ci, de même que les employeurs du secteur de la construction, contribuent beaucoup au Régime d'assurance-chômage. Nous n'avons aucune objection à cela car c'est une protection, quelque chose qui nous protège nous et notre famille lorsque nous sommes en chômage.

Nous nous trouvons maintenant face à des changements. Il est certain que des changements seront effectués, mais les travailleurs et les employeurs auraient aimé y participer davantage et voudraient participer au régime, car ils y contribuent financièrement et ils aimerait avoir leur mot à dire, peut-être par l'intermédiaire d'un comité mixte qui déciderait de quelle façon le Régime d'assurance-chômage va être utilisé, peut-être en collaboration avec le gouvernement.

A l'heure actuelle, les employeurs et les travailleurs paient, mais ils n'ont pas leur mot à dire dans le fonctionnement quotidien de la caisse. Nous espérons que certains des changements qui seront envisagés donneront aux travailleurs de ce pays une plus grande participation aux décisions sur la façon dont fonctionne le Régime d'assurance-chômage.

L'autre point que je voudrais aborder est celui de la formation. Nous respectons la formation, surtout dans notre secteur où la technologie est en mutation constante. Il importe que nos membres soient tenus au courant des changements technologiques de façon à appliquer les meilleures méthodes de construction disponibles au pays.

Cependant, nous ne sommes absolument pas d'accord sur l'utilisation de l'argent de l'assurance-chômage pour la formation, car cela ne crée pas d'emploi. Au cours des dernières années, on a dépensé pas mal d'argent en formation et certains emplois ont été créés, mais dans l'ensemble la quantité d'argent dépensé dans ce domaine n'a certainement pas entraîné une amélioration de l'emploi pour nos membres dans cette province.

Ce n'est pas que je suis contre la formation, mais la plupart des employeurs et des syndicats ont des fonds importants réservés à la formation en vertu des conventions collectives négociées. Nous préférons contribuer à la formation avec l'espoir d'obtenir un emploi. C'est pourquoi nous préférerions que l'argent que le gouvernement envisage de mettre dans la formation aille à la création d'emplois, ce qui aiderait nos membres à retourner au travail et ce qui laisserait la formation à l'industrie, c'est-à-dire aux travailleurs et aux employeurs. Nous espérons que vous prendrez cela en compte.

[Texte]

[Traduction]

• 1030

The other point I'd like to address is the issue on the system that you're looking at with respect to members—well, not just members, but anybody who's drawing unemployment for a certain period of time. If they're a regular or they draw so many times in a certain period, their benefits would be drastically cut, or maybe even cut off, and they may be required to go into some type of training.

Certainly in the construction industry it may be necessary for our people to draw unemployment three, four or five times in one year. Again, it's only because there's no work. It's not that we're abusing the system. If the work is there, when the industry is going well, perhaps we may not draw it for two or three years. To look at a system, and if an individual happens to have to draw unemployment a number of times over a year or over any given time his benefits would be reduced, is certainly not fair to the people who pay into the system and need it only because they don't have an opportunity to get work in our industry.

With the amount of unemployment we've had over the last number of years in Nova Scotia, we have had, in the building trades, at least going back the last three or four years, an average of 50% of our members unemployed. I'm sure people on this committee can appreciate the problems that occur when people are unemployed. You know the personal stress workers have, along with their families, because of low income, and the other problems that can result in many divorces, suicides, crime, and addiction to alcohol. There are so many other social problems that can result from unemployment. Now we view an attack on the UIC system as creating more and more problems in the social environment of the country.

I don't think anybody around this table can really agree with that type of situation. If anything, we should be improving the quality of life in Canada and trying to create more jobs, as opposed to making it worse.

I won't repeat many of the other points that were made in the brief submitted by the national executive of the Building and Construction Trades Council.

I guess my last comment is that I would hope this committee is really not in place just for the sake of going around the country listening to everybody, but really not taking them seriously. I say that in respect to a recent situation I've been involved in on behalf of our council, in making a presentation before the Law Amendments Committee in this province on an issue that affected construction workers. I was hesitant to go there to start with, because the practice of the Law Amendments Committee in this province is one where they sit around and give you the opportunity to express your concerns and views, but the end result is that their minds are made up, and really you're just going through a procedure and they're going to do what they're going to do.

L'autre point que je voudrais aborder est la question de ceux de nos membres—pas seulement nos membres, mais tous ceux qui touchent des prestations d'assurance-chômage pendant une certaine période de temps—qui sont des prestataires réguliers ou qui touchent des prestations plusieurs fois pendant une certaine période de temps, car leurs prestations seront considérablement réduites, voire totalement supprimées et ils pourront être contraints de suivre une formation quelconque.

Dans le secteur de la construction, les employés peuvent recourir à l'assurance-chômage trois, quatre ou cinq fois dans une même année. Je répète c'est seulement parce qu'il n'y a pas de travail. Ce n'est pas qu'ils abusent du système. Si il y a du travail, lorsque le secteur va bien, ils peuvent ne pas toucher d'assurance-chômage pendant deux ou trois ans. Il n'est certainement pas juste de dire aux gens qui ont contribué au régime et qui en ont besoin parce qu'ils n'ont pas de travail, que leurs prestations seront réduites parce qu'ils ont demandé des prestations plusieurs fois au cours de l'année ou d'une autre période.

Vu le chômage qu'a connu la Nouvelle-Écosse au cours des dernières années, nous avons eu dans le secteur de la construction, depuis au moins trois ou quatre ans, une moyenne de 50 p. 100 de chômeurs. Je suis sûr que les membres de ce comité comprennent les problèmes que connaissent les travailleurs en chômage. Vous savez le stress personnel et familial que cela cause en raison de la réduction du revenu et de tous les problèmes qui en résultent, notamment le divorce, le suicide, la criminalité et l'alcoolisme. Il y a bien d'autres problèmes sociaux qui découlent également du chômage. Nous considérons que cette attaque contre le Régime d'assurance-chômage ne fera que créer de nouveaux problèmes dans le milieu social du pays.

Je ne pense pas que quiconque autour de cette table puisse être d'accord avec une telle situation. S'il y a une chose que nous devrions faire, c'est tenter d'améliorer la qualité de la vie au Canada et essayer de créer plus d'emplois au lieu de contribuer à la détérioration de la situation.

Je ne répéterai pas les nombreux autres points qui ont été soulevés dans le mémoire présenté par l'exécutif national du Conseil des métiers de la construction et du bâtiment.

Je terminerai en disant que j'espère que le comité n'est pas simplement là pour se promener dans le pays pour écouter les doléances sans chercher à les prendre au sérieux. Je dis ça en raison d'une situation récente à laquelle je me suis trouvé au nom de notre Conseil. J'ai fait un exposé devant le Comité de réforme du droit de cette province sur un aspect qui touche les travailleurs de la construction. J'ai beaucoup hésité, car la pratique de la Commission de réforme du droit de cette province est de tenir des audiences, de vous donner l'occasion de faire valoir vos réserves et votre opinion, mais en fin de compte la décision est prise et tout ce que l'on fait c'est de se plier à une certaine procédure, mais en sachant fort bien que la Commission fera ce qu'elle voudra.

[Text]

I would hope this committee will seriously listen to the many concerns expressed by Canadians, and if there is any change to be made in the social programs it'll be of a positive nature rather than put this whole program back despite the many years we've taken to build it up. There's been a lot of hard work of individuals over the years to build our social programs.

People who are on UI certainly aren't on it because they want to be. I believe every Canadian wants to work and raise his family at a decent standard. The systems that are in place are only there to help us if we can't work, so hopefully the government will look seriously at creating jobs to help us avoid going on any of the social programs in this country.

Thank you.

Mr. Clarke: Just very quickly, Mr. Chair, in summation, we'll be open for any questions you may have.

I think when you hear the comments that have been spoken around the table, plus the text of the consultation we've had and probably what you've witnessed elsewhere, you know there's a lot of concern and frustration growing across the country.

• 1035

When we talk about a strain on our social support system—I mentioned this to your committee when I had the opportunity to appear by satellite, and I have to say it's much more enjoyable appearing face to face than it is by satellite hookup—and on our UI system, which isn't strained right now because we're in a surplus in UI, that's not the problem. Rather, it's a symptom of the problem out there. The real problem is the lack of jobs. The jobs being created—and we mentioned this throughout our brief—are what we call "McJobs" because many of the jobs we're seeing are the low paying, part-time type of jobs.

There's some job increase going on across the country now, and I think nationally about 85% are full-time jobs. In this region it's 22%. So 78% fall into what we term "McJobs" that are part time jobs and really are only creating more working poor. The strain isn't the problem, but rather it's reflective of the real problem.

If we seem frustrated and skeptical of the job creation process, it's because this is the third opportunity I've had to talk about it since the election this year. I appeared before your committee in March; I appeared before the finance committee when it was in Lunenburg; and I appeared before the seasonal work and UI committee after two days' notice, and reflected the views and concerns that are being spoken by Nova Scotians, and for that matter the Atlantic region.

[Translation]

J'espère que ce comité sera différent et qu'il écoutera sérieusement les réserves exprimées par les Canadiens et que si des changements doivent être faits dans les programmes sociaux, ce seront des changements positifs plutôt que ce pas en arrière d'un système qu'il a fallu des années à construire. De nombreuses personnes ont travaillé d'arrache-pied pendant des années pour construire les programmes sociaux que nous avons actuellement.

Les prestataires de l'assurance-chômage aujourd'hui ne sont certainement pas là parce qu'ils le désirent. Je suis convaincu que tous les Canadiens souhaitent travailler et élever décemment leur famille. Les régimes en place ne sont là que pour aider ceux qui ne peuvent pas travailler, c'est pourquoi j'espère que le gouvernement envisagera sérieusement de créer des emplois de façon à nous aider de ne pas dépendre des programmes sociaux.

Merci.

M. Clarke: Très rapidement, monsieur le président, nous sommes prêts à répondre à toute question que vous pourriez avoir.

Je suppose qu'après avoir entendu nos observations, après avoir lu le texte de la consultation que nous avons eue et probablement après ce que vous avez déjà observé ailleurs, vous savez qu'il y a de nombreuses inquiétudes au pays et que le sentiment d'impuissance grandit.

On dit que le régime de sécurité sociale et le régime d'assurance-chômage sont dans une impasse—ce qui, dans le dernier cas, n'est pas exact à l'heure actuelle, car la Caisse de l'assurance-chômage est excédentaire—, mais comme je vous le mentionnais à l'occasion de ma comparution devant votre Comité via satellite—and je vous signale en passant qu'il est beaucoup plus agréable de comparaître en personne que par l'entremise du réseau satellite—, ce n'est pas là que se situe le problème. Cette impasse est plutôt le symptôme du problème auquel nous faisons face. Le vrai problème, c'est le manque d'emplois, les emplois qui sont créés—and nous le mentionnons tout au long de notre mémoire—sont ce que nous appelons des «McJobs», car il s'agit la plupart du temps d'emplois peu rémunérants et à temps partiel.

On note une certaine augmentation du nombre d'emplois à temps plein au Canada à l'heure actuelle, et je pense que pour l'ensemble du pays la proportion de nouveau emploi à plein temps est de 85 p. 100. Mais dans notre région, seulement 22 p. 100 des emplois créés sont des emplois à plein temps. Il y a donc 78 p. 100 des emplois créés qui sont dans la catégorie des «McJobs», c'est-à-dire des emplois à temps partiel, qui ne contribuent en réalité qu'à augmenter le nombre des mal payés. Ce n'est pas l'impasse dans laquelle se trouvent nos mesures de sécurité sociale qui cause le problème; elle n'est qu'un symptôme du problème véritable.

Si nous semblons déçus et sceptiques à propos du processus de création d'emplois, c'est que c'est la troisième fois depuis les dernières élections que j'ai l'occasion d'en faire la critique. J'ai comparu devant votre Comité en mars; j'ai comparu devant le Comité des finances quand il est venu siéger à Lunenburg; et j'ai comparu devant le Comité qui s'est penché sur le problème du travail saisonnier de l'assurance-chômage qui m'avait demandé, à seulement deux jours d'avis, de venir lui exprimer mon point de vue et les préoccupations des résidants de la Nouvelle-Écosse et plus généralement de la région de l'Atlantique.

[Texte]

You don't have to have a very large political map to see that Atlantic Canada wholeheartedly supported this government. We feel we are being greatly let down. We were promised job creation and what we're seeing now is an attack on the unemployed rather than an attack on unemployment. It causes grave concerns.

When you talk about UI changes and public consultation, there have been many horror stories about some of the problems that have occurred because of previous UI cuts, aside from the economic hardship placed on individuals, their families and communities. The UI change has made it very hard on workers. In March I projected, and I understand that our projection is true, that because of requalifying changing from 10 weeks to 12 weeks, we're going to lose 9,000 to 10,000 people.

In addition, changes were made to the UI system that anyone who quit a job could not receive UI in any fashion, rather than being given a penalty period. Through consultations we had at the four community meetings and the round-table, we heard horror stories of workers being harassed, intimidated and threatened on the job. Some were even working for no pay. They were told to work an extra two hours and had to sign documents saying they would report it to no one for fear of being fired and left without the opportunity to be able to draw benefits.

In the organized work sites there have been occurrences of that and we've been able to address them. But the intimidation factor has reared its ugly head because there is no security for workers. They feel there is no support from the government through the UI system. If it's raising its ugly head within the organized work site, we can only shudder to think what's happening in the small workplaces that hire predominantly single parents or youths. We think a grave injustice is being done to the citizens of this country and it ought to be corrected.

We've also been working with our youth through some of the stay in school initiatives and the feeling we get is not a very gratifying one. There's a lack of hope out there for children because they see their parents without work.

We talk to some of the youth and tell them they should stay in school and get an education to be ready for opportunities, but they see their highly-skilled, highly-trained parents who have been out of work for one to three years with no hope for employment, and they just kind of give us the proverbial flick and say, "Why bother?".

I'm getting reports our youth aren't being heard. If that's factual then it's a grave injustice because our youth are our future.

[Traduction]

Un simple coup d'œil à la carte géopolitique suffit pour se rendre compte que le Canada atlantique a accordé un appui sans réserve au gouvernement actuel. Nous avons l'impression qu'on nous a carrément laissé tomber. On nous avait promis de créer des emplois. Au lieu de cela, c'est à une attaque contre les chômeurs plutôt qu'à une attaque contre le chômage que nous assistons. C'est très inquiétant.

En parlant de changements et de consultations publiques au sujet du Régime d'assurance-chômage, on raconte une foule d'histoires d'horreurs à propos des problèmes qui sont survenus à cause des précédentes amputations au Régime d'assurance-chômage, en plus des difficultés économiques qu'elles ont causées aux personnes, aux familles et aux collectivités. Les changements au Régime d'assurance-chômage ont éprouvé très durement les travailleurs. En mars, j'avais prédit — et sauf erreur notre projection s'est avérée — que le simple fait de passer de 10 à 12 semaines la longueur de la période d'admissibilité nous ferait perdre de 9 à 10 000 travailleurs.

Sans compter qu'en vertu des nouvelles règles, celui qui quitte volontairement son emploi perd son droit aux prestations au lieu d'être pénalisé comme auparavant. Au cours des consultations que nous avons tenues à l'occasion des quatre réunions communautaires et de la table ronde que nous avions organisée, nous avons entendu des histoires d'horreur de travailleurs qui avaient été harcelés, intimidés et menacés dans leur milieu de travail. Certains d'entre eux travaillaient même sans rémunération. On les avait obligé à faire deux heures de travail supplémentaire et à signer des documents dans lesquels ils s'engageaient à ne divulguer ce fait à personne. Ils l'avaient fait par crainte d'être congédiés et d'être ainsi empêchés de toucher des prestations de chômage.

Ce genre d'événements est survenu sur des chantiers où étaient employés des travailleurs syndiqués, et nous avons réussi à redresser la situation. Mais l'intimidation a refait surface, car il n'y a pas de sécurité pour les travailleurs. Ces derniers ont l'impression de ne pas être appuyés par le gouvernement quand ils veulent toucher des prestations de chômage. Si l'intimidation refait surface en milieu de travail syndiqué, on n'ose pas imaginer ce qui se passe sur les petits chantiers où l'on embauche surtout des chefs de familles monoparentales ou des jeunes. Nous pensons que cette mesure est très injuste envers les Canadiens et que la situation devrait être redressée.

Nous avons également travaillé auprès des jeunes dans le cadre de quelques projets de lutte contre le décrochage scolaire, et nous n'avons pas trouvé l'expérience très gratifiante. On note un manque d'espoir chez les enfants, parce qu'ils voient leurs parents sans travail.

Nous disons aux jeunes qu'ils devraient poursuivre leurs études et continuer de s'instruire pour être prêts à occuper les emplois de l'avenir; mais lorsqu'ils voient leurs parents, pourtant hautement qualifiés et formés, qui sont sans emploi depuis un à trois ans, sans espoir de trouver un travail quelconque, ils haussent les épaules et nous répondent: «pourquoi faire?».

Des jeunes m'ont signalé à quelques reprises qu'on ne s'intéresse pas à ce qu'ils ont à dire. Si cette plainte est fondée, c'est très injuste, car nos jeunes sont notre avenir.

[Text]

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Clarke, and thanks to all of you who have made statements for the constructive way you made your presentation.

[Translation]

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Clarke, et merci à tous ceux qui sont intervenus pour la façon constructive dont ils ont présenté leurs points de vue.

• 1040

We have about five minutes per party for questions. As well, I just wanted to let you know that my understanding is that the Labour Force Development Board of Nova Scotia will be appearing in Sidney. So that's the latest that I have on that. They will get a chance to appear in Nova Scotia; it's just that there's more room in Sidney.

We'll begin with Madam Lalonde.

Mrs. Lalonde (Mercier): Bonjour. I will try to speak English so that everybody can hear me. Forgive me for the errors I will make.

It is better to see you than on a televideo conference. There is one thing further that I want to tell you, and I want to tell it in English. We, the Bloc, in the House have been the only ones who have taken your defence on Bill C-17 and on that so-called reform. Before asking my question, I have to state and show you something. This graph that you must have seen is the cause of Bill C-17. For all the regions here, with Quebec here, are shown those "claimants with short-term employment". This other one here, that also comes from DHR, shows the frequent claimant by region. It is called *Les réformes: un problème régional*.

So the first cut with Bill C-17... which, in the Maritimes, you take 25% off with 8% of the Canadian population. The second cut, in the green paper, is not evaluated, but we may think it is, on the UI, about the same thing. Both have a regional target, without seeing it and without first trying to help these regions to, as you have said, better their economy.

Do you think there is a different human nature starting with Ontario west, and east of Ontario that would, in fact, have people then abuse the UI system where in the west they wouldn't?

Mr. Clarke: No, I think clearly that's what's being led, and that's the concern we have. We mention in our presentation that it leaves people in this region feeling that there are those in the rest of Canada are thinking that people are abusing the system here when in fact, the very nature of our industries... and I might point out that in some of industries it's because of government policy. Brother Holloway pointed it out on the ship building. Well, that's the industry I come out of. We have a fair high degree of unemployment in that industry, and the fishing industry is another.

Nous disposons d'environ cinq minutes par parti pour les questions. Je voulais vous signaler aussi que le Labour Force Development Board de la Nouvelle-Écosse se réunira, sauf erreur, à Sidney. Ce sont les dernières informations que j'ai à ce sujet. Cet organisme pourra se présenter en Nouvelle-Écosse tout simplement parce qu'il y a plus de places à Sidney.

Nous commencerons la période de questions par M^{me} Lalonde.

Mme Lalonde (Mercier): Good morning. Je vais essayer de parler en anglais pour que tout le monde puisse bien me comprendre. Je vous prie d'excuser mes erreurs.

Je préfère vous voir en personne que de communiquer avec vous dans le cadre d'une téléconférence. Il y a une autre chose que je tiens à vous dire, et je tiens à vous la dire en anglais. Le Bloc québécois est le seul parti à la Chambre des communes à avoir défendu votre point de vue sur le projet de loi C-17 et sur la soi-disant réforme. Avant de poser ma question, je tiens à vous montrer quelque chose. Ce graphique que vous devez avoir vu est à l'origine même du projet de loi C-17. Pour toutes les régions, et pour le Québec, on peut voir ici ceux qu'on appelle les « demandeurs ayant occupé un emploi de courte durée ». Il y a aussi cet autre graphique, qui a également été produit par le MRH, qui donne une ventilation des demandeurs fréquents, par région. Ce graphique s'intitule: *The Reforms: A regional problem*.

On peut donc voir l'effet de la première mesure contenue dans le projet de loi C-17... qui, dans les Maritimes, se traduit par une diminution de 25 p. 100 pour un poids démographique de 8 p. 100 par rapport à l'ensemble de la population canadienne. L'effet de la deuxième coupe, proposée dans le Livre vert, n'est pas évalué, mais nous pouvons imaginer qu'il est à peu près le même sur les prestations d'assurance-chômage. Dans les deux cas, on a fixé un objectif régional, sans y regarder de plus près, et sans essayer d'aider ces régions, comme vous l'avez dit, à améliorer leur économie.

Pensez-vous que la nature humaine soit telle pour qu'à l'est de l'Ontario, on ait des gens qui abusent du Régime d'assurance-chômage alors que ce ne serait pas le cas dans l'Ouest?

M. Clarke: Non, je pense que c'est clairement ce qu'on veut laisser supposer, et c'est ce qui nous inquiète. Nous mentionnons dans notre mémoire que les gens de notre région ont l'impression que les autres Canadiens pensent qu'ils abusent du régime alors, qu'en fait, le chômage est intimement lié à la nature même de nos industries... et, j'ajouterais, que dans certaines industries c'est à cause de la politique du gouvernement. Notre collègue Holloway l'a signalé au sujet des chantiers maritimes. En fait, c'est l'industrie d'où je viens. Nous avons un taux de chômage passablement élevé dans notre industrie, et c'est la même chose dans la pêche.

[Texte]

We're in a fishery crisis right now but even with the crisis we have we do not have policies that say we're going to start doing value-added processing in this region. If we did value-added processing in this region and stopped trucking groundfish out to the U.S. then we'd have more jobs here and we'd probably be able to lower some of these graphs.

So we're the recipients on both ends of some of the government's policies. With all due credit, some of the policies are from previous governments. Nonetheless, we aren't having the opportunity for the jobs and we're still being stigmatized as being abusers of the system. Well, Nova Scotians want to work, and they want the job opportunities.

Mrs. Lalonde (Mercier): My second question will be, don't you think it would be more appropriate maybe to shape a target of the unemployment rate that should be...not acceptable, but try to look for and help people, communities, local and provincial governments to have the ways and means and clout enough to develop before cutting?

Mr. Clarke: Exactly, because the targeting we've been having to date on lowering UI is to make it harder to receive it. Well, that's not addressing the problem because those people fall through the cracks and end up on social security.

[Traduction]

Les pêches sont en crise à l'heure actuelle, mais même dans cette situation critique, nous n'avons pas de politique de transformation du produit dans la région. Si nous cessions d'expédier par camion aux États-Unis le poisson de fond péché ici et commençons à le traiter dans la région, nous mettrions en place une industrie à valeur ajoutée qui nous permettrait de créer des emplois et d'améliorer probablement un peu notre position sur ces graphiques.

Nous sommes donc doublement bénéficiaires de certaines des politiques du gouvernement. En toute honnêteté, soulignons que certaines de ces politiques nous viennent des gouvernements précédents. Quo qu'il en soit, nous ne sommes pas favorisés sur le plan de la création d'emplois, et l'on continue de nous qualifier comme des gens qui abusent du système. Sachez que les habitants de la Nouvelle-Écosse veulent travailler et profiter des occasions d'emploi.

Mme Lalonde (Mercier): Ma deuxième question sera la suivante: ne pensez-vous pas qu'il serait préférable d'établir comme objectif un taux de chômage qui serait... non pas acceptable, mais réaliste, et d'essayer d'aider les gens, les collectivités, les gouvernements locaux et provinciaux à se donner les moyens de se développer avant de comprimer les programmes?

M. Clarke: Exactement, car l'objectif qu'on nous a imposé jusqu'à maintenant pour réduire le montant des prestations de chômage porte sur les moyens de rendre plus difficile le droit aux prestations. Ce n'est pas de cette manière qu'on va régler le problème, car quand les chômeurs ne seront plus admissibles à l'assurance-chômage, ils deviendront des prestataires d'aide sociale.

• 1045

We've had targets for reducing the deficit. We should have a target for full employment. The only real way to lower the unemployment level is to give people jobs. There definitely should be targeting, and we do address that in our presentation.

Mrs. Lalonde (Mercier): The account finances itself, it must be said. It has nothing to do with the deficit. Welfare cuts, yes; and if I had time...

It must be said that the UI account does balance itself, with interest. In September, through the Access to Information Act, we know there was a provision for this year of a surplus of \$2.7 billion, instead of the deficit of \$240 million foreseen in April. So there's a huge difference there. It is as if next year the deficit would be completely erased.

But at what cost, not only for the people but for the economy of the region? If people don't go on UI, they will go on welfare; or maybe there will be another member of the family who will have a little salary. It means the province will pay. There will be a depressive effect on the economy.

My last question is what could we do to stop this so-called reform?

On nous a fixé des objectifs pour réduire le déficit. Nous devrions avoir un objectif pour le plein emploi. Le seul vrai moyen de réduire le taux de chômage, c'est de donner des emplois aux gens. Il faudrait indéniablement fixer un objectif, et nous en parlons dans notre mémoire.

Mme Lalonde (Mercier): Le régime s'autofinance, il faut le dire. Cela n'a rien à voir avec le déficit. La diminution du budget de l'aide sociale, oui; et, si j'avais le temps...

Il faut le dire que le compte de l'assurance-chômage n'est pas déficitaire, et que les excédents rapportent des intérêts. En septembre, grâce à la Loi sur l'accès à l'information, nous avons appris que le compte de l'assurance-chômage devrait cette année afficher un excédent de 2,7 milliards de dollars, au lieu d'un déficit de 240 millions, comme on le prévoyait en avril. C'est donc une différence énorme. C'est comme si, l'an prochain, le déficit était complètement résorbé.

Mais à quel prix, non seulement pour les individus eux-mêmes, mais pour l'économie de la région? Si les travailleurs n'ont plus accès à l'assurance-chômage, ils s'adresseront aux bureaux d'aide sociale; ou bien, il y aura un autre membre de la famille qui travaillera à bas salaire. En fin de compte, ce sera la province qui écopera du fardeau. Cela aura un effet dépressif sur l'économie.

Ma dernière question est la suivante: que pourrions-nous faire pour arrêter cette supposée réforme?

[Text]

[Translation]

Mr. Clarke: Clearly—and again, we do refer to this in our document—UI should not be part of the reform. UI, as you indicated, is a totally funded program between employers and employees. It's a system we call an equalization payment among workers. When we're in a low period in some region, the benefits or premiums paid by some others supplement the loss of wages for those other workers. When we're in an economic crisis, the way the system is intended to work, then the government may have to top up.

M. Clarke: Assurément—and là encore, il en est question dans notre document—, l'assurance-chômage ne devrait pas être visée par la réforme. Comme vous l'avez mentionné, l'assurance-chômage est un régime entièrement financé par les employeurs et les employés. C'est ce que nous appelons un système de péréquation entre les travailleurs. Quand l'emploi est en baisse dans une région donnée, les primes payées par les travailleurs des autres régions compensent les pertes de salaire subies par les travailleurs des régions défavorisées. Les régimes fonctionnent de telle sorte que ce n'est qu'en période de crise économique que le gouvernement est mis à contribution.

Right now we are in a surplus position. We shouldn't be talking about cutting benefits to workers whatsoever.

À l'heure actuelle, la caisse est excédentaire. Nous ne devrions en aucune façon parler de réduire les prestations des chômeurs.

It is not only the claimant who suffers. The human cost has not been looked at. When you look first of all at the individual who loses a job, a lot more is lost than that wage. They're not reimbursed for the total wage, so they must tighten their own belts...but also the community. Particularly in many of our small communities, that's very important. If we take that away to go to a two-tier system, and then those people are going to be off UI and on the social support system, those communities will lose a lot of revenue themselves. We're going to see bankrupt communities across this province.

Il n'y pas que le demandeur qui est victime. On n'a pas tenu compte du coût humain. Tout d'abord, la personne qui perd son emploi perd beaucoup plus que son simple salaire. Comme on ne lui rembourse pas la totalité de son salaire, elle doit se serrer la ceinture, ainsi d'ailleurs que la communauté. Particulièrement dans un grand nombre de nos petites localités, l'apport économique de nos travailleurs est très important. Si nous abolissons le système actuel pour le remplacer par un système de prestations à deux paliers, et si certaines personnes deviennent des prestataires de l'aide sociale parce qu'elles n'ont plus droit aux prestations de chômage, il en résultera d'importantes pertes de revenu pour les petites localités. Il y aura des villes et des villages qui feront faillite dans notre province.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much for your presentation.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup de votre exposé.

I find it surprising you say the government hasn't been creating jobs. They have spent almost \$2 billion on an infrastructure program. Isn't that creating a lot of jobs for you?

J suis étonné de vous entendre dire que le gouvernement n'a pas créé d'emplois. Il a pourtant dépensé près de 2 milliards de dollars pour un programme des infrastructures. Cela ne crée-t-il pas beaucoup d'emplois chez vous?

Mr. Clarke: That could be some of the job creation referred to, but only 22% of the jobs that have been created have been full-time jobs.

M. Clarke: Il peut avoir contribué à créer les emplois dont nous avons parlé, mais n'oublions pas que seulement 22 p. 100 des emplois créés sont des emplois à temps plein.

The infrastructure program is important, and we don't downplay it. But we know there's an end to those jobs. There are industries such that we believe if the proper policies are put in place, we can have full-time meaningful jobs that are going to create other jobs. The shipbuilding industry is one; secondary processing—stop trucking out the round logs. Do more with our lumber products. There's lots to be done.

Le programme des infrastructures est important, et nous ne voudrions pas en minimiser l'intérêt. Mais nous savons que ces emplois ont une fin. Nous croyons qu'il y a des industries, pourvu que les politiques adéquates soient mises en place, qui peuvent fournir des emplois intéressants à plein temps qui, à leur tour, contribueront à créer d'autres emplois. La construction navale en est une; dotons-nous d'industries de transformation, cessons d'expédier nos billets par camion. Exploitons davantage notre industrie du bois. Il y a beaucoup à faire.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Would you like to see more programs like the infrastructure program, where the government creates those kinds of jobs?

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Aimeriez-vous qu'il y ait d'autres programmes comme celui des infrastructures, dans le cadre desquels le gouvernement crée ce genre d'emplois?

Mr. Clarke: The jobs that are being done, for instance, if you're talking about highways, I believe that's important. Some of the infrastructure jobs that are going on are questionable.

M. Clarke: Si vous parlez de la construction de routes, par exemple, je crois que les emplois créés sont importants. On peut, par ailleurs, avoir des doutes au sujet de certaines emplois d'infrastructure en cours actuellement.

I think the government should be instilling more of a role that's going to provide the climate for the private sector also to get involved in creating jobs.

Je pense que le gouvernement devrait intervenir davantage pour créer un climat qui permettrait au secteur privé de participer activement à la création d'emplois.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): There you go.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Là, vous parlez!

[Texte]

Mr. Clarke: The disincentive to this—you're not going to agree with all of it, I might as well tell you now. I think there are many profitable industries in this area, but many of the profits don't stay in this area. I think we should be imposing a very severe tax on those employers that aren't investing in jobs for tomorrow. There are many good employers that are investing; but there are many others that aren't investing in our future. I think we have to get a handle on that.

[Traduction]

M. Clarke: Ce qui nuit à la création d'emplois—vous n'allez pas être d'accord avec tout ce que je dis, je vous le dis tout de suite—, c'est qu'il y a, je pense, de nombreuses industries rentables dans notre région, mais qu'une bonne part des profits ne sont pas réinvestis ici. Je pense que nous devrions imposer une taxe très forte aux employeurs qui n'investissent pas dans la création d'emplois futurs. Il y a beaucoup de bons employeurs qui investissent pour l'avenir, mais bien d'autres ne le font pas. Je pense que nous devons y voir.

• 1050

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I think that's the key thing. The government has to create a climate where it is attractive for employers to set up businesses and so on.

There's one problem I have with what you said about unemployment insurance in some of your answers and some of your remarks. It seems to me you're somehow indicating that the funding for unemployment insurance is somehow different than for the other programs the government runs. How is it different? I mean, all of the programs the government runs are paid for by us.

Mr. Clarke: That's "us" as in . . .

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): The taxpayers. Every body who works and earns wages pays into every government program, and it's all redistribution, just like unemployment insurance. There isn't any difference.

Mr. Clarke: It's a bit different in the sense that it doesn't come out of tax dollars. It's paid by employers and employees.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): It's a tax.

Mr. Clarke: No, I disagree with you. I don't agree that it's a tax. It's an insurance policy, and it's a premium.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Okay. That leads me to my question that I think is the key question, and some of the people here have mentioned it. Would you like to see unemployment insurance returned to a true insurance program run by employers and employees?

Mr. Clarke: I'd have to see the framework of that, to be quite honest. We don't knock any of that out in our document.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): That was mentioned by some of the people—

Mr. Clarke: In our document we also recommend that if there is a review, it should be a review of the stakeholders, and not as part of the social security review. Because we have absolutely no problem with taking a look at how the UI system is going, but it has to be a proper review by the stakeholders.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Who are the stakeholders? If you want to create jobs in this country, and you hand it over to government, they will distribute that money as they see fit. Some of the people here have complained about the bureaucracy and what the government does with those funds. If you want to gain control over it, you'd have to bring those people to the table.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): À mon avis, c'est le point principal. Le gouvernement doit favoriser l'établissement d'un climat attrayant pour que les employeurs mettent sur pied des entreprises, et ainsi de suite.

Il y a un point qui me préoccupe au sujet de ce que vous avez dit sur l'assurance-chômage dans certaines de vos réponses et de vos observations. J'ai l'impression que, d'après vous, le financement de l'assurance-chômage est différent de celui des autres programmes que gère le gouvernement. En quoi est-il différent? À mon sens, tous les programmes que gère le gouvernement sont financés par nous.

M. Clarke: C'est «nous» comme dans . . .

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Les contribuables. Tous ceux qui travaillent et qui gagnent un salaire contribuent au financement de tous les programmes gouvernementaux, et tous aboutissent à une redistribution, comme celui de l'assurance-chômage. Il n'y a aucune différence.

M. Clarke: À la différence près que le programme de l'assurance-chômage n'est pas financé par les deniers publics. Il est financé par les employeurs et les employés.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): C'est une taxe.

M. Clarke: Non, je ne suis pas d'accord avec vous. Ce n'est pas une taxe. C'est une police d'assurance, qui est financée par une prime.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Très bien. Cela m'amène à vous poser une question qui, je pense, est un point crucial. Quelques-uns des intervenants l'ont mentionné. Souhaiteriez-vous que l'assurance-chômage redevienne un véritable programme d'assurance géré par les employeurs et les employés?

M. Clarke: Honnêtement, il me faudrait voir comment ce programme est structuré. Nous n'abordons pas la question sous cet angle dans notre document.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Cette hypothèse a été mentionnée par certains des intervenants. . .

M. Clarke: Dans notre document, nous recommandons également que cette question soit examinée, si examen il y a, par les partenaires, et non dans le cadre de l'examen de la sécurité sociale. Nous n'avons absolument aucune objection à ce que le Régime d'assurance-chômage soit passé en revue, mais il doit s'agir d'un examen authentique effectué par les partenaires du régime.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Qui sont les partenaires? Si vous confiez au gouvernement la tâche de créer des emplois au Canada, il vous faudra accepter qu'il distribue l'argent comme bon lui semble. Certains des intervenants se sont plaints de la lourdeur bureaucratique du régime et de la manière dont le gouvernement utilise ces fonds. Si vous voulez prendre en main l'utilisation de ces fonds, il vous faudra faire intervenir tous les partenaires.

[Text]

I appreciated what you had to say at the beginning of your introduction there. You talked about negotiating with the government, sitting down, discussing things until an agreement was reached. But for that to be successful, wouldn't all the stakeholders have to be at the table?

Mr. Clarke: I think representatives of the stakeholders have to be at the table. You couldn't literally bring all the stakeholders. That's why we made reference to the employers and employees through the representative organizations, our national organizations, representing workers and employers. If we're going to sit down and do a review of such an important issue that impacts on so many workers and their families, then it should be done through the stakeholders.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Yes, because there are a lot of people right now who are not represented in these hearings, in these negotiations, a lot of taxpayers who have a stake in what's happening. Would you not agree?

Mr. Clarke: In the UI area, I'd probably disagree, because I suspect you're going to hear from employer organizations, and you are hearing from worker organizations. So I think in the UI area, yes, by all means, they're well represented here. Again, it's not a general tax. You're not going to win that argument with me. You may convince yourself of that, but you're not going to convince me. It's an insurance premium. It's not only a benefit to the workers who lose their jobs but it's also a benefit to the employer, and it's a benefit to the community to have that skilled labour available.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I'm not here to defend the government, but the finance minister himself has said if we could lower UI premiums for employers and employees it would create a tremendous number of jobs in this country. Yet I hear you saying we shouldn't touch that type of thing.

The Chairman: That's your last question.

Mr. Clarke: Well, I've heard that argument many times. It's not the first time I've heard the employers say reduce that. It's not the first time I've heard it called a payroll tax, and if they had reduced amounts they would create jobs. Well, they've had reduced taxes. I think in the 1970s the employers paid 25% of all income tax. Now it's down to around 7% or 8% and we haven't seen a lot invested in job creation. It just sounds to me like it's another sales pitch to put a little more money in maybe an account outside this country.

I think it's time for them to put up front that they're committed to this country and committed to creating jobs before the government takes a look at giving any more breaks to them. Let's take a look at their social security or social support programs.

[Translation]

J'ai bien aimé ce que vous avez dit au début de votre intervention. Vous avez parlé de négocier avec le gouvernement, de vous asseoir à la table, de discuter d'hypothèses jusqu'à ce que les parties s'entendent. Mais pour que ces discussions portent fruit, ne faudrait-il pas que tous les partenaires soient réunis à la table?

M. Clarke: Je pense que les porte-parole des partenaires doivent être à la table. En pratique, il ne serait pas possible de faire intervenir tous les partenaires. C'est pourquoi nous avons parlé d'inviter les porte-parole des employeurs et des employés, c'est-à-dire les organismes représentatifs, nos organisations nationales, qui représentent les travailleurs et les employeurs. Si l'on doit se réunir pour examiner une question aussi importante, qui a une incidence sur un si grand nombre de travailleurs et leurs familles, tous les partenaires devraient être représentés.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Oui, car actuellement, il y a beaucoup de gens qui ne sont pas représentés à ces audiences, à ces négociations. Beaucoup de contribuables ont des intérêts en jeu dans la partie qui se joue. Êtes-vous d'accord?

M. Clarke: En ce qui concerne l'assurance-chômage, je ne serais probablement pas d'accord, car je suppose que vous allez entendre le point de vue des organismes qui représentent les employeurs, et vous entendez déjà les organismes qui représentent les travailleurs. Je pense donc que dans le domaine de l'assurance-chômage, tous les partenaires sont assez bien représentés. Mais je le répète, il ne s'agit pas d'une taxe générale. Vous n'allez pas gagner cet argument avec moi. Vous pouvez vous convaincre que vous avez raison, mais vous ne me convaincrez pas. C'est une prime d'assurance. Le régime ne profite pas seulement au travailleur qui perd son emploi, mais il profite également à l'employeur, et il est avantageux pour la collectivité d'avoir une main-d'œuvre compétente disponible.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je ne suis pas ici pour défendre le gouvernement, mais le ministre des Finances lui-même a dit que si nous pouvions diminuer le coût des cotisations d'assurance-chômage que paient les employeurs et les employés, on créerait énormément d'emplois au Canada. Pourtant, je vous ai entendu dire que nous ne devrions pas toucher à ce genre de chose.

Le président: C'est votre dernière question.

M. Clarke: J'ai souvent entendu cet argument. Ce n'est pas la première fois que j'entends dire que les employeurs souhaiteraient réduire cette cotisation. Ce n'est pas la première fois que j'entends dire que cette cotisation est considérée comme une charge sociale, et que si on la diminuait, les employeurs se serviraient de l'excédent pour créer des emplois. Les employeurs ont pourtant bénéficié de réductions d'impôt. Dans les années soixante-dix, je pense, les employeurs payaient 25 p. 100 de tous les impôts sur le revenu. Maintenant, leurs parts ne représentent que 7 ou 8 p. 100, et nous n'avons pas vu d'investissements massifs pour la création d'emplois. J'ai l'impression que c'est un autre argument que les employeurs invoquent pour pouvoir placer un peu plus d'argent peut-être dans un compte à l'étranger.

À mon avis, il est temps que les employeurs s'engagent officiellement à favoriser l'intérêt du pays et à créer des emplois avant que le gouvernement ne songe à leur accorder d'autres allégements fiscaux. Voyons ce qui en est de leurs programmes de sécurité sociale ou de soutien social.

[Texte]

[Traduction]

• 1055

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much. I appreciate it. I wish we had a lot more time for discussion.

The Chairman: Mr. Scott will begin for the Liberals. We have a very short period of time.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): I want to say a couple of things as a maritimer. First of all, I want to thank you personally for how patient I think the trade union movement has been in terms of this exercise, how constructive.

This is the first occasion I've had to go across the country and participate in these hearings, and I have to say, we have had some very good ideas. One of the things that was most impressive to me as a maritimer was how willing the trade union movement was across the country, in terms of the fact that this money is to some extent being transferred. There is an element of mitigating regional disparity involved in this, and there wasn't any hesitation that I saw across the country among... There was enormous solidarity.

As members of a national organization—and I say a national organization—you should be proud at how willing everyone is to see this as a nation. When you started, you talked about how you wanted to be constructive, and I heard you say that; it's been said across the country and it's true. I think as a maritimer, you've been particularly patient with this exercise.

I'm coming to a question, Mr. Chair.

When you say we would like to look at UI, to make it better, let's remove the financial consideration here and put it on the table right now that your position is solidly that there be no diminishing in benefit, period. Having said that, how could it be improved? Just in a sentence, how would that happen? How could it be improved? What values should it chase?

Mr. Clarke: It's probably going to take a longer answer than we're going to have time for. We've heard a lot of suggestions, and to be very honest, we haven't put them in here because we thought this was a bit too vague to commit a lot of the concerns to it.

We've heard ideas on how to streamline the process and how to create more revenue; and that's where we really honestly believe we should be looking at this national forum to deal with this program, because there are ways. We made particular reference to how not only those who are receivers of UI should be consulted, but also those who work within the system and their unions, and that's within HRD. They know ways by which money can be saved.

For instance, Ben talked about some areas where there are runarounds. We believe we can make suggestions as to how to shorten some of the processes, and indicate some places to save money.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup. Je vous suis reconnaissant. J'aurais préféré qu'on ait davantage de temps pour la discussion.

Le président: M. Scott va entamer le débat pour les Libéraux. Nous avons très peu de temps.

M. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Il y a quelques petites choses que j'aimerais dire en tant qu'habitant des Maritimes. Tout d'abord, je veux vous remercier personnellement pour la patience que le mouvement syndical a montré dans toute cette opération, et qui l'a rendue très fructueuse.

C'est la première fois que j'ai l'occasion de parcourir le pays et de participer à de telles audiences, et je dois avouer qu'on nous a soumis de très bonnes idées. Ce qui m'a le plus impressionné en tant qu'habitant des Maritimes, c'est la bonne volonté dont a fait preuve le mouvement syndical dans l'ensemble du pays, dans la mesure où cet argent va, d'une certaine façon, être transféré. On vise notamment avec cela à atténuer les disparités régionales et je n'ai vu aucune hésitation dans tout le pays parmi... On a fait preuve d'une très grande solidarité.

En tant que membres d'une organisation nationale—and j'insiste sur l'expression «organisation nationale»—vous devriez être fier de la bonne volonté dont tout le monde a fait preuve pour envisager les choses sous l'angle national. Lorsque vous avez commencé, vous avez dit vouloir être constructifs, je l'ai bien entendu; on l'a répété dans l'ensemble du pays et c'est vrai. En tant qu'habitant des Maritimes, j'estime que vous avez fait preuve d'une patience toute particulière dans cette opération.

J'en arrive à ma question, monsieur le Président.

Lorsque vous dites que nous aimerions revenir sur l'assurance-chômage pour l'améliorer, oublions ici tout l'aspect financier et que l'on en discute immédiatement, maintenant que votre position est bien arrêtée, et que vous estimatez qu'il ne doit absolument pas y avoir de réduction des prestations. Ceci dit, comment améliorer le système? En une seule phrase, comment pourrait-on y parvenir? Comment pourrait-on l'améliorer? Quelles valeurs vouloir viser?

M. Clarke: La réponse exigerait probablement plus de temps que nous n'en avons. Les suggestions ont été nombreuses et, pour être franc, nous ne les avons pas intégrées dans ce document car cela nous semblait un peu trop vague pour être étudiées à fond.

On nous a donné des idées sur la manière de simplifier le processus et de produire davantage de revenus. Et c'est ce que nous devrions précisément envisager à cette tribune nationale pour ce régime, car il y a des moyens pour l'améliorer. Nous avons notamment indiqué comment on pouvait non seulement consulter les bénéficiaires de l'assurance-chômage, mais également ceux qui travaillent pour le système ainsi que leurs syndicats, c'est-à-dire les employés de Développement des ressources humaines. Ils connaissent des moyens pour économiser de l'argent.

Par exemple, Ben a parlé de certains secteurs où l'on tourne en rond. Nous pensons pouvoir faire des suggestions pour écourter certains procédés et montrer où l'on peut réaliser des économies.

[Text]

We don't endorse the abusers. We're told regularly that there are people who abuse the system. We're not here to defend that, but we don't believe we should be downsizing the system to catch the abusers, and we believe there are other ways to deal with it.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Scott.

Ms Augustine, a short supplementary.

Ms Augustine (Etobicoke—Lakeshore): My supplementary would be in terms of following up on Mr. Clarke's statement, but I first of all want to begin by saying how appreciative I am of the discussion around the table. I think we've heard over and over about the complexity of the issues, the dealing with the bureaucracy and so on.

You stated quite clearly that training does not create jobs, and those messages have been reverberated in different parts of the country. We've heard your concerns about the funding for post-secondary education and about fairness in the tax system; we've heard those messages quite clearly. We've also heard concerns about youth and the lack of hope, simply because of this situation of their parents and what there is.

You called for a radical change of approach, and I think Mr. Scott's question again was asking, how do we bring about that radical change of approach and how do we bring about that national conference that would look for some kind of standardization for income security programs? If you can, just develop that whole notion on page 39. I quickly caught that statement or that call you're making for a national conference. Who would be the players around the table? What are some of the issues you think would be important to have on the table?

• 1100

Mr. Clarke: I really think the easiest way to do this, if the government was interested, would be through the Canadian Labour and Market Productivity Centre, whereby you do have representatives of business and labour. I think that's a forum that works quite well on other issues. They had national conferences—our national body also had them—on social security review through the Canadian Labour Congress and the Canadian Federation of Labour, which are represented there. It seems to me they may well be the vehicle that could pull a national conference together because they are representative of the stakeholders right now on other issues of national importance. That may be the shortest and more streamlined way to pull this together.

The Chairman: Thank you, Mrs. Augustine.

Before I thank our witnesses, I have one short question of my own. I begin by reminding us all—it relates to a point made earlier by Madam Lalonde—about the surplus in the UI account. While we have a surplus in the UI account this year, it's true, because of the growing economy, that we did have a substantial accumulative deficit over the last four years. The surplus will be used primarily to pay that accumulative deficit.

[Translation]

Nous n'approuvons pas ceux qui abusent du système. On nous dit constamment qu'il y a des gens qui le font. Nous ne sommes pas ici pour défendre ce genre de choses, mais nous ne pensons pas qu'il faille réduire la taille du système pour attraper ceux qui abusent, et nous pensons qu'il y a d'autres moyens pour régler ce problème.

M. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Scott.

Madame Augustine, une petite question supplémentaire.

Mme Augustine (Etobicoke—Lakeshore): Ma question supplémentaire fait suite à ce qu'a dit M. Clarke, mais je veux tout d'abord commencer en disant combien j'apprécie la discussion que nous avons autour de cette table. On a beaucoup parlé de la complexité des questions traitées, de la bureaucratie et du reste.

Vous avez dit clairement que la formation ne créerait pas d'emplois et ce message a été répété dans diverses régions du pays. Vous avez exprimé vos inquiétudes quant au financement de l'enseignement postsecondaire et quant à l'équité du régime fiscal; ces messages ont été très clairs. On nous a aussi parlé de l'inquiétude concernants les jeunes qui n'ont aucun espoir simplement à cause de la situation de leurs parents et à cause des possibilités offertes.

Vous demandez une optique totalement différente et je crois que M. Scott demandait encore une fois comment amener ce changement radical et comment réunir ce groupe national qui devrait essayer de trouver une sorte d'uniformisation des programmes de sécurité du revenu? J'aimerais que vous précisiez cette idée que vous énoncéz à la page 39, si possible. J'ai lu rapidement cette déclaration ou l'appel que vous faites en faveur d'une conférence nationale. Qui prendrait part à la discussion? Quelles sont quelques-unes des questions qu'il serait important, à votre avis, de discuter à cette tribune?

M. Clarke: Je crois que le plus facile, si le gouvernement voulait, serait de passer par le Centre canadien du marché du travail et de la productivité dont font partie des représentants du patronat et des syndicats. Il me semble que c'est une tribune qui fonctionne bien pour d'autres questions. Il y a eu des conférences nationales—notre organisme national l'a également fait—sur l'examen de la sécurité sociale par l'entremise du Congrès du travail du Canada et de la Fédération canadienne du travail, qui y sont représentés. Il me semble qu'ils pourraient fort bien réunir un groupe national car ils représentent à l'heure actuelle ceux qui s'intéressent à d'autres questions d'importance nationale. Ce pourrait être le moyen le plus rapide et le plus simple de réunir ce groupe.

Le président: Merci, madame Augustine.

Avant de remercier nos témoins, j'ai personnellement une brève question à poser. Je veux tout d'abord rappeler à tous—car cela porte sur une déclaration faite plus tôt par Mme Lalonde—l'excédent de la caisse d'assurance-chômage. S'il y a un excédent cette année, il est dû à la relance économique, mais nous avions un déficit cumulatif important pour les quatre années précédentes. Cet excédent sera donc essentiellement utilisé pour rembourser le déficit cumulatif.

[Texte]

My question to Mr. Clarke relates to a point he made in response to that question by Madam Lalonde. It is to say that the UI program is only financed by employees and employers. That has been true since 1990. Before that time, the Government of Canada was a financial partner in unemployment insurance. It was financing primarily regional benefits out of the general revenues of the consolidated revenue fund.

Here's my question to you, Mr. Clarke, and to the Nova Scotia Federation of Labour: are you satisfied for the unemployment insurance program to remain a program financed by employees and employers? In this case it would, in your view, be separated to a certain extent from the whole question of the social security review. Or would you like to see the Government of Canada financially involved in other ways in the program, with the consequences, of course, that this would imply?

Mr. Clarke: One of the areas that I think the government should be involved in is, if you will, taking its fingers out of it. Some 15% of the UI fund right now is being used for developmental uses, but that's never been the intent of the UI fund. That used to come out of general revenues.

Yes, there's been a deficit over the last four years because of the recession. We should grow out of the economic crisis we are in, which the Prime Minister indicated we would be doing. It's starting to show that by the surplus. If the government would take the equivalent of that 15% that's used for developmental uses and leave the UI fund the way it is, then we would probably do quite well. I understand the structure of it when there's a surplus; it pays off the amounts that are owed to the government at other times.

That's fair ball as long as we keep that trade-off. Hopefully, we'll never have another recession. In March, when the campaign was on, the two major parties were arguing about which recession was the worst: the 1980s or the 1990s. It didn't matter to us; we hadn't come out of the other one.

If the government were to pick up that 15% slack, then we would be quite all right.

The Chairman: If I understand you correctly, the Government of Canada should finance the training out of general revenues and let unemployment insurance be financed exclusively by employers and employees through the premiums.

Mr. Clarke: I think we should keep the same arrangement. God forbid us to ever go into another recession.

The Chairman: We'll probably go into another recession.

Mr. Clarke: Then, if we go into deficit, I think the same loan pay-back process should be there. It would be the same as if we went to a financial institution for a loan and paid it back.

The Chairman: I'm talking about the current financing.

Mr. Clarke: Just generally?

[Traduction]

Ma question à l'intention de M. Clarke porte sur une chose qu'il a dite en réponse à une question de M^{me} Lalonde. Il a en effet indiqué que le Régime d'assurance-chômage n'était financé que par les employés et les employeurs. C'est vrai depuis 1990. Auparavant, le gouvernement canadien participait au financement de l'assurance-chômage. Il finançait essentiellement les prestations régionales en prélevant dans les recettes générales du Trésor.

La question que j'aimerais donc vous poser, monsieur Clarke, ainsi qu'à la Fédération du travail de Nouvelle-Écosse est la suivante: aimeriez-vous que le Régime d'assurance-chômage reste un programme financé par les employés et les employeurs? Dans ce cas, il serait donc, à votre avis, distinct jusqu'à un certain point, de toute la question de l'examen de la sécurité sociale. Ou préféreriez-vous que le gouvernement canadien contribue financièrement à ce régime d'une autre manière, avec les conséquences que cela entraînerait nécessairement?

M. Clarke: Là où le gouvernement devrait notamment agir, si vous voulez, c'est en n'y touchant plus. À l'heure actuelle, 15 p. 100 environ des sommes qui sont dans la caisse d'assurance-chômage sont utilisées pour le développement, alors que cette caisse n'a jamais été prévue pour cela. Cet argent provenait autrefois des recettes générales.

Oui, il y eu un déficit ces quatre dernières années en raison de la récession. Nous devrions sortir de la crise économique que nous connaissons; c'est en tout cas ce qu'a annoncé le Premier ministre. Et cela commence à se traduire par de l'excédent. Si le gouvernement voulait bien prendre ailleurs l'équivalent de ces 15 p. 100 qu'il utilise pour le développement et laisser tranquille la caisse d'assurance-chômage, nous nous débrouillerions sans doute très bien. Je crois avoir compris le fonctionnement lorsqu'il y a un excédent; il permet de rembourser les sommes dues au gouvernement à d'autres moments.

C'est assez juste si l'on s'en tient à ce compromis. Et on peut espérer qu'il n'y aura jamais d'autre récession. En mars, au cours de la campagne, les deux principaux partis politiques se renvoyaient la balle pour savoir si la récession des années quatre-vingt avait été pire que celle des années quatre-vingt-dix. Cela n'avait pas d'importance pour nous; nous n'étions pas sortis de la récession précédente.

Si le gouvernement voulait bien prendre à sa charge ces 15 p. 100 qui manquent, nous nous débrouillerions fort bien.

Le président: Si j'ai bien compris, le gouvernement canadien devrait financer la formation en prélevant dans les recettes générales et laisser le soin de financer l'assurance-chômage exclusivement aux employeurs et aux employés grâce à leurs cotisations.

M. Clarke: Je crois qu'on devrait conserver cet arrangement. Dieu nous préserve d'une autre récession.

Le président: Il y en aura probablement une autre.

M. Clarke: Dans ce cas, s'il y a un déficit, on devrait avoir la même possibilité d'obtenir un prêt remboursable. Cela reviendrait au même que de s'adresser à une institution financière pour lui demander un prêt, et le rembourser ensuite.

Le président: Je parle du financement actuel.

M. Clarke: De façon générale simplement?

[Text]

The Chairman: Yes.

Mr. Clarke: We should revert back to the training coming out of general funds.

The Chairman: Just the training, and the rest of it is paid for by premiums?

Mr. Clarke: Now, developmental uses . . . 15%.

[Translation]

Le président: Oui.

M. Clarke: On devrait revenir au financement de la formation fait sur les recettes générales.

Le président: Simplement la formation et le reste serait payé par les cotisations?

M. Clarke: Je veux parler des sommes consacrées au développement . . . 15 p. 100.

• 1105

The Chairman: Thank you.

I would like to thank our witnesses this morning for a very useful presentation.

I'm going to take a short break before we hear from our second labour panel.

• 1106

Le président: Merci.

J'aimerais remercier nos témoins de ce matin. Leur exposé a été très utile.

Nous allons faire une brève pause avant de recevoir le deuxième groupe de syndicalistes.

• 1120

The Chairman: I would like to call the committee back to order, please. I apologize for the delay.

We would like to welcome our next witnesses. From the Nova Scotia Government Employees Union and from the Political Action Committee for Cape Breton Highlands—Canso we have Mr. Michael Moeller and Mr. Mark Rogers.

We will begin with an opening statement. We understand you both represent the Political Action Committee for PSAC and that the Nova Scotia Government Employees Union is not here at the present time. It may show up.

We will confine our time to the political action committee for PSAC, and in view of our lateness we will try to accelerate a little and give you an opportunity to say your opening statement and then we'll proceed with a short period of questions.

Mr. Michael Moeller (Political Action Committee Coordinator, Political Action Committee for Cape Breton Highlands—Canso, Public Service Alliance of Canada): First of all, I would like to thank the chair and all the representatives here for allowing us to speak before this committee.

The Nova Scotia Political Action Committee represents all of Nova Scotia through the Public Service Alliance of Canada. We are composed of components within the public sector and the Public Service Alliance of Canada. There are 18 groups and we are here today to represent them.

My first remarks will be in my presentation, and to start off I would urge you not to implement the proposed changes to the social reforms discussion paper. I vehemently oppose the perception that Atlantic Canada is not contributing to the economic situation in the rest of Canada and is only a hindrance and abuses social programs. Much of what is contained in the government's discussion paper does not get us off to a good start.

Le président: J'aimerais que l'on reprenne la séance. Veuillez nous excuser du retard.

Nous souhaitons la bienvenue à nos témoins suivants. Ils représentent la Nova Scotia Gouvernement Employees Union et le Political Action Committee for Cape Breton Highlands—Canso. MM. Michael Moeller et Mark Rogers.

Nous allons commencer par les déclarations préliminaires. Je crois que représentez tous les deux le Comité d'action politique de l'AFPC et que les représentants de la Nova Scotia Gouvernement Employees Union ne sont pas encore là. Peut-être vont-ils venir.

Nous limiterons le temps consacré au Comité d'action politique de la l'AFPC, et étant donné notre retard, nous tâcherons d'accélérer un peu en vous donnant la possibilité de faire vos remarques préliminaires avant de passer à une brève période de questions.

M. Michael Moeller (coordonnateur du Comité d'action politique, Political Action Committee for Cape Breton Highlands—Canso, Alliance de la fonction publique du Canada): Tout d'abord, j'aimerais remercier le président et tous les députés qui sont ici de nous avoir permis de prendre la parole devant le comité.

Le Comité d'action politique de la Nouvelle-Écosse représente l'ensemble de la province par l'entremise de l'Alliance de la fonction publique du Canada. Nous sommes composés d'éléments du secteur public et de l'Alliance de la fonction publique du Canada. Nous comptons 18 groupes que nous représentons aujourd'hui.

Mes remarques préliminaires feront partie de mon exposé, et pour commencer, je vous demanderai instamment de ne pas appliquer les changements proposés dans le document de travail sur la réforme sociale. Je m'oppose avec force à l'idée voulant que le Canada atlantique ne contribue pas à la situation économique du reste du Canada, qu'il constitue seulement un obstacle et qu'il abuse des programmes sociaux. L'essentiel de ce qui figure dans le document de travail du gouvernement ne nous permet pas de partir du bon pied.

[Texte]

I have concerns that this document does not focus on the real challenge to Canada's social programs: job creation.

[Traduction]

Je crains que ce document n'insiste pas sur le défi que constitue la création d'emplois pour les programmes sociaux canadiens.

• 1125

Nowhere does the document refer to the devastating effects that corporate and government cuts and job shredding have had on thousands of workers and communities all across Canada. Nowhere does it acknowledge that the same corporations that invented just-in-time workers are now pushing for billions of dollars in cuts in social spending.

I am encouraged by the government's understanding of the need for child care and the importance of not penalizing welfare recipients when they find work. However, I am shocked by the language and the attitudes toward unemployed workers. The government seems to feel that by training unemployed workers and making it more difficult for them to receive unemployment insurance, somehow people would find non-existent jobs.

Of particular concern are the proposed changes for the unemployment insurance, including indications that a family income means test could be applied, including the two-tier system, and could undo a generation's progress toward equality.

Social programs are working. Twice as many Canadians would be poor if these programs didn't exist. That is why we don't have the extreme levels of social unrest in our country.

This issue is not repeat use of UI; the issue is repeat lay-offs. Denying benefits to a worker who suffers repeat lay-offs blames the worker for the nature of an industry or the state of the economy. Repeat use of UI is simply not about abuse.

Remember—and this was brought up before on the previous panel—anyone who quits a job or gets fired cannot get UI. Actually, repeat use indicates just how much people want to have a job. It's hard to understand why one small segment of our society is demanding that the living standards and economic stability of another portion be reduced.

Let's look at who's calling for these cuts: bank presidents; CEOs of large corporations earning hundreds of thousands, if not millions, of dollars every year, 10 to 20 times the average family income. I don't think they have a vested interest in there being a solid UI program if they get kicked out of the boardroom. When the call to vastly diminish the social and economic security of many Canadians comes from the luxurious boardrooms of the nation, we should all pause for serious thought as to the motive.

The debt has not been caused by increased social spending. We are spending no greater a share of our total national income on social programs than we were a generation ago. The debt is a result of failed economic policies such as high interest rates, tax

Il n'est nulle part question dans le document des effets désastreux qu'ont eu les compressions et les suppressions d'emploi de la part des entreprises et du gouvernement sur des milliers de travailleurs et de collectivités de l'ensemble du Canada. On ne reconnaît nulle part que les mêmes entreprises qui ont inventé les travailleurs à la demande font maintenant pression pour que l'on réduise les dépenses sociales de plusieurs milliards de dollars.

Je trouve encourageant le fait que le gouvernement comprenne la nécessité des garderies et l'importance de ne pas pénaliser les bénéficiaires du bien-être social lorsqu'ils trouvent du travail. Mais je suis choqué par les termes qu'on emploie et les attitudes qu'on a à l'égard des chômeurs. Le gouvernement semble penser qu'en formant les chômeurs et en leur rendant l'accès à l'assurance-chômage plus difficile, ils vont trouver des emplois qui n'existent pas.

Les changements proposés pour l'assurance-chômage, y compris la possibilité de vérifier le revenu d'une famille et le système à deux niveaux, nous inquiètent particulièrement car ils pourraient réduire à néant les progrès réalisés depuis une génération vers l'égalité.

Les programmes sociaux donnent des résultats. Il y aurait deux fois plus de Canadiens pauvres si ces programmes n'existaient pas. C'est d'ailleurs pour cela que nous ne connaissons pas, dans notre pays, de grande instabilité sociale.

Le problème n'est pas celui des recours successifs à l'assurance-chômage, c'est celui des licenciements successifs. Refuser les prestations à un travailleur qui subit des licenciements répétés revient à le rendre responsable de la nature d'une industrie ou de l'état de l'économie. Les recours successifs à l'assurance-chômage ne constituent tout simplement pas des abus.

Il faut savoir, comme l'a indiqué le groupe précédent, que tous ceux qui abandonnent un emploi ou sont renvoyés ne peuvent pas obtenir l'assurance-chômage. En fait, les recours fréquents au régime montre simplement combien les intéressés souhaitent avoir un emploi. Il est difficile de comprendre pourquoi un petit segment de notre société exige que le niveau de vie et la stabilité économique d'un autre groupe soient réduits.

Voyons un peu qui réclame ces réductions: les présidents des banques; les présidents-directeurs généraux des grandes sociétés qui gagnent des centaines de milliers, voire des millions, de dollars par an, c'est-à-dire de 10 à 20 fois plus que le revenu familial moyen. Je ne crois pas qu'ils aient un intérêt particulier à ce qu'il existe un solide Régime d'assurance-chômage pour le cas où on les congédierait. Lorsque ce sont les membres des conseils d'administration réunis dans des salles luxueuses qui exigent qu'on réduise nettement la sécurité sociale et économique de nombreux Canadiens, je crois qu'il faut se demander quelles sont les raisons de cet état de choses.

La dette n'est pas due à l'augmentation des dépenses sociales. Nous ne dépensons pas une part plus grande de notre revenu national global pour les programmes sociaux qu'il y a une génération. La dette est le résultat de politiques

[Text]

exemptions, free trade, and the failure to really make job creation a priority. Only 6% of the deficit has been caused by social spending. It makes no sense to take money from parents on UI or welfare and put it into child benefits. The family is still going to be poor. Shell games just don't work.

[Translation]

économiques qui ont échoué, comme les taux d'intérêt élevés, les exemptions fiscales, le libre échange et le fait de ne pas considérer la création d'emplois comme une priorité. Six pour cent seulement du déficit sont imputables aux dépenses sociales. Il n'y a aucune logique à prendre de l'argent aux parents qui touchent l'assurance-chômage ou le bien-être social pour payer les allocations pour enfants. La famille continuera à être pauvre. Les tours de passe-passe ne mènent à rien.

The minister has said that the best social program is a job, and I agree with him. The worst social program is a make-work, low-wage, forced labour program. Money spent on social programs helps keep the economy going, especially in tough times. It keeps businesses and communities alive. It is spent by Canadians in Canadian communities and it doesn't end up in Cayman Islands tax shelters.

Virtually all UI claimants spent their benefit cheques in their local communities. On top of that, they paid \$5 billion in income taxes last year. This is not money down the drain, as we are led to believe.

Canadian social programs are still very undeveloped. Canada spends \$18 billion less each year, 2.5% of GNP, on social spending than does the average OECD nation.

I have a concern with the government's approach to child poverty. This is one of our most pressing social dilemmas, but we can't solve it in isolation. Poor children live in poor families. Often their parents are unemployed. We won't cure child poverty by making their parents and communities even poorer.

Le ministre a dit que le meilleur programme social était l'emploi et je suis d'accord avec lui. Le pire programme social, c'est un programme de travail forcé, mal rémunéré et créé artificiellement. L'argent consacré aux programmes sociaux contribue à faire marcher l'économie, surtout en période difficile. Il permet aux entreprises et aux collectivités de rester actives. Il est dépensé par les Canadiens dans les collectivités canadiennes et ne va pas atterrir dans les abris fiscaux des îles Caïmans.

Presque tous les bénéficiaires de l'assurance-chômage dépensent leurs chèques de prestations dans leur collectivité locale. Ils ont en outre payé 5 milliards de dollars d'impôt sur le revenu l'année dernière. Ce n'est pas de l'argent jeté en l'air, comme on voudrait nous faire croire.

Les programmes sociaux canadiens n'ont pas encore atteint l'ampleur qu'ils pourraient avoir. Le Canada dépense 18 milliards de dollars de moins chaque année, c'est-à-dire 2,5 p. 100 du PIB, en dépenses sociales, que la moyenne des pays de l'OCDE.

La façon dont le gouvernement envisage l'enfance pauvre m'inquiète. C'est là l'un de nos problèmes sociaux les plus pressants, mais on ne pourra le résoudre isolément. Les enfants pauvres vivent dans des familles pauvres. Bien souvent leurs parents sont au chômage. Nous ne résoudrons pas le problème de l'enfance pauvre en rendant les parents de ces enfants et les collectivités où ils vivent encore plus pauvres.

• 1130

The programs under review are more than a generation old. As we retool them, we should focus on the needs of the families of today and tomorrow, not the demands of today's bond brokers.

Les programmes que l'on examine existent depuis plus d'une génération. Leur restructuration devra s'attacher aux besoins des familles d'aujourd'hui et de demain, et non aux exigences des courtiers en valeurs mobilières d'aujourd'hui.

I do take issue with the claim that social spending must be cut in order to appease international financiers. This is the same kind of fear-mongering Canadians heard during the constitutional and trade debates.

Je ne suis pas d'accord lorsqu'on dit que les dépenses sociales doivent être réduites pour apaiser les financiers internationaux. On peut semer la panique parmi les Canadiens comme on l'a déjà fait pendant le débat sur la Constitution ou sur les échanges.

The latest figures in Canada clearly show the gap between the rich and the poor is widening. Part of the gap came as a result of previous cuts. It's hard to see how any of the government's options will close the gap between the rich and the poor, particularly if there is truth behind the recent stories that the government is planning to take a further \$7 billion of social spending.

D'après les derniers chiffres, il est clair que l'écart entre les riches et les pauvres se creuse au Canada. Cet écart est en partie dû aux réductions précédentes. Il est difficile de voir comment l'une quelconque des solutions proposées par le gouvernement permettra de combler ce fossé entre les riches et les pauvres, surtout si le bruit qui court depuis peu est vrai, à savoir que le gouvernement prévoit de réduire de 7 milliards de dollars supplémentaires les dépenses sociales.

We need to tell the finance department to put its cutting knives back in the drawers. An increasing number of Canadians work in part-time, short-term, temporary or contract positions. Public programs are the only way of offering these workers the workplace benefits that their employers cannot or will not provide.

Il nous faut dire au ministère des Finances de ranger ses couteaux. Les Canadiens sont de plus en plus nombreux à avoir un emploi à temps partiel, de courte durée, temporaire ou à contrat. Les programmes publics constituent la seule possibilité d'offrir à ces travailleurs les avantages professionnels que leurs employeurs ne peuvent pas ou ne veulent pas leur fournir.

[Texte]

This debate must be about the quality of Canadian life, about our collective responsibility to one another as Canadians, about inequality, about ensuring social policy responds to the deep insecurity, changing family structures, high poverty levels and growth of part-time and temporary jobs.

The positive way to get premiums down is by attacking unemployment, as was previously mentioned, not the unemployed.

I hope everyone is listening very carefully to what people are saying across the country. There's a myth out there that has to be put to rest once and for all. The UI program does not cost the general public one red cent. It is entirely self-financing. Workers and employers pay UI premiums in return for social insurance against the devastation of job loss. Even when the government loans the UI account money from the general revenues, mostly during recessions, the loan is paid back with interest through premiums. Making Canadians think UI costs the government money and therefore contributes to the deficit is a myth.

I'm scared that the politicians feel they're looking at the big picture. They're not looking at the big picture. If they are, they're looking at the wrong end of the telescope.

One comment I'd like to make that was brought up is that the unemployment insurance system is very bogged down with bureaucracy, stringent rules and programs that are impossible for the ordinary Canadian to even comprehend.

The people who work at CEIC offices are under a tremendous amount of stress. They're being threatened physically and they're only doing their job. They cannot break rules. They have to go by what the policies are.

We read that 72% or 68%—I'm not sure which—of Canadians want reform to the UI system. That doesn't mean cuts to the UI system. That means reform. Cutting doesn't mean better.

In closing, there was a statement made by Mr. Martin in the last finance budget he presented. Reducing employers' contributions by 2.8% would create 40,000 jobs. I don't think you have to be a nuclear physicist to use a little math here and ask if they cut it by 28%, would that not create 400,000 jobs? If you tripled that, that would come out to about 84%, and that would create 1.2 million jobs.

• 1135

What the government is saying is that if you eliminated all the premiums that employers pay, then we'd have no unemployment. These are figures that economists came up with.

One of the truly scary things is that everyone has experts, and I know, speaking personally, they scare the hell out of me because I'm not sure who's an expert and who's not.

There's an old saying that if you lined all the economists end to end, they couldn't reach a conclusion, but I want this committee to take very seriously what's been said previous to what we're saying, and also what they're recommending for the

[Traduction]

Tout ce débat doit en fait porter sur la qualité de vie des Canadiens, sur la responsabilité collective que nous avons les uns à l'égard des autres en tant que Canadiens, sur l'inégalité, sur l'assurance d'avoir une politique sociale qui constitue une solution face à l'insécurité profonde, à l'évolution de la structure familiale, à la pauvreté généralisée et à la multiplication des emplois à temps partiel et temporaires.

La seule façon positive de réduire les cotisations consiste à s'attaquer au chômage, comme on l'a déjà dit, et non aux chômeurs.

J'espère que tout le monde écoute attentivement ce qui se dit dans tout le pays. Il y a un mythe qu'il faut détruire une bonne fois pour toute. Le Régime d'assurance-chômage ne coûte pas un cent à la population. Il est entièrement autofinancé. Les travailleurs et les employeurs payent leurs cotisations d'assurance-chômage en échange d'une assurance sociale contre la catastrophe que constitue la perte d'emploi. Même lorsque le gouvernement prête de l'argent à la caisse d'assurance-chômage en prélevant sur les recettes générales, généralement en période de récession, le prêt est remboursé avec intérêts grâce aux cotisations. C'est un mythe que de faire croire aux Canadiens que l'assurance-chômage coûte de l'argent au gouvernement et contribue de ce fait au déficit.

J'ai bien peur que les politiciens croient voir le tableau d'ensemble. Ce n'est pas le cas. Et s'ils le font, ils regardent la situation par le petit bout de la lorgnette.

Il y a une remarque qui a été faite et sur laquelle j'aimerais revenir. On dit que le Régime d'assurance-chômage s'enfonce dans la bureaucratie, des règles sévères et des programmes que le Canadien moyen n'est pas en mesure de comprendre.

Ceux qui travaillent dans les bureaux de la CEIC sont soumis à un stress énorme. On les menace même physiquement et ils ne font que leur travail. Ils ne peuvent pas contrevénir aux règlements. Ils doivent suivre les politiques en vigueur.

J'ai lu que 72 p. 100 ou 68 p. 100—je ne sais plus trop—des Canadiens souhaitent une réforme du Régime d'assurance-chômage. Cela ne veut pas dire imposer des réductions au régime. Cela veut dire qu'il faut le réformer, réduire ne veut pas dire améliorer.

Pour terminer, je reprendrai une déclaration faite par M. Martin lors de sa dernière présentation du budget. En réduisant les cotisations des employeurs de 2,8 p. 100, on créerait 40 000 emplois. Il n'est pas nécessaire d'être spécialiste en physique nucléaire pour faire un petit calcul et se demander si en réduisant de 28 p. 100, on ne créerait pas 400 000 emplois? Si l'on triplait, cela donnerait près de 84 p. 100 et créerait 1,2 million d'emplois.

Au fond, ce que nous dit le gouvernement, c'est qu'il n'y aurait plus de chômage si l'on abolissait toutes les primes que paient actuellement les employeurs. C'est ce que disent ses économistes.

Ce qui est terrible, c'est qu'on peut trouver aujourd'hui des experts pour justifier n'importe quoi, ce que je trouve personnellement fort inquiétant.

On a l'habitude de dire que la meilleure manière de ne pas trouver de solution à un problème est de le confier à un groupe d'économistes. Je tiens cependant à ce que vous preniez très au sérieux ce qu'ont dit les témoins qui nous ont précédés, ainsi

[Text]

[Translation]

public service cuts. What we're hearing is a 40% reduction to the public service. If that's the case, we're putting in a system where we're laying off people to draw on UI who could be working and are working. The majority of the people within our Canadian society do not abuse the system, including public servants. They work hard. They're under stress, and they need to be recognized as a crucial part of our society. Thank you.

que ce qu'ils ont recommandé en matière de réduction des services publics. On entend parler aujourd'hui de réductions de 40 p. 100 des effectifs de la fonction publique. Autrement dit, on envisage de mettre au chômage des gens qui pourraient travailler et qui travaillent d'ailleurs actuellement. La majeure partie des Canadiens n'exploitent pas le système, et cela vaut également pour les fonctionnaires. Ce sont des gens qui travaillent dur, qui sont soumis à un stress constant et qui rendent des services cruciaux à la société. Merci de votre attention.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Moeller. Mr. Rogers, do you have anything to add before we proceed to questions?

Mr. Mark Rogers (Member, Political Action Committee for Cape Breton Highlands—Canso, Public Service Alliance of Canada): I have a brief, and I've asked for a five-minute walk-in to present it. I'm sitting here today in support of Mike's presentation and to field questions as they arise.

The Chairman: Thank you very much.

We'll begin this round of questioning with the representative of the Reform Party.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you for your presentation.

There's one thing that has been repeated today several times and that comes through in your paper again, near the end, and that is that the UI program does not cost the general public one red cent. Is the UI program any different from any other government program that I know of?

Mr. Moeller: It's not a tax. That's what I'm saying. It is an insurance policy for workers while they're employed so that they can fall back on it after losing their jobs.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): But they pay for it.

Mr. Moeller: The workers and the employers pay for it.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): But it's like that with every social program that we have in Canada.

Mr. Rogers: There's a mind-set here, if I may interject, that just because we pay for something it's called a tax. It's not a tax. I pay life insurance so that my family is provided for should I die. That is not a life tax. The same thing should go with UI. UI is paid through employer-employee premiums. It should be a self-standing fund as protection should the worker lose a job. I have a great deal of difficulty when the government thinks that it's another tax that it can manipulate to take money out of the pockets of working-class Canadians, because it is not a tax, full stop. That's our stand on it.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Would you like to see the unemployment insurance system return to a true insurance system run by the employers and the employees?

Le président: Merci beaucoup, monsieur Moeller. Monsieur Rogers, voulez-vous ajouter quelque chose avant que nous passions aux questions?

M. Mark Rogers (membre, Comité d'action politique de Cap-Breton Highlands—Canso, Alliance de la fonction publique du Canada): J'avais préparé un mémoire et j'avais demandé cinq minutes pour vous le résumer mais je me contenterai de vous dire que je partage complètement l'opinion de Mike. Je suis donc prêt à répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons donc commencer la période des questions en donnant la parole au représentant du Parti réformiste.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci, monsieur le président.

Nous avons entendu dire plusieurs fois aujourd'hui que le programme d'assurance-chômage ne coûte strictement rien à la population, ce que vous affirmez clairement à la fin de votre mémoire. Dois-je en conclure que le programme d'assurance-chômage est différent des autres programmes gouvernementaux?

M. Moeller: Ce que je veux dire par là c'est qu'il n'est pas financé au moyen d'une taxe. C'est un système d'assurance qui finance les travailleurs afin d'être protégés s'ils perdent leur emploi.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Mais cela leur coûte quelque chose.

M. Moeller: Ce sont les travailleurs et les employeurs qui le financent.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Mais c'est la même chose pour tous les programmes sociaux du Canada.

M. Rogers: Si vous me permettez d'intervenir, je voudrais corriger une idée fausse. On s'imagine souvent que tout ce que l'on paye à l'État est une taxe. Mais ce n'est pas vrai. Quand je paye des primes d'assurance-vie, pour protéger ma famille après mon décès, je ne paye pas une taxe. C'est la même chose avec l'assurance-chômage, qui est financée au moyen de primes payées par les employeurs et les employés. Ce devrait donc être un fonds autofinancé de protection des travailleurs perdant leur emploi. Je n'accepte pas l'idée que le gouvernement considère ces primes comme de simples taxes qu'il peut manipuler pour aller puiser dans la poche des travailleurs du Canada. Ces primes ne sont pas des taxes, un point c'est tout.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Voudriez-vous que le Régime d'assurance-chômage redevienne un véritable régime d'assurance géré par les employeurs et les employés?

[Texte]

Mr. Moeller: If I'm correct, right now, as Mr. Clarke brought up before, other than the 15% of the developmental part, it is already paid by the worker and the employer.

There are mechanisms in place for abuse to the UI system. Let's be open and honest here. It's been brought to the media's attention and everyone else's that the auto makers in Ontario were using the UIC to subsidize their lay-offs and shutdowns for their workers. Well, the same thing can be said for... an example would be the tax department, which hires casual people during the peak seasons, between January and April, but it wants to keep those people, because they're experienced and they don't need retraining. Then if they're laid off in April or May and they cannot find another job, they turn to UI. The government does the same thing to subsidize these workers.

[Traduction]

M. Moeller: Si je ne me trompe, c'est un régime qui est déjà payé par les travailleurs et par les employeurs, comme l'a dit M. Clarke tout à l'heure, à l'exception des 15 p. 100 relatifs à la formation.

Soyons francs, il y a des possibilités d'abus du système d'assurance-chômage. Par exemple, on a largement rapporté dans la presse que les fabricants d'automobiles de l'Ontario se servent du Régime d'assurance-chômage pour subventionner leurs mises à pied lorsqu'ils doivent suspendre temporairement certaines opérations. Mais on pourrait dire la même chose du ministère du Revenu, par exemple, qui recrute des employés saisonniers pendant les périodes de pointe, entre janvier et avril, et qui souhaite les retrouver l'année suivante parce qu'ils n'est pas nécessaire de les former de nouveau. Ces employés saisonniers qui sont mis à pied en avril ou en mai ont recours à l'assurance-chômage s'ils ne trouvent pas d'autres emplois. Le gouvernement fait donc exactement la même chose en subventionnant ces travailleurs-là.

• 1140

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): It's not clear to me, though, whether you're arguing for it becoming a true insurance program run by employers and employees or against that.

Mr. Moeller: I don't think we should let the government off the hook and say let them out of it. We need to have a government-run program. The government will always be crucial in the unemployment insurance scheme.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Okay. There's one other thing you said: "experts scare me". Yet your paper is full of what the experts have told you.

We've been on the road now for five weeks, and we've heard this statement over and over and over again, that a very small percentage of the debt is caused by social spending. Social spending accounts for \$79 billion of government spending. The government raises about \$120 billion in taxes, \$79 billion of which is spent on social programs. Yet you claim it's under 10%. Which expert did you get that from?

Mr. Moeller: I'm not saying eliminate experts and put them on unemployment too. I'm saying we have different views, obviously, on what is taking place within this social reform right now. We have one set of experts saying one thing and one set of experts saying another. That's why I'm scared. Where is the truth? There has to be some truth in there somewhere.

I'm not using this to manipulate my discussion. I'm using it because these are the facts I'm representing for the Public Service Alliance of Canada.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Yes. You see, my concern is that you actually look at the numbers and then draw that conclusion. I don't think you could draw that conclusion from the numbers.

Mr. Rogers: Part of my concern, and the reason I came here today, is because the government is proposing cutting the deficit on the backs of the socially disadvantaged people in society. Because a person draws social assistance for one reason or another, they're labelled as contributing to the deficit.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je ne sais pas bien, si vous êtes pour ou contre le fait que le Régime d'assurance-chômage soit géré comme un vrai régime d'assurance, par les employeurs et les employés.

M. Moeller: Il ne faut pas que le gouvernement puisse se laver les mains de l'assurance-chômage. Il faut que le régime continue d'être géré par le gouvernement. Ce dernier aura toujours un rôle crucial à jouer à cet égard.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Bien. Vous dites vous méfier considérablement des experts mais je constate que vous faites constamment référence à leurs conclusions dans votre mémoire.

Cela fait cinq semaines que nous tenons des audiences publiques et que nous entendons souvent dire que les dépenses sociales ne représentent qu'un très faible pourcentage de la dette publique. Pourtant, elles s'élèvent à 79 milliards de dollars, alors que le gouvernement perçoit environ 120 milliards de dollars d'impôts. Comme vous dites que les dépenses sociales ne représentent que moins de 10 p. 100, j'aimerais savoir de quel expert vous tenez ce chiffre.

M. Moeller: Je ne veux pas dire qu'il faille éliminer les experts et les mettre aussi au chômage. Je dis simplement que nous avons évidemment une opinion différente de tout ce projet de réforme sociale. Certains experts disent une chose et d'autres, une autre. Voilà ce qui fait peur. Quelle est la vérité? Elle doit bien se trouver quelque part.

Je ne fais pas appel aux experts pour manipuler la réalité mais simplement pour présenter les faits tels que les voit l'Alliance de la fonction publique du Canada.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Certes, mon problème est que vous tirez des chiffres une conclusion qui ne me semblent absolument pas conformes à la réalité.

M. Rogers: La raison pour laquelle je m'adresse à vous aujourd'hui est que le gouvernement propose de réduire le déficit aux dépens des personnes défavorisées. D'après lui, toute personne qui bénéficie d'une aide sociale, pour une raison quelconque, contribue au déficit.

[Text]

I have a public service job. I spend every penny I earn in that public service job in the form of taxes and in the form of supporting my family and my community. The same is true with anybody on social assistance. They go hand to mouth. Every penny they receive "from the government" or from my taxes, which I will gladly pay, goes back into the community. So if you cut that money going back into the community, where is your net gain?

It's not a free ride. They don't get the money and then go to Las Vegas. They get the money and they spend it to survive. It goes back into the communities in which they live. All you're going to do is cut those benefits to those people and you're going to cause poor people more hardship and you're going to cause communities to dry up.

The argument you're making that this great amount of money is spent on social assistance may be valid in that yes, the money is spent there. But it doesn't go into some huge sinkhole. It is an important part of the fabric of Canadian society to allow Canadians to live and survive in these economic hard times.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): One final question. I'm not here to defend the government—that's obvious—but if the government doesn't control its spending, aren't the most vulnerable in society the ones who are going to get hurt the most?

Mr. Rogers: The government has to control its spending to a degree. But I will argue it doesn't have to control it on the backs of those who can't afford it. That is what it is trying to do. Yet it is going to end up hurting them.

• 1145 •

We have many options, and if I get a chance later this morning, I will present some of them. Simply tax the Royal Bank of Canada—290% profits this year. And they're looking at cutting social programs to cut the deficit? There's no equity here.

The Government of Canada is not listening to the people out there. They're not listening to the constituents if they propose that.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Breitkreuz. I'll now turn to the Liberal Party. I'll begin with Mr. Murphy.

Mr. Murphy (Annapolis Valley—Hants): Thank you, Mr. Chairman.

Thank you for your presentation. Your concern about child poverty is a concern I have, as well as this committee.

I was wondering if you had taken the line and thought through how we might as a nation get to the problem of child poverty. How should money be spent that helps us help families to alleviate the problem? Have you any ideas on that?

Mr. Moeller: I think the most obvious one would be the creation of jobs. That's in a nutshell. How the government can help employers and employees is what we're here to discuss and try to give you some input on.

[Translation]

Pour ma part, je suis fonctionnaire et je dépense tout mon salaire pour payer mes impôts et pour subvenir aux besoins de ma famille et de ma collectivité. Et c'est la même chose pour quiconque dépend de l'assistance sociale. Tout l'argent versé aux prestataires de l'assistance sociale «par le gouvernement», ou grâce à mes impôts, que je paye sans réticence, retourne dans la collectivité. Si vous éliminez cela, qu'est-ce que vous aurez gagné?

Les prestataires de l'assurance sociale ne se servent pas de l'argent qu'on leur donne pour aller jouer à Las Vegas. Ils s'en servent pour subvenir à leurs besoins essentiels. Autrement dit, ils s'en servent pour acheter des biens dans leur collectivité. Si vous éliminez ces prestations, vous allez aggraver les difficultés des pauvres et, par ricochet, de leurs collectivités.

Vous avez peut-être raison de dire que des sommes considérables sont consacrées à l'assistance sociale, mais ce ne sont pas des sommes gaspillées ou improductives. Ce sont des sommes très importantes pour la société canadienne car elles permettent à des citoyens de survivre en période de difficulté économique.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Une dernière question. Je ne suis pas ici pour défendre le gouvernement—c'est évident—mais, si celui-ci ne parvient pas à maîtriser ses dépenses, est-ce que ce ne sont pas les membres les plus vulnérables de la société qui finiront par être le plus pénalisés?

M. Rogers: Le gouvernement doit maîtriser ses dépenses, dans une certaine mesure, mais j'affirme qu'il ne doit pas le faire aux dépens de ceux qui sont déjà les plus démunis. C'est pourtant ce qu'il tente de faire actuellement.

Il y a beaucoup d'autres solutions que l'on pourrait envisager et, si j'en ai le temps ce matin, j'en présenterai quelques-unes. Par exemple, on pourrait tout simplement taxer la Banque Royale du Canada, qui a réalisé des profits de 290 p. 100 cette année. Croyez-vous qu'il soit équitable, quand on voit cela, d'envisager de sabrer les programmes sociaux pour réduire le déficit?

Le gouvernement canadien n'écoute absolument pas ce que lui dit la population. Il n'écoute pas l'électorat.

Le président: Merci beaucoup, Monsieur Breitkreuz. Je vais maintenant donner la parole aux représentants du Parti libéral, en commençant par M. Murphy.

M. Murphy (Annapolis Valley—Hants): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier les témoins pour leur exposé, et à leur dire que je partage, tout comme le Comité, leurs préoccupations au sujet de la pauvreté des enfants.

J'aimerais cependant vous demander si vous avez une idée de ce que l'on pourrait faire pour s'attaquer à ce problème. Comment devrions-nous dépenser les deniers publics pour aider les familles faisant face à ce problème? Avez-vous des idées à ce sujet?

M. Moeller: La solution la plus évidente est de créer des emplois. C'est la clé du problème. La question est donc de savoir comment le gouvernement peut aider les employeurs et les employés, et c'est de cela que nous devons discuter.

[Texte]

As I stated, the people who are fearful of losing their jobs right now are going to end up on the same rolls as the people who are now facing child poverty. My concern is that if we look at reducing the public service, then we're looking at creating more child poverty.

One of the things I was pleased with in that document was that you're looking at creating child care spaces. That's another thing. A lot of single parents take most of the statistics when it shows they cannot afford and are not given the opportunity to go out into the workforce, because there's just not a system in place that will give them an opportunity. Many of these people are skilled, and retraining them... I'm not sure if retraining is an answer to non-existent jobs. So I guess I go back to the first part, creating jobs.

Mr. Murphy: Thank you, Michael.

Le président: Monsieur Dubé du Bloc québécois.

M. Dubé (Lévis): Je voudrais vous remercier pour votre mémoire.

Vous avez commencé votre mémoire en disant qu'une réforme ne signifiait pas nécessairement des coupures, mais pouvait également être une occasion d'améliorer les choses.

• 1150

Les intervenants précédents m'ont rappelé qu'il y a eu, dans le cadre de la réforme, une première phase de consultations au printemps dernier.

Je ne veux pas mettre en boîte les collègues d'en face qui font partie du même Comité que moi, mais ils essaient de faire une consultation à partir de ce que le ministre leur a ordonné, c'est-à-dire un Livre vert.

Il y a d'abord eu des coupures de l'ordre de 7,5 milliards de dollars annoncées dans le budget de M. Martin et devant affecter les programmes sociaux et l'assurance-chômage. Certaines choses sont passées inaperçues parce qu'elles ne sont entrées en vigueur que le 1^{er} juillet dernier.

On se rappelle que selon la Loi sur l'assurance-chômage, les prestations pouvaient s'étendre sur 52 semaines, et représentaient 57 p. 100 du salaire. Cependant, on a également prolongé de deux semaines le délai d'admissibilité aux prestations.

Je pense que les économies faites à la caisse d'assurance-chômage ont été causées par le projet de loi C-17. Certains travailleurs d'un chantier maritime n'ont appris que récemment qu'ils n'auront droit qu'à 21 semaines de prestations.

Nous, du Bloc québécois, avons fait des consultations et avons préparé un rapport dissident parce qu'on se plaignait un peu du délai. Cependant, deux jours avant que le ministre ne dépose son Livre vert, il y a eu une fuite d'un document du Conseil du Trésor: le *Toronto Star* rapportait des coupures additionnelles de 7,5 milliards de dollars.

Vous dites qu'il faudrait chercher ailleurs, mais vous ne l'avez pas fait, monsieur Rogers. Vous avez souligné brièvement que la Banque Royale n'avait pas payé d'impôt l'année dernière. Cependant, l'ensemble des banques ont réalisé des profits d'au-delà de 4,6 milliards de dollars.

[Traduction]

Comme je l'ai dit, les gens qui craignent de perdre leur emploi vont finir par se retrouver dans la même situation que ceux qui ont des enfants confrontés à la pauvreté. Si l'on réduit la fonction publique, je crains que l'on en arrive à aggraver le problème de la pauvreté des enfants.

L'une des choses positives du document gouvernemental est que l'on y parle de développer les garderies d'enfants. Vous savez que beaucoup de chefs de famille monoparentale ne peuvent réintégrer la population active parce qu'il n'y a pas assez de garderies d'enfants. Pourtant, beaucoup de ces personnes ont des compétences utilisables. Quand on parle de recyclage, je ne suis pas sûr que ce soit la solution à une époque où il n'existe pas d'emplois. L'essentiel est donc de créer des emplois.

M. Murphy: Merci, Michael.

The Chairman: Mr. Dubé, for the Bloc québécois.

M. Dubé (Lévis): Thank you for your presentation.

You started by stating that reforming the system should not necessarily mean cuts but could also be an opportunity for making improvements.

I have been reminded by the previous speakers that there has been a first series of consultations in this reform process, last spring.

I don't want to attack my Liberal colleagues on this committee but it seems to me that there consultation is based on the marching orders given by the Minister through the green paper.

First, we have cuts of about \$7.5 billion announced in Mr. Martin's budget about social programs and unemployment insurance. Some of those things were not noticed because they only came into force on July 1st of last year.

Remember that, according to the Unemployment Insurance Act, benefits could be provided for 52 weeks 57% of salary. However, the eligibility period was extended by two weeks.

I believe that some savings have been made in the unemployment insurance account through Bill C-17. Recently, the workers of a certain shipyard learned that they will get only 21 weeks of benefits.

We, of the Bloc Québécois, carried our own consultations and prepared our own report because the majority report was being delayed. However, two days before the Minister tabled his green paper, there was a leak of a Treasury Board document. According to the *Toronto Star*, the government was planning additional cuts of \$7.5 billion.

You stated that we should look elsewhere, Mr. Rogers, but you have not made any suggestions. You mentioned briefly that the Royal Bank did not pay any income tax last year, and we know that, collectively, the big banks made more than \$4.6 billion of profits last year.

[Text]

Lors de l'élection du président d'un conseil du patronat, en France, l'un des candidats a tenté de se faire élire en disant qu'il envisageait que dorénavant les partis politiques ne soient plus financés par les entreprises, petites ou grandes. Cela aurait amené tout un changement, car six des dix plus gros contributeurs avant cette élection-là étaient des banques qui avaient contribué au financement des partis politiques.

Monsieur Rogers, faites-nous part de vos suggestions.

Mr. Rogers: Your point was well taken, sir. You made several comments and I will attempt to address them as best I can. I will get to your last question in a moment.

You stated that money was saved on UI because of Bill C-17, and that may be. My problem with that is the premiums I paid to UI did not go down, yet if I have to draw UI, I will receive less benefits from it. There seems to be some disparity here that I have trouble with because, as your fellow committee member from the Reform argued, I don't believe it is a tax. I believe it is an insurance policy. If I pay a higher premium for my house insurance, I expect higher benefits, except for inflation, which should not affect this.

[Translation]

During the election of the president of a manufacturers' association, in France, one of the candidates tried to get elected by stating that political parties should no longer be financed by companies, small or big. This will have been a revolution since six of the ten major contributors to political parties, before that election, were banks.

Mr. Rogers, tell us about your suggestions.

M. Rogers: Vous avez fait plusieurs remarques tout à fait pertinentes, monsieur, et je vais tenter de vous répondre. Je reviendrai dans un instant sur votre dernière question.

Vous avez dit que le projet de loi C-17 a permis d'économiser de l'argent au compte d'assurance-chômage, et c'est peut-être vrai. Mon problème est que les primes d'assurance-chômage n'ont pas baissé en même temps. Pourtant, si je deviens un jour tributaire de l'assurance-chômage, mes prestations auront diminué. Je perçois là une certaine disparité que j'ai du mal à accepter car, comme l'a dit votre collègue du Parti réformiste, je ne pense pas qu'il s'agisse d'une taxe mais seulement d'une police d'assurance. Lorsque je paie des primes plus élevées pour assurer ma maison, je m'attends à bénéficier d'une assurance plus élevée, sauf si la hausse est provoquée par l'inflation, mais cela ne s'applique pas à l'assurance-chômage.

• 1155

To the question concerning the Royal Bank, that was given as one example only. My comment was that rather than taxing the working poor, the people on social assistance, and the middle class even more so, there are thousands of corporations across Canada that get off scot-free and pay no taxes. An example in our area is the Irving empire. The money goes offshore. What benefit is that to Atlantic Canada, other than the wages that are paid and a little bit of development? If they are making money in Canada because of our labour, they should be taxed, perhaps not at the exact same level because we still want to stimulate the economy, but they should be taxed just the same.

That more or less addresses the two points I picked out of your questioning. I do have more details, more ideas.

M. Dubé: Ce qui me frappe dans mon coin, et je ne sais pas si c'est la même chose chez les Américains, c'est que les gens ne sont pas très bien informés. Ils doivent encaisser les changements afin de s'en rendre compte.

On se souvient de M. Valcourt, du précédent gouvernement progressiste-conservateur. Il avait suscité beaucoup de réactions, mais la deuxième série de coupures est passée un peu dans le vide. Comment expliquez-vous cela?

M. Axworthy a commandé un sondage qui a révélé que les gens étaient majoritairement en faveur d'une réforme. Cependant, selon moi, les gens ne sont pas assez renseignés. Comment peut-on faire en sorte de mieux renseigner la population?

En ce qui concerne la Banque Royale, je l'ai mentionné tout simplement pour donner un exemple. Ce que je voulais dire, c'est qu'il y a des milliers de grandes entreprises canadiennes qui ne paient pas d'impôt et que ce sont elles qu'il faudrait viser, plutôt que les travailleurs pauvres, les personnes tributaires de l'assistance sociale et la classe moyenne. Dans notre région, l'exemple typique serait l'empire Irving, qui place son argent à l'étranger. Qu'en retirent les provinces maritimes, à part les salaires payés aux travailleurs et un peu de développement économique? Si l'empire Irving gagne de l'argent au Canada grâce à notre travail, il devrait être imposé sur cet argent, peut-être pas exactement au même niveau parce que nous tenons quand même toujours à stimuler l'économie, mais il devrait quand même payer des impôts.

Je crois que cela répond aux deux questions que vous m'avez posées. J'ai cependant d'autres idées à vous proposer si vous le souhaitez.

Mr. Dubé: What strikes me in my region, and I do not know if that is the same thing in the U.S., is that people are not very well informed. They have to accept changes without being really aware of what is happening.

You will remember Mr. Valcourt, of the previous Progressive Conservative government; there were many reactions to his first cuts but the second series was barely noticed. How do you explain that?

Mr. Axworthy ordered a poll which revealed that a majority of the population was in favour of a reform. However, I believe that people are not well informed. What could we do to correct this problem?

[Texte]

Mr. Rogers: The question of how we can inform people is fundamental to the discussion we are having today and which has been going on across the country. It is fundamental to the government through the democracy we have in place today.

I had my own mini-tour in the riding of Annapolis Valley—Hants. People are scared to speak out. A lot of the people on social assistance we would have liked to have seen would not speak out because of fear that somebody would be watching who would say "Oh, perhaps we should affect their social assistance", which is extremely sad. I personally would fight to keep that from happening if I ever heard of an occurrence of that. At the same time, that perception is valid. It comes from the people of this country.

The second item is that people are very discouraged with the governments in place. They feel the government isn't listening. They say that they are continually under attack and why should they go out of their way to try to affect any change. They say that they are tired of fighting and are tired of listening to the same political rhetoric.

Your comment was on how we get people more involved, how we get them informed. Show them the government is listening to the concerns of the average Canadian, not just to ourselves, but to the average Canadian. Show them they are being listened to and their concerns will be taken back through their MPs to the committee. They will affect change, change that is fundamental and necessary for the development of Canada and in a selfish way, to help themselves, to help Canadians understand.

Mr. Moeller: I am not sure if all of the representatives around the table have received a copy from the Public Service Alliance of Canada in helping them to reduce the deficit. I will try to keep this as brief as possible.

[Traduction]

M. Rogers: Cette question d' informer la population est fondamentale dans le cadre du débat d'aujourd'hui. Elle est fondamentale pour le gouvernement, puisque nous vivons dans un régime démocratique.

J'ai mené mes propres consultations dans la circonscription Annapolis Valley—Hants et j'ai pu constater que les gens ont peur de parler. Beaucoup des bénéficiaires de l'assistance sociale que nous aurions aimé voir participer aux consultations ont peur de s'exprimer publiquement car ils craignent de perdre leurs prestations, ce qui est extrêmement triste. Si jamais j'entends parler de cela, je me battrai personnellement pour l'éviter. Quoiqu'il en soit, c'est une crainte très réelle pour la population.

Deuxièmement, les gens sont extrêmement découragés face à leurs gouvernements. Ils ont l'impression que les élus ne les écoutent pas. Ils ont le sentiment d'être continuellement attaqués et ils n'ont plus la force d'intervenir pour influer sur les changements. Ils disent qu'ils en ont assez de se battre et d'entendre sans cesse les mêmes discours politiques.

Si l'on veut que les gens participent plus au processus et soient mieux informés, il faut leur prouver que le gouvernement prend au sérieux les préoccupations du Canadien moyen. Il faut leur montrer qu'on les écoute et que leurs députés défendent leurs intérêts. Si tel était le cas, les gens accepteront de participer à des changements qui sont fondamentaux et nécessaires pour l'épanouissement du Canada, et ils le feront aussi de manière purement égoïste, pour s'aider eux-mêmes.

M. Moeller: Je ne suis pas sûr que tous les députés qui se trouvent autour de cette table aient reçu un exemplaire du document de l'Alliance de la Fonction publique du Canada proposant des mesures pour réduire le déficit. Je vais tenter d'être aussi bref que possible.

• 1200

Right now there is \$6.3 billion owed in income tax and has not been collected. There is \$1.3 billion in GST revenues that have not been collected. That is \$7 billion, which is the proposed cut to the social programs.

Actuellement, 6,3 milliards de dollars d'impôt sur le revenu restent à percevoir et, en ce qui concerne la TPS, les sommes dues se chiffrent à 1,3 milliard de dollars. Cela fait 7 milliards de dollars et cela correspond aux coupures que l'on se propose d'effectuer dans les programmes sociaux.

Hopefully the government will be looking at taxing lottery and gambling winnings. On implementing a wealth tax, we just heard Mark talk about that. If all corporations were to pay their deferred taxes it would be \$40 billion. We are looking at the payment of our deficit.

Nous espérons que le gouvernement envisagera d'imposer les gains de loterie et de jeu. En ce qui concerne l'instauration d'un impôt sur la fortune, Mark vient d'en parler. Si toutes les sociétés devaient payer leurs impôts différés, cela donnerait 40 milliards de dollars. C'est la somme qu'il faut pour régler notre déficit.

To finish off, in general people are having a hard time hearing the same thing. We know we have a real problem with our deficit and debt, but what people have a really hard time understanding is that there are other ways to cut. We are suggesting some of the ways but they don't seem to be getting through. On changing capital gains taxes—and I don't mean to single out Mr. Martin, but when people hear a millionaire telling them to tighten their belts they get really discouraged.

Pour conclure, en général, les gens ont du mal à entendre toujours répéter la même chose. Nous savons bien que le déficit et la dette sont un gros problème mais ce que les gens ont du mal à comprendre c'est qu'il y a d'autres façons de faire des coupures. Nous en suggérons quelques-unes mais il semble que nous ne puissions pas nous faire entendre. Pour ce qui est de changer les systèmes d'imposition des gains en capital—and je ne vise pas particulièrement M. Martin, mais lorsque les gens entendent un millionnaire leur dire qu'il faut qu'ils se serrent la ceinture, cela ne les encourage guère à le faire.

I would like to thank the chair and all the members here for allowing us to make this presentation.

Je tiens à remercier le président et tous les membres du comité de nous avoir permis de faire cette présentation.

[Text]

The Chairman: We are now going to turn to the second part of our agenda, which is the individual presentations. We have numerous requests for individual presentations, some accompanied by written briefs, so I am going to pick the names out of this hat. Before I do that let me outline how we propose to proceed in order to keep ourselves reasonably on track as far as time is concerned.

I will call six names out of the hat in the order in which we will be hearing the presentations. I will attempt to keep you to your five minutes. To help do that I will signal when your time is approaching expiration. The raised index finger of the right hand is the four-minute signal and the second finger means that five minutes is up and you should wrap up.

Mr. Alcock: And when you put the index finger down again?

The Chairman: I will not do that. I never do that.

Those are the signals to those who are presenting. I want to remind all of you again, especially those of you who have taken the trouble to make a written presentation, that whether or not you are given an opportunity in this round to make a five-minute oral presentation, if you submit your written presentation it will be considered as part of the testimony by the committee in preparing its final report.

In addition to that, there will be a second opportunity late in the afternoon for up to six more short presentations. Those of you who would like to have your names remain in the hat for that second round are most welcome to do so.

Those are the ground rules we have been operating under as a committee for this part of the presentation. It is an opportunity for us to go beyond the formal public hearing process to hearing the views of individuals and others in a fair and equitable way. With that as the preliminary, let me do my job and pick the names out of the hat.

The first presenter will be Mike Henschel, Council of Federal Ridings, New Democrats. The second will be Laura Penny. The third will be Tom MacDonald of the Nova Scotia Labour Force Development Board. The fourth will be Brian Lee Crowley and Martin MacKinnon. The fifth will be Michael Isaac, and the sixth, John den Hollander of Dartmouth. I presume all the names I've mentioned are here. Is there anybody I've mentioned who is not here? Would you please raise your hand?

• 1205

I will call your names again in the order you appear, and if we are short I will make additional draws.

Let's begin with Mike Henschel, Council of Federal Ridings, New Democrat. I understand the brief will be read by Mr. Bradfield and Mr. Zelenietz. Are they here to make their presentation? No?

Well, in that case we'll be going to the second presenter, Laura Penny. Then we'll have an additional presenter.

Ms Laura Penny (Individual Presentation): Thank you kindly. My horoscope said today would be a good day. This is so exciting.

[Translation]

Le président: Nous allons maintenant passer à la deuxième partie de l'ordre du jour qui est consacrée aux présentations individuelles. Nous avons reçu de nombreuses demandes qui, dans certains cas, étaient accompagnées de mémoires écrits; je vais donc tirer les noms de ce chapeau. Mais avant cela, voici comment nous allons procéder afin de rester dans les limites de temps raisonnables.

Je vais tirer six noms du chapeau et les personnes concernées feront leur présentation dans cet ordre. Je vais par ailleurs essayer de vous faire respecter votre limite de temps de cinq minutes. Pour vous aider, je vous donnerai un signal pour vous indiquer que vous approchez de la fin du temps qui vous est imparti. Si je lève l'index de la main droite, cela signifie qu'il vous reste une minute; quand je lèverai le majeur, cela signifiera que vos cinq minutes sont écoulées et que vous devez conclure.

M. Alcock: Et si vous baissez votre index?

Le président: C'est une chose que je ne ferai pas. C'est une chose que je ne fais jamais.

Voici donc les signaux que je donnerai à ceux qui vont faire des exposés. Permettez-moi de rappeler encore une fois à tous, particulièrement à ceux qui ont pris la peine de préparer un mémoire écrit, que même si vous n'avez pas l'occasion maintenant de faire un exposé de cinq minutes, si vous nous transmettez un mémoire écrit, cela fera partie des témoignages que le comité prendra en considération lorsqu'il préparera son rapport final.

De plus, plus tard cet après-midi, il y aura une deuxième série de six autres brefs exposés. Si vous le souhaitez, vous pouvez fort bien laisser votre nom dans le chapeau pour pouvoir participer à ce second tour.

Telles sont les règles que le comité a établies pour ce type de présentation. C'est pour nous une façon de sortir du cadre des audiences publiques officielles et d'entendre ce que les gens, en général, ont à dire d'une façon juste et équitable. Cela étant dit, je vais tirer les noms du chapeau.

Le premier témoin sera Mike Henschel, Council of Federal Ridings, du nouveau parti démocratique. Le deuxième sera Laura Penny. Le troisième sera Tom MacDonald du Nova Scotia Labour Force Development Board. Nous entendrons en quatrième lieu Brian Lee Crowley et Martin MacKinnon. Le cinquième témoin sera Michael Isaac et le sixième, John den Hollander de Dartmouth. Je suppose que tous les gens dont j'ai mentionné le nom sont ici. Y a-t-il des absents? Pouvez-vous lever la main?

• 1205

Je vais redonner les noms dans l'ordre dans lequel les témoins comparaitront et, s'il y a des absents, je tirerai d'autres noms.

Commençons par Mike Henschel, Council of Federal Ridings, nouveau parti démocratique. Je crois comprendre que le mémoire sera lu par M. Bradfield et par M. Zelenietz. Sont-ils là pour faire l'exposé? Non?

Eh bien, dans ce cas, nous allons passer au deuxième témoin, Laura Penny. Ensuite, nous tirerons un autre nom.

Mme Laura Penny (témoignage à titre personnel): Merci beaucoup. D'après mon horoscope, les astres me sont favorables aujourd'hui. C'est vraiment passionnant.

[Texte]

My name is Laura Penny. I've been involved with the student movement for some years now. I'm the external vice-president at the University of King's College, and I also sit on the Nova Scotia Council of Higher Education and the maritime provinces higher education commission as a student representative. So predictably enough I will be speaking to the education part of the paper.

I have no prepared brief but I have some pretty snappy notes here. I will be speaking specifically to education, but I do find the ethos of the education section that I find objectionable pervades the document in its entirety. That ethos is the idea of social policy review, not as a review of policy to make it better for all Canadians, but as a way to part the money from that policy and to bilk money from that policy, to be quite blunt.

It's insulting to me as a reader to look at this document and have it suggested to me these massive education cuts, paired with an income-contingent loan repayment plan, will make education somehow more accessible.

I see the education policies as an irresponsible plan dressed up in responsible rhetoric. We're not changing our attitude towards debt. We're not looking at real changes to our economic infrastructure. We're not looking at things like tax changes. We're not looking at things like better tax collection. We're merely passing the buck, or lack thereof, onto a different group of people, namely, students and the poor.

It's so difficult for me to address this because we don't know how much this burden will be. As student activists we currently operate in the utter absence of any hard facts and any real technical policy. No one has been so kind as to give us numbers as of yet, so we've been placed in the unfortunate situation of doing a lot of our lobbying in the dark. But I can tell you, no matter whether the tuition increases due to a withdrawal of federal funding will be \$2,000 or \$10,000, substantive increases in student debt levels will have consequences on the economy and the society of the future.

Students who are indentured to these debt loads, who have had to take out mortgages on their brains and their futures, will not be in any position to take out mortgages on things like homes and cars. They will not be as likely to do things like start families, which will result in a decrease in the birth rate also. Moreover, if we move to a perception of education as merely a private interest, instead of a social good and a public trust, how willing will the people educated under that system be to fund other public trusts? How willing will I be to pay for someone else's broken leg, once I have accumulated these massive debt loads as a student and gone to school in this atmosphere where the education I've been given has been pitched to me as

[Traduction]

Je m'appelle Laura Penny. Cela fait déjà quelques années que j'oeuvre au sein du mouvement étudiant. Je suis vice-présidente externe à l'Université de King's College et je siège également au Nova Scotia Council of Higher Education ainsi qu'à la Commission d'enseignement supérieur des provinces maritimes à titre de représentante des étudiants. Je vais donc tout naturellement parler de la partie du document consacrée à l'éducation.

Je n'ai pas préparé de mémoire mais j'ai ici quelques notes qui ont pas mal de punch. C'est sur l'éducation que je vais cibler mes remarques, mais les principes moraux qui sous-tendent la partie consacrée à l'éducation et que je trouve inadmissibles imprègnent tout le document. Selon ces principes, l'idée n'est pas d'entreprendre un examen de la politique sociale pour mieux en faire bénéficier tous les Canadiens, mais de détourner les fonds consentis au titre de cette politique, pour dire les choses carrément.

Je trouve insultant, lorsque je lis ce document, que l'on prétende que les coupures massives qui seront faites dans les fonds consacrés à l'éducation, ainsi que le plan de remboursement des prêts selon le revenu doivent aboutir à rendre le système d'éducation plus accessible.

De mon point de vue, ces politiques sur l'éducation constituent un plan d'action irresponsable camouflé sous forme de propos responsables. Cela ne change rien à notre attitude vis-à-vis la dette. Il s'agit pas de modifier réellement notre infrastructure économique. Il ne s'agit pas de changer le système fiscal par exemple. Il ne s'agit pas non plus de mieux percevoir les impôts. Il s'agit, en fait, de refiler la facture à d'autres, en l'occurrence, les étudiants et les pauvres.

Il m'est très difficile de parler de cela car nous ne savons pas à quel point ce fardeau sera lourd. Les activistes du milieu étudiant ne peuvent à l'heure actuelle s'appuyer sur aucune donnée solide ni sur aucune politique véritablement concrète. Personne n'a eu l'amabilité de nous fournir des chiffres jusqu'ici et c'est pourquoi, malheureusement, nombre de nos interventions sont faites à l'aveuglette. Mais je peux vous dire ceci: que le retrait du financement du gouvernement fédéral aboutisse à des augmentations de frais de scolarité de 2 000\$ ou de 10 000\$, le niveau de la dette des étudiants augmentera de façon substantielle et cela aura des conséquences sur l'économie et sur la société future.

Les étudiants qui ont contracté ces dettes, qui ont été obligés d'hypothéquer leur matière grise et leur avenir, n'auront pas les moyens de financer l'hypothèque d'une maison ou un prêt pour acheter une voiture. Il y a d'autres choses qu'ils ne feront probablement pas, comme fonder une famille, ce qui aboutira à une baisse de la natalité. De plus, si nous en arrivons à considérer l'éducation tout simplement comme une affaire privée, et non comme un bien social et une charge publique, pensez-vous que les gens qui ont été instruits dans le cadre de ce système seront disposés à financer d'autres charges publiques? Pensez-vous que je serai disposé à payer si quelqu'un d'autre se casse la jambe, lorsque je serai criblé de dettes parce

[Text]

something that benefits only me? How willing will I be to pay any of your pensions if I'm placed in that position? A shift in education policy like this will lead to a slow but steady undermining of the social safety net, and the very concept of why we have a social safety net.

[Translation]

que j'ai étudié, et que pendant que je suis allé à l'école, on m'a présenté l'instruction comme quelque chose dont moi seul peut tirer avantage? Pensez-vous que je serai disposé à financer vos retraites si je me retrouve dans cette situation? Une telle modification à la politique sur l'éducation aboutira à miner lentement mais sûrement le filet de protection sociale, ainsi que les raisons fondamentales de l'existence de ce filet.

• 1210

The other problem with the education section of the document is that it is totally job oriented and doesn't really look at people who go to school for reasons other than to just get a job. The paper often confuses education and training and fails to recognize values like the critical thinking instilled by a liberal arts education, or the sort of thinking one gets from a fine arts education. Those aren't addressed in the paper. The paper looks at education merely as a sort of pathway or step to a job.

It's difficult to speak in the absence of figures, but different subsidies are allotted to different provinces. Because of our per capita system of education funding, different provinces get different slices of the federal pie. I know in Nova Scotia the average federal subsidy to a student is \$2,800, while in P.E.I. the average federal subsidy per student is \$4,900. How will that be addressed if we just withdraw them altogether? How will that be standardized? Moreover, it differs from university to university.

I find the bias of the paper to be very central Canadian. It uses the central Canadian figures that people pay for only 10% to 20% of their education, whereas the average in Nova Scotia is 27% and at some institutions, specifically St. Mary's University and the University of King's College, students are paying for almost half their education.

It doesn't address the issue of research funding. How will research-funded institutions be able to sustain the level of research they're used to? Will they have to jack up student fees accordingly? I know Dalhousie University, which is the most research-intensive institution in the Maritimes, only gleans about 17% of its revenue from tuition fees. Much of the rest of it is from its research funding.

The treatment of the student lobby against the paper has been quite insulting in terms of looking at it just as a money issue. I think a lot of what we're presenting is more ideological. Education shapes a society epistemologically and socially. We

L'autre problème que soulève la partie du document consacré à l'éducation c'est qu'elle est entièrement orientée sur l'emploi et ne prend pas vraiment en considération les gens qui s'instruisent pour d'autres raisons que pour trouver un emploi. L'on confond souvent dans le document instruction et formation et l'on ne reconnaît pas la valeur de la pensée critique, par exemple, que l'on acquiert grâce à l'étude des humanités, ou la pensée que l'on développe lorsqu'on se consacre aux beaux-arts. Ce sont des choses dont le document ne parle pas. L'on y considère uniquement l'éducation comme une étape sur le chemin qui mène à l'emploi.

Il est difficile de parler sans pouvoir s'appuyer sur des chiffres, mais chaque province reçoit des subventions différentes. Étant donné que l'éducation est financée selon un système par habitant, chaque province reçoit une certaine part du gâteau distribué par le gouvernement fédéral. Je sais qu'en Nouvelle-Écosse, la subvention fédérale moyenne par étudiant est de 2 800\$, alors qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, cette somme s'élève à 4 900\$. Que va-t-il arriver si l'on retire ces subventions? Comment cela va-t-il être normalisé? De plus, il y a des différences d'une université à l'autre.

Je trouve que le document accorde énormément d'importance aux régions centrales du Canada. Ce sont les statistiques correspondant à ces régions que l'on utilise pour dire que les gens paient seulement 10 p. 100 ou 20 p. 100 de leurs frais d'éducation, alors qu'en Nouvelle-Écosse, la moyenne est de 27 p. 100 et que dans certains établissements, plus précisément à St-Mary's University et à l'Université de King's College, les étudiants paient presque la moitié de leurs frais de scolarité.

On ne trouve dans le document aucune mention du financement des travaux de recherche. Comment est-ce que les établissements qui existent grâce au financement qu'ils reçoivent pour des travaux de recherche vont-ils pouvoir continuer à fonctionner au même rythme? Vont-ils être obligés d'augmenter les frais de scolarité en conséquence? Je sais que 17 p. 100 seulement des revenus de l'Université Dalhousie, l'établissement des provinces maritimes où l'on fait le plus de recherche, proviennent des frais de scolarité. Le reste vient en majeure partie des fonds recueillis pour financer les travaux de recherche.

Les étudiants qui se sont déclarés contre le document ont trouvé particulièrement insultant que l'on considère la question uniquement comme un problème d'argent. À mon avis, nombre de nos interventions sont plus idéologiques. L'éducation forme

[Texte]

need to resolve issues like who should pay for education and what is an education for, before we can propose things like this. We're not going to resolve it in five minutes of me gabbing desperately while you give me hand signals. We're not going to resolve it in six-minute presentations.

[Traduction]

une société sur le plan de la connaissance et sur le plan social. Il y a certaines questions à régler avant de faire ce genre de proposition: Qui devrait financer l'éducation? À quoi sert une éducation? Ce n'est pas dans les cinq minutes pendant lesquelles j'essaie désespérément de parler aussi vite que possible pendant que vous me faites des signaux de la main que nous allons répondre à ces questions. Ce n'est pas non plus au cours d'exposés de six minutes que nous allons y répondre.

The Chairman: We'll be hearing from the university community and the student representatives this afternoon.

Ms Penny: But it's still only an hour and 15 minutes. That's shorter than your average Hollywood film. It's a big issue.

The Chairman: We have heard from representatives of university communities across the country, so it has been coming up. I have to cut you off, I'm afraid, because of the time limits we have, but I want to thank you for your presentation. If you'd like to provide us with a written version, or written additions to your comments for the committee, we'd be happy to receive them.

Le président: Nous entendrons cet après-midi des représentants de la communauté universitaire et des étudiants.

Mme Penny: Mais cela ne fait encore qu'une heure et 15 minutes. C'est plus court que la plupart des films tournés à Hollywood. La question est importante.

Le président: Nous avons recueilli le témoignage de représentants d'universités dans tout le pays, c'est donc une question qui a été soulevée. Excusez-moi, mais je dois vous interrompre afin de respecter les limites de temps, non sans toutefois vous remercier de votre exposé. Si vous souhaitez nous soumettre votre déclaration par écrit ou des observations autres que celles que vous avez présentées oralement au comité, nous serons heureux de les recevoir.

• 1215

Our third presenters are Brian Lee Crowley and Martin MacKinnon.

Mr. Brian Lee Crowley (Individual Presentation): Thank you very much, Mr. Chairman. It's a pleasure to be here. You've asked us to be brief so I am going to take you at your word. Having sat through most of the the briefs this morning, the title of our presentation this morning might be "And Now For Something Completely Different".

In order to be brief, we will start by dealing with the facts we think set the context for a discussion about social policy in this country. The first fact is Canada's net public debt has now exceeded 100% of gross domestic product. That is the second worst performance in the G-7 and the fifth worst in the OECD. Since the early 1980s, taxes in Canada have risen three and a half times faster than real income, and taxes as a share of GDP are now higher in Canada than they are in Germany, Britain, Japan and the United States, our principal economic competitors.

Les troisièmes témoins sont Brian Lee Crowley et Martin MacKinnon.

M. Brian Lee Crowley (témoignage à titre personnel): Merci beaucoup, monsieur le président. Nous sommes très heureux d'être des vôtres. Vous nous avez demandé d'être brefs et je vais donc vous prendre au mot. Par rapport à la plupart des exposés qui ont été présentés ce matin, le nôtre pourrait s'intituler «Vive la différence».

Afin d'être aussi brefs que possible, nous allons commencer par les données qui, à notre avis, constituent le contexte de la discussion concernant la politique sociale de ce pays. La première de ces données est la suivante: la dette publique nette du Canada a maintenant dépassé les 100 p. 100 du produit intérieur brut. Notre performance économique nous place à l'avant-dernier rang des sept pays industrialisés et pour ce qui est de l'OCDE, il n'y a que cinq pays qui ont moins bien fait que nous. Depuis le début des années quatre-vingt, les impôts au Canada ont augmenté trois fois et demi plus vite que le revenu réel, et si l'on considère les impôts comme une part du PIB, ils sont à l'heure actuelle plus élevés au Canada qu'en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Japon et aux États-Unis, c'est-à-dire nos principaux concurrents économiques.

La famille canadienne moyenne qui compte quatre personnes et paie 38 000\$ d'impôt par an, c'est-à-dire deux fois plus qu'au début des années quatre-vingt. D'après M. Gallup, 77 p. 100 des Canadiens déclarent maintenant payer trop d'impôt. Chaque famille de quatre personnes doit maintenant payer tous les ans 4 000\$ d'intérêt sur l'argent que nous avons emprunté pour financer le déficit. Cela aboutit à faire énormément baisser notre niveau de vie et c'est un phénomène qui s'aggrave. Telle est la situation à l'échelle nationale.

The average Canadian family of four is paying \$38,000 annually in taxes, which is twice the amount it was in the early 1980s. According to Mr. Gallup, 77% of Canadians now say they are paying too much in taxes. We now face an annual outflow of interest of \$4,000 per family of four on the money we have borrowed to finance the deficit. That represents a massive and increasing decline in our standard of living. That's the national picture.

En ce qui concerne le niveau régional, si les provinces maritimes constituaient un pays, à cause du montant de leur dette, elles se retrouveraient entre l'Ouganda et le Nigéria, à la 30^e place parmi les pays du monde les plus fortement endettés.

In the regional picture, if Atlantic Canada were a country, its level of indebtedness would place it between Uganda and Nigeria at number 30 on the list of the most severely indebted economies in the world. Total government spending in Atlantic

[Text]

Canada equals two-thirds of regional GDP. Seasonal variations in economic activity in Atlantic Canada are 2.5 times higher than for Canada as a whole. Productivity in this region is poor, and our wages are very high relative to that productivity.

Against that larger background we have placed our case for UI reform because UI is a contributing factor to the sad state of public finances in this country. We also believe the incentives contained within unemployment insurance are a positive obstacle to economic recovery in this region, as well as nationally. The national impact, of course, of UI is well-known to the members of this committee. There is no need for us to dwell on it, but I think it's worthwhile for us to talk a little about the regional impact of unemployment insurance.

Not to put too fine a point on it, UI as it currently exists is a massive obstacle to the kind of economic transformation needed to make the Atlantic region self-sufficient and prosperous. In a region with low levels of education, it penalizes workers who want to upgrade their skills. In a region too dependent on seasonal work, UI subsidizes such work and raises that subsidy by taxing more desirable jobs. In a region of low productivity, UI encourages rapid turnover of employees and long periods of enforced idleness during which job skills deteriorate and capital investment goes unused.

What should we do? There may not be universal agreement on how UI should be reformed, but we would venture to say the following ideas command widespread support. The incentives implicit in UI should be such that people are encouraged to take as much paid employment and earn as much income as possible. They should be encouraged to upgrade their education and other job skills, and they should establish a long-term attachment to the labour force.

If we accept those principles, as we do, with a few exceptions I think people will agree with the two-tiered approach. We certainly agree with the two-tiered approach to UI outlined in the discussion paper. We make a number of suggestions in our paper about improvements to that approach. I don't propose to discuss them here now; you have the brief.

Money saved through UI reform should be devoted almost entirely to one purpose, and that is lowering payroll taxes. Payroll tax, of course, is a tax on jobs.

The final principle we would like to see included in UI reform is that some element of experience rating should be built into the UI system.

[Translation]

Le total des dépenses gouvernementales dans les provinces maritimes équivaut à deux tiers du PIB régional. Les variations saisonnières qu'accuse l'activité économique dans les provinces maritimes sont deux fois et demie plus marquées que dans le reste du Canada. Dans cette région, la productivité est faible et nos salaires sont très élevés par rapport à cette productivité.

C'est cette toile de fond générale que nous avons choisie pour présenter nos arguments en faveur d'une réforme de l'assurance-chômage, étant donné que c'est un des facteurs qui contribue à l'état lamentable des finances publiques de ce pays. Nous estimons également que les incitatifs que comporte l'assurance-chômage constituent un obstacle réel à la reprise économique dans cette région aussi bien que dans tout le pays. Bien entendu, les membres du comité savent fort bien quelles sont les répercussions de l'assurance-chômage à l'échelle nationale. Nous n'avons pas besoin d'insister là-dessus, mais je pense que cela vaut la peine de s'attarder un peu sur les retombées de l'assurance-chômage à l'échelle régionale.

Sans entrer dans les détails, l'assurance-chômage, telle qu'elle existe actuellement, est un obstacle majeur au changement économique qui devrait se produire pour que la région de l'Atlantique devienne financièrement autonome et prospère. Dans une région où le niveau d'instruction est faible, le système pénalise les travailleurs qui veulent améliorer leurs compétences. Dans une région qui dépend déjà trop du travail saisonnier, l'assurance-chômage subventionne ce genre de travail par le biais des taxes imposées à ceux qui détiennent des emplois plus intéressants. Dans une région où la productivité est faible, l'assurance-chômage encourage les changements rapides de personnel et de longues périodes de repos forced au cours desquelles les compétences professionnelles se détériorent et les investissements en capital ne sont pas utilisés.

Que faire? Les avis sur la réforme de l'assurance-chômage ne sont peut-être pas unanimes mais nous pouvons nous permettre de dire que les idées suivantes sont largement acceptées. Les incitatifs que comporte l'assurance-chômage devraient être conçus de façon à encourager les gens à accepter tous les emplois rémunérés qu'on leur offre et à gagner le plus de revenus possible. L'on devrait également les pousser à améliorer leur niveau d'instruction ainsi que leurs autres compétences professionnelles et à envisager une intégration à long terme dans la population active.

Si, comme nous, l'on accepte ces principes, à quelques exceptions près, je pense que les gens accepteront un système à deux vitesses. En ce qui nous concerne, nous sommes tout à fait en faveur du système d'assurance-chômage à deux vitesses présenté dans le document de travail. Nous suggérons dans notre mémoire un certain nombre de moyens pour améliorer ce système. Je ne vais pas en parler maintenant, car vous avez le mémoire.

Les économies réalisées grâce à la réforme de l'assurance-chômage Devraient presque entièrement être consacrées à une seule chose, j'entends, faire baisser les charges salariales. Car évidemment, les charges salariales sont des impôts sur l'emploi.

• 1220

Il y a un dernier principe que nous aimerais voir inclus dans la réforme de l'assurance-chômage: le système devrait prévoir la pondération des cotisations.

[Texte]

In spite of our agreement with much of the government's proposals, we're concerned that the enhanced employment development services that are suggested in the paper will end up being a licence for uncontrolled expansion of the bureaucracy dealing with the unemployed.

Is there an alternative to that approach? We believe there is: a voucher system for training directed at those in the repeat-user tier of a reformed UI system. Those in this tier would be entitled to a voucher that could be exchanged for appropriate vocational training at any approved institution. Again, I won't go into the details of our proposal. I'm sure most of you are familiar with voucher-type schemes.

One final comment. The question has frequently been raised what the effect will be on this region's economy of any withdrawal of important sums of money because of UI reform. We think that concern is worth raising but it's been much exaggerated, for reasons you can review at leisure in the paper.

The chief question that remains to be addressed is how to get from here to there—to UI reform. When we talk about UI reform, we're looking at changing some deep-seated and long-established behaviours on the part of many members of the labour force. We reject forcefully any suggestion that those who have used the UI system have abused it. On the contrary, we believe the system has abused those who live under it, because it has created great economic pressure on people to become dependent on the system.

Our proposal is therefore for a quick and decisive phasing-in of UI changes. Of course many opponents of UI reform will try to portray such a policy as an attack on the less well-off in our region and in society more generally. We think the figures on the distribution of UI benefits across income groups completely belie that view. As you know, only 7% of UI benefits go to families with incomes of less than \$15,000 a year, whereas over 33% go to families with incomes of over \$50,000.

Finally, we are proud to observe that Atlantic Canadians are undaunted by the prospect of UI reform, as we can see by recent public opinion polls in which the majority in this region is very strongly in favour of UI reform, because we know how badly the UI has damaged our economic prospects.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Crowley and Mr. MacKinnon, for that presentation. For the benefit of the committee members, a written brief has accompanied that presentation. That will be circulated to the committee members.

Our next presenter will be Michael Isaac.

Mr. Michael Isaac (Individual Presentation): I will be addressing the education section of the paper as well. I should also note that I'm a member of the NDP and I'm here representing the youth wing of the provincial party.

[Traduction]

Même si nous sommes d'accord avec la plupart des propositions avancées par le gouvernement, nous craignons que les services améliorés de développement de l'emploi qui sont décrits dans le document entraînent une expansion incontrôlée de la bureaucratie chargée de s'occuper des chômeurs.

Y a-t-il une solution de rechange? Nous le croyons: un système de bons de formation conçu pour ceux qui, dans le cadre du nouveau Régime d'assurance-chômage, y ont recours de façon répétée. Ceux qui entrent dans cette catégorie auraient le droit de recevoir un bon qui pourrait être échangé pour des cours de formation professionnel appropriés, offerts dans tout établissement autorisé. Encore une fois, je n'entrerai pas dans les détails de notre proposition, car je suis sûr que la plupart d'entre vous connaissent les systèmes reposant sur l'émission de bons.

Une dernière observation. On a fréquemment évoqué l'impact qu'aurait sur l'économie de la région le fait qu'une réforme de l'assurance-chômage se solderait par le retrait d'importantes sommes d'argent. À notre avis, c'est une préoccupation fondée, mais dont on a exagéré l'importance pour des raisons que nous exposons dans notre mémoire que vous pourrez consulter à loisir.

La principale question qui reste à résoudre est la suivante: comment faire le pont—et réformer l'assurance-chômage. Lorsque nous parlons de réforme de l'assurance-chômage, cela signifie changer des habitudes bien ancrées chez un grand nombre de travailleurs. Nous rejetons en bloc l'idée que ceux qui ont eu recours au Régime d'assurance-chômage en ont abusé. Au contraire, nous estimons que c'est le système qui a abusé de ceux qui ont été obligés de s'en contenter, car c'est ce système qui a amené tous ces gens à en dépendre.

Nous proposons donc d'apporter rapidement des changements décisifs à l'assurance-chômage. Bien entendu, de nombreux opposants de la réforme de l'assurance-chômage vont essayer de dire qu'une telle politique est une attaque contre ceux qui ont de petits moyens, aussi bien dans notre région que dans la société en général. À notre avis, les chiffres portant sur la répartition des prestations d'assurance-chômage selon le revenu vont complètement à l'encontre de ce point de vue. Comme vous le savez, 7 p. 100 seulement des prestations d'assurance-chômage sont versées à des familles dont le revenu est de 15 000\$ par année ou moins, alors que les familles dont le revenu dépasse 50 000\$ en reçoivent 33 p. 100.

Enfin, nous sommes fiers de signaler que les Canadiens qui vivent dans les provinces maritimes ne se laissent pas démonter par l'idée d'une réforme de l'assurance-chômage, comme le prouvent des sondages récents où la majorité des habitants de cette région s'est déclarée sans réserve en faveur de la réforme de l'assurance-chômage; nous savons en effet combien l'assurance-chômage a miné nos perspectives économiques.

Le président: Monsieur Crowley, monsieur MacKinnon, merci de nous avoir présenté cet exposé. Je signale à l'intention des membres du comité qu'un mémoire écrit accompagne cet exposé. Il sera distribué aux membres du comité.

Le témoin suivant sera Michael Isaac.

M. Michael Isaac (témoignage à titre personnel): Je vais également parler de la partie du document portant sur l'éducation. Je tiens à signaler que je suis membre du NPD et que je représente les jeunes membres du parti provincial.

[Text]

First, as far as the paper goes, it's mostly rhetoric. I think everyone here realizes this whole process is not about improving our accessibility to education and it's not about lifelong learning. It's about cutting the deficit. If we really want to engage in substantive debate on that topic, then blurring the issue doesn't help anybody.

Second, I was just reading through this. I'm only a university student, and I've only taken introductory courses in accounting, but one of the first things I learned was whenever you're dealing with any budget, you look at both cost and revenue sides of it. It didn't seem to me, at least not as I looked through the paper, much attention had been given to that.

Canada has the lowest corporate tax rates in the industrialized world, but that doesn't seem to be mentioned in this debate. It doesn't seem to be mentioned that every year billions in corporate profits go untaxed. If we're looking at cutting the deficit, that's something that has to be addressed if any serious attempt is going to be made.

However, all that aside, the fact of the matter is we do not have access to the same resources the government had in putting this paper together. So we're willing to accept the contention that in fact there are no other means of achieving deficit targets than by cutting. All things considered, we're willing to accept that.

The fact of the matter is we're the ones who will be paying off this debt in the future. It's our future that's been mortgaged, so if we don't participate in the process of trying to change things, then we'll be the ones left holding the bag.

• 1225

We've presented a brief to the committee, and most of what I'll be saying as far as our proposal goes is drawing on that.

The main problem that we have with all of this is the question of accessibility. It has been estimated that for a four-year undergraduate degree, a student loan could be incurred of as much as \$50,000 to \$60,000. The simple fact of the matter is there are very few students who can afford to pay that. Also, there are very few who would be willing to, under the current system, incur that level of debt for a degree that has no guarantee of giving them a job and that they'll be forced to pay off when they graduate.

So the main plank of our proposal involves completely changing the current student loan system. We're willing to accept the government's proposal for income-contingent repayable loans, but we think if you're going to do that, you have to go all of the way. You have to make the funding, the loans, accessible to all students, with no complicated forms to fill out, no bureaucratic red tape to go through, no humiliating means testing. In other words, anyone who wants access to it should get it. The loans should be made fully ICR, income-contingent repayable. In other words, students who have loans don't pay any of them off until they graduate, and then they pay them off as a percentage of their income, like a small surtax.

[Translation]

Tout d'abord, je dirai du document de travail que c'est surtout de la rhétorique. Je pense que tout le monde ici se rend compte que cette démarche n'a pas pour but de rendre l'éducation plus accessible, ni de favoriser l'acquisition continue de connaissances. L'objectif, c'est de réduire le déficit. Si l'on veut vraiment lancer un débat de fond sur ce sujet, cela n'aide en rien de brouiller les pistes.

Deuxièmement, je viens juste de lire le document. Je suis seulement un étudiant qui fréquente l'université et je n'ai pris que des cours d'introduction à la comptabilité, mais une des premières choses que j'ai apprises c'est que, lorsqu'on s'occupe d'un budget quel qu'il soit, il faut examiner aussi bien la colonne des dépenses que la colonne des recettes. Il ne me semble pas que l'on ait accordé beaucoup d'attention à cela, du moins ce n'est pas ce que j'ai constaté en lisant le document.

Le Canada est le pays industrialisé où l'impôt sur les sociétés est le plus bas, mais cela ne semble pas avoir été noté au cours de ce débat. On semble avoir oublié que chaque année, des milliards de bénéfices réalisés par les sociétés échappent à l'impôt. Si l'on cherche à réduire le déficit, et si l'on veut sérieusement s'y attaquer, c'est une chose qu'il faut prendre en considération.

Cela dit, il reste toutefois que nous n'avons pas accès aux mêmes informations que celles dont le gouvernement disposait lorsque ce document a été préparé. Par conséquent, nous sommes prêts à accepter qu'il n'y a en réalité pas d'autres moyens que d'effectuer des coupures pour réaliser les objectifs visant la réduction du déficit. Tout bien considéré, nous sommes prêts à accepter cela.

Il reste toutefois que c'est nous qui devrons payer à l'avenir cette dette. Notre avenir a été hypothéqué, de sorte que si nous ne participons pas aux efforts déployés pour changer la situation, nous resterons les parents pauvres.

Nous avons présenté un mémoire au comité et l'essentiel de ce que je vous dirais au sujet de notre proposition en est extrait.

Le principal problème que soulève ce sujet est la question de l'accès. On estime qu'un diplôme universitaire exigeant 4 ans d'études peut entraîner pour un étudiant un endettement de 50 000 à 60 000\$. Il y a vraiment très peu d'étudiants qui ont les moyens d'assumer une telle charge. Il y en a également très peu qui seraient disposés, selon le régime actuel, à contracter une telle dette pour un diplôme qui ne leur garantie pas l'obtention d'un emploi mais qui les oblige néanmoins à rembourser leurs dettes.

L'essentiel de notre proposition consiste à changer complètement le régime actuel des prêts aux étudiants. Nous sommes disposés à accepter la proposition du gouvernement concernant les prêts remboursables en fonction du revenu, mais nous pensons que si vous adoptez cette formule, il faut aller jusqu'au bout. Il faut que le financement, les prêts soient accessibles à tous les étudiants, sans formulaires compliqués à remplir, sans lourdes formalités administratives, sans évaluation des moyens humiliante. Autrement dit, il faut que ce soit accessible à quiconque en fait la demande. Il faudrait que tous les prêts prévoient que le remboursement se fera en fonction du revenu. Ce qui veut dire que les étudiants n'auront aucun remboursement à faire tant qu'ils n'auront pas obtenu leur diplôme, et qu'ils ne le feront ensuite que sous forme de pourcentage de leur revenu, comme un petit impôt supplémentaire.

[Texte]

The problem is that education is not a privilege reserved solely for the rich. It's a right for all. In a more practical manner, if we're looking at ultimately the economic health of this country in the long term, then economic prosperity depends on an educated population. It's incredibly short-sighted to reduce access to education for short-term benefits.

That's, as I said, basically the main aspect of our proposal.

The second one is slightly more radical. Despite everything that's been said, a \$50,000 loan is still going to turn off many students, even when we say, no, it's only payable if they then find a job. We're also proposing that we follow the program that New Zealand has implemented, which is the elimination of formal tuition payments through university. Presumably those students who can afford to pay their own tuition without incurring a loan could do it at the time, but for students who are doing a loan program, the money should be transferred directly from one institution to another without going through the hands of the students.

We feel that it would be better if students knew that they didn't have to worry about actually paying the costs at the time, if they simply could apply to the university and graduate, if they realized they wouldn't have to pay anything back unless they could find a job afterwards. Then they would only pay it back contingent on their ability to repay it. Agreed, this would not counter the problems that will arise if funding is cut from education, but we're trying to be as constructive as possible, and we think that's one means of ameliorating the problems. Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Isaac, and we look forward to receiving your written brief.

Our next presenter is John den Hollander.

Mr. John den Hollander (Individual Presentation): Thank you, Mr. Chairman, for the opportunity to speak here today. Due to my visual disability I've brought along my seeing-eye dog that can speed read for me, so I'll let him take it from there.

I saw this document about five minutes ago, so I would hope in the process you would overlook any mistakes made so that you can get the full intent of the document. I ask you to bear with me, friends.

We would like to thank you for the opportunity to submit our proposals for social welfare reform. In 1991 it was found that 4.2 million Canadians, 15.5% of the population, reported some level of disability. Of that amount there were 2.3 million adults age 15 to 64 years, representing 13% of the total working age population.

There is a total of 592,160 disabled Canadians who have an income of less than \$5,000 annually, roughly 26% of the disabled population. In Nova Scotia alone there are 34,890 who are disabled adults and have an annual income of less than

[Traduction]

Le problème se pose parce que l'éducation n'est pas un privilège réservé aux riches. C'est un droit pour tous. Au plan pratique, si l'on s'intéresse à l'avenir de notre économie, la prospérité économique dépendra du niveau d'instruction de la population. Ce serait faire preuve de courte vue à un niveau incroyable que de réduire l'accès à l'instruction pour rechercher des avantages à court terme.

Telle est, je le répète, la caractéristique principale de notre proposition.

La deuxième caractéristique est un peu plus radicale. Malgré tout ce qu'on a pu dire, un emprunt de 50 000\$ continuera à dissuader un grand nombre d'étudiants même si nous leur disons qu'ils n'auront à le rembourser que lorsqu'ils auront trouvé un emploi. Nous proposons aussi l'adoption d'un programme semblable à celui de la Nouvelle-Zélande qui élimine le paiement direct des frais de scolarité à l'université. On peut supposer que les étudiants qui ont les moyens de payer leurs frais de scolarité sans contracter un emprunt pourront toujours le faire, mais dans le cas des étudiants contractants un emprunt, l'argent serait transféré directement d'un établissement à un autre, sans que les étudiants aient à s'en occuper.

Nous estimons qu'il serait préférable que les étudiants sachent qu'ils n'ont pas à se préoccuper de payer leurs frais de scolarité, qu'ils leur suffit de s'inscrire à l'université et d'obtenir leur diplôme, et qu'ils comprennent qu'ils n'auront rien à rembourser tant qu'ils n'auront pas trouvé un emploi après l'obtention du diplôme. Ensuite, le montant des remboursements seraient fonction de leur aptitude à les payer. Nous reconnaissions que cela ne corrigera pas les problèmes découlant de la réduction des sommes affectées à l'enseignement, mais nous essayons de faire des propositions aussi constructives que possible, et nous pensons que ce serait une façon d'atténuer les problèmes. Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Isaac. Et nous lirons votre mémoire avec grand intérêt dès que nous l'aurons reçue.

Le témoin suivant est John den Hollander.

M. John den Hollander (témoignage à titre personnel): Merci, monsieur le président, de cette occasion de comparaître aujourd'hui. En raison de mon handicap visuel, j'ai amené mon lecteur rapide à qui je laisse le soin de poursuivre.

Il y a tout juste cinq minutes que j'ai pris connaissance de ce document, et je vous prie donc de ne pas tenir compte de mes erreurs et de bien saisir toute la portée du document. Je sollicite votre bienveillance amicale.

• 1230

Nous tenons à vous remercier de cette occasion de vous présenter nos propositions de réforme de l'assistance sociale. En 1991, on a constaté que 4,2 millions de Canadiens, soit 15,5 p. 100 de la population, ont déclaré être atteint d'une invalidité. Le nombre total comprenait 2,3 millions d'adultes de 15 à 64 ans, soit 13 p. 100 de l'ensemble de la population active.

Il y a un total de 592 160 Canadiens handicapés dont le revenu est inférieur à 5 000\$ par an, ce qui fait en gros 26 p. 100 de la population handicapée. En Nouvelle-Écosse seulement, on compte 34 890 adultes handicapés dont le revenu

[Text]

\$5,000. This is far below the poverty line. The needs of the disabled are very costly medication, equipment, and care. For these people to live below the poverty line in a country like Canada is totally unacceptable.

I would like to bring to your attention the scenarios of three disabled individuals, each of whom is affected and restricted by the present social structure.

Case A, a female, presently 51 years of age, has had multiple sclerosis for 28 years. For most of this time she was gainfully employed. In 1986 she suffered a major MS exacerbation. At this point her neurologist ordered her to stop working. She considered this and investigated Canada Pension. On finding that she would be unable to work at all under CP, she decided to see how much she could work.

She is a person who loves working and being self-sufficient. She persisted in working her telemarketing job for two more years. During this time her illness only allowed her to make \$20 to \$100 every two weeks at the most. Her bills fell in arrears and her home needed repairs. Finally, in 1988, her finances deteriorated to the point where she retired and obtained Canada Pension.

At present she is a homeowner, as her parents paid off her mortgage in 1984. The home requires repairs from time to time. Her husband divorced her in 1988, and she is now on her own.

Dartmouth Community Services gave her some assistance, but on occasion has told her that she was in the grey area and did not fit the standard requirements as she is a homeowner and rents out a small apartment.

Presently she requires costly medical equipment, which she cannot buy and therefore cannot obtain. She would like to see recipients of CPP be able to work as little or as much as their disability will allow them, without completely losing their pension.

Case B is daughter of case A, a female who is 26 years of age and has had autism since birth. This individual has had treatment from the Doman Delacato autistic clinic in Morton, Pennsylvania, through the efforts of her parents from 1974 to 1984. They had no financial assistance given to them. Treatment involved two to three trips to Philadelphia each year and a program requiring up to five hours daily... This regime, along with the cooperation of Dartmouth city schools, brought this young lady out of autism through her high school and graduation on a special education level.

At this time she was very eager to further her education or get a job. Neither was available.

Sitting around being idle is very detrimental to the autistic. She returned to school and busied herself doing work she had already passed. At the end of the year there was still nothing for her and she was too old to return to school. She now had to

[Translation]

annual est inférieur à 5 000\$. Ce chiffre est très inférieur au seuil de la pauvreté. Les handicapés ont besoin de médicaments, d'équipement et de soins très coûteux. Il est absolument inadmissible que ces gens vivent sous le seuil de la pauvreté dans un pays comme le Canada.

Je veux vous présenter les cas de trois personnes handicapées qui, chacune à sa façon, subit les contraintes de la structure sociale actuelle.

Le cas A est celui d'une femme actuellement âgée de 51 ans qui souffre de sclérose en plaques depuis 28 ans. Elle a fait du travail rémunéré pendant la plus grande partie de cette période. En 1986, son état s'est considérablement aggravé. Son neurologue lui a alors ordonné d'arrêter de travailler. Elle a alors consulté le Régime de pensions du Canada mais a décidé, quand elle a constaté qu'elle n'aurait plus le droit de travailler si elle touchait cette pension, de voir pendant combien de temps elle pourrait encore travailler.

C'est une personne qui aime travailler et se sentir indépendante. Elle a donc persisté à exercer son travail de vente téléphonique pendant deux années de plus. Pendant cette période-là, à cause de sa maladie, elle n'a gagné que de 20\$ à 100\$ toutes les deux semaines. Ses factures se sont accumulées et sa maison avait besoin de réparations. Finalement, en 1988, sa situation financière était devenue si grave qu'elle a dû arrêter de travailler et obtenir la pension du Canada.

Elle est actuellement propriétaire de sa maison car ses parents ont acquitté son hypothèque en 1984. La maison a besoin de réparations de temps à autre. Son mari a divorcé en 1988 et elle vit maintenant toute seule.

Les services communautaires de Dartmouth lui ont apporté un peu d'aide mais lui ont quand même signalé qu'elle se trouvait dans une zone grise et ne répondait pas aux critères normaux car elle était propriétaire et louait un petit appartement.

Elle a maintenant besoin d'un équipement médical coûteux qu'elle n'a pas les moyens de se procurer. Elle souhaiterait que les bénéficiaires du RPC puissent travailler, autant que leur permet leur état de santé, sans perdre de ce fait la totalité de leur pension.

Le cas B est celui de la fille du cas A, une femme de 26 ans qui souffre d'autisme depuis la naissance. Grâce aux efforts de ses parents entre 1974 et 1984, cette personne a été traitée par la clinique autistique de Doman Delacato de Morton, en Pennsylvanie. Ses parents n'ont reçu aucune aide financière à cette fin. Le traitement comportait deux ou trois voyages à Philadelphie par an et un programme d'exercice durant jusqu'à cinq heures par jour... Ce régime, avec la collaboration des écoles municipales de Dartmouth, a permis à cette jeune fille de sortir de son autisme et d'obtenir son diplôme d'études secondaires à un niveau spécial.

Elle tenait alors beaucoup à poursuivre ses études ou à obtenir un emploi. Elle n'a pu faire ni l'un, ni l'autre.

Il est très mauvais pour une personne autistique de rester à ne rien faire. Cette demoiselle est donc retournée à l'école et a suivi des cours qu'elle connaissait déjà. À la fin de l'année, il n'y avait toujours rien d'autre pour elle, et elle était trop âgée

[Texte]

stay home and regress, losing much of what she had, and always asking about a job. This lasted about three years, and during that time every effort was made to keep her busy doing volunteer jobs, government recreation programs, various evaluations—but still no job or funding.

It was found that she could be employed and required a supportive employment coach until such time as she mastered the skills required for the job. With great painstaking efforts, and approaching various agencies, funding finally became available to her coach and herself at a job site.

I will precis this as best I can. She worked with the coach until such time as social bureaucrats decided she didn't need the coach any longer, and against the advice of her family they took the coach away. Within a short period of time a new coach had to be hired, and this consumed funds for her to become self-sufficient. After approximately a year and a half, funding ran out, and at this point a despondent and depressed young lady sits in stagnation since March 1993, desperately longing to be self-employed.

In summation, we make these recommendations. A guaranteed annual income: that the federal government commit itself to detailed examination of the GAI, which would replace current spending on social assistance programs; that the government cut its own excessive spending. Given the scenario with the government pensions, government spending on trips, etc., there have to be some changes made so people like this do not fall through the cracks that we've heard about and will hear about all day.

I believe the committee has a copy of this report. I thank you for your indulgence.

• 1235

The Chairman: Thank you very much, Mr. Rogers, and I thank you as well, Mr. den Hollander, for your interest in our work.

We will now draw two more names to complete our first round. The first is Rex Guy. Is Rex Guy in the room? Would you approach the witness table, please. The last of our individual presenters this morning is Robin MacKinnon.

Ms Robin MacKinnon (Individual Presentation): I won!

The Chairman: That's the most enthusiastic reaction to this that I've heard in 26 days of travelling across the country.

Mr. Guy, you may begin whenever you're ready.

Mr. Rex Guy (Individual Presentation): Thank you, Mr. Chairman and members of the committee. The Nova Scotia Coalition of Pensioners, Retirees and Seniors Organizations welcomes this opportunity to make this presentation to this committee.

The coalition provides a collective voice for more than 90,000 members in matters related to their retirement. In Nova Scotia, it includes the Nova Scotia division of Canadian Pensioners Concerned, Inc.; the Federal Superannuates

[Traduction]

pour retourner à l'école. Elle a donc dû rester chez elle, perdant ainsi une bonne partie de ses acquisitions, et demandant toujours qu'on lui trouve un emploi. Cette situation a duré environ trois ans, pendant lesquels on a fait l'impossible pour la tenir occupée à des tâches bénévoles, des programmes récréatifs du gouvernement, des évaluations diverses, mais toujours aucun emploi, ni financement.

On a constaté qu'elle pouvait travailler avec l'aide d'un tuteur jusqu'à ce qu'elle puisse faire le travail toute seule. Après de nombreuses démarches auprès de diverses organisations, on a finalement obtenu l'argent nécessaire pour que son tuteur l'aide à un poste de travail.

Je vais résumer cela de mon mieux. Elle a travaillé avec l'aide du tuteur jusqu'à ce que les bureaucraties de l'assistance sociale décident qu'elle n'en avait plus besoin et retire le tuteur malgré l'avis de la famille. Il a fallu bien vite engager un nouveau tuteur, ce qui l'a privé de fonds qui lui aurait permis de devenir autosuffisante. Au bout d'environ un an et demi, les fonds se sont épuisés et depuis mars 1993, une jeune femme déçue et déprimée attend désespérément de pouvoir travailler par ses propres moyens.

En résumé, nous formulons ces recommandations. Un revenu annuel garanti que le gouvernement fédéral s'engage à examiner en profondeur, un RAG qui remplacerait les dépenses actuellement consacrées à l'assistance sociale; et que le gouvernement réduise ses propres dépenses excessives. Compte tenu des pensions accordées aux employés du gouvernement, des dépenses du gouvernement en voyages, etc., il faut effectuer des changements pour que des personnes comme celle dont j'ai cité le cas ne se retrouvent pas dans les situations dont nous avons entendu parler et dont nous entendrons parler toute la journée.

Je crois que votre comité a reçu un exemplaire de ce rapport. Je vous remercie de votre indulgence.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Rogers, et je vous remercie vous aussi, monsieur den Hollander, de l'intérêt que vous portez à notre travail.

Nous allons maintenant tirer deux autres noms pour compléter notre première séance. Le premier est M. Rex Guy. M. Rex Guy est-il dans la salle? Veuillez vous installer à la table des témoins, s'il vous plaît. Le dernier de nos témoins individuels de ce matin est Mme Robin MacKinnon.

Mme Robin MacKinnon (témoignage à titre personnel): J'ai gagné!

Le président: C'est la plus belle manifestation d'enthousiasme que j'aie vue en 26 jours de déplacements dans tout le pays.

Monsieur Guy, vous pouvez commencer.

M. Rex Guy (témoignage à titre personnel): Merci, monsieur le président et distingués membres du Comité. La Nova Scotia Coalition of Pensioners, Retirees and Seniors of organizations est heureuse de cette occasion de témoigner devant votre Comité.

La coalition est le porte-parole collectif de plus de 90 000 membres en situation de retraite. En Nouvelle-Écosse, la coalition comprend la division néo-écossaise de la Corporation canadienne des retraités intéressés; l'Association nationale des

[Text]

National Association, Nova Scotia Region; the Nova Scotia Federation of Senior Citizens; the Nova Scotia Government Retired Employees Association; and the Royal Canadian Legion. I am chairman of that coalition.

We're aware that your mandate does not include matters concerning health and pensions, but we submit it is both artificial and inappropriate to separate the concerns of seniors from those of the rest of our people. Separate consideration of these issues sets seniors apart, pitting them divisively against the rest of society and vice versa. Any review of our social security system must include consideration of the nibbling process to which seniors have been subject during the last decade or so.

The structure of Canada's security system for seniors has been in place for many years. As early as 1927—the year before I was born, in fact—the precursor of old age security was introduced to begin to meet the needs of seniors. This program was replaced by the universal old age security program in 1952. By 1966, with the introduction of Canada and Quebec Pension Plans and guaranteed income supplement, the base of a comprehensive system of income security for the elderly was in place. This is reinforced by measures to encourage those of workforce age to save for retirement and to minimize the need to provide for them in their old age through government anti-poverty transfer programs.

Beginning in the mid-to late 1980s, all the while protesting that seniors benefits would be protected and that a universality of social programs, particularly old age security, would be maintained, governments began a piecemeal dismantling of the income security structure for the elderly. The hits on seniors benefits to date include, starting in 1988, the change from full to partial indexing of the tax system. Tax credits and income thresholds became indexed only at the amount of inflation greater than 3%. Now everyone is affected by that but it's particularly hard on seniors through the effect on the old age security clawback and the age tax credit.

Also in 1988, the investment income deduction was lost. Loss of this \$1,000 deduction was harder on seniors because they depend upon income from savings to a greater extent than other age groups. Almost all seniors, even the poorest, receive some interest on investment income.

Again in 1988, the conversion of income exemptions to tax credits was applied to a wider range of benefits for seniors than for other age groups. The age exemption and pension tax credit applied only to seniors. The conversion increased tax for people with incomes above the lowest tax rate of 17%. Before this they would have had a tax reduction at their own marginal tax rate.

[Translation]

retraités fédéraux, région de la Nouvelle-Écosse; la Fédération des aînés de la Nouvelle-Écosse; l'Association des retraités du gouvernement de la Nouvelle-Écosse; et la Légion royale canadienne. Je suis le président de cette coalition.

Nous savons que votre mandat ne porte pas sur les questions de santé et de pension, mais nous estimons qu'il est à la fois artificiel et mal avisé de séparer les préoccupations des aînés de celles du reste de la population. Ce genre de démarche place les aînés à part et en situation de concurrence avec le reste de la société. L'examen de notre régime de sécurité sociale doit comprendre l'analyse de l'érosion dont les aînés sont victimes depuis une dizaine d'années.

La structure du régime canadien de sécurité pour les aînés est en place depuis de nombreuses années. Dès 1927, l'année qui a justement précédé ma naissance, on avait établi le précurseur du Régime de sécurité de la vieillesse pour commencer à répondre aux besoins des aînés. Ce programme a été remplacé par le Régime universel de sécurité de la vieillesse en 1952. En 1966, la mise en place des régimes de pensions du Canada et du Québec et du supplément de revenu garanti a complété la base d'un régime global de sécurité de revenu pour les aînés. Ce régime est renforcé par des mesures visant à encourager la population active à épargner pour sa retraite et à réduire la nécessité de s'occuper d'eux pendant leurs vieux jours au moyen de programmes gouvernementaux de transfert pour lutter contre la pauvreté.

À partir du milieu et jusque vers la fin des années quatre-vingt, les gouvernements ont commencé, tout en proclamant que les prestations aux aînés seraient protégées et que l'universalité des programmes sociaux, notamment, la sécurité de la vieillesse, seraient maintenus, à démonter morceau par morceau la structure de sécurité de revenu pour les aînés. Parmi les coups portés aux avantages des aînés, on peut compter, depuis 1988, le passage de l'indexation totale à l'indexation partielle du régime fiscal. Les crédits d'impôts et les seuils de revenu ne sont maintenant indexés qu'au montant de l'inflation supérieur à 3 p. 100. C'est une mesure qui touche maintenant tout le monde mais qui pénalise particulièrement les aînés en raison de ses effets sur la récupération de la sécurité de la vieillesse et du crédit d'impôt relié à l'âge.

En 1988 également, on a perdu la déduction pour revenu de placement. La perte de cette déduction de 1 000\$ a nui davantage aux aînés parce qu'ils dépendent plus que les autres groupes d'âge du revenu de leurs épargnes. Presque tous les aînés, même les plus pauvres, ont quelques revenus d'intérêts sur des placements.

Toujours en 1988, la transformation des exemptions de revenu en crédits d'impôt s'est appliquée à un plus grand nombre d'avantages pour les aînés que pour les autres groupes d'âge. L'exemption en raison de l'âge et le crédit d'impôt pour le revenu de pension ne s'appliquaient qu'aux aînés. La conversion augmentait les impôts pour les personnes dont les revenus se situent au-dessus du taux d'imposition le plus bas de 17 p. 100. Avant cette mesure, ils auraient profité d'une réduction fiscale à leur propre taux d'impôt marginal.

[Texte]

In 1989 the dreaded clawback of the old age security destroyed the universality of the old age security program. It continues to affect more and more elderly people each year as the partial indexing of the tax system reduces the value of income at which the clawback begins.

[Traduction]

En 1989, la récupération si redoutée de la sécurité de la vieillesse détruit l'universalité du programme de sécurité de la vieillesse. Cette mesure touche chaque année un nombre croissant d'âgés, au fur et à mesure que l'indexation partielle du régime fiscal réduit la valeur du revenu à laquelle la récupération commence.

• 1240

In 1991 the goods and services tax put more emphasis on consumption than income as a source of tax revenue. Seniors consume a larger percentage of their income than others. The GST therefore collects more tax from seniors than from others with the same income.

There are two others, but I'll skip them, since you have the paper.

All these things in one way or another seriously diminish seniors' already fixed incomes at a point in life when recovery is no longer an option. The senior has no avenue to greater income security. Preparing for retirement is a life-time process. People must know what they're entitled to receive when they retire. No one can plan for retirement if public retirement programs are constantly in a state of flux or if there is a threat that some programs will be eliminated.

The closer to retirement a change occurs, the harder it is to adjust. After retirement, the only way to adjust is to spend less. Since most retirement incomes are little above the poverty line, that means reduced spending on the necessities of life.

This principle has been violated again and again as governments have reduced or eliminated benefits for seniors without warning. This kind of policy-making must not happen in the future.

The success Canada has achieved in improving economic security for seniors could well be applied to other sectors of society. The poverty rates for the elderly declined from 41.1% in 1969 to 8.5% in 1992, and among elderly single people from 69% to 48% in the same period. We should apply our experience with elderly poverty to the reduction and eventual elimination of child poverty in Canada.

It must not be forgotten that seniors, especially those who are able to live independently in the community, make extensive use of the support services made possible through the Canada Assistance Plan. The need to review these services of personal supports is unquestioned, but any reduction or withdrawal will in effect further diminish seniors' incomes and inevitably increase the number who must be institutionalized.

Age is an important consideration in determining how individuals should be treated by the social security system. Like the needs of the very young, the needs of the elderly must be given special consideration. It is in the best interests of government and society to enable seniors to be independent for as long as possible, rather than to have them rely on costly institutions.

En 1991, la taxe sur les produits et services a donné plus d'importance à la consommation qu'au revenu comme source de recettes fiscales. Les âgés consomment un plus fort pourcentage de leurs revenus que les autres. À revenu égal, les âgés paient plus de TPS que les autres.

J'ai deux autres exemples, mais je les sauterai puisque vous avez le document.

Ces diverses mesures réduisent gravement, d'une façon ou de l'autre, les revenus fixes des âgés, à une époque de leur existence où il ne leur est plus possible de faire de la récupération. La personne âgée n'a aucun moyen d'accroître sa sécurité de revenu. C'est pendant toute sa vie qu'on prépare sa retraite. Il faut que les gens sachent ce qu'ils auront le droit de recevoir quand ils prendront leur retraite.

Plus on est proche de la retraite quand un changement se produit, plus il est difficile de s'y adapter. Après le début de la retraite, la seule façon de s'adapter est de réduire ses dépenses. Étant donné que la plupart des revenus de retraite sont à peine supérieurs au seuil de la pauvreté, la réduction des dépenses ne peut se faire qu'au détriment des besoins essentiels.

Ce principe a été violé à maintes reprises par des gouvernements qui ont sans avertissement réduit ou éliminé des avantages accordés aux âgés. Il ne faut plus que ce genre de décisions politiques se produise à l'avenir.

On pourrait fort bien appliquer aux autres secteurs de la société la façon dont le Canada a réussi à améliorer la sécurité économique de ses âgés. Le taux de pauvreté chez les âgés a baissé de 41,1 p. 100 en 1969 à 8,5 p. 100 en 1992, et parmi les âgés vivant seuls, de 69 p. 100 à 48 p. 100 pendant la même période. Il faudrait appliquer l'expérience acquise dans le cas des âgés à la réduction et à l'élimination éventuelle de la pauvreté chez les enfants.

Il ne faut pas oublier que les âgés, surtout ceux qui peuvent vivre de façon indépendante dans le milieu, ont souvent recours aux services de soutien qui existent grâce au régime d'assistance publique du Canada. Nous ne contestons pas la nécessité de réviser ces services de soutien personnel, mais toute réduction ou retrait de ces services ne fera que réduire encore davantage les revenus des âgés et augmenter inévitablement le nombre de ceux qu'il faut placer en institution.

L'âge est un facteur important quand il s'agit de déterminer comment le régime de sécurité sociale doit traiter chaque individu. Comme les besoins des très jeunes enfants, les besoins des personnes âgées doivent recevoir une attention spéciale. L'État et la société ont tout intérêt à aider les âgés à conserver leur autonomie le plus longtemps possible, au lieu de les pousser à vivre dans des institutions coûteuses.

[Text]

Many other aspects of growing old require added expenditure. Looked at in a lifetime context, comparing the benefits received by seniors with those of other age groups does not make much sense.

The Chairman: Thank you. I understand we have a written copy of your presentation.

Mr. Guy: Yes, you have a written copy.

The Chairman: Now we turn to the final individual presenter for the morning, Robin MacKinnon.

Ms MacKinnon: Excellent. I thought I was going to have to hold out for the consolation prize, the home game of the consultation process. But I actually get to play. This is great.

I am utterly unprepared in any formal way, so I'm just going to run off in the manner to which I'm accustomed. A lot of what I say will, after you've gone back to your hotel rooms, I'm almost positive, sound a bit like rhetoric. But forgive me, because a lot of what I hear from government when I switch on the radio and the television sounds like rhetoric too.

So I won the lottery, and here I am at this whirlwind consultation process. I find it astounding that government has produced what has been dubiously described as a "discussion paper" on the social contract Canadians have. It's the cornerstone of this society we have here, which presumes or pretends to care about people who find themselves at the bottom of the barrel, and has been for something like fifty years. And we get five weeks to tell you what we think and then you'll go ahead and do what you were going to do anyway.

I hope that doesn't happen. In the couple of hours I've been here I've listened to a number of people, representing the elderly, people with disabilities, child poverty, labour, etc., tell you some really succinct things and be very critical of this discussion paper. I really hope you're listening. Don't give credence to the cynicism that just grows by leaps and bounds from one end of this country to the other.

• 1245

Having said that, I'm a student of the Nova Scotia College of Art & Design. I've mortgaged my brain and my hands. I think I owe something like \$30,000. I have absolutely no idea how I'm going to pay it back. Right now, I'm in the process of trying to figure out whether I can get money from someone, because I have none. I have none of these interesting things such as assets and collateral. What I have is a \$30,000 debt and a sweater with a hole in it.

I'm trying to find out whether I can get money to start up a business in order to be able to do what I've been trained to do and what I've mortgaged probably the next 30 years of my life to do. Everywhere I go, people in government departments in Nova Scotia tell me it's really sad but they just can't afford it. This is the tenor of the age in which I've been raised, which is, I'm sorry, we just can't afford to look after poor people and we can't afford to worry about people who are out of work. When

[Translation]

De nombreux autres aspects du vieillissement exigent des dépenses accrues. Dans la perspective de l'ensemble d'une vie, il ne tient pas à grand chose de comparer les avantages reçus par les aînés avec ceux que reçoivent les autres groupes d'âge.

Le président: Merci. Je crois que nous avons reçu un exemplaire écrit de votre témoignage.

M. Guy: Oui, vous l'avez par écrit.

Le président: Je donne maintenant la parole à notre dernier témoin pour ce matin, Mme Robin MacKinnon.

Mme MacKinnon: Bravo. Je craignais d'avoir à me contenter du prix de consolation, le jeu à domicile du processus de consultation. Mais voici que je peux jouer, et j'en suis ravie.

Je n'ai absolument rien préparé, et je me contenterai donc de vous parler comme je le fais d'habitude. J'imagine que, de retour dans votre chambre d'hôtel, vous trouverez qu'une bonne partie de mon discours confinait à la rhétorique. Je vous demande de me le pardonner car le discours du gouvernement que j'entends quand j'ouvre la radio et la télévision ressemble aussi beaucoup à de la rhétorique.

Le sort m'a donc favorisée, et me voici au beau milieu du processus de consultation. Je trouve étonnant que le gouvernement ait préparé ce qu'on a bizarrement décrit comme un «document de discussion» au sujet du contrat social qui lie les Canadiens. Ce contrat constitue la pierre angulaire de notre société qui laisse entendre ou prétend qu'elle se soucie des gens qui se retrouvent au fond du baril, et qui existe depuis une cinquantaine d'années. Et voici qu'on nous donne cinq semaines pour vous dire ce que nous en pensons, après quoi vous irez de l'avant et ferez ce que vous aviez l'intention de faire de toute façon.

J'espère que ce n'est pas ce qui va se passer. Au cours des deux heures que je viens de passer ici, j'ai entendu un certain nombre de personnes représentant les aînés, les handicapés, les enfants pauvres, les travailleurs, etc. vous parler de situations très précises et critiquer ce document de discussion sans le moindre ménagement. J'espère vraiment que vous écoutez. N'ajoutez pas foi au cynisme qui ne fait que croître à pas de géant d'un bout à l'autre du pays.

• 1245

Ceci étant dit, je suis étudiante au Nova Scotia College of Art & Design. J'ai hypothéqué mon cerveau et mes mains. Je crois que je dois environ 30 000\$. Je n'ai absolument aucune idée de la façon dont je rembourserai cette somme. À l'heure actuelle, je suis en train de me demander si je pourrais emprunter de l'argent à quelqu'un, car je n'en ai pas. Je ne possède aucune des choses intéressantes comme des actifs et des biens en garantie. Ce que j'ai, c'est une dette de 30 000\$ et un chandail troué.

Je suis en train de me demander si je pourrais trouver de l'argent pour démarrer une entreprise afin de pouvoir faire ce que j'ai appris à faire et ce pourquoi j'ai vraisemblablement hypothéqué les 30 prochaines années de ma vie. Partout où je passe, les fonctionnaires de la Nouvelle-Écosse me disent que c'est vraiment dommage mais qu'ils n'ont tout simplement pas les moyens. C'est le sens de l'époque à laquelle j'ai été élevée, qui consiste à dire ceci: je suis désolé, nous n'avons tout

[Texte]

you pull the rug out from unemployment insurance, people end up on welfare. Well, I'm sorry, we just don't have the money for that. So I played the game, I paid my money, I'm taking my chances, and now no one is even going to help me create my own job. This is what I'm hearing.

So then what will I do? Will I work for minimum wage? That, by the way, is not a living wage. That might be a place to start, legislating a living wage for people who are working class. The cycle of poverty is like a snake that eats its own tail.

The paper that has been put forth for discussion doesn't answer any of these questions. At the very least, I hope that the five-week consultation brings some ideas that will actually be seriously considered by government.

I'm not just picking on Liberals. I have very little faith in any of it, quite honestly. I grew up under Mulroney. We had some semblance of hope when you were elected.

Children on welfare eat ketchup sandwiches. Welfare is a pathetically inadequate system for people who need help. UI is also a pathetically inadequate system. My fiancé has been bounced around on it for a year and a half. He has very little dignity any more because he has no work. Yet, I read papers and listen to members of the Reform Party and every other party in this country talk about how lazy we all are, how we need to be slapped and to wake up and smell the coffee and get some initiative. People have to be met half way.

It has actually gotten to the point where brain-washing works. I listened to Lloyd Axworthy on *Maritime Noon* and heard impoverished, working class Maritimers call in and say, right on, Lloyd, give it to me, we are lazy. We're not lazy. We deserve some dignity. There are people all over this country who don't have the benefit of a law degree from Queen's, Laval, or wherever else the upper echelon comes from.

The last thing I want to say is that I was listening to the CBC the other day and they wanted to hear how the average person was receiving the information that banks have made larger profits this year than ever before. A public relations woman spoke on behalf of the banks and said they had less profits three or four years ago so now they were just balancing things out. How come the Royal Bank of Canada makes \$650 million in profit and you're telling poor people there is no money for them to access training and education and no money to ensure that when they're out of work they're going to be cared for because they at least tried to keep up their end of the bargain?

[Traduction]

simplement pas les moyens de nous occuper des pauvres et nous n'avons pas les moyens de nous préoccuper des chômeurs. Lorsque vous restreignez le droit à l'assurance-chômage, les gens finissent par devenir des bénéficiaires de l'assistance sociale. Eh bien, je suis désolé, nous n'avons tout simplement pas les moyens pour cela. J'ai donc joué le jeu, j'ai versé ma part, je prends mes risques et maintenant personne ne veux même m'aider à créer mon propre emploi. C'est ce que l'on me dit.

Alors que vais-je faire? Vais-je travailler au salaire minimum? Au fait, ce n'est pas un salaire qui permet de vivre. On pourrait peut-être commencer par là, en adoptant un salaire minimum vital pour les gens de la classe ouvrière. Le cycle de la pauvreté ressemble à un serpent qui se mange la queue.

Le document de travail qui a été publié ne répond à aucune de ces questions. J'espère pour le moins que les cinq semaines de consultations apporteront quelques idées que le gouvernement prendra vraiment sérieusement en considération.

Je ne m'en prends pas seulement aux Libéraux. Très honnêtement, j'ai très peu de foi dans les partis politiques. J'ai grandi pendant l'ère Mulroney. Nous avons eu un semblant d'espoir au moment de votre élection.

Les enfants qui bénéficient de l'assistance sociale mangent des sandwichs au ketchup. L'assistance sociale est un régime pitoyablement inadapté pour les gens qui ont besoin d'aide. L'assurance-chômage est également un régime pitoyablement inadapté. Mon fiancé en bénéficie épisodiquement depuis un an et demi. Il a perdu presque toute dignité parce qu'il n'a pas de travail. Pourtant, je lis les journaux et j'écoute les députés du Parti réformiste et tous les autres partis au Canada nous dire que nous sommes tous des paresseux, que nous aurions bien besoin de nous faire botter le derrière et de nous réveiller avec l'odeur du café en vue de prendre certaines initiatives. Il faut faire un compromis.

Nous en sommes rendus au point où le lavage de cerveau fonctionne. J'ai écouté Lloyd Axworthy à l'émission *Maritime Noon* et j'ai entendu de pauvres membres de la classe ouvrière des Maritimes téléphoner pour dire: très bien, Lloyd, tapez-moi-dessus, nous sommes paresseux. Nous ne sommes pas paresseux. Nous méritons une certaine dignité. Partout au Canada, il existe des gens qui n'ont pas la chance de détenir un diplôme en droit de Queen's, de Laval ou de n'importe quelle université d'élite.

La dernière chose que je tiens à mentionner, c'est que j'écoutais l'autre jour une émission à Radio-Canada où l'on voulait connaître la réaction du citoyen moyen suite à l'annonce que les banques avaient réalisé des bénéfices plus élevés cette année que jamais auparavant. Une agente de relations publiques a parlé au nom des banques en disant qu'elles avaient réalisé moins de bénéfices il y a trois ou quatre ans et que cela ne faisait que compenser la situation. Comment la Banque Royale du Canada peut-elle réaliser 650 millions de dollars de bénéfices pendant que vous dites aux pauvres qu'il n'y a pas d'argent pour leur donner accès à la formation et à l'éducation et pas d'argent pour garantir que l'on s'occupera d'eux en cas de chômage parce qu'ils ont au moins essayé de se défendre honorablement?

Je vous remercie de l'occasion qui m'a été donnée de vous adresser la parole.

Thank you very much for the opportunity to speak.

The Chairman: This is the wrap-up signal.

Le président: C'est le signal de la synthèse.

[Text]

Ms MacKinnon: So I'll be looking for my take-home game and complimentary steak knives. Thank you very much for the opportunity to speak.

The Chairman: That concludes the six short presentations, and it concludes the morning session.

This adjourns the morning session.

[Translation]

Mme McKinnon: J'attendrai donc avec impatience mon jeu à emporter et mes couteaux à bifteck gratuits. Je vous remercie infiniment d'avoir pu m'adresser à vous.

Le président: Ceci termine les six exposés courts et achève la séance de ce matin.

La séance de la matinée est levée.

AFTERNOON SITTING

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

• 1250

The Chairman: This begins the afternoon session.

Because of the large number of presentations we have today, we are sitting as a committee through lunch and through the evening meal. So some members may be absent for short periods of time to grab a bite, and I hope you will not take offence. Some, like me, will eat their lunch at the desk, and I hope you will not take offence with that.

The other thing I should remind the audience is that a delegation of our committee yesterday remained in Newfoundland to hear submissions from western Newfoundland today that we couldn't hear yesterday in St. John's, so our ranks are somewhat depleted for that reason. But you should know and be clear that the submissions being made here today are being considered in every bit the same way as submissions made in any other parts of the country. The fact is this committee has from time to time sent delegations to accommodate other groups that we could not accommodate through our regular hearing process. That's been our way as a committee—to attempt to include as many Canadians as possible in this consultation process.

So with that as preliminary comment, I'd like to call our first witnesses this afternoon, who are from the Atlantic Provinces Economic Council.

Good afternoon and welcome to the committee. We have approximately one half hour to consider your testimony, including questions from the committee members. We would like you to please state your name and position in the Atlantic Provinces Economic Council for the record before beginning your opening remarks. You may begin whenever you're ready.

Mr. Morley, are you going to begin the presentation on behalf of APEC?

Mr. Fred Morley (Senior Policy Analyst, Atlantic Provinces Economic Council): Yes, thank you very much. It's nice to be here. My name is Fred Morley. I'm a senior policy analyst with the Atlantic Provinces Economic Council. We have with us today David Amirault, who is an economist with APEC; Jennifer MacDonald, who is also an economist with APEC; and John Odenthal, who is slide meister today at the front.

Le président: La séance de l'après-midi est ouverte.

En raison du grand nombre de témoignages que nous attendons aujourd'hui, notre comité siégera pendant l'heure du déjeuner et pendant l'heure du dîner. Il se pourrait donc que certains députés s'absentent brièvement pour aller chercher quelque chose à manger, et j'espère que vous ne vous en offendrez pas. D'autres, comme moi, mangeront leur repas à leur bureau, et j'espère que vous n'en serez pas offusqués.

Je tiens à rappeler autre chose à l'auditoire, à savoir qu'une délégation de membres de notre comité est restée hier à Terre-Neuve pour entendre aujourd'hui les témoignages de l'Ouest de Terre-Neuve que nous n'avons pu entendre hier à St. John's, et c'est la raison pour laquelle nos rangs sont un peu clairsemés. Mais il est bien clair, et vous devriez le savoir, que les exposés présentés ici aujourd'hui seront pris en considération de la même manière que ceux qui ont été faits dans n'importe quelle autre région du pays. C'est un fait que notre comité a envoyé de temps à autre des délégations pour arranger d'autres groupes qu'il aurait été impossible d'entendre par le biais de notre processus normal d'audience. C'est ainsi que notre comité a fonctionné—en s'efforçant de faire participer le plus grand nombre possible de Canadiens et de Canadiennes à ce processus de consultation.

Ayant fait ce commentaire préliminaire, j'aimerais donner la parole à nos premiers témoins de cet après-midi, qui représentent le Conseil économique de la province de l'Atlantique.

Bonjour et bienvenue devant notre Comité. Nous disposons d'environ une demi-heure pour entendre votre témoignage, y compris les questions des membres de notre Comité. Aux fins du compte rendu, nous aimerions entendre votre nom et votre poste au sein du Conseil économique des provinces de l'Atlantique avant le début de votre exposé. Vous pouvez commencer dès que vous serez prêt.

Monsieur Morley, allez-vous commencer l'exposé au nom du CEPA?

M. Fred Morley (analyste principal des politiques, Conseil économique des provinces de l'Atlantique): Oui, je vous remercie. Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui. Je m'appelle Fred Morley et je suis analyste principal des politiques au Conseil économique des provinces de l'Atlantique. Sont également présents aujourd'hui David Amirault, économiste au CEPA, Jennifer MacDonald, également économiste au CEPA, et John Odenthal, qui sera le technicien pour les diapositives à l'avant.

[Texte]

Before we start off with the presentation, let me spend about 30 seconds telling you who APEC is and why we're here today. APEC is a private, not-for-profit research organization. We have a number of areas of output and expertise. We involve ourselves in research, in advocacy, in consultation, and in education, with a strong focus on Atlantic Canadian issues.

We represent a broad constituency. We're a membership-based organization, and those members include big and small business, labour organizations, educational institutions, cooperatives, and many individuals in Atlantic Canada.

[Traduction]

Avant de commencer notre exposé, permettez-moi de vous dire en 30 secondes ce qu'est le CEPA et la raison de notre présence ici aujourd'hui. Le CEPA est un organisme de recherche privée sans but lucratif. Nous avons un certain nombre de domaines d'intérêt et d'expertise. Nous nous impliquons dans les domaines de la recherche, de la défense des droits, de la consultation et de l'éducation, en insistant énormément sur les enjeux concernant les provinces de l'Atlantique.

Nous représentons un vaste milieu. Nous sommes un organisme composé de membres qui sont des petites et grandes entreprises, des syndicats, des établissements d'enseignement, des coopératives et de nombreux particuliers des provinces de l'Atlantique.

• 1255

I should start by saying that the nature of our presentation or these slides that you'll be seeing on the screen are also on the sheets that I believe you have all received, so you can either follow the screen or follow in the sheets that you received with the presentation.

What we want to do today for you folks is not to give you answers to all the questions that you proposed and are proposing in the document. Hopefully, everyone didn't expect us to have all the answers today, but what we plan to do is talk about these proposals, talk about the issue of income security and provide some context from the Atlantic region, talk about these issues in the context of the Atlantic economy. We want to cover off a number of issues.

First of all, it's worth saying that from both our membership and from the consultations we've had with people in talking to people over the last number of years, there's absolutely no doubt in our minds that we have to see reform to the present system of income security. It absolutely has to be reformed.

Having said that, we also have to keep an eye on other events that are taking place in Atlantic Canada. Income security reform isn't taking place in isolation. There are other things happening here that are going to affect our economy over the next couple of years. There are some specific issues that are affecting Atlantic Canada that we want to spend some time on. One is seasonality; another is the extreme differences between rural and urban areas in the region. We would also like to spend some time talking about the important role, special role, that education plays in the Atlantic economy.

Unemployment insurance has been a fact of life in Atlantic Canada for quite a few years. We've seen some rather strange things happen over the last 10 or so, though. Since the last recession, since about 1983, when you'd normally expect to see unemployment insurance beneficiaries falling...they haven't fallen in Atlantic Canada; they've stayed pretty high. In fact, they took off again during the last recession, around 1991.

Je commencerai en disant que la nature de notre exposé ou que les diapositives que vous verrez sur l'écran figurent également sur les feuilles que vous avez tous reçues, je crois, si bien que vous pouvez soit suivre sur l'écran, soit suivre sur les feuilles que vous avez reçues avec l'exposé.

Ce que nous allons faire pour vous aujourd'hui, ce n'est pas de vous donner les réponses à toutes les questions que vous avez posées et que vous proposez dans le document. Nous espérons que personne ne s'attendait à ce que nous ayons les réponses aujourd'hui, mais ce que nous envisageons de faire c'est de traiter ces propositions, de parler du problème de la sécurité du revenu et de donner la perspective de la région atlantique, de parler de ces enjeux dans le contexte de l'économie atlantique. Nous avons l'intention de traiter un certain nombre de questions.

Tout d'abord, il vaut la peine de vous dire que de l'avis de nos membres et après les consultations que nous avons eues avec les gens au cours des dernières années, il ne fait absolument aucun doute dans nos esprits que le régime actuel de sécurité du revenu doit être réformé. Il faut absolument le réformer.

Ceci étant dit, nous devons également avoir l'oeil sur d'autres événements qui se déroulent dans les provinces de l'Atlantique. La réforme de la sécurité du revenu ne se fait pas de façon isolée. D'autres événements se passent ici et auront une influence sur notre économie au cours des deux ou trois prochaines années. Nous tenons à aborder certains enjeux spécifiques qui touchent les provinces de l'Atlantique. L'un d'eux est le caractère saisonnier de l'économie, un autre concerne les grandes disparités régionales entre les régions rurales et urbaines. Nous aimerions également traiter du rôle important et spécial que joue l'éducation dans l'économie des Maritimes.

Depuis plusieurs années, l'assurance-chômage fait partie de la vie dans les provinces de l'Atlantique. Cependant, des choses plutôt étranges sont arrivées au cours des dix dernières années ou à peu près. Depuis la dernière récession, depuis environ l'année 1983, alors que l'on aurait normalement pu s'attendre à une diminution du nombre de bénéficiaires de l'assurance-chômage—leur nombre n'a pas baissé dans les provinces de l'Atlantique, il s'est maintenu à un niveau assez élevé. De fait, leur nombre a augmenté de nouveau au cours de la dernière récession, vers 1991.

[Text]

So despite the fact that in the rest of the country we saw unemployment insurance claimants falling, they've stayed the same or risen in Atlantic Canada. What this says to us is that unemployment insurance has become and is becoming a structural feature of the Atlantic economy, and it's something that worries us at APEC.

Reforming income security is quite important, but we also have to consider some other factors when we're thinking about what pace this reform should take and what the strength of this reform should be. There are special problems in Atlantic Canada. It doesn't mean that reform shouldn't take place, but we have to take these special concerns into consideration when we're implementing programs.

There are special problems in resource industries, in the fishery and other industries. Even industries that seem strong now may weaken down the road as commodity prices weaken at the tail-end of the business cycle.

The provincial governments in Atlantic Canada are less able to fill the gap once federal spending drops. Provincial governments in the region don't have the fiscal capacity, don't have the taxing capacity of other provinces in the country. They can't fill in space left by the federal government as easily. In fact provincial government restraint has been much stronger in Atlantic Canada than elsewhere in the country. We've been cutting deeper and more quickly than most other provinces in the country at the provincial level. There are also a great many other federal reforms, not just social security reform, under way in Canada right now that are affecting Atlantic Canada specifically.

• 1300

Defence spending is being rolled back. We saw significant roll-backs in 1989; Atlantic Canada took about 50% of the cuts at that point in time. We saw another roll-back in the last federal budget. Those roll-backs have affected Atlantic Canada more seriously.

We're seeing adjustments to transportation programs—the Maritime Freight Rates Act and Atlantic region freight rates assistance. They were worth \$110 million last year and it seems as though they're either going to be half gone or maybe fully gone in the next budget.

Regarding regional development spending, we heard last Wednesday from the Minister of ACOA that there are no longer any grants associated with that program. Established Programs Financing, equalization—over the longer term those programs are going to be affected as well by federal restraint.

So the evidence is building that the impacts of retrenchment and structural change in Atlantic Canada are quite significant. Our concern is who's adding up the numbers, who's taking account of all of these kinds of concerns, and will retrenchment

[Translation]

Par conséquent, si le nombre de bénéficiaire de l'assurance-chômage a chuté dans le reste du pays, ce chiffre n'a pas bougé ou a augmenté dans les Maritimes. Cela démontre que l'assurance-chômage est devenue et devient un élément structurel de l'économie de l'Atlantique, et c'est un facteur qui nous préoccupe au sein du CEPA.

La réforme de la sécurité du revenu est très importante, mais nous devons également prendre en considération certains autres facteurs avant de définir le rythme de cette réforme et son ampleur. Les provinces de l'Atlantique connaissent des problèmes particuliers. Cela ne signifie pas que la réforme ne devrait pas avoir lieu, mais nous devons tenir compte des ces circonstances particulières lors de la mise en oeuvre des programmes.

Les industries axées sur les ressources naturelles, la pêche et d'autres industries sont confrontées à des problèmes particuliers. Même les industries qui semblent solides à l'heure actuelle pourraient flancher à l'avenir, à mesure que le prix des denrées de base fléchira à la fin du cycle économique.

Dans les Maritimes, les gouvernements provinciaux sont mal armés pour combler le vide, lorsque les dépenses fédérales chutent. Dans notre région, les gouvernements provinciaux n'ont ni la capacité financière, ni la capacité d'imposition des autres provinces du Canada. Ils ne peuvent remplir aussi facilement le vide laissé par le gouvernement fédéral. En fait, les compressions au niveau des gouvernements provinciaux ont été beaucoup plus draconniennes dans les Maritimes que dans les autres régions du pays. Au niveau provincial, nous avons sabré plus radicalement et plus rapidement que dans la plupart des autres provinces. D'autres réformes fédérales, pas uniquement la réforme de la sécurité sociale, qui sont actuellement en cours au Canada, ont une influence spécifique sur les provinces de l'Atlantique.

• 1300

Les dépenses du ministère de la Défense sont réduites. En 1989, nous avons constaté d'importantes diminutions; à cette époque, les provinces de l'Atlantique ont subi environ 50 p. 100 des compressions. Nous avons constaté de nouvelles coupures dans le dernier budget fédéral. Ces réductions ont des répercussions plus graves sur les provinces de l'Atlantique.

Nous sommes témoins d'ajustement dans les programmes de transport—la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes et la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique. Ces programmes représentaient 110 millions de dollars l'an dernier et il semblerait qu'ils vont disparaître à 50 p. 100 ou peut-être même à 100 p. 100 dans le prochain budget.

En ce qui concerne les dépenses de développement régional, nous avons entendu mercredi dernier de la bouche du ministre responsable de l'APECA que ce programme n'offre plus de subventions. À plus long terme, des programmes comme le financement des programmes établis, la péréquation, finiront par être également touchés par les compressions fédérales.

Les preuves s'accumulent donc et on peut dire que le repli du gouvernement fédéral et le changement structurel ont des répercussions importantes dans les provinces de l'Atlantique. Ce qui nous préoccupe, c'est de savoir qui additionne ces chiffres,

[Texte]

in these other areas mean added pressure on unemployment insurance and social assistance programs? We feel it probably will, so we have to take this kind of change into account when we're making the needed adjustments to social programs.

As I said, provincial government spending is falling more rapidly in Atlantic Canada, and that's happening in a number of different ways, whether it's wage roll-backs, early retirements or lay-offs, and sometimes all three.

Retrenchment of federal transfers to the region have been taking place for some time. Federal transfers as a percentage of provincial government revenues have been falling more sharply in Atlantic Canada by 3.8% over the last number of years, since 1961, compared to a 2.1% decline in other provinces of the country. So we've been adjusting more rapidly in Atlantic Canada.

As I mentioned, transportation issues are critical for the region. We could see all or half of transportation subsidies disappear in the next budget. Some of these changes are absolutely needed, but there will be impacts on the region and adjustments as a result of that.

Defence spending, as I mentioned, is another area, and we're much more dependent in Atlantic Canada on defence spending, especially in Nova Scotia and New Brunswick. Adjustments there, by their nature, are going to affect this region more substantially. That doesn't say they shouldn't happen, but we've got to recognize they are going to have a disproportionate impact.

At this stage we're going to do a bit of a tag team approach, and I will turn it over to David Amirault for the next two slides.

Mr. David Amirault (Economist, Atlantic Provinces Economic Council): First of all, let me say the federal government, or the discussion paper, has hit quite a good balance, in my opinion, between reform and the need to preserve the underlying structure of UI.

In terms of its impacts, certainly one of the fixtures of the policy reform has been the discussion of how to use or abuse or look at the seasonality issue. Certainly in Atlantic Canada we've done a bit of research on the seasonality and what we find is the seasonality in the region is a fixture. It occurs in the rest of Canada also, but it's more of a fact here, and because of that there is a need for reform.

The UI system was never envisioned to be taking into account the seasonal worker. That doesn't mean the seasonal worker shouldn't be excluded, but it does mean that perhaps we need to take a look at the restructuring that has been proposed. I firmly agree with the policy paper in terms of the direction it's taking.

Here in Atlantic Canada the seasonality has been much harder because we have somewhat of a commodity mentality as opposed to a value-added mentality. One of the reasons for that, I think, because there tends to be an underdeveloped value-

[Traduction]

qui tient compte de tous ces sujets d'inquiétude, et est-ce que le repli du gouvernement fédéral dans ces autres domaines exercera une pression accrue sur les régimes d'assurance-chômage et d'assistance sociale? À notre avis, ce sera vraisemblablement le cas, si bien que nous devrons tenir compte de ces changements au moment d'apporter les ajustements nécessaires aux programmes sociaux.

Comme je l'ai mentionné, les dépenses provinciales baissent plus rapidement dans les Maritimes et ceci se traduit de diverses façons, que ce soit par des baisses de salaire imposées, des départs à la retraite anticipées ou des licenciements, et parfois, les trois à la fois.

Cela fait déjà quelque temps que le gouvernement fédéral a réduit les transferts accordés à notre région. En pourcentage des recettes des gouvernements provinciaux, les transferts du gouvernement fédéral ont diminué plus rapidement dans les Maritimes, à savoir de 3,8 p. 100 au cours des dernières années, depuis 1961, contre 2,1 p. 100 dans les autres provinces. Nous nous sommes donc ajustés plus rapidement dans les Maritimes.

Tel que mentionné précédemment, les enjeux du transport sont cruciaux pour la région. Nous pourrions assister à la disparition de la totalité ou de la moitié des subventions au transport dans le prochain budget. Certains de ces changements s'imposent absolument, mais il y aura des répercussions sur la région et des ajustements s'imposeront.

Comme je l'ai déjà mentionné, les dépenses du ministère de la Défense représentent un autre sujet de préoccupation, et nous dépendons beaucoup plus des dépenses de la Défense dans les provinces de l'Atlantique, surtout en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Par leur nature, ces ajustements auront une influence plus grande sur cette région. Cela ne veut pas dire que ces ajustements ne devraient pas se faire, mais que nous devons reconnaître qu'ils auront un effet disproportionné.

À ce stade, nous allons adopter une démarche d'équipe et je vais passer la parole à David Amirault pour les deux prochaines diapositives.

M. David Amirault (économiste, Conseil économique des provinces de l'Atlantique): Tout d'abord, permettez-moi de dire que le gouvernement fédéral, ou plutôt le document de travail, offre à mon avis un assez bon équilibre entre la réforme et la nécessité de maintenir la structure sous-jacente de l'assurance-chômage.

Quant aux répercussions, on peut dire avec certitude que l'un des volets de la réforme des politiques apporté sur la question du travail saisonnier et de la façon d'en user, d'en abuser ou de l'examiner. Dans les provinces de l'Atlantique, nous avons effectué un certain nombre de recherches sur le travail saisonnier et ce que nous constatons, c'est que ce genre de travail est un fait établi dans la région. Cela existe aussi ailleurs au Canada mais cela est plus fort ici et à cause de cela, une réforme s'impose.

Le Régime d'assurance-chômage n'a pas été conçu pour les travailleurs saisonniers. Cela ne signifie pas qu'il ne faudrait pas exclure les travailleurs saisonniers, mais cela signifie que nous devrions peut-être examiner la restructuration qui a été proposée. Je suis parfaitement d'accord avec l'orientation dont s'inspire le document de travail.

Ici, dans les provinces de l'Atlantique, le travail saisonnier a été beaucoup plus difficile à supporter car nous avons une mentalité axée sur les produits plutôt que sur la valeur ajoutée. À mon avis, une des raisons de cette mentalité, c'est que le

[Text]

added sector here. Adding value to products allows you to get rid of seasonality by allowing things to get put in the freezer for a few months, and you're adding value to them so you can take them out on a much more timely basis in terms of being able to put the products out. If you're making fish sticks, as opposed to fresh cod, while fresh cod is a product, it's a very seasonal product, as opposed to something with higher value-added.

[Translation]

secteur à valeur ajoutée semble être sous-développé ici. En ajoutant une valeur aux produits, cela vous permet de vous débarrasser de l'aspect saisonnier en vous permettant de mettre les choses au congélateur pendant quelques mois et comme vous leur ajoutez de la valeur, vous pouvez les commercialiser à un moment beaucoup plus favorable. Si vous fabriquez des bâtonnets de poisson au lieu de produire de la morue fraîche, même si la morue fraîche est un produit, c'est un produit très saisonnier, par opposition à un produit à plus grande valeur ajoutée.

• 1305

In addition, seasonality is a rural fixture. Atlantic Canada is much more rural. Because of that, we witness an increase in seasonality. Seasonality is higher here in Atlantic Canada.

The current system—and I think the current reforms under review will address this—provides little incentive to extend the shoulder seasons in seasonal industries or to find another activity in the off-seasons. That's certainly the most important area in which reforms need to go.

About the implications for development, if you have a fish plant or a tourism operator that's purchased capital equipment but is using it two or three months a year, what happens is it does not allow the full utilization of that equipment. Because of that, we're faced with a situation where the decision to buy new capital in this region may be influenced by the fact that you can use it only a few months a year.

Another fixture or another factor and implication in the development process of seasonality is that if a tourism operator in Atlantic Canada is dependent on one month or two months and we have a bad July or a bad August, it can mean a disaster for that tourism operator or an entire industry. Because so much of the revenue that has to be made in the year is concentrated into a two-month span, anything that influences that critical summer season will have a really big impact on the rates of bankruptcies for tourism operations and the ability of those operations to be sustained over the long run.

So dealing with seasonality would benefit the region tremendously.

We have other factors, which we won't get into. There is an impact on the productivity and the competitiveness and the labour force quality in the region. Certainly if we were in off-season in a system where the seasonal users of UI were in a retraining program instead of the current passive system, we might even see productivity improve because of that.

One of the big factors behind seasonality in this region is that almost half of Atlantic Canada's manufacturing base is based on natural resources. That makes it quite apparent why we're seeing this type of seasonality.

En outre, la saisonnalité est une caractéristique rurale. Les provinces de l'Atlantique sont beaucoup plus rurales. En raison de ce fait, nous constatons un renforcement du caractère saisonnier des activités. Cela est plus fort ici dans les Maritimes.

Le régime actuel—and je pense que les réformes examinées à l'heure actuelle aborderont ce problème—offre peu d'encouragement pour prolonger les saisons intermédiaires dans les industries saisonnières ou pour trouver une autre activité durant les basses saisons. C'est certainement le point le plus important auquel les réformes doivent s'attaquer.

En ce qui concerne les répercussions sur le développement, si vous avez une conserverie de poisson ou une entreprise touristique qui a acheté des biens d'équipement mais ne les utilise que deux ou trois mois par an, ce qui arrive c'est que cet équipement n'est pas utilisé à pleine capacité. À cause de cela, nous nous retrouvons dans une situation où la décision d'acheter de nouveaux bien d'équipement dans la région peut être influencée par le fait qu'on ne peut les utiliser que quelques mois par an.

Les activités saisonnières comportent une autre caractéristique ou un autre facteur et une implication dans le processus de développement. Par exemple, si un exploitant touristique des Maritimes compte sur un mois ou deux pour faire des affaires et si nous avons un mauvais mois de juillet ou d'août, cela peut provoquer un désastre pour cet exploitant touristique ou pour toute une industrie. Étant donné qu'il faut réaliser une proportion importante des recettes annuelles au cours d'une période de deux mois, tout ce qui influence cette saison estivale cruciale des répercussions considérables sur le nombre des faillites dans les entreprises touristiques et sur la capacité de survie de ces entreprises.

Le fait d'aborder la question du caractère saisonnier des activités profiterait énormément à la région.

Il y a d'autres facteurs sur lesquels je n'insisterais pas. Il y a une incidence sur la productivité et la compétitivité et la qualité de la main-d'œuvre dans la région. Il est certain que si nous étions hors saison dans un régime où les bénéficiaires saisonniers de l'assurance-chômage suivraient un programme de recyclage au lieu d'avoir le régime passif en vigueur actuellement, nous pourrions même constater une amélioration de la productivité.

L'une des principales caractéristiques de la saisonnalité dans la région vient du fait que près de la moitié de la base manufacturière des Maritimes repose sur les richesses naturelles. Cela explique pourquoi nous constatons ce genre de saisonnalité.

[Texte]

The other type of manufacturing, which is not based on natural resources and which is more a fixture in the rest of Canada, which is much more diversified. . . what we're seeing here is basically the crux of the seasonality argument. We have a system in which primary agriculture, fishing, forestry, and mining are a much bigger part of our natural resources sector. Because of that, any seasonality in those sectors gets translated directly into seasonality manufacturing and further on down the supply chain in the service sector.

That's what we show here. This is some work we've done recently that shows seasonality in manufacturing in Atlantic Canada is three times higher than in the rest of Canada. Often we think of seasonality as occurring in certain sectors in Atlantic Canada. But what this slide shows is that seasonality occurs in every sector. Even public administration is more seasonal here in Atlantic Canada than it is anywhere else in Canada.

The important thing to remember from this slide is that seasonality in the agriculture and primary sectors gets translated into seasonality in manufacturing, and because all the service sectors are derived demands, that seasonality gets translated even further, into the rest of the economy. So we get seasonal trends in things we shouldn't be picking up any seasonal trends in: for example finance, insurance, real estate. There's almost double the seasonality in those trends.

That's certainly an issue that has to be dealt with. That's one of the reasons I think these reforms are right on.

Seasonal economies have seasonal UI uptake. It's just plain mathematics. If you look at the seasonality in 1992 as an example in Canada and in Atlantic Canada, March is the peak month in terms of the uptake of UI beneficiaries. September is the trough.

If you look at actually the swing in the cyclical nature due to seasonality, in Atlantic Canada we're talking of 170% of the variations from September while in the rest of Canada they're much less pronounced. This is again another simple fact that seasonal economies such as ours tend to have a seasonal use of UI.

That's why I think these reforms need to take into account the fact that we are seasonal users of UI. Certainly they need to somehow try to lessen the impact of seasonality.

Mr. Morley: Another part of our presentation deals with the big differences that we see in the sources of income between urban and rural areas in Atlantic Canada.

[Traduction]

Les autres industries manufacturières, qui ne reposent pas sur les richesses naturelles et qui sont plus répandues dans les autres régions du Canada, qui sont beaucoup plus diversifiées... ce que nous constatons ici c'est essentiellement le noeud du problème de la saisonnalité. Nous disposons d'un système dans lequel l'agriculture primaire, la pêche, l'exploitation forestière et les mines représentent un pourcentage beaucoup plus élevé de notre secteur des richesses naturelles. Pour cette raison, la saisonnalité constatée dans ces secteurs se traduit directement par une saisonnalité au niveau de la fabrication et en suivant la filière de l'offre, dans les secteurs des services.

C'est ce que nous montrons ici. C'est une étude que nous avons réalisée dernièrement qui démontre que la saisonnalité dans l'industrie manufacturière est trois fois plus élevée dans les Maritimes que dans le reste du Canada. Nous pensons souvent que la saisonnalité ne se produit que dans certains secteurs des Maritimes. Toutefois, cette diapositive démontre que la saisonnalité est présente dans tous les secteurs. Même l'administration publique est plus saisonnière ici dans les Maritimes que partout ailleurs au Canada.

Ce qu'il importe de se appeler, c'est que cette saisonnalité dans l'agriculture et dans les secteurs primaires se traduit par une saisonnalité dans l'industrie manufacturière, et comme tous les secteurs des services en découlent, que cette saisonnalité se répercute encore plus loin dans le reste de l'économie. Nous constatons donc des tendances saisonnières dans des secteurs où elles ne devraient pas être présentes. Par exemple, dans les finances, les assurances, l'immobilier. La saisonnalité est pratiquement double dans ces tendances.

C'est assurément un problème qu'il faut aborder. C'est l'une des raisons pour lesquelles je suis d'avis que ces réformes sont bien pensées.

Dans les économies saisonnières, le recours à l'assurance-chômage est saisonnier. C'est une simple question de mathématique. Si l'on examine la situation saisonnière en 1992 on constate par exemple qu'au Canada et dans les provinces de l'Atlantique, le mois de mars est celui où on a le niveau le plus élevé de prestataires de l'assurance-chômage. Le mois de septembre est au contraire celui où le niveau est le plus bas.

• 1310

En observant les fluctuations cycliques attribuables aux saisons, on constate dans le Canada atlantique un écart de 170 p. 100 par rapport au niveau de septembre, alors que dans le reste du Canada les fluctuations sont beaucoup moins prononcées. C'est une autre preuve très simple du fait que les économies saisonnières comme la nôtre ont tendance à recourir à l'assurance-chômage de façon saisonnière.

C'est pourquoi je pense que ces réformes doivent tenir compte du fait que nous sommes des clients saisonniers de l'assurance-chômage. Il faut certainement trouver un moyen d'atténuer la portée des fluctuations saisonnières.

Mr. Morley: Une autre partie de votre témoignage porte sur les différences considérables que l'on constate entre les sources de revenu des régions urbaines et celles des régions rurales du Canada atlantique.

[Text]

In Atlantic Canada generally the average household gets about 20% of its income from government transfers of various types, mostly unemployment insurance, but lots of other things as well, various pensions and so on. Rural areas seem to be much more dependent on these forms of government transfers where incomes might be as much as 35% derived from transfers from governments.

Rural areas like the south coast of Newfoundland are approaching 35%. Halifax has a much smaller percentage of income coming from government transfers, about 12%. It doesn't mean that urban areas don't have their own form of dependence on government.

What we see in urban areas are a lot more folks employed by government. They're not getting income transfers but they are getting transfers from government in the form of jobs. We see in Halifax or Fredericton upwards of 20% of people employed by government. In rural areas it's much less.

It's a big difference between urban and rural areas in Atlantic Canada. The evidence is suggesting to us now from the work we've done lately that there's quite a difference in the strength of economic recovery and the strength of economic activity in urban and rural areas.

In rural areas we're seeing significant adjustments in resource economies. Those economies are shedding jobs. At best they are shedding jobs. A lot of times plants are closing down. Rural economies are going through a lot of adjustment. Reliance on income security programs or these types of programs seems to be on the increase in these areas.

Urban economies are where the so-called new economy is starting to pick up steam. Growth sectors are service oriented and those service-oriented sectors are oriented toward urban areas.

The implications are that unemployment insurance changes, especially to the extent that they relate to seasonal employment and so on, are going to mean almost by definition that we're going to see different impacts on urban and rural areas and perhaps that we're going to see a growth of the urban rural gap that exists at present in terms of incomes.

We've fallen into some bad habits. We're starting to get rid of them now in terms of how we deal with social assistance and income support in Atlantic Canada. The old way of doing things was to shift responsibility where people who were on provincial welfare were given a few weeks work so they could qualify for unemployment insurance. You can't do that any more. It doesn't make sense any more to do that kind of thing. It doesn't help anybody.

We need cooperation among governments to break this old cycle of dependence on welfare and UI. Joint federal-provincial action is essential if we're going to make a difference.

[Translation]

Dans le Canada atlantique, le ménage moyen reçoit quelque 20 p. 100 de son revenu de différents types de transferts de l'État, surtout l'assurance-chômage, mais bien d'autres aussi, comme des pensions de nature diverse. On a l'impression que les zones rurales dépendent beaucoup plus de ces transferts de l'État, qui peuvent constituer jusqu'à 35 p. 100 du revenu des ménages.

Les zones rurales, comme la côte sud de Terre-Neuve, approchent des 35 p. 100. Le pourcentage des revenus de Halifax provenant des transferts de l'État sont beaucoup plus bas, soit environ 12 p. 100. Cela ne signifie pas que les zones urbaines n'ont pas leur propre forme de dépendance à l'égard des deniers publics.

On constate que dans les zones urbaines, il y a un beaucoup plus grand nombre d'employés de l'État. Ils ne touchent pas de transferts directs de deniers publics, mais ils en reçoivent sous forme d'emplois du gouvernement rémunérés. À Halifax ou à Fredericton, jusqu'à 20 p. 100 de la population est employée par le gouvernement. Dans les zones rurales, il y en a beaucoup moins.

Cela représente donc une grande différence entre les zones urbaines et les zones rurales du Canada atlantique. Nous avons de plus en plus de preuves, d'après nos travaux récents, montrant qu'il y a une différence considérable dans la vigueur de la reprise économique et de l'activité économique entre les zones urbaines et les zones rurales.

Dans les zones rurales, on constate des rajustements importants dans les entreprises qui exploitent des ressources naturelles. Ces entreprises réduisent le nombre d'emploi. C'est le cas le moins grave. Il arrive aussi très souvent que les usines ferment. Les économies rurales subissent des rajustements considérables. Il semble qu'on y dépende de plus en plus des programmes de sécurité du revenu ou de programmes de ce genre.

C'est dans les économies urbaines que la soi-disant nouvelle économie commence à prendre de l'élan. La croissance est surtout visible dans les industries de services, et ces dernières se trouvent principalement dans les zones urbaines.

Les changements apportés à l'assurance-chômage, surtout dans la mesure où ils porteront sur l'emploi saisonnier, etc., auront pour conséquences quasi inévitables des effets différents sur les zones urbaines et sur les zones rurales et peut-être même un élargissement du fossé qui sépare les niveaux de revenu des deux secteurs.

Nous avions pris certaines mauvaises habitudes. Nous commençons à nous en débarrasser dans la façon dont nous utilisons l'assistance sociale et le soutien du revenu dans le Canada atlantique. Auparavant, on se contentait de changer la responsabilité de place: on donnait aux gens qui recevaient l'assistance sociale provinciale quelques semaines de travail de plus afin qu'ils aient accès à l'assurance-chômage. On ne peut plus procéder ainsi. Il n'est plus logique de faire ce genre de chose. Cela ne rend service à personne.

[Texte]

Mr. Amirault: On this slide we want to talk about the fact that education is important but we tend to leak out quite a bit of our more educated Atlantic Canadians.

This slide shows that we have a higher percentage of young workers in the prime age with low levels of education. The traditional myth has been that the reason there is a lower level of education in Atlantic Canada is that we have a lot of older people with less education. The fact is that it's in the category 15 to 35 years of age that we have the strongest disparity with the rest of Canada, more than two times the level or the percentage of Atlantic Canadian workers 15 to 35 years compared with the rest of Canada. In all categories we have a higher percentage, but it's in this category that we have the worst. This is somewhat alarming in that these are the people who are supposedly going to be propelling us in this new economy, but we have a rate twice as high as in the rest of Canada.

One of the reasons for this is the tremendous amount of what people have termed brain drain in Atlantic Canada. If we look at the next slide this is the migration from Atlantic Canada into the rest of Canada between the 1986 and 1991 census. Two-thirds of Atlantic Canadians who left Atlantic Canada had a university degree or non-university post-secondary. That's tremendous.

In terms of migration it's fine. It's just a normal economic activity, but what happens is when you are faced with a situation like this, even though you're improving your dropout rates, your levels of enrolment, there's a constant drain outside of the region of your most educated or best educated Atlantic Canadians.

One of the common cures for our economic ailment has been out-migration. It's been proposed by some as the way out for parts of Atlantic Canada. If you look at this chart, this shows how the dynamics of the labour force in Atlantic Canada have changed. This is the employment-to-population ratio, which you could think of as the probability of having a job. There are four pieces of information: the Canadian average for the employment-to-population ratio; the Atlantic average; the Canadian average for people with less than nine years of education; and the Atlantic average for people with less than nine years of education.

If you look back to 1975, the first line, which is the lightest, indicates the benefit of an Atlantic Canadian getting four years more education to come up to average. Going from Atlantic 0 to 8 to Atlantic average provides basically a 15% increase in the probability of a job.

If that person were simply to move somewhere else in Canada... 65% of the benefits of getting an education were available by simply getting a train ticket and leaving. If you look at that, and that's the message that's still getting across, and you look at what is happening in 1992, the benefit of leaving Atlantic Canada without an education compared with the benefit of staying in Atlantic Canada and getting an education is one-sixth.

[Traduction]

M. Amirault: Cette diapositive rappelle que l'instruction est importante mais que nous sommes victimes d'un exode des Canadiens de l'Atlantique plus instruits.

Cette diapositive indique que nous avons un pourcentage plus élevé de jeunes travailleurs dont le niveau d'instruction est faible. On a toujours prétendu que le niveau général d'instruction du Canada atlantique est plus bas qu'ailleurs parce que nous avons beaucoup de personnes plus âgées et moins instruites. En réalité, c'est dans la catégorie des gens de 15 à 35 ans que nous avons l'inégalité la plus forte par rapport au reste du Canada, soit plus du double du pourcentage de travailleurs de 15 à 35 ans dans le Canada atlantique que dans le reste du Canada. Nous avons un pourcentage plus élevé dans toutes les catégories, mais c'est dans cette catégorie là que la situation est la pire. C'est une situation assez inquiétante car c'est la tranche de population qui est censée nous lancer dans cette nouvelle économie, alors que le taux de travailleurs moins instruits y est le double de celui du reste du Canada.

C'est la conséquence de la grande ampleur du phénomène qu'on appelle l'exode des cerveaux du Canada atlantique. La diapositive suivante représente la migration du Canada atlantique vers le reste du Canada entre les recensements de 1986 et de 1991. Les deux-tiers des Canadiens de la région atlantique qui sont partis avaient un diplôme universitaire ou une formation postsecondaire non universitaire. C'est énorme.

Cette migration n'a en soi rien de négatif. Elle représente simplement le jeu normal de l'activité économique, mais il en résulte qu'en présence d'une situation de cette nature, l'amélioration des niveaux de décrochage, l'augmentation du nombre d'inscriptions ne suffisent pas à compenser l'exode constant des Canadiens de la région atlantique les plus instruits ou les mieux instruits.

L'un des remèdes les plus fréquents à nos difficultés économiques a été l'immigration. Certains l'ont proposée comme solution pour certaines régions du Canada atlantique. Sur ce tableau, on voit la façon dont la dynamique de la main-d'œuvre du Canada atlantique a changé. On voit ici un rapport entre l'emploi et la population que l'on pourrait interpréter comme le niveau de probabilité d'obtention d'un emploi. Il y a quatre éléments d'information: la moyenne canadienne pour le rapport entre l'emploi et la population; la moyenne atlantique; la moyenne canadienne pour les personnes qui ont moins de neuf années d'instruction; et la moyenne atlantique pour les personnes qui ont moins de neuf années d'instruction.

En regardant l'année 1975, celle de la première ligne, la moins foncée, on voit l'avantage pour un Canadien de la région atlantique d'avoir quatre années d'instruction de plus pour atteindre la moyenne. En passant de zéro à huit ans d'instruction dans le Canada atlantique à la moyenne de cette région, on réalise essentiellement une augmentation de 15 p. 100 de la probabilité d'obtenir un emploi.

Si la personne en cause se contentait de déménager ailleurs au Canada... il lui suffirait d'acheter un billet d'avion ou de chemin de fer et de s'en aller pour obtenir 65 p. 100 des avantages d'une bonne instruction. Si l'on y regarde bien, et c'est le message que l'on continue à recevoir, on constate, pour l'année 1992, que l'avantage de quitter le Canada atlantique sans instruction par rapport à l'avantage d'y rester et de s'y instruire est de un par rapport à six.

[Text]

The message getting across to Atlantic Canadians is that you can simply leave without an education and get a job somewhere else. It's the wrong message. It's the message that was correct in 1975. It isn't the right message now.

Again, yesterday's truths are today's myths. Going down the road with no skills back in 1975 made sense. Two-thirds of the benefits of getting an education were available by simply getting a train ticket. A train ticket was a good substitute for education. Now it has completely changed. The benefit of leaving Atlantic Canada without an education is minimal.

[Translation]

Les Canadiens de la région atlantique en déduisent donc qu'il suffit de partir, même sans instruction, et d'obtenir un emploi ailleurs. Or, ce message est faux. Ce message était valable en 1975, mais il ne l'est plus de nos jours.

Encore une fois, les vérités d'hier sont les mythes d'aujourd'hui. En 1975, il était raisonnable de se mettre en chemin sans compétences particulières. Il suffisait de prendre un billet de chemin de fer pour obtenir les deux-tiers des avantages que donnait l'instruction. Un billet de chemin de fer permettait de se passer de l'instruction. Maintenant, la situation a changé complètement. Il n'y a pour ainsi dire plus aucun avantage à quitter le Canada atlantique sans aucune instruction.

• 1320

If you look at current labour force survey statistics, the difference in unemployment rates for lower-educated Atlantic Canadians or lower-educated Canadians in the rest of Canada is minimal. Uneducated Canadians, wherever they live, are in a bad situation, and it's getting worse.

If we look at a schematic of what's going on in terms of a vicious cycle here in Atlantic Canada, we're faced with poor economic development, which leads to underdeveloped industry structure and seasonality and a weak tax base. These lead to poor training in industry, a constrained education system, which is further re-emphasized by the fact that federal income security is passive. That leads to under-education, which leads to poor skills, low rates of technical adoption and the fact that there's brain drain.

The cycle will continue without relief from economic mechanism unless there's a fix that can be brought in. The fix, in our opinion, is active rather than passive income security.

Mr. Morley: What we've done over the last two minutes is to try to provide some information in the Atlantic context or provide some contextual information for your deliberations on all the recommendations and ideas you're hearing.

Reforms are absolutely necessary, but we have to realize that these reforms are going to have different impacts on different parts of the country.

There are a few things that we know for sure. A passive approach to unemployment insurance, the kind of approach we've had in the past, is not going to work. We need a more active approach, an approach that deals with the chronic unemployed and that ties benefits to these types of folks to training, to getting themselves out of a vicious cycle.

Means testing is probably a reasonable idea for seasonal workers. It's not something that we would have that much trouble with.

The industrial structure of the Atlantic region is different from the rest of the country and there are no real easy answers to the problems of the region. There are only questions and more questions, it would seem.

L'examen des statistiques actuelles de la population active fait ressortir que la différence entre les taux de chômage des Canadiens de l'Atlantique moins instruits et le taux des Canadiens moins instruits du reste du Canada est infime. Les Canadiens sans instruction, quel que soit leur lieu de résidence, sont dans une situation déplorable qui ne fait que s'aggraver.

Quand on examine le schéma du cercle vicieux dans lequel se trouve le Canada atlantique, on se trouve en présence d'un développement économique faible, qui produit une structure industrielle sous-développée et sujette aux fluctuations saisonnières, avec pour résultat une faible assiette fiscale. Il en résulte une formation insuffisante dans l'industrie, un régime d'enseignement soumis à des contraintes, phénomènes renforcés par le fait que la sécurité du revenu fédérale est passive. On a donc une instruction insuffisante, qui entraîne un manque de compétences, de faibles taux d'adoption des technologies et l'exode des cerveaux.

Aucun mécanisme économique ne pourra atténuer ce cycle infernal sans l'adoption d'un remède. Nous estimons que le remède est une sécurité du revenu à caractère actif plutôt que passif.

M. Morley: Nous avons tenté, au cours de ces dernières minutes, de vous donner certains renseignements sur la situation de la région de l'Atlantique ou de fournir des renseignements susceptibles d'éclairer vos délibérations sur toutes les recommandations et les idées que vous entendez.

Des réformes sont absolument nécessaires, mais il faut bien comprendre que ces réformes n'auront pas les mêmes effets dans toutes les régions du pays.

Il y a certaines choses que nous savons de façon certaine. Le traitement passif de l'assurance-chômage, celui que nous avons eu par le passé, n'améliorera pas la situation. Nous avons besoin d'une démarche plus active, une démarche qui s'occupe des chômeurs chroniques et qui relie les prestations accordées à ces gens à une formation qui les aide à s'extraire eux-mêmes du cercle vicieux.

L'évaluation des moyens est sans doute une idée raisonnable pour les travailleurs saisonniers. Nous ne pensons pas que cette formule nous crée beaucoup de difficultés.

La structure industrielle de la région de l'Atlantique est différente de celle du reste du pays et il n'existe vraiment pas de solutions simples aux problèmes de la région. On a l'impression qu'il n'y a que des questions, toujours plus de questions.

[Texte]

We know for sure that social assistance seems to work best if it's part of an integrated, flexible system. There are good examples out there. They've been in the background paper of things that have worked in other places. A one-window system, for example, is a very appealing idea and something that I think we're moving toward now.

The New Brunswick Works model is a good, positive model of how change in the workplace in social assistance can happen.

Training should be flexible. It should also be cumulative. We can't go on training people, train them as a cook and then train them as a welder and then train them as something else. We have to think about training as a process, something that a piece of training can be added to another piece of training, and after a while it adds up to something. It doesn't add up to a bunch of little pieces at the end.

On literacy training for young people, David showed a slide that showed illiteracy or lack of education among the young people of our region is quite a problem. It's something that we should deal with as a priority. It's probably one of the best places to make an investment.

That's the formal part of our presentation. We'd be happy to take any questions.

The Chairman: Thank you for a very informative presentation. We are, regrettably, not going to be able to devote very much time to questions. I'm going to entertain a very short round from both of the parties present, beginning with Mr. Scott. I want to emphasize it's short because we are behind and we have a number of other witnesses waiting.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): The chairman always says short to me, and I'm not sure why.

You talk about cooperation between the federal and provincial governments. I'll echo what was said in terms of the comprehensive nature of the brief. Others along the way have been whispering in my ear since you've started how good it's been. You should know that.

• 1325

Are you talking about the province and the federal government fiscally engaging in income security support or something less heretical?

Mr. Amirault: One window.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): I am now talking about actual transfers of income support in dollars.

Mr. Amirault: This seems to be one of the better examples of how things could work. There could be a system in which you'd have the two flowing together, but with a single window so that users of the system would only see one person. The person could—I don't know how they'd do this—wear two hats at the same time, the federal and provincial hats.

Mr. Morley: We are really trying to do a lot of things. There's a lot of different players in the income support net right now, but what we are actually trying to do is really kind of simple. We are really trying to get people off social assistance permanently. So there are a lot of factors involved in that.

[Traduction]

Nous savons de façon certaine que l'assistance sociale semble donner les meilleurs résultats lorsqu'elle fait partie d'un régime souple et intégré. Il en existe de bons exemples. On cite dans le document de base des solutions qui ont donné de bons résultats ailleurs. Un système à guichet unique, par exemple, paraît très attrayant et semble être la formule de l'avenir.

Le modèle des Travaux du Nouveau-Brunswick constitue un bon exemple de la façon dont on peut faire évoluer le fonctionnement du dispositif d'assistance sociale.

Il faut que la formation soit souple. Il faut aussi qu'elle soit cumulatif. On ne peut pas continuer de former des gens comme cuisinier, puis soudeur et plus tard dans un autre métier. Il faut penser à la continuité de la formation, à des éléments de formation qui peuvent s'ajouter les uns aux autres pour aboutir à une formation globale utile. Il ne faut pas que le résultat final soit un tas d'éléments de formation disparates.

Au plan de l'alphabétisation des jeunes, David a fait ressortir avec une diapositive que l'analphabétisme ou l'insuffisance de l'instruction chez les jeunes de notre région est un grave problème. Nous devons nous en occuper en priorité. C'est probablement l'un des meilleurs placements que nous puissions faire.

Ceci met fin à notre exposé. Nous sommes prêts à répondre à vos questions.

Le président: Merci de cet exposé très documenté. Il ne nous reste malheureusement pas beaucoup de temps pour les questions. J'accorderai quelques instants aux deux partis présents, et je commence par M. Scott. J'insiste pour que votre question soit courte car nous sommes en retard et plusieurs autres témoins attendent.

M. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Le président me dit toujours d'être bref, et je ne suis pas sûr de savoir pourquoi.

Vous parlez de collaboration entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Je trouve moi aussi que votre mémoire est très bien documenté. Plusieurs me l'ont glissé à l'oreille depuis le début de votre exposé. Et je pense que vous devez le savoir.

• 1325

Proposez-vous que la province et le gouvernement fédéral s'engagent financièrement dans un régime de soutien de la sécurité du revenu, ou quelque chose de moins hérétique?

Mr. Amirault: Un guichet.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Je parle maintenant de transferts réels de soutien du revenu en dollars.

Mr. Amirault: Il semble que ce soit un des meilleurs exemples de la façon dont les choses pourraient fonctionner. On pourrait avoir un système selon lequel les deux financements seraient fournis simultanément, mais au moyen d'un seul guichet afin que le prestaire ne fasse affaire qu'à une seule personne. Cette personne pourrait, sans que je sache trop comment, assumer les deux rôles à la fois, le rôle fédéral et le rôle provincial.

Mr. Morley: Et on essaye vraiment de faire beaucoup de choses. Il y a pour l'instant un grand nombre d'intervenants différents dans le filet de soutien du revenu, mais ce que nous essayons de faire en réalité est en somme très simple. Nous essayons tout simplement de retirer les gens de l'assistance sociale de façon définitive. C'est pourquoi de nombreux facteurs entrent en ligne de compte.

[Text]

It is going to involve federal and provincial cooperation as much as we can have. It will take cooperation among various other stakeholders in this, such as departments of education and health. All of this kind of thing has to be part of the picture or else it's not going to work.

Mr. Bevilacqua (York North): I have a follow-up question on the UI and social assistance money that's available. Do you see them collapsing into one fund?

Mr. Morley: I think that's a reasonable approach. We do have to get at the whole problem in the social assistance area. We try to chunk it off in terms of saying that some people are unemployed only rarely, some people are unemployed every year, and some people fall through the net entirely and end up on social assistance, but it's really part of the same problem. So I think it makes sense to link them together as best we can.

Mr. Amirault: It is easier for me to think that it's more likely people won't fall through the cracks if there is an integrated system in which both provincial and federal priorities are put into a single program.

Mr. Morley: You also eliminate the potential of one level of government trading off against another and the old problems we are all familiar with.

Mr. Amirault: Yes, absolutely.

Mr. Bevilacqua: So you can see the federal government, for example, taking care of the income support side and the provincial government taking care of the rest?

Mr. Amirault: No, one system would take care of everything.

Mr. John Odenthal (Representative, Atlantic Provinces Economic Council): Just one other note on that. Obviously UI payments are premiums and they need to be kept totally separate from social assistance money, but we are talking about taking a person who is going through the system and bouncing back and forth between programs so we can do something about that problem.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Bevilacqua. We will return to the official opposition. We'll begin with Mr. Dubé.

M. Dubé: Merci pour votre mémoire. Il est très bien préparé.

Je suis originaire d'une zone rurale au Québec, le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, et je demeure maintenant dans la région plus urbaine de Québec.

Il y a des choses qu'il faut regarder, à part les chiffres, et ce n'est pas dans votre mémoire. En ce qui a trait au fameux traité de libre-échange, il faut se rendre compte qu'il y a eu des perdants et des gagnants. Il y a eu une élection là-dessus et l'ancien premier ministre Mulroney en vantait les avantages tout en admettant le principe qu'il y aurait des gagnants et des perdants.

Le secteur primaire était compté parmi les perdants possibles. Les premières victimes ont été les emplois saisonniers et le secteur primaire. On disait qu'il fallait prévoir des mesures de transition.

[Translation]

Nous aurons donc besoin de toute la collaboration possible entre les paliers fédéral et provincial. Il faudra faire collaborer de nombreux intervenants, comme les ministère de l'Éducation et de la Santé. Il faut que tous ces éléments entrent dans le tableau, sinon cela ne fonctionnera pas.

M. Bevilacqua (York-Nord): J'aimerais revenir sur la question du financement de l'assurance-chômage et de l'assistance sociale. Envisagez-vous un regroupement de ces ressources en un seul fonds?

M. Morley: C'est une option qui me paraît raisonnable. Il faut vraiment envisager la totalité du problème dans le secteur de l'assistance sociale. Nous essayons de subdiviser le problème en disant que certaines personnes ne sont en chômage que rarement, d'autres le sont chaque année et que d'autres encore sont complètement laissées pour compte et se retrouvent prestataires de l'assistance sociale, mais au fond ce sont tous des éléments du même problème. Il me paraît donc logique de les relier du mieux possible.

M. Amirault: Il m'est plus facile d'imaginer que les gens risquent moins d'être laissés pour compte si l'on dispose d'un système intégré qui regroupe en un seul programme les préoccupations prioritaires provinciales et fédérales.

M. Morley: Vous éliminez également les possibilités de marchandage entre paliers de gouvernement et les vieux problèmes que nous connaissons tous si bien.

M. Amirault: C'est tout à fait exact.

M. Bevilacqua: Vous concevez donc, par exemple, que le gouvernement fédéral puisse se charger du soutien du revenu, tandis que le gouvernement provincial se chargerait de tout le reste?

M. Amirault: Non, un système unique prendrait en charge tous les aspects.

M. John Odenthal (représentant, Conseil économique des provinces de l'Atlantique): J'aimerais ajouter un détail à ce sujet. Il est clair que les versements à l'assurance-chômage sont des primes et qu'il faut les conserver bien à part des crédits d'assistance sociale, mais nous parlons de ce qu'il faut faire pour corriger le problème de la personne qui se trouve ballottée par le système et passe alternativement d'un programme à un autre.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Bevilacqua. Revenons maintenant à l'opposition officielle. Commençons par M. Dubé.

M. Dubé: I thank you for your presentation. It was very well prepared.

I come from a rural area of Quebec, the Lower St. Lawrence—Gaspésie, and I now live in the more urban region of Quebec.

We must look at other things, apart from figures, and they do not show in your submission. As far as the well-known free-trade agreement is concerned, it must be realized that there have been winners and losers. An election was held in this regard and the former Prime Minister Mulroney was promoting its benefits while recognizing that there would be winners and losers.

The primary sector was mentioned as one of the potential losers. The first victims have been seasonal employments and the primary sector. They said at the time that transitional measures had to be provided for.

[Texte]

[Traduction]

• 1330

Je regarde votre tableau et, au fond, si rien n'était fait, cela pourrait être terrible.

Vous justifiez votre besoin de réforme là-dessus, mais attention: je pense qu'on ne parle pas de la même réforme. Vous ne dites pas ce que le gouvernement voudrait entendre. J'aimerais que vous précisiez, parce qu'il ne faut pas créer de confusion. Les secteurs secondaire et tertiaire ne peuvent pas se développer sans les secteurs de services.

J'ai travaillé longtemps avec le ministre de l'Agriculture du Québec, ce qui m'a amené à constater que beaucoup de gens pensaient que les cultivateurs étaient subventionnés par le gouvernement et que si ces cultivateurs survivaient, c'était grâce aux gens des villes.

Mon père me disait le contraire. Il disait: «Les gens de la ville ne pourront pas manger si je ne cultive pas». J'ai l'impression qu'il faut penser à l'avenir des Maritimes et au secteur des emplois saisonniers. On pourrait aussi parler du nord de l'Ontario.

Il faut penser à une politique de développement. Il faut penser à avoir un facteur discriminatoire positif pour que ces régions puissent demeurer dans le système. Autrement, ce sera terrible pour l'ensemble. C'est interrelié. L'un ne va pas sans l'autre.

Je suis un avocat sans en être un. Je n'ai pas étudié le droit, mais je plaiderai toujours en faveur des régions parce qu'on les oublie trop souvent. Je n'aime pas le mot «dépendance». J'aime mieux l'inverse. J'aimerais vous entendre commenter là-dessus. Il faudrait que le gouvernement pense à une politique de développement pour qu'on cesse de penser qu'on dépend des autres.

M. Amirault: À Terre-Neuve, au Québec et dans le nord de l'Ontario, il y a plus de différences entre les régions rurales et urbaines que dans le reste du Canada. Ici, dans la région de l'Atlantique, c'est plus rural, mais il y a de plus en plus de chances qu'une région rurale de l'Ontario soit plus ou moins semblable à une région rurale de Terre-Neuve. Donc, les différences entre les secteurs rural et urbain sont plus grandes que celles entre les différentes régions du Canada. Votre idée est sûrement bonne, mais il y a une différence entre les façons de desservir les régions rurales et les régions urbaines du Canada.

La différence entre les régions rurales de l'Ontario, de Terre-Neuve ou du Manitoba est moins grande comparativement à celle entre les régions urbaines de l'Atlantique, de l'Ontario, du Québec et de l'Ouest. C'est l'un des problèmes. On peut voir de plus en plus de différences en comparant les taux de chômage des régions rurales et des régions urbaines au Canada.

Mme Lalonde (Mercier): Merci beaucoup. Votre mémoire est extrêmement bien fait et nous amène à poser beaucoup de questions.

The most urgent thing isn't to have a strategy for economic and social development . . . upsurging from the localities and the regions in order to multiply the socioeconomic fabric. This cannot be done by Ottawa nor by your provincial capital. It has to be done by the people, and then the brains will have interests to state. But this must be encouraged, not discouraged. That is why we have said that before the cuts there must be hope. Otherwise, your brains will leave, and when they leave they

I am looking at the picture you are showing and really, if nothing was done, we could end up in the duster.

You are justifying your requirements for a reform on this assumption, but let's be careful: I think that we are not talking about the same kind of reform. You are not saying what the government would like to hear. I would like you to be more specific, because we do not want to create any confusion. The secondary and tertiary sectors cannot develop without the service sectors.

I have worked for a long time at the Quebec Department of Agriculture, and I came to realize that many people believe that farmers were subsidized by government and that if these farmers were able to survive, it was thanks to the city folks.

My father was telling me the contrary. He used to say: "The city people won't have anything to eat if I do not farm". I tend to feel that we must think about the future of the Maritimes and seasonal employment. We could say the same about Northern Ontario.

We must think in terms of a development policy. We must look towards a positive discriminatory factor to help these regions to stay within the system. Failing this, it will be terrible for the whole system. Everything is interrelated. One doesn't go without the other.

I am an advocate of sorts. I haven't studied law, but I shall always plead for the regions because they are too often forgotten. I didn't like the word "dependence". I prefer the other way around. I would like to hear your comments in this respect. The government should think about a development policy so that we stop believing that we depend on the others.

M. Amirault: In Newfoundland, in Quebec and in Northern Ontario there are bigger differences between rural and urban regions than in other parts of Canada. Here, in the Atlantic Region, it is more rural, but it becomes more and more likely that a rural region of Ontario is more or less similar to a rural region of Newfoundland. So, the differences between the rural and urban sectors are larger than differences between the various regions of Canada. Yours is certainly a good idea, but there is a difference in the way rural regions and urban regions of Canada can be served.

The difference between the rural regions of Ontario, Newfoundland or Manitoba is comparatively less than the differences between the urban regions of Atlantic Canada, Ontario, Quebec and Western Canada. This is one of the problems. More and more differences can be seen by comparing the unemployment rates of the rural regions and the urban regions in Canada.

Mrs. Lalonde (Mercier): Thank you very much. Your submission was very well prepared and prompts us to ask a lot of questions.

Le plus urgent n'est pas d'avoir une stratégie de développement économique et social. . . C'est plutôt un réveil des localités et des régions afin de multiplier le tissu socio-économique. Ni Ottawa ni votre capitale provinciale ne peuvent le faire. Il faut que cela émane des gens eux-mêmes, ce qui incitera les plus instruits à demeurer sur place. Mais c'est quelque chose qu'il faut encourager, et non décourager. C'est la raison pour laquelle nous avons dit qu'avant d'effectuer des

[Text]

cannot be replaced and they cannot work towards the development of their regions and their provinces.

[Translation]

compressions il faut donner de l'espoir aux gens. Sinon, les meilleurs éléments partiront, et s'ils partent, on ne pourra pas les remplacer et ils ne pourront pas travailler au développement de leurs régions et de leurs provinces.

• 1335

Mr. Odenthal: Donald Savoie of the University of Moncton has pointed out again from well-known research that countries that have developed their regions, meaning their rural regions, regions like Atlantic Canada, for example, are generally the most prosperous countries and vice versa. The countries that haven't developed the regions have the most difficulties. So however we go about doing that, which is a complex question, we know that—

Mrs. Lalonde (Mercier): And we want to do this in Quebec. This is one of the main aims of a lot of people in Quebec right now.

The Chairman: I would like to thank our witnesses. We are well aware in Atlantic Canada of the good work that is done by the Atlantic Provinces Economic Council in clarifying many of these complex questions, and I think there's general agreement around the table that you've done a masterful job for us today. We appreciate your contribution to our committee's work.

As you can see, because of the time limitations, there are probably many more questions that will be unasked, including questions that I might ask, but that is the constraint that we are faced with. Nevertheless, we appreciate the presentation and perhaps you'll hear from some of us individually for additional points of clarification.

Thank you very much.

Our next witnesses will be representatives of the higher education community. We have a panel that we will invite to the table from the Nova Scotia Confederation of University Faculty Associations, from the Mount St. Vincent University and Association of Atlantic Universities, from Dalhousie University, Office of the President, from the Dalhousie Student Union, from the Dalhousie Faculty Association, from the Students' Union of Nova Scotia, and from the Council of Nova Scotia University Presidents.

We will provide a little bit more time, obviously, to consider the next set of interrelated questions, which will be brought forward by our university or higher education panel, and I would invite all of you to approach the table.

• 1340

First of all, I'd like to welcome our panel this afternoon. We will allow in the order of an hour and 15 minutes, an hour and a half, for this part of our activities of our presentation this afternoon. What I'd like to do is to invite all of you to state your names and the associations that you represent for the record before beginning. I also understand there will be several presentations to begin with before we pass to questions. If you can keep those initial presentations relatively brief, it will allow

M. Odenthal: Donald Savoie de l'Université de Moncton nous a signalé encore une fois des recherches bien connues qui prouvent que les pays qui ont su développer leurs régions, c'est-à-dire leurs régions rurales, des régions comme les Maritimes, par exemple, sont le plus souvent les pays les plus prospères, et vice-versa. Par contre, les pays qui n'ont pas su développer leurs régions sont ceux qui se heurtent aux difficultés les plus nombreuses. Ainsi, quelle que soit la façon dont nous nous y prenons, c'est une question complexe, nous savons que...

Mme Lalonde (Mercier): Et c'est ce que nous voulons faire au Québec. Pour beaucoup de gens au Québec à l'heure actuelle, c'est un des principaux objectifs.

Le président: Je tiens à remercier nos témoins. Dans l'Atlantique, nous connaissons l'excellent travail accompli par le Conseil économique des provinces de l'Atlantique qui cherche des réponses à ces questions complexes. Je crois que nous sommes tous d'accord ici pour reconnaître que votre intervention aujourd'hui a été magistrale. Nous apprécions beaucoup votre contribution à nos travaux.

Comme vous le voyez, nous manquons de temps et beaucoup de questions restent probablement sans réponse, y compris les questions que j'aurais pu poser moi-même, mais c'est une réalité à laquelle il faut nous résoudre. Cela dit, nous apprécions beaucoup votre intervention et il est possible que certains d'entre nous vous contactent pour vous demander un complément d'information.

Merci beaucoup.

Nos témoins suivants représentent le secteur de l'éducation supérieure. Nous avons un groupe que nous invitons à venir s'installer et qui représente la Confédération des professeurs d'université de la Nouvelle-Écosse, l'Université Mont-St-Vincent et l'Association des universités de l'Atlantique, l'Université Dalhousie, le bureau du recteur, l'Union des étudiants de Dalhousie, la Dalhousie Faculty Association, l'Union des étudiants de Nouvelle-Écosse et enfin, le Conseil des recteurs d'université de Nouvelle-Écosse.

Évidemment, nous avons prévu un peu plus longtemps pour nous pencher sur les sujets qui vont maintenant être soulevés par les membres de ce groupe qui représentent le secteur universitaire et l'éducation supérieure. Je vous invite donc tous à venir vous installer à la table.

•

Pour commencer, je tiens à vous souhaiter à tous la bienvenue. Nous avons l'intention de consacrer environ une heure et quinze minutes ou une heure et demie à cette intervention cet après-midi. Je vais donc vous demander à tous de commencer par vous nommer et par nommer les associations que vous représentez afin de faciliter le procès-verbal. D'autre part, je crois comprendre que vous avez plusieurs exposés à faire avant que nous ne passions aux questions. Plus ces exposés

[Texte]

more time for questions, and there are some written presentations, which will be considered as testimony for the committee, even though they're not actually read into the record.

Have you discussed amongst yourselves the sequence in which you would like to make your presentations? Do all of the organizations that I mentioned have a presentation to make? Perhaps we will consider them in the order in which I read them out, and then that will eliminate any problems of sequencing.

The first group on the list is the Nova Scotia Confederation of University Faculty Associations. Mr. D'Orsay.

Mr. John D'Orsay (Mount St. Vincent University and Association of Atlantic Universities; Executive Director, Nova Scotia Confederation of University Faculty Associations): Thank you. This is John D'Orsay, Nova Scotia Confederation of University Faculty Associations. I'm responsible for the charming green paper on the green paper, but unfortunately I could not find my green ink last night.

Briefly I will put before you several points. One is the general point that we've noted the comments from Mr. Axworthy that "universities are a difficult community that's unwilling to share in deficit reduction". Our view on behalf of faculty is that our contribution to deficit reduction comes in the form of our graduates and the research that we do, and that is a positive benefit and an investment that ought to be made by the country.

We noted the objectives of the green paper, and prominent among them were the jobs title, helping Canadians get and keep work by ensuring that we have knowledge and skills to compete for the best labour forces in the world, and that's consistent with our view.

Your framework within which you approach this business of social programs is quite narrow. There are many other social programs. For example, the range of supports for agricultural subsidies is directed towards maintaining family farms, housing subsidies, and transportation subsidies. They all have a substantial social impact. In that light, we want to ensure that the Established Programs Financing is considered less a social program than an economic development program.

When we're asked the fundamental economic challenge, I think we agree with the green paper itself that Canada must invest first and foremost in its people, and in fact the paper itself cites the information from the Canadian occupational projection system that 45% of future jobs will require university graduation or university level training. We've seen other estimates, ranging up to 70%.

Then we're talking about another substantial shift in what we see and pursue in education. If we're not pursuing the development and expansion of education, then we're in fact increasing what we might call our human resource deficit, and contributing to impoverishing the nation in the future.

[Traduction]

seront courts, plus nous aurons de temps pour vous poser des questions et, d'autre part, il y a des interventions écrites qui seront étudiées plus tard par le Comité même si elles ne sont pas lues pendant la séance.

Avez-vous décidé entre vous dans quel ordre vous souhaitez intervenir? Est-ce que tous les organismes que j'ai cités ont un exposé à faire? Peut-être pourrai-je leur donner la parole dans l'ordre où je les ai nommés, cela réglera la question.

Le premier groupe sur la liste est la Confédération des associations de professeurs d'université de la Nouvelle-Écosse représentée par M. D'Orsay.

M. John D'Orsay (Université Mont-St-Vincent et Association des universités de l'Atlantique; directeur exécutif, Confédération des associations de professeurs d'université de la Nouvelle-Écosse): Merci. Je suis John D'Orsay, de la Confédération des associations de professeurs d'université de la Nouvelle-Écosse. C'est moi qui suis responsable du charmant Livret vert sur le Livre vert, mais malheureusement, hier soir je n'ai pas pu retrouver mon encre verte.

Je vais vous soumettre très rapidement quelques observations. Pour commencer, nous avons pris note des commentaires de M. Axworthy quand il dit que les «universités sont une communauté difficile qui n'est pas prête à participer à la réduction du déficit». Les professeurs d'université contribuent à la réduction du déficit en formant des diplômés et en effectuant de la recherche. Ces activités sont positives pour le pays et constituent un véritable investissement.

Nous avons pris note des objectifs du Livre vert, en particulier les objectifs au titre des emplois, c'est-à-dire aider les Canadiens à trouver du travail et à le garder en leur donnant les connaissances et les compétences nécessaires pour se mesurer aux meilleures main-d'œuvre du monde: sur ce point là, nous sommes d'accord.

Le plan sur lequel vous abordez cette question des programmes sociaux est assez étroit. Il existe de nombreux autres programmes sociaux. Par exemple, toutes les mesures de soutien sous forme de subventions à l'agriculture qui sont là pour préserver les entreprises agricoles familiales, les subventions au logement, les subventions au transport. Toutes ces mesures ont un impact social considérable. Pour cette raison, nous voulons que le Financement des programmes établis ne soit pas tant considéré comme un programme social que comme un programme de développement économique.

En ce qui concerne le défi économique fondamental, nous sommes dans l'ensemble d'accord pour reconnaître avec le Livre vert que le Canada doit investir avant tout dans sa population. En fait, d'après le système de projection des professions au Canada cité par le Livre vert lui-même, 45 p. 100 des emplois de l'avenir exigeront des diplômes universitaires ou une formation de niveau universitaire. D'autres projections vont même jusqu'à 70 p. 100.

On assiste donc à un glissement important de la situation et des objectifs de l'éducation. Autrement dit, si nous ne cherchons pas à développer et à étendre la portée de l'éducation, nous contribuons en fait à augmenter ce qu'on pourrait appeler le déficit en ressources humaines et à appauvrir notre nation pour les années futures.

[Text]

On the second and third pages the major point I'm trying to bring to your attention is there is a whole range of items that ought to be reviewed for their contribution to human resource development. The member from along the table here talked before about the need for a coherent strategy. A coherent strategy ought to be based on human resource development and you ought to be reviewing all those other forms of tax expenditure and actual expenditure that are based on other strategies and development. On pages 2 and 3, I outline some of those areas.

When we are developing an alternative strategy, we have to point to the need to ensure you include in that strategy not just talk about spending but talk about investing, and whether you're investing or not. You're talking not only about training but also about education; not only meeting narrowly defined foreseeable and current needs, but also ensuring you create a foundation for future growth and insurance against future changes.

That's directly relevant to one of the lines in the green paper, which tends to talk about training people for immediate needs, and the idea of a choice between educating people and training them. Obviously you have to do both; you have to do as much education as you can. If there's any aspect of over-qualification that results, you have to start looking at that as insurance, or an investment in the ability of those people to adapt to future changes.

When we look at the specific programs under review, we want to point to a number of things. One is that we weren't satisfied with the unemployment insurance program. My own particular research in this area now goes back about fifteen years, with submissions in this area, because it was too limited and it didn't help people make a transition through pursuing further education.

When you're looking at the program as a whole, you shouldn't be looking at reducing the program, you should be adding components, such as a paid educational leave component, to ensure people are able to move from jobs in mid-career; they lose that substantial amount of income, but you're assisting them in making that decision to upgrade their qualifications.

When we come to the learning measures in the green paper, we have the structure around the future course of EPF grants. The question asked which of two strategies we prefer for phasing out the EPF grants. I answered neither is desirable. We would urge that you return to the regime that was in place when Jean Chrétien was finance minister, the kind of escalated provision you had in place then, which related the amount of money available under EPF to the growth in the gross domestic product. No CAP was in place at that time. CAP is a more recent innovation. CAP doesn't make any sense, because what you're doing is reducing the proportion of resources going into educational development and post-secondary education at a time when the need for that is increasing, and when the economy is based on growth in that area.

When we come to the question about, what do we do with people now, there are costs here, and there are deficits and debts to be wrestled with, our view is there are simply not enough educated people to generate the wealth we need to pay

[Translation]

À la deuxième et troisième pages, je passe en revue toute une série de questions qui méritent d'être étudiées compte tenu de leur importance sur le plan du développement des ressources humaines. Tout à l'heure, autour de cette table, on a parlé de la nécessité d'adopter une stratégie cohérente. Une stratégie cohérente doit se fonder sur le développement des ressources humaines, et il vous appartient de remettre en question tous les autres types de dépenses fiscales et de dépenses véritables qui sont fondées sur d'autres stratégies. Aux pages 2 et 3, je mentionne certains de ces domaines.

Pour élaborer une stratégie nouvelle, nous devons parler non seulement de dépenses, mais également d'investissement et nous demander s'il convient ou pas d'investir. Il ne s'agit pas seulement de formation, mais également d'éducation. Il ne s'agit pas seulement d'anticiper les besoins actuels et les besoins prévisibles à court terme, mais également de jeter les bases d'une croissance future et de s'assurer contre des changements imprévisibles.

Cela touche directement à une des observations du Livre vert qui semble vouloir former les gens surtout pour faire face à des besoins immédiats et qui semble aussi donner le choix entre éduquer les gens et les former. De toute évidence, il faut faire les deux, et en particulier, faire le plus possible sur le plan de l'éducation. S'il en résulte des gens trop qualifiés, il faut considérer cela comme une police d'assurance ou comme un investissement qui permettra à ces gens-là de s'adapter à des changements futurs.

En ce qui concerne les programmes à l'étude, nous tenons à signaler plusieurs choses. D'une part, nous n'étions pas satisfaits du programme d'assurance-chômage. C'est un domaine auquel je m'intéresse depuis 15 ans, un domaine sur lequel j'ai rédigé des mémoires, et je peux vous dire que le programme d'assurance-chômage était trop limité et qu'il n'aide pas les gens à faire la transition grâce à un complément d'éducation.

En étudiant l'ensemble du programme, vous ne devriez pas chercher à le réduire, mais plutôt à le compléter par de nouveaux éléments, comme des congés payés d'éducation, pour permettre aux gens de changer d'emploi en cours de carrière. Cela suppose une perte de revenu considérable, mais on peut aider les gens à prendre cette décision de se perfectionner.

En ce qui concerne les mesures du Livre vert dans le domaine de l'éducation, nous devrons décider de l'évolution future du FPE. Entre deux stratégies on nous demande celle que nous préférions pour éliminer progressivement le FPE. Je réponds qu'elles ne sont souhaitables ni l'une ni l'autre. La meilleure solution serait de revenir au régime qui existait à l'époque où Jean Chrétien était ministre des Finances, aux dispositions progressives qui existaient alors et qui indexaient les sommes disponibles dans le cadre du FPE à la croissance du produit intérieur brut. À l'époque, il n'y avait pas de plafond. Ce plafond est une innovation récente qui n'a d'ailleurs aucun sens car elle a pour effet de réduire la proportion des ressources consacrées au développement et à l'éducation postsecondaire, précisément au moment où les besoins augmentent et où l'économie est tributaire de la croissance de ce secteur.

Vient ensuite la question de savoir ce qu'il faut faire aujourd'hui avec les gens; cela suppose des coûts, des problèmes de déficit et de dette, mais en réalité, nous pensons qu'il n'y a pas suffisamment de gens éduqués pour produire la richesse

[Texte]

off the debt. I take Nova Scotia as an example. If we raised educational attainment at the university level to the United States average, indications are that would generate about \$11 billion over the lives of those additional persons in additional taxes and reduced transfer payments. In other words, that would pay off Nova Scotia's debt and a proportion of the federal deficit.

When we're examining income-contingent student loans, we're suffering because we don't have the specifics of the proposal before us. I've outlined over the course of several pages, on pages 6, 7, 8, specific concerns we have about an income-contingent arrangement.

• 1350

Basically, those boil down to the fact that you're replacing the established programs financing measure, which is a substantial part of the equalization program, with a student-funded program, and you've lost the equalization element. There's a movement out of this region of resources that we need in order to have a competitive operating system.

Another aspect of the income-contingent student loans that we looked at is some of the work done by our colleagues in the Students' Union of Nova Scotia's internal critique that basically shows that a private income-contingent student loan system can't work. It falls apart.

My more particular concern, and what I've devoted most of the attention to here, is more of an external critique of income-contingent student loans. What would it do to the other factors like taxes, incomes, and students' decisions to attend university? Basically those boil down in large part to asking what happens to the rate of return on the decision to invest in the university education if you're moving in this way and taking resources out of the system and putting more of the burden on students.

I've identified this in two forms: one is the individual returns, and the other is something I call the returns to government. I've seen some commentary that supports and is favourable to the income-contingent system that is based on ideas that university graduates have incomes about \$50,000 a year higher than high school graduates. It makes a tremendous difference that the actual figures for Nova Scotia are about \$6,000 for males and \$7,500 for females in additional after-tax income. The system works a whole lot differently. Those yield rates of return that are in fact in the 4% range currently.

If you then shift the burden even more, you'll wipe out 2% to 3% of that rate of return, and you're down to a point where investing in a university education doesn't make sense as an individual economic decision. You'd be better off taking your money and putting it into high-yield financial investments. That's what the substance of this covers, up to page 12.

When dealing with higher university degrees, the rates of return are similarly in the 3% to 4% range, and again, there's not much room for shifting there.

[Traduction]

dont nous avons besoin pour rembourser la dette. Je prends l'exemple de la Nouvelle-Écosse; si nous portions le niveau d'éducation universitaire au niveau américain, il semble que pendant leur vie entière, ces diplômés supplémentaires paieraient environ 11 milliards de dollars sous forme d'impôt et de paiements de transfert diminués. Autrement dit, cela permettrait de rembourser la dette de la Nouvelle-Écosse et même une partie du déficit fédéral.

En ce qui concerne les prêts étudiants axés sur le revenu, nous sommes handicapés parce que nous n'avons pas eu les détails de la proposition. Aux pages 6, 7 et 8, je mentionne les préoccupations que nous avons au sujet de ce genre d'arrangement.

En résumé, cela se résume au remplacement des mesures de financement des programmes établis, qui représentent un élément important du programme de péréquation, par un programme d'auto-financement étudiant, ce qui fait disparaître l'élément péréquation. Dans cette région, on assiste à un exode de ressources, des ressources dont nous avons besoin pour maintenir notre compétitivité.

Nous avons étudié un autre aspect de ces prêts à remboursement relatif au revenu à la lumière de recherches effectuées par nos collègues de l'Union des étudiants de Nouvelle-Écosse; ils ont démontré qu'un système privé de prêts étudiants à remboursement relatif au revenu ne pouvait pas fonctionner. Un tel système s'effondre de lui-même.

Personnellement, et c'est le point sur lequel j'insiste le plus, si je critique ces prêts étudiants à remboursement fondé sur le revenu, c'est d'un point de vue extérieur. Bref, quels seraient les effets d'un tel système sur d'autres facteurs comme les impôts, les revenus et les décisions des étudiants de fréquenter l'université? Autrement dit, il s'agit de se demander quel est le rendement de la décision d'investir dans une éducation universitaire quand on change les règles de cette façon là, quand on impose une plus grande partie du fardeau aux étudiants eux-mêmes.

J'ai étudié cet aspect là sur deux plans différents: d'une part, ce que j'appelle les bénéfices personnels et, d'autre part, ce que j'appelle les retombées pour le gouvernement. D'après certains qui sont en faveur du système de prêts à remboursement relatif au revenu, la plupart des diplômés universitaires gagnent 50 000\$ de plus que les diplômés du secondaire. Cela fait une énorme différence si on considère que dans le cas de la Nouvelle-Écosse, il s'agit en réalité de 6 000\$ de plus pour les hommes et 7 500\$ de plus pour les femmes, après impôt. Autrement dit, le système fonctionne tout à fait différemment. Il s'agit d'une marge bénéficiaire qui représente actuellement environ 4 p. 100.

Si vous déplacez encore ce fardeau, si vous supprimez 2 à 3 p. 100 de ce bénéfice, les gens finissent par ne plus avoir aucun intérêt à décider d'investir dans une éducation universitaire. Ils sont bien mieux d'utiliser leur argent pour faire des investissements à haut rendement. Voilà le sujet dont je traite jusqu'à la page 12.

En ce qui concerne les diplômes universitaires supérieurs, les bénéfices sont du même ordre, c'est-à-dire 3 à 4 p. 100, et là encore, on n'a pas beaucoup de marge pour déplacer le fardeau.

[Text]

On the side of returns to government, we looked at only two factors. One was increased tax revenue to government only through income tax, not the sales tax, and as well, the reduction in transfer payments. Those generated substantial returns to government of \$3,000 to \$3,500 a year in this province. Considering that the amount of government support for a university initial degree and undergraduate degree is about \$23,000 a year, this means the government rate of return is 10% to 12%. That is 2 to 3 times higher than the individual rate of return. Similarly, at the second degree level, the rates of return for the government are 11% to 8%.

If you then shift the burden in the way proposed by the income-contingent proposal and the proposal for transferring money away from EPF and putting the burden on the students, then you're raising the government rate of return to over 20%.

We can't imagine that there would be any joint venture in which the federal government would force its partners to accept the kind of low rate of return that you're expecting of students, or in which the rewards were so unequal.

Finally, I think the areas we come to are what the consequences of that type of thing will be. One of things I'd point you to is raised on page 16, that what you're doing with a higher burden on the students is setting up a situation in which you create a demand for higher wages for the graduates. If your human resource strategy was to have a well-educated labour force at a price that the international market liked and preferred over other people with well-educated labour forces, you'd be defeating yourself, or you would be forcing people out of that kind of an education system. Either way, the proposal is self-defeating on those external criteria.

That's not just at the university level. We could have run through all this with trades or community college training. The thing is, the rates of return there are lower for the students and for the government as well.

In conclusion, the other part of this is the question if it's going to be government dollars, should it be federal government dollars or provincial government dollars? The need for regional development support is one point. The information the APEC people just put in front of you about migration patterns is another argument in favour of federal support.

Finally, who gets the lion's share of the tax benefits and reductions in transfer payment benefits? Those are predominantly received by the federal government. There's no reason to see a rebalancing away from federal government expenditure in that area.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mr. D'Orsay.

Next we will hear from the Association of Atlantic Universities.

[Translation]

En ce qui concerne les retombées pour le gouvernement, nous n'avons considéré que deux facteurs; d'une part, l'augmentation des revenus fiscaux, mais uniquement au titre de l'impôt, et non pas de la taxe de vente, et d'autre part, une diminution des paiements de transfert. Sur ce plan là, on trouve des retombées importantes pour le gouvernement, qui représente de 3 000\$ à 3 500\$ par année dans cette province. Si on considère que pour un diplôme de premier et de deuxième cycle le gouvernement fait à l'université une contribution de 23 000\$ par année, cela signifie pour le gouvernement un rendement de l'ordre de 10 à 12 p. 100 c'est-à-dire deux à trois fois plus élevé que le rendement dans le cas des particuliers. De la même façon, au niveau des diplômes supérieurs, le taux de rendement pour le gouvernement est de 11 p. 100 à 8 p. 100.

Si on déplace le fardeau comme on se propose de le faire avec les prêts à remboursement relatif au revenu et avec la diminution du FPE, et si on impose ce fardeau supplémentaire aux étudiants, le taux de rendement pour le gouvernement passe à plus de 20 p. 100.

On voit mal comment le gouvernement fédéral pourrait convaincre un partenaire d'accepter les taux de rendement qu'on cherche à imposer aux étudiants, et cela, dans le cadre d'un arrangement aussi inégal.

Enfin, nous en venons aux conséquences de ce genre de mesure. À la page 16, je vous signale, entre autres choses, qu'en imposant un plus lourd fardeau aux étudiants, vous allez forcer les diplômés à exiger des salaires plus élevés. Si votre stratégie des ressources humaines consiste à préparer une main-d'œuvre bien éduquée, une main-d'œuvre prête à travailler à des prix appréciés par les marchés internationaux, c'est-à-dire dans des conditions qui leur donnent un avantage sur d'autres main-d'œuvre bien éduquées, c'est exactement l'inverse que vous faites, ou encore vous forcez les gens à quitter ce système d'éducation. D'une façon ou d'une autre, c'est une proposition qui ne tient pas si on la mesure selon ces critères extérieurs.

Et cet argument ne vaut pas seulement au niveau universitaire; il est parfaitement valable également en ce qui concerne les métiers ou la formation offerte par les collèges communautaires. Bref, dans ces cas là les taux de rendement sont plus faibles à la fois pour les étudiants et pour le gouvernement.

• 1355

En conclusion, il y a un autre aspect à considérer, la question de savoir si cet argent doit venir du fédéral ou du provincial? La nécessité d'encourager l'expansion régionale est une chose. Les informations que les représentants du CEPA vous ont apportées au sujet des schémas de migration sont un autre argument en faveur du soutien fédéral.

Enfin, qui se taille la part du lion des avantages fiscaux et des réductions des paiements de transfert? C'est principalement le gouvernement fédéral. Autrement dit, il n'y a aucune raison de rééquilibrer les dépenses dans ce domaine en faveur du gouvernement fédéral.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur D'Orsay.

Nous allons maintenant entendre le représentant de l'Association des universités de l'Atlantique.

[Texte]

Dr. Elizabeth Parr-Johnston (Chair, Association of Atlantic Universities): Good afternoon. My name is Elizabeth Parr-Johnston. I'm chair of the Association of Atlantic Universities.

The Association of Atlantic Universities welcomes the opportunity to participate in these hearings. This is one of the most important set of proposals put forward by the federal government in recent history, with impacts that are substantial and far-reaching.

As our concern is post-secondary education, and particularly universities, my remarks today will address issues relating to the learning chapter of the green paper; the distinctiveness of the Atlantic region with respect to other parts of Canada; and the importance of universities to the economic future of Atlantic Canada.

We believe this committee needs to understand what portion of the various regional economies universities represent, and what the relative impact of the proposed changes will be from a regional perspective.

The association is currently conducting an economic impact analysis of proposals with particular reference to impact on the Atlantic region. We will be pleased to share the results of this analysis with you as soon as they are available. Because our time with you is extremely limited, I will just do a quick overview of the points in the brief.

At the outset, we do wish to support the general thrust of the proposals put forward by the AUCC. I believe as a committee you're familiar with its proposals.

The Association of Atlantic Universities recognizes the federal government's need for deficit reduction. At the same time, we wish to point out—and you've heard this from previous presenters—that universities in Atlantic Canada are a vital asset for our future as a region. They are also integral elements in both our communities and our economy. In a globally competitive and knowledge-based world, we believe any changes to federal funding of post-secondary education must be made in the spirit of cooperative federalism so the region's economic and social future is strengthened, not undermined.

The proposal to eliminate post-secondary cash transfers is therefore a very serious concern to us as universities. Given the importance of post-secondary education to the nation's future viability, it's fundamentally important that the federal government remain involved in post-secondary education in a substantive way, and within the limits of its constitutional authority.

Cash transfers currently represent \$2.6 billion of annual support for post-secondary education on the part of the federal government. With the removal of the EPF cash, however, we are concerned any federal influence in respect of post-secondary

[Traduction]

Mme Elizabeth Parr-Johnston (présidente, Association des universités de l'Atlantique): Bon après-midi. Je suis Elizabeth Parr-Johnston. Je suis présidente de l'Association des universités de l'Atlantique.

L'Association des universités de l'Atlantique est heureuse de pouvoir participer à ces audiences. Les propositions du gouvernement fédéral dont nous discutons sont parmi les plus importantes de notre histoire récente et pourraient avoir un impact considérable et de longue durée.

Comme nous nous intéressons principalement à l'éducation postsecondaire, et en particulier aux universités, je discuterai surtout des propositions contenues dans le chapitre du Livre vert consacré à l'acquisition du savoir. Je parlerai également des particularités de la région de l'Atlantique comparée à d'autres régions du Canada et aussi de l'importance des universités pour l'avenir économique de notre région.

À notre avis, ce comité doit avant tout comprendre l'importance des universités pour diverses économies régionales et également l'impact relatif de ces propositions dans une perspective régionale.

À l'heure actuelle, l'association effectue une analyse d'impact économique des propositions axée plus particulièrement sur la région de l'Atlantique. Dès que les résultats de cette analyse seront disponibles, nous nous ferons un plaisir de vous les communiquer. Cela dit, comme le temps dont nous disposons est limité, je vais passer en revue très rapidement les principaux éléments de notre mémoire.

Pour commencer, nous tenons à nous associer aux propositions de l'AUCC. Ce sont des propositions que votre comité doit connaître.

L'Association des universités de l'Atlantique sait bien que le gouvernement fédéral doit réduire son déficit. En même temps, et c'est une chose que vous avez entendue de la part d'autres intervenants, nous vous rappelons que les universités de l'Atlantique constituent un outil vital pour l'avenir de notre région. Elles font également partie intégrante de nos communautés et de notre économie. Dans un monde où la concurrence est internationale et où la connaissance a une importance cruciale, nous pensons que tout changement au financement fédéral de l'éducation postsecondaire doit être effectué dans un esprit de fédéralisme coopératif pour que l'avenir social et économique de la région s'en trouve renforcé et non pas affaibli.

L'élimination des transferts directs à l'éducation postsecondaire préoccupe donc les universités au plus haut point. Étant donné l'importance de l'éducation postsecondaire pour l'avenir de la nation, le gouvernement fédéral doit absolument continuer à contribuer largement à l'éducation postsecondaire dans les limites de son pouvoir constitutionnel, c'est d'une importance fondamentale.

À l'heure actuelle, les paiements de transfert du gouvernement fédéral destinés à l'éducation postsecondaire représentent 2,6 milliards de dollars par année. Toutefois, si on supprime le FPE, nous craignons que l'influence fédérale sur

[Text]

education will completely disappear. In our view, the role of the federal government in post-secondary education must not be less than it already is, since questions of national priorities and standards will become increasingly essential for our future.

Equally important, in the spirit of cooperative federalism, EPF was initially designed to provide equity in finance and opportunity across this country. In our view, the proposal to remove all EPF cash and replace it solely with partial funding of an income contingent student loan repayment program runs counter to the spirit and substance of cooperative federalism.

Expenditures on post-secondary education represent a larger percentage of gross domestic product in the Atlantic provinces than the national average. You will see from the chart that in all provinces we spend more on post-secondary education as a percentage of our GDP.

• 1400

We are concerned that the proposed changes may well exacerbate regional inequities. For Atlantic students, the expected incomes after graduation, as you've heard, will be lower and the cost of education greater than in other parts of Canada.

EPF/PSE transfers have ensured that all provinces may offer access to high quality and relatively comparable post-secondary education. We recommend continued provision of some financial support to provincial governments so all regions of Canada may continue to offer high quality post-secondary education. We recommend that such support be on a per student basis.

Universities in Atlantic Canada are a major force with a multi-million dollar resource. We have a total of 19 universities in Atlantic Canada, with a total enrolment of about 66,000 students. Most of our universities are relatively small, and primarily undergraduate in composition. In all cases, our universities make considerable contributions to their local communities, province, and region.

Our regional participation rate for university education exceeds the national average. A good university education is used both individually and collectively as the single most important investment we can make in building a solid and sustainable future for Atlantic Canada.

Despite great emphasis on investment and the knowledge-based economy, however, the discussion proposes that universities as a group take a vastly disproportionate cut relative to other parts of the social security envelope, and in a manner that is both precipitous and potentially damaging.

As Atlantic universities, we question the assumptions underlying these proposals and the equity of such grossly disproportionate cuts relative to cuts in federal funding of other sectors. Calculated variously, a 68% to a 83% cut in federal funding for post-secondary education is by any standards inequitable and potentially disastrous.

[Translation]

l'éducation postsecondaire ne disparaîsse complètement. À notre avis, le gouvernement fédéral ne doit en aucun cas renoncer à son influence dans le domaine de l'éducation postsecondaire car les questions de priorité et de normes nationales vont devenir de plus en plus essentielles pour notre avenir.

D'autre part, et c'est tout aussi important dans un esprit de fédéralisme coopératif, au départ le FPE a été établi pour assurer l'équité du financement et de l'accès dans tout le pays. En supprimant la totalité du FPE et en le remplaçant uniquement par un financement partiel sous forme de prêts étudiants à remboursement relatif au revenu, on va à l'encontre de l'esprit et des principes du fédéralisme coopératif.

Les dépenses dans le secteur de l'éducation postsecondaire représentent dans les provinces de l'Atlantique un pourcentage plus élevé du produit intérieur brut que la moyenne nationale. Dans le graphique vous verrez que comparé à toutes les provinces, nous sommes la région qui consacre le plus gros pourcentage de son PIB à l'éducation postsecondaire.

Nous craignons que les changements proposés ne viennent aggraver les inégalités régionales. Comme on vous l'a dit, les étudiants de l'Atlantique diplômés peuvent s'attendre à des revenus inférieurs alors que leur éducation leur aura coûté plus cher que dans d'autres régions du Canada.

Le SPE et les transferts destinés à l'éducation ont permis à toutes les provinces d'offrir à leurs étudiants une éducation postsecondaire de qualité, relativement comparable à ce qui se fait ailleurs. Nous pensons que le fédéral doit continuer à soutenir financièrement les gouvernements provinciaux pour que toutes les régions du Canada puissent continuer à offrir à leurs étudiants une éducation postsecondaire de qualité. Ce soutien devrait être proportionnel au nombre d'étudiants.

Les universités de la région de l'Atlantique représentent une force majeure et des ressources qui s'élèvent à des millions de dollars. Dans la région, nous avons 19 universités qui accueillent environ 66 000 étudiants. La plupart de nos universités sont relativement petites et offrent avant tout des programmes de premier cycle. Dans tous les cas, nos universités apportent une contribution considérable à leurs communautés locales, à leur province et à leur région.

Le taux de fréquentation universitaire régional est supérieur à la moyenne nationale. Une bonne éducation universitaire est l'investissement le plus important que nous puissions faire, à titre individuel et à titre collectif dans l'élaboration d'un avenir solide et durable pour la région de l'Atlantique.

Le document de travail accorde une grande importance à la notion d'investissement et d'économie fondée sur la connaissance, mais par contre, il envisage de demander aux universités d'assumer une proportion des réductions disproportionnée par rapport aux autres secteurs de la sécurité sociale, et de le faire avec une précipitation qui pourrait avoir des conséquences très graves.

Les universités de l'Atlantique contestent les hypothèses sur lesquelles ces propositions sont fondées et dénoncent l'injustice de coupures aussi disproportionnées par effort à celles que doivent subir d'autres secteurs. Divers calculs évaluent ces coupures dans l'éducation postsecondaire de 68 à 83 p. 100, ce qui est à la fois injuste et probablement désastreux.

[Texte]

The proposed cutback in EPF is \$2 billion in 1996, and a total of \$11 billion over the period 1996 to 2008. Cuts of this magnitude are well beyond the realm of reasonableness, and could ultimately undermine or destroy a vital university's assets.

The federal government's paper suggests the cash portion of EPF currently amounts to about 25% of post-secondary EPF payments and it's estimated to disappear in as little as 10 years. Certainly this profile is not appropriate for Atlantic Canada where EPF cash payments represent a substantially greater portion of total post-secondary payments.

In Nova Scotia, for example, the cash force of EPF currently amounts to almost one-half of total EPF transfers, and under any reasonable set of assumptions will not disappear before 2008 at the very earliest. Cash payments currently amount to about one-third of provincial government expenditures on post-secondary education in the Atlantic region and about one-half in Nova Scotia.

If EPF cash were eliminated by 1996 we would not foresee our provinces making up that replacement funding. Universities would have to look to other sources of funding, and that means primarily our students and tuitions. It's important to realize the situation is different in Atlantic Canada compared with universities elsewhere in Canada.

Provincial funding of higher education is among the lowest on a per student basis, with the result that our tuition fees at the region's universities are already among the highest in the country. In some cases, student fees already represent over 40% of university operating revenues.

As universities, we recognize that a university education confers both a social and a private benefit and our students must expect to bear greater portions of the cost of their education. In this context, we strongly support the income-contingency proposal as a more equitable means of providing student assistance through loans that are repayable only later as income is earned.

We do not support this proposal in combination with, and as the sole replacement for, the federal cash portion of EPF. Accordingly, we recommend any phase-out of EPF cash payments occur only over a longer period of time, in a way that reflects the reality of the Atlantic's current situation, and the ability of the regions' universities to develop alternate sources of funding.

[Traduction]

On envisage de réduire le FPE de deux milliards de dollars en 1996 et d'un total de 11 milliards de dollars entre 1996 et 2008. Des réductions de cette envergure vont bien au-delà des limites du raisonnable et pourraient porter atteinte et même détruire totalement un potentiel universitaire vital.

D'après le document du gouvernement fédéral, les transferts directs dans le cadre du FPE s'élèvent actuellement à environ 25 p. 100 des versements du FPE à l'éducation postsecondaire et devraient disparaître d'ici 10 ans. Cette stratégie n'était certainement pas indiquée dans le cas de l'Atlantique où les paiements directs représentent une proportion bien plus considérable de l'ensemble des paiements destinés à l'éducation postsecondaire.

Par exemple, en Nouvelle-Écosse, les paiements directs s'élèvent actuellement à près de la moitié des transferts dans le cadre du FPE et, d'après n'importe quelle hypothèse raisonnable, ils ne sauraient disparaître avant 2008, au plus tôt. Les paiements directs s'élèvent actuellement au tiers environ des dépenses gouvernementales provinciales destinées à l'éducation postsecondaire dans la région. En Nouvelle-Écosse, cela représente la moitié de ces paiements.

Si les paiements directs dans le cadre du FPE étaient éliminés d'ici 1996, nous ne pensons pas que nos provinces réussiront à combler ce manque à gagner. Les universités devraient chercher d'autres sources de financement, c'est-à-dire principalement les étudiants et les frais de scolarité. Il faut bien se rendre compte que la situation dans la région de l'Atlantique est différente de ce qu'elle est ailleurs au Canada.

Le financement provincial à l'éducation supérieure est un des plus faibles proportionnellement au nombre des étudiants. Autrement dit, dans les universités de la région, les frais de scolarité sont déjà parmi les plus élevés du pays. Dans certains cas, les frais payés par les étudiants représentent déjà plus de 40 p. 100 des revenus de l'université.

Les universités considèrent qu'une éducation universitaire confère des avantages sociaux et des avantages privés et, pour cette raison, elles pensent que leurs étudiants doivent accepter d'assumer une proportion plus élevée du coût de leur éducation. Dans ce contexte, nous sommes tout à fait en faveur de la proposition de prêt à remboursement relatif au revenu car il nous semble plus équitable d'aider les étudiants en leur offrant des prêts qui deviennent remboursables uniquement lorsqu'ils commencent à avoir des revenus.

• 1405

Nous ne souscrivons pas à cette proposition ainsi qu'à la composante en espèces versée par le gouvernement fédéral dans le cadre du FPE, en guise d'unique substitut. Nous recommandons donc que l'élimination graduelle des paiements en espèces effectués dans le cadre du FPE se fasse à tout le moins sur une période plus longue si l'on veut tenir compte des réalités de la situation dans laquelle se trouve actuellement l'Atlantique et offrir aux universités de la région la possibilité de trouver d'autres sources de financement.

[Text]

We have not had information on the details of the ICR proposal, so we can't really comment on its feasibility. We do question, however, whether the current proposals have incorporated mature students, many of whom are women and study part time, who will not earn incomes for 25 years as the general assumptions tend to suggest. Are these factors incorporated in the program cost and the default forgiveness provisions?

The details will clearly be crucial to students. The price of implementing an ICR for all Canadians is, according to our estimates, approximately a doubling of tuitions at least in this region. Recent analysis suggests if the cash went to zero and we were forced to make up the funding, tuition would increase to about \$5,600 per student in Nova Scotia, \$5,100 in New Brunswick, \$4,700 in Newfoundland, and \$6,500 per year in Prince Edward Island.

We are deeply concerned that the proposed changes could result in fewer Atlantic Canadians who will feel able to attend university. As it stands, we feel the current proposal would inevitably result in declining enrolment at our universities.

In the maritimes, the participation rate, as you've already heard, now exceeds the national average. Fully 30% of Atlantic Canadians between 18 and 24 years of age attend universities in the maritimes, or go on to some post-secondary education. While we're proud of the dramatic improvement in access to higher education in the Atlantic, we are concerned that access remains limited for some social, economic, ethnic and cultural groups.

Current PSE cash funding represents, in part, transfers to fund university research and research infrastructure. We consider that both appropriate and necessary for federal government. We urge that any changes in support of research structure be designed in a way that access to such support is provided to the range of Canadian universities and not limited to a very few. As a region, we remain concerned that our universities be given the opportunity to maintain and enhance our research capability as an essential element in developing our economic growth and competitiveness.

Our universities provide Atlantic Canada with the investment in knowledge-based human capital to enable us to survive and thrive in a post-industrial global economy. Given the importance of post-secondary education in this knowledge-based economy, in terms of workforce mobility and adaptability, the AAU believes it's essential the federal government continue to invest in and have a visible and significant role in support of Canadian education.

[Translation]

N'ayant pas eu de précision sur le projet de système de remboursement des prêts proportionnels au revenu, nous ne sommes vraiment pas en mesure de nous prononcer sur sa faisabilité. Nous nous demandons toutefois si, dans les propositions à l'étude, on tient compte de la présence des étudiants adultes, dont bon nombre sont des femmes qui étudient à temps partiel, et qui ne toucheront pas de revenu pendant 25 ans, si l'on se fie à certaines hypothèses. Tient-on compte de ces facteurs dans le coût du programme en cas de défaut de paiement?

Chose sûre, les modalités revêtiront une très grande importance pour les étudiants. Selon nos calculs, le prix à payer pour la mise en oeuvre d'un système de remboursement des prêts proportionnel au revenu applicable à l'ensemble des Canadiens équivaudra grossomodo à doubler le montant des frais universitaires, au moins dans cette région. Selon une étude récente, si les paiements en espèces étaient ramenés à zéro et si nous étions forcés d'assumer le financement, les frais universitaires annuels par étudiant passeraient à 5 600\$ en Nouvelle-Écosse, à 5 100\$ au Nouveau-Brunswick, à 4 700\$ à Terre-Neuve et à 6 500\$ à l'Île-du-Prince-Édouard.

Nous sommes fortement préoccupés par le fait que les modifications proposées feraient en sorte que moins de Canadiens de l'Atlantique se sentirait en mesure d'aller à l'université. Nous estimons que, dans sa version actuelle, la proposition à l'étude entraînerait inévitablement une baisse des effectifs dans nos universités.

Comme vous le savez déjà, le taux de participation dans les Maritimes est actuellement supérieur à la moyenne nationale. En effet, 30 p. 100 des Canadiens de l'Atlantique dont l'âge varie entre 18 et 24 ans fréquentent des universités de leur région ou poursuivent des études postsecondaires. Certes, nous sommes fiers des progrès considérables accomplis en ce qui concerne l'accès à l'enseignement supérieur dans les régions de l'Atlantique, mais nous craignons que cet accès reste limité à certains groupes sociaux, économiques, ethniques et culturels.

L'actuel financement en espèces dans le cadre du FPE représente, en partie, des transferts devant servir à financer la recherche universitaire ainsi que l'infrastructure de recherche. Nous considérons cela à la fois approprié et nécessaire pour le gouvernement fédéral. Nous recommandons fortement que tout changement apporté au soutien de la structure de recherche permette d'accorder l'accès à ce soutien à l'ensemble des universités canadiennes et non pas à un très petit nombre d'entre elles. En tant que région, nous voulons que nos universités aient la possibilité de maintenir, voire de renforcer notre capacité de recherche, élément essentiel au développement de notre croissance économique et de notre compétitivité.

Nos universités offrent au Canada atlantique l'investissement en capital humain fondé sur la connaissance qui nous est nécessaire pour survivre et rivaliser dans une économie postindustrielle mondiale. Vu l'importance que l'éducation postsecondaire occupe dans cette économie basée sur la connaissance, pour ce qui est de la mobilité et l'adaptabilité de la main-d'œuvre, l'AAU croit qu'il est essentiel que le gouvernement fédéral continue d'investir dans l'éducation au Canada et y joue un rôle visible et influent.

[Texte]

In closing, we thank the standing committee for the opportunity to present our views and remind you that the future of our universities, our region and ultimately our country rests on the very recommendations you will make.

Thank you, Mr. Chair.

The Chairman: Thank you very much, Dr. Parr-Johnston.

Next we have Mr. Clark, from the office of the president of Dalhousie University.

Dr. Howard Clark (President, Dalhousie University): Thank you, Mr. Chairman. I'm Howard Clark, the president of Dalhousie University. With me today is Dean Joe Ghiz, from our faculty of law, and Mr. John Risley, president of Clear Water Fine Food, and a member of the Dalhousie board of governors.

I would like to quickly review the main messages of the written submission we've provided to the committee, and then speak briefly about the importance of the research mission of universities such as Dalhousie.

Dalhousie University accepts the need for change in the arrangements for financing university education in Canada. We are concerned, however, by the extent and rapidity of change proposed in the green paper.

[Traduction]

En terminant, nos remercions le Comité permanent de l'occasion qu'il nous a offerte d'exposer nos vues, et nous vous rappelons que l'avenir de nos universités, dans notre région et, en définitive, dans notre pays, dépend des recommandations que vous formulerez.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup, madame Parr-Johnston.

Nous entendrons ensuite M. Clark, président de l'Université Dalhousie.

M. Howard Clark (président de l'Université Dalhousie): Merci, monsieur le président. Je suis Howard Clark, président de l'Université Dalhousie. M'accompagnent aujourd'hui le doyen, M. Joe Ghiz, de notre faculté de droit, M. John Risley, président de Clear Water Fine Food ainsi qu'un membre du conseil d'administration de Dalhousie.

J'aimerais passer brièvement en revue les principaux messages contenus dans le mémoire que nous avons présenté au comité, puis toucher un mot sur l'importance de la mission de recherche qui incombe à des universités comme Dalhousie.

L'Université Dalhousie est d'accord sur la nécessité d'apporter des changements dans les arrangements de financement de l'enseignement universitaire au Canada. Toutefois, nous sommes préoccupés par l'étendue et la rapidité des changements proposés dans le Livre vert.

• 1410

Our first concern is that it will require massive increases in tuition fee levels and student debt loads—as much as 160% or more at Dalhousie—increases so large they will threaten student access to university education in Canada and also the viability of higher-cost graduate and professional programs.

Our second concern is that the proposed changes concentrate on the educational role of universities and overlook the fact that many universities have missions and responsibilities in research and community service that go beyond educating undergraduate students.

For these reasons Dalhousie and other universities strongly support the framework of the alternative proposed by the AUCC. As you know, that involves a reduced burden for the federal treasury through increased student contributions to the cost of their education but not to the extent proposed by the green paper; improved student assistance with income-sensitive repayment so that access to post-secondary education is not impeded; federal funding for the costs of the university research infrastructure; and continuing, although reduced, transfers to the provinces.

However, we wish to add two points that we think are particularly important here in Nova Scotia. Such transfers, if they continue, should not continue to be distributed on a per capita basis but on a per student basis. They ought to recognize

Premièrement, nous nous inquiétons de ce que les changements proposés entraîneront des augmentations massives des frais universitaires et de l'endettement des étudiants—une augmentation d'au moins 160 p. 100 dans le cas de Dalhousie—, augmentations si considérables qu'elles menaceront l'accès des étudiants à l'enseignement universitaire au Canada ainsi que la viabilité des coûteux programmes de deuxième cycle et d'enseignement professionnel.

Deuxièmement, nous nous inquiétons de ce que les changements proposés portent sur le rôle éducatif des universités et ne tiennent pas compte du fait que bon nombre d'universités ont des missions et des responsabilités en matière de recherche et de services communautaires, ne se bornant pas à dispenser des cours aux étudiants du premier cycle.

C'est pourquoi l'université Dalhousie et d'autres sont fortement en faveur du cadre proposé par l'AUCC. Comme vous le savez, celui-ci prévoit la réduction du fardeau imposé au Trésor fédéral grâce à l'augmentation de la participation des étudiants au cours de leurs études, mais à un degré moindre que celle proposée dans le Livre vert; une aide aux étudiants améliorée assortie d'un programme de remboursement sensible au revenu, de façon à ne pas gêner l'accès à l'enseignement postsecondaire; le financement fédéral des coûts de l'infrastructure de la recherche universitaire; enfin, le maintien des transferts, quoique réduits, aux provinces.

Nous aimerais néanmoins insister sur deux aspects qui, selon nous, revêtent une importance particulière ici, en Nouvelle-Écosse. Ces transferts, si on les maintient, ne devraient plus être répartis proportionnellement au nombre

[Text]

the exceptional effort provinces like Nova Scotia are making to support university education relative to their fiscal capacity as well as the major inflow of students who come to Nova Scotia's high-quality universities from elsewhere in Canada and abroad.

[Translation]

d'habitants, mais au nombre d'étudiants et devraient servir à reconnaître l'effort exceptionnel que déploient des provinces comme la Nouvelle-Écosse pour financer l'enseignement universitaire, compte tenu de leur capacité financière ainsi que du grand nombre d'étudiants venus d'ailleurs au Canada et de l'étranger pour profiter de la qualité des cours donnés dans les universités de Nouvelle-Écosse.

Federal support of the university research infrastructure ought to take the form of overhead allowances on the peer-reviewed research grants funded by national granting agencies. Suggestions that funds for research support be used in some other way fail to address the problem the green paper's proposals would exacerbate, namely, that research-intensive universities must currently divert money from other areas to underwrite the indirect costs of federally sponsored research.

L'appui du gouvernement fédéral à l'infrastructure de recherche universitaire devrait prendre la forme de versements, à part des organismes dispensateurs nationaux, d'indemnités au titre des frais généraux engagés dans le cadre des subventions de recherche révisés par les pairs. Ceux qui suggèrent que les fonds consacrés au financement de la recherche soient utilisés de quelque autre manière, ne se préoccupent pas du problème que les propositions du Livre vert ne feraient qu'aggraver, à savoir le fait que les universités à fort coefficient de recherche doivent actuellement puiser des sommes d'argent dans d'autres domaines pour assumer les coûts indirects de la recherche parrainée par l'État.

Mr. Chairman, studies have demonstrated that the rate of a nation's economic growth is determined primarily by two factors: first, increased education and training levels in the labour force and second, the use of new knowledge in the production of goods and services, in other words, technological advancement.

Monsieur le président, des études ont montré que le taux de la croissance économique d'un pays repose sur deux grands facteurs: premièrement l'élévation des niveaux éducation et de formation et, deuxièmement, l'application de connaissances nouvelles à la production de biens et de services, en d'autres mots, les progrès techniques.

Canada's potential to thrive in today's global marketplace depends on the discovery, dissemination, and application of new knowledge. It depends on research and advanced education. Nova Scotia's participation in Canada's economic progress depends very heavily on a healthy university research environment since there are very few active researchers in the province outside of the universities and a few government laboratories. Our written submission describes how the green paper places at risk the ability of Canada's research-intensive universities to continue to transmit the new knowledge on which the future employment, incomes, health, and social well-being of Canadians will be based.

La capacité du Canada à rivaliser sur le marché mondial d'aujourd'hui est fonction de la découverte, de la dissémination et de l'application des connaissances nouvelles. Elle dépend de la recherche et de l'enseignement supérieur. La participation de la Nouvelle-Écosse au progrès économique du Canada est très fortement liée à un climat de recherche universitaire sain puisque la province compte très peu de chercheurs actifs en dehors des universités et d'une poignée de laboratoires gouvernementaux. Dans notre mémoire, nous avons fait observer comment le Livre vert met en péril la capacité des universités à fort coefficient de recherche du Canada de continuer à transmettre les connaissances nouvelles sur lesquelles seront fondés l'emploi, les revenus, la santé et le bien-être social à venir des Canadiens.

I do want to mention, though, just two of the many research activities that rely on the research infrastructure funded by Dalhousie. Faculty in community health and epidemiology at Dalhousie are examining the causes of and possible responses to the very high incidence of cancer in industrial Cape Breton, the highest rate, in fact, in the country. Major epidemiological studies depend on the presence of a very sophisticated computing environment that has been created by Dalhousie's computing services, the most advanced in the region. That infrastructure is essential for that type of study.

Je veux m'en tenir à deux des nombreuses activités de recherche qui reposent sur l'infrastructure de recherche et que finance Dalhousie. La faculté de santé communautaire et d'épidémiologie de Dalhousie étudie les causes de la très forte incidence de cancer dans la région industrielle de Cap-Breton qui présente le plus grand nombre de cas au pays, ainsi que les solutions possibles. Les études épidémiologiques d'envergure nécessitent l'existence d'un environnement informatique très sophistiqué, lequel a été créé par les services informatiques de Dalhousie, le plus avancé de la région. Cette infrastructure est essentielle à la réalisation de ce type d'étude.

• 1415

Second, the aquaculture industry in the Maritimes has benefited greatly from a legal and risk insurance structure designed by one of Dean Ghiz's colleagues in the Faculty of Law. New jobs and incomes are the result of the fact that the professors' research time, like that of most faculty, is funded by the university's budget.

En second lieu, le secteur de l'aquaculture a grandement bénéficié d'une structure juridique et d'assurance des risques conçue par un des collègues de Dean Ghiz de la Faculté de droit. De nouveaux emplois et revenus sont générés du fait que le temps que les professeurs consacrent à la recherche, ainsi que celui de la plupart des membres de la Faculté, est financé à même le budget de l'université.

[Texte]

In a moment I'll ask Mr. Risley to comment briefly about his own experiences with Dalhousie researchers. But faculty at Dalhousie are currently doing research on deep ocean geology, on illness coping skills, on environmental protection education, on international trade subsidies, on dental bio-materials, on pain in sick children, on evolutionary biology, on new ways of teaching calculus to first-year students; and on many, many more.

Our research projects address the economic, physical, and social well-being of mariners and Canadians. We partner with researchers in other universities, government laboratories, small businesses and large firms, hospitals, and a host of countries around the world, from Uruguay to Indonesia to the Baltics.

Reducing the capacity of Dalhousie and other universities to support such activities, as the green paper's proposals would do, risks severe damage to our ability to serve our local, national and international communities. This is why we support the framework of the AUCC's alternative.

Mr. John Risley (Member, Board of Governors, Dalhousie University): By way of explanation to the committee, I am on the university's board of governors and am also president of a fish company called Clear Water Fine Food, a company active in the industry throughout Atlantic Canada and the province of Quebec.

Universities are not just about student education. Again, as Dr. Clark has said, they are responsible for approximately half the research undertaken in the entire country. For the Atlantic Canadian fishing industry, universities are providers of highly relevant research on both a macro-and a micro-scale.

An example of work currently under way on a micro-level is that focused on providing passive forms of stock management for an exploding seal population. There was a recent *Land and Sea* CBC program that dealt most interestingly, I thought, with that research.

On a macro-level, they have the capacity to be very important—and they are very important—providers of information in determining the causes of the collapse of the cod stocks around Atlantic Canada, and more importantly, in understanding the ecosystem so as to bring more predictability to the management models and the future role of the government's capacity to deal with the ups and downs of fish stocks and fish cycles.

Research holds tremendous application and opportunity for the fishing industry as we struggle to become more technologically sophisticated, as we fight to extract more value from a declining resource, and as we seek to find more commercial opportunity for heretofore under-utilized species.

Finally, this area is home to more than 500 PhDs and is internationally recognized as one of the three or four most sophisticated ocean research centres in the world. That is an asset and capacity on which we have to build. We should not seek to dismantle it.

[Traduction]

Dans un instant je demanderai à M. Risley de décrire brièvement ses propres expériences, qu'il a menées avec des chercheurs de Dalhousie. Mentionnons notamment que Dalhousie fait actuellement des recherches sur la géologie des fonds marins, sur les aptitudes à faire face à la maladie, sur l'éducation à la protection de l'environnement, sur les subventions du commerce international, sur les biomatériaux dentaires, sur la souffrance chez les enfants malades, sur la biologie évolutionnaire, sur de nouvelles façons d'enseigner les calculs aux élèves de première année et bien d'autres.

Nos projets de recherches visent le bien-être économique, physique et social des habitants des Maritimes et de l'ensemble des Canadiens. Nous collaborons avec des chercheurs d'autres universités, des laboratoires gouvernementaux, des petites et grandes entreprises, des hôpitaux ainsi qu'une foule de pays, de l'Uruguay à l'Indonésie en passant par les baltes.

Réduire la capacité de Dalhousie et d'autres universités de financer ces activités, comme le ferait les propositions contenues dans le Livre vert, risque d'altérer considérablement notre capacité de desservir nos communautés locales, nationales et internationales. Voilà pourquoi nous souscrivons au plan d'ensemble proposé par l'AUCC.

M. John Risley (membre, Conseil d'administration, Université Dalhousie): Je dois expliquer au Comité que je siège au Conseil d'administration de l'université et que je suis également président d'une conserverie de poissons, la Clear Water Fine Food, qui oeuvre dans le Canada atlantique et au Québec.

Les universités ne se bornent pas à donner des cours aux étudiants. Comme M. Clark l'a dit, elles sont chargées d'environ la moitié des activités de recherche menées au pays. Les universités fournissent à l'industrie des pêches du Canada atlantique des études de grande et petite échelle on ne peut plus pertinentes.

À titre d'études de petite échelle, nous tentons actuellement de fournir des formes passives de gestion des stocks pour une population de phoques en voie d'explosion. Je pense qu'une récente émission du réseau anglais de la SRC, intitulée *Land and Sea* a présenté un reportage des plus intéressants sur cette recherche.

En ce qui concerne les études de grande échelle, les universités peuvent jouer un rôle très important—and c'est le cas—en fournissant des renseignements pour déterminer les causes de l'effondrement des stocks de morue dans l'Atlantique et, plus important encore, pour comprendre l'écosystème de façon à accorder une plus grande fidélité aux modèles de gestion, et le rôle futur de la capacité du gouvernement de faire face aux fluctuations des stocks et des cycles de poissons.

La recherche offre dénormes applications et perspectives à l'industrie de la pêche à une époque où nous luttons pour devenir plus sophistiqués sur le plan technologique, où nous nous efforçons de tirer un meilleur parti d'une ressource qui se raréfie et où nous cherchons d'autres débouchés commerciaux pour des espèces sous-utilisées.

Enfin, cette région compte plus de 500 doctorats et est reconnue internationalement pour avoir un des trois ou quatre centres de recherche océanographiques les plus sophistiqués au monde. Il s'agit là d'un atout et d'un acquis sur lequel nous devons compter. Il ne saurait être question de détruire tout cela.

[Text]

The Chairman: Thank you, Mr. Risley.

Now we turn to the Dalhousie Student Union.

Mr. Hal MacLean (Vice-President External, Dalhousie Student Union): I'd like to thank the committee for giving me an opportunity to make a presentation today, especially since I am sitting my two examinations and my only window of opportunity is between them. I'm hoping perhaps Dr. Clark can pull some strings for me, but I'm not sure about that.

• 1420

Dr. Clark: We'll give you an A.

Mr. MacLean: I'm a poli-sci major, so I hope so.

In many ways I'm going to divert from the text of my presentation I've submitted and move into some other things. I think in many ways, however, the title of Mr. Axworthy's discussion paper might be better phrased as *Less Jobs and No More Growth*.

I think we can all accept that post-secondary education is very important for the future of the country and for the future of the Atlantic provinces especially. But I think with the possible exception of Mark over there . . .

I don't know if you're still in school or not, Mark.

Mark and I are the only students making presentations right now, and from our perspective this is a very frightening document, especially in its dealing with the tuition increases and everything else.

I have a great deal of worry for my future and the future of other people, my peers. For instance, I've done some calculations and it's conceivable that a bachelor of arts program, which I'm enrolled in, could cost \$15,000 a year under this program. This is not just tuition. It includes other things such as living expenses. That's an amazing amount of money. And if you do accept the fact that you can't get a lot done with a BA these days—and this is quite true, trust me, because I've looked—you have to go and perhaps get a law degree or pursue a graduate degree or something else. That could easily cost \$18,000 to \$20,000 per year.

I did some number crunching. I personally could graduate with a debt load of perhaps \$120,000. That really worries me. I'm from the south shore of Nova Scotia, from a small fishing village called Hubbards. The mortgage on my family's home, the debt on our car, the students loans I've accumulated and all the debts I've ever had in my life are \$20,000 less than that. That's my entire family's debt load.

I'm the first person in my family to ever get to school and I don't want to be the last, but I'm really worried that could happen. I can't imagine asking my little brother to follow me into school if he's going to have to pay these kinds of debt loads too. It's insane. I'm very worried about the high debt loads.

I'd like to go back to the text of my presentation for a second. There are four sections. I'd like to highlight the suggestions that I'd like all of you to keep in mind.

[Translation]

Le président: Merci, monsieur Risley.

Nous passons maintenant au Syndicat des étudiants de Dalhousie.

M. Hal MacLean (vice-président aux affaires externes du Syndicat des étudiants de Dalhousie): Je remercie le Comité de l'occasion qu'il m'offre de présenter un mémoire aujourd'hui, surtout qu'il s'agit du seul créneau dont je dispose entre deux examens. J'espère que M. Clark pourra user de son influence à mon égard, mais j'en doute.

M. Clark: Je vous donnerai un A.

M. MacLean: J'espère bien, j'ai une majeure en science politique.

Sur de nombreux points je vais m'écartier des textes des mémoires que j'ai soumis pour aborder d'autres questions. Je pense qu'à bien des égards, le document de travail de M. Axworthy aurait mieux fait d'être intitulé *Moins d'emplois et pas plus de croissance*.

Je crois que nous sommes tous d'accord pour dire que l'enseignement postsecondaire est très important pour l'avenir du pays en général et pour l'avenir des provinces de l'Atlantique en particulier. Mais je dois dire qu'à l'exception peut-être de Mark là-bas . . .

Je ne sais si tu es encore à l'école, Mark.

Mark et moi sommes les seuls étudiants à avoir présenté des mémoires jusqu'ici et de notre point de vue c'est un document qui fait très peur, surtout lorsqu'il est question des augmentations des frais universitaires et de tout le reste.

Je m'inquiète beaucoup pour mon avenir et l'avenir d'autres personnes, mes semblables. Ainsi, d'après mes calculs, il est concevable qu'un programme de baccalauréat ès arts, comme le mien, coûterait alors 15 000\$ par an. Cela ne se limite pas aux frais universitaires. Il faut également compter sur d'autres frais comme les frais de subsistance. C'est beaucoup d'argent. Et si l'on tient compte du fait qu'on ne peut pas faire grand chose sans un baccalauréat de nos jours—and c'est la pure vérité, croyez-moi, parce que je sais de quoi il retourne—it faut chercher à obtenir un diplôme en droit ou faire d'autres études pour l'obtention d'un grade supérieur ou quelque chose du genre. Cela pourrait coûter facilement dans les 18 à 20 000\$ par an.

J'ai fait quelques calculs. Au moment d'obtenir mon diplôme, je pourrais peut-être avoir une dette de 120 000\$ sur les bras. Cela m'effraie vraiment. Je suis originaire de la côte sud de la Nouvelle-Écosse, d'un petit village de pêche appelé Hubbards. L'hypothèque de la maison familiale, la dette que j'ai dû contracter pour acheter mon auto, les prêts étudiants que j'ai accumulés ainsi que toutes les dettes que j'ai contractées au cours de ma vie s'élèvent déjà à 20 000\$. Voilà pour la charge d'endettement de ma famille.

Je suis le premier membre de ma famille à avoir fait des études et je ne veux pas être le dernier, mais je m'inquiète vraiment de ce qui pourrait se produire. Je ne vois pas comment je pourrais demander à mon petit frère de faire des études comme moi s'il doit assumer tout ce fardeau. C'est insensé. Je m'inquiète beaucoup du haut niveau d'endettement.

J'aimerais revenir un instant au texte de mon mémoire. Il comporte quatre parties. J'aimerais faire valoir les quelques idées dont j'aimerais que vous teniez compte.

[Texte]

The first is in section 4. I believe there should be ways for people to work off debt loads while they're in school, for instance. This would hopefully be a way for them to use their academic program.

I don't know whether you have had a chance to read my presentation or not yet, but I hope you'll have a chance later.

Another idea is that a person's debt load should die with them. This perhaps sounds a little bit silly, but it's conceivable that you could have somebody whose children are going to have to pay off the debt of their father because he never managed to get enough money together to pay off the interest and subsequently the capital on his debt. That's very, very worrisome. I don't want to pay off my grandfather's debts, and I don't think my grandchildren want to pay off mine.

As well, I believe some of the \$2.1 billion that apparently is going to be cut from the system should be kept in the system. It should be put in special programs, such as grants to worthy and deserving students; regional and social subsidies for students with special needs, for instance Atlantic students who want to go somewhere else in the country to get specialized training; interest relief, which is of course very important; and even capital for graduate students who aren't going to be able to get a loan any other way but want to start a business to make this country work.

Let's face it, if you have a \$100,000 debt when you graduate no bank is going to give you a loan. And as long as we're following this, that means you won't be able to get a mortgage on your home or a car or anything else. You're going to have educated people who won't be able to afford to have a home. They're going to have to live like students for the rest of their lives to pay off the debt they incurred while they were living like students. That worries me a great deal, and it should worry everybody else who takes time to think about it.

In a lot of ways, the problem we're having to deal with now is the crisis that's been created over the years because decision makers haven't been willing to confront their problems. Some of these decision makers have in fact been Mr. Axworthy and Mr. Chrétien during their previous tenures as ministers of finance and the like. So it strikes me as odd that they're doing this once again. Instead of dealing with the problem, they're passing the problem on. They're taking a shortcut. The problem is being passed on to somebody else and twenty years from now, when all these debts come home to roost and when our economy isn't going anywhere, we're once again going to have to sit around the table with somebody else looking for another way to solve this problem.

We won't be able to support the country at this rate. If I have to pay, for instance, \$15,000 a year for the rest of my life to pay off my debts, I won't be able to afford anything else, and that includes taxes. So twenty years from now other people—hopefully, because hopefully I'll have passed my exam by then—will be dealing with this problem once again.

[Traduction]

Ma première suggestion se trouve à la section 4. Je crois, par exemple, qu'il devrait être possible d'amortir les dettes pendant qu'on est à l'école. Ce serait une bonne façon de tirer partie du programme universitaire.

Je ne sais pas si vous avez eu la chance de lire mon mémoire, sinon j'espère que vous le lirez plus tard.

Il suggère également qu'une dette devrait s'éteindre avec la personne qui l'a contractée. Cela a peut-être un peu l'air idiot, mais il est concevable que des enfants soient tenus de payer la dette de leur père parce qu'il n'a jamais eu assez d'argent pour rembourser l'intérêt ainsi que le capital. C'est très très inquiétant. Je ne veux pas devoir payer les dettes de mon grand-père et je ne pense pas que mes petits-enfants voudront payer les miennes.

De la même façon, je crois que le montant de 2,1 milliards de dollars que l'on voudrait retrancher du système devrait y rester. On devrait l'affecter à des programmes spéciaux tels que les subventions accordées aux étudiants méritants; des indemnités régionales et sociales à l'intention des étudiants ayant des besoins particuliers, comme c'est le cas des étudiants de l'Atlantique qui veulent aller dans d'autres régions du pays pour obtenir une formation spécialisée, un exemption d'intérêts, ce qui est, bien sûr, très important; et même des capitaux à l'intention des diplômés qui n'ont pas d'autres moyens d'obtenir un prêt et qui veulent monter une entreprise pour remettre ce pays au travail.

Il faut voir la réalité en face, si vous avez une dette de 100 000\$ au moment d'obtenir votre diplôme, aucune banque ne voudra vous accorder un prêt. Il s'en suit que vous ne pourrez pas obtenir une hypothèque pour une maison, ou une voiture ou quelque chose d'autre. Il y aura des gens instruits qui n'auront pas les moyens de s'acheter une maison. Ils vont vivre comme des étudiants le reste de leur vie pour payer la dette qu'ils ont contractée pendant qu'ils vivaient comme des étudiants. Cela m'inquiète beaucoup et cela devrait inquiéter quiconque a le temps d'y penser.

De bien des façons, le problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui est le résultat de la crise qui a été créée au fil des ans parce des décideurs n'ont pas voulu faire face à leurs problèmes. Parmi ces décideurs, figurent M. Axworthy et M. Chrétien qui, au cours de précédents mandats, ont été ministre des Finances et ainsi de suite. Ce qui m'étonne, c'est qu'ils font encore la même chose. Au lieu de résoudre les problèmes, ils les répercutent. Ils prennent un raccourci. Le problème est répercute sur quelqu'un d'autre et 20 ans plus tard, quand toute la dette arrive à échéance et que notre économie s'en va à vau-l'eau, on s'asseoit de nouveau à la table pour trouver avec quelqu'un d'autre un autre moyen de résoudre ce problème.

Le pays ne pourra pas survivre à ce rythme-là. S'il me faut payer, par exemple, 15 000\$ par an pendant toute ma vie pour acquitter mes dettes, je n'aurai pas d'argent pour autre chose, y compris pour régler mes impôts. Dans 20 ans d'ici, d'autres personnes—heureusement car j'espère bien réussir mes examens d'ici là—aborderont de nouveau ce problème.

[Text!]

[Translation]

I have a few questions that I'd like you all to consider as I continue to finish my presentation. The first one you should keep in mind is this: What possible incentive would I have to stay in this country if it's simply America with higher taxes? And believe it or not, that's something a lot of people have been asking me over the last few months.

Once again, I'll go back to my poor younger brother. I talked him out of dropping out of school last year. Is he going to go to university if he has to face a \$100,000 debt load? I don't think so, and that worries me, especially since I don't want him in my house.

• 1425

How are we going to keep the pensions going of, for instance, the older generation? If we're not going to be able to keep the pensions going, how am I going to take care of my parents? They're going to be needing me to take care of them if there are no pensions to keep these things going.

I dealt with this with Derek Wells, the member for the South Shore, and your colleague. I talked with him about this already, and I pointed out to him that the only job I could really think of where I could absorb that kind of debt load was as a member of Parliament, so he's taking that under advisement now.

Thank you very much, I look forward to discussion.

The Chairman: Thank you, Mr. MacLean—he's been put on notice.

The next presenter is from the Dalhousie Faculty Association, Professor Bankier.

Professor Jennifer Bankier (President, Faculty Association, Dalhousie University): Thank you, Mr. Chairman and hon. members. I am Jennifer Bankier, a member of the Faculty of Law at Dalhousie University and the president of the Dalhousie Faculty Association. With me in the audience are our first vice-president and president-elect, Prof. Andy Wainright the Dalhousie Department of English, and Prof. Colin Stuttard from the Dalhousie Department of Microbiology.

We appreciate the invitation to address this committee on behalf of the academic staff of Dalhousie University. If you wish to follow, most of what I am going to say is going to be drawn from our executive summary. I will, however, elaborate briefly on a few key issues relating especially to the significance of post-secondary education as a means of equalization for the Atlantic region.

The academic staff at Dalhousie University are seriously concerned about the long-term negative impact that the government's proposals would have on post-secondary research and teaching in the Atlantic region. As an important contributor to the economic health of Atlantic Canada, the university system must not be permanently damaged by short-sighted social policies.

Universities generate both direct and indirect employment for many Atlantic Canadians and must not be undercut by funding changes that jeopardize their essential mission in the information age. I would draw your attention to page 5 of our

Pour clore mon exposé, j'aimerais vous poser quelques questions. Voici ma première question: quel incitatif aurais-je de rester dans ce pays si ce n'est rien d'autre que l'Amérique avec les impôts les plus élevés? Et, croyez-le ou non, c'est une question que beaucoup de personnes m'ont posée ces derniers mois.

Je reviens encore à mon pauvre frère plus jeune que moi. J'ai parlé avec lui de la question de l'abandon des études l'année dernière. Va-t-il aller à l'université s'il doit assumer une dette de 100 000\$? Je ne pense pas, et cela me préoccupe, surtout que je ne veux pas de lui chez moi.

Comment allons-nous pouvoir, par exemple, conserver les pensions accordées à la génération qui nous précède? Si nous ne sommes pas en mesure de maintenir ces prestations, comment vais-je pouvoir m'occuper de mes parents? Je vais devoir m'occuper d'eux s'ils ne touchent pas de pension.

J'en ai parlé à Derek Wells, le député de South Shore, et à votre collègue. Je lui en ai déjà parlé, et je lui ai dit que, selon moi, le seul emploi qui me permettrait d'assumer ce genre de dette serait celui de député, il est donc prévenu.

Je vous remercie beaucoup et j'ai bien hâte de participer à la discussion.

Le président: Merci, monsieur MacLean — il est prévenu.

Le prochain témoin est le professeur Bankier, de l'Association des facultés de Dalhousie.

Mme Jennifer Bankier (professeur et présidente de l'Association des facultés de l'Université de Dalhousie): Merci, monsieur le président et membres du Comité. Je suis Jennifer Bankier, membre de la Faculté de droit de l'Université Dalhousie et présidente de l'Association des facultés de Dalhousie. Sont présents dans l'assistance notre première vice-présidente et présidente élue, le professeur Andy Wainright, du Département d'anglais de Dalhousie, ainsi que le professeur Colin Stuttard, du Département de microbiologie de Dalhousie.

Nous sommes heureux de l'occasion qui nous est offerte de prendre la parole devant ce comité au nom du personnel de l'Université Dalhousie. À l'intention de ceux et celles qui veulent suivre, je précise qu'à peu près tout ce que je vais dire est tiré de notre sommaire exécutif. Je vais néanmoins toucher un mot de certaines questions fondamentales, dont l'importance de l'enseignement postsecondaire comme moyen d'égalisation dans la région atlantique.

Le personnel enseignant de l'Université Dalhousie est profondément préoccupé de l'impact négatif à long terme que les propositions du gouvernement auront sur la recherche et l'enseignement postsecondaire dans les provinces atlantiques. En tant qu'important facteur de contribution à la santé économique du Canada atlantique, le système universitaire ne doit pas être constamment la victime de politiques sociales à courte vue.

Les universités génèrent des emplois directs et indirects pour bon nombre de Canadiens de l'Atlantique et elles ne devraient pas subir, au niveau du financement, des changements qui mettent en péril leur mission essentielle à l'ère de

[Texte]

brief where we document that 15,236 full-time jobs, directly or by spin-off, are produced by post-secondary education in Nova Scotia. We generate about \$560-million worth of economic activity in Nova Scotia; and if we think of an export industry as one that brings in income from outside the province, universities fall into that category as well, because many students from other parts of Canada come to Nova Scotia because of the quality of our universities.

If you treat post-secondary education as an export industry, it's our sixth-largest export industry, yielding about \$124 million to Nova Scotia. So this is very important for more than just the people who are directly involved in the university system.

As has been noted by many other of the speakers here, universities represent investments in human capital that generate both economic and social benefits for all sectors of our society. Although one stated goal of the federal proposals on social policy is to increase access to post-secondary education in Canada, the predictable outcome will be decreased access. This fundamental contradiction must be resolved before any proposals are implemented.

The federal and provincial governments must redirect their efforts to rebuild and maintain a post-secondary education system that will sustain and enhance the educational and economic well-being of Canadians in the 21st century. Constitutional wrangling between the federal and provincial partners must not obscure the fact that the economic realities of the information age require a united commitment to advancing both research and educational opportunities in Canada.

Both levels of government must recognize the true economic and social value of higher education and research. An educated citizenry is no longer a luxury, if indeed it ever was. Post-secondary education is inextricably related both to the well-being of individuals and to the overall health of the nation. Rather than depleting government coffers, dollars spent on post-secondary education must be properly characterized as an investment in Canada's future economic growth and prosperity.

The DFA submits the following recommendations for consideration by the standing committee.

First, the federal government should abandon its proposal to redesign the EPF arrangements as contained in its discussion paper.

Second, the federal government should work with the provincial governments to find a mechanism that includes funding per student to provide adequate financial support for post-secondary education and to maintain Canada's research infrastructure so that full access to post-secondary education is assured for Canadians from all economic and social backgrounds.

[Traduction]

I l'information. J'attire votre attention sur la page 5 de notre mémoire où il est dit que 15 236 emplois à plein temps dépendent, directement ou indirectement, de l'enseignement postsecondaire en Nouvelle-Écosse. Nous générions une activité économique évaluée à environ 560 millions de dollars en Nouvelle-Écosse. Et dans les catégories des secteurs d'exportation qui procurent des revenus à l'extérieur de la province, il faut songer aux universités, parce que bon nombre d'étudiants d'autres régions du Canada sont attirés en Nouvelle-Écosse par la qualité de nos universités.

À cet égard, l'enseignement postsecondaire constitue notre sixième secteur d'exportation, et procure environ 124 millions de dollars à la Nouvelle-Écosse. Ce secteur est donc très important également pour les personnes qui ne sont pas directement liées au système universitaire.

Comme l'ont fait observer plusieurs autres orateurs, les universités représentent des investissements en capital humain qui génèrent à la fois des avantages économiques et sociaux pour l'ensemble des secteurs de notre société. Bien que l'un des objectifs convenu des propositions du gouvernement fédéral en matière de politique sociale soit d'accroître l'accès à l'enseignement postsecondaire au Canada, leur résultat prévisible sera tout le contraire. Il faut résoudre cette contradiction fondamentale avant que toute proposition ne soit mise en oeuvre.

Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent réorienter leurs efforts en vue de recréer et de maintenir un système d'enseignement postsecondaire qui assurera le bien-être, voire le mieux être éducatif et économique des Canadiens au XXI^e siècle. Les disputes constitutionnelles entre les partenaires fédéral et provinciaux ne doivent pas masquer le fait que les réalités économiques de l'ère de l'information exigent un effort conjugué pour améliorer les perspectives en matière de recherche et d'éducation au Canada.

Les deux ordres de gouvernement doivent reconnaître la véritable valeur économique et sociale de l'enseignement supérieur et de la recherche. Être un citoyen instruit n'est plus, comme autrefois, un luxe. L'enseignement postsecondaire est inextricablement lié au bien-être du simple citoyen et à la santé globale du pays. Loin de vider les coffres des gouvernements, les sommes d'argent consacrées à l'enseignement postsecondaire doivent être considérées à juste titre comme un investissement dans la croissance économique et la prospérité à venir du Canada.

L'Association des facultés de Dalhousie souhaite faire les recommandations suivantes au Comité permanent.

Premièrement, le gouvernement fédéral devrait renoncer à son projet de remanier les dispositions du FPE dont il est question dans son document de travail.

• 1430

Deuxièmement, le gouvernement fédéral devrait collaborer avec les gouvernements provinciaux afin de trouver un mécanisme qui prévoit un financement en fonction du nombre d'étudiants de manière à assurer une aide financière adéquate à l'enseignement postsecondaire et le maintien de l'infrastructure de recherches canadienne, qui permettent aux Canadiens de tous les milieux économiques et sociaux d'avoir accès à l'enseignement postsecondaire.

[Text]

Third, until the federal and provincial governments have developed a mutually acceptable alternative funding scheme that provides adequate support for university-based research and access to post-secondary education for all Canadians, the federal government should revert to the cost-sharing arrangements that existed prior to the establishment of EPF in 1977.

Fourth, the federal government should increase research funding through the major granting councils so the indirect costs of research, including costs of academic libraries and other infrastructure expenses, are adequately covered.

I said I would briefly elaborate on a couple of key points in this executive summary. First, I want to emphasize the importance of research in the information age to the economy of Nova Scotia.

Historically, the Atlantic region has been disadvantaged, because when we try to develop manufacturing here, for example, we find very high costs for shipping cars or other manufactured goods to central Canada, the United States or abroad. One of the advantages of an information age is that it produces something of very high value—mainly information—with a very low cost for moving it around the world. This means that, in an information age, Atlantic Canada can potentially compete with every other place in the world and can move out of the era of historic disadvantage we've suffered from for so long.

However, to do that, the universities in Nova Scotia and the rest of Atlantic Canada must be strong so they can serve as a catalyst for economic development in other sectors of the economy. Therefore, crippling research in Nova Scotia and crippling post-secondary education is intensely destructive to the health of the region.

Second, the income-contingent loans scheme contained in the green paper would also have a particularly severe impact on Nova Scotia. It has been suggested by one of the previous speakers that the prospect of lifelong debt is likely to seriously discourage students from less affluent backgrounds from having an education.

We may see a perverse situation for our students from relatively affluent families with a high capacity to discharge debt relatively rapidly. They will treat a student loan system that is not income tested as a means of getting relatively low-cost loans so the rest of the family's income can be invested. However, students from blue-collar backgrounds, such as people displaced from the fishery or the resource industry, will be discouraged from improving themselves and having a better education because of the fear of debt. I think this is directly counterproductive.

Ironically, it may also undercut Nova Scotia's ability to treat post-secondary education as an export industry to the extent that students elsewhere may want to minimize their living costs. They may have a strong incentive to continue living with their

[Translation]

Troisièmement, tant que les gouvernements fédéral et provinciaux n'auront pas accepté un mode de financement mutuellement acceptable qui garantisse une aide adéquate à la recherche universitaire et l'accès à l'enseignement postsecondaire pour tous les Canadiens, le gouvernement fédéral devrait revenir au cofinancement qui existait avant l'établissement du financement des programmes établis en 1977.

Quatrièmement, le gouvernement fédéral devrait accroître le financement de la recherche, par l'intermédiaire des principaux conseils subventionnaires, afin de couvrir adéquatement les coûts indirects de la recherche, notamment ceux des bibliothèques universitaires et des infrastructures.

Je disais que dans mon résumé j'insisterais brièvement sur un ou deux points. Tout d'abord, je voudrais souligner l'importance pour l'économie de la Nouvelle-Écosse, de la recherche à l'âge de l'informatique.

Historiquement, la région de l'Atlantique a toujours été défavorisée parce que nous avons essayé de construire une industrie manufacturière alors que le coût du transport des automobiles et autres biens fabriqués vers le Canada central, les États-unis ou l'étranger sont très élevés. Un des avantages de l'âge de l'informatique c'est que l'on peut avoir un produit de grande valeur, principalement de l'information, qui peut être disséminé de par le monde à un coût très bas. Cela signifie que, à l'âge de l'informatique, la région de l'Atlantique pourrait concurrencer n'importe quel endroit au monde et surmonter le handicap historique qu'elle connaît depuis si longtemps.

Toutefois, pour cela, les universités de Nouvelle-Écosse et de toute la région atlantique doivent être de qualité pour pouvoir servir de catalyseur au développement économique dans les autres secteurs de l'économie. Par conséquent, handicaper la recherche en Nouvelle-Écosse et handicaper l'enseignement postsecondaire a un effet particulièrement destructeur pour la santé de toute la région.

Deuxièmement, la proposition de prêts remboursables en fonction du revenu qui est contenue dans le Livre vert pourrait avoir des conséquences particulièrement graves pour la Nouvelle-Écosse. Un des intervenants qui m'a précédé déclarait que l'idée d'avoir une dette permanente risquait de décourager sérieusement les étudiants venant de milieux moins aisés.

Par ailleurs, et ce serait là un effet pervers de cette situation, les étudiants de familles relativement aisées, susceptibles de rembourser leurs dettes assez rapidement, pourraient considérer les prêts-étudiants, qui seront accordés sans vérification du revenu, comme un moyen d'obtenir des prêts à taux d'intérêt relativement faibles, permettant ainsi à la famille d'investir ses revenus. Par contre, les étudiants venant des milieux ouvriers, par exemple du secteur des pêches ou des ressources, hésiteront beaucoup à essayer d'obtenir une meilleure éducation par crainte de terminer avec une dette considérable. Je pense qu'une telle proposition est directement contre-productive.

Ironiquement, cela pourrait nuire à la capacité de la Nouvelle-Écosse de vendre son enseignement postsecondaire dans la mesure où les étudiants de l'extérieur chercheront probablement à réduire leurs frais de subsistance. La tentation

[Texte]

families and not go elsewhere to get an education, at least if they come from low-income families. There may be some advantage to importing rich students from other provinces, but if we want students who are fully representative of the diversity of Canada, then I think student mobility should not be based purely on income.

That is our submission, Mr. Chair. Thank you for your attention.

The Chairman: Thank you very much, Professor Bankier.

I now call upon Suzanne Drapeau of the Students' Union of Nova Scotia to make an opening statement.

Ms Suzanne Drapeau (Executive Officer, Students' Union of Nova Scotia): I'll speak to the first part of our presentation, then I'll turn it over to my colleague, Mr. Frison.

As the committee is aware, this is not the first time our organization has spoken to you. It's not the same people, but there's some of the same message, I hope. In addition, we've submitted a fairly extensive research paper on income-contingent loans to the committee.

Unfortunately, when we met with Mr. Axworthy on November 9, we were a little disheartened to hear that he had quite a different vision of what would happen as a result of implementing the proposals in the green paper. That's what our presentation focuses primarily on.

As I said, when we met with the Hon. Lloyd Axworthy last month he confidently shared with us his belief that the proposals outlined in the green paper on social policy reform would allow the post-secondary system in Canada to strengthen and expand. We couldn't believe our ears when we heard that and asked him to elaborate on what was the foundation for those beliefs.

He said he believed the actions envisaged in the green paper would open new opportunities for some 200,000 Canadians who wanted access to the post-secondary system and did not currently have access because there was not enough space within the walls of the institutions for them. Unfortunately, there are a number of assumptions that form the underpinnings of that belief. We want to speak to those and challenge a couple of them where necessary.

First, he assured us tuition fees would only increase from \$1,200 to \$1,500 on average per student per year. Unfortunately, that assertion is based on simply dividing the total amount of money that would be moved from the cash portion of EPF by the total numbers of students in the country. If you divide it out that way, then the students in the community college system would see a much larger increase in their tuition fees. Unfortunately, that's not the way most of the

[Traduction]

de continuer à vivre au sein de la famille sera très grande, du moins parmi les familles à faible revenu, et on évitera d'aller étudier à l'extérieur. Il peut y avoir certains avantages à importer des étudiants aisés d'autres provinces, mais si l'on veut des étudiants qui représentent véritablement la diversité du Canada, je pense que la mobilité des étudiants ne doit pas être fondée strictement sur leurs revenus.

Voilà notre présentation, monsieur le président. Merci de votre attention.

Le président: Merci beaucoup, professeur Bankier.

Je cède maintenant la parole à Suzanne Drapeau de l'Union des étudiants de Nouvelle-Écosse qui va faire une déclaration préliminaire.

Mme Suzanne Drapeau (directrice générale, Union des étudiants de Nouvelle-Écosse): Je vais parler de la première partie de notre présentation, puis je céderai la parole à mon collègue, monsieur Frison.

Comme vous le savez, ce n'est pas la première fois que notre organisation s'adresse au Comité. Il ne s'agit pas des mêmes personnes, mais j'espère que c'est en grande partie le même message. De plus, nous avons présenté au Comité un document de recherche assez important sur les prêts dont le remboursement sera fonction du revenu.

Malheureusement, lorsque nous avons rencontré M. Axworthy le 9 novembre, nous avons été passablement déçus de nous rendre compte qu'il avait une opinion passablement différente de la nôtre au sujet du résultat de la mise en oeuvre des propositions contenues dans le Livre vert. C'est là-dessus que porte plus particulièrement notre présentation.

Comme je le disais, lorsque nous avons rencontré l'honorable Lloyd Axworthy, le mois dernier, il nous disait qu'il était persuadé que les propositions contenues dans le Livre vert sur la réforme de la politique sociale permettraient un renforcement et une expansion de l'enseignement postsecondaire au Canada. Nous n'en croyions pas nos oreilles et c'est pourquoi nous lui avons demandé de nous dire sur quoi il basait cette confiance.

• 1435

Il nous a dit qu'il était convaincu que les mesures proposées dans le Livre vert ouvrirait de nouvelles possibilités à quelque 200 000 Canadiens désirant avoir accès à l'enseignement postsecondaire et incapables d'y avoir accès actuellement parce qu'il n'y a pas suffisamment de place au sein des établissements d'enseignement. Malheureusement, cette conviction est basée sur un certain nombre d'hypothèses. Nous voudrions en parler et les contester, lorsque c'est nécessaire.

Tout d'abord, il nous a affirmé que les frais de scolarité ne passeraient, en moyenne, que de 1 200\$ à 1 500\$ par année et par étudiant. Malheureusement, cette hypothèse est basée sur la simple division du montant qui sera soustrait des fonds transférés par le FPE, par le nombre total d'étudiants au pays. Si l'on divisait de cette façon, les étudiants des collèges communautaires subiraient une augmentation beaucoup plus grande de leurs frais de scolarité. De plus, ce n'est pas ainsi que

[Text]

universities and the provinces are seeing it and they're saying university tuition fees are going to have to double, in some cases triple, in order to make up the differences.

That's a particular concern in Nova Scotia because we don't have much of a community college system and the vast majority of the funding that comes in the form of federal moneys for post-secondary education goes into universities. I think it is a real fear that we are looking at \$6,000 for an arts degree, \$8,000 and more and more for engineering, medicine—for a number of other degrees.

The second assertion or assumption Mr. Axworthy made was that the withdrawal of EPF cash would not have a differential effect by region. We challenged him at the table and we're challenging the committee to look very closely at the numbers because, in fact, it will have a huge differential effect by region.

Nova Scotia has relied very heavily on the cash portion of the EPF transfer of funds. The cash portion was always set up to be an equalization package to ensure provinces that did not have the tax base to support their own post-secondary system would be able to do so. Removing that money very abruptly from provinces like Nova Scotia is going to have a much bigger impact here than it might in other provinces. These regional differences have to be part of the committee's deliberations, part of the decision-making process.

As one of the presentations before noted, if the cash portion of EPF were to take its natural course of decline with some kind of modest economic growth, we would be looking at 12, 15 years, perhaps more, before the cash would disappear in Nova Scotia. So to abruptly withdraw it in a matter of two to five years would be quite a difference in how things would come to pass.

Furthermore, Nova Scotia is already unable to pass on the funding to the higher education system to the extent per student that other provinces do, and that is because we have more students per capita than any other province in the country. Part of the reason we have more students per capita is a lot of students, despite the high tuition fees and despite the distance, do come to our province to access higher education, to access universities. I think that speaks very clearly to the quality of the institutions we have, something we want to cherish and preserve.

We, like other presenters, have advocated some portion of the EPF funding should be allocated on a per student basis to compensate Nova Scotia, and perhaps other provinces, for these differences.

The third area where we have concerns regarding reallocation of funds is with respect to research funding. Maintaining the delicate balance we have achieved in the PSE system is an important consideration for the committee, not to be underrated. One aspect of this balance is the relationship between undergraduate teaching and research.

[Translation]

les universités et les provinces voient les choses et elles déclarent que les frais de scolarité à l'université vont doubler, et dans certains cas tripler, pour combler la différence.

C'est particulièrement grave dans le cas de la Nouvelle-Écosse car nous n'avons pas beaucoup de collèges communautaires et la grande majorité des fonds pour l'enseignement postsecondaire fournis par le gouvernement fédéral vont aux universités. On craint sincèrement se trouver devant une situation où les frais de scolarité pourraient atteindre 6 000\$ pour un diplôme en lettres et 8 000\$ en génie, en médecine ou dans d'autres domaines.

La deuxième affirmation ou hypothèse de M. Axworthy était que la réduction des fonds transférés en espèce dans le FPE n'aurait pas d'effet différentiel selon les régions. Nous avons contesté ça devant lui et nous demandons au Comité de regarder très attentivement ces chiffres car, en fait, il y aura un effet différentiel considérable selon les régions.

La Nouvelle-Écosse dépend considérablement des transferts directs de fonds en vertu du FPE. Ces transferts ont toujours été considérés comme une sorte de péréquation garantissant que les provinces qui n'ont pas la base fiscale nécessaire pour financer leur enseignement postsecondaire sont en mesure de le faire malgré tout. Cette réduction soudaine du financement aura un effet beaucoup plus grand sur des provinces comme la Nouvelle-Écosse que sur d'autres. Ces différences régionales doivent être considérées par le Comité avant qu'il ne prenne sa décision définitive.

Comme on le disait dans un des exposés précédents, si les transferts de fonds du FPE devaient être réduits naturellement en association avec une croissance économique modeste, il faudrait peut-être 12, 15 ans peut-être plus avant que ces fonds ne disparaissent complètement dans le cas de la Nouvelle-Écosse. Les éliminer en deux à cinq ans modifiera les choses considérablement.

De plus, la Nouvelle-Écosse n'est déjà pas en mesure de financer son enseignement supérieur dans la même mesure que les autres provinces parce qu'elle a plus d'étudiants par habitant que n'importe quelle autre province. La raison pour laquelle nous avons plus d'étudiants c'est qu'en dépit des frais de scolarité élevés et de la distance, beaucoup d'étudiants viennent dans notre province pour obtenir leur formation universitaire. Je suppose que c'est une très bonne indication de la qualité de nos établissements d'enseignement et que cela explique pourquoi nous les cherchons et désirons les préserver.

Comme d'autres intervenants avant nous, nous proposons qu'une partie de l'argent provenant du FPE soit attribuée en fonction du nombre d'étudiants de façon à indemniser la Nouvelle-Écosse, et peut-être d'autres provinces, qui accueillent proportionnellement plus d'étudiants.

Le troisième secteur qui nous inquiète en ce qui concerne la réaffectation des fonds est celui de la recherche. Il est important de maintenir le délicat équilibre que nous avons atteint dans l'enseignement postsecondaire et le Comité ne doit pas négliger cet aspect. Un des éléments de cet équilibre est la relation entre l'enseignement de premier cycle et la recherche.

[Texte]

Our colleagues from Dalhousie University have spoken very eloquently to the need to support research in this region, but there is another part to it as well. I don't think we would want to support research or publicly take over that balance of supporting research when it would be to the detriment of undergraduate teaching, when it would be to the detriment of accessibility of students.

[Traduction]

Nos collègues de l'Université Dalhousie ont parlé éloquemment de la nécessité d'appuyer la recherche dans cette région, mais il y a également un autre élément. Je ne pense pas que nous voudrions que l'aide à la recherche par le secteur public se fasse au détriment de l'enseignement de premier cycle ou au détriment de l'accès des étudiants à l'université.

• 1440

I think that's one of the key strengths of Nova Scotia's university system, that we have such a diversity of small universities that offer personalized undergraduate teaching. We have Dalhousie, which has a multitude of research strengths. But our smaller universities also have some particular research strengths in the social sciences. Those need to be preserved as well. What it comes down to is balance.

The third thing Mr. Axworthy assured us of was that enrolment would grow as a result of putting more money and more decision power in the hands of individual students. One of my colleagues started to snicker when he made that statement and had to be reminded that we were in quite a serious meeting.

One of the key assumptions that appear to underline Mr. Axworthy's vision is that reallocating the cash funds from EPF into an income-contingent loan program will put money in the hands of students and they'll actually use it to enrol in post-secondary institutions. He told us he believes PSE enrolment will continue to grow undampened, and may even accelerate with the provision of non-means-tested loans to more students. He used as his evidence the fact that post-secondary enrolment continued to grow throughout the 1980s, even though the population of 18-to 24-year-olds had declined and even with relatively large increases in tuition fees. This implies there are virtually no limitations on the demand for higher education.

Several factors cause us a great deal of scepticism that such an unlimited demand curve does exist. We don't believe it exists. We believe students in Nova Scotia are an example of very quickly reaching the limitations of what that demand can generate. If tuition fees increased to \$6,000 and higher, then students will start dropping out in droves. Perhaps the few richer students will fill up those spaces, but in Atlantic Canada it won't be very long before enrolment starts to dwindle.

Mr. Mark Frison (Chair, Students' Union of Nova Scotia): Mr. Chairman, we have additional concerns that a post-secondary system where students pay the lion's share of direct costs will be to the detriment of programs where the future link between education and income is not clear. The cultural and social impoverishment that will result from fewer students being enrolled in fine arts, philosophy, child studies, and many other programs may be devastating to Canada. There are clearly

Je pense que l'un des points forts du système universitaire de la Nouvelle-Écosse, c'est que nous avons une variété de petites universités qui offrent un enseignement personnalisé. Nous avons Dalhousie, qui fait beaucoup de recherche dans de nombreux domaines, mais il y a aussi des universités plus petites dont les points forts en matière de recherche sont dans le domaine des sciences sociales. Elles ont besoin d'être protégées également, car elles font partie de l'équilibre dont nous parlons.

La troisième chose que M. Axworthy nous a garantie c'est que les inscriptions augmenteraient du fait que l'on donnerait plus d'argent aux étudiants et qu'on leur donnerait un plus grand pouvoir de décision. Un de mes confrères a ricané lorsqu'il a entendu cette déclaration et il a fallu lui rappeler que c'était une réunion sérieuse.

Une des hypothèses qui semblent appuyer la vision de M. Axworthy c'est que la réaffectation des fonds du FPE à un programme de prêts dont le remboursement dépendra du revenu, donnera de l'argent aux étudiants qui l'utiliseront pour s'inscrire dans des établissements d'enseignement postsecondaire. Il nous a déclaré que les inscriptions continueront à augmenter et que même le taux d'augmentation pourrait s'accélérer puisque l'on accordera des prêts sans vérification des moyens financiers à plus d'étudiants. Pour confirmer ses dires, il a cité le fait que les inscriptions dans les établissements d'enseignement postsecondaire ont continué à augmenter pendant toutes les années quatre-vingt, alors même que la population des 18 à 24 ans diminuait et que les frais d'inscription augmentaient considérablement. Il en conclut qu'il n'y a pratiquement pas de limites à la demande en matière d'enseignement supérieur.

Plusieurs facteurs nous font douter qu'une courbe de croissance illimitée de cette sorte soit possible. Nous ne le pensons pas. Nous pensons par exemple qu'en Nouvelle-Écosse, nous allons atteindre rapidement les limites de la demande. Si les frais de scolarité passent à 6 000\$ et plus, les étudiants vont quitter l'université en masse. Peut-être que quelques étudiants riches vont prendre leur place, mais dans la région Atlantique, ce ne sera pas long avant que les inscriptions commencent à baisser.

M. Mark Frison (président, Fédération des étudiants de la Nouvelle-Écosse): Monsieur le président, une de nos craintes supplémentaires, c'est que dans un système d'enseignement postsecondaire où les étudiants paient la plus grande partie des coûts directs, les programmes qui donnent un enseignement qui ne semble pas conduire directement à un emploi bien rémunéré sont susceptibles d'en souffrir. L'appauvrissement culturel et social qui résultera du fait que moins d'étudiants s'inscriront en

[Text]

benefits that accrue to a society at large when a sustained investment is made in higher education of people. To attempt to measure only the return on investment to individuals is a serious mistake.

We believe there are alternatives to the social policy review proposed. We have already shared with committee members what we believe would result from an income-contingent loan repayment plan in which individuals would pay most of the cost of their education through tuition fees. The net result would be that some of the country's debt would simply be diversified into the hands of individuals and the inability of those millions of individuals to pay those debts would not become apparent for 25 years, at a time when a new national fiscal crisis may emerge. We remind the committee of the detailed discussion on income-contingent loans we published earlier this year and have already distributed to you.

For income-contingent loans to work, the funding structure must continue in such a way that a high proportion of funding of higher education is public investment. In current dollars, we believe no student should have to borrow more than \$5,000 per year to finance their higher education.

Average student loan borrowing in Nova Scotia has already exceeded this amount. The average Canada student loan was \$3,147 in Nova Scotia, and the average Nova Scotia student loan averaged \$2,850, with an average borrower reaching \$6,000 in 1993-94. Even under current conditions, the average student loan borrowing of Nova Scotia students for a four-year degree will reach over \$20,000 in about three years. Substantially higher tuition fees, rising to a level of \$6,000 under the proposal of the social policy review, could make that total amount much higher.

Therefore the most important additional feature of a new student loan regime, in which tuition fees are loaned through income-contingent loans, is that equitable access for low-income students is provided through means-tested grants for living costs. If the 300,000 users of the Canada Student Loan program are already receiving an average of \$3,000 in federal loans and \$2,000 in provincial loans, adding another \$3,000 in tuition would bring their average annual borrowing to \$8,000 per year. It would cost about \$900 million per year to provide an average of \$3,000 in grants to these same students. In addition, some \$3 billion to \$4 billion will be needed in tuition loans and at least \$1 billion to finance those loans.

Assuming that roughly one-third of this amount continues to be provided by students at the provincial level, the annual cost to the federal government would be roughly \$1.3 billion. In addition, there would be some increased cost to government of the tuition tax deduction.

[Translation]

lettres, en philosophie, en pédologie ou en pédiatrie, et dans beaucoup d'autres programmes, sera dévastateur pour le Canada. Il est certain que pour une société en général, il y a des avantages à ce que l'on investisse dans l'enseignement supérieur. Ce serait une grave erreur que d'essayez de mesurer le rendement des investissements à partir des seuls individus.

Nous sommes d'avis qu'il y a d'autres solutions que ce que l'on propose dans cette réforme de la politique sociale. Nous avons déjà fait savoir aux membres du comité ce qui, selon nous, sera le résultat d'un système de prêts remboursables en fonction du revenu, en vertu duquel les étudiants paieraient par leurs frais d'inscription la majorité des coûts de l'enseignement. Le résultat net serait qu'une partie de la dette nationale se trouverait entre les mains des particuliers et que l'incapacité de ces millions de personnes à rembourser leur dette ne deviendrait apparente que dans 25 ans au moment où une nouvelle crise financière nationale pourrait se faire jour. Nous rappelons au comité la discussion qui a déjà eu lieu sur ces prêts remboursables en fonction du revenu et qui a fait l'objet d'une publication qui vous a été distribuée.

Pour qu'un tel système de prêts fonctionne, il faut que l'enseignement supérieur continue à être financé en grande partie par des fonds publics. Pour chiffrer les choses, nous estimons qu'aujourd'hui, aucun étudiant ne devrait avoir à emprunter plus de 5 000\$ par année pour financer ses études supérieures.

En Nouvelle-Écosse, l'étudiant moyen emprunte déjà plus que ça. Le montant moyen des prêts aux étudiants consentis par le Canada était de 3 147\$ en Nouvelle-Écosse et le prêt moyen consenti par la province était de 2 850\$, ce qui fait un total de 6 000\$ par étudiant en 1993-1994. Dans les conditions actuelles, l'étudiant moyen de Nouvelle-Écosse inscrit à un programme de quatre ans terminera ses études avec un endettement de 20 000\$ dans trois ans. Si les frais de scolarité augmentent et atteignent 6 000\$ en vertu de la proposition contenue dans la réforme de la politique sociale, le montant de l'endettement à la fin de la scolarité sera considérablement plus élevé.

En conséquence, une caractéristique supplémentaire importante qu'il faudrait ajouter à un nouveau régime de prêts aux étudiants, en vertu desquels les frais de scolarité seraient payés grâce à des prêts remboursables en fonction du revenu, c'est de donner un accès équitable aux étudiants à faible revenu en leur accordant des subventions basées sur leur revenu pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins. Si les 300 000 utilisateurs du Programme Canadien de prêts aux étudiants reçoivent déjà une moyenne de 3 000\$ de prêts fédéraux et de 2 000\$ de prêts provinciaux et si l'on ajoute 3 000\$ supplémentaires en frais d'inscription, on porte le prêt annuel moyen à 8 000\$ par année. Il en coûterait 900 millions de dollars par année pour fournir 3 000\$ de subventions à ces mêmes étudiants. De plus, il faudra 3 à 4 milliards de dollars pour les prêts destinés à payer les frais de scolarité et au moins 1 milliard de dollars pour financer ces prêts.

[Texte]

The federal government could easily afford to introduce such a student aid plan under the current funding regime while continuing to withdraw the cash portion of EPF only as it is recovered by tax points mainly because the initial start-up costs of an enhanced student aid plan will be somewhat lower than the cost of continuing the program on an annual basis in subsequent years. It is only as the outstanding liability of the loans program grows that such things as the inter-subsidies begin to create a significant cost to government.

Fundamentally, we believe the federal government should commit to a funding pattern that allows students to have access to higher education. By access we mean more than just the number of qualified students who get in. We mean attending to the equity issues so that whether people come from a low-income family or there are other factors reducing their access to higher education every individual has access to the PSE system.

Attending only to the notion of getting more funds into the hands of middle-and high-income students to delay their payment of their tuition costs will not guarantee that we will continue to have an accessible post-secondary education system for all. Only a combination of reasonable tuition fees, a loan program that minimizes repayment risks, and a grant program to provide for living costs for the most needy students will guarantee a reasonable level of accessibility to higher education in Canada.

Thank you, Mr. Chairman, for allowing us time to present this brief.

The Chairman: Thank you, Mr. Frison.

We now conclude with the Council of Nova Scotia University Presidents, Dr. David Lawless.

Dr. David J. Lawless (Chair, Council of Nova Scotia University Presidents): Thank you, Mr. Chairman. My name is David Lawless and I'm president of St. Francis Xavier University, St. FX, as we're affectionately known, and chairman of CONSUP, which is the acronym for the Council of Nova Scotia University Presidents.

I want to thank you for the opportunity to appear before the committee today on behalf of CONSUP. As chair of the presidents of the 13 university level institutions in Nova Scotia, I appreciate the opportunity to make a brief statement on their behalf.

I have made available to the clerk a brief, three-sentence mission statement of the Nova Scotia universities and a brief, one-page statement describing the 13 Nova Scotia universities. Both of these statements have been prepared and approved by CONSUP.

The descriptive statement outlines a set of universities that are unique in Canada, most of them small by Canadian standards with a geographic dispersal allowing for local accessibility and personal attention rarely found in universities

[Traduction]

Le gouvernement pourrait facilement se permettre de créer un tel système d'aide aux étudiants dans le cadre du régime actuel de financement, tout en continuant de réduire les fonds transférés dans le Cadre du FPE pourvu qu'ils soient compensés par des points d'impôt, principalement du fait que les coûts de démarrage d'un régime amélioré d'aide aux étudiants serait légèrement inférieur au coût annuel du programme dans les années subséquentes. C'est seulement lorsque la dette accumulée en vertu du programme augmentera que les choses comme les subventions indirectes commenceront à représenter un coût important pour le gouvernement.

Sur le plan des principes, nous estimons que le gouvernement fédéral devrait s'engager à accepter un mode de financement qui permette aux étudiants d'accéder à l'enseignement supérieur. Par accès, nous entendons davantage que le simple nombre d'étudiants qualifiés actuellement inscrits. Nous entendons la mise en oeuvre de programmes d'équité, de sorte que les personnes venant de familles à revenu modeste ou celles qui n'ont qu'un accès réduit à l'enseignement supérieur en raison d'autres facteurs puissent aussi avoir accès à l'enseignement supérieur.

Se contenter de donner plus d'argent aux étudiants à moyen ou haut revenu, de sorte qu'ils puissent retarder le paiement de leurs frais de scolarité, ne garantira pas que nous aurons un régime d'enseignement postsecondaire accessible à tous. C'est seulement en combinant des frais de scolarité raisonnables, un programme de prêts qui minimise les risques au niveau du remboursement et un programme de subventions pour les frais de subsistance des étudiants les plus nécessiteux que l'on assurera un accès raisonnable à l'enseignement supérieur au Canada.

Merci, monsieur le président, de nous avoir accordé du temps pour présenter ce mémoire.

Le président: Merci, monsieur Frison.

Nous allons maintenant terminer avec M. David Lawless du Conseil des présidents d'université de Nouvelle-Écosse.

M. David J. Lawless (président, Conseil des présidents d'université de Nouvelle-Écosse): Merci, monsieur le président. Je m'appelle David Lawless et je suis président de l'Université St. Francis Xavier, St. FX comme on l'appelle couramment, et président du CONSUP, c'est-à-dire le Conseil des présidents d'université de Nouvelle-Écosse.

Je voudrais vous remercier de me donner la possibilité de m'adresser à vous au nom du CONSUP. En tant que représentant des présidents des 13 établissements de niveau universitaire de Nouvelle-Écosse, je suis heureux de pouvoir faire une brève déclaration en leur nom.

J'ai remis au greffier du Comité une brève déclaration de mission en trois phrases des universités de Nouvelle-Écosse et un document d'une page décrivant les 13 universités de Nouvelle-Écosse. Ces deux documents ont été préparés et approuvés par le CONSUP.

Le document d'information donne la liste d'un ensemble d'universités unique au Canada, la plupart petites selon les normes canadiennes, et dispersées géographiquement de sorte qu'elles permettent une grande accessibilité locale et une

[Text]

throughout the country. We have an excellent reputation as good places to study. Hence, we attract students from all across the country and beyond, more out-of-province students per capita than any other province in Canada.

There is active collaboration among the 13 universities leading to efficiency and cost savings in such things as credit transfer, the rationalized library system, and a common purchasing program. Indeed, we have established two independent corporations to maximize the efficiency of our activities.

We each have a unique mandate, and our history extends back to the 18th century. We are unique in Canada and perhaps throughout the world. We are famous as a province of universities, one of the great resources of Nova Scotia.

In supporting the briefs presented to you by the Association of Atlantic Universities and the Maritime Provinces Higher Education Commission, on behalf of CONSUP I would draw to your attention that not only are the Atlantic and maritime provinces' universities different from those in other parts of Canada but the Nova Scotia universities differ from those in the Atlantic region.

For example, 90% of EPF cash goes to universities in Nova Scotia compared with 80% in P.E.I. and 75% in New Brunswick. Reliance on tuition fee revenues is higher in Nova Scotia than in the other Atlantic provinces—at about the 45% mark for two of us, and about 40% of my own St. Francis Xavier University—and is the highest in the country, that is, double, almost triple that of some other provinces. The reliance on Canada Student Loans in Nova Scotia is higher than elsewhere, almost 90% for one of our members.

[Translation]

attention personnelle que l'on trouve rarement dans les autres universités du pays. Ce sont de bons endroits pour étudier qui ont une excellente réputation. Par suite, nous attirons des étudiants de tout le pays et même de l'étranger, ce qui fait que compte tenu de notre population, nous avons plus d'étudiants extérieurs à la province que toute autre province au Canada.

Il y a une collaboration active entre les 13 universités, ce qui nous permet d'être plus efficaces et d'économiser de l'argent, par exemple, grâce au transfert de crédits, à la rationalisation des bibliothèques et aux achats groupés. En fait, nous avons créé deux sociétés indépendantes pour maximiser l'efficacité de nos activités.

Chaque université a un mandat particulier et notre histoire remonte au XVIII^e siècle. Nous sommes uniques au Canada et peut-être dans le monde entier. Nous sommes connues comme la province des universités, une des grandes ressources de la Nouvelle-Écosse.

En appuyant les mémoires qui vous sont présentés par l'Association des universités de la Région atlantique et la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes, au nom du CONSUP, je voudrais attirer votre attention non seulement sur le fait que les universités des Provinces maritimes sont différentes de celles des autres parties du Canada mais sur le fait que les universités de Nouvelle-Écosse diffèrent de celles du reste de la Région atlantique.

Par exemple, en Nouvelle-Écosse, 90 p. 100 des fonds provenant du FPE vont aux universités contre 80 p. 100 à l'Île-du-Prince-Édouard et 75 p. 100 au Nouveau-Brunswick. Les universités de Nouvelle-Écosse dépendent davantage des recettes provenant des frais de scolarité que les autres universités des provinces Atlantiques — environ 45 p. 100, pour deux d'entre elles et 40 p. 100 pour l'université que je préside, St. Francis Xavier — et cette dépendance est la plus élevée au pays, atteignant le double, voire le triple, de ce qu'elle est dans certaines autres provinces. De même, nous dépendons du programme canadien de prêts aux étudiants beaucoup plus que toutes les autres universités du Canada et pour un des membres de notre conseil, 90 p. 100 des étudiants bénéficient de ces prêts.

• 1450

There are more university students per capita in Nova Scotia than in any other province. I would also like to add that although many of us are small universities, a number of those small institutions are also research-intensive institutions, not only in the social sciences but in the natural sciences as well.

We ask that this committee keep in mind in its deliberations the uniqueness of Nova Scotia universities. We do not argue for a status quo. We recognize that change must come and should come. We urge you, however, to keep our uniqueness in mind and not come up with recommendations that would fit well the needs of Ontario, Quebec, or the west, but would handicap the vibrant, cost-efficient, nationally attractive universities of Nova Scotia.

Thank you.

Proportionnellement à la population, il y a plus d'étudiants dans les universités de la Nouvelle-Écosse que dans n'importe quelle autre province. Je voudrais ajouter également que même si nos universités sont en général petites, un certain nombre de ces établissements font de la recherche intensive, non seulement dans les sciences sociales, mais aussi dans les sciences naturelles.

Nous aimerais que le comité n'oublie pas le caractère particulier des universités de la Nouvelle-Écosse lorsqu'il délibérera. Nous ne réclamons pas le statu quo. Nous savons que des changements se produiront et doivent se produire. Nous vous demandons cependant de conserver notre caractère particulier à l'esprit et de ne pas faire de recommandations qui répondraient aux besoins de l'Ontario, du Québec, ou de l'Ouest mais qui nuiraient aux universités de la Nouvelle-Écosse qui sont à la fois actives, efficaces sur le plan économique et attrayantes au niveau national.

Merci.

[Texte]

The Chairman: Thank you very much, Dr. Lawless.

That concludes the opening statements from all of our witnesses. We will now entertain a short period of questions from the members. I'll begin that with the Bloc Québécois, and Monsieur Dubé.

M. Dubé: Il y a beaucoup d'éléments qui nous ont été présentés, compte tenu des nombreux mémoires, et j'aimerais relever certains d'entre eux.

En ce qui a trait au programme de remboursement proportionnel au revenu, dont vous avez parlé, je voudrais savoir quel impact il aura sur certaines disciplines.

Les gens de certaines disciplines pourraient très bien s'en sortir, par exemple ceux de médecine et de haute technologie, parce que les possibilités d'emploi sont meilleures de même que les revenus. Par contre, cela aura un tout autre effet sur certaines autres disciplines comme les sciences humaines, la littérature, etc.

Le gouvernement dit qu'on a tous de l'argent, qu'il y a plus d'argent en circulation. Cependant, il s'agit de l'argent des banques et il faut rembourser ces dernières. Dans le cas des prêts aux étudiants, cela pourrait prendre jusqu'à 25 ans.

Donc, vous avez raison de parler de tous les autres effets. Quand il faut s'endetter pour étudier, après les études, ce sera encore pire, surtout si on veut une voiture, si on veut fonder une famille ou se lancer dans les affaires, car la marge de crédit sera déjà affectée.

J'ai bien aimé quand le premier intervenant a parlé de l'impact fiscal sur l'éducation. Si on ne considère pas l'éducation comme un investissement, on se trompe. C'est ce que vous avez essayé de démontrer.

• 1455

Une étude a démontré que l'écart entre les impôts payés par un diplômé et les impôts payés par un non-diplômé durant leurs vies était de l'ordre d'environ 400 000\$. Donc, le gouvernement lui-même serait perdant.

Il me vient à l'esprit une image assez simpliste. Si l'on déplore devoir porter un vêtement trop petit, comment peut-on en accepter un encore plus petit? J'aimerais que vous réagissiez là-dessus.

The Chairman: We would invite any of our witnesses to respond to that question by Mr. Dubé.

Ms Parr-Johnston, you would like to?

Dr. Parr-Johnston: Thank you, Mr. Chair, I will try.

We have been through the AUCC in discussions with federal government. I think, as Dr. Lawless and others have said, we wish to be part of the solution, not part of the problem, and we do recognize that we have a role.

What we're questioning is the proportionality of that role, and particularly for Atlantic universities, the importance of undergraduate as well as graduate and research education. We believe it's an absolutely essential element, so what we're looking for is a set of proposals that would provide an element of income contingency, but would still have the equalization—and we've said per student, please, not per capita, as the current formula has tended to be—plus some funding for research, and

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Lawless.

Cela termine les déclarations préliminaires de tous nos témoins. Nous allons maintenant avoir une courte période de questions. Je vais commencer avec le Bloc québécois et M. Dubé.

Mr. Dubé: We've been presented with many elements and numerous briefs, and I would like to raise a few points.

On the subject of income-contingent loans you talked about, I would like to know what impact it will have on some areas.

Students in some fields might do well under this system, for example, medical or high technology students, because their employment prospects are better and their income expectations higher. However, the impact will be totally different in other fields, like social sciences, arts, etc.

The government says that there will be more money, that more money will circulate. However, this will be money belonging to the banks and it will have to be repaid. In the case of student loans, it could take up to 25 years.

Therefore, you were right to talk about all the other impacts. If you have to get into debt to study, imagine what it will be afterward when you have to buy a car, start a family, or start a new business, since your credit margin will be limited.

I liked to hear the first speaker talk about the tax impact on education. If you do not consider education as an investment, you make a mistake. This it was you tried to prove.

A study demonstrated that the difference between the taxes paid by a graduate and taxes paid by a non-graduate during their lifetimes was around \$400,000. Therefore government itself would be the loser.

A very simplistic illustration comes to my mind. If you feel sorry because your clothes are too small, how can you accept to wear something even smaller? I would like your comments on that.

Le président: Nous invitons nos témoins à répondre à la question de M. Dubé.

Madame Parr-Johnston, voudriez-vous répondre?

Mme Parr-Johnston: Merci, monsieur le président, je vais essayer.

L'AUCC a déjà eu des discussions avec le gouvernement fédéral. Je pense, comme M. Lawless et d'autres l'ont dit, que nous désirons faire partie de la solution et non simplement du problème, et nous reconnaissions que nous avons un rôle à jouer.

Ce que nous contestons, c'est le caractère proportionnel de ce rôle et en particulier en ce qui concerne les universités de la région Atlantique ainsi que l'importance des étudiants diplômés et non diplômés ainsi que la formation en vue de la recherche. Nous estimons que c'est un élément absolument essentiel. par conséquent ce que nous recherchons c'est un ensemble de propositions qui fournirait un certain revenu d'appoint, mais conserverait un élément de péréquation—et nous avons dit par

[Text]

research through the granting councils, but recognizing that small universities also do excellent research, particularly in social sciences and humanities.

[Translation]

étudiant, s'il vous plaît, pas par tête comme la formule actuelle le veut—ainsi que quelque argent pour la recherche, peut-être par l'intermédiaire de conseils qui accorderaient des subventions, en reconnaissance du fait que les petites universités font également de l'excellente recherche, en particulier dans le domaine des sciences sociales et des sciences humaines.

Dr. Clark: In terms of the AUCC position, I think it's important to recognize that AUCC has been concerned about the future of transfer payments for many years. The writing has been on the wall for a long time that there would have to be significant changes.

M. Clark: En ce qui concerne la position de l'AUCC, je pense qu'il est important de reconnaître que celle-ci s'inquiète de l'avenir des paiements de transfert depuis pas mal d'années. Il était évident depuis pas mal de temps que quelque chose d'important finirait par se produire.

Well before the green paper itself appeared, AUCC had developed a discussion paper that advocated an income-contingent repayment scheme that advocated a mechanism as part of the replacement for transfer payments that supported the research infrastructure. They also had a third component that was aimed at student mobility, particularly internationally.

Bien avant la publication du Livre vert, l'AUCC avait publié un document de travail qui proposait un système de remboursement fondé sur le revenu et proposait un mécanisme pour remplacer les paiements de transfert qui financent l'infrastructure de recherche. Il y avait aussi un troisième élément qui était destiné à assurer la mobilité des étudiants, en particulier au niveau international.

In the discussion that piece has disappeared, but the two basic components of an income-contingent repayment scheme and of support for the research infrastructure have been a part of AUCC's position on transfer payments for many, many years.

Dans la discussion, ce dernier élément a disparu, mais les deux éléments essentiels du remboursement en fonction du revenu et de l'aide à l'infrastructure de recherche fait partie de la position de l'AUCC sur les paiements de transfert depuis de très nombreuses années.

Prof. Bankier: I think we're all agreed that we don't like the proposals in the green paper. Where there perhaps is a strategic issue is what you do when you're faced with a bad system. Do you go for damage control and to make the bad system somewhat less bad, which I think is what AUCC has chosen to do—and one can see that's a position that one might take—or do you stand your ground and say it is a bad proposal, you don't like it, and something fundamentally different would be better?

Mme Bankier: Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que nous n'aimons pas les propositions qui sont contenues dans le Livre vert. La question stratégique est de savoir ce que l'on fait lorsqu'on se trouve devant un mauvais système. Est-ce que l'on essaie de limiter les dégâts en essayant de rendre le système un peu moins mauvais, ce qui est la solution que l'AUCC semble avoir adoptée—and on peut voir que c'est une position que l'on pourrait adopter—ou est-ce que vous restez sur votre position en continuant à dire que c'est une mauvaise proposition, que vous ne l'aimez pas et qu'il vaudrait mieux avoir quelque chose de radicalement différent?

In some ways you can say if it ain't broke, don't fix it. I don't think anyone thinks what we have now is perfect. But if it ain't broke, certainly don't break it, especially if you're going to substitute something worse. Now, what is the proper response to the bad arrangement is debatable, but I think we all agree that the proposals aren't satisfactory and one can have a constructive debate about what's a better alternative.

À certains égards, on pourrait dire que le mieux est l'ennemi du bien. Je doute que quiconque puisse prétendre que ce que nous avons actuellement est parfait. Mais si ce n'est pas idéal, il serait dommage de risquer de le casser, surtout si vous avez l'intention de le remplacer par quelque chose de pire. On peut discuter de la réaction qu'il faudrait adopter vis-à-vis de cette mauvaise mesure, mais puisque nous convenons tous que les propositions ne sont pas satisfaisantes, je pense que nous pouvons ouvrir un débat constructif sur la meilleure solution de rechange qu'on pourrait adopter dans les circonstances.

• 1500

The Chairman: Mr. D'Orsay, do you want to respond to the same question?

Le président: Monsieur D'Orsay, voulez-vous répondre à cette même question?

Mr. D'Orsay: Yes.

M. D'Orsay: Oui.

I think there are three elements in my response. One, the issue of visibility of federal government support for the indirect costs of research is one that is reasonably addressed. It's probably quite reasonable to take money from EPF to support indirect costs of research. That's part of the rationale for the program as it is.

Ma réponse contient trois éléments. Le premier concerne la visibilité du soutien que le gouvernement fédéral consent au coût indirect de la recherche. On peut sans doute juger raisonnable d'utiliser le financement des programmes établis pour appuyer les coûts indirects de la recherche. C'est en partie la raison d'être du programme existant.

[Texte]

I really want to reiterate the comments of Dr. Parr-Johnston on that item, though. There's a level below which the research councils do not consider applications. These have to be generated by the universities' own funds, and at the moment that's what's supported by EPF. You need to add on to something besides the peer review side.

I had the opportunity to listen to an extensive presentation on the development of AUCC support for income-contingent student loans. It was very clear that this was arising out of problems with defaults in the current student loan arrangement, that the way to deal with the default problem was to make it income-contingent rather than a ten-year fixed period pay-out. That's a huge shift from that basis for income-contingent student loans—and that's one I can see supporting, and I briefly do in fact say that, to make those repayment arrangements more flexible—to say also let's substantially shift the burden from public funds to private funds. The benefits for the public and private side just don't match that shift. I don't think the AUCC proposal's well-founded when they talk about making a substantial shift in that area.

Le président: Madame Lalonde, une dernière question.

Mrs. Lalonde (Mercier): We have met with a lot of universities. Western, for instance, a well-known university, said it did not endorse AUCC positions. They said there were two ignored effects of the proposal, and that in such a situation the government should go slow.

This is one question that we have asked all around the country. Don't you think to propose and want to implement shortly such a proposal without any impact study is playing games with the actual university system and research?

Dr. Parr-Johnston: I thank you for your question, because it's a good one. We have said in our proposal that we feel it is too precipitous. We are doing an impact study and we will be delighted to make the results of that impact study available to this committee. We feel there very clearly will be a decline in enrolment, and the result may be a generation of students who don't get a university education, or a significant number who don't. But because we haven't finished that, I feel it's too early to make that available to the committee.

We feel the precipitousness is an issue. As we've said, it will be 2008 at the very earliest before those cash transfers of EPF cash run out in Nova Scotia, and it could well be later. That's an optimistic scenario. Again we come back to what makes this particular region very different.

The proposals right now are so general. As they say, the devil is in the detail. We are very, very interested in the details of the proposals as they evolve.

The Chairman: Thank you very much.

I will allow one last little question. We're behind our time, that's all I'm concerned about.

[Traduction]

J'aimerais cependant reprendre les commentaires de Mme Parr-Johnston à ce sujet. Il y a un seuil au-dessous duquel les conseils de recherche n'étudient pas les demandes. Dans de tels cas, les universités doivent puiser dans leurs propres ressources et c'est là qu'intervient le financement des programmes établis. Il faut ajouter quelque chose en plus du contrôle interne.

J'ai eu l'occasion d'assister à un long exposé sur le soutien dont bénéficiait la part de l'AUCC les prêts remboursables en fonction du revenu de l'étudiant. Il est très clair que le moyen de régler les problèmes de défaut de remboursement que l'on rencontre dans le système actuel consistait à adapter le remboursement au revenu plutôt qu'imposer une durée fixe de remboursement de 10 ans. Je suis en faveur de l'assouplissement des modalités de remboursement et si le remboursement en fonction du revenu des étudiants représente un important changement, le transfert du fardeau des fonds publics aux fonds privés constitue également un grand changement. Je ne pense pas que la proposition de l'AUCC soit en mesure d'apporter un profond changement dans ce domaine.

The Chairman: Mrs. Lalonde, one last question.

Mme Lalonde (Mercier): Nous avons entendu le témoignage de plusieurs universités. Les représentants de Western Ontario, une université bien connue, ont affirmé, par exemple, qu'ils n'appuyaient pas la proposition de l'AUCC. D'après eux, le gouvernement devrait faire preuve de prudence, étant donné que cette proposition laissait de côté deux effets particuliers.

Un peu partout au pays, nous avons posé la question suivante. Ne pensez-vous pas qu'il est dangereux pour le système universitaire et la structure de recherche existants que de proposer et de mettre en œuvre à court terme une telle proposition, sans même effectuer une étude d'impact?

Mme Parr-Johnston: Je vous remercie pour cette question. Nous avons dit dans notre proposition que cette mesure nous paraît trop précipitée. Nous effectuons en ce moment une étude d'impact dont nous pourrons transmettre les résultats au comité. Nous sommes convaincus qu'il y aura une nette diminution des inscriptions et que les étudiants seront beaucoup moins nombreux à l'avenir. Cependant, il est encore trop tôt pour vous en parler, puisque l'étude n'est pas terminée.

Nous estimons que tout cela est trop précipité. Comme nous l'avons dit, c'est en 2008 au plus tôt que les transferts dans le cadre du financement des programmes établis prendront fin en Nouvelle-Écosse. Cependant, c'est un scénario optimiste et l'échéance pourrait être plus tardive. Revenons à ce qui fait la spécificité de cette région.

Les propositions qui nous sont présentées sont très générales. Comme on dit, au diable les détails! Quant à nous, ce sont les détails des propositions qui nous intéressent.

Le président: Merci beaucoup.

Je vais autoriser une dernière petite question, puisque nous sommes en retard et que mon rôle consiste à respecter l'emploi du temps.

[Text]

I just want to add that the difference between the \$2.6 billion and the \$5 million multiplied by 4 will be \$2.1 billion economy cuts on the back of youths.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Thank you very much, Mr. Chair.

First of all, I have to establish up front that it's very difficult for someone from New Brunswick to hear all these wonderful things about Nova Scotia. I'm sure my wife would invite Mr. MacLean to come to my riding, and he could probably find a seat there. I've got two large universities who are watching this exercise very closely.

It strikes me this whole thing is on the question of accessibility. I think regardless of what everybody else says, the reason our educational system has worked as well as it's worked is because we believed in accessibility. Everybody gets to go. We get the best people in the position to grow and learn, and a large part of that exercise has been with the federal government support. Certainly coming from this part of the country you're very conscious of that.

What's happened, I think, is that in the fear we're going to lose that, somehow, in the fiscal situation we find ourselves in—and I say this perhaps quite naively, but honestly—someone has tried to figure out some way we can come up with a more sustainable way of dealing with the question of accessibility, i.e., through the loans program, making it income-contingent as a way of making that liveable. I challenge that, coming from where I come from.

There are two things. One is the psychological barrier, which is the size of the loan and just the unfamiliarity of many of the people that I grew up with, with that kind of money, in terms of taking on that kind of debt. The second thing is not just psychological; it's practical. It's the actual, physical ability to repay it at the other end when you come from parts of the country where the economy just doesn't lend itself to the kind of money that makes paying back that kind of loan as easy as someplace else.

The question I put is, how do we deal with the question of accessibility, if you believe that, as I have articulated it, we have a problem here, without simply taking the very simple position that we obviously have to spend more money? I know we have to spend more money. I don't think the government is going to be able to simply take that position.

I'm taking you down this road because we had a proposal by the McGill student society of a graduate pact. I'm not saying this is a kind of answer, but I'd like everybody to be thinking about how this might be financed. The proposal they put was simply that instead of forcing the present students, the future students, to absorb the costs, that we basically try to recapture the costs of the federal contribution from all students who've benefited in some fashion from the system. How do you respond to that? I'm not sure to whom I'm directing the question.

[Translation]

J'aimerais ajouter tout simplement que la différence entre les 2,6 milliards de dollars et les 5 millions multipliés par 4 représentent une économie de 2,1 milliards de dollars réalisée sur le dos des jeunes.

M. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Merci beaucoup monsieur le président.

Permettez-moi tout d'abord de préciser qu'il est difficile pour quelqu'un du Nouveau-Brunswick d'entendre toutes ces merveilleuses choses sur la Nouvelle-Écosse. Je suis certain que ma femme serait prête à inviter M. MacLean à venir dans ma circonscription. Il y trouverait probablement un siège. Nous avons, au Nouveau-Brunswick, deux grandes universités qui suivent de près cet exercice.

À mon avis, toute la question tourne autour de l'accessibilité. Quoi qu'on en dise, si notre système éducatif a bien fonctionné, c'est parce qu'il privilégie l'accessibilité. Il est ouvert à tous. Les éléments les plus brillants de la société peuvent se développer et poursuivre leurs études et cela, en grande partie grâce à l'appui du gouvernement fédéral. Les gens qui viennent de cette région du pays en ont tout à fait conscience.

L'interprétation que je vais vous donner est peut-être naïve, mais elle est foncièrement honnête. Craignant que notre situation financière nous fasse perdre cet avantage, je crois que quelqu'un a imaginé une formule plus durable permettant de régler l'accès à l'université par le biais d'un programme de prêts dont le remboursement serait calculé en fonction du revenu. Compte tenu de mon expérience, je ne suis pas d'accord, pour deux raisons.

Tout d'abord, la taille du prêt peut constituer une barrière psychologique. Beaucoup de gens de mon entourage n'ont pas eu l'habitude de s'endetter de cette manière. Le deuxième obstacle est tout à fait pratique. Il s'agit de la crainte qu'éprouve l'emprunteur de ne pouvoir rembourser une telle dette parce qu'il vit dans une région du pays où l'économie ne permet pas d'espérer rembourser un tel emprunt aussi facilement qu'ailleurs.

Ma question est la suivante: comment régler la question de l'accessibilité, compte tenu du problème qui est le nôtre et que je vous ai exposé, sans aboutir à la conclusion très simple que nous avons besoin de plus d'argent? Il est clair que nous devons dépenser plus d'argent. Cependant, je ne pense pas que le gouvernement soit prêt à l'admettre.

Si je vous parle de tout cela, c'est que j'aimerais vous présenter le pacte destiné aux étudiants diplômés que nous a soumis l'Association des étudiants de McGill. Je ne prétends pas que ce soit la solution idéale, mais j'aimerais que chacun réfléchisse au financement d'une telle formule. L'Association des étudiants proposait tout simplement de récupérer l'aide consentie par le gouvernement fédéral auprès de tous les étudiants qui en ont bénéficié d'une manière ou d'une autre, plutôt que d'en faire absorber les coûts par les étudiants actuels et futurs. Qu'en pensez-vous? Je ne sais pas auquel d'entre vous je dois adresser cette question.

[Texte]

Mr. D'Orsay: First of all, my view is you already have such a tax, because the incomes of the graduates do tend to be higher and they do tend to pay higher taxes. I think when you want to get into "where's the money for this going to come from", it ties back to the earlier question, what about some proper studies on what difference having a university degree makes—what does it do to the impact on your contributions to society? We really are at the very early stages of developing that material in Canada.

I'll give you an example. There's some American literature on the difference in health care costs by educational level, which finds that families with university-educated spouses, women in that particular study, were incurring \$3,000 to \$4,000 a year less in medical care costs because of preventive medicine measures.

[Traduction]

M. D'Orsay: J'aimerais dire tout d'abord qu'à mon avis cette formule existe déjà puisque les étudiants diplômés ont en général un salaire plus élevé et qu'ils sont donc plus lourdement imposés. Si l'on veut savoir où trouver cet argent, il faut revenir à la question précédente et examiner dans quelle mesure un diplôme universitaire permet de faire une contribution différente à la société. Dans ce domaine, nous en sommes encore qu'aux premiers balbutiements au Canada.

Je vais vous donner un exemple. Certaines études réalisées aux États-Unis sur la variation des coûts des soins de santé en fonction des degrés d'éducation montre que les familles dont un des parents—la mère dans l'étude en question—détient un diplôme universitaire, coûte chaque année 3 000\$ à 4 000\$ de moins en soins médicaux, grâce aux mesures médicales préventives.

• 1510

We don't have an equivalent study in Canada to tell us the health impacts of getting a university degree. If it's that level of impact, then you have a whole range of things you have to consider about how publicly and as government you're getting a return for your dollars invested in university education.

The way the matter is structured at the moment is grossly unfair. So many of these things are not on the table and haven't been researched, and we're trying to close the door on those lines of enquiry by rushing through this kind of process and into reform.

The second part of this one is that I have my doubts about the efficacy of the graduate tax. In simple terms, if you're trying to say consciously we think human resource development is our mechanism of development, it would be very unusual to impose an additional tax on that. It would be like saying you thought that accumulation of venture capital funds was very important to economic development, then deciding they should pay twice the corporate tax rate. It doesn't make any sense. If that's the basis of your economic development strategy, then you're more likely to have a tax expenditure in that area than you are to have an additional tax income.

Dr. Clark: I think there's an element in your equation of income-contingent repayment scheme, tuition fees, and so on that isn't being given enough weight. It seems to me we're overlooking the fact the institutions themselves, the universities, have to accept a fair degree of the responsibility for dealing with real accessibility issues.

What we've been doing at Dalhousie over the last four years, as we've been quite steadily increasing our tuition fees, is to allocate 25% of the increase per year to student assistance. This means we are now second, I think, to the University of Toronto in the country in terms of the percentage of our operating budget that is devoted to student assistance.

The other, I think, considerable advantage to it is that money can be directed in the form of bursaries or employment on campus to those who are genuinely in need. We screen this very carefully indeed. We're dealing with accessibility for those who really have difficulties.

Au Canada, on ne dispose d'aucune étude équivalente portant sur l'incidence que peut avoir un diplôme universitaire sur la santé. Si l'incidence est aussi grande, cela montre que l'État doit tenir compte de toutes sortes de choses lorsqu'il évalue la rentabilité de son soutien à l'enseignement universitaire.

La façon dont le gouvernement s'y prend actuellement est tout à fait injuste. Il néglige toutes sortes d'éléments et tente d'en empêcher l'examen en voulant adopter cette réforme à toute vapeur.

Deuxièmement, je me permets de douter de l'efficacité d'un impôt sur les étudiants diplômés. Je crois tout simplement qu'il me paraît anormal d'imposer le développement des ressources humaines si nous choisissons délibérément ce mécanisme comme principe de développement du pays. C'est comme si on doublait le taux d'imposition sur les sociétés après avoir reconnu que l'accumulation du capital-risque est extrêmement importante pour le développement économique. Cela n'a aucun sens. Dans la mesure où notre stratégie de développement économique repose sur ce principe, il est préférable de considérer cette activité comme une dépense fiscale que comme une source supplémentaire d'impôt sur le revenu.

M. Clark: Il y a dans cette idée de programmes de remboursement en fonction du revenu, de frais d'inscription, etc., un élément auquel on n'accorde pas suffisamment d'importance. Il me semble qu'on néglige le fait que les établissements eux-mêmes, les universités, doivent accepter une part assez large de responsabilités en matière d'accessibilité.

Depuis quatre ans à l'université Dalhousie, tandis que nous augmentons régulièrement les frais d'inscription, nous consacrons 25 p. 100 de l'augmentation annuelle à l'aide aux étudiants. C'est ainsi que nous nous trouvons au deuxième rang, après l'université de Toronto, en ce qui a trait au pourcentage du budget d'exploitation consacré à l'aide aux étudiants.

L'autre avantage appréciable est que les étudiants qui sont vraiment dans le besoin peuvent bénéficier de bourses ou d'un emploi sur le campus. La sélection est très rigoureuse. Nous nous penchons sur le cas des étudiants qui ont vraiment des difficultés.

[Text]

Ms Drapeau: When Hal told us earlier he was afraid he would be \$100,000 in debt all by himself, one of the things he was talking about was not only for tuition costs, but for the living expenses of going to university. Students in Nova Scotia are borrowing an average of \$6,000 already. That's an average, and there are people borrowing \$8,000, \$9,000 and \$10,000 a year.

If you separate the notion of the tuition costs from those other costs that keep people out of school, then I think there's a realistic way of doing it, income-contingent loans. Maybe we want to see the details of how it would be structured so you do build in the equity for women, for other groups of people who don't have the lifetime earning potential that white men do, and for the students from the lowest family income backgrounds. This will address partly students from different economic communities, from native communities, and students who face other barriers as well. If you provide a grants program and means-test it, that attends to the needs of those students. Then you can allay some of the fear of that kind of crushing debt.

Roughly estimated, if income-contingent loans are only on tuition fees, then you're doing the risk aversion basically for everybody. When you tier on top of that a grants program, then you start to address some of the other equity issues and you are very much targeting that money. It's not as much money as it would be for a grants program for everybody.

Dr. Parr-Johnston: To add to what was said, we also at Mount St. Vincent have a bursary and we put a percentage, a quarter of any tuition increase, into that. If you're talking about a doubling or tripling, that could be quite significant. That kind of a fund, at that kind of margin, might not be enough.

That's particularly true for women. I raise the point in my comments. Say a woman who is 40 years old wishes to come back to university. If she works until she's 65, she might just qualify. But say she's 50. How do they take that into consideration? Or do they know going into this that she will never repay that loan? Is she figured in with that? How are we modelling, if you will, for such students? Those are the details that make or break a scheme.

The Chairman: Thank you very much. Since there don't seem to be any more questions from the Liberal side, I have one of my own that I'd like to ask our witnesses. I'd like to focus on the issue of making universities more competitive by transferring more, let's say, consumer power or purchasing power into the hands of the student.

[Translation]

Mme Drapeau: Lorsque Hal nous disait tout à l'heure qu'il redoutait lui-même d'avoir une dette de 100 000\$, il ne tenait pas compte uniquement des frais d'inscription, mais des frais de subsistance des étudiants. En Nouvelle-Écosse, les étudiants empruntent en moyenne 6 000\$. C'est un chiffre moyen et certains d'entre eux empruntent 8 000\$, 9 000\$ et 10 000\$ par an.

Je pense que les prêts au remboursement calculé en fonction du revenu constituent un bon moyen de venir en aide aux étudiants, dans la mesure où on fait la distinction entre les frais d'inscription et les autres coûts qui empêchent certaines personnes de poursuivre leurs études. Il faudrait peut-être penser à certaines dispositions spéciales en vue d'offrir une formule équitable pour les femmes et les représentants des autres groupes qui n'ont pas le même potentiel de revenus que les hommes de race blanche, ainsi que pour les étudiants provenant des couches sociales les plus défavorisées. Une telle formule s'adresserait en partie aux étudiants de différentes couches économiques et des collectivités autochtones ainsi qu'aux étudiants qui font face à d'autres obstacles. Un programme de subventions fondé sur les ressources permet de répondre aux besoins de ce type d'étudiants. Cette formule permettrait de réduire l'apprehension que ressentent les étudiants face à un endettement trop grand.

On peut dire, de manière générale, que l'ensemble des étudiants hésiteront moins à emprunter, si les prêts remboursables en fonction du revenu s'appliquent uniquement aux frais d'inscription. Si l'on ajoute à cela un programme de bourses, on peut espérer régler d'autres questions d'équité en utilisant cet argent à des fins précises. Cela représente de moins grandes dépenses qu'un programme de bourses auquel auraient accès tous les étudiants.

Mme Parr-Johnston: Permettez-moi de préciser que nous avons également à l'Université Mont-St-Vincent un programme de bourses auquel nous consacrons un quart de l'augmentation des frais de scolarité. Le montant serait considérable si l'on pouvait le doubler ou le tripler. Cependant, ce type de fonds ne serait peut-être pas suffisant avec une telle marge.

• 1515

C'est particulièrement vrai pour les femmes et j'en ai d'ailleurs parlé dans mes commentaires. Prenons le cas d'une femme de 40 ans qui souhaite reprendre ses études universitaires. Elle parviendrait de justesse à bénéficier du programme dans la mesure où il lui resterait encore 25 ans de vie active. Par contre, quelle serait la décision dans le cas d'une femme de 50 ans? À moins que l'on ait prévu qu'une telle étudiante ne pourrait jamais rembourser son emprunt? Est-ce que l'on a tenu compte de cette possibilité? Quelles sont les modalités relatives à ces étudiants? Le succès d'un plan dépend de ce genre de détails.

Le président: Merci beaucoup. Puisqu'il n'y a, semble-t-il, plus d'autres questions du côté des libéraux, je vais en poser une moi-même à nos témoins. J'aimerais savoir comment on peut rendre les universités plus compétitives en confiant aux étudiants un plus grand pouvoir économique ou pouvoir d'achat.

[Texte]

To set this up, I'd like you to suppose, for the sake of argument, that the Government of Canada or the provinces were able to solve the problems of access by equalizing access with the students, including regional access, in order that the debt load of students would not be increased proportionately to what it is now, in order to be focused solely on the issue of competitiveness.

If the student was given purchasing power, without increasing his or her debt, in order to shop around for his university education, would that improve the competitiveness of higher education? I'm throwing the ball right into the lap of those who provide it.

[Traduction]

Pour les besoins de l'exercice, nous allons faire abstraction du problème de l'égalité d'accès à l'université, en supposant que le gouvernement du Canada ou des provinces auront trouvé une solution aux disparités entre les étudiants, y compris les disparités spécifiques aux régions, sans augmenter le fardeau actuel des étudiants. Nous allons tenter de nous concentrer uniquement sur la compétitivité.

Pensez-vous que la concurrence entre les établissements d'enseignement supérieur serait plus vive si les étudiants disposaient, sans augmenter leur endettement, d'un pouvoir économique qui leur permettrait de faire un choix entre les divers universités? Je lance la balle dans le camp de ceux-là mêmes qui procurent cet enseignement.

Tout le monde va se précipiter pour répondre.

Everybody's rushing to answer.

Dr. Parr-Johnston: I was, actually. I'm sure others will have things to say.

First, it assumes that we have an informed consumer. They would not be a popular consumer, but a truly informed consumer of education. That's a question. I don't think *Maclean's* is the ultimate guide to that.

Aside from comments such as that, say we put more purchasing power in the hands of students. In Nova Scotia, as Dr. Lawless told you, students are already paying 45%, at certain universities, of the total cost of their education, not the 10% to 20% we've heard of in some statistics. I would say we are quite competitive, particularly at the undergraduate level, in the good sense of the word. What we want to avoid is being competitive when it is non-productive.

You're talking about increasing the quality and the relevance of what we do. I think we measure up pretty well. Your question is: at the margin, can we do more of that? Is that the way to go? I have some questions as to how much further we should be going at this point in time.

Clearly, we will have to go somewhat further if we're assuming that students will pick up an even larger portion of the cost of their education.

The Chairman: I might add to my question, before the others answer. In Nova Scotia, if it's true that we are educating our population to contribute to the GDPs of other parts of the country or other places, then, if a larger share of the financing of the university is appropriately equalized and put in the hands of the student, university education, if we are competitive in Nova Scotia, would make that a very important new industry in this province. It's a thought.

Again, I preface my comments with all the caveats of being appropriately equalized, which may not be possible given the fiscal position of the governments that are financing university education.

Dr. Parr-Johnston: Yes, I would say we already are an important industry.

Mme Parr-Johnston: En effet, je me précipite, mais je suis certaine que les autres témoins voudront également donner leur opinion.

Tout d'abord, cela suppose que nous avons affaire à des consommateurs avertis. Il ne s'agirait pas de consommateurs provenant de la masse, mais de personnes qui connaîtraient vraiment l'éducation. Voilà la première chose. Je ne pense pas que *Maclean's* soit un guide infallible en la matière.

Faisons abstraction de cela et supposons que les étudiants disposent d'un plus grand pouvoir économique. Comme l'a déjà souligné M. Lawless, les étudiants de la Nouvelle-Écosse paient déjà, dans certaines universités, 45 p. 100 du coût total de leurs études, et non pas 10 ou 20 p. 100 comme le laissent entendre certaines statistiques. J'estime que nos établissements sont tout à fait compétitifs, particulièrement pour ce qui est des étudiants de premier cycle. Il faut éviter la concurrence lorsqu'elle n'est pas féconde.

Vous voulez augmenter la qualité et la pertinence de l'enseignement que nous offrons. J'estime, quant à moi, que nous obtenons d'assez bons résultats. Vous voulez savoir si nous pouvons faire plus. Est-ce la bonne solution? J'ai quelques réticences à ce sujet.

Il est certain que nous serons tenus d'en faire plus dans la mesure où les étudiants seront obligés d'assumer une plus grande proportion du coût de leurs études.

Le président: Permettez-moi de compléter ma question avant d'entendre les autres réponses. Si l'on peut dire que nous éduquons la population de manière à augmenter le PIB dans les autres régions du pays, et dans la mesure où le financement des universités est réparti de manière appropriée et remis directement aux étudiants, on pourrait dire qu'un enseignement universitaire compétitif deviendrait une nouvelle industrie très importante en Nouvelle-Écosse. Que pensez-vous de cette position?

Bien sûr, il faudrait régler le problème de toutes les disparités, ce qui ne serait peut-être pas possible, vu la situation financière des gouvernements qui financent l'enseignement universitaire.

Mme Parr-Johnston: Je pense que nous sommes déjà une industrie importante.

[Text]

I heard Professor Bankier say—I'm aware of that study because we've been a part of it—that some 16,000 jobs were created, we are an export industry—appropriately defined—and we generate some \$600 million now. The question is, how much further, and who benefits from that?

[Translation]

Mme Bankier nous a dit que nous avons créé environ 16 000 emplois, que nous sommes une industrie d'exportation—on ne pourrait trouver terme plus juste—and que nous produisons actuellement environ 600 millions de dollars. Je sais tout cela, pour avoir pris part à l'étude qu'elle a mentionnée. On peut se demander jusqu'à quel point poursuivre nos efforts et à qui cela profiterait.

• 1520

The other thing I'd like to say is that I sense, and we don't have the details on this, a major structural change so that brain drain you're talking about, which relates to past statistics, may increasingly come in the form of starting smaller and medium-sized businesses that are knowledge-based here in Nova Scotia and here in the Atlantic.

J'aimerais ajouter que nous prévoyons un important changement structurel dont nous ne connaissons pas encore les détails, changement visant à faire en sorte que la fuite des cerveaux que vous avez évoquée et que révèle les statistiques anciennes, laissent de plus en plus la place à la création de petites et moyennes entreprises fondées sur les connaissances, en Nouvelle-Écosse et dans la région de l'Atlantique.

Mr. D'Orsay: I've had a chance to consider this sort of question. I'm concerned the other way. I think maybe we're already too much consumer led, that the concerns of consumers for quick results and quick returns to their investment in education may already be misguiding some of our educational priorities.

M. D'Orsay: J'ai déjà réfléchi à cette question et je crains justement que nous ne soyons déjà trop axés sur la consommation et que la recherche d'un rendement rapide de l'investissement dans l'enseignement a peut-être déformé nos priorités en matière d'éducation.

It is beyond the question of considering whether university a, b, or c is better than another as an informed choice because you also have to know what area of knowledge is going to be of value 10, 15, 20 years into the future. The best role universities can provide is access to all areas of knowledge. You're not going to be able to do that in a consumer led system where people are going to be looking for a quick result.

Pour faire un choix averti, il ne suffit pas de connaître le classement des universités, il faut encore définir quel sera le champ de connaissance le plus utile dans 10, 15 ou 20 ans. Ce que les universités peuvent offrir de meilleur, c'est l'accès à tous les champs de connaissances. Or, cela serait impossible dans le cadre d'un système d'enseignement universitaire fondé sur la consommation, car les gens rechercheraient des résultats immédiats.

I'm trying to understand all the caveats you've built into the front of this. If I understand it correctly, you are suggesting that perhaps we have students pay about 30% of the cost of their education directly and the federal government pick up the other 70%. I think we could support that kind of proposal.

J'essaie de comprendre toutes les conditions que vous avez réunies pour pouvoir envisager une telle formule. Si j'ai bien compris, vous proposez que les étudiants paient directement environ 30 p. 100 du coût de leurs études et que le gouvernement fédéral se charge du reste. Je pense que nous ne pouvons approuver ce genre de proposition.

Prof. Bankier: I may anticipate what President Clark may be about to say. There were a number of ifs, which are pretty major ifs. I didn't hear the if about the cost of research, otherwise there would be an incentive for universities to abandon their research functions. The competition with the other universities would mean they'd have to match their fees to the universities that were doing less research. We could get into a downward spiral with universities trying to abandon research so they can make profits on the undergraduate education. For there to be any hope for viability of that some type of scheme would have to be designed to address that problem as well.

Mme Bankier: Monsieur Clark voudra bien m'excuser si je lui enlève les mots de la bouche. Votre proposition s'appuie sur un certain nombre de suppositions importantes. Par exemple, vous n'avez pas parlé des coûts de la recherche. Il se pourrait très bien que les universités soient incitées à abandonner leur fonction de recherche. La concurrence les forceraient à ajuster leurs frais d'inscription à un niveau comparable à ceux des universités qui font moins de recherche. Cela risquerait de tirer les universités vers le bas et de les inciter à abandonner la recherche afin de se consacrer à l'enseignement de premier cycle, plus profitable. Pour que votre proposition soit viable, il faudrait élaborer un plan qui tiendrait compte de ce problème également.

The other concern one might feel is the thought of growing amounts of scarce university resources going into building marketing resources to send people across the country to make cases for students. That's something that maybe requires some thoughts as well.

L'autre danger que l'on peut entrevoir, c'est que les universités se voient dans l'obligation de consacrer une partie de leurs maigres ressources à la constitution d'une équipe de recrutement qui sillonnnerait le pays pour vanter les mérites de l'université auprès des étudiants potentiels. Il faudrait peut-être réfléchir également à ce genre de chose.

Dr. Clark: Without going into any of the ifs and other caveats, let me give you a general answer. Yes, I think it would make universities more competitive and I think that proof can be found quite readily in looking at what happened in Ontario until a few years ago.

M. Clark: Je vais vous donner une réponse générale, sans entrer dans les détails des suppositions et des conditions préalables. Je crois qu'une telle formule rendrait les universités plus compétitives et que la preuve nous est donnée par ce qui s'est passé en Ontario il y a quelques années.

[Texte]

A way of funding for the universities was on an enrolment head count basis formula, effectively, not from the students. Nevertheless, what you had was a financially driven competition for students. While there were certainly some who felt that could cause a lowering of academic quality, I think in retrospect it did make the universities very much more competitive. I think it would be very hard to find any evidence now that quality was seriously affected.

The Chairman: In a positive way?

Dr. Clark: Maybe in a positive way, certainly not in a negative way. I think the situation you were describing could make the universities more competitive.

The Chairman: That would be a good thing?

Dr. Clark: Yes.

Mr. Frison: The only thing I would add, and I mentioned this to you before, is that I think you'd have to add one more assumption to your model, and that is student mobility, since students aren't necessarily as mobile as they would be in other markets. The university system is more a system of regulatory monopolies and oligopolies. It is a free market. I think the government would have to look at building into those assumptions grants for living and accommodation allowances to allow students to be that mobile.

The Chairman: Thank you very much. I appreciate all of your presentations and your interest in the work of the committee.

[Traduction]

Le financement des universités reposait sur une formule fondée sur le nombre d'inscriptions. Cela a déclenché une course aux étudiants. On aurait pu craindre une chute de la qualité des études, mais je crois qu'en fin de compte, les universités sont devenues plus compétitives. Il me semble qu'il serait très difficile maintenant de prouver que cette situation a eu un effet négatif très marqué sur la qualité de l'enseignement.

Le président: Elle a eu un effet positif?

M. Clark: Peut-être positif, mais certainement pas négatif. Je pense que la proposition que vous avez énoncée pourrait rendre les universités plus compétitives.

Le président: Ce serait donc une bonne chose?

M. Clark: Tout à fait.

M. Frison: J'aimerais tout simplement rappeler qu'il faudrait rajouter à votre modèle une autre condition, en l'occurrence la mobilité des étudiants, car les étudiants ne sont pas nécessairement aussi mobiles que d'autres consommateurs sur d'autres marchés. Le système universitaire est plutôt un système de monopoles et d'oligopoles qui ont une fonction de réglementation. C'est un marché libre, et pour que les étudiants soient parfaitement mobiles, il faudrait que le gouvernement leur consente une aide pour la subsistance et le logement.

Le président: Merci beaucoup. Je vous remercie pour l'excellent exposé que vous nous avez présenté et pour l'intérêt que vous manifestez relativement aux travaux de notre comité.

• 1525

Regrettably we had to limit our time but we've gone over a little of our time because the issues you addressed are so important to Nova Scotia. Thank you very much once again.

The next group of witnesses is from the volunteers who held town hall meetings in the riding of Annapolis Valley—Hants. We have a short opportunity to consider the report of that constituency consultation. We are going to, as we planned, allow for 15 minutes to allow the volunteers who conducted the constituency consultation in Annapolis Valley—Hants to make their presentation. There will be no questions.

Mr. Guy, we have approximately 15 minutes for your presentation as we've outlined. We would like you to introduce your colleagues before beginning. We have a written version of it with us before the committee.

Mr. Rex Guy (Member, Annapolis Valley—Hants Constituency Committee): I'm the spokesperson. Our chairman is sitting at the back, Barry Costello, and I have with me Professor McClain, a professor of political science at Acadia University, and Chris Cann, a social worker in the community.

As we start this I would like to beg your indulgence. In the first place, we're a bit nonplussed by the description we found ourselves answering to in the order of the day. We are described as a volunteer group going around having town meetings.

Nous avons dû imposer une limite de temps que nous avons légèrement dépassée étant donné que les questions que nous avons étudiées sont si importantes pour la Nouvelle-Écosse. Encore une fois, merci.

Le prochain groupe de témoins est composé de bénévoles qui ont participé à des réunions dans la circonscription d'Annapolis Valley—Hants. Il nous reste un peu de temps pour prendre connaissance du rapport de la consultation qui a eu lieu dans cette circonscription. Comme prévu, nous allons accorder une quinzaine de minutes aux bénévoles qui ont réalisé cette consultation dans la circonscription d'Annapolis Valley—Hants pour présenter leur rapport. Il n'y aura pas de questions.

Monsieur Guy, vous avez une quinzaine de minutes pour nous livrer votre exposé. Veuillez tout d'abord présenter vos collègues. Les membres du comité ont un exemplaire de votre mémoire.

M. Rex Guy (membre du Comité de la circonscription d'Annapolis Valley—Hants): Je suis le porte-parole du Comité. Notre président Barry Costello est assis en arrière et j'ai à mes côtés Mme McClain, professeur de sciences politiques à l'université Acadia et Chris Cann, un travailleur social de la région.

J'aimerais, pour commencer, faire appel à votre indulgence. La façon dont nous sommes présentés dans l'ordre du jour nous a un peu étonnés. En effet, nous sommes présentés comme un groupe de bénévoles ayant tenu des réunions dans la circonscription d'Annapolis Valley—Hants.

[Text]

We represent the constituency committee on social reform, established by John Murphy, the member of Parliament for Annapolis Valley-Hants and an associate member of this committee. We understand or we're told that we are the only constituency committee of this type to address this meeting across the country.

We have spent six months planning and preparing for public consultation throughout the constituency. We held four meetings throughout Mr. Murphy's riding in October.

We begin our presentation with a parable that was written by a local member of the community. It speaks to everything we heard at our four meetings. It's called "The Parable of the Pot":

I talk to people and I tell them if they give me some money I will make them supper a couple of nights a week. They agree to this. The first night they come to supper, I have two pots on the stove, one that is half full, one that is full to the top. I tell them that each night they come for supper I will feed them from the pot that is half full.

They're content with this, they go away a little hungry but reasonably satisfied. However, they look at the full pot and eventually they ask me about it. I tell them it is for a few of my friends who come in and eat later. That seems okay but then things start to cost a bit more so I ask for more money to buy food for the half full pot. Now people begin to ask why they can't eat some of the food in the full pot. I explain again that this is for my friends who come later and help me maintain the house so that it's important that I feed them well. They know this is important so they give me more money.

• 1530

The full pot still sits on the back burner. People ask about it but I have convinced them it is for the important people who keep the house repaired. They're tired and hungry so they don't question too much. Also, they believe I know more about food production than they do.

The next time they come for supper I tell them things are much worse and they have to help me make the food in their pot go further and feed more people. I tell them this repeatedly, so much so that they forget about the other pot on the back burner and don't ask me any more questions about it.

The discussions at our public meetings were more about social justice than social program changes. People talked about the other pot. They talked about equity and redistribution of wealth and the inherent injustices and unfairness in our present social and economic programs. They spoke eloquently about the lack of opportunities, resources, and political representation that all Canadians face. Unfortunately, none of those issues are addressed in Minister Axworthy's discussion paper.

[Translation]

De fait, nous représentons le Comité de la circonscription chargé d'étudier la réforme sociale. Ce Comité a été créé par John Murphy, le député d'Annapolis Valley—Hants qui en est lui-même membre. Je crois que nous sommes le seul comité de ce type à venir vous présenter un témoignage.

Nous avons passé six mois à préparer une consultation publique dans la circonscription. Nous avons tenu quatre réunions dans la circonscription de M. Murphy, au mois d'octobre.

Nous allons débuter notre présentation avec une parabole que l'on doit à la plume d'un habitant de la circonscription. Cette parabole réunit toutes les préoccupations qui ont été soulevées au cours des quatre réunions que nous avons tenues. Je vais donc vous lire «La parabole de la marmite»:

J'ai proposé à mes voisins de leur préparer à manger une ou deux fois par semaine, contre un peu d'argent. Ils ont tous accepté. Quand ils viennent dîner, le premier soir, il y a deux marmites sur le feu. La première est à moitié pleine et la deuxième est remplie à ras bord. Je leur dis que chaque fois qu'ils viendront manger, je les servirai à partir de la marmite à moitié pleine.

Tout le monde est d'accord et passablement satisfait, même si certains ont encore un peu faim lorsqu'ils quittent la table. Cependant, mes clients finissent par me demander ce que je fais de la marmite pleine. Je leur explique que je la garde pour mes amis qui viennent plus tard. Cette explication les satisfait mais, le prix de la nourriture ayant augmenté, je dois faire payer un peu plus cher le repas. Mes clients me demandent alors pourquoi je ne leur sers pas la nourriture contenue dans la marmite pleine. Je leur explique de nouveau que je la garde pour mes amis qui viennent plus tard et qu'il est important que je nourrisse bien ces gens-là car ils m'aident à entretenir la maison. Ils conviennent avec moi que c'est important et ils acceptent de me donner plus d'argent.

La marmite est pleine et elle est encore en train de mijoter. Les gens posent des questions, mais je les convaincs que son contenu est réservé aux personnes qui s'occupent de réparer la maison. Comme ils sont fatigués et qu'ils ont faim, ils ne cherchent pas à en savoir plus. En outre, ils se disent que j'en sais certainement plus qu'eux en matière culinaire.

La fois suivante, lorsqu'ils viennent manger, je leur dis que la situation s'est beaucoup aggravée et qu'ils doivent m'aider à nourrir plus de gens avec le contenu de leur marmite. Je leur répète cela tellement souvent qu'ils en viennent à oublier l'autre marmite, celle qui est pleine, et ne me posent plus de questions à son sujet.

Les discussions qui ont eu lieu lors de nos réunions publiques portaient davantage sur la justice sociale que sur la réforme des programmes sociaux. Les gens ont parlé de l'autre marmite. Ils ont parlé d'équité, de la redistribution de la richesse et des injustices inhérentes à nos programmes sociaux et économiques actuels. Ils ont parlé de façon éloquente des lacunes dont souffrent tous les Canadiens sur le plan des possibilités, des ressources et de la représentation politique. Malheureusement, aucune de ces questions n'est abordée dans le document de travail de M. Axworthy.

[Texte]

The consultation process, both in scope and time, is too narrow to allow for the kind of serious dialogue Canadians must have if we are to manage the major social changes we face. From our meetings we know it is not enough to give people a workbook and ask them to give agree or disagree answers to questions.

Every issue raised at our meetings brought up other issues and engendered genuine debate. Our committee, including community leaders, social workers, community developers, business people, activists, women who work at home, and seniors, put over 600 person-hours into developing and holding our consultations. We knew from the outset the timetable was far too short to have a productive consultation, and what we found out over a week of public meetings was that we just scratched the surface of people's ideas and feelings. There is still much work to be done.

We heard that the green paper is not the answer to reform. At our four public meetings we heard about problems with various programs. We heard anger, outrage, and suggestions for change but there was no consensus on what the problems with our social security system are or what the solutions should be. It was quite clear to us, however, that at least in Annapolis Valley-Hants people want our present social safety net to remain until there is something better to replace it. There was no indication that people saw the proposals in the discussion paper as the "something better".

Given the lack of consensus on the issues raised in the paper and the genuine desire of people to fully discuss social policy, our first recommendation to your committee is to urge the government to recognize the reaction, slow down, and find the means to expand the consultation with Canadians that has begun. This is a good start. A dialogue could include local solutions to the larger problems of social and economic restructuring in Canada.

Canadians will find the answers to the problems of today just as they found the answers to the problems of the terrible recession of the 1930s. Thanks to those people who are now our seniors, we have our present social security system.

We need a timeframe that may be measured in years rather than weeks if we are to have effective social reform.

[Traduction]

Le processus de consultation est trop limité, tant du point de vue de la portée que du point de vue de la durée, pour permettre le genre de dialogue sérieux que les Canadiens doivent tenir si nous voulons réussir à nous adapter aux importants changements sociaux auxquels nous sommes confrontés. Nos réunions ont révélé qu'il ne suffit pas de donner aux gens un document de travail et de leur demander de dire simplement s'ils acceptent ou rejettent les propositions qu'il contient.

Chacune des questions soulevées lors de nos réunions a conduit à d'autres questions et a donné lieu à de sérieux échanges. Notre comité, formé de figures de proue de la communauté, de travailleurs sociaux, de responsables du développement communautaire, de gens d'affaires, d'activistes, de femmes au foyer et de personnes âgées, a consacré plus de 600 heures-personnes à la préparation et à la tenue de ces consultations. Nous savions, dès le départ, que l'échéancier était beaucoup trop court pour que les consultations soient productives. Après une semaine de réunions publiques, nous n'avions rien de plus qu'une vague idée de ce que pensent les gens. Il y a encore beaucoup de travail à faire.

Les gens nous ont dit que le Livre vert n'est pas la solution. Lors des quatre réunions publiques que nous avons tenues, nous avons entendu parler de problèmes liés à divers programmes. Les gens ont exprimé leur mécontentement et leur indignation et ont proposé des changements, mais on ne semblait pas s'entendre sur ce qui ne va pas dans notre système de sécurité sociale ni sur ce qu'il faudrait faire pour corriger la situation. Nous avons toutefois pu déterminer très clairement que les Canadiens, du moins ceux de la circonscription d'Annapolis Valley—Hants, veulent que notre filet de sécurité sociale actuel reste en place jusqu'à ce qu'on ait trouvé quelque chose de mieux pour le remplacer. Rien de ce que nous avons entendu ne nous porte à croire que les gens considèrent les propositions contenues dans le document de travail comme étant ce «quelque chose de mieux».

Étant donné l'absence de consensus sur les questions soulevées dans le document de travail et le désir sincère des Canadiens de discuter de la politique sociale en profondeur, la première recommandation que nous adressons à votre comité est d'exhorter le gouvernement à reconnaître la réaction de gens, à ralentir la cadence et à trouver le moyen d'élargir le processus de consultation qu'il a entrepris avec les Canadiens. C'est un bon départ. Le dialogue pourrait porter entre autres sur la recherche de solutions locales aux problèmes plus vastes liés à la restructuration sociale et économique au Canada.

Les Canadiens trouveront les réponses aux problèmes d'aujourd'hui tout comme ils ont trouvé les réponses aux problèmes de la terrible crise des années trente. C'est grâce aux gens qui sont aujourd'hui nos personnes âgées que nous avons notre système actuel de sécurité sociale.

Nous devons disposer d'un échéancier s'échelonnant sur des années et non sur des semaines si nous voulons une réforme sociale qui soit efficace.

[Text]

We heard a great deal of scepticism about the government's motives for this consultation. Many, many people felt this consultation was being held to justify and rationalize the cutting of \$7.5 billion from existing programs rather than to discuss social reform. It is time to put an end to these attempts to reduce the deficit at the expense of social programs and the poorest of people in Canada.

As one speaker in New Minas said, we can't look at social policy in the context of reducing the deficit. We cannot lay the fiscal debt at the feet of our social programs. If we dismantle social programs, we will increase the levels of abuse and violence. This was echoed at all forums across the constituency.

We only have to look to New Zealand to know there is truth in what was said. An increased rate of suicide and child poverty has accompanied that country's social reform package. Our own justice minister has worried about the cost Canada might pay for trimming social spending.

• 1535

He told the Canadian Press:

I worry about it... If we're going to cut, we're going to diminish the dollars available for these services and what price will we pay socially? What kind of society will we have at the end of it?

Given that Canada already ranks near the bottom of the ladder when it comes to social spending, there is little room to make further cuts. Canada spends just 18.8% of its gross domestic product on social programs. Sweden, at the top of the ladder, spends 34%; and all of Europe, including Greece and Spain, spend more than we do. We think the government should take the advice of all the speakers who said to look in other places for the cuts.

Our second recommendation to you is to urge the government to immediately undertake tax reform. We've heard over and over that before we make radical changes to social programs, we need to overhaul the tax system so all Canadians—individuals and corporations—pay their fair share. Here are some examples.

In 1992 the Royal Bank of Canada paid no tax on profits of \$63 million, while a bank teller paid over \$5,000 in income tax on an income of \$25,000. In the same year, 93,405 corporations paid no tax on \$27 billion in profits. In another example, Canada Steamship Lines Inc. in 1990 made a pre-tax profit of some \$19 million. It paid no income tax and received \$400,000 in tax credits.

We echo the sentiments of a businessman from Windsor who said he would be happy to have just half that profit and pay the taxes on it. When 340 wealthy Canadians paid no tax in 1992, is it any wonder Canadians are asking about the other

[Translation]

Beaucoup de gens ont exprimé un certain scepticisme au sujet des motifs qui poussent le gouvernement à tenir ces consultations. Beaucoup croient que le but de ces consultations est de justifier des coupures de 7,5 milliards de dollars dans les programmes existants plutôt que de discuter de réforme sociale. Il est temps de mettre fin à ces tentatives visant à réduire le déficit au détriment des programmes sociaux et des Canadiens les plus démunis.

Comme l'a dit une personne à New Minas, nous ne pouvons pas examiner la politique sociale dans le contexte de la réduction du déficit. Les programmes sociaux ne sont pas la solution au problème de la dette. Si nous détruisons nos programmes sociaux, nous causerons une augmentation du niveau d'abus et de violence dans notre société. C'est ce que nous avons entendu dans toutes les réunions que nous avons tenues dans la circonscription.

Il suffit de regarder le cas de la Nouvelle-Zélande pour savoir qu'il y a du vrai dans ce qui a été dit. La réforme sociale dans ce pays a entraîné une augmentation du taux de suicide et de la pauvreté chez les enfants. Notre propre ministre de la Justice s'inquiète de ce que la réduction des dépenses sociales pourrait coûter au Canada.

Il a dit ceci à la Presse canadienne:

Cela m'inquiète. Si nous réduisons les fonds disponibles pour financer ces services, quel prix devrons-nous payer sur le plan social? Quel genre de société aurons-nous une fois l'exercice terminé?

Comme le Canada est déjà presque au bas de l'échelle pour ce qui est des dépenses sociales, il ne reste pas beaucoup de place pour effectuer d'autres réductions. Le Canada consacre seulement 18,8 p. 100 de son produit intérieur brut aux programmes sociaux. La Suède, qui est en haut de l'échelle, en dépense 34 p. 100 et tous les pays d'Europe, y compris la Grèce et l'Espagne, dépensent plus que nous au titre des programmes sociaux. Nous croyons que le gouvernement devrait suivre les conseils de tous les gens qui ont dit qu'on devrait chercher d'autres façons de réduire les dépenses publiques.

Deuxièmement, nous vous recommandons d'exhorter le gouvernement à entreprendre immédiatement une réforme fiscale. Beaucoup de gens nous ont dit qu'avant d'apporter des changements radicaux aux programmes sociaux, nous devons réformer le régime fiscal de façon que tous les Canadiens, tant les sociétés que les particuliers, paient leur juste part d'impôt. Voici certains exemples.

En 1992, la Banque Royale du Canada n'a pas payé un sou d'impôt sur des bénéfices de 63 millions de dollars, alors qu'un caissier de banque touchant un salaire de 25 000\$ a payé plus de 5 000\$ d'impôt sur le revenu. Au cours de la même année, 93 405 sociétés n'ont payé aucun impôt sur des bénéfices totalisant 27 milliards de dollars. Voici un autre exemple: en 1990, les Canada Steamship Lines Inc. ont réalisé des bénéfices de quelque 19 millions de dollars avant impôt. La compagnie n'a payé aucun impôt et a eu droit à des crédits d'impôt de 400 000\$.

Nous partageons les sentiments d'un homme d'affaires de Windsor qui a dit qu'il serait heureux d'avoir seulement la moitié de ces bénéfices même s'il devait payer de l'impôt. Quand on pense que 340 Canadiens riches n'ont payé aucun

[Texte]

pot? Why must Canadians tolerate the continuation of family trusts when they're told the social spending pot is empty? When 20% of Canadians have 40% of the wealth in this country, where is the social justice?

We heard about more government accountability and responsibility, and at one meeting a speaker suggested we bring the peacekeepers home to watch over the government, to make sure it is acting responsibly. There was general agreement that we needed to spend more wisely and that spending had to be tied to clear goals. There was little belief that this would happen.

People are, however, looking to government to show leadership. Some of the several ways they suggested it might do that and save money at the same time are as follows: one, make the Senate a \$1-per-year job, a volunteer chamber of sober second thought; two, cut MPs' pensions; three, stop double dipping; and four, increase the line-by-line accountability to eliminate the practice of not returning departmental budgetary surpluses and stop government waste. One example cited was spending \$20,000 to assess the impact of welcome signs in Canada Employment Centres.

Discussions on unemployment insurance and social assistance run the gamut from "let's cut some money today so we'll have programs in the future" to "the paper doesn't go far enough with cuts" to "I'm tired of paying" to "reducing the system saves money but it is a short-term saving". Most poignant of all was from an unemployed man in Milford:

The solutions are not that simple. Don't treat those people in UI as statistics. You can't know what it is like to need the system until you're in that situation.

Finally, from a single mom in New Minas:

You can starve in Canada. A lot of people have no home or no clothes. You can starve in Canada.

Mostly we heard fear, fear that even criticizing these programs would mean cuts for people who are already existing on the margins, especially seasonal workers who make up a large part of the work force in our area. We heard that women will be hard hit by changes in unemployment insurance and social assistance. Most women are employed part time or in the service sector, including health and education, where jobs are being eliminated.

[Traduction]

impôt en 1992, faut-il se surprendre que les Canadiens posent des questions au sujet de l'autre marmite? Pourquoi les Canadiens devraient-ils tolérer la situation en ce qui concerne les fiducies familiales lorsqu'on leur dit que la marmite des budgets sociaux est vide? Quand on pense que 20 p. 100 des Canadiens possèdent 40 p. 100 de la richesse dans notre pays, où est la justice sociale?

Il a beaucoup été question d'accroître la responsabilité gouvernementale. À l'une des réunions, quelqu'un a même proposé qu'on ramène les gardiens de la paix ici pour qu'ils surveillent le gouvernement afin de s'assurer qu'il agit de façon responsable. On semblait d'accord pour dire que nous devrions dépenser de façon plus judicieuse et que les dépenses devraient être associées à des buts précis. On ne croyait cependant pas vraiment que cela arriverait.

Les gens attendent du gouvernement qu'il fasse preuve de leadership. Voici certaines des propositions qui ont été formulées en ce qui concerne les mesures que le gouvernement pourrait prendre pour faire preuve de leadership et économiser de l'argent: premièrement, payer les sénateurs 1\$ par année, c'est-à-dire faire du Sénat une chambre de second examen objectif, formée de bénévoles; deuxièmement, réduire les pensions des députés; troisièmement, éliminer le cumul de pension et de traitement; et, quatrièmement, accroître la responsabilité à tous les échelons afin d'éliminer la pratique selon laquelle les ministères ne remettent pas leurs excédents budgétaires et mettre un terme au gaspillage des fonds publics. On a mentionné comme exemple de gaspillage un projet dans le cadre duquel on a dépensé 20 000\$ pour évaluer l'impact des panneaux de bienvenue dans les centres d'emploi du Canada.

Les discussions sur l'assurance-chômage et l'aide sociale ont donné lieu à toutes sortes de commentaires. Certains disaient que nous devrions faire des réductions aujourd'hui si nous voulons avoir encore des programmes à l'avenir, d'autres que le document de travail n'allait pas assez loin en matière de réductions, d'autres encore, qu'ils en avaient assez de payer ou que les économies réalisées en réduisant les dépenses sociales n'étaient que des économies à court terme. Le commentaire le plus frappant est celui qu'a fait un chômeur de Milford, qui a dit ceci:

Les solutions ne sont pas simples. Ne traitez pas les chômeurs comme des statistiques. On ne sait pas ce que c'est que d'avoir besoin du système tant qu'on n'est pas dans cette situation.

Enfin, voici ce qu'a dit une mère seule de New Minas:

On peut mourir de faim au Canada. Beaucoup de gens n'ont pas de logement ni de vêtement. On peut mourir de faim au Canada.

Ce qui a été exprimé par-dessus tout lors de ces réunions, c'est un sentiment de peur. On a peur que le simple fait de critiquer ces programmes entraînera des réductions pour les gens qui sont déjà parmi les plus pauvres, spécialement les travailleurs saisonniers qui forment la majeure partie de la main-d'œuvre dans notre région. On nous a dit que les femmes seraient durement touchées par les changements apportés à l'assurance-chômage et à l'aide sociale. La plupart des femmes ont un emploi à temps partiel ou travaillent dans le secteur des services, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, où de nombreux emplois sont éliminés.

[Text]

[Translation]

• 1540

As well, many single parents have neither the resources nor the opportunity to secure the work experience needed for improving their access to employment.

We heard that one child in five in Nova Scotia lives in poverty. That is 20% of all the children, and that's higher than the national average. As one of the speakers at our meeting said, children are poorer because parents are poorer, and the likelihood of being a poor child increases when the parent is a single mother.

Training and education was seen as important to the future growth and economic stability of Canada, and as one man said, is most definitely the right of every Canadian.

We even heard some interesting suggestions about apprenticeship and mentoring programs. But again, there was no consensus on who should be responsible for training, what kind of training, or how it should be financed. There was, on the other hand, consensus that before we talk about training, we need to talk about employment and sustainable livelihoods.

No one believed that training automatically led to employment. To quote one speaker and paraphrase the comments of many others, no matter how much training we take or do, it doesn't make a difference if jobs aren't available. We recommend that the government focus on a national sustainable full-employment strategy.

While programs for seniors were not directly included in the discussion paper, we included them in our consultation. Seniors are part of the communities that will be affected by any changes to established programs, and we do not believe they can be dealt with in isolation.

Our belief was reinforced every time a senior spoke about how cuts in social programs, health care spending, unemployment insurance, and tax changes diminished already fixed incomes and created hardship. Increased spending on personal services and physical aids, and support for unemployed adult children who have to be supported by them, are all part of the reality for seniors.

I heard another reality on the radio driving in here this morning. I understand we're about to start paying for local phone calls in this country. That's going to create a lot further diminution of a lot of people's incomes.

Each program is linked to every other one. Social reform cannot be done piecemeal, and we must have a global goal for any changes we make. There is so much more to say, but there was not adequate time provided nor adequate public education to promote informed discussion. However, in closing, we would like to return to our two main points.

Par ailleurs, beaucoup de parents seuls n'ont pas l'occasion, faute de ressources, d'acquérir l'expérience professionnelle nécessaire pour améliorer leur accès à l'emploi.

Nous avons entendu dire qu'un enfant sur cinq en Nouvelle-Écosse vit dans la pauvreté. Cela veut dire que 20 p. 100 des enfants sont dans cette situation, ce qui est plus élevé que la moyenne nationale. Comme quelqu'un l'a signalé à l'occasion de l'une de nos réunions, les enfants sont plus pauvres parce que les parents sont plus pauvres, et les enfants de mères seules sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté.

Les gens estiment que la formation et l'éducation sont importantes pour assurer la croissance et la stabilité économique du Canada à l'avenir. Comme l'a dit un homme, c'est certainement quelque chose qui revient de droit à tous les Canadiens.

Nous avons même entendu certaines suggestions intéressantes au sujet des programmes d'apprentissage et d'encadrement. Mais, encore une fois, on ne s'entendait pas sur les autorités qui devraient assumer la responsabilité de la formation, sur le genre de formation et sur le financement de la formation. Par contre, tous semblaient d'accord pour dire que, avant de parler de formation, nous devons parler d'emplois permanents.

Personne ne croit que la formation mène automatiquement à un emploi. Pour reprendre les paroles d'une personne dont l'opinion reflète celle exprimée par de nombreux autres Canadiens: «on peut bien suivre toute la formation possible et imaginable, cela ne changera rien s'il n'y a pas d'emplois.» Nous recommandons que le gouvernement mette l'accent sur une stratégie nationale de plein emploi.

Même si les programmes à l'intention des personnes âgées ne sont pas abordés directement dans le document de travail, il en a été question dans nos consultations. Les personnes âgées font partie des collectivités qui seront touchées par les changements qui seront apportés aux programmes existants et, selon nous, elles ne doivent pas être traitées de façon isolée.

Notre opinion n'a fait que se raffermir chaque fois qu'une personne âgée prenait la parole pour dire comment les réductions dans les programmes sociaux, les soins de santé et l'assurance-chômage et les modifications au régime fiscal créaient des difficultés financières pour les personnes à revenu fixe. Les dépenses accrues au titre des services personnels et des aides physiques et le soutien des enfants adultes sans emploi font partie intégrante de la réalité des personnes âgées.

J'ai entendu une autre réalité à la radio en venant ici ce matin. Je crois comprendre que nous sommes sur le point de payer pour les appels téléphoniques locaux dans notre pays. Pour beaucoup de gens, cela entraînera une autre diminution importante de leur revenu disponible.

Les programmes sont tous liés les uns aux autres. La réforme sociale ne peut pas se faire à la pièce. Nous devons avoir un objectif global pour tous les changements que nous faisons. Il y a tant de choses à dire encore, mais nous n'avons pas eu assez de temps, et l'information publique n'a pas été suffisante pour favoriser une discussion éclairée. Toutefois, en terminant, nous voudrions revenir sur les deux principaux points que nous avons soulevés.

[Texte]

The government must look at the other part and redistribute wealth in this country. Government must broaden and focus consultation with people to develop consensus on the mission, goals and strategies of social policy before it makes any change to the social safety net. These changes have to consider the impact not only on people, but on family and community as well.

Evolution of social change cannot be accomplished in six months. We cannot shift in such a short period from conventional measures of protection and social policy to the unconventional measures that may be required to provide Canadians with what they need. We can discuss transition, moving some resources around, and making some changes and improvements, but we will not reach the point where these changes will be effective.

Is the government interested in investing in the ongoing discussion necessary to have a suitable evolution? Does the government believe it has had adequate consultation with Canadians to make major changes to social policy and programs?

Our committee knows this process was not sufficient to gain consensus for change. If the agenda is not already set and the cuts to social programs already decided, then the government must continue to develop a process of consultation until there is consensus, and we stress consensus among all participants on what Canada's social policy and Canadian society will be like.

The presumption of our creditors that they can dictate Canadian social policy and values will only guarantee their own social security, not ours.

• 1545

At this point, I'd like to ask Professor McClain to bring a little more focus on to what I have just said.

Professor Janet McClain (Member, Annapolis Valley—Hants Constituency Committee): We feel we have a very unique brief to present to you because it is representing the voices of at least our 400 participants. We had very lively discussions. They took place in fire halls, legion halls, community and recreation centres in four communities across the whole riding.

We also had some very unique participants. We had laid-off workers from the defence industry—not surprisingly in our riding. We had seasonal workers. Our riding represents agriculture, tourism and many industries that have seasonal employment. We also have a number of disabled workers because of the agricultural and mining base in our constituency, and they were very vocal and outspoken against the Canada pension disability provisions.

In addition, there was extreme concern about the penalty and the accusations made against repeated users of UI. They expressed over and over again in these meetings that unemployment insurance is not anybody's choice, in their

[Traduction]

Le gouvernement doit regarder de l'autre côté et redistribuer la richesse dans notre pays. Il doit élargir les consultations avec les Canadiens pour en arriver à un consensus sur la mission, les buts et les stratégies de la politique sociale avant d'apporter quelque changement que ce soit à notre filet de sécurité sociale. De plus, le gouvernement doit tenir compte de l'impact des changements non seulement sur les personnes, mais aussi sur les familles et les collectivités.

L'évolution de la politique sociale ne se fait pas en six mois. Nous ne pouvons pas passer en si peu de temps des mesures traditionnelles de protection sociale aux mesures non traditionnelles qu'il faudra peut-être mettre en place pour répondre aux besoins des Canadiens. Nous pouvons parler de la transition, de la réaffectation de certaines ressources et des changements et améliorations pouvant être apportés, mais nous n'arriverons pas au point où ces changements deviendront réalité.

Le gouvernement est-il intéressé à investir dans le genre de discussion nécessaire pour que l'évolution se fasse de façon convenable? Le gouvernement croit-il qu'il a tenu suffisamment de consultations avec les Canadiens pour apporter des changements majeurs à la politique et aux programmes sociaux?

Notre comité sait que ce processus n'a pas été suffisant pour qu'on en arrive à un consensus sur les changements à apporter. Si le gouvernement n'a pas déjà décidé des réductions qu'il fera dans les programmes sociaux, il se doit de continuer le processus de consultation jusqu'à ce que tous les participants—nous insistons!—s'entendent sur ce que la politique sociale du Canada et la société canadienne devraient être.

En tenant pour acquis qu'ils peuvent dicter au Canada sa politique sociale et ses valeurs, nos créanciers ne font qu'assurer leur propre sécurité sociale, et non la nôtre.

Je vais maintenant demander au professeur McClain de donner un peu plus de précisions sur ce que je viens de dire.

Mme Janet McClain (professeur et membre, Comité de circonscription d'Annapolis Valley—Hants): Nous estimons que le mémoire que nous vous présentons est unique parce qu'il représente les opinions d'au moins 400 participants. Nous avons eu des discussions très animées. Elles ont eu lieu dans des casernes de pompiers, des salles de la légion, des centres communautaires et des centres récréatifs dans quatre localités de la circonscription.

Nous avons également eu des participants très uniques. Il y avait des travailleurs mis à pied dans l'industrie de la défense, ce qui n'est pas surprenant dans notre circonscription. Il y avait aussi des travailleurs saisonniers. L'agriculture, le tourisme et beaucoup de secteurs offrant des emplois saisonniers sont présents dans notre circonscription. La présence des secteurs agricoles et miniers dans notre région fait que nous avons également un certain nombre de travailleurs invalides, et ils ont critiqué très ouvertement les dispositions du Régime de pensions du Canada en ce qui concerne l'invalidité.

De plus, les gens sont très préoccupés par les accusations portées contre les prestataires fréquents d'assurance-chômage et ils s'inquiètent des pénalités qu'on veut leur imposer. Les participants aux réunions ont dit et répété que, selon eux,

[Text]

opinion, and particularly in rural communities. Don't forget that in Atlantic Canada we have the champions of self-employment and self-help. We are models to the rest of the country. People cut wood. They do all sorts of jobs to sustain themselves, and they are very, very good at doing that. So to say that people are on long-term UI by choice was offensive. Some contributors in the meetings I attended said they considered it to be an outrageous challenge to them and they are certainly going to let you hear from them individually as well as through our brief.

[Translation]

personne ne choisit d'être prestataire d'assurance-chômage, surtout pas dans les régions rurales. N'oubliez pas que les habitants du Canada atlantique sont les champions du travail indépendant et de l'autonomie. Nous sommes des modèles pour le reste du pays. Les gens coupent du bois. Ils font toutes sortes de travaux pour subvenir à leurs besoins et réussissent très bien. Alors les gens sont insultés de se faire dire que c'est par choix qu'ils sont prestataires d'assurance-chômage pendant de longues périodes. Certains des participants aux réunions auxquelles j'ai assisté ont dit qu'ils considéraient cela comme de la provocation à leur égard et qu'ils vous diraient leur façon de penser personnellement de même que par le truchement de notre mémoire.

In addition, we had representatives of local organizations, and particularly women's shelters. They are extremely concerned about the rising numbers of people who need their services today, not just on a one-term basis, but on a regular basis. Women in fact are seeking assistance simply because the financial stability in their household has broken down, and that's been a cause of violence.

In addition, we had a number of women who were single parents, who had taken training and gone back to school, talk about what it was like to be paying off their student loans. They were in collection right now, because they couldn't afford the payments. I'd like to tell you myself that I was a mid-career student and went back to school. I cashed in my pension to do that and I have a mortgage that I will be paying off when I become a CPP claimant. It's a reality for everyone, including those of us who change careers, or women who have decided to go back to school.

In addition, we heard a lot about children and children in poverty, and that's extremely important for this committee to consider. We have in fact homeless families in rural areas. We have extended families that are reunited because of their poverty, and we don't have the resources necessarily to support them. If you have any kind of job creation at all going on in your riding, then people come from other areas to your riding, or they leave. We have both people who are coming and people who are leaving, and that makes it very difficult to deliver services.

Our committee convened a planning and organization group that's going to continue after these briefs. We have 17 people on the committee. I'd like to point out for the opposition members here that our committee is made up of all parties. It's not just a Liberal Party organization. Many of us are not members of the Liberal Party. All sectors were represented and people put in considerable time volunteering to serve.

Interestingly enough, among the members of our volunteers, there are some people who have spoken to committees like this in their previous jobs or for other consultations that had gone on in the past. I, for one, testified before the unemployment insurance royal commission in the mid-1980s. Before that, I testified in the early 1970s on Marc Lalonde's orange paper.

Nous avons également entendu des représentants d'organisations locales, particulièrement de refuges pour femmes. Ces gens sont extrêmement inquiets du nombre croissant de personnes qui ont besoin de leurs services aujourd'hui, non seulement de façon isolée, mais de façon régulière. Les femmes ont besoin d'aide simplement parce qu'il n'y a plus de stabilité financière dans leur ménage et que c'est là une cause de violence.

Nous avons aussi entendu des mères seules qui sont retournées à l'école parler de ce que c'est que de rembourser un prêt étudiant. Elles faisaient même l'objet de mesures de recouvrement parce qu'elles n'arrivaient pas à faire leurs paiements. Je peux vous dire que je suis moi-même retournée aux études au milieu de ma carrière. Je me suis servie de mon fonds de pension pour le faire et j'ai une hypothèque que je n'aurai pas fini de payer lorsque je deviendrai prestataire du Régime de pensions du Canada. C'est une réalité, particulièrement pour ceux d'entre nous qui changent de carrière ou encore pour les femmes qui décident de retourner aux études.

Nous avons également beaucoup entendu parler des enfants et de la pauvreté chez les enfants, et c'est une question extrêmement importante sur laquelle le comité doit se pencher. Nous avons des familles sans abri dans les régions rurales. Nous avons des familles élargies qui sont réunies à cause de leur pauvreté et nous n'avons pas les ressources nécessaires pour subvenir à leurs besoins. Lorsqu'il se passe quelque chose sur le plan de la création d'emplois dans une circonscription, il y a des gens qui viennent d'ailleurs et il y a aussi des gens qui partent. Nous avons cela dans notre circonscription, des gens qui arrivent et des gens qui partent, ce qui rend la prestation de services très difficile.

Notre comité a formé un groupe de planification et d'organisation qui continuera son travail après la présentation de ces mémoires. Notre comité comprend 17 personnes. Je tiens à signaler aux députés de l'opposition qui sont ici que notre comité compte des représentants de tous les partis. Ce n'est pas seulement une organisation du Parti libéral. Beaucoup d'entre nous ne sont pas membres du Parti libéral. Tous les secteurs étaient représentés, et les gens ont donné beaucoup de leur temps pour participer aux travaux de ce comité.

Il est intéressant de constater que, parmi nos bénévoles, il y a des gens qui ont déjà témoigné devant des comités semblables dans le cadre de consultations antérieures. Pour ma part, j'ai témoigné devant la Commission royale sur l'assurance-chômage au milieu des années quatre-vingt. Avant cela, j'avais présenté un témoignage sur le Livre orange de Marc Lalonde, au début des années soixante-dix.

[Texte]

[Traduction]

• 1550

Some of us have been saying these things over and over again. The changes and recommendations. . . I'd like to point out to you a quote from Claude Forget, who chaired the Commission of Inquiry on Unemployment Insurance:

There's a lot that's been recommended before, and if it had been acted on in the past we wouldn't be in the circumstance we are today.

I'd like to say that on the other hand, we have people who cannot afford a wholesale restructuring program overnight. To reflect what is said in our brief over and over again, it took a long time to build the Canada Assistance Plan, unemployment insurance, the Canada Pension Plan and our health care system in Canada. It took a good fifteen years, if not longer, to even fine-tune the original programs. To try to do that in a year and a half is ludicrous, in our opinion.

You have to spend the time, you have to dedicate the effort, you're probably going to have to do many more consultations in different ways. In fact, you have a big task ahead of you and we hope we can help you with it. We're prepared to work further ourselves. We're saying we also have a commitment in our constituency to go further than what we've presented today. We also believe we know a lot and can help in the process.

Mr. Guy: That concludes our presentation, Mr. Chairman. I would like to thank Mr. Murphy for inviting us to take part in his consultations and for his commitment to really consult the constituents in his riding.

The Chairman: Thank you very much for that eloquent presentation. I want to apologize for the awkward way in which your work has been described in the agenda.

Since our beginning as a committee, we have been very interested in hearing from the consultation processes that have been initiated by members of Parliament across the country. Your presentation is as eloquent a testimony of the importance of doing that as we could have received.

Personally, I don't think I am saying anything terribly profound in saying to you that regardless of what we put in our report or what the government does, the process of social policy reform will not be over. It's going to take time and it's going to require an active involvement by Canadians from coast to coast. So I would encourage you to continue your activities. You have obviously taken your work very seriously. I believe the work you do will find other avenues of expression in future meetings.

I want to thank you once again for this very, very good report. On behalf of John Murphy, who was here earlier today and wanted to stay to hear your presentation but unfortunately had to return to Ottawa, I also want to say we are very impressed by the work he has initiated in encouraging your committee to do what it has done.

Nous sommes nombreux à répéter sans cesse la même chose. Pour ce qui est des changements et des recommandations, je veux vous citer une déclaration de Claude Forget, qui a présidé la Commission d'enquête sur l'assurance-chômage:

Bien des recommandations ont déjà été formulées, et si on en avait tenu compte par le passé, nous ne serions pas aujourd'hui dans la situation que l'on connaît.

Je dois dire d'autre part que certains ne peuvent pas se permettre une restructuration aussi subite que généralisée dans l'ensemble des programmes. Pour revenir sur ce que nous ne cessons de répéter dans notre mémoire, il a fallu beaucoup de temps pour mettre au point le Régime d'assistance publique du Canada, le Programme d'assurance-chômage, le Régime de pensions du Canada et notre régime national d'assurance-maladie. Il a fallu au moins 15 ans, sinon plus pour encore améliorer la formule originale de ces programmes. À notre avis, c'est ridicule de penser qu'on pourra refaire tout cela en un an et demi.

Il faut y mettre le temps et les efforts, et vous devrez probablement tenir bien d'autres consultations de différentes sortes. En fait c'est une tâche immense qui vous attend, et nous espérons pouvoir vous aider à la réaliser. Nous sommes prêts à travailler plus fort nous-mêmes. De notre côté, nous nous sommes engagés, dans notre circonscription, à faire davantage qu'à présenter le mémoire que nous déposons aujourd'hui. Nous croyons par ailleurs être en mesure de faire bien des choses et de contribuer au déroulement du processus.

M. Guy: Voilà qui conclut notre exposé monsieur le président. Je veux remercier M. Murphy de nous avoir invités à participer à ces consultations et de s'être engagé à effectuer de véritables consultations auprès ses électeurs.

Le président: Je vous remercie beaucoup de cet éloquent témoignage. Je tiens à présenter nos excuses pour la description inadéquate de votre mission, dans notre ordre du jour.

Depuis que le comité a entrepris ses travaux, nous avons montré beaucoup d'intérêt à l'égard des processus de consultation qui ont été enclenchés par les députés d'un bout à l'autre du pays. Votre exposé était l'un des meilleurs exemples qu'on puisse trouver en fait de témoignage sur l'importance de ces consultations.

Personnellement, je ne crois pas m'avancer trop en disant que, quelles que soient les recommandations de notre rapport et quelle que soit la réaction du gouvernement, le processus de la réforme des programmes sociaux ne se terminera pas là. Il faudra du temps, et il faudra que les Canadiens d'un océan à l'autre participant activement au développement de la nouvelle politique. Je vous encourage donc à poursuivre vos activités. Vous avez manifestement pris votre travail très au sérieux. Je crois que vous aurez d'autres occasions, dans de futures assemblées, de faire un rapport de vos travaux.

Je vous remercie encore une fois de ce rapport très intéressant. Au nom de John Murphy, qui était présent ce matin et qui tenait à entendre votre témoignage mais qui a malheureusement retourné à Ottawa, je tiens à dire que nous avons été très impressionnés par le travail accompli à sa demande par votre comité.

[Text]

Thank you very much.

Mr. Guy: Thank you for those very kind words. We were very pleased that Mr. Murphy came down this morning. In any case, it's solely because of a requirement to get back to a vote that he's not here with us this afternoon. But I would like to emphasize that he was a part of this consultation from start to finish. He has been a part of every forum we held and most of the meetings the committee held.

• 1555

The Chairman: Next we will hear from the Canadian Paraplegic Association of Nova Scotia, from the Nova Scotia Disabled Persons Commission, and from the Nova Scotia League for Equal Opportunities.

What we are doing, for those who are following the agenda, is jumping up and moving this part of our agenda forward because certain of our witnesses will have to leave, and the Society of St. Vincent de Paul, Nova Scotia Provincial Council, has generously offered to cede their place in the line. They will follow in the next presentation.

Welcome to our committee. We have approximately one half hour to consider your presentation, including questions from the members. We would like to invite you to please state your names and the positions in your respective organizations before beginning your presentation.

Have you agreed amongst yourselves how many presentations there will be and in what order you will give them, or should we just follow with the agenda?

Follow the agenda. In that case, the Canadian Paraplegic Association for Nova Scotia will begin first.

Mr. Laughlin Rutt (Executive Director, Canadian Paraplegic Association—Nova Scotia): Thank you, Mr. Chairman. On behalf of the Canadian Paraplegic Association, I'd like to introduce myself. I'm Laughlin Rutt, the executive director for Nova Scotia.

Our association has been involved in the provision of information, advocacy, and rehabilitation services to Canadians for what will be fifty years next year. We were doing that job when it was not fashionable or even accepted to do so.

Our first real effort in the area of advocacy, for instance, was talking a stubborn government into buying a real technological advancement for persons with disabilities—folding wheelchairs. So you can see how far back it goes.

I want to thank the committee for giving us the opportunity to come and speak today although the time constraint is so short that it's impossible for us to go at length with our presentation. I'm going to try to be as brief as I can. In effect, I didn't actually know I was speaking until about 4:55 p.m. last night. So you'll have to appreciate my inability to be organized.

Before I start this I want to say that I think it's a good tactical advantage to have a Cape Bretoner on each side of the table, because in terms of military strategy that means we have them surrounded.

[Translation]

Merci beaucoup.

M. Guy: Je vous remercie de ces paroles encourageantes. Nous avons été très heureux de voir que M. Murphy est venu ce matin. De toute façon, c'est uniquement parce qu'il devait être à la Chambre pour un vote qu'il n'a pas pu être ici cet après-midi. Je tiens tout de même à souligner qu'il a contribué à ces consultations du début à la fin. Il a pris part à toutes les assemblées que nous avons organisées et à la plupart des réunions du comité.

• 1555

Le président: Nous entendrons maintenant des témoignages de l'Association canadienne des paraplégiques, division de la Nouvelle-Écosse, de la Nova Scotia Disabled Persons Commission et de la Nova Scotia League for Equal Opportunities.

Pour ceux qui suivent l'ordre du jour, je précise qu'il y a permutation entre ces témoins, parce que certains de nos témoins devaient partir, et le Conseil provincial de la Nouvelle-Écosse de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, qui a donc généreusement offert de céder sa place, mais qui suivra tout de suite après.

Bienvenue à notre comité. Nous disposons d'environ une demi-heure à pour votre exposé, y compris la période de questions des membres du comité. Nous vous invitons à préciser votre nom et votre fonction au sein de vos organismes respectifs, avant de commencer vos interventions.

Vous êtes-vous entendus sur le nombre d'exposés que vous allez présenter et sur l'ordre dans lequel vous comptez le faire, ou devons-nous simplement suivre l'ordre prévu à l'ordre du jour?

Nous respectons l'ordre du jour. Dans ce cas, la Division de la Nouvelle-Écosse de l'Association canadienne des paraplégiques a la parole en premier.

M. Laughlin Rutt (directeur administratif, Association canadienne des paraplégiques—Division de la Nouvelle-Écosse): Merci, monsieur le président. Je me présente, au nom de l'Association canadienne des paraplégiques, je suis Laughlin Rutt, directeur administratif de la Division de la Nouvelle-Écosse.

Il y aura 50 ans l'an prochain que notre association assure des services d'information, de défense des droits des personnes handicapées et de rééducation. Nous accomplissons déjà ce travail quand ce n'était ni à la mode ni même accepté.

Par exemple, notre premier effort véritable dans le domaine de la défense des droits a été de convaincre un gouvernement entêté d'acheter un outil qui présentait des avantages techniques incomparables pour les personnes handicapées—des chaises roulantes pliantes. C'est dire à quel point cela remonte loin.

Je remercie le comité de nous avoir permis de prendre la parole aujourd'hui, même si nous avons tellement peu de temps que nous ne pourrons pas présenter notre exposé en détail. J'essaie d'être aussi bref que je le peux. En fait, ce n'est qu'à 16h55 hier que j'ai su que j'allais prendre la parole. Vous serez donc forcés de constater que j'ai assez peu le sens de l'organisation.

Avant de commencer, je veux préciser que c'est une bonne stratégie d'avoir placé un représentant du Cap-Breton à chaque bout de la table. Dans le domaine militaire, on parle d'encerclement.

[Texte]

The Chairman: You'd be surprised how many people we have surrounded.

• 1600

Mr. Rutt: We have presented a paper previously, called *Working Together: Citizens with Disabilities in the Commonwealth*, in response to the green paper produced by Mr. Axworthy. I'm going to try to read the recommendations in that document as opposed to taking the time to go at length with them.

Before I do read the recommendations, I think it's important for me to put them in context a little bit. By doing that, I want to try to set up a profile for you of persons with disabilities in Canada for those people who maybe don't understand as clearly as they should.

The reality is that 25% of persons with disabilities have a grade 8 education or less. The average income of a person with a disability is around \$8,000 in this country. That's half the income of a person without a disability.

The current social programs have no incentives for them to re-enter the work force in any way. The federal government now spends eight times as much as money through the UI program on parental and adoptive programs than it does on the vocational rehabilitation of disabled persons.

As well, it's important to remember that 20% of the persons in Nova Scotia report some type of disability. So what we have to say as a consumer group is very significant.

I'm now going to try to read some of the recommendations. I'll try to work through them as quickly as I can. We believe these recommendations are real solutions to the challenge issued by Mr. Axworthy. The recommendations are:

- 1) that a refundable cost-of-disability program be established;
- 2) that a federal advisory committee be established that is comprised of consumers and technical experts to advise the Minister of Health on the regular updating of a formulary of approved aids and devices;
- 3) that provisions for the appeal of the decisions of the minister be made to an appropriate body of the federal government whose findings would be binding;
- 4) that, following the introduction of a the refundable cost-of-disability program, the present disability tax credit program be eliminated;
- 5) that the provision be made for a graduated reduction of the Canada Pension Plan, Quebec Pension Plan, and disability pension to reflect a work effort if it becomes possible for a recipient, as this is one of the most glaring disincentives to persons with disabilities in the country;
- 6) that the tax-back rate for such a work effort be set at a level comparable with other tax-back rates recommended in the guaranteed annual income proposals made following this set of recommendations;

[Traduction]

Le président: Vous seriez surpris de savoir combien de personnes nous avons encerclé.

• 1600

M. Rutt: Nous avons déjà présenté un mémoire intitulé *Working Together: Citizens with Disabilities in the Commonwealth* en réaction au Livre vert de M. Axworthy. Plutôt que de prendre le temps d'exposer les recommandations de notre mémoire, j'essaierai de me contenter de les lire.

Cependant, avant de les lire, je crois qu'il importe de les replacer en contexte. Pour ce faire, je veux essayer de vous faire comprendre la situation des personnes handicapées au Canada, pour ceux d'entre vous qui ne comprennent peut-être pas ce qu'il en est aussi bien qu'ils le devraient.

La vérité, c'est que 25 p. 100 des personnes handicapées n'ont pas plus d'une huitième année de scolarité. Le revenu moyen d'une personne handicapée, au Canada, se situe autour de 8 000\$. C'est la moitié du revenu moyen des personnes sans handicap.

Les programmes sociaux actuels ne les encouragent aucunement à réintégrer le marché du travail. Dans le cadre du programme d'assurance-chômage, le gouvernement fédéral consacre actuellement huit fois plus d'argent aux prestations parentales et aux congés d'adoption qu'il n'en dépense pour la réadaptation professionnelle des personnes handicapées.

Il importe aussi de souligner que 20 p. 100 des habitants de la Nouvelle-Écosse ont un handicap quelconque. Notre témoignage en tant que groupe de consommateurs est donc très important.

Je vais vous lire certaines de nos recommandations. Je vais tenter de les porter à votre connaissance aussi rapidement que possible. Nous croyons que ces recommandations sont de véritables solutions aux difficultés de l'entreprise de M. Axworthy. Voici nos recommandations:

- 1) qu'un programme de remboursement des frais pour handicap soit établi;
- 2) qu'un comité consultatif fédéral soit mis sur pied, comité réunissant des consommateurs et des spécialistes des questions techniques, pour conseiller le ministre de la Santé sur la mise à jour régulière d'une liste des aides fonctionnelles et des appareils pour handicapés approuvés;
- 3) qu'on prenne des dispositions permettant d'en appeler des décisions du ministre auprès d'un organisme du gouvernement fédéral, dont les décisions seraient exécutoires;
- 4) qu'après l'établissement d'un programme de remboursement des frais pour handicap, l'actuel crédit d'impôt pour personnes handicapées soit aboli;
- 5) qu'on prenne des dispositions permettant une réduction graduelle des prestations du Régime de pensions du Canada, du Régime de rentes du Québec et de la pension d'invalidité lorsqu'un bénéficiaire fait l'effort de travailler, si cela devient possible, puisque ce sont là les pires éléments pour décourager les Canadiens handicapés de chercher du travail;
- 6) que le taux de récupération fiscale, pour une personne qui fait l'effort de travailler, soit fixé à un niveau comparable à d'autres taux de récupération recommandés dans nos propositions relatives au revenu annuel garanti, propositions qui suivent les présentes recommandations;

*[Text]**[Translation]*

- 7) that the Government of Canada create a refundable disability tax credit program for all Canadians from 18 to 64 who are limited at work and don't have the required minimum contributions to have a Canada Pension Plan or Quebec Pension Plan disability;
- 8) that the tax-back rate for the refundable credit be set at the same levels as other elements in the social security system;
- 9) that the federal government negotiate with the province to ensure that, until a full guaranteed annual income plan is established, the refundable disability tax credit is not treated as income for social services programs;
- 10) that the process of intensive rehabilitation from serious disabilities be recognized as a three-to five-year process, and during this time, all aspects of rehabilitation, including vocational rehabilitation, need to be addressed in a coordinated manner;
- 11) that the health care system in conjunction with the designated community agencies be seen as the appropriate locus for service delivery during this time period;
- 12) that the independent living model should be seen as the most important and appropriate conceptual framework for the planning and delivery of many forms of rehabilitation and should replace the older medical and institutional models in framing services;
- 13) that, as a matter of right, those persons needing personal support services should always be given the option of self-management of their own services;
- 14) that the personal support services for daily living be defined as medically necessary in order to ensure that they are provided without user fees and excessive co-payment charges;
- 15) that the governments be urged to adopt an independent living model for all services to persons with disabilities and to utilize community agencies that are committed to the independent living model for service delivery;
- 16) that provisions be made in any new arrangements that replace the Canada Assistance Plan for services to be provided by agencies that adopt an independent living model for service delivery;
- 17) that there be fewer separate programs in categories of eligibility and more clearly designated points of access;
- 18) that information on all aspects of personal support services be made more readily available to all consumers;
- 19) that the development and promotion of job specialization among service providers be avoided because it leads to service fragmentation at the point of delivery;
- 7) que le gouvernement du Canada crée un programme de crédit d'impôt remboursable pour handicap, qui soit accessible à tous les Canadiens de 18 à 64 ans dont les capacités de travail sont limitées et qui n'ont pas versé la cotisation minimale requise pour être admissible aux prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec;
- 8) que le taux de récupération fiscale du crédit remboursable soit fixé au même niveau que d'autres éléments du système de sécurité sociale;
- 9) que le gouvernement fédéral négocie des garanties avec la province, telles que, tant qu'un véritable régime de revenu annuel garanti n'aura pas été établi, le crédit d'impôt remboursable pour handicap ne sera pas considéré comme un revenu aux fins des programmes de services sociaux;
- 10) que le processus de rééducation intensive, en cas de handicap grave, soit reconnu comme s'échelonnant sur trois à cinq ans et que, durant ce temps, toutes les facettes de la rééducation, y compris la réadaptation professionnelle, doivent être traitées d'une manière coordonnée.
- 11) que le système de soins de santé et les organismes communautaires désignés soient considérés comme les centres de service appropriés durant cette période;
- 12) que le mode de vie indépendant soit considéré comme le cadre conceptuel le plus important et le plus approprié dans la planification et la prestation de nombreux services de rééducation et que ce concept remplace les anciens modèles de services médicaux ou institutionnalisés;
- 13) que ceux et celles qui ont besoin de services de soutien personnels aient toujours la possibilité de choisir de s'occuper elle-même d'obtenir ces services.
- 14) que les services de soutien personnels nécessaires à la vie quotidienne soient considérés comme des besoins médicaux afin qu'ils soient offerts sans frais d'utilisation ni contribution excessive.
- 15) qu'on exhorte les gouvernements à adopter le concept du mode de vie autonome aux fins de la prestation de tous les services offerts aux personnes handicapées et à recourir aux services des organismes communautaires qui se consacrent à aider les personnes handicapées afin qu'elles puissent rester autonomes;
- 1605
- 16) que des dispositions soient prises afin qu'il soit possible de remplacer les services actuellement offerts par le Régime d'assistance publique du Canada par ceux d'organismes voués à aider les personnes handicapées à rester autonome;
- 17) que les catégories d'admissibilité donnent lieu à moins de programmes distincts et que l'accès à ces programmes soit facilité;
- 18) que l'informations sur toutes les facettes des services de soutien personnels soit plus accessible à tous les consommateurs;
- 19) qu'on mette un frein à la progression de la spécialisation d'emploi et aux encouragements des travailleurs qui fournissent ces services à acquérir une telle spécialisation, parce que cela entraîne une fragmentation des services offerts aux bénéficiaires;

[Texte]

- 20) that more consumers be trained to provide for themselves some services that are now professionally delivered;
- 21) that special efforts be made to improve the personal support services for members of first nations communities, taking into account their desire for self-government and the needs of their members who have disabilities living on or off the reserves;
- 22) that the members of ethnic minorities be provided with better information and with services available in their own languages, provided in ways that respect their cultural heritage, and a much greater representation of all consumers be present on boards of service-providing agencies;
- 23) that labour development and training remain a federal responsibility with provincial cooperation and support;
- 24) that one-stop access points be developed where citizens would readily find direction to services and programs they require to secure and maintain employment or training;
- 25) that within these one-stop shopping centres there be a resource staff specially trained to address the needs of persons with disabilities;
- 26) that the federal government commit itself to a detailed examination of guaranteed annual income, which would replace the current spending under social assistance programs;
- 27) that the guaranteed annual income benefit be delivered directly to individuals by the federal government through the income tax system;
- 28) that this income be provided in the form of a monthly cheque integrated with the child benefit program and adjusted quarterly at first, and monthly when that becomes technically possible; and
- 29) that to examine the range of possible models, the government convene a stakeholder group to comment on the cost and benefit of alternative basic income levels, tax-back rates, and total costs.

In closing, a few weeks ago I celebrated 25 years of life in a wheelchair. Since the age of 15 I've dealt with real-life barriers. Successive reports of government have told me life for a person with disability is a lot better than it was 25 years ago. With the profile I read earlier, is it really any better? That worse life of 25 years ago was not that markedly different. Our association challenges our governments to use our recommendations to really make a difference.

I want to thank you, Mr. Chair. I also want at this point to thank the other members who allowed us to alter the agenda here to move us up because a few of our people had to leave.

[Traduction]

- 20) qu'un plus grand nombre de bénéficiaires suivent une formation qui leur permettra d'assurer eux-mêmes certains services qui leur sont actuellement fournis par des professionnels;
- 21) qu'on fasse un effort particulier pour améliorer les services de soutien personnel offerts aux membres des collectivités autochtones, en tenant compte de leur désir d'autonomie gouvernementale et des besoins des autochtones handicapés, qu'ils vivent dans les réserves ou à l'extérieur;
- 22) qu'on assure aux représentants des minorités ethniques davantage d'information et de services dans leur propre langue, d'une façon qui respecte leur culture, et que toutes les catégories de prestataires bénéficient d'une plus grande représentation au sein des conseils des organismes leur assurant des services;
- 23) que la formation et le perfectionnement de la main-d'œuvre demeurent de responsabilité fédérale, les provinces offrant leur coopération et leur soutien dans ces domaines;
- 24) que des guichets uniques soient créés pour que les intéressés puissent facilement avoir accès aux services et aux programmes dont ils ont besoin pour garder leur emploi ou pour poursuivre leur formation;
- 25) que ces guichets uniques offrent les services d'un personnel formé spécialement pour connaître les besoins des personnes handicapées;
- 26) que le gouvernement fédéral s'engage à examiner attentivement l'idée d'un revenu annuel détaillé qui remplacerait les revenus assurés actuellement par les programmes de sécurité sociale;
- 27) que les prestations de revenu annuel garanti soient versées directement aux contribuables par le gouvernement fédéral, par le biais du système d'impôt sur le revenu;
- 28) que ce revenu soit versé mensuellement et intégré aux chèques d'allocation familiale; qu'il soit d'abord rajusté trimestriellement et qu'il fasse l'objet d'un rajustement mensuel dès que cela deviendra possible;
- 29) que le gouvernement réunisse un groupe d'intervenants chargés de faire part de ses commentaires sur les coûts et les avantages de la modification des niveaux de base des revenus, des taux de récupération fiscale et de l'ensemble des coûts envisagés, afin d'avoir un aperçu de tous les modèles possibles.

J'ajoute en terminant que j'ai célébré, il y a quelques semaines, mon quart de siècle passé en chaise roulante. Je me bats depuis l'âge de quinze ans contre des barrières qui m'empêchent de vivre dans le vrai monde. Plusieurs rapports du gouvernement m'ont appris qu'une personne handicapée pouvait maintenant avoir une vie bien plus intéressante qu'il y a 25 ans. Si l'on pense à la situation que j'ai décrite au début de mon exposé, cette vie est-elle vraiment plus intéressante? Cette vie moins intéressante d'il y a 25 ans n'était pas si différente de ce que nous connaissons aujourd'hui. Notre association met les gouvernements au défi de s'inspirer de nos recommandations pour faire en sorte que nous sentions vraiment la différence.

Je vous remercie, monsieur le président et je remercie également les autres membres du comité qui ont accepté de modifier l'ordre du jour pour nous permettre de témoigner plus tôt parce que quelques membres de notre groupe devaient partir.

[Text]

The Chairman: I understand you have to leave for 4:30 p.m.

Mr. Rutt: Yes.

The Chairman: Okay. It's about 4:10 p.m. right now.

Dr. Joan Cummings (Chair, Nova Scotia Disabled Persons Commission): My name is Joan Cummings. I chair the Nova Scotia Disabled Persons Commission. I want to start by just saying what the commission is. It was established about five years ago under provincial legislation with a mandate to advise government on matters of policy affecting persons with disabilities in Nova Scotia and also to conduct research on the needs of persons with disabilities in the province.

We have conducted quite extensive consultation throughout the province, including five or six trips to various locations in the province for open meetings, and we also held a fairly large conference that close to 300 people attended last December. So the comments we'll make will reflect the feedback we got at the various consultations.

[Translation]

Le président: Si j'ai bien compris, vous devez partir vers 16h30?

M. Rutt: Oui.

Le président: Très bien, il est environ 16h10.

Mme Joan Cummings (présidente, Nova Scotia Disabled Persons Commission): Je m'appelle Joan Cummings et je suis présidente de la Nova Scotia Disabled Persons Commission. Je vais simplement commencer par vous expliquer ce que fait la Commission. La Commission a été créée il y a environ cinq ans en vertu d'une loi provinciale, et a reçu pour mandat de conseiller le gouvernement sur les questions de politiques qui touchent les personnes handicapées de la Nouvelle-Écosse ainsi que de faire de la recherche sur les besoins de ces personnes dans notre province.

Nous avons effectué des consultations assez poussées dans toute la province. Nous avons même fait cinq ou six voyages pour nous rendre à divers endroits de la province et y tenir des assemblées publiques, et nous avons organisé une conférence assez importante à laquelle ont assisté près de 300 personnes, en décembre dernier. Ainsi nos observations sont le reflet de ce que nous avons entendu lors des différentes consultations.

• 1610

Laughlin Rutt, qui juste présentait quelque notion de qui sont les personnes handicapées dans la Nouvelle-Écosse, a mentionné que nous représentons plus de 21 p. 100 de la population de notre province. Pour la grande majorité, les personnes handicapées de la Nouvelle-Écosse sont forcées de vivre dans la pauvreté, nous en déplaisant. En fait, ça n'est pas le cas seulement en Nouvelle-Écosse. Au Canada, 60 p. 100 des personnes handicapées vivent sous le seuil de pauvreté établi par Statistique Canada. En Nouvelle-Écosse, ce chiffre s'élève à 68 p. 100. Une très grande proportion d'entre nous doivent vivre dans la pauvreté.

Women with disabilities fare even worse. A shocking 47% of women with disabilities in Nova Scotia have an income of \$5,000 or less. In terms of education, we face all the known disadvantages. I heard a lot of talk earlier about the high proportions of Nova Scotians who access higher education. That figure for the disability population is 4%. Only 4% of working age disabled Nova Scotians have access to higher education. We face all the obstacles at every educational level, from elementary through to university. At each and every level a minimum of 20% and up to 30% were less likely to have obtained employment than our non-disabled counterparts with equal education.

Laughlin Rutt, qui nous a dit un peu qui étaient les personnes handicapées en Nouvelle-Écosse, a mentionné que nous représentons plus de 21 p. 100 de la population de notre province. Pour la grande majorité, les personnes handicapées de la Nouvelle-Écosse sont forcées de vivre dans la pauvreté, nous en déplaisant. En fait, ça n'est pas le cas seulement en Nouvelle-Écosse. Au Canada, 60 p. 100 des personnes handicapées vivent sous le seuil de pauvreté établi par Statistique Canada. En Nouvelle-Écosse, ce chiffre s'élève à 68 p. 100. Une très grande proportion d'entre nous doivent vivre dans la pauvreté.

Le sort des femmes dans la pauvreté est encore pire. C'est terrible, mais 47 p. 100 des femmes handicapées ont un revenu de 5 000\$ ou moins, en Nouvelle-Écosse. Sur le plan scolaire, nous subissons tous les inconvénients connus. Un peu plus tôt aujourd'hui on a beaucoup parlé de la proportion élevée des habitants de Nouvelle-Écosse qui font des études supérieures. Chez les handicapées, cette proportion n'est que de 4 p. 100. Quatre pour cent seulement des personnes handicapées en âge de travailler peuvent faire des études supérieures, dans notre province. Nous devons affronter tous les obstacles à tous les niveaux d'éducation, de l'école primaire à l'université. À chacun de ces niveaux, nous avons de 20 à 30 p. 100 moins de chance d'obtenir un emploi que nos compatriotes non handicapés ayant le même niveau d'éducation.

All those things add up, Mr. Chairperson, to a population looking at this review feeling a good deal of risk. We're the first to say the system needs reform. We've been saying it's a system that is stigmatizing, fragmented.

Toutes ces choses s'accumulent, monsieur le président, pour amener les gens comme nous à se sentir menacés par cette réorganisation. Nous sommes les premiers à préconiser une réforme. Nous avons toujours dit que notre régime de sécurité sociale était un système fragmenté favorisant les stéréotypes.

We have developed a brief, which has been submitted. The best we can do here today is to highlight just a few elements of that brief. I'm going to ask Charles Macdonald, executive director of the commission, to just highlight those. He has a better grip on Braille than I have, so I'll ask him to do it.

Nous avons rédigé un mémoire, qui a été déposé. Le mieux que nous puissions faire aujourd'hui est de faire ressortir quelques éléments de notre mémoire. Je vais demander à Charles Macdonald, directeur administratif de la Commission, de souligner ces éléments. Il lit le braille plus facilement que moi, et c'est pourquoi que je lui demande de le faire à ma place.

[Texte]

Mr. Charles Macdonald (Executive Director, Nova Scotia Disabled Persons Commission): Thank you, Joan.

As Joan said, my name is Charlie Macdonald, executive director of the Nova Scotia Disabled Persons Commission. I don't have a great grip on Braille either, but I'll try to work you through the brief.

If you want Braille copies, we can make them available to you upon request. Of course, you have a printed copy, so you know our brief has basically three areas of review. We talk about the review parameters, focus and process that is now under way, and then we comment upon three general directions that are in the green paper. We follow this by a section discussing what we view as an appropriate social security policy framework for persons with disabilities.

With regard to the process, focus and parameters of the review, I think a comment should be made, which has been made to us certainly in our public consultations, that being designated as special interest groups out to block reform has been particularly hard to take by members of a community that wishes to belong to a community of communities. As Joan mentioned, one in five Nova Scotians has a disability. I think we see the inequities of the system and we want to work together to improve the system. We're not in any way out to block "reform".

I think it's incumbent that we raise two issues in the green paper that we feel are erroneous. One is that social programs and people in receipt of social programs are the cause of our current deficit problems. I think we view that as a falsehood. As well, we believe the parameter that the tax system cannot support deficit reduction and cannot support social programs is wrong.

I think if we were establishing the parameters for a review of the social programs, we would see them in the context of developing a socially responsible monetary policy as a nation, working towards sustainable development and economic growth, working towards a country of full employment, and having a fair tax system where everyone pays their equal share so that we can support the very, very important programs that we consider to be the jewels of being a Canadian. I think it's incumbent on us to recognize that Canadians have a social conscience and that as a nation we want to help those individuals who are vulnerable and at risk and to provide people with an opportunity to live in dignity in our communities. I think those would be the parameters we would establish for a social policy reform.

In regard to the three issues in the paper we'd like to raise, the two-tiered unemployment insurance system will have a significant impact on persons with disabilities. Persons do not become frequent users of UIC, as was stated earlier, as a matter

[Traduction]

M. Charles Macdonald (directeur administratif, Nova Scotia Disabled Persons Commission): Merci Joan.

Comme Joan vient de le dire, je m'appelle Charlie Macdonald, et je suis directeur administratif de la Nova Scotia Disabled Persons Commission. Je ne lis pas le braille si bien que ça non plus, mais je vais tenter de vous donner un aperçu de notre mémoire.

Si vous désirez en recevoir un exemplaire en braille, nous vous en remettrons un sur demande. Mais bien sûr, vous en avez un exemplaire imprimé, et vous savez donc déjà que notre mémoire comporte essentiellement trois grandes parties. Nous discutons des paramètres des principaux points d'intérêt et du déroulement de l'examen des programmes sociaux en cours, nous commentons ensuite les trois grandes orientations du Livre vert, puis nous présentons ce que nous considérons comme une politique générale convenant aux besoins des personnes handicapées en matière de sécurité sociale.

Pour ce qui est du déroulement, des points d'intérêt et des paramètres de l'examen des programmes sociaux, je crois qu'un commentaire s'impose. C'est certainement un commentaire qui est distinctement ressorti de nos consultations publiques. Les membres d'un groupe qui ne souhaite que s'intégrer à l'ensemble de la société ont trouvé très pénible d'avoir été mise aux nombres des groupes d'intérêt spéciaux qui ne cherchent qu'à bloquer la réforme. Comme Joan l'a mentionné, un Néo-Écossais sur cinq est atteint d'un handicap. Nous sommes bien placés pour constater les inégalités du système et nous voulons travailler ensemble à l'améliorer. Nous ne cherchons absolument pas à bloquer la réforme.

Nous avons le devoir de soulever deux questions traitées dans le Livre vert que nous croyons être erronées. La première, c'est que les programmes sociaux et les gens qui en bénéficient sont la cause de notre déficit actuel. Nous croyons que cette hypothèse est fausse. De même, nous croyons que le paramètre voulant que le régime fiscal n'est pas en mesure de supporter à la fois la réduction du déficit et les programmes sociaux est erroné.

• 1615

S'il n'en tenait qu'à nous d'établir les paramètres de l'examen des programmes sociaux, nous chercherions à élaborer une politique monétaire tenant compte des besoins sociaux de la nation. Nous chercherions à favoriser le développement durable et la croissance économique, le plein emploi à l'échelle du pays, et un régime fiscal équitable, où tous paieraient leur juste part, afin que nous puissions financer les programmes très importants qui font la fierté des Canadiens. Nous avons le devoir de reconnaître que les Canadiens ont une conscience sociale et que, en tant que nation, ils veulent aider les personnes les plus vulnérables et les plus exposés et donner aux gens la chance de vivre dignement dans leur collectivité. Je pense que c'est dans le cadre de ces paramètres que nous chercherions à réformer les programmes sociaux.

Passons maintenant aux trois éléments du document de travail dont nous voulons discuter. Le système d'assurance-chômage à deux paliers aura des conséquences graves pour les personnes handicapées. Comme d'autres l'ont dit avant nous, ce

[Text]

of choice. It's a matter of circumstance. Reductions in UIC will impose significant stress on the social assistance rolls. We noticed that a restriction of UIC in the early 1990s imposed significant stress on social assistance, which of course dovetails into stress on the needed resources to provide programs and services for persons with disabilities. Restructuring the UIC will have a significant impact on vulnerable persons and vulnerable regions of the country.

[Translation]

n'est pas par choix que les gens deviennent des utilisateurs fréquents de l'assurance-chômage. C'est une question de circonstances. Une réduction des prestations d'assurance-chômage contribuera à délester considérablement les coffres de l'aide sociale. Nous avons remarqué que c'est ce qui est arrivé au début des années quatre-vingt-dix, à la suite d'une restriction de l'assurance-chômage. Les ressources nécessaires à la prestation des programmes et des services à l'intention des personnes handicapées seront réduites d'autant. La restructuration de l'assurance-chômage aura donc des conséquences graves pour les personnes et les régions les plus vulnérables du pays.

In regard to restructuring CAP and going to block funding, without question federal cost-sharing and federal standards are essential. Cost-sharing has been the carrot that has allowed us to have the level of service we have today. We recognize there are many disincentives and many elements of it that can be improved. I think we have a patchwork quilt right now across the country. However, without that element of cost-sharing, particularly in a province such as Nova Scotia, I think it would be even worse.

Pour ce qui est de la réforme du RPC et de la réduction de son financement, il ne fait aucun doute qu'il est essentiel d'établir des normes fédérales et de partager les coûts. Le partage des coûts et ce qui nous a permis d'obtenir le niveau de service que nous avons aujourd'hui. Nous reconnaissions que les facteurs de dissuasion sont nombreux et qu'il reste beaucoup d'éléments à améliorer. Nous avons actuellement un ensemble de mesures disparates, d'un bout à l'autre du pays, mais sans ce facteur de partage des coûts, la situation serait bien pire, surtout dans une province comme la Nouvelle-Écosse.

In regard to funding of our education system, it will have significant impact on persons with disabilities if funding is directed away from the institutions and put on the backs of students thus creating a much higher debt load. Persons with disabilities have a significantly greater cost in their daily lives and in accessing the education system that must be addressed. Persons with disabilities must be accommodated in the system. If the aim is to provide students with choices as to which institutions they can attend, that in fact does not now exist for students with disabilities. There was talk earlier about access to the institutions but currently many of the institutions are inaccessible to persons with disabilities.

Les éléments touchant le financement de notre système d'éducation auront des conséquences graves pour les personnes handicapées si le financement des institutions est assuré par l'intermédiaire des étudiants plutôt que directement. En effet, ce système obligerait les étudiants à assumer des dettes beaucoup plus élevées. Le coût de la vie pour une personne handicapée et les frais qu'elle doit assumer pour avoir accès au système d'éducation sont déjà beaucoup plus élevés. Les personnes handicapées devraient donc bénéficier de conditions leur permettant d'accéder aux études. Si le but de ce changement est de donner plus de choix aux étudiants quant à l'institution qu'ils fréquenteront, je puis vous assurer que ce choix n'existe pas pour les personnes handicapées. On a parlé un peu plus tôt de l'accès aux institutions, mais actuellement, nombre de ces institutions ne sont pas accessibles aux personnes handicapées.

Our brief then goes into the areas of income security, access to support services and technical aids, access to training, education, and employment, and legislation and leadership that we need.

Notre mémoire aborde ensuite les questions de la sécurité du revenu, de l'accès au service de soutien et aux outils d'aide fonctionnelle, de l'accès à la formation, à l'éducation et à l'emploi, et enfin de la législation et du leadership dont nous avons besoin.

We support that a guaranteed annual income should be available to persons with disabilities. It should be accessible through the tax system. It should provide a level of assistance that allows individuals to live in dignity in the community and make choices in their lives.

Nous maintenons qu'il faudrait offrir un revenu annuel garanti aux personnes handicapées. Le régime fiscal devrait comporter les dispositions nécessaires. Les services d'aide devraient permettre aux personnes de vivre dignement au sein de leur collectivité et de faire des choix dans leur vie courante.

In regard to access to support services and technical aids, we strongly recommend a national strategy to develop standards of entitlement for support services and technical aids for persons with disabilities, to provide the cost-sharing that must be in place to provide for those services, to provide a system that is based on the need of an individual, to provide a system that recognizes the cost, and to provide a system where we can separate support services from income support. Many individuals

Pour ce qui est de l'accessibilité aux services de soutien et des outils d'aide fonctionnelle, nous recommandons fortement l'adoption d'une stratégie nationale relative à l'élaboration de normes d'admissibilité aux services de soutien et aux outils d'aide fonctionnelle pour les personnes handicapées. Cette stratégie nationale devrait prévoir des mesures de partage des coûts, permettre la conception d'un système fondé sur les besoins des personnes qui tienne compte des coûts qu'elles

[Texte]

now rely on the support services provided in the income structure. We're talking about expansion, not people losing what they have. I'm talking of things such as attendant services, interpreter services, restaurant services, etc.

[Traduction]

doivent assumer et qui considère sur des plans distincts les services de soutien et le système de revenu garanti. Bon nombre de personnes comptent actuellement sur les services de soutien assurés en fonction de la structure de revenu. Nous parlons d'élargir les services, et non de priver les gens des services dont ils bénéficient actuellement. Par services, j'entends les services auxiliaires, les services d'interprétation, les services d'accès au restaurant, ainsi de suite.

• 1620

I think we have to recognize that the organizations that provide us with services in the community must be supported. I now talk about the advocacy organizations, the service providers, the rehabilitation organizations and the organizations involved in community development. Without federal participation, without federal cost-sharing, the services these organizations provide will be restricted. They'll be group against group. We're very concerned about that element.

I think the concept of direct funding must be an element of any national programs established, and we support the independent living model.

In regard to access to education, training and employment, there must be a national strategy to create jobs, to create meaningful employment. Along with that, there must be meaningful employment equity legislation that is enforced. With federal funding going to organizations for training, these training opportunities must be accessible. Institutions must be accessible if they're receiving federal cost-sharing.

Also, about federal funds that are directed to targeted programs, it's essential that these targeted programs have their outcome of community placement, of integrated community employment as being the outcome, and away from the model of institutionalization and sheltering employment and living arrangements for persons with disabilities.

On the legislation, we need leadership. We need the federal government to define legislation that provides mandatory and proactive legislation that requires access for persons with disabilities, of improving human rights, both Canadian human rights and provincial human rights in a partnership so that the access needs of individuals with disabilities are considered.

We need access to the courts for challenges under the Charter of Rights and Freedoms. That must be funded, because it is vulnerable people who do not have the capability of taking on the courts and addressing wrongs.

In conclusion, we want to reiterate the need for federal participation, for federal cost-sharing and development of standards, and I think a hard look must be taken at the issue of block funding and restructuring CAP.

I'd like to thank you for your patience, and I'll turn it now to the Nova Scotia League for Equal Opportunities.

Ms Margaret Hiltz (Past Chairman, Nova Scotia League for Equal Opportunities): My name is Marg Hiltz, and I'm the past chairman of the Nova Scotia League for Equal Opportunities.

Il convient d'admettre que les organismes de prestations de services doivent être financés. Je parle ici des organismes de pression, des fournisseurs de services, des organismes de réadaptation et des organismes spécialisés dans le développement communautaire. Sans la participation financière du gouvernement fédéral, ces organismes ne pourront offrir que des services limités. En outre, ils se feront concurrence entre eux et c'est ce qui nous inquiète beaucoup.

Le financement direct devrait faire partie intégrante de tout programme d'envergure nationale et nous sommes favorables au modèle de vie autonome.

Pour ce qui est de l'accès à l'éducation, à la formation et à l'emploi, il faut disposer d'une stratégie nationale de création d'emplois véritables. En outre, il faut appliquer une véritable législation régissant l'équité en matière d'emploi. Comme le gouvernement fédéral finance les organismes de formation, il faut que les gens aient la possibilité de se prévaloir des occasions de formation. Il faut donc qu'ils aient accès aux établissements financés en partie par le gouvernement fédéral.

De plus, il est essentiel que les programmes ciblés, bénéficiant d'un financement du gouvernement fédéral, débouchent sur un placement dans la collectivité, sur des emplois intégrés à la collectivité, et non sur un placement en établissement, sur des emplois protégés ou sur des modes de vie spécifiques aux personnes handicapées.

S'agissant de législation, le gouvernement doit prendre les rênes en mains. Le gouvernement fédéral doit adopter une législation de caractère exécutoire et proactif imposant l'accès des personnes handicapées et favorisant le respect des droits de la personne, tant à l'échelle fédérale que provinciale, dans le cadre d'un partenariat favorisant la prise en compte des besoins des handicapés en matière d'accès aux programmes des services offerts.

Nous devons pouvoir nous rendre en cour dans le cadre de contestations en vertu de la Charte des droits et libertés et nous devons bénéficier d'un financement à ce titre, parce que les gens vulnérables n'ont pas les moyens de s'adresser aux tribunaux pour obtenir réparation des torts subis.

En conclusion, nous insistons sur le fait que le gouvernement fédéral doit maintenir sa participation qu'il convient d'élaborer des normes et qu'il faut également étudier très sérieusement la question du financement global et de la restructuration du RAPC.

Je vous remercie de votre patience et je cède à présent la parole à la représentante de la Nova Scotia League for Equal Opportunities.

Mme Margaret Hiltz (présidente sortante, Nova Scotia League for Equal Opportunities): Je m'appelle Margaret Hiltz et je suis présidente sortante de la Nova Scotia League for Equal Opportunities.

[Text]

I'd like to say a couple words about our organization before reading this presentation. We're a consumer-controlled advocacy organization. We function throughout the province of Nova Scotia. We have nine affiliate municipal groups from one end of the province, Yarmouth, to the other end, Sydney, and at various points in between. So we feel we have grassroots participation.

On the other end of the scale, we're an affiliate of the Council of Canadians with Disabilities, formerly the Coalition of Provincial Organizations of the Handicapped, which is a national body, and it has similar groups in each province. Through them, we're a member of the Disabled Persons International, which has bodies all over the world.

Our main thrust is trying to work with governments in power on the provincial level to make changes that benefit people with disabilities, and also to do with education. It's the way we can best serve people with disabilities and allow them to live equally in the community.

I'll now turn the mike over to our provincial coordinator, Lorne Ryan, who will make our formal presentation.

Mr. Lorne Ryan (Provincial Coordinator, Nova Scotia League for Equal Opportunities): Thank you very much.

First of all, I'd like to express thanks to the group before us who was willing to allow us to change. To explain for the record, we needed that because in the city of Halifax, accessible transportation has to be arranged three days in advance, with a pick-up time and a drop-off time. If that time is missed, the person is left, and the bus goes to an alternate location. So if our people couldn't speak before 4:30, they would be here for the night.

Ms Hiltz: I have to get out the door for 4:30.

The Chairman: Thank you very much. I notice the clock is close approaching 4:30. We have your brief, and we appreciate—

Mr. Ryan: I do have more to say.

The Chairman: I'm sorry.

• 1625

Mr. Ryan: I just want to explain that while Marg will be leaving, I will stay for a few more minutes. I would like to go on and thank you, ladies and gentlemen, for giving me a chance to speak to this committee.

My name is Lorne Ryan and I'm the provincial coordinator of the Nova Scotia League for Equal Opportunities. At this point, you have all been listening to a variety of groups with different points of view for a number of hours, so it will be difficult for me to say something you haven't already heard before, and perhaps several times. I hope I will not repeat what others have said too often. You have a copy of my brief before you. I'm going to just hit some highlights and then perhaps I can have a chance to answer any questions you might have.

I would like to start by looking at the point that we are all here to discuss the review of Canada's social system as proposed by the Hon. Lloyd Axworthy. If this is truly a review, many things other than social programs must be included. It should

[Translation]

Avant de vous lire mon exposé, je tiens à vous dire quelques mots au sujet de notre organisme. Nous sommes un organisme de défense contrôlé par les consommateurs. Nous sommes représentés partout dans la province, car nous avons neuf groupes municipaux affiliés, d'un bout à l'autre de la province, soit de Yarmouth à Sydney. Nous estimons donc être un organisme de base populaire.

Par ailleurs, nous sommes affiliés au Conseil des Canadiens avec déficiences, autrefois connu sous le nom de Coalition des organisations provinciales ombudsman des handicapés, qui est l'organisme national, et l'on retrouve des groupes semblables au notre dans toutes les provinces. Par cette affiliation, nous sommes également membres du Disabled Persons International, qui compte des membres partout dans le monde.

Nous nous sommes fixés pour mission d'intervenir auprès des gouvernements provinciaux pour faire apporter des changements susceptibles de bénéficier aux personnes handicapées et de leur permettre d'accéder à l'éducation. C'est le meilleur service que l'on puisse rendre aux handicapés, pour leur permettre d'être traités en égaux par le reste de la société.

Je cède à présent la parole à notre coordonnateur provincial, Lorne Ryan, qui présentera notre position officielle.

M. Lorne Ryan (coordonnateur provincial, Nova Scotia League for Equal Opportunities): Merci beaucoup.

Tout d'abord, je tiens à remercier le groupe qui était avant nous d'avoir bien voulu changer l'ordre de comparution. Je tiens à préciser, pour le procès-verbal, que nous avons dû conclure cet arrangement parce qu'à Halifax, le transport pour handicapés doit être réservé trois jours d'avance et les heures du ramassage à l'aller et au retour sont également convenues d'avance. Si on rate l'heure, l'autobus nous laisse sur place et va ailleurs. Donc, si nous n'avions pu prendre la parole avant 16h30, nous aurions dû passer la nuit ici.

Mme Hiltz: Moi, je dois être dehors à 16h30.

Le président: Merci beaucoup. Je remarque qu'il est bientôt 16h30. Vous nous avez remis votre mémoire et nous apprécions... .

M. Ryan: J'ai d'autre chose à dire.

Le président: Excusez-moi.

M. Ryan: Il se trouve que j'aurai encore quelques minutes après le départ de Margo. Mais, j'aimerais poursuivre et vous remercier, messames et messieurs, de m'avoir donné la possibilité de m'adresser à votre comité.

Je m'appelle Lorne Ryan et je suis coordonnateur provincial de la Nova Scotia League for Equal Opportunities. Cela fait déjà quelques heures que vous entendez différents groupes, qui sont venus exposer différents points de vue, si bien qu'il risque de m'être difficile de ne pas répéter ce qui aura déjà été dit et peut-être même redit plusieurs fois. J'espère tout simplement ne pas répéter ce que d'autres ont déclaré trop souvent. Vous avez copie de mon mémoire et je me propose d'en commenter les points saillants, après quoi j'aurai peut-être l'occasion de répondre à vos questions.

Je vais commencer par le point pour lequel nous sommes rassemblés ici, soit l'examen du système de sécurité sociale canadien proposé par l'honorable Lloyd Axworthy. S'il s'agit effectivement d'un examen, alors il devrait porter sur bien

[Texte]

include a review of government administrative costs, which is not something I see in either the summary of the discussion paper or in the discussion paper itself. To take one example, the administration costs of UI alone are \$1.9 billion. There's no mention of what is being done to cut down the administrative cost of UI, or any of the other administrative costs of government.

If this is truly a review and not just a chance to do some wholesale reduction in spending, this reform must be guided by a series of principles. As indicated in our brief, the Nova Scotia League for Equal Opportunities feels that the first principle guiding this review is one of equality for all Canadians, including the disabled. The reason for this is that according to international law and the Charter of Rights, all Canadians are to be treated equally. But if you consider the fact that the majority of Nova Scotians with disabilities, or 47%, are living on \$5,000 per year, then you can see they are not living in very comfortable circumstances.

The second point or principle that we would like to emphasize, on page 2, is that the cost of disability should be separated from income calculation. Currently under our tax laws you are taxed on your disposable income—that is, after your cost of business, your costs of Canada Pension Plan, UIC and so on are deducted. For the disabled, disposable income is taken as being whatever remains. That is not fair. If a disabled person has an income of \$12,000 but has income related to his disability of \$2,000 to \$3,000, then unlike a person without that disability, his disposable income is only \$9,000, yet he is being taxed at the \$12,000 rate. That is not equality, it is discouragement and a disincentive to go to work.

A third principle is that there should be national standards to all programs so that disabled individuals across Canada are receiving the same level of support. Currently it's possible that a family in Alberta will not move to Nova Scotia because they won't receive the same level of support in Nova Scotia that they received there. The family cannot therefore advance in its work levels or other things. As a result, that family is confined to the economic level that it is because of the lack of support.

Fourth, disabled consumers should have as much control of their lives as possible. This means they should be entitled to choose who their attendants are, and where and what, within given guidelines, they purchase the supportive devices they require.

Fifth, disabled individuals should be able to live by themselves whenever and wherever possible. We've talked about the independent living model. We're fully in favour of that, and you can see this in many of the briefs supported by the disabled community.

All programs, both government and provincial, dealing with the disabled should be accessible, and "accessible" means not just physical accessibility but the fact that information would be available in an alternate format so that people like Mr.

[Traduction]

d'autres choses que les programmes sociaux. Il devrait y être question des dépenses d'administration du gouvernement, dont il n'est question ni dans le sommaire du document de travail ni dans le document de travail lui-même. Par exemple, les dépenses d'administration au titre de l'assurance-chômage seulement s'élèvent à 1,9 milliard de dollars. Il n'est fait nulle part mention de ce qu'on se propose de faire pour réduire les dépenses d'administration de l'assurance-chômage ni les autres frais d'administration du gouvernement, d'ailleurs.

S'il s'agit d'un véritable examen et non d'un simple exercice visant à réduire les dépenses en bloc, cette réforme doit obéir à certains principes. Comme nous le disons dans notre mémoire, la Nova Scotia League for Equal Opportunities estime que le premier principe devant guider cet examen est celui de l'égalité de toutes les Canadiens et de tous les Canadiens, notamment des personnes handicapées. En effet, en vertu du droit international et de la Charte des droits, tous les Canadiens et toutes les Canadiens doivent être traités de façon égale. Quand on songe qu'une majorité, soit 47 p. 100, de Néo-Écossais handicapés ont 5 000\$ par an pour vivre, on voit bien qu'ils ne vivent pas particulièrement dans l'aisance.

Le deuxième principe sur lequel nous insistons, en page 2, est le fait qu'il faudrait faire la part entre le coût de l'incapacité et le calcul du revenu. D'après la loi actuelle, nous sommes imposés sur le revenu disponible, c'est-à-dire une fois déduits les coûts d'entreprise, les coûts du Régime de pensions du Canada, de l'assurance-chômage, etc. Pour un handicapé, le revenu disponible est donc tout ce qui reste. Mais ce n'est pas juste. Un handicapé peut avoir un revenu de 12 000\$, mais des coûts liés à son incapacité de 2 000\$ à 3 000\$, si bien que, contrairement à une personne sans handicap, son revenu disponible n'est que de 9 000\$; pourtant, il est imposé sur 12 000\$. Il n'y a rien d'équitable là-dedans, c'est une mesure de dissuasion qui ne nous encourage pas à travailler.

Le troisième principe, c'est que tous les programmes devraient être sujets à des normes nationales de sorte que les personnes handicapées bénéficient, partout au Canada, du même niveau de soutien. À l'heure actuelle, une famille résidant en Alberta peut ne pas vouloir déménager en Nouvelle-Écosse parce qu'elle ne recevrait pas le même niveau de soutien ici. Dès lors, cette famille pourrait ne pas pouvoir progresser sur le plan du travail ou sur d'autres plans. Ainsi, cette famille se trouve confinée dans sa situation économique, à cause d'un manque de soutien.

Quatrièmement, il faut que les consommateurs handicapés puissent exercer la plus grande maîtrise possible sur leur vie. Autrement dit, ils doivent pouvoir choisir qui s'occupera d'eux et, dans les limites de certaines lignes directrices, quel genre d'appareil de contention ils veulent acheter, et où ils veulent se le procurer.

Cinquièmement, il faut que, dans toute la mesure du possible, les personnes handicapées puissent vivre seules. Il a été question tout à l'heure du modèle de vie autonome. Nous y sommes tout à fait favorables et cela ressort dans les nombreux mémoires recevant l'appui des personnes handicapées.

Il faut que les personnes handicapées aient accès à tous les programmes, tant fédéraux que provinciaux, qui s'adressent à elles, et il n'est pas uniquement ici question d'accès physique, mais d'accès à l'information sous une autre forme que le mot

[Text]

Macdonald here, for example, who require Braille are able to access an application form in Braille, or in large print if they're able to use that. Services should be available for the deaf and hard of hearing at any government office that will be dealing with them.

[Translation]

écrit, de sorte que des gens comme M. Macdonald, par exemple, puisse mettre la main sur des formules de demande rédigées en braille ou en gros caractères d'imprimerie. Tous les services gouvernementaux s'adressant aux sourds et aux malentendants devraient leur offrir des services adaptés.

• 1630

Let me propose to you a simple test for examining the program. Does this change make it better or worse for the disabled consumer? That's a very simple test, and one that can easily be applied repeatedly.

I could go on, but you have the brief and I will let you read that, because I was subjected to somebody reading me a 12-page brief yesterday and then asking, do you have any questions? Rather than doing that to you, I have hit the highlights.

Let me just conclude by saying we feel this is an excellent opportunity to do a lot of reform, but as many other groups have pointed out, it is an extremely complex issue and one that requires an enormous amount of study. We see this as a beginning rather than as a conclusion.

I would open the floor to any questions you might have.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Ryan, and thank you, all of you, for your presentations. We are a little over time, but I will invite members to ask a couple of brief questions if they have any.

I do want to say, however, the disabled community has made a very important contribution to our consultations across the country. In fact, amongst the most constructive proposals we have received have come from organizations representing people with disabilities and I think they made quite an impact on the committee. Your presentations follow in that vein.

I would like to invite Madam Lalonde to begin the questioning, and we'll have a short round of the two parties here.

Mrs. Lalonde (Mercier): Thank you very much. I think your briefs are very complete.

I have only one comment before a short question. The comment, coming from somebody from Quebec and the Bloc Québécois, is about a national standard. Everywhere we have said we agree on national standards, but we disagree on which state should impose them.

As far as disabled persons are concerned, because of Denis Lazure, who was the minister in the 1980s—maybe you know of him—we have not too bad legislation. In fact, what is proposed in the paper doesn't give anything more to Quebec. What is needed is money.

My question is, if you had to have priorities in that, what would you suggest?

Mr. Ryan: Are you addressing the question to all of us, or myself?

Il y a une question bien simple que vous pouvez vous poser pour examiner le programme. Est-ce qu'après le changement envisagé les personnes handicapées s'en trouveront mieux ou plus mal? C'est une simple question que vous pouvez reposer sans cesse.

Je pourrais poursuivre, mais vous avez notre mémoire et je vais vous laisser le lire, parce que j'ai eu à subir quelqu'un qui m'a lu un mémoire de 12 pages hier et qui m'a demandé ensuite si j'avais des questions. Je ne vous ferai pas ce coup-là et je m'en suis tenu aux points saillants.

Je conclurai en disant que, selon nous, le moment est fort bien choisi pour effectuer un grand nombre de réformes mais, bien d'autres groupes l'ont signalé, il s'agit d'une question très complexe qu'il faut approfondir. Nous estimons que c'est là un début et non une conclusion.

Je suis prêt à répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Ryan, et merci à vous tous pour vos exposés. Nous avons un peu dépassé notre temps, mais j'invite cependant les membres du Comité à poser deux ou trois questions brèves, s'ils le désirent.

Quoiqu'il en soit, je tiens à dire que la collectivité des handicapés a apporté une contribution très importante à nos consultations nationales. En fait, un grand nombre des propositions les plus constructives qui nous ont été adressées l'ont été par des organismes représentant des personnes handicapées et je pense qu'elles ont eu leur petit effet sur les membres du Comité. Votre présentation suit tout à fait le même courant.

Je vais inviter Mme Lalonde à ouvrir la série de questions que nous partagerons entre les deux côtés.

Mme Lalonde (Mercier): Merci beaucoup. J'ai trouvé vos mémoires très fouillés.

Je vais commencer par un simple commentaire avant de passer à une brève question. Tout d'abord le commentaire, d'une personne qui vient du Québec et qui représente le Bloc québécois, au sujet des normes nationales. Tout le monde s'entend sur la nécessité de normes nationales, mais nous ne sommes pas d'accord sur l'instance qui devrait les imposer.

Dans le domaine des personnes handicapées, grâce à Denis Lazure, qui a été ministre dans les années quatre-vingt—you avez peut-être entendu parler de lui—, nous avons une législation qui n'est pas trop mauvaise. En fait, ce qui est proposé dans le Livre vert n'apporterait rien de plus au Québec. Ce dont nous avons besoin, c'est d'argent.

Quant à ma question, j'aimerais savoir quelles priorités vous souhaiteriez voir adopter.

M. Ryan: Vous posez la question à tout le monde ou à moi-même?

[Texte]**[Traduction]**

Mrs. Lalonde (Mercier): It's as you wish.

Mr. Ryan: Could I ask you to elaborate what you mean by priorities? What would we like to see established first?

Mrs. Lalonde (Mercier): Yes.

Mr. Ryan: Okay. Nice question. The first thing we would like to see established, I think, would be a national standard of access. What is the standard for access to government programs? There's been mention of one-stop shopping, but CCD has mentioned it would be advisable to have a window within the window for the disabled because the enormous complexity of issues that are involved with a single disabled individual could rival that of many other, more complex issues for other individuals.

A single disabled individual... Perhaps Laughlin could speak to that. For example, he mentions three to five years in rehabilitation. Well, by the time you've gone through three to five years in rehabilitation, retraining, and re-education, your UI's run out. Where do you go?

Do you want to speak on some of the issues that might be based on that?

Mr. Rutt: Thank you, Lorne.

Mme Lalonde (Mercier): Comme vous le voulez.

M. Ryan: Pourrais-je vous demander de me dire ce que vous entendez exactement par priorités? Vous voudriez savoir ce par quoi nous aimerions commencer?

Mme Lalonde (Mercier): Oui.

M. Ryan: Voilà une bonne question. Eh bien, nous aimerions tout d'abord, je pense, que l'on établisse une norme nationale d'accès. Quelle est la norme nationale d'accès aux programmes gouvernementaux? On a parlé d'un guichet unique, mais comme l'a précisé le CCD, il serait souhaitable de disposer d'un guichet pour handicapés, à l'intérieur de ce guichet unique, parce que les dossiers des handicapés célibataires sont très complexes et qu'ils pourraient se trouver en concurrence avec de nombreux autres dossiers plus complexes encore.

Une personne handicapée célibataire... Mais peut-être que Laughlin pourrait vous en parler. Par exemple, il vous a mentionné un programme de rééducation échelonné sur trois à cinq ans. Et bien, quand vous arrivez au terme de ce programme de rééducation, de recyclage et de réapprentissage, vos droits à l'assurance-chômage sont épuisés. Où va-t-on alors?

Veux-tu nous parler un peu de tout cela?

M. Rutt: Merci, Lorne.

• 1635

I would like to make a few comments, Madam, to put it in a little bit more of a perspective to show what our community is looking for through social welfare reform. We're looking for levelling the playing field, and making ourselves equal to and with the same equal opportunity as non-disabled citizens of the country.

We're not looking for anything special or unique. We're looking for the same opportunity and to take the same responsibilities as citizens as anyone else. In my case, for instance, levelling the cost of disability would make things a lot easier for my lifetime and for anyone else in even a remotely similar situation. I still have the mortgages, the car payments, the child care for my children at home, as anyone else.

I also have to find a way to pay for that \$10,000 lift to get to the lower level of my house, find the money for maybe \$200 a month for medical expenses, as well as try to find the money for a \$2,500 wheelchair every three or four years. So you can see how, tacked on to the regular problems that an average citizen has, it can get a lot more complex for a person with disabilities.

There are many people who'll never get to have the opportunity I have had, and the reason I'm where I'm at today is probably because of the hard work of many others, including people involved in the rehabilitation process. But I think the most important part is levelling the playing field, separating the cost of disability from income and ensuring that the costs of disability are covered.

J'aimerais, madame, remettre les choses un peu en perspective pour vous montrer ce que recherche notre collectivité dans cette réforme de l'aide sociale. Nous voulons que les règles du jeu soient uniformisées, être traités en égaux et bénéficier des mêmes possibilités que nos compatriotes non handicapés.

Nous ne recherchons rien de spécial ni d'unique. Nous voulons bénéficier des mêmes possibilités et pouvoir assumer les mêmes responsabilités de citoyens que n'importe qui d'autres. Dans mon cas, par exemple, si l'on tenait compte des coûts de mon handicap, ma vie en serait nettement facilitée et il en serait de même pour toute personne qui ne serait pas dans ma situation. Comme tout le monde, je dois payer une hypothèque, rembourser l'auto et payer les frais de garde à domicile.

Je dois également trouver de l'argent pour faire installer un ascenseur de 10 000\$ qui me permettra d'aller dans mon sous-sol, je dois aussi trouver peut-être 200\$ par mois pour mes frais médicaux et 2 500\$ pour acheter un nouveau fauteuil roulant tous les trois ou quatre ans. Donc vous voyez que les choses peuvent être beaucoup plus compliquées pour une personne handicapée parce que nous ne sommes pas limitées aux problèmes courants auxquels se heurte le Canadien moyen.

De nombreuses personnes ne bénéficieront jamais des occasions qui m'ont été données et, si je suis ici aujourd'hui, c'est sans doute grâce au dur labeur de bien d'autres, notamment des spécialistes de la rééducation. Mais je crois que le plus important, c'est d'uniformiser les règles du jeu, de considérer les coûts d'un handicap à part du revenu et de veiller à ce que ces coûts soient couverts.

[Text]

[Translation]

Mr. Macdonald: I would just add that I don't think there's a step one, step two, step three. I think many of the issues that we related are intertwined, are interdependent on each other, and I don't think we could pull out a blueprint and show step one. Everything is connected: support services are connected with income support, which in turn are connected to access to our institutions. I think we have to address them all.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Macdonald. I will turn to Ms Augustine for a final question.

Ms Augustine: Thank you for being so clear in your presentation.

One of the things we do as we sit around the table and as we listen to the various witnesses who come before us is we take some of the ideas that we hear and we talk about it around the table, perhaps over coffee. We try to take the thoughts expressed and bounce them off.

I want to ask you a question that was part of a debate I had with someone and ask for your response. When you speak about providing disability-related supports and services and the need to provide these directly to the individual, how do you place these certain core services in the picture? In other words, not every individual, I was told, can manage his or her own services. Also, there is a cost-efficiency in providing services in bulk, as it were, rather than allowing an individual to pay a higher price for individual services. That was generally the thrust of the debate back and forth. What would your response be to those issues?

Mr. Macdonald: I guess it's a matter of control. I think maybe the issue is being allowed to control your own services and being seen as a consumer of those services, whether it's a self-managed, self-directed attendant services program where you have money, you pay, you hire; whether you have a cooperative arrangement with several of your peers and control and operate a cooperative model of service delivery; or whether you rely, to some extent, on the delivery service system for service. You are the one in control and you are the one managing the resources. You are not being managed, you are a manager. Does that help clarify it?

Certainly there are many services that are best provided in a service model, but it's the control that is...

Mr. Ryan: I might speak to that as well. In looking at the Roehrer Institute's proposal, they had a dual proposal. There would be two streams of funding: one would be to the individual and one would be to the supply of services. You mentioned the bulk. In many cases that is true, but what is happening is that it might be possible to give direct funding to a community-based organization, which the consumer could then approach for advice.

M. Macdonald: J'ajouterais que les choses ne sont pas aussi simples que cela, qu'il n'y a pas une, deux ou trois étapes. J'estime que toutes ces questions sont entremêlées, interdépendantes et je ne pense pas que l'on puisse tracer un plan indiquant par où il faut commencer. Tout est lié: les services de soutien sont liés au soutien du revenu lequel est lié à l'accès à nos institutions. Je pense que nous devons nous attaquer à tout cela à la fois.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Macdonald. Je passe à présent la parole à M^{me} Augustine pour une dernière question.

Mme Augustine: Merci de nous avoir livré un exposé aussi clair.

Quand nous nous trouvons ici à cette table, nous écoutons les différents témoins qui comparaissent devant nous, puis nous parlons des idées qu'ils nous ont soumis entre nous, éventuellement autour d'un café. Nous essayons d'intégrer ce qui nous est dit, puis nous le renvoyons à nos interlocuteurs.

J'aimerais donc vous poser une question qui m'est venue à l'esprit lors d'un échange que j'ai eu avec quelqu'un et j'aimerais savoir ce que vous en pensez. Quand vous dites qu'il faut offrir des services et un soutien axés sur le handicap, et qu'il faut le faire directement aux particuliers, où situez-vous certains des services essentiels, dans tout cela? Autrement dit, j'ai cru comprendre que ce n'est pas tout le monde qui peut gérer ses propres services. En outre, il est également plus rentable d'offrir des services en bloc plutôt que de le faire sur un plan individuel. Ce sont là essentiellement les grandes lignes de l'échange que j'ai eu. Que pensez-vous de tout cela?

M. Macdonald: Eh bien, je crois que tout est question de maîtrise. Il faut donner la possibilité aux gens de maîtriser les services qui leur sont offerts en tant que consommateurs de ces mêmes services. Je veux dire que c'est la personne qui contrôle et qui gère ses ressources, qu'il s'agisse d'un programme de service auxiliaire autogéré dans le cadre duquel l'handicapé reçoit l'argent, engage des personnes et les rémunère, ou d'un mécanisme de coopération avec plusieurs personnes dans la même situation appliquant un modèle coopératif de prestation de services, ou encore du recours, dans une certaine mesure, à un système central de prestation de services. Ce ne sont pas les autres qui gèrent à la place de la personne handicapée, c'est elle. Est-ce que cela précise les choses?

Il existe certainement de nombreux services qu'il convient beaucoup mieux d'offrir de façon centralisée, mais il faut que la maîtrise revienne...

M. Ryan: Je pourrais également vous dire quelque chose à ce sujet. La proposition de l'Institut Roehrer est double. L'institut propose un financement à double destination: d'une part, le prestataire et, d'autre part, le prestatteur de services. Dans bien des cas, comme vous le disiez, il est vrai que les services centralisés reviennent moins chers, mais il arrive qu'il ne soit pas possible d'offrir un financement direct à un organisme communautaire auquel le consommateur pourrait s'adresser pour obtenir conseil.

[Texte]

[Traduction]

• 1640

One thing that has to be realized is there are only two ways people can have a disability. They can either acquire it or be born with it. In either case, it is advisable for them to have advice and experience from those who have already been through a similar process and with similar needs, which is why consumer advice and input are necessary in the disbursement of the funds.

This could be done through the federal government to, as I say, many of the consumer-based organizations, or by having a combination of the support to the individual through a tax-back credit, which would then enable him to buy minor items—or her, I should add. The individual could then work with the consumer-based organizations for the larger items, such as what is the best type of wheelchair to buy, where do I find a good supply of catheter tubes, etc.?

I'm not saying... That's a 30-second answer that will require about six months of work.

Ms Augustine: Thank you.

Mr. Macdonald: Many services are designed and a person has to fit the service. The self-directed model is the person defining what services he needs, and the services fit that individual.

The Chairman: Thank you very much, Ms Augustine, and I'd like thank our witnesses for their presentation.

When we come back we will hear from the Society of St. Vincent de Paul, Nova Scotia Provincial Council, along with the Nova Scotia Federation of Agriculture.

• 1643

• 1650

The Chairman: Let us resume our sessions. We'll begin with our witnesses from the Society of St. Vincent de Paul, Nova Scotia Provincial Council.

We have approximately thirty minutes to hear your presentation. We'd invite you to begin as soon as you're ready. Please introduce yourselves for the record before you begin.

Ms Audrey Goodyer (President, Nova Scotia Provincial Council, Society of St. Vincent de Paul): Mr. Chairman and members of the parliamentary Standing Committee on Human Resources Development, we thank you for allowing us the opportunity to speak with you.

My name is Audrey Goodyer and I'm the president of the Nova Scotia Provincial Council, Society of St. Vincent de Paul. Beth Bruce is our field worker out of the Halifax Council and Michael Burke is a member of the board of directors of Hope Cottage, a soup kitchen in Halifax owned and operated by the Halifax Council of the society. It is our intention to summarize our written brief.

Il faut bien se rendre compte qu'il n'existe que deux types de personnes handicapées: ceux qui sont nés handicapés et ceux qui le sont devenus par la suite. Les uns comme les autres ont besoin de bénéficier des conseils et de l'expérience de ceux et celles ayant suivi le même cheminement et qui ont les mêmes besoins qu'eux, et c'est la raison pour laquelle il faut consulter et écouter les prestataires en matière de financement.

C'est ce que pourrait faire le gouvernement fédéral, comme je le disais, en intervenant auprès des organismes communautaires ou en combinant un soutien accordé aux particuliers sous la forme de crédit d'impôt, qui leur permettrait d'acheter des articles secondaires. Le particulier pourrait alors passer par l'intermédiaire d'un organisme communautaire pour l'achat d'articles plus importants, par exemple pour déterminer le meilleur type de fauteuil roulant à acheter, savoir où se trouve un bon point d'approvisionnement en tubes cathéter, etc.

Je ne veux pas dire... C'est là une réponse de 30 secondes dont la mise en oeuvre nécessitera six mois de travail.

Mme Augustine: Merci.

M. Macdonald: Dans bien des cas, les services sont définis d'avance et les prestataires doivent s'y adapter. Dans le modèle autogéré, le prestataire définit le genre de services dont il a besoin et, forcément, ces services correspondent à son cas.

Le président: Merci beaucoup, madame Augustine et merci également à nos témoins pour leur intervention.

Au retour, nous entendrons les représentants de la Société Saint-Vincent-de-Paul, le Conseil provincial de la Nouvelle-Écosse, ainsi que la Fédération d'agriculture de Nouvelle-Écosse.

• 1643

• 1650

Le président: Nous reprenons nos travaux avec, comme premiers témoins, des représentants du Conseil provincial de la Nouvelle-Écosse de la Société Saint-Vincent-de-Paul.

Nous avons une trentaine de minutes à vous consacrer et je vous invite donc à commencer votre exposé, après avoir présenté les personnes qui vous accompagnent.

Mme Audrey Goodyer (présidente, Conseil provincial de la Nouvelle-Écosse, Société Saint-Vincent-de-Paul): Monsieur le président, membres du Comité permanent du développement des ressources humaines, nous vous remercions de nous avoir invités à participer à vos consultations.

Je m'appelle Audrey Goodyer et je suis présidente du Conseil provincial de Nouvelle-Écosse de la Société Saint-Vincent-de-Paul. Je suis accompagnée de Beth Bruce, une de nos agents faisant partie du conseil d'Halifax, et de Michael Burke, membre du conseil d'administration de l'organisation Hope Cottage, une soupe populaire d'Halifax exploitée par le conseil local de notre société. J'ai l'intention de résumer notre mémoire.

[Text]

The Society of St. Vincent de Paul is the largest lay organization in the Roman Catholic Church. It was founded in Paris in 1833 by Frédéric Ozanam and is now in 114 countries, with 750,000 members.

In Canada the society has approximately 900 conferences organized at the parish level, with approximately 18,000 members in six provinces. The oldest conference is in Quebec City and was founded in 1846. The second-oldest is in Halifax and was formed in 1853. The Nova Scotia Provincial Council was formed in 1988 and has fifty conferences organized in particular regions—Halifax, Dartmouth, Antigonish, Pictou, Northside, and Glace Bay, the last two in Cape Breton.

Who are the members of the society? We are people—volunteers from every walk of life who desire to help the poor, marginalized and disaffiliated people in our society. We reach out to the lonely and alienated, the sick and disabled, the elderly, the alcoholics, the drug addicts, the grieving, single parents, abused and homeless people. We listen and try to help with social, economic or family problems. It is emphasized that the society extends its help to all, regardless of religion, race or creed.

Our society is an organization founded and supported totally by us, the volunteers. We are financially self-sufficient and rely on the generosity of our parish community to support us in our special projects. In Nova Scotia we do not receive any funding from any level of government. Our main sources of funding are special parish collections, donations and bequests, special fund-raising activities and contributions of members.

Our society does not have a research capability, but is dependent on the observations of our members, who visit and dialogue with the poor on a regular basis when responding to calls for assistance. In addition, our close association with other churches and charitable organizations and our study of relevant surveys corroborate our own observations on the status of poverty in our communities.

Why do we do the work of the society? For many of us, we come from a Christian perspective and are called to act—to help the poor, whoever they may be. It is not enough to acquiesce in silence. It is the responsibility of each of us to speak out where social injustices may occur. That's our reason for being here today.

Our society is not a special interest group. Many of us are middle class Canadians who have concerns as to how our government will implement change to the social fabric of our Canadian heritage.

At this time I'd like to call on Beth.

[Translation]

La Société Saint-Vincent-de-Paul est la plus grande organisation laïque de l'Église catholique. Elle a été fondée à Paris en 1833 par Frédéric Ozanam, et elle oeuvre aujourd'hui dans 114 pays, avec 750 000 membres.

Au Canada, la société se compose d'environ 900 organisations locales, établies dans les paroisses, et regroupe près de 18 000 membres de six provinces. L'organisation la plus ancienne est celle de la ville de Québec, qui a été fondée en 1846. Vient ensuite celle d'Halifax, fondée en 1853. Le Conseil provincial de la Nouvelle-Écosse a été créé en 1988 et regroupe 50 organisations regroupées par région: Halifax, Dartmouth, Antigonish, Pictou, Northside et Glace Bay, les deux dernières au Cap-Breton.

Qui sont les membres de la société? Ce sont des bénévoles provenant de tous les milieux sociaux qui souhaitent venir en aide aux pauvres, aux marginalisés et aux exclus. Cela veut dire que nous nous efforçons de prêter assistance aux personnes seules et abandonnées, aux personnes malades et handicapées, aux personnes âgées, aux alcooliques, aux drogués, aux personnes en détresse, aux personnes qui élèvent seules leur famille, aux personnes battues et aux sans-abri. Notre rôle est de leur prêter une oreille attentive pour tenter de les aider à résoudre leurs problèmes sociaux, économiques ou familiaux. L'un des principes fondamentaux de la société est qu'elle prête son assistance à tout le monde, sans considération de religion, de race ou de foi.

La Société Saint-Vincent-de-Paul est exploitée et financée entièrement par ses bénévoles. Nous sommes auto-suffisants et, lorsque nous avons des projets spéciaux, nous faisons appel à la générosité des paroisses pour les financer. En Nouvelle-Écosse, nous ne recevons aucun soutien financier d'aucun palier de gouvernement. Nos principales sources de financement sont des collectes de fonds spéciales dans les paroisses, des dons et des legs, des campagnes de financement spéciales, et les contributions des membres.

Nous n'avons pas de services de recherche particuliers et nous formulons donc nos positions en nous fondant sur les observations de nos membres qui entretiennent un dialogue constant avec les pauvres, lorsqu'ils répondent à leurs demandes d'aide. Toutefois, les liens étroits que nous entretenons avec d'autres organisations religieuses ou caritatives, ainsi que notre analyse d'enquêtes pertinentes, corroborent nos propres observations sur la situation des pauvres dans nos collectivités.

Qu'est-ce qui motive notre action? Beaucoup d'entre nous, de religion chrétienne, ressentent tout simplement la nécessité de venir en aide aux pauvres, quels qu'ils soient. Nous ne saurions acquiescer en silence. Chacun d'entre nous a la responsabilité de s'élever contre l'injustice sociale. Voilà pourquoi nous nous adressons à vous aujourd'hui.

• 1655

Notre société n'est pas un groupe d'intérêts. Beaucoup de ses membres sont des Canadiens de la classe moyenne qui sont préoccupés par la manière dont le gouvernement modifiera le tissus social de notre patrimoine commun.

Je donne maintenant la parole à Beth.

[Texte]

Ms Beth Bruce (Chairperson, Subcommittee on Social Policy Review, Nova Social Provincial Council of the Society of St. Vincent de Paul): The Nova Social Provincial Council of the Society of St. Vincent de Paul believes that meeting basic needs of the poor, unemployed, and under-employed is essential.

The Christian gospel of justice for the poor obliges us to stand in solidarity with poor, unemployed, and marginalized Canadians. In so doing, we observe a rapid and increasing demand for assistance to meet basic requirements for food, clothing, shelter and personal needs, and a developing dependence on the Society of St. Vincent de Paul, other churches and food banks for continuing support rather than emergency assistance only.

As you are well aware, all welfare levels in Canada are below the poverty line. This fact is a grave concern to us. We see the poor on a daily basis and witness their struggle to subsist on a very basic income. Our participation and concern during this social policy consultation is directly related to our experience of assisting low-income Canadians and the priorities we believe are morally just for them.

In Canada we continue to need a solid social safety net that will assist the poor and the unemployed. Social programs are essential in providing for the well-being of our children, seniors, students, the disabled, the unemployed and the poor. We therefore encourage the federal government to decrease the need for emergency services by developing programs that will provide adequate income security for all Canadians, especially the poor and the unemployed.

It is our hope the Government of Canada will improve social programs as a result of these consultations. We believe the federal government has a moral responsibility on behalf of Canadians to provide for essential needs. We implore this government not to make social programs the target of deficit reduction.

It is our hope national standards for social programs will be preserved. We encourage the Government of Canada to maintain its commitment to the principles of the Canada Assistance Plan, especially the prevention and removal of the causes of poverty, the right to appeal and the prohibition of workfare.

We hope you will address the problem of child poverty in the context of the family. Child poverty is family poverty. There is a need for a comprehensive system of support to enable low-income families to improve their standard of living. These include job creation, higher minimum wages, affordable and accessible child care, better training, dental, drug, disability benefits for low-income people, and a minimum standard of subsistence income for all Canadians.

[Traduction]

Mme Beth Bruce (présidente, Sous-comité sur la réforme de la politique sociale, Conseil provincial de la Nouvelle-Écosse de la Société Saint-Vincent-de-Paul): Le Conseil provincial de la Nouvelle-Écosse de la Société Saint-Vincent-de-Paul estime qu'il est essentiel de répondre aux besoins essentiels des personnes pauvres, sans emploi ou sous-employées.

Le credo chrétien de justice pour les pauvres nous oblige à être solidaires des pauvres, des chômeurs et des exclus. Notre travail nous permet d'observer l'accroissement rapide et constant des demandes d'aide pour subvenir aux besoins fondamentaux d'alimentation, d'habillement et d'hébergement des pauvres, qui deviennent de plus en plus tributaires des services de la Société Saint-Vincent-de-Paul, d'autres églises et des banques d'alimentation.

Comme vous le savez bien, toutes les prestations d'aide sociale offertes au Canada sont inférieures au seuil de la pauvreté, ce qui est extrêmement inquiétant. Dans nos contacts quotidiens avec les pauvres, nous voyons combien il leur est difficile de subvenir à leurs besoins avec un revenu tout à fait sommaire. Si nous participons à ces consultations relatives à la réforme de la politique sociale, c'est parce que nous avons une connaissance directe des Canadiens à revenus modiques, auxquels nous prêtons assistance, et parce que nous tenons à ce que la réforme soit effectuée en fonction de principes moralement justes à leur égard.

Nous avons toujours au Canada un solide filet de sécurité sociale pour aider les pauvres et les chômeurs. Nos programmes sociaux sont essentiels pour assurer le bien-être des enfants, des personnes âgées, des étudiants, des handicapés, des chômeurs et des pauvres. Voilà pourquoi nous encourageons le gouvernement fédéral à réduire la dépendance de la population à l'égard des services d'urgence, en mettant sur pied des programmes garantissant un revenu adéquat à tous les Canadiens, notamment aux pauvres et aux chômeurs.

Nous espérons que le gouvernement du Canada améliorera les programmes sociaux à la suite de ces consultations. Nous estimons que le gouvernement fédéral a le devoir moral de subvenir aux besoins essentiels de tous les Canadiens. En conséquence, nous l'implorons de ne pas s'attaquer aux programmes sociaux pour réduire le déficit.

Nous espérons que le gouvernement conservera des normes nationales en matière de programmes sociaux. Nous l'encourageons à préserver son engagement à l'égard des principes du régime d'assistance publique du Canada, notamment au souci de prévenir et d'éliminer les causes de la pauvreté, de conserver le droit d'appel et de ne pas adopter un système de travail obligatoire.

Nous espérons que vous vous attaqueriez au problème de la pauvreté des enfants dans le contexte de la famille. En effet, la pauvreté des enfants est un problème de pauvreté des familles. Il est donc nécessaire d'instaurer un système exhaustif de soutien pour permettre aux familles à revenus modiques d'améliorer leur niveau de vie. Cela veut dire qu'il faut créer des emplois, relever le salaire minimum, fournir des services abordables et accessibles de garderies d'enfants, améliorer la formation professionnelle, garantir une assurance dentaire, médicaments et invalidité aux personnes à revenus modiques, et assurer un revenu minimum de subsistance à tous les Canadiens.

[Text]

We ask the Government of Canada to commit itself to job creation and not make further cuts to the unemployment insurance system.

Finally, we hope the federal government will not cut cash transfers to the provinces for post-secondary education. We are fearful such cuts will make higher education much less accessible to low-income groups.

At this time Michael Burke will continue our presentation.

Mr. Michael Burke (Vice-President, Halifax Council of the Society of St. Vincent de Paul, Nova Scotia Provincial Council): I am the past chair of Hope Cottage, which is a soup kitchen in Halifax that serves about 50,000 meals a year. We've been in existence for about 25 years. It's also a ministry of the Society of St. Vincent de Paul.

At the outset they felt the need to bear witness to the Christian faith by actions rather than words. They regarded the unfortunate as their brothers and sisters, whoever they were, and whatever the nature of their suffering. In them they saw the suffering Christ. Once they had made personal contact with the poor, they saw that charity was inseparable from the demands of justice and to the best of their ability they claimed justice for the poor.

• 1700

Our presentation is a continuation of the philosophy and belief articulated by Frédéric Ozanam in 1833. On behalf of the poor and the disadvantaged of our society, we are here to ask you, appeal to you, and beg you to exercise compassion in your formulation of changes to the social programs of this country.

From our daily work with the poor, we can advise you of two major effects that will result from any sudden changes to the social safety net as we presently know it. The first, of course, is an increase in the level of discomfort for those receiving assistance. The poor on assistance or UI presently have difficulty meeting the basic needs of food, housing, and clothing. These are the three main areas in which we of the Society of St. Vincent de Paul work on a daily basis with the poor of the province.

The second effect, and one that for the most part will go unnoticed by the government and society in general, is a shifting of the social responsibility for the poor from governments to churches and charities. This strategy was in fact articulated a couple of weeks ago by Newt Gingrich, the leader of the Republican Party in the U.S. We are convinced that any reduction in the level of support to the poor, the underprivileged, and the unemployed of this country will result in additional burdens placed on or transferred to charities and churches working with the poor. It must be remembered that just because the poor have less money or resources available to them does not mean they require less food to eat or less clothing or shelter.

The net result of any such cuts will be to move the problem from your side of the table to ours. If this occurs, we as charitable organizations will continue to do the work to the best of our ability with our limited resources without complaint or

[Translation]

Nous demandons au gouvernement du Canada de s'engager à favoriser la création d'emplois et de ne pas imposer de nouvelles coupures au Régime d'assurance-chômage.

Finalement, nous espérons que le gouvernement fédéral ne réduira pas les sommes transférées aux provinces pour l'enseignement postsecondaire. Nous craignons, en effet, que de telles coupures réduiraient considérablement l'accès des personnes à revenus modiques à l'enseignement supérieur.

Je donne maintenant la parole à Michael Burke.

M. Michael Burke (vice-président, Conseil de Halifax de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, Conseil provincial de la Nouvelle-Écosse): Je suis l'ex-président de l'organisation Hope Cottage, qui est une soupe populaire de Halifax fournissant près de 50 000 repas par an. Notre organisation existe depuis environ 25 ans et fait partie des services offerts par la Société Saint-Vincent-de-Paul.

Hope Cottage a été créé parce que les membres de la Société tenaient à exprimer leur foi chrétienne par l'action plutôt que par la parole. Ils voulaient venir en aide à leurs frères et soeurs démunis, quels qu'ils soient, parce qu'ils voyaient dans leur souffrance la souffrance du Christ. Leurs contacts personnels avec les pauvres les avaient convaincus que la charité est indissolublement liée au souci de justice. Ils voulaient donc, dans la mesure de leurs moyens, réclamer justice pour les pauvres.

• 1700

Notre exposé d'aujourd'hui reflète directement la philosophie exprimée par Frédéric Ozanam en 1833. Au nom des pauvres et des exclus de la société, nous venons vous implorer de faire preuve de compassion lorsque vous proposerez des modifications aux programmes sociaux de notre pays.

Notre travail quotidien auprès des pauvres nous permet de vous mettre en garde au sujet des deux conséquences principales qui résulteraient de toute modification brutale apportée au système de sécurité sociale. La première, bien sûr, serait un accroissement des difficultés que connaissent déjà les personnes tributaires de l'aide sociale. Les pauvres qui dépendent de l'aide sociale ou de l'assurance-chômage ont déjà du mal à subvenir à leurs besoins en matière d'alimentation, d'hébergement et d'habillement, c'est-à-dire dans les trois domaines principaux d'action quotidienne de la Société Saint-Vincent-de-Paul.

La deuxième conséquence, dont le gouvernement et la société dans son ensemble ne seraient probablement pas directement conscients, serait un transfert des responsabilités sociales envers les pauvres, qui passerait des gouvernements aux églises et aux organismes caritatifs. De fait, c'est une stratégie qu'a formulée il y a quelques semaines Newt Gingrich, le chef du parti républicain aux États-Unis. Nous savons que toute réduction du degré d'appui aux pauvres, aux défavorisés et aux chômeurs du pays se traduira par un accroissement du fardeau pour les organismes caritatifs et pour les églises. Il ne faudrait pas croire que les pauvres ont moins de besoins d'alimentation, d'habillement ou d'hébergement tout simplement parce qu'ils ont moins d'argent ou de ressources.

De telles coupures reviendraient purement et simplement, pour le gouvernement, à se débarrasser du problème en nous l'attribuant. Certes, comme toutes les autres œuvres de charité, nous continuions à faire tout notre possible, dans la mesure

[Texte]

protest. Most charitable organizations, such as the Society of St. Vincent de Paul, operate quietly and without fanfare. However, at this time we feel compelled to underline this probable result from sudden cuts to our social programs.

Like most Canadians, we are concerned about the current level of the debt and deficit in the country. The solution to these problems obviously must be a priority for any government. However, in the interest of justice, charity, and compassion we implore this committee and this government not to place this extra burden of solving the deficit problem on the backs of the poor, unemployed, and disadvantaged.

Ms Goodyer: Thank you, Michael.

We'd just like to conclude, Mr. Chairman. We thank you for the opportunity to be heard. We applaud the government for entering into the consultation process with Canadians. We know the government is cognizant of the deficit and is searching to redefine the methods of deficit reduction.

We ask you to consider this one point. The burden of financial responsibility cannot be shifted onto those people and organizations least able to pay more. Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much, Ms Goodyer and all of you, for your presentation.

I'll begin the questioning with Mr. Bevilacqua, followed by Ms Augustine of the Liberals.

Mr. Bevilacqua: I would like to thank you for an excellent presentation. I always find presentations that come from people who serve the people in the community to be the most interesting ones because you bring a real life experience, which we as committee obviously appreciate.

Throughout Canada we've heard that one of the major barriers for people on social assistance is the fact that the rules are very rigid and that they really trap them in the welfare cycle. I'm just wondering whether you have an opinion as to how we can perhaps alter the rules that exist or whether there are any new ways of dealing with federal-provincial relations so that we can perhaps better serve the people at the community level.

Ms Goodyer: That's a great question. I think there are different levels from which to answer it, because we deal with many different types of poor. There are people who are really disabled and demobilized in the community where there's a real need for a continued standard and I think a constant support. We see people who are mentally ill and who have been left in the community or have experienced so much violence and poverty and abuse in their homes and so on that they are really struggling. I believe there's a kind of mean or basic standard that's always going to be needed to be of basic assistance there.

[Traduction]

de nos ressources limitées, sans nous plaindre ni protester. Comme la plupart des œuvres de charité, la Société Saint-Vincent-de-Paul agit discrètement et sans tapage. Il nous paraît cependant essentiel d'indiquer clairement aujourd'hui quel serait le résultat probable d'amputations brutales de nos programmes sociaux.

Certes, comme la plupart des Canadiens, nous sommes préoccupés par le montant de la dette publique et du déficit gouvernemental. Il est évident que la résolution de ces problèmes doit être une priorité pour le gouvernement, quel que soit le parti au pouvoir. Toutefois, la justice, la charité et la compassion nous obligent à vous implorer de ne pas tenter de résoudre ces problèmes aux dépens des pauvres, des chômeurs et de exclus.

Mme Goodyer: Merci, Michael.

Je vais conclure, monsieur le président. Nous vous remercions de nous avoir donné la parole. Nous félicitons le gouvernement d'avoir entrepris ces consultations publiques. Nous savons que le gouvernement cherche de nouvelles méthodes pour réduire le déficit.

Notre argument essentiel est le suivant: le fardeau financier de la réduction du déficit ne doit pas être imposé aux personnes et aux organismes qui sont le moins à même de l'assumer. Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup, madame Goodyer.

Nous allons commencer la période de questions par M. Bevilacqua, après quoi nous passerons à M^{me} Augustine, des Libéraux.

M. Bevilacqua: Je vous remercie de votre exposé, qui était excellent. Je dois dire que ce sont toujours les témoignages des personnes qui fournissent des services directs à la population qui sont les plus intéressants, car ce sont eux qui expriment la réalité quotidienne de notre société.

Nous avons souvent entendu dire, pendant ces audiences publiques, que l'un des principaux obstacles auxquels font face les personnes tributaires de l'aide sociale et le fait que les règlements sont trop rigides, ce qui les empêche de sortir du cycle du bien-être social. Avez-vous une idée de la manière dont on pourrait modifier ces règlements, et croyez-vous que l'on devrait envisager différemment les relations fédérales-provinciales pour mieux répondre aux besoins de la population?

Mme Goodyer: C'est une excellente question, qui appelle plusieurs réponses différentes car il existe plusieurs catégories de pauvres. Il y a en effet des personnes qui sont sérieusement handicapées et qui ont donc un besoin constant de soutien. Il y a des gens qui sont handicapés sur le plan mental qui doivent quand même se débrouiller au sein de la société, et d'autres qui ont subi beaucoup de violence, de pauvreté et d'abus dans leur foyer. Il y aura donc toujours une partie de la population qui aura besoin d'une aide fondamentale.

One of the things in this debate that has bothered me is this idea that somehow people on welfare want to be on welfare, or that they should be getting back to work. I think in a constructive way you've asked your question.

L'une des choses qui me préoccupent dans ce débat, c'est l'idée que les gens qui dépendent du bien-être social le veulent vraiment et qu'ils devraient tout simplement chercher du travail. Certes, je comprends que vous ayez posé votre question dans un esprit positif, mais il ne faut pas se faire d'illusions à ce sujet.

[Text]

A couple of things I think would be really helpful. Accessible child care: we mentioned that so many women are stuck at home literally, without proper education and so on, because they need someone to look after the child, someone they can trust, but they can't afford it. Transportation is another issue. There's never enough in the budget for transportation so they can get to their job. There is the whole transition from being on support to getting work. There's never enough of a long-term strategy that will help with clothing, that will help with lunches, that will help again with the children, the issues that come up around sickness and so on.

My fear I guess around this whole thing is that we will end up kind of contracting or deregulating so that people will be forced into low-income jobs, without proper supports and so on. As I was saying, the kinds of people we see are so marginalized that they need a lot to get back into the labour force. It has to be a comprehensive system. We have to take into consideration the people who are really at the margins in a deep way and then those who maybe can slowly get back into the workforce. It's almost like a paring and gearing it towards individual needs.

There is another thing that really bothers me too. What happens if you're on welfare and you have to work at a low-paying job? These are jobs that a lot of people wouldn't want anyway. I'd love to see—we were talking about what could be possible—a kind of middle-income system. In a region like this, perhaps we could work together in communities with social workers, work in community groups with people to pool their skills. There is also a whole bunch of women and men who are very talented. They haven't had the chances and the opportunities to really access their own talents or believe in themselves. The potential of those people should be developed on a one-on-one basis in small groups in communities. I think churches are obviously there with that, but there is a need for real professional support as well.

I guess to summarize, we can't abandon. We have to continue to support. If we contract in a rigid way, we're going to make people poorer.

Mr. Bevilacqua: In the city of Winnipeg my colleague from Etobicoke—Lakeshore and I visited a soup kitchen. You're struck with the poverty that exists in a country such as ours, that people are marginalized to the level that they have to get soup somewhere. We of course realize how deep-rooted the problem is. It's not just a question of money.

When I left the soup kitchen, I said, well, if I had more money and I gave it to everyone, would they be really better off? I'm not so sure, because the type of help they require is something that is a little bit deeper than just getting an extra \$20 or \$30 or \$100. This is going back to what you said earlier. What do you think about that? What can we realistically do as a government to sort of . . ? We can't do it by ourselves. We're going to need your help to get this thing done.

[Translation]

Plusieurs choses seraient particulièrement utiles. Je dirais, tout d'abord, des garderies d'enfants accessibles car, comme nous l'avons dit, beaucoup de femmes ne peuvent sortir de chez elles, littéralement, pour faire des études ou obtenir une formation professionnelle, parce qu'elles sont obligées de s'occuper de leurs enfants puisqu'elles ne peuvent trouver personne de confiance ou à un tarif abordable. Les problèmes de transport constituent un autre obstacle important. Il n'est pas rare que les frais de transport soient trop élevés, ce qui empêche certaines personnes d'occuper un emploi. On manque également de services de soutien pour assurer la transition vers l'emploi. Il n'y a aucune stratégie à long terme pour aider les personnes qui voudraient occuper un emploi à résoudre des problèmes d'habillement, d'alimentation, de garde d'enfants, etc.

Ce que je crains, dans le processus actuel, c'est que l'on accroisse la sous-traitance ou la déréglementation, ce qui obligera des gens à accepter des emplois mal rémunérés, sans services de soutien adéquats. Les personnes que nous aidons sont tellement marginalisées qu'elles ont besoin de beaucoup d'aide pour réintégrer la population active. Il faut donc établir un système d'aide exhaustif. Il faut tenir compte des gens qui sont tellement marginaux qu'il leur est quasiment impossible de revenir seuls dans la population active. Ils ne peuvent le faire que très lentement et il faut donc leur fournir des services quasiment individualisés.

Un autre point m'inquiète également. Que se passe-t-il quand une personne qui dépend du bien-être social se voit obligée d'accepter un emploi mal rémunéré, que presque personne d'autre ne voudrait de toute façon? Ce que je souhaite,—puisque l'on parle de ce qui serait possible—ce serait une sorte de système de revenu moyen. Dans une région comme celle-ci, nous pourrions peut-être travailler avec les agents sociaux et les groupes communautaires pour permettre aux gens d'exploiter ensemble leurs talents. Il y a beaucoup de femmes et d'hommes très compétents qui n'ont jamais eu la chance ou la possibilité d'exploiter leurs talents et de croire en leurs capacités. Ce sont des personnes dont le potentiel pourrait être développé au sein de petits groupes ou dans des relations de soutien individuelles. C'est un travail que font là les églises mais qui exigent aussi un véritable soutien professionnel.

Pour résumer, je dirais qu'il ne faut pas baisser les bras. Il faut continuer d'aider les gens. Si le gouvernement a recours à la sous-traitance de manière trop rigide, les pauvres le deviendront encore plus.

M. Bevilacqua: Mon collègue d'Etobicoke—Lakeshore et moi-même avons visité une soupe populaire à Winnipeg. Nous avons pu constater ainsi le degré étonnant de pauvreté qui existe dans un pays aussi riche que le nôtre, où des gens sont tellement marginalisés qu'ils sont obligés de faire appel à une soupe populaire. Nous savons bien que le problème a des racines profondes et qu'il ne s'agit pas seulement d'une question d'argent.

Quand je suis sorti de cette soupe populaire, je me suis demandé s'il suffirait de donner de l'argent à chacune de ces personnes pour améliorer sa situation. J'ai constaté que cela ne suffirait pas, car ce sont des gens qui ont besoin d'un peu plus que d'un don de 20\$, de 30\$ ou de 100\$. Je reviens donc à ce que vous disiez plus tôt: qu'est-ce que le gouvernement pourrait faire, de manière réaliste, pour en quelque sorte . . ? Nous ne pouvons pas faire le travail nous-mêmes. Nous avons besoin de votre aide.

[Texte]

Mr. Burke: We did quite a survey of the people who were at our soup kitchen over the last couple of years, and it's all tied together—it's employment, it's housing, it's a lot of services. If you get \$560 a month on social assistance and it costs you \$350 to \$400 for a room for a month, you can't afford to get a headache, let alone have a major expense. You're relegated to a soup kitchen. It's employment, it's housing, it's a lot of things that are tied together, but certainly the higher rates of unemployment and housing are the two biggest things we see.

[Traduction]

M. Burke: Nous avons étudié attentivement les personnes qui utilisent notre soupe populaire, depuis deux ans, et nous constatons que les problèmes sont liés. Ce sont des problèmes d'emploi, d'hébergement, de services. Quelqu'un qui reçoit 560\$ par mois d'aide sociale et qui doit payer 350\$ à 400\$ par mois pour se loger n'a pas le moyen de tomber malade ni de faire de dépenses majeures. C'est quelqu'un qui est relégué à la soupe populaire. Il s'agit donc de problèmes d'emploi, de logement et de services publics, et il est clair que la hausse du chômage et les problèmes d'hébergement sont à notre avis les deux facteurs déterminants.

• 1710

Then we get into the mental health issues. We have people who should be in institutions but who are now basically thrown out because we haven't got the institutional space available. We have people who are okay as long as they're taking their medication, but these are people with mental problems. So the whole thing gets tied together.

If you visit soup kitchens, you see this whole society before you. These are the people we're worried about. These people need somebody who is going to raise a voice for them. They have major problems. The problem just doesn't go away because you give them less money. The line-ups just get longer. We average 120 people a night at Hope Cottage but we can only feed forty. On a night like tonight you're standing outside for an hour waiting to get in. And tonight's one of the good nights. So it's a major problem.

Mr. Bevilacqua: I just want to mention one brief point, Mr. Chairman.

Although I was of course struck by the situation that we walked into, one thing that I thought was extremely positive was the way in which the community had responded to that need. Of course we don't want to see soup kitchens. The ultimate goal is to get rid of soup kitchens and food banks and all that. But if we can direct the community-based energy that exists in cities throughout Canada into some real positive ends—not to say that what you're doing is not positive, it's extremely positive—I think we can do a great deal. Then we really get into community empowerment in a real way.

Thank you for your . . .

The Chairman: Thank you very much. I now turn to Ms Augustine.

Ms Augustine: Thank you for coming before us and for making a presentation on behalf of the St. Vincent de Paul Society. I think we all know the work the St. Vincent de Paul Society does across the country.

The discussion papers speaks a good deal about caring, about community, about compassion, about a just society, etc. If you had to help us sketch the initial vision statement on which the discussions that we have heard would be underpinned, whether it's child care, whether it's employment issues, or whatever else, what would you put as your initial preamble? What vision do you feel must come through in the document?

Il ne faut pas oublier les problèmes de santé mentale. Il y a aujourd'hui dans la société des gens qui devraient être traités dans un établissement public mais que l'on jette à la rue parce qu'il n'y a plus de place. Il y a des gens qui ont des problèmes de santé mentale et qui peuvent fonctionner à condition d'avoir certains médicaments. Toutes ces questions sont donc reliées.

C'est dans les soupes populaires que vous voyez tous les exclus de la société. Voilà les gens dont le sort nous préoccupe. Et il faut que quelqu'un s'exprime en leur nom. Ils ont de grands problèmes. Cela ne disparaîtra pas simplement parce qu'on leur donnera moins d'argent. Cela ne fera qu'allonger les files d'attente. Je dois vous dire qu'il y a en moyenne 120 personnes qui attendent chaque soir à la porte de notre soupe populaire, alors que nous ne pouvons en nourrir que 40. Un soir comme aujourd'hui, les gens vont faire la queue pendant au moins une heure avant d'entrer. Il y a des soirs où la situation est encore pire.

M. Bevilacqua: Je voudrais faire une brève remarque, monsieur le président.

Certes, j'ai été fort impressionné par ce que j'ai vu à cette soupe populaire, mais je dois préciser que j'ai été aussi extrêmement impressionné par la réaction très positive de la collectivité locale. Bien sûr, nous voudrions que disparaissent les soupes populaires. C'est notre objectif ultime. En attendant, si nous pouvons canaliser l'énergie des collectivités locales dans une action vraiment positive—and je ne veux pas dire que la vôtre ne l'est pas, bien au contraire—ce serait déjà quelque chose de très encourageant. Cela renforcerait la cohésion des collectivités.

Merci de votre . . .

Le président: Merci beaucoup. Madame Augustine.

Mme Augustine: Je vous remercie de vous être adressés à nous au nom de la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Nous savons tous que la Société fait un excellent travail dans tout le pays.

Bien des témoins nous ont parlé de compassion, de générosité, de collectivité locale, de société juste, etc. Si vous deviez exposer les principes fondamentaux sur lesquels devraient se fonder nos recommandations, concernant aussi bien les problèmes de garde d'enfants que d'emplois ou de programmes sociaux, que diriez-vous? Autrement dit, comment rédigeriez-vous le préambule de notre rapport?

[Text]

Ms Bruce: I think that somewhere in this paper we wrote there is a sense that we, as a country, value sharing, that a basic standard of living is a right as citizens. I've heard some people in the discussion around this review process say that we're moving from being citizens to being consumers. I thought that was a very powerful quote.

If I were to frame it, I would love to say that Canadians remain citizens; that they have a right to a basic standard of living; that sharing has been what has kept our country, with its small population in such a vast land, together; that we care for one another; that we are a social solidarity; and that we believe that basic needs can be met in a country as rich as ours.

If anything can frame it, I think employment, child care, social assistance—everything falls under the basic idea that we're a compassionate, caring society that wants the basic needs of our citizens to be met. One of the things that I think is underlying this debate is this hacking and chopping away at the deficit. It is an important thing, but how we do it is so essential in terms of the moral and ethical implications.

Ms Augustine: The economic discussions would underpin the whole issue of where other countries are, taking numbers, statistics or percentages and lining them up. Would you say that the vision in the statement would separate us from the way we compare ourselves to other countries, or is it something that's characteristically Canadian? Do you get the point of my question?

• 1715

Ms Bruce: I just had a conversation yesterday and I admitted I was born in the 1960s. I think that's why I say characteristically Canadian, because I grew up at a time when we kept our social support. We grew in those and I became used to them. That was what we had, so in that sense I own that, and I own it because I'm a Canadian. So it's characteristic.

In the global sense, even though one of the gentlemen earlier quoted us statistics that said we don't do so hot in the global picture, I think we do okay. We have in the past provided at least a standard of living. I'm not sure if in terms of the statistics, or whatever, whether other countries are in fact better. I think it is important.

Le président: Monsieur Dubé du Bloc québécois.

Mr. Dubé: Je veux rendre hommage à la Société Saint-Vincent-de-Paul. Avant de devenir député, j'ai travaillé six ans à titre d'adjoint dans le bureau de comté d'un député-ministre provincial, à l'époque où nous étions au pouvoir — j'ai connu ce temps-là —, et il arrivait souvent que nous ne puissions pas solutionner certaines situations humaines pénibles.

Chez nous, c'était votre organisme qui dépannait rapidement quelqu'un qui n'avait rien à manger. À l'époque, il n'y avait pas de soupes populaires comme dans les grandes villes. Cela se faisait de paroisse en paroisse. Il y avait toujours des bénévoles pour aller secourir les gens et il faut leur rendre hommage pour cela.

C'est la première fois que j'ai connaissance qu'un groupe comme la Société Saint-Vincent-de-Paul vient témoigner devant un Comité. Je trouve cela très bien.

[Translation]

Mme Bruce: Je crois qu'il serait important d'indiquer dans le rapport que nous accordons beaucoup de prix, dans notre société, à la notion de partage et à la garantie d'un niveau de vie minimum. J'ai entendu quelqu'un dire, pendant ces consultations, que nous sommes de moins en moins des citoyens et de plus en plus des consommateurs. C'est une image très forte.

Si je le pouvais, je dirais dans votre préambule que les Canadiens restent des citoyens, qu'ils ont droit à un niveau de vie minimum, que c'est le partage qui a permis au pays de survivre, avec une si petite population sur un si vaste territoire, que nous croyons à la solidarité sociale et que nous estimons qu'un pays aussi riche devrait être en mesure de subvenir aux besoins fondamentaux de chaque citoyen.

Cela veut dire qu'il faut assurer un minimum en matière d'emploi, de garde d'enfants, d'aide sociale, c'est-à-dire de tout ce qui nous permet d'exprimer que nous sommes une société de compassion et de générosité, tenant à ce que les besoins fondamentaux de ses citoyens soient satisfaits. L'un des thèmes fondamentaux du débat auquel nous participons est évidemment le souci de réduire le déficit. Certes, c'est un objectif important, mais la manière dont nous nous y prendrons ne l'est pas moins, car elle aura de profondes conséquences morales et éthiques.

Mme Augustine: Les économistes font appel à toutes sortes de statistiques ou de pourcentage pour comparer les divers pays. Croyez-vous plutôt que c'est en fonction des principes que vous venez d'énoncer que nous devrions nous distinguer des autres pays? Autrement dit, croyez-vous que c'est cela qui caractérise fondamentalement la société canadienne? Veuillez-vous ce que je veux dire?

•

Mme Bruce: Je suis née dans les années soixante, c'est-à-dire à l'époque où nous avons bâti notre système de services sociaux. C'est sans doute pour cela que j'y vois une caractéristique fondamentale de la société canadienne. En quelque sorte, c'est ce qui m'appartient parce que je suis canadienne. C'est ce qui est caractéristique canadien.

Même si quelqu'un a mentionné tout à l'heure des statistiques portant à croire que notre situation n'est pas très enviable sur le plan mondial, je crois que nous ne nous débrouillons pas si mal. Nous avons jusqu'à présent réussi à garantir un certain niveau de vie à notre population. Et je ne suis pas sûr que les autres pays fassent mieux que nous à ce chapitre. Je pense que c'est important.

The Chairman: Mr. Dubé, for the Bloc Québécois.

Mr. Dubé: I want to pay homage to the St. Vincent de Paul Society for the work it does. Before becoming a member of Parliament, I worked for six years as assistant in the riding office of a provincial minister, at a time when we were in power — yes, I have it known that — and I have seen many examples of very difficult human situations that we were unable to resolve.

When that happened, it was your organization that used to come to the rescue. At that time, there was no soup kitchen in the villages, such as are found in the cities. But there were always some volunteers in each parish to go and help people who did not have enough to eat, and they deserve our appreciation.

As far as I know, this is the first time that a charity organization such as the St. Vincent de Paul Society appears before a parliamentary committee. I think it is very good.

[Texte]

J'ai entendu certains collègues du Parti réformiste, qui sont absents, faire appel au bénévolat pour résoudre des problèmes. La situation actuelle perdure depuis 1980 et elle s'est même aggravée. Il y a maintenant de nouveaux pauvres. Il y a des gens qui décrochent simplement du système. Il y a des gens qui ont besoin d'un service rapide parce qu'ils sont devenus toxicomanes. Est-ce vrai? À quel point la demande a-t-elle augmenté?

À moins que je ne me trompe, le nombre de bénévoles n'augmente pas nécessairement. On ne peut compter indéfiniment sur les bénévoles et, si la situation continue de s'aggraver, il viendra un temps où il n'y en aura plus parce qu'ils seront tous épuisés.

Je m'inquiète de cela et j'aimerais entendre vos propos à cet égard.

Mr. Burke: Your point is right on the mark. We are getting more people who lose their jobs who were self-sufficient a year ago who are now at the soup kitchens. Also, the population we see is getting younger. Twenty years ago the unemployed homeless soup kitchen person was sixty-ish. Now they're 25 to 30. The number of volunteers is going down. We are a church-based organization, and you don't have to be a rocket scientist to look around and see the people who attend church all have white hair. These people are getting older. There are fewer volunteers. That's reality. This is what we draw upon for our volunteers. That population is getting older and fewer people go to church.

• 1720

There are over 400 conferences in the province of Quebec. It's the anchor for our society. Obviously, that's not by accident. It started in Paris, so it came to Quebec City first.

Your point's right on the mark: we are struggling under an increased burden. We're saying do not just push more onto us, because we have diminishing resources and people.

M. Dubé: Je veux terminer là-dessus. Vous confirmez mon opinion: il ne faut pas, comme certains le pensent, exagérer sur le pain bénit.

Le président: Merci, monsieur Dubé, pour cette intervention.

I'd like to thank Ms Goodyer.

Ms Goodyer: To end on a positive note, the 150th anniversary of the Society of St. Vincent de Paul is in Quebec City in June 1996. We would love to see you there.

M. Dubé: Je remarque parmi vous la présence d'une jeune femme. On pense souvent à la Saint-Vincent-de-Paul comme à un regroupement d'hommes d'âge mûr. C'est bien et je vous encourage à continuer.

The Chairman: Thank you very much for your presentation.

Our next presenters are from the Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse.

[Traduction]

I have heard some colleagues of the Reform Party, who are not here today, state that we should rely more on volunteers to solve our social problems. But the present situation, which appeared in 1980, keeps getting worse. There are new poors in our society, people who simply give up on the system. And there are people who need quick help because they have become drug dependent. Is it true? To what point has the demand increased?

Unless I am mistaken, the number of volunteers does not keep increasing. And we cannot rely indefinitely on volunteers to solve all our social problems. If the situation worsens, there will come a time when there will not be any volunteers anymore because they will all be exhausted.

This is one of my concerns and I would like to know what you think about it.

M. Burke: Vous avez parfaitement raison. On voit aujourd'hui apparaître dans les soupes populaires des gens qui étaient autonomes mais qui viennent de perdre leur emploi. On y voit aussi apparaître des personnes de plus en plus jeunes. Il y a 20 ans, les chômeurs sans abri qui utilisaient les soupes populaires avaient dans la soixantaine. Aujourd'hui, on en voit qui ont de 25 à 30 ans. Finalement, le nombre de bénévoles diminue. Nous sommes une organisation religieuse et il ne faut pas être tellement savant pour voir que les personnes qui vont à l'église ont de plus de plus de cheveux blancs. Ce sont des personnes qui vieillissent et nous avons donc de moins en moins de bénévoles. C'est la réalité. C'est de ce groupe que nous viennent nos bénévoles. Cette population commence à vieillir, et moins de gens vont à l'église.

•

1720

Il y a plus de 400 conférences dans la province de Québec, qui est le pivot de notre société. Ce n'est pas un accident, bien sûr. Comme la société a été fondée à Paris, il est normal qu'elle se soit d'abord implantée à Québec.

Votre commentaire était très à propos: nous ployons sous un fardeau accru. Nous demandons qu'on n'alourdisse pas notre charge en déplaçant tout simplement le fardeau sur nous, parce que nous avons de moins en moins de ressources et de gens.

Mr. Dubé: I want to conclude on this. You have confirmed my opinion. Contrary to what some think, we must not exaggerate and overburden groups like yours.

The Chairman: Thank you for that intervention, Mr. Dubé.

Je remercie M^{me} Goodyer.

Mme Goodyer: Pour conclure sur une note positive, j'ajoute que nous allons célébrer le 150^e anniversaire de la Société Saint-Vincent-de-Paul à Québec en juin 1996. Nous aimerais beaucoup que vous nous joigniez à nous.

M. Dubé: I noticed that there was a young woman in your group. People often have a tendency to think of the St. Vincent de Paul Society as a group of middle-aged men. I commend you, and I encourage you to continue.

Le président: Je vous remercie sincèrement de votre exposé.

Nos prochains témoins représentent la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse.

[Text]

Nous entendrons maintenant M. Paul Comeau, directeur général de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse.

M. Paul Comeau (directeur général de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse): Monsieur le président, nous avons décidé de partager notre temps. Je ferai une présentation et quelques commentaires globaux, et M^{me} Jawed viendra appuyer certains points particuliers du mémoire en ce qui a trait aux femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse.

Nous sommes très reconnaissants de pouvoir vous adresser quelques commentaires sur le projet et les propositions qui sont devant nous. Nous voulons éviter de répéter tout ce qui a été dit. Si cela nous arrivait, sachez qu'on place nos commentaires dans un contexte un peu différent de celui des présentations qui ont été faites jusqu'à maintenant, ou du moins aujourd'hui.

Tout d'abord, nous voulons affirmer qu'il est absolument nécessaire de procéder à une réforme du système de la sécurité sociale. La Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse oeuvre depuis 1968 auprès de la communauté acadienne de la Nouvelle-Écosse dans les domaines linguistique, culturel, social et économique.

Nous croyons qu'il est absolument important, surtout en ce qui a trait à notre situation, de lutter toujours contre l'assimilation, et cela sur tous les fronts.

• 1725

Donc, tout en appuyant cette démarche dont nous ne connaissons pas nécessairement les résultats, nous sommes quand même prêts à y faire face.

Actuellement, nous croyons qu'il est absolument impossible de parler de réforme sans parler de la Loi sur les langues officielles, qui aurait réglé ce lien direct entre les programmes sociaux et l'obligation du gouvernement fédéral de contribuer directement au développement des communautés de langues officielles.

Depuis 1988, la Loi sur les langues officielles prescrit, non seulement une obligation en termes de services, mais aussi une obligation pour les ministères, agences et commissions du gouvernement fédéral qui oeuvrent dans les domaines économique, culturel et linguistique de contribuer à notre développement.

Nous voulons aussi dire que la communauté acadienne de la Nouvelle-Écosse possède une certaine vitalité culturelle et linguistique à ne pas négliger. Nous reconnaissons également que cela est possible parce que nous avons reçu l'appui de notre gouvernement central. Depuis quelques années, nous avons solidifié ou mis sur pied plusieurs institutions, dont certaines ont déjà eu un impact positif sur notre développement. Je pense notamment à l'Université Sainte-Anne qui dessert très bien notre population et contribue énormément à notre développement et à notre formation.

Notre hebdomadaire de langue française, nos centres scolaires communautaires et nos radios communautaires démontrent la vitalité évidente de notre communauté, parfois malgré les tendances ou les statistiques qui démontrent qu'il existe encore de sérieux problèmes que l'on doit résoudre.

[Translation]

We will now hear Mr. Paul Comeau, Director General of the Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse.

Mr. Paul Comeau (Director General, Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse): Mr. Chairperson, we have decided to share our time. I will make a presentation and a few general remarks, and Ms Jawed will highlight certain specific points from our brief concerning Acadian women in Nova Scotia.

We are very grateful to be given this opportunity to address a few comments to you concerning the project and the proposals that are before us. We want to avoid repeating everything that has been said. Should we repeat certain things, please consider that our comments are made in a slightly different context than presentations you have heard until now, or, at least, the ones that were made today.

Firstly, we want to state that the reform of the social security system is absolutely necessary. The Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse has, since 1968, been working with the Acadian community of Nova Scotia in the linguistic, cultural, social and economic areas.

We believe that fighting relentlessly against assimilation on all fronts is of the utmost importance, especially in light of our situation.

So we support this process even though we cannot necessarily foresee the results, and we are willing to face up to them.

At this time, we believe it is absolutely impossible to talk about reform without talking about the Official Languages Act, which would have settled the matter of the direct link between social programs and the federal government's obligation to contribute directly to the development of official language communities.

Since 1988, the Official Languages Act has not only prescribed certain service obligations, but has also placed an obligation on federal departments, agencies and commissions that are active in economic, cultural and linguistic areas to contribute to our development.

We also want to say that Nova Scotia's Acadian community enjoys a certain cultural and linguistic vitality that should not be overlooked. We recognize, as well, that that has been made possible by the support of our central government. In the past few years, we have strengthened or created several institutions, and some of them have already had a positive impact on our development. I am thinking, among others, of the Université Sainte-Anne, which serves our population very well and makes an enormous contribution to our development and training.

Our French-language weekly, our community schools and our community radio stations express the obvious vitality of our community, sometimes in the teeth of trends or statistics that point to the serious problems that still exist and that we must solve.

[Texte]

Permettez-moi de dire quelques mots en ce qui à trait aux soi-disant bonnes années. Il est quand même assez ironique de constater que, dans nos communautés acadiennes, nous avons connu une certaine prospérité, surtout dans l'industrie de la pêche, pendant plusieurs années. La jeunesse a eu tendance à se diriger vers des emplois dans l'industrie de la pêche, ce qui nécessitait peu d'éducation formelle.

Aussi, la main-d'œuvre a bénéficié d'un programme d'assurance-chômage assez généreux, qui mettait peu d'accent sur la formation et la prospérité. Les années 1960, 1970 et 1980 ont contribué à abaisser de beaucoup le niveau de scolarité et, éventuellement, les revenus.

Vous avez reçu notre mémoire. Donc, on n'ira pas dans le détail. Cependant, dans les communautés du Cap-Breton et du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, où se trouvent la majorité des Acadiens et des Acadiennes, il y a des taux de chômage très élevés de 18,5 et 14,5 p. 100 respectivement.

Il est intéressant de constater—c'est peut-être malheureux—que le revenu familial provient, surtout dans ces régions, des paiements de transfert aux individus et de prestations d'assurance-chômage ou d'assistance sociale. Dans la région du Cap-Breton, cela représente 38,8 p. 100 comparativement à l'ensemble de la Nouvelle-Écosse où c'est 30,5 p. 100. Nous croyons qu'il est malsain d'être aussi dépendant des programmes du gouvernement central. Encore une fois, permettez-moi de vous rappeler que la majorité des Acadiens habitent dans ces deux coins-là.

Nous avons formulé quelques éléments de solution, et nous avons appuyé également des présentations qui vous ont déjà été faites par la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada et par la Fédération de la jeunesse canadienne-française en ce qui a trait à plusieurs programmes.

Donc, nous soutenons que ce n'est pas tout simplement en diminuant la responsabilité des gouvernements ou en diminuant les paiements que le Canada Atlantique deviendra instantanément une région prospère et capable de subvenir seule à ses besoins.

• 1730

Nous croyons qu'une véritable stratégie de création d'emplois est à la base de toute réforme. C'est essentiel. Autrement, ce serait tout simplement un exercice de coupures dans les coûts du gouvernement central qui ne réglerait aucunement les problèmes et les malaises que nous vivons.

Nous avons formulé des recommandations à cet effet. Comme vous en avez reçu des copies, on ne va pas les répéter.

Je vous parlerai un peu de la Loi sur les langues officielles. Nous croyons que c'est dans les articles 41 et 42 de la Partie VII de la Loi que nous trouvons une certaine consolation en ce qui a trait à notre développement et à notre épanouissement.

Ces nouvelles mesures visent les ministères à vocations économiques, culturelles et de ressources humaines que nous avons déjà identifiés et représentent pour nous des possibilités. Cependant, nous croyons que le gouvernement fédéral doit faire un plus grand effort pour convaincre certains ministères de leurs obligations en vertu de cette loi.

[Traduction]

Allow me to say a few words about the so-called good years. It is somewhat ironic to note that our Acadian communities did enjoy a certain prosperity—in the fishing industry, in particular—for a number of years. Young people tended to get jobs in the fishing industry, jobs that required very little formal education.

Furthermore, workers had the benefit of a fairly generous unemployment insurance program that put little emphasis on training and prosperity. Thus the situation in the 1960s, 1970s and 1980s contributed to a rather sharp decline in the number of years of schooling workers obtained, and this eventually had an impact on incomes.

You received our brief, so we will not go into details. Allow me simply to mention that in the communities on Cape Breton and in the southwestern areas of Nova Scotia, where the majority of Acadians live, there are very high unemployment rates of 18.5% and 14.5% respectively.

It is interesting—and perhaps discouraging—to note that family income, especially in those regions, comes from transfer payments to individuals and from unemployment insurance benefits and welfare. That is the case for 38.8% of families in the Cape Breton region, as opposed to the figure for Nova Scotia as a whole, which is 30.5%. We think such widespread dependence on the programs of our central government is unhealthy. Once again, allow me to remind you that the majority of Acadians live in those two regions.

We did outline some partial solutions, and we have also supported presentations made to you previously by the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada and by the Fédération de la jeunesse canadienne-française with regard to several programs.

We maintain that simply curtailing the responsibility of governments, or decreasing payments, will not instantly make Atlantic Canada a prosperous and self-sufficient region, a region capable of meeting its own needs.

We believe that a real job creation strategy must be the basis of any reform. That is essential. Otherwise, reform will simply be an exercise in costs cutting at the central government level that will in no way resolve the problems and difficulties we are experiencing.

We have made recommendations to that effect. Since you received copies of them, we will not repeat them.

I will make a few comments about the Official Languages Act. We feel encouraged by sections 41 and 42 in Part VII of the Act, and believe that those sections will serve to further our development and enhance the vitality of our communities.

The new measures apply to the departments concerned with the economy, culture and human resources—we have already mentioned them—and we see possibilities there. However, we believe that the federal government must make a greater effort to convince some departments of their obligations under the Act.

[Text]

Nous croyons que les ministères doivent être sensibilisés et plus réceptifs à nos demandes et à nos besoins.

J'ajouterais un petit mot sur l'assurance-chômage. Comme vous le savez, dans des coins où la pêche est très importante, comme les régions acadiennes de la Nouvelle-Écosse, le programme a très bien servi l'industrie.

Si nous ne passons aucun jugement sur ce qui s'est fait dans ce champ d'action, nous savons quand même que les pêcheurs et les travailleurs d'usines ont tous bien bénéficié de ce programme. Les propriétaires d'usines aussi en ont beaucoup bénéficié parce que, indirectement, on subventionnait la main-d'œuvre. On s'assurait en tout temps que la main-d'œuvre soit disponible lorsque l'on en avait besoin.

Il faut reconnaître ces choses-là. Mais pendant combien de temps pourrons-nous maintenir un tel système? Il y a tellement de changements qu'il faudra s'adapter à ces nouveaux besoins.

Nous ne pouvons pas trop insister sur le fait que toute économie qui pourra être faite dans la réorganisation des programmes d'assurance-chômage devra être réinvestie dans nos communautés. Elle devra être réinvestie en termes de formation, de développement d'une véritable stratégie, non seulement d'emplois temporaires, mais d'emplois stables et de formation de la main-d'œuvre. Nous avons également formulé des recommandations à cet effet.

Je terminerai mes commentaires en parlant brièvement des institutions postsecondaires. Comme on l'a répété plusieurs fois aujourd'hui, nous mettons en question la formule proposée de financement des universités et des institutions postsecondaires.

Il faut reconnaître la situation économique des provinces Atlantique, de tout le Canada Atlantique. On a déjà dit que les revenus étaient faibles, qu'il y avait un niveau de scolarité très bas. Donc, toute formule qui décamerait l'accroissement du niveau de scolarité de notre population serait absolument désastreuse non seulement pour la communauté acadienne, mais pour tout le Canada Atlantique.

Nous avons également décrit la situation des revenus faibles. On ne peut comprendre comment on pourrait en arriver à demander à des parents, à des familles, à des étudiants et à des jeunes de contribuer davantage aux coûts de l'éducation.

Pour cette raison, nous appuyons très fortement la recommandation que nous citons dans le mémoire. Vous l'avez déjà entendue, et je ne la répéterai pas.

Permettez-moi de soulever un dernier point en ce qui a trait aux universités de langue française dans les Maritimes. Nous croyons que cette nouvelle formule pourrait grandement menacer l'existence même de ces institutions. Je parle ici de petites institutions telles l'Université Sainte-Anne, dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, et l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick, qui desservent toutes les deux la population de la Nouvelle-Écosse.

[Translation]

We believe that departments need to be made more aware of and more receptive to our objectives and our needs.

I'd like to add a word or two on unemployment insurance. As you know, in areas where the fishery is very important, such as the Acadian regions of Nova Scotia, the UI program has served the industry well.

Although we will refrain from passing judgment on anything that has been done in that particular field of activity, we are well aware that fishermen and plant workers all benefited from the program. Plant owners also profited greatly from the program because it indirectly subsidized their pool of workers. It ensured that workers would be available at all times when needed.

Those things have to be recognized. But how long could we maintain such a system? There are so many changes that we will have to adapt to the new needs.

We feel we cannot stress strongly enough that any savings derived from the restructuring of unemployment insurance programs must be reinvested in our communities. It must be reinvested in training and in the development of a real strategy to create not only temporary jobs but also stable jobs and manpower training programs. We have formulated recommendations to that effect.

I will conclude my remarks with a few brief comments on postsecondary institutions. As we have said several times today, we question the formula that has been proposed for the funding of universities and other postsecondary institutions.

The economic situation of the Atlantic provinces, of all of Atlantic Canada, has to be taken into account. It has already been pointed out that incomes are low and the number of years of schooling that people get is generally very low. Thus, any formula that would not tend to increase the number of years of schooling of our population would be absolutely disastrous, not just for the Acadian community but for all of Atlantic Canada.

We have also described the situation of low-income groups. We cannot understand how you could ask parents, families, students and young people to contribute more to the cost of education.

For that reason, we strongly support the recommendation we put forward in our brief. You have already heard it, and I will not repeat it.

Allow me to raise one last point about French-language universities in the Maritimes. We believe this new formula could pose a grave threat to the very existence of those institutions. I am referring here to small institutions such as the Université Sainte-Anne, in the southwest region of Nova Scotia, and the University of Moncton, in New Brunswick, which both provide education to students from Nova Scotia.

Il faudra qu'on se penche sérieusement sur cette question. Comment peut-on trouver une formule adaptée aux besoins de ces petites universités?

This issue will have to be looked at very seriously. What kind of formula can we devise that would be adapted to the needs of these small universities?

[Texte]

En terminant, je tiens à dire tout simplement que les Acadiens et les Acadiennes de la Nouvelle-Écosse ne s'attendent pas à ce que les gouvernements fassent tout pour eux. On est prêts à contribuer notre part pour notre propre formation. On est aussi prêts à accepter nos responsabilités en ce qui a trait au développement économique de nos communautés. Toutefois, nous avons besoin de politiques qui tiennent compte des particularités de ce pays.

Je m'arrête là. Je demanderai à ma collègue, Monique Jawed, de l'Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse, de faire ses commentaires.

Mme Monique Jawed (directrice de l'Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse): Comme Paul m'a présentée, je n'aurai pas à le faire. Toutefois, j'aimerais parler un peu de l'Association que je représente.

C'est un organisme à but non lucratif qui oeuvre au développement et à l'épanouissement des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse. Nous sommes un organisme provincial qui regroupe, à travers la province, cinq associations régionales. Ces associations sont composées, à leur tour, de membres individuels et de groupes membres.

Au cours des dernières années, l'Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse a travaillé à plusieurs dossiers touchant la situation économique des femmes, soit le libre-échange, l'équilibre salarial, l'équité salariale, l'équité en matière d'emploi, les économies et les perspectives de développement au Canada en 1983, le contrôle des dépenses fédérales, l'autonomie des femmes et plusieurs autres choses.

Étant donné que nous sommes membres de la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises, nous appuyons la position de cette fédération en ce qui a trait à la réforme de la sécurité sociale.

Cependant, compte tenu de notre situation particulière, notamment l'isolement géographique, une langue et une culture qui dépendent de la majorité, une économie basée sur des industries à tendance saisonnière, cyclique et instable, nous tenons à vous faire connaître nos préoccupations et nos recommandations afin de montrer la réalité dans laquelle vit la communauté acadienne de la Nouvelle-Écosse.

Il va sans dire que nous appuyons également la position de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse que mon collègue, Paul Comeau, vient de vous exposer.

J'aimerais parler de la dualité linguistique. Je pense que Paul en a parlé un peu. Pour renforcer l'idée que le gouvernement fédéral a une responsabilité législative face à la reconnaissance et à l'application de la dualité linguistique dans toutes ses actions, y compris celle concernant la réforme sociale, le gouvernement fédéral doit s'assurer que, dans tous les accords, ententes, nouveaux programmes et services conclus, les articles 16 et 20 de la Charte canadienne des droits et libertés, qui traitent spécifiquement de la langue de la minorité, entrent en vigueur, de même que les articles 41 et 42 de la Partie VII de la Loi sur les langues officielles.

Je voudrais aussi vous dresser un profil économique. L'étude réalisée en 1991 par Linda Cardinal, pour le Réseau national d'action éducation femme, démontre que les femmes francophones acadiennes vivant en milieu minoritaire sont pauvres et doublement défavorisées en ce qui a trait aux emplois et aux revenus.

[Traduction]

In conclusion, I simply want to say that the Acadians of Nova Scotia do not expect to have everything done for them by government. We are ready and willing to contribute our share to our own training and education. We also accept the responsibility we have with regard to the economic development of our communities. However, we need policies that take the diversities of this country into account.

I will stop here. I will now ask my colleague, Monique Jawed, from the Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse, to make her comments.

Ms Monique Jawed (Director, Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse): Since Paul introduced me, I won't introduce myself again. However, I would like to say a few words about the Association I represent.

The Association is a non-profit organization that works to further the development and vitality of the community of Acadian women in Nova Scotia. We are a provincial organization to which five regional associations throughout the province belong. Those associations are in turn made up of individual members and group members.

In the course of the past few years, the Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse has worked on several issues likely to have an impact on the economic situation of women, such as free trade, equal pay for work of equal value, pay equity, the economy and development perspectives in Canada in 1983, controlling federal spending, women's autonomy, and several other areas.

Since we are a member of the Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises, we support the Federation's position on social security reform.

However, in light of our particular situation, which is due, among other things, to geographic isolation, a language and a culture that depend on the majority, and an economy based on seasonal, cyclical and unstable industries, we wanted to make you aware of our concerns and recommendations in order to acquaint you with the realities of life for the Acadian community in Nova Scotia.

It goes without saying that we also support the position of the Acadian Federation of Nova Scotia which my colleague, Paul Comeau, has just shared with you.

I would like to talk about linguistic duality. I think Paul has already spoken about it briefly. To reinforce the idea that the federal government has a legislative responsibility with regard to the recognition and application of linguistic duality in all of its actions, including those which involve social reform, the federal government must make sure that in all of its accords, agreements, new programs and services, sections 16 and 20 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, which deal specifically with minority language issues, are implemented, along with sections 41 and 42 of Part VII of the official languages Act.

I would also like to sketch for you with an economic profile. A study done in 1991 by Linda Cardinal for the Réseau national Action éducation femme shows that French-speaking Acadian women living in a minority situation live in poverty, and are doubly disadvantaged where jobs and income are concerned.

[Text]

Par exemple, 19,9 p. 100 des femmes francophones n'ont aucun revenu par rapport à 6,6 p. 100 des hommes francophones. Aussi, 44,2 p. 100 des femmes francophones ont un revenu de moins de 10 000\$; 20,3 p. 100 ont un revenu entre 10 000\$ et 20 000\$, 9 p. 100 ont un revenu entre 20 000\$ et 30 000\$ et seulement 5,6 p. 100 ont un revenu supérieur à 30 000\$.

Nos femmes dépendent des programmes de la sécurité sociale pour leur survie et celle de leurs enfants.

À la suite des récentes difficultés dans l'industrie de la pêche et des transformations de celle-ci vers une plus grande technologie, beaucoup de femmes qui composent le gros de cette main-d'oeuvre se retrouvent sans emploi.

• 1740

Le gouvernement doit reconnaître la situation particulière dans laquelle se trouvent plusieurs utilisateurs fréquents, entre autres les femmes qui occupent pour la plupart des emplois saisonniers et peu rémunérés.

Les Acadiens et les Acadiennes de la Nouvelle-Écosse ne doivent pas être pénalisés parce qu'ils habitent des régions où il y a moins d'emplois disponibles. Ces personnes dépendent des prestations pour faire le pont entre les emplois saisonniers afin de survivre.

Ayant des emplois précaires et peu rémunérés, les femmes sont dépourvues d'avantages sociaux et de sécurité. Elles risquent plus que les hommes de se voir refuser l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage. Cette situation les rend également plus vulnérables aux abus familiaux et aux abus au travail.

Dans son document de travail présenté en octobre dernier, le gouvernement fédéral propose d'éliminer les transferts de fonds aux provinces pour l'éducation postsecondaire. Cette proposition rendrait impossible l'accès aux études postsecondaires pour nos jeunes et pour nos femmes qui veulent retourner aux études. Afin de survivre, les institutions d'éducation devront augmenter les frais d'inscription à un point tel que seuls les riches pourront se permettre de poursuivre des études.

Déjà, à l'heure actuelle, la situation est difficile et peu de nos jeunes et femmes fréquentent des institutions postsecondaires. Afin de garantir un Canada solide et compétitif sur la scène internationale, il est impératif que nos jeunes et nos femmes aient accès à une éducation et que celle-ci soit de qualité.

Je voudrais vous dire un mot sur la dette nationale. D'après une étude réalisée pour Statistique Canada en 1991, l'augmentation de l'utilisation des programmes sociaux ne serait pas la cause d'une dette nationale grandissante. Plutôt, celle-ci serait attribuable à une baisse des revenus d'impôt fédéral et à la montée des taux d'intérêt.

En effet, on attribue seulement 2 p. 100 de la dette nationale aux programmes sociaux. Par contre, on attribue 50 p. 100 de la dette aux exemptions d'impôt de la haute société et des grosses corporations et 44 p. 100 de cette dette aux taux d'intérêt élevés.

Depuis 1950, la responsabilité totale des taxes et impôts a été transférée des corporations aux individus. Par exemple, en 1950, 60 p. 100 des revenus d'impôt fédéral provenaient des corporations et des entreprises. En 1989, seulement 10 p. 100 de ces revenus provenaient des corporations.

[Translation]

For instance, 19.9% of those French-speaking women have no income, whereas the figure for French-speaking men is 6.6%. Furthermore, 44.2% of French-speaking women have an income of less than \$10,000; 20.3% have an income between \$10,000 and \$20,000; 9% have an income between \$20,000 and \$30,000; and only 5.6% have an income above \$30,000.

Acadian women are depended on social security programs for their survival and for the survival of their children.

The recent problems in the fishing industries and the fact that it now makes greater use of technology has meant that many women have lost their jobs, since most of the workers in the processing plant sector were women.

• 1740

The government must recognize that many frequent users are in a special situation, and that includes women, since most of them have seasonal, poorly paid jobs.

The Acadians of Nova Scotia should not be penalized because they live in areas where fewer jobs are available. They depend on benefits to tide them over so that they can survive between seasonal jobs.

Since women have precarious and poorly paid jobs, they have no benefits and no security. More than men, they run the risk of just not being eligible for an employment insurance. Their situation also makes them more vulnerable to abuse, both in their families and in the workplace.

In the discussion paper released last October, the Federal government proposed the elimination of transfer payments to the provinces for post-secondary education. That proposal would make it impossible for our young people to have access to postsecondary education, and would also bar access to women who want to go back to school. In order to survive, postsecondary educational institutions will have to increase tuition fees to such an extent that only the rich will be able to attend them.

At this time, the situation is already difficult and few of our young people and women attend postsecondary institutions. Canada must be solid and competitive on the international scene, and in order to guarantee that it is imperative that our young people and women have access to a quality education.

I want to say a few words about the national debt. According to a study carried out for Statistics Canada in 1991, the increase in social program spending is not the cause of our growing national debt. That increase is attributable, rather, to a decrease in federal tax revenues and to rising interest rates.

Indeed, only 2% of the national debt is deemed attributable to social programs. Rather the study says that 50% of the debt is due to tax exemptions for the rich and for large corporations, while another 44% is due to high interest rates.

Since 1950, total responsibility for taxes and income taxes has been transferred from corporations to individuals. For instance, in 1950, 60% of federal tax revenue came from corporations and businesses. In 1989, only 10% of that revenue came from corporations.

[Texte]

En 1992, trois institutions bancaires ont réalisé des profits totalisant 354 millions de dollars. Aucune d'elles n'a payé d'impôt pour cette année-là. Nous sommes convaincues que lorsque les grosses corporations et les gens de la haute société paieront de l'impôt, la dette nationale sera à la baisse et il ne sera pas nécessaire de faire des exercices comme celui-ci.

Finalement, afin d'avoir une plus grande vue d'ensemble des préoccupations de l'Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse et pour mieux comprendre le pourquoi des recommandations qui vont suivre, nous suggérons à ce Comité de se référer à notre mémoire. Je me permets de vous lire seulement quelques recommandations:

- Que, dans le projet de la réforme des programmes sociaux, les instances gouvernementales tiennent compte des articles 16 et 20 de la Charte canadienne des droits et libertés ayant trait à la langue et aux minorités, et des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles;

- Que, dans leur plan d'action visant la réforme de la sécurité sociale, les gouvernements continuent d'encourager les initiatives de création d'emplois pour les femmes vivant dans les régions acadiennes de la Nouvelle-Écosse;

- Que le gouvernement fédéral continue les transferts de fonds aux provinces afin de permettre aux universités et aux collèges de réaliser une planification à long terme et d'éviter que l'éducation postsecondaire devienne seulement accessible aux riches;

- Que, dans sa révision du programme de l'assurance-chômage, le gouvernement, au lieu de pénaliser tous ceux qui reçoivent des prestations d'assurance-chômage, établisse un seuil de revenu admissible;

- Que le gouvernement fédéral s'assure que les grosses corporations et les gens de la haute société ne soient pas exemptés de l'impôt fédéral sur le revenu.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, madame Jawed et monsieur Comeau.

• 1745

Il nous reste à peu près 10 minutes pour les questions. Nous allons commencer par M. Dubé, du Bloc québécois.

M. Dubé: Monsieur et madame, bienvenue chez vous, car vous êtes ici chez vous.

Je ne voudrais pas mettre le feu dans la cabane, mais j'ai cru observer une différence d'approche entre M. Comeau et la Fédération. Il m'a semblé que le mémoire des femmes était plus revendicatif que celui des hommes.

Cependant, j'ai vu, d'entrée de jeu, que M. Comeau s'était prononcé en faveur d'une réforme et que vous aviez dit que vous étiez satisfaite du fonctionnement de l'assurance-chômage dans le passé. Vous avez également exprimé une satisfaction quant aux transferts à l'Université Sainte-Anne.

Plus je vous écoutais, plus cela me rassurait, moi qui suis de l'Opposition. Finalement, je partage les recommandations de M^e Jawed.

[Traduction]

In 1992, three banking institutions had total profits of \$354 million. None of them paid tax that year. We are convinced that when large corporations and members of upper income brackets are made to pay income tax, our national debt will decrease and exercises such as this one will become unnecessary.

For a better overall view of the concerns of the Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse, and a clearer understanding of the reasons behind the recommendations that will follow, we suggest that the Committee refer to our brief. I will take the liberty of reading just a few of our recommendations to you:

- That, in its review of social programs, governments take into account sections 16 and 20 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, on language and minorities, as well as sections 41 and 42 of the Official Languages Act;

- That, in their action plan for social security reform, governments continue to encourage job creation initiatives for women living in the Acadian regions of Nova Scotia;

- That the federal government continue to make transfer payments to the provinces in order to allow universities and colleges to make long-term plans, and to avoid making postsecondary education accessible only to the rich;

- That the government, in its review of the unemployment insurance program, rather than penalizing all those who receive unemployment insurance benefits, set an income threshold for eligibility;

- That the federal government ensure that large corporations and the members of upper income brackets not be exempt from paying federal income tax.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Ms Jawed and Mr. Comeau.

•

We have about 10 minutes left for questions. We shall begin with Mr. Dubé of the Bloc Québécois.

M. Dubé: First, I want to welcome you, Sir, Madam; you are on home ground here.

I don't want to stir up trouble, but I thought I detected a difference between Mr. Comeau's approach and that of the Federation. It seemed to me that there were more demands in the women's brief than in the men's brief.

Be that as it may, I saw that Mr. Comeau immediately came out in favour of reform, while you stated that you were satisfied with the way the unemployment insurance system had functioned in the past. You also expressed your satisfaction with the transfers to the Université Sainte-Anne.

The more I listen to you, the more reassured I felt, as a Member of the Opposition. I must say I support Ms Jawed's recommendations.

[Text]

J'ai eu la chance de représenter l'Opposition officielle au Congrès acadien cette année. M. Michel Dupuy y est venu pour faire une annonce en ce qui a trait aux langues officielles. Cela m'a surpris. Il a annoncé qu'il allait présenter des mesures au niveau de l'appareil administratif pour qu'on applique, dans les ministères fédéraux, la Loi sur les langues officielles. C'était une première approche depuis 1972.

M. Comeau: Permettez-moi de réagir à ce premier commentaire. On a surtout connu la partie de la Loi sur les langues officielles qui mettait l'accent sur les services dans la langue de la minorité.

Les modifications de 1988 précisaiient clairement que le gouvernement fédéral avait une responsabilité envers notre développement. À l'époque, cette responsabilité était clairement donnée au Secrétaire d'État.

La communauté a toujours indiqué que c'était nettement insuffisant parce qu'on ne vit pas uniquement de langue et de culture. On vit comme tous les autres Canadiens. C'est pour cette raison que, même si cela a été inscrit dans la Loi en 1988, il n'y avait jamais eu de mécanismes de mis en place pour qu'on l'applique.

Si les communautés francophones à l'extérieur des frontières du Québec se sont réjouies de l'annonce du ministre, et cela a été le cas, c'est parce que nous voyions que, pour la première fois, on avait là la possibilité d'impliquer d'autres ministères que celui du Patrimoine canadien. Pour nous, cela avait du sens.

Cela dit, il faudra maintenant voir comment, concrètement—nous suivons la situation de très près—le ministère du Patrimoine canadien fera appliquer cela dans d'autres ministères. Nous allons mettre au test certains projets et analyser si cette nouvelle mesure peut fonctionner et contribuer à notre développement.

Être Acadien, c'est peut-être être contradictoire un petit peu, mais il faut bien l'être parfois.

• 1750

Nous appuyons entièrement les recommandations très spécifiques de l'Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse. Je pense qu'il n'y a pas de groupe en Nouvelle-Écosse qui n'appuierait pas des questions d'égalité avec les autres. Encore là, nous vous suggérons fortement de lire attentivement notre mémoire pour avoir une documentation supplémentaire.

Il faut apporter des modifications. Nous avons créé une main-d'œuvre qui n'a pas trop eu besoin de formation. Avec des emplois dans le domaine de la pêche, on travaillait pendant trois mois et, par la suite, on allait à l'assurance-chômage pendant le reste de l'année.

Cela servait deux causes: celle de l'employé saisonnier et celle du propriétaire d'usine qui devait avoir une main-d'œuvre en tout temps. Donc, il gardait sa main-d'œuvre. Autrement, la main-d'œuvre se serait rendue à Calgary ou ailleurs parce qu'il n'y avait rien chez nous pour la garder.

Au mois d'avril ou pendant les mois d'hiver, lorsque la pêche de fond recommençait, le propriétaire d'usine savait très bien que sa main-d'œuvre était là, qu'elle attendait. Cela peut vous paraître contradictoire. Croyez-moi, ce ne l'est pas.

[Translation]

I had the opportunity of representing the Official Opposition at the Acadian Congress held this year. Mr. Michel Dupuy was also present; he came to make an announcement about official languages. I was surprised by that. He stated that he would be introducing administrative mechanisms to have federal departments apply the Official Languages Act. This was the first initiative since 1972.

Mr. Comeau: Please allow me to respond to that first comment. We have for the most part seen the effect of that part of the Official Languages Act that put the emphasis on providing services in the minority language.

The amendments made in 1988 clearly specified the federal government's responsibility in furthering our development. At the time, that responsibility was expressly attributed to the Secretary of State.

Our community has always expressed the opinion that this was clearly inadequate, since we cannot live solely on language and culture. We live as all other Canadians live. That is why, even though it was written into the law in 1988, no implementation mechanisms have ever been put in place.

French-speaking communities outside Quebec rejoiced at the Minister's statement because, for the first time, we saw that this would provide an opportunity to involve other departments besides Heritage Canada. We felt that that made sense.

That being said, we will now have to see how, in a concrete fashion—we are monitoring the situation closely—the Department of Canadian Heritage will get those measures applied in other departments. We are going to test certain projects and assess the new measure to see whether it can work and contribute to our development.

Perhaps being Acadian sometimes means being a little bloody-minded, but that can be necessary from time to time.

We support all the very specific recommendations put forward by the Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse. I don't think there is any group in Nova Scotia that wouldn't support something to do with equal opportunity. There again, we strongly suggest that you read our brief attentively for more ample documentation.

Some changes are needed. We have created a workforce that did not need much training. Since we had jobs with the fishery, we worked for three months and then we used to go on unemployment for the rest of the year.

This was in the interest of both the seasonal worker and the plant owner who wanted a workforce that was available at anytime. That way, the workforce stayed around. Otherwise, people would have moved to Calgary or elsewhere because there would have been nothing at home worth staying for.

In April or during the winter months, when ground fishing started over again, the plant owner knew very well that the workforce was still there, that it was waiting for him. You may think that this is contradictory. Believe me, this is not the case.

[Texte]

Mme Lalonde (Mercier): Madame Jawed, le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme est venu faire une présentation à Ottawa au tout début de la deuxième phase, soit la consultation sur le Livre vert. Le Conseil a été très, très sévère quant aux conséquences du projet de réforme Axworthy pour les femmes.

Quand je lis la description que vous faites brièvement, mais de façon ferme, je suis portée à vous demander: Pour les femmes acadiennes, ce projet de réforme-là est-il encore plus inquiétant?

Mme Jawed: C'est un résumé qui ne fait même pas honneur au mémoire. C'est pour cela que je vous conseille fortement de vous référer au mémoire. Même moi, je le trouve très flou.

Oui, j'ai tendance à croire que la réforme va probablement affecter beaucoup plus les femmes en général que les hommes ou que la population en général. C'est pour cela que mes recommandations ou les propos que j'ai tenus ce soir portaient surtout les femmes.

J'appuie fortement les recommandations et les propos de M. Paul Comeau. Il n'y a pas de contradiction entre nos deux groupes. On a peut-être des façons différentes d'exprimer les choses.

Mme Lalonde (Mercier): On parle de populations un peu . . .

Mme Jawed: C'est normal.

Le président: Merci, madame Lalonde. Monsieur Scott.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Thank you very much, Mr. Chair.

Your reference to official languages causes me to think about a particular point. I come from New Brunswick. In fact I was formerly the director of official languages there and am quite sympathetic. You can rest assured that the application of the principles of official languages policy in this country will find its way into this document wherever it should.

One of the interesting points here is the national commitment to official languages—and I'm not talking about official languages specifically—has been very helpful, I know, in our province and I assume in Nova Scotia as well. Yet at the same time, the most progress we've made in New Brunswick has been the application of those principles provincially. We have official languages policy in the province of New Brunswick that is much more comprehensive than anything else, I suspect, anywhere in the country.

[Traduction]

Mrs. Lalonde (Mercier): Ms Jawed, the Canadian Advisory Council on the Status of Women came to make a presentation in Ottawa at the very beginning of phase two of the consultation process on the green paper. The Council was very, very critical of the consequences that the proposed Axworthy reform was going to have for women.

Your brief but forceful statement leads me to ask you the following question: for Acadian women, is this proposed reform an even greater cause for concern?

Ms Jawed: My summary doesn't do justice to the brief. This is why I strongly suggest that you read the brief. Even I find that it's not as clear as it should be.

Yes, I tend to believe that the reform is likely to have more impact on women than on men or on the population in general. This is why my recommendations and my comments tonight dealt mainly with women.

I strongly support what Mr. Comeau has said and recommended. There is no opposition between our two groups. It might be that we say things differently.

Mrs. Lalonde (Mercier): We talk about populations rather . . .

Ms Jawed: It's quite natural.

The Chairman: Thank you, Mrs. Lalonde. Mr. Scott.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Merci beaucoup, monsieur le président.

Le fait que vous avez parlé des langues officielles m'a fait penser à un point particulier. Je viens du Nouveau-Brunswick. De fait, j'ai été directeur aux langues officielles dans cette province et j'ai beaucoup de sympathie pour votre point de vue. Je peux vous garantir que l'on fera étais dans ce document là où il se doit des principes de la politique sur les langues officielles de ce pays.

Il y a une chose intéressante à noter: l'engagement qui a été pris au niveau national en ce qui concerne les langues officielles—and je ne parle pas des langues officielles en soi—nous a beaucoup aidés dans notre province, je le sais, et je présume que cela a été également le cas en Nouvelle-Écosse. Et pourtant, en même temps, les plus gros progrès que nous avons accomplis au Nouveau-Brunswick ont été dus à l'application de ces principes à l'échelle provinciale. Au Nouveau-Brunswick, la politique des langues officielles est beaucoup plus complète, je présume, que tout autre document qui peut exister ailleurs au pays.

• 1755

How do we apply national objectives, a national vision and national standards that are pan-Canadian and at the same time apply those standards in a way that makes sense? You mentioned the difference in Calgary and various places. We need a national vision. I think we all share that position, but also I think we all agree that very often you need to implement that vision at a local level. How do you reconcile those two?

Mr. Comeau: I do believe the federal government has to play an active role in these national objectives; otherwise we'll have problems. If you look at Nova Scotia, maybe the province has been slow in recognizing all of the positive elements of the

Comment mettre en oeuvre des objectifs nationaux, une vision nationale et des normes nationales, pan-canadiennes tout en appliquant ces normes avec bon sens? Vous avez noté que la situation était différente à Calgary et ailleurs. Il nous faut une vision nationale. Je pense que nous partageons tous ce point de vue mais je crois également que nous nous accordons tous pour dire que très souvent, il faut mettre en oeuvre cette vision en tenant compte de la situation locale. Comment réconcilier les deux choses?

M. Comeau: Je suis convaincu que le gouvernement fédéral a un rôle direct à jouer en ce qui concerne ces objectifs nationaux; autrement, nous allons avoir des problèmes. Si vous prenez l'exemple de la Nouvelle-Écosse, cette province a sans

[Text]

national objectives with respect to official language minorities and cultural language policies, but I do believe there are clear indications that many of the provinces, if not all, have recognized the value.

Being from New Brunswick, Mr. Scott, you know it's quite evident that the Province of New Brunswick has been a leader with respect to provincial roles in this. In Nova Scotia I think there have been clear indications for the past five or six years that they're prepared to espouse some of those objectives.

C'est pour cette raison que lorsque les communautés acadiennes de la Nouvelle-Écosse voient le gouvernement de leur province négocier des ententes de promotion des langues officielles, cela leur fait énormément plaisir de voir que leur propre gouvernement est prêt à jouer son rôle, à assumer une responsabilité à cet égard au lieu de la laisser uniquement au gouvernement central.

Nous avons encore énormément de progrès à faire, et pour nous, il est important que cela continue.

Le président: Merci, monsieur Scott. Je me permets de poser une question moi-même, et elle s'adresse à M. Comeau. Je trouve que vous avez mis le doigt sur un problème important qui touche nos communautés acadiennes et rurales à travers l'Atlantique.

Vous dites que les économies réalisées devraient être réinvesties dans une stratégie de création d'emplois et non pas servir à réduire les cotisations des employeurs et des employés.

Par ailleurs, une partie de ces économies devrait être réinvestie dans une stratégie du développement régional. Une telle orientation devrait être poursuivie tant et aussi longtemps que le taux de chômage n'aurait pas atteint un seuil acceptable selon des critères sociaux.

Ce n'est peut-être pas le temps d'aller en profondeur, mais, selon vous, quelle stratégie d'emploi serait la bonne pour une meilleure utilisation de ces fonds-là? Où trouver une meilleure façon de dépenser les sommes qui sont présentement versées sous forme de prestations d'assurance-chômage, année après année, aux personnes qui doivent se recycler?

• 1800

M. Comeau: Pendant très longtemps au Canada, on payait près de 85 p. 100 de la main-d'œuvre pour rester à la maison à ne rien faire. On n'investissait pas.

Dans d'autres pays, en Europe, c'était l'inverse qui se produisait. On payait à peu près 15 p. 100 de la main-d'œuvre pour rester à la maison et le reste allait à des projets de formation. Il faut peut-être viser un renversement de ce genre-là.

Il faudra faire bien attention. Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui s'opposent à ce que le gouvernement central joue un rôle en redressant les disparités économiques régionales. Il faut que cela soit fait en collaboration avec le secteur privé, mais aussi avec les groupes communautaires.

Reconnaissons les grandes ressources qui existent dans les communautés, travaillons avec ces ressources et ne mettons pas notre entière confiance dans le secteur privé, bien qu'il ait un énorme rôle à jouer. Reconnaissons qu'il y a là une ressource très valable et bâtisons à partir de cela.

[Translation]

doute tardé à reconnaître tous les éléments positifs des objectifs nationaux concernant les minorités linguistiques ainsi que les politiques culturelles liées à la langue, mais selon moi, il y a toutes les raisons de croire que bien des provinces, sinon toutes, ont reconnu la valeur de ces objectifs.

Puisque vous venez du Nouveau-Brunswick, monsieur Scott, vous savez que la province du Nouveau-Brunswick a été un chef de file en ce qui concerne la participation des provinces à cette initiative. En Nouvelle-Écosse, je pense qu'au cours des cinq ou six dernières années on a constaté que le gouvernement était prêt à se rallier à certains de ces objectifs.

This is why when Acadian communities in Nova Scotia see their provincial government negotiate agreements regarding the promotion of official languages, they are very pleased to note that their own government is ready to play its part and to share in this responsibility instead of living it entirely to the central government.

We still have quite a lot to do and for us, it's important that this is followed up.

The Chairman: Thank you, Mr. Scott. With your permission, I would like to ask Mr. Comeau a question. I think you put your finger on an important issue are Acadian and rural communities have to deal with throughout the Atlantic provinces.

You mentioned that any savings that could be made should be reinvested in a job creation strategy rather than be used to reduce the premiums paid by employers and employees.

Also, a portion of these savings should be reinvested in a regional development strategy. Such a plan should remain in place as long as unemployment has not fallen to a level which would be acceptable according to a number of social criteria.

This might not be the best time to examine this in depth, but, in your opinion, which job creation strategy would ensure that these funds are better used? How can we find a better way to spend the money which is given right now, year after year, as unemployment insurance benefits to people who need to upgrade their skills?

Mr. Comeau: For quite a while in Canada, we were paying 85% of the workforce to stay at home doing nothing. No investment was made.

In other countries, in Europe, they were doing the opposite. They were paying about 15% of the workforce to stay at home and the rest of the money was used for training projects. Maybe that's what we should aim at.

We have to be careful. We don't agree with those who believe that the central government should not play a role in correcting regional economic differences. It should be done in cooperation with the private sector, but also with community groups.

Let's recognize the main resources within the communities, let's work with these resources and let's not leave everything to the private sector, although it has a very important role to play. Let's recognize that this is a very valuable resource and let's do something with it.

[Texte]

La question de l'assurance-chômage préoccupe bien des gens. Ceux qui ne retirent jamais de prestations se posent une question. Va-t-on continuer un programme qui a pour but d'assurer le revenu ou va-t-on tout simplement considérer ce programme comme étant un supplément au revenu d'une famille ou d'un individu?

Ce sont des questions dont on ne peut sûrement pas débattre à fond aujourd'hui, mais nous faisons entièrement confiance au Comité pour trouver des solutions. Vous avez reçu bien assez d'information pour respecter au moins certains éléments que vous avez entendus.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Comeau et madame Jawed. Vous avez fait une contribution importante à nos travaux.

We now turn our attention to a fairly large panel, and we're going to provide a longer period of time for this next part of our committee's activities.

• 1805

I'll list the organizations. If they'll approach the table, we can get organized and begin our next session. The groups are: the Nova Scotia Family and Child Welfare Association, the Child Care Advocacy Association of Canada, the Atlantic Childcare Coalition, the Family Support of Nova Scotia, the Progress Centre for Early Intervention, the Queens Early Childhood Development Association, and the Nova Scotia Association of Social Workers. We will be discussing various dimensions of child care in this next round of discussion.

Good afternoon and welcome, everyone, to our committee. We apologize for having to include you all in the same panel, but we think perhaps this interaction may well be a good opportunity to have some dialogue with members of the committee. Maybe a lot of you have your own initial presentations made. In the cases where you have long presentations, I would ask if possible that you try to summarize the main points as briefly as you can. That will allow more time for us to have questions and you could refer to your written submissions, which the committee members can read later.

Unless you have decided among yourselves in what order you'd like to make your presentations, I will invite you to make your opening remarks in the order in which they're listed on the agenda, and I'll just simply list each group sequentially that way.

We have an hour or a little more to consider all of your presentations and we'll take it from there. For the first presentation, I will call upon Mr. Cyril Reddy to present on behalf of the Nova Scotia Family and Child Welfare Association. You may begin.

Mr. Cyril Reddy (Executive Member, Nova Scotia Family and Child Welfare Association): Mr. Chairman, members of the standing committee, my name is Cyril Reddy. I represent the Nova Scotia Family and Child Welfare Association, and I express our most sincere thanks for the opportunity to be here this evening.

The Nova Scotia Family and Child Welfare Association, representing a provincial umbrella of 32 service delivery agencies within the province of Nova Scotia, endorses the need to reform Canada's social security programs to ensure they are sustained, effective, and responsive to the needs of all Canadians.

[Traduction]

The issue of unemployment insurance is a matter of concern for many people. Those who never claim any benefits are asking the following question: are we going to keep the program as a way to guarantee an income or are we just going to consider that it will provide a complement to the earnings of a family or of an individual.

These are issues that we can't examine in depth today, but we are confident that the committee will find solutions. You got enough information to pick at least some elements among the comments you have been hearing.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Comeau and Mrs. Jawed. You have made an important contribution to our work.

Nous allons maintenant passer à un groupe de témoins assez nombreux et nous allons consacrer à cette partie des audiences de notre comité une période plus longue.

• 1805

Je vais donner la liste des organismes. S'ils veulent bien s'approcher de la table, nous pourrons nous organiser et passer à l'étape suivante de nos audiences. Les groupes sont les suivants: La Nova Scotia Family and Child Welfare Association, l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, la Atlantic Childcare Coalition, le Family Support of Nova Scotia, le Progress Centre for Early Intervention, le Queen Early Childhood Development Association et la Nova Scotia Association of Social Workers. Nos débats vont être maintenant consacrés aux diverses facettes de la question de la garde d'enfants.

Bonsoir et bienvenue à tous. Nous nous excusons de vous avoir ainsi regroupés mais nous pensons que le fait de comparaître ensemble peut vous donner l'occasion d'engager le dialogue avec les membres du comité. La plupart d'entre vous ont peut-être préparé leur propre déclaration liminaire. Si votre exposé est long, je vous demanderai de bien vouloir vous en tenir aux points saillants et d'être aussi bref que possible. Cela nous laissera plus de temps pour poser des questions et vous pouvez toujours faire des références à vos mémoires écrits que les membres du comité liront plus tard.

À moins que vous n'ayez déterminé entre vous l'ordre dans lequel vous voulez faire vos exposés, je vous invite à faire vos déclarations liminaires en suivant la liste consignée sur l'ordre du jour; c'est l'ordre que je suivrai pour donner la parole à chaque groupe.

Nous avons un peu plus d'une heure pour entendre tous vos exposés puis nous aviserais. Je demande à monsieur Cyril Reddy de faire la première présentation au nom de la Nova Scotia Family and Child Welfare Association. Allez—.

M. Cyril Reddy (membre exécutif, Nova Scotia Family and Child Welfare Association): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité permanent, je m'appelle Cyril Reddy. Je représente la Nova Scotia Family and Child Welfare Association et je vous remercie bien sincèrement de nous avoir donné l'occasion de comparaître devant vous ce soir.

La Nova Scotia Family and Child Welfare Association, qui est un groupe de coordination provinciale représentant 32 agences de service dans la province de Nouvelle-Écosse, reconnaît la nécessité de réformer les programmes de sécurité sociale du Canada pour faire en sorte qu'ils soient durables, efficaces et répondent aux besoins de tous les Canadiens.

[Text]

The discussion paper identifies the need to increase the level of employment support for the most vulnerable within our society and to spend our resources efficiently while eliminating waste and abuse. These are all achievable goals; however, we strongly recommend that the special circumstances in Atlantic Canada must be addressed before significant changes are made to our nation's social security system.

[Translation]

Dans le document de travail, on souligne la nécessité d'accroître l'aide à l'emploi aux membres les plus vulnérables de notre société, et de dépenser à bon escient nos ressources tout en éliminant le gaspillage et les abus. Ces objectifs sont tous réalisables; toutefois, nous recommandons sans hésitation que la situation particulière des provinces de l'Atlantique soit prise en compte avant que l'on apporte des changements substantiels au système national de sécurité sociale.

Atlantic Canada has been rocked by the collapse of the fishery, which has impacted on all levels of our society and caused a reduction in government revenues. A specific long-term strategy must be developed and implemented in Nova Scotia to address the issues of employment, job training, and the upgrading of skills before radical surgery is performed on the unemployment insurance program.

La région de l'Atlantique a été fortement ébranlée par l'effondrement de l'industrie de la pêche, ce qui a eu des répercussions à tous les niveaux de notre société et ce qui a entraîné une réduction des revenus gouvernementaux. On doit élaborer et mettre en oeuvre en Nouvelle-Écosse une stratégie spéciale à long terme pour résoudre les problèmes de l'emploi, de la formation professionnelle et du recyclage et ce, avant d'apporter des modifications radicales au Régime d'assurance-chômage.

Implementation of a two-tier UI system would place children and youth at risk, as presently in excess of 50% of UI claimants in Nova Scotia fit within the frequent user definition, compared with 38% nationally. A significant adjustment to the program, extending the qualifying period and lowering rights to frequent users, would create social problems to which our present system could not respond.

Si l'on instituait un système d'assurance-chômage à deux niveaux, cela ferait courir de grands risques aux enfants et aux jeunes étant donné qu'actuellement, plus de 50 p. 100 des prestataires d'assurance-chômage en Nouvelle-Écosse entrent dans la catégorie des utilisateurs fréquents alors qu'à l'échelle nationale, la proportion n'est que de 38 p. 100. Si l'on modifie le régime de façon substantielle, en prolongeant la période ouvrant droit aux prestations et en limitant les droits des utilisateurs fréquents, cela entraînera des problèmes sociaux que le système actuel ne pourra permettre de résoudre.

• 1810

We will require a transition period that can make allowances for the downturn in our economy, and the development of alternate employment sources, which can be achieved through the cooperation of both the private and public sectors. The stark reality of employment opportunities in Nova Scotia not being available during the winter months is confirmed by current statistical data on the manufacturing, construction and retail trades.

Nous aurons besoin d'une période de transition pour prendre en compte le déclin de notre économie et nous permettre d'ouvrir de nouvelles perspectives d'emploi, grâce à la coopération entre les secteurs public et privé. La dure réalité de la Nouvelle-Écosse, c'est qu'il n'y a pas d'emploi pendant les mois d'hiver, ce qui est confirmé par les données statistiques les plus récentes sur le secteur manufacturier, la construction et le commerce de détail.

Major amendments to the unemployment insurance program in the immediate future will create excessive demands on our financial assistance programs. The Province of Nova Scotia and its municipalities will be forced to spread their resources by lowering payments to those who qualify and increase eligibility requirements, which would achieve nothing more than extending the poverty cycle. Over 35,000 children in Nova Scotia are living in families that depend on provincial and municipal assistance. This number would increase substantially if the two-tier system were implemented.

Apporter des modifications majeures au Régime d'assurance-chômage dans le proche avenir va grever indûment nos programmes d'aide financière. La province de la Nouvelle-Écosse et ses municipalités vont être obligées d'étaler leurs ressources en réduisant le montant des paiements consentis aux ayant droit et en établissant des critères d'admissibilité plus sévères, ce qui n'aboutira qu'à prolonger le cycle de la pauvreté. En Nouvelle-Écosse, plus de 35 000 enfants vivent dans des familles qui dépendent de l'aide financière que leur accorde la province et les municipalités. Il y en aura bien davantage si l'on applique le système à deux niveaux.

The Canada Assistance Plan enabled our province, by the reallocation of funds from the richer provinces, to develop a network of services to children, families, the aged, disabled and mentally challenged. The proposed ceiling on the Canada

Le Régime d'assistance publique du Canada, grâce à la redistribution des fonds recueillis dans les provinces plus riches, a permis à notre province de développer tout un réseau de services s'adressant aux enfants, aux familles, aux personnes

[Texte]

Assistance Plan expenditures effective April 1, 1995, with no provision for indexation, will halt the growth, development and enhancement of existing services, and will soon create major gaps in the service delivery system designed to protect the most vulnerable members of our society.

We agree that all existing programs should be subject to review to ensure that moneys and services are directed toward the most needy. To do this effectively, they must be evaluated from the consumer's perspective as well as the funder's. This allows an examination of the continuum of services and the roles of government of all levels and the community in service provision.

We encourage the federal government to take a leadership role in directing funds to preventative initiatives. We applaud community-based programs such as Brighter Futures, which through consultation can be strengthened and expanded.

The Province of Nova Scotia, in cooperation with the federal and municipal governments, has developed short-term and long-term financial assistance programs, which are utilized by all who are deemed to be eligible in accordance with the application of an approved needs test. The major source of funds to sustain this system is obtained through the Canada Assistance Plan, which if amended without consultation, would lead to inadequate programs that will be underfunded, unresponsive and ineffective.

The thrust to redirect funds to assist recipients in moving from dependence to independence through training programs, employment initiatives and upgrading skills is the appropriate direction for public policy. It will, however, require the establishment of accessible, affordable child care programs to accommodate the needs of parents attempting to re-enter the labour force. As CAP provides the core funding for the existing child care system, we are very concerned that a move to block funding will put this already inadequate system in jeopardy.

Child care and related supports are a critical component in investing in the family and economic growth. The proposal to claw back funds from such programs as the child tax benefit, either by lowering the level of payments or increasing the eligibility requirements, also concerns us a great deal.

The suggestion that replaces the family allowance payments will directly lower incomes to families presently functioning under the poverty level. Child welfare and family service agencies, responding to increased demands from the community

[Traduction]

âgées et à ceux qui souffrent de déficience physique ou mentale. Si l'on fixe un plafond qui ne fera pas l'objet d'une indexation aux dépenses engagées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada à partir du 1^{er} avril 1995, comme on se propose de le faire, l'on ne pourra ni développer ni améliorer les services existants et il y aura bientôt d'importantes lacunes dans le système de prestations des services destinés à protéger les membres de notre société les plus vulnérables.

Nous reconnaissions que tous les programmes existants devraient faire l'objet d'un examen pour faire en sorte que ce sont bien ceux qui en ont le plus besoin qui reçoivent les fonds et les services. Si l'on veut procéder de façon efficace, il faut que cette évaluation tienne compte aussi bien de la perspective de la clientèle que de celle des organes de financement. Ce faisant, on pourra examiner la façon d'assurer la continuité des services ainsi que le rôle que doivent jouer tous les paliers de gouvernements ainsi que la collectivité.

Nous encourageons le gouvernement fédéral à donner l'exemple et à réserver des fonds pour le financement de mesures préventives. Nous applaudissons les initiatives de nature communautaire comme le programme Grandir ensemble qui, à la suite de consultations, peut être consolidé et élargi.

La province de la Nouvelle-Écosse, en collaboration avec les gouvernements fédéral et municipaux, a mis en place des programmes d'aide financière à court et à long terme auxquels ont recours tous ceux qui répondent aux critères établis et dont les besoins de prestations ont été justifiés. Ces programmes sont principalement financés grâce au Régime d'assistance publique du Canada; si l'on y apporte des modifications sans consulter les intéressés, ces programmes finiront par être inadéquats, sous-financés, inefficaces et inadaptés aux besoins.

Il faut redistribuer les fonds pour que ceux qui dépendent des prestations d'aide sociale puissent devenir financièrement autonomes, grâce à des programmes de formation, à des initiatives créatrices d'emploi et au recyclage: c'est dans cette direction que doit évoluer la politique publique. Toutefois, pour ce faire, il faudra établir des programmes accessibles et abordables de garde d'enfants afin de répondre aux besoins des parents qui essaient de réintégrer la population active. Étant donné que c'est le RAPC qui fournit le financement de base du système actuel de garde d'enfants, nous craignons fort qu'un financement global soit néfaste à un système qui est déjà inadéquat.

La garde d'enfants et les programmes d'aide connexes sont des investissements dans la famille et la croissance économique qui ont une importance cruciale. La proposition selon laquelle on récupérerait des fonds alloués à titre de prestations fiscales pour enfants, soit en réduisant le montant des paiements ou en appliquant des critères d'admissibilité plus sévères, nous préoccupe également beaucoup.

Ce que l'on propose pour remplacer les allocations familiales aura pour effet de faire baisser immédiatement le revenu de familles qui vivent déjà en-dessous du seuil de la pauvreté. Les agences de protection de l'enfance et celles qui

[Text]

they serve, require additional funds to carry out the mandate to protect children and support the family unit. Any reduction in funds will damage this delivery system in our province, placing children in jeopardy and casting families adrift.

[Translation]

fournissent des services aux familles qui doivent répondre à une demande croissante au sein des collectivités qu'elles desservent ont besoin de fonds supplémentaires pour se décharger de leur mandat qui est de protéger les enfants et de soutenir la cellule familiale. Toute réduction du financement actuellement consenti attaqua le système de prestations des services en place dans notre province, fera courir de grands risques aux enfants et laissera les familles sans recours.

• 1815

Our community-based agencies, providing counselling, day care, support services, have felt the effects of restraint or reduced funding since 1991. The options to reallocate funds or streamline services are not available to them, and any further reductions will have a devastating impact on their effectiveness.

We support the concept of pilot projects that encourage federal, provincial and community partnerships to develop and test new directions. We believe new directions can be found to build a social security system for the 21st century, with a collective approach within reasonable timeframes. Prior to the implementation of any new legislation, there must be an opportunity for review and comment. It is also imperative to include an ongoing review process in the legislation to allow for amendments and corrections.

We appreciate the opportunity of making this submission to the committee and look forward to providing expertise in achieving our mutual goals.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Reddy, for that presentation.

I now call upon the Child Care Advocacy Association of Canada, Sue Wolstenholme.

Ms Sue Wolstenholme (Co-Chair, Child Care Advocacy Association of Canada): Mr. Chair and committee members, my name is Sue Wolstenholme. Today I'm very pleased to be representing the Child Care Advocacy Association of Canada, of which I am co-chair. I thank you for allowing us to make our presentation in Halifax, which is my home. Our executive director, Jocelyne Tougas, is with us today as well.

I have seven pages of speaking notes here. In the interest of getting to the core of the matter and providing more opportunity for dialogue, and especially because we believe we're presenting something new and exciting today, I'm going to jump to page 4 right away and see if we can move on.

I will start by saying that the Child Care Advocacy Association proposes that the federal government develop a child co-action plan—that's not new—to be submitted to the provinces, territories and aboriginal governments for discussion and negotiation. We would like these governments then to identify their own routes to meeting national goals and principles.

Les agences établies dans nos collectivités, qui offrent des services de counselling, de garde d'enfants ainsi que d'autres services de soutien, ont ressenti les effets des compressions financières effectuées depuis 1991. Elles n'ont pas la possibilité de redistribuer leurs fonds, ni de réorganiser leurs services et d'autres coupures auraient des effets désastreux sur leur efficacité.

Nous sommes tout à fait en faveur des projets pilotes qui permettent l'instauration de partenariats entre les gouvernements fédéral et provinciaux et les collectivités et ouvrent de nouvelles perspectives. Nous sommes persuadés que l'on peut découvrir de nouvelles bases sur lesquelles établir le système de sécurité sociale du XXI^e siècle, si nous y travaillons tous ensemble dans des délais raisonnables. Il faut pouvoir examiner et commenter toute nouvelle mesure législative avant de la mettre en œuvre. Il faut aussi absolument inclure un processus d'examen continu dans la loi afin que l'on puisse y apporter les modifications et les correctifs nécessaires.

Nous sommes heureux d'avoir eu l'occasion de faire cette présentation devant le comité et nous espérons que vous ferez appel à nos services afin que nous puissions réaliser les objectifs qui nous sont communs.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Reddy, de nous avoir présenté cet exposé.

Nous passons maintenant à l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, représentée par Sue Wolstenholme.

Mme Sue Wolstenholme (coprésidente, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance): Monsieur le président, mesdames et messieurs, je m'appelle Sue Wolstenholme. Je suis heureuse de représenter aujourd'hui l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance dont je suis vice-présidente. Je vous remercie de nous avoir permis de faire notre présentation à Halifax, où je réside. Notre directrice exécutive, Jocelyne Tougas, m'accompagne également aujourd'hui.

J'ai devant moi sept pages de note. Enfin d'entrer tout de suite dans le vif du sujet et de laisser plus de temps au dialogue, et surtout parce que nous avons à vous présenter aujourd'hui quelque chose de nouveau et de passionnant, je vais passer immédiatement à la page 4 et procéder à partir de là.

Tout d'abord, l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance propose que le gouvernement fédéral élabore un plan d'action conjoint en faveur de l'enfance—ce n'est pas nouveau—que l'on transmettrait aux provinces, aux territoires et aux gouvernements autochtones pour lancer le débat et entamer des négociations. Nous aimerais qu'ensuite ces gouvernements définissent leur propre méthode pour réaliser les objectifs et les principes établis à l'échelle nationale.

[Texte]

In recognition of fiscal realities and regional disparities, flexible cost-sharing is an important consideration in these negotiations. Targets and timetables for implementation need to be a part of the action plan. Where will the money come from? Where does it come from now?

There are currently three major sources. Through a variety of programs the federal government spends a considerable amount of money on child care. The provinces and territories also spend a considerable amount of money on child care. It is estimated that public expenditure is currently around \$2.4 billion per annum. However, parents contribute many times more than the public purse. Their contribution is estimated at about 85% of the total cost of child care in some parts of the country.

What is upsetting is that all these expenditures are being directed in an inefficient way, resulting in a fragmented, often unresponsive set of services that do not meet the needs of children, parents or the society at large.

We propose that the federal government amalgamate some of the programs used for child care, add the promises of the red book and develop a new funding arrangement that provides sufficient well-directed dollars so the goals and principles of a national child care program can be realized, these being universal accessibility, comprehensiveness, high quality, accountability and publicly funding.

I was going to speak for a couple of minutes on each of those, but I decided not to do that because we would rather have you ask questions about things you want to know about than try to decide what you want to know.

Enriched cost-sharing will be necessary to make the plan work, and we must make it work for the children of Canada and for our economic prosperity and social stability. Public funding for child care in Canada has traditionally been considered within a narrow framework, entirely as a cost to the public or government. Progress toward a national child care program has always been impeded by the response that we can't afford to. Many people, not only child care advocates, are arguing now that we can't afford not to.

We believe that child care is an investment in the infrastructure of our communities and in Canada's future, not a drain on our wealth or resources. We knew that we would have to convince you and others of this, so our brief provides an analysis that supports our claim. That analysis includes the cost of a national program as it develops incrementally over a period of ten years, proposed federal expenditures, continued provincial and territorial contributions, and continued parental

[Traduction]

Compte tenu des diverses situations financières ainsi que des différences régionales, il sera important au cours de ces négociations d'envisager un système de partage des coûts assez souple. Le plan d'action doit comprendre des objectifs ainsi que des délais d'exécution. D'où viendra l'argent? D'où vient l'argent actuellement?

Il vient actuellement de trois sources principales. Le gouvernement fédéral consacre des sommes considérables au service de garde par le biais de toute une gamme de programmes. Les provinces et les territoires y consacrent également des sommes importantes. On estime que les dépenses publiques s'élèvent actuellement à environ 2,4 milliards de dollars par an. Toutefois, la contribution des parents dépasse de beaucoup celle qui est consentie par les pouvoirs publics. Cette contribution est évaluée à environ 85 p. 100 du coût total des services de garde dans certaines régions du pays.

Il est frustrant de voir cet argent utilisé de façon inefficace pour fournir une série de services non harmonisés et souvent mal adaptés qui ne répondent pas aux besoins des enfants, ni à ceux de leurs parents ni à ceux de la société en général.

Nous proposons que le gouvernement fédéral regroupe certains des programmes qui appuient les services de garde, ajoute les services qui ont été promis dans le Livre rouge et instaure un nouveau système de financement qui permettra de cibler une aide financière suffisante afin de réaliser les objectifs d'un programme national de service de garde reposant sur les principes suivants: accès universel, polyvalence, qualité supérieure, imputabilité des responsables et financement public.

Je m'apprêtais à consacrer quelques minutes à chacun de ces points mais j'ai décidé de procéder autrement car nous préférons ne pas vous imposer notre point de vue mais plutôt vous laisser poser des questions pour obtenir les précisions que vous souhaitez.

Il faudra améliorer le système de partage des coûts si l'on veut que le plan marche, et nous devons nous attacher à cela pour le bien des enfants canadiens, pour la prospérité économique et pour la stabilité sociale. On a toujours eu une vision étroite au Canada du financement public des services de garde en considérant que ce coût était assumé entièrement par la population ou les pouvoirs publics. Ce qui nous a empêché d'établir un programme national de services de garde, c'est que l'on nous a toujours dit que nous ne pouvions pas nous le permettre. Bien des gens, pas seulement les défenseurs des services de garde d'enfants, prétendent à l'heure actuelle que nous ne pouvons pas nous permettre de le faire.

• 1820

Nous sommes d'avis que la garde d'enfants représente un investissement dans l'infrastructure de nos collectivités et dans l'avenir de notre pays et non une ponction dans notre richesse ou nos ressources. Nous savions que nous aurions à vous en convaincre, vous et d'autres, et c'est pourquoi notre mémoire présente une analyse à l'appui de notre revendication. Cette analyse comprend le coût d'un programme national implanté progressivement sur une période de 10 ans, les dépenses

[Text]

contributions. It also includes costed and uncosted savings or offsets that would be produced as a result of a national child care program.

We think that our analysis is exciting and thought-provoking. It concludes that by the year 2005, based on a 20% parental contribution and a 40% provincial contribution, the following will be possible.

First of all, 50% of children whose families need or want child care will have access to a regulated non-profit, high-quality child care service. That means there will be approximately 1,400,000 regulated child care spaces, an increase of 80% over a 10-year period.

The impact of the costed offsets on the federal expenditures increases incrementally through to 2005. This would also be true of uncosted offsets, which, due to the very nature of them, we haven't been able to quantify specifically and exactly, but we're quite convinced that they are there and they will contribute. This includes things such as a reduction in the underground economy in child care. We've highlighted more of them in our end note number 31.

By adding \$517 million annually to the current federal expenditures, 1,200,000 additional child care spaces will have been created, 294,000 child care jobs will have been created, and child care staff wages will have improved significantly.

The Child Care Advocacy Association of Canada believes that its brief says yes, Canada can and must afford a national child care program. The green paper identifies child care as a critical component in the economic and social life of the country.

It is imperative that at this time no more band-aids are applied to an ineffective set of programs and services. Now is the time to take the first step to establish a framework that will deliver services that are responsive to the needs of the children of Canada regardless of their parents' economic status, where they live or their cultural or sexual differences.

Our brief provides many more details. We hope you'll find it useful and we're grateful for the opportunity of outlining it to you in person today.

Thank you.

Mme Jocelyne Tougas (directrice générale, Child Care Advocacy Association of Canada): S'il y a des questions en français, cela me fera plaisir d'y répondre.

The Chairman: Okay. Thank you very much for quite a comprehensive brief. We appreciate the proposals. We now will invite the Atlantic Childcare Coalition to make a few opening remarks.

Ms Valerie Blaauw (Member, Atlantic Childcare Coalition): I represent groups of people who represent the Atlantic provinces. We prepared a brief to represent what's happening in the Atlantic provinces as far as day care is concerned.

[Translation]

fédérales envisagées, les contributions régulières des provinces et des territoires et les contributions régulières des parents. Elle présente également les économies ou les compensations chiffrées et non chiffrées qui découleraient d'un programme national de garde d'enfants.

Notre analyse est stimulante et inspirante. Elle nous permet de conclure que d'ici l'an 2005, en fonction d'une contribution de 20 p. 100 des parents et de 40 p. 100 des provinces, le scénario suivant sera possible.

Tout d'abord, 50 p. 100 des enfants dont les familles ont besoin des services de garde d'enfants ou les souhaitent auront accès à un service de garde d'enfants réglementé de haute qualité sans but lucratif. Cela signifie qu'il y aura environ 1 400 000 places réglementées de garde d'enfants, soit une augmentation de 80 p. 100 sur 10 ans.

L'incidence des compensations chiffrées sur les dépenses fédérales augmente progressivement jusqu'à l'an 2005. Ce serait également vrai au niveau des compensations non chiffrées que, en raison de leur nature même, nous n'avons pas été en mesure de quantifier spécifiquement et avec précision, mais nous sommes assez convaincus qu'elles existent et qu'elles apporteront une contribution. Parmi ces facteurs, citons une diminution de l'économie souterraine dans le domaine de la garde d'enfants. Nous en avons souligné plusieurs autres dans notre renvoi numéro 31.

En augmentant les dépenses fédérales actuelles de 517 millions de dollars par an, on pourra créer 1 200 000 places supplémentaires de garde d'enfants et 294 000 emplois dans ce secteur tout en constatant une amélioration considérable des salaires versés au personnel.

La Child Care Advocacy Association of Canada répond dans son mémoire par l'affirmative, à savoir que le Canada peut et doit s'offrir un programme national de garde d'enfants. Le Livre vert précise que la garde d'enfants constitue un élément crucial de la vie sociale et économique du Canada.

À notre époque, il est impératif de ne plus appliquer de mesures de fortune à un ensemble inefficace de programmes et de services. Il est grand temps de franchir la première étape en vue d'établir un cadre de prestations de services répondant aux besoins des enfants indépendamment de la situation économique de leurs parents, de leur lieu de résidence ou de leurs différences culturelles ou sexuelles.

Vous trouverez bien d'autres détails dans notre mémoire. Nous espérons qu'il vous sera utile et nous vous sommes reconnaissants de l'occasion qui nous a été donnée de comparaître devant vous aujourd'hui.

Merci.

Ms Jocelyne Tougas (General Director, Child Care Advocacy of Canada): If there are any questions in French, it will be my pleasure to provide the answers.

Le président: Très bien. Merci beaucoup pour votre mémoire très complet. Nous apprécions vos propositions. Nous allons maintenant inviter les représentants de la Atlantic Childcare Coalition à faire quelques remarques préliminaires.

Mme Valerie Blaauw (membre, Atlantic Childcare Coalition): Je représente des groupes de personnes qui représentent les provinces de l'Atlantique. Nous avons rédigé un mémoire sur la situation de la garde d'enfants dans les provinces de l'Atlantique.

[Texte]

The Atlantic region, like most of Canada, has suffered from short-term and ad hoc planning for child care. Establishing a national strategy invites us to do the long-term planning that will move us beyond crisis management, which directs public policy with respect to child care. Long-term planning allows resources to go into care rather than into coping with the patchwork quilt of strategies that are becoming cumbersome and expensive.

[Traduction]

Comme la plupart des régions du Canada, celle de l'Atlantique a souffert de la planification à court terme et ponctuelle de la garde d'enfants. L'élaboration d'une stratégie nationale nous invite à établir la planification à long terme qui nous permettra d'abandonner la gestion des situations de crise qui oriente actuellement la politique publique à l'égard de la garde d'enfants. La planification à long terme permet d'affecter les ressources à la garde d'enfants plutôt qu'aux nombreuses stratégies qui deviennent embarrassantes et coûteuses.

• 1825

The brief of the Child Care Advocacy Association of Canada gives us a framework. We accept their main focus and their recommendation to establish a national child care program. In this brief we give the perspective of the Atlantic region within that framework.

Particularly in Atlantic Canada, child care has been offered by the extended family. Informal child care arrangements will continue to be made within the family. However, in 1984 the rural day care needs study in Newfoundland found that the most frequently recurring age for informal care-givers was 16 years. In addition, many members of the extended family have had to relocate in search of work and retraining.

It is inappropriate to target child care to specific social groups. Specific social deficits are too narrow a focus for child care services. An inclusive system that is accessible to all supports child development for all children and benefits all of society.

Research in Canada and elsewhere concludes that staff and support for staff largely govern child care quality. We must have policies that require centres to hire staff with training in early childhood development and to set appropriate standards for that training if we want to create a high quality child care system. Wages in this field are already low. Low wages with little chance of advancement leads to high staff turnover with lower levels of training. The research shows that lower staff turnover and higher levels of training are two major predictors of good quality in child care.

Improving child care services requires more than simply increasing the number of spaces available. Within the Atlantic region the provinces need to develop and strengthen such elements as support that allows communities to develop programs that meet their needs, financial support, capital requirements, monitoring and enforcement, and training and accessibility of training. At present, training requirements are very different from province to province and even within the four Atlantic provinces there's a big difference. The first step in developing an education infrastructure is to develop minimum training requirements.

Le mémoire de la Child Care Association of Canada nous fournit un cadre de travail. Nous acceptons leur orientation principale et leur recommandation visant à mettre sur pied un programme de garde d'enfants. Dans notre mémoire, nous présentons la perspective de la région de l'Atlantique à l'intérieur de ce cadre.

Dans les provinces de l'Atlantique plus particulièrement, la garde d'enfants est assurée par la famille étendue. La famille continuera de se charger de la garde des enfants. Cependant, l'étude des besoins de garde d'enfants en milieu rural réalisée en 1984 à Terre-Neuve a permis de constater que les dispensateurs de soins bénévoles étaient le plus souvent âgés de 16 ans. En outre, bon nombre des membres de la famille étendue ont dû déménager pour chercher du travail et se recycler.

Nous ne devons pas cibler des groupes sociaux particuliers en ce qui concerne la garde d'enfants. Il est trop réducteur de faire défendre les services de garde d'enfants de problèmes sociaux particuliers. Un système global accessible à tous favorise le développement de tous les enfants et profite à l'ensemble de la société.

Des recherches effectuées au Canada et ailleurs permettent de conclure que la qualité des services de garde d'enfants dépend dans une large mesure du personnel et du soutien dont il bénéficie. Nous devons rédiger des politiques exigeant que les centres embauchent du personnel ayant une formation en développement de la petite enfance et fixe des normes appropriées pour cette formation si nous voulons mettre sur pied un système de garde d'enfants de haute qualité. Les salaires sont déjà bas dans ce domaine. Une faible rémunération associée à de minces chances de promotion entraînent un roulement élevé du personnel et une diminution des niveaux de formation. Les recherches démontrent qu'un faible roulement de personnel et des niveaux élevés de formation constituent deux importants indicateurs provisionnels d'une bonne qualité dans les services de garde d'enfants.

Pour améliorer les services de garde d'enfants, il ne suffit pas d'augmenter simplement le nombre de places disponibles. Dans les Maritimes, les provinces ont besoin d'élaborer et de renforcer certains éléments, notamment l'appui qui permet aux collectivités d'élaborer des programmes répondant à leurs besoins, le soutien financier, les besoins en capitaux, la surveillance et l'application des règlements ainsi que la formation et son accessibilité. À l'heure actuelle, les besoins de formation diffèrent considérablement d'une province à l'autre et même à l'intérieur des quatre provinces de l'Atlantique, on constate une grande différence. Pour mettre en place une infrastructure en matière d'éducation, la première étape consiste à établir des exigences minimales pour la formation.

[Text]

The variety of ways in which governments now supplement the cost of child care have resulted in many problems. In the end they have not led, nor can they lead, to establishing a high quality, universally accessible child care system. Research supports the suggestion in the government's supplementary discussion paper that not-for-profit care may make better use of money invested. As this research relentlessly points out, the real cost of quality child care is beyond the means of most families.

[Translation]

Les nombreuses façons dont les gouvernements complètent à l'heure actuelle le coût des services de garde d'enfants a provoqué de nombreux problèmes. En fin de compte, ils n'ont pas réussi, et sont incapables de réussir à mettre sur pied un système de garde d'enfants universel de haute qualité. Les recherches viennent étayer la suggestion contenue dans le document d'information publié par le gouvernement selon laquelle les services de garde sans but lucratif peuvent faire un meilleur usage des fonds investis. Comme le souligne implacablement cette recherche, le coût véritable des services de garde d'enfants de qualité est bien au-dessus des moyens de la plupart des familles.

Another important part of quality is community involvement. The community is able to assess its own needs better than anyone else. Community involvement allows child care to respond to the changing needs of the community and to maintain broad-based support. In times of restraint and in the Atlantic provinces where resources are limited it is essential to work towards involving the community. However, community involvement cannot overcome lack of basic resources for child care. We do cite a study of a child care centre in Nova Scotia that is taxed beyond all means and where they are just able to keep the child care centre going with community support.

Un autre élément important de la qualité réside dans la participation communautaire. La collectivité est capable d'évaluer ses propres besoins mieux que quiconque. La participation communautaire permet aux services de garde d'enfants de répondre à l'évolution des besoins de la collectivité et de maintenir un soutien à grande échelle. En période de restriction budgétaire et dans les provinces de l'Atlantique où les ressources sont limitées, il est essentiel de chercher à obtenir la participation de la collectivité. Toutefois, cette participation ne peut venir à bout du manque de ressources fondamentales dans le domaine de la garde d'enfants. Nous mentionnons une étude réalisée dans un centre de garde d'enfants en Nouvelle-Écosse qui est indûment imposé et qui peut tout juste poursuivre ses activités grâce au soutien de la collectivité.

One of the problems with CAP funding we faced in the past is that it is fifty-fifty cost-sharing and for provinces like the Atlantic provinces this has always created a problem in that the provincial governments haven't been able to access the amount of money other provinces have been able to. As a result, the development of child care in the Atlantic provinces has not been at the same rate as in other provinces.

L'un des problèmes auxquels nous avons été confrontés dans le passé avec le financement du RAPC tient à sa formule de partage des coûts 50-50. Cela a toujours posé un problème pour les provinces comme celles de l'Atlantique du fait que les gouvernements provinciaux ont été incapables de trouver l'argent nécessaire, contrairement à d'autres provinces. Par conséquent, l'implantation des services de garde d'enfants ne s'est pas faite au même rythme dans les provinces de l'Atlantique que dans les autres.

We do urge the federal government to put these principles in a national child care policy as quickly as possible to protect the future of our families and our communities. The future is in the children's hands, but their future is in your hands.

Nous prions le gouvernement fédéral d'incorporer ces principes le plus rapidement possible dans une politique nationale des services de garde d'enfants afin de protéger l'avenir de nos familles et de nos collectivités. L'avenir est dans les mains des enfants mais leur avenir est entre nos mains.

• 1830

As I have the floor, I would like to give a Nova Scotia perspective. We are faced with cutbacks. Legislation requires the provincial government to cut back their budgets by 10% by 1997. This affects all departments of the government. It is affecting child care. It requires them to cut back on an already underfunded program. With the possibility of having federal money being put into child care programs, we are faced provincially with a requirement to cut back. So we're quite nervous, I suppose, how that's actually going to leave us in the Atlantic provinces.

Puisque j'ai la parole, j'aimerais vous donner le point de vue de la Nouvelle-Écosse. Nous sommes confrontés à des compressions budgétaires. La loi exige que le gouvernement provincial réduise ces budgets de 10 p. 100 d'ici 1997. Cette mesure touche tous les ministères provinciaux. Elle touche les services de garde d'enfants. Elle exige de sabrer dans un programme qui est déjà sous-financé. Avec la possibilité de voir le gouvernement fédéral injecter des fonds dans les programmes de garde d'enfants, nous sommes confrontés à la nécessité de sabrer au niveau provincial. Je suppose que cela nous rend assez nerveux quant à la situation finale dans laquelle se retrouveront les provinces de l'Atlantique.

Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup, madame Blaauw.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Ms Blaauw.

As Family Support of Nova Scotia is not present, we now turn to the Progress Centre for Early Intervention. Patricia Morse, you may begin.

Etant donné que les représentants du Groupe Family Support of Nova Scotia ne sont pas présents, nous allons passer la parole aux témoins du Progress Centre for Early Intervention. Patricia Morse, vous avez la parole.

[Texte]

Ms Patricia Morse (Program Coordinator, Progress Centre for Early Intervention): Thank you. My name's Patricia Morse. I'm here with two other representatives, Patsy Laybolt-Lavigne and Patty Monaghan, on behalf of the Progress Centre for Early Intervention.

The Progress Centre is a resource centre for families in the Halifax-Dartmouth and county area who have children birth to six years of age with developmental disabilities.

Since the program's establishment in 1985, we've been made aware of many areas of need, and we really appreciate the opportunity to be here today to meet with federal representatives to discuss specific issues and possible recommendations.

We'll be focusing on three main topics: maternity leave and disability claims, child care, and respite needs. All of these will pertain to families who have children with identified special needs or disabilities. We're going to break up our presentation among the three of us who will be sharing some time. First of all, I'd like to introduce Patsy Laybolt-Lavigne to give her personal perspective and input on maternity leave and options for disability claims. Before I do that, I'd like to read a poem that Patsy has written and she's requested that I read today. It's called *My Special Little Boy*.

I have a special little boy.
When he was born I cried happy tears.
When the doctor gave him to me on my chest
I became real scared because they told me
my little boy was different.
When I saw what was wrong I cried tears of sorrow,
not knowing what to do or where to turn to.
Many people tried to help me deal with it
and teach me how to cope and to help my son.
It has helped a great deal.
My son has a long road ahead of him,
and I know he will cry more tears,
not only for sadness,
but for happiness when he does well.
As the days go on,
my son will know that no matter how different he may be,
his mom will always love him,
and he will always be to her
a special little boy.

Ms Patsy Laybolt-Lavigne: My name is Patsy Laybolt-Lavigne. I'm the single parent of two children. My daughter is five years old. On June 7, 1994, I gave birth to my son, who was diagnosed. . . I did not know before my son was born that he would be a special need.

Ms Patricia Monaghan (Pre-School Out-Reach Coordinator, Progress Centre for Early Intervention): I'll continue reading Patsy's story.

[Traduction]

Mme Patricia Morse (coordonnatrice des programmes, Progress Centre for Early Intervention): Merci. Je m'appelle Patricia Morse. J'ai avec moi deux autre représentantes du Progress Centre for Early Intervention, Patsy Laybolt-Lavigne et Patty Monaghan.

Le Progress Centre est un centre de ressources pour les familles de la région de Halifax-Dartmouth et du comté qui ont des enfants âgés de 0 à 6 ans ayant des troubles du développement.

Depuis la mise sur pied du programme en 1985, on nous a sensibilisé à de nombreux secteurs ayant besoin d'un soutien et nous sommes vraiment très heureux de la possibilité qui nous est offerte aujourd'hui de rencontrer des représentants du gouvernement fédéral pour parler de sujets précis et de recommandations possibles.

Nous concentrerons notre exposé sur trois thèmes principaux: les congés de maternité et les réclamations pour déficience, les services de garde d'enfants et les besoins de services de relève. Tous ces sujets concerneront les familles qui ont des enfants ayant des déficiences ou des besoins spéciaux identifiés. Nous allons nous partager le temps qui nous est imparti pour faire notre présentation à trois. Tout d'abord, j'aimerais présenter Patsy Laybolt-Lavigne qui va vous donner son point de vue personnel et ses idées sur les congés de maternité et les options concernant les réclamations pour déficience. Avant de lui donner la parole, j'aimerais vous lire un poème qu'elle a composé et qu'elle m'a demandé de vous lire aujourd'hui. Il s'intitule *Mon petit garçon spécial*.

J'ai un petit garçon spécial.
À sa naissance, j'ai versé des larmes de joie.
Lorsque le docteur l'a posé sur ma poitrine,
j'ai été réellement effrayée car on m'a dit que mon petit garçon était différent.

Lorsque j'ai vu ce qui n'allait pas, j'ai versé des larmes de tristesse,
ne sachant que faire ou vers qui me tourner.
Beaucoup de gens ont essayé de m'aider à affronter la situation.

Ils m'ont appris comment faire face et comment aider mon fils.
Leur aide m'a été très précieuse.
Mon fils a beaucoup de chemin à parcourir.
Je sais qu'il versera d'autres larmes,
non seulement de tristesse,
mais aussi de joie lorsqu'il ira bien.
À mesure que les jours passeront
mon fils apprendra que, bien qu'il soit différent,
sa maman l'aimera toujours
et qu'il sera toujours pour elle
un petit garçon spécial.

Mme Patsy Laybolt-Lavigne: Je m'appelle Patsy Laybolt-Lavigne. Je suis mère seule de deux enfants. Ma fille a cinq ans. Le 7 juin 1994, j'ai donné naissance à mon fils, qui a été diagnostiquée. . . Je ne savais pas avant sa naissance qu'il serait un enfant ayant des besoins spéciaux.

Mme Patricia Monaghan (coordonnatrice du Programme Pre-School Out-Reach, Progress Centre for Early Intervention): Je vais poursuivre la lecture de l'histoire de Patsy.

[Text]

Since my son was born my life has had many added changes to it. First of all, it starts with my job. I worked full-time for Suzuki in Dartmouth and I took my maternity leave, which has since run out. It has left me having to live off family benefits, because along with this my son has many appointments I run back and forth to. I can't do both things and expect to keep my job.

My employers, like anyone else, need employees they can rely on, not someone who has to take up to three days a week off for appointments. For me to hire a babysitter to do all the appointments and look after both my children, they would have to have special training, and it would probably cost me more than what I could make. So it has left me out of a job.

[Translation]

Depuis la naissance de mon fils, ma vie a subi de nombreux changements. Cela a d'abord commencé avec mon travail. Je travaillais à plein temps pour la Société Suzuki à Dartmouth et j'avais pris mes congés de maternité, qui se sont épuisés depuis. J'ai été obligée de vivre des prestations familiales, car à cause de son état, mon fils doit passer de nombreuses visites pour lesquelles je cours à droite et à gauche. Je ne pouvais pas tout faire et espérer conserver mon emploi.

Mes employeurs, tout comme les autres, ont besoin d'employés fiables, pas de quelqu'un qui doit prendre jusqu'à trois journées de congé par semaine pour amener son enfant à des visites. J'aurais pu embaucher une gardienne pour amener mon fils à toutes ces visites et s'occuper de mes deux enfants, mais il aurait fallu trouver quelqu'un ayant une formation particulière et cela m'aurait probablement coûté davantage que je ne gagne. J'ai donc perdu mon emploi.

● 1835

While I'm at home looking after my son, I continue to do courses to keep up my education so that when I can or if I can, I hope to be able to get full-time employment. I don't want to rely on someone else to support me and my children. I want to be a success in my life, not only for my children but for myself.

My son's condition can have many changes that can take place at any time, and there are no warnings. It's a day-by-day wait and see.

What I'd really like to see is some type of support, financially and emotionally, put into effect, such as follow: one, a longer extended maternity leave for special needs children, depending on the security; two, parents being able to depend on something they can collect—Canada Pension Plan or disability—while caring for the child; three, funding available for parents, if needed, for special items such as food, formula, braces, etc.; and four, more groups trained to deal with children with special needs, for example children's welfare, maintenance systems and family benefits budgets.

Pendant que je reste à la maison et que je m'occupe de mon fils, je continue à suivre des cours pour parfaire mon éducation afin d'être capable un jour d'obtenir un emploi à plein temps, si j'en ai la possibilité. Je ne veux pas dépendre de quelqu'un d'autre pour faire vivre mes enfants et moi-même. Je veux réussir dans ma vie, pas seulement pour mes enfants mais pour moi-même.

L'état de mon fils peut évoluer à n'importe quel moment et sans avertissement. Je vis au jour le jour.

Ce que j'aimerais vraiment voir, c'est la mise en place d'une sorte de soutien, à la fois financier et émotionnel, selon les critères suivants: premièrement, des congés de maternité prolongés pour les enfants ayant des besoins spéciaux, en fonction de la sécurité; deuxièmement, la possibilité pour les parents de dépendre d'un régime—le Régime de pensions du Canada ou un régime d'invalidité—dont ils peuvent obtenir des prestations tout en s'occupant de l'enfant; troisièmement, le financement pour les parents, au besoin, d'articles spéciaux comme les aliments, le lait maternisé, les appareils orthodontiques, etc; et quatrièmement, la formation d'un plus grand nombre de groupes pour s'occuper des enfants ayant des besoins spéciaux, par exemple le bien-être des enfants, les systèmes de soutien et les budgets des prestations familiales.

Pour terminer, notre famille a eu la chance de recevoir l'aide des Shriners et du Progress Centre for Early Intervention. Sans cette aide, certains besoins de Denton n'auraient pas pu être satisfaits du tout. Ma famille les remercie du fond du cœur.

Merci, Patsy.

Une autre préoccupation de bien des familles qui ont des enfants ayant des besoins spéciaux est la question des options offertes en matière de garde d'enfants dans les collectivités locales. A l'heure actuelle, les options en matière de garde d'enfants offertes aux familles sont très limitées, surtout si l'enfant a des problèmes médicaux que le personnel des garderies est incapable de traiter dans son cadre.

L'histoire d'Andrew en est un exemple parfait. C'est un petit garçon de deux ans et demi qui a de nombreux besoins spéciaux: microcéphalie, déficience auditive, détérioration progressive de sa vision et crises dont le contrôle exige en

In closing, our family has been fortunate to have been helped out by Shriners and the Progress Centre for Early Intervention. Without them, some of Denton's needs could not have been looked after at all. My family thanks them very much.

Thank you, Patsy.

An additional concern of many families of children with special needs is the issue of child care options in their local communities. At this time there are limited child care options available for families, especially if the child has medical issues that child care staff are not equipped to deal with in their setting.

A clear example of this is the story of Andrew. Andrew is a two-and-a-half-year-old little boy who possesses numerous special needs: microcephaly, a hearing impairment, gradual deterioration of his vision and seizures that continue to require

[Texte]

many medication changes to bring them under control. Andrew is also fed through a tube. He's not currently able to receive food through his mouth, but requires continual oral stimulation in order to maintain oral motor muscle tone.

There's also a very happy side to Andrew's story. When Andrew is around other children he becomes happy, animated and alert, making him receptive to programming and intervention. His mother has noticed this change in Andrew when he's around other children and, believing strongly in the philosophy of integration, has for one year been searching for a child care program in her community that is equipped to meet Andrew's needs. Her search has been unsuccessful.

Her demands are not high. What she wants for her child is a centre in her community where Andrew can interact and learn from other children and that has staff adequately trained or supported by other professionals to connect his G-tube for feeds and provide basic educational programming. Andrew's mother wants a centre that values her child and supports and utilizes parent involvement.

As Canada moves towards a policy directed towards full inclusion of persons with disabilities, it becomes very clear through examples such as this that the lack of support and training of child care staff can be seen as a barrier to the integration and inclusion of children with special needs into community child care programs. The green book states:

Child care is more than an employment measure if it also provides children with a good environment in which to grow and learn. Effective child care can help to ensure the future employment success of children who might otherwise be at risk.

If this ideal is to hold true for children with special needs, additional supports and resources need to be in place for child care centres. Programming for children with special needs should be a required part of early childhood education degree or diploma programs.

Educational upgrading of child care workers and directors should be required on a regular basis and should include a focus on special needs. Coordinated networks of trained specialists should be available to assist child care staff in the ongoing integration process.

Last but not least, 10% of approximately 150,000 subsidized child care spaces across Canada should be allocated specifically to children with special needs to ensure that their futures also hold the three key areas addressed by the discussion paper: working, learning and security.

Ms Morse: I'd like to finish off with attention to the topic of respite needs. As the program coordinator at the Progress Centre for Early Intervention, I have the pleasure of meeting all families who access the centre's program. It appears that in

[Traduction]

permanence de nombreux changements de médicaments. Andrew est également alimenté par une sonde. Il est actuellement incapable d'ingurgiter de la nourriture par la bouche mais a besoin d'une stimulation orale permanente pour conserver sa tonicité motrice orale.

L'histoire d'Andrew a également un côté très heureux. Lorsqu'il est entouré d'autres enfants, il devient heureux, animé et alerte, ce qui le rend réceptif aux programmes et aux interventions. Sa mère a remarqué ce changement chez Andrew lorsqu'il est entouré d'autres enfants et, étant donné qu'elle croit fermement à la philosophie de l'intégration, elle a cherché pendant un an un programme de garde d'enfants dans sa collectivité capable de répondre à ses besoins. Sa recherche a été vaine.

Ses exigences sont trop élevées. Ce qu'elle souhaite pour son fils, c'est un centre dans sa collectivité dans lequel Andrew pourrait interagir avec d'autres enfants et apprendre auprès d'eux, un centre dont le personnel est convenablement formé ou appuyé par d'autres professionnels pour brancher sa sonde d'alimentation et lui offrir les programmes éducatifs de base. La maman d'Andrew veut trouver un centre qui valorise son enfant tout en appuyant la participation des parents et en y ayant recours.

A mesure que le Canada s'oriente vers une politique axée sur la pleine intégration des personnes ayant des déficiences, des exemples comme celui-ci font ressortir très clairement que le manque de soutien et de formation du personnel des services de garde d'enfants peut être considéré comme un obstacle à l'intégration et à l'inclusion des enfants ayant des besoins spéciaux au sein des programmes communautaires de garde d'enfants. Le Livre vert précise:

La garde des enfants représente bien plus qu'une mesure d'emploi, si elle permet aux enfants de jouir d'un milieu propice au développement et à l'apprentissage. L'efficacité des services de garde d'enfants peut contribuer à garantir l'employabilité future d'enfants qui seraient, autrement, à risques.

Si cet idéal vaut pour les enfants ayant des besoins spéciaux, il faut mettre en place des soutiens et des ressources supplémentaires pour les centres de garde d'enfants. Les soins aux enfants ayant des besoins spéciaux devraient faire partie intégrante des programmes de cours en vue de l'obtention d'un certificat ou d'un diplôme en éducation de la petite enfance.

Il faudrait exiger un perfectionnement éducationnel régulier des directeurs et du personnel des garderies, en insistant sur les besoins spéciaux. Pour aider le personnel des garderies en ce qui concerne le processus d'intégration continue, il faudrait disposer de réseaux coordonnés de spécialistes formés.

Enfin, mais ce n'est pas le critère le moins important, 10 p. 100 des quelque 150 000 places subventionnées de garde d'enfants au Canada devraient être attribués spécifiquement aux enfants ayant des besoins spéciaux pour s'assurer que leur avenir contiendra également les trois éléments clés abordés dans le document de travail: l'emploi, l'acquisition continue du savoir et la sécurité.

Mme Morse: J'aimerais conclure en attirant votre attention sur le sujet des services de relève. A titre de coordonnatrice des programmes au Progress Centre for Early Intervention, j'ai le plaisir de rencontrer toutes les familles

[Text]

recent years we are receiving more frequent referrals of children with chronic illnesses and severe medical needs. The children may require many supports to be at home. Examples of this could include oxygen, numerous medications, tube feeding, tracheostomy maintenance and so on.

The daily stress is very high, and respite is a major concern for families. Families need trained respite workers, often with nursing backgrounds, to take care of their children. Unfortunately, respite options are limited. Some is available through provincial and/or municipal in-home support programs, but this is limited in funding, hours of service and accessibility. Families need breaks and support on weekends, and after a nine-to-five work day.

[Translation]

ayant accès au programme du centre. Au cours des dernières années, il me semble que l'on nous envoie plus souvent des enfants ayant des maladies chroniques et de graves problèmes médicaux. Pour garder les enfants à domicile, la famille a parfois besoin de nombreux systèmes de soutien, par exemple de l'oxygène et de nombreux médicaments, une sonde pour alimentation, le maintien d'une trachéostomie, etc.

Le stress quotidien est très élevé et les services de relève préoccupent énormément les familles. Elles ont besoin de travailleurs de relève formés, ayant souvent des connaissances en soins infirmiers, pour prendre soin de leurs enfants. Malheureusement, les options sont limitées en matière de services de relève. Certains sont disponibles par l'intermédiaire de programmes de soutien à domicile offerts par les provinces ou les municipalités, mais ils sont limités au niveau du financement, des heures de service et de l'accessibilité. Les familles ont besoin d'être relevées la fin de semaine et en semaine après avoir travaillé de 9h à 5 heures.

• 1840

In Halifax, the present weekend or short-term respite facility is a 70-minute drive from the city, and it provides services for the entire province. This program also offers long-term placement. It's significant to note that out of the 14 children involved in the program at present, 12 are from the Halifax-Dartmouth metro area, due to the lack of local respite.

There's a strong need to provide options and choices for families in an attempt to avoid extensive long-term institutional care. With current trends in health reform and social practice emphasizing community based services and mainstreaming, it's essential to provide adequate support to meet the families' and the children's needs.

On reading the newspaper or seeing the news lately, it's evident that lack of respite support for children with severe challenges and medical needs is not just a local concern, it's an area that needs to be looked at both provincially and nationwide. There's a need to evaluate the present in-home support programs and design respite options that include flexible respite, access to trained personnel and emergency and weekend respite in the family's local community.

On behalf of the families of the Progress Centre for Early Intervention, I'd like to thank the committee members for their time and their consideration to the issues addressed today.

The Chairman: Thank you for those opening remarks.

We now turn to the Queens Early Childhood Development Association.

Ms Donna Dexter (Coordinator, Queens Early Childhood Development Association): We represent Queens Early Childhood Development Association, which is an in-home early intervention program. My co-worker, Maggie Lalonde, and I are the program teachers for the in-home early intervention program.

À Halifax, le Centre de relève pour fin de semaine ou pour séjours courts est à 70 minutes en voiture de la ville et offre ses services à l'ensemble de la province. Dans le cadre de ce programme, il est également possible de placer des personnes à plus long terme. Il est important de remarquer que sur les 14 enfants que compte le service à l'heure actuelle, 12 viennent de la région métropolitaine d'Halifax-Dartmouth parce qu'il n'existe pas de services de relève dans le secteur même.

Il faut offrir des solutions et des choix aux familles pour leur éviter les soins prolongés dans un établissement. Étant donné que les tendances actuelles de la réforme en matière de santé et de pratique sociale insistent sur les services communautaires et l'intégration communautaire, il est essentiel de fournir le soutien voulu pour répondre aux besoins des familles et des enfants.

À la lecture des journaux et des nouvelles récentes, il est clair que l'absence de services de relève pour les enfants gravement handicapés et ayant des besoins médicaux particuliers n'est pas simplement un problème local, mais qu'il s'agit là d'un secteur qu'il faut étudier à l'échelle provinciale et nationale. Il est nécessaire d'évaluer les services de soutien à domicile qui existent à l'heure actuelle et de concevoir des solutions de relève qui aient une certaine souplesse, qui permettent d'avoir accès à un personnel formé et à avoir un service de relève d'urgence et pour les fins de semaine dans les communautés où vit la famille.

Au nom des familles du Progress Centre for Early Intervention, je tiens à remercier les membres du comité d'avoir pris le temps d'écouter et de prendre en compte les problèmes traités aujourd'hui.

Le président: Merci pour ces remarques préliminaires.

Nous donnons maintenant la parole à la Queens Early Childhood Development Association.

Mme Donna Dexter (coordonnatrice, Queens Early Childhood Development Association): Nous représentons la Queens Early Childhood Development Association qui est un service d'intervention précoce à domicile. Ma collaboratrice, Maggie Lalonde, et moi-même sommes chargées du cours d'intervention précoce à domicile.

[Texte]

In our presentation to you, it's imperative that we stress four points:

(1) It's our experience that not all special needs children can benefit from, and not all families have access to, full day care programs.

(2) Across Canada there now exists an established, economically efficient network of in-home early intervention programs that address the needs of families of children with special needs.

(3) These in-home early intervention programs can help promote the preventative philosophy of the present Liberal government.

(4) We encourage the federal government, in its discussions with the Province of Nova Scotia on how money should be spent to meet the needs of children, to clearly specify that funding to in-home early intervention programs be increased to 100%.

Ms Margaret Lalonde (Coordinator, Queens Early Childhood Development Association): Day care may not always be a viable option. Our county and many other rural counties through Canada have never had a day care system, let alone subsidized spaces for children with developmental disabilities. However, even in counties with appropriate day care systems that have subsidized differential funding spaces, there remain many families who could not or would not send their children to such a centre for the following reasons.

Geographics. Larger towns within the county are usually a logical location for such a facility. This location would still be unaccessible to many rural families living a distance from the facility. Consider travelling 100 kilometres a day with a special needs child and siblings in tow, over rough, often unpaved roads that worsen considerably during inclement weather.

Transportation. Many families have absolutely no transportation or only one vehicle, which is not available when being used by the working parent for travel to his or her employment. Shift work and the cost of gas are also prohibitive factors if a day care facility is far from home. And what of the mothers who do not drive?

Finances. It does not always make financial sense for both parents of a special needs child to be employed outside of the home. One reason is that often only low paying jobs are available in rural areas. When you consider the cost of day care and the other associated costs that have to come out of a minimum wage salary, it's definitely not financially advantageous for both parents to work.

[Traduction]

Dans l'exposé que nous faisons, il est essentiel d'insister sur quatre points:

(1) Nous savons par expérience que tous les enfants ayant des besoins spéciaux ne bénéficient pas des services de garderie de jour et que toutes les familles n'y ont pas accès.

(2) Dans l'ensemble du Canada, il existe à l'heure actuelle un réseau organisé et financièrement efficace de services d'intervention précoce à domicile pour les familles ayant des enfants avec des besoins spéciaux.

(3) Ces services d'intervention précoce à domicile contribueront à favoriser l'approche préventive du gouvernement libéral actuel.

(4) Nous encourageons le gouvernement fédéral, dans ses discussions avec la province de la Nouvelle-Écosse sur les fonds à consacrer aux besoins de l'enfant, à indiquer clairement que le financement des services d'intervention précoce à domicile doit être augmenté de 100 p. 100.

Mme Margaret Lalonde (coordonnatrice, Queens Early Childhood Development Association): Les garderies de jour ne sont peut-être pas toujours une solution viable. Dans notre comté et dans de nombreux autres comtés ruraux de l'ensemble du Canada, il n'y a jamais eu de services de garderie, encore moins de places subventionnées pour les enfants présentant des difficultés de développement. Toutefois, même dans les comtés où il existe les services voulus de garderie où sont prévues des places subventionnées selon un système différentiel, il y a encore de nombreuses familles qui ne peuvent pas ou ne veulent pas envoyer leurs enfants à la garderie pour les raisons qui suivent.

La situation géographique. Il est normalement logique de créer un tel service dans les villes les plus importantes du comté. Mais cet emplacement serait inaccessible à de nombreuses familles rurales qui vivent à une certaine distance de la garderie. Il est difficile d'envisager de parcourir 100 kilomètres par jour avec un enfant ayant des besoins spéciaux, avec ses frères et soeurs dans la voiture, sur des routes difficiles, souvent sans revêtement et qui se détériorent encore davantage lorsque le temps est mauvais.

Le transport. De nombreuses familles n'ont absolument aucun moyen de transport ou seulement un véhicule qui n'est pas disponible lorsque le parent qui a un emploi l'utilise pour aller à son travail. Le travail par postes et le prix de l'essence sont également des facteurs qui empêchent d'aller à une garderie éloignée. Que dire des mères qui ne conduisent pas?

Les facteurs financiers. Il n'est pas toujours judicieux sur le plan financier que les deux parents d'un enfant ayant des besoins spéciaux travaillent à l'extérieur de la maison. Entre autres raisons, on peut expliquer le fait que les emplois disponibles dans les régions rurales sont uniquement des emplois peu rémunérés. Lorsqu'on prend en compte le prix de la garderie et les autres frais connexes qui doivent être prélevés sur un salaire minimum, il n'est certainement pas judicieux sur le plan financier que les deux parents travaillent.

[Text]

[Translation]

• 1845

Look at the children's needs. It is a documented fact that children are absorbing from their environments right from the day they are born. Many children are diagnosed with cerebral palsy, spina bifida, or Down's syndrome at birth. Other children have hearing or visual impairment. Many babies born significantly premature are also at a great risk for developmental problems.

We need to access these babies in their homes as soon as they are released from the hospital to provide individual programs for each one in order to promote optimal child development. This task cannot easily be undertaken in the day care setting. While we certainly support the need for increased day care services in our province, we want to inform you that not all children would benefit from such a placement.

Ms Dexter: Let's teach the parents. They alone have the major emotional commitment necessary to face their child's lifelong challenges. In order to be strong and skilled enough to meet this long-term commitment, most parents need—indeed, request—adequate support at home during the vital preschool years. It is through early intervention programs in the home, part-time day care placements, and adequate respite care that parents learn to be their child's best teacher and to become more effective parents.

The value of the preventative philosophy that forms the foundation for early intervention programs in the home is now widely accepted, and many people are pleased to see that the present Liberal government shares this philosophy. You can save money, not to mention human suffering, by providing help before the problem becomes established and out of control. In early intervention we encourage doctors and families to refer to us children at risk as soon as possible. That way, we can provide hands-on assistance through individualized programs, as well as hands-on training for parents.

As we assist each child to grow and progress from one developmental milestone to the next, we help to eliminate or reduce abnormal learning and development as well as inappropriate parenting skills. Any or all of these inappropriate methods can eventually necessitate the need for an extensive use of more expensive resources, such as the need for institutional-style care for children when families can just not cope, increased staff ratios in special education classes to handle severe learning and behaviour problems, not to mention the extensive demands on the mental health care system. These are only a few services that can be significantly reduced through early intervention programs in the home.

Ms M. Lalonde: Here are our recommendations for social reform. Funding for Nova Scotia early intervention programs in the home is only partly sourced from the province and the federal government through the Canada Assistance Plan.

Voyons quels sont les besoins des enfants. Il est bien connu que les enfants absorbent ce qu'ils voient autour d'eux dès la naissance. On diagnostique en outre souvent à la naissance chez de nombreux enfants une infirmité motrice cérébrale, une spina-bifida ou un syndrome de Down. D'autres enfants ont des déficiences auditives ou visuelles. De nombreux bébés et les enfants prématurés risquent aussi de présenter des troubles de développement.

Il faut que l'on puisse avoir accès à ces bébés chez eux, dès qu'ils quittent l'hôpital, pour leur fournir des services individualisés afin de leur permettre de se développer au maximum. Il n'est pas facile d'entreprendre cette tâche dans une garderie. Si nous sommes tout à fait d'accord pour dire que l'on a besoin dans notre province de services supplémentaires de garderie, nous tenons à vous signaler que tous les enfants ne profiteraient pas d'un tel placement.

Mme Dexter: Il faut former les parents. Eux seuls ont une importante motivation affective qui leur permet de faire face au handicap que conservera leur enfant sa vie durant. Pour avoir la force et la compétence qui leur permettront de s'engager à long terme, la plupart des parents ont besoin—and même demandent—an soutien suffisant à la maison pendant les années importantes qui précèdent la scolarité. C'est grâce à des services d'intervention précoce à domicile, à des placements dans des garderies à temps partiel, et à des services de relève adaptés que les parents apprendront à être le meilleur enseignant de leur enfant et à devenir des parents plus efficaces.

La valeur de l'approche préventive qui constitue le fondement des services d'intervention précoce à domicile est maintenant largement acceptée, et de nombreuses personnes sont heureuses de voir que le gouvernement libéral actuel partage cette optique. Il est possible d'économiser de l'argent, sans parler des souffrances humaines que l'on évite, en accordant une aide avant que le problème ne s'installe et ne devienne irrémédiable. Dans notre service d'intervention précoce, nous encourageons les médecins et les familles à nous envoyer les enfants à risque le plus tôt possible. De la sorte, nous pouvons leur offrir une aide pratique grâce à des services individualisés et donner aux parents une formation pratique.

Tandis que nous aidons chaque enfant à grandir et à progresser pour franchir les étapes du développement, nous contribuons à supprimer ou à réduire les difficultés d'apprentissage et de développement ainsi que les compétences parentales inappropriées. Ces façons d'agir inappropriées individuellement ou prises ensemble, peuvent obliger ensuite les parents à recourir à des ressources coûteuses, comme le placement dans des établissements, lorsque les familles ne peuvent pas faire face, ce qui augmente le ratio du personnel pour les classes d'éducation spécialisées en présence de problèmes graves d'apprentissage et de comportement, sans parler des sollicitations importantes du système de soins de santé mentale. Ce ne sont là que quelques exemples de services qui pourraient être réduits de façon importante par les services d'intervention précoce à domicile.

Mme M. Lalonde: Nous faisons donc les recommandations suivantes pour la réforme sociale. Les services d'intervention précoce à domicile en Nouvelle-Écosse ne sont que partiellement financés par la province et par le gouvernement

[Texte]

Because of recent budget cuts, some Nova Scotia programs are in jeopardy of having to significantly reduce these very valuable services to special-needs children in the province. Therefore, we do strongly recommend to the federal Liberal government that existing programs, such as those in the home that offer early interventions and utilize the preventative approach, should be expanded, permanently funded and factored into the new social reform structure, thereby reducing the extensive use of other, more expensive programs.

We urge you to support the families and children that have developmental disabilities by clearly specifying to the Province of Nova Scotia that funding for early intervention programs in the home should be increased to 100%.

We have additional details in a brief. I believe it's attached to our verbal presentation. We thank you very much for taking your time.

The Chairman: Thank you very much. Our final presenter in this group is the Nova Scotia Association of Social Workers.

Ms Joan Gilroy (Director, Maritime School of Social Work): I appreciate the opportunity to appear and present this brief, which was prepared by four organizations, actually. It's listed as the Nova Scotia Association of Social Workers. It also includes the Maritime School of Social Work at Dalhousie University, the Association of Black Social Workers, and the Mi'kmaq Family and Children's Services. This evening Cheryl Gillette, vice-president of the Nova Scotia Association of Social Workers, and I are presenting our brief, of which I believe you have a copy.

• 1850

In preparing our brief we consulted with senior social work practitioners and managers representing a wide variety of professional experience and assessing the likely impact of the discussion paper proposals on social work agencies and on their clients.

We will begin by saying that we do, of course, support the need for improving and strengthening Canada's social programs so as to truly value children and to allow all Canadians to meet our basic needs for food, clothing, shelter and dignity. In our brief, we outline the strengths of the discussion paper and also the weaknesses.

In general, we do not feel that the proposals identified in the discussion paper help us achieve the goal of improving social security. Many people have spoken to the limit of the discussion process. We just want to say here that all citizens have a vested interest in their country. Everyone ought to have the time to become fully informed about the proposed changes, to develop alternatives and to become involved in the decisions about our political and social lives that will affect all of us.

[Traduction]

fédéral par l'entremise du Régime d'assistance publique du Canada. En raison des compressions budgétaires récentes, certains programmes, en Nouvelle-Écosse, risquent de devoir réduire considérablement ces services très précieux pour les enfants de la province ayant des besoins spéciaux. En conséquence, nous recommandons fortement au gouvernement libéral du Canada d'augmenter les programmes existants comme ceux qui prévoient les services à domicile et qui constituent des interventions précoce et mettent en pratique l'approche préventive, de les financer en permanence et d'en tenir compte dans la nouvelle structure de la réforme sociale, ce qui réduira le recours généralisé à d'autres services plus coûteux.

Nous vous demandons instamment de soutenir les familles et les enfants qui ont des troubles du développement en disant clairement à la province de la Nouvelle-Écosse que le financement des services d'intervention précoce à domicile devrait être augmenté de 100 p. 100.

Nous donnons des détails supplémentaires dans notre mémoire qui a été je crois annexé à la transcription de notre exposé. Nous vous remercions infiniment d'avoir pris le temps de nous écouter.

Le président: Merci beaucoup. Nos derniers témoins pour ce groupe représentent la Nova Scotia Association of Social Workers.

Mme Joan Gilroy (directrice, Maritime School of Social Work): Je suis heureuse d'avoir la possibilité de comparaître devant vous pour vous présenter ce mémoire qui a été en fait préparé par quatre organisations. Sur la liste, on ne mentionne que la Nova Scotia Association of Social Workers, mais il y a également la Maritime School of Social Work à l'Université de Dalhousie, l'Association of Black Social Workers et les Services d'aide à la famille et à l'enfance micmaques. Cheryl Gillette, vice-présidente de la Nova Scotia Association of Social Workers et moi-même allons vous présenter notre mémoire dont vous avez je crois une copie.

• 1850

En préparant notre mémoire, nous avons consulté des travailleurs sociaux expérimentés et des gestionnaires du travail social qui représentent un large éventail d'expériences professionnelles et qui ont évalué les répercussions que pourraient avoir sur les organismes de travail social et leurs clients les propositions contenues dans le document de travail.

Pour commencer, nous dirons que nous sommes bien sûr d'accord pour dire qu'il faut améliorer et renforcer les programmes sociaux canadiens aux bénéfices de nos enfants et pour permettre à tous les Canadiens d'avoir l'indispensable, c'est-à-dire nourriture, vêtements, logement et dignité.

Dans notre mémoire, nous insistons sur les points forts du document de travail, mais aussi sur ses points faibles. De façon générale, nous ne pensons pas que les propositions faites dans le document de travail vont nous aider à atteindre notre objectif qui consiste à améliorer la sécurité sociale. De nombreuses personnes ont parlé des restrictions imposées au processus de discussion. Nous voulons simplement dire que les citoyens sont directement intéressés par leur pays. Tout le monde devrait disposer du temps nécessaire pour se mettre parfaitement au courant des changements proposés, pour proposer des solutions de recharge et pour prendre part aux décisions relatives à la vie sociale et politique qui nous toucheront tous.

[Text]

We believe that we cannot improve social security out of the context of broad economic and social policy reform. Many Canadians have already pointed out that a fair tax system is essential to an effective social security reform, and a rethinking of work and meaningful job creation is required. Economic and fiscal policies ought to serve human beings, not the reverse. They ought to be constructed so as to enable all Canadians to meet basic needs, as it says in the discussion paper.

In our spoken presentation we want to focus on CAP, on children and on what we see as our alternatives. I will, first of all, speak about CAP from our brief. Cheryl Gillette will then refer to our discussion of children and to our vision for the future.

We'd be the first to admit that CAP is not perfect, but we don't see how the recommendations of the discussion paper remedy the defects in CAP. We feel that the proposals will in fact make CAP worse. I'll just list some of the problems we see with the proposal.

First of all, the government has rejected any job creation strategy. Secondly, the discussion paper is suggesting a two-tiered UI system, with the second tier reserved for frequent users. This will make a normative, long-term, full-time job the normal way of working just when there are fewer jobs. The lack of job creation means that the emphasis throughout the discussion paper on job training is little more than victim blaming. That many Canadians need further training is undeniable. That this will solve the problem of structural unemployment is simply not believable.

In metro Halifax, unemployment and income figures reflect the Canadian average. Only 30% of trainees in 1993 found any jobs at all; 30% of those jobs were part-time. Nobody has any idea how long those jobs could last. Training without job creation will shuffle people around in unemployment lines. It will not make the lines shorter.

The emphasis on training individualizes a problem that should be dealt with structurally. It easily becomes a way of blaming the unemployed and the poor for the large expenditures of social problems. Empirical studies show that the people on social assistance are there because they are forced to be there, not because they want a free ride. They also show that while sometimes the inability to cope infects several generations of a family, there is a significant turnover among recipients of social assistance. Many people do escape, but on the other hand some are unable to work for a variety of social and medical reasons. The stress on training ignores their legitimate needs, such as a need for rehabilitation to break the cycle of poverty.

[Translation]

Nous pensons qu'il est impossible d'améliorer la sécurité sociale en dehors du contexte plus général de la réforme de la politique économique et sociale. De nombreux Canadiens ont déjà dit qu'un système fiscal équitable était indispensable à toute réforme efficace de la sécurité sociale et qu'il faudrait revoir l'idée de travail et de création d'emplois utile. La politique économique et fiscale devrait être au service des êtres humains et non l'inverse. Elle devrait être conçue de façon à permettre à tous les Canadiens «de combler leurs besoins fondamentaux» comme il est dit dans le document de travail.

Dans notre exposé, nous voulons insister sur le RAPC, sur les enfants et sur les solutions que nous entrevoyons. Je vais tout d'abord revenir sur ce que nous disons sur le RAPC dans notre mémoire. Cheryl Gillette vous rendra ensuite compte de notre discussion sur les enfants et de notre façon d'envisager l'avenir.

Nous sommes les premiers à admettre que le RAPC n'est pas parfait, mais nous ne voyons pas comment les recommandations du document de travail permettront de remédier à ses lacunes. Il nous semble au contraire que les propositions ne feront que le rendre encore plus imparfait. Je vais simplement vous citer quelques-uns des problèmes que nous semblent poser ces propositions.

Pour commencer, le gouvernement a rejeté toute stratégie de création d'emplois. Deuxièmement, le document de travail propose un système comportant deux niveaux, le deuxième étant réservé aux prestataires fréquents. Ainsi, la norme de travail sera un emploi à plein temps et de longue durée alors qu'il y a précisément moins d'emplois. L'absence de création d'emplois signifie que l'importance donnée dans le document de travail à la formation professionnelle ne représente guère plus que le fait de s'en prendre aux victimes. Il est indéniable que de nombreux Canadiens ont besoin d'une formation supplémentaire. Il n'est tout simplement pas possible de croire que cette solution résoudra le problème du chômage structurel.

Dans la Région métropolitaine d'Halifax, les chiffres relatifs à l'emploi et au revenu correspondent à la moyenne canadienne. En 1993, seulement 30 p. 100 de ceux qui ont suivi une formation ont trouvé un emploi; et 30 p. 100 de ces emplois étaient à temps partiel. Personne n'a la moindre idée de la durée éventuelle de ces emplois. La formation sans création d'emplois ne fera qu'envoyer les gens faire la queue ailleurs pour le chômage et ne réduira pas les lignes d'attente.

L'importance donnée à la formation révèle un problème qui devrait être traité sur le plan structurel. Cela devient un moyen facile de blâmer les chômeurs et les pauvres pour les importantes dépenses dues aux problèmes sociaux. Selon des études empiriques, ceux qui demandent à bénéficier de l'assistance sociale ne sont là que parce qu'ils sont contraints de l'être, et non parce qu'ils veulent avoir de l'argent sans travailler. Le fait que ces personnes soient là montre aussi que s'il arrive que l'incapacité de faire face dure plusieurs générations dans une même famille, il y a énormément de roulement parmi les bénéficiaires de l'assistance sociale. De nombreuses personnes arrivent à échapper à cette situation, mais par ailleurs, certains ne peuvent pas travailler pour diverses raisons sociales et médicales. En insistant sur la formation, on ne tient pas compte de leurs besoins légitimes, et notamment du besoin de réadaptation pour briser le cycle de la pauvreté.

[Texte]

[Traduction]

• 1855

While the discussion paper says CAP should be reformed, it gives us no sense of speaking about people's everyday problems, only about government's fiscal problem. For instance, there is nothing in the paper about the adequacy of existing programs. Our poverty, and especially our child poverty, shows that despite the preamble to the CAP act, present programs are inadequate.

The paper does not take into account that the minimum wage levels do not provide people with an income adequate to raise children. It says nothing about the difficulty women now face—and this is largely because of the way in which eligibility rules for social assistance are structured—to extricate themselves and their children from violent domestic situations. CAP, until now, has done almost nothing for the working poor. This document seems to create more working poor.

In summary, instead of suggesting changes that would move programs towards adequacy, the paper really only seems to have an agenda of cuts.

The set of changes outlined in the discussion paper combines the drastic tightening of the UI eligibility requirements for most people in this region with a shift in the funding of CAP. The most important result of the changes in funding that have already been implemented, or of those proposed, is the abandonment of national standards.

The cost-sharing formula of CAP, going back as it does to the royal commission that examined the fiscal roots of the socio-political crisis of the 1930s, has been the key both to balancing the constitutional responsibilities of the provinces with the fiscal capacity of the federal government, and to maintaining minimum national standards despite the fiscal disadvantages of some provinces. We see the changes to CAP as a disastrous withdrawal of the federal government from a role that has been crucial in maintaining a Canadian national identity.

There's both a quantitative and a qualitative aspect of the proposed changes. We will reflect on the quantitative aspect first.

Keeping federal expenditures under CAP to the 1993-94 levels, beginning in 1996, will withdraw \$1.5 billion of federal money from the social security net. In Ontario, where a capping was already imposed some years ago and where there has been some attempt to keep to pre-freeze standards, the federal contribution has already declined to only 28% of Ontario's social expenditures.

In poorer provinces, a shortfall of this magnitude will have to mean a cut in expenditures. We are watching the spectacle of health care cuts throughout the country even though the vast majority of middle-class and middle-income citizens are opposed to such cuts. The recipients of social expenditure dollars—the poor, single women, and the physically and mentally and emotionally disabled—will become more isolated as the government targets them for causing the deficit. This will

Si l'on dit dans le document de travail qu'il faudrait réformer le RAPC, on ne tient absolument pas compte des problèmes quotidiens d'une partie de la population mais uniquement du problème financier du gouvernement. Par exemple, on ne dit rien dans le document sur la pertinence des programmes existants. Notre pauvreté, et surtout celle de nos enfants, montre que malgré le préambule de la Loi relative au RAPC, les programmes actuels ne sont pas adaptés.

Le document ne tient pas compte du fait que le salaire minimum ne permet pas d'avoir un revenu suffisant pour élever des enfants. Il ne dit rien de la difficulté que rencontrent les femmes à l'heure actuelle—and cela est en grande partie dû à la façon dont ont été conçues les règles d'admissibilité à l'assistance sociale—pour se sortir, elles et leurs enfants, d'une situation familiale de violence. Jusqu'à maintenant, le RAPC n'a pratiquement rien fait pour les travailleurs pauvres. Ce document semble créer davantage de travailleurs pauvres.

En résumé, au lieu de proposer des changements qui rendraient les programmes plus pertinents, le document ne semble être en fait qu'un programme de réductions.

L'ensemble des changements proposés dans le document de travail allie un resserrement draconien des conditions d'admission à l'assurance-chômage pour la plupart des gens de la région à un changement de financement du RAPC. Les changements de financement qui ont déjà été mis en oeuvre ou ceux qui sont proposés aboutissent à un abandon des normes nationales, ce qui leur résultat le plus important.

La formule de partage des coûts du RAPC, qui remonte à la Commission royale qui avait étudié l'origine financière de la crise sociopolitique des années trente, a été essentielle tant pour équilibrer les responsabilités constitutionnelles des provinces et la capacité financière du gouvernement fédéral que pour maintenir des normes nationales minimum malgré la situation financière défavorisée de certaines provinces. Les changements du RAPC constituent pour nous un renoncement désastreux, de la part du gouvernement fédéral, à un rôle qui a été primordial pour maintenir l'identité nationale canadienne.

Les changements proposés ont à la fois un aspect quantitatif et qualitatif. Nous allons tout d'abord parler de l'aspect quantitatif.

En plafonnant les dépenses fédérales au niveau de celles de 1993-1994, à partir de 1996, on retire en fait 1,5 milliard de dollars de contribution fédérale aux programmes de sécurité sociale. En Ontario, où un plafond a déjà été imposé il y a quelques années et où il y a eu quelques tentatives pour maintenir les normes qui existaient avant ce plafonnement, la contribution fédérale a déjà été réduite et ne représente plus que 28 p. 100 des dépenses sociales de l'Ontario.

Dans les provinces pauvres, une réduction de cet ordre exigea que l'on sabre dans les dépenses. Nous voyons déjà dans l'ensemble du pays des réductions dans les soins de santé même si la majorité de la classe moyenne et des Canadiens qui touchent un salaire moyen s'opposent à ces réductions. Ceux qui bénéficient des dépenses sociales—les pauvres, les femmes seules et les handicapés physiques, mentaux et psychologiques—seront encore plus isolés parce que le gouvernement les accuse

[Text]

[Translation]

translate into cuts in benefits—that is, a deepening of the poverty in which recipients are forced to live, or a tightening of eligibility such that some will become a burden to their families or will be forced onto the streets.

We also comment in the brief that one of the effects of the new policy direction is to force rural people in underdeveloped regions to migrate in larger numbers to urban areas.

• 1900

There are also qualitative implications with respect to social services if the government abandons national standards. As matters now stand, despite the inadequacies of the present system, service providers can invoke CAP standards in trying to keep down case-loads.

Our fear is that once the cuts implied in the paper are implemented, there will be a rearrangement of social expenditures. Welfare programs, as those that are absolutely basically required by recipients, will take resources from the provision of services, and among services, crisis intervention will take from developmental and preventative programs. This kind of reallocation of money and resources already takes place.

We foresee that the financial pressure on provinces will also lead to de-professionalization throughout the network of agencies providing social services, with consequent lowering of quality of services. There will also be a dumping of the responsibility of service onto the community, which really means on the backs of women, who are already overburdened.

The net result of these cuts in services is that there will be a long-term social cost as unsolved problems accumulate. One of the most expensive will doubtless be the rise in drug abuse, crime, and the expense of keeping people in jail.

Now, Cheryl will speak about children.

The Chairman: It might help if you'd try to summarize the brief instead of reading the whole thing. It will give us more time for questions.

Ms Cheryl Gillette (Vice-President, Nova Scotia Association of Social Workers): I plan to do that. I think that would be really useful.

First of all, good evening, Mr. Chairperson and committee members. It's certainly a pleasure to be here and to engage in some dialogue that we hope will be quite meaningful.

I have to say that one of our keenest disappointments in the discussion paper, and for that matter the supplementary paper on income security for children, is the treatment of programs concerned with poor children. The minister has justifiably expressed embarrassment at Canada's being second only to the U.S. among developed countries in the proportion of its children who suffer poverty, especially since the House of Commons unanimously passed a resolution on November 24, 1989, to

de causer le déficit. Cela se traduira par des réductions des prestations—c'est-à-dire une augmentation de la pauvreté dans laquelle les bénéficiaires sont contraints de vivre ou un resserrement des règles d'admissibilité qui feront que certaines personnes deviendront un fardeau pour leur famille ou seront contraintes d'aller vivre dans la rue.

Nous disons aussi dans notre mémoire que l'un des effets de la nouvelle orientation politique sera de forcer les habitants des régions rurales sous-développées à se diriger nombreux vers les centres urbains.

• 1900

Si le gouvernement renonce aux normes nationales, cela a aussi des répercussions qualitatives sur les services sociaux. Actuellement, malgré les insuffisances du système actuel, les fournisseurs de services peuvent invoquer les normes du RAPC pour réduire le nombre de cas.

Ce que nous craignons, c'est qu'une fois que les réductions suggérées dans le document seront appliquées, on procédera à un réaménagement des dépenses sociales. Les programmes de bien-être social, qui sont ceux dont ont absolument besoin les bénéficiaires, tireront leurs ressources de la fourniture des services, et parmi ces services, les interventions d'urgence devront aller chercher les ressources dans les programmes de développement et de prévention. Cette réaffectation des ressources financières et humaines se fait déjà.

Nous prévoyons que les pressions financières qui seront exercées sur les provinces entraîneront une déprofessionnalisation dans tous les organismes de services sociaux, ce qui entraînera une diminution de la qualité des services. On fera également assumer la responsabilité des services aux communautés, c'est-à-dire en fait aux femmes qui sont déjà surchargées.

Ces réductions de services auront pour résultat net un coût social à longue échéance au fur et à mesure que les problèmes non résolus s'accumuleront. L'un des problèmes les plus coûteux sera sans aucun doute l'augmentation de la toxicomanie, de la criminalité et des frais d'incarcération.

Cheryl va maintenant vous parler des enfants.

Le président: Il serait bon que vous essayiez de résumer le mémoire au lieu de le lire; nous aurons ainsi davantage de temps pour les questions.

Mme Cheryl Gillette (vice-présidente, Nova Scotia Association of Social Workers): C'est ce que je pensais faire. Je crois que ce sera vraiment utile.

Tout d'abord, bonsoir, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du comité. Je suis très heureuse d'être ici pour participer à un dialogue qui, j'espère, sera utile.

Je dois dire que ce qui déçoit le plus dans le document de travail, et par voie de conséquence dans le document complémentaire sur la sécurité du revenu pour les enfants, c'est le traitement réservé aux programmes destinés à l'enfance pauvre. Le ministre a eu raison de dire qu'il était gêné de savoir que le Canada venait en seconde position après les États-Unis parmi les pays développés pour ce qui est du nombre des enfants qui souffrent de la pauvreté, surtout depuis que la

[Texte]

eliminate child poverty by the year 2000. We feel that the paper is somewhat contradictory in terms of statements of concern over child poverty and what actually translates.

To get a picture of what it actually looks like for parents here in Nova Scotia, let's assume you have two parents who have full-time jobs at minimum wage in Nova Scotia. I'm just going to summarize what that would actually look like. We took the example of two families: one two-parent family working a full-time, 40-hour week at \$5.15 an hour, and a single-parent family. There are two children in the two-parent family and one child in the one-parent family.

When you look at what the best possible scenario would be for those families given the proposed child tax benefits and work income supplements, you still come up with a deficit of \$4,000 below the poverty line for that working couple who, in addition to working full-time, don't have any provisions for child care. Of course, they also incur all of the health care costs and other working costs as well. So even given two parents who happen to have those jobs, that's what their picture looks like.

For the single parent with one child, you're looking at the best possible scenario, given what the paper is proposing, of a discrepancy between the poverty line and what they would take home of more than \$6,000. Currently those figures are much greater than that even. We don't really see that this is addressing child poverty at all.

One of the things we also looked at was the composition of taxes in Canada, which has changed quite radically in the last 20 years. Right now 40% of all tax money is from personal income tax, compared to 33% in 1975, and the corporations' share of taxes has fallen from 13.8% to 4.8%. Of course we could also take note of the \$1.5 billion in profits that were announced last week by our banks.

• 1905

We feel that Canadians, and certainly Nova Scotians, are very fair-minded, compassionate people who would be prepared to distribute the burden of the deficit fairly and to work constructively towards a system that would allow people to be able to raise their children and pay fair taxes. What we would like you to do is focus on what we've identified as the three categories of people who really need special consideration and do an analysis in some detail before we move ahead and radically take away whatever provisions are in place right now.

The first are the children. I don't have to emphasize any more how important our children are to us and our future.

The second group that really needs special attention is those who can't work because of a disability or whatever other reason. I know you've heard a lot from those groups today. I was here and heard them too.

[Traduction]

Chambre des communes a adopté à l'unanimité une résolution le 24 novembre 1989 en vue d'éliminer l'enfance pauvre d'ici l'an 2000. Il nous semble que le document présente des contradictions entre ce que l'on y dit sur l'enfance pauvre et ce que l'on se propose de faire en réalité.

Pour vous donner une idée de ce que vivent les parents ici en Nouvelle-Écosse, prenons l'exemple de deux parents qui travaillent à plein temps et touchent le salaire minimum en Nouvelle-Écosse. Je vais vous résumer la situation. Nous avons pris deux familles à titre d'exemple: Une famille bi-parentale où les deux parents travaillent à plein temps 40 heures par semaine à 5,15\$ l'heure et une famille monoparentale. La famille bi-parentale compte deux enfants et la famille monoparentale un.

Si nous essayons de prendre le meilleur cas de figure pour ces familles avec les prestations fiscales pour enfants et les suppléments du revenu d'emploi proposés, le couple qui travaille reste encore à 4 000\$ en-dessous du seuil de pauvreté et en plus de travailler à plein temps, rien n'est prévu pour la garde des enfants. Bien sûr, il doit assumer tous les frais médicaux ainsi que les autres dépenses liées au travail. Voilà donc la situation pour deux parents qui ont ce genre d'emplois.

Pour la famille monoparentale avec un enfant, dans le meilleur des cas, d'après ce que propose le document, il y a une différence de plus de 6 000\$ entre le seuil de pauvreté et ce que le parent ramène à la maison. À l'heure actuelle, ces chiffres sont encore plus importants. Nous ne pensons pas que ces propositions résolvent le problème de l'enfance pauvre.

Nous avons aussi étudié la composition des impôts et taxes au Canada car les choses ont énormément changé à cet égard au cours des 20 dernières années. À l'heure actuelle, 40 p. 100 de l'ensemble des recettes fiscales proviennent de l'impôt sur le revenu des particuliers alors qu'il s'agissait de 33 p. 100 en 1975 et que la part d'impôt payée par les sociétés est passée de 13,8 p. 100 à 4,8 p. 100. On pourrait aussi naturellement prendre note des bénéfices de 1,5 milliard de dollars annoncés la semaine dernière par nos banques.

• 1905

Nous pensons que les Canadiens, et certainement les habitants de la Nouvelle-Écosse, ont un grand sens de l'équité, sont des gens sensibles et sont disposés à accepter une répartition équitable de la charge du déficit et à faire les efforts nécessaires pour mettre en place un système qui permettra à la population d'élever ses enfants et de payer des impôts justes. Nous nous proposons de faire porter notre attention sur ce que nous considérons comme trois catégories de personnes qui ont vraiment besoin d'une attention spéciale et analyser leur situation assez en détail avant de décider de retirer radicalement certaines des dispositions qui existent à l'heure actuelle.

Parlons d'abord des enfants. Je n'ai pas à revenir sur la grande importance que nos enfants représentent pour nous et pour notre avenir.

Le deuxième groupe dont il faut vraiment s'occuper est celui des personnes qui ne peuvent pas travailler en raison d'une invalidité ou de tout autre motif. Je sais que ces groupes ont amplement témoigné devant vous aujourd'hui. J'étais ici et je les ai entendus.

[Text]

[Translation]

The third group would be the unemployed, who are desperately seeking employment. The unemployment rate is extremely high and many of our employment opportunities are seasonal. We would ask you to please pay special attention to the real need for some job creation opportunities that provide adequate salaries to raise a family on.

There are eight actual recommendations we would make, but I'll just focus on four.

We feel that in order to address these needs and really look at restructuring the whole system, we need to have principles in place that would provide for equal opportunity without discrimination. We recommend that be a guiding principle in any kind of reform.

The second one would be the job creation initiatives that would provide for jobs that pay enough to raise a family. It would focus on creating jobs that would be more than seasonal, or if they were seasonal, the back-up system would still allow that family to maintain an income level that's adequate.

We'd also say that when we look at all of this, we need to consider a change in the structure of our work. We notice that in many cases there are people working 60 hours a week and others who have no work at all. Perhaps it's appropriate to take a look at a fair arrangement of work for adequate income.

Those are the main points we would draw attention to here. However, as I say, there are several more.

The final thing is that we really would appreciate and recommend very strongly that in any changes in legislation or radical changes to our various social security systems, review processes be included so that we can continue to evaluate, recreate, discuss, and dialogue as those changes occur. As someone mentioned earlier today, it took 15 years to put this one together. Maybe we've speeded up a little and it'll take only 10 this time. However, we need to have some provisions in future acts that will allow us to do that in a formal way. Thank you.

• 1910

The Chairman: Thank you. We've gone a little over our time, but I'll entertain questions from committee members.

Mme Lalonde (Mercier): Merci, monsieur le président. C'est un peu décourageant de se faire dire que c'est une courte période de questions parce que nous avons devant nous tout l'éventail des problèmes reliés aux parents et aux enfants ainsi que tout l'éventail des solutions. C'est rare.

Le président: Si vous le voulez. Cela veut dire que nous devrons tous rester ici un peu plus tard.

Mme Lalonde (Mercier): Heureusement que je n'ai pas de jeunes enfants.

I will speak in English.

At the same time, it is extraordinary to hear you all, but maybe it is the fatigue of the day. I think you make us measure the way we have to go to implement something that would be the beginning of equal access to day care, or the help most needed by children.

Le troisième groupe serait celui des chômeurs qui cherchent désespérément un emploi. Le taux de chômage est très élevé et un grand nombre de nos emplois sont saisonniers. Nous vous supplions d'accorder une attention spéciale aux besoins réels de possibilités de création d'emplois qui offrent des salaires suffisants pour élever une famille.

Nous aurions huit recommandations à proposer, mais je n'insiste rai que sur quatre d'entre elles.

Nous estimons que pour répondre à ces besoins et envisager vraiment de restructurer l'ensemble du système, il faut s'inspirer de principes qui garantissent l'égalité des chances sans discrimination. Nous recommandons que ce soit un principe qui inspire toute réforme quelle qu'elle soit.

Nous recommandons également des initiatives de création d'emplois qui produisent des emplois dont le salaire est suffisant pour élever une famille. Il s'agirait surtout de créer des emplois qui seraient plus que saisonniers, ou qui comporteraient, pour les emplois saisonniers, un dispositif permettant de maintenir pour toute l'année un niveau de revenu suffisant pour cette famille.

Nous pensons également que dans l'examen de cette question, il faut songer à changer la structure de notre travail. On peut voir que bien des gens travaillent 60 heures par semaine alors que beaucoup d'autres n'ont pas de travail. Le moment est peut-être venu d'envisager une répartition équitable du travail pour que chacun gagne suffisamment.

Tels sont les points saillants de notre exposé. Mais, je le répète, nous avons d'autres idées à faire valoir.

Enfin, nous trouverons excellent et recommandons très vivement que tout processus de modification de la législation ou de changement radical de nos divers régimes de sécurité sociale prévoit des démarches permettant de continuer à évaluer, recréer, discuter et échanger des idées au fur et à mesure que ces changements se produisent. Comme quelqu'un l'a dit aujourd'hui, il a fallu 15 ans pour mettre ce processus en place. Nous avons peut-être accéléré un peu les choses et nous ne prendrons que 10 ans cette fois-ci. Cependant, il faudrait que la loi future comporte des dispositions qui permettent de le faire de façon officielle. Merci.

•

1910

Le président: Merci. Nous avons légèrement dépassé le temps prévu, mais je suis prêt à accorder des questions aux membres du comité.

Mrs. Lalonde (Mercier): Thank you, Mr. Chairman. It is a bit discouraging to be told that this is going to be a short question period at the very time we are faced with the whole range of issues related to parents and their children as well as with the whole range of solutions. This is rare indeed.

The Chairman: As you wish. It means that we will all have to stay here a little longer.

Mrs. Lalonde (Mercier): It's a good thing I don't have young children.

Je vais parler en anglais.

En même temps, il est extraordinaire de vous entendre tous parler, mais nous commençons peut-être à ressentir la fatigue. Je pense que vous nous aidez à mesurer tout le chemin à parcourir pour réaliser quelque chose qui serait le début de l'accès équitable aux services de garderie, ou à l'aide dont les enfants ont le plus besoin.

[Texte]

I was a day care user many years ago, when it was not certain you were a good mother if you used them. When we talk about day care, we talk about many things. We talk about children of different ages—babies, 2- to 5-year-olds, school age and teenage. When you have two or three of them, they go to different schools and all that. Mothers and fathers have to go through all that. It costs in terms of money, time and all sorts of moral sufferings.

Why in that country are parents not helped more than they are? I feel like asking it like that, because we need babies. In Quebec we disagree on national standards. For many years we have thought we should have a policy of our own in order not to boost for babies...to have those who want to have two or three babies to have them. If we forget that, we have a big problem. We want to have babies in Canada, so we want to have proper care.

So there are a few proposals in that green paper. There is one on day care itself, which is better than nothing, but it's not much. We don't know exactly which families it will help, but on another side, we have the two-tier UI that will not help mothers or fathers.

You have cuts to welfare and the transformation of the help that is given to raising children probably taking money from the middle class and under to help the poorest. I don't know where to start. Where should we start?

Ms Blaauw: In Canada, I think people don't see children as a community responsibility. Often we say, you have the children, you take care of them. Other cultures take care of children as a community, and I think we need to start doing that too. I think it is vital that we do that. Children suffer now and they carry all of that with them when they become adults, so the cost to us as a society is great.

Vous avez raison, c'est une question de solidarité sociale. On donne souvent l'excuse qu'il n'y a pas d'argent. Si les groupes sont ici pour parler des services de garde, de services de garde de qualité, c'est bon pour les enfants. Mais, fait étrange et intéressant, les services de garde rencontrent certains des objectifs de la réforme, à savoir créer de l'emploi et sortir les enfants de la pauvreté.

Nous sommes très fiers du mémoire que nous avons présenté. On ne parle que de 517 millions de dollars de plus qu'actuellement en dépenses fédérales. On parle d'échelonner cela sur une période de dix ans; ce n'est pas une somme annuelle.

Donc, amortissez-le. C'est 50 millions de dollars de plus par année. On créerait 294 000 nouveaux emplois à un salaire qui permettrait aux gens de se sortir de la pauvreté. C'est basé sur des salaires qui ont été haussés pour améliorer les conditions de travail des femmes qui travaillent actuellement dans le secteur de la garde à l'enfance.

[Traduction]

J'ai eu recours aux garderies autrefois, à l'époque où on n'était pas sûre d'être une bonne mère quand on s'en servait. Quand on parle de garderie, on parle de bien des choses. On parle d'enfants de différents âges—des bébés, d'enfants de deux à cinq ans, d'écoliers et d'adolescents. Quand on en a deux ou trois, ils vont à des écoles différentes et tout ce qui s'ensuit. Les mamans et les papas doivent passer au-travers de tout cela. Cela leur coûte de l'argent, prend beaucoup de temps et leur crée toutes sortes de souci.

Pourquoi, dans un pays comme le nôtre, les parents ne sont-ils pas davantage aidés? C'est ainsi que je veux poser la question, car nous avons besoin de nouveau-nés. Au Québec, nous ne sommes pas d'accord avec les normes nationales. Pendant de nombreuses années, nous avons estimé que nous devrions avoir notre propre politique non pas pour multiplier les naissances... mais pour permettre à ceux qui le voulaient d'avoir deux ou trois bébés. Si nous oublions cela, nous avons un grave problème. Si nous voulons des enfants au Canada, il nous faut les moyens de bien nous en occuper.

On trouve donc quelques propositions dans ce Livre vert. Il y a en une justement sur les garderies, ce qui est mieux que rien, mais ce n'est pas beaucoup. Nous ne savons pas exactement quelles familles ces garderies aideront, tandis que par ailleurs on propose une assurance-chômage à deux paliers qui n'aidera ni les mères ni les pères.

On prévoit des réductions de l'assistance sociale et la transformation de l'aide donnée pour élever des enfants en prenant probablement l'argent dans les poches de la classe moyenne et moins aisée pour aider les plus pauvres. Je ne sais par où commencer. Où devrions-nous commencer?

• 1915

Mme Blaauw: Au Canada, je pense que les gens ne voient pas les enfants comme une responsabilité collective. On dit souvent à ceux qui ont des enfants qu'ils doivent s'en occuper. D'autres cultures s'occupent des enfants au niveau de la collectivité, et je pense que nous devons commencer à en faire autant. Cela me paraît vital. Les enfants souffrent à l'heure actuelle et ils en portent les conséquences jusque dans leur vie d'adulte, ce qui constitue un coût très lourd pour l'ensemble de notre société.

You are right, it is a matter of social solidarity. The excuse is often made that there is no money. If these groups are here to talk about day care, quality day care, this is good for the children. But, strangely and interestingly enough, day care services do meet some of the goals of the reform, which are to create jobs and get children out of poverty.

We are very proud of the paper we have submitted. We talk of no more than \$517 million on top of current federal expenditures. We also talk of spreading this amount over a ten year period; this is not a yearly amount.

So, amortize it. It is \$50 million more each year. It would create 294,000 new jobs at a salary helping people to get out of poverty. These figures are based on salaries which have been raised in order to improve the working conditions of women who currently work in day care.

[Text]

On a établi comme principe les salaires des infirmières, parce que les deux professions se ressemblent beaucoup au niveau de la formation, des exigences, etc. Déjà on créerait 294 000 emplois et 1,4 million de nouvelles places en garderie. Pour répondre à votre question, on ne parle pas seulement des garderies, mais aussi de garde en milieu familial, de garde scolaire, de garde préscolaire et des régions.

Vous nous demandez de vous présenter des solutions. Il y en a une ici qui est fondamentale et qui répond en plus à vos objectifs, bien qu'on ne s'inscrive pas nécessairement dans les objectifs de la réforme. Dans la réforme, on ne vise que le déficit et les coupures. Ce ne sont pas là les objectifs que nous visons.

Cela répond à certains objectifs. Je pense que c'est fondamental. C'est un départ.

Ms Gilroy: We and others have spoken to the question of where we start by saying that we need to look at reforming the tax system. That would be a way of getting more resources and reallocating them to social programs. I think we have to do that; otherwise we're talking about doing less with less. It is impossible and it is the poorest and most vulnerable people who will suffer.

• 1920

Ms Gillette: I think we mean the whole tax system, not just the income tax.

The Chairman: That's a much bigger job than we've been given.

Ms Gillette: Yes, and that's the problem.

Ms Augustine: Before you came to the table, I was more or less freezing back here, trying to cover my feet with my scarf. The heat of this discussion has raised the temperature, and now I want to take my jacket off. I'm sure you're feeling it.

We're very pleased that you waited around. Your presentation seemed to take in the whole scope of what our task is about. I want to compliment you for the analysis and for putting on the table several things.

We've heard right across the country from individuals like you and organizations like your own. We've had before the table children with disabilities. A mother brought her six-year-old twins to the table and talked very vividly about her concerns and about the assistance that needs to be provided for children and for parents with children who are disabled. We've heard about child care in rural communities and child care within families. I think your discussion around respite care is something that is on the table for consideration, and it will be part of this discussion.

I would ask, though, that you speak to two areas for the committee's edification. One is the area of child care workers and the wages of child care workers. As we went across the country, we heard some stories about what child care workers are paid. If we were to connect child care workers with the whole business of child development, what would happen? Can you speak to that general area?

[Translation]

We have taken nurses' salaries as a reference because both professions have many similarities relating to training, qualifications, etc. This would immediately create 294,000 jobs and 1.4 million new day care spaces. To answer your question, we are talking not only of day care, but also of care within family, and day care at schools, preschool day cares and regions.

You are asking us to suggest solutions. Here is one which is basic and which also meets your goals, even if this is not necessarily within the objectives of the reform. The reform is solely concerned with the deficit and budget cuts. These are not our goals.

What we are suggesting meets some objectives. I think that this is fundamental. It is a start.

Mme Gilroy: Nous avons, comme d'autres, proposé un point de départ en déclarant qu'il faut envisager de réformer le régime fiscal. Ce serait une façon d'obtenir plus de ressources et de les réaffecter aux programmes sociaux. Je pense qu'il faut le faire; sinon, nous devrons faire moins avec moins d'argent. C'est impossible, et ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui ont souffriront.

• 1920

Mme Gillette: Je pense que nous voulons dire l'ensemble du régime fiscal, pas seulement l'impôt sur le revenu.

Le président: C'est un programme beaucoup plus vaste que celui qu'on nous a confié.

Mme Gillette: Oui, et c'est justement le problème.

Mme Augustine: Avant que vous ne preniez place à la table, je commençais à geler là-bas derrière, et je me servais de mon écharpe pour me couvrir les pieds. La chaleur de ce débat a fait remonter la température et je suis maintenant prête à ôter ma veste. Je suis sûre que vous ressentez la même chose.

Nous sommes très satisfaits que vous ayez attendu. Votre exposé semble toucher à toute la portée de notre tâche. Je tiens à vous féliciter de votre analyse et de vos propositions.

Nous avons entendu, dans tout le pays, des témoignages de personnes comme vous et d'organisations comme la vôtre. On nous a présenté des enfants handicapés. Une mère a amené ses jumeaux de 6 ans et nous a parlé de façon très émouvante de ses préoccupations et de l'aide qu'il faut offrir aux enfants et aux parents dont les enfants sont handicapés. Nous avons entendu parler de la garde des enfants dans les localités rurales et de la garde dans les familles. Je pense que votre examen des services de garde de relève rejoint un sujet dont nous devons parler, et qui fera partie de notre discussion.

Il y a cependant deux questions dont j'aimerais que vous nous parliez plus en détail. L'une d'elles est la situation des employés de garderie et leur niveau de rémunération. Un peu partout dans le pays, on nous a plusieurs fois parlé de la façon dont les employés de garderie sont payés. Si nous voulions relier la question des employés de garderie à l'ensemble de la question du développement de l'enfant, qu'arriverait-il? Pouvez-vous nous dire quelque chose à ce propos?

[Texte]

Secondly, in Toronto a group of young people came to us who were crown wards—I'm not too sure if that's the terminology that's used. They challenged us with the fact that we were their daddies and mommies and we had some responsibility for them. They put on the table their situation as children who are identified as crown wards.

So could I ask you to speak on the issue of crown wards, if there is anything you want to put on the table for the committee to deal with? The other issue was child care workers' remuneration and training and how you connect that with child development issues.

Ms Blaauw: I'd like to speak to the child care workers issue. It's true they are very poorly paid. In Nova Scotia the average salary is probably around \$14,000, or \$15,000 if they're lucky. These are people with two years' training or maybe a degree from a university, and that is the kind of salary they can expect.

It's a problem because our income is tied to fees. In order to pay people adequate salaries, the fees would have to be far more than any parent could afford to pay. Day care centres are in a double bind as far as that's concerned. So it's really necessary that the kind of funding that will come from the federal government would take that into account so they could adequately pay people for the kinds of services they're providing.

We found the average in the Atlantic provinces was \$6.80 an hour for child care workers.

Ms Wolstenholme: I'd like to address that as well. Our brief in fact addresses the issue of increasing the salaries paid to child care workers. We looked at what would be a reasonable salary level to be paid, and we looked at the cost of doing that in the first year of a national child care program. We found it should be able to be handled within the amount of money that could be available over the long term.

In our analysis, we found there's an incremental cost saving and cost offset to child care as a program develops and more spaces are added over a ten-year period. In the first year there would be a higher net cost, but as time went on through the ten-year period there would be more and more offsets to that cost. A lot of that would come from the jobs being created and the taxes that would come from those jobs. Reduced spending on UI would be another way offsets would be available.

We do have information in appendix A of the brief that talks about how the salary levels could be upgraded and the amount of money it would cost across the country. The whole brief and the development of the additional spaces are premised on those salary levels, not the current salary levels.

[Traduction]

Deuxièmement, à Toronto, nous avons eu la visite d'un groupe de jeunes pupilles de la Couronne—je pense que c'est ainsi qu'on les désigne et ils nous ont fait valoir que nous étions leurs pères et leurs mères et que nous avions certaines responsabilités envers eux. Ils nous ont exposé leur situation d'enfants désignés comme pupille de la Couronne.

J'aimerais donc que vous nous parliez des pupilles de la Couronne, que vous nous disiez s'il y a quelque chose à leur sujet dont vous souhaitez que le comité s'occupe? Mon autre question portait sur la rémunération et la formation des employés de garderie, et sur le lien que cela peut avoir avec le développement des enfants.

Mme Blaauw: Je vais vous parler de la question des employés de garderie. Il est vrai qu'ils sont très mal payés. En Nouvelle-Écosse, leur salaire moyen est probablement de l'ordre de 14 000\$ ou 15 000\$ s'ils ont de la chance. Ces personnes ont reçu une formation de deux ans ou peut-être même un diplôme universitaire, et c'est le genre de salaire auquel elles peuvent s'attendre.

Le problème provient de ce que notre revenu est lié aux frais d'inscription. Pour verser à ses employés des salaires convenables, il faudrait que les frais d'inscription soient beaucoup plus élevés que ce que les parents ont les moyens de payer. Les services de garderie sont coincés des deux côtés. Il est donc vraiment nécessaire que le niveau de financement émanant du gouvernement fédéral tienne compte de cette situation afin que l'on puisse offrir aux employés une rémunération qui soit compatible avec le service qu'ils dispensent.

On a constaté que dans les provinces de l'Atlantique la rémunération moyenne des employés de garderie était de 6,80\$ l'heure.

Mme Wolstenholme: J'aimerais en parler moi aussi. Notre mémoire aborde justement la question de l'augmentation des salaires versés aux employés de garderie. Nous avons examiné ce que pourrait être un niveau raisonnable de rémunération à payer, ainsi que ce que cela coûterait pour la première année d'application d'un programme national de garde d'enfants. Nous avons constaté qu'il faudrait pouvoir le faire dans les limites compatibles avec le financement disponible à long terme.

• 1925

Notre analyse a fait ressortir qu'il y aurait un accroissement des économies et des compensations au fur et à mesure que le programme prendrait de l'ampleur et qu'un plus grand nombre de places seraient créées sur une période de 10 ans. Pour la première année, le coût net serait plus élevé, mais à mesure que le temps passerait pendant ces 10 années, le coût serait compensé davantage par d'autres facteurs. Une bonne partie de la compensation proviendrait des emplois ainsi créés et des impôts que ces emplois produiraient. Une autre compensation serait la réduction des dépenses en prestations d'assurance-chômage.

L'annexe A de notre mémoire donne des renseignements sur la façon dont on pourrait relever les niveaux de rémunération et sur ce que cela coûterait d'un bout à l'autre du pays. L'ensemble du mémoire et la création de nouvelles places dans les garderies s'appuient sur ces niveaux de rémunération et non pas sur les niveaux actuels.

[Text]

Ms Tougas: You also asked whether it affects child development. Well, of course. How can you encourage young women to go into a sector where they'll be living poor? They are paid under the poverty level. No one wants to go to college for two years—and some of them go into university—to live under the level of poverty. It doesn't make sense. You have this turnover of young professionals who go into a career and are really gung-ho. They are passionate about their work. But after two years they just leave. Why would they stay? They don't have any recognition.

[Translation]

Mme Tougas: Vous avez également demandé si cela avait des répercussions sur le développement de l'enfant. Eh bien oui, naturellement. Comment peut-on inciter des jeunes femmes à s'engager dans une profession qui les fera vivre dans la pauvreté? Leur rémunération est inférieure au seuil de pauvreté. Personne ne veut faire des études collégiales pendant deux ans—et parfois même des études universitaires—pour vivre sous le niveau de la pauvreté. C'est absurde. On assiste à un roulement rapide de jeunes professionnelles qui se lancent dans la carrière avec enthousiasme. Elles aiment passionnément leur travail. Mais au bout de deux ans, elles abandonnent. Pourquoi continuent-elles, puisque leur travail n'est pas reconnu à sa juste valeur.

Madam Lalonde was talking about society not recognizing the importance of families and of children. Judging from the way we treat them, we certainly don't. They don't even get the money for it, so they just leave. There's a direct impact on quality. We know the importance of quality child care providers.

Ms Blaauw: There is a direct link between what people are paid and the quality of the care that's provided, because it allows people to stay in their jobs longer, which provides more security for the children they're taking care of.

Also, as you must know, research is showing that over the long term, the recoveries are great financially because of the savings on children cared for in quality child care situations. They don't require intervention later on in life, which is extremely costly—far more costly than any child care that could be provided for young children.

Mr. Reddy: You were speaking about child and adolescent wards. That's a very serious and growing problem to which we will have to respond. We have a growing number of children and young adolescents, male and female, who are in conflict with themselves, their families and their communities. There's no instant solution other than we have to be a more compassionate society. They are victimized by being children of poverty or children without parents, and we will have to develop outreach programs and community-based programs that will address their needs at their level.

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): I wish just to comment, but I should say that at least once a day—and I'm sure this has been arranged—we talk about child care so that the chair, Mr. Alcock and I, all of whom have small children and haven't seen them for a month, can be reminded of what lousy parents we are. Perhaps I should point at Paul too; I don't want to leave him out.

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): I want to speak specifically to the point made by Ms Gillette, because I think the resolution in the broadest context—and it's come up a lot, though I don't think it's come up here in Nova Scotia today—has to do with the value of our work.

Mme Lalonde disait que la société ne reconnaît pas l'importance des familles et des enfants. Si l'on en juge par la façon dont on les traite, c'est en effet le cas. Faut-il d'une rémunération appropriée, ces personnes abandonnent. Cela a des effets directs sur la qualité du service. Nous savons à quel point il est important d'avoir des employées de garderies compétentes.

Mme Blaauw: Il existe un lien direct entre la rémunération des employées et la qualité des soins qu'elles donnent, car une meilleure rémunération permet aux employées de ne pas quitter leur travail, ce qui garantit une sécurité meilleure pour les enfants dont elles ont la charge.

Vous devez savoir également que la recherche prouve qu'à long terme les retombées financières sont importantes en raison des économies que font réaliser des enfants qui ont reçu des soins de qualité en garderie. Ils n'ont pas besoin, lorsqu'ils sont plus vieux, d'interventions extrêmement coûteuses—beaucoup plus coûteuses que n'importe quel service de garderie pour jeunes enfants.

M. Reddy: Vous nous avez parlé des enfants et adolescents pupilles de l'État. C'est un problème très grave qui prend de l'ampleur et dont nous allons devoir nous occuper. Il y a de plus en plus d'enfants et de jeunes adolescents, des garçons et des filles, qui sont en conflit avec eux-mêmes, avec leur famille et avec leur collectivité. Il n'y a pas de solution instantanée, sauf que nous devons nous comporter en société plus compassiante. Ces enfants sont lésés parce qu'ils vivent dans la pauvreté ou n'ont pas de parents, et nous devrons élaborer des programmes d'approche et des programmes communautaires répondant à leurs besoins à leur niveau.

M. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Comme simple commentaire, que je devrais peut-être faire au moins une fois par jour—and je suis sûr qu'on l'a fait exprès—je pense que nous parlons de garde d'enfants pour que le président, M. Alcock et moi-même, qui avons tous de jeunes enfants que nous n'avons pas vus depuis un mois, ayons l'occasion de nous rappeler quel genre de piétres parents nous sommes. Je devrais aussi, peut-être parler de Paul; je ne veux pas qu'il se sente oublié.

Des voix: Oh, oh!

M. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Je veux en revenir au point précis soulevé par Mme Gillette, parce que je pense que toute solution, dans son contexte le plus large—and on en a beaucoup parlé, même si je ne crois pas que la question ait été soulevée ici en Nouvelle-Écosse aujourd'hui—est reliée à la valeur du travail.

[Texte]

[Traduction]

• 1930

I believe that because of the hours of work that are being extended, the average Canadian is working six hours more than they were ten years ago. At the same time, tons of people who would like to be working aren't working at all. This very simply drives down the value of work. It's no big secret.

We need to elevate the value of work, particularly in this area. I hope that it stays on the table and is repeated in other communities that we need to redefine this; we need to redefine what's important in terms of value. Just imagine how many day care operators we could pay with one hockey player's salary.

Anyway, I wanted to get on the speaking order simply to say thank you for the poem. It was obviously wrenching, and congratulations for your willingness to come here and share it with us.

The Chairman: Thank you all. If you had four more people you'd constitute a protest.

Mme Tougas: Avant de vous quitter, j'aurais une question à vous poser. Il y a des sièges vacants et le Parti réformiste n'est pas là. On se demande pourquoi ils ne sont pas là.

Le président: Nous siégeons de longues journées et il y a des députés qui vont et viennent au cours de la journée. Je ne pourrais parler au nom d'un député ou d'un autre, mais nous ne sommes pas toujours tous les 15 autour de la table. C'est rare qu'on est tous là. Les députés vont et viennent durant la journée, et c'est le cas de tous les partis.

Mme Lalonde (Mercier): Monsieur le président, on a eu une intervention qui était directement dirigée contre les garderies. On a dit qu'elles étaient contraires au développement de l'enfant.

Le président: Qu'ils soient absents ou non, vous vous adressez à tout le Comité.

Mme Lalonde (Mercier): C'est cela.

Le président: D'accord. Merci beaucoup.

Ms Blaauw: I'd like to say to Mr. Scott that there are at least four other people in the room who have an interest in child care, so maybe we are a protest.

The Chairman: Thank you very much for being such an informative and civilized, I might say, protest. Your remarks and your written briefs were much appreciated by the members of the committee who are here.

Before we turn to the individual presentations that conclude the afternoon's program, we will hear briefly from an organization that was supposed to be on earlier but was somehow overlooked—the Nova Scotia Federation of Agriculture. We would invite the Nova Scotia Federation of Agriculture to please approach the witness table.

• 1935

We apologize for hearing you a little out of sync, but we're hearing you nevertheless. I just want to apologize on behalf of my colleague; he's eating and listening at the same time. I hope you don't mind. They're Nova Scotia products.

Je crois qu'en raison de l'allongement des heures de travail, le Canadien moyen travaille six heures de plus par semaine qu'il y a dix ans. Simultanément, une foule de gens qui voudraient travailler ne trouvent aucun emploi. Il n'est pas étonnant que la valeur du travail s'en trouve réduite. Ce n'est un secret pour personne.

Il faut rehausser la valeur du travail, surtout dans ce secteur. J'espère que la question restera sur le tapis et que l'on répétera dans d'autres localités que c'est quelque chose à redéfinir; il faut redéfinir ce qui est important en termes de valeur. Imaginons simplement le nombre d'exploitants de garderies que nous pourrions rémunérer avec le salaire d'un joueur de hockey.

Quoiqu'il en soit, je voulais avoir mon tour de parole uniquement pour vous remercier du poème. Je l'ai trouvé très émouvant et je vous félicite d'être venu nous en donner lecture.

Le président: Merci à tous. Avec quatre personnes de plus, vous pourriez constituer un groupe de protestation.

Ms Tougas: Before leaving you, I have a question to ask. There are two vacant seats and the Reform Party is not here. We are wondering why they are not here.

The Chairman: We are sitting for long hours and some members come and go during the day. I couldn't talk on behalf of one member of another, but the 15 of us are not around this table all the time. We are rarely all here. Members come and go during the day, and this is true for all parties.

Mrs. Lalonde (Mercier): Mr. Chairman, we had an intervention which was directly oriented against child care centers. It was said that they were contrary to the child development.

The Chairman: Whether they are absent or not, you are talking to the whole of the committee.

Mrs. Lalonde (Mercier): That is right.

The Chairman: Okay. Thank you very much.

Ms Blaauw: J'aimerais dire à M. Scott qu'il y a au moins quatre autres personnes dans la salle qui s'intéressent aux garderies d'enfants, ce qui nous permet peut-être de constituer un groupe de protestation.

Le président: Je vous remercie sincèrement d'avoir été, disons, un groupe de protestation aussi instructif et civil. Les membres du Comité ici présents vous ont écoutés et ont lu vos mémoires avec le plus grand intérêt.

Avant de passer aux témoignages individuels qui terminent le programme de cet après-midi, je vais donner brièvement la parole à une organisation qui devait comparaître plus tôt, mais qui semble avoir été oubliée—la Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse. J'invite donc la Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse à prendre place à la table des témoins.

Nous nous excusons de ce petit problème de synchronisation, mais cela ne nous empêche pas de vous entendre. Je tiens à m'excuser au nom de mon collègue; il mange et il écoute en même temps. J'espère que cela ne vous importe pas. Ce sont des produits de la Nouvelle-Écosse.

[Text]

[Translation]

Mr. Charles Keddy (President, Nova Scotia Federation of Agriculture): Thank you very much. As farmers we're used to working 14 to 16 hours a day, so we don't mind waiting.

I'd like to thank you, Mr. Chairman, for the opportunity to make a presentation today. On behalf of our organization and industry, we would like to start by thanking the committee for allowing us at this time to make the following presentation. It seems quite appropriate that while members are eating and others are hoping to eat, that when dinner does come, you'll in all likelihood be eating some of the products that have been produced by our members.

As a way of introduction to ourselves and our organization, I would like to start off by saying that the Nova Scotia Federation of Agriculture is the only general farm organization in Nova Scotia. It has represented the interests of farmers since 1895. It is a farmer-directed and farmer-funded organization that comprises 1,700 members of 13 units covering the entire province, and 24 commodity organizations involving some 3,600 producers. Collectively our members produce in excess of 90% of the \$325 million annual farm gate value of production. Full-time and seasonal employment attributed to our industry is in excess of 15,000 jobs.

The Nova Scotia Federation of Agriculture develops and promotes policies on all matters affecting the agricultural industry, directly and indirectly. The Nova Scotia Federation of Agriculture is affiliated with the Atlantic Farmers Council and the Canadian Federation of Agriculture.

At the Nova Scotia Federation of Agriculture's annual meeting earlier this month, policy regarding the need to reform social safety net systems so that they do not discourage employment in agriculture was confirmed. The Nova Scotia Federation of Agriculture was party to the presentation made to this committee by the Canadian Federation of Agriculture in Ottawa, in October 1994. Your serious consideration of the following comments, suggestions and recommendations would be welcomed.

The main body of the presentation will be made by Greg Webster. Greg is a horticultural crop producer in the Annapolis Valley and chairman of our labour committee within our federation.

The Chairman: Mr. Webster, it's a fairly lengthy brief. Perhaps you could go over the highlights of it and then we could have a little time for questions. Was that what you were planning to do?

Mr. Greg Webster (Chair, Labour Committee, Nova Scotia Federation of Agriculture): Yes, thank you, Mr. Chairman. That's exactly what we intended to do. I have no intention of running through 16 pages of brief today, even if we'd been on schedule. I can appreciate your tiredness and your hunger level as well because we've been here for most of the day ourselves.

M. Charles Keddy (président, Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse): Merci beaucoup. En tant qu'agriculteurs, nous sommes habitués à travailler de 14 à 16 heures par jour. Il ne nous fait donc rien d'attendre.

Je tiens à vous remercier, monsieur le président, de l'occasion qui nous est donnée de présenter un mémoire aujourd'hui. Au nom de notre organisme et de notre secteur d'activité, nous tenons tout d'abord à remercier le Comité de nous avoir invités à lui présenter notre de point de vue. Il semble heureux que vous ayez choisi le moment où des députés sont en train de manger et où d'autres espèrent le faire bientôt pour entendre notre témoignage, car il y a de fortes chances que, parmi ce que vous allez manger, il y aura des denrées qui ont été produites par nos membres.

En guise de présentation, je tiens à vous signaler que la Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse est l'unique association agricole de la Nouvelle-Écosse. Elle représente les intérêts des agriculteurs depuis 1895. Notre organisme est dirigé et financé par des agriculteurs. Il compte 1 700 membres regroupés en 13 sections réparties sur tout le territoire de la province et 24 associations de producteurs spécialisés regroupant quelque 3 600 producteurs. Collectivement, nos membres produisent plus de 90 p. 100 des 325 millions de dollars que représente la valeur annuelle de la production agricole. Notre secteur d'activités fournit plus de 15 000 emplois à temps plein et saisonniers.

• 1940

La Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse élabora des politiques sur toutes les questions touchant directement et indirectement à l'industrie agricole et en prône l'adoption. La fédération est affiliée à l'Atlantic Farmers Council et à la Fédération canadienne de l'agriculture.

À sa dernière assemblée annuelle qui a eu lieu ce mois-ci, la fédération de la Nouvelle-Écosse a entériné l'adoption d'une politique concernant la nécessité de réformer le système de sécurité sociale de manière à ne pas décourager l'emploi dans l'agriculture. La Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse a participé à la rédaction du mémoire qui a été présenté à votre comité par la Fédération canadienne de l'agriculture à Ottawa en octobre 1994. Nous vous saurons gré d'examiner attentivement nos observations, suggestions et recommandations.

L'essentiel de notre exposé sera présenté par Greg Webster. Greg est un horticulteur de la vallée d'Annapolis; il préside le comité sur la main-d'œuvre de notre fédération.

Le président: Monsieur Webster, étant donné que vous avez un mémoire passablement long, je vous suggérerais de vous en tenir à ses grandes lignes pour que nous puissions avoir un peu de temps pour vous poser des questions. Était-ce ainsi que vous aviez l'intention de procéder?

M. Greg Webster (président, Comité de la main-d'œuvre, Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse): Oui, merci, monsieur le président. C'est exactement ce que nous avions l'intention de faire. Je n'avais pas l'intention de passer en revue 16 pages de mémoire aujourd'hui, même si nous n'avions pas eu de retard par rapport à l'horaire. Je peux comprendre que vous êtes fatigués et que vous avez faim, car nous avons nous-mêmes été ici la plus grande partie de la journée.

[Texte]

The body of our brief—the orange covered brief that you have received and that has, I think, been circulated—deals primarily with one issue in the overall context of social reform, and that is the issue of seasonal employment, particularly as it relates to seasonal unemployment and as it relates to disincentives to seasonal employment that are not related directly to the UI programs.

What I will attempt to do here is outline some of the points in some reform. As we go through this, I'm going to refer to certain pages and certain paragraphs in the text. I'll go through some of them but by all means not all of them, as you can appreciate.

I'll start on page 1, which is entitled "Social Reform: Agricultural Seasonal Unemployment Concern". We recognize the need for reform of all our social programs to become more in balance with the available resources and changing needs of our population and economy. We would hope that these changes are being driven by more than just short-term fiscal considerations. Any changes implemented should encourage progressive improvements, not quick fixes for political or fiscal purposes.

On page 2 is the section entitled "Employment in Horticulture". Many areas of social reform that are being reviewed are of importance to all Canadians, but an area of prime importance to the field horticultural sector is the review of the UI program, and in particular the impact of the proposed changes on seasonal employment. You'll see that we cover most of that on page 3. The horticultural sector is very dependent on the availability of a seasonal workforce.

The first and foremost hope related to the current process of social reform in general, and the UIC program in particular, is that when all is said and done, there will be fewer disincentives to accepting seasonal employment than is presently the case.

Two facts are generally applicable to seasonal employment in the horticultural sector. The first is that no one can make a living at seasonal employment without other financial support. This support may vary—UI, welfare, other seasonal jobs, a spouse who is employed full-time, students who depend on student loans and parental support to continue their education, or any combination of the above. The second fact is that seasonal horticultural employment by itself will not generally provide an income that could be classified as anything more than a poverty existence. This is because most horticulture employers cannot afford a wage for seasonal work that would make seasonal horticulture a free-standing source of income.

[Traduction]

Le gros de notre mémoire — le mémoire avec couverture orange que vous avez reçu et qui a été distribué aux membres du comité, je pense — porte principalement sur un aspect du contexte global de la réforme des mesures sociales, c'est-à-dire la question du travail saisonnier, et plus particulièrement sur les propositions de réforme relatives au chômage saisonnier et aux obstacles à l'emploi saisonnier qui ne sont pas directement reliés aux programmes de l'assurance-chômage.

Je vais essayer ici de décrire certains des points de la réforme. Tout au long de mon exposé, je vais vous référer à certaines pages et à certains paragraphes du texte. Je vais vous citer quelques points, mais non pas tous, comme vous le verrez.

Je commence à la page 1, à la section intitulée: «La réforme sociale: le problème du chômage saisonnier dans le secteur agricole». Nous reconnaissions que tous nos programmes sociaux doivent être réformés pour qu'ils concordent mieux avec les ressources disponibles et qu'il soit mieux adapté aux besoins changeants de notre population et de notre économie. Nous espérons toutefois que ces changements ne seront pas dictés uniquement par des objectifs financiers à court terme. Les changements qui seront apportés devront laisser place à des améliorations progressives, et non pas se limiter à des solutions miracles adoptées uniquement à des fins politiques ou financières.

À la page 2, vous trouverez la section intitulée: «L'emploi dans le secteur horticole». Bien des aspects de la réforme des programmes sociaux sont importants pour tous les Canadiens, mais un aspect qui intéresse tout particulièrement le secteur agricole est celui d'une révision du programme de l'assurance-chômage, et plus particulièrement l'incidence des changements proposés sur l'emploi saisonnier. Vous verrez que nous abordons la plupart des aspects de cette question à la page 3 de notre mémoire. Le secteur horticole est fortement tributaire de la disponibilité de la main-d'œuvre saisonnière.

Notre plus grand espoir en ce qui concerne le processus actuel de réforme des programmes sociaux en général, et du programme de l'assurance-chômage en particulier, c'est qu'une fois que tous les points de vue auront été exprimés et que toutes les mesures auront été prises, les travailleurs auront moins de réticence à accepter un travail saisonnier que ce n'est le cas actuellement.

Deux faits méritent d'être signalés en ce qui concerne le travail saisonnier dans le secteur horticole. Premièrement, il faut se rendre compte du fait qu'il est impossible de joindre les deux bouts en occupant un emploi saisonnier sans autre soutien financier. Ce soutien peut prendre plusieurs formes: les prestations de chômage, les prestations de bien-être social, autres emplois saisonniers, travail à plein temps du conjoint, bourses d'études et aide financière des parents aux jeunes qui veulent poursuivre leurs études ou toute combinaison de ces possibilités. Le deuxième facteur dont il faut tenir compte est le suivant: en soi, le travail saisonnier dans le secteur horticole fournit généralement un niveau de revenu qui ne dépasse pas tellement le seuil de la pauvreté. S'il en est ainsi, c'est que la plupart des employeurs n'ont pas les moyens de payer à leurs travailleurs saisonniers un salaire qui leur permettrait de faire de l'horticulture, qui est saisonnière par définition, leur seule source de revenu.

[Text]

[Translation]

• 1945

Any alterations to the UI program that discourage workers from seeking seasonal employment will seriously erode the viability of many of our horticultural crops and the farms and rural communities that depend on them for existence. The worth of changes to the UI system as it relates to agriculture has to be measured by the ability of these changes to remove waste and disincentives without further discouraging participation in the seasonal horticultural labour force.

UI reform cannot be conducted in a vacuum. I think we heard some of that here earlier this afternoon. If certain changes are made that influence the availability of UI for certain employees, sectors or regions, then the consequences of these changes will have an impact on such things as welfare, the local economy, taxes, and ultimately the availability of a seasonal labour force.

Real social reform will not occur unless governments have the courage to totally rethink our tax structure, along with health care, education, social assistance and unemployment insurance. These issues together will determine the viability of various sectors and regions within the Canadian economic environment and the sustainability of our social programs.

On page 5 there are suggested UI changes for the horticultural sector, and we offer some comments on seasonal UI versus occasional UI. We support the concept of differentiating between occasional job losses and seasonal layoffs. Seasonal employment must be maintained as a viable job option, but efforts must be made to eliminate the abuse of the UI support in the off-season. It is important to ensure that changes to social programs do not create additional impediments to securing adequate labour supplies for all regions of Canada.

At the bottom of the page is the section headed "Occasional Job Loss". We're going to be very brief on this one. The existing UI system, with minor modifications, should be adequate for unexpected or occasional job displacement.

Page 6 is headed "Seasonal Employment—Program Options". It is at this point that we'll start to offer a few options that we hope will make this a better-working system.

Toute modification au programme de l'assurance-chômage qui aurait pour effet de décourager les travailleurs d'occuper un emploi saisonnier éroderait sérieusement la viabilité d'un grand nombre de nos secteurs de production horticole ainsi que des fermes et des communautés rurales dont la survie dépend de ces cultures. La valeur des changements à apporter au régime de l'assurance-chômage, en ce qui concerne le secteur agricole, doit être mesurée en fonction de la capacité de ces changements d'éliminer le gaspillage et les obstacles sans pour autant décourager davantage la participation de la main-d'œuvre au travail horticole saisonnier.

La réforme de l'assurance-chômage ne peut se faire en vase clos. Je crois que certains intervenants ont parlé de cet aspect un peu plus tôt au cours de l'après-midi. Si ces changements ont pour effet d'influer sur l'admissibilité de certains employés, certains secteurs de l'activité ou certaines régions à l'assurance-chômage, les conséquences de ces changements se feront sentir notamment au niveau des prestations d'assistance sociale, de l'économie locale, des impôts et, finalement, de la disponibilité de la main-d'œuvre saisonnière.

Il ne pourra y avoir de véritable réforme des programmes sociaux si les gouvernements n'ont pas le courage de revoir de fond en comble toute notre structure fiscale, de même que la prestation de nos services de santé et d'éducation, notre régime d'assistance sociale et le programme d'assurance-chômage. C'est en examinant ces questions ensemble que nous pourrons déterminer la viabilité des divers secteurs et régions dans le contexte économique canadien et la durabilité de nos programmes sociaux.

À la page 5, vous trouverez des propositions de changement au programme de l'assurance-chômage dans le secteur horticole, ainsi que certaines observations à propos des prestations qui devraient être accordées aux chômeurs saisonniers et occasionnels. Nous appuyons l'idée d'établir une distinction entre les pertes d'emploi occasionnelles et les licenciements saisonniers. L'emploi saisonnier doit demeurer une option de travail viable, mais il faut s'efforcer d'éliminer la dépendance abusive à l'égard de l'assurance-chômage au cours de la saison morte. Il importe de s'assurer que les changements apportés aux programmes sociaux ne constitueront pas des obstacles supplémentaires qui empêcheront les employeurs d'accéder à une main-d'œuvre compétente dans toutes les régions du Canada.

Au bas de la page se trouve la section intitulé «Pertes d'emploi occasionnelles». Nous ne parlerons que très brièvement de cet aspect. Les dispositions actuelles du Régime d'assurance-chômage, pourvu qu'on y apporte quelques modifications mineures, pourraient continuer d'être jugées convenables dans le cas de perte d'emploi imprévue ou occasionnelle.

La page 6 est intitulée «Emploi saisonnier—Options». C'est à partir de ce moment-ci que nous allons commencer à vous proposer quelques options qui permettront, nous l'espérons, de rendre le système plus efficace.

[Texte]

A seasonal UI option would need to incorporate several features if it were to encourage employees to seek longer durations of employment without discouraging them from seeking seasonal employment. The following suggestions are attempts to balance the need for fairness and availability of UI with sustainability and the removal or prevention of disincentives to accepting part-time or seasonal work.

One of the suggestions we're offering is a single premium. Suggestions that there should be differing UI premium rates fail to consider that the employer has to administer this component of the system. A single-premium rate also recognizes the fact that UI has become somewhat of a transfer program from fully employed individuals in solid regions of the economy to others who are less fortunate, as opposed to a pure insurance program.

Page 7 covers benefits based on the best percentage of weeks worked. This is a concept that is foreign to the existing program, but we think it has some merit. Any differentiation between seasonal and occasional UI programs should be carried out through the benefits determination process, not the premiums process. When an unemployed worker applies for seasonal UI, the claim benefits should be based on the best percentage of weeks worked. Properly implemented or developed, this method could apply to any worker in seasonal employment, not just horticulture.

Third, look at benefits at a lower rate than occasional UI. In promoting the preceding suggestion, we realized that if it was adopted, it would also be necessary to balance the ability to select the best weeks with the minimum requirement of revenue neutrality. To accomplish this, the benefit rate for seasonal UI would need to be somewhat lower than the occasional UI rate. This would remove the advantage created by selecting the best weeks and prevent seasonal workers from receiving greater benefits than their peers who are more fully employed.

Page 8 covers the duration of benefits based on time worked. Work lasting 10 weeks should not qualify anyone for 42 weeks of UI, but the reverse of this statement—no employer should be unable to find employees because that employer does not have full-time work—should also apply. There is a balance required between what is a reasonable benefit for time worked and not creating a disincentive to staying in the labour force.

[Traduction]

Une option tenant compte du chômage saisonnier devrait comporter plusieurs caractéristiques pour encourager les employés à chercher des emplois de plus longue durée sans pour autant les dissuader d'occuper des emplois saisonniers. Les suggestions suivantes cherchent à concilier la nécessité de maintenir un certain niveau d'équité et de disponibilité de l'assurance-chômage à la durabilité d'un niveau de vie décent tout en supprimant les obstacles qui peuvent décourager ou empêcher un employé d'accepter un travail à temps partiel ou saisonnier.

Parmi les suggestions que nous formulons, notons celle de l'établissement d'une cotisation unique. Ceux qui suggèrent divers niveaux de taux de cotisation oublient de tenir compte du fait que l'employeur doit administrer cet élément du système. L'existence d'un taux de cotisation unique permettrait également de reconnaître que le Régime d'assurance-chômage n'est pas un pur Régime d'assurance, mais qu'il est devenu en quelque sorte un programme permettant de transférer des fonds financés par des travailleurs qui occupent un emploi à temps plein dans des régions prospères vers d'autres travailleurs qui ont moins de chance.

À la page 7, nous proposons que les prestations soient fondées sur un pourcentage des meilleures semaines travaillées. Il s'agit d'un concept qui est étranger au programme actuel, mais nous croyons qu'il comporte certains avantages. La distinction entre un régime de prestations de chômage saisonnier et un régime de prestations de chômage occasionnel devrait être établie au moyen du processus de détermination des niveaux de prestations et non au moyen du processus d'établissement des cotisations. Quand un chômeur fait une demande de prestations de chômage saisonnier, son droit aux prestations devrait être fondé sur un pourcentage des meilleures semaines travaillées. Pourvu qu'elle soit bien conçue et bien mise en oeuvre, cette méthode pourrait être appliquée à tout travailleur qui occupe un emploi saisonnier, et non pas uniquement dans le secteur horticole.

Troisièmement, il faudrait songer à établir le taux de prestations auquel les chômeurs saisonniers auraient droit à un niveau inférieur à celui des prestations accordées aux chômeurs occasionnels. En voulant faire ressortir le bien-fondé de la suggestion précédente, nous avons constaté que si elle était adoptée, il serait également nécessaire de concilier la capacité de retenir les meilleures semaines travaillées avec la nécessité minimale de ne pas favoriser un groupe par rapport à un autre sur le plan des revenus. Pour ce faire, il faudrait que le taux de prestations des chômeurs saisonniers soit en quelque sorte inférieur à celui des chômeurs occasionnels. On éliminerait ainsi l'avantage créé par le choix des meilleures semaines travaillées et l'on éviterait ainsi que les travailleurs saisonniers reçoivent des prestations supérieures à d'autres travailleurs qui ont un emploi qui s'apparente davantage à un emploi à plein temps.

À la page 8, il est question de la durée des prestations fondée sur le temps passé au travail. Une durée de travail de 10 semaines ne devrait donner droit à personne de recevoir 42 semaines de prestations de chômage, mais l'inverse devrait également être vrai. Aucun employeur ne devrait être dans l'impossibilité de trouver des employés parce qu'il n'a pas de travail à plein temps à leur offrir. Il doit y avoir un juste milieu entre ce qui constitue un montant de prestations raisonnable pour telle ou telle période de travail et ce qui dissuade quelqu'un de demeurer dans la population active.

[Text]

[Translation]

• 1950

The next section is on benefits linked to full week equivalents or a maximum pay-out. Benefits for the unemployed should possibly be linked more closely to getting the unemployed to accept as much part-time work as possible. This could possibly be accomplished by reducing the number of weeks the person is entitled to benefits, but balanced by using full week equivalents or a maximum pay-out calculation. There are examples in the brief for some of this information. I'm not going into them in detail.

Page 9 deals with the waiting period. The present waiting period of two weeks should be eliminated. This would encourage recently laid off workers to accept part-time employment rather than sit at home until their claim is in place.

The above three suggestions—duration of benefits, waiting period and maximum pay-out—could possibly be developed in such a way as to encourage maximum part-time and occasional participation in the workforce between seasonal employment opportunities, minimizing UI pay-outs as compared to the current system.

The next item is banking or accumulation of hours or piece-work. Contrary to a proposal for a pilot project to evaluate the merits of banking hours of part-time work or piece-work to create eligibility for UI, many employers in the horticulture sector would suggest that there should be no banking of hours or piece-work. Employment should only be reportable and attributable to the pay period in which it is earned, along with any compulsory deductions related to said employment. The purpose of this banking proposal can be achieved by incorporating the other suggestions mentioned throughout this brief, without bastardizing the integrity of payroll records for future use by either the employer or Revenue Canada.

Page 10 is on personal income caps. It has been suggested that a cap on family income for families of UI recipients should be considered. This approach could tend to stifle individual initiatives to contribute to family income. It would seem more appropriate to place income caps on individuals receiving the seasonal UI benefits rather than on the family unit.

Allowing UI claimants to top up earnings—under the current system of UI, unemployed workers from the better-paying sectors of the economy—construction, auto workers and the unionized trades—are not even asked to consider part-time or seasonal work in lower-paying, unskilled or semi-skilled positions while waiting for re-employment in their trade. Under the current system, one certainly shouldn't blame them for not seeking this alternative employment.

La prochaine section traite de l'établissement du montant de prestations en fonction d'équivalents semaine entière de travail ou de l'établissement de prestations maximales. Il y aurait peut-être lieu d'établir le montant de prestations auquel les chômeurs ont droit en fonction de leur propension à accepter un travail à temps partiel. À cette fin, on pourrait par exemple réduire le nombre de semaines de prestations auquel la personne à droit, mais compenser le manque à gagner à l'aide des équivalents semaine entière de travail ou au moyen du calcul d'un montant de prestations maximal. Nous fournissons dans le mémoire des exemples de l'utilisation de cette formule. Je n'ai pas l'intention de vous l'expliquer en profondeur.

À la page 9, nous traitons de la question du délai de carence. Nous estimons que l'actuel délai de carence de deux semaines devrait être aboli. Cela encouragerait les travailleurs récemment mis à pied à accepter un travail à temps partiel au lieu d'attendre à la maison que leur réclamation ait été approuvée.

Les trois suggestions ci-dessus—durée des prestations, délai de carence et prestations maximales—pourraient être analysées davantage afin de trouver le moyen d'encourager le plus possible le chômeur à accepter un travail à temps partiel ou occasionnel entre ses périodes de travail saisonnier, de manière à diminuer au maximum les montants de prestations versés au titre de l'assurance-chômage par rapport au système actuel.

Le prochain point porte sur la constitution de banque d'heures de travail ou de travail effectué à la pièce. Contrairement à la proposition suggérant la mise en oeuvre d'un projet pilote visant à évaluer le mérite de la constitution de banque d'heures de travail à temps partiel ou de travail à la pièce pour améliorer l'admissibilité du travailleur à l'assurance-chômage, de nombreux employés du secteur horticole se montrent défavorables à cette hypothèse. À leur avis, la durée de l'emploi ne devrait être calculée qu'en fonction de la période de paie au cours de laquelle la rémunération a été gagnée, tout comme les autres déductions obligatoires doivent être effectuées en fonction du travail accompli. Les objectifs visés par la constitution de cette banque d'heures de travail pourraient être réalisés en appliquant les autres suggestions mentionnées dans ce mémoire, sans nuire à l'intégrité des dossiers de paie dont pourrait avoir besoin l'employeur ou Revenu Canada.

À la page 10, nous traitons des plafonds de revenu personnel. Certains ont proposé d'envisager un plafond du revenu familial des prestataires d'assurance-chômage. Une telle approche pourrait avoir tendance à empêcher le prestataire de contribuer au revenu familial. Il semblerait plus approprié de fixer un plafond du revenu des prestataires de chômage saisonnier plutôt que de recourir au revenu familial plafonné.

Quant à l'idée de permettre au prestataire d'avoir un revenu d'appoint, mentionnons qu'en vertu du régime actuel, les chômeurs des secteurs de l'économie les plus rémunératrices: les travailleurs de la construction, de l'automobile et des métiers syndiqués—ne sont même pas obligés d'être à la recherche d'un travail à temps partiel ou saisonnier dans un secteur peu rémunérant et exigeant peu ou pas de qualifications pendant qu'ils attendent d'être réembauchés dans leur métier. En vertu du système actuel, on ne peut certainement pas les blâmer de ne pas chercher un autre emploi.

[Texte]

For example, if they report earning \$250 for five days' work one week, and if their UI claim would have been \$400 for that week if they didn't work, they'd lose the difference because they were unavailable for work. This disincentive to accepting alternative employment could be reduced by allowing enough of a top-up of earned wages for UI so that the employee is not penalized for accepting the job. Such an approach might reduce the appeal of under-the-table employment.

Page 11 is about elimination of the seven-day exemption period. The elimination of the current seven-day exemption period in agriculture before qualifying for UI deductions would simplify instead of complicate payroll record-keeping on farms. It would also eliminate the commonly used tactic of hiring people on a daily basis to work the full harvest season, thus attempting to avoid required UI, Canada pension and income tax deductions.

Page 11 deals with the quit/fire clause. As of 1993, workers who quit or are fired from a job lose eligibility for UI. This change was undertaken with good intent, but it has resulted in some negative side effects. The quit/fire clause should be deferred to at least the end of the second full week of employment. This would allow potential employees an opportunity to attempt new tasks without penalty if they find they're incompatible with the employment.

Page 12 is basically a summary of all the recommendations and changes we think could be made to the UI system itself. It is well understood that we must change the current system, but it must be done in a manner that encourages participation and seasonal employment, and does not deny agriculture reasonable access to the required labour force.

The remainder of our brief deals with non-unemployment-insurance issues—changes that we feel would remove disincentives to our securing a labour force. There are other changes that would also improve the availability of seasonal workers for the horticulture sector, and significantly reduce disincentives and irritants to casual participation in the labour force.

The first one of these we have classified as welfare disincentives. Currently, the various layers of social assistance, welfare, or whatever you wish to call it actually discourage disadvantaged persons from seeking employment. Earnings are

[Traduction]

Par exemple, le chômeur qui aurait droit à 400\$ de prestations par semaine en ne travaillant pas, perdrat la différence s'il déclarait des revenus de 250\$ pour avoir travaillé cinq jours de travail durant la même semaine, parce qu'il n'était pas disponible pour occuper un emploi pendant ce temps. Il serait possible d'atténuer l'effet dissuasif de cette exigence en permettant au chômeur de gagner suffisamment d'argent en-sus de ses prestations pour qu'il ne soit pas pénalisé s'il accepte l'emploi. Une telle approche rendrait peut-être moins attrayant le travail au noir.

À la page 11, nous traitons l'élimination de la période d'exclusion de sept jours. L'élimination de la période d'exclusion de sept jours dans le secteur agricole avant d'être admissible aux déductions d'assurance-chômage aurait pour effet de simplifier plutôt que de compliquer la tenue des dossiers de paie dans les exploitations agricoles. Il ferait disparaître en même temps la pratique courante qui consiste à embaucher des personnes sur une base quotidienne pour travailler durant toute la saison de la récolte, ce qui permet d'éviter d'effectuer les déductions d'assurance-chômage, de Régime de pensions du Canada et de l'impôt sur le revenu.

À la page 11, il est question de la disposition portant sur l'abandon volontaire de son emploi et le congédiement. Depuis 1993, les travailleurs qui quittent volontairement leur emploi ou qui sont congédiés perdent leur admissibilité à l'assurance-chômage. Ce changement a été apporté pour des motifs louables, mais il a eu quelques effets secondaires négatifs. Les dispositions sur l'abandon volontaire de l'emploi ou le congédiement devraient être appliquées seulement à partir de la fin de la deuxième semaine entière d'emploi. Cela permettrait aux employés éventuels de faire l'expérience d'un nouveau travail sans être pénalisés s'ils constatent que l'emploi ne leur convient pas.

La page 12 contient essentiellement un résumé de toutes les recommandations et modifications qui, à notre avis, devraient être appliquées au Régime d'assurance-chômage. Nous comprenons fort bien que le système actuel doit être modifié, mais les changements qui seront apportés devront l'être de manière à encourager les travailleurs à occuper des emplois saisonniers afin de ne pas priver le secteur agricole d'un accès raisonnable à la main-d'œuvre dont il a besoin.

Le reste de notre mémoire traite de questions qui n'ont rien à voir avec l'assurance-chômage, c'est-à-dire des changements qui auraient pour effet de supprimer les obstacles qui nous empêchent d'avoir accès à la main-d'œuvre. Il y aurait également d'autres changements qui amélioreraient la disponibilité des travailleurs saisonniers pour le secteur horticole, et qui réduiraient grandement les obstacles et les irritants qui empêchent les travailleurs de s'intéresser aux emplois occasionnels.

[Text]

usually deducted dollar for dollar from many welfare programs, resulting in the individual having less disposable income after transportation to and from work, day care, etc., are factored in. In most cases these people want to work, but the existing framework discourages such endeavours.

Income tax penalty is another disincentive we see. Many seniors and other recent retirees would enjoy part-time horticultural work to help keep them mentally and physically active. The main impediment to them doing so is the claw-back provision in certain pensions and benefits. Improved treatment of these part-time and occasional employees by Revenue Canada would assist in minimizing the shrinking labour force available to seasonal horticulture as a result of UI changes.

Page 14 concerns the horticultural tax credit or exemption. The introduction of a horticultural tax credit or exemption for employment in harvest or crop production that didn't exceed certain dollar or term of employment limits might encourage greater involvement of everyone in the horticultural areas of the economy. Favourable consideration of a horticultural tax credit or exemption by Revenue Canada would likely address many of the concerns expressed relative to the effect of welfare rules and tax claw-backs on the availability of harvest workers. This proposal has been forwarded through the Canadian Horticultural Council on several occasions, and has yet to receive favourable government support despite widespread industry support.

The next point we raise is on tax reform. The government can go a long way toward deficit reduction and fair taxation by elimination of the current complex tax rules that keep the legal and accounting professions gainfully employed. It is important to point out that social reform cannot be carried out on the backs of the unemployed. Those with income should pay their fair share.

Next is the 25-day Canada Pension Plan exemption. The elimination of the grace period before agricultural workers pay into the Canada Pension Plan would have a similar effect as the elimination of the seven-day UI exemption. Contributions would be made from day one of employment, provided the weekly minimums are met. More complete and simpler payroll records would be forced on employers.

Page 15 deals with social insurance number issuance. Social insurance numbers need to be issued at a set time in a person's life, preferably prior to any employment activity. Automatic issuance would eliminate another layer of unnecessary paper burden on small employers and first-time employers.

[Translation]

personnes défavorisées de chercher du travail. Leurs revenus sont habituellement déduits intégralement de leur montant de prestations, de sorte que le prestataire se retrouve avec un revenu disponible moindre une fois qu'il a payé ses frais de transport pour se rendre au travail et en revenir, ses frais de garde d'enfants, etc.. La plupart du temps, ces personnes veulent travailler, mais les règles actuelles les en dissuadent.

La pénalité prévue dans le régime d'impôt sur le revenu est un autre facteur dissuasif, à notre avis. Beaucoup de personnes âgées et de nouveaux retraités seraient heureux d'occuper un emploi à temps partiel dans le secteur horticole pour se maintenir mentalement et physiquement actifs. Le principal obstacle qui les en empêche est la disposition du régime d'impôt sur le revenu qui prévoit la récupération d'une partie de leurs prestations de pension et de leurs autres avantages sociaux. Si Revenu Canada traitait mieux ces travailleurs à temps partiel et occasionnels, cela permettrait d'atténuer le problème le manque de main-d'œuvre saisonnière dans le secteur horticole par suite des changements de l'assurance-chômage.

À la page 14, il est question des crédits ou des exemptions d'impôt dans le secteur horticole. L'adoption d'un tel crédit ou d'une telle exemption d'impôt pour fournir de l'emploi à des travailleurs qui participent aux récoltes ou à la production, pourvu que l'employeur respecte certaines conditions monétaires ou autres pourrait favoriser une plus grande participation de tous au secteur horticole de l'économie. L'approbation d'une telle mesure par Revenu Canada permettrait probablement de répondre à un bon nombre des critiques qui ont été soulevées concernant l'effet des dispositions de l'assistance sociale et des clauses de récupération contenues dans la Loi de l'impôt sur la disponibilité des moissonneurs. Cette proposition a été transmise à Revenu Canada par le Conseil canadien de l'horticulture à plusieurs reprises, mais n'a pas encore reçu l'accueil favorable du gouvernement malgré l'appui généralisé de l'industrie.

Le point suivant que nous soulevons concerne la réforme fiscale. Le gouvernement pourrait considérablement réduire le déficit et rendre le système fiscal plus équitable en supprimant les règles complexes actuelles qui permettent aux avocats et aux comptables de gagner grassement leur vie. Il importe de souligner que la réforme sociale ne doit pas se faire sur le dos des chômeurs. Ceux qui ont un revenu devraient payer leur juste part du fardeau fiscal.

Le prochain point concerne l'exclusion des 25 premiers jours du Régime de pensions du Canada. L'élimination du délai imposé aux travailleurs du secteur agricole avant de pouvoir contribuer au Régime de pensions du Canada aurait un effet similaire à celui de l'élimination de la période d'exclusion de sept jours de l'assurance-chômage. Les cotisations pourraient être versées à partir du premier jour d'emploi, pourvu que les minimums hebdomadaires soient respectés. Les employeurs seraient ainsi obligés de tenir des dossiers de paie plus complets et plus simples.

À la page 15, nous traitons de l'émission du numéro de l'assurance sociale. L'émission du numéro de l'assurance sociale doit être prévue à un moment donné dans la vie d'une personne, de préférence avant toute activité d'emploi. L'émission automatique de ce numéro éliminerait là aussi une papeterie inutile qui est imposée aux petits et aux nouveaux employeurs.

[Texte]

Next is compulsory workers' compensation. Consideration of requiring mandatory participation in workers' compensation by the farm community might assist in the elimination of concerns that potential employees have of workplace safety and injuries. We recommend continued examination of workers' compensation on a provincial basis with a view to making workers' compensation attractive in all agricultural sectors.

Page 16 deals with cost-shared training allowances. Since it is extremely difficult to provide realistic training in a classroom setting for horticultural employment, government should be willing to cost-share with producers the training of employees to improve their chances for lasting at newly attempted jobs. Again, the balance of page 16 is primarily a summary of those issues. These recommendations for change that are suggested for consideration arise from various discussions related to non-UI disincentives to seasonal employment in agriculture.

In conclusion, we wish to thank the Department of Human Resources Development for the opportunity to offer input into social program changes. It is evident from the fiscal state of governments that programs and policies cannot continue without change. However, it is imperative that change be undertaken in a process wherein the needs of the various sectors of the economy are recognized and accommodated so that greater inequities are not created in the quest for fiscal stability.

The needs of the agricultural community relative to social reform are not at odds with the overall goals of government, but have their own restraints that must be considered if the end result is to provide us with a functional social foundation on which to build businesses and communities in all regions of Canada, not just urban centres. I thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Webster and Mr. Keddy. I'm going to begin the questioning myself.

[Traduction]

Notre prochain point concerne la participation obligatoire au régime d'indemnisation des accidentés du travail. Cette participation obligatoire de la collectivité agricole au régime d'indemnisation des accidentés du travail pourrait contribuer à éliminer les craintes qu'éprouvent les nouveaux employés à propos de la sécurité de leur milieu de travail et du risque de blessures. Nous recommandons un examen permanent de ces régimes sur une base provinciale afin de les rendre attrayants pour tous les secteurs du milieu de l'agriculture.

À la page 16, nous traitons du cofinancement des allocations de formation. Étant donné qu'il est extrêmement difficile d'offrir un programme de formation décent dans un milieu scolaire pour des emplois dans le secteur horticole, le gouvernement devrait accepter de contribuer, à parts égales avec les producteurs, au financement de la formation des employés pour améliorer leur chance de pouvoir demeurer plus longtemps en poste lorsqu'ils essaient un nouvel emploi dans ce domaine. Là encore, le reste de la page 16 contient principalement un résumé de ces questions. Ces recommandations de changement que nous vous saurions gré d'examiner ont été préparées à la suite de diverses discussions que nous avons eues à propos des obstacles, autres que ceux liés à l'assurance-chômage, qui nuisent à l'emploi saisonnier dans l'agriculture.

En conclusion, nous tenons à remercier le ministère du Développement des ressources humaines de l'occasion qu'il nous a donnée de lui présenter nos propositions de changement sur la réforme des programmes sociaux. L'état des finances des gouvernements nous oblige à conclure que les programmes et les politiques ne peuvent être maintenus sans changement. Il est toutefois impérieux de faire en sorte que les changements soient apportés dans le cadre d'un processus qui tienne compte des besoins des divers secteurs de l'économie afin de ne pas amplifier les inégalités dans la recherche de la stabilité financière.

Les besoins de la communauté agricole en ce qui concerne la réforme des programmes sociaux ne sont pas étrangers aux objectifs globaux du gouvernement, mais obéissent à des contraintes qui sont propres au milieu et dont il faudra tenir compte si l'on veut doter notre pays d'un fondement social fonctionnel sur lequel édifier les entreprises et les collectivités dans toutes les régions du Canada, et non seulement dans les centres urbains. Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup, MM. Webster et Keddy. Je serai celui qui vous posera la première question.

• 2000

Obviously in dealing with seasonal work and UI reform, you are grappling with a number of complex issues. But I want to ask you about the premise in your approach to this problem. Is it your view that the seasonal workers you employ in the horticultural industry, when they're not working in the horticultural industry, are basically available on some form of assistance, or are they to be working on some other job? The people in the horticulture sector who are hired to do that, when the season is over and they are unemployed, what are they doing as a rule? Do you follow what I'm saying?

En parlant de travail saisonnier et de la réforme de l'assurance-chômage, vous vous attaquez à plusieurs questions complexes. Je voudrais toutefois savoir sur quel principe vous fondez votre raisonnement. Pensez-vous que les travailleurs saisonniers qui sont engagés dans l'industrie horticole sont en disponibilité et reçoivent de l'aide d'une sorte ou d'une autre lorsqu'ils ne travaillent pas ou qu'ils ont un autre emploi? Que font généralement les ouvriers horticoles quand la saison est terminée et qu'ils sont au chômage? Me suivez-vous?

[Text]

Mr. Keddy: It depends on when your season ends. Seasonal employees who will work for us in the spring months when we have employment will then go to work for Greg's operation for a month or two months in the summer, and back to my operation in the fall when we have employment again. Then they will start their unemployment benefits for the winter months.

The Chairman: Are we saying there is nothing these people can do in the winter months? Do they have to be there on unemployment insurance? Is there no other conceivable occupation that could occupy them?

Mr. Keddy: In large part there isn't. Certainly in the rural areas in Nova Scotia, there's no employment during the winter months. Particularly some of the labour force that we use, which is a lot of middle-aged female labour because of the type of operations we have, those people tend not to be able to find work in the winter months.

The Chairman: I gather then, in dealing with the question of UI reform as it pertains to seasonal workers, what you're telling us is that we—I'm saying "we" as the government that's introducing the reforms to UI—ought to accept that UI in the case of seasonal workers will be something that these workers will have access to on a yearly basis, and that this is something we should anticipate will continue into the future.

Mr. Keddy: I think that's certainly the case. In order to have a seasonal labour force, there has to be some social assistance type of program to carry these people through when there's no employment. We talk about having a labour force in excess of 100 people. We don't have any ability within our industry to offer these people full-time employment.

The Chairman: Don't get me wrong. I'm not insensitive to the situation that prevails in our rural and agricultural communities.

Mr. Keddy: Very often when we need the employees, we can't get them. Because of the seasonal nature of the agricultural industry, from July to the end of October there's most certainly a shortage of workers within the agricultural industry. If you had something you could do with those people from the end of October through to the first of June, you'd probably have all kinds of workers. We're dealing with a shortage of workers on one hand, but a large number of people being available and no work being available on the other hand. It's a hard job to pick apples in January and February.

• 2005

Mr. Webster: Mr. Chairman, could I comment for a second? I concur basically with what Charles is saying on this issue, but I think you have to realize that whether it's Nova Scotia, Newfoundland, New Brunswick or Quebec in the agricultural areas, you don't farm in downtown Quebec City, Montreal or Halifax. The accessibility of our labour force to other employment is somewhat limited.

I think you'll find that most conscientious farmers are doing everything they can within their own communities to work with each other to ensure a labour force in crops that are not incompatible with each other from a workload point of view. Many seasonal farm employees will work in the retail trade and the processing sectors during the off-season for primary production.

[Translation]

M. Keddy: Cela dépend du moment où la saison se termine. Les employés saisonniers qui travaillent pour nous durant le printemps quand nous avons du travail vont travailler un mois ou deux pour Greg en été, puis ils reviennent chez nous pour l'automne, quand nous avons à nouveau du travail. Ensuite, ils reçoivent des prestations de chômage pendant tout l'hiver.

Le président: Voulez-vous dire qu'il n'y a absolument aucun travail pour ces gens-là en hiver? Doivent-ils absolument toucher des prestations de chômage? N'y a-t-il vraiment pas moyen de leur trouver du travail pour les occuper?

M. Keddy: Dans la plupart des cas, ce n'est pas possible. Il est certain que dans les régions rurales de la Nouvelle-Ecosse, il n'y a aucun emploi disponible pendant les mois d'hiver. Généralement, les personnes que nous engageons et qui sont pour la plupart des femmes d'âge moyen, à cause du genre d'entreprise que nous avons, n'arrivent pas à trouver du travail pendant cette saison.

Le président: Si je comprends bien, ce que vous nous dites à propos de la réforme de l'assurance-chômage — et en disant «nous» j'entends par là le gouvernement qui est l'artisan de ces réformes —, c'est qu'il faut accepter l'idée que les travailleurs saisonniers aient accès à l'assurance-chômage chaque année et qu'il faut s'attendre à ce que cela continue.

M. Keddy: C'est certainement le cas. Pour avoir une main-d'œuvre saisonnière, il faut qu'il existe un programme d'aide sociale d'un type ou l'autre pour permettre à ces gens-là de tenir le coup quand il n'y a plus d'emploi. Personnellement, nous engageons plus d'une centaine d'ouvriers et ouvrières. Nous n'avons pas les moyens d'offrir un emploi à plein temps à ces gens-là.

Le président: Ne vous méprenez pas. Je ne suis pas insensible à la situation qui prévaut dans nos collectivités rurales et agricoles.

M. Keddy: Quand on a besoin d'employés, il est très fréquent que l'on n'arrive pas à en trouver. En raison de la nature saisonnière de l'industrie agricole, on peut dire que de juillet à la fin d'octobre, il y a pénurie de travailleurs. Si l'on trouvait quelque chose à faire de ces gens-là de la fin d'octobre jusqu'au 1^{er} juin, ce problème n'existerait probablement pas. D'une part, il y a pénurie de travailleurs mais d'autre part il y a un grand nombre de personnes qui sont disponibles mais il n'y a pas de travail pour elles. C'est dur de cueillir des pommes en janvier et février.

M. Webster: Monsieur le président, pourrais-je faire un bref commentaire? Je suis essentiellement d'accord avec ce que Charles a dit à ce sujet, mais je tiens à vous signaler qu'aussi bien en Nouvelle-Ecosse qu'à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick ou au Québec, les régions agricoles ne se trouvent pas au centre-ville de Québec, de Montréal ou de Halifax. L'accessibilité à d'autres emplois pour nos travailleurs est par conséquent assez limitée.

La plupart des agriculteurs conscients d'une même région font tout leur possible pour se concerter afin de s'arranger pour que la main-d'œuvre que l'on utilise dans un type de culture puisse être disponible pour effectuer d'autres tâches chez leurs confrères. La plupart des travailleurs agricoles saisonniers travaillent dans les secteurs du commerce de détail de la transformation pendant la morte-saison pour la production primaire.

[Texte]

We're not suggesting we should be parking people and waiting for the next season to come around. What we're suggesting is that the safety net has to be there. There has to be a recognition that if you want to maintain rural communities, rural lifestyles and rural industry, you can't do it on a labour force that falls out of a box come May 1, when the frost comes out of the ground. It doesn't work that way.

We understand the cost ramifications of what is currently taking place, but we are more concerned about the abuses and disincentives involved with what is currently taking place than with the overall principle of income stability. If we follow the green paper's proposal to its logical conclusion—and it seems they're trying to suggest a disincentive or discouragement for seasonal employment—then we eventually discourage seasonal employers. We discourage agriculture, fishery, forestry and tourism, even—industries that are dependent on a seasonal labour force. We have to be very careful in that area.

The Chairman: I appreciate that. I want to study your very detailed recommendations quite carefully, but I just wanted to try to get an understanding of where you were coming from with them.

In the short time that remains, I'm going to invite a western representative who has joined us, Mr. Johnston, to speak. Did you catch some of the brief?

Mr. Johnston (Wetaskiwin): Actually, Mr. Chairman, I came in so late they were just wrapping up.

The Chairman: Okay, fine. Then I won't ask you to speak.

M. Dubé: Je comprends très bien ce que vous dites. Étant fils d'agriculteur au Québec et ayant travaillé avec le... Mon député, Jean Garon, a été ministre de l'Agriculture pendant sept ans. Vous parlez surtout d'horticulture. Vous parlez des fruits et des légumes. C'est bien cela? Comment peut-on garder des travailleurs en disponibilité à proximité des entreprises agricoles?

Mr. Webster: At present the labour force that's available is barely adequate. Our concern is that if there are serious changes made to the UI programs that discourage people from participating in seasonal employment, we're going to lose availability of labour force. It's tolerable at present, but we fear further disincentives.

M. Dubé: Je n'ai plus d'autres question, car j'ai bien compris. Je vous adresse un mot d'encouragement. Vous êtes très importants, parce que si le secteur primaire et le secteur agricole n'étaient pas là, les secteurs secondaire et tertiaire n'y seraient pas non plus. Souvent, on dévalorise le secteur agricole alors qu'il aurait besoin d'être encouragé.

• 2010

The Chairman: Merci, Mr. Dubé.

Ms Augustine, did you want to ask a question of our witnesses?

Ms Augustine: I don't have a question, but I think they've really brought to the table two or three areas that we need to look at a little more carefully.

[Traduction]

Nous ne voulons pas dire qu'il faut laisser de côté les gens en attendant la prochaine saison. Ce que nous voulons dire, c'est qu'il faut un filet de sécurité. Il faut reconnaître que si l'on veut permettre de survivre aux collectivités rurales, au style de vie rurale et à l'industrie rurale, il ne faut pas compter sur une main-d'œuvre qui réapparaît brusquement le 1^{er} mai, au dégel. Cela ne marche pas de cette façon.

Nous comprenons tout l'effet qu'entraîne la situation actuelle, mais les abus et la démotivation découlant du processus en cours nous préoccupent encore plus que le principe général de la stabilité du revenu. Si l'on pousse la proposition que contient le Livre vert à sa conclusion logique—and on dirait que l'on essaie de décourager les gens d'occuper des emplois saisonniers—, on finira par décourager ceux qui offrent des emplois saisonniers. On décourage l'agriculture, les pêches, l'industrie forestière et même l'industrie touristique, alors que ce sont des industries qui dépendent d'une main-d'œuvre saisonnière. Il faut être très prudent à cet égard.

Le président: Je m'en rends bien compte. Je compte examiner de très près vos recommandations extrêmement détaillées, mais je voulais seulement essayer de comprendre le raisonnement que vous avez suivi.

Il reste très peu de temps; aussi, je demanderais à un député de l'Ouest qui s'est joint à nous, M. Johnston, de prendre la parole. Avez-vous saisi certains passages de l'exposé?

Mr. Johnston (Wetaskiwin): Monsieur le président, je suis en fait arrivé tellement tard que l'on en était à la conclusion.

Le président: Bon. Dans ce cas, je ne vous demanderai pas de prendre la parole.

M. Dubé: I understand very well what you suggest. Being the son of a farmer in Québec and having worked with... My member of Parliament, Jean Garon, has been minister of Agriculture for seven years. You mostly talk about horticulture. You talk about fruit and vegetables. Is that right? How can we keep workers available in the vicinity of farm operations?

M. Webster: Pour le moment, la main-d'œuvre disponible suffit à peine. Ce que nous craignons, c'est que si l'on modifie considérablement le Régime d'assurance-chômage, cela découragera les gens de chercher des emplois saisonniers; nous craignons que la disponibilité de la main-d'œuvre soit moins grande. Pour le moment, c'est tolérable, mais nous craignons que de nouvelles mesures démotivantes soient prises.

M. Dubé: I don't have any other question, because I understood well. I give a word of encouragement. You are very important because if it were not for the primary and the agriculture's sectors, the secondary and tertiary sectors would not be there either. We often depreciate the agriculture sector where it would need to be encouraged.

Le président: Merci, monsieur Dubé.

Madame Augustine, voulez-vous poser une question aux témoins?

Mme Augustine: Je n'ai pas de question à poser, mais je dirais qu'à mon avis, vous avez attiré notre attention sur deux ou trois points à examiner d'un peu plus près.

[Text]

[Translation]

We've had discussions around the country in various places around the issue of seasonal work and the effects of two-tiered UI. You've offered some solutions. I think it's important for the committee as a whole to go through your brief in detail to look at the suggestions you've offered.

I want to thank you for that because it seems to me—I think we'll all agree—that you did put quite a bit of work and thought into your presentation. I think we need to give it serious consideration. So we want to thank you for that.

The Chairman: Thank you very much. I'd also like to thank you for your presentation. It addresses, probably more carefully than any other brief we've received to date, the particular seasonal dimension of agriculture and how it relates to unemployment insurance in Atlantic Canada. It's a very useful contribution to our hearings. Thank you.

Mr. Webster: We were quite concerned that this message might not be getting out. That was one of the reasons we've been very patient today in going through the procedure, even though we were bumped once or twice. We're persistent; otherwise, we wouldn't be in agriculture.

I think we can't overlook the point the gentleman on my right made about recognizing the importance of primary sectors to the economy.

Look at this province. Charles and I farm in the Annapolis Valley. It's a very vibrant part of the province, but if you pull primary agriculture out of that county, there's no reason for it to be there. It was the underpinning of the whole economy. The spin-off in the secondary economy that's developed around that is there because of agriculture, not in spite of agriculture.

The Chairman: Thank you very much. We now turn to our short, individual presentations. We will begin with Nancy Anderson.

Ms Nancy Anderson (Executive Director, Veith House): Thank you very much for hearing me when you have. My name is Nancy Anderson and I'm the executive director of Veith House, which is a non-profit, multi-service agency located in the north end of Halifax serving low-income individuals and families in the Metro area.

We have been in existence since 1974. Our programs cover adult education, a pre-school, in-home parenting, counselling, advocacy help, treatment for men abusive to their partners, and information and referral. Some 85% of Veith House clients are women. Most of our clients are single mothers on assistance.

We welcome the chance to participate in a national discussion on improving our social security system. We believe it is indeed time to re-examine our social security system and to strengthen and broaden it. However, we are afraid that the reform outlined in the discussion paper *Improving Social Security in Canada* will do neither. It's really deficit reduction at the expense of those who can least afford it.

Nous avons discuté de travail saisonnier et des effets du système d'assurance-chômage à deux niveaux dans plusieurs localités. Vous avez proposé des solutions. J'estime que le comité se doit d'examiner votre mémoire en détail pour étudier vos suggestions.

Je tiens à vous remercier pour votre exposé car j'ai l'impression que cela vous a demandé pas mal de travail et que vous avez dû vous creuser les méninges et je pense que tous mes collègues sont de mon avis. Nous devons étudier sérieusement votre mémoire. Merci encore.

Le président: Merci infiniment. Je tiens, moi aussi, à vous remercier pour votre exposé. Vous avez probablement fait l'analyse la plus approfondie qui nous ait été remise jusqu'à présent du caractère saisonnier de l'agriculture et de son incidence sur l'assurance-chômage dans la région de l'Atlantique. Cela nous sera très utile. Merci.

M. Webster: Nous craignons que l'on ne transmette pas le message. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons fait preuve de beaucoup de patience aujourd'hui dans le cadre de ce processus, même si nous avons été mis de côté à une ou deux reprises. Nous sommes tenaces, sinon nous ne serions pas agriculteurs.

À mon avis, la remarque qui a été faite par mon voisin de droite à propos de l'importance des secteurs primaires de l'économie des très importante.

Voyez ce qui se passe dans cette province. Charles et moi exploitons une entreprise agricole dans la vallée de l'Annapolis. C'est une région très prospère de la province, mais elle n'a aucune raison d'être sans l'agriculture primaire. C'est le pilier de l'économie. Le secteur secondaire qui s'est développé existe grâce à l'agriculture et non malgré elle.

Le président: Merci beaucoup. On passe maintenant aux brefs témoignages individuels. Nous commencerons par Mme Nancy Anderson.

Mme Nancy Anderson (directrice générale, Veith House): Merci beaucoup de m'avoir donné l'occasion de venir témoigner. Je m'appelle Nancy Anderson et je suis directrice générale de la Veith House, organisme polyvalent sans but lucratif situé dans les quartiers nord d'Halifax et qui dessert des gagne-petits et des familles à faible revenu de la ville.

Notre organisation existe depuis 1974. Nous avons des programmes d'éducation pour adultes, des programmes préscolaires, des programmes d'aide parentale à domicile, des programmes d'orientation, des programmes de soutien pour ceux qui veulent faire valoir leurs droits, des programmes de traitement pour les hommes qui ont tendance à maltraiter leurs partenaires ainsi que des programmes d'information et d'aiguillage. Les femmes représentent environ 85 p. 100 de notre clientèle. La plupart de nos clientes sont des mères seules qui sont assistées sociales.

Nous sommes heureux d'avoir l'occasion de participer au débat national sur l'amélioration de notre système de sécurité sociale. Nous estimons qu'il est en effet temps de le réexaminer, de le renforcer et de l'étoffer. Par contre, nous craignons que la réforme proposée dans le document de travail intitulé *La sécurité sociale dans le Canada de demain* ne permette pas d'atteindre ces objectifs. Elle consiste en fait à réduire le déficit au dépens des plus démunis.

[Texte]

Given the context of this social security reform—deficit reduction—we question the underlying assumption that deficit reduction by cutting spending—moreover, social spending—is the only option. We believe there are two other options in terms of deficit reduction that are worthy of discussion: increasing taxes, especially to corporations, and the lowering of interest rates.

[Traduction]

Étant donné l'objectif de cette réforme, à savoir la réduction du déficit, nous doutons que la seule option consiste à le faire en réduisant les dépenses, qui plus est les dépenses dans le domaine social. Nous estimons qu'il existe deux autres options à envisager: augmenter les impôts, surtout en ce qui concerne les sociétés, et baisser les taux d'intérêt.

• 2015

In fact only a small percentage of the current debt can be attributed to social programs. Why, then, the targeting of social programming?

When Veith House's clients use programs such as our adult education program or the pre-school, they usually have one aim: to make a better life for themselves and their children. What they want is a full-time, permanent job and a salary that affords a decent standard of living, and they are willing to work hard to achieve that goal.

This leads us to our next question. Where are the jobs?

One of the constant themes of the discussion paper is retraining. The assumption seems to be that training leads directly to increased employment, and conversely that if individuals are unemployed, it's because they are lacking in skills.

The reality facing individuals going through training programs in this region is there are simply not enough jobs. It's been suggested by researchers and social welfare that one in five trainees in Metro Halifax will actually find a full-time job as a result of the training program.

From our perspective and in the context of the discussion paper, retraining could be interpreted as blaming. We think that without the creation of new jobs, retraining is not going to be the answer.

We are afraid retraining will in reality mean another cycle of poverty for our clients and the spectre of welfare. They'll go from assistance to a retraining program at a subsidized wage for a period long enough to qualify them for unemployment benefits. Then they'll go to unemployment insurance, and when that runs out, to social assistance, and around and around.

The change in the systems of transfer payments to the provinces will have serious consequences for Veith House's clients. The two-tiered UI system, which will see reduced benefits for those who draw UI benefits three times in five years will cause further inequalities for those who are marginal to the labour market—visible minorities, women and seasonal workers—and will inevitably increase the numbers of those applying for social assistance.

Furthermore, the ability of have-not provinces and municipalities to respond to the increasing numbers on assistance will be greatly weakened if the proposal to cut \$1.5 billion from the Canada Assistance Plan and move to a broad funding arrangement becomes a reality.

En fait, seulement une faible proportion de la dette actuelle peut être attribuée aux programmes sociaux. Pourquoi s'en prendre dès lors à ces programmes en particulier?

Quand les clients de la Veith House utilisent des programmes comme le programme d'éducation des adultes ou le programme pré-scolaire, ils le font généralement dans un but bien précis, celui d'améliorer leur vie et celle de leurs enfants. Ce qu'ils veulent, c'est un emploi à plein temps, un emploi permanent et un salaire qui leur permette d'avoir un niveau de vie décent, et ils sont prêts à travailler dur pour atteindre ce but.

La prochaine question est la suivante: Où sont les emplois?

Un des thèmes du document de travail qui revient constamment est celui du recyclage. On semble partir du principe que la formation augmente directement les possibilités d'emploi et inversement, que si certaines personnes sont au chômage, c'est parce qu'elles n'ont pas les compétences suffisantes.

Les gens de cette région qui participent à des programmes de formation sont confrontés à la réalité suivante: Il n'y a tout simplement pas assez d'emplois. D'après certains analystes et d'après les services d'aide sociale à Halifax, un stagiaire sur cinq trouvera un emploi à plein temps grâce au programme de formation.

À notre avis et dans le contexte du document de travail, on pourrait assimiler le recyclage à une forme de critique. Nous estimons que le recyclage n'est pas une solution si l'on ne crée pas de nouveaux emplois.

Nous craignons que le recyclage se traduise en réalité pour nos clients par un autre cycle de pauvreté et qu'il fasse planer sur eux le spectre de l'assistance-travail. Ils cesseront de dépendre de l'aide sociale pour participer à un programme de recyclage et recevoir un salaire subventionné pendant une période suffisamment longue pour leur donner droit aux prestations de chômage. À la fin de ce programme, ils se tourneront vers l'assurance-chômage et quand ils cesseront de recevoir ses prestations, vers l'aide sociale, et le cycle se perpétuera.

Les changements que l'on compte apporter au système des paiements de transfert faits aux provinces auront de graves conséquences pour nos clients. Le système d'assurance-chômage à deux niveaux qui prévoit la diminution des prestations de chômage pour ceux qui en touchent trois fois en cinq ans sera une source d'injustice supplémentaire à l'égard des gens qui sont en marge du marché du travail, c'est-à-dire les minorités visibles, les femmes et les travailleurs saisonniers, et fera inévitablement augmenter le nombre de personnes qui s'adressent à l'aide sociale.

Par ailleurs, les provinces et les municipalités pauvres auront de plus en plus de difficultés à soutenir le nombre croissant d'assistés sociaux si le gouvernement met à exécution son projet de réduire de 1,5 milliard de dollars le budget du régime d'assistance publique du Canada et d'adopter un système de financement global.

[Text]

As stated in our introduction, we believe this is an opportune time to examine our social security system with a view to strengthening it. From the perspective of an agency serving low-income individuals and families, a review that does not look at models of income stabilization and at more flexible models of work is not comprehensive enough and misses the mark.

We would like to see a discussion, for example, on a guaranteed annual income and on job sharing. We know there is a substantial body of research on such models. We believe this information should be available to the public in the context of this review. We're concerned that the current economic trend toward casual, part-time, low-paying jobs with no benefits will not be adequately addressed without a fuller discussion.

The move to block funding further weakens the federal government's long-term role in Canada's social security system and calls into question the continuance of national standards. If there are no conditions imposed by the federal government, it could well mean there will be no national standards for those on social assistance, such as the right to a certain level of support, the right to appeal and the right to refuse work.

On a more immediate level, we ask what this will mean for an agency such as Veith House. Since the inception of Veith House in 1974, CAP funding has been the largest and most stable source of revenues, even though the agency did not see any increase in its revenues from CAP funding for ten years, from 1980 to 1990, and then realized an increase of 4%, which was subsequently rolled back.

The funding is ongoing core funding, which allows for continuity of programming and staff and for long-range programming. We fear for the continued existence of this agency under a block funding arrangement.

Nova Scotia is a have-not province, and under such an arrangement the province and the municipalities may be forced to a system of triage, especially considering the proposed reduction of \$1.5 billion.

• 2020

Veith House prides itself on its responsiveness to its clients. We believe that program accessibility and a client's right to choose to participate or not is important. We wonder if this will not be compromised under the reform proposed.

In conclusion, our experience at Veith House tells us that all too often low-income individuals and families pay the price for economic restructuring. Our clients believe, and so do we, that the only way out of poverty is a job that is more than casual and part-time and an opportunity to access relevant training for jobs that are available.

[Translation]

Comme nous le disons dans notre introduction, nous estimons qu'il est temps d'examiner notre système de sécurité sociale dans le but de le renforcer. Étant donné que notre clientèle se compose de gagne-petits et de familles à faible revenu, nous estimons qu'un examen qui ne porte pas sur les modèles de stabilisation du revenu et d'autres modèles de travail plus souples n'est pas suffisamment complet et qu'il manque la cible.

Nous voudrions par exemple que l'on discute du revenu annuel garanti et du partage des emplois. Nous savons qu'il existe de nombreuses études sur ce genre de modèle. Nous estimons que ces renseignements devraient être communiqués au public dans le cadre de ce processus. Nous craignons que la tendance économique actuelle à créer des emplois occasionnels, des emplois à temps partiel mal rémunérés qui nous donnent droit à aucun avantage social ne puisse être enrayer si l'on ne fait pas un examen plus approfondi de la question.

L'adoption d'un système de financement global affaiblira à la longue le rôle que doit jouer le gouvernement fédéral dans le système de sécurité sociale et compromet le maintien de normes nationales. Si le gouvernement fédéral n'impose pas certaines conditions, cela pourrait très bien vouloir dire qu'il n'existerait pas, pour les assistés sociaux, de normes comme le droit à un certain niveau de soutien, le droit d'appel et le droit de refuser un emploi.

À plus brève échéance, nous nous demandons qu'elles seront les conséquences d'un tel système pour un organisme comme la Veith House. Depuis que celle-ci a été fondée, c'est-à-dire depuis 1974, le financement du RAPC est la source de recettes la plus importante et la plus stable de l'organisme, même si son revenu cessé d'augmenter pendant dix ans, c'est-à-dire de 1980 à 1990, et qu'il a ensuite augmenté de 4 p. 100 pour être ramené à leur niveau antérieur par la suite.

Il s'agit d'un financement courant de basse qui permet d'assurer la continuité des programmes, du personnel et de la programmation à long terme. Nous craignons que la survie de notre organisme ne soit menacée dans le cadre d'un système de financement global.

La Nouvelle-Écosse est une province démunie et dans un tel système, la province et les municipalités peuvent être forcées de faire un tri, surtout si le gouvernement fédéral réduit de 1,5 milliard de dollars les fonds transférés à ce chapitre.

La Veith House est fière de sa réceptivité aux besoins de sa clientèle. Nous accordons de l'importance à l'accessibilité des programmes et à la liberté de choix. Nous nous demandons si la réforme qui est proposée ne compromettra pas ces principes.

Enfin, d'après notre expérience personnelle, il arrive beaucoup trop souvent que les petits salariés et les familles à faible revenu fassent les frais des restructurations économiques. Nos clients estiment, tout comme nous, que le seul moyen de sortir de la pauvreté est de trouver un emploi plus stable qu'un emploi occasionnel et à temps partiel et d'avoir la possibilité d'accès à des programmes de formation efficaces axés sur les emplois disponibles.

[Texte]

In other words, the federal government social reform needs to be put in the context of Canada's continuing job shortage. Canadians are justifiably proud of their social security system and the values of compassion, community and egalitarianism. They're the underpinning. We reaffirm these values and see them as non-negotiable.

Thank you for the opportunity of making our views known to you. We wish you strength and good faith in your deliberations.

The Chairman: Thank you very much, Ms Anderson, for your presentation on behalf Veith House. We will now turn to the remainder of our individual presentations.

Once again I'm going to ask your cooperation in keeping these presentations to five minutes, and to help you do that I will be raising my index finger of my right hand at the four-minute mark and the second finger of my right at the five-minute mark, which signals the time to begin wrapping up your remarks. I will just list the names we have in the order that I will ask them to come forward. We have five. We have Helen Vaughan Merrill and Michael Murphy. Helen Vaughan Merrill and Michael Murphy are not here.

We then have Dominic Cardy. Dominic Cardy, you'll be the first person to present, so you have five minutes. You may come forward.

Mr. Dominic Cardy (Individual Presentation): My name is Dominic Cardy. I'm president of the Nova Scotia NDP youth wing. Due to some unfortunate circumstances in the election last year there aren't any New Democrats around the table, so I thought I would try to make up for that a little bit and bring you the perspective of our party, and specifically of the youth movement here in Nova Scotia in regard to some of the issues that have been raised in this proposal. There are two things I wanted to touch on broadly.

First is the whole content and presentation of this package and the way in which I think this manipulates the entire process of discussion around your social policy reforms. It's very convenient for the media to be able to report things such as that 97% of the population of Canada are in favour of reforming social policies. That's like saying that 99% of the people are opposed to poverty. It doesn't necessarily imply support for the government's program, which I think is the way in which it is being interpreted and applied by the media, which is creating a false impression in the minds of the public.

Throughout this presentation we find similar twisting of words to make people try to come to the government's conclusion, such as the assertion in regard to university tuition that the government simply does not have more money. Where does the government's money come from? It comes from the people. If the government has the will to raise taxes, the government will have more money. Again, it's simply an abuse of words and of the privilege of the government in trying to push for their specific agenda in regard to this presentation.

[Traduction]

Autrement dit, la réforme sociale du gouvernement fédéral doit se faire dans le contexte de la pénurie endémique d'emplois qui touche le Canada. Les Canadiens sont à juste titre fiers de leur système de sécurité sociale et de leurs valeurs qui sont axées sur la compassion, la solidarité et l'égalitarisme. Ils forment le fondement de notre société. Nous corroborons ces valeurs et nous estimons qu'elles ne sont pas négociables.

Merci de nous avoir donné l'occasion d'exprimer nos opinions devant vous. Nous vous souhaitons bon courage et bonne chance.

Le président: Madame Anderson, merci beaucoup pour l'exposé que vous avez fait au nom de la Veith House. Nous passons la parole aux autres témoins qui se présentent à titre personnel.

Je rappelle que je vous demanderai de vous arranger pour que les exposés ne durent pas plus de cinq minutes et, pour vous faciliter la tâche, je lèverai l'index de la main droite au bout de quatre minutes, puis également le majeur au bout de cinq minutes, ce qui voudra dire qu'il est temps de conclure. Je vais citer les noms dans l'ordre de comparution. Il y en a cinq. Il y a Helen Vaughan Merrill et Michael Murphy, qui sont absents.

Il y a ensuite Dominic Cardy. Monsieur Cardy, vous êtes le premier sur la liste. Vous avez cinq minutes. Vous pouvez vous avancer.

M. Dominic Cardy (témoignage à titre personnel): Je m'appelle Dominic Cardy. Je suis président de la section jeunesse du NPD de la Nouvelle-Écosse. En raison de l'échec électoral malencontreux de l'année dernière, il n'y a pas de néo-démocrate autour de cette table et par conséquent, j'ai jugé bon d'essayer de compenser un peu ce vide en vous faisant connaître les opinions de notre parti, et surtout de la jeunesse de la Nouvelle-Écosse, sur les problèmes qui ont été abordés dans le document de travail. Les commentaires généraux que j'ai à faire sont de deux ordres.

Je ferai d'abord des commentaires sur la teneur et la présentation de ces propositions, et je démontrerai qu'elles manipulent tout le processus de discussion qui entoure vos réformes de la politique sociale. C'est très commode pour les médias de pouvoir dire notamment que 97 p. 100 de la population canadienne est en faveur d'une réforme des politiques sociales. C'est comme si on disait que 99 p. 100 des Canadiens sont contre la pauvreté. Cela ne veut pas dire nécessairement qu'ils appuient le programme du gouvernement, alors que c'est à mon avis ainsi que les médias interprètent et font valoir cette information qui induit la population en erreur.

D'un bout à l'autre de ce document, on joue sur les mots pour inciter les Canadiens à en arriver aux mêmes conclusions que le gouvernement. Ainsi, à propos des frais d'inscription à l'université, on dit que le gouvernement ne peut tout simplement pas donner plus d'argent. D'où vient l'argent du gouvernement? Des Canadiens. Si le gouvernement veut augmenter les impôts, il aura plus d'argent. Je le répète, en essayant d'imposer ses vues, le gouvernement pratique une dialectique douteuse et il abuse de ses priviléges.

[Text]

More specifically, and beyond this—and obviously there's very little being done about this; it's been put out there now—I want to address the issue of some of the education proposals, because most of the people whom I represent are university students, high school students, and junior high school students. They'll be bearing the brunt of some of these changes.

[Translation]

Mon exposé portera plus précisément sur certaines propositions concernant l'éducation; en effet, on ne fait pas grand-chose à ce sujet et la plupart des gens que je représente sont des étudiants de niveau universitaire ou des élèves du secondaire, du premier et du deuxième cycles. Ils subiront le contrecoup de certains de ces changements.

• 2025

Unlike a lot of the student groups you may have heard from, a large majority of our members have indicated support for some of these educational reforms. Inasmuch as we accept that the deficit is a problem, thanks largely to the spending policies of some of the previous Liberal governments, of which Mr. Axworthy was a part in the Trudeau years and earlier. . . we're stuck with those now.

À l'inverse d'un grand nombre des groupes d'étudiants que vous avez peut-être entendus, une grande majorité de nos membres a signalé son appui à certaines de ces réformes de l'enseignement. Dans la mesure où nous admettons que le déficit est un problème, en grande partie à cause des politiques de dépense de certains des gouvernements libéraux précédents, dont M. Axworthy a fait partie à l'époque de Trudeau et antérieurement. . . Nous devons les subir maintenant.

We have to pay that deficit down, if as the Reform Party says, we're not to leave our children in debt for all eternity. Apart from leaving our children in debt, however, the only thing that could be worse is leaving our children without an education. At the moment, these proposals seem to be leading us toward a future when our children will be both without an education and with a huge debt load. We're not talking about eliminating the national deficit here; we're talking about transferring the national deficit from society down to individuals.

Nous devons payer la réduction du déficit si, comme le dit le Parti réformiste, nous ne voulons pas laisser à nos enfants la charge d'une dette perpétuelle. Cependant, ce qui pourrait être pire serait de laisser nos enfants sans instruction. Pour l'instant, ces propositions semblent nous conduire à un avenir où nos enfants seront à la fois sans éducation et chargés d'une lourde dette. On ne parle pas ici d'éliminer le déficit national; on parle de reporter le déficit national de la société sur les particuliers.

This is getting into a Thatcherite sort of way of looking at the world, when you think there are only individuals and families, and no society as a whole. We're not eliminating the deficit if we just transfer the burden of past government spending onto the backs of individuals, especially onto the backs of students, the poor and the other people who are mentioned in this proposal.

C'est une façon d'envisager le monde à la Thatcher pour qui ce qui compte sont les individus et les familles, et non l'ensemble de la société. On n'élimine pas le déficit si l'on se contente de reporter la charge des dépenses des anciens gouvernements sur le dos des particuliers, surtout celui des étudiants, des pauvres et des autres personnes citées dans cette proposition.

In conclusion, I want to restate that I think there is a will among people in Canada to accept responsibility for lowering the deficit, but that responsibility has to be spread across the board. We have to start taxing corporations that in some cases are getting away without paying a penny of income tax. None of us around this table are getting away with doing that sort of thing. It's unacceptable that a corporation should abuse its privileges by operating in this country and taking advantage of all the money we spend on educating our workforce, but not contribute to the tax base that makes that workforce available to them.

Enfin, je réitère ma conviction que la population du Canada est disposée à faire l'effort de réduire le déficit, à condition que cette charge soit répartie sur tous. Il faut commencer à faire payer des impôts aux sociétés qui s'en tirent dans certains cas sans payer un sou. Personne autour de cette table ne s'en tire si bon compte. Il est inadmissible qu'une société abuse du privilège d'exercer son activité dans notre pays en profitant de tout l'argent que nous dépensons pour la formation de notre main-d'œuvre, sans contribuer à la base fiscale qui met cette main-d'œuvre à sa disposition.

I hope the government will consider that although this program does well-intentioned things like trying to streamline government programs, make them more efficient, get people off the unemployment lines and so on, it only goes half way. The Liberal government was elected last year on a promise of jobs, jobs, jobs, but nowhere in this program does it mention job creation. It mentions retraining and such, but nowhere in here is there any mention of the fundamental promise with which you went to the electorate last year, resulting in a massive mandate.

J'espère que le gouvernement comprendra que même si ce programme fait preuve de bonnes intentions en essayant de simplifier les programmes de l'État, de les rendre plus efficaces, de faire sortir les gens du chômage et ainsi de suite, cela ne représente que la moitié du chemin. Le gouvernement libéral a été élu l'an dernier pour sa promesse de création d'emplois, des emplois et encore des emplois, mais rien dans ce programme ne parle de création d'emplois. On y parle bien de formation pour d'autres emplois, etc., mais on n'y retrouve aucune trace de vos promesses fondamentales de la dernière campagne électorale, qui vous ont valu un mandat massif.

[Texte]

I hope the representations made to this committee by people across this country, and the consciences of people on the committee and the Liberal caucus and in the House. . . I hope you will see clear to creating some job creation programs in addition to the streamlining process that is so clearly necessary.

Thank you for this opportunity to make a presentation.

The Chairman: That concludes our afternoon session. We will recess for about 15 minutes before beginning our evening session.

Our first group this evening will be a panel consisting of a number of women's associations. You may want to begin assembling around the witness table. That will save us time when we reconvene. If you could arrange the order of presentation among yourselves, that too will save us time and allow for more questions.

[Traduction]

J'espère que les témoignages de tous nos concitoyens, que la conscience individuelle des membres de votre Comité, du caucus libéral, de la Chambre des communes. . . J'espère que vous trouverez des façons de constituer des programmes de création d'emplois pour compléter la démarche de rationalisation qui est si manifestement nécessaire.

Merci beaucoup de cette occasion de témoigner.

Le président: Ceci termine notre séance de l'après-midi. Nous allons faire une pause d'une quinzaine de minutes avant d'entreprendre la séance de la soirée.

Nous commencerons par entendre le témoignage d'un groupe constitué par plusieurs associations féminines. Vous pouvez commencer à vous installer à la table des témoins. Cela nous fera gagner un peu de temps à notre retour. Vous pourriez vous entendre sur l'ordre dans lequel vous présenterez vos exposés, ce qui nous permettra aussi de gagner du temps et de poser un plus grand nombre de questions.

EVENING SITTING

SÉANCE DU SOIR

• 2040

The Chairman: I call this meeting to order. Welcome to the evening portion of our Halifax sitting, which will begin with a delegation of associations representing the women of Nova Scotia. I will list the associations in the order in which they have agreed to present.

As I list the names, I would ask that you identify yourselves for the record. We have reserved approximately 90 minutes for this part of our program. If you can keep your remarks reasonably brief, that will allow more time for questions.

Ms Stella Lord (Co-Chair, Nova Scotia Women's Ad Hoc Committee on Social Security Reform): There has been one change. Because the person representing Second Story Women's Centre has some children to get home to, we moved Second Story up where Veith House was.

• 2045

The Chairman: Okay, fine. I will have to leave and I will be turning over the chair to Ms Augustine for the bulk of this part of the evening, so I want to simply allow you to begin and you will be ably chaired by my colleague.

The first presentation will be by the Nova Scotia Women's Committee on Social Reform. Who will be doing the presentation?

Thank you very much. Would you just state your name and title for the record, before beginning your presentation? All of you who are to follow should follow the same format. Thank you very much.

Ms Lord: Thank you very much. My name is Stella Lord. I'm co-chair of the Nova Scotia Women's Committee on Social Reform. I'm here with my colleague, Buseje Bailey, who has been coordinating the project for us on the social reform issue. We will be doing the presentation jointly.

Le président: La séance est ouverte. Je vous souhaite la bienvenue à notre séance de la soirée à Halifax et nous allons entendre une délégation des associations représentant les femmes de la Nouvelle-Écosse. Je vais lire le nom des associations dans l'ordre où elles ont décidé de comparaître.

À mesure que je cite les noms, veuillez vous identifier pour le compte rendu. Nous avons réservé environ 90 minutes pour cette partie de notre programme. Si vos exposés sont assez brefs, nous aurons plus de temps pour vous poser des questions.

Mme Stella Lord (coprésidente, Comité spécial des femmes de la Nouvelle-Écosse sur la réforme de la sécurité sociale): Et il y a un changement. La personne qui représente le Second Story Women's Centre doit retourner chez elle auprès de ses enfants, et elle passera donc avant la représentante de Veith House.

• 2045

Le président: Entendu. Comme je devrai partir et céder le fauteuil à Mme Augustine pour la plus grande partie de la soirée, je veux simplement vous laisser commencer, après quoi ma collègue présidera la séance de façon très compétente.

Le premier exposé sera présenté par le Comité féminin de la Nouvelle-Écosse sur la réforme sociale. Qui donnera l'exposé?

Merci beaucoup. Pour mémoire, voudriez-vous indiquer votre nom et votre titre avant de commencer votre exposé? Toutes celles et tous ceux qui suivront devront faire de même. Je vous remercie beaucoup.

Mme Lord: Merci beaucoup. Je m'appelle Stella Lord. Je suis coprésidente du Comité féminin de la Nouvelle-Écosse sur la réforme sociale. Je suis ici en compagnie d'une collègue, Buseje Bailey, qui a coordonné pour nous le projet concernant le dossier de la réforme sociale. Nous présenterons conjointement l'exposé.

[Text]

The Nova Scotia Women's Committee on Social Reform is an ad hoc committee made up of women from a number of different groups. We represent a broad spectrum of women's diverse interests and needs. A list of the groups represented on our committee is appended to our brief.

We are extremely disturbed that rather than being driven by a genuine concern about addressing social needs and social development, the agenda, process, and bottom line for this social security reform is being driven by the objective of deficit reduction by targeting social programs for cuts. This cost-cutting agenda and the decision to begin with social programs, however, proceeded with little or no consultation with organizations that advocate on behalf of the poor, women, indigenous blacks, visible minorities, or people with disabilities.

In addition, we are being asked to respond to a set of pre-defined options in the green paper, which were generated within the government bureaucracy rather than through consultation. For example, there is little evidence that the input gathered from anti-poverty, women's, and other advocacy groups at the interim report stage of the standing committee hearings has been incorporated into the proposals.

The overriding objective of cutting social spending, which is apparent in the reform process and is clearly present as a fundamental assumption in the green paper proposals, frankly gives us little confidence that our concerns and proposals will be given serious consideration unless they conform to the goal of deficit reduction.

However, we do not accept that a large part of the national debt and the growth of the deficit is due to spending on social programs. As several economists have pointed out, the fiscal situation can be attributed to an increase in foreign borrowing, high interest rates, tax loopholes, and deferred corporate taxes rather than to large increases in social spending.

Similarly, as some economists have argued by focusing on domestic policies to reduce the debt and the deficit, the government is ignoring the main issue, which is the need to constrain rather than promote the effects of globalization, especially as this relates to finance capital. This has not only helped to produce the deficit, but because of the nature of the Canadian economy it makes Canada extremely vulnerable to the pressures and constraints of international finance capital.

Nor does it appear that we spend too much on social programs, compared with other countries. According to the OECD, in 1990 Canada spent only 18.8% of its GDP on social programs, compared with 33.9% in Sweden, 28% in Germany, 23.1% in France, and 20.3% in Britain. Of all the industrialized countries only the U.S. spends less—14.8%.

[Translation]

Le Comité féminin de la Nouvelle-Écosse sur la réforme sociale est un comité spécial composé de femmes issues de plusieurs groupes différents. Nous représentons une large gamme des intérêts et des besoins divers des femmes. Une liste des groupes représentés au sein de notre comité figure en annexe de notre mémoire.

Nous sommes extrêmement inquiets de constater qu'au lieu d'être animée par un véritable désir de répondre aux besoins sociaux et de favoriser le développement social, le programme, l'exercice et, au bout du compte, cette réforme de la sécurité sociale est guidée par l'objectif de la réduction du déficit grâce à des compressions effectuées dans les programmes sociaux. Ce processus de réduction des coûts, et la décision de commencer par les programmes sociaux, n'a toutefois peu ou prou fait l'objet de consultations avec des organisations qui se portent à la défense des pauvres, des femmes, des autochtones, des noirs, des minorités visibles et des handicapés.

En outre, on me demande de répondre à un ensemble d'options prédefinies dans le Livre vert, qui sont davantage le fruit de la bureaucratie gouvernementale que de la consultation. Ainsi, il est peu évident que les données recueillies auprès d'organismes anti-pauvreté, de comités féminins et d'autres groupes de revendication lors des séances du comité permanent à l'étape du rapport périodique ont été incorporées dans les propositions.

L'objectif primordial de réduire les dépenses sociales, qui est manifeste dans le processus de réforme et qui figure nettement comme une hypothèse fondamentale dans les propositions du Livre vert, nous permet peu d'espérer que nos préoccupations et nos propositions seront sérieusement prises en compte, à moins qu'elles cadrent avec l'objectif de la réduction du déficit.

Toutefois, nous ne croyons pas qu'une partie importante de la dette nationale et de la croissance du déficit soit due aux dépenses engagées dans le cadre des programmes sociaux. Comme plusieurs économistes l'ont fait observer, la situation financière peut s'expliquer par une augmentation des emprunts à l'étranger, les taux d'intérêt élevés, les échappatoires fiscales et les impôts reportés des entreprises, et non pas par de fortes augmentations des dépenses sociales.

De la même façon, comme certains économistes le prétendent, en se concentrant sur les politiques intérieures dans l'espoir de réduire la dette et le déficit, le gouvernement ignore le véritable problème, qui est la nécessité de restreindre plutôt que de favoriser les effets de la mondialisation, surtout en ce qui concerne le capital de financement. Cette stratégie a non seulement contribué au déficit mais, en raison de la nature de l'économie canadienne, rend également le Canada extrêmement vulnérable aux pressions et aux contraintes du capital de financement international.

Par ailleurs, rien n'indique que nous consacrons trop d'argent aux programmes sociaux, comparativement à d'autres pays. Selon l'OCDE, en 1990, le Canada n'a affecté que 18,8 p. 100 de son PIB aux programmes sociaux, alors que la Suède leur consacrait 33,9 p. 100, l'Allemagne 28 p. 100, la France 23,1 p. 100 et la Grande Bretagne 20,3 p. 100. Parmi les pays industrialisés, seuls les États-Unis dépensent moins à ce chapitre, soit 14,8 p. 100.

[Texte]

The green paper and Mr. Axworthy himself seem to assume that globalization and the structural changes associated with it offer opportunities for economic growth. Growth measured in terms of GNP is necessarily seen as a sign of progress. The process of economic globalization is viewed as beneficial as long as everyone is willing to "adapt" to the new reality.

[Traduction]

Le Livre vert et M. Axworthy lui-même semblent supposer que la mondialisation des échanges ainsi que les changements structuraux qui l'accompagnent offrent des perspectives de croissance économique. La croissance, mesurée en fonction du PNB est nécessairement vue comme un signe de progrès. Le processus de mondialisation des marchés est considéré comme bénéfique tant qu'on est prêt à «s'adapter» à la nouvelle réalité des choses.

• 2050

However, the adaptation that is proposed is that those who are dislocated by the process should try to become more employable. In order to meet this objective, individuals must be willing to be mobile, flexible, and retrain in what appears to be a treadmill of lifelong learning. The ability to retrain, upgrade, and move to get a job—any kind of a job, it would appear—is proposed as a solution to the structural changes that are taking place.

The green paper also assumes that globalization is a process outside the realm of human intervention and that it is somehow beyond the scope of government policy to affect or influence. However, while much of the process is simply fueled by old-fashioned greed, it is also borne out of the idea that economic growth, which is measured by GNP, supersedes other important human needs and values such as the need to sustain local communities.

The globalization of the economy has been very much a human activity. It has in fact been encouraged by government fiscal policies, which have encouraged borrowing on foreign markets, and by free trade policies such as NAFTA and the GATT, which encourage the globalization of production and a market for finance capital.

We recognize the effect globalization is having on the Canadian economy, but we do not accept that "adaptation" to the process in order to achieve economic growth will benefit everyone, nor do we accept the notion that the government's hands are tied and nothing can be done about the situation.

International experience suggests that the process of economic restructuring is leading to widening gaps between rich and poor, and that it is women who are bearing much of the economic and social costs of these changes. Indeed, the scope of changes taking place in the context of globalization can be compared to those that occurred during the industrial revolution. Any historian will tell you that industrialization was a process that resulted in severe economic hardship and social dislocation for many individuals and families. Nevertheless, the early development of our social programs was a response to this and led to the establishment of the social safety net that began to move toward the goal of ensuring that hunger and homelessness were relatively rare occurrences.

We see the government's agenda for social security reform as outlined in the green paper as coercive and one that will lead to increased privatization. Along with cuts in other areas of public services and public sector employment, the green paper

Toutefois, l'ajustement que l'on propose est d'obliger les personnes qui sont déplacées dans le cadre du processus à s'efforcer d'être davantage aptes au travail. Pour satisfaire à cet objectif, les travailleurs doivent être prêts à se déplacer, à s'adapter et à se reconvertis dans ce qui semble être un cercle infernal d'apprentissage à vie. La capacité de se reconvertis, de se perfectionner et de se déplacer pour obtenir un emploi—n'importe quel emploi, semble-t-il—est vue comme une solution aux changements structureaux en cours.

Le Livre vert suppose également que la mondialisation est un processus qui échappe à l'intervention humaine et qui n'entre pas dans la mission du gouvernement qui consiste à agir et à influencer. Or, même s'il est en grande partie mû par la sempiternelle cupidité, le processus est également né de l'idée que la croissance économique, qui est mesurée en fonction du PNB, remplace d'autres préoccupations et valeurs importantes telle que la nécessité de soutenir les collectivités locales.

La mondialisation de l'économie est très largement due à l'intervention humaine. En effet, elle a été favorisée par les politiques budgétaires du gouvernement, lesquelles ont encouragé les emprunts sur les marchés étrangers, ainsi que par les accords de libre-échange tels que l'ALENA et le GATT, qui encouragent la mondialisation de la production et le développement de marchés pour le capital de financement.

Nous reconnaissons que la mondialisation a un impact sur l'économie canadienne mais nous ne croyons pas que cette «adaptation» au processus en vue d'assurer la croissance économique qui profitera à tout le monde, pas plus que nous ne souscrivons à l'idée que le gouvernement a les mains liées et qu'il ne peut rien faire pour remédier à la situation.

L'expérience internationale montre que le processus de restructuration économique a pour effet d'accroître les écarts qui existent entre les pauvres et les riches, et que ce sont les femmes qui assument une bonne partie des coûts économiques et sociaux de ces changements. En effet, on peut comparer les changements qui surviennent dans le contexte de la mondialisation à ceux qui se sont produits au cours de la révolution industrielle. Tout historien vous dira que l'industrialisation est un processus qui s'est traduit par de graves difficultés économiques et de profonds bouleversements sociaux pour bon nombre d'individus et de familles. Par ailleurs, au départ, nos programmes sociaux disaient contrer ce phénomène et a conduit à la création du filet de sécurité sociale dont le premier objectif était de faire en sorte que la faim et la clochardise soient des cas relativement rares.

Nous constatons que le programme du gouvernement en matière de réforme de la sécurité sociale, tel qu'il est énoncé dans le Livre vert, est coercitif et tendra vers une privatisation accrue. Tout comme les compressions qui ont touché d'autres

[Text]

proposals on cuts to social programs are an agenda that will place a greater burden on women, working people and people who are already marginalized in Canadian society. It is a privatizing agenda that will primarily benefit business and those already privileged in Canadian society rather than improving conditions for women, the poor and marginalized groups.

We simply do not accept the idea that genuine social security reform can occur in this context, in what we believe amounts to nothing more than deficit hysteria. Moreover, we believe that instead of improving access to social programs for marginalized groups, the end result of this approach will be detrimental to their interests and well-being.

In contrast to the assumptions in the green paper, we believe that social and human development principles, having as their main objective the pursuit of social justice and the enhancement of individual and community well-being, should guide the development of social policy. Improving economic and social conditions for women and their families must be a priority if these objectives are to be achieved. Women's work is not only central to the continued well-being of families, but women also play a large part in maintaining their communities.

As women we are often painfully aware that Canada's existing system of social welfare is in need of reform. It is often racial and ethnic minorities, immigrants, people with disabilities and women who are at the bottom of the hierarchy in terms of access to employment, programs or benefits, whether these are part of the government system or part of the private welfare system dispensed by employers.

Ms Buseje Bailey (Coordinator, Nova Scotia Women's Ad Hoc Committee on Social Security Reform): My name is Buseje Bailey. I am also with the Nova Scotia Women's Committee. My questions, in the form of statements, will be quite brief.

• 2055

What I want to say tonight is that since the document is silent in a number of areas that ought to be addressed in the area of social policy reform, the assumption seems to be that training and employability will not only solve the problem of unemployment for individuals, but other social problems as well.

There is no firm commitment to deal with racism; to promote the equality of blacks, natives, visible immigrants and the disabled; or to affirm the principles of equity within social programs. For instance, there is an absence of a firm commitment to maintaining employment equity in job development and training programs. Although the green paper mentioned the need to fill some current gaps that affect women, such as increasing the provision for child care space, and the need for better benefit coverage for so-called non-standard work, these proposals lack a specific concrete content.

[Translation]

services publics et l'emploi dans la fonction publique, les propositions du Livre vert concernant les coupures qui affectent les programmes sociaux auront des effets surtout sur les femmes, les travailleurs et les personnes qui sont déjà marginalisées dans la société canadienne. Et il s'agit d'un programme de privatisation qui profitera surtout aux entreprises et aux privilégiés de la société canadienne et qui n'améliorera pas les difficultés auxquelles sont confrontés les femmes, les pauvres et les groupes marginalisés.

Nous ne partageons tout simplement pas l'avis qu'une véritable réforme de la sécurité sociale puisse se produire dans ce contexte qui, selon nous, ne tient qu'à une peur hysterique du déficit. Bien au contraire, nous croyons qu'au lieu d'améliorer l'accès des groupes marginalisés aux programmes sociaux, au bout du compte, ces approches seraient contraires à leurs intérêts et à leur bien-être.

Contrairement à ce que laisse entendre le Livre vert, nous croyons que ce sont les principes de développement social et humain, qui ont pour objectif principal la poursuite de la justice sociale et l'amélioration du bien-être de chacun et de la communauté, qui devraient guider l'élaboration de la politique sociale. Si l'on veut que ces objectifs soient atteints, l'amélioration économique et sociale des femmes et de leur famille doit devenir une priorité. Certes, leur travail est essentiel au maintien du bien-être des familles, mais les femmes jouent un rôle important dans leur communauté.

En tant que femmes, nous devons souvent nous rendre à la triste évidence que le système d'aide sociale actuellement en vigueur au Canada a besoin d'une réforme. Ce sont souvent les minorités raciales et ethniques, les immigrants, les handicapés et les femmes qui se trouvent au dernier échelon de la hiérarchie pour ce qui est de l'accès aux emplois, aux programmes et aux avantages, que cela découle du régime d'aide sociale du gouvernement ou de celui d'un employeur.

Mme Buseje Bailey (coordinatrice, Nova Scotia Women's Ad Hoc Committee on Social Security Reform): Je m'appelle Buseje Bailey. Je siège également au Comité féminin de la Nouvelle-Écosse. Mes déclarations seront très brèves.

Étant donné que le document passe sous silence bon nombre d'aspects qui devraient être abordés dans le cadre de la réforme de la politique sociale, on semble supposer que la formation et l'employabilité résoudra non seulement le problème de l'emploi à titre individuel, mais également d'autres problèmes sociaux.

On ne trouve aucun engagement solide contre le racisme, en faveur de la promotion de l'égalité des Noirs, des autochtones, des immigrants visibles et des handicapés ni à l'appui des principes d'équité pour ce qui est de l'accès aux programmes sociaux. Ainsi, nos gouvernements ne s'engagent pas à assurer l'équité en matière d'emploi dans les programmes de perfectionnement et de formation. Même si le Livre vert parle de la nécessité de remédier à certaines situations qui touchent les femmes, notamment en augmentant le nombre de places dans les garderies, et de la nécessité d'assurer une meilleure protection des personnes dont le travail est dit non-conventionnel, les propositions qu'il contient n'ont que très peu de portée concrète.

[Texte]

Also omitted from the document is anything resembling a gender or race analysis of how the main options in the proposal are likely to affect us and our families as black Canadians. Because the document is so completely focused on the "now" economic criterion of growth, it completely fails to consider the problem of existing inequalities and the different social realities and needs of people based on gender, race, ethnicity, class, disability and geographical locations. This is reflected, for instance, in the lack of discussion about the social ills of racism.

Black women, native women and women with disabilities are among the most vulnerable in Canada. Through no fault of their own, they often don't have the required education and training or the chance of getting jobs. How are you going to guarantee that these women get access to education and training programs? How are you going to guarantee that employers who provide training are going to carry out fair and equitable hiring practices? How are you going to guarantee that those who get education and training but are discriminated against because of their race, disabilities or age, have access to jobs? If they don't get jobs, how are you going to guarantee that they have continuing access to adequate financial support?

There is no discussion about the social responsibility of the government to meet the genuine needs of its citizens. There is a need to continue a commitment to address regional disparities. There is no mention, for example, of how to meet the social development versus employment needs of a young, single mother, or the economic development needs of Nova Scotian blacks, the aboriginal communities, or the communities affected by the crisis in the fisheries.

If we cut social program spending in a period of global economic restructuring there could be increased economic and social costs, something that cuts will inevitably create. While the provision of financial resources does not necessarily mean that social programs will adequately address changing social needs or the needs of women and the poor, less financial resources will almost certainly lead to more poverty and increasingly inadequate programs, especially in the context of the kind of changes we are now experiencing.

[Traduction]

Il n'y a rien dans le document qui puisse s'apparenter à une analyse, fondée sur le sexe ou la race, des incidences que les principales options du projet auront sur les Canadiens de race noire et leurs familles. Le document table tellement sur le critère économique de la croissance «maintenant» qu'il passe entièrement sous silence le problème des inégalités actuelles, ainsi que la situation et les besoins sociaux des gens qui se distinguent par le sexe, la race, l'ethnie, la classe, la présence ou pas de handicap et le lieu de résidence. Voilà pourquoi il n'est aucunement question des maux sociaux qu'engendre le racisme.

Les femmes noires, les femmes autochtones et les femmes handicapées comptent parmi les personnes les plus vulnérables au Canada. Sans que ce soit de leur faute, il arrive souvent qu'elles n'ont pas reçu l'éducation et la formation nécessaires ou qu'elles n'ont pas eu la possibilité de trouver du travail. Comment allez-vous faire pour garantir à ces femmes l'accès à des programmes d'éducation et de formation? Comment allez-vous faire pour que les employeurs qui assurent une formation appliquent des pratiques d'embauche justes et équitables? Comment allez-vous faire pour que les personnes qui ont l'éducation et la formation voulues mais qui font l'objet de discrimination à cause de leur race, de leur handicap ou de leur âge, trouvent un emploi? Si ces personnes n'ont pas d'emploi, comment allez-vous faire pour leur assurer de façon continue un soutien financier suffisant?

Il n'est pas question de la responsabilité sociale du gouvernement qui est de répondre aux vrais besoins de ses citoyens. Le gouvernement doit s'engager à atténuer les disparités régionales. On ne dit rien, par exemple, de la façon dont on assurera le développement social tout en tenant compte du fait qu'une jeune mère—célibataire a besoin de travailler ou qu'il faut veiller au développement économique des Noirs de la Nouvelle-Écosse, des communautés autochtones ou des collectivités touchées par la crise de la pêche.

Si nous comprimons les dépenses que représentent les programmes sociaux en ces temps de restructuration économique mondiale, les coûts économiques et sociaux pourraient augmenter, c'est une conséquence inévitable. Certes, l'octroi de ressources financières ne signifie pas nécessairement que les programmes sociaux répondront correctement à des besoins changeants, notamment à ceux des femmes et des pauvres, mais une diminution des ressources financières se traduira presqu'assurément par une plus grande pauvreté et des programmes de moins en moins satisfaisants, surtout dans le contexte de l'évolution que nous connaissons actuellement.

• 2100

We would remind the committee that Canada has committed itself domestically and internationally through various covenants and conventions to work to improve the economic and social conditions that affect the position of women. Any social security reform proposals, therefore, should clearly demonstrate how they will contribute to the elimination of inequality and discrimination for women.

It is our belief that not only do the green paper proposals not live up to this objective of promoting women's equality and racial equality, they in fact will be detrimental to us.

Nous rappelons au comité que le Canada s'est engagé, tant au niveau national qu'international, dans le cadre de divers accords et conventions, à contribuer à l'amélioration des conditions de vie économiques et sociales des femmes. Toute proposition de réforme de la sécurité sociale devrait donc clairement montrer en quoi elle contribue à l'élimination de l'inégalité et de la discrimination dont les femmes sont victimes.

Or, nous croyons que les propositions contenues dans le Livre vert, ne font rien pour promouvoir l'égalité des femmes et l'égalité des races, et même qu'elles nous seront néfastes.

[Text]

We make numerous recommendations related to each topic. These are addressed in the main body of the brief. Thank you.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you.

We will now move to our second group. We have an hour and a half and want to have some time for discussion with the committee. So we would ask that you keep your presentation to five to eight minutes, no more. That should leave us at least twenty minutes or so to go around the table.

Ms Katherine McDonald (President, Nova Scotia Advisory Council on the Status of Women): Good evening. My name is Katherine McDonald. I'm the president of the Nova Scotia Advisory Council on the Status of Women. I am here on behalf of four Atlantic advisory councils on the status of women.

We've been working on a joint brief since we met as the four Atlantic advisory councils in mid-August. We felt it was important to pool our resources so that we could draw on the experiences of women in four different provinces.

In spite of the fact that our brief deals with training, job creation, unemployment insurance, child care, higher education, and income security, I have restricted my remarks to the need for a gendered analysis of programs and policy.

As Canadian women continue to experience discrimination and inequality, the need for a gendered analysis of social policy issues is clear. What do we mean when we talk about a gendered analysis? We mean that our understanding and interpretation of an issue is developed using our experiences, needs, concerns, and realities as women. A gendered analysis also makes a distinction between sex, that is, those things that physically characterize us as women, and gender, those things that have been developed and imposed by society to characterize us as women. An example of sex differences is a woman's ability to bear children. An example of gender difference is women's ability to nurture instinctively.

A feminist perspective is one that acknowledges that men and women have been treated unequally by and within social institutions and proposes and acts upon solutions to end this unequal treatment.

An excellent example of the difference a gendered analysis makes in the interpretation of data and policy can be found in the most recent edition of the United Nations human development report. This report documents human progress in industrialized and non-industrialized countries. It ranks the countries according to the human development index. This scale uses a wide variety of factors to assess development, such as knowledge, longevity, and standard of living. It assesses security based on economic, food, health, environment, personal, community, and political factors. The HDI was developed as an alternative to using a country's gross national product as a measure of development and human progress. According to the

[Translation]

Nous formulons de nombreuses recommandations à l'égard de chacun des sujets abordés. Elles sont intégrées dans notre mémoire. Merci.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Je vous remercie.

Nous passons maintenant au deuxième groupe. Nous disposons d'une heure et demie et nous voulons réserver un peu de temps à une discussion avec le comité. Nous vous demandons donc de vous en tenir à un exposé d'une durée de cinq à huit minutes au maximum. Cela fera, en tout, une vingtaine de minutes ou moins, après quoi nous engagerons le débat avec les membres du comité.

Mme Katherine McDonald (présidente du Conseil consultatif de la Nouvelle-Écosse sur la situation de la femme): Bonsoir. Je m'appelle Katherine McDonald. Je suis présidente du Conseil consultatif de la Nouvelle-Écosse sur la situation de la femme. Je représente ici les quatre conseils consultatifs de la région de l'Atlantique.

Nous avons élaboré un mémoire conjoint puisque les quatre conseils consultatifs de l'Atlantique se sont réunis à la mi-août. Nous estimions qu'il était important de mettre en commun nos ressources de façon à pouvoir tirer parti des expériences de femmes habitant quatre provinces différentes.

Même si notre mémoire traite de la formation, de la création d'emplois, de l'assurance-chômage, de la garde d'enfants, de l'enseignement supérieur et de la sécurité du revenu, mes propos porteront uniquement sur la nécessité d'analyser les programmes et la politique du point de vue des femmes.

Les Canadiennes continuent d'être victimes de discrimination et d'inégalité, et une analyse des questions de politique sociale fondée sur le sexe de la personne s'impose un peu plus clairement. Qu'entendons-nous par là? Cela veut dire que notre compréhension et notre interprétation d'une question reposent sur nos expériences, nos besoins, nos préoccupations et notre situation en tant que femmes. Une telle analyse établit une distinction entre ce qui fait de nous, physiquement, des femmes et ce qui, aux yeux de la société, nous caractérise en tant que femmes. Le fait de pouvoir mettre au monde des enfants est une caractéristique de notre sexe. L'instinct maternel est une caractéristique qui nous distingue socialement.

La perspective féministe consiste à reconnaître que les hommes et les femmes ont fait l'objet d'un traitement inégal de la part et au sein des institutions sociales, et à proposer de mettre en œuvre des solutions pour éliminer ce traitement inégal.

On peut trouver dans une des plus récentes éditions du rapport des Nations Unies sur le développement humain un excellent exemple de la différence qu'une analyse fondée sur le sexe de la personne peut apporter dans l'interprétation de données et d'une politique. Ce rapport fait état des progrès humains accomplis dans les pays industrialisés et non-industrialisés. Il classe les pays d'après un indicateur du développement humain. On a recours à différents facteurs pour évaluer le développement, tels que les connaissances, la longévité et le niveau de vie. On évalue la sécurité d'après des facteurs économiques, alimentaires, sanitaires, environnementaux, personnels, communautaires et politiques.

[Texte]

United Nations, Canada ranks first among industrialized countries, which means Canada is the best place in the world to live.

However, the United Nations also analyses its data in another way so it can identify disparities within particular groups. In other words, pooling the data can disguise inequities. Separating data for specific groups can reveal discrepancies. Thus, if we look at the data available for Canada, they show that aboriginal people have a lower life expectancy and lower income than the rest of the population.

[Traduction]

L'indicateur du développement humain est censé être un autre moyen, en plus du produit national brut d'un pays, de mesurer les progrès accomplis en matière de développement humain. Selon les Nations Unies, le Canada occupe le premier rang des pays industrialisés, ce qui fait de notre pays l'endroit où on vit le mieux au monde.

Toutefois, les Nations Unies procèdent à une autre analyse des données dont elles disposent de façon à pouvoir relever les disparités au sein de groupes particuliers. Autrement dit, la mise en commun des données peut dissimuler des iniquités. Au contraire, le fait d'assortir les données à certains groupes peut révéler des écarts. Ainsi, si on examine les données concernant le Canada, on constate que les autochtones ont une espérance de vie plus courte et touchent un revenu moins élevé que le reste de la population.

• 2105

So when you factor in internal disparity, the HDI falls proportionately.

When Canada's progress in human development is analysed using the gender disparity human development index, its rank falls from first to ninth, and we can see that Canada is not the best place in the world for women to live. We use the United Nations analysis to illustrate how knowledge changes would shift a perspective.

Economic policy analysts already understand that different regions have different economies—or at least we hope they do—and therefore a number of economic strategies must be developed and implemented that take into account regional differences. Similarly, women and men have different needs and perspectives, and what will meet the needs of one will not necessarily meet the needs of the other.

So we ask the committee that when you design programs, but even more importantly when you design policies, we want you to keep several questions in mind. How is work organized in the communities affected by the policy? What work do women and girls do, both paid and unpaid? What work do men and boys do, both paid and unpaid? What are the implications of this division of labour for achieving policy goals? Does the policy tend to reinforce or challenge the existing division of labour? What kinds of work do women and men and girls and boys do?

In what ways will the productive, reproductive, and community work of women and men be affected by a policy? In what ways will these different types of work affect the policy? What productive resources do women and men each have access to? What productive resources do they each have control over? What implication has this pattern for policy activities?

How can the policy contribute to increasing women's access and control over resources? What benefits do women and men receive from productive, reproductive, and community work and from the use of resources? What benefits do they each have

Si on tient compte des disparités internes, l'indice du développement et du bien-être humain s'en ressent.

Lorsqu'on analyse les progrès du Canada en matière de développement humain selon l'indicateur du développement humain qui tient compte des disparités entre les sexes, notre pays passe de la première à la neuvième place, et nous pouvons voir que le Canada n'est pas l'endroit idéal pour les femmes. Nous utilisons l'analyse des Nations Unies pour montrer comment des connaissances différentes modifient la perspective.

Les analystes des politiques économiques ont déjà compris que des régions différentes ont des économies différentes—à tout le moins, nous l'espérons—and voient pourquoi il faut élaborer et mettre en œuvre plusieurs stratégies économiques pour tenir compte des différences régionales. Parallèlement, les femmes et les hommes ont des perspectives et des besoins différents et ce qui répondra aux besoins d'un groupe ne répondra pas nécessairement à ceux de l'autre.

Voilà pourquoi nous demandons aux membres du comité, au moment de concevoir des programmes et, ce qui est plus important encore, au moment de concevoir des politiques, de se poser plusieurs questions. En quoi la politique va-t-elle toucher l'organisation du travail dans les communautés? Quel travail font les femmes et les filles, qu'il s'agisse de travail rémunéré ou pas? Quel travail font les hommes et les garçons, qu'il s'agisse de travail rémunéré ou pas? Quelles sont les conséquences de cette division du travail en ce qui a trait aux objectifs de la politique? La politique vise-t-elle à renforcer ou à contester cette division du travail? Quel genre de travail effectuent les femmes et les hommes, les filles et les garçons.

De quelle façon le travail de production et de reproduction et l'engagement communautaire des femmes et des hommes seront-ils touchés par une politique donnée? Quelles sont les incidences de ces divers types de travail sur la politique? À quelles ressources productives les femmes et les hommes ont-ils accès? Sur quelles ressources productives chaque groupe exerce-t-il un contrôle? Quelles conséquences ce schéma a-t-il sur les activités relevant de la politique?

En quoi la politique peut-elle contribuer à élargir l'accès des femmes aux ressources et à accroître leur contrôle sur celles-ci? Quels avantages les femmes et les hommes tirent-ils du travail de production et de reproduction et de l'engagement

[Text]

control over to use as they please? What are the implications for the policy activities? How can women's access to and control over benefits be increased? What key factors—past, present, and future—influence and change gender relations, division of work, and access to and control over resources?

What constraints and opportunities do these factors present for promoting gender equality and the empowerment of women? How and to what extent do policies contribute to improving the conditions of women and men? How and to what extent do they contribute to improving women's position in society? How and to what extent do policies address the practical needs of women and men?

How and to what extent do policies address strategic interests of the community in general and of women in particular? What is the nature of women's participation in the program or project or development of policy? What is the nature of the benefits that women receive? To what extent are women active agents in each stage of the program or project and policy development and implementation?

How does or how will the program or project contribute to the transformation of gender relations? How does or how will it contribute to the transformation of relations between the most disadvantaged and most advantaged?

These are the questions we wish the authors of this report had thought about before developing the green paper, because the policy and program changes proposed by Employment Minister Lloyd Axworthy in his discussion paper *Improving Social Security in Canada* have tremendous implications for women, their work, and their relationships with their families and the state. However, this fact is not acknowledged anywhere, nor is there any understanding that women will be affected differently from men by the proposed changes to Canada's social security programs.

Much of the discussion paper focuses on reducing costs and not on eliminating inequities. In short, it does not offer a gendered analysis of the implications of social security reform. *Improving Social Security in Canada* does not discuss how many men use unemployment insurance as opposed to women, nor does it discuss how many women use social assistance as opposed to men. It does acknowledge that the majority of part-time workers are women but it assumes this is women's choice and contributes to greater personal freedom. It does not acknowledge that women earn less than men and that many women are streamed into pink-collar jobs, most of which pay minimum wage; this affects how much women will receive in unemployment insurance benefits.

[Translation]

communautaire, ainsi que de l'emploi des ressources? Quels avantages chaque groupe tire-t-il du fait de les utiliser à sa guise? Quelles conséquences cela a-t-il sur les activités relevant de la politique? Comment peut-on donner aux femmes un plus large accès aux avantages et plus de contrôle? Quels sont les facteurs clés—passés, présents et à venir—qui influent et modifient les relations fondées sur le sexe, la division du travail et l'accès aux ressources aussi que leur contrôle?

Quelles contraintes et quelles possibilités ces facteurs présentent-ils dans l'effort consenti pour promouvoir l'égalité des sexes et le pouvoir des femmes? En quoi et dans quelle mesure les politiques contribuent-elles à l'amélioration des conditions de vie des femmes et des hommes? En quoi et dans quelle mesure contribuent-elles à l'amélioration de la situation de la femme au sein de la société? En quoi et dans quelle mesure les politiques répondent-elles aux besoins pratiques des femmes et des hommes?

En quoi et dans quelle mesure les politiques répondent-elles aux intérêts stratégiques de la communauté en général et des femmes en particulier? Quelle est la nature de la participation des femmes aux programmes ou à l'élaboration des politiques? Quelle est la nature des avantages dont bénéficient les femmes? Dans quelle mesure les femmes sont-elles des intervenantes actives à chaque étape de l'élaboration et de la mise en oeuvre du programme, du projet ou de la politique?

En quoi le programme ou le projet contribue-t-il ou contribuera-t-il à la transformation des relations entre les sexes? En quoi contribue-t-il ou contribuera-t-il à la transformation des relations entre les plus démunis et les plus privilégiés?

Telles sont les questions que les auteurs de ce rapport auraient dû avoir à l'esprit, de notre point de vue, avant de rédiger le Livre vert, parce que les modifications aux politiques et aux programmes proposées par le ministre Lloyd Axworthy dans son document de travail intitulé *La sécurité sociale dans le Canada de demain* ont d'énormes incidences sur les femmes, leur travail, ainsi que leurs relations avec leur famille et l'État. Toutefois, cela n'est reconnu nulle part, et nulle part on ne reconnaît le fait que les modifications proposées aux programmes de sécurité sociale du Canada auront des répercussions différentes suivant qu'elles touchent des femmes ou des hommes.

Le document de travail vise davantage à réduire les coûts qu'à éliminer les iniquités. Bref, il ne renferme pas une analyse des répercussions de la réforme de la sécurité sociale qui tienne compte du sexe et de la personne. *La sécurité sociale dans le Canada de demain* ne dit mot sur le nombre d'hommes qui touchent des prestations d'assurance-chômage comparativement aux femmes, ni sur le nombre de femmes qui bénéficient de l'aide sociale, comparativement aux hommes. Il reconnaît que la plupart des travailleurs à temps partiel sont des femmes, mais il suppose que c'est un choix que font les femmes et qu'elles en tirent une très grande liberté personnelle. Il ne reconnaît pas que les femmes touchent un revenu inférieur aux hommes et que bien des femmes sont confinées dans des emplois dits de col rose qui, pour la plupart, sont rémunérés au salaire minimum, ce qui explique pourquoi tant de femmes toucheront des prestations d'assurance-chômage.

[Texte]

[Traduction]

• 2110

Most disturbing is the discussion paper's assumption that all women in Canada share the same experiences and have common needs. The paper does occasionally make reference to the particular concerns of aboriginal peoples and persons with disabilities. However, no mention is made of how women in these groups might have different perspectives and experiences from men. Race, class, ability, ethnicity, age, education, location, marital status and sexual orientation all affect a woman's status and access to resources in our society. The government's failure to address these differences contradicts a stated goal to make programs more responsive to individual needs.

Our work in examining this discussion paper has been frustrated by the lack of understanding we see in government policy-makers, legislators and politicians for the need to have a gendered analysis of issues, policies and programs affecting the community. The government, through the House of Commons Standing Committee on Human Resources Development, received briefs in February and March of 1994 from the Canadian Advisory Council on the Status of Women, among many other women's organizations, and there is absolutely no evidence to suggest that the authors of *Improving Social Security in Canada* incorporated any of the recommendations made to the standing committee regarding the need for a gender analysis. We know this is not the first time you have heard this.

Through our analysis of this discussion paper, we have tried to demonstrate an alternative approach to policy development by taking women's needs and different perspectives into account. More work needs to be done before any real and meaningful reform can be accomplished. If the federal government is truly serious about reform and about creating more effective social programs, both in cost and in outcome, then it must begin to change the way it looks at income security, job development, and education and training.

I'll conclude my remarks by saying that the federal government, through the Canadian International Development Agency—and I'm echoing Buseje's comments here—requires that international development projects must demonstrate their benefits to women, must demonstrate the projects will not harm women, and must include women in the project development, implementation and evaluation processes. It is time that similar criteria be used for the development, implementation and evaluations of new policies and programs in Canada. We finally have to "walk the walk that we talk" internationally. Governments must be accountable for achieving the goal of women's equality and they must commit themselves to the creation of policies and programs that seek to achieve this goal.

Ce qui est le plus préoccupant dans le document de travail, c'est l'hypothèse selon laquelle toutes les femmes partagent les mêmes expériences et ont des besoins communs au Canada. Le document fait quelques allusions aux problèmes particuliers des autochtones et des personnes handicapées. Cependant, il n'est dit nulle part que les femmes qui appartiennent à ces groupes peuvent avoir des perspectives et des expériences qui diffèrent de celles des hommes. La race, la classe, la capacité, l'ethnicité, l'âge, l'éducation, la situation géographique, l'état matrimonial et l'orientation sexuelle sont autant de facteurs qui influent sur la situation des femmes et sur l'accès qu'elles peuvent avoir aux ressources de notre société. La non-reconnaissance de ces différences de la part du gouvernement va à l'encontre d'un objectif convenu, qui est de mieux adapter les programmes aux besoins particuliers.

Dans l'étude de ce document de travail, ce qui nous a frustrées, c'est de constater que les décideurs gouvernementaux, les législateurs et les politiciens ne comprennent pas la nécessité de procéder à une analyse des questions, des politiques et des programmes touchant la communauté en tenant compte du sexe de la personne. Le gouvernement, par le truchement du Comité permanent du développement des ressources humaines de la Chambre des communes, a reçu en février et en mars 1994 des mémoires de diverses organisations féminines dont le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Or, rien n'indique que les auteurs de *La sécurité sociale dans le Canada de demain* aient tenu compte des recommandations faites au comité permanent sur la nécessité d'une analyse qui tienne compte du sexe de la personne. Nous savons que ce n'est pas la première fois que vous en entendez parler.

Dans le cadre de notre analyse de ce document de travail, nous avons essayé d'exposer une autre approche d'élaboration de politiques qui tienne compte des besoins des femmes et de diverses perspectives. Nous avons encore du pain sur la planche avant d'aboutir à une réforme véritable et en profondeur. Si le gouvernement fédéral prend vraiment au sérieux la réforme et s'il est sincère quand il déclare vouloir créer des programmes sociaux plus efficaces, tant au niveau des coûts que des résultats, il doit commencer par changer d'attitude face à la sécurité du revenu, au perfectionnement, à l'éducation et à la formation.

En conclusion, j'ajouterais que le gouvernement fédéral, par le truchement de l'Agence canadienne de développement international—and je me fais ici l'écho des propos tenus par Buseje—exige que les programmes de développement international soient bénéfiques pour les femmes et qu'ils ne leur nuisent pas et qu'elles participent au processus d'élaboration, de mise en oeuvre et d'évaluation des programmes. Il est grand temps que des critères semblables soient appliqués au processus d'élaboration, de mise en oeuvre et d'évaluation des nouvelles politiques et des nouveaux programmes au Canada. Il faut qu'enfin nous fassions ici ce que nous prétendons vouloir faire au niveau international. Les gouvernements doivent être chargés de la mission de réaliser l'objectif de l'égalité des femmes et s'engager à créer des politiques et des programmes à cette fin.

[Text]

[Translation]

This completes our presentation this evening. I urge you to read our entire brief, which expands on these issues and others. Thank you.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you. We now go on to the third group, which is the Congress of Black Women, Preston, Lake Loon, Westphal and area chapter.

Ms Dolly Williams (Nova Scotia Representative, Congress of Black Women of Canada): Good evening. My name is Dolly Williams. I bring a brief here, not only on behalf of the Preston, Cherry Brook, Lake Loon, Westphal and area chapter, but for the province of Nova Scotia as the rep for the national... for Nova Scotia.

We would like to thank the standing committee for this opportunity to express some of our concerns about the green paper and to participate in the proposed overhaul of Canada's social safety net. We agree that there are some areas of the social program that need to be addressed and changed for the betterment of all Canadians.

The Congress of Black Women of Canada is a voluntary, non-profit organization dedicated to improving the welfare of black women and their families in their local communities and nationally, clarifying and bringing due recognition to the role of black women in the Canadian society. The Congress rejects the traditional oppressions and exploitation, which excluded black women and their families from the mainstream of society. The Congress provides a network of solidarity for black women in Canada and a united voice in the defence of the extension of human rights and liberty of black women in Canada as well as fostering a climate in which it is acceptable for black women to openly examine the issues that affect us and our families. Historically, blacks have been denied the right enjoyed by others in this country; therefore most indigenous blacks are still not included in the mainstream of Canada, even though we have been in Canada since 1700.

Ainsi se termine notre intervention ce soir. Je vous exhorte à lire en entier notre mémoire qui porte sur ces questions et bien d'autres. Merci.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Je vous remercie. Passons maintenant au troisième groupe, c'est-à-dire le Congrès des femmes noires, section régionale de Preston, de Lake Loon et de Westphal.

Mme Dolly Williams (représentante de la Nouvelle-Écosse au Congrès des femmes noires du Canada): Bonsoir. Je m'appelle Dolly Williams. J'apporte ici un mémoire, non seulement au nom de la section régionale de Preston, Cherry Brook, Lake Loon et Westphal, mais également au nom de la Nouvelle-Écosse en ma qualité de représentante du Congrès national... pour la Nouvelle-Écosse.

Je tiens à remercier le Comité permanent de nous donner l'occasion d'exposer certaines de nos vues concernant le Livre vert et de participer au projet de réforme du réseau de sécurité sociale du Canada. Nous convenons que certains aspects du programme social doivent être revus et corrigés pour le plus grand bien de l'ensemble des Canadiens.

Le Congrès des femmes noires du Canada est un organisme à but non lucratif qui se consacre à l'amélioration de la situation des femmes noires et de leurs familles tant à l'échelle locale que nationale, ainsi qu'à la promotion et à la reconnaissance du rôle que joue la femme noire dans la société canadienne. Le Congrès rejette l'oppression et l'exploitation traditionnelles, qui ont exclu les femmes noires et leurs familles de la société canadienne. Le Congrès est un réseau de solidarité pour les femmes noires du Canada et le porte-parole de ceux et celles qui luttent pour l'amélioration de la situation, des droits et de la liberté des femmes noires au Canada et pour l'instauration d'un climat qui permette aux femmes noires d'examiner ouvertement les questions qui les affectent, elles et leurs familles. De tout temps, on a refusé aux Noirs le droit dont jouissent les autres dans notre pays; voilà pourquoi la plupart des Noirs qui sont nés ici ne se sont pas encore fondus à la trame de la société canadienne même si nous sommes ici depuis 1700.

• 2115

Here in Nova Scotia is the largest population of indigenous blacks in Canada, and I want to assure you we have played and still play a major role in this country of ours. Many of our forefathers did not come to Canada by choice, but as slaves. However, many were free and all worked and gave fully by the sweat of their brow and the spilling of their blood upon the soil.

C'est en Nouvelle-Écosse que se trouve le plus grand groupe de Noirs établis au Canada depuis plusieurs générations. Je puis vous assurer que nous avons joué un rôle majeur dans ce pays qui est le nôtre et que nous continuons à le faire. Bon nombre de nos ancêtres ne sont pas venus au Canada par choix, mais en tant qu'esclaves. Pourtant, beaucoup d'autres sont venus librement, et tous ont travaillé à la sueur de leur front, acceptant même de verser leur sang pour leur patrie.

There are many issues we have problems with, but because of the time limit I will deal with a few. I want this committee to know that all the documents will have an impact on black communities in this country. We believe social security in Canada has to be restructured, but not on the backs of disadvantaged people. We have human rights legislation that is supposed to stop such practices.

Plusieurs propositions nous posent des problèmes, mais à cause du temps limité, je n'en aborderai que quelques-unes. Je veux que le comité sache que toutes auront un impact sur les collectivités noires de notre pays. Nous croyons que le régime de sécurité sociale du Canada doit être réorganisé, mais pas sur le dos des défavorisés. Notre législation sur les droits de la personne est censée interdire ce genre de pratiques.

[Texte]

What I see in the green paper is a form of systemic discrimination, and I will explain. I see in your green paper that the victims are being blamed for Canada's deficit. It's outrageous. In the shortage of employment opportunities that force people to seek assistance, people are suffering because there are no jobs. They did not quit their jobs; their jobs were taken from them.

The restructuring here in Canada and around the globe resulted in these massive job losses. I have to blame most of this on free trade. Where have all the jobs gone? Need I answer?

Welfare recipients and the underemployed—and this would definitely include most of the black communities—are still denied the basic principles necessary in order to survive in this country. Those are the right to an education, the right to equitable jobs, the right to affordable housing that is safe and acceptable in all our communities and the right to a safe and clean environment.

Blacks are still the last hired in this province and in this country, and of course the first to go in the lay-offs when downsizing happens. In a white paper put out by my MP in 1989, Mr. Ron MacDonald showed over 70% of the blacks in his riding were unemployed, mainly because of racism in the hiring practice within government and also within the private sector.

As well, blacks are still taking home smaller pay cheques than those of their white counterparts living in the same districts in Nova Scotia. Solution: jobs, jobs, jobs. This does not mean job training, but jobs that are equitable, long-term and provide a decent standard of living. Racism, again, has played a major role in the joblessness of indigenous black families and also of other minorities coming into this province.

I see the government, with some of the statements in the green paper, shifting resentment from the rich to the poor. The tax system in Canada is an unfair, discriminatory one; 44% of the revenue is paid from personal income taxes and only 8% from the corporate sectors. The business community is saying we need to change the social security policy. Again, I agree. They should be willing to do their share by paying back this country some of what they have taken out.

Solution: tax large corporations like the Royal Bank of Canada, which in 1992 made over \$1 billion in profit and paid no taxes. That is one of your solutions—tax all corporations. Over 93,000 profit-making corporations paid no taxes in 1992.

Workfare will create another problem for all people. This cannot and should not happen. Solution: people should not be forced into low-paying jobs with no benefits or security and under poor working conditions.

[Traduction]

Ce que prévoit le Livre vert, c'est une forme de discrimination systémique. Je m'explique. Je vois dans le Livre vert qu'on jette le blâme du déficit du Canada sur les victimes de la société. C'est révoltant. Les possibilités d'emploi étant réduites, les gens doivent demander de l'aide. Ils souffrent de ne pas avoir d'emploi. Ils n'ont pas quitté leur emploi, ils l'ont perdu.

Au Canada et ailleurs dans le monde, la réorganisation a entraîné des pertes d'emploi massives. Le coupable, c'est en grande partie le libre-échange. Où sont allés tous ces emplois? Ai-je besoin de répondre?

Ce qui est fondamentalement nécessaire pour survivre dans ce pays n'est toujours pas assuré aux bénéficiaires de l'aide sociale et aux personnes sous-employées, c'est-à-dire à la plupart des membres des collectivités noires. Il s'agit du droit à l'éducation, du droit à un emploi équitable, du droit à des logements sûrs et abordables pour toutes les collectivités et du droit à un environnement sain et sans danger.

Les Noirs sont certainement les derniers à être embauchés dans notre province et dans notre pays. Bien sûr, ce sont les premiers congédies en cas de rationalisation des effectifs. Un Livre blanc publié en 1989 par mon député, M. Ron MacDonald, révélait que plus de 70 p. 100 des Noirs de sa circonscription étaient sans emploi. Ce fait est attribuable essentiellement au racisme dans les pratiques d'embauche, au sein tant du gouvernement que du secteur privé.

Les Noirs rapportent aussi à la maison de plus petites payes que leurs compatriotes blancs vivant dans la même région de Nouvelle-Écosse. La solution, c'est de créer des emplois, des emplois et encore des emplois. Je ne parle pas de formation à l'emploi, mais de bons emplois équitables, de longue durée et assurant des conditions de vie décentes. Je répète que le racisme compte beaucoup dans le fait que les familles noires, ainsi que celles des autres minorités qui s'installent dans cette province, sont victimes du chômage.

Certains énoncés du Livre vert donnent à penser que le gouvernement cesse de s'occuper des riches pour s'en prendre aux pauvres. Le régime fiscal canadien est injuste et discriminatoire: 44 p. 100 des recettes gouvernementales proviennent de l'impôt sur le revenu des contribuables et seulement 8 p. 100 viennent des entreprises. Le monde des affaires affirme que nous devons changer la politique sur la sécurité sociale. Encore une fois, je suis d'accord. Cependant, les entreprises devraient être prêtes à faire leur part en remettant à leur pays une partie de ce qu'il leur rapporte.

La solution consiste à taxer les grandes sociétés comme la Banque Royale du Canada qui, en 1992, a encaissé plus d'un milliard de dollars de bénéfices sans payer d'impôt. C'est une des solutions que nous proposons: taxer toutes les sociétés. Plus de 93 000 sociétés à but lucratif n'ont pas payé d'impôt en 1992.

Le programme de travail obligatoire créera un autre problème pour tout le monde. Ce genre de choses ne devrait pas être permis. Les gens ne devraient pas être forcés d'accepter des emplois mal rémunérés, sans avantages sociaux ni sécurité d'emploi et n'offrant que de piétres conditions de travail.

[Text]

Other items in this document that we could revisit are child care—we only have two black day cares within the province of Nova Scotia—the child benefit and CAP funding. The equality issue was left completely out of the document; it excludes women and other minority groups.

Another issue is poverty, in particular child poverty. If a child is in poverty, that means the parents are also in poverty. Let's not forget the parents.

• 2120

As for seniors, I would say the reason we're here is because of our seniors. They are important to what has gone on in this country of ours.

Immigrants coming to our country should not be denied the right of equal opportunities.

Literacy is another major issue in the black community, which I mentioned already. Blacks in this province are still being denied the right to an education. The black community does its own assessment on education levels. It's not only blacks in this country, but, as you can see, around the world. Canada is at the bottom of the level when it comes to their citizens.

First nations people are the only ones who have a right to this country, but they're still being denied and are still enslaved on reservations. They're still denied access to jobs.

Because my time is running out, I must tell you as someone who is racially visible in Canada that you need to look at the realities of how some of the changes you suggest will impact on black people. I should also say that the impact will make an increase in violence across the country, not only in black families, but in all families. Youth will be on the street with no place to go because there are no jobs. When they do come out of university—those who are fortunate enough to go there—they can't find a job unless they leave and go to the States or someplace else. This concerns black people and members of all equity groups. Not to do this will ensure that these people will remain disadvantaged.

Let's not blame the victims. Let's make sure the reform makes this a process that will keep Canada as a country that cares for its own. Let's remember the old saying that says don't pour out the baby with the bath water. Also remember that it is great to help others in need. A measure of a country's greatness is its willingness to take care of all its people.

Thank you for listening. I hope you were truly listening with both ears. Thank you.

Ms Lori Vitale Cox (Representative, Nova Scotia Women's Fish Net): My name is Lori Vitale Cox and I'm speaking on behalf of the Nova Scotia Women's Fish Net, which is a coalition of groups and individuals around Nova Scotia formed in 1993 in response to the Atlantic fisheries crisis and the government's fishing policy.

[Translation]

Les autres éléments de ce document qui pourraient être repris concernent les services de garde d'enfants, puisque nous n'avons que deux garderies destinées aux Noirs dans la province, les prestations pour enfants et le RAPC. Les questions d'égalité ont été complètement oubliées; le document exclut les femmes et les autres groupes minoritaires.

La pauvreté est un autre enjeu important, surtout la pauvreté chez les enfants. Si un enfant est pauvre, cela signifie que ses parents sont pauvres, eux aussi. Tâchons de ne pas oublier les parents.

•

Pour ce qui est des personnes âgées, je dirais que c'est pour elles que nous sommes venus témoigner. Elles ont fait beaucoup pour notre pays.

Les immigrants qui entrent chez nous ne devraient pas se voir refuser le droit à des chances égales.

L'alphabétisation est une autre question importante pour les Noirs, comme je l'ai déjà mentionné. Les Noirs de notre province se voient toujours refuser le droit à l'éducation. La communauté noire mène elle-même des enquêtes sur les niveaux d'instruction. Cette situation n'affecte pas seulement les Noirs de notre pays mais, comme vous le savez, ceux du monde entier et le Canada ne fait que de bien piétres efforts en faveur de cette catégorie de citoyens.

Les membres des premières nations sont peut-être les seuls à avoir des droits sur notre pays, mais on refuse encore de les reconnaître et on les enferme encore dans des réserves. Ils n'ont toujours pas accès à l'emploi.

Comme je n'ai plus beaucoup de temps, je dois vous dire tout de suite, en tant que membre d'une minorité visible au Canada, qu'il faut penser aux conséquences concrètes qu'auront pour les Noirs certains des changements que vous proposez. Je dois ajouter que cela fera monter le niveau de violence dans tout le pays, non seulement dans les familles noires, mais dans toutes les familles. Les jeunes se retrouveront dans les rues et n'auront nulle part où aller, parce qu'ils n'auront pas d'emploi. Quand ils quitteront l'université, pour ceux qui auront la chance d'y aller, ils ne trouveront un emploi que s'ils acceptent de partir, aux États-Unis ou ailleurs. C'est vrai pour les Noirs comme pour les membres de tous les groupes minoritaires. S'ils ne le font pas, ils resteront certainement dans les rangs des défavorisés.

Ne blâmons pas les victimes. Assurons-nous que la réforme permettra au Canada de continuer à veiller sur les siens. Souvenons-nous du vieux dicton voulant qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Souvenons-nous aussi que c'est quelque chose de très beau que d'aider les gens qui sont dans le besoin. On peut mesurer la grandeur d'un pays à sa volonté de prendre soin de tous ses citoyens.

Merci de m'avoir écouté. J'espère que vous étiez vraiment tout ouïe.

Mme Lori Vitale Cox (représentante, Nova Scotia Women's Fish Net): Je m'appelle Lori Vitale Cox et je parle au nom du Nova Scotia Women's Fish Net, une coalition de groupes et de personnes de toute la province formée en 1993, à la suite de la crise qui affecte les pêcheries de l'Atlantique et de l'adoption d'une nouvelle politique gouvernementale sur la pêche.

[Texte]

We'd like to thank the committee—I guess you've had a lot of thanks—for the opportunity to speak. We hope the consultation process, as Dolly said, is more than just a mere formality. It seems to have been said often that one of the major problems with Canada's social policy is that it is developed and implemented from the top down. Often our professional solutions seem to be worse than the original human problems.

Most people seem to agree Canada's safety net is unravelling and that it does need to be rewoven in order to ensure the health and well-being of the society. But after a series of community meetings in various coastal communities in northern Cape Breton and a series of conferences with women and women's groups around the province, it seems clear to most of us that the proposed changes to the social security system provide a cure that is actually worse than the disease itself. It also seems clear to us that cutting the already meagre support from the people who need it the most is extremely dangerous.

The first area of reform that concerns us is the proposal for a two-tiered UI system that would give lower benefits to seasonal workers and tie eligibility for benefits to job retraining.

This solution to the problem of UI use in coastal communities seems to be a problem. First, at this point in time, working in coastal communities simply is seasonal. Yet many inshore fishing families do not make enough to tide them over the winter because of low fish prices for the species they are allowed to fish, like mackerel. There are also the government's exclusive licensing policies in recent years that make it impossible for them to have access to the fisheries of higher value, like crab.

The small inshore fishing family is having the same problems as the family farm did a few years ago. The government policies seem to exacerbate these problems instead of solving them. Inshore fishers are not allowed to fish even when fish are available because of distorted licensing policies, just as small farmers are not allowed to sell eggs or milk because of strange government quotas.

For instance, in the community of Bay St. Lawrence in northern Cape Breton, 17 fishermen in the last 10 years have been licensed to catch crab. In 1994, according to DFO figures, these men gross approximately \$200,000 in an average of 10 days. Meanwhile, the other fishing families in the community were unemployed and underemployed and unable to fish. Without putting any more pressure on the crab stock, the quota could have been divided and each full-time fishing family would have grossed \$70,000 in the 10 days. This would have enabled them to live through the winter successfully without UI.

[Traduction]

Je tiens à remercier le comité de nous avoir permis de témoigner. Nous devons être nombreux à vous remercier. Comme Dolly l'a dit, nous espérons que ce processus de consultation est plus qu'une simple formalité. Il semble qu'on ait dit à plusieurs reprises que l'un des principaux défauts de la politique sociale du Canada, c'est que sa conception et sa mise en oeuvre nous sont imposées par les hautes sphères du pouvoir. Il arrive souvent que les solutions proposées par les spécialistes soient pires que le problème auquel les gens font face.

La plupart des gens semblent d'accord pour dire que le filet de sécurité sociale du Canada est en train de se démailler et qu'il faut le réparer pour assurer la santé et le bien-être de notre société. Pourtant, après une série d'assemblées publiques tenues dans diverses localités côtières du nord du Cap-Breton et une série de colloques réunissant des femmes et des groupes de femmes de toute la province, il apparaît clairement à la plupart d'entre nous que les changements proposés au régime de sécurité sociale constituent un remède qui est bien pire que le mal. Il nous semble tout aussi dangereux d'enlever un soutien déjà bien maigre à ceux qui en ont le plus besoin.

La première chose qui nous préoccupe dans cette réforme c'est la proposition de créer un système d'assurance-chômage à deux paliers qui accorderait des bénéficiaires moindres aux travailleurs saisonniers et obligerait les bénéficiaires à suivre des cours de recyclage pour être admissibles aux prestations.

Cette solution au problème du recours endémique à l'assurance-chômage dans les localités côtières semble comporter des difficultés. Premièrement, dans l'état actuel des choses, le travail est inexorablement saisonnier dans les localités côtières. Cependant, nombre de familles vivant de la pêche côtière ne gagnent pas suffisamment pour leur permettre de passer l'hiver, parce que les espèces qu'elles ont droit de pêcher, comme le maquereau, ne valent pas cher sur le marché. En outre, le gouvernement a eu comme politique ces dernières années d'accorder des permis exclusifs, ce qui leur interdit l'accès aux stocks ayant plus de valeur, comme le crabe.

Les familles qui pratiquent la pêche côtière à petite échelle ont les mêmes difficultés que les agriculteurs il y a quelques années. Les politiques du gouvernement semblent ajouter à ces difficultés plutôt que de les régler. Les pêcheurs côtiers n'ont pas le droit de pêcher même quand il y a du poisson, à cause de la complexité des conditions de délivrance des permis, tout comme les petits agriculteurs n'ont pas le droit de vendre des œufs ou du lait à cause des curieuses règles de contingentement du gouvernement.

Par exemple, dans la localité de Bay St. Lawrence, dans le nord du Cap-Breton, 17 pêcheurs ont obtenu un permis de pêche au crabe au cours des 10 dernières années. Selon les données de Pêches et Océans, en 1994, ces hommes ont gagné 200 000\$ brut en une dizaine de jours. Pendant ce temps, les autres familles de pêcheurs de la localité étaient sans travail ou sous-employées, et il leur était impossible de pêcher. On aurait pu conserver le même contingent pour ne pas risquer de diminuer les stocks de crabe, mais le diviser entre toutes les familles dont la pêche est le principal revenu. Ainsi, chacune de ces familles aurait gagné 70 000\$ brut, au cours de ces dix jours. Cela leur aurait permis de passer l'hiver confortablement sans avoir recours aux prestations d'assurance-chômage.

[Text]

[Translation]

• 2125

This doesn't make sense to any of us. If the government's economic development policy is distorted like this, the social security system is bound to be overburdened. Ultimately we all have to pay, not for the poverty of the inshore fishing family trying to live on UI, but for the wealth of the drammers, the crabbers and corporate fleet who have been given licence by the government to exploit the fishery resource to the point of collapse for their own profit and their own interest.

Inshore fishing families in coastal communities have sustained themselves and their communities for hundreds of years without creating any threat to the natural or the social environment. In the last 20 years the government has taken on the responsibility of managing the inshore fishery and protecting fishing communities with policies like UI. We have simply the most managed fishery and the most regulated UI system imaginable and yet the fishery is suffering from extreme environmental degradation and the fishing community is faced with the threat of closure and resettlement. We believe that this is a result of fundamental biases in the assumptions that underlie government policy.

We believe that these flaws distort the proposals in the present green paper on the restructuring of our social security system. For instance, there is a tacit assumption that values mobility rather than the ties of family or community. The individuals who can move to where the jobs are, are considered the most efficient and the most forward-looking individuals in society.

This kind of distorted thinking places no value whatsoever on community and family and reveals no understanding of the importance of relationship and connection in the lived experience of all human beings. This bias was also inherent in government development policy documents of the 1960s. We heard the same jargon about mobility, about retraining, about changing the attitudes of a dependent population.

In the 1960s this led to the relocation of many families in communities in Newfoundland, in Africville and Cape Breton, and yet all of the social research indicates that the relocated families were often worse after resettlement and retraining than before. It led to higher welfare rates, increased family breakdown and delinquency. Researchers worldwide indicate the same trend. People in fishing communities don't need to be trained or retrained for low-paying jobs that don't exist either in their communities or outside of them. They need to be allowed to actively develop alternatives to keep their coastal communities and their families together. We believe that a shift in perspective is necessary.

One of the first principles of Canada's social policy should be to protect and maintain the inshore fishing communities and the families that have lived there for generations. None of us want to be dependent on transfer payments, nor do we believe

Nous avons tous l'impression que la situation est insensée. Si la politique économique du gouvernement est aussi inadéquate, c'est certain que le système de sécurité sociale sera surchargé. Finalement, nous devons tous payer, non pas pour soulager la pauvreté des familles qui pratiquent la pêche côtière et qui tentent de survivre grâce aux prestations d'assurance-chômage, mais pour contribuer à la richesse des propriétaires de chahutiers, de crabiers et de flottes commerciales qui ont obtenu du gouvernement des permis leur permettant d'exploiter les ressources jusqu'à la limite, pour leur propre bénéfice et dans leur propre intérêt.

Les familles de pêcheurs côtiers ont assuré leur subsistance et celle de leurs collectivités depuis des centaines d'années sans jamais constituer une menace pour l'écosystème ou la structure sociale. Au cours des 20 dernières années, le gouvernement a assumé la gestion de la pêche côtière et la protection des collectivités de pêcheurs à grand renfort d'assurance-chômage. Le système d'administration de nos pêcheries est le plus complexe qui soit et le Régime d'assurance-chômage, le plus réglementé. Toutefois, les pêcheries sont menacées par une grave détérioration de l'environnement et les collectivités de pêcheurs risquent d'être déplacées et de voir leur village disparaître. Nous croyons que cette situation est le résultat d'une politique gouvernementale fondée sur des prémisses erronées.

De notre point de vue, cela fausse les propositions du Livre vert sur la réorganisation de notre régime de sécurité sociale. Par exemple, ces propositions valorisent tacitement la mobilité des personnes plutôt que les liens familiaux ou l'attachement à la communauté. Les gens qui peuvent se rendre là où il y a des emplois sont considérés comme les plus efficaces et les plus prévoyants de la société.

Ce mode de pensée dénaturé n'accorde aucune valeur à la communauté ni à la famille et fait fi de l'importance des relations et des liens qui se tissent dans la vie de tout être humain. On pouvait constater le même parti pris dans les documents de travail publiés dans les années soixante. Nous avons entendu les mêmes discours prônant la mobilité, le recyclage et la nécessité de changer l'attitude d'une population d'assistés.

Dans les années soixante, cela a amené beaucoup de familles de Terre-Neuve à déménager à Africville et au Cap-Breton. Toutefois, toutes les enquêtes sociales que nous avons faites ont montré que les familles qui se sont déplacées vivaient souvent dans des conditions plus difficiles après avoir déménagé et s'être recyclées qu'avant leur départ. Les niveaux d'aide sociale ont monté, les familles désunies se sont multipliées et la délinquance a augmenté. Dans le monde entier, les recherches montrent la même tendance. Les habitants des localités de pêcheurs n'ont besoin ni de formation ni de recyclage pour se préparer à des emplois peu payants qui n'existent ni dans leur localité ni même à l'extérieur. Ce dont ils ont besoin, c'est qu'on leur permette de chercher activement des solutions de recharge qui leur permettront de rester dans leurs villages et au sein de leurs familles. Nous croyons qu'un tel changement de perspective est nécessaire.

L'un des principes de base de la politique sociale du Canada devrait être de protéger et de maintenir en place les collectivités de pêcheurs côtiers et les familles qui habitent ces régions depuis des générations. Personne parmi nous ne veut dépendre

[Texte]

that ultimately we have to be. But we do need help at this point in time to develop new strategies for survival, since government fishing policy has directly led to the complete erosion of the natural ocean community on which we depend. We shouldn't be punished for the government's mismanagement. The health of our ocean and our communities must have priority over motives of profit in government social and economic policy.

It is simply not efficient to think of the ocean, the earth or even human beings as resources that can be exploited to the point of exhaustion. This kind of distorted development perspective doesn't lead to progress, but to a kind of development that serves only the interests of the most powerful or the most dominant groups in our society.

For instance, the tax program in its present form, like the proposed two-tiered UI system, has little to do with enabling the most needy families living in coastal communities to actively work to create solutions so that ultimately their families and the communities will be healthier and less dependent on social assistance. The tax program was developed and is administered without real community input. In one community in Cape Breton that I am familiar with, a small group of men work with TAGS administrators to make decisions about progress. This is done without any community meetings and input. Women's voices and perspectives have been totally excluded in the formation and the implementation of the TAGS program. All of this leads to distorted policy.

In one community \$150,000 has been spent on a walkway connecting the wharf where fishers dock their boats to the wharf where they sell their fish. The wharf, however, was constructed in such a way that it is totally useless to the fishers. They can't use it to load their boats and they don't need it for access, since there is already a road between the two wharves.

The construction has also led to the tearing up of a section of roadway that the department of highways just spent thousand of dollars to widen. It has also undermined this road and created a dangerous drop-off that will be extremely difficult to local families in the winter. This walkway might be used by tourists, but a post has been put in the middle of it to discourage use by three-wheelers. This means it is not even wheelchair accessible.

[Traduction]

des paiements de transfert, et nous ne croyons pas que nous n'avons pas le choix. Nous avons juste besoin d'aide pour franchir cette étape et mettre au point de nouvelles méthodes pour assurer notre subsistance, puisque la politique gouvernementale sur la pêche a eu comme premier effet d'appauvrir complètement le milieu marin sur lequel nous comptons pour vivre. Nous ne devrions pas être punis pour les erreurs de gestion du gouvernement. La santé de notre océan et de nos collectivités doit passer avant les profits dans la politique sociale et économique du gouvernement.

C'est tout simplement inefficace de considérer l'océan, la terre, ou même l'espèce humaine comme des ressources qui peuvent être exploitées jusqu'à la limite. Cette façon d'envisager le développement est fausse et n'assure aucun progrès; elle sert plutôt les intérêts des plus puissants ou des groupes dominants de notre société.

Par exemple, le régime fiscal actuel et le système d'assurance-chômage à deux paliers proposé dans le Livre vert ne servent pas à grand-chose pour aider les familles les plus défavorisées des localités côtières à chercher activement des solutions à leurs problèmes qui leur assurerait, ainsi qu'à leur collectivité, des conditions de vie plus saines et une moins grande dépendance vis-à-vis de l'aide sociale. Le régime fiscal a été conçu et est administré sans que la population puisse mettre son mot. Dans un certain village du Cap-Breton que je connais bien, un petit groupe d'hommes collaborent avec les administrateurs de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique, quand il y a des décisions à prendre quant à son déroulement. Les décisions sont prises sans qu'il y ait aucune assemblée publique ou consultation. Les idées et le point de vue des femmes n'ont absolument pas été pris en considération dans la conception et la mise en oeuvre de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique. Il en résulte une politique inadéquate.

• 2130

Dans un certain village, on a consacré 150 000\$ à la construction d'une passerelle reliant le quai où les pêcheurs amarrent leurs navires à celui où ils vendent leur poisson. Cette passerelle a cependant été construite de telle façon qu'elle est totalement inutile pour les pêcheurs. Ils ne peuvent pas l'utiliser pour charger leurs navires et ils n'en ont pas besoin pour accéder aux quais, puisqu'il y a une route.

Pour construire cette passerelle, on a dû détruire un tronçon de route que le ministère des Travaux publics venait d'élargir au coût de milliers de dollars. Toute la route a aussi été endommagée et accuse maintenant une dénivellation dangereuse qui posera beaucoup de problèmes aux familles de l'endroit durant l'hiver. Cette passerelle aurait pu servir aux touristes, mais on a planté un poteau en plein milieu pour empêcher les trois-roues de passer, ce qui fait qu'elle n'est même plus accessible aux fauteuils roulants.

[Text]

This is a community where there is absolutely nothing but two small stores, a school, and a recent whale watch business. Most people in the community wanted to try to develop a co-op restaurant like the women in Cheticamp run. Other people mentioned a community centre for teens, who have absolutely nothing to do and nowhere to go. Instead, the government spent thousands of dollars for a walkway no one wants.

From the perspective of most of the people living in our community this seems to be absurd and it serves no purpose in community development, at least beyond short-term job creation. We believe reform needs to come not from the top down but from the people involved, the people who want to maintain their families and their communities—the people, in effect, who use the system.

The second bias that needs to be changed is the subtle and not so subtle blame—the-victim perspective that equates being poor or unsuccessful in society's terms with being ignorant, backward, lazy, and incapable of making decisions about their lives and what they need to survive. People who can't fish because government policy has ruined the resource and continues to protect the right of the corporate fishery at their expense are unemployed not because they're lazy or ignorant.

We believe this is true for most people in Canada who find themselves on social assistance. No one wants to be dependent on government handouts. They want to work in ways that will help their families and communities. We believe they must be part of the process of change in a real and meaningful way. Policy that doesn't reflect and really respect their perspective and consequently allow them to be agents of change instead of passive recipients will not ultimately serve their interests, but will only ensure that they and their families become trapped in a life of dependence.

We also believe mainstream Canadian society could actually learn a valuable lesson from the ways in which people in traditional fishing communities have developed networks of caring and sharing in their communities, and at the same time have managed a sustainable fishery for centuries. It is the women in the communities who have been largely responsible for maintaining these values within the family and community. We believe their voices and their perspectives must be included in government policy decisions.

Research has shown that all over the world it is also the women and children who are the hardest hit by economic restructuring and development in mainstream terms. It seems absurd that we should not learn the lessons from our sisters and brothers in the so-called third world countries.

The kind of restructuring that is proposed in the government's green paper will create conditions in Canada that are similar to those in third world countries characterized by the incredible disparity between rich and poor. The whole deficit problem, for instance, has to do not with an increase in actual spending but rather with the strange workings of the world monetary system and the incredibly high interest payments that are the result of the weakness of the Canadian dollar in relation

[Translation]

À part deux petits magasins, une école et une entreprise récemment établie qui offre ses services aux gens qui veulent observer les baleines, il n'y a absolument rien dans ce village. La plupart des villageois étaient en faveur d'ouvrir un restaurant communautaire comme celui qui est géré par les femmes de Cheticamp. On a aussi parlé d'un centre communautaire pour les jeunes, qui n'ont absolument rien à faire et nulle part où aller. Au lieu de cela, le gouvernement a dépensé des milliers de dollars pour construire une passerelle dont personne ne veut.

La plupart des habitants de ce village ont trouvé cette construction absurde. Cela ne favorise absolument pas le développement économique du village, rien d'autre, en tout cas, que la création d'emplois à court terme. Nous croyons que la réforme doit être faite non par des hauts fonctionnaires, mais par les principaux intéressés, ceux qui veulent préserver leur famille et leur communauté—en fait, ceux qui utilisent le système.

Le deuxième parti pris qui doit disparaître du Livre vert est l'idée implicite et pourtant flagrante que la victime est à blâmer et que les pauvres ou ceux qui ne réussissent pas dans la société sont ignorants, rétrogrades et incapables de prendre des décisions quant à leur mode de vie et à leur subsistance. Les gens qui ne peuvent pas pêcher parce que le gouvernement a détruit la ressource avec ses politiques et qu'il continue de protéger la pêche commerciale à leurs dépends ne sont pas au chômage parce qu'ils sont paresseux ou ignorants.

Nous pensons que la même chose est vraie pour la plupart des Canadiens qui vivent de l'aide sociale. Personne ne souhaite vivre de la charité du gouvernement. Les gens veulent travailler et se rendre utiles à leur famille et à leur communauté. Nous croyons que les Canadiens doivent participer véritablement et utilement au processus de réforme. Une politique qui n'est pas conçue dans cette perspective et qui ne respecte pas ce principe en permettant aux gens d'agir comme facteurs du changement plutôt que de le subir passivement ne peut pas servir leurs intérêts à long terme. Cela ne peut que les condamner avec leur famille à une vie de dépendance.

Nous croyons par ailleurs que l'ensemble de la société canadienne pourrait tirer une bonne leçon de la façon dont les communautés qui vivent traditionnellement de la pêche ont développé des réseaux d'entraide et de soutien mutuel tout en gérant une industrie de la pêche viable depuis des siècles. C'est surtout grâce aux femmes que ces valeurs familiales et communautaires ont tenu le coup. Nous croyons qu'avant de fixer ses politiques, le gouvernement doit tenir compte des idées et des points de vue des femmes.

Des recherches ont montré que, partout dans le monde, ce sont les femmes et les enfants qui sont, en général, le plus durement touchés par les réorganisations et le développement. C'est ridicule de ne pas tirer de leçons de ce qui se passe dans ce qu'on appelle les pays du Tiers-monde.

Le genre de réorganisation que propose le Livre vert du gouvernement créera au Canada des conditions semblables à celles que connaissent les pays du Tiers-monde, en particulier, cette incroyable disparité entre les riches et les pauvres. Par exemple, tout le problème du déficit ne tient pas tellement à une hausse des dépenses réelles, mais plutôt à l'étrange fonctionnement du système monétaire mondial et aux intérêts incroyablement élevés que nous payons à cause de la faiblesse

[Texte]

to the Japanese yen. This kind of situation is a financial abstract reality, but it really has very little to do with human beings and how hard they work or how they live their lives.

This is, however, not to say that the world of interest rates doesn't affect us, even if it seems at this point as absurd as the old gold standard. But the social cuts as outlined in the green paper seem to be asking the poorest Canadians to tighten their belts so that the richest can continue to live at the same level of consumption they have become accustomed to. This doesn't make sense to us.

[Traduction]

du dollar canadien par rapport au yen japonais. Ce genre de situation est attribuable à des principes financiers abstraits qui n'ont pas grand-chose à voir avec les conditions de vie réelles des gens ni avec le travail qu'ils accomplissent.

Toutefois, cela ne veut pas dire que ce qui gouverne les taux d'intérêt ne nous touche pas, même si cela semble actuellement aussi absurde que d'avoir recours au vieux étalon-or. Les coupures aux programmes sociaux proposées dans le Livre vert semblent forcer les Canadiens les plus pauvres à se serrer la ceinture afin que les plus riches puissent maintenir leur niveau de vie et consommer comme ils en ont l'habitude. Pour nous, c'est une exigence insensée.

• 2135

According to Statistics Canada, social spending is responsible for only a very small percentage of the total budget, while corporate tax breaks have steadily increased during the last ten years. This also doesn't make sense to us.

We believe the proposals in the green paper in relation to changes in UIC, cuts to university education and block funding to social programs will create further disparity in a society that is already struggling with inequalities in terms of opportunity and accessibility.

This kind of policy seems to us to have more to do with social control and the maintenance of the social order as it is than with changing or restructuring in any kind of meaningful way. Further, we believe the disparity is dangerous to the fabric of Canadian society and that it will result in further dislocation and alienation.

In the community in which I live there are no homeless people and no one goes hungry. Last summer, when an old couple's house burned down, the whole community got together and raised money to help rebuild their house because they had no insurance. This fall a young couple's house burned down, and once again everybody worked together with bingos, collections and variety concerts to help them rebuild. I really don't think the same thing could be said of Vancouver or Toronto.

These are the kinds of values all of us, as Canadians, should work to maintain and nurture. We believe we have to restructure our world and our social programs so that they reflect not the values of the abstract world of the money market but the real values and possibilities of diversity and community.

We have lessons to learn from the people living in our inshore fishing communities and our black and native communities that might really help us and Canada to survive, if we only had the sense to listen.

The Acting Chairman (Ms Augustine): We move on to the next presentation from the Second Story Women's Centre.

Ms Debbie Reimer (Researcher, Second Story Women's Centre): I have a comic I want you people to see.

I want to also thank you for putting me ahead so I can get home to my children. I have a concern with child care.

Selon Statistique Canada, les dépenses d'ordre social ne comptent que pour un très petit pourcentage du budget total, tandis que les allégements fiscaux offerts aux sociétés ont augmenté constamment au cours des 10 dernières années. Pour nous, cet état de fait est aussi insensé.

Nous croyons que les propositions du Livre vert en ce qui a trait à l'assurance-chômage, aux études universitaires et à la réduction du financement des programmes sociaux ne feront que créer une plus grande disparité au sein de la société qui est déjà aux prises avec l'inégalité des chances et des possibilités d'accès à l'emploi.

Pour nous, ce genre de politique semble avoir davantage pour but d'exercer un contrôle sur la société et de maintenir l'ordre social tel qu'on le connaît plutôt que d'aboutir à une réorganisation valable. Nous croyons en outre que cette disparité est dangereuse pour le tissu social canadien et qu'elle ne peut qu'entraîner plus de divisions et un plus grand sentiment d'aliénation.

Dans la localité où j'habite, tout le monde a un toit et tout le monde mange. L'été dernier, quand la maison d'un vieux couple a été détruite par le feu, toute la collectivité s'est cotisée pour recueillir des fonds afin d'aider ces gens à rebâtir leur maison, parce qu'ils n'avaient pas d'assurance. Cet automne, la maison d'un jeune couple a brûlé. Encore une fois, tout le monde s'est donné la main pour organiser des bingos, des quêtes et des concerts dont les profits ont permis d'aider le couple en question à reconstruire sa maison. Je suis bien sûre que la même chose ne pourrait se produire à Vancouver ou à Toronto.

Ce sont là les valeurs que nous, en tant que Canadiens, devrions développer et entretenir. Nous croyons que nous devons réorganiser notre monde et nos programmes sociaux afin qu'ils reflètent non seulement les valeurs de ce monde abstrait qu'est le marché des changes, mais aussi les vraies, celles qui viennent des possibilités qu'offrent la diversité et l'esprit communautaire.

Nous pouvons apprendre beaucoup des gens qui vivent dans les villages côtiers et de nos collectivités noires et autochtones. Si seulement nous savions écouter, cela aiderait certainement les Canadiens et le Canada à survivre.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Nous passons au témoin suivant, le Second Story Women's Centre.

Mme Debbie Reimer (chercheuse, Second Story Women's Centre): J'ai ici une bande dessinée que je veux vous montrer.

Je veux aussi vous remercier de m'avoir fait passer plus tôt, afin que je puisse retourner à la maison et à mes enfants. J'ai un problème de gardienne.

[Text]

I spoke to Andy Scott earlier. He mentioned not being able to see his children for a month or whatever. He has a partner at home looking after his children. I don't; I'm a single mom.

I'm Debbie Reimer. I work with Second Story Women's Centre in Bridgewater, on the south shore of Nova Scotia. I was hired to speak directly with women in the community about the proposed social reform and get their views and thoughts on the subject.

Two focus groups were held. One consisted of service users and the other of service providers. I'm not comfortable with those terms, but they're the best I could come up with. Following is a brief summary of each of the focus groups and the recommendations that came from the women who participated in them.

Service users identified a number of barriers that exist within the present system. These range from costs of educational programs to child care costs. As well, they identified lack of accessibility to information as problematic. Women often face obstacles when attempting to enter the labour market. For example, their skills may be outdated, they may not have needed transportation or they may have low self-esteem and feelings of worthlessness.

At present women's skills are often devalued or considered irrelevant. As one participant stated:

I find that so many women feel they are nobodies, that their basic skills of motherhood and just being a person are not important. I feel women don't have self-esteem and confidence.

This first group also identified areas in which the present system is working. First, teaching basic communication and life skills is imperative if women are going to enter the labour market. They assist in increasing self-esteem and feelings of self-worth. Secondly, computer training is important because the majority of jobs today require computer skills. Lastly, on-the-job training—something you can put on a résumé—is vital to securing employment.

When service users were asked how they felt the proposed UI changes and social reform changes would impact on women, their responses indicated a sense of fear and uncertainty about their futures. There is a great deal of seasonal work in the counties of Lunenburg and Queens. Therefore changes to the existing UI program would impact heavily on these areas.

The recommendations service users put forth are as follows. One, we recommend more funding for part-time education, particularly for those with family responsibilities. Further, we recommend that this government recognize women are often already working full-time in the home as well as participating in training programs or the labour market.

[Translation]

J'ai parlé un peu plus tôt à Andy Scott. Il a mentionné qu'il avait été un mois ou presque sans voir ses enfants. Il a une conjointe à la maison qui s'occupe de ses enfants. Ce n'est pas mon cas; j'élève mes enfants seule.

Je m'appelle Debbie Reimer. Je travaille pour le Second Story Women's Centre à Bridgewater, sur la côte sud de la Nouvelle-Écosse. J'ai été engagée pour enquêter directement auprès des femmes de la collectivité au sujet de la réforme sociale proposée et pour recueillir leurs idées et leur point de vue sur la question.

Nous avons organisé deux groupes de discussion, l'un réunissant des utilisatrices de services et l'autre, les prestataires de services. Je n'aime pas tellement ces termes, mais ce sont les meilleurs que j'ai pu trouver. Je vais résumer brièvement les discussions tenues par chacun des groupes et les recommandations formulées par les femmes qui y ont participé.

Les utilisatrices de services ont mentionné un certain nombre d'obstacles dans le système actuel, allant du coût des programmes scolaires à celui des garderies. Elles ont aussi déploré le manque d'accès à l'information. Les femmes doivent souvent affronter des obstacles lorsqu'elles tentent d'entrer sur le marché du travail. Il arrive que leurs compétences soient dépassées, qu'elles n'aient pas les moyens de transport nécessaires ou qu'elles aient une faible estime de soi et le sentiment d'être inutiles.

À notre époque, les aptitudes des femmes sont souvent peu estimées ou considérées comme inutiles dans un certain contexte. Comme l'a dit l'une des participantes:

Il y a tellement de femmes qui ont l'impression de n'avoir aucune importance et qui croient que leurs compétences de mères et leur valeur en tant qu'être humain ne comptent pas. J'ai l'impression que les femmes n'ont ni estime de soi ni confiance en soi.

Ce premier groupe a aussi signalé les secteurs d'intérêts dans le système actuel. Premièrement, il importe de donner aux femmes des compétences de base en communication et de les aider à accroître leur autonomie fonctionnelle pour qu'elles puissent avoir accès au marché du travail. Cela favorise une meilleure estime de soi et la conscience de sa propre valeur. Deuxièmement, il est important de leur apprendre à se servir d'ordinateurs parce que la majorité des emplois exigent cette compétence de nos jours. Enfin, pour qu'elles gardent leur emploi, il est essentiel de leur assurer une formation en milieu de travail—quelque chose d'assez concret pour qu'on puisse le mentionner dans une curriculum vitae.

Quand on a demandé aux utilisatrices de services ce qu'elles pensaient de l'impact éventuel sur les femmes des changements proposés à l'assurance-chômage et aux programmes sociaux, elles ont exprimé des craintes et des doutes face à leur avenir. Dans les comtés de Lunenburg et de Queens, un bon nombre d'emplois sont saisonniers. Les changements proposés au Régime d'assurance-chômage auraient donc des conséquences graves dans ces régions.

Voici ce que recommandent les utilisatrices de services. Premièrement, nous recommandons un meilleur financement des études à temps partiel, surtout pour celles qui ont des responsabilités familiales. En outre, nous recommandons que le gouvernement reconnaîsse que les femmes travaillent souvent déjà à plein temps à la maison, tout en participant à des programmes de formation ou en travaillant à l'extérieur.

[Texte]

[Traduction]

• 2140

Two, we recommend that work experience be linked to training programs and that participants be given the opportunity to learn both theory and practice.

Three, we recommend higher pay for women. In other words, equal pay for equal qualifications and that the wage gap between men and women be eliminated.

Four, we recommend that more support networks for women be created. For example, increased funding for women's centres and women's programs.

Five, we recommend that more program and career counsellors be hired to increase the efficiency of the programs already in existence.

Six, we recommend that this government make a concerted effort toward job creation. Lack of skills or training is not always the problem. Often the problem is the lack of job opportunities.

Seven, we recommend that resources, training opportunities and educational opportunities be more accessible.

Eight, we recommend that Canadian business people, the Canadian government and employers in general recognize the life skills of women as work experience.

Furthermore, we recommend that they stop viewing children in our communities as a liability. They are our future.

The summary of the findings for the second focus group—service providers. Service providers also identified a number of barriers within the present system. Those barriers ranged from the costs involved in some programs to a lack of child care. Interestingly, both focus groups, users and providers, identified some of the same barriers, namely child care, transportation and cost. This is a significant finding.

It is clear from both perspectives that a high percentage of women face these obstacles when attempting to access training programs, educational programs and the labour market. It is necessary to address these concerns and barriers when proposing any changes to the social programs presently in existence.

Service providers went on to identify areas in which they feel the present system is working. First, it was felt that training programs can be beneficial. Second, maternity and parental programs provided through UI were viewed positively.

Service providers went on to say that mobility programs, work activity programs and on-the-job training programs were beneficial. When service providers were asked how they felt the proposed UI changes and social reform would impact on their client population, responses were mixed. They ranged from hope to a feeling that it was too soon to comment.

Deuxièmement, nous recommandons que les programmes de formation comportent un volet expérience professionnelle pour que les participants puissent ainsi apprendre à la fois la théorie et la pratique.

Troisièmement, nous recommandons que les femmes soient mieux rémunérées. Autrement dit, qu'elles aient un salaire égal pour des compétences égales et que l'écart des salaires entre les hommes et les femmes soit éliminé.

Quatrièmement, nous recommandons la création d'un plus grand nombre de réseaux d'entraide pour les femmes. Par exemple, qu'on augmente le financement des centres et des programmes destinés aux femmes.

Cinquièmement, nous recommandons l'embauche d'un plus grand nombre de conseillers et d'orienteurs pour rendre plus efficaces les programmes existants.

Sixièmement, nous recommandons que le gouvernement fasse un effort concerté pour créer des emplois. L'insuffisance des compétences ou de la formation n'est pas le seul problème. La difficulté vient souvent du fait qu'il n'y a pas de perspectives d'emploi.

Septièmement, nous recommandons un plus large accès aux ressources, aux stages de formation et aux études.

Huitièmement, nous recommandons que le monde des affaires du Canada, le gouvernement du Canada et l'ensemble des employeurs reconnaissent l'expérience de vie des femmes comme une expérience professionnelle.

Nous recommandons en outre que tous ces intervenants cessent de considérer les enfants comme une charge. Les enfants sont notre avenir.

Voici maintenant un sommaire des conclusions de notre deuxième groupe de discussion, les prestataires de services. Ils ont, eux aussi mentionné un certain nombre d'obstacles dans le système actuel, allant des coûts qu'il faut engager dans certains programmes à l'insuffisance des services de garderie. Il est intéressant de constater que certains obstacles ont été mentionnés par les deux groupes, les utilisatrices et les prestataires. Il s'agit des services de garderie, du transport et des coûts. Cette constatation est très significative.

Il était clair dans les deux groupes qu'un fort pourcentage de femmes se heurte à ces obstacles quand elles tentent de s'inscrire à un programme de formation, de poursuivre leurs études ou de trouver du travail. Il faut faire quelque chose pour répondre à leurs préoccupations et éliminer ces obstacles, dans le cadre des changements proposés aux programmes sociaux actuels.

Les prestataires de services ont aussi mentionné des secteurs où le système actuel fonctionne bien. Ils ont d'abord dit que les programmes de formation pouvaient être utiles. Ensuite, les congés de maternité et les congés parentaux offerts dans le cadre du Régime d'assurance-chômage étaient bien cotés.

Les prestataires de services ont ajouté que les programmes favorisant la mobilité, l'adaptation au travail et la formation en milieu de travail étaient avantageux. Quand on leur a demandé ce qu'ils pensaient des conséquences qu'auraient les changements proposés à l'assurance-chômage et aux programmes sociaux pour leur clientèle, nous avons reçu des réponses très variées: certains ont bon espoir et d'autres disent qu'il est trop tôt pour se prononcer.

[Text]

The recommendations that service providers put forth are as follows.

One, we recommend that this government make a concerted effort to create job opportunities and recognize that while talking about retraining is a positive step, we need something to retrain people for.

Two, we recommend program mobility or rotating courses, thereby increasing course availability and choice in communities. One area does not need the same course for 35 years. In addition, we recommend that university satellite programs be offered in rural communities.

Three, we recommend regional fairness, not only nationwide but provincially as well. Regional fairness would consist of equal access to resources, thereby making it possible for service users to become self-sufficient.

Four, we recommend making outreach and support services available to clients. They can't always come to us.

Five, we recommend that this government recognize the need for an increase in affordable child care spaces.

Six, we recommend that retraining or educational programs be offered at non-traditional times—in the evenings, for example.

Seven, we recommend that programs become more affordable and accessible for those in need of them.

Eight, we recommend one entry point for clients, thereby simplifying the intake and referral processes.

Nine, we recommend that this government invest more funds for the training and education of women and that it encourage women to enter non-traditional occupations. Further, we recommend that continued and increased funding be afforded to women's centres and programs.

Ten, we recommend that when considering social programs in the future, the focus be on individual needs, thereby attempting to ensure that individual needs are being served.

This summary highlights some of the barriers women encounter in Lunenburg and Queens County when attempting to upgrade their skills, further their education or enter the labour market. Its recommendations are intended to suggest practical and relevant programs and strategies to enhance women's participation in the economy.

Evident in the research is the need for adequate, affordable child care. This is true not only for Lunenburg and Queens County; it is needed in Canada, as a nation. Women face unique barriers when attempting to enter or re-enter the labour force. Often, child care expenses, transportation and even obtaining suitable clothing pose barriers for women.

[Translation]

Voici les recommandations formulées par les prestataires de services.

Premièrement, nous recommandons que le gouvernement fasse un effort concerté pour offrir des perspectives d'emploi et même si les programmes de recyclage sont utiles, il faut que les intéressés se recyclent en vue de quelque chose de concret.

Deuxièmement, nous recommandons que les programmes et les cours soient offerts alternativement dans différents endroits, ce qui les rendrait plus accessibles et offrirait aux collectivités un plus grand choix. Il est inutile de donner le même cours dans la même région durant 35 ans. Nous recommandons en outre que les universités offrent des cours dans les régions rurales.

Troisièmement, nous recommandons l'équité entre les régions, non pas seulement à l'intérieur du pays, mais aussi à l'intérieur d'une même province. L'équité régionale consisterait à assurer à tous les utilisateurs de service un accès égal aux ressources, et favoriserait donc l'autonomie financière.

Quatrièmement, nous recommandons que notre clientèle puisse avoir accès à des services de soutien sur place. Ces femmes ne peuvent pas toujours se déplacer.

Cinquièmement, nous recommandons que le gouvernement reconnaîsse la nécessité d'accroître le nombre de places disponibles dans les garderies à un prix abordable.

Sixièmement, nous recommandons que les programmes de recyclage ou de formation soient offerts en dehors des heures habituelles—en soirée par exemple.

Septièmement, nous recommandons que les programmes soient plus abordables et plus accessibles à ceux qui en ont besoin.

Huitièmement, nous recommandons d'appliquer les mêmes critères à tous les utilisateurs, ce qui simplifierait le processus d'admission et de recommandation.

Neuvièmement, nous recommandons que le gouvernement investisse davantage dans la formation et l'éducation des femmes, et qu'il les encourage à s'intéresser à des emplois généralement réservés aux hommes. Nous recommandons aussi que le gouvernement maintienne et augmente le financement qu'il alloue aux centres et aux programmes destinés aux femmes.

Dixième, nous recommandons que les futurs changements aux programmes sociaux soient orientés sur les besoins individuels, dans le but d'assurer que l'on y répondra.

Ce sommaire met en lumière certains des obstacles auxquels se heurtent les femmes des comtés de Lunenburg et Queens lorsqu'elles tentent d'acquérir de nouvelles compétences, de poursuivre leurs études ou de trouver du travail. Les recommandations visent l'adoption de programmes et de stratégies pratiques et adaptés aux besoins, afin de permettre aux femmes de participer davantage au développement économique.

La recherche montre clairement la nécessité d'avoir des garderies adéquates et financièrement abordables. C'est vrai non seulement pour le comté de Lunenburg et de Queens, mais pour l'ensemble du Canada en tant que nation. Les femmes qui essaient d'entrer ou de retourner sur le marché du travail font face à des obstacles particuliers. Souvent, les frais de garderie, de transport ou tout simplement l'achat de vêtements convenables représentent un obstacle insurmontable.

[Texte]

It is imperative that women's centres and programs receive further and increased funding. Women have been pushed to the periphery of the labour market for long enough. It is time this government encouraged women to participate fully. By funding women's centres and programs, this government would be backing up its words with actions.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you. We know you have to leave us. I'm sure we can communicate with you for further discussion.

Ms Reimer: Great. Thank you very much.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you, and thank you for waiting. Our next group is the Metro Area Women with Disabilities.

Ms Kate Fancy (Board Member, Metro Area Women with Disabilities (MAWWD)): Good evening. My name is Kate Fancy and with me is Cindy Bryant, who is also going to present.

Addressing the issues—when Metro Area Women with Disabilities was formed, it was agreed that women with disabilities were doubly disadvantaged. In one of the supplements to the discussion paper, which is entitled "Persons with Disabilities", three key points were made to show that women with disabilities do indeed face additional barriers.

These points are: one, even with comparable education levels, women with disabilities are not well represented in the labour force; two, the low-income levels of women with disabilities lead to an overall poverty level that is higher than men with disabilities or for the able-bodied women; three, women with disabilities experience a high level of violence and very often find that support systems, such as shelters, are inaccessible to them. These points show the inequality of the social system for women with disabilities and how our struggles for independence and a fair standard of living are much more difficult than those of other groups. This leads us to address our issues of concern.

One, promoting greater independence for women with disabilities. This is an issue of great concern for MAWWD because our mission statement is to further integrate women with disabilities into the community. This is an extremely difficult task, however, because we are faced with many barriers to employment and education.

Two, portability of disability-related supports and services. Women with disabilities require supports and services, such as medication, wheelchairs and other mobility aids. These are provided under the Canada Assistance Plan, but if a woman with a disability finds employment, she would no longer have access to this plan. Therefore, these supports and services would have to be portable or separate from income support.

[Traduction]

Il est impératif que les centres et les programmes destinés aux femmes reçoivent un financement accru. Il y a suffisamment longtemps que les femmes sont repoussées à la périphérie du marché du travail. Il est temps que le gouvernement encourage les femmes à y participer intégralement. En finançant les programmes et les centres destinés aux femmes, le gouvernement joindrait le geste à la parole.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci. Nous savons que vous devez partir. Je suis sûre que nous pourrons vous joindre pour poursuivre la discussion.

Mme Reimer: Parfait, merci beaucoup.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci, et merci d'avoir attendu. Le groupe suivant est le Metro Area Women with Disabilities.

Mme Kate Fancy (membre du conseil, Metro Area Women with Disabilities (MAWWD)): Bonsoir. Je m'appelle Kate Fancy et je suis accompagnée de Cindy Bryant qui interviendra également.

J'entre directement dans le vif du sujet. Lorsque notre association a été constituée, on a convenu que les femmes handicapées étaient doublement défavorisées. Dans l'un des suppléments du document de travail, qui est intitulé «Personnes handicapées», on cite trois exemples qui montrent que les femmes handicapées font réellement face à des obstacles supplémentaires.

Premièrement, même avec un niveau d'instruction comparable, les femmes handicapées sont mal représentées dans la population active; deuxièmement, les faibles revenus des femmes handicapées conduit à un niveau général de pauvreté qui est supérieur à celui des hommes handicapés et à celui des femmes en général; troisièmement, les femmes handicapées sont davantage victimes de violence et constatent souvent que les réseaux d'aide, en particulier les foyers, leur sont inaccessibles. Cela démontre que les femmes handicapées ne sont pas traitées équitablement par le système social et que notre lutte pour l'indépendance et un niveau de vie raisonnable est beaucoup plus difficile que celle des autres groupes. C'est ce qui nous amène à vous exposer nos inquiétudes.

Premièrement: promotion d'une plus grande indépendance des femmes handicapées. C'est la question qui préoccupe principalement le MAWWD, puisque notre mission est de faciliter l'intégration des femmes handicapées à la collectivité. C'est une tâche extrêmement difficile cependant car nous nous heurtons à de nombreux obstacles, tant en matière d'emploi que d'éducation.

Deuxièmement: continuité de l'aide et des services associés au handicap. Les femmes handicapées requièrent de l'aide et des services, comme des médicaments, des chaises roulantes ou d'autres dispositifs facilitant leurs déplacements. Tout cela est fourni en vertu du Régime d'assistance publique du Canada, mais si une femme handicapée trouve un emploi, elle n'est plus couverte par ce régime. C'est pourquoi nous demandons la continuité de cette aide et de ces services ou, tout au moins, qu'on les distingue du soutien du revenu.

[Text]

Three, to improve overall living conditions of women with disabilities. For example, many women with disabilities are forced to live in low-cost housing. Transportation has always been and remains a major problem for wheelchair users. They are often forced to stay at home due to limited space on accessible transport.

Four, guaranteed annual income. Many women with disabilities feel strongly that this would be a means of improving the quality for us and also improving our standard of living. It would bring many women with disabilities above the poverty line and provide them with the incentive and the necessary tools to find employment. A better standard of living would greatly improve our self-esteem.

Ms Cindy Bryant (Board Member, Metro Area Women with Disabilities (MAWWD)): Good evening. My name is Cindy Bryant and I will continue our brief.

Employment levels among women with disabilities are low because of poor accessibility to education, training and the workplace. There are disincentives to employment because of the structure of social assistance programs. There are inconsistencies from one program to another and from one level of government to another. These should be addressed, not with the idea of saving money, but as a means of improving the system. Emphasis should be placed on long-term and preventive measures.

Alternatives. One, eligibility requirements for assistance should be the same throughout the system. Only one definition of disability should be used by all agencies and departments at all levels.

• 2150

Two, there should be a single entry point through the system. This would bring all related departments together in one place and reduce red tape. It would allow for greater equality of all persons with disabilities.

Three, disability-related supports should be separate from income supports.

Four, small business grants for women with disabilities should be made more available.

Five, there should be a stronger commitment to employment equity programs.

Six, full-support systems for women with disabilities should be available in all educational institutions.

Seven, child care costs must be taken into consideration when a single mother with a disability attends school.

Eight, awareness and sensitivity training should be implemented for all staff of educational institutions so they can understand the needs of disabled students.

[Translation]

Troisièmement: amélioration des conditions de vie générales des femmes handicapées. Par exemple, de nombreuses femmes handicapées sont contraintes de vivre dans des logements à loyer modéré. Le transport a toujours été et reste un problème majeur pour les utilisateurs de chaise roulante. Ils sont souvent contraints de rester à la maison en raison du manque de place dans les transports en commun.

Quatrièmement: revenu annuel garanti. De nombreuses femmes handicapées estiment que ce serait le moyen d'améliorer leur qualité de vie et également leur niveau de vie. Cela placerait les femmes handicapées au-dessus du seuil de la pauvreté et leur donnerait la motivation et les outils nécessaires pour trouver un emploi. Un meilleur niveau de vie contribuerait énormément à améliorer l'image que nous avons de nous-mêmes.

Mme Cindy Bryant (membre du conseil, Metro Area Women with Disabilities (MAWWD)): Bonsoir. Je m'appelle Cindy Bryant et je vais poursuivre notre exposé.

La proportion de femmes handicapées ayant un emploi est faible parce qu'il leur difficile d'avoir accès à l'enseignement, à la formation et au marché du travail. La structure des programmes d'aide sociale ne les encourage pas à trouver un travail. Il y a des incohérences d'un programme à l'autre et d'un niveau de gouvernement à l'autre. Ce sont des questions qu'il faudrait résoudre, non pas avec l'idée d'économiser de l'argent, mais bien avec celle d'améliorer le système. Il faudrait, avant tout, envisager des mesures préventives et à long terme.

Solutions. Premièrement, les conditions d'admissibilité à l'aide sociale devraient être les mêmes dans tout le système. Tous les organismes et ministères, à tous les niveaux, devraient utiliser la même définition du mot handicap.

Deuxièmement, il ne devrait y avoir qu'un seul point d'entrée dans le système. Cela exigerait que tous les services qui ont quelque chose en commun soient regroupés et cela réduirait la bureaucratie. Cela contribuerait également à une plus grande égalité entre les personnes handicapées.

Troisièmement, l'aide liée au handicap devrait être distincte du soutien du revenu.

Quatrièmement, les femmes handicapées devraient pouvoir bénéficier plus facilement des subventions accordées aux petites entreprises.

Cinquièmement, les programmes d'équité en matière d'emploi devraient être appliqués plus strictement.

Sixièmement, des systèmes complets d'aide pour les femmes handicapées devraient exister dans tous les établissements d'enseignement.

Septièmement, il faudrait considérer également les frais de garderie pour les mères célibataires handicapées qui suivent des cours.

Huitièmement, il faudrait donner des cours de sensibilisation à tout le personnel des établissements d'enseignement de sorte qu'ils comprennent les besoins des étudiants handicapés.

[Texte]

Nine, Canada Employment Centres must ensure workplace accessibility is available for women with disabilities hired through their programs.

Ten, networking between businesses and community-based organizations for persons with disabilities should be encouraged.

Eleven, there should more employment outreach programs for persons with disabilities.

In conclusion it must be noted that while the system needs to be improved, these improvements cannot be successful unless the negative stereotyping of women with disabilities is eliminated.

We have to be understood as having special needs because of our disabilities, but we must also be understood as having special abilities as well. Without such understanding no system can work effectively for us.

Every Canadian is entitled to a decent standard of living. Women with disabilities are indeed a subculture of Canadian society and should be treated with the same respect as any other Canadian.

We must become more inclusive in Canadian society and be treated as equals. We have been forced to suffer many indignities and we feel the time for change has come. We must not tolerate discrimination and injustice any longer. Thank you.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you.

Our next group, please.

Ms Laura Baker-Verner (Coordinator, Women's Centres CONNECT!): My name is Laura Baker-Verner and I represent Women's Centres CONNECT! That is the provincial organization of women's centres in Nova Scotia.

While our brief actually deals with every area of the green paper, we've chosen to focus on the issue of unemployment this evening.

In opposition to the discussion paper's subtle victim-blaming, we argue that the need for reform lies not with the individual, but is in fact the result of a structural problem created both by government and big business.

Corporations often hire seasonal or contingent workers to fill in during peak seasons and lay off those workers when the demand begins to fade. These organizations have the best of both worlds as they are able to utilize the extra person-power without making any long-term commitments to their employees.

They can hire from the cream of the crop, people who have been recently completing some sort of training course, without any obligation to help contribute to the upgrading of the unemployed.

Government also shares in the systematic abuse of the UI system. Often we hear government officials stress their job creation efforts while staying carefully away from the mention of dollar expenditures in the projects with which they become involved. What they often neglect to mention is that the majority of the jobs created are short-term and last only long enough to enable an individual access to the UI system.

[Traduction]

Neuvièmement, les Centres d'emploi du Canada devraient s'assurer que les lieux de travail sont accessibles aux femmes handicapées embauchées dans le cadre de leurs programmes.

Dixième, il faudrait encourager la communication entre les entreprises et les organismes communautaires au service des personnes handicapées.

Onzièmement, il devrait y avoir plus de programmes d'approche axés sur l'emploi des personnes handicapées.

En conclusion, il faut remarquer que si le système a besoin d'améliorations, elles n'aboutiront que si l'on élimine les stéréotypes négatifs à l'égard des femmes handicapées.

Il faut comprendre que nous avons des besoins spéciaux en raison de notre handicap, mais il faut reconnaître également que nous avons des qualités particulières. Si l'on ne comprend pas cela, le système ne peut pas nous servir efficacement.

Tout Canadien a droit à un niveau de vie décent. Les femmes handicapées forment véritablement une communauté appartenant à la société canadienne et elles doivent être traitées avec le même respect que tout autre Canadien.

On doit nous intégrer davantage dans la société canadienne et nous traiter en égales. Nous avons été contraintes de supporter de très nombreuses indignités et nous estimons que l'heure du changement est venue. Nous ne devons plus tolérer la discrimination et l'injustice. Merci.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci.

Le groupe suivant, s'il vous plaît.

Mme Laura Baker-Verner (coordinatrice, Women's Centres CONNECT!): Je m'appelle Laura Baker-Verner et je représente les Women's Centres CONNECT!, une organisation provinciale de centres pour les femmes en Nouvelle-Écosse.

Bien que notre mémoire porte sur tous les aspects du Livre vert, nous avons choisi de nous concentrer ce soir sur le chômage.

Contrairement au document de travail qui blâme subtilement les victimes, nous prétendons que le besoin de réforme ne vient pas tant des individus que des problèmes structuraux créés par le gouvernement et la grande entreprise.

Les sociétés embauchent souvent des travailleurs saisonniers ou temporaires pendant les périodes de pointe, puis les mettent à pied lorsque la demande commence à baisser. Ces sociétés profitent du meilleur des deux mondes, car elles peuvent faire appel à des ouvriers supplémentaires sans prendre d'engagements à long terme à leur égard.

Elles peuvent embaucher les meilleurs, ceux qui viennent de terminer des stages de formation, sans aucune obligation de contribuer à l'amélioration des compétences des chômeurs.

Le gouvernement fait également sa part en matière d'abus systématique de l'assurance-chômage. Nous entendons souvent des responsables gouvernementaux parler des efforts de création d'emploi, mais ils évitent soigneusement de mentionner combien ils dépensent pour les programmes dont ils s'occupent. Ce qu'ils oublient fréquemment de dire c'est que la majorité des emplois créés sont des emplois à court terme dont la durée est juste suffisante pour permettre aux personnes embauchées d'avoir droit à l'assurance-chômage.

[Text]

Government and corporations have created the concept of a disposable workforce. Long-term employment is currently defined as any job that lasts two to three years, after which the onus is upon the individual, as opposed to the employers or government, to upgrade her or his skills.

We believe society, perhaps even more so than the individual, benefits from having a trained and employed workforce. Therefore if we're going to use tax dollars to train, enhance or create jobs, it seems that it should be done in conjunction with employers, government and community.

Those who choose not or refuse to become involved in this type of strategic planning should be penalized. Also both governments and employers must be held accountable to the community for other job creation and training efforts.

In essence we believe the core of joblessness is not an unskilled, lazy workforce, nor is it a failing UI system. Joblessness exists because there are no jobs.

UI is an extremely important source of income security for many women. Research has shown that women are more likely to have short-term, low-paying, fast-food-type jobs and fewer benefits than their male counterparts. Therefore UI can play a crucial role in stabilizing a woman's income when job loss occurs.

We are greatly concerned with the proposed two-tier system and we're strongly opposed to the concept of frequent and occasional claimants.

Who are frequent claimants? Seasonal workers, those who work in resources industries and persons with disabilities represent some of the many individuals who frequently find it necessary to access the unemployment insurance fund.

As I mentioned earlier, women are more likely to be blue collar workers and therefore are more likely to be considered frequent unemployment users. Also women are the ones who often require maternity benefits or leaves of that nature. Therefore they're more likely to use the unemployment insurance fund.

Occasional claimants, on the other hand, will not have to be concerned with reduced benefits; however, they won't be able to participate in the broader range of development programs available to frequent claimants.

We question the logic of this reasoning as it would seem that cut off from further training while competing for jobs with freshly re-educated persons, the occasional user will be at a tremendous disadvantage. Therefore those considered occasional users may quickly become frequent users, if not members of the welfare ranks.

We're also concerned with the proposal that unemployment be contingent upon participation in community work or some type of training program. We feel that aside from targeting marginalized segments of Canadian society, these changes to UI

[Translation]

Le gouvernement et les entreprises ont créé un type de main-d'œuvre dont on se débarrasse après usage. L'emploi à long terme est actuellement défini comme tout emploi qui dure plus de deux ou trois ans; après quoi, il appartient à l'employé, et non à l'employeur ou au gouvernement, d'améliorer ses compétences.

Nous estimons que la société, peut-être plus encore que l'individu, bénéficie de l'existence d'une population active formée et employée à bon escient. Par conséquent, si on utilise l'argent des contribuables pour former les gens, créer des emplois ou améliorer ceux qui existent, il me semble que cela devrait se faire sous la forme d'une collaboration entre les employeurs, les gouvernements et les collectivités.

Ceux qui refuseraient de participer à ce type de planification stratégique devraient être pénalisés. Par ailleurs, les gouvernements et les employeurs devraient être responsables, dans la collectivité, de la création d'emplois et des efforts de formation.

En essence, nous estimons que le problème du chômage ne vient pas du fait que la population active est sans formation et sans volonté de travailler, mais bien d'un Régime d'assurance-chômage déficient. Le chômage existe parce qu'il n'y a pas d'emplois.

L'assurance-chômage est une source très importante de revenus pour de très nombreuses femmes. La recherche montre que les femmes ont plus fréquemment des emplois à court terme, mal rémunérés, du genre serveuses en restauration rapide, et également moins d'avantages sociaux que leurs partenaires masculins. Par conséquent, pour elles, l'assurance-chômage joue un rôle crucial dans la stabilisation du revenu en cas de perte d'emploi.

• 2155

Nous nous inquiétons beaucoup du système à deux paliers que l'on propose et nous sommes absolument contre l'idée de distinguer les prestataires fréquents des prestataires occasionnels.

Qui sont les prestataires fréquents? Les travailleurs saisonniers, ceux qui travaillent dans le secteur des ressources, et les personnes handicapées font partie de ces nombreux employés qui ont fréquemment besoin d'avoir recours à l'assurance-chômage.

Comme je le disais plus tôt, les femmes ont plus fréquemment des emplois de travailleurs manuels et sont donc plus susceptibles d'être considérées comme des utilisatrices fréquentes de l'assurance-chômage. De plus, les femmes ont besoin de prestations ou de congés de maternité. Par conséquent, elles auront probablement recours plus souvent à l'assurance-chômage.

Les prestataires occasionnels, par contre, n'auront pas à se préoccuper de la réduction des prestations; toutefois, ils n'auront pas accès à toute la gamme des programmes de perfectionnement auxquels auront droit les prestataires fréquents.

On peut s'interroger sur la logique de ce raisonnement car il semblerait que priver les prestataires occasionnels de l'accès à la formation, alors qu'ils devront concurrencer d'autres prestataires qui ont reçu une formation récente, les désavantagerait sérieusement. Par conséquent, ces prestataires occasionnels pourraient très rapidement devenir des prestataires fréquents, voire des assistés sociaux.

Nous avons aussi de sérieuses réserves au sujet de la proposition voulant que l'assurance-chômage soit liée à une participation à des travaux communautaires ou à un type quelconque de programmes de formation. Nous estimons qu'en

[Texte]

once again release employers from taking part in the employment equation. Corporations must be held equally responsible for training and not be permitted to lay off workers in favour of those who've received upgrading from other sources.

In order to facilitate long-term jobs there must be an ongoing commitment to the workforce. Training and support must be made available to those individuals involved in seasonal employment. Programs must be tailored to meet the needs of women and meet the needs of women as they differ from men. Training must be of real value by translating into some sort of financial security.

Unemployment is not about lazy, unskilled people who have been overcome by the couch-potato syndrome; unemployment is about joblessness.

The discussion paper assumes that training the unemployed and making it more difficult for them to access the insurance fund will create employment. We fail to see the logic of this argument. Instead we believe these changes serve only to punish people who are obviously in need of financial support. These changes also have an extremely negative impact upon women.

We realize the unemployment insurance system has been manipulated by business and government programs to ensure an ongoing stable workforce that can be called upon at will or in times of need. We recognize the need for controls and penalties in order to eliminate structural abuse. We're strongly opposed to the aforementioned UI proposals, because they undermine a woman's ability to improve her financial situation and do nothing to make the true abusers of UI more accountable for their actions.

Determining one's eligibility for UI benefits based on family income is yet another area of the discussion paper with which we are greatly concerned. It appears as though the authors assume an individual is poor only if the level of income in a household is below the poverty line. We wish to point out that the income of a family is not always equally distributed amongst its membership.

Women make 70% of a man's income. Therefore women are poorer within the situation of a family and don't always have an equal say, even when it comes to their own money. In addition recent evidence with regard to the patterns of violence against women suggest a lack of independent money often fosters a woman's financial dependence and may prevent her from leaving an abusive situation.

The entire concept of family income has tremendous implications for Canadian women. Loss of financial independence not only represents a loss of power for women, but also does much to undermine much of the progress made by the feminist movement over the past number of decades.

Women must be considered individual participants in the economy and possess financial power in their own right. Women must also be considered separately from men with regard to eligibility for or compensation from any social program.

[Traduction]

dehors du fait que cela marginalisera certains secteurs de la société canadienne, ces changements libéreront les employeurs de l'obligation de faire leur part pour créer des emplois. Les entreprises doivent être également responsables de la formation et on ne doit pas leur permettre de licencier des travailleurs pour embaucher ceux qui ont reçu une formation à l'extérieur.

Pour faciliter la création d'emplois à long terme, il faut qu'il y ait un engagement permanent vis-à-vis de la population active. On doit former et aider ceux qui occupent des emplois saisonniers. Les programmes doivent être adaptés pour répondre aux besoins des femmes dans la mesure où ils sont différents de ceux des hommes. La formation doit avoir une valeur réelle et conduire à une forme de sécurité financière.

Lorsque l'on parle de chômage, cela n'évoque pas l'idée de fainéants sans aucune formation qui se contentent de se laisser vivre, on parle de l'absence d'emplois.

Le document de travail part du principe que si l'on forme les chômeurs et si on limite l'accès à l'assurance-chômage, on créera des emplois. Malheureusement, nous ne saisissons pas la logique de cette argumentation. De fait, nous estimons que ces modifications ne feront que punir des gens qui, de toute évidence, ont besoin d'une aide financière. Ces changements auront aussi des conséquences négatives considérables sur les femmes.

Nous voyons bien que le Régime d'assurance-chômage a été modelé par l'entreprise et les programmes gouvernementaux de façon à s'assurer une population active stable dans laquelle on puisse puiser en cas de besoin. Nous reconnaissions qu'il faut des contrôles et des pénalités pour éliminer les abus. Cependant, nous sommes absolument opposés aux changements de l'assurance-chômage proposés dans le Livre vert, car cela empêche les femmes d'améliorer leur situation financière et ne fait rien pour punir ceux qui abusent véritablement du système.

Faire dépendre l'admissibilité aux prestations de l'assurance-chômage du revenu familial est un autre point qui nous inquiète énormément. Il semblerait que les auteurs du document de travail partent du principe qu'un individu n'est pauvre que si le niveau des revenus de son foyer est au-dessous du seuil de la pauvreté. Nous tenons à faire remarquer que le revenu familial n'est pas toujours distribué équitablement entre les membres de la famille.

Les femmes ne gagnent, en moyenne, que 70 p. 100 du salaire d'un homme. Par conséquent, dans le contexte familial les femmes sont généralement plus pauvres et n'ont pas toujours une voix égale au chapitre, même lorsqu'il s'agit de leur propre argent. De plus, des faits récents en ce qui concerne la violence contre les femmes tendent à suggérer que si les femmes ne peuvent disposer d'un revenu propre, elles se retrouvent souvent dans une situation de dépendance financière qui les empêche de quitter un milieu violent.

Le principe même du revenu familial a des conséquences énormes pour les femmes canadiennes. La perte de l'indépendance financière ne représente pas seulement une perte de pouvoir, elle mine également les progrès réalisés par le mouvement féministe au cours des dernières décennies.

On doit considérer que les femmes font leur propre contribution à l'économie et elles doivent avoir leur pouvoir financier propre. Les femmes doivent également être considérées indépendamment des hommes en ce qui concerne les droits aux programmes sociaux.

[Text]

We believe the concept of family income contradicts the discussion paper's expressed purpose to promote self-reliance and foster independence, self-confidence and initiative. We are opposed to the use of family income as a standard of measure as we believe it will have a negative impact upon women.

Thank you for hearing our opinions. We hope you read our brief carefully.

Thank you.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you very much.

We appreciate the fact that you're coming up and keeping it brief so that we could accommodate each person.

[Translation]

Nous estimons que le principe du revenu familial contredit l'objectif exprimé dans le document de travail qui est de promouvoir l'autosuffisance et l'indépendance, ainsi que la confiance et l'initiative. Nous sommes opposés à l'utilisation du revenu familial comme mesure du besoin, car cela aura des conséquences négatives pour les femmes.

Je vous remercie d'avoir écouté nos opinions et j'espère que vous lirez notre mémoire attentivement.

Merci.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci beaucoup.

Nous apprécions le fait que vous nous en teniez à de brèves déclarations, ce qui nous permettra d'entendre tous ceux qui sont présents.

• 2200

Ms Lucille Harper (Representative, Antigonish Women's Resource Centre): I just want to say by way of introduction what an honour it is to be here tonight with this group of dynamic, creative, dedicated women who are here at 10 p.m. on volunteer time making these presentations. I also want to say that not only do I find the fact we're trying to rush through this in order to be heard somewhat discouraging, I also find it discouraging as well that my own MP, Francis LeBlanc, could not be here tonight to hear the women not only from his riding but certainly from his province as well.

I also wonder why women have been left to the end of the agenda, but I suppose it bears out my own life experience.

I also want to talk a little bit about how we are defining the worth of individuals. One of the things I find in the green paper is we're defining the worth of the individual as their ability to participate in a paid labour force. I don't think that's how we, as Canadians, have traditionally defined the individual worth of the people in our country. I also wonder how we are beginning to define our society at large and what the means of participation are in defining who we are as a society. I see more and more that actually we're being defined by government and business in the way in which we are able or not able to participate in an economy that's determined by transnational corporations.

Some of what I want to do tonight—and I will try to do this briefly and I will try to do it in a way that also honours the women on whose behalf I speak—is talk a little bit about some of the women with whom I work who are some of my heroines, my real heroines in this world, because their ability to survive in the face of adversity is what has really inspired me as a woman. They're also women who are long-term unemployed, who are perhaps some of the most difficult to retrain and to bring into a paid labour force that defines them as valuable.

I want to talk a little bit about four of these women. One of these women is a close friend of mine who has four children, was living in poverty, went back to school, put herself through a nursing course, experienced violence in a relationship, has left

Mme Lucille Harper (représentante, Antigonish Women's Resource Centre): En guise d'introduction, je tiens à dire que c'est un honneur d'être ici ce soir au milieu de ce groupe de femmes dynamiques, créatrices et dévouées qui, à cette heure avancée consacrent bénévolement leur temps à cette présentation. Je voudrais dire aussi que nous trouvons décourageant le fait que l'on nous demande de nous presser pour que nous puissions toutes nous faire entendre, mais encore plus que notre propre député, Francis LeBlanc, ne soit pas ici ce soir pour entendre les femmes non seulement de sa circonscription, mais également de toute la province.

On peut se demander aussi pourquoi les femmes ont été reléguées à la fin de l'ordre du jour, mais je suppose que je peux en trouver l'explication dans ce que j'ai vécu au cours de ma vie.

Je voudrais parler un peu de la façon dont on définit la valeur des individus. Je constate, à la lecture du Livre vert, que la valeur de l'individu tient à sa capacité de faire partie de la population active rémunérée. Je ne pense pas que ce soit ainsi que nous, Canadiens, avons traditionnellement défini la valeur de nos compatriotes. Je m'interroge aussi sur la façon dont nous commençons à définir notre société en général et je une demande qui définit ce que nous sommes en tant que société. Je m'aperçois que, de plus en plus, le gouvernement et l'entreprise nous catégorise selon que nous pouvons ou ne pouvons pas contribuer à une économie qui est déterminée par les sociétés transnationales.

Ce que je voudrais faire ce soir—je vais essayer d'être brève et de faire un exposé qui fasse honneur aux femmes que je représente—c'est parler un peu de certaines des femmes avec qui je travaille qui sont en vérité mes héroïnes, des héroïnes bien de ce monde, car leur capacité de survie face à l'adversité est ce qui m'inspire réellement. Ce sont également des chômeuses à long terme, des femmes qui sont peut-être parmi les plus difficiles à recycler et à réintégrer à la population active rémunérée, où elles auraient quelque valeur.

Je voudrais parler un peu de quatre de ces femmes. La première est une amie intime qui a quatre enfants. Elle vivait dans la pauvreté, mais elle a réussi à retourner à l'école et à suivre un cours d'infirmière. Sa relation conjugale a été

[Texte]

that relationship, has been able to take nothing from her own household, has been trying to set up a life with her children where she is working part time, working nightshift, having to travel 30 miles, and has very little child care. When I went to visit her last Sunday, she was trying to sleep for four hours during the day with two children, a 10-year-old and an 8-year-old who is an ADDS child, which means he is very hyperactive.

This is a very real person. This person is struggling. This person is working part time. This person is living in an area where there are no full-time jobs and she is a member of our society and she is here at this table tonight. We're speaking about her when we're speaking about women and when we're speaking about the green paper.

Another woman close to my heart is 55 years old. She has spent her life raising, I believe it was, 7 children. One of her daughters was pregnant at 15 and she has been raising a grandchild. Her husband died and left her nothing, and she was living on social assistance. As long as she was raising that grandchild she could have a very minimal standard of living. When the grandchild left, she was left trying to exist on less than \$300 a month. She's 55 years old. She has a grade 8 education. She is not going to enter a retraining program and come out with a full-time job that's going to be able to sustain her with a quality of life that provides even for her most basic needs. She is another woman who is very dear to my heart. She is also at this table tonight.

[Traduction]

marquée par la violence et lorsqu'elle a décidé d'y mettre fin, elle a dû quitter son foyer sans rien emporter. Depuis, elle essaie de vivre avec ses enfants en travaillant à temps partiel, la nuit, à 30 milles de chez elle, faute de garderie. Lorsque je suis allée la voir dimanche dernier, elle essayait de dormir ses quatre heures pendant la journée avec ses deux enfants, l'un de dix ans et l'autre de huit ans qui souffre de DCA, ce qui veut dire qu'il est extrêmement hyperactif.

C'est quelqu'un. C'est une personne qui se bat, une personne qui travaille à temps partiel, qui vit dans une région où il n'y a pas d'emplois à temps plein, une personne qui est membre de notre société et qui est à cette table ce soir. Nous parlons d'elle lorsque nous parlons des femmes et lorsque nous parlons du Livre vert.

Une autre femme qui m'est chère a 55 ans. Elle a passé sa vie à élever, je crois, sept enfants. Une de ses filles a eu un enfant à l'âge de 15 ans et c'est elle qui a élevé le nouveau-né. Son mari est décédé et ne lui a rien laissé, elle a donc vécu de l'aide sociale. Tant qu'elle élevait l'enfant de sa fille, elle avait un minimum de ressources. Lorsqu'il est parti, elle a dû apprendre à vivre avec moins de 300\$ par mois. Elle a 55 ans et une huitième année. Elle ne va certainement pas suivre un programme de recyclage et sortir de là avec un emploi à plein temps qui va lui permettre de subvenir à ses besoins et d'avoir une qualité de vie adéquate. C'est une autre femme qui m'est chère et une autre femme qui est à cette table ce soir.

• 2205

Another woman very dear to my heart is a woman who was sexually abused as a child. She went through very severe sexual abuse. She has multiple personalities and is having a very difficult time finding the kind of therapy she needs in our rural community. She certainly has been seen not only as untrainable, but as a burden on the system, and nobody even wants to deal with her. This woman is basically left to wander the streets. She's another woman who is sitting at this table.

Une autre femme pour laquelle j'ai beaucoup d'amitié a été victime d'agressions sexuelles lorsqu'elle était enfant. La situation qu'elle a connue a été particulièrement grave et elle a des personnalités multiples. Dans notre localité rurale, elle a beaucoup de mal à trouver la thérapie dont elle a besoin. On considère certainement qu'il est non seulement impossible de la former mais qu'elle est également une charge pour la société, et personne ne veut s'occuper d'elle. Essentiellement, cette femme n'a pas d'autre choix que de hanter les rues. Elle est aussi à cette table aujourd'hui.

The fourth woman I want to talk about is a young woman who is not able to live at home. She comes from an alcoholic family. This young woman has an 80 average. She is in grade 11. She is struggling to finish her high school education. She falls through the gap in our social security—that of the 16-to 18-year-olds—where there's basically not very much for her to fall back on. She has been trying to stay at friends' houses, at different places. She is a young woman who has been told that her option is to leave high school and look for a full-time job so that she will be eligible for some kind of assistance.

La quatrième femme dont je veux parler est jeune, mais elle ne peut pas vivre à la maison. Elle vient d'une famille d'alcooliques. Elle est actuellement en 11^e année et a une moyenne de 80 p. 100. Elle tente de finir son cours secondaire. Malheureusement, elle n'a pas sa place dans notre système de sécurité sociale car ayant entre 16 et 18 ans, il n'y a pratiquement rien pour elle. Elle essaie de rester chez des amis, à différents endroits. On lui a dit que la seule façon de s'en sortir c'était de quitter l'école secondaire et de chercher un travail à plein temps ce qui lui donnerait droit à une certaine forme d'assistance.

This is the system that we currently have and this is the system that needs reform. What we need to look at when we are reforming this system is a system that has a heart, a system that has a place for these women, a system that is going to look after their needs even if they are not employable, even if they are not retrainable. And I don't see that in the green paper, which brings me briefly to talk about the Canada Assistance Plan.

Voilà le système que nous avons actuellement, le système qu'il faut réformer. Ce que nous devons chercher à mettre en place, c'est un système où la compassion ne soit pas absente, un système où il y aurait une place pour ces femmes, un système qui va répondre à leurs besoins, même s'il est impossible de les employer, même s'il est impossible de leur donner une formation. Et cela, je ne le trouve pas dans le Livre vert, ce qui m'amène à parler brièvement du Régime d'assistance publique du Canada.

[Text]

[Translation]

The Canada Assistance Plan is very important to a province like Nova Scotia because it has enabled us to provide a minimal quality of life for the people who are most vulnerable in our province, the people who are most in need. If we put a cap on this program, what we are telling our provincial governments is that they have to make decisions about who is worthy and who is not worthy. If we're looking only at the worthy as those who are retrainable and potentially employable, then we are creating a very large group of people who basically are disposable, and we need to address that.

The Canada Assistance Plan has worked well in Nova Scotia. We need to strengthen it; we don't need to cap it at this time. I ask you to really consider that, especially those of you who live in some of the wealthier parts of the country and don't see on a daily level some of the extreme forms of poverty that we see here in Nova Scotia.

The other issue that I'm supposed to address briefly is post-secondary education, which is kind of a... Can I do that quickly? Okay. One minute.

One of the things we really need to think about in terms of post-secondary education is that if we're saying people need 16 years of education, we have to be willing to make that 16 years of education accessible to all people, not only to those who can afford it.

I would just like you to take something back to Mr. Axworthy, because I had the succinct pleasure of listening to him when he came to Antigonish and spoke to the students. He made a comment that perhaps, I think, quite reveals his attitude towards our workforce. In a rather joking way, he said that he had actually reduced the number of people working in his department to twelve from the hundred who were there with the former government. The comment he made in a joking way was that, sure, there has been a lot of work for these twelve people and, yes, they've certainly burnt out a number of young people, but he's still there; he's still doing his job. I think he meant it as a joke, but what it really said was that it's okay to burn out young people; it's okay to use people for our own benefit. I know he would perhaps respond to that if he were here, and I would like him to respond to it at some point.

Le Régime d'assistance publique du Canada est très important pour une province comme la Nouvelle-Écosse, car cela lui permet d'assurer le minimum à ceux qui sont les plus vulnérables, aux gens les plus nécessiteux. Si l'on fait plafonner le financement de ce programme, cela revient à dire aux gouvernements provinciaux qu'ils doivent décider qui mérite ou non de l'aide. Si l'on considère que ceux qui la méritent sont ceux que l'on peut former et qui sont susceptibles d'avoir un emploi, alors il y aura beaucoup de laissés pour compte et cela ce n'est pas acceptable.

Le Régime d'assistance publique du Canada a bien fonctionné en Nouvelle-Écosse. Nous avons besoin de le renforcer et non de fixer un plafond de financement. Je vous demande de penser à cela, en particulier vous qui vivez dans des régions plus riches du pays et qui ne cotoyez pas quotidiennement l'extrême misère que l'on peut voir en Nouvelle-Écosse.

L'autre question que je suis censée aborder brièvement est celle de l'enseignement postsecondaire qui... Est-ce que je peux le faire rapidement? Oui. D'accord, une minute.

Si l'on pense que les gens ont besoin d'aller à l'école pendant 16 ans, il faut que tout le monde soit en mesure de le faire, pas seulement ceux qui peuvent se le permettre. C'est une chose à laquelle il faut penser lorsque l'on parle d'enseignement postsecondaire.

Je voudrais maintenant dire quelque chose à M. Axworthy que j'ai eu le plaisir mitigé d'écouter lorsqu'il est venu à Antigonish s'adresser aux étudiants. Il a fait une remarque qui, à mon avis, révèle son attitude à l'égard de la population active. Il disait en plaisantant qu'il avait réduit le nombre de personnes travaillant dans son ministère à 12 alors qu'il y en avait 100 sous le précédent gouvernement. La plaisanterie c'était que, bien sûr, il y avait beaucoup de travail pour ces 12 employés et que plus d'un de ces jeunes avait souffert d'épuisement mais que lui, il était toujours là, fidèle au poste. Oui, il présentait cela comme une plaisanterie, mais ce qu'il disait en vérité c'est que il était parfaitement légitime de pousser ces jeunes employés à bout, qu'il était légitime d'utiliser les autres à son propre avantage. Je sais que s'il était ici il répondrait probablement à cela, et j'espère qu'il le fera à un moment donné.

• 2210

The Acting Chairman (Ms Augustine): In fairness to the chairman, who was here this morning and who sat through all of the day and had cancelled and postponed a TV interview he had this afternoon—another part of being the chair is that one has to respond to the media—no slight was intended. He did assure me that he will try to get back as soon as he possibly can. I just want to make it clear that he didn't just ignore this visiting group.

As to the scheduling on the program, I really can't give an answer to that, whether it's the luck of the draw or how these events were scheduled. I'm not too sure about that.

Could we go on to the next group, please?

La présidente suppléante (Mme Augustine): Je dois dire à la décharge du président, qui était ici ce matin, qui a siégé toute la journée et qui a dû annuler ou reporter une entrevue télévisée cet après-midi—une autre partie des fonctions de la présidence est de répondre aux médias—qu'il n'avait nullement l'intention de vous offenser. Il m'a assuré qu'il essaierait de revenir aussitôt que possible. Je tiens à préciser que son absence n'indique pas qu'il se désintéresse de ce groupe.

En ce qui concerne l'ordre du jour, je ne peux pas répondre, je ne sais pas si c'est le sort qui en décide ou si c'est planifié d'avance. Je n'en suis pas sûre.

Pourrions-nous passer au groupe suivant s'il vous plaît?

[Texte]

Ms Jane Boudreau (Past President and Volunteer, YWCA of Halifax): My name is Jane Boudreau and I'm a volunteer with the Halifax YWCA. Thank you for the opportunity to add our thoughts to the government's green paper proposals.

What we miss most in the paper is the presence of women. As the second oldest YWCA in the country, our YWCA has worked with Halifax women and their families for 120 years, since 1874. Today we provide child care, emergency and short-term shelter for homeless women, and job training just for women. What we say to you today is informed directly by our work with women and children and our intimate understanding of what they need. One thing we're sure of is that women need more social security in Canada today, not less.

We're wondering why deficit cutting attention is focused on social spending at all, where it seems likely to give you so little return. According to an OECD study, only 6% of federal spending is made on social programs. Statistics Canada itself has reported that only 2% of the federal debt has come from social spending. Social programs in Canada are pretty slim pickings as it is before cuts. The OECD also notes that Canada's social spending already ranks near the bottom of the heap; it's third last when compared with other industrial countries. Does it make any sense to look to social programs to cut the federal deficit?

Why do women need more social security now more than ever? Much of what the green paper talks about is welfare, child care, part-time work, unsecured work, work without benefits, non-standard work, and contingencies covering the gaps between jobs. These are women's issues. Poverty is a women's issue. Canadian women are poorer than men. Far more women than men are on welfare. Far more single parents are women than men. Far more women than men are in non-standard jobs, if they are in jobs at all.

Because women have to raise their children and because they are generally so handicapped in the labour force game and it's a very uneven playing field, part-time work, futureless work, is women's work. Labour force issues in Canada are gender issues. Canadian women still earn only two-thirds of what men earn. Canadian jobs are segregated by gender and women are marginalized. Even in the occupations they dominate—the 20 or so poorer-paying occupations out of a classifiable 500 occupations into which women are squashed—women get less pay than their few male colleagues.

[Traduction]

Mme Jane Boudreau (ancienne présidente et bénévoile, YWCA de Halifax): Je m'appelle Jane Boudreau et je suis bénévoile au YWCA de Halifax. Merci de me donner l'occasion de faire connaître mon opinion sur les propositions contenues dans le Livre vert du gouvernement.

Ce que nous déplorons le plus dans ce document, c'est qu'on n'y parle pas des femmes. Le YWCA de Halifax a été le deuxième à être fondé et nous travaillons donc avec les femmes de cette ville et leurs familles depuis 120 ans, soit depuis 1874. Aujourd'hui, nous fournissons des services de garderie, des logements d'urgence et de courte durée pour les femmes sans foyers et des stages de formation réservés aux femmes. Ce que nous allons vous dire aujourd'hui se fonde directement sur notre connaissance intime des besoins des femmes et de leurs enfants. Une chose dont nous sommes sûres c'est que aujourd'hui, les Canadiennes ont besoin de plus, et non moins, de sécurité sociale.

Nous nous demandons pourquoi les efforts pour réduire le déficit portent principalement sur les dépenses sociales, alors qu'il n'y a pas grande économie à en espérer. Selon une étude de l'OCDE, 6 p. 100 seulement des dépenses fédérales sont consacrées aux programmes sociaux. Même Statistique Canada reconnaît que seulement 2 p. 100 de la dette fédérale est attribuable aux dépenses sociales. Tels qu'ils sont actuellement, les services sociaux du Canada n'offrent pas grande possibilité d'économie. L'OCDE fait remarquer également qu'en matière de dépenses sociales, le Canada est au bas de la liste des pays industrialisés: nous sommes troisième à partir de la fin. Est-ce qu'il est logique de considérer d'abord les programmes sociaux pour réduire le déficit?

Pourquoi les femmes ont-elles plus besoin de sécurité sociale maintenant? Le Livre vert parle principalement de bien-être social, de garderies, d'emplois à temps partiel, d'emplois instables, d'emplois sans avantages sociaux, d'emplois non standards et de rémunération provisoire pour couvrir les périodes entre deux emplois. Tout cela, ce sont des questions qui touchent les femmes. La pauvreté est une question qui touche les femmes. Les Canadiennes sont plus pauvres que les Canadiens. Il y a bien plus de femmes que d'hommes qui ont recours à l'assistance sociale. Il y a bien plus de femmes que d'hommes qui sont chefs de familles monoparentales. Il y a bien plus de femmes que d'hommes dans les emplois non standards, à supposer qu'elles aient un emploi.

Parce que les femmes doivent élever les enfants et parce que cela les handicape lorsqu'il s'agit de trouver du travail, la situation des deux sexes est loin d'être égale. Les emplois à temps partiel, les emplois sans avenir, ce sont des emplois féminins. Les questions de travail au Canada se sont des questions où le sexe entre en jeu. Les Canadiennes ne gagnent toujours que les deux tiers de ce que gagnent les hommes. Les emplois canadiens sont catégorisés selon le sexe et les femmes sont marginalisées. Même dans les professions où elles dominent—les quelque 20 professions les plus mal payées sur les quelque 500 qui emploient des femmes—les femmes gagnent moins que leurs rares collègues masculins.

[Text]

Much of the green paper talks about what it will take to make Canadians employable. We would have wished instead for government to talk about what will make Canadians employed. Surely it is the availability of good, meaningful, secure jobs that will make Canadians truly gainfully employed.

[Translation]

Une grande partie du Livre vert est consacrée à exposer ce qu'il faut faire pour rendre les Canadiens employables. Nous aurions souhaité qu'au lieu de cela, le gouvernement parle de ce qu'il faudrait faire pour que les Canadiens soient employés. Sans aucun doute, c'est l'existence de bons emplois, d'emplois sûrs et permanents, qui permettrait aux Canadiens d'avoir un travail rémunérant.

Only then does the question of appropriate training enter in. If we are to reform training, let's make sure we're training Canadians for something other than more frustration, more unemployment, and even less social security. Let's also make sure we're training women. Let's make sure women are a training priority, particularly since women suffer the labour force disadvantages we've noted.

C'est seulement lorsqu'on est certain que l'emploi est là que l'on peut penser à donner une formation appropriée. Si l'on doit réformer la formation, qu'on s'assure au moins de former les gens pour autre chose que plus de désespoir, plus de chômage et moins de sécurité sociale. Assurons-nous aussi de former les femmes. Assurons-nous que l'on donne priorité à la formation des femmes, surtout du fait, comme nous l'avons dit, qu'elles sont défavorisées dans la population active.

Let's make sure, in particular, that we train women in Atlantic Canada, where our CECs tell us over and over again that women are neither a priority nor a target group. They ask why we don't go co-ed. When we tell them women are a priority according to national policy, our local CECs say that national policy is of no interest here. These are the words that have been used with us.

Assurons-nous en particulier que l'on forme les femmes de la région l'Atlantique, où les Centres d'emploi du Canada ne cessent de nous répéter que les femmes ne sont ni un groupe prioritaire, ni un groupe cible. Ils nous demandent pourquoi nous refusons de nous intégrer au groupe mixte. Lorsqu'on leur dit que les femmes sont une priorité au niveau de la politique nationale, les Centres d'emploi locaux nous répondent que la politique nationale ne les intéresse pas. Ce sont les termes qu'on a utilisés avec nous.

Why is that? Why is what is good in policy for the rest of the country of no interest here? Why and how is it that local officials can determine what's good for a policy here in Atlantic Canada?

Pourquoi cela? Comment se fait-il que les dispositions de la politique applicables ailleurs dans le pays n'intéressent pas les centres de cette région? Comment se fait-il que les fonctionnaires locaux peuvent déterminer si une politique est bonne ou non ici, au Canada atlantique?

• 2215

Finally, let's train women for jobs according to the models that have proved effective. The Halifax YWCA has trained women for good jobs since 1984. We believe we know something about what it takes to make training programs successful and result in jobs. Our programs have had truly impressive post-grad employment rates, much higher than what was standard.

Enfin, donnons aux femmes une formation professionnelle correspondant aux modèles qui se sont avérés efficaces. Depuis 1984, le YWCA de Halifax donne aux femmes une formation qui leur permet d'occuper de bons emplois. Nous pensons savoir ce qu'il faut pour que les programmes de formation soient utiles et mènent à un emploi. Les diplômés de nos programmes affichent un taux d'emploi bien au-delà de la moyenne.

A program we've operated for the past ten years trained women to be systems analysts and computer programmers. These were non-traditional, better-paying jobs for women, certainly back in the early 1980s, which is when the program began. It had a 95% placement rate for every one of the ten years it operated. It spent the government's money not only wisely but well, by keeping its cost well within competitive per diems. This program was cancelled by our local CECs.

Nous avons offert pendant dix ans un programme visant à former les femmes à devenir analystes conceptrices et programmeuses en informatique. Lorsque le programme a été mis sur pied au début des années 1980, il s'agissait là d'emplois non traditionnels et plus rémunérateurs pour les femmes. Le taux de placement a été de 95 p. 100 chacune des dix années d'existence du programme. C'était une façon judicieuse de dépenser l'argent du gouvernement, en gardant les coûts par jour dans des limites très concurrentielles. Ce programme a été annulé par nos CEC locaux.

Another program we operated for the past seven years trained women in business computer skills and life skills. It had a 70% to 80% placement rate, on average. Again, this was much higher than what was standard for training programs. It spent the government's money not only wisely but well, with highly competitive per diems. This program has been cancelled by our local CECs.

Un autre programme que nous avons offert pendant sept ans visait à donner aux femmes des connaissances élémentaires et une formation en informatique de gestion. Le taux de placement moyen était de 70 à 80 p. 100, ce qui, encore une fois, est de beaucoup supérieur à la norme. C'était là aussi une façon judicieuse de dépenser les deniers publics, avec des coûts par jour très concurrentiel. Ce programme a également été annulé par nos CEC locaux.

For three years, we ran a computer and life skills course for welfare mothers. Once again the employment rate, at about 50%, was better than what was standard. The employment rate for such programs is generally lower, since government will

Pendant trois ans, nous avons offert un cours d'informatique et de connaissances élémentaires aux mères assistées sociales. Encore une fois, le taux de placement, qui était d'environ 50 p. 100, était supérieur à la norme. Les

[Texte]

seldom pay for a course that's long enough to break down the fear these women so often have at the prospect of working and taking on their own destinies. Once again our outcomes were good and our costs were low. Once again our local CECs cancelled the program.

Lately in Nova Scotia the delivery of programs to the poor and the jobless have frequently been taken over by the government itself. Federal dollars for literacy and training programs, which are impossibly meagre to start with, have either become eaten up in administration and research or have been delivered directly through government community colleges.

Community colleges are not women-centred and do not offer women-friendly or women-only learning environments. They are not lean like NGOs and are not working from the bottom-up community development models that NGOs and voluntary organizations rely on to ensure they are giving clients what clients really need.

As an example of services protected by government for in-house delivery, employment counselling and job searches have now been disallowed from our government-sponsored training programs on the grounds that CECs do this for clients themselves. Here are the facts. The busy signals, the line-ups, the five-minute appointments once in a UI claim, the provision of this job counselling—however substandard—only to UI clients suggest otherwise.

We have also been told that training that leads to more training is not favoured for funding. In view of the green paper's message that new jobs in Canada will require an average of 16 or more years of preparation, practice seems only to be at odds with policy. We find our programs and proposals win CEC favour only when they are short, because they cost less.

Currently we are training women to be business computer specialists in 15 weeks. To say the least, this is hard on everybody and it falls short of the 16 years.

There are other problems and other gaps. There's no government support in this region to move women in the direction of non-traditional work, which pays better than the few indignant occupations in which women languish. Even though women succeed at self-employment more than do men, and even though self-employment in the home can obviate the need for child care, there is little meaningful support for the neophyte women entrepreneurs.

We turn many women away from our programs because they can't afford child care, and as a charity stretched to the seams, we can't afford to subsidize any more of them. Licensed day care costs at least \$400 a month. The government ceiling on training allowances is \$200.

[Traduction]

programmes de ce genre ont généralement un taux de placement moins élevé puisqu'il est rare que le gouvernement paie un cours assez long pour éliminer la peur que ressentent ces femmes à l'idée de travailler et de prendre en mains leur propre destinée. Encore une fois, nos résultats étaient bons et nos coûts peu élevés, et encore une fois, ce programme a été annulé par nos CEC locaux.

Depuis quelque temps, en Nouvelle-Écosse, la prestation des programmes destinés aux pauvres et aux sans travail est souvent prise en charge par le gouvernement lui-même. Les fonds fédéraux affectés aux programmes d'alphabétisation et de formation, qui sont déjà très limités, sont engloutis dans l'administration et la recherche ou sont investis dans des programmes offerts directement par le gouvernement dans les collèges communautaires.

Les collèges communautaires ne sont pas axés sur les femmes et n'offrent pas un milieu d'apprentissage spécialement adapté aux besoins des femmes. Ils ne fonctionnent pas avec frugalité comme les ONG et ne se servent pas des modèles de développement communautaire orientés de bas en haut qu'utilisent les ONG et les organismes bénévoles pour s'assurer qu'ils offrent à leur clientèle ce dont elle a vraiment besoin.

Comme exemple de services protégés par le gouvernement, nos programmes de formation parainnés par le gouvernement ne peuvent plus inclure le counselling d'emploi et la recherche d'emploi parce que les CEC offrent eux-mêmes ces services à leurs clients. Cependant, les lignes téléphoniques toujours occupées, les files d'attente, les rendez-vous de cinq minutes et le fait que ce counselling d'emploi de qualité inférieure ne soit offert qu'aux clients de l'assurance-chômage montrent que ce système n'est pas très efficace.

On nous a dit également que la formation qui mène à une formation plus poussée a loin d'avoir un traitement de faveur en ce qui concerne le financement. Comme le Livre vert dit que les nouveaux emplois au Canada nécessiteront en moyenne 16 années ou plus de préparation, il semble y avoir contradiction entre la pratique et la politique. Nous nous sommes rendu compte que nos programmes ne sont approuvés par les CEC que lorsqu'ils sont courts, car ils coûtent moins cher.

Actuellement, nous formons les femmes pour qu'elles deviennent spécialistes en informatique de gestion en 15 semaines. Le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est difficile pour tout le monde et c'est loin des 16 années de formation dont il est question dans le Livre vert.

Il y a d'autres problèmes et d'autres lacunes. Il n'y a aucune aide gouvernementale dans notre région visant à orienter les femmes vers des emplois non traditionnels qui paient mieux que les quelques emplois indignes dans lesquels les femmes sont enlisées. Même si les femmes réussissent mieux que les hommes au niveau du travail autonome et même si le travail autonome à la maison peut éliminer le besoin de services de garde d'enfants, il n'y a pas beaucoup d'aide pour les femmes entrepreneurs néophytes.

Beaucoup de femmes ne peuvent pas suivre nos programmes parce qu'elles n'ont pas le moyen de payer les services de garde d'enfants, et nous n'avons pas les fonds nécessaires pour en subventionner un plus grand nombre. Les frais sont d'au moins 400\$ par mois dans une garderie accréditée. Le plafond imposé par le gouvernement en matière d'allocation de formation est de 200\$.

[Text]

[Translation]

While the green paper's proposal to create more subsidized day care spaces is truly commendable, these can't be created at the expense of support programs for mothers. Child poverty cannot be separated from family poverty, and a child's lot can only improve as his mother's lot improves.

We believe that beyond the privileged few, neither the child nor his mother has much of a shot at a brighter future under the existing proposals. All Canadians want to help themselves. We have suggested ways we know will make a difference to the employability of women and to the fortunes of their families.

It was the government's mandate for the election to make Canadians employed. Only you can make the difference there. Thank you.

• 2220

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you. Our next group is the Women's Action Coalition.

Ms Sheila Richardson (Coordinator, Women's Action Coalition of Nova Scotia): There are two of us presenting from Women's Action Coalition, myself, Sheila Richardson, and—

Ms Mildred Millar (Coordinator, Women's Action Coalition of Nova Scotia): Mildred Millar.

Ms Richardson: We are both based in Halifax. They have called us for this purpose the Metro Area Group of Women's Action Coalition. I have a lot, but I'm going to cut it down.

I'm Sheila Richardson, a single parent in the riding of Geoff Regan, MP for Halifax West. Mildred Millar is from the riding of Mary Clancy, MP for Halifax. I ran federally in the last election and have recently finished a two-year term as the Nova Scotia National Action Committee on the Status of Women representative.

Both Mildred and I have been coordinators of Women's Action Coalition with four other women for the past three years. We're getting quite tired. I think I've heard Mildred say that more than once. We have a slight difference in age. I think I'm half Mildred's age, but we both have very similar interests.

I'd like to say welcome to Jean Augustine. I had the pleasure of meeting her in Halifax during the black history month with Dolly Williams and the Congress of Black Women.

I'll just give a very brief overview of the Women's Action Coalition. In its heyday of 1987, we had 10,000 members. When Frances Cosman resigned from the Nova Scotia Advisory Council on the Status of Women, the then Liberal government was doing very little to further the cause of women. Frances Cosman is now a member of the provincial Nova Scotia Liberal government, and we are reduced to 26 member groups.

Bien que la proposition de créer davantage de places en garderie subventionnées qu'on trouve dans le Livre vert soit vraiment louable, cela ne peut pas se faire au détriment des programmes de soutien à l'intention des mères. La pauvreté des enfants est indissociable de la pauvreté des familles. Le sort d'un enfant ne peut s'améliorer que dans la mesure où le sort de sa mère s'améliore.

Nous croyons que, sauf quelques cas privilégiés, ni l'enfant ni la mère ne peuvent entrevoir un avenir plus prometteur avec les propositions actuelles. Tous les Canadiens veulent s'aider eux-mêmes. Nous avons proposé des façons sûres d'accroître l'employabilité des femmes et d'améliorer le sort de leurs familles.

Durant la campagne électorale, le gouvernement s'est engagé à donner des emplois aux Canadiens. Il n'y a que vous qui puissiez changer les choses. Merci.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci. Notre prochain groupe est la Coalition des femmes d'action.

Mme Sheila Richardson (coordonnatrice, Coalition des femmes d'action de la Nouvelle-Écosse): Nous sommes deux représentantes de la Coaliton des femmes d'action, moi-même, Sheila Richardson, et... .

Mme Mildred Millar (coordonnatrice, Coalition des femmes d'action de la Nouvelle-Écosse): Mildred Millar.

Mme Richardson: Nous travaillons toutes deux à Halifax. On nous a donc donné le nom de groupe de la région métropolitaine de la Coalition des femmes d'action. J'ai beaucoup à dire, mais je vais être le plus brève possible.

Je m'appelle Sheila Richardson. Je suis une mère seule et j'habite la circonscription de Halifax-Ouest, représentée par Geoff Regan. Mildred Millar habite la circonscription de Halifax, représentée par Mary Clancy. J'étais candidate aux dernières élections fédérales et je viens de terminer un mandat de deux ans comme représentante de la Nouvelle-Écosse au Comité canadien d'action sur le statut de la femme.

Mildred et moi, ainsi que quatre autres femmes, sommes coordonnatrices de la Coalition des femmes d'action depuis trois ans. Nous commençons à être fatiguées. J'ai entendu Mildred faire cette remarque à plusieurs reprises. Nous avons une légère différence d'âge. Je crois que Mildred est deux fois plus âgée que moi, mais nous avons toutes deux des intérêts très semblables.

Je voudrais souhaiter la bienvenue à Jean Augustine. J'ai eu le plaisir de la rencontrer à Halifax durant le mois consacré à l'histoire des Noirs avec Dolly Williams et le Congrès des femmes noires du Canada.

Je vais vous donner un bref aperçu de ce qu'est la Coalition des femmes d'action. A son apogée en 1987, la coalition comptait 10 000 membres. Lorsque Frances Cosman a démissionné du Conseil consultatif sur la condition féminine de la Nouvelle-Écosse, le gouvernement libéral de l'époque faisait très peu pour faire avancer la cause des femmes. Frances Cosman fait maintenant partie du gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse, et nous ne comptions plus que 26 groupes membres.

[Texte]

We represent many women's groups across the province of Nova Scotia, including some of the groups presenting here today, transition houses and their umbrella group THANS, women's centres and their umbrella group CONNECT, labour groups, CARAL.

[Traduction]

Nous représentons de nombreuses organisations féminines d'un bout à l'autre de la province, y compris certains des groupes qui sont venus témoigner devant le comité aujourd'hui, les maisons de transition et leur groupe de coordination qui s'appelle THANS, les centres pour femmes et leur groupe de coordination qui s'appelle CONNECT, les groupes syndicaux, l'ACDA.

I was going to reiterate what Katherine MacDonald had said about gender analysis, but I think I'm going to skip that. I consider it important to repeat it, but I'm going to skip it. I'm going to concentrate on the issue that is very close and dear to my heart, which is child care, and as we go around the room here, I found my anger rising because it's repeated. It's not just once, it's being repeated. As I go around, I can count the people—Dolly, I think the person next to you, and the person here, and here, and here, and here, and now me. We're all saying the same thing: child care is a big issue.

J'allais répéter ce que Katherine MacDonald a dit au sujet de l'analyse des rôles féminins et masculins, mais je ne le ferai pas, même si, à mon avis, c'est important. Je vais plutôt mettre l'accent sur une question qui me tient beaucoup à cœur, les services de garde d'enfants. Je jette un coup d'œil autour de la salle ici et je sens la colère monter parce que c'est un point qui a été mentionné plusieurs fois. Je peux compter les personnes qui en ont parlé—Dolly, la personne qui est à côté de vous, celle qui est ici, et ici, et ici, et ici, et c'est maintenant mon tour. Nous disons toutes la même chose; les services de garde d'enfants sont une question importante.

I would initially like to congratulate the Liberal government. We welcome the 150,000 spaces that are going to be provided. My particular issue is child care and I was active around the 1980 child care act with the Conservative government. I presented a brief for Women's Action Coalition of Nova Scotia at the Senate at that time.

Je commencerai d'abord par féliciter le gouvernement libéral. Nous sommes très heureuses des 150 000 nouvelles places en garderie qui seront créées. Je m'intéresse beaucoup aux services de garde d'enfants, et j'ai participé activement dans les années quatre-vingt aux travaux concernant la loi qu'avait proposée le gouvernement conservateur à cet égard. J'avais alors présenté un mémoire au Sénat au nom de la Coalition des femmes d'action de la Nouvelle-Écosse.

It was very interesting today. At one point I thought of bringing in all the briefs we have presented on child care. I have a very particular file that I bring out whenever any students call me or when Stella in particular calls me for her students on social policy.

La journée a été très intéressante. A un moment donné, j'ai eu envie d'apporter tous les mémoires que nous avons présentés sur les services de garde d'enfants. J'ai un dossier sur ce sujet que je sors lorsque des étudiants me le demandent ou lorsque Stella en particulier en a besoin pour ses étudiants en politique sociale.

In that particular file there are a number of briefs. There's the Katie Cooke report. That is a Conservative report. There's the Liberal report. We have had the Round Table on Child Care here in Nova Scotia, which was very broad and far-reaching. It had lots of information.

Ce dossier renferme un certain nombre de mémoires. Il y a le rapport de Katie Cooke. Il y a un rapport du Parti conservateur. Il y a le rapport du Parti libéral. Nous avons également eu en Nouvelle-Écosse une table ronde sur les services de garde d'enfants. Ces vastes discussions ont permis de recueillir beaucoup de renseignements.

We have more than enough briefs, and we have more than enough facts and figures. When I lived in Pictou County, I myself did a child care needs assessment. I remember Joyce Boudreau from Sackville Family Home Day Care saying "Why do we need to do a needs assessment, Sheila? I thought we already knew there was a need". Then my friend Thelma Edwards also got funding to do a needs assessment. Then we got money to look into a feasibility study of setting up family home child care, and then finally we got money to set it up. But then the federal funding for child care initiatives was cut and we had to scurry around and get special funds. After four years of lobbying we got 10 subsidized spaces, so we finally got the program in operation.

Nous avons un nombre plus que suffisant de mémoires, et un nombre plus que suffisant de faits et de chiffres. Lorsque j'étais dans le comté de Pictou, j'ai fait moi-même une évaluation des besoins en services de garde d'enfants. Je me souviens que Joyce Boudreau des services de garde en milieu familial de Sackville m'avait demandé: «Pourquoi faut-il faire une évaluation des besoins, Sheila? Je croyais que nous savions déjà que des besoins existent.» Puis, mon amie, Thelma Edwards, a également obtenu des fonds pour faire une évaluation des besoins. Ensuite, nous avons eu de l'argent pour faire une étude de faisabilité sur les services de garde d'enfants en milieu familial, puis nous avons enfin eu de l'argent pour l'établissement de tels services. Malheureusement, les fonds fédéraux pour les initiatives liées aux services de garde d'enfants ont été supprimés, et nous avons dû nous débrouiller pour obtenir des fonds spéciaux. Après quatre ans de lobbying, nous avons obtenu 10 places subventionnées, ce qui nous a enfin permis de lancer notre programme.

[Text]

[Translation]

• 2225

I can't spend four years getting ten subsidized spaces, and the Liberal government has to do more than give us 150,000 spaces. We have heard numerous times around this table that child care is a major problem for women when they're going into retraining, trying to get a job, on social assistance, when they're old or when they're grandparents looking after their grandchildren. We hear that it's a major problem. We don't see any political will in the Liberal, Conservative or any of the governments that have been in power in the last ten years, and we know it's a problem not just in Canada but internationally.

I see child care as a major road out for women. I was driving to a meeting at Barbara Jackson's—I can't remember where she lives now—and they were building a highway. When I got to the meeting I said "I'm not sure we need this highway. If we could build child care spaces and child care centres as quickly as we build roads in Nova Scotia, we would be in a lot better shape". For some reason or another roads have a huge priority, while child care, even though we have lots of briefs—we never seem to get what we need.

At the NAC AGM in 1992—the Liberals were in power—we asked Mary Clancy what she was going to do about child care. She said she couldn't tell us, and the crowd booed and hissed. The next time we asked the question we wanted to know how much, but we still don't have a firm commitment. We were told that if there was a 3% rise in the economy, then we would get child care. Now we have a social security review and we're talking about maybe having 150,000 spaces, but we're not sure how that's going to be done.

I spoke to Estelle from St. Joseph Day Care. I am pleased to see this afternoon that Sue Wolstenholne presented, as did Valerie Blaauw from South End Day Care. Estelle said she was expecting that with this recent round of spaces there would be some extra money in September 1996 to actually do something for child care.

I spent last night typing out this brief, but it's in my head. I really didn't need to spend the night typing this out.

I could speak about the salaries. Both Valerie and Sue mentioned that. Sue Wolstenholne did a good brief on that in 1986, I think, saying that day care workers here earn \$14,000. Some are at \$17,000 and some are up to \$26,000, but the majority earn very poor wages.

Je ne peux pas consacrer quatre ans pour obtenir dix places subventionnées, et le gouvernement libéral doit faire plus que nous donner 150 000 places. Nous avons souvent entendu ici-même que les services de garde d'enfants sont un problème majeur pour les femmes qui veulent se recycler, qui essaient d'obtenir un emploi, qui dépendent de l'aide sociale ou encore pour les femmes plus âgées qui prennent soin de leurs petits-enfants. C'est un problème majeur. Malheureusement, aucun gouvernement des dix dernières années, libéral, conservateur, ou autre n'a montré la volonté politique de régler ce problème qui n'est pas unique au Canada. Nous savons que c'est un problème international.

Je vois les services de garde d'enfants comme un important obstacle pour les femmes. Je me rendais un jour à une réunion chez Barbara Jackson—je ne me souviens plus exactement où elle habite—and j'ai remarqué qu'on était en train de construire une autoroute. Lorsque je suis arrivée à la réunion, j'ai dit: «Je ne suis pas certaine que nous ayons besoin de cette autoroute. Si nous pouvions construire des garderies au même rythme que nous construisons des autoroutes en Nouvelle-Écosse, nous serions dans une bien meilleure situation.» Pour une raison quelconque, les routes sont considérées comme une question prioritaire tandis que, sur le plan des services de garde d'enfants, nous n'avons jamais ce dont nous avons besoin malgré tous les mémoires présentés à ce sujet.

À l'assemblée générale annuelle du Comité canadien d'action en 1992—les Libéraux étaient au pouvoir—nous avons demandé à Mary Clancy ce qu'elle ferait au sujet des services de garde d'enfants. Elle a dit qu'elle ne pouvait pas nous répondre et s'est faite huée par la foule. La fois suivante, nous avons demandé combien d'argent serait consacré aux services de garde d'enfants, mais nous n'avons toujours pas eu d'engagement ferme. On nous a dit que, si la croissance économique atteignait 3 p. 100, nous aurions de nouvelles places en garderie. Le gouvernement vient d'entreprendre un examen de notre système de sécurité sociale et parle de créer peut-être 150 000 places, mais nous ne savons pas exactement comment cela va se faire.

J'ai parlé à Estelle de la garderie St-Joseph. Je suis heureuse de voir que Sue Wolstenholne a présenté un mémoire cet après-midi, de même que Valerie Blaauw de la garderie South End. Estelle a dit s'attendre à ce que des fonds supplémentaires soient disponibles en septembre 1996 pour qu'on puisse vraiment faire quelque chose dans le domaine des services de garde d'enfants.

J'ai passé la nuit dernière à dactylographier ce mémoire, mais je le sais par cœur. Je n'avais vraiment pas besoin de passer la nuit à le dactylographier.

Je pourrais parler des salaires. Valerie et Sue ont toutes deux abordé cette question. Sue Wolstenholne a présenté un excellent mémoire sur ce sujet en 1986, si je ne m'abuse. Elle disait qu'ici les employés des garderies gagnaient 14 000\$ par année. Certains gagnent 17 000\$ et d'autres peuvent gagner jusqu'à 26 000\$, mais la majorité ont un salaire très faible.

[Texte]

I think we have to look at having affordable, accessible, quality day care. Instead of looking at the cost-benefit, I want to look at the benefit-cost analysis. A study in the United States suggests that less money is spent providing good child care for children under five than is spent fixing problems later in their lives as adults. If the same research was done here in Canada, I am sure we would see the same result.

According to Greg Gammon, the director of day care in Nova Scotia, the quality of child care in Nova Scotia ranks third after Ontario and Quebec. However, it is unfortunate that only 10% of the women in Nova Scotia can access this high-quality child care. We have already heard that black women have only two day cares they can access, and aboriginal women have a hard time accessing child care.

Special needs spaces are hard to find, and spaces for children under 18 months are just as hard to find. Family home child care is growing in this province, but more money is needed. I would point to the family home child care that three of us set up in Pictou County.

I have one example. I've just graduated from Dalhousie as a student. Over the five years I was there, part of which time I was a single parent, I watched the student fees increase. I would like to reiterate what's been said about post-secondary education; we need to help people, particularly women, further their education, and not increase the financial burden to students.

I have a very dear friend who has three children. She's a single parent. She recently left a battering situation. It was fairly nasty; he threw her clothes out on the highway because he wanted to stop her from going back to university. She wanted to become a dentist. I don't think I'll ever forget the experience. I think he maintained that if she stayed home everything would be fine.

At the moment she's in her third year working for a bachelor of science and she hopes to get accepted into dentistry school. She had applied for a bursary and somehow the figures had been mixed up, so she phoned last night in a panic. She only has \$80 to do her until the money comes through and that will be in January. She phoned me again tonight. Fortunately, it's been fixed. They recognized the mistake themselves and she has the \$2,000. But as somebody who's on social assistance and is trying to go back to school and retrain, she can't afford child care, and she has three children. I think she can afford child care for one of them, but the other two have to look after themselves. She says the stress today was amazing, and this is exam time for a student. I don't want to make an issue for the stress of her exams; she's under stress because of the fact she only has \$80 to do her till January.

[Traduction]

Je crois que nous devons chercher à établir des services de garde d'enfants qui soient abordables, accessibles et de bonne qualité. Au lieu de faire une analyse coûts-avantages, je veux plutôt faire une analyse avantages-coûts. Une étude faite aux États-Unis révèle qu'on dépense moins d'argent pour offrir de bons services de garde aux enfants de moins de cinq ans qu'on n'en dépense pour régler les problèmes qu'ils auront plus tard dans leur vie en tant qu'adultes. Si on faisait une étude semblable au Canada, je suis certaine qu'on obtiendrait les mêmes résultats.

Selon Greg Gammon, directeur des services de garde d'enfants en Nouvelle-Écosse, cette province vient au troisième rang pour ce qui est de la qualité des services de garde d'enfants, après l'Ontario et le Québec. Cependant, il est malheureux de constater que seulement 10 p. 100 des femmes en Nouvelle-Écosse ont accès à ces services de garde d'enfants de bonne qualité. Nous avons déjà entendu dire que les femmes noires n'ont que deux garderies à leur disposition et que les femmes autochtones ont beaucoup de difficulté à avoir accès à des services de garde.

Les places en garderie pour les enfants qui ont des besoins spéciaux sont difficiles à trouver, tout comme celles pour les enfants de moins de 18 mois. Les services de garde d'enfants en milieu familial sont de plus en plus répandus dans notre province, mais nous avons besoin de plus d'argent. Je mentionnerai en particulier les services de garde en milieu familial que trois d'entre nous ont mis sur pied dans le comté de Pictou.

• 2230

J'ai un exemple à donner. Je viens d'obtenir un diplôme de l'Université Dalhousie. Pendant mes cinq années d'étudiante—and j'étais une mère seule pendant un certain temps au cours de cette période—j'ai vu les frais de scolarité augmenter. Je voudrais répéter ce qui a été dit au sujet des études postsecondaires. Nous devons aider les gens, particulièrement les femmes, à poursuivre leurs études et voir à ce que le fardeau des étudiants n'augmente pas.

J'ai une très chère amie qui a trois enfants. Mère seule, elle vient de sortir d'une situation de violence conjugale. C'était assez pénible. Elle a vu son conjoint jeter ses vêtements sur la route pour essayer de l'empêcher de retourner à l'université. Elle voulait devenir dentiste. Je n'oublierai jamais cette expérience. Je crois qu'il lui disait que, si elle restait à la maison, tout serait bien.

Elle est actuellement en troisième année d'université pour obtenir son baccalauréat en sciences et espère être acceptée dans une école d'art dentaire. Elle avait demandé une bourse et, pour une raison ou une autre, il y a eu confusion dans les chiffres. Elle m'a téléphoné hier soir, en proie à la panique. Il ne lui restait que 80\$ pour vivre jusqu'à ce qu'elle reçoive son argent en janvier. Elle m'a téléphoné de nouveau ce soir. Heureusement, les choses se sont arrangées. On a reconnu l'erreur et on lui a donné les 2 000\$. Mais comme toute personne qui dépend de l'aide sociale et qui veut reprendre les études pour se recycler, elle n'a pas les moyens de faire garder ses trois enfants. Je crois qu'elle peut en faire garder un, mais les deux autres doivent se débrouiller seuls. Elle m'a dit qu'elle était très stressée. C'est la période des examens pour les étudiants. Je ne veux pas faire une histoire sur le stress en période d'examen mais si cette femme se sentait aussi stressée, c'est bien parce qu'il ne lui restait que 80\$ jusqu'en janvier.

[Text]

I'd like to end on Beijing. I'm a member of the Beijing-Nova Scotia Women's Action Group. We currently have funding to hire two part-time coordinators and we're going ahead now with a round, very similar to the social security review, of getting ten regional groups and five equity groups involved. We hope to come up with a further round of facts and figures.

[Translation]

J'aimerais, en terminant, parler de Beijing. Je suis membre du Beijing-Nova Scotia Women's Action Group. Nous avons obtenu les fonds nécessaires pour embaucher deux coordonnatrices à temps partiel et entreprenons maintenant des consultations très semblables à celles sur le système de sécurité sociale, auxquelles participeront dix groupes régionaux et cinq autres groupes intéressés. Nous espérons que ces consultations nous aideront à recueillir plus de données.

The Acting Chairman (Ms Augustine): You have provided us with your brief, which is quite thorough, and we'll find an opportunity to read it. Everything that's said is recorded and transcribed, and we also have the document in front of us, so we'll make sure we pay some attention to it.

Ms Richardson: Okay.

The Acting Chairman (Ms Augustine): We will move on then to Ms Millar. Please keep it very short.

Ms Millar: I'll be two minutes. I have no brief, so you'll just have to listen to me. I will, however, be brief.

I looked around the table and I thought I'm probably the only one who can remember what it was like before the social programs came in. It was not very pleasant. People were afraid of losing their jobs. They would take any kind of job—does this begin to sound familiar?—because if they lost it, there was nowhere to go. There was no UI. The only people you could go to were a soup kitchen if you could find one. If you were kicked out of your house you went on the street.

Is history repeating itself? I don't want to see Canada go backwards. I remember how the impending weight of being destitute fell off people's shoulders when these various social programs came in. We sighed and said well, there'll never be another dirty thirties because we'll always have something we can fall back on if we are desperate. Now, unless we keep that in mind, we're going to land up right back there where they were desperate.

That's all I have to say.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you.

The National Action Committee is next.

Ms Debora Trask (Nova Scotia Regional Representative, National Action Committee on the Status of Women): I'll keep my remarks brief also.

I'm Debora Trask and I'm the Nova Scotia regional representative on the National Action Committee on the Status of Women. I do not have a brief because the national organization, which as you know represents more than 600 women's and feminist groups across Canada, has already made a presentation to this committee.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Nous avons en main une copie de votre mémoire, qui est très complet, et nous prendrons le temps de le lire. En plus de ce document, qui est devant nous, tout ce que vous avez dit a été enregistré et sera transcrit. Nous tiendrons certainement compte de votre témoignage.

Mme Richardson: Bien.

La présidente suppléante (Mme Augustine): C'est maintenant à Mme Millar. Veuillez être très brève.

Mme Millar: Je ne prendrai que deux minutes. Je n'ai pas de mémoire à vous présenter, vous n'avez donc qu'à m'écouter. Je serai brève.

En regardant autour de la table, je me suis rendu compte que j'étais probablement la seule personne qui puisse se rappeler comment c'était avant que nous ayons des programmes sociaux. Ce n'était pas très agréable. Les gens avaient peur de perdre leur emploi. Ils acceptaient n'importe quel genre d'emploi—est-ce que cela vous rappelle quelque chose?—parce que les sans-emploi ne pouvaient attendre aucune aide. Il n'y avait pas d'assurance-chômage. Le seul endroit où ils pouvaient obtenir de l'aide, c'était à la soupe populaire, s'ils pouvaient en trouver une. Ceux qui étaient mis à la porte de chez eux se retrouvaient dans la rue.

L'histoire est-elle en train de se répéter? Je ne veux pas voir le Canada faire marche arrière. Je me rappelle comment le fardeau d'être démunis s'est allégé lorsque les divers programmes sociaux ont été mis en oeuvre. Nous avons poussé un soupir de soulagement et nous nous sommes dit que nous ne connaîtrions plus jamais des temps aussi durs que les années trente, parce que les gens désespérés auraient toujours de l'aide. Si nous ne faisons pas attention, nous nous retrouverons dans la même situation où nous étions dans les années trente.

C'est tout ce que j'ai à dire.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci.

Passons maintenant au Comité canadien d'action.

Mme Debora Trask (représentante régionale de la Nouvelle-Écosse, Comité canadien d'action sur le statut de la femme): Je serai brève aussi.

Je m'appelle Debora Trask et je suis représentante régionale de la Nouvelle-Écosse au Comité canadien d'action sur le statut de la femme. Je n'ai pas de mémoire à présenter parce que l'organisation nationale dont je fais partie, qui, comme vous le savez, représente plus de 600 groupes féminins et féministes d'un bout à l'autre du Canada, a déjà présenté un mémoire au Comité.

• 2235

In Nova Scotia, we have between 20 and 30 member groups of that 600. It depends on who has paid up their membership. As I look around this table, most of you have.

De 20 à 30 de nos 600 groupes membres sont en Nouvelle-Écosse. Leur nombre varie selon qu'ils ont payé leurs cotisations ou non. Presque tous ceux qui sont représentés ici sont membres en règle.

[Texte]

I want to thank Lucille in particular for bringing the reality of women's lives in Nova Scotia to this table. It is the front-line workers in the women's centres who are dealing with women who are falling through the cracks in our social programs. Thank you, Lucille, for bringing that reality to us, because the bottom line here is how do we treat each other in this country, and how are we going to be doing that in the future?

The women's groups work for women's equality, and this is an important part of the democratic process. Women continue to be marginalized in economic and political terms, and we come together in groups to work towards the elimination of the barriers we continue to face—systemic barriers in our access to capital, wages, education and training. Ending women's inequality must be central to any reform of social policy in Canada.

We in the National Action Committee are very concerned about the lack of gender analysis in the green paper. Katherine, thank you for bringing that up.

NAC believes that any overhaul of social programs must be accompanied by a similar review of the country's economic strategies. The deficit should not be fought on the back of social programs. Social spending is not the source of the deficit. The economy is out of whack. We know that things are not working. Social policies cannot carry the pressure that failed economic policies are putting on them.

NAC advocates policies such as a national child care program that will improve social security for women in Canada, and training for women that is appropriate and leads to jobs. NAC does not support proposals that push women backwards, such as tying UI benefits to family income. We will not support policies that propose to address children's poverty while pushing their mothers deeper into poverty.

We are firmly opposed to proposals to make work or training a requirement to receive social assistance and unemployment insurance. We cannot support policy reform that does not improve the lives of women and children.

That's all I have to say.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

Dr. Linda Christiansen-Ruffman (Member of the Executive, Canadian Research Institute for the Advancement of Women—Nova Scotia): By now you're probably brain dead, so I too will be brief. I will not read my ten-page brief.

CRIAW promotes research by, for and about women. You have heard the perspective and the important results of that research tonight from these diverse Nova Scotia women's groups.

I would ask each of you on the committee and in the audience to reflect on the committee's name—the Standing Committee on Human Resources Development—and on our purpose at this hearing in Halifax, in Nova Scotia, in Atlantic

[Traduction]

Je veux remercier Lucille pour avoir exposé ce soir ce que vivent vraiment les femmes de la Nouvelle-Écosse. Ce sont les intervenantes dans les centres de femmes qui s'occupent de celles que nos programmes sociaux ne peuvent pas aider. Merci, Lucille, d'avoir mentionné cette réalité parce que l'important, c'est la manière dont nous traitons notre prochain et ce que nous avons l'intention de faire à l'avenir.

Les organisations féminines visent l'égalité des femmes, un élément important du processus démocratique. Les femmes continuent d'être marginalisées dans l'économie et en politique. Nous nous regroupons afin de faire sauter les obstacles qui se dressent encore devant nous—barrières systémiques gênant notre accès à du capital, à des salaires, à l'instruction et à la formation. L'égalité de la femme doit être au cœur de toute réforme des politiques sociales canadiennes.

Le Comité canadien d'action sur le statut de la femme s'inquiète de ce que le Livre vert ne fait pas d'analyse du sexisme. Katherine, je vous remercie de l'avoir souligné.

Le CCASF croit que toute réforme des programmes sociaux doit s'accompagner d'une révision comparable des stratégies économiques du Canada. Les programmes sociaux ne doivent pas faire les frais de la lutte au déficit. Les dépenses sociales ne sont pas à l'origine du déficit. L'économie ne tourne pas rond et nous savons que certaines choses ne marchent pas. Les politiques sociales ne peuvent pas supporter la pression qu'exercent sur elles l'échec des politiques économiques.

Le CCASF préconise l'adoption de politiques telles qu'un programme national de garderies qui améliorera la sécurité sociale des Canadiennes, et des programmes de formation qui conviennent aux femmes et qui leur permettent de se trouver un emploi. Le CCASF est contre les propositions rétrogrades pour les femmes telles que lier le montant des prestations d'assurance-chômage au revenu familial. Nous nous opposerons à toute politique qui, pour régler le problème de la pauvreté chez les enfants, appauvriront leurs mères.

Nous sommes farouchement opposées à l'idée d'obliger les assistés sociaux et les prestataires d'assurance-chômage à travailler ou à suivre des cours. Nous ne saurions entériner une réforme qui n'améliorerait pas la vie des femmes et des enfants.

J'ai terminé.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vous remercie.

Mme Linda Christiansen-Ruffman (membre de l'exécutif, Institut canadien de recherches sur les femmes – Nouvelle-Écosse): À cette heure-ci, vous avez probablement le cerveau au neutre; c'est pourquoi je serai brève. Je ne vais pas vous lire mon mémoire de 10 pages.

L'ICREF fait la promotion des recherches faites par, pour et sur les femmes. Les différentes organisations féminines de la Nouvelle-Écosse, représentées ici ce soir, vous ont présenté l'orientation de ces recherches et leurs importantes conclusions.

Je demanderais à chacun des membres du Comité et à toutes les personnes ici présentes de réfléchir au nom que porte le Comité—Comité permanent du développement des ressources humaines—et à l'objet de ses réunions à Halifax, en Nouvelle-

[Text]

Canada, in Canada and in this world. How do our purposes as human beings become distorted when we reduce all to economics, and we think of humans as resources to be developed? What is the purpose of that development, and in whose interests is it being done—the four women mentioned by Lucille, the women in tuna fishing communities mentioned by Lori, the black women in Preston communities mentioned by Dolly, the women with disabilities mentioned tonight, and the two 80-year-old women who were sitting in the audience, Muriel Duckworth and Kay Macpherson?

[Translation]

Écosse, dans les provinces de l'Atlantique, au Canada et dans ce monde. Comment notre raison d'exister en tant qu'êtres humains est-elle déformée quand tout est ramené à l'économique et quand on considère les êtres humains comme des ressources qu'il faut développer? Quel est le but de ce développement et dans l'intérêt de qui se fait-il: dans celui des quatre femmes mentionnées par Lucille, des femmes des localités de pêcheurs de thon dont a parlé Lori, des femmes noires des localités de Preston mentionnées par Dolly, des femmes handicapées dont il a été question ce soir, et des deux femmes de 80 ans qui sont assises dans l'assistance, Muriel Duckworth et Kay Macpherson?

• 2240

In whose interest has this report been written? I'd like you to take a moment to think about it. Would it not be more appropriate to think of your committee as developing resources for humans, for people? Think of eliminating—rather than fostering—the food banks. In fact, is it not appropriate that the central premise for a review of social policies is that they should be designed to focus on the needs of poor women? These are the women we've described here tonight.

To borrow words from *A Woman's Creed*, "For thousands of years, women have had responsibility without power, while men have had power without responsibility." As we enter the next century, it's time for a change.

The brief from CRIAW-NS looks at the systems of knowledge and power and rewards that men have built historically, that form this discussion paper, and that will worsen women's lives and the lives of people in this region. I think that you also will find it untenable when you examine them carefully as the basis for entering the next century.

A common thread in all of these proposed changes is that women's diverse realities have been ignored. We cannot plan that way. In fact, the restructuring that has and is occurring relies on and exacerbates the exploitation of women's time, energy, labour and sexuality.

If we take seriously what has been happening globally, as shown by some of the research around the world summit for social development, we realize that we cannot continue to pursue policies such as these. These are policies that create disparities and increase violence, poverty, social disintegration, and unemployment.

We have to take these lessons seriously from other places and from what's happening here in Atlantic Canada in terms of the fisheries crisis. We have to figure out a new way of doing things.

We suggest that our starting point must be policies centred on equity and equality. For women, that equality has to be based on gender, race, class, ethnicity, ability, region, sexual orientation, age, rural background, and geographic location.

Dans l'intérêt de qui ce rapport a-t-il été rédigé? Je voudrais que vous preniez le temps d'y réfléchir. Ne vaudrait-il pas mieux que votre comité s'intéresse au développement des ressources pour les êtres humains? Il faudrait songer à faire disparaître les banques d'alimentation plutôt qu'à favoriser leur existence. D'ailleurs, ne vaudrait-il pas mieux que la réforme des politiques sociales ait pour but principal de les réorienter afin qu'elles tiennent mieux compte des besoins des femmes pauvres? Ce sont les femmes dont il a été question ce soir.

Pour reprendre un passage du livre *A Woman's Creed*: «Pendant des millénaires, les femmes ont eu des responsabilités sans avoir de pouvoir, alors que les hommes avaient du pouvoir sans avoir de responsabilités.» À l'aube d'un nouveau siècle, il faut que les choses changent.

Dans son mémoire, l'ICREF-Nouvelle-Écosse examine les systèmes de connaissance, de pouvoir et de récompense que les hommes bâissent depuis des siècles, qui sont à la base du document de travail et qui va rendre la vie des femmes et des habitants de notre région pire qu'avant. Quand vous les aurez examinés attentivement, vous trouverez inconcevable qu'ils constituent les fondements d'un siècle nouveau.

Le dénominateur commun de toutes les modifications proposées, c'est qu'on ne tient pas compte des différentes réalités des femmes. Ce n'est pas ainsi qu'il faut planifier. En fait, les restructurations passées et actuelles profitent de l'exploitation du temps, de l'énergie, du travail et la sexualité des femmes; elles accentuent même cette exploitation.

Si l'on prend au sérieux ce qui se passe dans le monde et que démontrent certaines des recherches effectuées pour le Sommet mondial pour le développement social, on constate qu'il est impossible de continuer à appliquer de telles politiques qui créent des disparités et accroissent la violence, la pauvreté, la désintégration du tissu social et le chômage.

Il faut tirer des leçons de ce qui s'est passé ailleurs, ainsi que de la crise des pêches qui se produit dans le Canada Atlantique. Il faut trouver une nouvelle manière de faire les choses.

Pour commencer, les politiques doivent viser l'équité et l'égalité. Les femmes doivent être égales malgré leur sexe, leur race, leur classe sociale, leur origine ethnique, leurs capacités, leur région, leur orientation sexuelle, leur âge, leur origine

[Texte]

Poor women, doubly disadvantaged women, and children in all their diversity must be the human beings for whom our policies are crafted. This women-centred development would prioritize social development, and development would have many facets.

I would encourage you as a committee to adopt a similar recommendation and to suggest that Canada could be a leader, rather than a follower, in this new stage of social development. Thank you.

[Traduction]

rurale et l'endroit où elles se trouvent. Nos politiques doivent être conçues pour les femmes pauvres, les femmes doublement désavantagées et les enfants quels qu'ils soient. Cette conception centrée sur les femmes devrait donner la priorité aux multiples facettes du développement social.

J'encourage votre comité à adopter une recommandation de ce genre et à suggérer que le Canada soit un chef de file plutôt qu'un suiveur à ce nouveau stade du développement social. Je vous remercie.

• 2245

The Acting Chairman (Ms Augustine): It seems to me that we've gone around the table and heard so much. We're ending with your very reflective piece. It's almost as if we've reached a climax of some kind and any kind of questions that might be asked would do something. . . At this point in time, unless there is a member who specifically wants to probe a specific area, I will ask that we study the brief and reflect on the written transcription.

Mme Lalonde (Mercier): Je veux juste dire: Vive les femmes!

So say all of us.

The Acting Chairman (Ms Augustine): I want to thank you all for—

Mme Lalonde (Mercier): Ces groupes sont extraordinaires. Les trois groupes qu'on a entendus

in Newfoundland and the two groups we have seen here make us feel what you're living, what you're dreaming of and what you're willing to work toward. So thank you very much.

Ms Lord: I just wanted to say, as the co-chair for the Nova Scotia Women's Committee on Social Reform and for the women around the table here tonight, I do want to thank you for taking the extra time to hear all the briefs. I think most of us realize that there definitely needs to be a change, and we cannot blame you—the bearers—who are coming here today, but we can thank you for listening and taking time out to hear the briefs.

Hopefully, when you do go back Mr. Axworthy and Mr. Martin will definitely listen. I think both of them have an attitude, especially after being in Ottawa last weekend. They are both still upon the ladder of the 1930s; they need to come down to the 1990s. I think you need to take that back and reiterate what was said around this room tonight on behalf of the women in the Atlantic region and also for the have-not provinces of this country. We're getting a little bit sick and tired of being a have-not. We want to be a part of those who have.

Thank you very much.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you. Your message is loud and clear. I think we heard all of the messages. I want to say how much we appreciate it. I also want to say to you that women's work is never done, even if she attends something in the evening. So thank you very much. I know you're going home to other duties.

For the information of the committee members, the meeting is not yet complete. We have a few more briefs to hear. The mayor of the city is here. I think he's ready to present.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Je pense que nous avons fait tout le tour de la table et entendu plein de choses. Nous terminons par votre réflexion. On a l'impression d'avoir atteint un point culminant et toutes questions qu'on pourrait poser seraient susceptibles de. . . À moins qu'un député veuille poser des questions sur un domaine précis, il serait préférable que nous étudions le mémoire et la transcription de ce qui a été dit jusqu'à présent.

Mrs. Lalonde (Mercier): I simply want to say hurrah for women! C'est unanime.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Je veux vous remercier toutes. . .

Mrs. Lalonde (Mercier): These groups are extraordinary. The three groups we heard

à Terre-Neuve et les deux que nous avons reçus ici nous permettent de ressentir ce que vous vivez, ce à quoi vous rêvez et les buts que vous voulez vous efforcer d'atteindre. Je vous remercie beaucoup.

Mme Lord: À titre de coprésidente du Comité des femmes de Nouvelle-Écosse sur la réforme sociale et au nom de toutes les femmes qui sont venues témoigner ce soir, je tiens à vous remercier d'avoir pris le temps d'entendre tous les exposés. La plupart d'entre nous savons qu'il faut absolument apporter des changements et nous ne pouvons rien vous reprocher à vous qui êtes les messagers. Toutefois, nous pouvons vous remercier de vous être donnéz la peine de nous écouter.

Nous espérons que M. Axworthy et M. Martin vous écouteront quand vous leur ferez rapport. Mon voyage à Ottawa la fin de semaine dernière m'a permis de constater que tous les deux avaient encore la mentalité des années trente. Il faut les faire évoluer jusqu'aux années quatre-vingt-dix. Vous devez leur raconter ce qui s'est dit ici ce soir au nom des femmes de la région de l'Atlantique et des provinces moins bien nanties du Canada. Nous en avons un peu marre d'être des provinces démunies. Nous voulons être comme les autres.

Merci beaucoup.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci. Votre message est très clair et nous l'avons bien reçu. Nous vous en sommes fort reconnaissants. Je sais aussi que les tâches domestiques n'en finissent plus, même quand on assiste à des réunions le soir. Merci beaucoup. Je sais que vous avez toutes des choses à faire à la maison.

Pour la gouverne des membres du Comité, la réunion n'est pas terminée. Nous avons encore quelques exposés à entendre. Le maire de la ville est là. Je crois qu'il est prêt à présenter son exposé.

[Text]

I want to begin by welcoming the mayor and the Municipal Social Services Association Nova Scotia.

Mr. Mayor, before we begin, what time do you close this city down?

Mr. Walter Fitzgerald (Mayor of Halifax): As long as you want it open, Madam Chair. We've gone late before; 1 a.m., 2 a.m. We won't keep you late tonight; I won't anyway. It's a good city. I just left your chairman down at CBC, in fact.

The Acting Chairman (Ms Augustine): It's a great place.

[Translation]

Je veux souhaiter la bienvenue au maire et à l'Association des services sociaux municipaux de la Nouvelle-Écosse.

Monsieur le maire, avant de commencer, dites-moi jusqu'à quelle heure on veille dans cette ville?

M. Walter Fitzgerald (maire de Halifax): Jusqu'à l'heure que vous voudrez, madame la présidente. Nous sommes déjà allés jusqu'à 1 heure ou 2 heures du matin. Mais ce soir, je ne vais pas vous faire veiller très tard. La ville est très bien. Je viens juste de laisser votre président à la Société Radio-Canada.

La présidente suppléante (Mme Augustine): C'est un endroit merveilleux.

• 2250

Ms Rosemary J. Mullins (Director, Social Services, Cumberland County, Nova Scotia): I'd just like to make a correction. You have Rosemary Mullins representing His Worship and the City of Halifax. Bob Britton is the social planner for the City of Halifax. I'm representing the Municipal Social Services Association with Mike MacIsaac.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you. That's the correction to the agenda. We have approximately one half-hour with you and whatever way you want to do the presentation, leaving some time for questions and answers.

Mr. Michael MacIsaac (Director, Social Services, Pictou County, Nova Scotia): Madam Chairman, the Municipal Social Services Association will go first and then the City of Halifax. We've agreed to that.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you. You may begin.

Mr. MacIsaac: Thank you.

First, Madam Chairman and committee members, I would like to introduce Mrs. Rosemary Mullins from our Municipal Social Services Association. Mrs. Mullins is wearing two hats this evening. She is director of Municipal Social Services for Cumberland County/Parrsboro and Mayor of Springhill as well. Mrs. Mullins is also past president of our Municipal Social Services Association.

I'm here as president of the association and director of Municipal Social Services for Pictou County.

On behalf of Mrs. Mullins and our Municipal Social Services executive, I would like to thank you for the opportunity to appear in person to present our brief, which we hope identifies some areas of concern with respect to the discussion paper, *Improving Social Security in Canada*, and the potential impact on low-income, fixed-income families and individuals.

We agree that national and provincial deficits must be addressed in Canada. We also suggest that reform and some realignment of programs should be implemented. We wish to register our concern that this proposed reform may be focused on deficit reduction versus true reform and will result in further deprivation of the needy in Nova Scotia.

Mme Rosemary J. Mullins (directrice, Services sociaux, comté de Cumberland, Nouvelle-Écosse): Je voudrais apporter une correction. C'est écrit que Rosemary Mullins représente son honneur le maire et la Ville de Halifax. Bob Britton est chargé de la planification sociale à la Ville de Halifax. Moi, je représente l'Association des services sociaux municipaux avec Mike MacIsaac.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Je vous remercie. Nous avons environ une demi-heure à vous consacrer. Vous pouvez présenter un exposé et nous laisser du temps pour poser des questions.

M. Michael MacIsaac (directeur, Services sociaux, comté de Pictou, Nouvelle-Écosse): Madame la présidente, nous allons d'abord présenter l'exposé de l'Association des services sociaux municipaux, puis ce sera au tour de la Ville de Halifax. Nous en avons convenu ainsi.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci. Allez-y.

M. MacIsaac: Merci.

Tout d'abord, madame la présidente et membres du Comité, je veux vous présenter M^{me} Rosemary Mullins de l'Association des services sociaux municipaux. M^{me} Mullins est ici à deux titres ce soir. Elle est directrice des services sociaux municipaux du comté de Cumberland (Parrsboro) et aussi maire de Springhill. M^{me} Mullins a déjà été présidente de l'Association des services sociaux municipaux.

Je suis ici à titre de président de cette association et de directeur des services sociaux municipaux du comté de Pictou.

Au nom de M^{me} Mullins et de l'exécutif de notre association, je veux vous remercier de nous avoir invités à venir vous présenter notre mémoire en personne. Nous allons traiter des parties du document de travail sur la réforme de la sécurité sociale au Canada qui nous préoccupent et de l'incidence possible de cette réforme sur les familles et personnes ayant un revenu faible ou fixe.

C'est vrai qu'il faut maîtriser le déficit du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux au Canada. Il faut aussi effectuer une certaine réforme et remanier les programmes. Nous voulons faire connaître notre crainte que le projet de réforme se concentre sur la réduction du déficit plutôt que sur une réforme véritable et qu'il appauvrisse les nécessiteux de la Nouvelle-Écosse.

[Texte]

I'm moving now to page 3, paragraph 2 of our brief. We are pleased the standing committee is consulting with Canadians, as in this process you will realize the dynamics of the various provinces, the impact of the recession and the necessity for reform and realignment, but not CAP cuts to the provinces, particularly Atlantic Canada.

Simply put, freezing CAP transfers to our socio-economic poorer provinces by the year 1997 is not reform, but deprivation. We definitely require reform in Canada as a whole, but we must realign certain programs in a global fashion and then provincially by specifics.

When the federal government started to impose limitations under CAP to the various provinces, the financial burden began downloading to the municipal taxpayers. For example, the province froze and totally capped homes for special care in the mid-1980s, costing municipalities 100% dollars. The impact of this one program cut was over \$1 million to Cumberland County, which was absorbed by the municipal taxpayer. This, Madam Chairman, is only one municipality out of 66 in the province of Nova Scotia.

Due to partial municipal reform in Nova Scotia, regional government is being phased in. This current downloading will increase expenditures on April 1, 1995 to the five units in Cumberland County—with a population of approximately 35,000—by an additional \$367,000. Mrs. Mullins will speak later to the appendix, which is noted here.

The anticipated impact of the Hon. Lloyd Axworthy's discussion paper on the provincial Community Services Department in the fiscal year ending 1997 at 1993-94 level expenditures is estimated at \$80 million. Where will this cost be downloaded to? Regional government? Who will suffer the most? This entire process aimed at changes in the social security system—reform—will result in more deprivation for those who can least afford it, the working poor and fixed-income families and children. Less money for regional or municipal governments will be available for even the basic necessities of life for the needy.

• 2255

Let me turn to unemployment insurance. As in every program, there is potential for abuse. That recognized, you cannot treat all UI recipients as potential abusers.

We should reform the benefit program to ensure it's user friendly and easily accessed. Once established, the review officers can ascertain continuing eligibility and ensure that we don't focus on setting up programs to keep everyone in line, as this is totally unnecessary.

People sometimes become unwilling social assistance recipients because of delays either caused by themselves, employers and excessive backlog in the processing of claims.

[Traduction]

Je saute maintenant au paragraphe 2 de la page 3 de notre mémoire. Nous sommes heureux que le Comité permanent consulte les Canadiens puisque cela lui permettra de comprendre la dynamique des diverses provinces, l'effet de la récession et la nécessité d'effectuer une réforme et un remaniement, mais pas d'imposer aux provinces des compressions du RAPC, surtout dans le Canada Atlantique.

En termes simples, plafonner d'ici à 1997 les paiements de transfert du RAPC aux provinces socio-économiquement défavorisées, ce n'est pas faire une réforme, c'est priver des gens du strict nécessaire. Il faut absolument une réforme dans l'ensemble du Canada, mais il faut remanier certains programmes globalement, les détails étant adaptés par province.

Quand le gouvernement fédéral a commencé à plafonner le RAPC de diverses provinces, le fardeau financier a été transmis aux contribuables des gouvernements municipaux. Ainsi, la province a bloqué le budget des foyers de soins spéciaux au milieu des années 1980, la différence ayant été assumée entièrement par les municipalités. Cette seule compression a coûté plus de un million de dollars au comté de Cumberland, somme qui a été absorbée par les contribuables de la municipalité. Et, madame la présidente, il ne s'agit que d'une des 66 municipalités de la Nouvelle-Écosse.

Suite à une réforme municipale partielle dans la province, des gouvernements régionaux se sont graduellement formés. Cette délégation des responsabilités financières augmentera de 367 000\$, au 1^{er} avril 1995, les dépenses assumées par les cinq entités du comté de Cumberland dont la population est d'environ 35 000 habitants. Mme Mullins vous exposera plus tard le contenu de l'appendice qui est indiqué ici.

Dans son document de travail, l'honorable Lloyd Axworthy prévoit que les dépenses à la fin de l'année financière 1997 se situeront au même niveau qu'en 1993—1994. Cette décision devrait coûter 80 millions de dollars au ministère des Services communautaires de la Nouvelle-Écosse. Sur qui ce coût se répercute-t-il? Sur le gouvernement régional? Qui en souffrira le plus? Toute cette façon de réformer le système de sécurité sociale rendra la situation encore plus difficile pour ceux qui n'ont déjà pas la vie facile: les travailleurs à faible revenu et les familles ayant des revenus fixes. Les gouvernements régionaux et municipaux auront encore moins d'argent pour assurer aux nécessiteux leurs besoins essentiels.

Passons maintenant à l'assurance-chômage. Tout programme peut faire l'objet de fraude. Cela dit, il ne faut pas considérer tous les prestataires d'assurance-chômage comme des fraudeurs en puissance.

Il faudrait modifier le programme des prestations de façon à ce qu'il soit convivial et facile d'accès. Une fois que tout est en place, les agents d'examen peuvent vérifier le droit aux prestations et s'assurer qu'on ne s'acharne pas à établir des programmes de surveillance qui sont tout à fait inutiles.

Il arrive que certains deviennent malgré eux des assistés sociaux à cause d'un retard imputable à eux-mêmes, à leur employeur ou au volume des demandes à traiter.

[Text]

We'd like to make some points. True seasonal employers and employees should not be penalized under the frequent-user categories. Employers who lay off employees to improve profit margins can be identified, and again the employees shouldn't be penalized.

If a person is in the frequent-user category due to the inability to make the transition from school to full-time employment, he or she should not be penalized.

Identify the difference between seasonal and permanent part-time work and the citizens who deliberately work until enough stamps are accumulated to receive UI benefits.

Training or retraining is only useful if there is an employment opportunity after the program

Income-testing for UI individuals or families could drive more citizens to the underground economy and cause financially-driven separations.

There should be more limits imposed on the amount of money an individual can earn during a year and still qualify for UI benefits.

Let me say something about social assistance recipients. Clients are serviced in many categories, but most recipients could be employable. There are four distinct categories we see: first, the job-ready; second, those who have minimum barriers; third, those who have maximum barriers; and fourth, those not employable now or in the foreseeable future.

I would like to turn to training. There are various disincentives that now exist in our current HRD Canada system. For example, rates and availability to participate vary for unemployed individuals not in receipt of UI benefits. The provincial agencies should have more flexibility and stronger networking to service delivery via the local Canada Employment and employment support centres.

The implementation of these employment support centres, coupled with programs such as COMPASS and WEPSAR, have had a positive impact on training and employing social assistance recipients.

One community in Cumberland experienced a 27% increase in municipal general assistance during the two-year fiscal period up to 1993-94. This increase would have been 15% higher without the success rate of the employment via the local employment support centre in concert with federal, provincial, and municipal dollars.

This is a global success in Nova Scotia, based on the following numbers of participants. What we've shown are the two fiscal years 1992-93 and 1993-94. What we have are the total numbers of participants who were referred by municipal social service agencies to the employment resource centres those two years.

You can see that in 1992-93, of the 3,228 referred in the province of Nova Scotia, 1,517 found employment. In the following fiscal year, 2,472 found employment out of a total of 5,635 referrals. Then there are some more stats on those who received training, upgrading life skills, etc.

[Translation]

Nous tenons à faire quelques remarques. Les vrais employeurs et employés saisonniers ne devraient pas être pénalisés en étant assimilés aux prestataires fréquents. On peut identifier les employeurs qui licencient leurs employés afin d'augmenter leurs profits; il ne faut pas pénaliser leurs employés.

Si une personne se retrouve dans la catégorie des prestataires fréquents parce qu'elle est incapable de réaliser la transition entre l'école et l'emploi à temps plein, il ne faut pas la pénaliser non plus.

Il faut établir la différence entre le travail saisonnier, le travail à temps partiel permanent et les employés qui travaillent délibérément juste ce qu'il faut pour avoir droit aux prestations d'assurance-chômage.

La formation et le recyclage ne sont utiles que si des emplois attendent ceux qui en profitent.

Fixer les prestations d'assurance-chômage en fonction du revenu personnel ou du revenu familial poussera un plus grand nombre de citoyens vers l'économie souterraine et provoquera des séparations pour des motifs pécuniaires.

On devrait verser des prestations d'assurance-chômage uniquement à ceux dont les revenus annuels sont inférieurs à un montant donné.

Je veux maintenant vous parler des assistés sociaux. Les bénéficiaires font partie de plusieurs catégories, mais la plupart d'entre eux sont employables. Il y a quatre grandes catégories: premièrement, ceux qui sont aptes au travail; deuxièmement, ceux qui doivent surmonter des obstacles mineurs; troisièmement, ceux qui doivent surmonter des obstacles majeurs, et quatrièmement, ceux qui ne sont pas employables maintenant ni dans un avenir rapproché.

La formation. Notre système actuel de développement des ressources humaines comporte diverses mesures de dissuasion. Ainsi, pour les chômeurs qui ne reçoivent pas de prestations d'assurance-chômage, les tarifs et la disponibilité varient. Les organismes provinciaux devraient être plus souples et établir des liens plus étroits avec les centres d'emploi du Canada et les centres d'appui à l'emploi pour la prestation des services.

L'ouverture de ces centres d'appui à l'emploi, conjuguée à des programmes tels que QUADRANT et WEPSAR, a eu un effet bénéfique sur la formation et l'emploi des assistés sociaux.

Dans une localité du canton de Cumberland, l'aide sociale municipale a augmenté de 27 p. 100 pendant les deux années financières précédant 1993-1994. Cette hausse aurait été de 15 p. 100 plus élevée n'eut été du taux de réussite du Centre d'aide à l'emploi qui trouve des emplois grâce à des fonds fédéraux, provinciaux et municipaux.

C'est un succès à l'échelle de la Nouvelle-Écosse si l'on en juge d'après le nombre de participants. Le tableau donne les chiffres pour les deux années financières 1992-1993 et 1993-1994. On indique le nombre total de participants qui ont été orientés par les services sociaux municipaux vers le centre d'emploi ces deux années-là.

En 1992-1993, 1 517 des 3 228 personnes orientées en Nouvelle-Écosse ont trouvé du travail. L'année suivante, 2 472 des 5 635 personnes orientées ont aussi trouvé un emploi. Il y aussi des statistiques sur ceux qui ont reçu une formation, ont amélioré leurs connaissances de base, etc.

[Texte]

The above-mentioned training in life skills commences a process to remove the barriers to employment. If the disincentives are removed and the flexibility is there, the success rate will continue to escalate as well. Far too often the financial benefit to private sector employers is allocated at the inception of a program and the incentive in some cases would work more efficiently if it was at the end.

Another alternative could be a partial incentive at the commencement of the program and a second-phase incentive when the employee is hired full time. We would then have true partnering with the private and government sectors.

With respect to education and social assistance recipients, we are experiencing an employer market in Canada. Large numbers of college and university graduates are accepting positions not relating to their field of training, thus lowering the number of job opportunities for those individuals with a post-secondary education.

Address the loan and bursary structure and timeframe for repayment, allowing more flexibility. The graduate would then be less pressured to repay the loans and be allowed adequate time to search for employment in their field of study.

[Traduction]

Ce perfectionnement des connaissances de base commence par la suppression des obstacles à l'emploi. Si les mesures dissuasives disparaissent et qu'on maintient une certaine latitude, le taux de réussite continuera de croître. Il arrive trop souvent que les employeurs du secteur privé reçoivent un avantage financier au début du programme alors qu'il vaudrait mieux parfois que cette mesure incitative ne leur profite qu'à la fin.

On pourrait aussi accorder la mesure incitative en deux temps: la moitié au début du programme et l'autre moitié lorsque l'employé est embauché à temps plein. On pourrait alors parler d'un véritable partenariat entre l'entreprise privée et le secteur public.

Quant à l'instruction des assistés sociaux, au Canada, en ce moment, c'est un marché d'employeurs. Un grand nombre de diplômés des collèges et universités acceptent des postes qui n'ont aucun rapport avec leur formation, ce qui diminue les débouchés pour ceux qui ont fait des études postsecondaires.

Il faut revoir la structure des prêts et bourses ainsi que le calendrier de remboursement qui devrait être plus souple. Il y aurait alors moins de pression sur les diplômés pour qu'ils remboursent leur prêt, ce qui leur laisserait le temps de se trouver un emploi dans leur domaine.

• 2300

Allow access to RRSPs for displaced employees to increase their training, their educational level of competitiveness in the new labour market. Restrictions can be placed on access repayment to ensure the individual's future retirement is not placed in jeopardy—for example, not taxed on the amount accessed, no tax benefit when it is repaid, and no effect on the total allowable remittal to pensions for the years of repayment.

More access and availability to the GED program would benefit a portion of the social assistance clients. The school drop-outs and the service gaps encountered to assist this group of young adults should receive attention and a different approach or enhancement of the stay-in-school initiative, as many fall through the cracks.

On child care, creating 150,000 new child care spaces will address one of the barriers to employment for the unemployed. Conversely, if you decrease CAP funding to the province, you will again cause hardship to the children of working poor, low-income, fixed-income families, and defeat the intended purpose. Provincial community services who provide or assist with programs for children will have an estimated \$80 million increase in expenditures with the proposed CAP freeze. Increasing the allotment to families via the child tax credit will not ensure that the children will benefit. These allocations are not charged as income in the social assistance process at this time.

In conclusion, we recognize and agree that national provincial governments must decrease their debts. The variables and resultant recommendation in this discussion paper could have less reform, and focus on deficit reduction. Decreasing

Il faudrait permettre aux travailleurs déplacés d'utiliser leur REER pour améliorer leur formation et leur niveau de scolarité afin d'être plus compétitifs dans le nouveau marché du travail. On pourrait imposer des restrictions au remboursement de ces fonds afin que la retraite de cette personne ne soit pas compromise—par exemple, ne pas imposer le montant retiré—un avantage non imposable au moment du remboursement, et aucune incidence sur le montant total admissible pour les années de remboursement.

Si le programme de formation générale était plus accessible et plus disponible, certains assistés sociaux en profiteraient. Il faudrait se pencher sur le décrochage scolaire et sur les services qui font défaut à ces jeunes gens. On devrait trouver une nouvelle manière de valoriser l'école car il n'y a pas de services pour bon nombre de décrocheurs.

Au sujet des services de garde, créer 150 000 nouvelles places en garderie permettra de surmonter l'un des obstacles à l'emploi. Inversement, si vous diminuez les paiements du RAPC aux provinces, vous rendrez la situation encore plus difficile pour les enfants des travailleurs à faible revenu et des familles qui ont un revenu faible et fixe. Cela irait à l'encontre des objectifs visés. Les dépenses des services communautaires provinciaux qui offrent des programmes pour les enfants ou qui en subventionnent augmenteront probablement de 80 millions de dollars si le plafonnement du RAPC est adopté. Accroître la part des familles en augmentant le crédit d'impôt pour enfants ne profitera pas nécessairement aux enfants. En ce moment, ces allocations ne sont pas considérées comme un revenu aux fins de l'aide sociale.

En conclusion, nous reconnaissions que les gouvernements fédéral et provinciaux doivent absolument réduire leur niveau d'endettement. Les variables et les recommandations du document de travail devraient être axées moins sur la réforme et

[Text]

[Translation]

CAP to Nova Scotia, Atlantic Canada, will result in downloading to the regional, municipal governments, and create further deprivation to the needy. We respectfully request and suggest that reform to these programs should be true reform, and not be deficit-driven.

plus sur la réduction du déficit. Si l'on diminue les paiements du RAPC à la Nouvelle-Écosse et aux provinces de l'Atlantique, les gouvernements régionaux et municipaux devront combler la différence, ce qui privera davantage les nécessiteux. Nous croyons bien respectueusement qu'il faudrait réviser ces programmes en vue de réaliser une vraie réforme et non pas de réduire le déficit.

I will now turn over to Mrs. Mullins for a few moments, who would like to make a few additional comments regarding the appendix.

Je vais maintenant donner la parole à Mme Mullins qui va faire quelques observations au sujet de l'appendice.

Ms Mullins: Thank you.

Mme Mullins: Merci.

Committee members, I have in front of me a brief analysis of the general assistance expenditures during the five-year period from 1988 to 1993. The short story is that in concert with the provincial, municipal and federal partnering, our expenditures almost doubled, from \$53 million to \$102 million. It's very important to note this figure. The provincial cost went from \$10 million to \$14 million, which was about a 40% increase. The federal cost went from \$26 million to \$51 million, almost doubling. The 66 small municipal units in the province of Nova Scotia more than doubled, from \$17 million to \$37 million.

Membres du Comité, j'ai sous les yeux une brève analyse des dépenses générales d'aide sociale pendant les cinq années entre 1988 et 1993. En bref, parallèlement au partenariat du provincial, du municipal et du fédéral, nos dépenses ont presque doublé, passant de 53 millions de dollars à 102 millions. Ce chiffre est très important. La part du provincial est passée de 10 millions à 14 millions, soit une hausse de 40 p. 100. Celle du fédéral est passée de 26 millions à 51 millions, soit presque le double. Les 66 gouvernements municipaux de la Nouvelle-Écosse ont vu leur part plus que doubler, passant de 17 millions à 37 millions.

Ladies and gentlemen on this committee, you must listen. The CAP downloading to the province and in turn the downloading that is passed on to the 66 municipalities in the province of Nova Scotia is going to devastate this province. It's as simple as that.

Mesdames et messieurs les membres du Comité, vous devez nous écouter. La diminution des paiement du RAPC se répercute sur le gouvernement provincial puis sur les 66 municipalités de la Nouvelle-Écosse. La province va se ruiner. Ce n'est pas bien compliqué.

I will take a small community in Cumberland County. There are five units up there—Cumberland, Amherst, Parrsboro, Springhill and Oxford—for a total population base of 35,000 people. With the recent cuts by the province in the partial municipal reform process in Nova Scotia, by April 1, 1995, we must find at the municipal level an additional \$376,000. We're coming out of the batter's box. That's simply in the hole, not including anything that has escalated in our programs this year. Where will this be passed to?

Je vais prendre comme exemple une petite localité du comté de Cumberland. Il y a cinq administrations—Cumberland, Amherst, Parrsboro, Springhill et Oxford—pour une population de 35 000 habitants. Consécutivement aux dernières compressions imposées par la province lors de sa réforme municipale partielle, les municipalités devront trouver pour le 1^{er} avril 1995, 376 000 \$ de plus. Ce montant ne tient même pas compte de l'augmentation des frais de nos autres programmes cette année. À qui pourra-t-on refiler cette augmentation?

• 2305

In order to come up with their money over the next four years, the town of Parrsboro, Nova Scotia, must increase the tax base by 31%. There are 819 homes in Parrsboro, and there are only 1,634 people. Now, if we went to a provincial one-tier social assistance program, that may partially help us.

Pour se financer au cours des quatre prochaines années, la municipalité de Parrsboro, en Nouvelle-Écosse, devra élargir son assiette fiscale de 31 p. 100. Il n'y a que 819 foyers à Parrsboro, pour 1 634 habitants. Si l'on mettait en place un régime d'assistance sociale à un seul palier, provincial, cela nous aiderait peut-être.

I wear two hats here this evening. I'm the director of social services for Cumberland County and subcontractor to the town of Parrsboro, but I'm also the mayor of the town of Springhill, so I can look at it from both perspectives.

Je précise que je m'adresse à vous ce soir à la fois en qualité de directeur des services sociaux du comté de Cumberland et de sous-traitant de la municipalité de Parrsboro, et aussi de maire de Springhill. Ces responsabilités multiples me permettent de comprendre les deux points de vue.

We all know that when cuts come, municipal, federal, or provincial politicians look at what programs can be cut the most. I'm afraid the children you are trying to address—the needy, the less fortunate than ourselves—are going to be the ones to suffer and they may suffer in the form of even the basic needs of food, clothing, and shelter. The money is just not going to be there.

Évidemment, lorsqu'il faut couper des budgets, les politiciens, qu'ils soient municipaux, fédéraux ou provinciaux, cherchent dans quels secteurs ils peuvent couper le plus. Cette fois-ci, je crains que ce soit les enfants dont le sort vous préoccupe le plus—c'est-à-dire les enfants des familles les moins favorisées—qui seront le plus pénalisés sur le plan de l'alimentation, de l'habillement et du logement, par manque de ressources.

[Texte]

We ask you to review all programs. Look at them very well. If there are any fat cats out there, cut them. We don't have a problem with the reform process; we encourage you to do so. But if you're attempting to assist and reform, let's not throw the baby with the bath water.

Thank you.

Mr. Fitzgerald: Thank you very much, Madam Chairman and members of the committee. I'd like to welcome you to our capital city. I'm sure you're having a great opportunity to see the sights and visit the community, but that's the way it goes.

I have three versions here tonight. I have the long version, the medium version, or the short version. I'm going for the short version. I hope you don't mind, because you do have the report that has been given to you.

I've been doing these about once every five days at the provincial legislature, where we're getting hammered to pieces as municipal units on costs. We've been reducing our budgets. Last year we took our budget and reduced it by almost \$15 million. With other events coming up, we're looking for other ways to save money. It's not easy, as you know, but we have to handle the deficit.

I've listened to a lot of things that have been said here this evening and I read a number of briefs when I was outside. Your job is not an easy one but it has to be done and somebody has to make the decisions. I understand that, but the City of Halifax feels very strongly about the cuts to the Canada Assistance Plan.

We've met with a number of groups—I think 17. Bob, is that right?

Mr. Robert Britton (Director of Social Services, City of Halifax): It was 13 community groups.

Mr. Fitzgerald: We've met with 13 community groups in total and we listened to what they had to say. Basically it's the same thing that's gone through.

We feel Mr. Axworthy's paper—with the emphasis on deficit reduction, of course—is really a crusade to reduce the federal deficit. The Good Lord knows that has to be done and everybody demands it to be done, but where is it coming from? We think there are other ways to reduce the deficit rather than cutting the CAP. CAP has served us extremely well here in Nova Scotia, as some of you know. It hasn't been a great luxury program, but it has supplied many people with clothing, shelter, and food. It has become a way of existing.

We look at the unemployment and the downturn in the economy in Toronto. I go there quite often, and they get very upset over 12% and 13% unemployment, which is atrocious, but those who are inside the Maritime area deal with that every year. That's a good year. We get 25% and 30% and we can still handle that because we're used to adapting.

But if you start cutting our basic programs, our citizens are in really deep trouble. We're saying, as I said to Bob, don't scrap CAP. I think that's important. All the benefits from UIC... We're being downloaded all the time, with federal

[Traduction]

Il vous appartient donc de revoir tous les programmes très attentivement. S'il y a du gaspillage, éliminez-le. Nous ne contestons pas le processus de réforme, et nous vous encourageons même à le poursuivre, mais prenez garde surtout de ne pas jeter le bon grain avec l'ivraie.

Merci.

M. Fitzgerald: Merci beaucoup, madame la présidente. Je vous souhaite la bienvenue dans notre capitale et j'espère que vous aurez l'occasion de la visiter un peu, malgré votre programme sans doute très chargé.

J'ai apporté trois versions de mon mémoire: une longue, une moyenne et une courte. Je vais vous lire la courte en vous invitant à consulter la longue si vous souhaitez obtenir des précisions.

Je dois dire que je témoigne en ce moment près d'une fois par semaine devant l'Assemblée législative provinciale, qui nous oblige à réduire nos dépenses le plus possible. L'an dernier, nous avons réduit notre budget de près de 15 millions de dollars. Cette année, nous cherchons d'autres manières de réduire nos dépenses. Ce n'est pas facile, comme vous le savez, mais il faut bien s'attaquer au déficit.

J'ai écouté les témoins qui m'ont précédé et j'ai lu plusieurs mémoires à l'extérieur de la salle. Je sais que votre travail n'est pas facile mais je sais aussi qu'il est indispensable. Cela dit, la municipalité de Halifax est très préoccupée par la réduction des budgets du Régime d'assistance publique du Canada.

Nous avons consulté plusieurs organismes locaux, 17, n'est-ce pas, Bob?

M. Robert Britton (directeur des Services sociaux, municipalité de Halifax): Nous avons consulté 13 groupes communautaires.

M. Fitzgerald: C'est cela, 13 en tout, pour connaître leur opinion.

Nous avons l'impression que M. Axworthy—dont le document met l'accent sur la réduction du déficit, évidemment—vient de lancer une croisade contre le déficit fédéral. Dieu sait qu'il est grand temps de faire quelque chose à ce chapitre, et que tout le monde le réclame, mais il faut bien faire attention à ce que l'on décide d'éliminer. D'après nous, il y a d'autres manières de réduire le déficit que de réduire le RAPC, qui joue un rôle extrêmement utile en Nouvelle-Écosse, comme certains d'entre vous le savez. Ce n'est certainement pas un programme de luxe, et nous savons qu'il permet à certaines personnes de s'habiller, de se loger et de s'alimenter. Pour certaines familles, c'est devenu un outil de survie essentiel.

Je me rends souvent à Toronto et je sais que la population locale est très mécontente du taux de chômage, qui tourne autour de 12 ou 13 p. 100, ce qui est terrible, mais je dois dire que c'est une situation que nous connaissons régulièrement dans les provinces Maritimes. Et je parle ici des bonnes années! Pendant les mauvaises, nous connaissons parfois un chômage de 25 p. 100 à 30 p. 100, et nous sommes bien obligés de nous y adapter.

Si vous commencez à réduire les programmes fondamentaux, vous allez placer notre population dans une situation extrêmement pénible. Il est donc essentiel de ne pas toucher au RAPC ni à l'A.-C... Comme il faut réduire les

[Text]

[Translation]

downloads and provincial downloads. We get it and we try to download, and there are only so many places you can take money. We just cut a lot of programs. We'd like to think we cut the right ones, but they line up and then come to council for six and eight hours. We're making the cuts in areas in which we haven't in the past.

dépenses, le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial ne cessent de se débarrasser de certaines responsabilités en les confiant aux municipalités, mais celles-ci sont le dernier maillon de la chaîne et leurs possibilités d'économie sont fort limitées. Nous avons déjà réduit bon nombre de nos programmes. Nous espérons avoir réduit les bons, mais les personnes touchées viennent quand même protester devant le conseil municipal, pendant de longues heures. Aujourd'hui, nous sommes obligés de réduire nos dépenses dans des secteurs auxquels nous n'avions encore jamais touché.

• 2310

With education and training... I've been fortunate, I've been an educator for 30 years. I've been a politician for almost as long, and have been able to do two things that I love most of all. I've always taught in an inner-city school. We've developed lunch programs, community programs, breakfast programs—you name it. We've done everything to survive. You can do it, but you need some help sometime. Everybody needs a little help.

Prenez le cas des services d'enseignement et de formation professionnelle. J'ai de la chance car j'ai été enseignant pendant 30 ans et politicien pendant presque aussi longtemps, c'est-à-dire que j'ai exercé les deux activités que j'aime le plus au monde. J'ai toujours enseigné dans une école des quartiers populaires du centre-ville. Nous avons mis sur pied des programmes communautaires de toutes sortes, par exemple, pour garantir un petit déjeuner et un déjeuner aux enfants. Nous faisons tout notre possible pour tenir, mais nous avons parfois besoin d'aide, comme tout le monde.

I can give you all kinds of stories. If we want to get on some of the things that should be done, I could keep you here all night. For some reason or other, if the government gets involved in business they louse it up. Business should be handled by business. Government has to act as a catalyst in some cases—the catalytic effect. Sure as heck, if government gets involved for some reason or other, everything falls apart. Costs go up. They see us coming. They line us up. They really do this type of thing.

Je pourrais vous parler longtemps des difficultés que nous rencontrons et des choses qu'il faudrait faire. Toutefois, lorsque le gouvernement se mêle des activités du secteur privé, c'est toujours un échec. Il faut laisser les gens d'affaires s'occuper des affaires. Le rôle du gouvernement doit être simplement, dans certains cas, d'être un catalyseur. Chaque fois que le gouvernement va plus loin, c'est la catastrophe. Les coûts augmentent et les résultats sont décevants.

Many people say that the key to success is education. I have five children. I can take you downtown... Half of the kids—they may be lawyers, everybody but the doctors, I think—are out of work. Even the doctors are working part-time now. Again, you can't get sick because you can't get a doctor, you can't get a bed. We have lawyers waiting bars. We have electricians and plumbers who can't find work. It really creates a problem.

On dit souvent que l'enseignement est la clé du succès. J'ai cinq enfants. Je pourrais vous amener en ville... La moitié des jeunes sont au chômage, même lorsqu'ils sont avocats. Et même les médecins doivent aujourd'hui travailler à temps partiel. Par contre, quand on est malade et qu'on va à l'hôpital, on ne peut pas trouver de médecin et on ne peut pas obtenir de lit. Nous avons des avocats qui sont serveurs dans des bars. Nous avons des électriciens et des plombiers qui ne peuvent pas trouver de travail. La situation devient vraiment très difficile.

Our recommendations are all here in the book. There are at least five there. I won't go through them. We talked about security, employment, training for business. I can show you some people who have eight and ten, fourteen training programs. They've been in six-and eight-and twelve-week programs, but there's never a job when they get out. In some of the communities there are no jobs.

Vous trouverez nos recommandations dans notre mémoire. Il y en a cinq et je ne vais pas vous les lire en détail. Nous y parlons de sécurité, d'emploi et de formation professionnelle. Je pourrais cependant vous faire rencontrer des gens qui ont suivi 8, 10 ou 14 programmes de formation, des programmes de 6, 8 et 12 semaines, et qui ne trouvent jamais de travail. Dans certaines localités, il n'y a pas d'emplois.

You go to a school that is supposed to be training young people for today's society and it's the only place where they have the old manual typewriters. They have no computers, no word processors. We're supposed to be training young people to get them stimulated and enthusiastic about the world that's out there, and they get a whole different world.

Je pourrais vous montrer une école où l'on est censé former les jeunes au monde de demain et où l'on travaille encore avec de vieilles machines à écrire manuelles. Il n'y a pas d'ordinateurs. Nous sommes censés former les jeunes pour qu'ils abordent avec enthousiasme la vie active mais nous n'avons même pas les outils nécessaires.

[Texte]

It's just ridiculous the money that's wasted. When I was Minister of Labour I took a number of trips over to Europe. I've studied in my masters program, and was looking first-hand at the German training program. Try to get machinists over here. Most of the mechanics where I live down the road never had a bit of training. They worked on the farm; they worked on the fish boats. They learned by doing. They looked after themselves.

We have to train for employment. It's no good training all these people if there are no jobs. Education... I know I'm going on too long, but all these things are important.

Life-long skills—we talk about national standards. You have to have some national standards with goals and objectives. We're in a world society that demands excellence. They won't take second-hand goods or second-rate now as you sell them across the world. We have to sell and we have to develop. We have to think. We can't think in the old ways; you have to think new ways. You have to do more with less. Some of these training funds... Try to get a machinist. You're never going to get a machinist, unless we get them from a country that has trained them.

Our training programs, as far as I'm concerned, aren't what they should be. They are idealistic, don't deal with basics, you name it. It's a disgrace. We have so many people here with so much ability, but it's going to waste because we're not practical. Good practical training doesn't hurt at all—the old story. I can show you young students who are now engineering students and run programs that were left by the wayside—early intervention programs. In some provinces it costs \$100,000 to create a job, and in Nova Scotia we send children to reform school for \$44,000. The solution to the problem is to send them all to Harvard; it would only cost you \$26,000 a year. That's the type of thing we should be doing. Then they'd have a prestige institution. I think we're doing it all backwards.

[Traduction]

L'argent qui est gaspillé..., c'est tout simplement ridicule. Quand j'étais ministre du Travail, j'ai fait plusieurs voyages en Europe. J'ai fait des études de maîtrise et j'ai observé personnellement le programme de formation professionnelle en Allemagne. Essayez de trouver un mécano là-bas! Là où je vis, la plupart des mécaniciens n'ont jamais eu de formation professionnelle. Ce sont des gens qui travaillaient dans l'agriculture et dans la pêche et qui ont appris sur les tas.

Certes, il faut donner une formation professionnelle aux jeunes, mais cela ne sert à rien s'il n'y a pas d'emplois. Je sais que mon exposé est trop long mais toutes ces choses sont importantes.

Pour ce qui est des compétences qui durent toute la vie, on parle de normes nationales en matière d'enseignement. Certes, il faut qu'il y ait des normes nationales, avec des objectifs précis, car nous vivons à une époque où tout le monde exige l'excellence. Si on veut vendre des produits à l'étranger, il faut qu'ils soient de toute première qualité. Il est absolument indispensable d'exporter pour survivre. Cela nous oblige à réfléchir. Nous ne pouvons plus penser comme autrefois. Il faut faire preuve d'imagination. Il faut faire plus avec moins. Certains des programmes de formation... Essayez de trouver un mécano! Les seuls que vous trouverez viennent de pays étrangers, où ils ont obtenu leur formation.

À mon avis, nos programmes de formation ne sont pas efficaces; ils sont vaseux et ils ne permettent pas d'acquérir des compétences de base. C'est honteux. Nous avons des tas de gens qui ont beaucoup de talent mais qui ne sont pas productifs parce qu'on ne leur donne pas une formation adéquate. Je pourrais vous montrer des jeunes qui font maintenant des études en génie et qui font marcher des programmes qui avaient été abandonnés, des programmes d'intervention précoce. Dans certaines provinces, créer un emploi coûte 100 000\$; en Nouvelle-Écosse, envoyer un enfant dans une maison de redressement coûte 44 000\$. On ferait mieux de les envoyer tous à Harvard, ce qui ne coûterait que 26 000\$ par an. Voilà ce qu'on devrait faire. Ils iraient ainsi dans un établissement prestigieux. Je crois que nous faisons tout à l'envers.

• 2315

I wish I had more time, but I'm going to stop here or I'll be in trouble. They always have to tie me down when I get wound up.

We have never dealt with the real problem. We always fool around and try to come up with little gimmicks. There's nothing like hard work to do it and there's nothing like good training for a meaningful job.

When I went to work at the shipyards, I took my lunch in a lunch box and I was proud of it. I don't take a lunch box any more. Pretty soon I won't have any lunch because I won't have time, like you people. We have to get people back doing meaningful jobs and we have to get them into the global situation.

You're not going to have kids coming through school. They don't know what's happened to them. They all have computers and word processors at home and they're on Internet and everything. They come to school and they have nothing. It's like they're going to school in the Dark Ages.

J'aimerais avoir plus de temps mais je vais devoir m'arrêter. Quand je suis lancé, je n'arrive plus à m'arrêter.

Nous ne nous sommes jamais occupés du vrai problème mais seulement des aspects secondaires. Pour réussir, dans la vie, il n'y a rien de mieux que le travail et une bonne formation.

Quand je travaillais au chantier naval, j'emménageais ma boîte à lunch et j'en étais fier. Je n'emmène plus de boîte à lunch aujourd'hui et, bientôt, je n'aurai même plus le temps de manger à midi car je serai trop occupé, comme vous. Il faut faire le nécessaire pour que les gens aient des emplois satisfaisants qui s'inscrivent dans le cadre de l'économie mondiale.

Aujourd'hui, les jeunes sont déroutés. Ils ont tous des ordinateurs à la maison, et ils sont branchés sur Internet, mais quand ils arrivent à l'école, il n'y a rien. Pour eux, l'école est une institution préhistorique.

[Text]

[Translation]

I know education is not a federal responsibility, but if you're looking at people, there are ways it can be done. I can give you 100 ways you could get money where it's needed. I can give you ideas on education, having worked and listened over the years.

Geez, I knew I'd get wound up.

The Acting Chairman (Ms Augustine): That's okay.

Mr. Fitzgerald: I just feel the brief is a good one. There are a lot of good points there. I don't think you agree with everything I said, Bob, but I had to say it anyway.

I want to thank you very much for listening. Thank you kindly.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you, Mr. Mayor.

I just want you to know, Mr. Mayor and the other municipal people, that we've been hearing from mayors of other cities as we travel through the country. Your presentation tonight echoes some of the things we've heard in other municipalities. We'll pay attention to your brief and make sure what you've put on the table is given the consideration it does deserve.

We are very short on time. If there are any questions around the table, we'll have just one question per party.

Mr. Johnston: That was an excellent presentation.

Mr. Fitzgerald: Thank you very much.

Ms Mullins: I'd just like to say one thing before we finish. It's nice to see the standing committee coming out to us in Nova Scotia. When you go back to Ottawa and your different positions, don't always listen to what the senior bureaucrats tell you. Go to your grassroots people and consult with them. Consult with the people who do the jobs and know how it works. Maybe they can help you make the cuts and reforms in an affirmative way as opposed to a negative way.

Thank you.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you. We appreciate that advice.

Mr. Fitzgerald: We appreciate you being here as well. We should be showing you around the town.

The Acting Chairman (Ms Augustine): You didn't tell us what time you shut the city down.

Mr. Fitzgerald: We'll take you out and give you some bad publicity.

Some hon. members: Oh, oh.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you.

We have one more group, the Native Council of Nova Scotia. I want to begin by saying we that appreciate the fact you've waited this late. We are a couple of hours behind where we should be. We want to thank you for your patience and say that while you are last in our program, you're not least in the consideration that your brief will be given.

Je sais que l'enseignement n'est pas une responsabilité fédérale mais, si vous le voulez, vous pourriez quand même agir. Je pourrais vous proposer 100 méthodes pour investir de l'argent là où c'est nécessaire. Je pourrais vous donner beaucoup d'idées sur l'enseignement.

Je savais que je n'arriverais pas à m'arrêter.

La présidente suppléante (Mme Augustine): On ne vous reproche rien.

M. Fitzgerald: J'estime simplement que le mémoire est excellent et comporte beaucoup de bonnes choses. Je sais que Bob n'est pas d'accord avec tout ce que j'ai dit mais je devais le dire quand même.

Je vous remercie beaucoup de votre attention.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci, monsieur le maire.

Je tiens à vous dire que nous avons déjà accueilli des maires d'autres villes pendant nos audiences publiques. Votre témoignage reprend certaines choses qui nous ont déjà été dites dans d'autres municipalités. Nous examinerons attentivement votre mémoire et accorderons à vos recommandations toute l'attention qu'elles méritent.

Comme nous avons peu de temps, nous allons passer tout de suite à la période des questions en permettant à chaque parti de poser une seule question.

M. Johnston: C'était un excellent témoignage.

M. Fitzgerald: Merci beaucoup.

Mme Mullins: Je voudrais dire une seule chose avant de terminer. Je suis très heureuse que le Comité permanent soit venu nous consulter chez nous, en Nouvelle-Écosse. Quand vous retournez à Ottawa, faites bien attention à ne pas écouter tout ce que vous disent les bureaucraties. N'oubliez jamais de consulter la population elle-même. Consultez les gens qui travaillent sur le terrain et qui savent comment vont les choses. Cela vous aidera peut-être à réformer le système de manière positive plutôt que négative.

Merci.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Je vous remercie du conseil.

M. Fitzgerald: Nous vous remercions également d'être venus. Nous devrions vous faire visiter la ville.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Mais vous ne nous avez pas dit à quelle heure tout ferme ici.

M. Fitzgerald: Alors, on vous emmène là où vous risqueriez de vous faire une mauvaise réputation?

Des voix: Oh!

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci.

Nous avons encore un groupe de témoins à entendre, représentant le conseil des Autochtones de la Nouvelle-Écosse. Je tiens à vous dire que nous vous remercions d'avoir attendu si longtemps. Nous avons pris près de deux heures de retard. Je vous remercie de votre patience et je tiens à vous dire que nous n'accorderons pas moins d'attention à votre témoignage parce que vous passez en dernier.

[Texte]

[Traduction]

• 2320

We have 30 minutes together. I'll let you introduce yourselves as you begin your presentation. If you want to leave some time at the end for a question or two from members...

Mr. Dwight Dorey (Chief and President, Native Council of Nova Scotia): After looking at the long list of presenters you've had today, and considering the time of day, I'm sure I'm the one you've really been waiting to hear from. It's an advantage considering the time I'm here and where I am. I will present my whole brief, but I'll be quick about it.

With with me tonight is Roger Hunka, executive director, and Margaret Walsh, our provincial social security reform coordinator.

Thank you for allowing the Native Council of Nova Scotia, the self-governing authority for off-reserve aboriginal people of Nova Scotia residing throughout traditional Micmac territory, to appear before you tonight. We are an advocacy group that this year celebrated 20 years of service to the off-reserve aboriginal population of Nova Scotia, which according to the 1990 census amounts to well over 15,000 men, women and children.

The intent of my presentation to the parliamentary standing committee will be to briefly overview the findings, concerns and backdrop from which a comprehensive report is being compiled by the native council for the assistance of the Human Resources Development Canada, interest group funding that allowed us to undertake a social security reform project.

Within a two-month period, November and December, we mobilized under the direction of Margaret Walsh, our provincial social security reform coordinator, 12 community social security reform prompters who have been meeting individually and at round tables with the off-reserve aboriginal community to gather their views, concerns and solutions to this vast Government of Canada undertaking to review the social security network.

I will begin my presentation by first stating that the aboriginal people of Canada, particularly those in eastern Canada, have had a modern legacy of exclusion based on policies directly geared to them by successive governments. We must remember that the aboriginal peoples of this land are today known in the Canadian Constitution as the aboriginal peoples of Canada. In Canada there are 53 distinct aboriginal societies of people by language, each with a traditional territory. Each has its own language, spirituality and evolved set of responsibilities, and over time each has lived on these great lands in wealth and in happiness, and with a very clear idea of what it is to be a citizen of a traditional aboriginal nation.

When we talk about the aboriginal people in eastern Canada, we primarily must focus on the Micmac people who traditionally occupied those lands now known as Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, parts of Quebec, the Gaspé, Newfoundland and into the eastern seaboard of Maine. As a nation of people with all elements of a people, we have successfully lived on these lands for well over 11,000 years.

I am sure many of you on this committee are aware of the history of the era of exploration, and have come to appreciate what this land held and how the people who inherited this land held it to themselves. The Micmac people of Atlantic Canada today, as in the past, maintain an affinity to an egalitarian form of societal structure.

Nous allons pouvoir vous consacrer une trentaine de minutes. Je vais vous demander de vous présenter avant de faire votre exposé, après quoi nous pourrons vous poser quelques questions.

M. Dwight Dorey (chef et président, Native Council of Nova Scotia): Considérant la longue liste de témoins qui étaient prévus pour aujourd'hui, et compte tenu de l'heure avancée, je suis sûr que c'est moi que vous attendez avec impatience dès le début. Je vais vous lire mon mémoire, en essayant de le faire le plus rapidement possible.

Je suis accompagné ce soir de Roger Hunka, directeur général, et de Margaret Walsh, notre coordonnatrice provinciale de la réforme de la sécurité sociale.

Je vous remercie d'accueillir le Conseil des Autochtones de la Nouvelle-Écosse, l'organisme gouvernemental des Autochtones hors-réserves de la Nouvelle-Écosse résidant sur le territoire traditionnel des Micmacs. Nous célébrons cette année 20 ans de services rendus à la population autochtone hors-réserves de la Nouvelle-Écosse, qui, selon le recensement de 1990, comprend plus de 15 000 hommes, femmes et enfants.

En comparaison devant votre comité parlementaire, mon objectif est d'exposer brièvement nos préoccupations, qui seront reprises dans un rapport exhaustif que prépare le Conseil national des Autochtones du Canada à l'intention de Développement des ressources humaines Canada au sujet des crédits qui nous ont permis d'entreprendre un projet de réforme de la sécurité sociale.

Ces deux derniers mois, c'est-à-dire novembre et décembre, notre coordonnatrice provinciale de la réforme de la sécurité sociale, Margaret Walsh, a organisé avec 12 responsables communautaires de la réforme de la sécurité sociale des rencontres individuelles et des tables rondes avec les Autochtones hors-réserves pour connaître leurs opinions et leurs préoccupations au sujet du vaste projet du gouvernement fédéral de révision du système de sécurité sociale.

Je commencerai pas vous dire que les Autochtones du Canada, surtout ceux des provinces de l'Est, vivent à toutes fins pratiques dans un système d'exclusion, à cause des politiques spécialement formulées à leur intention par les divers gouvernements. Il ne faut pas oublier que les Autochtones de ce pays sont aujourd'hui désignés dans la Constitution «peuples autochtones du Canada», alors qu'il y a en fait 53 sociétés autochtones distinctes, ayant chacune un territoire traditionnel. Chacune a sa propre langue, sa propre spiritualité et assume ses propres responsabilités. Chacune a vécu dans la prospérité et le bonheur sur de vastes territoires, en ayant une idée très claire de ce qu'est une nation autochtone traditionnelle.

Quand on parle des Autochtones de l'Est, on parle essentiellement des Micmacs, qui occupent traditionnellement les territoires qu'on appelle aujourd'hui la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, certaines parties du Québec, la Gaspésie, Terre-Neuve et la côte du Maine. Les Micmacs sont une nation qui vit sur ses territoires depuis plus de 11 000 ans.

Vous connaissez probablement l'histoire de l'exploration de cette région et vous savez comment ses habitants d'origine y ont vécu. Aujourd'hui comme autrefois, les Micmacs de la région de l'Atlantique sont attachés à une structure sociale égalitaire.

[Text]

[Translation]

• 2325

It soon became evident that although the Micmac welcomed settlers to this land in peace and friendship and shared with them all they had so that they, too, would live a happy and joyous life, the fight for supremacy that the French and British had embroiled themselves in in their own lands had been brought here.

Indeed, after the mid-1700s, when the British gained the upper hand in this newly found world, we started to see the beginnings of a colonial policy imposed upon the indigenous people on this land from coast to coast, which had at its very basis the idea that aboriginal people are inferior to Europeans.

Successive policies and laws excluding aboriginal people had the combined effect, after decades, of seeing by the 1940s a completely marginalized people—a people who were the poorest of the poor; a people whose life expectancy was shorter than that of any other group; a people whose children had no opportunity to learn; a people whose social, cultural, educational and political life was at the lowest rung in society. By the late 1940s, the “thine and mine” superiority conflict brought about a deplorable situation for all aboriginal people in Canada—a situation that we today are all trying to overcome and live with.

To further compound the problems of Micmac people, in 1952 the Government of Canada, after its centralization failure, proceeded to embark upon a numbering process. Many people who were not numbered in that year became known as non-status. The Indian Act penalized those who married persons outside the Micmac race. They lost their status.

Further, the Indian Act prompted a process of assimilation. The law books stated that if you, as an aboriginal person, educated yourself to be a teacher, you lost your status and became non-status. If you were a doctor or a nurse you lost your status as an Indian and became non-status. If you joined a missionary you lost your status. It went on and on, to the point where anyone who tried to get ahead was required to disassociate themselves from the very roots of their being—their people.

The non-status Métis—the unregistered of this province—through the 1950s, 1960s and 1970s became the poorest of the poor and the most marginalized. Their living, employment, education, culture and health situation was so deplorable that a Canadian would have to question who these people were and why they had become such.

Our problems are not the result of our inability to deal with reality. Our problems were foisted upon us by successive regimes in a deliberate attempt to assimilate and acculturate us. Far be it from me to sit here before you and repeat the sad legacy of the past. However, it goes to the courage of the many men, women and children who are known as the forgotten people—the off-reserve aboriginal people—that they formed an association with the goal to go forward to a better future.

Bien que les Micmacs aient accueilli les colons dans la paix et l'amitié, et bien qu'ils aient partagé avec eux tout ce qu'ils avaient pour leur permettre de vivre eux aussi dans le bonheur et la prospérité, ils ont fini par être mêlés à la lutte que se livraient les Français et les Anglais pour obtenir la suprématie.

Après le milieu du XVIII^e siècle, lorsque les Anglais ont fini par avoir la haute main sur ce nouveau monde, nous avons commencé à voir les prémisses d'une politique coloniale qui allait être imposée aux Autochtones de tout le pays et qui était fondée sur l'idée que les Autochtones sont inférieurs aux Européens.

Les politiques et lois successives d'exclusion des Autochtones ont fini, après plusieurs décennies, par marginaliser complètement notre peuple. C'est ainsi que nous sommes devenus l'un des peuples les pauvres de ce pays, dont l'espérance de vie était inférieure à celle de tous les autres, dont les enfants n'avaient aucune possibilité de faire des études, et dont le statut social, culturel, éducatif et politique était l'un des plus bas de la société. À la fin des années 1940, le conflit mené pour obtenir la supériorité avait fini par placer tous les Autochtones du Canada dans une situation absolument lamentable—situation qu'ils essaient aujourd'hui tous de surmonter et de corriger.

Pour aggraver encore les problèmes des Micmacs, le gouvernement du Canada, après l'échec de son effort de centralisation, a décidé en 1952 d'enregistrer les Autochtones. Bon nombre de ceux qui n'ont pas été enregistrés cette année-là sont devenus ce qu'on a appelé des Indiens non inscrits. En vertu de la Loi sur les Indiens, les personnes épousant quelqu'un qui n'était pas de race micmac étaient pénalisées. Elles perdaient leur statut.

La Loi sur les Indiens a engendré un processus d'assimilation. Ainsi, un Autochtone qui faisait des études pour devenir enseignant perdait son statut d'Autochtone et devenait un Indien non inscrit. Même chose pour un Indien qui devenait médecin ou infirmier. Même chose pour celui qui devenait missionnaire. Autrement dit, quiconque tentait de réussir était obligé de se dissocier complètement de ses racines profondes et de son peuple.

Pendant les années 1950, 1960 et 1970, les métis non inscrits—les non inscrits de cette province—sont devenus les plus pauvres d'entre les pauvres et les plus marginalisés. Leurs conditions de vie, d'emploi, d'éducation, de culture et de santé étaient tellement déplorables que l'on pouvait se demander qui ils étaient et pourquoi leur situation avait tellement dégénéré.

Nos problèmes ne viennent pas du fait que nous étions incapables de faire face à la réalité, ils viennent des efforts constants qui ont été déployés pour assurer notre assimilation et notre acculturation. Je n'ai pas l'intention d'exposer en détail la triste situation dans laquelle nous sommes tombés. Je veux plutôt rendre hommage aux nombreux hommes, femmes et enfants qu'on appelle les oubliés—les Autochtones hors réserve—qui ont formé une association pour essayer d'améliorer leur avenir.

[Texte]

The Native Council, formed in 1975, is a strong advocacy group that over the past twenty years has fought policies, ignorance, racism, economic racism, social and cultural assimilation and all the negative elements imposed upon our people to bring about change. It has fought tooth and nail to improve the housing, employment, educational, cultural and economic situation and all elements of our society.

It has done this so that at least after twenty years we might have some level of movement whereby an aboriginal person can start to realize the Canadian promise, which is everyone's promise—that everyone in this country shall reap the benefit of the vast resources of Canada.

I now turn to what the social security net has meant to a people forgotten for so long. It is only recently that aboriginal people have been allowed to apply for Canada Pension Plan deductions from their employment so that they, too, can have a pension provided by the Government of Canada at the end of their working days. You must remember, people off reserve receive very little help from the Department of Indian Affairs and must fend for themselves. In housing it is only within the last 20 years through concerted efforts by Micmac that we have seen changes in the living conditions of our own people.

[Traduction]

Le Conseil national des Autochtones du Canada, créé en 1975, est un solide organisme de pression qui lutte depuis 20 ans contre les politiques préjudiciables des gouvernements, contre l'ignorance, le racisme, la discrimination économique, et l'assimilation sociale et culturelle. Il s'est battu avec acharnement pour améliorer le logement, l'emploi, l'éducation, la culture et la situation économique de notre société.

Il mène cette action, depuis 20 ans, pour que chaque Autochtone puisse jouir des mêmes droits que tous les autres Canadiens et partager le fruit des vastes ressources du pays.

Je vais maintenant parler de ce qu'a représenté le système de sécurité sociale pour un peuple qui a été si longtemps oublié. Ce n'est que depuis peu que les Autochtones ont droit de cotiser au Régime de pensions du Canada, pour pouvoir eux aussi avoir une pension du gouvernement à la fin de leur vie active. Il ne faut pas oublier que les gens qui vivent à l'extérieur de réserves reçoivent très peu d'aide du ministère des Affaires indiennes et doivent se débrouiller seuls. Du point de vue du logement, ce n'est qu'au cours des 20 dernières années que, grâce aux efforts concertés des Micmacs, nous avons pu voir des changements dans les conditions de vie de nos gens.

• 2330

I could go on and on with examples of change. However, it must be noted that to us the social security network is very new. It has not always been available to us. It is only in recent memory that much of the social security programs have been used by the off-reserve aboriginal person.

In our study and work in the past two months there have been many concerns about the abandonment of this network. Also, many views were expressed about measures that can be implemented to provide a stepping-stone for our people. These will be detailed in our report. However, I take this time to present to you parliamentary committee members some of the thinking that has prevailed by the more than 330 individuals who have taken the time to voice their concerns individually and in 12 community workshops held across the province discussing the proposed changes outlined in the federal government's discussion paper.

It is important to emphasize at the outset the feelings of those who participated in this project. The frustration is real for many who find that despite the increased efforts they extend to make ends meet, they are slipping. The harder they work to get ahead, the more taxes are deducted from their pay. They are open to any idea that would reward instead of neutralize efforts.

Before even beginning to deal with the suggestions for employment outlined in the discussion paper, the real underlying employment problem must first be dealt with in Nova Scotia. There is a shortage of jobs and no stable economic

Je pourrais donner bien d'autres exemples de changement. Cependant, il convient de signaler que, pour nous, le réseau de la sécurité sociale est très nouveau. Il n'y a pas longtemps que les Autochtones qui vivent à l'extérieur des réserves ont commencé à utiliser une bonne partie des programmes de sécurité sociale.

L'étude que nous avons faite au cours des deux derniers mois a révélé que bien des gens craignent de voir disparaître ce réseau. Nous avons également entendu de nombreuses suggestions au sujet des mesures qui pourraient être mises en place pour aider nos gens. Nous en parlerons de façon détaillée dans notre rapport. Je veux cependant profiter de l'occasion pour communiquer aux membres de ce comité parlementaire certaines des opinions émanant des plus de 330 personnes qui ont pris le temps d'exprimer leur point de vue individuellement ou dans le cadre des 12 ateliers communautaires que nous avons tenus dans la province pour discuter des changements proposés dans le document de travail du gouvernement fédéral.

Il est important de vous communiquer dès le départ les sentiments des gens qui ont participé à ce projet. La frustration est réelle pour beaucoup de gens qui constatent que, malgré tous les efforts qu'ils déploient pour essayer de joindre les deux bouts, ils ne font que s'enliser davantage. Plus ils travaillent pour essayer de prendre le dessus, plus les impôts déduits de leur chèque de paie augmentent. Ils sont ouverts à toute suggestion qui ferait en sorte que leurs efforts seraient récompensés et non neutralisés.

Avant même de commencer à étudier les propositions contenues dans le document de travail en ce qui concerne l'emploi, il faut aller à la source même du problème de l'emploi en Nouvelle-Écosse. Beaucoup de localités souffrent d'une

[Text]

base in many communities. Seasonal work, namely fishing and tourism, are the mainstay for families in many areas. Adjustment insurance cannot offer training for jobs that do not exist. Cuts to UIC will only push more people onto welfare.

[Translation]

pénurie d'emplois et de l'absence d'une base économique stable. Dans bien des localités, le travail saisonnier, nommément la pêche et le tourisme, sont le gagne-pain de beaucoup de familles. Les programmes d'adaptation ne peuvent pas offrir aux gens de la formation pour des emplois qui n'existent pas. Les réductions dans le Régime d'assurance-chômage ne feront que pousser plus de gens vers l'aide sociale.

Developing a stable economic base in this region must be the first step. One way to create this base is to make it easier for people to start their own businesses. Making entrepreneurship a reality for everybody would require lowering the amount of money required for initial capital and providing tax breaks for the first few crucial years of operation.

Unemployment insurance: basing the level of benefits on family income was supported as well as a ceiling on benefits for frequent users who are in higher income brackets. It is recommended that part-time and multiple job holders qualify for UIC as well as small-business owners under certain circumstances. Also, accessing programs and services through a single window met with approval.

Le développement d'une base économique stable dans cette région doit être la première étape. Une façon de créer cette base serait de faire en sorte qu'il soit plus facile de lancer sa propre entreprise. Pour cela, il faudrait réduire le capital initial requis et accorder aux entrepreneurs des allégements fiscaux pour les premières années d'exploitation, qui sont cruciales.

Pour ce qui est de l'assurance-chômage, on appuie l'idée de baser le niveau des prestations sur le revenu familial et d'établir un plafond pour les prestataires fréquents lorsqu'ils appartiennent à l'une des tranches de revenu les plus élevées. On recommande que les personnes qui travaillent à temps partiel et celles qui occupent plusieurs emplois soient admissibles à l'assurance-chômage de même que les propriétaires de petites entreprises dans certaines circonstances. Par ailleurs, on appuie l'idée d'un guichet unique pour avoir accès aux programmes et aux services.

Training programs must be tailored to reflect the individual employment markets of each community. Counselling workers and getting thorough input from business owners would help create practical training programs. The Pathways program, which is designed to assist aboriginals obtain training, has turned out some successes. However, Pathways simply does not have the funding to keep up with the number of aboriginal people who wish to retrain and improve the quality of their lives. As well, it has other inherent problems in relation to the process structure. It is undeniable that on-the-job training is the most effective way in which many have learned their trades.

Les programmes de formation doivent être adaptés aux particularités du marché de l'emploi dans chaque localité. Afin de créer des programmes de formation qui soient pratiques, il serait utile de faire du counselling auprès des travailleurs et d'encourager la participation active des propriétaires d'entreprises. Le programme «Les Chemins de la réussite», qui vise à aider les Autochtones à obtenir de la formation, a eu du succès. Cependant, ce programme ne dispose tout simplement pas des fonds nécessaires pour aider tous les Autochtones qui désirent se recycler et améliorer leur qualité de vie. De plus, ce programme présente d'autres problèmes sur le plan de la structure. Il est indéniable que, pour beaucoup de gens, la formation en cours d'emploi est le moyen le plus efficace d'apprendre un métier.

An additional suggestion to make training affordable for small and medium-sized businesses is to have a library of computer training programs available through CEIC. For a nominal charge, employers could rent these programs, which are costly to buy, and train their employees on the job. These programs could teach computer programs, literacy and number skills or even have basic bookkeeping lessons.

On a également proposé de rendre la formation plus abordable pour les petites et moyennes entreprises en mettant des programmes de formation informatisés à leur disposition par l'entremise de la CEIC. Moyennant des frais minimes, les employeurs pourraient louer ces programmes, qui coûtent cher à acheter, et former eux-mêmes leurs employés. Ces programmes pourraient servir à donner aux employés des connaissances élémentaires en lecture, écriture et calcul, des connaissances en informatique ou même des connaissances de base en tenue de livres.

• 2335

Providing employers with incentives to train workers is practical, but there must be assurances that once training dollars from the government run out, the employer has a responsibility to keep the trainee on the payroll, instead of hiring another trainee receiving government funding. It was noted that many feel it is not practical to train for non-existent jobs.

Il est pratique d'encourager les employeurs à former les travailleurs, mais on doit garantir que, une fois que le gouvernement aura fini de payer pour la formation d'un employé, l'employeur gardera cet employé au lieu de le remplacer par un autre stagiaire dont la formation est financée par le gouvernement. Beaucoup de gens ont exprimé l'opinion qu'il est inutile de former les travailleurs pour des emplois qui n'existent pas.

Developing a course that would assist older workers trying to re-enter the new workforce environment after a long period of unemployment—for example, those who stayed home to raise their children for a number of years... With learning, people

On a parlé aussi d'élaborer un cours qui aiderait les travailleurs âgés à essayer de réintégrer le nouveau marché du travail après avoir été sans emploi pendant une longue période—par exemple, les personnes qui restent à la maison

[Texte]

felt these ideas met with unanimous approval: first, make student loans more accessible; second, establish an income-contingent repayment program; and third, allow RRSPs to be used to help pay for tuition.

However, there was widespread concern about the large increases in student tuition. It is undeniable that education is key to ensuring that aboriginals can continue to better their standard of living. A dramatic increase in tuition will surely make education accessible only to the rich. Participants in high school doubted that they would be willing to pursue a degree, because it no longer guarantees steady employment.

An alternative to consider before dramatic increases in tuition would be to streamline the universities themselves. If every university specialized in a certain program or programs, it would eliminate much of the waste and duplication in the province's university system. Cuts in cost must always begin at the top.

Education is a primary area in which the cycle of poverty can be broken. Elementary and high schools cannot afford to be cut back. If we do, we will be paying for today's savings for generations to come.

The federal government's push for better literacy training is encouraging. Suggestions for expanding these services could be through peer training, in that those who have learned to read themselves will train others.

The school-to-work transition can actually begin in high school. Developing job placements for all students as a credit will give youth a hand in choosing their careers.

In universities, an expansion of the courses offering co-op programs would help ease this transition. At Dalhouse University, for example, the Aboriginal Law Student Working Committee was formed by students to establish links with organizations across the province. This allows students to become familiar with and to take part in meetings with these organizations, well before graduating. This concept could be adopted and used in every university.

Removing existing disincentives in social assistance would guarantee that many who are willing and able can make the transition from welfare to the workforce. Improving the working income supplement that matches welfare benefits will make it feasible for those who are already employable to enter the workforce.

This removal of disincentives also applies for persons with disabilities. The money saved from allowing many to enter the workforce could be put toward training programs and increasing the benefits of those who are unable to work.

[Traduction]

pendant un certain nombre d'années pour élever leurs enfants. Les idées suivantes jouissent d'un appui unanime: premièrement, rendre les prêts aux étudiants plus accessibles; deuxièmement, établir un programme de remboursement en fonction du revenu; et, troisièmement, permettre l'utilisation des REER pour payer les frais de scolarité.

On a cependant exprimé beaucoup d'inquiétude au sujet de l'augmentation des frais de scolarité. Il est indéniable que l'éducation est un élément essentiel si on veut que les Autochtones puissent continuer à améliorer leur niveau de vie. Une hausse importante des frais de scolarité aura certainement pour effet de rendre l'éducation accessible uniquement aux riches. Les élèves du secondaire qui ont participé aux discussions ont dit qu'ils n'étaient pas certains de vouloir faire des études postsecondaires parce que cela ne garantit plus un emploi sûr.

Une solution à envisager avant d'augmenter considérablement les frais de scolarité serait de rationaliser les universités elles-mêmes. Si chaque université se spécialisait dans un ou plusieurs programmes particuliers, cela éliminerait une bonne partie du gaspillage et des dédoublements dans le système universitaire de la province. Lorsqu'on opère des compressions de coûts, on doit toujours commencer par le haut.

L'éducation est le principal secteur qui peut aider à briser le cycle de la pauvreté. Nous ne pouvons pas nous permettre d'imposer des réductions aux écoles primaires et secondaires. Si nous le faisons, les économies que nous réaliserons aujourd'hui nous coûteront cher pendant de nombreuses années à venir.

La volonté du gouvernement fédéral d'accroître les efforts au niveau de l'alphabétisation est encourageante. On pourrait, par exemple, faire faire de la formation par les pairs, c'est-à-dire que ceux qui ont appris à lire pourraient l'enseigner eux-mêmes à d'autres.

La transition entre l'école et le travail peut commencer à l'école secondaire. En organisant pour tous les élèves des stages qui leur donneraient des crédits, on les aiderait à choisir une carrière.

Dans les universités, l'élargissement des programmes coopératifs contribuerait à faciliter cette transition. À l'Université Dalhousie, par exemple, les étudiants ont créé un comité du nom d'Aboriginal Law Student Working Committee pour établir des liens avec diverses organisations d'un bout à l'autre de la province. Cela permet aux étudiants de mieux connaître ces organisations et de participer à des réunions avec celles-ci bien avant l'obtention de leur diplôme. Ce concept pourrait être adopté par toutes les universités.

En éliminant du système les facteurs qui dissuadent les gens de trouver un emploi, on aiderait beaucoup de personnes à faire la transition entre l'aide sociale et le marché du travail. En améliorant le supplément de revenu pour assurer aux personnes qui travaillent un revenu équivalent aux prestations d'aide sociale, on permettrait aux assistés sociaux déjà aptes à l'emploi d'entrer sur le marché du travail.

Cette élimination des facteurs de dissuasion s'applique aussi aux personnes handicapées. L'argent qu'on économiserait en permettant à beaucoup de personnes handicapées d'entrer sur le marché du travail pourrait servir à offrir des programmes de formation et à augmenter les prestations versées aux personnes qui sont incapables de travailler.

[Text]

Make government-sponsored training more accessible to all people, because many of these programs require that participants are in receipt of unemployment insurance. This will allow more people on social assistance to have access to job retraining.

Aboriginal children are unanimously considered the number one priority in redirecting the federal portion of funding.

These are some of the suggestions for eliminating child poverty. Financial difficulty is one of the leading reasons cited for strains on the family. An increase in child tax benefits would help aboriginal parents immensely. The ceiling for eligibility to receive these benefits should be lowered in order to increase benefits for families in lower income brackets.

Automatic garnisheeing of wages to collect child support from non-custodial parents, regardless of his or her employment status, is the best way to ensure the children are taken care of. Accessibility to parenting classes such as life skills, money management, stress management, and nutrition courses would help parents better cope with day-to-day living.

• 2340

Many communities in this province do not have child care facilities to begin with. In order for parents to work a babysitter must be hired. This costs on average \$100 per week for one child. It is a major undertaking to make day care accessible but it is necessary in order to allow many parents to seek employment in the first place. The Aboriginal Headstart in Halifax is a good beginning, but undertakings such as this must involve participation and input from parents.

The needs of older children aged 12 to 18 must also be considered. Supporting recreation centres with basic sports equipment, which many parents cannot afford to buy, would provide children in this age category with activities that would not only give them something to do after school in the short term; the improvements in overall health would certainly save money in the long run.

The forthcoming final report of the Native Council's social security reform project details numerous concrete ideas for change. However, I will overview one idea that will make it feasible and affordable to implement many of the above suggestions. The idea is to build off-reserve aboriginal community centres.

Each centre would be self-contained and would work as a type of co-op providing child care, employment training, literacy, life skills, and job search programs. Every person involved would have something to offer the centre by pooling their resources, skills, and abilities. Adults would receive the help required to enter or to remain in the workforce and children enrolled in the day care would be situated in a positive learning environment.

[Translation]

Il faut que tout le monde ait accès aux programmes de formation financés par le gouvernement. Dans le moment, beaucoup de ces programmes exigent que les participants soient des prestataires de l'assurance-chômage. Cela permettra à un plus grand nombre d'assistés sociaux d'avoir accès à des programmes de recyclage.

Les enfants autochtones sont considérés à l'unanimité comme la plus grande priorité sur le plan de la réaffectation des fonds fédéraux.

Voici certaines suggestions pour éliminer la pauvreté chez les enfants. Les difficultés financières ont été citées comme étant l'un des principaux problèmes des familles. Une augmentation des crédits d'impôt pour enfants aiderait beaucoup les parents autochtones. On devrait abaisser le revenu maximum pour être admissible à ces crédits d'impôt afin d'aider davantage les familles à faible revenu.

La saisie-arrêt automatique du salaire pour le paiement de la pension alimentaire par le parent qui n'a pas la garde, quel que soit sa situation professionnelle, est la meilleure façon de s'assurer que les enfants auront tout ce dont ils ont besoin. Des cours dans des matières comme l'autonomie fonctionnelle, la gestion financière, la gestion du stress et la nutrition aideraient les parents à faire face aux défis de la vie quotidienne.

• 2340

Beaucoup de localités dans cette province n'ont pas de garderies. Pour pouvoir travailler, les parents doivent embaucher un gardien ou une gardienne, ce qui coûte en moyenne 100\$ par semaine pour un enfant. C'est une initiative majeure que de mettre des services de garde d'enfants à la disposition des parents, mais c'est nécessaire si on veut donner à de nombreux parents la chance de chercher un emploi. Le programme Aboriginal Headstart à Halifax est un bon départ, mais les initiatives de ce genre nécessitent la participation des parents.

Il faut aussi tenir compte des besoins des enfants de 12 à 18 ans. En subventionnant des centres récréatifs munis d'équipements sportifs de base que beaucoup de parents n'ont pas les moyens d'acheter, non seulement on donnerait aux enfants de ce groupe d'âge quelque chose à faire après l'école, mais on les aiderait à se maintenir en meilleure santé, ce qui nous permettrait certainement de réaliser des économies à long terme.

Le rapport final sur la réforme du système de sécurité sociale que présentera sous peu le Native Council renfermera beaucoup d'idées concrètes. Cependant, je veux parler de façon particulière d'une idée qui permettrait de mettre en oeuvre plusieurs des suggestions que j'ai mentionnées à un coût abordable. L'idée consiste à établir des centres communautaires autochtones à l'extérieur des réserves.

Chaque centre serait autonome et fonctionnerait comme un genre de coopérative. Il offrirait des services de garde d'enfants, de la formation professionnelle, des cours d'alphabétisation, des cours d'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle et des programmes de recherche d'emploi. Tous les participants à ce projet auraient quelque chose à offrir au centre en mettant en commun leurs ressources, leurs connaissances et leurs compétences. Les adultes recevraient l'aide dont ils ont besoin pour entrer sur le marché du travail ou pour y rester, et les enfants inscrits à la garderie se trouveraient dans un milieu favorable à l'apprentissage.

[Texte]

Since it's an aboriginal-run centre, the children would at the same time learn about their culture and their history. There would be a considerable saving of money, as many facilities would be combined under one roof.

In conclusion and in summary, I would like the parliamentary Standing Committee on Human Resources to be cognizant that in its recommendations for change it must be paramountly evident to the Government of Canada that for the off-reserve aborigines of Atlantic Canada there must be a mechanism, a caveat, or special consideration. Otherwise, if we are lumped together with all others we may very well still slip backwards.

In conclusion, I hope that in this brief time period I have been able to provide you with a base of thinking from which our final report will be coming and to let this parliamentary committee of honourable and distinguished members know that we support change. However, at the same time, it must be fully appreciated that there must be special provisions built into any change timetable that will allow us to better understand and not to lose the ground we have been working so hard to gain.

Hopefully in the near future we can go forward to a better future and reach that future as equal Canadians in social dignity. I thank you very much.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Thank you. We will now ask if there are questions from the members. We want to thank you for your presentation, which was really very thorough. We have a copy of your brief. Do I understand you have something further?

Ms Margaret Walsh (Provincial Social Security Reform Coordinator, Native Council of Nova Scotia): Yes, we have a more detailed report.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Oh, there is a detailed one. We look forward to receiving it.

We're very pleased that you did the consultation, as you indicated in your paper, and that what you've brought before us is really the result of some work you've done within the community by bringing groups together. This is really the way we hope this consultative process will go.

I'll go around the table and see if there are any questions. Round one will be from Madame Lalonde.

• 2345

Mrs. Lalonde (Mercier): On the idea of the community centres, do you already have some community centres that would provide the model for what you propose?

Mr. Dorey: At the moment we don't, but one of our communities has been testing this for some time. They've progressed well in terms of developing the concept and benefit that has been identified to the community in a number of those areas that I outlined. It would be a major start for our off-reserve community if these facilities were accommodated in respect of changes that will impact our people.

Mrs. Lalonde (Mercier): Merci.

[Traduction]

Comme le centre serait administré par les Autochtones, les enfants apprendraient en même temps à mieux connaître leur culture et leur histoire. Ce projet permettrait de réaliser des économies considérables puisque de nombreux services seraient réunis sous un même toit.

En terminant, je voudrais que le Comité permanent des Ressources humaines précise dans ses recommandations qu'il est essentiel que le gouvernement du Canada prévoit un mécanisme spécial pour les Autochtones vivant à l'extérieur des réserves au Canada Atlantique. Autrement, si nous sommes groupés avec tous les autres, il est fort possible que nous régressions.

En conclusion, j'espère que j'ai été capable, au cours de cette brève période, de donner aux honorables et distingués membres de ce comité parlementaire une idée des éléments essentiels qui se dégageront de notre rapport final et de leur faire savoir que nous appuyons l'idée d'apporter des changements. Cependant, le gouvernement doit bien comprendre qu'il lui faut prévoir des dispositions spéciales qui nous aideront à ne pas perdre le terrain que nous avons travaillé si fort pour gagner.

Nous espérons être très bientôt sur la voie d'un avenir meilleur et atteindre le même niveau que tous les autres Canadiens du point de vue de la dignité sociale. Je vous remercie.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Merci. Nous allons maintenant demander aux membres s'ils ont des questions à poser. Nous vous remercions de votre exposé, qui était vraiment complet. Nous avons une copie de votre mémoire. Dois-je comprendre que vous avez autre chose?

Mme Margaret Walsh (coordinatrice provinciale de la réforme de la sécurité sociale, Native Council of Nova Scotia): Oui, nous avons un rapport plus détaillé.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Oh, vous avez un rapport plus détaillé. Nous sommes impatients de le recevoir.

Nous sommes très heureux que vous ayez tenu des consultations, comme vous le signalez dans votre mémoire, et que ce que vous nous avez présenté soit en réalité le fruit du travail que vous avez fait en réunissant des groupes au sein de votre communauté. Nous espérons vraiment que ce processus de consultation se déroulera de cette façon.

Je vais faire un tour de table pour voir s'il y a des questions, en commençant avec M^{me} Lalonde.

Mme Lalonde (Mercier): Au sujet de l'idée des centres communautaires, avez-vous déjà des établissements de ce genre qui serviraient de modèles pour ce que vous proposez?

M. Dorey: Nous n'en avons pas dans le moment, mais ce projet est à l'essai depuis un certain temps dans l'une de nos communautés. Les choses vont bon train pour ce qui est d'élaborer le concept et de déterminer les avantages qui en découleraient sur certains plans, comme je l'ai mentionné. L'établissement de tels centres aiderait beaucoup les Autochtones vivant à l'extérieur des réserves à s'adapter aux changements proposés.

Mme Lalonde (Mercier): Thank you.

[Text]

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): The demographics—how many on-reserve and off-reserve are there in Nova Scotia?

Mr. Dorey: The last census that I referred indicated that there are approximately 25,000 aboriginal people in Nova Scotia, and of those 15,000 reside off reserve.

Mr. Alcock (Winnipeg South): I'm not familiar with the Nova Scotia situation. I'm from Manitoba. Is there an on-reserve political organization currently involved in a parallel process on the social service review? Second, what's your relationship with such a body if it does exist?

Mr. Dorey: There are two organizations that represent bands—the reserve population—in the province. I don't know if they're involved in this process.

On the question of whether we work together, in many areas we do, but the Indian Act and its policies divide us, so in many areas we don't work together. As pointed out in this paper, it is our people who for the most part have been forgotten.

Mr. Alcock: Thank you.

The Acting Chairman (Ms Augustine): Chief and President Dorey, Ms Walsh and Mr. Hunka, thank you for staying with us until this late hour. It's pretty close to the middle of the night.

I also want to thank the members for a full day. Our staff have also worked beyond the call of duty. I want to express my appreciation.

We will meet tomorrow morning in Charlottetown at 9 a.m. This meeting is adjourned.

[Translation]

M. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Du point de vue démographique, combien y a-t-il d'Autochtones dans les réserves et à l'extérieur des réserves en Nouvelle-Écosse?

M. Dorey: Selon le dernier recensement, il y a environ 25 000 Autochtones en Nouvelle-Écosse, dont 15 000 vivent à l'extérieur des réserves.

M. Alcock (Winnipeg-Sud): Je ne connais pas très bien la situation en Nouvelle-Écosse. Je viens du Manitoba. N'y a-t-il pas une organisation politique représentant les Autochtones des réserves qui est engagée dans un processus parallèle sur l'examen des services sociaux? Deuxièmement, si une telle organisation existe, quelle est votre relation avec elle?

M. Dorey: Il y a deux organisations qui représentent les bandes—de la population des réserves—dans la province. Je ne sais cependant pas si elles sont engagées dans ce processus.

Pour ce qui est de savoir si nous travaillons ensemble, nous le faisons dans de nombreux domaines; cependant, étant divisés par la Loi sur les Indiens et les politiques qui en découlent, il y a de nombreux autres domaines où nous ne travaillons pas ensemble. Comme nous le signalons dans ce document, ce sont surtout les membres de notre communauté qui ont été oubliés.

M. Alcock: Merci.

La présidente suppléante (Mme Augustine): Je remercie le chef et président Dorey, Mme Walsh et M. Hunka d'être restés avec nous jusqu'à cette heure tardive. C'est presque le milieu de la nuit.

Je remercie également les membres du Comité pour cette journée de travail bien remplie. Notre personnel a aussi fait preuve d'un dévouement exceptionnel et je tiens à lui exprimer ma reconnaissance.

Nous nous réunirons à Charlottetown à 9 heures demain matin. La séance est levée.

From the Metro Area Women with Disabilities (MAWWD):

Kate Fancy, Member of the Board;
Cindy Bryant, Member of the Board.

Du «Metro Area Women with Disabilities (MAWWD)»:

Kate Fancy, membre du Conseil;
Cindy Bryant, membre du Conseil.

From the Canadian Research Institute for the Advancement of Women – Nova Scotia:

Dr. Linda Christiansen-Ruffman, Member of the Executive.

De l’Institut canadien de recherche pour l’avancement des femmes – Nouvelle-Écosse:

Linda Christiansen-Ruffman, membre de l’Exécutif.

From the City of Halifax:

Walter Fitzgerald, Mayor;
Robert Britton, Director of Social Services.

De la Ville de Halifax:

Walter Fitzgerald, maire;
Robert Britton, directeur des services sociaux.

From the Municipal Social Services of Nova Scotia:

Michael MacIsaac, Director, Municipal Services, County of Pictou.

Des Services sociaux municipaux de la Nouvelle-Écosse:

Michael MacIsaac, directeur des services municipaux, comté de Pictou.

Rosemary J. Mullins, Director of Social Services Cumberland/Parrsboro County.

Rosemary J. Mullins, directrice des services sociaux, comté de Cumberland/Parrsboro.

From the Native Council of Nova Scotia:

Dwight Dorey, Chief and President;
Roger Hunka, Executive Director;
Margaret Walsh, Provincial Social Security Reform Coordinator.

Du «Native Council of Nova Scotia»:

Dwight Dorey, chef et président;
Roger Hunka, directeur général;
Margaret Walsh, coordonnatrice provinciale de la réforme de la sécurité sociale.

Statements from the floor:

From the Veith House:

Nancy Anderson, Executive Director.

Déclarations spontanées:

De la maison Veith:

Nancy Anderson, directrice générale.

From the Nova Scotia Federation of Labour:

Rick Clarke, President;
Rick Williams, Researcher.

From the Marine Workers Federation:

Les Holloway, Secretary–Treasurer.

From the Nova Scotia Mainland Building and Construction Trades Council:

Jim Henley, President;
Fern J. Tardif, Vice–President.

From the Halifax–Dartmouth & District Labour Council (CLC):

Carlotta Weymouth, President.

From the Political Action Committee for Cape Breton Highlands–Canso – PSAC:

Michael Moeller, Political Action Committee Co–ordinator;
Mark Rogers, Policial Action Committee Member.

Statements from the floor:

Laura Penny;
Brian Lee;
Martin MacKinnon.

From the Atlantic Provinces Economic Council:

Fred Morley, Senior Policy Analyst;
David Amirault, Economist;
Jennifer MacDonald, Research Assistant;
John Odenthal, Economist.

From the Nova Scotia Confederation of University Faculty Associations:

John D'Orsay, Executive Director.

From the Mount St.Vincent University & Association of Atlantic Universities:

Elizabeth Parr–Johnston, President, Association of Altantic Universities.

From Dalhousie University – Office of the President:

Howard Clark, President;
John Risley, President of Clear Water Fine Food.

From the Dalhousie Student Union:

Hal MacLean, Vice–President, External.

From the Dalhousie Faculty Association:

Prof. Jennifer Bankier, President;
Prof. Andy Wainwright, President Elect;
Prof. Colin Stuttard.

From the Students' Union of Nova Scotia:

Suzanne Drapeau, Executive Officer;
Mark Frison, President.

De la Fédération du travail de la Nouvelle–Écosse:

Rick Clarke, président;
Rick Williams, chercheuse.

De la Fédération des travailleurs de la Marine:

Les Holloway, secrétaire–trésorier.

Du «Nova Scotia Mainland Building and Construction Trades Council:

Jim Henley, président;
Fern J. Tardif, vice–président.

Du Congrès du travail de Halifax–Dartmouth et district (CTC):

Carlotta Weymouth, présidente.

Du Comité d'action politique de Cap Breton Highlands–Cansco – PSAC:

Michael Moeller, coordonnateur du Comité d'action politique;
Mark Rogers, membre du Comité d'action politique.

Déclarations spontanées:

Laura Penny;
Brian Lee;
Martin MacKinnon.

Du Conseil économique des provinces de l'Atlantique:

Fred Morley, «Senior Policy Analyst»;
David Amirault, économiste;
Jennifer MacDonald, adjointe à la recherche;
John Odenthal, économiste.

De la Confédération des associations des facultés d'universités de la Nouvelle–Écosse:

John D'Orsay, directeur général.

De l'Université Mount St.Vincent et de l'Association des universités de l'Atlantique:

Elizabeth Parr–Johnston, président, Association des universités de l'Atlantique.

De l'Université Dalhousie – bureau du président:

Howard Clark, président;
John Risley, président de «Clear Water Fine Food».

Du Syndicat des étudiants de l'Université Dalhousie:

Hal MacLean, vice–président, Externe.

De l'Association des facultés de l'Université Dalhousie:

Prof. Jennifer Bankier, présidente;
Prof. Andy Wainwright, président élu;
Prof. Colin Stuttard.

Du Syndicat des étudiants de la Nouvelle–Écosse:

Suzanne Drapeau, directrice générale;
Mark Frison, président.

From the Council of Nova Scotia University Presidents:

Dr. David J. Lawless, Chair.

From the Group of volunteers who held town hall meetings in riding of Annapolis Valley–Hants:

Rex Guy, Spokesperson;

Chris Cann, Social Services Worker;

Janet McClain, Professor, Political Science, Acadia University.

From the Society of St. Vincent de Paul, Nova Scotia Provincial Council:

Beth Bruce, Chairperson, Sub–Committee;

Audrey Goodyer, Nova Scotia Provincial Council President;

Michael Burke, Vice–President, Halifax Council.

From the Federation of Agriculture of Nova Scotia:

Charles Keddy, President;

Greg Webster, President, Labour Committee.

From the Association of Acadians of Nova Scotia:

Monique Jawed, Director.

From the “Fédération acadienne de la Nouvelle–Écosse”:

Paul Comeau, Director General.

From the Canadian Paraplegic Association – Nova Scotia:

Laughlin Rutt, Executive Director.

From the Nova Scotia Disabled Persons Commission:

Charles Macdonald, Executive Director;

Dr. Joan Cummings, Chair.

From the Nova Scotia League for Equal Opportunities:

Lorne Ryan, Provincial Co–ordinator;

Margaret Hiltz.

From the Nova Scotia Family and Child Welfare Association:

Cyril Reddy, Member of Executive.

From the Child Care Advocacy Association of Canada:

Sue Wolstenholne, Co–Chair;

Jocelyne Tougas, Executive Director.

From the Atlantic Childcare Coalition:

Cliff White, Researcher–Writer;

Gwen Davies, Researcher–Writer;

Valerie Blaauw, Member.

From the Progress Centre for Early Intervention:

Patricia Morse, Program Co–ordinator;

Patsy Layboldt–Lavigne, Parent;

Patricia Monaghan, Pre–School Out–Reach Co–ordinator.

Du Conseil des présidents d'universités de la Nouvelle–Écosse:

David J. Lawless, président.

Du «Group of volunteers who held town hall meetings in riding of Annapolis Valley–Hants»:

Rex Guy, porte–parole;

Chris Cann, travailleur social;

Janet McClain, professeur, Science politique, Université Acadia.

De la Société St–Vincent–de–Paul, Conseil provincial de la Nouvelle–Écosse:

Beth Bruce, président du sous–comité;

Audrey Goodyer, présidente du Conseil provincial de la Nouvelle–Écosse;

Michael Burke, vice–président du Conseil de Halifax.

De la Fédération de l'agriculture de la Nouvelle–Écosse:

Charles Keddy, président;

Greg Webster, président, Comité sur le travail.

De l'Association des acadiennes de la Nouvelle–Écosse:

Monique Jawed, directrice.

De la Fédération acadienne de la Nouvelle–Écosse:

Paul Comeau, directeur général.

De l'Association canadienne des paraplégiques – Nouvelle–Écosse:

Laughlin Rutt, directrice exécutive.

De la Commission des personnes handicapées de la Nouvelle–Écosse:

Charles Macdonald, directeur général;

Dr Joan Cummings, présidente.

De la «Nova Scotia League for Equal Opportunities»:

Lorne Ryan, coordonnateur provincial;

Margaret Hiltz.

De l'Association du bien–être de la famille et des enfants de la Nouvelle–Écosse:

Cyril Reddy, membre de l'Exécutif.

De la «Child Care Advocacy Association of Canada»:

Sue Wolstenholne, co–présidente;

Jocelyne Tougas, directrice générale.

De la «Atlantic Childcare Coalition»:

Cliff White, chercheuse–écrivaine;

Gwen Davies, chercheuse–écrivaine;

Valerie Blaauw, membre.

Du «Progress Centre for Early Intervention»:

Patricia Morse, coordonnatrice du programme;

Patsy Layboldt–Lavigne, parent;

Patricia Monaghan, «Pre–School Out–Reach Co–ordinator».

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

From the Queens Early Childhood Development Association:

Donna Dexter, Co–Coordinator;
Margaret Lalonde, Co–Coordinator.

From the Nova Scotia Association of Social Workers:

Joan Gilroy, Director of the School of Social Work;
Cheryl Gillette, Vice–President;
Lynda Thomas, Association of Black Social Workers.
Joan Glode, Mi'k Maq Family and Children's Services.

Statements from the floor:

Nova Scotia NDP Youth Wing:

Robin MacKinnon;
Dominic Cardy;
Rex Guy;
John den Hollander;
Michael Isaac.

From the Antigonish Women's Resource Centre:

Lucille Harper, Director, Sexual Assault Project.

From the Second Story Women's Centre:

Debbie Reimer, Researcher;
Terry Whetstone, Board Member.

*From the Congress of Black Women of Canada (Preston/Cherry Brook/
Lake Loon/Westphal & Area Chapter):*

Dolly Williams, Representative.

From the National Action Committee on the Status of Women – Nova Scotia:

Debora Trask, Nova Scotia Regulation Representative.

From the Nova Scotia Women's Fish Net:

Lori Cox, Representative.

From the Nova Scotia Women's Ad Hoc Committee on Social Security Reform:

Stella Lord, Co–President;
Buseje Bailey, Coordinator.

From CONNECT! Women's Centres:

Laura Baker–Verner, Coordinator.

From the Atlantic Provinces Joint Advisory Councils on the Status of Women:

Katherine McDonald, President.

From YMCA of Halifax:

Jane Boudreau, Past President and Volunteer.

From the Women's Action Coalition of Nova Scotia:

Sheila G. Richardson, Co–Coordinator;
Mildred Millar, Co–Coordinator.

De la «Queens Early Childhood Development Association»:

Donna Dexter, co–coordonatrice;
Margaret Lalonde, co–coordonnatrice.

De l'Association des travailleurs sociaux de la Nouvelle–Écosse:

Joan Gilroy, directrice de l'École de travail social;
Cheryl Gillette, vice–présidente;
Lynda Thomas, Association des travailleurs sociaux Noirs.
Joan Glode, «Mi'k Maq Family and Children's Services.

Déclarations spontanées:

«Nova Scotia NDP Young Wing»:

Robin MacKinnon;
Dominic Cardy;
Rex Guy;
John den Hollander;
Michael Isaac.

Du «Antigonish Women's Resource Centre»:

Lucille Harper, directrice, projet des assauts sexuels.

Du «Second Story Women's Centre»:

Debbie Reimer, chercheuse;
Terry Whetstone, membre du Conseil.

*Du Congrès des femmes Noires du Canada (Divisions de Preston/
Cherry Brook/Lake Loon/Westphal et régions):*

Dolly Williams, représentante.

Du «National Action Committee on the Status of Women – Nova Scotia»:

Debora Trask, «Nova Scotia Regulation Representative».

Du «Nova Scotia Women's Fish Net»:

Lori Cox, représentante.

Du Comité ad hoc des femmes de la Nouvelle–Écosse sur la réforme de la sécurité sociale:

Stella Lord, co–présidente;
Buseje Bailey, coordonnatrice.

De «CONNECT! Women's Centres»:

Laura Baker–Verner, coordonnatrice.

De «Atlantic Provinces Joint Advisory Councils on the Status of Women»:

Katherine McDonald, présidente.

Du YMCA Halifax:

Jane Boudreau, présidente sortante et volontaire.

De la «Women's Action Coalition of Nova Scotia»:

Sheila G. Richardson, co–coordonnatrice;
Mildred Millar, co–coordonnatrice.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Cumberland District Labour Council (CLC):

Terry Rhindress, President.

From the U.A. Local 244 Plumbers & Pipefitters Canadian Federation of Labour:

Ben Chisholm, Business Manager.

From the South Shore Labour Council (CLC):

Anne Holland, President;

David Scobey, Secretary.

From the Yarmouth Tri-County Council of Unions (CLC):

Mike Scott, President.

From the Truro & District Labour Council (CLC):

Todd Mullin, Secretary.

From the New Glasgow & District Labour Council:

Dave Cosh, President.

From the Annapolis Valley Labour Council (CLC):

Mark Rogers, Representative.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

CA1
XC36
-L16

Government
Publications

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 61

Wednesday, December 14, 1994
Charlottetown, Prince Edward Island

Chairperson: Francis LeBlanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 61

Le mercredi 14 décembre 1994
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)

Président: Francis LeBlanc

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Human Resources Development

Développement des ressources humaines

RESPECTING:

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and the restructuring of Canada's social security system

CONCERNANT:

Conformément à l'Ordre de renvoi de la Chambre en date du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING COMMITTEE ON HUMAN RESOURCES
DEVELOPMENT

Chairperson: Francis LeBlanc

Vice-Chairs: Francine Lalonde
Maria Minna

Members

Diane Ablonczy
Reg Alcock
Jean Augustine
Maurizio Bevilacqua
Garry Breitkreuz
Martin Cauchon
Shaughnessy Cohen
Paul Crête
Antoine Dubé
Dale Johnston
Larry McCormick
Andy Scott—(15)

Associate Members

Chris Axworthy
Cliff Breitkreuz
Brenda Chamberlain
John Murphy
Georgette Sheridan
Paddy Torsney
Tony Valeri

(Quorum 8)

COMITÉ PERMANENT DU DÉVELOPPEMENT DES
RESSOURCES HUMAINES

Président: Francis LeBlanc

Vice-présidentes: Francine Lalonde
Maria Minna

Membres

Diane Ablonczy
Reg Alcock
Jean Augustine
Maurizio Bevilacqua
Garry Breitkreuz
Martin Cauchon
Shaughnessy Cohen
Paul Crête
Antoine Dubé
Dale Johnston
Larry McCormick
Andy Scott—(15)

Membres associés

Chris Axworthy
Cliff Breitkreuz
Brenda Chamberlain
John Murphy
Georgette Sheridan
Paddy Torsney
Tony Valeri

(Quorum 8)

Luc Fortin

Clerk of the Committee

Le greffier du Comité

Luc Fortin

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS**WEDNESDAY, DECEMBER 14, 1994**

(137)

[Text]

The Standing Committee on Human Resources Development met at 9:22 o'clock a.m. this day, in GEORGIAN BALLROOM, Charlottetown, P.E.I., the Chairman, Francis LeBlanc, presiding.

Members of the Committee present: Reg Alcock, Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Shaughnessy Cohen, Paul Crête, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Francis LeBlanc, Larry McCormick, Maria Minna, Andy Scott.

Other Member present: George Proud.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Nathalie Pothier, Research Officer.

Witnesses: From the Tourism Industry Association of Prince Edward Island: Mary Ellen Dougan, General Manager, Island East Tourism Group; Kathy Livingston, Director, Training and Education. From the P.E.I. Fishermen's Association: Roy Drake, Member, Board of Directors. From the P.E.I. Federation of Agriculture: Philip Brown, President. From the National Farmers Union—District 1, Region 1: Urban Laughlin, District Director; Gordon Carter, Regional Coordinator. From the Construction Association of Prince Edward Island: J. Francis Reid, General Manager. From the Greater Summerside Chamber of Commerce: Larry Bertrand, Director of Education. From the Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce: Wayne Hamby, President; Cathy Rose, Treasurer; Harvey MacKinnon, General Manager. From the Canadian Federation of Labour—Prince Edward Island Council: Ted Crockett, President; Ray McBride, PEI Council of Labour. From the P.E.I. Federation of Labour: Sandy MacKay, President; Earl Affleck, Vice-President; Heath Ellis, Secretary-Treasurer; Mary Boyd, Project Coordinator, Social Reform. From the Prince Edward Island Teacher's Federation: Jim Blanchard, General Secretary; Leo Broderick, President. From the "Société Saint-Thomas d'Aquin": Élise Arsenault, Director General; Éloi Arsenault, President; Angie Cormier, Consultant. *Statements from the floor:* Wanson Hemphill; Pat Coady; Valérie Lapointe; Brian Curley; Joe Byrne, Cooper Institute.

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and restructuring of Canada's social security system (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, February 8, 1994, Issue No. 1*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 1:52 o'clock p.m. the Committee proceeded to hear statements from the floor.

At 2:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAUX**LE MERCREDI 14 DÉCEMBRE 1994**

(137)

[Traduction]

Le Comité permanent du développement des ressources humaines se réunit aujourd'hui à 9 h 22, dans la salle de bal GEORGIAN, Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), sous la présidence de l'honorable Francis LeBlanc (président).

Membres du Comité présents: Reg Alcock, Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Shaughnessy Cohen, Paul Crête, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Francis LeBlanc, Larry McCormick, Maria Minna, Andy Scott.

Autre député présent: George Proud.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Nathalie Pothier, attachée de recherche.

Témoins: De l'Association de l'industrie du tourisme de l'Île-du-Prince-Édouard: Mary Ellen Dougan, directrice générale, Island East Tourism Group; Kathy Livingston, directrice, Formation et éducation. De l'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard: Roy Drake, membre du Conseil d'administration. De la Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard: Philip Brown, président. De la «National Farmers Union—District 1, Région 1: Urban Laughlin, directeur de district; Gordon Carter, coordonnateur régional. De l'Association de la construction de l'Île-du-Prince-Édouard: J. Francis Reid, directeur général. De «Greater Summerside Chamber of Commerce»: Larry Bertrand, directeur de l'Éducation. De «Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce»: Wayne Hamby, président; Cathy Rose, trésorière; Harvey MacKinnon, directeur général. De la Fédération canadienne du travail—Conseil de l'Île-du-Prince-Édouard: Ted Crockett, président; Ray McBride, Conseil du travail de l'Île-du-Prince-Édouard. De la Fédération du travail de l'Île-du-Prince-Édouard: Sandy MacKay, président; Earl Affleck, vice-président; Heath Ellis, secrétaire-trésorier; Mary Boyd, coordonnatrice de projets, Réforme sociale. De la Fédération des professeurs de l'Île-du-Prince-Édouard: Jim Blanchard, secrétaire général; Léo Broderick, président. De la «Société Saint-Thomas d'Aquin»: Élise Arsenault, directrice générale; Éloi Arsenault, président; Angie Cormier, consultant. *Déclarations spontanées:* Wanson Hemphill; Pat Coady, Valérie Lapointe; Brian Curley; Joe Byrne, Cooper Institute.

Conformément à un ordre de renvoi de la Chambre daté du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité social du Canada (voir Procès-verbaux et Témoignages du mardi 8 février 1994, fascicule n° 1).

Les témoins présentent des exposés et répondent aux questions.

À 13 h 52, le Comité commence à entendre des déclarations spontanées.

À 14 h 20, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

**AFTERNOON SITTING
(138)**

The Standing Committee on Human Resources Development met at 2:20 o'clock p.m. this day, in GEORGIAN BALLROOM, Charlottetown, P.E.I., the Chairman, Francis LeBlanc, presiding.

Members of the Committee present: Reg Alcock, Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Shaughnessy Cohen, Paul Crête, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Francis LeBlanc, Larry McCormick, Maria Minna, Andy Scott.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Nathalie Pothier, Research Officer.

Witnesses: From the Federation of Prince Edward Island Municipalities: Cecil Murl, President; Lisa Doyle-MacBain, Executive Director. From the University of Prince Edward Island Student's Union: Andrew MacPherson, President. From the University of Prince Edward Island—Office of the President: Dr. C.W.J. Eliot, Vice-Chancellor. From the Fisheries Council of Canada (representing Atlantic Provinces): Ron Bulmer, President. From the P.E.I. Women's Reference Group: Regina Russell; Ann Maxwell. From the Canadian Federation of University Women—Charlottetown: Dorothy MacLeod, Provincial Representative. From the Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I.: Antje MacEachern, Director, Creative Childcare Centre; Cindy Rice, Director, Parkdale Sherwood Headstart; Margaret Murphy. From the Early Childhood Development Association: Ann Hayes, President; Margaret Penwarden, Secretary-Treasurer, West Prince Chapter. From the Prince Edward Island Housing Co-operatives (Members of the Co-operative Housing Federation of Canada): Judy Bayliss, Member, Board of Directors. From the P.E.I. Literacy Alliance: Heather Irving, Chair; Dianne Morrow, Executive Director; Grant Brooks, Board Member; Maitland MacIsaac, "Parents as Reading Partners" Author; Therese Mair, Researcher; Edith Perry, Researcher. From the Belfast Community Development Corporation: Jim Kinnee, Member. From the Leaders Corps—YMCA of Charlottetown (with the Charlottetown Boys and Girls Club): Eric Daggett; Geoff Costain; Kellie MacLoed; Penny MacLoed; Blake Morrisey; Andrew Warren. *Statements from the floor:* Marilyn Sark; Jeff Pacquet; Sharon Connolly; Ellen Reynolds; Michelle Jay.

Pursuant to an Order of Reference from the House dated February 8, 1994, a study on the modernization and restructuring of Canada's social security system (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, February 8, 1994, Issue No. 1*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 2:23 o'clock p.m. the Vice-Chair, Maria Minna assumed the Chair.

At 7:43 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Luc Fortin

Clerk of the Committee

**SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(138)**

Le Comité permanent du développement des ressources humaines se réunit aujourd'hui à 14 h 20, dans la salle de bal GEORGIAN, Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), sous la présidence de l'honorable Francis LeBlanc (président).

Membres du Comité présents: Reg Alcock, Jean Augustine, Maurizio Bevilacqua, Garry Breitkreuz, Shaughnessy Cohen, Paul Crête, Antoine Dubé, Dale Johnston, Francine Lalonde, Francis LeBlanc, Larry McCormick, Maria Minna, Andy Scott.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Nathalie Pothier, attachée de recherche.

Témoins: De la Fédération des municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard: Cecil Murl, président; Lisa Doyle-MacBain, directrice générale. De l'Union des étudiants de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard: Andrew MacPherson, président. De l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard—Bureau du président: C.W.J. Eliot, vice-chancelier. Du Conseil des pêches du Canada (représentant les provinces de l'Atlantique): Ron Bulmer, président. Du Groupe de référence des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard: Regina Russell; Ann Maxwell. De la Fédération canadienne des femmes universitaires—Charlottetown: Dorothy MacLeod, déléguée provinciale. De la «Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I.»: Antje MacEachern, directrice, «Creative Childcare Centre»; Cindy Rice, directrice, «Parkdale Sherwood Headstart»; Margaret Murphy. De la «Early Childhood Development Association: Ann Hayes, présidente; Margaret Penwarden, secrétaire-trésorière, «West Prince Chapter». Des Coopératives de logements de l'Île-du-Prince-Édouard (membres de la Fédération des coopératives de logements du Canada): Judy Bayliss, membre du conseil d'administration. De la «P.E.I. Literacy Alliance»: Heather Irving, présidente; Dianne Morrow, directrice générale; Grant Brooks, membre du conseil d'administration; Maitland MacIsaac, auteur de «Parents as Reading Partners»; Thérèse Mair, chercheuse; Edith Perry, chercheuse. De la Belfast Community Development Corporation: Jim Kinnee, membre. Des «Leaders Corps—YMCA of Charlottetown (with the Charlottetown Boys and Girls Club)»: Eric Daggett; Geoff Costain; Kelly MacLoed; Penny MacLoed; Blake Morrisey; Andrew Warren. Déclarations spontanées: Marilyn Sark; Jeff Pacquet; Sharon Connolly; Ellen Reynolds; Michelle Jay.

Conformément à l'ordre de renvoi de la Chambre daté du 8 février 1994, un examen de la modernisation et de la restructuration du système de sécurité sociale du Canada (voir Procès-verbaux et Témoignages du mardi 8 février 1994, fascicule n° 1).

Les témoins présentent des exposés et répondent aux questions.

À 14 h 23, la vice-présidente, Maria Minna, occupe le fauteuil.

À 19 h 43, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Luc Fortin

[Texte]**EVIDENCE****[Recorded by Electronic Apparatus]**

Wednesday, December 14, 1994

[Traduction]**TÉMOIGNAGES****[Enregistrement électronique]**

Le mercredi 14 décembre 1994

• 0755

[Technical Difficulty—Editor]

Ms Mary Ellen Dougan (General Manager, Island East Tourism Group, Tourism Industry Association of Prince Edward Island): The Tourism Industry Association of Prince Edward Island believes the proposed changes to the social security programs in Canada would have a major impact on the tourism industry in Prince Edward Island. The very seasonal nature of the tourism industry in the province has a large effect on employment and on the economy of the Island. TIAPEI feels the overall objective of social security reform is to help people find and keep jobs and at the same time keep the national debt in line.

The social programs that are currently available have been in place for some time. Changes to these programs individually would have an effect on the Island tourism industry; therefore, changes to all the programs will have an even greater effect. TIAPEI realizes the workforce has experienced endless changes over the past few years, from worldwide competition and technological change to plant closures, lay-offs and wage freezes. These changes have put enormous pressure on the social programs.

Social assistance and unemployment insurance were originally designed to help individuals in need of short-term emergency assistance. These programs have become more of a way of life for many rather than a short-term solution.

The social programs that are currently in place need flexibility to allow for the diverse conditions in different parts of the country. The tourism industry in Prince Edward Island is a very seasonal industry that requires a large number of the workers to work both seasonally and part-time. The current systems have restrictions that do not encourage people to work without being financially penalized. For example, individuals cannot earn more than 25% of their benefits. So individuals on social assistance cannot receive any money, which prohibits them from getting ahead.

• 0839

There needs to be a system in place that equips people with the skills to help themselves. With training and job search skills, many individuals on social assistance and unemployment insurance would be ideal candidates for employment in the tourism industry.

People are willing and want to work. However, they need some incentives to seek work and to encourage them to enter or re-enter the workforce.

Employment development services are an important element in the social reform process. Seventy-five percent of unemployed people are not job-ready and need to develop skills before they are employable. Many other people do not have the

[Difficulté technique—Relecteur]

Mme Mary Ellen Dougan (directrice générale, Island East Tourism Group, Tourism Industry Association of Prince Edward Island): L'Association de l'industrie touristique de l'Île-du-Prince-Édouard est d'avis que les changements proposés au programme de sécurité sociale du Canada auraient des effets considérables sur l'industrie touristique de l'Île. Le caractère saisonnier de l'activité touristique dans la province influe considérablement sur l'emploi et l'économie de l'Île. L'Association estime que l'objectif général de la réforme sociale est d'aider les gens à trouver et à conserver les emplois tout en maîtrisant la dette nationale.

Les programmes sociaux actuels existent depuis longtemps déjà. La réforme de chacun de ces programmes toucherait l'activité touristique de l'Île. La réforme de tous les programmes aura donc un effet encore plus grand. L'Association est consciente du fait que les travailleurs ont connu d'innombrables changements au cours des dernières années attribuables à la concurrence mondiale, aux changements technologiques, aux fermetures d'usines, aux licenciements et au gel des salaires. Ces changements exercent d'énormes pressions sur les programmes sociaux.

À l'origine, l'aide sociale et l'assurance-chômage devaient porter secours à ceux qui avaient besoin d'une aide urgente à court terme. Or, ces programmes sont devenus pour beaucoup une bêquille permanente.

Nos programmes sociaux doivent être souples si l'on veut pouvoir tenir compte de la diversité entre les nombreuses régions du pays. L'activité touristique à l'Île-du-Prince-Édouard est très saisonnière et le secteur a besoin d'un grand nombre de travailleurs saisonniers et à temps partiel. Le régime actuel impose des restrictions qui pénalisent financièrement ceux qui veulent travailler. Par exemple, les gens ne peuvent pas gagner plus de 25 p. 100 de la valeur de leurs prestations. Les prestataires d'aide sociale ne peuvent donc toucher aucun argent, ce qui les empêche d'améliorer leur situation.

• 0839

Il faut un système qui donne aux gens les compétences dont ils ont besoin pour améliorer leur sort. Beaucoup d'assistés sociaux et de prestataires d'assurance-chômage seraient des candidats idéaux pour le secteur touristique s'ils bénéficiaient d'une formation et acquerraient des techniques de recherche d'emploi.

Les gens veulent travailler, mais ils ont besoin qu'on les encourage à aller à la recherche d'un emploi et à intégrer ou réintégrer la population active.

Les services de préparation à l'emploi sont un élément important du processus de la réforme. Soixante-quinze pour cent des chômeurs sont inaptes au travail et doivent acquérir des compétences pour devenir employables. Beaucoup d'autres n'ont

[Text]

skills required to perform basic job duties. People need training in job counselling and occupational training. Employment development services need to coordinate programs and provide quality programming that is responsive to the change in economic circumstances and to incorporate evaluation mechanisms to ensure program effectiveness.

The major impact in tourism will result from the changes of the unemployment insurance program. The association believes changes and modifications to unemployment insurance could benefit the industry tremendously. TIAPÉI's objective is to have a trained and skilled workforce. Currently a number of initiatives are under way to upgrade the skills of individuals during the off-season. If people receiving unemployment insurance are required to participate in training programs, the long-term effect on the industry would be enormous.

The seasonal nature of the tourism industry has a significant impact on the unemployment of P.E.I. There are approximately 15,000 people employed in the tourism industry during peak season. To expect that this number of people could be funnelled back into the labour force in the off-season is unrealistic. Unemployment insurance is a source of income support for those individuals during this time. It isn't that these people are unable or unwilling to work. The job opportunities aren't there. Tourism employees are competing with other seasonal industries for the same jobs during the off-season.

Currently a number of individuals not eligible for unemployment insurance fall through the cracks. There doesn't appear to be any training or programs available for them. The proposed changes would increase this number of people greatly.

The UI account at its present state is self-supporting. All employed individuals contribute to the unemployment insurance account; however, more and more the unemployed are the only ones who can benefit from this funding. Employed people need training, and the funding is no longer available to them.

Statistics show that between 1988 and 1990, 13.4% of unemployed people got jobs in the tourism industry. These figures show that tourism is an important contributor to the reduction of unemployment.

People need to start to be cross-trained. This would allow individuals to work in different industries during other peak seasons. Transferable skills is a must for people looking for long-term employment. The current system doesn't address the needs for part-time or self-employed.

There is no doubt there is abuse of the UI system by all partners involved, employees, employers and government. This abuse must be addressed. Employers need a system that reduces regulation and encourages job creation.

[Translation]

pas les compétences nécessaires pour s'acquitter de tâches élémentaires. Ils ont besoin de counselling en matière d'emploi et de formation professionnelle. Les services de préparation à l'emploi doivent coordonner les programmes et offrir des cours qui s'harmonisent à l'évolution de la situation économique et comportent des mécanismes d'évaluation qui garantissent l'efficacité du programme.

Les principales répercussions dans le domaine du tourisme proviendront des changements qui seront apportés au programme d'assurance-chômage. L'Association estime que les modifications de l'assurance-chômage pourraient apporter beaucoup à notre secteur d'activité. L'objectif de notre association est de pouvoir compter sur une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée. Un certain nombre d'initiatives sont actuellement en cours de réalisation pour recycler les travailleurs pendant la morte-saison. Si les prestataires d'assurance-chômage sont tenus de participer au programme de formation, les effets à long terme seront énormes pour nous.

Le caractère saisonnier de l'activité touristique a des conséquences importantes sur l'assurance-chômage dans l'Île. Quelque 15 000 personnes travaillent dans le tourisme pendant la haute saison. Il n'est pas réaliste de penser qu'autant de gens peuvent rester dans la population active pendant la morte-saison. C'est l'assurance-chômage qui les fait vivre pendant ce temps. Ce n'est pas que les gens ne veulent pas ou ne peuvent pas travailler; il n'y a tout simplement pas d'emplois. Les travailleurs touristiques font la concurrence aux travailleurs des autres secteurs d'activité saisonniers qui sont, eux aussi, à la recherche d'emploi pendant la morte-saison.

À l'heure actuelle, un certain nombre de personnes qui n'ont pas droit à l'assurance-chômage tombent à travers les mailles du filet. Il semble qu'il n'y a aucune formation pour eux. Les changements qui sont proposés augmenteraient beaucoup le nombre de personnes dans cette catégorie.

À l'heure actuelle, le compte de l'assurance-chômage est autofinancé. Tous les salariés cotisent au compte; toutefois, de plus en plus, seuls les chômeurs ont droit à ces prestations. Pourtant, ceux qui ont un emploi ont besoin de formation et il n'y a plus d'argent pour eux.

Les statistiques montrent qu'entre 1988 et 1990, 13,4 p. 100 des chômeurs ont trouvé un emploi dans le secteur touristique. Ces chiffres montrent que le tourisme est un facteur important de réduction du chômage.

Les gens ont aussi besoin de formation polyvalente. Cela leur permettrait en effet de travailler dans d'autres secteurs pendant la haute saison de chacun d'eux. Il est absolument indispensable d'avoir des compétences polyvalentes si l'on veut occuper un emploi à long terme. Par ailleurs, le régime actuel ne répond pas aux besoins des travailleurs à temps partiel ou des travailleurs autonomes.

Il ne fait pas de doute qu'il y a des abus dans l'assurance-chômage. Tous sont coupables: les travailleurs, les employeurs et l'État. Ces abus doivent être corrigés. Les employeurs ont besoin d'un régime avec moins de règlements et plus de création d'emplois.

[Texte]

Employers need to provide flexible working arrangements to allow employees to meet the ever-increasing demands of the growing number of parents who need to balance their work with their family responsibilities.

Child care has become the critical factor for employees in the industry. Employees in the tourism industry tend to work non-traditional hours. The availability of child care to accommodate these employees is not there or it's economically out of reach.

TIAPEI understands the importance of life-long learning to the industry. With ever-changing technology and occupational skills, more people will be left behind if they don't take it upon themselves to upgrade their existing skills. TIAPEI has identified human resource development as a priority for the association. A number of initiatives are under way to provide training and upgrading skills for people currently working in the industry and people entering the industry. The age group from 18 to 24 is increasing in the number of people drawing UI. There needs to be a focus on this age group to provide programs and training that will make the transition from school to work easier. TIAPEI believes that a training culture needs to be developed in the tourism industry if Prince Edward Island tourism is to continue to compete in the global marketplace.

In conclusion, TIAPEI realizes the status quo is not acceptable, but unacceptable changes could be disastrous to the tourism industry in Prince Edward Island. The industry is willing to accept changes that strengthen its industry but are not willing to accept those that will threaten it.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Ms Dougan.

We now turn to the P.E.I. Fishermen's Association, Roy Drake.

Mr. Roy Drake (Member, Board of Directors, Prince Edward Island Fishermen's Association): Good morning, members of Parliament, ladies and gentlemen. This brief is being presented on behalf of the Prince Edward Island Fishermen's Association.

We are a non-profit voluntary organization that has represented Island fishermen to both government and the public since the 1940s. You may regard us as an interest group.

It would seem the Government of Canada and indeed the citizens of this country are collectively experiencing a new disdain for so-called interest groups. Clearly, our organization may be seen as an interest group, because we represent a subset of the Atlantic economy. This being stated, however, we are at least unique in that we oppose no one and feel very much of an affinity with the majority of Canadians who have an income dependent on natural resources. There is, we feel, very little difference between the views we will express and the views of a Saskatchewan wheat farmer, a Quebec logger or a miner from northern Ontario. While we are fishermen from P.E.I., we are also the essence of this country. We create real wealth for

[Traduction]

Il faut que les employeurs offrent des conditions de travail plus souples qui permettent au nombre croissant de parents qui travaillent de concilier emploi et responsabilités familiales.

Les services de garderie sont un facteur déterminant pour les travailleurs de ce secteur. En effet, les travailleurs du tourisme n'ont pas un horaire de travail traditionnel. Il n'y a pas suffisamment de garderies pour répondre à leurs besoins, ou alors ces services sont trop coûteux.

Nous reconnaissions que l'acquisition du savoir se fait tout au long de la vie. Les progrès technologiques et l'évolution constante des métiers font que les travailleurs seront laissés pour compte s'ils ne prennent pas sur eux de se recycler. Pour notre Association, le perfectionnement des ressources humaines est la priorité. Un certain nombre d'initiatives sont en cours de réalisation en vue de donner des cours et de mettre à niveau les compétences des travailleurs et des nouveaux-venus dans notre secteur d'activité. La proportion des 18 à 24 ans qui touchent de l'assurance-chômage est en train de grossir. Il faut accorder une attention particulière à cette catégorie d'âge et lui offrir des programmes et des cours qui faciliteront la transition entre l'école et le travail. L'Association est d'avis qu'une mentalité de la formation doit être développée dans le secteur du tourisme de l'Île si l'on veut que celui-ci continue d'être compétitif sur le marché mondial.

Pour conclure, l'Association reconnaît que le statu quo est inacceptable. Toutefois des changements inacceptables pourraient être désastreux pour l'activité touristique de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous sommes prêts à accepter les changements qui renforceront le secteur, mais non ceux qui le menaceront.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, madame Dougan.

Nous entendrons maintenant l'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard représentée par M. Roy Drake.

M. Roy Drake (membre du conseil d'administration, Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard): Bonjour mesdames et messieurs les députés, mesdames et messieurs. Ce mémoire est présenté au nom de l'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard.

Nous sommes une organisation bénévole sans but lucratif qui représente les pêcheurs de l'Île auprès du gouvernement et de la population en général depuis les années 40. Vous pouvez dire que nous sommes un groupe d'intérêt.

• 0845

On dirait que le gouvernement du Canada et les citoyens de notre pays sont tous ensemble en train d'éprouver un nouveau dédain pour ce que l'on appelle les groupes d'intérêt. Certes, on peut dire que notre organisation est un groupe d'intérêt puisque nous représentons un élément de l'économie de la région atlantique. Cela dit, nous sommes une organisation unique en son genre puisque nous ne nous opposons à personne et éprouvons une grande affinité pour la majorité des Canadiens dont le revenu dépend des richesses naturelles. Selon nous, il y a très peu de divergences de vues entre ce que nous pensons et ce que pense le céréaliculteur de la Saskatchewan, le bûcheron du Québec ou le mineur du nord de l'Ontario. Nous sommes

[Text]

Canadians by taking a God-given resource and turning it into hard, mostly foreign, currency. You should be aware that 90% of Canadian sea products are exported outside of our borders.

[Translation]

des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard mais nous appartenons aussi à tout le pays. Nous créons de la richesse pour tous les Canadiens en pêchant le poisson que le bon Dieu nous a donné et en le transformant en devises fortes, étrangères surtout. Sachez bien que 90 p. 100 des produits maritimes du Canada sont exportés hors de nos frontières.

Unlike our neighbours to the south and most other members of the G-7, the land we live in is at least some of the time covered with snow. It is not possible to grow tomatoes, harvest wheat or fish lobster when all of the water that surrounds us is blanketed with eight feet of ice. This inescapable, natural annual occurrence is a major contributor to seasonal unemployment. To deny this reality is to Toronto-ize the country. To assume we can all jump on the GO train, go further downtown and take part in the allegedly flourishing service sector of the economy is not a reality. In reality, our preoccupation in February, for example, is more likely to be a driveway and a shovel.

Another aspect of all resource-based economies is that they tend to be fickle in their ability to export products to create wealth. This is particularly true in fisheries, where we are very much global competitors and always have been. Indeed, the reason John Cabot and Jacques Cartier settled this part of the world was primarily the global demand for fish, not furs—fish for export, fish to feed a starving Europe.

When international money markets change, so does the value of our product, and as with other natural resources, this leads to difficulty in predicting boom and bust cycles. These cycles also have a dramatic effect on employment. For example, if herring is 4¢ a pound and the resource or the number of fish available for harvesting is poor, a small number of fishermen are interested in harvesting the species. If the price is 25¢ and the resource is good, a much larger number become interested. This inevitably creates a glut in the market. The price falls off and the cycle begins again.

The simplistic view we have been guilty of in the past is to think if it's making money, employ more people; if it's losing money, provide more social programs. This has been, and continues to be, a recipe for disaster.

In 1992 Island fishermen, together with their colleagues in the gulf, introduced the bona fide licensing policy to counteract this disastrous recurring problem. We have been very successful. The prices and the resource have improved dramatically in almost every case. Given time, we could explain this policy in detail and demonstrate how it is now being used as a national and international model for the new professional fishermen in the new economy.

Contrairement à nos voisins du Sud et à la plupart des autres membres du G-7, le territoire que nous occupons est recouvert de neige pendant au moins une partie de l'année. Il n'est pas possible de faire pousser des tomates, de cultiver du blé ou de capturer du homard lorsque les eaux qui nous entourent sont recouvertes de 8 pieds de glace. Ce phénomène naturel annuel auquel nul n'échappe explique pour beaucoup le chômage saisonnier. Fermer les yeux sur cette réalité, c'est montréaliser tout le pays. Penser que l'on peut sauter dans le métro pour décrocher un emploi rémunératrice dans le secteur tertiaire au centre-ville, c'est se leurrer. Notre préoccupation première, en février, par exemple, c'est la pelle et la neige.

L'autre chose qui caractérise les économies fondées sur les richesses naturelles, c'est qu'elles n'arrivent pas toujours à exporter leurs produits pour créer de la richesse. C'est particulièrement le cas des pêches où nous devons faire face à une concurrence mondiale, comme cela a toujours été le cas. De fait, si John Cabot et Jacques Cartier sont venus dans ce coin de la planète, c'était justement surtout pour trouver du poisson, pas des fourrures, mais bien du poisson à exporter dans le reste du monde et notamment pour alimenter une Europe affamée.

La valeur de nos produits fluctue en fonction de l'évolution des marchés financiers internationaux. Comme pour tous les autres produits de base, il nous est difficile de prédire les périodes d'expansion et de contraction. Ces cycles ont un effet spectaculaire sur l'emploi. Par exemple, si le hareng est coté à 4c. la livre et si les stocks sont maigres, peu de pêcheurs voudront faire la pêche au hareng. Si le cours est de 25c. et si les stocks sont bons, beaucoup plus de pêcheurs sont attirés. Cela crée forcément une surabondance sur le marché. Les cours tombent et le cycle recommence.

Par le passé, on a péché par simplisme. On a cru que si l'activité était lucrative il fallait employer plus de gens et que si l'activité ne l'était pas, il fallait offrir plus de programmes sociaux. Aujourd'hui comme par le passé, c'est courir au désastre.

En 1992, les pêcheurs de l'Île en compagnie de leurs collègues du golfe ont adopté la politique de délivrance de permis aux pêcheurs authentiques pour lutter contre ce cycle infernal. Nous avons eu beaucoup de succès. Les cours et les stocks ont connu une amélioration spectaculaire dans presque tous les cas. Si nous avions le temps, nous pourrions vous expliquer cette politique en détail et vous montrer comment elle sert aujourd'hui de modèle à l'échelle nationale et internationale pour tous les nouveaux pêcheurs professionnels.

[Texte]

Suffice it to say we now recognize the fishery, indeed all resource-based economies, can no longer be seen as the social panacea for employment in this country. We should not be considered the employment of last resort, but rather as professional fish harvesters, using space-age technology to create stable wealth and jobs for a select group of Canadians.

As recently as 1990, it was possible for any unemployed person to walk off the street into a fisheries office in Newfoundland and obtain a cod fishing licence for a species clearly in decline. The results are now before us. In that province and in much of the rest of Atlantic Canada, codfish, the backbone of the Canadian fishery, has faced a disaster of biblical proportions.

Earlier we stated we are not opposed to anyone. This of course does not mean we are without enemies. There are those in the corporate sector who, if they could find a way to fish lobster, would put inshore fishermen completely out of business. Their latest offering is called *A Vision for the Atlantic Fisheries*, and was prepared by the Fisheries Council of Canada.

It's interesting that in the disaster we are facing, we have the two biggest culprits—those being the corporate fish companies and their use of fish druggers, and the mandarin bureaucrats who subsidize this activity—calling for social reform. If this did not have such a dramatic effect on the lives of ordinary people, it could look like the fox running the hen house comedy.

The corporate sector has proved time and time again that they are not competent to provide Canadians with even the most meagre quality grades for Canada's sea products in the face of a world that is paranoid about health and safety. They have built more destructive fishing technology, with little regard for sustainable resources and no regard for the Canadian taxpayer. It is not surprising the cover of their latest quasi-academic offering *Building a Fishery that Works* should have on its cover what appears to be a sinking inshore fishing boat.

[Traduction]

Il suffira de dire que nous reconnaissions maintenant que ni la pêche ni les autres activités du secteur primaire ne peuvent aujourd'hui être la panacée aux problèmes de l'emploi au pays. Cessez de voir dans la pêche la dernière source d'emploi possible. Nous sommes au contraire des professionnels de l'exploitation du poisson qui utilisons des techniques ultraperfectionnées pour créer une source stable de revenu et d'emploi pour un groupe de Canadiens triés sur le volet.

Il n'y a pas si longtemps, en 1990, un chômeur pouvait se présenter à un bureau des pêches de Terre-Neuve et obtenir un permis de pêche à la morue au moment même où les stocks s'appauvrissaient. Nous en voyons aujourd'hui les résultats. Dans cette province et dans la plus grande partie du reste de la région Atlantique, la morue, le pilier de la pêche canadienne, connaît une catastrophe de proportion biblique.

J'ai dit tout à l'heure que nous n'étions contre personne. Évidemment, cela ne veut pas dire que nous n'avons pas d'ennemis. Il y a des entreprises qui n'hésiteraient pas à évincer, si elles le pouvaient, tous les pêcheurs de homards. Leur dernière mouture est un document qui expose les visions des pêches de la région atlantique. Le document a été préparé par le Conseil canadien des pêches.

Malgré la catastrophe à laquelle nous faisons face, je trouve intéressant de constater que les deux principaux coupables—les grandes compagnies de pêche qui utilisent des chalutiers et les bureaucratiques replets qui subventionnent cette activité—sont ceux qui réclament une réforme de la sécurité sociale. Si cela ne risquait pas d'avoir des effets dramatiques dans la vie de gens ordinaires, je dirais seulement que cela ressemble au loup dans la bergerie.

En effet, les entreprises de pêche ont prouvé à de nombreuses reprises qu'elles sont incapables de fournir aux Canadiens ce que la qualité minimale de produits de la mer dans un monde qui sombre dans la paranoïa dès qu'il est question de santé et de sécurité. Ces entreprises ont conçu la technique de pêche la plus destructrice qui soit sans se préoccuper de la durabilité des stocks ni du contribuable canadien. Il n'est pas étonnant que la couverture de la dernière mouture de leur production de type quasi universitaire, *Building a Fishery that Works*, représente ce qui semble être un chalutier de pêche côtière en train de sombrer.

• 0850

The recipe they propose is simply stated: give us all the fish and we will take care of it. Keep in mind that these are the same people who, using the exact same arguments, took care of Canso, Riverport, Louisbourg, Georgetown, Souris and countless other small towns and villages that were wiped off the face of the map by their short-sighted greed.

We are not opposed to a fish processing sector that provides quality products and has a commitment to the community in which they are based. We believe the typical P.E.I. processor runs a viable enterprise, and this model of purchasing product rather than harvesting it has provided and will continue to provide meaningful community-based employment.

La formule proposée est bien simple: donnez-nous tout le poisson et nous allons nous en occuper. N'oubliez pas que ce sont ceux-là mêmes qui, usant des mêmes arguments, se sont occupés de Canso, Riverport, Louisbourg, Georgetown, Souris et d'innombrables hameaux ou villages que leur rapacité a fait disparaître de la carte.

Nous n'avons rien contre un secteur de la transformation du poisson qui offre des produits de qualité et assume ses responsabilités vis-à-vis de leur localité. Nous estimons que le transformateur typique de l'Île-du-Prince-Édouard exploite une entreprise viable et que l'idée d'acheter les produits de la mer plutôt que de les récolter offre et continuera d'offrir de véritables emplois dans la communauté.

[Text]

The Prince Edward Island Fishermen's Association Ltd., together with its affiliate organization, is now embarked upon a bold new initiative called professionalization and certification. This initiative was undertaken by fishermen in part to alleviate the public perception that inshore fishermen were overdependent on social programs. It is appropriate, then, for us to appear before this committee to explain our progress.

It is clear that Atlantic Canada will change. In Newfoundland alone, the number of fishermen will be reduced by 30,000 people. Other reductions will take place in Quebec, Nova Scotia and, to a lesser extent, in New Brunswick and Prince Edward Island. The reason there are no requirements to reduce our numbers in New Brunswick and Prince Edward Island is because of the bona fide licensing policy.

Given the time constraints before us, I wish to comment on the questions contained in your document, *Have Your Say*. We believe it is time to change the social security system in this country. We also believe we can demonstrate that we in Atlantic Canada, in particular those who make their living from the sea, are distinct Canadians who cannot be treated with the same broad brush as the rest of the country.

Our credo for social reform is contained in the Richard Cashin task force report, *Charting a New Course: Toward the Fishery of the Future*. You must give us the time to make the reforms and changes we all agree are necessary.

Your multiple-choice questions do not lend themselves to the profound change we propose or the rationale for it. We invite members to please read the task force report and to join with Lloyd Axworthy and Brian Tobin in recognizing this industry as distinct.

We trust you have the political will to make the necessary changes to preserve the dignity of fishermen and all maritime Canadians, to make change that is studied and reflective, not change for its own sake brought about at the altar of deficit-cutting. Keep in mind that the basis of the social security system in Canada is unemployment insurance and this UI fund is self-sufficient. To cut this fund, therefore, is not serving to reduce the deficit, but rather to make Atlantic Canada poor and central Canada wealthier. This song has been played too long.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Drake, for those opening remarks.

We now turn to the P.E.I. Federation of Agriculture, Philip Brown.

Mr. Philip Brown (President, Prince Edward Island Federation of Agriculture): Thank you, Mr. Chairman. We certainly want to welcome the committee to Charlottetown. This is a very important subject, and it affects Prince Edward Islanders greatly.

[Translation]

L'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard, de concert avec son organisation affiliée, s'est lancée dans une nouvelle initiative audacieuse de professionnalisation et de certification. Nous voulions par là corriger la perception de la population qui pense que les pêcheurs côtiers dépendent trop des programmes sociaux. C'est pourquoi nous avons décidé de comparâtre ici pour vous faire état des progrès que nous avons accomplis.

Le Canada Atlantique va changer, c'est certain. Rien qu'à Terre-Neuve, le nombre de pêcheurs va baisser de 30 000. Il y aura d'autres réductions au Québec, en Nouvelle-Écosse et, dans une moindre mesure, au Nouveau-Brunswick et dans l'Île-du-Prince-Édouard. C'est à cause de la politique de délivrance des permis aux pêcheurs authentiques qu'il ne sera pas nécessaire de réduire le nombre de pêcheurs au Nouveau-Brunswick.

Comme nous sommes pressés par le temps, j'aimerais répondre aux questions contenues dans votre document, intitulé *Qu'en dites-vous?*. Nous pensons qu'il est temps de transformer le régime de la sécurité sociale du pays. Nous pensons également pouvoir montrer que nous, de la région du Canada atlantique, en particulier ceux qui vivent des produits de la mer, ont une certaine spécificité et ne peuvent être mis dans le même panier que les autres Canadiens.

Nous crédo en matière de réforme sociale est exprimé dans le Rapport du groupe de travail de Richard Cashin intitulé *Charting a New Course: Toward the Fishery of the Future*. Il faut que vous nous donniez le temps d'opérer les transformations sur lesquelles nous nous entendons tous.

Vos questions à choix multiples ne permettent pas de décrire les changements en profondeur que nous proposons, ni nos arguments. C'est pourquoi nous invitons les membres du comité à prendre connaissance du rapport du groupe de travail et d'admettre avec Lloyd Axworthy et Brian Tobin que ce secteur d'activité est distinct.

Nous savons que vous avez la volonté politique d'apporter les changements qui préserveront la dignité des pêcheurs et de tous les Canadiens de la région des Maritimes, des changements réfléchis et mûrement pesés, pas uniquement pour changer dans l'unique but de comprimer le déficit. N'oubliez pas que le régime de sécurité sociale canadien repose sur l'assurance-chômage et que le compte de l'assurance-chômage s'autofinance. La compression de ce compte ne pourra donc pas servir à réduire le déficit; elle n'arrivera qu'à appauvrir la région du Canada atlantique et enrichir le centre du pays. C'est une rengaine qu'on a trop souvent entendue.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Drake de votre déclaration.

Nous entendrons maintenant la Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard représentée par M. Philip Brown.

M. Philip Brown (président, Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard): Merci, monsieur le président. Je vous souhaite la plus cordiale bienvenue à Charlottetown. Il s'agit d'une question très importante qui a des effets considérables sur les habitants de l'Île.

[Texte]

The Prince Edward Island Federation of Agriculture is a collective strong voice representing farm families across commodities in regions of Prince Edward Island. It has been such for the past 53 years. It is made up of 600 farmers and several commodity boards who work to develop and maintain a viable farm industry in all parts of P.E.I. as part of an overall development pattern, both social and economic.

We are employers in a province where 10% of our population is directly employed in farming. According to the 1991 census, 60.1% of our population live in rural areas. Many of these people are employed on local farms. In many communities, especially in the eastern and western regions, it is the agriculture industry that has provided the employment growth opportunity.

In the area of training we hear this comment: "I want to work in agriculture because I like it and I can work and live close to my family. I don't want to go to Toronto and live alone with no family support." This was expressed by an applicant to a training program sponsored by the former Canada Employment Centre and coordinated by our organization for several years.

• 0855

Recommended action: Allow tailor-made or diverse training programs to enable workers to be trained in occupations that have long-term employment potential within their communities. In many cases what works in one region may not be relevant in others.

Employers concerns: As major employers in this province, we wish to have access to a steady, skilled and dedicated workforce. Many of our employees work full-time, returning each year. In some cases it would be of great benefit to the cost of the UI system, the employees, and the employers if employees were allowed to use their best 12 weeks, as an example, rather than the last 12 weeks as qualifying for UI insurance. Policy would encourage or even require that they work some shorter or less productive hours as the season progresses and the weather worsens. It would encourage workers to file for UI less quickly.

Recommended action: In areas of high rates of seasonal unemployment, count only the best weeks for calculation in order to minimize the draw and maximize the work opportunities.

UI contributions: The recent move to use only UI dollars to train those currently on UI, we feel, is discriminatory to those who pay into the program. It would seem to encourage avoidance of work. For specific programs, training should also be available to employers.

Recommended action: Allow employers to access limited training dollars if it provides better employer skills or opportunities for additional employment.

Ghettoized approaches: As a government, it is partially your responsibility to crystallize a vision of what rural Canada will be in the future. Will health care, education and transportation systems be available in regions with any equity? The Canadian Federation of Agriculture, in its presentation to you on October 19, said it well:

[Traduction]

La Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard est la voix vigoureuse qui parle au nom des familles de producteurs de tous genres et de toutes les régions de l'Île. Elle se fait entendre depuis 53 ans. Elle regroupe 600 agriculteurs et plusieurs offices de commercialisation dont le but est de conserver et de faire grandir un secteur agricole viable partout dans l'Île, dans le cadre d'une expansion socio-économique générale.

Nous sommes des employeurs, dans une province où 10 p. 100 de la population travaille dans l'agriculture. Le recensement de 1991 révèle que 60,1 p. 100 de notre population habite en région rurale. Beaucoup de ces personnes travaillent à la ferme. Dans ce nombreuses localités, surtout dans l'Est et dans l'Ouest, c'est l'agriculture qui a stimulé l'emploi.

Quand on parle de formation, on entend souvent dire ceci: «Je veux travailler dans l'agriculture parce que ça me plaît et que je peux vivre à proximité des membres de ma famille. Je ne veux pas me retrouver à Toronto seul, sans l'aide de ma famille.» C'est ce qu'a dit un candidat à un programme de formation parrainé par l'ancien centre d'emploi du Canada et coordonné par notre organisation pendant plusieurs années.

Mesure recommandée: Approuver des programmes de formation adaptés ou diversifiés pour permettre aux travailleurs d'apprendre un métier qui a des chances de leur donner un emploi à long terme chez eux. Souvent, ce qui est efficace dans une région ne l'est pas dans l'autre.

Intérêts des employeurs: Comme nous sommes de grands employeurs dans la province, nous voulons pouvoir compter sur une main-d'œuvre stable, qualifiée et dévouée. Un bon nombre de nos employés travaillent à temps plein et reviennent chaque année. Dans certains cas, il serait très avantageux pour l'assurance-chômage, les employés et les employeurs, que les employés puissent utiliser leurs 12 semaines les plus lucratives, par exemple, plutôt que les 12 dernières semaines d'emploi, pour avoir droit à l'assurance-chômage. Les règles devraient les encourager ou même les obliger à travailler moins d'heures ou à faire du travail moins productif au fur et à mesure que la saison avance et que le temps se gâte. Cela inciterait les travailleurs à demander moins rapidement des prestations d'assurance-chômage.

Mesure recommandée: Là où le chômage saisonnier est élevé, ne retenir aux fins du calcul que les semaines les plus lucratives pour minimiser les incitations et maximaliser les possibilités de travail.

Cotisations d'assurance-chômage: À notre avis, la décision récente de n'affecter que des crédits de l'assurance-chômage pour former les prestataires actuels est une mesure discriminatoire à l'endroit de ceux qui cotisent au programme. Cela semble encourager les gens à ne pas travailler. Dans le cas de certains programmes, la formation devrait aussi être offerte aux employeurs.

Mesure recommandée: Permettre aux employeurs d'avoir accès à un certain budget de formation si cela leur permet d'acquérir de meilleures compétences ou de créer de nouveaux emplois.

La ghettoisation: Comme vous formez le gouvernement, il vous revient en partie de tracer le portrait rural de demain. Les services de santé, l'enseignement et les transports seront-ils offerts de façon équitable dans toutes les régions? La Fédération canadienne de l'agriculture, lors de sa comparution devant vous le 19 octobre, l'a très bien exprimé:

[Text]

[Translation]

Another major concern is the apparent move to train and relocate seasonal workers to more "productive" jobs. We have two comments in this regard. The first is that for agriculture, as we are sure for other natural resource industries, there will always be a significant role for seasonal employment. We need to work together to determine the best possible way to ensure both fair treatment of workers and availability of workers for industry. We should not have elimination of seasonal work as a goal.

The second comment is that at the moment, most attempts to move workers to more productive jobs means moving them from the area where the seasonal work is available. These are primarily rural areas with few other employment opportunities.

We understand this phenomenon clearly. One of the major concerns in the agricultural community is the loss of young people to rural communities as they seek any, not just better employment. The point is that the most important way to address the problem of seasonal employment/unemployment and the cost of social programs is to ensure that the policies under discussion today work in concert with the economic plan to create employment. More specifically, these policies must create an environment which will foster job creation in rural Canada.

The recommended action: Policies must work in cooperation in order to ensure that an environment is created to foster job development. Family farms are viable career opportunities in many regions.

To conclude, as parents, employers and as producers of some of the best food products in the world, we believe in this country and the enormous potential we have to feed ourselves and the world. We also believe in the right of people to education and to work that is satisfying and gratifying.

If major changes to programs result in major exoduses from regions, we feel negative repercussions may follow. We want to see family farms continue to be the backbone to our economy. We want to employ as many as we possibly can afford to. We think the idea of employment insurance is a positive one, but as long as we are still a province in a resource-based but technologically exciting area of the country, we require some unique solutions.

• 0900

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Brown.

We now turn to the National Farmers Union, District 1, Region 1. There are two persons on my list.

Urban Laughlin, you'll be reading your presentation. You may begin.

Mr. Urban Laughlin (Director, District 1, Region 1, National Farmers Union): Thank you, Mr. Chairman. We have a longer brief, which we left with you, and we will read from the executive summary.

Notre autre grande préoccupation, c'est la tendance à former les travailleurs saisonniers pour les placer dans des emplois dits plus productifs. Nous avons deux choses à dire à ce propos. D'abord, dans les cas de l'agriculture, comme pour d'autres activités du secteur primaire, les emplois saisonniers auront toujours leur place. Il faut travailler ensemble pour déterminer la meilleure façon d'accorder un traitement équitable aux travailleurs et de fournir de la main-d'œuvre aux divers secteurs d'activité. L'objectif ne doit pas être d'éliminer le travail saisonnier.

Deuxièmement, à l'heure actuelle, lorsqu'on essaie de placer des travailleurs dans les emplois plus productifs, le plus souvent, ils doivent quitter la région où il y a du travail saisonnier. Il s'agit essentiellement de régions rurales où il y a peu de possibilités d'emploi.

C'est un phénomène que nous comprenons très bien. Une des grandes sources de préoccupation des milieux agricoles, c'est que les campagnes se vident parce que les jeunes vont à la recherche de n'importe quel emploi, pas nécessairement le meilleur. La meilleure façon de corriger le problème de l'emploi, et donc du chômage saisonnier et des coûts connexes des programmes sociaux, c'est de veiller à ce que les politiques à l'étude aujourd'hui soient harmonisées au projet économique de création d'emplois. Plus précisément, ces politiques doivent créer le climat qui favorisera la création d'emplois dans les régions rurales.

Mesure recommandée: Les politiques doivent être harmonisées de façon à créer un climat propice à la création d'emplois. En effet, dans bien des régions, le travail à la ferme familiale ouvre de véritables perspectives de carrière.

Pour terminer, en tant que parents, employeurs et producteurs de certains des meilleurs éléments au monde, nous avons confiance dans notre pays et dans nos immenses possibilités d'assurer notre alimentation et celle du monde entier. Nous croyons aussi que la population a le droit à l'éducation et à un travail enrichissant.

Si la réforme des programmes aboutit à un exode des régions, nous craignons que cela n'entraîne des répercussions sérieuses. Nous voulons que la ferme familiale continue d'être le pilier de notre économie. Nous voulons donner de l'emploi à autant de gens que nous le pouvons. L'idée de l'assurance-emploi est bonne, mais tant que notre économie sera fondée sur l'exploitation des richesses naturelles malgré nos progrès technologiques, il nous faut des solutions particulières.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Brown.

Je donne maintenant la parole au Syndicat national des cultivateurs, District 1, Région 1. Il y a deux personnes sur ma liste.

Urban Laughlin, c'est vous qui lirez l'exposé. Allez-y.

M. Urban Laughlin (directeur, District 1, Région 1, Syndicat national des cultivateurs): Merci, monsieur le président. Nous vous avons remis un mémoire plus volumineux. Je me contenterai de lire le résumé.

[Texte]

The National Farmers Union, NFU, appreciates the opportunity to make a submission to the House of Commons Standing Committee on Human Resources Development.

We accepted the invitation first of all because we feel we have something to add to this debate, but probably more important, we do this as a form of resistance to the almost cynical attitude in the community, which looks upon hearings of this nature as mere window dressings for decisions already made. The numbers are growing of those who say that nothing can be done and that this kind of activity is an act of futility.

The National Farmers Union was established as a national farm organization by charter of the House of Commons in 1969. Its predominant mandate is to promote and protect the interests of farm families in Canada, not excluding or competing against those same interests in other countries. Family farming is a successful food-producing and wealth-creating form of economic activity.

Many aspects of farming, like many other resource-based production, are seasonal. Seasonal work is respectable and belongs in our economy. Our seasonal work is not a drain on the economy.

It is a time when there is such concern about unemployment and job creation that it would seem any government would do all in its power not to have family farm members leave the land to join the already overcrowded job market. Farmers create jobs for the unemployed in the community. Farmers are employers. We need people in our communities who will be able to take the seasonal work we have to offer.

We need a strengthened UI system in place to make it possible for rural people to be able to fill farm labour needs, make a decent living, and stay in their home communities. We pay into the system. Our workers pay into the system. We want to be able to use it. UI funds do not come from government. It is self-financed.

It is distressing that instead of being congratulated for our job creation capacity, we are finding ourselves mistrusted, scrutinized, and investigated. The government wants to cut UI and use the money to create a massive cheap labour force and to satisfy the big business' insatiable need for greater profit margins.

The National Farmers Union insists that the amount of UI benefits, the number of qualifying weeks, and the number of weeks' eligibility for receiving benefits all be restored to the pre-budget 1994 level. There is absolutely no logic for those regressive cuts. We further insist that there be no tampering with the formula for wage levies.

The National Farmers Union comes out categorically against both the spirit and the intent of the establishment of a two-tier approach to unemployment insurance. We favour universality in all programs. The use of frequent and occasional categories and of individual or family income testing will be a disaster for many families, especially women.

[Traduction]

Le Syndicat national des cultivateurs (SNC) vous remercie de l'occasion qui lui est offerte de comparaître devant le Comité permanent du développement des ressources humaines.

Si nous avons accepté votre invitation, c'est d'abord parce que nous avons la conviction de pouvoir apporter quelque chose au débat, mais aussi et surtout pour lutter contre le cynisme de la population qui voit dans vos consultations une simple façade qui masque des décisions qui ont déjà été prises. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il n'y a rien à faire et que tout ceci n'est que futilité.

Le Syndicat national des cultivateurs a été créé à l'échelle nationale au moyen d'une Charte de la Chambre des communes en 1969. Son mandat est d'abord de protéger et de promouvoir les intérêts des familles d'agriculteurs canadiens sans pour autant lutter contre ces intérêts à l'étranger. L'agriculture familiale est une forme efficace d'activité économique productrice d'aliments et de richesse.

Comme pour quantité d'activités du secteur primaire, bien des aspects de l'agriculture sont de type saisonnier. Le travail saisonnier est un travail respectable et a sa place dans l'économie. Il ne grève pas l'économie.

Au moment où l'on s'intéresse tant au chômage et à la création d'emplois, il nous semble que les pouvoirs publics devraient faire tout ce qu'ils peuvent pour éviter que les agriculteurs abandonnent leurs terres pour rejoindre les rangs serrés de demandeurs d'emploi. Les agriculteurs créent des emplois pour les chômeurs. Les agriculteurs sont aussi des employeurs. Nous avons besoin de gens, chez nous, qui occuperont les emplois saisonniers que nous aurons à leur offrir.

Il nous faut un régime d'assurance-chômage renouvelé pour permettre aux gens de la campagne de répondre à nos besoins en main-d'œuvre, de gagner leur vie et de rester dans leur coin de pays. Nous cotisons au régime; les travailleurs aussi. Nous voulons pouvoir nous en prévaloir. Les fonds de l'assurance-chômage ne viennent pas de l'État, puisque le compte se finance lui-même.

Il est déplorable qu'au lieu d'être félicités pour avoir su créer des emplois, nous sommes devenus un objet de méfiance et de suspicion. Le gouvernement veut réduire l'assurance-chômage et se servir de cet argent pour créer une main-d'œuvre nombreuse et peut coûteuse pour satisfaire l'appétit insatiable du grand capital toujours à la recherche de bénéfices accrus.

Le Syndicat national des agriculteurs réclame que soient rétablies au niveau précédent du budget de 1994 les prestations d'assurance-chômage, le nombre de semaines de référence et le nombre de semaines de prestations. Absolument rien ne justifie ces compressions régressives. Nous exigeons également qu'aucune modification ne soit apportée à la formule des déductions sur le salaire.

Le Syndicat national des cultivateurs est catégoriquement opposé à l'esprit et à la lettre de la création d'un régime d'assurance-chômage à deux volets. Nous sommes en faveur de l'universalité de tous les programmes. La création de catégories de prestataires fréquents et occasionnels ou du calcul en fonction du revenu familial sera catastrophique pour un grand nombre de familles et en particulier pour les femmes.

[Text]

[Translation]

Education is a right and it should be publicly funded. User-pay for secondary education will result in education for the rich, and farm youths will be seriously disadvantaged. Too many young people will decide that education is not worth the hassle. The NFU opposes the government plans to eliminate cash transfer payments to provinces for post-secondary education, which will offload the costs to students through a burdensome "pay till you die" loan system.

L'éducation est un droit et celle-ci doit être financée par l'État. L'enseignement au secondaire financé par l'usager fera que seuls les riches pourront s'instruire et que les jeunes agriculteurs seront gravement pénalisés. Trop de jeunes trouveront que les études n'en valent pas la peine. Le SNC est contre le projet du gouvernement d'éliminer les transferts pécuniaires aux provinces pour l'enseignement postsecondaire, qui se déchargera ainsi sur les étudiants d'un fardeau qui les obligera à s'endetter jusqu'à la fin de leurs jours.

• 0905

Training and retraining people makes sense only if there are jobs at the end of the programs. The proposed training will result in a migration away from regions like ours. Unfortunately, especially for young people, this moving away does not guarantee a job or a life that's any better than their present condition in the rural communities. We insist that all training be linked to the community's needs and self-defined development goals.

Training must be kept separate from income assistance. We oppose any attempt to force people into training programs as a condition for receiving either UI or any income assistance.

The proposed changes to the Canada Assistance Plan will result in untold hardship for the poorest people in our country. CAP must be maintained to require provinces to provide the basic needs of the poor, to protect their right to appeal, and to affirm that applicants cannot be required to work as a condition of receiving benefits.

The National Farmers Union strongly advocates a forceful system of national standards and the maintenance of protection and entitlements contained within CAP. Any move to weaken regulations governing the provincial use of federal money under CAP will result in the weakening of national standards.

The deficit and debt problem is seriously exaggerated. Social programs account for only 6% of the debt. Unnecessarily high interest rates—look what happened yesterday—and tax loopholes for the corporate elite and the rich cause over 90% of the debt. Canada's social programs are mean compared to those in other industrialized countries. The proposed reforms make the poor pay for the indulgences of the corporate rich. This is not only unworthy, it is deceitful and unjust.

The National Farmers Union rejects governments that solve their past mistakes on the backs of the most vulnerable people in the society. Such governments must be condemned as cowardly and unscrupulous.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Laughlin.

I now turn to the Construction Association of Prince Edward Island and J. Francis Reid.

Mr. J. Francis Reid (General Manager, Construction Association of Prince Edward Island): Good morning, Mr. Chairman and members of the committee. The Construction Association of Prince Edward Island, more commonly known as

Former et recycler les gens est une bonne idée, mais seulement si il y a des emplois qui les attendent en fin d'apprentissage. Le programme de formation proposée dépeuplera les régions comme la nôtre. Malheureusement, surtout dans le cas des jeunes, le fait de partir ne leur garantira pas un emploi ou une vie meilleure que ce qu'ils ont à la campagne. Nous le répétons: toute la formation doit être axée sur les besoins et les objectifs de développement de la communauté.

La formation, ce n'est pas la même chose que l'aide au revenu. Nous sommes contre l'idée de forcer les gens à suivre des cours s'ils veulent toucher de l'assurance-chômage ou toute autre forme d'aide au revenu.

Les changements proposés au régime d'assistance publique du Canada causera d'innombrables misères aux plus pauvres de nos concitoyens. Il faut que le RAPC continue d'exiger des provinces qu'elles répondent aux besoins élémentaires des pauvres, de protéger leurs droits d'interjeter appel et précise bien que les demandeurs ne sont pas tenus de travailler pour toucher des prestations.

Le Syndicat national des cultivateurs réclame vigoureusement un ensemble rigoureux de normes nationales et le maintien de la protection et des prestations offertes par le RAPC. Le moindre assouplissement des règles régissant l'usage par les provinces des fonds fédéraux provenant du RAPC se soldera par un affaiblissement des normes nationales.

On exagère considérablement le problème du déficit et de l'endettement. Les programmes sociaux ne représentent que 6 p. 100 de la dette. Les taux d'intérêts inutilement élevés—voyez ce qui est arrivé hier—and des lacunes fiscales qui profitent au grand capital et aux riches sont responsables de plus de 90 p. 100 de la dette. Les programmes sociaux du Canada sont chiches par rapport aux autres pays industrialisés. Les réformes proposées font payer aux pauvres les excès de la grande entreprise. Cette mesure est donc non seulement injustifiée, elle est trompeuse et injuste.

Le Syndicat national des cultivateurs condamne les gouvernements qui corrigent leurs erreurs passées aux dépens des éléments les plus vulnérables de la société. Les gouvernements comme ceux-là sont des lavettes sans scrupules.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Laughlin.

Je donne maintenant la parole à l'Association de la construction de l'Île-du-Prince-Édouard représentée par J. Francis Reid.

M. J. Francis Reid (directeur général, Association de la construction de l'Île-du-Prince-Édouard): Bonjour monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du comité. L'Association de la construction de l'Île-du-Prince-Édouard,

[Texte]

CAPEI, wishes to thank the Standing Committee on Human Resources Development for this opportunity to appear before the committee to contribute to the consultations of reforming Canada's social system. We understand that the tasks before the standing committee are very challenging and numerous. We wish to encourage the committee in its mission, as the need for action is immediate.

For a good number of years, CAPEI, along with other groups, has seen the focus of unemployment insurance change dramatically from its original intent to its present mandate. CAPEI feels that the time has come for UI to be reviewed, reconsidered, and revamped to allow for the original principles of UI, along with those principles that are deemed to be the most beneficial to the economy of Canada.

The alleged abuses and/or disincentives of the UI system must also be reviewed. Whenever possible, these abuses and disincentives, including the underground economy, must be eliminated. This, in our belief, will assist in providing a more cost-effective UI.

CAPEI commends Minister Axworthy and the commitment of this government in addressing these reforms. CAPEI encourages the minister and this government to maintain their resolve to enact reform as there is significant support from Canadians toward this objective. Therefore, the focus of the CAPEI submission will be on the unemployment insurance program and the employment development services program.

An outline of our industry indicates that in 1993 there was approximately \$326 million worth of construction in the province of Prince Edward Island. What the construction industry and the construction market are characterized by is ease of entry into the industry, competitive bidding, and the numerous construction firms, most of which are small businesses.

• 0910

In terms of profit variability and leverage, construction is regarded as substantially riskier than most other industries. Construction is also a volatile sector that is extremely sensitive to changes in the level and rate of investment.

In employment terms, the industry provided employment for approximately 663,000 Canadians in 1993, and approximately 3,900 Prince Edward Islanders. This is down substantially from 1990. The combination of seasonal and cyclical factors makes the construction labour market uniquely subject to irregular and intermittent employment. Unemployment in construction persistently tracks double the rate of the general Canadian labour market. The average was 22.4% in 1993, representing a total of 191,000 individuals.

Construction is a unique industry with respect to employment patterns. Every time a construction worker starts a new job, he or she knows it is only a matter of time before that construction project is completed. Probably one of the few constants in the construction industry is the certainty for many workers that there will probably be numerous breaks in employment patterns over the course of his or her career.

Having said this, because there are so many different sectors of the construction and specialty trade components working under different circumstances, it is important for the committee to understand that there is a completely different experience

[Traduction]

mieux connue sous le sigle CAPEI tient à remercier le comité permanent sur le Développement des ressources humaines de l'occasion qui lui ait donné de comparaître devant lui et de participer aux consultations sur la réforme du régime social canadien. Nous savons que le comité permanent est investi de tâches nombreuses et très exigeantes. Nous tenons à encourager le comité dans sa mission, car des mesures s'imposent d'urgence.

Depuis plusieurs années la CAPEI, comme d'autres groupes, a assisté à la transformation de l'assurance-chômage dont la vocation n'est plus celle qu'elle était à l'origine. Il est temps, selon nous, de revoir et de repenser l'assurance-chômage en fonction de ses principes d'origine et d'autres principes jugés bénéfiques pour l'économie canadienne.

Il faut aussi examiner les abus et les contre-incitations du système. Chaque fois que la chose est possible, il faudra les supprimer et faire disparaître l'économie souterraine. Cela permettra selon nous de rentabiliser l'assurance-chômage.

La CAPEI félicite le ministre Axworthy et son gouvernement de s'être engagé à opérer ces réformes. L'Association encourage son ministre et son gouvernement à maintenir leur détermination dans cette voie, vu l'appui important des Canadiens en faveur de leur projet. Pour cette raison, notre témoignage portera sur l'assurance-chômage et les services de développement de l'emploi.

En 1993, le secteur de la construction dans l'Île-du-Prince-Édouard valait environ 326 millions de dollars. Les caractéristiques du secteur et du marché de la construction sont la facilité d'accès, les appels d'offres et le grand nombre d'entreprises de construction, pour la plupart des PME.

La fluctuation des bénéfices et de la capacité d'emprunt rend cette activité beaucoup risquée que d'autres. Elle est très sensible à la fluctuation des investissements.

Sur le plan de l'emploi, ce secteur a fait vivre environ 663 000 Canadiens en 1993 et environ 3 900 citoyens de l'Île-du-Prince-Édouard. Ce chiffre a beaucoup baissé par rapport à 1990. Le caractère saisonnier et cycle de ces activités se traduit par un marché de l'emploi irrégulier et intermittent. Chez nous, le taux de chômage est régulièrement deux fois plus élevé que dans le reste de la population active canadienne. En 1993, la moyenne était de 22,4 p. 100, c'est-à-dire 191 000 personnes.

Les tendances de l'emploi dans la construction en font un secteur unique en ce genre. Le travailleur de la construction sait que chaque nouvel emploi touchera tôt ou tard à sa fin. La seule constante dans ce domaine, c'est justement l'inconstance.

Vu la multitude des spécialisations et des métiers, les membres du Comité doivent comprendre que les périodes de chômage varient beaucoup. En effet, beaucoup de travailleurs jouissent d'un emploi régulier et de nombreux secteurs ont

[Text]

[Translation]

with respect to the length of unemployment workers may go through with these breaks in employment patterns. Many workers enjoy the benefit of regular steady employment in construction, and many sectors have technologically adapted to climatic conditions to enable construction on a twelve-month timeframe. However, there remain certain types of construction and certain geographic areas or regions, including our country and including the area of Atlantic Canada, where work throughout the entire year is impossible.

Consider, for example, construction firms whose workers specialize in roofing or other similar types of construction. They are obviously under different seasonal and climatic constraints when compared to building contractors and workers in other types of construction.

CAPEI believes that the seasonal portion of this industry is a significant one. Based on the fact that the average number of weeks of work in Prince Edward Island during a 52-week period for construction workers is as follows—equipment operator, 23 weeks; carpenter, 22 weeks; construction labourer, 19 weeks—it is also important to emphasize that construction employers and their workers cannot control the cyclical or seasonal factors that lead to the highest means of unemployment breaks in the industry.

I would like now to switch to our concerns regarding unemployment insurance. Over time the UI program has been broadened to include other social, regional and economic objectives. The design of the system sends conflicting signals to the labour market. These include disincentives to the individual to work or search for work when unemployed, disincentives to mobility, and disincentives to seek out alternative occupational employment.

UI has drifted towards a quasi-permanent income support program, with less and less resemblance to an insurance program. If funded by payroll taxes, the UI system is costly and is damaging to employment growth. Canadians need an affordable UI system that will help to improve the performance of the labour market and the economy, not hinder it.

CAPEI believes the unemployment insurance program should return to the basic UI program, with a priority principle in the reform process being one of structural simplification. In our opinion, a basic and simplified unemployment insurance program would include the following changes.

First, the entrance requirement would increase by two weeks each year over a four-year period, to reach a maximum of twenty weeks' work or 800 hours of work. As you know, some construction workers work forty hours a week, and others work more than forty hours a week. We are asking that the option be provided for those who are working more than forty hours a week to accumulate the entrance requirement at the total of 800 hours. Of course, this would be worked up to the 800 hours as per each of the two weeks.

• 0915

However, people who experience reoccurring unemployment and reliance on UIC would receive more active assistance in finding a job. Income support could be conditional upon willingness to participate in programs that make them more

adapté leurs techniques aux conditions du climat pour pouvoir travailler toute l'année durant, tandis que pour certains types de constructions et dans certaines régions, notamment dans celles du Canada atlantique, il est impossible de travailler toute l'année.

Prenez le cas des entreprises de couverture. Les vicissitudes du climat dans leur cas ne sont pas les mêmes que pour d'autres entrepreneurs de construction.

Dans ce secteur, les considérations saisonnières sont importantes. Le nombre moyen de semaines de travail dans l'année dans l'Île-du-Prince-Édouard est le suivant: 23 semaines pour le conducteur de matériel, 22 semaines pour le charpentier et 19 semaines pour le manœuvre. Les facteurs cycliques ou saisonniers échappent donc à la volonté des travailleurs de la construction et de leurs employeurs, ce qui se solde par la moyenne la plus élevée d'interruptions de travail de tous les secteurs d'activité.

J'aimerais maintenant parler de l'assurance-chômage. Avec le temps, le régime a embrassé des objectifs sociaux, régionaux et économiques. Ce système donne des messages contradictoires au marché du travail. En effet, le chômeur n'est pas encouragé à travailler ou à aller à la recherche d'un emploi, à se déplacer ou à acquérir un autre métier.

Peu à peu, l'assurance-chômage est devenue un régime d'aide au revenu quasi permanent qui ressemble de moins en moins à un régime d'assurance-chômage. Une assurance-chômage financée par les charges sociales est coûteuse et nuit à l'expansion de l'emploi. Les Canadiens ont besoin d'un régime abordable qui améliorera la performance du marché du travail et de l'économie, au lieu de lui nuire.

L'assurance-chômage doit revenir à ses objectifs d'origine et surtout simplifier sa structure. Voici les éléments d'un régime d'assurance-chômage revu et corrigé.

Premièrement, les critères d'admissibilité s'allongeraient de deux semaines chaque année sur une période de quatre ans pour atteindre un maximum de 20 semaines ou 800 heures de travail. Comme vous le savez, certains travailleurs du bâtiment travaillent 40 heures par semaine et d'autres davantage. Nous demandons que l'on offre à ceux qui travaillent plus de 40 heures par semaine la possibilité d'avoir droit à l'assurance-chômage après avoir travaillé 800 heures. Évidemment, le calcul se ferait au pro rata des périodes de deux semaines.

Ceux qui tombent en chômage plus souvent et qui dépendent de l'assurance-chômage auraient droit à plus d'aide pour rechercher un emploi. Le soutien du revenu ne serait accordé que si la personne accepte de suivre un programme qui

[Texte]

employable. For a maximum of two times only, CAPEI recommends that periods of up to four weeks of training, co-op experience or counselling—including job search techniques and job interviews—be counted with the actual weeks of work to allow for the entrance requirement of twenty weeks.

Second, any new employment system would need to take into account the variety of changes faced by frequent claimants and the potential impact of the reform on different industries in the regions of Canada.

Third, frequent claimants should be subject to income tests based on an assessment of the claimant's individual family needs and income to determine the actual needs of the claimant. Frequent claimants could be paid at a lower rate of insurance or could be required to pay a higher rate of premium.

Fourth, maternity, parental and sickness benefits should be removed from the UI program and should be funded from general revenues.

Fifth, the maximum insurance earnings base and indexation formula should be changed to reflect the average industrial wage.

Sixth, when maternity, parental and sickness benefits are removed from the UI program and are funded by the general revenue, premiums paid by employers and employees should be equal, as was the case prior to 1971.

Seventh, a yearly personal income level for a claimant or a family at which the UI benefits would be paid should be established. Frequent users of UIC should have a level of income established at which benefits would be paid. However, payback of benefits would be required as per the unestablished rate.

Eighth, greater enforcement is required to ensure claimants are unemployed, are available for employment and are prepared to accept suitable employment.

The CAPEI also has a position on employment development services. The best form of social security comes from having a job. That is why the centrepiece of this reform must be helping people to prepare themselves for work in a changing world.

CAPEI believes the answer lies, in part, in better access to more personalized career counselling, to more focused training and to more opportunities for work experience. Employment development services should be related to demonstrated real needs and should be judged by the outcome of their projects. As an example, how many people get jobs as a result of employment development services? We believe that today there are too many mismatched programs with inconsistent rules and too much red tape. The course offerings are driven too much by what is available rather than by what is needed. The outcomes achieved should be measured by the number of people who actually get jobs as a result of this training.

CAPEI supports the use of both development funds of UI and general government funds for the provision of employment development services. The savings from reform of the unemployment insurance program should be used to reduce the UI premium burden. They should not be diverted to enhancing employment development services.

[Traduction]

la rend plus apte au travail. Deux fois seulement une période pouvant aller jusqu'à quatre semaines de formation, de travail-étude ou de counselling, y compris l'apprentissage de recherche d'emploi et d'interviews—pourrait entrer dans le calcul des 20 semaines de travail.

Deuxièmement, il faudra tenir compte des divers changements auxquels doivent faire face les prestataires fréquents et les conséquences que risque d'avoir la réforme sur divers secteurs d'activité dans les régions du pays.

Troisièmement, il faudrait évaluer les besoins et les revenus du prestataire fréquent et de sa famille pour déterminer quels sont ses besoins véritables. Le prestataire fréquent pourrait toucher une prestation réduite ou devoir verser une cotisation plus élevée.

Quatrièmement, les prestations de maternité, parentales et de maladie ne devraient plus faire partie de l'assurance-chômage et être financées par les recettes générales.

Cinquièmement, le maximum de la rémunération assurable et la formule d'indexation devraient être modifiées en fonction du salaire moyen par activité économique.

Sixièmement, lorsque les prestations de maternité, parentales et de maladie auront été supprimées de l'assurance-chômage et seront financées par les recettes générales, la contribution de l'employeur et la cotisation de l'employé devraient être les mêmes, comme c'était le cas avant 1971.

Septième, il faudrait fixer un revenu annuel personnel pour un prestataire ou une famille à partir duquel les prestations d'assurance-chômage seraient versées. Pour les prestataires fréquents, il devrait y avoir un niveau à partir duquel les prestations sont versées. Toutefois, le remboursement des prestations devrait être exigé en fonction d'un niveau différent.

Huitième, il y a lieu de mieux appliquer les règles pour veiller à ce que les prestataires sont bien au chômage, sont disponibles pour le travail et prêts à accepter un emploi convenable.

Nous avons aussi des vues sur les services de développement de l'emploi. La forme idéale de sécurité sociale, c'est d'avoir un emploi. C'est pourquoi la pièce maîtresse de cette réforme doit être d'aider les gens à se trouver un travail dans un monde en pleine évolution.

En partie, selon nous, la solution est de mieux personnaliser le counselling professionnel, de circonscrire la formation et de faciliter l'acquisition de l'expérience de travail. Les services de développement de l'emploi doivent être reliés à des besoins réels et évalués en fonction des résultats. Par exemple, combien de personnes trouvent un emploi grâce aux services de développement de l'emploi? Nous pensons qu'il existe aujourd'hui trop de programmes mal assortis, assujettis à des règles contradictoires et alourdis par la bureaucratie. On a tendance à offrir les cours que l'on a plutôt que les cours dont on a besoin. Les résultats devraient être mesurés par le nombre de gens qui ont trouvé du travail grâce à la formation.

La CAPEI est en faveur de l'utilisation des fonds de développement de l'assurance-chômage et des recettes générales de l'État pour financer les services de développement de l'emploi. Les économies issues de la réforme de l'assurance-chômage devraient servir les cotisations et non à financer davantage les services de développement de l'emploi.

[Text]

CAPEI believes that the current federal expenditure of employment development services is more than sufficient. It should be the only focal point for securing resources for the enhancement of counselling and employment services of the individual.

CAPEI is opposed to the intrusion of government in training decisions of the private sector through the implementation of training, payroll taxes or any other measures, such as tax incentive programs.

There is an urgent need to rethink employment development programs in order that they focus squarely on one simple objective: helping people find jobs. People may need help for many and different reasons. Some may have work-related problems. Others may be highly skilled but need information on how to market their skills and where the markets for these skills are. And others may live in communities with few job opportunities and may have the need to explore the alternatives of self-employment or the ability to go to other areas. But in each case the fundamental need is the same: a job.

• 0920

Any enhanced system of employment development services should:

- first, create opportunities for employment, that is, help people to find work and where the work would be;

- second, emphasize prevention by helping people to avoid unemployment by building the skills and the work experience needed to adapt in a consistently changing environment;

- third, address the individual needs and local opportunities driven by what works best in a given situation rather than by rules and regulations;

- encourage mutual responsibility by engaging a client and deciding on an individual action plan with appropriate follow-up to facilitate adoption so that recent immigrants who come to Canada and need job skills and professional qualifications can more easily gain access to employment services and succeed in the transition into the Canadian labour market;

- ensure effectiveness in minimizing waste and ensuring compatibility between federal and provincial programs as well as placing a priority on finding out what works and what doesn't work, and adjusting accordingly.

In developing skills and opportunities, partnerships should be strengthened not only between provincial and territorial governments but also among communities, learning institutions, employers, unions and sectoral organizations as well as individuals and families.

It has been stated that most training programs that require students to put in some of their own money work better than when students make no investment. It is now time to bring these partners together to have the results-oriented program created and implemented in these areas.

[Translation]

La CAPEI estime que le budget actuel consacré à ces services est plus que suffisant. Ce n'est que de ce budget que devraient provenir les fonds nécessaires à l'amélioration des services personnels de counselling.

La CAPEI est opposée à l'ingérence du gouvernement dans les décisions de formation du secteur privé par la création de formation, de charge sociale ou de toute autre mesure, comme un programme d'incitation fiscale.

Il faut absolument revoir les programmes de développement d'emploi pour s'assurer qu'ils cadrent avec un seul objectif simple: aider les gens à trouver du travail. Il y a bien des raisons pour lesquelles les gens peuvent avoir besoin d'aide. Certains peuvent avoir des problèmes reliés au travail; d'autres ont peut-être de grandes compétences, mais ont besoin d'informations sur la façon d'offrir le service et de trouver le marché où ils sont en demande. D'autres encore habitent peut-être dans des endroits où il y a peu de perspectives d'emploi et devront étudier la possibilité de se lancer à leur compte ou de prospection ailleurs. Mais dans chaque cas, l'objectif de base est le même: du travail.

•

Un système amélioré de services de développement de l'emploi devrait:

- premièrement, créer des possibilités d'emploi, c'est-à-dire aider les gens à trouver du travail et à savoir où il y en aurait;

- deuxièmement, miser sur la prévention en aidant les gens à échapper au chômage en acquérant les compétences et l'expérience de travail nécessaire pour s'adapter à un monde en perpétuel changement;

- troisièmement, répondre aux besoins individuels et saisir les possibilités qui s'offrent au niveau local en tenant compte de ce qui est le plus approprié dans une situation donnée plutôt que de règles et de règlements;

- promouvoir la responsabilité mutuelle en engageant un client et en établissant un plan d'action individuel auquel on assurera un suivi approprié pour en faciliter l'adoption de manière que les immigrants de fraîche date qui doivent avoir des compétences en matière d'emploi et des qualifications professionnelles puissent avoir plus facilement accès aux services d'emploi et parvenir à entrer plus aisément sur le marché du travail canadien;

- assurer l'efficacité en réduisant le gaspillage et en veillant à la compatibilité des programmes fédéraux et provinciaux de même qu'en s'attachant d'abord et avant tout à trouver ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas et à agir en conséquence.

En égard à l'acquisition de compétences et à la création de possibilités, il faudrait renforcer les partenariats non seulement entre les gouvernements provinciaux et territoriaux, mais aussi entre les collectivités, les établissements d'enseignement, les employeurs, les syndicats et les organisations sectorielles de même que les particuliers et les familles.

On estime que la plupart des programmes de formation qui demandent aux étudiants une certaine participation financière donnent de meilleurs résultats que ceux qui leur sont offerts tout à fait gratuitement. Il est maintenant temps de réunir ces partenaires pour créer des programmes axés sur l'obtention de résultats et pour les mettre en place dans ces secteurs.

[Texte]

In conclusion, the Construction Association of Prince Edward Island would like again to thank the committee for this opportunity of allowing us to express to your committee our views on unemployment insurance and employment development services. We realize your committee has a tremendous task to perform; however, we say the time has come for the reforms to be implemented to result in significant savings, which in our opinion should not be converted to other programs but should go to reduce the UI payroll tax, which again is a key step to the ultimate goal of job creation.

Thank you, Mr. Chairman and members.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Reid, for your presentation. We don't have copies of your brief. Is there a written brief that could be circulated to committee members, or will we be expected to consult the transcript?

Mr. Reid: According to the information we received, we were requested, if we wished, to provide your committee with a copy of the brief, which we did on December 9. I cannot say what happened to that copy of the brief. I had hoped it would have been copied, translated and passed among your committee. If that has not happened, I certainly can make sure you do get copies. I was of the belief that it had been circulated.

The Chairman: So the ball is in our court.

Mr. Reid: The ball is in your court, as I understand.

The Chairman: We'll see if we can find the ball in our court. We'll investigate. But thank you, anyway. It's not a major problem.

Mr. Reid: I can certainly provide you with copies. Just contact me and I'll certainly do that.

The Chairman: Thank you very much.

We now turn to questions from the committee members. Since we're covering a fairly wide spectrum of the P.E.I. economy with our opening presenters, I'm going to give a full ten minutes per party to exhaust the questions.

I'll begin with Mr. Crête of the Bloc Québécois.

M. Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup): Merci, monsieur le président.

• 0925

Comme commentaire d'introduction, je voudrais dire que c'est assez impressionnant de venir ici, à Charlottetown, parce que c'est un endroit historique. En 1867 a eu lieu une entente, un accord entre tous les partis du Canada. C'est ici qu'on a renégocié les rapports entre les deux peuples fondateurs. Il doit y avoir dans cette ville un esprit particulier qui a contribué à cela.

Dans les mémoires qu'on a entendus, peut-être à l'exception de celui de l'Association de la construction de l'Île-du-Prince-Édouard, j'ai trouvé une phrase très importante qui dit que la réforme des programmes sociaux doit être faite en harmonie avec le plan économique pour créer des emplois.

[Traduction]

En conclusion, l'Association de la construction de l'Île-du-Prince-Édouard remercie à nouveau le comité pour lui avoir permis d'exposer son point de vue sur l'assurance-chômage et les services de développement de l'emploi. Nous savons que le comité a une imposante tâche à remplir; toutefois, nous estimons qu'il est maintenant temps d'apporter des réformes pour réaliser d'importantes économies, lesquelles ne devraient pas à notre avis servir à d'autres programmes mais plutôt contribuer à réduire les cotisations sociales de l'assurance-chômage, facteur-clé de la réalisation de l'objectif ultime de la création d'emploi.

Merci, monsieur le président, mesdames et messieurs.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Reid, pour votre exposé. Nous n'avons pas d'exemplaire de votre mémoire. Avez-vous un document qu'on pourrait distribuer aux membres du comité ou devrons-nous consulter la transcription?

M. Reid: Selon les renseignements que nous avons obtenus, on nous demandait, si nous le voulions, de remettre au comité un exemplaire du mémoire, ce que nous avons fait le 9 décembre. Je ne saurais dire ce qu'il est advenu de cet exemplaire du mémoire. Je pensais qu'il aurait été copié, traduit et distribué au comité. Si ce n'est pas le cas, je ferai certainement en sorte que vous obteniez les exemplaires voulus. Je croyais qu'il avait été distribué.

Le président: C'est donc à nous de jouer.

M. Reid: C'est à vous de jouer, si je comprends bien.

Le président: Nous verrons ce que nous pouvons faire de notre côté. Nous nous informerons. Merci, quoi qu'il en soit. Ce n'est pas un gros problème.

M. Reid: Je pourrais certainement vous obtenir des exemplaires. Vous n'avez qu'à communiquer avec moi et j'y veillerai.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant permettre aux membres du comité de poser des questions. Étant donné que les premiers orateurs représentent un large éventail de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard, je vais accorder 10 bonnes minutes à chaque partie pour qu'elles puissent poser leurs questions.

Je commence par M. Crête, du Bloc québécois.

M. Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup): Thank you, Mr. Chairman.

First, I would like to say how impressive it is to be here, in Charlottetown, because it is a historical site. In 1867 an agreement was passed, an agreement between all parties of Canada. It is here that the relations between the two founding peoples were renegotiated. There must be, in this city, a special climate contributing to it.

In the presentations we have heard, with the exception maybe of the brief of the Construction Association of Prince Edward Island, I noticed a very important sentence saying that the reform of social programs must be made in accordance with the economic situation in order to create jobs.

*[Text]**[Translation]*

Cela m'apparaît effectivement être le mot clé qu'on rencontre dans les toutes les régions à ressources du Canada, particulièrement dans l'Est du Canada. Quand nous sommes allés à Terre-Neuve, nous avons entendu la même chose et on nous a dit que les stratégies d'intervention pour la création d'emplois devaient être particulières à chaque région, aussi bien pour l'Île-du-Prince-Édouard que pour Terre-Neuve. L'autre constat, c'est que le travail saisonnier n'est pas une tare, mais une réalité et qu'il faut que ceux qui conçoivent les politiques en soient conscients dès le départ et agissent en conséquence.

Je voudrais poser une question à l'ensemble des panélistes présents. Si je vous disais qu'on avait constaté qu'il fallait transformer l'économie de plusieurs régions du Canada en tenant compte des éléments permanents comme des éléments saisonniers, et en vous donnant une certaine période de temps pour vous adapter à la situation, combien de temps demanderiez-vous pour cette période de transition afin de pouvoir corriger certaines choses, être compétitifs sur le marché et mettre l'accent sur le secteur que vous considérez le plus important du point de vue économique? Également, quelle relation y aurait-il entre ces modifications et la question de l'assurance-chômage? Merci.

Mr. Laughlin: As the Farmers Union, of course, the farmers are creators of wealth. For every dollar we create there's a six-dollar spin-off. Therefore we say don't throw the baby out with the bathwater, because to cut back on the farmers' livelihood would be akin to capping your well. Many places depend on that well for survival.

We say let's improve the programs we have with respect to unemployment insurance, but in order to have meaningful farmers' livelihoods we have to have programs whereby we receive our cost of production. In other words, don't dismember supply management, which is well under way now. With the signing of the free trade agreement now it's impossible for potato growers, for example, to have an orderly market system in place, as the dairy industry still has to some degree.

How long would it take? I would say that to be cognizant with their presentation today, we'd better concentrate on improving people's lives. I understand that we have 8% of the population in Atlantic Canada, yet we're expected to take 27% of the cuts; that's not realistic.

According to our presentation we shouldn't be looking at massive reform at any time, but let's concentrate on helping the farmers and the fishermen, primary producers, to continue to be the generators of wealth, so that with that six-dollar spin-off, for every dollar we create that kind of segments the community, at least we helped as well.

I think in fact that it must be the key concept we find in all the resource-based regions of Canada, specially in eastern Canada. When we were in Newfoundland, we heard the same thing and we have been told that the intervention strategies for job creation should be specific to each region, in Prince Edward Island as well as in Newfoundland. The other conclusion is that seasonal employment is not a weakness. It is a fact of life and policy makers should be aware of it and deal with it accordingly.

I would like to ask a question to all the panel members. If I were to tell you that we realized that we must change the economy of several regions of Canada while taking into account both the permanent and seasonal components, in giving you some time to adapt to that situation, how much time would you ask for that transition in order to be able to correct certain things, to be competitive on the market and to put the emphasis on the area that you see as the most important in the economic perspective? Also, what relation would you see between those changes and the unemployment insurance issue? Thank you.

M. Laughlin: Aux yeux du Syndicats des cultivateurs, bien sûr, les agriculteurs sont créateurs de richesse. Chaque dollar que nous produisons en entraîne six autres. Il ne faut donc pas que vous pêchez par excès de zèle, car réduire le gagne-pain des agriculteurs équivaudrait à tarir la source. Or, de nombreuses localités dépendent de cette source pour leur survie.

Il vaut mieux, à notre avis, améliorer les programmes existants en matière d'assurance-chômage, et pour améliorer le mode de subsistance des agriculteurs il nous faut des programmes qui nous permettent de rentrer dans nos dépenses. Autrement dit, n'abolissez pas la gestion de l'offre, qui est maintenant bien en place. Depuis la signature de l'Accord de libre-échange, il est maintenant impossible aux producteurs de pommes de terre, par exemple, de compter sur un système commercial ordonné, comme le secteur laitier, lui, peut encore le faire dans une certaine mesure.

Combien de temps cela prendrait? Je dirais pour tenir compte de leur exposé d'aujourd'hui, qu'il vaut mieux que nous cherchions à améliorer la qualité de vie des gens. Je crois que 8 p. 100 de la population canadienne vit dans les provinces atlantiques, et l'on s'attend à ce que nous absorbions 27 p. 100 des compressions budgétaires, ce n'est pas réaliste.

Selon notre exposé, nous ne devrions à aucun moment envisager une réforme massive, et il faudrait plutôt chercher à aider les agriculteurs et les pêcheurs, les producteurs primaires, pour qu'ils continuent à produire des richesses, pour que chaque dollar continue d'en entraîner six autres, pour que chaque dollar que nous créons nous permette au moins d'aider aussi ces secteurs de la collectivité.

• 0930

Mr. Drake: I'm just going from some notes here. I didn't have a translation.

M. Drake: Je n'ai que des notes. Je n'avais pas de traduction.

[Texte]

First of all, to change the economy of Canada in the regions, I think it's a fact of life that the economies in our regions are based on the natural resources like our farming and our fishing. Those, in fact, are the backbone of our communities and they are our resources in this area. How much time do we need to change them? I don't see how we can change from that fact of life.

I'll speak about the fishing industry in particular. We do in fact rely on fisherman's UI as a safety net. That isn't something that happened in a very short time and I don't see that it will be able to change in a very short time either. It is something that has evolved in association with the UI we receive. That in fact has determined a lot of how the fishery itself has taken place, with the number of viable fishing enterprises there are. When I say number, maybe some of them wouldn't exist if UI didn't exist.

There are things in the UI system that fishermen would certainly have no objection to their changing. For example, with clawbacks there are limits on the amount a person will be able to make before he would be eligible to receive UI or how much UI he would have to pay back once his income exceeded that amount. There are some people in the fishing industry who do make good money. The perception where a rich fisherman is receiving UI is certainly not one that fishermen like to have out in public.

Maybe one of the other things that should be pointed out is that fishermen seem to be pointed at in a lot of cases about receiving UI. In P.E.I. only 8% of the UI recipients are fishermen. That may be a misconception. Maybe people think that a much higher percentage of the UI recipients in P.E.I. are fishermen. In fact, 8% is the number.

That would be the only comment I might have at this point.

The Chairman: Mr. Brown, did you want to add something to what Mr. Drake has said? I noticed the lights flashing.

Mr. Brown: Yes, I will add a few comments about that. It is very wise to observe the reality of seasonal work on Prince Edward Island and in Atlantic Canada. It will be equally wise if the committee makes recommendations based on that reality.

When asked how to change the economy, John Kenneth Galbraith would have a better answer than I do. We're living in a very changing world and the changes are happening extremely quickly, and we seem to be going into basically uncharted waters. I think the security of the social safety net provided should be part of the bridging process to get to those uncharted waters.

In Atlantic Canada it's kind of startling to be faced with an erosion of the safety net at a time when we know the marketplace is changing in the world and free trade agreements are being signed almost every month now with the different

[Traduction]

D'abord, pour ce qui est de changer l'économie dans les régions du Canada, je pense qu'il faut bien reconnaître que les économies de nos régions dépendent de l'exploitation des ressources naturelles, je pense par exemple à l'agriculture et à la pêche. C'est là, en fait, l'épine dorsale de nos collectivités et c'est là que se trouvent nos ressources. Combien de temps nous faut-il pour les changer? Je ne vois pas comment nous pouvons changer cette réalité.

Je vais surtout parler des pêches. Nous considérons en fait comme un filet de sécurité l'assurance-chômage accordée aux pêcheurs. Ce n'est pas quelque chose qui est arrivé du jour au lendemain et je ne vois pas comment on pourra changer cela en un très bref délai non plus. C'est quelque chose qui évolue avec l'assurance-chômage que nous touchons. Ce facteur détermine en grande partie la façon-même dont on exerce la pêche, le nombre d'entreprises de pêche viables qui existent. Quand je parle du nombre d'entreprises de pêche je devrais ajouter que certaines n'existeraient peut-être même pas s'il n'y avait pas d'assurance-chômage.

Il y a des aspects du régime d'assurance-chômage que les pêcheurs n'hésiteraient certainement pas à changer. Par exemple, par les dispositions de récupération, on impose des limites au montant qu'une personne peut gagner pour pouvoir toucher des prestations d'assurance-chômage et elle doit rembourser une partie des prestations dès que son revenu dépasse ce montant. Il y a dans le secteur des pêches des gens qui gagnent bien leur vie. Les pêcheurs n'aiment certainement pas qu'on pense qu'un pêcheur bien nanti touche des prestations d'assurance-chômage.

Peut-être qu'il faudrait souligner notamment, que les pêcheurs sont souvent pointés du doigt quand il est question de toucher des prestations d'assurance-chômage. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, seulement 8 p. 100 des prestataires sont des pêcheurs. Il y a peut-être là un malentendu. Peut-être que bien des gens pensent qu'une proportion beaucoup plus forte des prestataires d'assurance-chômage de l'Île-du-Prince-Édouard sont des pêcheurs. En fait, ils n'en représentent que 8 p. 100.

C'est tout ce que j'ai à dire pour l'instant.

Le président: Monsieur Brown, vouliez-vous ajouter quelque chose aux propos de M. Drake? J'ai vu le voyant s'allumer.

M. Brown: Oui, j'aimerais ajouter quelque chose. Il est tout à fait à propos de parler du travail saisonnier dans l'Île-du-Prince-Édouard et dans les provinces atlantiques. Il serait tout aussi pertinent que le comité fasse des recommandations tenant compte de cette réalité.

Quant à savoir comment changer l'économie, John Kenneth Galbraith aurait une meilleure réponse que la mienne. Nous vivons dans un monde qui vit de grandes transformations et tout cela se fait extrêmement rapidement, et nous ne semblons pas bien savoir vers quoi nous nous dirigeons. Je pense que le régime de sécurité sociale qui est en place devrait nous aider d'ici là à nous rendre à bon port.

Dans les provinces atlantiques, il est assez renversant d'assister à l'érosion du filet de la sécurité sociale au moment-même où nous voyons le marché évoluer à l'échelle mondiale et où l'on signe presque tous les mois des ententes de libre-

[Text]

countries. We will change because we've always changed and because we adapt to change. Atlantic Canadians are survivors and we will continue to survive. We will need a certain amount of time and we will adapt well.

The emphasis will have to remain on our primary resources and we will develop those resources to take even greater advantage. But this certainly does relate to UI and its repercussions on our seasonal industries. As Atlantic Canadians and as Prince Edward Islanders, we have to be made known in the rest of the country not just as dependants but as people who contribute much to the national economy.

[Translation]

échange avec différents pays. Nous allons évoluer comme nous l'avons toujours fait et parce que nous nous adaptons au changement. Les Canadiens des provinces atlantiques sont de ceux qui savent surmonter les crises et nous continuerons à le faire. Il nous faut un certain temps et nous saurons bien nous adapter.

Il faudra continuer de mettre l'accent sur nos ressources primaires et nous les exploiterons pour en tirer encore meilleure parti. Mais cela a certainement trait à l'assurance-chômage et à son incidence sur nos secteurs d'activités saisonnières. En tant que citoyens des provinces atlantiques et résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, nous devons être perçus par le reste du pays non comme des citoyens à charge, mais des gens qui contribuent beaucoup à l'économie nationale.

• 0935

We contribute as a marketplace for a lot of manufactured goods in upper Canada. We've lost a lot of our manufacturing sector because of this. We're not just the poor cousin down in the east who always draws. We contribute a lot in brain skills to the rest of Canada.

Years ago, before there was UI and before there were these other programs, the people from Atlantic Canada did go to Montreal and work in the winter. We went to Toronto and to the eastern states to get through the winter. But I don't think we would be very welcome today, going into those cities and trying to take up all the winter jobs. So we need time. We will do the job.

Nous constituons un marché pour des tas de produits manufacturés dans le reste du Canada. Nous avons perdu une grande partie de notre secteur manufacturier pour cette raison. Nous ne sommes pas que le parent pauvre de l'Est qui ne fait que réclamer. Nous fournissons beaucoup de compétences intellectuelles au reste du pays.

Il y a des années, avant l'assurance-chômage et avant tous ces autres programmes, les gens des provinces de l'Atlantique partaient travailler à Montréal pour l'hiver. Nous allions à Toronto et dans les États de la côte est pour y passer l'hiver. Mais je ne crois pas que nous y serions bien accueillis aujourd'hui, si nous nous rendions dans ces villes et que nous essayions d'accaparer tous les emplois d'hiver.

Le président: Merci.

Je vais laisser monsieur Dubé terminer cette ronde de questions par un bref commentaire.

Mr. Dubé (Lévis): Yes, just a commentary. It only is the third time I have come here to Prince Edward Island and I am not very well aware of its situation. However what you describe is obvious: you talk about the significance of the primary sector and the natural resources.

We are talking today of the service sector and the secondary sector, but too many people forget that if it were not for the primary sector, the two others would not exist. With free trade, Mr. Mulroney, back then, had promised compensations that never came. That is very important.

When we say that for each dollar created there is a six dollar spinoff, I believe it is perfectly true and that the unemployment insurance terms and conditions have to be changed. At any rate, it is not well-suited to seasonal work and, for a province like yours with natural resources and which also benefits from tourism, it is very significant. I do not have time for a question. I just wanted to tell you that I really support you. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Dubé.

La parole est maintenant au Parti réformiste. Monsieur Johnston va commencer.

Mr. Johnston (Wetaskiwin): Merci, monsieur le président. Je n'ai qu'un bref commentaire à faire. D'abord, j'aimerais dire à quel point je suis heureux dans cette région historique du Canada, dans cette ville historique.

The Chairman: Thank you.

I'm going to let Mr. Dubé finish off the round with a brief comment.

M. Dubé (Lévis): Oui, juste un commentaire. C'est la troisième fois que je viens ici, à l'Île-du-Prince-Édouard, et je ne suis donc pas très au courant de la situation. Mais ce que vous décrivez est évident: c'est l'importance du secteur primaire et des ressources naturelles.

On parle aujourd'hui de l'économie de services et du secteur secondaire, mais trop de gens oublient que s'il n'y avait pas le secteur primaire, les deux autres secteurs ne pourraient pas exister. Avec le libre-échange, M. Mulroney, à l'époque, avait promis des mesures de compensation qui ne sont jamais arrivées. C'est très important.

Quand vous dites que l'effet est multiplié par six, je crois que c'est tout à fait vrai et qu'il faut changer les conditions et les termes de l'assurance-chômage. En tout cas, cela s'applique mal au travail saisonnier et, pour une province comme la vôtre, qui a des ressources naturelles et qui bénéficie aussi du tourisme, c'est très important. Je n'ai pas le temps de poser une question. Je voudrais juste dire qu'on vous appuie très fort. Merci.

Le président: Merci, monsieur Dubé.

I now turn to the Reform Party. Mr. Johnston is going to begin.

Mr. Johnston (Wetaskiwin): Thank you, Mr. Chairman. I just have a brief comment. First let me say how pleased I am to be here in this historic part of Canada and certainly this historic city.

[Texte]

I just want to pick up on your comment about Atlantic Canadians being survivors. I certainly concur with that. It seems to me they were survivors in spite of government, not because of it. We certainly recognize that fact and we think, from my point of view, certainly maybe less government in Canadian's lives, including Atlantic Canadians, is maybe the route to go. Do you have any comments on that?

Mr. Brown: We feel part of the federation and we feel the central government has a part to play. I think if you looked historically over the development of Atlantic Canada, your comments could be correct. We did have historic trading patterns years ago that created a wealth in this country that was not necessarily east to west, but was rather north to south.

Since Confederation, there has been a change in those natural trading patterns. This has affected the overall development of Atlantic Canada, and indeed, for the rest of the country to now appear high and mighty and say we're a basket case—we can't accept it.

There may be some other comments.

[Traduction]

Je voulais revenir sur ce que vous avez dit au sujet des Canadiens des provinces atlantique qui ont toujours su surmonter les crises. Je suis certainement d'accord là-dessus. Je pense qu'ils y ont réussi malgré le gouvernement, et non pas grâce à lui. Nous en sommes bien conscient et nous pensons (du moins je le pense) qu'il y a peut-être lieu de réduire la présence du gouvernement dans la vie des Canadiens, y compris dans celle des Canadiens des provinces atlantiques. Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

M. Brown: Nous estimons faire partie de la Fédération et nous estimons que le gouvernement central a un rôle à jouer. Je pense que si l'on réfléchit à l'histoire de la mise en valeur des provinces de l'Atlantique, vos propos seraient justes. Pendant des années tout au long de notre histoire nous avons eu des modèles commerciaux qui ont contribué à créer au Canada une richesse qui ne se répartissait pas nécessairement d'Est en Ouest mais bien plutôt du Nord au Sud.

Depuis la Confédération, ces modèles commerciaux naturels ont changé. Tout le développement des provinces atlantiques en a été touché, et il va sans dire que si le reste du pays cherche maintenant à se donner des grands airs et à nous dire que nous sommes un cas désespéré—nous ne pouvons pas l'accepter.

Peut-être que d'autres ont aussi des observations à faire.

• 0940

Mr. Laughlin: Mr. Chairman, with the demise of the Crow's Nest Pass freight rates back in 1983, by 1991 [Inaudible—Editor] increased five times. With the demise of the railway transportation here we're concerned with rails to trails as opposed to...the fact that we're polluting the atmosphere with more and more gas-consuming vehicles. We just got hit with another increase in the ferry rates, as opposed to arguing that we shouldn't have any at all. We don't pay to go between Nova Scotia and New Brunswick.

I don't take great comfort in being a great, tough survivor. I'm getting sick and tired of surviving, other people living off me.

Voices: Hear, hear!

Mr. Laughlin: It's damn nearly time the 14 people who made over a billion dollars approximately last year paid some taxes. These tax dodgers, they're the ones... Too often we're looking at the hole instead of the doughnut, and we're taking the problems out on the most vulnerable people.

To say that we want more of the same...I as a farmer certainly don't want more of the same. I don't want our people treated here as though they're second-class citizens. I don't want people graded into a two-tier system. Because they cannot get a job, are you going add insult to injury by going back to a means test as we used to do to get the old age pension?

Instead of guarding our programs... What we should have done when we were at the GATT tables...I didn't go. I wasn't one of the 40,000 farmers who went to Ottawa, because I knew it was programmed. But I'd have gone back in 1966 when 25,000

M. Laughlin: Monsieur le président, avec l'échec du tarif du Nid-de-corbeau en 1983, en 1991 [Inaudible—Éditeur] a quintuplé. Avec l'abandon ici du transport ferroviaire, nous sommes inquiets de voir qu'on délaisse les voies ferroviaires en faveur des remorques plutôt que de... sans compter le fait qu'on pollue l'atmosphère en utilisant de plus en plus de véhicules à carburant. Nous venons tout juste de subir une autre hausse des tarifs des traversiers, alors qu'il aurait fallu soutenir que nous ne devrions pas en payer. On ne paie pas pour aller de la Nouvelle-Écosse au Nouveau-Brunswick.

Cela ne me console pas beaucoup de penser que je suis parvenu à surmonter de grandes crises. J'en ai par-dessus la tête de me contenter de survivre, quand d'autres vivent à mes dépens.

Des voix: Bravo!

Mr. Laughlin: Il est grand temps que les 14 qui ont gagné environ un milliard de dollars l'année dernière paient de l'impôt. Ces fraudeurs de l'impôt, ce sont eux... Trop souvent on cherche à tirer de l'argent là où il n'y a plus rien à prendre et on se décharge de ces problèmes sur les plus vulnérables.

Dire qu'on veut que tout cela se perpétue... Moi, en tant qu'agriculteur je ne veux certainement pas que les choses continuent de la sorte. Je ne veux pas que nos gens ici soient traités comme des citoyens de deuxième ordre. Je ne veux pas que des gens soient catégorisés dans un système à deux niveaux. Quand on n'arrive pas à trouver d'emploi, est-ce qu'on va par-dessus le marché nous imposer un examen des moyens de subsistance comme on le faisait autrefois dans le cas de la pension de vieillesse?

Au lieu de conserver nos programmes... Ce que nous aurions dû faire quand nous étions à la table de négociations du GATT... Je n'y suis pas allé. Je n'étais pas au nombre des 40 000 agriculteurs qui sont allés à Ottawa, parce que je savais

[Text]

[Translation]

went. We hit supply management the next year and the Canadian Dairy Commission was set up. That was a meaningful exercise. But this 40,000 gathering was just... You know, even the music was chosen by the RCMP just in case people got worked up. Well, I think the people are going to get worked up very soon if we don't leave them alone. When you have nothing else to lose, as the song says, you know... Freedom is a very cherished thing.

que c'était tout vu d'avance. Mais j'y étais allé en 1966 quand 25 agriculteurs s'y sont rendus. Nous avons eu la gestion de l'offre de l'année d'après et la Commission canadienne du lait a été constituée. Cela a été profitable. Mais ce rassemblement de 40 000 ne servait qu'à... Vous savez, même la musique avait été choisie par la GRC juste au cas où les gens commenceraien à s'emporter. Eh bien, je pense que les gens vont très bientôt commencer à s'emporter si on ne les laisse pas tranquilles. Quand on n'a plus rien à perdre, comme dit le chanson, vous savez... La liberté c'est quelque chose que l'on chérit vraiment.

The 50th anniversary of D-Day occurred recently. Yet we have governments who are now bent on amalgamating us. I'm fighting amalgamation up there in Summerside. Not many are doing it. That's another attack. Electoral reform is another attack on the rural communities.

Récemment, on a commémoré le 50^e anniversaire du Jour du débarquement. Pourtant, nous avons des gouvernements qui cherchent maintenant à nous amalgamer. Je m'oppose à l'amalgamation ici à Summerside. Nous sommes peu nombreux à le faire. C'est une autre attaque. La réforme des limites des circonscriptions électorales est une autre attaque contre les collectivités rurales.

Let us generate wealth in the niche and let's supply jobs for people. Farmers are great employers, but we have to receive our costs of production. I'm not interested in survival alone. I want to have some dignity while I am here in this world and leave something to my children that is better than I had when I came.

Occupons-nous de produire des richesses dans notre crâneau et donnons des emplois aux gens. Les agriculteurs sont de grands employeurs, mais nous devons rentrer dans nos frais. Je ne suis pas intéressé à me contenter de survivre. Je veux garder ma dignité pendant que je suis sur terre et pouvoir laisser à mes enfants plus que je n'ai reçu moi-même.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much for appearing before the committee.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup d'avoir comparu devant le comité.

You are very creative in this town. Most of the demonstrators have come in and they've even kicked over the tables. You managed to get through security by coming in as Santa Clause and handing out your placards. I must admit, that is being very innovative.

Vous avez l'esprit très inventif dans cette ville. La plupart des manifestants se sont contentés d'entrer et de renverser les tables. Vous êtes parvenus à franchir les postes de sécurité en vous présentant en Père Noël et en remettant vos pancartes. Je dois dire que c'est très innovateur.

I wish you could be in our place here—we are near the end of five weeks of travel—to hear what we have heard. One thing I've discovered is that we have seasons right across Canada. That may not come as a surprise to you, but it seems to me that people have to recognize that because there are seasons, there's seasonal work. There has been one reoccurring theme every place we've gone, and that is that "our part of the country is unique". On the very first day when we were in the Yukon, that was the phrase we heard, and it has been repeated every day.

J'aurais bien aimé que vous soyez ici à notre place—nous arrivons à la fin d'un périple de cinq semaines—pour entendre ce que nous avons entendu. Une des choses que j'ai constatée, c'est que nous avons des saisons d'un bout à l'autre du Canada. Cela nous étonnera peut-être pas, mais il me semble que les gens doivent bien reconnaître ce fait étant donné que parce qu'il y a des saisons, il y a en conséquence du travail saisonnier. On a entendu répéter une même chose à tous les endroits où nous sommes allés, soit «notre coin de pays est unique». Du tout premier jour où nous sommes arrivés au Yukon, c'est ce que nous avons entendu et nous l'avons entendu répéter tous les jours.

Do you think unemployment insurance is a disincentive to employers and employees to solve the seasonal employment dilemma that exists right across Canada? One of the most encouraging things I heard today is that "we will adapt and we will survive". Do you think there is a disincentive built in there? If there is, what would you do to address that?

Pensez-vous que l'assurance-chômage dissuade les employeurs et les employés de résoudre le dilemme de l'emploi saisonnier que connaît tout le Canada? L'une des choses les plus encourageantes que j'ai entendue aujourd'hui, c'est «nous nous adapterons et nous survivrons». Pensez-vous que l'assurance-chômage contient une mesure de dissuasion? Si c'est le cas, que feriez-vous pour y remédier?

Mr. Reid: From my point of view, we're looking at governments talking about reducing deficits and reducing debts. From what we see and hear, our country is not far from where New Zealand was when it hit the wall. To me and to our organization, we have two options: we can either work with it or we can have it placed upon us by others. I would like to see us try to reduce the deficit and the debt.

M. Reid: À mon avis, nous sommes face à des gouvernements qui parlent de réduire le déficit et d'éponger les dettes. D'après ce que nous voyons et ce que nous entendons, notre pays n'est pas si loin de la situation que connaissait la Nouvelle-Zélande quand elle a fait faillite. D'après moi et d'après notre organisation, nous avons le choix entre deux choses: nous pouvons soit faire face à la situation soit nous la laisser imposer par d'autres. J'aimerais que nous essayions de réduire le déficit et la dette.

[Texte]

[Traduction]

• 0945

The position we have now on unemployment insurance and others is that the status quo is not acceptable. We're going to have to make some changes. Are we going to change them overnight? There's no magical switch I know of that you can turn and say you have taken all of the ills out of UI and now have a new UI system that is acceptable to everyone.

There are certain areas that I believe can be worked on. For instance, the underground economy is one. The entrance requirements are in my opinion being abused by many, including governments. These are concerns to us. They are causing the cost of UI to rise to an unacceptable level.

I think we have to change, but we have to work with your government and other governments. There's no magical solution. There's no magical period of time this can be accomplished in, but I think through consultation we can arrive at what would be acceptable.

Not everybody will be pleased; you will not be able to appease every region of Canada. Every region is going to say they are unique and different. I think in every presentation made on a national basis, that comes out loud and clear: "We're different from the others."

We're probably no different. We have some differing points of view, but I think those are the things that have to be taken into consideration.

Mr. Chairman and members of the panel, I have no great ability to tell you what will happen and what we should do, but I would say this is the beginning. We have to communicate and take into consideration those things we believe will help to make us a better country, province and community.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much.

I think that statement is probably the key to arriving at some kind of solution. You have demonstrated your creativity here, and I think we need to consult with each other and try to come up with solutions. I don't think it helps to be confrontational. I think we need to discuss some of the very basic problems that exist right across this country, and I hope these consultations will continue.

I appreciate very much what you have said. I think we have to agree on some very basic facts of information and we can go on from there. I appreciate the spirit in which you've come before this committee. Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Breitkreuz.

We will now turn the questioning over to the Liberal Party. I'm going to begin with the member of Parliament for Hillsborough, someone who should be familiar to all of you, George Proud.

Mr. Proud (Hillsborough): Thank you, Chairman Francis.

First of all, let me welcome you all here to this famous city, this birthplace of Confederation and a very, we like to say, unique place. It's probably not a lot different from your own home town, but we think it is, and we're very proud of it. We are very used to surviving in this part of the world, and as Urban says, maybe we're getting a little bit tired of it and we want to live part of the good life.

En ce qui a trait à l'assurance-chômage et à d'autres questions, nous estimons que le statu quo n'est pas acceptable. Nous devrons apporter des changements. Allons-nous le faire du jour au lendemain? Il n'y a pas à ce que je sache de solution magique qui nous permettrait de dire qu'on a résolu tous les maux de l'assurance-chômage et qu'on a maintenant un nouveau régime qui est acceptable pour tous.

Il y a certains aspects qui, je crois, peuvent être réglés. Par exemple, l'économie souterraine en est un. Les conditions d'admissibilité ne sont pas respectées par un bon nombre de gens, y compris des gouvernements. Ces questions nous préoccupent. C'est ce qui fait que le coût de l'assurance-chômage atteint un niveau inacceptable.

Je pense qu'il faut changer, mais il faut collaborer avec son gouvernement et d'autres gouvernements. Il n'y a pas de solution magique. Il n'y a pas non plus de délai magique pendant lequel les choses peuvent s'accomplir, mais je pense que par la consultation nous pouvons arriver à une solution qui serait acceptable.

Tout le monde ne sera pas satisfait; on ne pourra donner satisfaction à toutes les régions du Canada. Chacune dira qu'elle est unique et différente. Je pense que dans tous les exposés présentés à l'échelle nationale, cela ressort bien clairement: «Nous sommes différents des autres».

Nous ne sommes probablement pas différents. Nous avons des points de vue différents, et je pense que ce sont là les choses qu'il faut prendre en compte.

Monsieur le président, mesdames et messieurs, je ne suis pas des mieux placé pour vous dire ce qu'il adviendra et ce que nous devrions faire, mais je dirais que c'est un bon début. Nous devons communiquer et tenir compte de ces choses qui à notre avis nous aideront à améliorer notre pays, notre province et nos collectivités.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup.

Cette déclaration m'apparaît être un bon moyen d'arriver à une solution. Vous avez fait preuve de créativité ici, et je pense que nous devons nous consulter mutuellement pour en arriver à des solutions. Je pense que la confrontation ne nous aidera pas. Nous devons discuter des problèmes fondamentaux qui se posent dans tout le pays, et j'espère que ces consultations vont se poursuivre.

Je prends bonne note de ce que vous avez dit. Je pense que nous devons nous entendre sur des données bien fondamentales et que nous pouvons partir de là. J'aime l'esprit dans lequel vous vous êtes présenté au comité. Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Breitkreuz.

C'est maintenant au Parti libéral de poser des questions. Je cède d'abord la parole au député d'Hillsborough, quelqu'un que vous connaissez sans doute tous, monsieur George Proud.

M. Proud (Hillsborough): Merci, monsieur le président.

D'abord, permettez-moi de vous souhaiter à tous la bienvenue dans cette célèbre ville, ce berceau de la Confédération et un endroit, comme nous aimons à le dire, tout à fait unique. Ce n'est sans doute pas très différent de chez-vous, mais nous aimons à penser que c'est une ville unique et nous en sommes très fiers. Nous sommes très habitués à lutter pour notre survie dans ce coin du pays, et comme Urban le dit, peut-être que nous sommes un peu fatigués de lutter pour survivre et que nous voulons commencer à vivre comme il faut.

[Text]

Francis Reid just said the status quo is no longer acceptable in unemployment insurance and other social programs. I think that was a statement also made by Lloyd Axworthy when he brought forth the paper you people are going across the country getting recommendations on.

However, we have heard a lot of the same points of view this morning from the presenters. I want to thank them for their presentations. I know there are many more to be made here today that will be just as interesting as these have been.

We all know the seasonal aspect of employment is, as the member for Yorkton—Melville has said, something you hear across the country. However, I believe you will find Prince Edward Island, with a workforce of somewhere around 60,000 plus people, has around 30,000 seasonal. That's an exceptionally high number in any part of the country.

So it is something we have to deal with in a different way, and I don't believe anybody is expecting us, as Francis said, to turn off the tap, turn it on again and we have a new system. There's going to be some fall-out and some changes that not everyone will like.

• 0950

However, I do believe that in this area of the country with our fishing, farming, and tourism sectors... Unfortunately, because of the winter weather here, tourism isn't a big thing yet in winter. Hopefully, over the years, we'll be able to develop a program that will attract people here in the winter. We've not been successful in doing that yet.

I heard some recommendations this morning from people about the best 12 weeks and this type of thing. That's used in some parts of the sector now. Look at Francis's construction industry. Ted Crockett and Ray McBride have seen them come in. I know that the building trades unions have said in certain parts of the country that they're prepared to pay a premium for their UI. It's pretty hard, though, to ask somebody on minimum wage to pay a premium.

Those are the things that I believe have to be part and parcel of your recommendations in your committee, Mr. Chairman, when you come back to the House of Commons at the end of this month.

However, I would like to first ask a couple of questions of Mary Ellen Dougan. As I understand it, you believe, specifically in your industry—I suppose it's also in other industries—that for people to qualify for UI they should be prepared to take training courses during the off-season?

Ms Dougan: Human resources development is something that the Tourism Industry Association of Prince Edward Island has put as a priority. I think this Standing Committee on Human Resources Development is fairly self-explanatory; it's to develop our people.

[Translation]

Francis Reid vient tout juste de dire que le statu quo n'est plus acceptable en matière d'assurance-chômage ni en ce qui concerne d'autres programmes sociaux. Je pense que c'est ce qu'a aussi dit Lloyd Axworthy quand il a déposé le document qui vous amène à parcourir le pays en vue de présenter des recommandations.

Toutefois, nous avons entendu ce matin beaucoup de points de vue semblables que partageaient les témoins. Je tiens à les remercier pour leurs exposés. Je sais qu'on en entendra beaucoup d'autres aujourd'hui qui seront tout aussi intéressants que ceux que nous avons recueillis.

Nous savons tous que l'emploi saisonnier, comme le député de Yorkton—Melville l'a bien dit, est quelque chose de commun à tout le pays. Toutefois, je crois que l'Île-du-Prince-Édouard, qui compte une main-d'œuvre d'environ 60 000 personnes, compte quelque 30 000 travailleurs saisonniers. C'est un nombre exceptionnellement élevé pour une région.

C'est donc quelque chose qu'il faut aborder de façon différente, et je ne crois pas que qui que ce soit attende de nous, comme l'a dit Francis, que nous fermions le robinet, que nous l'ouvriions à nouveau et que nous ayons, à partir de là, un nouveau régime. Il y aura des répercussions et des changements qui ne plairont pas à tous.

Toutefois, je crois vraiment que cette région du pays qui vit de la pêche, de la culture et du tourisme... Malheureusement, avec l'hiver, le tourisme n'est pas une activité très profitable encore durant cette saison. On peut toutefois espérer qu'avec le temps, nous réussirons à mettre sur pied un programme qui attirera des gens pendant l'hiver. Nous n'avons pas encore réussi à le faire.

J'ai entendu ce matin certaines recommandations de gens qui parlent des 12 meilleures semaines, etc. C'est le système qui a déjà été adopté dans certaines parties du secteur. Considérez l'entreprise du bâtiment Francis. Ted Crockett et Ray McBride les ont vu venir. Je sais que les syndicats de la construction ont dit dans certaines régions du pays qu'ils étaient prêts à payer une prime pour leur assurance-chômage. Il est toutefois assez difficile de demander à quelqu'un qui touche un salaire minimum de payer une prime.

Ce sont donc des choses dont vous devrez tenir compte dans vos recommandations à la Chambre des communes.

Toutefois, j'aimerais tout d'abord poser une ou deux questions à Mary Ellen Dougan. Si j'ai bien compris, vous estimez, en particulier dans votre secteur—and je suppose que cela s'applique à d'autres secteurs—that pour pouvoir bénéficier de l'assurance-chômage, on devrait être prêt à suivre une formation pendant la saison où l'on ne travaille pas?

Mme Dougan: Le développement des ressources humaines est quelque chose que l'Association de l'industrie touristique de l'Île-du-Prince-Édouard juge prioritaire. Si nous avons ici un Comité permanent sur le développement des ressources humaines, il est bien clair que c'est parce que nous devons assurer le perfectionnement de la population.

[Texte]

Take tourism in P.E.I. Unfortunately we do have winter, but our industry is people. They come for our beaches. Confederation was here years ago because people came here, and that was tourism at that time. It's people and that definitely needs to be developed. Yes, I think it should be mandatory in the off-season to upgrade skills and work toward standards and certification in the industry.

[Traduction]

Prenons le cas du tourisme à l'Île-du-Prince-Édouard. Malheureusement, nous avons le problème de l'hiver, mais notre industrie ne serait rien s'il n'y avait personne. Les gens viennent pour profiter de nos plages. La Confédération a commencé il y a bien longtemps parce que les gens venaient ici et c'était cela le tourisme à l'époque. Il faut du monde et c'est certainement cela que nous devons développer. Je sais en effet qu'il devrait être obligatoire en-dehors de la saison touristique de se perfectionner et de s'efforcer d'atteindre des normes et des certificats dans ce secteur.

Mr. Brown: Training, as we pointed out, has to be adapted to the needs of the region, and that has to be fundamental. It would be futile to train more and more and more computer engineers in our seasonal economy. Therefore we are in favour of training and developing our labour force, but it has to be responsive to the area.

Mr. Proud: These are the comments you hear out in our constituency offices, especially in this part of the country: what are we going to train people for? I think that's the key question. Do we need 10,000 more barbers in this part of the country? There has to be some rationale built into this.

On the other side of the coin, they'll tell you that if you have a trained workforce then you're going to attract industry, but what are you going to train for?

I want to make this quite clear in my own comments. I don't think the two-tiered system is an acceptable system for this part of the country. With the exception maybe of the Construction Association of Prince Edward Island, I think most people believe that.

Francis was saying that the maximum number of weeks should be boosted up to 20 weeks or a total of 800 hours. Can you give us some kind of an idea of how that would become a reality outside your area and in how long a time? I'm not saying I'm opposed to this, I'm just asking how long a time you would have to look at it.

Mr. Reid: George, we have recommended that it would occur over a four-year period and that this would increase two weeks per year over a four-year period for the construction industry. That's based on twelve weeks now.

Of course, that's a recommendation we have today. We have the option of suggesting that maybe we can change our recommendation, but we would not change it unless there was an appropriate need. It's very hard for us to look into the future to say what's going to happen two, three or four years down the road.

It may be that we would not be in a position to say the same thing. However, look at the information we have for a number of people who are working in Prince Edward Island. Look at those figures I gave you. On average, for tradespeople in Prince Edward Island, some people work more than twenty weeks, while some people work less than twenty weeks. On average, there are approximately twenty weeks of work now in the construction industry in Prince Edward Island.

• 0955

To be on the side of comfort, while at the same time we need to look at what changes we can make, we have recommended it be increased two weeks per year up to twenty weeks.

Mr. Brown: La formation, comme nous l'avons indiqué, doit être adaptée aux besoins de la région et c'est fondamental. Il serait futile de former indéfiniment les ingénieurs informaticiens pour notre économie saisonnière. Nous sommes donc favorables à la formation et au perfectionnement de notre population active, mais nous estimons qu'ils doivent répondre aux besoins de la région.

Mr. Proud: C'est le genre de commentaires que l'on entend souvent dans les bureaux de circonscription, en particulier dans cette région du pays: à quoi veut-on former les gens? Je crois que c'est la question-clé. Avons-nous besoin de 10 000 barbiers de plus dans cette région du pays? Il faut que la formation soit adaptée aux besoins.

Par ailleurs, on vous dira que si vous avez une population active qualifiée, cela attirera les industries, mais quelle formation donner?

Je veux être très clair sur ce sujet. Je ne pense pas que le système à deux volets soit acceptable dans cette partie du pays. À l'exception peut-être de l'Association de la construction de l'Île-du-Prince-Édouard, je crois que tout le monde est d'accord là-dessus.

Francis disait que le nombre maximum de semaines devrait être porté à 20 semaines ou un total de 800 heures. Pourriez-vous nous dire comment cela pourrait se faire en-dehors de votre région et combien de temps cela prendrait? Je ne dis pas que je sois contre, je demande simplement quel laps de temps on aurait pour s'adapter.

Mr. Reid: George, nous avons recommandé que cela se fasse sur une période de quatre ans, ce qui représenterait une augmentation de deux semaines par an sur quatre ans pour le secteur de la construction. Ceci en considérant le système de 12 semaines que nous avons actuellement.

Évidemment, c'est une recommandation que nous faisons aujourd'hui. Nous pourrions évidemment modifier cette recommandation, mais nous ne voudrions pas le faire si cela ne nous semble pas nécessaire. Il est très difficile pour nous de prévoir ce qui va se passer d'ici deux, trois ou quatre ans.

Peut-être que nous ne pourrons plus dire les mêmes choses. Toutefois, considérez les renseignements que nous avons pour un certain nombre de gens qui travaillent à l'Île-du-Prince-Édouard. Considérez les chiffres que je vous ai donnés. En moyenne, à l'Île-du-Prince-Édouard, chez les gens de métier, il y en a qui travaillent plus de 20 semaines et d'autres moins. En moyenne, dans le secteur de la construction il y a actuellement à l'Île-du-Prince-Édouard environ 20 semaines de travail.

Afin de ne pas bouleverser les choses, et parce qu'il nous faut en même temps examiner les changements à apporter, nous avons recommandé que le nombre de semaines soit majoré de deux semaines par an jusqu'à un total de 20 semaines.

[Text]

The other option I would like to have your committee explore is at the end of that four-year period there would be an alternative of 800 hours rather than twenty weeks. I will explain that again. A lot of people work forty hours a week. If you multiply that by twenty weeks, it's 800 hours. In the construction industry they can arrive at that in probably less than twenty weeks. They can probably do that if they work fifty hours a week for between fifteen and sixteen weeks.

From our point of view, we would like to see your committee consider the possibility of having an option between weeks worked and hours worked.

Mr. Alcock (Winnipeg South): I'm from Manitoba, and I have to tell you the brain drain is not always one way. You have just recently acquired a very talented theatre manager from my city, Colin Jackson, who's now here at the Confederation Centre. It's our loss.

So we share in these things, although we also lose to Toronto. I particularly like the word "Toronto-ized". I think we have some things in common here.

I'm impressed with the overall tenor of the presentations this morning. We've seen an awful lot in the 136-odd meetings we've had so far on this.

Mrs. Dougan, your suggestion of not making more computer operators but developing more depth of skill in the off-season of tourism to make it a better tourism season the next year is one I have certainly heard Lloyd Axworthy talk about. He's used that example several times. He seems to have either talked to you or heard directly from you on that particular issue.

I'm interested, Mr. Drake and Mr. Brown; does that model apply in your industries? In the off-season, if we recognize people cannot be working because it's truly seasonal work, is there an advantage to helping people build a depth to their skills so that when they go back into that work they're that much more efficient at it?

Mr. Drake: There's no doubt that there are advantages to education in any area. With the fishermen in particular, we've embarked now, as I said in my brief, on the professionalization and certification program, which is in fact a national one. That group is just in the process of being set up right now. The areas where education, upgrading and things like that need to be improved are being looked at now—those particular areas where certification and that sort of thing are in fact required.

Mr. Brown: We believe the off-season is certainly an opportunity to increase the depth in the industry. We have some problems with the way Human Resources now implements programs. The requirement to become a trainee generally means you need to be a UI recipient. But this is an opportune time, and we recognize the changes in the world marketplace.

Mr. Alcock: I don't mean, Mr. Reid, to put the fox among the chickens here, but there's a question on this issue of experience rating and forcing up the number of hours.

[Translation]

L'autre option que j'aimerais que votre comité examine est qu'à la fin de cette période de quatre ans l'alternative serait de 800 heures au lieu de 20 semaines. Je vais vous réexpliquer. Il y a beaucoup de gens qui font des semaines de 40 heures. Si l'on multiplie cela par 20 semaines, cela représente 800 heures. Dans le secteur de la construction, ils peuvent probablement arriver à ce chiffre en moins de 20 semaines. S'ils font des semaines de 50 heures, ils peuvent atteindre ce chiffre en 15 à 16 semaines.

Nous estimons donc que votre comité devrait examiner la possibilité de choisir entre le nombre de semaines de travail et le nombre d'heures de travail.

Mr. Alcock (Winnipeg Sud): Je viens du Manitoba et je dois vous dire que l'exode des cerveaux ne va pas toujours dans le même sens. Vous venez de gagner un directeur de théâtre de grand talent Colin Jackson originaire de ma ville et qui travaille maintenant au Centre de la Confédération. C'est une perte pour nous.

Nous connaissons donc les mêmes problèmes même si nous perdons aussi face à Toronto. J'apprécie en particulier l'expression «Torontisé». Nous avons un certain nombre de points communs.

Je suis très impressionné par la teneur générale des exposés de ce matin. Nous avons entendu énormément de choses à l'occasion des 136 audiences tenues jusqu'ici à ce sujet.

Madame Dougan, vous suggérez que l'on ne continue pas à former indéfiniment des informaticiens et que l'on perfectionne plutôt les gens du secteur du tourisme en période creuse afin que la saison soit meilleure l'année suivante. C'est un sujet dont a certainement parlé Lloyd Axworthy. Il a souvent donné cet exemple. Soit vous en avez parlé ensemble soit vous lui avez fait directement la suggestion.

Je me demande, monsieur Drake et monsieur Brown si cela pourrait s'appliquer à vos secteurs? Au cours de la période creuse, si nous reconnaissions que des gens ne peuvent pas travailler parce que c'est vraiment un travail saisonnier, pourrait-on les aider à accroître leurs compétences de sorte que lorsqu'ils reprendront leur travail, ils seront encore plus efficaces?

M. Drake: Il ne fait aucun doute qu'il est utile de poursuivre la formation dans n'importe quel secteur. En ce qui a trait aux pêcheurs en particulier, nous avons commencé, comme je l'ai dit dans mon exposé, à instaurer un programme de professionnalisation menant à l'obtention d'un certificat, et ce programme est en fait un programme national. Nous sommes en train de mettre ce groupe sur pied. Nous examinons actuellement les domaines dans lesquels la formation ou le perfectionnement pourraient être bénéfiques ces secteurs particuliers dans lesquels un certificat et ce genre de choses sont effectivement requis.

M. Brown: Nous pensons que la période hors saison est certainement le moment où l'on peut, dans ce secteur, se perfectionner. Nous considérons que la façon dont Ressources humaines appliquent actuellement certains programmes présente des difficultés. Habituellement, pour suivre une formation, il faut toucher l'assurance-chômage. Nous pensons toutefois que la période hors saison est le moment d'agir et nous reconnaissions que les marchés internationaux évoluent.

Mr. Alcock: Je ne voudrais pas, monsieur Reid, lâcher le renard dans la basse-cour, mais il y a toute cette question de taux selon les antécédents et d'augmentation du nombre d'heures.

[Texte]

The argument for experience rating, as I understand it, is simply that some industries will adjust to the government programs and in effect will become somewhat less efficient in their planning. They'll become lazy because they have the government program. It will be easy to offload some of their labour costs onto that instead of, as you suggested in your brief, looking for more innovative ways to do the work, like lengthening the workload over the year. That's the strong, positive argument for experience rating.

On the other hand, one of the concerns about experience rating is that in certain industries you may not have that control. In fact, Andy and I were talking about this the other day. If the fishing season is ten weeks, it's ten weeks, and all the experience rating in the world isn't going to affect that. Or is that just a misunderstanding on my part of how the fishing industry works? The farming season in Manitoba is so long you could spread a bit of the work, but you can't spread the picking, you can't spread the processing. All the experience rating in the world isn't going to change the nature of some seasonal work.

[Traduction]

D'après ce que je comprends, on préconise l'établissement de taux selon les antécédents tout simplement parce que certaines industries s'adapteront aux programmes gouvernementaux et finiront par avoir une planification moins efficace. Elles se donneront moins de mal parce qu'elles pourront compter sur le programme gouvernemental. Il leur sera facile de se décharger de certains coûts de main-d'œuvre de cette façon plutôt que, comme vous l'indiquez dans votre mémoire, d'examiner des moyens de travail plus novateurs, comme de répartir la charge de travail sur une période plus longue. C'est le véritablement argument en faveur de l'établissement des taux selon les antécédents.

Par contre, on s'inquiète qu'avec un tel système, dans certaines industries, on ne puisse avoir un tel contrôle. En fait, Andy et moi en parlions l'autre jour. Si la saison de pêche est de dix semaines, elle est dix semaines et le taux en fonction des antécédents ne changera rien à cela. À moins peut-être que je comprenne mal comment fonctionne le secteur des pêches? La saison agricole au Manitoba est tellement longue que l'on pourrait allonger un peu la période d'activité, mais l'on ne peut le faire pour les récoltes et on ne peut le faire pour la transformation. L'établissement de taux en fonction des antécédents ne changera rien à la nature de certains travaux saisonniers.

• 1000

I am wondering if Mr. Drake or Mr. Brown would like to comment.

Mr. Brown: I think the message has to come out loud and clear. The glamour of UI collecting is a past era. It is not something people want any more. When it first came into play, the argument could be made that some people found UI collecting in the wintertime attractive. Ninety per cent of the people who collect UI are there because there is no other source of income. If you go off UI, you go on to welfare. This idea that people are collecting UI and avoiding work...

Now, there are problems in the system we feel should be worked out. I can cite a personal case in my own worker whom I laid off last week. I may have been able to keep that person on for another three or four weeks, but it would have meant the next three or four weeks, including the holidays and everything coming up, would have been very small weeks that he would receive. So therefore his overall claim would be reduced.

It would be unfair for me to ask that person, who has to provide for his well-being, to go through those next four weeks and then to be laid off. So employers adapt, people adapt to the situation, but it is—the UI system can be changed and corrected, but we have to have the will to do it and ask the people who are the beneficiaries of it how we can do it.

Mr. Reid: I would like to respond to the member's question. I would like to state that I did not mention experience rating. What I was talking about was the specific entrance requirement. Either it could be up to 20 weeks or it could be used on accumulation of hours. I was not talking—and maybe we have a different opinion of what experience rating was, but I certainly wasn't talking about what I consider to be experience rating.

Je me demande si M. Drake ou M. Brown voudraient dire quelque chose à ce sujet.

M. Brown: Disons les choses très clairement. Il n'y a plus rien de séduisant à percevoir l'assurance-chômage. Les gens n'en veulent plus. Au début, on disait que certains trouvaient très agréable de percevoir l'assurance-chômage durant l'hiver. Quatre-vingt-dix pour cent des gens qui perçoivent l'assurance-chômage le font parce qu'ils n'ont pas d'autres sources de revenus. S'ils ne touchent plus l'assurance-chômage, ils doivent avoir recours à l'assistance sociale. Dire que les gens perçoivent l'assurance-chômage pour éviter de travailler...

Évidemment, il y a des problèmes qui doivent être réglés dans ce système. Je puis citer le cas personnel d'un employé que j'ai mis à pied la semaine dernière. J'aurais peut-être pu garder cette personne trois ou quatre semaines de plus, mais cela aurait signifié que les trois ou quatre semaines suivantes, avec les Fêtes, etc., auraient été très courtes. Cela aurait en fait diminué ses droits.

Il aurait été injuste de ma part de demander à cette personne, qui doit subvenir à ses besoins, de continuer à travailler pendant quatre semaines avant d'être licenciée. Les employeurs s'adaptent donc, les gens s'adaptent aux situations, mais le régime d'assurance-chômage peut être modifié et amélioré à condition que nous ayons la volonté de le faire et que nous demandions aux gens qui en bénéficient comment on peut l'améliorer.

M. Reid: J'aimerais répondre à la question du député. J'insiste sur le fait que je n'ai pas parlé de l'établissement de taux selon les antécédents. Je parlais des conditions précises imposées pour bénéficier de prestations. Soit la formule 20 semaines au maximum, soit un certain nombre d'heures. Je ne parlais pas—et nous avons peut-être un avis différent sur ce que signifie l'établissement de taux selon les antécédents, mais je ne parlais certainement pas de ce que j'entends moi par établissement de taux selon les antécédents.

[Text]

[Translation]

The point I want to make is that training, whatever it is and whenever it is, must be made for a specific, definite need that can be demonstrated and can be of benefit at the end of the training. In other words, it should be measured by who and how many get jobs at the end of that training. Don't have training just for the sake of training.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Reid.

I am going to have to give Mr. McCormick his chance and move on because we are quite behind our schedule.

Mr. McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox and Addington): Mr. Chairman, my short question is to Mr. Brown. I was going to say the OFA, but it is not the Ontario Federation of Agriculture. At the moment, we are on this great island.

You mentioned an interesting thing to me with my small business background. You were talking about the possibility of providing training dollars to employers that could result in more jobs. We do recognize, and I do believe, that small business is where the jobs are going to come from. Could I hear a little more on that, please?

Mr. Brown: The thing is that there are lots of small employers, and farmers are all small employers. We generally operate outside of the UI system. We have no access to any training funds because we are incorporated, and while we pay in for our workers, we have no opportunity to get anything out of it.

In this changing marketplace, it's fundamental that we keep our small businesses viable, using and upgrading our skills constantly and the total emphasis of Human Resources Canada going toward training the unemployed. If we can receive proper training—Mr. Dingwall announced just last week at the ACOA conference that it is maybe no longer necessary to spend money on regional development. I would argue with that, but at the same time, I would also say that if we can build up that pool of employers, their own human resources, we can do a lot in creating longer-term jobs, more processing stuff on our own small enterprises.

The Chairman: Thanks, Mr. McCormick. I would like—

Mr. Laughlin: Mr. Chairman, I have just a quick comment. The training should be separate from the UI fund.

• 1005

The Chairman: Thank you very much. I would like to thank our witnesses for their presentations and for their forthright answers to the questions of the committee members.

Obviously we could extend this conversation for much longer, but we have many other witnesses and we're already somewhat behind in our schedule. So I'm going to have to cut the discussion there, but I want to thank you once again for your interest in our process.

Ce que je veux dire c'est que la formation, quelle soit sa nature et le moment où elle est donnée, doit correspondre à un besoin précis et évident, et doit pouvoir servir. Autrement dit, elle doit être évaluée en fonction du nombre d'emplois qu'elle permet d'obtenir. Ne faites pas de la formation uniquement pour faire de la formation.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Reid.

Je vais devoir donner la parole à M. McCormick avant d'interrompre cet échange car nous sommes assez en retard sur notre horaire.

M. McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox et Addington): Monsieur le président, ma question est courte et s'adresse à M. Brown. J'allais parler de la FOA mais ce n'est pas la Fédération ontarienne de l'agriculture. Pour le moment, nous sommes dans cette île magnifique.

Vous avez mentionné quelque chose d'intéressant pour moi qui vient du monde des PME. Vous parlez de la possibilité d'offrir des budgets de formation aux employeurs afin de créer davantage d'emplois. Nous reconnaissions, et je crois effectivement, que c'est dans la petite entreprise que l'on va créer des emplois. Pourriez-vous en dire un peu plus à ce sujet?

M. Brown: Le fait est qu'il y a beaucoup de petites entreprises et que les agriculteurs sont des petits employeurs. Nous fonctionnons en général en dehors du régime de l'assurance-chômage. Nous n'avons pas accès à des budgets de formation parce que nous sommes constitués en sociétés, et bien que nous cotisions pour les personnes que nous employons, nous n'avons aucune possibilité d'en tirer quoi que ce soit.

Or nous savons que le marché évolue et que nous devons constamment utiliser et perfectionner nos compétences si nous voulons maintenir en activité ces petites entreprises. Or Ressources humaines Canada ne s'intéresse qu'à la formation des chômeurs. Si nous pouvons obtenir une bonne formation—M. Dingwall déclarait encore la semaine dernière à la Conférence de l'agence de promotion économique du Canada Atlantique qu'il n'était peut-être plus nécessaire de consacrer des budgets à l'expansion régionale. Je ne suis pas d'accord mais, d'un autre côté, je dirais que si nous pouvions développer ce groupe d'employeurs, avec leurs propres ressources humaines, cela serait très important pour créer des emplois à plus long terme et pour multiplier les activités de transformation de nos propres petites entreprises.

Le président: Merci, monsieur McCormick. Je tiens...

M. Laughlin: Monsieur le président, je voudrais simplement faire une petite observation. La formation devrait être indépendante de l'assurance-chômage.

Le président: Merci beaucoup. Je tiens à remercier nos témoins de leurs exposés et de la façon très directe dont ils ont bien voulu répondre aux questions des membres du comité.

Il est évident que nous pourrions poursuivre cette conversation indéfiniment mais nous devrons entendre beaucoup d'autres témoins et nous sommes déjà en peu en retard sur notre horaire. Je vais donc devoir interrompre la discussion mais je tiens à vous remercier encore de l'intérêt que vous avez manifesté pour l'examen que nous avons entrepris.

[Texte]

Our next witnesses are from the Greater Summerside Chamber of Commerce and the Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce. I'd like to welcome them this morning.

We have approximately half an hour to consider your testimony, including questions from the committee members. I presume you both have a presentation. In fact, I see it here. If you could keep your opening remarks relatively brief, that will allow us a chance to ask some questions, but I'll leave that to you. How about the Summerside Chamber of Commerce? First order? Oh, by all means.

Mr. Larry Bertrand (Director of Education, Greater Summerside Chamber of Commerce): Capital city, Mr. Chairman.

The Chairman: Capital city. They're exercising their privileges.

Fine. You may begin, Mr. MacKinnon.

Mr. Harvey MacKinnon (General Manager, Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce): Thank you, Mr. Chairman. I'm Harvey MacKinnon, the general manager of the Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce. Today our presentation will be made by Cathy Rose, who is the treasurer of our chamber. Due to the fact our president had another pressing appointment, he wasn't able to stay for this presentation.

I'd also like to note we surveyed our members with a questionnaire. We received 130 responses from a total of just over 900 sent out. So we felt the response was reasonably good.

Now, Mr. Chairman, I'll call on Cathy Rose, who will make the presentation on behalf of the Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce.

Ms Cathy Rose (Treasurer, Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce): Thank you, Harvey.

The Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce welcomes the opportunity to make this presentation to the Standing Committee on Human Resources Development.

The chamber believes the basic concept of the UI program is still valid, i.e., an insurance for employees to cover a period of unemployment. However, the chamber believes the introduction of certain reforms would improve the effectiveness, reduce the cost and increase employment.

One of the recommendations is that there should not be disincentives for those who work on UI to work part-time or casually. A person on welfare or UI who works part-time or casually should be better off than by not working and collecting either welfare or UI.

We believe a graduated system with a cut-off threshold would result in achieving this end. The chamber would like to see proper enforcement to reduce abuses to minimal levels. Incidentally, the chamber also supports such enforcement to reduce the underground economy.

[Traduction]

Nos prochains témoins représentent la Chambre de commerce de l'agglomération de Summerside et la Chambre de commerce de l'agglomération de Charlottetown. Je vous souhaite la bienvenue.

Nous avons environ une demi-heure pour vous entendre et vous interroger. Je suppose que vous avez l'un et l'autre une déclaration à faire. Je l'ai d'ailleurs sous les yeux. Si vous pouviez ne pas prendre trop de temps pour votre déclaration nous aurions davantage le loisir de vous interroger, mais je vous laisse libre de décider ce que vous préférez. Voulez-vous que nous commençons par la Chambre de commerce de Summerside? Par qui préférez-vous commencer? Certainement.

M. Larry Bertrand (directeur de l'Éducation, Chambre de commerce de l'agglomération de Summerside): La capitale, monsieur le président.

Le président: La capitale. La capitale a ses priviléges.

D'accord, vous pouvez commencer, monsieur MacKinnon.

M. Harvey MacKinnon (directeur général, Chambre de commerce de l'agglomération de Charlottetown): Merci, monsieur le président. Je m'appelle Harvey MacKinnon et je suis le directeur général de la Chambre de commerce de l'agglomération de Charlottetown. Notre exposé sera présenté aujourd'hui par Cathy Rose qui est notre trésorière. Notre président ayant un autre rendez-vous urgent, il n'a pu rester pour cet exposé.

Je vous signalerais d'autre part que nous avons effectué un sondage chez nos membres, sous forme de questionnaire. Nous avons reçu 130 réponses sur un total de 900 questionnaires envoyés. Nous pensons donc que c'est un résultat assez bon.

Je demanderai donc à Cathy Rose de présenter la position de la Chambre de commerce de l'agglomération de Charlottetown.

Mme Cathy Rose (trésorière, Chambre de commerce de l'agglomération de Charlottetown): Merci, Harvey.

La Chambre de commerce de l'agglomération de Charlottetown est heureuse d'avoir l'occasion de présenter sa position au comité permanent du Développement des Ressources humaines.

Elle estime que le concept fondamental du programme d'assurance-chômage demeure valide, à savoir d'assurer les employés qui traversent une période de chômage. Toutefois, la Chambre estime qu'un certain nombre de réformes permettraient d'améliorer l'efficacité de ce programme, d'en réduire les coûts et d'augmenter l'emploi.

Une de nos recommandations est que l'on devrait pas décourager les prestataires de l'assurance-chômage d'essayer de trouver un emploi à temps partiel ou occasionnel. Une personne qui est assistée sociale ou qui touche l'assurance-chômage et travaille à temps partiel ou de façon occasionnelle devrait se trouver dans une meilleure situation qui si elle ne travaillait pas et percevait des prestations d'assistance sociale ou d'assurance-chômage.

Nous estimons qu'un système progressif avec un seuil de coupure permettrait d'atteindre cet objectif. La Chambre aimerait que l'on se montre plus strict afin de réduire au maximum les abus. La Chambre estime d'autre part que cela permettrait de réduire l'économie clandestine.

[Text]

We also believe those with an annual family income above a certain level should not receive UI benefits.

The core industries of Prince Edward Island—namely, fishing, agriculture and tourism—are seasonal in nature. Not only are these three industries seasonal, but their seasons are essentially concurrent. Any reform should not restrict the local supply of labour to these industries. Such reforms, of course, should be phased in.

[Translation]

Nous croyons également que ceux dont le revenu annuel familial dépasse un certain niveau ne devraient pas toucher des prestations d'assurance-chômage.

Les principales industries de l'Île-du-Prince-Édouard—à savoir la pêche, l'agriculture et le tourisme—sont des industries saisonnières par leur nature. Non seulement ces trois industries sont-elles saisonnières mais leurs saisons tombent essentiellement au même moment. Aucune réforme ne devrait mener à limiter le personnel disponible localement pour ces industries. Les réformes devraient, naturellement, être mises en œuvre progressivement.

• 1010

While supporting the concept of training—and this was brought up earlier—training in a geographical area of high unemployment is not useful unless there are unfilled vacancies in that area. So we don't believe in training for training's sake.

A more useful approach is to put efforts into increasing economic growth in these areas. The chamber believes that the way to promote economic growth is to assist the private sector by reducing the government burden on that sector, in particular the small business sector. This government burden comprises both bureaucratic and financial burdens. Registrations, licences, and practices of government prevent many businesses from starting and take the owners' and managers' energy away from helping the business grow to dealing with the bureaucratic labyrinth. The financial burden, in particular the high level of taxes and fees, is severely restricting the growth of business. So we believe that the best solution to social reform is to free up businesses to grow and therefore create jobs, to have the industry pulling it instead of pushing it.

Si nous sommes favorables à l'idée de formation—and l'on en a déjà parlé tout à l'heure—nous estimons que la formation dans une région à fort taux de chômage ne peut être utile que s'il y a des postes à pourvoir dans la région en question. Nous ne croyons donc pas à la formation pour la formation.

Un système plus utile est de concentrer ses efforts à favoriser la croissance économique de ces régions. La Chambre estime que la façon de favoriser la croissance économique est d'aider le secteur privé en diminuant les charges qu'impose le gouvernement à ce secteur, en particulier au secteur de la petite entreprise. Ce fardeau est à la fois administratif et financier. Les inscriptions, permis et pratiques gouvernementales empêchent beaucoup d'entreprises de démarrer et gaspillent l'énergie des propriétaires et cadres qui se débattent dans des labyrinthes administratifs alors qu'ils pourraient contribuer à la croissance de l'économie. Le fardeau financier, en particulier les impôts et droits très élevés, limite sérieusement la croissance des entreprises. Nous estimons donc que la meilleure solution à la réforme sociale serait de libérer les entreprises, de leur permettre de se développer et donc de créer des emplois, de permettre à l'industrie d' entraîner la réforme sociale plutôt que de la supporter.

Bref, la Chambre estime premièrement que le concept de l'assurance-chômage est injuste; deuxièmement, qu'aucun changement ne doit défavoriser les industries saisonnières; troisièmement, que le système doit être appliqué plus strictement afin de réduire les abus; quatrièmement, qu'il faut éliminer les éléments dissuasifs liés au travail à temps partiel; cinquièmement, que le fardeau des entreprises devrait être allégé afin de leur permettre de créer des emplois.

Le président: Merci beaucoup, madame Rose.

Je passerai maintenant à la Chambre de commerce de l'agglomération de Summerside, M. Bertrand.

M. Bertrand: Merci, monsieur le président. La Chambre de commerce de l'agglomération de Summerside est très heureuse de cette occasion de comparaître devant le Comité permanent du développement des ressources humaines. Nous sommes particulièrement reconnaissants à M. Axworthy de nous avoir invités à présenter notre point de vue soit à titre personnel soit, comme dans ce cas, au nom de la Chambre.

Notre mémoire est assez long et, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, monsieur le président, je me contenterai d'en souligner certains points. Je n'ai pas du tout l'intention de le lire en entier.

The Chairman: Thank you very much, Ms Rose.

I'll now turn to the Greater Summerside Chamber of Commerce, Mr. Bertrand.

Mr. Bertrand: Thank you, Mr. Chairman. The Greater Summerside Chamber of Commerce certainly welcomes this opportunity to appear before the parliamentary Standing Committee on Human Resources Development. We're particularly appreciative of Mr. Axworthy's invitation for us to appear and present our views either individually or, as in this case, as the chamber.

Our brief is fairly lengthy, Mr. Chairman, so with your permission I'll just highlight certain points. I certainly don't intend to read it all.

[Texte]

The Greater Summerside Chamber of Commerce is pleased to respond to Mr. Axworthy's invitation by way of this brief. The status quo regarding our social programs is indeed not good enough. In a spirit of typically Canadian goodwill, we can certainly do much better in providing a safety net for Canadians who need social assistance from our federal and provincial governments.

To us, in approving these programs the principal objective of keeping their present job or getting and keeping a new and hopefully better one must be placed on Canadians.

We have five points, Mr. Chairman, that we suggest our federal government accept as articles of faith.

Number one is self-reliance. We must rely more on our own efforts to ensure our economic well-being and stop depending so heavily on governments, plural, to solve problems that are all too often of our own making.

Number two is doing more with less. Frugality should become the watchword of Canadians in their expectation of how social programs are to be managed. Less costly programs are not necessarily any less effective.

Number three is community decision-making. Employment development and social programs should be flexible enough so that as many decisions on their delivery as practical are made at the community level. This is where informed local advice can provide guidance in determining what approaches are likely to be successful in the end.

Number four is taking a business approach. The same hard-nosed approach taken by business in controlling costs and streamlining procedures while providing better service should also be taken by all employment development and social program officials and staff.

We quote an article entitled "The Red-tape Revolution" in *Canadian Productivity* magazine of November 1994, that these officials just named should look to "vastly improving productivity by harnessing new technology and injecting private-sector attitudes and techniques into the public service."

The fifth article of faith—we put that in quotation marks, Mr. Chairman, and don't mean anything sacrilegious by it—is privatization of employment development and social programs. Private businessmen and women should be given the opportunity to deliver some employment development and social programs as long as they can do so as competently or more competently and more affordably. To have a reasonable chance of success in doing this, they must have a level playing field. They must be granted fair access to delivering these programs and must not be discriminated against in favour of public sector entities.

[Traduction]

La Chambre de commerce de l'agglomération de Summerside est heureuse de répondre à l'invitation de M. Axworthy en présentant ce mémoire. En effet, le statu quo ne convient plus en ce qui concerne nos programmes sociaux. Nous pourrions certainement, en faisant preuve de bonne volonté, comme savent le faire les Canadiens, permettre aux gouvernements fédéral et provinciaux d'offrir aux Canadiens qui ont besoin d'assistance sociale un filet de sécurité beaucoup plus efficace.

Il nous semble que pour qu'ils approuvent ces programmes, le principal objectif pour les Canadiens sera pour eux de conserver leur emploi actuel ou d'en trouver un et de le garder.

Il y a cinq points, monsieur le président, qu'à notre avis le gouvernement fédéral devrait accepter comme article de foi.

Premièrement, l'indépendance. Nous devons davantage compter sur nos propres efforts pour garantir notre sécurité économique et cesser de nous en remettre tant au gouvernement, quel qu'il soit, pour régler des problèmes dont, trop souvent, nous sommes nous-mêmes responsables.

Deuxièmement, il faut faire plus avec moins. La frugalité doit devenir le mot d'ordre pour les Canadiens, en matière de gestion des programmes sociaux. Les programmes moins coûteux ne sont pas nécessairement moins efficaces.

Troisièmement, les décisions doivent être prises localement. Le développement de l'emploi et des programmes sociaux devrait être suffisamment souple pour que le plus grand nombre possible de décisions concernant leur application soient prises au niveau local. C'est à ce niveau que l'on pourra avoir des avis pertinents pour aider à déterminer quels sont les systèmes qui risquent finalement de marcher.

Quatrièmement, gérer les programmes comme une entreprise commerciale. Tout comme les entreprises doivent contrôler leurs coûts et simplifier leurs méthodes tout en offrant un meilleur service, les responsables du développement de l'emploi et des programmes sociaux doivent adopter des systèmes plus économiques et plus efficaces.

Nous citons un article de la revue *Canadian Productivity* de novembre 1994 intitulé «The Red-tape Revolution» selon laquelle ces fonctionnaires qui viennent d'être nommés devraient s'efforcer d'améliorer considérablement la productivité en utilisant les nouvelles technologies et en adoptant les attitudes et les techniques du secteur privé.

Le cinquième article de foi—entre guillemets, monsieur le président, nous ne voulons surtout pas faire de sacrilège—est la privatisation du développement de l'emploi et des programmes sociaux. Les milieux d'affaires privés devraient avoir la possibilité d'assumer la responsabilité du développement de l'emploi et de certains programmes sociaux à condition qu'ils puissent le faire de façon aussi compétente, sinon plus, et plus économiquement que le secteur public. Pour que les chances de succès soient raisonnables, il faut que les conditions soient les mêmes pour tous. Ils doivent pouvoir offrir ces programmes sans être victimes d'une discrimination en faveur des instances du secteur public.

[Text]

[Translation]

• 1015

We'd like to turn now to employment insurance, Mr. Chairman. We believe unemployment insurance should become employment insurance. Employment insurance in many ways should function like insurance purchased in the private sector, especially with regard to the number and size of claims being directly related to the cost of premiums and eligible benefits.

With regard to Prince Edward Island, I think we can probably all remember our economics 101 and 102 courses, and the figures I'm aware of are that in Prince Edward Island we pay in \$65 million to the UI fund and we take out \$200 million and some. It just boggles the mind when we consider that figure.

On the other hand, if that were to change overnight, it would be a terrible—and too sudden, in our opinion—withdrawal from our economy. We feel very strongly that the changes should be phased in over a five-year period. With further detail on that, Mr. Chairman, I guess we're suggesting that the goalposts toward that five years be very clearly identified so we can plan accordingly.

Regarding training for employed workers, we think it's grossly unfair that most developmental use of unemployment insurance funding seems likely to go toward training unemployed workers. There's often an admirable desire by employed workers to upgrade their skills to secure better employment, to pull themselves up by their bootstraps. Aside from personal ambition considerations, this upgrading of skills materially contributes to training a better workforce for Canada.

We also believe that employed workers are not presently treated fairly in other important respects. We were pleased to note that in an address in the House of Commons on October 7, 1994, the parliamentary secretary to the Minister of Human Resources Development, who I believe is a member of this committee—

The Chairman: Here he is right here.

Mr. Bevilacqua (York North): A distinguished member, I might add.

Mr. Bertrand: We quote you, sir.

A young man writes about his pride in staying off UI by taking short-term jobs and his desire to improve his prospects through training, training that he can't afford unless he quits working and gets UI benefits. We empathize with that young man.

On a related note, we are concerned as to why people advised of an upcoming lay-off now have to wait until unemployment actually strikes before they can even get on a training waiting list. Arguably, employed workers can be shown to have contributed more and for longer to the UI fund than have unemployed workers. Accordingly, they could reasonably contend, as indeed do we, that they are entitled to at the very least a share of DUUI funds to be devoted to training—not necessarily the greater portion, but some.

Nous aimerais maintenant passer à l'assurance-chômage, monsieur le président. Nous estimons que l'assurance-chômage devrait devenir une assurance-emploi. L'assurance-emploi, à bien des égards, devrait fonctionner comme une assurance achetée dans le secteur privé, surtout en ce qui concerne la relation entre le coût des primes et les prestations admissibles, et la fréquence et l'importance des demandes de prestation.

Pour ce qui est de l'Île-du-Prince-Édouard, nous nous rappelons tous probablement nos cours d'économie 101 et 102, et je sais qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, nous payons 65 millions de dollars à la caisse d'assurance-chômage et que nous en retirons plus de 200 millions. C'est absolument ahurissant.

Par ailleurs, si cela devait changer du jour au lendemain, ce serait absolument catastrophique — et à notre avis trop soudain, pour notre économie. Nous estimons que les changements doivent être apportés progressivement sur une période de cinq ans. Nous disons en fait, monsieur le président, que les différentes étapes au cours de ces cinq ans doivent être clairement indiquées afin que nous puissions planifier les choses en conséquence.

Quant à la formation des travailleurs-employés, nous pensons qu'il est tout à fait injuste que la plupart des fonds de l'assurance-chômage utilisés au perfectionnement soient destinés à la formation des travailleurs au chômage. Souvent, les travailleurs-employés souhaitent améliorer leurs compétences afin d'obtenir un meilleur emploi et de faire le nécessaire pour avancer. Admirable désir de leur part. Indépendamment des considérations d'ambition personnelle, cette amélioration des compétences contribue beaucoup au perfectionnement de la population active du Canada.

Nous croyons d'autre part que les travailleurs-employés ne sont pas actuellement traités équitablement à d'autres égards. Nous avons été satisfaits de constater que dans un discours à la Chambre des communes le 7 octobre 1994, le secrétaire parlementaire du ministre du Développement des ressources humaines, qui, si je ne m'abuse, est membre de ce comité... .

Le président: Il est ici.

M. Bevilacqua (York-Nord): Un membre distingué, vous me permettrez d'ajouter.

M. Bertrand: Nous vous citons, monsieur.

Un jeune homme nous écrit pour dire combien il est fier d'éviter d'avoir recours à l'assurance-chômage, en acceptant des emplois à court terme, et qu'il souhaite améliorer ses chances en se perfectionnant mais qu'il ne peut se permettre de suivre des cours sans cesser de travailler et toucher des prestations d'assurance-chômage. Nous comprenons le dilemme de ce jeune homme.

Dans ce même contexte, nous nous demandons pourquoi les gens à qui l'on annonce un prochain licenciement doivent attendre de se retrouver au chômage avant de pouvoir être inscrit à une liste d'attente en vue d'une formation. Il est certain que les travailleurs-employés ont contribué davantage et plus longtemps à la caisse d'assurance-chômage que les chômeurs. Aussi, ils peuvent raisonnablement prétendre, comme nous le faisons, qu'ils ont droit à tout le moins à une partie des fonds de l'assurance-chômage pour leur formation—sans que ce soit nécessairement la part du lion.

[Texte]

Both employed and unemployed workers pay into the UI fund. In return employed workers only receive protection against income loss if and when they become unemployed. On the other hand, unemployed workers are to receive income support as well as training and various other forms of assistance. This is also unfair.

We'd like to talk now about what we call an improved student loan program, Mr. Chairman. We favour an extension of student loans for younger and older adults wishing to benefit from post-secondary education. We are not overly concerned that this will inevitably result in students being forced to assume an unacceptably high student loan and debt.

There is a limit to what they can or are willing to pay for a college or university education. If college and university costs become too high, it will quickly occur to students and parents alike that there will be no worthwhile return on their financial investment. So that students will continue to attend, colleges and universities, like the whole of the public sector, will have to become more cost-effective in providing their services. If they do not, they run the serious risk of pricing themselves out of the market.

I guess we're suggesting, Mr. Chairman, that colleges and universities face the marketplace. We don't understand why they should protect it against the reform of the public service. They are part of the public service and the same reforms and processes should apply to them. Improved student loans should be income-contingent and they should be repayable only after a student enters the workforce.

I think we feel, Mr. Chairman, that from time to time Canadians are faced with a problem so serious that its solution calls for a cooperative, constructive, non-partisan approach by its federal and provincial leaders. Reform of our social security programs too long delayed is obviously one such problem. The non-partisan cooperation that led to the success of the recent Team Canada trade mission to the People's Republic of China could be used as a model for this approach.

[Traduction]

Les travailleurs-employés et les chômeurs contribuent tous les deux à la caisse d'assurance-chômage. En échange, les travailleurs-employés ne reçoivent de protection contre une perte de revenu que lorsqu'ils sont au chômage. Par contre, les travailleurs au chômage reçoivent un revenu de soutien, une formation et diverses autres formes d'assistance. Ceci est également injuste.

Nous aimerais maintenant parler de ce que nous appelons un programme de prêt étudiant amélioré. Nous sommes favorables au développement des prêts étudiants pour les jeunes et pour les adultes plus âgés qui souhaitent des études post-secondaires. Le fait que cela oblige inévitablement les étudiants à assumer une dette déraisonnablement élevée ne nous inquiète pas outre mesure.

Il y a des limites à ce que l'on peut payer ou à ce que l'on est prêt à payer pour des études au collège ou à l'université. Si les frais deviennent trop élevés, les étudiants et leurs parents s'apercevront rapidement que ce genre d'investissement financier n'est pas rentable. Pour que les étudiants continuent de suivre de telles études, les collèges et les universités, comme l'ensemble du secteur public, devront offrir leurs services de façon plus économique. Sinon, ils courrent le gros risque de perdre leur clientèle.

Nous pensons donc, monsieur le président, que les collèges et les universités doivent tenir compte du marché. Nous ne comprenons pas pourquoi il faudrait les protéger contre la réforme de la fonction publique. Ils font partie de la fonction publique et les mêmes réformes et méthodes doivent s'appliquer à eux. À une amélioration des prêts étudiants devrait correspondre un système de remboursement en fonction du revenu, et ces prêts ne devraient être remboursable lorsque les étudiants entrent dans le marché du travail.

Je crois, monsieur le président, que de temps en temps, les Canadiens font face à un problème si grave que leurs dirigeants fédéraux et provinciaux doivent coopérer à l'élaboration d'une solution constructive et non-partisane. Un problème évident de cet ordre, c'est la réforme des programmes de sécurité sociale qui tarde depuis trop longtemps. Le genre de collaboration non partisane qui a donné lieu au succès de la récente mission commerciale de l'Équipe Canada en République Populaire de Chine pourrait servir de modèle à cette approche.

• 1020

As to our responsibilities as individual Canadians in reforming our social security system, we sense what will be required is for us all to put our shoulders to the wheel and work hard to find ways to make the best possible use of programs that unavoidably must be smaller and more affordable.

The Summerside area has become well-known for the strength, breadth and cohesiveness of its various volunteer-led non-partisan efforts. We have a tendency to look first to our own efforts in meeting a challenge and then to ask our governments to play a supporting role. This is evidenced by our success with regard to CFB Summerside being replaced by the Summerside Tax Centre, by last summer's successful hosting of the 1994 ISC World Senior Softball Championships and by the establishment of the Rotary Regional Library.

Quant à nos responsabilités individuelles de Canadiens dans la réforme de notre système de sécurité sociale, nous avons l'impression que nous devrons tous nous y mettre et travailler avec diligence pour trouver des moyens de faire la meilleure utilisation possible de programmes qui inévitablement devront être plus modestes et moins coûteux.

La force, l'étendue et la cohésion des efforts divers fournis par des bénévoles non partisans ont fait connaître la région de Summerside. Nous avons tendance à compter plutôt sur nos propres efforts afin de faire face à un défi et ensuite, à demander à nos gouvernements de nous appuyer. Nous avons la preuve de notre succès dans le remplacement de la base des Forces canadiennes à Summerside par le Centre fiscal de Summerside et par le succès, l'été dernier, de la tenue des championnats mondiaux de balle molle de 1994, sans oublier la création de la bibliothèque régionale du Rotary.

[Text]

We stand prepared to cooperate with federal and provincial officials in an effort to enlist a concerted volunteer effort whose objective would be to see that reformed employment development and social assistance programs continue to ensure a minimum standard of living for each of our residents.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Bertrand, for those opening remarks.

I'll begin the questioning this time with the Reform Party. I invite Mr. Breitkreuz to lead off a short period of questions. We'll try to limit it to four minutes.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you, Mr. Chairman. I probably won't get all my questions in, then.

Are the results of the questions you had on the survey you took available to this committee? I don't think your report contains all the information that would have been coming to you as a result of that survey.

Mr. MacKinnon: They could be made available. I don't have them here. I can identify what the questions were, if that would be helpful.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): We appreciate very much that you went to the trouble of surveying a large group of people, and I think the results of that could be very helpful. Any information we can get from the general public and not just from certain groups that are privileged to appear before this committee is very helpful. I would like to request that information.

Could you elaborate on your idea of the privatization of employment development and social programs? That's a very interesting concept and one that probably hasn't been addressed very much in this committee. Could you explain, basically, the advantages of that and how it would work?

Mr. Bertrand: It comes up again elsewhere, sir, in our brief—and we have to concern ourselves with the subjects we're most familiar with—in regard to a Canada Employment Centre, for example.

Perhaps a testing and assessment service done by outside professionals could lead to a better informed decision as to who's learning-ready so that the taxpayers' money is not being spent on students for whom, as charitably as we can put it, there is no reasonable hope of success in their trying to reach their career goal. The testing comes in, and the counselling, too, because the career goal might be overly ambitious.

That's the kind of thing we have in mind in terms of privatization, but we certainly see it as complementing the services already provided by Canada Employment Centre counsellors.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Would there be savings to be made in that area and an improvement in the delivery of the services?

Mr. Bertrand: The savings in that regard would be not spending the money less effectively, let's put it that way.

I have one other thing to say in that regard. If a Canada Employment Centre counsellor is asked to rule on any one of a number of issues, for example, I think sometimes the expectations we have of them are unreasonable. They simply

[Translation]

Nous sommes disposés à collaborer avec les fonctionnaires fédéraux et provinciaux afin de mobiliser les efforts de bénévoles dans le but d'assurer que la réforme des programmes d'emploi et d'assistance sociale permettra de maintenir un niveau de vie minimum pour chacun de nos résidents.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Bertrand, de cette introduction.

Nous allons commencer par les représentants du Parti réformiste. J'invite M. Breitkreuz à commencer une courte période de questions. Nous allons tenter de nous limiter à quatre minutes.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci, monsieur le président. Je n'arriverai probablement pas à poser toutes mes questions.

Pourriez-vous fournir au Comité le résultat du sondage que vous avez effectué? Je ne pense pas que vous ayez inclus toutes les informations possibles résultant du sondage.

Mr. MacKinnon: Nous pourrions vous les fournir, mais je ne les ai pas ici. Mais je peux vous dire quelles étaient les questions, si vous le pensez utile.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Nous vous sommes très reconnaissants de vous être donné la peine de faire un sondage auprès d'un aussi grand nombre de répondants et je pense que les résultats pourraient être très utiles. Toute information que nous pouvons obtenir du grand public et non pas uniquement de certains groupes privilégiés qui comparaissent devant le Comité nous aide beaucoup. J'aimerais donc vous demander ces informations.

Pourriez-vous nous en dire plus long en ce qui concerne votre idée de privatiser les programmes d'emploi et les programmes sociaux? C'est une idée très intéressante sur laquelle le Comité ne s'est peut-être pas beaucoup arrêté. Pourriez-vous nous expliquer essentiellement quels en seraient les avantages et le fonctionnement?

Mr. Bertrand: Il en est question ailleurs, monsieur, dans notre mémoire—and nous devons nous en tenir aux sujets que nous connaissons le mieux — par exemple le Centre d'Emploi du Canada.

Peut-être pourrait-on faire appel à des professionnels de l'extérieur pour évaluer les étudiants dans le but de prendre des décisions mieux fondées sur qui est apte à apprendre, pour que l'argent du contribuable ne servent pas à former des étudiants qui, le moins qu'on puisse dire sans être méchants, n'ont aucune chance d'atteindre leurs objectifs de carrière. Il faut évaluer et orienter les étudiants aussi car il se peut que leurs objectifs de carrière soient trop ambitieux.

Voilà ce à quoi nous songions à parlant de privatisation, comme complément aux services déjà fournis par les conseillers des Centres d'Emploi du Canada.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Y a-t-il des économies à réaliser dans ce domaine et peut-on espérer améliorer la prestation des services?

Mr. Bertrand: Disons simplement qu'on réalisera des économies en ne gaspillant pas d'argent à mauvais escient.

J'aimerais dire autre chose à ce sujet. On demande aux conseillers des Centres d'Emploi du Canada de se prononcer sur toutes sortes de questions et je pense que, dans certains cas, ce n'est pas raisonnable de le faire. On ne peut tout simplement

[Texte]

can't reasonably be expected to have all the professional expertise to make some of the decisions they do. They do already contract out some services for that simple reason. We're suggesting that they continue to do what they're already doing well, but there would be further cost savings if they contracted out more.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I'm going to ask you the same question I asked the previous group. I don't know if you were here, but it was met with general silence by most of the group. Do you think unemployment insurance is a disincentive for employers and employees to solve the seasonal unemployment dilemma that exists right across this country?

[Traduction]

pas s'attendre à ce qu'ils possèdent la compétence professionnelle pour prendre toutes les décisions qu'ils sont appelés à prendre. C'est justement pour cette raison que certains services sont donnés à contrat. Nous proposons de les laisser continuer à faire ce qu'ils font déjà bien, mais il y aurait peut-être d'autres économies à réaliser en donnant un plus grand nombre de services à contrat.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je vais vous poser la même question qu'au groupe précédent. Je ne sais si vous étiez ici, mais la plupart des membres de ce groupe ont accueilli ma question pas un silence général. Pensez-vous que l'assurance-chômage constitue pour les employeurs et les employés un obstacle qui empêche de résoudre le dilemme du chômage saisonnier qui existe dans tout le pays?

• 1025

Mr. Bertrand: Coming back to other points in our brief, one of the questions that troubles me about the whole issue of seasonal workers... We certainly applaud Mr. Axworthy for appointing a group, and I guess we'll probably be happy that an Islander is on it.

But the question that occurs to us with regard to seasonal workers is, is there no work because there does not have to be any work? It seems to go around in a circle. We're seasonal workers and we have no work in the winter, so we have to either get UI or we have to go on social assistance. But nobody seems to ask the question, is there no work because there doesn't have to be any work? That's our concern with the seasonal workers, but we applaud the fact that this group are looking into it.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Probably if you pay people not to work, they're not going to really look for work in the off-season.

Mr. Bertrand: That's as far as I'd like to go on my comment.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Okay. Do you think the fund should be returned to a true insurance fund run by employers and employees?

Mr. Bertrand: We do.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Breitkreuz.

I now turn to the Liberal Party, and I begin with Mr. Proud.

Mr. Proud: Thank you, members of Summerside and Charlottetown Area Chambers of Commerce. The presentations have pretty well followed along the line of the other ones here this morning.

Mr. Bertrand, you've made some statements, and the last one you were commenting on with my colleague from Yorkton—Melville was on the idea of unemployment insurance being a disincentive.

A question I would add to that is, do you think there are disincentives in the unemployment insurance system itself that create a lot of the problems we hear about every day of our lives when we walk down the street, where a person doesn't want to

Mr. Bertrand: Pour revenir à autre chose dans notre mémoire, ce qui m'inquiète notamment en ce qui concerne toute cette question des travailleurs saisonniers... Nous félicitons certainement M. Axworthy d'avoir constitué un groupe et nous sommes probablement heureux de voir qu'un résident de l'Île en fait partie.

La question que nous nous posons en ce qui concerne le travail saisonnier est, est-ce qu'il n'y a pas de travail parce que ce n'est pas nécessaire qu'il y en ait? On dirait qu'on tourne en rond. Nous sommes des travailleurs saisonniers, nous n'avons pas de travail l'hiver, et donc nous touchons l'assurance-chômage ou l'assistance sociale. Personne ne semble se poser la question, s'il n'y a pas de travail, est-ce que c'est parce que ce n'est pas nécessaire qu'il y en ait? Voilà ce qui nous préoccupe dans le cas des travailleurs saisonniers, mais nous nous réjouissons de voir que ce groupe va se pencher sur la question.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Il est probable que si l'on paye les gens à ne rien faire, ils ne vont pas vraiment chercher du travail.

Mr. Bertrand: C'est tout ce que je veux dire à ce sujet.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Très bien. Pensez-vous que l'assurance-chômage devrait redevenir un vrai régime d'assurance administré par les employeurs et les employés?

Mr. Bertrand: Nous le pensons.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Breitkreuz.

Passons maintenant au Parti libéral, en commençant par M. Proud.

Mr. Proud: Merci, messieurs les membres des Chambres de commerce de Summerside et de Charlottetown. Ce que vous nous avez dit est assez conforme à ce que les autres groupes nous ont dit ici ce matin.

Monsieur Bertrand, vous avez fait plusieurs exposés, et dans le dernier vous faisiez des commentaires avec mon collègue de Yorkton—Melville, à propos de l'idée que l'assurance-chômage va à l'encontre des motivations.

Dans la même veine, j'aimerais vous demander si vous pensez que le régime d'assurance-chômage en soi est responsable d'un grand nombre des problèmes dont nous entendons parler tous les jours dans la rue, lorsque nous voyons

[Text]

[Translation]

come off UI to go to work for two or three days? Do you think this also is a problem and probably a bigger problem than the one you just mentioned, where you asked the question is there no work just because there doesn't have to be any work? Do you think also the problem is there in that the disincentive is built into the system by the system itself?

quelqu'un qui ne veut pas abandonner l'assurance-chômage pour aller travailler pendant deux ou trois jours? Pensez-vous que ce soit aussi un problème et probablement un problème plus grave que celui que vous venez de mentionner, le fait qu'il n'y a pas de travail parce qu'il n'est pas nécessaire qu'il y en ait? Pensez-vous également que le problème vient du fait que le système lui-même inclus des mesures qui constituent des facteurs décourageants?

Mr. Bertrand: I think there probably are some disincentives. Our suggestion would be that the disincentives be replaced with incentives to work. I think Mr. McKenna in New Brunswick has built that into his reforms. But one hears on the street, as you know, Mr. Proud—we're Islanders—I need another week so I can go on UI and this kind of thing.

M. Bertrand: Je pense qu'il y a probablement quelques aspects décourageants. Nous suggérons que l'on mette plutôt en place des mesures incitant au travail. Je pense que M. McKenna au Nouveau-Brunswick a inclus cet aspect dans sa réforme. Mais on entend dire dans la rue, comme vous le savez, monsieur Proud, nous vivons ici j'ai encore besoin d'une semaine pour toucher l'assurance-chômage.

I guess the only disincentive we think is that to go on UI... at the moment it's a relatively short period to qualify for UI, then you can draw it. Then the disincentive, if it is one, becomes that you don't really have to look for other work. You have income support.

Le seul autre obstacle je suppose c'est qu'à notre avis, pour toucher l'assurance-chômage, à l'heure actuelle la période de référence est assez courte. Une fois que vous touchez l'assurance-chômage, le frein, si on peut dire, vient du fait que vous n'avez pas vraiment à chercher d'autre travail. Vous avez un revenu de soutien.

I'm going around it a bit in response to your question, but we hadn't really focused on the specific disincentives in the system to give it any particular thought.

Je tourne un peu autour du pot, mais nous n'avons pas vraiment examiné cet aspect.

Mr. Proud: Now, I asked that question specifically because we are all great people to use this cliché, to blame the people who are on unemployment insurance. You look at your community, Summerside. Summerside has been very successful over the last number of years since the air base closed down. But had it not been for money put in by the federal government, it may not have been so successful. That in itself is a way... That has been created by government money.

M. Proud: Si je pose cette question particulière, c'est que nous sommes tous portés à blâmer les gens qui touchent l'assurance-chômage. Regardez votre localité de Summerside. Vous avez connu beaucoup de succès ces dernières années, depuis la fermeture de la base aérienne. Sans toutefois l'argent investi par le gouvernement fédéral, vous n'auriez peut-être pas connu le même succès. Donc, en soi c'est une façon... Le gouvernement a investi dans cette création.

I think what we have to come to grips with in Prince Edward Island and Atlantic Canada, and other parts of Canada, when we talk about this seasonal work force is that until we can have opportunities, until we have as much permanent employment as we can have, then unemployment insurance, in whatever form, is a very necessary product.

Je pense que nous devons comprendre à l'Île-du-Prince-Édouard et dans la région de l'Atlantique ainsi que dans les autres régions du Canada que, en ce qui concerne les travailleurs saisonniers, tant que nous n'aurons pas plus de possibilités, tant que nous n'aurons pas le plein d'emplois, l'assurance-chômage, sous une forme quelconque, est extrêmement nécessaire.

You look at the retailers, all of these people; they have this system. If it wasn't for the unemployment insurance system, our retail sector and other sectors wouldn't be as successful as they are today because of that very fact.

Songez aux détaillants, à tous ces gens; ils profitent de ce système. N'était-ce de l'assurance-chômage, notre secteur du détail, et d'autres, ne connaîtrait pas son succès actuel.

So when we say we have to change the UI system, we have to be very careful that, as somebody said here at another presentation, we don't throw the baby out with the bathwater.

Lorsque nous parlons de refondre le régime d'assurance-chômage, il nous faut faire très attention de ne pas, comme quelqu'un le disait au cours d'une autre réunion, pêcher par excès de zèle.

• 1030

Mr. Bertrand: In response to that, Mr. Proud, it's one of the reasons we're suggesting to the Government of Canada that the changes be phased in over a five-year period. It's a terrible, wrenching change to expect to do all at once.

M. Bertrand: Justement, monsieur Proud, c'est notamment pourquoi nous recommandons au gouvernement canadien d'échelonner l'entrée en vigueur des changements sur cinq ans. Ce serait un changement terrible, déchirant, si tout était fait en même temps.

The other thought that goes through our mind with regard to seasonal workers or workers in general is what did our ancestors do before we had UI? They were very creative in terms of securing employment.

L'autre chose que nous nous demandons, en ce qui concerne les travailleurs saisonniers, ou les travailleurs en général, c'est que faisaient nos ancêtres avant l'assurance-chômage? Ils faisaient preuve d'une grande créativité pour trouver de l'emploi.

[Texte]

[Traduction]

Mr. Proud: That was mentioned.

Mr. Bertrand: That was mentioned, yes. We wonder, if things are humanely phased in, whether that creativity, ingenuity and entrepreneurship perhaps would come up again.

Mr. Proud: I have no problem with that so long as it's phased in, so long as we realize this. But there are a lot of people in society today who would shut it off immediately.

Mr. Bertrand: No, we're not advocating that.

Mr. Proud: All of us, not just people on UI, would suffer because of taking that away with one fell swoop.

On the improved student loan program, I guess what you're saying is that you are pretty well agreeing with the proposal that has come out for the student loan program. What you are actually saying is that when a parent and a student find out what the costs are, they have to really realize whether they can afford or they can't afford it. Is that basically your premise?

Mr. Bertrand: Yes. We noted Mr. Axworthy's reaction to the minister of education in Ontario the other day. I think we're persuaded by the data in the discussion paper and the summaries that the federal government intends to put more money into post-secondary education, perhaps through an expanded student loan program, perhaps by giving the provinces more tax points.

I don't know that it automatically follows that far less money is going to go into the post-secondary education system. So we do agree with the proposal that an expanded student loan program be implemented, that people be able to use their RRSPs, for example, like first-time home buyers.

Mr. Crête: Thank you, Mr. Chairman. My first comment is that before unemployment insurance people were starving. I remember during the 1930s crisis, people had to go many miles to work one week for \$1 or something like that. The social reform program changed that. I think if Canadians value that we must conserve it for the future, whether Quebec and Canada are two or one country.

You say in your *mémoire* that everyone must do his part. So I will ask you if you don't think we must first, before going to seasonal workers, maybe go to profit by banks. In 1994 the banks made \$4 billion in profit: Royal Bank, \$1 billion; CIBC, \$0.89 billion; Bank of Montreal, \$0.82 billion, and other things like that.

We know the best part of the debt of Canada is not coming from social programs, it's coming from many other parts. There is the bad debt not recovered by federal government, intervention by two levels of government in the same sector, duplication, and other things like that. So don't you believe maybe the government should correct this situation before trying to put the deficit struggle against the people who have less money and have problems with this situation? Maybe they have another priority than social reform.

M. Proud: Il en a été question.

Mr. Bertrand: Oui il en a été question. Nous nous demandons si en mettant les changements en place progressivement, avec humanité, si ce genre de créativité, d'ingéniosité et d'esprit d'entreprise ne renaîtrait pas.

M. Proud: Je veux bien, à condition que ce soit progressif, il faut bien le comprendre. Mais il y a bien des gens dans la société d'aujourd'hui qui fermeraient la porte immédiatement.

Mr. Bertrand: Non, ce n'est pas ce que nous préconisons.

M. Proud: Nous tous, pas uniquement les prestataires de l'assurance-chômage, en souffriraient si tout disparaissait d'un seul coup.

En ce qui concerne l'amélioration du programme de prêts aux étudiants, je pense que vous dites être plutôt d'accord avec les propositions faites à cet égard. Vous dites en fait que lorsque les parents et les étudiants apprennent les coûts, ils doivent se demander s'ils peuvent ou non se les permettre. Est-là votre hypothèse?

Mr. Bertrand: Oui. Nous avons remarqué la réaction de M. Axworthy aux propositions l'autre jour du ministre de l'Éducation de l'Ontario. Je pense que nous nous sommes laissés persuader par les arguments présentés dans le document de travail et dans les résumés, à savoir que le gouvernement fédéral a l'intention de consacrer plus d'argent à l'enseignement postsecondaire, peut-être en élargissant le programme de prêts aux étudiants, peut-être en cédant plus de points d'impôt aux provinces.

Je ne pense pas qu'il faille en conclure automatiquement que nous consacrerons beaucoup moins d'argent à l'enseignement postsecondaire. Donc nous sommes en faveur de cette proposition d'élargir le programme de prêts aux étudiants, de permettre aux gens d'utiliser leur REER par exemple, tout comme les acheteurs d'une première maison.

M. Crête: Merci, monsieur le président. J'aimerais tout d'abord dire qu'avant l'assurance-chômage, les gens crevaient de faim. Je me souviens de la crise des années 30, lorsque certains devaient parcourir des miles pour travailler une semaine à 1\$ ou quelque chose du genre. Le programme de réforme sociale a changé cela. Je pense que si cela tient à cœur aux Canadiens, nous devons le préserver pour l'avenir, que le Québec et le Canada soient deux pays ou un seul.

Vous dites dans votre mémoire que chacun doit faire sa part. J'aimerais vous demander si vous ne pensez pas que tout d'abord, avant de parler des travailleurs saisonniers, nous devrions examiner les bénéfices des banques. En 1994, les banques ont réalisé des bénéfices de 4 milliards de dollars: la Banque Royale, 1 milliard de dollars; la CIBC, 0.89 millions de dollars; la Banque de Montréal, 0.82 millions de dollars, et ainsi de suite.

Nous savons que la plus grande partie de l'endettement du Canada ne vient pas des programmes sociaux mais ailleurs. Il y a les mauvaises créances que le gouvernement fédéral n'a pas recouvrées, l'intervention de deux paliers de gouvernement dans le même secteur, le chevauchement, etc. Ne pensez-vous pas que le gouvernement devrait rectifier la situation avant d'essayer de faire passer la lutte contre le déficit avant ceux qui ont moins d'argent et qui ont des problèmes? Peut-être le gouvernement a-t-il une priorité autre que celle de la réforme sociale.

[Text]

The last thing I want to say is that the program for students will be a good opportunity for banks to make more money and also it will be a good opportunity because they don't tend to be very open to the public. Maybe the students will have serious problems with that. Don't you think so?

[Translation]

Enfin, j'aimerais dire qu'en ce qui concerne le programme de prêts aux étudiants, ce sera une bonne occasion pour les banques de gagner plus d'argent et ce sera aussi une bonne occasion parce qu'elles n'ont pas tendance à être très ouvertes. Peut-être cela ne plaîtra-t-il pas aux étudiants. Qu'en pensez-vous?

• 1035

Ms Rose: The one area we looked at—and I don't know how this relates to the banking part of it—is the \$9.7 billion that was spent in the last number of years on training and retraining programs. We felt that a lot of that money could be better directed to perhaps industry-driven types of programs such as cooperative-type training or apprenticeship-type training, things like that, where the unemployment dollars really work in a large segment of the training section of UI. Those were the areas we looked at, perhaps refocusing some of those dollars into a more effective use of training dollars and reducing the deficit using those funds.

Mr. Crête: I'm not sure you answered my question. Do you believe the priority of government must be fiscal equity and to ensure that companies and banks will pay their part of the deficit? It's more than just trying to find a solution on social reform programs.

Mr. Bertrand: If I understand Mr. Martin in the last few days correctly, I think he's very clearly indicated that corporate taxes will form a greater part of our revenue than heretofore. The only thing I know about the banks is that they've been after the banks to do more for small business, and it seems to me that they are.

The third point I would like to make with regard to that is that the points we're making are not without a social conscience. They're not without great sympathy toward people who truly need UI and truly need social assistance. They shouldn't be misconstrued in any way as supporting attitudes such as, cut them off, they're useless and they can't be trained, or it's just money down the drain. That's not what we mean. We mean social reform with a strong social conscience.

Mr. Crête: They have made these profits because they put 20% less on small enterprise in the last years.

Mr. Bertrand: Yes.

The Chairman: I would like to thank our witnesses for their presentation and for being so forthright with their answers to the committee members' questions.

Our next witnesses will be from the Canadian Federation of Labour, Prince Edward Island Council, and from the P.E.I. Federation of Labour.

Good morning and welcome to the committee. We have allocated approximately 30 minutes to consider your presentation, including questions from the committee members.

Is the Prince Edward Island Teachers' Federation here?

Mme Rose: Le sujet que nous avons examiné—et je ne sais pas si cela a quelque chose à voir avec les banques—ce sont les 9,7 milliards de dollars consacrés ces dernières années aux programmes de formation et de recyclage. Nous estimons qu'une grande partie de ces budgets serait peut-être plus efficace dans des programmes à vocation industrielle tels que la formation travail-études ou les programmes d'apprentissage où les dollars de l'assurance-chômage donnent vraiment des résultats. Voilà ce que nous avons examiné, l'idée de recréer une partie de cet argent afin de faire un meilleur usage des budgets de formation et de réduire le déficit à l'aide de ces fonds.

Mr. Crête: Je ne sais pas au juste si vous avez répondu à ma question. Ne pensez-vous pas que la priorité du gouvernement doit être l'équité fiscale et, pour arriver à cette fin, que les entreprises et les banques devraient payer leur part du déficit? Il ne s'agit pas uniquement d'essayer de trouver une solution au niveau de la réforme des programmes sociaux.

Mr. Bertrand: Si j'ai bien compris ce qu'a dit M. Martin ces derniers jours, je pense qu'il est très clair que les impôts des sociétés représenteront une plus grande part de nos recettes fiscales. Tout ce que je sais au sujet des banques, c'est qu'on les presse d'en faire plus pour la petite entreprise, ce qui me semble être actuellement le cas.

Troisièmement, en ce qui concerne ce que nous avons fait valoir, je tiens à souligner que nous ne sommes pas sans conscience sociale. Nous ne sommes pas sans avoir une grande sympathie à l'égard de ceux qui ont vraiment besoin de l'assurance-chômage et qui ont vraiment besoin de l'assistance sociale. Il ne faut pas conclure que nous préconisons, de quelque façon que ce soit, l'idée qu'il faut mettre fin aux prestations, que les prestataires sont inutiles et qu'on ne peut pas leur enseigner quoi que ce soit ou que c'est de l'argent jeté par les fenêtres. Ce n'est pas du tout ce que nous voulons dire. Nous préconisons une réforme sociale associée à un fort élément de conscience sociale.

Mr. Crête: Les banques ont réalisé ces bénéfices parce qu'elles ont consacré 20 p. 100 de moins à la petite entreprise ces dernières années.

Mr. Bertrand: Oui.

Le président: Je tiens à remercier nos témoins de leurs exposés et d'avoir fait preuve d'une si grande franchise dans leurs réponses aux questions des membres du comité.

Nous accueillons maintenant des représentants de la Fédération canadienne du travail, du Conseil de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Fédération du travail de l'Île-du-Prince-Édouard.

Bonjour, je vous souhaite la bienvenue. Nous vous avons réservé environ trente minutes, y compris pour les questions posées par les membres du comité.

Est-ce que les représentants de la Fédération des enseignants de l'Île-du-Prince-Édouard sont ici?

[Texte]

A voice: We're here.

The Chairman: You are next.

We have approximately 30 minutes to consider your presentation, including questions from the committee members. I presume you have opening statements. There will be two opening statements.

I invite then the Canadian Federation of Labour, Prince Edward Island Council, to begin with your opening statement, and then we will call on the P.E.I. Council of the Canadian Federation of Labour.

• 1040

Mr. Ted Crockett (President, Prince Edward Island Council, Canadian Federation of Labour): Mr. Chairman, I'm Ted Crockett of the P.E.I. Council of Labour. Your format this morning is not quite what we expected. Having said that, we're not going to take the time to read our submission. I believe you have copies of it. We've also put in bullet form the summary points relevant to each section.

I would like to take a couple of minutes, though—and I appreciate you're running behind—to make a few general comments. First of all, our organization is somewhat disturbed by the process being unfolded before Canadians across the country. We've been saying this for some time in this province and we're going to make the point to you people as well.

We're disturbed by the offloading we see occurring from the federal government onto the provinces and in turn onto the local communities, which in turn we view as being offloaded onto the family unit. We'll use the example of the reform of health care that we see occurring in this province today.

It's almost becoming a gender issue. We say this because ultimately, when the care and service is not provided in the acute care facility, for example, the individuals must be cared for in the home. As we know, history has demonstrated that it's traditionally the female member of the family who has to care for the elderly or the sons and daughters. This is going to have an impact on the income of that family unit. It's going to put more stresses and strains on the family unit. Ultimately it's going to affect women in the workplace. We think it's a very serious issue that hasn't been addressed fully yet, and we hope this committee will take that into consideration.

Secondly, we'd like to say job creation has to be the priority in this exercise. The fundamental issue we're talking about is UI, the social programs and the safety nets in this country have been created and are a necessity because we don't have enough jobs to provide for the Canadian population.

It's not an easy issue to address. I can tell you from our perspective that through the joint Atlantic councils of labour, for more than two years now we've been meeting with provincial governments, cabinets, premiers and quite frankly anyone else who would listen. We've been looking at restructuring the Atlantic Canadian economy so we become co-creators of wealth rather than dividers of wealth. That message is falling on deaf ears in political circles.

[Traduction]

Une voix: Nous sommes ici.

Le président: Vous êtes les suivants.

Nous avons environ 30 minutes à consacrer à votre exposé et aux questions du comité. Je présume que vous avez un exposé. Il y aura deux déclarations liminaires.

Je demanderais aux représentants de la Fédération canadienne du travail, du Conseil de l'Île-du-Prince-Édouard de bien vouloir commencer.

M. Ted Crockett (président, Conseil de l'Île-du-Prince-Édouard, Fédération canadienne du travail): Monsieur le président, je m'appelle Ted Crockett, de la Fédération canadienne du travail, Conseil de l'Île-du-Prince-Édouard. Je n'avais pas tout à fait prévu que cela se passerait comme cela. Cela dit, nous n'allons pas lire notre mémoire. Nous avons également préparé une liste des points saillants de chaque partie.

J'aimerais prendre quelques instants cependant—et je sais que vous êtes en retard—pour faire quelques commentaires de portée générale. Tout d'abord, notre organisme s'inquiète de voir ce qui se produit au Canada. Nous le disons depuis quelque temps ici dans la province, et nous allons vous le dire à vous aussi.

Nous sommes inquiets de voir comment le gouvernement fédéral se décharge sur les provinces, qui le font à leur tour sur les localités, qui le font à leur tour sur les familles. À titre d'exemple, prenons la réforme des soins de santé qui se fait dans la province aujourd'hui.

C'est presque devenu une question de sexe. En effet, en dernière analyse, lorsqu'il n'y a pas d'installations de soins chroniques pour offrir les soins et les services nécessaires, les gens doivent se faire soigner à domicile. Or nous savons que traditionnellement, ce sont les femmes qui doivent soigner les personnes âgées ou leurs fils ou leurs filles. Cela a une incidence sur les revenus de cette famille et impose un stress supplémentaire à l'unité familiale. En dernier lieu, ce sont les femmes en milieu de travail qui seront touchées. À notre avis, il s'agit d'une question très grave qu'on n'a pas encore examinée pleinement, et nous espérons que votre comité en tiendra compte.

Deuxièmement, nous aimerais dire que la création d'emplois doit recevoir la priorité dans cet exercice. On parle essentiellement de l'assurance-chômage, des programmes sociaux et des filets de sécurité qui ont été créés et qui sont nécessaires parce qu'il n'y a pas suffisamment d'emplois pour tous les Canadiens.

Il n'est pas facile de trouver une solution à ce problème. Je peux vous dire que, pour notre part, par l'entremise des conseils mixtes du travail pour la région de l'Atlantique, cela fait plus de deux ans que nous nous réunissons avec les gouvernements provinciaux, les membres du Cabinet, les premiers ministres et quiconque, à vrai dire, veut bien nous entendre. Nous songeons à restructurer l'économie de la région de l'Atlantique pour créer de la richesse plutôt que de la partager. Dans les milieux politiques, on fait la sourde oreille.

[Text]

I'm pleased to say there are some in the business community who agree with our perspective on this. Although I'm not quite sure I heard them here earlier this morning, they do exist across the region. It's time labour, business and the academic community got together and started co-creating wealth in this region.

We think your role as government elected officials is to facilitate this. In that sense we make particular comment on continuous business subsidies. We've heard a lot of discussion in this neck of the woods in the last few days about ACOA grants. We would endorse the federal government's proposal to end that system.

I've attended a number of forums and functions across this region in the last two years, and I've heard business counterparts sitting at the same table saying the only reason they take those business grants is because the competitors do so. I think it's time we started redirecting those resources into meaningful training and education and into creating a workforce in this area that will eventually lead to meaningful long-term employment.

As to the issue of whether reform is necessary, I think that requires a lot further study. We're prepared today to go so far as to suggest there is room, in our view, for efficiency and doing things better. But the message we'd like to leave with you here today is don't tamper with the safety nets, particularly for Atlantic Canadians, until we restructure our economic base in this area and, in simple terms, the way we do business in Canada.

The stresses of NAFTA, especially now with Chile and others coming in, are going to be, in my view, almost insurmountable for small businesses in this area, whether they're involved in the industrial sector, farming, fishing or what have you.

Coming back to the family unit for a moment, we'd also like to comment that today's society accepts two-income households. We suggest the economy necessitates it. The simple message here is the people we represent—and, we suggest, Canadians in general—want to work. They want meaningful jobs. They want to be part of and contributors to society. Given those opportunities, they'll avail themselves of them.

• 1045

Finally, in the areas of training and learning we'd like to make two or three points. First and foremost, we don't think Canada as a country or its regions spend enough on research and development. We've been trying to convey this message for the last two to three years. We think it's essential, particularly in Atlantic Canada, that we look at increasing value-added products, whether it be farm products, fishing products, or what have you. Those are the types of things that enhance employment opportunities for Atlantic Canadians.

Quite simply, we want to build on the skills and strengths we now possess. We don't need the large industrialized activities of southern Ontario. They don't work in this area. We've spent millions and millions and millions of dollars and have proven that over the years.

[Translation]

Je suis heureux de dire que certains dans le milieu des affaires partagent notre opinion. Je ne suis pas sûr de les avoir entendus ici ce matin, mais ils existent dans la région. Il est temps que les syndicats, les milieux d'affaires et les milieux universitaires se rencontrent pour commencer à créer ensemble la richesse dans cette région.

Nous estimons que votre rôle comme représentants gouvernementaux élus, est de faciliter cette création de richesse. De ce point de vue, nous aimerais tout particulièrement parler du maintien des subventions aux entreprises. Il a été beaucoup question dans cette région ces derniers jours des subventions de l'APECA. Nous appuyons la proposition du gouvernement fédéral de mettre fin à ce système.

J'ai assisté à de nombreuses réunions et rencontres dans la région ces deux dernières années et j'ai entendu des représentants d'entreprises, assis à la même table, dire que s'ils acceptaient ces subventions aux entreprises, c'était uniquement parce que leurs concurrents le faisaient. Je pense qu'il est temps de rediriger ces ressources et de les investir dans la formation et l'éducation, et dans la création d'une main-d'œuvre dans cette région qui pourra éventuellement obtenir des emplois intéressants à long terme.

Quant à savoir s'il faut apporter une réforme, je pense qu'il faudrait regarder ça de beaucoup plus près. Nous sommes prêts aujourd'hui à reconnaître qu'il y a lieu de viser une plus grande efficacité, une meilleure façon de faire les choses. Mais ce que nous voulons vraiment vous dire, c'est de ne pas toucher aux filets de sécurité, surtout à ceux des Canadiens de la région de l'Atlantique, tant que nous n'aurons pas restructurer notre base économique et, en termes plus simples, la façon dont les affaires se font au Canada.

L'ALÉNA, surtout maintenant que le Chili et d'autres s'y joignent, créera, à mon avis, un stress presque insurmontable pour les petites entreprises de cette région, qu'elles soient du secteur industriel, agricole ou des pêches.

Revenons un instant à l'unité familiale, nous aimerais également dire quelques mots au sujet du fait qu'aujourd'hui, la société accepte les foyers à deux revenus. C'est une nécessité économique. Les gens que nous représentons, et je dirais les Canadiens en général, veulent tout simplement travailler. Ils veulent des emplois intéressants. Ils veulent contribuer à la société. Si les possibilités existent, ils s'en prévaudront.

Enfin, en ce qui concerne la formation et l'apprentissage, nous aimerais faire valoir deux ou trois choses. Premièrement et avant tout, nous ne pensons pas que le Canada comme pays consacre suffisamment d'argent à la recherche et au développement. Nous essayons de faire passer ce message depuis deux ou trois ans. Nous pensons qu'il est essentiel, surtout dans la région de l'Atlantique, d'augmenter la plus value des produits, qu'il s'agisse des produits agricoles ou des produits de la pêche. C'est le genre de mesure qui augmente les possibilités d'emploi pour les Canadiens de cette région.

Très simplement, nous voulons bâtir sur les compétences et les forces que nous possédons déjà. Nous n'avons pas besoin des grandes activités industrielles du sud de l'Ontario. Cela ne marche pas ici. Nous avons investi des millions et des millions de dollars dans ce genre de choses au fil des ans et nous avons montré que ça ne fonctionne pas.

[Texte]

When it comes to learning, we look at it from two perspectives. One, we agree with the comments made in your submission that literacy skills have to be enhanced. A lot of work has been done in that area, particularly in the last three to four years, and we think more has to be done.

We'd like to express a concern, however, in the area of proposed funding changes for secondary education. In our view this is a step backwards. We're going to revert to the system whereby the wealthy are able to attend post-secondary institutions and the lower-income and poor families in this country can't afford to do so.

We've finally reached an era in Canadian society where university education is available and accessible in all regions of this country. The proposed funding changes, in our view, may very well jeopardize the very existence of the University of Prince Edward Island. We think the same might be said of Memorial University of Newfoundland and a number of the smaller institutions in Nova Scotia.

So, Mr. Chairman and members of the committee, what we're saying is let's look at this issue but let's look at it from a Canadian family perspective. Let's ensure we're addressing the employment opportunity question in this country before we start cutting and slashing. There is probably room for efficiency and reform but we have to ensure that those in need of these programs are protected. Canadians and our members want to work, but whether we like it or not, the reality in Atlantic Canada is that there are not enough jobs to go around. Many of our jobs are seasonally based and cyclical in nature, and until we can restructure that, we have no other choice but to provide the safety nets and protection for the family unit.

That was very general, Mr. Chairman. I apologize for that. But as I said, I thought we were coming in under a different format. We would certainly welcome any questions. I don't want to take up too much time because I'd prefer to get into some discussion.

The Chairman: Thank you very much. We have your written brief and I'm sure your points are expressed in more detail there.

I'm going to invite the representative from the Prince Edward Island Federation of Labour to make a few opening remarks as well.

Mr. Sandy MacKay (President, Prince Edward Island Federation of Labour): The P.E.I. Federation of Labour welcomes this opportunity to appear before you today. We'd like to thank George Proud, our MP, for ensuring that we are heard today.

I'm kind of concerned, though, about the lack of members when the labour movement is here to talk to you and discuss and debate. As you know, the reforms are going to affect mostly workers. We would urge the chair to somehow ensure that committee members are here when we're being heard.

Be that as it may, our brief is different in that we were provided funding and held a conference on December 2 and 3. Now, that's a Friday night and a Saturday and 130 people gave up their weekend to come in and discuss the whole green paper,

[Traduction]

En ce qui concerne l'apprentissage, il y a deux points de vue à considérer. D'abord, nous convenons qu'il faut améliorer l'alphabé-tisation. Il y a eu beaucoup de fait dans ce domaine depuis, surtout, trois ou quatre ans, mais il faut faire plus encore.

Toutefois, nous aimerais dire que les changements proposés au financement de l'enseignement secondaire nous préoccupent. À notre avis, c'est une mesure rétrograde. Il s'agirait de revenir à un système où les riches pourraient faire des études postsecondaires mais où les familles à faible revenu et les familles pauvres ne le pourraient pas.

Nous sommes enfin parvenus à une époque, dans la société canadienne, où l'éducation universitaire est disponible dans toutes les régions du pays. Les modifications proposées au financement, à notre avis, pourraient fort bien remettre en question l'existence même de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous pensons qu'il va en être de même de l'Université Memorial à Terre-Neuve et de plusieurs autres petits établissements en Nouvelle-Écosse.

Donc, monsieur le président, mesdames et messieurs du comité, nous préconisons qu'on examine la question, mais ce du point de vue d'une famille canadienne. Commençons par examiner la question des possibilités d'emploi au Canada avant de couper et de sabrer. Il y a probablement place pour une plus grande efficacité et pour des réformes, mais assurons-nous que ceux qui ont besoin de ces programmes seront protégés. Les Canadiens et nos membres veulent travailler mais, que cela leur plaise ou non, la réalité, dans la région de l'Atlantique, c'est qu'il n'y a pas suffisamment d'emplois pour tous. De nombreux emplois sont saisonniers, de nature cyclique, et tant que nous n'aurons pas changé cela, nous n'aurons d'autre choix que de prévoir des filets de sécurité et une protection pour les familles.

Ces propos étaient d'une portée générale, monsieur le président. Je m'en excuse. Comme je l'ai dit, je croyais que cela se passerait sous une forme différente. Nous serions très heureux de répondre à vos questions. Je ne veux pas prendre trop de temps, car j'aimerais que nous passions à la discussion.

Le président: Merci beaucoup. Nous avons votre mémoire et je suis certain que vos arguments y sont développés.

Je vais demander au représentant de la Fédération du travail de l'Île-du-Prince-Édouard de dire aussi quelques mots.

M. Sandy MacKay (président, Fédération du travail de l'Île-du-Prince-Édouard): La Fédération du travail de l'Île-du-Prince-Édouard est heureuse d'avoir l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui. Je tiens à remercier George Proud, notre député, de s'être assuré à ce que nous comparaissions aujourd'hui.

Je suis un peu ennuyé de voir qu'il n'y a pas beaucoup de députés ici, alors que les représentants du mouvement syndical viennent ici pour vous parler, pour discuter avec vous. Comme vous le savez, ce sont surtout les travailleurs qui seront touchés par les réformes. Nous exhortons le président à s'assurer que les membres du comité sont ici lorsque nous comparaissions.

Quoiqu'il en soit, notre mémoire est différent en ce sens qu'ayant obtenu le financement, nous avons tenu une conférence les 2 et 3 décembre. C'était un vendredi soir et un samedi et pourtant, 130 personnes ont sacrifié leur fin de

[Text]

Agenda: Jobs and Growth. It was an enlightening experience because you had people from the labour movement, disabled people, people of colour, women, men, fisherpeople, unionized, and non-unionized. Every sector was covered at that hearing.

[Translation]

semaine pour venir y discuter de ce livre vert intitulé «Programme: emploi et croissant». Expérience enrichissante, car les participants représentaient le mouvement syndical, les handicapés, les minorités visibles, les femmes, les hommes, les pêcheurs, les syndiqués et les travailleurs non-syndiqués. Tous les secteurs étaient représentés à cette réunion.

All of their conclusions are in this paper, and we agree 100% with them. The biggest conclusion—in fact, we use it as the title of our brief—was that not a penny more should be cut in social programs until all other alternatives to deficit reduction are looked at.

Les conclusions se trouvent dans ce document que nous appuyons à 100 p. 100. La conclusion la plus importante—celle en fait que nous avons retenue pour le titre de notre mémoire—c'était qu'il ne fallait plus réduire les programmes sociaux d'un seul sou tant qu'on n'aurait pas examiné d'autres options pour réduire le déficit.

• 1050

We list in our brief the P.E.I. context. It's important to understand that 83% of UI recipients in P.E.I. are seasonally employed and barely over the poverty line. It's truly difficult for our researchers to get a true picture of the poverty on P.E.I. because we're looped in and costed as the size of a city. We realize, as every Islander knows, that it costs just as much to eat here, we have no transportation system whatsoever, we have a large amount of substandard housing in the rural areas, where's less money per capita spent on education, and our incomes are well below the average level and in fact most levels.

Dans notre mémoire, nous parlons de la situation dans le contexte de l'Île-du-Prince-Édouard. Il faut comprendre que 83% p. 100 des bénéficiaires de l'assurance-chômage dans cette province occupent des emplois saisonniers et vivent à peine au-dessus du seuil de pauvreté. Il est très difficile pour nos chercheuses d'avoir une idée juste de la pauvreté à l'Île-du-Prince-Édouard car nous vivons en circuit fermé dans un territoire qui a la taille d'une ville. Comme tous les insulaires, nous savons qu'il en coûte autant pour manger ici qu'ailleurs; nous ne disposons d'aucun système de transport. Dans les zones rurales, là où les sommes par habitant investies dans l'enseignement sont les moins élevées, on trouve un grand nombre de logements médiocres. En outre, nos revenus sont largement inférieurs à la moyenne et, en fait, ne sauraient être comparés à ceux gagnés ailleurs.

One of the big concerns raised was that women will be the hardest hit by these cuts because 70.5% of social assistance recipients are women. Women's UI benefits are significantly below the average benefits of men, and 66% of single mothers will have to resort to social assistance due to low UI benefits as it is.

L'un des problèmes les plus préoccupants, c'est que ce sont les femmes qui feront surtout les frais de ces compressions, puisque 70,5 p. 100 des prestataires de l'aide sociale sont des femmes. Les prestations d'assurance-chômage que reçoivent les femmes sont considérablement inférieures aux prestations moyennes versées aux hommes, et 66 p. 100 des femmes qui élèvent seules leurs enfants devront avoir recours à l'aide sociale parce que les prestations d'assurance-chômage sont déjà insuffisantes.

The UI probably gave them a spirited and fearful discussion at the conference, especially the two-tier UI system. We don't believe that means tests or mandatory training is a way for the UI system to be changed. It is unacceptable that this government would actually increase regional inequities by tinkering with something as important as social insurance.

À la conférence, c'est sans doute sur un ton vif mais aussi craintif qu'elles ont discuté de l'assurance-chômage, plus spécialement du régime de paliers. À notre avis, ce ne sont pas des examens mesquins ou une formation obligatoire qui permettront de modifier le régime d'assurance-chômage. Il est inadmissible que le gouvernement actuel accroisse les inéquités entre les régions en remaniant des programmes aussi importants que ceux de l'assurance sociale.

As I said before, 83% of UI claimants are seasonal; therefore, if you go on the theory of a two-tier UI system it would drastically affect this region and maybe even put us back to the days of Charles Dickens. Women will feel the most impact.

Comme je l'ai déjà dit, 83 p. 100 des prestataires d'assurance-chômage occupent des emplois saisonniers; par conséquent, l'adoption d'un régime à deux paliers aurait des effets dramatiques dans notre région et pourrait même nous ramener à la situation qui prévalait à l'époque de Charles Dickens. Ce sont les femmes qui seront le plus touchées.

I'm trying to run this through because I know you want to get into back-and-forth discussion.

J'essaye d'être bref, car je sais que vous voulez entamer un dialogue.

[Texte]

We heard from the construction association today. While we don't agree with the increase up to 20 weeks, we do agree that the hours you work, from the initial hour you work, should be able to be done. A lot of people I've heard are saying that. It certainly would help in the sectors of fishermen and farmers especially, and in tourism. The benefit rates should be raised to 80% of insurable earnings.

We are very disturbed at the mind-set of the terminology that's used, like "chronic users" and "repeaters", in the harassment of seasonal claimants, the harassment in the fishing industry. We don't think it's needed, and we encourage and urge the committee to recommend that terminology be used more thoughtfully.

I don't know where we're all going to move to, but it's certainly not an answer. I don't think that just because we live on P.E.I. and the water freezes and it snows—I mean, you can't lay asphalt in the middle of a snowstorm—that we should all move and come back when the weather's fine. You can't plow snow in the summer.

On the training issue, we don't support the funds coming from UI. UI funds should be used for what their purpose is, and that's insurance when you lose your job. We don't think it should be forced on people; it should be tailored to existing work.

On welfare and CAP, the paper advocates the removal of disincentives to work for the CAP system and setting a target for the reduction of child poverty. I guess the best way to remove child poverty is to ensure that the parents have a job and have enough money to provide a decent standard of living.

In fact, the common theme that started to come out of the conference is that if we follow the discussion paper, P.E.I. and Canada would become a mean-spirited society, and we don't want that. We don't want social unrest. We don't want two classes, which we're quickly going to. We want to avoid this because the priority should be about people and not money.

[Traduction]

Aujourd'hui, nous avons entendu le témoignage de l'Association de l'industrie de la construction. Même si nous ne sommes pas d'accord avec l'augmentation du nombre de semaines, qui serait porté à 20, nous convenons que toutes les heures travaillées, de la première à la dernière, devraient donner droit aux prestations. Je l'ai entendu dire par beaucoup de personnes. Cela aiderait tout particulièrement les pêcheurs et les agriculteurs, de même que le secteur du tourisme. Le taux des prestations devraient être porté à 80 p. 100 des gains assurables.

Nous sommes profondément bouleversés de la tournure d'esprit que dénote l'utilisation de termes comme «chômeurs chroniques» et «réitérants» lorsqu'on parle des travailleurs saisonniers et de ceux du secteur de la pêche. Nous ne croyons pas que cela soit justifié et nous exhortons le Comité à recommander que ces termes soient utilisés de façon plus réfléchie.

Je ne sais pas où nous irons tous, mais déménager n'est pas une solution. Je ne crois pas qu'il faille déplacer toute la population de l'Île-du-Prince-Édouard parce que l'eau gèle et qu'il neige—car on saurait difficilement asphalte les routes pendant une tempête de neige—and la ramener à la belle saison. On ne peut pas enlever de neige en été.

Pour ce qui est de la formation, nous ne croyons pas que les fonds devraient être tirés de l'assurance-chômage. Les fonds de l'assurance-chômage devraient servir à leur fin première, c'est-à-dire verser des prestations d'assurance en cas de perte d'emploi. Nous ne croyons pas que la formation devrait être obligatoire, elle devrait plutôt être adaptée aux emplois qui existent.

Le sujet de l'aide sociale et du RAPC, le document préconise que soit éliminé du régime d'assistance publique tout ce qui décourage les gens de revenir au travail, et que soient établis des objectifs en vue de diminuer la pauvreté chez les enfants. À mon avis, la meilleure façon d'éliminer la pauvreté des enfants est de garantir que leurs parents aient un emploi et gagnent suffisamment pour vivre dans des conditions acceptables.

En fait, le thème commun qui se dégage de la conférence c'est que si nous appliquons le document de travail, la Société de l'Île-du-Prince-Édouard et du Canada deviendra mesquine, et ce n'est pas ce que nous voulons. Nous ne voulons pas de troubles sociaux. Nous ne voulons pas de ces deux classes sociales vers lesquelles nous nous orientons rapidement. Nous voulons éviter cela, car c'est aux gens qu'il faut accorder la priorité, pas à l'argent.

• 1055

On education, people talked about the huge debt load that the proposal entails and that it would discourage all but the wealthy from seeking higher education. It would force institutions to compete on financial terms instead of on educational terms. In fact, I even heard that the education system should be privatized. We disagree strongly with that. Education should be a right for all citizens. We see privatization in the school system as it is.

Au titre de l'enseignement, les gens ont dit que la proposition obligerait les étudiants à contracter une lourde dette, ce qui découragerait tout le monde, sauf les riches, de faire des études supérieures. La proposition obligerait les établissements d'enseignement à fonder la concurrence qu'elles se livrent entre elles sur des considérations financières plutôt que sur l'enseignement lui-même. En fait, j'ai même entendu certains dire que le système d'éducation devrait être privatisé. Nous sommes tout à fait contre. L'éducation devrait être l'apanage de tous les citoyens. Il y a déjà suffisamment de privatisation dans le système scolaire.

Nous passons ensuite à ce qui est dit dans le document sur les emplois et la création d'emplois. Je vous exhorte à lire cette partie du mémoire.

We go on to talk about jobs and job creation in the paper. I would urge the committee to look at it.

[Text]

We listed a few myths. It is said that the government has no money. It seems the government always has money when it wants to find something on its agenda. An example might be the Gulf War. It had no money, but we had lots of money to send people to the Gulf War.

It is said that Atlantic Canadians don't want to work. As we stated in our brief, there was only one job advertised at the job bank today, but there are a lot more who would like that job. If there were jobs here, people would work.

We continually hear that there are no alternatives but to cut. We know there are lots of alternatives. We think there are lots of ways to cut the deficit without hurting the people the deficit has created.

It is said that Canadian social programs are generous. I think we have to look at what other countries are doing. We only can spend 18.7%. Even a small country like Belgium spends \$18 billion more than we do.

It is said that social programs are the cause of the deficit. Social programs account for only 2% of the deficit. High interest rates cause 50%, while 44% is attributed to tax breaks for corporations and the wealthy.

We listed some alternatives for the committee to suggest to the minister for other ways of getting at the deficit besides cutting people off unemployment insurance or reducing it. We agree that the UI funds should be administered by employees and employers. We urge you to recommend it, as we did, with the seasonal task force.

Here's the main thing the committee and this government have to choose.

Why was this government elected? It was elected because Canadians felt that our country was being dismantled, privatized, and deregulated. We feel that agenda was rejected last year. People wanted a caring society. They want people who looked after each other in times of problems and shared when the wealth was there. The Atlantic region is no different from that.

We therefore recommend that not a penny should be cut from social programs. In fact, more funding should be provided for social programs until you try all the different alternatives.

We have included for your interest and reading "Labour's Agenda for Jobs", which the Canadian Labour Congress adopted last year at their convention.

I want to thank you.

The Chairman: Thanks very much then, Mr. MacKay, for those opening remarks.

We will now begin with questions from the committee members.

[Translation]

Nous y donnons la liste de certains mythes. On dit par exemple que le gouvernement n'a pas d'argent. Il semble pourtant qu'il en trouve toujours lorsque cela fait son affaire. La guerre du Golfe en est un exemple. Le gouvernement n'avait pas d'argent, mais il en a trouvé pour envoyer des soldats à cette guerre.

On dit également que les canadiens des provinces de l'Atlantique ne veulent pas travailler. Comme nous le disons dans notre mémoire, il n'y avait aujourd'hui qu'un seul emploi annoncé à la banque d'emplois, mais il y a bien des gens qui voudraient cet emploi. S'il y avait des emplois ici, les gens travailleraient.

Les compressions sont la seule solution, nous dit-on. Pourtant, nous savons qu'il existe nombre d'autres solutions. Nous croyons qu'il y a bien des moyens de réduire le déficit sans pour autant nuire aux gens que ce même déficit a réduit à la pauvreté.

On dit que les programmes sociaux du Canada sont généreux. Il faudrait voir ce qui en est dans d'autres pays. Nous ne dépensons que 18,7 p. 100. Même un petit pays comme la Belgique dépense 18 milliards de dollars de plus que nous.

On dit que c'est à cause des programmes sociaux qu'il y a un déficit. Les programmes sociaux ne représentent pourtant que 2 p. 100 du déficit. La moitié du déficit vient des taux d'intérêt élevés et 44 p. 100 des avantages fiscaux consentis aux sociétés et aux bien-nantis.

Nous avons dressé une liste des solutions de rechange que le comité pourrait proposer au ministre afin de réduire le déficit, sans pour autant réduire le montant des prestations d'assurance-chômage ou l'admissibilité à ces prestations. Nous convenons de ce que le fonds d'assurance-chômage doit être administré par les employés et les employeurs. Nous vous demandons de recommander que, tout comme nous l'avons fait, que cela s'applique également à la main-d'œuvre saisonnière.

Le comité et le gouvernement ont un choix important à faire.

Pourquoi le gouvernement a-t-il été élu? Parce que, d'après les Canadiens, le pays était démantelé, privatisé et déréglementé. Tout cela a été rejeté l'an dernier. Les gens veulent une société plus humaine. Ils veulent une société d'entraide et de partage. En cela, la région de l'Atlantique ne diffère pas des autres.

Nous recommandons par conséquent qu'aucune compression ne soit effectuée aux programmes sociaux. En fait, il faudrait même en accroître le financement tant que d'autres solutions n'auront pas été trouvées.

Nous avons joint à notre mémoire, pour que vous puissiez le consulter, un document intitulé «Programme syndical pour l'emploi», que le Congrès du Travail du Canada a adopté à son assemblée de l'an dernier.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur MacKay, de vos remarques préliminaires.

Nous allons maintenant commencer la période de questions.

[Texte]

Mr. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Thank you for a good presentation. One of you mentioned literacy. Some good things have been done in the last few years. I know to what extent organized labour has had a lot to do with that. In our province of New Brunswick, in particular, we've been very active and it's been a great success.

I have two issues. The first thing is work time. I'd like to have a sense of what you think of this notion that there's a finite number of jobs. It may not be the case regionally as it is nationally, but we really have to attend to the question of how those jobs are shared.

I think everyone knows that high unemployment forces wages down, which causes people to work more hours, which causes high unemployment, which forces wages down. It's just a logical progression. If we can have more people accessing those jobs, then that brings down unemployment and forces wages up.

I'd like you to react to that, because in my mind I can't figure out why it doesn't seem logical to everyone that it is the way we have to go.

The second thing has to do with... With my five minutes, maybe it's better that I let everyone have a chance to answer that.

Mr. MacKay: The work I mentioned has a committee studying it. In fact, we touched on it in our presentation.

Mr. Scott: Yes, I saw it.

Mr. MacKay: I think one example is the huge project, the fixed link. In that project there was an opportunity to ensure a 40-hour week, had the federal government maintained jurisdiction over that project, and therefore more jobs would have been created. It may be outlawed over time for the project... and ensure that as many Islanders and Atlantic Canadians as possible could get a job.

[Traduction]

M. Scott (Fredericton—York—Sunbury): Merci de ce bon exposé. L'un de vous a parlé d'alphabétisation. D'excellentes mesures ont été prises à cet égard au cours des dernières années. Je sais dans quelle mesure les syndicats ont participé à ces efforts. Au Nouveau-Brunswick, plus particulièrement, nous avons fait de grands efforts en matière d'alphabétisation et nous avons remporté un vif succès.

Permettez-moi d'aborder deux sujets. Tout d'abord, les heures de travail. Pourrais-je savoir ce que vous pensez de cette idée qu'il existe un nombre limité d'emplois? Cela ne s'applique peut-être pas autant à l'échelle régionale qu'à l'échelle nationale, mais il faut absolument régler le problème du partage de ces emplois.

Tout le monde sait qu'un taux de chômage élevé fait baisser les salaires; les employés travaillent alors pendant un plus grand nombre d'heures, ce qui accroît le chômage et fait baisser les salaires. C'est un cercle vicieux. Si l'on peut amener davantage de gens à travailler, cela réduit le chômage et fait augmenter les salaires.

Qu'en pensez-vous? Je n'arrive pas à comprendre pourquoi il n'est pas évident pour tous que c'est la voie à suivre.

Deuxièmement... Comme je n'ai que cinq minutes, il vaut peut-être mieux que je laisse aux témoins la chance de répondre à cette première question.

M. MacKay: Le document que j'ai mentionné est étudié par un comité. En fait, nous l'avons mentionné dans notre exposé.

M. Scott: Oui, je l'ai constaté.

M. MacKay: Ce grand projet qu'est le pont en est un exemple. Si le gouvernement fédéral avait continué de diriger ce projet, il aurait été possible de faire en sorte que les semaines de travail soient limitées à 40 heures, ce qui aurait permis de créer davantage d'emplois. Il sera peut-être possible d'éliminer le temps supplémentaire dans le projet... de façon à ce qu'un nombre aussi grand que possible d'habitants de l'île et des provinces de l'Atlantique puissent avoir un emploi.

• 1100

Workers are looking at the whole work time issue. That's why we try to negotiate that it's more expensive to continue to employ somebody at time and a half or double time than it is to hire somebody new.

I've seen some employers who have been innovative, especially in the provincial government where I work, in that instead of giving a lot of overtime they've actually created more jobs. So I think it's good, as long as you don't say that everybody makes \$20,000, we're going to reduce the hours of work, you're going to be reduced in pay and we're all going to share in the pain. If you maintain that you're not going to lose pay, we're going to decrease the hours and we're going to employ more people—

Mr. Scott: If you couple it with increased hiring, there wouldn't be the immediate effect, but my guess is that it would be the longer-term effect because you've reduced unemployment. You're going to force wages up over time. It

Les travailleurs examinent toute cette question des heures de travail. C'est pourquoi nous essayons de faire valoir qu'il en coûte plus cher de payer une personne à temps et demi ou à temps double que d'en engager une autre.

Certains employeurs se sont montrés innovateurs, surtout au sein du gouvernement provincial, où je travaille, car ils ont créé d'autres emplois plutôt que de faire faire des tas d'heures supplémentaires à leurs employés. Tant que l'on ne plafonne pas tous les salaires à 20 000\$, il est préférable de diminuer les heures de travail et de réduire les salaires de façon à ce que tous fassent leur part. En protégeant les salaires, il serait possible de diminuer le nombre d'heures de travail et d'embaucher davantage de gens...

M. Scott: Joint à une augmentation de l'embauche, l'effet ne serait peut-être pas immédiat, mais à mon avis, il y aurait un effet à long terme car on réduirait le chômage. À longue échéance, cela mènerait à une augmentation des salaires. Ce

[Text]

may not be immediate, but that's going to be the result. Clearly when you have high unemployment it makes it an employer's market. So if you let more people into the workforce by reducing the hours worked, it becomes a worker's market and that forces wages up.

[Translation]

sera le résultat, même si ce résultat n'est pas immédiat. Bien sûr, lorsque les taux de chômage sont élevés, ce sont les employeurs qui en profitent. Si l'on permet à davantage de gens de travailler en réduisant le nombre d'heures de travail, le marché du travail profite alors davantage aux travailleurs, ce qui provoque une augmentation des salaires.

Mr. Crockett: I'd like to see some statistics on that to prove what you're saying is correct. I know what you're saying, but I think it's fair to say, at least in this region, that in times of low unemployment at best we're not seeing a backsliding in terms of wages and benefits in the workplace. I don't think we're going to see, with the cyclical economy we've been experiencing, particularly in the last two decades, that we're ever going to be in a period long enough to actually see what you're discussing occur.

Sandy has addressed the issue. The trade union movement for many, many years now, by penalizing the employer for working overtime premiums, is in turn suggesting that the average person wants to work either the 1950-or the 2080-hour work year. As long as they're earning a sustainable income that they can raise a family on and provide the basics in life, then yes, let's do everything we can.

I think you'll find that in many respects the trade unions and in some cases a few employers have worked cooperatively in those ventures, but it hasn't been an accepted thing across the country.

Mr. Scott: I think it's starting to get some currency.

Mr. Earl Affleck (Vice-President, Prince Edward Island Federation of Labour): I'm a construction worker. I was laid off last Friday. Now, the infrastructure program your government has introduced in this province has created a lot of sewer and water work. That is fine, but in this province most of that work was non-union.

In order for union contractors to get some of that work, the union I belong to set a rate of \$10 an hour plus benefits. But in order for the workers to make any money they've had to work anywhere from 60 to 70 to 75 hours a week in some cases, no overtime. Now, had your government been really serious about reducing hours of work and creating wages, then along with the infrastructure program would have come some regulations for hours of work on those projects.

So you can't talk through your hat. It's fine to say that, but in reality when you start programs you're causing wages to decrease. In 1990 we were making probably about \$14.95 an hour. It's down to \$10 an hour now, basically because of what the federal government was doing through their programs and through the maritime economic union.

We've had projects with non-union contractors coming in from outside the province and decreasing the wages. In order for our unions to survive, we've had to cut our wages and increase our hours. You're saying we shouldn't be doing that in order to

Mr. Crockett: J'aimerais bien voir des statistiques qui prouvent ce que vous dites. Je comprends ce que vous dites, mais néanmoins, du moins dans notre région, un faible taux de chômage ne provoque pas de chute des salaires et des avantages sur le marché du travail. Compte tenu de notre économie cyclique, surtout au cours des 20 dernières années, je ne crois pas qu'un tel cas se présente sur une période suffisamment longue pour que l'on puisse constater des effets semblables.

Sandy a traité de cette question. Depuis un grand nombre d'années, les syndicats de travailleurs ont pénalisé les employeurs qui offraient des primes au temps supplémentaire. Ces syndicats disent maintenant que les heures de travail pourraient atteindre 1 950 ou 2 080 heures. Tant que l'employé gagne un revenu suffisant pour faire vivre sa famille et pourvoir à l'essentiel, eh bien, d'accord, faisons tout est possible.

Vous constaterez qu'à de nombreux égards, les syndicats et, parfois, des employeurs, ont collaboré dans de telles entreprises, mais ce n'est pas une solution acceptée dans tout le pays.

Mr. Scott: Elle commence à se répandre.

Mr. Earl Affleck (vice-président, Fédération du travail de l'Île-du-Prince-Édouard): Je suis un travailleur de la construction. J'ai été mis à pied vendredi dernier. Le programme d'infrastructure mis en œuvre par votre gouvernement dans notre province a créé de nombreux emplois dans le domaine des canalisations d'eau et d'égout. C'est bien, mais ici, la majeure partie de ce travail a été réalisée par des travailleurs non syndiqués.

Pour que les entrepreneurs syndiqués puissent obtenir une partie des travaux, le syndicat auquel j'appartiens a fixé un taux horaire de 10\$, plus les avantages. Mais pour gagner suffisamment, les travailleurs doivent travailler de 60 à 70 heures par semaine, 75 heures même dans certains cas, sans toucher de primes de temps supplémentaire. Si votre gouvernement avait vraiment fait des efforts pour diminuer les heures de travail et créer des emplois, il aurait joint à son programme d'infrastructure des mesures régissant le nombre d'heures de travail dans le cadre de ces projets.

Toutes ces belles discussions ne servent à rien. En réalité, vous provoquez des diminutions de salaire lorsque vous mettez en place des programmes. En 1990, le salaire horaire était d'environ 14,95\$. Il est maintenant de 10\$, en raison surtout de ce qu'a fait le gouvernement fédéral avec ses programmes et à cause de l'économie maritime.

Il y a eu des diminutions de salaire parce que des projets ont été réalisés par des entrepreneurs non syndiqués venant de l'extérieur de la province. Pour que nos syndicats survivent, nous avons dû réduire nos salaires et augmenter nos heures de

[Texte]

reduce unemployment, but your government is doing that in Ottawa. The Liberal government in P.E.I. is doing the exact same thing. If you want more money, work longer hours. That's in essence what you're saying. You're creating more unemployment by doing that.

Now, these people work 60 or 70 hours, and that's why in our brief we've asked for 480 hours to be the insurable time period. During the summer those people worked a straight 60 or 70 hours. I'm not sure whether they're working today because of the cold. Most likely some of them are. But because of the sunlight hours and so forth, they're not getting 12 or 14 hours a day so their insurable weeks are coming down. They'll have to live on that until April probably, before the frost leaves and they can get back to work.

[Traduction]

travail. Vous dites que nous devrions éviter cela pour réduire le chômage, mais c'est ce que fait votre gouvernement à Ottawa. Le gouvernement libéral de l'Île-du-Prince-Édouard fait exactement la même chose. Ce que vous dites aux travailleurs, foncièrement, c'est que s'ils veulent davantage d'argent, ils doivent travailler davantage d'heures. Ce faisant, vous augmentez le chômage.

Ces gens travaillent maintenant de 60 à 70 heures par semaine et c'est pourquoi, dans notre mémoire, nous demandons à ce que la période donnant droit aux prestations soit de 480 heures. Durant l'été, ces gens-là travaillent de 60 à 70 heures par semaine. Je ne sais pas s'ils travaillent aujourd'hui, compte tenu du froid. Ils travaillent sans doute pour la plupart. Mais compte tenu des heures de clarté, etc., ils ne sont pas en mesure de travailler 12 ou 14 heures par jour et leur nombre de semaines assurables est donc réduit. Ils devront vivre de cette façon jusqu'en avril, sans doute, avant le dégel, pour pouvoir retourner au travail.

• 1105

You have to look at the whole picture. You can't just say reduce hours. You have to put in regulations so that unscrupulous companies can't take advantage of these programs.

Mrs. Lalonde (Mercier): Bonjour. It is a pleasure to be here, but not a pleasure to talk about that so-called reform. The pleasure now is that we see the end of the consultation. As far as we are concerned, it was. . .

I'm glad to be here because in the House the Bloc Québécois and I have been defending the Atlantic region because the reform is adding to cuts that have already been made to UI. I mean by Bill C-17.

The reform is based on two targets. The target is to diminish the number of people with short-term employment. Those two graphs show those for Quebec and the Maritimes. So Bill C-17 has attained that.

As far as frequent claimants are concerned, you still have Newfoundland and P.E.I. there. Quebec is there. Quebec is a little lower but it has more people. This is the main target as far as UI is concerned.

UI is an independent account that is filled by employers and workers and benefits can be distributed if the premiums aren't levied otherwise, if there were premiums for all salaried people in Canada with a maximum, as is proposed in the green paper.

We talk about abuse. What is the cause of that so-called abuse? Would human nature be different in the eastern part of Canada or can it be something else? Do you understand my question? That is my first question.

Mr. Crockett: I'm going to start. I missed the last part when the door opened back there. As I understand the question, the issue is—

Il faut voir l'ensemble du tableau. On ne peut pas se contenter de réduire le nombre d'heures. Il faut mettre en place des règlements de façon à ce que les sociétés sans scrupule ne puissent tirer avantage de ces programmes.

Mme Lalonde (Mercier): Good morning. Je suis très contente d'être ici, même s'il est moins agréable de discuter de cette soi-disant réforme. Ce qui est agréable, c'est de voir que nous en arrivons à la fin de cette consultation. Pour notre part, cela a été. . .

Si je suis contente d'être ici, c'est que les députés du Bloc québécois et moi-même, en Chambre, avons défendu les intérêts de la région de l'Atlantique, puisque la réforme accentuera les compressions qui ont déjà été apportées à l'assurance-chômage. Je parle du projet de loi C-17.

La réforme vise deux objectifs. Ce que l'on veut, c'est diminuer le nombre des personnes qui ont un emploi à court terme. Ces deux graphiques illustrent la situation du Québec et des Maritimes. Le projet de loi C-17 a donc atteint cet objectif.

En ce qui concerne les prestataires fréquents, cette situation existe encore à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard, de même qu'au Québec. Le phénomène est un peu moins accentué au Québec, mais la population y est plus nombreuse. Voilà quel est le principal objectif, du côté de l'assurance-chômage.

L'assurance-chômage est un compte indépendant auquel cotisent les employeurs et les travailleurs. Les prestations peuvent être distribuées si personne d'autre ne cotise au compte, si tous les salariés du Canada versent des cotisations maximales, comme on le propose dans le Livre vert.

On parle d'abus. Quelle est la cause de ces abus présumés? La nature humaine serait-elle différente dans l'est du pays? Est-ce dû à une autre raison? Comprenez-vous ma question? C'est ma première question.

M. Crockett: Permettez-moi de commencer. J'ai raté la dernière partie de votre question, lorsque la porte s'est ouverte au fond de la salle. Si j'ai bien compris, il s'agit de déterminer. . .

[Text]

Mrs. Lalonde: The objective of Bill C-17 is to increase the number of weeks before you get UI. The aim of a two-tiered system is to punish those who are frequent claimants. But those frequent claimants are in the eastern part of Canada, as this graph shows. My question is, is human nature different or would it be something else?

[Translation]

Mme Lalonde: Le projet de loi C-17 vise à accroître le nombre de semaines nécessaires pour être admissible aux prestations d'assurance-chômage. Le but d'un régime à deux paliers est de définir les utilisateurs fréquents du système. Mais ces utilisateurs se retrouvent dans la partie est du Canada, comme on peut le voir sur ce graphique. Ma question est la suivante: Est-ce dû à des différences dans la nature humaine ou à d'autres raisons?

Mr. Crockett: Now, let us be very clear and up front on this one, and we say it in our brief. We're opposed to a two-tiered system of premiums. We're opposed to a two-tiered system of benefits. If it's going to be a truly national fund, the standards should be equal across the country. I don't think anyone can suggest that there's more abuse in Atlantic Canada or Quebec or in western Canada, for that matter.

• 1110

As we said in our opening comments, you have to understand and recognize the industrial base in this part of the country—it's seasonal and cyclical and in many cases we're talking about minimum wage service and industrial jobs that are not going to create meaningful long-term employment. We want to be very clear on that.

The question goes back to what we keep saying—that jobs have to be the number one priority. Once we create an economic structure that permits the average Canadian to obtain the skills and the tools necessary, and we provide the opportunity—whether in the context of the global economy or North American free trade—to exercise those skills in the workplace... We can talk for the rest of the year about graphs and charts and who uses it more and who uses it less, but the problem is that Canadians don't have jobs.

If you want to talk about abuse, I think the employers and governments of this country are abusing the system as much or more—and I'm not admitting this—than if it were abused by workers. Every day in this province the provincial government creates ten weeks of employment and dumps the individual back on the UI program.

Mrs. Lalonde: The first time I saw those graphs I was sure the target of reform was the same as it is now. I think it should be said. That is why I bring it up, even though my colleagues don't like it—because it is the truth. To change it you have to change the industrial structure. You have to address job creation. If this was implemented—and this is a grave question—don't you think it would drive people out of P.E.I.?

Mr. Crockett: That's what Sandy alluded to in his opening comments—that we're talking about a skills drain from the regions. To use your example, if we were to increase the number of weeks to 20, many skilled workers in this province won't be able to derive UI benefits. The only option will be social welfare or social assistance, and we will quickly reach a point with our economic base where even that won't be available. The option? You move elsewhere. The ultimate long-

Comme je l'ai dit dans nos observations liminaires, il faut comprendre que l'accise industrielle de cette partie du pays—c'est une accise saisonnière et cyclique, et dans bien des cas, il s'agit d'emplois au salaire minimum, dans le secteur des services et des industries, des secteurs qui ne créent pas d'emplois bien rémunérés et à long terme. Que cela soit clair.

Cela revient à ce que nous avons toujours dit—it faut accorder la priorité absolue aux emplois. Lorsqu'on aura créé une structure économique qui permette au Canadien moyen d'acquérir les compétences et les outils nécessaires et lorsqu'il lui donnera l'occasion—que ce soit dans le contexte d'une économie globale ou du libre-échange nord-américain—d'exploiter ses compétences au travail... On pourrait discuter à perdre haleine de graphiques, de tableaux et de qui les utilisent, mais le problème, c'est que les Canadiens n'ont pas d'emplois.

Pour ce qui est des abus, j'estime que les employeurs et les gouvernements canadiens abusent du système autant sinon davantage—and je ne saurais l'admettre—que les travailleurs. Le gouvernement de cette province crée chaque jour des emplois de dix semaines, période au bout de laquelle il met à pied le titulaire de ces emplois, qui doit de nouveau recourir au programme d'assurance-chômage.

Mme Lalonde: La première fois que j'ai vu ces graphiques, j'ai été certaine que l'objectif de cette réforme était bien ce qu'il est maintenant. Je crois qu'il faut le dire. C'est pourquoi j'ai soulevé cette question, même si mes collègues ne sont pas d'accord—car c'est la vérité. Pour changer cela, il faut changer la structure de l'industrie. Il faut résoudre le problème de la création d'emplois. Si ce document était mis en oeuvre—and c'est une question grave—croyez-vous que cela créera un exode de la population de l'Île-du-Prince-Édouard?

Mr. Crockett: C'est à cela que Sandy a fait allusion dans ses observations—les régions se vident de leurs travailleurs compétents. Pour revenir à votre exemple, si on porte à 20 le nombre de semaines, un grand nombre de travailleurs qualifiés de la province ne pourront plus retirer de prestations d'assurance-chômage. Ils devront donc se rabattre sur l'aide sociale et notre accise économique en arrivera rapidement à un point tel que même cette aide ne sera plus disponible. Quel

[Texte]

term effect? That Toronto, Montreal, Calgary and Edmonton, which have already experienced this, will have such a drain on their provincial and community resources that eventually the system will perpetuate itself.

We can't relocate people. It's a band-aid measure. We have to look at the structure. What we suggested in our brief is to first look at it on a regional basis, and then look at a national jobs strategy. But if we're going to get into a national jobs strategy, let's do it properly so that we have direct input and participation from all the sectors, not just government and the administrative bureaucracy suggesting to Canadians and to business that this is the best way to create jobs in this country.

Does that answer your question?

Mrs. Lalonde: Totally.

Ms Mary Boyd (Project Coordinator, Social Security Reform Interest Group, Prince Edward Island Federation of Labour): I'd like to speak to that as well and to thank Madame Lalonde for her input, which is much appreciated. As well, in other government committees in this region, Bloc Québécois input has been well accepted because they have come with a conscience for the people. It is remarkable and outstanding and it's something we appreciate. The fact that we are neighbours to Quebec is important to us. We feel that affinity. We're east of you, so you are the province closest to us.

One thing you might want to know is that the problems in this region began around 1880, when there was economic warfare in this country. This part of the country was well advanced and had lots of jobs and lots of industrialization. It started some of the banking institutions and many other things that form the backbone of this country today. However, because of the power in Quebec and Ontario and federal legislation, our power began to dwindle. We were the de-industrialized. We don't have a lot of political power.

Our people started migrating in the 1880s. Had Canada been structured in a just way with each region having some power, we wouldn't be in this situation today. You can go to any province in Canada and find that it's full of maritimers who have had to leave and who are making a big contribution in the rest of the country. But we need their resources here as well.

[Traduction]

choix restera-t-il? Déménager ailleurs. Quel sera l'effet à long terme, en fin de compte? Eh bien, Toronto, Montréal, Calgary et Edmonton, qui en ont déjà fait l'expérience, connaîtront un tel épuisement de leurs ressources, à l'échelle provinciale et locale, que le système finira par se perpétuer là aussi.

On ne peut pas reloger les gens. Cela ne règle pas le problème. Il faut revoir la structure. Dans notre mémoire, nous disons qu'il faut d'abord revoir cette structure à l'échelle régionale, puis mettre en place une stratégie nationale d'emploi. Mais si nous voulons appliquer une telle stratégie, procérons de façon adéquate de façon à obtenir la participation de tous les secteurs, plutôt que de laisser le gouvernement et la bureaucratie administrative dire aux Canadiens et aux entreprises quelle est la meilleure façon de créer des emplois au pays.

Ai-je répondu à votre question?

Mme Lalonde: Tout à fait.

Mme Mary Boyd (coordonnatrice de projet, réforme sociale, Fédération du travail de l'Île-du-Prince-Édouard): Permettez-moi de répondre également et de remercier madame Lalonde de son opinion, que nous apprécions beaucoup. De même, dans d'autres comités gouvernementaux de cette région, l'opinion du Bloc québécois a été bien reçue car elle témoigne d'un grand souci des gens. C'est remarquable et nous l'apprécions. Le fait que nous soyons voisins du Québec est important pour nous. Nous ressentons une certaine affinité. Nous sommes à l'est de votre province et le Québec est notre plus proche voisine.

Vous serez peut-être intéressés de savoir que les problèmes dans notre région ont commencé vers 1880, lorsque le pays a connu une guerre économique. Cette partie du pays était très évoluée. On y trouvait de nombreux emplois et l'industrialisation était bien avancée. C'est ici que sont nés certains établissements bancaires et d'autres institutions qui sont aujourd'hui l'épine dorsale du pays. Toutefois, notre pouvoir a commencé à vaciller à cause de la puissance du Québec et de l'Ontario, ainsi que des lois fédérales. Nous étions ceux qui n'avaient plus d'industrie. Nous n'avons pas beaucoup de pouvoir politique.

Nos gens à commencer à émigrer dans les années 1880. Si la structure du Canada avait accordé des pouvoirs égaux à toutes les régions, nous ne serions pas dans cette situation aujourd'hui. Où que vous alliez au Canada, vous trouverez de nombreuses personnes des Maritimes qui ont dû aller s'établir ailleurs et qui contribuent grandement au bien-être du reste du pays. Nous avons également besoin de leurs ressources ici.

• 1115

So this region needs a break; it doesn't need more punishment. To target the people who depend on seasonal work in Prince Edward Island or the rest of the Atlantic region raises moral questions. It raises the question of how much you can exploit a people.

We have had a lot of exploitation. Our wages are lower. We have had to depend on transfer payments, and we can't do without them. We don't have a big business sector in this region; we have a public sector. So the whole drive toward the privatization of everything, as people said, will cause our institutions to disappear. We can't take a privatized education system. We need higher wages and we need jobs.

Cette région a besoin qu'on lui donne une chance; elle n'a pas besoin d'être punie davantage. Prendre pour cible les gens qui dépendent des emplois saisonniers de l'Île-du-Prince-Édouard ou du reste de la région de l'Atlantique soulève une question morale: jusqu'où peut-on exploiter un peuple?

Nous avons été beaucoup exploités. Nos salaires sont plus faibles. Nous avons dû dépendre des paiements de transfert et nous ne saurions nous en passer. La région n'a pas un gros secteur commercial, mais plutôt un secteur public. Le mouvement vers la privatisation totale, comme les gens disent, fera disparaître nos institutions. Nous ne pouvons pas nous offrir un régime d'éducation privatisé. Nous avons besoin de salaires plus élevés et d'emplois.

[Text]

There's a strong tradition of family life here, but there's been a lot of sadness because the breadwinners had to leave their families behind to go in search of work. This has caused problems within the families, such as break-ups.

That's why we said the process and direction of this paper is flawed. Some of it is based on an OECD paper that has had a lot of influence. Some of it is based on secret papers that haven't come out yet. This shows the direction is that people should be pricing their way to the bottom.

In the Atlantic region, we need a break. We should be trying to go more to the level of the rest of Canada, and not be put into a situation in which we're forcing our way to the bottom.

There are no jobs to compete for. We're not lazy people. We said this in the brief. The fact that you have to apply so many times for a job to have approval means that people are very eager to work here. It's a terrible injustice that the jobs are not there.

I think this whole trend in government policy is like following a piper, but the bagpipes are out of tune. It's about time we tuned them up again and got back into the reality of what's happening in this country and into what our citizens need.

Regardless of globalization, if we have the political will in this country, then we have the means to still be one of the great countries of the world. We have the means to wipe out poverty. We've had too much of that poverty in this region. We ask this committee to turn this direction around and make up for what happened since the 1880s in this region rather than giving us more of that, because we've had too much.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I'd like to just make a statement before I begin. I've been sitting at these hearings for quite a while. I really resent the insinuation that the Bloc members are making that the governing Liberals and Reformers don't care about the people of Atlantic Canada. That's not true. In fact, I wonder what incentive there is for the people who want to separate to build up our country to make it great once again with social programs that are sustainable and that help those who are truly in need.

I think the Liberals sitting opposite have the same goal as Reform members, which is to find a way to improve our social programs. I want that on the record. I do not like the insinuation that we don't care. Why would we even be holding these hearings?

Anyway, let me get to my question.

There's a little bit of a contradiction in what I hear you people say. I want to point it out and just ask for your comments. There's been the feeling here that there's a finite number of jobs in Canada, yet at the same time I hear people saying that we need a climate in which we can create more jobs.

That seems to be a contradiction. Do you believe there's a finite number of jobs, or can we find more jobs for more people in this country? Do you think that is a possibility? If there isn't, we have a huge problem.

[Translation]

Depuis toujours, la vie familiale est très importante ici, mais malheureusement, les soutiens de famille ont dû quitter leur foyer pour aller chercher du travail. Cela a causé des problèmes dans les familles, des séparations et des divorces.

C'est pourquoi nous disons que ce document est mauvais, tant du côté du processus que de l'orientation. Il se fonde en partie sur un document de l'OCDE qui a eu une grande influence, et en partie sur des documents secrets qui n'ont pas encore été rendus publics. L'orientation qu'on y adopte, c'est que les gens devraient être prêts à tout sacrifier.

Dans la région de l'Atlantique, nous avons besoin qu'on nous donne une chance. Nous devrions faire davantage pour en arriver au même niveau que le reste du Canada, au lieu de nous trouver dans une situation telle que nous courrons à notre perte.

Les gens ne sont pas paresseux; il n'y a tout simplement pas d'emplois. Nous l'avons dit dans notre mémoire. Le nombre élevé de demandes que les gens présentent en vue d'obtenir un emploi montre bien à quel point ils veulent travailler. Il est terriblement injuste qu'il n'y ait pas d'emplois pour eux.

Dans la politique gouvernementale, on dirait que l'on suit un joueur de cornemuse dont l'instrument jouerait faux. Il est temps de l'accorder, de prendre conscience de ce qui se passe au Canada et de reconnaître les besoins de nos concitoyens.

Qu'importe la mondialisation, si la volonté politique existe au Canada, nous avons les moyens de redevenir l'un des plus grands pays au monde. Nous avons les moyens d'éliminer la pauvreté. Il y a eu trop de pauvreté dans cette région. Nous demandons au Comité de renverser la vapeur et de corriger ce qui se produit depuis 1880 dans cette région plutôt que de nous enfoncer davantage dans le marasme.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Avant de commencer, permettez-moi de faire une déclaration. Je siège à ces audiences depuis tout un temps. Je ne saurais admettre les insinuations des députés du Bloc qui prétendent que les Libéraux et les Réformistes ne se soucient aucunement des habitants des provinces Atlantiques. C'est faux. En fait, je me demande quel intérêt peuvent bien avoir des séparatistes à reconstruire notre pays et à remettre en place des programmes sociaux durables, qui aident ceux qui en ont véritablement besoin.

Les députés ministériels ont le même objectif que ceux du Parti réformiste, c'est-à-dire trouver un moyen d'améliorer nos programmes sociaux. Je tiens à ce que cela soit consigné au compte rendu. Je n'aime pas beaucoup les insinuations selon lesquelles nous nous fouts des gens. Pourquoi alors tenir de telles audiences?

Cela dit, je vais poser ma question.

Il semble y avoir une certaine contradiction dans vos témoignages. Je tiens à le souligner et j'aimerais connaître votre opinion. On semble croire qu'il existe un nombre limité d'emplois au Canada, mais pourtant j'entends des gens nous dire que nous devons créer un climat favorable à la création d'emplois.

Cela semble contradictoire. Croyez-vous qu'il y a un nombre limité d'emplois ou pouvons-nous trouver davantage d'emplois pour les travailleurs canadiens? Croyez-vous que ce soit possible? Sinon, nous avons un énorme problème.

[Texte]

[Traduction]

• 1120

Mr. Heath Ellis (Secretary-Treasurer, Prince Edward Island Federation of Labour): I have seen within the last two months a position become available and a competition be held for it, where 60 people applied for that one position that paid \$5.75 an hour and the successful candidate got between 10 and 15 hours a week because that's just under the payroll tax level of 15 hours. People here are being exploited on a regular basis by any number of businesses using these practices. There has to be some kind of penalty put on employers who hire for a minimum number of hours and then lay this person off and put another person in that position.

If the unemployment insurance system is going to be improved, possibly they should look at the employer paying all the premiums for the first 15 hours. Maybe they should pay the employee's portion as well. Then after 15 hours revert to where the employee pays his share. Maybe this would be a bit of an incentive for an employer to hire on for more than a bare minimum of hours.

On the other hand, some employers have their employees work overtime for extended periods of time for basically the same reason; that is, they don't want to hire another employee and have these payroll taxes. I find that is a real problem.

Mr. MacKay: I don't think there's a contradiction in what we're saying. I think there are two issues in the paper. One is the attack on seasonal industries and seasonal workers. I think that's the attack the Bloc was talking about, especially the issue of abuse. Nobody leaves a good-paying job to take half a cut—half, right now, because of the UI. So I don't think there's a contradiction. What we're doing is addressing two issues.

We talked about job creation in our brief. We believe there are ways to create jobs if you go with value-added products. There are a lot of things in the brief about creating jobs.

On the issue the minister wanted us to respond to, which is seasonal industries, just because we live on P.E.I. and the water freezes, are we abusing the system? I wouldn't think so. If a farmer can't bale hay in the first of December, is that abuse? That's what we're trying to get at. I don't think there's any contradiction.

Mr. Affleck: A few weeks ago, maybe it was even last week, Mr. Manley announced a \$50 million incentive program for tourism. If you're saying seasonal work is not the way to go, then why is another department of government authorizing the spending of millions of dollars for seasonal work? Also, in most cases they are low-paying positions.

I have a problem with this committee looking at social reform and another committee looking at something else. There should be a holistic approach to reform. I mean the word "reform" before it became construed to mean something else.

M. Heath Ellis (secrétaire-trésorier, Fédération du travail de l'Île-du-Prince-Édouard): Au cours des deux derniers mois, il y a eu un concours en vue de doter un poste et 60 personnes ont soumis leur candidature pour cet emploi qui payait 5,75\$ de l'heure. L'employeur n'a offert au candidat choisi qu'entre 10 et 15 heures de travail par semaine, c'est-à-dire juste un peu moins que le minimum des 15 heures à partir duquel l'employeur doit payer des charges sociales. Les gens ici se font constamment exploiter par des entreprises qui recourent à de telles pratiques. Il faudrait imposer une pénalité aux employeurs qui embauchent un employé pour un minimum d'heures et mettent ensuite cette personne à pied pour la remplacer par une autre dans ce même poste.

Si on veut améliorer le régime d'assurance-chômage, il faudrait peut-être envisager de faire payer à l'employeur toutes les cotisations pour les 15 premières heures. Peut-être devrait-il également verser la quote-part de l'employé et faire cotiser l'employé à compter de la seizième heure de travail. Cela inciterait peut-être les employeurs à embaucher pour un peu plus que le strict minimum d'heures.

D'autre part, certains employeurs font faire des heures supplémentaires à leurs employés pour de longues périodes essentiellement pour la même raison, c'est-à-dire qu'ils n'embauchent pas un autre employé parce qu'ils ne veulent pas être obligés de payer les charges sociales. Je trouve que cela pose vraiment un problème.

M. MacKay: Je ne pense pas qu'il y ait une contradiction dans ce que nous disons. Je crois qu'il y a deux problèmes dans ce document de travail. Il y a d'abord l'attaque menée contre l'industrie saisonnière et les travailleurs saisonniers. Je pense que c'est de cette attaque que le Bloc parlait, particulièrement des recours abusifs. Personne ne quitte un emploi bien rémunéré pour la moitié de son salaire—la moitié, à l'heure actuelle, à cause du régime d'assurance-chômage. Donc, je ne pense pas qu'il y ait une contradiction. Nous ne faisons qu'aborder deux questions.

Nous avons parlé de création d'emplois dans notre mémoire. Nous disons qu'il est possible de créer des emplois grâce aux produits à valeur ajoutée. Nous faisons de nombreuses suggestions dans notre mémoire relativement à la création d'emplois.

En ce qui concerne la question à laquelle le ministre voulait que nous répondions au sujet des industries saisonnières, est-ce que le fait que nous vivons dans l'Île-du-Prince-Édouard et que l'eau gèle fait de nous des profiteurs du système? Je ne le pense pas. Si un agriculteur ne peut mettre du foin en ballot la première semaine de décembre, fait-il un usage abusif du régime? Voilà ce que nous essayons de dire. Je ne pense pas qu'il y ait là de contradiction.

M. Affleck: Il y a quelques semaines, c'est peut-être la semaine dernière, M. Manley a annoncé un programme d'incitation de 50 millions de dollars pour le tourisme. Si vous dites que le travail saisonnier n'est pas la solution, alors pourquoi un autre ministère du gouvernement autorise-t-il que l'on dépense des millions de dollars pour le travail saisonnier? En outre, dans la plupart des cas, il s'agit de postes peu rémunérés.

J'ai du mal à accepter que votre Comité examine la réforme sociale et qu'un autre Comité examine autre chose. On devrait aborder la réforme de façon holistique. J'utilise le mot «réforme» dans le sens initial qu'il avait avant qu'on le déforme.

[Text]

We shouldn't be penalized in eastern Canada because they're trying to get more people into the Skydome or whatever. We're being penalized here because of a lack of a jobs strategy for Canada. I mean the whole country. Nobody has a clue what they're going to do five years down the road.

I've been working in construction work and worked for probably 15 years without being laid off. During the last couple of years I've been laid off on a continuous basis because of a downturn in the economy. That's not my fault. I'd go to work tomorrow if there was a job. I'd be working today. I wouldn't be here if I was working. I've taken all the training courses you could offer. Everything that has been offered I've taken.

People are not lazy. People want to work. People will take meaningful training courses.

One of the programs the construction association put on last year wouldn't train people to flip hamburgers at McDonald's. Mr. Reid was advocating four weeks of training to become part of your qualifying period for UI. I would hope it would be based on a national standard, not on some fly-by-night program to get money out of the UI system.

[Translation]

Nous ne devrions pas être pénalisés dans l'Est du Canada parce qu'on veut qu'il y ait plus de gens au Skydome ou quoique ce soit d'autre. Nous sommes pénalisés ici parce qu'il n'y a pas de stratégie d'emploi pour le Canada. Je veux parler de tout le pays. Personne n'a la moindre idée de ce que l'on fera dans cinq ans.

J'œuvre dans le domaine de la construction et j'ai travaillé peut-être quinze ans sans être mis à pied. Au cours des dernières années, j'ai été mis à pied de façon régulière à cause d'un ralentissement de l'économie. Ce n'est pas de ma faute. J'irais travailler demain matin si j'avais un emploi. Je travaillerais aujourd'hui. Je ne serais pas ici si je travaillais. J'ai suivi tous les cours de formation qu'on m'a offerts. J'ai accepté de suivre tous les cours de formation que l'on m'a offerts.

Les gens ne sont pas paresseux. Ils veulent travailler et accepteront de suivre des cours de formation utiles.

L'an dernier, l'Association de la construction a mis sur pied des programmes de formation, et ce n'était pas pour enseigner aux gens comment faire cuire des hamburgers chez McDonald. M. Reid préconisait que la période ouvrant droit aux prestations d'assurance-chômage comprenne quatre semaines de formation. J'espère que cela serait fondé sur une norme nationale, non pas sur un programme peu sérieux dont le seul objectif consisterait à soutirer de l'argent au régime d'assurance-chômage.

• 1125

Those are the things that I see. I think there is room for creating jobs in this country, but there has to be a will to create the jobs and not to be listening to somebody in New York City telling us what to do.

The Chairman: Thank you very much. Last comment, please.

Ms Boyd: Yes, the statistics show that there's not an infinite number of jobs around. There really is a great unemployment problem, and the way to counter it is to create jobs, and that's the way to solve the deficit problem.

The Chairman: I would like to thank you all. One final, Mr. Crockett.

Mr. Crockett: I'm hoping the question was put out in a sense of stimulating debate and not suggesting to me way of thinking. What concerns me is the way you phrased it. That there's a finite number of jobs in this country to me suggests that if that were true, then we're admitting that this country has become bankrupt in terms of resources, entrepreneurial skills and creative thinking. I don't think that's true.

We've heard a lot of comments on this—and I will try to wrap it up very quickly. To my way of thinking, to use a local example—and it was alluded to here earlier—the government always seems to find money for government priorities. If we put \$5 million into the Irving Corporation to build a warehouse, an extension or whatever, in terms of that investment what are we getting back in terms of job creation?

Maybe I am picking on the Irvings—certainly they are good ones to pick on—but we see too many examples of that in this area of the country where we're rolling millions and millions of taxpayers' dollars into what in our view is increasing corporate profits rather than legitimate job creation.

C'est ainsi que je vois les choses. Je pense qu'il est possible de créer des emplois au pays, mais il doit y avoir d'abord une volonté de créer des emplois et nous ne devons pas laisser quelqu'un de New York nous dicter ce que nous devons faire.

Le président: Merci beaucoup. Une dernière observation, s'il vous plaît.

Mme Boyd: Les statistiques révèlent qu'il n'y a pas un nombre infini d'emplois disponibles. Il y a vraiment un grave problème de chômage, et pour surmonter ce problème, il faut créer de l'emploi, et c'est ainsi qu'on pourra aussi résoudre le problème du déficit.

Le président: Je tiens à vous remercier tous. Une dernière observation, monsieur Crockett.

Mr. Crockett: J'espère que la question a été posée pour stimuler le débat, non pour suggérer une façon de penser. Ce qui me préoccupe, c'est la façon dont vous avez formulé la question. S'il est vrai qu'il y a un nombre limité d'emplois au pays, pour moi cela signifie que nous admettons que notre pays n'a plus de ressources, d'esprit d'entreprise et de créativité. Je ne pense pas que ce soit le cas.

Nous avons entendu de nombreux commentaires à ce sujet. Je vais essayer de conclure très rapidement. Pour vous donner un exemple local—and on y a fait allusion ici tout à l'heure—the gouvernement semble toujours trouver de l'argent pour ses priorités. Si nous injectons 5 millions de dollars dans la société Irving pour construire un entrepôt, pour agrandir ou pour une autre raison, qu'est-ce qu'un tel investissement nous rapporte sur le plan de la création d'emplois?

Je m'en prends peut-être toujours aux Irving—ils sont certainement d'excellentes cibles—mais dans notre région du pays, nous avons trop d'exemples de ce genre d'investissement de millions et de millions de dollars des contribuables qui contribuent à augmenter les profits des sociétés plutôt qu'à créer des emplois.

[Texte]

We think that once we turn our mind-set around here to putting those dollars in the correct location, we will start to create meaningful jobs. There are entrepreneurs out there who would like the opportunity, and there are existing companies that would like the opportunity to expand, but we have to make sure those jobs are being created if there's going to be government assistance. I hope we're not going to see a continuation of government hand-outs in terms of corporations in this country.

We think it's possible—and I just got whispered the question, what do we see for Atlantic Canada? We see all kinds of things. We look at the aquaculture industry, which is growing by leaps and bounds throughout the world. We have probably the best waters and the best ports anywhere in the world. Why aren't we building in those industries?

That goes back to my earlier comment about research and development. Why aren't we expanding in those natural resources and developing the skills of the local fishermen to create those value-added products? The opportunities are there. We just have to get our acts together and start working together and focusing our resources in those directions.

The Chairman: This concludes this part of our program. I appreciate your presentation and the time and effort that has gone into the presentation of your respective briefs. Thank you.

Our next witness will be the Prince Edward Island Teachers' Federation, please.

[Traduction]

Nous sommes d'avis que si nous investissons ces dollars au bon endroit, nous pourrons commencer à créer vraiment de l'emploi. Il y a des entrepreneurs qui aimeraient avoir l'occasion de le faire, il y a des sociétés qui voudraient bien pouvoir se développer, mais nous devons nous assurer que des emplois sont créés avant d'accorder une aide gouvernementale. J'espère que le gouvernement ne va pas continuer à subventionner les sociétés au Canada.

Je pense que c'est possible—et l'on vient tout juste de me chuchoter la question, qu'est-ce que nous entrevoyns pour la région de l'Atlantique? Nous entrevoyns toutes sortes de choses. Il y a le secteur de l'aquiculture qui est en train de se développer très rapidement partout dans le monde. Nous avons sans doute les meilleures eaux et les meilleurs ports du monde entier. Pourquoi est-ce que nous n'exploitons pas ces industries?

Cela me ramène à l'observation que j'ai faite précédemment au sujet de la recherche et du développement. Pourquoi n'exploitons-nous pas ces ressources naturelles et ne misons-nous pas sur les aptitudes des pêcheurs locaux pour créer des produits à valeur ajoutée? Nous en avons la possibilité. Il suffit tout simplement de nous organiser et de commencer à travailler ensemble et de canaliser nos ressources dans cette direction.

Le président: Voilà qui conclut cette partie de notre programme. Je vous remercie de votre exposé et du temps ainsi que des efforts que vous avez consacrés à la préparation de vos mémoires respectifs. Merci.

Notre prochain témoin sera la Fédération des enseignants de l'Île-du-Prince-Édouard.

• 1127

• 1132

The Chairman: Excuse me for that momentary interruption. I want to welcome our next witnesses this afternoon.

Just so you'll know, for those following the agenda, we will be coming back to the Société Saint-Thomas d'Aquin as our next witness following the P.E.I. Teachers' Federation. We are going to attempt to keep our labour perspective as close together as possible. That's the way we've decided to do it. We will hear from the Prince Edward Island Teachers' Federation now, followed by the Société Saint-Thomas d'Aquin.

We have approximately 30 minutes to consider your presentation, which includes questions from the committee members. We invite you to begin whenever you are ready, Mr. Broderick.

Mr. Leo Broderick (President, Prince Edward Island Teachers' Federation): Thank you very much. The Prince Edward Island Teachers' Federation represents the approximately 1,550 teachers who teach in the public school system of Prince Edward Island.

Le président: Je m'excuse de cette interruption de quelques minutes. Je tiens à souhaiter la bienvenue à nos témoins suivants cet après-midi.

À titre d'information, pour ceux qui veulent connaître notre programme, après le déjeuner nous entendrons la Société Saint-Thomas d'Aquin. Nous allons maintenant entendre la Fédération des enseignants de l'Île-du-Prince-Édouard car nous voulons essayer le plus possible de regrouper ceux qui représentent le point de vue de la main-d'œuvre. C'est ainsi que nous avons décidé de procéder. Nous allons donc entendre maintenant la Fédération des enseignants de l'Île-du-Prince-Édouard, puis la Société Saint-Thomas d'Aquin.

Nous avons une trentaine de minutes pour entendre votre témoignage, ce qui comprend une période de questions des membres du Comité. Nous vous invitons à commencer dès que vous serez prêt, monsieur Broderick.

M. Leo Broderick (président, Fédération des enseignants de l'Île-du-Prince-Édouard): Merci beaucoup. La Fédération des enseignants de l'Île-du-Prince-Édouard représente les quelque 1 550 enseignants du réseau d'écoles publiques de l'Île-du-Prince-Édouard.

[Text]

Since 1880 the organization has been a voice for teachers and children in our province. The objects of the federation charge it with the responsibility of speaking out on these matters, which impact on the professional lives and the economic status of our members. As well, the objects oblige the federation to protect the educational interests of children.

We teach on a daily basis over 25,000 students. Teachers see on a daily basis the impact of the economic and social policies in this province and in this country. Thus, we have an obligation to respond to the discussion paper *Improving Social Security in Canada*. We welcome this opportunity to present our views to the parliamentary Standing Committee on Human Resources Development. We hope the members of the committee give serious consideration to our input.

The issues under discussion and consideration impact significantly on the lives of all Canadians, and the outcome of this exercise will affect the long-term future of our children and youth in an irreversible way. This effect must not be taken lightly.

Canada has been identified as the best country in the world in which to live. We hear almost daily reference to this recognition by politicians, media persons, and others. It is a recognition of which we all should be proud.

At the same time, we must be aware of the fact that we have not always been number one. We have been designated the best because of the nature of the country we have developed. Significant factors in that development have been our education system, our health care system, and our social security system. These systems have been based on universal access and high quality.

Despite our best efforts as a country, we still have children and adults living in poverty. In Prince Edward Island, 50% of children live in poverty. We still have a rate of unemployment that is far too high. We still have children and adults living with family violence. We still have youths and young adults who are unable to afford post-secondary education programs.

There is need for reforms to our social programs. There is need to improve the support and services available to our citizens who are in need. It is this need that must be the basis for reform. We fear, however, that the primary need that is to be met by the reforms included in the discussion paper is the reduction of the debt and deficit of the Government of Canada. This, among others, is one of the faulty premises on which the review of social security is based.

The language used in the discussion paper suggests that our social programs will be improved by implementing major spending cuts, reducing benefits, and shifting the cost of post-secondary education programs from the state to the individuals who participate in the programs. We reject this thinking.

[Translation]

Cet organisme qui existe depuis 1880 représente les intérêts de enseignants et des enfants de notre province. La Fédération s'est donné pour but d'aborder les questions qui se répercutent sur la vie professionnelle et le statut économique de ses membres. En outre, la Fédération a la responsabilité de protéger les intérêts des enfants en matière d'éducation.

Nous enseignons tous les jours à plus de 25 000 élèves. Les enseignants constatent tous les jours l'effet des politiques économiques et sociales dans notre province et dans notre pays. Par conséquent, nous devons répondre au document de travail intitulé *La sécurité sociale dans le Canada de demain*. Nous sommes heureux de pouvoir présenter notre point de vue au Comité permanent du développement des ressources humaines et nous espérons que les membres du Comité en tiendront compte.

Les questions à l'étude influeront grandement sur la vie de tous les Canadiens, et le résultat de cet exercice affectera l'avenir à long terme de nos enfants et de nos jeunes d'une façon irréversible. Leurs conséquences ne doivent pas être prises à la légère.

Le Canada est considéré comme le meilleur pays où l'on puisse vivre dans le monde. Presque tous les jours, des politiciens, des journalistes et d'autres le reconnaissent. Nous devrions en être tous très fiers.

En même temps, nous devons nous rendre compte que nous n'avons pas toujours été parfaits. Le Canada a été désigné comme étant le meilleur pays en raison de la nature du pays que nous avons développé. Parmi les facteurs importants qui ont contribué à ce développement, il y a notamment notre système d'éducation, notre régime de soins de santé et notre régime de sécurité sociale. Ces régimes sont basés sur l'accès universel et sur la qualité.

• 1135

Malgré tous nos efforts, il y a toujours au Canada des enfants et des adultes qui vivent dans la pauvreté. À l'Île-du-Prince-Édouard, 50 p. 100 des enfants vivent dans la pauvreté. Nous avons toujours un taux de chômage qui est beaucoup trop élevé. Nous avons toujours des enfants et des adultes qui vivent dans la violence familiale. Nous avons toujours des jeunes et des jeunes adultes qui n'ont pas les moyens de se payer des études postsecondaires.

Il est nécessaire de réformer nos programmes sociaux et d'améliorer l'appui et les services offerts à nos citoyens qui sont dans le besoin. La réforme doit être fondée sur ces besoins. Nous craignons cependant que les réformes prévues dans le document de travail soient motivées plutôt par la réduction de la dette et du déficit du gouvernement du Canada. Il s'agit entre autres de l'un des principes erronés sur lesquels est fondée la réforme de la sécurité sociale.

D'après le libellé utilisé dans le document de travail, on améliorera nos programmes sociaux en faisant d'importantes compressions dans les dépenses, en réduisant les prestations et en déplaçant le coût des programmes d'études postsecondaires de l'État aux particuliers qui participent aux programmes. Nous ne sommes pas d'accord avec cette façon de penser.

[Texte]

Canada can retain and enhance the social programs we have implemented. These programs have not been responsible for the creation of the debt and deficit and they should not be cut to pay for the debt and deficit. The debt and deficit should be addressed to tax reform and monetary policy, not by cutting and slashing social programs.

Profitable corporations must pay taxes, and those corporations that owe deferred taxes must pay what is owed. The tax system must be revised to ensure fair taxation of family trusts and inheritance and financial transactions. A very large portion of the debt and deficit is the result of high interest rates. Those in greatest need in our country should not have to pay for the negative effects of the high interest rate strategies of the Bank of Canada. These are not the people who have made massive profits as a result of the high interest rates. It is those who have made massive profits from this policy who must be made to pay.

At the outset we want it clearly understood that we do not share the view that there is massive abuse of the unemployment insurance programs in our province. We take great exception to the view that seasonal workers who receive unemployment insurance benefits are somehow abusing the system. Such workers are participating in a program specifically designed to provide income support to them when they are unable to work because of the seasonal nature of their employment. The unemployment insurance program is fully funded by workers and employers, and as you are well aware, the program is operating with a surplus. The program is not contributing to the debt and deficit.

Also, the federal government must not lose sight of the fact that the unemployment insurance program is not funded through its fiscal resources. It belongs to the workers and employers. We object to the unemployment insurance program being included in the review of social programs. It is an entitlement program funded, as we have said, by employers and employees. Insurance premiums that are paid do not come out of the general account of government.

The teachers' federation does not support the two-tier system of unemployment insurance benefits proposed in the discussion paper. Such a system would have a devastating effect on the income of many families in our province who depend on the income support provided by unemployment insurance benefits to offset the impact of seasonal employment.

Farming, fishing, and tourism are seasonal industries that create a significant portion of employment in Prince Edward Island. Experienced and trained workers are needed for these industries. The owners and workers in these industries are not lazy, nor are they trying to beat the system. They simply work in industries that are seasonal in nature.

[Traduction]

Le Canada peut garder les programmes sociaux que nous avons mis en oeuvre et les améliorer. Ils n'ont pas créé la dette et le déficit et par conséquent, on ne devrait pas sabrer dans ces programmes pour réduire le déficit et la dette. C'est par une réforme fiscale et une politique monétaire qu'on devrait s'attaquer au problème de réduction de la dette et du déficit, non pas en sabrant dans les programmes sociaux.

Les sociétés rentables doivent payer des impôts, et ces sociétés qui ont reporté leurs impôts devraient payer ce qu'elles doivent. Le régime fiscal doit être réexaminé afin d'assurer une imposition équitable des fiducies familiales et des héritages ainsi que des transactions financières. Un pourcentage très important de la dette et du déficit est attribuable aux taux d'intérêt élevés. Ceux qui sont le plus dans le besoin au Canada ne devraient pas être obligés de payer pour les conséquences négatives des stratégies de la Banque du Canada en ce qui concerne les taux d'intérêt élevés. Ce ne sont pas ces gens-là qui ont réalisé des profits massifs grâce aux taux d'intérêt élevés. Ceux qui doivent payer maintenant sont ceux qui ont réalisé des profits massifs grâce à cette politique.

Nous voulons qu'il soit bien clair que nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui disent qu'il y a abus massif des programmes d'assurance-chômage dans notre province. Nous sommes indignés par le point de vue selon lequel les travailleurs saisonniers qui reçoivent des prestations d'assurance-chômage abusent en quelque sorte du système. Ces travailleurs participent à un programme conçu spécifiquement pour leur offrir un soutien du revenu lorsqu'ils sont incapables de travailler en raison de la nature saisonnière de leur emploi. Le programme d'assurance-chômage est financé à part entière par les travailleurs et les employeurs, et comme vous le savez bien, il fonctionne avec un surplus. Le programme ne contribue ni à la dette ni au déficit.

En outre, le gouvernement fédéral ne doit pas perdre de vue le fait que le programme d'assurance-chômage n'est pas financé par ses ressources fiscales. Il appartient aux travailleurs et aux employeurs. Nous nous opposons à ce qu'il soit inclus dans la réforme des programmes sociaux. Comme nous l'avons dit, il s'agit d'un programme qui est financé par les employeurs et les employés. Les cotisations d'assurance ne sont pas payées à même le compte général du gouvernement.

La Fédération des enseignants n'est pas d'accord avec le système de prestations d'assurance-chômage à deux niveaux qui est proposé dans le document de travail. Un tel système aurait dans notre province un effet dévastateur sur le revenu de bon nombre de familles qui dépendent du soutien du revenu que leur procurent les prestations d'assurance-chômage pour compenser l'impact de l'emploi saisonnier.

L'agriculture, la pêche et le tourisme sont des industries saisonnières qui créent une portion importante de l'emploi à l'Île-du-Prince-Édouard. On a besoin de travailleurs formés et d'expérience dans ces secteurs. Les propriétaires et les travailleurs ne sont pas paresseux, ils n'essaient pas d'abuser du système. Ils travaillent tout simplement dans des secteurs saisonniers.

[Text]

The lowering of the income of these workers by reduction in benefits available under the unemployment insurance program will create hardships in many households in our province. Such hardships negatively impact on the ability of the school-age children in those households to cope in the school environment. There is an abundance of evidence available to demonstrate the relationship among poverty, unstable home environment, and poor student achievements. The children and youth in our schools should not be required to pay such a high price for the fiscal mismanagement of our country.

[Translation]

La diminution du revenu de ces travailleurs à la suite de la réduction des prestations qu'ils reçoivent aux termes du programme d'assurance-chômage créera des difficultés à bon nombre de ménages dans notre province. Ces difficultés auront un effet négatif sur la capacité des enfants d'âge scolaire de ces familles à faire face à l'environnement scolaire. Bon nombre d'études révèlent qu'il y a un lien entre la pauvreté, un environnement familial instable et un mauvais rendement scolaire. Les enfants et les jeunes de nos écoles ne devraient pas être obligés de payer un prix si élevé pour la mauvaise gestion fiscale de notre pays.

• 1140

Any decision to reduce the unemployment insurance benefits available to workers in our province will increase the social assistance obligations of the provincial government. Increased social assistance expenditures by the provincial government will reduce funds available to meet the educational needs of the children and youth in our schools.

Toute décision de réduire les prestations d'assurance-chômage offertes aux travailleurs dans notre province augmentera les obligations d'aide sociale pour le gouvernement provincial. Une augmentation des dépenses d'aide sociale pour le gouvernement provincial se traduira par une diminution des fonds disponibles pour répondre aux besoins éducationnels des enfants et des jeunes dans nos écoles.

Cuts in federal transfer payments to Prince Edward Island in recent years have already had this effect. The cost of educating a student in relation to instructional time varies in this country from \$5.78 in Prince Edward Island to \$7.94 in Quebec. It's clear that the amount of money spent on public education in this province is far below the national average.

Les réductions des paiements de transfert fédéraux à l'Île-du-Prince-Édouard au cours des dernières années ont déjà eu de telles conséquences. Au Canada, le coût d'éducation d'un élève par rapport au temps d'enseignement varie entre 5,78\$ pour l'Île-du-Prince-Édouard et 7,94\$ au Québec. Il est clair que les sommes consacrées à l'enseignement public dans notre province sont bien en-deçà de la moyenne nationale.

Our schools at present do not have the resources necessary to meet student needs. In fact, many teachers are saying it is a crisis.

Nos écoles à l'heure actuelle n'ont pas les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des élèves. Bon nombre d'enseignants disent qu'il s'agit en fait d'une crise.

The long-term impact of the failure of the provincial government to adequately fund the educational needs of our children and youth will be an increase in the number of people in our population who will be unable to provide for themselves and their families. Reducing the financial resources available to families will enhance the very problems you are attempting to alleviate.

Si le gouvernement provincial ne réussit pas à répondre adéquatement aux besoins éducationnels de nos enfants et de nos jeunes, il en résultera à long terme une augmentation du nombre de gens, dans notre population, qui ne pourront suffire à leurs besoins et à ceux de leur famille. Le fait de réduire les ressources financières offertes aux familles exacerbera les problèmes que vous tentez d'alléger.

Le gouvernement fédéral doit élaborer une stratégie conçue pour mener au plein emploi dans notre pays. Ce n'est que grâce à l'emploi que l'on réussira à réduire le besoin de recourir aux prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale. On ne pourra réaliser le plein emploi tant que le secteur public et le secteur privé n'auront pas pris d'engagement à cet effet.

Nous devons créer dans nos collectivités des perspectives d'emploi axées sur l'exploitation des ressources et des possibilités qui y sont offertes. Il ne suffit pas de dire que les chômeurs doivent se rendre là où il y a des emplois. Le fait est qu'il n'y a pas d'emplois. Bon nombre de travailleurs très instruits et très bien formés cherchent activement un emploi à l'heure actuelle au pays, mais sans succès.

Nous sommes tout à fait d'accord pour dire qu'il faut offrir des possibilités de formation à ceux qui veulent acquérir de nouvelles compétences ou qui ont besoin d'en acquérir. Cependant, nous remettons sérieusement en question la valeur de bon nombre d'initiatives considérées comme des possibilités de recyclage. Souvent l'initiative est un moyen de subventionner un employeur ou est un programme de travail obligatoire qui contribue très peu à améliorer l'employabilité des participants.

The federal government must develop a strategy designed to lead to full employment in our country. It is only through employment that the need for unemployment insurance and social assistance benefits will be reduced. A commitment from both the public and the private sector is necessary before full employment can be achieved.

Employment opportunities must be created in our communities that take advantage of the resources and opportunities available within those communities. It is not enough to say that unemployed workers must move to where the jobs are. The reality is that the jobs are not there. Many highly educated and trained workers are actively seeking and cannot find employment in this country.

We very much agree that training opportunities must be made available to those seeking or needing new skills. However, we seriously question the value of many initiatives designated as retraining opportunities. Often the initiative is a means of subsidizing an employer or is a workfare scheme that does little to enhance the employability of the participants.

[Texte]

Training opportunities must be related to some reasonable expectations of obtaining a good job; otherwise, participants become even more discouraged and disillusioned. Training for no purpose is a waste of time, energy and money.

The privatization of training and educational opportunities is of great concern to us. We believe the provision of educational services is a public responsibility that should remain in the public domain.

The privatization of training services has made it very difficult for our community college to provide programs on a consistent basis with reasonable access. We fear that many of the private institutions are more interested in taking advantage of government funding than meeting the training needs of individuals. These programs should be offered in the public education system to ensure accessibility for all who are interested.

It is suggested in the discussion paper that a reduction in benefits will enable reduced premiums to be implemented and that reduced premiums will be an encouragement for businesses to increase the number of workers employed. Such an assertion is nonsense. The amount of money involved for most employers would not be any kind of enticement to spend the rest of the money required to create a job.

We conclude this part of our comments by restating that the unemployment insurance program is funded by the workers and the employers and the funds available are sufficient to pay for the benefits under the program.

There must be no decrease in those benefits. The focus must shift from cutting the fiscal lifeline of those who have the least in our society to implementing an employment strategy that will lead to full employment in good-paying jobs.

The federation offers its support for programs that will make quality day care services available to all working parents. In particular, quality day care is a critical need of single parents and the working poor. The children in these families have a right to a start in life that will enable them to be successful in their educational and social development.

• 1145

Let me turn to learning. On page 17 of the discussion paper summary this statement is made:

Canada's commitment to learning has helped a small nation of 29 million people create one of the world's top ten economies.

That commitment to learning included equality in access of opportunity to elementary, secondary and post-secondary education for children, youth and young adults all across Canada.

Until recently access was not dependent upon the financial wealth of the family from which the individual came or the part of the country in which the individual resided. Resources of the country were shared to ensure the educational experience available to a child in Prince Edward Island was similar to that of a child in Vancouver. This equity in access enabled the country to take advantage of the talents, skills and interests of our citizens. The abilities of all children were nourished regardless of the socio-economic backgrounds from which they came.

[Traduction]

Lorsqu'un participant suit un cours de formation, il doit pouvoir s'attendre raisonnablement à décrocher par la suite un bon emploi, sinon les participants se découragent encore davantage et perdent leurs illusions. La formation devient alors une perte de temps, d'énergie et d'argent.

La privatisation de l'enseignement et de la formation est une question qui nous préoccupe beaucoup. À notre avis, l'enseignement est la responsabilité du secteur public et cela ne devrait pas changer.

La privatisation des services de formation a rendu très difficile pour notre collège communautaire d'offrir régulièrement des programmes raisonnablement accessibles. Nous craignons que bon nombre d'institutions privées soient davantage intéressées à profiter du financement du gouvernement qu'à répondre aux besoins de formation des particuliers. Ces programmes devraient être offerts dans le système public afin d'en assurer l'accessibilité à tous ceux qui sont intéressés.

Dans le document de travail, on laisse entendre qu'une réduction des prestations permettra de réduire les cotisations et que cela encouragera les entreprises à augmenter le nombre de travailleurs qu'elles emploient. Cela n'a absolument aucun sens. Le montant d'argent que cela représenterait pour la plupart des travailleurs ne serait pas suffisant pour convaincre les entreprises de dépenser la somme requise pour créer un emploi.

Nous concluons cette partie de nos observations en répétant que le programme d'assurance-chômage est financé par les travailleurs et les employeurs et que les fonds disponibles sont suffisants pour payer les prestations aux termes du programme.

Il ne doit y avoir aucune diminution de ces prestations. Plutôt que de couper le filet de sécurité financière de ceux qui sont les plus démunis de notre société, il faudrait mettre en place une stratégie d'emploi qui mènera au plein emploi et à des emplois bien rémunérés.

La Fédération offre son appui aux programmes qui offriront des services de garde d'enfants de qualité à tous les parents qui travaillent. Les parents seuls et les petits salariés ont particulièrement besoin de services de garde d'enfants de qualité. Les enfants dans ces familles ont le droit de partir sur un bon pied dans la vie, ce qui leur permettra d'avoir du succès dans leur développement éducationnel et social.

Permettez-moi d'aborder maintenant la question de l'acquisition du savoir. À la page 17 du sommaire du document de travail on dit:

C'est grâce à sa foi dans l'acquisition du savoir que le Canada, petit pays de 29 millions d'habitants, est devenu l'une des dix premières économies du monde.

Cette foi dans l'acquisition du savoir sous-entendait un accès égal à l'enseignement élémentaire, secondaire et postsecondaire pour tous les enfants, jeunes et jeunes adultes du Canada.

Jusqu'à récemment, l'accès ne dépendait pas de la richesse financière de la famille d'un particulier ni de la région du pays où il résidait. Les ressources du pays étaient partagées afin d'assurer qu'un enfant de l'Île-du-Prince-Édouard pouvait recevoir la même éducation qu'un enfant de Vancouver. Cet accès équitable a permis au pays de mettre à profit les talents, les compétences et les intérêts de nos citoyens. Les enfants pouvaient développer leurs capacités, peu importe de quel milieu socio-économique ils provenaient.

[Text]

The education system has served as the equalizer in our society. Equity and access to educational opportunities has enabled many of our citizens to escape the poverty cycle.

The nature of the educational system that has evolved in Canada has also produced a workforce that is capable, inventive and flexible. The system has enabled and encouraged individuals to explore and respond to their interests and talents.

Our economy has benefited greatly from the educational experience provided to these individuals. The success of our development as a country clearly shows the educational system in Canada has not failed us. Problems of competitiveness on the international markets, which some suggest exists in our economy, are the result of a failure of the business community to invest in research and development, to keep updated equipment in their plants and to invest in retraining their workforce.

We very much agree that lifelong learning is a reality that is upon us. We recognize the workplace of the future will require regular retraining of employees. We do not agree that the educational opportunities available to our children, youths or young adults should be compromised to meet this need of employers and experienced workers. It is our view that the preoccupation with the issue of training and retraining in recent years within governments and the business community has resulted in decisions being made that do compromise those opportunities.

The movement of funds from post-secondary institutions to training initiatives has resulted in major financial problems for those institutions. These problems have been addressed in part by increasing tuition and other fees. As well, provincial governments have had to increase their funding levels to these institutions, leaving less money available for the elementary and secondary education programs. Increased fees for post-secondary education have made it very difficult or impossible for many students to pursue the educational opportunities of their choice.

The cost, along with the poor prospect of a good job upon completion of the program, is causing our country to leave a major natural resource underutilized. We have become what we are as a country because we did not allow this to happen in the past.

The teachers' federation does not endorse the proposal to transfer the cost of post-secondary education to students through an enhanced student loans program. The implementation of the proposal would place a horrendous debt load on our young adults before they even enter the workforce.

The salary-contingent payback scheme would simply ensure that those with the least will be in debt the longest. The debt load would severely limit the money this segment of our population would spend in our economy upon entering the workforce. They could not afford the big ticket items that keep our manufacturing sector active.

[Translation]

Le système d'enseignement a contribué à niveler notre société. L'équité et l'accès à l'enseignement ont permis à bon nombre de nos citoyens d'échapper au cycle de la pauvreté.

La nature du système d'enseignement qui s'est développé au Canada a en outre produit une main-d'œuvre capable, inventive et souple. Le système a permis aux particuliers de poursuivre leurs intérêts et d'exploiter leurs talents et les a encouragés à le faire.

Notre économie a considérablement profité de l'enseignement offert à ces personnes. Le succès de notre développement comme pays montre clairement que nous pouvons compter sur le système d'enseignement au Canada. Si nous avons dans notre économie certains problèmes de compétitivité sur les marchés internationaux, comme certains le laissent entendre, c'est que la communauté d'affaires n'a pas investi dans la recherche et le développement, n'a pas modernisé son équipement dans les usines et ne s'est pas intéressée au recyclage de sa main-d'œuvre.

Nous sommes tout à fait d'accord pour dire que l'acquisition continue du savoir est maintenant une réalité. Nous reconnaissions qu'à l'avenir, il faudra régulièrement recycler les employés sur les lieux de travail. Nous ne sommes pas d'accord pour compromettre les possibilités éducatives de nos enfants, de nos jeunes et de nos jeunes adultes pour répondre aux besoins des employeurs et des travailleurs d'expérience. À notre avis, cette préoccupation à l'égard de la formation et du recyclage de la part des gouvernements et de la communauté d'affaires, au cours des dernières années, qui compromettent ces possibilités.

Le fait de consacrer à des initiatives de formation des fonds qui étaient destinés aux institutions postsecondaires a créé d'importants problèmes financiers pour ces institutions. Ces dernières ont essayé de régler ces problèmes en partie en augmentant les droits de scolarité et d'autres frais. En outre, les gouvernements provinciaux ont dû augmenter leur niveau de financement pour ces institutions, ce qui laisse moins d'argent pour les programmes d'enseignement élémentaire et secondaire. L'augmentation des droits de scolarité pour les études postsecondaires rend très difficile, voire même impossible, pour bon nombre d'étudiants de poursuivre les études de leur choix.

Le coût, ainsi que les piétres perspectives d'obtenir un bon emploi une fois les études terminées, font en sorte que notre pays sous-utilise une ressource naturelle très importante. Notre pays est devenu ce qu'il est aujourd'hui parce que nous n'avons pas permis qu'une telle chose se produise par le passé.

La Fédération des enseignants n'approuve pas la proposition de transférer le coût de l'enseignement postsecondaire aux étudiants par le biais d'un programme amélioré de prêts aux étudiants. La mise en oeuvre d'une telle proposition imposerait une dette très lourde à nos jeunes adultes avant même qu'ils arrivent sur le marché du travail.

Le programme de remboursement en fonction du revenu ne ferait qu'assurer que ceux qui sont les plus démunis resteront le plus longtemps endettés. La dette limiterait considérablement l'argent que ce segment de notre population dépenserait dans notre économie lorsqu'il arriverait sur le marché du travail. Ces gens n'auraient tout simplement pas les moyens d'acheter les articles coûteux qui assurent l'activité du secteur manufacturier.

[Texte]

The effect of the proposal is to change our post-secondary education system from public service to a consumer purchase plan. Many universities would experience an instability that could lead to the demise of the significant programs or even the institution itself. In this province we fear that our one provincial publicly funded university would in fact disappear.

Long-term planning would become extremely difficult to accomplish and much valuable research and development could be jeopardized.

It is our view that the proposal to fund post-secondary institutions through a student loan program will not preserve and broaden access to post-secondary education through a long-term, stable source of funding, as stated on page 18 of the discussion paper summary. We believe very strongly that the reverse will be the reality.

[Traduction]

Cette proposition aurait pour effet de changer notre système d'enseignement postsecondaire, qui est un service public, en un plan d'achat pour le consommateur. Bon nombre d'universités connaîtraient une instabilité qui pourrait mener à la disparition de programmes importants ou même de l'institution comme telle. Dans notre province, nous craignons en fait que notre seule université provinciale financée publiquement disparaîsse.

Il deviendrait extrêmement difficile de planifier à long terme et cela pourrait mettre en danger des projets très valables de recherche et de développement.

Nous sommes d'avis que la proposition selon laquelle les institutions postsecondaires seraient financées grâce à un programme de prêts aux étudiants ne préservera ni n'élargira l'accès aux études postsecondaires grâce à une source de financement stable et à long terme, comme on le dit à la page 18 du sommaire du document de travail. Nous sommes fermement convaincus du contraire.

• 1150

The federal and provincial governments have a responsibility to provide the educational needs of our children and youth. The proposal in this paper will deny many the opportunity to have their educational needs met. As previously stated, the educational needs of our children and youth must not be considered in the same manner as retraining needs are considered. The consumer model may be acceptable to respond to the issue of retraining; however, it is totally unacceptable as a mechanism for which the initial educational needs of our children and youth are met.

The federal and provincial governments must provide adequate funding to post-secondary institutions to ensure a reasonable level of accessibility for the youth and young adults in Canada and institute a student assistance plan that will enable students to afford to attend post-secondary institutions without assuming an unreasonable debt load.

With regard to social security, there are too many people in our society who hold the view that welfare recipients abuse the system, are lazy and do not want to work. This is a myth. Few people choose to be poor or unproductive citizens. The second myth that needs to be destroyed is that the social security programs in Canada are too generous. Canada is at the lower end of the scale when its spending on social programs is compared to that spent in other developed economies.

The federal commitment to funding under the Canada Assistance Program must be maintained on a 50-50 cost-shared basis with the province. A much greater effort must be made by all governments in this country to alleviate child poverty. The support services to children and families in need must be maintained and improved.

Suggestions that moneys provided under CAP be used for programs designed to get welfare recipients into the workforce must be viewed with caution. The issue of child care would have to be addressed first to enable participation by many of the welfare recipients who are single parents.

Les gouvernements fédéral et provinciaux ont le devoir de répondre aux besoins éducationnels de nos enfants et de nos jeunes. La proposition contenue dans le document empêchera bon nombre d'entre eux de parfaire leur éducation. Comme nous l'avons déjà dit, il ne faut pas mettre sur le même pied le besoin éducationnel de nos enfants et de nos jeunes et les besoins de recyclage des travailleurs. Un modèle basé sur la consommation peut fort bien être utilisé pour le recyclage, mais ce serait tout à fait inacceptable pour essayer de répondre aux besoins éducationnels fondamentaux de nos enfants et de nos jeunes.

Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent fournir aux établissements d'enseignement postsecondaires un financement suffisant pour maintenir un accès raisonnable pour les adolescents et les jeunes adultes du Canada, et ils doivent mettre au point un régime d'aide aux étudiants qui permettra à ceux-ci de fréquenter les établissements d'enseignement postsecondaires sans assumer une dette déraisonnable.

Dans le domaine de la sécurité sociale, trop de gens dans notre société sont convaincus que les assistés sociaux abusent du système, qu'ils sont paresseux et qu'ils ne veulent pas travailler. C'est un mythe. Peu de gens choisissent d'être pauvres ou d'être des citoyens improductifs. Un deuxième mythe qui devrait disparaître est celui voulant que les mesures de sécurité sociale du Canada sont trop généreuses. Les dépenses du Canada pour les mesures sociales le placent déjà au bas de l'échelle par rapport à d'autres pays développés.

Le gouvernement fédéral doit continuer à partager également avec les provinces le coût du Régime d'assistance publique du Canada. Tous les gouvernements du pays doivent faire beaucoup plus qu'ils ne le font maintenant pour éliminer la pauvreté chez les enfants. Il faudrait maintenir et améliorer les services de soutien aux enfants et à leurs familles.

Il faut faire preuve de prudence avant de songer sérieusement à utiliser l'argent du RAPC pour mettre sur pied des programmes visant à permettre aux assistés sociaux de réintégrer la main-d'œuvre active. Il faudra avant tout se pencher sur le problème des garderies pour permettre à un bon nombre des parents sans conjoint au nombre des assistés sociaux de participer à un tel programme.

[Text]

[Translation]

Funds must not be diverted from those designed for housing, food, medical and clothing needs of recipients. Workfare programs that result in the availability of a cheap work force for employers must be rejected. Such programs do little for the participants and often have the effect of closing off jobs that would otherwise be available to persons actively seeking employment.

On ne doit pas non plus utiliser à d'autres fins les fonds destinés à répondre aux besoins de logement, de nourriture, de soins médicaux et de vêtements des assistés sociaux. Nous nous opposerions aussi à des programmes de travail obligatoire qui permettraient aux employeurs d'avoir accès à des travailleurs à peu de frais. De tels programmes ne font pas grand chose pour aider les participants et apparaissent souvent des emplois qui seraient sinon accessibles à ceux qui se cherchent activement du travail.

There is some potential for support for the retraining concept if the opportunities are for training and education programs to meet the needs of the recipients. There will be no long-term positive effect if the project is designed around employer needs exclusive of the needs of the recipients.

Le recyclage offre certaines possibilités si les programmes de recyclage et d'éducation répondent aux besoins des participants. De tels programmes n'auront aucun effet positif à long terme s'ils tiennent compte uniquement des besoins de l'employeur, à l'exclusion de ceux des participants.

A careful consideration of the potential impact of proposals contained in *Improving Social Security in Canada* has resulted in the conclusion that the proposals for the most part will not improve the social security of citizens in Canada. It is clear the intention of the proposal is to reduce the resources available to provide social security programs. It is also clear that a comparison of expenditures on social programs by industrialized countries supports the contention that Canada does not provide excessive resources for social programs.

Après avoir bien examiné les conséquences possibles des propositions contenues dans le document *La Sécurité sociale dans le Canada de demain*, nous en sommes venus à la conclusion que ces propositions, pour la plupart, n'aideront pas à améliorer la sécurité sociale des citoyens du Canada. Elles visent clairement à réduire les ressources disponibles pour financer les programmes de sécurité sociale. En outre, si l'on compare ce que dépensent les autres pays industrialisés pour leurs programmes sociaux avec ce que dépense le Canada, on constate que le Canada ne consacre pas des ressources excessives à ses mesures sociales.

It is clear as well that the debt and deficit facing this country are not caused by excessive expenditures on social programs. The causes of the deficit are what must be addressed. It is the taxation system of the country that is in most need of reform so that a more equitable system is in place. It is wrong to force the most vulnerable to become more vulnerable through the withdrawal of the support services that enable them to survive with some dignity.

Il est aussi évident que la dette nationale et le déficit du Canada ne proviennent pas de dépenses excessives pour des mesures sociales. Il faudrait s'attaquer aux causes réelles du déficit. Ce qu'il faudrait modifier avant tout, c'est le régime fiscal du pays pour instaurer un système plus équitable. On ne doit pas forcer les plus vulnérables à devenir encore plus vulnérables, en leur retirant les services de soutien qui leur permettent de survivre avec un peu de dignité.

The implementation of the major proposals will in effect destroy the social safety net that has created some sense of equity in the country, create a cheap labour environment through workfare programs and eliminate post-secondary education as a public responsibility in our country. The implementation of the proposals will dramatically alter the nature of our country and make it a less humane place to live.

Si le gouvernement met en oeuvre les principales propositions contenues dans le document, il détruira effectivement le filet de sécurité sociale qui a jusqu'ici assuré une certaine équité dans le pays, il créera une main-d'œuvre bon marché grâce à des programmes de travail obligatoire et éliminera l'obligation pour le secteur public de financer l'enseignement postsecondaire. Cela changera de façon dramatique la nature de notre pays et en fera un endroit moins humain.

La Fédération des enseignants de l'Île-du-Prince-Édouard n'est pas disposée à appuyer des programmes qui détruiront les choses qui nous ont aidés à devenir un pays où il fait bon vivre. Les principales propositions du document ne reflètent pas le système de valeurs qui a fait du Canada le meilleur pays du monde. Ces propositions doivent être rejetées et nous les rejetons.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Broderick.

Nous allons commencer les questions par le Bloc québécois. Monsieur Dubé.

Mr. Dubé: How much time?

The Chairman: Very little.

Nous n'avons pas beaucoup de temps parce que le mémoire était relativement long. Je dirais donc deux ou trois minutes.

• 1155

The Prince Edward Island Teachers' Federation is not prepared to endorse programs that will destroy the very things that have helped us develop into a great country in which to live. The major proposals do not represent the value system that has made Canada the number one country in the world. They must be rejected, and we so do.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Broderick.

I'm going to begin the questioning with the Bloc Québécois. Mr. Dubé.

M. Dubé: Combien de temps?

Le président: Très peu de temps.

We don't have a very long period of time—the brief was fairly lengthy—so I would say about two or three minutes.

M. Dubé: Comme j'ai très peu de temps, je vais me limiter à l'aspect de l'éducation, bien que je partage la plupart de vos points de vue sur les autres aspects.

Mr. Dubé: As I have very little time, I shall speak only about the educational aspects, even though I share most of your opinions about the other aspects.

[Texte]

Je suis le critique de mon parti en matière formation et de jeunesse, et c'est pourquoi je m'intéresse à cet aspect-là. Vous avez particulièrement insisté sur la pauvreté des enfants et, en tant qu'éducateur, je suis de votre avis quand vous dites qu'on ne peut pas faire grand-chose ni aller très loin quand on a le ventre vide.

Un peu partout au Canada, les étudiants, notamment, nous ont dit que l'éducation devait continuer à se démarquer du modèle américain. Mais on sent l'influence américaine. Dans les autres pays, les pays de l'OCDE par exemple, l'accès aux universités est presque gratuit ou, en tout cas, les frais ne sont pas très élevés.

Au Canada, comme vous l'avez dit très justement, on a un système un peu mixte, mais qui a permis une certaine égalité.

Je fais état de ce que d'autres personnes ont dit jusqu'à maintenant, à savoir que si on permet le transfert de la responsabilité aux étudiants en augmentant leur niveau d'endettement et conséquemment leurs frais de scolarité, cela aura un effet particulier pour certaines disciplines. Cela pourra peut-être aller pour la médecine, mais sûrement pas pour la littérature et les sciences humaines. Et même si on parle d'un programme de remboursement proportionnel aux revenus, cela veut quand même dire qu'on prolonge la période du paiement de la dette.

Cela aurait partout un effet particulier pour les femmes, qui ont un salaire moins élevé.

Mais il y a un effet encore plus grand pour les régions. Hier, en Nouvelle-Écosse, les gens nous ont parlé du coût additionnel de 1 500 \$ à 2 000 \$ pour un étudiant d'une région qui veut aller à l'université. J'aimerais que vous me parliez de ce problème, peut-être encore plus particulier ici, à l'Île-du-Prince-Édouard. En même temps, j'aimerais que vous me parliez de l'exode des jeunes qui doivent s'en aller pour faire des études et du fait que l'Île-du-Prince-Édouard ne peut garder ses jeunes une fois qu'ils ont fini leurs études.

Mr. Broderick: Thank you very much. I'll begin, and I'll ask Mr. Blanchard to respond.

You asked many questions, but I will deal with the first question, which refers to the issue of privatization and the privatization of post-secondary education. We object to that particular approach.

There is no question that tuition fees have increased; they've doubled in the last 10 years. With the particular proposal in this document, we believe that many poor people in Prince Edward Island will be denied access to post-secondary education, either at the community college level or at the university.

It's fundamentally unfair, but the move is across this country and across North America and it is being advocated by the World Bank and the International Monetary Fund. They would like to privatize all learning institutions—even going as low as the secondary level—and to place increased user fees at the secondary level. They would like to see the entire university system fundamentally changed in Canada and elsewhere. So the American approach has a tremendous influence, and we reject that approach.

On the second point you raised with respect to the exodus from Prince Edward Island, we're finding that many students have to leave, but there are very few jobs across the country that our students can access. I think this particular document is

[Traduction]

I am my party's critic for training and youth and this is why I am interested in education. You put particular emphasis on child poverty, and as an educator I agree that there is not a lot you can do, you can't go very far, when you are hungry.

Throughout Canada, students among others have told us that our education system must continue to be different from the American one. However, we still feel the influence of the United States. In other countries, such as the OECD countries, access to university is nearly free, or at any rate, tuition fees are very low.

In Canada, as you rightly pointed out, we have a somewhat mixed system which has still allowed for a measure of equity.

As other people have said, if we allow responsibility to be transferred to the students by increasing their indebtedness and their tuition fees, this will have a major impact, especially in some disciplines. This might be acceptable for medicine, but certainly not for literature and the humanities. And even with an income contingent repayment scheme, it would still mean a longer period of repayment.

This would have a greater impact on women who have a lower incomes.

However, the impact would be even greater in the regions. Yesterday, in Nova Scotia, people told us that it costs \$1,500 to \$2,000 more for a student from a region if he wants to go to university. I would like you to talk to me about this problem which might be even more apparent here, in Prince Edward Island. At the same time, I would like you to comment on the exodus of young people who have to go elsewhere to study and the fact that Prince Edward Island cannot keep its young people once they have completed their education.

Mr. Broderick: Merci beaucoup. Je vais commencer et je demanderai à M. Blanchard de continuer.

Vous avez posé bien des questions, mais je vais répondre à la première qui portait sur la privatisation, notamment la privatisation de l'enseignement postsecondaire. Nous nous opposons à une telle notion.

Les droits de scolarité ont certainement augmenté; ils ont doublé en dix ans. À notre avis, si la proposition contenue dans le document est adoptée, bon nombre de pauvres dans l'Île-du-Prince-Édouard n'auront plus accès à l'enseignement postsecondaire, ni dans les collèges communautaires ni à l'université.

C'est essentiellement injuste, mais c'est ce qui se passe partout dans le pays et partout en Amérique du Nord et c'est ce que préconisent la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ils voudraient privatiser tous les établissements d'éducation, même les écoles secondaires, et relever les droits de scolarité au niveau secondaire. Ils voudraient que tout le système universitaire change complètement au Canada et ailleurs. Le modèle américain a donc beaucoup d'influence et nous nous opposons à cela.

Dans votre deuxième question, vous avez parlé de l'exode de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous constatons que bon nombre de nos étudiants doivent quitter l'île, mais il y a très peu d'emplois ailleurs dans le pays auxquels nos étudiants peuvent avoir accès.

[Text]

more about ensuring that we have low wages and few jobs to meet the demands of what is referred to as the competitive, globalized marketplace. That's really the issue in this particular document and that's what we have to object to.

I'll ask Mr. Blanchard to respond.

The Chairman: Very quickly, Mr. Blanchard.

[Translation]

Selon moi, le document propose des mesures qui tendent beaucoup plus à garantir que nous aurons des taux de rémunération inférieurs et peu d'emplois pour répondre à la demande de ce qu'on appelle le marché global concurrentiel. C'est essentiellement l'objectif du document et c'est à cela que nous nous opposons.

Je demande maintenant à M. Blanchard de poursuivre.

Le président: Très rapidement, monsieur Blanchard.

• 1200

Mr. Jim Blanchard (General Secretary, Prince Edward Island Teacher's Federation): I think one of the major concerns, in addition to the cost to the student... If you go to a student and say it is going to cost you \$80,000 to \$100,000 for education, it is prohibitive and people will not do it. They ask what kind of a job they will get, and in the end they don't know. Paying it back in 20 or 30 years is insane.

The impact on the institutions themselves in terms of the instability that will be created by uncertain funding for social and scientific research will be devastating. It is a short-term view of education, but the most significant thing to me is the equalization of opportunity for citizens in this country.

We have a country like no other in the world, and if we destroy it by doing the things in this paper, our young people will forever pay the price for the narrow view of what education is and what the nature of our society should be. The survival of the fittest is not how we become what we are, and that is what this paper maintains. As citizens who deal with children and look to their future, we just can't accept that.

Mr. Bevilacqua: I'd like to thank you for participating in the consultation process. To go back to your final sentence:

The major proposals do not represent the value system that has made Canada the "number one" country in the world. They must be rejected.

I listened attentively to what you said. I was struck by the fact that you were against many things, but I'm not clear on exactly what you stand for and the type of recommendations you would like to see.

The reality is that in today's economy... I'm going to cite some examples and I'd like to know what your answers are. In the 1970s, 75% or 80% of the people who walked into our Canada Employment Centres were job ready, but today 75% of them are not. What is your answer for that?

The fact that in our unemployment insurance system, UI benefits are concentrated... I'll give you the statistics: 38% of UI benefits go to 14% of workers in 13% of the companies. What do you think about that?

One of the most disappointing things about this consultation process is that while people have been clear in giving us analyses of what the challenges are, they have been falling short on the issue of solutions, which is part and parcel of this process.

Mr. Broderick: We have made it clear in our presentation what at least part of the solution is. If I may to refer to the first point, many people in this country are saying the number one social abuse is loopholes in the taxation system. We have

M. Jim Blanchard (secrétaire général, Fédération des enseignants de l'Île-du-Prince-Édouard): Je pense que l'une des principales préoccupations, en plus de ce qu'il en coûterait aux étudiants... Si vous dites aux étudiants qu'ils devront payer de 80 000\$ à 100 000\$ pour s'instruire, ils trouveront le prix prohibitif et se passeront d'éducation. Ils demandent quel genre d'emploi ils pourront obtenir et au bout du compte ils ne le savent pas. Il est insensé de s'attendre à ce qu'ils remboursent dans 20 ou 30 ans.

L'instabilité qu'occasionnera le financement incertain de la recherche sociale et scientifique aura sur les établissements eux-mêmes un effet dévastateur. C'est une politique d'éducation à courte vue, mais, pour moi, le plus important reste d'assurer à tous les citoyens de ce pays une chance égale.

Nous avons un pays comme nul autre au monde et, si nous le détruisons en faisant ce que propose ce document, nos jeunes paieront à tout jamais le prix d'une vue étroite de ce qu'est l'éducation et de ce que doit être la nature de notre société. Ce n'est pas en appliquant la loi du plus fort que nous sommes devenus ce que nous sommes et pourtant, c'est ce que propose ce document. Nous qui travaillons avec les enfants et qui songeons à leur avenir, nous ne pouvons tout simplement pas accepter ça.

Mr. Bevilacqua: Je tiens à vous remercier d'avoir participé au processus de consultation. Pour en revenir à votre dernière phrase:

Les principales propositions de document ne reflètent pas le système de valeurs qui a fait du Canada le meilleur pays du monde. Elles doivent être rejetées.

Je vous ai écouté attentivement. J'ai remarqué que vous êtes contre beaucoup de choses, mais je ne sais pas au juste ce que vous préconisez ni le genre de recommandations que vous aimeriez nous faire.

La réalité est que l'économie moderne... je vais vous citer des exemples et j'aimerais savoir ce que vous en pensez. Dans les années soixante-dix, 75 ou 80 p. 100 des personnes qui se présentaient aux Centres d'emploi du Canada étaient prêtes au travail alors qu'aujourd'hui 75 p. 100 ne le sont pas. Que répondez-vous à cela?

Étant donné que les prestations d'assurance-chômage sont concentrées... Je vais vous donner des statistiques: 14 p. 100 des travailleurs dans 13 p. 100 des entreprises touchent 38 p. 100 des prestations d'assurance-chômage. Que pensez-vous de cela?

L'une des choses qui me déçoivent le plus dans ce processus de consultations, c'est que les gens analysent clairement les défis qui se posent à nous, mais les solutions qu'ils nous proposent laissent à désirer, alors que cela fait partie intégrante de ce processus.

Mr. Broderick: Dans notre exposé, nous avons présenté très clairement au moins un élément de solution. Pour en revenir, si vous me le permettez, à notre premier point, de nombreuses personnes dans ce pays disent que les échappatoires fiscales

[Texte]

identified that as a concern, and I can give you statistics to show that there is major abuse in this area. If the federal government wants to take the initiative, it can close those loopholes. We can recover many lost taxation dollars and use them to address the real problems that we have in this country.

[Traduction]

constituent le premier abus social. Nous avons dit que c'était un problème et je peux vous fournir des statistiques qui montrent qu'il y a de graves abus dans ce domaine. Si le gouvernement fédéral veut prendre l'initiative, qu'il élimine ces échappatoires. Nous pourrons ainsi combler un important manque à gagner fiscal et utiliser cet argent pour régler les vrais problèmes auxquels nous faisons face dans ce pays.

The second point we make in our presentation is that the number two social abuse is the high interest rates. I want to give you some statistics, although you already have these in your possession. In 1994, the cost of social programs under review in this country is \$40 billion. The cost of interest on the federal debt is \$44 billion. The costs per Canadian for social programs is \$1,300, while the cost per Canadian of interest on the debt is \$1,430.

Dans le deuxième point de notre exposé, nous disons que le deuxième abus social, c'est le niveau élevé des taux d'intérêt. Je veux vous citer des statistiques, même si vous les connaissez déjà. En 1994, le coût des programmes sociaux qui font aujourd'hui l'objet d'un examen s'élevait à 40 milliards de dollars. Les intérêts sur la dette fédérale étaient de 44 milliards de dollars. Le coût des programmes sociaux est de 1 300\$ par habitant alors que le coût de l'intérêt sur la dette est de 1 430\$ par habitant.

According to the government, the five-year social program spending that will be cut is \$7.5 billion. The increase in debt charges in 1994 alone due to recent interest rate hikes is \$6.3 billion, and the estimated profits of five major Canadian chartered banks in 1994 alone—we now have some confirmed—is \$4 billion.

Selon le gouvernement, la réduction des dépenses sociales permettra de récupérer 7,5 milliards de dollars en cinq ans. Pour l'année 1994 seulement, l'augmentation des frais d'intérêt sur la dette est de 6,3 milliards de dollars en raison de la hausse récente des taux d'intérêt. Et on estime que les bénéfices des cinq grandes banques à charte canadiennes—et les résultats de certaines d'entre elles ont maintenant été confirmés—s'élèveront à 4 milliards de dollars pour 1994 seulement.

We can address the problem. We have offered the government a solution, and it is now up to the government to respond.

• 1205

M. Bevilacqua: Quoi qu'il en soit, voici ce qu'est la réalité. Peu importe que nous ayons ou non un déficit, peu importe que nous ayons un excédent budgétaire, peu importe que le taux de chômage soit de 20 p. 100 ou de 10 p. 100, il y a eu des changements structurels dans notre économie qui nous obligent à modifier le système en place. Mis à part cet argument, j'aimerais que vous me disiez ce que nous devrions faire pour nous assurer, par exemple, que l'assisté social qui se sent piégé par le système à cause de ses effets dissuasifs, puisse se sortir du piège de l'assistance sociale.

Ce n'est pas moi qui le dis. Ce sont les assistés sociaux qui nous disent qu'ils se sentent pris au piège. Comme vous êtes un professionnel, j'aimerais que vous ayez l'obligeance de nous proposer des solutions à ces problèmes.

M. Broderick: Les deux questions sont étroitement liées. La solution, c'est de créer des emplois pour aider les gens à se libérer de l'assistance sociale, de l'assurance-chômage. C'est ça, la solution. Mais nous ne pouvons pas créer d'emplois à moins de créer un équilibre en modifiant en même temps le régime fiscal et la politique monétaire, qui influence les taux d'intérêt. Les deux ne vont pas de pair. La plupart des économistes vous le diront.

Pour favoriser la création d'emplois, nous devons nous attaquer à la question de la politique fiscale et monétaire, qui relève de la compétence du gouvernement fédéral.

M. Bevilacqua: Êtes-vous en faveur de l'enseignement coopératif? Êtes-vous en faveur des programmes d'apprentissage? Avez-vous un modèle à nous proposer?

Le président: Ce sera la dernière réponse, car nous sommes en retard.

I'm not saying this. People on social assistance are telling our committee that they're trapped. So as a professional, I would like it if you can kindly give us some solutions to these issues.

M. Broderick: The two questions are very much connected. Creating jobs in this country is the solution to having people off social assistance, off unemployment. That's the solution. But we cannot create jobs in this country if that is not balanced with a change in the taxation system and a change in monetary policy, which relates to the interest rate. The two do not go hand in hand. Most economists will tell you that.

In order to address the issue of job creation, we must tackle the question of taxation and monetary policy, which is really under the control of the federal government.

M. Bevilacqua: Do you favour co-op education? Do you favour apprenticeship training? Do you have a model for us?

The Chairman: This will be the last response because we're over our time.

[Text]

Mr. Blanchard.

Mr. Blanchard: We've been participants in co-op education programs and endorsed apprenticeship programs and those things for thirty years. The school system has endorsed many of those things. But that's a small part of what you're talking about here.

You don't enhance people's lives by saying you're going to reduce an already low level of income to the family. You don't enhance educational opportunities for a student who's having trouble paying \$4,000, \$5,000 and \$6,000 a year now by saying you're going to charge them \$20,000 a year. Those will not resolve the problem you're referring to.

I saw you people on television last night and I was really disturbed by the impression that was left. This was that we'll let you play with how you're going to change a couple of these things, but we will not consider whether or not they should be changed.

I've heard this structural argument. Because there have been structural changes in our economy, we have to change everything. But I haven't seen that demonstrated. To me, a structural change in the economy doesn't mean we have to lower the level of poverty of every person in the country who needs assistance, or that a seasonal worker should become poorer because of structural changes in our society.

Yes, we need retraining. But let's not make education and retraining synonymous by selling educational services to students and shifting the burden of the education, which is a public service in our society that has been successful, onto our youth, who will pay for it for the rest of their lives.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Blanchard and Mr. Broderick. I know this debate could occupy us for a good part of the afternoon, but unfortunately we don't have the time. So I'm going to have to thank you both for your presentation and for the debate you've stimulated amongst us.

Mr. Broderick: Thank you very much.

The Chairman: The next witness will be from

la Société Saint-Thomas d'Aquin. J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins de cet après-midi. Nous avons votre mémoire. Nous sommes en retard, mais c'est normal à ce Comité. Nous disposons de 30 minutes pour écouter votre mémoire et pour les questions des membres du Comité. Votre mémoire est un peu long et je vous demanderais de bien vouloir nous en faire un résumé.

M. Arsenault va nous faire la présentation.

• 1210

M. Eloi Arsenault (président de la Société Saint-Thomas d'Aquin): Merci, monsieur LeBlanc.

La Société Saint-Thomas d'Aquin, organisme provincial porte-parole de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard, a été fondée en 1919 lors d'un congrès de l'Association des instituteurs et institutrices acadiens et acadiennes dans le but de recueillir des fonds pour l'instruction de la jeunesse acadienne dans les collèges et universités.

[Translation]

Monsieur Blanchard.

M. Blanchard: Depuis trente ans, nous participons aux programmes d'enseignement coopératif et nous appuyons les programmes d'apprentissage et d'autres programmes semblables. Le système scolaire a appuyé de nombreux programmes de ce genre. Mais ce n'est qu'une petite partie de la question dont nous discutons.

Vous ne pouvez améliorer la vie des gens en disant que vous allez réduire un revenu familial qui est déjà faible. Vous ne pouvez pas améliorer l'accès à l'éducation pour un étudiant qui a du mal à payer 4 000\$, 5 000\$ ou 6 000\$ par année maintenant en lui disant qu'il devra à l'avenir payer 20 000\$ par année. Ce n'est pas ainsi que vous allez régler le problème que vous avez mentionné.

Je vous ai vu à la télévision hier soir et j'ai été vraiment troublé par l'impression que vous donnez. Vous sembliez dire: nous allons vous laisser vous amuser à chercher les moyens de modifier certaines choses, mais nous n'en tiendrons pas compte.

J'ai déjà entendu cet argument structurel. Sous prétexte qu'il a eu des changements structurels dans notre économie, nous devrions tout changer. Mais personne ne me l'a prouvé. Je ne crois pas qu'il faille appauvrir davantage tous ceux qui ont besoin d'assistance sous prétexte qu'il y a eu un changement structurel dans notre économie, ni qu'il faille appauvrir les travailleurs saisonniers sous prétexte de changements structurels dans notre société.

C'est vrai, nous avons besoin de recyclage. Mais ne confondons pas éducation et recyclage en vendant les services d'éducation aux étudiants et en déplaçant le fardeau de l'éducation, qui est un service public et qui donne de bons résultats, pour le faire passer sur le dos des jeunes, qui en paieront le prix pour le reste de leur vie.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Blanchard et monsieur Broderick. Je sais que cette discussion pourrait nous occuper une bonne partie de l'après-midi, mais malheureusement nous n'en avons pas le temps. Je vous remercie donc tous les deux pour votre exposé et pour le débat que vous avez suscité parmi nous.

Mr. Broderick: Merci beaucoup.

Le président: Le prochain témoin représente

la Société Saint-Thomas d'Aquin. I would like to welcome our witnesses for this afternoon. We have received your brief. We are late, but that's part of the course in this committee. We have 30 minutes to listen to your presentation and for the questions from the members of the committee. Your brief is a bit long so I would ask you to please summarize it for us.

Mr. Arsenault will make the presentation.

Mr. Eloi Arsenault (President, Société Saint-Thomas d'Aquin): Thank you, Mr. LeBlanc.

The Société Saint-Thomas d'Aquin, the provincial organization representing the Acadian and francophone community of Prince Edward Island, was founded in 1919 during a convention of the Association of Acadian Teachers in order to raise funds to help Acadian youths get a college or university education.

[Texte]

Le président: Excusez-moi, monsieur Arsenault. Je vous demande, encore une fois, de ne pas aller trop en détail, si c'est possible, car on peut lire le mémoire par la suite.

M. Arsenault: D'accord.

Le président: Donnez, s'il vous plaît, les grandes lignes qui vont permettre aux membres du Comité de poser des questions.

M. Arsenault: D'accord.

La Société Saint-Thomas d'Aquin, depuis sa fondation en 1919, a œuvré en vue de donner la possibilité de se développer aux francophones et Acadiens dans l'Île-du-Prince-Édouard. La SSTA regroupe 17 associations locales, régionales et provinciales.

L'obtention de services provinciaux et fédéraux en français, le développement communautaire dans les secteurs de l'économie, de la formation et de l'éducation, du pouvoir politique, de la jeunesse et de la femme, et la disponibilité des moyens de communication en français figurent parmi les priorités de la SSTA.

La SSTA maintient des contacts très étroits avec le gouvernement de la province. Par l'entremise du Comité consultatif des communautés acadiennes, créé par le gouvernement provincial en 1977 à la demande de la SSTA, des rencontres se tiennent régulièrement avec le premier ministre, les ministres et les hauts fonctionnaires pour discuter des dossiers touchant la vie française à l'Île.

Dans le cadre de son projet de consultation auprès de la communauté francophone et acadienne à l'égard du processus de la réforme de la sécurité sociale, la SSTA a tenu dix rencontres publiques et sectorielles à l'Île-du-Prince-Édouard qui ont touché la culture, l'économie, l'éducation et le développement social.

Je vous fais grâce des prochaines pages et je passe tout de suite au profil socio-économique de la communauté francophone et acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard, qui regroupe quatre régions démographiques, c'est-à-dire Prince Ouest, la région Évangéline, Summerside-Miscouche et Charlottetown-Rustico.

Une étude réalisée par l'Institut canadien de recherche sur le développement régional de l'Université de Moncton sur la situation économique des communautés francophones et acadiennes du Canada décrit la communauté acadienne de la région Évangéline ainsi:

- parmi les communautés canadiennes-françaises ayant le plus bas taux de scolarité; 50,6 p. 100 de la main-d'œuvre francophone de la région Évangéline n'a pas de certificat d'études secondaires;
- parmi les communautés canadiennes-françaises ayant le plus faible revenu par habitant; 51,9 p. 100 de la main-d'œuvre travaillant à temps plein a un revenu moyen de 24 094\$, et 37 p. 100 de la main-d'œuvre travaillant dans les industries saisonnières a un revenu moyen de 9 010\$;
- parmi les communautés canadiennes-françaises ayant le plus haut taux de chômage, c'est-à-dire 14 p. 100 pendant le temps de l'année où les industries saisonnières sont ouvertes.

Cela vous donne une description assez réaliste de notre communauté.

À partir de cette situation, nous vous donnons, dans les pages suivantes, des exemples de scénarios typiques qui démontrent les impacts des réformes proposées. Nous espérons que vous aurez l'occasion de lire attentivement ces descriptions de cas dans les pages 5, 6, et 7.

[Traduction]

The Chairman: Excuse me, Mr. Arsenault. I would ask, once again, not to go into too much detail, if possible, because we can read your brief later.

Mr. Arsenault: Fine.

The Chairman: I would ask you, if you will, to give us the main points that will enable the members of the Committee to ask you some questions.

Mr. Arsenault: Fine.

Since its creation in 1919, the Société Saint-Thomas d'Aquin has worked to provide the francophone and Acadian communities of Prince Edward Island with the opportunity to develop. The SSTA is comprised of 17 local, regional and provincial associations.

Obtaining provincial and federal services in French, community economic development, training and education, political power, youth and women and the availability of means of communication in French are some of the SSTA's priorities.

The SSTA maintains close contacts with the provincial government. Through the Acadian communities' advisory council, established by the provincial government in 1977 at the request of the SSTA, regular meetings are held with the Premier, Ministers and senior officials to discuss issues concerning the life of the French community on the Island.

During its consultation of the francophone and Acadian community on the social security reform process, the SSTA held 10 public and sectoral meetings in Prince Edward Island to discuss matters of culture, economy, education and social development.

I will spare you the following pages and skip over immediately to the socio-economic profile of the francophone and Acadian community of Prince Edward Island, which is comprised of four demographic regions, that is West Prince, the Évangeline area, Summerside-Miscouche and Charlottetown-Rustico.

A study carried out by the University of Moncton's Canadian Institute for Research on Regional Development of the economic status of the francophone and Acadian communities in Canada described the Acadian community of the Évangeline area as follows:

- one of the French-Canadian communities having the lowest level of education: 50.6% of the francophone workers in the Évangeline area do not have a high school diploma;
- one of the French-Canadian communities having the lowest income per capita: 51.9% of full-time employees have an average income of \$24,094, and 37% of seasonal workers have an average income of \$9,010;
- one of the French-Canadian communities having the highest rate of unemployment: 14% during periods when the seasonal industries are operating.

That is a fairly realistic description of our community.

Based on this situation, we provide you, in the following pages, with examples of typical scenarios that illustrate the impact of the proposed reforms. We hope that you will find the time to read the case studies on pages 5, 6 and 7 carefully.

[Text]

[Translation]

• 1215

Nous en arrivons aux recommandations, à la page 8. Nous croyons que la réforme sociale proposée par le gouvernement fédéral ne donne pas à la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard les outils dont elle a besoin pour se développer, pour assurer le bien-être de ses habitants et pour entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle. Nous voulons donc vous présenter ici une série de recommandations qui assurerait l'essor de notre communauté acadienne et francophone, plutôt que de la punir pour la conjoncture économique défavorable qu'elle subit depuis des décennies, mais dans laquelle elle a quand même réussi à survivre grâce à son courage et à sa persévérance.

La recommandation numéro 1: Assurer la prise en main du développement socio-économique par et pour la communauté acadienne et francophone. Nous la mettons ensuite en contexte. Cette recommandation que nous faisons contient divers éléments, à savoir que nous recommandons que le gouvernement fédéral crée une commission permanente de développement économique et d'adaptation de la main-d'œuvre de la francophonie canadienne, comme la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada l'a déjà proposé.

Nous recommandons qu'à l'échelle locale, les gouvernements appuient financièrement la création d'un organisme de développement économique communautaire acadien-francophone ayant un mandat encore plus large que celui de la Commission industrielle, et qui viserait à développer l'esprit d'entreprise qui crée des emplois, à recruter de nouvelles entreprises pour les régions acadiennes et francophones, à faire valoir les compétences de la main-d'œuvre locale, à développer du matériel promotionnel pour les régions acadiennes et francophones, à appuyer la mise en marché des produits acadiens et francophones, à gérer les programmes de capital de risque, à gérer un programme d'aide aux travailleurs indépendants et à collaborer avec les intervenants en formation professionnelle.

Voilà des éléments importants pour nous.

Deuxièmement, nous vous recommandons de faciliter la transition de l'école au marché du travail. Encore là, vous avez la description ou la mise en contexte. Pour que cela puisse se faire, nous recommandons que des normes exigeantes soient mises en oeuvre dans le système scolaire, surtout en ce qui a trait aux langues officielles, pour que nos jeunes finissent leurs études avec une éducation de qualité. Nous recommandons aussi que les administrations fédérale et provinciale donnent au conseil scolaire francophone des moyens suffisants pour qu'il puisse mettre les étudiants acadiens et francophones sur un pied d'égalité avec les étudiants anglophones, en offrant tous les manuels et tout le matériel scolaire en français. Également, nous recommandons que des cours ou des modules d'entrepreneuriat soient instaurés dans les écoles francophones dès la première année. Nous recommandons aussi qu'une programmation communautaire de sensibilisation sur l'entrepreneuriat francophone soit mise en place pour que nos communautés puissent se voir comme des régions viables, des régions valables pour l'avenir.

We will now move on to the recommendations, on page 8. We believe that the social reform proposed by the federal government does not provide the Acadian and francophone community of Prince Edward Island with the tools it needs to develop, to ensure the well-being of its members and to enter the twenty-first century on a sure footing. We would therefore like to give you a series of recommendations that would ensure the growth of our Acadian and francophone community, rather than punish it for the unfavourable economic conditions it has been enduring for decades, but in which it has nonetheless managed to survive through courage and perseverance.

Recommendation number 1: Ensure that the Acadian and francophone community will be able to take charge of its own socio-economic development. We then put this recommendation in context. It has several elements, namely that the federal government establish a standing committee on economic development and labour force adjustment for the French-Canadian community, as the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada has already suggested.

We recommend that at the local level, governments support financially the establishment of an Acadian and francophone community economic development agency having a broader mandate than that of the Industrial Commission, and whose objective would be to foster the sense of entrepreneurship that creates jobs, to recruit new businesses for the Acadian and francophone regions, to promote the skills of the local labour force, to develop promotional material for the Acadian and francophone regions, to support the marketing of Acadian and francophone products, to manage risk-capital programs, to manage an assistance program for independent workers and to cooperate with occupational training workers.

Those are important elements for us.

Second, we recommend that you ease the transition from the classroom to the marketplace. Again, we provide you with a description or a context. We recommend that strict standards be implemented in the school system, especially regarding official languages, to ensure that our children will have a quality education when they have completed their studies. We also recommend that the federal and provincial governments provide to the French School Board sufficient means for it to place Acadian and francophone students on the same footing as anglophone students, by providing all manuals and school materials in French. Also, we recommend that entrepreneurship courses or modules be set up in French schools starting in the first year. We also recommend that a program to enhance the communities' awareness of Francophone entrepreneurship be set up so that our communities can see themselves as viable regions, regions with a future.

[Texte]

Troisièmement, nous recommandons qu'on permette aux jeunes d'entamer des études postsecondaires. Ici, on souligne entre autres qu'on voudrait arrêter la rivalité entre le fédéral et le provincial, car on dit souvent que, parce que l'éducation est de compétence provinciale, le fédéral n'a rien à dire à ce niveau. Cependant, si on veut avoir des standards nationaux, il faut envisager cela d'une autre façon.

La population acadienne et francophone nous a transmis un message unanime au sujet de la réforme proposée voulant que les fonds versés par le fédéral aux institutions postsecondaires soient éliminés et offerts plutôt sous forme de prêts aux étudiants. Ce n'est absolument pas acceptable. Pour assurer l'accès des jeunes à des études postsecondaires, nous recommandons que les paiements de transfert du fédéral aux établissements postsecondaires soient maintenus et que toute réforme au programme de prêts aux étudiants tienne compte de la capacité réelle des parents et des étudiants à contribuer.

Nous recommandons aussi d'assurer le développement professionnel des Acadiennes, Acadiens et francophones de la province. Pour ce faire, nous recommandons que le gouvernement fédéral crée une commission permanente de développement économique et d'adaptation de la main-d'œuvre de la francophonie canadienne.

• 1220

Nous recommandons aussi que le gouvernement fédéral donne à la communauté acadienne et francophone les moyens de prendre le contrôle de sa formation professionnelle. Pour ce faire, le gouvernement doit éliminer sa structure actuelle qui est plus nuisible qu'efficace à la formation de la main-d'œuvre. La vraie formation exige plus que des occasions de stages, du travail communautaire et quelques semaines en classe. Le gouvernement doit plutôt appuyer financièrement un organisme communautaire de formation ayant toute la latitude nécessaire pour prendre des décisions au sujet de l'analphabétisation, de la définition des besoins du marché actuel et futur, de la formation devant être donnée, des critères d'admissibilité des personnes suivant les cours de formation, des projets de formation devant être subventionnés, de l'évaluation et du suivi des résultats de la formation.

Nous recommandons de faciliter la création des petites et moyennes entreprises. En plus de permettre la création de l'organisme de développement économique communautaire susmentionné, les administrations fédérale et provinciale devraient créer des fonds d'aide, instaurer des programmes novateurs, ainsi que faciliter la formation en entrepreneurship pour le démarrage de petites et moyennes entreprises dans des domaines comme la culture, le tourisme, le soutien aux industries primaires, la sauvegarde de l'environnement et la haute technologie.

Il faut aussi mettre fin au fléau de la pauvreté, et plus particulièrement la pauvreté des femmes, qui devient la pauvreté des enfants. En effet, l'Île-du-Prince-Édouard est la seule province canadienne n'appuyant pas formellement les services de garde à l'enfance. Cela est à noter.

Pour mettre fin au fléau de la pauvreté, et plus particulièrement de la pauvreté des femmes, nous recommandons que le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial collaborent à la mise sur pied d'un réseau de

[Traduction]

Third, we recommend that young people be enabled to pursue post-secondary education. Here we stress, among other things, that we would like to see an end to the rivalry between the federal and provincial governments, because we are often told that since education is a provincial responsibility, the federal government has no say in the matter. However, if we want national standards, we will have to change our way of thinking.

The Acadian and francophone population has sent us a unanimous message on the proposed reform, which would eliminate the funds the federal government provides to secondary institutions and replace them by student loans. This is absolutely unacceptable. To ensure that young people have access to post-secondary education, we recommend that federal transfer payments to post-secondary institutions be maintained and that any reform of the student loan program take into account the parents' and students' real capacity to contribute.

We also recommend that you ensure the professional development of Acadians and francophones in the province. In order to do so, we recommend that the federal government establish a standing committee on economic development and labour force adjustment for the francophone communities of Canada.

•

We also recommend that the federal government give the Acadian and francophone communities the means to control their own occupational training. In order to do so, the government must eliminate its present structure, which is more detrimental than helpful to manpower training. Real training means more than just periods of training, community work and a few weeks in a classroom. The government must rather assist financially a community organization specialized in training which would have full discretion to make its own decisions on illiteracy, on defining present and future market needs, on the type of training that should be given, on eligibility requirements for those taking training courses, on the type of training projects that should be subsidized, and on assessment and follow-up of training results.

We recommend that you facilitate the creation of small and medium businesses. Not only should the federal and provincial governments help create the economic and community development organization already mentioned, but they should also set up assistance funds, implement innovative programs and facilitate training and entrepreneurship to help small and medium businesses start up in areas such as culture, tourism, assistance to primary industries, environmental protection and high technology.

You must also put an end to poverty and particularly to women's poverty, which becomes children's poverty. It should be noted that Prince Edward Island is the only Canadian province not formally subsidizing daycare services.

In order to put an end to poverty and particularly to women's poverty, we recommend that the federal and provincial governments cooperate to implement a network of French-speaking daycare centres in the province. These daycare centres

[Text]

garderies francophones dans la province. Ces garderies devront être accessibles et flexibles au niveau des horaires et abordables, laissant assez d'argent aux femmes pour qu'elles puissent élever leurs enfants dans la dignité.

On a encore trois autres recommandations auxquelles vous pourrez porter attention, j'espère. Nous recommandons qu'on mette fin à la division entre les personnes recevant des prestations de chômage et d'aide sociale, et celles qui travaillent. Nous recommandons aussi que soit éliminée la distinction qui existe actuellement entre les programmes d'assurance-chômage et les programmes d'aide sociale par la création d'un seul système de revenu annuel garanti qui soit aveugle, c'est-à-dire qui répondre aux besoins fondamentaux de chaque famille, quelle que soit sa situation. Nous recommandons également que cessent les discours voulant que le déficit national soit lié aux dépenses sociales, alors que celles-ci ne représentent qu'une infime partie du problème.

D'après une étude récente de Statistique Canada, les dépenses liées aux programmes sociaux ne sont pas la cause de la dette nationale. Elles ne compteraient en fait que pour 2 p. 100 de celle-ci. Notre dette est plutôt attribuable aux exemptions fiscales accordées aux mieux nantis et aux entreprises (50 p. 100), ainsi qu'aux taux d'intérêt élevés.

À la lumière de ces données, le gouvernement ne nous a pas convaincus pleinement du besoin de faire une réforme à des fins d'équilibre budgétaire, ni pour le bien de sa population. Quelle est donc sa motivation? Pendant nos consultations avec la communauté acadienne et francophone, nous nous sommes interrogés sur la raison profonde de ce besoin de modifier nos programmes sociaux. Nous avons évoqué comme raison le besoin de niveler les programmes sociaux du Canada avec ceux de ses partenaires commerciaux dans l'Accord de libre-échange nord-américain, soit les États-Unis et le Mexique. Le Canada serait donc contraint de réduire ses programmes d'aide pour se mettre sur un pied d'égalité avec les autres signataires de l'Accord, pour faire en sorte que l'on ne s'aperçoive pas que les Canadiens et Canadiens sont avantagés par l'État. Le Canada doit-il se laisser dicter sa conduite par des intérêts extérieurs? Ce serait une grave erreur.

• 1225

Nous posons la question suivante: pourquoi s'en prendre aux programmes sociaux, et plus particulièrement à ceux qui en bénéficient actuellement, plutôt que de régler les problèmes budgétaires grâce à de véritables solutions? Si le gouvernement fédéral désire mettre en place des réformes qui lui permettront d'alléger la dette nationale, nous lui suggérons de regarder courageusement l'ensemble de ses opérations et de se donner une vision globale pour le Canada de demain en respectant les principes d'équité et de dignité pour tous et toutes. Nous lui demandons aussi de se fixer des objectifs précis qui touchent non seulement ses finances, mais aussi ses visées quant au bien-être des habitants du pays, et d'intégrer ces différentes mesures de revue et d'examen des programmes fédéraux à nos constatations sur l'avenir des programmes sociaux. Cela donnera au gouvernement une vue d'ensemble du fonctionnement du pays et des changements qui peuvent y être apportés sans que les

[Translation]

should be accessible, have flexible opening hours and be affordable so that women would still have enough money left to raise their children in dignity.

We have three other recommendations we hope you will consider. We recommend that you put an end to the distinction between people receiving UI benefits or social assistance and people who work. We also recommend that you eliminate the distinction that currently exists between unemployment insurance programs and social assistance programs by creating one guaranteed annual income what would meet the basic needs of each family whatever its circumstances might be. We also recommend that the government stop saying that the national deficit is linked to social expenditures, when these represent only a tiny part of the problem.

According to the recent study by Statistics Canada, the national debt is not due to expenditures linked to social programs. In fact, these expenditures represent only 2% of the debt. Rather our debt is due to tax exemptions given to the well-off and to businesses (50%), and also to high interest rates.

Given that information, the government has not been able to convince us that it is necessary to revise social programs in order to balance the budget nor that it is necessary to do so for the well-being of the population. What are the government's motives? When we consulted the Acadian and francophone community, we wondered what the real reason was for wanting to change our social programs. The reason might be the need to harmonize Canada's social programs with those of its NAFTA trade partners, the United States and Mexico. Canada would then be forced to scale back its assistance programs in order to be on a level playing field with its NAFTA partners so that nobody can claim that Canadians are getting special benefits. It would be a serious mistake to let Canada's conduct be dictated by foreign interests.

We wonder why you would attack social programs and particularly those who benefit from them rather than solving your budget problems through meaningful solutions. If the federal government wishes to put in place reforms that will allow it to decrease its national debt, we suggest that it examine with courage its operations as a whole and that it give Canada a global vision for tomorrow while respecting the principles of fairness and dignity for all. We also ask you to set precise objectives, and not just in the area of finance: decide what your vision of the well-being of your population will be and integrate these different measures for reviewing federal programs in to our observations on the future of social programs. This will give the government an overview of the way this country is working and of the changes that can be made, without poor families once again becoming the scapegoats. Moreover, we recommend that the government rationalize the Canadian Public Service in an

[Texte]

familles pauvres ne deviennent, encore une fois, les boucs émissaires. Également, nous recommandons au gouvernement de rationaliser la Fonction publique canadienne dans un effort de décentralisation et de simplification de la bureaucratie, et surtout de revoir le système fiscal actuel qui est, plus que tout autre élément, un catalyseur des inéquités entre les riches et les pauvres du Canada et un facteur-clé dans la dette nationale.

Depuis quelques années, il est devenu correct de convaincre les Canadiens et les Canadiennes que si le pays va mal, c'est en raison des montants qui sont versés en soutien à des populations dans le besoin, comme celles qui vivent en Atlantique. Plutôt que de poursuivre sur cette lancée, le gouvernement doit consacrer ses énergies à ce grand défi qui consiste à résoudre les vrais problèmes de notre société et à aider les populations moins bien nanties à prendre le contrôle de leur développement.

Nous suggérons enfin au Comité de rapporter à Ottawa le message suivant. L'identité du Canada tient principalement à une chose. Il s'agit du fait que le pays est fondé sur l'entente entre les peuples, sur la compassion et sur la générosité envers les plus démunis. Né laissez aucune réforme se faire sur le dos des pauvres du Canada.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Arseneault, pour ce mémoire très complet. Nous disposons d'à peu près cinq minutes par parti. Nous allons commencer par M. Johnston du Parti réformiste.

Mr. Johnston: I don't believe I have a question, Mr. Chairman. I think the brief was quite clear.

The Chairman: Thank you. I now turn to the Liberal Party. Mr. Alcock.

Mr. Alcock: Thank you, Mr. Arseneault. I understand some of the concerns you raised. We've certainly heard them across the country as we talked with people.

The question is, are there areas that you think should be reformed? I'm not talking about the tax system and all those other issues. However, within the program areas as identified in the green book, are there things that you think we should be doing, or should we just not touch it?

M. Arseneault: Le gouvernement, entre autres, pourrait réduire le montant maximum assurable pour l'assurance-chômage et il devrait maintenir ou augmenter le pourcentage utilisé pour calculer le taux hebdomadaire des prestations. Cela pourrait assurer un meilleur équilibre pour éliminer le fléau de la pauvreté et, plus particulièrement, la pauvreté des femmes dans notre pays. Je pense que ce serait important.

Mme Angie Cormier (consultante, Société Saint-Thomas d'Aquin): Cette recommandation est venue directement de certaines personnes qui sont venues à nos rencontres publiques. Dans un secteur d'industrie saisonnière comme la pêche, un pêcheur peut avoir un très haut taux de chômage et avoir quand même un bon revenu pendant sa saison de pêche.

[Traduction]

effort to decentralize and reduce the bureaucracy, and above all to review the present tax system, which more than any other element serves as a catalyst for inequities between rich and poor in Canada and which is a key factor in our national debt.

It has become the done thing in recent years to convince Canadians that if things are going wrong in Canada, it is because of the payments that are made to assist those sectors of the population who need it, such as Canadians living in the Atlantic provinces. Rather than pursuing this tack, the government should dedicate its efforts to resolving the real problems in our society and to helping the underprivileged sectors of the population to gain control of their own development.

We suggest that the Committee bring the following message back to Ottawa. Canadian identity depends mainly on one thing, that is, on the fact that our country is built on understanding among its peoples, on compassion and on generosity towards the underprivileged. No reform should be done at the expense of Canada's poor.

Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Arseneault, for this very complete presentation. Each party will have about five minutes. Let us start with Mr. Johnston of the Reform Party.

M. Johnston: Monsieur le président, je n'ai pas de questions, car le mémoire était très clair.

Le président: Merci. Passons maintenant au Parti libéral et à M. Alcock.

M. Alcock: Merci, monsieur Arseneault. Nous comprenons vos préoccupations, car ce n'est pas la première fois que nous les entendons au cours de nos audiences à travers le pays.

D'après vous, y a-t-il certains secteurs que l'on pourrait modifier? Je ne parle pas du régime fiscal ni des autres secteurs financiers. Toutefois, dans l'ensemble des secteurs qu'aborde le Livre vert, pensez-vous qu'il a des choses que nous pourrions faire? Ou pensez-vous plutôt qu'il ne faudrait toucher à rien?

M. Arseneault: Among other things, the government could reduce the maximum insurable amount for unemployment insurance and it should either maintain or increase the percentage used to calculate the weekly rate of benefits. This would ensure a better balance and could eliminate poverty and particularly women's poverty in Canada. I think that is important.

Mrs. Angie Cormier (Consultant, Société Saint-Thomas d'Aquin): This recommendation was made to us directly by certain people who came to our public meetings. Take a seasonal industry like fisheries; a fisherman can be unemployed for long periods while still making a reasonable income during the fishing season.

[Text]

[Translation]

• 1230

Ce n'est pas une attaque contre les pêcheurs, parce qu'ils représentent quand même une bonne partie de notre population, mais il y a un vrai déséquilibre entre le haut de l'échelle de ce qu'on peut recevoir en assurance-chômage et le bas de l'échelle. Qui est en bas? C'est la femme qui travaille à l'usine. Qui est en haut? C'est une personne qui travaille dans une des industries très payantes. Il y a donc des changements à apporter.

M. Arseneault: Je pense aussi qu'il est important de souligner une très grave injustice, à savoir que des gens qui travaillent deux ou trois mois, comme dans le cas du pêcheur dont on vient de parler, ou qui travaillent trois, quatre ou cinq mois dans un travail saisonnier, et qui perçoivent un revenu dépassant 100 000\$ ou 150 000\$ pendant cette période, puissent percevoir de l'assurance-chômage au plus haut taux pendant le reste de l'année, alors que celui qui travaille toute l'année pour 25 000\$ ou 30 000\$ subventionnent ces gens-là pour l'assurance-chômage qu'ils reçoivent. Encore une fois, c'est le plus faible qui souffre.

Il devrait donc y avoir un plafonnement ou une limite où le salaire qui entre à la maison, le revenu, serait taxé. Et cela vaut aussi pour les grosses corporations, les multinationales, évidemment.

M. Alcock: That's an interesting point from a number of perspectives. A concern has been raised by some of the women's groups that if we look at family income, it's the women who generally have the lower income. So if we reduce benefits based on family income, then we're going to disadvantage women within the family unit.

At the same time, the argument you make is a very strong one. If I recall correctly, 25% of the expenditures in UI go to families with incomes of \$80,000 or more. That's an enormous amount of money that could be better used for single women or people with a very low income on the scale. But there's this dilemma. There's this very strong feeling among women that if we do that, then they're going to be hurt.

Mme Cormier: Une de nos recommandations majeures est la mise en oeuvre d'un revenu garanti annuel en raison de cette inégalité qui peut arriver lorsqu'on base les calculs sur le revenu familial.

Le président: Je donne maintenant la parole à M^{me} Lalonde du Bloc québécois.

Mme Lalonde: Merci beaucoup pour votre présentation que je dois qualifier d'extraordinaire.

J'ai dit à plusieurs reprises qu'en dépit et à cause de son projet souverainiste, le Bloc québécois, qui a accepté de jouer le rôle d'Opposition officielle et qui le joue pleinement, a défendu les Maritimes, notamment quand il y a eu les coupures dans C-17 et dans la réforme des programmes sociaux. On a joué le rôle qu'on a à jouer, qui est exactement ce que vous dites ici, à savoir de ne laisser aucune réforme se faire sur le dos des pauvres du Canada.

Vous savez que nous ne partageons pas ce qu'il y a dans vos deux derniers paragraphes, mais nous pensons que vousappelez ici au meilleur de ce qu'il y a au Canada. Tant que nous serons l'Opposition officielle, c'est aussi ce que nous ferons. Nous

This is not an attack on fishermen, because they still account for a large part of our population, but there is a real imbalance between the top and the bottom of the scale in terms of benefits one can get. Who is at the bottom part? The women who work in the processing plants. Who is at the top? The people who work in very well paid industries. Some changes need to be made.

Mr. Arseneault: I think as well that we should emphasize a very serious inequity, namely that some people who work for a two or three-month period, as in the case of the fisherman who has just been referred to, or people who work for three, four or five months in a seasonal job and get an income higher than \$100,000 or \$150,000 over that period, may get UI benefits at the highest rate for the rest of the year, while those who work all year long for \$25,000 or \$30,000 are in fact subsidizing those people for their UI benefits. Once again, the poorest are those who suffer.

There should therefore be a ceiling or a cap at which family income would be taxed. The same is true for large corporations, as well as multinationals, obviously.

M. Alcock: Cette remarque est intéressante à divers égards. Certains groupes de femmes qui ont témoigné ont exprimé des préoccupations en disant que si l'on tient compte du revenu familial, ce sont en général les femmes qui ont le revenu le plus bas. Si l'on diminue les prestations en fonction du revenu familial, nous risquons de défavoriser les femmes au sein de la cellule familiale.

Parallèlement, votre argument est très valable. Si je m'en souviens bien, 25 p. 100 des dépenses d'assurance-chômage visent des familles dont le revenu est égal ou supérieur à 80 000\$. Cela représente des sommes considérables que l'on pourrait utiliser à meilleur escient pour aider les femmes célibataires ou les gens qui sont au bas de l'échelle du revenu. Il s'agit d'un véritable dilemme. Les femmes sont très inquiètes à l'idée que ce genre d'initiative puisse leur nuire directement.

Mrs. Cormier: One of our major recommendations is the implementation of an annual guaranteed income, to avoid that potential inequity resulting from calculations based on family income.

The Chairman: I now give the floor to Mrs. Lalonde from the Bloc Québécois.

Mrs. Lalonde: Thank you very much for your presentation. It was fantastic, I must say.

I have said on many occasions that in spite of and because of its sovereigntist objective, the Bloc Québécois—which agreed to act as the Official Opposition and is fulfilling all its duties in this regard—has pleaded for the Maritime provinces, particularly when cuts were made under C-17 and the reform of social programs. We have done what we had to do, which is precisely what you are stating here, to prevent reform at the expense of poor Canadians.

As you know, we don't not share the view stated in your last two paragraphs, but we think you are appealing to the best that there is in Canada. As long as we are the Official Opposition we will do the same. We will defend that

[Texte]

[Traduction]

défendrons cette compassion, cette recherche d'égalité même si on peut se dire, entre nous, que le Canada n'est pas le pays qui dépense le plus en programmes sociaux. Ce qui existe au Canada et qui le démarque des États-Unis, il faut le conserver et même l'améliorer.

Ma question est sous forme d'affirmation et je vous demanderais de compléter. Ce que je trouve assez extraordinaire dans votre mémoire, c'est qu'au lieu d'insister seulement sur ce que vous n'approuvez pas dans la réforme, vous dites aussi qu'il faut surtout une vraie politique de création d'emplois. Et non seulement vous le dites, mais —et on a vu cela rarement—vous dessinez cette politique.

• 1235

Vous ne dites pas seulement au gouvernement de faire ceci ou cela, mais vous voulez aussi avoir plus de moyens, plus de pouvoirs. J'ai souvent posé cette question. Je lis:

Pour aider à la prise en main du développement socio-économique par et pour la communauté acadienne et francophone, nous recommandons que:

à l'échelle locale, les gouvernements appuient financièrement la création d'un organisme de développement économique communautaire acadien-francophone ayant un mandat encore plus large que celui de la Commission industrielle, et qui viserait à...

J'aimerais que vous m'en parliez davantage parce que pour moi, c'est le cœur d'une politique de développement économique. Je pense que c'est l'essentiel de votre présentation.

Mme Élise Arsenault (directrice générale, Société Saint-Thomas d'Aquin): Merci, madame Lalonde. Justement, le développement économique de la population acadienne et francophone est très important. Si vous regardez les données, vous verrez qu'on est très défavorisés par rapport au taux d'analphabétisme, au niveau de scolarité, au taux de chômage, etc.

Il n'existe actuellement qu'une commission industrielle francophone à l'Île-du-Prince-Édouard et, tout récemment, l'existence même de cette commission industrielle a été remise en question. Pour nous, il est très important de pouvoir prendre en main notre développement économique et on a besoin d'outils pour le faire. Pour le moment, on n'a pas les infrastructures pour le faire. On ne veut pas que les gens viennent développer des entreprises chez nous parce qu'on veut participer et relancer l'économie, mais il nous faut quand même un certain temps de rattrapage parce qu'on a été défavorisés, principalement par le manque d'institutions postsecondaires en français. Ce n'est que tout récemment que le Collège de l'Acadie a commencé à offrir de la formation postsecondaire en français. On a donc eu un exode des étudiants qui ont dû s'en aller ailleurs pour étudier en français et, malheureusement, bien souvent les personnes les plus instruites et les plus qualifiées ne reviennent pas travailler à l'Île-du-Prince-Édouard. C'est pour cette raison qu'il est important que nous puissions prendre en charge notre développement économique. C'est nous qui vivons dans les communautés, et donc, nous en connaissons les besoins et nous sommes prêts à accueillir tous les bras.

compassion, that search for equality even if we have to admit between ourselves that Canada is not the country that spends the most on social programs. What we have here in Canada and what distinguishes us from the United States has to be maintained and even improved.

My question is rather more of a statement and I would ask you to add to it. What I really liked in your brief is that instead of simply underlining those proposed reforms that you don't agree with, you also say that we must strive for a real job creation policy. And not only do you say so, but—and this is unique—you also put forward the framework of that policy.

You are not only saying to the government, "do this or that", but you also want to have more powers, more means available to you. I have often asked that question. I read:

In order to facilitate social economic development by and for the Acadian and francophone community, we recommend that:

at the local level, governments support financially the establishment of an Acadian and francophone community economic development agency having a broader mandate than that of the Industrial Commission and whose objective would be...

I would like you to elaborate on that point because it is, in my view, at the heart of any economic development policy. I think this is the essential part of your presentation.

Mrs. Élise Arsenault (Executive Director, Société Saint-Thomas d'Aquin): Thank you, Mrs. Lalonde. You are right to say that the economic development of the Acadian and French-speaking population is very important. If you look at the figures, you see that we are in a very disadvantaged position in terms of illiteracy rate, education levels, unemployment rates, etc.

There is at present only one French-speaking industrial commission in Prince Edward Island and just recently, its very existence was jeopardized. It is extremely important to us that we be able to take in hand our own economic development and we need tools to do that. At the time being, we do not have the necessary infrastructures. We do not want other people to set up businesses in our province because we want to get involved ourselves in the economic recovery, but we still need some catch-up time because we have been disadvantaged, especially because of a lack of French post-secondary institutions. It is only recently that the Acadian College started offering post-secondary training programs in French. There was therefore a large exodus of students who had to go somewhere else to study in French and unfortunately, very often the most educated and qualified people do not come back to work in Prince Edward Island. That is why it is important that we be able to take our economic development into our own hands. We are the ones living in our communities and we know what their needs are and are ready to welcome everybody who wants to help.

[Text]

[Translation]

M. Arsenault: J'aimerais ajouter que la région Évangéline et les Acadiens en général sur l'Île-du-Prince-Édouard sont reconnus pour leur esprit de collaboration. On dit même que notre région Évangéline est la capitale mondiale des coopératives. On a au-delà d'une vingtaine de coopératives. Cela montre que le peuple acadien est très créateur et veut travailler ensemble. On l'a prouvé en venant ici aujourd'hui. Il ne faut pas oublier que lorsque l'Île-du-Prince-Édouard s'appelait l'Île Saint-Jean, nous étions là, et nous y sommes encore aujourd'hui, ce qui veut dire qu'on est prêts à faire notre part. On veut contribuer, mais on veut aussi avoir une chance.

Le système ne nous a jamais trop favorisés, de sorte que l'assimilation s'élevait à plus de 50 p. 100, mais avec les outils qu'on pourrait se donner et qu'on veut se donner, il nous serait très possible, non seulement de survivre, mais de vivre. Ce que nous voulons, c'est avoir notre place au soleil, nous aussi, comme Acadiens et Acadiennes d'une communauté qui est bien vivante à l'Île-du-Prince-Édouard, qui est en quelque sorte le berceau de la Confédération.

Mme Lalonde: Merci. Encore une fois, c'est un excellent mémoire.

Le président: Merci, madame Lalonde. J'aimerais, moi aussi, poser une question. Je suis Acadien comme vous et je viens du Cap-Breton, une autre région qui a la réputation d'être coopératrice. J'ai suivi votre mémoire avec beaucoup d'intérêt.

Mme Lalonde, comme elle l'a fait plusieurs fois, voudrait nous faire croire que le Bloc québécois est le parti qui défend les droits des gens des Maritimes, y compris ceux des Acadiens, dans le domaine social contre le gouvernement. Je pense aussi qu'elle voudrait nous faire croire que leur intention de séparer le Québec du Canada est conforme aux intérêts des provinces de l'Atlantique. Quant à moi, en tant qu'Acadien, je n'accepte pas ce raisonnement.

• 1240

Quoi qu'il en soit, ma question touche un peu au fondement du raisonnement de votre mémoire. Vous y donnez pas mal d'information. Je trouve qu'on peut très bien être en désaccord avec le document de travail et avec les propositions qui sont dans le Livre vert. Peut-être que le Comité lui-même va se prononcer contre beaucoup de ces propositions. Mais votre mémoire semble dire que le Livre vert est basé sur l'idée de faire porter la réduction de la dette par les plus démunis, et qu'il n'y a pas, ou très peu de place, au gouvernement du Canada, pour un projet de création d'emplois.

Je voudrais vous dire que les idées qui sont dans le Livre vert font partie d'un ensemble plus large. Il faudrait l'étudier à la lumière d'autres documents et d'autres propositions qui sont avancées par le gouvernement, précisément dans le but de créer un climat d'entrepreneuriat, de croissance économique et d'emploi au Canada. On peut être pour ou contre ces idées-là, mais il faut considérer que le Livre vert doit s'insérer dans un contexte plus large. Il ne faut pas perdre cela de vue. Cela fait partie du débat. Ce n'est pas le débat dans lequel nous sommes, mais ces facteurs font partie de notre débat.

Mr. Arsenault: I would like to add that the Évangeline region and Acadians in general on Prince Edward Island are known for their cooperative spirit. Some people even say that our Évangeline region is the world capital of co-ops. There are more than 20 of them in our area. This shows that the Acadian people are very creative and want to work together. We proved it by coming here today. One should not forget that when Prince Edward Island was called Île Saint-Jean, we were there and we are still there today, which means that we are ready to do our part. We want to make a contribution but we also want to have some opportunities.

We have never been advantaged by the system in any way, so that more than 50% of our people were assimilated, but with the tools that we could and want to give ourselves, it would be quite possible for us not only to survive but to live. That is what we want, to have our place in the sun too, as Acadian men and women who belong to a community that is quite vibrant in Prince Edward Island, the Cradle of Confederation.

Mrs. Lalonde: Thank you. Once again, your brief is excellent.

The Chairman: Thank you, Mrs. Lalonde. I would also like to ask a question. I am also an Acadian from Cape Breton, another area which is known as very cooperative. I listened to your brief with much interest.

As she has done on many occasions, Mrs. Lalonde would have us believe that the Bloc Québécois is the political party that stands up for the rights, in the social area, of people from the Maritimes, including the Acadians. I also think she would like to lead us to believe that their intention to separate Quebec from the rest of Canada serves the interests of the Atlantic provinces. I for one, as an Acadian, do not agree with that thinking.

Anyway, my question deals with the substance of your brief. It contains a great deal of information. I think it is quite possible to disagree with the working document and with the proposals included in the Green Book. The Committee itself will probably reject many of those proposals. But your brief seems to indicate that the Green Book is based on the idea that the poorest people will bear the brunt of debt reduction, and that the federal government will have little or no room to create jobs.

Let me tell you that the ideas expressed in the Green Book are part of a bigger package. They must be studied along with other documents and other proposals put forward by the government, precisely with a view to creating a climate which is conducive to entrepreneurship, economic growth and job creation in Canada. Whether you like the ideas or not, you must bear in mind that the Green Book must fit into a larger context. You shouldn't lose sight of that. It is part of the debate. It is not the debate we are having now, but it is part of it.

[Texte]

J'arrive à ma question. Elle porte sur la question des sources de la dette et le besoin de lutter contre le déficit en même temps qu'on essaie d'améliorer les programmes sociaux. Vous citez dans votre conclusion une étude de Statistique Canada. J'aimerais que vous m'en disiez un peu plus sur les chiffres que vous venez de citer dans cette étude de Statistique Canada, pour que je puisse être plus au courant des renseignements qui semblent reposer sur l'idée que la dette n'a rien à voir avec les programmes sociaux. Dans un ensemble plus large de programmes sociaux, le gouvernement est en train de considérer toutes ses dépenses et tous ses revenus. Dans le budget actuel du Canada, les programmes qui font partie de cette étude coûtent à peu près 30 p. 100 des revenus du gouvernement du Canada et le taux d'intérêt correspond à peu près au même montant. C'est-à-dire que ces deux parties-là du budget correspondent à une large partie du budget, et il faut examiner le tout dans un ensemble.

Je me demande si vous pouvez m'éclairer un peu sur les chiffres que vous citez dans votre conclusion.

Mme Cormier: Je ne suis pas exactement sûre de la question. Est-ce que vous questionnez nos sources?

Le président: Oui.

Mme Cormier: C'est cela? Vous questionnez nos sources?

Le président: J'aimerais vous demander d'expliquer davantage ce qui est dans le paragraphe.

[Traduction]

That leads me to my question, which deals with the sources of debt and the need to fight the deficit while we try to improve social programs. In your conclusion, you mentioned a study by Statistics Canada. I would like you to elaborate on the figures that you quoted from that study, so that I can understand better why the debt has nothing to do with social programs. In a broader initiative, the government is reviewing all its expenses and revenues. In the current budget, the programs being reviewed represent nearly 30% of federal revenues, and the interest on the debt costs almost the same amount. In other words, those two items represent a big chunk of the budget, and all that must be reviewed as part of the bigger picture.

Could you give me some more detail on the figures that you mentioned in your conclusion?

Ms. Cormier: I am not sure I understand the question. Are you questioning our sources?

The Chairman: Yes.

Ms. Cormier: Is that it? Are you questioning our sources?

The Chairman: Could you elaborate on the content of the paragraph?

• 1245

Mme Cormier: Ce pourcentage, je l'ai vu à plusieurs endroits. J'ai vu 2 p. 100, 4 p. 100 et 6 p. 100, selon la source d'information, mais que ce soit 2 p. 100, 4 p. 100 ou 6 p. 100, ce n'est pas une partie énorme la dette. À la fin de notre mémoire, on a une bibliographie des documents auxquels on a fait référence, car tous ces documents font référence aux mêmes statistiques. On a vu les mêmes statistiques partout dans plusieurs documents.

Je n'ai pas apporté ma pile de documents aujourd'hui, mais quand vous parlez de prendre la réforme dans un contexte plus global, laissez-moi vous dire que ce n'est pas facile. Quand on ne peut même pas avoir des documents qui existent soi-disant sur tout ce qui se fait dans tous les petits coins, comment peut-on faire des consultations, puis faire un mémoire, puis faire une présentation plus globale?

On a appelé partout pour avoir tous les petits documents, toutes les petites études et tous les petits commentaires faits par le gouvernement libéral, et on nous a répondu qu'on pourrait peut-être les avoir dans deux ou trois semaines.

En français, on parle d'une population qui a un taux d'analphabétisme de 50 p. 100, et on voudrait qu'ils lisent ces documents-là, puis on voudrait mettre cela dans un plus large contexte pour que la population comprenne!

Le président: Là vous marquez un point. Vous avez mentionné plusieurs choses dans votre mémoire, par exemple des facteurs qui pourraient faire en sorte que nos communautés puissent bénéficier de la restructuration qui est en train de se faire à travers le pays et à travers le monde. Pour ma part, je trouve qu'il serait plus intéressant de faire des suggestions pour savoir ce qu'on devrait faire pour fournir à nos communautés plus de chances pour être prêtes à faire face aux défis de l'avenir.

Mrs. Cormier: I have seen that percentage at various places. I have seen 2%, 4% and 6%, depending on the source of information, but whether it is 2%, 4% or 6%, it is not a big part of the debt. At the end of our brief, there is a list of documents that we used, because all of them refer to the same statistics. We saw the same figures everywhere in several documents.

I did not bring my documentation today, but when we talked about taking the reform in broader context, let me tell you that it is not easy. When you cannot even have documents on everything that is going on everywhere, how can you hold consultations, write a brief, make a broader presentation?

We called everywhere to get all the small documents, all the small studies and all the small comments made by the Liberal government, and we were told that we could probably get them in two or three weeks.

In French, we are talking about a population with a 50% illiteracy rate, and we want them to read those documents, and we want to put that in a broader context so that the population can understand!

The Chairman: You just scored a point. You mentioned several things in your brief; for example, factors which could make it possible for our community to benefit from the restructuring which is going on throughout the country and the world. I think it would be more interesting to make suggestions as to what we can do to better equip our communities for the challenges of the future.

[Text]

[Translation]

Mme Cormier: Monsieur LeBlanc, on était très, très limités en temps. On a une liste de recommandations. On nous a dit de ne pas toutes les lire. Elles sont toutes là. On a dit ce qu'on avait besoin de dire. Les recommandations sont là et elles sont solides.

On a dit qu'il fallait nous donner la prise en charge de nos communautés, de nos ressources, nous donner les outils nécessaires, nous laisser créer les infrastructures nécessaires pour faire face à ce taux d'analphabétisme, avec l'idée de se baser sur les secteurs primaires et les industries saisonnières. Tout est là.

On a des recommandations très concrètes, mais on nous a dit de ne pas tout lire.

Le président: Non, non. Vous avez bien fait.

Mme Cormier: On parle aussi de formation dans le Livre vert et de développement professionnel, et j'ai oublié de le mentionner. Sur l'île, on a une communauté qui a besoin de rattrapage avant même qu'on puisse parler de formation et de développement professionnel. Il faut d'abord faire du rattrapage, aider les gens à apprendre à lire et écrire, et ensuite on pourra parler de formation ou de développement professionnel dans un métier quelconque.

De la même façon, les programmes de formation existants, qui sont offerts par le ministère du Développement des ressources humaines, n'offrent peut-être pas ce qu'on cherche à ce moment-ci.

On parle du chiffre magique de 80 heures de formation, car les programmes de formation sont basés sur 80 heures, ce qui veut dire 10 à 12 semaines en classe, puis il y a un certain nombre de semaines en stage. Qu'est-ce que ça nous donne comme résultat?

On ne change pas quelqu'un qui a une septième, une huitième ou une neuvième année en l'espace de 10 ou 12 semaines. On ne lui donne pas un métier qui va lui offrir un emploi solide et stable et un revenu valable, surtout dans une province ou une région qui dépend beaucoup des industries saisonnières. Nous avons fait des recommandations concernant la formation, le développement professionnel, nos systèmes scolaires et nos besoins en matière de programmes d'alphanumerisation. Les recommandations sont là.

Le président: D'accord. Merci beaucoup.

Nous vous remercions de votre mémoire et du temps que vous nous avez consacré.

M. Arsenault: On apprécie que vous nous ayez donné de votre temps également. Merci beaucoup.

• 1250

The Chairman: We now come to statements from the floor, which will conclude our morning session.

We have one half-hour allocated for statements from the floor, which allows us to accommodate a maximum of six statements as we've planned. We have eight requests, so we will have a draw. I will draw six names. There will be an opportunity at the end of the day for six more names to be drawn, so for those whose names are not drawn, if you still wish to make your intervention at the end of the day there will be a second opportunity at that time.

Mrs. Cormier: Mr. Leblanc, we were very, very limited in time. We have a list of recommendations. We were told not to read all of them. They are all there. We have said what we needed to say. The recommendations are there and they are strong.

We said that we should be given control of our communities and our resources; we should be given the necessary tools; they should let us create the infrastructures that are necessary to deal with illiteracy and to rely on the primary sectors and the seasonal industries. That is the point.

We have very concrete recommendations, but we were told not to read all of them.

The Chairman: No, no. You did well.

Mrs. Cormier: The Green Book also talks about training and professional development, and I forgot to mention it. On the island, we have a community which needs to catch up before we can even talk about training and professional development. We must have people to catch up, to read and write, and then we'll be able to talk about training our professional development in whatever trade.

Similarly, the existing training programs, which are offered by the Department of Human Resource Development, probably do not meet the current needs.

They are mentioning the magic figure of 80 hours training, which is the basic duration of the training programs, which means 10 to 12 weeks in class, and then a certain number of weeks in practicum. What does that give us in term of results?

You cannot change somebody who has a grade 7, 8 or 9 within 10 or 12 weeks. You cannot give him a training that will guarantee a strong and stable job and a reasonable income, especially in a province or region which relies essentially on seasonal industries. We have made recommendations on training, professional development, our school systems and our needs in terms of literacy programs. The recommendations are there.

The Chairman: Fine. Thank you very much.

We thank you for the brief and for the time that you have given us.

Mr. Arsenault: We also thank you for giving us this opportunity. Thank you very much.

Le président: Nous commençons maintenant les présentations individuelles, pour terminer notre séance du matin.

Nous allons y consacrer une demi-heure, ce qui nous permet d'entendre six personnes au maximum comme prévu. Nous avons huit demandes; par conséquent, nous allons tirer au sort. Je vais tirer six noms. A la fin de la journée, six autres noms seront tirés au sort; donc, si vous n'êtes pas choisis ce matin, et que vous voulez encore intervenir à la fin de la journée, vous aurez une deuxième chance à ce moment-là.

[Texte]

[Traduction]

I will draw the six names in the order in which I will call you forward to speak. We will allow up to five minutes for each intervention, and at the fourth minute I will raise the index finger of my right hand to give you the four-minute signal. That means you have one minute to finish your intervention. The second raised finger means it's time to conclude the intervention. Those will be the signals I will give.

I will list the six names in the order in which I will ask you to come up. The first name is Joe Byrne of the Cooper Institute. Is Mr. Byrne in at the present time? We will assume he will be here shortly. My second name is Marilyn Sark from the Lennox Island Band. Third is Valérie Lapointe from ALERT. Fourth is Reverend John Patterson. Fifth is Jeff Paquet. Number six is the P.E.I. Coalition of Social Security Reform, Ellen Reynolds or Michele Jay. Those are the six names in the order in which they will speak.

Joe Byrne.

Mr. Joe Byrne (Individual Presentation): I guess I'd like to start off by commenting on the process.

I'm working with the Cooper Institute and I'm also working on part of the social security reform that's being done with Rural Dignity as a contractor.

Probably the most objectionable part of all this is the fact that the goal was predetermined by the government. In the area I work in it's really important to build up dialogue, and when you want to build up dialogue it's really important that you leave it open. I think that's one of the objectives that would have been laudable in this whole process, which we haven't reached because it has been limited.

We were told right at the beginning that cuts were going to be coming and that there was no other option. That needs to be reconsidered. I think it needs to be reconsidered because we're looking at a system of values in the country that is being addressed in this whole process. The values that we're seeing coming from the government are values that are really questionable. They are making it easy for money or capital to move around on an international level, but not putting the weight behind the values of making sure all families in this country have enough food to eat, access to health care and education, and freedom to decide where and how they're going to live. I think the wealth in this country allows us to do that.

• 1255

My experience working in the south has shown me what happens when a country is unable to define those values that bring a whole country together. As far as that point goes, I think that now, when we're coming into a whole other constitutional crisis, we have to look for ways to bring the country together. It's not going to be done by allowing corporations to get away with tax breaks. It's not going to be done by facilitating profits for banks. We can bring this country together if we start looking at how we bring people together, and what brings me as an Islander into contact with somebody from B.C. or somebody from the north shore of Quebec.

Je vais donc tirer six noms et vous interviendrez dans l'ordre du tirage. Chaque intervention durera cinq minutes au maximum, et à la quatrième minute, je lèverai l'index de la main droite pour signaler qu'il vous reste une minute. Quand je lèverai le doigt la deuxième fois, ce sera la fin de l'intervention. Voilà donc les signaux que je vous donnerai.

Je vais donc appeler six personnes par ordre d'intervention. Premièrement, Joe Byrne du Cooper Institute. M. Byrne est-il là? Disons qu'il ne va pas tarder. Deuxièmement, Marilyn Sark de la bande de Lennox Island. Troisièmement, Valérie Lapointe d'ALERT. Quatrièmement, le révérend John Patterson. Cinquièmement, Jeff Paquet. Sixièmement, la Coalition of Social Security Reform de l'Île-du-Prince-Édouard, représentée par Ellen Reynolds ou Michele Jay. Voilà donc les six personnes qui interviendront dans l'ordre que j'ai donné.

Joe Byrne.

M. Joe Byrne (témoignage à titre personnel): Tout d'abord, je vais faire quelques observations sur le processus.

Je travaille au Cooper Institute, et j'ai un contrat avec Rural Dignity dans le cadre de la réforme de la sécurité sociale.

La partie la plus contestable de cet exercice réside peut-être dans le fait que l'objectif en a été déterminé d'avance par le gouvernement. Dans la région où je travaille, il est vraiment important de développer le dialogue, et quand vous voulez le faire, il est tout aussi important que ce dialogue demeure ouvert. Je pense qu'un tel objectif aurait été louable dans ce processus, mais nous n'y sommes pas parvenus parce qu'il a été limité.

On nous a dit dès le début que les programmes allaient être réduits et qu'il n'y avait pas d'autre solution. Il faut revenir là-dessus. Je pense qu'il le faut, parce que la réforme des services sociaux touche au système de valeurs de notre pays. Les valeurs que le gouvernement met de l'avant sont vraiment contestables. Le gouvernement facilite la circulation des capitaux à l'échelle internationale, mais il ne soutient pas les valeurs pour s'assurer que toutes les familles canadiennes aient suffisamment de nourriture, qu'elles aient accès aux soins de santé et à l'éducation, et qu'elles aient la liberté de choisir leur lieu de résidence et leur mode de vie. Je pense que la richesse de ce pays nous permet de le faire.

Grâce à mon expérience de travail dans le Sud, je sais ce qui se passe lorsqu'un pays est incapable de définir les valeurs qui l'unissent. À cet égard, je pense qu'en ce moment où nous abordons une autre crise constitutionnelle, nous devrons rechercher des moyens d'unifier le pays. Nous n'allons pas y parvenir en donnant aux sociétés des allégements fiscaux. Nous n'allons pas y parvenir en permettant aux banques d'accroître leurs bénéfices. Nous pouvons unir le pays si nous commençons à rechercher les moyens d'unir la population, en mettant des insulaires comme moi en contact avec des habitants de la Colombie-Britannique ou de la Côte-Nord du Québec.

[Text]

I'm seeing how rushed this whole process is. I'm sure you've heard it several times this morning. It's really kind of pointless to try to get everything in within five minutes, so I'd like to just bring that point to you, which is the question of values. We can enter into a national dialogue on values. I think that's where the government should be going.

Before we enter into that dialogue, don't cut. We don't have to cut. There are other sources of revenue we can find. We can adjust the debt and the deficit, but let's get those questions of value settled first. Thank you.

Ms Marilyn Sark (Individual Presentation): Mr. Chairman, I would like to express my thanks for the opportunity to present a statement on behalf of the Micmac First Nation of Lennox Island. We do have a brief prepared, but due to this timeframe, I'll only be able to touch on a few points from it.

Looking at the whole picture, we do have a problem with the direction the government is taking in trying to resolve the budget deficit problem. While we feel social programs may need to be improved, there is a better way to balance the nation's budget. In other words, changes to the social programs should be for the sake of improving them, not budget-driven.

The fact that large corporations are able to find and use loopholes in the tax system tells us that maybe that is where the government should be directing its attention to balance the budget. The large amount of money being lost through these tax dodges is horrendous. This could solve these financial problems, instead of the poor being targeted on social programs.

The fact that employment in P.E.I., and in particular our own community, is mostly seasonal means that any changes to the UI program certainly makes people feel uneasy. They know there are only a certain number of year-round jobs. Even if they want work, it is just not available. Some must depend on UI or social assistance.

Because of the nature of employment in this area, lengthening the number of qualifying weeks or shortening the benefit period will bring real hardship to many people. Our main industries do not exist during the winter months. And people want to better their lives, not just exist in a welfare state.

The positive note in these proposed changes is the thrust for job creation and job training. In order to move ahead, there certainly must be more jobs available. Many of our residents are very interested in job training and in upgrading their skills, but there should be a job available at the end of training. There were very strong feelings for training programs to take place within or close to our community, if possible.

While adults do need training, education, and employment, we must ensure that our children are cared for in the best environment possible. Many people feel this should be done in a properly staffed and equipped government-funded day care centre.

[Translation]

Je vous à quel point ce processus est fait vite. Je suis sûr que bien des témoins vous l'on dit ce matin. Il est vraiment inutile d'essayer de tout dire en cinq minutes; je vais donc m'en tenir à la question de valeurs. Nous pouvons engager un dialogue national sur les valeurs. À mon avis, telle est la démarche que le gouvernement devrait adopter.

Avant d'engager ce dialogue, ne faites pas de compressions. Nous ne sommes pas obligés de le faire. Nous pouvons trouver d'autres sources de revenu. Nous pouvons ajuster la dette et le déficit, mais réglons d'abord la question de valeur. Je vous remercie.

Mme Marilyn Sark (témoignage à titre personnel): Monsieur le président, je tiens à vous remercier de m'avoir donné l'occasion de parler au nom de la Première Nation Micmac de Lennox Island. Nous avons préparé un mémoire, mais en raison des contraintes de temps, je ne pourrais en aborder que quelques aspects.

Quand nous regardons la situation globale, nous ne comprenons pas l'orientation du gouvernement face au déficit budgétaire. Même si nous pensons qu'il est peut-être nécessaire d'améliorer les programmes sociaux, il existe un meilleur moyen d'équilibrer le budget national. Autrement dit, il faudrait modifier les programmes sociaux pour les améliorer et non pas pour équilibrer le budget.

Nous croyons que le gouvernement devrait peut-être diriger ses efforts visant à équilibrer le budget vers les grandes sociétés qui peuvent trouver et utiliser des échappatoires dans le régime fiscal. Nous perdons des sommes considérables à cause de ces échappatoires fiscaux. En remédiant à cette situation, nous pourrions régler nos problèmes financiers au lieu de nous attaquer aux pauvres par le biais des programmes sociaux.

Étant donné que le chômage est essentiellement saisonnier à l'Île-du-Prince-Édouard et, en particulier, dans notre collectivité, tout changement au régime d'assurance-chômage nous met évidemment mal à l'aise. Nous savons qu'il y a seulement un certain nombre d'emplois qui durent toute l'année. Même si nous voulons du travail, il n'y en a tout simplement pas. Certains d'entre nous doivent compter sur l'assurance-chômage ou l'assistance sociale.

En raison de la nature de l'emploi dans cette région, l'augmentation du nombre de semaines d'admissibilité ou le raccourcissement de la durée des prestations entraîneront de réelles difficultés chez bien des gens. Nos principales industries ne fonctionnent pas en hiver. Les gens veulent améliorer leur sort au lieu de dépendre de l'état providence.

L'aspect positif des changements proposés réside dans les initiatives de formation et de création d'emplois. Si nous voulons progresser, nous devons certainement créer plus d'emplois. Bon nombre des résidents de notre région s'intéressent beaucoup à la formation professionnelle et au recyclage, mais il faut qu'ils puissent trouver du travail au bout du compte. Nous tenons beaucoup à ce que les programmes de formation soient offerts dans notre collectivité ou dans les environs, s'il y a lieu.

Même si les adultes ont besoin de formation, d'éducation et d'emploi, nous devons nous assurer que nos enfants sont encadrés dans le meilleur environnement possible. Beaucoup de gens estiment que cela doit être fait dans une garderie ayant un personnel et un équipement suffisants et financés par le gouvernement.

[Texte]

There is a recognition that all knowledge is valuable, so job training can be a very positive thing, but it must be community-based and meet the needs in the community. It should be at the level an individual can handle. The idea should be to build up the person's skills and esteem, not overwhelm or discourage him or her.

There is an additional problem in employment for people of a first nation community. There are never enough jobs on reserves in Atlantic Canada, so in order to be employed, one must look outside the community. Since there is a shortage of the jobs on the outside, it is reality that the available jobs will go to non-aboriginal people before they go to aboriginal people. That statement is not to be complaining or whining. It is reality.

[Traduction]

Nous reconnaissions que toute connaissance est précieuse, et que la formation peut être une chose très positive, mais elle doit être axée sur la collectivité et répondre aux besoins de celle-ci. Elle doit être conçue en fonction du niveau des personnes qui en bénéficient. La formation doit viser à améliorer les attitudes et l'estime de soi, et elle ne doit ni accabler ni décourager les bénéficiaires.

En matière d'emploi, les collectivités autochtones font face à un problème supplémentaire. Il n'y a jamais assez de travail dans les réserves de la région de l'Atlantique; par conséquent, pour en trouver, il faut chercher à l'extérieur de la collectivité. Il y a pénurie d'emplois à l'extérieur, et on embauche d'abord les non-autochtones pour les emplois disponibles. Je ne le dis pas pour me plaindre ou pour pleurnicher. C'est la réalité.

• 1300

One big barrier to employment in our community is the fact that the government itself, by withholding funds or allocating funds to other firms, places us in direct competition with them. We feel this practice does not give us equal opportunity. Even among aboriginal communities, there seems to be inequality in distribution of funding in certain programs.

The people of our community feel they have lived in a welfare state long enough. They want to feel productive. Our community wants more training to help achieve this. The fact that most of our population is young emphasizes the need for future training and education.

The social and physical isolation experienced by people who live in aboriginal communities only compounds the negative impact of lack of employment, the need for training and skills and the lack of services. The problems experienced by the rest of the country are much more evident on reserves, so there needs to be a concentrated effort to rectify some of these problems.

While we realize the magnitude of the problem the government is facing, we feel some steps could be taken that would be logical, positive and possible. For example:

1. examine all other avenues of budget cutting before touching social programs;

2. examine the feasibility of recouping money from large businesses and corporations;

3. change social programs only so far as they will benefit Canadians;

4. direct strategies at job training and job creation;

5. provide incentives to attend training, such as programs that are creative and mainly community-based;

6. attack child poverty by ensuring that parents have the opportunity and skills for employment and other assistance—day care centres and tax credits are important issues to be considered;

7. make sure all strategies are humane; allow communities to identify priorities and needs, and then allow them to identify the ways to deal with these priorities;

Un des obstacles majeurs à l'emploi dans notre collectivité réside dans le fait que le gouvernement lui-même, en retenant les fonds ou en les allouant à d'autres sociétés, nous met en concurrence directe avec ces dernières. À notre avis, cette pratique ne nous donne pas des chances égales. Même parmi les collectivités autochtones, il semble y avoir de l'inégalité dans la distribution des fonds au titre de certains programmes.

Les gens de notre collectivité estiment qu'ils ont dépendu assez longtemps de l'assistance sociale. Ils veulent se sentir productifs. Pour y arriver, ils veulent plus de formation. Nos besoins en formation et en éducation sont d'autant plus importants que notre population est essentiellement jeune.

L'isolement social et physique des collectivités autochtones ne fait qu'aggraver l'impact négatif du chômage, le besoin de formation et de compétence, et le manque de services. Les problèmes auxquels fait face le reste du pays sont beaucoup plus évidents dans les réserves, d'où la nécessité de déployer des efforts concentrés pour y remédier.

Si nous rendons compte de l'ampleur du problème auquel le gouvernement est confronté, nous pensons qu'il est possible de prendre des mesures logiques, positives et现实的. Par exemple:

1. Étudier toutes les autres possibilités de réduction du budget avant de toucher aux programmes sociaux;

2. Étudier la possibilité de récupérer de l'argent auprès des grandes sociétés;

3. Modifier les programmes sociaux uniquement si cela est avantageux pour les Canadiens;

4. Mettre en place des stratégies de formation professionnelle et de création d'emploi;

5. Fournir des incitatifs pour la participation à la formation, notamment des programmes créatifs et essentiellement axés sur la collectivité;

6. Combattre la pauvreté chez les enfants en veillant à ce que les parents aient la possibilité de travailler, aient les aptitudes nécessaires et d'autres formes d'aide—les garderies et les crédits d'impôt sont importants à cet égard;

7. S'assurer que toutes les stratégies sont humaines; permettre aux collectivités de cibler leurs priorités et leurs besoins, et ensuite, de trouver les moyens d'y répondre;

[Text]

8. recognize that each Canadian has the right to have basic needs met, but also the possibility to attain future goals and dreams.

In summary, we are saying there are better ways to solve budget problems than tampering with social programs. If changes must take place in these areas, they must be positive changes, not penalties to be paid for by people who cannot afford them.

The Chairman: Thank you.

Next on our list is Valérie Lapointe.

Ms Valérie Lapointe (Individual Presentation): Thank you for inviting us to present. We are not quite prepared. We are pleased that you are now talking to the experts. We are the people in poverty and on welfare. You have a copy of our written brief, but we will speak from our hearts because we are living it day to day.

Targeting the poor doesn't seem to be the way to answer Canada's economic problems. Many of the groups have mentioned taxing the corporations. P.E.I. is reliant on seasonal work. Without that seasonal work and back-up from the UI system, we will fall into more poverty and on to welfare. I don't see how the P.E.I. government, with so many more people out of work, can afford to pay the meagre amounts that are allotted to people on welfare. Those ranks are growing.

Based on statistics from July 1993, the population on P.E.I. is 131,600 people. As of November 1994 there were 6,023 cases on welfare, representing 12,372 people. Of those people, 1,834 were single mothers and 2,439 were disabled. The number of people getting a training allowance 172, and active day care spots numbered 808.

We hope women on welfare or single parents may make the choice to stay home to raise their children or to advance themselves with training and jobs. However, with the minimum wage, one cannot live on a single income and raise a child in P.E.I., let alone anywhere else in Canada. With only those 808 spots, where does that leave single mothers who need to put their children in day care to be able to take training or a work position?

• 1305

Mr. Brian Curley (Individual Presentation): My name is Brian Curley and I'm with ALERT. I'd just like to make a comment. When you go to cut something, I think you should know what it is you're cutting.

With reference to the Canada Assistance Plan and how it has been carried out by the Government of Prince Edward Island—and it's not being really enforced by the present government in Ottawa—this spring we had cuts that took away transportation for people on welfare in P.E.I. They have no means of transportation. There's no public transportation, so they're shut in. They're not allowed to get groceries. They're not even allowed to go to church. If medical emergencies come

[Translation]

8. Reconnaître que tout Canadien a le droit de subvenir à ses besoins essentiels, mais aussi reconnaître la possibilité de réaliser ses objectifs et ses rêves.

En somme, nous disons qu'il y a de meilleurs moyens de régler les problèmes budgétaires que de s'attaquer aux programmes sociaux. S'il faut apporter des changements dans ce domaine, ces changements doivent être positifs et ils ne doivent pas être assumés par ceux qui n'en ont pas les moyens.

Le président: Je vous remercie.

Passons maintenant à Valérie Lapointe.

Mme Valérie Lapointe (témoignage à titre personnel): Merci de nous avoir invités à comparaître. Nous ne nous sommes pas très bien préparés. Nous sommes heureux que vous parliez maintenant aux experts. Nous sommes des personnes pauvres, assistées sociales. Vous avez un exemplaire de notre mémoire, mais nous parlerons spontanément de ce que nous vivons tous les jours.

Pour régler les problèmes économiques du Canada, il ne faut pas s'attaquer aux pauvres. Bon nombre de groupes ont dit qu'il fallait imposer les sociétés. Dans l'Île-du-Prince-Édouard la plupart des emplois sont saisonniers. Sans ces emplois et sans l'aide du régime de l'assurance-chômage, nous serons encore plus pauvres et tributaires de l'aide sociale. Avec tant de chômeurs, je ne vois pas comment le gouvernement de notre province peut se permettre de payer les maigres allocations destinées aux assistés sociaux, dont le nombre ne cesse d'augmenter.

D'après les statistiques de juillet 1993, l'Île-du-Prince-Édouard a 131 600 habitants. En novembre 1994, il y avait 6 023 assistés sociaux, soit 1 372 personnes. Parmi ces personnes, 1 834 étaient des femmes monoparentales et 2 439 des personnes handicapées. De plus 172 personnes bénéficiaient d'une allocation de formation, et il y avait 808 places actives dans les garderies.

Nous espérons que les femmes assistées sociales ou les parents pourront choisir de rester à la maison pour élever leurs enfants ou pour s'améliorer en se formant ou en travaillant. Cependant, au salaire minimum, on ne peut pas vivre avec un seul revenu et élever un enfant dans l'Île-du-Prince-Édouard, et à plus forte raison ailleurs au Canada. S'il n'y a que 808 places, que deviennent les mères-célibataires qui doivent mettre leurs enfants à la garde pour suivre des cours de formation ou aller travailler?

M. Brian Curley (témoignage à titre personnel): Je m'appelle Brian Curley et je fais partie du réseau ALERT. J'aimerais simplement faire une observation. Lorsque vous êtes sur le point de faire des coupures, je pense que vous devriez savoir ce que vous allez supprimer.

En ce qui a trait au régime d'assistance publique du Canada et la façon dont il a été appliqué par le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard—et le gouvernement actuel d'Ottawa ne le met pas vraiment en vigueur—, des coupures effectuées au printemps dernier ont eu pour effet de supprimer les transports à l'intention des assistés sociaux de l'Île-du-Prince-Édouard. Ces personnes n'ont aucun moyen de transport. Ils n'existent aucun service de transport public et les gens sont donc coincés chez

[Texte]

[Traduction]

up, they have no way of getting to doctors or hospitals. There have been some very touchy, life-threatening issues held up by the lack of transportation for people.

eux. Ils ne peuvent pas aller faire leurs courses, ni même aller à l'église. En cas d'urgence médicale, il leur est impossible de se rendre chez le médecin ou à l'hôpital. Certains problèmes très délicats, où la vie de personnes étaient parfois en danger, se sont posés en raison du manque de transport dont souffrent ces personnes.

The GST rebate was taken away from welfare recipients in P.E.I. The federal government did nothing about that, although the previous federal government had initiated it to alleviate the effects of the GST on the poor. Now, here in P.E.I., we have the poorest of the people being robbed of that small effort the previous government made. Single people are given an allowance for shelter that's far below the cost. Those are just a few examples.

La ristourne pour TPS a été supprimée pour les prestataires de l'aide sociale de l'Île-du-Prince-Édouard. Le gouvernement fédéral n'a rien fait pour y remédier, même si son prédécesseur avait adopté cette mesure pour atténuer les répercussions de la TPS sur les pauvres. Or, à l'Île-du-Prince-Édouard, nous voyons les plus pauvres des pauvres être lésés de ce maigre avantage que leur avait consenti le gouvernement précédent. Les personnes célibataires touchent une allocation de logement qui est nettement inférieure au coût réel. Ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres.

I think this points to the need for a strong national standards program and for somebody who will take responsibility for seeing that those national standards are carried out and adhered to from one end of Canada to the other. It shouldn't be like the present system we have, where they can pass the buck back and forth from one government to the other and do nothing about it.

Tout cela prouve bien qu'il est nécessaire d'adopter un programme énergique de normes nationales et de confier à quelqu'un la charge de faire respecter ces normes nationales d'un bout à l'autre du pays. Le système devrait être différent du système actuel où les divers paliers de gouvernement peuvent se renvoyer la balle indéfiniment et ne rien faire du tout.

Thank you.

Je vous remercie.

The Chairman: That was the four-minute mark, so if you want to add a little more, you're welcome to do so.

Le président: Vous avez utilisé quatre minutes et s'il vous reste quelque chose à ajouter, vous pouvez le faire.

Ms Lapointe: Further on the GST, how it works is that for two adults it's \$16 per month and \$8 per child. For a single parent it's \$16 for the adult, \$16 for the first child and \$8 for each child thereafter. That's classified as your GST.

Mme Lapointe: Toujours en ce qui a trait à la TPS, en vertu du système actuel, la ristourne est de 16\$ par mois pour deux adultes et de 8\$ par enfant. Pour un parent célibataire, c'est 16\$ pour l'adulte, 16\$ pour le premier enfant et 8\$ pour tous les autres enfants. C'est ce que l'on prévoit relativement à votre TPS.

There are some people who have student loans, and their GST rebate is taken right from the source. The provincial government doesn't recognize that, so they're being taken back doubly on the GST rebate.

Certaines personnes ont contracté des prêts d'études et leur ristourne pour la TPS est déduite à la source. Le gouvernement provincial n'en tient pas compte de sorte que ces personnes perdent deux fois le montant de la ristourne pour TPS.

We link this type of thing to what's happening in the proposed social changes. We really have very little protection under CAP, but at least it's something. If CAP is taken away, where are our rights?

C'est à notre avis ce qui se passe dans le cadre des réformes sociales envisagées. Le RAPC offre bien peu de protection, mais c'est mieux que rien. Si ce régime est supprimé, quels seront nos droits?

The appeals system isn't working efficiently here in P.E.I. That was one of the guarantees under CAP. We think there needs to be reform, but better reform, not cuts on those who can't afford it.

Le système d'appel ne fonctionne pas bien ici, à l'Île-du-Prince-Édouard. C'était l'une des garanties prévues au terme du RAPC. Nous estimons que des réformes s'imposent, mais en vue d'améliorer la situation et non de réduire encore les avantages des plus démunis.

The Chairman: Thank you very much.

Le président: Merci beaucoup.

We turn now Reverend John Patterson. Is he here? No? Okay. We then turn to Jeff Paquet.

Nous passons maintenant au révérend John Patterson. Est-il présent? Non. Très bien. Nous donnons donc la parole à Jeff Paquet.

Mr. Jeff Paquet (Individual Presentation): Thank you, Mr. Chairman and the committee. I'm representing "us incorporated"; we're called U& Inc. We are sort of like an out-sourcing company.

M. Jeff Paquet (témoignage à titre personnel): Merci, monsieur le président et les membres du Comité. Je représente l'organisme «Us Incorporated»; on nous appelle You Incorporated. Nous sommes une sorte de société d'approvisionnement.

We decided there's a new economy. You can't do things the traditional way any more. All through our education we've been conditioned to believe that if we get an education, work hard and stay loyal, we can get a full-time, career-oriented job—a

Nous avons décidé qu'il existe une nouvelle économie. On ne peut plus fonctionner comme par le passé. Pendant toutes nos études, nous avons été conditionnés à croire que si nous étions instruits, travailleurs assidus et que nous faisions preuve

[Text]

core job. We realize core jobs are being phased out now, and companies in the private and public sector are looking for flexible jobs, adaptability and accountability. The difficulty is that a lot of people don't see the new economy as an opportunity, and that's what our company is trying to embrace.

[Translation]

d'honnêteté, nous pourrions obtenir un emploi à plein temps et sur une carrière: un véritable emploi. Nous comprenons maintenant que les véritables emplois disparaissent peu à peu et que les sociétés privées et publiques sont à la recherche d'employés souples, avec une bonne capacité d'adaptation et d'obligation de rendre compte. Le problème c'est que bien des gens ne considèrent pas cette économie comme une chance qui leur est offerte et c'est le rôle que notre société essaie de jouer.

• 1310

We started up just about three or four months ago, but we have a new set of beliefs about ourselves and the economy and we know we can create new opportunities from it. There are not a lot of jobs out there in the job market right now, but we know there's a lot of work to be done. A lot of companies are out-sourcing and doing different things.

We realize that everybody has the resources to do what they want to do. What we want to do is to get people to realize that inside they have the resources, that they can do things and put it toward a business atmosphere where they can make money at it.

We believe the people are their own enterprise. There are income opportunities for these people. We base our business on the kaleidoscope model of entrepreneurial development. The main feature of the model is the ever-changing composition of people and talents working together in an effective manner. People are in constant motion developing new business ventures and assessing their resources.

The presentation I have here is a little bit broken up, and you do have a copy of our brief. This was a brief description of what we are about, but it's just to demonstrate to you that people are trying to adjust to the new economic order and therefore a new system of social security.

A large part of social security reform has to be a system that is flexible enough to meet change and use non-traditional approaches. Isn't that what we expect of business, the unemployed, and the public in general? This does not mean simply changing regulations. It goes further than that. It means changing your beliefs about what people can do for themselves if they are given the chance to use their own resources.

We have made some different assumptions about people and how they can access their opportunities. It pairs the system with the new economy, and we offer to you some models for more than just a change.

Basically that's the gist of my presentation. Are there any questions?

The Chairman: Thank you very much. We're not having questions as part of the presentation, but I understand your written presentation has been submitted to the committee.

Mr. Paquet: I'm a university student myself and I realize, as was mentioned earlier today, that there's only one job in the job bank today. I'll have a degree at the end of this year, but still that doesn't guarantee me a job as it would have, say, 20 years ago or even earlier.

Notre société a vu le jour il y a environ trois ou quatre mois seulement, mais nous sommes animés par de profondes conviction quant à nos possibilités et à celles que nous offrir l'économie. Il n'a pas beaucoup d'emplois vacants sur le marché du travail à l'heure actuelle et nous savons qu'il y a beaucoup de travail à faire. Un bon nombre d'entreprises travaillent à contrat dans différents domaines.

Nous comprenons que chacun a les moyens de faire ce qu'il veut. Ce que nous voulons, c'est de faire comprendre aux gens qu'ils ont en eux les ressources nécessaires, qu'ils peuvent faire certaines choses et créer à cet égard une entreprise pour que cela leur rapporte

À notre avis, les gens sont leur propre entreprise. Ils ont de possibilités de revenu. Nous fondons notre entreprise sur le modèle kaléidoscope de l'épanouissement de l'entrepreneur. La principale caractéristique du modèle est la composition toujours changeante des êtres humains et des spécialistes qui mettent en commun leurs efforts de façon efficace. Il existe une évolution permanente et les gens créent de nouveaux projets commerciaux et évaluent continuellement leurs ressources.

Mon exposé d'aujourd'hui est un peu décousu et vous avez reçue une copie de notre mémoire. Je voulais décrire en quelques mots ce qu'est notre entreprise, simplement pour vous montrer que les gens essaient de s'adapter au nouvel ordre économique et donc au nouveau système de sécurité sociale.

Une bonne partie de la réforme de la sécurité sociale doit viser à mettre en place un système assez souple pour faire face aux changements et faire appel à des méthodes non traditionnelles. N'est-ce pas ce que l'on attend des entreprises, des chômeurs et de la population générale? Cela ne signifie pas de simplement modifier les règlements en vigueur. Il faut faire plus que cela. Il faut modifier nos convictions quant à ce que les gens peuvent faire pour eux-mêmes si on leur donne la chance de puiser dans leurs propres ressources.

Nous avons établi diverses hypothèses au sujet des personnes et de la façon dont elles peuvent exploiter leurs possibilités. Nous avons établi un parallèle avec la nouvelle économie et nous vous proposons certains modèles qui prévoient plus que de simples changements.

Voilà en un mot l'essentiel de mon exposé. Avez-vous des questions?

Le président: Merci beaucoup. Nous n'avons pas de questions à vous poser, mais, sauf erreur, vous avez fait parvenir votre mémoire écrit au comité.

M. Paquet: Je suis moi-même étudiant universitaire et je comprends, comme on l'a dit plus tôt aujourd'hui, qu'il y a à l'heure actuelle un seul emploi dans la banque d'emploi. Je serai diplômé à la fin de l'année, mais cela ne me garantit pas pour autant l'accès à un emploi comme cela aurait été le cas, disons, il y a 20 ans ou plus.

[Texte]

We're a bunch of young individuals; we don't really have any labels. Another thing we want to do is to help people who are displaced out of jobs in the public and private sectors and try to retrain them, try to ask them what they'd really like to do and maybe apply that to a venture or a new idea of creativity. We're a multi-media company. The information technology market is a big market and a lot of these different ideas can apply there.

What I should say is that since we are young and we are the future, we realize the new economy says we're going to have different careers throughout our lives. What we want to do is to focus on that and promote flexibility and accountability and adaptability. Our education system right now still may be in the transition phase or more in the traditional phase and we'd like to see that change too.

What we're basically saying is that if we believe in ourselves and we don't have any limiting beliefs, then perhaps we can change things ourselves.

[Traduction]

Nous sommes une foule de jeunes personnes qui n'appartenons à aucune catégorie précise. Ce que nous voulons faire également, c'est d'aider les gens qui perdent leur emploi dans les secteurs publics et privés et essayer de les recycler. Nous leur demandons ce qu'ils aiment vraiment faire en vue d'utiliser leurs compétences dans le cadre d'un projet ou d'une nouvelle idée quelconque. Nous sommes une entreprise multimédia. Le marché de la technologie de l'information est important et on peut y appliquer bon nombre d'idées différentes.

J'ajoute que du fait que nous sommes jeunes et que nous représentons l'avenir, nous comprenons que, dans le cadre de la nouvelle économie, il nous faudra épouser des carrières différentes au cours de notre vie active. Nous voulons nous concentrer sur ce point et mettre l'accent sur la souplesse, la responsabilité et la faculté d'adaptation. Notre système d'éducation est actuellement en pleine transition et là encore, certains changements seraient souhaitables.

En un mot, si nous avons confiance en nous et si nous n'avons aucun préjugé, il nous sera peut-être possible de changer les choses par nous-mêmes.

• 1315

The Chairman: Thank you.

The next presentation will be from Ellen Reynolds and Michele Jay of the P.E.I. Coalition on Social Security Reform.

Ms Ellen Reynolds (Individual Presentation): The P.E.I. Coalition on Social Security Reform is a coalition of seven groups in P.E.I., including the Cooper Institute, the National Farmers Union, the Women's Network, NAC-P.E.I., the P.E.I. Advisory Council on the Status of Women, the Council of the Disabled, and the Environmental Coalition. We have conducted three community meetings across the Island—one in O'Leary, one in Charlottetown and one in Souris—and at the end of the month we will be submitting a brief containing many comments from those meetings.

Le président: Merci.

Nous accueillons maintenant Ellen Reynolds et Michele Jay de la P.E.I. Coalition on Social Security Reform.

Mme Ellen Reynolds (témoignage à titre personnel): La Coalition de l'Île-du-Prince-Édouard sur la réforme de la sécurité social—P.E.I. Coalition on Social Security Reform) regroupe sept organisations de l'Île-du-Prince-Édouard, à savoir le Cooper Institute, le Syndicat national des cultivateurs, le Women's Network, le Conseil consultatif canadien—chapitre de l'Île-du-Prince-Édouard, le Conseil consultatif de l'Île-du-Prince-Édouard sur la situation de la femme, le Council of the Disabled (Conseil des handicapés) et l'Environmental Coalition (Coalition pour l'environnement). Nous avons organisé trois réunions dans l'île, l'une à O'Leary, l'autre à Charlottetown et la troisième à Souris, et nous publierons à la fin du mois un mémoire regroupant la plupart des commentaires entendus lors de ces réunions.

Nous n'avons certainement pas assez de cinq minutes pour vous parler du contenu du Livre vert et des grandes questions qu'il faut poser. D'ailleurs, je suis sûre qu'on vous en a beaucoup parlé déjà. Donc, au lieu de lire les grandes lignes de notre mémoire, ce qui ne suffirait certainement pas, nous avons décidé de vous chanter une chanson qui résume fort bien nos propos. Nous vous invitons à vous joindre à nous dans notre version d'un vieil air du temps des Fêtes.

Le premier jour de Noël, le Comité est arrivé en ville, et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Le deuxième jour de Noël, nous avons dit au Comité: Ne touchez pas à l'assurance-chômage.

Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Le troisième jour de Noël, nous avons dit au Comité: Les étudiants ne sont pas riches.

Ne touchez pas à l'assurance-chômage.

Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Five minutes is not enough time to address what we want to talk about—the content of the green book and the issues that need to be raised. I'm sure you've heard a lot of them already. We've decided that instead of reading bits of our brief, which would be wholly inadequate, we are going to sing you a song. It sums up our brief. We invite anyone to join in, because it's a catchy tune:

On the first day of Christmas the committee came to town,
And we told them not to cut our social programs.

On the second day of Christmas we told the committee,
Leave the UI system.
And we told them not to cut our social programs.

On the third day of Christmas we told the committee,
Students are not wealthy.
Leave the UI system.
And we told them not to cut our social programs.

[Text]

On the fourth day of Christmas we told the committee,
 Children have poor families.
 Students are not wealthy.
 Leave the UI system.
 And we told them not to cut our social programs.

On the fifth day of Christmas we told the committee,
 Tax the corporations.
 Children have poor families.
 Students are not wealthy.
 Leave our UI system.
 And we told them not to cut our social programs.

On the sixth day of Christmas we told the committee,
 Women deserve equality.
 Tax the corporations.
 Children have poor families.
 Students are not wealthy.
 Leave the UI system.
 And we told them not to cut our social programs.

On the seventh day of Christmas we told the committee,
 Unpaid work is valuable.
 Women deserve equality.
 Tax the corporations.
 Children have poor families.
 Students are not wealthy.
 Leave the UI system.
 And we told them not to cut our social programs.

On the eighth day of Christmas we told the committee,
 Hear the disabled.
 Unpaid work is valuable.
 Women deserve equality.
 Tax the corporations.
 Children have poor families.
 Students are not wealthy.
 Leave the UI system.
 And we told them not to cut our social programs.

On the ninth day of Christmas we told the committee,
 Cut the welfare bashing.
 Hear the disabled.
 Unpaid work is valuable.
 Women deserve equality.
 Tax the corporations.
 Children have poor families.
 Students are not wealthy.
 Leave the UI system.
 And we told them not to cut our social programs.

On the tenth day of Christmas we told the committee,
 Consider the environment.
 Cut the welfare bashing.
 Hear the disabled.

[Translation]

Le quatrième jour de Noël, nous avons dit au Comité:
 Les enfants viennent de familles pauvres.
 Les étudiants ne sont pas riches.
 Ne touchez pas à l'assurance-chômage.
 Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Le cinquième jour de Noël, nous avons dit au Comité:
 Taxez les sociétés.
 Les enfants viennent de familles pauvres.
 Les étudiants ne sont pas riches.
 Ne touchez pas à l'assurance-chômage.
 Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Le sixième jour de Noël, nous avons dit au Comité:
 Les femmes ont droit à l'égalité.
 Taxez les sociétés.
 Les enfants viennent de familles pauvres.
 Les étudiants ne sont pas riches.
 Ne touchez pas à l'assurance-chômage.
 Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Le septième jour de Noël, nous avons dit au Comité:
 Reconnaissiez la valeur du travail non rémunéré.
 Les femmes ont droits à l'égalité.
 Taxez les sociétés.
 Les enfants viennent de familles pauvres.
 Les étudiants ne sont pas riches.
 Ne touchez pas à l'assurance-chômage.
 Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Le huitième jour de Noël, nous avons dit au Comité:
 Écoutez les handicapés.
 Reconnaissiez la valeur du travail non rémunéré.
 Les femmes ont droit à l'égalité.
 Taxez les sociétés.
 Les enfants viennent de familles pauvres.
 Les étudiants ne sont pas riches.
 Ne touchez pas à l'assurance-chômage.
 Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Le neuvième jour de Noël, nous avons dit au Comité:
 Cessez de crier haro sur les assistés sociaux.
 Écoutez les handicapés.
 Reconnaissiez la valeur du travail non rémunéré.
 Les femmes ont droit à l'égalité.
 Taxez les sociétés.
 Les enfants viennent de familles pauvres.
 Les étudiants ne sont pas riches.
 Ne touchez pas à l'assurance-chômage.
 Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Le dixième jour de Noël, nous avons dit au Comité:
 Tenez compte du milieu.
 Cessez de crier haro sur les assistés sociaux.
 Écoutez les handicapés.

[Texte]

Unpaid work is valuable.
 Women deserve equality.
 Tax the corporations.
 Children have poor families.
 Students are not wealthy.
 Leave the UI system.
 And we told them not to cut our social programs.

On the eleventh day of Christmas we told the committee,
 Communities know their needs.
 Consider the environment.
 Cut the welfare bashing.
 Hear the disabled.
 Unpaid work is valuable.
 Women deserve equality.
 Tax the corporations.
 Children have poor families.
 Students are not wealthy.
 Leave the UI system.
 And we told them not to cut our social programs.

On the twelfth day of Christmas we told the committee,
 Jobs, jobs, jobs!
 Communities know their needs.
 Consider the environment.
 Cut the welfare bashing.
 Hear the disabled.
 Unpaid work is valuable.
 Women deserve equality.
 Tax the corporations.
 Children have poor families.
 Students are not wealthy.
 Leave the UI system.
 And we told them not to cut our social programs.

Some voices: Hear, hear!

[Traduction]

Reconnaissez la valeur du travail non rémunéré.
 Les femmes ont droit à l'égalité.
 Taxez les sociétés.
 Les enfants viennent de familles pauvres.
 Les étudiants ne sont pas riches.
 Ne touchez pas à l'assurance-chômage.
 Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Le onzième jour de Noël, nous avons dit au Comité:
 Les collectivités savent quels sont leurs besoins.
 Tenez compte du milieu.
 Cessez de crier haro sur les assistés sociaux.
 Écoutez les handicapés.
 Reconnaissez la valeur du travail non rémunéré.
 Les femmes ont droit à l'égalité.
 Taxez les sociétés.
 Les enfants viennent de familles pauvres.
 Les étudiants ne sont pas riches.
 Ne touchez pas à l'assurance-chômage.
 Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Le douzième jour de Noël, nous avons dit au Comité:
 Des emplois, nous voulons des emplois!
 Les collectivités savent quels sont leurs besoins.
 Tenez compte du milieu.
 Cessez de crier haro sur les assistés sociaux.
 Écoutez les handicapés.
 Reconnaissez la valeur du travail non rémunéré.
 Les femmes ont droit à l'égalité.
 Taxez les sociétés.
 Les enfants viennent de familles pauvres.
 Les étudiants ne sont pas riches.
 Ne touchez pas à l'assurance-chômage.
 Et nous lui avons dit de ne pas nous enlever nos programmes sociaux.

Des voix: Bravo, bravo!

• 1320

The Chairman: Congratulations. That was a very effective statement, and you even managed to do it within five minutes. I hope we have the lyrics for our committee so we can sing it on the bus. We do thank you. You've started to put us in the Christmas spirit.

M. Dubé: Monsieur le président, est-ce qu'on peut demander aux interprètes d'essayer de chanter en français?

Voices: Oh, oh!

The Chairman: On that note, I will adjourn the morning session of today's committee, and now I will begin the afternoon session. We're a little late.

Le président: Félicitations. Vous avez été très convaincante, en moins de cinq minutes. J'espère que vous nous donnerez les paroles de cet air populaire pour que notre comité puisse l'entonner dans l'autobus et merci de nous avoir mis dans l'esprit des Fêtes.

Mr. Dubé: Mr. Chairman, may we ask the interpreters to sing it in French?

Des voix: Oh, oh!

Le président: Sur ce, je vais clore la séance du matin de notre comité, pour pouvoir commencer la séance de l'après-midi, même si nous sommes quelque peu en retard.

AFTERNOON SITTING

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

• 1321

The Chairman: For the afternoon session, we begin with the Federation of Prince Edward Island Municipalities as our first witness.

Le président: Nous entamons la séance de l'après-midi avec la Fédération des municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard (Federation of Prince Edward Island Municipalities).

[Text]

Good afternoon and welcome to the committee. We apologize, we're running a little bit behind schedule, but we're going to hear everyone. We have approximately thirty minutes to consider your presentation, including questions from the committee members. We would invite you, before beginning your presentation, to state your names for the record as well as the positions you hold in the organization. Thanks.

Mr. Cecil Murl (President, Federation of Prince Edward Island Municipalities): Thank you, Mr. Chairman and committee members. My name is Cecil Murl. I'm president of the P.E.I. Federation of Municipalities. I have with me today the executive director of the Federation of P.E.I. Municipalities, Lisa Doyle-MacBain.

The Federation of Prince Edward Island Municipalities appreciates the opportunity to participate in this hearing of the Standing Committee on Human Resources Development. There is a need for all three orders of government to control their expenditures, and we recognize that our participation is crucial.

The Federation of Prince Edward Island Municipalities was formed in 1957 with the purpose of representing, as one organization, the interests of the city, towns and communities within the province of Prince Edward Island. The organization consists of 38 Prince Edward Island municipalities, including the city, all 8 towns and 29 communities.

As the representing organization of municipalities containing approximately 80% of the incorporated population of the island, we are confident that we are aware of the needs, aspirations and concerns of the average islander.

Our goals are listed on the second page. I'll not read them out to you. They're there for your perusal. There are seven of them. I'll go right into the presentation.

The first thing is offloading. The Federation of Prince Edward Island Municipalities supports the Federation of Canadian Municipalities' belief that the present social system can become affordable through new efficiencies.

To maintain essential humanistic services, municipalities have worked intensively to keep their budgets under control. The federal government must not adjust its expenditures in such a way as to ultimately require municipalities to increase theirs. We must remember that in the end there is only one taxpayer.

In order for improvement in employment programs to occur, jobs must exist. Duplications and overlaps must be avoided. Workplace and hands-on training experience provide unemployed and under-employed Canadians with the skills and experience necessary to expand the workforce. It is our belief that the three orders of government must combine forces to concentrate on common goals.

Words cannot express the pleasure and excitement felt by municipal officials about the establishment of the long awaited tripartite municipal infrastructure program. With the first round of applications on Prince Edward Island, 47 projects resulting in 418 jobs made use of \$21 million.

[Translation]

Bon après-midi et bienvenue au comité. Veuillez nous excuser du retard que nous avons pris, mais soyez assurés que nous entendrons tout le monde. Nous vous consacrerons environ 30 minutes, et cela inclut les questions des membres du comité. Avant de commencer votre exposé, pourriez-vous décliner votre identité et nous dire quel rôle vous jouer au sein de votre organisme?

M. Cecil Murl (président, Fédération des municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard): Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs du Comité. Je m'appelle Cecil Murl et je préside la Fédération des municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard. Je suis accompagné aujourd'hui de la directrice exécutive de la Fédération madame Lisa Doyle-MacBain.

Notre Fédération est heureuse de prendre part aux audiences du Comité permanent du développement des ressources humaines. Il est essentiel que les trois paliers de gouvernement se serrent les coudes pour juguler leurs dépenses, et c'est pourquoi nous jugeons que notre participation est des plus importantes.

Notre Fédération a été fondée en 1957 dans le but de défendre de façon concertée les intérêts de la capitale, des villes et des localités de la province de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous regroupons 38 municipalités de l'île, à savoir la capitale, huit villes et vingt-neuf localités.

Puisque notre organisme représente les municipalités qui regroupent environ 80 p. 100 de la population insulaire, nous pouvons affirmer connaître les besoins, aspirations et préoccupations des citoyens de l'île.

Vous trouverez à la deuxième page les sept objectifs de notre organisation; vous pourrez les consulter, car je n'ai pas l'intention de vous les lire. Je préfère passer directement à mon exposé.

Commençons par le problème du déchargeement. Notre Fédération souscrit à la position de la Fédération canadienne des municipalités selon laquelle le système social actuel peut devenir abordable moyennant un réaménagement efficace.

En vue de maintenir des services essentiels à leur population, les municipalités ont déployé d'énormes efforts pour ne pas dépasser leur budget. Le gouvernement fédéral ne doit pas rajuster ses dépenses de façon à obliger en bout de ligne les municipalités à augmenter les leurs. N'oublions pas que c'est toujours le même contribuable qui paye.

Pour pouvoir améliorer les programmes d'emploi, il faut des emplois. Il faut aussi éviter chevauchements et doubles emplois. L'expérience concrète du travail et de la formation pratique donnent aux Canadiens sans-emploi ou sous-employés les compétences et l'expérience nécessaire pour renforcer la main-d'œuvre. Nous sommes convaincus que les trois paliers de gouvernement doivent conjurer leurs forces pour se concentrer sur des objectifs communs.

• 1325

Les mots me manquent pour exprimer le plaisir et l'excitation ressentie par les fonctionnaires municipaux à la suite de l'instauration attendue depuis longtemps du programme d'infrastructures municipales tripartites. Au terme de la première ronde d'appels sur l'île, 47 projets devant créer 418 emplois avaient été choisis et représentaient un total de 21 millions de dollars.

[Texte]

This very real example of cooperative effort illustrates the benefits that can be created when the three orders of government work together. The creation of jobs and of lasting capital assets will generate improved investments and growth.

Workfare creates some negative feelings for Prince Edward Island municipalities, for such a requirement may lead to increased costs in transportation, clothing, equipment, insurance, and child care. Volunteerism is an integral part of the municipal life. Voluntary workfare may be an option. We maintain that if given the opportunity, people will volunteer.

Prince Edward Island is part of a region of high unemployment, and in fact recorded the November 1994 maritime high of 16.1%. The uniqueness of the region and particularly the island must not be diminished.

The extremely seasonal industries of tourism, farming, and fishing do not allow for full-year employment. We encourage the federal government to encourage business development in hard-hit regions that are forced to drain the social pot.

Although Prince Edward Island municipalities do not contribute directly to social assistance costs, the unemployment insurance system affects municipalities as well as employers.

Experience rating or a user-pay approach would put premiums out of reach for the hardest hit. It would not aid the attainment of the goal of helping Canadians to get work and keep it. The system should not punish people with the greatest need.

The two-tiered approach of employment insurance and adjustment insurance needs closer examination with demonstrated results before we can offer our support.

Although the subject of housing has not been included in the federal government's review, we must reiterate the Federation of Canadian Municipalities' concerns that social housing and other forms of housing assistance are indeed an integral part of a social safety net.

While Prince Edward Island municipalities do not directly contribute to social housing, the Federation of Prince Edward Island Municipalities maintains that if unemployment insurance becomes more restrictive, the strain on shelter allowances and social housing will be great.

The federal government's discussion paper calls for better education and skills development at the post-secondary level, but then calls for reduced federal funding. The increase in loans to young people will limit access to higher education and decrease spending power upon graduation, which will impact on the economy. Municipalities such as those of the Charlottetown area, which depend on higher educational institutions such as the University of Prince Edward Island to support the local economy, would be adversely affected.

[Traduction]

Ces efforts conjugués illustrent les avantages que l'on peut retirer d'une collaboration entre les trois paliers de gouvernement. Grâce à la création d'emplois et à des immobilisations de longue durée, on peut s'attendre à plus d'investissements et à une croissance plus poussée.

L'assistance-travail déplaît aux municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard, car ce programme pourrait entraîner une augmentation des coûts des transports, d'habillement, d'équipement, d'assurance et de gardiennage. Le bénévolat fait partie intégrante de la vie municipale. On pourrait peut-être songer à une assistance-travail volontaire. Nous soutenons que si on leur en accorde la possibilité, les gens se porteront volontaire.

L'Île-du-Prince-Édouard fait partie d'une région qui connaît un taux de chômage élevé, et a même connu un taux record de 16,1 p. cent en novembre 1994. Il ne faut pas pour autant déprécier l'unicité de la région et particulièrement de l'île.

Des industries du tourisme, de l'agriculture et de la pêche, qui varient énormément d'une saison à l'autre, ne permettent pas l'emploi à longueur d'année. Nous encourageons le gouvernement fédéral à inciter les entreprises à s'installer dans les régions les plus durement touchées qui se voient obliger de drainer les fonds sociaux.

Même si les municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard ne contribuent pas directement aux coûts de l'aide sociale, le régime d'assurance-chômage touche tout autant les municipalités que les employeurs.

La fixation des taux particuliers de cotisations qui fait en quelque sorte payer l'utilisateur aurait pour conséquence de rendre les cotisations inaccessibles aux plus durement touchés. Cette façon de faire ne permettrait pas d'atteindre l'objectif souhaitable qui est d'aider les Canadiens à se trouver du travail et à le garder. Il ne faudrait pas punir ceux qui sont plus dans le besoin.

Nous hésitons à appuyer un régime d'assurance-chômage et d'assurance-adaptation à deux volets, tant que ce régime n'aura pas été étudié de plus près et qu'il n'aura pas fait ses preuves.

Même si le gouvernement fédéral n'a pas abordé la question du logement dans son examen, nous sousscrivons à la position de la Fédération canadienne des municipalités. Le logement social et les autres formes d'aide au logement font parties intégrantes d'un filet de sécurité sociale.

Bien que les municipalités de l'Île ne contribuent pas directement au logement social, la Fédération des municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard maintient que si le gouvernement veut limiter de plus en plus l'accès à l'assurance-chômage, on finira par en demander beaucoup trop aux allocations de logement et au logement social.

Dans son document de travail, le gouvernement fédéral encourage ses citoyens à parfaire leur instruction et à développer leurs compétences au niveau postsecondaire, mais affirme du même souffle qu'il devra réduire ses paiements de transfert. Les jeunes gens qui auront contracté des prêts plus élevés hésiteront à s'inscrire au second cycle et verront leur pouvoir d'achat diminuer une fois leur diplôme obtenu, ce qui ne peut se répercuter sur l'économie. Les municipalités telles que celles de la région de Charlottetown qui dépendent d'institutions comme d'enseignement supérieur l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard pour faire vivre l'économie locale, s'en trouveront donc lésées.

[Text]

There are no poor children in Canada but children of poor parents. Being born into poverty often means suffering from poor parenting, going to school hungry, and having problems with education. This leads to lost opportunity for skilled employment and higher education.

This becomes disastrous in the long term, with lost tax revenues, forgone employment insurance contributions, mounting adult criminality, and increasing stresses on social assistance. Some suggestions to prevent these travesties include universal daycare and increased tax and transfer benefits to the families living in poverty.

In conclusion, we urge the federal government to proceed with caution in its review of social programs and not seek quick fixes, which merely have a short-term positive effect on the finances of a single order of government. It is imperative that the three orders of government work collectively.

• 1330

We very much support the stand of the Federation of Canadian Municipalities that the federal government should, in consultation with the provinces, develop a strategy for municipal government participation in accessing local impacts of reform and policy programs, and the delivery mechanism emanating from it.

We thank you for the opportunity to make our views known. We believe that past experience shows that cooperation and consultation are the keys to success. We welcome the occasion to participate in this reform.

Thank you.

Ms. Augustine (Etobicoke—Lakeshore): I'm really very pleased to be in this beautiful city. Good weather has been provided for us, but there's no opportunity to go out there to see what it's like.

We appreciate the fact that you have prepared this brief and that you've come before us. We've heard also from other municipal people as we've gone across the country. We've heard from the mayors of Edmonton, Calgary, Halifax, etc. The issues are more or less the same. We've heard about some real successes in terms of the job creation program—the infrastructure—and what that can possibly do.

I'd like to take just one small part of your paper and ask you if you can spend a couple of minutes expanding on the whole issue of housing. This is really an interest of mine. I agree with you that housing is an integral part of the social security net. To omit any discussion of housing is really to omit one small part of that safety net.

Could you give us some idea as to what the needs are in your municipality or anything in particular that you would want to say in that specific area?

Mr. Murl: We received this from the FCM. You spoke of the mayors you spoke with across the country. Most of them are board members of the FCM. That's where the review of the social net and housing came from.

[Translation]

Il n'existe pas d'enfants pauvres au Canada, mais seulement des enfants de parents pauvres. Si l'on naît dans une famille pauvre cela signifie souvent que l'on manque de soins, que l'on va à l'école le ventre creux et qu'on a des problèmes à l'école. En bout de ligne cela veut dire pour ces enfants moins de chance d'avoir accès à des emplois spécialisés ou à l'enseignement supérieur.

À long terme, c'est désastreux, car cela représente une perte de revenus fiscaux, une diminution dans les cotisations d'assurance-chômage, une augmentation de la criminalité chez les adultes et une augmentation du fardeau de l'aide sociale. Pour éviter cette tragédie on pourrait songer aux soins de garde universels, et à une augmentation des crédits d'impôt et de transfert pour les familles vivant dans la pauvreté.

Pour conclure, nous exhortons le gouvernement fédéral à prendre garde de ne pas rechercher des solutions miracles, dans son examen des programmes sociaux, car cela ne pourrait avoir que des effets positifs à court terme sur ses finances à lui, au détriment des autres paliers de gouvernement. Il est essentiel que les trois paliers du gouvernement travaillent de concert.

Nous appuyons fortement la position de la Fédération canadienne des municipalités selon laquelle le gouvernement fédéral doit, en consultation avec les provinces, mettre au point une stratégie visant à assurer la participation des gouvernements municipaux à toutes les activités locales découlant de la réforme et de la mise en oeuvre des programmes et au mécanisme d'exécution correspondant.

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de faire connaître nos points de vue. D'après notre expérience, la collaboration et la consultation sont les clés de la réussite. Nous sommes heureux d'avoir l'occasion de participer à la réforme.

Merci.

Mme Augustine (Etobicoke—Lakeshore): Je suis très heureuse d'être ici dans cette belle ville. Le beau temps est au rendez-vous même si nous n'avons pas l'occasion de sortir pour en profiter.

Nous vous sommes reconnaissants d'avoir rédigé ce mémoire et de nous être présentés devant nous. Ailleurs au Canada, d'autres représentants municipaux ont également comparu. Je pense par exemple aux maires d'Edmonton, de Calgary, d'Halifax, etc. Les mêmes grands thèmes reviennent. On nous a parlé de certaines réussites liées au programme de création d'emplois—le programme d'infrastructures—and des possibilités à cet égard.

Je ferai porter mon attention sur une toute petite partie de votre document en vous demandant de nous en dire davantage durant quelques minutes au sujet de la question du logement, qui m'intéresse tout particulièrement. Je suis d'accord avec vous pour dire que le logement est indissociable du filet de sécurité sociale. Faire abstraction du logement, c'est en réalité oublier une petite partie de ce filet de sécurité.

Pourriez-vous nous donner une idée des besoins à cet égard dans votre municipalité ou encore attirer notre attention sur un aspect particulier?

Mr. Murl: C'est la FCM qui nous a fourni ces éléments. La plupart des maires que vous avez rencontrés un peu partout au Canada siègent au conseil de la FCM. C'est la Fédération qui nous a fourni le survol du filet de sécurité sociale et du logement.

[Texte]

Consider the effects of poor housing. We know that's mostly in the poverty area or the unemployment area. There is a great problem there. If you look at it all, if there were improvements in housing for any of those people, it would mean that there would be job creation as well.

Ms Augustine: What is your situation in this city and in the entire Island?

Mr. Murl: Not unlike any province in Canada, we have our poorer sections and our better sections. There has been some work done especially with the natives over the last few years to improve their housing, but there's still a lot of improvement that can be done.

Ms Augustine: How about housing for the disabled?

Mr. Murl: Again, we are behind the national level as far as the disabled are concerned, but over the last few years it has been looked at and done. I know that most of the government buildings, such as our own municipal buildings, provided a pretty good access for the disabled. In quite a few of the housing projects that have happened in the last few years, there have been sections laid out for disabled people.

Mr. Scott: I just want to say, as a maritimer, what a pleasure it is to be home after a month. I'm in the right time zone.

[Traduction]

Comme nous le savons, la mauvaise qualité du logement se répercute surtout en termes de pauvreté et de chômage. Le problème est grave ici. Dans une perspective d'ensemble, toute amélioration du logement entraînerait également la création d'emplois.

Mme Augustine: Quelle est la situation pour cette ville et pour l'ensemble de l'Île?

M. Murl: Comme toute autre province du Canada, nous avons nos secteurs plus pauvres et nos secteurs plus fortunés. Certains travaux d'amélioration des logements ont été effectués ces dernières années, surtout pour les autochtones, mais il reste encore beaucoup à faire.

Mme Augustine: Et qu'en est-il pour les personnes handicapées?

M. Murl: Encore ici, nous accusons un retard par rapport à l'ensemble du pays en matière de logement pour les handicapés. Au cours des dernières années, cependant, on a étudié la question et certaines mesures ont été prises. Dans la plupart des bâtiments publics, comme c'est le cas pour nos édifices municipaux, on tient assez bien compte de l'accès des personnes handicapées. Par ailleurs, un bon nombre des aménagements domiciliaires des dernières années ont prévu des secteurs pour personnes handicapées.

M. Scott: Je tiens tout simplement à dire, à titre d'habitant des Maritimes, comme il fait bon de rentrer chez soi après un mois. Je suis maintenant dans mon fuseau horaire.

• 1335

One particular thing I'd like to ask about has to do with the infrastructure program. I'll say this earnestly; it has not occurred to me. It has been brought to our attention time and time again that the work done to the infrastructure program was very unequally distributed by gender. The kind of work the infrastructure program created had a tendency to employ people who are involved in industries where men predominated.

In planning these things, would the municipalities you are involved in—the national federation of municipalities—have considered this? Is it something they'd be prepared to consider in the future?

Mr. Murl: It's something we should consider. Both our federation and the Federation of Canadian Municipalities are very cognizant of that fact.

I guess at the time of the infrastructure... We've been looking for this for some time. We didn't really realize all the ramifications. What we were looking for mostly at the time, when we first started out, was infrastructure as far as sewers and water are concerned. We all know that even here on Prince Edward Island we've had a great deal of difficulties with sewer problems. We're on a small island so we have a big problem when we happen to foul up our water system.

Then, of course, the infrastructure of the older cities that have been around for a number of years has been in the ground for so long it has been decayed.

Probably on that aspect, no, we did not look at the gender dimension, but maybe in some programs that leaves something to look at.

J'aimerais tout particulièrement vous interroger au sujet du programme d'infrastructures. Même si je dois dire en toute franchise que la chose ne m'avait pas frappé, il nous a souvent été signalé que les travaux relatifs au programme d'infrastructures étaient très mal répartis selon le sexe. Ce programme aurait tendance à créer des emplois dans des secteurs où les hommes prédominent.

S'agit-il d'un aspect dont les municipalités—et en l'occurrence la Fédération canadienne des municipalités—auraient tenu compte? Sont-elles disposées à en tenir compte à l'avenir?

M. Murl: C'est un aspect dont nous devrions tenir compte. Aussi bien notre fédération que la Fédération canadienne des municipalités sont bien au fait de cette situation.

Je suppose, à l'époque où le programme des infrastructures... C'est une question que nous étudions depuis un certain temps. Nous ne saisissions pas toutes les implications à l'époque. Au départ, nous nous intéressions surtout aux égouts et aux aqueducs. Même ici à l'Île-du-Prince-Édouard, c'est bien connu, nous avons eu de graves problèmes d'égouts. L'île est petite, de sorte que tout problème d'eau ou d'aqueduc prend des proportions considérables.

Évidemment, les infrastructures des villes plus anciennes sont là depuis longtemps et elles se sont détériorées.

À cet égard, nous n'avons vraisemblablement pas envisagé l'aspect de l'égalité des sexes, mais il est peut-être possible de le faire pour certains programmes.

[Text]

The Vice-Chair (Ms Minna): I'll move over to the official opposition.

Mr. Dubé: did you want to . . . ?

M. Dubé: Merci, madame la présidente.

Avant d'être élu député de Lévis, j'ai été cadre, officier municipal pendant sept ans dans une municipalité, et j'ai pu assister au phénomène que vous appelez l'*off-loading*, le pelletage comme disent les Québécois, qui avait commencé d'abord par le gouvernement provincial. Ce que vous semblez craindre, c'est que, si le fédéral faisait des coupures ou des transferts, cela se transférerait aux municipalités.

C'est vrai qu'on a entendu cela ailleurs. Hier soir, particulièrement, les maires de la région de la Nouvelle-Écosse, d'Halifax et de certaines villes ont semblé dire que cela avait eu un effet particulier dans les Maritimes. Vous avez bien fait de nous rappeler que finalement, c'est le même contribuable qui paye la note, peu importe que ce soit au provincial, au fédéral ou au municipal.

M. Scott a parlé du programme des infrastructures. C'est vrai que cela a créé de l'emploi. Cependant, le provincial, comme le fédéral, bénéficie de retombées de l'impôt, de la TPS, des taxes à la consommation. C'est moins évident au municipal, toutefois. Disons que c'est un bon programme, mais cela a dû vous demander des ressources additionnelles.

Ce que je veux savoir, c'est ceci. Pouvez-vous m'indiquer, pour fins de comparaison, l'impact financier possible que vous prévoyez, en termes de pourcentage de votre budget, sur votre municipalité? À défaut de cela, est-ce que vous êtes en mesure d'estimer l'effet des coupures de votre gouvernement provincial sur vos municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard?

Mr. Murl: Thank you.

At the present time we don't have any figures to that effect, but we could certainly get them and send them on.

• 1340

We've been asked several times, when we mention the infrastructure program, where we think the dollars come from that funded this program. Do we not think it's costing the federal and provincial governments and the municipalities a lot of money?

Before this infrastructure had to go in people had problems and the municipalities themselves had to borrow the money and put it in. At least this way it was a one-third, one-third, one-third deal.

Now I'm sure the federal and provincial governments will really realize they will get some dollars back—maybe not all the dollars, but a great majority of the dollars—both in the GST and income taxes from the people who are working, both through manufacturers and the people who are working through the manufacturers.

Mr. Dubé: Peut-être une autre question sur un aspect différent. Vous avez parlé aussi de la possibilité d'impliquer davantage des bénévoles pour faire certaines choses, mais dans certaines provinces, comme nous l'a dit hier, à Halifax, la Société Saint-Vincent-de-Paul, des gens nous disent qu'il y a une limite à cela. La situation des services communautaires s'est donc un peu aggravée. Ils peuvent peut-être y arriver maintenant, mais si la tension ou si les problèmes continuaient

[Translation]

La vice-présidente (Mme Minna): Je vais maintenant donner la parole à l'Opposition officielle.

Monsieur Dubé, vouliez-vous . . . ?

Mr. Dubé: Thank you, Madam Chair.

Before becoming a member for Lévis, I worked for seven years as a manager in a municipal administration and I was therefore in position to get a close look at what you call off-loading and what Quebecers refer to as «shoveling over». This has started with the provincial government. What you seem to fear is that any federal cuts or transfers would be carried over to municipalities.

We have heard this elsewhere, it is true. Yesterday evening in particular, we heard from mayors of the Nova Scotia region, Halifax and certain cities that this had been specifically felt in the Maritimes. You are quite right to remind us that, in the end, the same taxpayer XXXXX the bill at any level, be it provincial, federal or municipal.

M. Scott brought up the infrastructure program. It has created jobs. That is true. However, the provincial as well as the federal governments benefit in various ways through income tax, the GST and consumer taxes. But this is less clear at the municipal level. It may have been a good program, but it has certainly required additional resources on your part.

I would like to know if you could indicate to me, for purposes of comparison, what potential financial impact you foresee, as a percentage of your budget, for your municipality. Otherwise, are you able to estimate the effect of provincial government cutbacks on your municipality here in Prince Edward Island?

Mr. Murl: Merci.

Nous n'avons pas de chiffres à ce sujet pour le moment mais nous pouvons certainement en obtenir et vous les transmettre.

•

Lorsque nous parlons des programmes des infrastructures, on nous demande souvent d'où proviennent, selon nous, les ressources financières nécessaires. On nous demande si nous ne sommes pas d'accord que ce programme coûte très cher aux gouvernements fédéraux et provincial et aux municipalités.

Or, il existait des problèmes d'infrastructure avant ce programme et les municipalités devaient emprunter de l'argent pour les réaliser. Au moins, à ce moment-là, le partage était un tiers, un tiers, un tiers.

Je suis convaincu que les autorités fédérales et provinciales vont se rendre compte qu'une certaine partie des sommes va leur revenir—peut-être pas tout, mais une bonne partie—aussi bien sous forme de TPS que d'impôt sur le revenu des travailleurs, des fabricants et de ceux qui travaillent pour les fabricants.

Mr. Dubé: On another aspect now, you have raised the possibility of relying more on the possibility of relying more on volunteers for certain things. However, in certain provinces, and this is what we were told yesterday in Halifax by the Saint-Vincent-de-Paul Society, people are telling us that there are limits to this. The situation has worsened for community services. Needs can be met at the present time but it is not sure that there would be more volunteers available should tension or

[Texte]

[Traduction]

d'augmenter, il n'est pas certain qu'il y aurait un plus grand nombre de bénévoles. Cela ferait une charge plus lourde pour les bénévoles existants, et cela peut même être un facteur... Je sais qu'ici, il existe une forte solidarité chez les gens de l'Îles, mais n'estimez-vous pas qu'il y a une certaine limite à ce qu'on peut demander à des bénévoles?

Mr. Murl: Yes, I agree, there are limits. I've been a volunteer for many years under different programs and run different programs for children and so on. I agree. There is a limit to what you can get from voluntarism.

But I guess we can't throw obstacles in the way of those volunteer people. If we do, then we turn them off. It's nice to have some incentive there for them.

I know myself, if I'm working with a volunteer organization and I have to go to my municipality or to the provincial government looking for something in a hand-out, I hate to get turned off because somebody else down the road said, well, there was no money for that program so we just cut it out. I think that'll cut out people, whether it is a volunteer or whoever it is.

Here on the Island over the years we've always had a very large group of volunteer people to run an awful lot of things in the municipalities. If we had to pay for the hours those volunteer people put in over the last hundreds of years, I'm sure we'd be worse off than we are today.

M. Dubé: J'aimerais vous féliciter de votre travail. J'ai dépensé au moins 15 ans de ma vie dans les municipalités; je sais que c'est le palier le plus proche des citoyens et peut-être le plus difficile au plan politique, parce que les gens vous appellent à toute heure du jour, mais je vous encourage à continuer.

Mr. Murl: Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you, Mr. Murl and Ms Doyle-MacBain. I should say that my husband's name is MacBain.

Ms Lisa Doyle-MacBain (Executive Director, Federation of Prince Edward Island Municipalities): There are not many around.

The Vice-Chair (Ms Minna): No, and he always absolutely makes sure that he says it's M-a-c when people spell it. They invariably get it wrong.

I do want to thank you very much for your time with us today, because it does help us to hear from the municipalities that have to deal first hand and more closely than most levels of government with the needs of the citizens.

I really very much appreciate your input. Thank you very much, both of you.

Mr. Murl: I guess, as our colleague has said, we are the government closest to the people.

The Vice-Chair (Ms Minna): You're the government on the front line, that's true. Thank you again very much.

problems escalate. This would involve a heavier load for those who are volunteers at the present time, and it could even be a factor... Now I know that community spirit is strong here on the island but do you not believe that there is some limit to what volunteers can reasonably be asked to do?

M. Murl: Il existe en effet des limites. J'ai moi-même été bénévole durant de nombreuses années dans le cadre de divers programmes et j'ai dirigé divers programmes destinés aux enfants et ainsi de suite. Je suis d'accord. Le bénévolat a ses limites.

Il ne faut cependant pas mettre des bâtons dans les roues aux bénévoles. Sinon, on risque de les décourager. Il est utile de pouvoir les encourager.

Si, à titre de bénévole d'une organisation, j'avais à demander un soutien quelconque à ma municipalité ou à mon gouvernement provincial, je ne serais certainement pas heureux d'essayer un refus en sachant que la décision de faire cesser le financement a été prise d'une façon plutôt arbitraire. C'est le genre de choses qui démotive les gens, qu'ils soient bénévoles ou non.

Ici à l'Île-du-Prince-Édouard, les bénévoles ont toujours été nombreux à diriger un très grand nombre d'activités dans les municipalités. S'il nous avait fallu rémunérer ces bénévoles de toutes les heures passées au cours des derniers cent ans, nous serions dans une situation beaucoup plus précaire que celle où nous sommes aujourd'hui.

Mr. Dubé: I would like to congratulate you for your work. I have spent at least 15 years of my life in municipal affairs and I know that this is the level which is the closest to people and possibly the most difficult for a politician, given that he or she is practically on call at all hours of the day, but please pursue.

Mr. Murl: Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci, monsieur Murl et madame Doyle-MacBain. Mon mari se nomme MacBain, soit dit en passant.

Mme Lisa Doyle-MacBain (directrice exécutive, Fédération des municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard): Ils ne sont pas très nombreux.

La vice-présidente (Mme Minna): Non, et il tient absolument au M-a-c dans l'épellation. Les gens se trompent toujours.

Je tiens à vous remercier du temps que vous avez passé avec nous. En effet, le son de cloche des municipalités nous est très utile puisqu'elles représentent le palier de gouvernement qui est le plus près des citoyens et qui doit répondre concrètement à leurs besoins.

Votre contribution est grandement appréciée. Merci beaucoup à vous deux.

Mr. Murl: Je suppose que nous sommes, comme notre collègue l'a dit, le gouvernement le plus proche de la population.

La vice-présidente (Mme Minna): Vous êtes en effet le gouvernement de première ligne. Merci encore une fois.

[Text]

Welcome to both of you.

Mr. Andrew MacPherson (President, University of Prince Edward Island Students Union): I have some concerns and suggestions to bring to the committee today. First of all, I apologize for not having a written brief. I'm right in the middle of exams. It's a busy time.

The Vice-Chair (Ms Minna): No problem. You can send it along whenever you can.

Mr. MacPherson: I will send it along after exams are finished.

My presentation is going to be broken down into four main categories. First I'm going to talk about the concerns and difficulties we have with the proposals on post-secondary education in the green paper. I'm going to talk generally and then more specifically about how they affect us on Prince Edward Island and at UPEI.

In the second half I'm going to have some suggestions on certain parts of proposals, specifically the ICRP and some ideas about a grant system.

Just looking over the schedule today, I would like to begin with a great concern to us: post-secondary education is being drastically changed by the proposals in the green paper, but I don't think that's getting heard very much in the committee. I think 90% or more of what we're hearing is on UI and other things, and such drastic changes are being proposed for education. That's why we have to bring it up more loudly.

The Vice-Chair (Ms Minna): Perhaps I could clarify that, Mr. MacPherson. Across the country, in every spot we've been, we have listened to every student organization—graduate students, student unions and federations as well as universities, colleges and teachers' federations—and, in addition to that, many other presenters have also touched on education.

So we've made sure we've heard from just about every student group there is as well as the professors' organizations and universities themselves.

I just wanted to clarify that we have—

Mr. MacPherson: Sure. That wasn't really the... [Technical Difficulty—Editor]

My point was that post-secondary education is being lost in the debate. I don't think it's the fault of the committee. It's just that there are a lot of other groups out there that want to bring other issues to the table. We sometimes feel that we're being lost in the debate. That was my point, more than to attack the committee.

To begin with, my general difficulties with the proposals that have been brought forward on post-secondary education... There are two points I'd like to start with. Two things have to be clear. Students recognize that Canada has fiscal difficulties, that there are problems with our budget in Canada and difficulties in this area.

Students probably recognize this more than anyone else because we know that if things aren't solved, we're going to be the ones who are going to be paying for it down the road.

[Translation]

À vous deux, je souhaite la bienvenue.

M. Andrew MacPherson (président, Association des étudiants de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard): J'ai quelques observations et propositions à faire au comité aujourd'hui. Tout d'abord, je m'excuse de ne pas avoir de mémoire écrit. Je suis au beau milieu de la période d'exams, une période fort occupée.

La vice-présidente (Mme Minna): Aucun problème. Vous pouvez nous le transmettre dès que vous le pourrez.

M. MacPherson: Je le ferai après la période d'exams.

Mon exposé va comporter quatre grandes catégories. Premièrement, je vais parler des inquiétudes et des difficultés que suscitent pour nous les propositions du Livre vert relatives à l'enseignement postsecondaire. Je vais tout d'abord formuler certaines observations générales pour ensuite passer à certains aspects qui concernent plus particulièrement les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard et ceux qui fréquentent l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard.

Dans un deuxième temps, je ferai certaines propositions, notamment sur les PRRR, et j'exposerai certaines idées au sujet d'un régime de subventions.

Le fait de prendre connaissance de l'ordre du jour m'inspire un commentaire qui est pour nous d'une grande importance. Les propositions du Livre vert vont transformer en profondeur l'enseignement postsecondaire mais j'ai bien peur que le comité n'en entend pas souvent parler. Au moins 90 p. 100 des intervenants parlent plutôt d'assurance-chômage ou d'autres aspects. Il est donc important que nous parlions haut et fort de cette question.

La vice-présidente (Mme Minna): Permettez-moi de donner des précisions à ce sujet, monsieur MacPherson. Partout où nous nous sommes rendus, d'un bout à l'autre du pays, nous avons écouté toutes les organisations étudiantes—associations de diplômés, associations et fédérations d'étudiants, universités, collèges et fédérations d'enseignants—and, de plus, un grand nombre d'autres témoins ont abordé la question de l'enseignement.

Ainsi, nous avons bien veillé à assurer la participation de pratiquement tous les groupes étudiants qui existent, aussi bien que d'organisations de professeurs et d'universités.

Je tenais tout simplement à préciser que nous...

M. MacPherson: Certainement. Ce n'était pas vraiment... et si vous voulez... [Difficultés techniques—Éditeur]

Je tenais simplement à signaler que l'on risque de perdre de vue l'enseignement postsecondaire dans tout ce débat. Ce n'est pas la faute du comité, d'après moi. De nouveau de nombreux groupes souhaitent faire valoir leurs points de vue et leurs intérêts et, dans tout cela, nous avons parfois l'impression de ne pas peser très lourd. Voilà ce que je voulais dire. Je ne souhaitais surtout pas attaquer le comité.

Pour ce qui est donc des difficultés que posent les propositions sur l'enseignement postsecondaire... J'aimerais commencer par deux aspects. D'une part, les étudiants reconnaissent que le Canada a des difficultés d'ordre budgétaire.

Les étudiants y sont même peut-être plus sensibles que d'autres, sachant que ce sont eux qui devront payer l'impôt??? plus tard si les problèmes ne sont pas réglés.

[Texte]

The other thing that should be pointed out is that we see that the current system of post-secondary education in Canada isn't necessarily a perfect one. There are some problems with it.

• 1350

One thing we are very concerned about is the way these proposals were formulated, especially on post-secondary education. I can't speak on the other proposals because I don't have as much knowledge.

The proposals on the post-secondary education system seem to come from the top down. They weren't discussed with universities, colleges or students before any type of brief like the green paper was made up. I think this was the wrong way for this to have come about because the debate has been focused on this because of what the government has laid forth in the beginning.

There are things about the system that should be changed that we're not talking about. We've ended up talking about just the financial aspect.

Mr. Axworthy talks about how we want to get more people in the post-secondary education system. I don't think that's specifically the problem we have.

Our problems are with quality of education, how well our education is connected, how flexible it is vis-à-vis the private sector after graduation and things like that. These are the areas we should have been looking at and not necessarily as much at the financial dimension and the voucher system idea.

Another concern I would like to point out is that these changes to the post-secondary education system are being brought forward as changes to improve accessibility to education and enhance the post-secondary education system. That's a big reversal from the situation six or seven months ago when the changes that have come forward in the green paper weren't being put forward as changes to enhance education. They were being put forward as changes to save money to reduce the deficit.

This is something that has to be pointed out. We all know and it's quite obvious—to students anyway—from what's in this green paper that the government is looking at saving money. They're not just simply trying to enhance the education system.

Taking money out and putting it into a loan system that puts money onto the backs of students isn't an enhancement of the education system. It's a way of saving money.

We're concerned about the long-lasting effects on students after they graduate and about how overburdening this group will affect the economy of Canada in 10, 15 or 20 years down the road when we're out buying houses, cars and things that add to our debt.

Under the proposal, with students having \$20,000, \$25,000 or \$30,000 in debts that are paid back over a very long period of time, there's going to be much less of a tendency for them to want to go out and spend money down the road. It's just not going to be as possible.

These are very general things and I know you've probably heard these in every other place you've been to across the country. So I'm going to move on to some more UPEI-specific difficulties that we have with the proposal.

[Traduction]

D'autre part, il faut signaler que nous savons fort bien que le système actuel d'enseignement postsecondaire du Canada n'est pas nécessairement parfait. Il comporte certains problèmes.

•

Nous sommes très inquiets de l'optique dans laquelle les propositions ont été formulées, notamment celle qui porte sur l'enseignement post secondaire. J'éviterai de me prononcer sur les autres puisque je les connais moins.

Il semble que les propositions relatives à l'enseignement post secondaire soient venues de haut. Elles n'ont fait l'objet d'aucune discussion avec les universités, les collèges ou les étudiants avant d'être formulées dans un document comme le Livre vert. À cause de cette approche, qui n'est pas la bonne d'après moi, le débat a porté essentiellement sur ce que le gouvernement a proposé au départ.

On ne parle pas du tout de certaines modifications qui mériteraient d'être apportées au système. En fin de compte, nous ne parlons que de l'aspect financier.

M. Axworthy parle de la nécessité d'accroître la participation à l'enseignement post secondaire. Or, il ne me semble pas que cet aspect particulier pose problème.

Nos problèmes concernent la qualité de l'enseignement, son degré d'adaptation au besoin du secteur privé, et ainsi de suite. Voilà des aspects sur lesquels nous aurions dû nous pencher en accordant peut-être moins d'importance à la dimension financière et à l'idée d'un système de bons d'échange.

Il convient également de noter que les changements proposés au système d'enseignement post secondaire visent, nous dit-on, à améliorer l'accessibilité et la qualité du système. Voilà un renversement important par rapport à ce qu'on disait il y a six ou sept mois. On déclarait alors que les changements proposés visaient à économiser de l'argent pour réduire le déficit.

C'est un aspect qu'il faut certainement signaler. Nous savons tous, c'est très évident—du moins aux yeux des étudiants—, que, d'après le contenu du Livre vert, le gouvernement cherche à économiser. Il ne cherche pas simplement à améliorer le système d'enseignement.

Réduire des budgets pour recycler les montants ainsi économisés sous forme de prêts aux étudiants n'améliore en rien le système d'éducation. C'est tout simplement une façon d'économiser.

Nous nous inquiétons des effets à long terme sur les étudiants diplômés et aussi sur l'économie du Canada lorsque, dans 10, 15 ou 20 ans, nous allons vouloir nous procurer des maisons, des automobiles et d'autres biens dont l'achat va faire augmenter notre endettement.

Selon ce qui est proposé les étudiants qui auront accumulé des dettes de 20 000\$, 25 000\$ ou 30 000\$ à rembourser sur une très longue période auront beaucoup moins tendance à dépenser à l'avenir. Ils ne pourront tout simplement pas le faire.

Voilà des considérations fort générales qu'on vous a probablement fait valoir dans pratiquement tous les endroits du Canada où vous avez tenu vos audiences. Je vais donc passer à certaines difficultés particulières que posent les propositions pour l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard.

[Text]

I'm sure every university has come up with figures saying how they're going to be the hardest hit by this proposal. That's fine. It's our responsibility to come to tell you why these changes are going to be very detrimental to UPEI, to the UPEI students and to accessibility to a post-secondary education in the province of Prince Edward Island.

UPEI is the only degree-granting institution in P.E.I. and it has responded by providing a very broad spectrum of programs. For a university of its size it has a lot of different things that people can enrol in.

UPEI has released figures—I don't have the exact figures, but I'm sure Dr. Eliot will get to them later—on the exact tuition that would be charged under the proposals in the green paper. It's in the area of \$8,000. That would be among the highest for small undergraduate institutions in the country. It would only be behind Technical University of Nova Scotia in Halifax.

That's a big concern to us because under this proposal universities very close to us, such as Mount Allison and Acadia, would end up with tuition around \$6,000, which is quite a bit less.

A lot of students will choose to go to those universities instead of UPEI because that's a big saving. However, not all students from Prince Edward Island will be able to do that. The concern is that we will lose too many students and there won't be enough students left, who are enrolled at UPEI, to keep the university feasible.

So we're concerned about the existence of the University of Prince Edward Island after these proposals have been implemented.

This is a big concern because many people in this province would not continue with their education and go on to university if it was not for the University of Prince Edward Island. That's due to several factors including the fact that the University of Prince Edward Island makes it easier for people, just the people living in or near Charlottetown who could commute to university. Also, Charlottetown is an easier place for many people to see themselves moving to from the outlying areas of P.E.I., rather than New Brunswick or Nova Scotia.

So if these proposals go through, we're looking at a very serious threat to UPEI's existence. This is a very big concern to all Island residents, and it should be because of the nature of our economy. We should be looking at enhancing the education of our people, getting more, not fewer, people educated.

So those are the big difficulties. Let me make just a few suggestions on the income-contingent loan repayment system. The income-contingent system concerns many students and many people because it's an easy way to allow universities to increase tuition to large amounts, which increases debt loads. It's an easy way to give students a lot of money very easily because they have alternate ways of paying it back.

[Translation]

Je suis convaincu que chaque université vous a fait valoir, chiffre à l'appui, qu'elle allait être la plus durement touchée par les propositions et c'est fort bien. Notre responsabilité consiste à vous dire en quoi les changements proposés vont nuire considérablement à l'université, à ses étudiants et à l'accessibilité à l'enseignement post secondaire dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard.

Notre université est le seul établissement de l'Île-du-Prince-Édouard qui confère des grades universitaires. Pour cette raison, elle offre, eu égard à sa taille, une très vaste gamme de programmes.

L'Université a publié des chiffres—je n'ai pas les chiffres exacts mais je suis convaincu que M. Elliott vous les fournira tout à l'heure—au sujet des frais de scolarité qui correspondent aux propositions du Livre vert. Ils sont de l'ordre de 8 000\$. Ces frais seraient parmi les plus élevés au Canada pour un petit établissement d'enseignement de premier cycle. Seule l'Université technique de la Nouvelle-Écosse, à Halifax, coûterait plus cher.

Nous sommes très inquiets à ce sujet étant donné que, selon les propositions, des universités qui sont situées très près de nous comme Mount Allison et Acadia afficheraient des frais de scolarité nettement inférieurs, soit de 6 000\$ à peu près.

• 1355

Pour des raisons d'économie, bon nombre d'étudiants vont choisir de fréquenter ces universités au lieu de celles de l'Île-du-Prince-Édouard. Cependant, ce ne sont pas tous les étudiants de l'Île qui vont pouvoir le faire. On s'inquiète du fait qu'il ne reste pas suffisamment d'étudiants inscrits pour assurer la viabilité de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard.

Ainsi, la mise en oeuvre de ces propositions risque de compromettre l'existence de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard.

C'est inquiétant puisque bien des gens de cette province n'iraient pas à l'université si l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard n'existe pas. Il y a un certain nombre de raisons à cela. D'une part, les gens qui habitent Charlottetown ou les environs peuvent facilement fréquenter l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Également, les gens des régions périphériques de l'Île envisagent plus facilement de déménager à Charlottetown que de déménager au Nouveau-Brunswick ou en Nouvelle-Écosse.

Donc, si les propositions sont adoptées, l'existence de notre université est sérieusement menacée. Il y a de quoi inquiéter gravement tous les résidents de l'Île, compte tenu de la nature de notre économie. Il nous faut scolariser davantage notre population et non pas le contraire.

Voilà donc les grandes difficultés. Permettez-moi maintenant de faire un certain nombre de propositions au sujet du régime des prêts à remboursement relatifs au revenu. Le PRRR inquiète beaucoup d'étudiants et beaucoup de gens. En facilitant l'accroissement des frais de scolarité pour les universités, il entraîne un endettement accru. La formule permet de donner facilement beaucoup d'argent aux étudiants, sous prétexte qu'ils pourront rembourser de diverses façons.

[Texte]

I'm not saying I'm completely opposed to the ICRP system, but I think it has to be done in a reasonable manner. The green paper does not lay out any type of guidelines; it just uses the words "income contingency". That means a lot of different things to different people.

There are some suggestions we see as very important criteria for ICRP. We see that they should not discriminate against women, older or mature students or students with disabilities. Those are just examples of groups that may have to take time off, maybe starting in the workforce later or may have to take time off during the period they're working so they'll end up paying off their loans over a longer period. I think we have to look out for them in an ICRP system.

The system has to have a reasonable level of repayment. People have to be able to afford the level at which they're paying back. That means we can't have the income at which you start repaying your loan too low because that defeats the whole idea of having an ICRP program. You can have an ICRP program that's good for students or you can have an ICRP program that makes it impossible.

The forgiveness period, meaning the long-term period of the loan, should be relatively short. I'm not going to mention any exact time, but we can't have people paying back student loans when they're 50. I think that's an important thing. So those are basic suggestions on the ICRP.

There has been some talk in different circles about setting up a grant system. If you look in the United States, with their higher tuition levels and different types of systems, there is a more extensive grant system in place there than in Canada.

The government has to do this in two ways: the government has to look at providing grants to the students who need it in different ways. There are examples in place already.

The government should also look into creating incentives for the private sector to create grants in certain categories, maybe through tax benefits and other things. That's another important suggestion to make things easier for students and to make these changes, these reductions in funding, a great deal easier to handle.

[Traduction]

Je ne suis pas tout à fait opposé au régime du PRRR mais je crois qu'il faut l'appliquer avec prudence et sagesse. Aucune ligne directrice n'est proposée à cet égard dans le Livre vert. Il y est tout simplement question d'un prêt «relatif au revenu». Les interprétations possibles sont nombreuses.

D'après nous, un certain nombre de critères importants doivent être retenus pour le PRRR. La formule ne doit pas être discriminatoire à l'endroit des femmes, des étudiants plus âgés ou des étudiants handicapés. Voilà, à titre d'exemple, des catégories de personnes qui peuvent avoir besoin d'une période d'arrêt, pouvant retarder leur participation à la population active ou interrompre une période d'emploi et qui finiront donc par mettre plus de temps à rembourser leur prêt. Il faudrait en tenir compte dans tout régime de PRRR.

Le seuil de remboursement doit être raisonnable. Les versements exigés doivent être à la portée de ceux qui doivent les faire. Autrement dit, le revenu à partir duquel l'emprunteur commence à rembourser ne doit pas être trop bas, sinon on viole le principe même de la formule. Tout comme les règles d'un régime de PRRR peuvent être avantageuses pour l'étudiant, elles pourraient lui être extrêmement défavorables.

La période de remboursement doit être relativement courte. Je n'ai pas la durée à proposer mais il est impensable qu'on soit encore en train de rembourser son prêt d'étudiant à l'âge de 50 ans. Cet aspect a son importance. Voilà donc certaines propositions relatives au PRRR.

On parle, dans certains milieux, de la mise sur pied d'un régime de subventions. Aux États-Unis, par exemple, où les frais de scolarité sont plus élevés et où il existe divers systèmes, le système de subventions est plus développé qu'au Canada.

À cet égard, le gouvernement peut intervenir de deux façons. Il peut étudier divers moyens d'accorder des subventions aux étudiants qui en ont besoin. Certaines formes de subventions existent déjà.

Le gouvernement devrait également évaluer des possibilités d'inciter le secteur privé à financer certaines catégories de subventions, en accordant des avantages fiscaux ou autrement. Voilà une autre suggestion importante pour faciliter la vie aux étudiants et rendre beaucoup plus acceptables ces réductions.

• 1400

Just to conclude, I want to remind the committee that Canada has one of the best post-secondary education systems in the world right now. We have a very high quality of graduates in this country compared to most places and we have a high participation rate of young people.

I guess students are just asking you not to allow these changes to send us entirely in the opposite direction. Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

Thank you, Mr. Eliot. Please proceed.

Dr. C.W.J. Eliot (Vice-Chancellor, University of Prince Edward Island): Madam Chair, I am indeed grateful to this committee for giving me an opportunity to offer a few comments on the green paper.

Pour terminer, je rappelle aux membres du comité que le Canada a l'un des meilleurs systèmes d'enseignement postsecondaire du monde. Aujourd'hui, la qualité de nos diplômés est très élevée par rapport à la plupart des autres pays, et le taux de scolarisation de nos jeunes est très élevé.

Les étudiants ne vous demandent qu'une chose: ne permettez pas que ces changements nous fassent faire marche arrière. Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

Merci, monsieur Eliot. Je vous cède la parole.

M. C.W.J. Eliot (recteur, Université de l'Île-du-Prince-Édouard): Madame la présidente, je suis reconnaissant au comité de l'occasion qu'il m'offre de formuler quelques observations sur le Livre vert.

[Text]

Because my office is the presidency of the Island's university, my remarks will be directed toward those proposals that specifically concern post-secondary education. My perspective, unlike that of some of the other groups that have come to you, in which I do play some part—the Association of Universities and Colleges of Canada and, more specifically, the Association of Atlantic Universities—is going to be very deliberately provincial.

A voice: Hear, hear!

Dr. Eliot: Thank you, sir.

When all is said and done, Prince Edward Island, however small it may be, is one of 10 provinces. As such I believe—and I know there are 131,000 Islanders who believe this—it is entitled to all the dignities that go with provincialhood, one of those being a university.

We've had higher education in Charlottetown for a long time, to be precise since 1836 when there was founded a public and non-denominational college called Central Academy, which from 1860 until its closure in 1969 was Prince of Wales College, an institution in Canada famed for its excellence.

A second, Catholic college, founded by the diocese, came into existence in 1854. It granted degrees and it too closed in 1969 when in place of these two the provincial government established the current University of Prince Edward Island. It brought together the educational programs of both, but within a secular context.

We largely have an undergraduate university built around the tradition of liberal arts, but extended in today's terms to include science, business administration and education and quite different from those earlier days. In the last decade we've added two highly professional schools, one a faculty of veterinary medicine and the other the school of nursing.

The former is funded by all four Atlantic provinces. It not only gives the basic degree, but it gives a master's degree in veterinary medicine and it has applied to give a doctorate. Whether this will come about, I don't know.

Let this be sufficient introduction to higher education on the Island with a continuous history stretching back to the 1830s. I hope this is enough to stress that it is an integral part of the province's culture.

Now then, these are my assumptions as I approach Minister Axworthy's discussion paper and try to assess the effect of its proposals.

That Prince Edward Island must have a university in order to train and prepare Islanders not only for work on the Island, but also elsewhere in Canada... I think it's terribly important that people on this island recognize that their education is not so that they must stay on P.E.I., but that they can go anywhere in Canada.

They will hopefully return to P.E.I., fully recognizing the level and range of education needed to master today's technology and be ready for tomorrow's. If we don't have that, we don't have a viable university. We have to recognize the needs of today and tomorrow, and if we don't have them we have to provide them.

Comme j'occupe le rectorat de l'université de l'île, je m'exprimerai sur les propositions qui touchent l'enseignement postsecondaire. Contrairement à d'autres groupes qui ont comparé devant vous et auxquels je suis affilié—l'Association des universités et collèges du Canada et tout particulièrement l'Association des universités de l'Atlantique—j'ai choisi d'adopter un point de vue exclusivement provincial.

Une voix: Bravo!

M. Eliot: Merci, monsieur.

Quo qu'on dise, même si l'Île-du-Prince-Édouard est petite, elle reste néanmoins l'une des dix provinces. C'est pourquoi je crois que les 131 000 autres habitants de l'île, qu'on a droit à tous les avantages associés au statut de province, y compris une université.

L'enseignement supérieur se donne à Charlottetown depuis longtemps, depuis 1836 pour être précis, lorsque l'on a fondé un collège public non confessionnel appelé la Central Academy, qui, de 1860 jusqu'à sa fermeture en 1969 a porté le nom de Prince of Wales College, un établissement renommé pour son excellence.

Un deuxième collège, catholique celui-là et fondé par le diocèse, a vu le jour en 1854. L'établissement délivrait des diplômes et a été fermé ses portes en 1969, lorsque, en lieu et place de ces deux établissements, le gouvernement provincial a créé l'actuelle Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Les deux programmes d'étude ont fusionné et laïcisés.

Il s'agit essentiellement d'une université du premier cycle axée sur la tradition des arts libéraux, mais qui comprend aujourd'hui les sciences, l'administration commerciale, si bien que l'enseignement est bien différent de celui qui était donné par le passé. Au cours des dix dernières années, nous avons créé deux établissements d'enseignement professionnel: la faculté de médecine vétérinaire et l'école des sciences infirmières.

La première est financée par les quatre provinces de l'Atlantique. Elle décerne non seulement le diplôme de premier cycle, mais aussi la maîtrise en médecine vétérinaire; une demande a été faite pour qu'ils puissent accorder le doctorat. J'ignore quelle réponse la faculté recevra.

Je n'en dirai pas plus pour illustrer l'histoire continue, depuis les années 1830, de l'enseignement supérieur dans l'île. Cela suffira, j'espère, pour montrer qu'il fait partie intégrante de la culture de la province.

Voici maintenant les postulats de ma réflexion sur le document de travail du ministre Axworthy et de mon évaluation des conséquences que ces propositions auront.

Il faut que l'Île-du-Prince-Édouard ait une université pour former et préparer les habitants de l'île à travailler ici, mais aussi ailleurs au pays. Il faut absolument que les habitants de l'île comprennent que leurs études ne doivent pas servir seulement ici mais aussi les préparer à aller n'importe où au pays.

Un jour, j'espère, ils reviendront dans l'île, bien conscients de l'étendue des connaissances nécessaires à la maîtrise de la technologie d'aujourd'hui et à l'apprentissage de celle de demain. S'ils n'en sont pas conscients, notre université ne sera pas viable. Il faut prendre conscience des besoins d'aujourd'hui et de demain, et si cette conscience n'existe pas il faut la créer.

[Texte]

We have to have a sufficient number of programs to allow qualified Islanders to proceed to graduate schools or professional studies in the major disciplines. That's why we're giving nursing, so that we can be assured of a supply of nurses. Surely we still have to give arts and science in order to provide teachers.

[Traduction]

Il nous faut un nombre suffisant de programmes pour permettre à nos concitoyens qui en ont les aptitudes d'entreprendre des études de deuxième cycle ou l'acquisition d'une profession. C'est pour cette raison que nous offrons un cours de nursing, ce qui nous assurera le nombre voulu d'infirmières. De même, il faut continuer d'offrir le programme des lettres et des sciences si nous voulons avoir des enseignants.

What is it that politicians mean by education? I hope we can provide that too and a university that is accessible, affordable and of a quality that assures its graduates of equal treatment in competition with graduates from other provinces of Canada. To do less is to offer education at a discount. To put it another way, it is to turn Islanders into second-class citizens as far as their education is concerned.

• 1405

How do these assumptions of mine fit the findings of the discussion paper? First, I applaud the unequivocal statement concerning the importance of higher education to the social and economic well-being of Canada. I welcome the federal government's involvement in post-secondary education, and I would like to see it continue and increase because education more and more is becoming a national issue, a national issue in which standards must be nationally maintained. You can go beyond the national.

Second, I applaud the leadership exhibited in the paper in proposing for discussion a student loan program based on the principle of income-contingent repayment. On the face of it, this may be a more equitable way of advancing loans to needy students in the current means and may support Mr. Axworthy's concern for access and mobility. However, until we know the precise details, and it is only in the details that one can get a clear picture of how it will work, I will have to withhold judgment. I agree entirely with what Andrew said on the subject of making absolutely clear that non-traditional students—women, the handicapped and mature students—be taken care of within this program, not just the traditional groups.

But even without those details, it seems clear that because the introduction of this loan program is linked to the elimination of Established Programs Financing cash transfers for post-secondary education, there will be future tuition increases. To quote from the discussion paper, "this inevitably will lead to a heavier load of debt on those students who must make use of loans to finance their education".

Do these additional costs make education more accessible? In areas such as P.E.I., where incomes are below average, unemployment is above average and opportunities for enough summer employment to meet university costs are slim, will a higher cost for post-secondary education attract or dissuade students, particularly when they consider the reality of job prospects following graduation?

I fear many potential students on the Island will not feel the confidence needed to take the risk. I realize that is not the most optimistic thing to say, but I know from the students I have talked to, and their families, that they are not sure the risk is worthwhile. Maybe we have to change that attitude, as well as try to work the system to their advantage.

Qu'est-ce que les hommes politiques entendent par éducation? J'espère que nous pouvons donner la réponse à cette question: une université accessible, abordable et de qualité qui fera que ses diplômés seront traités sur un pied d'égalité avec ceux des autres provinces canadiennes. Faire moins que cela, c'est offrir une éducation à rabais. Autrement dit, c'est faire des habitants de l'île des citoyens de deuxième classe en matière d'enseignement.

Où s'inscrivent ces postulats dans le document de travail? Tout d'abord, j'approuve la déclaration ferme en faveur de l'importance de l'enseignement supérieur pour le bien-être socio-économique du pays. J'apprécie la participation du gouvernement fédéral à l'enseignement postsecondaire, et je voudrais qu'elle se maintienne et s'accroisse, car l'enseignement est de plus en plus une question d'envergure nationale où des normes nationales de qualité doivent être appliquées. Et cela déborde nos frontières.

Deuxièmement, j'approuve le sens de l'initiative illustré dans le document par la proposition d'un programme de prêts étudiants fondé sur le principe du remboursement en fonction du revenu. À première vue, cela paraît être une façon plus juste d'accorder des prêts à des étudiants dans le besoin que ce n'est le cas actuellement et pourra faciliter ce que M. Axworthy appelle l'accès et la mobilité. Toutefois, tant que nous ne connaîtrons pas les modalités précises d'application, je devrai réserver mon jugement. Comme Andrew, je pense qu'il faut bien préciser que les étudiants qui n'entrent pas dans les catégories traditionnelles—les femmes, les handicapés et les étudiants adultes—doivent être pris en compte dans ce programme, et non pas seulement ceux des catégories traditionnelles.

Mais même en l'absence de ces précisions, il semble clair que, puisque la création de ce programme de prêts découle de la suppression du financement des programmes établis—les transferts en espèces pour l'enseignement secondaire—it y aura augmentation des frais de scolarité. Le document lui-même rappelle que cela forcera les étudiants à s'endetter d'avantage.

Cela rendra-t-il les études plus accessibles? Dans une région comme l'Île-du-Prince-Édouard, où le revenu est inférieur à la moyenne, le chômage supérieur à la moyenne, et où les possibilités d'emplois d'été pour financer les études universitaires sont rares, est-ce que le coût plus élevé de l'enseignement postsecondaire attirera ou repoussera les étudiants, surtout lorsque l'on connaît quelles sont les véritables perspectives d'emploi après les études?

Je crains que de nombreux candidats aux études dans l'île n'aient pas suffisamment confiance en eux pour courir le risque. Je sais que ce n'est pas très optimiste, mais pour en avoir parlé à des étudiants et à leurs familles, je sais qu'ils ne sont pas convaincus que le risque en vaut la peine. Peut-être devront-ils changer d'attitude et essayer de profiter du système.

[Text]

As president, I am most concerned about the proposal to reduce to zero, within a very short time, the cash transfers that hitherto have gone to support post-secondary education. Although I could talk about what could happen in the region, I want to talk only about Prince Edward Island.

I recognize that the federal government needs to engage in deficit reduction and that no program can claim an immunity from that process. I'm not going to be so silly as to say you can't cut in my backyard. Obviously education has to take its share, as you have been told by my colleagues in Ottawa, but are you proposing a fair share? I won't be drawn into that today, because I don't know what a fair share is, to tell you the truth.

However, I would ask this committee to consider that there is a need to assess, in detail, the effects of this proposal before endorsing it. This will enable Parliament to know not what are its consequences in Canada generally, based on average statistics, but what it will do to each region and province based on data drawn from each region and province. Having worked in several regions of Canada, I know that there are differences across the country.

There is a poverty here that cannot be ignored. For example, if P.E.I. were unable to replace the lost cash transfers—that's a big if, but it is a possibility—according to figures prepared by the Maritime Provinces Higher Education Commission, tuition fees at my university would have to rise to \$6,537 annually to offset the EPF cash withdrawal. That is an increase of almost 150% over the current fees.

• 1410

Our current fees are average for the Maritimes, but this would make the university the fifth most expensive place to attend in the Maritimes—fifth out of 18—more than \$1,000 ahead of Acadia, Mount Saint Vincent, UCCB, Université Sainte-Anne, Mount Allison, University of Moncton and University of New Brunswick. It's approximately \$2,000 ahead of St. Francis Xavier, St. Mary's and King's College, and \$3,000 ahead of St. Thomas.

Why should this happen? There is an answer, but it would take a while to tell you about it. It's caused largely by the faculty of veterinary medicine, which is highly subsidized and where fees account for 4.3% of revenue, as opposed to the norm of about 30%. Indeed, if the loss of EPF cash in respect of the Atlantic Veterinary College were to be remade by the veterinary students alone, their tuition would exceed \$26,000. So this \$6,537 divides the total losses by the total number of students, regardless of which faculty they're in.

These are the facts if the government here chooses not to find some more money. What would happen if tuition fees were to go up by 150%? I have already described what would happen. In my judgment it would be bleak. Students, especially those beyond Charlottetown and King and Prince Counties, where it's just as easy to move to Nova Scotia as it is to New Brunswick, would go to good universities, which would then be considerably lower.

[Translation]

Comme recteur, ce qui m'inquiète le plus, c'est la proposition de réduire à zéro dans un très court laps de temps les transferts pécuniaires qui ont jusqu'à présent servi à financer l'enseignement postsecondaire. Même si je pouvais discuter de ce qui se passe dans la région tout entière, je ne parlerai que de l'Île-du-Prince-Édouard.

Je sais bien que le gouvernement fédéral doit se lancer dans la réduction du déficit et qu'aucun programme n'y échappera. Je ne ferai pas la bêtise de demander une exemption. Il est évident que l'enseignement devra faire sa part, comme des collègues à moi vous l'ont dit à Ottawa, mais je vous pose la question. Notre part est-elle juste? Je ne me lancerai pas dans ce débat aujourd'hui, parce que j'ignore ce qu'est une juste part, je vous l'avoue.

Toutefois, sachez qu'il faut évaluer dans le détail les effets de cette proposition avant de l'approuver. Cela permettra au Parlement de mesurer ses effets non seulement sur l'ensemble du pays, à l'aide de statistiques sur la situation moyenne, mais aussi sur chaque province et région à l'aide de chiffres locaux. Pour avoir moi-même travaillé dans plusieurs régions du pays, je sais qu'il existe de vastes écarts.

Il sévit ici une pauvreté sur laquelle il est impossible de fermer les yeux. Par exemple, si l'Île-du-Prince-Édouard n'arrivait pas à compenser les transferts pécuniaires qui vont être supprimés—ce n'est qu'une hypothèse, mais c'est possible—d'après les chiffres préparés par la Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes, les frais de scolarité à mon université devraient passer à 6 537\$ par année pour compenser la disparition de ce financement. Cela représente une augmentation de près de 150 p. 100.

Nos frais de scolarité se situent dans la moyenne pour les Maritimes, mais cette décision placerait notre université au 5^e rang des établissements les plus coûteux des Maritimes—5^e sur 18—1 000\$ de plus que l'Université Acadia, l'Université Mount Saint Vincent, UCCB, l'Université Sainte-Anne, Mount Allison University, l'Université de Moncton et l'Université du Nouveau-Brunswick. Cela est environ 2 000\$ de plus que St. Francis Xavier, St. Mary's et King's College, et 3 000\$ de plus que St. Thomas.

Comment cela se fait-il? Je peux vous répondre, mais ce serait assez long. C'est en grande partie attribuable à la faculté de médecine vétérinaire, qui est fortement subventionnée et où les frais de scolarité représentent 4,3 p. 100 des recettes, alors que la norme est d'environ 30 p. 100. De fait, si la perte des transferts pécuniaires affectés à la faculté de médecine vétérinaire devait être compensée uniquement par les étudiants qui y sont inscrits, leurs frais de scolarité dépasseraient 26 000\$. La somme de 6 537\$ représente donc une répartition des pertes totales parmi tous les étudiants, quelle soit leur faculté.

Voilà ce qui arrivera si le gouvernement d'ici ne trouve pas de crédits supplémentaires. Que se passera-t-il si les frais de scolarité montent de 150 p. 100? J'ai déjà décrit ce qui allait arriver. Pour moi, le tableau est sombre. Les étudiants, surtout ceux qui vivent à l'extérieur des comtés de Charlottetown, de King et de Prince, où il est tout aussi facile d'aller en Nouvelle-Écosse qu'au Nouveau-Brunswick, iraient fréquenter de bonnes universités à un coût beaucoup moindre.

[Texte]

It is a process that would lead to an early outflow of some of the Island's best students. Declining numbers would have inevitable consequences in terms of staff and programs, and at some point it might raise questions regarding the university's ability to survive as a viable institution, at least one able to meet my assumptions of quality.

I shall not pursue this depressing scenario, especially as I only have six months to go as president. I'm optimistic enough to believe it will not happen, because post-secondary education is too ingrained and too important for Islanders and their view of themselves. But it could happen because conditions here are different from every other province. What may seem a reasonable proposal for one part of Canada may have quite different, even devastating, results elsewhere.

So I would ask you to make sure we see a province-by-province assessment of the probable results of the proposal introduced by Mr. Axworthy. This will ensure that whatever the final decision, it will be based on a set of facts that lays out provincial differences.

Finally, I believe it is essential that the federal and provincial governments work together to ensure that whatever the fiscal changes that may be necessary, they be implemented in a manner and time that does not dangerously shock the network of institutions of higher learning, or the parts thereof, so well built up over the past two centuries in Atlantic Canada.

Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you, Mr. Eliot. That was very eloquent.

M. Dubé: Ce sont deux excellentes présentations qui se complètent bien. Évidemment, trois minutes, ce n'est pas long mais... Premièrement, au sujet des frais de scolarité, j'ai sursauté un peu quand M. MacPherson a parlé de 8 000\$. Je voudrais savoir si c'est déjà le cas ou si c'est une projection.

[Traduction]

Cela provoquerait le départ de certains de nos meilleurs étudiants. La baisse de l'effectif aurait fatallement des conséquences sur le personnel et les programmes et même un jour pourrait compromettre la viabilité de l'établissement, d'un établissement de qualité en tout cas.

Je n'assombrirai pas davantage le tableau, surtout que je ne vais occuper mon poste que pendant six mois encore. J'ai suffisamment d'optimisme pour croire que cela n'arrivera pas parce que l'enseignement postsecondaire est trop bien enraciné et a trop d'importance pour les habitants de l'île et la perception qu'ils ont d'eux-mêmes. Mais cela pourrait arriver parce que la situation ici est différente de ce qu'elle est dans les autres provinces. Ce qui peut sembler raisonnable dans une région du pays peut avoir des conséquences dévastatrices ailleurs.

Je vous demande donc d'évaluer province par province les résultats escomptés de la réforme proposée par M. Axworthy. De cette façon, les décisions définitives seront fondées sur des faits qui illustrent les différences entre les provinces.

Pour terminer, il est essentiel d'après moi que les gouvernements fédéral et provinciaux se concertent pour veiller à ce que, quels que soient les changements qu'on apportera au financement, on choisisse un moment et une façon de faire qui n'ébranleront pas le réseau d'établissements d'enseignement supérieur ou ses éléments édifiés avec tant de soin au cours des deux derniers siècles dans la région de l'Atlantique.

Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci, monsieur Eliot. Vous avez été très éloquent.

M. Dubé: These are two excellent presentations that complete each other very well. Of course, three minutes, it's not very long—First, in reference to tuition fees, I was somewhat taken aback when Mr. MacPherson mentioned \$8,000. Is this actually the current figure or is it a projection?

• 1415

Mr. MacPherson: That's a projection.

M. Dubé: C'est une projection?

M. MacPherson: Oui.

M. Dubé: D'accord. En fonction du double ou de 150 p. 100?

M. MacPherson: Je m'excuse. Les chiffres qui ont été donnés sont mes propres chiffres. Je pense que 6 500\$ est le vrai chiffre.

M. Dubé: Après avoir multiplié?

M. MacPherson: Oui.

M. Dubé: D'accord. Dans le fond, il y a une dimension particulière que les deux ont apportée, mais surtout M. Eliot, avec laquelle je suis d'accord, à savoir que le rôle éducatif et culturel de la présence d'une université dans un milieu est un facteur... Ça ne se mesure pas toujours en argent, mais si jamais un scénario pessimiste se réalisait, le retrait de l'Université à Charlottetown, tout comme dans n'importe quel autre milieu, serait catastrophique.

M. MacPherson: C'est une projection.

M. Dubé: It's a projection?

M. MacPherson: Yes.

M. Dubé: Okay. Is it twice the amount or a 150% increase?

M. MacPherson: I'm sorry. The figures that were used were my own. I think the actual figure is \$6,500.

M. Dubé: With the increase?

M. MacPherson: Yes.

M. Dubé: Very well. Both witnesses, but especially Mr. Eliot, mentioned an aspect that I agree with and that is that a university has an educational and cultural role in the community—it can't always be measured with money, but if the worse case scenario were to happen, the disappearance of the university in Charlottetown as it would in any other community would be a disaster.

[Text]

Il y a un impact qui est particulier. L'embêttement, c'est que, si on augmente les frais de scolarité, cela pourra décourager des jeunes d'étudier. Il y a trois dimensions que certaines universités ont mentionnées. Il y a des disciplines qui sont moins attrayantes que d'autres pour le secteur privé, par exemple. Il y a aussi le problème des clientèles. Déjà on sait que les femmes bénéficient actuellement de conditions salariales moins avantageuses que les hommes. Cela peut varier d'une province à l'autre, mais on sait qu'il peut y avoir un impact sur l'étalement de la dette. Si on dit qu'actuellement, le remboursement des dettes d'études s'étale sur dix ans, imaginez quelle serait la situation à l'Université de Regina, par exemple, où la moyenne d'âge des finissants est de 27 ans et où on estimait que le remboursement s'étalerait dorénavant sur 25 ans. C'est dire que les gens auront 52 ans quand ils auront fini de payer leur dette. Vous avez parlé, à juste titre, de tout le phénomène où, à la fin des études, on a besoin d'emprunter pour autre chose. Pis encore, on n'a qu'à penser aux gens qui veulent se lancer en affaires. C'est un autre aspect.

Ma question porte sur la notion de temps. Vu l'importance de l'éducation postsecondaire, et vu que vous n'avez pas eu le temps d'écrire votre mémoire parce que vous étiez en période d'achalandage, est-ce que vous seriez d'accord que le gouvernement, relativement à l'éducation postsecondaire, prenne plus de temps que prévu pour planifier sa réforme? Il s'appuie sur des données qu'on pourrait qualifier de longitudinales, sur des expériences faites ailleurs. Quant à moi, j'ai eu accès à ce qui s'était fait en Nouvelle-Zélande et en Australie, et ces expériences-là n'ont pas encore été mesurées dans le temps pour en voir les effets. Est-ce que vous seriez favorable à ce qu'on mette plus de temps à évaluer plus concrètement les impacts de cette réforme? Si oui, combien de temps?

Mr. MacPherson: You're right; more time is needed. I mentioned this in my presentation. I don't think the whole thing behind this has gone about it the right way. Some ideas came about, but I think we do need more time.

Maybe take a certain region of the country and make it sort of a pilot project or something along those lines, and use the Australian and New Zealand models. We are being rushed to a certain extent, and I don't think the right things are being focused on, but I agree with your point. I think we need a little bit more time and there has to be more discussion. I'm concerned that we were lumped in with changes to another part of the social safety net.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

Mr. Eliot, did you have a comment?

Dr. Eliot: Madam Chair, I'm quite satisfied with Mr. MacPherson's suggestion that more time be taken to make sure it's right, because if it's wrong it will be one of the most desperate situations imaginable, but if it's right, what is already good can become stronger.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

[Translation]

This would have a specific impact. The problem is that if you increase tuition fees, young people might be discouraged from getting and education. Three aspects were mentioned by universities. Some disciplines are less attractive than others for the private sector, for instance. There's also the issue of school populations. Already, women earn less than men. It may vary from one province to the other, but we know this can have an impact on the debt repayment schedule. If today it takes 10 years to repay school debts, imagine what the situation will be at the University of Regina, for instance, where the average age of graduates is 27 and it was estimated that repayment would now be spread over a 25-year period. These people will be 52 years old when they have extinguished their debt. You also mention, rightly so, that upon graduation, you need to borrow for other reasons. And it's even worse for those who want to create their own business. That's another aspect.

My question has to do with time. Given the importance of post-secondary education and the fact you could not prepare a brief because you were too busy, would you suggest that the government take more time to plan the post-secondary education reform? The government is using longitudinal data on what was done elsewhere. Personally, I had a look at what was done in New Zealand and Australia and these experiments have not been assessed over time to see what their impact was. Would you agree that more time should be devoted to assess the real impact of this reform? If so, how much time would be needed?

M. MacPherson: Vous avez raison, il faut plus de temps. Je l'ai dit dans mon exposé. Je ne pense pas qu'on s'y soit pris comme il fallait. Des idées ont été présentées, mais il faut plus de temps.

On pourrait peut-être créer un projet pilote dans une région en se servant du modèle australien ou néo-zélandais. On nous pousse dans le dos, et on ne se penche pas sur les vraies questions. Je suis d'accord avec vous. Il faut un peu plus de temps et un peu plus de discussions. Ce qui me déplaît, c'est que l'on a amalgamé l'enseignement à d'autres éléments de la sécurité sociale.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

Monsieur Eliot, vouliez-vous dire quelque chose?

M. Eliot: Madame la présidente, je suis tout à fait d'accord avec M. MacPherson, et je crois qu'il faut plus de temps pour s'assurer que l'on fait les choses comme il faut, car si l'on se trompe le résultat sera déplorable. Par contre, si l'on fait les choses correctement, on renforcera quelque chose qui est déjà bien.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

I would like to move over to the Reform party now. Mr. Breitkreuz.

Je vais maintenant donner la parole au Parti réformiste. Monsieur Breitkreuz.

[Texte]

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I just want to thank you for your presentation. I really don't have any additional questions. Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): Mr. Alcock, please go ahead.

Mr. Alcock: Thank you.

I just have one question on some of the details in your report, Dr. Eliot. You use the figure of a 150% increase or that fees could rise to \$6,000, as I recall. That's quite a bit different from what we've seen at other universities. The AUCC proposal is somewhere between 75% and 100%. It seems to come in that range in most of the analyses. Is EPF support to the Island substantially greater? Is there a special formula for Prince Edward Island that would make it different?

Dr. Eliot: The problem is that the support that's given to the faculty of veterinary medicine is totally unlike the support that comes to the rest of the university. You have received the paper from the Maritime Provinces Higher Education Commission?

Mr. Alcock: I've not seen it but it may well be part of the record.

Dr. Eliot: There you will find tables of figures. I can't say I borrowed from that but I phoned up to find out what the figures would be in respect of UPEI.

Mr. Alcock: So that's the basis of the 150%?

Dr. Eliot: Yes. It's 150%, and in the table at the very end where they list the provinces and what would be the average increase—of course we only have one university—it says 150%. The only higher one would be Newfoundland.

Mr. Alcock: What percentage of the total revenues of the university are comprised of student fees now?

Dr. Eliot: It's 30%. But if you only go back to the vet college it's a little over 4%. It costs \$70,000 approximately to teach one vet, for which we get \$2,600. Now you could well raise the question of whether you should be bringing in some type of differential fees for professional studies, and that's clearly something that has to be done.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much. Thank you both for your time. It was very helpful to get both the student and the university views on the issue. I really appreciate you both coming together.

Dr. Eliot: Mr. MacPherson and I appear together and actually do agree.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

Our next presenter is the Fisheries Council of Canada, representing the Atlantic provinces. Welcome, Mr. Bulmer. We have half an hour together, so whatever is left after your presentation we will take up in discussion. You may start, please.

Mr. Ron Bulmer (President, Fisheries Council of Canada (Representing the Atlantic Provinces)): Thank you, Ms Chair. I hope to take ten or twelve minutes just to highlight the paper you've been given. For take-away and future reading I included a copy of the document we have produced, *A Vision for the Atlantic Fishery*.

[Traduction]

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je voulais seulement vous remercier de votre exposé. Je n'ai pas vraiment de questions supplémentaires à poser. Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Monsieur Alcock, je vous en prie.

M. Alcock: Merci.

Je n'ai qu'une question à vous poser à propos d'un point de votre exposé, monsieur Eliot. Vous parlez d'une augmentation de 150 p. 100, ou de frais de scolarité de 6 000\$, si je me souviens bien. C'est très différent de ce que l'on nous a dit à propos d'autres universités. D'après l'AUCC, l'augmentation se situerait entre 75 et 100 p. 100. C'est ce que disent la plupart des analyses. Le FPE est-il plus élevé dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard? La formule est-elle différente ici?

M. Eliot: La difficulté, c'est que le financement accordé à la médecine vétérinaire est tout à fait différent de ce qui est accordé au reste de l'Université. Vous avez reçu le document de la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes?

M. Alcock: Je ne l'ai pas vu, mais il a bien des chances de faire partie des documents qui ont été déposés.

M. Eliot: Vous y trouverez un tableau avec des chiffres. Je ne dirai pas que je les ai tirés de ce tableau, mais j'ai téléphoné pour savoir quels seraient les chiffres dans le cas de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Alcock: Voilà donc d'où vient le chiffre de 150 p. 100?

M. Eliot: Oui. Il s'agit de 150 p. 100, et à la toute fin du tableau, où l'on énumère les provinces et l'augmentation moyenne—évidemment nous n'avons qu'une seule université—on lit 150 p. 100. Il n'y a qu'à Terre-Neuve que ce serait supérieur.

M. Alcock: Quel pourcentage de l'ensemble des recettes de l'université est représenté par les frais de scolarité?

M. Eliot: Trente pour cent. Dans le cas de la faculté de médecine vétérinaire, c'est un peu plus de 4 p. 100. Cela coûte environ 70 000\$ pour former un vétérinaire, et nous n'en touchons que 2 600\$. Evidemment, vous pouvez très bien demander s'il n'y aurait pas lieu de créer des frais de scolarité distincts dans le cas de l'enseignement professionnel, et la question va sûrement être posée.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup. Je vous remercie tous les deux. Il nous a été très utile d'entendre à la fois le point de vue des étudiants et de l'université dans ce dossier. Je vous remercie tous les deux d'être venus.

M. Eliot: M. MacPherson et moi comparaissons ensemble, et nous nous entendons vraiment.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

Nous entendrons maintenant le Conseil canadien des pêches. Son porte-parole est M. Bulmer, qui représente les provinces de l'Atlantique. Nous disposons d'une demi-heure, et le temps qui restera après votre exposé sera consacré aux échanges. Je vous cède la parole.

M. Ron Bulmer (président, Conseil canadien des pêches (représentant des provinces de l'Atlantique)): Merci, madame la présidente. Je vais prendre une dizaine de minutes pour illustrer les faits saillants du document que je vous ai remis. Pour consultation ultérieure, j'ai inclus un document que nous avons produit, qui est intitulé *Une vision d'avenir pour les pêches de l'Atlantique*.

[Text]

[Translation]

• 1425

I noted this morning that Mr. Drake of the P.E.I. Fishermen's Association referred to the cover. I thought it was a bird swimming over the ocean, with its reflection on the water. He somehow saw a sinking ship in it. I want to assure you that we at the Fisheries Council don't see the Atlantic fishery as a sinking ship, and I hope my presentation is a little more upbeat than that.

It's our goal here today to meet with you and respond to the government discussion paper, *Improving Social Security in Canada*.

The Fisheries Council of Canada, for your information, is a federation of five provincial associations. I was fortunate to be asked to appear at the meeting here in Charlottetown, although we have members in all Atlantic Canada. We are the representative body of the firms that harvest and process fish and shellfish throughout Atlantic Canada.

The government paper contains the issues of working, learning and security. We'll try to quickly address all of those, but we thought first, just for ease of understanding, we would try to present a few basic facts on the industry and some of the key issues, such as UI. We'll also highlight the new, broad vision of the industry that we have developed. We've provided a copy to you.

We in the fishery know you can't look at social program reform in isolation from the fiscal realities that face either the country or our industry, nor, obviously, can the government continue to tax or borrow to provide all of the programs.

We agree the goal of all of these issues has to be reform. It has to be to increase the efficiency and effectiveness of all government programs, social programs, ACOA—which was addressed by some members here earlier—and even the Department of Fisheries, as all departments in government are facing up to restructuring.

Certainly, historically, DFO—the Department of Fisheries—has, both politically and bureaucratically, through a series of complex and overwhelming regulations, tried to manage the fisheries in Atlantic Canada in order to create jobs, share the income from the resource, provide services required and conserve the resource. That's the very complex set of objectives they were trying to meet.

Similarly, provinces have increasingly licensed fish plants in order to try to share a resource that, through that period, really was not increasing.

Therefore the goals of the fishery have to be to reduce government spending, improve its cost effectiveness and create a business climate that will encourage private investment growth and generate net benefits from the fishery for the participants in the fishery, for the Atlantic region and for Canada generally.

If these goals can't be met for the Atlantic fishery and other economic sectors of this country, there isn't going to be the financial sustainability for social programs anyway, and in the end those most in need will not be getting the assistance they require. That's a basic principle, I think.

J'ai remarqué ce matin que M. Drake, de l'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard, a parlé de la couverture. Moi, je pensais que c'était un oiseau qui survolait la mer, et son reflet sur l'eau. Pour lui, c'est un bateau qui fait naufrage. Laissez-moi vous assurer que pour le Conseil canadien des pêches, la pêche dans l'Atlantique n'est pas un bateau qui fait naufrage, et j'espère que mon exposé sera un peu plus optimiste que cela.

Nous sommes ici aujourd'hui pour discuter du document de travail intitulé *La sécurité sociale dans le Canada de demain*.

Le Conseil canadien des pêches est une fédération de cinq associations provinciales. J'ai eu la chance d'être invité à comparaître devant vous ici, à Charlottetown, même si nous comptons des membres dans toute la région de l'Atlantique. Nous sommes le porte-parole des entreprises qui exploitent et transforment le poisson et les crustacés et coquillages dans toute la région du Canada atlantique.

Le document du gouvernement aborde les questions de l'emploi, de l'acquisition du savoir et de la sécurité. Nous essayerons rapidement de discuter de chacun de ces points. Mais pour faciliter les choses, nous pensons d'abord vous exposer quelques faits sur notre secteur d'activité et sur certaines questions fondamentales comme l'assurance-chômage. Je parlerai aussi de la vision d'envergure que nous venons de tracer pour le secteur de la pêche. Nous vous en avons remis une copie.

Nous savons bien qu'il est impossible d'examiner la réforme de la sécurité sociale sans tenir compte de la réalité financière du pays et du secteur de la pêche. Pas plus d'ailleurs que le gouvernement ne peut continuer à créer des impôts ou contracter des emprunts pour financer tous les programmes.

Dans tous les cas, nous savons qu'une réforme s'impose. Il faut améliorer l'efficacité et l'efficience de tous les programmes du gouvernement, des programmes sociaux, de l'APECA—dont certains députés ont parlé tout à l'heure—and même du ministère des Pêches, tout comme de tous les ministères qui doivent se restructurer.

Aussi bien sous l'influence des politiques que des bureaucraties, le ministère des Pêches, au moyen d'un lourd appareil réglementaire, s'est efforcé de gérer la pêche dans la région de l'Atlantique de façon à créer des emplois, répartir les revenus tirés du poisson, assurer les services nécessaires et préserver les stocks. Tel était l'ensemble complexe d'objectifs du ministère.

De même, les provinces ont accordé des permis à un nombre croissant d'usines de transformation du poisson, pour répartir des stocks qui, eux, dans cette période, allaient décroissant.

Dans ce secteur, il faut donc diminuer les dépenses de l'État, renabiliser son intervention et créer un climat qui favorisera la croissance des investissements privés et rehaussera les avantages nets pour les intervenants, la région de l'Atlantique et le Canada dans son ensemble.

Si ces objectifs ne sont pas atteints dans le secteur de la pêche ici et dans les autres secteurs de l'économie, les programmes sociaux ne pourront plus être financés de toute façon, et au bout du compte ceux qui ont le plus besoin d'aide n'en recevront pas. Le principe fondamental, c'est celui-là, je crois.

[Texte]

Let me touch very quickly on the economics of the industry. Your first group this morning did refer to the Cashin report, a very thorough analysis of the Atlantic industry from many different perspectives. One of those studies was done particularly on the processing industry over the decade of the 1980s, and it pointed out that the processing industry in Atlantic Canada had only been reasonably profitable about two years out of the ten that were actually studied.

Some of you may have seen on television a couple of weeks ago the W5 program with Eric Malling. I thought he had taken some parts of that out, but this study for Cashin compared the fisheries in Iceland, Norway and Atlantic Canada.

One of the facts it showed was Iceland had 5,700 fishermen, and they caught as much fish as Atlantic Canada's 63,000 fishermen. Of course therefore the value of landings per fisherman is only about 15% in Atlantic Canada as compared to another fishing-oriented economy such as Iceland. That gives you some sense of how the government has tried to spread the fish around to get the maximum number of people into the industry.

The report done for Mr. Cashin looked at overcapacity. It concluded that in 1990, of the some 62,000 jobs that were in plants, if you wanted the industry to be marginally profitable you would have had to reduce that by some 20,000 jobs, and almost 50% of those that remained would still have to be very highly seasonal jobs.

[Traduction]

Laissez-moi vous parler brièvement de la situation économique de ce secteur d'activité. Le premier groupe de témoins entendu ce matin a parlé du rapport Cashin. Il s'agit d'une analyse très poussée de la pêche dans la région de l'Atlantique examinée sous divers angles. Une de ces études porte sur le secteur de la transformation dans les années quatre-vingt. Elle révèle que le secteur de la transformation dans la région du Canada atlantique n'a réalisé des bénéfices raisonnables que pendant deux des dix années à l'étude.

Il y a quelques semaines, certains d'entre vous ont peut-être vu à la télévision l'émission W5 animée par Eric Malling. J'ai trouvé qu'il avait supprimé certaines parties de l'étude, mais dans cette étude Cashin établit une comparaison entre la pêche pratiquée en Islande, en Norvège et dans la région atlantique du Canada.

On y apprend que l'Islande compte 5 700 pêcheurs et qu'à eux seuls ils capturent autant de poisson que les 63 000 pêcheurs du Canada atlantique. La valeur des débarquements par pêcheur n'est donc qu'environ 15 p. 100 de celle d'autres économies axées sur la pêche, comme l'Islande. Cela vous donne une idée de la façon dont le gouvernement a essayé de répartir cette richesse naturelle pour donner le plus grand nombre d'emplois possible à la population.

M. Cashin a aussi examiné la question de la surcapacité. Il est arrivé à la conclusion qu'en 1990, sur les 62 000 emplois en usine, pour que l'industrie soit le moindrement lucrative, il fallait supprimer 20 000 emplois. Près de 50 p. 100 des emplois restants n'auraient toutefois été que saisonniers.

• 1430

So one of the things I have to conclude is that our industry isn't going to meet one of the key objectives of the reform paper—creating jobs—because even after the return of the groundfish stocks, there will be reduced opportunities for employment in the Atlantic fishery at both the harvesting and processing levels.

This is an emotional and a difficult issue to address, although the government, to its credit, has put in place a multi-year, multi-million dollar program designed to assist people through this adjustment phase. But the industry cannot absorb increased costs, whether those costs come from social reform, government reorganization or what have you.

Let me quickly touch on the vision of the Atlantic fishery. Somebody once said that if you don't know where you're going, any road will get you there. That's why we sat down as an industry and tried to draft this green book that we've presented to you. That vision calls for an economically sound, market-driven, self-managed industry offering investors, harvesters and processors secure and stable opportunities, accountable to Canadians for the health of the resource, and capable of making a net contribution to the Canadian economy.

We definitely need to be market-driven and competitively structured. We argue in that book for a right-spaced harvesting system to reach some of those goals, and for better harmonization of the roles of federal and provincial

En guise de conclusion, je dirais que notre industrie ne va pas répondre à l'un des objectifs clés du document sur la réforme—à savoir créer des emplois—car même après le retour des stocks de poisson de fond, les possibilités d'emploi diminueront dans les pêches de l'Atlantique, surtout en ce qui concerne la récolte et la transformation.

Il s'agit là d'une question difficile, qui fait appel aux sentiments, même si le gouvernement, et il faut l'en féliciter, a mis en place un programme pluriannuel coûtant plusieurs millions de dollars et visant à aider les gens dans cette période d'ajustement. Toutefois, l'industrie ne peut pas absorber l'augmentation des coûts, même si ces derniers découlent de la réforme sociale, de la réorganisation du gouvernement, etc.

Permettez-moi d'aborder brièvement la vision des pêches de l'Atlantique. Quelqu'un a dit que si vous ne savez pas où vous allez, tout chemin vous y mènera. C'est pour cela que l'industrie s'est efforcée de rédiger ce Livre vert que nous vous avons présenté. Cette vision fait appel à une industrie économique saine, axée sur le marché et autogérée, qui offre aux investisseurs, aux pêcheurs et aux transformateurs des débouchés sûrs et stables, qui est responsable devant les Canadiens de l'intégrité de la ressource, et qui est capable d'apporter une contribution nette à l'économie canadienne.

Nous avons assurément besoin d'être axés sur le marché et d'être structurés de façon concurrentielle. Dans le Livre vert, nous préconisons la mise en place d'un bon système d'exploitation pour atteindre certains de ces objectifs et pour

[Text]

governments. We'd like to see ourselves a world leader in service and quality. We certainly need a sustainable resource to fish against. We need to be consistently profitable as an industry, both in harvesting and processing. As well, the people in our industry should be proud of their contributions to Canada.

There is no question that many of the areas this committee is addressing will affect our industry. Unemployment insurance, training and improved education will all play a role in our industry being able to achieve that viability, long-term profitability and being a net contributor, but we're not going to do it through creating jobs. What we have to do is take the opportunity to re-engineer the jobs in the fishery, make them sustainable jobs and get them earning good incomes, thereby significantly reducing the recourse to social network programs.

The other book the government put out for review was called *From Unemployment Insurance To Employment Insurance*. It also contained several issues that we have to address in our industry. The first is that the government recognized the changing nature of work from the labour-intensive primary industries of the past. We are going to shed jobs and move toward more of a service economy with different kinds of jobs.

It also recognized the impact of globalization, which is something the fishing industry knows about, as we are probably 85% export oriented. We have to compete in world markets, but the changing nature of globalization means we're an industry that will need new products, new markets and new technologies in our plants, and new skills from our employees.

The report also talks about the structural nature of unemployment in Canada and how it has gone from 5% to just under 10%, and it talks about the frequency of use. UI is a program that is claimed by most participants in the fishing industry every year, such that UI has become critical to sustaining an adequate living standard for many people.

For example, the book points out that the agriculture, forestry, fishing and trapping primary groups receive \$4.03 for each \$1 of premiums they pay into the UI system. This is a key consideration when we get to experience rating, which I'll address in more detail. If you were to take that group and apply experience rating, the current rates that we as employers pay of \$4.30 per \$100 of insurable earnings would go to \$17, and that alone would probably render the seafood processing industry unviable.

As I mentioned, UI is considered an income supplement for many people in the fishery, but even there we think it is flawed because it's based on earnings. The highest fish earners get the most benefits, while the neediest get the least or get missed

[Translation]

mieux harmoniser les rôles des gouvernements fédéral et provinciaux. Nous aimerais être à l'avant-garde sur le plan mondial en matière de services et de qualité. Nous avons certainement besoin d'une ressource durable à exploiter. En tant qu'industrie, nous avons besoin d'être toujours rentables en ce qui concerne la récolte et la transformation. En outre, nous aimerais être fiers de notre contribution à l'économie nationale.

Il ne fait aucun doute que bon nombre de questions intéressantes que le comité vont avoir des répercussions sur notre industrie. L'assurance-chômage, la formation et la poursuite d'études contribueront à rendre notre industrie capable d'assurer sa viabilité et sa rentabilité à long terme, et lui permettront d'apporter une contribution nette, mais nous n'allons pas y parvenir en créant des emplois. Nous devons plutôt profiter de l'occasion pour restructurer les emplois dans notre secteur, assurer leur durabilité et améliorer les revenus. Ainsi, nous réduirons considérablement le recours aux programmes sociaux.

Le gouvernement a aussi publié un document d'information intitulé *De l'assurance-chômage à l'assurance-emploi*, dans lequel il aborde plusieurs questions intéressant notre industrie. Dans ce document, le gouvernement a d'abord reconnu le caractère changeant des industries primaires du passé à forte concentration de main-d'œuvre. Nous allons réduire le nombre d'emplois et devenir davantage une économie de services avec de nombreux emplois d'un autre genre.

Il a également reconnu l'incidence de la mondialisation, phénomène que l'industrie de la pêche connaît, car près de 85 p. 100 de nos produits sont exportés. Nous devons rivaliser sur les marchés mondiaux, mais en raison du caractère évolutif de la mondialisation notre secteur aura besoin de nouveaux produits, de nouveaux marchés et de nouvelles technologies pour nos usines, et nos employés auront besoin de nouvelles compétences.

Dans le document d'information, il est aussi question du caractère structurel du chômage au Canada et de la façon dont le taux de chômage est passé de 5 p. 100 à un peu moins de 10 p. 100; on y parle aussi de la fréquence d'utilisation. Chaque année, la plupart des travailleurs du secteur de la pêche font appel à l'assurance-chômage, à tel point que, pour bien des gens, ce programme est devenu essentiel pour maintenir un niveau de vie acceptable.

Par exemple, les auteurs du document soulignent que dans des secteurs primaires comme l'agriculture, la foresterie, la pêche et le piégeage, on reçoit 4,03\$ pour chaque dollar cotisé versé au régime d'assurance-chômage. Il s'agit là d'un facteur clé dans la fixation des taux particuliers, dont je parlerai plus en détail. Si l'on devait appliquer le système de fixation des taux particuliers à ces groupes, le taux actuel de 4,30\$ que les employeurs payent pour chaque tranche de 100\$ de revenu assurable passerait à 17\$, et ce seul facteur compromettrait probablement la viabilité de l'industrie de la transformation de fruits de mer.

Comme je l'ai dit, bon nombre de travailleurs de la pêche considèrent l'assurance-chômage comme un supplément de revenu, mais malgré cela nous estimons que le système comporte des lacunes parce qu'il est fondé sur les revenus. Le

[Texte]

entirely. In fact the entire impact of UI in the Atlantic fishery tends to emphasize the peaks and valleys of the economy, rather than trying to stabilize it, which as originally conceived it was supposed to do.

The fisheries council also recognizes that the current national cost of some \$20 billion in UI payments must be reduced. We as employers would like to see it at least holding the line, if not possibly rolled back in the future, because it is the kind of program that is taxes on jobs that certainly encourage manufacturers in fish or any other product to substitute capital for labour. When you start passing programs that make jobs expensive, the answer has to be to put in a machine that you don't have these taxes on instead of people. An automatic filleting line now can take over the jobs of 50 or 60 hand filleters and produce the same number of fish in a day.

[Traduction]

personnes ayant les revenus les plus élevés obtiennent le plus de prestations, tandis que les plus nécessiteux en obtiennent le moins ou sont carrément laissés pour compte. En fait, dans les pêches de l'Atlantique, l'assurance-chômage a tendance à mettre l'accent sur les hauts et les bas de l'économie, au lieu d'essayer de la stabiliser, comme le prévoyait son mandat initial.

Le conseil des pêches reconnaît également qu'il faut réduire le montant de 20 milliards de dollars que coûtent actuellement les prestations d'assurance-chômage. En tant qu'employeurs, nous aimerais que les dépenses soient maintenues à ce niveau et, si possible, qu'elles soient réduites à l'avenir, car ce genre de programmes représentent une taxe sur les emplois et incitent assurément les transformateurs de poisson ou de tout autre produit à remplacer les travailleurs par des machines. Quand on commence à adopter des programmes qui rendent les emplois coûteux, nous préférons recourir à des machines qui ne font pas l'objet de telles taxes. Une ligne de filetage automatique peut maintenant faire le travail de 50 ou 60 personnes et produire la même quantité de poisson par jour.

• 1435

The Fisheries Council of Canada is certainly not against UI in the fishery. People who work in our plants or who are employed on boats are no different from employees in any other recognized economic enterprise across Canada. What we need to do is reorganize the fishing industry, which is highly seasonal. The nature of that comes from the fact that raw material is only available, as one of the committee members mentioned, for certain periods of time because of things like weather and icing over. Therefore, it is definitely always going to be a seasonal industry.

The solution to the cost of UI is to move forward on changes in the fishery that will reduce harvesting and processing capacity and extend the season for the harvesters, and therefore for the processors, as much as possible. Stop making the fishery the employer of last resort in Atlantic Canada and the number of claimants, the period of claims, and the cost will adjust positively and reduce dramatically. We might also say at this point that the UI system should not be abused in order to qualify people for benefits.

One of the particular problems I was going to raise was that when we get partial weeks of work, particularly in the shoulders of the season, people can only fish for a couple of days. Therefore, plants can only work a couple of days, and sometimes we can't get people to come to work for those couple of days because that gives them a smaller value.

I thought Mr. Reid from the Construction Association here this morning presented a very practical solution when he talked about taking weeks' equivalents and making them into hours as the other option. Then for somebody who could only get two days of work in the fish plant, those hours would contribute whether they were in the middle of a five-day week or fish was only available for two days out of a week. I thought that was very practical as he applied it to construction, but it would also benefit our industry.

Le Conseil canadien des pêches n'est certainement pas opposé à l'assurance-chômage dans les pêches. Les gens qui travaillent dans nos usines ou sur nos bateaux ne sont pas différents des employés des autres secteurs économiques reconnus au pays. Nous devons réorganiser l'industrie de la pêche, qui est éminemment saisonnière. Elle est saisonnière parce que la matière première n'est disponible, comme l'a dit l'un des membres du comité, qu'à certaines périodes de l'année, et ce, à cause de facteurs comme le climat et le gel. Par conséquent, cette industrie sera certainement toujours saisonnière.

Pour remédier au coût de l'assurance-chômage, nous devons restructurer le secteur de la pêche de façon à réduire sa capacité de récolte et de transformation, et à prolonger la saison autant que possible pour les pêcheurs et, par conséquent, pour les transformateurs. Cessons de considérer notre secteur comme l'employeur de dernier recours au Canada atlantique, et le nombre de prestataires de l'assurance-chômage, de même que la période et le coût des prestations, vont s'ajuster positivement et diminuer considérablement. Disons aussi qu'il ne faut pas abuser du régime d'assurance-chômage afin d'accorder des prestations aux gens.

L'autre problème que je voulais soulever réside dans le fait que, quand nous avons des semaines de travail à temps partiel, surtout en période creuse, nous ne pouvons pêcher que pendant quelques jours. Par conséquent, les usines fonctionnent quelques jours seulement, et parfois nous ne pouvons pas faire travailler les gens pendant ces périodes parce qu'ils obtiennent alors un revenu moindre.

Je pense que M. Reid, de l'Association de la construction, a présenté ce matin une solution de recharge très pratique en proposant que l'on comptabilise les heures de travail, et non pas les semaines. Ainsi, une personne qui n'a pu travailler que deux jours dans une usine de transformation du poisson pourrait faire créditer ses heures de travail, qu'elle ait travaillé au milieu d'une semaine de cinq jours ou que le poisson n'ait été disponible que pendant deux jours au cours d'une semaine donnée. M. Reid a proposé cette solution pour l'industrie de la construction, mais je pense qu'elle pourrait également être avantageuse dans notre secteur.

[Text]

We need a different political attitude that doesn't use the fishery to try to maximize the number of people. We need to get away from the race, from volume mentality. We need to get a definite effort to exclude abuses from the system, and we must remove the disincentives to work, whether that work's available for two days or a whole period over a week. All of these would be positive steps that would reduce the cost of UI in the Atlantic fishery.

Now, experience rating is one of the options that is being considered, and I must say that whatever direction the national program for UI takes, I have concluded that any move to apply experience rating to the Atlantic fishery will probably render the industry uneconomic. Labour represents on average between 25% and 30% of the product cost in an average plant. The industry, as I've stated, is already only marginally profitable; therefore absorbing new cost increases is going to be very, very tough.

Government certainly put the management regimes in place. They licensed the plant. It was all designed to maximize the number of claimants. Therefore, we find it very inappropriate to consider that you would now want to charge the participants, whether they be fishermen or processors, for the level of claims the system has generated.

Of course, as I've already mentioned, we know we're going to have to absorb other costs, such as the scaling back of the Department of Fisheries. They're going to be looking at higher access fees to become a fisherman. They're going to be looking at cost recovery on services that in the past were provided to processors. The transportation subsidies on products leaving Atlantic Canada are probably leaving. All of these are going to come and that has to come out of the margin that a fish product delivers.

As I've said, because we trade worldwide we have to be competitively priced. Most of our competitors are Third World countries and it certainly limits our ability to take incremental domestic costs, whether it's from social programs or government changes, etc., and just pass them through into a world system. Your customer in Paris doesn't care what your Canadian problems are; he just wants to buy it at the best price.

On employment services, we noted in the book that the Canadian government is currently spending \$3.5 billion to provide counselling, job-related training, and basic skills to people. In our opinion, these programs are critical to the worker adjustment process for the fishing industry, where I've said we will need different kinds of employees, better educated and with better skills. We're moving to computers and all sorts of other equipment now that wasn't in our industry before. Our new employees of the future are going to need different kinds of skills, and therefore these are the kinds of programs that can help them get them.

[Translation]

Les politiciens doivent également changer d'attitude en évitant d'utiliser les pêches pour maximiser le nombre de travailleurs. Nous devons mettre fin à l'obsession de la quantité. Nous devons déployer des efforts sérieux pour éliminer les abus du système, et nous devons supprimer les facteurs qui empêchent de travailler, que le travail soit disponible pendant deux jours ou pendant une semaine. Toutes ces mesures positives permettraient de réduire le coût de l'assurance-chômage dans les pêches de l'Atlantique.

La fixation des taux particuliers est l'une des options à l'étude, et je dois dire que, quelle que soit l'orientation du programme national d'assurance-chômage, toute mesure visant à appliquer la fixation des taux particuliers dans les pêches de l'Atlantique nuira probablement à la viabilité économique de l'industrie. La main-d'œuvre représente en moyenne de 25 à 30 p. 100 du coût du produit dans une usine moyenne. Comme je l'ai dit, l'industrie n'est déjà que marginalement rentable; par conséquent, l'absorption d'une nouvelle augmentation de coût sera extrêmement difficile.

Évidemment, le gouvernement a mis en place des régimes de gestion. Il a octroyé un permis à l'usine. Tout a été conçu pour maximiser le nombre de prestataires. Par conséquent, nous estimons qu'il est très malvenu de vouloir maintenant exiger des participants, qu'il s'agisse des pêcheurs ou des transformateurs, qu'ils assument le niveau de prestations que le système a suscité.

Bien entendu, comme je l'ai déjà dit, nous savons que nous allons absorber d'autres coûts, notamment celui de la compression du ministère des Pêches. On va envisager l'augmentation du coût des permis de pêche. On va penser à la récupération des coûts des services qui, par le passé, étaient fournis aux transformateurs. Les subventions au transport des produits quittant le Canada atlantique vont probablement disparaître. Tout cela va se produire et sera financé à partir des bénéfices provenant des produits de la pêche.

Comme je l'ai dit, étant donné que nous vendons dans le monde entier, nos prix doivent être concurrentiels. La plupart de nos concurrents sont des pays du Tiers monde, ce qui limite certainement notre capacité de transférer à nos clients internationaux l'augmentation de nos coûts intérieurs, que cette augmentation soit due aux programmes sociaux, aux changements gouvernementaux ou à tout autre facteur. Nos clients à Paris se fichent de nos problèmes au Canada; ils veulent simplement acheter au meilleur prix.

En ce qui concerne les services d'emploi, nous avons lu dans le document que le gouvernement canadien dépense actuellement 3,5 milliards de dollars pour fournir des services de counselling, de la formation à l'emploi et les aptitudes de base. À notre avis, ces programmes sont essentiels au processus d'ajustement des travailleurs dans l'industrie de la pêche, où nous aurons besoin d'un nouveau genre d'employés, mieux éduqués et plus compétents. Nous nous convertissons aux ordinateurs et à toutes sortes d'autres machines que notre industrie n'avait pas auparavant. Nos nouveaux employés de l'avenir auront besoin d'aptitudes différentes et, par conséquent, des programmes semblables peuvent les aider à en acquérir.

[Texte]

[Traduction]

● 1440

It can also help displace labour in the fishery to compete effectively for different jobs, whether those are in Atlantic Canada or elsewhere. Obviously the challenge government faces is to make those expenditures effective and to ensure the skills are those needed to compete.

On the issue of learning, certainly we support keeping young people in school longer and providing them with life and vocational skills as much as possible. A better educated, better trained pool of workers and young people will encourage different kinds of industries to locate in Atlantic Canada, and we at the Fisheries Council support all possible efforts in this area.

On the issue of security, the key is to ensure that the truly needy are the ones who receive the benefit of taxpayers' support. Every effort should be made to ensure that the receipt of benefits is tied to or encourages people to develop a long-term attachment to the workforce.

Other speakers have said the best social program is a job. We also believe the best motivation to improve one's lot in life is work. People do want meaningful work and to be gainfully employed. We support the other speakers who have made that point today.

On the Canada Assistance Plan, we note it's grown to the point that over three million people drew on it last year, and the growth has come up from \$2.6 billion in 1981 to over \$8 billion. But really the programs within CAP of child benefits, child care, independence for the disabled and seniors' health-related spending certainly are all deserving of funding. Here again the effort must be to be cost-controlled. Hard choices must be made so the support goes from those scarce dollars to those most in need.

In conclusion, members, I'd like to say that a reduced-capacity Atlantic fishing industry would employ fewer people, but the people in the industry would create fewer costs on the social network. Therefore the emphasis needs to be on re-engineering the Atlantic fishery to be a world-competitive supplier of seafood protein to the marketplace.

The emphasis on people must be to provide the programs that make Atlantic Canadians competitive, more productive and a resource that attracts alternate employment. The people who remain in the Atlantic fishing industry should be proud of their economic contribution to the region and to Canada.

Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much. That was a good presentation. We have ten minutes, so that's about three minutes per party. I'll start with the Reform Party and work my way to the Liberals and the official opposition.

Mr. Breitkreuz, would you start, please?

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you, Madam Chairman.

Ils peuvent aussi aider les anciens travailleurs de la pêche à rivaliser efficacement pour d'autres emplois, dans la région de l'Atlantique ou ailleurs. De toute évidence, le défi que doit relever le gouvernement consiste à rentabiliser ces investissements et à s'assurer que les compétences sont celles dont on a besoin pour se tailler une place sur le marché du travail.

En ce qui concerne l'apprentissage, nous convenons certainement qu'il faut maintenir les jeunes plus longtemps à l'école et leur offrir autant d'aptitudes sociales et professionnelles que possible. La présence de travailleurs et de jeunes gens mieux éduqués et mieux formés encouragera diverses industries à s'établir dans le Canada atlantique, et le conseil des pêches appuie tous les efforts déployés dans ce sens.

Pour ce qui est de la sécurité, l'essentiel est de s'assurer que ce soient les vrais nécessiteux qui bénéficient de l'appui du contribuable. Il ne faut ménager aucun effort pour veiller à ce que les prestations encouragent les gens à développer une participation à long terme à la main-d'œuvre.

D'autres témoins ont dit que l'emploi est le meilleur programme social. Nous croyons aussi que le travail est la meilleure motivation pour améliorer notre sort. Les gens veulent avoir un travail significatif et un emploi rémunérant. Nous appuyons les autres témoins qui ont fait ce raisonnement aujourd'hui.

En ce qui concerne le Régime d'assistance publique du Canada, signalons que sa croissance a été telle que plus de trois millions de personnes en ont profité l'année dernière, et son budget est passé de 2,6 milliards de dollars en 1981 à plus de 8 milliards de dollars aujourd'hui. En réalité, dans le cadre du RAPC, des programmes tels que les allocations familiales, les subventions aux garderies, les dépenses relatives à l'autonomie des personnes handicapées et à la santé des personnes âgées sont tout à fait justifiés. Mais les efforts dans ce domaine doivent viser à contrôler les coûts. Il faudra faire des choix difficiles pour s'assurer que les rares ressources soient destinées aux personnes qui en ont le plus besoin.

En conclusion, honorables députés, j'aimerais dire qu'en réduisant sa capacité l'industrie de la pêche dans l'Atlantique aurait moins d'employés, mais coûterait moins cher à la sécurité sociale. Par conséquent, il faut mettre l'accent sur la restructuration de notre industrie pour qu'elle devienne un fournisseur de protéines halieutiques compétitif à l'échelle mondiale.

Il faut mettre l'accent sur les personnes en offrant des programmes qui feront de la population de l'Atlantique une main-d'œuvre concurrentielle et plus productive qui attire d'autres emplois. Les personnes qui restent dans le secteur de la pêche doivent être fiers de leur contribution économique à la région et au Canada.

Je vous remercie.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup. C'était un bon exposé. Nous avons dix minutes pour la période de questions, soit trois minutes environ par parti. Nous commencerons par le Parti réformiste, et ensuite suivront le Parti libéral et l'Opposition officielle.

Monsieur Breitkreuz, voulez-vous commencer?

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je vous remercie, madame la présidente.

[Text]

Thank you for an excellent presentation. I have been listening very intently to what you've had to say, and I appreciate it very much. I have more a clarification than anything else. Are you suggesting you'd rather not have the federal government regulating the industry and that you would rather have the people locally manage the fishing resources in Atlantic Canada? Are you suggesting the government should get out of the job creation business and let you guys handle it?

Mr. Bulmer: There are really two questions in there.

First I'll answer the second one. Do I think the management of the fisheries should be back here at the water? I sure do. I think you have to lock the fishermen, the processors, the scientists and the hands-on fish managers into a hotel room like this and they have to decide what's right for the Gulf of St. Lawrence fishery, the species around P.E.I., and where to run it. When they've agreed on how to go at it, that should be the way to do it.

But you see, what's happened in the past is you get these global quotas set up and then the best way for any fisherman to maximize his income is to get the biggest boat, get out there the fastest he possibly can and catch the most of it, because volume times price equals your income if you're a fisherman.

So what happens is the government then tries to set regulations—some boats can only be 45 feet long and some can only be 65 feet long. Then people build boats that are 64 feet 11 inches long, but they're 40 feet wide and hardly float. Then the government says that's catching too much fish; you can only catch 50,000 pounds a trip of this species.

So the whole thing has been to layer regulation upon regulation, all on the idea of slowing down the fishery and spreading the resource over the greatest number of people to get them some amount of income. What we've generally argued for on that point is, wherever possible, to get into regimes that give people a quota of fish—200 tonnes or whatever—and then let them catch that in the most rational way.

Once you have a personal quota, we don't have to tell you whether you need to be a gill-netter or a long-liner, or whether your boat has to be 100 feet or 40 feet. Whatever is the most economic way for you to fish it and deliver it to shore is the way to catch that fish. In most fisheries where they put that in, the result was a net economic gain to fishermen, because they now fish for dollars, not for volume.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you for clarifying that.

Another point I would like you to clarify is on unemployment insurance. You do not appear to be arguing for regionally extended benefits. Can I conclude that you would support an unemployment insurance run by the employers and employees who use it?

[Translation]

Merci pour votre excellent exposé. Je l'ai écouté très attentivement, et j'en suis très satisfait. Ma question est davantage une demande d'éclaircissement. Avez-vous dit que vous préfériez que le gouvernement fédéral ne réglemente pas l'industrie, et que la population locale gère les ressources halieutiques au Canada atlantique? Voulez-vous dire que le gouvernement doit se retirer de la création d'emplois pour que vous vous en occupiez?

M. Bulmer: En réalité, votre intervention comporte deux questions.

Je commencerai par la deuxième. Est-ce que je pense que la gestion des pêches doit incomber aux gens du secteur? Certainement. À mon avis, il faut enfermer les pêcheurs, les transformateurs, les scientifiques et les gestionnaires de la pêche dans une salle d'hôtel comme celle-ci pour qu'ils décident de ce qui est bon pour les pêches dans le golfe du Saint-Laurent, les espèces, autour de l'Île-du-Prince-Édouard, et de la façon de s'en occuper. Une fois qu'ils seront d'accord sur la manière de procéder, il faudra leur faire confiance.

Cependant, voyez-vous, on a établi des contingents mondiaux par le passé, et, pour chaque pêcheur, la meilleure façon de maximiser son revenu était d'acquérir le plus gros bateau, d'aller en mer le plus rapidement possible et de pêcher autant de poisson que possible, car le revenu d'un pêcheur se calculait en fonction du volume de sa production.

C'est ainsi que le gouvernement a essayé de mettre en place des règlements—certains bateaux ne peuvent mesurer que 45 pieds de long et d'autres 65 pieds. Alors les gens construisent des bateaux de 64 pieds et 11 pouces de long, qui mesurent 40 pieds de large et qui peuvent à peine flotter. Puis le gouvernement constate que l'on pêche trop de poisson; alors il limite les prises à 50 000 livres par voyage pour telle espèce.

En somme, les règlements se sont empilés les uns sur les autres, tout cela dans le but de ralentir l'industrie et d'étirer la ressource pour le plus grand nombre de pêcheurs possible afin que ces derniers puissent en tirer un revenu. À cet égard, et d'une manière générale, nous soutenons que, dans la mesure du possible, il faut mettre en place des régimes qui donnent aux gens un contingent de poisson—200 tonnes par exemple—and les laisser pêcher de la façon la plus rationnelle.

• 1445

Une fois que vous avez un contingent personnel, nous n'avons pas à vous dire que vous avez besoin d'un bateau de pêche au filet maillant ou d'un palangrier, ni que votre bateau doit mesurer 100 pieds ou 40 pieds. Vous choisissez la façon la plus économique pour vous de pêcher et de livrer le poisson. Dans la plupart des pêches où un tel système a été adopté, il en est résulté un gain économique net pour les pêcheurs, car ils visent maintenant les recettes, et non pas le volume.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci pour l'éclaircissement.

Ma deuxième question porte sur l'assurance-chômage. Vous ne semblez pas militer en faveur de prestations axées sur la région. Puis-je en conclure que vous seriez favorables à un régime d'assurance-chômage géré par les employeurs et les employés qui l'utilisent?

[Texte]

[Traduction]

Mr. Bulmer: That is run by...? I don't think we're suggesting they come out of the government. I'm saying don't come after fishing because we're heavy UI users. The plant employees and employees on boats are in the national program, and we're going to stay with that. Obviously we're going to have to live with whatever that national program is.

We don't think the committee's role should be to look around to see who the heavy users are and be punitive. We're making the argument that we're heavy users because of the way the government has structured the fishery. The solution to UI is to cure the fishery and get it on a businesslike footing. Then we won't be heavier users than any other sort of manufacturing industry across Canada. That's where we're at on UI.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you for clarifying that.

Mr. Alcock: I'm a little hesitant to ask this question, as I'm from the prairies. I catch a little pike, so I don't understand the dynamics of the industry.

You started off talking about how in Iceland they have developed some very efficient methods of harvesting fish, and you mentioned that they support 5,700 people to catch the same amount of fish that we use 63,000 to do. You talked about a form of quota that you think will give more fishermen local management, and there are arguments and examples of other industries where that has worked well.

You say this should solve some of our problems with the heavy reliance on UI. Doesn't that get us down from 63,000 to 5,700? What happens to all of the people who are displaced by that? That's my first question.

Second, we've had a debate today about whether this is the sinking boat or a bird, but there does seem to be a conflict between the two positions. I'm completely unaware of either one. What is the nature of that? I thought I heard this morning that the inshore fishery was looking for much the same thing—self-management, for example.

Mr. Bulmer: I don't know. We haven't worked out the number. We don't know if it's 5,700 or 10,000, but it certainly isn't 63,000 or anything like it. If you want people to get the majority of their income from the marketplace, then you can't have that many of them and expect them to earn a decent living on the value returned from fish. So it is way down from 63,000, but I don't know whether it's 5,700 or not.

The conflict you hear about is that some of the inshore fishermen's groups have somehow decided that our proposal of individual quota rights is so that processors can buy them all up and then disappear. We've argued throughout the book that it doesn't have to be that way. The government can set any kind of policies it wants. If they don't want anyone to have more than 2% or 5% of the quota...

M. Bulmer: Géré par...? Nous ne proposons pas que le gouvernement se retire de l'assurance-chômage. Je dis qu'il ne faut pas cibler le secteur des pêches parce que nous utilisons beaucoup l'assurance-chômage. Les employés des usines et des bateaux participent au programme national et continueront d'y participer. Évidemment, quel que soit ce programme, nous allons nous en accommoder.

Nous ne pensons pas que le rôle du comité consiste à rechercher les grands utilisateurs du programme et à les punir. Nous estimons que nous utilisons beaucoup le programme à cause de la manière dont le gouvernement a structuré notre secteur. Pour régler le problème de l'assurance-chômage, il faut restructurer le secteur des pêches et le rendre compétitif. À ce moment-là, nous ne serons pas de plus grands usagers que toute autre industrie manufacturière canadienne. Voilà ce que nous pensons de l'assurance-chômage.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci pour l'éclaircissement.

M. Alcock: J'hésite un peu à poser cette question, car je viens des Prairies. Je pêche un peu le brochet, mais je ne comprends pas la dynamique de l'industrie.

Au début de votre intervention, vous avez dit qu'en Islande on a mis au point des méthodes de pêche très efficaces, et on aide 5 700 personnes à pêcher la même quantité de poisson que 63 000 personnes au Canada. Vous avez mentionné une forme de contingent qui, à votre avis, donnera plus de pouvoir aux pêcheurs locaux en matière de gestion, et vous avez cité des industries où cela a bien fonctionné.

Vous avez dit que cela devrait remédier en partie au recours excessif à l'assurance-chômage. Cela ne réduira-t-il pas le nombre de pêcheurs de 63 000 à 5 700? Qu'arrivera-t-il à tous les laissés-pour-compte? Voilà ma première question.

Deuxièmement, nous nous sommes demandé aujourd'hui si nous étions en présence d'un bateau en train de couler ou d'un oiseau, mais les deux positions semblent conflictuelles. Je ne connais ni l'une ni l'autre. Quelle en est la nature? Je pense que ce matin, j'ai entendu dire que la pêche côtière visait le même objectif—par exemple, l'autogestion.

Mr. Bulmer: Je ne sais pas. Je n'ai pas fait le calcul. J'ignore s'il s'agit de 5 700 ou de 10 000, mais je suis sûr que ce n'est pas 63 000, ou un chiffre semblable. Si vous voulez que les gens gagnent l'essentiel de leur revenu sur le marché, ils ne peuvent pas être si nombreux et gagner décemment leur vie en travaillant dans la pêche. Le chiffre est de loin inférieur à 63 000, mais je ne sais pas s'il s'agit de 5 700 ou non.

Le conflit dont vous avez entendu parler réside dans le fait que certains groupes de pêcheurs côtiers ont décidé en quelque sorte que notre proposition relative aux contingents individuels est telle que les transformateurs peuvent les acheter tous et disparaître ensuite. Dans le document, nous avons démontré que les choses ne se passeront pas nécessairement ainsi. Le gouvernement peut adopter les politiques qu'il veut. S'il ne veut pas que quelqu'un ait plus de 2 ou 5 p. 100 du contingent...

[Text]

The thing that confuses us is here is the same government. . . Lots of fish plants are now owned by fishermen. If you go over to the New Brunswick side in the crab fishery, 90% of all of those crab plants are now owned by the fishermen. They were making a good living and a good buck from the crab—that's what it's all about—and they used their money to integrate upward into the plant.

But if you're a plant and you see the five guys who used to fish crab, who used to come to your dock, and they now operate the plant down the bay and nobody's coming to your dock, do you have a right to buy a crab licence to guarantee that some crab will come to your dock and be a supply of raw material for you? The answer is no. We have government regulations against that.

• 1450

The analogy would be dairy farmers can own dairies, but dairies can't own cows. It's just crazy. That's another thing our book argues against. Vertical integration should be allowed both ways.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

I will now move over to the opposition. Madame Lalonde, please, for a couple of minutes.

Mrs. Lalonde: Thank you very much for your presentation.

I will ask a very specific question. You said UI in Canada is different from what is in the United States because it is funded by employers as well as workers. In the States it is funded only by employers. I've asked numerous workers' organizations across Canada whether they wanted to participate in that cross-subsidization, knowing that they were paying more than they were receiving, and they all said yes.

My point is not that the premium should be very high, because in the House we have asked that the premiums be lowered. There is no contradiction between the will to keep benefits high and wanting to lower the premium, because one thing that must be looked at—and it is in the reform paper—is you may enlarge the number of those who pay the premiums.

This way you are, I would say, positive as far as employment is concerned, because if all those who work pay a premium, there is no incentive for an employer not to employ somebody. After a salary or a level is paid, there is overtime and then there is a sort of extra for the employer.

If everybody pays, you encourage the employer to hire somebody else. If the benefits are intended to be for those who are economically and socially sound, I think that is the best of what can be obtained—the best benefits and the lowest possible premiums. Do you agree?

Mr. Bulmer: The issue, of course, for any manufacturer—and from this point of view, fish processors are no exception—is you look around at what you can get for your product in the marketplace and then you look at what your cost of production is. If people become too costly and if the cost of those people is a combination of their salary, however you get to that—unionized, not unionized, etc.—plus all of the top-ups for the pension plans, the workers' comp, the UI payments, etc., you can't have it both ways.

[Translation]

Ce qui sème la confusion ici, c'est que le même gouvernement. Bon nombre d'usines appartiennent maintenant aux pêcheurs. Prenons par exemple la pêche au crabe au Nouveau-Brunswick; 9 p. 100 des usines de transformation du crabe appartiennent maintenant aux pêcheurs. Ces derniers gagnaient bien leur vie et d bons revenus dans ce secteur—c'est l'essentiel—et ils ont utilis leur argent pour acheter leur propre usine.

Cependant, si vous êtes dirigeant d'usine et constatez que les cin personnes qui pêchaient du crabe et vous le livraient gèreraient maintenant l'usine concurrente, et que personne ne vous approvisionne, avez-vous le droit d'acheter un permis de pêche au crab pour assurer votre approvisionnement en matière première? L réponse en non. Des règlements gouvernementaux l'interdisent.

On pourrait comparer cette situation à celle de producteurs de lait qui peuvent avoir des laiteries, tandis que des laiteries ne peuvent pas avoir de vaches. C'est complètement absurde. Voilà un autre phénomène que nous contestons dans notre document. L'intégration verticale doit être permise dans les deux sens.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

Passons maintenant à l'Opposition officielle. Madame Lalonde vous avez quelques minutes.

Mme Lalonde: Merci beaucoup pour votre exposé.

Je vais poser une question très précise. Vous avez dit qu'il assure-chômage au Canada est différente de ce qu'elle est aux États-Unis, car ici elle est financée tant par les employeurs que par les employés. Aux États-Unis, elle est financée uniquement par le employeurs. J'ai demandé à un grand nombre d'associations de travailleurs dans toutes les régions du Canada si elles voulaient participer à ce financement conjoint, sachant qu'elles paient plus qu'elles n'en reçoivent, et elles m'ont répondu par l'affirmative.

Je ne veux pas dire que la cotisation devrait être très élevée; à la Chambre, nous avons d'ailleurs demandé qu'elle soit réduite. Il n'a aucune contradiction entre la volonté de maintenir les prestations élevées et celle de diminuer la cotisation, car l'une des choses qu'on nous devons examiner—et qui figure dans le document d'information—c'est la possibilité d'accroître le nombre de personnes qui paient les cotisations.

Ainsi donc, je dirais que vous avez une attitude positive en ce qui concerne l'emploi, car si tous les travailleurs paient une cotisation rien n'empêche l'employeur d'embaucher des gens. Après l'versement du salaire, il y a le temps supplémentaire, qui est, e quelque sorte, un supplément pour l'employeur.

Si tout le monde paie, on encourage l'employeur à embaucher quelqu'un d'autre. Si les prestations sont destinées à des personnes ayant une bonne situation économique et sociale, nous ne demandons pas mieux—les meilleures prestations et les cotisations le moins élevées. Êtes-vous d'accord?

M. Bulmer: Pour tous les manufacturiers—and à cet égard les transformateurs de poisson ne font pas exception—it faut évidemment voir ce qu'on peut obtenir sur le marché pour nos produits, et le comparer à nos coûts de production. Si la main-d'œuvre devient trop coûteuse, et si le coût de la main-d'œuvre—syndiquée ou non—correspond à la somme des salaires et à tous les avantages sociaux, notamment les régimes de pension l'assurance-invalidité, l'assurance-chômage, etc., on ne peut pas s'en sortir.

[Texte]

The bottom line is if the product—whether it's a fish, a chair or a rubber tire—can only get so much in the marketplace, the more you have global competition, the less ability you have to decide what that cost is; hence the farmers this morning arguing for a continuation of the protection of their domestic market.

If you have a product that has to go out to the world and compete against fish from Chile, Mexico and the Philippines, the buyer in New York only cares what he's paying for it. He doesn't care what makes up your cost.

You can have it either way. You can either put it on as a government tax, and then if I'm going to be a manufacturer and break even I have to take it out of salary, or you can have it the other way. But you can't pile both salary and government costs and just say "Pass it on to world markets. Somebody out there is willing to pay you." We must be a competitive nation.

Mrs. Lalonde: No, I'm not saying to pass it on.

• 1455

Mr. Bulmer: I don't think it matters whether the manufacturer pays it or the workers pay it. It's the net combination. If the worker paid it all, then it would be a combination of his salary and what he had to put in that became the cost of labour in your product.

Mrs. Lalonde: But here the two pay.

Mr. Bulmer: That's right. Yes, we do share it. All we're saying is we can't—

Mrs. Lalonde: So half his share is on the world market.

Mr. Bulmer: No, no, it all goes into your cost of product.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you, Mr. Bulmer, for your time with us this afternoon and for the reading material for when we have nothing better to do on the way home on the flight.

Mr. Bulmer: I'm sure you have lots of that.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

Mr. Bulmer: Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Our next presenters are the P.E.I. Women's Reference Group and the Canadian Federation of University Women, Charlottetown.

Santa Claus: Merry Christmas! Merry Christmas!

The Vice-Chair (Ms Minna): Do I get a candy cane? Thank you, Santa, that's wonderful.

Santa Claus: I should let you know that Mrs. Claus couldn't be here today because we don't have adequate day care at the North Pole. But we're hoping for it.

You know, Christmas is seasonal work and my poor elves are trying to get their 12 weeks in. But it's the only way they'll survive the springtime. So I brought some presents that might need to be given to Mr. Axworthy, Mr. Martin, and Mr. Chrétien. They're going to get pieces of coal, because they haven't been very good boys this year.

[Traduction]

Au fond, si le produit—qu'il s'agisse d'un poisson, d'une chaise ou d'un pneu—est peu rentable sur le marché, plus la concurrence mondiale est rude, moins vous êtes capable de déterminer le coût du produit; c'est pour cela que ce matin les agriculteurs demandaient que l'on continue à protéger leur marché intérieur.

Si vous avez un produit, comme le poisson, qui doit faire face à la concurrence mondiale, notamment du Chili, du Mexique et des Philippines, l'acheteur de New York ne s'intéresse qu'au prix qu'il paie. Peu lui importe vos coûts.

Il faut choisir. Soit vous imposez une taxe gouvernementale, et alors, en tant que manufacturier, je vais puiser dans les salaires pour m'en sortir, soit vous pouvez aussi choisir l'autre solution. Toutefois, nous ne pouvons pas assumer à la fois les salaires et les taxes gouvernementales dans le but d'en transférer le fardeau à nos clients internationaux en nous disant que quelqu'un est disposé à payer. Nous devons être un pays compétitif.

Mme Lalonde: Non, je ne dis pas qu'il faut transférer les coûts.

M. Bulmer: Je ne pense pas qu'il soit important de savoir si c'est l'employeur ou le travailleur qui paye. C'est le résultat net qui compte. Si c'est le travailleur qui a tout payé, le coût de la main-d'œuvre pour un produit correspondra à la somme du salaire de l'employé et de sa contribution.

Mme Lalonde: Mais au Canada les deux contribuent.

M. Bulmer: C'est exact. En effet, nous partageons les coûts. Tout ce que nous disons, c'est que nous ne pouvons pas... .

Mme Lalonde: Donc, la moitié de sa part provient du marché mondial.

M. Bulmer: Non, pas du tout. Tout entre dans le coût du produit.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vous remercie, monsieur Bulmer, d'avoir bien voulu comparaître cet après-midi et de nous avoir donné de la lecture pour le voyage de retour en avion.

M. Bulmer: Je suis sûr que vous en avez beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

M. Bulmer: Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Nous recevons maintenant le Groupe de référence des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard et la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités, de Charlottetown.

Le père Noël: Joyeux Noël! Joyeux Noël!

La vice-présidente (Mme Minna): Puis-je avoir une canne de Noël? Merci, père Noël, c'est merveilleux.

Le père Noël: Je tiens à vous signaler que la mère Noël n'a pas pu venir ici aujourd'hui parce que nous n'avons pas assez de places dans les garderies du pôle Nord. Mais nous gardons espoir.

Vous savez, Noël correspond au travail saisonnier, et mes pauvres lutins essayent d'obtenir leurs douze semaines. C'est la seule façon pour eux de survivre au printemps. J'ai donc apporté quelques cadeaux qu'il faudrait peut-être donner à M. Axworthy, M. Martin et M. Chrétien. Ils vont recevoir des morceaux de charbon, parce qu'ils n'ont pas été très gentils cette année.

[Text]

I'd like to give something to Mr. Bouchard. I hope he gets well.

The Vice-Chair (Ms Minna): I have to tell you this beats Windsor. Shaughnessy Cohen always tells us the best things happen in Windsor. I think this does it. You've lost.

Mr. Alcock: This is the best demonstration to date.

The Vice-Chair (Ms Minna): I just want to make sure that the groups I called are in fact at the table and that the audience heard. They are the P.E.I. Women's Reference Group and the Canadian Federation of University Women, Charlottetown. Thank you.

We have half an hour together altogether. I don't know who wants to go first. It doesn't matter. You would like to go first, Ms Russell? Okay. Maybe what we might do is listen to both and then go into a discussion. That way they can ask questions of both groups. Is that acceptable? All right, thank you. Start whenever you're ready.

Ms Regina Russell (P.E.I. Women's Reference Group): Here on Prince Edward Island, no less than in the rest of Canada, women share a profound concern for their working future and their future security in general. Whether the Government of Canada shares women's concerns in the same sense is open to question. It is to make sure that this standing committee realizes, and that any social policy reforms are truly made to address, the serious issues at stake for Island women that we are here today to address you on behalf of the Women's Reference Group.

We have read the green paper Improving Social Security in Canada with the greatest possible interest and concern, concern for the well-being of Island women and Island children, for women and children still go hand in hand in our society.

Instead of recognition of the very large part women play in the Island workplace and of women's immense contribution in unpaid work in and out of our seasonal economy, we see that thousands of Island women are likely to be targeted and penalized as frequent users if they file for unemployment insurance three times in five years. Instead of direction for provincial social assistance reform in the face of increasing poverty, we find the uncertain prospect of technologies opening up new possibilities for participating in the workplace.

• 1500

Training for future employment is a major feature in the green paper. Yet instead of commitment to a comprehensive and workable action plan that can meet women's needs for jobs and quality training, we see a system that would tie lowered social benefits to compulsory training, sweetened by the notion of making lifelong training a way of life. In our view this is profoundly mistaken.

[Translation]

Je voudrais donner quelque chose à M. Bouchard. Je lui souhaite un prompt rétablissement.

La vice-présidente (Mme Minna): Je dois dire qu'on est mieux traité ici qu'à Windsor. Shaughnessy Cohen nous dit toujours que les meilleures choses se produisent à Windsor. Nous venons d'obtenir l'ultime preuve du contraire. Vous avez perdu.

M. Alcock: À ce jour, c'est la meilleure démonstration.

La vice-présidente (Mme Minna): Je tiens simplement à m'assurer que les groupes que j'ai appelés sont déjà à la table et que l'auditoire a entendu. Il s'agit du Groupe de référence des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités, de Charlottetown. Merci.

Votre témoignage va durer 30 minutes au total. Je ne sais qui veut commencer. Ce n'est pas important. Voulez-vous commencer, madame Russell? Très bien. Nous pourrions d'abord entendre les deux témoins avant d'engager le débat. Ainsi, les députés pourront poser des questions aux deux groupes. Êtes-vous d'accord? Très bien, merci. Veuillez commencer dès que vous êtes prête.

Mme Regina Russell (Groupe de référence des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard): Dans l'Île-du-Prince-Édouard comme dans le reste du pays, les femmes sont profondément préoccupées par leur avenir professionnel et, d'une manière générale, par leur sécurité future. Reste à savoir si le gouvernement du Canada partage les préoccupations des femmes de la même façon. Nous comparaissons aujourd'hui au nom du Groupe de référence des femmes pour veiller à ce que le comité permanent prenne conscience des questions importantes intéressant les femmes de l'île et qu'il en tienne vraiment compte dans la réforme de la politique sociale.

Nous avons lu le Livre vert, La sécurité sociale dans le Canada de demain, avec le plus grand intérêt possible, préoccupées que nous sommes par le bien-être des femmes et des enfants de l'île, car femmes et enfants vont encore de pair dans notre société.

Au lieu de reconnaître le rôle très important que jouent les femmes dans la main-d'œuvre de l'île et leur immense contribution au travail non rémunéré à l'intérieur et à l'extérieur de notre économie saisonnière, nous constatons que des milliers de femmes dans notre province risquent d'être ciblées et pénalisées en tant qu'usagers fréquents si elles demandent de l'assurance-chômage trois fois en cinq ans. Au lieu d'une orientation pour réformer l'aide sociale dans la province, pour contrer la pauvreté croissante, nous nous retrouvons devant la perspective hypothétique que les technologies ouvrent de nouveaux débouchés sur le marché du travail.

La formation en vue d'un emploi futur occupe une place prépondérante dans le Livre vert. Et pourtant, au lieu d'y trouver un engagement à l'égard d'un plan d'action complet et réalisable qui puisse répondre aux besoins des femmes en matière d'emploi et de formation de qualité, voilà qu'on nous présente un régime dans lequel des prestations d'aide sociale réduites seraient assorties d'une formation obligatoire, le tout édulcoré par l'idée qu'il faut faire de l'éducation permanente un mode de vie. À notre avis, c'est une grave erreur.

[Texte]

On Prince Edward Island only one woman out of five seeking training will get training. How, then, can working women accept any plan to merge training and development initiatives with their needed income support program? This only serves to further entrench the classification of persons into either employable or unemployable. We see the damaging effects of this thinking especially on women seeking to support themselves through reasonable employment and at the same time attempting to care for their children.

Not all training and development programs for women are designed with the best interests of their participants in mind. Their primary and perhaps intended effect is to change welfare and UI from assistance granted on the basis of need to one based on merit. The woman who agrees to go into training shall deserve the support of the state, while the woman who may choose to remain at home to care for her children, for example, or who cannot secure training is somehow not making the grade.

There is nothing inherently wrong with making practical distinctions among claimants. The problem lies in a general subordination of social provision to an economic agenda based more on reactionary notions about the moral character of the poor than on any hard evidence about unemployed people's willingness to enter training programs.

What are we training women for in an economy where the few available jobs are service sector or seasonal positions that do not require much training in the first place? Can we train for high tech by saving and reallocating a dollar here and a dollar there? Are we asking a few people on UI to foot the bill for twenty years of technological change?

Our surveys show women want training and they want training badly, but you will not see many Island women in lifelong training under Canada's new social policies. Make no mistake; women and children walk a thin line between having just enough and not enough. Target seasonal workers as frequent users and cut women's access to social assistance and UI and you will permanently alter their capacity to participate in the Island workforce. All you will be training them for is lifelong poverty.

In all, some 13,500 Island women will be directly affected by federal social policy reforms—about 10% of our population. On Prince Edward Island seasonal employment is a fact of life, and 41% of seasonal workers receiving UI are women. Any proposal to penalize frequent users of UI would therefore have a direct and drastic impact on over 5,000 Island women.

[Traduction]

À l'Île-du-Prince-Édouard, sur cinq femmes qui demandent à recevoir de la formation, une seule pourra l'obtenir. Par conséquent, comment les travailleuses pourront-elles accepter un plan visant à fusionner la formation et les initiatives de perfectionnement avec le programme de soutien du revenu dont elles ont besoin? Tout cela ne sert qu'à consacrer encore davantage la division des travailleurs en deux catégories: ceux qui sont employables et ceux qui ne le sont pas. On constate surtout les effets nuisibles de cette philosophie chez les femmes qui essaient de gagner leur vie en faisant un travail raisonnable tout en essayant d'élever leurs enfants.

Les programmes de formation et de perfectionnement destinés aux femmes ne sont pas tous conçus dans l'intérêt de leurs participantes. Leur effet principal et peut-être intentionnel est de faire en sorte que l'aide sociale et l'assurance-chômage ne soient plus accordées en fonction du besoin, mais plutôt en fonction du mérite. Les femmes qui acceptent de suivre des cours de formation auront droit à l'aide de l'État, alors que celles qui choisiront de rester chez elles pour élever leurs enfants, par exemple, ou qui ne peuvent obtenir la formation, en seront privées.

Il n'y a rien de mal, en soi, à établir des distinctions d'ordre pratique entre les requérants. Le problème vient de ce que la prestation des programmes sociaux sera subordonnée d'une façon générale à un programme économique fondé davantage sur des principes réactionnaires relatifs aux qualités morales des pauvres plutôt que sur des preuves quant à la volonté des chômeurs de participer aux programmes de formation.

Pour quel travail forme-t-on les femmes, alors que dans notre économie les rares emplois disponibles se retrouvent dans le secteur des services ou du travail saisonnier, qui, au départ, ne nécessite pas une grande formation? Peut-on former les gens aux technologies de pointe en économisant et en réattribuant un dollar à gauche et à droite? Demandons-nous maintenant à quelques prestataires de l'assurance-chômage de faire les frais de 20 années d'évolution technologique?

Nos enquêtes nous ont permis de constater que les femmes veulent être formées, qu'elles le souhaitent ardemment; pourtant, la nouvelle politique sociale du Canada n'amènera une foule de femmes de notre province à entreprendre une éducation permanente. Je vous assure que les femmes et les enfants vivent à la limite de la pauvreté. En visant les travailleurs saisonniers parce qu'ils sont des clients fréquents et en bloquant l'accès des femmes à l'aide sociale et à l'assurance-chômage, vous les empêcherez à tout jamais de participer à la main-d'œuvre de l'île. Toute la formation qu'ils recevront ne leur apprendra qu'une chose: comment être pauvre à vie.

En tout, quelque 13 500 femmes de l'Île-du-Prince-Édouard seront touchées directement par les réformes fédérales de la politique sociale—soit environ 10 p. 100 de notre population. À l'Île-du-Prince-Édouard, le travail saisonnier fait partie de notre réalité, et 41 p. 100 des travailleurs saisonniers qui reçoivent des prestations d'assurance-chômage sont des femmes. Toute proposition visant à pénaliser les clients fréquents de l'assurance-chômage aura par conséquent des répercussions directes et inexorables pour plus de 5 000 femmes de notre province.

[Text]

Here we should put the immense federal UI transfers in perspective. Over a third of federal transfers to P.E.I. are for our large population of senior citizens, of whom the majority, again, are women. Yet the green paper leaves not only programs for seniors but also health care out of the discussion entirely, though both are essential in a realistic view of federal spending in our Island economy.

A seasonal economy is in no sense a privileged economy. Only two out of five men and women in the Island's paid workforce work in full-time, year-round jobs. Yet only 7.2% of Island families are actually below the poverty line—far lower than the national average. Does this mean we are well off? Rather we are just on the safe side of the line for now, and this is due in part to the high levels of women's participation in the Island's paid workforce.

Over 80% of women with preschool children are working—the highest rate in the country. Even more striking is the labour force participation of our single mothers. It is not true that single mothers are welfare mothers. On the contrary; three out of four will have paid employment during the year. Yet at some point in the year two-thirds of these women will have to resort to social assistance to supplement low wages or low UI benefits. Here we cross the poverty line, where 43% of our single-parent families live in daily uncertainty, where 70% of our total welfare caseload consists of women and children, where UI and welfare are crucial, where a few weeks of paid work can make or break a family for a year.

[Translation]

Situons maintenant dans une plus juste perspective les immenses transferts de fonds que le gouvernement fédéral effectue au titre de l'assurance-chômage. Plus du tiers de l'argent transféré par le gouvernement fédéral à l'Île-du-Prince-Édouard est destiné à nos très nombreuses personnes âgées, dont la majorité, là encore, sont des femmes. Et pourtant, le Livre vert ne fait mention ni des programmes destinés aux aînés, ni des soins de santé, même si ces éléments sont tous deux essentiels pour dresser un tableau réaliste des dépenses fédérales dans notre province.

Une économie saisonnière n'est en rien une économie privilégiée. À l'Île-du-Prince-Édouard, sur cinq salariés, hommes et femmes, deux seulement occupent des emplois à plein temps toute l'année. Pourtant, 7,2 p. 100 seulement de nos familles vivent sous le seuil de la pauvreté—ce qui est bien inférieur à la moyenne nationale. Doit-on en déduire que nous sommes riches? Au contraire, nous sommes à l'heure actuelle à peine au-dessus du seuil de pauvreté, et cela vient en partie du nombre élevé de femmes qui font partie de la main-d'œuvre de l'île.

Plus de 80 p. 100 des mères d'enfants d'âge préscolaire travaillent—and c'est le pourcentage le plus élevé au pays. Il est encore plus frappant de constater combien de femmes qui élèvent seules leurs enfants participent à notre main-d'œuvre. Il est faux de dire que les femmes vivant une telle situation dépendent de l'aide sociale. Au contraire, trois sur quatre d'entre elles ont occupé des emplois rémunérés au cours de l'année. Néanmoins, le deuxième tiers devront, à un moment donné au cours de l'année, avoir recours à l'aide sociale pour compléter leur salaire trop bas ou les prestations parcimonieuses de l'assurance-chômage. Passons maintenant à ceux qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Pour 43 p. 100 de nos familles monoparentales, l'incertitude fait partie du quotidien. Soixante-dix pour cent de tous nos bénéficiaires d'aide sociale sont des femmes et des enfants. Pour ceux-là, l'assurance-chômage et l'aide sociale sont essentielles, et quelques semaines de travail rémunéré peuvent changer la vie de toute une famille pendant un an.

• 1505

In the meantime, what is training doing for Island women? What are the voices of experience telling us? The P.E.I. Women's Reference Group recently surveyed 30 women from fishing or farming communities across the Island who had taken government-funded training. Of those, 85% chose to take their training. What was their overwhelming expectation? To get a job. For almost half, training meant getting on a waiting list. Half were in programs lasting less than 20 weeks, 40% of the training did not include on-the-job training components, and half of the trainees who had on-the-job training felt it should have lasted longer. About a third of this training was upgrading and entry level, a third was college-based, and only 5% were engaged in trades or technology training.

Many complained that they received no practical help in looking for work, nor were they offered training opportunities once their courses were finished. Most actually took a financial loss because they took training. Child care and travel expenses

Cela dit, à quoi sert la formation donnée aux femmes de l'île? Que nous en disent celles qui en ont fait l'expérience? Le Groupe de référence des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard a récemment effectué une enquête dans toute l'île, auprès de 30 femmes du secteur des pêches ou de l'agriculture qui avaient reçu des cours de formation financés par le gouvernement. Quatre-vingt-cinq pour cent d'entre elles avaient choisi de recevoir cette formation. Quelle était leur plus grande attente? Trouver un emploi. Près de la moitié d'entre elles ont dû d'abord s'inscrire sur une liste d'attente. La moitié ont participé à des programmes de moins de 20 semaines, 40 p. 100 des cours de formation ne comprenaient pas de formation en cours d'emploi, et la moitié des femmes qui ont pu obtenir une formation en cours d'emploi estimaient que cette formation était trop courte. Environ le tiers des programmes de formation offraient des cours de base ou de perfectionnement, le tiers des cours de formation collégiale, et 5 p. 100 seulement des cours professionnels et techniques.

Un grand nombre de femmes se sont plaintes de ce qu'elles n'avaient reçu aucune aide concrète pour chercher un emploi et de ce que, une fois leurs cours terminés, personne ne leur avait offert de possibilité de formation. En fait, pour avoir reçu cette

[Texte]

[Traduction]

may account for some of this dissatisfaction. Above all, training did not lead to secure employment. Only 25% of the women who completed their training actually found work, and most found only temporary or part-time positions. Today half of our respondents remain on some form of social assistance, while 40% are receiving unemployment insurance benefits.

formation, la plupart y ont perdu sur le plan financier. Cette insatisfaction est peut-être due en partie aux frais de déplacement et de garderie. Mais surtout, la formation ne débouchait pas sur un emploi garanti. Le quart seulement des femmes qui ont terminé leurs cours de formation ont trouvé un emploi et, dans la plupart des cas, il ne s'agissait que d'emplois temporaires ou à temps partiel. Aujourd'hui encore, la moitié de nos répondantes reçoivent de l'aide sociale sous une forme quelconque, alors que 40 p. 100 sont prestataires de l'assurance-chômage.

Let's look even more closely at the experience of Island women. Arlene—not an abstract, not a composite, this is a true story—is a working mother, 40 years old, married and a mother of 4 children ages 5 to 23. She left high school at 17 and has worked for the past 18 years in seasonal industries. Arlene is a seasoned seasonal worker. She works in spring as a fisher's helper and in fall as a tobacco harvester.

Examinons d'encore plus près la vie des femmes de l'île. Arlene—il ne s'agit pas d'un personnage fictif, ni d'un personnage composé à partir de plusieurs autres, mais bien d'une histoire vécue—est une travailleuse de 40 ans, mariée et mère de quatre enfants âgés de 5 à 23 ans. Elle a quitté l'école secondaire à 17 ans et occupe depuis 18 ans des emplois saisonniers. Au printemps, elle aide les pêcheurs, et à l'automne, elle récolte du tabac.

She makes fairly high wages, but let's remember two things: Arlene earns less than a man in the boats or in the fields doing the same job, and she works in the jobs with the shortest overall seasons. In the past five years Arlene has collected UI five times, so she is not getting rich; she's getting by.

Même si elle est assez bien rémunérée, n'oublions pas qu'elle gagne moins qu'un homme faisant le même travail sur les bateaux ou dans les champs et que les emplois qu'elle occupe sont ceux dont la saison est la plus courte. Au cours des cinq dernières années, Arlene a reçu cinq fois de l'assurance-chômage. Elle s'en tire, mais elle est loin de s'enrichir.

Two years ago her employment counsellor asked if she would like to take a night course to obtain high school equivalency. She jumped at the chance to return to school. The 12-week course was a frustrating and disappointing experience. In the end she didn't write her final exam. She felt she had not learned enough to have any hope of passing it. Parts of the math book were never touched on and classes were missed due to storms—always a major problem on P.E.I. Arlene had hoped this would be a step toward nursing training, but with a failed course on her record, she now feels worse off than before.

Il y a deux ans, son conseiller en emploi lui a demandé si elle voudrait suivre un cours du soir pour obtenir une équivalence d'études secondaires. Elle a sauté sur l'occasion de retourner à l'école. Pour elle, ce cours de 12 semaines a été frustrant et décevant. À la fin, elle n'a pas rédigé son examen final. Elle estimait ne pas avoir appris suffisamment pour espérer pouvoir le réussir. Des chapitres complets du volume de mathématiques n'ont jamais été abordés et des cours ont dû être annulés en raison des tempêtes—qui posent toujours un problème important à l'Île-du-Prince-Édouard. Arlene avait espéré que ce cours lui permettrait d'entamer une formation d'infirmière, mais à cause de cet échec elle a l'impression que sa situation est pire que jamais.

She has always appreciated her so-called inactive times in winter with her children, for if activity is the gauge of unemployment, as our labour-leisure theorists suppose, women like Arlene are never really out of work. She told us that before she started fishing, she used to work in the fish plant all day and then come home to the housework at night. In tobacco it's seven days a week, yet the laundry piles up just the same.

Arlene a toujours aimé sa période d'inactivité, si l'on veut, grâce à laquelle, l'hiver, elle peut s'occuper de ses enfants. Le mot «inactivité» n'est peut-être pas approprié, car si l'activité est la mesure étalon du chômage, comme le prétendent nos théories du travail et des loisirs, les femmes comme Arlene ne manquent jamais de travail. Elle nous a dit qu'avant de commencer à travailler à la pêche, elle travaillait toute la journée dans une usine de transformation du poisson et revenait chez elle le soir faire le travail de la maison. La récolte du tabac l'occupe sept jours par semaine, même si le linge sale s'empile comme d'habitude.

Is Arlene lazy? Is she abusing the system? She defies anyone to say so. She has to work, and whenever she can she does. What does she think of social policy reform? In her words, she feels blackmailed. As is, she files for UI and then waits anxiously to find out if she will have an income that year. "We have worked for our UI", she says, "you have to come up with something that is really going to help us".

Arlene est-elle paresseuse? Abuse-t-elle du système? Je mets quiconque au défi de le déclarer. Elle doit travailler, et elle le fait lorsqu'elle le peut. Que pense-t-elle de la réforme de la politique sociale? Comme elle le dit elle-même, elle a l'impression d'être victime d'un chantage. À l'heure actuelle, elle demande des prestations d'assurance-chômage, puis elle attend avec inquiétude de voir si elle aura un revenu au cours de l'année. «Nous avons travaillé pour notre assurance-chômage, dit-elle, il faut que vous trouviez une solution qui nous aide vraiment.»

[Text]

Some employers and organizations, such as Women in Trades and Technology, have recognized the importance of bridging the barriers—information, attitudes, financial—to women's successful training and employment in skilled occupations. Still, women in registered trades, apprenticeships and technology training are appallingly few. A study of trades and skilled occupations on P.E.I. shows only three where over 13% of the experienced workers are women, and in many there are virtually none. Yet it is not the glut in the market that holds government back from establishing quality training for women in the Island's skilled occupations; 9 out of 17 surveyed have above average growth prospects, while 5 others are stable up to the year 2000.

[Translation]

Certains employeurs et organismes, comme Les femmes dans les métiers et les professions de pointe, ont reconnu l'importance d'éliminer les obstacles—information, mentalité, finances—qui empêchent les femmes de réussir dans une formation ou un emploi spécialisé. Et pourtant, les femmes qui reçoivent une formation dans des métiers enregistrés, des cours d'apprentissage et des cours techniques sont malheureusement trop peu nombreuses. À l'Île-du-Prince-Édouard, une étude des métiers et emplois spécialisés révèle qu'il n'y en a que trois, et dans bien des cas aucune, alors que plus de 13 p. 100 des travailleurs d'expérience sont des femmes. Pourtant, ce n'est pas la surabondance sur le marché qui empêche le gouvernement d'offrir aux femmes une formation de qualité pour les postes spécialisés de l'île; dans nos enquêtes, neuf emplois spécialisés sur 17 offrent des possibilités de croissance supérieures à la moyenne, alors que cinq autres sont stables jusqu'à l'an 2000.

• 1510

But lifelong training is not the fact of life here on P.E.I., no matter how many green papers we write. The fact of life is seasonal employment. What is women's experience with seasonal employment?

In the 20th century Canada's social safety net has actually reduced the level of poverty on Prince Edward Island. The federal government should take note. Here in this small, hard-working province social provisions work, even if there are some problems. Are there lessons here for the rest of Canada?

Don't let training become our undoing. Cripple women's capacity to work with disincentives, cut their reasonable access to social assistance and UI benefits, and you will turn Island women away from a place in the 21st century. Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much. Ms MacLeod, would you like to begin?

Ms Dorothy MacLeod (Provincial Representative, Canadian Federation of University Women, Charlottetown): Thank you and good afternoon.

We have provided you with our complete brief, but in the interests of time I have attempted to précis this and I will read from my short notes.

My name is Dorothy MacLeod and I am accompanied this afternoon by Zelda MacNevin. As a note of introduction, the Canadian Federation of University Women, Charlottetown is one of 130 groups of women university graduates across Canada, which constitute the Canadian Federation of University Women.

The prime mission of the federation and its member groups is to promote high standards of education in Canada and to encourage women to pursue post-secondary education and to participate in public affairs at all levels of government. Resolutions adopted by the members of the federation at annual general meetings become its policies and form the basis for the actions and activities of the federation and its member groups.

Quel que soit le nombre de livres verts que l'on rédige, la formation à vie ne fait pas partie de la vie à l'Île-du-Prince-Édouard. Notre réalité, c'est l'emploi saisonnier. Quelle expérience les femmes ont-elles de l'emploi saisonnier?

Au cours du 20^e siècle, le filet de sécurité sociale du Canada a réussi à réduire le niveau de pauvreté à l'Île-du-Prince-Édouard. Le gouvernement fédéral devrait en prendre bonne note. Ici, dans cette petite province de gens vaillants, les programmes sociaux réussissent, malgré quelques problèmes. Le reste du Canada peut-il en tirer des leçons?

Ne faisons pas de la formation l'outil de notre perte. Découragez les femmes de travailler, enlevez-leur l'accès aux prestations d'aide sociale et d'assurance-chômage, et vous priverez les femmes de l'île de leur place dans le 21^e siècle. Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup. Voulez-vous commencer, madame MacLeod?

Mme Dorothy MacLeod (représentante provinciale, Fédération canadienne des femmes diplômées des universités, Charlottetown): Merci et bonjour.

Nous vous avons remis un mémoire complet, mais compte tenu du temps dont nous disposons, j'ai essayé de le résumer, et je me contenterai de lire quelques notes.

Je m'appelle Dorothy MacLeod, et je suis accompagnée cet après-midi de Mme Zelda MacNevin. Pour vous présenter notre organisme, je dirai que la section de Charlottetown de la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités est l'un des 130 groupes de femmes diplômées des universités dans tout le Canada, groupes qui constituent la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités.

La mission principale de la fédération et des groupes qui y adhèrent est de promouvoir des normes d'enseignement élevées au Canada, ainsi que d'encourager les femmes à faire des études postsecondaires et à participer aux affaires publiques, à tous les paliers de gouvernement. La fédération fonde ses politiques sur les résolutions adoptées par ses membres à leurs assemblées générales annuelles. Ces politiques servent de base aux projets et aux activités de la fédération et des groupes qui en sont membres.

[Texte]

CFUW Charlottetown welcomes this opportunity to present its concerns and recommendations to the Standing Committee on Human Resources Development. Our brief centres around the issue of university funding, particularly as the issue relates to Prince Edward Island, its university, and women students. Some of our remarks will be a repeat of what you've already heard.

As well, as you've heard from the students this afternoon, we are concerned that the restructuring of funding for university education is included within the body of a paper discussing options for social security. We feel that by doing this the question of what a university is and the concept of education for education's sake are overshadowed by the issues of job creation and debt reduction.

We suggest that university funding would be best dealt with through separate discussions. In the case of Prince Edward Island we feel that discussions among the province, the university community, and the federal government would allow the unique and distinct role of the university to be recognized.

In our brief we comment on the university itself. It is the only university in the province. It was initially a small undergraduate liberal arts and science university, but with the addition of the highly sophisticated Atlantic Veterinary College in 1985 we have a situation unique in the Maritimes and probably within all of Canada.

While looking at the input of the University of Prince Edward Island on the provincial economy, we learned from a recent report that the total income generated by the university within the local economy is about \$99.8 million annually and that this is 5% of the gross provincial product. The study also points out that the university staff, faculty, and students directly and indirectly create 1,650 jobs. This represents 3.1% of the Island's employment.

The role of the university as an agent of economic development is also noted. As well as the economic benefits, the university adds cultural amenities to the province. It enhances the attractiveness of the Island as a place to live and bring up a family. This is a significant factor when the province must attract specialists and professionals to the province to provide us with services such as those in health care.

• 1515

This all underlines the fact that any downgrading of services in either quality or quantity would adversely affect the economic and socio-cultural conditions within the province.

We understand, and you've heard already, that the impact of the removal of the cost portion of the federal transfers to Prince Edward Island would cost the university \$13 million. We had the privilege of hearing Dr. Eliot, in a public meeting, explore the proposed consequences and sequence of events that might occur. Again, he suggested that if the university were to survive, the province would have to find the amount from some other source, or students would see an increase in tuition of about \$3,900, for a total of \$6,540 for a year.

[Traduction]

La section de Charlottetown est heureuse d'avoir l'occasion de rencontrer le Comité permanent du développement des ressources humaines pour lui faire part de ses préoccupations et recommandations. Notre mémoire porte surtout sur la question du financement des universités, surtout en ce qui a trait à l'Île-du-Prince-Édouard, à son université et aux femmes qui y étudient. Dans nos remarques, nous reprendrons certains propos que vous avez déjà entendus.

En outre, comme les étudiants vous l'ont dit cet après-midi, nous sommes inquiets de ce que la restructuration des fonds destinés à l'enseignement universitaire fasse partie d'un document de discussion portant sur la réforme de la sécurité sociale. À notre avis, cette façon de procéder relègue au second plan des questions comme la nature de l'université et le principe de l'enseignement pour l'enseignement loin derrière les questions de création d'emplois et de réduction de la dette.

Nous disons que le financement des universités devrait être traité dans le cadre de discussions distinctes. Dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, nous estimons qu'un dialogue entre la province, l'université et le gouvernement fédéral permettrait de reconnaître le rôle particulier et distinct de l'établissement universitaire.

Dans notre mémoire, nous parlons de l'université elle-même. Il n'y a qu'une seule université dans la province. Au départ, il s'agissait d'une petite université offrant des programmes de premier cycle en arts libéraux et en sciences, mais grâce à la création en 1985 du Atlantic Veterinary College, établissement très avancé, notre université est maintenant unique en son genre dans les Maritimes, et peut-être même dans tout le Canada.

En étudiant la contribution de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard à l'économie provinciale, nous avons appris, dans un récent rapport, que l'université apporte au total 99,8 millions de dollars environ chaque année dans l'économie locale, c'est-à-dire 5 p. 100 du produit brut de la province. Cette étude fait également remarquer que l'université, c'est-à-dire les professeurs, le personnel et les étudiants, crée directement et indirectement 1 650 emplois. Il s'agit là de 3,1 p. 100 de tous les emplois de l'île.

On y mentionne également le rôle de l'université à titre d'agent de développement économique. Outre les avantages économiques qu'elle offre, l'université ajoute des agréments culturels à la province. Elle fait de l'île un endroit plus attrayant où vivre et élever sa famille. C'est un élément important lorsqu'il faut attirer dans la province les spécialistes et les professionnels qui nous fournissent des services comme les soins de santé.

Tout cela montre bien que toute diminution des services, que ce soit en qualité ou en quantité, nuirait aux conditions économiques et socio-culturelles de la province.

Nous croyons, comme on vous l'a déjà dit, que l'élimination des paiements de transfert fédéraux à l'Île-du-Prince-Édouard coûterait 13 millions de dollars à l'université. Au cours d'une réunion publique, nous avons eu le privilège d'entendre M. Eliot parler des conséquences possibles et de la séquence des événements qui pourraient se produire. Il a dit que pour que l'université survive, la province devrait trouver l'argent auprès d'autres sources, ou bien les étudiants verraient leurs frais de scolarité augmenter d'environ 3 900\$, ce qui donnerait un total de 6 540\$ par année.

[Text]

A fifth increase in tuition over four years could amount to \$8,000 above that of other undergraduate liberal arts and science universities in the Maritime provinces. Island students could and probably would enrol in other Maritime universities, and this would deplete the university of the Island's brightest students.

The Island could well find it necessary to reduce its entrance requirements, thus enrolling students who are not acceptable elsewhere. This would precipitate the loss of highly qualified faculty, which would force a reduction in the course and program offerings.

Some potential university students would simply not attend any university. For those students who remained on Prince Edward Island, tuition increases would increase the burden of student loans.

While considering student aid, we recognize the present Canada Student Loans Program is criticized because of losses through defaults on repayment. But with the lack of details of a suggested income contingent loan repayment program, it is difficult to assess its impact and efficiency.

This year, to date, 760 male students and 1,189 female students—of whom 136 were single-parent females and 10 were single-parent males—received aid through the Prince Edward Island student aid office. Certainly a loss of \$13 million would increase the needs of the students who attend UPEI.

It would appear, then, that Island students, through an income contingent loan repayment, would require a longer time of loan repayment. Statistics indicate that, compared with the Canadian average, two years after graduation fewer Island students are working full-time, a higher percentage are unemployed and the median annual earning of graduates on P.E.I. is \$5,000 lower than the Canadian average.

When we consider women graduates in Canada, we see that two years following graduation only 28% of men but 33% of women earn less than \$15,000 and that 46% of men but only 37% of women earn \$25,000 or more. In 1991 Prince Edward Island census statistics indicated that of the 26 occupational groups studied, the average male salary was \$32,597, while that of women was \$22,992.

This would surely suggest that while the yearly loan interest based on a lower income might be less for women, the time required to repay the loan would increase the total debt to be repaid. This, we suggest, would have a negative effect on the amount women could contribute to an RRSP, and we already know that women, because of lower salaries than men, receive less through the Canada Pension Plan.

[Translation]

Après une cinquième augmentation des frais de scolarité en quatre ans, il pourrait en coûter 8 000\$ de plus que dans les autres universités des Maritimes pour faire des études de premier cycle en arts libéraux et en sciences. Les étudiants de l'île pourraient s'inscrire dans d'autres universités des Maritimes, et ils le feraien sans doute, ce qui priverait l'université de l'île de ses étudiants les plus brillants.

L'université pourrait par la suite juger nécessaire de réduire ses exigences d'admission et accepter des étudiants qui ne pourraient être admis ailleurs. Cela aurait pour effet de provoquer la perte de professeurs grandement qualifiés, ce qui entraînerait une réduction du nombre de cours et programmes offerts.

Certains étudiants qui auraient pu entrer à l'université pourraient y renoncer tout simplement. Quant à ceux qui demeurerait à l'Île-du-Prince-Édouard, l'augmentation de leurs frais de scolarité accroîtrait le fardeau des prêts étudiants qu'ils auraient à assumer.

Dans notre étude des programmes d'aide aux étudiants, nous reconnaissons que le Programme canadien de prêts aux étudiants qui existe actuellement est critiqué en raison des pertes dues aux mauvaises créances. Mais comme le projet de programme de remboursement des prêts en fonction du revenu n'est pas suffisamment détaillé, il est difficile d'évaluer quelles seront ses conséquences et son efficacité.

Jusqu'à présent, cette année, 760 hommes et 1 189 femmes aux études—dont 136 mères et 10 pères élèvent seuls leurs enfants—ont reçu une aide par le truchement du bureau d'aide aux étudiants de l'Île-du-Prince-Édouard. Il est certain qu'une perte de 13 millions de dollars rendrait plus aigus les besoins des étudiants qui fréquentent l'UPEI.

Dans le cadre d'un programme de remboursement des prêts en fonction du revenu, il faudra donc aux étudiants de l'île plus de temps pour rembourser leurs prêts. Les statistiques montrent que, comparativement à la moyenne canadienne, moins d'étudiants de l'île travaillent à plein temps deux ans après avoir reçu leur diplôme, leur taux de chômage est plus élevé et le revenu annuel moyen des diplômés de l'Île-du-Prince-Édouard est inférieur de 5 000\$ à la moyenne canadienne.

Dans le cas des femmes diplômées au Canada, on constate que deux ans après avoir reçu leur diplôme, 28 p. 10 des hommes, mais 33 p. 100 des femmes, gagnent moins de 15 000\$, et que 46 p. 100 des hommes, mais 37 p. 100 des femmes seulement, gagnent 25 000\$ et plus. D'après les statistiques du recensement de 1991 pour l'Île-du-Prince-Édouard, dans 26 groupes professionnels ayant fait l'objet d'une étude, le salaire moyen des hommes était de 32 597\$, alors que celui des femmes était de 22 992\$.

Cela montre bien que, même si l'intérêt annuel des prêts peut être moins élevé pour les femmes, compte tenu de leur revenu plus faible, il faudra davantage de temps à celles-ci pour rembourser leurs prêts, ce qui augmentera le montant total à rembourser. À notre avis, cela réduira le nombre de femmes qui peuvent cotiser à un REER, alors que nous savons déjà que les femmes, parce que leurs salaires sont moins élevés que ceux des hommes, reçoivent des pensions moins élevées dans le cadre du Régime de pensions du Canada.

[Texte]

Surely, while improving social security in Canada, changes must ensure that women's salaries become more equitable with men's and are not at a level where women should feel some sense of comfort in the fact that they may never have to or may never be able to repay their university loans.

[Traduction]

Dans les changements apportés pour améliorer la sécurité sociale au Canada, il faut s'assurer que les salaires des femmes soient plus en rapport avec ceux des hommes et faire en sorte que les femmes ne trouvent pas une certaine consolation dans le fait que peut-être elles n'auront jamais à rembourser leurs prêts étudiants ou ne seront jamais en mesure de le faire.

• 1520

We also feel that consideration must be given to women's responsibility in child care and that they may leave the workforce to provide this care. Is it not reasonable that society should make some accommodation for women university graduates who have family responsibilities? Women must be encouraged to pursue university education rather than have obstacles put in their way.

Nous croyons également qu'il faut prendre en compte la responsabilité des femmes dans l'éducation des enfants et le fait qu'elles peuvent quitter le marché du travail pour les élever. N'est-il pas raisonnable que la société fasse quelques concessions aux femmes diplômées des universités pour qu'elles puissent assumer leurs responsabilités familiales? Il faut encourager les femmes à faire des études universitaires plutôt que de toujours leur mettre des bâtons dans les roues.

A recent report supporting this states that 74% of women who graduate from university have jobs. However, 72% of women with some post-secondary education and a diploma or certificate and only 58% of women with some post-secondary education but no certification or certificate have jobs.

Dans un récent rapport à l'appui de ce principe, on dit que 74 p. 100 des femmes diplômées des universités ont un emploi. Toutefois, 72 p. 100 des femmes qui ont fait des études postsecondaires et possèdent un diplôme ou un certificat et 58 p. 100 seulement des femmes qui ont fait des études postsecondaires, mais n'ont pas de diplôme ou de certificat, ont un emploi.

These findings and the concerns we've mentioned here constitute the basis for our recommendation.

Ces résultats et les préoccupations que nous avons mentionnés sont à la base de nos recommandations.

CFUW Charlottetown recommends first that any changes in funding of universities be dealt with through discussions among the individual provinces, the university communities and the federal government, outside the confines of social security reform.

La section de Charlottetown de la fédération recommande premièrement que tout changement apporté au financement des universités fasse l'objet de discussions entre les provinces, les établissements universitaires et le gouvernement fédéral, hors du contexte de la réforme des programmes sociaux.

Second, we recommend that a child care responsibility contingency plan be made available to university graduates, regardless of gender, who are the main child-care-givers, to allow some special relief in paying back their loans up to the time the child is in school.

Deuxièmement, nous recommandons qu'un plan spécial d'aide à l'éducation des enfants soit mis à la disposition des diplômés des universités, quel que soit leur sexe, qui sont le principal soutien de famille, de façon à les libérer du remboursement de leurs prêts jusqu'à ce que leurs enfants entrent à l'école.

Third, we recommend that any reduction in funding to Prince Edward Island must not put tuition fees for students attending UPEI out of proportion with fees at other Maritime universities.

Troisièmement, nous recommandons que toute diminution des fonds accordés à l'Île-du-Prince-Édouard évite d'imposer aux étudiants de l'UPEI des frais de scolarité sans commune mesure avec ceux des autres universités des Maritimes.

Fourth, we recommend that the public and students be made well aware that the replacement of cash transfers by the expanded student loan plans will increase the cost to the student. While the contingent repayment plan may appear more just for those least able to pay, it may ultimately be more costly.

Quatrièmement, nous recommandons que le public et les étudiants soient bien informés de ce que le remplacement des paiements de transfert en espèces par des programmes étendus de prêts aux étudiants accroîtra le coût des études postsecondaires. Même si le remboursement en fonction du revenu peut sembler plus juste à l'égard des étudiants moins nantis, il pourrait se montrer plus coûteux en fin de compte.

Fifth, we recommend that any proposed funding changes for Canadian universities must not make access to university more restricted; must prevent discrimination in any student loan system, recognizing that not all students have equal resources when repayments are due; must ensure efficiency within the administration of the loan program so that those who can do repay their loans; must ensure that increases in students loans as a method of funding universities would be sufficient to provide high-quality yet affordable programs to students within smaller universities; must ensure that income-contingent repayment loans will in fact within a reasonable time maintain a healthy, self-sustaining loan system; must ensure that all

Cinquièmement, nous recommandons que les changements proposés pour le financement des universités canadiennes n'aient pas pour effet de limiter l'accès aux universités. Ces changements doivent éviter la discrimination dans tout régime de prêts aux étudiants et reconnaître que les étudiants n'ont pas tous des ressources égales au moment où ils doivent rembourser leurs prêts. Les changements doivent également garantir que le programme de prêts est administré de façon efficace, de façon à ce que les diplômés qui sont en mesure de rembourser leurs prêts le fassent. Ils doivent garantir en outre que si l'on finance les universités au moyen d'une augmentation des prêts étudiants, ces prêts seront suffisants pour fournir aux étudiants

[Text]

provinces have access to the educational, cultural and economic benefits of the university; must allow universities to continue to be institutions of debate, discussion and criticism; must ensure that universities do not revert to institutions for the elite and the wealthy; and must enhance and support equal opportunities for all Canadians, paying particular attention to the needs of women and the other disadvantaged groups.

[Translation]

des petites universités des programmes de grande qualité, mais à des prix abordables. Ils doivent garantir que le remboursement des prêts en fonction du revenu permettra, dans un délai raisonnable, de conserver un régime de prêts sain et autonome. Les changements doivent en outre garantir que toutes les provinces puissent jouir des avantages éducatifs, culturels et économiques de l'université. Ils doivent permettre aux universités de continuer d'être des établissements de discussion et de critique et veiller à ce que les universités ne redeviennent pas des établissements destinés à l'élite et aux bien nantis. Ces changements doivent appuyer et accroître l'égalité des chances pour tous les Canadiens en portant plus particulièrement attention aux besoins des femmes et des autres groupes désavantagés.

Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

• 1525

Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

I'll proceed with some discussion in the committee for a round of three minutes per party. I'll start with the Liberal Party, then move over to the Bloc Québécois and the Reform.

Ms Augustine, please.

Ms Augustine: Thank you.

Thank you very much for your presentation. It's really good to hear the questions and to hear from you on what life is like on the Island.

I think I'll ask Ms Russell to just take us a little further down the road and away from her brief a bit. There were two sentences in two different parts of the paper that I'm trying to put together.

In one you say that surveys show that women want training and they want it badly. On the other hand, you said the fact of life is that women's employment is seasonal employment and that is women's experience.

You did a critique of the downside. In other places we've heard the phrase "training for what?" We've also heard about the experience of training for women, the importance of child care and a whole series of things when we respond to women's ability to be out there in the marketplace and to be out at work.

Can you talk a bit about what you see as the basic training needs of women in this area or how a training program, if there is to be a training program, could be successful? It seems that you critique without saying what you think is or could possibly be.

Ms Russell: Just to elaborate on that a bit, it's very difficult to include everything in ten minutes or less. I certainly think there is an upside to this, and I'd like Ann Maxwell to step in on this because Ann works directly with women who are participating in training.

I feel the focus should very much be on flexibility, offering women choices in terms of the kind of training they wish to pursue. Although many women had their minds made up about the kind of training they wanted, I think we should be providing more comprehensive information to women about where training is going to lead them.

Nous passons maintenant à la période de questions; chaque partie aura trois minutes. Je vais d'abord donner la parole au Parti libéral, puis au Bloc québécois et au Parti réformiste.

À vous, madame Augustine.

Mme Augustine: Merci.

Merci beaucoup de votre exposé. Je suis très contente d'entendre vos questions et de vous entendre nous décrire ce qu'est la vie sur l'île.

Pour commencer, je vais demander à Mme Russell de nous en dire davantage et de s'écartez peut-être un peu de son mémoire. J'essaie de retrouver deux phrases qui se trouvent à deux endroits différents dans le document.

À un endroit, vous dites que d'après des enquêtes les femmes ont soif de formation. Par contre, vous dites que les femmes occupent toujours des emplois saisonniers.

Vous avez fait une critique assez négative. Ailleurs, on nous a demandé à quoi pouvait bien servir la formation. On nous a également parlé de l'expérience que les femmes avaient eu de la formation, de l'importance des garderies et de toute une série de choses nécessaires pour que les femmes puissent aller travailler.

Pourriez-vous nous dire un peu quels sont d'après vous les besoins fondamentaux des femmes en matière de formation, dans cette région, ou ce qu'il faudrait pour qu'un programme de formation, si l'on en met un en place, puisse réussir? Il me semble que vous critiquez ce qui est proposé sans pour autant proposer de solution.

Mme Russell: Eh bien, il est très difficile de parler de tout lorsqu'on a dix minutes ou moins. Les mesures proposées ont sans doute des bons côtés, et je vais demander à Ann Maxwell de répondre à votre question, car elle travaille directement auprès de femmes qui participent aux programmes de formation.

J'estime pour ma part qu'il faudrait mettre l'accent sur la souplesse, offrir aux femmes des choix quant à la formation qu'elles désirent recevoir. Même si bien des femmes ont déjà leur idée sur la formation qu'elles désirent, je crois que nous devrions leur faire mieux connaître ce sur quoi cette formation pourrait déboucher.

[Texte]

We also see differences on the Island in terms of rural coastal regions as opposed to women who are in an urban setting. The rural coastal women tend to be less educated. Probably more emphasis should be placed on upgrading skills.

Pre-training assessment is something that comes up over and over again. Actually have counsellors working on a one-to-one basis in determining what the training needs of that particular individual are.

I hope the presentation reflects an attitude that is not down on training. Training essentially is a good thing. If we are going to give women false hope, if we are saying, come and take this 20-week training program, you're going to have a high school equivalency, you're going to get a job that's going to pay you well and you're going to be able to support your children, that will do more damage than good.

Ms Augustine: The message you presented in your brief is clear to us around the table: we just can't train for the sake of training—

Ms Russell: Good.

Ms Augustine: —or have programs that are set there and people get fitted into them.

From people like yourself on the front line we're looking for some suggestion or something that you can put on the table in terms of how you can see some kind of training program provided on the Island that would meet the needs, whether they be of coastal, urban or rural women.

Ms Ann Maxwell (Prince Edward Island Women's Reference Group): Often longer-term training programs would help a lot, programs that encompass the entire case plan.

You can start at point A and go through to the end result even if it takes 3 years rather than trying to access 20 weeks of education here and then waiting 6 months to get another 20 weeks of education.

We need more resources. The demand exceeds the available supply of training. We need to look at doing things differently. We need to address the issue that the jobs aren't there. So maybe we need to talk about how we can create new jobs.

[Traduction]

Ici, nous constatons également des différences selon que les femmes vivent dans les régions rurales de la côte ou en zone urbaine. Les femmes des régions rurales de la côte sont souvent moins instruites. Il faudrait sans doute mettre davantage l'accent pour elles sur les cours de rattrapage.

L'évaluation préalable à la formation est un sujet qui revient constamment. En fait, nous avons des conseillers qui travaillent individuellement avec leurs clients pour déterminer quels sont leurs besoins particuliers en matière de formation.

J'espére que notre exposé ne laisse pas l'impression que nous sommes contre la formation. En soi, la formation est une bonne chose. Mais si l'on donne aux femmes de faux espoirs, si on les invite à participer à un programme de formation de 20 semaines qui leur donnera une équivalence d'études secondaires et qu'on leur dit que cela leur permettra d'avoir un emploi bien rémunéré qui leur permettra de bien faire vivre leurs enfants, cela sera plus nuisible qu'autre chose.

Mme Augustine: Le message que vous nous avez transmis dans votre mémoire est clair pour nous: on ne peut pas donner de la formation pour le plaisir de la formation. . .

Mme Russell: Très juste.

Mme Augustine: . . .ou mettre en place des programmes rigides auxquels les gens doivent s'adapter.

Nous essayons d'obtenir de gens comme vous, qui travaillent au premier rang, des idées, des propositions sur la façon dont on pourrait mettre en place des programmes de formation, à l'Île-du-Prince-Édouard, pour répondre aux besoins des femmes, qu'elles habitent sur la côte, en ville ou à la campagne.

Mme Ann Maxwell (Groupe de référence des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard): Ce qui serait utile, souvent, ce sont les programmes de formation à long terme, les programmes qui englobent tout le plan de gestion du cas.

La formation pourrait être offerte du début à la fin, même si cela prend trois ans, pour éviter que les femmes reçoivent 20 semaines d'enseignement ici et là, puis attendent six mois pour en recevoir 20 autres.

Il nous faut davantage de ressources. La demande de formation est supérieure à l'offre. Nous devons essayer de faire les choses différemment. Il n'y a pas d'emplois, et nous devons faire face à ce problème. Peut-être devrions-nous parler de la façon dont nous pouvons créer de nouveaux emplois.

• 1530

There are a number of people who have great ideas for self-employment, but they don't have the resources to ever get those off the ground. HRDC has a self-employment assistance plan, which is good, and people are starting to access it, but they still need a 25% contribution. If you're on UI or financial assistance, you can't contribute anything.

So there are things we can do, and we need to listen to the people who are trying to access the services because they have great ideas and suggestions.

Il y a un certain nombre de gens qui ont de bonnes idées de travail indépendant, mais qui n'ont pas les ressources pour lancer leurs projets. Le ministère du Développement des ressources humaines a un plan d'aide au travail indépendant qui est bon, et les gens commencent à y avoir accès, mais ils doivent toujours apporter une contribution de 25 p. 100. Lorsqu'on est prestataire d'aide sociale ou d'assurance-chômage, on n'a pas les moyens d'apporter une contribution.

Il y a donc des choses que nous pouvons faire et nous devons être à l'écoute de ceux qui tentent d'accéder aux services car ils ont d'excellentes idées et suggestions.

[Text]

Ms Russell: The whole issue of trades and technology really has to be addressed too. Although there have been some successful pre-training bridging programs for women on Prince Edward Island, they were discontinued a few years ago.

We have asked, why, if it ain't broken, did you decide that it needed to get fixed? The issue was that there was a glut in the market. Our studies have shown that in fact that isn't the case at all, that trades and technology training should be one of the directions in which we should be going.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you. I'd like to move on now to the official opposition for a three-minute round.

Madam Lalonde.

Mrs. Lalonde: Thank you very much for your presentation. I will start with a question on UI because I was impressed by the actual analysis you have made. You have gone thoroughly through your situation and that of the women you know.

I was surprised by the fact that over 80% of women with preschool children are working. The figure is very high.

Three out of four single mothers have paid employment during the year. In addition you say that at some point two-thirds of these women will have to resort to social assistance to supplement low wages.

So that clearly shows that women want to work, but they have to try everything, even social assistance, in order to have the minimum to help out their children. So one may say that if the two-tier proposal was put in place, those women would probably be worse off.

Ms Russell: Yes, absolutely. The two-tier system, our provincial social assistance policy here, has an implicit income supplementation program because so many of the people receiving social assistance are being supplemented while on UI or because of low wages. That is a fact of life.

Mrs. Lalonde: So you don't see the proposal happily—

Ms Russell: Oh no, I see absolute devastation if the system is tampered with. This is not going to improve things. We would like improvement. This is going to devastate things.

Mrs. Lalonde: What would improve things?

Ms Russell: Providing choices to people, creating jobs. We have the potential for a shellfish industry. Nobody is even looking at it. We have the potential for tourism. We have potential here. We have ways to go. We need the resources and we need the support in order to build those industries.

Ms Maxwell: And you also need more incentives for people who are on financial assistance and working, and there are a lot of them. It costs money to go to work. They're not out there working for any financial gain.

[Translation]

Mme Russell: Il faut vraiment s'attaquer aux problèmes des métiers et de la technologie. Même si certains programmes de préparation à l'emploi pour les femmes ont eu du succès à l'Île-du-Prince-Édouard, ils ont été discontinués il y a quelques années.

Nous avons demandé pourquoi il avait été décidé de les discontinuer puisqu'ils fonctionnaient bien. On nous a répondu qu'il y avait un problème de saturation du marché. Nos études ont révélé cependant qu'en fait ce n'était pas du tout le cas, que la formation dans les métiers et la technologie devrait être l'une des orientations que nous devrions prendre.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci. J'aimerais maintenant passer à l'Opposition officielle pour une période de trois minutes.

Madame Lalonde.

Mme Lalonde: Merci beaucoup de votre exposé. Je vais commencer par une question au sujet de l'assurance-chômage, car j'ai été impressionnée par l'analyse que vous avez faite. Vous nous avez très bien expliqué votre situation et celle des femmes que vous connaissez.

J'ai été surprise d'apprendre que plus de 80 p. 100 des femmes qui ont des enfants d'âge préscolaire travaillent. Ce chiffre est très élevé.

Trois mères célibataires sur quatre ont un travail rémunéré pendant l'année. En outre, vous dites qu'à un moment donné les deux tiers de ces femmes devront recourir à l'aide sociale pour arrondir leur faible revenu.

Cela démontre clairement que les femmes veulent travailler mais qu'elles doivent tout tenter, même recourir à l'aide sociale, si elles veulent avoir le minimum pour aider leurs enfants. On pourrait donc dire que si la proposition d'un système à deux niveaux était mis en place, ces femmes se retrouveraient sans doute dans une situation encore pire.

Mme Russell: Oui, absolument. Le système à deux niveaux de notre politique d'aide sociale provinciale ici comporte un programme implicite de supplément du revenu, car il y a énormément de gens qui reçoivent de l'aide sociale pour arrondir leur revenu alors qu'ils sont au chômage ou parce que leur revenu est peu élevé. C'est une réalité de la vie.

Mme Lalonde: Vous ne vous réjouissez donc pas de cette proposition...

Mme Russell: Oh! non, je pense que si l'on touche au système, cela aura un effet dévastateur. Cela ne va pas améliorer les choses. J'aimerais qu'on améliore le système. Cette proposition va avoir un effet plutôt dévastateur.

Mme Lalonde: Qu'est-ce qui pourrait améliorer le système?

Mme Russell: Si on offrait des choix aux gens, si on créait des emplois. Nous avons du potentiel pour une industrie des crustacés. Personne n'envisage même de développer ce secteur. Nous avons du potentiel pour le tourisme. Nous avons du potentiel ici. Nous avons des possibilités. Nous avons besoin de ressources et d'appui pour mettre sur pied ces industries.

Mme Maxwell: Il faudrait en outre davantage d'incitatifs pour les gens qui reçoivent une aide financière et qui travaillent, et ils sont nombreux. Cela coûte de l'argent pour aller travailler. Ils ne retirent aucun gain financier de leur travail.

[Texte]

It's difficult and with the proposed changes it will be more difficult. We need to give them additional funds to make it worthwhile to go to work. Right now they're working, they're receiving financial assistance, and are only meeting basic expenses. That's not good enough.

[Traduction]

C'est difficile, et avec les changements qui sont proposés, cela sera encore plus difficile. Nous devons leur donner des fonds supplémentaires pour qu'il vaille la peine pour eux d'aller travailler. À l'heure actuelle, ces gens travaillent, reçoivent une aide financière et ne peuvent subvenir qu'à leurs besoins essentiels. Ce n'est pas suffisant.

• 1535

Mrs. Lalonde: So it takes a much higher salary in order to...

Ms Russell: It must be remembered that in order for a person with children to break even on Prince Edward Island, the break-even point is \$10 an hour. I'll tell you there are not too many jobs around here for ten bucks an hour. That doesn't even touch on employment costs such as child care, clothing and transportation. We're dealing with all these issues all the time.

Mrs. Lalonde: In Montreal it's the same.

Thank you. I have to stop.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

I would like to go over to the Reform party now. Mr. Johnston, please.

Mr. Johnston: Thank you, Madam Chair. It's nice to hear presentations that address what you think are the problems and what you think are the solutions. It's very nice to get that.

I'd like to maybe pursue this business about training just a little further. You're saying there is potential there, yet the training that is offered does not pertain to the potential that is there for employment. Is that right? Are you saying local input should be given more consideration as far as what the training is, is concerned?

Ms Russell: This is the direction in which the labour force development boards that were set up a few years ago were supposed to go. We don't have one here, by the way. We're still waiting for them to agree on who should be on the board. But the idea was that you would have local input.

Much of the problem is centred around coming to terms with what kinds of training should be offered if we're going to put someone who has adequate training through upgrading or life skills. For example, a number of the respondents said they needed life skills. They felt life skills, interpersonal skills were very important to their training. But half of them said they didn't need that. They wanted to be given job skills in order that they could get out there to earn a living. So you must take a very different approach with different kinds of people.

Mr. Johnston: So I guess you're saying yes, local input into the direction the training takes would be a step, an improvement.

Ms Russell: Yes.

Mme Lalonde: Il faut donc un salaire beaucoup plus élevé pour...

Mme Russell: On ne doit pas oublier qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, le seuil de rentabilité pour une personne qui travaille et qui a des enfants est un salaire de 10\$ l'heure. Je peux vous assurer qu'il n'y a pas tellement d'emplois par ici qui paient 10\$ de l'heure. Cela ne touche même pas aux coûts reliés à l'emploi, notamment la garde d'enfants, les vêtements, le transport. Voilà les problèmes auxquels nous devons faire face constamment.

Mme Lalonde: C'est la même chose à Montréal.

Merci. Je dois m'arrêter ici.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

Je vais maintenant passer au Parti réformiste. Monsieur Johnston, vous avez la parole.

M. Johnston: Merci, madame la présidente. Il est agréable d'entendre des exposés dans lesquels on nous parle des problèmes et des solutions que vous entrevoyez. Il est très agréable d'entendre de tels témoignages.

J'aimerais que l'on parle peut-être encore un peu plus de la formation. Vous dites qu'il existe des possibilités mais que la formation qui est offerte ne correspond pas aux possibilités d'emploi qui existent chez vous. Est-ce exact? Voulez-vous dire que l'on devrait tenir compte davantage de ce que les gens ont à proposer localement en ce qui concerne la formation?

Mme Russell: C'était l'orientation que devaient prendre les commissions de perfectionnement de la main-d'œuvre qui ont été mises sur pied il y a quelques années. Au fait, nous n'en avons pas encore une ici. Nous attendons toujours qu'ils s'entendent sur qui devrait être membre de la Commission. Mais l'idée était qu'il y aurait une participation locale.

La majeure partie du problème tourne autour de la question de savoir quel type de formation devrait être offert lorsqu'on veut améliorer la formation de quelqu'un ou lui donner des compétences de base. Par exemple, un certain nombre de répondants ont dit qu'ils avaient besoin de connaissances de base. Ils étaient d'avis que les connaissances de base et les habiletés en communications interpersonnelles étaient extrêmement importantes pour leur formation. Mais la moitié d'entre eux ont dit qu'ils n'en avaient pas besoin. Ils voulaient acquérir des compétences professionnelles pour pouvoir gagner leur vie. Il faut donc adopter une approche très différente avec différentes personnes.

M. Johnston: Donc, vous dites que la participation locale aux décisions prises en ce qui concerne l'orientation de la formation serait un pas dans la bonne direction, une amélioration.

Mme Russell: Oui.

[Text]

Mr. Johnston: I think all of us here would like to see improvement in the system.

Ms Russell: I think you're going to have a different clientele in a rural coastal area where there's less education and less opportunity. We have to look at the opportunities within that area as well. What is the potential for jobs? So I agree with you that you must have a local-based, a community-based approach.

Mr. Johnston: Sort of a local advisory council, or something on that basis. . . I'm not trying to put words in your mouth.

Ms Russell: Advocacy groups, community-based coalitions, or whatever we need to hit the problem.

Mr. Johnston: Okay. Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you, Mr. Johnston.

I thank all of you for your time this evening. I know we're running behind, but you were patient with us and I appreciate it very much.

Ms Russell: Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): Our next witnesses are from the Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I., and the Early Childhood Development Association. Welcome. I apologize to you also for the slowness of movement, but I hope things will work out all right.

We have half an hour together. After the presentation we will go to discussion with the committee. Have you decided which group is going to present first? Ms Hayes, if you would like to start, right after your presentation the other group can go ahead and make theirs, and then we will go to discussion with the committee. Thank you.

• 1540

Ms Anne Hayes (President, Early Childhood Development Association): My name is Anne Hayes. I am the president of the Early Childhood Development Association for Prince Edward Island. Also presenting is Alice Taylor, an instructor with the early childhood education program at Holland College, and Margaret Penwarden, an executive member of the Early Childhood Development Association.

The Early Childhood Development Association of Prince Edward Island is a provincial non-profit organization committed to promoting physical, emotional, social, cognitive and creative development of young children. It is governed by an elected executive representing four local chapters. The Early Childhood Development Association presents the position that investing in child care for all children is fiscally and socially responsible and that assuring quality in child care is a shared responsibility and an immediate priority.

Consider the following report from some leading Canadian authorities:

Everywhere we look in Canada, we find children failing to flourish, and therefore unable to achieve their developmental potential. Rich kids, middle-class kids and poor kids; all are dealing with risk and neglect unimaginable and unimaginable

[Translation]

M. Johnston: Je pense que tous ceux qui sont ici aimeraient que le système soit amélioré.

Mme Russell: Je pense que vous aurez une clientèle différente dans la région rurale côtière où les gens sont moins instruits et où il y a moins de possibilités. Nous devons examiner le potentiel de cette région également. Quelles sont les possibilités d'emploi? Je suis donc d'accord avec vous lorsque vous dites qu'il faut avoir une approche locale, communautaire.

Mr. Johnston: Un genre de conseil consultatif local, ou quelque chose du genre. . . Je ne tente pas de vous faire dire ce que vous n'avez pas dit.

Mme Russell: Des groupes d'intervention, des coalitions communautaires, ou ce qui est nécessaire pour s'attaquer au problème.

Mr. Johnston: Très bien. Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci, monsieur Johnston.

Je vous remercie tous du temps que vous avez pris pour être avec nous ce soir. Je sais que nous avons du retard, mais vous avez été très patients avec nous et je vous en remercie.

Mme Russell: Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Nos prochains témoins sont des représentants du Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I. et de la Early Childhood Development Association. Je vous demande à vous aussi d'excuser notre retard, mais j'espère que tout va bien se passer.

Nous disposons d'une demi-heure au total. Après les exposés, il y aura un échange avec les membres du Comité. Avez-vous décidé quel groupe fera d'abord son exposé? Madame Hayes, si vous voulez commencer, tout de suite après votre exposé l'autre groupe pourra faire à son tour le sien, puis nous passerons aux questions. Merci.

Mme Anne Hayes (présidente, Early Childhood Development Association): Je m'appelle Anne Hayes. Je suis présidente de la Early Childhood Development Association de l'Île-du-Prince-Édouard. Je suis accompagnée d'Alice Taylor, éducatrice pour le programme d'éducation de la petite enfance au collège Holland, et de Margaret Penwarden, membre exécutif de notre association.

La Early Childhood Development Association of Prince Edward Island est un organisme provincial à but non lucratif qui s'est engagé à favoriser le développement physique, émotionnel, social, cognitif et créatif des jeunes enfants. L'Association est régie par un comité exécutif élu qui représente les quatre sections locales. La Early Childhood Development Association est d'avis qu'il est fiscalement et socialement responsable d'investir dans des services de garde pour tous les enfants et que des services de garde de qualité constituent une responsabilité partagée et une priorité immédiate.

Permettez-moi de citer un extrait de rapport de certains experts canadiens dans le domaine:

Partout au Canada, on trouve des enfants qui ne peuvent se développer pleinement et qui, par conséquent, ne sont pas en mesure de réaliser leur plein potentiel. Des enfants riches, des enfants de classe moyenne et des enfants pauvres;

[Texte]

in previous generations... Unless we as a society are prepared to invest in making resources available for hard-pressed families and for meeting children's primary needs, a burgeoning human resource deficit will undermine our capacity as a society to compete, send our economy and the quality of life within it, into a tailspin.

As a signatory to the United Nations Convention on the Rights of the Child, Canada made a commitment to give children first call on the nation's resources. We have a shared responsibility for the well-being of Canada's children. As well, the health and prosperity of Canada's future depends upon the healthy development of our children. We believe child care is an investment in the infrastructure of our communities and in our future, not a drain on our wealth or resources.

The ECDA has concerns about the federal government's course thus far, as stated in the red book and social security reform paper.

First, there is still no explicit commitment to a national child care program. Although *Child Care and Development* identifies a number of themes as part of a vision for child care, their role in a national policy framework needs to be clarified and strengthened. We feel strongly that a national child care program must have a strong federal policy framework, including a set of principles upon which funding to provincial governments is conditional. We will be asking the P.E.I. government to support us in this approach.

Second, the federal government still seems prepared to put new public dollars into mechanisms that cannot be held accountable for delivering high-quality child care, both directly through their own programs and through cost-shared programs developed by the provinces; for example, funds through the working income supplement and through training programs funded by strategic initiatives. The Early Childhood Development Association will be asking the government to take leadership on this issue by supporting child care funding only to regulated child care services.

Third, there is not yet a federal commitment or a commitment from other provinces to base-fund child care services.

Fourth, the ECDA believes initiatives to promote healthy child development will not be successful without the support of a universally acceptable, comprehensive child care system. We do not support a split between typical child care programs that support the needs of working parents and targeted programs that focus only on children at risk. High quality early childhood programs will support optimal child development for all children.

[Traduction]

ils doivent tous faire face à des risques et à une négligence que les générations précédentes n'auraient pu imaginer... À moins qu'en tant que société, nous soyons prêts à investir dans les ressources nécessaires pour les familles qui ont des difficultés et pour répondre aux besoins essentiels des enfants, un déficit croissant en ressources humaines minera notre compétitivité en tant que société et nous verrons alors notre économie et notre qualité de vie tomber en chute libre.

En tant que signataire de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, le Canada s'est engagé à donner aux enfants la priorité en ce qui a trait aux ressources du pays. Nous avons une responsabilité partagée pour le bien-être des enfants canadiens. En outre, la santé et la prospérité futures de notre pays dépend du développement sain de nos enfants. Nous sommes d'avis que les services de garde d'enfants constituent un investissement pour l'infrastructure de nos collectivités et pour notre avenir, non pas une saignée de nos ressources ou de notre richesse.

L'ECDA a certaines préoccupations au sujet de l'orientation prise par le gouvernement fédéral jusqu'à présent et que l'on retrouve dans le Livre rouge et dans le document de travail sur la réforme de la sécurité sociale.

Premièrement, il n'y a toujours aucun engagement explicite à l'égard d'un programme national de garde d'enfants. Bien que, dans les chapitres consacrés au développement et au service de garde des enfants, on retrouve un certain nombre de thèmes qui font partie d'une vision pour les services de garde, leur rôle dans un cadre de politique nationale doit être clarifié et renforcé. Nous sommes fermement convaincus qu'un programme national de services de garde doit être appuyé par une politique fédérale solide, notamment une série de principes que les gouvernements provinciaux devraient respecter s'ils veulent recevoir des fonds. Nous demanderons au gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard de nous appuyer dans cette approche.

Deuxièmement, le gouvernement fédéral semble toujours prêt à injecter des deniers publics dans des mécanismes sur lesquels on ne peut compter pour offrir des services de garde d'enfants de qualité, que ce soit directement grâce à leurs propres programmes ou grâce à des programmes à coûts partagés mis sur pied par les provinces; par exemple, un supplément du revenu des travailleurs et des programmes de formation financés par des initiatives stratégiques. La Early Childhood Development Association demandera au gouvernement de faire preuve de leadership à cet égard en ne subventionnant que les services de garde d'enfants qui sont réglementés.

Troisièmement, le gouvernement fédéral et les autres provinces ne se sont pas encore engagés à offrir un financement de base pour les services de garde d'enfants.

Quatrièmement, l'ECDA estime que les initiatives visant à favoriser un développement sain chez l'enfant ne pourront avoir de succès sans l'appui d'un système global de services de garde d'enfants universellement acceptable. Nous ne sommes pas d'accord avec un système qui établit une distinction entre les programmes typiques de garde d'enfants pour répondre aux besoins des parents qui travaillent et des programmes ciblés qui s'adressent seulement aux enfants à risque. Les programmes d'éducation de la petite enfance doivent appuyer le développement optimal de tous les enfants.

[Text]

In addition, other children's services like infant stimulation, special nutrition programs, prenatal services and child protection should be available and should be delivered in tandem with a comprehensive system of mainstream child care services.

Finally, the ECDA, like its partners provincially and at the national level, will not support any strategy for changes to social programs that address child poverty and child care at the expense of basic family support programs. Children are poor because their parents are poor. Children's development is at risk when parents can't afford nutritious meals, can't find adequate housing, and don't have access to recreational and social activities that others take for granted.

We have always argued that a high-quality child care system is an essential part of a strategy to create good jobs, provide families with adequate incomes, and to improve access to real training for real opportunities. Child care is not a substitute for the basic safety net. A strong, reformed social security net is one that works for children, families, women's equality and Canadian society as a whole.

In the child care system that we envision, child care services reflect current Canadian research and knowledge in an environment promoting inclusivity, diversity and parental involvement. As in the health care system, care-givers are the key to quality. Training and professional development are essential.

In our vision, caring for a living is recognized as a profession and compensation reflects this responsibility. Caregivers are supported within a solid infrastructure for professional development, research and information sharing. Just as consumers expect that quality health care services will be based on best practice and that these services will be accessible, affordable and accountable, it is our hope that the care and education of young children will be placed within a stable and supportive infrastructure.

In our vision, appropriate services are available to all children, and parent's fees are based on income levels so that cost is not a barrier to participation. A comprehensive range of high-quality child care services will meet the diverse needs of children in families. Services will be delivered within the larger context of family policies that harmonize work and family responsibilities.

This system would take into account the parents' needs as determined by work patterns, culture, geography, and the specific needs of communities. The delivery of comprehensive child care includes full-time, part-time, and short-term care in child care centres; family home care; in-home care; nursery schools; and family resource centres for at-home parents and other care givers.

Therefore, we have the following recommendations.

[Translation]

En outre, en plus d'un programme global de services de garde d'enfants, il faudrait offrir en même temps des programmes de stimulation précoce, des programmes spéciaux de nutrition, des programmes prénatals et des services de protection de l'enfant.

Enfin, l'ECDA, comme ses partenaires aux niveaux provincial et national, n'appuiera aucune stratégie de changement des programmes sociaux qui s'attaquera aux problèmes de la pauvreté chez les enfants et des services de garde des enfants aux dépens des programmes de soutien de base des familles. Les enfants sont pauvres parce que leurs parents sont pauvres. Le développement des enfants est à risque lorsque les parents n'ont pas les moyens de leur offrir des repas nutritifs, ne peuvent trouver de logement adéquat et n'ont pas accès aux activités sociales et récréatives que d'autres tiennent pour acquis.

Nous avons toujours fait valoir qu'un système de services de garde d'enfants de qualité est un élément essentiel d'une stratégie visant à créer de bons emplois, à offrir aux familles un revenu adéquat et à améliorer l'accès à une formation réelle pour des perspectives d'emploi réelles. Les services de garde d'enfants ne sont pas un substitut au filet de sécurité de base. Un filet de sécurité sociale fort, réformé, répondra aux besoins des enfants, des familles, des femmes et de la société en général.

Dans le système que nous envisageons, les services de garde d'enfants reflètent la recherche et les connaissances canadiennes actuelles dans un environnement qui favorise l'inclusivité, la diversité et la participation des parents. Comme pour le régime d'assurance-maladie, les dispensateurs de soins sont essentiels à la qualité. La formation et le perfectionnement professionnel sont essentiels.

Dans notre vision, les dispensateurs de soins sont considérés comme des professionnels et ils sont rémunérés en fonction de cette responsabilité. Les dispensateurs de soins sont appuyés par une infrastructure solide en ce qui a trait au perfectionnement professionnel, à la recherche et au partage de l'information. Tout comme les consommateurs s'attendent à ce que des services de soins de santé de qualité soient fondés sur la meilleure pratique et que ces services soient accessibles, abordables et imputables, nous espérons que les soins et l'éducation des jeunes enfants auront l'appui d'une infrastructure stable.

• 1545

Dans notre vision, les services appropriés sont offerts à tous les enfants, et les frais des parents sont calculés selon leurs revenus, de sorte que le coût n'est pas un obstacle à la participation. Une gamme de services de garde d'enfants de qualité répondra aux besoins divers des enfants dans leur famille. Les services seront offerts dans le cadre plus général de politiques familiales qui harmonisent travail et responsabilités familiales.

Ce système tiendrait compte des besoins des parents selon leur régime de travail, la culture, la géographie et les besoins spécifiques des collectivités. On offrirait des services de garde d'enfants à plein temps, à temps partiel et à court terme dans des garderies; en milieu familial; à domicile; dans des garderies éducatives et dans des centres de ressources familiales pour les parents qui sont à la maison.

Par conséquent, nous vous présentons les recommandations suivantes:

[Texte]

One, stabilize the current system by making it a priority for federal funding. Funds must be directed into the existing regulated child care sector, recognizing the link to the informal sector. Together, these provide the potential of a consistent, accountable, quality environment for every child in Canada.

Two, develop a coordinated federal legislative and policy framework in collaboration with key partners to ensure comprehensive, high-quality services that are available, accessible and affordable, specifically through endorsing the national principles for child care. Develop, in collaboration with the provincial governments and the child care community, national principles and guidelines that include federal criteria for cost sharing. Respect a community needs approach to the development of child care in Canada to accommodate flexibility in services and diversity of needs across Canada.

Three, create criteria for federal-provincial cost sharing. Criteria for federal-provincial cost sharing needs to be built on national principles and guidelines for child care, a community development approach, and a recognition of the varied provincial ability to pay.

Four, develop and implement national guidelines by bringing partners together to develop national guidelines for acceptable standards for the regulation of program delivery, training, and professional development.

Five, create a national child care infrastructure fund. The Government of Canada should fund the continuing development of an integrated child care infrastructure that can undertake the research, development, and implementation of tools for ensuring quality, such as best-practice guidelines, national certification, tools for program evaluation, voluntary accreditation, self-evaluation, and peer evaluation.

Six, support a national research and development fund. A national research and development fund must be created. This would provide funds for research and development innovation and best-practice initiatives.

Seven, support education, training, and learning. The Government of Canada should support the child care community in the continued development of national training guidelines that reflect recommended practices and innovative programs, and that address the career lattice, specialty training, articulation, and innovative models of training.

Eight, review tax expenditures. Tax expenditures regarding child care expense deductions should be reviewed.

Nine, tie federal child care allowances. Federal training programs that give child care allowances to parents should direct those allowances to the regulated child care sector.

[Traduction]

Un, stabiliser le système actuel en faisant une priorité pour le financement fédéral. Les fonds doivent être dirigés vers le secteur de services de garde d'enfants réglementés qui existent à l'heure actuelle, tout en reconnaissant que ce secteur et le secteur non réglementé sont liés. Ensemble, ils offrent la possibilité d'un environnement de qualité, uniforme et responsable pour tous les enfants canadiens.

Deux, développer un cadre de politique et un cadre législatif fédéral coordonnés en collaboration avec les principaux partenaires afin d'assurer des services complets, de qualité, accessibles et abordables, en adoptant des principes nationaux en matière de garde d'enfants. En collaboration avec les gouvernements provinciaux et les intervenants, élaborer des lignes directrices et des principes nationaux qui incorporent les critères fédéraux s'appliquant au partage des coûts. Respecter une approche à la mise sur pied des services de garde d'enfants au Canada qui tienne compte des besoins de la collectivité, afin d'en assurer la souplesse et de répondre à la diversité des besoins au Canada.

Trois, établir des critères pour le partage des coûts entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Ces critères doivent être fondés sur des lignes directrices et des principes nationaux en matière de garde d'enfants, sur une approche de développement communautaire et sur le fait que les provinces n'ont pas toutes la même capacité de payer.

Quatre, élaborer et mettre en œuvre des lignes directrices nationales en réunissant les partenaires en vue d'établir des normes acceptables en matière de réglementation pour la prestation des programmes, pour la formation et le perfectionnement professionnel.

Cinq, créer un fonds national pour l'infrastructure des services de garde. Le gouvernement du Canada devrait financer le développement continu d'une infrastructure intégrée pour les services de garde d'enfants, afin d'entreprendre les recherches, le développement et la mise en œuvre d'outils qui garantiraient la qualité, notamment des lignes directrices sur la meilleure pratique, l'accréditation nationale, des outils d'évaluation des programmes, l'accréditation facultative, l'auto-évaluation et l'évaluation par les pairs.

Six, appuyer un fonds national de recherche et de développement. Il faut créer un fonds national de recherche et de développement. Cela permettrait d'avoir les fonds nécessaires pour des innovations en matière de recherche et de développement et pour toutes sortes d'initiatives de meilleure pratique.

Sept, appuyer l'éducation, la formation et l'apprentissage. Le gouvernement du Canada devrait appuyer les efforts de la communauté pour continuer à élaborer des lignes directrices nationales en matière de formation qui reflètent les pratiques recommandées et les programmes innovateurs, et qui tiennent compte de la grille de carrière, de la formation spécialisée, de l'articulation et des modèles innovateurs de formation.

Huit, réviser les dépenses fiscales. Les dépenses fiscales en ce qui a trait aux déductions des frais de garde d'enfants doivent être révisées.

Neuf, lorsque les parents reçoivent des allocations de frais de garde d'enfants dans le cadre de programmes fédéraux de formation, ces allocations devraient aller aux services de garde d'enfants autorisés.

[Text]

Ten, finally, support parents to know what quality child care is. The federal government must support a public awareness and education strategy in collaboration with the child care community to enable parents to better assess the quality of child care.

Ms Antie MacEachern (Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I.): My name is Antie MacEachern. There are eight people in our group. We are a focus group that examines how we can include children with disabilities in a healthy way in all aspects of child care.

We represent six child care centres in rural and urban P.E.I. We have, collectively, spent almost 100 years in the field of child care serving all types of children and families.

As care givers, we are very concerned that social security reforms should deal decisively and effectively with the rights of those in families who have children with disabilities. These children are entitled to quality child care, and their parents are entitled to a place in the workforce.

As the system is now, the cost of child care for children with disabilities often prevents parents—usually mothers—of children with disabilities from having meaningful employment. Proposed child care allowances are insufficient for children with special needs. The burden is particularly onerous for single parents who either cannot find a centre willing to include their children, or who find that the cost of their care outweighs the economic benefit of being in the workforce.

• 1550

We are asking that full access be ensured for all children, regardless of type or level of disability. We are also asking that supports be put in place that will ensure children with disabilities have the same employment and training opportunities as parents of typically developing children.

We need to pay now for quality child care for all children and their families. If we don't do it now, the cost later, socially and economically, will be immeasurable. Over and over, the research has proven that children who have a good environment in which to grow and learn are less at risk for various types of developmental difficulty than children who do not receive quality care.

This applies to all children, those with special needs and those who are typically developing. But it is still true that children with special needs are more likely not to receive this early grounding.

The special needs program introduced by the Department of Health and Social Services in October 1988 provides funds to licensed early child care programs to allow centres to employ additional staff in order to reduce overall child staff ratios, thereby allowing additional support for children with special needs... to encourage integration of children with special needs in an early childhood setting; to allow for appropriate individualized programs within a licensed early childhood

[Translation]

Enfin, dix, aider les parents à reconnaître des services de garde de qualité. Le gouvernement fédéral doit appuyer une stratégie d'éducation et de sensibilisation du public en collaboration avec les intervenants afin de permettre aux parents de mieux évaluer la qualité des services de garde d'enfants.

Mme Antie MacEachern (Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I.): Je m'appelle Antie MacEachern. Mon groupe compte huit personnes. Nous sommes un groupe de discussion qui examine comment nous pouvons inclure les enfants handicapés dans tous les aspects des services de garde d'enfants.

Nous représentons six garderies en milieu urbain et rural à l'Île-du-Prince-Édouard. Ensemble, nous avons presque 100 ans d'expérience dans le domaine des services de garde d'enfants qui s'adressent à tous les types d'enfants et de familles.

En tant que dispensateurs de soins, nous voulons nous assurer que la réforme de la sécurité sociale tiendra compte des droits des familles qui ont des enfants handicapés. Ces enfants ont droit à des services de garde de qualité, et leurs parents ont le droit de travailler.

Avec le système que nous avons à l'heure actuelle, le coût des services de garde pour les enfants handicapés empêche souvent les parents—habituuellement les mères—d'enfants handicapés d'avoir un emploi valable. Les allocations proposées pour les frais de garde d'enfants sont insuffisantes pour les enfants qui ont des besoins spéciaux. Le fardeau est particulièrement lourd pour les parents seuls qui ou bien ne peuvent trouver un centre qui est prêt à prendre leur enfant, ou bien trouvent que le coût est trop élevé par rapport aux avantages économiques que pourrait leur procurer un emploi.

•

Nous demandons que l'on assure à tous les enfants le plein accès, peu importe le type ou le niveau de leur handicap. Nous demandons en outre que des mesures de soutien soient mises en place afin d'assurer que les parents d'enfants handicapés auront les mêmes possibilités d'emploi et de formation que les parents des enfants qui se développent normalement.

Nous devons dès maintenant payer pour des services de garde de qualité pour tous les enfants et leur famille. Si nous ne le faisons pas maintenant, le coût social et économique sera incommensurable plus tard. De nombreuses études révèlent que les enfants qui grandissent et apprennent dans un bon environnement risquent moins d'avoir des problèmes de développement que les enfants qui ne reçoivent pas de soins de qualité.

Cela est valable pour tous les enfants, tant pour ceux qui ont des besoins spéciaux que pour ceux qui se développent normalement. Mais il est toujours vrai que les enfants qui ont des besoins spéciaux risquent davantage de ne pas recevoir cette base solide dès le début.

Le programme des besoins spéciaux introduit par le ministère de la Santé et des Services sociaux en octobre 1988 offre des fonds aux programmes autorisés d'éducation de la petite enfance pour que les centres embauchent du personnel supplémentaire afin de réduire les ratios entre le personnel et les enfants, ce qui permet ainsi un soutien additionnel aux enfants qui ont des besoins spéciaux... Encourager l'intégration des enfants qui ont des besoins spéciaux dans un

[Texte]

program; to eliminate the need for parents of children with special needs to be income tested for such additional services; and to allow for communication among parents, centre staff, and other resource people working with the child and family.

This is a good framework. But waiting lists for the special needs programs are too long. More money needs to be allocated.

In order for all children, regardless of type or level of disability, to receive quality care, governments must do the following: ensure full access, based on principles of inclusion, to quality child care for all children; support the right of all families to employment, security, and personal development; bring quality, accessible, affordable, and fully inclusive child care forward as a fundamental need for Canadian families, Canadian business, and Canadian society; reorder government funding priorities to allocate sufficient dollars to a comprehensive child care system for Canada; develop, in consultation with the provinces, territories, first nations, and the child care community, a comprehensive national child care system based on current standards of best practice; allocate funds for training for child care providers so well-qualified early childhood educators and care-givers will be able to meet the needs of children and families; subsidize the operating costs of licensed child care centres to ensure centres can be staffed appropriately for all children; specifically, allow for inclusion of all children who wish to participate; subsidize licensed child care centres to allow for salaries and benefits for early childhood educators and care-givers commensurate with their training and experience; continue to fund, on a national basis, programs to support Canadian research and development of innovative programs; develop on a national level a coordinated federal approach to initiatives for children; and support the research and development of models of child care that are inclusive, non-violent, bias free, and reflective of cultural values for all families in Canada.

Ms Cindy Rice (Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I.): I'm the executive director of an early childhood centre here in Charlottetown. We've worked really hard to include children with disabilities. We've brought along the parent of one of our children. She would like to tell you a few things about the realities of being a parent of a child with special needs.

Mrs. Margaret Murphy (Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I.): My son's name is Michael Murphy. He's three and a half. He was born with Trigonocephaly Cruzon Syndrome.

[Traduction]

environnement d'éducation de la petite enfance; permettre des programmes individualisés au sein d'un programme autorisé d'éducation de la petite enfance; éliminer le besoin, pour les parents d'enfants qui ont des besoins spéciaux, de répondre à certains critères en fonction du revenu pour recevoir de tels services additionnels; et favoriser la communication entre les parents, le personnel du centre, et d'autres personnes ressources qui travaillent avec l'enfant et la famille.

Il s'agit d'un bon cadre de travail, mais les listes d'attente pour les programmes de besoins spéciaux sont trop longues. Il faut allouer davantage de fonds à ces programmes.

Pour que tous les enfants reçoivent des soins de qualité, quel que soit le type ou le niveau de leur handicap, les gouvernements doivent faire ce qui suit: assurer le plein accès, fondé sur des principes d'inclusion, à des services de garde de qualité pour tous les enfants; appuyer le droit de toutes les familles à l'emploi, à la sécurité et à l'épanouissement personnel; présenter des services globaux de garde d'enfants de qualité, accessibles et abordables comme un besoin fondamental des familles canadiennes, des entreprises canadiennes et de la société canadienne; établir une nouvelle liste des priorités de financement du gouvernement afin d'allouer suffisamment d'argent à un système de garde d'enfants global au Canada; après avoir consulté les provinces, les territoires, les Premières nations et ceux qui travaillent dans les services de garde d'enfants, élaborer un système global et national de garde d'enfants fondé sur les normes actuelles de meilleure pratique; allouer des fonds pour la formation des gardiens et gardiennes d'enfants de façon à ce que des éducateurs de la petite enfance et des dispensateurs de soins bien qualifiés puissent répondre aux besoins des enfants et des familles; subventionner les coûts de fonctionnement des garderies autorisées afin d'assurer que ces dernières ont le personnel voulu pour tous les enfants; plus précisément, permettre l'inclusion de tous les enfants qui veulent participer; subventionner les garderies autorisées afin que les éducateurs de la petite enfance et les dispensateurs de soins reçoivent un salaire et des avantages qui correspondent à leur formation et à leur expérience; continuer à financer, à l'échelle nationale, des programmes appuyant la recherche et le développement de programmes innovateurs au Canada; élaborer à l'échelle nationale une approche fédérale coordonnée en matière d'initiatives pour les enfants; et appuyer la recherche et le développement de modèles de services de garde qui soient inclusifs, non violents, sans préjugés et qui reflètent les valeurs culturelles de toutes les familles canadiennes.

Mme Cindy Rice (Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I.): Je suis directrice exécutive d'un centre d'éducation de la petite enfance ici à Charlottetown. Nous avons travaillé très fort pour inclure les enfants handicapés. Nous avons amené avec nous la mère d'un de nos enfants. Elle voudrait vous dire quelques mots pour vous expliquer un peu ce que c'est que d'être parent d'un enfant qui a des besoins spéciaux.

Mme Margaret Murphy (Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I.): Mon fils s'appelle Michael Murphy. Il a trois ans et demi. Il est né avec le syndrome Trigulinsessali C.

[Text]

The specialist at the IWK told us Michael would never see, hear, sit up, walk, talk, or have any control over his elimination, and he would take seizures; he had global problems and we should consider institutionalization.

[Translation]

Le spécialiste au IWK nous a dit que Michael serait à tout jamais aveugle, sourd, incontinent, qu'il ne pourrait jamais s'asseoir, marcher, parler et qu'il aurait des attaques; il nous a dit qu'il avait des problèmes globaux et que nous devrions envisager de l'institutionnaliser.

• 1555

I asked him at the time if there was any hope. He said no. I said, that's where you're wrong. At that point my husband and I made the choice to make the best quality of life we could for our boy.

I came home after he had major surgery. I looked into programs and found physiotherapists for Michael, an occupational therapist, an itinerant teacher for the blind, and a speech therapist, all of whom he still has.

On returning to work, I went out looking for a day care, especially one that was going to be wheelchair accessible. I felt the one-on-one worker would be able to look after all Michael's needs. I met that.

Michael, since he has been given the opportunity for a day care program...and that his mother can return to work...he has the one-on-one worker, who can transport him to the hospital for his occupational therapy, for his physiotherapy. The itinerant teacher for the blind can visit him at the day care...and the speech therapist. Above all, no value could be put on the communication he has had from the other children inside the day care. They respond to Michael with much love and care, and he has done much better than anybody could ever believe.

On Michael's last visit with the doctor, the doctor said, I cannot believe the progress this child has made. I would never believe it possible that Michael could sit up on his own and look towards my voice. Michael can hear a pin drop. I believe he still is visually impaired but can see some objects. His itinerant teacher is doing wonderful things for him there.

Michael has made progress that it was not believed, medically, could happen. The only reason why Michael was able to do this was from the programs he's been lucky enough to be part of to make his quality of life much better.

This is the Year of the Family and the emphasis is on children. There is nothing more valuable to us than our children. Our children are going to be the future tomorrow. If we include children with disabilities, such as my child, Michael—he's a very special child of God—if we can include them, and the children can include him in the day care and then in the school program, then we will be continuing to make progress.

I shiver at the thought of regressing with the loss of these programs and possibly retreating to putting our children into institutions. It is not right, and it is not fair.

I beg of you, the committee here today...this is Christmas. It's the time for giving, not taking away. If my son could come through those doors behind me today, stand up out of his wheelchair and walk here, stand and speak to you in person, and

Je lui ai demandé à l'époque s'il y avait de l'espoir. Il m'a dit non. Je lui ai répondu qu'il se trompait. À ce moment-là, mon mari et moi-même avons décidé d'offrir à notre fils la meilleure qualité de vie possible.

Je suis rentrée à la maison après qu'il eut subi une intervention chirurgicale majeure. Je me suis renseignée sur les programmes et j'ai trouvé des physiothérapeutes pour Michael, un ergothérapeute, un instituteur itinérant pour les aveugles, ainsi qu'un orthophoniste, et tous s'occupent encore de lui.

Comme je voulais retourner au travail, je me suis mise à la recherche d'une garderie qui serait accessible en fauteuil roulant. Je pensais qu'un travailleur qui s'occuperait exclusivement de Michael pourrait répondre à tous ses besoins. J'ai réussi à trouver cette personne.

Michael a donc eu la possibilité de trouver une garderie, et sa mère a pu retourner au travail... Il a quelqu'un qui s'occupe exclusivement de lui, qui peut l'amener à l'hôpital pour son ergothérapie, pour sa physiothérapie. L'instituteur itinérant pour les aveugles vient lui rendre visite à la garderie, comme l'orthophoniste. Par-dessus tout, le contact qu'il a avec les autres enfants de la garderie est inestimable. Ces enfants lui témoignent beaucoup d'amour et d'affection, de sorte qu'il va beaucoup mieux qu'on n'aurait jamais pu l'espérer.

La dernière fois que je suis allée avec Michael chez le médecin, ce dernier a dit qu'il ne pouvait croire les progrès qu'il avait accomplis. Je n'aurais jamais pensé qu'il était possible que Michael puisse s'asseoir lui-même et tourner la tête en direction de ma voix. Michael peut entendre une mouche voler. Je crois qu'il est toujours malvoyant, mais qu'il peut voir certains objets. Son instituteur itinérant fait des merveilles pour lui.

Jamais sur le plan médical on n'aurait pensé que Michael puisse accomplir de tels progrès. S'il a pu y arriver, c'est uniquement grâce aux programmes auxquels il a eu la chance de participer et qui lui ont donné une bien meilleure qualité de vie.

Cette Année est l'Année de la famille, et l'on met l'accent sur les enfants. Rien n'a plus de prix pour nous que nos enfants. Nos enfants sont notre avenir. Si nous y incluons les enfants handicapés, comme mon enfant, Michael—c'est un enfant de Dieu très spécial—si nous pouvons les accepter, et si les enfants peuvent l'accepter à la garderie et à l'école—alors nous continuerons à faire des progrès.

Je tremble à la pensée de régresser avec la perte de ces programmes qui nous obligeraient peut-être à placer de nouveau nos enfants dans des établissements. Ce n'est pas une bonne chose, et ce n'est pas juste.

Je vous supplie, membres du Comité ici présents... C'est Noël, c'est le temps de donner, pas de prendre. Si mon fils pouvait ouvrir ces portes derrière moi aujourd'hui, se lever de son fauteuil roulant et marcher jusqu'ici pour vous parler en

[Texte]

[Traduction]

if he had the ability to see out of his eyes, I know he would look you straight in the eye and say, please do not take away from us, the disabled; please provide for us and continue to provide for us; we are valuable human beings; my goal would be that all my fellow disabled children in the world, in Canada—especially in Canada, but all over—would be given the opportunity I have and the progress I have made because of the programs in place; it is of vital importance.

Don't take from the children. Only give. After all, they give it back to you, with love.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much. Mr. Crête.

• 1600

M. Crête: Je vous remercie pour la présentation. Je l'ai trouvée très intéressante, et j'aimerais que vous nous dressiez un portrait de la situation de la garde d'enfants en milieu rural ici, à l'Île-du-Prince-Édouard. C'est un dossier qui m'intéresse particulièrement, parce que je viens d'une région qui a ce type de caractéristique et que, chez moi, ma conjointe a un service de garde en milieu familial.

Je voudrais savoir comment c'est organisé, si vous êtes satisfaits de l'organisation et ce que, selon vous, cela exigerait de façon plus particulière.

Ms Margaret Penwarden (Secretary-Treasurer, West Prince Chapter, Early Childhood Development Association): I just left a 10-year stint supervising a rural day care centre in the western part of Prince Edward Island. When I first arrived the day care ran for 9 or 10 months of the year. We found that the unemployment rate was so high in the area that people found it hard to pay for their child care. Their wages went up and down. Some parents worked in potato fields and others worked in fish plants.

Unfortunately, we were unable to provide the flexibility they were looking for. Gradually we went down to just a seasonal opening. We would open in May and close in the fall, but still that did not work. Financially, in every year over the last 10 years, we came down because the parents couldn't afford it. It took both parents working to make a go of it, and by the time they took their child care expenses out of it, the cost was too much. Often they had two or three children. One year we had five children from one family. The youngest was an infant and the oldest was 10 years old.

Infant day care on the Island is almost nil. I have an infant myself, and because of the cost I can't access any licensed early childhood program. We have high ratio standards here, which the association has fought for, but it's not cost effective for centres. The traditional type of day care doesn't work very well in rural P.E.I. because of the need for extended hours, for weekends and for flexibility. Unfortunately that flexibility costs, and we couldn't do it within our budget.

personne, et s'il avait la capacité de voir avec ses yeux, je sais qu'il vous regarderait droit dans les yeux et qu'il dirait: «Ne nous enlevez rien, nous les handicapés; continuez à nous occuper de nous; nous sommes des êtres humains, je voudrais que tous les autres enfants handicapés comme moi dans le monde, au Canada, particulièrement au Canada, mais partout dans le monde—aitent la chance que j'ai eue et fassent les progrès que j'ai accomplis grâce aux programmes qui sont en place; leur importance est vitale.»

Il ne faut rien enlever aux enfants. Il faut seulement leur donner. Après tout, ils vous le rendent bien, avec leur amour.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup. Monsieur Crête.

• 1600

Mr. Crête: I thank you for your presentation. I found it very interesting and I would like you to describe for us the child care situation in rural areas of Prince Edward Island. It is an issue that I am particularly interested in, because I'm from a region which has similar characteristics and my spouse gets child care services in a family context.

I would like to know how it is organized, whether you're satisfied with the delivery of these services and, more specifically, what you think would be required.

Mme Margaret Penwarden (secrétaire-trésorière, West Prince Chapter, Early Childhood Development Association): Je viens de passer 10 ans à superviser une garderie rurale dans l'Ouest de l'Île-du-Prince-Édouard. À mon arrivée, la garderie était ouverte neuf ou dix mois par année. Nous avons constaté que le taux de chômage était si élevé dans la région que les parents avaient difficilement les moyens de s'offrir des services de garderie. Leurs salaires fluctuaient sans cesse. Certains parents travaillaient dans des champs de pommes de terre et d'autres, dans les usines de transformation du poisson.

Malheureusement, il nous était impossible de leur offrir la souplesse dont ils avaient besoin. Nous en sommes venus, graduellement, à n'ouvrir que pendant les périodes de travail. La garderie ouvrirait au mois de mai et fermait à l'automne, mais cela non plus ne fonctionnait pas. Chaque année au cours de la dernière décennie, nous avons dû réduire nos prix parce qu'ils étaient trop élevés pour les parents. Il fallait que les deux parents travaillent pour que le ménage puisse joindre les deux bouts et lorsqu'ils calculaient les frais de garde d'enfants, ils constataient que c'était encore trop cher. Souvent, ils avaient deux ou trois enfants. Une année, nous avons eu cinq enfants de la même famille. Le plus jeune était un nourrisson et l'aîné avait dix ans.

Il n'y a pratiquement aucun service de crèche dans l'Île. J'ai moi-même un nourrisson et je n'ai pas accès à un programme agréé pour les jeunes enfants à cause du coût trop élevé. Nous avons ici des normes très élevées pour le taux d'encadrement, pour lesquelles l'Association a lutté, mais ce n'est pas rentable pour les garderies. Les garderies de type traditionnel ne conviennent pas très bien aux régions rurales de l'Île-du-Prince-Édouard parce que les parents ont besoin de souplesse et de garderies ouvertes pendant de longues heures et les fins de semaine. Malheureusement, cette souplesse coûte cher et est hors de nos moyens.

[Text]

In rural P.E.I. many children are being looked after in unlicensed homes—grandparents, neighbours and those types of settings. We do have a few licensed day care homes in the area and they do fairly well, but they struggle with the same types of problems that regular day care centres have.

Ms Alice Taylor (Representative, Early Childhood Development Association): Another issue for rural child care in this province is attracting trained staff. Because the hourly wage is so low, many of our trained people live in the Charlottetown-Summerside area. To travel from this area to the rural areas—it doesn't pay them to even work in these areas, so that has been a big concern in this province as well.

M. Crête: Est-ce qu'il y a des agences de garde qui accorderaient un statut de reconnaissance à des maisons privées qui se conformeraient à certaines normes d'aménagement et qui auraient l'équivalent d'un permis? Cela permettrait d'engager des personnes qui ont eu des enfants, par exemple. Cela peut aider autant qu'une formation scolaire. J'aimerais aussi savoir si le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard accorde une aide financière inversement proportionnelle aux revenus des parents qui ont recours aux services de garde. Au Québec, par exemple, si le montant est de 18\$ par jour, quelqu'un qui n'a presque pas de revenu paie 2\$ pour la journée, alors que la personne qui a un bon salaire paie les 18\$ au complet.

• 1605

Les mêmes possibilités existent-elles ici et sont-elles aussi étendues?

Ms Penwarden: Right now they have it on a sliding scale. If you have four children and your family income is... I'm not sure what the amount is, but they look at the overall family income for the year. Unfortunately, with the ups and downs of economics within families, at some point they are able to afford it but then their family income drops low and they aren't able to do so.

The jobs aren't paying enough to allow them to afford it and they're not putting them low enough that they get a full subsidy, so in a sense they become the working poor. They can't afford child care and they have to find alternate means of child care arrangements.

Also, they have a number of children at different age levels and a lot of centres on the Island do not take children under two years of age. So then they look at accessing child care for their older children and they have to look at child care for their younger children, which puts the families in distress.

Ms Rice: To add to what Margaret has said, in order to access money from the provincial child care subsidy program your child must be in a regulated, licensed space, and these are not widely available in rural areas. So unless your child is in a licensed centre, you're not eligible for that program at all. There's also an upper limit on what per diem rate they will pay. So that effectively sets the ceiling for child care fees in the province.

[Translation]

Dans les régions rurales de l'Île-du-Prince-Édouard, de nombreux enfants sont gardés en milieu familial non reconnu—par exemple, par leurs grands-parents ou des voisins. Nous avons quelques services de garde en milieu familial reconnus dans la région et leurs affaires vont assez bien, mais ils font face aux mêmes genres de problèmes que les garderies normales.

Mme Alice Taylor (Early Childhood Development Association): L'autre problème que nous avons dans cette province, c'est le recrutement de personnel spécialisé. Comme le salaire horaire est très faible, bon nombre des personnes spécialisées vivent dans la région de Charlottetown-Summerside. Il ne serait pas payant pour elles de se déplacer pour aller travailler dans les régions rurales, et c'est donc un autre problème grave auquel nous faisons face dans cette province.

Mr. Crête: Are there any day care agencies that might grant the equivalent of a license to private homes that would meet certain design standards? That would make it possible to hire people who have had children, for example. That can be as useful as formal training. I would also like to know if the Prince Edward Island government grants income-tested financial support to parents who require child care. In Quebec, for example, if the cost is \$18 a day, a person with a very low income pays \$2 a day, whereas a person with a good income pays the whole \$18.

Do the same opportunities exist here and are they as widely available?

Mme Penwarden: À l'heure actuelle, il y a une échelle mobile. Si vous avez quatre enfants et que votre revenu familial soit de... Je ne suis pas sûre du montant, mais on tient compte du revenu familial total pour l'année. Malheureusement, étant donné que la situation financière des familles fluctue, celles-ci peuvent à certains moments s'offrir des services de garderie auxquels elles doivent renoncer lorsque leur revenu diminue.

Les revenus d'emploi de ces familles ne sont pas assez élevés pour qu'elles puissent se permettre ces services, mais ne sont pas non plus assez faibles pour leur donner droit à une subvention complète; les travailleurs vont donc, en quelque sorte, joindre les rangs des économiquement faibles. N'ayant pas les moyens de placer leurs enfants dans des garderies, ils sont obligés de trouver des solutions de recharge.

En outre, ils ont parfois plusieurs enfants dont les âges varient et bien des garderies de l'île n'acceptent pas d'enfants de moins de deux ans. Ils sont donc obligés de trouver une place dans une garderie pour les enfants plus âgés et de prendre d'autres dispositions pour les enfants plus jeunes, ce qui les met dans la détresse.

Mme Rice: Pour ajouter à ce que Margaret vient de dire, pour avoir accès au programme de subventions pour les services de garde d'enfants, il faut que l'enfant soit placé dans une garderie agréée et réglementée, et ce type de garderies est rare dans les régions rurales. Donc, à moins que l'enfant ne soit dans une garderie agréée, les parents n'ont pas du tout accès à ce programme. Le taux quotidien qu'ils peuvent payer est également limité, ce qui a pour effet de plafonner les frais de garde d'enfants dans la province.

[Texte]

These are two factors about that program that are limiting to parents in rural areas. So, often, as Margaret described, parents are resorting to a patchwork system of child care. We find that young children, by the time they go to school, may have had several different child care arrangements in their early years, which is not at all beneficial to child growth and development. Nor is it conducive to good family living to have to do that. But unfortunately that's what a lot of rural P.E.I. people must resort to.

[Traduction]

Ces deux éléments du programme limitent l'accès des parents aux services de garde dans les régions rurales. Souvent, comme le disait Margaret, les parents doivent avoir recours à plus d'un service de garde d'enfants. Nous constatons que lorsque les jeunes enfants arrivent à l'école, ils sont déjà passés par plusieurs milieux de garde, ce qui n'est pas du tout propice à leur croissance et à leur développement. Cela ne facilite pas non plus la vie familiale. Malheureusement, c'est ce que doivent faire un grand nombre de parents dans les régions rurales de l'Île-du-Prince-Édouard.

Mr. McCormick: I want to address the panel by saying that we have other duties that we do. We step in and out of the room, perhaps too many times. But we had as many members here today as we've ever had. We had everyone here. That's why I'm sitting on this side of the table.

I'm from eastern Ontario and I would like to thank my Reform friend from Saskatchewan for this opportunity.

To Michael's mother, thank you for sharing the story of your special son with us.

There's a real link between child care and child poverty. We all realize that, but I'm looking for a more vivid link some day so that we can show this connection to everyone in the government at all levels, and to all people, so we can get the support that's needed all across this country.

I'm just throwing that out. You can share this vivid illustration that we can use to show this link with us now and at some other time in the future when it dawns on you.

Ms Rice: Perhaps we can look at children that are not just at risk, but children that are in trouble in their teen years, in their early youth, and we can look at some of the opportunities those kids have had.

I would venture to guess that we have a lot of young people in our correctional institutions who have invisible disabilities that weren't addressed properly when they were young, and that's costing our society a lot of money. We need to look at that and see where these kids, who are not just at risk but are in trouble, have come from and what has happened to them. We need to look at the origins. We can make a direct financial link. We can talk about dollars here, not just...

Mr. McCormick: Yes.

Ms Rice: We need to take a look at that. That's one place where you can look if you want some hard evidence; not just the correctional institutions, but the places where we see our young people not succeeding, not doing well, the chronically unemployed, for instance—all these labels we have.

• 1610

Who are those people? What opportunities did they have when they were children? How were they cared for? What support did their families have? I would suggest we look there for a start, because if we don't take care of our kids, that's where they're going. They're at risk now. They're going to be in trouble later.

Mr. McCormick: Je voudrais dire aux témoins qu'en plus de participer à ces séances, nous avons d'autres fonctions à remplir. C'est pourquoi nous entrons et sortons, peut-être trop souvent. Mais il y a autant de députés présents aujourd'hui qu'à n'importe quelle autre séance. Tout le monde est venu. C'est pourquoi je suis assis de ce côté de la table.

Je suis originaire de l'Est ontarien et je tiens à remercier mon ami réformiste de la Saskatchewan qui m'a donné cette occasion de m'entretenir avec vous.

J'aimerais remercier la mère de Michael de nous avoir raconté l'histoire de son fils qui a des besoins particuliers.

Il y a un lien réel entre les soins donnés aux enfants et la pauvreté des enfants. Nous le savons tous, mais j'espère qu'un jour quelqu'un définira ce lien plus étroitement afin que nous puissions en informer tous les niveaux de gouvernement et la population en général et obtenir l'appui nécessaire dans tout le pays.

C'est une idée que je lance. S'il vous vient à l'esprit un exemple plus frappant pour illustrer l'existence de ce lien, vous pouvez nous en faire part maintenant ou le faire plus tard.

Mme Rice: Nous pouvons peut-être prendre l'exemple des enfants qui ne sont pas seulement dans une situation de risque, mais qui sont en difficulté pendant leur adolescence, pendant leur jeunesse, et examiner dans quelles conditions ces enfants ont grandi.

Je pense pouvoir dire qu'un grand nombre de jeunes dans nos établissements correctionnels ont des handicaps invisibles qui n'ont pas été bien traités lorsqu'ils étaient jeunes et que cela coûte très cher à la société. Il faut examiner le cas de ces jeunes, qui sont non seulement menacés mais en difficulté, pour voir d'où ils viennent et ce qui leur est arrivé. Nous devons examiner l'origine du problème. Nous pouvons établir un lien financier direct. Nous pouvons parler d'argent, non seulement...

Mr. McCormick: Oui.

Mme Rice: Nous devons examiner cette question. Si vous voulez des preuves concrètes, c'est là que vous devez les chercher; pas seulement dans les établissements correctionnels, mais partout où les jeunes ne réussissent pas, ne se débrouillent pas bien, les chômeurs chroniques, par exemple—tous ceux que l'on étiquette.

Qui sont ces gens? Quelles chances ont-ils eues lorsqu'ils étaient enfants? Quels soins leur a-t-on fournis? Quelle aide leur famille a-t-elle reçue? Je pense que c'est là qu'il faut commencer, car si nous ne prenons pas soin de nos enfants, c'est ce qui leur arrivera. Aujourd'hui, ils sont menacés. Demain, ils seront en difficulté.

[Text]

Ms Taylor: Just to support what Cindy has said—and you've probably heard this a hundred times before—significant studies are available to show that dollars put into early childhood care and education do significantly reduce the kinds of risks Cindy is talking about. In essence it is a cost-effective measure in dollars, but also in terms of society.

Ms Rice: Before this hearing, in our own discussions, we were saying Michael is a clear case of that. If the opportunities available to Michael in the last three and a half years had not been there, and if Michael's mother had followed her doctor's advice, he would have been in an institution, costing somewhere between \$70,000 and \$100,000 a year just for his physical care. That wouldn't include all the other more peripheral kinds of costs that would go around his care. The cost of his care within his own family and within his child care centre is much, much less.

That is a situation that is easy to measure. There are many more that are harder to measure, if we look in our schools and some of our other situations, at the kids who are older.

Mr. McCormick: I just wanted to thank you for adding another link to my chain. I'm just trying to put together a presentation of my own I can share. I'm taking all contributions. Thank you.

Ms Augustine: I want to add my voice of congratulations on the preparation of two very good briefs. I come from the field of education, having been through teacher, vice-principal, principal. Over my thirty years in education in Ontario, I was one of the principals in schools where "integration" was the big word. I have supported the integration of learning disabled, developmentally disabled, physically disabled, emotionally disabled youngsters in the public school program. I can join with you, Mrs. Murphy, in saying the support of peers...and the fact that that environment is one that is not only motivating...but there is also the self-esteem of the individual and the ability of the families to cope when they attend each other...when friendships are created and they begin to see themselves as real people, in the real world. A supportive environment also exists in communities where integration does occur.

I want to ask about...looking at the places from which you've come, a developmental centre and a Headstart program and a Montessori...and we've been talking about cost-effectiveness. What is your connection with the funded public school system on the Island, since it's not such a huge urban area as say, Toronto, is? Is there some connection with the public school system, and is there some assistance for integration? You go either from Montessori into...or you go from the Headstart program into...Does some kind of continuous learning or connecting occur on the Island?

Ms MacEachern: When a child is having problems and we feel the child is not ready for the school system, in many instances we hold that child back for a year, given their age. Then the school system steps in and helps pay for that program.

[Translation]

Mme Taylor: Pour appuyer les propos de Cindy—et vous avez probablement entendu ceux-ci cent fois déjà—it y a d'importantes études qui montrent que l'argent investi dans les soins aux jeunes enfants et l'éducation réduisent considérablement le genre de risques dont Cindy a parlé. Essentiellement, c'est une mesure efficace tant sur le plan économique que social.

Mme Rice: Au cours de nos discussions, avant cette audience, nous disions que Michael est un bon exemple. Si les services dont Michael a bénéficié depuis trois ans et demi n'avaient pas existé et si sa mère avait suivi les conseils de son médecin, Michael aurait été placé dans une institution, ce qui aurait coûté de 70 000\$ à 100 000\$ par année uniquement pour les soins physiques dont il a besoin. Cela ne comprend pas les coûts des autres soins dont il a besoin. Le coût des soins qu'il obtient dans sa famille et à sa garderie est considérablement moins élevé.

C'est un cas facile à mesurer. Il y en a bien d'autres qui sont plus difficiles à jauger, dans nos écoles ou ailleurs, lorsque les enfants sont plus âgés.

M. McCormick: Je vous remercie d'avoir ajouté un autre maillon à ma chaîne. J'essaie de préparer mon propre exposé et j'accepte toutes les contributions. Merci.

Mme Augustine: Je voudrais à mon tour vous féliciter pour ces deux excellents mémoires. J'ai travaillé dans le domaine de l'éducation, d'abord comme enseignante, puis comme directrice adjointe et enfin comme directrice. Au cours d'une carrière de 30 ans dans le domaine de l'éducation en Ontario, j'ai été la directrice d'une des écoles où «intégration» était le mot d'ordre. J'ai appuyé l'intégration, dans les écoles publiques, d'enfants ayant des difficultés d'apprentissage, des troubles du développement, des handicaps physiques et des troubles émotifs. Je suis d'accord avec vous, madame Murphy, lorsque vous dites que l'appui des pairs... qu'en fait, ce milieu est non seulement motivant... mais qu'il renforce également l'estime de soi et qu'il aide les familles à tenir le coup grâce à l'entraide... il se crée des liens d'amitié entre leurs membres qui commencent à se voir comme de vraies personnes, dans le monde réel. Ils trouvent également un soutien dans les collectivités où cette intégration existe.

Je voudrais vous demander, étant donné les milieux dans lesquels vous avez travaillé, un centre de développement de l'enfant, un programme Bon départ et une école Montessori... Et nous avons également parlé de l'efficacité par rapport aux coûts. Quel rapport avez-vous avec le système des écoles publiques de l'Île-du-Prince-Édouard, qui n'est pas un immense centre urbain comme, par exemple, Toronto. Avez-vous des liens avec le système des écoles publiques, recevez-vous de l'aide pour l'intégration? Que l'enfant aille de l'école Montessori ou du programme Bon départ au système public... Y a-t-il une continuité dans l'apprentissage ou des liens qui existent entre ces différents systèmes dans l'Île?

Mme MacEachern: Lorsqu'un enfant a des difficultés et que nous estimons qu'il n'est pas prêt à commencer l'école, dans bien des cas, nous le faisons attendre un an, en raison de son âge. Le système scolaire intervient alors et assume une partie des coûts de ce programme.

[Texte]

[Traduction]

Ms Rice: One bit of information is that Prince Edward Island is the only province in Canada that does not have publicly funded kindergarten. So our children enter the school system a year later than... We also have the latest age-of-entry cut-off date. Our children in their kindergarten year are still in child care. They fall under the jurisdiction of the Department of Health and Social Services, not the Department of Education.

• 1615

Ms Augustine: Is that to age six?

Ms MacEachern: Yes. So we're a little bit different in that sense.

Further to what Andrew was saying, we are working provincially to make our connection between the pre-school years and the school system more formalized. We're working on curriculum and links between early childhood education centres and the school system. But we're just really in the beginning stages of that. I must say that we could use some more dollars to help with that in many ways.

However, it still leaves out all of the children who are not in early childhood centres even as we formalize that process. Right now, it's a very informal process and mainly depends on the care-givers in early childhood education to take the initiative to make the links with the school system. So it's a very, very informal, hit-or-miss way of doing things.

Ms Augustine: There are programs whereby the youngsters go from day care, the child development programs, or whatever to the school and back. Do you have programs like that?

Ms MacEachern: I think it's more on a voluntary basis that we get together with the school people. We have meetings and case conferences and certainly try to make the transition as easily as possible. But we do that on our own. It's not a formal arrangement.

Ms Rice: The school system does have supports in place for children with special needs, and they are working towards a more inclusive system. I think that overall our early childhood system is a little more advanced in that area. I think part of that is because our school system is naturally more of a segregated type of system where children are grouped according to their abilities and ages. So it's a little more difficult in the school system. I think the early childhood centres are the leaders in this province in that regard. I stand to be corrected on that but that's my opinion.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you, Ms Augustine.

I want to thank all of you for coming tonight. That was an excellent presentation with very specific recommendations. I appreciate your taking the time to meet with us and your patience in waiting for us. Thank you.

Mme Rice: Il faut que vous sachiez que l'Île-du-Prince-Édouard est la seule province au Canada qui n'a pas d'école maternelle publique. Nos enfants commencent donc l'école un an plus tard que... Nous avons également la date limite la plus tardive pour l'âge d'admission. À l'âge où les autres enfants vont à la maternelle, les nôtres sont encore à la garderie. Ils relèvent donc de la compétence du ministère de la Santé et des services sociaux, et non pas du ministère de l'Éducation.

Mme Augustine: Jusqu'à l'âge de six ans?

Mme MacEachern: Oui. Alors, dans ce sens, nous sommes un peu différents.

Pour enchaîner sur ce qu'Andrew disait, nous nous efforçons d'établir des liens plus structurés entre les années préscolaires et le système scolaire. Nous préparons un programme d'études et nous cherchons à établir des liens entre les centres d'éducation des jeunes enfants et le système scolaire. Mais nous n'en sommes qu'aux premières étapes. Je dois dire que nous aurions bien besoin d'aide financière pour remplir cette tâche.

Quoi qu'il en soit, même au moment où nous structurons ce processus, tous les enfants qui ne sont pas dans des centres d'éducation des jeunes enfants sont exclus. À l'heure actuelle, il y a un processus tout à fait informel où ce sont surtout les éducateurs des jeunes enfants qui prennent l'initiative d'établir des liens avec le système scolaire. Cela fonctionne au petit bonheur, de façon très, très informelle.

Mme Augustine: Il y a des programmes qui permettent le va-et-vient des enfants entre la garderie, ou le centre de développement de l'enfance, et l'école. Avez-vous des programmes semblables?

Mme MacEachern: Je pense que les rapports que nous établissons avec le système scolaire sont noués essentiellement sur une base volontaire. Nous organisons des rencontres et des conférences pour étudier des cas et nous nous efforçons de rendre la transition aussi facile que possible. Mais nous le faisons de notre propre initiative. Il n'y a pas de structure officielle.

Mme Rice: Le système scolaire offre des services de soutien aux enfants en difficulté et s'efforce de mettre en place un système qui soit accessible à un plus grand nombre d'enfants. Je pense que dans l'ensemble, notre système d'éducation des jeunes enfants est un peu plus avancé dans ce domaine. Je pense que cela tient en partie au fait que notre système scolaire est de par sa nature plus sélectif, en ce sens que les enfants sont regroupés selon leurs aptitudes et leur âge. C'est un peu plus difficile dans le système scolaire. Je pense que les centres d'éducation des jeunes enfants sont, dans ce domaine, les chefs de file dans la province. Je me trompe peut-être, mais c'est ce que je pense.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci, madame Augustine.

Je vous remercie tous d'être venus ce soir. Vous nous avez fait un excellent exposé et des recommandations très précises. Je vous suis reconnaissante d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer et d'avoir fait preuve d'autant de patience. Merci.

[Text]

Ms MacEachern: Thank you.

The Vice-Chair (Ms Minna): Our next witness is Judy Bayliss, member, board of directors of the Prince Edward Island Housing Co-operatives, members of the Co-operative Housing Federation of Canada Welcome. We have half an hour together and will go straight to questions after you finish your presentation. Start whenever you're ready.

Ms Judy Bayliss (Member, Board of Directors, Prince Edward Island Housing Co-operatives): I'd like to thank you first of all for hanging in here. You must all be weary, and I've only been here one day. Thank you all.

I'd also like to thank you for the opportunity to speak before your committee on behalf of the Prince Edward Island Housing Co-operatives, which are members of the Co-operative Housing Federation of Canada. At present, there are 200 households in 14 housing co-ops across P.E.I. These are lower and middle-income Canadians households that would not be able to obtain a home to suit their needs were it not for the availability of cooperative housing. For all, cooperative housing represents a chance to live in adequate, affordable housing in strong, healthy communities.

No one will dispute the fact that our country's present fiscal constraints call for a re-examination of how we're doing things. Most of all, they call for innovation, leadership, and the involvement of all Canadians who care about their country and the social safety net we've built over the last few decades.

• 1620

We're not economists or social policy experts, but we do have a long experience in housing. We know from our experience that well-designed housing policies can contribute significantly to our country's social and economic renewal.

We see the real challenge before your committee is to make the necessary changes without betraying the responsibility of government toward those in need. The best way to do that, surely, is to build on our country's successes.

We believe one such success story is how we've been able to build a strong cooperative housing sector across Canada in the last 20 years, with the active support of the federal government.

I'm sure you've all heard how housing cooperatives in your own ridings in cities such as Windsor, Lévis, Winnipeg, Toronto, and Montreal have changed the lives of people. Here on Prince Edward Island they've given a new life to the downtown area of Charlottetown. I'll tell you that's true because I live there, in a housing co-op just across the road.

Let me quote from a letter sent by a Charlottetown family to George Proud in February 1994. I know this family. They're neighbours of mine and have been since 1988. It's quite nice to be able to tell you a real story.

[Translation]

Mme MacEachern: Merci.

La vice-présidente (Mme Minna): Notre prochain témoin est Judy Bayliss, membre du conseil d'administration des Prince Edward Island Housing Co-operatives, qui fait partie de la Fédération de l'habitation coopérative du Canada. Bienvenue. Nous avons une demi-heure ensemble et nous vous poserons des questions dès que vous aurez terminé votre exposé. Vous pouvez commencer dès que vous serez prêts.

Mme Judy Bayliss (membre, conseil d'administration, Prince Edward Island Housing Co-operatives): Tout d'abord, je tiens à vous remercier de votre ténacité. Je n'ai passé qu'une journée ici et je comprends que vous devez tous être épisés. Merci à vous tous.

Je tiens également à vous remercier de m'avoir donné cette occasion de m'adresser à vous au nom des Prince Edward Island Housing Co-operatives, qui sont membres de la Fédération de l'habitation coopérative du Canada. À l'heure actuelle, 200 ménages de l'Île-du-Prince-Édouard habitent dans des coopératives d'habitation. Il s'agit de ménages à revenu faible et moyen qui n'auraient pas trouvé à se loger selon leurs besoins s'il n'y avait pas eu de logements coopératifs disponibles. Les coopératives de logement permettent à chacun d'entre eux de vivre dans des logements convenables et abordables dans des collectivités fortes et saines.

Personne ne nierait que les contraintes financières actuelles nous obligent à réexaminer notre façon de faire dans ce pays. Mais par-dessus tout, elles nous obligent à faire preuve d'innovation et de leadership. Il faut également que tous les Canadiens qui aiment leur pays et qui ont à cœur le filet de sécurité sociale que nous avons tissé au cours des dernières décennies fassent leur part.

Nous ne sommes ni des économistes, ni des experts en politique sociale, mais nous avons une longue expérience dans le domaine du logement. Nous savons que des politiques de logement bien conçues peuvent contribuer énormément au renouveau social et économique du pays.

Selon nous, le véritable défi que votre Comité doit relever consiste à apporter les changements nécessaires sans trahir les obligations du gouvernement envers les nécessiteux. Le meilleur moyen d'y parvenir consiste certainement à bâtir à partir de nos succès.

À notre avis, l'un de ces succès est la façon dont nous avons réussi au Canada à établir un solide secteur de logements coopératifs depuis 20 ans, avec l'appui actif du gouvernement fédéral.

Vous avez sans doute tous entendu dire à quel point les coopératives de logement dans vos propres circonscriptions, notamment dans des villes comme Windsor, Lévis, Winnipeg, Toronto et Montréal, ont changé la vie des gens. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, les coopératives de logement ont favorisé un renouveau dans le centre-ville de Charlottetown. Je peux vous l'affirmer parce que c'est là que j'habite, dans une coopérative de logement de l'autre côté de la rue.

Je voudrais citer un passage d'une lettre envoyée à George Proud par une famille de Charlottetown en février 1994. Je connais cette famille. Elle habite près de chez moi depuis 1988. Je suis heureuse de pouvoir vous parler d'un fait réel.

[Texte]

For seven years, we lived in a 30 unit, privately-owned, apartment complex. In all that time we knew five or six of our neighbours. Now, because of the nature of co-operative housing, we know all 28 families living at Gateway.

That's the name of the co-op.

There is security in knowing who your neighbour is. We know who our kids are hanging out with. An information network for co-op families develops. An atmosphere of acceptance and trust can be cultivated between families who deal with each other on an almost daily basis.

Living in a co-op, we develop skills to deal with a number of issues involving finances, property maintenance, by-laws, legislation, inter-personal relationships and much more. The education we receive from living in a co-op can't be found in a school. We live it and experience it. A co-op lifestyle is an educational lifestyle.

Housing co-ops are beneficial to the surrounding communities, as well. It is known that proud, responsible ownership of a property influences the way in which a neighbourhood is developed. Good, responsible co-op members are also good, responsible community members. It's the nature of the beast.

All members of the Carson family signed this letter. I have to say there's a new member of the Carson family who is nine days old. For them, housing, the place they live in, is important to their personal well-being. There are hundreds, thousands of cases like the Carson family. Unfortunately, they do not all have homes that are suitable and affordable in a supportive community.

Why housing is important to your review. I was interested in your comments to the municipalities person. I was really dying to get down here and talk to you about this.

First, the Carsons told us a good home is important for families, children, seniors, and everyone. This committee should recognize that finding appropriate and affordable housing is one of the largest problems faced by many households. Housing is a basic necessity of life and must be considered an integral part of our country's social safety net. Unless people have safe, adequate and affordable housing they will be unable to make the transition to self-sufficiency in other areas of their lives.

When a family spends more than half of its income on housing, is it surprising that the children go to school hungry? Access to decent housing provides a proper study environment for children, an opportunity for parents to go back to school, and security for the elderly. To me security is freedom and freedom is choices.

[Traduction]

Depuis sept ans, nous avons habité dans un complexe privé de 30 appartements. Pendant tout ce temps, nous avons connu cinq ou six de nos voisins. Maintenant, à cause de la nature du logement coopératif, nous connaissons les 28 familles qui habitent Gateway.

C'est le nom de la coopérative.

Le fait de connaître nos voisins nous donne un sentiment de sécurité. Nous savons qui sont les copains de nos enfants. Il s'est formé tout un réseau d'information pour les familles de la coopérative. Il y a de l'acceptation et de la confiance entre des familles qui se côtoient presque tous les jours.

Le fait de vivre dans un logement coopératif nous donne certaines compétences relativement à diverses questions comme les finances, l'entretien de la propriété, les règlements municipaux, la loi, les rapports personnels et beaucoup plus. Ce que nous apprenons dans un logement coopératif ne peut pas s'apprendre à l'école. C'est quelque chose qu'il faut vivre. Vivre en coopérative, c'est vivre en apprentissage.

Les coopératives de logement sont aussi à l'avantage de la communauté. Tout le monde sait que le fait d'être propriétaire et d'en être fier influence le développement de la collectivité. Les membres responsables et consciencieux d'une coopérative sont aussi des membres responsables et consciencieux de la collectivité. Cela va de soi.

Tous les membres de la famille Carson ont signé cette lettre. J'ajoute que la famille Carson s'est maintenant agrandie d'un nouveau membre qui a neuf jours aujourd'hui. Les membres de cette famille considèrent le logement qu'ils habitent comme quelque chose d'important pour leur bien-être personnel. Il y a des centaines et des milliers de familles comme la famille Carson. Malheureusement, elles n'ont pas toutes un logement convenable et abordable dans une collectivité compatisante.

Pourquoi le logement doit-il revêtir de l'importance pour votre Comité? Cela m'a bien intéressée d'entendre ce que vous avez dit aux représentants des municipalités. J'avais bien hâte de venir vous en parler.

D'abord, les Carsons nous ont dit qu'un bon logement est important pour les familles, les enfants, les personnes âgées, tout le monde. Votre Comité doit reconnaître que, pour bien des familles, l'un des pires problèmes consiste à trouver un logement convenable et abordable. Le logement est une nécessité de la vie et doit être considéré comme une partie intégrale du filet de sécurité sociale du Canada. Si les Canadiens n'ont pas de logement sûr, convenable et abordable, ils ne pourront pas devenir autonomes sur d'autres plans.

Quand une famille dépense plus de la moitié de son revenu pour se loger, peut-on s'étonner que les enfants de la famille aillent à l'école le ventre vide? Un logement convenable permet aux enfants d'avoir un bon milieu pour leurs études, offre aux parents la possibilité de poursuivre leurs études et donne un sentiment de sécurité aux personnes âgées. À mes yeux, la sécurité donne la liberté et la liberté, c'est la possibilité de faire des choix.

[Text]

Second, housing takes a large part of people's income. According to Statistics Canada's 1990 family expenditure survey, a Canadian renter household pays on average 23.9% of its income for housing. The average ratio for homeowners is only 9.5%. In Canada today, 600,000 renter households pay more than 50% of their income for housing.

[Translation]

Deuxièmement, le logement accapte une grande partie du revenu des gens. D'après un relevé des dépenses familiales effectuées par Statistique Canada en 1990, en moyenne, la famille canadienne qui loue un logement y consacre 23,9 p. 100 de son revenu. Pour les propriétaires, la proportion n'est que de 9,5 p. 100. Au Canada à l'heure actuelle, 600 000 familles qui louent un logement y consacrent plus de 50 p. 100 de leur revenu.

• 1625

Here in Charlottetown, more than 800 households—that's one in five—spend more than half of their income on shelter. Prince Edward Island is also the province with the highest proportion of rental households experiencing a housing problem.

Housing affordability is a major problem for the working poor, as well as for the people receiving various forms of income support. In a country as well off as Canada, it is unacceptable that so many families have to rely on food banks because so much of their income goes towards shelter costs. Last week there were 3,000 families on P.E.I. registered at the food bank here in Charlottetown.

These families are relying on the private rental market for their housing needs. They are paying far too much of their income on shelter and have no long-term security of tenure and control over their shelter costs and living environment. If they don't have control in this area, it is almost certain that they'll not succeed in changing other aspects of their lives. As low-and moderate-income households continually face higher real rents, there is less and less available for their other basic needs.

Third is the deterioration of the rental stock and the growing proportion of renters with low incomes. Households with the lowest incomes are becoming increasingly concentrated in the rental sector. Between 1978 and 1990, the percentage of rental households in the lowest income quintile increased from 51% to 73%. More and more, the rental sector is accommodating those who are the least well off.

Despite improvements in the product, Canada's housing stock is aging; 35% of the stock was built before 1960 and 18% prior to 1945. Condition is closely tied with age, as 38% of the stock built prior to 1945 needs major repair, compared with 17% of that built between 1971 and 1980. As building activity moderates over the next two decades, the proportion of older stock will increase and there'll be a greater need for repairs and upgrading.

The condition of the stock is troublesome because there are indications that owners of smaller apartments, who provide the vast majority of rental accommodation, may lack the resources to undertake repairs. In some cases, apartment owners have indicated that tenants' low incomes are an obstacle to renovation.

Ici même, à Charlottetown, plus de 800 familles, soit une sur cinq, dépensent plus de la moitié de leur revenu pour se loger. L'Île-du-Prince-Édouard est aussi la province où il y a proportionnellement le plus de ménages de locataires qui ont un problème de logement.

La difficulté de trouver un logement abordable est un problème de taille pour les gagne-petit, de même que pour tous les bénéficiaires d'une forme quelconque de soutien du revenu. Dans un pays aussi prospère que le Canada, il est inacceptable que tellement de familles doivent compter sur les banques alimentaires parce qu'elles consacrent une si grande partie de leur revenu au logement. La semaine dernière, il y avait 3 000 familles de l'Île-du-Prince-Édouard qui étaient inscrites à la banque alimentaire à Charlottetown.

Ces familles comptent sur le marché des logements locatifs du secteur privé pour satisfaire leurs besoins. Elles dépensent une bien trop grande partie de leur revenu pour se loger et n'ont aucune garantie de pouvoir jour à long terme de leur logement, pas plus qu'elles ne peuvent contrôler leurs frais de logement ou leur environnement. Si elles ne peuvent exercer aucun contrôle dans ce domaine, il est presque certain qu'elles ne réussiront pas non plus à changer d'autres aspects de leur vie. À mesure que le loyer réel des familles à faible ou à moyen revenus augmente, il leur reste de moins en moins d'argent pour répondre à leurs autres besoins fondamentaux.

Troisièmement, il y a la détérioration des logements de location disponibles et la proportion croissante des locataires à faible revenu. Les familles qui ont le revenu le plus faible se concentrent de plus en plus dans le secteur des logements locatifs. Entre 1978 et 1990, le pourcentage des familles de locataires dans le «quintile» de revenu le plus faible est passé de 51 p. 100 à 73 p. 100. Ce sont de plus en plus les moins bien nantis qui louent leur logement.

Malgré certaines améliorations dans le produit lui-même, le stock de logements du Canada vieillit; 35 p. 100 des logements ont été construits avant 1960 et 18 p. 100 avant 1945. L'état des logements est lié étroitement à leur âge puisque 38 p. 100 des logements construits avant 1945 ont besoin de réparations importantes, par opposition à seulement 17 p. 100 des logements construits entre 1971 et 1980. À mesure que diminuera le nombre de logement construits au cours des deux prochaines décennies, la proportion des logements plus vieux augmentera, en même temps que les besoins de réparations et de remises à neuf.

L'état des logements est inquiétant parce qu'il semble que les propriétaires de petits appartements, qui offrent la grande majorité des logements locatifs, n'ont peut-être pas les ressources nécessaires pour faire des réparations. Dans certains cas, les propriétaires d'immeubles à appartements ont signalé que le faible revenu de leurs locataires les empêchait d'entreprendre des rénovations.

[Texte]

The fourth item is that one goal of the reform of our social safety net should be closer harmonization of its various components, including better coordination of income security programs with housing policy. It's important that any measures designed to facilitate the transition of social assistance recipients to a greater degree of economic independence take into account the features of social housing programs.

For instance, the drop in a social housing resident's housing subsidy is certainly one of the disincentives the discussion paper refers to when it suggests that:

for many social assistance recipients, a low-wage job—even a part-time one—by adding to one's income can mean a sharp drop in assistance.

That's from *Improving Social Security in Canada*, page 72.

Social housing programs have a direct bearing on the effectiveness of social services. It's well known that bad housing conditions impede the efforts of social service agencies delivering other safety net services, such as health, education, job training, day care, and a range of services and benefits to senior citizens. Access to social housing can be a first step in stabilizing life so that persons in need can obtain the other services they require.

In the words of the minister:

Canada needs a social security network that makes meaningful connections between different programs, that integrates, meshes and merges the resources and energies of people in a new synergy of output, a system that better rewards effort and performance, that offers incentives to work.

That's from the *House of Commons Debates*, January 31, 1994, page 610.

Fifth, Canada has a two-track system—and we've heard before about this—to deliver housing assistance, with over \$5 billion in shelter allowances through the Canada Assistance Plan, most of which goes to private landlords, and \$4 billion for social housing through CMHC and provincial housing agencies.

A third of the income transfers financed by the federal and provincial governments under the Canada Assistance Plan, that is more than \$5 billion a year, goes to housing. This money is mainly used to help low-income households pay market rents. It exceeds the sum spent by CMHC and the provinces together on social housing.

How is it, then, that more than 600,000 Canadian households are still spending up to 50% of their income on housing?

[Traduction]

Quatrièmement, l'un des objectifs d'une réforme du filet de sécurité sociale devrait être de favoriser une meilleure harmonie entre ces divers éléments, ce qui comprend une meilleure coordination entre les mesures de sécurité du revenu et la politique du logement. Toute mesure visant à faciliter la transition des prestataires du bien-être social à une plus grande indépendance économique devrait tenir compte des divers éléments des programmes de logement social.

Par exemple, la réduction de la subvention au logement pour une personne qui habite un logement social, constitue l'un des désincentifs auxquels le document de travail fait allusion en ces termes:

pour bon nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, le fait d'occuper un emploi à faible salaire, même à temps partiel, peut entraîner une forte baisse de la prestation... si cet emploi augmente leur revenu.

Cette citation est tirée de la page 83 du document *La sécurité sociale dans le Canada de demain*.

Les programmes de logement social influent directement sur l'efficacité des services sociaux. Tout le monde sait que de mauvaises conditions de logement peuvent nuire aux efforts des organismes de service social qui fournissent d'autres services, notamment des services de santé, d'éducation, de formation, de garderie et divers services et avantages destinés aux personnes âgées. L'accès au logement social peut être une première étape vers la stabilité pour permettre aux nécessiteux d'obtenir d'autres services dont ils ont besoin.

Comme l'a dit le ministre:

Le Canada a besoin d'un filet de sécurité sociale qui établit des liens significatifs entre différents programmes, qui intègre, regroupe et fusionne les ressources et les énergies des gens dans le cadre d'une nouvelle synergie afin de parvenir à certains résultats. Il faut que le système récompense mieux l'effort et le rendement et encourage les gens à travailler.

Cette citation est tirée de la page 610 des *Débats des Communes* du 31 janvier 1994.

Cinquièmement, il existe au Canada deux moyens de fournir une aide au logement, il en a d'ailleurs déjà été question. Il y a d'abord plus de cinq milliards de dollars d'allocations de logement versés dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, dont la plus grande partie va à des propriétaires du secteur privé, et il y a aussi quatre milliards de dollars qui sont consacrés au logement social par la SCHL et les sociétés de logement provincial.

Le tiers des dépenses du gouvernement fédéral et des provinces aux termes du Régime d'assistance publique du Canada, soit plus de cinq milliards de dollars par année, se font dans le domaine du logement. Cet argent sert surtout à aider les familles à faible revenu à payer les loyers fixés par le secteur privé. C'est plus que ce que la SCHL et les provinces dépensent ensemble pour le logement social.

[Text]

It has already been pointed out to your committee that evidence from Statistics Canada as well as two case studies, one in Winnipeg and one in Vancouver, indicate that people on social assistance live in housing that is in poorer condition than that of social housing tenants and that many people on welfare pay a disproportionate amount of their income on housing.

Unfortunately, from a reading of the discussion paper there appears to be no plan to explore this significant area of expenditure.

It's time for a serious review of how best to spend the more than \$9 billion of housing assistance that currently exists, focusing on developing a housing policy framework that works to minimize housing costs, reduce welfare dependency, and stimulate self-reliance.

On the other hand, Canada's system of providing social housing is the envy of the world because we've succeeded in involving communities through our non-profit and cooperative housing programs. Such housing should be viewed as a building-block to resolve problems of a much wider scope, such as job creation, urban safety, health, and education, as well as a major component of a preventative approach to social policies.

I thought the comments of the last group related well to that. There's a direct link.

The discussion paper emphasizes the themes of self-help and autonomy. The minister himself has often expressed his preference for a government that acts more as a facilitator, providing support to those who want to take control of their own lives, rather than as a distributor of social assistance and unemployment insurance benefits. It is possible.

The experience of cooperative housing over the last 25 years shows that housing policies can be designed to lift people's self-confidence and in this way encourage their meaningful participation in society.

A CMHC study published in 1990 reported that between 76% and 90% of residents have participated in the management of their co-op.

It also found that the majority of cooperative housing residents believe that they have acquired different types of skills and experience from their involvement in their cooperative. About one-third stated that living in a co-op has permitted them to enrol in training, complete their education, start working outside the home, and in some cases start their own business. That includes me.

For instance, CMHC's evaluation of cooperative housing programs concluded in 1990 found that operating costs in housing cooperatives compare very favourably with costs in public housing and private, non-profit housing.

[Translation]

On a déjà signalé à votre comité que, d'après Statistique Canada et deux études de cas, une à Winnipeg et une à Vancouver, les assistés sociaux habitent des logements en plus mauvais état que les locataires des logements sociaux et que bon nombre d'assistés sociaux consacrent une trop grande partie de leur revenu au logement.

Malheureusement, d'après le document de travail, le gouvernement ne semble pas avoir l'intention d'examiner cet important secteur de dépenses.

Il est temps d'examiner sérieusement la meilleure façon de dépenser les plus de 9 milliards de dollars d'aide au logement fournis maintenant par le gouvernement et de se concentrer sur une politique de logement qui permettrait de minimiser les frais de logement, de réduire la dépendance vis-à-vis du bien-être social et de favoriser l'autonomie.

D'autre part, la façon dont nous fournissons des logements sociaux au Canada fait l'envie des autres pays du monde parce que nous avons réussi à assurer une participation des communautés grâce à nos programmes de logement sans but lucratif et de coopératives de logement. Les programmes de ce genre devraient être considérés comme un outil permettant de résoudre des problèmes beaucoup plus vastes, par exemple la création d'emploi, la sécurité urbaine, la santé et l'éducation et ils devraient aussi constituer une composante importante d'une approche préventive des politiques sociales.

J'ai trouvé les observations du dernier groupe très pertinentes à cet égard. Il y a effectivement un rapport direct.

Le document de travail insiste sur les efforts personnels et l'autonomie. Le ministre lui-même a souvent signalé qu'il préfère que le gouvernement joue plutôt un rôle incitatif et aide ceux qui veulent prendre leur propre vie en main, plutôt que se contenter de distribuer de l'aide sociale et des prestations d'assurance-chômage. C'est réalisable.

Ce qui se fait dans le secteur du logement coopératif depuis 25 ans montre qu'on peut mettre au point des politiques de logement donnant aux gens confiance en eux et les encourageant à participer activement à la vie de la société.

Une étude de la SCHL publiée en 1990 signale que de 76 p. 100 à 90 p. 100 des habitants des coopératives de logement ont participé à l'administration de leur coopérative.

Selon cette étude, la majorité des habitants des coopératives de logement croient en outre avoir acquis diverses compétences et divers genres d'expérience en participant à la vie de leur coopérative. Environ le tiers disaient que le fait de vivre dans un logement coopératif leur avait permis de suivre des cours de formation, de terminer leurs études, de commencer à travailler à l'extérieur du foyer et, dans certains cas, de lancer leur propre entreprise. C'est mon cas.

Par exemple, d'après l'évaluation des programmes de logement coopératifs effectuée par la SCHL en 1990, les frais d'exploitation des coopératives de logement se comparent tout à fait favorablement aux coûts du logement public et du logement privé sans but lucratif.

[Texte]

At \$4,291 a unit, operating costs in the post-1974 family public housing in Ontario, Quebec, British Columbia, Alberta, Manitoba, and Nova Scotia are 50% higher than those recorded for section 61 cooperative projects and 66% higher than those of section 95 cooperative projects. Those are sections of the co-op housing act. You're probably familiar with that.

May we suggest here that it would be worth while to examine the possibility of converting some public housing projects into cooperative housing. Public housing has been successfully converted to cooperative housing in both the United States and Great Britain. Such conversions are cost effective over the long term. If properly conceived, they give project residents a direct incentive to reduce operating costs, benefiting both the residents and then government.

By promoting social integration, self-reliance, and mutual aid, they hold a promise of reducing the culture of dependence on welfare in the long term.

Housing programs are part and parcel of the social safety net that Canada has built over the last few decades. Canadians would be net losers if the efforts to modernize that safety net neglected to address housing issues.

We believe the housing problems have to be addressed in your efforts to reform our country's social safety net. Government intervention will continue to be required to ensure that Canadian households have access to adequate and affordable housing.

In a time of limited resources, what solutions should government support? In our opinion, dollars spent on housing cooperatives are the most cost effective and have the greatest social multiplier effect.

We ask you, in conclusion, please, to examine carefully the portion of the Canada Assistance Plan that goes into housing and whether it supports the objectives set out for the revamping of our social programs; to consider the importance of the federal role in housing; also and last, to support an approach that encourages community-based initiatives, such as cooperative housing.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you. That was excellent. I must tell you, Ms Bayliss, some of us were discussing the topic at lunch, and you may have answered some questions that came up then.

Mr. Alcock: Andy was asking me how much Jean paid you to come here to make this report. Almost from the day this whole process started, Jean has been saying we made a mistake; housing has to be on the table; we have to talk about it. Frankly, it's an opinion shared, I think, by members from all sides of the committee, and it includes the minister, who, in an earlier life, founded the Institute of Urban Studies, which has provided some of the very studies you refer to in your discussion here.

[Traduction]

Les frais d'exploitation de logements publics familiaux datant d'après 1974 en Ontario, au Québec, en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba et en Nouvelle-Écosse s'élèvent à 4 291\$ l'unité, soit 50 p. 100 de plus que les frais d'exploitation des logements coopératifs visés par l'article 61 de la Loi sur le logement coopératif et 66 p. 100 de plus que ceux des projets visés par l'article 95. Vous le savez sans doute.

Ajoutons qu'il serait utile d'examiner la possibilité de convertir certains projets de logement public en logement coopératif. Cela s'est déjà fait avec succès aux États-Unis et en Grande-Bretagne. De telles conversions sont rentables à long terme et, si elles sont bien conçues, les habitants de ces logements sont directement incités à réduire leurs frais d'exploitation, ce qui est avantageux tant pour eux que pour le gouvernement.

En favorisant l'intégration sociale, l'autonomie et l'entraide, ces conversions peuvent réduire la dépendance vis-à-vis du bien-être social à long terme.

Les programmes de logement sont essentiels au filet de sécurité sociale dont s'est doté le Canada depuis quelques décennies. Les Canadiens en sortiraient perdants si l'on ne tenait pas compte des questions relatives au logement en voulant moderniser le filet de sécurité sociale.

Nous sommes convaincus que votre étude d'une réforme possible du filet de sécurité sociale du Canada doit porter aussi sur les problèmes de logement. Le gouvernement devra continuer à jouer un rôle pour s'assurer que les familles canadiennes ont accès à des logements convenables et abordables.

À une époque de restrictions financières, quelle solution le gouvernement doit-il appuyer? À notre avis, les dépenses consacrées aux coopératives de logement sont les plus rentables et elles ont le plus grand effet multiplicateur du point de vue social.

• 1635

En terminant, nous vous prions d'examiner attentivement la part du Régime d'assistance publique du Canada consacrée au logement et de voir si ces dépenses sont conformes aux objectifs fixés pour la réforme de nos programmes sociaux, de réfléchir à l'importance du rôle du gouvernement fédéral dans le domaine du logement et enfin d'appuyer une politique qui favorise les initiatives communautaires telles que le logement coopératif.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci. C'était excellent. Je dois vous dire, madame Bayliss, que certains des membres du Comité discutaient justement de cette question lors du déjeuner et que vous avez peut-être répondu déjà à certaines des questions que nous nous sommes posées.

M. Alcock: Andy me demandait combien Jean vous a payé pour venir faire votre exposé. Presque depuis le début, Jean répète que nous avons commis une erreur, que nous devons aussi discuter du logement. Je dois dire que c'est aussi l'avis, je pense, de membres du Comité de tous les partis, et aussi du ministre, qui a jadis fondé l'Institut des études urbaines, auquel on doit précisément certaines des études dont vous avez parlé dans votre mémoire.

[Text]

I have one question I can't figure out in my own head. I accept a lot of what you said in here, and I would agree with it. I have two very active co-ops in my riding in Winnipeg. We know, as you said, and as we heard from the Institute of Urban Studies in Winnipeg, that through the Canada Assistance Plan we provide a lot of money that goes into housing. There has been this discussion about whether there is a better way to target that money, to utilize it, to put it forward in support of better housing.

The problem is it's a little like changing tires on a moving car, because that same money at that moment is providing housing. I wouldn't say it's adequate housing, but it's actually being used to provide housing. It's hard to picture the policy structure that would redirect that money or direct it more efficiently. I wonder if you or your group have thought a bit about how we might manage it.

Ms Bayliss: Yes, we have. We are in the process... in fact, there are two examples on Prince Edward Island now where groups are cooperating, the private sector and the public sector are working together, to see if they can develop some kind of cost-sharing development of social housing. That spreads the load financially, but you get the benefits of the social housing with the input from the public and the private investors.

It will be long term. But we do know on paper too it will work. It has to work, because it is so much more efficient. You're spreading the cost.

The thing with the co-op is it's ironic. I don't know whether any of you have ever lived in a co-op, or know anybody... you probably do... you do. It's very curious. It's total chaos when you first open. You think, oh, my God, why did I ever do this; whose idea was this; I've changed my mind. But after that...

Since 1988... we're into our seventh year in the co-op I'm in, and I can see what they mean now; what I mean. I'm the PR director of this national group, and we all say the same thing. We have to have a government we believe will deliver these programs with a belief in them for a long time. We can't be an experiment, because we're dealing with people's lives here, and people's families.

At the same time, we realize our responsibility as citizens. We don't want to be always on the take—not that we are now, but to hear some people talk you would think that. We know the way we live is beneficial not just to us but to the community, because of all the things I mentioned in the paper. With this realization, we're getting help from the private sector, or interest from the private sector. That's very new, because at one time people had a very strange idea about what housing co-ops were. I won't elucidate that here.

Mr. Alcock: On this idea of working with the private sector, I keep saying, well, here's a group of people; if we pool their shelter allowance, that gives us a base of money... and using that to lever the building of a cooperative.

[Translation]

Il y a une chose que je n'arrive pas à comprendre. Je suis d'accord avec bien des choses que vous avez dites. Il y a deux coopératives très actives dans ma circonscription à Winnipeg. Comme vous l'avez signalé et comme nous l'avait dit l'Institut des études urbaines à Winnipeg, nous savons que le gouvernement fédéral consacre beaucoup d'argent au logement dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada. On a essayé de déterminer s'il y a un meilleur moyen de dépenser cet argent, pour mieux le cibler afin de contribuer à la création de meilleurs logements.

Le problème, c'est que c'est un peu comme essayer de changer un pneu pendant qu'une automobile est en marche, parce que cet argent sert déjà à fournir des logements. Je ne dirais pas que ce sont des logements convenables, mais cet argent est effectivement utilisé pour fournir des logements. Il est difficile de voir comment on pourrait mettre sur pied une structure qui permette de réaffecter cet argent ou de le dépenser plus efficacement. Vous ou votre groupe y avez peut-être réfléchi.

Mme Bayliss: En effet. Nous sommes en train... il y a deux cas, dans l'Île-du-Prince-Édouard, de groupes du secteur privé et du secteur public qui collaborent pour essayer de mettre au point une formule quelconque de partage des coûts pour le logement social. Cela permettra de partager le coût financier, mais aussi les avantages du logement social grâce à la participation des investisseurs des secteurs public et privé.

Il s'agit d'un projet à long terme, mais nous savons aussi que, sur le plan théorique, cela doit fonctionner parce que ce sera beaucoup plus efficace que maintenant et le coût sera partagé.

Il y a une chose paradoxale à propos des coopératives. Je ne sais pas si quelqu'un parmi vous a déjà habité dans une coopérative ou connaît quelqu'un... probablement que oui... oui. C'est très étrange. C'est tout à fait chaotique au début. On se demande pourquoi on s'est lancé là dedans? Qui a eu cette idée? On ne veut plus continuer. Mais par la suite...

Depuis 1988... la coopérative dont je fais partie existe depuis sept ans et je peux voir maintenant où nous allons, où je vais moi-même. Je suis directeur des relations publiques pour le groupe national et nous sommes tous d'accord. Nous avons besoin d'un gouvernement capable d'offrir de tels programmes pendant longtemps et convaincu de leur utilité. On ne peut pas se servir de nous à des fins expérimentales parce que cela touche la vie des gens et des familles.

En même temps, nous savons que nous avons certaines responsabilités en tant que citoyens. Nous ne voulons pas toujours avoir la main tendue. Ce n'est pas le cas maintenant, mais c'est l'impression qu'ont certains. Nous savons que notre mode de vie est utile non seulement pour nous, mais pour toute la communauté à cause de tous les aspects que j'ai mentionnés tantôt. C'est à cause de cela que le secteur privé accepte de nous aider ou qu'il s'intéresse à ce que nous faisons. C'est quelque chose de très nouveau parce, auparavant, que les gens comprenaient très mal ce qu'étaient les coopératives de logement. Je n'insisterai pas là-dessus.

M. Alcock: Pour ce qui est de collaborer avec les investisseurs privés, je dis toujours qu'il y a un groupe de gens et que si nous mettons en commun leurs allocations de logement, cela nous donnera des capitaux que nous pourrions utiliser pour construire une coopérative.

[Texte]

Ms Bayliss: We haven't got that far. We're giving them the facility first. The whole change-over process will be a slow one, because we may even have to put people into these new places who have never had to seek help. We don't know. We're developing them with the idea of being housing cooperatives run by the people who live in them, and that's how it pays back what we put in.

[Traduction]

Mme Bayliss: Nous ne sommes pas allés jusque là. Nous mettons d'abord les logements à leur disposition. La transformation prendra du temps parce que nous devrons peut-être même offrir certains de ces nouveaux logements à des gens qui n'avaient jamais eu à demander de l'aide. Nous ne le savons pas encore. Notre objectif est de créer des coopératives de logement administrées par les résidents eux-mêmes, et c'est comme cela que nous recueillons le fruit de nos investissements.

• 1640

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much.

I will now move over to the official opposition. Mr. Dubé.

Mr. Dubé: C'est moi qui vais poser la question. Je vais d'abord remercier M^{me} Bayliss d'avoir cité en exemple la ville de Lévis dans le secteur qui nous occupe. Étant le député de Lévis, vous m'en voyez très heureux.

C'est, en effet, le lieu où a été fondé le Mouvement des Caisses populaires Desjardins, ce qui a entraîné la création d'autres types de coopératives dans ce secteur.

Ajoutons une note d'humour. Il semble qu'il y a une rumeur qui circule au Parlement pour expliquer que le logement social a été oublié. Cet oubli daterait de la restructuration des ministères effectuée par M^{me} Campbell qui, en voulant diminuer l'envergure des ministères, aurait omis de rattacher le logement social à l'un d'eux. Les élections ayant été déclenchées immédiatement après et les Libéraux ayant été élus, on n'aurait pas eu le temps de redresser la situation. Ce n'est toutefois qu'une rumeur.

Vous avez raison, je crois, de préconiser le retour à de plus forts investissements dans le logement coopératif. Comme le nouveau gouvernement libéral a mis sur pied un programme qui doit servir d'infrastructure à la création d'emplois, il pourrait faire de même pour le domaine du logement social. Les effets ne toucheraient pas seulement le logement social, mais permettraient également la création d'emplois. Des personnes du secteur de la construction nous ont dit ce matin que, comme bien d'autres secteurs, le leur connaît actuellement une pénurie d'emplois.

Au Québec, on dit toujours que, pour mesurer l'état de l'économie, on n'a qu'à mesurer celui de la construction. On dit tout le temps: Tant va la construction, tant va l'économie. C'est sûrement la même chose ici.

Vous avez utilisé des arguments auxquels j'acquiesce. Par exemple, dans le domaine du logement social, on sait qu'il existe des HLM d'ordre public. Chez nous, les trois paliers y sont mêlés: le fédéral, le provincial et le municipal. Pour avoir travaillé dans le cadre d'une municipalité, je sais que parfois on se renvoie la balle d'un palier à l'autre. Et comme tout ce monde dépense, la gestion n'est pas toujours rigoureuse.

Dans le domaine des coopératives, les groupes de citoyens qui les gèrent ont tout intérêt à le mieux faire. Au moment de la construction, ils vont voir à ce que le coût en soit le plus bas possible. Par la suite, lors de l'occupation de l'immeuble, ils se considèrent comme des propriétaires, ils en ont l'instinct et ont le goût que ce soit le mieux géré possible.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup.

Je passe maintenant à l'opposition officielle. M. Dubé.

Mr. Dubé: I have a question. First, I wish to thank Ms. Bayliss for having mentioned Lévis in reference to this area. I am very pleased as I am the member for Lévis.

Lévis was the birthplace of the Mouvement des Caisses populaires Desjardins, which led to the creation of other types of cooperatives in the same sector.

On a humorous note, it seems that there is a rumour going around Parliament to explain why social housing was left out. This omission would date back to the restructuring of government departments made by Ms Campbell who simply forgot to attach social housing to a department when she wanted to reduce the size of the government. Since an election was called shortly after and the Liberals were elected, there was no time to rectify the situation. However, that is just a rumour.

I think that you are right to promote a return to larger investments in cooperative housing. Since the new liberal government has developed an infrastructure program to create jobs, the same could be done for social housing. This would have an impact not only on social housing, but also on job creation. People from the building industry told us this morning that there were now fewer jobs in their sector as in many others.

In Quebec, we always say that you can judge the condition of the economy by that of the building industry. We always say that as goes the building industry, so goes the economy. It must be the same here.

I am in agreement with some of your arguments. For instance, we know that there are public low rental social housing units. In Quebec, all three government levels are involved, the federal, the provincial and the municipal. I have myself worked for a municipality and I know that the various government levels sometimes try to pass the buck to someone else. And as everyone is spending money, the management is not always very careful.

In the case of housing cooperatives, it is in the interest of the residents who manage them to do it better. During construction, they will ensure that the costs will be as low as possible. Afterwards, when the building is occupied, they see themselves as owners and they have the instinct and the desire to manage it as well as they can.

[Text]

Comme vous l'avez dit, je pense qu'il vaudrait la peine d'insister sur les retombées économiques du logement social et non pas seulement sur les retombées sociales. Je parle des retombées économiques concrètes que peut entraîner le logement social. Vos affirmations vont permettre d'insister pour que, dans le rapport du Comité du développement des ressources humaines, on traite du logement social comme devant être une préoccupation importante, ainsi que vous l'avez fait. On ne l'avait pas prévu, mais nous aurons sûrement un allié en M^{me} Augustine pour le proposer. Vous avez bien fait de souligner ces aspects. Merci.

The Vice-Chair (Ms Minna): Did you want to comment, Ms Bayliss?

Ms Bayliss: Yes, there were a couple of things I'd like to say.

M. Dubé: En tout cas, le Bloc québécois serait d'accord.

Ms Bayliss: Sorry, I missed that.

The Vice-Chair (Ms Minna): He's in agreement with you. Go ahead.

Ms Bayliss: I would like to say for the record that the housing co-ops that are in existence now were developed under a federal housing co-op program that was actually instigated by the Liberals in a new form in 1978. Much to our horror it was cancelled in the budget of 1992, and no new codes have been developed since then. It's absolutely unfathomable to us why this has happened, but it did, and this is why we are fighting the good fight across every part of Canada.

In terms of tackling employment, each co-op unit provides two full-time jobs, so there is the influx of that money into a community. The whole benefit involves not just housing, but we're also talking about feeding families and we're talking about appreciation and self-esteem and everything that goes with that whole thing.

As I said in my presentation, security is freedom and freedom is choices. Security at the moment is something that not many of us have. I know that having seen the development of people living in my housing co-op, where I'm on the board and have been since the beginning... I know I am sitting on a board responsible for a \$2.5 million mortgage. We're on prime real estate downtown; it was not prime when we moved in. I know there are landowners and property developers who would very much like it to be reconverted to a privately run apartment because it's a beautiful place. We have a yard, we have underground parking, we have all our own facilities. We're very proud of this. We're very aware that not only are we following a lifestyle choice and a family-and community-style choice, we're running a huge business and that makes...

[Translation]

As you've said, I believe that it would be useful to emphasize the economic impact of social housing and not only its social impact. I am talking about the concrete economic fallout of social housing. Your comments create an opportunity to emphasize that the report of the Committee on the Development of Human Resources should point out that social housing has to be a major concern, as you have pointed out. We had not expected it, but we have probably found an ally in Ms. Augustine to suggest it. You were right to emphasize these points. Thank you.

La vice-présidente (Mme Minna): Voulez-vous ajouter quelque chose, madame Bayliss?

Mme Bayliss: Oui, il y a certaines choses que je voudrais dire.

Mr. Dubé: In any case, the Bloc Québécois would be in agreement.

Mme Bayliss: Je regrette, mais je n'ai pas saisi ce que vous venez de dire.

La vice-présidente (Mme Minna): Il est d'accord avec vous. Allez-y.

Mme Bayliss: Je voudrais dire que les coopératives de logement que nous avons maintenant ont été créées dans le cadre d'un programme de logements coopératifs du gouvernement fédéral qui avait été mis sur pied par les libéraux sous une nouvelle forme en 1978. Nous avons été horrifiés de voir que ce programme avait été supprimé dans le budget de 1992 et qu'aucune nouvelle coopérative n'a été mise sur pied depuis. Nous n'arrivons vraiment pas à comprendre pourquoi, mais c'est ce qui est arrivé et c'est pour cela que nous continuons à lutter dans toutes les régions du Canada.

Pour ce qui est de l'emploi, chaque unité de logement coopératif fournit deux emplois à plein temps, ce qui veut donc dire un apport d'argent pour la communauté. Cela permet non seulement d'avoir de nouvelles unités de logement, mais cela permet aussi de nourrir des familles et de donner aux participants un sentiment de fierté et de satisfaction personnelles.

Comme je l'ai dit dans mon exposé, la sécurité donne la liberté et la liberté, c'est pouvoir choisir. À l'heure actuelle, il n'y a pas tellement de gens qui ont la sécurité. J'ai vu moi-même ce qui arrive à ceux qui habitent dans ma coopérative de logement, puisque je fais partie du conseil d'administration depuis le début... Je fais partie d'un conseil d'administration qui doit payer une hypothèque de 2,5 millions de dollars. Nos logements ont été construits sur des terrains très en demande dans le centre-ville, mais ils n'étaient pas en demande quand nous avons emménagé. Je sais qu'il y a maintenant bon nombre de propriétaires de terrains et de promoteurs immobiliers qui voudraient reconvertis notre immeuble en appartements privés parce qu'il est vraiment très beau. Nous avons une cour, un garage au sous-sol et tous les services nécessaires. Nous en sommes très fiers. Nous savons très bien que nous avons non seulement un mode de vie différent qui est axé sur la famille et la communauté, mais aussi une grande entreprise et cela fait...

[Texte]

[Traduction]

• 1645

People who move in there sometimes can't even write a cheque. Believe me, by the time they've been on the board two or three years, a financial argument with them is something to behold. Learning goes on because it's your place and you have that responsibility. I think this is why the long-term aspect of social housing—if we have to call it that—is so important to Canada as an alternative, as a permanent, thriving, renewable resource as a housing provision.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you.

I'd like to now move over to the Reform Party. Mr. Breitkreuz did you have a question?

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much for your presentation. I found it very interesting. I was going through it, trying to get a handle on the numbers. Have you ever done any number crunching to find out how much money this would save overall, or is that something—

Ms Bayliss: We have done it, but I kind of toyed with whether or not I should do so in this presentation, especially when I knew the time I was going to be on. It was an hour and a half later than... I thought, these poor people. This is not an excuse; this is a reality. But the figures are available from our office in Ottawa. I can leave my card and if you want information it can be forwarded to you.

The Vice-Chair (Ms Minna): That would be helpful.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): It might be very helpful for you to submit them along with whatever other presentations you may submit in the written form. I would find it very interesting because we are of course interested in saving money. If things can be run more efficiently and better in another way, we would appreciate knowing it.

Ms Bayliss: The co-op way of housing is a much more efficient way. It is 25-year proven way to save money. If you're going to provide social housing, this is the way to do it. But we know also that not everybody who's looking for a place to live wants to live in a co-op, because it is a lifestyle choice. It's very different. Not many people want to be involved in the running of the place. They just want things to be done, they want to pay their rent, and that's it.

For people who are vulnerable, who are suddenly single, whose children have grown up and left home, or who are new into the market of housing on their own, it's a wonderful place to live because it empowers you. I hate that word and I apologize for using it, but it does make you aware of your own capabilities and this reflects into your community. These are not platitudes. This is what really happens.

Sorry, I'm on my soapbox here.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): We appreciate your approach of bringing everything to the table. I agree with it. We should be reviewing everything that government is doing here, I suppose.

Ceux qui emménagent dans le complexe ne peuvent parfois même pas écrire un chèque. Je peux vous dire que, après avoir fait partie du conseil d'administration pendant deux ou trois ans, ils peuvent facilement tenir leur bout dans une discussion financière. Les membres de la coopérative continuent toujours à apprendre parce que les logements leur appartiennent et ils en sont responsables. À mon avis, c'est pour cela que le logement social, s'il faut l'appeler ainsi, est une option tellement importante à long terme pour le Canada puisqu'il offre une ressource renouvelable permanente et en plein essor en même temps que des logements.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci.

Je vais maintenant donner la parole au Parti réformiste. Avez-vous une question, monsieur Breitkreuz?

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup de votre exposé. Je l'ai trouvé très intéressant. J'essayaient de comprendre les chiffres en le parcourant. Avez-vous déjà essayé de voir combien d'argent cela peut économiser au total ou est-ce une chose...

Mme Bayliss: Nous l'avons fait, mais je me suis demandé si c'était une bonne chose d'en parler dans mon exposé aujourd'hui, surtout quand j'ai su à quelle heure nous allions passer. C'était une heure et demie plus tard que... Je me suis apitoyée sur votre sort. Ce n'est pas une excuse; c'est un fait. De toute façon, vous pouvez obtenir les chiffres en vous adressant à notre bureau à Ottawa. Je peux vous laisser ma carte et vous pourrez obtenir les renseignements si vous le voulez.

La vice-présidente (Mme Minna): Ce serait utile.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Ce serait très utile que vous nous remettiez ces renseignements en même temps que les autres mémoires que vous voudrez peut-être présenter sous forme écrite. Cela m'intéresserait beaucoup parce que, bien sûr, nous cherchons à économiser. Si l'on peut faire mieux et de façon plus efficace autrement, nous voudrions le savoir.

Mme Bayliss: Le système de logement coopératif est beaucoup plus efficace que les autres. Cela fait 25 ans que nous prouvons qu'on peut économiser de cette façon. C'est vraiment la meilleure façon de fournir des logements sociaux. Par ailleurs, nous savons que ce n'est pas tout le monde qui est prêt à habiter dans une coopérative, parce que c'est un mode de vie très différent. Il n'y a pas tellement de gens qui sont prêts à participer à l'administration de la coopérative. Certains préfèrent que tout soit fait pour eux et qu'ils n'aient qu'à payer leur loyer.

Pour des gens vulnérables, qui se trouvent tout à coup sans conjoint, ou dont les enfants ont grandi et quitté la maison, ou encore qui se cherchent un logement pour la première fois, vivre dans une coopérative de logement est merveilleux parce que cela les responsabilise. Je déteste ce mot et je m'excuse de l'employer, mais le fait d'habiter une coopérative permet aux gens de voir ce qu'ils peuvent faire et cela a ensuite des retombées sur la communauté. Ce ne sont pas des platitudes. C'est un fait.

Je m'excuse, mais je suis lancée sur mon dada.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Nous aimons bien votre façon de discuter de tout au grand jour. Je suis d'accord avec vous. Nous devrions nous-même examiner tout ce que fait le gouvernement, j'imagine.

[Text]

How does this tie together with what CMHC is doing? Could you explain it briefly? Is this an alternative to what CMHC does?

Ms Bayliss: It will be difficult for me to give a definitive answer on that. At the moment, CHF is in consultation with CMHC because they too are also having to reorganize and are having to relook at their way of doing things. Although we are in constant touch with them and are actually on very, very good terms with them—they have been enormously helpful—there are some basic misunderstandings...well, not misunderstandings but just a different approach that we continuously seem to have to iron out.

It's difficult for me to give you a clear-cut answer because I can't. We do have a lot of support from CMHC. The staff people we work with all across the country, at various levels, of course, are all very frustrated by the fact there is now no federal housing program. They say how efficient it was, especially the co-ops that were developed. The nickname for them is ILM co-ops. ILM means "index-linked mortgage", which was a new way of financing housing co-ops developed through CHF Canada. It means there's a much clearer, more fair distribution of paying back our debts. It makes it a lot more efficient for the co-op to run well, in the meantime. You're not overloaded at the beginning just when you need the money. This might be interesting for you to look at, too, because over the long term index-linked mortgage seems to be a very efficient way of producing financing for housing.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much for your presentation.

• 1650

Ms Augustine: I'm just going to put in a last word. I think what you have brought to the table is tremendously important. People were caught in difficult socio-economic situations, people were really struggling, but housing is really the biggest... Shelter needs are the most important needs, especially to families. So what you've brought before us...

I just want to underscore that, because I've been getting some disciples here, one by one. I haven't got around to the Reform yet, but we're making the round of the table... to say we can't have this discussion without discussing the shelter needs of individuals.

Various presentations have brought that out. People have mentioned it to the side. Others have mentioned it right on. It's a very important discussion that has taken place here today, and I feel your words are affirmation.

But I'll ask one small question. If you had to speak to the minister today and you got the answer that we have no new money and there is no way we as a government could get into housing programs, what would be some of your innovative partnership, cooperative kinds of things? What would you say to him in the light of modes of operating without a lot of dollars on the table?

[Translation]

Comment cela se rattache-t-il à ce que fait la SCHL? Pouvez-vous l'expliquer brièvement? Est-ce quelque chose de différent de ce que fait la SCHL?

Mme Bayliss: J'aurai du mal à vous donner une réponse catégorique. La FCL et la SCHL sont maintenant en train de se consulter parce que la SCHL doit aussi réorganiser ses activités et repenser ses méthodes. Nous sommes constamment en contact avec la SCHL et nous avons d'excellents rapports avec elle—and elle nous a beaucoup aidés—mais il y a eu des malentendus importants... ou peut-être pas des malentendus, mais des différences d'orientation et nous devons constamment mettre les choses au point.

Je ne peux donc vraiment pas vous donner une réponse catégorique. La SCHL nous aide beaucoup. Les employés de la SCHL avec qui nous travaillons un peu partout dans le pays sont tous très frustrés à l'heure actuelle parce qu'il n'y a pas de programme de logement fédéral. Ils disent que ce programme était très efficace, surtout pour les coopératives. Ils regrettent les coopératives PHI, c'est-à-dire à prêt hypothécaire indexé. C'était une nouvelle façon de financer les coopératives de logement mise au point par le FCL du Canada. Cela nous permettait de rembourser notre dette selon un programme beaucoup plus clair et plus équitable. Cela facilite aussi l'administration efficace de la coopérative puisque les frais ne sont pas excessifs au départ quand la coopérative a le plus besoin d'argent. Ce serait peut-être aussi une chose que vous pourriez examiner parce que les prêts hypothécaires indexés semblent être une excellente façon à long terme de produire le financement nécessaire pour le logement.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup de votre exposé.

Mme Augustine: J'aimerais ajouter un dernier mot. Il me semble que ce que vous avez présenté est extrêmement important. Des gens se trouvaient dans des situations socio-économiques difficiles, ils étaient vraiment aux abois, et le logement est vraiment le plus gros... Les besoins en logement sont les plus importants, surtout dans le cas des familles. C'est pourquoi ce que vous nous avez dit...

Je veux seulement le souligner, parce que j'ai reçu des appuis ici, l'un après l'autre. Je ne me suis pas encore adressée au Parti réformiste, mais nous faisons un tour de table... Tout cela pour dire que nous ne pouvons pas traiter de cette question sans aborder les besoins en logement des individus.

On l'a signalé dans différents exposés. Certains l'ont mentionné accessoirement. D'autres sont allés droit au but. Nous avons eu ici aujourd'hui une discussion très importante, et je pense que vos propos le confirment.

J'aimerais néanmoins poser une petite question. Si vous deviez parler au ministre aujourd'hui et qu'il vous répondait que nous n'avons plus d'argent et qu'il n'y a aucun moyen pour le gouvernement d'entreprendre des programmes de logement, quels seraient les formules innovatrices de partenariat, de coopération auxquelles vous songeriez? Que lui diriez-vous qu'il est possible de faire quand on dispose de très peu d'argent?

[Texte]

[Traduction]

Ms Bayliss: We accepted that...a few little crumbs were handed out to us in the last budget, when what was left over from the RAP program could be used for co-op housing. We were very pleased to hear that had been put in there. We talked to Mr. Dingwall and he was very supportive. He has relatives and all kinds of people in housing co-ops. So we did feel we were on safe ground. We were very realistic that he can't produce money like a rabbit out of a hat. We know that. We were content to use those extra dollars left over from the RAP program in the short term.

But quite seriously, the proposals I've mentioned here today and the sharing program between the public and the private sectors...that is definitely a realistic way to go. But there has to be, as you were saying... I can't say it strongly enough. I can't understand why housing wasn't covered more in the green discussion paper. I was horrified, because housing is a basic need. We're talking about Canada. Most people in Canada are cold in the winter. They have to have a house, have somewhere to live. So it isn't a wingy political idea. This is a fact of life that has to be faced.

If we can do it through the co-op program, if another one were introduced, then let's do it, because it's more efficient, it produces healthy citizens in every way, and it gives you a long-term investment in property, which we all... No matter what political party you're in, you have to accept it is true.

The Vice-Chair (Ms Minna): Ms Bayliss, thank you so much for your presentation.

Our next group is from the P.E.I. Literacy Alliance, Heather Irving, chair, and Dianne Morrow, executive director.

Welcome. Start whenever you're ready.

Ms Heather Irving (Chair, P.E.I. Literacy Alliance): Thank you very much. We're looking forward to this opportunity to present today.

I'd like to make some introductions. Edith Perry is a researcher-writer, as is Therese Mair. Mait MacIsaac is the author of *Parents as Reading Partners*. Dianne Morrow is executive director and Grant Brooks is a board member and learner. I'm Heather Irving, chair of the Literacy Alliance.

In the interest of time, we'll be presenting only highlights of the document that you have in front of you.

The P.E.I. Literacy Alliance represents people who have a direct stake in social security programs. We're an umbrella organization with 23 member groups. We're very happy to be able to provide an avenue for P.E.I. adult literacy education learners and workers to voice their opinions at these hearings.

Mme Bayliss: Nous nous y sommes résignés... Quelques miettes nous ont été accordées dans le dernier budget, quand on nous a dit que l'excédent du programme RAP pouvait servir à des coopératives de logement. Nous avons été très heureux d'apprendre que cela avait été prévu. Nous allons parler à M. Dingwall et il nous a beaucoup appuyé. Il a des parents et de nombreuses connaissances qui vivent dans des coopératives d'habitation. Nous avons donc vraiment eu l'impression d'être sur la bonne voie. Nous comprenions très bien qu'il ne peut pas faire jaillir de l'argent comme par magie. Nous le savons. Nous étions satisfaits de pouvoir utiliser cet excédent du programme RAP à court terme.

Mais sérieusement, les propositions que j'ai exposées ici aujourd'hui de même que le programme de partage entre les secteurs publics et privés... C'est certainement une solution réaliste. Mais il doit y avoir, comme vous le disiez... Je ne le répéterai jamais assez. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi il n'a pas été davantage question du logement dans le document de travail. J'étais sidérée, étant donné que le logement est un besoin essentiel. Nous vivons au Canada. Or au Canada il fait froid presque partout en hiver. Il faut avoir un toit, quelque part où vivre. Ce n'est donc pas une idée farfelue. C'est une réalité dont il faut bien tenir compte.

Si nous pouvons y arriver par le programme de coopérative d'habitation, si un autre était mis en place, n'hésitez pas, parce que c'est plus efficace, cela contribue au bien-être des citoyens à tous les égards, sans compter qu'on investit ainsi à long terme dans l'immobilier, ce que nous tous... Peu importe le parti politique auquel on adhère, il faut bien reconnaître que c'est vrai.

La vice-présidente (Mme Minna): Mme Bayliss, merci beaucoup pour votre exposé.

Nous accueillons maintenant Mme Heather Irving, présidente, de la P.E.I. Literacy Alliance et Dianne Morrow, directrice générale.

Bienvenue, vous avez la parole.

Mme Heather Irving (présidente, P.E.I. Literacy Alliance): Merci beaucoup. Nous sommes très heureuses de pouvoir faire cet exposé aujourd'hui.

J'aimerais d'abord faire quelques présentations. Edith Perry est attachée de recherche et rédactrice, tout comme Therese Mair. Mait MacIsaac est l'auteur de *Parents as Reading Partners*. Dianne Morrow est directrice générale et Grant Brooks est membre du Conseil exécutif et apprenante. Je m'appelle Heather Irving, présidente de notre association.

• 1655

Comme le temps presse, nous allons présenter seulement les grandes lignes du document que vous avez devant vous.

La P.E.I. Literacy Alliance représente des gens que les programmes de sécurité sociale intéressent directement. Notre organisme-cadre regroupe 23 associations. Nous sommes très heureux d'avoir l'occasion d'offrir aux apprenants et aux alphabétiseurs des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes de l'Île-du-Prince-Édouard l'occasion de présenter leur opinion au cours des audiences du Comité.

[Text]

It is after consultation with learners and workers that we present to you some recommendations for how social security reform can better meet the needs of literacy learners and workers on P.E.I.

Today we'll present the main concerns brought forth by both literacy workers and learners regarding the current programs running on P.E.I. Some of the issues brought up for discussion in the green paper will be reviewed; as well, recommendations for change will be put forward.

We are pleased that literacy issues are raised in the green paper and that the principle of lifelong learning is endorsed. The paper also recognizes the fact that 42% of adult Canadians have literacy needs. However, we're afraid that social security reform is a mask for deficit reduction. Because of the planned cuts to social programs, we fear that literacy programs are threatened.

We hope that through this presentation you will more clearly understand the needs and issues of those we represent. We also hope that the government will take these into consideration when making the changes necessary to meet better the social needs of all Canadians.

The needs and issues fall into three categories: funding, programming, and accessibility.

Mr. Grant Brooks (Board Member, P.E.I. Literacy Alliance): Number one: short terms, unpredictable funding. At the moment, most government-funded literacy programs have to be applied for on a yearly or semi-yearly basis. Literacy workers say that it takes a lot of time, research, and energy to get the funding. Having to apply for funding every year does not give workers a sense of security. Also, the unpredictability of not knowing if a program will be offered the next year does not give learners confidence in their efforts to educate themselves.

In the words of one literacy worker:

You have to know an awful lot of Yoga positions in order to satisfy all of the requirements... You're almost developing a program to satisfy the requirements of how you are going to get the money rather than the money coming down to help support a program you know has been successful.

Number two: financial aid for learners. Both literacy workers and learners expressed the concern that financial aid for learners was unequal and sometimes not enough. Whether provided as training allowances or expense money, financial support is often very necessary for learners to allow them to upgrade their education.

Number three: user fees. One of the conclusions reached in the green paper is the following:

[Translation]

C'est après avoir consulté les apprenants et les alphabétiseurs que nous vous présentons des recommandations quant à la façon dont la réforme de la sécurité sociale pourra le mieux répondre aux besoins des apprenants et des alphabétiseurs de l'Île-du-Prince-Édouard.

Aujourd'hui, nous vous présenterons les grands sujets de préoccupation qu'ils ont signalés au sujet des programmes actuellement en place dans l'Île-du-Prince-Édouard. Nous aborderons certains points dont il est aussi question dans le document d'étude; nous proposerons en outre des recommandations de changements.

Nous sommes heureux que la question de l'alphabétisation soit soulevée dans le document d'étude et qu'on y souscrive au principe de l'acquisition continue du savoir comme mode de vie. Les auteurs du document reconnaissent aussi que 42 p. 100 des Canadiens d'âge adulte ont des besoins en matière d'alphabétisation. Toutefois, nous craignons que la réforme des programmes de sécurité sociale soit un prétexte pour réduire le déficit. Étant donné les compressions prévues des dépenses au titre des programmes sociaux, nous craignons que les programmes d'alphabétisation ne soient manacés.

Nous espérons qu'après avoir entendu le présent exposé, vous comprendrez mieux les besoins et les sujets de préoccupation de ceux que nous représentons. Nous espérons également que le gouvernement en tiendra compte quand il apportera les changements nécessaires pour mieux répondre aux besoins sociaux de tous les Canadiens.

Les besoins et les sujets de préoccupation entrent dans trois catégories: le financement, la programmation et l'accessibilité.

M. Grant Brooks (membre du Conseil exécutif, P.E.I. Literacy Alliance): D'abord: la question du financement à court terme et de son imprévisibilité. Actuellement, les demandes de financement pour la plupart des programmes d'alphabétisation financés par des fonds gouvernementaux doivent être soumises annuellement ou semestriellement. Les alphabétiseurs nous disent qu'il faut beaucoup de temps, d'efforts de recherche et d'énergie pour obtenir du financement. Le fait d'avoir à soumettre une demande chaque année ne donne pas aux alphabétiseurs un sentiment de sécurité. En outre, comme les apprenants ne savent pas si un programme donné sera encore offert l'année suivante, ils n'ont guère de raisons de croire que leurs efforts mèneront à quelque chose.

Comme le disait un alphabétiseur:

Il faut se livrer à toutes sortes d'acrobaties pour répondre à toutes les attentes... On en arrive presque à concevoir un programme dans le but de répondre aux exigences établies pour obtenir l'argent alors qu'il faudrait plutôt que les fonds soient fournis pour contribuer à soutenir un programme dont l'efficacité est déjà reconnue.

Deuxièmement: l'aide financière accordée aux apprenants. Tant les apprenants que les alphabétiseurs estiment que l'aide fournie aux apprenants n'est pas accordée de façon équitable et qu'elle est parfois insuffisante. Qu'il s'agisse d'une allocation de formation ou d'une allocation pour frais, il est souvent tout à fait essentiel que les apprenants bénéficient d'un soutien financier pour être en mesure de perfectionner leurs connaissances.

Troisièmement: les frais d'utilisation. Voici l'une des conclusions qu'on tire dans le document d'étude.

[Texte]

We know that training programs that require the students to put in some of their own money work better than when students make no investment of their own.

This statement directly concerns the people we represent in this report. People who are on UI or who are receiving social assistance do not have any extra money to pay for education.

This statement from the green paper also makes the assumption that unless an investment by learners is a monetary one, it is not seen as investment at all. This deduction deducts the time and energy learners invest in attending training programs.

[Traduction]

Nous savons que les programmes de formation exigeant un apport financier des participants donnent de meilleurs résultats que ceux où il n'y a aucun investissement personnel de leur part.

Cette affirmation préoccupe ceux que nous représentons. Les prestataires de l'assurance-chômage ou de l'assistance sociale ne disposent pas d'argent pour payer des études.

Cette affirmation du document d'étude donne aussi à entendre qu'un apprenant qui n'investit pas d'argent dans ses études n'y investit rien du tout. Cela fait abstraction du temps et des efforts que les apprenants consacrent à ces programmes de formation.

• 1700

Number four is general lack of funding. One worker said that programs are always being cut back so providers are always having to try to provide a good quality program with less money for instructors and researchers.

Ms Dianne Morrow (Executive Director, P.E.I. Literacy Alliance): The next general area is programming.

Number one is length of time and scheduling. Literacy workers say that the length of time programs are funded is being cut back. This is causing a number of difficulties. As one learner wisely asked, would you keep going to a store that opens at a different time every day on a different day every week?

Number two is holistic programming. Our research indicates that successful programs are those that look at the whole person. Such programs teach stress management, health, fitness, parenting, budgeting, communications, and workplace skills.

Some excellent holistic programs are now being piloted here on little, tiny Prince Edward Island. Two examples are the Parents as Reading Partners program and the GOAL program. Beside me is Mait MacIssac, the author of the Parents as Reading Partners program, who came into the office today with a surprise he received in a class in eastern P.E.I., so I asked him to come and share that.

Mr. Maitland MacIssac (P.E.I. Literacy Alliance): I've been a school administrator for about the past 30 years and have been seconded into the community by the Prince Edward Island Literacy Alliance because of my belief in family literacy. For 30 years I've seen too much pain on the part of children and parents and so made a decision that we have to move quickly in literacy for children to folks who are 99 years old. We have to look at it holistically because when you take a look at learning, simple process learning, which the program I'm involved with is predicated on, is consistent. A 3-year-old learning to print, a 10-year-old learning to write, and a 33-year-old learning to write is the same thing. The process remains consistent.

Quatrièmement, l'insuffisance généralisée de financement. Selon un alphabétiseur, les programmes faisant sans cesse l'objet de réduction des dépenses, les enseignants de même que les attachés de recherche doivent tout le temps essayer d'offrir un programme de bonne qualité tout en disposant de moins d'argent.

Mme Diane Morrow (directrice générale, P.E.I. Literacy Alliance): L'autre question d'ordre général est celle de la programmation.

Premièrement, parlons de la durée des programmes et de l'horaire des cours. Selon les alphabétiseurs, la durée du financement des programmes diminue. Il en résulte bien des difficultés. Comme un apprenant le faisait remarquer très justement, continueriez-vous de fréquenter un magasin dont les heures ou les jours d'ouverture changeraienr chaque semaine?

Deuxièmement, la programmation holistique. Les recherches que nous avons effectuées font ressortir que les programmes qui donnent des résultats sont ceux qui tiennent compte de l'ensemble de la personne. Dans ces programmes, on donne des cours sur la gestion du stress, la santé, la condition physique, l'art d'être parent, la façon d'établir un budget, les communications et les compétences professionnelles.

Ici, dans cette toute petite île qu'est l'Île-du-Prince-Édouard, on a lancé des projets pilotes où l'on offre d'excellents programmes holistiques. Mentionnons par exemple le programme Parents as Reading Partners et le programme Goal. J'ai à mes côtés Mait MacIssac, auteur du programme Parents as Reading Partners, qui est arrivé au bureau aujourd'hui avec une surprise qu'en lui a remise dans une classe de l'est de l'Île-du-Prince-Édouard, et je l'ai invité à venir nous parler.

M. Maitland MacIssac (P.E.I. Literacy Alliance): Je suis administrateur d'école depuis une trentaine d'années et la Prince Edward Island Literacy Alliance m'a détaché auprès de la collectivité parce que je crois à l'alphabétisation des familles. Depuis 30 ans, j'ai vu souffrir tant d'enfants et de parents que j'ai décidé que nous devions agir rapidement pour alphabétiser tout le monde, des enfants jusqu'aux gens qui ont 99 ans. Il faut adopter une approche holistique, parce qu'en matière d'apprentissage, le processus même d'apprentissage, sur lequel repose le programme auquel je participe, est constant. Un enfant de trois ans qui apprend à reconnaître les lettres, un enfant de dix ans qui apprend à écrire et un adulte de 33 ans qui apprend à écrire, c'est la même chose. Le processus d'apprentissage demeure le même.

[Text]

I've had a terrific day, and I think maybe you need to hear that. I've had a terrific day for three reasons. I got a call this morning from a group in Quebec who want to become involved in this community-based program of literacy, the Parents as Reading Partners program.

I was involved last night with a group of people regarding the preschool component. I work with about four or five groups of adults. I want to share with you today something that happened.

I greatly believe that we must move literacy to the next generation and basically view people as resources as opposed to deficits, and that above all we should give people hope and view literacy primarily as health and well-being.

The group I work with consists of 10 really neat people I've been working with for the past three months. I walked into the program as a researcher in development, and these people have become my teachers. We go through a session every day. When I first met them about three months ago, I said to them, one of the things I want you to begin to look at are major goals in your life as they relate to this opportunity for learning.

They came up to me today and gave me their gift. Once in a while a teacher has some magic happen to them and that's what happened to me today. This is their goal, and I want to take just one minute to share what they've told me about why they're in the program I'm involved with. For you visual learners, this is a break.

This person at the top entered the program. She was about 35 to 40 years old. Here is the little balance scale. She said, I came into this program and was very negative in my thinking. I didn't think very much of me. I'm dealing with an awful lot of issues in my life. I recognize that what you want to give in this program is opportunities for me to view myself and the resources I have within me. I want to have a healthy balance between me, the real person with the issues in my life, and me, the person who has resources and gifts to give.

This person said, I came into this program and recognized that I had a tremendous amount of issues to deal with in my life. I want to be victorious over those issues, recognizing what they are. I want to be on top of them and manage my life better because of what's happening to me here.

This person here said, I want to become a better listener because I need to hear what's good about me. I've spent most of my life hearing what isn't very good about me, so my ear represents me and listening to me as a person.

This person said, most of my days have been spent in avoiding real life, and what I want to learn from this program and my goal is to value each day because I'm paying a day of my life for it. It's really important because I'm important.

[Translation]

C'est pour moi une excellente journée et j'ai pensé qu'il serait bon que vous sachiez pourquoi. C'est pour moi une excellente journée, pour trois raisons. J'ai reçu un appel ce matin d'un groupe du Québec qui veut participer à ce programme communautaire d'alphabétisation, le programme Parents as Reading Partners.

J'ai rencontré hier soir un groupe de gens qui s'occupent du volet préscolaire. Je travaille avec quatre ou cinq groupes d'adultes. J'aimerais vous parler aujourd'hui de quelque chose qui s'est passé.

Je crois fermement que nous devons faire en sorte que l'alphabétisation touche la génération suivante et voir les gens comme des ressources et non pas comme des déficits, et que d'abord et avant tout nous devrions donner espoir aux gens et considérer l'alphabétisation comme un facteur de santé et de bien-être.

Le groupe avec lequel je travaille depuis trois mois est composé de dix personnes vraiment formidables. J'ai d'abord travaillé à ce programme à titre de chercheur en matière de développement, et ces gens-là m'ont beaucoup appris. Nous avons une séance quotidienne. Quand je les ai rencontrés pour la première fois, il y a environ trois mois, je leur ai dit que je souhaitais qu'ils commencent à songer à se fixer de grands buts dans leur vie eu égard à cette possibilité d'apprentissage.

Ils sont venus aujourd'hui et m'ont apporté leur présent. Il arrive de temps à autre qu'un enseignant vive un moment magique et c'est ce qui m'est arrivé aujourd'hui. C'est leur but, et je voudrais prendre un bref instant pour vous faire part des raisons qu'ils m'ont donnée pour leur participation au programme auquel je travaille. Pour les apprenants visuels, c'est une pause.

Cette personne ici en haut s'est inscrite au programme. Elle avait environ 35 ou 40 ans. Voici la petite balance. Elle disait: «Je me suis inscrite à ce programme et j'avais une attitude très négative. Je n'avais pas une très haute opinion de moi. J'ai d'énormes difficultés personnelles. Je comprends que ce que vous voulez offrir par ce programme c'est la possibilité de me connaître moi-même et de voir les ressources qui sont en moi. Je souhaite bien équilibrer, d'une part, le plateau de la balance où il y a la vraie personne que je suis et qui a ses difficultés dans la vie et, de l'autre, le plateau où se trouve l'autre personne que je suis et qui a des ressources et des talents à offrir.»

Cette personne a dit: «Je me suis inscrite au programme et j'ai compris que j'avais énormément de problèmes à régler dans ma vie. Je veux vaincre ces problèmes en prenant conscience. Je veux les surmonter et mener mieux ma vie grâce à ce qui m'arrive ici.»

• 1705

Cette personne-ci a dit: «Je veux parvenir à mieux écouter parce que j'ai besoin d'entendre dire ce qu'il y a de bon à mon sujet. J'ai passé la plus grande partie de ma vie à entendre ce qui n'allait pas avec moi, c'est pourquoi mon oreille est une représentation de moi et du fait de m'écouter en tant que personne.»

Cette personne-ci a dit: «J'ai passé le plus clair de mon temps à fuir la réalité, et ce que je veux apprendre par ce programme, ce qui est mon but, c'est d'apprécier chaque jour parce que je donne un jour de ma vie pour cela. C'est vraiment important parce que je suis important.»

[Texte]

Another person told me, when I came into this program I really felt the doors were shut because I had a lot of fear in my life. I'm just beginning to understand that the doors can be opened, but it's up to me to open them and not have others open them for me.

This person said, all my life I've looked at mountains and I didn't figure I'd ever learn how to climb them. Now I'm beginning to understand through what's happening to me here that indeed mountains are just challenges and I can reach the top. My goal is to get my grade 12.

Another person said, this program is beginning to teach me there is such a thing as hope. When I came in here I felt hopeless and helpless. I'm beginning to understand, through the strategies you're teaching us here, there is hope.

This person, I see my main goal here is to talk about fountains of knowledge and that, in effect, I have gifts to offer and things to offer. I have lots of opportunities to learn.

This person with a little mouse with a pencil turned upside down said, what I want to do is erase the book of my life and begin to rewrite it again.

This person told me, when she entered into the program, she was stupid and couldn't possibly learn. It has since turned out she writes beautiful poetry. She said to me, what this car with the road means is I now understand how important it is to look back on my life and continue to look at the issues that were good and the issues that were troublesome in my life, and understand there's a path ahead and a future. That's what my goal is.

This person here, Raoul, told me, what this program represents for me are the goals. These keys I have can be doors to open and, in effect, I am the key and the keys to open my own doors.

This person said mountains were challenges rather than barriers. The gentleman who told me about his mouse was particularly important to me because of the pre-school program that's part of the whole Parents as Reading Partners philosophy and movement. I took him aside for two minutes before the break and taught him in about five minutes how he could go home and work with his child in phonological awareness, because this person was having a difficult time. I told him we weren't moving into it until after Christmas, and he told me he wanted to help his child over Christmas. In about ten minutes I was able to show him how he could significantly help his child, and his comment to me was, "what a Christmas present".

We have to start changing the whole view of literacy. We've been looking at illiteracy too long. We have to begin to look at resource models that are significantly different in Canada. When we begin to understand that learning is a lifelong continuum as opposed to being broken into preschool, school age and adult programs, we will start to get somewhere.

[Traduction]

Une autre personne m'a dit: «Quand je me suis inscrit à ce programme, je croyais vraiment que les portes m'étaient fermées parce que j'avais beaucoup de craintes face à la vie. Je ne fais que commencer à comprendre que les portes peuvent s'ouvrir, et qu'il m'appartient de les ouvrir au lieu d'attendre que d'autres le fassent à ma place.»

Cette personne a dit: «Toute ma vie j'ai contemplé des montagnes mais je n'avais jamais imaginé que j'apprendrais un jour à les gravir. Je commence maintenant à comprendre, grâce à ce qui m'arrive ici, qu'en réalité les montagnes ne sont que des défis à relever et que je peux atteindre les sommets. Mon but est de terminer ma douzième année.»

Une autre personne a dit: «Ce programme commence à me faire comprendre que l'espoir existe. Quand je suis arrivé ici, j'étais sans espoir et sans recours. Je commence à comprendre, grâce aux stratégies que vous nous enseignez ici, qu'il y a effectivement de l'espoir.»

Cette personne a dit: «Je pense que mon but principal est de parler des puissances de savoir et de dire que, en fait j'ai des talents à offrir et des choses à offrir. J'ai de grandes possibilités d'apprendre.»

Cette personne-ci avec la petite souris qui tient un crayon à l'envers a dit: «Ce que je veux faire, c'est effacer le livre de ma vie pour le réécrire.»

Cette personne-ci m'a dit que, quand elle a commencé le programme, elle était stupide et ne pouvait certainement rien apprendre. Il se trouve maintenant qu'elle écrit de très beaux poèmes. Elle m'a dit: «Ce que cette voiture et cette route représentent, c'est que je comprends maintenant à quel point il est important d'examiner ma vie antérieure et de continuer à voir ce qu'il y a eu de bon comme ce qui n'a pas été bien, je comprends qu'il y a une voie qui s'ouvre devant moi et un avenir. C'est là mon but.»

Cette personne-ci, Raoul, m'a dit: «Ce que ce programme représente pour moi, ce sont les buts. Ces clés que j'ai peuvent être des portes à ouvrir et, en fait, je suis la clé et ces clés peuvent ouvrir mes propres portes.»

Cette personne a dit que les montagnes étaient des défis plutôt que des barrières. Cet homme qui m'a parlé de la souris était particulièrement important à mes yeux en raison du programme préscolaire qui fait partie de la philosophie globale du programme Parents as Reading Partners. Je me suis entretenu seul avec lui pendant quelques minutes avant la pause et lui ai montré en cinq minutes comment il pouvait appliquer chez lui avec son enfant des techniques de sensibilisation phonologique, parce qu'il était en difficulté. Je lui ai dit que nous n'aborderions pas cela avant la fin du congé de Noël et il m'a dit qu'il voulait aider son enfant pendant les vacances. En une dizaine de minutes, je suis parvenu à lui montrer comment il pouvait vraiment aider son enfant et il m'a dit que c'était un beau cadeau de Noël.

Nous devons commencer à changer d'attitude face à la question de l'alphabétisation. Nous avons pendant trop parlé d'analphabétisme. Nous devons commencer à nous tourner vers des modèles de ressources qui sont nettement différents au Canada. Quand on commencera à comprendre que l'apprentissage est un processus continu plutôt que morcelé en programmes préscolaires, scolaires et programmes pour adultes, nous serons sur le point d'arriver à quelque chose.

[Text]

Right now I'm going out to teach ten parents in their tenth week of the program called Parents as Reading Partners. I'm going to have a heck of a time because these parents have moved from understanding they don't have much to offer in terms of helping their children with their learning to understanding they have everything to offer and are the master teachers.

Ms Morrow: Two thumbs up. Such family literacy initiatives are both holistic and preventative. That was just magical that Maitland came in today with this example. It was quite amazing. It was meant to be that we could share that with you tonight.

The next point we learned in our interviews with learners and providers was the issue of flexibility. Both groups, workers and learners, say it's key to their success. Programs have to be flexible enough to fit learners' schedules, to allow learners to progress at their own pace, and to allow learners to stay in the programs until their objectives are reached.

• 1710

One learner quite eloquently said: Hard fiscal times are times when we need... more flexibility and more individuals being as creative and together, cooperatively, as possible... Make rules when everybody is getting at least poverty level income. Really, that's when you don't need to be flexible, when people have enough. Now, people need flexibility.

The fourth point is about waiting lists. Inflexible programs have the problem of lack of continuity between programs and long waiting lists. There is, on average, a year and a half wait list for most programs here on the Island. Think of it; if you've gotten your courage up to seek out help and you have to sit around for a year, how do you feel?

On point five, fast-tracking, literacy workers are concerned about programs that try to fast-track students into higher course levels or job readiness. By this we mean that the students don't get all the skills they need. They get the bare minimum because of the short-term funding option. So this type of program often leaves learners with limited options because they have only a partial education.

Point six is about education gaps for lower-level literacy learners. Our research has identified a lack of funded programs available for the client group with lower reading levels, that is, under grade seven. New program initiatives have more emphasis on those who are above grade seven, and quite often above grade nine. The responsibility for those with lower reading levels is left mainly to community-based volunteer groups, most notably here Laulbach Literacy, which does a wonderful job with 130 tutoring pairs across the Island.

[Translation]

Maintenant, je vais enseigner à dix parents la dixième semaine du programme Parents as Reading Partners. Je vais vivre une période formidable parce que ces parents qui croyaient ne pas avoir beaucoup à offrir pour aider leurs enfants à apprendre comprennent maintenant qu'ils ont tout à offrir et qu'ils sont les plus grands maîtres.

Mme Morrow: Bravo. Ces mesures d'alphabétisation familiale sont à la fois holistiques et préventives. Je trouve sensationnel que Maitland soit venu aujourd'hui présenter ces exemples. C'est tout à fait fantastique. Nous devions vous faire part de cela ce soir, c'était écrit.

L'autre aspect dont nous avons pris connaissance au cours de nos rencontres avec les apprenants et les alphabétiseurs, c'est la question de la flexibilité. Les deux, les apprenants comme les alphabétiseurs, disent que c'est la clé de leur réussite. Les programmes doivent être suffisamment souples pour s'adapter aux horaires des apprenants, pour leur permettre de progresser à leur propre rythme et de poursuivre le programme jusqu'à ce que leurs objectifs soient atteints.

Un apprenant a dit très justement: Quand il y a des problèmes financiers, il nous faut... plus de flexibilité, plus de gens faisant preuve d'autant de créativité et travaillant ensemble de façon aussi coopérative que possible... Imposons des règles quand tout le monde touche au moins un revenu équivalent au seuil de la pauvreté. En vérité, quand tous les gens ont ce qu'il leur faut, on n'a pas à faire preuve de flexibilité. Maintenant les gens ont besoin de flexibilité.

Le quatrième point a trait aux listes d'attente. Les programmes rigides créent un problème du fait de l'absence de continuité entre eux et de la longueur des listes d'attente. En moyenne, pour la plupart des programmes offerts dans l'Île, il y a une liste d'attente d'un an et demi. Pensez-y, quand on a rassemblé le courage qu'il faut pour aller demander de l'aide et qu'on doit attendre pendant un an, comment se sent-on?

Pour ce qui est du point cinq, le programme accéléré, les alphabétiseurs redoutent les programmes où l'on essaie d'amener trop vite les étudiants à accéder aux niveaux supérieurs ou à devenir capables de travailler. Nous voulons dire par là que les étudiants n'acquièrent pas ainsi toutes les compétences dont ils ont besoin. Ils n'acquièrent que le strict minimum en raison de l'option de financement à court terme. Les programmes de ce genre n'offrent souvent que des options limitées aux apprenants étant donné qu'ils ne reçoivent qu'une formation partielle.

Le point six a trait à l'absence de programmes axés sur les apprenants de faible niveau. Nos recherches ont révélé qu'il n'y a pas suffisamment de programmes subventionnés pour ceux qui ont un niveau d'alphabétisation faible, c'est-à-dire inférieur à la septième année. Les nouveaux programmes visent plus particulièrement ceux qui se situent à un niveau supérieur à celui de la septième année, et bien souvent à celui de la neuvième année. La responsabilité de ceux qui ont un faible niveau d'alphabétisation est confiée principalement à des groupes communautaires de bénévoles, notamment le groupe Laulbach Literacy qui accomplit une tâche remarquable avec ses 130 groupes de guidage tutoriel dans toute l'Île.

[Texte]

I found out yesterday that some of the programs for learners between grades four and nine here on the Island that were great successes last year did not receive funding this year. Again, learners have started on the road and then been shut down for a year, or forever—who knows?

On point seven, reliance on volunteers, most of the responsibility, as I've said, is left with volunteer groups. That concerns us because the government takes less and less responsibility for this important aspect of adult education. We fear that social security reform will put a greater burden on the shoulders of overworked volunteers.

For youth, some wonderful programs are going on here to help youth who have dropped out. Again, some of those have not been able to maintain their funding. We've learned that youth who have dropped out of the regular school system have difficulty finding programs to meet their needs because they often don't fit into an institutional academic type of program. Many programs are only available to you if you're on UI or social assistance. Most youth are not.

Point nine is on education as coercion. The green paper asks that those receiving income support under adjustment insurance should be made to participate in employment development programs. One learner said to us, don't take away someone's free will and expect them to learn. At present on P.E.I. there is one adult upgrading program for every 1,500 adults who could use one. If you try to push people into them, those programs aren't there.

We believe what is needed is a variety of flexible programs, available for those who want them, and if those programs are made flexible enough, people do want them. They want them now.

Ms Irving: We're going to move on to another point. That's accessibility.

Point one is on transportation. Transportation for learners is especially hard to obtain on P.E.I. There is no public transportation system here. Many learners don't have cars, and there are gaps in the criteria for allotting travel allowances.

One learner summed it up this way: I have a number of friends who live out in the country and they have completely no access to this kind of program because of transportation. Nobody wants to go to school if they have to get up at 5 o'clock in the morning to get there, and if you have kids as well, it's impossible.

[Traduction]

J'ai appris hier que certains programmes pour des apprenants du niveau de la quatrième à la neuvième année qui étaient offerts dans l'Île et qui ont donné d'excellents résultats l'année dernière ne sont plus financés cette année. Voilà encore des apprenants qui se sont lancés sur une voie et à qui on a supprimé toute aide pour un an, ou pour toujours—qui sait?

En ce qui concerne le point sept, recours à des bénévoles, la plus grande part du travail, comme je l'ai dit, est laissée aux mains des groupes de bénévoles. Nous en sommes préoccupés parce que le gouvernement assume de moins en moins la responsabilité de cet important aspect de l'éducation permanente. Nous craignons que la réforme de la sécurité sociale n'impose un fardeau de plus en plus lourd aux bénévoles déjà débordés.

Pour ce qui est des jeunes, on offre ici quelques excellents programmes pour aider ceux qui ont décroché. Encore là, certains de ces programmes ne sont pas parvenus à conserver leur financement. Nous avons appris que des jeunes ayant quitté le système scolaire normal ont du mal à trouver des programmes qui répondent à leurs besoins parce que, souvent, ils ne répondent pas aux exigences des programmes de formation générale offerts dans les établissements d'enseignement. De nombreux programmes ne sont accessibles qu'aux prestataires de l'assurance-chômage ou aux assistés sociaux. La plupart des jeunes ne le sont pas.

Le point neuf a trait à l'éducation comme mesure de coercition. Selon le document de travail, ceux qui reçoivent des prestations de soutien du revenu dans le cadre d'un programme d'adaptation devraient être obligés de participer à des programmes de développement de l'emploi. Un apprenant nous a dit que, si on retire à empêche quelqu'un de choisir librement, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il soit disposé à apprendre. Actuellement, dans l'Île-du-Prince-Édouard, il n'y a qu'un programme de recyclage pour adultes par 1 500 adultes qui pourraient en avoir besoin. Si l'on essaie de pousser les gens à s'y inscrire, il n'y aura pas suffisamment de programmes.

Nous croyons que ce qu'ils faut, c'est un ensemble de programmes flexibles, offerts à ceux qui veulent y participer, et que si ces programmes sont suffisamment souples, les gens voudront en profiter. Ils le veulent maintenant.

Mme Irving: Nous allons aborder un autre point. La question de l'accessibilité.

La première question est celle du transport. Il est particulièrement difficile de disposer d'un moyen de transport pour les apprenants dans l'Île-du-Prince-Édouard. Ici, nous n'avons pas de réseau de transport en commun. De nombreux apprenants n'ont pas de voiture, et les critères établis pour l'attribution d'allocations de déplacement sont incomplets.

Un apprenant décrivait ainsi les choses: J'ai différents amis qui vivent à la campagne et ils n'ont absolument aucun accès à ce genre de programme en raison du manque de possibilité de transport. Personne ne veut aller à l'école s'il faut se lever à 5 heures du matin pour s'y rendre, sans compter que si l'on a aussi des enfants, cela devient impossible.

[Text]

Point two is about child care. While government is recognizing that child care is more than an employment measure if it also provides children with a good environment in which to grow and learn, a gap still exists. It exists for people needing child care for longer hours because of the distances they must travel, people needing affordable child care for older children, and people needing on-site child care.

[Translation]

Le deuxième point a trait à la garde des enfants. Bien que le gouvernement reconnaîsse que la garde des enfants constitue plus qu'une mesure d'emploi, si elle leur offre un bon milieu dans lequel grandir et apprendre, il y a encore des lacunes. C'est le cas pour les gens qui ont besoin de services de garde en dehors des heures normales en raison des distances qu'ils doivent parcourir, pour ceux qui ont besoin de services de garde abordables pour faire garder de grands enfants et pour ceux qui ont besoin de services de garde sur place.

• 1715

Point three concerns access to information. One learner said, I wouldn't know really where to go to find out about programs. The programs may be out there, but there seems to be some big secret about them and it's very hard to find out where to go, who to talk to and what programs are available to me.

Point four is on the single-window proposal. The green paper suggests that services would be more accessible if available through a single window. A locally managed community-based structure is suggested. This was of interest to many of the people with whom we spoke and the response was mixed.

Point five deals with programs limited to unemployment insurance or social assistance recipients. Most program seats are purchased by the Canada Employment Centre or the provincial government for those on UI or social assistance. This is due to the inadequate number of programs available and the limited funding for literacy. This practice, according to one worker, leaves a lot of people out. It denies access to those who are self-employed or at the end of their UI time.

People needing new skills to help them return to the workforce after several years' absence are also denied access.

Point six is on the concerns of newcomers to Canada. Newcomers to Canada are a vital part of the Canadian economy and it's important to give adequate support for their adjustment to life here. Their concerns are that many newcomers have a native language that is not based on a Roman script and therefore need a longer time in English classes to acquire literacy. Some have not had the opportunity to have more than a few years of schooling in their country of origin and need an extended period of time in classes to master the basics of the English language.

Point seven is women in literacy. In order for a program to be a good literacy program, the reality of the lives of many women must be taken into account. Many women must deal with abuse from partners who do not want them to improve their level of education. This is one worker's quote: "The physical abuse that some of my students experienced was an issue that I had to seek outside help for, so that they could continue their course."

Point eight is about access to those with disabilities. Program locations must allow for easy access for all, including those with disabilities. They should be able to access the site independently and with dignity.

Le troisième point a trait à l'accès à l'information. Un apprenant disait: «Je ne saurais vraiment pas où me renseigner au sujet des programmes. Ils existent peut-être, mais il semble qu'ils soient entourés de mystère et il est très difficile de savoir où s'adresser, à qui parler et quels programmes me sont offerts».

Le point quatre a trait à la proposition du service à guichet unique. Le document de travail donne à entendre que les services seraient plus facilement accessibles s'ils étaient offerts à un guichet unique. On propose une structure communautaire gérée localement. La chose a paru intéressante à de nombreuses personnes avec qui nous nous sommes entretenus et les commentaires variaient.

Le point cinq a trait aux programmes qui sont réservés aux prestataires de l'assurance-chômage et aux assistés sociaux. La plupart des places dans ces programmes sont achetées par les centres d'emploi du Canada ou le gouvernement provincial pour des prestataires de l'assurance-chômage ou des assistés sociaux. C'est parce qu'on n'offre pas suffisamment de programmes et que le financement de l'alphabétisation est restreint. Cette pratique, d'après un alphabétiseur, exclut des tas de gens. Elle exclut les entrepreneurs indépendants ou ceux dont les prestations d'assurance-chômage arrivent à expiration.

Les gens qui ont besoin d'acquérir de nouvelles compétences pour retourner sur le marché du travail après plusieurs années d'absence sont aussi exclus.

Le point six a trait aux immigrants. Les nouveaux venus au Canada sont un élément vital de l'économie canadienne et il est important de leur offrir un soutien adéquat pour qu'ils s'adaptent à la vie ici. De nombreux nouveaux venus ont une langue maternelle qui utilise un système d'écriture différent du nôtre et ils ont donc besoin de passer plus de temps dans des classes d'anglais pour atteindre un bon niveau d'alphabétisation. Certains n'ont pas eu la chance de fréquenter l'école pendant plus de quelques années dans leur pays d'origine et ils ont besoin de plus de temps en classe pour maîtriser les rudiments de l'anglais.

Le point sept a trait aux femmes face à l'alphabétisation. Un bon programme d'alphabétisation doit tenir compte de la réalité quotidienne de nombreuses femmes. Bien des femmes sont maltraitées par leurs conjoints qui ne veulent pas qu'elles s'instruisent davantage. Voici ce que disait un alphabétiseur: «Certaines des apprenantes dont je m'occupais étaient maltraitées physiquement et j'ai donc dû demander une aide extérieure pour qu'elles puissent continuer à suivre le cours».

Le point huit a trait à l'accès offert aux personnes handicapées. Les programmes doivent être offerts dans des endroits d'accès facile pour tous, y compris les personnes handicapées. Celles-ci doivent pouvoir se rendre à ces endroits par elles-mêmes et sans compromettre leur dignité.

[Texte]

[Traduction]

Point nine concerns the lack of access to jobs. The green paper says that there is an urgent need to review programs so that they have one simple objective: to help people find good jobs. What many people in Canada, and certainly in P.E.I., are saying is that there are not enough jobs out there. The people we interviewed said that the government's focus should be on job creation and not on social security cutbacks. This is a quote from a learner: "It's a time in this world where there aren't many jobs available for people; government should have a stronger commitment to provide jobs."

I'd like to speak for a moment about the Canada literacy act. The P.E.I. Literacy Alliance supports the movement for Canadian literacy's mission to achieve equitable access to quality literacy and basic education for all adults in Canada. We, therefore, support MCL's recommendation that the federal government enshrine the right to literacy through a Canada literacy act.

I'll proceed now to conclusions and recommendations. The P.E.I. Literacy Alliance recommends that 15% of the human resources training budget be earmarked to ensure universal access to learner-centred literacy programs with quality standards. We recommend that the government have a concrete plan for the path that adult education should take. The whole process of education should be looked on as well-defined steps. Short cuts and short-term bandaid programs need to be eliminated.

• 1720

Adult education should be looked at on a much longer-term basis, especially for those people who have literacy needs at the lower levels. It must be realized that eight years of schooling cannot be crammed into a two-year catch-up program.

Lastly, our vision for adult literacy education.

Learners, literacy workers, funders, and community members would work cooperatively to create adult literacy programs. Such programs would be long term, subject to evaluation, well funded, client centred, and open to everyone who needs them. Such programs would provide help at all levels of literacy and provide comprehensive counselling services. Based on community needs, such programs would provide flexible objectives and schedules and recognize earlier learning, including earlier education, work, and life experiences. A person completing such holistic programs would be literate, self-confident, able to make choices, able to set goals, and ready to have professional or job training.

To sum up, we recommend that government address this whole area of adult literacy education. If social security reform requires the streamlining of programs, then it must be decided what programs suit the people best, not what people suit the programs best.

Le point neuf a trait à la rareté des emplois. Selon le document d'étude, il est urgent d'examiner les programmes afin qu'ils aient un objectif simple: aider les gens à trouver du travail. Ce que disent de nombreuses personnes au Canada, et bien sûr dans l'Île-du-Prince-Édouard, c'est qu'il n'y a pas suffisamment d'emplois. Les gens que nous avons interrogés nous ont dit que le gouvernement devrait chercher surtout à créer des emplois et non pas à réduire les mesures de sécurité sociale. Voici ce que disait un apprenant: «Nous vivons à une époque où il n'y a pas beaucoup d'emplois disponibles; le gouvernement devrait manifester davantage sa volonté de fournir des emplois.»

J'aimerais vous parler un peu de la Loi canadienne sur l'alphabétisation. La P.I.E. Literacy Alliance appuie le Rassemblement canadien pour l'alphabétisation qui s'efforce de permettre un accès équitable à de bons services d'alphabétisation et à une éducation de base pour tous les adultes au Canada. Nous appuyons, par conséquent, la recommandation du rassemblement que le gouvernement fédéral consacre le droit à l'alphabétisation dans une Loi canadienne sur l'alphabétisation.

Je vais maintenant présenter les conclusions et les recommandations. La P.E.I. Literacy Alliance recommande de consacrer 15 p. 100 du budget de formation des ressources humaines à des mesures permettant l'accès universel à des programmes d'alphabétisation qui soient axés sur les besoins des apprenants et qui respectent des normes de qualité. Nous recommandons que le gouvernement établisse un plan concret eu égard à la voie que l'on devrait suivre en matière d'éducation permanente. Tout le processus d'éducation devrait être considéré comme comportant une série de paliers clairement définis. Les raccourcis et les programmes sporadiques à court terme devraient être éliminés.

L'éducation permanente devrait être considérée à beaucoup plus long terme, en particulier pour ceux qui ont encore des problèmes pour lire et écrire. Il faut comprendre que huit années de scolarité ne peuvent être comprimées dans un programme de rattrapage de deux ans.

Enfin, notre vision de l'alphabétisation des adultes.

Ceux qui apprennent, ceux qui enseignent, ceux qui financent et la collectivité en général devraient coopérer à la mise au point de ces programmes d'alphabétisation des adultes. De tels programmes seraient à long terme; ils devraient être évalués, financés correctement, orientés sur les clients et offerts à quiconque en a besoin. Ils apporteraient une aide à tous les paliers d'alphabétisation et comporteraient des services d'orientation complets. Axés sur les besoins locaux, de tels programmes offrirraient des objectifs et horaires souples et ils reconnaîtraient les connaissances acquises, notamment la scolarité antérieure, l'expérience professionnelle et le vécu. Quelqu'un qui suivrait jusqu'au bout un programme aussi global serait alphabétisé, aurait confiance en soi, pourrait faire des choix, se fixer des objectifs et serait prêt à suivre une formation professionnelle.

En résumé, nous recommandons que le gouvernement se penche sur toute cette question de l'alphabétisation des adultes. Si la réforme de la sécurité sociale exige de diminuer les dépenses associées aux programmes, il va falloir décider quels sont les programmes qui conviennent le mieux aux gens et non pas quels sont les gens qui conviennent le mieux aux programmes.

[Text]

Ms Morrow: The last word of this presentation goes to two learners. The first one I will quote here, because this person is not present. The words are very powerful:

I don't know what other programs are out there. The problem with going into any other program is money. It's a big one; a real big one. People are saying, "What happens after this, now that I've got my grade 10, or whatever?" The commitment has got to be there to get you right through, and not just a commitment to put someone into any program that is available, not just because there happen to be a few seats left in a program.

Train us to do and be what we want to do and be, and then we will do it and be it, and I really believe that that's worth an investment of the government. That's an investment, not a cash give-away.

Too many people grew up in this country not believing we had choices. Now I'm learning on my own there's a thousand million doors out there. Get them open. You have got to get them open.

I believe there's a philosophy out there that they don't tell about the programs because they figure that anybody who's got the get-up-and-go to get up and find out about the programs are the people they want in them. They're wrong. That's terribly wrong.

The second learner I'm really pleased to say we have with us, Grant Brooks. This is his first experience telling his story, certainly in a room like this. A written copy of Grant's story is on the last page of your brief. He's going to tell you it in his own words.

Mr. Brooks: I grew up in a very small community called Union Corner. Probably about six families are left there now. I went to a little schoolhouse, the Union Corner schoolhouse. I didn't like school very much. I didn't have very much interest in it. I used to drop out a lot and skip school and go fishing and stuff like that.

My father got very sick after I reached the age of about fifteen. He couldn't farm on the farm any more. This was a good excuse for me to get away from school. So I went home and stayed on the farm for some time.

Not having modern equipment to do the farm work wasn't really very interesting for me. So I left the farm. My father sold all the animals and everything. I left the farm and I went to Ontario.

When I got to Ontario, it was a pretty scary situation, being right in the city of Toronto. I went to work in a restaurant, cooking hamburgers and french fries. I decided to go to night school and take up welding, because that's one of the things that really interested me and it was in me to do steel work.

There wasn't much education involved in that at that time; just a couple of small books. The instructor had helped me a lot with the books, filling out things, but I knew how to do the work very well. I caught on to that very quickly.

[Translation]

Mme Morrow: Enfin, nous voudrions terminer par deux citations de personnes ayant participé à un programme d'alphabétisation. Je lirai la première citation car cette personne n'est pas ici. Ses propos sont très éloquents:

Je ne sais pas quels autres programmes existent. Le problème que pose la participation à un programme est toujours un problème d'argent. C'est un gros problème; très gros. Les gens disent: «que faire maintenant que j'ai un niveau de dixième année, ou autre?» Il faut qu'on vous aide jusqu'au bout, et non pas seulement à participer à un programme quelconque, et non pas seulement parce qu'il y a quelques places libres dans ce programme.

Formez-nous à faire et à être ce que nous voulons faire et être et nous le ferons et nous le serons et je crois vraiment que cela justifie un investissement de la part du gouvernement. C'est un investissement et non pas de l'argent jeté par les fenêtres.

Trop de gens ont grandi dans ce pays en croyant qu'ils n'avaient pas le choix. Maintenant j'apprends tout seul qu'il y a mille millions de portes. Ouvrez-les. Vous devez les ouvrir.

J'ai l'impression qu'on ne parle pas des programmes parce que l'on imagine que ce sont ceux qui prennent l'initiative de se renseigner sur les programmes qui pourront en bénéficier. C'est faux. C'est tout à fait faux.

Je suis heureuse que la deuxième personne en question soit ici avec nous. C'est Grant Brooks. C'est la première fois qu'il va raconter son histoire, tout au moins dans une salle comme celle-ci. Vous trouverez le texte de cette histoire à la dernière page de votre mémoire. Il va vous la raconter à sa façon.

M. Brooks: J'ai grandi dans le tout petit village de Union Corner. Il y reste probablement à peu près six familles. Je suis allé dans une petite école, l'école de Union Corner. Je n'aimais pas beaucoup l'école. Ça ne m'intéressait pas beaucoup. J'ai sauté souvent l'école pour aller pêcher ou faire autre chose.

Mon père est tombé très malade quand j'avais environ 15 ans. Il ne pouvait plus travailler à la ferme. C'était pour moi une bonne excuse d'arrêter l'école. Je suis donc resté à la ferme pendant quelque temps.

Comme nous n'avions pas de matériel agricole moderne, ce n'était en fait pas très intéressant. J'ai donc quitté la ferme. Mon père a vendu tous les animaux et le reste. J'ai quitté la ferme et je suis parti en Ontario.

• 1725

Quand je suis arrivé en Ontario, j'ai eu assez peur en me retrouvant en plein Toronto. Je suis allé travailler dans un restaurant où je faisais des hamburgers et des frites. J'ai décidé de suivre des cours du soir et d'apprendre la soudure parce que c'était l'une des choses qui m'intéressaient vraiment et j'avais envie de travailler là-dedans.

Cela ne nécessitait pas beaucoup d'instruction à l'époque; quelques petits cahiers. L'instructeur m'avait beaucoup aidé pour mes cahiers en remplissant certaines choses pour moi mais je savais très bien faire le travail. J'ai appris très rapidement.

[Texte]

I worked at welding for 30 years. I went on a job where I was employed for 25 years, year round. I got sick in 1987 and I had to leave my job. I'd still have that job if I hadn't got sick. That's when I knew that I had a very serious problem. Not being able to read and write is a very scary situation to be in, and I experienced that.

I was always intimidated by people who were well educated. I don't mean to be offensive against educated people or anything like that, but they would always intimidate me. They would even shun me because I was classed as being a not very smart person.

If you went into a bank, you were intimidated. I hated to go into a bank, so I usually got my wife to do all that work for me.

As I went back over my life, it was just like I was putting a puzzle together. I was really trying to find out what happened to me, what went wrong. I definitely had a learning disability. It was like putting a puzzle together, but there was one piece I couldn't find. I was determined to find that piece.

I was sitting watching the news one evening and I saw Kathleen Hill on *The Reading Line* come on. It really touched me when I saw that. I wrote the number down and I put it in my pocket. I walked around for days with that thing in my pocket. I was scared to go to the phone and call them. One day I went to that phone and I called that number.

I started with my first course in training, books one, two, three, and four, basic reading and writing skills. I caught on to that very quickly. I thought I had a problem with that, but I caught on to it really fast.

I got so interested in it that I'm taking another course now, called the challenger course. I hope to be able to get my grade 12 education. That's what I'm going for.

We need to spend more money on literacy training for people of my age. I'm 52 years old, and it's about time I started to learn to read and write. We need to spend more money on this type of training, because from my experience with this training I was able to go back to the little schoolhouse I went to and I did that schoolhouse all over and I created "The Ghost of a One-Room Schoolhouse", as it's called, the Union Corner Schoolhouse Museum. I opened up a little business there. That's due to these courses I'm taking that give me the courage to go to the banks and borrow the money and talk to financial people, and that encourage me. They thought it was a terrific idea.

I owe a lot of that credit to people such as Dianne Morrow here and all the tutors I've worked with. They've really been wonderful.

It has made a better person out of me. It has really changed my life. It's a really positive thing.

• 1730

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much. That was absolutely wonderful.

I'd like to thank you all, first of all, for an excellent presentation. It's terrific information. I should tell you I have spent a great deal of time working with immigrant people in ESL upgrading of children in my volunteer time. So I have some understanding of what you are talking about.

[Traduction]

J'ai été soudeur pendant 30 ans. J'ai été employé pendant 25 ans au même endroit, toute l'année. Je suis tombé malade en 1987 et j'ai dû quitter mon emploi. J'aurais toujours cet emploi si je n'étais pas tombé malade. C'est là que j'ai appris que j'avais un grave problème. Quand on ne sait ni lire ni écrire, ça fait très peur et j'ai connu cela.

J'étais toujours intimidé par les gens qui avaient de l'instruction. Je ne veux pas du tout critiquer les gens instruits, mais ils m'intimidait toujours. Ils m'évitaient même parce que l'on considérait que je n'étais pas très malin.

Si j'allais à la banque, cela m'intimidait. Je détestais aller à la banque, si bien que je demandais habituellement à ma femme de faire tout cela pour moi.

En repensant à ma vie, j'avais presque l'impression de faire un casse-tête. J'essayais vraiment de comprendre ce qui m'était arrivé, ce qui n'avait pas marché. Il était évident que j'avais des difficultés d'apprentissage. C'était comme faire un casse-tête mais il m'en manquait un morceau. Je voulais absolument le trouver.

Un beau soir, je regardais les actualités et j'ai vu Kathleen Hill à l'émission *The Reading Line*. Ça m'a vraiment touché. J'ai noté le numéro et l'ai enfoui dans ma poche. Je me suis promené pendant des jours avec ce numéro dans ma poche. J'avais peur de prendre le téléphone pour les appeler. Finalement, je me suis décidé.

J'ai commencé par le premier cours, le livre un, puis le deux, le trois et le quatre, apprenant les bases de la lecture et de l'écriture. J'ai appris cela très vite. Je pensais que j'avais un problème mais j'ai appris très vite.

Ça m'a tellement intéressé que je suis maintenant un autre cours qui s'intitule le *challenger*. J'espère ainsi atteindre un niveau de douzième année. C'est ce que je vise.

Il faut que l'on investisse davantage dans les cours d'alphabétisation pour les gens de mon âge. J'ai 52 ans et il est grand temps que j'apprenne à lire et à écrire. Nous devons investir davantage dans ce type de formation parce que, grâce à ces cours, j'ai pu retourner à la petite école où j'allais et je l'ai complètement retapée pour créer «Le fantôme d'une école à salle unique» comme on l'appelle, le musée de l'école de Union Corner. J'y ai ouvert une petite entreprise. C'est grâce à ces cours qui me donnent le courage d'entrer dans une banque pour emprunter de l'argent et parler à des spécialistes de la finance; cela m'encourage. Ils ont trouvé que c'était une excellente idée.

Je dois beaucoup à des gens comme Dianne Morrow et tous les moniteurs avec qui j'ai travaillé. Ils ont été merveilleux.

Je suis devenu quelqu'un de mieux. Ça a vraiment changé ma vie. C'est tout à fait positif.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup. C'est absolument merveilleux.

Je vous remercie tous, tout d'abord, pour cet excellent exposé. Ce sont des renseignements très utiles. Je dois vous dire que j'ai passé une bonne partie de ma vie à travailler bénévolement avec des immigrants en enseignant l'anglais langue seconde aux enfants. Je comprends donc assez bien ce dont vous parlez.

[Text]

What I want to do now is ask and see if any members want to make a short statement or pose a short question, since we are a bit over our time. I wondered if there was anything from the Bloc Québécois.

Mr. Dubé, do you have something?

M. Dubé: Les témoignages à eux seuls démontrent l'importance du sujet. Je pense que, de tous les côtés, on s'entend pour dire qu'il faut améliorer les choses.

Je calculais tout à l'heure que ces 130 000\$ versés par le gouvernement fédéral, qui correspondent sans doute à un dollar par habitant, équivalent à peu près à 130 000 habitants, ce qui n'est pas beaucoup.

Comptez sur l'appui de l'Opposition, s'il nous est possible de renforcer et de faire augmenter le montant qui est écrit là, comme on voudrait le faire pour le logement social. Selon certains diagnostics, il y aurait trois millions de personnes ayant des problèmes d'analphabétisation et quatre millions d'autres ayant de la difficulté à lire des documents plus complexes. C'est beaucoup de monde. Nous sommes donc d'accord, non pas pour livrer une bataille sur le sujet, mais pour aider les gens à obtenir plus de sous.

Un autre point aussi. Les francophones hors Québec, notamment les Franco-Ontariens, nous ont dit qu'en dehors du Québec, le taux d'analphabétisation était plus élevé dans les milieux français. Ici même, à l'Île-du-Prince-Édouard, il y aurait un village avec une bonne proportion de francophones. Voilà simplement ce que je voulais ajouter.

The Vice-Chair (Ms Minna): Merci. Mr. Breitkreuz.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I won't take very much time. As a former teacher, I listened very carefully to what you had to say. Thank you very much for your presentation.

The Vice-Chair (Ms Minna): Mr. Scott.

Mr. Scott: Her worst nightmare: it's late, I'm speaking, and the subject is literacy.

Ms Cohen (Windsor—St. Clair): But we control the mikes.

Mr. Scott: You have friends all around the table. This is a very significant issue. Learning how to read is separate from training for jobs. It has to be established that there's a value here that is beyond economics, as we see it.

Mr. Brooks, every time you get a chance to speak, tell people that learning to read creates jobs. It's very important that people understand that. There's a value that goes beyond that, but it's a nice angle. We have to push every button we can find.

Thank you for coming.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much for coming. It was a very valuable time.

Our next witnesses are from the Belfast Community Development Corporation and the Leaders Corps—YMCA of Charlottetown, with the Charlottetown Boys and Girls Club.

[Translation]

J'aimerais maintenant voir s'il y a des députés qui veulent dire quelques mots ou poser brièvement une question, car nous sommes un peu en retard. Est-ce que le Bloc québécois voudrait dire quelque chose?

Monsieur Dubé?

M. Dubé: The presentation itself shows how this matter is important. I believe that, on all sides, we agree that things have to be improved.

I was thinking earlier that these \$130,000 that you receive from the federal government amount to approximately a dollar per capita, which is really not much.

You can count on the support of the Opposition. We will try to get this amount increased just as we would like to have funding increased for social housing. According to some statistics, there are about three million people with literacy problems and four more million people having difficulty reading more complex documents. This is a lot of people. We therefore agree not to fight over this but to help people get more funding.

On another point. Francophones outside of Quebec, particularly Franco-Ontarians, have told us that outside of Quebec, the illiteracy rate was higher in the French-speaking population. Right here, on Prince Edward Island, we heard that there's a community with a high proportion of Francophones. This is all I wanted to add.

La vice-présidente (Mme Minna): Thank you. M. Breitkreuz.

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Je ne serai pas long. En tant qu'ancien enseignant, je vous ai écouté très attentivement. Je vous remercie beaucoup de votre exposé.

La vice-présidente (Mme Minna): M. Scott.

M. Scott: Son pire cauchemar: il est tard, j'ai la parole et le sujet est l'alphabétisation.

Mme Cohen (Windsor—Sainte-Claire): Mais nous contrôlons les micros.

M. Scott: Vous avez des amis tout autour de la table. C'est un problème extrêmement important. Apprendre à lire est autre chose que recevoir une formation professionnelle. Il faut qu'il soit bien compris que ce n'est pas une simple question économique.

Monsieur Brooks, chaque fois que vous pourrez le dire, dites aux gens qu'apprendre à lire crée des emplois. Il est très important que les gens comprennent cela. Cela va plus loin, mais c'est un aspect important. Nous devons profiter de toutes les occasions.

Merci beaucoup d'être venus.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup en effet d'être venus. Votre contribution a été très précieuse.

Nos prochains témoins viennent de la Société de développement de Belfast et du Leaders Corps—YMCA de Charlottetown ainsi que du Club de garçons et filles de Charlottetown.

[Texte]

[Traduction]

Mr. Andrew Warren (Leaders Corps—YMCA—Charlottetown): My name is Andrew Warren. I'm with the Charlottetown YMCA. I'd like to introduce you to my friends.

Mr. Blake Morrisey (Leaders Corps—YMCA—Charlottetown): I'm Blake Morrisey. I'm from the Leaders Corps, YMCA.

Ms Penny MacLeod (Leaders Corps—YMCA—Charlottetown): I'm Penny MacLeod, and I'm with the Leaders Corps also.

Mr. Eric Daggett (Charlottetown Boys and Girls Club): I'm Eric Daggett, and I'm from the Charlottetown Boys and Girls Club.

Mr. Geoff Costain (Charlottetown Boys and Girls Club): My name is Geoff Costain. I'm also with the Boys and Girls Club.

Ms Kellie MacLeod (Leaders Corps—YMCA—Charlottetown): My name is Kellie MacLeod. I'm with the Charlottetown Leader Corps.

Mr. Warren: First of all, we'd like to thank you for the invitation to speak to the board this afternoon. We're aware you're a bit behind so we won't keep you very long. We may not have a song to sing or any cold to give, but we hope we can still keep your attention for the span of our presentation.

In our presentation we wish to emphasize the VAP, which is the vocational apprenticeship program. This program, in our opinion, is the best thing since sliced bread. It's fine to have a good post-secondary education; however, it doesn't give a person the knowledge of life that they will need. VAP teaches our future generation how to live in the real world. Knowing every noun and verb and literary term is fine for a writer, but an average person needs to know how to fix their car, build something if they need it, or paint their house. Not everybody can afford to have a plumber at home whenever the faucet leaks. Besides, what would the world be like without plumbers, carpenters, mechanics, farmers, fishermen, janitors and without garbage men? This list goes on forever. What would Canada do without these workers? The point is that we believe in the VAP and think more emphasis should be put on this program.

Ms P. MacLeod: Today's youth fear the future. They have been taught to forget their dreams, to just survive. They have been taught to just fit in. We believe this can be changed. We have a joint responsibility—you, the government, and us, the Canadian citizens. Canada's future depends on the attitudes and ideas of new generations.

One of the main influences on children today is the education system. The education system should strive to become more effective, even in the face of budget cuts. It is important that these cuts are made carefully and effectively. We need funds for preventative programs for youth, programs that give youth something positive to do and something they can learn from. Funds put to these programs will be better spent and will prevent extra funds to correctional facilities, which are reactive spending programs.

M. Andrew Warren (Leaders Corps—YMCA—Charlottetown): Je m'appelle Andrew Warren. Je travaille au YMCA de Charlottetow. J'aimerais vous présenter mes amis.

M. Blake Morrisey (Leaders Corps—YMCA—Charlottetown): Je m'appelle Blake Morrisey. Je fais partie du Leaders Corps du YMCA.

Mme Penny MacLeod (Leaders Corps—YMCA—Charlottetown): Je m'appelle Penny MacLeod et je fais également partie du Leaders Corps.

M. Eric Daggett (Club des garçons et filles de Charlottetown): Je m'appelle Eric Daggett et je m'occupe du Club des garçons et filles de Charlottetown.

M. Geoff Costain (Club des garçons et filles de Charlottetown): Je m'appelle Geoff Costain. Je m'occupe également du Club des garçons et filles.

Mme Kellie MacLeod (Leaders Corps—YMCA—Charlottetown): Je m'appelle Kellie MacLeod: Je fais également partie du Leaders Corps de Charlottetown.

M. Warren: Tout d'abord, nous tenons à vous remercier de l'invitation que vous nous avez faite de venir vous adresser la parole cet après-midi. Nous croyons savoir que vous êtes un peu en retard et nous n'avons pas l'intention de vous retarder très longtemps. Nous n'avons pas de chanson à vous chanter ni de rhume à vous passer mais nous espérons tout de même retenir votre attention quelques instants.

Nous insisterons dans notre exposé sur le programme d'apprentissage. C'est à notre avis ce qu'il y a de mieux. Il est en effet bien beau de suivre de bonnes études postsecondaires mais cela n'apprend pas à vivre. Le programme d'apprentissage apprend au contraire à notre future génération comment vivre dans le monde réel. Connaitre tous les noms, verbes et termes littéraires est très important pour un écrivain mais pour le citoyen moyen, il faut savoir comment réparer sa voiture, construire quelque chose si l'on en a besoin ou peindre sa maison. Tout le monde ne peut pas se permettre de faire venir un plombier chaque fois qu'un robinet fuit. En outre, que serait le monde sans plombiers, menuisiers, mécaniciens, agriculteurs, pêcheurs, gardiens et éboueurs? La liste est sans limite. Que serait le Canada sans tous ces travailleurs? Nous croyons donc beaucoup aux programmes d'apprentissage et nous estimons qu'il faudrait encore le développer.

Mme P. MacLeod: Aujourd'hui, les jeunes ont peur de l'avenir. On leur a dit qu'il fallait oublier leur rêve et simplement s'efforcer de survivre. On leur a dit qu'il fallait s'adapter. Nous pensons qu'on peut changer cela. Nous avons une responsabilité commune—vous, le gouvernement et nous, les citoyens canadiens. L'avenir du Canada dépend de l'attitude et des idées des générations nouvelles.

Le système d'éducation a aujourd'hui une grande influence sur les jeunes. Ce système devrait être plus efficace même en période de compressions budgétaires. Il est important de procéder à ces compressions de façon prudente et efficace. Il nous faut des fonds pour les programmes préventifs à l'intention des jeunes, des programmes qui donnent aux jeunes quelque chose de positif à faire, quelque chose qui leur permette d'apprendre. Les fonds consacrés à ces programmes seront mieux utilisés et permettront d'éviter des dépenses supplémentaires dans les services correctionnels qui sont en fait des programmes de dépenses réactifs.

[Text]

Ms K. MacLeod: We are living in the global economy, where multinational corporations set up wherever it is convenient. If Canada is not convenient, it will dwindle and die. To make Canada convenient, we must use our resources very wisely. It is essential that we have an educated and skilled workforce. If Canada ensures these things, we will become more productive as a nation. This will create a stronger Canadian economy. To quote Jean Chrétien, "A strong economy is the essence of a strong society".

Mr. Daggett: In order to ensure our workforce is skilled in many different areas, vocational apprenticeship programs could be encouraged. These programs ensure graduates a job and are a great way to start a career. Furthermore, skilled labourers and trades people will play a large part in increasing Canada's productivity. We feel the advantages of being a labourer or tradesperson should be promoted.

• 1740

In the future, the Canadian government must refrain from looking for short-term solutions. If the deficit is reduced by making drastic cuts over a short period of time, vital programs will almost certainly be cut. If that happens in the future, people without the benefit of those programs will be lacking in the skills necessary to compete.

Mr. Costain: Other skills that need to be added to the curriculum include adaptability and the knowledge of how to quickly learn things. Studies have clearly shown that students who understand concepts rather than memorize information become better thinkers and more adaptable.

The amount of information on this planet doubles every 18 months, creating hordes of new information and tools that have to be used effectively by workers to compete in a global economy. If the workers are not adaptable and quick learners they will be put out of business by their competitors.

Mr. Morrisey: One thing that takes away from the education system is the fact that young people do not have anywhere to hang out outside of school. In Truro, Nova Scotia, it was found cheaper to sponsor a Boys and Girls Club than to provide extra security during the lunch hour, weekends and evenings around town.

We feel channelling funds into preventative measures like this will save money in the long run as well as keep the youth out of trouble and help build self-esteem. In Prince Edward Island we have the Boys and Girls Club, the YMCA Leaders Corps, Allied Youth and other youth service organizations. All programs are doing the best they can; however, they are all seriously under-funded.

The reason I am involved with the YMCA is because there are many opportunities for me and the youth of today, such as speaking here today, which I must say has given me many new views of life.

Nous voulons encore une fois vous remercier de nous avoir invités ici aujourd'hui, nous du Charlottetown Boys and Girls Club et du Leaders Corps du YMCA. Nous espérons que vous prendrez en considération toutes nos vues et idées sur la réforme sociale. Merci encore une fois.

[Translation]

Mme K. MacLeod: Nous vivons dans une économie planétaire où les sociétés multinationales s'installent où cela leur convient. Si le Canada ne convient pas, notre pays s'étiolera et disparaîtra. Pour que le Canada convienne, nous devons utiliser très judicieusement nos ressources. Il est essentiel que nous ayons une population active instruite et qualifiée. Nous deviendrons ainsi une nation plus productive. Cela renforcera l'économie canadienne. Pour citer Jean Chrétien: «Une économie forte est l'essence même d'une société forte».

M. Daggett: Pour que notre population active soit qualifiée dans de nombreux domaines, les programmes d'apprentissage doivent être développés. Ces programmes garantissent aux diplômés un emploi et sont une très bonne façon de débuter une carrière. D'autre part, les ouvriers et les hommes de métier qualifiés joueront un rôle important dans le développement de la productivité du Canada. Nous estimons qu'il faut insister sur les avantages du travail d'ouvrier ou d'homme de métier.

• 1740

Il faudra que le gouvernement canadien cesse de chercher des solutions à court terme. Si l'on réduit le déficit au moyen de coupes massives à court terme, des programmes vitaux vont presque certainement être supprimés. Si cela se produit, les gens qui ne pourront plus bénéficier de ces programmes n'auront plus les compétences voulues pour faire face à la concurrence.

M. Costain: Il faut que les gens apprennent au cours de leur formation qu'il est nécessaire de savoir s'adapter et d'apprendre rapidement un certain nombre de choses. Des études ont révélé que les étudiants qui comprennent des concepts plutôt que d'apprendre par cœur des données sont mieux en mesure de penser et de s'adapter.

La quantité d'informations circulent sur la planète double tous les 18 mois, créant des quantités de données et d'outils nouveaux que doivent savoir utiliser efficacement les travailleurs pour fonctionner dans une économie planétaire. S'ils ne sont pas capables de s'adapter et d'apprendre rapidement, ils ne pourront pas faire face à la concurrence.

M. Morrisey: Une des choses qui éloigne les jeunes du système d'éducation est qu'ils ne savent pas où aller en dehors des cours. À Truro, en Nouvelle-Écosse, on a jugé qu'il était plus économique de financer un Club de garçons et filles que d'offrir une plus grande sécurité en ville à l'heure du déjeuner, les fins de semaine et le soir.

Nous estimons qu'en investissant dans des mesures préventives comme celle-ci, on économise à long terme tout en occupant intelligemment les jeunes, ce qui contribue à renforcer leur estime de soi. À l'Île-du-Prince-Édouard, nous avons le Club des garçons et filles, le Leaders Corps du YMCA, Allied Youth et d'autres organisations au service des jeunes. Tous font le maximum mais manquent sérieusement de ressources.

La raison pour laquelle je m'occupe du YMCA, c'est que cela me donne, comme aux jeunes, bon nombre de possibilités, comme de m'adresser à vous aujourd'hui, qui m'ont ouvert de nouvelles perspectives sur la vie.

We want to thank you again for having invited us here today. We hope that you will take our views and ideas into consideration in your review of the social security. Thank you once again.

[Texte]

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you. That was very excellent. Let's have a discussion with our members. I've challenged everyone. We'll start with the official opposition.

Monsieur Dubé.

M. Dubé: Je félicite ces jeunes. Au Bloc québécois, à l'Opposition officielle, je suis critique ou porte-parole en matière de formation et jeunesse. Il est réjouissant de voir des jeunes comme vous se présenter à un comité formé de parlementaires avec l'assurance qui a été la vôtre aujourd'hui.

Votre message a été très bref, mais n'a pas été moins clair pour autant. Ce que vous nous demandez, en fin de compte, c'est de planifier en vue du long terme, parce que vous êtes jeunes et que vous voulez vivre longtemps et le mieux possible.

Pour ma part, je vous dis que votre message a été compris, et il ne nous reste qu'à vous féliciter. Continuez; vous nous avez donné un bel exemple de leadership.

Une voix: Oh, c'est beau!

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Thank you very much for your presentation. I appreciated it very much.

I have a question for you to consider and I don't know if you want to think about it before you reply or maybe you have an answer already. Do you think the kind of programs you were discussing and relating to us today could be run by the federal government, or would they be better off being run by the local communities?

Mr. Warren: Perhaps we'd be better off on a local scale than a federal scale. I think too many things are already run by the federal government. I think we need to get away from the habit of having the feds run everything. I think the people need to have a say in this, because the people are the people who are in it.

• 1745

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Does anybody else want to comment on that?

Thank you very much for that answer. Thank you very much for your presentation. We're just ordinary people here. Don't be afraid of us.

Mr. Alcock: Speak for yourself.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): I don't want to be intimidating is what I'm saying.

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you, Mr. Breitkreuz. I will now move over to the Liberal side. Mr. Alcock and then Ms Augustine and Ms Ablonczy.

Mr. Alcock: The question that goes through my mind right now is, what's in the water here? This has been an incredible day. This is the end of five weeks during which we've been in every community in Canada, with the exception of Sydney and Fredericton, where we're going tomorrow and Friday.

This has been an amazing day, from Santa Claus walking in on the demonstration and making a point in a very creative way, to people singing to us, to really a startlingly well-presented brief by yourselves. I was really interested in it. You make a

[Traduction]

La vice-présidente (Mme Minna): Merci. Ce fut un excellent exposé. Entamons maintenant la discussion. Tout le monde se sent interpellé. Nous allons commencer par l'opposition officielle.

Mr. Dubé.

M. Dubé: I want to congratulate these young people. Within the Bloc Québécois, the Official Opposition, I'm the critic for youth and training. It is quite heartening to see young people like you come before a parliamentary committee with the commitment that you have demonstrated.

Your message was very brief but very clear. In fact, what you are asking us is to plan for the long term because you are young and you want to live long and as well as possible.

As far as I'm concerned, I can tell you that your message has been understood and that we can only congratulate you. Keep up the good work, this is a very good example of leadership.

An hon. member: Nice way of putting it!

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Merci beaucoup de votre exposé. Je vous en suis très reconnaissant.

J'aimerais vous poser une question et je ne sais pas si vous pourrez y répondre immédiatement ou si vous préférerez y réfléchir. Pensez-vous que le genre de programmes dont vous nous avez parlé aujourd'hui pourraient être administrés par le gouvernement fédéral ou serait-il préférable qu'ils le soient localement?

M. Warren: Peut-être serait-il préférable que ce soit géré localement. Le gouvernement fédéral administre déjà trop de choses. Je pense qu'il faut cesser de tout faire administrer par le gouvernement fédéral. Les gens doivent avoir leur mot à dire parce que ce sont eux qui sont directement intéressés.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Quelqu'un d'autre voudrait-il dire quelque chose à ce sujet?

Merci beaucoup de cette réponse. Et merci aussi de votre exposé. Nous sommes des gens ordinaires. N'ayez pas peur de nous.

M. Alcock: Parlez pour vous.

Mr. Breitkreuz (Yorkton—Melville): Ce que je veux dire c'est que je ne veux pas les intimider.

La vice-présidente (Mme Minna): Merci, monsieur Breitkreuz. Je vais maintenant passer aux Libéraux. M. Alcock puis M^e Augustine et M^e Ablonczy.

M. Alcock: La question que je me pose c'est de savoir ce qu'il y a dans l'eau ici? Nous avons eu une journée incroyable. Voici cinq semaines que nous parcourons le Canada. Nous sommes allés partout sauf à Sydney et à Fredericton où nous irons demain et vendredi.

Cette journée aura été absolument ahurissante, depuis le Père Noël arrivé au cours de la manifestation pour nous dire quelque chose de façon très original jusqu'à ceux qui sont venus chanter pour nous et vous qui venez de nous faire un excellent

[Text]

really important point, one that we need to hear, that if we focus on prevention, if we get into communities and do things now, and if we bring people together and get them to work together now, we won't have problems later. I thank you for it.

We have a great Boys and Girls Club in Winnipeg, which is run by a friend of mine. We've heard from Boys and Girls Clubs all across the country. They're doing terrific work, and hopefully we can find a way to support you.

Ms Augustine: I want to begin by complimenting you and saying how proud we are to see you appear before us and that you were able to get your script all organized and together.

Could you tell us in a few sentences about your high school and your area of interest? What do you dream about at night? Where do you go to school and what do you want to do?

Ms P. MacLeod: I go to Colonel Gray and I'm in grade 10, and I'd love to be a child psychologist when I grow up.

A voice: I think you've grown up.

Mr. Daggett: I go to Queen Charlotte Junior High School. I'm in grade 9. When I grow up, I'd like to be a marine biologist.

Mr. Costain: I go to Queen Charlotte High School. I'm also in grade 9. When I grow up, I think I'd like to be a doctor.

Ms K. MacLeod: I go to Colonel Gray and I'm in grade 10. When I grow up, I'd like to do anything that involves animals.

Mr. Morrisey: I go to Colonel Gray and I'm in grade 10. I'm not quite sure yet what I'd like to be.

Mr. Warren: I'm also in grade 9 with Eric and Geoff at Queen Charlotte Junior High, and my career choice is a bit different from theirs. I wish to grow up to be a musician, and I appreciate what the Y is doing in Charlottetown for young musicians. In fact, this Friday we're having a jam night at the YMCA, which gives an opportunity for all musicians to just get up and jam. My band is called Tea for Two, and they asked us to host it. You don't often see people taking a chance with young bands. Usually, you see the older bands in bars, but we can't play bars. They're all drunk anyway, so they don't care.

The Vice-Chair (Ms Minna): I want to thank you on behalf of the committee, because we hear a lot of briefs and we have all kinds of organizations—adults—representing and making a lot of the same points, but it makes a great deal of difference, I think, to see young people who themselves benefit from these programs and who can stand here and say, I'm here to testify that I'm an example and this is why you can't forget us.

We're very happy that you came. Thank you very much.

[Translation]

exposé. J'ai trouvé cela vraiment très intéressant. Vous dites quelque chose de très important, quelque chose qui doit être entendu, à savoir qu'en insistant sur la prévention, en agissant immédiatement, au palier local, en faisant collaborer les gens tout de suite, on évite des problèmes plus tard. Je vous remercie de nous l'avoir rappelé.

Nous avons un Club de garçons et filles magnifique à Winnipeg que dirige un de mes amis. Nous avons reçu des témoignages de clubs de garçons et filles dans tout le pays. Ils font un travail fantastique et j'espère que nous pourrons trouver le moyen de vous aider.

Mme Augustine: Je tiens tout d'abord à vous féliciter et à vous dire combien nous sommes fiers de vous voir comparaître devant nous et nous présenter ainsi un exposé aussi bien structuré.

Pourriez-vous nous parler en quelques phrases de votre école et de ce qui vous intéresse en particulier? De quoi rêvez-vous la nuit? Où allez-vous à l'école et que voulez-vous faire?

Mlle P. MacLeod: Je vais à Colonel Gray et je suis en 10^e année. J'aimerais beaucoup devenir psychologue pour enfants lorsque je serai grande.

Une voix: J'ai l'impression que vous êtes déjà grande.

Mr. Daggett: Je vais à Queen Charlotte Junior High School. Je suis en 9^e année. Quand je serai grand, j'aimerais être biologiste en milieu marin.

Mr. Costain: Je vais à Queen Charlotte High School. Je suis également en 9^e année. Quand je serai grand, je crois que j'aimerais être médecin.

Mlle K. MacLeod: Je vais à Colonel Gray et je suis en 10^e année. Quand je serai grande, j'aimerais faire n'importe quoi qui touche aux animaux.

Mr. Morrisey: Je vais à Colonel Gray et je suis en 10^e année. Je ne sais pas encore trop ce que j'aimerais faire.

Mr. Warren: Je suis également en 9^e année avec Eric et Geoff à Queen Charlotte Junior High et mon choix de carrière est un peu différent du leur. J'aimerais être musicien et j'apprécie beaucoup ce que fait le YMCA à Charlottetown pour les jeunes musiciens. En fait, vendredi, nous avons une soirée d'improvisation musicale au YMCA qui permet à tous les musiciens d'improviser. Mon groupe s'appelle Tea for Two, et on nous a demandé de diriger cette soirée. Ce n'est pas tous les jours que l'on prend des risques avec de jeunes orchestres. Habituellement, on voit des orchestres plus âgés dans les bars mais nous ne pouvons pas jouer dans les bars. De toute façon, ils sont tous saouls et s'en moquent.

La vice-présidente (Mme Minna): Je vous remercie au nom du Comité parce que nous recevons beaucoup de mémoires et que nous avons entendu beaucoup d'organisations—adultes—qui nous ont dit un peu les mêmes choses, mais c'est tout à fait différent lorsque ce sont des jeunes qui bénéficient eux-mêmes de ces programmes et qui viennent nous parler de leur expérience personnelle.

Nous sommes très heureux que vous soyez venus. Merci beaucoup.

[Texte]

[Traduction]

• 1750

Next is the Belfast Community Development Corporation. I'm sorry we got that one garbled up before. Mr. Kinnee, you may start whenever you're ready.

Mr. Jim Kinnee (Member, Belfast Community Development Corporation): I've been sitting and watching for a couple of hours and wish to thank you on behalf of the various groups that have made presentations for the respectfulness you've shown towards them. I've seen the other side of it at different times, and you're at the end of a long schedule. I'm sure that everybody who did present today was very appreciative of it.

I'm going to follow somewhat the presentation I've developed. However, I'm going to free range in a few areas because I thought there was going to be a much more limited time period in which to do the presenting. I'm going to try to keep my comments as much as I possibly can in the context of training from a local economic development perspective. I'm going to be fairly candid in some other areas.

Some of the things I say may be a little bit different from what you've heard. It's because I'm coming from a different background from some of the people who are here today, number one, as a representative of the Belfast Community Development Corporation, which has very clear goals to do things for the community; and secondly, from the point of view of a businessperson, being a partner in a software development company that specializes in expert systems. I have a partner at Northern Telecom, which is located close to Nepean.

Thirdly, I also happen to work for the provincial government as the administrator of a services centre from which programs are delivered to the 16,000 residents in eastern Prince Edward Island. That includes the social services network and our economic development side. With some of the organizations I'm connected with, we also help deliver a lot of training programs. We deliver them through community-based groups, not through government.

Before I start, I'd like you to understand exactly where I'm coming from because I am coming from a particular point of view. I have some basic things that I'm following. Number one is from the point of view that you have to take care of your own. It's the foundation of local development, but it also is a foundation that extends to the national landscape. That's the point of view I'm coming from. I'm also going to speak from the point of view that I am a rural citizen. I live in rural Prince Edward Island, the most rural province in Canada. I want to remain rural.

When I was asked to prepare a paper, I didn't realize how great a task it would be. As a matter of fact, I didn't complete it until 7 this morning. I'm tired too, believe me, because I didn't realize, as I got into it, just what a horrific task teachers are facing. I really wish I could almost be locked in a room with the research material for months, to do an adequate job on it.

Nous accueillons maintenant les représentants de la Belfast Community Development Corporation. Je suis désolée du malentendu. Monsieur Kinnee, vous pouvez commencer quand il vous plaira.

M. Jim Kinnee (membre, Belfast Community Development Corporation): Je suis là à vous écouter depuis plusieurs heures et je souhaite, au nom des représentants des divers groupes qui ont comparu, vous remercier du respect dont vous avez fait preuve à leur égard. J'ai vu le contraire à plusieurs reprises, et vous arrivez à la fin d'une longue journée. Je pense que tous ceux qui vous ont fait une présentation aujourd'hui vous en sont très reconnaissants.

Je vais m'en tenir plus ou moins à l'exposé que j'ai préparé. Toutefois, dans quelques cas, je vais digresser, car, contrairement à ce que j'avais cru comprendre, je dispose de plus de temps. Je vais tenter de m'en tenir, le plus possible, à la formation du point de vue de l'expansion de l'économie locale. Je serai assez franc dans mes propos sur d'autres sujets aussi.

Ce que j'ai à dire différera peut-être un peu de ce que vous avez déjà entendu. C'est sans doute à cause de mes antécédents différents, d'abord, comme représentant de la Belfast Community Development Corporation dont les objectifs communautaires sont très clairs; et deuxièmement, comme homme d'affaires, associé dans une entreprise de logiciels spécialisée dans les systèmes experts. J'ai un associé à Northern Telecom qui se trouve près de chez vous à Nepean.

Troisièmement, je travaille pour le gouvernement provincial comme administrateur d'un centre de services qui offre des programmes à 16 000 résidents de l'est de l'Île-du-Prince-Édouard. Au nombre de ces services, on compte le réseau des services sociaux et notre programme de développement économique. De concert avec de nombreux organismes avec lesquels je suis associé, nous contribuons également à offrir de nombreux programmes de formation. Ces programmes sont offerts par l'entremise de groupes communautaires et non par le gouvernement.

Avant de commencer, j'aimerais que vous compreniez exactement quel est mon point de vue très particulier. J'adhère à un certain nombre de principes fondamentaux. D'abord, qu'il faut s'occuper des siens. C'est la base même du développement local, mais c'est aussi la base à l'échelle nationale. Voilà donc mon point de vue. Je vous parle aussi comme résident rural. J'habite la campagne à l'Île-du-Prince-Édouard, la province la plus rurale au Canada. Je tiens à demeurer un rural.

Quand on m'a demandé de préparer un mémoire, je ne savais pas ce que cela représentait. En fait, je ne l'ai terminé qu'à 7 heures ce matin. Je suis également fatigué, croyez-moi, car je ne m'étais pas rendu compte, avant de me lancer dans cette entreprise, de la tâche énorme des enseignants. J'aurais souhaité être enfermé dans une salle avec la documentation pendant des mois pour faire un travail adéquat.

[Text]

[Translation]

• 1755

I'm concerned that the definition of community has changed from being geographic to something that's related to class or to economic class. I'm also approaching it from the point of view that I am a very firm believer that from those to whom much is given, much is expected. I also believe everyone has a responsibility to the community in which they live and in which they thrive. That extends not only to individuals but to businesses.

I didn't set this up with speaking notes. I'm not as good at reading. I wish I had, because I thought I had ten minutes.

The definition I give to community recognizes the place where I live as my home community and Canada not only as my country but as the national community to which I and everybody else living in it, both as an individual and as a corporate entity, belong and have responsibilities towards.

My experience with the Belfast Community Development Corporation started four and a half years ago because of some difficulties we had in our own community. We established it with very clear and precise goals we invited everyone in the entire community to join in on. We actually set it up as a section 2 company, with shareholders right across the entire community of about 1,800 people. Everyone over 18 years of age automatically becomes a member.

After four and a half years of operation, we now have assets of approximately \$400,000. We run it as a business. We have debt. This year we have forty-nine employees. There are no fees to pay to any directors. We are there because we have a desire to return something to the community in which we live.

We're running into some problems we can see that are liable to affect us, with some of the social policy reforms I see coming about. I'm sure you've heard them before, but I'm going to go over some of them. When I do that, I'm going to talk about training from a different perspective.

I ask myself a question: how do we retain a skilled seasonal workforce? The conditions we find here on Prince Edward Island, in the community business we've set up, which is related to tourism. . .and that's all we have down there in that area that we could get involved with. We have some physical assets in the community we can do something about. So we started working towards it.

Of course as we start to go down that trail, and as you start to build up the sophistication of the business, the skill level of your employees becomes more and more important. But the reality we're dealing with there, and it's the reality you see right across the Maritimes, is that we can sustain employment in that business only for about 8 to 22 weeks for the people we employ. That's it. We can't do things when snowballs fly. We can't do anything too early in the spring. We're limited to a particular season.

But as our business expands. . .and our plans are in the works. Our financing is set up partially thanks to the infrastructure program, which we expect to be getting something from. Anyway, we will have a community corporation with substantial assets, and we're just continuing to build.

Je suis préoccupé par le fait que la définition de communauté a évolué de son sens géographique à un sens de classe ou de classe économique. Je pars aussi du principe fermement ancré qu'on s'attend à beaucoup de celui qui a beaucoup reçu. Je suis également convaincu que chacun a une responsabilité à l'égard de la localité où il vit et où il s'enrichit. Il en va non seulement des personnes mais également des entreprises.

Je n'ai pas préparé de notes. Je ne suis pas doué pour les lire. J'aurais dû le faire, car je pensais que j'avais 10 minutes.

Ma définition de la communauté inclut non seulement l'endroit où je vis, mais le Canada comme pays et comme communauté nationale à laquelle, moi et tous les autres qui y vivent, et à titre personnel et comme entité, appartiennent et envers laquelle ils ont des responsabilités.

Mon association avec la Belfast Community Development Corporation remonte à quatre ans et demi. À la suite de quelques difficultés que nous avions dans la localité, nous avons créé cet organisme, l'avons doté d'objectifs très clairs et précis et invité tous les membres de la communauté à y adhérer. Nous avons constitué l'organisme en société en vertu de l'article 2 accordant des droits d'actionnaires à toute la communauté, soit environ 1 800 personnes. Toute personne de plus de 18 ans en devient automatiquement membre.

Après quatre ans et demi d'activité, nous avons maintenant un actif d'environ 400 000\$. Il s'agit d'une entreprise, nous avons des dettes, et cette année, nous avons 49 employés. On ne verse aucun honoraire aux administrateurs. Nous faisons partie du conseil d'administration parce que nous souhaitons rendre quelque chose à notre communauté.

Certaines réformes de la politique sociale risquent de nous causer des difficultés. Je suis persuadé que vous avez déjà entendu parler de certains de ces problèmes, mais j'aimerais en aborder quelques uns. Ce faisant, je vais aborder la formation d'un point de vue différent.

Je me suis posé la question suivante: Comment pouvons-nous garder une main-d'œuvre saisonnière compétente? Les conditions ici à l'Île-du-Prince-Édouard, dans l'entreprise communautaire que nous avons mise sur pied dans le domaine du tourisme. . . C'était le seul secteur possible dans cette région. Nous avons des actifs tangibles dans la communauté que nous pouvions utiliser. C'est donc ce que nous avons commencé à faire.

Évidemment, une fois que l'entreprise a atteint un certain niveau de sophistication, il est de plus en plus important que les employés aient un certain niveau de connaissances. Toutefois, la réalité, et c'est le cas partout dans les Maritimes, c'est que l'entreprise n'a besoin que d'employés que pendant environ huit à 22 semaines. Voilà, c'est tout. Nous ne pouvons rien faire une fois qu'il neige. Nous ne pouvons rien faire tôt le printemps. Nous sommes limités à une saison en particulier.

Mais avec l'expansion de notre entreprise. . . nos plans sont en bonne voie. Nous avons trouvé notre financement en partie dans le programme d'infrastructure dont nous nous attendons à recevoir quelque chose. Enfin, nous aurons une société communautaire dont les actifs sont assez considérables et que nous continuons à renforcer.

[Texte]

How do we hold people? How do we hold the key people it takes to operate that business if our unemployment insurance begins to be affected? All of a sudden...

We can't retrain on a continual basis, particularly when you're trying to hit a bottom line in a business. I wonder what the alternatives are.

I want you to realize that here in the Maritimes, where we do have a seasonal economy, this is a reality you don't find... I've lived across Canada. I've lived in British Columbia, in Ontario, in Alberta. I've travelled quite a bit and I've actually lived in those locations. Believe me, Prince Edward Island is different from anything I have ever experienced before. As a result of it, I moved my family here just because of the conditions I found and the quality of life here. For all the problems, it is a very good place to raise a family.

• 1800

Let me tell you something else. I work in Montague, about 30 miles east of here. Right now—and I almost wish I had brought it in—I am aware of 31 upgrading programs that are operating. This is in just a small area. We find that there are so many of them—and this may be different, since I noticed that one lady here was saying they didn't even know where to find things—that we've almost come to the point with training where we have people tripping over themselves looking for bodies. That's the reality of it.

That's different from what you're going to hear someplace else, but the numbers are there.

For most of these programs that are run through CEIC, look at their numbers, look at their figures, look at the dollars towards it. You know what we're doing and we're putting them all towards. We're trying to upgrade people's literacy skills; we're putting them into life skills programs and some very basic computer skills.

The training we need in our business down there is very specific. We're looking for people with very specific skills. If someone has gone through an upgrading program, that might be great for self-esteem and it's a worthwhile thing to do, but we, as a business, have to direct it. We're looking for some very clear things, like in our bookkeeping, or whatever, and as a general manager, a greens-keeper because we have a golf course that's under construction, someone to service the public at a front desk. They're specific things. Going through one of these upgrading programs is not really going to prepare them for the practical side of coming to work for us.

I don't know what the numbers are in other places, but it's easy to verify that the reality is that we have 31 programs operating in that area right now.

We're finding that people revolve through them. They go through one; they go to another; they go to another. I think you'll find that there are people who go for two or three or four of these programs.

Everybody is trying to help, but we're missing something. A policy base is missing somewhere along the way.

It's a couple of things. For example, with my involvement with the computer business, the person we need for that you're not going to get out of an upgrading program.

[Traduction]

Comment garder les gens? Comment garder les employés-clés dont nous avons besoin pour faire fonctionner cette entreprise si on touche à l'assurance-chômage? Tout à coup...

Nous ne pouvons pas recycler continuellement, surtout si nous tentons de réaliser des bénéfices. Quelle option avons-nous?

Je veux que vous compreniez qu'ici dans les Provinces maritimes, nous avons une économie saisonnière, ce qui n'est pas le cas... J'ai vécu ailleurs au Canada. J'ai vécu en Colombie-Britannique, en Ontario et en Alberta. Je me suis beaucoup déplacé et en fait, j'ai vécu à ces endroits. Croyez-moi, l'Île-du-Prince-Édouard est différente de tout ce que j'ai vu ailleurs. Par conséquent, j'y ai installé ma famille, à cause des conditions et à cause de la qualité de vie que l'on trouve ici. Malgré tous ces problèmes, c'est un excellent endroit pour élever une famille.

• 1800

Permettez-moi de vous dire autre chose. Je travaille à Montague, à environ 30 milles à l'est d'ici. À l'heure actuelle—j'aurais dû vous l'apporter—à ma connaissance il y a 31 programmes de recyclage en cours. Et ce dans une petite région. Ces programmes sont en si grand nombre—ce qui n'est peut-être pas la même chose partout car une dame a dit qu'elle ne savait pas à qui s'adresser que nous en sommes presqu'au point, dans le domaine de la formation, où l'on se dispute les participants. Voilà la réalité.

Ce n'est pas ce que vous entendrez ailleurs, mais les chiffres le démontrent.

Dans le cas de la plupart des programmes administrés par CEIC examiné les chiffres, examinez les budgets. Vous savez de quoi il s'agit, on tente l'alphabetisation des travailleurs. On leur offre des programmes de dynamique de la vie et on leur enseigne quelques notions de base de l'informatique.

La formation dont nous avons besoin pour notre entreprise est très précise. Nous cherchons des gens qui ont des connaissances très particulières. Le programme de recyclage augmente peut-être l'estime de soi, c'est une chose digne d'intérêt, mais nous devons pouvoir orienter cette formation. Nous cherchons des connaissances très précises, comme pour notre comptabilité ou que sais-je encore, un directeur général ou un préposé à l'entretien des terrains, car nous avons un terrain de golf en construction, ainsi qu'un préposé à la réception. Ce sont donc des emplois très précis. Ce ne sont pas les programmes de recyclage qui prépareront les gens à travailler pour nous.

Je ne sais pas ce qu'il en est ailleurs, mais en regardant les chiffres, il est facile de vérifier qu'il y a 31 programmes dans la région actuellement.

Nous constatons qu'il y a rotation d'un programme à l'autre. Les participants suivent un programme, en suivent un autre et enfin un troisième. Je pense que vous constaterez qu'il y a des participants qui suivent deux, trois ou quatre de ces programmes.

Nous voulons tous agir, mais il nous manque quelque chose. Il manque une orientation politique.

Il y a plusieurs aspects. Par exemple, pour notre entreprise d'ordinateurs, ce n'est pas dans un programme de recyclage que nous trouverons le personnel nécessaire.

[Text]

On Prince Edward Island a lot of what we do is labour directed. It's skilled labour in a sense, but it's working with your hands, it's working in the fishery, it's working on the farms. You don't really prepare people for that in the same way. You don't send them to school. You need a good work ethic, and the training you need is very tightly tied to that industry.

If you don't think that being a fish cutter is skilled, try to do it sometime and you'll find out very differently. It is. If you watch those people go, it's amazing the way they can shuck scallops and do things really dexterously. I certainly couldn't do it.

I notice that for much of the economy we're talking about, and the training, there's no rural base. There are general skills, but they tend to be literacy and whatever. I myself sometimes question just how much... There doesn't seem to be anything at the end of the trail for these people. It's jobs... I've noticed that there have been a couple of uses of government-directed training.

[Translation]

À l'Île-du-Prince-Édouard, de nombreux programmes sont des programmes de travail manuel. D'une certaine façon, c'est une main-d'œuvre spécialisée, mais il s'agit quand même de travailler avec les mains, travailler dans les pêches, travailler sur des exploitations agricoles. Vous ne préparez pas ces gens de la même façon. Vous ne les envoyez pas à l'école, il vous faut être travailleur et recevoir une formation dans l'industrie même.

Si vous ne pensez pas qu'il faut des connaissances très précises pour travailler comme trancheur de poisson, tentez de faire le travail et vous verrez que c'est très différent. Vraiment. Si vous surveillez les gens, vous serez étonnés de les voir écailler les pétoncles, ils travaillent avec beaucoup de dextérité. Je n'y arriverais pas moi-même.

Je note que dans le genre d'économie dont nous parlons, dans ce genre de formation, il n'y a pas de base rurale. On offre des connaissances générales, l'alphabétisation, etc. Parfois je me demande jusqu'à quel point... Il ne semble pas y avoir quoi que ce soit qui attende ces gens en fin de compte. C'est une question d'emplois... Il est arrivé à quelques reprises que l'on utilise la formation reçue dans les programmes gouvernementaux.

• 1805

When the shipyard started in Georgetown, and it was the Irving's, they needed some assistance to train people. There was a training program set up for them, but it was very specific towards building those frigates. They took advantage of it, and people had a real marketable skill when they were done that was practical, and it was a job for them.

But too much of the training is not directed. It does seem to me really that there's training for the sake of training, and that's it. I wish there was more of a focus to it. Sometimes there is in some instances.

For instance, with the community down in Belfast, we had some young people who had some very significant social problems, including three we put on it who were escorted from jail or from a youth centre, to come towards a program. We tried to give them some training in basic construction skills and we put them on a job fixing up homes for some senior citizens in our community. It sort of worked. It was remarkably easy to set up. It didn't take an hour and a half if you knew the system, really, and that was a \$60,000 program.

I wonder sometimes about the follow-up. It seems to be a problem with government that we do these things, and then where is the real hard assessment afterwards to see if we really did accomplish something here, or did we just do something because we felt we had to do something?

I said I'm approaching it with kind of a rural point of view. I did read something that I thought put very well where I'm coming from. It was written by James Michener in a treatise on American society that he called *The Quality of Life*. He said that history was mainly the account of what happened in the cities, that there the powers lay and there the wealth was controlled. The city was the centre of government, the focus of intellectual and artistic leadership, and although all the food and

Lorsque le chantier naval a démarré à Georgetown, celui des Irving, on avait bien besoin d'aide pour former les employés. On a mis sur pied un programme de formation à leur intention, un programme très précis pour la construction des frégates. Les travailleurs s'en sont prévalu et ont acquis des connaissances qui valent vraiment quelque chose sur le marché, qui sont pratiques, qui représentent un emploi.

Toutefois, un grand nombre de programmes de formation ne sont pas ciblés. J'ai vraiment l'impression que c'est la formation pour faire de la formation. J'aimerais donc que ce soit plus ciblé, comme il arrive parfois.

Par exemple, dans la localité de Belfast, nous avions des jeunes qui éprouvaient de graves problèmes sociaux, y compris trois que nous avons inscrits à un programme et qui venaient de la prison ou de centres de jeunesse. Nous avons tenté de leur donner une formation de base en construction, nous leur avons donné un emploi à réparer des maisons pour quelques personnes du troisième âge. Cela a fonctionné plus ou moins. Cela a été vraiment très facile à mettre sur pied. Il ne faut même pas une heure et demie si on connaît le système. C'est un programme qui a coûté 60 000\$.

Toutefois, je me demande parfois s'il y a un suivi. Il me semble que le problème, lorsque le gouvernement met sur pied ce genre de programme, c'est qu'il est très difficile de faire une évaluation après coup pour savoir si l'on a vraiment réalisé quelque chose ou s'il s'agissait tout simplement de quelque chose que l'on a fait parce qu'il fallait faire quelque chose?

Comme je vous l'ai dit, j'ai un point de vue rural. J'ai lu quelque chose qui explique très bien ce que je veux dire. Il s'agit d'un passage d'un traité de James Michener sur la société américaine intitulé «*The Quality of Life*». D'après lui, l'histoire est surtout le bilan de ce qui s'est passé dans les villes, puisque c'est là où se trouve le pouvoir et c'est là où l'on contrôle la richesse. La ville est le centre du gouvernement, le point d'attache de l'élite intellectuelle et artistique, et bien que ce soit

[Texte]

[Traduction]

much of the wealth was created in the country, what happened to it was determined by the cities.

Sometimes when I'm working in rural areas, I find that's what I feel like. Last summer I spent time in Ottawa. It's not 1,000 miles away; it's like a million miles away from here.

The other thing I'll say is that when we craft these programs, particularly from a rural area like that, we don't educate people from the rural perspective. When we send them to university, or when they go to a technical school or something, if they are dealing with rural development, they're doing case studies from southern Ontario, or something. They're not doing it from someplace where it's really limited.

Anyway, let me tell you about what we did by applying a couple of those concepts I spoke of earlier on. We stuck right to them, and it's working for us.

We made a decision on the last project we were working on, the one that's under construction right now. We decided that we were going to build a golf course because we're in a good location with the Trans-Canada Highway and lots of tourist traffic, and it's going to create some employment. The provincial government is going to do some marketing in that area.

When we laid it out, we decided a couple of things. We decided that, okay, we have a terrible unemployment problem in our community, and as a local development corporation we're able to access certain funds.

We decided that we weren't going to hire a bunch of bulldozers and heavy equipment to come in. We took a look at the land and the trees we had. We said, we have all these unemployed people; why spend \$150,000 on a contractor to come in and clear the whole thing in three days, or a month, or whatever? Why don't we put people to work with the skills they have? Give them a job and let's proceed towards the end. That's exactly what we did.

• 1810

People have been very surprised when they've looked at that and they've seen the way we've done it. We've created a lot of things. If I went down to the community now and told the people we were going to build a hundred-room hotel, they would probably believe me, because of the things we've accomplished.

Cost-wise, we've done this for less money than we could have done it for if we had eliminated the people and sent the whole thing to one contractor. You can't do that in all instances, but I really think there are many times when we can, and when we're spending public money on this type of thing. I know it might seem like a walk back. But we are not prepared for the problems that are coming back, the problems we're dealing with right now with unemployment in this country.

We had 36 people work on it this year. We had 20 people last year. It will take about another 10 next year to complete the work.

If you tell me anybody knows how to build golf courses...they would come in and they would have the whole thing running in a very short time. But we said the social good, the benefit to our community, was much better if we looked at it in a different way. That's what we did.

à la campagne que l'on produise presque toute la nourriture et la richesse, ce sont les villes qui déterminent ce qui arrive.

Parfois, lorsque je travaille en milieu rural, je constate qu'il en est ainsi. L'été dernier, j'ai passé quelques temps à Ottawa. Je n'étais pas à 1 000 milles, j'étais à 1 million de milles d'ici.

J'aimerais dire aussi que lorsque nous élaborons des programmes de ce genre, surtout dans une région rurale, nous n'éduquons pas les gens dans une perspective rurale. Lorsque nous envoyons les gens à l'université ou à l'école technique, s'il y est question de développement rural, c'est dans le cadre d'études de cas liés au sud de l'Ontario. On n'examine pas le cas d'un endroit où les conditions sont vraiment limitées.

Quoi qu'il en soit, permettez-moi de vous expliquer ce que nous avons fait en appliquant certains de ces principes dont je vous ai déjà parlé. Nous y avons adhéré strictement, et cela fonctionne.

Lors de notre dernier projet, celui qui est en cours de construction actuellement, nous avons pris la décision de construire un terrain de golf parce qu'il est bien situé, près de la transcanadienne où passent beaucoup de touristes. Cela va créer quelques emplois. Le gouvernement fédéral va faire la promotion de cette région.

Dans nos préparatifs, nous avons pris quelques décisions. Nous avons vu qu'il y avait un très grave problème de chômage dans notre localité et que, en tant que société d'expansion, nous avions accès à certains fonds.

Nous avons décidé que nous n'allions pas louer des bulldozers et de l'équipement lourd. Nous avons regardé le terrain que nous avions, les arbres que nous avions. Nous nous sommes dits, nous avons tous ces chômeurs; pourquoi verser 150 000\$ à un entrepreneur pour qu'il vienne nettoyer tout cela en trois jours ou un mois ou que sais-je? Pourquoi ne pas mettre les chômeurs qui ont les connaissances voulues au travail; donnons-leur un travail et allons-y. Et c'est exactement ce que nous avons fait.

Cela a beaucoup surpris les gens, mais ils ont vu les résultats. Nous avons créé beaucoup de choses. Si j'allais voir les gens aujourd'hui et si je leur disais que nous allons construire un hôtel de 100 chambres, ils me croiraient probablement, à cause de ce que nous avons réalisé.

Quant au coût, il nous en a coûté moins cher que si nous avions éliminé les travailleurs et confié la tâche à un seul entrepreneur. Ce n'est pas toujours possible, mais je pense réellement que c'est souvent le cas, surtout lorsqu'il s'agit des deniers publics. Je sais que cela semble peut-être rétrograde. Mais nous ne sommes pas préparés à faire face aux problèmes qui reviennent, aux problèmes de chômage actuels que nous connaissons au Canada.

Cette année, nous avions 36 employés. L'an dernier, nous en avions 20. Il faudra encore 10 autres employés l'an prochain pour terminer le travail.

Vous allez me dire que quelqu'un qui sait aménager un terrain de golf... pourrait le faire en très peu de temps. Mais nous avons regardé le bien social, les avantages pour notre communauté et nous avons décidé qu'il était préférable de procéder différemment. C'est ce que nous avons fait.

[Text]

Any figures we have are available to anybody for cost-analysis purposes. We try to share our information with people all over.

You cannot deal with this problem unless you look at it from the economic side, because it's an economic problem. It is turning into a social problem, but really it is an economic problem, the result of there not being enough work to go around.

Something I realized as I began trying to prepare this was I couldn't find the national focus towards solving this problem. It hasn't been properly debated. If it has, it's been debated by people behind closed doors. It's a different part of my world. I'm sure it has by the business side, but it never has really been raised as a national issue, this jumping on the global economy, to the degree that it probably should have been. You can't get away from that.

I look back to the 1960s, and although I was a young man then, I can remember the debate that went on in this country when we dealt with the emerging medicare system and the problem of old age security and the pension system. It became a national issue. It was debated. It was wise, the way it was put together. There was full participation that went towards solving that problem.

Something I have come to learn. . . I used to think I was pretty smart, but I have discovered, particularly as I work with communities, I am not anywhere near as smart as I thought I was. I have really come to respect the collective wisdom of a group of people if they can spend the time to debate something around a focused subject. That has not happened.

You'll be surprised where sometimes the solutions come from. The wisdom I have seen come out of people who are virtually illiterate has absolutely astounded me. That is why I am trying to keep my remarks around some very simple concepts about taking care of your own first and that there's a responsibility for those who are talented to do things.

I don't think we understand the problems that are going to come to our economy out of this free trade. I know it sounds almost like a political agenda, but I couldn't help it as I started to work on this. It's poorly put together, because I just don't have the time. I am not an economist, so I tried to get some reference material to back up some of the concepts I had.

I know we joke about living next to the United States and about being in bed with an elephant. In fact, the Prime Minister recently made a joke about people watching him. But I don't know if we realize how powerful that American economy is; not only how powerful it is, but the degree of sophistication and ruthlessness they have developed in placing themselves as number one in the world. This is where we're going in this global competitiveness.

[Translation]

Les chiffres que nous avons sont à votre disposition à des fins d'analyse des coûts. Nous tentons d'ailleurs de partager notre information avec le plus de gens possible.

On ne peut s'attaquer à ce problème à moins de l'examiner sur le plan économique car c'est un problème économique. C'est devenu un problème social, mais en réalité, il s'agit d'un problème économique dont le résultat est qu'il n'y a pas suffisamment de travail pour tous.

Je me suis rendu compte en tentant de préparer mon exposé que je n'arrivais pas à trouver de consensus national pour résoudre ce problème. La question n'a pas fait l'objet d'un débat poussé. S'il y a eu débat, c'était à huis clos. C'était dans une autre partie de mon monde. Je suis persuadé que les milieux d'affaires en ont parlé, mais on n'en n'a jamais fait une question nationale, cette participation à l'économie mondiale, comme on aurait probablement dû le faire. Impossible de le nier.

Si je pense aux années 1960, bien que j'étais un jeune homme alors, je me souviens des débats qui ont entouré la naissance du nouveau système de santé ainsi que des problèmes de la sécurité de la vieillesse et du régime de pensions. Ces questions sont devenues nationales. Il y a eu débat. On a procédé avec sagesse. Nous avons tous participé pleinement à trouver une solution à ce problème.

J'ai appris. . . j'avais l'habitude de dire que j'étais assez intelligent, mais j'ai constaté surtout en travaillant avec les localités que je ne suis pas du tout aussi intelligent que je le pensais. J'en suis venu à vraiment respecter la sagesse collective d'un groupe qui peut consacrer le temps nécessaire à discuter d'un sujet précis. Or cela ne s'est pas fait.

Parfois la source des solutions vous surprend. La sagesse que j'ai trouvée chez des gens qui sont pratiquement illétrés m'a absolument abasourdi. C'est pourquoi je tente de m'en tenir à quelques idées très simples, c'est-à-dire qu'il faut prendre soin d'abord des siens et que ceux qui ont du talent ont la responsabilité de faire quelque chose.

Je ne pense pas que nous comprenions les problèmes que le libre-échange va causer à notre économie. Je sais que cela a presque l'air d'un programme politique, mais je n'ai pas pu m'empêcher d'y penser lorsque j'ai commencé à travailler sur cet exposé. Je suis un peu épargillé, car je n'ai vraiment pas eu le temps nécessaire. Je ne suis pas un économiste et j'ai donc tenté de trouver de la documentation pour étayer quelques-unes de mes idées.

Je sais que nous plaisantons souvent en parlant de notre voisin les États-Unis en disant que nous sommes au lit avec un éléphant. En fait, le premier ministre a fait une plaisanterie récemment au sujet des gens qui le surveillent. Je ne sais pas si nous nous rendons bien compte de la puissance de cette économie américaine; non seulement sa puissance, mais son raffinement et son caractère impitoyable qui l'ont placée au premier rang du monde. Voilà où nous allons dans cette affaire de compétitivité globale.

I'll get further along on why I'm saying this, but first, I read an article by David Yoffee. He's a professor in business-government relations and international affairs at Harvard University. He wrote a book called *Power and Protectionism*, in

Je vous expliquerai plus longuement pourquoi je le prétends, mais tout d'abord, j'aimerais vous parler d'un article de David Yoffee que j'ai lu. Il est professeur d'affaires gouvernementales et d'affaires internationales à l'Université

[Texte]

which he goes into how extensive the relationships between government and lobby groups and industry are in the United States. They're developed... You think you guys get it here. You get nothing compared to what they get down there, from what I can understand. He states it very well as he's writing to corporate America and to the CEOs of big American companies. He says this:

Friends inside of government are as important as corporate allies. An industry should identify and cultivate executive branch agencies and members of Congress with stakes in its agenda. This means crafting positions that will appeal to targeted officials and factoring their interests and agendas into the industries' own political calculations. The challenge is to create sustained competitive advantage—to develop a stable and constructive relationship that makes Washington an ally in the battle for global competitiveness.

Boy, that's just the world we're walking into. I don't know if we've got the... When we dropped those borders the way we have... If we don't start taking care of ourselves and spend a little more time on us, I just wonder where there's a place for a lot of us.

The Vice-Chair (Ms Minna): Excuse me, Mr. Kinnee. I wonder if you were going to start wrapping up. We're almost at the half-hour mark.

Mr. Kinnee: We'll start to wind it down here. I'll let you read through it then, because I'm just getting into what I'm talking about.

The Vice-Chair (Ms Minna): Don't feel badly; we will read the brief. The members do go through them.

Mr. Kinnee: I'm going to get back on the path I wanted to go towards.

What does what I'm saying and what you can read have to do with local economic development? We've based our activities on some clear principles. We're committed to achieving some prosperity within our community, and I think those same principles can be further applied. We're going to take care of our own first. Down there, we don't hire outside the community. We don't look for services outside the community; we don't purchase outside of our community unless we just don't have any options. That happens sometimes, and I think we really have to take a better look at that.

What I don't see is that commitment from some of our national corporations, but this is who this training is being sent towards. If we're going to spend all this public money in training people, what's the point in training them unless you're training them for a job? If we have industry in our country that's really more interested in going offshore to pursue cheap labour somewhere else and in exporting their products back to us, what are we training people for? Where's the commitment? This is a sort of partnership. If that's where the money's going, what's the purpose of it?

[Traduction]

Harvard. Il a écrit un livre intitulé *Power and Protectionism* dans lequel il explique l'étendue des relations entre le gouvernement, les groupes de pression et l'industrie aux États-Unis. On y a élaboré... Vous pensez que vous voyez cela ici. Eh bien, ce n'est rien par rapport à ce qui se passe aux États-Unis d'après ce que j'ai cru comprendre. Il l'explique très bien dans ses écrits à l'intention des grandes sociétés américaines et de leurs présidents–directeurs généraux. Il dit ceci:

Il est aussi important d'avoir des amis au sein du gouvernement que des alliés parmi les grandes entreprises. Chaque secteur industriel devrait identifier et cultiver les organismes du pouvoir et les membres du Congrès que ses préoccupations peuvent intéresser. À cette fin, il faut créer des postes qui intéresseront les fonctionnaires visés et inclure les intérêts et les plans de ceux-ci dans les calculs politiques de sa propre industrie. Le défi consiste à créer un avantage compétitif durable—créer une relation stable et constructive qui transforme Washington en allier dans la lutte pour parvenir à la compétitivité globale.

Voilà, c'est le monde où nous nous lançons. Je ne sais pas si nous avons... lorsque l'on élimine les frontières comme nous l'avons fait... si nous ne commençons pas à nous préoccuper de nous-mêmes, à nous consacrer un peu plus de temps, je me demande où nombre d'entre nous se trouverons une niche.

La vice-présidente (Mme Minna): Excusez-moi, monsieur Kinnee. Est-ce que vous allez commencer à conclure. Nous en sommes presque à la demi-heure.

M. Kinnee: Je vais commencer à conclure. Je vous en laisse la lecture, parce que j'en arrivais justement au fait.

La vice-présidente (Mme Minna): Ne vous inquiétez pas, nous lirons votre mémoire. Les membres du Comité les lisent.

M. Kinnee: Je vais revenir à ce que je voulais dire.

En quoi ce que j'ai à dire et ce que vous pouvez lire ont-ils à voir avec le développement économique local? Nous fondons nos activités sur quelques principes clairs. Nous avons pris l'engagement de créer une certaine prospérité au sein de notre localité et je pense que l'on peut appliquer ailleurs ces mêmes principes. Nous allons d'abord nous occuper des nôtres. Chez nous, nous n'embauchons pas à l'extérieur de la localité. Nous n'allons pas chercher nos services à l'extérieur non plus; nous n'achetons pas à l'extérieur à moins de n'avoir aucune autre option. Il arrive que ce soit le cas, et je pense qu'alors nous devons examiner cela de très près.

Je ne trouve pas ce même engagement dans certaines de nos grandes sociétés nationales, mais c'est à leur intention que l'on offre cette formation. Si nous consacrons tous ces deniers publics à la formation, à quoi cela sert-il à moins que ce soit dans le but de créer des emplois? Si nous avons des industries qui préfèrent en fait aller l'étranger pour trouver une main-d'œuvre peu coûteuse et ensuite nous réexporter leurs produits, à quoi sert-il de former des gens? Où est la loyauté? Il faut qu'il s'agisse d'un partenariat. Mais si l'argent s'en va, à quoi cela sert-il?

[Text]

[Translation]

I have one other short point to make. I was not aware of it but I'm offended by it now. As I started doing a little bit of looking into the background of what's happened in this country over the last twenty years, in terms of our tax structure, I became aware of the degree of taxation evasiveness, or whatever you want to call it, by corporate Canada. It's almost offensive. Here are individuals who have achieved their prosperity within the Canadian marketplace and because of Canadian consumers. They're a part of the whole thing. They're blessed more than anybody else is and, by God, they don't want to pay any taxes—not a cent. They'll make every argument in the world with all the high-priced economists and lawyers in the world as to why they can't, and that is offensive. I never really realized it until I started to look into this a little bit.

J'ai encore une petite chose à signaler. Je n'étais pas au courant, mais cela m'insulte maintenant. Quand j'ai commencé un peu à fouiller pour voir ce qui s'est produit au Canada depuis 20 ans, en matière de structure fiscale, j'ai pris connaissance de l'ampleur de l'évitement fiscal que pratiquent les sociétés canadiennes. C'est presque choquant. On a des gens qui ont réussi à se faire une place sur le marché canadien grâce aux consommateurs canadiens. Ils font partie intégrante de tout le système. Ils ont plus de chance que tous les autres et malgré cela, ils refusent de payer de l'impôt—pas un cent. Ils sont prêts à invoquer tous les arguments possibles auprès de tous les économistes et avocats les mieux rémunérés du monde pour justifier leur position, et c'est ce qui est choquant. Je ne m'en étais jamais vraiment rendu compte avant de commencer à me pencher de plus près sur cette question.

• 1820

As a small community group, we are creating jobs. It seems to me there is an abundance of programs.

I didn't realize this would take so long. As I said, I finished this paper off this morning and am tired. If I had realized this forum was going to be like this, I would have just made some speaking notes covering five or six points. However, they are all buried in this paper. I understood there was going to be 10 minutes and thought I could do it like this. Anyway, you'll read the paper.

The Vice-Chair (Ms Minna): That's all right, Mr. Kinnee. Don't worry about it. We will read it as we have all our other briefs.

Mr. Kinnee: I have another point I want to make. This isn't from them. It's from me. I was going to make a point of this because you're looking for solutions.

The Vice-Chair (Ms Minna): That's right. Perhaps you could make it as quickly as possible because we're running overtime. Thank you.

Mr. Kinnee: I have a solution. It's not politically correct, I suppose, to a point and that's on this issue of child care. I don't want any of my tax dollars going towards child care, and I'll tell you why. I don't really like the idea of subsidies and raising someone else's children.

I ran this idea past a number of women I know who are working. For women with small children who are under such stress from 6 a.m. until 10 p.m., trying to run a home and work, I think we'd be better off to give them more incentive to leave the workforce and stay home, if they can possibly do it. For most of the ones I know, if they make \$1,000, they don't get 40% of that by the time they've finished paying all the bills and taking care of their kids, and they're stressed out. I think it would be better to help them stay home and let somebody else have that job.

En tant que petit groupe communautaire, nous créons des emplois. Il existe à mon avis une foule de programmes.

Je ne pensais pas que cela me prendrait si longtemps. Je le répète, j'ai terminé de rédiger ce mémoire ce matin et je suis fatigué. Si j'avais su comment les choses allaient se passer, j'aurais préparé brièvement quelques notes portant sur cinq ou six points. Toutefois, mes points essentiels se trouvent un peu partout dans ce document. Je pensais que j'aurais 10 minutes à ma disposition et que je pourrais vous présenter tout mon mémoire. De toute façon, vous pourrez le lire.

La vice-présidente (Mme Minna): C'est très bien, monsieur Kinnee. Ne vous inquiétez pas. Nous le lirons comme nous le faisons pour tous les autres mémoires.

M. Kinnee: J'aimerais faire une autre remarque. Elle est tout à fait personnelle. Je voulais vous en faire part car vous êtes à la recherche de solutions.

La vice-présidente (Mme Minna): C'est vrai. Je vous demanderais d'être aussi bref que possible, car nous avons déjà dépassé le temps qui vous était imparti. Je vous remercie.

M. Kinnee: J'ai une solution. Il n'est peut-être pas politiquement correcte de la proposer. Il s'agit du problème de la garde d'enfants. Je ne veux pas que l'argent de mes impôts servent à financer les garderies, et je vais vous dire pourquoi. Je m'oppose à l'idée des subventions et d'élever les enfants de quelqu'un d'autre.

J'ai soumis cette idée à un certain nombre de femmes que je connais et qui travaillent. Lorsqu'il s'agit de mères de jeunes enfants qui sont toujours à la course entre 6 heures du matin et 10 heures du soir, en s'efforçant de tenir leur maison tout en travaillant à l'extérieur, je pense qu'il vaudrait mieux leur accorder plus d'incitations à quitter le marché du travail et à rester chez elle, si c'est possible. Dans la plupart des cas que je connais personnellement, lorsque les femmes gagnent 1 000\$, il leur reste à peine 40 p. 100 de cette somme lorsqu'elles ont fini de payer toutes les factures et de s'occuper de leurs enfants, et qui plus est, elles sont à bout de nerfs. Il vaudrait beaucoup mieux les aider à rester chez elles et permettre à quelqu'un d'autre d'occuper cet emploi.

[Texte]

The Vice-Chair (Ms Minna): Thank you very much for your presentation. I'm afraid we won't get into a discussion at this point, but the members will definitely read your brief. Thank you very much for your time.

Our next presenter is Pat Coady from the Prince Edward Island Family Network. Ms Coady, you're making a 10-minute statement, I understand. You can start as soon as you're ready.

Ms Pat Coady (Queen's County Representative, Prince Edward Island Family Network): Thank you very much for providing me with this opportunity, and I promise I'll take 10 minutes or less. I've been sitting here for an hour and a half and I'm tired, so you people must be exhausted.

The P.E.I. Family Network is a group of families who are concerned about the well-being of our sons, daughters, brothers, and sisters who have a disability or multiple disabilities. We are aware of the fact that the federal government has committed itself to supporting people with disabilities in Canada to the tune of \$1.75 billion annually.

• 1825

It has been the experience of individual families that these federal dollars are not reaching the people for whom the funding was intended.

We understand that the Government of Canada has to look at new and innovative ways of supporting and addressing the needs of individuals with disabilities and their families. It is our intention through this submission to share our own personal experience with you and to offer suggestions as to how these federal dollars can be reallocated so that in the future the money spent by the federal government will indeed be supporting the disabled population and their families.

The majority of families across P.E.I. are currently receiving some form of federal or provincial service for the disabled family member. However, we have noted that the same majority of families are not completely satisfied with the level of support or service they receive, simply because it is not meeting individual needs. For example, families who choose to keep their multiple handicapped child at home and provide daily care for this child are receiving a minimal amount of support as compared to those children or adults who are placed under institutional care.

Families living in the community must reach a crisis situation before adequate supports are put in place for them. Either the family unit breaks down altogether or the child is deemed by the authorities to be in need of protection before proper in-home support is provided.

In keeping with the philosophy of health care reform in Canada, which places a great deal of emphasis on preventative measures, would it not seem logical that families should be adequately supported to keep their handicapped child at home and thus prevent some of these crisis situations? Many families have expressed that they feel quite capable and comfortable in determining their own personal needs, and expressing those same needs. However, despite this capability, there exists an

[Traduction]

La vice-présidente (Mme Minna): Merci beaucoup de votre exposé. Je crains qu'il soit impossible de nous lancer dans une discussion maintenant, mais les membres du Comité ne manqueront pas de lire votre mémoire. Merci beaucoup d'avoir pris le temps de venir nous parler.

Notre témoin suivant est Pat Coady du Family Network de l'Île-du-Prince-Édouard. Mme Coady, je crois savoir que vous avez un exposé de 10 minutes. Vous pourrez commencer dès que vous êtes prête.

Mme Pat Coady (représentante du comté de Queen's, Prince Edward Island Family Network): Merci beaucoup de me permettre de comparaître et je vous promets de parler pendant 10 minutes ou moins. Il y a une heure et demie que j'écoute la discussion et je suis fatiguée, de sorte que vous devez être totalement épuisés.

Le Family Network de l'Île-du-Prince-Édouard est un groupe de familles préoccupées par le bien-être de leurs fils, leurs filles, leurs frères et sœurs qui sont atteints d'un ou plusieurs handicaps. Nous savons que le gouvernement fédéral s'est engagé à venir en aide aux personnes handicapées du Canada, en réservant un budget de 1,75 milliard de dollars par an.

Au niveau familial, bien des gens se sont rendu compte que les fonds fédéraux ne parviennent pas aux gens auxquels ils sont destinés.

Nous savons que le gouvernement du Canada doit envisager de nouvelles façons originales de venir en aide aux personnes handicapées et à leurs familles et de répondre à leurs besoins. Dans notre exposé, nous comptons vous faire part de notre expérience personnelle et vous suggérer des idées quant à la façon de réaffecter les fonds fédéraux pour que, à l'avenir, les sommes allouées par le gouvernement fédéral servent bien à aider les personnes handicapées et leurs familles.

La majorité des familles de l'Île-du-Prince-Édouard touchent actuellement une aide quelconque du gouvernement fédéral ou provincial lorsqu'elles comptent une personne handicapée. Toutefois, nous avons remarqué que ces familles sont aussi nombreuses à ne pas être entièrement satisfaites du niveau d'aide ou de services qu'elles reçoivent, simplement parce que cela ne répond pas aux besoins personnels. Par exemple, les familles qui décident d'élever à la maison un enfant atteint de plusieurs handicaps reçoivent une aide minimale par rapport à celles qui décident de confier les enfants ou adultes handicapés à des établissements spécialisés.

Les familles qui vivent dans la collectivité doivent être véritablement en situation de crise avant qu'on ne leur accorde une aide suffisante. Ou bien la cellule familiale éclate complètement, ou bien les autorités considèrent que l'enfant a besoin de protection avant de décider d'offrir à ces familles une aide à domicile suffisante.

Conformément au principe de la réforme des soins de santé au Canada, laquelle met l'accent sur les mesures de prévention, ne serait-il pas logique d'offrir aux familles une aide suffisante pour leur permettre d'élever à la maison leur enfant handicapé, de façon à éviter ces situations de crise? Bon nombre de familles ont dit qu'elles sont tout à fait en mesure de déterminer leurs propres besoins et de les exprimer. Toutefois, malgré tout, on continue à croire à tort qu'il faut qu'un

[Text]

unfounded belief that a professional person needs to control the allocation of funding to address these needs.

Families are suggesting that moneys be given directly to the self-advocate or to their family on an annual basis so they can purchase the supports and service they need to best suit the individual needs. This will eliminate all unnecessary red tape and bureaucracy the families must face now in order to obtain services and support.

Through a system of direct funding there is bound to be more efficient delivery of supports to the disabled person. As the system currently exists, we have people making funding decisions who have no day-to-day experience of raising or caring for a child or an adult with a disability. Nor are they aware of the many challenges a family or that person must face.

Families who have an adult member with a challenging disability report that the system forces their sons and daughters to live in poverty. For example, an adult with a mental handicap living on Prince Edward Island received \$74 per month, less GST, to purchase clothing and personal hygiene supplies. What is the cost of a winter coat and a pair of boots in today's economy?

Let us now look at the family who chooses to keep their adult son or daughter at home and not place him or her in an institution or a group home setting. That family will receive a monthly allowance of \$280. Monthly rates for group homes on Prince Edward Island average \$1,500 per month, and institutional care averages \$5,250 per month. Let's say that the individual requires the same level of care and supervision when living at home. Why is the family receiving \$280 a month for this care while group homes and institutions are receiving three and five times that amount? We have an injustice here that has to be addressed.

Parents have related some of their personal experiences so that we may in turn relay them to you on this committee. One mother reports: why must I, as a mother who works outside the home to support my family, be forced to pay child care expenses for my adult son, who is 19 years of age and has a mental handicap?

On Prince Edward Island we have employment-related child care expenses covered only up to the age of 18 years and adults do not qualify. However, this particular individual needs daily care.

Adults with a mental handicap cannot be covered under any government or family plan for dental care on Prince Edward Island. The individual of course is not gainfully employed; therefore they have no work coverage and they have no money for proper dental care. Families have been told if the individual isn't paying, then some financial help can be provided through welfare assistance.

[Translation]

professionnel de la santé ait la haute main sur la répartition des fonds visant à répondre à ces besoins.

Les familles de personnes handicapées proposent de leur verser directement les fonds, chaque année, pour leur permettre d'acheter les appareils et services dont elles ont besoin pour répondre du mieux possible aux besoins de la personne handicapée. Cela supprimera toute la paperasserie et les formalités administratives inutiles auxquelles les familles sont actuellement confrontées pour obtenir de l'aide et des services.

Grâce à un système de financement direct, on pourra aider de façon plus efficace la personne handicapée. Dans le cadre du système actuel, certaines personnes prennent des décisions en matière de financement alors qu'elles n'ont aucune expérience concrète de l'éducation ou des soins à donner à un enfant ou à un adulte handicapé. Ces personnes ne connaissent pas non plus les nombreux défis que doivent relever cette personne ou sa famille.

Les familles qui comptent un adulte atteint d'un handicap sérieux déclarent que le système oblige leurs fils et leurs filles à vivre dans la pauvreté. Par exemple, un adulte handicapé mental qui habite à l'Île-du-Prince-Édouard touche 74\$ par mois, moins la TPS, pour acheter des vêtements et des fournitures d'hygiène personnelle. Combien coûte un manteau d'hiver et une paire de bottes sur le marché actuel?

Voyons maintenant le cas d'une famille qui décide d'élever elle-même un fils ou une fille handicapé, au lieu de les confier à un établissement ou un foyer. Cette famille va toucher une allocation mensuelle de 280\$. Les tarifs mensuels des foyers à l'Île-du-Prince-Édouard sont en moyenne de 1 500\$ par mois, et les soins en établissement atteignent en moyenne 5 250\$ par mois. Disons que la personne a besoin des mêmes soins et de la même surveillance lorsqu'elle vit chez elle. Pourquoi la famille qui prend cette décision touche-t-elle 280\$ par mois pour offrir ces soins tandis que les foyers et établissements spécialisés reçoivent trois ou cinq fois plus? Il y a là une injustice à laquelle il faut remédier.

Des parents nous ont fait part de leur expérience personnelle et nous aimerais à notre tour en faire part au comité. Voici ce que nous dit une mère de famille: Pourquoi moi qui suis une mère de famille qui travaille à l'extérieur pour subvenir aux besoins de ma famille, suis-je obligée de payer des frais de garde d'enfant pour mon fils âgé de 19 ans qui est handicapé mental?

À l'Île-du-Prince-Édouard, les dépenses de garde d'enfant liées à l'emploi ne sont déductibles de l'impôt que pour les enfants de 18 ans et moins et les adultes n'y ont pas droit. Toutefois, cette personne en particulier a besoin de soins quotidiens.

Les adultes handicapés mentaux ne peuvent pas être visés par un régime gouvernemental ou familial de soins dentaires, à l'Île-du-Prince-Édouard. Il est évident que ces personnes ne peuvent pas occuper un emploi rémunéré et qu'elles n'ont donc pas d'assurance médicale fourni par l'employeur ni d'argent pour obtenir les soins dentaires nécessaires. On a dit à des familles que si la personne handicapée ne peut pas assumer ses propres dépenses, il lui est possible d'obtenir une aide financière grâce à l'aide sociale.

[Texte]

[Traduction]

• 1830

Is this a preventive measure? The rest of us Canadians do not have to wait to be in excruciating pain before we receive dental care. Why those with mental disabilities?

Another mother asks: why has my son been refused entry into a residential service because of the degree of his disability? He has been removed because of behaviour and they tell me that they cannot look after him. They have sent him home to me again. I no longer have the health to meet his needs. Is there no help for me at all?

Why can I not purchase the medication that my daughter needs at any community pharmacy instead of having to wait until it is mailed out from the provincial pharmacy in Charlottetown? Sometimes my daughter is weeks late getting her proper medication.

These are but a few of the concerns. The list could go on.

Families are offering these suggestions to eradicate some of these problems. Most of these problems can be eliminated if the source of funding is not channelled through the welfare assistance framework.

When a person has been labelled with a disability, they are automatically associated with welfare assistance. This sets them up for a life of poverty. They are obliged to get their medication through provincial pharmacies. They have a set clothing allowance. They have a predetermined amount for transportation, etc. All of this is because they are linked with the welfare assistance program. Why is this happening?

Even those individuals who are fortunate enough to be maintained in the public education system until the age of 21 years find once school is finished for them, their options are extremely limited. For instance, if the adult chooses not to enlist the services of sheltered workshops or adult development centres, very little funding is directed towards supportive employment in the community or other incentives that would encourage independent living.

If the adult does choose the services of sheltered workshops, many are forced onto a long waiting list. The individuals are forced to do their waiting at home. We have a very commonplace happening here in Prince Edward Island, because we have many disabled adults living at home, with nothing to do, living with aging parents, who quite often themselves are in failing health.

Families are saying the time for change is now, while we are undergoing the reform process. More community options and natural settings are a must for people with disabilities. It has been proven that programs and services can often be designed within the community more cheaply than some existing shelter programs. They enhance the overall quality of life for those with disabilities and for their families.

Est-ce là une mesure préventive? Les autres Canadiens n'ont pas besoin d'attendre de souffrir de façon atroce avant d'obtenir des soins dentaires. Pourquoi serait-ce le cas des personnes handicapées mentales?

Une autre mère nous pose la question suivante: Pourquoi a-t-on refusé à mon fils l'accès à un établissement spécialisé à cause de l'importance de son handicap? Il a été renvoyé en raison de son comportement et on m'a dit que l'on ne peut plus s'occuper de lui. On l'a donc renvoyé chez moi encore une fois. Je n'ai plus la santé voulue pour m'occuper de lui. N'y a-t-il donc personne pour m'aider?

Pourquoi ne puis-je pas acheter les médicaments dont ma fille a besoin d'une pharmacie communautaire au lieu de devoir attendre qu'ils me soient envoyés par la poste de la pharmacie provinciale qui se trouve à Charlottetown? Parfois ma fille reçoit les médicaments dont elle a besoin avec des semaines de retard.

Ce ne sont que quelques unes des préoccupations qui nous sont exprimées. La liste est longue.

Les familles proposent ces solutions pour supprimer définitivement certains de ces problèmes dont la plupart pourraient disparaître si les fonds cessaient d'être acheminés par les services d'aide sociale.

Lorsqu'une personne est considérée comme handicapée, elle est automatiquement associée à l'aide sociale. À partir de ce moment-là, elle ne peut vivre que dans la pauvreté. Les personnes handicapées sont obligées d'obtenir leurs médicaments auprès de pharmacies provinciales. Elles touchent une allocation fixe pour l'habillement. Elles ont droit à un montant préétabli pour le transport. Tout cela parce qu'elles relèvent du programme d'aide sociale. Pourquoi en est-il ainsi?

Même les personnes qui ont la chance de rester dans le système scolaire public jusqu'à l'âge de 21 ans constatent que leur choix sont extrêmement restreints, une fois les études terminées. Par exemple, si l'adulte décide de ne pas participer aux services d'ateliers protégés ou aux centres de perfectionnement des adultes, très peu de financement est alloué à des emplois protégés dans la collectivité ou à d'autres stimulants susceptibles de favoriser la vie autonome.

Si l'adulte décide d'opter pour les services des ateliers protégés, il lui faut bien souvent s'inscrire sur une longue liste d'attente. Les personnes sont obligées d'attendre chez elles qu'une place se libère. C'est un phénomène très courant ici à l'Île-du-Prince-Édouard où bon nombre d'adultes handicapés habitent chez eux, sans rien à faire, aux côtés de parents vieillissants, qui bien souvent ont eux-mêmes des problèmes de santé.

Les familles nous disent que le moment est venu de changer le système, puisque nous sommes en train de procéder à des réformes. Il est indispensable d'offrir aux personnes handicapées un plus grand nombre d'options et d'environnements naturels au sein de la collectivité. Il a été prouvé que des programmes et services peuvent souvent être conçus au niveau communautaire à moindres frais que certains programmes actuels d'ateliers protégés. Ces programmes et services communautaires améliorent la qualité de vie générale des personnes handicapées et de leurs familles.

[Text]

Through community programs, the disabled population would feel they are participating members of their local community. We all deserve that.

To combat the problem of disability funds being tied into the welfare framework, families are suggesting the Government of Canada look into setting up a separate program of funding. This could be called the Canadian disability resource program or whatever you like. Through this resource program, moneys would go directly to self-advocates or their families on an annual basis, to ensure the individual's needs are being met.

This resource program would have another very important feature. The Government of Canada would be treating individuals and families as number one. As the system of funding currently exists, most of the funds are eaten up with institutional care and very little money is left for those living in their family homes.

For example, in our province of P.E.I. we have a family support program. Across the Island it supports 120 families who have a member with a disability, on a budget of \$303,000. The budget for an institution here in Prince Edward Island is approximately \$640,000 annually. That supports 7 full-time residents under the age of 18. There's something very wrong here.

Are there any questions?

The Vice-Chair (Ms Minna): I don't think so at this stage. This was a ten-minute statement.

Mr. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Only to say she finishes where she started.

The Vice-Chair (Ms Minna): That's right. It is very much so.

Ms Augustine: I want to assure the witness the committee has been hearing all across the country from various groups and we have before us a number of presentations that have been made to us with the exact points she is bringing forward. It seems to me that the concern for the disabled community, for services and programs that would meet their specific needs, has been put on the table over and over again. I think your message just lends voice to all of the other voices we've heard, and I want to say that I appreciate hearing it.

• 1835

Ms Coady: Great. Thank you very much.

The Vice-Chair (Ms Minna): We're now at the part of the evening when we have individual statements. We have four, if they're still with us.

We have the P.E.I. Forest Workers Association.

Mr. Wanson Hemphill (General Manager, P.E.I. Forest Improvement Association): My name is Wanson Hemphill. I'm the general manager of the P.E.I. Forest Improvement Association, which includes forest workers, forest contractors, woodlot owners, and sawmillers.

[Translation]

Grâce aux programmes communautaires, les personnes handicapées ont l'impression de participer pleinement à la vie de leur collectivité. Nous méritons tous cela.

Pour lutter contre le problème du lien qui existe entre les allocations aux personnes handicapées et le régime d'aide sociale, les familles proposent au gouvernement du Canada d'envisager la mise sur pied d'un programme de financement distinct. On pourrait l'appeler le programme canadien de ressources pour personnes handicapées. Grâce à ce programme de ressources, les fonds seraient alloués directement aux personnes qui subviennent elles-mêmes à leurs besoins ou à leurs familles, sur une base annuelle, pour s'assurer que les besoins de la personne sont satisfaits.

Ce programme de ressources présenterait une autre caractéristique très importante. Le gouvernement du Canada accorderait une grande priorité aux personnes et à leurs familles. En vertu du système de financement actuel, la plupart des fonds sont engloutis par les soins en établissements et il reste bien peu d'argent pour ceux qui vivent de façon autonome dans leurs propres foyers.

Par exemple dans notre province de l'Île-du-Prince-Édouard, il existe un programme d'aide aux familles. Dans toute la province, ce programme, auquel un budget de 303 000\$ est alloué, permet de venir en aide à 120 familles qui comptent parmi leurs membres une personne handicapée. Le budget d'un établissement, à l'Île-du-Prince-Édouard, est d'environ 640 000\$ par an. Cela permet de s'occuper de sept résidents à plein temps de moins de 18 ans. Il y a vraiment quelque chose qui cloche.

Avez-vous des questions à poser?

La vice-présidente (Mme Minna): Pas pour le moment. Vous avez parlé pendant 10 minutes.

M. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Je veux simplement signaler que cette personne a fait le tour de la question.

La vice-présidente (Mme Minna): C'est exact. Vous avez parfaitement raison.

Mme Augustine: Je tiens à donner l'assurance au dernier témoin que notre comité a entendu, d'un bout à l'autre du pays, des témoignages de divers groupes et que l'on retrouve dans un certain nombre de mémoires qui nous ont été soumis les mêmes points que ceux qu'elle soulève. À mon avis, les préoccupations liées aux personnes handicapées, aux services des programmes susceptibles de répondre à leurs besoins précis, nous ont été soumises à maintes reprises. Je pense que votre message ajoute foi à toutes les autres interventions que nous avons reçues et je tiens à vous dire que je vous ai écoute avec beaucoup d'intérêt.

Mme Coady: C'est très bien. Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Minna): Le moment est maintenant venu de passer aux présentations personnelles. Il y a quatre témoins spontanés, s'ils sont toujours ici.

Nous entendrons tout d'abord le représentant de l'association des Travailleurs forestiers de l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Wanson Hemphill (directeur général, Forest Improvement Association de l'Île-du-Prince-Édouard): Je m'appelle Wanson Hemphill. Je suis directeur général de la Forest Improvement Association de l'Île-du-Prince-Édouard, laquelle regroupe des travailleurs forestiers, des entrepreneurs forestiers, des propriétaires de boisés et des exploitants de scieries.

[Texte]

[Traduction]

We were here earlier today. We missed the draw. We've been trying to get a number of ideas across to you, since you're going to be the ones writing the report. So we're hoping we can get them across. I know we haven't much time, but I propose to pass around a one-page discussion sheet that I could leave with you and maybe highlight some points from that.

The Vice-Chair (Ms Minna): That would be very helpful. Thank you.

Mr. Hemphill: Forestry is a seasonal industry in P.E.I. We tried to come up with a definition of what UI should be on P.E.I. You'll see we've done that. That's what UI means for us, or what we think it could be in the best of all possible worlds.

We believe that the UI system has evolved over time, and is continually evolving, and will need to evolve more as it is. It's probably healthy for it to continue to evolve to meet people's needs. We don't have a problem with that.

We would like to have the system evolve to encourage more employment and longer duration of employment. We can do that by encouraging people to work longer in what we call our shoulder seasons, when we're near the end of the period when people can work; for example, deep snow. We're suggesting calculating the benefits not on the last 12 weeks or 20 weeks, but on the best 20 weeks.

For example, regarding our friend Allison here, if today was a good day in the woods, if he's working in the woods at this time of year then he might get only two or three or four days in a week. That means his unemployment will subsequently be smaller for each shorter week he gets. So there's a disincentive to work. If it was the best weeks, then it would encourage him to work more than 12 weeks, because he would have been able to get a higher average from the weeks following that. It would encourage him to get many more weeks to get a much higher average. It would also allow him to work right up until deep snow because he wouldn't worry about getting a small stamp, as we used to call them. It could work in many ways.

• 1840

During the period of lay-off, when the snow level isn't quite so high, if he were allowed to earn more than 25% of his current UI, which is usually about one day in the woods, then he would perhaps work two or three days a week. By working more, we'd pay more taxes and generate more wealth for the local economy. More people would be working.

These disincentives are a problem for us, and we'd like to see them changed to encourage employment as opposed to discouraging it.

Nous étions présents en début de journée. Nous avons manqué le tirage. Nous avons essayé de vous faire part d'un certain nombre d'idées puisque c'est vous qui serez appelés à rédiger le rapport. Nous espérons donc vous convaincre. Je sais que nous n'avons pas beaucoup de temps mais je compte distribuer un feuillet simple à tous les membres du comité, et je vais essayer d'en faire ressortir les points essentiels.

La vice-présidente (Mme Minna): Cela serait très utile. Je vous remercie.

M. Hemphill: Le secteur forestier est une industrie saisonnière à l'Île-du-Prince-Édouard. Nous avons essayé de définir ce que devrait être l'assurance-chômage à l'Île-du-Prince-Édouard. Vous verrez cela dans notre document. C'est ce que l'assurance-chômage représente pour nous, ou du moins ce que cela pourrait être dans le meilleur des mondes.

À notre avis, le régime d'assurance-chômage a évolué au fil des ans, il est en évolution constante et devra continuer d'évoluer à l'avenir. Il est sans doute salutaire que ce genre de régime évolue continuellement pour répondre aux besoins des gens. Cela nous paraît normal.

Nous souhaitons que le système évolue en vue de favoriser la création d'emplois et des emplois de plus longue durée. C'est possible si l'on incite les gens à travailler plus longtemps au cours de ce que nous appelons nos saisons intermédiaires, c'est-à-dire lorsque l'on approche de la fin de la période où les gens peuvent travailler; par exemple, lorsqu'il y a beaucoup de neige. Nous proposons de calculer les prestations non pas en fonction des 12 ou 20 dernières semaines, mais en fonction des 20 meilleures semaines.

Prenons l'exemple de notre ami Allison qui est ici. Si aujourd'hui était une bonne journée de travail dans la forêt, s'il travaille dans la forêt à cette époque de l'année, il se pourrait qu'il n'ait que deux, trois ou quatre jours de travail par semaine. Autrement dit, ses prestations de chômage seront diminuées pour chaque semaine de travail abrégé. Cela le dissuade donc de travailler. Si l'on tenait compte des meilleures semaines, cela l'encouragerait à travailler plus de 12 semaines car il serait possible d'augmenter sa moyenne à partir des semaines suivantes. Cela l'inciterait à travailler pendant plus de semaines de façon à relever sa rémunération moyenne. Cela lui permettrait également de travailler jusqu'à ce que la neige soit trop profonde car il n'aurait pas à s'inquiéter d'obtenir un petit timbre, comme nous les appelions auparavant. Le système pourrait être rentable à bien des égards.

Au cours de la période de mise à pied, lorsque la neige n'est plus aussi profonde, s'il était autorisé à gagner plus de 25 p. 100 de ses prestations actuelles d'assurance-chômage, ce qui représente en général une journée de travail dans la forêt, il pourrait éventuellement travailler deux ou trois jours par semaine. En travaillant davantage, nous paierions plus d'impôt et générerions plus de richesse pour l'économie locale. Un plus grand nombre de gens travailleraient.

Ces facteurs de dissuasion nous posent un problème et nous souhaitons qu'on y remédie en vue d'inciter les gens à travailler au lieu de les en dissuader.

[Text]

That's the main point I wanted to make and why we've been sort of trailing you around to make sure we were heard. We hope you'll seriously consider it. We've been trying for years to change this. Maybe the door is open now and we can have a chance for some real change.

The other point is, it's a myth that cuts to UI will actually reduce the deficit or save the government money. Not many people really know the truth about it. As you know, it's 100% employer-employee funded. There's some question about why the government should be trying to make cuts when it doesn't really contribute at this time. It's analogous to going to your bank and the banker telling you he's going to change your interest and your money without really involving you.

It's a good argument for having the people who actually pay the money make the major decisions and have that power.

The Vice-Chair (Ms Minna): I wonder if this is very practical.

Mr. LeBlanc: Most practical.

Mr. Hemphill: Well, thank you. We've chosen yellow because yellow is such an optimistic colour, and we're continually optimistic.

Mr. Alcock: I am leaving the committee at this point. I won't be in Fredericton, but I did want to take this opportunity to put on the record my thanks to the staff members who have been so incredible in this five weeks. They have to put up with more abuse than we do, and I really appreciate it.

The Vice-Chair (Ms Minna): This meeting is adjourned until tomorrow morning in Sydney at 9.

[Translation]

Voilà l'essentiel de ce que je voulais dire et c'est pourquoi nous ne vous avons pas lâché, pour être certains que nous pourrions nous faire entendre. Nous espérons que vous examinerez sérieusement nos suggestions. Il y a des années que nous essayons de changer le système. L'occasion nous est peut-être donnée d'effectuer de véritables changements.

Par ailleurs, il existe actuellement un mythe selon lequel les réductions des prestations d'assurance-chômage permettront de combler le déficit ou de faire économiser de l'argent au gouvernement. Peu de gens connaissent la vérité à ce sujet. Comme vous le savez, le régime est totalement financé par les employeurs et les employés. Certains se demandent pourquoi le gouvernement essaie d'effectuer des coupures puisqu'il ne fait plus de contribution à la caisse d'assurance-chômage. C'est un peu comme si l'on s'adressait à sa banque et que le banquier nous disait qu'il va modifier le taux d'intérêt et les sommes qu'il vous doit sans vous demander votre avis.

Il n'est que logique que les personnes qui financent le système prennent les décisions importantes et aient ce pouvoir.

La vice-présidente (Mme Minna): Je me demande si ce serait très pratique.

M. LeBlanc: Tout à fait pratique.

M. Hemphill: Merci. Nous avons choisi le jaune, car c'est la couleur de l'optimisme et nous sommes toujours optimistes.

M. Alcock: Je dois quitter maintenant le comité. Je ne serai pas à Frédéricton, mais je voulais profiter de l'occasion pour exprimer publiquement mes remerciements aux membres du personnel qui ont fait un travail incroyable au cours de ces cinq semaines. Ils ont été malmenés beaucoup plus que nous, et je leur sais gré de leur patience.

La vice-présidente (Mme Minna): La séance est levée jusqu'à demain matin 9 heures, à Sydney.

From the P.E.I. Literacy Alliance:

Heather Irving, Chair;
Dianne Morrow, Executive Director;
Grant Brooks, Board Member;
Maitland MacIsaac, "Parent as Reading Partners" Author;
Therese Mair, Researcher;
Edith Perry, Researcher;

From the Belfast Community Development Corporation:

Jim Kinnee, Member.

From the Leaders Corps—YMCA of Charlottetown (with the Charlottetown Boys and Girls Club):

Eric Daggett;
Geoff Costain;
Kellie MacLoed;
Penny MacLoed;
Blake Morrisey;
Andrew Warren.

Statements from the floor:

Wanson Hemphill;
Pat Coady;
Valérie Lapointe;
Brian Curley;
Joe Byrne, Cooper Institute;
Marilyn Sark;
Jeff Pacquet;
Sharon Connolly;
Ellen Reynolds;
Michelle Jay.

De la «P.E.I. Literacy Alliance»:

Heather Irving, présidente;
Dianne Morrow, directrice générale.
Grant Brooks, membre du Conseil;
Maitland MacIsaac, auteur de «Parent as Reading Partners»;
Therese Mair, chercheuse;
Edith Perry, chercheuse.

De la «Belfast Community Development Corporation»:

Jim Kinnee, membre.

De «Leaders Corps—YMCA of Charlottetown (with the Charlottetown Boys and Girls Club)»:

Eric Daggett;
Geoff Costain;
Kellie MacLoed;
Pennie MacLoed;
Blake Morrisey;
Andrew Warren.

Déclarations spontanées:

Wanson Hemphill;
Pat Coady;
Valérie Lapointe;
Brian Curley;
Joe Byrne, Institut Cooper;
Marilyn Sark;
Jeff Pacquet;
Sharon Connolly;
Ellen Reynolds;
Michelle Jay.

From the Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce:

Wayne Hambly, President;
Cathy Rose, Treasurer;
Harvey McKinnon, General Manager.

From the Canadian Federation of Labour—Prince Edward Island Council:

Ted Crockett, President.
Ray McBride, PEI Council of Labour.

From the P.E.I. Federation of Labour:

Sandy MacKay, President;
Earl Affleck, Vice-President;
Heath Ellis, Secretary-Treasurer;
Mary Boyd, Project Coordinator, Social Reform.

From the Prince Edward Island Teacher's Federation:

Jim Blanchard, General Secretary;
Leo Broderick, President.

From the "Société Saint-Thomas d'Aquin":

Élise Arsenault, Director General;
Éloi Arsenault, President;
Angie Cormier, Consultant.

From the Federation of Prince Edward Island Municipalities:

Cecil Murl, President;
Lisa Doyle-MacBain, Executive Director.

From the University of Prince Edward Island Student's Union:

Andrew MacPherson, President.

From the University of Prince Edward Island—Office of the President:

Dr. C.W.J. Eliot, Vice-Chancellor.

From the Fisheries Council of Canada (representing Atlantic Provinces):

Ron Bulmer, President.

From the P.E.I. Women's Reference Group:

Regina Russell;
Ann Maxwell.

From the Canadian Federation of University Women—Charlottetown:

Dorothy MacLeod, Provincial Representative.

From the Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I.:

Antje MacEachern, Director, Creative Childcare Centre;
Cindy Rice, Director, Parkdale Sherwood Headstart;
Margaret Murphy.

From the Early Childhood Development Association:

Ann Hayes, President;
Margaret Penwarden, Secretary-Treasurer, West Prince Chapter.

From the Prince Edward Island Housing Co-operatives (Members of the Co-operative Housing Federation of Canada):

Judy Bayliss, Member, Board of Directors.

De «Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce»:

Wayne Hambly, président;
Cathy Rose, trésorière;
Harney McKinnon, directeur général.

De la Fédération canadienne du Travail—Conseil de l'Île-du-Prince-Édouard:

Ted Crockett, président.
Ray McBride, Conseil du travail de l'Île-du-Prince-Édouard.
De la Fédération du travail de l'I.-P.-É.:
Sandy MacKay, président;
Earl Affleck, vice-président.
Heath Ellis, secrétaire-trésorier;
Mary Boyd, coordonnatrice de projet, réforme sociale.

De la Fédération des professeurs de l'Île-du-Prince-Édouard:

Jim Blanchard, secrétaire général;
Leo Broderick, président.

De la Société Saint-Thomas d'Aquin:

Élise Arsenault, directrice générale;
Éloi Arsenault, président;
Angie Cormier, consultante.

De la Fédération des municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard:

Cecil Murl, président;
Lisa Doyle-MacBain, directrice exécutive.

Du Syndicat des étudiants de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard:

Andrew MacPherson, président.

De l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard—bureau du président:
C.W.J. Eliot, vice-chancelier.

Du Conseil des pêches du Canada (représentant les provinces de l'Atlantique):

Ron Bulmer, président.

Du «P.E.I. Women's Reference Group»:

Regina Russell;
Ann Maxwell.

De la Fédération canadienne des femmes universitaires—Charlottetown:

Dorothy MacLeod, déléguée provinciale.

De «Focus Group for Special Needs Pilot Project for P.E.I.»:

Antje MacEachern, directrice, «Creative Childcare Centre»;
Cindy Rice, directeur, «Parkdale Sherwood Headstart»;
Margaret Murphy.

De la «Early Childhood Development Association»:

Ann Hayes, présidente;
Margaret Penwarden, secrétaire-trésorière, «West Prince Chapter».

Des Coopératives de logements de l'Île-du-Prince-Édouard (membres de la Fédération des coopératives de logements du Canada):

Judy Bayliss, membre du Conseil d'administration.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Tourism Industry Association of Prince Edward Island:

Mary Ellen Dougan, General Manager, Island East Tourism Group;

Kathy Livingston, Director, Training and Education.

From the P.E.I. Fishermen's Association:

Roy Drake, Member, Board of Directors.

From the P.E.I. Federation of Agriculture:

Philip Brown, President.

From the National Farmers Union—District 1, Region 1:

Urban Laughlin, District Director;

Gordon Carter, Regional Coordinator.

From the Construction Association of Prince Edward Island:

J. Francis Reid, General Manager.

From the Greater Summerside Chamber of Commerce:

Larry Bertrand, Director of Education.

(Continued on previous page)

TÉMOINS

De l'Association de l'industrie du tourisme de l'Île-du-Prince-Édouard:

Mary Ellen Dougan, directrice générale, «Island East Tourism Group»;

Kathy Livingston, directrice, Formation et éducation.

De l'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard:

Roy Drake, membre du Conseil d'administration.

De la Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard:

Philip Brown, président.

De la «National Farmers Union—District 1, Region 1»:

Urban Laughlin, directeur de district;

Gordon Carter, coordonnateur régional.

De l'Association de construction de l'Île-du-Prince-Édouard:

J. Francis Reid, directeur général.

De «Greater Summerside Chamber of Commerce»:

Larry Bertrand, directeur de l'éducation.

(Suite à la page précédente)

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

JUL 5 1995

